Gouvernement du Canada — Government of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1990

Volume I

Revue et États financiers

Canada

91-01057/

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1990-1F
ISBN 0-660-93076-5

English version is also available

À son Excellence

le très honorable Ramon John Hnatyshyn,
C.P., C.C., C.M.M., C.D.,
Gouverneur général et
Commandant en chef du Canada.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1990.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Gouverneur général, l'assurance de mon profond respect.

Le Président du Conseil du Trésor,
Gilles Loiselle.

OTTAWA, LE 2 OCTOBRE 1990.

À l'honorable Gilles Loiselle,
Président du Conseil du Trésor.

Conformément aux dispositions de l'article 64(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1990, afin de vous permettre de les déposer à la Chambre des communes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Receveur général du Canada,
Paul Dick.

OTTAWA, LE 2 OCTOBRE 1990.

À l'honorable Paul Dick,
Receveur général du Canada.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1990.

L'article 64(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques prévoit que les Comptes publics de chaque exercice seront préparés par le Receveur général et seront déposés à la Chambre des communes, par le Président du Conseil du Trésor, au plus tard le trente et unième jour de décembre qui suit la fin de cet exercice ou, si la Chambre des communes n'est pas alors en session, dans les quinze jours de l'ouverture de la session qui suit.

Le présent rapport annuel est présenté en trois volumes:

Volume I—Aperçu financier et un sommaire sur dix exercices des opérations financières du gouvernement; les états financiers du Canada au sujet desquels le Vérificateur général a exprimé une opinion, c'est-à-dire, les états des opérations, du déficit accumulé, des recettes et dépenses, de l'actif et du passif du Canada, et de l'évolution de la situation financière, accompagnés de notes connexes; les analyses des recettes et des dépenses budgétaires, et des comptes d'actif et de passif; et divers autres états.

Volume II—Détail des opérations financières du gouvernement pour chaque ministère (partie I); et renseignements et analyses supplémentaires (partie II).

Volume III—Contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Les états financiers vérifiés présentés dans le volume I sont pour l'exercice clos le 31 mars 1990.

Veuillez agréer, Monsieur le Receveur général, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Sous-receveur général du Canada par intérim,
Alan Ross.

OTTAWA, LE 2 OCTOBRE 1990.

VOLUME 1

TABLE DES MATIÈRES

Section

Introduction

1. Aperçu financier et renseignements financiers supplémentaires
2. États financiers vérifiés du gouvernement du Canada
3. Recettes budgétaires
4. Dépenses budgétaires
5. Comptes consolidés
6. Prêts, dotations en capital et avances
7. Comptes à fins déterminées
8. Autres éléments de passif
9. Comptes d'opérations de change
10. Dette non échue
11. Autres renseignements relatifs aux états financiers
12. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 64 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement. Son contenu se résume comme suit:

SECTION 1: aperçu financier et un sommaire sur dix exercices des opérations financières du gouvernement;

SECTION 2: états financiers vérifiés du gouvernement du Canada, préparés conformément à l'article 64 de la Loi sur la gestion des finances publiques;

SECTION 3: examen des recettes budgétaires;

SECTION 4: examen des dépenses budgétaires;

SECTION 5: analyse des comptes consolidés;

SECTION 6: analyse des prêts, dotations en capital et avances;

SECTION 7: analyse des comptes à fins déterminées;

SECTION 8: analyse des autres éléments de passif;

SECTION 9: analyse des comptes d'opérations de change;

SECTION 10: analyse de la dette non échue; et,

SECTION 11: analyse des autres renseignements relatifs aux états financiers.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires.

a) PARTIE I

La **partie I** est conçue de façon à refléter aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget des dépenses principal. La plupart des tableaux et états de la **partie I** montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Le contenu de la **partie I** se résume comme suit:

(i) Tableaux sommaires (section 1)

La section 1 comprend des tableaux qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles. Elle comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents.

(ii) Sections ministérielles (sections 2 à 30)

Il y a une section pour chaque ministère. Les programmes des départements et organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des objectifs des programmes et des descriptions des activités. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque ministère. Ces états sont:

- *Sommaire du ministère*

Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.

• *Programmes par activité*

Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque activité sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).

• *Paiements de transfert*

Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.

• *Détail des montants portés au crédit*

Cet état présente par programme la nature des recettes et rentrées lesquelles augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

• *Recettes*

Cet état présente par programme la nature des recettes perçues pour chaque catégorie principale de recettes.

b) PARTIE II

La **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires. Le contenu de la **partie II** se résume comme suit:

- états financiers des fonds renouvelables (section 1);
- états financiers des établissements publics et d'autres entités (section 2);
- renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur la gestion des finances publiques (section 3);
- débiteurs (section 4);
- services professionnels et spéciaux (section 5);
- construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments, ouvrages, machines et matériel (section 6);
- paiements de transfert (section 7);
- service de la dette publique (section 8);
- paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie (section 9);
- programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (section 10);
- autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement (section 11); et,
- autres renseignements divers (section 12).

Le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1989-90

Aperçu financier et Renseignements financiers supplémentaires

SOMMAIRE

	Page
Introduction	1.2
1989-90—L'exercice en rétrospective	1.2
Le déficit et la dette nette	1.2
Facteurs qui agissent sur le déficit	1.3
Facteurs qui influent sur les besoins financiers	1.5
Renseignements financiers supplémentaires	1.6
Présentation des Comptes publics	1.6
Présentation des Comptes nationaux	1.13
Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux	1.14

INTRODUCTION

La présente section renferme un aperçu des opérations financières du gouvernement du Canada. Les états financiers du gouvernement sont présentés sous une forme abrégée et ils sont accompagnés de données comparatives pour les dix exercices précédents. Les opérations financières sont présentées conformément aux politiques comptables expliquées à la note 1 qui est annexée aux états financiers vérifiés à la section 2 du présent volume.

Les états reflètent la méthode comptable introduite dans le budget de février 1986 en vertu de laquelle les opérations de certains comptes à fins déterminées et d'autres comptes sont comptabilisées sous la forme d'opérations budgétaires plutôt que d'opérations non budgétaires. Ces comptes comprennent le Compte d'assurance-chômage, le Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, le Compte de réassurance-récolte, le Compte de stabilisation des prix agricoles, et d'autres comptes à fins déterminées. Les changements prévus dans le budget de février 1986 permettent également de comptabiliser les profits du Compte du fonds des changes sur une base courante, de comptabiliser comme dépenses budgétaires les prêts à taux réduits accordés à des pays en développement, et de comptabiliser les dépenses déduction faite des opérations internes du gouvernement.

En même temps qu'il publie ces états financiers, le gouvernement apporte un certain nombre de changements comptables dont le regroupement des activités financières des sociétés d'État auxquelles des crédits sont accordés, l'établissement d'une provision pour le déficit actuariel de la partie indexée des comptes des fonds de pension des employés du gouvernement, et l'établissement d'une provision pour les imprévus liés à la signature possible par des pays membres de l'OCDE, durant les années à venir, d'ententes multilatérales concertées portant sur la réduction de la dette ou du service de la dette pour les prêts en vigueur garantis par ces États et non assortis de conditions de faveur. Ces changements comptables ont été apportés à la suite des réserves exprimées par le vérificateur général au sujet des états financiers du gouvernement et prennent en compte les recommandations du Comité permanent des comptes publics. En outre, la comptabilité d'exercice est maintenant utilisée pour les recettes non fiscales et les obligations en circulation du gouvernement fédéral émises au compte du Régime de pension du Canada font maintenant partie des opérations de dettes non échues plutôt que des opérations non budgétaires. Les états financiers des exercices précédents ont été modifiés pour qu'ils reflètent bien tous ces changements comptables.

1989-90—L'EXERCICE EN RÉTROSPECTIVE

Voici maintenant un aperçu des opérations financières du gouvernement. Une analyse plus détaillée se trouve à la rubrique intitulée "Renseignements financiers supplémentaires" de la présente section, et dans le reste du volume.

Le déficit et la dette nette

Pour l'exercice 1989-90, le déficit s'élevait à $28,996 millions; c'était $45 millions de plus qu'en 1988-89 ($28,951 millions) et $9,516 millions de moins que le déficit record de 1984-85. Cette hausse du déficit en 1989-90 par rapport à celui de 1988-89 était surtout principalement due à l'impact de transition de la réforme de l'impôt de juin 1987, qui affectait la perception d'impôts sur le revenu des particuliers, et à l'effet de la hausse des taux d'intérêt sur le coût du service de la dette qui a augmenté de $5,651 millions ou de 17.0% par rapport à 1988-89. En pourcentage du produit intérieur brut (PIB), le déficit a diminué d'un sommet de 8.7% en 1984-85 à 4.4% en 1989-90.

Étant donné que le déficit a augmenté à $28,996 millions en 1989-90, le déficit cumulé ou la dette nette s'élevait à $357,961 millions le 31 mars 1990. Cela représente une augmentation de 8.8% par rapport au niveau du 31 mars 1989 ($328,965 millions) et la seconde fois seulement durant les quinze dernières années que la croissance de la dette nette a été inférieure à 10%.

Le tableau 1.1 décrit l'évolution du déficit et de la dette nette durant les dix derniers exercices, tant en termes absolus qu'en pourcentage du PIB pour l'année civile prenant fin durant ces exercices. Le graphique A fait une comparaison entre le taux de croissance de la dette nette et le taux de croissance du PIB durant les dix derniers exercices. Les données des exercices précédents ont été modifiées pour tenir compte des effets des changements comptables dont nous avons parlé plus haut.

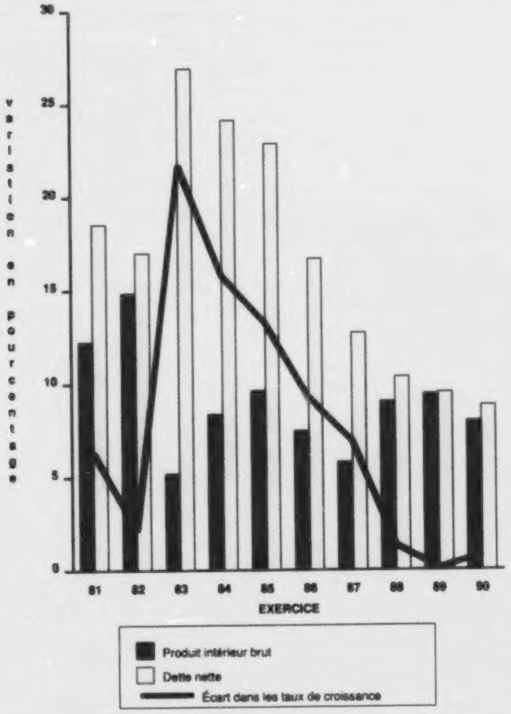
TABLEAU 1.1

DÉFICIT ET DETTE NETTE
(en millions de dollars)

Exercice clos le 31 mars	Déficit budgétaire	% du produit intérieur brut	Dette nette	% du produit intérieur brut
1981	14,303	4.6	90,987	29.4
1982	15,541	4.4	106,528	29.9
1983	28,734	7.7	135,262	36.1
1984	32,723	8.1	167,985	41.4
1985	38,512	8.7	206,497	46.4
1986	34,583	7.2	241,080	50.4
1987	30,733	6.1	271,813	53.8
1988	28,201	5.1	300,014	54.4
1989	28,951	4.8	328,965	54.5
1990	28,996	4.4	357,961	54.9

GRAPHIQUE A

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET DETTE NETTE



Facteurs qui agissent sur le déficit

La hausse du déficit en 1989-90 est avant tout due aux effets de l'augmentation des taux d'intérêt sur les coûts de la dette publique. Ces taux ont beaucoup augmenté durant la seconde moitié de 1988-89 et sont restés élevés durant tout l'exercice 1989-90 à cause de l'ampleur de la dette, l'effet composé de cette hausse des taux d'intérêt a entraîné des coûts beaucoup plus élevés de la dette publique en 1989-90. Ces coûts ont augmenté de $5,651 millions en 1989-90 ou de 17.0%, après une hausse de 14.3% en 1988-89. L'effet de cette hausse sur les coûts de la dette publique a été compensé, en grande partie, par ceux de la vigueur continue de l'économie et par les mesures politiques discrétionnaires introduites dans les budgets antérieurs; cela a fait augmenter les recettes budgétaires et a limité la croissance des sommes consacrées aux programmes.

En 1989-90, les recettes budgétaires s'élevaient à $113,707 millions; cela représentait 9.3% de plus que le niveau de 1988-89. La hausse de 1989-90 reflète surtout la vigueur continue des assiettes de l'impôt sous-jacentes qui est allée de pair avec la croissance de l'économie, de même que les mesures fiscales introduites dans les budgets antérieurs et, en particulier, celles du budget d'avril 1989.

En 1989-90, les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers, l'élément le plus important des recettes budgétaires, ont augmenté de 12.8%; c'était beaucoup plus que la hausse d'à peine 2% enregistrée en 1988-89. L'accroissement annuel des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers n'a pas été ce qu'il aurait pu être à cause de l'effet transitoire de la réforme fiscale. La réforme de l'impôt sur le revenu des particuliers qui est entrée en vigueur le 1er janvier 1988 a abaissé considérablement les taux statutaires de l'impôt, a élargi l'assiette fiscale en réduisant les privilèges fiscaux et a permis à un nombre additionnel de 850,000 Canadiens des classes de revenu inférieur de ne payer aucun impôt fédéral sur le revenu en transformant des exemptions fiscales en crédits d'impôt. En conséquence, malgré une croissance forte de l'emploi et du revenu personnel, la hausse globale des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers a été fortement atténuée en 1988-89 à cause des effets de la réforme fiscale. Mais, puisque les tableaux des retenues à la source n'ont été modifiés que le 1er juillet 1988, les résultats pour l'exercice 1988-89 ne reflétaient pas entièrement les effets de la réforme fiscale. Le délai à modifier les tableaux des retenues à la source a fait que les remboursements d'impôt ont été plus élevés en 1989-90. Cet effet sur les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers a, toutefois, été compensé par l'effet général des mesures d'accélération qui touchaient les versements des retenues à la source faites par les gros employeurs et les acomptes provisionnels des personnes qui font une déclaration tous les trois mois. Compte tenu de ces divers facteurs, la croissance sous-jacente des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers continue de refléter la vigueur de l'économie.

L'accroissement des recettes au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, des taxes et des droits d'accise, et des recettes non fiscales a également contribué à la hausse globale des recettes budgétaires en 1989-90. Malgré une baisse des profits des sociétés, les recettes au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont augmenté de 11%. Cette hausse était surtout due à l'effet de la réforme fiscale introduite en 1988, à l'introduction de la taxe sur les grosses sociétés, et à l'effet ponctuel de l'accélération des versements des acomptes provisionnels. Les taxes et droits d'accise ont progressé de 9.3%; la majeure partie de cette hausse provenait des augmentations des taux d'imposition introduites dans le budget d'avril 1989. Les recettes non fiscales ont augmenté de 11.9%, surtout à cause de l'effet général du produit net de la vente des actions d'Air Canada et à cause des droits de seigneuriage venant de la vente des nouvelles pièces d'un dollar. Par contre, les cotisations de l'assurance-chômage ont diminué de 4.7%, à cause seulement de la réduction des taux de cotisation durant l'année civile 1989.

En 1989-90, les dépenses budgétaires ont augmenté de 7.3% par rapport à une hausse de 5.7% en 1988-89. 58.3% de la hausse de près de $10 millions des dépenses budgétaires entre 1988-89 et 1989-90 était attribuable à l'accroissement des coûts de la dette publique. Ces coûts qui représentaient 27.2% de l'ensemble des dépenses budgétaires en 1989-90 ont progressé de 17.0%. Par contre, le budget des programmes a augmenté de 4.0% en 1989-90; c'est bien en-deçà du taux de croissance de l'économie et moins que l'augmentation du taux d'inflation estimée à partir de l'indice des prix à la consommation.

45% de la croissance du budget des programmes venait d'une augmentation de 6.0% des paiements de transfert importants aux particuliers. Ces paiements qui comprennent les prestations de la sécurité de la vieillesse, les prestations d'assurance-chômage et les allocations familiales dépendent du niveau de la demande ou sont déterminés au moyen d'une formule. L'accroissement de 1989-90 reflète surtout l'effet de l'inflation sur la formule d'indexation et, à un degré moindre, les changements dans les bassins de population visés. Les transferts importants à d'autres ordres de gouvernement ont progressé de 5.5%, surtout à cause d'une hausse des paiements de transfert aux provinces les moins riches aux termes du programme de péréquation et d'une hausse pour les programmes d'aide sociale à frais partagés aux termes du Régime d'assistance publique du Canada. Les mesures d'austérité contenues dans le budget d'avril 1989 ont réduit la croissance des dépenses au niveau de la défense nationale, des affaires extérieures et des programmes d'aide, de même que des transferts directs aux principales sociétés d'État. Les budgets de tous les autres programmes n'ont augmenté que de 1.9%, surtout à cause de ce qui s'est produit dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie et des mesures de restriction qui ont continué d'agir sur les opérations du gouvernement.

Le tableau 1.2 décrit les niveaux et les changements des recettes, des dépenses et du déficit durant les dix derniers exercices.

TABLEAU 1.2

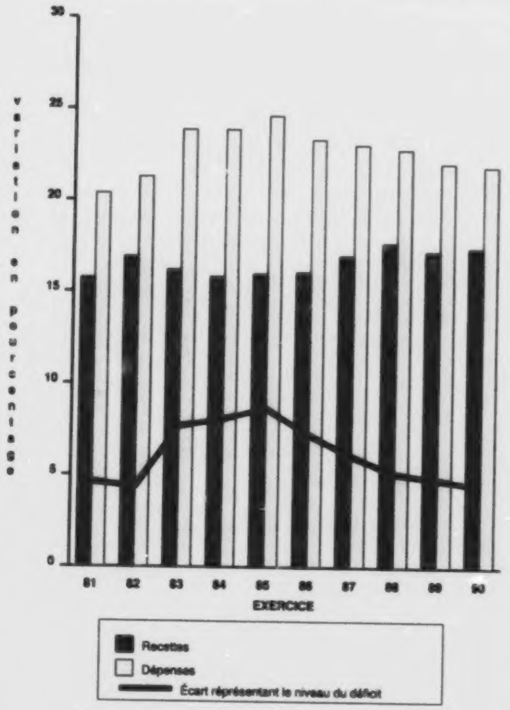
RECETTES, DÉPENSES ET DÉFICIT
(en millions de dollars)

Exercice clos le 31 mars	Recettes	% de la variation par rapport à l'exercice précédent	Dépenses	% de la variation par rapport à l'exercice précédent	Déficit
1981	48,867	16.6	63,170	18.3	14,303
1982	60,307	23.4	75,848	20.1	15,541
1983	60,662	0.6	89,396	17.9	28,734
1984	64,168	5.8	96,891	8.4	32,723
1985	71,056	10.7	109,568	13.1	38,512
1986	76,933	8.3	111,516	1.8	34,583
1987	85,931	11.7	116,664	4.6	30,733
1988	97,612	13.6	125,813	7.8	28,201
1989	104,067	6.6	133,018	5.7	28,951
1990	113,707	9.3	142,703	7.3	28,996

Le graphique B fait une comparaison, pour les dix derniers exercices, des niveaux des recettes et des dépenses, exprimés en pourcentage du PIB, et montre l'évolution du déficit durant cette période.

GRAPHIQUE B

RECETTES ET DÉPENSES EN POURCENTAGE
DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT



Facteurs qui influent sur les besoins financiers

Les besoins financiers nets du gouvernement ne reflètent pas seulement la différence entre les recettes budgétaires et les dépenses budgétaires mais aussi la source nette de fonds produits dans des opérations non budgétaires. En 1989-90, les opérations non budgétaires ont apporté au gouvernement une provenance nette de fonds totalisant $8,466 millions; c'était $1,995 millions de plus qu'en 1988-89. La majeure partie de cette augmentation était attribuable à l'encaissement, en novembre 1988, des intérêts courus sur les obligations d'épargne du Canada de la série 1981, qui avait fait baisser la provenance nette globale de fonds en 1988-89.

Avec un déficit plus élevé de $45 millions et une provenance nette des fonds venant d'opérations non budgétaires en hausse de $1,995 millions, les besoins financiers, exception faite des opérations en devises étrangères, ont diminué de $1,950 millions pour s'établir à $20,530 millions. En outre, les besoins nets pour les opérations en dévises étrangères se sont élevés à $697 millions en 1989-90; c'était beaucoup moins élevé que les besoins nets de $5,730 millions en 1988-89. En conséquence, les besoins nets totaux ont atteint $21,227 millions en 1989-90; c'était $6,983 millions de moins qu'en 1988-89. Les besoins de 1989-90 ont été financés par des opérations de dette non échue d'une valeur de $20,906 millions (par rapport à $28,510 millions en 1988-89) et par un prélèvement dans l'encaisse de $321 millions. L'encaisse s'élevait à $1,512 millions au 31 mars 1990.

Le tableau 1.3 porte sur les besoins financiers des dix derniers exercices, alors que le tableau 1.4 porte sur les principaux éléments des opérations non budgétaires durant la même période.

TABLEAU 1.3

BESOINS FINANCIERS
(en millions de dollars)

			Besoins financiers		
Exercice clos le 31mars	Déficit budgétaire	Opérations non budgétaires	Non compris les opérations de change	Opérations de change	Y compris les opérations de change
1981	–14,303	4,386	–9,917	927	–8,990
1982	–15,541	6,277	–9,264	558	–8,706
1983	–28,734	4,915	–23,819	–640	–24,459
1984	–32,723	7,504	–25,219	414	–24,805
1985	–38,512	8,688	–29,824	2,423	–27,401
1986	–34,583	4,073	–30,510	5,626	–24,884
1987	–30,733	7,815	–22,918	–6,390	–29,308
1988	–28,201	9,352	–18,849	–7,149	–25,998
1989	–28,951	6,471	–22,480	–5,730	–28,210
1990	–28,996	8,466	–20,530	–697	–21,227

Provenance/besoin (–)

TABLEAU 1.4

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

Exercice clos le 31 mars	Prêts, dotations en capital et avances	Comptes à fins déterminées	Autres opérations non budgétaires	Total des opérations non budgétaires
1981	–169	3,823	732	4,386
1982	–1,506	4,736	3,047	6,277
1983	–502	3,391	2,026	4,915
1984	–464	4,566	3,402	7,504
1985	709	5,100	2,879	8,688
1986	41	5,186	–1,154	4,073
1987	1,386	5,328	1,101	7,815
1988	1,509	6,766	1,077	9,352
1989	1,044	4,900	527	6,471
1990	1,050	6,418	998	8,466

Provenance/besoin (–)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES

Cette partie présente un sommaire comparatif sur dix exercices des opérations financières du gouvernement en fonction des Comptes publics et des Comptes nationaux. La présentation des Comptes publics reflète les conventions comptables énoncées à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés de la section 2 de ce volume. La présentation des Comptes nationaux vise principalement à faciliter l'ar. lyse économique du secteur public fédéral selon une méthode conforme à celle employée pour mesurer la fluctuation des revenus et des dépenses de l'économie.

Présentation des Comptes publics

Le tableau intitulé "État sommaire des opérations" (tableau 1.5) présente un ensemble de données, concernant les catégories principales d'opérations, selon quatre principales rubriques: budgétaire, non budgétaire, de change et dette non échue. La situation de la caisse qui en découle à la fin de chaque exercice y figure également.

TABLEAU 1.5

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS[1]
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
I. Opérations budgétaires										
A. Recettes, tableau 1.6	48,867	60,307	60,662	64,168	71,056	76,933	85,931	97,612	104,067	**113,707**
B. Dépenses, tableau 1.7	–63,170	–75,848	–89,396	–96,891	–109,568	–111,516	–116,664	–125,813	–133,018	**–142,703**
Déficit	–14,303	–15,541	–28,734	–32,723	–38,512	–34,583	–30,733	–28,201	–28,951	**–28,996**
II. Opérations non budgétaires, tableau 1.9										
A. Prêts, dotations en capital et avances	–169	–1,506	–502	–464	709	41	1,386	1,509	1,044	**1,050**
B. Comptes à fins déterminées	3,823	4,736	3,391	4,566	5,100	5,186	5,328	6,766	4,900	**6,418**
C. Autres opérations	732	3,047	2,026	3,402	2,879	–1,154	1,101	1,077	527	**998**
Provenance nette	4,386	6,277	4,915	7,504	8,688	4,073	7,815	9,352	6,471	**8,466**
Besoins financiers (opérations de change non comprises)[3]	–9,917	–9,264	–23,819	–25,219	–29,824	–30,510	–22,918	–18,849	–22,480	**–20,530**
III. Opérations de change[2], tableau 1.10	927	558	–640	414	2,423	5,626	–6,390	–7,149	–5,730	**–697**
Total des besoins financiers[3]	–8,990	–8,706	–24,459	–24,805	–27,401	–24,884	–29,308	–25,998	–28,210	**–21,227**
IV. Opérations de la dette non échue[2], tableau 1.10	11,183	9,395	22,418	26,638	26,847	23,770	29,182	22,913	28,510	**20,906**
Variation de la caisse[4]	2,193	689	–2,041	1,833	–554	–1,114	–126	–3,085	300	**–321**
V. Caisse en fin d'exercice, tableau 1.10	5,931	6,620	4,579	6,412	5,858	4,744	4,618	1,533	1,833	**1,512**

On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.

[1] **En conformité avec l'état des opérations de la section 2 de ce volume.**

[2] **La dette non échue à payer en devises étrangères, –$2,645 millions en 1989-90 (–$2,962 millions en 1988-89), fait partie des opérations de change.**

[3] **Besoins de trésorerie (–).**

[4] **Diminution de la caisse (–).**

TABLEAU 1.6

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS DES RECETTES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
I. Opérations budgétaires										
A. RECETTES, section 3										
Recettes fiscales—										
Impôt sur le revenu—										
Des particuliers	19,837	24,046	26,330	26,967	29,254	33,008	37,878	45,125	46,026	**51,895**
Des sociétés	8,106	8,118	7,139	7,286	9,379	9,210	9,885	10,878	11,730	**13,021**
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	3,303	4,753	4,900	7,259	7,553	8,719	9,558	10,425	11,268	**10,738**
Des non résidents	867	1,018	998	908	1,021	1,053	1,355	1,162	1,578	**1,361**
	32,113	*37,935*	*39,367*	*42,420*	*47,207*	*51,990*	*58,676*	*67,590*	*70,602*	***77,015***
Taxes et droits d'accise—										
Taxe de vente	5,355	6,148	5,842	6,561	7,592	9,345	11,972	12,927	15,645	**17,672**
Droits de douane à l'importation	3,185	3,435	2,828	3,376	3,794	3,971	4,187	4,385	4,521	**4,587**
Droits d'accise	1,042	1,175	1,274	1,356	1,462	1,473	1,470	1,459	1,453	**2,130**
Autres	570	564	685	754	850	1,354	1,455	1,567	1,506	**1,295**
	10,152	*11,322*	*10,629*	*12,047*	*13,698*	*16,143*	*19,084*	*20,338*	*23,125*	***25,684***
Taxes en matière d'énergie—										
Taxe d'accise—Essence	453	436	408	386	404	729	1,279	2,286	2,174	**2,154**
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	27	864	1,960	2,106	2,563	2,037	473	–75	105	**57**
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel						41	213	385	369	**260**
Taxe sur le gaz naturel et les liquides de gaz	187	998	1,264	524	–15	–15	1		–1	
Redevances d'exportation sur le pétrole	842	964	626	347	677	327		1		
Redevances d'indemnité spéciale sur le pétrole		473								
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne		786	889	805	850	229	–1	6	–1	
	1,509	*4,521*	*5,147*	*4,168*	*4,479*	*3,348*	*1,965*	*2,603*	*2,646*	***2,471***
	11,661	*15,843*	*15,776*	*16,215*	*18,177*	*19,491*	*21,049*	*22,941*	*25,771*	***28,155***
Autres recettes fiscales	99	120	132	126	107	126	144	207	265	**226**
Total des recettes fiscales	43,873	53,898	55,275	58,761	65,491	71,607	79,869	90,738	96,638	**105,396**
Recettes non fiscales—										
Produits de placements—										
Banque du Canada	1,546	1,944	1,885	1,713	1,858	1,856	1,971	1,871	1,938	**2,239**
Société canadienne d'hypothèques et de logement	839	873	892	941	913	892	866	853	845	**822**
Société du crédit agricole	251	296	361	424	463	386	354	326	301	**239**
Compte du fonds des changes	850	711	435	345	224	–505	366	752	1,658	**1,661**
Intérêts des dépôts bancaires	318	701	433	395	243	278	219	279	256	**278**
Autres produits de placements	605	675	622	448	597	754	479	656	549	**611**
	4,409	*5,200*	*4,628*	*4,266*	*4,298*	*3,661*	*4,255*	*4,737*	*5,547*	***5,850***
Autres recettes non fiscales	585	1,209	759	1,141	1,267	1,665	1,807	2,137	1,882	**2,461**
Total des recettes non fiscales	4,994	6,409	5,387	5,407	5,565	5,326	6,062	6,874	7,429	**8,311**
Total des recettes nettes	48,867	60,307	60,662	64,168	71,056	76,933	85,931	97,612	104,067	**113,707**

TABLEAU 1.7

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS DES DÉPENSES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
I.Opérations budgétaires										
B. DÉPENSES, section 4										
Principaux paiements de transfert et subventions—										
Particuliers—										
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	7,418	8,585	9,643	10,406	11,418	12,525	13,445	14,349	15,202	16,154
Prestations d'assurance-chômage	4,524	5,446	9,823	9,782	10,052	10,036	10,444	10,487	10,972	11,694
Allocations familiales	1,851	2,020	2,231	2,326	2,418	2,501	2,534	2,564	2,606	2,653
Prestations aux anciens combattants	1,006	1,140	1,283	1,387	1,458	1,535	1,586	1,609	1,612	1,708
	14,799	*17,191*	*22,980*	*23,901*	*25,346*	*26,597*	*28,009*	*29,009*	*30,392*	*32,209*
Autres paliers de gouvernement—										
Arrangements fiscaux	3,944	4,750	5,597	5,977	5,985	5,941	6,302	7,007	8,127	8,937
Assurance et services de soins médicaux	3,982	4,283	4,060	5,564	6,330	6,400	6,607	6,558	6,678	6,663
Régime d'assistance publique du Canada	1,941	2,298	2,832	3,288	3,745	3,916	4,051	4,246	4,556	5,006
Aide à l'éducation	1,600	1,628	1,532	2,065	2,265	2,277	2,232	2,242	2,227	2,166
	11,467	*12,959*	*14,021*	*16,894*	*18,325*	*18,534*	*19,192*	*20,053*	*21,588*	*22,772*
Total des principaux paiements de transfert et subventions	26,266	30,150	37,001	40,795	43,671	45,131	47,201	49,062	51,980	54,981
Autres dépenses des programmes—										
Défense	5,063	5,989	6,938	7,843	8,762	9,094	9,993	10,769	11,026	11,452
Aide et affaires extérieures	1,722	2,079	2,315	2,638	2,911	2,755	3,157	3,703	3,818	3,784
Tous autres ministères et organismes	19,461	22,516	26,239	27,538	31,769	29,095	29,655	33,251	33,025	33,666
Total d'autres dépenses des programmes	26,246	30,584	35,492	38,019	43,442	40,944	42,805	47,723	47,869	48,902
Dette publique	10,658	15,114	16,903	18,077	22,455	25,441	26,658	29,028	33,169	38,820
Total des dépenses nettes	63,170	75,848	89,396	96,891	109,568	111,516	116,664	125,813	133,018	142,703

TABLEAU 1.8

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT COMPARATIF DE L'ACTIF FINANCIER ET DU PASSIF
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
ACTIF FINANCIER										
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES										
Sociétés d'État "entreprises"	22,161	23,917	25,752	26,151	25,434	25,551	24,721	23,271	22,537	21,977
Moins: provision pour évaluation	2,093	2,237	3,760	3,700	3,800	3,700	3,800	3,400	4,200	4,300
	20,068	*21,680*	*21,992*	*22,451*	*21,634*	*21,851*	*20,921*	*19,871*	*18,337*	*17,677*
Autres	8,467	8,861	9,444	10,018	10,725	10,867	10,311	9,952	10,198	9,208
Moins: provision pour évaluation	4,539	5,039	5,432	6,001	6,600	7,000	6,900	7,000	6,800	6,200
	3,928	*3,822*	*4,012*	*4,017*	*4,125*	*3,867*	*3,411*	*2,952*	*3,398*	*3,008*
Total net des prêts, dotations en capital et avances	***23,996***	***25,502***	***26,004***	***26,468***	***25,759***	***25,718***	***24,332***	***22,823***	***21,735***	***20,685***
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE										
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	2,838	3,023	4,636	3,623	4,211	3,459	8,212	14,779	17,422	15,393
Fonds monétaire international—Souscriptions	2,961	2,780	2,716	3,995	3,985	4,670	4,936	5,038	4,534	4,474
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer et allocations de Droits de tirage spéciaux	3,463	3,391	3,323	4,302	4,332	5,151	5,580	5,815	5,186	5,045
Total net des comptes d'opérations de change	***2,336***	***2,412***	***4,029***	***3,316***	***3,864***	***2,978***	***7,568***	***14,002***	***16,770***	***14,822***
DÉBITEURS	***1,289***	***1,576***	***1,514***	***1,447***	***1,516***	***1,590***	***1,711***	***1,838***	***2,157***	***2,320***
FONDS EN TRANSIT	***1,845***	***1,829***	***2,565***	***1,876***	***1,882***	***1,693***	***1,468***	***2,322***	***2,087***	***2,136***
CAISSE	***5,931***	***6,620***	***4,579***	***6,412***	***5,858***	***4,744***	***4,618***	***1,533***	***1,833***	***1,512***
TOTAL DE L'ACTIF FINANCIER	**35,397**	**37,939**	**38,691**	**39,519**	**38,879**	**36,723**	**39,697**	**42,518**	**44,582**	**41,475**
DÉFICIT ACCUMULÉ	**90,987**	**106,528**	**135,262**	**167,985**	**206,497**	**241,080**	**271,813**	**300,014**	**328,965**	**357,961**
TOTAL	**126,384**	**144,467**	**173,953**	**207,504**	**245,376**	**277,803**	**311,510**	**342,532**	**373,547**	**399,436**
PASSIF										
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES										
Compte du régime de pensions du Canada(net)	873	1,025	1,173	1,307	1,502	1,773	1,978	2,284	2,540	2,987
Comptes de pension de retraite(net)	27,729	31,443	35,526	39,388	43,690	48,370	53,365	58,788	64,613	70,997
Compte des rentes sur l'État	1,193	1,172	1,150	1,124	1,095	1,060	1,024	987	948	907
Comptes de dépôt et de fiducie	422	1,321	839	1,099	1,353	1,776	1,795	1,747	1,221	1,156
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	1,471	1,415	1,031	1,308	1,617	1,390	1,447	2,497	1,766	1,396
Autres	275	323	371	430	499	573	661	733	834	920
Total des comptes à fins déterminées	***31,963***	***36,699***	***40,090***	***44,656***	***49,756***	***54,942***	***60,270***	***67,036***	***71,922***	***78,340***
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF	***11,283***	***14,601***	***17,301***	***19,947***	***22,901***	***21,632***	***22,629***	***24,687***	***25,324***	***26,534***
DETTE NON ÉCHUE										
À payer en monnaie canadienne	78,364	87,759	110,177	136,815	163,662	187,432	216,614	239,527	267,981	288,887
À payer en devises étrangères	4,774	5,408	6,385	6,086	9,057	13,797	11,997	11,282	8,320	5,673
Total de la dette non échue	***83,138***	***93,167***	***116,562***	***142,901***	***172,719***	***201,229***	***228,611***	***250,809***	***276,301***	***294,562***
TOTAL	**126,384**	**144,467**	**173,953**	**207,504**	**245,376**	**277,803**	**311,510**	**342,532**	**373,547**	**399,436**

TABLEAU 1.8a

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DES REDRESSEMENTS RÉTROACTIFS AU DÉFICIT ACCUMULÉ
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars								
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Déficit accumulé—tel qu'inscrit précédemment	85,681	100,553	128,369	160,768	199,092	233,496	264,101	292,184	320,918
Provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés	5,400	6,100	6,700	6,700	6,700	6,700	6,700	6,700	6,700
Provision pour évaluation de l'actif	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de l'État	615	880	1,145	1,410	1,675	1,940	2,205	2,470	2,735
Courus des recettes non fiscales	−1,289	−1,576	−1,514	−1,447	−1,516	−1,590	−1,711	−1,838	−1,907
Comptes à fins déterminées consolidés	−77	−86	−95	−103	−111	−123	−139	−159	−178
Consolidation des sociétés d'État	−343	−343	−343	−343	−343	−343	−343	−343	−303
Déficit accumulé—tel que redressé	90,987	106,528	135,262	167,985	206,497	241,080	271,813	300,014	328,965

TABLEAU 1.9

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
II. Opérations non budgétaires										
A. PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES, section 6										
Sociétés d'État "entreprises"—										
Institutions de crédit—										
Banque fédérale de développement	101	125	145	172	157	119	93	51		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	–66	–199	–30	194	364	195	254	234	273	**201**
Société d'assurance-dépôts du Canada		–200	60	140	–40	–895	–268	–131	–361	**320**
Société du crédit agricole	–270	–348	–394	–379	172	214	591	–179	230	**104**
Société pour l'expansion des exportations	19	52	–40	–5	39	64	49	55	25	**–75**
	–216	*–570*	*–259*	*122*	*692*	*–303*	*719*	*30*	*167*	***550***
Autres sociétés d'État "entreprises"—										
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	–8		–41	–62	2	9	352	29	12	**12**
Petro-Canada	–440	–840	–1,354	–660						
Autres	972	–346	–181	201	23	177	–272	1,391	–178	**–2**
	524	*–1,186*	*–1,576*	*–521*	*25*	*186*	*80*	*1,420*	*–166*	***10***
Provision pour évaluation		144	1,523	–60	100	–100	100	–400	1,050	**100**
	308	***–1,612***	***–312***	***–459***	***817***	***–217***	***899***	***1,050***	***1,051***	***660***
Autres prêts, dotations en capital et avances—										
Administrations provinciales et territoriales	247	28	–41	35	67	110	89	37	28	**–140**
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	–204	–276	–273	–167	–172	–142	124	81	132	**696**
Organismes internationaux (souscriptions moins effets à payer)	–110	–166	–213	–335	–378	–220	46	15	–24	**–70**
Avances à la caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles	37	29	28	31	32	31	26	24	20	**17**
Enterprises mixtes et en coparticipation	–52	8	–42	7	–93	–61	237	319	36	**362**
Divers	–19	–17	–42	–145	–163	140	65	–117	1	**125**
	–101	*–394*	*–583*	*–574*	*–707*	*–142*	*587*	*359*	*193*	***990***
Provision pour l'évaluation	–376	500	393	569	599	400	–100	100	–200	**–600**
	–477	***106***	***–190***	***–5***	***–108***	***258***	***487***	***459***	***–7***	***390***
Total des prêts, dotations en capital et avances après la provision pour l'évaluation	–169	–1,506	–502	–464	709	41	1,386	1,509	1,044	**1,050**
B. COMPTES À FINS DÉTERMINÉES, section 7										
Comptes d'éléments de passif—										
Compte du régime de pensions du Canada	150	152	148	134	195	271	205	306	255	**422**
Comptes de pension de retraite	2,907	3,714	4,083	3,862	4,302	4,680	4,995	5,423	5,825	**6,384**
Compte des rentes sur l'État	–15	–21	–22	–26	–29	–35	–36	–37	–39	**–41**
Comptes de dépôt et de fiducie	26	899	–482	260	254	423	19	–47	–518	**–65**
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	728	–56	–384	277	309	–227	57	1,050	–731	**–368**
Autres	27	48	48	59	69	74	88	71	108	**86**
Total des comptes à fins déterminées	3,823	4,736	3,391	4,566	5,100	5,186	5,328	6,766	4,900	**6,418**
C. AUTRES OPÉRATIONS, sections 8 et 11										
Débiteurs	–76	–287	62	67	–69	–74	–121	–127	–30	**–163**
Fonds en transit	–693	16	–736	689	–6	189	225	–854	347	**–49**
Autres éléments de passif	1,501	3,318	2,700	2,646	2,954	–1,269	997	2,058	210	**1,210**
Total des autres opérations	732	3,047	2,026	3,402	2,879	–1,154	1,101	1,077	527	**998**
Opérations non budgétaires nettes après la provision pour évaluation	4,386	6,277	4,915	7,504	8,688	4,073	7,815	9,352	6,471	**8,466**
Sommaire—										
Opérations non budgétaires nettes avant la provision pour évaluation	4,762	5,633	2,999	6,995	7,989	3,773	7,815	9,652	5,621	**8,966**
Provision pour évaluation	–376	644	1,916	509	699	300		–300	850	**–500**
Opérations non budgétaires nettes après la provision pour évaluation	4,386	6,277	4,915	7,504	8,688	4,073	7,815	9,352	6,471	**8,466**

Provenance/besoin (–)

TABLEAU 1.10

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS DE CHANGE, DE LA DETTE NON ÉCHUE ET DE LA CAISSE
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
III. Opérations de change, section 9										
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	1,033	−185	−1,613	1,013	−588	752	−4,753	−6,567	−2,643	2,029
Fonds monétaire international—Souscriptions	−930	181	64	−1,279	10	−685	−266	−102	504	60
	103	*−4*	*−1,549*	*−266*	*−578*	*67*	*−5,019*	*−6,669*	*−2,139*	*2,089*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	−715	2	44	−961	−32	−637	−359	−208	495	126
Allocations de Droits de tirages spéciaux	−175	70	24	−18	2	−182	−70	−27	134	15
	−890	*72*	*68*	*−979*	*−30*	*−819*	*−429*	*−235*	*629*	*141*
Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	−66	634	977	−299	2,971	4,740	−1,800	−715	−2,962	−2,645
Total des opérations de change	927	558	−640	414	2,423	5,626	−6,390	−7,149	−5,730	−497
IV. Opérations de la dette non échue, section 10										
Obligations négociables	7,834	3,000	4,989	7,281	12,379	15,584	13,337	9,928	10,899	10,689
Obligations d'épargne du Canada	−2,269	9,166	7,663	5,563	3,756	2,285	64	9,014	−5,567	−6,827
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	23	18	17	18	16	240	1,351	696	513	67
Bons du Trésor	5,445	−2,395	9,750	12,575	10,600	9,650	15,000	4,100	21,650	15,850
Effets et prêts	−5	268	863	1,085	2,987	861	−2,823	−1,171	−2,015	−1,734
Bons du Canada							1,045		86	315
	11,028	*10,057*	*23,282*	*26,522*	*29,738*	*28,620*	*27,974*	*22,567*	*25,566*	*18,360*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement—										
Obligations négotiables	−83	14	−110	172	−122	137	−175	141	−46	107
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du personnel	−6	14	−3	11	42	−27	36	11	10	−36
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du mode d'épargne sur le salaire							731	217	54	28
Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	−66	634	977	−299	2,971	4,740	−1,800	−715	−2,962	−2,645
	−155	*662*	*864*	*−116*	*2,891*	*4,850*	*−1,208*	*−346*	*−2,944*	*−2,546*
Total des opérations de la dette non échue à payer en monnaie canadienne	11,183	9,395	22,418	26,638	26,847	23,770	29,182	22,913	28,510	20,906
V. Caisse en fin d'exercice, section 11										
En monnaie canadienne	5,826	6,541	4,193	6,329	5,779	4,566	4,479	1,381	1,708	1,369
En devises étrangères	105	79	386	83	79	178	139	152	125	143
Total de la caisse	5,931	6,620	4,579	6,412	5,858	4,744	4,618	1,533	1,833	1,512

Provenance/besoin (−)

TABLEAU 1.11

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS—CERTAINS COMPTES À FINS DÉTERMINÉES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA										
Rentrées—										
Contributions des employeurs et cotisations des employés	2,689	3,282	3,446	3,716	3,879	4,495	4,976	5,583	6,248	[illegible]
Revenus de placements	1,519	1,850	2,236	2,534	2,889	3,162	3,404	3,669	3,913	[illegible]
Déboursés—										
Pensions	−2,011	−2,456	−3,036	−3,657	−4,224	−4,887	−5,722	−7,329	−8,445	[illegible]
Frais d'administration	−67	−76	−85	−89	−100	−111	−140	−135	−134	[illegible]
Variation nette	2,130	2,600	2,561	2,504	2,444	2,659	2,518	1,788	1,582	[illegible]
Placements—Titres détenus par le Fonds de placement	−1,980	−2,448	−2,413	−2,370	−2,249	−2,388	−2,313	−1,482	−1,327	[illegible]
Total (net) du Compte du régime de pensions du Canada	150	152	148	134	195	271	205	306	255	[illegible]

TABLEAU 1.11

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS—CERTAINS COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Fin*
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
COMPTES DE PENSION DE RETRAITE										
Compte de pension de retraite de la Fonction publique—										
Rentrées—										
Contribution du gouvernement	288	321	339	349	373	391	398	427	434	426
Cotisations des employés	314	331	339	362	379	384	410	415	406	456
Sociétés de la Fonction publique—Contributions des employeurs et cotisations des employés	57	128	232	239	246	246	242	240	248	253
Intérêt	608	837	981	1,261	1,616	1,993	2,445	2,775	3,075	3,392
Redressement du passif actuariel	559	951	267							
Autres	10	14	21	21	21	25	31	31	33	42
Déboursés—										
Rentes	–409	–466	–523	–576	–647	–740	–835	–931	–1,037	–1,142
Autres	–61	–65	–45	–42	–49	–65	–77	–116	–159	–118
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	–104	–375	301	481	356	244	53			
Variation nette	*1,262*	*1,676*	*1,912*	*2,095*	*2,295*	*2,478*	*2,667*	*2,841*	*3,000*	*3,309*
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes—										
Rentrées—										
Contribution du gouvernement	142	159	183	200	212	223	233	247	255	270
Cotisations des employés	80	91	105	113	120	125	131	139	142	151
Intérêt	480	618	755	933	1,125	1,350	1,546	1,782	1,968	2,161
Redressement du passif actuariel	252	454	286	20						
Autres	1	1	2	2	2	2	3	2	3	4
Déboursés—										
Rentes	–267	–292	–315	–336	–363	–394	–426	–459	–499	–544
Autres	–14	–15	–12	–10	–13	–16	–17	–20	–25	–31
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	19	–151	20	239	203	152	62	4		–1
Variation nette	*693*	*865*	*1,024*	*1,161*	*1,286*	*1,442*	*1,532*	*1,695*	*1,844*	*2,010*
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada—										
Rentrées—										
Contribution du gouvernement	44	52	61	65	67	68	72	82	99	71
Cotisations des employés	22	27	31	34	34	34	37	40	41	43
Intérêt	59	68	103	127	157	196	237	271	307	349
Redressement du passif actuariel	38	51	5							
Déboursés—										
Rentes	–13	–16	–19	–21	–24	–27	–33	–40	–48	–59
Autres	–3	–3	–2	–2	–2	–2	–3	–2	–2	–2
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	–12	–21	17	22	19	11	1			
Variation nette	*135*	*158*	*196*	*225*	*251*	*280*	*311*	*351*	*397*	*402*
Compte de prestations de retraite supplémentaires—										
Rentrées—										
Contribution du gouvernement	74	88	81	94	100	103	111	115	115	130
Cotisations des employés	75	83	87	94	100	103	111	115	115	129
Sociétés de la Fonction publique—Contributions des employeurs et cotisations des employés	10	24	43	45	46	47	45	48	50	52
Autres	94	159	180	185	260	268	273	332	398	471
Déboursés—										
Rentes	–25	–26	–31	–27	–25	–27	–37	–53	–71	–94
Autres	–11	–13	–9	–10	–11	–14	–18	–21	–23	–25
Variation nette	*217*	*315*	*351*	*381*	*470*	*480*	*485*	*536*	*584*	*663*
	2,307	3,014	3,483	3,862	4,302	4,680	4,995	5,423	5,825	[illegible]
Provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés	600	700	600							
Total (net) des comptes de pension de retraite	2,907	3,714	4,083	3,862	4,302	4,680	4,995	5,423	5,825	[illegible]

Provenance/besoin (–)

Présentation des Comptes nationaux

Les Comptes nationaux des revenus et des dépenses ont été élaborés afin de fournir une méthode permettant l'analyse économique de la fluctuation des revenus et des dépenses de l'économie.Les notions et les définitions qui s'appliquent au secteur gouvernemental sont conformes à celles concernant les autres secteurs et suivent les pratiques internationales qui ont été élaborées sous l'égide des Nations Unies. La nature économique d'une opération constitue le facteur déterminant de son classement dans le cadre des Comptes nationaux.

En 1989-90, le déficit d'après les Comptes nationaux a augmenté de $1,688 millions, soit 7.5% par rapport au niveau de 1988-89. Ceci reflète une hausse de 8.8% dans les recettes et une hausse de 8.6% dans les dépenses.

TABLEAU 1.12

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES NATIONAUX
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS DES RECETTES ET DÉPENSES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
I.Opérations des Comptes nationaux[1]										
A. RECETTES—										
Taxes directes—										
Particuliers	24,536	30,563	33,213	35,715	37,893	44,218	50,110	56,687	58,871	65,232
Sociétés	8,958	8,926	9,292	10,049	11,354	11,418	10,319	11,993	11,797	10,854
Non résidents	932	1,163	1,116	1,051	1,170	1,192	1,449	1,418	1,808	1,407
Total des taxes directes	*34,426*	*40,652*	*43,621*	*46,815*	*50,417*	*56,828*	*61,878*	*70,098*	*72,476*	*77,493*
Taxes indirectes	13,467	19,355	16,863	16,789	18,719	18,709	21,814	24,104	25,534	29,127
Autres transferts courants de particuliers	16	15	15	16	18	24	23	26	28	32
Revenus de placements	4,792	5,891	4,913	6,567	7,256	7,933	8,066	9,046	10,458	11,417
Provisions pour consommation de capital	837	944	1,008	1,077	1,176	1,255	1,301	1,337	1,408	[illegible]
Total des recettes	53,538	66,857	66,420	71,264	77,586	84,749	93,082	104,611	109,904	119,567
B. DÉPENSES—										
Biens et services courants—										
Défense	5,022	5,689	6,896	7,560	8,447	9,203	9,505	10,247	10,711	11,244
Non militaires	9,494	11,259	12,283	12,603	13,315	14,115	14,608	14,945	15,428	16,209
Total des biens et services courants	*14,516*	*16,948*	*19,179*	*20,163*	*21,762*	*23,318*	*24,113*	*25,192*	*26,139*	*27,453*
Paiements de transferts aux particuliers	17,114	19,776	25,989	28,254	30,440	31,809	33,570	34,799	36,548	[illegible]
Subventions	5,824	6,535	5,915	5,825	7,804	5,206	5,489	7,361	5,848	[illegible]
Assistance en capital	733	1,042	3,373	3,239	3,452	2,717	2,414	1,792	1,561	[illegible]
Transferts courants aux non résidents	779	944	1,072	1,282	1,541	1,538	1,904	2,249	2,418	[illegible]
Intérêt de la dette publique	10,544	14,855	16,821	17,900	22,116	25,102	26,385	28,680	32,885	[illegible]
Transferts aux provinces	12,574	14,217	15,902	18,316	20,120	20,270	20,970	22,829	23,967	[illegible]
Transferts aux administrations locales	303	326	345	528	503	488	520	615	694	774
Formation brute de capital	755	1,276	1,310	1,714	2,433	2,175	1,928	1,908	2,206	[illegible]
Total des dépenses	63,142	75,919	89,906	97,221	110,171	112,623	117,293	125,425	132,266	[illegible]
Déficit	-9,604	-9,062	-23,486	-25,957	-32,585	-27,874	-24,211	-20,814	-22,362	[illegible]

[1] Ces "Opérations des Comptes nationaux" sont conformes à celles publiées par Statistique Canada le 31 août 1990.

Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux

Le tableau suivant présente le rapprochement des opérations entre les Comptes publics et les Comptes nationaux. Les principaux facteurs qui donnent lieu au rapprochement sont présentés ci-dessous.

Les déficits des entreprises commerciales du gouvernement qui ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement sont, aux fins de présentation des Comptes publics, affectés à des crédits budgétaires et sont ainsi enregistrés comme des dépenses budgétaires. Dans la présentation des Comptes nationaux, ces déficits sont déduits du revenu de placement du gouvernement.

Dans les Comptes publics, les recettes sont enregistrées selon la comptabilité de caisse avec comme exception les recettes non fiscales . Bien que les recettes des Comptes nationaux soient en grande partie comptabilisées selon la comptabilité de caisse, certains postes, tels l'impôt sur le revenu des sociétés et les redevances d'exportation sur le pétrole, sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice. Cette différence résulte aussi en un traitement différent de l'accélération des déductions à la source et des taxes et droits d'accise provenant des grandes entreprises.

Les opérations concernant les comptes de pension des employés sont traitées comme des opérations non budgétaires dans les Comptes publics, bien que les contributions du gouvernement à ces comptes et les paiements de l'intérêt sur ces comptes sont compris dans les dépenses. Les contributions des employeurs et les cotisations des employés à ces comptes ainsi que les revenus d'intérêt connexes font partie des recettes du gouvernement dans la présentation des Comptes nationaux et les paiements de pension font partie des dépenses du gouvernement.

Dans la présentation des Comptes publics, l'achat d'immobilisations, tels les édifices et la machinerie, est comptabilisé comme une dépense budgétaire au cours de l'exercice d'acquisition. Seules les immobilisations et les dépenses en capital nouvellement produites figurent dans les dépenses des Comptes nationaux. Les Comptes nationaux ignorent également la vente des immobilisations puisque de telles ventes n'accroissent pas la production. Les recettes et les dépenses du gouvernement comprennent une provision pour amortissement des immobilisations dans les Comptes nationaux intitulée "Provision pour consommation de capital". Cet élément ne fait pas partie des Comptes publics.

Tant les Comptes publics que les Comptes nationaux comprennent les activités financières des sociétés d'État consolidées .Cependant,les inclusions ne sont pas identiques.

TABLEAU 1.13

GOUVERNEMENT DU CANADA
RAPPROCHEMENT DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Recettes budgétaires—Comptes publics	48,867	60,307	60,662	64,168	71,056	76,933	85,931	97,612	104,067	**113,707**
Éléments de rapprochement—										
Rentrées des fonds de pension du gouvernement	3,148	3,960	4,508	4,965	5,528	6,070	6,548	7,176	7,756	**8,380**
Impôt sur le revenu des sociétés—Excédent des sommes courues sur les sommes perçues	681	-91	910	520	-460	-140	-58	1,527	67	**-2,167**
Provisions pour consommation de capital	837	944	1,008	1,077	1,176	1,255	1,301	1,337	1,408	**1,498**
Redevances d'indemnité sur le pétrole[1]	1,459	3,855	2,852	1,833	2,291	690				
Recettes non fiscales[2]	-421	-488	-580	-656	-836	-989	-968	-1,260	-1,190	**-1,262**
Déficits des enterprises commerciales du gouvernement	-1,124	-1,465	-1,208	-1,088	-1,104	-933	-938	-937	-907	**-991**
Divers[3]	91	-165	-1,732	445	-65	1,863	1,266	-844	-1,297	**402**
Total des recettes—Comptes nationaux	53,538	66,857	66,420	71,264	77,586	84,749	93,082	104,611	109,904	**119,567**
Dépenses budgétaires—Comptes publics	63,170	75,848	89,396	96,891	109,568	111,516	116,664	125,813	133,018	**142,703**
Éléments de rapprochement—										
Déboursés des fonds de pension du gouvernement	818	878	959	1,029	1,139	1,285	1,437	1,600	1,801	**1,868**
Dépenses nettes des fonds et organismes[4]	1,399	1,571	1,236	1,403	1,451	1,442	1,567	1,558	1,344	**1,597**
Provisions pour consommation de capital	837	944	1,008	1,077	1,176	1,255	1,301	1,337	1,408	**1,498**
Programme d'indemnisation pétrolière[5]	900	3,804	2,746	1,763	2,238	1,133	6	60		
Recettes non fiscales[6]	-421	-488	-580	-656	-836	-989	-968	-1,260	-1,190	**-1,262**
Déficits des enterprises commerciales du gouvernement	-1,124	-1,465	-1,208	-1,088	-1,104	-933	-938	-937	-907	**-991**
Transferts budgétaires aux fonds et organismes	-1,737	-2,789	-1,047	-1,232	-1,524	-1,273	-1,213	-1,336	-1,326	**-1,265**
Divers[7]	-700	-2,384	-2,604	-1,966	-1,937	-813	-563	-1,410	-1,882	**-530**
Total des dépenses—Comptes nationaux	63,142	75,919	89,906	97,221	110,171	112,623	117,293	125,425	132,266	**143,618**

(1) Dans les Comptes publics,les redevances d'indemnité sur le pétrole sont déduites des paiements d'indemnisation pétrolière et sont comprises dans les dépenses budgétaires. Les recettes brutes et les paiements bruts sont inscrits dans les Comptes nationaux.

(2) Divers éléments de recettes non fiscales,tels les frais de services et les produits de la vente de biens courants,lesquels sont inscrits comme recettes d'après les Comptes publics, sont déduits des dépenses d'après les Comptes nationaux.

(3) Les éléments majeurs sous divers comprennent les redressements pour les produits de la vente d'immobilisations utilisées, la taxe sur le transport aérien, les éléments imputés, le traitement des recettes dans la période de comptabilisation complémentaire au 31 mars, et le traitement de l'accélération des déductions à la source et des taxes et droits d'accise provenant des grandes entreprises.

(4) Dans les Comptes nationaux, les crédits budgétaires à divers fonds et organismes sont remplacés par les dépenses courantes nettes des fonds et organismes.

(5) Cet élément représente la différence entre les paiements bruts inscrits d'après les Comptes nationaux et les paiements nets inscrits d'après les Comptes publics.

(6) Diverses recettes non fiscales telles les frais de services et les produits de la vente de biens courants, lesquelles sont inscrites comme recettes d'après les Comptes publics, sont déduites des dépenses d'après les Comptes nationaux.

(7) Les éléments majeurs sous divers comprennent les redressements pour des réserves et radiations,une provision pour évaluation de l'actif et du passif, l'achat d'immobilisations utilisées,les éléments imputés, et le traitement des dépenses dans la période de comptabilisation complémentaire au 31 mars.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS
1989-90

États financiers vérifiés du gouvernement du Canada

SOMMAIRE

	Page
Préface	2.3
État de la responsabilité	2.5
État des opérations	2.6
État du déficit accumulé	2.6
État des recettes et dépenses	2.7
État de l'actif et du passif	2.8
État de l'évolution de la situation financière	2.10
Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada	2.11
Opinion du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada	2.22

PRÉFACE AUX ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états financiers est de fournir des renseignements au Parlement et par le fait même au public, pour faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de l'étendue entière des affaires et des ressources financières pour lesquelles le gouvernement est responsable. Les états financiers reflètent la situation financière du gouvernement à la date du rapport, les résultats de ses opérations, de ses besoins financiers et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui déclare que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds consolidé de revenu"; deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états financiers comportent cinq états et des notes afférentes. Le premier état financier est l'état des opérations, lequel indique l'excédent des sorties sur les entrées de fonds (besoins financiers), et le résultat des nouveaux emprunts. Les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, englobe toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, comme les recettes fiscales et non fiscales, de même que les dépenses.

- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations touchant les prêts, dotations en capital et avances, celles des éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et celles d'autres éléments de passif, autres que ceux reliés aux opérations de change et à la dette non échue.

- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.

- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, indique dans quelle mesure les besoins financiers ont été satisfaits par rapport à l'augmentation de la dette non échue laquelle représente le changement net dans les montants dûs relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.

Le deuxième état financier est l'état du déficit accumulé qui montre le résultat net de l'accumulation des déficits et des excédents annuels d'opérations et cela depuis la Confédération. Suite aux modifications comptables introduites cet exercice sur une base rétroactive, le déficit accumulé au début de l'exercice pour les années 1989 et 1990 a été redressé.

Le troisième état financier est l'état des recettes et dépenses qui présente les recettes et les dépenses du gouvernement (résultat des opérations) pour l'exercice.

Le quatrième état financier est l'état de l'actif et du passif. Cet état montre les soldes de caisse et les investissements du gouvernement, ainsi que les montants dûs au ou par le gouvernement à la fin de l'exercice. Cet état diffère d'une certaine façon du bilan conventionnel propre au secteur privé. Les immobilisations, lesquelles ont été comptabilisées comme dépenses, sont enregistrées à la valeur nominale de $1, et les recettes fiscales non encore perçues ne sont pas enregistrées à titre d'éléments d'actif. Il est à noter, par conséquent, que la différence entre le total de l'actif financier et le total du passif représente simplement l'ensemble des déficits et des excédents budgétaires annuels déterminés selon les conventions comptables du gouvernement.

Le cinquième état est l'état de l'évolution de la situation financière qui fournit des renseignements sur les besoins de trésorerie du gouvernement pour les activités de fonctionnement et d'investissement et les diverses formes de financement retenues pour ces activités.

Les autres sections de ce volume, de même que les volumes II et III des Comptes publics, sont destinés à fournir des renseignements plus détaillés à l'appui des états financiers.

ÉTAT DE LA RESPONSABILITÉ

Les états financiers de cette section ont été préparés par le gouvernement du Canada conformément aux conventions comptables énoncées à la note 1 afférente aux états financiers et selon une méthode compatible à celle de l'exercice précédent, sauf pour les modifications apportées aux conventions comptables telles que décrites à la note 3.

La responsabilité quant à l'intégrité et à l'objectivité des états financiers revient au gouvernement. Les états financiers sont préparés sous la direction conjointe du président du Conseil du Trésor, du ministre des Finances et du Receveur général du Canada, en conformité avec la loi habilitante. Les états financiers sont de façon générale préparés selon une base de comptabilité d'exercice; une exception importante à souligner est que les recettes fiscales sont comptabilisées sur une base de caisse. De plus, les immobilisations sont imputées aux dépenses budgétaires à leur date d'acquisition ou de construction. Les renseignements compris dans ces états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance relative, fondés sur les meilleurs estimations et jugements du gouvernement.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de compte rendu, le gouvernement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne lesquels donnent pleine considération aux coûts, aux avantages et aux risques, et lesquels sont conçus pour s'assurer d'une façon raisonnable que les opérations sont autorisées correctement par le Parlement, exécutées selon des règlements prescrits, et comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des deniers publics et de sauvegarder les éléments d'actif et les biens du Canada assujettis à l'administration gouvernementale. Le Receveur général du Canada maintient les comptes du Canada, lesquels constituent un registre centralisé des opérations financières du gouvernement, et obtient, des ministères, organismes et sociétés d'État, tous les renseignements supplémentaires requis de façon à rencontrer les exigences de comptabilité et de compte rendu.

Le Vérificateur général du Canada exprime une opinion indépendante sur les états financiers préparés par le gouvernement. Les fonctions du Vérificateur général à cet égard sont énoncées à l'article 6 de la Loi sur le vérificateur général, qui dicte en partie que le Vérificateur général "indique si les états (financiers) sont présentés fidèlement et conformément aux conventions comptables énoncées pour l'administration fédérale et selon une méthode compatible avec celle de l'année précédente; il fait éventuellement des réserves".

Les états financiers, lesquels font partie des Comptes publics, sont déposés annuellement au Parlement, et sont référés au Comité permanent des Comptes publics, lequel rend compte au Parlement des résultats de son examen de même que de toutes les recommandations qu'il peut avoir concernant les états financiers et l'opinion qui s'y rattache.

Au nom du gouvernement du Canada.

Le Contrôleur général du Canada	*Le Sous-ministre des Finances*	*Le Sous-receveur général du Canada par intérim*
J.A. MACDONALD	FREDERICK W. GORBET	ALAN G. ROSS

GOUVERNEMENT DU CANADA

État des opérations pour l'exercice clos le 31 mars 1990
(en millions de dollars)

	1990	1989
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES		
Recettes	113,707	104,067
Dépenses	−142,703	−133,018
Déficit	−28,996	−28,951
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES		
Prêts, dotations en capital et avances	1,050	1,044
Comptes à fins déterminées	6,418	4,900
Autres opérations	998	527
Provenance nette	8,466	6,471
Besoins financiers (non compris les opérations de change)	−20,530	−22,480
OPÉRATIONS DE CHANGE [1]	*−697*	*−5,730*
Total des besoins financiers	−21,227	−28,210
OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE [1]	*20,906*	*28,510*
Variation de la caisse	−321	300
CAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	*1,833*	*1,533*
CAISSE EN FIN D'EXERCICE	*1,512*	*1,833*

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
Besoins de trésorerie (−).
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.
[1] Changement dans la dette non échue à payer en devises étrangères, −$2,645 millions en 1990 (−$2,962 millions en 1989), fait partie des opérations de change.

GOUVERNEMENT DU CANADA

État du déficit accumulé pour l'exercice clos le 31 mars 1990
(en millions de dollars)

	1990	1989
Déficit accumulé au début de l'exercice		
Tel qu'inscrit précédemment	320,918	292,184
Consolidation et évaluation de certains éléments d'actif et de passif (note 3)	8,047	7,830
Déficit accumulé au début de l'exercice (tel que redressé pour 1989)	328,965	300,014
Déficit avant la modification aux conventions comptables (tel qu'inscrit précédemment en 1989)	*28,629*	*28,734*
Augmentation nette du déficit suite à la consolidation et l'évaluation de certains éléments d'actif et de passif(note 3)	367	217
Déficit (tel que redressé pour 1989)	28,996	28,951
Déficit accumulé à la fin de l'exercice (tel que redressé pour 1989)	*357,961*	*328,965*

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.

GOUVERNEMENT DU CANADA

État des recettes et dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

(en millions de dollars)

	1990		1989	
	Brutes[1]	Nettes[1]	Brutes[1]	Nettes[1]
RECETTES, tableau 3.1, section 3—				
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu—				
Des particuliers (note 5)	51,895	51,895	46,026	46,026
Des sociétés	13,021	13,021	11,730	11,730
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	10,738	10,738	11,268	11,268
Des non résidents	1,361	1,361	1,578	1,578
	77,015	*77,015*	*70,602*	*70,602*
Taxes et droits d'accise—				
Taxe de vente	17,672	17,672	15,645	15,645
Droits de douane à l'importation	4,587	4,587	4,521	4,521
Taxes en matière d'énergie	2,472	2,471	2,648	2,646
Autres	3,919	3,425	3,458	2,959
	28,650	*28,155*	*26,272*	*25,771*
Autres recettes fiscales	226	226	265	265
	105,891	*105,396*	*97,139*	*96,638*
RECETTES NON FISCALES				
Produits de placements	5,967	5,850	5,654	5,547
Autres recettes non fiscales	5,300	2,461	4,374	1,882
	11,267	*8,311*	*10,028*	*7,429*
TOTAL DES RECETTES (note 5)	**117,158**	**113,707**	**107,167**	**104,067**
DÉPENSES,[2] tableau 4.1, section 4—				
Principaux paiements de transfert et subventions,tableaux 4.4 et 4.5,section 4—				
Aux particuliers—				
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	16,154	16,154	15,202	15,202
Prestations d'assurance-chômage	11,694	11,694	10,972	10,972
Allocations familiales	2,653	2,653	2,606	2,606
Prestations aux anciens combattants	1,708	1,708	1,612	1,612
	32,209	*32,209*	*30,392*	*30,392*
À d'autres paliers de gouvernement—				
Arrangements fiscaux	8,937	8,937	8,127	8,127
Assurance et services de soins médicaux	6,663	6,663	6,678	6,678
Régime d'assistance publique du Canada	5,006	5,006	4,556	4,556
Aide à l'éducation	2,166	2,166	2,227	2,227
	22,772	*22,772*	*21,588*	*21,588*
Total des principaux paiements de transfert et subventions(note 7)	*54,981*	*54,981*	*51,980*	*51,980*
Autres dépenses des programmes (note 7)—				
Défense	11,800	11,452	11,293	11,026
Aide et affaires extérieures	3,824	3,784	3,849	3,818
Tous les autres organismes du gouvernement	36,729	33,666	35,827	33,025
Total des autres dépenses des programmes	*52,353*	*48,902*	*50,969*	*47,869*
Dette publique	38,820	38,820	33,169	33,169
TOTAL DES DÉPENSES (Notes 5 et 6)	**146,154**	**142,703**	**136,118**	**133,018**
DÉFICIT	**28,996**	**28,996**	**28,951**	**28,951**

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.

[1] La différence entre Brutes et Nettes provient des recettes à valoir sur les crédits et des recettes des sociétés d'État consolidées.

[2] Les dépenses sont maintenant rapportées par catégorie de paiements, au lieu d'être présentées sur une base d'enveloppe comme dans les exercices précédents.

GOUVERNEMENT DU CANADA

État de l'actif et du passif
au 31 mars 1990
(en millions de dollars)

	1990	1989	Variation nette
ACTIF FINANCIER			
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES, tableau 6.1, section 6—			
Sociétés d'État "entreprises" (notes 9 et 16)—			
Institutions de crédit—			
Banque fédérale de développement	294	294	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	8,703	8,904	-201
Société d'assurance-dépôts du Canada	1,375	1,695	-320
Société du crédit agricole	3,368	3,472	-104
Société pour l'expansion des exportations	772	697	75
	14,512	*15,062*	*-550*
Autres sociétés d'État "entreprises"—			
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	2,440	2,452	-12
Petro-Canada	4,299	4,299	
Autres	726	724	2
	7,465	*7,475*	*-10*
Moins: provision pour évaluation	4,300	4,200	100
Total des sociétés d'État "entreprises"	17,677	18,337	-660
Autres prêts, dotations en capital et avances—			
Administrations provinciales et territoriales	1,023	883	140
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement (note 10)	3,495	4,191	-696
Organismes internationaux (note 10)	4,666	4,621	45
Moins: effets à payer	1,882	1,907	-25
	2,784	*2,714*	*70*
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, moins la provision pour prestations conditionnelles	74	91	-17
Entreprises mixtes et en coparticipation	267	629	-362
Divers	1,565	1,690	-125
	9,208	*10,198*	*-990*
Moins: provision pour évaluation	6,200	6,800	-600
Total des autres prêts, dotations en capital et avances	3,008	3,398	-390
TOTAL DES PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES	***20,685***	***21,735***	***-1,050***
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, tableau 9.1, section 9—			
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes, tableau 9.2, section 9 (note 11)	15,393	17,422	-2,029
Fonds monétaire international—Souscriptions	4,474	4,534	-60
	19,867	*21,956*	*-2,089*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	3,839	3,985	-126
Allocations de Droits de tirage spéciaux	1,186	1,201	-15
	5,045	*5,186*	*-141*
TOTAL DES COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE	***14,822***	***16,770***	***-1,948***
DÉBITEURS, tableau 11.1, section 11	***2,320***	***2,157***	***163***
FONDS EN TRANSIT, tableau 11.2, section 11	***2,136***	***2,087***	***49***
CAISSE, tableau 11.3, section 11	***1,512***	***1,833***	***-321***
TOTAL DE L'ACTIF FINANCIER	**41,475**	**44,582**	**-3,107**
IMMOBILISATIONS (évaluées à un dollar), section 11			
DÉFICIT ACCUMULÉ (note 8)	**357,961**	**328,965**	**28,996**
TOTAL	**399,436**	**373,547**	**25,889**

	1990	1989	Variation nette
PASSIF			
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES, tableau 7.1, section 7—			
Compte du Régime de pensions du Canada (note 12)	**39,445**	37,603	1,842
Moins: titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	**36,483**	35,063	1,420
	2,962	*2,540*	*422*
Comptes de pension de retraite (note 13)	**70,997**	64,613	6,384
Compte des rentes sur l'État	**907**	948	–41
Comptes de dépôt et de fiducie	**1,156**	1,221	–65
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	**1,398**	1,766	–368
Autres	**920**	834	86
TOTAL DES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES	***78,340***	***71,922***	***6,418***
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF, tableau 8.1, section 8—			
Intérêts et dette échue	**10,317**	10,389	–72
Moins: escompte non amorti des bons du Canada et du Trésor	**4,029**	3,266	763
	6,288	*7,123*	*–835*
Créditeurs	**9,642**	8,112	1,530
Chèques et mandats en circulation	**2,546**	2,369	177
Provision pour prestations aux employés	**4,200**	4,300	–100
Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement—			
Emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État, tableau 6.7, section 6 (note 9)	**16,708**	15,001	1,707
Moins: emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés d'État "entreprises"	**13,158**	11,816	1,342
	3,550	*3,185*	*365*
Divers	**308**	235	73
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF	***26,534***	***25,324***	***1,210***
DETTE NON ÉCHUE, tableaux 10.1 et 10.10, section 10 (note 14)—			
À payer en monnaie canadienne—			
Obligations négociables	**127,682**	115,748	11,934
Obligations d'épargne du Canada	**40,929**	47,756	–6,827
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	**3,072**	3,005	67
Bons du Trésor	**118,550**	102,700	15,850
	290,233	*269,209*	*21,024*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement	**1,346**	1,228	118
	288,887	*267,981*	*20,906*
À payer en devises étrangères—			
Obligations négociables	**4,128**	5,373	–1,245
Effets et prêts	**177**	1,911	–1,734
Bons du Canada	**1,446**	1,131	315
	5,751	*8,415*	*–2,664*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement	**76**	95	–19
	5,675	*8,320*	*–2,645*
TOTAL DE LA DETTE NON ÉCHUE	***294,562***	***276,301***	***18,261***
TOTAL	**399,436**	**373,547**	**25,889**

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.

GOUVERNEMENT DU CANADA

État de l'évolution de la situation financière pour l'exercice clos le 31 mars 1990
(en millions de dollars)

	1990			1989
	Rentrées	Déboursés	Net	**Net**
BESOINS DE TRÉSORERIE POUR:				
Activités de fonctionnement —				
Déficit			**28,996**	28,951
Moins: sorties (entrées) n'ayant pas d' (ayant une) incidence sur la caisse				
Provision pour évaluation d'actifs et de passifs			**665**	2,173
Contributions du gouvernement pour des prestations aux employés			**1,014**	1,021
Intérêts sur — les comptes de pension de retraite des employés			**6,373**	5,748
— les autres comptes à fins déterminées			**600**	513
Augmentation des débiteurs			**–163**	–30
Augmentation ou diminution (–) nette des créditeurs et des frais courus			**880**	1,364
Augmentation ou diminution (–) nette des intérêts courus et de l'escompte non amorti sur la dette publique			**–835**	–2,477
Besoins de trésorerie pour activités de fonctionnement			**20,462**	20,639
Activités d'investissement —				
Remboursements nets de prêts, dotations en capital et avances [1]	**6,020**	**4,519**	**–1,501**	–541
Sorties de fonds nettes dans les comptes à fins déterminées [1]	**44,228**	**45,797**	**1,569**	2,382
Besoins de trésorerie pour activités d'investissement	**50,248**	**50,316**	**68**	1,841
TOTAL DES BESOINS DE TRESORERIE			**20,530**	22,480
FINANCÉS PAR:				
Comptes d'opérations de change	**57,437**	**55,489**	**1,948**	–2,768
Émissions ou rachats(–) de dettes étrangères —				
À payer en devises étrangères	**7,375**	**10,039**	**–2,664**	–2,879
Variation de la dette détenue par le gouvernement	**–117**	**–136**	**19**	–83
	7,258	**9,903**	**–2,645**	–2,962
	64,695	**65,392**	**–697**	–5,730
Émissions ou rachats(–) de dettes —				
À payer en monnaie canadienne —				
Obligations négociables	**21,958**	**10,024**	**11,934**	11,849
Bons du Trésor	**297,900**	**282,050**	**15,850**	21,650
Autres	**9,400**	**16,160**	**–6,760**	–5,054
Variation de la dette détenue par le gouvernement	**–2,139**	**–2,021**	**–118**	65
	327,119	**306,213**	**20,906**	28,510
Diminution(augmentation)(-) nette de la caisse			**321**	–300
TOTAL FONDS DISPONIBLES POUR TOUTES LES ACTIVITÉS			**20,530**	22,480

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.

[1] Les chiffres diffèrent de ceux qui sont présentés à l'état des opérations parce que les opérations hors caisse ont été classées et montrées séparément au-dessous du déficit.

Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada

1. Conventions comptables importantes

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Pour fins de rapport dans les états financiers, le gouvernement du Canada est défini comme étant l'ensemble des organismes qui ont à rendre compte de la gestion de leurs activités et ressources soit à un ministre, soit directement au Parlement, et qui appartiennent au gouvernement ou sont contrôlés par celui-ci.

ii. Méthode de comptabilisation pour les organismes gouvernementaux

À l'exception des entreprises gouvernementales, tous les organismes gouvernementaux sont comptabilisés dans les états financiers par voie de consolidation. Les entreprises du gouvernement sont comptabilisées au coût et sont définies comme étant les organismes corporatifs vendant des biens et services à des particuliers et organismes non gouvernementaux comme activité principale, et ne sont pas dépendantes de crédits.

iii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les Comptes publics, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel et sont inscrites aux états des recettes et dépenses et du déficit accumulé. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances, soit à la création ou au règlement de dettes, et sont déclarées à l'état de l'actif et du passif.

Aux fins de compte rendu, les Comptes publics suivent la classification en vigueur à la fin de l'exercice en cours. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés rétroactivement pour être conformes à la présentation de l'exercice en cours.

iv. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement.

Les recettes fiscales du gouvernement sont généralement comptabilisées au cours de l'exercice duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes fiscales sont imputés à l'exercice au cours duquel le cycle de traitement pour l'évaluation des remboursements débute.

Les recettes fiscales sont comptabilisées nettes des remboursements, et ne comprennent ni les impôts prélevés au nom des provinces et des territoires, ni les montants crédités aux autres comptes de passif.

Les recettes non fiscales sont maintenant comptabilisées à l'exercice au cours duquel les opérations ou événements qui ont donné suite à ces recettes ont eu lieu. Les imputations relatives à la provision pour les recettes non fiscales à recevoir peuvent aussi être incluses.

Les recettes sont comptabilisées sur une base brute et nette à l'état des recettes et dépenses. La différence entre les deux provient des recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers, y compris les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

DÉPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice, y compris les créditeurs à la fin de l'exercice. Les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation de prêts, dotations en capital et avances, les provisions pour éventualités générales, la provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État, et les autres créditeurs et provisions.

Les dépenses sont comptabilisées sur une base brute et nette à l'état des recettes et dépenses . La différence entre les deux provient des recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers, y compris les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

v. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, certaines créances ne sont pas comprises à l'état de l'actif et du passif. Les plus importantes sont les sommes à recevoir au titre des recettes fiscales après avoir déduit les remboursements à payer.

vi. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Les emprunts de toutes les sociétés d'État "entreprises" lesquelles sont mandataires de l'État sont comptabilisés comme éléments de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés.

vii. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement, qui comprennent les terrains, les structures techniques, les ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments, équipement et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction. On reconnaît cependant leur existence à l'état de l'actif et du passif, en les inscrivant à une valeur nominale de $1.

viii. Évaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, le gouvernement considère ces prêts comme étant recouvrable sauf si le débiteur refuse de façon officielle d'honorer sa dette. La provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre de prêts(et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à l'équivalent en dollars canadiens de 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribué aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte. Les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les régimes de pension de retraite ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont évalués sur une base actuarielle. Les insuffisances actuarielles pour les comptes de pension de retraite de base sont amorties, les surplus ne le sont pas.

ix. Provisions pour éventualités générales

Le gouvernement établit des provisions en regard à la dette possible ou aux mesures de secours concernant le service de la dette des pays en difficulté financière en vertu d'ententes multilatérales.

x. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Les éléments d'actif et de passif qui proviennent d'opérations de change sont convertis à la fin de l'exercice, aux taux de change en vigueur à cette date. Les gains nets sont crédités aux recettes, tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les recettes peuvent être prélevées et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue, doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour prélever les recettes

Le droit du Canada de prélever les taxes et les impôts est contenu dans les Lois constitutionnelles, et prend une forme distincte dans les différentes lois adoptées par le Parlement. La Loi sur la gestion des finances publiques fournit une ligne de conduite réglementaire concernant la perception, la manutention et la comptabilisation des recettes. Elle contient l'autorisation de fixer les prix pour les services offerts ou pour l'utilisation des installations et équipements. Le droit du gouvernement de prélever les impôts, les taxes et droits d'accise, les tarifs, les amendes et les autres recettes ainsi que les méthodes à être utilisées, est accordé par le Parlement à travers des textes législatifs précis relié à la catégorie de prélèvement ou aux obligations et autorisations ministérielles. Tous les projets de loi visant au prélèvement de fonds doivent provenir de la Chambre des communes et être présentés à la Chambre par le gouvernement. Ceci fait normalement partie du Budget du Ministre des Finances, dans lequel sont présentées les modifications de taxes et tarifs proposées pour atteindre les objectifs selon les prévisions de la politique fiscale.

ii. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire d'autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifient ou les révoquent. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans des lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de redépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

iii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iv. Pouvoirs d'emprunt

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de

l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice, sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fournit au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

Les sociétés d'État (sociétés appartenant à cent pour cent à l'État) qui sont mandataires de Sa Majesté peuvent également emprunter mais seulement lorsque les lois du Parlement les autorisent. De telles lois spécifient généralement une limite quant aux montants des emprunts qui peuvent être en circulation en tout temps. Les sociétés non mandataires de l'État peuvent emprunter sans autorisation parlementaire spécifique. Les emprunts des sociétés non mandataires de l'État sont quelquefois garantis par le gouvernement en vertu d'autorisations parlementaires.

3. Modifications aux conventions comptables

En 1990, des modifications ont été effectuées aux conventions comptables pour certains éléments d'actif et de passif, ainsi que dans la définition de l'entité comptable. Une provision pour le passif actuariel relié à l'indexation des pensions des employés est maintenant enregistrée, des comptes à fins déterminées additionnels sont maintenant consolidés et les états financiers séparés de certaines sociétés d'État sont maintenant consolidés avec les états financiers du gouvernement. Une provision pour évaluation de l'actif et une provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État sont maintenant incluses dans les éventualités générales décrites dans la note 1(ix). De plus, les recettes non fiscales sont maintenant enregistrées sur une base courue, et la dette du gouvernement détenue par le Régime de pensions du Canada a été reclassifiée comme compte à fins déterminées au lieu de dette non échue.

Ces modifications ont été autorisées par le Président du Conseil du Trésor et le Ministre des Finances en accord avec l'article 64(2)(d) de la Loi sur la gestion des finances publiques. Ces modifications ont été appliquées de façon rétroactive, avec un redressement du déficit et du déficit accumulé de l'exercice précédent, pour fins de conformité.

L'effet des modifications effectuées en 1990 sur le déficit accumulé au début de l'exercice et sur le déficit de l'exercice est comme suit:

i. Effet des modifications sur le déficit accumulé au début de l'exercice

	(en millions de dollars)	
	1990	1989
Comptes à fins déterminées consolidés	**−178**	−159
Consolidation des sociétés d'État	**−303**	−343
Provision pour évaluation de l'actif	**1,000**	1,000
Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État	**2,735**	2,470
Courus des recettes non fiscales	**−1,907**	−1,838
Provision pour passif actuariel découlant des régimes de retraite	**6,700**	6,700
Augmentation du déficit accumulé au début de l'exercice par suite des modifications aux conventions comptables	**8,047**	7,830

ii. Effet des modifications sur le déficit

	(en millions de dollars)	
	1990	1989
Comptes à fins déterminées consolidés	**−19**	−19
Consolidation des sociétés d'État	**212**	40
Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État	**265**	265
Courus des recettes non fiscales	**−91**	−69
Augmentation du déficit par suite des modifications aux conventions comptables	**367**	217

4. Autorisations pour les dépenses et emprunts

i. Provenance et utilisation des autorisations pour les dépenses

Le tableau suivant résume les autorisations accordées par le Parlement et utilisées par le gouvernement pour les dépenses, et pour les prêts, dotations en capital et avances.

	(en millions de dollars)			
	1990		1989	
	Dépenses (budgétaires)	Prêts, dotations en capital et avances (non budgétaires)	Dépenses (budgétaires)	Prêts, dotations en capital et avances (non budgétaires)
Employées au cours de l'exercice	**131,945**	**487**	122,064	1,035
Annulées	**2,558**	**28**	2,187	84
Suremployées	**−131**		−33	
Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	**1,355**	**42,895**	1,245	29,299
Autorisations disponibles pour emploi incluant celles des exercices précédents	**135,727**	**43,410**	125,463	30,418

On trouvera plus de précisions aux tableaux 1 et 2 à la section 1 du volume II (partie I) des Comptes publics.

ii. Conciliation de l'autorisation de dépenser

L'utilisation de l'autorisation budgétaire qui est présentée dans le tableau ci-dessus diffère du total des dépenses nettes présenté à l'état des recettes et dépenses. Certains comptes à fins déterminées et certaines sociétés d'État sont consolidés dans les états financiers du gouvernement mais non dans les autorisations budgétaires disponibles pour utilisation présentées ci-dessus. De plus, les autorisations budgétaires disponibles ne comprennent pas la provision pour évaluation de l'actif et du passif, qui est autorisée en vertu de l'article 63 de la Loi sur la gestion des finances publiques. Ces différences sont les suivantes:

	(en millions de dollars)	
	1990	1989
Utilisation des autorisations pour les dépenses budgétaires selon le tableau ci-haut	**131,945**	122,064
Effet de la consolidation de certains comptes à fins déterminées—		
Compte d'assurance-chômage	**9,740**	8,909
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne		1
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	**-235**	-63
Autres comptes	**512**	180
Effet de la consolidation des sociétés d'État	**212**	40
Provision nette pour évaluation de l'actif et du passif[1]	**715**	2,073
Recettes internes éliminées	**-186**	-186
Total des dépenses nettes selon l'état des recettes et dépenses	**142,703**	133,018

On trouvera plus de détails à la section 5 de ce volume au sujet des comptes à fins déterminées consolidés et des sociétés d'État consolidées.

[1] Pour l'exercice en cours, une provision de $1,375 millions ($2,184 millions en 1989) a été créée, alors qu'un montant de $660 millions ($111 millions en 1989) fut radié. L'effet sur la provision de -$50 millions ($100 millions en 1989) suite à la consolidation des sociétés d'État n'est pas compris dans ce montant mais fait partie du montant de l'effet de la consolidation des sociétés d'État.

iii. Suremploi des autorisations pour les dépenses

Les crédits suivants ont été suremployés. La plupart des montants suremployés représentent des dettes encourues mais impayées à la fin de l'exercice. Dans l'exercice suivant, l'autorisation pour les dépenses de chacun de ces crédits est réduite du montant de ces dettes.

	(en millions de dollars)
	1990
Défense nationale	
Crédit 1 - Fonctionnement	**66**
Crédit 5 - Capital	**45**
Transports	
Crédit 5 - Capital	**20**
	131

On trouvera plus de précisions aux sections ministérielles du volume II (partie I) des Comptes publics.

iv. Pouvoirs d'emprunt

Le tableau suivant présente les pouvoirs d'emprunt disponibles et l'emploi de tels pouvoirs. Il concilie l'emploi de tels pouvoirs avec la variation de la dette non échue, rapportée à l'état de l'actif et du passif.

	(en millions de dollars)							
	1990				1989			
	Disponibles	Employés	Annulés	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Disponibles	Employés	Annulés	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents
Pouvoirs qui imposent une limite d'après les lois sur le pouvoir d'emprunt	**25,175**	**18,747**		**6,428**	26,225	25,575		650
Article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques[1]					750	685	65	
Total	**25,175**	**18,747**		**6,428**	26,975	26,260	65	650
Augmentation nette de la dette non échue		**18,261**				25,548		
Variation nette des obligations d'épargne du Canada échues mais non rachetées		**11**				88		
Variation de l'avoir interne de la dette du gouvernement		**105**				12		
Variation dans les obligations émises au régime des pensions du Canada		**-67**				-514		
Variation dans les régularisations de consolidation		**-7**				6		
Redressements de devises étrangères		**444**				1,120		
Emploi total des pouvoirs d'emprunt		**18,747**				26,260		

[1] Autorise le gouvernement à emprunter, pour une période fixe n'excédant pas six mois, les montants nécessaires pour s'assurer que le Fonds du revenu consolidé soit suffisant pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

5. Crédits d'impôt remboursables

Les crédits d'impôt remboursables sont réclamés à même les déclarations d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés . Les réclamations sont réglées en réduisant le montant d'impôt à payer pour l'année ou, lorsqu'il n'y a aucun impôt à payer, par l'émission d'un chèque de remboursement. Dans les deux cas, les recettes provenant des impôts sur le revenu sont réduites, même si aucun impôt n'avait été payé. Pour les crédits d'impôt pour enfants, si ces réductions d'impôt et paiements directs avaient été inscrits comme dépenses, le total des dépenses brutes et les recettes provenant de l'impôt des particuliers auraient augmenté respectivement de $2,444 millions ($1,598 millions en 1989). Aussi, pour le crédit d'impôt remboursable au titre de la taxe fédérale de vente, si ces réductions d'impôt et paiements directs avaient été inscrits comme dépenses, le total des dépenses brutes et les recettes provenant de l'impôt des particuliers auraient augmenté respectivement de $542 millions ($286 millions en 1989). Finalement, si les réductions d'impôts suite aux crédits d'impôt à l'investissement avaient été inscrites comme dépenses, le total des dépenses brutes et les recettes provenant des impôts des particuliers et des sociétés auraient augmenté respectivement de $160 millions ($160 millions en 1989).

6. Présentation des dépenses par article courant

Les dépenses d'après l'état des recettes et dépenses sont présentées par article courant dans le tableau suivant:

Article courant		(en millions de dollars) 1990	1989
(1)	Personnel	**16,633**	15,192
(2)	Transports et communications	**1,970**	1,640
(3)	Information	**30**	234
(4)	Services professionnels et spéciaux	**2,701**	2,142
(5)	Location	**843**	831
(6)	Achat de services de réparation et d'entretien	**1,392**	1,206
(7)	Services publics, fournitures et approvisionnements	**2,351**	2,305
(8)	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	**1,020**	884
(9)	Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	**3,199**	3,293
(10)	Paiements de transfert	**69,455**	67,206
(11)	Service de la dette publique	**38,821**	33,183
(12)	Autres subventions et paiements	**7,719**	8,002
	Total des dépenses brutes	**146,154**	136,118
(13)	*Moins:* recettes à valoir sur les crédits	**2,463**	2,204
	recettes brutes des sociétés d'État consolidées	**988**	896
	Total des dépenses nettes	142,703	133,018

On trouvera plus de précisions au tableau 5 à la section 1 du volume II (partie I) des Comptes publics.

7. Paiements de transfert et autres dépenses des programmes

i. Paiements de transfert

Le gouvernement verse des paiements de transfert aux particuliers, aux autres paliers de gouvernement, aux entreprises et institutions à but non lucratif, aux organismes internationaux et aux pays étrangers.

Les paiements aux particuliers ne représentent dans l'essence qu'un cadre de sécurité du revenu. Les particuliers reçoivent une aide en raison de leur âge (sécurité de la vieillesse et allocations familiales), du fait qu'ils sont temporairement sans emploi (assurance-chômage) ou pour toute autre raison.

Les paiements aux autres paliers de gouvernement comprennent de nombreux programmes de transfert opérés par le gouvernement fédéral et relevant de diverses autorisations statutaires.Les programmes visent un but tant général que spécifique et comprennent les paiements de péréquation et les paiements pour les soins de santé, l'éducation et les subventions en remplacement d'impôts.

Les paiements aux entreprises comprennent des subventions à l'agriculture pour le transport et l'entreposage de grain; des subventions à l'industrie du pétrole et du gaz pour le développement au large, l'encouragement et l'indemnisation pétrolière; ainsi que des subventions aux compagnies de chemin de fer et de transport pour les taux de transport conformément à diverses autorisations statutaires.

Des paiements sont également faits aux organismes internationaux ayant pour but d'aider au développement, d'assurer la protection militaire et de fournir des services de communication via satellite. Les paiements aux pays étrangers sont effectués pour l'achat de marchandises et de services, en vertu de l'aide officielle au développement. Des paiements d'aide alimentaire à des institutions internationales pour le bénéfice des bénéficiaires des pays en voie de développement sont également effectués.

Des paiements aux institutions à but non lucratif sont effectués aux universités pour aider à la recherche, aux organisations à but non lucratif pour la recherche et le développement ainsi qu'à diverses organisations nationales.

Le tableau suivant présente un résumé des paiements de transfert tel que présenté à l'état des recettes et dépenses, ainsi que par classe de bénéficiaires:

Dépenses	(en millions de dollars) 1990	1989
Principaux paiements de transfert et subventions	**54,981**	51,980
Paiements de transfert et subventions compris dans autres dépenses des programmes	**14,474**	15,226
Total	69,455	67,206

Classe de bénéficiaires	(en millions de dollars) 1990	1989
Personnes	**36,402**	34,146
Provinces, territoires et municipalités	**25,420**	24,326
Subventions et aide en capital aux entreprises	**3,338**	4,235
Organismes internationaux et pays étrangers	**2,629**	2,795
Institutions et organisations à but non lucratif	**1,666**	1,704
Total	**69,455**	67,206

On trouvera plus de précisions aux tableaux 4.4 et 4.5 à la section 4 de ce volume ainsi qu'à la section 7 du volume II (partie II) des Comptes publics.

ii. Autres dépenses des programmes

Le tableau suivant présente par organisme, les composantes les plus importantes comprises dans le total d'autres dépenses des programmes:

Organismes	(en millions de dollars) 1990	1989
Défense	**11,452**	11,026
Aide et affaires extérieures	**3,784**	3,818
Affaires indiennes et Nord canadien	**3,370**	3,083
Transports	**3,229**	3,315
Emploi et Immigration	**3,184**	2,908
Agriculture	**2,812**	3,300
Travaux publics	**2,340**	2,631
Industrie, Sciences et Technologie	**2,651**	2,559
Solliciteur général	**2,163**	2,009
Autres	**13,517**	13,220
Total	**48,902**	47,869

8. Déficit accumulé

Conformément à ses conventions comptables énoncées, les recettes et les dépenses de certains comptes à fins déterminées et de certaines sociétés d'État sont comprises dans les recettes et les dépenses du gouvernement. Toutefois, les lois habilitantes exigent que les recettes de ces comptes à fin déterminées soient réservées et que les versements qui s'y rattachent soient imputés contre de telles recettes. Toute déficience des versements par rapport aux recettes doit, conformément aux lois habilitantes, être rencontrée à même les recettes futures de ces comptes à fins déterminées. Le tableau ci-dessous présente les soldes de ces comptes à fins déterminées et les bénéfices non répartis des sociétés d'État consolidées lesquels sont compris dans le déficit accumulé :

	(en millions de dollars)	
	1990	1989
Déficit accumulé non compris les comptes consolidés	**360,315**	330,777
Comptes à fins déterminées consolidés—		
Compte d'assurance-chômage	**–971**	27
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	**–3,565**	–3,565
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	**1,164**	1,410
Fonds de réassurance-récolte	**131**	35
Comptes de stabilisation des produits agricoles	**161**	–94
Dépenses courues du Fonds d'assurance-récolte	**502**	347
Dépenses courues du Compte d'assurance-chômage	**513**	509
Autres comptes à fins déterminées	**–198**	–178
	–2,263	–1,509
Sociétés d'État consolidées—		
Renversement de la provision pour évaluation	**–200**	–200
Bénéfices non répartis	**109**	–103
	–91	–303
Déficit accumulé	**357,961**	328,965

On trouvera plus de précisions sur les comptes consolidés à la section 5 de ce volume.

9. Sociétés d'État "entreprises"

Conformément à la convention comptable énoncée à la note 1 (ii), l'actif , le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés d'État "entreprises" ne sont pas consolidés dans les états financiers du gouvernement. Les prêts et dotations en capital dans les sociétés d'État "entreprises" sont comptabilisés au coût.

Les tableaux suivants résument séparément l'actif, le passif, les revenus et les dépenses des sociétés d'État "entreprises". Toutes les opérations et soldes entre le gouvernement et les sociétés d'État "entreprises" ont été présentés dans les tableaux.

Les tableaux présentent les opérations financières et les résultats des opérations des sociétés d'État "entreprises" selon leurs politiques comptables respectives. La plupart des sociétés d'État "entreprises" suivent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) employés par les compagnies du secteur privé. Une différence significative entre les PCGR et la base de comptabilité du gouvernement est qu'en vertu des PCGR, les éléments d'actif non financier, tels que les bâtiments, la machinerie, l'outillage et les stocks, sont reflétés comme éléments d'actif et radiés au cours de leur durée de vie prévue respective ou lorsqu'ils sont employés. Le gouvernement par contre considère l'achat de ces éléments d'actif non financier comme des dépenses dans l'exercice de l'acquisition. Pour les sociétés d'État "entreprises" ayant comme fin d'exercice le 31 mars, les données sont fondées sur les états financiers vérifiés. Pour les sociétés ayant des fins d'exercice autre que le 31 mars, les données sont fondées sur les états financiers intérimaires non vérifiés lesquels ont été préparés selon une méthode conforme à celle des plus récents états financiers vérifiés.

Les états financiers de chaque société d'État "entreprise" et des sociétés d'État consolidés sont reproduits dans le volume III.

En 1989-90, le gouvernement a cédé à Petro-Canada 14,343 actions ordinaires ayant une valeur nominale de $1,434.3 millions , pour être annulées. Le gouvernement a permis la cessation par CP1990-302 daté du 21 février 1990. La diminution du capital-actions, suite à l'annulation des actions par Petro-Canada, a été compensée par une augmentation des bénéfices non répartis de la Société. Cette augmentation a été utilisée pour amortir les effets de la dépréciation de la valeur aux livres de l'actif net de Petro-Canada provenant de l'adoption de la méthode de comptabilisation "capitalisation du coût de la recherche fructueuse". Le gouvernement est d'avis que le changement de la méthode de comptabilisation n'affecte pas la valeur au marché de Petro-Canada. Comme résultat, et parce que le gouvernement possède encore 100% de la Société, aucun ajustement n'a été apporté en 1989-90 à la valeur nette enregistrée de la participation du gouvernement dans Petro-Canada.

i. Actif et passif

	(en millions de dollars)			
	1990		1989	
	Gouvernement tel qu'inscrit	**Sociétés d'État "entreprise"**	Gouvernement tel qu'inscrit	Sociétés d'État "entreprise"
Actif				
Financier				
Tiers	**23,798**	**32,506**	26,245	32,382
Gouvernement et sociétés d'État	**17,677**	**23,515**	18,337	21,502
Total de l'actif financier	**41,475**	**56,021**	44,582	53,884
Biens durables et frais reportés		**17,371**		18,842
Total de l'actif	**41,475**	**73,392**	44,582	72,726
Passif				
Tiers				
Emprunts	**271,316**		254,921	
Mandataires		**16,708**		15,001
Non mandataires		**1,716**		1,715
Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants		**22,460**		21,077
Autres éléments de passif	**101,324**	**7,781**	94,061	7,390
Gouvernement et sociétés d'État	**26,796**	**14,805**	24,565	17,046
Total du passif	**399,436**	**63,470**	373,547	62,229
Actif/passif(-)net	**–357,961**	**9,922**	–328,965	10,497
Passif éventuel	**19,000**	**515**	9,447	403

On trouvera plus de précisions à la section 6 de ce volume.

ii. Revenus et dépenses

	(en millions de dollars)			
	1990		1989	
	Gouvernement tel qu'inscrit	Sociétés d'État "entreprises"	Gouvernement tel qu'inscrit	Sociétés d'État "entreprises"
Recettes/revenus				
Tiers	**112,752**	**21,141**	102,888	19,275
Gouvernement et sociétés d'État ...	**4,406**	**3,855**	4,279	3,890
Total des revenus ...	**117,158**	**24,996**	107,167	23,165
Dépenses				
Tiers	**141,750**	**20,251**	130,969	18,312
Gouvernement et sociétés d'État ...	**4,404**	**2,279**	5,149	2,431
Total des dépenses	**146,154**	**22,530**	136,118	20,743
Déficit (-)/bénéfice net de l'exercice[1] ..	**–28,996**	**2,466**	–28,951	2,422
Autres changements nets dans l'avoir				
Tiers		**–2,165**		–110
Gouvernement et sociétés d'État ...		**–876**		–2,030
Changement de l'actif/passif (-) net pour l'exercice	**–28,996**	**–575**	–28,951	282
Actif/passif (-) net au début de l'exercice	**–328,965**	**10,497**	–300,014	10,215
Actif/passif(-)net à la fin de l'exercice ..	**–357,961**	**9,922**	–328,965	10,497

On trouvera plus de précisions à la section 6 de ce volume.

[1] Du montant du bénéfice net des sociétés d'État, le gouvernement a reçu $2,402 millions ($2,009 millions en 1989) somme qui affecte les recettes aussi bien que le déficit.

10. Aide au développement international—Prêts, souscriptions,passifs éventuels et engagements

i. Prêts aux pays en voie de développement

Les prêts de $3,495 millions ($4,191 millions en 1989) aux gouvernements étrangers comprennent $2,369 millions ($3,048 millions en 1989) de prêts aux pays en voie de développement. Ces prêts découlent d'accords signés avec les pays en voie de développement avant le 1er avril 1986, font partie du programme d'aide du Canada au développement international et sont non productifs d'intérêt ou portent intérêt à des taux plus favorables que ceux qui étaient en vigueur au Canada au moment où l'aide a été accordée. Les prêts déboursés après le 1er avril 1986 sont considérés comme des dépenses budgétaires. Les soldes au 31 mars, groupés selon leur durée, sont:

Durée à l'origine	Période de grâce avant le début des remboursements	Taux d'intérêt	(en millions de dollars) 1990	1989
17 ans	7 ans	*		1
20 ans	5 ans	5%	**25**	27
25 ans	5 ans	6%		1
30 ans	7 ans	3%	**163**	167
35 ans	5 ans	*	**2**	2
40 ans	10 ans	*	**1**	1
50 ans	10 ans	*	**2,128**	2,799
53 ans[1]	13 ans	*	**42**	42
55 ans[1]	15 ans	*	**8**	8
			2,369	3,048

* Ne porte pas intérêt.

[1] Prêts rééchelonnés.

Ces prêts, d'après leurs termes, accordent des bénéfices financiers aux récipiendaires et ont été entièrement pourvus dans la provision pour évaluation. On trouvera plus de précisions à la section 6 de ce volume.

ii. Souscriptions et prêts aux organismes internationaux

Les prêts, dotations en capital et avances de $4,666 millions ($4,621 millions en 1989) aux organismes internationaux comprennent $4,007 millions ($4,014 millions en 1989) de souscriptions au capital de l'Association internationale de développement et de prêts à d'autres institutions financières internationales, lesquels font aussi partie du programme d'aide du Canada au développement international. Ces institutions accordent des prêts aux pays en voie de développement selon des termes semblables à ceux décrits à l'alinéa i. Les souscriptions aux organismes internationaux ne fournissent pas de produits de placements mais sont remboursables sur la cessation de l'organisme ou lors du retrait. On trouvera plus de précisions à la section 6 de ce volume.

Les prêts, dotations en capital et avances aux organismes internationaux sont présentés après avoir déduit des effets à payer de $1,882 millions ($1,907 millions en 1989), y compris $1,852 millions ($1,852 millions en 1989) d'effets à payer à l'Association et aux institutions susmentionnées. Les effets sont non productifs d'intérêt, sont non négociables, mais sont payables à vue, quoiqu'ils ne sont normalement encaissés que sur des périodes allant jusqu'à sept ans, selon les besoins financiers des institutions.

Un montant de $2,155 millions ($2,162 millions en 1989), compris dans la provision pour évaluation, est équivalent à la situation nette du gouvernement vis-à-vis ces institutions.

iii. Passifs éventuels et engagements

Le gouvernement du Canada a conclu des accords avec certains organismes internationaux et autres nations souveraines en vertu desquels il s'engage à débourser des fonds au cours des exercices futurs pour des buts spécifiques. Ce genre d'engagement comprend les marges de crédit émises aux institutions internationales de développement qui peuvent être appelées à financer des prêts futurs, ainsi que des prêts aux

gouvernements étrangers qui ont été approuvés par le Parlement mais non encore déboursés. Au 31 mars 1990, ces engagements s'élevaient à $1,676 millions ($1,776 millions au 31 mars 1989). De plus, le gouvernement a des passifs éventuels liés aux souscriptions faites pour acheter des actions supplémentaires de certaines institutions internationales de développement lorsque requis par ces institutions. Au 31 mars 1990, ces passifs éventuels s'élevaient à $12,730 millions ($11,686 millions au 31 mars 1989).

On trouvera plus de précisions sur les engagements et les passifs éventuels de l'aide au développement international à la section 6 de ce volume. Les engagements contractuels relatifs aux immobilisations, achats, contrats de location-exploitation et contrats de location-acquisition sont discutés séparément à la note 15. Les passifs éventuels additionnels du gouvernement du Canada au 31 mars 1990 sont divulgués à la note 17.

11. Or

Les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes de $15,393 millions ($17,422 millions en 1989) comprennent les avoirs d'or du Canada de 15.92 millions d'onces d'or fin ayant une valeur aux livres de $848 millions (17.018 millions d'onces d'or fin ayant une valeur aux livres de $919 millions en 1989).

L'or est évalué à l'équivalent en dollars canadiens de 35 Droits de tirage spéciaux (DTS) pour chaque once d'or fin, ce qui équivaut approximativement à son coût en terme de devises étrangères. Au 31 mars 1990, l'équivalent en dollars canadiens de 35 DTS était de $53.25 pour chaque once d'or fin ($53.99 pour chaque once d'or fin en 1989). Le DTS est une unité de compte employée par le Fonds monétaire international et est évalué en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

Des méthodes alternatives d'évaluation peuvent être employées pour évaluer l'or. Selon la méthode d'évaluation du marché ($430.96 pour chaque once d'or fin en 1990, $456.97 en 1989), la valeur aux livres aurait été de $6,861 millions ($7,777 millions en 1989). Selon la méthode du coût moyen estimatif en dollars canadiens aux taux de change historiques ($36.91 pour chaque once d'or fin en 1990 et en 1989), la valeur aux livres aurait été de $588 millions ($628 millions en 1989). Des précisions additionnelles se trouvent dans les états financiers du Compte du fonds des changes, à la section 9 de ce volume.

12. Régime de pensions du Canada

Conformément à la loi actuelle, les prestations et les coûts encourus dans la gestion du régime de pensions du Canada sont financés à même les cotisations et contributions des employés, des employeurs et des personnes à leur propre compte, et de l'intérêt provenant du placement des cotisations et contributions non immédiatement requises pour les prestations et les coûts. Quoique le régime de pensions du Canada a été établi en vertu d'une loi fédérale, le régime est sous le contrôle conjoint du gouvernement et des provinces. Toute province ou groupe de provinces ayant 1/3 de la population du Canada peut interdire toute modification au régime de pensions du Canada qui affecte le niveau des cotisations ou des prestations. L'autorisation du gouvernement de payer des prestations en vertu du régime se limite au solde du Compte du régime de pensions du Canada qui était de $39,445 millions au 31 mars 1990. Cependant, conformément aux conventions comptables du gouvernement, les recettes et les dépenses du régime ne sont pas comptabilisées avec celles du gouvernement.

En 1990, les recettes du Compte du régime de pensions du Canada ont été de $11.5 milliards ($10.2 milliards en 1989) et les dépenses ont été de $9.6 milliards ($8.6 milliards en 1989). Le solde du Compte du régime de pensions du Canada est de $39.4 milliards au 31 mars 1990 ($37.6 milliards au 31 mars 1989). Les fonds en excès des besoins de fonctionnement courants estimés ($36.5 milliards au 31 mars 1990; $35.1 milliards au 31 mars 1989) sont disponibles pour des placements dans les titres des provinces, des territoires et du gouvernement, selon la proportion des cotisations provenant de la juridiction par rapport aux cotisations totales au Compte.

Un objectif de financement à long terme d'environ deux années de prestations a été établi pour le régime par l'établissement d'un tableau de taux de cotisations pour 25 ans, à partir du premier janvier 1987. Les premiers cinq ans exigent une augmentation annuelle partagée de .2 point de pourcentage concernant le taux initial de cotisations et de contributions employeurs-employés de 3.6% des gains cotisables. Les taux de cotisation pour les 20 années subséquentes renferment des augmentations partagées de .15 point de pourcentage et sont sujets à des révisions fédérales-provinciales à tous les cinq ans. Les états financiers du Compte sont reproduits à la section 7 de ce volume.

13. Comptes de pension de retraite

Le passif pour les comptes de pension de retraite comprend les comptes à fin déterminées applicables ainsi qu'une provision supplémentaire (décrite à la note 3) afin d'enregistrer toute insuffisance dans les prestations telle que déterminée sur une base actuarielle.

Le gouvernement parraine des régimes de retraite à prestations déterminées pour sensiblement tous ses employés à temps plein, principalement les membres de la Fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Les pensions de base sont principalement fondées sur les meilleurs gains moyens sur 6 ans et sont courues au taux de 2 pour cent du salaire moyen par année de service. Les prestations sont limitées, le maximum étant de 70 pour cent des gains moyens finals. Les pensions de base sont indexées annuellement (le 1^er^ janvier) au coût de la vie en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

La cotisation des employés pour ces prestations de base est de 6.5% de la paye, moins les cotisations au Régime de pensions du Canada ou du Québec. De plus, les employés cotisent 1% de leur salaire pour l'indexation. Pour les prestations de base, l'employeur verse des contributions égales aux cotisations de l'employé de l'exercice précédent pour les membres de la Fonction publique, et contribue un montant égal à 1.8 et 2 fois les cotisations de l'exercice en cours pour les membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, respectivement. Des contributions égales aux cotisations d'indexation sont effectuées.

La Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique couvre également les employés de certaines sociétés d'État, agences et autres institutions. Les obligations découlant des régimes de retraite pour les sociétés d'État couvertes par la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique sont limitées à l'appariement des cotisations de leurs employés; toute insuffisance actuarielle est supportée par le gouvernement.

Les cotisations et les contributions sont créditées aux Comptes de pension de retraite. Les comptes de pension de retraite de base gagnent des intérêts à des taux fondés sur les taux des obligations à long terme

du gouvernement du Canada. Le taux d'intérêt gagné par les comptes de base était d'environ 11% en 1990 et en 1989. Le compte d'indexation est crédité des intérêts fondés sur les taux des obligations de cinq ans du gouvernement du Canada. Le taux en 1990 était de 9.8% (9.6% en 1989).

Des obligations découlant de régimes de retraite existent concernant plusieurs autres régimes de pension. Les plus importants de ceux-ci couvrent les membres du Parlement, et les juges nommés par le gouvernement fédéral.

Tous les régimes de retraite sont évalués sur une base actuarielle. L'élément indexable du régime de retraite du gouvernement est évalué dans ses comptes au montant des rentes à verser et d'une provision supplémentaire dans laquelle on enregistre toute insuffisance calculée sur une base actuarielle.

Comme il est requis dans la Loi sur le rapport des pensions publiques, des évaluations actuarielles sont effectuées sur une base triannuelle en utilisant la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service. La dernière évaluation actuarielle pour chaque régime de retraite date du: 31 décembre 1986 pour le régime de retraite des employés de la Fonction publique, 31 décembre 1987 pour le régime de retraite des forces armées canadiennes, 31 décembre 1985 pour le régime de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, le régime de retraite des juges nommés au fédéral et le régime de retraite des membres du Parlement. Les obligations au titre des prestations courues sont calculées sur une base actuarielle et incorporent les hypothèses les plus probables du gouvernement sur les événements économiques futurs comme: les taux d'inflation, les taux d'intérêts et l'augmentation des salaires. La prévision à long terme de l'inflation commençant dans 8 ans est de 3.5%.

Le tableau suivant divulgue les coûts de pension et les intérêts imputés aux dépenses en 1989-90.

	(en millions de dollars)				
	Fonction publique	Forces canadiennes	Gendarmerie royale du Canada	1990 Total	1989 Total
Contributions des employeurs	517	300	79	[illegible]	903
Indexation	561	376	29	[illegible]	899
Intérêts crédités aux Comptes	3,744	2,255	374	[illegible]	5,748 [1]
	4,822	2,931	482	[illegible]	7,550

[1] L'intérêt sur les comptes de pension est déterminé, s'il y a lieu, après avoir déduit l'amortissement des insuffisances actuarielles. L'intérêt imputé à la dette publique représente le total des deux montants.

Des précisions sur les Comptes apparaissent à la section 7 de ce volume.

La charge de retraite de l'exercice est incluse dans l'état des recettes et dépenses comme un élément des autres dépenses des programmes. Les frais d'intérêts relatifs aux régimes de retraite sont inclus dans la dette publique.

Le gouvernement promet d'honorer toutes ses obligations en ce qui concerne les régimes de retraite mais il ne tient pas de caisse de retraite distincte à cet effet.

14. Dette non échue

Le tableau suivant présente les taux d'intérêt et l'échéance des émissions de dettes par devise et par genre à la valeur nominale.

	(en millions de dollars)							
	Obligations négociables					Effets et prêts	Bons du Canada	
Dates d'échéance	Monnaie canadienne	Devises étrangères converties en monnaie canadienne	Obligations d'épargne du Canada [1]	Obligations spéciales non négociables du Régime de pensions du Canada	Bons du Trésor	Devises étrangères converties en monnaie canadienne	Devises étrangères converties en monnaie canadienne	Total
1991	10,651	479	3,808	5	118,550	156	1,446	[illegible]
1992	13,155		4,274	6				[illegible]
1993	10,123	807	5,540	7		21		[illegible]
1994	12,991	582	3,429	8				[illegible]
1995	13,401			9				[illegible]
1996/2000	28,204	2,260	15,662	62				[illegible]
2001/05	19,548		8,216	92				[illegible]
Subséquentes	19,609			2,883				[illegible]
	127,682	4,128	40,929	3,072	118,550	177	1,446	[illegible]
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement	149	76	1,197					[illegible]
	127,533	4,052	39,732	3,072	118,550	177	1,446	[illegible]
Taux d'intérêt annuel moyen effectif	10.57	7.48	10.5	10.03	12.32	5.53	8.2	[illegible]
Zone des taux d'intérêt	3-18	4.375-10.125	10.5	6.75-17.51	6.8-13.59	5.125-8.5	7.9-10.03	[illegible]

[1] Les obligations d'épargne du Canada sont remboursables à vue.

Les montants en devises étrangères sont convertis en monnaie canadienne à la fin de l'execice. À la fin de l'exercice, les emprunts en devises étrangères comprenaient ce qui suit:

	(en millions de dollars)		
	1990	1990	1989
Devise	Valeur nominale	Monnaie canadienne correspondante	Monnaie canadienne correspondante
Dollars des États-Unis	3,187	**3,726**	5,234
Marks allemands			126
Francs suisses	400	**312**	502
Yens japonais[1]		**1,713**	2,553
		5,751	8,415

[1] La monnaie canadienne correspondante de 1990 et 1989 comprend la conversion de la dette en yen totalisant 140,000 millions et des risques de crédit croisé en dollars des É-U totalisant 1,086 millions.

Le gouvernement a conclu des accords de crédit croisé de devise et de taux d'intérêt pour faciliter la gestion du risque associé à la vulnérabilité des taux d'intérêts et des devises étrangères. Un accord de crédit croisé à des taux d'intérêts implique le paiement de taux d'intérêt sur une base variable avec un capital estimé par la durée de l'entente. Un accord de crédit croisé de devise est une transformation d'une dette en une devise jusqu'à maturité, quand le paiement a lieu dans la devise originale, souvent à un taux de change prédéterminé.

Toutes les dettes du gouvernement sont sensiblement émises à des taux fixes. Cependant, au 31 mars 1990, le gouvernement avait conclus des accords de crédit croisé de $950 millions É-U et de $3,850 millions canadien en principal spéculatif. Selon ces accords, qui viennent à échéance entre 1990 et 1999, les taux d'intérêts fixe ont été convertis en taux flottant (sujets à l'acceptation par Libor ou par les banquiers).

Le gouvernement a également conclu des accords de crédit croisé lesquels ont pour effet de convertir des risques futurs de fluctuation de devise de la dette en yen totalisant 180,000 millions en dollars des É-U totalisant $1,086 millions. L'intérêt à être payé ou l'intérêt reçu sur les accords de crédit croisé est enregistré dans la dette publique à l'état des recettes et des dépenses.

15. Engagements contractuels

Un engagement contractuel est une obligation par écrit envers des organismes ou des individus de l'extérieur résultant d'un contrat. La nature des activités du gouvernement l'oblige à conclure des contrats importants relatifs à sa position financière courante ou qui auront un impact important sur ses dépenses futures. Les immobilisations majeures du gouvernement sont soit achetées ou louées. Lorsqu'un bail transfère pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété d'un bien au locataire, il est considéré comme un contrat de location-acquisition. Tous les autres baux sont des contrats de location-exploitation. Les engagements contractuels sont classées en quatre catégories: immobilisations, achats, contrats de location-exploitation et contrats de location-acquisition.

Pour les immobilisations, achats et contrats de location-exploitation on rend compte de tous les engagements contractuels de $100 millions ou plus par projet. Pour les contrats de location-acquisition on rend compte des contrats de location-acquisition ayant au 31 mars un solde de paiements exigibles en vertu de leur bail excédant $1,000,000.

Les engagements du gouvernement envers les organismes internationaux de développement sont discutés séparément à la note 10 (iii).

Les montants suivants représentent des engagements contractuels majeurs y compris ceux des sociétés d'État consolidés au 31 mars 1990 qui résulteront en des déboursés importants dans les exercices à venir.

i. Immobilisations, achats et contrats de location-exploitation

	(en millions de dollars)			
	1990		1989[1]	
	Coût total estimatif	Engagements non exécutés	Coût total estimatif	Engagements non exécutés
Immobilisations	**14,414**	**5,176**	18,112	5,629
Achats[2]	**1,057**	**517**	840	108
Contrats de location-exploitation[2]		**381**		
Total	**15,471**	**6,074**	18,952	5,737
Engagements non exécutés par exercice:				
1991		**2,026**		1,656
1992		**1,314**		1,465
1993		**771**		878
1994		**424**		517
1995		**387**		345
1996/2000		**1,152**		876
		6,074		5,737

On trouvera plus de précisions à la section 11 de ce volume.

[1] Les chiffres de 1989 sont pour des accroissements d'un exercice pour 1990 à 1994 et pour des accroissements de 5 exercices de 1995 à 1999.

[2] Comprend les engagements contractuels des sociétés d'État consolidées.

ii. Contrats de location-acquisition

	(en millions de dollars)	
	1990	1989[1]
Versements minimums en vertu de baux cédulés pour être effectués en:		
1991	**66**	67
1992	**64**	66
1993	**64**	64
1994	**64**	64
1995	**64**	64
1996/2000	**318**	318
2001/05	**318**	318
2006/10	**322**	328
2011/15	**284**	311
2016/20	**178**	181
2021/25	**44**	72
Total des engagements selon des contrats de location-acquisition –versements minimums en vertu de baux	**1,786**	1,853
Moins: intérêts implicites	**1,242**	1,306
frais accessoires	**1**	2
Engagements nets selon des contrats de location-acquisition	**543**	545

On trouvera plus de précisions à la section 11 de ce volume.

[1] Les chiffres de 1989 sont pour des accroissements d'un exercice pour 1990 à 1994 et pour des accroissements de 5 exercices de 1995 à 2024.

16. Programmes d'assurance

Trois sociétés d'État administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante mais advenant que ces sociétés n'aient pas les fonds requis pour satisfaire à leurs obligations, le gouvernement fournit les montants nécessaires à même les crédits budgétaires ou non budgétaires. Le gouvernement est d'avis qu'aucune provision n'a besoin d'être établie dans ses états financiers pour ces programmes d'assurance.

La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies membres. Le total des dépôts assurés était de $233,022 millions au 31 mars 1990 ($245,123 millions au 31 mars 1989). La SADC a enregistré un profit de $174 millions pour la période de douze mois close le 31 mars 1990 ($74 millions en 1989). Le déficit du Fonds d'assurance-dépôts de la SADC était de $888 milllions au 31 mars 1990 ($1,062 millions au 31 mars 1989). Le déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de $1,375 millions au 31 mars 1990 ($1,695 millions au 31 mars 1989). Des modifications à la Loi sur la SADC prenant effet le 30 juin 1987, permettent que les niveaux de primes soient déterminés par le gouverneur en conseil, en des montants n'excédant pas 1/6 de 1% des dépôts assurés. D'autres modifications permettent des primes majorées dans des situations de risque et augmentent les limites de prêts du Fonds du revenu consolidé de $1.5 milliard à $3 milliards. D'après les renseignements actuels, le gouvernement est d'avis que cette restructuration permettra à la SADC d'éliminer avec le temps son déficit sans une aide budgétaire du gouvernement.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement administre le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH). Le FAH fournit de l'assurance pour des prêts hypothécaires concernant le logement canadien par les institutions privées. L'assurance en vigueur était de $49,830 millions au 31 mars 1990 ($45,600 millions au 31 mars 1989). Le FAH a eu un profit pour l'exercice clos le 31 mars 1990 de $165 millions ($179 millions en 1989). Le surplus du FAH était de $83 millions au 31 mars 1990 (déficit de $82 millions au 31 mars 1989). Une aide financière budgétaire est fournie par le gouvernement seulement jusqu'à concurrence où les fonds provenant de l'intérieur sont insuffisants pour couvrir les déboursés. À cet égard, l'excédent des recettes sur les déboursés enregistré récemment par le FAH a résulté en des placements dans des titres de $568 millions au 31 mars 1990 ($511 millions en 1989).

La Société pour l'expansion des exportations fournit de l'assurance sur les exportations et sur les investissements étrangers afin de faciliter et de développer le commerce d'exportation. L'assurance en vigueur était de $4,326 millions au 31 mars 1990 ($3,496 millions en 1989). Les revenus de primes de la Société ont été suffisants afin de pourvoir pour le coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures possibles basée sur l'expérience passée.

Ces renseignements n'ont pas été vérifiés puisque l'information fournie est basée sur des états financiers intérimaires. Les plus récents états financiers annuels de ces sociétés et de leurs fonds d'assurance apparaissent au volume III des Comptes publics. Des précisions concernant les opérations de ces trois programmes d'assurance pour l'exercice clos le 31 mars 1990 se trouvent à la section 11 de ce volume.

17. Passif éventuel du gouvernement du Canada

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le passif éventuel du gouvernement comprend les garanties formelles et les pertes possibles résultant de causes en instance et imminentes relatives à des demandes d'indemnités et d'évaluations à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien, et d'éléments connexes.

Le gouvernement négocie présentement 6 revendications globales de terrains concernant les autochtones. Ce nombre représente le maximum qui peut être négocié à tout moment. De ces revendications, 2 attendent d'être entérinées et une entente de principe a été convenue pour une autre. Si ces 3 revendications sont entérinées et la loi pour le règlement promulguée, le gouvernement du Canada sera responsable de payer une indemnité financière s'élevant à $1.4 milliard dont l'échéance et les paiements s'échelonneront sur un nombre d'années. En plus des paiements d'indemnité, le règlement de ces 3 revendications va entraîner des coûts de mise en oeuvre qui sont évalués à $600 millions, répartis sur les dix prochaines années.

Des revendications globales additionnelles au nombre de 19 concernant les autochtones ont été validées et attendent d'être négociées. Des revendications spécifiques au nombre de 72 concernant les autochtones étaient également à diverses étapes du processus de négociation au 31 mars 1990. Des revendications spécifiques additionnelles au nombre de 203 étaient sous révision afin de déterminer si elles seront acceptées pour négociation conformément aux dispositions de la politique sur les revendications spécifiques. Le montant des revendications pour des terrains, des bénéfices financiers et autres bénéfices ne peut être déterminé, et par le fait même aucun montant pour de telles revendications n'est compris dans le passif éventuel. Des causes futures en litige peuvent résulter advenant qu'une entente acceptable ne puisse être conclue. Celles-ci seraient ainsi rapportées comme passifs éventuels.

Les passifs éventuels du gouvernement envers les organismes internationaux de développement sont discutés séparément à la note 10(iii).

Le passif éventuel du gouvernement y compris les sociétés d'État consolidées était de $19,000 millions au 31 mars 1990 et est résumé au tableau suivant:

	(en millions de dollars)	
	1990	1989
i) Garanties formelles par le gouvernement:		
Emprunts effectués par des sociétés non mandataires de la Couronne	(1)	(1)
Emprunts effectués par des entités autres que les sociétés de la Couronne	5,128	4,902
Programmes d'assurance du gouvernement	1,087	1,427
Autres garanties formelles[2]	136	161
ii) Causes en instance et imminentes[3]	10,489	2,751
iii) Revendications globales de terrains concernant les autochtones[4]	1,964	
iv) Sociétés d'État consolidées	196	206
	19,000	9,447

On trouvera plus de précisions à la section 11 de ce volume.

[1] Moins de $500,000.

[2] Une lettre d'accord présumé a été émise en ce qui concerne les ventes de grain à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre stipule que le gouvernement assumera la responsabilité pour les passifs provenant des défaillances de paiement par des pays achetant du grain canadien à crédit. Les débiteurs faisant partie de cette garantie s'élevaient à approximativement $4.2 milliards au 31 mars 1990($3.7 milliards au 31 mars 1989).

[3] Comprend $7.7 milliards ($1.5 milliard en 1989) reliés à des engagements envers les autochtones par suite de statut et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 73 (60 en 1989) causes en litige. Il y a 120 (120 en 1989) causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui pourraient être à payer en fin de compte.

[4] Comme il a été mentionné précédemment dans le texte, il existe trois revendications globales de terrains qui attendent d'être ratifiées:

	(en millions de dollars)	
Le conseil des Indiens du Yukon	248	
La Nation Dene et l'association des Métis	504	
La Fédération Tungavik de Nunavut	612	1,364
Coûts d'exécution engendrés par celles-ci		600
		1,964

En 1989, aucune de ces revendications globales de terrains n'ont en fait été ratifiées, ni aucune entente de principe convenue. Trois d'entr'elles atteignent le stage final des négociations en 1990 et en conséquence, il n'y a pas de chiffres comparatifs pour 1989.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du gouvernement du Canada au 31 mars 1990 ainsi que l'état des recettes et dépenses, l'état du déficit accumulé, l'état de l'évolution de la situation financière et l'état des opérations pour l'exercice clos à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires pour faire rapport, comme l'exige l'article 6 de la Loi sur le vérificateur général.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du gouvernement du Canada au 31 mars 1990, ainsi que les résultats de ses opérations, l'évolution de sa situation financière et ses besoins financiers pour l'exercice clos à cette date, en conformité avec les conventions comptables énoncées par le gouvernement du Canada et présentées dans la note 1 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, après répercussion rétroactive des modifications apportées aux conventions comptables qu'expliquent la note 3.

D'autres informations et d'autres commentaires, sur ces états financiers et sur l'opinion ici formulée, sont présentés dans le chapitre 2 de mon rapport annuel au Parlement.

Ottawa, Canada
le 3 août 1990

Le vérificateur général du Canada

KENNETH M. DYE, F.C.A.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1989-90

Recettes budgétaires

SOMMAIRE

	Page
Recettes budgétaires	3.3
Recettes par catégorie principale et par source	3.3
Recettes budgétaires en 1989-90	3.8
Recettes fiscales	3.8
Recettes non fiscales	3.9

RECETTES BUDGÉTAIRES

Les recettes budgétaires se composent de toutes les rentrées fiscales et non fiscales, qui influent sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement du Canada. Les recettes sont comptabilisées nettes des remboursements et ne comprennent pas les montants portés au crédit du compte du Régime de pensions du Canada, des comptes de pension de retraite, d'autres comptes à fins déterminées et d'autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au cours de l'exercice pendant lequel elles ont été reçues et elles ne tiennent pas compte des taxes et impôts perçus au nom des provinces et des territoires, ni des sommes à recevoir. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est-à-dire selon la date d'achèvement de la cotisation manuelle et de début du cycle de traitement mécanique.

Les recettes fiscales d'un exercice englobent les rentrées portées au crédit du compte du Receveur général du Canada par la Banque du Canada et par les banques à charte au 31 mars, ainsi que les montants reçus par le gouvernement fédéral avant le 31 mars, mais déposés ou portés au crédit du compte du Receveur général uniquement en avril. Les recettes fiscales comprennent également les montants reçus par le courrier le premier jour ouvrable du mois d'avril, à moins qu'il soit évident que l'auteur du versement avait l'intention d'acquitter une dette survenant durant le nouvel exercice.

Parmi les principaux facteurs influant sur les recettes fiscales, mentionnons la conjoncture économique, la fluctuation des taux d'imposition prévus par la loi et les modifications apportées à l'assiette fiscale à laquelle sont appliqués les taux d'imposition prévus par la loi afin de calculer l'impôt. Bien que l'impôt à payer par un contribuable soit calculé en fonction du revenu qu'il a gagné durant l'année d'imposition, la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés par voie de retenues à la source et d'acomptes provisionnels a pour effet d'échelonner les rentrées sur tout l'exercice. Il en va de même pour les recettes provenant de la taxe de vente et des droits et de la taxe d'accise.

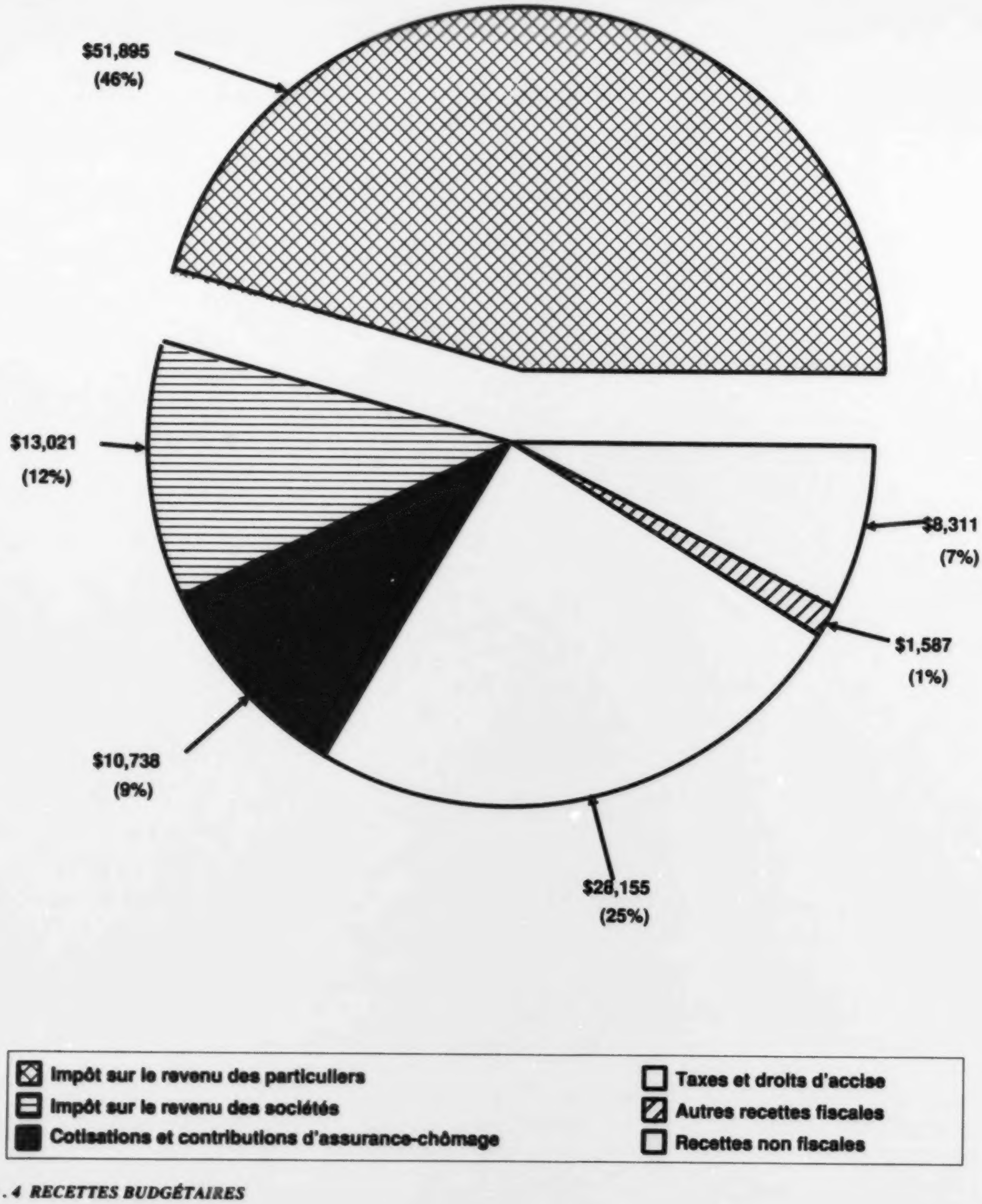
La question de la coordination aux fins de la comptabilisation et de l'enregistrement des recettes et des sommes à recevoir connexes dans le contexte de l'administration publique est débattue depuis bons nombres d'années. Les recettes doivent elles être prises en compte à la réceptio.. des cotisations (comptabilité de caisse) ou pendant la période où s'est effectuée l'opération qui a donné lieu aux recettes (comptabilité d'exercice)? Par le passé, le gouvernement déclarait habituellement ses recettes fiscales et non fiscales selon la méthode de la comptabilité de caisse vu les problèmes évidents que posait la déclaration des recettes fiscales selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cependant, à la suite d'une étude détaillée effectuée par le Comité de la comptabilité et de la vérification de la Fonction publique de l'Institut canadien des comptables agréés, le gouvernement a décidé d'accepter les recommandations du comité et de déclarer les recettes non fiscales selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Dorénavant, le gouvernement appliquera la méthode de la comptabilité d'exercice aux recettes non fiscales. Les recettes non fiscales sont maintenant imputées à l'exercice où les opérations ont été effectuées ou les situations sont survenues plutôt qu'à l'année de perception de ces sommes.

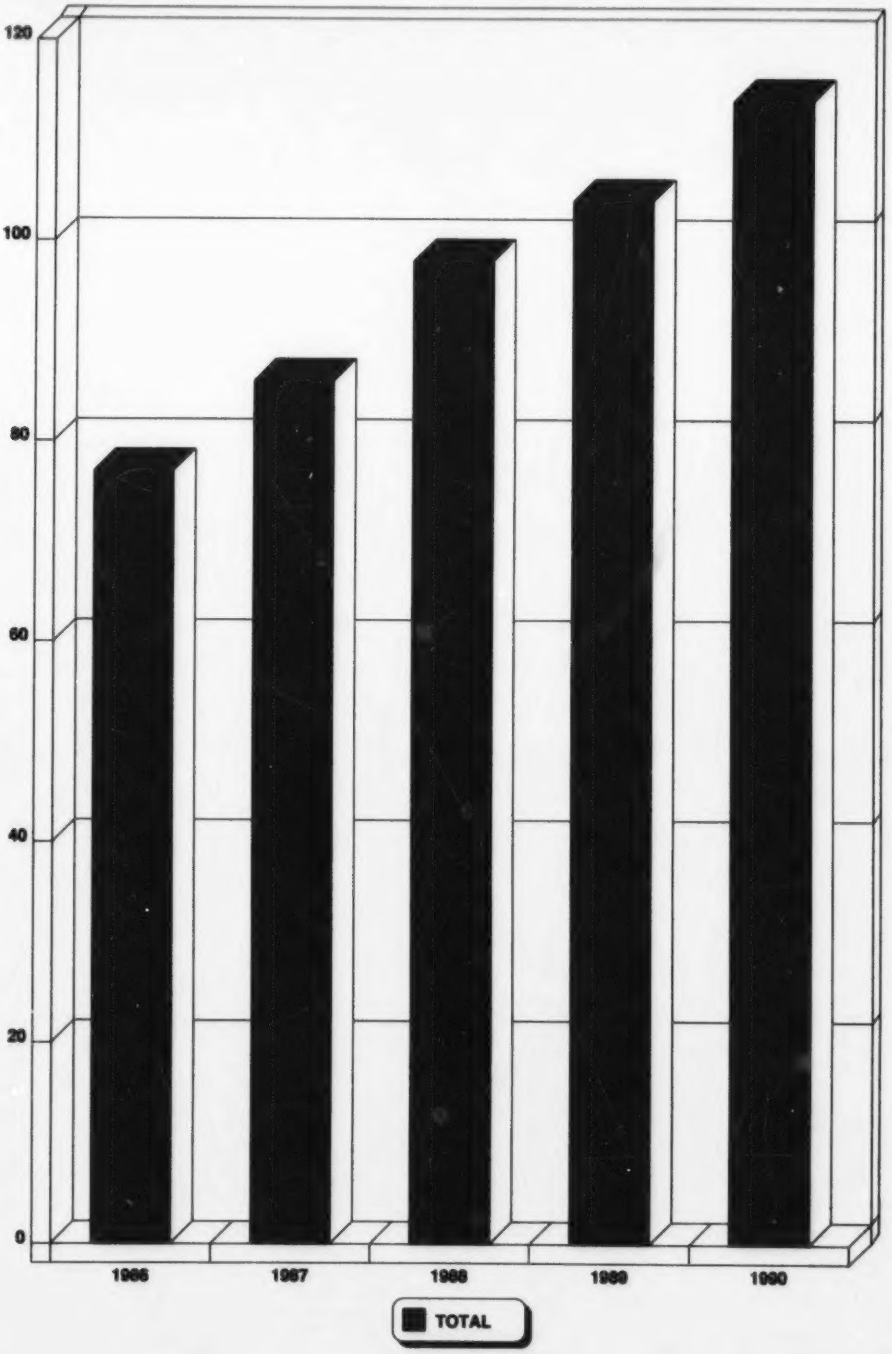
Recettes par catégorie principale et par source

Le graphique A présente le total des recettes nettes provenant de tiers par catégorie principale pour l'exercice en cours, tandis que le graphique B présente le total des recettes nettes provenant de tiers pour les 5 derniers exercices.

GRAPHIQUE A
TOTAL DES RECETTES NETTES PROVENANT DE TIERS PAR CATÉGORIE PRINCIPALE
(en millions de dollars)



GRAPHIQUE B
TOTAL DES RECETTES NETTES PROVENANT DE TIERS
(en milliards de dollars)



Le tableau 3.1 présente les recettes par catégorie principale et par source tant sur une base brute que sur une base nette. Il différencie les recettes internes du gouvernement et les recettes provenant de tiers. La différence entre les recettes brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits et les recettes des sociétés d'État consolidées.

Dans ce tableau, les recettes provenant de tiers représentent les recettes provenant d'organismes ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada alors que les recettes internes du gouvernement représentent les recettes découlant d'opérations avec des organismes faisant partie de l'entité comptable. La définition du gouvernement du Canada

TABLEAU 3.1

RECETTES PAR CATÉGORIE PRINCIPALE ET PAR SOURCE
(en millions de dollars)

	1989-90								
	Recettes brutes				Recettes à valoir sur les crédits		Recettes nettes		
	Provenant de tiers[2]	Internes du gouvernement	Total	Sociétés d'État consolidées[4]	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Provenant de tiers[2]	Internes du gouvernement	Total
Recettes fiscales—									
Impôt sur le revenu—									
Des particuliers	**51,895**		51,895				**51,895**		51,895
Des sociétés	**13,021**		13,021				**13,021**		13,021
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	**10,738**		10,738				**10,738**		10,738
Des non résidents	**1,361**		1,361				**1,361**		1,361
	77,015		*77,015*				***77,015***		*77,015*
Taxes et droits d'accise—									
Taxe de vente	**17,672**	97	17,769				**17,672**	97	17,769
Droits de douane à l'importation	**4,587**	4	4,591				**4,587**	4	4,591
Droits d'accise	**2,130**		2,130				**2,130**		2,130
Autres	**1,789**		1,789		494		**1,295**		1,295
	26,178	*101*	*26,279*		*494*		***25,684***	*101*	*25,785*
Taxes en matière d'énergie—									
Taxe d'accise—Essence	**2,154**		2,154				**2,154**		2,154
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	**57**		57				**57**		57
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	**260**		260				**260**		260
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz									
Redevances d'exportation sur le pétrole	**(1)**		(1)				**(1)**		(1)
Redevances d'indemnisation pétrolière	**1**		1		1				
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne									
	2,472		*2,472*		*1*		***2,471***		*2,471*
	28,650	*101*	*28,751*		*495*		***28,155***	*101*	*28,256*
Autres recettes fiscales	**226**		226				**226**		226
Total des recettes fiscales	**105,891**	101	105,992		495		**105,396**	101	105,497
Recettes non fiscales—									
Produits de placements, tableau 3.2	**5,967**	9	5,976	88	29		**5,850**	9	5,859
Produits des ventes	**422**	285	707		206	274	**216**	11	227
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**551**	8	559		4		**547**	8	555
Privilèges, licences et permis	**587**	3	590		242		**345**	3	348
Rémunérations de services	**1,400**	3,028	4,428		1,215	3,023	**185**	5	190
Monnaie canadienne	**355**		355				**355**		355
Diverses recettes non fiscales	**1,985**	110	2,095	900	272	61	**813**	49	862
	5,300	*3,434*	*8,734*	*900*	*1,939*	*3,358*	***2,461***	*76*	*2,537*
Total des recettes non fiscales	**11,267**	3,443	14,710	988	1,968	3,358	**8,311**	85	8,396
Total des recettes[3]	**117,158**	3,544	120,702	988	2,463	3,358	**113,707**	186	113,893

(1) Moins de $500,000.
(2) Reflétées à l'état des recettes et dépenses à la section 2 de ce volume.
(3) Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 6 de la section 1 du volume II (partie I).
(4) En 1989-90, des changements aux conventions comptables ont été faits, et certaines sociétés d'État font maintenant partie de l'entité comptable du gouvernement. Les changements ont été appliqués rétroactivement et le déficit ainsi que le déficit accumulé pour l'exercice précédent ont été ajustés pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume (tableau 5.1) et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

en tant qu'entité comptable se retrouve à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 de ce volume.

Les recettes à valoir sur les crédits représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses, avec l'autorisation du Parlement, plutôt que d'être créditées aux recettes.

Le "Total des recettes nettes" représente toutes les recettes budgétaires inscrites dans les comptes du Canada conformément aux conventions comptables du gouvernement. Le "Total des recettes brutes" est obtenu en additionnant au "Total des recettes nettes" toutes les "Recettes à valoir sur les crédits" et les recettes des sociétés d'État consolidées.

1988-89								
Recettes brutes				Recettes à valoir sur les crédits		Recettes nettes		
Provenant de tiers[2]	Internes du gouvernement	Total	Sociétés d'État consolidées[4]	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Provenant de tiers[2]	Internes du gouvernement	Total
46,026		46,026				46,026		46,026
11,730		11,730				11,730		11,730
11,268		11,268				11,268		11,268
1,578		1,578				1,578		1,578
70,602		*70,602*				*70,602*		*70,602*
15,645	99	15,744				15,645	99	15,744
4,521	6	4,527				4,521	6	4,527
1,453		1,453				1,453		1,453
2,005		2,005		499		1,506		1,506
23,624	*105*	*23,729*		*499*		*23,125*	*105*	*23,230*
2,174		2,174				2,174		2,174
105		105				105		105
369		369				369		369
–1		–1				–1		–1
2		2		2				
–1		–1				–1		–1
2,648		*2,648*		*2*		*2,646*		*2,646*
26,272	*105*	*26,377*		*501*		*25,771*	*105*	*25,876*
265		265				265		265
97,139	105	97,244		501		96,638	105	96,743
5,654	7	5,661	85	22		5,547	7	5,554
328	283	611		185	270	143	13	156
384	12	396		1		383	12	395
532	3	535		223		309	3	312
1,344	2,663	4,007		1,128	2,659	216	4	220
110		110		2		108		108
1,676	235	1,911	811	142	193	723	42	765
4,374	*3,196*	*7,570*	*811*	*1,681*	*3,122*	*1,882*	*74*	*1,956*
10,028	3,203	13,231	896	1,703	3,122	7,429	81	7,510
107,167	3,308	110,475	896	2,204	3,122	104,067	186	104,253

Recettes budgétaires en 1989-90

Le montant total des recettes budgétaires nettes provenant de tiers a augmenté de 9.2% ou $9,639 millions en 1989-90, pour atteindre $113,707 millions. Les recettes fiscales, qui représentent 93% de l'ensemble des recettes, ont augmenté de $8,757 millions ou 9.1%, tandis que les recettes non fiscales ont progressé de $882 millions ou 11.8%.

Recettes fiscales

La croissance des recettes fiscales découle d'un ensemble de facteurs. La vigueur soutenue des assiettes fiscales sous-jacentes, plus particulièrement dans le cas du revenu des particuliers, qui a accompagné le raffermissement de l'activité économique pendant toute l'année en 1989, constitue le principal facteur responsable de l'augmentation des recettes fiscales. Mentionnons en outre les mesures prises dans le domaine de la gestion des finances et de la trésorerie qui ont été proposées dans les budgets antérieurs, plus particulièrement l'adoption de l'impôt sur les grandes sociétés, la majoration des surtaxes sur le revenu des particuliers et les initiatives annoncées en janvier 1990 en vue d'accélérer les versements d'impôt sur le revenu.

Impôt sur le revenu des particuliers

Cet impôt est prélevé sur le revenu des particuliers en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. L'impôt sur le revenu des particuliers demeure, pour l'État, la source de recettes la plus importante, intervenant pour près de 46% des recettes budgétaires totales en 1989-90. Il a totalisé $51,895 millions, une augmentation de 12.8%, et a compté pour plus de 61% de l'augmentation des recettes budgétaires totales.

L'augmentation des recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers en 1989-90 est principalement attribuable à la vigueur de l'économie, plus particulièrement du revenu des particuliers qui, en 1989, a progressé de 9%. Cette hausse du revenu des particuliers découlait de la vigueur de l'emploi et de l'augmentation des traitements et salaires.

La progression des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers est également imputable au relèvement des surtaxes générales et sur les revenus élevés proposé dans le budget d'avril 1989 pour réduire le déficit. Bien que la réforme fiscale lancée en 1988 ait eu pour effet de contrebalancer partiellement l'effet des mesures proposées en avril 1989 sur les rentrées fiscales, celles-ci, conjuguées à la vigueur de l'activité économique, ont résulté en une hausse des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers. Bien que la réforme fiscale soit entrée en vigueur le 1^er^ janvier 1988, les tables de retenues à la source n'ont été modifiées que le 1^er^ juillet 1988 pour tenir compte du nouveau régime, ce qui a entraîné des remboursements beaucoup plus importants en 1989-90 qu'en 1988-89. La hausse de ces remboursements a toutefois été partiellement compensée par l'effet ponctuel d'un milliard de dollars de l'accélération des versements de retenues à la source de la part des grandes entreprises et des versements trimestriels provenant de particuliers. Les employeurs qui effectuent des versements mensuels moyens d'au moins $50,000 doivent maintenant verser les retenues à la source effectuées sur les chèques de leurs employés jusqu'à quatre fois par mois, tandis que la date de versement des acomptes provisionnels trimestriels à l'égard de l'impôt sur le revenu des particuliers a été devancée, de la fin du dernier mois de chaque trimestre au 15^e^ jour du dernier mois de chaque trimestre.

Impôt sur le revenu des sociétés

Cet impôt est prélevé sur le revenu des sociétés en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les sommes perçues à ce titre en 1989-90 ont atteint $13,021 millions, une augmentation de 11% par rapport à 1988-89. Les recettes provenant de l'impôt des sociétés ont augmenté malgré une baisse de 13.4% des bénéfices avant impôt des sociétés par rapport à l'exercice précédent. La progression des recettes découlant de l'impôt sur les sociétés en 1989-90 est en grande partie le fruit de la réforme fiscale mise en oeuvre en 1988 et des mesures stratégiques annoncées dans le budget d'avril 1989.

Dans le cadre de la réforme fiscale, les taux d'imposition applicables au revenu des sociétés ont été abaissés et l'assiette fiscale a été considérablement élargie. Les recettes globales provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés ont donc augmenté, car les mesures d'élargissement de l'assiette fiscale ont plus que compensé celles ayant trait à l'abaissement des taux. Les taux de la déduction pour amortissement ont été réduits et le crédit général d'impôt à l'investissement a été éliminé. La déduction pour épuisement gagnée a été progressivement retirée. Plusieurs modifications ont également été apportées au régime fiscal des institutions financières et des compagnies d'assurance-vie. Le taux d'inclusion des gains en capital a été porté à trois quarts par rapport à une demie en 1987 et le recours aux autres mesures de réduction de l'impôt a été limité — c'est-à-dire la déductibilité des frais de repas et de représentation, le financement par actions privilégiées, les règles régissant le crédit-bail, etc...

Le budget d'avril 1989 prévoit l'application, au 1^er^ juillet 1989, d'un nouvel impôt sur les grandes sociétés, correspondant à 0.175% du capital dépassant $10 millions employé au Canada par les sociétés. En outre, la surtaxe sur le revenu des sociétés a été modifiée et le versement des acomptes d'impôt sur le revenu des sociétés exigibles après 1989 a été accéléré.

Cotisations et contributions d'assurance-chômage

Les cotisations et les contributions des employeurs et des employés au compte d'assurance-chômage sont prélevées en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage et sont classées dans les recettes budgétaires. En 1989-90, les cotisations d'assurance-chômage ont régressé de 4.7% pour atteindre $10,738 millions. Cette baisse est attribuable à la réduction du taux de cotisations de 1989 (le taux imposé aux employés a été réduit de $2.35 par tranche de $100 de gains assurables pour l'année civile 1988 à $1.95 pour l'année civile 1989). La réduction des taux de cotisations en 1989 a été partiellement compensée par la vigueur des niveaux d'emploi et du revenu d'emploi, par l'accélération du versement des retenues à la source et par le relèvement des taux de cotisation en 1990 (le taux imposé aux employés a été relevé à $2.25 par tranche de $100 de gains assurables pour l'année civile 1990).

Impôt sur le revenu des non résidents

Cet impôt est prélevé sur le revenu gagné au Canada par les non résidents en vertu de La Loi de l'impôt sur le revenu. Il provient d'impôts retenus sur les dividendes, intérêts, loyers, redevances et pensions alimentaires, et sur les revenus de successions et de fiducies versés à des non résidents. En 1989-90, il a totalisé $1,361 millions, une baisse de 13.8% par rapport à son niveau de l'exercice précédent. Cette diminution découle des versements de dividendes exceptionnellement importants effectués par des sociétés canadiennes à des étrangers en 1988-89 et aux mesures discrétionnaires annoncées dans les budgets antérieurs pour accorder à des non résidents des exemptions à l'égard de certains titres de créance à long terme émis par le gouvernement et des sociétés.

Taxes et droits d'accise

Ces taxes et droits sont perçus en vertu de la Loi sur la taxe d'accise et du Tarif des douanes. Les taxes et droits d'accise ont totalisé $28,155 millions en 1989-90, pour une augmentation de 9.3% par rapport à leur niveau de l'exercice précédent.

Taxe de vente

La taxe de vente, qui a atteint $17,672 millions en 1989-90, en hausse de 13% par rapport à 1988-89, représente la taxe la plus importante perçue en vertu de la Loi sur la taxe d'accise. La progression des recettes tirées de la taxe de vente découle de la vigueur des dépenses des particuliers et des entreprises pendant toute l'année 1989 et des hausses des taux d'imposition annoncées dans le budget d'avril 1989. Plus particulièrement le 1^er^ juin 1989, le taux général de la taxe sur les ventes des fabricants a été majoré de 1.5 point de pourcentage et porté à 13.5%, et le taux de la taxe sur les services de télécommunications et services de programmation est passé de 10 à 11%. Le taux applicable aux matériaux de construction et au matériel pour bâtiment a été relevé de 8 à 9% le 1^er^ janvier 1990, tandis que le taux applicable à l'alcool et aux produits du tabac est passé de 18 à 19%, au en vigueur le 28 avril 1990 à minuit. Cette taxe sera remplacée par la taxe sur les produits et services en vigueur le 1^er^ janvier 1991.

Droits de douane à l'importation

Les recettes provenant des droits de douane à l'importation, qui comprennent principalement des taxes ad valorem perçues à l'importation de produits en vertu du Tarif des douanes, ont totalisé $4,587 millions en 1989-90, en hausse de 1.5% par rapport à l'exercice précédent. Les résultats de 1989-90 dépendent de deux facteurs compensateurs: d'une part, la croissance positive de l'assiette de la taxe qui a eu pour effet d'accroître les recettes et, d'autre part, le retrait progressif, depuis le 1^er^ janvier 1989, de tous les droits de douane bilatéraux en vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis qui a eu pour effet de réduire les recettes provenant des droits de douane à l'importation.

Autres taxes et droits d'accise

Des droits d'accise sont perçus sur les boissons alcooliques (autres que le vin) et les produits du tabac. En plus des produits du tabac, les taxes d'accise sont imposées sur d'autres produits comme les bijoux, les climatiseurs pour voitures de particuliers et les services de programmation par voie de télécommunication, c'est-à-dire la location d'équipement et de services de câblodistribution et de télévision payante. Les recettes afférentes aux autres taxes et droits d'accise ont totalisé $3,425 millions en 1989-90, une augmentation de 15.7% par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux modifications de nature stratégique proposées dans le budget d'avril 1989, c'est-à-dire l'augmentation des taxes d'accise sur les services de programmation par voie de télécommunication, sur les produits de tabac manufacturés, et sur les cigarettes, la bière et les boissons alcooliques.

Taxes en matière d'énergie

Ces taxes englobent principalement la taxe d'accise sur l'essence, l'essence d'aviation et le combustible diesel. Avant l'élimination du Programme énergétique national, ce type de taxe comprenait également la taxe sur les recettes pétrolières et gazières, la taxe sur le gaz naturel et les liquides de gaz naturel, les redevances d'exportation sur le pétrole, les redevances d'indemnisation pétrolière et la taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne. Les recettes découlant des taxes sur l'énergie ont totalisé $2,471 millions en 1989-90, en baisse de 6.6% par rapport à l'exercice précédent. En 1989-90, la taxe d'accise sur l'essence et le carburant d'avion a été majorée d'un cent le litre, à minuit le 28 avril 1990, et d'un cent le litre, le 1^er^ janvier 1990. Une augmentation supplémentaire d'un cent le litre à l'égard de l'essence au plomb et du carburant d'avion a été appliquée à minuit, le 28 avril 1990.

Autres recettes fiscales

Ces recettes se composent principalement de retenues d'impôt sur le revenu gagné au Canada par des compagnies d'assurance-vie non résidantes et sur le revenu de fiducies. En 1989-90, les autres recettes fiscales ont totalisé $226 millions, une diminution de 21.1% par rapport à l'exercice précédent.

Recettes non fiscales

Ces recettes, qui englobent les produits de placements et les autres recettes non fiscales, ont augmenté de 10.6% en 1989-90, pour s'établir à $8,311 millions.

Produits de placements

Les produits de placements se composent principalement de l'intérêt sur les prêts et avances, de virements de bénéfices et d'excédents, et du revenu de location de biens immobiliers. En 1989-90, les produits de placements ont atteint $5,850 millions, en hausse de 6% par rapport à l'exercice précédent. Le tableau 3.2 présente un sommaire comparatif des produits de placements. Le tableau divulgue également les éléments de conciliation entre le total ministériel des produits de placements d'après le tableau 6 de la section 1 du volume II (partie I) et le montant du tableau 3.1. Les éléments de conciliation comprennent un redressement au Compte du fonds des changes dû au revenu net issu de ce Compte durant la période comprise entre le 1^er^ janvier 1990 et le 31 mars 1990, les recettes des comptes

à fins déterminées consolidés et le couru des recettes non fiscales à percevoir. Les produits de placements internes du gouvernement ont été déduits du total des produits de placements nets afin d'obtenir le total des produits de placements nets provenant de tiers. Les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers et les recettes des sociétés d'État consolidées ont été incluses à ces montants afin d'obtenir le total des produits de placements bruts provenant de tiers.

TABLEAU 3.2

PRODUITS DE PLACEMENTS[1]
(en millions de dollars)

	1989-90	1988-89	Variation
Prêts, dotations en capital et avances—			
Sociétés d'État "entreprises"—			
Institutions de crédit—			
Société d'assurances-dépôts du Canada	**172**	134	38
Société canadienne d'hypothèques et de logement	**822**	845	-23
Société pour l'expansion des exportations	**3**	2	1
Société du crédit agricole	**239**	301	-62
	1,236	*1,282*	*-46*
Autres sociétés d'État"entreprises"—			
Énergie atomique du Canada, Limitée	**59**	77	-18
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	**15**	16	-1
Autres—			
Banque du Canada	**2,239**	1,938	301
Corporation de développement des investissements du Canada—Eldorado Nucléaire Limitée	**11**	1	10
Société canadienne des postes	**8**	4	4
Commission canadienne du lait	**9**	5	4
Société du port de Montréal	**9**	[2]	9
Monnaie royale canadienne	**62**	3	59
Téléglobe Canada		50	-50
Société du port de Vancouver, La	**23**	[2]	23
Divers	**19**	7	12
	2,454	*2,101*	*353*
	3,690	*3,383*	*307*
Administrations provinciales et territoriales	**74**	76	-2
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	**50**	49	1
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	**5**	6	-1
Entreprises mixtes et en coparticipation	**10**	16	-6
Divers	**21**	23	-2
	160	*170*	*-10*
	3,850	3,553	297
Comptes d'opérations de change—			
Compte du fonds des changes	**1,661**	1,658	3
Fonds monétaire international—Souscriptions	**11**	6	5
	1,672	1,664	8
Caisse—			
Intérêts de dépôts bancaires	**278**	255	23
Autres comptes—			
Intérêts sur placement re: achats militaires	**29**	22	7
Dette non échue détenue par le gouvernement	**5**	7	-2
Fonds renouvelable des approvisionnements	**8**	6	2
Couru des recettes non fiscales	**11**	38	-27
Autres	**6**	9	-3
	59	82	-23
Total des produits de placements nets	**5,859**	5,554	305
Produits de placements internes du gouvernement	**-9**	-7	-2
Total des produits de placements nets provenant de tiers	**5,850**	5,547	303
Recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers	**29**	22	7
Sociétés d'État consolidées	**88**	85	3
Total des produits de placements bruts provenant de tiers	**5,967**	5,654	313

[1] Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 6 de la section 1 du volume II (partie I).
[2] Moins de $500,000.

Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales comprennent les recouvrements de dépenses d'exercices précédents, les rémunérations de services, les privilèges, licences et permis, les produits des ventes de biens immobilisés et de biens et services d'usage courant, la monnaie canadienne, et les recettes non fiscales diverses. Les autres recettes non fiscales ont augmenté de 24.2% pour s'établir à $2,461 millions en 1989-90. Cette hausse est en grande partie attribuable au produit net de la vente des dernières actions d'Air Canada et des droits de seigneurage issus de la vente des nouvelles pièces d'un dollar.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1989-90

Dépenses budgétaires

SOMMAIRE

	Page
Dépenses budgétaires	4.3
Dépenses par catégorie et par source	4.3
Dépenses budgétaires en 1989-90	4.6
États supplémentaires—	
Service de la dette publique	4.8
Dépenses imputées sur les crédits statutaires	4.10
Paiements de transfert	4.12
Détails des paiements de transfert par province	4.13

DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Les dépenses budgétaires comprennent tous les frais liés aux crédits budgétaires qui agissent sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Ces frais comprennent les dépenses encourues pour du travail accompli, des biens reçus, des services rendus et les paiements de transfert effectués, durant l'exercice et la période complémentaire, incluant les créditeurs à la fin de l'exercice. De plus, les dépenses budgétaires peuvent aussi inclure les frais liés aux provisions pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, les prestations allouées pour les emprunts faits par les sociétés d'État "entreprises", lesquelles sont mandataires de l'État ainsi que les créditeurs et les autres allocations liées aux postes législatifs et aux crédits annuels. De même, les dépenses nettes du Compte d'assurance-chômage, du Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, du Fonds de réassurance-récolte, des comptes de stabilisation des produits agricoles et d'autres comptes à fins déterminées sont aussi incluses.

Les dépenses budgétaires ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, ni les montants imputés aux comptes de pension de retraite, à d'autres comptes à fins déterminées et aux autres comptes du passif.

Avec la publication de ces Comptes publics, des changements aux méthodes comptables agissant sur les dépenses budgétaires ont été faits. Ces changements font suite aux réserves et recommandations exprimées dans le passé par le vérificateur général et le comité permanent des Comptes publics de la Chambre des communes. La dette actuarielle sur la partie indexée des pensions des employés du gouvernement fédéral est maintenant enregistrée, une provision générale pour éventualités a été établie advenant que des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques concluent à l'avenir des ententes multilatérales en vue de réduire la dette ou le service de la dette à l'égard de prêts à des États encore en cours, et les sociétés d'État, qui dépendent des crédits, font maintenant partie de l'entité comptable du gouvernement.

Dépenses par catégorie et par source

Le graphique A présente le total des dépenses nettes provenant de tiers par catégorie pour l'exercice en cours tandis que le graphique B compare le total des dépenses nettes provenant de tiers pour les 5 derniers exercices.

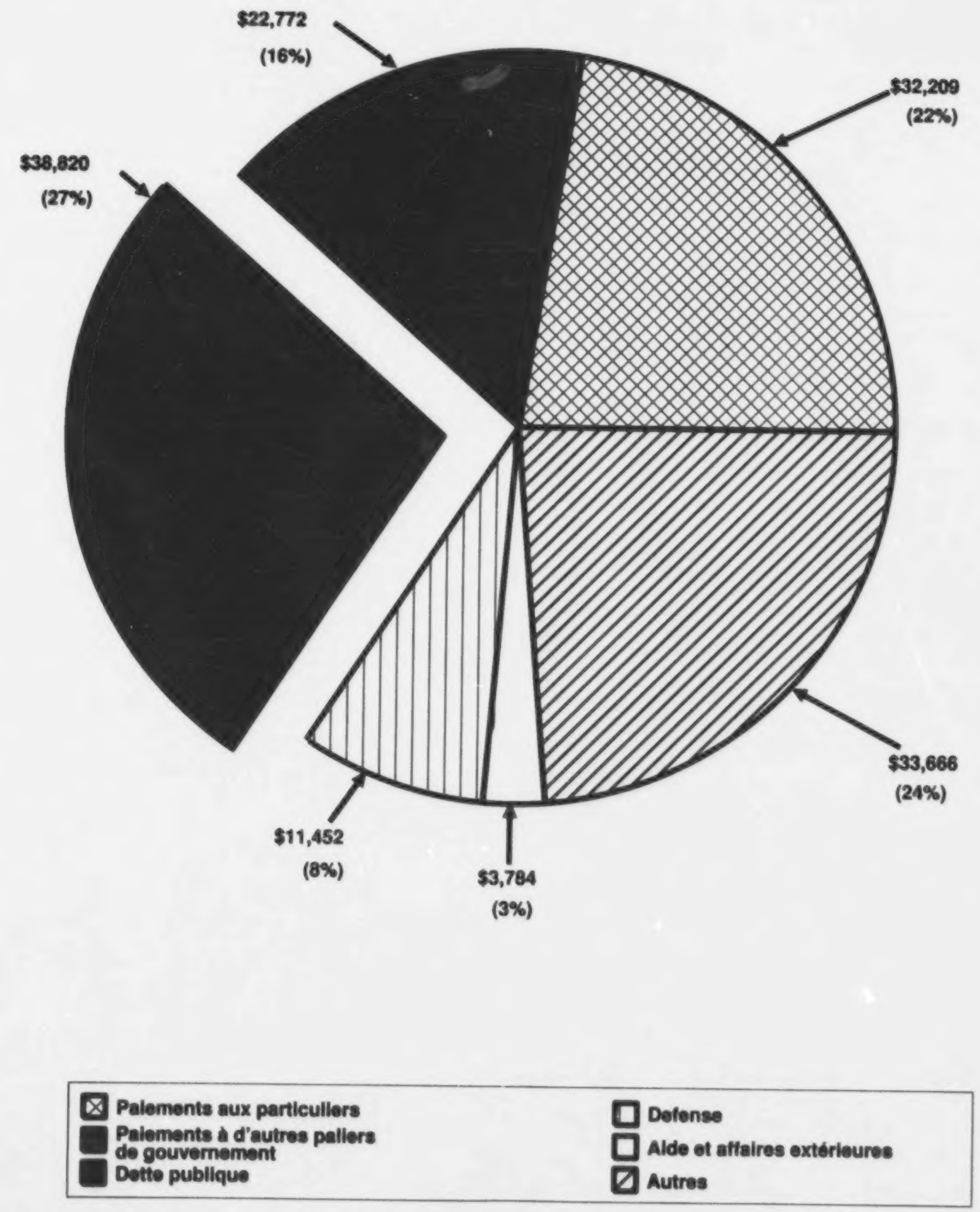
Le tableau 4.1 présente les dépenses selon la catégorie et la source. Ce tableau est présenté tant sur une base brute que nette et on y différencie les dépenses concernant les tiers et les dépenses internes du gouvernement. L'écart entre les dépenses brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

Dans ce tableau, les dépenses concernant les tiers représentent les dépenses encourues à la suite d'opérations effectuées avec des organismes et des particuliers ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada. Les dépenses internes du gouvernement représentent les dépenses encourues à la suite des opérations effectuées entre les organismes faisant partie de l'entité comptable. Le gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable est défini à la note 1 des états financiers vérifiés présentés à la section 2 du présent volume.

Les recettes à valoir sur les crédits représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses budgétaires plutôt qu'aux recettes budgétaires, avec l'autorisation du Parlement, et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

Le "Total des dépenses nettes" représente toutes les dépenses budgétaires inscrites dans les comptes du Canada conformément aux conventions comptables du gouvernement. Le "Total des dépenses brutes" est obtenu en ajoutant au "Total des dépenses nettes" les "Recettes à valoir sur les crédits" et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

GRAPHIQUE A
TOTAL DES DÉPENSES NETTES PROVENANT DE TIERS PAR CATÉGORIE
(en millions de dollars)



GRAPHIQUE B
TOTAL DES DÉPENSES NETTES
PROVENANT DE TIERS
(en milliards de dollars)

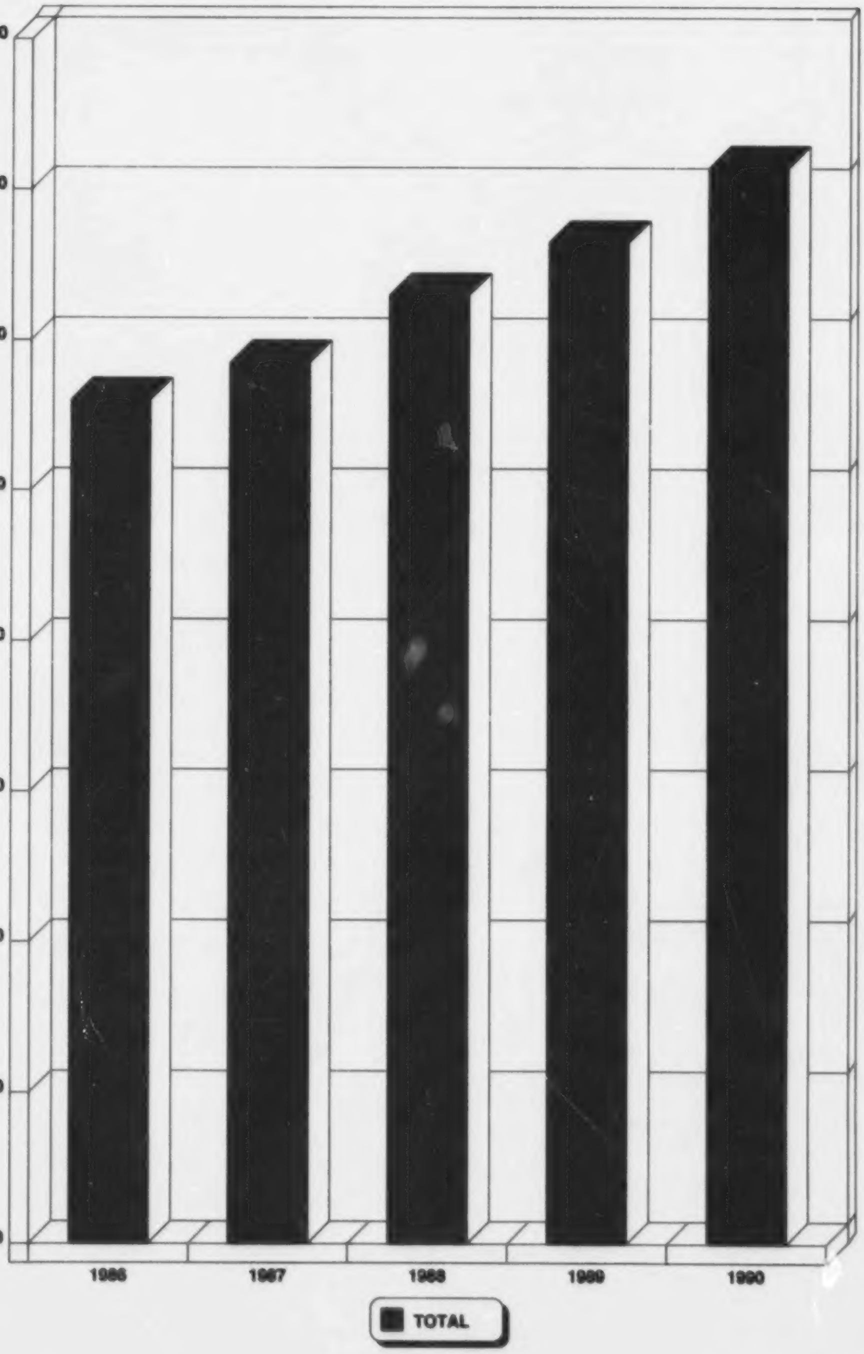


TABLEAU 4.1

DÉPENSES PAR CATÉGORIE ET PAR SOURCE (en millions de dollars)

	1989-90								
	Dépenses brutes				Recettes à valoir sur les crédits		Dépenses nettes		
	Concernant les tiers[1]	Internes du gouverne-ment	Total	Sociétés d'État consolidées[3]	Provenant de tiers	Internes du gouverne-ment	Concernant les tiers[1]	Internes du gouverne-ment	Total
Principaux paiements de transfert et subventions—									
Aux particuliers—									
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	**16,154**		16,154				**16,154**		16,154
Prestations d'assurance-chômage	**11,694**		11,694				**11,694**		11,694
Allocations familiales	**2,653**		2,653				**2,653**		2,653
Prestations aux anciens combattants	**1,708**		1,708				**1,708**		1,708
	32,209		*32,209*				***32,209***		*32,209*
À d'autres paliers de gouvernement—									
Arrangements fiscaux	**8,937**		8,937				**8,937**		8,937
Assurance et services de soins médicaux	**6,663**		6,663				**6,663**		6,663
Régime d'assistance publique du Canada	**5,006**		5,006				**5,006**		5,006
Aide à l'éducation	**2,166**		2,166				**2,166**		2,166
	22,772		*22,772*				***22,772***		*22,772*
Total des principaux paiements de transfert et subventions	**54,981**		54,981				**54,981**		54,981
Autres dépenses des programmes—									
Défense	**11,800**	72	11,872	1	347	14	**11,452**	58	11,510
Aide et affaires extérieures	**3,824**	3	3,827	10	30		**3,784**	3	3,787
Tous les autres organismes du gouvernement	**36,729**	3,469	40,198	977	2,086	3,344	**33,666**	125	33,791
Total des autres dépenses des programmes	**52,353**	3,544	55,897	988	2,463	3,358	**48,902**	186	49,088
Dette publique, tableau 4.2	**38,820**		38,820				**38,820**		38,820
Total des dépenses[2]	**146,154**	3,544	149,698	988	2,463	3,358	**142,703**	186	142,889

[1] Reflétées à l'état des recettes et dépenses à la section 2 de ce volume.
[2] Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 4 de la section 1 du volume II (partie I).
[3] En 1989-90, des changements aux conventions comptables ont été faits, et certaines sociétés d'État font maintenant partie de l'entité comptable du gouvernement. Les changements ont été appliqués rétroactivement et le déficit ainsi que le déficit accumulé pour l'exercice précédent ont été ajustés pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume (tableau 5.1) et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Dépenses budgétaires en 1989-90

Les dépenses budgétaires nettes totales avec des tiers ont augmentées de 7.3% pour passer à $142,703 millions en 1989-90, comparativement à une augmentation de 5.7% en 1988-89. L'augmentation du taux de croissance en 1989-90 est en grande partie attribuable aux frais de la dette, qui ont augmenté de 17%, comparativement à une augmentation de 14.3% en 1988-89. Le taux de croissance des dépenses de programmes a été de 4%, ce qui représente une augmentation par rapport au taux de croissance de 3.1% enregistré en 1988-89, mais est néanmoins inférieur au taux d'inflation, qui a atteint 5% selon l'indice des prix à la consommation.

Le service de la dette publique, qui représente à peu près 27.2% de toutes les dépenses du gouvernement, a augmenté de 17% pour atteindre $38,820 millions, ce qui représente une hausse par rapport à l'augmentation de 14.3% enregistrée en 1988-89. L'augmentation du taux de croissance du service de la dette publique en 1989-90 reflète l'effet combiné des hausses des taux d'intérêt et de l'accroissement du niveau de la dette. La vigueur soutenue de l'activité économique en 1989 et les pressions inflationnistes concomitantes résultant d'un resserrement du marché du travail et des marchés des produits ont fait que la politique monétaire est restée restrictive tout au long de 1989-90, avec le résultat que les taux d'intérêt ont été plus élevés en 1989-90 qu'en 1988-89. Étant donné le niveau de la dette fédérale, l'effet de cette hausse des taux d'intérêt sur les coûts du service de la dette est à l'origine de la forte augmentation du service de la dette publique en 1989-90.

Les dépenses de programmes totales c'est-à-dire les dépenses totales du gouvernement moins le service de la dette publique ont augmenté de 4% pour atteindre $103,883 millions en 1989-90, en hausse de 3.1% par rapport au taux de croissance enregistré en 1988-89. Cela est bien inférieur au taux de crois-

1988-89								
Dépenses brutes				Recettes à valoir sur les crédits		Dépenses nettes		
Concernant les tiers[1]	Internes du gouvernement	Total	Sociétés d'État consolidées[3]	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Concernant les tiers[1]	Internes du gouvernement	Total
15,202		15,202				15,202		15,202
10,972		10,972				10,972		10,972
2,606		2,606				2,606		2,606
1,612		1,612				1,612		1,612
30,392		*30,392*				*30,392*		*30,392*
8,127		8,127				8,127		8,127
6,678		6,678				6,678		6,678
4,556		4,556				4,556		4,556
2,227		2,227				2,227		2,227
21,588		*21,588*				*21,588*		*21,588*
51,980		51,980				51,980		51,980
11,293	101	11,394	1	266	22	11,026	79	11,105
3,849	2	3,851	4	27	1	3,818	1	3,819
35,827	3,205	39,032	891	1,911	3,099	33,025	106	33,131
50,969	3,308	54,277	896	2,204	3,122	47,869	186	48,055
33,169		33,169				33,169		33,169
136,118	3,308	139,426	896	2,204	3,122	133,018	186	133,204

sance de 7.8% du produit intérieur brut et de l'augmentation de 5% de l'indice des prix à la consommation en 1989. La hausse modérée des dépenses de programmes reflète dans une grande mesure l'effet des diverses mesures de restriction que le gouvernement a introduites depuis novembre 1984. Ces mesures comprennent notamment l'élimination progressive ou la réduction de divers programmes de dépenses, l'imposition de limites à l'indexation, les réductions du nombre d'années-personnes et d'autres mesures visant à contrôler les coûts de fonctionnement. Comme en 1988-89, les secteurs où les dépenses ont le plus augmenté durant l'exercice ont été le secteur de l'assistance sociale directe et celui des transferts fiscaux aux autres paliers de gouvernement.

Les principaux paiements de transfert aux particuliers constituent la plus grosse composante de toutes les composantes des dépenses de programmes du gouvernement fédéral. Les transferts dans cette composante comprennent les paiements fédéraux directs effectués dans le cadre des régimes de prestations aux personnes âgées (sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations aux conjoints), les prestations d'assurance-chômage, les allocations familiales et les prestations et allocations aux anciens combattants. Une bonne partie des dépenses de cette catégorie sont financées d'après un plan préétabli ou déterminées par la demande, aussi les changements reflètent les fluctuations de l'activité économique et la base de la population sous-jacente. En 1989-90, les paiements de transfert aux particuliers ont augmenté de 6%, ce qui représente une augmentation par rapport à l'accroissement de 4.8% enregistré en 1988-89. L'augmentation du taux de croissance des dépenses de cette catégorie reflète en grande partie l'incidence de l'augmentation du taux d'inflation en 1989 sur les programmes indexés. Les dépenses au chapitre des principaux paiements de transfert aux particuliers en 1989-90 ont surtout augmenté dans

la catégorie des prestations aux personnes âgées et dans celle des paiements d'assurance-chômage. L'accroissement des prestations aux personnes âgées reflète à la fois l'augmentation du montant moyen des prestations (rappelons que les prestations sont indexées par rapport aux fluctuations trimestrielles de l'indice des prix à la consommation) et l'élargissement de la base de la population admissible. La hausse des prestations d'assurance-chômage est surtout attribuable à l'augmentation des prestations moyennes, vu que le nombre de bénéficiaires n'a pas beaucoup changé. Les augmentations des prestations et allocations aux anciens combattants et des allocations familiales traduisent les augmentations de l'indice des prix à la consommation. La croissance modeste des allocations familiales reflète le fait que les prestations ne sont que partiellement indexées, ainsi qu'un rétrécissement de la base de la population sous-jacente.

Le gouvernement fédéral fournit une aide financière substantielle aux autres paliers de gouvernement pour les aider à exécuter les programmes qui relèvent principalement des provinces, comme l'assurance-maladie, l'enseignement post-secondaire et l'assistance sociale. Les principaux transferts aux autres paliers de gouvernement comprennent, entre autres, les arrangements fiscaux, le financement des programmes établis et le Régime d'assistance publique du Canada. Les arrangements fiscaux incluent le programme de péréquation, les transferts aux Territoires, les subventions aux municipalités en remplacement d'impôts, ainsi que le Programme d'imposition réciproque. Les principaux transferts aux autres paliers de gouvernement ont augmenté de 5.5% en 1989-90, comparativement à 7.6% enregistré en 1988-89. Le gros de l'augmentation observée en 1989-90 a été enregistré dans les transferts de péréquation aux provinces à revenu moins élevé. C'est la forte croissance globale des recettes des provinces en 1989 ainsi qu'au cours des années antérieures qui est à l'origine de la hausse assez importante des paiements de péréquation aux provinces. Les paiements effectués en vertu du Régime d'assistance publique du Canada ont continué de croître rapidement en 1989-90, reflétant une hausse des dépenses des provinces au niveau des programmes admissibles. Par contraste, les transferts directs en espèces faits aux provinces en vertu du financement des programmes établis ont baissé en 1989-90 par rapport à l'exercice précédent, malgré le fait que le montant total des bénéfices payables en vertu de ce programme aient augmenté d'à peu près 6%. Les bénéfices payables sont calculés à partir d'une combinaison de transferts sous forme de points d'impôt et de transferts directs en espèces. La diminution des paiements en espèces reflète la vigueur de l'assiette fiscale observée tout au long de 1989-90, avec le résultat qu'une proportion plus grande du montant global des transferts a été faite sous forme d'une augmentation de la valeur des points d'impôt.

Les dépenses au chapitre de la défense ont augmenté de 3.9% pour passer à $11,453 millions en 1989-90, ce qui représente une hausse par rapport au taux de croissance de 2.4% enregistré en 1988-89. La croissance modérée des dépenses au chapitre de la défense au cours des deux derniers exercices reflète l'incidence des mesures de réduction annoncées dans le budget d'avril 1989, ainsi que le calendrier des dépenses en capital. Cette composante des dépenses augmente de 2% par année en moyenne en termes réels.

Les dépenses au compte de l'aide et des affaires extérieures ont diminué de .9% pour s'établir à $3,784 millions en 1989-90, comparativement à un taux de croissance de 3.5% en 1988-89.

Les autres dépenses des programmes du gouvernement fédéral comprennent les paiements aux sociétés d'État, les subventions et autres transferts, et les dépenses de fonctionnement du gouvernement. Cette composante a enregistré une hausse de 1.9% en 1989-90 contrairement à une augmentation de 1.8% en 1988-89. La hausse enregistrée en 1989-90 reflète surtout les développements survenus dans le secteur agricole, comme aucun paiement net n'a été effectué en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest en 1989-90 alors que les paiements effectués en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest ont été moins élevés à cause d'une diminution du volume des livraisons. De plus, les subventions au secteur énergétique ont baissé, reflétant principalement la fin du Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur. L'incidence de cette baisse des transferts a été largement compensée par l'augmentation des transferts aux autochtones et aux agences de développement régional. Le taux de croissance des dépenses de fonctionnement du gouvernement a été limité par l'incidence des mesures adoptées dans le dernier budget.

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Service de la dette publique

Le service de la dette publique comprend l'intérêt sur la dette non échue (y compris les bons du Canada et du Trésor), sur les comptes à fins déterminées et sur les autres comptes, les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, les primes et commissions afférentes aux obligations, et les frais de service afférents à la dette publique.

L'augmentation de $4,922 millions du service de la dette publique relativement à la dette non échue est proportionnée à l'augmentation de celle-ci qui est passée de $277,624 millions au 31 mars 1989, à $295,984 millions au 31 mars 1990. L'augmentation de $712 millions du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées découle principalement d'une augmentation des soldes des comptes de pension de retraite.

Un sommaire comparatif du service de la dette publique est présenté au tableau 4.2. Ce tableau divulgue également les éléments de conciliation entre le total du service de la dette publique d'après la section ministérielle de Finances (section 17) du volume II (partie I) et le total des dépenses nettes de la dette publique d'après le tableau 4.1. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés. Puisqu'aucune portion des recettes à valoir sur les crédits ne s'applique à la dette publique, le total brut de la dette publique est identique au total net de la dette publique.

TABLEAU 4.2

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE[1]
(en millions de dollars)

	1989-90	1988-89	Variation
Dette non échue—			
Obligations négociables—			
À payer en monnaie canadienne	13,045	11,946	1,099
À payer en devises étrangères	372	453	-81
	13,417	*12,399*	*1,018*
Obligations d'épargne du Canada	4,857	5,326	-469
Obligations spéciales non négociables—			
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	307	291	16
Bons du Trésor	12,905	8,452	4,453
Effets et prêts—			
À payer en devises étrangères	104	210	-106
Bons du Canada	84	85	-1
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts	71	60	11
Total du service de la dette publique relativement à la dette non échue	31,745	26,823	4,922
Comptes à fins déterminées—			
Comptes de pension de retraite	6,373	5,748	625
Compte des rentes sur l'État	62	65	-3
Compte du régime de pensions du Canada	356	250	106
Comptes de dépôt et de fiducie	179	115	64
Autres	3	83	-80
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées	6,973	6,261	712
Comptes à fins déterminées consolidés—			
Compte d'assurance-chômage	91	15	76
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	2	-1	3
Compte de stabilisation des produits agricoles	8	20	-12
Autres	16	14	2
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés	117	48	69
Total du service de la dette publique relativement aux autres comptes	102	85	17
Total du service de la dette publique[2]	38,937	33,217	5,720
Moins:			
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés	117	48	69
Total des dépenses nettes/brutes de la dette publique concernant les tiers	38,820	33,169	5,651

[1] Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 4 de la section 1 du volume II (partie I).
[2] Des renseignements additionnels se trouvent à la section 8 du volume II (partie II).

Dépenses imputées sur les crédits statutaires

L'autorisation de dépenser, comprise dans les crédits statutaires, est consentie à des fins particulières ainsi que pour des montants et des délais prescrits par les lois. Cette autorisation ne s'annule généralement pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Les dépenses imputées à ces crédits statutaires rendent compte, à chaque exercice, pour plus de la moitié du total des dépenses nettes.

Le tableau 4.3 présente un sommaire comparatif de ces dépenses statutaires. Ce tableau divulgue également les éléments de conciliation entre le total des dépenses ministérielles imputées sur les crédits statutaires et le total des dépenses statutaires nettes. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses statutaires des comptes à fins déterminées consolidés et la provision pour évaluation. Les dépenses internes du gouvernement ont été déduites du total des dépenses statutaires nettes afin d'obtenir le total des dépenses statutaires nettes concernant les tiers. Les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers ont été ajoutées à ce dernier afin d'obtenir le total des dépenses statutaires brutes concernant les tiers.

TABLEAU 4.3

DÉPENSES IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS STATUTAIRES
(en millions de dollars)

	1989-90			1988-89			Variation
Service de la dette publique			38,937			33,217	5,720
Versements à la sécurité de la vieillesse			11,818			10,963	855
Arrangements fiscaux et utilité publique			8,128			7,298	830
Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé			6,663			6,678	−15
Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada			4,885			4,584	301
Versements du supplément de revenu garanti			3,873			3,766	107
Versements d'allocations familiales			2,654			2,606	48
Contribution du gouvernement au Compte d'assurance-chômage			2,423			2,416	7
Paiements aux provinces pour l'enseignement postsecondaire			2,166			2,227	−61
Paiements en vertu de la Loi sur la remise de certaines dettes liées à l'aide publique au développement			648			68	580
Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest			569			777	−208
Versements d'allocations au conjoint			462			473	−11
Paiements d'intérêts en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants			408			387	21
Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices			284			294	−10
Paiements à l'Association internationale de développement			336			288	48
Imposition réciproque			319			285	34
Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest			234			268	−34
Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs			251			240	11
Pension de retraite, prestations de retraite supplémentaires, prestations de décès et autres pensions—							
Fonction publique—							
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite de la Fonction publique	426			434			
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	561			528			
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	186			172			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	137			131			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	90			79			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de décès	8			7			
		1,408			1,351		
Moins: recouvrements des fonds renouvelables		94			78		
			1,314			1,273	41
Forces canadiennes—							
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	270			255			
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	376			344			
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	67			69			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	47			41			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	30			28			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de décès	2			2			
			792			739	53

TABLEAU 4.3

DÉPENSES IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS STATUTAIRES —*Fin*
(en millions de dollars)

	1989-90		1988-89		Variation
Gendarmerie royale du Canada—					
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	71		99		
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	29		27		
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	15		15		
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	10		9		
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	9		8		
		134		158	−24
Versements en vertu des services de défense et de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada		16		15	1
Toutes autres dépenses statutaires		1,117		2,237	−1,120
Total des dépenses ministérielles imputées sur les crédits statutaires [1]		88,431		81,257	7,174
Comptes à fins déterminées consolidés—					
Compte d'assurance-chômage		9,740		8,909	831
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest		−236		−63	−173
Fonds de réassurance-récolte		96		3	93
Comptes de stabilisation des produits agricoles		418		180	238
Autres		[2]		[2]	
Total des dépenses des comptes à fins déterminées consolidés		10,018		9,029	989
Provision pour évaluation		715		2,073	−1,358
Total des dépenses statutaires nettes concernant les tiers		99,164		92,359	6,805
Recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers		418		330	88
Total des dépenses statutaires brutes concernant les tiers		99,582		92,689	6,893

[1] Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 3 de la section 1 du volume II (partie I).
[2] Moins de $500,000.

Paiements de transfert

Les renseignements concernant les paiements de transfert présentés à la note 7 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement du Canada, section 2 de ce volume, sont présentés en de plus amples détails dans le tableau suivant. Ce tableau démontre les paiements de plus de $300 millions.

TABLEAU 4.4

PAIEMENTS DE TRANSFERT PAR CATÉGORIE DE TRANSFERT
(en milliers de dollars)

	1989-90	1988-89	Variation
Paiements aux particuliers—			
Sécurité de la vieillesse—[1]			
Prestations de sécurité de la vieillesse	11,818,257	10,963,365	854,892
Suppléments de revenu garanti	3,873,311	3,765,839	107,472
Allocations aux conjoints	462,162	473,220	-11,058
	16,153,730	*15,202,424*	*951,306*
Paiements relatifs au Compte d'assurance-chômage[1]	11,690,216	10,868,890	821,326
Allocations familiales (incluant jeunes)[1]	2,653,506	2,605,700	47,806
Paiements aux autochtones et à leurs associations	1,937,513	1,700,015	237,498
Prestations aux anciens combattants—			
Pensions aux anciens combattants de la première et seconde guerre mondiale	814,568	759,303	55,265
Subventions et bourses pour l'aide à la recherche	571,383	533,727	37,656
Pensions aux employés du gouvernement qui ne sont pas autorisés en vertu des lois sur la pension	432,064	396,907	35,157
Autres	2,148,839	2,078,769	70,070
	36,401,819	34,145,735	2,256,084
Paiements aux provinces, territoires et municipalités—			
Arrangements fiscaux	7,814,260	6,956,754	857,506
Loi canadienne sur la santé—			
Services complémentaires de santé[1]	1,345,798	1,270,629	75,169
Services de santé assurés[1]	5,317,324	5,407,500	-90,176
	6,663,122	*6,678,129*	*-15,007*
Paiements relatifs au Régime d'assistance publique du Canada[1]	4,885,271	4,583,550	301,721
Paiements de rajustement pour l'enseignement postsecondaire[1]	2,166,079	2,227,453	-61,374
Paiements aux territoires pour dépenses de fonctionnement	1,115,343	880,880	234,463
Subventions en remplacement d'impôts	314,082	325,446	-11,364
Autres	2,461,717	2,673,623	-211,906
	25,419,874	24,325,835	1,094,039
Paiements aux entreprises—Subventions et aide en capital—			
Paiements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	576,954	824,657	-247,703
Paiements relatifs au développement régional et industriel	440,752	388,301	52,451
Paiements aux producteurs des produits agricoles en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	410,363	452,927	-42,564
Paiements à l'industrie de la défense	300,909	248,585	52,324
Autres	1,609,737	2,320,178	-710,441
	3,338,715	4,234,648	-895,933
Paiements à des organismes internationaux et aux pays étrangers ou en leur nom—			
Achat de marchandises pour l'aide au développement	412,677	551,218	-138,541
Programme international d'aide alimentaire	366,654	426,826	-60,172
Paiements aux Nations Unies et aux organisations connexes	358,233	413,988	-55,755
Contributions aux organisations canadiennes non gouvernementales	325,203	316,739	8,464
Achat de services pour l'aide au développement	321,007	289,672	31,335
Autres	845,367	797,186	48,181
	2,629,141	2,795,629	-166,488
Paiements à des institutions et organismes à but non lucratif—			
Aide pour encourager l'emploi	684,467	783,674	-99,207
Autres	981,357	920,764	60,593
	1,665,824	1,704,438	-38,614
Total des paiements de transfert	69,455,373	67,206,285	2,249,088

[1] Le tableau 4.5 présente une analyse par province de ces paiements de transfert.

Détails des paiements de transfert par province

Le tableau 4.5 présente une analyse par province de certains paiements de transfert. À l'exception de l'Assurance-chômage, des renseignements additionnels se trouvent à la section 7 du volume II (partie II) des Comptes publics.

TABLEAU 4.5

CERTAINS PAIEMENTS DE TRANSFERT IMPORTANTS PAR PROVINCE
(en milliers de dollars)

	Transferts aux particuliers			Transferts aux provinces, territoires et municipalités			
	Sécurité de la vieillesse[1]	Allocations familiales	Assurance-chômage[2]	Services de santé assurés	Services complémentaires de santé	Enseignement post-secondaire	Régime d'assistance publique du Canada
Terre-Neuve	369,827	66,775	834,345	137,296	29,217	57,109	101,040
	350,304	*67,650*	*754,749*	*138,206*	*27,401*	*58,006*	*91,339*
Île-du-Prince-Édouard	103,681	14,179	154,468	31,451	6,676	13,182	23,881
	99,089	*13,995*	*138,441*	*31,568*	*6,286*	*13,246*	*22,602*
Nouvelle-Écosse	652,614	89,615	576,844	213,697	45,457	88,870	157,186
	621,575	*89,206*	*523,743*	*218,340*	*43,204*	*91,687*	*152,869*
Nouveau-Brunswick	519,527	75,985	639,078	173,129	36,831	72,019	158,936
	493,314	*75,935*	*596,827*	*176,225*	*34,765*	*74,089*	*149,789*
Québec	4,240,385	646,046	3,781,763	958,496	343,157	366,040	1,106,377
	3,972,370	*635,263*	*3,423,306*	*959,168*	*324,787*	*371,050*	*1,128,973*
Ontario	5,535,470	947,635	2,612,685	1,860,546	491,279	755,152	1,761,467
	5,219,740	*926,771*	*2,350,605*	*1,897,044*	*462,852*	*776,478*	*1,510,952*
Manitoba	772,071	115,596	373,474	261,592	55,577	109,617	194,497
	735,804	*114,455*	*360,250*	*269,352*	*53,398*	*113,188*	*197,777*
Saskatchewan	747,669	114,527	300,724	256,448	51,820	107,466	152,857
	709,426	*114,547*	*305,686*	*244,458*	*49,466*	*103,070*	*155,153*
Alberta	1,131,844	272,041	866,179	626,943	125,007	262,967	513,187
	1,059,284	*266,362*	*866,308*	*666,339*	*117,462*	*285,380*	*487,870*
Colombie-Britannique	1,985,338	299,643	1,504,991	779,498	156,727	325,972	693,782
	1,859,609	*290,311*	*1,505,456*	*786,886*	*147,226*	*332,800*	*663,112*
Total des provinces	16,058,426	2,642,042	11,644,551	5,299,096	1,341,748	2,158,394	4,863,210
	15,120,515	*2,594,495*	*10,825,371*	*5,387,586*	*1,266,847*	*2,218,994*	*4,560,436*
Territoires du Nord-Ouest	11,530	8,375	20,147	12,394	2,742	5,168	16,859
	10,816	*8,179*	*19,738*	*13,452*	*2,544*	*5,716*	*15,003*
Territoire du Yukon	5,680	3,089	22,900	5,834	1,308	2,517	5,202
	5,263	*3,026*	*21,396*	6,462	*1,238*	*2,743*	*8,111*
Internationaux	78,094		2,618				
	65,830		*2,385*				
Total	16,153,730	2,653,506	11,690,216	5,317,324	1,345,798	2,166,079	4,885,271
	15,202,424	*2,605,700*	*10,868,890*	*5,407,500*	*1,270,629*	*2,227,453*	*4,583,550*

Les montants en caractères romains sont des paiements de transfert de 1989-90.
Les montants en caractères *italiques* sont des paiements de transfert de 1988-89.
[1] Comprend les suppléments de revenu garanti et les allocations aux conjoints.
[2] Comprend les prestations versées aux pêcheurs.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1989-90

Comptes consolidés

SOMMAIRE

	Page
Sociétés d'État consolidées	5.3
Détails de la consolidation du gouvernement et des sociétés d'État	5.3
État financiers détaillés des sociétés d'État consolidées	5.5
Emprunts effectués par les sociétés mandataires de l'État consolidées	5.10
Passif éventuel des sociétés d'État consolidées	5.10
Aide financière aux sociétés d'État consolidées provenant de crédits budgétaires	5.11
Comptes à fin déterminées consolidés	5.12
Compte d'assurance-chômage	5.13
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	5.14
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	5.14
Caisse de réassurance-récolte	5.15
Comptes de stabilisation des produits agricoles	5.15
Fonds de recherche—Étude de l'environnement	5.15
Comptes d'assurance	5.15
Autres comptes à fins déterminées	5.16
État supplémentaire—	
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage	5.18

SOCIÉTÉS D'ÉTAT CONSOLIDÉES

Cette section présente les informations reliées aux sociétés d'État consolidées.

Les sociétés d'État consolidées sont les sociétés se fiant sur le support financier du gouvernement constituant ainsi la principale source de revenu. Les sociétés d'État comprennent par définition soit des sociétés d'État mères, soit des filiales en propriété exclusive. Une filiale en propriété exclusive appartient exclusivement à une ou plusieurs sociétés d'État mères.

La consolidation comprend la combinaison ligne par ligne des comptes de sociétés décrites ci-haut sur une base comptable uniforme et l'élimination des soldes et transactions inter-sociétés. Avant l'élimination des soldes et transactions, les comptes des sociétés doivent être convertis à la comptabilité du gouvernement. La majorité des sociétés suivent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) utilisés par les entreprises du secteur privé. La différence la plus significative entre les PCGR et la base de comptabilité du gouvernement décrite à la note 1(i) est qu'en vertu des PCGR, les éléments d'actif non financier, tels que les bâtiments, la machinerie, l'outillage et les stocks, sont reflétés comme éléments d'actif et radiés au cours de leur durée de vie prévue respective ou lorsqu'ils sont employés. Le gouvernement par contre considère l'achat de ces éléments d'actif non financier comme des dépenses dans l'exercice de l'acquisition. Une autre différence significative est que le gouvernement exclut de ces éléments d'actif les débiteurs découlant de ses opérations touchant les recettes.

Détails de la consolidation du gouvernement et des sociétés d'État

Le tableau 5.1 présente les détails de la consolidation des sociétés d'État telle que définie ci-haut. Le tableau présente les soldes et transactions avec les tiers et montre les revenus et dépenses sur une base nette de même que le redressement des transactions sur la base brute en accord avec les états financiers du gouvernement.

TABLEAU 5.1

DÉTAILS DE LA CONSOLIDATION DU GOUVERNEMENT ET DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT
(en millions de dollars)

	Selon les tableaux 5.2 et 5.3	Reclassification[1]	Éliminations	Soldes et transactions nettes inclus dans les états financiers du gouvernement	Redressement du revenu	Éliminations dans les états financiers du gouvernement	Éliminations, soldes et transactions brutes inclus dans les états financiers du gouvernement
ACTIF							
Caisse, tableau 11.2 section 11	172,120			172,120			172,120
Débiteurs, tableau 11.1 section 11	204,413	117,235		321,648			321,648
Débiteurs auprès des sociétés d'État «entreprises»	117,235	−117,235					
Prêts, dotations en capital et avances, tableau, 6.18 section 6	663,715			663,715			663,715
	1,157,483			1,157,483			1,157,483
Actif avec le gouvernement							
Débiteurs auprès du gouvernement	236,252		−236,252				
Comptes de dépôt et de fiducie avec le gouvernement, tableau 7.10 section 7	25,887		−25,887			25,887	25,887
Autres comptes, tableau 7.14 section 7	5,938		−5,938			5,938	5,938
Titres gouvernementaux, tableau 10.1 section 10	54,743		−54,743			54,743	54,743
	322,820		−322,820			86,568	86,568
TOTAL DE L'ACTIF	1,480,303		−322,820	1,157,483		86,568	1,244,051
PASSIF							
Emprunts, tableau 8.4 section 8	−20,436			−20,436			−20,436
Comptes à payer, tableau 8.1 section 8	−868,140	−13,078		−881,218		236,252	−644,966
Comptes à payer auprès de sociétés d'État «entreprises»	−13,078	13,078					
Passif et avoir du gouvernement							
Emprunts, surplus d'apport et dotations en capital, tableau 6.3 section 6	−687,668		687,668			−687,668	−687,668
TOTAL DU PASSIF	−1,589,322		687,668	−901,654		−451,416	−1,353,070
SURPLUS (-)/DÉFICIT À LA FIN DE L'EXERCICE	109,019		−364,848	−255,829		364,848	109,019
REVENUS							
Produit de placements	−87,501	87,501			−87,501		−87,501
Autres revenus	−1,027,660	1,027,660			−1,037,281	136,868	−900,413
Revenus avec le gouvernement et les sociétés d'État «entreprises»							
Aide financière	−4,545,812	4,545,812					
Autres revenus	−31,440	31,440					
REVENUS TOTAUX, tableau 3.1 section 3	−5,692,413	5,692,413			−1,124,782	136,868	−987,914
DÉPENSES							
Défense	15,928	−16,457		−529	957		428
Affaires extérieures	148,879	−138,808		10,071	9,925	−5,283	14,713
Autres	5,491,794	−5,404,128		87,666	1,113,900	−16,536	1,185,030
Dépenses auprès du gouvernement et les sociétés d'État «entreprises»	248,069	−133,020	−115,049				
DÉPENSES TOTALES	5,904,670	−5,692,413	−115,049	97,208	1,124,782	−21,819	1,200,171
PERTE NETTE	212,257		−115,049	97,208		115,049	212,257
SURPLUS(-)/DÉFICIT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	−103,238						−103,238
SURPLUS (-)/DÉFICIT À LA FIN DE L'EXERCICE	109,019						109,019

Les notes complémentaires au tableaux 5.2 et 5.3 font partie intégrante de ce tableau.

[1] La reclassification représente le regroupement des sociétés d'État "entreprises" avec les tiers et l'ajustement des revenus contre les dépenses.

États financiers détaillés des sociétés d'État consolidées

Les tableaux qui suivent présentent les détails des actifs, passifs, revenus et dépenses des sociétés d'État consolidées.

Pour les sociétés ayant une fin d'exercice autre que le 31 mars, les données sont fondées sur les états financiers intérimaires non vérifiés préparés conformément aux plus récents états financiers vérifiés.

Les tableaux 5.2 et 5.3 résument les opérations financières et les résultats d'exploitation de chacune des sociétés d'État consolidées, selon leurs propres conventions comptables. La majorité des sociétés d'État consolidées suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé, tels que publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse, les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et frais reportés représentent la fraction non dépensée d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaires et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsqu'utilisés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement et autres sociétés d'État représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, les intérêts courus sur emprunts, les contrats de location-acquisition à long terme et autres créditeurs.

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de l'exercice en cours. Les dépenses sont réparties entre celles reliées au secteur privé, celles reliées au gouvernement et autres sociétés d'État de même que les ajustements et dividendes payés à des tiers. Ces ajustements peuvent augmenter ou réduire le montant du revenu net revenant au gouvernement. Les transactions dans l'avoir comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement. Dans le cas des sociétés d'État consolidées, la ligne "Conversion à la comptabilité du gouvernement pour fins de consolidation" représente les ajustements nécessaires pour convertir les principes comptables généralement reconnus des sociétés à la base comptable du gouvernement.

Ces tableaux comprennent l'information financière consolidée concernant les sociétés d'État mères consolidées et de l'information financière sur leurs filiales en propriété exclusive non-consolidées. Le volume III des Comptes publics énumère toutes les sociétés d'État mères, les filiales en propriété exclusive, les autres filiales et sociétés affiliées.

Les sociétés d'État consolidées sont classées soit mandataires, soit non mandataires de l'État. Le statut de mandataire peut être explicitement énoncé dans les lois de constitution ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État. Conformément à l'article 54 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de l'État consolidées, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Le tableau 5.4 résume les transactions de ces emprunts pour l'exercice se terminant le 31 mars 1990.

Le tableau 5.6 fournit un sommaire de l'aide financière aux sociétés d'État consolidées provenant de crédits budgétaires du gouvernement pour l'exercice clos le 31 mars 1990. Les différences entre les chiffres déclarés dans le tableau 5.6 et ceux déclarés dans le tableau 5.3 sont dues aux différentes conventions comptables suivies et éléments en transit.

TABLEAU 5.2

SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT CONSOLIDÉES—ACTIF ET PASSIF
AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	Actif			
	Financier			
Sociétés d'État [1]	Auprès de tiers	Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	Actif immobilisé et frais reportés	Total de l'actif
Énergie atomique du Canada,Limitée	772,425	155,303	24,018	951,746
Conseil des Arts du Canada	87,477	32,501	15,790	135,768
Corporation Place du Havre Canada	1,043	22	66,297	67,362
Société immobililière du Canada				
Société immobililière du Canada (Mirabel) Limitée	950			950
Société immobililière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	513			513
Société du Vieux-Port de Montréal Inc	2,752		36	2,788
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Compte du Ministre				
Société de construction des musées du Canada Inc	903	13,574	188,424	202,901
Société Radio-Canada	65,915	21,065	854,027	941,007
Commission canadienne du lait				
Soutien laitier financé par le gouvernement du Canada				
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	4,965	39,833	2,988	47,786
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	1,779		336	2,115
Office canadien des provendes	156	1,709		1,865
Canadian National (West Indies) Steamship Limited(2)(3)	1,398	95		1,493
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	1,441	74	11	1,526
Canertech Inc(4)	16,309			16,309
Construction de défense (1951) Limitée	1,423	381	462	2,266
Société d'expansion du Cap-Breton	6,740	1,944	16,974	25,658
Harbourfront Corporation	19,674	4,165	7,211	31,050
Centre international d'exploitation des océans	1,158	591	29	1,778
Centre de recherches pour le développement international	15,797		6,327	22,124
Ponts Jacques Cartier et Champlain incorporée, Les	462	6,841	16,953	24,256
Marine Atlantic S.C.C.	9,367	30,918	425,026	465,311
Associés Mingan Ltée, Les(3)			355	355
Corporation du Centre national des Arts	1,860	56	5,856	7,772
Commission de la Capitale nationale	15,109	5,268	323,336	343,713
Conseil canadien des normes	838	725	662	2,225
Via Rail Canada Inc	13,718	127,305	767,021	908,044
Total sociétés consolidées	1,044,172	442,370	2,722,139	4,208,681
Conversion à la comptabilité du gouvernement pour fins de consolidation	3,924	2,315	2,722,139	2,728,378
Total selon la comptabilité du gouvernment	1,040,248	440,055		1,480,303

[1] Toutes les sociétés d'État mentionnées dans ce tableau sont des sociétés d'État mères sauf les filiales non consolidées suivantes: Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée,Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc, Société du Vieux-Port de Montréal Inc, Canertech Inc et Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.

[2] La loi autorisant l'obtention de la dissolution de certaines sociétés d'État et autorisant le ministre responsable d'obtenir la dissolution de la société Canadian National (West Indies) Steamships Ltd a reçu sanction royale le 20 octobre 1985.

[3] La Société est inactive.

[4] Le 9 octobre 1986, Petro-Canada a été autorisé à dissoudre Canertech Inc et à disposer de ses investissements.

Passif					
Auprès de tiers		Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	Total du passif	Avoir du Canada	Total passif et avoir
Emprunts	Autres				
19,376	132,703	588,879	740,958	210,788	951,746
	30,273	356	30,629	105,139	135,768
	401		401	66,961	67,362
	263	687	950		950
	5	305	310	203	513
	1,287	1,501	2,788		2,788
	15,419	304	15,723	187,178	202,901
	294,532	45,775	340,307	600,700	941,007
	32,979		32,979	14,807	47,786
	381		381	1,734	2,115
	2,725		2,725	-860	1,865
	14	324	338	1,155	1,493
	869		869	657	1,526
	792	29,570	30,362	-14,053	16,309
	4,149	1,029	5,178	-2,912	2,266
	3,152	14	3,166	22,492	25,658
	5,829		5,829	25,221	31,050
	1,025	185	1,210	568	1,778
	17,056	1,043	18,099	4,025	22,124
	4,744	71	4,815	19,441	24,256
	460,730	3,948	464,678	633	465,311
				355	355
1,060	4,804	628	6,492	1,280	7,772
	38,684	3,792	42,476	301,237	343,713
	1,277	51	1,328	897	2,225
	266,535	27,278	293,813	614,231	908,044
20,436	1,320,628	705,740	2,046,804	2,161,877	4,208,681
	452,488	4,994	457,482	2,270,896	2,728,378
20,436	868,140	700,746	1,589,322	-109,019	1,480,303

TABLEAU 5.3

REVENUS, DÉPENSES ET AUTRES CHANGEMENTS DANS L'AVOIR DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT CONSOLIDÉES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

(en milliers de dollars)

	Revenus			
		Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État		
Sociétés d'État	Auprès de tiers	Aide financière[1]	Autres	Total
Énergie atomique du Canada,Limitée	253,597	194,945	1,426	449,968
Conseil des Arts du Canada	6,825	103,503	4,327	114,655
Corporation Place du Havre Canada	5,289		197	5,486
Société immobililière du Canada				
Société immobililière du Canada (Mirabel) Limitée	101	1,795		1,896
Société immobililière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc				
Société du Vieux-Port de Montréal Inc	2,606	5,049		7,655
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Compte du Ministre		1,706,884		1,706,884
Société de construction des musées du Canada Inc				
Société Radio-Canada	347,305	849,335	5,668	1,202,308
Commission canadienne du lait				
Soutien laitier financé par le gouvernement du Canada		275,089		275,089
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	14,289	145,595		159,884
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	159	5,000		5,159
Office canadien des provendes		18,145	2	18,147
Canadian National (West Indies) Steamship Limited	144			144
Société canadienne des brevets et d"exploitation Limitée	2,449	799	68	3,316
Canertech Inc	1,294			1,294
Construction de défense (1951) Limitée	931	14,332		15,263
Société d'expansion du Cap-Breton	4,118			4,118
Harbourfront Corporation	14,300		975	15,275
Centre international d'exploitation des océans	96	10,100	2,199	12,395
Centre de recherches pour le développement international	9,673	108,500	2,910	121,083
Ponts Jacques Cartier et Champlain incorporée, Les	8,308	13,706	393	22,407
Marine Atlantic S.C.C.	68,473	125,085	1,158	194,716
Associés Mingan Ltée, Les				
Corporation du Centre national des Arts	18,958		874	19,832
Commission de la Capitale nationale	28,963	94,144	4,172	127,279
Conseil canadien des normes	1,494	7,564	507	9,565
Via Rail Canada Inc	224,677	449,666	7,625	681,968
Total	1,014,049	4,129,236	32,501	5,175,786
Conversion à la comptabilité du gouvernement pour fins de consolidation	101,112	416,576	-1,061	516,627
Total selon la comptabilité du gouvernment	1,115,161	4,545,812	31,440	5,692,413

[1] Cette colonne enregistre seulement le montant reçu ou à recevoir du gouvernement fédéral à titre d'aide financière, lequel a été crédité aux opérations. Un montant supplémentaire de $236,392 est inclus dans "Transactions dans l'avoir avec le gouvernement" représentant des crédits reçus par les sociétés pour dépenses en capital et pour les opérations. Les revenus "Autres" comprennent les montants qui découlent de la vente de biens et services, de revenu de placement ainsi que des subventions versées aux sociétés admissibles comme membres d'une catégorie générale de bénéficiaires. L'aide financière globale comptabilisée par les sociétés au cours de l'exercice ne correspond pas aux montants déclarés dans le tableau 5.6 en raison des différentes conventions comptables et d'éléments en transit.

Dépenses								
Auprès de tiers	Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	Total	Bénéfice net/ perte nette(−)	Ajustement	Quote-part du gouvernement dans le bénéfice net/ perte nette(−)	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement	Avoir/ déficit net(−) au début 1990	Avoir/ déficit net(−) à la fin 1990
407,401	52,810	460,211	−10,243		−10,243	5,321	215,710	210,788
113,206		113,206	1,449		1,449	3,815	99,875	105,139
7,275	197	7,472	−1,986		−1,986		68,947	66,961
1,181	715	1,896						
							203	203
7,655		7,655						
1,641,994	64,890	1,706,884						
						31,705	155,473	187,178
1,305,886		1,305,886	−103,578	−73,921	−29,657	78,423	551,934	600,700
274,576	513	275,089						
167,778	1,528	169,306	−9,422		−9,422		24,229	14,807
5,172		5,172	−13		−13		1,747	1,734
18,873	205	19,078	−931		−931		71	−860
			144		144		1,011	1,155
3,120		3,120	196		196		461	657
			1,294		1,294		−15,347	−14,053
15,389		15,389	−126		−126		−2,786	−2,912
20,922		20,922	−16,804		−16,804	7,300	31,996	22,492
20,427		20,427	−5,152		−5,152	−559	30,932	25,221
11,872		11,872	523		523		45	568
130,946		130,946	−9,863		−9,863		13,888	4,025
22,192	1,390	23,582	−1,175		−1,175	108	20,508	19,441
191,055	3,954	195,009	−293	−1,945	1,652		−1,019	633
							355	355
35,655	1,264	36,919	−17,087		−17,087	15,891	2,476	1,280
100,731	8,093	108,824	18,455		18,455		282,782	301,237
8,616	745	9,361	204		204		693	897
874,128	84,978	959,106	−277,138	−121,594	−155,544	−82,725	852,500	614,231
5,386,050	221,282	5,607,332	−431,546	−197,460	−234,086	59,279	2,336,684	2,161,877
270,551	26,787	297,338	219,289	197,460	21,829	−59,279	−2,233,446	−2,270,896
5,656,601	248,069	5,904,670	−212,257		−212,257		103,238	−109,019

Emprunts effectués par les sociétés mandataires de l'État consolidées

Le tableau 5.4 résume les opérations d'emprunt par les sociétés mandataires de l'État pour le compte de Sa Majesté. Ces renseignements sont publiés pour répondre aux exigences de l'article 49 de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP) qui stipule qu' "Un relevé annuel de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté doit être inclus dans les comptes publics". Les emprunts proviennent d'autres sources que le gouvernement. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de l'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Ces emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont consolidés dans les états financiers sommaires du Canada.

TABLEAU 5.4

EMPRUNTS EFFECTUÉS PAR LES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE L'ÉTAT CONSOLIDÉES

	Solde au 1er avril 1989	Emprunts et autres crédits	Remboursements et autres débits	Solde au 31 mars 1990[1]
Énergie atomique du Canada, Limitée	20,997	1,679	3,300	19,376
Corporation du Centre national des Arts		3,575	2,515	1,060
Total	20,997	5,254	5,815	20,436

Les notes complémentaires au tableaux 5.2 et 5.3 font partie intégrante de ce tableau.

[1] Les échéances des emprunts pour les cinq premières années: 1991, $3,195; 1992, $1,881; 1993 $2,048; 1994, $2,229; 1995, $2,428 et pour les années suivantes $8,657.

Passif éventuel des sociétés d'État consolidées

Le tableau 5.5 résume le passif éventuel des sociétés d'État consolidées. Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événement futurs.

TABLEAU 5.5

PASSIF ÉVENTUEL DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT CONSOLIDÉES
(en milliers de dollars)

	31 mars 1990
Sociétés mandataires de l'État consolidées	
Société de construction des Musées du Canada Inc--contrats en litige	13,000
Canertech Inc--divers litiges	77,000
Société d'expansion du Cap-Breton--guarantie de prêts	29,565
Construction de défense (1951) Limitée--divers litiges	10,976
Commission de la Capitale nationale--divers litiges et ententes	36,139
	166,680
Société non mandataires de l'État consolidées	
Marine Atlantique S.S.C.--divers litiges	28,875
	28,875
Total	195,555

Les notes complémentaires au tableaux 5.2 et 5.3 font partie intégrante de ce tableau.

Aide financière aux sociétés d'État consolidées provenant de crédits budgétaires

Le tableau 5.6 résume l'aide financière provenant de crédits budgétaires pour les sociétés d'État consolidées mandataires et non mandataires. Ce tableau devrait être lu conjointement avec les tableaux 5.2 et 5.3. Les buts pour lesquels des versements ont été effectués à même les crédits budgétaires se répartissent en deux catégories: a) les sommes destinées à combler des dépenses d'exploitation et b) les sommes destinées aux dépenses en capital.

Tous les montants inscrits au tableau comprennent les imputations aux crédits ou autorisations approuvés par le Parlement.

TABLEAU 5.6

AIDE FINANCIÈRE AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT CONSOLIDÉES PROVENANT DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	Aide financière provenant de crédits budgétaires[1]	Buts	
		Exploitation	Dépenses en capital
Sociétés mandataires de l'État			
Énergie atomique du Canada, Limitée	205,640	205,640	
Société immobilière du Canada Limitée			
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	1,949	1,949	
Société du Vieux-Port de Montréal Inc	6,055	6,055	
Société canadienne d'hypothèques et de logement(2)	1,735,079	1,735,079	
Société de construction des Musées du Canada Inc	33,214		33,214
Société Radio-Canada	981,375	853,335	128,040
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	145,595	145,595	
Office canadien des provendes	18,285	18,285	
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	799	799	
Construction de défense (1951) Limitée	15,500	15,500	
Société d'expansion du Cap-Breton	7,300	7,300	
Commission de la Capitale nationale	94,145	74,636	19,509
	3,244,936	*3,064,173*	*180,763*
Sociétés non mandataires de l'État			
Conseil des Arts du Canada	103,503	103,503	
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	5,000	5,000	
Harbourfront Corporation	3,649	3,649	
Centre international d'exploitation des océans	10,100	10,100	
Centre de recherches pour le développement international	108,500	108,500	
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	13,948	13,948	
Marine Atlantique S.C.C.	265,465	265,465	
Corporation du Centre national des Arts	17,891	17,891	
Conseil canadien des normes	7,564	7,564	
VIA Rail Canada Inc	521,120	521,120	
	1,056,740	*1,056,740*	
Total	4,301,676	4,120,913	180,763

[1] Non compris les subventions et contributions versées aux sociétés d'État consolidées admissibles comme membres d'une catégorie générale de bénéficiaires.
[2] Comprend les crédits budgétaires pour les programmes du gouvernement connues sous l'appellation "Compte du Ministre".

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS

Les comptes à fins déterminées consolidés constituent des catégories de recettes et de dépenses budgétaires qui présentent les opérations de certains comptes dont les lois constituantes exigent que les recettes soient affectées à une fin particulière, et que les paiements et dépenses connexes soient imputés sur de telles recettes.

Autrefois, les recettes affectées à une fin particulière étaient créditées à des comptes non budgétaires, et les paiements et dépenses compensatoires connexes y étaient imputés. Les opérations de ces comptes sont présentées avec les recettes et les dépenses budgétaires afin de fournir une comptabilisation plus étendue des résultats d'exploitation reliés au gouvernement.

À compter de 1989-90, les opérations touchant les comptes d'assurance ainsi que les autres comptes à fins déterminées sont imputées aux dépenses et aux recettes budgétaires. Cette façon de procéder résulte des changements dans les politiques comptables affectant les comptes à fins déterminées lesquels ont été appliqués de façon rétroactive.

Toutefois, les lois constituantes exigent que les opérations relatives à chaque compte soient comptabilisées séparément. Le tableau 5.7 présente un sommaire des soldes et des opérations de ces comptes, ainsi que les lois l'exigent.

Les états financiers du Compte d'assurance-chômage, de même que le rapport du Vérificateur général, se trouvent à la fin de cette section.

TABLEAU 5.7

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS

		Rentrées et autres crédits		Paiements et autres débits			Variation nette	
	1[er] avril 1989	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Concernant les tiers	Internes du gouvernement	31 mars 1990	1990	1989
	$	$	$	$	$	$	$	$
Compte d'assurance-chômage, tableau 5.8	-26,795,428	10,738,289,059	2,781,529,260	12,521,761,846		**971,261,045**	998,056,473	208,455,657
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	1,907,813,043	274,908				**1,908,087,951**	274,908	-766,396
À ajouter: investissements sur le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	1,656,854,321					**1,656,854,321**		
Sommes perçues dans le cadre d'une taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	3,564,667,364	274,908				**3,564,942,272**	274,908	-766,396
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	635	156,108,390	236,322,155	644,991	391,786,189		-635	8,855,441
Moins: prêts portant intérêt	1,409,795,918		246,069,995			**1,163,725,923**	-246,069,995	-95,441,181
	-1,409,795,283	*156,108,390*	*482,392,150*	*644,991*	*391,786,189*	***-1,163,725,923***	*246,069,360*	*104,296,622*
Caisse de réassurance-récolte	-34,845,153	397,304		96,420,584		**-130,868,433**	-96,023,280	40,074,767
Comptes de stabilisation des produits agricoles	117,867,748	165,851,703	135,035,219	553,138,601	216,836,318	**-351,220,249**	-469,087,997	-66,497,381
Moins: prêts portant intérêt	24,054,365		214,300,838			**-190,246,473**	-214,300,838	24,054,365
	93,813,383	*165,851,703*	*349,336,057*	*553,138,601*	*216,836,318*	***-160,973,776***	*-254,787,159*	*-90,551,746*
Fonds de recherche — Étude de l'environnement	172,007	1,294,302		282,333		**1,183,976**	1,011,969	-149,817
Comptes d'assurance—								
Régime d'assurance des bateaux de pêche[1]	22,642,963	10,905,065		9,534,213		**24,013,815**	1,370,852	4,700,476
Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire[1]	532,567	1,454				**534,021**	1,454	1,425
Compte d'indemnisation placement[1]	23,834	2,091	35,000	8,728		**52,197**	28,363	
Fonds d'assurance de biens-fonds[1]	1,270,291	97,029		622		**1,366,698**	96,407	188,967
Compte supplémentaire de l'assurance-maladie[1]	28,387					**28,387**		
Caisse d'indemnisation[1]	149,618,850		15,629,700	465,559		**164,782,991**	15,164,141	13,457,885
	174,116,892	*11,005,639*	*15,664,700*	*10,009,122*		***190,778,109***	*16,661,217*	*18,348,753*

TABLEAU 5.7

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS—*Fin*

		Rentrées et autres crédits		Paiements et autres débits			Variation nette	
	1er avril 1989	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Concernant les tiers	Internes du gouvernement	31 mars 1990	1990	1989
	$	$	$	$	$	**$**	$	$
Autres comptes à fins déterminées—								
Musées nationaux du Canada[2]	2,372,258	3,972,065	363,948	2,278,533		**4,429,738**	2,057,480	968,610
Fonds de fiducie pour célébration Marconi[2] ..	50,000	44,264		80,264		**14,000**	-36,000	-100,000
Fonds de fiducie Claudia de Hueck[2]	408,287		44,760	50,753		**402,294**	-5,993	34,318
Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie[2] ..	18,472			17,322		**1,150**	-17,322	-22,720
Hôpital général d'Inuvik[2] .	2,773	2,773		5,546			-2,773	
Hôpital de la zone de Sioux Lookout[2]	2,274		60	956		**1,378**	-896	-2,667
Fonds de fiducie— Commission des champs de bataille nationaux[2]	154,343		16,951			**171,294**	16,951	13,537
Fonds d'affiches Ted Harrison [2]	2,202	823		2,325		**700**	-1,502	-523
Conseil de recherches médicales — Dons aux fins de recherches[2]	321,157	984,321	43,132	713,564		**635,046**	313,889	268,168
Bibliothèque nationale — Compte spécial de fonctionnement[2]	5,597	69,899		67,342		**8,154**	2,557	-8,156
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		15,832				**15,832**	15,832	
Compte des Archives nationales du Canada[1] .	151,042	25,340		9,598		**166,784**	15,742	-8,000
Projets de l'école de médecine hongroise[1]	10,000	7,347		17,455		**-108**	-10,108	10,000
Centre canadien d'hygiène de sécurité au travail — Libéralités[1]	960	5,065				**6,025**	5,065	960
	3,499,365	*5,127,729*	*468,851*	*3,243,658*		***5,852,287***	*2,352,922*	*1,153,527*
Total	2,364,833,148	11,078,349,034	3,629,391,018	13,185,501,135	608,622,507	**3,278,449,557**	913,616,410	280,861,367

[1] Ce compte était antérieurement déclaré au tableau 7.14 (section 7 de ce volume) en 1988-89.
[2] Ce compte était antérieurement déclaré au tableau 7.10 (section 7 de ce volume) en 1988-89.

Compte d'assurance-chômage

La Loi sur l'assurance-chômage prévoit un régime d'assurance-chômage à contribution obligatoire qui s'applique à tous les employés, à de rares exceptions près.

La Loi autorise un compte dans les comptes du Canada à être connu sous le nom du Compte d'assurance-chômage.

La Loi stipule que ce qui suit soit porté au crédit du Compte: *a)* les primes, amendes, pénalités et intérêts; *b)* la quote-part du gouvernement des prestations versées; *c)* les remboursements de versements excédentaires de prestations, et les remboursements de prestations; *d)* les sommes perçues pour services rendus à d'autres ministères ou organismes du gouvernement, ou au public; *e)* les sommes versées à toute fin relative à l'assurance-chômage, autorisées par affectation de crédits relevant de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada; et, *f)* les intérêts sur le solde du Compte, selon les taux que le ministre des Finances peut autoriser. La Loi prévoit aussi que ce qui suit soit porté au débit du Compte: *a)* les prestations versées en vertu de la Loi; *b)* les frais d'application de la Loi; et, *c)* les intérêts sur les avances consenties par le ministre des Finances.

Les primes hebdomadaires maximales pour les employés étaient de $11.80 du 1er avril 1989 au 31 décembre 1989 et de $12.48 du 1er janvier 1990 au 31 mars 1990. Pour les mêmes périodes, les prestations hebdomadaires maximales étaient de $363 du 1er avril 1989 au 31 décembre 1989 et de $384 du 1er janvier 1990 au 31 mars 1990.

Des prêts portant intérêt ont été consentis au Compte d'assurance-chômage, aux termes de l'article 119(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, en raison de contributions insuffisantes de la part des employeurs et des employés. Au cours de l'exercice, tous les prêts ont été remboursés.

Les rentrées et autres crédits de $10,738 millions ($11,269 millions en 1989) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $12,522 millions ($11,596 millions en 1989) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $2,782 millions ($2,687 millions en 1989) et les paiements et autres débits de $2,152 millions en 1989 (nul en 1990), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

TABLEAU 5.8

OPÉRATIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-CHÔMAGE
(en millions de dollars)

	1989-90	1988-89
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employé et employeur*	**10,969**	11,508
Gouvernement	**2,424**	2,416
Revenu de placements	**36**	16
Prêts portant intérêt du gouvernement		
Revenus divers	**91**	16
	13,520	13,956
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations	**11,439**	10,628
Dépenses	**1,083**	968
Frais d'intérêt		198
Remboursements au gouvernement, de prêts portant intérêt		1,954
	12,522	13,748
Augmentation nette	**998**	208
À ajouter—Solde au début de l'exercice	**–27**	–235
Solde à la fin de l'exercice	**971**	–27

* Sont comprises dans les cotisations de l'employé et les contributions de l'employeur, $267 millions ($256 millions en 1988-89) à titre de contribution pour les employés de la part du gouvernement.

Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne

Ce compte a été établi en vertu du crédit 5c de l'Énergie, des Mines et des Ressources, de la Loi n° 4 de 1980-81 portant affectation de crédits. On portait au crédit du compte les sommes perçues dans le cadre d'une taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété au sein de l'industrie du gaz et du pétrole au Canada.

Cette taxe spéciale a été annulée le 1er juin 1985 suite à un dérèglement. Toutes les opérations depuis cette date résultent de redressements découlant de vérifications.

Les rentrées et autres crédits de $0.3 million (-$1.0 million en 1989) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses.

Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest

Le but de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest est de protéger les producteurs de grains des prairies contre des déclins de revenu considérables et inattendus, au moyen de la stabilisation des rentrées provenant de la production et de la vente des items suivants: le blé, l'avoine, l'orge, le seigle, la graine de lin, le canola, les graines de moutarde, le triticale, les céréales mélangées, les graines de tournesol, les graines de carthame, le sarrasin, les pois, les lentilles, la féverole et les graines de l'alpiste des Canaries produits dans la région et comprend toute autre graine désignée par règlement qui est produite dans la région et pour laquelle un niveau de qualité standard a été établi par réglementation en vertu de la Loi sur les grains du Canada et qui est désignée dans ce règlement par l'appellation "de L'Ouest canadien".

Le Compte de stabilisation enregistre des fonds à cet effet qui proviennent:

a) de contributions versées par les producteurs participants—un taux de contribution s'échelonnant de 2% à 4% du produit de la vente du grain jusqu'à un montant maximal annuel de $60,000 du produit admissible par participant;

b) de contributions du gouvernement égales aux contributions versées par les producteurs en sus de 2% du produit de la vente du grain admissible de tous les participants sur lequel les participants ont payé une contribution;

c) d'intérêt sur le montant au crédit du Compte de stabilisation, aux taux et en conformité avec les modalités fixées par le ministre des Finances; et,

d) conformément à l'article 45 de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, d'avances du Fonds du revenu consolidé lorsque le solde du Compte n'est pas suffisant pour permettre le paiement des versements de stabilisation et autres montants à être imputés au Compte en vertu de l'article 44 de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.

Les rentrées et autres crédits de $156 millions ($201 millions en 1989) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $0.6 million ($954 millions en 1989) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $236 millions ($3,400 millions en 1989) et les paiements et autres débits de $392 millions ($2,638 millions en 1989), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

Caisse de réassurance-récolte

Cette Caisse, établie en vertu de l'article 6(1) de la Loi sur l'assurance-récolte, assure les provinces participantes pour les frais subis par elles relativement à l'administration de divers régimes d'assurance-récolte.

Les recettes de la Caisse proviennent des sommes versées par les provinces aux fins de réassurance et les dépenses de la Caisse proviennent de paiements faits aux provinces aux termes des accords de réassurance.

Les rentrées et autres crédits de $0.4 million ($43 millions en 1989) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $96 millions ($3 millions en 1989) sont inscrits comme des dépenses.

Comptes de stabilisation des produits agricoles

Le but de ces comptes est de réduire les pertes de revenu des producteurs découlant des risques du marché au moyen de la stabilisation des prix. Les primes sont partagées également entre le gouvernement du Canada, les gouvernements des provinces participantes et les producteurs participants. Ces primes devraient correspondre au total versé dans le cours du temps. Il y a plusieurs comptes actifs comme suit:

a) porcs;

b) engraissement et abattage de bovins;

c) veaux d'engraissement;

d) agneaux;

e) pommes;

f) fèves blanches;

g) autres haricots comestibles;

h) betteraves sucrées;

i) miel; et,

j) oignons.

Ces comptes ont été établis dans les comptes du Canada en vertu de l'article 13.1 de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.

Les rentrées et autres crédits de $166 millions ($90 millions en 1989) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $553 millions ($244 millions en 1989) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $135 millions ($90 millions en 1989) et les paiements et autres débits de $217 millions ($2 millions 1989), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

Fonds de recherche—Étude de l'environnement

Ces comptes ont été établi pour les ministères d'Énergie, Mines et Ressources et des Affaires indiennes et Nord canadien en vertu de la section 76(1) de la Loi fédérale sur les hydrocarbures. Le but des fonds est de financer les études de l'environnement et sociales, afin de déterminer les modalités du fonctionnement de l'exploitation et de la production de l'exploration des terres domaniales, autorisés en vertu de cette Loi ou toutes autres lois du Parlement.

Les rentrées et autres crédits de $1 million ($0.1 million en 1989) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $0.3 million ($0.2 million en 1989) sont inscrits comme des dépenses.

Comptes d'assurance

Pour les comptes d'assurance suivants, les rentrées et autres crédits de $11 millions ($12 millions en 1989) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $10 millions ($8 millions en 1989) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $16 million ($14 millions en 1989), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

Régime d'assurance des bateaux de pêche

Le régime d'assurance des bateaux de pêche est administré conformément au crédit 540 de la Loi des subsides no 5 de 1955, prolongé par le crédit L38b de la Loi no 1 de 1970 portant affectation de crédits, afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Sont crédités au compte les primes et les recouvrements, ainsi que les avances consenties conformément à ces règlements, ces avances ne devant pas dépasser en tout temps $150,000. Y sont imputés les remboursements de primes et les paiements destinés à régler les réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche. Les frais d'administration sont imputés au crédit 1 des Pêches et Océans.

Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire

Ce compte a été établi conformément aux articles 16 et 17 de la Loi sur la responsabilité nucléaire, afin d'enregistrer des primes, et pour pourvoir aux paiements de réclamations qui découlent d'accidents survenant dans une installation assurée.

Compte d'indemnisation placement

L'article 57 de la Loi sur la gestion des finances publiques prévoit pour ce compte auquel sont crédités un montant de $25,000, d'autres montants affectés par le Parlement à l'application du présent article et tous montants recouvrés en réparation des pertes visées à l'article 58 de la Loi.

Tel qu'énoncé à l'article 58, le ministre peut, dans le cadre des règlements, prélever sur le compte les montants nécessaires pour réparer les pertes subies par les souscripteurs à des titres du gouvernement, qui ont acquitté tout ou partie du prix de titres mais ne les ont pas reçus ou n'en ont pas été remboursés, ainsi que les pertes subies par quiconque lors du rachat de titres.

Fonds d'assurance de biens-fonds

Ce compte a été établi en vertu des articles 160 à 164 de la Loi sur les titres de biens-fonds, pour indemniser les propriétaires qui ont éprouvé des pertes par suite de désignations inexactes, ou d'autres causes désignées dans la Loi sur les titres de biens-fonds. On perçoit des honoraires auprès de ceux qui font enregistrer tout acte chez le graffier des titres de biens-fonds dans les Territoires du Nord-Ouest et le Territoire du Yukon. L'intérêt s'ajoute au fonds annuellement, le taux actuel étant de 3% par année.

Compte supplémentaire de l'assurance-maladie

Ce compte a été établi en vertu du crédit L16b de la Loi no 2 de 1973 portant affectation de crédits, pour permettre des paiements aux personnes qui, sans être elles-mêmes responsables d'aucune façon, ont perdu ou n'ont pu obtenir les services de santé assurés aux termes de la Loi canadienne sur la santé, et en conformité avec l'Accord fédéral-provincial sur l'éligibilité et la transférabilité. Des cotisations sont versée au compte par toutes les provinces, proportionnellement à la population, et une contribution d'appariement est versée par le gouvernement fédéral.

Caisse d'indemnisation

Ce compte a été établi en vertu de l'article 775 de la Loi modifiée sur la marine marchande du Canada, afin de comptabiliser les paiements de tonnage prélevés sur le pétrole transporté par navire sur les eaux canadiennes. Les réclamations à l'égard de la pollution des Maritimes, les honoraires de l'administrateur du fonds, et les dépenses connexes de la lutte contre la pollution pétrolière, sont financés à même ce fonds.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Autres comptes à fins déterminées

Pour les autres comptes à fins determinées suivants, les rentrées et autres crédits de $5 millions ($5 millions en 1989) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $3 millions ($4 millions en 1989) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $0.5 million ($0.3 million en 1989), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

Musées nationaux du Canada

Ces comptes ont été établi en vertu de l'article 10 de la Loi sur les musées nationaux et y sont crédités les deniers encaissés par la Société, notamment sous forme de dons ou de legs, l'intérêt sur les titres ou sur la location ou la vente de biens immeubles acquis par la Société, sous forme de dons ou de legs, et un montant représentant l'intérêt sur le solde créditeur périodique des comptes. Doivent être portés au débit des comptes les montants que les membres du conseil autorisent à dépenser aux fins pour lesquelles ces deniers ou biens ont été donnés, légués ou autrement mis à la disposition de la Société. Dans ces comptes, les titres de $2,000 consistent en deux obligatons négociables du gouvernement du Canada léguées par feu J Dazell McKee et feu Hugh de T Glazebrook.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie pour célébration Marconi

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, dans le but de réunir des fonds par souscriptions publiques et autres, afin de construire, d'exploiter et d'entretenir un site historique national à Glace Bay, Nouvelle-Écosse, pour commémorer les oeuvres et accomplissements de Guglielmo Marconi dans le domaine des communications sans fil.

Fonds de fiducie Claudia de Hueck

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques et de l'article 15 de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada, afin d'inscrire des fonds légués par Mme Claudia de Hueck aux fins de promouvoir l'étude des sciences humaines, ainsi qu'aux fins d'éducation en général.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Ce compte a été établi en vertu de l'article 27 de la Loi d'action scientifique du gouvernement (1976), afin d'inscrire les fonds des sommes, des titres et autres propriétés reçus sous forme de dons, legs ou, autres tel qu'approuvé par le Conseil de recherches en science naturelles et en génie. Ce compte est imputés des paiements et de la disposition des telles sommes, titres ou autres propriétés sujettes aux conditions selon lequelles de telles sommes ont été données, léguées au autrement obtenues par le Conseil, et sont sujettes à l'autorisation du Conseil.

Hôpital général d'Inuvik

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les opérations reliées à un don fait par le club Lions pour l'achat d'articles pour la Salle 300 à l'Hôpital général d'Inuvik.

Hôpital de la zone de Sioux Lookout

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour inscrire les opérations effectuées à l'endroit d'un don fait par la Fondation de l'Hôpital pour enfants malades, afin de financer un programme récréatif dans le domaine de la pédiatrie et un service de volontaires à l'Hôpital de la zone de Sioux Lookout.

Fonds de fiducie—Commission des champs de bataille nationaux

Ce compte a été établi lors de la création de la Commission des champs de bataille nationaux, pour l'acquisition de différentes propriétés pour la formation du parc. L'argent provient de contributions d'individus, de corporations municipales, de gouvernements provinciaux et d'autres, versées pour les objets de la Commission, tel que prévu dans sa Loi constitutive. A la suite des acquisitions de terrains de la Commission, il est demeuré un montant d'argent qui a augmenté avec les années puisqu'il portait intérêts alors que la Commission était énumérée à l'annexe C de la Loi sur la gestion des finances publiques, soit avant le 1er septembre 1984.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédites au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds d'affiches Ted Harrison

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'accumuler les sommes reçues de la vente des affiches offertes à l'hôpital général de Whitehorse à Whitehorse, Territoire du Yukon, par l'artiste local Ted Harrison. Le produit de la vente sera utilisé pour acheter de l'équipement spécial pour l'hôpital.

Conseil de recherches médicales—Dons aux fins de recherches

Ce compte a été établi, à suite à la politique de subventions d'appariement du gouvernement, et sert à comptabiliser les contributions provenant d'organisations et de particuliers aux fins de recherches biomédicales.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédites au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte spécial de fonctionnement—Bibliothèque nationale

Ce compte a été établi en vertu de l'article 14 de la Loi sur la Bibliothèque nationale, qui stipule aussi que a) le compte soit crédité de toutes sommes reçues par la Bibliothèque nationale sous forme de dons, legs ou autres b) tout montant requis pour les besoin de la Loi peut être payé à même le compte ou les deniers affectés à cette fin par le Parlement.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques afin d'inscrire les dons et legs reçus de tiers et les dépenses pour financer diverses études relatives aux principes de développement durable au Canada et à l'étranger.

Compte des Archives nationales du Canada

Ce compte a été établi en vertu de l'article 10 de la Loi sur les Archives nationales du Canada, afin d'inscrire les sommes d'argent reçues aux fins des Archives nationales du Canada, sous forme de dons ou de legs ou autres. Les sommes reçues aux fins de la Loi peuvent être versées à même ce compte ou sur les deniers affectés à cette fin par le Parlement.

Projets de l'école de médecine hongroise

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent provenant du secteur privé. Ces fonds reçus à titre de dons ont été utilisés pour aider à couvrir les frais reliés aux projets de l'école de médecine hongroise.

Centre canadien d'hygiène de sécurité au travail—Libéralités

Ce compte a été établi en vertu de l'article 6(3) de la Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, afin d'inscrire les sommes ou autres valeurs mobilières, reçus à titre de dons, legs ou autre mode de libéralités, et de débourser ces libéralités à la discrétion du Centre.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

J'ai vérifié le bilan de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage au 31 décembre 1989 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du surplus pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois,F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 13 juillet 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988	PASSIF ET SURPLUS	1989	1988
Solde du compte auprès du Receveur général du Canada	1,314,362	426,933	Mandats non encaissés	245,351	217,795
Montants à recevoir des prestataires (note 3)	176,540	148,302	Retenues d'impôt sur les mandats	175,446	66,128
Montants à recevoir du Canada (note 4)	43,334	64,478		420,797	283,923
			Surplus	1,113,439	355,790
	1,534,236	639,713		1,534,236	639,713

Approuvé par la Commission:

Le Directeur exécutif
des Finances et de l'Administration
H. BRAITER

Le Président
A. KROEGER

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Revenus		
Cotisations (note 5)	10,369,237	11,876,021
Intérêt sur le solde du compte auprès du Receveur général du Canada	60,458	7,205
Pénalités	29,983	20,208
	10,459,678	11,903,434
Dépenses		
Prestations (note 6 et tableau)	11,372,817	10,715,512
Administration (note 7)	1,053,699	968,034
Intérêts sur les avances du Canada		111,625
Créances douteuses	23,542	17,101
	12,450,058	11,812,272
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses avant la part du gouvernement dans les dépenses de prestations	-1,990,380	91,162
Part du gouvernement dans la dépense de prestations (tableau)	2,748,029	2,632,902
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	757,649	2,724,064
Surplus (déficit) au début de l'exercice	355,790	-2,368,274
Surplus à la fin de l'exercice	1,113,439	355,790

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989

1. Pouvoirs et objectif

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, un établissement public mentionné à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques, administre la Loi sur l'assurance-chômage. L'objectif de la Loi est d'offrir une source de revenu d'appoint temporaire et une aide aux travailleurs qui y sont admissibles. Les opérations financières liées à cet objectif font partie du Compte d'assurance-chômage.

Dans les comptes du Canada, le Compte d'assurance-chômage a été établi en vertu de l'article 112 de la Loi. Toutes les sommes reçues en vertu de la Loi sont versées au Fonds du revenu consolidé et créditées à ce Compte. Les prestations et les frais d'administration de la Loi sont payés à même le Fonds du revenu consolidé et imputés à ce Compte.

Conformément à la partie III de la Loi, le ministre du Revenu national a la responsabilité de percevoir les cotisations patronales et ouvrières.

Conformément à la partie VII, le ministre du Revenu national est également responsable d'administrer et d'appliquer les sections de la loi liées au remboursement de prestations.

2. Conventions comptables

a) Cotisations

Les cotisations sont enregistrées selon une estimation des montants à percevoir au cours de l'exercice et comprennent les rajustements entre les cotisations réelles et les cotisations estimatives des exercices précédents.

b) Intérêts

Les intérêts sur le solde du compte auprès du Receveur général du Canada et les intérêts sur les avances du Canada sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

c) Pénalités

Les pénalités, imposées en vertu de l'article 33 de la Loi, sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

d) Prestations

Les prestations représentent les mandats émis au cours de l'exercice, moins les versements excédentaires que la Commission a établis au cours de l'exercice et les remboursements de prestations estimatifs à recevoir en vertu de l'article 123 de la Loi et les rajustements entre les remboursements réels et les remboursements estimatifs des exercices précédents.

e) Dépenses d'administration

Les frais d'administration de la Loi sont établis par les règlements sur l'assurance-chômage et ils sont imputés au Compte par la Commission.

f) Part du gouvernement dans les dépenses de prestations

La part du gouvernement dans les dépenses de prestations est comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

3. Montants à recevoir des prestataires

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Versements excédentaires de prestations et pénalités	200,427	162,435
Moins: provision pour créances douteuses	56,606	44,631
	143,821	117,804
Remboursements estimatifs de prestations en vertu de l'article 123 de la Loi	32,719	30,498
	176,540	148,302

La dépense de créances douteuses comprend $13.4 millions ($6.7 millions en 1988) de versements excédentaires et de pénalités irrécouvrables, radiés au cours de l'exercice en vertu de l'article 60(2) des règlements.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

4. Montants à recevoir du (à payer au) Canada

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Part du gouvernement dans les dépenses de prestations	-2,447	4,756
Cotisations	81,561	54,619
Intérêts sur le solde du compte auprès du Receveur général du Canada	12,620	2,072
Dépenses d'administration	-48,135	3,125
Recouvrement de prestations	185	111
Autres éléments	-450	-205
	43,334	64,478

5. Cotisations

La cotisation ouvrière en 1989, était de $1.95 par tranche de $100 de gains assurables, comparativement à $2.35 en 1988. La cotisation patronale calculée au taux de 1.4 fois la cotisation ouvrière, a également été réduite à raison de $2.73 par tranche de $100 de gains assurables de l'employé.

Les employeurs qui ont des régimes d'assurance-salaire ont droit à des réductions de cotisations. Ils doivent cependant partager cette réduction avec leurs employés. Le total des réductions de cotisations patronales pour l'année 1989 est estimé à $444 millions ($426 millions en 1988).

6. Versements excédentaires et sous-payés de prestations

Le grand nombre de prestataires qui doivent faire l'objet d'un contrôle et l'exigence d'un service prompt nécessitent des procédés sélectifs plutôt qu'universels de contrôle interne et par conséquent occasionnent la vérification des demandes de prestations principalement après que les bénéficiaires ont commencé à recevoir des prestations.

C'est pourquoi, il y a des versements excédentaires et des sous-payés de prestations que la Commission estime à $348 millions ($344 millions en 1988) et $103 millions ($141 millions en 1988) respectivement. Ces sommes sont comprises dans les dépenses de prestations de l'exercice.

7. Frais d'administration

Les frais réels d'administration de la Commission sont calculés sur la base de l'année financière (1[er] avril au 31 mars) du gouvernement. Les frais qui sont imputés au Compte sur la base de l'année civile équivalent à la somme de 9/12 du montant de l'année financière courante et 3/12 du montant de l'année financière précédente. Les frais d'administration calculés de cette façon se sont chiffrés à $1,061 millions en 1989 ($975 millions en 1988). De ce montant, environ $7.5 millions ($7 millions en 1988) a été recouvert pour le maintien du fichier central des numéros d'assurance-sociale et de l'émission de cartes de remplacement.

8. Éventualités

Dans le cours normal des opérations du Compte d'assurance-chômage, divers appels contre la Commission ou par celle-ci sont en cours actuellement. De l'avis de la direction, le dénouement de ces appels n'aura aucune incidence importante sur les résultats du Compte d'assurance-chômage.

9. Événement important

Le projet de Loi C-21 modifiant la Loi sur l'assurance-chômage a été accepté par la Chambre des Communes le 6 novembre 1989 mais demeure à l'étude par le Sénat. La législation proposée élimine la part des prestations que doit assumer le gouvernement et touche les diverses dispositions du programme d'Assurance-chômage, notamment les normes d'admissibilité, les prestations et l'imposition de pénalités.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

TABLEAU DES PRESTATIONS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989		1988	
	Total	Part du gouvernement	Total	Part du gouvernement
Ordinaires	9,739,380	2,350,165	9,216,704	2,249,358
De maternité	629,953		565,775	
De paternité	1,169			
De maladie	345,941		316,965	
De formation	267,716	110,434	237,186	103,010
De création d'emploi	101,914	41,968	102,250	41,092
De retraite	26,043		19,189	
De travail partagé	21,209		16,860	
D'adoption	4,821		4,718	
	11,138,146	2,502,567	10,479,647	2,393,460
Aux pêcheurs	269,382	252,364	269,988	248,513
Prestations brutes	11,407,528	2,754,931	10,749,635	2,641,973
Moins: remboursement de prestations	34,711	6,902	34,123	9,071
	11,372,817	2,748,029	10,715,512	2,632,902

Les articles 118 et 130 de la Loi sur l'assurance-chômage prévoient que la part du gouvernement dans les dépenses de prestations doit comporter les prestations complémentaires prévues à l'article 22, aux paragraphes 25(8) et 26(3) ainsi que les prestations payées aux pêcheurs au net des cotisations perçues de ces derniers et de leurs employeurs désignés.

Les prestations complémentaires versées en vertu de l'article 22 de la Loi représentent des prestations versées aux prestataires qui ont épuisé leurs prestations initiales (et leurs prestations complémentaires en raison de la catégorie, lorsqu'ils y avaient droit) et qui résident dans une région où le taux de chômage dépasse quatre pour cent.

Les prestations complémentaires versées en vertu des paragraphes 25(8) et 26(3) de la Loi représentent des prestations versées aux prestataires qui participent à des projets de création d'emploi ou qui suivent des cours de formation et qui n'ont pas droit à un nombre suffisant de prestations hebdomadaires pour toute la durée du projet ou du cours, plus un maximum de trois prestations hebdomadaires supplémentaires après la fin des projets ou des cours.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1989-90

Prêts, dotations en capital et avances

SOMMAIRE

	Page
Sociétés d'État "entreprises"	6.5
Institutions de crédit	6.6
Autres	6.9
États financiers sommaires des sociétés d'État "entreprises"	6.16
Emprunts effectués par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État	6.22
Emprunts effectués par les sociétés d'État "entreprises"	6.22
Échéance et devises des emprunts des sociétés d'État "entreprises"	6.23
Passif éventuel des sociétés d'État "entreprises"	6.23
Aide financière aux sociétés d'État "entreprises" provenant de crédits budgétaires	6.24
Autres—	
Administrations provinciales et territoriales	6.25
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	6.30
Organismes internationaux	6.34
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	6.38
Entreprises mixtes et en coparticipation	6.39
Divers	6.41
Provision pour évaluation	6.50

PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

Les prêts, dotations en capital et avances forment une catégorie d'éléments d'actif représentant les créances acquises et les titres de participation détenus par le gouvernement du Canada, obtenus par l'emploi de crédits parlementaires. Certains crédits permettent d'utiliser les remboursements pour des prêts et avances supplémentaires. Plusieurs crédits ne s'annulent pas, ce qui permet aux soldes non utilisés d'être reportés d'exercice en exercice. On retrouve aux sections ministérielles du volume II (partie I), les précisions à l'égard de l'emploi des crédits non budgétaires pour les prêts, dotations en capital et avances.

Les prêts, dotations en capital et avances sont enregistrés au coût et font l'objet d'une évaluation afin d'estimer les pertes sur les réalisations. Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date de l'opération. Les prêts, dotations en capital et avances qui proviennent de ces opérations de change sont, à la fin de l'exercice, convertis au cours du change en vigueur à cette date. Les gains nets sont crédités aux recettes à titre de pertes et bénéfices de change, tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses budgétaires du ministère des Finances.

La provision constituée pour refléter les pertes prévues sur la réalisation de créances détenues par le gouvernement a été autorisée par le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor, en vertu de l'article 63(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques.

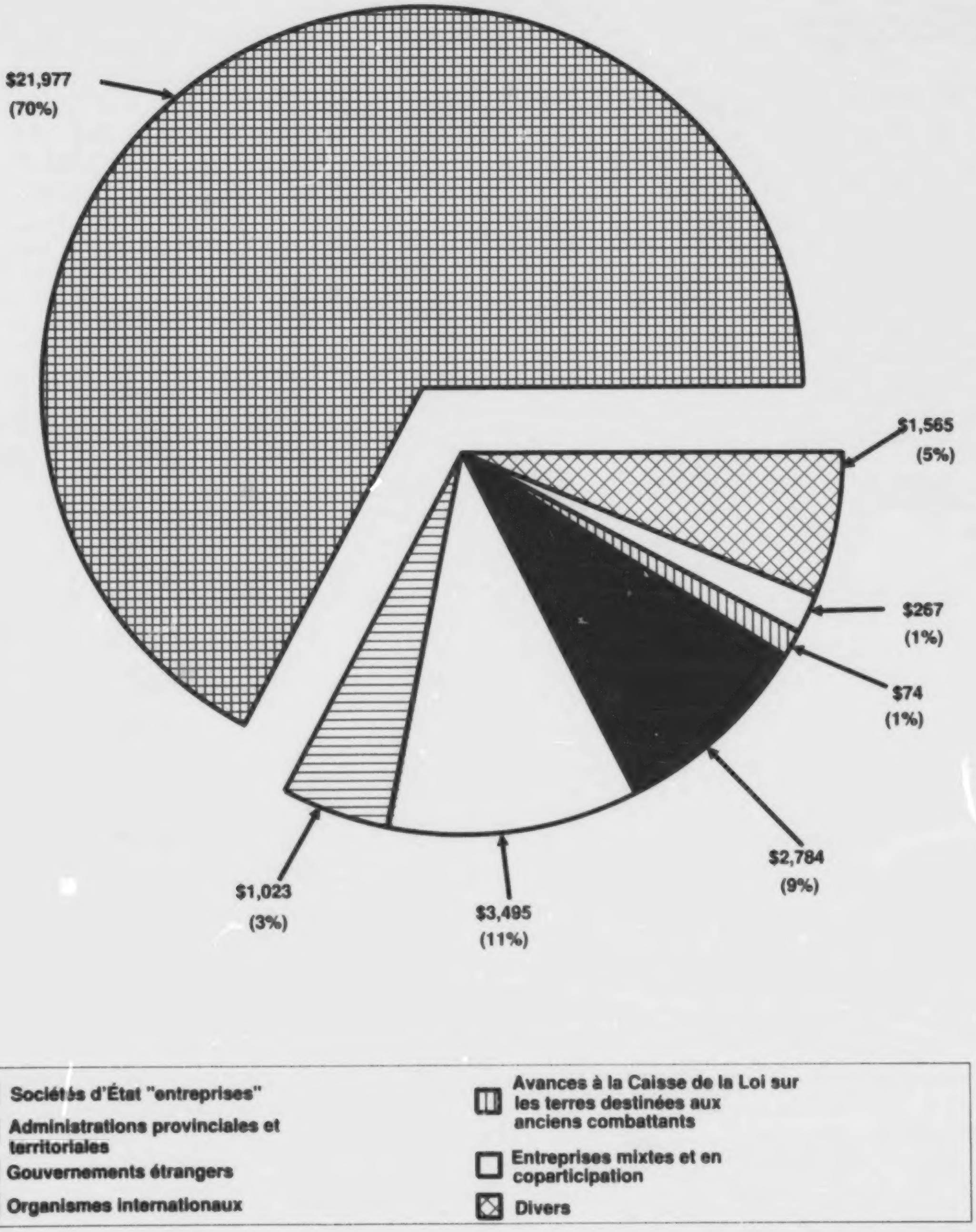
Les recettes encaissées au cours de l'exercice sur les prêts, dotations en capital et avances sont créditées aux produits de placements; plus de précisions sont présentées à la section 11 du volume II (partie II).

Le graphique A présente le total des prêts, dotations en capital et avances par catégorie pour l'exercice en cours, tandis que le graphique B compare le total des prêts, dotations en capital et avances pour les cinq derniers exercices. Le tableau 6.1 présente les opérations et les soldes de fin d'exercice concernant les prêts, dotations en capital et avances par catégorie.

Les opérations ainsi que les soldes sont résumés davantage dans les sections 1 et 2 de ce volume.

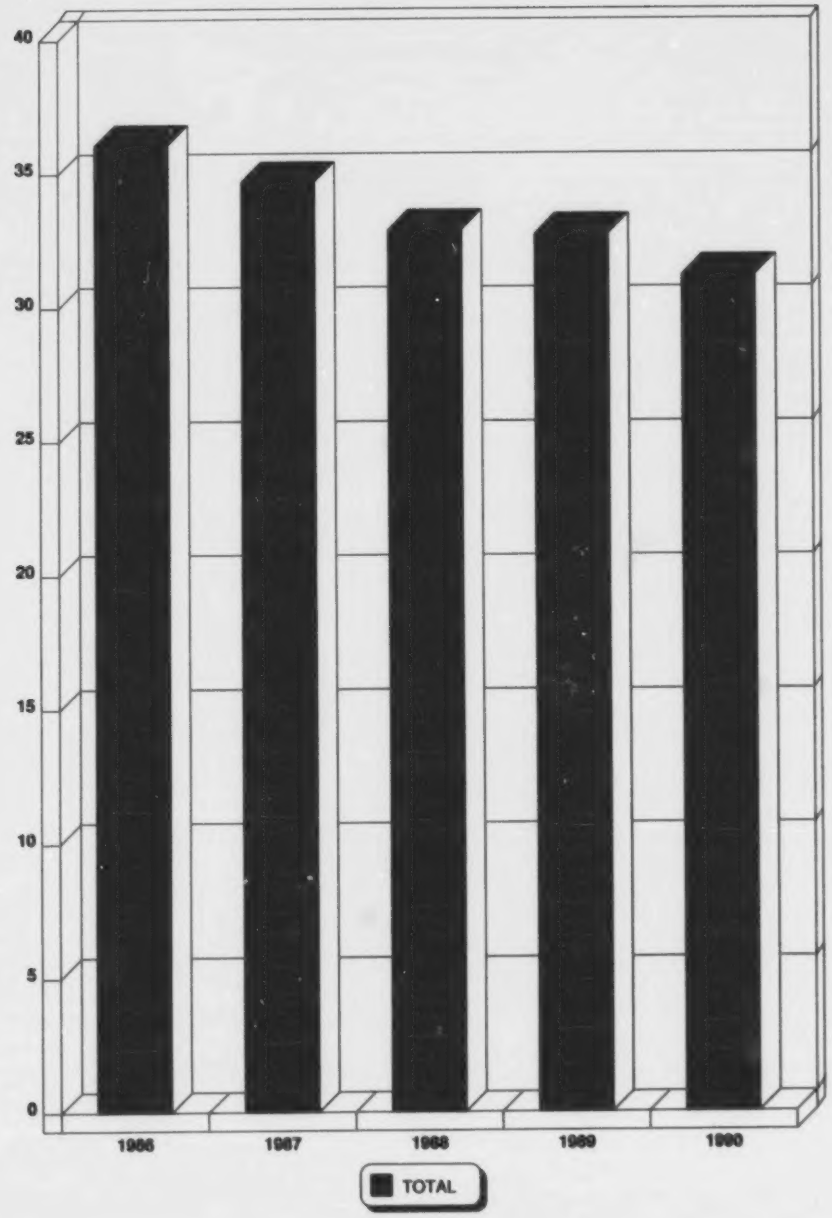
Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de clôture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. En outre, l'expression "compte(s) sans opérations courantes" fait partie de certains tableaux, pour illustrer le résultat net des opérations des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

GRAPHIQUE A
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES [1]
(en millions de dollars)



[1] Avant la provision pour évaluation

GRAPHIQUE B
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES [1]
(en milliards de dollars)



[1] Avant la provision pour évaluation

TABLEAU 6.1

PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Sociétés d'État "entreprises"—						
Institutions de crédit, tableau 6.2—						
Banque fédérale de développement	294,000,000			**294,000,000**		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	8,904,243,503	341,861,255	140,878,964	**8,703,261,212**	–200,982,291	–272,597,115
Société d'assurance-dépôts du Canada	1,695,000,000	320,000,000		**1,375,000,000**	–320,000,000	361,335,618
Société du crédit agricole	3,472,292,765	1,354,819,344	1,250,350,000	**3,367,823,421**	–104,469,344	–229,546,014
Société pour l'expansion des exportations	697,000,000		75,000,000	**772,000,000**	75,000,000	–25,000,000
	15,062,536,268	*2,016,680,599*	*1,466,228,964*	***14,512,084,633***	*–550,451,635*	*–165,807,511*
Autres sociétés d'État "entreprises", tableau 6.3—						
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	2,452,298,776	12,346,842		**2,439,951,934**	–12,346,842	–11,333,470
Petro-Canada	4,299,126,174			**4,299,126,174**		
Autres	723,028,399	434,696,824	437,123,000	**725,454,575**	2,426,176	175,984,940
	7,474,453,349	*447,043,666*	*437,123,000*	***7,464,532,683***	*–9,920,666*	*164,651,470*
Moins: provision pour évaluation	4,200,000,000	100,000,000		**4,300,000,000**	100,000,000	1,000,000,000
Total des sociétés d'État "entreprises"	18,336,989,617	2,563,724,265	1,903,351,964	**17,676,617,316**	–660,372,301	–1,001,156,041
Autres prêts, dotations en capital et avances—						
Administrations provinciales et territoriales, tableau 6.12	883,265,884	51,319,666	191,292,830	**1,023,239,048**	139,973,164	–27,254,529
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement, tableau 6.13	4,190,689,615	893,342,467	197,931,607	**3,495,278,755**	–695,410,860	–132,383,470
Organismes internationaux, tableau 6.14	4,620,583,036	472,483,932	517,452,308	**4,665,551,412**	44,968,376	56,729,687
Moins: effets à payer, tableau 6.14	1,906,527,294	453,180,287	477,809,313	**1,881,898,268**	–24,629,026	33,179,257
	2,714,055,742	*925,664,219*	*995,261,621*	***2,783,653,144***	*69,597,402*	*23,550,430*
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris la provision pour prestations conditionnelles, tableau 6.16	91,080,605	16,889,355	19,885	**74,211,135**	–16,869,470	–20,183,733
Entreprises mixtes et en coparticipation, tableau 6.17	628,727,426	361,993,431		**266,733,995**	–361,993,431	–37,072,275
Divers, tableau 6.18	1,690,598,102	1,508,002,152	1,382,208,412	**1,564,804,362**	–125,793,740	96,501,801
	10,198,417,374	*3,757,211,290*	*2,766,714,355*	***9,207,920,439***	*–990,496,935*	*–96,841,776*
Moins: provision pour évaluation	6,800,000,000		600,000,000	**6,200,000,000**	–600,000,000	–200,000,000
Total des autres prêts, dotations en capital et avances	3,398,417,374	3,757,211,290	3,366,714,355	**3,007,920,439**	–390,496,935	103,158,224
Total	21,735,406,991	6,320,935,555	5,270,066,319	**20,684,537,755**	–1,050,869,236	–897,997,817

SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES"

Les prêts, dotations en capital et avances aux sociétés d'État "entreprises" représentent le solde des créances du gouvernement envers des sociétés relativement au fonds de roulement, aux dépenses en capital et autres; de la participation au capital-actions des sociétés; et des prêts et avances aux sociétés aux fins d'autres prêts.

Une société d'État représente une société d'État mère ou une filiale en propriété exclusive; une société d'État mère est une personne morale appartenant directement à cent pour cent à Sa Majesté; une filiale en propriété exclusive est une personne morale appartenant exclusivement à une ou plusieurs sociétés d'État mères, soit directement, soit par l'intermédiaire de filiales dont chacune appartient exclusivement, même indirectement, à une ou plusieurs sociétés d'État mères.

Une société d'État "entreprise" est une société qui ne compte pas sur les Fonds du gouvernement comme première source de revenu. Celles-ci incluent les sociétés sélectionnées et énumérées à la partie I et toutes les sociétés énumérées à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, la Banque du Canada, et la Commission canadienne du blé.

Une société d'État "entreprise" signifie une société qui, en dernier lieu, doit rendre compte au Parlement, par l'intermédiaire d'un ministre de la Couronne, de la conduite de ses affaires. La majorité des sociétés d'État "entreprises" énumérées aux annexes de la Loi sur la gestion des finances publiques sont mandataires de Sa Majesté du chef du Canada. Ce statut est accordé selon une des façons suivantes:

i) désignation par le Parlement, par suite d'une loi spéciale de constitution;

ii) autorisation législative; et,

iii) proclamation selon la Loi sur le fonctionnement des sociétés du secteur public.

Les états financiers des sociétés d'État "entreprises" mères sont présentés dans le volume III des Comptes publics. Les états financiers relatifs aux filiales en propriété exclusive des sociétés d'État "entreprises" sont aussi compris dans le volume III lorsque les comptes de celles-ci ne sont pas consolidés avec ceux de la société mère. Ces états financiers sont annexés à ceux de la société d'État "entreprise" mère afférente.

Institutions de crédit

Le tableau 6.2 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts, dotations en capital et avances accordés aux sociétés d'État "entreprises" qui s'occupent principalement d'octroyer une aide financière.

TABLEAU 6.2

SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES"— INSTITUTIONS DE CRÉDIT

	1[er] avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette	
					1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Banque fédérale de développement	294,000,000			**294,000,000**		
Société canadienne d'hypothèques et de logement—						
Capital-actions	25,000,000			**25,000,000**		
Habitation	5,772,858,845	228,705,524	33,000,000	**5,577,153,321**	−195,705,524	−234,064,411
Immeubles	153,699,350		33,878,964	**187,578,314**	33,878,964	30,225,542
Programmes conjoints	1,453,587,253	45,626,325	74,000,000	**1,481,960,928**	28,373,675	14,735,352
Programme de rénovation urbaine	10,530,212	2,291,639		**8,238,573**	−2,291,639	−3,845,341
Ensembles d'habitation destinés à des étudiants	357,190,013	6,395,679		**350,794,334**	−6,395,679	−6,005,725
Projets de traitement des eaux d'égout	966,056,943	28,736,021		**937,320,922**	−28,736,021	−45,528,483
Aide à l'accès à la propriété	165,320,887	30,106,067		**135,214,820**	−30,106,067	−28,114,049
	8,904,243,503	*341,861,255*	*140,878,964*	***8,703,261,212***	*−200,982,291*	*−272,597,115*
Société d'assurance-dépôts du Canada	1,695,000,000	320,000,000		**1,375,000,000**	−320,000,000	361,335,618
Société du crédit agricole—						
Capital d'apport	218,333,000		600,000,000	**818,333,000**	600,000,000	
Effets	3,248,998,227	1,353,594,216	650,350,000	**2,545,754,011**	−703,244,216	−228,477,552
Fonds d'aide aux groupements agricoles	4,961,538	1,225,128		**3,736,410**	−1,225,128	−1,068,462
	3,472,292,765	*1,354,819,344*	*1,250,350,000*	***3,367,823,421***	*−104,469,344*	*−229,546,014*
Société pour l'expansion des exportations—						
Capital-actions	697,000,000		75,000,000	**772,000,000**	75,000,000	
Compte sans opérations courantes						−25,000,000
	697,000,000		*75,000,000*	***772,000,000***	*75,000,000*	*−25,000,000*
Total	15,062,536,268	2,016,680,599	1,466,228,964	**14,512,084,633**	−550,451,635	−165,807,511

Banque fédérale de développement

La Société a été établie par la Loi sur la Banque fédérale de développement, dans le but de promouvoir la mise sur pied et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, en fournissant une aide financière, une orientation et une formation en gestion, des informations et des conseils, et des services accessoires à ces diverses fonctions.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Industrie, Sciences et Technologie, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $34.2 millions à même les crédits budgétaires.

Le versement de capital du gouvernement dans la Société est autorisé selon les dispositions des articles 28 et 52 de la Loi sur la Banque fédérale de développement.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, afin de promouvoir la construction de nouvelles habitations, la réparation et la rénovation des habitations existantes, l'amélioration des conditions de vie et de logement au Canada, et de promouvoir l'aménagement de communautés en assurant des installations d'infrastructure.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Travaux publics, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $1,735.1 millions à même les crédits budgétaires. Elle a versé des intérêts de $788.5 millions et a viré des bénéfices de $33.9 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées selon les dispositions de l'article 16 de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Habitation

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu des articles suivants de la Loi nationale sur l'habitation:

a) Article 24(1)—pour ensemble d'habitation locatif sur la garantie d'une première hypothèque, et pour vendre ou acheter des prêts consentis à l'égard d'ensembles d'habitation locatifs;

b) Article 26(1)—à toute personne en vue d'aider

i) à la construction, l'achat ou l'amélioration d'un ensemble d'habitation HLM;

ii) à l'achat d'immeubles existants et du terrain sous-jacent, et à leur transformation en ensemble d'habitation HLM; ou,

iii) à la transformation d'immeubles existants en un ensemble d'habitation HLM;

c) Article 27.5—aux municipalités pour les quartiers choisis pour l'amélioration de locaux dans le quartier à l'égard duquel la contribution est versée;

d) Article 51(1)—

i) au propriétaire d'un logement familial ou de facilités de logement de type foyer ou pension en vue d'aider à leur réparation, leur remise en état ou à leur amélioration;

ii) à l'occupant d'un logement familial en vue d'aider à sa réparation, à sa remise en état ou à son amélioration; ou,

iii) à une association personnalisée en vue d'aider à la transformation d'un immeuble résidentiel existant que possède cette association en un immeuble offrant un nombre différent de logements familiaux, des facilités de logement de type foyer ou pension, ou un nombre différent de lits, de type foyer ou pension;

e) Article 61(1)—à des coopératives en vue d'aider à la construction, à l'acquisition ou à l'amélioration d'un ensemble d'habitation;

f) Article 76(1)—à toute personne qui désire entreprendre un programme destiné

i) à des particuliers ou à des familles à faible revenu; ou,

ii) à répondre aux besoins d'individus découlant de leur âge, de leur infirmité ou autre incapacité;

g) Article 80(1)—à des provinces, municipalités ou organismes de logement public en vue de leur faciliter l'acquisition et l'aménagement de terrains à des fins d'habitation;

h) Article 81(1)—à une province, à une municipalité ou à un organisme de logement public pour la construction ou l'acquisition d'un ensemble d'habitation public;

i) Article 97(1)—à des personnes qui ne peuvent obtenir un prêt au titre de la partie I ou de l'article 24, en l'assujettissant aux conditions et restrictions prévues par cette même partie et ce même article; et,

j) Article 98—aux Indiens en vue d'aider à l'achat, à l'amélioration ou à la construction d'ensembles d'habitation sur une réserve indienne.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 16.07% par année, et sont remboursables sur des périodes s'échelonnant de 18 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 juin 1990 et le 31 mars 2037.

Immeubles

L'article 92(1) de la Loi nationale sur l'habitation autorise des avances afin: *a)* d'acquérir des terrains ou des ensembles d'habitation par achat, bail ou autrement; *b)* faire effectuer les travaux d'aménagement des infrastructures, relatifs à ces terrains, apporter des améliorations et les aménager à des fins d'habitation; *c)* de construire, transformer ou améliorer des ensembles d'habitation; et, *d)* d'acquérir des matériaux et des accessoires de construction ainsi que d'autres biens meubles à utiliser relativement à des ensembles d'habitation.

Les avances portent intérêt à des taux de 2% à 16.157% par année, et sont remboursables sur une période de 50 ans, avec le versement final le 30 septembre 2036.

Programmes conjoints

L'article 79(1) de la Loi nationale sur l'habitation autorise des avances pour permettre d'entreprendre des programmes conjointement avec un gouvernement provincial ou tout organisme de celui-ci, en vue de *a)* l'acquisition et l'aménagement de terrains à des fins d'habitation ou à toute fin y afférente; *b)* la construction d'ensembles d'habitation ou de facilités de logement de type foyer ou pension pour vente ou location; et, *c)* l'acquisition et l'amélioration d'immeubles existants et leur transformation en ensembles d'habitation ou en facilités de logement de type foyer ou pension.

Les avances portent intérêt à des taux de 3% à 17.9% par année, et sont remboursables sur des périodes de 25 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 juin 1990 et le 31 mars 2040.

Programme de rénovation urbaine

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 25(1) de la Loi nationale sur l'habitation, à une province ou une municipalité, pour l'aider à exécuter un programme de rénovation urbaine.

Les avances portent intérêt à des taux de 5.81% à 7.81% par année, et sont remboursables sur des périodes de 15 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1990 et le 31 décembre 1999.

Ensembles d'habitation destinés à des étudiants

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 88(1) de la Loi nationale sur l'habitation, à une province ou à un organisme provincial, à une municipalité ou à un organisme municipal, à un hôpital, une commission scolaire, une université, un collège, une association coopérative ou une association de bienfaisance en vue d'aider à *a)* la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un ensemble d'habitation destiné à des étudiants; *b)* l'acquisition d'immeubles existants et leur transformation en ensemble d'habitation destiné à des étudiants; ou, *c)* la transformation d'immeubles existants en ensemble d'habitation destiné à des étudiants.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 10.054% par année, et sont remboursables sur des périodes de 20 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1993 et le 30 septembre 2030.

Projets de traitement des eaux d'égout

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 51 de la Loi nationale sur l'habitation, à une province, à une municipalité ou à une régie municipale d'égouts, pour faciliter l'aménagement ou l'agrandissement d'un projet de traitement des eaux d'égout, et la construction d'un réseau de collecteurs d'égouts pluviaux.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 10.376% par année, et sont remboursables sur des périodes de 18 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1993 et le 31 décembre 2023.

Aide à l'accès à la propriété

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu des articles 57(1) et 58(1) de la Loi nationale sur l'habitation, en vue d'aider *a)* à la construction d'une maison ou d'une unité en copropriété par une personne qui a l'intention de l'habiter ou d'habiter un logement de la maison, un constructeur qui a l'intention de la vendre à une personne qui l'habitera ou habitera un logement de la maison; ou, *b)* un propriétaire admissible éventuel à acquérir une maison ou une unité en copropriété.

Les avances portent intérêt à des taux de 7.625% à 10.84% par année, et sont remboursables sur des périodes de 18 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 juin 1990 et le 31 décembre 2013.

Société d'assurance-dépôts du Canada

La Société a été établie par la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, afin de fournir de l'assurance, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des institutions fédérales membres et des institutions provinciales approuvées.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Finances, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

L'article 42 de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada prévoit que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut déterminer le gouverneur en conseil. L'ensemble de tels prêts non remboursés autorisés ne peut à aucun moment dépasser $3,000,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9.950% à 11.362% par année, et sont remboursables entre le 4 juillet 1990 et le 10 janvier 1994.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $172.2 millions au gouvernement.

Société du crédit agricole

La Société a été établie par la Loi sur le crédit agricole, dans le but d'aider les agriculteurs canadiens à établir et à aménager des exploitations agricoles stables en leur fournissant du crédit à long terme.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Capital d'apport

L'apport en capital du gouvernement dans la Société est autorisé par l'article 12(1) de la Loi sur le crédit agricole.

Au cours de l'exercice, le montant autorisé pour la contribution du gouvernement a été augmenté à $825,000,000 en vertu du crédit 50b d'Agriculture, de la Loi de crédits n° 4 de 1989-90.

Effets

Ces effets provisoires, émis au ministre des Finances à l'égard des prêts effectués conformément à l'article 13 de la Loi, accordent des fonds à la Société afin qu'elle puisse consentir des prêts aux agriculteurs. Le montant global des prêts non remboursés ne peut à aucun moment dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur une période de 20 ans, portant intérêt à des taux de 9% à 10.14% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1997 et le 1er juillet 2000, $639,105,609;

b) remboursables sur une période de 20 ans, portant intérêt à des taux de 6% à 8.75% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1990 et le 1er juillet 1999, $959,943,630;

c) remboursables sur une période de 12 à 18 ans, portant intérêt à des taux de 9.57% à 10.145% par année avec des versements finals entre le 1er janvier 1994 et le 1er janvier 2004, $115,275,675;

d) remboursables sur une période de 10 ans, portant intérêt à des taux de 9.245% à 11.625% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1990 et le 1er juillet 1999, $383,036,267;

e) remboursables sur une période de 2 à 9 ans, portant intérêt à des taux de 9.135% à 10.67% par année, avec le versement final le 1er juillet 1997, $344,742,830; et,

f) remboursables d'ici un an, portant intérêt à des taux de 11.097% à 11.375% par année, $103,650,000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $238.8 millions au gouvernement.

Fonds d'aide aux groupements agricoles

Des avances ont été accordées par le ministre des Finances, conformément à l'article 8 de la Loi sur le crédit aux groupements agricoles, afin de permettre à la Société de consentir des prêts. L'article 3(1) de la Loi permet à la Société de consentir des prêts à un groupement agricole pour:

a) l'achat d'équipement agricole;

b) l'achat, la construction ou l'amélioration des bâtiments; ou,

c) l'achat ou l'amélioration de terrains bâtis ou à bâtir. L'achat, l'équipement et les terrains doivent servir principalement aux travaux agricoles du groupement ou de ses membres.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $25,000,000.

Les avances portent intérêt à des taux de 9.275% à 10.75% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur une période de 5 à 7 ans, avec des versements finals entre le 1^er^ juillet 1990 et le 1^er^ juillet 2001.

Société pour l'expansion des exportations

La Société a été établie par la Loi sur l'expansion des exportations, afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation au moyen de prêts, d'assurances, de garanties et d'autres mesures financières.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre du Commerce extérieur, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $110.8 millions à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées selon les dispositions de l'article 11(1) de la Loi sur l'expansion des exportations.

Autres sociétés d'État "entreprises"

Au tableau 6.3 figure un sommaire des soldes et des opérations des divers genres de prêts, dotations en capital et avances accordés aux sociétés d'État "entreprises" qui ne s'occupent pas d'octroyer une aide financière.

TABLEAU 6.3

AUTRES SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES"

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada—						
Capital-actions	2,278,866,774			2,278,866,774		
Prêt consolidé	173,432,002	12,346,842		161,085,160	−12,346,842	−11,333,470
	2,452,298,776	*12,346,842*		*2,439,951,934*	*−12,346,842*	*−11,333,470*
Énergie atomique du Canada, Limitée[1]—						
Capital-actions	15,000,000			15,000,000		
Capital d'apport	149,159,473			149,159,473		
Habitation	3,546,875	440,365		3,106,510	−440,365	−437,180
Usine d'eau lourde de Bruce	59,667,104	14,297,099		45,370,005	−14,297,099	−13,257,451
Division des produits commerciaux	883,650	230,133		653,517	−230,133	−394,065
Centrale nucléaire de Gentilly II	140,853,941	2,634,941		138,219,000	−2,634,941	−2,408,754
Stock d'eau lourde	19,500,000	1,000,000		18,500,000	−1,000,000	
Centrale nucléaire de Lepreau	280,089,977	5,055,785		275,034,192	−5,055,785	−4,608,468
	668,701,020	*23,658,323*		*645,042,697*	*−23,658,323*	*−21,105,918*
Moins: redressement de consolidation[1]	668,701,020	23,658,323		645,042,697	−23,658,323	−21,105,918
Petro-Canada—						
Capital-actions—Ordinaires	3,326,354,321			3,326,354,321		
Privilégiées	972,771,853			972,771,853		
	4,299,126,174			*4,299,126,174*		
	6,751,424,950	12,346,842		6,739,078,108	−12,346,842	−11,333,470
Autres—						
Banque du Canada	5,920,000			5,920,000		
Corporation de développement des investissements du Canada	395,658,315			[illegible]		
Société canadienne des ports	1,486,695	80,677		[illegible]	−80,677	−75,095
Administration du pont du port de Saint John	13,858,088	132,313		13,725,775	−132,313	−123,731
	15,344,783	*212,990*		*15,131,793*	*−212,990*	*−198,826*
Société canadienne des postes	80,000,000			80,000,000		80,000,000
Société Radio-Canada[1]	33,000,000			33,000,000		
Commission canadienne du lait	73,248,000	277,447,500	251,963,000	[illegible]	−25,484,500	61,652,000

TABLEAU 6.3

AUTRES SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES"—*Fin*

	1^er^ avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette	
					1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd[1]—						
Capital-actions	976			976		
Avances	324,024			324,024		
	325,000			*325,000*		
Office canadien du poisson salé	41,000,000	83,000,000	86,000,000	44,000,000	3,000,000	12,150,000
Société de développement du Cap-Breton	41,000,000	42,963,032	9,000,000	7,036,968	-33,963,032	19,081,505
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	16,500,000	27,244,181	32,900,000	22,155,819	5,655,819	11,300,000
Société du port de Halifax	3,820,233	334,057		3,486,176	-334,057	-303,687
Associés Mingan, Ltée, Les[1]						
Société du port de Montréal	6,968,083	407,056		6,561,027	-407,056	-383,111
Société du port de Prince Rupert			17,260,000	17,260,000	17,260,000	
Monnaie royale canadienne—						
Capital-action	16,235,152	2,673,065		13,562,087	-2,673,065	-7,988,735
Prêts			40,000,000	40,000,000	40,000,000	
	16,235,152	*2,673,065*	*40,000,000*	*53,562,087*	*37,326,935*	*-7,988,735*
Société du port de Saint John	20,052,457			20,052,457		
Société du port de St John's	3,332,784	200,622		3,132,162	-200,622	875,163
Société du port de Vancouver, La	3,948,592	214,321		3,734,271	-214,321	-199,369
VIA Rail Canada Inc[1]	9,300,000			9,300,000		
	765,653,399	*434,696,824*	*437,123,000*	*768,079,575*	*2,426,176*	*175,984,940*
Moins: redressement de consolidation[1]	42,625,000			42,625,000		
	723,028,399	434,696,824	437,123,000	725,454,575	2,426,176	175,984,940
Total	7,474,453,349	447,043,666	437,123,000	7,464,532,683	-9,920,666	164,651,470

[1] En 1989-90, des changements aux conventions comptables ont été faits, et certaines sociétés d'État font maintenant partie de l'entité comptable du gouvernement. Les changements ont été appliqués rétroactivement et le déficit ainsi que le déficit accumulé pour l'exercice précédent ont été ajustés pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume (tableau 5.1) et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada

La Société a été établie par la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, en vue d'établir, d'exploiter et de gérer un réseau ferroviaire national.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $7 millions à même les crédits budgétaires.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Prêt consolidé

Le prêt porte intérêt au taux de 8.75% par année, et est remboursable en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1998.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $14.9 millions au gouvernement.

En 1989-90, des dividendes au montant de $47,644,192 ont été remis conformément au crédit 46b des Transports, de la Loi de crédits n° 4 de 1989-90.

Énergie atomique du Canada, Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, afin de promouvoir l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $205.6 millions à même les crédits budgétaires. Elle a versé des intérêts de $59 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Capital d'apport

La contribution du gouvernement dans le capital de la Société est inscrite à ce compte.

Habitation

Des prêts ont été consentis pour financer la construction d'habitations à proximité de l'Établissement de recherche nucléaire de Whiteshell.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 30 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1990 et le 30 juin 2003.

Usine d'eau lourde de Bruce

Des prêts ont été consentis afin de financer la construction de l'usine d'eau lourde de Bruce à Douglas Point, Ontario.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 17 ans, avec le versement final le 31 décembre 1992.

Division des produits commerciaux

Des prêts ont été consentis afin de financer la construction d'aménagements manufacturiers et d'un laboratoire à South March, Ontario.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 7.625% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals exigibles le 30 septembre 1992.

Centrale nucléaire de Gentilly II

Des prêts ont été consentis pour financer une partie de la construction de la centrale nucléaire CANDU-PHW 600 à Gentilly, selon un accord conclu avec la province de Québec et l'Hydro-Québec.

Le prêt, consolidé en 1983-84, porte intérêt au taux de 9.18% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 7 avril 2008.

Stock d'eau lourde

Des prêts ont été consentis en vue de financer la production et l'achat d'eau lourde aux fins de location ou de revente à des utilisateurs canadiens et étrangers.

Les prêts portent intérêt au taux fixé tous les 1er mai et novembre par le ministre des Finances à l'égard d'emprunts des sociétés de la Couronne portant une échéance de six mois. Les prêts sont remboursables en versements semestriels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 1er mai 2008.

Centrale nucléaire de Lepreau

Des prêts ont été consentis pour financer une partie de la construction de la Centrale nucléaire de Lepreau.

Le prêt, consolidé en 1980-81, porte intérêt au taux de 9.706% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 1er avril 2008.

Petro-Canada

La Société a été établie par la Loi sur la Société Petro-Canada, afin de s'occuper d'exploration, de recherche, de mise en valeur, de production et de distribution concernant les hydrocarbures et autres types de combustibles et d'énergie; de s'adonner aux opérations connexes ou d'y investir.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale (une filiale en propriété exclusive de Petro-Canada) a reçu une aide financière de $49.3 millions à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées par les articles 5, 22, 24 et 26 de la Loi sur la Société Petro-Canada.

En 1989-90, 14,343 actions ordinaires ayant une valeur au pair de $1,434.3 millions ont été cédées à la Société par le gouvernement pour fins d'annulation. L'abandon par le gouvernement a été autorisé par le CP 1990-302 daté du 21 février 1990. La diminution du capital-actions, suite à l'annulation des actions par la Société, a été compensée par une augmentation des bénéfices non répartis de la Société. Cette augmentation a été utilisée pour amortir les effets de la dépréciation de la valeur aux livres de l'actif net de la Société provenant de l'adoption de la méthode de comptabilisation "capitalisation du coût de la recherche fructueuse". Le gouvernement est d'avis que le changement de la méthode de comptabilisation n'affecte pas la valeur au marché de la Société. Comme résultat, et parce que le gouvernement possède encore 100% de la Société, aucun ajustement n'a été apporté en 1989-90 à la valeur nette enregistrée de la participation du gouvernement dans la Société.

Banque du Canada

La Banque du Canada a été établie par la Loi sur la Banque du Canada, pour réglementer le crédit et la monnaie dans le meilleur intérêt de la vie économique de la nation, pour contrôler et protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire nationale et pour mitiger, par son influence, les fluctuations du niveau général de la production, du commerce, des prix et de l'emploi de la main-d'œuvre, autant que possible dans le cadre de l'activité monétaire, et généralement pour favoriser la prospérité économique et financière du Canada.

La Banque n'est pas mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Finances.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Banque sont autorisées en vertu de l'article 17 de la Loi sur la Banque du Canada. Une somme de $5,000,000 représente la valeur au pair de 100,000 actions, et le solde de $920,000 représente la prime payée relativement à l'achat, en 1938, des actions détenues par le public.

Au cours de l'exercice, la Banque a versé des bénéfices de $2,238.8 millions au gouvernement.

Corporation de développement des investissements du Canada

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les sociétés par actions, afin:

a) d'aider à la création ou au développement d'entreprises, de ressources, de biens et d'industries du Canada;

b) d'augmenter, d'élargir et de développer, pour les Canadiens, les possibilités de participation au développement économique du Canada, en utilisant leurs compétences et leurs capitaux;

c) d'investir dans les actions ou valeurs de toute corporation qui est propriétaire de biens au Canada ou qui fait des affaires se rattachant aux intérêts économiques du Canada;

d) d'investir dans des initiatives ou entreprises qui profiteront vraisemblablement au Canada, entre autres choses par l'acquisition de biens; et,

e) d'exercer les activités au mieux des intérêts du Canada, agissant ainsi d'une façon commerciale.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre d'État (privatisation), et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte. Le solde du compte représente la valeur de 101 actions ordinaires de la Société sans valeur nominale.

Société canadienne des ports

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, pour administrer, gérer et régir les ports canadiens, et tous ports, ouvrages ou biens du Canada transférés par le gouverneur en conseil.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $32.1 millions à même les crédits budgétaires.

En vertu de l'autorisation de la Loi sur la Société canadienne des ports, des prêts sont consentis afin de financer les dépenses en capital des divers ports placés sous la compétence de la Société canadienne des ports. Un sommaire des soldes et opérations des prêts effectués à divers ports suit:

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990
	$	$	$	$
Belledune	865,336	49,991		815,345
Chicoutimi	621,359	30,686		590,673
	1,486,695	80,677		1,406,018

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.44% à 9.09% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals le 31 décembre 2000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $112,209 et des dividendes de $2 millions au gouvernement.

Administration du pont du port de Saint John

Des prêts ont été consentis à l'Administration du pont du port de Saint John en vertu d'un pont pour véhicules traversant le port de Saint John. Un accord entre le Canada, la province du Nouveau-Brunswick, la ville de Saint John et l'Administration du pont du port de Saint John, le 7 juillet 1966, demande que les obligations émises par l'Administration et acquises par la Société canadienne des ports, soient utilisées exclusivement pour financer le coût total en capital du pont (voir aussi le tableau 6.18, Divers prêts, dotations en capital et avances).

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur des périodes de 50 à 51 ans, avec des versements finals entre le 1er janvier 2020 et le 1er janvier 2021.

Au cours de l'exercice, l'Administration a versé des intérêts de $0.9 million au gouvernement.

Société canadienne des postes

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des postes, afin de fournir au public des services postaux.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre d'État et chef du gouvernement à la Chambre des communes et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $184.5 millions à même les crédits budgétaires.

Un prêt a été consenti à la Société, conformément à l'article 29 de la Loi sur la Société canadienne des postes, pour financer les coûts en capital et de restructuration extraordinaires. Le montant total non remboursé des prêts autorisés ne peut à aucun moment dépasser $500,000,000.

Le prêt porte intérêt au taux de 9.705% par année, et est remboursable le 27 avril 1998.

La Société a versé des intérêts de $7.8 millions au gouvernement en 1989-90.

Société Radio-Canada

La Société a été établie par la Loi sur la radiodiffusion, afin d'offrir un service national de radiodiffusion dans les deux langues officielles, ainsi qu'un service international de radiodiffusion dont la teneur et la nature soient principalement canadiennes.

La Société est mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Communications.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $981.4 millions à même les crédits budgétaires.

Des avances ont été consenties à la Société aux fins de fonds de roulement. Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $33,000,000.

Les avances sont non productives d'intérêts et sont remboursables à partir des sommes en main (espèces et titres négociables), lesquelles excèdent en tout temps les montants requis par la Société aux fins de fonds de roulement.

Commission canadienne du lait

La Société a été établie par la Loi sur la Commission canadienne du lait, afin d'offrir, aux producteurs efficaces de lait et de crème, l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement, et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers, un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $3.9 millions à même les crédits budgétaires.

Des prêts ont été consentis à la Société, pour financer le commerce fait par rapport aux produits laitiers. Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $300,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 11.296% à 12.485% par année, et sont remboursables d'ici un an.

En 1989-90, la Société a versé des intérêts de $9.3 millions au gouvernement.

Canadian National (West Indies) Steamships Ltd

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, pour fournir un service de transbordeur entre le Canada et les Antilles.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État.

Des démarches ont été entreprises afin de liquider la Société et de transférer les comptes débiteurs au ministre des Finances. Cependant, à la fin de l'exercice, la dissolution n'avait pas été effectuée en raison d'implications juridiques non réglées avec la BankAmerica International (auparavant la Bank of America) et le gouvernement des États-Unis.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Avances

Les avances sont remboursables à partir des deniers recevables sur le recouvrement du versement final sur la vente des huit navires à des intérêts cubains; ce versement devait être effectué le 19 août 1963 au moyen d'une lettre de crédit irrévocable émise par la BankAmerica International. Cependant, le United States Cuban Assets Control Regulations, entré en vigueur le 3 juillet 1963, a interdit à la BankAmerica International d'honorer le paiement de la traite. Depuis, les négociations entreprises pour obtenir un statut privilégié, en vue de recouvrer les effets à recevoir, n'ont pas été couronnées de succès. La Direction estime, selon l'avis de ses conseillers juridiques, que les deniers et les intérêts y afférents ne seront perçus que lorsque les règlements auront été abrogés.

Une renonciation afin de faire valoir la prescription a été obtenue jusqu'au 1er janvier 1991, et des prolongations additionnelles seront obtenues si nécessaire.

Office canadien du poisson salé

La Société a été établie par la Loi sur le poisson salé, pour augmenter les gains des producteurs primaires de morue préparée.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Pêches et des Océans, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis à l'Office, conformément à l'article 16 de la Loi sur le poisson salé, afin de permettre à celui-ci d'exercer ses activités.

Le total non remboursé des prêts autorisés, empruntés de tous les prêteurs, ne peut à aucun moment dépasser $50,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables au cours de l'exercice, portant intérêt à des taux de 11.184% à 11.995% par année, avec des versements finals entre le 16 juillet 1990 et le 18 septembre 1990, $43,000,000; et

b) remboursables sur une période de 10 ans, portant intérêt à un taux de 10.94% par année, avec le versement final le 30 mars 2000, $1,000,000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $5 millions au gouvernement.

Société de développement du Cap-Breton

La Société a été établie par la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, pour stimuler le redressement économique et l'expansion sur l'Île-du-Cap-Breton, tout en rationalisant l'industrie houillère.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Industrie, Sciences et Technologie, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $54 millions à même les crédits budgétaires.

Des avances ont été consenties dans le but de fournir un fonds de roulement à la division des exploitations houillères de la Société. Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $50,000,000.

Les avances sont non productives d'intérêts et n'ont pas de dates fixes de remboursement.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

La Société a été établie par la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, pour réglementer le commerce interprovincial et l'exportation du poisson d'eau douce, ainsi que pour commercialiser, et vendre et acheter du poisson.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Pêches et des Océans, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis à l'Office, conformément à l'article 16 de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, afin de permettre à celui-ci d'exercer ses activités.

Le total non remboursé des prêts autorisés, empruntés de tous les prêteurs, ne peut à aucun moment dépasser $30,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 11.47% à 11.72% par année, et sont remboursables entre le 16 novembre 1990 et le 26 janvier 1991.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.6 million au gouvernement.

Société du port de Halifax

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Halifax.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Halifax.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 10% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 10 ans, avec le versement final le 31 décembre 1996.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $382,023 et des dividendes de $1.8 million au gouvernement.

Les Associés Mingan, Ltée

La Société a été établie par lettres patentes octroyées en vertu des lois de la province de Québec.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

En 1983-84, le gouvernement a acheté toutes les 21,606 actions ordinaires sans valeur au pair de la Société pour une somme de $355,000, laquelle a été imputée sur les dépenses budgétaires (crédit 10 des Affaires indiennes et du Nord canadien). Ces actions ont été achetées pour rendre le gouvernement propriétaire d'une parcelle de terrain appartenant à la Société, qui doit être convertie en une réserve. Une autorisation parlementaire sera recherchée afin de liquider la Société.

Société du port de Montréal

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Montréal.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Montréal.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 6.25% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $435,505 et des dividendes de $8.8 millions au gouvernement.

Société du port de Prince Rupert

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Prince Rupert.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, des prêts ont été autorisés par le crédit L50 des Transports, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90 dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Prince Rupert.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt à des taux de 9.57% à 9.63% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2009, $4,500,000; et,

b) portant intérêt au taux de 10.14% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2010, $12,760,000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $83,562 et des dividendes de $3 millions au gouvernement.

Monnaie royale canadienne

La Société a été établie par la Loi sur la Monnaie royale canadienne, afin de:

a) fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;

b) fabriquer des pièces de monnaie d'autres pays;

c) fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et,

d) fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Approvisionnements et Services, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Capital-actions

L'article 3.1(1) de la Loi sur la Monnaie royale canadienne stipule que la Monnaie a un capital autorisé de $40,000,000, réparti en quatre mille actions de dix mille dollars chacune.

Au cours de l'exercice, la Société a émise les quatre mille actions au ministre d'Approvisionnements et Services Canada, afin d'être détenues en fiducie pour Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

Prêts

L'article 17(1) de la Loi stipule que la Monnaie peut procéder, auprès du Fonds du revenu consolidé ou d'autres sources à des emprunts d'un montant global maximal de $50,000,000.

L'article 17(3) de la Loi stipule que la Monnaie doit obtenir l'approbation du ministre des Finances quant aux modalités de temps et aux conditions de l'emprunt.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.25% à 12% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 10 ans, avec des versements finals entre le 1^er^ avril 1995 et le 1^er^ avril 1998.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.7 million et a viré des bénéfices de $60.4 millions au gouvernement.

Société du port de Saint John

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Saint John.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Saint John.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt à des taux de 11% à 11.875% par année, remboursables à l'échéance, soit le 31 décembre 1998 et le 31 décembre 1999, $10,817,600;

b) portant intérêt au taux de 12.43% par année, remboursables à l'échéance, soit le 31 décembre 2000, $6,665,062; et,

c) portant intérêt au taux de 11.625% par année, remboursables à l'échéance, soit le 31 décembre 2005, $2,569,795.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $2.4 millions au gouvernement.

Société du port de St John's

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de St John's.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de St John's.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 9.33% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000, $1,327,551;

b) portant intérêt au taux de 10.015% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 10 ans, avec le versement final le 31 décembre 1997, $868,320;

c) portant intérêt au taux de 9.785% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 10 ans, avec le versement final le 31 décembre 1998, $702,454; et,

d) portant intérêt au taux de 9.375% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 10 ans, avec le versement final le 31 décembre 1998, $233,837.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $320,894 au gouvernement.

La Société du port de Vancouver

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Vancouver.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Vancouver.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 7.5% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $296,145 et des dividendes de $22.2 millions au gouvernement.

VIA Rail Canada Inc

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les sociétés par actions, afin de revivifier les services ferroviaires pour voyageurs au Canada, et de gérer et commercialiser ces services selon une méthode commerciale efficace, de façon à réduire la charge financière du gouvernement.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $521.1 millions à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

États financiers sommaires des sociétés d'État «entreprises»

Les tableaux qui suivent présentent les détails des actifs, passifs, revenus et dépenses des sociétés d'État «entreprises».

Les tableaux 6.4 à 6.6 présentent les actifs, passifs, revenus et dépenses et les changements dans l'avoir des sociétés d'État «entreprises» regroupées en cinq secteurs. Le secteur compétitifs, autonomes des sociétés comprend les sociétés énumérées à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques .

Pour les sociétés ayant une fin d'exercice autre que le 31 mars, les données sont fondées sur les états financiers intérimaires non vérifiés préparés conformément aux plus récents états financiers vérifiés.

Les tableaux résument les opérations financières et les résultats d'exploitation de chacune des sociétés d'État «entreprises», selon leurs propres conventions comptables. La majorité des sociétés d'État «entreprises» suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé, tels que publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse, les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et frais reportés représentent la fraction non dépensée d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaires et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consumés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement et autres sociétés d'État représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, les intérêts courus sur emprunts, les contrats de location-acquisition à long terme et autres créditeurs.

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de l'exercice en cours. Les dépenses sont réparties entre celles reliées au secteur privé, celles reliées au gouvernement et autres sociétés d'État de même que les ajustements et dividendes payés à des tiers. Ces ajustements peuvent augmenter ou réduire le montant du revenu net revenant au gouvernement. Les transactions dans l'avoir comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

Ces tableaux comprennent l'information financière regroupée concernant les sociétés d'État mères «entreprises» et l'information sur les filiales non consolidées en propriété exclusive. Le volume III des Comptes publics énumère les sociétés d'État mères, les filiales en propriété exclusive, les autres filiales et sociétés affiliées.

Les sociétés d'État «entreprises» sont classées soit mandataires, soit non mandataires de l'État. Le statut de mandataire peut être explicitement énoncé dans les lois de constitution ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État. Conformément à l'article 54 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes inconditionnelles du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés. Les montants bruts de ces emprunts sont présentés sous "Passif auprès de tiers". Le tableau 6.7 présente un sommaire de ces emprunts et des changements au cours de l'exercice clos le 31 mars 1990.

Les emprunts des sociétés "entreprises" non mandataires de l'État ne sont pas, aux termes de la loi, des dettes du gouvernement. Cependant, lorsque le gouvernement garantit expressément ces emprunts, ils deviennent des dettes possibles de celui-ci. Au 31 mars 1990, ces garanties s'élevaient à $0.1 million. Un sommaire des opérations d'emprunt par les sociétés «entreprises» non mandataires de l'État est présenté dans le tableau 6.8. L'échéance des emprunts des sociétés d'État «entreprises» figure dans le tableau 6.9 Le passif éventuel des sociétés d'État «entreprises» est présenté dans le tableau 6.10.

Le tableau 6.11 fournit un sommaire de l'aide financière aux sociétés d'État "entreprises" provenant de crédits budgétaires du gouvernement pour l'exercice clos le 31 mars 1990. Les différences entre les chiffres déclarés dans le tableau 6.6 et ceux déclarés dans le tableau 6.11 sont dus aux différentes conventions comptables suivies et éléments en transit.

TABLEAU 6.4

ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS SOMMAIRES PAR SECTEUR DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT «ENTREPRISES»
(en milliers de dollars)

	Compétitifs, autonomes	Banque du Canada	Crédit et assurance	Marketing	Autres	Total
ACTIF, PASSIF ET AVOIR AU 31 MARS 1990						
Actif						
Financier						
Auprès de tiers	3,096,194	1,259,609	22,864,591	5,219,964	65,754	32,506,112
Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	692,508	21,907,696	797,400	80,633	36,772	23,515,009
Total actif financier	3,788,702	23,167,305	23,661,991	5,300,597	102,526	56,021,121
Actif immobilisé et frais reportés	14,789,063	151,296	360,158	1,084,186	985,849	17,370,552
Total de l'actif	18,577,765	23,318,601	24,022,149	6,384,783	1,088,375	73,391,673
Passif						
Auprès de tiers						
Emprunts	4,752,147		9,317,106	4,354,413	1,569	18,425,235
Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants		22,459,961				22,459,961
Autres passifs	3,742,298	584,245	1,515,805	1,875,496	63,231	7,781,075
Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	1,535,634	244,395	12,853,940	149,510	21,162	14,804,641
Total du passif	10,030,079	23,288,601	23,686,851	6,379,419	85,962	63,470,912
Avoir	8,547,686	30,000	335,298	5,364	1,002,413	9,920,761
Total du passif et de l'avoir	18,577,765	23,318,601	24,022,149	6,384,783	1,088,375	73,391,673
Passif éventuel	337,761	48,700	119,474	8,676	855	515,466
REVENUS, DÉPENSES ET AUTRES CHANGEMENTS DE L'AVOIR POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990						
Revenus						
Auprès de tiers	12,761,213		2,659,916	5,355,317	364,556	21,141,002
Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État						
Aide financière	233,800		33,000	47,696	467	314,963
Autres	938,249	2,424,541	149,859	16,475	10,632	3,539,756
Total des revenus	13,933,262	2,424,541	2,842,775	5,419,488	375,655	24,995,721
Dépenses						
Auprès de tiers	12,668,829	185,700	1,545,322	5,399,462	451,400	20,250,713
Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	1,158,941		1,085,242	32,236	3,009	2,279,428
Total des dépenses	13,827,770	185,700	2,630,564	5,431,698	454,409	22,530,141
Bénéfice net/perte nette (-) pour l'exercice	105,492	2,238,841	212,211	−12,210	−78,754	2,465,580
Autres changements dans l'avoir	2,160,090			4,599	−54	2,164,635
Fraction du gouvernment du bénéfice net/perte nette (-)	−2,054,598	2,238,841	212,211	−16,809	−78,700	300,945
Transaction dans l'avoir avec le gouvernement	683,666	−2,238,841	625,532	−865	53,963	−876,545
Avoir au début de l'exercice	9,918,618	30,000	−502,445	23,038	1,027,150	10,496,361
Avoir à la fin de l'exercice	8,547,686	30,000	335,298	5,364	1,002,413	9,920,761

Les notes complémentaires au tableau 6.5 font partie intégrante de ce tableau.

TABLEAU 6.5

SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT «ENTREPRISES» —ACTIF ET PASSIF
AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	Actif			
	Financier			
Sociétés d'État «entreprises»[1]	Auprès de tiers	Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	Actif immobilisé et frais reportés	Total de l'actif
Compétitifs, autonomes				
Corporation de développement des investissements du Canada(2)	397,336	147,577	5,239	550,152
Société canadienne des ports	1,583	80,753	35,864	118,200
Société canadienne des postes	514,214	64,754	1,928,816	2,507,784
Réseau des chemins de fer nationaux du Canada	529,884	141,458	6,465,734	7,137,076
Société du port de Halifax	3,370	6,665	58,957	68,992
Société du port de Montréal	8,886	64,693	156,172	229,751
Petro-Canada(3)	1,606,300	43,055	5,626,634	7,275,989
Société du port de Québec	1,374	24,013	45,954	71,341
Société du port du Prince Rupert	1,108	12,757	99,026	112,891
Monnaie royale canadienne	18,183	4,436	71,398	94,017
Société du port de Saint John	842	13,717	77,865	92,424
Société du port de St John's	469	1,610	14,625	16,704
Téléglobe Canada(4)	311			311
Société du port de Vancouver	12,334	87,020	202,779	302,133
Total-Compétitifs, autonomes	*3,096,194*	*692,508*	*14,789,063*	*18,577,765*
Banque du Canada	*1,259,609*	*21,907,696*	*151,296*	*23,318,601*
Crédit et assurance				
Société d'assurance dépôts du Canada	494,114	24,810	1,018	519,942
Société canadienne d'hypothèques et de logement	8,853,486	56,360	16,995	8,926,841
Programmes d'assurance	175,578	665,950	134,345	975,873
Société pour l'expansion des exportations	6,950,445	10,142		6,960,587
Société du crédit agricole	3,623,795		192,924	3,816,719
Banque fédérale de développement	2,767,173	40,138	14,876	2,822,187
Total-Crédit et assurance	*22,864,591*	*797,400*	*360,158*	*24,022,149*
Marketing				
Corporation commerciale canadienne	828,008	1,814		829,822
Commission canadienne du lait Opération de commercialisation	21,899	46,279	78,027	146,205
Office canadien du poisson salé	9,839	140	6,319	16,298
Commission canadienne du blé	4,351,974	32,361	976,516	5,360,851
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	8,244	39	23,324	31,607
Total-Marketing	*5,219,964*	*80,633*	*1,084,186*	*6,384,783*
Autres				
Administration de pilotage de l'Atlantique	648	5	1,314	1,967
Société de développement du Cap-Breton	27,333	698	447,288	475,319
Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée	1,836		46	1,882
Administration de pilotage des Laurentides	3,107		603	3,710
Administration de pilotage du Pacifique, L'	3,263		1,463	4,726
Administration de la voie maritime du St-Laurent	29,339	36,069	534,879	600,287
Corporation du Pont international de la Voie Maritime, Ltée, La	228		256	484
Total-Autres	*65,754*	*36,772*	*985,849*	*1,088,375*
Total-Entreprises	32,506,112	23,515,009	17,370,552	73,391,673

(1) Toutes les sociétés d'État "entreprises" mentionnées dans ce tableau sont des sociétés d'État "entreprises" mères sauf la filiale non consolidée La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée.

(2) Corporation de développement des investissements du Canada: Au cours de l'année 1988, les actifs d'exploitation de la Canada Eldor Inc. (CEI) (auparavant Eldorado nucléaire limitée) ont été transférés à Cameco - recevant en échange des billets ainsi qu'une participation de 38.5% dans Cameco. De même, au cours de l'année 1988, la société a acquis deux filiales de l'Énergie atomique du Canada, Limitée; la Nordion International Inc. (Nordion) et la Theratronics International Limited (Theratronics). Le 12 décembre 1989, le projet de loi C-13 qui autorise l'aliénation de Nordion et Theratronics par la CDIC, a été adopté par la Chambre des communes. Le 26 mai 1989, suite à une directive du gouvernement, la CDIC a acquis 51% des intérêts de la Ginn Publishing Canada Inc. (Ginn). Les états financiers de la Cartierville Financial Corporation Inc. (CFC) et la CEI ont été consolidés avec ceux de la CDIC. Les profits de Nordion, Theratronics et de Ginn et/ou les bénéfices ou pertes sur les dispositions ne sont pas inscrits au profit de la CDIC, donc, l'investissement est porté au plus bas du coût et de la valeur nette de réalisation.

(3) Subséquemment au 31 mars 1989, Petro Canada émettait un communiqué annonçant un changement dans sa convention comptable. Ce changement est reflété dans les tableaux 6.4, 6.5 et 6.6. Cependant le tableau 6.4 reflète celui-ci dans les ajustements ayant pour effet de réduire de $1,188 millions l'avoir du gouvernement.

(4) Le projet de loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada a reçu sanction royale le 4 avril 1987, conformément à la lettre d'intention légale signée le 11 février 1987 concernant la vente de l'actif de Téléglobe Canada à Memotec Data Inc. La Société est sujette à un passif éventuel concernant des lettres de change. L'obligation s'élève à £15,473,811 ($28,815,911) au 31 mars 1990 et vient à l'échéance en 1993.

Passif					
Auprès de tiers					
Emprunts	Autres	Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	Total du passif	Avoir du Canada	Total passif et avoir
566,320	15,610	141,829	723,759	-173,607	550,152
	2,741	2,372	5,113	113,087	118,200
	841,588	176,100	1,017,688	1,490,096	2,507,784
1,715,777	1,552,061	322,839	3,590,677	3,546,399	7,137,076
	2,802	3,486	6,288	62,704	68,992
	11,556	8,767	20,323	209,428	229,751
2,450,354	1,274,159	769,651	4,494,164	2,781,825	7,275,989
	3,617	164	3,781	67,560	71,341
	4,805	65,560	70,365	42,526	112,891
	18,705	17,129	35,834	58,183	94,017
19,696	1,888	20,681	42,265	50,159	92,424
	594	3,219	3,813	12,891	16,704
		17	17	294	311
	12,172	3,820	15,992	286,141	302,133
4,752,147	*3,742,298*	*1,535,634*	*10,030,079*	*8,547,686*	*18,577,765*
	23,044,206	*244,395*	*23,288,601*	*30,000*	*23,318,601*
	547	1,407,238	1,407,785	-887,843	519,942
	56,834	8,820,007	8,876,841	50,000	8,926,841
	870,741	4,968	875,709	100,164	975,873
5,802,119	371,320	5,667	6,179,106	781,481	6,960,587
1,215,613	59,536	2,615,450	3,890,599	-73,880	3,816,719
2,299,374	156,827	610	2,456,811	365,376	2,822,187
9,317,106	*1,515,805*	*12,853,940*	*23,686,851*	*335,298*	*24,022,149*
	788,297	1,473	789,770	40,052	829,822
	97,922	48,283	146,205		146,205
	6,827	44,159	50,986	-34,688	16,298
4,354,413	973,839	32,599	5,360,851		5,360,851
	8,611	22,996	31,607		31,607
4,354,413	*1,875,496*	*149,510*	*6,379,419*	*5,364*	*6,384,783*
102	960	114	1,176	791	1,967
	25,179	20,994	46,173	429,146	475,319
	3,448		3,448	-1,566	1,882
1,459	3,882		5,341	-1,631	3,710
	2,739		2,739	1,987	4,726
	26,555	54	26,609	573,678	600,287
8	468		476	8	484
1,569	*63,231*	*21,162*	*85,962*	*1,002,413*	*1,088,375*
18,425,235	30,241,036	14,804,641	63,470,912	9,920,761	73,391,673

TABLEAU 6.6

SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT «ENTREPRISES» —REVENUS ET DÉPENSES AU 31 MARS 1990

(en milliers de dollars)

	Revenus			
		Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État		
Sociétés d'État «entreprises»	Auprès de tiers	Aide financière[1]	Autres	Total
Compétitifs, autonomes				
Corporation de développement des investissements du Canada	18,855		2,634	21,489
Société canadienne des ports	6,537		8,559	15,096
Société canadienne des postes	3,342,520	184,500	229,073	3,756,093
Réseau des chemins de fer nationaux du Canada	3,686,633		506,391	4,193,024
Société du port de Halifax	18,347		805	19,152
Société du port de Montréal	53,557		12,258	65,815
Petro-Canada	4,996,477	49,300	91,481	5,137,258
Société du port de Québec	10,169		4,163	14,332
Société du port du Prince Rupert	14,315		705	15,020
Monnaie royale canadienne	546,028		70,335	616,363
Société du port de Saint John	11,355		1,562	12,917
Société du port de St John's	2,985		288	3,273
Téléglobe Canada	244			244
Société du port de Vancouver	53,191		9,995	63,186
Total-Compétitifs, autonomes	*12,761,213*	*233,800*	*938,249*	*13,933,262*
Banque du Canada			*2,424,541*	*2,424,541*
Crédit et assurance				
Société d'assurance dépôts du Canada	270,206		3,874	274,080
Société canadienne d'hypothèques et de logement	782,485		65,162	847,647
Programmes d'assurance	176,515		56,868	233,383
Société pour l'expansion des exportations	629,313		526	629,839
Société du crédit agricole	422,690			422,690
Banque fédérale de développement	378,707	33,000	23,429	435,136
Total-Crédit et assurance	*2,659,916*	*33,000*	*149,859*	*2,842,775*
Marketing				
Corporation commerciale canadienne	689,788	17,089		706,877
Commission canadienne du lait Opération de commercialisation	403,381		10,806	414,187
Office canadien du poisson salé	39,470		5,669	45,139
Commission canadienne du blé	4,173,235	30,607		4,203,842
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	49,443			49,443
Total-Marketing	*5,355,317*	*47,696*	*16,475*	*5,419,488*
Autres				
Administration de pilotage de l'Atlantique	7,268	467	25	7,760
Société de développement du Cap-Breton	223,394		4,836	228,230
Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée	9,182			9,182
Administration de pilotage des Laurentides	28,497			28,497
Administration de pilotage du Pacifique, L'	26,092			26,092
Administration de la voie maritime du St-Laurent	67,971		5,771	73,742
Corporation du Pont international de la Voie Maritime, Ltée, La	2,152			2,152
Total-Autres	*364,556*	*467*	*10,632*	*375,655*
Total-Entreprises	21,141,002	314,963	3,539,756	24,995,721

(1) Cette colonne enregistre seulement le montant reçu ou à recevoir du gouvernement fédéral à titre d'aide financière, lequel a été crédité aux opérations. Un montant supplémentaire de $796,168 est inclus dans "Transactions dans l'avoir avec le gouvernement" représentant des crédits reçus par les sociétés pour dépenses en capital et pour les opérations. Les revenus "Autres" comprennent les montants qui découlent de la vente de biens et services, de revenu de placement ainsi que des subventions versées aux sociétés admissibles comme membres d'une catégorie générale de bénéficiaires. L'aide financière globale comptabilisée par les sociétés au cours de l'exercice ne correspond pas aux montants déclarés dans le tableau 6.11 en raison des différentes conventions comptables et d'éléments en transit.

Dépenses								
Auprès de tiers	Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	Total	Bénéfice net/ perte nette(−)	Ajustement	Quote-part du gouvernement dans le bénéfice net/ perte nette(−)	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement	Avoir/ déficit net(−) au début 1990	Avoir/ déficit net(−) à la fin 1990
313,127		313,127	−291,638	1,358	−290,280		116,673	−173,607
17,733	−5,428	12,305	2,791		2,791	29,205	81,091	113,087
3,188,251	419,042	3,607,293	148,800	−301,309	−152,509		1,642,605	1,490,096
3,749,308	269,128	4,018,436	174,588		174,588	−41,150	3,412,961	3,546,399
13,589	1,066	14,655	4,497		4,497	−1,604	59,811	62,704
55,299	4,921	60,220	5,595		5,595	−1,496	205,329	209,428
4,725,240	393,554	5,118,794	18,464	−1,859,447	−1,840,983	671,000	3,951,808	2,781,825
11,916		11,916	2,416		2,416	−658	65,802	67,560
10,574	306	10,880	4,140		4,140	−974	39,360	42,526
539,074	70,091	609,165	7,198	−692	6,506	40,000	11,677	58,183
10,117	3,055	13,172	−255		−255		50,414	50,159
2,130	626	2,756	517		517		12,374	12,891
99	63	162	82		82	−2,500	2,712	294
32,372	2,517	34,889	28,297		28,297	−8,157	266,001	286,141
12,668,829	*1,158,941*	*13,827,770*	*105,492*	*−2,160,090*	*−2,054,598*	*683,666*	*9,918,618*	*8,547,686*
185,700		*185,700*	*2,238,841*		*2,238,841*	*−2,238,841*	*30,000*	*30,000*
−65,724	165,811	100,087	173,993		173,993		−1,061,836	−887,843
213,187	607,992	821,179	26,468		26,468	−26,468	50,000	50,000
−8,980	73,043	64,063	169,320		169,320		−69,156	100,164
834,987	−7,007	827,980	−198,141		−198,141	75,000	904,622	781,481
184,183	241,196	425,379	−2,689		−2,689	600,000	−671,191	−73,880
387,669	4,207	391,876	43,260		43,260	−23,000	345,116	365,376
1,545,322	*1,085,242*	*2,630,564*	*212,211*		*212,211*	*625,532*	*−502,445*	*335,298*
691,615	8,112	699,727	7,150		7,150	−865	33,767	40,052
400,193	13,994	414,187						
56,289	8,210	64,499	−19,360	−4,599	−23,959		−10,729	−34,688
4,203,842		4,203,842						
47,523	1,920	49,443						
5,399,462	*32,236*	*5,431,698*	*−12,210*	*−4,599*	*−16,809*	*−865*	*23,038*	*5,364*
7,322	25	7,347	413		413		378	791
302,000		302,000	−73,770		−73,770	53,963	448,953	429,146
9,515		9,515	−333	54	−279		−1,287	−1,566
30,125		30,125	−1,628		−1,628		−3	−1,631
26,738		26,738	−646		−646		2,633	1,987
74,015	2,517	76,532	−2,790		−2,790		576,468	573,678
1,685	467	2,152					8	8
451,400	*3,009*	*454,409*	*−78,754*	*54*	*−78,700*	*53,963*	*1,027,150*	*1,002,413*
20,250,713	2,279,428	22,530,141	2,465,580	−2,164,635	300,945	−876,545	10,496,361	9,920,761

Emprunts effectués par les sociétés «entreprises» mandataires de l'État

Le tableau 6.7 résume les opérations d'emprunt par les sociétés «entreprises» mandataires de l'État pour le compte de Sa Majesté. Ces renseignements sont publiés pour répondre aux exigences de l'article 49 de la Loi sur la gestion des finances publiques qui stipule qu'"Un relevé annuel de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté doit être inclus dans les comptes publics". Les emprunts proviennent d'autres sources que le gouvernement. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés «entreprises» mandataires de l'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés. Au 31 mars 1990, une provision pour emprunts à être probablement remboursés par le gouvernement a été établie au montant de $3,550 millions.

Les emprunts par les sociétés «entreprises» non mandataires de l'État ne sont pas compris parce que de tels emprunts ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté. Le tableau 6.8 fournit des renseignements sur les emprunts de ces sociétés.

TABLEAU 6.7

EMPRUNTS EFFECTUÉS PAR LES SOCIÉTÉS «ENTREPRISES» MANDATAIRES DE L'ÉTAT
(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1989	Emprunts et autres crédits	Remboursements et autres débits	Solde au 31 mars 1990
Corporation de développement des investissements du Canada	525,138	58,297	17,115	566,320
Commission canadienne du blé	3,767,331	17,610,029	17,022,947	4,354,413
Société pour l'expansion des exportations	5,198,057	40,141,196	39,537,134	5,802,119
Société du crédit agricole	1,328,156		112,543	1,215,613
Banque fédérale de développement	2,065,349	4,600,603	4,366,578	2,299,374
Petro-Canada	2,096,814	8,004,223	7,650,683	2,450,354
Société du port de Saint John	19,696			19,696
Société du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	8			8
Téléglobe Canada(4)				
Total	15,000,549	70,414,348	68,707,000	16,707,897
Provision pour emprunts des sociétés «entreprises» mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement	–3,185,000		365,000	–3,550,000
Emprunts à être probablement remboursés par les sociétés «entreprises» mandataires de l'État déclarés à l'état de l'actif et du passif	11,815,549	70,414,348	69,072,000	13,157,897

Les notes complémentaires au tableau 6.5 font partie intégrante de ce tableau.

Emprunts effectués par les sociétés d'État «entreprises»

Le tableau 6.8 résume les opérations d'emprunt par les sociétés «entreprises» mandataires et non mandataires de l'État. Les emprunts des sociétés «entreprises» non mandataires de l'État ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté.

TABLEAU 6.8

EMPRUNTS EFFECTUÉS PAR LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT «ENTREPRISES»
(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1989	Emprunts et autres crédits	Remboursements et autres débits	Solde au 31 mars 1990
Emprunts effectués par les sociétés «entreprises» mandataires de l'État	15,000,549	70,414,348	68,707,000	16,707,897
Emprunts effectués par les sociétés «entreprises» non mandataires de l'État—				
Administration de pilotage de l'Atlantique	275		173	102
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	1,715,358	79,108	78,689	1,715,777
Administration de pilotage des Laurentides		1,459		1,459
	1,715,633	80,567	78,862	1,717,338
Total	16,716,182	70,494,915	68,785,862	18,425,235

Les notes complémentaires au tableau 6.5 font partie intégrante de ce tableau.

Échéance et devises des emprunts des sociétés d'État «entreprises»

Le tableau 6.9 résume les échéances et devises des emprunts des sociétés «entreprises» mandataires et non mandataires de l'État, au 31 mars 1990.

TABLEAU 6.9

ÉCHÉANCE ET DEVISES DES EMPRUNTS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT «ENTREPRISES»
(en milliers de dollars)

Exercice d'échéance	Mandataire	Non mandataire	Total[1]
1991	3,396,226	84,538	3,480,764
1992	7,033,406	53,263	7,086,669
1993	889,367	39,718	929,085
1994	1,424,934	144,335	1,569,269
1995	418,442	144,213	562,655
1996/2000	1,002,981	499,765	1,502,746
2001/2005	1,372,341	515,794	1,888,135
2006 et après	1,170,200	235,712	1,405,912
Total	16,707,897	1,717,338	18,425,235

Les notes complémentaires au tableau 6.5 font partie intégrante de ce tableau.

[1] Les emprunts se composent de $9,975,375 É.U., £1,454 , FS 193,229 , ¥ 288,056 , $94,272 Austl., $9,528 N.Z., 228,774 DM, 222,247 UDE et $7,412,300 can.

Passif éventuel des sociétés d'État «entreprises»

Le tableau 6.10 résume le passif éventuel des sociétés d'État «entreprises». Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

TABLEAU 6.10

PASSIF ÉVENTUEL DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT «ENTREPRISES»
(en milliers de dollars)

	31 mars 1990
Sociétés «entreprises»mandataires de l'État	
Banque du Canada--garantie de prêts	48,700
Société canadienne d'hypothèques et de logement-- litige re: programme sur l'isolation	52,600
Sociétés canadienne des ports--divers litiges	1,709
Corporation commerciale canadienne--poursuite en dommage et intérêts re- contrats	8,676
Société pour l'expansion des exportations--garanties de prêts	64,589
Banque fédérale de développement--garanties de prêts	2,285
Société du port de Halifax--divers litiges	1,024
Société du port de Montréal--divers litiges	6,300
Petro-Canada--garantie de prêt	226,000
Société du port de Québec--divers litiges	6,000
Société du port de St-John's--divers litiges	364
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent--poursuite en dommages	67,448
Téléglobe Canada--garantie de prêts	28,916
	514,611
Sociétés «entreprises» non mandataires de l'État	
Administration de pilotage de l'Atlantique--divers litiges	855
	855
Total	515,466

Les notes complémentaires au tableau 6.5 font partie intégrante de ce tableau.

Aide financière aux sociétés d'État «entreprises» provenant de crédits budgétaires

Le tableau 6.11 résume l'aide financière provenant de crédits budgétaires pour les sociétés «entreprises» mandataires et non mandataires de l'État. Ce tableau devrait être lu conjointement avec le tableau 6.6. Les buts pour lesquels des versements ont été effectués à même les crédits budgétaires se répartissent en deux catégories: a) les sommes destinées à combler les dépenses d'exploitation et b) les sommes destinées aux dépenses en capital.

Tous les montants inscrits au tableau comprennent les imputations aux crédits ou autorisations approuvées par le Parlement.

TABLEAU 6.11

AIDE FINANCIÈRE AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT «ENTREPRISES» PROVENANT DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	Aide financière provenant de crédits budgétaires[1]	Buts	
		Exploitation	Dépenses en capital
Sociétés «entreprises» mandataires de l'État			
Société canadienne des ports	32,053	32,053	
Société canadienne des postes	184,500	184,500	
Corporation commerciale canadienne	17,089	17,089	
Commission canadienne du lait	3,874	3,874	
Commission canadienne du blé	30,608	30,608	
Société de développement du Cap-Breton	53,963	39,089	14,874
Société pour l'expansion des exportations	110,845	110,845	
Banque fédérale de développement	34,189	34,189	
Petro-Canada	49,300	49,300	
Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent	26,900	26,900	
	543,321	*528,447*	*14,874*
Sociétés «entreprises» non mandataires de l'État			
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	6,955	6,955	
Administration de pilotage des Laurentides	1,673	1,673	
	8,628	*8,628*	
Total	551,949	537,075	14,874

[1] Non compris les subventions et contributions versées aux sociétés "entreprises" mandataires et non mandataires de l'État admissibles comme membres d'une catégorie générale de bénéficiaires.

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

À ce groupe sont consignés les prêts consentis aux provinces en vertu des lois de secours et d'autres lois.

Le tableau 6.12 offre un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts et d'avances consentis aux administrations provinciales et territoriales.

TABLEAU 6.12

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
TERRE-NEUVE—						
Agence de promotion économique du Canada atlantique—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	27,529,006	2,726,408		**24,802,598**	–2,726,408	–2,516,394
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	3,661,214			**3,661,214**		
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	3,839,751	3,839,751	71,232,000	**71,232,000**	67,392,249	3,839,751
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	4,609,659	227,076		**4,382,583**	–227,076	–229,707
Programme spécial des prêts sur le développement	6,700,000			**6,700,000**		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	6,944,973	32,191		**6,912,782**	–32,191	–6,828
	25,755,597	*4,099,018*	*71,232,000*	***92,888,579***	*67,132,982*	*3,603,216*
Industrie, Sciences et Technologie—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	884,496	44,734		**839,762**	–44,734	–40,938
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	71,123,898	2,375,598		**68,748,300**	–2,375,598	–2,219,965
	72,008,394	*2,420,332*		***69,588,062***	*–2,420,332*	*–2,260,903*
Total, Terre-Neuve	125,292,997	9,245,758	71,232,000	**187,279,239**	61,986,242	–1,174,081
NOUVELLE-ÉCOSSE—						
Agence de promotion économique du Canada atlantique—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	17,250,574	1,817,195		**15,433,379**	–1,817,195	–1,677,653
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	2,438,855	36,935		**2,401,920**	–36,935	–33,499
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	1,021,803	219,432		**802,371**	–219,432	–655,145
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces			57,724,000	**57,724,000**	57,724,000	
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	1,048,680	96,581		**952,099**	–96,581	–91,638
Programme spécial des prêts sur le développement	4,300,000			**4,300,000**		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	3,388,503	368,524		**3,019,979**	–368,524	–338,157
	9,758,986	*684,537*	*57,724,000*	***66,798,449***	*57,039,463*	*–1,084,940*
Industrie, Sciences et Technologie—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	3,476,023	187,361		**3,288,662**	–187,361	–174,122
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	35,806,538	2,139,674		**33,666,864**	–2,139,674	–2,011,861
	39,282,561	*2,327,035*		***36,955,526***	*–2,327,035*	*–2,185,983*
Total, Nouvelle-Écosse	68,730,976	4,865,702	57,724,000	**121,589,274**	52,858,298	–4,982,075
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—						
Agence de promotion économique du Canada atlantique—						
Entente-cadre sur le plan de développement	10,824,743	357,816		**10,466,927**	–357,816	–203,962
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	142,060	24,087		**117,973**	–24,087	–18,727

TABLEAU 6.12

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Suite*

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces			9,798,000	**9,798,000**	9,798,000	–3,687,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	631,374	39,719		**591,655**	–39,719	–33,050
Programme spécial des prêts sur le développement	133,426	62,511		**70,915**	–62,511	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	893,430	92,527		**800,903**	–92,527	–61,237
	1,800,290	*218,844*	*9,798,000*	***11,379,446***	*9,579,156*	*–3,800,014*
Industrie, Sciences et Technologie—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	20,194	1,428		**18,766**	–1,428	–1,328
Total, Île-du-Prince-Édouard	12,645,227	578,088	9,798,000	**21,865,139**	9,219,912	–4,005,304
NOUVEAU-BRUNSWICK—						
Agence de promotion économique du Canada atlantique—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	32,643,792	2,805,100		**29,838,692**	–2,805,100	–2,597,461
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	4,616,405	70,216		**4,546,189**	–70,216	–64,211
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	5,688,632	219,078		**5,469,554**	–219,078	–201,901
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	8,841,342	8,841,342	31,853,830	**31,853,830**	23,012,488	8,841,342
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5,134,770	162,810		**4,971,960**	–162,810	–117,553
Programme spécial des prêts sur le développement	5,375,000			**5,375,000**		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	9,198,961	129,870		**9,069,091**	–129,870	–99,756
	34,238,705	*9,353,100*	*31,853,830*	***56,739,435***	*22,500,730*	*8,422,132*
Industrie, Sciences et Technologie—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	720,028	44,424		**675,604**	–44,424	–41,325
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	35,850,243	2,054,713		**33,795,530**	–2,054,713	–1,940,341
	36,570,271	*2,099,137*		***34,471,134***	*–2,099,137*	*–1,981,666*
Total, Nouveau-Brunswick	108,069,173	14,327,553	31,853,830	**125,595,450**	17,526,277	3,778,794
QUÉBEC—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	61,300,779			**61,300,779**		
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	39,532,293	2,247,938		**37,284,355**	–2,247,938	–2,134,088
Programme spécial des prêts sur le développement	70,300,000			**70,300,000**		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	91,314,928			**91,314,928**		
	262,448,000	*2,247,938*		***260,200,062***	*–2,247,938*	*–2,134,088*
Industrie, Sciences et Technologie—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	92,333,434	2,792,351		**89,541,083**	–2,792,351	–2,573,825
Total, Québec	354,781,434	5,040,289		**349,741,145**	–5,040,289	–4,707,913
ONTARIO—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	6,755,398	1,023,109		**5,732,289**	–1,023,109	–956,427
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	8,822,708	1,103,992		**7,718,716**	–1,103,992	–1,357,165
Programme spécial des prêts sur le développement	908,758	206,169		[illegible]	–206,169	–193,568
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	24,361,045	2,503,340		**21,857,705**	–2,503,340	–2,298,089
Total, Ontario	40,847,909	4,836,610		**36,011,299**	–4,836,610	–4,805,249

TABLEAU 6.12

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Suite*

	1[er] avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
MANITOBA—						
Agriculture—						
Centres de services agricoles	5,356,404	453,940		**4,902,464**	–453,940	–415,509
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	101,506,350	2,018,217	20,685,000	**120,173,133**	18,666,783	–1,848,998
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	2,423,778	543,519		**1,880,259**	–543,519	–508,056
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	2,227,060	416,582		**1,810,478**	–416,582	–395,163
Programme spécial des prêts sur le développement	2,395,388	543,439		**1,851,949**	–543,439	–510,224
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	1,987,445	157,324		**1,830,121**	–157,324	–145,312
	9,033,671	*1,660,864*		***7,372,807***	*–1,660,864*	*–1,558,755*
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	2,256,853	234,622		**2,022,231**	–234,622	–216,845
Total, Manitoba	118,153,278	4,367,643	20,685,000	**134,470,635**	16,317,357	–4,040,107
SASKATCHEWAN—						
Agriculture—						
Centres de services agricoles	4,988,597	358,485		**4,630,112**	–358,485	–326,908
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	506,920	89,164		**417,756**	–89,164	–82,422
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	550,219	134,300		**415,919**	–134,300	–127,431
	1,057,139	*223,464*		***833,675***	*–223,464*	*–209,853*
Total, Saskatchewan	6,045,736	581,949		**5,463,787**	–581,949	–536,761
ALBERTA—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	1,931,779	426,760		**1,505,019**	–426,760	–419,157
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	2,588,641	463,300		**2,125,341**	–463,300	–441,054
Programme spécial des prêts sur le développement	4,000,000			**4,000,000**		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	2,851,821	409,904		**2,441,917**	–409,904	–402,836
	11,372,241	*1,299,964*		***10,072,277***	*–1,299,964*	*–1,263,047*
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	2,021,415	218,222		**1,803,193**	–218,222	–202,120
Total, Alberta	13,393,656	1,518,186		**11,875,470**	–1,518,186	–1,465,167
COLOMBIE-BRITANNIQUE—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	6,408,994	1,106,403		**5,302,591**	–1,106,403	–1,052,394
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	3,458,159	681,473		**2,776,686**	–681,473	–651,984
Programme spécial des prêts sur le développement	8,301,226	1,885,653		**6,415,573**	–1,885,653	–1,771,159
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	10,658,500	1,278,147		**9,380,353**	–1,278,147	–1,090,722
Total, Colombie-Britannique	28,826,879	4,951,676		**23,875,203**	–4,951,676	–4,566,259

TABLEAU 6.12

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Fin*

	1^er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
TERRITOIRES DU NORD-OUEST—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	12,249	2,253		**9,996**	−2,253	−1,992
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	174,964			**174,964**		−39,592
	187,213	*2,253*		***184,960***	*−2,253*	*−41,584*
Affaires indiennes et Nord canadien—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	235,305	40,767		**194,538**	−40,767	−37,549
Total, Territoires du Nord-Ouest	422,518	43,020		**379,498**	−43,020	−79,133
TERRITOIRE DU YUKON—						
Affaires indiennes et Nord canadien—Gouvernement du Territoire du Yukon	5,742,689	742,329		**5,000,360**	−742,329	−671,318
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	313,412	220,863		**92,549**	−220,863	44
Total, Territoire du Yukon	6,056,101	963,192		**5,092,909**	−963,192	−671,274
Total	883,265,884	51,319,666	191,292,830	**1,023,239,048**	139,973,164	−27,254,529

Accord sur les zones spéciales et les autoroutes

Des prêts ont été consentis pour financer des projets d'aménagement d'infrastructures communautaires et industrielles dans des zones spéciales, et pour aménager des autoroutes, conformément aux modalités des accords entre le Canada et les provinces, avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.768% à 10.164% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période 20 ans, avec des versements finals entre le 1^er avril 1990 et le 31 mars 2009.

Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.51% à 7.44% par année, et sont remboursables soit en versements annuels sur des périodes de 10 à 20 ans, soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 30 octobre 1993 et le 30 novembre 1994.

Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

Ces montants représentent des paiements en trop au titre des droits de péréquation des provinces en vertu des Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, et d'autres textes législatifs. Ces trop-payés sont non productifs d'intérêts et sont recouvrés dans l'exercice subséquent.

Office du développement municipal et des prêts aux municipalités

Des prêts ont été consentis aux provinces et municipalités, afin d'élargir ou d'accélérer les programmes d'immobilisations des municipalités.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.25% à 5.625% par année, et sont remboursables en versements annuels ou semestriels sur des périodes de 15 à 50 ans, avec des versements finals entre le 1^er mai 1990 et le 31 mars 2016.

Programme spécial des prêts sur le développement

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.12% à 7.54% par année, et sont remboursables soit en versements annuels ou semestriels sur des périodes de 10 à 20 ans, soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 1^er mars 1991 et le 30 mars 1993.

Fonds d'investissement pour les projets d'hiver

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.2% à 9.84% par année, et sont remboursables soit en versements annuels sur des périodes de 5 à 20 ans, soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 1^er avril 1990 et le 28 février 1999.

Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique

Des prêts ont été consentis pour financer certains travaux d'aménagement d'eau reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique. Ces prêts ont été effectués conformément aux modalités des accords entre le Canada et les provinces de l'Atlantique, avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.5% à 8.5% par année, et sont remboursables sur des périodes de 11 à 18 ans à diverses dates d'anniversaires d'amortissement, avec des remboursements finals entre le 31 juillet 1999 et le 1er avril 2006.

Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique

Des prêts ont été consentis aux provinces de l'Atlantique, dans le but d'aider à la production d'énergie électrique dans les provinces, au moyen de générateurs à vapeur, ainsi qu'au contrôle et à la transmission de l'énergie électrique.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4.5% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 3 à 25 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 1992 et le 31 mars 2014.

Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité

Des prêts ont été consentis pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité, en vertu d'ententes conclues entre le gouvernement du Canada et les provinces du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L20 de l'Énergie, Mines et des Ressources, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9% à 10% par année, et sont remboursables en versements annuels sur des périodes de 29 à 31 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 2008 et le 31 mars 2011.

Entente-cadre sur le plan de développement

Des prêts ont été consentis à la province de l'Île-du-Prince-Édouard afin d'aider au financement de la réalisation d'un plan cadre d'aménagement coordonné de la province, en vertu d'un accord avec la province dont le territoire a été désigné "région spéciale de développement rural".

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.688% à 9.375% par année, et sont remboursables en versements égaux dus à diverses dates d'anniversaires.

Centres de services agricoles

Des prêts ont été consentis pour aider les autorités provinciales et municipales à construire et à agrandir les services d'approvisionnement de l'eau et les installations pour l'enlèvement des ordures dans les principaux centres de services agricoles, essentiels à l'équilibre rural et à l'aménagement urbain dans la zone agricole de la région des Prairies.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.747% à 14.129% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 1992 et le 31 mars 2004.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Des prêts ont été consentis au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest aux fins suivantes:

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990
	$	$	$	$
Deuxième hypothèque	106,555	13,018		93,537
Habitations à bas prix	128,750	27,749		101,001
	235,305	40,767		194,538

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.375% à 8.875% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 20 à 25 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1990 et le 27 août 1996.

Gouvernement du Territoire du Yukon

Des prêts ont été consentis au gouvernement du Territoire du Yukon aux fins suivantes:

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990
	$	$	$	$
Deuxième hypothèque	70,855	13,726		57,129
Habitations à bas prix	283,011	46,934		236,077
Dépenses en capital .	728,707	58,935		669,772
Tiers—Travaux d'immobilisations	4,660,116	622,734		4,037,382
	5,742,689	742,329		5,000,360

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.375% à 12.5% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 10 à 35 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1990 et le 24 novembre 2003.

Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon

Des prêts ont été consentis pour l'établissement ou l'expansion de petites entreprises dans le Territoire du Yukon.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $5,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9% à 12% par année, et étaient remboursables en versements annuels sur une période de 10 ans, avec le versement final le 1er avril 1988. Au 31 mars 1990, les prêts n'ont pas été entièrement remboursés.

Au cours de l'exercice, la radiation de prêts s'élevant à $220,863 a été autorisée par le crédit 31b des Affaires indiennes et Nord canadien, de la Loi de crédits n° 4 de 1989-90.

GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS Y COMPRIS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Les prêts aux gouvernements étrangers comportent principalement le prêt au gouvernement britannique en vertu de la Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, l'aide au développement international aux pays en voie de développement, et les prêts pour l'expansion du commerce d'exportation (administrés par la Société pour l'expansion des exportations).

Le tableau 6.13 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les prêts et avances consentis aux gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement.

TABLEAU 6.13

GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS Y COMPRIS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

					Variation nette	
	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Chine—Finances	49,426,118			49,426,118		
Jamaïque—						
Finances—						
Aide économique	10,000,000	10,000,000			-10,000,000	
Principal reporté	15,000,000		10,000,000	25,000,000	10,000,000	
	25,000,000	*10,000,000*	*10,000,000*	*25,000,000*		
Royaume-Uni—						
Finances—						
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	398,815,387	29,733,948		369,081,439	-29,733,948	-29,150,928
Principal reporté	94,990,863			94,990,863		
	493,806,250	*29,733,948*		*464,072,302*	*-29,733,948*	*-29,150,928*
Pays en voie de développement—						
Affaires extérieures—Agence canadienne de développement international—						
Aide au développement international	3,048,644,965	703,590,066	23,834,780	2,368,889,679	-679,755,286	-114,782,783
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)—Affaires extérieures	573,741,029	149,944,392	163,920,080	587,716,717	13,975,688	11,608,302
Défense nationale—						
Organisation du traité de l'Atlantique-Nord—						
Dommages-intérêts—Sommes recouvrables	71,253	74,061	176,747	173,939	102,686	-58,061
Total	4,190,689,615	893,342,467	197,931,607	3,495,278,755	-695,410,860	-132,383,470

Chine

Un prêt accordé à la Chine a été autorisé en vertu de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Jamaïque

Aide économique

Un prêt a été consenti au gouvernement de la Jamaïque, afin de fournir une aide économique. La date d'échéance en vertu de l'accord de prêt du 20 avril 1985 était le 9 août 1989. Le taux d'intérêt applicable aux paiements exigibles entre le 9 août 1985 et le 9 août 1989 a été de 13.375% par année.

Au cours de l'exercice, des remboursements de prêts ont été reportés.

Principal reporté

L'accord de prêt a été redressé par suite des accords modifiant l'horaire des paiements suivants:

a) l'accord modifiant l'horaire des paiements en date du 18 octobre 1985, prévoyait que soient reportés les remboursements du principal s'élevant à $5,000,000, exigibles le 9 août 1985;

b) l'accord modifiant l'horaire des paiements en date du 4 juin 1987, prévoyait que soient reportés les remboursements du principal s'élevant à $10,000,000, exigibles le 9 août 1986 et le 9 août 1987; et,

c) l'accord modifiant l'horaire des paiements en date du 25 juillet 1989, prévoyait que soient reportés les remboursements du principal s'élevant à $10,000,000 exigibles le 9 août 1988 et le 9 août 1989. Le remboursement du principal reporté a commencé le 30 juin 1989 et continuera jusqu'au 28 février 1999.

Royaume-Uni

Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni

En vertu de la Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, le gouvernement du Canada a accordé un crédit de $1,250,000,000 au gouvernement britannique, afin de faciliter

l'achat, par le Royaume-Uni, de biens et services au Canada et à permettre au gouvernement britannique de combler les déficits transitoires d'après-guerre dans le solde de ses paiements, à maintenir des réserves suffisantes d'or et de dollars, et à assumer les obligations du commerce multilatéral. Le crédit accordé jusqu'au 31 décembre 1951 devait être remboursé en 50 versements annuels commençant à cette même date, avec intérêt au taux de 2% par année, avec le versement final le 31 décembre 2000.

Principal reporté

Une modification apportée à l'accord en 1957 prévoit le report des intérêts quant à l'année 1956, et de sept versements en capital et d'intérêts après le 31 décembre 1956, moyennant certaines conditions. Les intérêts pour 1956, ainsi que les intérêts et le capital pour 1957, 1964, 1965, 1968 et 1976, ont été reportés. L'échéance des sommes reportées doit commencer le 31 décembre 2001, et continuer jusqu'au 31 décembre 2006.

Pays en voie de développement—Aide au développement international

Une aide sous forme de prêts a été accordée aux pays en voie de développement aux fins d'aide au développement international. Depuis le 1er avril 1986, les prêts aux termes des accords de prêts négociés et en vigueur au 31 mars 1986 étaient consentis en vertu de diverses autorisations budgétaires (y compris les crédits 30, 30b et 30c des Affaires extérieures, des Lois de crédits nº 1, nº 3, nº 4 et nº 5 de 1989-90). Antérieurement, tous les prêts aux pays en voie de développement étaient payés en vertu d'une autorisation non budgétaire.

Au cours de l'exercice, des prêts s'élevant à $647,764,022 ont été remis conformément à la Loi sur la remise de dettes (Afrique subsaharienne).

Le tableau suivant présente les soldes et les opérations pour les prêts consentis aux pays en voie de développement, ainsi que les modalités des remboursements. Le solde de clôture pour les prêts consentis aux pays individuels renferme, s'il y a lieu, le total des paiements effectués en vertu des autorisations budgétaires et non budgétaires. Le total des paiements budgétaires à tous les pays est déduit sous forme de somme globale sous la rubrique "Paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire" à la fin du tableau pour parvenir au montant rapporté dans le tableau 6.13 comme aide au développement international aux pays en voie de développement.

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990
	$	$	$	$
a) durée de 17 ans, délai de grâce de 7 ans, non productifs d'intérêts, avec le remboursement final en septembre 2002:				
Sénégal[1]	999,070	999,070		
b) durée de 20 ans, délai de grâce de 5 ans, portant intérêt au taux de 5% par année, avec les remboursements finals entre septembre 2000 et mars 2001:				
Jamaïque	4,499,073			4,499,073
Turquie	22,011,212	1,031,957		20,979,255
	26,510,285	*1,031,957*		*25,478,328*
c) durée de 25 ans, délai de grâce de 5 ans, portant intérêt au taux de 6% par année, avec le remboursement final en mars 1995:				
Nigéria[1]	623,789	623,789		
d) durée de 30 ans, délai de grâce de 7 ans, portant intérêt au taux de 3% par année, avec les remboursements finals entre septembre 1996 et janvier 2012:				
Barbade	16,025,442	484,918		15,540,524
Brésil	11,445,636	552,296		10,893,340
Chili	1,737,265	182,869		1,554,396
Colombie	16,529,728	1,000,000		15,529,728
Cuba	9,547,012			9,547,012
République dominicaine	2,200,001			2,200,001
Égypte	47,826,088			47,826,088
Jamaïque	32,665,520			32,665,520
Corée	369,285	43,446		325,839
Malaisie	9,506,845	714,426		8,792,419
Nigéria[1]	621,679	621,679		
Pérou	337,617			337,617
Salvador, El	8,253,948	402,631		7,851,317
Trinité	4,548,731	301,205		4,247,526
Turquie	6,693,478	279,347		6,414,131
	168,308,275	*4,582,817*		*163,725,458*
e) durée de 35 ans, délai de grâce de 5 ans, non productifs d'intérêts, avec les remboursements finals entre avril 2001 et novembre 2005:				
Salvador, El	2,444,934	85,960		2,358,974
f) durée de 40 ans, délai de grâce de 10 ans, non productifs d'intérêts, avec le remboursement final en mars 2007:				
Thaïlande	611,654	50,000		561,654

	1[er] avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990
	$	$	$	$
g) durée de 50 ans, délai de grâce de 10 ans, non productifs d'intérêts, avec les remboursements finals entre mars 2015 et septembre 2035:				
Algérie	14,983,402	211,428		14,771,974
Antigua	5,324,977	224,976		5,100,001
Argentine	532,000	18,667		513,333
Barbade	7,948,529	30,750		7,917,779
Belize	11,085,640	304,524		10,781,116
Bolivie	1,399,037	42,395		1,356,642
Brésil	637,879	20,913		616,966
Birmanie	8,306,202			8,306,202
Cameroun[1]	143,284,651	143,284,651		
Chili	2,862,418	98,062		2,764,356
Colombie	18,089,433	564,649		17,524,784
Congo (Brazzaville)[1]	22,598,238	22,598,238		
Costa Rica	23,118,847			23,118,847
Dominique	1,703,712	65,799		1,637,913
République dominicaine	8,253,303	182,848		8,070,455
Équateur	9,988,645	304,914		9,683,731
Égypte	57,599,945			57,599,945
Gabon[1]	7,614,186	7,614,186		
Ghâna[1]	77,579,081	77,579,081		
Grenade	765,020	21,270		743,750
Guatemala	3,843,873	56,250		3,787,623
Guyane	37,205,028			37,205,028
Honduras	33,015,261			33,015,261
Inde	686,552,489	6,139,439		680,413,050
Indonésie	271,882,315	3,887,748		267,994,567
Côte-d'Ivoire[1]	79,959,686	79,959,686		
Jamaïque	56,213,535			56,213,535
Kenya[1]	108,794,891	108,794,891		
Madagascar[1]	22,958,010	22,958,010		
Malaisie	2,413,377	9,907		2,403,470
Malte	887,490	25,000		862,490
Mexique	78,984	2,772		76,212
Montserrat	640,689	17,232		623,457
Maroc	14,720,667	29,468		14,691,199
Nicaragua	18,357,040			18,357,040
Nigéria[1]	41,124,218	41,124,218		
Pakistan	584,466,701	7,199,391		577,267,310
Paraguay	559,892	19,996		539,896
Pérou	22,531,736	1,864		22,529,872
Philippines	3,837,789			3,837,789
Salvador, El	1,185,000	14,990		1,170,010
Sainte-Lucie	466,520	13,871		452,649
Saint-Vincent	996,312	14,312		982,000
Sénégal[1]	14,093,784	14,093,784		
Sri Lanka	163,522,270	2,965,399		160,556,871
Swaziland[1]	1,369,960	1,369,960		
Thaïlande	33,397,833	522,093		32,875,740
Trinité	3,090,301	114,236		2,976,065
Tunisie	117,000,850	3,112,047		113,888,803
Divers pays francophones[1][2]	1,677,258	1,677,258		
Zaïre[1]	31,298,397	31,298,397		
Zambie[1]	86,188,539	86,188,539		
Zimbabwe[1]	30,813,364	30,813,364		
	2,898,819,204	*695,591,473*		*2,203,227,731*
h) durée de 53 ans, délai de grâce de 13 ans, non productifs d'intérêts, avec le remboursement final en septembre 2025:				
Algérie	42,958,105	625,000		42,333,105
i) durée de 55 ans, délai de grâce de 15 ans, non productifs d'intérêts, avec le remboursement final en septembre 2036:				
Égypte	9,243,531			9,243,531
	3,150,518,847	703,590,066		2,446,928,781
Moins: paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire	101,873,882		23,834,780	78,039,102
	3,048,644,965	703,590,066	23,834,780	2,368,889,679

Note: un délai de grâce signifie l'intervalle qui existe entre la date d'émission du prêt et le premier remboursement du principal.

[1] La Loi sur la remise de dettes (Afrique subsaharienne) a autorisé la remise de dettes liées à l'aide publique au développement de ce pays.

[2] Projet paritaire: Mali et Sénégal.

Une aide similaire a été accordée aux pays en voie de développement sous forme de souscriptions au capital de l'Association internationale de développement et de prêts à d'autres institutions financières internationales. Ils sont présentés plus loin dans cette section sous la rubrique "Organismes internationaux".

Expansion du commerce d'exportation

Conformément à l'article 31 de la Loi sur l'expansion des exportations, le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à consentir des prêts à des clients étrangers, où la dette serait pour un montant ou une durée de prêt supérieurs à ceux qu'assume normalement la Société. De tels prêts sont financés directement par des versements sur le Fonds du revenu consolidé et sont administrés par la Société pour le compte du gouvernement du Canada.

Depuis le 1[er] avril 1987, certains prêts accordés pour l'expansion du commerce d'exportation sont consentis en vertu d'une autorisation budgétaire.

Le tableau suivant présente les soldes et les opérations pour les prêts consentis aux gouvernements étrangers, ainsi que les modalités des remboursements. Le solde de clôture pour les prêts consentis aux gouvernements étrangers renferme, s'il y a lieu, le total des paiements effectués en vertu des autorisations budgétaires et non budgétaires. Le total des paiements budgétaires est déduit sous forme de somme globale sous la rubrique "Paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire" à la fin du tableau pour parvenir au montant rapporté dans le tableau 6.13.

	1[er] avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990
	$	$	$	$
a) durée de 1 à 5 ans, portant intérêt à des taux de 8.75% à 10% (Libor) par année, avec le remboursement final en décembre 1997:				
Pologne	69,505,334	1,800,453		67,704,881
Pérou		1,554,485	2,590,809	1,036,324
	69,505,334	*3,354,938*	*2,590,809*	*68,741,205*
b) durée de 6 à 10 ans, portant intérêt à des taux de 7% à 14.5% (taux fixe) par année, avec les remboursements finals en février 2000:				
Argentine	129,450,000			129,450,000
Brésil	10,925,734	186,879	2,719,307	13,458,162
Chili	3,810,327	466,842		3,343,485
Équateur	9,304,705	242,357	4,778,000	13,840,348
Éthiopie	12,000,631	3,178,187		8,822,444
Ghâna	6,407,139	1,666,329		4,740,810
Kenya	178,500	3,443		175,057
Tanzanie	33,200,744	640,350		32,560,394
Turquie	49,663,104	16,169,608	1,704,631	35,198,127
Zambie	8,681,277			8,681,277
	263,622,161	*22,553,995*	*9,201,938*	*250,270,104*
c) durée de 11 à 15 ans, portant intérêt à des taux de 0% à 11% par année, avec le remboursement final en juin 2012:				
Corée	140,086,379	16,666,667		123,419,712
Madagascar	19,258,875	371,450		18,887,425
Soudan	7,751,250	149,500		7,601,750
Thaïlande	23,601,985	194,693	12,564,595	35,971,887
Turquie	263	5		258
	190,698,752	*17,382,315*	*12,564,595*	*185,881,032*
d) durée de 16 à 20 ans, portant intérêt au taux de 0% par année avec le versement final en août 2014:				
Indonésie		34,328	5,737,608	5,703,280
e) durée de 21 à 25 ans, portant intérêt à des taux de 3% à 12.5% (libor) par année, avec le remboursement final en avril 2018:				
Algérie	2,086,278		5,577,539	7,663,817
Congo	3,418,183	65,928		3,352,255
Mexique	33,454,438	645,242		32,809,196
	38,958,899	*711,170*	*5,577,539*	*43,825,268*
f) durée de 31 à 40 ans, portant intérêt à des taux de 0% à 11.75% par année, avec le remboursement final en février 2044:				
Cameroun	8,259,007	1,120,502	6,737,645	13,876,150
Chine	8,023,867	547,556	18,423,681	25,899,992
Égypte	6,453,409	44,247	10,192,086	16,601,248
Inde	6,072,517	274,637	12,863,653	18,661,533
Jamaïque	19,838,954	2,012,814	15,374,411	33,200,551
Maroc	28,900,194	692,477	63,115,161	91,322,878
Pakistan	4,123,642	90,295	1,540,954	5,574,301
	81,671,590	*4,782,528*	*128,247,591*	*205,136,653*
	644,456,736	48,819,274	163,920,080	759,557,542
Moins: paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire	70,715,707	101,125,118		171,840,825
	573,741,029	149,944,392	163,920,080	587,716,717

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits comprenaient des remboursements de prêts de $40,559,619, un redressement dû à la réévaluation de $8,259,655 à l'égard de prêts s'élevant à $381,258,614 É-U et de $11,453,221 UDE (Unités de devises européennes), tandis que les paiements et autres débits comprenaient des prêts et des cautionnements de $163,920,080. Des intérêts de $34.4 millions ont été encaissés et crédités aux recettes non fiscales.

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord—Dommages-intérêts—Sommes recouvrables

L'article VIII de l'Entente sur l'État des Forces de l'OTAN signée le 4 avril 1949, dans sa forme modifiée, porte sur les réclamations pour dommages à des tiers résultant d'accidents mettant en cause un membre d'une armée en visite au Canada. On impute à ce compte le montant des réclamations à recevoir des autres nations pour dommages occasionnés au Canada, et l'on y crédite les recouvrements.

Les avances sont non productives d'intérêts et n'ont pas de conditions fixes de remboursement.

ORGANISMES INTERNATIONAUX

À ce groupe sont consignées les souscriptions du Canada au capital de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement, de la Banque de développement des Caraïbes, de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (i.e. Banque mondiale), de l'Association internationale de développement et de la Société financière internationale. Il comprend également des prêts et des avances à d'autres organismes internationaux.

Des souscriptions en capital sont effectuées en partie par la délivrance d'effets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables. Les sommes avancées ou prêtées varient selon les besoins des organismes intéressés, et les modalités des accords.

Les effets non productifs d'intérêts émis par le Canada à ces organismes sont portés en déduction des souscriptions, prêts et avances pour faire voir la situation nette du gouvernement vis-à-vis ces organismes internationaux. Dans le cadre des dotations en capital accordées par le Canada à ces organismes, ces effets, payables à vue, représentent la partie non encore encaissée par les organismes intéressés. Ces organismes encaissent les effets selon leurs besoins financiers.

Depuis le 1er avril 1986, les encaissements sous forme d'effets, et les souscriptions/prêts en espèces aux institutions financières internationales sont maintenant effectués en vertu d'une autorisation budgétaire. Cependant, les souscriptions/prêts effectués par la délivrance d'effets à vue, non productifs d'intérêts continuent d'être accordés en vertu d'une autorisation non budgétaire.

Le tableau 6.14 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les souscriptions, prêts et avances aux organismes internationaux. Le solde de clôture pour les prêts/souscriptions consentis aux institutions financières internationales renferme, s'il y a lieu, le total des prêts/souscriptions effectués en vertu des autorisations budgétaires et non budgétaires. Le total des paiements budgétaires à toutes les institutions financières internationales est déduit sous forme de somme globale sous la rubrique "Paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire" à la fin du tableau pour parvenir au montant total rapporté dans le tableau 6.1 comme organismes internationaux (net). De plus, le tableau 6.15 divulgue des renseignements supplémentaires concernant les souscriptions au capital des institutions internationales de développement, ainsi que les engagements futurs et le passif éventuel rattaché à l'aide au développement international tel que divulgué dans la note 10 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 de ce volume

TABLEAU 6.14

ORGANISMES INTERNATIONAUX

					Variation nette	
	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Souscriptions du Canada au capital de—						
Banque africaine de développement	70,634,447	387,601	6,080,004	[illegible]	5,692,403	5,827,178
Moins: effets à payer	100,827	6,080,004	5,984,751	[illegible]	95,253	10,640
	70,533,620	*6,467,605*	*12,064,755*	[illegible]	*5,597,150*	*5,816,538*
Banque asiatique de développement	162,266,184	2,904,693		[illegible]	−2,904,693	−8,537,363
Moins: effets à payer	15,081,505		3,770,376	[illegible]	−3,770,376	−3,770,376
	147,184,679	*2,904,693*	*3,770,376*	[illegible]	*865,683*	*−4,766,987*
Banque de développement des Caraïbes	12,593,295	219,887		[illegible]	−219,887	−405,357
Moins: effets à payer	835,108		357,788	[illegible]	−357,788	−1,068,312
	11,758,187	*219,887*	*357,788*	[illegible]	*137,901*	*662,955*
Banque interaméricaine de développement	143,753,578	2,795,705	2,596,000	[illegible]	−199,705	−5,111,238
Moins: effets à payer	18,644,206	2,596,000	7,005,152	[illegible]	−4,409,152	−11,481,741
	125,109,372	*5,391,705*	*9,601,152*	[illegible]	*4,209,447*	*6,370,503*
Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)	296,595,562	3,463,694	19,583,886	[illegible]	16,120,192	5,517,928
Moins: effets à payer	16,115,858		16,115,858		−16,115,858	
	280,479,704	*3,463,694*	*35,699,744*	[illegible]	*32,236,050*	*5,517,928*
Association internationale de développement	3,054,688,061		200,560,000	[illegible] (1)	200,560,000	232,400,000
Moins: effets à payer	896,152,700	200,560,000	336,000,000	[illegible]	−135,440,000	−53,914,000
	2,158,535,361	*200,560,000*	*536,560,000*	[illegible]	*336,000,000*	*286,314,000*

TABLEAU 6.14

ORGANISMES INTERNATIONAUX—*Fin*

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Société financière internationale	48,996,247	973,640	5,746,325	53,768,932	4,772,685	4,438,585
Agence multilatérale de garantie des investissements	7,651,390	147,574		7,503,816	-147,574	7,651,390
Moins: effets à payer	3,863,230		111,322	3,751,908	-111,322	3,863,230
	3,788,160	*147,574*	*111,322*	*3,751,908*	*-36,252*	*3,788,160*
	2,846,385,330	*220,128,798*	*603,911,462*	*3,230,167,994*	*383,782,664*	*308,141,682*
Institutions financières internationales	1,916,308,788	7,010,739	246,353,870	2,155,651,919[1]	239,343,131	236,511,585
Moins: effets à payer	955,733,860	243,944,283	108,464,066	1,091,214,077	135,480,217	99,539,816
	960,574,928	*250,955,022*	*354,817,936*	*1,064,437,842*	*103,862,914*	*136,971,769*
Fonds commun des denrées			1,604,954	1,604,954	1,604,954	
Conseil international de l'étain	4,484,953	192,339		4,292,614	-192,339	-15,047
Convention internationale sur le caoutchouc naturel	7,514,407	7,514,407			-7,514,407	-1,704,010
Fonds monétaire international— Facilité d'ajustement structurel renforcée	13,981,949		34,312,354	48,294,303	34,312,354	13,981,949
Associations et organismes internationaux—						
Union de Berne, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	15,676			15,676		
Conseil de coopération douanière	6,309			6,309		
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	854,605			854,605		241,183
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	14,508			14,508		
Organisation consultative intergouvernementale de la navigation maritime	1,617			1,617		
Agence internationale de l'énergie atomique	65,656			65,656		
Organisation de l'aviation civile internationale	71,419			71,419		
Organisation internationale du travail	68,666			68,666		
Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	58,927			58,927		
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	683,459			683,459		
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	362,976			362,976		
Organisations des Nations Unies	3,546,774		35,440	3,582,214	35,440	
Organisation mondiale de la santé	163,357			163,357		
	5,913,949		*35,440*	*5,949,389*	*35,440*	*241,183*
Total	3,838,855,516	478,790,566	994,682,146	4,354,747,096	515,891,580	457,617,526
Moins: paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire	1,124,799,774	446,873,653	579,475	1,571,093,952	446,294,178	434,067,096
	2,714,055,742	925,664,219	995,261,621	2,783,653,144	69,597,402	23,550,430
Sommaire—						
Organismes internationaux	5,745,382,810	25,610,279	516,872,833	6,236,645,364	491,262,554	490,796,783
Moins: paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire	1,124,799,774	446,873,653	579,475	1,571,093,952	446,294,178	434,067,096
	4,620,583,036	472,483,932	517,452,308	4,665,551,412	44,968,376	56,729,687
Moins: effets à payer	1,906,527,294	453,180,287	477,809,313	1,881,898,268	-24,629,026	33,179,257
Total	2,714,055,742	925,664,219	995,261,621	2,783,653,144	69,597,402	23,550,430

[1] Les souscriptions à l'Association et les prêts aux institutions financières internationales sont utilisés dans le but de prêter des fonds aux pays en voie de développement à des taux favorables aux emprunteurs. De plus, tel que décrit antérieurement dans cette section sous la rubrique "Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement", une aide au développement international a été également fournie aux pays en voie de développement.

TABLEAU 6.15

AIDE AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—SOUSCRIPTIONS, PASSIF ÉVENTUEL ET ENGAGEMENTS

	Souscriptions d'actions		Actions versées achetées	Coût		Valeur estimative des actions remboursables[2]	Autres engagements	Passif éventuel	Autorisation parlementaire disponible pour emploi dans les exercices subséquents	
	Versées	Remboursables à vue	Nombre d'actions	Devises étrangères	Monnaie canadienne[1]				Nombre d'actions	Valeur estimative
				millions	$millions	$millions	$millions	$millions		$millions
Banque africaine de développement	4,200	12,600	4,200		59[3]	176[4]			12,600	181[5]
	2,100	31,500	1,260	$15É-U	18	456			32,340	468[5]
Fonds africain de développement							88			
Banque asiatique de développement	8,740	36,403	8,740	$105É-U	123	514			36,403	514[5] [9]
	2,370	45,030	2,370	24DTS	36	685				
Fonds asiatique de développement							93			
Banque de développement des Caraïbes	1,585	5,355	1,585	$10É-U	11[6]	38			5,355	38[5]
Fond de développement des Caraïbes(Spécial)							10			
Prêts non deboursés aux gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement							533			
Banque interaméricaine de développement	9,982	115,220	9,982	$121É-U	144	2,948			63,692	876[5]
Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)			[7]	[7]	314	4,115[8]	83	1,787	[7]	2,798[5] [9]
Association internationale de développement	[10]	[10]	219,916	[10]	3,255		869			[9]
Société financière internationale	45,976	[11]	46,226[10]	$46É-U	56					
Fonds monétaire international—Prêts								2,016[12]		502[9]
Agence multilatérale de garantie des investissements			2,965	$6É-U	8					4[9]

[1] Les devises étrangères ont été converties en dollars canadiens en utilisant les cours du change de fermeture au 31 mars 1990 ($1US = $1.1695 can; 1DTS = $1.521317 can).

[2] Les engagements envers les institutions nécessiteront des paiements futurs de maintien de la valeur.
Conformément aux Statuts de la Banque mondiale, les pays sont tenus de maintenir la valeur de certaines portions de leurs souscriptions et de leurs contributions au capital versé. La Banque mondiale n'a pas eu d'étalon de valeur utile depuis 1978 alors que le lien officiel qui existait entre le dollar américain et l'or a cessé.
La Banque mondiale a convenu de ne pas exiger le paiement de ces rajustements en attendant l'établissement d'un nouvel étalon de valeur. Le maintien de la valeur n'existe pas en ce qui concerne les contributions à l'Association internationale de développement. En octobre 1986, le Conseil d'administration a convenu d'utiliser les DTS de 1974 comme étalon de valeur. Le "DTS de 1974" est un montant fixe en dollars américains équivalent à la valeur du DTS en 1974 (1.20635 dollar É-U = 1 DTS). Les paiements de maintien de la valeur ont été repris le 1er juillet 1987. Il est attendu que les autres institutions en suivront l'exemple.

[3] L'équivalent en monnaie canadienne de 42,000,000 unités de compte. Une unité = $1.20635 É-U = $1.1556 can au mois de mai 1979.

[4] L'équivalent en monnaie canadienne de 126,000,000 unités de compte. Une unité = $1.20635 É-U = $1.1556 can au mois de mai 1979.

[5] Ces montants sont présentés comme des autorisations non budgétaires qui ne s'annulent pas dans la section ministérielle des Affaires extérieures du volume II, partie I (section 2).

[6] Ce montant ne renferme pas un paiement de maintien de la valeur de $1,192,625.

[7] La souscription du Canada s'élève à 31,543 actions. Les paiements sont appliqués à l'émission entière comme un pourcentage de chacune des actions.

[8] Le total de la souscription est évalué à $3,805,190,000 É-U. La valeur des actions remboursables est convertie à $1 É-U = $1.1695 can, ce qui représente environ 91% du total de la souscription.

[9] Les autorisations pour souscriptions et paiements représentent des crédits budgétaires annuels figurant dans la section ministérielle des Finances du volume II, partie I (section 17).

[10] À l'exception des effets à payer dans le tableau 6.14, il n'existe aucune souscription d'effets en circulation. La comptabilité est fondée sur les valeurs du dollar plutôt que sur le nombre d'actions.

[11] Ceci représente un engagement du Canada envers le capital de la Société à être acquitté d'ici 1990, plutôt qu'un montant remboursable à vue.

[12] Le Canada a convenu de prêter des Droits de tirage spéciaux au montant de 300 millions à la Facilité d'ajustement structurel renforcée, et de subventionner le taux d'intérêt du prêt au moyen d'une subvention s'élevant à environ 165 millions de DTS, donc 32.45 millions de DTS ont été versés. De plus, un marge de crédit de 892.5 millions de DTS a été mise à la disposition du Fonds monétaire international.

Banque africaine de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque africaine de développement, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris le crédit L40 des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90).

Au cours de l'exercice, les paiements et autres débits comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables.

Banque asiatique de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque asiatique de développement, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits.

Au cours de l'exercice, aucune souscription supplémentaire n'a été effectuée.

Banque de développement des Caraïbes

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque de développement des Caraïbes, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits.

Au cours de l'exercice, aucune souscription supplémentaire n'a été effectuée.

Banque interaméricaine de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque interaméricaine de développement, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris le crédit L40c des Affaires extérieures, de la Loi de crédit n° 5 de 1989-90).

Au cours de l'exercice, les paiements et autres débits comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), telles qu'autorisées par la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, et diverses lois de crédits (y compris le crédit L5 des Finances, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90).

Au cours de l'exercice, les paiements et autres débits comprenaient des souscriptions supplémentaires en espèces.

Association internationale de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de l'Association internationale de développement, telles qu'autorisées par la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, et diverses lois de crédits (y compris le crédit L10 des Finances, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90). Les souscriptions à l'Association, qui fait partie des groupes de la Banque mondiale, servent à prêter des fonds aux pays en voie de développement, aux fins de développement, à des taux très favorables à l'emprunteur (ne portent pas d'intérêt, d'une durée de 50 ans avec un délai de grâce de 10 ans).

Au cours de l'exercice, les paiements et autres débits comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables.

Société financière internationale

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Société financière internationale, qui fait partie des groupes de la Banque mondiale, telles qu'autorisées en vertu de diverses lois de crédits (y compris le crédit L5 des Finances, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90).

Au cours de l'exercice, les paiements et autres débits comprenaient des souscriptions supplémentaires en espèces.

Agence multilatérale de garantie des investissements

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, telles qu'autorisées par la Loi modifiant la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes.

Institutions financières internationales

Ce compte inscrit les prêts à titre d'aide aux institutions financières internationales, tels qu'autorisés par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris les crédits L35 et L35c des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1, n° 3 et n° 5 de 1989-90).

Les soldes et opérations pour les prêts aux diverses institutions financières internationales sont comme suit:

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990
	$	$	$	$
Banque africaine de développement	3,968,896	125,000		3,843,896
Fonds africain de développement	574,457,511	1,724,998	123,333,333	696,065,846
Moins: effets à payer	322,704,812	123,333,333	15,411,479	430,626,666
	251,752,699	*125,058,331*	*138,744,812*	*265,439,180*
Société de développement des Andes	4,375,040	124,994		4,250,046
Banque asiatique de développement (Spécial)	27,027,000			27,027,000
Fonds asiatique de développement	857,206,975		102,130,312	959,337,287
Moins: effets à payer	540,402,097	102,130,312	73,433,607	569,098,802
	316,804,878	*102,130,312*	*175,563,919*	*390,238,485*
Banque de développement des Caraïbes— Fonds de développement agricole	8,600,000			8,600,000
Banque de développement des Caraïbes— Régionale des Caraïbes du Commonwealth	4,770,000	92,000		4,678,000
Banque de développement des Caraïbes (Spécial)	62,649,337	288,650	4,980,638	67,341,325
Moins: effets à payer	19,669,446	4,980,638	2,701,453	21,948,631
	42,979,891	*5,269,288*	*7,682,091*	*45,392,694*
Banque centraméricaine d'intégration économique	2,180,279	76,500		2,103,779
Fonds des opérations spéciales de la Banque interaméricaine de développement	270,918,524	3,866,300	2,409,587	269,461,811
Moins: effets à payer	41,647,026		8,889,227	32,757,799
	229,271,498	*3,866,300*	*11,298,814*	*236,704,012*
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	23,850,000	460,000		23,390,000
Fonds international pour le développement agricole	63,224,179		13,500,000	76,724,179
Moins: effets à payer	31,310,479	13,500,000	8,028,300	36,782,179
	31,913,700	*13,500,000*	*21,528,300*	*39,942,000*
Fonds monétaire international	13,081,047	252,297		12,828,750
	960,574,928	250,955,022	354,817,936	1,064,437,842

Fonds commun des denrées

Ce compte a été établi par le crédit L47b des Affaires extérieures, de la Loi n° 3 de 1980-81 portant affectation de crédits, pour effectuer des paiements et émettre des garanties et des billets à ordre de la présente année financière et des années financières subséquentes afin d'acheter des actions dans le premier compte du Fonds commun des denrées, conformément aux conditions de la Convention établissant le Fonds commun des denrées.

Lesdits paiements, garanties et billets à ordre ne doivent pas dépasser $10,380,000 (É-U).

Conseil international de l'étain

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au Conseil international de l'étain, telles qu'autorisées par des lois antérieures portant affectation de crédits. Les souscriptions sont effectuées en vue de placement dans les stocks régulateurs prévus antérieurement et continués aux termes du sixième accord international sur l'étain.

Convention internationale sur le caoutchouc naturel

Ce compte enregistre la quote-part du Canada au financement des stocks régulateurs de caoutchouc naturel, telle qu'autorisée par des lois antérieures portant affectation de crédits.

Fonds monétaire international—Facilité d'ajustement structurel renforcée

Ce compte inscrit un prêt consenti au Fonds monétaire international afin de fournir une aide aux pays économiquement faibles et à faible revenu, telle qu'autorisée par la Loi modifiant la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes.

Au cours de l'exercice, les paiements et autres débits comprenaient un prêt en espèces.

Associations et organismes internationaux

Ces éléments représentent la valeur à l'origine des paiements effectués par le gouvernement du Canada aux fonds de roulement tenus par des organismes internationaux, desquels le Canada est membre. La participation dans le financement de ces fonds de roulement, fondée sur l'échelle des cotisations, est prescrite par les règlements financiers concernant l'éligibilité dans ces organismes. Les paiements aux fonds ne portent pas d'intérêt et n'ont pas de dates de remboursement prévues, mais sont comptabilisés par les organismes à titre de crédits provenant de nations membres. Les paiements effectués par le Canada ont été autorisés par des lois de crédits.

AVANCES À LA CAISSE DE LA LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

Des avances ont été consenties en vertu des Parties I et III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, pour l'achat de terres et améliorations permanentes, dégrèvements de biens-fonds, achat d'animaux de ferme et de matériel et protection des garanties. Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $605,000,000.

Une provision égale à 1/10 des prestations versées aux anciens combattants a été établie à chaque année, jusqu'en 1978-79 inclusivement. Depuis cette date, une prévision annuelle des exigences a été effectuée, et une provision est établie, au besoin. La provision requise est imputée aux dépenses budgétaires et est créditée au compte de provision pour prestations conditionnelles. Ce compte fait état des provisions nettes accumulées pour prestations aux anciens combattants sous forme de radiation de prêts autorisée par la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Ces prestations entrent en vigueur seulement lorsque les anciens combattants auront rempli certaines conditions. À la fin de 10 ans, les exigences ayant été satisfaites, la provision accumulée est imputée au compte de provision pour prestations conditionnelles, et est créditée au compte de prêts de l'ancien combattant.

Au cours de l'exercice, une radiation de prêts s'élevant à $11,398 a été autorisée par les crédits 2b et 3c des Anciens combattants, des Lois de crédits n° 4 et n° 5 de 1989-90.

Le tableau 6.16 résume les soldes et les opérations relativement aux avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

TABLEAU 6.16

CAISSE DE LA LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

					Variation nette	
	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	91,545,266	16,889,355	11,485	74,667,396	−16,877,870	−20,200,533
Moins: provision pour prestations conditionnelles	464,661		8,400	456,261	−8,400	−16,800
Total	91,080,605	16,889,355	19,885	74,211,135	−16,869,470	−20,183,733

ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

Les entreprises mixtes et en coparticipation sont des entités dont le capital-actions appartient conjointement au gouvernement et à d'autres gouvernements et/ou organismes, afin d'encourager la réalisation d'objectifs communs. Ce groupe a été établi afin de permettre l'enregistrement et/ou la déclaration des prêts, dotations en capital et avances du gouvernement à de telles entités. Des renseignements supplémentaires sur ces entités sont présentés dans le volume III des Comptes publics.

En vertu de l'article 147 de la Loi sur la faillite, le surintendant des faillites a reçu des actions dans plusieurs sociétés, actions tenant lieu de prélèvements en espèces payables à la Couronne. L'objectif du gouvernement de partager la propriété de ces sociétés avec d'autres entités n'est pas dans le but d'encourager la réalisation d'objectifs communs d'exploitation.

Le tableau 6.17 présente un sommaire des soldes et des opérations relatifs aux divers genres de prêts, dotations en capital et avances accordés à des entreprises mixtes et en coparticipation.

TABLEAU 6.17

ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

					Variation nette	
	1[er] avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Air Canada—Finances—(Privatisation et affaires réglementaires)—						
Capital-actions	329,009,000	329,009,000			-329,009,000	
Prêt consolidé	129,922,699	25,388,563		104,534,136	-25,388,563	-23,645,003
	458,931,699	*354,397,563*		*104,534,136*	*-354,397,563*	*-23,645,003*
Compagnie de navigation Canarctic Limitée—Transports						
Société coopérative de l'énergie—Énergie, Mines et Ressources	57,804,000			57,804,000		
Lower Churchill Development Corporation Limitée—Énergie, Mines et Ressources	14,750,000			14,750,000		
National Sea Products Ltd—Finances—(Privatisation et affaires réglementaires)—						
Capital-actions	59,540,000			59,540,000		
Prêts[1]	117,415	11,956		105,459	-11,956	-10,984
	59,657,415	*11,956*		*59,645,459*	*-11,956*	*-10,984*
Newfoundland and Labrador Development Corporation Ltée—Agence de promotion économique du Canada atlantique—						
Capital-actions	200	200			-200	
Prêts	7,583,712	7,583,712			-7,583,712	-13,416,288
	7,583,912	*7,583,912*			*-7,583,912*	*-13,416,288*
North Portage Development Corporation—Diversification de l'économie de l'Ouest canadien						
Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc—Énergie, Mines et Ressources						
Société Inter-Port de Québec—Industrie, Sciences et Technologie—	400			400		
Télésat Canada—Communications	30,000,000			30,000,000		
Total	628,727,426	361,993,431		266,733,995	-361,993,431	-37,072,275

[1] Ce compte était antérieurement présenté au tableau 6.18 sous le nom de Burgeo Leasing Limited.

Air Canada

La Société a été établie par la Loi sur Air Canada, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, afin d'assurer des services aériens réguliers, domestiques et internationaux à l'Amérique du Nord, aux Îles Britanniques, à l'Europe continentale et aux Antilles.

Capital-actions

La Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada, entrée en vigueur le 18 août 1988, a autorisé le gouvernement à céder ses actions dans la Société. La Loi a autorisé également la Société à émettre des actions au public. La Société a émis des actions ordinaires au public le 13 octobre 1988 et à compter de cette date, elle a cessé d'être une société de la Couronne.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société ont été vendues au public le 19 juillet 1989 et les produits de la vente ont été crédités au compte et aux recettes non fiscales.

Prêt consolidé

Le prêt porte intérêt au taux de 7.243% par année, et est remboursable en versements semestriels sur une période de 15 ans, avec le versement final le 13 avril 1993.

Compagnie de navigation Canarctic Limitée

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, aux fins d'acheter, de vendre, louer et affréter des bateaux de toutes sortes, et faire tout ce qui est nécessaire dans ce commerce.

En 1977-78, 305,996 actions ordinaires de la Compagnie de navigation Canarctic Limitée, ayant une valeur totale de $305,996 et représentant 51% des actions ordinaires en circulation, ont été acquises et imputées aux dépenses budgétaires (crédit 10 des Transports—Dépenses de fonctionnement de la marine). Le solde des actions en circulation est détenu par la North Water Navigation Ltd.

Société coopérative de l'énergie

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les coopératives de l'énergie, afin d'exploiter une société de l'énergie dont le but primordial est d'explorer et de développer de nouvelles ressources en pétrole et en gaz naturel canadien. La Société est une société de portefeuille dont les actionnaires sont les coopératives participantes et le gouvernement du Canada. La participation du gouvernement vise à regrouper des coopératives dans les domaines financier, agricole, des services et de la mise en marché, dans le but de stimuler leur participation dans l'industrie pétrolière et gazière canadienne.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut souscrire pour des actions et des débentures à participation de la Société, les acquérir et les détenir, au nom du gouvernement du Canada.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société, telles qu'autorisées par la Loi sur les coopératives de l'énergie, sont inscrites à ce compte.

Au 31 mars 1990, les dotations en capital du gouvernement se composaient de 578,040 actions de catégorie B ayant une valeur de $57,804,000.

Les avoirs en actions détenus par le gouvernement représentent une propriété de 25% de la Société.

Lower Churchill Development Corporation Limitée

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de Terre-Neuve, afin d'établir le mode de mise en valeur, en totalité ou en partie, du potentiel hydroélectrique du bassin inférieur du fleuve Churchill et l'acheminement de cette énergie aux marchés.

Ce compte comptabilise les dotations en capital du gouvernement dans la Société. Relativement à la participation canadienne, de concert avec le gouvernement de Terre-Neuve, à la mise en valeur du potentiel hydroélectrique du bassin inférieur du fleuve Churchill au Labrador, le gouvernement est autorisé à acheter environ 49% des actions de la Lower Churchill Development Corporation Limitée.

Le gouvernement a acquis 1,475 actions de catégorie A, soit 49% des actions en circulation. Le solde des actions en circulation appartient à La Newfoundland and Labrador Hydro (un mandataire du gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador).

National Sea Products Ltd

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse, aux fins de traiter et mettre en marché des produits et des sous-produits de la pêche. La participation du gouvernement vise à restructurer la pêcherie de Nouvelle-Écosse.

Capital-actions

Conformément à la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique, le gouvernement a acquis des actions dans la Société. Les avoirs détenus par le gouvernement se composent de 1,552,976 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,552,976 actions sans valeur au pair et sans droit de vote. Ceci représente 19.6% des actions en circulation.

Prêts

Des prêts ont été consentis à la National Sea Products Ltd (antérieurement Burgeo Leasing Limited), pour la construction d'une rallonge au quai de Burgeo, Terre-Neuve. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $240,000.

Les prêts portent intérêt, fondé sur le taux combiné de 7.147% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 1er septembre 1996.

Newfoundland and Labrador Development Corporation Ltée

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de Terre-Neuve, afin d'aider les petites et les moyennes entreprises de Terre-Neuve et du Labrador au moyen de prêts et d'investissements, de services consultatifs de gestion ainsi que d'autres services et formes d'appui connexes.

Capital-actions

Le gouvernement a acheté 200 actions ordinaires, ayant une valeur au pair de $1 de la Newfoundland and Labrador Development Corporation, Ltée, en vertu d'une entente entre le Canada et Terre-Neuve, conformément à l'article 5(3)c) de la Loi sur les zones spéciales. Ceci représente 40% du nombre d'actions autorisées. Le solde des actions en circulation est détenu par le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador. Un accord fut conclu le 29 mars 1989 entre le Canada et Terre-Neuve par lequel le gouvernement de Terre-Neuve achètera les actions du Canada effectuant le retrait de la participation du gouvernement du Canada dans la Société. Au cours de l'exercice, le capital-actions a été acheté par le gouvernement de Terre-Neuve.

Prêts

Des prêts ont été consentis afin de fournir des services de financement et d'autres services aux petites et moyennes entreprises de Terre-Neuve.

Le portefeuille des prêts dans ce compte a été viré au gouvernement du Canada pour le règlement de son compte de passif, et les prêts apparaissent maintenant au tableau 6.18 dans un compte intitulé "Prêts aux entreprises de Terre-Neuve et du Labrador".

North Portage Development Corporation

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés du Manitoba, afin de favoriser le développement socio-économique de la région du Portage du Nord au centre de la ville de Winnipeg. La participation du gouvernement vise à favoriser la reprise économique du Canada et du Manitoba.

Les avoirs en actions détenus par le gouvernement représentent 33.3% des actions en circulation. La Société appartient conjointement à la ville de Winnipeg, la province du Manitoba et le gouvernement du Canada.

Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, afin de fournir une gestion de construction et de projets nucléaires. La participation du gouvernement vise à transférer cette activité de l'Énergie atomique du Canada, Limitée au secteur privé.

Le gouvernement a acquis 60 actions ordinaires sans valeur au pair.

Les avoirs en actions détenus par le gouvernement représentent 13.34% des actions en circulation. Le solde des actions en circulation est détenu par quatre sociétés du secteur privé.

Société Inter-Port de Québec

La Société a été constituée par une loi spéciale du gouvernement du Québec, pour élaborer et mettre en œuvre des plans et des programmes pour un complexe industriel utilisant l'infrastructure du port de Québec et contribuant au développement de celle-ci.

Le gouvernement a acheté 400 actions ordinaires de la Société à $1 l'action. Ceci représente 40% des actions autorisées. Le solde des actions en circulation est détenu par le gouvernement du Québec.

Télésat Canada

La Société a été constituée par la Loi relative à Télésat Canada, afin d'établir un réseau national de communications par satellites qui serait utilisé à plusieurs fins.

Le gouvernement a acheté 3,000,000 d'actions ordinaires de la Société à $10 l'action, pour $30,000,000. Ces dotations en capital représentent 49.99% des actions ordinaires en circulation.

DIVERS

Ce groupe enregistre les prêts, dotations en capital et avances qui ne sont pas classés ailleurs.

Le tableau 6.18 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts, dotations en capital et avances.

TABLEAU 6.18

DIVERS PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

					Variation nette	
	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Prêts et avances comptables—						
Affaires extérieures—						
Missions à l'étranger	8,105,061	689,151,570	689,822,795	**8,776,286**	671,225	-215,776
Employés affectés à l'étranger	11,566,603	11,730,154	11,701,471	**11,537,920**	-28,683	1,712,098
	19,671,664	*700,881,724*	*701,524,266*	***20,314,206***	*642,542*	*1,496,322*
Industrie, Sciences et Technologie—						
Employés affectés au Canada	1,563			**1,563**		
Défense nationale—						
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés	30,709,894	567,121,890	571,193,585	**34,781,589**	4,071,695	1,812,360
Approvisionnements et Services—						
Diverses avances comptables	6,129,056	6,129,915	8,191,982	**8,191,123**	2,062,067	-560,931
Diverses avances comptables, caisse à montant fixe et avances permanentes	5,969,867	1,019,991	1,501,522	**6,451,398**	481,531	305,162
	12,098,923	*7,149,906*	*9,693,504*	***14,642,521***	*2,543,598*	*-255,769*
Total des prêts et avances comptables	62,482,044	1,275,153,520	1,282,411,355	**69,739,879**	7,257,835	3,052,913
Autres divers—						
Agriculture—						
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	19,102,598	769,635		**18,332,963**	-769,635	-954,736
Agence de promotion économique du Canada atlantique—						
Prêts en vue d'aider l'industrie dans la région du Cap-Breton	1,943,720		1,797,096	**3,740,816**	1,797,096	1,943,720
Prêts aux entreprises de Terre-Neuve et du Labrador		945,085	7,583,712	**6,638,627**	6,638,627	
	1,943,720	*945,085*	*9,380,808*	***10,379,443***	*8,435,723*	*1,943,720*

TABLEAU 6.18

DIVERS PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—*Suite*

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Communications—						
Biens culturels	11,182	2,726		**8,456**	-2,726	1,182
Emploi et Immigration—						
Fonds de prêts d'aide à l'immigration	76,868,443	16,196,980	28,394,101	**89,065,564**	12,197,121	9,167,722
Énergie, Mines et Ressources—						
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	10,717,430	762,120		**9,955,310**	-762,120	-709,800
Projet conjoint—Usine de valorisation bi-provinciale			35,892,245	**35,892,245**	35,892,245	
	10,717,430	*762,120*	*35,892,245*	***45,847,555***	*35,130,125*	*-709,800*
Affaires extérieures—						
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)	79,597,998	8,876,613	3,189,209	**73,910,594**	-5,687,404	-29,075,375
Finances—						
Banque Commerciale du Canada	72,936,360			**72,936,360**		
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	207,988	28,129		**179,859**	-28,129	-26,754
Administration du pont du port de Saint John	13,556,214		398,869	**13,955,083**	398,869	222,645
Town of Oromocto Development Corporation	61,646	31,218		**30,428**	-31,218	-77,390
	86,762,208	*59,347*	*398,869*	***87,101,730***	*339,522*	*118,501*
Pêches et Océans—						
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	304,493	41,334		**263,159**	-41,334	-37,624
Entreprises de traitement de poissons de fond	120,423	34,698		**85,725**	-34,698	-64,000
Pêcheurs d'aiglefin	1,353,044			**1,353,044**		-5,000
	1,777,960	*76,032*		***1,701,928***	*-76,032*	*-106,624*
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Conseil des Indiens du Yukon	8,139,684		1,206,754	**9,346,438**	1,206,754	1,171,595
Fonds de prêts aux Esquimaux	2,824,244	318,021	22,874	**2,529,097**	-295,147	386,565
Fonds du développement économique des Indiens	41,594,582	16,633,850	1,482,250	**26,442,982**	-15,151,600	935,656
Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens	2,101,506	692,133		**1,409,373**	-692,133	-520,018
Société Inuvialuit régionale	79,091,000		1,452,000	**80,543,000**	1,452,000	19,091,000
Revendicateurs autochtones	129,238,699	489,000	18,362,910	**147,112,609**	17,873,910	14,041,726
Yukon Energy Corporation	53,450,000	1,400,000		**52,050,000**	-1,400,000	-1,399,030
	316,439,715	*19,533,004*	*22,526,788*	***319,433,499***	*2,993,784*	*33,707,494*
Industrie, Sciences et Technologie—						
Canadair Limitée	151,471	147,122		**4,349**	-147,122	-147,122
Industrie canadienne de défense	2,118,851	738,287		**1,380,564**	-738,287	-1,094,626
Option d'achat d'actions d'une société						
Programme de développement industriel et régional	1,229,167	125,000		**1,104,167**	-125,000	-20,833
Activités de fabrication, de transformation et des industries de services au Canada	111,090,359			**111,090,359**		
	114,589,848	*1,010,409*		***113,579,439***	*-1,010,409*	*-1,262,581*
Travail—						
Commissions provinciales des accidents du travail	7,588,000			**7,588,000**		2,080,000
Défense nationale—						
Ensembles d'habitation des Forces canadiennes	13,271,154	668,950		**12,602,204**	-668,950	-591,938
Travaux publics—						
Burgeo Leasing Limited[1]						
Sydney Steel Corporation	5,218,162			**5,218,162**		
Solliciteur général—						
Libérés conditionnels	13,477	13,368	15,037	**15,146**	1,669	-2,741
Approvisionnements et Services—						
Banque Commerciale du Canada	15,189,000			**15,189,000**		
Compte de prêts pour la production de défense	26,324,007			**26,324,007**		16,600,000
	41,513,007			***41,513,007***		*16,600,000*

TABLEAU 6.18

DIVERS PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—*Fin*

	1[er] avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Transports—						
Corporation de la ville de Montréal	291,760	94,597		**197,163**	-94,597	-91,731
Commissaires du port de Hamilton	575,000	50,000		**525,000**	-50,000	-50,000
Société des Transports du Nord Limitée	4,000,000			**4,000,000**		-3,000,000
Commission du port de Port Alberni	427,192	164,792		**262,400**	-164,792	-153,223
Commission du port de Thunder Bay	45,388	45,388			-45,388	-85,982
	5,339,340	*354,777*		***4,984,563***	*-354,777*	*-3,380,936*
Anciens combattants—						
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	69,816	2,586		**67,230**	-2,586	
						-95,570,555
Comptes sans opérations courantes	*780,824,058*	*49,271,632*	*99,797,057*	***831,349,483***	*50,525,425*	*27,533,888*
Plus: redressement de consolidation[2]	847,292,000	183,577,000		**663,715,000**	-183,577,000	65,915,000
Total des autres divers	1,628,116,058	232,848,632	99,797,057	**1,495,064,483**	-133,051,575	93,448,888
Total	1,690,598,102	1,508,002,152	1,382,208,412	**1,564,804,362**	-125,793,740	96,501,801

[1] Ce compte est maintenant présenté au tableau 6.17 sous le nom de National Sea Products Ltd—Prêts.

[2] En 1989-90, des changements aux conventions comptables ont été faits, et certaines sociétés d'État font maintenant partie de l'entité comptable du gouvernement. Les changements ont été appliqués rétroactivement et le déficit ainsi que le déficit accumulé pour l'exercice précédent ont été ajustés pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume (tableau 5.1) et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Missions à l'étranger

Des avances non productives d'intérêts ont été effectuées pour le financement provisoire des dépenses encourues aux missions à l'étranger, en attendant la répartition aux crédits des Affaires extérieures et des autres départements et organismes.

Au cours de l'exercice, le montant total de la réserve imputable en tout temps a été augmenté à $50,000,000 par suite du crédit L12 des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90.

Employés affectés à l'étranger

Un compte d'avance de fonds de roulement a été établi afin de financer des prêts et avances aux employés affectés à l'étranger, y compris les employés d'autres départements et organismes du gouvernement, de même que des avances pour fins médicales au personnel engagé sur place.

Au cours de l'exercice, le montant total de la réserve imputable en tout temps a été augmenté à $18,500,000 par suite du crédit L11 des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90.

Le solde de clôture consiste en des prêts de $8,627,726 aux employés; des avances de $1,823,859 pour frais médicaux; des dépôts de garantie et autres dépôts de $851,328 en vertu des Directives des services à l'étranger; et, des débentures scolaires et de clubs de $235,007.

Les prêts aux employés portent intérêt à des taux de 11% à 13% par année, et sont remboursables sur une période de 4 ans, avec des versements finals entre le 1[er] avril 1990 et le 30 juin 1993.

Au cours de l'exercice, des prêts s'élevant à $9,202 ont été remis conformément au crédit 2c des Affaires extérieures de la Loi de crédit n° 5 de 1989-90.

Employés affectés au Canada

Ce compte inscrit les avances de comptes bancaires à montant fixe effectuées aux bureaux régionaux.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $1,950,000.

Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés

Ce compte a été établi dans le but de financer: *a)* des avances fixes de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics; *b)* des avances permanentes; *c)* des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger; et, *d)* des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines.

Au cours de l'exercice, le montant total de la réserve imputable en tout temps a été augmemté de $80,000,000 par suite du crédit L11c de la Défense nationale de la Loi de crédits n° 5 de 1989-90.

Diverses avances comptables

Le solde de clôture représente des montants en circulation entre les mains des départements, organismes et particuliers à la fin de l'exercice, qui seront dépensés au cours de l'exercice subséquent.

Diverses avances comptables, caisse à montant fixe et avances permanentes

Ce compte fonctionne afin de fournir des avances permanentes de déplacement, et d'alimenter les petites caisses et les comptes d'avances bancaires à montant fixe des départements et organismes.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $17,000,000.

Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples

Des prêts ont été consentis pour financer la construction de bâtiments d'exposition à usages multiples.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur des périodes de 28 à 30 ans, portant intérêt à des taux de 7.432% à 9.684% par année, avec des versements finals entre le 31 mai 1995 et le 1[er] mai 2008, $16,601,712; et,

b) remboursables sur des périodes de 20 à 26 ans, portant intérêt à des taux de 7.266% à 8.898% par année, avec des versements finals entre le 31 décembre 1992 et le 15 février 2005, $1,731,251.

Prêts en vue d'aider l'industrie dans la région du Cap-Breton

Des prêts ont été consentis afin de promouvoir l'établissement, la croissance, l'efficacité et la compétitivité sur le plan international de l'industrie canadienne ou afin de l'aider dans sa restructuration financière et de favoriser l'expansion du commerce canadien aux personnes qui se sont lancées ou qui sont sur le point de se lancer dans les industries manufacturières, de transformation ou de services dans la région du Cap-Breton.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L10 de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90.

Les prêts portent intérêt à des taux de 13.25% à 13.75% par année, et sont remboursables à diverses dates entre le 30 septembre 1990 et le 12 décembre 1992.

Prêts aux entreprises de Terre-Neuve et du Labrador

Des prêts ont été consentis dans le but de fournir du financement aux petites et moyennes entreprises de Terre-Neuve.

Les prêts proviennent de la Newfoundland and Labrador Development Corporation, Ltée dont le Canada détient 40% des actions. Un accord fut conclu le 29 mars 1989, par lequel le gouvernement de Terre-Neuve achètera les actions du Canada effectuant ainsi le retrait de la participation du gouvernement du Canada dans la Société. L'entente du retrait consiste en ce que le gouvernement du Canada accepte ces prêts d'argent comme paiements dus et que la dette de la Société soit entièrement remise. Ces prêts sont présentement gérés par la Société pour le compte du Canada.

Les prêts portent intérêt à des taux de 10.5% à 17% par année, et sont remboursables à différentes périodes entre le 1[er] avril 1990 et le 1[er] avril 1999.

Biens culturels

Des prêts ont été consentis à des établissements et à des administrations sis au Canada, afin d'acquérir des objets sur lesquels des licences d'exportation ont été refusées en vertu de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, ou afin d'acheter des biens culturels situés à l'extérieur du Canada qui sont afférents à l'héritage national.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L20 des Communications, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $10,000 par exercice.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 8.995% par année, remboursables sur une période de 5 ans, avec le versement final le 23 mars 1993, $5,550; et,

b) portant intérêt au taux de 10.455% par année, remboursables sur une période de 5 ans, avec le versement final le 30 septembre 1993, $2,906.

Fonds de prêts d'aide à l'immigration

L'article 119 de la Loi sur l'immigration autorise l'affectation de prêts aux immigrants et à de telles autres catégories d'individus.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $90,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables en versements mensuels sur des périodes de 1 à 5 ans, avec une prorogation éventuelle de 2 ans, portant intérêt à des taux de 6% à 15% par année, avec des versements finals entre le 1[er] avril 1990 et le 1[er] avril 1995, $5,422,356; et,

b) remboursables en versements mensuels sur des périodes de 1 à 5 ans, avec une prorogation de 2 ans, non productifs d'intérêts, avec des versements finals entre le 1[er] avril 1990 et le 1[er] avril 1995, $83,643,208.

Au cours de l'exercice, une radiation de prêts s'élevant à $542,911 a été autorisée par les crédits 16b et 17c d'Emploi et Immigration, des Lois des crédits n° 4 et n° 5 de 1989-90.

Institut de recherche de l'Hydro-Québec

Des prêts ont été consentis à titre d'aide financière en vue de la construction et pour le fonctionnement de l'Institut de recherche de l'Hydro-Québec, et ceux-ci sont garantis par la province de Québec.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.187% à 7.937% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 25 mars 1999.

Projet conjoint—Usine de valorisation bi-provinciale

Le gouvernement du Canada a conclu un accord de projet conjoint avec les provinces d'Alberta et de Saskatchewan ainsi qu'avec Husky Oil Operations Ltd dans l'unique but de construire et d'exploiter une usine de valorisation bi-provinciale qui sera située près de Lloydminster en Saskatchewan. L'installation sera utilisée pour valoriser le pétrole et le bitume brut.

La participation du gouvernement au projet équivaut à 30% des actions de catégorie A et à 33.3% des actions de catégorie B.

Au cours de l'exercice, les versements relatifs à l'investissement ont été autorisés par le crédit L15 d'Énergie, Mines et Ressources, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90.

Au 31 mars 1990, le total des investissements du gouvernement s'élevait à $39.1 millions. Un montant de $3.1 millions a été imputé aux dépenses budgétaires (crédit 5) en 1988-89.

Expansion du commerce d'exportation

Conformément à l'article 31 de la Loi sur l'expansion des exportations, le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à consentir des prêts où la dette serait pour un montant ou une durée de prêt supérieurs à ceux qu'assume normalement la Société. De tels prêts sont financés directement par des versements sur le Fonds du revenu consolidé et sont administrés par la Société au nom du gouvernement du Canada.

Depuis le 1er avril 1987, certains prêts accordés pour l'expansion du commerce d'exportation sont consentis en vertu d'une autorisation budgétaire.

Le tableau suivant présente les soldes et les opérations pour les prêts consentis au secteur privé, ainsi que les modalités des remboursements. Le solde de clôture pour les prêts consentis au secteur privé renferme, s'il y a lieu, le total des paiements effectués en vertu des autorisations budgétaires et non budgétaires. Le total des paiements budgétaires est déduit sous forme de somme globale sous la rubrique "Paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire" à la fin du tableau pour parvenir au montant rapporté dans le tableau 6.18.

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990
	$	$	$	$
a) durée de 1 à 5 ans, portant intérêt à des taux de 0% à 12% par année, avec le remboursement final en septembre 1996:				
Cuba	132,418	3,321,627	3,189,209	
Nigéria	82,939			82,939
Norvège	24,361,072	469,857		23,891,215
États-Unis	14,329,992	276,386		14,053,606
	38,906,421	*4,067,870*	*3,189,209*	*38,027,760*
b) durée de 11 à 15 ans, portant intérêt au taux de 8.5% par année, avec le remboursement final en avril 1995:				
Brésil	8,094,643	2,839,277		5,255,366
Zambie	150,111			150,111
	8,244,754	*2,839,277*		*5,405,477*
c) durée de 40 ans, portant intérêt au taux de 8% par année, avec le remboursement final en mars 2036:				
Antigua	32,446,823	1,969,466		30,477,357
	79,597,998	8,876,613	3,189,209	73,910,594

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits comprenaient des remboursements de prêts de $7,395,678, et un redressement dû à la réévaluation de $1,480,935 à l'égard de prêts s'élevant à $62,999,182 É-U, tandis que les paiements et autres débits comprenaient des prêts de $3,189,209. Des intérêts de $1.2 million ont été reçus et crédités aux recettes non fiscales.

Banque Commerciale du Canada

Des avances ont été consenties à la Banque Commerciale du Canada, représentant la participation du gouvernement dans le groupe de soutien, telle qu'autorisée par la Loi sur l'aide financière à la Banque Commerciale du Canada. Ces fonds représentent la participation du gouvernement dans un portefeuille de prêts acheté de la Banque (la participation du gouvernement du Canada se chiffre à $60 millions) et l'achat d'obligations non garanties en cours des détenteurs actuels ($13 millions).

Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa

Des prêts ont été consentis à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa, pour aider à la construction et à l'aménagement du Centre commémoratif W Clifford Clark.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4.25% à 5.375% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur des périodes de 25 et 45 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1990 et le 30 septembre 2005.

Administration du pont du port de Saint John

Des avances ont été consenties à l'Administration du pont du port de Saint John en vue du financement, de la construction et de l'exploitation d'un pont à péage au port de Saint John, N-B. Le montant total des avances pour chaque exercice doit être calculé d'après la différence, pour l'année, entre les coûts d'exploitation et de financement du pont à péage, et les revenus de l'Administration du pont, remboursable si les revenus de l'Administration du pont pour l'exercice dépassent le total des coûts d'exploitation et de financement pour un tel exercice. Les avances portent intérêt à des taux de 5.875% à 16.375% par année.

Ce compte a été également imputé d'avances consenties à l'Administration, afin de permettre à celle-ci d'effectuer des paiements pour prêts provenant de l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités et/ou de la Société canadienne des ports. Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L20 des Finances, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90.

Town of Oromocto Development Corporation

Des prêts ont été consentis à la Town of Oromocto Development Corporation, pour des projets d'habitations dans la ville d'Oromocto, Nouveau-Brunswick. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $750,000.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 5% par année, et est remboursable en versements semestriels égaux sur une période de 30 ans, avec le versement final dû le 15 février 1992.

Producteurs canadiens de poissons de fond congelés

Des prêts ont été consentis aux producteurs canadiens de poissons de fond congelés, de viande de crabe congelée et en boîte, et de viande de homard congelée et en boîte, afin d'aider au financement de leurs inventaires. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $5,500,000.

Les prêts portaient intérêt au taux de 13% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1987.

Entreprises de traitement de poissons de fond

Des prêts ont été consentis pour aider les entreprises de traitement de poissons de fond au Canada, qui, de l'avis de l'Office de soutien des prix des produits de la pêche, ne peuvent obtenir les fonds nécessaires ailleurs, à des conditions raisonnables, pour maintenir les prix du poisson entier, c'est-à-dire les prix demandés aux producteurs du secteur primaire, au niveau des prix de 1966-68. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $6,000,000. Les prêts portent intérêt au taux de 8.75% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1984. Aucun remboursement de prêts et aucun intérêt n'ont été reçus depuis novembre 1982.

Des prêts, au montant de $3,000,000, ont été également consentis aux usines de poissons endommagées par la glace, à Terre-Neuve, au Labrador et sur la Côte Nord du Québec, pour fournir des avances de fonds de roulement en vue d'aider les producteurs canadiens de produits de poissons de fond, à Terre-Neuve et au Québec, à faire face aux pertes subies, en mai et juin 1974, en raison des glaces. Les prêts portent intérêt à des taux de 8% à 10% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1985.

Pêcheurs d'aiglefin

Des prêts ont été consentis aux pêcheurs d'aiglefin de la Nouvelle-Écosse, suite à la fermeture de leur pêcherie du 1er février au 31 mai 1975, aux termes d'un accord conclu en vertu de l'Entente internationale pour les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $1,650,000.

Les prêts portaient intérêt au taux de 8% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 4 ans, avec le versement final en 1979. Une autorisation parlementaire est exigée pour radier le solde.

Conseil des Indiens du Yukon

Des prêts ont été consentis au Conseil des Indiens du Yukon, afin de verser des indemnités provisoires aux anciens Indiens du Yukon d'ici à la conclusion d'un règlement concernant les revendications des terres appartenant aux Indiens du Yukon.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L25 des Affaires indiennes et du Nord canadien, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90.

Les prêts sont remboursables en entier lors du règlement des revendications des terres, et sont non productifs d'intérêts jusqu'à la conclusion d'une entente de principe ayant trait à ce règlement.

Fonds de prêts aux Esquimaux

Des prêts ont été consentis à des particuliers esquimaux ou groupes d'Esquimaux, afin d'encourager les activités commerciales et les métiers profitables. Des prêts ont été également consentis à des sociétés coopératives, à des caisses de crédit, à des caisses populaires ou à toutes autres sociétés de crédit constituées conformément aux lois des provinces, et dont les membres sont en grande partie des Esquimaux, ou à des sociétés commerciales constituées selon les lois du Canada, ou, des provinces, et dont les Esquimaux détiennent un intérêt majoritaire.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $7,072,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% à 19.5% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 15 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1990 et le 2 février 2003.

Au cours de l'exercice, une radiation de prêts s'élevant à $28,396 a été autorisée par le crédit 31b des Affaires indiennes et Nord canadien, de la Loi de crédits n° 4 de 1989-90.

Fonds du développement économique des Indiens

Des prêts ont été consentis en vue de promouvoir le développement économique des Indiens, aux Indiens, ou bandes indiennes, ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce développement.

Le montant total de la réserve imputable en tout temps a été diminué de $70,000,000 à $64,000,000 par la suite du crédit 6b, de la Loi de crédits n° 4 de 1989-90.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% à 21% par année, et sont remboursables sur des périodes de 4 mois à 15 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1990 et le 1er avril 2004.

Au cours de l'exercice, une radiation de prêts s'élevant à $11,823,891 a été autorisée par les crédits 7b et 8c des Affaires indiennes et Nord canadien, des Lois de crédits n° 4 et n° 5 de 1989-90.

Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens

Des prêts de deuxième hypothèque ont été accordés, afin de fournir une aide financière aux Indiens et Inuit pour la construction ou l'acquisition de maisons, et l'achat de terrains dans des régions autres que sur les réserves indiennes. La portée du compte a été élargie pour autoriser des prêts et des avances aux Indiens et Inuit afin de leur permettre de réparer ou d'apporter des améliorations aux maisons au moment de l'achat, dans des régions autres que des réserves indiennes.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $20,000,000.

Les prêts sont non productifs d'intérêts, et sont remboursables en entier en versements annuels égaux ou par suite à une radiation, ou, quand l'emprunteur vend les biens. Lorsque certaines conditions sont remplies en ce qui regarde l'habitation et l'entretien, les versements sont radiés au taux de 10% par année jusqu'à 10 ans.

Au cours de l'exercice, une somme de $311,581 fut radiée en vertu de l'autorisation du crédit L51a du Nord canadien et des Ressources nationales, de la Loi n° 9 de 1966 portant affectation de crédits.

En plus, une radiation de prêts s'élevant à $308,042 a été autorisée par les crédits 7b et 8c des Affaires indiennes et Nord canadien, des Lois de crédits n° 4 et n° 5 de 1989-90.

Société Inuvialuit régionale

Un prêt a été consenti à la Société Inuvialuit régionale conformément à l'article 6 de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique pour satisfaire aux obligations contractées par le gouvernement aux termes de l'article 15(4) de la convention conclue en date du 5 juin 1984 entre le Comité d'étude des droits des autochtones, qui représente les Inuvialuit de la région désignée, au sens de la convention, et le gouvernement du Canada.

Le montant total de l'autorisation de prêts est de $30,000,000 par exercice pourvu que le total des prêts impayés ne dépasse pas $80,543,000.

Le prêt porte intérêt au taux de 8% par année, calculé semestriellement et non payable d'avance, et tous les intérêts courus ou les prêts impayés qui dépassent $82,112,000 sont remboursables le 31 décembre 1990.

Revendicateurs autochtones

Des prêts ont été consentis aux revendicateurs autochtones, pour couvrir les frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par les crédits L20 et L20b, des Affaires indiennes et Nord canadien, des Lois de crédits n° 1, n° 3 et n° 4 de 1989-90.

Les modalités des prêts sont comme suit:

a) les prêts sont non productifs d'intérêts dans le cas où ceux-ci sont effectués avant que l'entente de principe ayant trait au règlement des revendications ne soit conclue;

b) les prêts portent intérêt à un taux égal au taux fixé par le ministre des Finances à l'égard des emprunts ayant les mêmes modalités que celles établies pour les sociétés de la Couronne, si ces prêts sont consentis après que l'entente de principe pour le règlement des revendications ne soit conclue; et,

c) les prêts sont dus et payables, quant au principal et aux intérêts, à la date de règlement des revendications, ou à une date fixée à l'intérieur de l'entente, celle-ci étant au plus tard le 31 mars 1998, ou selon la première des deux dates atteinte.

Yukon Energy Corporation

Conformément à l'article 4(2) de la Loi autorisant l'aliénation de biens de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon, la Commission d'énergie du Nord canadien (auparavant une société de la Couronne) a transféré ses biens situés dans le Territoire du Yukon à la Société Yukon Energy Corporation en date du 31 mars 1987.

Des prêts ont été consentis afin d'aider la Yukon Energy Corporation à acquérir les biens de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon, conformément à l'article 7(1) de la Loi autorisant l'aliénation de biens de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) des prêts s'élevant à $14,800,000 portent intérêt au taux de 9% par année, sont remboursables en versements en capital annuels égaux de $400,000 plus les intérêts, avec un versement en capital final le 31 mars 1997 de $12,000,000 plus les intérêts; et,

b) des prêts s'élevant à $37,250,000 portent intérêt au taux de 7% par année, sont remboursables en versements en capital annuels égaux de $1,000,000 plus les intérêts, avec un versement final le 1^er^ janvier 2028. Le versement provisionnel est sujet à certaines dispositions quant au report du principal et à la réduction des intérêts, dépendant du volume des ventes d'énergie électrique.

Canadair Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, afin de fabriquer et de vendre des avions.

Des prêts ont été consentis à la Société pour le financement de bombardiers d'eau, lesdits prêts devant être recouvrés par la vente des avions.

Les prêts sont non productifs d'intérêts et sont remboursables seulement lorsque les avions sont vendus.

Industrie canadienne de défense

Des avances ont été consenties à l'industrie canadienne de défense, pour l'aider à moderniser ses usines.

Les avances sont non productives d'intérêts, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 5 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1990 et le 31 décembre 1994.

Au cours de l'exercice, une radiation d'avances s'élevant à $99,541 a été autorisée par le crédit 3c de l'Industrie, Sciences et Technologie, de la Loi de crédit n° 5 de 1989-90.

Option d'achat d'actions d'une société

Ce compte enregistre l'achat, par la Commission d'aide générale de transition et la Commission d'expansion des entreprises, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, de capital-actions d'une société afin d'utiliser un droit d'option pris par la Commission relativement à la provision d'un prêt, ou à l'assurance d'un prêt, ou une lettre de crédit consentie ou émise à la société aux termes du Règlement sur l'aide générale de transition, du Règlement sur l'aide à l'industrie des produits de l'automobile, ou du programme d'expansion des entreprises lorsque, de l'avis d'un Conseil établi en vertu de l'article 15 de la Loi sur le ministère de l'Industrie, Sciences et Technologie:

i) la valeur du capital-actions de la société a augmenté par suite de l'aide fournie et lorsque le droit d'option devrait être utilisé pour que Sa Majesté la Reine du chef du Canada puisse profiter de la valeur accrue du capital-actions de la société; ou,

ii) le droit d'option devrait être utilisé pour préserver les intérêts de l'État dans le cadre d'un prêt versé ou d'une assurance souscrite; et,

d'autoriser la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis.

Au cours de l'exercice, des achats supplémentaires ont été autorisés par le crédit L15 de l'Industrie, Sciences et Technologie, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90.

Programme de développement industriel et régional

Des prêts ont été consentis à des sociétés et industries pour les aider à s'adapter aux conditions variables et concurrentielles, et à produire des denrées et des services nouveaux, plus viables et plus concurrentiels.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 12.625% par année, et est remboursable entre le 24 avril 1990 et le 24 janvier 1999.

Activités de fabrication, de transformation et des industries de services au Canada

Ce compte inscrit les prêts consentis à toute personne qui se livre ou qui est sur le point de se livrer ou qui aide à une activité de fabrication ou de transformation ou à des industries de services au Canada afin d'y favoriser la mise sur pied, la modernisation, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité sur le plan international ou de les aider dans leur restructuration financière.

Au cours de l'exercice, un prêt supplémentaire a été autorisé par le crédit L20 de l'Industrie, Sciences et Technologie, des Lois de crédits n° 1 et n° 3 de 1989-90. Le premier prêt porte intérêt à des taux de 9.375% à 10.375% par année, et est remboursable sur une période de 7 à 8 ans, avec un versement final dû le 15 décembre 1998. À moins d'être en souffrance, le deuxième prêt est sans intérêt et sera remboursable le 1er avril 2017 en un versement unique de $110 millions.

Commissions provinciales des accidents du travail

Ce compte fonctionne en vertu de l'article 4(6) de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État, afin de fournir des fonds d'exploitation dans le but de permettre aux commissions provinciales d'indemnisation d'appliquer la Loi pour le compte de la Couronne, et de régler les réclamations des employés du gouvernement canadien blessés au cours de leur emploi.

Le montant total des avances, lequel est autorisé à être effectué à toutes les commissions provinciales des accidents du travail, ne doit pas dépasser les déboursés pour trois mois d'indemnisation.

Les avances sont non productives d'intérêts et sont remboursables à l'expiration des ententes avec les commissions provinciales.

Ensembles d'habitation des Forces canadiennes

Des avances ont été consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à l'égard des prêts consentis par celle-ci aux fins d'ensembles d'habitation pour les membres des Forces canadiennes.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4% à 5.75% par année, et sont remboursables sur des périodes de 35 à 48 ans, avec des versements finals entre le 1er août 1996 et le 1er novembre 2010.

Sydney Steel Corporation

Des prêts ont été consentis à la Sydney Steel Corporation, en vue de la construction d'installations de quais à Sydney, Nouvelle-Écosse. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $6,000,000.

Les prêts portent intérêt au taux de 9.078% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 12 juin 1998. Les versements sont en souffrance depuis le 1er juin 1979. Une autorisation parlementaire est exigée pour radier le solde.

Libérés conditionnels

Des prêts ont été consentis à des libérés conditionnels et à des personnes sous surveillance obligatoire, pour aider à leur réadaptation.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $50,000.

Les prêts sont non productifs d'intérêts et sont remboursables avant la cessation de la période de libération conditionnelle ou à l'intérieur d'un an de la date à laquelle les prêts ont été consentis, soit à la période de plus courte durée. Le remboursement de la totalité ou d'une partie du prêt peut être radié par le Solliciteur général, moyennant que certaines conditions soient respectées.

Au cours de l'exercice, des prêts s'élevant à $8,570 ont été remis conformément au crédit L103b du Solliciteur général, de la Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits.

Banque Commerciale du Canada

Ce compte représente le montant qui était en dépôt auprès de la Banque Commerciale du Canada, par le Receveur général du Canada, au moment de la cessation des opérations de la Banque le 1er septembre 1985. Puisque le remboursement de ce montant n'était pas prévu aux termes de la Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières, une autorisation du Parlement est exigée pour radier le solde.

Compte de prêts pour la production de défense

Ce compte a été établi conformément à l'article 18 de la Loi sur la production de défense, pour comptabiliser les prêts ou avances à toute fin autrement que pour aider à la construction, l'acquisition, l'agrandissement ou l'amélioration par quiconque d'outillage fixe ou de biens de production.

L'article 19 de la Loi sur la production de défense a énoncé que le total des dépenses imputées au Fonds renouvelable de la production de défense (compte budgétaire), et à ce compte, ne peut à aucun moment dépasser de plus de $100,000,000 le total des sommes suivantes:

a) celles obtenues pour l'aliénation de matières, substances ou matériel de défense;

b) celles imputées à d'autres crédits relatives aux frais d'acquisition, d'entreposage, de conservation ou de transport de stocks de matières ou substances achetées, ou de stocks de matériel de défense acquis, quand ces crédits permettent l'acquisition de matières, substances ou matériel de défense;

c) celles imputées à des crédits ou payées par un mandataire de Sa Majesté ou par un gouvernement associé pour couvrir les frais exposés relativement à du matériel de défense, le paiement ayant été fait et imputé sur le Fonds renouvelable de la production de défense; et,

d) celles reçues en remboursement d'un prêt ou d'une avance antérieurement imputé à ce compte.

Le solde du compte représente:

— un remboursement de $1.7 million dû à ce compte par CAE Aircraft, lequel est en litige concernant la date d'échéance du remboursement. Le conseiller juridique est d'avis que le gouvernement ne subira aucune perte; et,

— des prêts de $24.6 millions, lesquels ont été versés à Expro Chemical Products Inc aux fins de satisfaire les exigences de fonds de roulement.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9.865% à 10.590% par année, et sont remboursables en versements trimestriels sur des périodes de 5 à 10 ans, avec le versement final en octobre 1998.

Corporation de la ville de Montréal

Un prêt a été consenti à la Corporation de la ville de Montréal, à l'égard de la construction d'un tunnel pour les voitures sous le canal Lachine à la hauteur de la rue Atwater.

Le prêt porte intérêt au taux de 3.125% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 30 ans, avec le versement final le 20 juin 1991.

Commissaires du port de Hamilton

Des prêts ont été consentis aux Commissaires du port de Hamilton, pour aider à l'exploitation du port.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut à aucun moment dépasser $4,000,000.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 4.125% par année, et est remboursable en versements semestriels sur une période de 39 ans, avec le versement final le 15 janvier 2004.

Société des Transports du Nord Limitée

Un prêt a été consenti à 141606 Canada Limited, pour financer l'acquisition de l'ancienne Société des Transports du Nord Limitée. La fusion des deux sociétés a eu lieu le 15 juillet 1985 et la nouvelle société s'intitule maintenant la Société des Transports du Nord Limitée.

Le prêt porte intérêt au taux de 4% par année, est remboursable en versements annuels correspondant à 40% du flux annuel de l'encaisse de la Société, et possède une date d'échéance indéfinie.

Commission du port de Port Alberni

Des prêts ont été consentis à la Commission du port de Port Alberni, pour financer la construction d'un nouveau quai de rassemblement de bois.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 8.062% par année, remboursables en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1991, $70,339; et,

b) portant intérêt au taux de 7.187% par année, remboursables en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1991, $192,061.

Commission du port de Thunder Bay

Des prêts ont été consentis à la Commission du port de Thunder Bay, pour l'exploitation du terminus Keefer.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Commission des sépultures de guerre du Commonwealth

Des avances ont été consenties au fonds de roulement de la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth, pour l'entretien des sépultures et des cimetières.

À la fin de l'exercice, le solde des avances était de £30,000 R-U. Ce solde a été converti en dollars canadiens, en utilisant le cours du change à la fin de l'exercice.

Les avances sont non productives d'intérêts et n'ont pas de conditions fixes de remboursement.

PROVISION POUR ÉVALUATION

Conformément à la convention intégrée sur l'évaluation, les éléments d'actif sont sujets à une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation.

La provision pour évaluation, en ce qui regarde les prêts, dotations en capital et avances, représente les pertes estimatives sur la réalisation des prêts, dotations en capital et avances inscrits dans les comptes du Canada à la fin de l'exercice.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS
1989-90

Comptes à fins déterminées

SOMMAIRE

	Page
Compte du régime de pensions du Canada	7.4
Comptes de pension de retraite	7.6
Compte des rentes sur l'État	7.11
Comptes de dépôt et de fiducie	7.11
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	7.17
Autres comptes à fins déterminées	7.18
États supplémentaires—	
Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	7.33
Compte des rentes sur l'État	7.37
Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)	7.40

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

Les comptes à fins déterminées représentent la valeur inscrite des dettes du gouvernement du Canada en sa qualité d'administrateur de certains deniers publics reçus ou perçus à des fins déterminées, en vertu de lois, fiducies, conventions, entreprises ou contrats. Ces deniers publics ne peuvent être déboursés qu'à des fins conformes aux lois, fiducies, conventions, entreprises ou contrats.

En raison du caractère spécial de ces fonds, il est nécessaire de tenir des comptes particuliers afin d'assurer une comptabilité grâce à laquelle les fonds ne sont utilisés que pour les fins auxquelles ils sont reçus ou perçus. Les lois sur certains comptes autorisent que soient faits des placements et, dans certains cas, que le solde des comptes rapporte de l'intérêt.

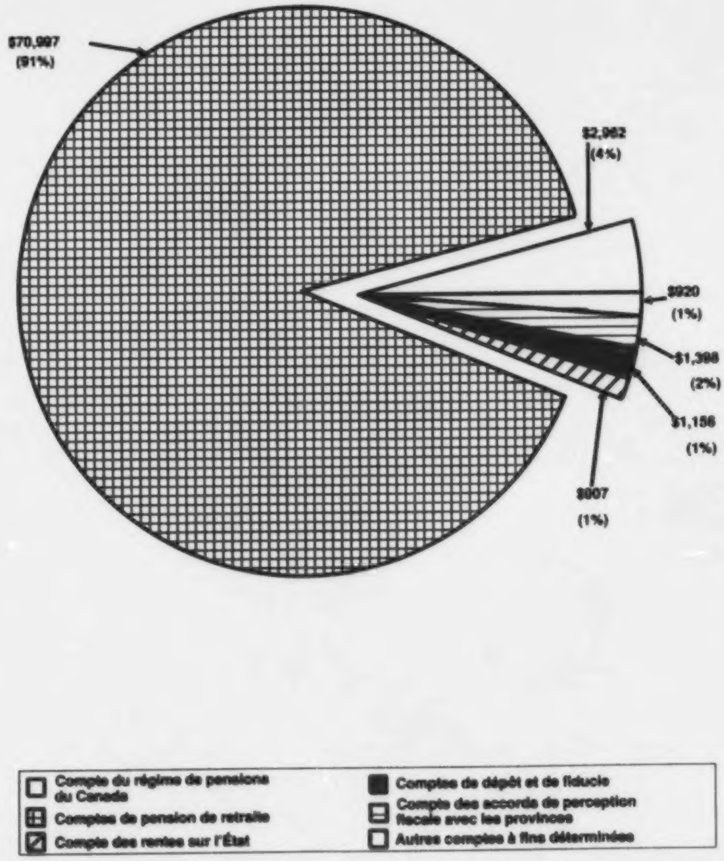
Cette section donne des précisions concernant les comptes à fins déterminées sur lesquels des renseignements sommaires ont été donnés dans les sections 1 et 2 de ce volume.

Le graphique A présente le total des comptes à fins déterminées par catégorie pour l'exercice en cours, tandis que le graphique B compare le total des comptes à fins déterminées pour les cinq derniers exercices. Le tableau 7.1 présente les opérations et les soldes de fin d'exercice concernant les comptes à fins déterminées par catégorie.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de clôture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. En outre, l'expression "compte(s) sans opérations courantes" fait partie de certains tableaux, pour illustrer le résultat net des opérations des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

Les états financiers du Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada, du Compte des rentes sur l'État et de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge), de même que les rapports du Vérificateur général y afférents, sont présentés à la fin de cette section.

GRAPHIQUE A
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES
(en millions de dollars)



GRAPHIQUE B
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES
(en milliards de dollars)

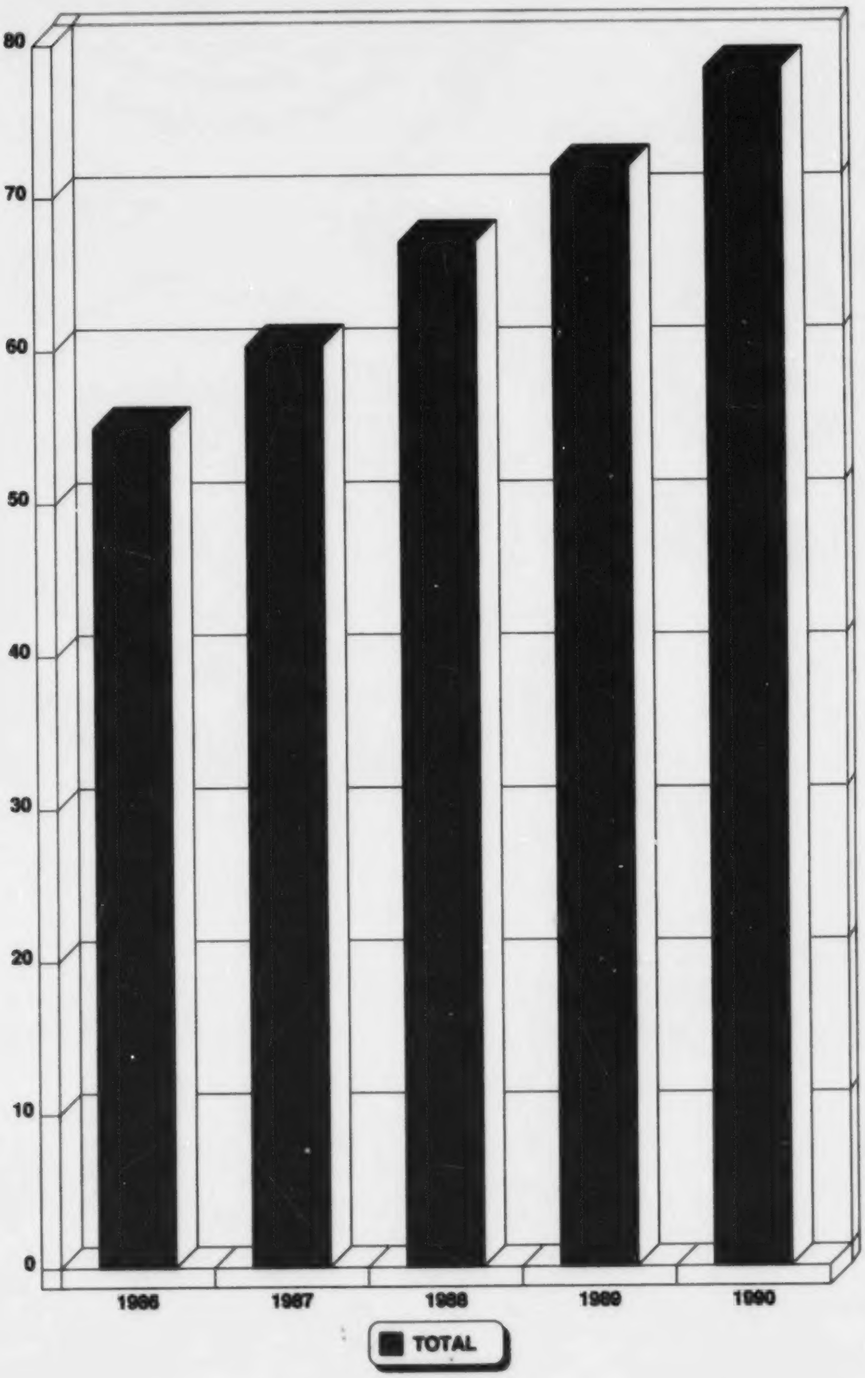


TABLEAU 7.1

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

	1^er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette	
					1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Compte du régime de pensions du Canada, tableau 7.2	37,602,881,586	14,527,045,082	12,684,557,911	**39,445,368,757**	1,842,487,171	1,581,805,687
Moins: titres détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, tableau 7.2	35,063,117,000	823,286,000	2,243,231,000	**36,483,062,000**	1,419,945,000	1,326,068,000
	2,539,764,586	*15,350,331,082*	*14,927,788,911*	**2,962,306,757**	*422,542,171*	*255,737,687*
Comptes de pension de retraite, tableau 7.4	64,612,683,078	8,401,484,326	2,016,926,565	**70,997,240,839**	6,384,557,761	5,825,016,582
Compte des rentes sur l'État	948,221,887	62,747,366	104,292,774	**906,676,479**	–41,545,408	–39,216,494
Comptes de dépôt et de fiducie, tableau 7.10	1,220,845,213	3,306,972,382	3,372,472,614	**1,155,344,981**	–65,500,232	–518,704,759
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces, tableau 7.13	1,765,750,365	24,332,544,792	24,700,007,482	**1,398,287,675**	–367,462,690	–731,174,433
Autres comptes à fins déterminées, tableau 7.14	834,202,642	7,923,658,511	7,838,082,351	**919,778,802**	85,576,160	107,984,410
Total	71,921,467,771	59,377,738,459	52,959,570,697	**78,339,635,533**	6,418,167,762	4,899,642,993

À noter: les soldes et opérations du Compte d'assurance-chômage, du Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne, du Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, de la Caisse de réassurance-récolte, des Comptes de stabilisation des produits agricoles et d'autres comptes à fins déterminées sont déclarés à la section 5 de ce volume (tableau 5.7) puisque les opérations de ces comptes sont enregistrées comme budgétaires.

Compte du régime de pensions du Canada

Le Régime de pensions du Canada est un régime d'assurance sociale mixte et obligatoire qui permet aux travailleurs d'acquérir et de maintenir, pour eux et leurs familles, une protection contre les pertes de revenus découlant de la retraite, l'incapacité ou le décès. Le Régime a été établi en 1965 et s'étend au Canada tout entier, à l'exception de la province de Québec qui possède un régime comparable.

Selon les dispositions actuelles, toutes les prestations et tous les frais d'administration du programme sont financés par les cotisations et contributions que versent les employés, les employeurs, les personnes travaillant à leur propre compte, et par l'intérêt provenant du placement des fonds.

La dette du gouvernement, en sa qualité d'administrateur du Régime de pensions du Canada, se limite au solde du Compte.

Le tableau 7.2 présente un sommaire des soldes et des opérations qui se rapportent au Compte du régime de pensions du Canada moins les placements dans les titres du gouvernement fédéral, des provinces et territoires détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.

TABLEAU 7.2

COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

	1^er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette	
					1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Compte du régime de pensions du Canada, tableau 7.3	37,602,881,586	14,527,045,082	12,684,557,911	**39,445,368,757**	1,842,487,171	1,581,805,687
Moins: titres détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada—						
Canada	3,005,600,000	4,059,000	71,112,000	**3,072,653,000**	67,053,000	513,753,000
Terre-Neuve	727,941,000	15,557,000	45,188,000	**757,572,000**	29,631,000	27,398,000
Nouvelle-Écosse	1,365,521,000	34,566,000	85,218,000	**1,416,173,000**	50,652,000	49,271,000
Île-du-Prince-Édouard	154,733,000	3,240,000	10,544,000	**162,037,000**	7,304,000	6,846,000
Nouveau-Brunswick	1,003,721,000	24,216,000	64,307,000	**1,043,812,000**	40,091,000	37,547,000
Québec	128,398,000	3,078,000	6,099,000	**131,419,000**	3,021,000	2,911,000
Ontario	16,078,223,000	445,777,000	1,086,695,000	**16,719,141,000**	640,918,000	177,326,000
Manitoba	1,911,909,000	47,683,000	114,972,000	**1,979,198,000**	67,289,000	63,721,000
Saskatchewan	1,577,117,000	40,357,000	101,867,000	**1,638,627,000**	61,510,000	58,024,000
Alberta	4,209,336,000	76,618,000	311,940,000	**4,444,658,000**	235,322,000	222,553,000
Colombie-Britannique	4,896,892,000	128,135,000	345,289,000	**5,114,046,000**	217,154,000	166,718,000
Territoires du Nord-Ouest						
Territoire du Yukon	3,726,000			**3,726,000**		
	35,063,117,000	*823,286,000*	*2,243,231,000*	**36,483,062,000**	*1,419,945,000*	*1,326,068,000*
Total	2,539,764,586	15,350,331,082	14,927,788,911	**2,962,306,757**	422,542,171	255,737,687

Les rentrées et autres crédits comprennent:

a) des cotisations de: (i) 2.1% du revenu des employés gagnant plus de $2,700 pour l'année civile 1989 et 2.2% du revenu excédant $2,800 pour l'année civile 1990, sous réserve de paiements maximums de $525 pour l'année civile 1989 et $574 pour l'année civile 1990, avec des contributions d'appariement de la part des employeurs, et (ii) 4.2% du revenu des personnes travaillant à leur propre compte excédant $2,700 pour l'année civile 1989 et 4.4% du revenu excédant $2,800 pour l'année civile 1990, sous réserve de paiements maximums de $1,050 pour l'année civile 1989 et $1,148 pour l'année civile 1990;

b) l'intérêt provenant des titres du Fonds de placement du régime de pensions du Canada, et du solde moyen quotidien d'exploitation; et,

c) des fonds provenant du rachat des titres par le gouvernement fédéral et les provinces.

Les paiements et autres débits comprennent:

a) des prestations en vertu du Régime de pensions du Canada telles des pensions de retraite, des prestations de survivants aux veuves, veufs et orphelins, ou des prestations globales de décès, et des pensions d'invalidité et des prestations aux enfants de cotisants invalides;

b) des prestations versées et recouvrées à même le Régime de pensions du Canada, conformément à une entente conclue avec la province instituant un régime général de pensions;

c) des paiements qui doivent être imputés au Compte du régime de pensions du Canada, conformément aux ententes réciproques avec d'autres pays;

d) les frais d'administration du Régime; et,

e) des fonds placés dans les titres du gouvernement fédéral, des provinces et territoires au cours de l'exercice.

Lorsque le solde d'exploitation dépasse le montant prévu nécessaire pour rencontrer tous les paiements pour la période des trois mois suivants, la somme excédentaire peut servir à l'achat de titres des provinces, des territoires et du Canada.

Les provinces et territoires sont avisés à chaque mois du montant excédentaire du Compte du régime de pensions du Canada qui peut être affecté à l'achat de titres des provinces et des territoires. Le montant dont chaque province et territoire peut disposer est proportionnel aux cotisations versées au régime pendant les dix années précédentes à l'égard de l'emploi dans cette province ou territoire, par rapport aux cotisations totales. Les cotisations qui proviennent des employés qui travaillent à l'extérieur du Canada, comme tous les fonds excédentaires qui ne sont pas placés dans les titres des provinces et territoires, sont placées dans les obligations spéciales non négociables du gouvernement du Canada.

Certains employés fédéraux résidant dans la province de Québec, comme les membres des forces armées canadiennes, participent au régime de pensions du Canada. Les titres du Québec achetés par le régime proviennent des cotisations de ces employés.

Les placements dans les titres émis par le gouvernement fédéral, les provinces et territoires, imputés au Fonds de placement du régime de pensions du Canada et apparaissant à l'état de l'actif et du passif du gouvernement du Canada, sont déduits du Compte du régime de pensions du Canada.

TABLEAU 7.3

COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA
(en millions de dollars)

	1989-90	1988-89
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employés, employeurs et personnes travaillant à leur propre compte	7,278	6,248
Intérêt sur les placements	3,826	3,662
Intérêt sur le solde moyen quotidien d'exploitation	356	251
Opérations du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	3,067	2,802
	14,527	12,963
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations	9,473	8,445
Dépenses	145	134
Opérations du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	3,067	2,802
	12,685	11,381
Excédent des rentrées et autres crédits sur les paiements et autres débits	1,842	1,582
Fonds affectés—		
Achat d'obligations—		
Provinciales et territoriales	2,172	1,545
Fédérales	71	519
Augmentation des dépôts auprès du Receveur général	422	256
	2,665	*2,320*
Moins: fonds fournis—		
Rachat d'obligations—		
Provinciales	819	733
Fédérales	4	5
	823	*738*
Augmentation nette	1,842	1,582
Solde au début de l'exercice	37,603	36,021
Solde à la fin de l'exercice	39,445	37,603

Comptes de pension de retraite

Le passif pour les comptes de pension de retraite comprend les comptes à fins déterminées applicables ainsi qu'une provision supplémentaire afin d'enregistrer toute insuffisance dans les prestations telle que déterminée sur une base actuarielle.

Le gouvernement fournit des pensions aux employés à la retraite ou à leurs personnes à charge par des régimes de pension autorisés en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Ces pensions sont indexées au coût de la vie en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. Le passif du gouvernement, en sa qualité de parrain et d'administrateur de ces régimes de pension envers ses fonctionnaires et certains autres cotisants, est comptabilisé dans les comptes de pension de retraite pertinents.

Les lois régissant les pensions de base prévoient des cotisations des employés (soit 6 1/2% du traitement moins les cotisations au Régime de pensions du Canada), des contributions de l'employeur (cotisations des employés pour l'exercice précédent pour les membres de la Fonction publique, et environ 1.8 et 2.0 fois les cotisations des employés pour l'exercice en cours pour les membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada respectivement), la répartition des intérêts (le rendement moyen du marché concernant les obligations du Canada avec échéance de 20 ans, pondéré par l'excédent trimestriel des rentrées sur les déboursés pour les trois comptes, chaque trimestre pour 20 ans), et l'évaluation des insuffisances actuarielles. La loi régissant l'indexation des pensions de base prévoit des cotisations supplémentaires des employés (soit 1% du traitement), les contributions d'appariement des employeurs et la répartition des intérêts (taux courant concernant les obligations du Canada avec échéance de 5 ans).

Les rentrées et autres crédits pour les comptes de pension de retraite comprennent les cotisations des employés, les contributions connexes du gouvernement et des sociétés de la Fonction publique participantes, les virements des autres fonds de pension, les autres contributions du gouvernement relatives aux redressements du passif actuariel (ne s'applique pas au Compte de prestations de retraite supplémentaires), et les intérêts. Les paiements et autres débits pour les comptes de pension de retraite comprennent les versements de rentes, les prestations minimums, les allocations de cessation en espèces (versements entiers aux employés souffrant d'une invalidité), les remboursements de cotisations et les virements à d'autres régimes.

La Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques, telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 10 février 1986, exige que des révisions actuarielles soient effectuées à compter d'une date à fixer au plus tard dans les quatre ans suivant la date de la dernière révision et ensuite au moins une fois tous les trois ans, pour chacun des régimes de pension subventionnés par l'employeur et la partie du Compte de prestations de retraite supplémentaires qui s'applique à ces régimes. Tel que mentionné dans cette Loi, les dates de la dernière révision sont réputées être le 31 décembre 1986 pour le Compte de pension de retraite de la Fonction publique, le 31 décembre 1987 pour le Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, et le 31 décembre 1985 pour le Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Selon les lois régissant la partie de base des trois régimes de pension de retraite, le ministre des Finances peut exiger que tout déficit actuariel relevé soit porté au crédit du compte approprié, et imputé à la fraction non amortie des insuffisances actuarielles, puis amorti sur les dépenses en cinq versements annuels égaux à compter de l'exercice au cours duquel le Parlement est saisi du rapport actuariel. En outre, le coût du passif additionnel, résultant de relèvements de traitement autorisés à chaque exercice, est porté au crédit des comptes de pension de retraite, et imputé à la fraction non amortie des insuffisances actuarielles, puis amorti sur les dépenses pour une période de cinq ans à compter de l'exercice dans lequel les relèvements sont autorisés. Il n'y a eu aucune insuffisance actuarielle pendant l'exercice en cours, en ce qui concerne chaque compte de base.

Depuis le trimestre se terminant le 30 septembre 1969, les règlements, établis conformément à chacune des lois de pension de retraite, ont prévu le calcul de l'intérêt sur les comptes de base selon le taux d'intérêt employé pour le régime de pensions du Canada (à l'heure actuelle 6.5% par année pour les comptes de pension de retraite de la Fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada).

Le tableau 7.4 donne un résumé des soldes et des opérations pour les comptes de pension de retraite, y compris l'amortissement des insuffisances actuarielles.

Le tableau 7.5 présente un sommaire des opérations dans les comptes de pension de retraite qui ont produit des imputations aux dépenses budgétaires. Un montant de $8,235 millions a été imputé aux dépenses budgétaires en 1989-90, en considération des régimes de pension de retraite. Ce montant était constitué des contributions du gouvernement de $896 millions; de prestations de pension de retraite augmentées, versées au cours de l'exercice et attribuables à l'indexation excédant la quote-part des cotisations des retraités au Compte de prestations de retraite supplémentaires, y compris les intérêts, de $966 millions; et, des intérêts de $6,373 millions.

TABLEAU 7.4

COMPTES DE PENSION DE RETRAITE

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Compte de pension de retraite de la Fonction publique, tableau 7.6	30,609,954,534	4,569,770,008	1,260,167,678	33,919,556,864	3,309,602,330	3,000,454,649
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, tableau 7.7	19,646,044,234	2,585,964,953	575,752,188	21,656,256,999	2,010,212,765	1,844,358,637
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, tableau 7.8	3,154,464,827	463,273,206	61,484,286	3,556,253,747	401,788,920	396,718,849
Compte de prestations de retraite supplémentaires, tableau 7.9	4,502,219,483	782,476,159	119,522,413	5,165,173,229	662,953,746	583,484,447
	57,912,683,078	8,401,484,326	2,016,926,565	64,297,240,839	6,384,557,761	5,825,016,582
Provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés	6,700,000,000			6,700,000,000		
Total	64,612,683,078	8,401,484,326	2,016,926,565	70,997,240,839	6,384,557,761	5,825,016,582

TABLEAU 7.5

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS RELATIVES AUX COMPTES DE PENSION DE RETRAITE QUI ONT PRODUIT DES IMPUTATIONS AUX DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1989-90				
	Contributions du gouvernement	Paiements statutaires en vertu du Compte de prestations de retraite supplémentaires	Intérêts	Total	1988-89
Compte de pension de retraite de la Fonction publique	426	561	3,393	4,380	4,037
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	270	376	2,161	2,807	2,567
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	71	29	348	448	433
Compte de prestations de retraite supplémentaires	129		471	600	513
Total	896	966	6,373	8,235	7,550

Compte de pension de retraite de la Fonction publique

Ce compte relève de la Loi sur la pension de la fonction publique.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite de la Fonction publique est demeurée néant à la fin de l'exercice en cours. Aucun redressement du passif actuariel n'a été effectué soit en 1988-89, soit en 1989-90 suite à des révisions actuarielles.

Compte de pension de retraite des Forces canadiennes

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite des Forces canadiennes est demeurée néant à la fin de l'exercice en cours. Aucun redressement du passif actuariel n'a été effectué soit en 1988-89, soit en 1989-90 suite à des révisions actuarielles.

TABLEAU 7.6

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde d'ouverture	30,609,954,534	27,609,499,885
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations—		
Employés du gouvernement	456,316,630	405,918,241
Employés retraités	26,229,196	24,135,222
Employés des sociétés de la Fonction publique	127,128,548	124,831,159
Contributions d'appariement—		
Gouvernement	426,390,027	434,184,433
Sociétés de la Fonction publique	125,942,835	123,439,702
Virements d'autres fonds de pension	15,229,610	8,572,869
Intérêts	3,392,533,162	3,075,409,386
	4,569,770,008	4,196,491,012
	35,179,724,542	31,805,990,897
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Rentes	1,127,963,829	1,026,075,909
Allocations de cessation en espèces	200,560	415,443
Prestations minimums	14,005,207	10,472,876
Remboursements de cotisations—		
Employés du gouvernement	57,403,705	63,796,403
Employés des sociétés de la Fonction publique	30,967,231	23,619,449
Virements à d'autres fonds de pension	29,627,146	71,656,283
	1,260,167,678	1,196,036,363
Solde de clôture	33,919,556,864	30,609,954,534

TABLEAU 7.7

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde d'ouverture	19,646,044,234	17,801,685,597
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations par le personnel	151,574,096	142,172,624
Contributions du gouvernement	270,116,686	255,398,413
Intérêts	2,160,628,456	1,967,694,725
Autres	3,645,715	3,146,830
	2,585,964,953	2,368,412,592
	22,232,009,187	20,170,098,189
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations de pensions et d'allocations de retraite	543,360,167	498,917,647
Allocations de cessation en espèces et remboursements de cotisations	31,297,707	24,514,320
Virements au Compte de pension de retraite de la Fonction publique (Conseil du Trésor)	1,100,409	628,592
Autres	-6,095	-6,604
	575,752,188	524,053,955
Solde de clôture	21,656,256,999	19,646,044,234

Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada est demeurée néant à la fin de l'exercice en cours. Aucun redressement du passif actuariel n'a été effectué soit en 1988-89, soit en 1989-90 suite à des révisions actuarielles.

TABLEAU 7.8

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde d'ouverture	3,154,464,827	2,757,745,978
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations par le personnel (courantes et arrérages)	43,460,683	41,127,536
Virements par d'autres fonds de pension	508,274	
Contributions du gouvernement (législatif)[1]	70,622,347	98,693,091
Intérêts	348,681,902	307,070,075
	463,273,206	446,890,702
	3,617,738,033	3,204,636,680
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Versements de rentes et de prestations	58,890,934	47,863,128
Allocations de cessation en espèces, remboursements de cotisations et gratifications	2,112,430	1,914,197
Virements à d'autres fonds de pension	208,446	151,797
Intérêts sur remboursements de cotisations	272,476	242,731
	61,484,286	50,171,853
Solde de clôture	3,556,253,747	3,154,464,827

[1] Selon la décision du Conseil du Trésor, seulement le trois quarts des intérêts ont été ajoutés en 1989-90.

Compte de prestations de retraite supplémentaires

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, afin de faire provision pour le paiement de prestations de pension augmentées provenant de l'indexation.

Les prestations de pension de retraite augmentées versées au cours de l'exercice, dues à l'indexation, se sont élevées à $1,060 millions ($970 millions en 1988-89), desquels $966 millions ($899 millions en 1988-89) représentent les prestations aux retraités en excès de leur quote-part des cotisations au compte, qui ont été imputées aux dépenses budgétaires. Les paiements imputés aux dépenses budgétaires pour le compte des cotisants se sont élevés à $561 millions ($528 millions en 1988-89) à titre du Compte de pension de retraite de la Fonction publique desquels on estime que $45 millions ($43 millions en 1988-89) se rapportent aux anciens employés des sociétés de la Fonction publique, $376 millions ($344 millions en 1988-89) à titre du Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, et $29 millions ($27 millions en 1988-89) à titre du Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Un montant de $94 millions ($71 millions en 1988-89) a été imputé au Compte de prestations de retraite supplémentaires.

TABLEAU 7.9

COMPTE DE PRESTATIONS DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRES
(en milliers de dollars)

	Fonction publique		Forces canadiennes		Gendarmerie royale du Canada		Parlement		Autres		Total	
	1989-90	1988-89	1989-90	1988-89	1989-90	1988-89	1989-90	1988-89	1989-90	1988-89	1989-90	1988-89
Solde d'ouverture	3,336,640	2,908,740	900,546	783,886	244,837	209,268	7,230	6,478	12,967	10,363	4,502,220	3,918,735
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—												
Cotisations des employés—												
Sociétés de la Fonction publique	25,444	25,551									25,444	25,551
Gouvernement	89,860	76,657	30,172	27,898	8,268	7,709	263	262	844	760	129,407	115,486
Contributions d'appariement—												
Sociétés de la Fonction publique	26,850	24,082									26,850	24,082
Gouvernement	89,799	76,783	30,053	27,837	8,265	7,706	260	246	844	761	129,221	115,333
Intérêts	348,650	294,842	94,456	79,448	25,794	21,617	840	641	1,398	1,095	471,138	397,643
Virements d'autres fonds de pension	315	162	17	2	84	35					416	199
	580,918	502,277	154,698	135,185	42,411	37,067	1,363	1,149	3,086	2,616	782,476	678,294
	3,917,558	3,411,017	1,055,244	919,071	287,248	246,335	8,593	7,627	16,053	12,979	5,284,696	4,597,029
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—												
Rentes	72,959	55,441	18,072	14,204	2,251	1,080	426	249	19	12	93,727	70,986
Allocations de cessation, en espèces	15	34									15	34
Prestations minimums	783	570									783	570
Remboursements de cotisations—												
Sociétés de la Fonction publique	5,905	4,453									5,905	4,453
Gouvernement	10,757	11,867	5,661	4,259	453	395	15	148			16,886	16,669
Virements à d'autres fonds de pension	2,049	2,012	125	62	33	23					2,207	2,097
	92,468	74,377	23,858	18,525	2,737	1,498	441	397	19	12	119,523	94,809
Solde de clôture	3,825,090	3,336,640	1,031,386	900,546	284,511	244,837	8,152	7,230	16,034	12,967	5,165,173	4,502,220

Provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés

Ce compte inscrit la provision pour la valeur actuarielle des prestations de retraite supplémentaires non capitalisées concernant les prestations gagnées ou pour les traitements, ainsi que pour le passif des pensions non capitalisé du fonds de pension des juges nommés au fédéral et des allocations de retraite des parlementaires au 31 mars 1990.

Compte des rentes sur l'État

Ce compte a été constitué par la Loi relative aux rentes sur l'État, et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État. Cette dernière a mis fin à la vente en 1975 de rentes sur l'État. Le compte est évalué sur une base actuarielle à chaque exercice, et le déficit ou l'excédent est imputé ou crédité au Fonds du revenu consolidé.

L'objectif de la Loi relative aux rentes sur l'État était d'encourager les Canadiens à pourvoir à leurs besoins futurs par l'achat de rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État avait pour buts d'augmenter le taux de rendement des contrats de rente sur l'État et d'augmenter la flexibilité des modalités.

Les rentrées et autres crédits comprennent les primes reçues, les fonds réclamés du Fonds du revenu consolidé pour les rentiers précédemment introuvables, l'intérêt gagné et le virement d'éléments des recettes d'exercices précédents afin de combler l'insuffisance actuarielle. Les paiements et autres débits représentent le paiement de rentes acquises, la valeur de rachat des prestations de décès, les remboursements et retraits de primes, les excédents actuariels et les postes non réclamés virés aux recettes non fiscales. Les montants reliés aux rentes non réclamées, concernant les rentiers introuvables, sont virés aux recettes non fiscales.

Au cours de l'exercice, une radiation des trop-payés s'élevant à $16,930 a été autorisée par le crédit 6c d'Emploi et Immigration, de la Loi de crédits n° 5 de 1989-90.

Comptes de dépôt et de fiducie

Les comptes de dépôt et de fiducie sont un groupe de passif représentant les dettes du gouvernement en sa qualité d'administrateur de certains deniers reçus ou perçus par celui-ci à des fins déterminées, et qu'il aura à débourser selon le cas. Dans la mesure où les fonds reçus sont représentés par des titres, ceux-ci sont déduits des comptes correspondants afin de présenter la dette nette du gouvernement.

Le tableau 7.10 donne un sommaire des soldes et des opérations des comptes de dépôt et de fiducie.

TABLEAU 7.10

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Comptes de dépôt—						
Agriculture—						
Compte de la Commission canadienne du lait	41,713,247	670,027,861	690,200,596	**21,540,512**	-20,172,735	8,213,073
Dépôts en garantie—Loi sur les normes des produits agricoles canadiens	1,537	1,600	2,986	**151**	-1,386	800
	41,714,784	*670,029,461*	*690,203,582*	***21,540,663***	*-20,174,121*	*8,213,873*
Communications—						
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne—Compte spécial[12]		21,793,780		**21,793,780**	21,793,780	
Emploi et Immigration—						
Dépots en garantie générale		53,600		**53,600**	53,600	
Fonds de garantie de l'immigration	6,222,921	3,000,654	1,701,772	**7,521,803**	1,298,882	1,204,711
Moins: titres détenus en fiducie	50,000			**50,000**		
	6,172,921	*3,000,654*	*1,701,772*	***7,471,803***	*1,298,882*	*1,204,711*
	6,172,921	*3,054,254*	*1,701,772*	***7,525,403***	*1,352,482*	*1,204,711*
Énergie, Mines et Ressources—						
Dépôts en garantie—Pétrole et gaz	62,056,468	18,460,019	55,519,818	**24,996,669**	-37,059,799	-614,858
Moins: titres détenus en fiducie	55,283,253	55,469,818	17,254,427	**17,067,862**	-38,215,391	-5,256,792
	6,773,215	*73,929,837*	*72,774,245*	***7,928,807***	*1,155,592*	*4,641,934*
Affaires extérieures—						
Foires et délégations	67,556	1,177,460	1,135,926	**109,090**	41,534	32,791
Finances—						
Corporation de développement des investissements du Canada—						
Canadair Limitée	5,500,000			**5,500,000**		
The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	53,330,238		53,000,000	**330,238**	-53,000,000	-3,829,899
Fonds excédentaires des sociétés d'État—						
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent		13,000,000		**13,000,000**	13,000,000	-13,000,000
	58,830,238	*13,000,000*	*53,000,000*	***18,830,238***	*-40,000,000*	*-16,829,899*

TABLEAU 7.10

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Suite*

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Opérations de la Commission d'énergie du Nord canadien à Field, Colombie-Britannique et au Yukon	1,380,792		6,252	1,374,540	-6,252	-179,525
Dépôts en garantie	20,063,224	60,796,590	60,493,133	20,366,681	303,457	-21,046,361
Moins: titres détenus en fiducie	19,483,756	60,200,245	60,489,305	19,772,816	289,060	-21,157,619
	579,468	*120,996,835*	*120,982,438*	*593,865*	*14,397*	*111,258*
Dépôts en garantie—						
Ressources des réserves	651,665	167,701	123,409	695,957	44,292	129,046
Moins: titres détenus en fiducie	50,000	50,000			-50,000	50,000
	601,665	*217,701*	*123,409*	*695,957*	*94,292*	*79,046*
Dépôts en garantie—						
Troupeaux prêtés aux Indiens	4,371			4,371		410
Contributions des Indiens au programme de logement subventionné	19,959			19,959		
	2,586,255	*121,214,536*	*121,112,099*	*2,688,692*	*102,437*	*11,189*
Industrie, Sciences et Technologie—						
Compte de la Société canadienne des postes	29,703,085	2,133,484,432	2,156,139,887	7,047,630	-22,655,455	-478,793,913
Justice—						
Cour suprême du Canada—						
Cautionnement pour frais	148,256	45,863	19,330	174,789	26,533	-28,291
Revenu national—						
Douanes et Accise—						
Dépôts en garantie	6,170,752	2,006,087	2,359,435	5,817,404	-353,348	-4,819,207
Moins: titres détenus en fiducie	4,819,300	1,243,000	1,867,000	5,443,300	624,000	-5,793,200
	1,351,452	*3,249,087*	*4,226,435*	*374,104*	*-977,348*	*973,993*
Dépôts temporaires reçus des importateurs	1,585,036		223,007	1,362,029	-223,007	-154,341
Moins: dépôts aux comptes de banque spéciaux	1,585,036	223,007		1,362,029	-223,007	-154,341
		223,007	*223,007*			
	1,351,452	*3,472,094*	*4,449,442*	*374,104*	*-977,348*	*973,993*
Conseil privé—						
Directeur général des élections—Cautionnements des candidats aux élections		1,400	1,400			
Travaux publics—						
Compte de capital Harbourfront[2]	6,839,097	4,862,637	7,703,705	3,998,029	-2,841,068	-2,792,834
Approvisionnements et Services—						
Dépôts de garantie d'entrepreneurs (départements et organismes)—						
Obligations	7,185,771	5,000,000	3,588,000	8,597,771	1,412,000	392,846
Moins: titres détenus en fiducie	7,185,771	451,000	1,863,000	8,597,771	1,412,000	381,746
		5,451,000	*5,451,000*			*11,100*
Espèces	20,411,683	22,359,956	21,260,001	21,511,638	1,099,955	-3,194,691
Chèques visés	3,048,214	573,555	565,074	3,056,695	8,481	-1,172,960
Moins: titres détenus en fiducie	3,048,525	531,099	539,269	3,056,695	8,170	-1,172,455
	-311	*1,104,654*	*1,104,343*		*311*	*-505*
Compte de la Monnaie royale canadienne	-113,906	26,294,543	26,724,524	-543,887	-429,981	-35,603,833
	20,297,466	*55,210,153*	*54,539,868*	*20,967,751*	*670,285*	*-38,787,929*
Total des comptes de dépôt	174,484,325	3,101,275,907	3,162,781,256	112,978,976	-61,505,349	-522,154,375
Comptes de fiducie—						
Finances—						
Compte de pension Halifax 1917	807,754	80,621	131,849	756,526	-51,228	-61,737
Moins: titres détenus en fiducie	100,000			100,000		
	707,754	*80,621*	*131,849*	*656,526*	*-51,228*	*-61,737*
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Fonds des bandes indiennes—						
Comptes de capital, tableau 7.11	743,791,232	70,701,840	62,760,474	751,732,598	7,941,366	5,733,325
Comptes de recettes, tableau 7.12	101,656,724	104,476,406	102,504,864	103,628,266	1,971,542	-8,244,233
	845,447,956	*175,178,246*	*165,265,338*	*855,360,864*	*9,912,908*	*-2,510,908*
Comptes de succession des Indiens	18,568,573	6,637,651	6,529,373	18,676,851	108,278	101,359
Moins: titres détenus en fiducie	113		1,700	1,813	1,700	
	18,568,460	*6,637,651*	*6,531,073*	*18,675,038*	*106,578*	*101,359*
Comptes d'épargne des Indiens	147,727,102	18,080,871	11,358,127	154,449,846	6,722,744	7,320,833
	1,011,743,518	*199,896,768*	*183,154,538*	*1,028,485,748*	*16,742,230*	*4,911,284*

TABLEAU 7.10

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Fin*

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Défense nationale—						
Successions—Services militaires	265,011	1,520,600	1,566,132	**219,479**	-45,532	-22,521
Solliciteur général—						
Service canadien du renseignement de sécurité—						
Bourses méritoires aux diplomés	13,585	1,540		**15,125**	1,540	1,141
Bourses scolaires	16,889	1,874	900	**17,863**	974	595
Service correctionnel—						
Fonds de fiducie des détenus	4,782,339	19,827,697	19,236,420	**5,373,616**	591,277	223,875
Gendarmerie royale du Canada—						
Fonds de prestations	2,169,801	317,626	165,648	**2,321,779**	151,978	51,171
	6,982,614	*20,148,737*	*19,402,968*	***7,728,383***	*745,769*	*276,782*
Transports—						
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd[2]	95,000			**95,000**		
Anciens combattants—						
Comptes de fiducie gérés	19,590,016	5,564,645	6,847,814	**18,306,847**	-1,283,169	-2,978,232
Fonds de successions	1,000,841	1,855,489	2,373,862	**482,468**	-518,373	-135,308
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants	1,072,506	559,802	315,111	**1,317,197**	244,691	10,504
Moins: titres détenus en fiducie	329,676	66,040	52,716	**316,352**	-13,324	-9,214
	742,830	*625,842*	*367,827*	***1,000,845***	*258,015*	*19,718*
Comptes de fiducie, soins des anciens combattants	12,167,496	2,660,190	3,550,073	**11,277,613**	-889,883	-627,220
Moins: titres détenus en fiducie	95			**95**		
	12,167,401	*2,660,190*	*3,550,073*	***11,277,518***	*-889,883*	*-627,220*
	33,501,088	*10,706,166*	*13,139,576*	***31,067,678***	*-2,433,410*	*-3,721,042*
Comptes sans opérations courantes						-725,984
Total des comptes de fiducie	1,053,294,985	232,352,892	217,395,063	**1,068,252,814**	14,957,829	656,782
Total	1,227,779,310[1]	3,333,628,799	3,380,176,319	**1,181,231,790**	-46,547,520	-521,497,593
Moins: redressement de consolidation[2]	6,934,097	26,656,417	7,703,705	**25,886,809**	18,952,712	-2,792,834
Total des comptes de dépôt et de fiducie	1,220,845,213	3,306,972,382	3,372,472,614	**1,155,344,981**	-65,500,232	-518,704,759

[1] a) Certains comptes ayant un solde d'ouverture d'un montant total de $36,264,262 présentés dans ce tableau en 1988-89 sont maintenant présentés au tableau 7.14 de cette section.

b) Certains comptes ayant un solde d'ouverture d'un montant total de $3,337,363 présentés dans ce tableau en 1988-89 sont maintenant présentés au tableau 5.7 (section 5 de ce volume).

[2] En 1989-90, des changements aux conventions comptables ont été faits et certaines sociétés d'État font maintenant partie de l'entité comptable du gouvernement. Les changements ont été appliqués rétroactivement et le déficit ainsi que le déficit accumulé pour l'exercice précédent ont été ajustés pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume (tableau 5.1) et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Compte de la Commission canadienne du lait

La Commission canadienne du lait est une société d'État énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et elle utilise le Fonds du revenu consolidé aux fins bancaires. Ce compte a été établi en vertu de l'article 15 de la Loi sur la Commission canadienne du lait, afin de comptabiliser la dette du gouvernement envers la Commission.

Dépôts en garantie—Loi sur les normes des produits agricoles canadiens

Ce compte a été établi afin d'enregistrer les obligations déposées à titre de cautionnements exigés en vertu de la Loi sur les normes des produits agricoles canadiens et du Règlement sur la délivrance de permis et l'arbitrage.

Compte spécial—Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire le dépôt spécial reçu par Téléfilm Canada.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Dépôts en garantie générale

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts en garantie reçus des compagnies de transport qui ne paie pas d'amendes lorsque la documentation des passagers n'est pas conforme aux règlements, lors de leurs arrivés au Canada.

Fonds de garantie de l'immigration

Ce compte a été établi en vertu des articles 18, 23, 92 et 103 de la Loi sur l'immigration, afin d'enregistrer les sommes perçues et détenues en attendant leur affectation, soit par remboursement au premier déposant, soit par confiscation au profit de la Couronne.

Dépôts en garantie—Pétrole et gaz

À ce compte sont inscrits des titres sous forme d'espèces, de billets à ordre, de lettres de crédit et de garantie, lesquels doivent être émis au gouvernement du Canada, et détenus par celui-ci conformément à un accord d'exploration conclu en vertu de l'article 74 de la Loi fédérale sur les hydrocarbures. Ces titres représentent une garantie quant à l'exécution de l'exploration convenue, pour que celle-ci soit conforme aux modalités déterminées. Aucun intérêt n'est accordé sur ces dépôts.

Foires et délégations

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour enregistrer les dépôts qui peuvent être remboursés, en partie ou en entier, conformément à des accords contractuels touchant la participation des entreprises du secteur canadien aux foires de commerce international.

Canadair Limitée—Corporation de développement des investissements du Canada

Ce compte a été établi conformément à l'article 129(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques. Ces fonds à fins particulières sont destinés à faire face aux frais encourus lors de la vente de Canadair et à régler les demandes de paiement faites par Bombardier conformément au contrat d'acquisition et aux frais encourus par la Corporation de développement des investissements du Canada relativement à la vente des actions de Canadair.

The de Havilland Aircraft of Canada, Limited—Corporation de développement des investissements du Canada

Ce compte a été établi conformément à l'article 129(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques. Ces fonds à fins particulières sont destinés à régler les demandes de paiement faites par The Boeing Company conformément au contrat d'acquisition et aux frais encourus par la Corporation de développement des investissements du Canada relativement à la vente des actions de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.

Fonds excédentaires des sociétés d'État

Ces comptes ont été établis conformément à l'article 129(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de comptabiliser les sommes reçues de la part des sociétés d'État selon les instructions données par le ministre des Finances avec le consentement du ministre de tutelle. Ces sommes peuvent porter intérêt au taux fixé par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Opérations de la Commission d'énergie du Nord canadien à Field, Colombie-Britannique et au Yukon

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts effectués par la Commission d'énergie du Nord canadien pour rembourser les passifs appartenant aux opérations de la Commission d'énergie du Nord canadien à Field, Colombie-Britannique et au Yukon.

Dépôts en garantie—Affaires indiennes et Nord canadien

Conformément à l'article 8 de la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques, l'article 29 de la Loi sur les eaux internes du Nord et les articles 12 et 18 de la Loi sur les terres territoriales, ce compte fait état des dépôts en espèces et de garantie sous forme de titres reliés aux droits et permis concernant l'exploitation pétrolière, minière et forestière. Aucun intérêt n'est accordé sur les dépôts sous forme d'espèces.

Dépôts en garantie—Ressources des réserves

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts de garantie en espèces et les cautionnements afférents aux permis et adjudications de mise en valeur des ressources dans les réserves indiennes, conformément aux dispositions de l'article 57 de la Loi sur les Indiens.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Dépôts en garantie—Troupeaux prêtés aux Indiens

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les cautionnements remis par les Indiens qui souscrivent à des ententes en vertu du programme de prêts de troupeaux.

Contributions des Indiens au programme de logement subventionné

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les montants déposés par les Indiens afin d'en assurer leur conformité avec les modalités du programme de logement subventionné.

Compte de la Société canadienne des postes

La Société canadienne des postes est une société d'État énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Ce compte comptabilise la dette du gouvernement envers la Société.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Cautionnement pour frais

Ce compte inscrit un cautionnement de $500, déposé auprès d'un appelant au registraire de la Cour suprême du Canada conformément à l'article 60(1)b) de la Loi sur la Cour suprême. Selon l'article 66 des Règles de la Cour suprême du Canada, des intérêts sont payables sur les fonds déposés à titre de cautionnement.

Dépôts en garantie—Douanes et Accise

Conformément à l'article 166 de la Loi sur les douanes, des espèces et garanties sont perçues afin d'acquitter les droits de douane et les taxes d'accise prévues sur les biens importés, et les taxes de vente et d'accise à payer par les détenteurs de licence.

Dépôts temporaires reçus des importateurs

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts de garantie provisoires reçus des importateurs, afin d'assurer une

conformité avec divers règlements départementaux (Douanes et Accise) en ce qui concerne l'entrée temporaire de marchandises au pays.

Cautionnements des candidats aux élections

Ce compte enregistre les cautionnements des candidats à une élection générale ou partielle, moins les sommes remboursées aux candidats, ou virées aux recettes non fiscales, conformément aux dispositions de la Loi électorale du Canada.

Au cours de l'exercice, la somme de $800 a été virée aux recettes non fiscales.

Compte de capital Harbourfront

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les fonds reçus de la société Harbourfront Corporation et détenus pour le compte de celle-ci à l'égard de deniers provenant de la location à bail capitalisée, de la vente ou revente de terrains ou de droits d'aménagement.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Dépôts de garantie d'entrepreneurs

Ce compte a été établi en vertu de l'article 20 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts de garantie d'entrepreneurs qui sont nécessaires pour assurer l'exécution satisfaisante des travaux en conformité des règlements sur les Marchés de l'État.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de la Monnaie royale canadienne

La Monnaie royale canadienne est une société d'État énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Ce compte comptabilise la dette du gouvernement envers la Monnaie.

Le solde débiteur du compte est attribuable aux révisions de salaire rétroactif versées aux employés dans le cadre de la négociation collective.

Compte de pension Halifax 1917

Ce compte a été établi par les articles 4, 5 et 6 de la Loi sur la prise en charge des prestations de la Commission de secours d'Halifax, en vue d'assurer la prise en charge des pensions, subventions et allocations lors de la dissolution de la Commission de secours d'Halifax.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds des bandes indiennes

Les fonds des bandes indiennes ont été établis en vertu des articles 61 à 69 de la Loi sur les Indiens et représentent les deniers appartenant aux bandes indiennes à travers le Canada.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 7.11

FONDS DES BANDES INDIENNES—COMPTES DE CAPITAL

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde d'ouverture	743,791,232	738,057,907
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Redevances sur le pétrole	24,851,407	26,464,783
Redevances sur le gaz	37,118,895	40,975,231
Accord de la Colombie-Britannique	289,018	323,040
Règlements de réclamations—		
Terrains et autres	3,028,400	3,844,749
Divers	5,414,120	7,876,247
	70,701,840	79,484,050
	814,493,072	817,541,957
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Déboursés en espèces à raison de tant par personne	12,010,916	19,255,134
Virement en conformité de l'article 64 de la Loi sur les Indiens	46,236,509	52,593,676
Divers	4,513,049	1,901,915
	62,760,474	73,750,725
Solde de clôture	751,732,598	743,791,232

TABLEAU 7.12

FONDS DES BANDES INDIENNES—COMPTES DE RECETTES

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde d'ouverture	101,656,724	109,900,957
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Intérêt de l'État	78,240,649	83,166,307
Règlements de réclamations—		
Terrains et autres	8,994,401	2,366,000
Divers	17,241,356	13,227,665
	104,476,406	98,759,972
	206,133,130	208,660,929
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Déboursés en espèces à raison de tant par personne	2,922,827	1,336,394
Virement en conformité de l'article 69 de la Loi sur les Indiens	91,860,639	104,093,599
Divers	7,721,398	1,574,212
	102,504,864	107,004,205
Solde de clôture	103,628,266	101,656,724

Comptes de succession des Indiens

Ces comptes ont été établis en vertu des articles 42, 43, 51 et 61 de la Loi sur les Indiens, afin d'inscrire les biens des Indiens décédés, des enfants indiens ayant des tuteurs, ou des Indiens atteints d'incapacité mentale.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes d'épargne des Indiens

Conformément à l'article 52 de la Loi sur les Indiens, des comptes d'épargne sont tenus pour des particuliers indiens.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Successions—Services militaires

Conformément à l'article 42 de la Loi sur la défense nationale, sont créditées à ce compte les successions militaires des membres décédés des Forces canadiennes. Les avoirs nets des successions sont distribués aux héritiers légaux par les soins du juge-avocat général, en sa qualité de directeur des successions.

Bourses méritoires aux diplomés

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire un don de $11,000 qui doit être utilisé à remettre des bourses méritoires au personnel diplomé.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Bourses scolaires

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire un don de $15,000 qui doit être utilisé à remettre des bourses scolaires aux enfants du personnel du Service canadien du renseignement de sécurité, pour encourager des études universitaires.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie des détenus

Conformément à l'article 32 des Règlements sur les pénitenciers, sont crédités à ce compte les deniers remis par les détenus au moment de l'emprisonnement, les revenus nets des détenus provenant d'emplois à l'intérieur des établissements, les sommes reçues pour le compte des détenus pendant leur emprisonnement, les deniers perçus de la vente de produits artisanaux, l'argent gagné pour des travaux exécutés pendant leurs journées de libération conditionnelle, de même que les intérêts y afférents. Les paiements en vue d'aider à la réforme et à la réadaptation des détenus sont imputés à ce compte.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de prestations

Conformément à l'article 23 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, ce compte inscrit les sommes d'argent encaissées par les membres de la Gendarmerie royale du Canada, relativement à l'exécution de leurs fonctions, en sus de leur solde et allocations.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Canadian National (West Indies) Steamships Ltd

Ce compte a été établi conformément à l'article 129(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire un dépôt effectué par la Canadian National (West Indies) Steamships Ltd, représentant un virement de fonds qui doit être retenu en attendant que la Société soit liquidée.

Au cours de 1985-86, la Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État.

Comptes de fiducie gérés

Conformément à l'article 41 de la Loi sur les pensions et l'article 15 de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, ces comptes relèvent de la Commission canadienne des pensions et du ministère. Les montants détenus dans ces comptes comprennent: *a)* les pensions administrées par la Commission canadienne des pensions; *b)* les allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils, et les paiements de fonds de secours administrés par le ministère des Affaires des anciens combattants; et, *c)* les prestations provenant de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti ou du Régime de pensions du Canada, administrées avec l'approbation du client. Ces personnes ont démontré l'incapacité de gérer leurs propres affaires.

Les paiements sont effectués à même les comptes, afin de fournir le vivre et le vêtement, un abri, des menues dépenses et d'autres nécessités.

Fonds de successions

Conformément aux articles 5, 6 et 7 des Règlements sur les successions des anciens combattants, sont crédités à ce compte les produits des successions des anciens combattants qui sont décédés alors qu'ils recevaient quelque traitement d'un hôpital ou des soins en institution. Des comptes distincts sont gardés et des paiements sont effectués aux bénéficiaires.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants

Conformément à l'article 9 des Règlements sur la curatelle des biens des anciens combattants, les deniers détenus dans ce compte comprennent: *a)* les dons, legs, cadeaux, etc, qui ont été reçus, lesquels sont à débourser au profit des anciens combattants ou de leurs personnes à charge, sous réserve de certaines conditions et au profit des patients en établissements; et, *b)* les dons, legs, cadeaux, etc, reçus par la Commission canadienne des pensions, à l'intention de pensionnés nécessiteux ou de leurs personnes à charge.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes de fiducie, soins des anciens combattants

Conformément à l'article 5 de la Loi sur le ministère des Anciens combattants, selon que le ministre des Affaires des anciens combattants l'ordonne, le client qui reçoit des soins en établissement pour adultes ou des soins intermédiaires dans une maison de santé cède ou verse l'ensemble ou une partie de ses revenus et ressources, à être administrés suivant la manière prescrite. Les sommes déposées dans chaque compte peuvent renfermer: *a)* des primes de démobilisation détenues pour le compte de malades mentaux, tuberculeux ou autres subissant des traitements prolongés; *b)* des pensions payables par la Commission canadienne des pensions; *c)* des allocations de guerre pour les anciens combattants et les civils; et, *d)* des revenus provenant de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et des pensions de retraite. Les sommes servent à payer les frais d'hébergement et de repas, et à fournir des vêtements, des menues dépenses et d'autres nécessités.

Compte des accords de perception fiscale avec les provinces

Ce compte comptabilise la perception des impôts sur le revenu par le gouvernement du Canada pour le compte des provinces et territoires, en vertu des dispositions de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, de même que les versements connexes effectués à ceux-ci.

En vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, le gouvernement du Canada est autorisé à conclure avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, des accords selon lesquels le gouvernement du Canada percevra les impôts sur le revenu pour le compte de ceux-ci, et leur effectuera des versements relatifs à ces impôts.

Le gouvernement du Canada a conclu des accords avec les provinces et territoires (sauf Québec), en vue de percevoir les impôts sur le revenu des particuliers, et, avec les provinces et territoires (sauf Ontario et Québec), en vue de percevoir les impôts sur le revenu des sociétés, et, à verser à ces provinces et territoires, par versements mensuels égaux, les revenus estimatifs à être produits par de tels impôts.

Au début de chaque exercice, le ministre des Finances fait une estimation des montants à être versés aux provinces et territoires qui ont conclu des accords, et ceci pour l'année d'imposition qui se termine au cours de ce même exercice. Ces estimations sont redressées à une date ultérieure pour montrer les montants réels. Les redressements doivent être faits au plus tard le 31 mars qui suit l'exercice dans lequel a pris fin l'année d'imposition.

Le tableau 7.13 présente un sommaire des soldes et des opérations dans le Compte des accords de perception fiscale avec les provinces.

TABLEAU 7.13

COMPTE DES ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE AVEC LES PROVINCES

					Variation nette	
	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Perceptions d'impôts sur le revenu des sociétés par le ministère du Revenu national—Impôt	15,517,656,108	1,614,120,008	80,000	**17,131,696,116**	1,614,040,008	1,399,829,382
Moins: versements aux provinces et territoires—						
Terre-Neuve	702,706,196	9,022,645	65,597,000	**759,280,551**	56,574,355	57,168,267
Île-du-Prince-Édouard	127,524,890	7,695,551	16,971,000	**136,800,339**	9,275,449	23,530,909
Nouvelle-Écosse	1,126,218,637	3,806,904	132,965,000	**1,255,376,733**	129,158,096	152,620,993
Nouveau-Brunswick	915,515,900		115,118,003	**1,030,633,903**	115,118,003	119,591,289
Manitoba	2,044,748,992	41,206,171	203,005,000	**2,206,547,821**	161,798,829	207,541,724
Saskatchewan	1,702,433,190	33,355,920	141,714,000	**1,810,791,270**	108,358,080	134,541,620
Alberta	2,523,013,280	1,340,271		**2,521,673,009**	−1,340,271	−12,495,164
Colombie-Britannique	6,018,450,887		666,300,254	**6,684,751,141**	666,300,254	600,269,686
Territoire du Yukon	23,260,333		6,514,908	**29,775,241**	6,514,908	5,981,337
Territoires du Nord-Ouest	97,782,324	197,920	14,167,000	**111,751,404**	13,969,080	−7,238,547
Total des versements	15,281,654,629	96,625,382	1,362,352,165	**16,547,381,412**	1,265,726,783	1,281,512,114
Perceptions d'impôts sur le revenu des sociétés en main	236,001,479	1,710,745,390	1,362,432,165	**584,314,704**	348,313,225	118,317,268
Perceptions d'impôts sur le revenu des particuliers par le ministère du Revenu national—Impôt	161,852,176,796	22,583,510,338	5,197,671	**184,430,489,463**	22,578,312,667	19,441,880,259
Moins: versements aux provinces et territoires—						
Terre-Neuve	3,280,595,116		406,991,975	**3,687,587,091**	406,991,975	356,090,143
Île-du-Prince-Édouard	656,577,590		99,389,064	**755,966,654**	99,389,064	86,004,838
Nouvelle-Écosse	6,257,048,465		802,327,475	**7,059,375,940**	802,327,475	740,553,764
Nouveau-Brunswick	4,642,932,767		607,632,168	**5,250,564,935**	607,632,168	540,661,038
Ontario	84,749,391,538		13,517,770,573	**98,267,162,111**	13,517,770,573	11,686,834,568
Manitoba	7,644,012,401	23,233,033	962,085,000	**8,582,864,368**	938,851,967	913,985,473
Saskatchewan	7,800,898,703	14,936,031	913,352,000	**8,699,314,672**	898,415,969	850,328,621
Alberta	18,820,446,189		2,487,224,415	**21,307,670,604**	2,487,224,415	2,055,082,748
Colombie-Britannique	25,972,172,531		3,451,570,222	**29,423,742,753**	3,451,570,222	2,995,338,703
Territoire du Yukon	159,926,352		26,731,573	**186,657,925**	26,731,573	21,181,040
Territoires du Nord-Ouest	338,426,258	120,000	57,303,181	**395,609,439**	57,183,181	45,311,024
Total des versements	160,322,427,910	38,289,064	23,332,377,646	**183,616,516,492**	23,294,088,587	20,291,371,960
Perceptions d'impôts sur le revenu des particuliers en main	1,529,748,886	22,621,799,402	23,337,575,317	**813,972,971**	−715,775,915	−849,491,701
Total	1,765,750,365	24,332,544,792	24,700,007,482	**1,398,287,675**	−367,462,690	−731,174,433

Autres comptes à fins déterminées

Il existe d'autres comptes à fins déterminées gérés par le gouvernement, tels que les comptes d'assurance, de prestations de décès et de pension.

Le tableau 7.14 présente un sommaire des soldes et des opérations pour tous les autres comptes à fins déterminées.

TABLEAU 7.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Comptes d'assurance et de prestations de décès—						
Finances—						
Bureau du surintendant des institutions financières—						
Fonds d'assurance de la Fonction publique	11,798,297	393,714	723,373	**11,468,638**	−329,659	−198,734
Défense nationale—						
Compte de prestations de décès des forces régulières, tableau 7.15	95,819,641	21,763,967	8,627,502	**108,956,106**	13,136,465	10,582,949
Conseil du Trésor—						
Compte de prestations de décès de la Fonction publique, tableau 7.16	527,522,877	125,869,617	37,022,020	**616,370,474**	88,847,597	79,572,685
Anciens combattants—						
Fonds d'assurance des soldats de retour	749,223	2,209	87,837	**663,595**	−85,628	−107,709
Fonds d'assurance des anciens combattants	21,210,168	707,703	1,608,198	**20,309,673**	−900,495	−928,067
	21,959,391	*709,912*	*1,696,035*	***20,973,268***	*−986,123*	*−1,035,776*
Total des comptes d'assurance et de prestations de décès	657,100,206	148,737,210	48,068,930	**757,768,486**	100,668,280	88,921,124
Comptes de pension—						
Emploi et Immigration—						
Compte de pension pour les agents des rentes	24,028	7,247	13,084	**18,191**	−5,837	−5,573
Parlement—						
Compte d'allocations de retraite des parlementaires, tableau 7.17	29,254,221	7,310,481	6,347,357	**30,217,345**	963,124	474,837
Solliciteur général—						
Gendarmerie royale du Canada—						
Caisse de pension des personnes à charge	17,905,337	1,945,285	775,522	**19,075,100**	1,169,763	1,124,716
Conseil du Trésor—						
Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant	1,690,326	260,153	1,883,912	**66,567**	−1,623,759	−372,195
Fonds de retraite	5,303			**5,303**		
	1,695,629	*260,153*	*1,883,912*	***71,870***	*−1,623,759*	*−372,195*
Total des comptes de pension	48,879,215	9,523,166	9,019,875	**49,382,506**	503,291	1,221,785
Autres comptes—						
Agriculture—						
Ententes entre le Canada et les provinces sur le programme d'aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse	3,291,000	1,314,815	4,605,815		−3,291,000	3,291,000
Entente entre le Canada et la Saskatchewan concernant l'infrastructure hydraulique des collectivités rurales	52,832	238,553	276,232	**15,153**	−37,679	342,446
Fonds de fiducie Canagrex[1]	82,743	5,750	88,493		−82,743	
Projet Carman dérivation		84,776		**84,776**	84,776	
Ententes à coût partagé—Recherches	199,802	999,816	630,693	**568,925**	369,123	199,802
Frais payés à l'avance—Importation du bétail étranger[3]						
Importation de bulbes de Hollande[3]						
	3,626,377	*2,643,710*	*5,601,233*	***668,854***	*−2,957,523*	*3,833,248*

TABLEAU 7.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Suite*

	1[er] avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Communications—						
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne—						
Compte des avances[4]	5,537,014	400,865		**5,937,879**	400,865	301,341
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes—						
Projets à coût partagé		4,095	660	**3,435**	3,435	
	5,537,014	*404,960*	*660*	***5,941,314***	*404,300*	*301,341*
Consommateurs et Sociétés—						
Compte de dépôt	173,892	1,067,001	1,046,680	**194,213**	20,321	13,812
Revenus provenant du Traité de coopération en matière de brevets		308,602	196,525	**112,077**	112,077	
Revenus provenant de titres en fiducie—Loi sur la faillite[1]	76,024	3,327		**79,351**	3,327	3,757
Titres en fiducie—Loi sur la faillite[1]	31,266			**31,266**		
Moins: titres détenus en fiducie[1]	31,266			**31,266**		
Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—						
Loi sur la faillite[1]	2,697,638	1,014,294	187,629	**3,524,303**	826,665	−71,513
Loi sur les sociétés par actions[1]	96,394	122,106	1,744	**216,756**	120,362	
Loi sur les liquidations[1]	692,625		162	**692,463**	−162	207,459
	3,736,573	*2,515,330*	*1,432,740*	***4,819,163***	*1,082,590*	*153,515*
Emploi et Immigration—						
Programme de stratégie de planification de l'emploi	116,380	615,980	562,422	**169,938**	53,558	−409,843
Emploi d'été—Programme d'expérience de travail	107,334	565,230	674,126	**−1,562**	−108,896	102,385
Programme concernant les ateliers d'orientation au travail	25,500	167,039	192,539		−25,500	2,925
	249,214	*1,348,249*	*1,429,087*	***168,376***	*−80,838*	*−304,533*
Énergie, Mines et Ressources—						
Division de géologie du continent—Hydro-Ontario		117,779	64,185	**53,594**	53,594	
Commission géologique du Canada—Ententes de recherches		308,000		**308,000**	308,000	
Paiements d'incitation à l'expansion des marchés—Alberta	28,502,749	636,275	1,796,650	**27,342,374**	−1,160,375	−881,838
Technologue des minéraux et de l'énergie—Projet à coût partagé		30,000	30,000			
Dépôts à l'égard de projets divers[3]						
Compte de recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse		75		**75**	75	
NYSERDA—Recherche et développement de la technologie diesel	56,636	136,386	114,032	**78,990**	22,354	53,248
	28,559,385	*1,228,515*	*2,004,867*	***27,783,033***	*−776,352*	*−828,590*
Environnement—						
Compte sur le concours de sculpture de Forks	94,923	20,000		**114,923**	20,000	94,923
Le patrimoine national historique de Grassy Island		502,437	502,437			
Programme de capitalisation pour les intervenants		60,000	3,869	**56,131**	56,131	
Dépôts à l'égard de projets divers	2,515,076	4,952,399	4,352,916	**3,114,559**	599,483	482,484
Programme Parcs—Compte de fiducie de Mackenzie King[1]	270,275	6,844	6,844	**270,275**		−6,669
	2,880,274	*5,541,680*	*4,866,066*	***3,555,888***	*675,614*	*570,738*

TABLEAU 7.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Suite*

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Affaires extérieures—						
Compte de la Fondation du Canada[1]	289,391	51,587	32,535	**308,443**	19,052	−71,982
Moins: titres détenus en fiducie[1]	283,341	196,669	206,128	**292,800**	9,459	−32,614
dépôts dans un compte de banque spécial[1]	6,050	211,615	221,208	**15,643**	9,593	−39,368
		459,871	*459,871*			
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique	50,114	155,018	148,168	**56,964**	6,850	−277,056
Compte du Sommet économique	10,223			**10,223**		10,223
Agence canadienne de développement international— Dépôts en garantie	74,025	9,043		**83,068**	9,043	−69,746
Agence canadienne de développement international— Organismes internationaux—Compte de frais de voyage[1]	31,283		31,283		−31,283	
	165,645	*623,932*	*639,322*	***150,255***	*−15,390*	*−336,579*
Finances—						
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec[1]	2,677,771			**2,677,771**		
Fonds de réclamations à l'étranger[1]	142,696	19,505	6,750	**155,451**	12,755	−1,331
Fonds de réclamations de guerre— Seconde Guerre mondiale[1]	4,116	22	13	**4,125**	9	37
	2,824,583	*19,527*	*6,763*	***2,837,347***	*12,764*	*−1,294*
Pêches et Océans—						
Commission des pêches des Grands Lacs— Lutte contre la lamproie[1]	276,223	2,726,130	2,889,266	**113,087**	−163,136	132,721
Dépôts à l'égard de projets divers	574,104	1,596,960	1,749,224	**421,840**	−152,264	304,636
	850,327	*4,323,090*	*4,638,490*	***534,927***	*−315,400*	*437,357*
Forêts—						
Dépôts à l'égard de projets divers	158,163	445,698	487,480	**116,381**	−41,782	−15,340
Campagne nationale de sensibilisation du public au secteur forestier	17,637		17,637		−17,637	−717,848
	175,800	*445,698*	*505,117*	***116,381***	*−59,419*	*−733,188*
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Amendes—Loi sur les Indiens	511,351	68,696	51,462	**528,585**	17,234	−88,536
Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes[1]	87,893	3,911,761	3,919,202	**80,452**	−7,441	−22,720
Moins: dépôts aux comptes de banques spéciaux[1]	87,893	3,919,202	3,911,711	**80,402**	−7,491	−22,920
		7,830,963	*7,830,913*	***50***	*50*	*200*
Fonds des bandes indiennes— Actions et certificats[1]	20,000			**20,000**		
Moins: titres détenus en fiducie[1]	20,000			**20,000**		
Fonds de compensation des Indiens[1]	170,928	17,353	215	**188,066**	17,138	13,875
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens[1]	8,724,354	10,597,200	9,181,212	**10,140,342**	1,415,988	−2,242,136
Comptes spéciaux des Indiens[1]	1,078,965	456,542	355,324	**1,180,183**	101,218	123,915
Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario[1]	6,158,732	625,269		**6,784,001**	625,269	1,779,183
	16,644,330	*19,596,023*	*17,419,126*	***18,821,227***	*2,176,897*	*−413,499*
Industrie, Sciences et Technologie—						
Tourisme—Ententes à coût partagé		60,151		**60,151**	60,151	
Agence spatiale canadienne— Radarsat		5,481,310		**5,481,310**	5,481,310	
Statistique Canada— Paiements anticipés	2,876,900	21,998,762	21,464,486	**3,411,176**	534,276	1,346,296
Conseil national de recherches— Fonds de fiducie	836,047	1,738,708	917,904	**1,656,851**	820,804	485,176
Fonds spécial	6,400,000	19,150,374	18,650,374	**6,900,000**	500,000	2,100,000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Fonds de fiducie[1]	517,861	635,150	815,164	**337,847**	−180,014	68,353
Conseil des sciences du Canada— Étude mixte entre le Canada et le Japon .	16,144		16,144		−16,144	16,144
	10,646,952	*49,064,455*	*41,864,072*	***17,847,335***	*7,200,383*	*4,015,969*

TABLEAU 7.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Suite*

	1^er^ avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette	
					1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Justice—						
Cour fédérale du Canada—						
Compte spécial de la Cour fédérale[1] ...	9,790,571	3,693,848	4,066,923	**9,417,496**	–373,075	–360,910
Travail—						
Compte d'attente, justes salaires[1]	645	84,039	58,764	**25,920**	25,275	–19,465
Compte d'attente, normes du travail[1]	242,127	98,138	33,979	**306,286**	64,159	15,855
	242,772	*182,177*	*92,743*	***332,206***	*89,434*	*–3,610*
Défense nationale—						
Gouvernements étrangers—						
Royaume-Uni—						
Armée britannique—Suffield (Alberta)	21,196,735	201,159,764	216,349,991	**6,006,508**	–15,190,227	17,699,261
Autres activités ..	5,696,574	86,290,082	93,276,268	**–1,289,612**	–6,986,186	3,200,705
États-Unis d'Amérique	5,000,535	9,996,929	11,491,367	**3,506,097**	–1,494,438	2,995,718
République fédérale d'Allemagne—						
Armée allemande—Shilo (Manitoba) .	7,461,979	94,220,150	99,432,166	**2,249,963**	–5,212,016	–233,984
Autres activités ...	–8,214,298	174,779,967	167,509,066	**–943,397**	7,270,901	–15,385,021
Pays-Bas	2,539,655	98,977,805	96,138,259	**5,379,201**	2,839,546	1,622,665
Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN)—						
Projets d'infrastructure	9,090,124	689	4,363,553	**4,727,260**	–4,362,864	4,942,869
Organismes non gouvernementaux	1,514,526	1,895,785	1,738,774	**1,671,537**	157,011	324,490
	44,285,830	*667,321,171*	*690,299,444*	***21,307,557***	*–22,978,273*	*15,166,703*
Santé nationale et Bien-être social—						
Société canadienne des paris sportifs—						
Autres dettes en souffrance[1]	182,870		30,360	**152,510**	–30,360	–3,406
Méthodologie informatisée de programmation d'espace	52,833	40,000	91,127	**1,706**	–51,127	50,772
Système d'évaluation de sécurité contre le feu pour hôpitaux	16,929	35,000	43,980	**7,949**	–8,980	16,929
Projets divers fédéral-provincial		20,000	11,500	**8,500**	8,500	
Base de données nationales sur les médecins	50,700	77,600	16,035	**112,265**	61,565	50,700
"Y'a personne de parfait"—Projet à coût partagé	166,372	19,564	180,270	**5,666**	–160,706	166,372
Guide méthodologique—Évaluation critique des hôpitaux[1]	29,053	50,000	37,793	**41,260**	12,207	11,151
Étude sur les problèmes de la responsabilité et de l'indemnisation dans le secteur des soins de santé[1]	156,167		62,107	**94,060**	–62,107	–59,953
Évaluation de l'innocuité des produits chimiques	6,308		1,404	**4,904**	–1,404	
Organisation mondiale de la santé	155,155	67,604	31,468	**191,291**	36,136	4,955
Conseil des recherches médicales—						
Recherches en dyskinésie et en torticolis[1]	83,056	9,297		**92,353**	9,297	–635
Bourses d'études Farquharson[1]	3,479	66	3,480	**65**	–3,414	–5,587
	902,922	*319,131*	*509,524*	***712,529***	*–190,393*	*231,298*
Travaux publics—						
Projets à coût partagé[3]						
Secrétariat d'État—						
Promotion des langues officielles		23,931	23,931			
Conseil de recherches en sciences humaines—						
Fonds pour les boursiers de la Reine	264,231	28,597	32,462	**260,366**	–3,865	–6,315
Fonds de fiducie	6,226	25,097	25,000	**6,323**	97	518
	270,457	*77,625*	*81,393*	***266,689***	*–3,768*	*–5,797*
Approvisionnements et Services—						
Intérêts sur obligations—Compagnies d'assurance	–2,464,732	42,715,838	40,251,106		2,464,732	351,099
Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires	379,844,560	3,480,397,348	3,482,655,632	**377,586,276**	–2,258,284	18,552,545
Moins: titres détenus en fiducie	379,844,560	3,482,655,632	3,480,397,348	**377,586,276**	–2,258,284	18,552,545
		6,963,052,980	*6,963,052,980*			
Entreprises Petro-Canada Inc—Actions[1] ..	1,319,257		168,556	**1,150,701**	–168,556	–161,589
	–1,145,475	*7,005,768,818*	*7,003,472,642*	***1,150,701***	*2,296,176*	*189,510*

TABLEAU 7.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Fin*

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Transports—						
Compte de l'aéroport de Cartierville	2,758,275	182,273	1,474,323	**1,466,225**	−1,292,050	−1,265,387
Anciens combattants—						
Fonds de bienfaisance de l'armée[1]	759,947	497,250	589,011	**668,186**	−91,761	−90,713
Hôpital Ste-Anne[1]	−1,538	1,538			1,538	−2,409,366
	758,409	*498,788*	*589,011*	***668,186***	*−90,223*	*−2,500,079*
Comptes sans opérations courantes						−3,371
Total des autres comptes	133,760,235	7,765,799,000	7,780,993,546	**118,565,689**	−15,194,546	18,142,842
Total	839,739,656[2]	7,924,059,376	7,838,082,351	**925,716,681**	85,977,025	108,285,751
Moins: redressement de consolidation[4]	5,537,014	400,865		**5,937,879**	400,865	301,341
Total des autres comptes à fins déterminées	834,202,642	7,923,658,511	7,838,082,351	**919,778,802**	85,576,160	107,984,410

[1] Ce compte était présenté au tableau 7.10 en 1988-89.

[2] a) Certains comptes ayant un solde d'ouverture d'un montant total de $11,573 présentés dans ce tableau en 1988-89 sont maintenant présentés au tableau 8.4 (section 8 de ce volume).

b) Certains comptes ayant un solde d'ouverture d'un montant total de $174,278,894 présentés dans ce tableau en 1988-89 sont maintenant présentés au tableau 5.7 (section 5 de ce volume).

[3] Un changement aux conventions comptables affectant les comptes à fins déterminées a été fait en 1989-90. Suite à l'introduction de ce changement, ce compte ne rencontre plus les exigences d'un compte à fins déterminées et par conséquent le compte a été fermé. Le solde d'ouverture et les opérations de l'exercice ont été virés rétroactivement aux recettes non fiscales.

[4] En 1989-90, des changements aux conventions comptables ont été faits, et certaines sociétés d'État font maintenant partie de l'entité comptable du gouvernement. Les changements ont été appliqués rétroactivement et le déficit ainsi que le déficit accumulé pour l'exercice précédent ont été ajustés pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume (tableau 5.1) et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Fonds d'assurance de la Fonction publique

Ce fonds a été établi par la Loi sur l'assurance du service civil, afin de fournir une couverture sous forme d'assurance-vie aux fonctionnaires qui ont souscrit à des polices d'assurance avant 1955-56. L'achat de polices a été discontinué en 1954-55, conformément à l'article 62(2) de la Loi sur la pension de la fonction publique.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits se composaient de primes de $11,593, et, d'un montant de $382,120 (imputé aux dépenses budgétaires) qui représente un redressement destiné à régulariser le solde du fonds en rapport avec l'évaluation actuarielle établie au 31 mars 1989. Les paiements et autres débits se composaient de prestations de décès, $646,597; de valeurs de rachat en espèces, $45,167; de rentes, $31,505; et, de remboursements de primes, $104.

Compte de prestations de décès des forces régulières

Ce compte a été établi par la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, afin de fournir une assurance-vie aux membres cotisants des Forces armées. Les rentrées et autres crédits consistent en: *a)* des cotisations des participants; *b)* la contribution du gouvernement (1/6 des prestations payées à l'égard de participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense); *c)* des primes uniques payables par le gouvernement à l'égard des membres des forces régulières qui, sans verser de cotisations, deviennent admissibles à une prestation de base de $500; et, *d)* des intérêts.

Les paiements et autres débits consistent en: *a)* des prestations payées à l'égard des participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, lors de leur retraite des forces régulières; *b)* des prestations versées à l'égard des participants par choix au régime des forces régulières, à qui des pensions n'étaient pas payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, lors de leur retraite des forces régulières; et, *c)* la partie des prestations payables pour laquelle le gouvernement a versé une prime unique.

TABLEAU 7.15

COMPTE DE PRESTATIONS DE DÉCÈS DES FORCES RÉGULIÈRES

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde d'ouverture	95,819,641	85,236,692
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations du personnel	9,164,007	9,570,064
Contribution du gouvernement	1,465,596	1,550,708
Primes uniques payables par le gouvernement à l'égard des membres des forces régulières qui, sans verser de cotisations, deviennent admissibles à une prestation de base de $500	523,590	515,530
Intérêts	10,610,774	9,392,638
	21,763,967	21,028,940
	117,583,608	106,265,632
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations payées à l'égard des participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense	8,627,502	10,445,991
Solde de clôture	108,956,106	95,819,641

Compte de prestations de décès de la Fonction publique

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique, afin de fournir une assurance-vie aux membres cotisants de la Fonction publique.

Sont crédités au compte: *a)* les cotisations par les employés; *b)* les contributions par le gouvernement et les sociétés de la Fonction publique; et, *c)* les intérêts. Les paiements et autres débits représentent: *a)* les prestations versées à l'égard des cotisants qui, au moment de leur décès, étaient au service de la Fonction publique, ou recevaient une rente au titre de la partie I de la Loi sur la pension de la fonction publique; et, *b)* les prestations de $500 versées à l'égard des cotisants qui, au moment de leur décès, étaient au service de la Fonction publique, ou recevaient une rente en vertu de la partie I de la Loi sur la pension de la fonction publique, et pour lesquels a été effectué le paiement d'une prime unique au titre d'une couverture viagère de $500 de prestations de décès.

TABLEAU 7.16

COMPTE DE PRESTATIONS DE DÉCÈS DE LA FONCTION PUBLIQUE

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde d'ouverture	527,522,877	447,950,192
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employés—		
Gouvernement et sociétés de la Fonction publique	56,227,705	52,428,348
Gouvernment—		
Le sixième des paiements de prestations (général)	6,028,585	5,172,588
Prime unique de $500	1,829,161	1,857,094
Sociétés de la Fonction publique	2,361,234	2,301,651
Intérêts	59,422,932	50,826,870
	125,869,617	112,586,551
	653,392,494	560,536,743
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Paiements de prestations—		
Généralité	35,239,220	31,289,277
Couverture viagère de $500	1,702,213	1,635,514
Autres paiements de prestations de décès	80,587	89,075
	37,022,020	33,013,866
Solde de clôture	616,370,474	527,522,877

Fonds d'assurance des soldats de retour

Ce fonds a été établi en vertu de la Loi de l'assurance des soldats de retour, pour fournir une assurance-vie aux anciens combattants de la Première Guerre mondiale qui ont versé des cotisations au fonds. Sont créditées au compte les primes et y sont imputés les déboursés de prestations de décès et de valeurs de rachat en espèces. Ce compte est tenu selon une base actuarielle, et un redressement du passif actuariel au 31 mars 1989 de $2,209 a été crédité au compte au cours de l'exercice, et imputé aux dépenses budgétaires. La date ultime de recevabilité des demandes à l'égard de cette assurance était le 31 août 1933.

Fonds d'assurance des anciens combattants

Ce fonds a été établi par la Loi sur l'assurance des anciens combattants, pour fournir une assurance-vie aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale qui ont versé des cotisations au fonds. Sont créditées au compte les primes et y sont imputés les déboursés de prestations de décès et de valeurs de rachat en espèces. Ce compte est tenu selon une base actuarielle, et un redressement du passif actuariel au 31 mars 1989 de $583,356 a été crédité au compte au cours de l'exercice, et imputé aux dépenses budgétaires. La date ultime de recevabilité des demandes à l'égard de cette assurance était le 31 octobre 1968.

Compte de pension pour les agents des rentes

Ce compte a été établi par le crédit 181 de la Loi des subsides n° 1 de 1961, afin de verser des prestations de pension aux anciens fonctionnaires admissibles dont les activités consistaient à vendre au public des rentes sur l'État.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte d'allocations de retraite des parlementaires

Ce compte a été établi par la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, afin de fournir des prestations de retraite aux parlementaires admissibles qui ont versé des cotisations au régime de pension. Par "parlementaire" on entend un sénateur ou un député. Des prestations sont également prévues pour les veuves et les enfants à la charge des parlementaires ayant servi le 9 avril 1963 ou après et qui ont versé des cotisations en vertu de la Loi.

Les rentrées et autres crédits consistent en: *a)* des cotisations retenues sur les indemnités courantes, et calculées d'après la totalité de la somme versée; *b)* des cotisations retenues sur les traitements supplémentaires, et établies d'après le taux de cotisation choisi, jusqu'à 10% du montant global du traitement; *c)* des cotisations à l'égard de sessions antérieures, lorsque les parlementaires choisissent de payer les arrérages, et les intérêts sur les arrérages; *d)* des intérêts et assurance-décès, sur tout solde impayé, d'après les tables de survie du Canada; *e)* des contributions du gouvernement, égales aux cotisations versées ou échues au cours de l'exercice; *f)* des intérêts crédités à chaque trimestre; et, *g)* le remboursement de pensions après élection afin de virer les prestations des parlementaires au Compte de pension de retraite de la Fonction publique.

Les paiements et autres débits consistent en: *a)* des paiements d'allocations annuelles; *b)* des allocations de retrait y compris les intérêts afférents; *c)* des remboursements de cotisations excédant le maximum requis; et, *d)* des virements de fonds au Compte de pension de retraite de la Fonction publique.

TABLEAU 7.17

COMPTE D'ALLOCATIONS DE RETRAITE DES PARLEMENTAIRES

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde d'ouverture	29,254,221	28,779,384
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations des parlementaires—		
Au titre du service actuel	2,082,958	1,897,766
Arrérages du principal, intérêts et assurance-décès	184,116	277,537
Contributions du gouvernement—		
Au titre du service actuel	2,082,958	1,897,766
Intérêts	2,960,449	2,950,677
	7,310,481	7,023,746
	36,564,702	35,803,130
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Allocations annuelles	6,347,357	6,548,909
Solde de clôture	30,217,345	29,254,221

Caisse de pension des personnes à charge

Ce fonds, qui relève de la partie IV de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, accorde des prestations de retraite aux veuves et aux autres personnes à charge des membres cotisants de la Gendarmerie royale du Canada. Le fonds est crédité d'un montant qui correspond à une retenue de 5% sur la solde des membres de la Gendarmerie qui n'ont pas le brevet d'officier. Il n'y a plus de membres cotisants en service actif.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant

Ce compte, qui relève de la partie II des Règlements sur les pensions du personnel engagé sur place, accorde des prestations de retraite aux fonctionnaires du gouvernement qui sont employés localement et qui ont versé des cotisations se rapportant au fonds. Sont créditées au compte les cotisations des employés engagés sur place, et les prestations ultérieures y sont imputées.

Fonds de retraite

Ce fonds a pour but de verser des prestations de retraite à certains fonctionnaires qui ne sont pas couverts par le Compte de pension de retraite de la Fonction publique et qui ont versé des cotisations au fonds.

Les cotisations au fonds sont effectuées par retenues mensuelles sur les traitements de certains employés à taux prédominants ou d'employés saisonniers et certains autres. Les autres sommes créditées comprennent des intérêts au taux de 4% par année sur le solde au crédit de chaque cotisant, la contrepartie figurant à l'intérêt de la dette publique. Les paiements et autres débits représentent le paiement des sommes au crédit d'employés démissionnaires ou décédés, ainsi que les sommes virées au Compte de pension de retraite de la Fonction publique à l'égard d'employés devenus cotisants.

Ententes entre le Canada et les provinces sur le programme d'aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés versés par les provinces au titre de leur participation aux coûts supportés aux termes des ententes sur le programme d'aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse. Le compte est réduit au fur et à mesure que les paiements sont effectués aux éleveurs de bestiaux admissibles.

Entente entre le Canada et la Saskatchewan concernant l'infrastructure hydraulique des collectivités rurales

Ce compte a été établi en vertu de l'Entente auxiliaire de 1984 sur l'infrastructure hydraulique des collectivités rurales entre le Canada et la Saskatchewan, afin d'inscrire les dépôts faits par la province de la Saskatchewan chaque fois qu'une ville peut financer une partie des services d'aqueduc ou des installations d'épuration des eaux, et la construction indépendante n'est pas faisable. Les fonds sont déboursés à même le compte au moment où les coûts de facturation sont reçus.

Fonds de fiducie Canagrex

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, *conformément aux exigences* juridiques résultant de la liquidation de la Société.

Ce compte a été fermé au cours de l'exercice.

Projet Carman dérivation

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés provenant du gouvernement du Manitoba concernant leur participation aux coûts encourus pour le projet Carman dérivation. Le projet implique la construction d'un canal autour de la ville de Carman au Manitoba pour la déviation de l'eau de la rivière Boyne. Les fonds sont déboursés à même le compte au moment où les coûts de facturation sont reçus.

Ententes à coût partagé—Recherches

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent déposées par des parties externes aux fins de projets de recherches à coût partagé. Les sommes sont déboursées pour le compte des déposants au fur et à mesure que les projets sont entrepris.

Frais payés à l'avance—Importation du bétail étranger

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts effectués à l'égard de l'importation du bétail étranger, de tests de gestation pour le bétail, et des demandes touchant l'enregistrement des provendes, des engrais et des pesticides, lesquels sont portés au crédit de ce compte en attendant la cotisation du coût réel, lorsque les services nécessaires auront été rendus.

Lors de l'imputabilité définitive et au moment où les services auront été rendus, les dépôts sont soit crédités aux recettes non fiscales, soit retournés au déposant.

Importation de bulbes de Hollande

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour inscrire les dépôts en ce qui regarde l'importation de bulbes de Hollande. L'inspection des bulbes est effectuée en Hollande avant l'emboîtage. Les frais réels sont crédités aux recettes non fiscales, et l'excédent est retourné aux déposants, à la fin de l'inspection.

Compte des avances—Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, aux fins de tenir en réserve pour emploi dans les exercices subséquents, les revenus dérivés des projets subventionnés par Téléfilm Canada, lesquels sont demeurés non réinvestis à la fin de l'exercice, en raison de temps.

Projets à coût partagé—Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés provenant de l'industrie privée, à l'appui de l'Étude du rôle des sexes dans la programmation relative à la télévision canadienne.

Compte de dépôt—Consommateurs et Sociétés

Ce compte a été établi en vertu des articles 20 et 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent détenues en fiducie pour couvrir les frais des services fournis régulièrement. Aucun intérêt n'est crédité à ce compte.

Revenus provenant du Traité de coopération en matière de brevets

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques et de l'article 12(3) du Règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets des Règles sur les brevets, afin d'enregistrer la rentrée et la disposition de diverses taxes au sujet des demandes pour un brevet international, conformément avec les Règles 14, 15, 16 et 16^{bis} du Règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets.

Revenus provenant de titres en fiducie—Loi sur la faillite

Ce compte a été établi en vertu des articles 78, 84, 154 et 194 de la Loi sur la faillite, afin d'inscrire les dividendes payés sur les actions détenues originairement par un courtier en faillite et par la suite vendues aux clients. Puisque les actions n'étaient pas immatriculées au nom des clients, les dividendes doivent être versés au dernier propriétaire immatriculé, dans ce cas, le courtier en faillite. Les dividendes sont ensuite remis au Surintendant des faillites pour la garde en dépôt.

Titres en fiducie—Loi sur la faillite

Ce compte a été établi en vertu de l'article 67 de la Loi sur la faillite, afin d'inscrire les titres que détenaient originairement un courtier en faillite pour le compte des clients qui sont introuvables.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur la faillite

Ce compte est constitué des sommes qui sont créditées au Receveur général, conformément aux dispositions de l'article 154 de la Loi sur la faillite, en attendant la répartition aux créanciers.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur les sociétés par actions

Ce compte a été établi conformément aux articles 227 et 228 de la Loi sur les sociétés par actions, afin d'enregistrer des dettes envers les créanciers et les actionnaires introuvables. Ce compte est imputé lorsque les fonds sont versés à ceux-ci.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur les liquidations

Ce compte comptabilise les sommes créditées au Receveur général, en attendant la répartition, conformément aux articles 138 et 139 de la Loi sur les liquidations.

Programme de stratégie de planification de l'emploi

Le programme de stratégie de planification de l'emploi est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Emploi d'été—Programme d'expérience de travail

Le programme d'emploi d'été—Expérience de travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Programme concernant les ateliers d'orientation au travail

Le programme concernant les ateliers d'orientation au travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Division de géologie du continent—Hydro-Ontario

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, en vue de faciliter une entente de frais partagés entre Énergie, Mines et Ressources et l'hydro-Ontario, afin d'acquérir, de rassembler, de traiter et d'interpréter des données de sismique-réflexions enregistrées dans les lacs Ontario, Erié et Huron.

Commission géologique du Canada—Ententes de recherches

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de faciliter la retenue et le paiement de sommes d'argent reçues de particuliers, d'industries et de d'autres gouvernements pour des projets conjoints ou pour fins d'ententes de recherches à coût partagé.

Paiements d'incitation à l'expansion des marchés—Alberta

À ce compte sont inscrites les sommes versées par le gouvernement de l'Alberta, qui sont destinées à encourager l'expansion des marchés de gaz naturel dans les provinces à l'est de l'Alberta, en conformité avec l'accord conclu entre le gouvernement du Canada et celui de l'Alberta le 1er septembre 1981 et conformément à l'article 39 de la Loi sur l'administration de l'énergie. Le terme initial de l'accord était du 1er novembre 1981 au 31 janvier 1987. Par suite de l'Accord de l'Ouest convenu le 25 mars 1985, les paiements effectués par le gouvernement de l'Alberta ont pris fin le 30 avril 1986; toutefois, des paiements sont effectués à même le compte à titre du Programme de conversion des véhicules au gaz naturel et celui des postes d'essence pour le gaz naturel.

Technologue des minéraux et de l'énergie—Projet à coût partagé

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de faciliter la retenue et le paiement de sommes d'argent reçues d'organismes privées et de d'autres gouvernements pour le partage des coûts concernant des projets scientifiques.

Dépôts à l'égard de projets divers—Énergie, Mines et Ressources

Des comptes ont été établis en vertu des articles 20 et 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés versés par des organisations externes et des personnes pour des services scientifiques à être fournis selon la formule de recouvrement de fonds. À mesure que le travail avance, le revenu gagné est crédité aux recettes non fiscales.

Ce compte a été fermé au cours de l'exercice.

Compte de recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse

Ce compte a été établi conformément à l'article 217 de la Loi de mise en oeuvre de l'accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers afin d'enregistrer les sommes perçues sous le régime de divers accords fiscaux décrits à la partie IV de la Loi. Par la suite, ces deniers sont alors remis à la province de la Nouvelle-Écosse et imputés à ce compte.

NYSERDA—Recherche et développement de la technologie diesel

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, en vue de gérer un paiement anticipé reçu du New York State Energy Research and Development Authority (NYSERDA) aux fins de justifier la technologie méthanol-diesel dans le fonctionnement des autobus pour transports en commun. Ce paiement anticipé représentait une des stipulations d'un accord convenu entre le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et NYSERDA.

Compte sur le concours de sculpture de Forks

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, aux fins de recevoir des dons de la part de sociétés importantes, afin de parrainer un concours de sculpture à l'inauguration du parc historique national de Forks vers la fin de 1988.

Le patrimoine national historique de Grassy Island

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de recevoir les dons provenant de l'Administration du développement industriel du détroit de Canso pour l'élaboration du patrimoine national historique de Grassy Island. Cette donation servira à défrayer les coûts d'un nouveau Centre d'accueil pour les visiteurs comprenant des kiosques d'interprétation ainsi que l'aménagement des lieux sur terre ferme et celui de l'Île.

Programme de capitalisation pour les intervenants

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts reçus des provinces, des territoires ou d'organismes privés qui fournissent des fonds, projet par projet, par l'entremise d'ententes de contribution, pour la participation du public au processus d'examen des vols d'entraînement à basse altitude.

Dépôts à l'égard de projets divers—Environnement

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les contributions provenant d'organisations et de particuliers, qui sont destinées à la poursuite de travaux de recherches.

Compte de fiducie de Mackenzie King

Feu le très honorable W L Mackenzie King a légué, au gouvernement du Canada, la Maison Laurier à Ottawa, et la somme de $225,000; une somme égale à celle-ci a été créditée au compte. Les intérêts calculés, suivant les dispositions de l'article 3 de la Loi sur la Maison Laurier, sont crédités à ce compte à la fin de chaque exercice, et imputés à l'intérêt de la dette publique. Ils doivent être affectés à l'entretien de la Maison Laurier, qui doit être conservée comme lieu d'intérêt historique, de même que pour des fins de facilités d'étude et de recherches.

Au cours de l'exercice, des intérêts de $22,815 ont été crédités à ce compte. Conformément à la Loi, Travaux publics Canada est autorisé à dépenser, annuellement, une somme ne dépassant pas 70% du revenu d'intérêt au cours de l'exercice précédent pour l'entretien et la conservation des immeubles de la Maison Laurier. Environnement Canada est autorisé à dépenser une somme annuelle ne dépassant pas 30% du revenu d'intérêt pour conserver la Maison Laurier comme musée et centre d'étude, de même que pour faire divers achats. Le solde non dépensé du revenu d'intérêt doit être crédité à la fin de l'exercice aux recettes non fiscales.

Compte de la Fondation du Canada

Ce compte a été établi par le crédit 6g de la Loi des subsides n° 2 de 1967, en vue d'y inscrire les deniers reçus en rapport avec l'Entente de 1950 sur les secours aux civils, et l'Entente culturelle de 1954 entre le Canada et l'Italie, et les sorties de caisse aux fins desdites ententes.

Le compte est tenu en lires d'Italie à la Banco di Roma (Italie), et toutes les opérations effectuées en devises étrangères au cours de l'exercice sont converties au cours du change en vigueur à la fin des exercices (1989-90, 1 lire/$0.000941 can; 1988-89, 1 lire/$0.000859 can).

Au cours de l'exercice, le revenu provenant de l'exploitation du compte s'est élevé à 25,464,665 lires—$23,862 can, et les déboursés concernant les activités culturelles et les dépenses administratives étaient de 34,574,476 lires—$32,535 can. Le rajustement de la valeur comptable reportée de l'exercice précédent a produit des augmentations de l'évaluation au montant de $27,043 pour les titres détenus en fiducie, et de $578 pour les espèces en dépôt. Le solde de clôture comporte des titres au coût et des espèces en dépôt.

Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés et les déboursés à l'égard des coûts relevant de l'assistance technique fournie à d'autres pays par des sociétés et institutions canadiennes, en vertu d'ententes entre le gouvernement du Canada et d'autres gouvernements étrangers.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte du Sommet économique

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent provenant du secteur privé et d'autres organisations financées par des fonds publics. Ces fonds reçus à titre de dons ont été utilisés pour aider à couvrir les frais associés à des événements spéciaux qui ont eu lieu à Toronto (Ontario) du 19 au 28 juin 1988, au cours du Sommet économique.

Dépôts en garantie—Agence canadienne de développement international

Ce compte a été établi en vertu de l'article 29 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les chèques de réclamations d'assurance pour les avaries en cours de route à l'égard de biens expédiés au pays désigné dans le contrat du prêt, en attendant que le pays décide si ces fonds devraient être employés pour réduire le solde du prêt ou pour acquérir des biens de remplacement.

Organismes internationaux—Compte de frais de voyage

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les fonds rendus disponibles par les organismes internationaux, afin de défrayer le coût du transport de professeurs et d'élèves qui voyagent au Canada, sous les auspices de ces organismes.

Ce compte a été fermé au cours de l'exercice.

Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec

Ce compte a été établi en vertu de la Loi 12 Victoria, 1849, chapitre 200, afin d'inscrire le produit de la vente de terres, employé dans le soutien et l'entretien des écoles publiques dans le Haut et le Bas Canada, maintenant l'Ontario et le Québec. Les intérêts de $133,888, répartis d'après la population, sont versés semestriellement aux provinces précitées, au taux de 5% par année, et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de réclamations à l'étranger

Ce compte a été établi par le crédit 22a de la Loi des subsides n° 9 de 1966, afin d'inscrire: *a)* toute partie des deniers reçus du Séquestre des biens ennemis, le produit de la vente de biens et les bénéfices provenant des biens, et, *b)* toutes les sommes reçues des gouvernements d'autres pays à la suite d'ententes intervenues après le 1er avril 1966 relativement au règlement de réclamations présentées par le Canada, et enregistre également le paiement des réclamations soumises, y compris le paiement des dépenses encourues lors de la vérification et déclaration des réclamations.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de réclamations de guerre—Seconde Guerre mondiale

Ce compte a été établi par le crédit 696 de la Loi des subsides n° 4 de 1952, afin d'inscrire les deniers reçus du Séquestre des biens ennemis ou d'autres sources, et les paiements: *a)* aux réclamants admissibles pour indemnités au titre de la Seconde Guerre mondiale; *b)* d'une indemnité supplémentaire correspondant à la moitié de l'indemnité première (le décret CP 1958-1467 du 23 octobre 1958); et, *c)* des dépenses encourues lors de la vérification et déclaration des réclamations.

On a établi une Commission des réclamations de guerre chargée de faire enquête et rapport sur les réclamations des canadiens, au titre de la Seconde Guerre mondiale, pour lesquelles ils pourraient être dédommagés par imputation sur ce fonds ou sur tout autre fonds constitué à cette fin. Les dépenses de la Commission sont imputables sur ce compte.

Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur la convention en matière de pêche dans les Grands Lacs, afin d'inscrire les obligations financières en circulation détenues par le gouvernement du Canada. Le ministère des Pêches et Océans est agent de cette Commission et a la responsabilité de la quittance du programme impliquant à faire disparaître la lamproie marine dans les Grands Lacs et ainsi qu'aux recherches relatives.

Dépôts à l'égard de projets divers—Pêches et Océans

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les contributions provenant d'organisations et de particuliers, qui sont destinées à la poursuite de travaux de recherches.

Dépôts à l'égard de projets divers—Forêts

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les contributions provenant d'organisations et de particuliers, qui sont destinées à la poursuite de travaux de recherches forestières.

Campagne nationale de sensibilisation du public au secteur forestier

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les deniers qui sont à utiliser en vue de mieux informer le public canadien de l'importance du secteur forestier et de l'incidence de l'industrie forestière sur le bien-être général des Canadiens. Cette activité est soutenue par la mise en commun d'une partie des fonds de toutes les ententes fédérales-provinciales concernant les forêts. La participation des provinces à la campagne se concrétise par des dépôts faits à ce compte.

Amendes—Loi sur les Indiens

Sont créditées à ce compte les amendes perçues en vertu des articles 85.1 et 104 de la Loi sur les Indiens, à l'égard de poursuites pour infractions aux règlements sur les boissons alcooliques, et de statuts émanant des bandes. Les dépenses encourues comprennent les frais engagés dans la suppression du trafic des boissons alcooliques chez les Indiens du Canada.

Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes

Ce compte a été établi en vertu de l'article 20 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes détenues pour les Indiens dans les banques autorisées à travers le Canada. Ces sommes comprennent entre autres les successions, les dépôts et les paiements effectués sur les baux détenus pour des particuliers indiens, et les sommes à répartir entre des particuliers indiens et des bandes indiennes.

Fonds des bandes indiennes—Actions et certificats

Ce compte a été établi en vertu de l'article 61 de la Loi sur les Indiens, afin d'inscrire la valeur à l'origine des actions de Transalta Utilities Ltd, en compensation d'une ligne d'énergie ayant servitude de passage sur la réserve des Indiens Blood. Ces actions sont détenues au nom du Receveur général du Canada au crédit de la bande des Indiens Blood. Tous les dividendes reçus sont portés au crédit du compte de recettes de la bande des Indiens Blood.

Fonds de compensation des Indiens

Conformément aux articles 35 et 61 de la Loi sur les Indiens, les deniers reçus, en rapport avec la vente de terres appartenant aux Indiens et en compensation d'une servitude lorsque le droit de propriété est contestable ou lorsque l'arpentage n'est pas complété, sont inscrits au compte jusqu'à ce que toute la documentation ait été réunie.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les deniers détenus pour le compte de particuliers et de bandes, perçus à partir de locations et de baux de terres indiennes, comme la location de terres agricoles, les servitudes, les baux et les permis d'exploitation pétrolière et gazière, etc, jusqu'à ce que la documentation voulue soit reçue.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes spéciaux des Indiens

Conformément à l'article 52 de la Loi sur les Indiens et l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, ces comptes spéciaux des Indiens représentent des comptes non productifs d'intérêts tenus à des fins particulières et comprennent les postes suivants:

a) *Héritiers absents ou disparus*—Les avoirs d'une succession, auxquels un héritier disparu peut prétendre, sont gardés dans un compte pendant une période de sept ans, après quoi, si les héritiers ne sont pas retracés, ces avoirs sont partagés entre les autres personnes selon leurs droits respectifs.

b) *Réserves de fourrures de l'Abitibi*—Ce compte enregistre les deniers reçus suite à la vente des pelleteries piégées dans les réserves du district de l'Abitibi, au Québec, afin de reporter les frais des salaires des marqueurs, le fret, etc.

c) *Pêches de l'Abitibi*—Ce compte enregistre les frais d'exploitation du projet de pêche à l'esturgeon de l'Abitibi.

d) *Habitations hors réserve des Indiens*—Ce compte enregistre les contributions personnelles détenues en fiducie en attendant que celles-ci soient remises au vendeur, bâtisseur ou représentant légal.

Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire la part de l'Ontario des rentrées provenant de l'activité minérale sur les réserves indiennes, conformément aux modalités de l'Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario. Ces fonds seront versés aux bandes indiennes aussitôt qu'une nouvelle législation fédérale et provinciale sera adoptée promulguant un nouvel Accord sur les terres indiennes pour l'Ontario.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Tourisme—Ententes à coût partagé

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent déposées par des organismes externes aux fins d'études à coût partagé. Les sommes sont déboursées pour le compte des déposants au fur et à mesure que les projets sont entrepris.

Radarsat

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent reçues de la portion des coûts et des paiements anticipés destinées aux images du projet Radarsat.

Paiements anticipés—Statistique Canada

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour inscrire les paiements anticipés reçus notamment des départements, organismes et autres, afin de financer le coût de services statistiques spéciaux.

Fonds de fiducie—Conseil national de recherches

Ce compte a été établi par la Loi sur le Conseil national de recherches, afin d'inscrire les fonds reçus notamment des départements et organismes, pour couvrir les dépenses effectuées au nom de ces derniers.

Fonds spécial—Conseil national de recherches

Ce compte a été établi par la Loi sur le Conseil national de recherches, afin d'inscrire les recettes reçues par le Conseil national de recherches du Canada s'élevant à $19,150,374, provenant de droits de laboratoire, $9,738,106; de capital, $976,000; de services d'information, $2,927,814; de ventes de publications, $4,294,366; et, de revenus divers, $1,214,088. Une somme de $18,650,374 a été imputée à ce compte, de laquelle une somme de $17,674,374 a été portée au crédit 65 du Conseil national de recherches, et, de $976,000 au crédit 70 du Conseil national de recherches, pour compenser les dépenses.

Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Ce compte a été établi en vertu de l'article 27 de la Loi d'action scientifique du gouvernement (1976), afin d'inscrire les fonds fournis par d'autres gouvernements et organismes, pour combler les dépenses faites pour leur compte, et afin d'indiquer la dette de cet organisme envers d'autres organismes.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Étude mixte entre le Canada et le Japon

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques et l'article 15 de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada, afin d'inscrire les fonds reçus du Japon à utiliser pour l'étude mixte sur la coopération dans le domaine des sciences et technologie entre le Canada et le Japon.

Compte spécial de la Cour fédérale

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de maintenir les comptes au nom des plaideurs devant la Cour. Ces comptes enregistrent les deniers versés à la Cour fédérale du Canada, suite à une ordonnance de la Cour, aux règles de la Cour ou aux décrets, à être détenus en fiducie en attendant que soit effectué le paiement de ces deniers, conformément à un arrêt de la Cour.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte d'attente, justes salaires

Ce compte fonctionne en vertu de l'autorisation de l'article 13 du Règlement sur les justes salaires et heures de travail. Lorsqu'une enquête portant sur des travaux à forfait entrepris par le gouvernement justifie l'octroi de salaires, on crédite à ce compte la somme versée par l'entrepreneur, laquelle est ensuite répartie aux employés.

Ce compte inscrit également les sommes versées par les départements et organismes, représentant les salaires reliés à des contrats, et retenues sur le versement final aux entrepreneurs.

Compte d'attente, normes du travail

Ce compte fonctionne en vertu de l'autorisation de la partie III du Code canadien du travail, article 251, et de l'article 23 du Règlement du Canada, sur les normes du travail.

Ce compte comptabilise:

a) les fonds versés par les employeurs suite à une évaluation faite par des inspecteurs qui constatent qu'il y a une insuffisance des paiements au titre du salaire minimum ou à l'égard d'indemnités au titre de la majoration de salaire pour heures supplémentaires, ou des indemnités de départ, de congé annuel ou de jour férié, de congé de décès ou en guise de préavis de licenciement. Les cotisations sont versées directement à l'employé ou au ministre du Travail qui doit ensuite remettre les fonds à l'employé;

b) les paiements versés par les employeurs qui doivent des arriérés de salaires à leurs employés. Ces montants sont remis aux employés; et,

c) les salaires remis au ministre du Travail de la part des employeurs qui ne peuvent retrouver des employés. Celui-ci doit alors tenter de retrouver ces employés.

Gouvernements étrangers

Ces comptes ont été établis en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour enregistrer les fonds provenant des gouvernements étrangers, pour couvrir les dépenses à effectuer pour le compte de ceux-ci, conformément aux dispositions d'ententes avec le gouvernement du Canada.

Le solde débiteur de quelques comptes découle d'un délai dans le traitement et sera compensé dans le nouvel exercice.

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN)

Ces comptes ont été établis en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les fonds provenant de l'OTAN pour couvrir *a)* les projets d'infrastructure de l'OTAN mis en œuvre par le Canada, et, *b)* les autres dépenses à effectuer pour le compte de l'OTAN, conformément aux termes d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

Organismes non gouvernementaux

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, dans le but d'inscrire les fonds reçus afin de couvrir les dépenses faites pour le compte des organismes non gouvernementaux, pour lesquels aucun compte particulier n'a été créé.

Société canadienne des paris sportifs—Autres dettes en souffrance

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent reçues lors de la dissolution de la Société canadienne des paris sportifs pour permettre le règlement de toute dette de la Société.

Méthodologie informatisée de programmation d'espace

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les opérations relatives à la part provinciale des coûts supportés en vertu d'une entente de partage des coûts avec les provinces (sauf le Québec) et les territoires pour informatiser les séries de méthodologie de programmation de l'espace hospitalier. Les provinces versent leurs contributions au compte proportionnellement à leur population.

Système d'évaluation de sécurité contre le feu pour hôpitaux

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour inscrire les opérations reliées aux fonds fournis par les provinces et territoires en vertu d'un accord de partage des coûts concernant une évaluation des systèmes de sécurité contre le feu pour hôpitaux.

Projets divers fédéral-provincial—Santé nationale et Bien-être social

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les opérations des coûts partagés reliées aux provinces et aux territoires en vertu des ententes avec le fédéral et les provinces pour des projets conjoints dans les domaines de l'administration hospitalière, la mise en marche des installations des hôpitaux ainsi que d'autres activités relatives à la santé.

Base de données nationales sur les médecins

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour inscrire les opérations reliées aux fonds fournis par les provinces et territoires en vertu d'un accord de partage des coûts concernant le développement d'une base de données nationales sur les médecins.

"Y'a personne de parfait"—Projet à coût partagé

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les opérations reliées à la part provinciale des coûts supportés en vertu de l'entente fédérale-provinciale de partage des coûts pour un projet coopératif de parentage.

Guide méthodologique—Évaluation critique des hôpitaux

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour inscrire les opérations relatives à la part provinciale des coûts supportés en vertu d'une entente de partage des coûts avec les provinces (sauf le Québec) et les territoires pour défrayer leur part des coûts du projet intitulé: "Guide méthodologique—Évaluation critique des hôpitaux".

Étude sur les problèmes de la responsabilité et de l'indemnisation dans le secteur des soins de santé

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les opérations reliées aux fonds fournis par les provinces et territoires en vertu d'un accord de partage des frais concernant l'étude sur les problèmes de la responsabilité et de l'indemnisation dans le secteur des soins de santé.

Évaluation de l'innocuité des produits chimiques

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les fonds reçus et les paiements effectués aux organismes et personnes qui fournissent des services au nom du Groupe scientifique chargé de la méthodologie d'évaluation de l'innocuité des produits chimiques selon les besoins précis identifiés par le Groupe.

Organisation mondiale de la santé

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les fonds provenant de l'Organisation mondiale de la santé, pour des projets scientifiques.

Recherches en dyskinésie et en torticolis

Ce compte a été établi en vertu de l'article 15 de la Loi sur le Conseil de recherches médicales, afin d'enregistrer un legs de $75,000 fait par un donateur anonyme, pour l'établissement d'un fonds de recherches dans les domaines de la dyskinésie et du torticolis. L'intérêt perçu est utilisé pour verser des subventions aux fins de recherches. D'autres dons sont également crédités à ce fonds.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Bourses d'études Farquharson

Ce fonds a été établi en vertu de l'article 15 de la Loi sur le Conseil de recherches médicales, afin d'enregistrer un prix décerné par la Fondation de recherches de l'Hôpital général de St-Boniface. Le fonds accorde des bourses d'études pour recherches à des étudiants en médecine et à des diplômés d'études secondaires.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Projets à coût partagé—Travaux publics

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les fonds reçus à l'avance, notamment des départements et organismes, concernant leur participation à certains projets à coût partagé.

Promotion des langues officielles

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour assurer aux membres du secteur privé un enseignement des langues, par les instructeurs de la Commission de la Fonction publique, dans les installations du gouvernement fédéral.

Les paiements anticipés émanant du secteur privé sont crédités à ce compte, et les frais de la Commission de la Fonction publique pour services rendus y sont imputés.

Fonds pour les boursiers de la Reine—Conseil de recherches en sciences humaines

Ce fonds représente une subvention au montant de $250,000 accordée en vertu du crédit 45a de la Loi n° 5 de 1973-74 portant affectation de crédits. Le revenu est utilisé aux fins de payer des bourses d'études aux étudiants diplômés dans certains domaines d'études canadiennes.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences humaines

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les recettes et les déboursés de fonds disponibles aux fins de recherches dans le domaine des sciences humaines. Le compte enregistre également l'encaissement de dons privés et le décaissement de ces fonds aux fins de projets spéciaux.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Intérêts sur obligations—Compagnies d'assurance

À ce compte sont crédités les produits d'intérêts sur les obligations déposées par les compagnies d'assurance, en vertu de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques. Les débits représentent le versement de ces intérêts aux compagnies d'assurance.

Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires

Ce compte a été établi par un accord écrit entre le Canada et les États-Unis, afin d'inscrire les fonds inutilisés provisoirement, à payer au gouvernement des États-Unis en vertu de contrats pour achats d'équipement militaire. Les fonds sont placés par la Banque fédérale de réserve de New York pour produire des intérêts au nom du gouvernement du Canada.

Entreprises Petro-Canada Inc—Actions

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire la dette envers les actionnaires qui n'ont pas présenté leurs actions en vue de paiement. Le solde de clôture représente 9,578 actions des Entreprises Petro-Canada Inc à $120.14 l'action.

Compte de l'aéroport de Cartierville

Conformément à l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, et suite à la vente de l'aéroport de Cartierville par le gouvernement à Canadair Limitée, ce compte spécial a été établi afin de retenir en dépôt la somme de $5,000,000 et d'enregistrer dans ce même compte le revenu d'intérêt, tel qu'approuvé par le ministre des Finances.

Périodiquement, on portera des versements effectués à Canadair Limitée au débit de ce compte, afin de rembourser Canadair des dépenses encourues relativement aux réparations et améliorations apportées à l'aéroport de Cartierville.

Fonds de bienfaisance de l'armée

Conformément à l'article 3 de la Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée, ce compte était crédité de certains profits provenant de cantines et d'autres fonds émanant de la Seconde Guerre mondiale. Des intérêts au taux de 12.62% par année sont crédités semestriellement pour la période du 29 juin 1985 au 28 juin 1990 sur le solde minimum mensuel.

Les paiements sont tirés du fonds au profit des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale ou de leurs personnes à charge, ou pour les veuves, enfants ou autres personnes à la charge des anciens combattants décédés.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Hôpital Ste-Anne

Conformément à l'article 9 des règlements sur la curatelle des biens des anciens combattants, ce compte inscrit les deniers gardés en dépôt au nom des patients de l'hôpital des anciens combattants à Ste-Anne-de-Bellevue, Québec.

Ce compte a été fermé au cours de l'exercice.

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints sont la responsabilité de la direction du Régime de pensions du Canada. Les états du Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada ont été dressés selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente des états, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La préparation des informations financières fait partie intégrale des responsabilités plus étendues de la direction pour les opérations continues du Compte et du Fonds. La direction tient des registres comptables et maintient des systèmes de contrôles financiers et de gestion, auxquels s'ajoute un programme de vérification interne, ainsi que des pratiques de gestion afin de fournir une certitude raisonnable que des informations financières fiables et précises sont disponibles au moment opportun; que les éléments de l'actif sont protégés et contrôlés; que la gestion des ressources est économique et efficiente; que le déroulement de l'exploitation est efficace; et que les opérations sont conformes au Régime de pensions du Canada et aux Réglements.

Le vérificateur général du Canada effectue une vérification indépendante des états financiers du Régime et présente son rapport au Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le sous-ministre adjoint
Programmes de la sécurité du revenu
J.G. Soar

La sous-ministre
Richard Dicerni pour
Margaret Catley-Carlson

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié les états du Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états présentent fidèlement le solde et l'évolution du Compte et du Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 17 août 1990

ÉTAT DU COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Montants portés au crédit		
Cotisations—Employés, employeurs et personnes travaillant à leur propre compte	7,278,667	6,248,267
Intérêt (note 3)	4,181,861	3,912,264
	11,460,528	10,160,531
Montants portés au débit		
Prestations		
Pensions de retraite	6,290,188	5,569,542
Pensions d'invalidité	1,470,123	1,319,436
Pensions aux survivants	1,335,545	1,201,243
Prestations de décès	149,088	138,528
Prestations aux orphelins	126,374	124,305
Prestations aux enfants de cotisants invalides	101,637	91,989
	9,472,955	8,445,043
Dépenses (note 4)		
Administration	58,429	55,060
Perception des cotisations	52,533	48,174
Services d'émission de chèques et d'informatique	25,108	23,849
Locaux	6,700	4,552
Attribution des numéros d'assurance sociale et tenue d'un fichier central	1,751	1,602
Services actuariels	565	445
	145,086	133,682
	9,618,041	8,578,725
Augmentation du solde	1,842,487	1,581,806
Solde au début de l'exercice	37,602,882	36,021,076
Solde à la fin de l'exercice	39,445,369	37,602,882
Représenté par:		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	36,483,062	35,063,117
Solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général du Canada	2,962,307	2,539,765
	39,445,369	37,602,882

Approuvé au nom du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

Le sous-ministre adjoint
Programmes de la sécurité du revenu
J.G. SOAR

La sous-ministre
RICHARD DICERNI pour
MARGARET CATLEY-CARLSON

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Suite*

ÉTAT DU FONDS DE PLACEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	Solde au début de l'exercice	Achats—Montants imputés	Rachats—Montants crédités	Solde à la fin de l'exercice
Placements dans des titres (note 5)				
Provinces et territoire				
Terre-Neuve	727,941	45,188	15,557	757,572
Île-du-Prince-Édouard	154,733	10,544	3,240	162,037
Nouvelle-Écosse	1,365,521	85,218	34,566	1,416,173
Nouveau-Brunswick	1,003,721	64,307	24,216	1,043,812
Québec	128,398	6,099	3,078	131,419
Ontario	16,078,223	1,086,695	445,777	16,719,141
Manitoba	1,911,909	114,972	47,683	1,979,198
Saskatchewan	1,577,117	101,867	40,357	1,638,627
Alberta	4,209,336	311,940	76,618	4,444,658
Colombie-Britannique	4,896,892	345,289	128,135	5,114,046
Territoire du Yukon	3,726			3,726
	32,057,517	2,172,119	819,227	33,410,409
Canada	3,005,600	71,112	4,059	3,072,653
	35,063,117	2,243,231	823,286	36,483,062

Approuvé au nom du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

Le sous-ministre adjoint
Programmes de la sécurité du revenu
J.G. SOAR

La sous-ministre
RICHARD DICERNI pour
MARGARET CATLEY-CARLSON

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

1. a) Description et pouvoirs

Le Régime de pensions du Canada (le Régime), établi en vertu d'une loi de 1965 du Parlement, est un plan général de pensions de vieillesse et de prestations supplémentaires payables aux cotisants et à leur égard. Le Régime d'assurance sociale mixte et obligatoire permet aux travailleurs d'acquérir et de maintenir, pour eux et leurs familles, une protection contre les pertes de revenus découlant de la retraite, l'incapacité ou le décès. Le Régime s'étend au Canada tout entier à l'exception de la province de Québec qui possède un régime parallèle.

Selon les dispositions actuelles de la Loi du Régime de pensions du Canada, les prestations et les frais d'administration du Régime sont financés par les cotisations que versent les employés, les employeurs, les personnes travaillant à leur propre compte et par l'intérêt provenant du placement des fonds qui excèdent les besoins immédiats en trésorie pour défrayer les prestations et les frais d'administration.

Le Compte du régime de pensions du Canada (le Compte) a été établi au nombre des comptes du Canada par l'article 108.(1) du Régime de pensions du Canada pour enregistrer les cotisations, l'intérêt, les prestations et les dépenses dans le cadre du Régime. Le pouvoir de payer des prestations est limité au solde du Compte qui s'élevait à 39,445 millions de dollars en date du 31 mars 1990.

Le Fonds de placement du régime de pensions du Canada (le Fonds) a été établi au nombre des comptes du Canada par l'article 109.(1) du Régime de pensions du Canada pour enregistrer les placements dans des titres des provinces, des territoires et du Canada.

b) Financement

Le Régime de pensions du Canada a été modifié par le projet de loi C-116 et ce, depuis le 1[er] janvier 1987. La loi modifiée exige que le premier examen de l'annexe des taux de cotisation de 25 ans soit effectué avant le 1[er] janvier 1992 et que tous les examens ultérieurs soient effectués tous les cinq ans par la suite. À la suite de cet examen, le ministre des Finances et les ministres de la Couronne des provinces et territoires inclus devraient examiner les taux figurant à l'annexe et recommander si ces taux devraient être modifiés et si l'annexe devrait être modifiée afin d'inclure les taux de cotisation pour un autre cinq ans.

Tout amendement d'importance au Régime qui modifierait le niveau général des prestations ou le taux des cotisations doit être approuvé par au moins les deux tiers des dix provinces regroupant au moins les deux tiers de la population.

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990—*Suite*

L'annexe actuelle des taux de cotisation prévoit une augmentation graduelle à partir des taux de 1986, soit 3,6%, de 0,2 points de pourcentage chaque année jusqu'en 1991 et de 0,15 points de pourcentage par la suite jusqu'en 2011 alors qu'il atteindra 7,6%.

Le ministre des Finances et les ministres de la Couronne des provinces et territoires inclus examinent actuellement les taux de cotisation conformément aux exigences législatives. Cet examen sera terminé à temps pour que l'annexe des taux de cotisation de 25 ans entre en vigueur d'ici au 1[er] janvier 1992.

Le rapport actuariel le plus récent en date du 31 décembre 1988 effectué par l'actuaire en chef du Bureau du surintendant des institutions financières révèle que le rapport de 2 à 1 (qui doit être maintenu conformément aux dispositions de l'alinéa 113.1 (4) (c) de la loi modifiée) entre le solde du Compte du régime de pensions du Canada et les paiements annuels prévus sera maintenu jusqu'en 1999. Ce rapport a été soumis au Parlement en janvier 1990.

2. Conventions comptables

Compte du régime de pensions du Canada

Les montants portés au crédit et au débit du Compte sont respectivement conformes aux articles 108.(2) et 108.(3) du Régime de pensions du Canada. Les cotisations, l'intérêt et les prestations sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les cotisations parviennent de Revenu Canada, Impôt et elles sont calculées selon les prévisions des montants à percevoir pour l'exercice en cours et les ajustements aux prévisions des exercices antérieurs. Les dépenses sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le solde du Compte représente l'excédent cumulé des cotisations et de l'intérêt sur les prestations et les dépenses à ce jour.

Fonds de placement du régime de pensions du Canada

Les montants portés au débit et au crédit du Fonds sont conformes à l'article 109.(2) du Régime de pensions du Canada. Tous les titres détenus sont comptabilisés au prix coûtant, ils ne sont pas négociables et leur terme d'échéance est de 20 ans ou d'une durée plus courte que peut à l'occasion fixer le ministre des Finances sur la recommandation de l'actuaire en chef du Bureau du surintendant des institutions financières.

3. Intérêt

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur les placements dans des titres détenus par le Fonds.		
Provinces et territoire		
Terre-Neuve	79,955	76,769
Île-du-Prince-Édouard	17,074	16,301
Nouvelle-Écosse	150,431	142,948
Nouveau-Brunswick	109,540	105,125
Québec	13,014	12,675
Ontario	1,767,892	1,718,713
Manitoba	207,526	199,897
Saskatchewan	172,190	165,306
Alberta	465,534	440,428
Colombie-Britannique	538,761	519,183
Territoire du Yukon	360	360
	3,522,277	3,397,705
Canada	303,628	264,133
	3,825,905	3,661,838
Intérêt sur le solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général du Canada, à un taux d'intérêt moyen pondéré de 11.98% (1989: 9.70%)	355,956	250,426
	4,181,861	3,912,264

L'intérêt moyen pondéré sur les titres acquis au cours de l'exercice était à 9,90% (1989: 10,08%).

4. Dépenses

Les dépenses du Compte représentent les frais d'administration imputés pour des services rendus par six ministères fédéraux: Santé et Bien-être social Canada (administration), Revenu Canada, Impôt (perception des cotisations), Approvisionnements et Services Canada (émission de chèques et informatique), Travaux publics Canada (locaux), Emploi et Immigration Canada (attribution des numéros d'assurance sociale et tenue du fichier central), et le Bureau du surintendant des institutions financières (services actuariels).

5. Placements dans des titres

Le solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général qui excède le montant prévu nécessaire, pour la période de trois mois qui suit, est disponible pour l'achat de titres des provinces, des territoires et du Canada. En vertu des dispositions du Régime de pensions du Canada, le montant disponible pour l'achat de titres est partagé entre les provinces et les territoires selon la proportion des cotisations qui ont été créditées au Compte pendant les dix années précédentes à l'égard de l'emploi dans chaque province ou territoire par rapport aux cotisations totales des années en question. La proportion reliée à certains autres employés à l'extérieur du Canada continue d'être placée dans des titres du Canada.

Les titres du Québec proviennent des cotisations de certains employés fédéraux, comme les membres des Forces canadiennes résidant dans la province de Québec.

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990—*Fin*

6. Éventualités

Deux poursuites judiciaires sont en attente à la Division de première instance de la Cour fédérale du Canada citant la Charte canadienne des droits et libertés. Ces poursuites intentées par des requérants de prestations de survivants affirment que certaines dispositions du Régime de pensions du Canada sont discriminatoires en raison de l'âge. La réclamation pour ces poursuites est d'environ 34,484 de dollars. Si la Cour décide en leur faveur, des revendications semblables, s'élevant à 170 millions de dollars, concernant le Compte du Régime de pensions du Canada pourraient être soumises.

Compte des rentes sur l'État

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

J'ai vérifié le bilan du Compte des rentes sur l'État au 31 mars 1990 ainsi que l'état des résultats et des réserves actuarielles et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Compte au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Compte dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à l'article 15 de la Loi relative aux rentes sur l'État, à l'article 15 de la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, et aux Règlements.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 2 août 1990

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989	PASSIF	1990	1989
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	844,432	882,943	Surplus actuariel à verser au Canada	2,513	3,052
Intérêt couru à recevoir du Canada	62,232	65,224	Réserves actuarielles (note 3)	904,327	945,224
Débiteurs	176	109			
	906,840	948,276		906,840	948,276

Approuvé par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada:

Le Président
A. KROEGER

Le Directeur exécutif
Finances et Administration
H. BRAITER

Compte des rentes sur l'État—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES RÉSERVES ACTUARIELLES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Paiements et autres débits		
Rentes versées	99,072	100,077
Remboursements de primes	1,654	2,000
Rentes non réclamées	279	223
	101,005	102,300
Revenus		
Intérêt en provenance du Canada	62,232	65,224
Primes	349	458
Autres	40	78
	62,621	65,760
Excédent des paiements et autres débits sur les revenus de l'exercice	38,384	36,540
Réserves actuarielles, solde au début de l'exercice	945,224	984,816
	906,840	948,276
Surplus actuariel—Excédent des réserves actuarielles comptabilisées sur les réserves actuarielles calculées à la fin de l'exercice	2,513	3,052
Réserves actuarielles, solde à la fin de l'exercice (note 3)	904,327	945,224
Primes cumulées et intérêt couru sur les rentes non échues	221,684	249,616
Valeur actuelle des rentes échues	682,643	695,608
Total des réserves actuarielles (note 3)	904,327	945,224

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Utilisation des fonds:		
Opérations		
Excédent des paiements et autres débits sur les revenus de l'exercice	38,384	36,540
Diminution de l'intérêt couru et des débiteurs	-2,925	-2,646
	35,459	33,894
Surplus actuariel versé au Fonds du revenu consolidé	3,052	2,737
Total des fonds utilisés	38,511	36,631
Dépôt auprès du Receveur général du Canada, solde au début de l'exercice	882,943	919,574
Dépôt auprès du Receveur général du Canada, solde à la fin de l'exercice	844,432	882,943

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et objectif

Le Compte des rentes sur l'État a été établi en 1908 en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État, (la "Loi") ainsi que modifiée par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, (la "Loi sur l'augmentation du rendement").

L'objectif de la Loi était d'encourager les particuliers et groupes de Canadiens à pourvoir à leurs besoins futurs par l'achat de rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement a porté à sept pour cent le taux de rendement des contrats de rente sur l'État, a assoupli les modalités de ces derniers et a mis fin à la vente des rentes.

Le Compte est administré par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et il opère à même le Fonds du revenu consolidé.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode comptable

Les comptes du Compte des rentes sur l'État sont tenus selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Réserves actuarielles

Les réserves actuarielles comprennent: (i) les primes cumulées et l'intérêt couru sur les rentes non échues ainsi que (ii) la valeur actuelle des rentes échues établie selon une méthode actuarielle fondée sur le(s) taux d'intérêt et les tables de mortalité comme cela est exigé.

c) Surplus actuariel à verser au Canada

Lorsque, à la fin de tout exercice financier, la somme comptabilisée des réserves actuarielles dépasse la somme calculée des réserves actuarielles ou lui est inférieure, la différence représente le surplus ou le déficit actuariel lequel est remis ou récupéré du Fonds du revenu consolidé.

d) Intérêt en provenance du Canada

L'intérêt en provenance du Canada est calculé sur les réserves actuarielles, comme l'exige la Loi sur l'augmentation du rendement.

e) Rentes non réclamées

Les rentes non réclamées comprennent les sommes virées au Fonds du revenu consolidé à l'égard des rentes qui n'ont pu être versées parce que les rentiers sont introuvables.

f) Services fournis gratuitement

Les services d'administration du Compte sont fournis gratuitement par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et par d'autres ministères fédéraux.

Compte des rentes sur l'État—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

3. Réserves actuarielles

La méthode qui a servi au calcul des réserves actuarielles au montant de $904,327,000 ($945,224,000 en 1989) est conforme à l'alinéa 15(1) de la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, et le Règlement y afférent.

Le Règlement relatif aux rentes sur l'État prévoit que les Tables de mortalité à utiliser lors de l'établissement des valeurs des rentes seront les Tables de rente pour 1949 modifiées par l'Échelle "C" de projection.

La Commission entreprend tous les ans une étude statistique de la mortalité afin de mesurer la justesse des tables de mortalité aux fins d'évaluation. Les résultats de la dernière étude, complétée en mars 1990, indiquent que les tables de mortalité en usage continuent de s'avérer convenables pour de telles fins.

Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

J'ai vérifié l'état des recettes, des dépenses et du solde de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) pour l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les recettes et les dépenses de la Caisse ainsi que son solde pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 16 juillet 1990

ÉTAT DES RECETTES, DES DÉPENSES ET DU SOLDE DE LA CAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Recettes		
Intérêts	1,944,047	1,832,113
Cotisations	19,917	23,331
	1,963,964	1,855,444
Dépenses		
Pensions	758,279	713,258
Retraits de cotisations	35,921	17,470
	794,200	730,728
Excédent des recettes sur les dépenses	1,169,764	1,124,716
Solde de la Caisse au début de l'exercice	17,905,336	16,780,620
Solde de la Caisse à la fin de l'exercice	19,075,100	17,905,336

Certifié exact:

Pour le Directeur,
Bureau des services du district
NICOLE THÉRIEN

Approuvé:

Le Commissaire
NORMAN D. INKSTER

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et fonctionnement

La Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) a été constituée en 1934 en vertu de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada. Cette loi prévoit que les membres de la Gendarmerie, autres que les officiers brevetés, nommés avant le 1[er] mars 1949, peuvent acheter certaines prestations de survivants pour les personnes qui leur sont à charge en versant les cotisations prescrites. Ces cotisations sont créditées à la Caisse, de même que les intérêts calculés trimestriellement sur le solde créditeur de la Caisse à la fin du trimestre précédent; on doit également imputer à la Caisse les cotisations retirées et les pensions. Toutes les opérations de la Caisse sont effectuées par l'intermédiaire du Fonds du revenu consolidé.

L'article 56 de la Loi ordonne au ministre des Finances de faire effectuer une évaluation actuarielle de la Caisse, au moins une fois tous les cinq ans. Si cette évaluation indique un surplus, le gouverneur en conseil peut, par décret, augmenter le montant des pensions. Si, au jugement des actuaires, il y a déficit, le gouverneur en conseil peut ordonner le virement à la Caisse, à même quelque crédit non affecté du Fonds du revenu consolidé, d'une somme suffisante pour rétablir la solvabilité de la Caisse de pension.

2. Principales conventions comptables

Les recettes et les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

3. Renseignements supplémentaires

La dernière évaluation actuarielle effectuée portait sur la situation de la Caisse au 31 mars 1988. Cette évaluation indiquait un surplus actuariel de $2,422,873. Une portion du surplus a été distribuée par des augmentations du montant de la pension de base de 20% à compter du 1[er] avril 1989 et d'une autre augmentation de 20% prenant effet le 1[er] avril 1990.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1989-90

Autres éléments de passif

SOMMAIRE

	Page
Intérêts et dette échue	8.4
Créditeurs	8.5
Chèques et mandats en circulation	8.5
Provision pour prestations aux employés	8.5
Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement	8.5
Divers	8.6

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

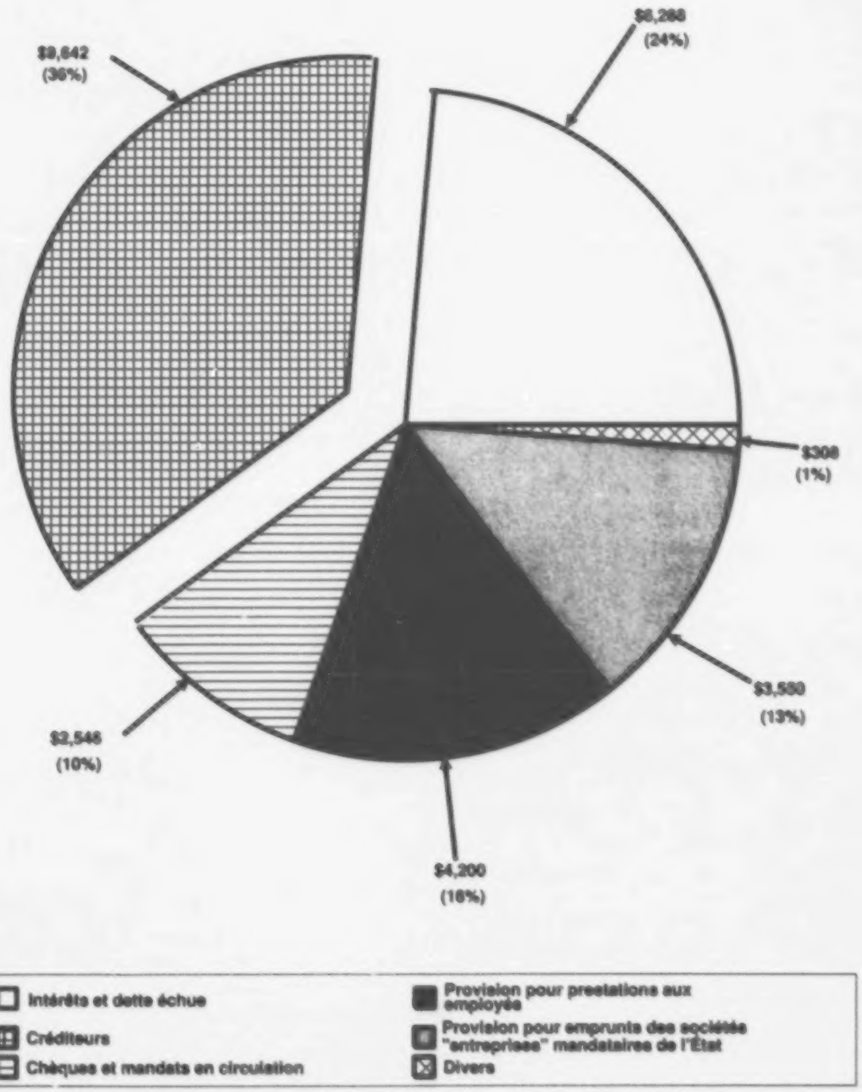
Cette section renferme des renseignements sur les comptes présentés à l'état de l'actif et du passif à la rubrique "Autres éléments de passif". L'établissement et l'exploitation de ces comptes sont autorisés par le Parlement en vertu de lois annuelles de crédits et d'autres lois.

Le graphique A présente les autres éléments de passif par catégorie pour l'exercice en cours, tandis que le graphique B compare les autres éléments de passif pour les cinq derniers exercices. Le tableau 8.1 présente les soldes de fin d'exercice pour les autres éléments de passif.

Les autres tableaux de cette section présentent la variation nette pour certains comptes, de même que les soldes d'ouverture et de clôture, et en certains cas, les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits.

GRAPHIQUE A
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

(en millions de dollars)



GRAPHIQUE B
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF
(en milliards de dollars)

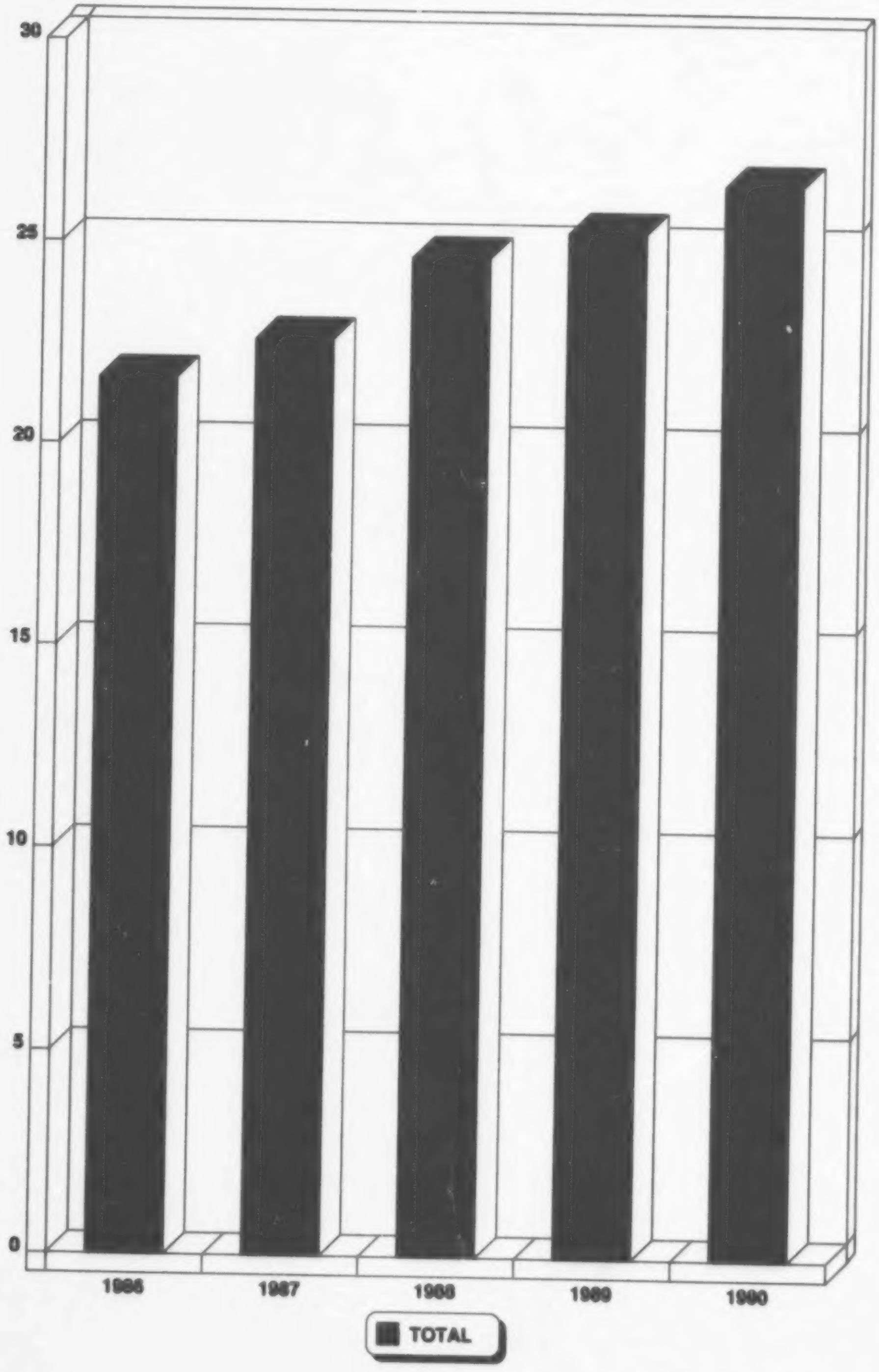


TABLEAU 8.1

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

			Variation nette	
	1er avril 1989	31 mars 1990	1990	1989
	$	$	$	$
Intérêts et dette échue, tableau 8.2	10,389,002,164	**10,317,171,237**	-71,830,927	-1,215,797,642
Moins: escompte non amorti—				
Bons du Canada	13,801,910	**7,994,442**	-5,807,468	6,554,853
Bons du Trésor	3,251,989,258	**4,021,358,343**	769,369,085	1,254,188,801
	7,123,210,996	***6,287,818,452***	*-835,392,544*	*-2,476,541,296*
Créditeurs	7,873,953,101	**9,197,166,450**	1,323,213,349	2,896,947,238
Plus: redressement de consolidation[1]	238,240,000	**444,966,000**	206,726,000	34,111,000
	8,112,193,101	***9,642,132,450***	*1,529,939,349*	*2,931,058,238*
Chèques et mandats en circulation, tableau 8.3	2,368,723,310	**2,545,950,191**	177,226,881	-354,464,380
Provision pour prestations aux employés	4,050,000,000	**4,000,000,000**	-50,000,000	150,000,000
Plus: redressement de consolidation[1]	250,000,000	**200,000,000**	-50,000,000	50,000,000
	4,300,000,000	***4,200,000,000***	*-100,000,000*	*200,000,000*
Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement—				
Emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État	15,000,549,000	**16,707,897,000**	1,707,348,000	190,491,000
Moins: emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés d'État "entreprises"	11,815,549,000	**13,157,897,000**	1,342,348,000	190,491,000
	3,185,000,000	***3,550,000,000***	*365,000,000*	
Divers, tableau 8.4	235,236,850	**307,883,626**	72,646,776	45,510,823
Total	25,324,364,257	**26,533,784,719**	1,209,420,462	345,563,385

[1] En 1989-90, des changements aux conventions comptables ont été faits, et certaines sociétés d'État font maintenant partie de l'entité comptable du gouvernement. Les changements ont été appliqués rétroactivement et le déficit ainsi que le déficit accumulé pour l'exercice précédent ont été ajustés pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume (tableau 5.1) et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Intérêts et dette échue

Les intérêts et la dette échue comprennent les intérêts échus, les intérêts courus et la dette échue.

Le tableau 8.2 présente un sommaire des soldes et des opérations de ce compte.

TABLEAU 8.2

INTÉRÊTS ET DETTE ÉCHUE

			Variation nette	
	1er avril 1989	31 mars 1990	1990	1989
	$	$	$	$
Intérêts échus	4,246,491,862	**4,105,092,867**	-141,398,995	-1,404,860,005
Intérêts courus	5,799,619,906	**5,854,196,385**	54,576,479	75,588,846
Dette échue	342,890,396	**357,881,985**	14,991,589	113,473,517
Total	10,389,002,164	**10,317,171,237**	-71,830,927	-1,215,797,642

Intérêts échus

Les intérêts échus représentent l'intérêt échu et payable sur la dette obligataire, mais qui n'a pas été encaissé par les détenteurs d'obligations.

Intérêts courus

Les intérêts courus représentent l'intérêt accumulé au 31 mars sur la dette obligataire et sur certains autres éléments de passif, et dont les intérêts sont exigibles et payables à une date ultérieure.

Dette échue

À ce compte sont consignées les dettes sous forme de titres de créance émis par le gouvernement du Canada, qui sont devenus échus, mais qui n'ont pas été présentés pour remboursement. Les obligations échues et non réclamées sont virées aux recettes non fiscales si elles ne sont pas présentées pour remboursement après 15 ans de la date de rachat par anticipation ou d'échéance, la première des deux dates atteinte; le temps minimum pour effectuer un tel virement est de 5 ans après la date d'échéance.

Escompte non amorti des bons du Canada

Ce compte inscrit la partie de l'escompte sur les bons du Canada en circulation, laquelle n'a pas encore été imputée aux dépenses. L'escompte est amorti à titre de dépense sur la durée de l'émission.

Escompte non amorti des bons du Trésor

Ce compte inscrit la partie de l'escompte sur les bons du Trésor en circulation, laquelle n'a pas encore été imputée aux dépenses. L'escompte est amorti à titre de dépense sur la durée de l'émission.

Créditeurs

Ce compte inscrit les montants dus à la fin de l'exercice conformément à des accords contractuels, ou pour des travaux accomplis, des marchandises reçues ou des services rendus, en ce qui concerne les crédits auxquels le Parlement a imposé des plafonds annuels, les montants courus à être versés à même certaines autorisations statutaires, et les dettes courues des sociétés d'État consolidées.

Chèques et mandats en circulation

À ce compte sont consignés les chèques et mandats émis mais non présentés pour encaissement.

Le tableau 8.3 présente un sommaire des soldes relatifs à ce compte.

TABLEAU 8.3

CHÈQUES ET MANDATS EN CIRCULATION

			Variation nette	
	1er avril 1989	31 mars 1990	1990	1989
	$	$	$	$
Chèques en circulation	2,089,945,148	**2,291,257,381**	201,312,233	-386,539,814
Chèques de comptes d'avance fixe	798,187	**632,493**	-165,694	79,463
Mandats d'assurance-chômage	277,979,975	**254,060,317**	-23,919,658	31,995,971
Total	2,368,723,310	**2,545,950,191**	177,226,881	-354,464,380

Chèques en circulation

À ce compte sont comptabilisés les chèques émis en dollars canadiens et impayés au 31 mars. Les chèques impayés depuis 10 ans sont virés aux recettes non fiscales. Au cours de l'exercice, une somme de $2,352,723 a été virée aux recettes.

Les chèques en devises étrangères sont crédités à la caisse du gouvernement lors de leur émission.

Chèques de comptes d'avance fixe

À ce compte sont inscrits les chèques de comptes d'avance fixe émis et impayés au 31 mars, sauf ceux qui sont encore impayés depuis 10 ans ou plus (ces derniers ont été virés aux recettes non fiscales). Au cours de l'exercice, une somme de $142,566 a été virée aux recettes.

Mandats d'assurance-chômage

À ce compte sont consignés les mandats en circulation relatifs aux prestations d'assurance-chômage.

Provision pour prestations aux employés

Ce compte inscrit les provisions pour les sommes dues reliées aux congés annuels gagnés et non payés, pour les indemnités aux employés lors de la cessation d'emploi et pour les redressements de salaire non signés.

Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement

Conformément à l'article 54 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le remboursement des emprunts contractés par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État, ainsi que le versement des intérêts correspondants sont imputés et prélevés sur le Fonds du revenu consolidé. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes inconditionnelles du gouvernement.

Ce compte inscrit les emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement (voir le tableau 6.7 à la section 6 de ce volume).

Autres éléments de passif—Divers

Le tableau 8.4 présente un sommaire des soldes et des opérations des divers autres éléments de passif.

TABLEAU 8.4

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF—DIVERS

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Eldorado Mining and Refining Limited—Capital-actions non présenté	23,695			**23,695**		
Retenues sur traitements de divers ministères	15,895,228	32,846,411		**48,741,639**	32,846,411	25,239,573
Retenues de garantie et autres retenues—						
Agriculture	1,216,678	475,984	89,687	**1,602,975**	386,297	-224,052
Agence de promotion économique du Canada atlantique	9,028	37,427	39,822	**6,633**	-2,395	9,028
Communications	505,886	1,131,656	671,618	**965,924**	460,038	-445,867
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	4,246		4,246		-4,246	3,319
Archives nationales du Canada	13,074	6,303	13,074	**6,303**	-6,771	13,074
Bibliothèque nationale	9		9		-9	-2,237
Consommateurs et Sociétés	134,826	121,588	129,581	**126,833**	-7,993	15,823
Emploi et Immigration	60,945	143,048	70,601	**133,392**	72,447	-57,473
Énergie, Mines et Ressources	10,678,804	9,762,819	14,293,794	**6,147,829**	-4,530,975	220,237
Commission de contrôle de l'énergie atomique	189,604	223,401	192,731	**220,274**	30,670	66,602
Environnement	2,896,382	43,316	455,954	**2,483,744**	-412,638	-637,934
Affaires extérieures	3,369,057		1,404,458	**1,964,599**	-1,404,458	-798,632
Agence canadienne de développement international	16,416,603	19,716,600	21,434,328	**14,698,875**	-1,717,728	1,736,508
Pêches et Océans	1,707,181	3,003,307	2,647,113	**2,063,375**	356,194	117,211
Forêts	792,352	500,881	626,689	**666,544**	-125,808	387,572
Affaires indiennes et Nord canadien	726,094	445,193	633,539	**537,748**	-188,346	213,504
Industrie, Sciences et Technologie	296,296	89,306	333,986	**51,616**	-244,680	-1,428
Agence spatiale canadienne		561,365		**561,365**	561,365	
Conseil national de recherches	3,302,004	7,297,992	6,230,041	**4,369,955**	1,067,951	348,461
Justice	57,044	82,921		**139,965**	82,921	-28,781
Défense nationale	92,161,650	325,437,288	288,898,931	**128,700,007**	36,538,357	14,014,385
Santé nationale et Bien-être social	624,571	618,020	639,248	**603,343**	-21,228	272,267
Revenu national—						
Douanes et Accise	197,071	47,809	87,383	**157,497**	-39,574	88,217
Travaux publics	18,977,043	42,506,232	36,389,123	**25,094,152**	6,117,109	-1,395,519
Solliciteur général—						
Programme d'administration	152,171	77,096	97,910	**131,357**	-20,814	-177,853
Service canadien du renseignement de sécurité		55,300		**55,300**	55,300	
Service correctionnel	276,103	415,018	388,157	**302,964**	26,861	-83,217
Gendarmerie royale du Canada	1,268,587	828,635	398,624	**1,698,598**	430,011	-966,187
Approvisionnements et Services	2,348,503	2,841,101	2,660,651	**2,528,953**	180,450	477,790
Transports	21,872,835	21,966,305	18,064,821	**25,774,319**	3,901,484	2,842,211
Office national des transports	4,393	3,405	3,594	**4,204**	-189	3,973
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		24,412	5,616	**18,796**	18,796	
	180,259,040	*438,463,728*	*396,905,329*	***221,817,439***	*41,558,399*	*16,011,002*
Taxe de vente provinciale—						
Communications—						
Archives nationales du Canada[1]	2,780	7,547	9,487	**840**	-1,940	1,124
Bibliothèque nationale[1]	1,094	6,563	6,122	**1,535**	441	997
	3,874	*14,110*	*15,609*	***2,375***	*-1,499*	*2,121*
Énergie, Mines et Ressources[1]	7,260	136,612	141,958	**1,914**	-5,346	391
Solliciteur général—						
Service correctionnel[1]	224	208,500	205,996	**2,728**	2,504	-12,647
Gendarmerie royale du Canada[1]	8	36,896	36,430	**474**	466	66
	232	*245,396*	*242,426*	***3,202***	*2,970*	*-12,581*
	11,366	*396,118*	*399,993*	***7,491***	*-3,875*	*-10,069*

TABLEAU 8.4

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF—DIVERS—*Fin*

	1er avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Taxe de vente fédérale—Solliciteur général—Service correctionnel[1]	207	1,669,351	1,669,478	80	-127	1,433
Emprunts des sociétés d'État consolidées[2]	20,997,000		561,000	20,436,000	-561,000	-1,701,000
Comptes d'attente	18,050,314		1,193,032	16,857,282	-1,193,032	5,969,884
Total	235,236,850	473,375,608	400,728,832	307,883,626	72,646,776	45,510,823

[1] Ce compte était antérieurement inscrit au tableau 7.14 (section 7 de ce volume) en 1988-89.

[2] En 1989-90, des changements aux conventions comptables ont été faits, et certaines sociétés d'État font maintenant partie de l'entité comptable du gouvernement. Les changements ont été appliqués rétroactivement et le déficit ainsi que le déficit accumulé pour l'exercice précédent ont été ajustés pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume (tableau 5.1) et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Eldorado Mining and Refining Limited—Capital-actions non présenté

Ce compte comptabilise la dette du gouvernement du Canada à l'égard de la valeur du capital-actions versé de l'ex-compagnie, qui n'avait pas été racheté à la fin de l'exercice.

Retenues sur traitements de divers ministères

Les retenues sur les traitements de certains employés sont créditées à ce compte, en attendant qu'elles soient remises aux organismes non gouvernementaux intéressés.

Au cours de l'exercice, ce compte a subi une augmentation de $32,846,411 résultant d'opérations nettes.

Retenues de garantie et autres retenues

À ce compte sont inscrites les sommes retenues en garantie de la bonne exécution de marchés. Les retenues sont imputées sur les crédits pertinents des départements ou organismes, et sont créditées à ce compte conformément à l'article 42 de la Loi sur la gestion des finances publiques. Ces sommes sont payées suivant le marché et conformément aux règlements du Conseil du Trésor.

Taxe de vente provinciale—Archives nationales du Canada

Ce compte a été établi conformément à la partie VII de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Cette Loi renferme des dispositions pour la perception et le versement de taxe de vente provinciale relativement à la vente de microfilms et de reproductions.

Taxe de vente provinciale—Bibliothèque nationale

Ce compte a été établi conformément à la partie VII de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Cette Loi renferme des dispositions pour la perception et le versement de taxe de vente provinciale relativement à la vente de microfilms et de reproductions.

Taxe de vente provinciale—Énergie, Mines et Ressources

Ce compte a été établi conformément à la partie VII de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Cette Loi renferme des dispositions pour la perception et le versement de taxe de vente provinciale relativement à la vente de cartes, graphiques et photographies.

Taxe de vente provinciale—Service correctionnel

Ce compte a été établi conformément à la partie VII de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Cette Loi renferme des dispositions pour la perception et le versement de taxe de vente provinciale perçue sur les ventes effectuées par le Service correctionnel du Canada.

Taxe de vente provinciale—Gendarmerie royale du Canada

Ce compte a été établi conformément à la partie VII de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Cette Loi renferme des dispositions pour la perception et le versement de taxe de vente provinciale perçue sur les ventes effectuées par la Gendarmerie royale du Canada.

Taxe de vente fédérale—Service correctionnel

Conformément à l'article 43 des règlements sur les pénitenciers, ce compte est crédité de la taxe de vente fédérale perçue sur les ventes effectuées par le Service correctionnel du Canada, et est imputé des versements au Revenu national, Douanes et Accise.

Les taxes de vente à verser sont identifiées au moment de la vente et sont remises le mois suivant.

Emprunts des sociétés d'État consolidées

Ce compte inscrit les dettes inconditionnelles du gouvernement concernant les sociétés d'État consolidées.

Comptes d'attente

Comptes auxquels sont comptabilisées certaines opérations, à titre provisoire, en attendant l'affectation définitive de ceux-ci.

Au cours de l'exercice, ces comptes ont subi une diminution de $1,193,032 résultant d'opérations nettes.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1989-90

Comptes d'opérations de change

SOMMAIRE

	Page
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	9.3
Fonds monétaire international—Souscriptions	9.4
Fonds monétaire international—Effets à payer	9.4
Allocations de Droits de tirage spéciaux	9.4
État supplémentaire—Compte du fonds des changes	9.5

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE

Les comptes d'opérations de change représentent les créances et les dettes du gouvernement du Canada qui sont associées aux opérations de change du Canada. Les créances et les dettes libellées en devises étrangères sont présentées au 31 mars en dollars canadiens correspondants. Les gains nets résultant de la conversion des éléments d'actif nets libellés en devises étrangères, en dollars canadiens correspondants au 31 mars, sont crédités aux recettes à titre de pertes et bénéfices de change; les pertes nettes sont imputées aux dépenses budgétaires du ministère des Finances.

Le graphique A compare les opérations de change des éléments d'actif et de passif pour les cinq derniers exercices.Le tableau 9.1 présente la continuité de chaque compte d'opérations de change, en démontrant les soldes d'ouverture et de clôture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. Cependant, on doit noter que ce tableau exclut la dette non échue à payer en devises étrangères, au montant de $5,675 millions au 31 mars 1990 ($8,320 millions au 31 mars 1989); les détails portant sur cette dette sont présentés à la section 10 de ce volume.

GRAPHIQUE A
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE
(en milliards de dollars)

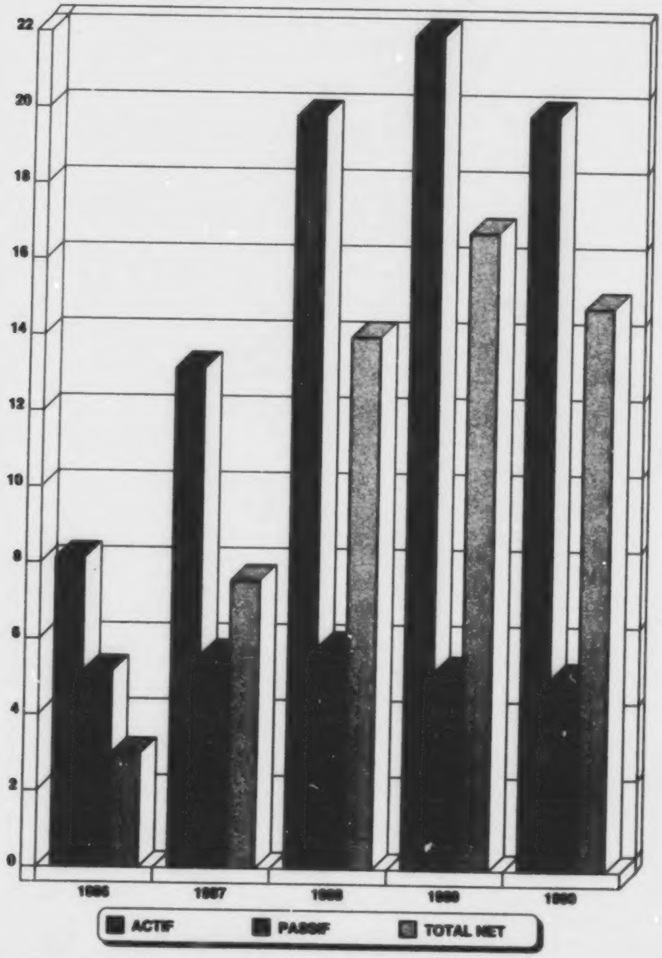


TABLEAU 9.1

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE

	1[er] avril 1989	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	17,421,825,621	57,376,926,144	55,348,043,405	15,392,942,882	−2,028,882,739	2,643,360,490
Fonds monétaire international—Souscriptions	4,533,727,960	59,525,840		4,474,202,120	−59,525,840	−504,675,600
	21,955,553,581	*57,436,451,984*	*55,348,043,405*	*19,867,145,002*	*−2,088,408,579*	*2,138,684,890*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	3,984,350,322	539,972,461	665,421,351	3,858,901,432	−125,448,890	−495,854,357
Allocations de Droits de tirage spéciaux	1,201,322,292		15,772,829	1,185,549,463	−15,772,829	−133,726,164
	5,185,672,614	*539,972,461*	*681,194,180*	*5,044,450,895*	*−141,221,719*	*−629,580,521*
Total des comptes d'opérations de change	16,769,880,967	57,976,424,445	56,029,237,585	14,822,694,107	−1,947,186,860	2,768,265,411

Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes

Ce compte inscrit les avances effectuées par le gouvernement du Canada au Compte du fonds des changes, en monnaie canadienne et en devises étrangères, pour l'achat d'or, de devises étrangères et de titres, et de Droits de tirage spéciaux (DTS).

Le Compte du fonds des changes est géré en vertu des dispositions de la Loi sur la monnaie. Conformément à cette Loi, des états financiers vérifiés sont préparés pour chaque année civile concernant le Compte du fonds des changes. Les états financiers au 31 décembre 1989, de même que le rapport du Vérificateur général, se trouvent à la fin de cette section.

Le tableau 9.2 présente les réserves de devises étrangères détenues par le Compte du fonds des changes au 31 mars 1990, ainsi que les avances à celui-ci. L'or que détient le Compte est comptabilisé à raison de 35 DTS l'once ($53.25 can au 31 mars 1990 et $53.99 can au 31 mars 1989).

En 1989-90, les paiements et autres débits comprenaient des avances au Compte du fonds des changes de $54,930.3 millions et un ajustement de $417.7 millions afin de reconnaître le revenu net du Compte du fonds des changes pour la période du 1[er] janvier au 31 mars. Les rentrées et autres crédits se composaient de remboursements d'avances de $57,238.1 millions et d'un redressement dû à la réévaluation de $138.8 millions.

TABLEAU 9.2

RÉSERVES INTERNATIONALES DÉTENUES DANS LE COMPTE DU FONDS DES CHANGES
(en millions de dollars)

	31 mars 1990	31 mars 1989
Disponibilités à vue en dollars des É-U	219	107
Dépôts à court terme en dollars des É-U	362	2,443
Dotations en capital en dollars des É-U	8,490	10,325
Disponibilités à vue en marks allemands	19	8
Dépôts à court terme en marks allemands	1,441	1,331
Disponibilités à vue en yen japonais	23	456
Dépôts à court terme en yen japonais	2,234	9
Disponibilités à vue en francs suisses	(1)	1
Dépôts à court terme en francs suisses	140	217
Droits de tirage spéciaux	1,616	1,605
Billets du Fonds monétaire international		(1)
Or	848	919
Disponibilités à vue en dollars canadiens	1	1
Total	15,393	17,422
Les avances par le Fonds du revenu consolidé étaient libellées comme suit:		
Dollars des É-U (1990, É-U $ 4,190 millions; 1989, É-U $ 5,197 millions)	4,900	6,197
Marks allemands (1989, DM 200 millions)		126
Francs suisses (1990, FS 400 millions; 1989, FS 700 millions)	312	502
Yen japonais (1990, Y 60,000 millions; 1989, Y 140,000 millions)	443	1,258
Droits de tirage spéciaux (1990, DTS 383.3 millions; 1989, DTS 383.3 millions)	583	591
Dépôts en dollars canadiens auprès du Receveur général du Canada	8,737	8,392
Total des avances du Fonds du revenu consolidé	14,975	17,066
Total des revenus nets du 1[er] janvier au 31 mars	418	356
Total	15,393	17,422

(1) Moins de $500,000.

Fonds monétaire international— Souscriptions

Ce compte enregistre la valeur de la souscription du Canada (sa "quote-part") au capital du Fonds monétaire international (FMI).

Le montant par lequel le total des souscriptions et des prêts du Canada au FMI en vertu de facilités de financement spéciales dépasse les avoirs en dollars canadiens du FMI, représente le montant des devises étrangères que le Canada est autorisé à tirer du FMI sur demande aux fins de sa balance des paiements. La souscription est exprimée en fonction des DTS, une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

Le Canada a accumulé ses souscriptions au FMI au moyen de règlements en dollars canadiens, en or et en DTS. Des versements annuels de maintien de valeur sont effectués au FMI ou sont reçus du FMI lorsque le dollar canadien déprécie ou accroît vis-à-vis des DTS, afin de maintenir la valeur en DTS des avoirs en dollars canadiens du FMI. En 1989-90, les rentrées et autres crédits se composaient d'un rajustement de maintien de valeur de $53.8 millions et un redressement dû à la réévaluation de $5.7 millions.

Fonds monétaire international—Effets à payer

Ce compte inscrit les effets non négociables, non productifs d'intérêts émis par le gouvernement du Canada au FMI. Ces effets à vue sont sujets à remboursement ou émission, selon les besoins du FMI pour de la monnaie canadienne.

Les avoirs en dollars canadiens du FMI comprennent ces effets et un solde minime d'exploitation (tout d'abord égal à un quart de un pour cent de la souscription du Canada) qui est mis en dépôt à la Banque du Canada. En 1989-90, les effets à payer au FMI ont diminué de $125.4 millions.

Allocations de Droits de tirage spéciaux

Ce compte inscrit la valeur des DTS alloués au Canada par le FMI. Le droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le FMI et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une dette du Canada, puisque celui-ci peut être appelé à rembourser ces allocations, dans certains cas, en partie ou en entier.

À titre d'élément d'actif, les DTS représentent les droits d'acheter des devises d'autres pays participant au Département des Droits de tirage spéciaux du FMI, ainsi que d'effectuer des paiements au FMI. Tous les DTS alloués au Canada par le FMI ont été soit utilisés pour régler les souscriptions au FMI, ou soit avancés au Compte du fonds des changes.

Le FMI n'a autorisé aucune allocation de DTS au Canada au cours de l'exercice. En 1989-90, les paiements et autres débits consistaient en un redressement dû à la réévaluation de $15.8 millions.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Compte du fonds des changes

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES FINANCES

J'ai vérifié le bilan du Compte du fonds des changes au 31 décembre 1989 ainsi que l'état des résultats pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, le Compte du fonds des changes, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1989, a respecté, à tous égards importants, les dispositions appropriées de la Loi sur la monnaie.

De plus, à mon avis, les états financiers présentent fidèlement la situation financière du Compte du fonds des changes au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 23 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en millions de dollars)

ACTIF	1989		1988	
	É-U	Can	É-U	Can
Biens libellés en dollars É-U				
Encaisse et dépôts à court terme	1,848.2	2,141.2	3,321.0	3,960.3
Titres (note 3)	7,046.4	8,163.2	7,137.2	8,511.1
	8,894.6	10,304.4	10,458.2	12,471.4
Biens libellés en d'autres devises étrangères				
Encaisse et dépôts à court terme	2,604.4	3,017.2	865.1	1,031.6
Biens libellés en droits de tirage spéciaux				
Droits de tirage spéciaux (note 4)	1,397.8	1,619.4	1,384.1	1,650.5
Billets du Fonds monétaire international (note 5)			42.8	51.0
Or (note 6)	741.5	859.0	808.0	963.5
	2,139.3	2,478.4	2,234.9	2,665.0
Biens de réserves officielles internationales (note 7)	13,638.3	15,800.0	13,558.2	16,168.0
Biens libellés en dollars canadiens				
Encaisse		2.6		1.9
		15,802.6		16,169.9

PASSIF	1989	1988
	Can	Can
Provision pour les pertes de réévaluation liées aux contrats en voie de réalisation (note 8)	4.5	3.5
Dû au Fonds du revenu consolidé		
Avances (note 9)	14,198.9	14,480.9
Revenu net pour l'exercice	1,599.2	1,685.5
	15,802.6	16,169.9

Approuvé par:

Le Gouverneur de la Banque du Canada
J.W. CROW

Le Sous-ministre des Finances
FRED GORBET

Le Chef du Département des relations internationales, Banque du Canada
JOHN MURRAY

Compte du fonds des changes—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en millions de dollars canadiens)

	1989	1988
Revenus de placement		
Encaisse et dépôts à court terme	358.6	234.0
Titres en dollars É-U	782.1	690.6
Droits de tirage spéciaux	129.8	65.1
Billets du Fonds monétaire international	0.4	10.6
Prêts d'or	17.2	7.1
	1,288.1	1,007.4
Autres revenus		
Gain à la vente d'or	420.7	647.0
Gain net (pertes nettes) de réévaluation (note 10)	-109.6	31.1
	311.1	678.1
Revenu net pour l'exercice, à verser au Fonds du revenu consolidé	1,599.2	1,685.5

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989

1. Pouvoir et objectif

Le Compte est régi par la partie II de la Loi sur la monnaie (la Loi). Il est tenu au nom du ministre des Finances et il est géré par la Banque du Canada en qualité d'agent financier.

L'objectif principal du Compte est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure du dollar canadien, et le Ministre acquiert pour le Compte les biens qui, comme le veut la Loi, sont propres à cette fin.

2. Conventions comptables

Évaluation des éléments d'actif

La valeur des titres en dollars É-U, des droits de tirage spéciaux (DTS) et des billets du Fonds monétaire international (FMI) est réajustée, afin de tenir compte des primes et des escomptes amortis, le cas échéant, et comporte l'intérêt couru. Le poste "or" comprend les prêts d'or et l'intérêt couru sur ces derniers. Il appartient au ministre des Finances de fixer la politique d'évaluation de l'or que doit utiliser le Compte (note 6). L'encaisse et les dépôts à court terme comprennent les intérêts courus, s'il y a lieu.

Conversion des devises étrangères et des DTS

Les éléments d'actif et de passif en devises étrangères sont convertis à leurs équivalents en dollars canadiens aux taux du change en vigueur à la fin de l'exercice sur le marché du change canadien. Les éléments d'actif et de passif libellés en DTS sont tout d'abord convertis à leurs équivalents en dollars É-U selon la valeur du DTS de fin d'exercice en termes du dollar É-U, calculée par le FMI, puis en dollars canadiens. Les revenus de placement en devises étrangères sont convertis à leurs équivalents en dollars canadiens aux cours en vigueur au jour de la comptabilisation des revenus. Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères et en DTS ont été convertis à leurs équivalents en dollars canadiens à l'aide des taux du change suivants, en vigueur à la fin de l'exercice:

	1989	1988
Dollar É-U	1.158500	1.192500
Yen japonais	0.008048	0.009547
Franc suisse	0.750824	0.795500
Droit de tirage spécial	1.522454	1.604750
Mark allemand	0.684674	0.673500

Revenus de placement

Les revenus de placement sont enregistrés selon la comptabilité d'exercice et comprennent l'intérêt gagné, l'amortissement des primes et des escomptes et les gains et les pertes résultant des ventes de titres.

Gains et pertes de réévaluation

Les gains et les pertes de réévaluation comprennent les augmentations et les diminutions de la valeur des éléments d'actif et de passif résultant de la conversion des devises étrangères et des DTS au cours de l'exercice et à la fin de l'exercice. Ils comprennent également les gains et les pertes résultant des opérations en devises étrangères, en DTS et en or, et résultant de la liquidation de dettes.

Règlement du bénéfice net ou de la perte nette

Le bénéfice net ou la perte nette de l'exercice, y compris les gains et pertes à l'évaluation doit être versé ou imputé au Fonds du revenu consolidé (FRC) au cours des trois mois suivant la fin de l'exercice conformément à la Loi sur la monnaie.

Services fournis gratuitement

La Banque du Canada fournit gratuitement au Compte du fonds des changes les services d'administration, de garde et d'agent financier.

Compte du fonds des changes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

3. Titres libellés en dollars É-U

	1989	1988
	(en millions de $É-U)	
Titres du gouvernement des États-Unis	6,356.4	6,771.8
Titres souverains	277.7	
Obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	259.5	226.0
Intérêt couru	152.8	139.4
	7,046.4	7,137.2

Valeur marchande estimative à la fin de l'exercice :

1989—7,081 millions de $É-U (8,203 millions de $Can)
1988—7,050 millions de $É-U (8,407 millions de $Can)

4. Droits de tirage spéciaux

	1989	1988
	(en millions de DTS)	
Solde à la fin de l'exercice	1,048.1	1,017.4
Intérêt couru	15.6	11.1
	1,063.7	1,028.5
	(en millions de $É-U)	
Solde à la fin de l'exercice	1,377.4	1,369.2
Intérêt couru	20.4	14.9
	1,397.8	1,384.1

5. Billets du Fonds monétaire international

	1989	1988
	(en millions de DTS)	
Billets—Facilité de financement supplémentaire		29.7
Intérêt couru		2.1
		31.8
	(en millions de $É-U)	
Billets		39.9
Intérêt couru		2.9
		42.8

Ces billets représentent la participation du Canada à la Facilité de financement supplémentaire établie afin d'aider les membres du FMI ayant des besoins reliés à leur balance des paiements. Ces billets, qui ont été acquis en 1984 et qui portaient à l'origine une date d'échéance de cinq ans sont devenus échus en février 1989 et cette facilité de financement s'est terminée.

6. Or

	1989	1988
	(en milliers d'onces troy d'or fin)	
Solde au début de l'exercice		
Or	14,434.0	17,305.4
Prêts d'or	2,705.0	1,213.0
	17,139.0	18,518.4
Ventes au cours de l'exercice	1,037.9	1,379.4
Solde à la fin de l'exercice	16,101.1	17,139.0
Réparti en		
Or	13,575.8	14,434.0
Prêts d'or	2,525.3	2,705.0
	16,101.1	17,139.0
	(en millions de $É-U)	
Solde à la fin de l'exercice		
Or	624.4	679.9
Prêts d'or	116.2	127.4
Intérêt couru sur les prêts d'or	0.9	0.7
	741.5	808.0

L'or est comptabilisé au Compte à raison de 35 DTS l'once troy d'or fin. Conformément à la méthode d'évaluation utilisée pour d'autres éléments d'actif, les avoirs en or ont été convertis à leurs équivalents en dollars É-U selon la valeur du DTS de fin d'exercice en termes du dollar É-U, puis en dollars canadiens au taux du change en vigueur à la fin de l'exercice pour le dollar É-U.

La valeur comptable, la valeur marchande (telle qu'elle a été établie aux "fixings" sur le marché de Londres), et le coût historique approximatif en dollars canadiens de l'or et des prêts d'or selon les taux du change historiques, à l'exclusion de l'intérêt couru sur les prêts d'or, s'établissaient comme il suit en fin d'exercice:

	1989		1988	
	Prix l'once d'or fin	Valeur totale en millions	Prix l'once d'or fin	Valeur totale en millions
Valeur comptable—$ É-U	46.00	740.6	47.10	807.3
—$ Can	53.29	858.0	56.17	962.6
Valeur marchande—$ É-U	401.00	6,456.5	410.15	7,029.6
—$ Can	464.56	7,479.9	489.10	8,382.7
Coût historique approximatif —$ Can	36.91	594.3	36.91	632.6

Le ministre des Finances a autorisé des prêts et (ou) des ventes à la Monnaie royale canadienne et à d'autres entités, aux prix du marché, d'une partie de l'or détenu dans le Compte.

Compte du fonds des changes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

7. Biens de réserves officielles internationales

Le Compte est le principal dépositaire des réserves officielles internationales du Canada. Au 31 décembre 1989, les réserves totales se chiffraient à 16,8 milliards $É-U (1988—16,2 milliards $É-U) dont le CFC détenait 13,6 milliards $É-U (1988—13,6 milliards $É-U). Le solde de 3,2 milliards $É-U (1988—2,6 milliards $É-U) est détenu par la Banque du Canada et le Fonds du revenu consolidé.

8. Provision pour les pertes de réévaluation liées aux contrats en voie de réalisation

À la fin de l'exercice, des accords de "swap" étaient toujours en vigueur et certaines opérations du change n'étaient pas terminées. Les taux du change s'appliquant à ces contrats en voie de réalisation diffèrent des taux utilisés en fin d'exercice pour évaluer l'actif et le passif du Compte. Il y aura donc des gains ou des pertes de réévaluation supplémentaires à l'échéance de ces contrats. La provision pour les gains ou les pertes de réévaluation liés aux contrats en voie de réalisation résulte de la réévaluation de ces contrats aux taux du change utilisés en fin d'exercice et représente la partie des gains ou des pertes futurs attribuée à l'exercice en cours.

En vertu des accords de "swap" conclus avec la Banque du Canada, le Compte vend des dollars É-U à la Banque et consent à les racheter en utilisant les taux du change qui étaient en vigueur au moment de la vente. Ces contrats se font dans le but d'aider la Banque dans sa gestion des réserves-encaisse. Les opérations de "swap" en cours avec la Banque du Canada en fin d'exercice s'élevaient à 2,431 millions de dollars É-U en 1989 (2,820 millions de dollars Can) et 1,989 millions de dollars É-U en 1988 (2,375 millions de dollars Can).

9. Dû au Fonds du revenu consolidé—Avances

Le Compte est financé à même les avances du Fonds du revenu consolidé. Elles se limitent actuellement à 25 milliards $Can selon le décret du conseil daté le 30 juin 1988. Aucun intérêt n'est imputé au compte à l'égard de ces avances.

	1989		1988	
	Montant	$Can	Montant	$Can
	(en millions)			
Devises étrangères et DTS				
Dollars É-U	4,155	4,814.1	5,394	6,432.9
Yens japonais	60,000	482.9	140,000	1,336.6
Francs suisses	400	300.3	952	757.3
Droits de tirage spéciaux	383	583.5	383	615.1
Marks allemands			200	134.7
		6,180.8		9,276.6
Ajouter les avances en dollars canadiens du Fonds du revenu consolidé		8,018.1		5,204.3
		14,198.9		14,480.9

Les devises provenant des emprunts en devises étrangères contractés par le Canada et les DTS attribués par le FMI ont été avancés au Compte par le FRC. Le remboursement des emprunts de devises étrangères est effectué à l'aide des ressources du Compte. L'intérêt à payer par le Canada au titre des emprunts en devises étrangères et les frais pour les DTS attribués par le FMI sont imputés directement au FRC.

10. Gains nets (pertes nettes) de réévaluation

	1989			1988
	Actif	Passif	Total	Total
	(en millions de dollars canadiens)			
Yens japonais	-149.9	205.6	55.7	254.6
Francs suisses	-36.4	56.0	19.6	215.6
Dollars É-U	-334.2	148.5	-185.7	-248.8
Or	-49.0		-49.0	-152.2
Marks allemands	96.7	7.2	103.9	32.4
Droits de tirage spéciaux	-85.6	31.5	-54.1	-70.5
Gains nets (pertes nettes) de réévaluation	-558.4	448.8	-109.6	31.1

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1989-90

Dette non échue

SOMMAIRE

	Page
Obligations négociables	**10**.4
Obligations d'épargne du Canada	**10**.10
Obligations spéciales non négociables	**10**.10
Bons du Trésor	**10**.11
Effets et prêts	**10**.12
Bons du Canada	**10**.12
États supplémentaires—	
Taux d'intérêt	**10**.13
Échéance de la dette du gouvernement	**10**.14
État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté	**10**.15

DETTE NON ÉCHUE

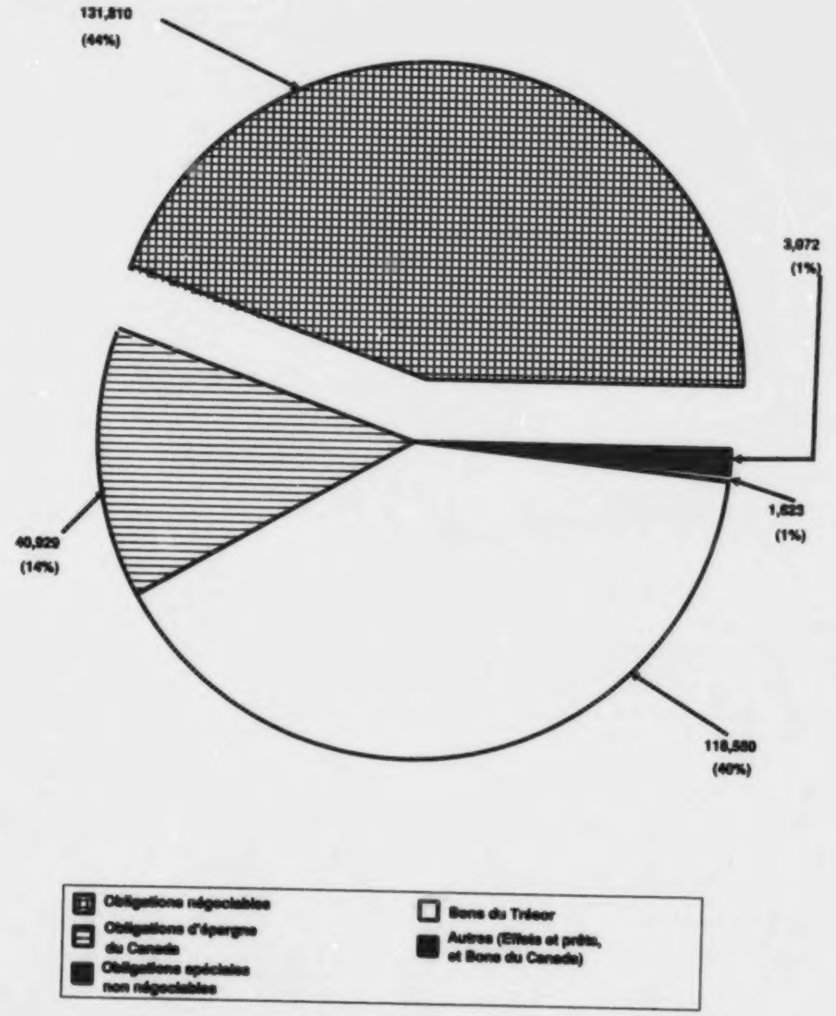
La dette non échue représente les obligations financières résultant de reconnaissances de dettes émises par le gouvernement du Canada, lesquelles ne sont pas encore arrivées à échéance.

Les titres détenus par le gouvernement ont été déduits de la dette non échue, afin d'inscrire le passif du gouvernement envers les tiers.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les émissions et les remboursements. En outre, l'expression "compte(s) sans opérations courantes" fait partie de certains tableaux, pour illustrer le résultat net des opérations des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

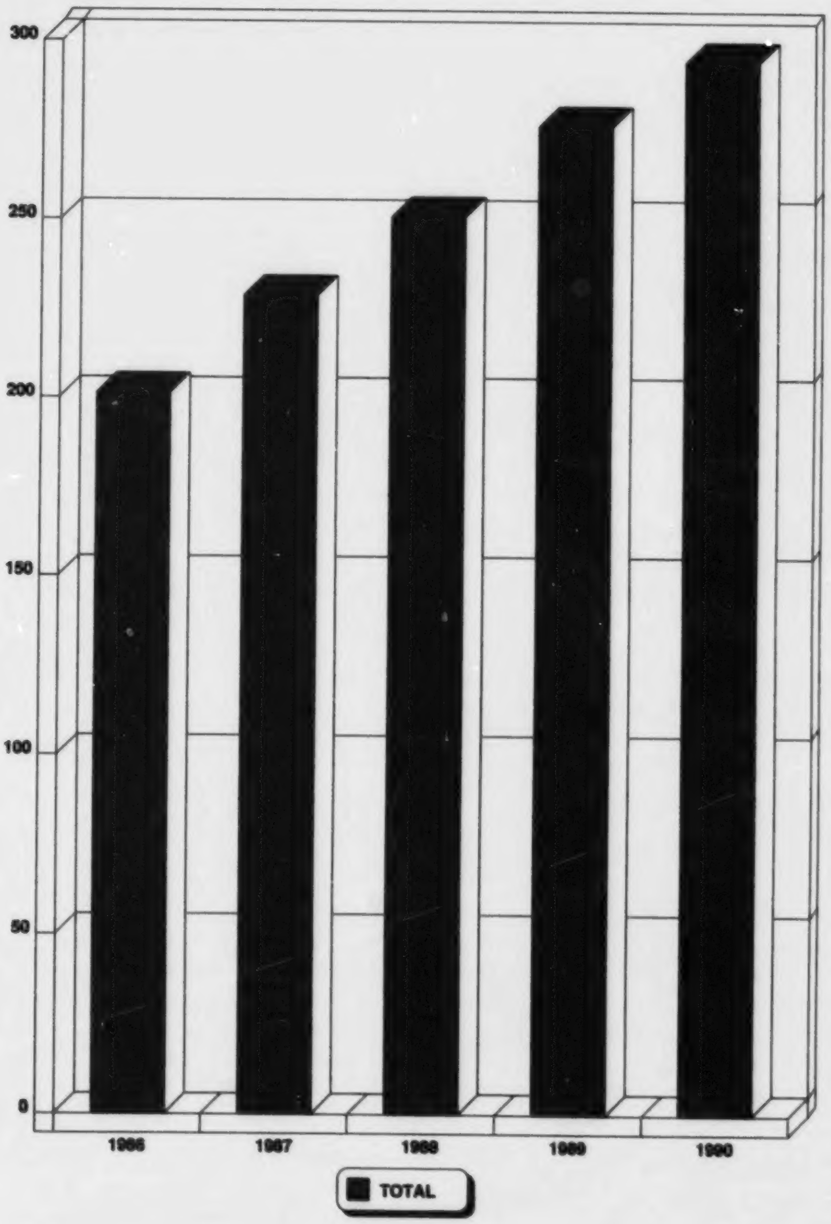
Le graphique A présente le total de la dette non échue par catégorie pour l'exercice en cours, tandis que le graphique B compare le total de la dette non échue pour les cinq derniers exercices. Le tableau 10.1 présente les opérations et les soldes de fin d'exercice concernant la dette non échue.

GRAPHIQUE A
DETTE NON ÉCHUE [1]
(en millions de dollars)



[1] Base brute

GRAPHIQUE B
DETTE NON ÉCHUE [1]
(en milliards de dollars)



[1] Base brute

TABLEAU 10.1

DETTE NON ÉCHUE

	1^er avril 1989	Émissions	Remboursements	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
À payer en monnaie canadienne—						
Obligations négociables, tableau 10.2	115,747,759,000	21,958,436,324	10,024,685,000	**127,681,510,324**	11,933,751,324	11,849,150,000
Obligations d'épargne du Canada, tableau 10.3	47,755,686,300	9,328,934,937	16,155,944,837	**40,928,676,400**	−6,827,009,900	−5,567,811,509
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, tableau 10.4	3,005,600,000	71,112,000	4,059,000	**3,072,653,000**	67,053,000	513,753,000
Bons du Trésor, tableau 10.5	102,700,000,000	297,900,000,000	282,050,000,000	**118,550,000,000**	15,850,000,000	21,650,000,000
	269,209,045,300	*329,258,483,261*	*308,234,688,837*	***290,232,839,724***	*21,023,794,424*	*28,445,091,491*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement—						
Obligations négociables	16,074,480	134,555,908	1,053,388	**149,577,000**	133,502,520	−134,546,355
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du personnel	147,989,203	241,579,699	277,236,516	**112,332,386**	−35,656,817	9,668,372
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du mode d'épargne sur le salaire	1,002,269,000	1,763,153,470	1,735,669,470	**1,029,753,000**	27,484,000	54,093,000
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada[1]						
Redressement de consolidation[2]	61,612,000		6,869,000	**54,743,000**	−6,869,000	6,291,000
	1,227,944,683	*2,139,289,077*	*2,020,828,374*	***1,346,405,386***	*118,460,703*	*−64,493,983*
	267,981,100,617	327,119,194,184	306,213,860,463	**288,886,434,338**	20,905,333,721	28,509,585,474
À payer en devises étrangères—						
Obligations négociables, tableau 10.2	5,373,536,880	12,660,000	1,257,498,342	**4,128,698,538**	−1,244,838,342	−949,492,216
Effets et prêts, tableau 10.6	1,910,772,100	12,660,000	1,746,301,100	**177,131,000**	−1,733,641,100	−2,015,632,400
Bons du Canada, tableau 10.7	1,130,740,425	7,349,987,693	7,034,934,912	**1,445,793,206**	315,052,781	86,197,790
	8,415,049,405	*7,375,307,693*	*10,038,734,354*	***5,751,622,744***	*−2,663,426,661*	*−2,878,926,826*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement—						
Obligations négociables	95,143,612	117,472,168	136,974,859	**75,640,921**	−19,502,691	82,794,612
	8,319,905,793	7,257,835,525	9,901,759,495	**5,675,981,823**	−2,643,923,970	−2,961,721,438
Total de la dette non échue	276,301,006,410	334,377,029,709	316,115,619,958	**294,562,416,161**	18,261,409,751	25,547,864,036

Note: Ce tableau comprend la dette non échue émise par le gouvernement du Canada. Les emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État qui sont des obligations inconditionnelles du gouvernement, mais non comprises dans la dette non échue, sont présentés au tableau 10.11.

[1] Ce compte est maintenant présenté au tableau 7.2 (section 7 de ce volume).

[2] En 1989-90, des changements aux conventions comptables ont été faits et certaines sociétés d'État font maintenant partie de l'entité comptable du gouvernement. Les changements ont été appliqués rétroactivement et le déficit ainsi que le déficit accumulé pour l'exercice précédent ont été ajustés pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume (tableau 5.1) et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Obligations négociables

Les obligations négociables représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada, dont les modalités sont:

—achetées et vendues sur le marché libre;

—payables en monnaie canadienne ou en devises étrangères;

—soumises à rachat ou remboursement avant terme;

—dates fixes d'échéance;

—intérêt payable sous forme de coupons ou d'immatriculation; et,

—valeur nominale garantie à l'échéance.

Les obligations négociables nominatives sont transférables par endos et remises d'un détenteur à l'autre. Les obligations négociables au porteur n'exigent pas d'endossement.

Le tableau 10.2 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations négociables. Puisque la majorité des obligations négociables ne sont pas soumises à rachat ou remboursement avant terme, on note seulement les exceptions dans le tableau.

Les soldes de fin d'exercice des obligations négociables à payer en devises étrangères ont été convertis en monnaie canadienne en utilisant les cours du change de fermeture au 31 mars 1990.

TABLEAU 10.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1989	Émissions[1]	Rembourse-ments[1]	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
				$	$	$	$	$	$
À payer en monnaie canadienne—									
Échues: 1989-90									
1989—15 avril	9.25	15 déc/85-10 avril/86	H72	275,000,000		275,000,000		-275,000,000	
1er juin	13.25	1er juin/84-19 juin/84							
		11 juill/84	H24	525,000,000		525,000,000		-525,000,000	
6 juin	9	6 juin/87	A5	550,000,000		550,000,000		-550,000,000	
1er juill	13.5	1er août/84	H32	150,000,000		150,000,000		-150,000,000	
1er juill	8.5	28 avril/86-22 mai/86							
		3 juill/86-24 juill/86							
		2 sept/86-1er oct/86							
		23 oct/86-15 déc/86	H82	1,175,000,000		1,175,000,000		-1,175,000,000	
1er août	13.75	1er mars/81	J58	442,320,000		442,320,000		-442,320,000	
6 sept	9.75	6 sept/87	A9	550,000,000		550,000,000		-550,000,000	
1er oct	10	15 août/79-12 juin/85							
		1er juill/85	J26	450,000,000		450,000,000		-450,000,000	
1er oct	10.5	1er oct/79-1er juill/80							
		15 mai/83-21 juin/83	J29	775,000,000		775,000,000		-775,000,000	
1er nov	10.75	7 janv/85	H49	350,000,000		350,000,000		-350,000,000	
1er nov	12.25	1er oct/84-24 oct/84	H40	325,000,000		325,000,000		-325,000,000	
6 déc	9.25	6 déc/87	A11	500,000,000		500,000,000		-500,000,000	
15 déc	11.25	15 déc/79-1er févr/80							
		1er juin/80-1er août/80							
		27 sept/83-1er févr/84							
		13 mars/84	J33	1,075,000,000		1,075,000,000		-1,075,000,000	
1990—1er févr	12	14 nov/84-19 mars/85	H43	400,000,000		400,000,000		-400,000,000	
1er févr	13.25	31 mars/81	J60	592,912,000		592,912,000		-592,912,000	
26 févr	10	26 févr/86	H77	500,000,000		500,000,000		-500,000,000	
6 mars	8.75	6 mars/88	A14	550,000,000		550,000,000		-550,000,000	
15 mars	13.75	31 mars/80	J38	839,453,000		839,453,000		-839,453,000	
				10,024,685,000		*10,024,685,000*		*-10,024,685,000*	
Échéance: 1990-91									
1990—1er mai	5.25	1er mai/64-1er juill/64							
		1er sept/65	CT12	225,000,000			225,000,000		
1er mai	5.25	1er avril/67	F12	125,000,000			125,000,000		
1er mai	13	1er mai/80	J41	1,784,422,000			1,784,422,000		
1er juin	11.75	10 avril/85	H56	150,000,000			150,000,000		
6 juin	9.25	6 juin/88	A15	550,000,000			550,000,000		550,000,000
1er juill	8	29 janv/87-19 févr/87							
		15 mars/87	H95	600,000,000			600,000,000		
1er août	7.5	16 avril/87	A2	500,000,000			500,000,000		
1er août	9	11 août/86-1er juin/87							
		1er sept/87	H88	1,025,000,000			1,025,000,000		
1er sept	10.75	12 juill/83-1er févr/85							
		19 févr/85	H5	550,000,000			550,000,000		
5 sept	10.25	5 sept/88	A19	650,000,000			650,000,000		650,000,000
1er oct	10.5	15 août/85-1er oct/85							
		23 oct/85	H65	1,100,000,000			1,100,000,000		
1er oct	12.5	1er oct/80	J49	22,539,000			22,539,000		
5 déc	10.25	5 déc/88	A20	650,000,000			650,000,000		650,000,000
15 déc	10.25	15 nov/85-15 oct/87	H70	575,000,000			575,000,000		
1991—1er févr	12.5	1er févr/81	J56	718,974,000			718,974,000		
1er mars	9.25	15 déc/85-10 avril/86							
		1er févr/88	H73	725,000,000			725,000,000		
5 mars	11	5 mars/89	A22	700,000,000			700,000,000		700,000,000
				10,650,935,000			*10,650,935,000*		*2,550,000,000*
Échéance: 1991-92									
1991—1er mai	9.75	6 févr/86-15 mars/86							
		15 déc/87	H75	825,000,000			825,000,000		
1er mai	14.5	1er mai/81	J62	490,857,000			490,857,000		
1er juin	11	1er mai/85-22 mai/85	H57	425,000,000			425,000,000		
6 juin	10.5	6 juin/89	A24		550,000,000		550,000,000	550,000,000	
1er juill	8.5	28 avril/86-22 mai/86							
		12 juin/86-3 juill/86							
		24 juill/86	H83	1,700,000,000			1,700,000,000		
1er sept	9	23 juill/87-25 févr/88							
		14 avril/88-4 août/88	A7	1,725,000,000			1,725,000,000		725,000,000
6 sept	10.25	6 sept/89	A26		800,000,000		800,000,000	800,000,000	

TABLEAU 10.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1989	Émissions[1]	Remboursements[1]	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
				$	$	$	$	$	$
1er oct	18	15 oct/81	J73	392,685,000			392,685,000		
6 déc	10.5	6 déc/89	A28		900,000,000		900,000,000	900,000,000	
15 déc	11.5	15 déc/84	H47	225,000,000			225,000,000		
15 déc	8.75	2 sept/86-1er oct/86 23 oct/86-12 nov/86 1er juill/87	H89	1,850,000,000			1,850,000,000		
1992—1er févr	15.5	1er févr/82	J76	1,246,186,000			1,246,186,000		
1er mars	8.5	6 janv/87-1er mai/87	H94	1,025,000,000			1,025,000,000		
6 mars	11.5	6 mars/90	A31		1,000,000,000		1,000,000,000	1,000,000,000	
				9,904,728,000	*3,250,000,000*		*13,154,728,000*	*3,250,000,000*	*725,000,000*
Échéance: 1992-93									
1992—1er avril	7.75	12 mars/87	A1	600,000,000			600,000,000		
1er juin	10.25	12 juin/85-1er juill/85 23 juill/85-1er sept/85 24 sept/87-15 oct/87 1er sept/88	H61	1,850,000,000			1,850,000,000		250,000,000
1er juin	15	1er juin/82	J82	200,000,000			200,000,000		
1er juill	9.25	21 mai/87-13 août/87 1er sept/87-1er juin/88 1er oct/89	A4	1,300,000,000	100,000,000		1,400,000,000	100,000,000	175,000,000
1er juill	15	1er juill/82	J85	398,789,000			398,789,000		
1er sept	5.75	1er sept/66-15 déc/66 1er févr/67	F6	225,000,000			225,000,000		
1er sept	14.25	1er sept/82	J88	648,917,000			648,917,000		
15 oct	13.5	15 oct/82	J91	400,000,000			400,000,000		
15 nov	12.75	1er nov/82	J93	500,000,000			500,000,000		
15 déc	11.75	22 nov/82-15 déc/82 1er août/83-1er sept/83	J95	2,050,000,000			2,050,000,000		
1993—1er févr	11.25	1er févr/83-15 mars/83 27 avril/83-12 juill/83	J99	1,850,000,000			1,850,000,000		
				10,022,706,000	*100,000,000*		*10,122,706,000*	*100,000,000*	*425,000,000*
Échéance: 1993-94									
1993—1er mai	10.75	15 mai/83-21 juin/83 5 nov/87-15 mars/89 15 mars/90	H3	1,625,000,000	100,000,000		1,725,000,000	100,000,000	75,000,000
1er mai	10.25	25 janv/90-1er févr/90	A29		925,000,000		925,000,000	925,000,000	
1er juin	15.25	1er juin/81	J65	895,006,000			895,006,000		
1er juill	8.75	18 févr/88-15 mars/88 5 mai/88	A13	1,625,000,000			1,625,000,000		550,000,000
1er juill	14.75	1er juill/81	J69	445,459,000			445,459,000		
1er sept	9.5	23 juin/88-21 juill/88 15 oct/88-31 oct/88 15 déc/88-19 oct/89 15 déc/89	A16	1,575,000,000	875,000,000		2,450,000,000	875,000,000	1,575,000,000
15 oct	11.75	27 sept/83-15 oct/83 1er févr/84	H8	1,025,000,000			1,025,000,000		
15 déc	11.5	8 nov/83-15 déc/83 21 févr/84	H12	850,000,000			850,000,000		
1994—1er févr	8.75	15 déc/86	H93	250,000,000			250,000,000		
1er févr	10.25	5 janv/89-9 févr/89	A21	1,300,000,000			1,300,000,000		1,300,000,000
1er mars	8.25	29 janv/87-19 févr/87 15 mars/87	H96	800,000,000			800,000,000		
1er mars	12	13 mars/84-10 avril/85	H17	700,000,000			700,000,000		
				11,090,465,000	*1,900,000,000*		*12,990,465,000*	*1,900,000,000*	*3,500,000,000*
Échéance: 1994-95									
1994—1er avril	13	1er avril/84-1er mai/84 22 août/84	H21	1,025,000,000			1,025,000,000		
15 mai	13.75	1er juin/84-11 juill/84 1er août/84	H25	1,200,000,000			1,200,000,000		
15 juin	9.5	15 juin/74-1er juill/75 15 août/75-1er juin/76 1er août/76-1er avril/77	F85	676,320,000			676,320,000		-51,225,000
15 juill	7.75	16 avril/87	A3	400,000,000			400,000,000		

TABLEAU 10.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1989	Émissions[1]	Rembourse-ments[1]	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
				$	$	$	$	$	$
15 juill	13.5	19 juin/84	H29	250,000,000			250,000,000		
1er oct	9.25	18 juin/87-30 juill/87							
		1er févr/88-14 avril/88							
		1er juill/89-1er août/89	A6	1,550,000,000	925,000,000		2,475,000,000	925,000,000	500,000,000
1er oct	12.75	12 sept/84	H39	475,000,000			475,000,000		
1er déc	6.25	1er déc/67	F23	125,000			125,000		
15 déc	12.5	1er oct/84-24 oct/84	H42	900,000,000			900,000,000		
15 déc	9.25	24 août/89-1er oct/89							
		1er nov/89	A25		1,625,000,000		1,625,000,000	1,625,000,000	
1995—1er févr	11.5	1er févr/85	H51	375,000,000			375,000,000		
1er févr	12.25	14 nov/84-19 mars/85	H44	725,000,000			725,000,000		
1er mars	10	5 janv/88-1er juin/88							
		11 août/88-15 déc/89							
		1er févr/90-15 févr/90	A12	1,400,000,000	1,400,000,000		2,800,000,000	1,400,000,000	950,000,000
1er mars	11.75	15 déc/84	H48	475,000,000			475,000,000		
				9,451,445,000	*3,950,000,000*		***13,401,445,000***	*3,950,000,000*	*1,398,775,000*
Échéance: 1995-96									
1995—1er avril	11.25	19 févr/85-1er mai/85							
		22 mai/85	H54	1,350,000,000			1,350,000,000		
1er juin	10.5	12 juin/85-1er juill/85							
		23 juill/85-1er sept/85							
		15 mars/90	H62	1,850,000,000	400,000,000		2,250,000,000	400,000,000	
1er oct	6.5	1er oct/68	F33	100,000,000			100,000,000		
1er oct	10	1er oct/75-15 déc/75							
		1er févr/76-1er avril/76	F97	677,875,000			677,875,000		-12,750,000
15 déc	10.75	1er oct/85-23 oct/85							
		15 nov/85-15 mars/89	H67	1,100,000,000			1,100,000,000		150,000,000
1996—1er mars	10.25	6 févr/86-15 déc/87							
		22 sept/88	H76	1,375,000,000			1,375,000,000		550,000,000
				6,452,875,000	*400,000,000*		***6,852,875,000***	*400,000,000*	*687,250,000*
Échéance: 1996-97									
1996—1er mai	9.25	10 avril/86-1er juin/87							
		1er juill/87-31 mars/88							
		27 juill/89-31 août/89	H80	2,000,000,000	1,300,000,000		3,300,000,000	1,300,000,000	
1er juin	8.75	28 avril/86-22 mai/86							
		24 juill/86-1er oct/86							
		15 déc/86-1er mai/87	H84	2,175,000,000			2,175,000,000		
15 sept	3	15 sept/36	P1	55,000,000			55,000,000		
1997—1er mars	8.25	29 janv/87-19 févr/87							
		15 mars/87	H97	1,125,000,000			1,125,000,000		
				5,355,000,000	*1,300,000,000*		***6,655,000,000***	*1,300,000,000*	
Échéance: 1997-98									
1997—15 mai	9.25	15 mai/77-1er juill/77							
		1er sept/77-1er févr/78	J9	936,000,000			936,000,000		-48,000,000
1er oct	9.75	13 août/87-1er sept/87							
		15 nov/87-1er févr/88							
		12 mai/88-4 janv/90	A8	2,075,000,000	650,000,000		2,725,000,000	650,000,000	500,000,000
[2] 1998—15 mars	3.75	15 sept/56	T15	197,045,000			197,045,000		
15 mars	10.75	15 oct/87-15 mars/89							
		15 avril/89	A10	875,000,000	650,000,000		1,525,000,000	650,000,000	625,000,000
				4,083,045,000	*1,300,000,000*		***5,383,045,000***	*1,300,000,000*	*1,077,000,000*
Échéance: 1998-99									
1998—1er oct	9.5	30 juin/88-21 juill/88							
		15 nov/88-1er juill/89	A17	1,500,000,000	700,000,000		2,200,000,000	700,000,000	1,500,000,000
1er déc	10.25	1er sept/88-15 oct/88							
		15 déc/88-26 janv/89	A18	2,275,000,000			2,275,000,000		2,275,000,000
				3,775,000,000	*700,000,000*		***4,475,000,000***	*700,000,000*	*3,775,000,000*
Échéance: 1999-2000									
1999—15 oct	9	15 oct/77-15 déc/77	J13	563,750,000			563,750,000		-29,000,000
1er déc	13.5	1er déc/80	J53	400,000,000			400,000,000		
1er déc	9.25	21 sept/89-1er oct/89							
		16 nov/89-15 déc/89	A27		2,825,000,000		2,825,000,000	2,825,000,000	
2000—15 mars	13.75	31 mars/80-1er mars/81							
		31 mars/81-15 oct/82	J39	1,050,000,000			1,050,000,000		
				2,013,750,000	*2,825,000,000*		***4,838,750,000***	*2,825,000,000*	*-29,000,000*

TABLEAU 10.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1989	Émissions[1]	Rembourse-ments[1]	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
				$	$	$	$	$	$
Échéance: 2000-01									
2000—1er mai	9.75	1er févr/90-15 févr/90	A30		1,575,000,000		1,575,000,000	1,575,000,000	
1er juill	10.5	15 mars/90-29 mars/90	A32		1,350,000,000		1,350,000,000	1,350,000,000	
1er juill	15	1er juill/81	J70	175,000,000			175,000,000		
15 déc	9.75	15 déc/78	J22	515,625,000			515,625,000		
2001—1er févr	15.75	1er juin/81-31 juill/81	J66	425,000,000			425,000,000		-21,875,000
				1,115,625,000	*2,925,000,000*		*4,040,625,000*	*2,925,000,000*	*-21,875,000*
Échéance: 2001-02									
2001—1er mai	13	1er mai/80-1er oct/80							
		1er févr/81	J42	1,325,000,000			1,325,000,000		
1er oct	9.5	1er oct/76-1er déc/76							
		1er avril/78-15 mai/78							
		1er juill/78	J2	1,314,000,000			1,314,000,000		-65,000,000
2002—1er févr	8.75	1er févr/77	J7	228,000,000			228,000,000		-12,000,000
15 mars	15.5	31 mars/82-1er mai/82	J79	350,000,000			350,000,000		
				3,217,000,000			*3,217,000,000*		*-77,000,000*
Échéance: 2002-03									
2002—1er mai	10	1er mai/79-1er juin/79							
		15 juill/79	J25	1,850,000,000			1,850,000,000		
15 déc	11.25	15 déc/79-1er juill/80							
		15 mai/83	J34	1,625,000,000			1,625,000,000		
2003—1er févr	11.75	1er févr/80-1er juin/80							
		1er août/80-1er févr/83							
		27 avril/83-21 juin/83							
		12 juill/83	J35	2,700,000,000			2,700,000,000		
				6,175,000,000			*6,175,000,000*		
Échéance: 2003-04									
2003—1er oct	9.5	15 août/78-1er oct/78	J18	715,500,000			715,500,000		-36,000,000
2004—1er févr	10.25	1er févr/79-15 mars/79							
		21 mars/79-15 août/79	J24	2,200,000,000			2,200,000,000		
				2,915,500,000			*2,915,500,000*		*-36,000,000*
Échéance: 2004-05									
2004—1er juin	13.5	1er avril/84-1er mai/84	H22	550,000,000			550,000,000		
1er oct	10.5	1er oct/79-15 déc/87	J30	875,000,000			875,000,000		
2005—1er mars	12	15 oct/83-8 nov/83							
		15 déc/83-1er févr/84							
		21 févr/84-15 déc/84	H9	1,775,000,000			1,775,000,000		
				3,200,000,000			*3,200,000,000*		
Échéance: 2005-06									
2005—1er sept	12.25	1er août/83-1er sept/83							
		27 sept/83-10 avril/85	H6	1,375,000,000			1,375,000,000		
2006—1er mars	12.5	13 mars/84-14 nov/84							
		19 mars/85	H18	975,000,000			975,000,000		
				2,350,000,000			*2,350,000,000*		
Échéance: 2006-07									
2006—1er oct	14	1er juin/84-11 juill/84							
		1er août/84	H26	1,025,000,000			1,025,000,000		
2007—1er mars	13.75	19 juin/84	H30	325,000,000			325,000,000		
				1,350,000,000			*1,350,000,000*		
Échéance: 2007-08									
2007—1er oct	13	22 août/84-12 sept/84	H36	700,000,000			700,000,000		
2008—1er mars	12.75	1er oct/84-24 oct/84	H41	750,000,000			750,000,000		
				1,450,000,000			*1,450,000,000*		
Échéance: 2008-09									
2008—1er juin	10	15 déc/85-1er sept/87							
		1er févr/88-14 avril/88							
		1er juin/88-21 juill/88							
		15 oct/88-15 déc/88							
		23 févr/89-1er juin/89	H74	2,925,000,000	525,000,000		3,450,000,000	525,000,000	2,025,000,000
1er oct	11.75	1er févr/85-1er mai/85	H52	725,000,000			725,000,000		
2009—1er mars	11.5	22 mai/85	H58	400,000,000			400,000,000		
				4,050,000,000	*525,000,000*		*4,575,000,000*	*525,000,000*	*2,025,000,000*

TABLEAU 10.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Fin*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1989	Émissions[1]	Rembourse-ments[1]	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
				$	$	$	$	$	$
Échéance: 2009-10									
2009—1er juin	11	1er oct/85-23 oct/85							
		15 oct/87	H68	925,000,000			925,000,000		
1er oct	10.75	12 juin/85-1er juill/85							
		1er sept/85-1er sept/88	H63	1,300,000,000			1,300,000,000		300,000,000
2010—1er mars	9.75	15 mars/86	H79	325,000,000			325,000,000		
				2,550,000,000			*2,550,000,000*		*300,000,000*
Échéance: 2010-11									
2010—1er juin	9.5	10 avril/86-1er juill/87							
		1er juill/89-10 août/89							
		1er oct/89-15 déc/89							
		1er févr/90	H81	650,000,000	2,325,000,000		2,975,000,000	2,325,000,000	
1er oct	8.75	28 avril/86	H85	325,000,000			325,000,000		
2011—1er mars	9	3 juill/86-2 sept/86							
		23 oct/86-15 déc/86							
		1er mai/87-15 mars/88	H87	1,975,000,000			1,975,000,000		
				2,950,000,000	*2,325,000,000*		*5,275,000,000*	*2,325,000,000*	
Échéance: 2011-12									
2011—1er juin	8.5	19 févr/87-15 mars/87	H98	750,000,000			750,000,000		
Échéance: 2013-14									
2014—15 mars	10.25	15 mars/89-30 mars/89							
		15 mars/90	A23	850,000,000	450,000,000		1,300,000,000	450,000,000	850,000,000
Échéance: 2018-19									
2019—23 mars	10.186	23 mars/90			8,436,324		8,436,324	8,436,324	
Comptes sans opérations courantes									–5,300,000,000
Total des obligations négociables en monnaie canadienne				115,747,759,000	21,958,436,324	10,024,685,000	127,681,510,324	11,933,751,324	11,849,150,000
À payer en devises étrangères—									
Dollars des États-Unis—									
1989—15 juill	9.25	15 juill/85		536,625,000		536,625,000		–536,625,000	–19,080,000
1995—15 juill	10.125	15 juill/85		357,843,015		85,100,411	272,742,604	–85,100,411	–197,861,985
21 nov	10	21 nov/85		596,250,000		11,500,000	584,750,000	–11,500,000	–21,200,000
1996—27 févr	9	27 févr/86		1,192,500,000		23,000,000	1,169,500,000	–23,000,000	–42,400,000
[2] 1998—1er avril	8.625	1er avril/78		248,296,388		15,630,211	232,666,177	–15,630,211	–60,428,612
15 oct	9.25	15 oct/78		338,680,732		338,680,732		–338,680,732	–93,534,268
				3,270,195,135		*1,010,536,354*	*2,259,658,781*	*–1,010,536,354*	*–434,504,865*
Marks allemands—									
1989—30 avril	8.5	30 avril/82		125,680,000		125,680,000		–125,680,000	–23,240,000
Francs suisses—									
1992—10 mai	5.25	10 mai/84		143,420,000	12,660,000		156,080,000	12,660,000	–37,440,000
[3] Yens japonais—									
[3] 1991—20 févr	6.125	20 févr/86		488,739,638		9,426,425	479,313,213	–9,426,425	–17,377,409
[3] 1992—25 juin	4.375	25 juin/87		663,450,722		12,796,115	650,654,607	–12,796,115	–23,589,359
1993—23 juill	5.625	23 juill/86		682,051,385		99,059,448	582,991,937	–99,059,448	–61,966,983
				1,834,241,745		*121,281,988*	*1,712,959,757*	*–121,281,988*	*–102,933,751*
Comptes sans opérations courantes									–351,373,600
Total des obligations négociables en devises étrangères .				5,373,536,880	12,660,000	1,257,498,342	4,128,698,538	–1,244,838,342	–949,492,216
Total				121,121,295,880	21,971,096,324	11,282,183,342	131,810,208,862	10,688,912,982	10,899,657,784

[1] Les émissions et les remboursements des obligations négociables à payer en devises étrangères comprennent la conversion de ces devises en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars.

[2] Soumises à remboursement avant terme.

[3] Bien que du point de vue des propriétaires les modalités de l'émission restent inchangées, l'engagement du gouvernement, qui était libellé en yens japonais, a été transformé par suite d'un swap de devises en un engagement libellé en dollars des États-Unis et à taux flottant établi sur la base du taux à 6 mois du "London Inter-bank offered Rate" (LIBOR).

Obligations d'épargne du Canada

Les obligations d'épargne du Canada représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada, dont les modalités sont:

—émises à des résidents canadiens;

—émises en monnaie canadienne exclusivement;

—immatriculées au nom du titulaire;

—dates fixes d'échéance;

—non négociables;

—remboursables à vue au titulaire, avec les intérêts courus calculés jusqu'à la fin du mois précédent;

—pas soumises à rachat avant terme; et,

—viennent à échéance 7 ans ou plus après leur émission.

Le tableau 10.3 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations d'épargne du Canada.

TABLEAU 10.3

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1989	Émissions	Remboursements	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
				$	$	$	$	$	$
1989—1er nov	10.5	1982-83	S37	4,422,540,800		4,422,540,800		–4,422,540,800	–789,279,100
1990—1er nov	10.5	1983-84	S38	4,597,832,200		790,240,300	3,807,591,900	–790,240,300	–695,139,000
1991—1er nov	10.5	1984-85	S39	5,203,413,300		929,076,000	4,274,337,300	–929,076,000	–976,390,300
1992—1er nov	10.5	1985-86	S40	6,637,590,800		1,097,324,400	5,540,266,400	–1,097,324,400	–1,230,548,600
1993—1er nov	10.5	1986-87	S41	4,308,107,500		879,283,900	3,428,823,600	–879,283,900	–1,326,901,300
1997—1er nov	10.5	1987-88	S42	10,631,078,600		2,728,313,900	7,902,764,700	–2,728,313,900	–6,019,845,209
1998—1er nov	10.5	1988-89	S43	11,955,123,100		4,196,175,400	7,758,947,700	–4,196,175,400	11,955,123,100
2001—1er nov	10.5	1989-90	S44[1]		9,328,934,937	1,112,990,137	8,215,944,800	8,215,944,800	
Compte sans opérations courantes									–6,484,831,100
Total				47,755,686,300	9,328,934,937	16,155,944,837	40,928,676,400	–6,827,009,900	–5,567,811,509

[1] S44 comprend des obligations relatives à la participation du gouvernement à la vente d'obligations d'épargne du Canada selon le mode d'épargne sur le salaire.

Obligations spéciales non négociables

Les obligations spéciales non négociables représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada exclusivement au Fonds de placement du régime de pensions du Canada, dont les modalités sont:

—non négociables;

—non transférables;

—non cessibles;

—émises en monnaie canadienne exclusivement;

—viennent à échéance 20 ans ou moins après leur émission;

—intérêt payable semestriellement; et,

—rachetables à la valeur nominale, plus l'intérêt couru.

Le tableau 10.4 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations spéciales non négociables.

TABLEAU 10.4

OBLIGATIONS SPÉCIALES NON NÉGOCIABLES

	1er avril 1989	Émissions	Remboursements	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Fonds de placement du régime de pensions du Canada—						
Échues: 1989-90	4,059,000		4,059,000		–4,059,000	
Échéance: 1990-91	5,447,000			5,447,000		
1991-92	6,540,000			6,540,000		
1992-93	7,112,000			7,112,000		
1993-94	7,907,000			7,907,000		
1994-95	9,087,000			9,087,000		
1995-96	10,217,000			10,217,000		
1996-97	10,651,000			10,651,000		
1997-98	11,351,000			11,351,000		
1998-99	12,015,000			12,015,000		
1999-2000	17,709,000			17,709,000		
2000-01	22,971,000			22,971,000		
2001-02	17,622,000			17,622,000		
2002-03	17,414,000			17,414,000		
2003-04	17,259,000			17,259,000		
2004-05	16,661,000			16,661,000		
2005-06	239,955,000			239,955,000		
2006-07	1,352,282,000			1,352,282,000		
2007-08	699,981,000			699,981,000		
2008-09	519,360,000			519,360,000		519,360,000
2009-10		71,112,000		71,112,000	71,112,000	
Compte sans opérations courantes						–5,607,000
Total	3,005,600,000	71,112,000	4,059,000	3,072,653,000	67,053,000	513,753,000

Bons du Trésor

Les bons du Trésor sont des reconnaissances de dettes à court terme émises par le gouvernement du Canada afin de débourser des sommes à des dates convenues, dont les modalités sont:

—émises à escomptes, tenant lieu d'intérêts;

—échéances courantes: 3 mois, 6 mois et 12 mois;

—émises en dollars canadiens exclusivement;

—transférables; et,

—achetées et vendues sur le marché libre.

Les bons à trois mois et à six mois sont habituellement émis hebdomadairement, tandis que les autres bons sont émis à toutes les deux semaines, habituellement pour des périodes d'un an ou moins.

Au 31 mars 1990, le solde de ce compte représente des bons à trois mois pour $39,100 millions; des bons à six mois pour $39,800 millions; et, des bons à 364 jours pour $39,650 millions.

Le tableau 10.5 présente un sommaire mensuel des émissions et des remboursements de bons du Trésor.

TABLEAU 10.5

ÉMISSIONS ET REMBOURSEMENTS DE BONS DU TRÉSOR
(en millions de dollars)

	Émissions				Remboursements				
	Bons à 3 mois	Bons à 6 mois	Autres bons	Total	Bons à 3 mois	Bons à 6 mois	Autres bons	Total	Changement net
Avril, 1989	12,450	6,100	3,750	22,300	11,350	5,800	2,050	19,200	3,100
Mai	11,150	5,550	4,350	21,050	10,950	3,750	3,900	18,600	2,450
Juin	17,250	8,850	6,400	32,500	14,600	6,950	4,350	25,900	6,600
Juillet	12,250	6,000	4,850	23,100	12,450	5,800	5,300	23,550	–450
Août	11,950	6,000	4,900	22,850	11,150	5,550	4,000	20,700	2,150
Septembre	15,650	7,900	4,750	28,300	17,250	7,050	4,650	28,950	–650
Octobre	11,750	5,900	3,750	21,400	12,250	6,100	3,400	21,750	–350
Novembre	12,950	6,500	6,050	25,500	11,950	5,550	4,750	22,250	3,250
Décembre	15,800	7,900	6,500	30,200	15,650	8,850	3,950	28,450	1,750
Janvier, 1990	11,600	5,800	2,900	20,300	11,750	6,000	5,000	22,750	–2,450
Février	11,650	5,750	4,200	21,600	12,950	6,000	2,600	21,550	50
Mars	15,850	7,950	5,000	28,800	15,800	7,900	4,700	28,400	400
	160,300	80,200	57,400	297,900	158,100	75,300	48,650	282,050	15,850
Solde au 1er avril 1989									102,700
Solde au 31 mars 1990									118,550

Effets et prêts

Ces comptes enregistrent les emprunts effectués en vertu d'ententes conclues avec des banques au Canada, aux États-Unis, en Suisse, au Japon et avec d'autres banques internationales. Ils enregistrent également les emprunts de la Société financière Canadair Inc (maintenant appelée Société Financière Cartierville Inc) qui ont été assumés directement par le gouvernement du Canada en vertu du crédit 7c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Les soldes au 31 mars 1990 représentent:

—$18,000,000 É-U ($21,051,000 can) pour des effets assumés de la Société financière Canadair Inc (maintenant appelée Société Financière Cartierville Inc); et,

— 200,000,000 FS ($156,080,000 can) comme prêt de six ans, de banques suisses.

Les soldes en devises étrangères ont été convertis en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars 1990.

Le tableau 10.6 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les effets et prêts.

TABLEAU 10.6

EFFETS ET PRÊTS

Date d'échéance	%	Date d'émission	1er avril 1989	Émissions[1]	Rembourse-ments[1]	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
			$	$	$	$	$	$
À payer en devises étrangères—								
Dollars des États-Unis—								
Effets à payer—								
Dettes assumées de la Société financière Canadair Inc[2]	8.5	divers	237,332,100		216,281,100	**21,051,000**	-216,281,100	-15,822,400
1990—22 mars	11.5	22 mars/85	596,250,000		596,250,000		-596,250,000	-21,200,000
			833,582,100		*812,531,100*	***21,051,000***	*-812,531,100*	*-37,022,400*
Francs suisses—								
1989—3 mai	5.625	3 mai/84	215,130,000		215,130,000		-215,130,000	-56,160,000
1990—15 mai	5.125	15 mai/84	143,420,000	12,660,000		**156,080,000**	12,660,000	-37,440,000
			358,550,000	*12,660,000*	*215,130,000*	***156,080,000***	*-202,470,000*	*-93,600,000*
Yens japonais—								
1993—27 nov	7	27 nov/85	718,640,000		718,640,000		-718,640,000	-75,840,000
Comptes sans opérations courantes								-1,809,170,000
Total			1,910,772,100	12,660,000	1,746,301,100	**177,131,000**	-1,733,641,100	-2,015,632,400

[1] Les émissions et les remboursements comprennent la conversion des devises étrangères en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars.

[2] Soumises à remboursement avant terme.

Bons du Canada

Les bons du Canada sont des reconnaissances de dettes à court terme émises par le gouvernement du Canada sur les marchés monétaires des États-Unis en vertu du programme d'emprunt en fonds étrangers du gouvernement. Les bons du Canada procurent au Canada une source additionnelle de fonds à court terme en provenance des États-Unis, dont les modalités sont:

—émises à escomptes, tenant lieu d'intérêts;

—viennent à échéance pas plus que 270 jours après leur émission;

—transférables; et,

—achetées et vendues sur le marché libre.

Le solde de fin d'exercice des bons du Canada à payer en dollars des États-Unis a été converti en monnaie canadienne en utilisant le cours du change de fermeture au 31 mars 1990.

Le tableau 10.7 présente un sommaire mensuel des émissions et des remboursements de bons du Canada.

TABLEAU 10.7

ÉMISSIONS ET REMBOURSEMENTS DE BONS DU CANADA

	Émissions	Remboursements	Changement net
	$	$	$
Avril, 1989	421,821,252	406,479,128	15,342,124
Mai	476,822,835	493,582,986	-16,760,151
Juin	794,106,604	847,283,713	-53,177,109
Juillet	583,118,354	545,909,711	37,208,643
Août	340,411,477	202,537,212	137,874,265
Septembre	181,125,412	554,592,716	-373,467,304
Octobre	572,716,941	538,331,853	34,385,088
Novembre	761,336,890	648,891,877	112,445,013
Décembre	583,626,536	817,983,191	-234,356,655
Janvier, 1990	693,287,394	442,718,700	250,568,694
Février	781,822,194	745,483,236	36,338,958
Mars	1,159,791,804	783,462,765	376,329,039
	7,349,987,693	7,027,257,088	322,730,605
Solde au 1er avril 1989			1,130,740,425
Solde avant le redressement de change			1,453,471,030
Redressement de change au 31 mars 1990			-7,677,824
Solde au 31 mars 1990			**1,445,793,206**

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Taux d'intérêt

Le tableau 10.8 présente la dette non échue au 31 mars, pour chacun des exercices de 1985-86 à 1989-90 inclusivement, ainsi que le taux d'intérêt moyen en vigueur. Pour fins de comparaison, la dette non échue a été ventilée en obligations négociables, obligations non négociables (y compris les obligations d'épargne du Canada et le Fonds de placement du régime de pensions du Canada), bons du Trésor, effets et prêts, et bons du Canada.

TABLEAU 10.8

DETTE NON ÉCHUE AU 31 MARS, DE 1986 À 1990, ET TAUX D'INTÉRÊT MOYEN EN VIGUEUR

	Obligations négociables		Obligations non négotiables: Obligations d'épargne du Canada		Obligations non négotiables: Fonds de placement du régime de pensions du Canada		Bons du Trésor		Effets et prêts		Bons du Canada		Total de la dette non échue (brut)	
	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen
	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%
1990	131,810	10.48	40,929	10.50	3,072	10.03	118,550	12.32	177	5.53	1,446	8.20	295,984	11.20
1989	121,121	10.61	47,756	10.50	3,005	10.03	102,700	11.30	1,911	8.73	1,131	9.41	277,624	10.82
1988	110,222	10.62	53,323	9.18	2,492	9.98	81,050	8.57	3,926	8.73	1,045	6.77	252,058	9.61
1987	100,294	10.90	44,309	8.35	1,796	10.00	76,950	7.87	5,097	9.82	1,045	5.81	229,491	9.34
1986	86,957	11.44	44,245	10.12	445	11.08	61,950	10.13	7,920	9.14			201,517	10.66

Lorsque le taux d'intérêt varie, le taux d'intérêt applicable est celui en vigueur au 31 mars.

Le tableau 10.9 indique les taux maximaux et minimaux de rendement des bons du Trésor en adjudication ainsi que le rendement moyen des dernières émissions pour les exercices de 1985-86 à 1989-90 inclusivement.

TABLEAU 10.9

RENDEMENT MOYEN DES BONS DU TRÉSOR EN ADJUDICATION

Exercice clos le 31 mars	Taux maximal	Taux minimal	Dernière émission
	%	%	%
Bons à trois mois—			
1990	13.26	11.89	13.26
1989	12.15	8.63	12.14
1988	9.58	6.90	8.53
1987	9.89	6.80	6.80
1986	11.85	8.52	10.19
Bons à six mois—			
1990	13.59	11.59	13.59
1989	12.76	8.93	12.58
1988	10.53	7.17	8.81
1987	9.67	6.94	6.94
1986	11.59	8.75	10.19
Autres bons—			
1990	13.51	10.97	13.51
1989	12.88	9.23	12.66
1988	11.10	7.38	9.02
1987	9.66	7.13	7.19
1986	10.96	8.38	9.89

Échéance de la dette du gouvernement

Le tableau 10.10 présente le total de la dette non échue par ordre d'échéance.

TABLEAU 10.10

ÉCHÉANCE DE LA DETTE DU GOUVERNEMENT

	Obligations négociables		Obligations non négotiables: Obligations d'épargne du Canada		Obligations non négotiables: Fonds de placement du régime de pensions du Canada		Bons du Trésor		Effets et prêts		Bons du Canada		Total de la dette non échue (brut)	
	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen
	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%
1991	11,130	10.14	3,808	10.50	5	7.77	118,550	12.32	156	5.13	1,446	8.20	135,095	12.04
1992	13,155	10.54	4,274	10.50	6	7.08							17,435	10.53
1993	10,930	10.65	5,540	10.50	7	7.36			21	8.50			16,498	10.60
1994	13,573	10.50	3,429	10.50	8	7.53							17,010	10.43
1995	13,401	10.80			9	8.55							13,410	10.80
1996/2000	30,464	9.85	15,662	10.50	62	9.55							46,188	10.07
2001/05	19,548	11.09	8,216	10.50	92	13.58							27,856	10.92
2006/10	12,275	11.52			2,883	9.96							15,158	11.23
2011/15	7,325	9.36											7,325	9.36
2016/19	9	10.19											9	10.19
	131,810	10.48	40,929	10.50	3,072	10.03	118,550	12.32	177	5.53	1,446	8.20	295,984	11.20

Note: ce tableau comprend la dette non échue émise par le gouvernement du Canada. Les emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État qui sont des obligations inconditionelles du gouvernement, mais non comprises dans la dette non échue, sont présentés au tableau 10.11.

État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté

Le tableau 10.11 présente les renseignements exigés en vertu de l'article 49 de la Loi sur la gestion des finances publiques. Les opérations d'emprunt comprises dans ce tableau sont: les emprunts par le gouvernement pour fins générales; et les emprunts par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État lesquels sont comptabilisés comme tels à l'état de l'actif et du passif du gouvernement, sauf si le gouvernement est le prêteur. Les emprunts par les sociétés "entreprises" non mandataires de l'État ne sont pas compris parce que de tels emprunts ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté.

TABLEAU 10.11

ÉTAT DE TOUTES LES OPÉRATIONS D'EMPRUNT POUR LE COMPTE DE SA MAJESTÉ
(en millions de dollars)

	1er avril 1989	Émissions/ Emprunts	Rembourse- ments	31 mars 1990
Dette non échue du gouvernement du Canada[1]	276,301	334,377	316,116	294,562
Emprunts des sociétés d'État "entreprises" désignées comme mandataires de sa Majesté[2]	15,001	70,414	68,707	16,708
Total	291,302	404,791	384,823	311,270

[1] On trouvera plus de précisions dans cette section.
[2] On trouvera plus de précisions à la section 6 (tableau 6.7) de ce volume.

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1989-90

Autres renseignements relatifs aux états financiers

SOMMAIRE

	Page
Autres comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif—	
Débiteurs	11.2
Fonds en transit	11.4
Caisse	11.6
Immobilisations	11.8
Déficit accumulé	11.8
Autres renseignements—	
Engagements contractuels	11.10
Programmes d'assurance des sociétés "entreprises" mandataires de l'État	11.13
Passif éventuel	11.15

AUTRES COMPTES INSCRITS À L'ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Cette section renferme des renseignements concernant les comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif, qui ne sont pas compris ailleurs dans ce volume. Ces comptes sont:

—les débiteurs;
—les fonds en transit;
—la caisse;
—les immobilisations; et,
—le déficit accumulé.

Débiteurs

Le tableau 11.1 présente un sommaire des soldes et des opérations concernant les débiteurs. Le graphique A compare les débiteurs pour les cinq derniers exercices.

TABLEAU 11.1

DÉBITEURS

	1er avril 1989	Crédits	Débits	31 mars 1990	Variation nette 1990	Variation nette 1989
	$	$	$	$	$	$
Recettes non fiscales à percevoir	1,907,000,000	1,907,000,000	1,998,000,000	1,998,000,000	91,000,000	69,000,000
Débiteurs des sociétés d'État consolidées[1]	250,379,000	250,379,000	321,648,000	321,648,000	71,269,000	-38,708,000
Total	2,157,379,000	2,157,379,000	2,319,648,000	2,319,648,000	162,269,000	30,292,000

[1] En 1989-90, des changements aux conventions comptables ont été faits et certaines sociétés d'État font maintenant partie de l'entité comptable du gouvernement. Les changements ont été appliqués rétroactivement et le déficit ainsi que le déficit accumulé pour l'exercice précédent ont été ajustés pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume (tableau 5.1) et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

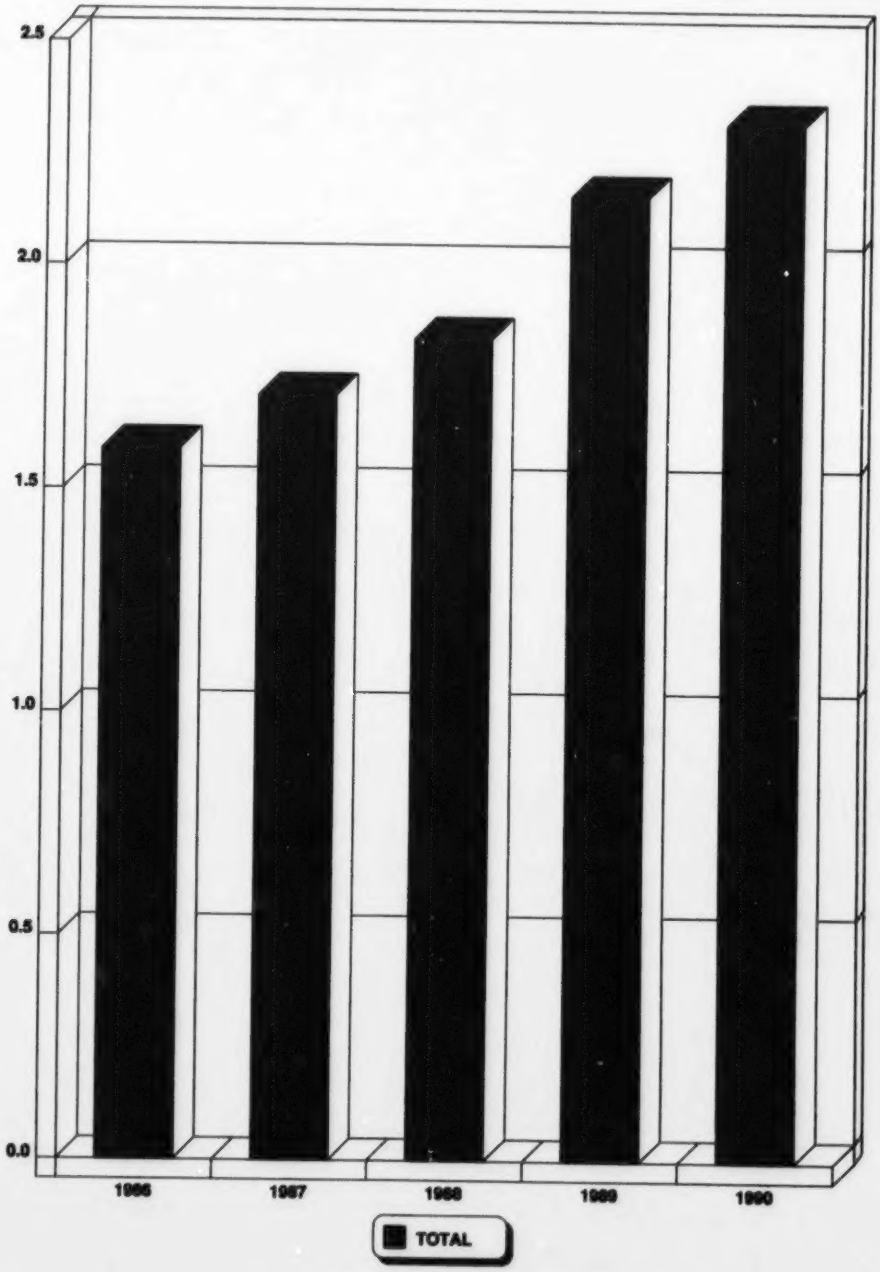
Recettes non fiscales à percevoir

Ce compte inscrit les créances courues provenant des montants de recettes non fiscales dus au gouvernement.

Débiteurs des sociétés d'État consolidées

Ce compte inscrit les créances des sociétés d'État consolidées.

GRAPHIQUE A
DÉBITEURS
(en milliards de dollars)



Fonds en transit

Le tableau 11.2 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les fonds en transit. Le graphique B compare les fonds en transit pour les cinq derniers exercices.

TABLEAU 11.2

FONDS EN TRANSIT

	1[er] avril 1989	Crédits	Débits	31 mars 1990	Variation nette	
					1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Fonds détenus par les percepteurs et en transit	1,603,483,534	1,603,483,534	1,776,203,283	**1,776,203,283**	172,719,749	−671,566,473
Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours	331,106,792	331,106,792	187,799,552	**187,799,552**	−143,307,240	284,003,751
Autre caisse—Sociétés d'État consolidées[1]	152,047,000	152,047,000	172,120,000	**172,120,000**	20,073,000	40,300,000
Total	2,086,637,326	2,086,637,326	2,136,122,835	**2,136,122,835**	49,485,509	−347,262,722

[1] En 1989-90, des changements aux conventions comptables ont été faits et certaines sociétés d'État font maintenant partie de l'entité comptable du gouvernement. Les changements ont été appliqués rétroactivement et le déficit ainsi que le déficit accumulé pour l'exercice précédent ont été ajustés pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume (tableau 5.1) et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Fonds détenus par les percepteurs et en transit

Ce compte sert à comptabiliser les deniers publics reçus par des fonctionnaires publics avant le 1[er] avril, mais qui ne sont pas déposés au crédit du Receveur général du Canada, à la Banque du Canada, avant cette date.

Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours

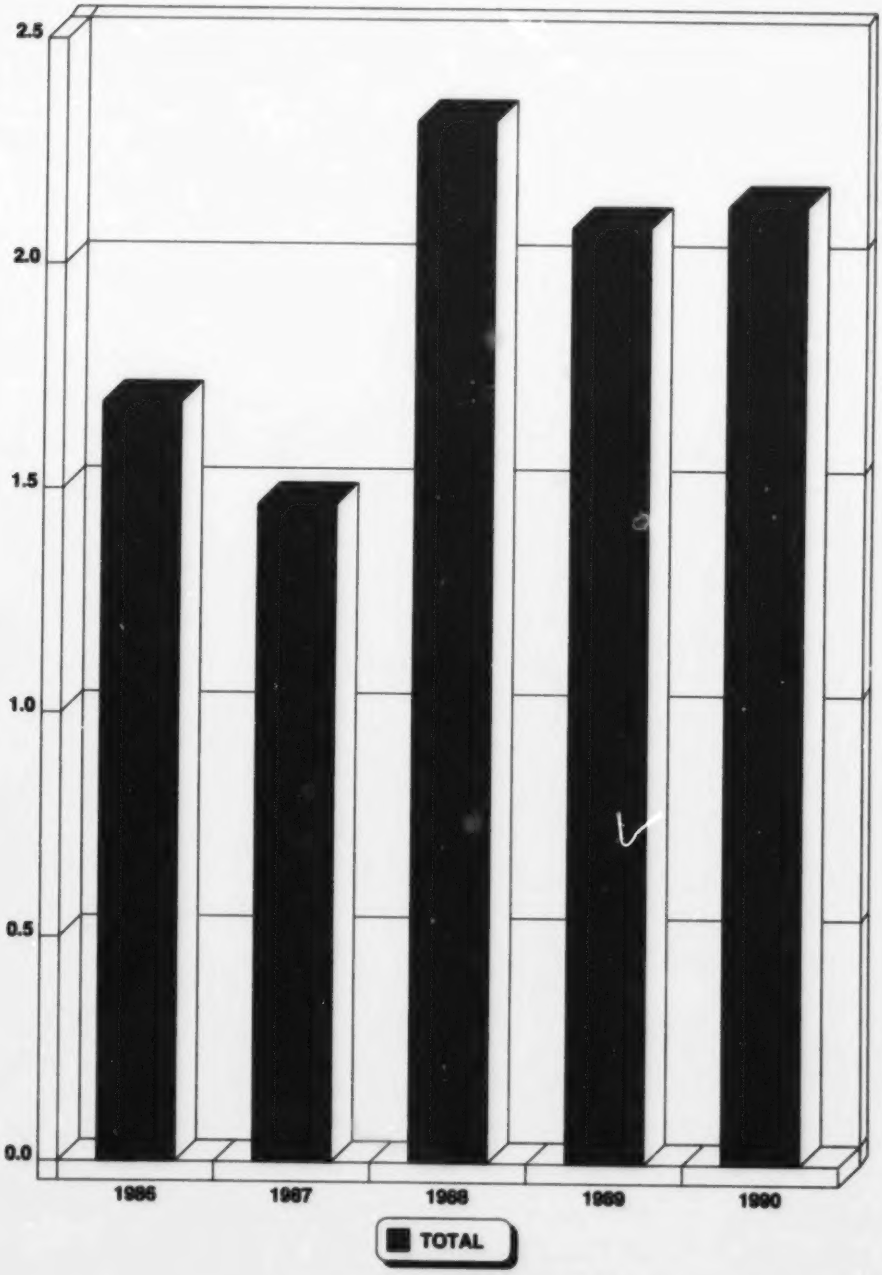
Ce compte enregistre les deniers publics reçus après le 31 mars, qui sont applicables à l'exercice clos à cette date.

Ce compte comprend les remboursements de dépenses de l'exercice écoulé, lesquels ont été effectués avant la fermeture des comptes, ainsi que les rentrées à porter au crédit des comptes d'actif, de passif et (dans des cas exceptionnels) de recettes, lorsque pour des raisons d'ordre et de cohérence, il est préférable de les passer à l'exercice écoulé.

Autre caisse—Sociétés d'État consolidées

Ce compte inscrit la position de caisse des sociétés d'État consolidées. Ces fonds ne sont pas des deniers publics au crédit du Receveur général du Canada mais sont pour l'usage exclusif de ces sociétés.

GRAPHIQUE B
FONDS EN TRANSIT
(en milliards de dollars)



Caisse

La caisse du gouvernement est constituée des deniers publics déposés au 31 mars au crédit du Receveur général du Canada, à la Banque du Canada, dans des banques à charte et dans d'autres établissements financiers.

La caisse du gouvernement dépend non seulement des opérations budgétaires, mais aussi des opérations non budgétaires, de change et de la dette non échue, lesquelles il faut tenir compte lorsqu'on considère l'ensemble des opérations financières du gouvernement.

Le tableau 11.3 présente un sommaire des soldes et des opérations reliés aux dépôts courants et spéciaux du Receveur général. Le graphique C compare la caisse pour les cinq derniers exercices.

Les soldes de fin d'exercice libellés en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens correspondants, aux taux de change de fermeture à la fin de l'exercice. Les devises étrangères détenues comprennent des livres sterling du Royaume-Uni, des dollars des États-Unis, des francs belges, suisses et français, et des marks de l'Allemagne de l'Ouest.

TABLEAU 11.3

CAISSE

	1er avril 1989	Rentrées	Déboursés	31 mars 1990	Variation nette	
					1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Receveur général—						
Dépôts courants—						
Monnaie canadienne	1,708,379,037	531,997,984,048	532,337,042,552	1,369,320,533	-339,058,504	327,485,109
Devises étrangères	101,485,440	1,759,566,414	1,741,147,585	119,904,269	18,418,829	-34,705,514
Dépôts spéciaux	23,332,746	2,069,676,773	2,070,541,601	22,467,918	-864,828	7,129,106
Total	1,833,197,223	535,827,227,235	536,148,731,738	1,511,692,720	-321,504,503	299,908,701

Dépôts courants du Receveur général

Les soldes mensuels en monnaie canadienne et en devises étrangères en dépôt pour les cinq derniers exercices sont présentés dans les tableaux suivants:

TABLEAU 11.4

CAISSE DES DÉPÔTS EN MONNAIE CANADIENNE
(en millions de dollars)

À la fin du mois	Exercice clos le 31 mars				
	1990	1989	1988	1987	1986
Avril	821	865	7,268	3,491	3,268
Mai	3,353	3,874	4,046	4,874	3,989
Juin	2,636	2,348	615	2,951	2,747
Juillet	1,466	3,588	3,101	3,190	2,437
Août	3,112	3,021	1,814	2,474	3,634
Septembre	[illegible]	1,953	2,532	1,658	4,527
Octobre	[illegible]	5,028	5,624	5,104	6,449
Novembre	331	76	7,154	2,141	10,566
Décembre	[illegible]	3,083	2,942	3,343	5,599
Janvier	4,241	912	2,829	3,123	3,953
Février	[illegible]	988	2,654	4,075	4,993
Mars	1,369	1,708	1,381	4,479	4,566

TABLEAU 11.5

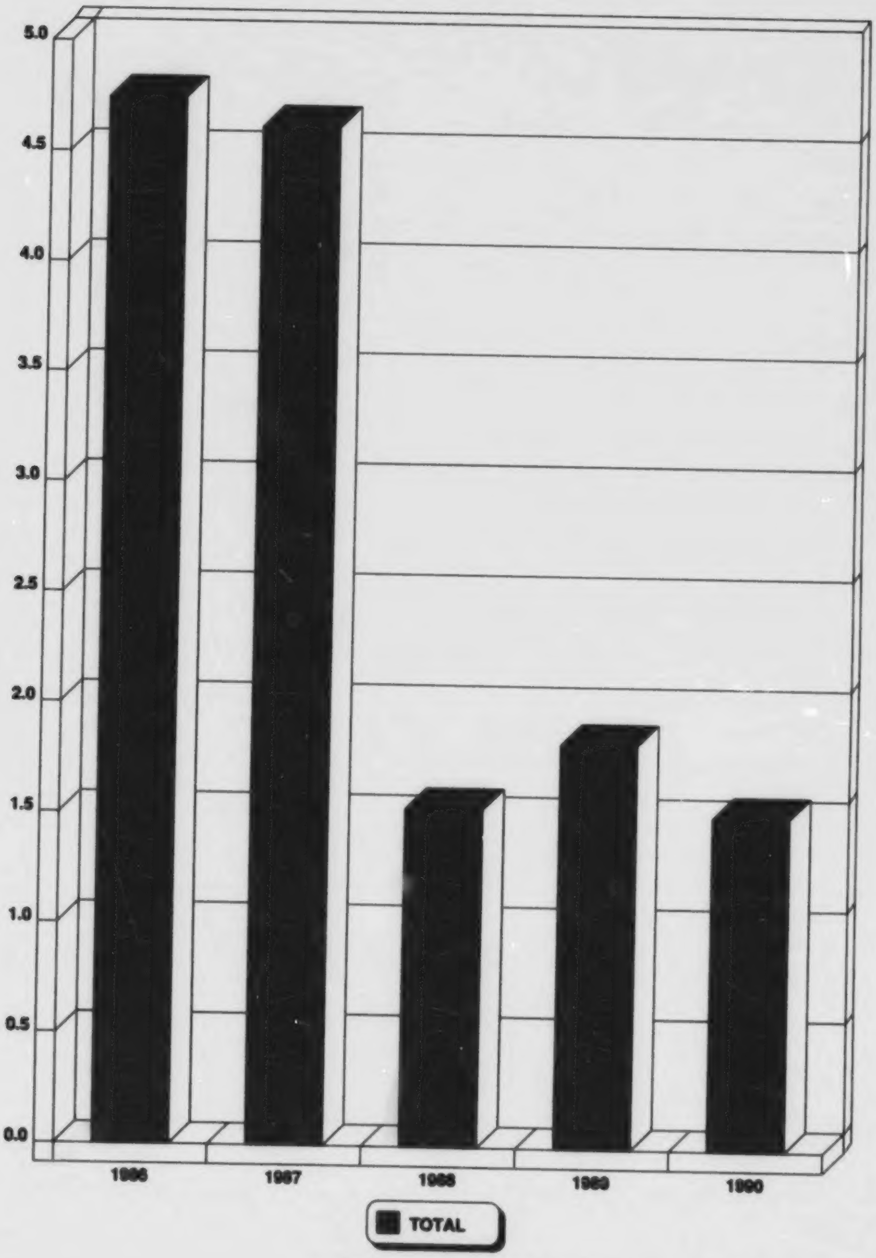
CAISSE DES DÉPÔTS EN DEVISES ÉTRANGÈRES
(convertis en dollars canadiens)
(en millions de dollars)

À la fin du mois	Exercice clos le 31 mars				
	1990	1989	1988	1987	1986
Avril	51	110	74	73	30
Mai	77	95	81	82	29
Juin	79	99	111	71	37
Juillet	84	97	106	83	44
Août	55	80	83	83	72
Septembre	65	91	72	63	72
Octobre	51	116	70	57	43
Novembre	80	50	79	81	36
Décembre	40	40	87	105	90
Janvier	73	61	107	79	84
Février	84	151	78	73	86
Mars	120	101	136	122	154

Dépôts spéciaux du Receveur général

Ces dépôts comprennent les soldes détenus par les agents de trésorerie du gouvernement, pour l'achat ou le remboursement de titres du gouvernement, et pour le paiement d'intérêts.

GRAPHIQUE C
CAISSE
(en milliards de dollars)



Immobilisations

Les immobilisations sont constituées d'éléments d'actif corporels et de valeur durable, y compris les agrandissements majeurs ou les modifications afférentes, et sur ces biens sont tirés des revenus pendant leur durée utile.

Les immobilisations du gouvernement, qui comprennent les terrains, bâtiments, matériel et ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction, conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada, telles que décrites à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés (section 2 de ce volume). On reconnaît leur existence à l'état de l'actif et du passif, en les inscrivant à une valeur nominale de $1.

Déficit accumulé

Le compte du déficit accumulé inscrit le total net des déficits et excédents annuels du gouvernement du Canada depuis la Confédération, avec certaines sommes imputées ou créditées directement à ce compte. Le déficit accumulé correspond également à l'excédent du passif comptabilisé sur le total de l'actif financier.

Un état du déficit accumulé est publié dans la section 2 de ce volume.

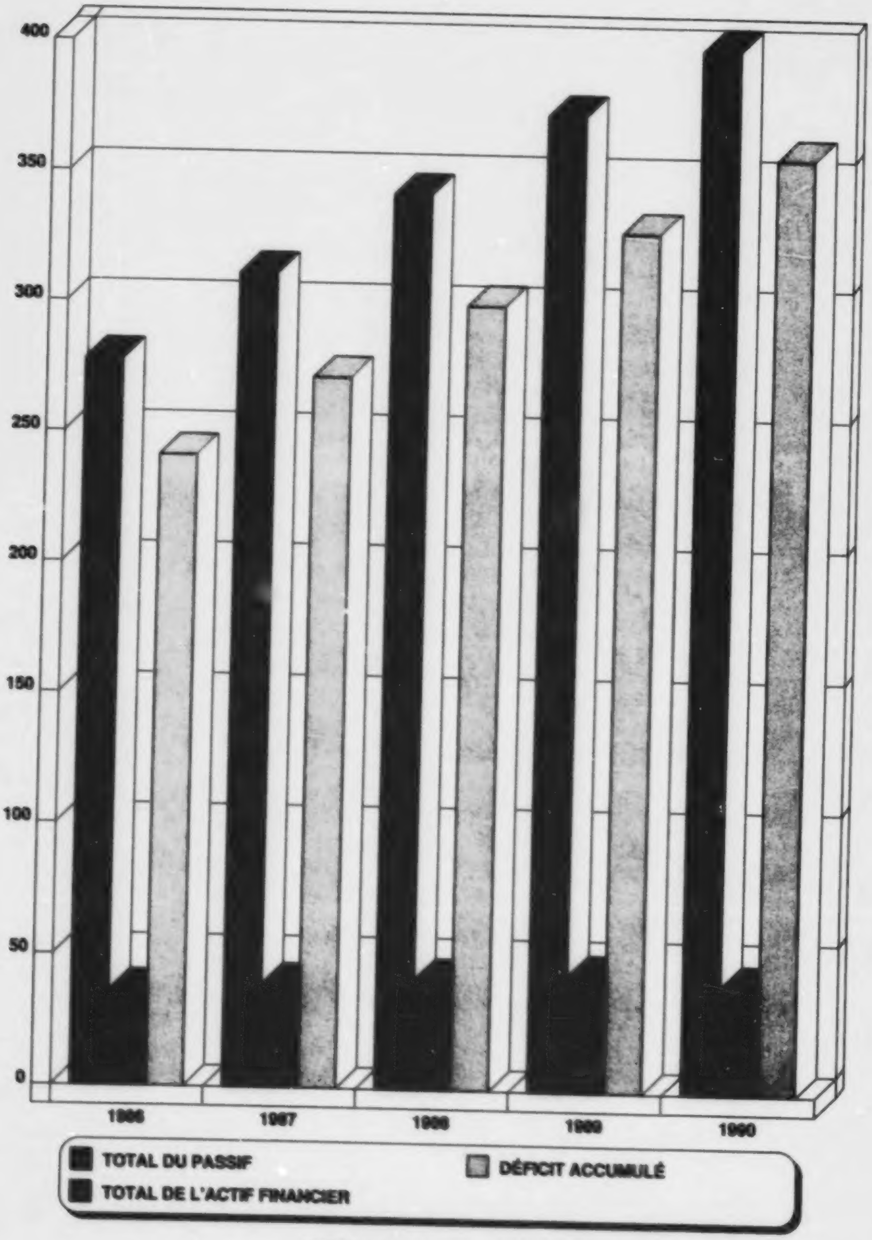
Le tableau 11.6 présente un état comparatif du déficit accumulé, en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif financier, sur une échelle de cinq exercices. Le graphique D compare le déficit accumulé en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif financier pour les cinq derniers exercices.

TABLEAU 11.6

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ
EN FONCTION DE L'ENSEMBLE DU PASSIF
ET DE L'ACTIF FINANCIER
(en millions de dollars)

Au 31 mars	Total du passif	*Moins:* total de l'actif financier	Déficit accumulé — Montant	Déficit accumulé — Variation nette
1990	399,436	41,475	357,961	28,996
1989	373,547	44,582	328,965	28,951
1988	342,532	42,518	300,014	28,201
1987	311,510	39,697	271,813	30,733
1986	277,803	36,723	241,080	34,583

GRAPHIQUE D
DÉFICIT ACCUMULÉ
(en milliards de dollars)



AUTRES RENSEIGNEMENTS

Engagements contractuels

Un engagement contractuel est une obligation par écrit envers des organismes ou des individus de l'extérieur résultant d'un contrat. La nature des activités du gouvernement l'oblige à conclure des contrats qui sont importants relativement à sa position financière courante ou qui auront un impact important sur ses dépenses futures. Les immobilisations majeures du gouvernement sont soit achetées ou louées. Lorsqu'un bail transfère pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété d'un bien au locataire, il est considéré comme un contrat de location-acquisition. Tous les autres baux sont classifiés comme contrats de location-exploitation. Les engagements contractuels sont classifiés en quatre catégories: immobilisations, achats, contrats de location-exploitation et contrats de location-acquisition.

Pour les immobilisations, achats et contrats de location-exploitation, on rend compte de tous les engagements contractuels de $100 millions ou plus par projet. Pour les contrats de location-acquisition, on rend compte des contrats de location-acquisition ayant au 31 mars un solde de paiements exigibles en vertu de leur bail excédant $1 million.

Selon les conventions comptables importantes du gouvernement, les engagements contractuels des sociétés d'État consolidées, sont inclus avec ceux de gouvernement.

Immobilisations, achats et contrats de location-exploitation

Le tableau 11.7 fournit des précisions concernant les engagements contractuels comme les immobilisations, les achats et les contrats de location-exploitation. Il divulgue les engagements contractuels par genre d'engagement et par département. Les engagements contractuels sont résumés dans la note 15 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 de ce volume.

Les immobilisations sont des valeurs corporelles de longue durée comprenant les principaux agrandissements ou transformations qui s'y rattachent et dont on espère tirer des avantages tout au long de leur vie utile. Elles incluent le matériel militaire et les terrains.

Un engagement pour achat est un engagement par contrat pour fournir des biens ou services. Un contrat de location-exploitation est un bail laissant au bailleur pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien.

TABLEAU 11.7

IMMOBILISATIONS , ACHATS ET CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION
AU 31 MARS 1990
(en millions de dollars)

	Coût total estimatif	Montant des contrats accordés	Montants déboursés	Engagements non exécutés	Engagements non exécutés à être déboursés au 31 mars					
					1991	1992	1993	1994	1995	1996/2000
Immobilisations—										
Défense nationale—										
Véhicules militaires lourds de soutien logistique	257	257	156	101	87	14				
Révision et modernisation de la classe Tribal—Navires de guerre	1,421	1,244	908	336	108	134	67	27		
Avions de surveillance maritime et de l'arctique	257	165	1	164	2	154	8			
Défense aérienne à basse altitude—Canons antiaériens et missiles air-air	1,135	858	382	476	104	233	122	17		
Frégate canadienne de patrouille—Navires de guerre	9,265	7,233	4,044	3,189	850	537	418	307	259	818
Projet de modernisation de la défense aérienne de l'Amérique du Nord—Terrains, immobilisations et équipement de communication	997	800	474	326	161	106	59			

TABLEAU 11.7

IMMOBILISATIONS, ACHATS ET CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION AU 31 MARS 1990—*Fin*

(en millions de dollars)

	Coût total estimatif	Montant des contrats accordés	Montants déboursés	Engagements non exécutés	Engagements non exécutés à être déboursés au 31 mars					
					1991	1992	1993	1994	1995	1996/2000
Transports—										
Projet de modernisation des radars	616	605	516	89	54	29	6			
Systèmes électronique d'affichage des vols automatiquement	466	377	2	375	39	65	52	56	110	53
Sous-total	14,414	11,539	6,483	5,056	1,405	1,272	732	407	369	871
Sociétés d'État consolidées—										
Commission de la Capitale nationale				4	4					
VIA Rail Canada Inc				116	116					
Sous-total				120	120					
Total des immobilisations	14,414	11,539	6,483	5,176	1,525	1,272	732	407	369	871
Achats —										
Défense nationale—										
Munitions	1,057	1,057	888	169	131	17	21			
Sociétés d'État consolidées—										
Société Radio-Canada				305	305					
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				32	32					
Centre international d'exploitation des océans				11	11					
Sous-total				348	348					
Total des achats	1,057	1,057	888	169	131	17	21			
Contrats de location-exploitation—										
Sociétés d'État consolidées—										
Conseil des Arts du Canada				15	2	2	2	2	2	5
Corporation Place du Havre Canada				3				1	2	
Centre de recherches pour le développement international				37	6	5	5	5	4	12
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée				1		1				
Commission de la Capitale nationale				8	4	3	1			
VIA Rail Canada Inc				317	10	14	10	9	10	264
Total des contracts de location-exploitation				381	22	25	18	17	18	281
Total	15,471	12,596	7,371	5,726	1,678	1,314	771	424	387	1,152

Contrats de location-acquisition

Le tableau 11.8 fournit des précisions concernant les engagements selon les contrats de location-acquisition, lesquels sont résumés dans la note 15 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 de ce volume. Un contrat de location-acquisition est un bail qui, du point de vue du gouvernement, transfère pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété d'un bien à celui-ci. Le tableau 11.9 présente les engagements selon les contrats de location-acquisition par ordre d'échéance. Il n'y a pas eu d'options d'achat exercées au cours de l'exercice.

TABLEAU 11.8

ENGAGEMENTS SELON LES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION
(en milliers de dollars)

Identification par le département et l'organisme du contrat de location-acquisition	Date d'entrée en vigueur	Durée du bail en années	Juste valeur du bien loué à la date d'entrée en vigueur du bail	Total des versements estimatifs minimums en vertu de baux pour la pleine durée (non compris les frais accessoires)	Taux d'intérêt implicite (%)	Soldes au 31 mars 1990: Total des versements estimatifs minimums exigibles en vertu de baux	*Moins:* intérêts implicites utilisant le taux d'intérêt implicite	*Moins:* frais acces-soires	Engage-ments nets en vertu de contrats de location-acquisition
Communications									
Vax System 3600	9 mars 1989	5	1,515	1,637	10	1,174	145		1,029
Affaires indiennes et Nord canadien									
Ordinateurs Hewlett Packard	1er juill 1986	5	5,597	7,025	9	1,209	95		1,114
Industrie, Sciences et Technologie									
Micro-ordinateurs	1er janv 1986	5	1,583	2,063	9	1,187	119	840	228
Travaux publics									
Complexe Guy Favreau, Montréal	1er déc 1983	35	87,600	422,950	13 [2]	351,812	264,776		87,036
240 rue Sparks, Immeuble CD Howe	1er jan 1979	35	63,853	213,500	9 [2]	144,875	86,434		58,441
L'Esplanade Laurier, Ottawa	1er juill 1975	35	60,374	222,715	9 [2]	136,442	82,042		54,400
Place du Centre, Hull	1er déc 1977	30	26,201	96,600	11 [2]	59,354	35,723		23,631
Terrasses de la Chaudière, Hull	1er juill 1977	35	146,084	564,230	10 [2]	378,361	242,211		136,150
Cornwall, Édifice fédéral	1er déc 1984	35	9,600	49,420	15 [2]	41,890	32,378		9,512
Scarborough, Édifice fédéral	1er déc 1984	35	38,900	191,965	13 [2]	164,239	125,693		38,546
Chatham, Édifice fédéral	1er juin 1985	35	4,940	20,783	12 [2]	17,915	13,048		4,867
Place Vincent Massey, Hull	1er août 1986	25	23,439	78,627	13	67,092	43,760		23,332
Place du Canada, Edmonton	1er oct 1988	35	105,000	438,865	12	420,057	315,463		104,594
			565,991 [1]	2,299,655		1,782,037	1,241,528		540,509
Total			574,686	2,310,380		1,785,607	1,241,887	840	542,880

[1] Juste valeur estimative.

[2] Le taux de financement du locateur/locataire, conformément au contrat de location, peut changer durant la durée du bail.

TABLEAU 11.9

ENGAGEMENTS SELON LES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION PAR ORDRE D'ÉCHÉANCE
(en milliers de dollars)

Département et organisme	Paiements exigibles en											
	1991	1992	1993	1994	1995	1996 à 2000	2001 à 2005	2006 à 2010	2011 à 2015	2016 à 2020	2021 à 2025	Total
Communications												
Solde des paiements	293	293	294	294								1,174
Intérêts implicites	70	49	26									145
Engagements nets	223	244	268	294								1,029
Affaires indiennes et Nord canadien												
Solde des paiements	1,209											1,209
Intérêts implicites	95											95
Engagements nets	1,114											1,114
Industrie, Sciences et Technologie												
Solde des paiements	1,187											1,187
Intérêts implicites	119											119
Frais accessoires	840											840
Engagements nets	228											228
Travaux publics												
Solde des paiements	63,664	63,664	63,664	63,664	63,664	318,319	318,319	321,465	283,997	177,630	43,987	1,782,037
Intérêts implicites	59,896	59,504	59,072	58,595	58,068	280,224	255,499	206,546	128,258	66,274	9,592	1,241,528
Engagements nets	3,768	4,160	4,592	5,069	5,596	38,095	62,820	114,919	155,739	111,356	34,395	540,509
Sommaire												
Solde des paiements	66,353	63,957	63,958	63,958	63,664	318,319	318,319	321,465	283,997	177,630	43,987	1,785,607
Intérêts implicites	60,180	59,553	59,098	58,595	58,068	280,224	255,499	206,546	128,258	66,274	9,592	1,241,887
Frais accessoires	840											840
Engagements nets	5,333	4,404	4,860	5,363	5,596	38,095	62,820	114,919	155,739	111,356	34,395	542,880

Programmes d'assurance des sociétés "entreprises" mandataires de l'État

Présentement, trois sociétés d'État administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent dans le tableau 11.10 ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels les plus récents de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le tableau 11.10 indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

TABLEAU 11.10

SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS "ENTREPRISES" MANDATAIRES DE L'ÉTAT POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990 (en millions de dollars)

	Société d'assurance-dépôts du Canada[1]		Société canadienne d'hypothèques et de logement[2]								Société pour l'expansion des exportations[3]	
			Fonds d'assurance hypothécaire		Fonds de titres hypothécaires garantis		Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons		Fonds de garantie de loyer			
	1989-90	1988-89	1989-90	1988-89	1989-90	1988-89	1989-90	1988-89	1989-90	1988-89	1989-90	1988-89
Assurance en vigueur à la date de déclaration	233,022	245,123	49,830	45,600	4,472	1,569	[4]	[4]	S/O	S/O	4,326	3,496
Solde d'ouverture du Fonds	−1,062	−1,136	−82	−261	[4]	−1	1	1	12	11	45	38
Recettes pour l'exercice—												
Primes et honoraires	245	216	161	137	1	1						
Revenu de placement	4	2	71	47	1						26	26
Autres recettes	25	−7		1					1	2		
Recettes totales	274	211	232	185	2	1	[4]	[4]	1	2	26	26
Dépenses pour l'exercice—												
Pertes sur indemnités	−78	−40	−6	−59								
Intérêts sur prêts	165	167									23	13
Administration	13	10	73	65	1	1						
Fonds retournés au gouvernement									−3	1	1	6
Dépenses totales	100	137	67	6	1	[4]	[4]	[4]	−3	1	24	19
Recettes nettes/pertes (−nettes pour l'exercice	174	74	165	179	1	[4]	[4]	[4]	4	1	2	7
Solde de clôture du Fonds	−888	−1,062	83	−82	1	[4]	1	1	16	12	47	45
Montants nets des indemnités pour l'exercice[5]	−195	−33	−30	8	S/O	S/O	[4]	[4]	S/O	S/O	7	10
Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices	258	315	13	66	S/O	S/O	[4]	[4]	S/O	S/O	2	2

S/O—Sans objet.

[1] La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de $1,375 millions au 31 mars 1990 ($1,695 millions au 31 mars 1989). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu d'en croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

[2] La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds de titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé, pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Une étude actuarielle du FAH en date du 30 septembre 1989 démontre que le Fonds est plus que suffisant pour rencontrer les demandes d'indemnisations futures concernant les activités en vigueur. Au 30 septembre 1989, un surplus a été estimé à $4.2 millions. Le Programme des titres hypothécaires garantis fut introduit en 1987. Sur versement d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantit le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc des créances hypothécaires résidentiels dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de $5,000. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Étant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société d'État tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'état du passif éventuel du gouvernement du Canada.

[3] La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

[4] Moins de $500,000.

[5] Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

Pour fins de rapport du passif éventuel, le gouvernement est défini comme étant l'ensemble des organismes responsables devant un ministre du gouvernement ou au Parlement, pour l'administration de ses affaires et ressources et qui sont la propriété et sont administrés par le gouvernement. A l'exception des entreprises gouvernementales, tous les organismes sont comptabilisés par voie de consolidation. Les entreprises du gouvernement sont comptabilisées au coût et sont définies comme étant les organismes corporatifs qui ont comme activité principale de vendre des biens et services aux particuliers et aux organismes non gouvernementaux et ne sont pas dépendantes de crédits.

Par conséquent, les éléments de passif éventuel des sociétés d'État consolidées sont compris avec ceux du gouvernement au tableau 11.11, mais selon une forme sommaire seulement. Pour de plus amples renseignements concernant le passif éventuel des sociétés d'État consolidées voyez le tableau 5.5 - "Passif éventuel des sociétés d'État consolidées". Le détail concernant le passif éventuel des sociétés d'État "entreprises" n'est pas consolidé avec celui du gouvernement mais le détail de ces éventualités se trouve au tableau 6.10 - "Passif éventuel des sociétés d'État entreprises". Certaines sociétés d'État administrent également des programmes d'assurance. L'information concernant ces programmes d'assurance apparaît dans le tableau 11.10 de cette section.

Le passif éventuel du gouvernement comporte les garanties formelles par le gouvernement, qui comprennent les emprunts par des entités autres que les sociétés d'État, provenant de sociétés mandataires de l'État de même que de celles non mandataires. De telles garanties formelles se composent de programmes de garantie du gouvernement, de garanties formelles par le gouvernement pour des prêts, arrangements financiers et autres éléments de passif possible, de programmes d'assurance du gouvernement et d'autres garanties formelles. Il comporte aussi les pertes possibles résultant de causes en instance et imminentes relatives à des demandes d'indemnités et d'évaluations à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien, et d'éléments connexes. Un montant total pour les causes en instance et imminentes et pour le passif éventuel des sociétés d'État consolidées est inscrit dans le tableau suivant. Ce tableau est également résumé dans la note 17 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 de ce volume.

TABLEAU 11.11

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
AU 31 MARS 1990

	Limite autorisée (s'il y a lieu)[1]	Passif éventuel[2]	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu)[3]
	$	$	%
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR—			
Emprunts par des sociétés d'État qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté—			
Chemins de fer nationaux du Canada—Obligations et effets	130,500	130,500	
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés d'État—			
De sociétés mandataires—			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	575,000,000	69,801,943 [4]	0.5
De sociétés non mandataires—[5]			
Programmes de garantie du gouvernement—			
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	6,064,654,494	2,842,770,565	2.8
Loi sur les prêts aux petites entreprises	936,562,705 [6]	471,248,260	5.4
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	355,030,296 [6]	158,078,242	1.0
Programme Entreprise Atlantique	152,215,218	152,215,218 [7]	0.1
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel	967,080,282	10,371,832 [8]	12.9
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	21,692,999 [6]	7,366,073	12.3
Loi sur le paiement anticipé des récoltes	400,000,000	4,758,635	0.1
Loi sur les subventions au développement régional	20,704,075	3,244,033	33.0
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	[9]	438,894,865 [4]	0.1
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	917,375,000 [10]	432,588,282 [10]	
Développement économique des Indiens	33,984,142 [11]	3,865,872 [4]	9.3
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux	5,000,000	[12]	
	9,874,299,211	*4,525,401,877*	

TABLEAU 11.11

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
AU 31 MARS 1990—*Suite*

	Limite autorisée (s'il y a lieu)[1]	Passif éventuel[2]	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu)[3]
	$	$	%
Autres garanties formelles de prêts—			
Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd	275,000,000	265,891,988	
Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	230,000,000	199,500,000	
Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens	55,000,000	42,000,000	
Prêt à St Marys Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario	15,000,000	15,000,000	
Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	9,940,750 [10]	9,940,750 [10][13]	
Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunications radiophonique	403,750	403,750	
Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	360,000	107,632	
	585,704,500	*532,844,120*	
Programmes d'assurance du gouvernement—[14]			
Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire[15]	675,000,000	663,965,979	
Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche[16]	24,163,815	368,618,000	
Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement—Assurances et garanties connexes	7,000,000,000 [17]	54,000,000	
	7,699,163,815	*1,086,583,979*	
Autres garanties formelles—[18]			
Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	95,327,004	95,327,004	[19]
Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	38,641,340	38,641,340	0.1
Garantie de vente d'électricité par la société Yukon Energy Corporation à Curragh Resources Inc	2,100,000	2,100,000 [20]	
Garanties de passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien		[21]	
Garantie à la ville de Toronto concernant le paiement de 25% du coût estimé d'un pont reliant le Stade Skydome à la propriété de la société Harbourfront Corporation	500,000	500,000	
	136,568,344	*136,568,344*	
Total des garanties formelles	18,870,866,370	6,351,330,763	
CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		10,489,144,065 [10][22]	
REVENDICATIONS GLOBALES DE TERRAINS		1,964,000,000 [23]	
Sous total[24]		18,804,474,828	
PASSIFS ÉVENTUELS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT CONSOLIDÉES		195,555,000 [25]	
Total		19,000,029,828	

[1] Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisés par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

[2] Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

[3] Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 31 mars 1990. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.

[4] Comprend les engagements de garanties à être effectués concernant les prêts suivants: aux Indiens pour habitations sur les réserves $76,776,202 et pour le développement économique des Indiens $806,489. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.

[5] Le ministre des Finances a émis une lettre d'accord présumé à la Banque du Canada en ce qui concerne des garanties de prêts effectués par la Banque du Canada envers la Banque des règlements internationaux. La lettre se rapporte aux facilités de prêts à court terme en faveur du Venezuela. Le passif éventuel et le risque réel du gouvernement suite à cette lettre d'accord au 31 mars 1990 s'est élevé à $1,200,000 É.U.

[6] La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés, et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.

[7] Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par L'Agence de promotion économique au Canada atlantique ($124,614,811 au 31 mars 1990) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme ($27,600,407 au 31 mars 1990). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant $20 millions.

TABLEAU 11.11

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
AU 31 MARS 1990—*Fin*

[8] Comprend un montant de $62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.

[9] La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à $575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.

[10] Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.

[11] Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à $60 millions. Au 31 mars 1990, un montant total de $26,015,858 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de $33,984,142.

[12] Les prêts sous garanties ont été remboursés en entier et conséquemment il n'y a plus de passif éventuel.

[13] Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant $18,500,000 É-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de $27,000,000 É-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final, possiblement de $8,500,000 É-U, pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis, mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

[14] Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt, lors du renouvellement, au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 31 mars 1990 ne s'élèvent qu'à $911,000 ($911,000 au 31 mars 1989). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

[15] Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 15 installations nucléaires canadiennes au 31 mars 1990.

[16] Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées consolidé est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps $150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 mars 1990, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à $368,618,000; le solde du compte était de $24,013,815 et les réclamations non réglées au titre du Régime se sont élevées à $1,250,000.

[17] La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de $7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

[18] Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 31 mars 1990, en vertu de cette garantie, s'élève à environ $4.2 milliards.

[19] Moins de 0.1%.

[20] Selon une entente entre le gouvernement et la société Yukon Energy Corporation se terminent le 31 mars 1997, un montant de $300,000 sera versé annuellement advenant que les ventes d'électricité à Curragh Resources Inc. soient en dessous du seuil prédéterminé.

[21] Il n'y a plus de passif éventuel.

[22] Comprend $7.7 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 73 causes en litige. Il y a 120 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.

[23] Le gouvernement négocie présentement 6 revendications globales de terrains concernant les autochtones. Ce nombre représente le maximum qui peut être négocié à tout moment. De ces revendications, deux attendent d'être entérinées et une entente de principe a été convenue pour une autre. Si les 3 revendications sont entérinées, et la loi pour le règlement promulguée, le gouvernement du Canada sera responsable de payer une indemnité financière s'élevant à $1.4 milliard dont l'échéance et les paiements s'échelonneront sur un nombre d'années. En plus des paiements d'indemnité, le règlement de ces 3 revendications va entraîner des coûts de mise en oeuvre qui sont évalués à $600 millions, répartis sur les dix prochaines années.

[24] Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Deux ministères ont déclaré des gains éventuels au 31 mars 1990 totalisant approximativement $9.5 millions.

[25] Selon les conventions comptables importantes du gouvernement, le passif éventuel des sociétés d'État, dont les principales sources de revenu proviennent des crédits gouvernementaux, est consolidé avec celui de gouvernement. Le tableau 5.5 du présent volume présente les détails du passif éventuel des sociétés d'État consolidées.

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1989-90

Index

INDEX

REMARQUE—LES CHIFFRES EN CARACTÈRES GRAS RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario, 7.20, **7.29**
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes, **6.25**, **6.26**, **6.28**
Actif et du passif, État de l', **2.8**
Actif financier, **2.8**
Activités de fabrication, de transformation et des industries de services au Canada, **6.42**, **6.48**
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, **7.11**
Administration du pont du port de Saint John, **6.9**, **6.12**, **6.42**
Administrations provinciales et territoriales
  prêts, dotations en capital et avances, **2.8**, **6.5**, **6.25**
Aéroport de Cartierville, Compte de l', 7.22, **7.32**
Agence multilatérale de garantie des investissements, **6.35**, **6.37**
Agence spatiale canadienne, **8.6**
Aide au développement international—Prêts et souscriptions, **2.17**
Aide financière aux sociétés d'État consolidées, **5.9**
Aide financière aux sociétés d'État "entreprises" provenant
  de crédits budgétaires, **5.9**, **6.24**
  consolidées, **5.9**
Air Canada, **6.39**
Allocations de droits de tirage spéciaux, **9.3**, **9.4**
Amendes—Loi sur les Indiens, 7.20, **7.28**
Anciens combattants
  fonds de fiducie de l'administration et du bien-être, 7.13, **7.16**
APERÇU FINANCIER ET RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES, **1**
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, **6.25**, **6.26**, **6.28**
Association internationale de développement, **6.34**, **6.37**
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa, **6.42**, **6.46**
Associations et organismes internationaux, **6.35**, **6.38**
Associés Mingan, Ltée, Les, **6.10**, **6.14**
Assurance-chômage
  mandats d', **8.5**
Autorisations pour les dépenses et emprunts, **2.13**
Autorisations pour les opérations, **2.12**
Autre caisse—Sociétés d'État consolidées, **11.4**
Autres comptes à fins déterminées, **5.13**, **5.16**, **7.18**
Autres comptes à fins déterminées—Musées nationaux, **5.13**, **5.16**
Autres comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif, **11.2**
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF, **8**
Autres éléments de passif, **2.9**, **8.2**, **8.4**
  divers, **2.9**
Autres recettes fiscales, **2.7**, **3.9**
Autres recettes non fiscales, **2.7**, **3.11**
AUTRES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ÉTATS FINANCIERS, **11**
Avances à la caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, **2.8**, **6.5**, **6.38**

B

Banque africaine de développement, **6.34**, **6.36**
Banque asiatique de développement, **6.34**, **6.36**
Banque Commerciale du Canada, **6.42**, **6.46**
Banque de développement des Caraïbes, **6.34**, **6.36**
Banque du Canada, **6.9**, **6.11**
Banque fédérale de développement, **2.8**, **6.5**, **6.6**

B—*Fin*

Banque interaméricaine de développement, **6.34**, **6.37**
Banque internationale pour la reconstruction et le développement, (Banque mondiale), **6.34**, **6.37**
Base de données nationales sur les médecins, 7.21, 7.30
Besoins financiers, **1.5**
Bibliothèque nationale, Compte spécial de fonctionnement, **5.13**, **5.17**
Biens culturels, **6.42**, **6.44**
Bons du Canada, **2.9**, **10.4**, **10.12**
Bons du Trésor, **2.9**, **10.4**, **10.11**
  émissions et remboursements de, **10.11**
  en adjudication, rendement moyen des, **10.14**
Bourses d'études Farquharson, 7.21, 7.31
Bourses méritoires aux diplomés, 7.13, 7.16
Bourses scolaires, 7.13, 7.16

C

Caisse, **2.8**, **11.6**
  au début de l'exercice, **2.6**
  des dépôts en devises étrangères, **11.6**
  des dépôts en monnaie canadienne, **11.6**
  en fin d'exercice, **1.6**, **2.6**
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, avances à la, **2.8**, **6.5**, **6.38**
Caisse de pension des personnes à charge, 7.18, 7.24
Caisse de réassurance-récolte, **5.12**, **5.15**
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causées par les navires, **5.12**, **5.16**
Campagne nationale de sensibilisation du public au secteur forestier, 7.20, 7.28
Canadair Limitée, **6.42**, **6.48**
  Corporation de développement des investissements du Canada, 7.11, 7.14
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd, **6.10**, **6.13**, 7.13, 7.16
Cautionnements des candidats aux élections, 7.12, 7.15
Cautionnements pour frais, 7.12, 7.14
Centre canadien d'hygiène de sécurité au travail—Libéralités, **5.13**, **5.17**
Centres de services agricoles, **6.27**, **6.29**
Certains paiements de transfert importants par province, **4.13**
Chemins de fer nationaux du Canada, *Voir* Compagnie des et Réseau des
Chèques de comptes d'avance fixe, **8.5**
Chèques en circulation, **8.5**
Chèques et mandats en circulation, **2.9**, **8.4**, **8.5**
Chine, **6.30**
Claudia de Hueck, fonds de fiducie, **5.13**, **5.16**
Commissaires du port de Hamilton, **6.43**, **6.50**
Commission canadienne du lait, **6.9**, **6.13**
  compte de la, 7.11, 7.13
Commission d'énergie du Nord canadien à Field, Colombie-Britannique et au Yukon, Opérations de la, 7.12, 7.14
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage, **5.18**
Commission des champs de bataille nationaux—Fonds de fiducie, **5.13**, **5.17**
Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie, 7.20, 7.28

C—*Suite*

Commission des sépultures de guerre du Commonwealth, **6**.43, **6**.50
Commission du port de Port Alberni, **6**.43, **6**.50
Commission du port de Thunder Bay, **6**.43, **6**.50
Commission géologique du Canada—Ententes de recherches, **7**.19, **7**.26
Commissions provinciales des accidents du travail, **6**.42, **6**.48
Compagnie de navigation Canarctic Limitée, **6**.39, **6**.40
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, **2**.8, **6**.9, **6**.10
Compagnies d'assurance
intérêts sur obligations, **7**.21, **7**.31
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne, **5**.12, **5**.14
Compte d'allocations de retraite des parlementaires, **7**.18, **7**.24
Compte d'assurance-chômage, **5**.12, **5**.13
Compte d'attente, justes salaires, **7**.21, **7**.30
Compte d'attente, normes du travail, **7**.21, **7**.30
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens, **7**.20, **7**.29
Compte de capital Harbourfront, **7**.12, **7**.15
Compte de dépôt
Consommateurs et Sociétés, **7**.19, **7**.25
Compte de fiducie de Mackenzie King, **7**.19, **7**.27
Compte de fiducie, soins des anciens
combattants, **7**.13, **7**.16
Compte de la Commission canadienne du lait, **7**.11, **7**.13
Compte de l'aéroport de Cartierville, **7**.22, **7**.32
Compte de la Fondation du Canada, **7**.20, **7**.27
Compte de la Monnaie royale canadienne, **7**.12, **7**.15
Compte de pension de retraite, **7**.4, **7**.6
de la Fonction publique, **7**.8
de la Gendarmerie royale du Canada, **7**.9
des Forces canadiennes, **7**.8
Compte de pensions du personnel engagé sur place—
Cotisant, **7**.18, **7**.24
Compte de pension Halifax 1917, **7**.12, **7**.15
Compte de pension pour les agents des rentes, **7**.18, **7**.23
Compte de prestations de décès
de la Fonction publique, **7**.18, **7**.22
des forces régulières, **7**.18, **7**.22
Compte de prestations de retraite supplémentaires, **7**.7, **7**.10
Compte de prêts pour la production de défense, **6**.42, **6**.49
Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire, **5**.12, **5**.15
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, **5**.12, **5**.14
Compte des accords de perception fiscale avec les
provinces, **2**.9, **7**.4, **7**.17
Compte des Archives nationales du Canada, **5**.13, **5**.17
Compte des avances—Société de développement de l'industrie
cinématographique canadienne, **7**.19, **7**.25
Compte des rentes sur l'État, **2**.9, **7**.4, **7**.11
Compte d'indemnisation placement, **5**.12, **5**.15
Compte du fonds des changes
états financiers vérifiés, **9**.5
Compte du régime de pensions du Canada, **2**.9, **7**.4, **7**.33
Compte du sommet économique, **7**.20, **7**.27
Compte spécial de fonctionnement—Bibliothèque nationale, **5**.13, **5**.17
Compte spécial de la cour fédérale, **7**.21, **7**.29
Compte spécial—Société de développement de l'industrie
cinématographique canadienne, **7**.11, **7**.13
Compte supplémentaire de l'assurance-maladie, **5**.12, **5**.16
Compte sur le concours de sculpture de Forks, **7**.19, **7**.26
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES, **7**
Comptes à fins déterminées, **1**.9, **2**.9, **7**.2
COMPTES CONSOLIDÉS, **5**
Comptes à fins déterminées consolidés, **5**.12
Comptes d'attente, **8**.7, **8**.8
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés,
6.41, **6**.43

C—*Fin*

Comptes d'épargne des Indiens, **7**.12, **7**.15
Comptes de dépôt et de fiducie, **2**.9, **7**.4, **7**.11
Comptes de fiducie
gérés, **7**.13, **7**.16
soins des anciens combattants, **7**.13, **7**.16
Comptes de pension de retraite, **2**.9, **2**.18, **7**.4, **7**.6
Comptes de stabilisation des produits agricoles, **5**.12, **5**.15
Comptes de succession des Indiens, **7**.12, **7**.15
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, **9**
Comptes d'opérations de change, **2**.8, **9**.3
Comptes spéciaux des Indiens, **7**.20, **7**.29
Conseil de recherches en sciences humaines
fonds de fiducie, **7**.21, **7**.31
fonds pour les boursiers de la reine, **7**.21, **7**.31
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
fonds de fiducie, **5**.13, **5**.16, **7**.20, **7**.29
Conseil des Indiens du Yukon, **6**.42, **6**.46
Conseil international de l'étain, **6**.35, **6**.38
Conseil national de recherches
fonds de fiducie, **7**.20, **7**.29
fonds spécial, **7**.20, **7**.29
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples, **6**.41, **6**.44
Contrats de location-acquisition, **11**.12
Contributions des Indiens au programme de logement subventionné,
7.12, **7**.14
Convention internationale sur le caoutchouc naturel, **6**.35, **6**.38
Conventions comptables importantes, **2**.11
Corporation de développement des investissements du Canada,
6.9, **6**.11
Canadair Limitée, **7**.11, **7**.14
The de Havilland Aircraft of Canada , Limited, **7**.11, **7**.14
Corporation de la ville de Montréal, **6**.43, **6**.49
Cotisations et contributions d'assurance-chômage, **2**.7, **3**.6, **3**.8
Cour fédérale
compte spécial de la, **7**.21, **7**.29
Créditeurs, **2**.9, **8**.4, **8**.5

D

Débiteurs, **2**.8, **11**.2
Déficit
accumulé, **2**.8, **2**.16, **11**.8
Déficit et dette nette, **1**.2
DÉPENSES BUDGÉTAIRES, **4**
Dépenses (budgétaires)
en 1989-90, **4**.6
imputées sur les crédits statutaires, **4**.10
par catégorie et par source, **4**.3, **4**.6
Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires, **7**.21, **7**.31
Dépôts à l'égard de projets divers
Énergie, Mines et Ressources, **7**.19, **7**.26
Environnement, **7**.19, **7**.27
Pêches et Océans, **7**.20, **7**.28
Dépôts courants du Receveur général, **11**.6
Dépôts de garantie d'entrepreneurs, **7**.12, **7**.15
Dépôts en garantie
Affaires indiennes et Nord canadien, **7**.12, **7**.14
ressources des réserves, **7**.12, **7**.14
troupeaux prêtés aux Indiens, **7**.12, **7**.14
Agence canadienne de développement international, **7**.20, **7**.27
Douanes et Accise, **7**.12, **7**.14
Énergie, Mines et Ressources—Pétrole et gaz, **7**.11, **7**.14
Dépôts et fiducie *Voir* Comptes de dépôts et de fiducie
Dépôts spéciaux du Receveur général, **11**.6

D—*Fin*

Dépôts temporaires reçus des importateurs, 7.12, 7.14
Détail des paiements de transfert par province, 4.13
Détails de la consolidation du gouvernement et des sociétés d'État, 5.3
Dette échue, 8.4
DETTE NON ÉCHUE, 10
Dette non échue, 2.9, 2.19, 10.2
  au 31 mars, de 1986 à 1990, et taux d'intérêt moyen en vigueur, 10.13
Divers prêts, dotations en capital et avances, 2.8, 6.5, 6.41
Diverses avances comptables, 6.41, 6.43
  caisse à montant fixe et avances permanentes, 6.41, 6.43
  Loi sur les normes des produits agricoles canadiens, 7.11, 7.13
Dividendes non réclamés et avoirs non répartis
  Loi sur les faillites, 7.19, 7.25
  Loi sur les liquidations, 7.19, 7.26
  Loi sur les Sociétés par actions, 7.19, 7.25
Division de géologie du continent—Hydro-Ontario, 7.19, 7.26
Dons aux fins de recherches—Conseil de recherches médicales, 5.13, 5.17
Droits d'accise, 3.6
Droits de douane à l'importation, 2.7, 3.6
Droits de tirage spéciaux, Allocations de, 2.8, 9.3, 9.4

E

Échéance de la dette du gouvernement, 10.14
Échéance et devises des emprunts des sociétés d'État "entreprises", 6.23
Effets à payer
  Fonds monétaire international, 2.8
  organismes internationaux, 2.8, 6.34
Effets et prêts, 2.9, 10.4, 10.12
Eldorado Mining and Refining Limited—Capital-actions non présenté, 8.6, 8.7
Émissions et remboursements de bons
  du trésor, 10.11
  du Canada, 10.13
Emploi d'été—Programme d'expérience de travail, 7.19, 7.26
Employés affectés
  au Canada, 6.41, 6.43
  à l'étranger, 6.41, 6.43
Emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés d'État 2.9
Emprunts des sociétés d'État consolidées, 8.7, 8. 8
Emprunts des sociétés mandataires de l'État, 2.9
Emprunts effectués par les sociétés d'État "entreprises", 6.22
Emprunts effectués par les sociétés "entreprises"
  mandataires de l'État, 6.22
  consolidées, 5.10
Énergie atomique du Canada, Limitée, 6.9, 6.10, 6.11
Engagements contractuels, 2.20, 11.10
Engagements selon les contrats de location-acquisition, 11.12
  par ordre d'échéance, 11.13
Ensembles d'habitation des Forces canadiennes, 6.42, 6.49
Entente-cadre sur le plan de développement, 6.25, 6.29
Entente entre le Canada et la Saskatchewan concernant l'infrastructure hydraulique des collectivités rurales, 7.18, 7.24
Ententes à coût partagé—Recherches, 7.18, 7.25
Ententes entre le Canada et les provinces sur le programme d'aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse, 7.18, 7.24
Entreprises de traitement de poissons de fond, 6.42, 6.46
Entreprises mixtes et en coparticipation
  prêts, dotations en capital et avances, 2.8, 6.39
Entreprises Petro-Canada Inc—Actions, 7.21, 7.31

E—*Fin*

Escompte non amorti des
  bons du Trésor, 2.9, 8.4, 8.5
  bons du Canada, 2.9, 8.4, 8.5
Essence d'aviation et combustible diesel, 3.6
État comparatif de l'actif financier et du passif, 1.9
État de l'actif et du passif, 2.8
État de la responsabilité, 2.5
État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté, 10.15
État des opérations, pour l'exercice clos le 31 mars 1990, 2.6
État des recettes et dépenses, 2.7
État du déficit accumulé en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif financier, 11.8
État du passif éventuel, 11.15
État sommaire des opérations, 1.6
État détaillé des opérations des recettes, 1.7
  des dépenses, 1.8
État des redressements rétroactifs au déficit accumulé, 1.9
États financiers cumulés sommaires par secteur des sociétés d'État "entreprises", 6.17
États financiers détaillés des sociétés d'État consolidés, 5.5
États financiers sommaires des sociétés d'État "entreprises", 6.16
ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA, 2
Étude mixte entre le Canada et le Japon, 7.20, 7.29
Étude sur les problèmes de la responsabilité et de l'indemnisation dans le secteur des soins de santé, 7.21, 7.31
Évaluation critique des hôpitaux—Guide méthodologique, 7.21, 7.31
Évaluation de l'innocuité des produits chimiques, 7.21, 7.31
Expansion du commerce d'exportation, 6.30, 6.33

F

Facteurs qui agissent sur le déficit, 1.3
Facteurs qui influent sur les besoins financiers, 1.5
Foires et délégations, 7.11, 7.14
Fonds d'affiches Ted Harrison, 5.13, 5.17
Fonds d'assurance
  de biens-fonds, 5.12, 5.16
  de la Fonction publique, 7.18, 7.22
  des anciens combattants, 7.18, 7.23
  des soldats de retour, 7.18, 7.23
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver, 6.28
Fonds de bienfaisance de l'armée, 7.22, 7.32
Fonds de compensation des Indiens, 7.20, 7.28
Fonds de fiducie
  Canagrex, 7.18, 7.25
  Claudia de Hueck, 5.13, 5.16
  Commission des champs de bataille nationaux, 5.13, 5.17
  Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 5.13, 5.16
  Conseil de recherches en sciences humaines, 7.21, 7.31
  Conseil national des recherches, 7.20, 7.29
  de l'administration et du bien-être—Anciens combattants, 7.13, 7.16
  des détenus, 7.13, 7.16
  pour célébration Marconi, 5.13, 5.16
Fonds de garantie de l'immigration, 7.11, 7.13
Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens, 6.42, 6.47
Fonds de placement du régime de pensions du Canada, 7.33
Fonds de prestations—Gendarmerie royale du Canada, 7.13, 7.16
Fonds de prêts aux Esquimaux, 6.42, 6.47
Fonds de prêts d'aide à l'immigration, 6.42, 6.44

F—*Fin*

Fonds de réclamations
à l'étranger, 7.20, 7.28
de guerre—Seconde Guerre mondiale, 7.20, 7.28
Fonds de recherches—Étude de l'environnement, 5.12, 5.15
Fonds de retraite, 7.18, 7.24
Fonds de successions, 7.13, 7.16
Fonds des bandes indiennes, 7.20, 7.28
actions et certificats, 7.20, 7.28
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec, 7.20, 7.28
Fonds détenus par les percepteurs et en transit, 11.4
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver, 6.25, 6.26, 6.27, 6.28
Fonds du développement économique des Indiens, 6.42, 6.47
Fonds en transit, 2.8, 11.4
Fonds excédentaires des sociétés d'État, 7.11, 7.14
Fonds monétaire international
effets à payer, 2.8, 9.3, 9.4
Facilité d'ajustement structurel renforcée, 6.35, 6.38
souscriptions, 2.8, 9.3, 9.4
Fonds pour les boursiers de la Reine—Conseil de recherches en sciences humaines, 7.21, 7.31
Fonds spécial—Conseil national de recherches, 7.20, 7.29
Frais payés à l'avance—Importation du bétail étranger, 7.18, 7.25

G

Gendarmerie royale du Canada
caisse de pension des personnes à charge, 7.18
Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc, 6.39, 6.41
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 6.28, 6.29
Gouvernement du Territoire du Yukon, 6.28, 6.29
Gouvernements étrangers, 7.21, 7.30
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement
prêts, dotations en capital et avances, 2.8, 6.5, 6.30
Guide méthodologique—Évaluation critique des hôpitaux, 7.21, 7.31

H

Hôpital de la zone de Sioux Lookout, 5.13, 5.17
Hôpital général d'Inuvik, 5.13, 5.16
Hôpital Ste-Anne, 7.22, 7.32
Hydro-Québec, Institut de recherche de l', 6.42, 6.44

I

Immobilisations, 2.8, 11.8
achats et contrats de location-exploitation, 11.10
Importation de bulbes de Hollande, 7.18, 7.25
Importation du bétail étranger, frais payés à l'avance, 7.18, 7.25
Impôt sur le revenu, 2.7
des non résidents, 2.7, 3.6, 3.9
des particuliers, 2.7, 3.6, 3.8
des sociétés, 2.7, 3.6, 3.8
Industrie canadienne de défense, 6.42, 6.48
Institut de recherche de l'Hydro-Québec, 6.42, 6.44
Institutions de crédit, prêts, dotations en capital et avances aux sociétés d'État "entreprises", 2.8, 6.5, 6.6
Institutions financières internationales, 6.35, 6.37
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité, 6.25,6.26, 6.27, 6.29
Intérêt(s)
courus, 8.4
échus, 8.4
Intérêts et dette échue, 2.9, 8.4

J

Jamaïque—Aide économique, 6.30

L

Le patrimoine national historique de Grassy Island, 7.19, 7.27
Libéralités, 5.13, 5.17
Libérés conditionnels, 6.42, 6.49
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, 6.30
Loi sur la faillite
dividendes non réclamés et avoirs non répartis, 7.19, 7.25
revenus provenant de titres en fiducie, 7.19, 7.25
titres en fiducie, 7.19, 7.25
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique, 6.25, 6.26, 6.29
Loi sur les Indiens, amendes, 7.20, 7.28
Loi sur les liquidations—Dividendes non réclamés et avoirs non répartis, 7.19, 7.26
Loi sur les normes des produits agricoles canadiens—Dépôts en garantie, 7.11, 7.13
Loi sur les sociétés par actions—Dividendes non réclamés et avoirs non répartis, 7.19, 7.25
Lower Churchill Development Corporation Limitée, 6.39, 6.40
Lutte contre la lamproie—Commission des pêches des Grands Lacs, 7.20, 7.28

M

Mandat d'assurance-chômage, 8.5
Méthodologie informatisée de programmation d'espace, 7.21, 7.30
Missions à l'étranger, 6.41, 6.43
Monnaie canadienne, 3.6
Monnaie royale canadienne, 6.10, 6.14
compte de la, 7.12, 7.15
Musées nationaux du Canada—Autres comptes à fins déterminées, 5.13, 5.16

N

National Sea Products Limited, 6.39, 6.40
Newfoundland and Labrador Development Corporation Ltée, 6.39, 6.40
North Portage Development Corporation, 6.39, 6.41
Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada, 2.11
NYSERDA—Recherche et développement de la technologie diesel, 7.19, 7.26

O

Obligations d'épargne du Canada, 2.9, 10.10
Obligations négociables, 2.9, 10.4, 10.5
Obligations spéciales non négociables, 10.10, 10.11
détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, 2.9
Office canadien du poisson salé, 6.10, 6.13
Office de commercialisation du poisson d'eau douce, 6.10, 6.13
Office d'expansion économique de l'Atlantique, projets reportés, 6.25, 6.26, 6.29
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, 6.25, 6.26, 6.27, 6.28
Opérations budgétaires, 1.6, 2.6
Opérations de change, 1.11, 2.6
Opérations de la Commission d'énergie du Nord canadien à Field, Colombie-Britannique et au Yukon, 7.12, 7.14
Opérations de la dette non échue, 1.11, 2.6
Opérations du compte d'assurance-chômage, 5.14
Opérations non budgétaires, 1.5, 1.10, 2.6

O—*Fin*

Opinion du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada, **2**.22
Option d'achat d'actions d'une société, **6**.42, **6**.48
Or, **2**.18
Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), **7**.21, **7**.30
  dommages-intérêts—Sommes recouvrables, **6**.30, **6**.34
Organisation mondiale de la santé, **7**.21, **7**.31
Organismes internationaux, **2**.8, **6**.5, **6**.34
  compte de frais de voyage, **7**.20, **7**.27
Organismes non gouvernementaux, **7**.21, **7**.30
OTAN *Voir* Organisation du traité de l'Atlantique-Nord

P

Paiements anticipés—Statistique Canada, **7**.20, **7**.29
Paiements de transfert, **2**.15, **4**.12
  par catégorie de transfert, **4**.12
Paiements d'incitation à l'expansion des marchés—Alberta, **7**.19, **7**.26
Passif
  éventuel, **11**.15
  éventuel des sociétés d'État "entreprises", **6**.23
  éventuel des sociétés d'État consolidées, **5**.10
  éventuel du gouvernement du Canada, **2**.21
Pays en voie de développement
  aide au développement international, **6**.30, **6**.31
Pêcheurs d'aiglefin, **6**.42, **6**.46
Petro-Canada, **2**.8, **6**.9, **6**.11
Présentation des Comptes nationaux, **1**.13
  État détaillé des opérations des recettes et dépenses, **1**.13
Présentation des Comptes publics, **1**.6
  État comparatif de l'actif financier et du passif, **1**.9
  État détaillé des opérations—Certains comptes à fins déterminées, **1**.11
  État détaillé des opérations de change de la dette non échue et de la caisse, **1**.11
  État détaillé des opérations des dépenses, **1**.8
  État détaillé des opérations des recettes, **1**.7
  État détaillé des opérations non budgétaires, **1**.10
Présentation des dépenses par article courant, **2**.15
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon, **6**.28, **6**.29
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES, **6**
Prêts en vue d'aider l'industrie dans la région du Cap-Breton, **6**.41, **6**.44
Prêts, dotations en capital et avances, **2**.8, **6**.5
Privilèges, licences et permis, **3**.6
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés, **6**.42, **6**.46
Produits de placements, **2**.7, **3**.6, **3**.9
Produits des ventes, **3**.6
Produit intérieur brut et dette nette, **1**.3
Programme concernant les ateliers d'orientation au travail, **7**.19, **7**.26
Programme de capitalisation pour les intervenants, **7**.19 , **7**.27
Programme de développement industriel et régional, **6**.42, **6**.48
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois, **6**.25, **6**.26, **6**.27, **6**.28
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique, **7**.20, **7**.27
Programme de stratégie de planification de l'emploi, **7**.19, **7**.26
Programme spécial des prêts sur le développement, **6**.25, **6**.26, **6**.27, **6**.28

P—*Fin*

Programmes d'assurance, **2**.21
  des sociétés "entreprises" mandataires de l'État, **11**.13
Projet Carman dérivation, **7**.18, **7**.25
Projet divers fédéral-provincial, **7**.21, **7**.30
Projet conjoint—Usine de valorisation bi-provinciale, **6**.42, **6**.44
Projets à coût partagé—
  Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, **7**.19, **7**.25
  Travaux publics, **7**.21, **7**.31
Projets de l'école de médecine hongroise, **5**.13, **5**.17
Projets divers fédéral-provincial—Santé nationale et Bien-être social, **7**.21, **7**.30
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique, **6**.25, **6**.26, **6**.29
Promotion des langues officielles, **7**.21, **7**.31
Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement, **2**.9, **8**.4, **8**.6
Provision pour évaluation, **6**.5
Provision pour indemnités des employés, **2**.9
Provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés, **7**.7, **7**.10
Provision pour prestations aux employés, **8**.5

R

Radarsat, **7**.20, **7**.29
Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux, **1**.14
RECETTES BUDGÉTAIRES, **3**
Recettes (budgétaires)
  en 1989-90, **3**.8
  fiscales, **2**.7, **3**.6, **3**.8
  non fiscales, **3**.6, **3**.9
  par catégorie principale et par source, **3**.3, **3**.6
Recettes, dépenses et déficit, **1**.4
Recettes et dépenses en pourcentage du produit intérieur brut, **1**.4
Recettes nettes provenant de tiers, **3**.4
Recherches en dyskinésie et en torticolis, **7**.21, **7**.31
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents, **3**.6
Redevances d'exportation sur le pétrole, **3**.6
Redevances d'indemnisation pétrolière, **3**.6
Régime d'assurance des bateaux de pêche, **5**.12, **5**.15
Régime de pensions du Canada, **2**.18
Rémunérations de services, **3**.6
Rendement moyen des bons du trésor en adjudication, **10**.14
Renseignements financiers supplémentaires, **1**.6
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes, **2**.8, **9**.3
Retenues
  de garantie et autres retenues, **8**.6, **8**.7
  sur traitements de divers ministères, **8**.6, **8**.7
Revendicateurs autochtones, **6**.42, **6**.47
Revenu, impôt sur le *Voir* Impôt sur le revenu
Revenus, dépenses et situation financière des sociétés
  d'État "entreprises" **6**.20
  consolidées, **5**.6
  revenus provenant de titres en fiducie—Loi sur la faillite, **7**.19, **7**.25
Revenus provenant du Traité de coopération en matières de brevets, **7**.19, **7**.25
Royaume-Uni, **6**.30

S

Service de la dette publique, 4.8
Services militaires, successions, 7.13, 7.16
Situation financière des sociétés d'État "entreprises"—Actif et passif, 6.18
consolidées, 5.6
Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2.8, 6.5, 6.6
Société canadienne des paris sportifs, autres dettes en souffrance, 7.21, 7.30
Société canadienne des ports, 6.9, 6.12
Société canadienne des postes, 6.9, 6.12
Compte de la, 7.12, 7.14
Société coopérative de l'énergie, 6.39, 6.40
Société d'assurance-dépôts du Canada, 2.8, 6.5, 6.8
Société de développement du Cap-Breton, 6.10, 6.13
Société des Transports du Nord Limitée, 6.43, 6.50
Société du crédit agricole, 2.8, 6.5, 6.8
Société du port de Halifax, 6.10, 6.14
Société du port de Montréal, 6.10, 6.14
Société du port de Prince Rupert, 6.10, 6.14
Société du port de Saint John, 6.10, 6.15
Société du port de St John's, 6.10, 6.15
Société du port de Vancouver, La, 6.10, 6.15
Société financière internationale, 6.35, 6.37
Société Inter-Port de Québec, 6.39, 6.41
Société Inuvialuit régionale, 6.42, 6.47
Société pour l'expansion des exportations, 2.8, 6.5, 6.9
Société Radio-Canada, 6.9, 6.12
Sociétés d'État "entreprises", 2.16, 6.6
emprunts effectués par les, 6.22
Sommaire des opérations relatives aux comptes de pension de retraite qui ont produit des imputations aux dépenses budgétaires, 7.7
Sommaires des programmes d'assurance des sociétés "entreprises" mandataires de l'État pour l'exercice clos le 31 mars 1990, 11.13
Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours, 11.4
Successions—Services militaires, 7.13, 7.16
Sydney Steel Corporation, 6.42, 6.49
Système d'évaluation de sécurité contre le feu pour hôpitaux, 7.21, 7.30

T

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 5.13, 5.17
Taux d'intérêt, 10.13
Taxe d'accise—Essence, 3.6
Essence d'aviation et combustible diesel, 3.6
Taxe de vente, 2.7, 3.6
Taxe de vente fédérale—Service correctionnel, 8.7, 8.8
Taxe de vente provinciale
Archives nationales du Canada, 8.6, 8.7
Bibliothèque nationale, 8.6, 8.7
Énergie, Mines et Ressources, 8.6, 8.7
Gendarmerie royale du Canada, 8.6, 8.8
Service correctionnel, 8.6, 8.7
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne, 3.6
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières, 3.6
Taxes en matière d'énergie, 2.7, 3.6
Taxes et droits d'accise, 2.7, 3.6, 3.9
Taxes *Voir* Impôt
Télésat Canada, 6.39, 6.41
The de Havilland Aircraft of Canada, Limited, 7.11, 7.14
Titres en fiducie—Loi sur la faillite, 7.19, 7.25
Titres détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, 2.9, 7.4
Town of Oromocto Development Corporation, 6.42, 6.46

V

VIA Rail Canada Inc, 6.10, 6.15

Y

Yukon Energy Corporation, 6.42, 6.48
"Y'a personne de parfait"—Projet à coût partagé, 7.21, 7.30

Volume

2

Gouvernement du Canada Government of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1990

Volume II

Partie I
Détails des dépenses et des recettes

Canada

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1990-2-1F
ISBN 0-660-93077-3

English version is also available

VOLUME II (PARTIE I)

TABLE DES MATIÈRES

Section

Introduction

1. Tableaux sommaires
2. Affaires extérieures
3. Affaires indiennes et Nord canadien
4. Agence de promotion économique du Canada atlantique
5. Agriculture
6. Anciens combattants
7. Approvisionnements et Services
8. Communications
9. Conseil du Trésor
10. Conseil privé
11. Consommateurs et Sociétés
12. Défense nationale
13. Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
14. Emploi et Immigration
15. Énergie, Mines et Ressources
16. Environnement
17. Finances
18. Forêts
19. Gouverneur général
20. Industrie, Sciences et Technologie
21. Justice
22. Parlement
23. Pêches et Océans
24. Revenu national
25. Santé nationale et Bien-être social
26. Secrétariat d'État
27. Solliciteur général
28. Transports
29. Travail
30. Travaux publics
31. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 64 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes. Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement tandis que le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires.

La **partie I** est conçue de façon à refléter aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget des dépenses principal. La plupart des tableaux et états de la **partie I** montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous:

- **Provenance des autorisations**
  - *Disponibles des exercices précédents*
    Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les recettes et les rentrées. Ces crédits sont généralement soit des fonds renouvelables ou des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.
  - *Budgets des dépenses principal et supplémentaires*
    Comprennent:
    - les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires et approuvées dans les lois de crédits;
    - les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices précédents.
  - *Redressements et virements*
    Comprennent:
    - les virements de ou à d'autres ministères tels que les crédits pour éventualités du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles;
    - les virements à l'intérieur du ministère d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire), ou entre activités, genres de dépenses ou paiements de transfert;
    - modifications aux montants statutaires suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés de la Couronne;
    - les affectations réservées pour couvrir le suremploi des crédits de l'exercice précédent.
  - *Total disponible pour emploi*
    Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des recettes et rentrées disponibles pour être dépensées).
- **Utilisation des autorisations**
  - *Employées au cours de l'exercice*
    Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les recettes et rentrées réelles disponibles pour être dépensées).
  - *Annulées (écart négatif)*
    Autorisations de dépenses non employées qui ne peuvent être reportées à un exercice subséquent.

- *Suremployées (écart positif)*
  Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.
- *Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents*
  Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice subséquent.
- *Employées au cours de l'exercice précédent*
  Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les recettes et rentrées réelles disponibles pour être dépensées). Pour les crédits, activités ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul en ligne avec l'énoncé "Crédits (activités ou éléments) non requis pour l'exercice en cours".

Le contenu de la **partie I** se résume comme suit:

a) Tableaux sommaires (section 1)

La section 1 comprend les tableaux suivants lesquels présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles:

Tableau 1 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par ministère

Tableau 2 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par ministère

Tableau 3 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par ministère et par genre d'autorisations (votées et statutaires)

Tableau 4 présente les dépenses par catégorie pour chaque ministère

Tableau 5 présente les dépenses par article courant pour chaque ministère

Tableau 6 présente les recettes par catégorie principale pour chaque ministère

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents.

b) Sections ministérielles (sections 2 à 30)

Il y a une section pour chaque ministère. Les programmes des départements et organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des objectifs des programmes et des descriptions des activités. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque ministère. Ces états sont:

- *Sommaire du ministère*
  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.
- *Programmes par activité*
  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque activité sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaire).
- *Paiements de transfert*
  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.
- *Détail des montants portés au crédit*
  Cet état présente par programme la nature des recettes et rentrées lesquelles augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.
- *Recettes*
  Cet état présente par programme la nature des recettes perçues pour chaque catégorie principale de recettes.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1. De cette façon:

- les données de l'état des *paiements de transfert* peuvent être retracées à l'état des *programmes par activité*, lesquelles peuvent ensuite être retracées au *sommaire du ministère* (de la provenance et de l'utilisation des autorisations). Les données du *sommaire du ministère* peuvent être retracées aux *tableaux sommaires* (tableaux 1, 2 et 3) de la section 1.
- les données de l'état du *détail des montants portés au crédit* peuvent être retracées à l'état des *programmes par activité* et également au *tableau sommaire 5* de la section 1.
- les données de l'état des *recettes* peuvent être retracées au *tableau sommaire 6* de la section 1.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1989-90

Tableaux sommaires

SOMMAIRE

Page

Tableaux sommaires —

- Tableau 1 — Sommaire général — Budgétaires (dépenses) 1.2
- Tableau 2 — Sommaire général — Non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) 1.8
- Tableau 3 — Sommaire général — Autorisations votées et statutaires 1.10
- Tableau 4 — Sommaire général — Dépenses par catégorie 1.17
- Tableau 5 — Sommaire général — Dépenses par article courant 1.24
- Tableau 6 — Sommaire général — Recettes par catégorie principale 1.33

Appendices —

- Appendice 1 — Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice 1.41
- Appendice 2 — Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits 1.68
- Appendice 3 — Autorisations disponibles des exercices précédents 1.81
- Appendice 4 — Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice 1.93

TABLEAU 1

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)

Le tableau 1 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par ministère. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du "Sommaire du ministère" dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					2	**Affaires extérieures**					
14,487	1,047,708	55,000	9,706	1,126,901		Département	1,071,348	41,172	...	14,381	985,108
...	20,089	...	...	20,089		Corporation commerciale canadienne	17,089	3,000	...	...	15,297
...	5,000	...	...	5,000		Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	5,000	...	...	...	5,000
...	1,987,201	23,000	652,123	2,662,324		Agence canadienne de développement international	2,659,278	3,046	...	...	2,299,120
...	...	1,487	...	1,487		Secrétariat canadien	1,030	457	...	...	...
...	125,000	...	(14,155)	110,845		Société pour l'expansion des exportations	110,845	...	...	...	59,516
...	10,100	...	...	10,100		Centre international d'exploitation des océans	10,100	...	...	...	8,000
...	108,500	...	...	108,500		Centre de recherches pour le développement international	108,500	...	...	...	114,200
...	4,835	78	294	5,207		Commission mixte internationale	4,993	214	...	...	4,665
14,487	**3,308,433**	**79,565**	**647,968**	**4,050,453**		**Total du ministère**	**3,988,183**	**47,889**	**...**	**14,381**	**3,490,906**
					3	**Affaires indiennes et Nord canadien**					
34,451	3,339,387	32,830	8,870	3,415,538		Département	3,372,872	8,345	...	34,321	3,043,088
...	...	...	...	...		Commission d'énergie du Nord canadien	...	...	...	...	43,129
34,451	**3,339,387**	**32,830**	**8,870**	**3,415,538**		**Total du ministère**	**3,372,872**	**8,345**	**...**	**34,321**	**3,086,217**
					4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**					
...	368,716	5,000	(1,591)	372,125		Département	317,735	54,390	...	...	231,436
...	10,600	...	...	10,600		Société d'expansion du Cap-Breton	7,300	3,300	...	...	3,420
...	**379,316**	**5,000**	**(1,591)**	**382,725**		**Total du ministère**	**325,035**	**57,690**	**...**	**...**	**234,856**

					5	**Agriculture**					
25,026	2,345,949	585,158	(248,894)	2,707,239		Département	2,501,119	180,477	...	25,643	3,137,964
...	5,028	...	...	5,028		Commission canadienne du lait	3,874	1,154	...	...	4,457
...	19,809	...	...	19,809		Office canadien des provendes	18,285	1,524	...	...	19,057
...	...	600,000	...	600,000		Société du crédit agricole	...	600,000	...	...	...
25,026	**2,370,786**	**1,185,158**	**(248,894)**	**3,332,076**		**Total du ministère**	**2,523,278**	**783,155**	...	**25,643**	**3,161,478**
...	**1,711,603**	**20,000**	**19,147**	**1,750,750**	6	**Anciens combattants**	**1,710,646**	**40,104**	...	...	**1,615,369**
204,760	**598,169**	**24,207**	**8,200**	**835,336**	7	**Approvisionnements et Services**	**628,553**	**4,247**	...	**202,536**	**582,251**
					8	**Communications**					
19,367	316,621	7,499	5,665	349,152		Département	314,424	2,576	...	32,152	292,990
...	93,472	10,031	...	103,503		Conseil des Arts du Canada	103,503	...	...	...	93,251
...	965,038	16,337	...	981,375		Société Radio-Canada	981,375	(1)	...	...	915,249
...	145,595	...	...	145,595		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	145,595	(1)	...	...	128,868
...	29,593	821	772	31,186		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	31,101	85	...	...	29,031
...	59,524	680	2,500	62,704		Archives nationales du Canada	61,284	1,420	...	...	54,068
...	17,891	...	...	17,891		Société du Centre national des Arts	17,891	...	...	...	17,820
1,675	72,263	...	307	74,245		Office national du film	71,275	5	...	2,965	71,903
...	36,205	...	2,956	39,161		Bibliothèque nationale	38,550	611	...	...	35,895
1,651	102,497	24,910	4,234	133,292		Musées nationaux du Canada	122,700	8,636	...	1,956	116,070
22,693	**1,838,699**	**60,278**	**16,434**	**1,938,104**		**Total du ministère**	**1,887,698**	**13,333**	...	**37,073**	**1,755,145**
					9	**Conseil du Trésor**					
...	985,753	377,820	(633,970)	729,603		Secrétariat	487,123	242,480	...	...	332,998
...	14,725	1,207	50	15,982		Contrôleur général	15,952	30	...	...	12,576
...	**1,000,478**	**379,027**	**(633,920)**	**745,585**		**Total du ministère**	**503,075**	**242,510**	...	...	**345,574**
					10	**Conseil privé**					
...	53,373	8,920	(4)	62,289		Département	60,953	1,336	...	...	46,145
...	3,170	300	...	3,470		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	3,330	140	...	...	2,616
...	...	12,177	...	12,177		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	12,177	...	...	...
...	3,921	18,300	526	22,747		Directeur général des élections	22,586	161	...	...	102,569
...	12,269	...	494	12,763		Commissaire aux langues officielles	12,713	50	...	...	11,539
...	9,515	...	185	9,700		Conseil économique du Canada	9,690	10	...	...	9,598
...	229	183	...	412		Administration du pipe-line du Nord	202	210	...	...	213
...	9,687	...	441	10,128		Commission des relations de travail dans la Fonction publique	9,990	138	...	...	9,189
...	1,405	...	...	1,405		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1,399	6	...	...	1,373
...	**93,569**	**39,880**	**1,642**	**135,091**		**Total du ministère**	**120,863**	**14,228**	...	...	**183,242**

TABLEAU 1

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					11	**Consommateurs et Sociétés**					
...	168,214	4,942	6,285	179,441		Département	177,892	1,549	...	...	163,741
...	1,833	...	...	1,833		Tribunal de la concurrence	1,245	588	...	...	841
...	962	...	...	962		Commission du droit d'auteur	843	119	...	...	150
...	1,851	...	...	1,851		Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1,328	523	...	...	1,513
...	2,386	441	...	2,827		Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	2,590	237	...	...	2,555
...	...	1,304	...	1,304		Commission de révision des marchés publics	1,067	237	...	...	...
...	7,564	...	...	7,564		Conseil canadien des normes	7,564	...	...	...	6,924
...	**182,810**	**6,687**	**6,285**	**195,782**		**Total du ministère**	**192,529**	**3,253**	...	...	**175,724**
					12	**Défense nationale**					
...	11,340,000	97,204	12,380	11,449,584		Département	11,559,776	947	(111,139)	...	11,168,222
...	18,764	4,720	...	23,484		Protection civile Canada	23,074	410	...	...	...
...	**11,358,764**	**101,924**	**12,380**	**11,473,068**		**Total du ministère**	**11,582,850**	**1,357**	**(111,139)**	...	**11,168,222**
...	**287,389**	...	**(4,563)**	**282,826**	13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**	**137,468**	**145,358**	...	...	**98,163**
					14	**Emploi et Immigration**					
...	4,913,733	(95,304)	64,919	4,883,348		Département/Commission	4,755,796	127,552	...	...	4,593,546
...	3,388	...	...	3,388		Conseil consultatif sur la situation de la femme	3,384	4	...	...	3,239
...	42,297	10,643	...	52,940		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	51,957	983	...	...	23,533
...	3,608	...	45	3,653		Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	3,651	2	...	...	3,155
...	**4,963,026**	**(84,661)**	**64,964**	**4,943,329**		**Total du ministère**	**4,814,788**	**128,541**	...	...	**4,623,473**
					15	**Énergie, Mines et Ressources**					
255,707	1,140,372	4,873	375,977	1,776,929		Département	850,039	698,137	...	228,753	1,203,708
...	24,010	5,059	...	29,069		Commission de contrôle de l'énergie atomique	28,542	527	...	...	24,803
...	125,713	80,000	...	205,713		Énergie atomique du Canada, Limitée	205,640	73	...	...	203,077
...	24,484	...	...	24,484		Office national de l'énergie	23,581	903	...	...	22,572

...	49,300	...	...	49,300		La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	49,300	...	...	...	60,500
255,707	**1,363,879**	**89,932**	**375,977**	**2,085,495**		**Total du ministère**	**1,157,102**	**699,640**	...	**228,753**	**1,514,660**
...	**871,116**	**54,679**	**22,379**	**948,174**	**16**	**Environnement**	**931,329**	**16,845**	...	...	**826,841**
					17	**Finances**					
71,705	46,996,271	1,017,617	(439,070)	47,646,523		Département	47,573,966	1,053	...	71,504	40,983,835
...	50,923	1,756	1	52,680		Vérificateur général	52,614	66	...	...	48,441
...	6,844	2,615	1,067	10,526		Tribunal canadien du commerce extérieur	9,708	818	...	...	7,556
41,452	2,757	...	382	44,591		Bureau du surintendant des institutions financières	6,249	43	...	38,299	495
...	9,924	...	...	9,924		Privatisation et affaires réglementaires	8,554	1,370	...	...	7,643
113,157	**47,066,719**	**1,021,988**	**(437,620)**	**47,764,244**		**Total du ministère**	**47,651,091**	**3,350**	...	**109,803**	**41,047,970**
...	**206,938**	**24,511**	**2,540**	**233,989**	**18**	**Forêts**	**233,156**	**833**	...	...	**256,424**
...	**9,325**	**1,067**	**689**	**11,081**	**19**	**Gouverneur général**	**10,829**	**252**	...	...	**8,933**
					20	**Industrie, Sciences et Technologie**					
...	1,196,676	3,208	48,099	1,247,983		Département	1,170,920	77,063	...	...	1,196,319
...	...	22,558	33,990	56,548		Agence spatiale canadienne	54,617	1,931	...	...	22,067
...	32,000	29,693	...	61,693		Société de développement du Cap-Breton	53,963	7,730	...	...	35,800
6,400	34,028	9,368	(5,639)	44,157		Banque fédérale de développement	34,189	9,968	...	...	63,377
...	9,558	...	...	9,558		Investissement Canada	9,509	49	...	...	8,793
...	45,302	12,340	(57,642)	...		Ministère d'État (Sciences et Technologie)	...	...	...	...	...
...	492,613	15,300	3,000	510,913		Conseil national de recherches du Canada	503,086	7,827	...	...	461,282
...	389,875	2,234	122	392,231		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	391,995	236	...	...	364,564
...	2,968	...	72	3,040		Conseil des sciences du Canada	3,040	(1)	...	...	2,918
...	231,154	1,418	12,438	245,010		Statistique Canada	244,909	101	...	...	223,249
...	184,500	...	...	184,500		Société canadienne des postes	184,500	(1)	...	...	195,500
6,400	**2,618,674**	**96,119**	**34,440**	**2,755,633**		**Total du ministère**	**2,650,728**	**104,905**	...	...	**2,573,869**
					21	**Justice**					
...	379,416	23,018	2,000	404,434		Département	398,519	5,915	...	...	379,503
...	11,947	2,189	496	14,632		Commission canadienne des droits de la personne	14,027	605	...	...	11,794
...	147,285	650	(636)	147,299		Commissaire à la magistrature fédérale	147,190	109	...	...	135,081
...	17,114	...	...	17,114		Cour fédérale du Canada	15,977	1,137	...	...	12,390
...	4,796	...	38	4,834		Commission de réforme du droit du Canada	4,764	70	...	...	4,535
...	5,515	341	(52)	5,804		Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	5,751	53	...	...	5,143
...	10,665	1,844	787	13,296		Cour suprême du Canada	13,199	97	...	...	9,446
...	4,993	3,426	...	8,419		Cour canadienne de l'impôt	7,465	954	...	...	4,770
...	**581,731**	**31,468**	**2,633**	**615,832**		**Total du ministère**	**606,892**	**8,940**	...	...	**562,662**

TABLEAU 1

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)—*Fin*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redresse-ments et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					22	**Parlement**					
...	37,026	...	(185)	36,841		Sénat	35,691	1,150	...	...	33,480
...	207,100	...	1,822	208,922		Chambre des communes	205,357	3,565	...	...	198,898
...	14,021	...	380	14,401		Bibliothèque du Parlement	14,293	108	...	...	12,957
...	**258,147**	...	**2,017**	**260,164**		**Total du ministère**	**255,341**	**4,823**	...	...	**245,335**
...	**720,060**	(1)	**14,569**	**734,629**	23	Pêches et Océans	**727,737**	**6,892**	...	...	**698,961**
					24	**Revenu national**					
...	499,267	82,311	32,089	613,667		Douanes et Accise	607,819	5,848	...	...	502,503
...	978,321	55,760	42,188	1,076,269		Impôt	1,050,450	25,819	...	...	909,873
...	**1,477,588**	**138,071**	**74,277**	**1,689,936**		**Total du ministère**	**1,658,269**	**31,667**	...	...	**1,412,376**
					25	**Santé nationale et Bien-être social**					
...	31,915,226	(172,556)	(96,185)	31,646,485		Département	31,639,674	6,811	...	...	30,199,463
...	201,985	457	...	202,442		Conseil de recherches médicales	202,423	19	...	...	188,660
...	**32,117,211**	**(172,099)**	**(96,185)**	**31,848,927**		**Total du ministère**	**31,842,097**	**6,830**	...	...	**30,388,123**
					26	**Secrétariat d'État**					
...	3,258,341	(99,283)	(4,425)	3,154,633		Département	3,150,768	3,865	...	...	3,323,659
...	9,964	...	...	9,964		Centre canadien de gestion	9,951	13	...	...	1,575
...	276,462	93,500	202	370,164		Ministère d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	369,573	591	...	...	...
7,477	132,643	1,399	4,211	145,730		Commission de la Fonction publique	136,230	3,280	...	6,220	130,623
...	81,297	52	283	81,632		Conseil de recherches en sciences humaines	81,600	32	...	...	75,526
7,477	**3,758,707**	**(4,332)**	**271**	**3,762,123**		**Total du ministère**	**3,748,122**	**7,781**	...	**6,220**	**3,531,383**

					27	**Solliciteur général**					
...	27,685	846	731	29,262		Département	28,759	503	...	...	28,311
...	157,305	8,112	...	165,417		Service canadien du renseignement de sécurité	163,893	1,524	...	...	157,821
...	837,334	5,200	57,143	899,677		Service correctionnel	876,195	23,482	...	...	768,787
...	19,615	1,396	1,700	22,711		Commission nationale des libérations conditionnelles	22,565	146	...	...	18,804
...	1,055,716	18,792	(3,762)	1,070,746		Gendarmerie royale du Canada	1,067,277	3,469	...	...	1,034,516
...	1,068	...	...	1,068		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1,010	58	...	...	917
...	3,036	490	...	3,526		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	3,015	511	...	...	...
...	**2,101,759**	**34,836**	**55,812**	**2,192,407**		**Total du ministère**	**2,162,714**	**29,693**	**...**	**...**	**2,009,156**
					28	**Transports**					
263,921	2,388,967	45,650	105,433	2,803,971		Département	2,472,548	29,040	(20,074)	322,457	2,302,531
...	17,651	...	...	17,651		Bureau canadien de la sécurité aérienne	17,369	282	...	...	16,920
...	1,119	...	...	1,119		Tribunal de l'aviation civile	888	231	...	...	845
...	4,758	1,000	...	5,758		Administrateur de l'Office du transport du grain	4,098	1,660	...	...	7,495
...	685,401	89,836	(18,217)	757,020		Office national des transports	754,161	2,859	...	...	987,379
263,921	**3,097,896**	**136,486**	**87,216**	**3,585,519**		**Total du ministère**	**3,249,064**	**34,072**	**(20,074)**	**322,457**	**3,315,170**
					29	**Travail**					
...	202,303	50,000	3,753	256,056		Département	231,082	24,974	...	...	210,451
...	7,717	365	335	8,417		Conseil canadien des relations du travail	8,336	81	...	...	7,140
...	8,264	358	...	8,622		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	8,601	21	...	...	9,345
...	**218,284**	**50,723**	**4,088**	**273,095**		**Total du ministère**	**248,019**	**25,076**	**...**	**...**	**226,936**
					30	**Travaux publics**					
296,168	1,196,419	15,800	81,710	1,590,097		Département	1,195,470	20,958	...	373,669	1,236,023
...	1,800,392	(1)	...	1,800,392		Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,735,079	65,313	...	...	1,596,962
...	90,833	300	3,512	94,645		Commission de la Capitale nationale	94,145	500	...	...	91,312
296,168	**3,087,644**	**16,100**	**85,222**	**3,485,134**		**Total du ministère**	**3,024,694**	**86,771**	**...**	**373,669**	**2,924,297**
[illegible]	**[illegible]**	**[illegible]**	**[illegible]**	**135,727,846**		**Total du gouvernement**	**131,945,822**	**[illegible]**	**[illegible]**	**[illegible]**	**[illegible]**

(1) Moins de $500.

TABLEAU 2

Sommaire général
Non budgétaires (Prêts, dotations en capital et avances)

Le tableau 2 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par ministère. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du "Sommaire du ministère" dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redresse-ments et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					2	**Affaires extérieures**					
41,448	30,000	...	(6,480)	64,968		Département	2,248	...	...	62,720	33
10,000	...	...	...	10,000		Corporation commerciale canadienne	...	...	...	10,000	...
2,137,440	18,000	(1)	213,334	2,368,774		Agence canadienne de développement international	269,738	80	...	2,098,956	275,090
9,446,435	64,000	...	(1,963,579)	7,546,856		Société pour l'expansion des exportations	184,413	...	...	7,362,443	8,484
11,635,323	**112,000**	(1)	**(1,756,725)**	**9,990,598**		**Total du ministère**	**456,399**	**80**	...	**9,534,119**	**283,607**
55,558	**18,322**	**2,700**	**(6,000)**	**70,580**	3	**Affaires indiennes et Nord canadien**	**4,662**	(1)	...	**65,918**	**36,511**
...	**10,000**	...	...	**10,000**	4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**	**1,797**	**8,203**	...	...	**1,944**
					5	**Agriculture**					
226,752	...	...	...	226,752		Commission canadienne du lait	(25,485)	...	...	252,237	61,652
60,000	...	...	...	60,000		Office canadien des provendes	...	...	...	60,000	...
922,093	...	...	15,706,001	16,628,094		Société du crédit agricole	(104,469)	...	...	16,732,563	(229,546)
1,208,845	...	...	**15,706,001**	**16,914,846**		**Total du ministère**	**(129,954)**	...	...	**17,044,800**	**(167,894)**
513,455	...	...	...	**513,455**	6	**Anciens combattants**	**(16,878)**	...	...	**530,333**	**(20,201)**
					7	**Approvisionnements et Services**					
...	...	40,000	...	40,000		Département	40,000	...	...	...	16,600
33,765	...	...	...	33,765		Monnaie royale canadienne	(2,673)	...	...	36,438	(7,989)
33,765	...	**40,000**	...	**73,765**		**Total du ministère**	**37,327**	...	...	**36,438**	**8,611**
40,000	**10**	...	...	**40,010**	8	**Communications**	...	**10**	...	**40,000**	**4**
42,376	...	**20,000**	...	**62,376**	12	**Défense nationale**	**4,071**	...	...	**58,305**	**1,812**

13,131	**...**	**9,700**	**(9,700)**	**13,131**	**14**	**Emploi et Immigration**	**12,197**	**...**	**...**	**934**	**9,168**
					15	**Énergie, Mines et Ressources**					
...	71,785	...	...	71,785		Département	56,577	15,208	...	...	...
3,857,728	...	...	...	3,857,728		Petro-Canada	...	...	...	3,857,728	...
3,857,728	**71,785**	**...**	**...**	**3,929,513**		**Total du ministère**	**56,577**	**15,208**	**...**	**3,857,728**	**...**
					17	**Finances**					
3,395,411	96,050	...	92,688	3,584,149		Département	273,999	3,613	...	3,306,537	266,430
1,305,000	...	...	...	1,305,000		Société d'assurance-dépôts du Canada	(320,000)	...	...	1,625,000	361,335
227,067	...	...	986,849	1,213,916		Privatisation et affaires réglementaires	(25,389)	...	...	1,239,305	(23,645)
4,927,478	**96,050**	**...**	**1,079,537**	**6,103,065**		**Total du ministère**	**(71,390)**	**3,613**	**...**	**6,170,842**	**604,120**
					20	**Industrie, Sciences et Technologie**					
1,948	800	...	...	2,748		Département	...	800	...	1,948	...
9,000	...	...	...	9,000		Société de développement du Cap-Breton	(33,963)	...	...	42,963	19,082
1,021,770	...	...	(259,326)	762,444		Banque fédérale de développement	...	...	...	762,444	...
420,000	...	...	...	420,000		Société canadienne des postes	...	...	...	420,000	80,000
1,452,718	**800**	**...**	**(259,326)**	**1,194,192**		**Total du ministère**	**(33,963)**	**800**	**...**	**1,227,355**	**99,082**
					23	**Pêches et Océans**					
150	...	...	...	150		Département	...	...	...	150	...
9,000	...	...	...	9,000		Office canadien du poisson salé	3,000	...	...	6,000	12,150
13,500	...	...	...	13,500		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	5,656	...	...	7,844	11,306
22,650	**...**	**...**	**...**	**22,650**		**Total du ministère**	**8,656**	**...**	**...**	**13,994**	**23,450**
					27	**Solliciteur général**					
37	...	...	...	37		Service correctionnel	2	...	...	35	(3)
37	**...**	**...**	**...**	**37**		**Total du ministère**	**2**	**...**	**...**	**35**	**(3)**
					28	**Transports**					
20,000	17,260	...	...	37,260		Département	17,260	...	...	20,000	1,000
1,041,068	...	...	(1,041,068)	...		Air Canada	...	...	...	...	...
1,061,068	**17,260**	**...**	**(1,041,068)**	**37,260**		**Total du ministère**	**17,260**	**...**	**...**	**20,000**	**1,000**
...	...	...	...	...	29	**Travail**	...	...	...	...	**2,080**
					30	**Travaux publics**					
4,434,707	(151,100)	...	151,100	4,434,707		Société canadienne d'hypothèques et de logement	140,500	...	...	4,294,207	151,500
4,434,707	**(151,100)**	**...**	**151,100**	**4,434,707**		**Total du ministère**	**140,500**	**...**	**...**	**4,294,207**	**151,500**
29,298,839	**175,127**	**72,400**	**13,863,819**	**43,410,185**		**Total du gouvernement**	**487,263**	**27,914**	**...**	**42,895,808**	**1,834,791**

[1] Moins de $500.

TABLEAU 3

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires

Le tableau 3 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par ministère et par genre d'autorisations (votées et statutaires). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du "Sommaire du ministère" dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le "Budget des dépenses principal", et les demandes additionnelles sont intitulées "Budget(s) des dépenses supplémentaire(s)". Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations "annuelles" ou "votées". Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations "statutaires" pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations statutaires, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices subséquents sont référées comme des autorisations qui "ne s'annulent pas".

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, dotations en capital et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices précédents sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements[1]	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					2	**Affaires extérieures**					
...	3,052,199	56,565	14,421	3,123,185		Budgétaires—Votées	3,075,296	47,889	...	...	3,171,060
14,487	256,234	23,000	633,547	927,268		Statutaires	912,887	...	...	14,381	319,846
14,487	**3,308,433**	**79,565**	**647,968**	**4,050,453**			**3,988,183**	**47,889**	...	**14,381**	**3,490,906**

1,515,664	28,000	(2)	223,940	1,767,604		Non budgétaires—Votées	254,868	80	...	1,512,656	254,450
10,119,659	84,000	...	(1,980,665)	8,222,994		Statutaires	201,531	...	...	8,021,463	29,157
11,635,323	**112,000**	(2)	**(1,756,725)**	**9,990,598**			**456,399**	**80**	...	**9,534,119**	**283,607**
					3	**Affaires indiennes et Nord canadien**					
337	3,304,704	32,830	10,014	3,347,885		**Budgétaires—Votées**	3,339,203	8,345	...	337	3,006,956
34,114	34,683	...	(1,144)	67,653		**Statutaires**	33,669	...	...	33,984	79,261
34,451	**3,339,387**	**32,830**	**8,870**	**3,415,538**			**3,372,872**	**8,345**	...	**34,321**	**3,086,217**
55,558	16,870	2,700	(6,000)	69,128		Non budgétaires—Votées	3,210	(2)	...	65,918	17,420
...	1,452	...	...	1,452		Statutaires	1,452	...	...	...	19,091
55,558	**18,322**	**2,700**	**(6,000)**	**70,580**			**4,662**	(2)	...	**65,918**	**36,511**
					4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**					
...	373,238	...	...	373,238		**Budgétaires—Votées**	315,548	57,690	...	...	230,750
...	6,078	5,000	(1,591)	9,487		**Statutaires**	9,487	...	...	...	4,106
...	**379,316**	**5,000**	**(1,591)**	**382,725**			**325,035**	**57,690**	...	...	**234,856**
...	**10,000**	...	...	**10,000**		**Non budgétaires—Votées**	**1,797**	**8,203**	...	...	**1,944**
					5	**Agriculture**					
20,893	1,679,637	494,158	11,593	2,206,281		**Budgétaires—Votées**	2,002,233	183,155	...	20,893	1,749,049
4,133	691,149	691,000	(260,487)	1,125,795		**Statutaires**	521,045	600,000	...	4,750	1,412,429
25,026	**2,370,786**	**1,185,158**	**(248,894)**	**3,332,076**			**2,523,278**	**783,155**	...	**25,643**	**3,161,478**
1,208,845	...	...	**15,706,001**	**16,914,846**		**Non budgétaires—Statutaires**	**(129,954)**	...	...	**17,044,800**	**(167,894)**
					6	**Anciens combattants**					
...	1,691,102	20,000	18,049	1,729,151		**Budgétaires—Votées**	1,689,047	40,104	...	...	1,594,531
...	20,501	...	1,098	21,599		**Statutaires**	21,599	...	...	...	20,838
24,738,535	**20,778,091**	**2,630,506**	**13,012,404**	**61,159,536**			**22,923,347**	**1,842,625**	...	**36,393,564**	**22,036,569**
513,455	...	...	...	513,455		**Non budgétaires—Statutaires**	**(16,878)**	...	...	**530,333**	**(20,201)**
					7	**Approvisionnements et Services**					
...	263,205	7,882	10,353	281,440		**Budgétaires—Votées**	277,193	4,247	...	...	258,763
204,760	334,964	16,325	(2,157)	553,896		**Statutaires**	351,360	...	...	202,536	323,488
204,760	**598,169**	**24,207**	**8,200**	**835,336**			**628,553**	**4,247**	...	**202,536**	**582,251**
33,765	...	**40,000**	...	73,765		**Non budgétaires—Statutaires**	**37,327**	...	...	**36,438**	**8,611**

TABLEAU 3

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements (1)	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					8	**Communications**					
1,651	1,806,925	60,278	5,796	1,874,650		Budgétaires—Votées	1,859,361	13,333	...	1,956	1,727,436
21,042	31,774	...	10,638	63,454		Statutaires	28,337	...	...	35,117	27,709
22,693	**1,838,699**	**60,278**	**16,434**	**1,938,104**			**1,887,698**	**13,333**	...	**37,073**	**1,755,145**
...	10	...	...	10		Non budgétaires—Votées	...	10	...	...	4
40,000	...	...	...	40,000		Statutaires	...	...	...	40,000	...
40,000	**10**	...	...	**40,010**			...	**10**	...	**40,000**	**4**
					9	**Conseil du Trésor**					
...	992,067	379,027	(666,439)	704,655		Budgétaires—Votées	462,145	242,510	...	...	351,992
...	8,411	...	32,519	40,930		Statutaires	40,930	...	...	...	(6,418)
...	**1,000,478**	**379,027**	**(633,920)**	**745,585**			**503,075**	**242,510**	...	...	**345,574**
					10	**Conseil privé**					
...	83,975	21,580	1,119	106,674		Budgétaires—Votées	92,446	14,228	...	...	74,587
...	9,594	18,300	523	28,417		Statutaires	28,417	...	...	...	108,655
...	**93,569**	**39,880**	**1,642**	**135,091**			**120,863**	**14,228**	...	...	**183,242**
					11	**Consommateurs et Sociétés**					
...	143,120	6,687	5,990	155,797		Budgétaires—Votées	152,544	3,253	...	...	136,291
...	39,690	...	295	39,985		Statutaires	39,985	...	...	...	39,433
...	**182,810**	**6,687**	**6,285**	**195,782**			**192,529**	**3,253**	...	...	**175,724**
					12	**Défense nationale**					
...	10,403,107	101,924	(3,484)	10,501,547		Budgétaires—Votées	10,611,328	1,358	(111,139)	...	10,246,559
...	955,657	...	15,864	971,521		Statutaires	971,522	(1)	...	...	921,663
...	**11,358,764**	**101,924**	**12,380**	**11,473,068**			**11,582,850**	**1,357**	**(111,139)**	...	**11,168,222**
42,376	...	**20,000**	...	62,376		**Non budgétaires—Votées**	**4,071**	...	...	**58,305**	**1,812**

					13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**					
...	270,761	...	...	270,761		Budgétaires—Votées	125,403	145,358	...	...	84,630
...	16,628	...	(4,563)	12,065		Statutaires	12,065	...	...	...	13,533
...	**287,389**	**...**	**(4,563)**	**282,826**			**137,468**	**145,358**	**...**	**...**	**98,163**
					14	**Emploi et Immigration**					
...	1,882,234	22,339	232,642	2,137,215		Budgétaires—Votées	2,008,674	128,541	...	...	1,838,530
...	3,080,792	(107,000)	(167,678)	2,806,114		Statutaires	2,806,114	...	...	...	2,784,943
...	**4,963,026**	**(84,661)**	**64,964**	**4,943,329**			**4,814,788**	**128,541**	**...**	**...**	**4,623,473**
13,131	**...**	**9,700**	**(9,700)**	**13,131**		**Non budgétaires—Statutaires**	**12,197**	**...**	**...**	**934**	**9,168**
					15	**Énergie, Mines et Ressources**					
...	1,191,458	89,932	(2,336)	1,279,054		Budgétaires—Votées	1,080,085	198,969	...	...	1,408,409
255,707	172,421	...	378,313	806,441		Statutaires	77,017	500,671	...	228,753	106,251
255,707	**1,363,879**	**89,932**	**375,977**	**2,085,495**			**1,157,102**	**699,640**	**...**	**228,753**	**1,514,660**
...	71,785	...	...	71,785		Non budgétaires—Votées	56,577	15,208	...	...	...
3,857,728	...	...	...	3,857,728		Statutaires	...	...	...	3,857,728	...
3,857,728	**71,785**	**...**	**...**	**3,929,513**			**56,577**	**15,208**	**...**	**3,857,728**	**...**
					16	**Environnement**					
...	810,120	54,679	23,421	888,220		Budgétaires—Votées	871,375	16,845	...	...	763,909
...	60,996	...	(1,042)	59,954		Statutaires	59,954	...	...	...	62,932
...	**871,116**	**54,679**	**22,379**	**948,174**			**931,329**	**16,845**	**...**	**...**	**826,841**
					17	**Finances**					
...	116,599	35,988	3,412	155,999		Budgétaires—Votées	152,649	3,350	...	...	107,923
113,157	46,950,120	986,000	(441,032)	47,608,245		Statutaires	47,498,442	...	...	109,803	40,940,047
113,157	**47,066,719**	**1,021,988**	**(437,620)**	**47,764,244**			**47,651,091**	**3,350**	**...**	**109,803**	**41,047,970**
222,567	25,550	...	146,381	394,498		Non budgétaires—Votées	224,121	2,029	...	168,348	238,543
4,704,911	70,500	...	933,156	5,708,567		Statutaires	(295,511)	1,584	...	6,002,494	365,577
4,927,478	**96,050**	**...**	**1,079,537**	**6,103,065**			**(71,390)**	**3,613**	**...**	**6,170,842**	**604,120**
					18	**Forêts**					
...	198,486	24,511	2,584	225,581		Budgétaires—Votées	224,748	833	...	...	247,829
...	8,452	...	(44)	8,408		Statutaires	8,408	...	...	...	8,595
...	**206,938**	**24,511**	**2,540**	**233,989**			**233,156**	**833**	**...**	**...**	**256,424**

TABLEAU 3

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements (1)	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					19	Gouverneur général					
...	8,234	1,067	703	10,004		Budgétaires—Votées	9,752	252	...	...	7,946
...	1,091	...	(14)	1,077		Statutaires	1,077	...	...	...	987
...	**9,325**	**1,067**	**689**	**11,081**			**10,829**	**252**	**...**	**...**	**8,933**
					20	Industrie, Sciences et Technologie					
...	2,511,865	96,119	45,798	2,653,782		Budgétaires—Votées	2,548,877	104,905	...	...	2,448,863
6,400	106,809	...	(11,358)	101,851		Statutaires	101,851	...	...	...	125,006
6,400	**2,618,674**	**96,119**	**34,440**	**2,755,633**			**2,650,728**	**104,905**	**...**	**...**	**2,573,869**
10,948	800	...	...	11,748		Non budgétaires—Votées	(33,963)	800	...	44,911	19,082
1,441,770	...	...	(259,326)	1,182,444		Statutaires	...	...	...	1,182,444	80,000
1,452,718	**800**	**...**	**(259,326)**	**1,194,192**			**(33,963)**	**800**	**...**	**1,227,355**	**99,082**
					21	Justice					
...	418,735	31,468	2,758	452,961		Budgétaires—Votées	444,021	8,940	...	...	412,275
...	162,996	...	(125)	162,871		Statutaires	162,871	...	...	...	150,387
...	**581,731**	**31,468**	**2,633**	**615,832**			**606,892**	**8,940**	**...**	**...**	**562,662**
					22	Parlement					
...	181,421	...	380	181,801		Budgétaires—Votées	176,978	4,823	...	...	170,826
...	76,726	...	1,637	78,363		Statutaires	78,363	...	...	...	74,509
...	**258,147**	**...**	**2,017**	**260,164**			**255,341**	**4,823**	**...**	**...**	**245,335**
					23	Pêches et Océans					
...	679,205	(2)	15,060	694,265		Budgétaires—Votées	687,373	6,892	...	...	658,751
...	40,855	...	(491)	40,364		Statutaires	40,364	...	...	...	40,210
...	**720,060**	(2)	**14,569**	**734,629**			**727,737**	**6,892**	**...**	**...**	**698,961**
22,650	...	...	...	22,650		**Non budgétaires—Votées**	8,656	...	...	**13,994**	**23,450**

					24	**Revenu national**					
...	1,312,002	138,071	76,852	1,526,925		**Budgétaires—Votées**	1,495,258	31,667	...	...	1,249,710
...	165,586	...	(2,575)	163,011		**Statutaires**	163,011	...	...	...	162,666
...	**1,477,588**	**138,071**	**74,277**	**1,689,936**			**1,658,269**	**31,667**	**...**	**...**	**1,412,376**
					25	**Santé nationale et Bien-être social**					
...	1,408,815	2,801	31,244	1,442,860		**Budgétaires—Votées**	1,436,030	6,830	...	...	1,267,472
...	30,708,396	(174,900)	(127,429)	30,406,067		**Statutaires**	30,406,067	...	...	...	29,120,651
...	**32,117,211**	**(172,099)**	**(96,185)**	**31,848,927**			**31,842,097**	**6,830**	**...**	**...**	**30,388,123**
					26	**Secrétariat d'État**					
...	1,040,780	96,668	7,264	1,144,712		**Budgétaires—Votées**	1,136,931	7,781	...	...	880,580
7,477	2,717,927	(101,000)	(6,993)	2,617,411		**Statutaires**	2,611,191	...	...	6,220	2,650,803
7,477	**3,758,707**	**(4,332)**	**271**	**3,762,123**			**3,748,122**	**7,781**	**...**	**6,220**	**3,531,383**
					27	**Solliciteur général**					
...	1,848,244	34,836	83,390	1,966,470		**Budgétaires—Votées**	1,936,777	29,693	...	...	1,757,693
...	253,515	...	(27,578)	225,937		**Statutaires**	225,937	...	...	...	251,463
...	**2,101,759**	**34,836**	**55,812**	**2,192,407**			**2,162,714**	**29,693**	**...**	**...**	**2,009,156**
37	**...**	**...**	**...**	**37**		**Non budgétaires—Votées**	**2**	**...**	**...**	**35**	**(3)**
					28	**Transports**					
...	2,415,881	28,100	43,769	2,487,750		**Budgétaires—Votées**	2,473,752	34,072	(20,074)	...	2,311,408
263,921	682,015	108,386	43,447	1,097,769		**Statutaires**	775,312	...	...	322,457	1,003,762
263,921	**3,097,896**	**136,486**	**87,216**	**3,585,519**			**3,249,064**	**34,072**	**(20,074)**	**322,457**	**3,315,170**
...	17,260	...	...	17,260		**Non budgétaires—Votées**	17,260	...	...	...	1,000
1,061,068	...	...	(1,041,068)	20,000		**Statutaires**	...	...	...	20,000	...
1,061,068	**17,260**	**...**	**(1,041,068)**	**37,260**			**17,260**	**...**	**...**	**20,000**	**1,000**
					29	**Travail**					
...	78,126	50,723	2,935	131,784		**Budgétaires—Votées**	106,708	25,076	...	...	77,651
...	140,158	...	1,153	141,311		**Statutaires**	141,311	...	...	...	149,285
...	**218,284**	**50,723**	**4,088**	**273,095**			**248,019**	**25,076**	**...**	**...**	**226,936**
...	**...**	**...**	**...**	**...**		**Non budgétaires—Statutaires**	**...**	**...**	**...**	**...**	**2,000**

TABLEAU 3

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires—*Fin*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements [1]	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					30	Travaux publics					
...	2,773,265	16,100	19,880	2,809,245		Budgétaires—Votées	2,722,474	86,771	...	...	2,564,298
296,168	314,379	...	65,342	675,889		Statutaires	302,220	...	...	373,669	359,999
296,168	**3,087,644**	**16,100**	**85,222**	3,485,134			3,024,694	**86,771**	...	**373,669**	**2,924,297**
...	...	...	...	...		Non budgétaires—Votées	...	...	...	...	3,600
4,434,707	(151,100)	...	151,100	4,434,707		Statutaires	140,500	...	...	4,294,207	147,900
4,434,707	**(151,100)**	...	**151,100**	4,434,707			**140,500**	...	...	**4,294,207**	**151,500**
						Total du gouvernement					
22,881	**42,939,510**	**1,904,333**	**(2,832)**	44,863,892		**Budgétaires—Votées**	43,514,209	**1,457,710**	**(131,213)**	**23,186**	**40,806,677**
1,221,366	**88,048,597**	**1,465,111**	**128,079**	90,863,153		**Statutaires**	88,430,813	**1,100,670**	...	**1,331,670**	**81,257,039**
1,244,247	**130,988,107**	**3,369,444**	**125,247**	135,727,045			131,945,022	**2,558,380**	**(131,213)**	**1,354,856**	**122,063,716**
1,869,800	**170,275**	**22,700**	**364,321**	2,427,096		**Non budgétaires—Votées**	536,599	**26,330**	...	**1,864,167**	**561,302**
27,429,039	**4,852**	**49,700**	**13,499,498**	40,983,089		**Statutaires**	(49,336)	**1,584**	...	**41,030,841**	**473,489**
29,298,839	**175,127**	**72,400**	**13,863,819**	43,410,185			**487,263**	**27,914**	...	**42,895,008**	**1,034,791**
1,892,681	**43,109,785**	**1,927,033**	**361,489**	47,290,988		**Votées**	44,050,808	**1,484,040**	**(131,213)**	**1,887,353**	**41,367,979**
28,650,405	**88,053,449**	**1,514,811**	**13,627,577**	131,846,242		**Statutaires**	88,381,477	**1,102,254**	...	**42,362,511**	**81,730,528**
30,543,086	**131,163,234**	**3,441,844**	**13,989,066**	179,137,230		**Total du gouvernement**	132,432,285	**2,986,294**	**(131,213)**	**44,249,864**	**123,098,507**

(1) Les redressements et virements comprennent des éléments tels que:
a) les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi des crédits de l'exercice précédent par suite des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE);
b) les redressement aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices précédents pour refléter les autorisations disponibles; et,
c) les augmentations aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits .

(2) Moins de $500.

TABLEAU 4

Sommaire général
Dépenses par catégorie

Le tableau 4 présente les dépenses par catégorie pour chaque ministère. Le total des dépenses nettes par catégorie est différencié entre les dépenses concernant les tiers et les dépenses internes du gouvernement. De plus, le total des dépenses concernant les tiers est présenté tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes concernant les tiers représente les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

Dans ce tableau, les dépenses concernant les tiers représentent les dépenses encourues suite à des opérations effectuées avec des tiers ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada alors que les dépenses internes du gouvernement représentent les dépenses encourues suite à des opérations effectuées entre les organismes faisant partie de l'entité comptable. La définition du gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable se retrouve à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 du volume I.

Les recettes à valoir sur les crédits représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses, avec l'autorisation du Parlement, plutôt que d'être créditées aux recettes. Les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses représentent les recettes brutes de ces sociétés.

La colonne "Total des dépenses" de ce tableau présente le total des dépenses rapporté pour chaque ministère aux sections ministérielles de ce volume.

La dernière partie de ce tableau concilie le total des dépenses rapporté par les ministères avec les dépenses rapportées à l'état vérifié des recettes et dépenses à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les sociétés d'État consolidées, la provision pour évaluation et l'élimination des dépenses internes du gouvernement. Le "Total des dépenses nettes" représente toutes les dépenses budgétaires inscrites dans les comptes du Canada conformément aux conventions comptables du gouvernement selon la note 1 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Principaux paiements de transfert et subventions: Particuliers	Autres administrations gouvernementales	Total	Autres dépenses des programmes: Défense	Aide et affaires extérieures	Autres	Total	Total des dépenses des programmes	Dette publique	Total des dépenses
2	**Affaires extérieures**										
	Département	...	...	...	...	1,057,037	14,311	1,071,348	1,071,348	...	1,071,348
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	17,089	17,089	17,089	...	17,089
	Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	...	...	...	...	5,000	...	5,000	5,000	...	5,000
	Agence canadienne de développement international	...	...	...	...	2,659,278	...	2,659,278	2,659,278	...	2,659,278
	Secrétariat canadien	...	...	...	...	1,030	...	1,030	1,030	...	1,030
	Société pour l'expansion des exportations	...	...	...	...	...	110,845	110,845	110,845	...	110,845
	Centre international d'exploitation des océans	...	...	...	...	10,100	...	10,100	10,100	...	10,100
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	108,500	...	108,500	108,500	...	108,500
	Commission mixte internationale	...	...	...	...	4,993	...	4,993	4,993	...	4,993
	Total du ministère	...	...	...	...	**3,845,938**	**142,245**	**3,988,183**	**3,988,183**	...	**3,988,183**
3	**Affaires indiennes et Nord canadien**	...	...	...	...	...	**3,372,872**	**3,372,872**	**3,372,872**	...	**3,372,872**

TABLEAU 4

Sommaire général
Dépenses par catégorie—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Principaux paiements de transfert et subventions			Autres dépenses des programmes				Total des dépenses des programmes	Dette publique	Total des dépenses
		Particuliers	Autres administrations gouvernementales	Total	Défense	Aide et affaires extérieures	Autres	Total			
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**										
	Département	...	...	...	...	...	317,735	317,735	317,735	...	317,735
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	7,300	7,300	7,300	...	7,300
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**325,035**	**325,035**	**325,035**	...	**325,035**
5	**Agriculture**										
	Département	...	...	...	...	...	2,501,119	2,501,119	2,501,119	...	2,501,119
	Commission canadienne du lait	...	...	...	...	...	3,874	3,874	3,874	...	3,874
	Office canadien des provendes	...	...	...	...	...	18,285	18,285	18,285	...	18,285
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**2,523,278**	**2,523,278**	**2,523,278**	...	**2,523,278**
6	**Anciens combattants**	**1,710,646**	...	**1,710,646**	...	...	...	...	**1,710,646**	...	**1,710,646**
7	**Approvisionnements et Services**	...	**319,088**	**319,088**	...	...	**309,465**	**309,465**	**628,553**	...	**628,553**
8	**Communications**										
	Département	...	...	...	...	...	314,424	314,424	314,424	...	314,424
	Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	103,503	103,503	103,503	...	103,503
	Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	981,375	981,375	981,375	...	981,375
	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	...	...	...	145,595	145,595	145,595	...	145,595
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	...	...	...	31,101	31,101	31,101	...	31,101
	Archives nationales du Canada	...	...	...	...	...	61,284	61,284	61,284	...	61,284
	Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	17,891	17,891	17,891	...	17,891
	Office national du film	...	...	...	...	...	71,275	71,275	71,275	...	71,275
	Bibliothèque nationale	...	...	...	...	...	38,550	38,550	38,550	...	38,550
	Musées nationaux du Canada	...	...	...	...	...	122,700	122,700	122,700	...	122,700
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**1,887,698**	**1,887,698**	**1,887,698**	...	**1,887,698**

9	**Conseil du Trésor**										
	Secrétariat	...	...	...	...	...	487,123	487,123	487,123	...	487,123
	Contrôleur général	...	...	...	...	...	15,952	15,952	15,952	...	15,952
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**503,075**	**503,075**	**503,075**	...	**503,075**
10	**Conseil privé**										
	Département	...	...	...	...	...	60,953	60,953	60,953	...	60,953
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	...	3,330	3,330	3,330	...	3,330
	Directeur général des élections	...	...	...	...	...	22,586	22,586	22,586	...	22,586
	Commissaire aux langues officielles	...	...	...	...	...	12,713	12,713	12,713	...	12,713
	Conseil économique du Canada	...	...	...	...	...	9,690	9,690	9,690	...	9,690
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	...	202	202	202	...	202
	Commission des relations de travail dans la Fonction publique	...	...	...	...	...	9,990	9,990	9,990	...	9,990
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	1,399	1,399	1,399	...	1,399
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**120,863**	**120,863**	**120,863**	...	**120,863**
11	**Consommateurs et Sociétés**										
	Département	...	...	...	...	...	177,892	177,892	177,892	...	177,892
	Tribunal de la concurrence	...	...	...	...	...	1,245	1,245	1,245	...	1,245
	Commission du droit d'auteur	...	...	...	...	...	843	843	843	...	843
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	...	1,328	1,328	1,328	...	1,328
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	...	2,590	2,590	2,590	...	2,590
	Commission de révision des marchés publics	...	...	...	...	...	1,067	1,067	1,067	...	1,067
	Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	7,564	7,564	7,564	...	7,564
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**192,529**	**192,529**	**192,529**	...	**192,529**
12	**Défense nationale**										
	Département	...	...	...	11,559,776	...	...	11,559,776	11,559,776	...	11,559,776
	Protection civile Canada	...	...	...	23,074	...	...	23,074	23,074	...	23,074
	Total du ministère	...	...	...	**11,582,850**	...	...	**11,582,850**	**11,582,850**	...	**11,582,850**
13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**	...	...	...	...	...	**137,468**	**137,468**	**137,468**	...	**137,468**
14	**Emploi et Immigration**										
	Département/Commission	...	...	...	...	...	4,755,796	4,755,796	4,755,796	...	4,755,796
	Conseil consultatif sur la situation de la femme	...	...	...	...	...	3,384	3,384	3,384	...	3,384
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	...	...	...	51,957	51,957	51,957	...	51,957
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	...	...	...	...	...	3,651	3,651	3,651	...	3,651
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**4,814,788**	**4,814,788**	**4,814,788**	...	**4,814,788**

TABLEAU 4

Sommaire général
Dépenses par catégorie—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Principaux paiements de transfert et subventions			Autres dépenses des programmes				Total des dépenses des programmes	Dette publique	Total des dépenses
		Particuliers	Autres administrations gouvernementales	Total	Défense	Aide et affaires extérieures	Autres	Total			
15	Énergie, Mines et Ressources										
	Département	...	...	...	...	...	850,039	850,039	850,039	...	850,039
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	...	...	...	...	...	28,542	28,542	28,542	...	28,542
	Énergie atomique du Canada, Limitée	...	...	...	...	...	205,640	205,640	205,640	...	205,640
	Office national de l'énergie	...	...	...	...	...	23,581	23,581	23,581	...	23,581
	La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	...	...	...	...	49,300	...	49,300	49,300	...	49,300
	Total du ministère	...	...	...	...	**49,300**	**1,107,802**	**1,157,102**	**1,157,102**	...	**1,157,102**
16	Environnement	...	...	...	...	...	**931,329**	**931,329**	**931,329**	...	**931,329**
17	Finances										
	Département	...	8,128,200	8,128,200	...	336,000	172,509	508,509	8,636,709	38,937,257	47,573,966
	Vérificateur général	...	...	...	...	...	52,614	52,614	52,614	...	52,614
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	...	...	...	9,708	9,708	9,708	...	9,708
	Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	...	...	...	6,249	6,249	6,249	...	6,249
	Privatisation et affaires réglementaires	...	...	...	...	...	8,554	8,554	8,554	...	8,554
	Total du ministère	...	**8,128,200**	**8,128,200**	...	**336,000**	**249,634**	**585,634**	**8,713,834**	**38,937,257**	**47,651,091**
18	Forêts	...	...	...	...	...	**233,156**	**233,156**	**233,156**	...	**233,156**
19	Gouverneur général	...	...	...	...	...	**10,829**	**10,829**	**10,829**	...	**10,829**
20	Industrie, Sciences et Technologie										
	Département	...	...	...	...	...	1,170,920	1,170,920	1,170,920	...	1,170,920
	Agence spatiale canadienne	...	...	...	...	...	54,617	54,617	54,617	...	54,617
	Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	53,963	53,963	53,963	...	53,963
	Banque fédérale de développement	...	...	...	...	...	34,189	34,189	34,189	...	34,189
	Investissement Canada	...	...	...	...	...	9,509	9,509	9,509	...	9,509
	Conseil national de recherches du Canada	...	...	...	...	...	503,086	503,086	503,086	...	503,086
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	...	...	...	391,995	391,995	391,995	...	391,995

	Conseil des sciences du Canada	...	...	...	...	...	3,040	3,040	3,040	...	3,040
	Statistique Canada	...	...	...	...	...	244,909	244,909	244,909	...	244,909
	Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	184,500	184,500	184,500	...	184,500
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**2,650,728**	**2,650,728**	**2,650,728**	...	**2,650,728**
21	**Justice**										
	Département	...	...	...	...	...	398,519	398,519	398,519	...	398,519
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	...	14,027	14,027	14,027	...	14,027
	Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	...	...	147,190	147,190	147,190	...	147,190
	Cour fédérale du Canada	...	...	...	...	...	15,977	15,977	15,977	...	15,977
	Commission de réforme du droit du Canada	...	...	...	...	...	4,764	4,764	4,764	...	4,764
	Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	...	...	...	...	...	5,751	5,751	5,751	...	5,751
	Cour suprême du Canada	...	...	...	...	...	13,199	13,199	13,199	...	13,199
	Cour canadienne de l'impôt	...	...	...	...	...	7,465	7,465	7,465	...	7,465
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**606,892**	**606,892**	**606,892**	...	**606,892**
22	**Parlement**										
	Sénat	...	...	...	...	...	35,691	35,691	35,691	...	35,691
	Chambre des communes	...	...	...	...	...	205,357	205,357	205,357	...	205,357
	Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	...	14,293	14,293	14,293	...	14,293
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**255,341**	**255,341**	**255,341**	...	**255,341**
23	**Pêches et Océans**	...	...	...	...	...	**727,737**	**727,737**	**727,737**	...	**727,737**
24	**Revenu national**										
	Douanes et Accise	...	...	...	...	...	607,819	607,819	607,819	...	607,819
	Impôt	...	...	...	...	...	1,050,450	1,050,450	1,050,450	...	1,050,450
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**1,658,269**	**1,658,269**	**1,658,269**	...	**1,658,269**
25	**Santé nationale et Bien-être social**										
	Département	18,807,237	11,548,393	30,355,630	...	...	1,284,044	1,284,044	31,639,674	...	31,639,674
	Conseil de recherches médicales	...	...	...	...	...	202,423	202,423	202,423	...	202,423
	Total du ministère	**18,807,237**	**11,548,393**	**30,355,630**	...	...	**1,486,467**	**1,486,467**	**31,842,097**	...	**31,842,097**
26	**Secrétariat d'État**										
	Département	...	2,166,079	2,166,079	...	...	984,689	984,689	3,150,768	...	3,150,768
	Centre canadien de gestion	...	...	...	...	...	9,951	9,951	9,951	...	9,951
	Ministère d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	...	...	...	...	...	369,573	369,573	369,573	...	369,573
	Commission de la Fonction publique	...	...	...	...	...	136,230	136,230	136,230	...	136,230
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	...	...	...	81,600	81,600	81,600	...	81,600
	Total du ministère	...	**2,166,079**	**2,166,079**	...	...	**1,582,043**	**1,582,043**	**3,748,122**	...	**3,748,122**

TABLEAU 4

Sommaire général
Dépenses par catégorie—*Fin*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Principaux paiements de transfert et subventions			Autres dépenses des programmes				Total des dépenses des programmes	Dette publique	Total des dépenses
		Particuliers	Autres administrations gouvernementales	Total	Défense	Aide et affaires extérieures	Autres	Total			
27	**Solliciteur général**										
	Département	...	...	...	...	...	28,759	28,759	28,759	...	28,759
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	163,893	163,893	163,893	...	163,893
	Service correctionnel	...	...	...	...	...	876,195	876,195	876,195	...	876,195
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	...	...	22,565	22,565	22,565	...	22,565
	Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	1,067,277	1,067,277	1,067,277	...	1,067,277
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	1,010	1,010	1,010	...	1,010
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	3,015	3,015	3,015	...	3,015
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**2,162,714**	**2,162,714**	**2,162,714**	...	**2,162,714**
28	**Transports**										
	Département	...	...	...	...	...	2,472,548	2,472,548	2,472,548	...	2,472,548
	Bureau canadien de la sécurité aérienne	...	...	...	...	...	17,369	17,369	17,369	...	17,369
	Tribunal de l'aviation civile	...	...	...	...	...	888	888	888	...	888
	Administrateur de l'Office du transport du grain	...	...	...	...	...	4,098	4,098	4,098	...	4,098
	Office national des transports	...	...	...	...	...	754,161	754,161	754,161	...	754,161
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**3,249,064**	**3,249,064**	**3,249,064**	...	**3,249,064**
29	**Travail**										
	Département	...	...	...	...	...	231,082	231,082	231,082	...	231,082
	Conseil canadien des relations du travail	...	...	...	...	...	8,336	8,336	8,336	...	8,336
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	...	8,601	8,601	8,601	...	8,601
	Total du ministère	...	...	...	...	...	**248,019**	**248,019**	**248,019**	...	**248,019**
30	**Travaux publics**										
	Département	...	284,137	284,137	...	...	911,333	911,333	1,195,470	...	1,195,470
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	1,735,079	1,735,079	1,735,079	...	1,735,079
	Commission de la Capitale nationale	...	...	...	...	...	94,145	94,145	94,145	...	94,145
	Total du ministère	...	**284,137**	**284,137**	...	...	**2,740,557**	**2,740,557**	**3,024,694**	...	**3,024,694**

Total des dépenses ministérielles	**20,517,883**	**22,445,897**	**42,963,780**	**11,582,850**	**4,231,238**	**34,229,897**	**50,043,985**	**93,007,765**	**38,937,257**	**131,945,022**
Comptes à fins déterminées consolidés—										
Compte d'assurance-chômage—										
Prestations d'assurance-chômage	11,690,216	...	11,690,216	...	...	...	...	11,690,216	...	11,690,216
Dépenses d'administration	...	...	...	...	...	1,082,559	1,082,559	1,082,559	...	1,082,559
Revirement des contributions gouvernementales au Compte	...	...	...	...	...	(2,674,456)	(2,674,456)	(2,674,456)	...	(2,674,456)
Revirement des contributions gouvernementales en tant qu'employeur au Compte	(2,737)	...	(2,737)	(91,001)	(6,301)	(166,972)	(264,274)	(267,011)	...	(267,011)
Intérêts crédités au Compte	...	...	...	...	...	...	...	...	(91,076)	(91,076)
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest—										
Revirement de la contribution gouvernementale au Compte	...	...	...	...	...	(233,951)	(233,951)	(233,951)	...	(233,951)
Paiements effectués aux producteurs	...	...	...	...	...	645	645	645	...	645
Intérêts crédités au Compte	...	...	...	...	...	...	...	...	(2,371)	(2,371)
Fonds de réassurance-récolte—										
Paiements effectués aux provinces	...	...	...	...	...	96,421	96,421	96,421	...	96,421
Comptes de stabilisation des produits agricoles—										
Revirement de la contribution gouvernementale aux Comptes	...	...	...	...	...	(127,577)	(127,577)	(127,577)	...	(127,577)
Paiements effectués aux producteurs	...	...	...	...	...	553,139	553,139	553,139	...	553,139
Intérêts crédités aux Comptes	...	...	...	...	...	...	...	...	(7,458)	(7,458)
Fonds de recherche—Étude de l'environnement	...	...	...	...	...	282	282	282	...	282
Comptes d'assurance	...	...	...	...	...	9,975	9,975	9,975	...	9,975
Autres comptes à fins déterminées	...	...	...	...	...	3,746	3,746	3,746	...	3,746
Intérêts crédités aux comptes	...	...	...	...	...	...	...	...	(16,099)	(16,099)
Sous-total	11,687,479	...	11,687,479	(91,001)	(6,301)	(1,456,189)	(1,553,491)	10,133,988	(117,004)	10,016,984
Provision pour évaluation	4,000	326,000	330,000	20,000	(448,000)	813,000	385,000	715,000	...	715,000
Sociétés d'État consolidées[1]	...	...	...	(529)	10,071	202,715	212,257	212,257	...	212,257
Total des comptes consolidés et de la provision	**11,691,479**	**326,000**	**12,017,479**	**(71,530)**	**(444,230)**	**(440,474)**	**(956,234)**	**11,061,245**	**(117,004)**	**10,944,241**
Total des dépenses nettes	**32,209,362**	**22,771,897**	**54,981,259**	**11,511,320**	**3,787,008**	**33,789,423**	**49,087,751**	**104,069,010**	**38,820,253**	**142,889,263**
Dépenses internes du gouvernement	...	...	...	(58,909)	(3,069)	(123,962)	(185,940)	(185,940)	(2)	(185,942)
Total des dépenses nettes concernant les tiers	**32,209,362**	**22,771,897**	**54,981,259**	**11,452,411**	**3,783,939**	**33,665,461**	**48,901,811**	**103,883,070**	**38,820,251**	**142,703,321**
Recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers	...	...	...	347,000	29,738	2,086,712	2,463,450	2,463,450	...	2,463,450
Recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses[1]	...	...	...	957	9,925	977,032	987,914	987,914	...	987,914
Total des recettes créditées aux dépenses	...	...	...	**347,957**	**39,663**	**3,063,744**	**3,451,364**	**3,451,364**	...	**3,451,364**
Total des dépenses brutes concernant les tiers	**32,209,362**	**22,771,897**	**54,981,259**	**11,800,368**	**3,823,602**	**36,729,205**	**52,353,175**	**107,334,434**	**38,820,251**	**146,154,685**

[1] On trouvera plus de précisions à la section 5 du volume I (tableau 5.1).

TABLEAU 5

Sommaire général
Dépenses par article courant

Le tableau 5 présente les dépenses par article courant pour chaque ministère. La présentation des dépenses par article courant est reliée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués, par le gouvernement. Le total des dépenses est présenté tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses. Le tableau différencie également les dépenses concernant les tiers et les dépenses internes du gouvernement.

Dans ce tableau, les dépenses concernant les tiers représentent les dépenses encourues suite à des opérations effectuées avec des tiers ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada alors que les dépenses internes du gouvernement représentent les dépenses encourues suite à des opérations effectuées entre les organismes faisant partie de l'entité comptable. La définition du gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable se retrouve à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 du volume I.

Les recettes à valoir sur les crédits représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses, avec l'autorisation du Parlement, plutôt que d'être créditées aux recettes ainsi que les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses. Les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses représentent les recettes brutes de ces sociétés.

Le "Total des dépenses brutes" avant les comptes à fins déterminées consolidés, la provision et les sociétés d'État consolidées, représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. Le "Total des dépenses nettes" représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des recettes à valoir sur les crédits rapporté dans les comptes du Canada ainsi que les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses. Le "Total des dépenses nettes" avant les comptes à fins déterminées consolidés, la provision et les sociétés d'État consolidées divulgue le total des dépenses rapporté pour chaque ministère aux sections ministérielles de ce volume.

La dernière partie de ce tableau concilie le total des dépenses rapporté par les ministères avec les dépenses rapportées à l'état vérifié des recettes et dépenses à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, la provision pour évaluation, les sociétés d'État consolidées et l'élimination des dépenses internes du gouvernement. Le "Total des dépenses nettes" représente toutes les dépenses budgétaires inscrites dans les comptes du Canada conformément aux conventions comptables du gouvernement selon la note 1 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

															Moins: recettes créditées aux dépenses[7]				
																Internes du gouvernement			
Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services-profession-nels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages[3] (8)	Construction et/ou acquisition de machines et de matériel[3] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Service de la dette pu-blique[5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Prove-nant de tiers (13)	Recettes (16)	*Moins*: Recettes et autres recou-vrements inclus dans (16)[6]	Total	Total des dépenses nettes
2	Affaires extérieures																		
	Département	399,741	106,284	15,443	83,411	91,275	30,245	36,572	27,345	64,171	222,622	...	24,427	1,101,536	29,738	5,864	5,414	30,188	1,071,348
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	17,089	17,089	...	...	...	...	17,089
	Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,000	5,000	...	...	...	...	5,000
	Agence canadienne de développement international	65,188	10,190	1,904	24,994	2,225	1,022	1,788	...	3,785	1,900,371	...	647,811	2,659,278	...	...	...	...	2,659,278

Secrétariat canadien	457	102	9	212	7	(1)	55	...	181	...	...	7	1,030	...	...	...	...	1,030
Société pour l'expansion des exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...								
Centre international d'exploitation des océans	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	110,845	110,845	...	...	...	...	110,845
Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10,100	10,100	...	...	...	...	10,100
Commission mixte internationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	108,500	108,500	...	...	...	...	108,500
	2,583	582	202	1,060	326	34	88	...	102	...	...	16	4,993	...	2	2	...	4,993
Total du ministère	**467,969**	**117,158**	**17,558**	**109,677**	**93,833**	**31,301**	**38,503**	**27,345**	**68,239**	**2,122,993**	...	**923,795**	4,018,371	**29,738**	**5,866**	**5,416**	**30,188**	**3,988,183**
3 Affaires indiennes et Nord canadien	**223,140**	**28,546**	**3,181**	**65,524**	**12,219**	**6,909**	**13,610**	**23,119**	**7,284**	**2,974,525**	...	**14,815**	3,372,872	...	**(2,159)**	**(2,159)**	...	**3,372,872**
4 Agence de promotion économique du Canada atlantique																		
Département	19,043	3,713	1,137	11,863	902	86	657	...	1,829	278,501	...	4	317,735	...	430	430	...	317,735
Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7,300	7,300	...	...	...	...	7,300
Total du ministère	**19,043**	**3,713**	**1,137**	**11,863**	**902**	**86**	**657**	...	**1,829**	**278,501**	...	**7,304**	325,035	...	**430**	**430**	...	**325,035**
5 Agriculture																		
Département	548,145	38,262	6,879	55,701	6,886	19,486	52,796	42,379	36,518	1,474,665	...	235,054	2,516,771	15,652	...	...	15,652	2,501,119
Commission canadienne du lait	2,782	248	129	182	348	17	82	...	86	...	...	(1)	3,874	...	...	...	...	3,874
Office canadien des provendes	1,098	194	44	39	100	6	62	...	6	16,730	...	6	18,285	...	...	...	...	18,285
Total du ministère	**552,025**	**38,704**	**7,052**	**55,922**	**7,334**	**19,509**	**52,940**	**42,379**	**36,610**	**1,491,395**	...	**235,060**	2,538,930	**15,652**	...	...	**15,652**	2,523,278
6 Anciens combattants	**170,118**	**21,706**	**1,498**	**183,400**	**4,063**	**5,125**	**36,268**	...	**2,929**	**1,282,931**	...	**2,608**	1,710,646	...	**16**	**16**	...	1,710,646
7 Approvisionnements et Services	**438,529**	**126,754**	**111,810**	**126,888**	**50,583**	**10,596**	**147,249**	...	**21,331**	**321,699**	...	**113,724**	1,469,163	**22,045**	**838,425**	**19,860**	**840,610**	628,553
8 Communications																		
Département	128,333	193,074	4,168	20,198	3,968	4,705	8,627	3,016	12,310	88,611	...	57,403	524,413	17,341	196,930	4,282	209,989	314,424
Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	103,503	103,503	...	...	...	...	103,503
Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	981,375	981,375	...	...	...	...	981,375
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	145,595	145,595	...	...	...	...	145,595
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	23,664	1,367	1,698	2,005	261	236	529	...	1,317	...	...	24	31,101	...	238	238	...	31,101

TABLEAU 5

Sommaire général
Dépenses par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages[3] (8)	Construction et/ou acquisition de machines et de matériel[3] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Service de la dette publique[5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins: recettes créditées aux dépenses[7] — Provenant de tiers (13)	Internes du gouvernement — Recettes (16)	Internes du gouvernement — Moins: Recettes et autres recouvrements inclus dans (16)[6]	Total	Total des dépenses nettes
	Archives nationales du Canada	36,800	2,177	1,170	8,138	325	2,449	2,104	...	4,887	2,091	...	1,143	61,284	...	36	36	...	61,284
	Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	17,891	17,891	...	...	...	...	17,891
	Office national du film	40,955	4,807	14,634	2,414	9,667	958	4,684	...	3,278	574	...	346	82,317	8,148	2,894	...	11,042	71,275
	Bibliothèque nationale	24,018	1,217	631	7,316	289	296	3,677	...	1,044	49	...	13	38,550	...	1,122	1,122	...	38,550
	Musée nationaux du Canada	56,193	4,006	3,475	27,473	688	3,205	12,077	14,356	4,668	1	...	194	126,336	3,546	276	186	3,636	122,700
	Total du ministère	**309,963**	**206,648**	**25,776**	**67,544**	**15,198**	**11,849**	**31,698**	**17,372**	**27,504**	**91,326**	**...**	**1,307,487**	**2,112,365**	**29,035**	**201,496**	**5,864**	**224,667**	**1,887,698**
9	Conseil du Trésor																		
	Secrétariat	505,767	1,605	2,602	9,860	57	274	473	...	3,368	396	...	6,131	530,533	...	46,034	2,624	43,410	487,123
	Contrôleur général	11,634	207	872	1,487	88	68	122	...	531	...	...	943	15,952	...	740	740	...	15,952
	Total du ministère	**517,401**	**1,812**	**3,474**	**11,347**	**145**	**342**	**595**	**...**	**3,899**	**396**	**...**	**7,074**	**546,485**	**...**	**46,774**	**3,364**	**43,410**	**503,075**
10	Conseil privé																		
	Département	36,467	4,615	1,983	10,398	958	897	1,930	...	3,250	65	...	390	60,953	...	2,943	2,943	...	60,953
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1,057	669	116	767	610	9	65	...	34	...	...	3	3,330	...	(1)	(1)	...	3,330
	Directeur général des élections	4,155	604	842	2,321	73	133	635	...	168	13,612	...	43	22,586	...	15	15	...	22,586
	Commissaire aux langues officielles	8,968	728	1,193	943	73	157	252	...	400	...	...	(1)	12,713	...	541	541	...	12,713
	Conseil économique du Canada	7,533	369	196	912	147	77	191	...	264	...	...	1	9,690	...	69	69	...	9,690
	Administration du pipe-line du Nord	80	4	4	98	15	(1)	1	...	...	...	...	...	202	...	(1)	(1)	...	202
	Commission des relations de travail dans la Fonction publique	7,736	543	224	624	242	89	171	...	361	...	...	...	9,990	...	84	84	...	9,990
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	658	138	37	455	8	5	21	...	77	...	...	(1)	1,399	...	...	...	...	1,399
	Total du ministère	**66,654**	**7,670**	**4,595**	**16,518**	**2,126**	**1,367**	**3,266**	**...**	**4,554**	**13,677**	**...**	**436**	**120,863**	**...**	**3,652**	**3,652**	**...**	**120,863**

11	**Consommateurs et Sociétés**																		
	Département	112,544	9,472	2,793	11,944	895	2,575	4,324	...	6,064	26,801	...	480	177,892	...	245	245	...	177,892
	Tribunal de la concurrence	580	55	116	328	65	23	38	...	38	...	...	2	1,245	...	(3)	(3)	...	1,245
	Commission du droit d'auteur	276	90	74	209	55	(1)	37	...	102	...	...	(1)	843	...	...	...	...	843
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	827	91	40	216	10	46	43	...	55	...	...	(1)	1,328	...	...	...	...	1,328
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	1,366	120	100	794	23	20	96	...	66	...	...	5	2,590	...	2	2	...	2,590
	Commission de révision des marchés publics	565	38	43	176	8	47	56	...	134	...	...	(1)	1,067	...	...	...	...	1,067
	Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7,564	7,564	...	...	...	...	7,564
	Total du ministère	**116,158**	**9,866**	**3,166**	**13,667**	**1,056**	**2,711**	**4,594**	...	**6,459**	**26,801**	...	**8,051**	**192,529**	...	**244**	**244**	...	**192,529**
12	**Défense nationale**																		
	Département	5,243,311	563,445	31,831	741,038	85,466	801,779	1,314,873	299,448	2,209,122	569,434	...	61,464	11,921,211	347,000	14,435	...	361,435	11,559,776
	Protection civile Canada	5,607	2,514	586	2,186	77	305	274	45	1,202	10,248	...	30	23,074	...	...	...	...	23,074
	Total du ministère	**5,248,918**	**565,959**	**32,417**	**743,224**	**85,543**	**802,084**	**1,315,147**	**299,493**	**2,210,324**	**579,682**	...	**61,494**	**11,944,285**	**347,000**	**14,435**	...	**361,435**	**11,582,850**
13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**	**18,666**	**2,615**	**540**	**5,820**	**203**	**272**	**428**	...	**1,381**	**107,534**	...	**9**	**137,468**	...	**1,648**	**1,648**	...	**137,468**
14	**Emploi et Immigration**																		
	Département/Commission	1,081,754	106,321	26,211	142,380	97,960	13,606	21,910	...	29,564	1,900,355	...	2,425,806	5,845,867	...	1,093,075	3,004	1,090,071	4,755,796
	Conseil consultatif sur la situation de la femme	1,977	443	305	464	43	13	51	...	88	...	...	...	3,384	...	...	...	...	3,384
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	37,322	4,250	521	5,387	673	435	961	...	2,363	...	...	45	51,957	...	...	...	...	51,957
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	2,404	217	279	607	41	4	92	...	7	...	...	(1)	3,651	...	...	...	...	3,651
	Total du ministère	**1,123,457**	**111,231**	**27,316**	**148,838**	**98,717**	**14,058**	**23,014**	...	**32,022**	**1,900,355**	...	**2,425,851**	**5,904,859**	...	**1,093,075**	**3,004**	**1,090,071**	**4,814,788**
15	**Énergie, Mines et Ressources**																		
	Département	256,817	23,044	10,295	84,670	9,925	18,119	27,574	6,155	42,705	375,724	...	608	855,636	844	17,104	12,351	5,597	850,039
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	17,411	1,992	325	5,273	132	283	667	...	2,300	157	...	2	28,542	...	166	166	...	28,542
	Énergie atomique du Canada, Limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	205,640	205,640	...	...	...	...	205,640
	Office national de l'énergie	18,878	1,195	160	1,056	651	458	465	...	705	...	...	13	23,581	...	71	71	...	23,581
	La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	49,300	49,300	...	...	...	...	49,300
	Total du ministère	**293,106**	**26,231**	**10,780**	**90,999**	**10,708**	**18,860**	**28,706**	**6,155**	**45,710**	**375,881**	...	**255,563**	**1,162,699**	**844**	**17,341**	**12,588**	**5,597**	**1,157,102**

TABLEAU 5

Sommaire général
Dépenses par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages[3] (8)	Construction et/ou acquisition de machines et de matériel[3] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Service de la dette publique[5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	*Moins*: recettes créditées aux dépenses[7] — Provenant de tiers (13)	*Moins*: recettes créditées aux dépenses[7] — Internes du gouvernement — Recettes (16)	*Moins*: recettes créditées aux dépenses[7] — Internes du gouvernement — *Moins*: Recettes et autres recouvrements inclus dans (16)[8]	*Moins*: recettes créditées aux dépenses[7] — Total	Total des dépenses nettes
16	**Environnement**	**500,482**	**61,102**	**18,303**	**134,320**	**33,001**	**30,677**	**57,155**	**42,445**	**61,664**	**29,632**	**...**	**1,586**	**970,367**	**...**	**39,643**	**605**	**39,038**	**931,329**
17	**Finances**																		
	Département	43,395	7,047	19,172	10,231	1,857	1,927	74,559	...	11,126	8,464,200	38,937,257	9,100	47,579,871	...	24,726	18,821	5,905	47,573,966
	Vérificateur général	37,088	3,656	348	7,117	272	522	772	...	2,340	481	...	18	52,614	...	655	655	...	52,614
	Tribunal canadien du commerce extérieur	6,521	530	180	1,264	92	54	208	...	856	...	...	3	9,708	...	24	24	...	9,708
	Bureau du surintendant des institutions financières	21,943	1,574	771	13,611	100	301	394	...	630	...	...	7	39,331	33,082	...	...	33,082	6,249
	Privatisation et affaires réglementaires	4,498	122	156	3,223	31	9	75	...	107	...	...	333	8,554		453	453	...	8,554
	Total du ministère	**113,445**	**12,929**	**20,627**	**35,446**	**2,352**	**2,813**	**76,008**	**...**	**15,059**	**8,464,681**	**38,937,257**	**9,461**	**47,690,078**	**33,082**	**25,858**	**19,953**	**38,987**	**47,651,091**
18	**Forêts**	**71,097**	**7,254**	**2,286**	**11,614**	**647**	**1,575**	**6,200**	**2,288**	**5,659**	**125,129**	**...**	**53**	**233,802**	**...**	**646**	**...**	**646**	**233,156**
19	**Gouverneur général**	**6,402**	**1,089**	**298**	**781**	**193**	**25**	**1,562**	**...**	**467**	**12**	**...**	**(1)**	**10,829**	**...**	**289**	**289**	**...**	**10,829**
20	**Industrie, Sciences et Technologie**																		
	Département	141,425	17,003	34,005	45,674	2,228	2,631	4,224	...	8,441	913,866	...	1,421	1,170,920	...	5,088	5,088	...	1,170,920
	Agence spatiale canadienne	5,731	767	314	20,670	125	312	633	...	1,035	25,005	...	25	54,617	...	2	2	...	54,617
	Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	53,963	53,963	...	...	...	...	53,963
	Banque fédérale de développement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	34,189	34,189	...	...	...	...	34,189
	Investissement Canada	6,855	448	147	1,012	141	233	357	...	313	...	...	3	9,509	...	...	...	...	9,509
	Conseil national de recherches du Canada	185,657	16,710	5,968	34,431	10,073	12,762	39,048	4,476	99,611	117,074	...	(38)	525,772	18,650	22,448	18,412	22,686	503,086
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	8,226	2,607	967	2,772	569	467	257	...	780	375,350	...	(1)	391,995	...	72	72	...	391,995

Conseil des sciences du Canada	2,095	365	156	230	29	23	68	...	54	...	...	(1)	3,040	...	530	530	...	3,040
Statistique Canada	219,124	14,220	5,519	10,283	6,910	2,882	5,826	...	7,696	11	...	17	272,488	11,945	15,716	82	27,579	244,909
Société canadienne des postes	...	184,500	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	184,500	...	...	...	...	184,500
Total du ministère	**569,113**	**236,620**	**47,076**	**115,092**	**20,075**	**19,312**	**50,413**	**4,476**	**117,930**	**1,431,306**	...	**89,580**	**2,700,993**	**30,595**	**43,856**	**24,186**	**50,365**	**2,650,728**
21 Justice																		
Département	99,299	7,214	2,468	13,958	707	1,047	2,586	...	3,722	267,352	...	166	398,519	...	8,897	8,897	...	398,519
Commission canadienne des droits de la personne	10,170	951	311	1,456	98	119	306	...	614	...	...	2	14,027	...	...	...	...	14,027
Commissaire à la magistrature fédérale	113,866	7,753	377	1,860	42	76	108	...	197	20,977	...	1,934	147,190	...	...	...	...	147,190
Cour fédérale du Canada	10,635	948	3	1,181	128	258	1,114	...	1,708	...	...	2	15,977	...	134	134	...	15,977
Commission de réforme du droit du Canada	2,014	424	212	1,714	47	21	150	...	182	...	...	(1)	4,764	...	...	...	...	4,764
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	4,448	258	64	736	13	11	68	...	132	...	...	21	5,751	...	...	...	...	5,751
Cour suprême du Canada	7,459	1,026	391	824	131	392	1,237	...	854	883	...	2	13,199	...	28	28	...	13,199
Cour canadienne de l'impôt	3,503	551	9	1,035	48	901	309	...	1,109	...	...	...	7,465	...	...	...	...	7,465
Total du ministère	**251,394**	**19,125**	**3,835**	**22,764**	**1,214**	**2,825**	**5,878**	...	**8,518**	**289,212**	...	**2,127**	**606,892**	...	**9,059**	**9,059**	...	**606,892**
22 Parlement																		
Sénat	23,670	3,671	1,681	2,633	796	473	692	25	1,127	923	...	...	35,691	...	125	125	...	35,691
Chambre des communes	145,677	22,523	11,222	5,897	3,679	3,207	7,178	...	4,009	1,672	...	293	205,357	...	198	198	...	205,357
Bibliothèque du Parlement	11,743	216	27	791	236	28	948	...	304	...	...	...	14,293	...	(18)	(18)	...	14,293
Total du ministère	**181,090**	**26,410**	**12,930**	**9,321**	**4,711**	**3,708**	**8,818**	**25**	**5,440**	**2,595**	...	**293**	**255,341**	...	**305**	**305**	...	**255,341**
23 Pêches et Océans	**318,427**	**34,682**	**4,285**	**77,969**	**28,477**	**40,977**	**49,002**	**96,370**	**59,163**	**13,210**	...	**5,175**	**727,737**	...	**(1,882)**	**(1,882)**	...	**727,737**
24 Revenu national																		
Douanes et Accise	461,853	34,816	6,771	48,653	3,305	7,725	11,104	2,329	30,662	...	...	601	607,819	...	104,843	104,843	...	607,819
Impôt	896,097	85,418	49,987	31,436	9,014	12,064	15,725	5	38,158	95	...	364	1,138,363	47,678	42,399	2,164	87,913	1,050,450
Total du ministère	**1,357,950**	**120,234**	**56,758**	**80,089**	**12,319**	**19,789**	**26,829**	**2,334**	**68,820**	**95**	...	**965**	**1,746,182**	**47,678**	**147,242**	**107,007**	**87,913**	**1,658,269**
25 Santé nationale et Bien-être social																		
Département	428,457	105,375	21,869	173,971	6,088	9,853	116,906	26,155	27,174	30,779,093	...	1,883	31,696,824	57,150	687	687	57,150	31,639,674
Conseil de recherches médicales	2,849	1,102	352	446	19	76	147	...	93	197,339	...	...	202,423	...	2	2	...	202,423
Total du ministère	**431,306**	**106,477**	**22,221**	**174,417**	**6,107**	**9,929**	**117,053**	**26,155**	**27,267**	**30,976,432**	...	**1,883**	**31,899,247**	**57,150**	**689**	**689**	**57,150**	**31,842,097**

TABLEAU 5

Sommaire général
Dépenses par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages[3] (8)	Construction et/ou acquisition de machines et de matériel[3] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Service de la dette publique[5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins: recettes créditées aux dépenses[7] — Provenant de tiers (13)	Moins: recettes créditées aux dépenses[7] — Internes du gouvernement — Recettes (16)	Moins: recettes créditées aux dépenses[7] — Internes du gouvernement — *Moins*: Recettes et autres recouvrements inclus dans (16)[8]	Moins: recettes créditées aux dépenses[7] — Total	Total des dépenses nettes
26	Secrétariat d'État																		
	Département	133,087	9,746	9,254	36,265	950	2,142	4,304	...	7,884	2,947,060	...	76	3,150,768	...	1,484	1,484	...	3,150,768
	Centre canadien de gestion	5,631	355	312	1,973	102	46	281	...	1,097	150	...	4	9,951	...	533	533	...	9,951
	Ministère d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	13,329	2,011	3,069	5,799	158	116	641	...	691	79,778	...	263,981	369,573	...	...	...	...	369,573
	Commission de la Fonction publique	117,175	6,678	4,510	6,579	3,583	1,083	1,949	...	3,112	...	...	2,677	147,346	552	13,479	2,915	11,116	136,230
	Conseil de recherches en sciences humaines	4,764	588	192	441	84	126	114	...	711	74,580	...	(1)	81,600	...	101	101	...	81,600
	Total du ministère	**273,986**	**19,378**	**17,337**	**51,057**	**4,877**	**3,513**	**7,289**	**...**	**13,495**	**3,101,568**	**...**	**266,738**	**3,759,238**	**552**	**15,597**	**5,033**	**11,116**	**3,748,122**
27	Solliciteur général																		
	Département	15,610	1,881	634	4,181	253	239	563	...	1,314	4,038	...	46	28,759	...	342	342	...	28,759
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	163,893	163,893	...	209	209	...	163,893
	Service correctionnel	529,959	23,103	679	121,673	2,127	10,895	79,375	58,294	19,873	14,003	...	16,214	876,195	...	10,703	10,703	...	876,195
	Commission nationale des libérations conditionnelles	18,473	2,323	267	676	52	191	275	...	301	...	...	7	22,565	...	...	...	...	22,565
	Gendarmerie royale du Canada	1,093,376	106,918	841	82,993	27,595	37,308	72,282	44,343	61,200	33,822	...	20,024	1,580,702	508,691	6,479	1,745	513,425	1,067,277
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	670	70	25	175	8	4	27	...	51	...	...	(1)	1,010	...	...	...	...	1,010
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	1,403	233	117	864	22	36	95	...	245	...	...	(1)	3,015	...	...	...	...	3,015
	Total du ministère	**1,659,491**	**134,528**	**2,563**	**210,562**	**30,057**	**48,673**	**152,617**	**102,637**	**82,964**	**51,863**	**...**	**200,184**	**2,676,139**	**508,691**	**17,733**	**12,999**	**513,425**	**2,162,714**

28 Transports																		
Département	1,093,417	127,342	17,383	371,707	17,597	156,701	155,214	153,772	271,156	251,337	...	1,011,599	3,627,225	1,007,802	149,195	2,320	1,154,677	2,472,548
Bureau canadien de la sécurité aérienne	12,144	1,599	269	1,549	116	322	449	...	916	...	...	5	17,369	...	46	46	...	17,369
Tribunal de l'aviation civile	509	130	6	187	4	14	37	...	...	...	...	1	888	...	...	...	...	888
Administrateur de l'Office du transport du grain	1,642	332	127	270	49	44	54	...	79	1,501	...	(1)	4,098	...	(1)	(1)	...	4,098
Office national des transports	30,017	2,358	424	1,844	148	479	840	...	1,353	716,689	...	9	754,161	...	39	39	...	754,161
Total du ministère	**1,137,729**	**131,761**	**18,209**	**375,557**	**17,914**	**157,560**	**156,594**	**153,772**	**273,504**	**969,527**	...	**1,011,614**	4,403,741	**1,007,802**	**149,280**	**2,405**	**1,154,677**	**3,249,064**
29 Travail																		
Département	108,932	4,520	1,761	16,913	223	749	1,785	...	3,328	128,688	...	1,177	268,076	36,519	1,110	635	36,994	231,082
Conseil canadien des relations du travail	6,286	874	80	509	190	78	150	...	146	...	...	23	8,336	...	...	...	...	8,336
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	6,905	969	664	491	64	202	296	...	201	...	...	...	9,792	1,104	87	...	1,191	8,601
Total du ministère	**122,123**	**6,363**	**2,585**	**17,913**	**477**	**1,029**	**2,231**	...	**3,675**	**128,688**	...	**1,200**	**286,204**	**37,623**	**1,197**	**635**	**38,185**	**248,019**
30 Travaux publics																		
Département	405,498	33,317	6,537	467,666	523,975	323,856	185,543	589,940	26,574	308,949	...	624,547	3,496,402	295,963	2,019,855	14,886	2,300,932	1,195,470
Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,735,079	1,735,079	...	...	...	...	1,735,079
Commission de la Capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	94,145	94,145	...	...	...	...	94,145
Total du ministère	**405,498**	**33,317**	**6,537**	**467,666**	**523,975**	**323,856**	**185,543**	**589,940**	**26,574**	**308,949**	...	**2,453,771**	5,325,626	**295,963**	**2,019,855**	**14,886**	**2,300,932**	**3,024,694**
SOMMAIRE																		
Total des dépenses ministérielles	**16,964,680**	**2,219,882**	**486,070**	**3,435,799**	**1,069,026**	**1,591,330**	**2,599,867**	**1,436,305**	**3,240,274**	**57,460,595**	**38,937,257**	**9,407,901**	138,848,986	**2,463,450**	**4,690,610**	**250,096**	**6,903,964**	131,945,022
Comptes à fins déterminées consolidés--																		
Compte d'assurance-chômage	(267,011)	...	...	...	...	...	...	...	...	11,439,203	(91,076)	(2,423,443)	8,657,673	...	1,082,559	...	1,082,559	9,740,232
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	...	...	...	...	...	...	...	...	...	645	(2,371)	(233,951)	(235,677)	...	...	...	...	(235,677)
Fonds de réassurance-récolte	...	...	...	...	...	...	...	...	...	96,421	...	...	96,421	...	...	...	...	96,421
Comptes de stabilisation des produits agricoles	...	...	...	...	...	...	...	...	...	553,139	(7,458)	(127,577)	418,104	...	...	...	...	418,104
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(16,099)	14,003	(2,096)	...	...	...	...	(2,096)
Sous-total	(267,011)	...	...	...	...	...	...	...	...	12,089,408	(117,004)	(2,770,968)	8,934,425	...	1,082,559	...	1,082,559	10,016,984
Provision pour évaluation	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	**715,000**	715,000	...	...	...	...	715,000

TABLEAU 5

Sommaire général
Dépenses par article courant—*Fin*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages[3] (8)	Construction et/ou acquisition de machines et de matériel[3] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Service de la dette publique[5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins: recettes créditées aux dépenses[7] — Provenant de tiers (13)	Internes du gouvernement — Recettes (16)	Internes du gouvernement — Moins: Recettes et autres recouvrements inclus dans (16)[6]	Total	Total des dépenses nettes
	Sociétés d'État consolidées[8]																		
	Dépenses nettes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	212,257	212,257	...	...	...	...	212,257
	Plus: recettes brutes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	987,914	987,914	987,914	...	...	987,914	...
	Total des dépenses des sociétés d'État consolidées[8]	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	1,200,171	1,200,171	987,914	...	...	987,914	212,257
	Total des dépenses	**16,697,669**	**2,219,882**	**486,070**	**3,435,799**	**1,069,826**	**1,591,330**	**2,599,867**	**1,436,305**	**3,240,274**	**69,590,003**	**38,820,253**	**8,552,104**	149,698,582	**3,451,364**	**3,608,051**	**250,096**	**6,809,319**	142,889,263
	Dépenses internes du gouvernement (A.C.15):																		
	-À valoir sur les recettes (Recettes fiscales et A.C. 14)	...	6,773	12,379	18,834	6,144	5,414	6,761	11,299	1,117	94,632	...	22,589	185,942	...	185,942	185,942	...	185,942
	-À valoir sur les crédits	44,643	242,797	443,719	715,351	220,247	194,052	242,342	405,038	40,032	...	2	809,732	3,357,955	...	3,357,955	...	3,357,955	...
	Total des dépenses concernant les tiers	**16,653,026**	**1,970,312**	**29,972**	**2,701,614**	**843,435**	**1,391,864**	**2,350,764**	**1,019,968**	**3,199,125**	**69,495,371**	**38,820,251**	**7,719,783**	**146,154,685**	**3,451,364**	**64,154**	**64,154**	**3,451,364**	**142,703,321**

[1] Moins de $500.
[2] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume II (partie II).
[3] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume II (partie II).
[4] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume II (partie II).
[5] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 8 du volume II (partie II).
[6] Composés des recettes fiscales et non fiscales (articles de rapport 460 à 465 et 468 respectivement) et des recouvrements des dépenses d'accroissement d'autres crédits (article de rapport 360).
[7] Comprend les recettes à valoir sur les crédits et les recettes brutes des sociétés d'État consolidées.
[8] On trouvera plus de précisions à la section 5 du volume I (tableau 5.1).

TABLEAU 6

Sommaire général
Recettes par catégorie principale

Le tableau 6 présente les recettes par catégorie principale pour chaque ministère tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les recettes brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits et les recettes des sociétés d'État consolidées. Le tableau différencie également les recettes provenant de tiers et les recettes internes du gouvernement.

Dans ce tableau, les recettes provenant de tiers représentent les recettes provenant de tiers ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada alors que les recettes internes du gouvernement représentent les recettes découlant d'opérations entre les organismes faisant partie de l'entité comptable. La définition du gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable se retrouve à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 du volume I.

Les recettes à valoir sur les crédits représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses, avec l'autorisation du Parlement, plutôt que d'être créditées aux recettes.

La colonne "Total des recettes brutes" représente les recettes provenant de toutes sources, y compris les recettes à valoir sur les crédits et les recettes des sociétés d'État consolidées. La colonne "Recettes internes du gouvernement" représente les recettes fiscales et non fiscales internes du gouvernement. La colonne "Total des recettes nettes" représente les recettes fiscales et non fiscales de sources externes et internes, non compris les recettes à valoir sur les crédits et les recettes des sociétés d'État consolidées. Cette dernière divulgue le total des recettes ministérielles avant les comptes consolidés rapporté à l'état des "Recettes" dans chaque section ministérielle de ce volume.

La dernière partie de ce tableau concilie le total des recettes rapporté par les ministères avec les recettes rapportées à l'état vérifié des recettes et dépenses à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les recettes des comptes à fins déterminées consolidés, le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, le couru des recettes non fiscales, et l'élimination des recettes internes du gouvernement. Le "Total des recettes nettes" représente toutes les recettes budgétaires inscrites dans les comptes du Canada conformément aux conventions comptables du gouvernement selon la note 1 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales						Autres		Total	Total des recettes nettes	*Plus*: recettes à valoir sur les crédits			Total des recettes brutes	Recettes internes du gouvernement
			Produits de placements[(2)]	Rémunérations de services	Privilèges, licences et permis	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	des recettes non fiscales	recettes non fiscales		Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total		
2	**Affaires extérieures**																
	Département	...	2,970	393	27,102	18,420	321	...	...	9,723	58,929	58,929	29,738	450	30,188	89,117	5,414
	Agence canadienne de développement international	...	2,174	147	...	4,875	...	...	...	323	7,519	7,519	...	...	...	7,519	...
	Société pour l'expansion des exportations	...	38,328	...	...	...	...	...	...	13,883	52,211	52,211	...	...	...	52,211	...
	Commission mixte internationale	...	...	...	...	8	...	...	...	446	454	454	...	...	...	454	2
	Total du ministère	...	**43,472**	**540**	**27,102**	**23,303**	**321**	...	...	**24,375**	**119,113**	**119,113**	**29,738**	**450**	**30,188**	**149,301**	**5,416**

TABLEAU 6

Sommaire général
Recettes par catégorie principale—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales: Produits de placements[2]	Rémunérations de services	Privilèges, licences et permis	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	*Plus:* recettes à valoir sur les crédits: Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total	Total des recettes brutes	Recettes internes du gouvernement
3	**Affaires indiennes et Nord canadien**	...	**15,325**	**1,301**	**24,769**	**10,975**	**1,016**	...	...	**319**	**53,705**	53,705	...	...	...	53,705	**484**
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**	...	**9,619**	**1,621**	...	**7,626**	...	...	...	**1**	**18,867**	**18,867**	...	...	...	18,867	**5**
5	**Agriculture**																
	Département	...	399,128	53,724	3,242	25,107	8,138	...	...	34,415	523,754	523,754	15,652	...	15,652	539,406	...
	Commission canadienne du lait	...	...	...	...	4	...	...	...	...	4	4	...	...	...	4	...
	Office canadien des provendes	...	...	...	...	141	(1)	...	...	...	141	141	...	...	...	141	...
	Total du ministère	...	**399,128**	**53,724**	**3,242**	**25,252**	**8,138**	...	...	**34,415**	**523,899**	**523,899**	**15,652**	...	**15,652**	539,551	...
6	**Anciens combattants**	...	**4,987**	**33,224**	...	**7,272**	**1,403**	...	...	**137**	**47,023**	**47,023**	...	...	...	47,023	**16**
7	**Approvisionnements et Services**	...	**97,905**	**36**	...	**379**	**19,271**	...	...	**19,754**	**137,345**	137,345	**22,045**	**818,565**	**840,610**	977,955	**19,860**
8	**Communications**																
	Département	...	1,201	2,006	85,986	791	33	...	...	3,102	93,119	93,119	17,341	192,648	209,989	303,108	3,239
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	...	61,170	19	...	...	...	43	61,232	61,232	...	...	...	61,232	...
	Archives nationales du Canada	...	...	160	...	178	...	...	...	2	340	340	...	...	...	340	36
	Office national du film	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	8,148	2,894	11,042	11,042	1,122
	Bibliothèque nationale	...	...	1,806	...	132	...	...	...	7	1,945	1,945	...	...	...	1,945	...
	Musées nationaux du Canada	...	...	5,873	...	878	...	...	...	1	6,752	6,752	3,546	90	3,636	10,388	118
	Total du ministère	...	**1,201**	**9,845**	**147,156**	**1,998**	33	...	...	**3,155**	**163,388**	163,388	**29,035**	**195,632**	**224,667**	388,055	**4,515**

9 Conseil du Trésor																
Secrétariat	...	...	(1)	...	1,050	2	...	...	7,076	8,128	8,128	...	43,410	43,410	51,538	137
Contrôleur général	...	...	(1)	...	211	...	...	...	90	301	301	...	...	...	301	65
Total du ministère	...	...	(1) ...	...	1,261	2	...	...	7,166	8,429	8,429	...	43,410	43,410	51,839	202
10 Conseil privé																
Département	...	...	...	...	216	...	...	...	11	227	227	...	...	...	227	91
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	2	1	...	...	863	866	866	...	...	...	866	1
Directeur général des élections	...	...	...	...	307	20	...	...	15	342	342	...	...	...	342	15
Commissaire aux langues officielles	...	...	...	...	33	...	...	...	...	33	33	...	...	...	33	6
Conseil économique du Canada	...	...	...	...	14	...	...	...	86	100	100	...	...	...	100	...
Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	57	...	...	...	136	193	193	...	...	...	193	...
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	...	...	...	...	48	...	...	...	(1)	48	48	...	...	...	48	3
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	...	(1)	(1)	(1)	...	...	...	(1)	...
Total du ministère	...	...	...	...	677	21	...	...	1,111	1,809	1,809	...	...	...	1,809	116
11 Consommateurs et Sociétés																
Département	...	...	3	64,617	811	...	...	...	2,087	67,518	67,518	...	...	...	67,518	245
Tribunal de la concurrence	...	...	...	...	(2)	...	...	...	...	(2)	(2)	...	...	...	(2)	(2)
Commission de droit d'auteur	...	...	(1)	...	...	...	...	...	...	(1)	(1)	...	...	...	(1)	...
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	249	...	18	...	...	...	...	267	267	...	...	...	267	...
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	33	...	...	...	...	33	33	...	...	...	33	2
Total du ministère	...	...	252	64,617	860	...	...	...	2,087	67,816	67,816	...	...	...	67,816	245
12 Défense nationale	...	1,411	...	...	73,748	...	...	...	13,973	89,132	89,132	347,000	14,435	361,435	450,567	...
13 Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	...	525	1,492	...	7,529	...	...	...	7	9,553	9,553	...	...	...	9,553	1,368
14 Emploi et Immigration																
Département/Commission	...	420	23,406	...	15,955	...	...	...	7,664	47,445	47,445	...	1,090,071	1,090,071	1,137,516	1,144
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	...	...	15	(1)	...	...	1	16	16	...	...	...	16	...
Condition féminine--Bureau de la coordonnatrice	...	...	...	...	5	...	...	...	(1)	5	5	...	...	...	5	...
Total du ministère	...	420	23,406	...	15,975	(1) ...	...	...	7,665	47,466	47,466	...	1,090,071	1,090,071	1,137,537	1,144

TABLEAU 6

Sommaire général
Recettes par catégorie principale—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales: Produits de placements[2]	Rémunérations de services	Privilèges, licences et permis	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	*Plus:* recettes à valoir sur les crédits: Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total	Total des recettes brutes	Recettes internes du gouvernement
15	Énergie, Mines et Ressources																
	Département	...	71,963	4,663	4,073	73,548	5,453	...	...	23,012	182,712	182,712	844	4,753	5,597	188,309	5,828
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	...	...	(1)	2	61	...	...	...	(1)	63	63	...	...	...	63	3
	Office national de l'énergie	...	...	142	...	6	1	...	...	72	221	221	...	...	...	221	71
	Total du ministère	...	**71,963**	**4,805**	**4,075**	**73,615**	**5,454**	...	...	**23,084**	**182,996**	**182,996**	**844**	**4,753**	**5,597**	**188,593**	**5,902**
16	**Environnement**	...	...	**6,622**	**36,470**	**3,327**	**2,344**	...	...	**765**	**49,528**	**49,528**	...	**39,038**	**39,038**	**88,566**	**112**
17	Finances																
	Département	...	4,350,435	103	...	439	5	355,235	...	6,289	4,712,506	4,712,506	...	5,905	5,905	4,718,411	8,901
	Vérificateur général	...	...	358	...	99	...	...	...	22	479	479	...	...	...	479	143
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	...	...	24	...	...	...	...	24	24	...	...	...	24	24
	Bureau du surintendant des institutions financières	1,479	...	...	...	33	...	...	...	...	33	1,512	33,082	...	33,082	34,594	...
	Privatisation et affaires réglementaires	...	20,472	(1)	...	217	147,264	...	...	6	167,959	167,959	...	...	...	167,959	...
	Total du ministère	**1,479**	**4,370,907**	**461**	...	**812**	**147,269**	**355,235**	...	**6,317**	**4,881,001**	**4,882,480**	**33,082**	**5,905**	**38,987**	**4,921,467**	**9,068**
18	**Forêts**	...	...	(1)	**94**	**497**	**69**	...	...	**2**	**662**	**662**	...	**646**	**646**	**1,308**	...
19	**Gouverneur général**	...	...	...	...	**34**	...	...	...	...	**34**	**34**	...	...	...	**34**	**34**
20	Industrie, Sciences et Technologie																
	Département	...	29,045	7,117	...	210,007	...	...	...	874	247,043	247,043	...	...	...	247,043	237
	Agence spatiale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	1,343	1,343	1,343	...	...	...	1,343	...
	Investissement Canada	...	...	(1)	...	60	...	...	...	...	60	60	...	...	...	60	...
	Conseil national de recherches du Canada	...	...	...	...	993	...	...	...	27	1,020	1,020	18,650	4,036	22,686	23,706	9

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	...	...	915	...	...	...	1	916	916	...	...	...	916	16
Conseil des sciences du Canada	...	...	...	...	(1)	...	...	...	...	(1)	(1)	...	...	...	(1)	...
Statistique Canada	...	...	...	...	288	...	...	...	92	380	380	11,945	15,634	27,579	27,959	82
Total du ministère	**...**	**29,045**	**7,117**	**...**	**212,263**	**...**	**...**	**...**	**2,337**	**250,762**	**250,762**	**30,595**	**19,670**	**50,265**	**301,027**	**344**
21 Justice																
Département	...	...	758	...	8,144	...	...	...	1,694	10,596	10,596	...	...	...	10,596	131
Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	...	...	...	...	21	21	21	...	...	...	21	...
Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	...	3	...	...	...	5,397	5,400	5,400	...	...	...	5,400	...
Cour fédérale du Canada	...	...	475	...	19	...	...	...	1	495	495	...	...	...	495	134
Commission de réforme du droit du Canada	...	...	...	...	(1)	...	...	...	(1)	(1)	(1)	...	...	...	(1)	...
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	(1)	(1)	(1)	...	...	...	(1)	...
Cour suprême du Canada	...	...	24	...	15	75	...	...	70	184	184	...	...	...	184	28
Cour canadienne de l'impôt	...	...	...	...	29	7	...	...	...	36	36	...	...	...	36	...
Total du ministère	**...**	**...**	**1,257**	**...**	**8,210**	**82**	**...**	**...**	**7,183**	**16,732**	**16,732**	**...**	**...**	**...**	**16,732**	**293**
22 Parlement																
Sénat	...	...	11	...	86	3	...	...	139	239	239	...	...	...	239	13
Chambre des communes	...	...	...	(1)	633	...	...	...	850	1,483	1,483	...	...	...	1,483	198
Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	22	...	...	...	1	23	23	...	...	...	23	18
Total du ministère	**...**	**...**	**11**	**(1)**	**741**	**3**	**...**	**...**	**990**	**1,745**	**1,745**	**...**	**...**	**...**	**1,745**	**229**
23 Pêches et Océans	**...**	**6,735**	**822**	**23,326**	**2,022**	**2,514**	**...**	**...**	**8,153**	**43,572**	**43,572**	**...**	**...**	**...**	**43,572**	**489**
24 Revenu national																
Douanes et Accise	28,190,350	164	6,662	383	1,753	1,991	...	...	63,985	74,938	28,274,288	...	...	...	28,274,288	103,925
Impôt	66,557,791	...	6,935	...	2,498	2	...	...	4,022	13,457	66,571,248	47,678	40,235	87,913	66,659,161	779
Total du ministère	**94,757,141**	**164**	**13,597**	**383**	**4,251**	**1,993**	**...**	**...**	**68,007**	**88,395**	**94,845,536**	**47,678**	**40,235**	**87,913**	**94,933,449**	**104,704**
25 Santé nationale et Bien-être social																
Département	...	...	28,284	8	4,440	211	...	...	52,043	84,986	84,986	57,150	...	57,150	142,136	686
Conseil de recherches médicales	...	...	...	...	279	...	...	...	(1)	279	279	...	...	...	279	2
Total du ministère	**...**	**...**	**28,284**	**8**	**4,719**	**211**	**...**	**...**	**52,043**	**85,265**	**85,265**	**57,150**	**...**	**57,150**	**142,415**	**688**

TABLEAU 6

Sommaire général
Recettes par catégorie principale—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales: Produits de placements[2]	Rémunérations de services	Privilèges, licences et permis	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	Plus: recettes à valoir sur les crédits: Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total	Total des recettes brutes	Recettes internes du gouvernement
26	**Secrétariat d'État**																
	Département	...	...	...	...	4,036	...	...	...	81,248	85,284	85,284	...	...	...	85,284	1,106
	Centre canadien de gestion	...	...	3	...	(1)	...	...	...	...	3	3	...	...	...	3	...
	Ministère d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	...	...	...	5,525	...	...	...	...	1	5,526	5,526	...	...	...	5,526	...
	Commission de la Fonction publique	...	...	294	...	787	...	...	...	185	1,266	1,266	552	10,564	11,116	12,382	375
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	...	...	670	...	...	...	(1)	670	670	...	...	...	670	...
	Total du ministère	...	...	**297**	**5,525**	**5,493**	...	...	...	**81,434**	**92,749**	**92,749**	**552**	**10,564**	**11,116**	**103,865**	**1,481**
27	**Solliciteur général**																
	Département	...	...	(1)	...	272	...	...	...	...	272	272	...	...	...	272	...
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	303	...	...	...	126	429	429	...	...	...	429	209
	Service correctionnel	...	...	1,388	176	2,707	20,436	...	...	239	24,946	24,946	...	...	...	24,946	10,015
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	...	15	...	...	...	(1)	15	15	...	...	...	15	...
	Gendarmerie royale du Canada	...	219	2	4,470	4,147	4,933	...	...	853	14,624	14,624	508,691	4,734	513,425	528,049	1,746
	Total du ministère	...	**219**	**1,390**	**4,646**	**7,444**	**25,369**	...	...	**1,218**	**40,286**	**40,286**	**508,691**	**4,734**	**513,425**	**553,711**	**11,970**
28	**Transports**																
	Département	...	58,185	...	598	23,311	46	...	...	24,915	107,055	107,055	1,007,802	146,875	1,154,677	1,261,732	2,268
	Bureau canadien de la sécurité aérienne	...	...	...	...	64	...	...	...	22	86	86	...	...	...	86	21
	Tribunal de l'aviation civile	...	...	...	...	2	...	...	...	13	15	15	...	...	...	15	...
	Administrateur de l'Office du transport du grain	...	...	...	539	1	(1)	...	...	...	540	540	...	...	...	540	...
	Office national des transports	...	...	1	(1)	70	1	...	...	...	72	72	...	...	...	72	39
	Total du ministère	...	**58,185**	**1**	**1,137**	**23,448**	**47**	...	...	**24,950**	**107,768**	**107,768**	**1,007,802**	**146,875**	**1,154,677**	**1,262,445**	**2,328**

29	**Travail**																
	Département	...	...	4	...	178	...	...	...	29	211	211	36,519	475	36,994	37,205	42
	Conseil canadien des relations du travail	...	...	...	...	4	18	...	...	2	24	24	...	...	...	24	1
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,104	87	1,191	1,191	...
	Total du ministère	...	...	4	...	182	18	...	...	31	235	235	37,623	562	38,185	38,420	43
30	**Travaux publics**																
	Département	...	964	333	5,221	(2,891)	11,868	...	...	29,347	44,842	44,842	295,963	2,004,969	2,300,932	2,345,774	14,886
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	822,459	...	...	33,537	45	...	...	20,923	876,964	876,964	...	...	...	876,964	...
	Total du ministère	...	823,423	333	5,221	30,646	11,913	...	...	50,270	921,806	921,806	295,963	2,004,969	2,300,932	3,222,738	14,886
	Total des recettes ministérielles avant les comptes consolidés	94,758,620	5,934,634	190,442	347,771	554,559	227,491	355,235	...	440,949	8,051,881	102,809,701	2,463,450	4,440,514	6,903,964	109,713,665	185,942
	Comptes à fins déterminées consolidés—																
	Cotisations et contributions d'assurance-chômage	10,738,289	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10,738,289	...	...	...	10,738,289	...
	Dépenses d'administration de l'assurance-chômage	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(1,082,559)	(1,082,559)	(1,082,559)	...
	Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	(275)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(275)	...	...	...	(275)	...
	Fonds de réassurance-récolte	...	...	...	...	...	...	...	...	397	397	397	...	...	...	397	...
	Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	...	(145,716)	...	...	...	...	...	...	156,108	10,392	10,392	...	...	...	10,392	...
	Comptes de stabilisation des produits agricoles	...	(2,536)	...	...	...	...	...	...	165,852	163,316	163,316	...	...	...	163,316	...
	Fonds de recherche—Étude de l'environnement	...	...	...	...	...	...	...	...	1,294	1,294	1,294	...	...	...	1,294	...
	Comptes d'assurance	...	...	...	...	...	...	...	...	11,006	11,006	11,006	...	...	...	11,006	...
	Autres comptes à fins déterminées	...	...	...	...	...	...	...	...	5,630	5,630	5,630	...	...	...	5,630	...
	Redressement du Compte du fonds de change [(4)]	...	61,827	...	...	...	...	...	...	...	61,827	61,827	...	...	...	61,827	...
	Recettes non fiscales courues	...	11,000	...	...	...	...	...	...	80,000	91,000	91,000	...	...	...	91,000	...
	Total des recettes	105,496,634	5,859,209	190,442	347,771	554,559	227,491	355,235	...	861,236	8,395,943	113,892,577	2,463,450	3,357,955	5,821,405	119,713,982	185,942
	Recettes internes du gouvernement:																
	—à valoir sur les recettes	(101,049)	(8,899)	(5,732)	(3,045)	(7,377)	(10,990)	...	...	(48,850)	(84,893)	(185,942)	...	...	...	(185,942)	...
	—à valoir sur les crédits	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(3,357,955)	(3,357,955)	(3,357,955)	(185,942)

TABLEAU 6

Sommaire général
Recettes par catégorie principale—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales									Total des recettes nettes	*Plus*: recettes à valoir sur les crédits			Total des recettes brutes	Recettes internes du gouvernement
			Produits de placements[2]	Rémunérations de services	Privilèges, licences et permis	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales		Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total		
	Total des recettes nettes provenant de tiers	**105,395,585**	**5,850,310**	**184,710**	**344,726**	**547,182**	**216,501**	**355,235**	...	**812,386**	**8,311,050**	**113,706,635**[5]	**2,463,450**		**2,463,450**	**116,170,085**	
	Recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers	494,573	28,937	1,215,722	242,313	3,385	206,061	...	...	272,459	1,968,877		(2,463,450)[5]		(2,463,450)[5]		
	Sociétés d'État consolidées[3]	...	87,501	...	...	...	...	...	...	900,413	987,914					987,914[5]	
	Total des recettes brutes provenant de tiers	**105,890,158**	**5,966,748**	**1,400,432**	**587,039**	**550,567**	**422,562**	**355,235**	...	**1,985,258**	**11,267,841**					**117,157,999**[5]	

(1) Moins de $500.
(2) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 11 du volume II (partie II).
(3) On trouvera plus de précisions à la section 5 du volume I (tableau 5.1).
(4) Afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.
(5) Le total des recettes brutes provenant de tiers est la somme du total des recettes nettes provenant de tiers, des recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers et des recettes brutes des sociétés d'État consolidées.

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
2		**Affaires extérieures**		
		Département		
		Programme des intérêts du Canada à l'étranger		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux, et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par lesdits organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays	669,263,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		19,787,000
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $15,052,000 du crédit 5 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		7,296,798
	2c	Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada certaines créances envers Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant à $9,201.45, soit le capital de 19 comptes dus par 19 débiteurs découlant de prêts d'affectation accordés à des anciens employés		9,202
	5	Dépenses en capital	133,853,000	
	5b	Dépenses en capital		3,635,000
	10	Subventions inscrites au Budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas $50,000,000, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1988 à	213,736,356	
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions		1,103,000
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions		21,785,000
	L11	Pour porter de $14,500,000 à $22,500,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission ou recrutés sur place à l'étranger, établi par le crédit L12c de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits	8,000,000	
	L12	Pour porter de $30,000,000 à $50,000,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la Loi des subsides n° 2 de 1954	20,000,000	
		Programme des expositions internationales		
	15	Dépenses du programme et contributions	480,000	
	15c	Dépenses du programme		1,384,000
		Corporation commerciale canadienne		
	20	Dépenses du programme	20,089,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Agence canadienne de développement international		
	25	Dépenses de fonctionnement et autorisation a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement; et b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement, conformément au Règlement d'assistance aux stagiaires et coopérants adopté en vertu du décret en conseil CP 1978-1268 du 20 avril 1978, y compris les modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne: i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; ii) le soutien de personnes des pays en développement en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; et iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement	101,950,000	
	30	Subventions et contributions inscrites au Budget et paiements aux institutions financières internationales conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières), à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	1,789,700,000	
	30b	Contributions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,199,999 du crédit 25 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	30c	Subventions inscrites au Budget		1
	L35	Délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser $223,600,000 conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales	1	
	L35c	Élargir les fins du crédit L35 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90, pour augmenter de $223,600,000 à $244,000,000 la valeur de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables qui peuvent être émis conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales		1
	L40	Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières): a) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $6,100,000 à la Banque africaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de $5,066,670 É-U	1	
	L40c	Élargir les fins du crédit L40 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90, pour inclure: b) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables évalués à $2,600,000 à la Banque interaméricaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de $2,184,930 É-U		1
		Secrétariat canadien		
	42b	Dépenses du programme		1,487,000
		Centre international d'exploitation des océans		
	45	Paiements au Centre international d'exploitation des océans en vertu de la Loi sur le Centre international d'exploitation des océans	10,100,000	
		Centre de recherches pour le développement international		
	50	Versements au Centre de recherches pour le développement international	108,500,000	

		Commission mixte internationale		
	55	Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	4,528,000	
	55c	Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs		78,000
		Total du ministère—Budgétaire	**3,052,199,356**	**56,565,002**
		Non budgétaire	**28,000,002**	**2**
3		**Affaires indiennes et Nord canadien**		
		Département		
		Programme d'administration		
	1	Dépenses du programme	42,470,000	
		Programme des affaires indiennes et inuit		
	5	Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au Ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec	230,614,000	
	6b	Pour réduire de $70,000,000 à $64,000,000 le solde du Compte d'expansion économique des Indiens établi par le crédit L53b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits (Affaires indiennes et Nord canadien)		1
	7b	Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada, certaines créances envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de: a) $8,592,795, soit le capital de 689 comptes dus par 522 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Compte d'expansion économique des Indiens établi par le crédit L53b (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits; et b) $235,985, soit le capital de 48 comptes dus par 48 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Fonds d'aide au logement des Indiens établi par le crédit L51a (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi des subsides n° 9 de 1966		8,828,780
	8c	Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada, certaines créances et obligations envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de: a) $5,772,701, soit le solde en capital de 340 comptes dus par 255 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Compte d'expansion économique des Indiens établi par le crédit L53b (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits; et b) $77,251, soit le solde en capital de 16 comptes dus par 16 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Fonds d'aide au logement des Indiens établi par le crédit L51a (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi des subsides n° 9 de 1966		5,849,952

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	10	Dépenses en capital et a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du Ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes; c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le Ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments	13,196,000	
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	1,986,912,000	
	15b	Subventions inscrites au Budget		4,690,000
	15c	Subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $670,424 du crédit 1 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $7,791,563 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $5,224,500 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		585,599
	L20	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications	15,663,000	
	L20b	Prêts à des requérants autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil afin de défrayer les coûts liés à la documentation, l'élaboration et la négociation de revendications		2,700,000
	L25	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon afin de verser des prestations provisoires aux anciens du Yukon	1,207,000	
		Programme des affaires du Nord		
	30	Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	57,091,000	
	30c	Dépenses de fonctionnement		4,953,911
	31b	Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada, certaines dettes envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, au montant de: a) $220,864 soit les soldes en capital de 14 comptes dus par 9 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon établi par le crédit L81a (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits; et b) $28,396 soit les soldes en capital de 12 comptes dus par 12 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Fonds de prêts aux esquimaux établi par le crédit 546 (Ressources et développement économique) de la Loi des subsides n° 3 de 1953		249,260
	35	Dépenses en capital, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés	19,189,000	
	35c	Dépenses en capital		290,000
	40	Subventions inscrites au Budget et contributions	39,231,500	
	40b	Subventions inscrites au Budget		1,000,000
	40c	Contributions		1,710,300

		Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux		
	45	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget	189,000,000	
	45b	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $353,951 du crédit 30 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $47,400 du crédit 35 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,953,800
	45c	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,310,960 du crédit 50 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		2,718,718
	50	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest inscrits au Budget	727,000,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**3,304,703,500**	**32,830,321**
		Non budgétaire	**16,870,000**	**2,700,000**
4		**Agence de promotion économique du Canada atlantique**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	38,257,000	
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	324,381,000	
	L10	Prêts conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil afin de promouvoir l'établissement, la croissance, l'efficacité et la compétitivité sur le plan international de l'industrie canadienne ou afin de l'aider dans sa restructuration financière et de favoriser l'expansion du commerce canadien aux personnes qui se sont lancées ou qui sont sur le point de se lancer dans les industries manufacturières, de transformation ou de services dans la région du Cap-Breton	10,000,000	
		Société d'expansion du Cap-Breton		
	15	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique	10,600,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**373,238,000**	...
		Non budgétaire	**10,000,000**	...
5		**Agriculture**[1]		
		Département		
		Programme de gestion et d'administration		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contribution	57,154,000	
	2	Conformément au paragraphe 12(1) de la Loi sur le crédit agricole, porter de $225,000,000 à $625,000,000 le montant global qui peut être versé à la Société du crédit agricole aux termes de ce paragraphe	1	
		Programme agro-alimentaire		
	5	Dépenses de fonctionnement	508,180,000	
	5b	Dépenses de fonctionnement		1,213,000
	5c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $13,024,499 du crédit 15 (Agriculture) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	10	Dépenses en capital	86,462,000	
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	499,372,000	
	15b	Subventions inscrites au Budget et contributions		55,916,000
	15c	Subventions inscrites au Budget		1
		Programme des céréales et oléagineux		
	20	Dépenses de fonctionnement y compris l'autorisation d'effectuer le paiement de commissions pour des services fournis conformément à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	17,400,000	
	20b	Dépenses de fonctionnement		1,100,000
	20c	Dépenses de fonctionnement y compris l'autorisation d'effectuer le paiement de commissions pour des services fournis conformément à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,447,999 du crédit 25 (Agriculture) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	25	Commission canadienne des grains—Dépenses de fonctionnement et contributions	44,252,000	
	30	Subventions inscrites au Budget et contributions	441,980,000	
	30a	Subventions inscrites au Budget		435,929,304
	30b	Subventions inscrites au Budget		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Commission canadienne du lait		
	35	Dépenses du programme	5,028,000	
		Office canadien des provendes		
	40	Dépenses de fonctionnement	1,709,000	
	45	Contributions	18,100,000	
		Société de crédit agricole		
	50b	Conformément au paragraphe 12(1) de la Loi sur le crédit agricole, porter de $625,000,000 à $825,000,000 le montant global qui peut être versé à la *Société* aux termes de ce paragraphe		1
		Total du ministère—Budgétaire	**1,679,637,001**	**494,158,309**
		Non budgétaire	...	...
6		**Anciens combattants**		
		Département		
		Programme des anciens combattants		
	1	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants conformément à la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède	392,769,000	
	2b	Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada certaines dettes de sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement $12,030.92; consistant en une perte sur la vente de la propriété et la balance d'un emprunt effectué en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, conformément aux Parties I, II et III de cette Loi modifiée par le crédit L55, Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits; et pour autoriser le virement au présent crédit de $12,030 du crédit 5 (Anciens combattants) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	3c	Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada une dette de $10,927.55 due à Sa Majesté du chef du Canada; consistant en la balance d'un emprunt qui faisait par délégation de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, conformément aux Parties I, II et III de cette Loi modifiée par le crédit L55 de la Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits—Pour autoriser le virement de $10,927 du crédit 1, (Anciens combattants), Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1,286,693,000	
	5c	Subventions inscrites au Budget		20,000,000
		Programme de la Commission canadienne des pensions		
	10	Dépenses du programme	3,914,000	

		Programme du Bureau de services juridiques des pensions		
	15	Dépenses du programme	5,332,000	
	15b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,062,999 du crédit 1 (Anciens combattants) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
		Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants		
	20	Dépenses du programme	2,394,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,691,102,000**	**20,000,003**
		Non budgétaire	...	...
7		**Approvisionnements et Services**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et contributions y compris: a) les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la Loi sur l'assurance-chômage, du Fonds renouvelable des approvisionnements; b) dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux pour les soumissions de recherche et de développement spontanées; et c) autorisation de dépenser les recettes de l'année	255,786,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement y compris les dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux pour les soumissions de recherche et de développement spontanées		7,007,000
	3b	Paiement fait au nom du ministre d'État (Habitation) aux personnes embauchées conformément aux dispositions de l'article 39 de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique		200,000
	5	Dépenses en capital	7,419,000	
	5b	Dépenses en capital		675,000
		Total du ministère—Budgétaire	**263,205,000**	**7,882,000**
		Non budgétaire	...	...
8		**Communications**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	141,418,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		1,043,000
	2	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Conformément à l'article 12 de la Loi sur les fonds renouvelables, faire passer de $19,000,000 à $30,000,000 la somme par laquelle les dépenses globales engagées en vertu de l'article 3(3) de la Loi peuvent dépasser les recettes dont il est question dans cet article	1	
	5	Dépenses en capital	19,548,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	84,910,900	
	10b	Subvention inscrite au Budget		2,750,000
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,368,074 du crédit 1 (Communications) et de $1,257,645 du crédit 5 (Communications) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		3,706,723
	15	Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles	55,093,000	
	L20	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins de l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	10,000	
		Conseil des Arts du Canada		
	25	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi	93,472,000	
	25b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi		10,031,000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Société Radio-Canada		
	30	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	842,569,000	
	30b	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion		16,337,000
	35	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000,000	
	40	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	118,469,000	
	40c	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion—Pour autoriser le virement au présent crédit de $9,570,999 du crédit 30 (Communications) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		
	45	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	145,595,000	
		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	50	Dépenses du programme	26,581,000	
	50c	Dépenses du programme		821,000
		Archives nationales du Canada		
	55	Dépenses du programme, subvention inscrite au Budget et contributions	54,974,000	
	55c	Dépenses du programme et subvention inscrite au Budget		680,000
		Société du Centre national des Arts		
	60	Paiements à la Société du Centre national des Arts	17,891,000	
		Office national du film		
	65	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions	72,773,000	
		Bibliothèque nationale		
	70	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget	33,356,000	
		Musées nationaux du Canada		
	75	Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de $3,990,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1989-90 et 1990-91 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres articles relatifs aux fins de la Corporation et subvention inscrite au Budget	74,557,000	
	75c	Dépenses de fonctionnement		9,505,000
	80	Dépenses en capital	21,718,000	
	80c	Dépenses en capital		15,405,000
		Total du ministère—Budgétaire	**1,806,924,901**	**60,278,724**
		Non budgétaire	**10,000**	...
9		**Conseil du Trésor**		
		Secrétariat		
		Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique		
	1	Dépenses du programme et subvention inscrite au Budget	63,508,000	
	1b	Dépenses du programme		2,820,000
	3	Paiements aux sociétés d'État en vertu de la Loi sur les langues officielles	6,000,000	

		Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale		
	5	**Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la Loi sur les inventions des fonctionnaires; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit**	360,000,000	
	5b	**Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la Loi sur les inventions des fonctionnaires; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit**		375,000,000
	10	Projets de création d'emplois—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits et fournir des ressources en vue de couvrir les frais se rapportant au placement de personnes et aux emplois et aux activités d'été pour les étudiants	180,000,000	
		Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance		
	15	Contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la Loi des subsides n° 6 de 1960, au crédit 85a (Finances) de la Loi des subsides n° 5 de 1963, et au crédit 20b (Finances) de la Loi des subsides n°10 de 1964, et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès, d'assurance-maladie et d'autres régimes d'assurance et des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger, et pourvoir pour le remboursement aux employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 64(4) de la Loi sur l'assurance-chômage	368,865,000	
		Programme d'affectation temporaire		
	20	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	446,000	
		Contrôleur général		
	25	Dépenses du programme	13,248,000	
	25b	Dépenses du programme		1,207,000
		Total du ministère—Budgétaire	**992,067,000**	**379,027,000**
		Non budgétaire	...	...
10		**Conseil privé**		
		Department		
	1	Dépenses du programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalent à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et la subvention inscrite au Budget	48,674,000	
	1c	Dépenses du programme		8,919,700
		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
	5	Dépenses du programme	3,015,000	
	5c	Dépenses du programme		300,000
		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	6b	Dépenses du programme		12,177,000
		Directeur général des élections		
	10	Dépenses du programme	2,464,000	
		Commissaire aux langues officielles		
	15	Dépenses du programme	11,079,000	
		Conseil économique du Canada		
	20	Dépenses du programme	8,532,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Administration du pipe-line du Nord[2]		
	25	Dépenses du programme	207,000	
	25c	Dépenses du programme		183,000
		Commission des relations de travail dans la Fonction publique		
	30	Dépenses du programme	8,690,000	
		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	35	Dépenses du programme	1,314,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**83,975,000**	**21,579,700**
		Non budgétaire	...	...
11		**Consommateurs et Sociétés**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	123,304,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		3,078,000
	1c	Dépenses de fonctionnement		1,182,500
	5	Dépenses en capital	5,634,000	
	5b	Dépenses en capital		627,000
	5c	Dépenses en capital		55,000
		Tribunal de la concurrence		
	10	Dépenses du programme	1,748,000	
		Commission du droit d'auteur		
	15	Dépenses du programme	917,000	
		Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
	20	Dépenses du programme	1,737,000	
		Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	25	Dépenses du programme	2,216,000	
	25b	Dépenses du programme		176,000
	25c	Dépenses du programme		265,000
		Commission de révision des marchés publics		
	27b	Dépenses du programme		1,304,000
		Conseil canadien des normes		
	30	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la Loi sur le Conseil canadien des normes à utiliser aux fins générales de l'article 5 de la Loi	7,564,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**143,120,000**	**6,687,500**
		Non budgétaire	...	...

12		**Défense nationale**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant $21,481,370,556 aux fins des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de $10,773,900,000 deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre desdits crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces organismes; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre desdits crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes perçues pendant l'année, aux fins de n'importe lequel desdits crédits	7,497,290,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $30,000,000 du crédit 10 (Défense nationale) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		40,000,000
	5	Dépenses en capital	2,668,976,000	
	5b	Dépenses en capital		7,204,000
	5c	Dépenses en capital		50,000,000
	10	Subventions inscrites au Budget, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la Loi de 1950 sur les crédits de défense, transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	218,797,556	
	10b	Subventions inscrites au Budget		1
	L11c	Faire passer de $60,000,000 à $80,000,000, par des avances de fonds effectifs, le solde du Compte d'avances du fonds de roulement de la Défense nationale établi conformément au crédit L20b (Défense nationale) de la Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits, pour financer des avances fixes et des comptes d'avances de fonds public, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, des montants supplémentaires requis		20,000,000
		Protection civile Canada		
	15	Dépenses de fonctionnement	11,425,000	
	15c	Dépenses de fonctionnement		1,090,000
	20	Subventions inscrites au Budget et contributions	6,618,000	
	20b	Contributions		3,180,456
	20c	Contributions		450,000
		Total du ministère—Budgétaire	**10,403,106,556**	**101,924,457**
		Non budgétaire	...	**20,000,000**
13		Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
	1	Dépenses de fonctionnement	31,762,000	
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	238,999,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**270,761,000**	...
		Non budgétaire	...	...
14		Emploi et Immigration		
		Département/Commission		
		Programme des services généraux et spéciaux		
	1	Dépenses du programme	51,240,500	
	1b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de $5,476,999 du crédit 5 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	1c	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de $10,844,999 du crédit 5 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Programme d'emploi et d'assurance		
	5	Dépenses de fonctionnement	79,726,000	
	6c	Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier 63 dettes des comptes du Canada envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement $16,930.33 et concernent des trop-payés du Compte des rentes sur l'État—Pour autoriser le virement au présent crédit de $16,930 du crédit 5 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	10	Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité	1,479,199,000	
	10b	Subventions inscrites au Budget		1
	10c	Subventions inscrites au Budget, et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité		1
		Programme d'immigration		
	15	Dépenses de fonctionnement	157,868,000	
	15b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $5,257,999 du crédit 5 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	15c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $215,071 du crédit 5 (Emploi et Immigration) et $1,001,928 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	16b	Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada 839 dettes envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement $295,181.01 concernant des prêts pour le transport émis selon l'article 121 de la Loi sur l'immigration		295,182
	17c	Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier 785 dettes des comptes du Canada envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement $251,915.48 concernant des prêts pour le transport émis selon l'article 121 de la Loi sur l'immigration—Pour autoriser le virement au présent crédit de $251,915 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	20	Contributions	69,749,000	
	20b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,500,000 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		11,400,000
	20c	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $999,999 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
		Conseil consultatif sur la situation de la femme[3]		
	25	Dépenses du programme	3,388,000	
		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
	30	Dépenses du programme	37,762,000	
	30b	Dépenses du programme		10,643,000
		Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice[3]		
	35	Dépenses du programme	3,302,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,882,234,500**	**22,338,191**
		Non budgétaire	...	...

15		**Énergie, Mines et Ressources**		
		Département		
		Programme d'administration		
	1	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	43,294,000	
		Programme de l'énergie		
	5	Dépenses de fonctionnement	89,169,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	348,867,000	
	L15	Paiements en vertu de la participation du Canada à l'usine de valorisation du pétrole brut de Lloydminster	51,100,000	
	L20	Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	20,685,000	
		Programme des minéraux et des sciences de la Terre		
	25	Dépenses de fonctionnement	271,071,500	
	30	Dépenses en capital	38,385,000	
	30b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,395,000 du crédit 25 (Énergie, Mines et Ressources) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		4,873,000
	35	Subventions inscrites au Budget et contributions	182,018,000	
		Commission de contrôle de l'énergie atomique		
	40	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget	21,832,000	
	40b	Dépenses du programme et contributions		2,950,000
	40c	Dépenses du programme		2,109,000
		Énergie atomique du Canada, Limitée		
	45	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	125,713,000	
	45c	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		80,000,000
		Office national de l'énergie		
	50	Dépenses du programme	21,809,000	
		La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale		
	55	Paiements à La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	49,300,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,191,458,500**	**89,932,000**
		Non budgétaire	**71,785,000**	...
16		**Environnement**		
		Département		
		Programme d'administration		
	1	Dépenses du programme et contribution	38,168,000	
	1b	Dépenses du programme		3,417,000
	1c	Dépenses du programme		2,429,000
		Programme des services de l'environnement		
	5	Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, et autorisation au Ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions susmentionnées peuvent avoir besoin, au traitement que lesdites commissions peuvent déterminer; dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul et la part que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur des frais des levés hydrométriques; et autorisation de dépenser les recettes de l'année	350,186,000	
	5b	Dépenses de fonctionnement		2,297,000
	5c	Dépenses de fonctionnement		29,185,200
	10	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	54,936,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Indiquées dans Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	10c	Dépenses en capital		5,002,000
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	27,728,250	
	15b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $340,000 du crédit 10 (Environnement) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		3,463,000
	15c	Subventions inscrites au Budget et contributions		4,350,000
		Programme Parcs		
	20	Dépenses de fonctionnement, les subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	229,961,000	
	20c	Dépenses de fonctionnement		3,096,000
	25	Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	107,312,000	
	25c	Dépenses en capital		1,440,000
	30	La Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement	1,829,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**810,120,250**	**54,679,200**
		Non budgétaire	...	...
17		**Finances**		
		Département		
		Programme des politiques financières et économiques		
	1	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	52,531,000	
	1c	Dépenses du programme		31,581,500
	L5	Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes: a) paiement évalué à $18,500,000 à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de $14,800,000 en dollars américains, et; b) paiement évalué à $6,300,000 à la Société financière internationale, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de $4,900,000 en dollars américains	24,800,000	
	L10	Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser $200,600,000 en faveur de l'Association internationale de développement	1	
		Programme spécial		
	15	Pour étendre la portée du crédit 22a (Finances) de la Loi des subsides n° 9 de 1966 afin d'autoriser le prélèvement sur la Caisse des réclamations étrangères du montant des frais des enquêtes et des rapports relatifs aux réclamations canadiennes avant la conclusion d'ententes avec les gouvernements des autres pays concernant le règlement de ces réclamations et d'autoriser un paiement à la Caisse des réclamations étrangères de	30,000	
	17c	Paiement au compte d'indemnisation conformément à l'article 57 de la Loi sur la gestion des finances publiques		35,000
	18c	Conformément à l'article 29 de la Loi sur la gestion des finances publiques, autoriser le Ministre à fournir, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, une garantie d'au plus $160,000,000 à la Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada visant 90% des pertes nettes estimatives des prêteurs en cas de liquidation de ladite Compagnie pour les prêts garantis par des hypothèques portant sur des biens immobiliers, si ces prêts sont garantis par la Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada		1

	L20	Avances à l'égard d'un pont à péage traversant le port de Saint John au Nouveau-Brunswick conformément aux conditions exposées dans une entente concernant le financement, la construction et l'exploitation du pont à péage, conclue entre le gouvernement fédéral, le gouvernement du Nouveau-Brunswick, la ville de Saint John et l'Administration du pont du port de Saint John, approuvée par le gouverneur en conseil, a) à l'Administration du pont de Saint John dont la création est mentionnée dans les statuts du Nouveau-Brunswick de 1961-62, c. 150; ou b) à un fiduciaire pour les détenteurs de valeurs émises par l'Administration; le montant total des avances pour l'exercice financier sera calculé d'après la différence pour l'année entre les coûts d'exploitation et de financement du pont à péage et les recettes réelles de l'Administration du pont, tel que déterminé conformément à l'entente, et remboursable si les recettes réelles de l'Administration du pont pour l'exercice financier dépassent le total des coûts d'exploitation et de financement pour une telle année	750,000	
		Vérificateur général		
	25	Dépenses du programme, subvention inscrite au Budget et contributions	45,918,000	
	25c	Dépenses du programme		1,756,000
		Tribunal canadien du commerce extérieur[4]		
	30	Dépenses du programme	6,097,000	
	30b	Dépenses du programme		2,615,000
		Bureau du surintendant des institutions financières		
	35	Dépenses du programme	2,757,000	
		Privatisation et affaires réglementaires[5]		
	40	Dépenses du programme	9,266,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**116,599,000**	**35,987,501**
		Non budgétaire	**25,550,001**	...
18		**Forêts[6]**		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	82,641,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		4,665,000
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $846,000 du crédit 5 (Forêts) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		641,250
	5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour les travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumés par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	9,363,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	106,482,000	
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions		504,000
	10c	Contributions		18,700,880
		Total du ministère—Budgétaire	**198,486,000**	**24,511,130**
		Non budgétaire	...	...
19		**Gouverneur général**		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	8,234,000	
	1c	Dépenses du programme		1,067,000
		Total du ministère—Budgétaire	**8,234,000**	**1,067,000**
		Non budgétaire	...	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
20		**Industrie, Sciences et Technologie**[7]		
		Département		
		Programme de développement de l'industrie et de la technologie		
	1	Dépenses de fonctionnement	177,963,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $14,997,899 du crédit 10 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $14,225,000 du crédit 55 (Industrie, Sciences et Technologie) et de $300,000 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie) des Lois de crédits n° 3 et n° 4 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		2,368,000
	2	Conformément à l'alinéa 6(1) b) de la Loi sur les prêts aux petites entreprises, porter de $2,500,000,000 à $4,000,000,000 le plafond global des prêts pour la période comprise entre le 1er avril 1985 et le 31 mars 1990	1	
	3c	Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada, un montant de $99,541.47 dû à Sa Majesté du chef du Canada par Ressources Gulf Canada Ltée (appelée antérieurement Gulf Canada Ltée)—Pour autoriser le virement au présent crédit de $99,541 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie) des Lois de crédits n° 3 et n° 4 de 1989-90		1
	5	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	799,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	702,168,000	
	10b	Subventions inscrites au Budget		1
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $9,330,461 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie) des Lois de crédits n° 3 et n° 4 de 1989-90		1
	L15	Pour autoriser, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil, a) l'acquisition, l'achat, l'utilisation, la cession ou la vente, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, l'option d'achat d'actions d'une société dans le cadre d'un prêt, d'une assurance-prêt ou d'une contribution accordée à cette société par Sa Majesté en vertu d'un programme autorisé par le gouverneur en conseil lorsque, de l'avis du Ministre, i) il est nécessaire d'acquérir, d'acheter, d'utiliser, de céder ou de vendre ces options d'achat d'actions pour que Sa Majesté la Reine du chef du Canada puisse en profiter; ou ii) il est nécessaire d'acquérir, d'acheter, d'utiliser, de céder ou de vendre ces options d'achat d'actions de l'État dans le cadre d'un prêt versé ou assuré ou d'une contribution accordée; et b) pour autoriser la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis	300,000	
	L20	Prêts, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil à toute personne qui se livre ou qui est sur le point de se livrer ou qui participe à des activités de fabrication, de transformation ou de services dans des industries au Canada afin de favoriser la mise sur pied, la modernisation, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité de telles industries sur le plan international ou de les aider dans leur restructuration financière	500,000	
		Programme de développement économique des régions et des Autochtones		
	25	Dépenses de fonctionnement	22,821,000	
	25b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,377,999 du crédit 10 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	25c	Dépenses de fonctionnement		840,000
	30	Subventions inscrites au Budget et contributions	245,947,000	
	30b	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,052,499 du crédit 10 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	30c	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $22,999,999 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie) des Lois de crédits n° 3 et n° 4 de 1989-90		1

	Agence spatiale canadienne[8]		
32b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $4,000,000 du crédit 1 (Communications), $400,000 du crédit 5 (Communications), $4,278,000 du crédit 25 (Énergie, Mines et Ressources) et $1,805,000 du crédit 55 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		6,584,000
32c	Dépenses de fonctionnement		14,476,200
33b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $6,000,000 du crédit 10 (Communications), $10,006,000 du crédit 35 (Énergie, Mines et Ressources) et $7,500,999 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
33c	Contributions		1,498,000
	Société de développement du Cap-Breton		
35	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par ladite Société à des dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires	32,000,000	
36b	La Société d'expansion du Cap-Breton se servira des sommes qui lui sont allouées pour compenser les pertes subies durant l'exercice de 1988-89 et les pertes prévues de 1989-90 dans l'exploitation et l'entretien d'une mine de charbon, des travaux connexes et des entreprises acquises par la Société en vertu de l'article 9 de la Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton, y compris les frais administratifs imputables à la Division des mines—Pour autoriser le virement au présent crédit de $17,095,000 du crédit 35 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		29,693,000
	Banque fédérale de développement		
40	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21, 22 et 23 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	14,628,000	
40c	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21, 22 et 23 de la Loi sur la Banque fédérale de développement		9,368,000
45	Paiements à la Banque fédérale de développement en vertu de l'article 20 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	13,000,000	
	Investissement Canada		
50	Dépenses du programme	8,632,000	
	Département d'État (Sciences et Technologie)		
55	Dépenses de fonctionnement	13,690,000	
55b	Dépenses de fonctionnement		2,340,000
60	Subventions inscrites au Budget et contributions	30,231,000	
60b	Subventions inscrites au Budget		10,000,000
	Conseil national de recherches du Canada		
65	Dépenses de fonctionnement	226,980,000	
65b	Dépenses de fonctionnement		15,300,000
70	Dépenses en capital	119,868,000	
70c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,599,999 du crédit 65 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
75	Subventions inscrites au Budget et contributions	121,831,000	
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
80	Dépenses de fonctionnement	14,318,000	
80c	Dépenses de fonctionnement		1,376,000
85	Subventions inscrites au Budget	374,492,000	
85c	Subventions inscrites au Budget		858,000
	Conseil des sciences du Canada		
90	Dépenses du programme	2,698,000	
	Statistique Canada		
95	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget, et autorisation de dépenser les recettes de l'année	205,299,000	
95b	Dépenses du programme		1,418,000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Société canadienne des postes		
	100	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	184,500,000	
	101	Rendre compte de la partie des frais de fonctionnement et des frais imputables sur le revenu qui dépasse les recettes de la Société canadienne des postes et dont le montant s'élève à $30,000,000 pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1988 conformément au paragraphe 32(2) de la Loi sur la Société canadienne des postes	1	
		Total du ministère—Budgétaire	**2,511,865,002**	**96,119,209**
		Non budgétaire	**800,000**	...
21		Justice		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	111,201,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		5,029,500
	1c	Dépenses de fonctionnement		2,360,000
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	255,224,650	
	5c	Contributions		15,628,501
		Commission canadienne des droits de la personne		
	10	Dépenses du programme	10,714,000	
	10c	Dépenses du programme		2,189,000
		Commissaire à la magistrature fédérale		
	15	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la Loi sur les juges	3,615,000	
	15c	Dépenses de fonctionnement		650,000
	20	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	366,000	
		Cour fédérale du Canada		
	25	Dépenses du programme	15,631,000	
		Commission de réforme du droit du Canada		
	30	Dépenses du programme	4,523,000	
		Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada		
	35	Dépenses du programme	4,919,000	
	35c	Dépenses du programme		341,000
		Cour suprême du Canada		
	40	Dépenses du programme	7,874,000	
	40b	Dépenses du programme		1,844,000
		Cour canadienne de l'impôt		
	45	Dépenses du programme	4,668,000	
	45b	Dépenses du programme		3,426,000
		Total du ministère—Budgétaire	**418,735,650**	**31,468,001**
		Non budgétaire	...	...

22		**Parlement**		
		Sénat		
	1	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat, subventions inscrites au Budget et contributions	24,232,000	
		Chambre des communes		
	5	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le Vice-président, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions; subventions inscrites au Budget et contributions	144,674,000	
		Bibliothèque du Parlement		
	10	Dépenses du programme	12,515,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**181,421,000**	...
		Non budgétaire	...	...
23		**Pêches et Océans**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement, participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part desdites commissions dans les programmes à frais partagés	490,517,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $6,896,399 du crédit 5 (Pêches et Océans) et de $1,954,300 du crédit 10 (Pêches et Océans) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	168,424,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	20,264,500	
		Total du ministère—Budgétaire	**679,205,500**	**1**
		Non budgétaire	...	...
24		**Revenu national**		
		Douanes et Accise		
	1	Dépenses de fonctionnement	435,015,500	
	1c	Dépenses de fonctionnement		57,191,000
	5	Dépenses en capital	9,336,000	
	5c	Dépenses en capital		25,120,000
		Impôt		
	10	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-chômage	835,604,000	
	10b	Dépenses de fonctionnement		27,871,000
	10c	Dépenses de fonctionnement		20,212,000
	15	Dépenses en capital	32,046,000	
	15b	Dépenses en capital		2,437,000
	15c	Dépenses en capital		5,240,000
		Total du ministère—Budgétaire	**1,312,001,500**	**138,071,000**
		Non budgétaire	...	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
25		**Santé nationale et Bien-être social**		
		Département		
		Programme de l'administration centrale		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	63,726,500	
	1c	Dépenses du programme et subvention inscrite au Budget, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,825,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) et de $1,439,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
		Programme des services et de la promotion de la santé		
	5	Dépenses de fonctionnement	40,657,000	
	5c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $135,000 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social) et de $1,009,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	44,733,000	
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,000,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) et de $4,586,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
		Programme des services sociaux		
	15	Dépenses de fonctionnement	18,358,000	
	15c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $149,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	20	Subventions inscrites au Budget et contributions	183,596,000	
		Programme des services médicaux		
	25	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	496,943,000	
	25c	Dépenses de fonctionnement et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $4,300,000 du crédit 30 (Santé nationale et Bien-être social), de $104,000 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social) et de $6,462,000 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		2,344,000
	30	Dépenses en capital	23,233,000	
		Programme de la protection de la santé		
	35	Dépenses de fonctionnement	146,889,000	
	35c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,314,999 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	40	Dépenses en capital	27,897,000	
	45	Subventions inscrites au Budget et contributions	20,070,000	
		Programme de la sécurité du revenu		
	50	Dépenses du programme y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	68,290,000	
	50c	Dépenses du programme y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada—Pour autoriser le virement au présent crédit de $347,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1

		Programme de la condition physique et du sport amateur		
	55	Dépenses de fonctionnement	9,848,000	
	55c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,114,999 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	60	Contributions	62,959,000	
	60c	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $85,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) et de $389,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
		Conseil de recherches médicales		
	65	Dépenses de fonctionnement	4,469,000	
	65b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $199,999 du crédit 70 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	65c	Dépenses de fonctionnement		57,000
	70	Subventions inscrites au Budget	197,146,000	
	70c	Subventions inscrites au Budget		400,000
		Total du ministère—Budgétaire	**1,408,814,500**	**2,801,009**
		Non budgétaire	...	...
26		**Secrétariat d'État**[9]		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	185,648,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement		1,076,000
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	372,127,500	
	5c	Subventions inscrites au Budget		641,000
		Centre canadien de gestion		
	10	Dépenses du programme et contributions	9,206,000	
		Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)		
	15	Dépenses de fonctionnement	193,706,000	
	15b	Dépenses de fonctionnement		84,000,000
	15c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,050,000 du crédit 20 (Secrétariat d'État) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		9,500,000
	20	Subventions inscrites au Budget et contributions	81,080,000	
	20b	Subventions inscrites au Budget		1
		Commission de la Fonction publique		
	25	Dépenses du programme	118,316,000	
	25c	Dépenses du programme		1,398,624
		Conseil de recherches en sciences humaines		
	30	Dépenses de fonctionnement	5,702,000	
	30c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $415,000 du crédit 35 (Secrétariat d'État) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		51,500
	35	Subventions inscrites au Budget	74,995,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,040,780,500**	**96,667,125**
		Non budgétaire	...	...
27		**Solliciteur général**		
		Département		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	25,716,000	
	1c	Dépenses du programme		846,000
		Service canadien du renseignement de sécurité		
	5	Dépenses du programme	157,305,000	
	5c	Dépenses du programme		8,112,150

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Service correctionnel		
	10	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions; et a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées à même ladite Caisse; b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; et d) autorisation au Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	656,638,000	
	10b	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $4,000,000 du crédit 15 (Solliciteur général) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		5,200,000
	10c	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,379,999 du crédit 15 (Solliciteur général) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	118,437,000	
		Commission nationale des libérations conditionnelles		
	20	Dépenses du programme	17,486,000	
	20b	Dépenses du programme		1,396,000
		Gendarmerie royale du Canada		
	25	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	758,275,000	
	25b	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement		4,775,000
	25c	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement, autorisation de dépenser les recettes de l'année—Pour autoriser le virement au présent crédit de $5,423,000 du crédit 30 (Solliciteur général) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		13,463,689
	30	Application de la loi—Dépenses en capital	110,538,000	
	30b	Application de la loi—Dépenses en capital		553,000
		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	35	Dépenses du programme	973,000	
		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	40	Dépenses du programme	2,876,000	
	40b	Dépenses du programme		490,000
		Total du ministère—Budgétaire	**1,848,244,000**	**34,835,840**
		Non budgétaire	...	...

28		**Transports**[10]		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et a) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; b) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; c) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la Loi sur l'aéronautique; d) sous réserve de l'alinéa e), autorisation de dépenser les recettes de l'année, sauf celles provenant d'activités ayant lieu dans le cadre de l'activité des transports de surface; et e) autorisation de dépenser un montant de recettes reçues dans l'année au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique, montant qui soit égal, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net provenant, dans l'année, de l'impôt sur le transport par avion à payer en vertu de la Partie II de la Loi sur la taxe d'accise, moins la partie de cette somme qui est créditée au Fonds renouvelable des aéroports	623,486,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $19,941,450 du crédit 10 (Transports), et de $17,100,550 du crédit 35 (Transports) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de		15,100,000
	5	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales, des entrepreneurs privés	565,411,000	
	5c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $4,939,999 du crédit 10 (Transports) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les paiements effectués à titre de supplément aux allocations de pension prévus dans la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard	294,857,805	
	10b	Subventions inscrites au Budget		1
	11	Corporation Place du Havre Canada—Pour plus de certitude conformément à l'article 101 b) de la Loi sur la gestion des finances publiques, la Corporation Place du Havre Canada est autorisée à emprunter de l'argent d'autres sources que de l'État	1	
	15	Paiements à la Société canadienne des ports aux termes de l'article 3 de la Loi sur la Société canadienne des ports	27,000,000	
	16	Aux fins de l'article 101 b) de la Loi sur la gestion des finances publiques, la Société canadienne des ports et les sociétés des ports suivantes mises sur pied en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports sont expressément autorisées à emprunter de l'argent d'autres sources que de l'État: Société du port de Halifax; Société du port de Montréal; Société du port de Prince Rupert; Société du port de Québec; Société du port de Saint John; Société du port de St. John's; Société du port de Vancouver	1	
	17b	Paiements à la Société canadienne des ports pour: a) l'amélioration des installations du port de Churchill (Manitoba), et b) l'expansion des installations du port de St. John's (Terre-Neuve)—Pour autoriser le virement au présent crédit de $4,543,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	17c	Paiements à la Société canadienne des ports pour: a) dépenses de fonctionnement du port de Churchill (Manitoba), et b) l'amélioration aux installations du port de Sept-Îles (Québec)—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,012,799 du crédit 10 (Transports) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	20	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Compagnie pour l'année civile 1989	4,806,000	
	20b	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Compagnie pour l'année civile 1989—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,724,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	20c	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Compagnie pour l'année civile 1989—Pour autoriser le virement au présent crédit de $539,999 du crédit 35 (Transports) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		
	25	Paiement à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques Cartier et Champlain à Montréal		1
	25c	Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques Cartier et Champlain à Montréal—Pour autoriser le virement du présent crédit de $3,599,999 du crédit 10 (Transports) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90	10,684,000	
	26c	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1989—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,902,999 du crédit 35 (Transports) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	30	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants; a) traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N-É) et les états de la Nouvelle-Angleterre (États-Unis) et terminus; traversiers entre Digby et Saint John et terminus; et b) jonction de transports ferroviaires et maritimes et jonction de transports sur voie étroite et sur voie normale, traversiers et terminus		1
	30b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. pour des activités de transport	253,467,000	
	35	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette Société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c) (i) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits, et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire voyageurs, conformément au sous-alinéa c) (ii) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits		12,000,000
	40	Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un programme d'entretien accru pour le canal Welland y compris des dépenses d'immobilisations nécessaires	541,000,000	
	45	En se conformant à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada d'une proportion déterminée des frais engagés par elle relativement aux avantages accordés à ses employés qui sont touchés par des changements permanents défavorables découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division Terra Transport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve	26,900,000	
			18,000	

	45c	En se conformant à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada d'une proportion déterminée des frais engagés par elle relativement aux avantages accordés à ses employés qui sont touchés par des changements permanents défavorables découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division Terra Transport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve—Pour autoriser le virement au présent crédit de $137,753 du crédit 10 (Transports) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	46b	Chemins de fer nationaux du Canada —Conformément à l'article 25(4) de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour renoncer aux dividendes d'un montant de $47,644,192.20 payables par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Ltée à Sa Majesté du chef du Canada à l'égard de 1985 et 1987		1
	L50	Prêt à la Société du port de Prince Rupert pour des améliorations du port	17,260,000	
		Bureau canadien de la sécurité aérienne		
	55	Dépenses du programme	16,009,000	
		Tribunal de l'aviation civile		
	60	Dépenses du programme	1,052,000	
		Administrateur de l'Office du transport du grain		
	65	Dépenses du programme et contributions	4,534,000	
	65b	Dépenses du programme et contributions		1,000,000
		Office national des transports		
	70	Dépenses de fonctionnement	33,023,000	
	70c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $199,999 du crédit 75 (Transports) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90		1
	75	Contributions	13,633,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**2,415,880,807**	**28,100,011**
		Non budgétaire	**17,260,000**	...
29		**Travail**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	52,836,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail		3,500,000
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	10,075,000	
	5c	Contribution		46,500,000
		Conseil canadien des relations du travail		
	10	Dépenses du programme	6,951,000	
	10c	Dépenses du programme		365,000
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	15	Dépenses du programme	8,264,000	
	15c	Dépenses du programme		358,000
		Total du ministère—Budgétaire	**78,126,000**	**50,723,000**
		Non budgétaire	...	...
30		**Travaux publics**		
		Département		
		Programme des services		
	1	Fonds renouvelable des Travaux publics—Déficit de fonctionnement	30,150,000	
	2c	Fonds renouvelable des Travaux publics—Pour autoriser le Ministre à ajuster les comptes du Fonds renouvelable des Travaux publics par a) une somme de $31,260,334, ce qui représente des dépenses encourues pour d'autres ministères du gouvernement, agences et Sociétés d'État durant les années fiscales, 1981-82 à 1987-88 et qui ne peuvent être récupérées, et par b) une somme de $63,400,000, pour compenser des pertes de fonctionnement en 1988-89		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Fin*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Programme des biens immobiliers		
	5	**Dépenses de fonctionnement, y compris la fourniture de locaux sur une base de recouvrement des frais, aux fins du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-chômage, aide à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa sous forme de services d'entretien relativement au Centre commémoratif W. Clifford Clark, contributions et autorisation de dépenser les recettes perçues durant l'année provenant de la fourniture, de l'exploitation et de l'entretien des installations servant de logement**	645,779,000	
	5c	**Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $13,000,000 du crédit 10 (Travaux publics) et de $11,000,000 du crédit 20 (Travaux publics) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90**		11,000,000
	10	**Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale et autorisation de rembourser les locataires de propriétés fédérales relativement aux améliorations autorisées par le Ministre**	147,567,000	
		Programme des Sociétés d'État		
	15	**Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction du Musée des beaux-arts du Canada et du Musée canadien des civilisations**	28,414,000	
	15c	**Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital**		4,800,000
	20	**Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital**	30,130,000	
	21	**Conformément à l'article 29 de la Loi sur la gestion des finances publiques pour autoriser le Ministre à garantir, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, à la Corporation de la Ville de Toronto un montant ne dépassant pas $500,000 relativement au paiement par le H & D International Group de 25% des frais estimatifs de la construction éventuelle d'un pont piétonnier reliant un immeuble de commerce de détail, situé sur un terrain de la Harbourfront Corporation, au terrain du SkyDome Stadium**	1	
	22b	**Paiements à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,146,999 du crédit 20 (Travaux publics) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90**		1
	22c	**Paiements à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $501,999 du crédit 20 (Travaux publics) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90**		1
		Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	25	**Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et dépenses engagés en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la Loi nationale sur l'habitation, au titre du pouvoir qui lui est conféré par la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement**	1,800,392,000	
	26b	**Aux fins de l'alinéa 101 b) de la Loi sur la gestion des finances publiques, la Société canadienne d'hypothèques et de logement est autorisée à emprunter de l'argent d'autres sources que de l'État**		1
		Commission de la Capitale nationale		
	30	**Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement**	55,081,000	
	30c	**Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,343,000 du crédit 35 (Travaux publics) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90 et pour prévoir un montant supplémentaire de**		300,000

35	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses en capital et les contributions aux municipalités locales et autres autorités en ce qui concerne le coût des projets de ces municipalités ou autorités	22,352,000	
40	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les subventions et contributions, y compris les contributions aux municipalités ou autorités locales et à d'autres organismes afin d'encourager le bilinguisme dans la région de la Capitale nationale	13,400,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**2,773,265,001**	**16,100,004**
	Non budgétaire	...	...
	Total du gouvernement—Budgétaire	**42,939,511,024**	**1,904,333,238**
	Non budgétaire	**170,275,003**	**22,700,002**

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
(1) Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré au ministère des Forêts.
(2) Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée du ministère des Transports sous ce programme.
(3) Au cours de l'exercice, le Conseil consultatif sur la situation de la femme et la Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice ont été transférés du ministère du Secrétariat d'État sous ce programme.
(4) Au cours de l'exercice, le Programme du Tribunal canadien des importations et la Commission du tarif du ministère des Finances ainsi que la Commission du textile et du vêtement de l'ancien ministère de l'Expansion industrielle régionale ont été transférés sous ce programme.
(5) Au cours de l'exercice, Air Canada a été transférée du ministère des Transports sous ce programme.
(6) Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré du ministère de l'Agriculture sous ce programme.
(7) Industrie, Sciences et Technologie provient de la fusion des anciens ministères de l'Expansion industrielle régionale et des Sciences et Technologie. La Commission du textile et du vêtement a été tranférée au Tribunal canadien du commerce extérieur du ministère des Finances.
(8) Au cours de l'exercice, l'Agence spatiale canadienne a été créée (CP 1989-307). Certaines responsabilités ont été transférées de Communications, d'Énergie, Mines et Ressources et d'Industrie, Sciences et Technologie sous ce programme.
(9) Au cours de l'exercice, le Conseil consultatif sur la situation de la femme et la Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice ont été transférés au ministère d'Emploi et Immigration.
(10) Au cours de l'exercice, Air Canada a été transférée au ministère des Finances sous Privatisation et affaires réglementaires, et l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée au ministère du Conseil privé.

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]

Section	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
2	**Affaires extérieures**		
	Département		
	Programme des intérêts du Canada à l'étranger		
	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	200,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30,535,000	
	Fonds renouvelable des passeports (Loi sur les fonds renouvelables)	(448,000)	
	(L) Achat d'actions relativement à la participation du Canada dans le premier compte du Fonds commun des denrées (crédit L46b (1981))	2,000,000	
	Programme des expositions internationales		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	41,000	
	Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales		
	Paiements à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales)	5,000,000	
	Agence canadienne de développement international		
	Paiements aux institutions financières internationales (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	85,500,000	23,000,000
	Paiements en vertu de la Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	2,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,051,000	
	(L) Paiement à la Banque asiatique de développement (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	3,800,000	
	(L) Paiement à la Banque de développement des Caraïbes (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	400,000	
	(L) Paiement à la Banque interaméricaine de développement (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	7,700,000	
	(L) Paiement à la Banque africaine de développement (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	6,100,000	
	Société pour l'expansion des exportations		
	Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations	125,000,000	
	(L) Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations	64,000,000	
	Commission mixte internationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	307,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**256,233,800**	**23,000,000**
	Non budgétaire	**84,000,000**	...

3	**Affaires indiennes et Nord canadien**		
	Département		
	Programme d'administration		
	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,048,000	
	Programme des affaires indiennes et inuit		
	Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure))	15,000	
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (Loi sur les Indiens)	2,000,000	
	Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités (Loi sur les Indiens)	880,000	
	Subvention à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	5,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18,188,000	
	(L) Prêts à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	1,452,000	
	Programme des affaires du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,505,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**34,683,800**	...
	Non budgétaire	**1,452,000**	...
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**		
	Département		
	Obligations dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	3,500,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,578,000	
	Obligations en vertu du programme assurance-prêt dans la région de l'Atlantique (Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique)		5,000,000
	Total du ministère—Budgétaire	**6,078,000**	**5,000,000**
	Non budgétaire	...	...
5	**Agriculture**[2]		
	Département		
	Programme de gestion et d'administration		
	Ministre de l'Agriculture—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,853,000	
	Programme agro-alimentaire		
	Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément aux dispositions touchant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	90,000,000	44,000,000
	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	275,000,000	38,000,000
	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	4,000,000	2,000,000
	Paiements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	12,000,000	(7,000,000)
	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme	200,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57,660,000	
	Programme des céréales et oléagineux		
	Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	15,000,000	14,000,000
	Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	225,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,388,000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]—*Suite*

Section	Département ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
	Société du crédit agricole		
	Versement à la Société du crédit agricole, conformément au paragraphe 12(1) de la Loi sur le crédit agricole	...	600,000,000
	Total du ministère—Budgétaire	**691,148,800**	**691,000,000**
	Non budgétaire	...	...
6	**Anciens combattants**		
	Département		
	Programme des Anciens combattants		
	Ministre des Anciens combattants—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Crédits de réadaptation et remboursements, en vertu de l'article 15 de la Loi sur les indemnités de service de guerre, de redressements de compensation effectués en conformité de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	12,000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (Loi de l'assurance des soldats de retour)	10,000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (Loi sur l'assurance des anciens combattants)	539,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18,318,000	
	Programme de la Commission canadienne des pensions		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	462,000	
	Programme du Bureau de services juridiques des pensions		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	775,000	
	Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	337,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**20,500,800**	...
	Non budgétaire	...	...
7	**Approvisionnements et Services**		
	Département		
	Ministre des Approvisionnements et Services—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30,525,000	
	Imposition réciproque (Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé)	303,000,000	16,325,000
	Fonds renouvelable des approvisionnements (Loi sur les fonds renouvelables)	3,241,000	
	Fonds renouvelable de la production de défense (Loi sur la production de défense)	(1,850,000)	
	(L) Paiement en vertu des conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour l'achat de 4,000 actions de la Monnaie royale canadienne conformément à la Loi sur la Monnaie royale canadienne	...	40,000,000
	Total du ministère—Budgétaire	**334,963,800**	**16,325,000**
	Non budgétaire	...	**40,000,000**

8	**Communications**		
	Département		
	Ministre des Communications—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,247,000	
	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales (Loi sur les fonds renouvelables)	356,000	
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,012,000	
	Archives nationales du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,550,000	
	Office national du film		
	Fonds renouvelable de l'Office national du film (Loi sur les fonds renouvelables)	(510,000)	
	Bibliothèque nationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,849,000	
	Musées nationaux du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,222,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**31,773,800**	...
	Non budgétaire	...	...
9	**Conseil du Trésor**		
	Secrétariat		
	Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique		
	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,399,000	
	Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance		
	Versements en vertu de lois antérieures sur la pension et la retraite et en vertu de la Loi sur la mise au point des pensions du service public	100,000	
	Programme d'affectation temporaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	387,000	
	Contrôleur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,477,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**8,410,800**	...
	Non budgétaire	...	...
10	**Conseil privé**		
	Département		
	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	70,600	
	Vice-premier ministre et président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile	22,000	
	Indemnité à l'ancien Premier ministre	40,200	
	Indemnité à la veuve de l'ancien Premier ministre	8,333	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,462,000	
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	155,000	
	Directeur général des élections		
	Traitement du directeur général des élections	128,000	
	Dépenses d'élection (Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982 et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales)	1,000,000	18,300,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	329,000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]—*Suite*

Section	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
	Commissaire aux langues officielles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,190,000	
	Conseil économique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	983,000	
	Administration du pipe-line du Nord[3]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,000	
	Commission des relations de travail dans la Fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	997,000	
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	91,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**9,593,733**	**18,300,000**
	Non budgétaire	...	...
11	**Consommateurs et Sociétés**		
	Département		
	Ministre des Consommateurs et des Sociétés—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Paiements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement (Loi sur les brevets)	25,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,228,000	
	Tribunal de la concurrence		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	85,000	
	Commission du droit d'auteur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45,000	
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	114,000	
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	170,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**39,689,800**	...
	Non budgétaire	...	...
12	**Défense nationale**		
	Département		
	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Ministre associé de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Pensions et rentes versées à des civils	24,000	
	Pensions militaires	778,758,880	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	176,057,470	
	Protection civile Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	721,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**955,656,950**	...
	Non budgétaire	...	...

13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**		
	Ministre de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	14,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,580,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**16,627,800**	...
	Non budgétaire	...	...
14	**Emploi et Immigration**		
	Département/Commission		
	Programme des services généraux et spéciaux		
	Ministre de l'Emploi et de l'Immigration—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18,647,000	
	Programme d'emploi et d'assurance		
	Prestations de retraite supplémentaires—Pensions des agents des rentes sur l'État (Loi sur les prestations de retraite supplémentaires)	35,000	
	Contribution de l'État au compte d'assurance-chômage (Loi sur l'assurance-chômage)	2,661,000,000	(107,000,000)
	Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs (Loi sur l'assurance-chômage)	286,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	93,146,000	
	Programme d'immigration		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,075,000	
	(L) Prêts aux termes de l'article 119 de la Loi sur l'immigration		9,700,000
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,535,000	
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice[4]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	306,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**3,080,791,800**	**(107,000,000)**
	Non budgétaire	...	**9,700,000**
15	**Énergie, Mines et Ressources**		
	Département		
	Programme d'administration		
	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,052,000	
	Programme de l'énergie		
	Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited relativement aux déficits subis par ladite société dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de l'Interprovincial Pipe Line (Loi n° 1 de 1975 portant affectation de crédits)	10,000,000	
	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse (Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières)	24,620,000	
	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve (Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve)	91,800,000	
	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve)	2,500,000	
	Nova Scotia Resources (Ventures) Limited (Fonds d'aide destiné au forage) (Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers)	5,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,764,000	
	Programme des minéraux et des sciences de la Terre		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,784,000	
	Commission de contrôle de l'énergie atomique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,178,000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]—*Suite*

Section	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
	Office national de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,675,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**172,420,800**	...
	Non budgétaire	...	...
16	**Environnement**		
	Département		
	Programme d'administration		
	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,507,000	
	Programme des services de l'environnement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34,304,000	
	Programme Parcs		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23,137,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**60,995,800**	...
	Non budgétaire	...	...
17	**Finances**		
	Département		
	Programme des politiques financières et économiques		
	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Paiements à l'Association internationale de développement (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	166,000,000	150,000,000
	Paiement à la Mécanisme d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	4,300,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,363,000	
	Achat de la monnaie canadienne (Loi sur la Monnaie royale canadienne)	49,000,000	26,000,000
	(L) Émission d'un prêt à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	52,800,000	
	(L) Paiements à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	17,700,000	
	Programme du service de la dette publique		
	Frais d'intérêt et autres coûts (Loi sur la gestion des finances publiques)	39,400,000,000	
	Programme des paiements de transfert fiscal		
	Paiements aux gouvernements provinciaux en vertu des lois constitutionnelles de 1867 à 1982, de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé et d'autres textes législatifs	6,981,000,000	874,000,000
	Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	338,000,000	(64,000,000)

	Vérificateur général		
	Traitement du vérificateur général	157,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,848,000	
	Tribunal canadien du commerce extérieur[5]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	747,000	
	Privatisation et affaires réglementaires[6]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	658,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**46,950,120,800**	**986,000,000**
	Non budgétaire	**70,500,000**	...
18	**Forêts**[7]		
	Ministre d'État (Forêts)—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,404,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**8,451,800**	...
	Non budgétaire	...	...
19	**Gouverneur général**		
	Traitement du gouverneur général (Loi sur le gouverneur général)	70,000	
	Pensions payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite du gouverneur général	280,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	741,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**1,091,000**	...
	Non budgétaire	...	...
20	**Industrie, Sciences et Technologie**[8]		
	Département		
	Programme de développement de l'industrie et de la technologie		
	Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	22,000,000	
	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional (Loi sur le développement industriel et régional)	8,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,707,000	
	Programme de développement économique des régions et des Autochtones		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,223,000	
	Banque fédérale de développement		
	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 28 et 31 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	6,400,000	
	Investissement Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	926,000	
	Département d'État (Sciences et Technologie)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,381,000	
	Conseil national de recherches du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23,934,000	
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,065,000	
	Conseil des sciences du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	270,000	
	Statistique Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25,855,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**106,808,800**	...
	Non budgétaire	...	...

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]—*Suite*

Section	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Indiquées dans Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
21	**Justice**		
	Département		
	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,943,000	
	Commission canadienne des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,233,000	
	Commissaire à la magistrature fédérale		
	Traitements, indemnités et pensions des juges et pensions aux conjoints et enfants des juges	143,060,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	244,000	
	Cour fédérale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,483,000	
	Commission de réforme du droit du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	273,000	
	Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	596,000	
	Cour suprême du Canada		
	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	2,110,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	681,000	
	Cour canadienne de l'impôt		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	325,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**162,995,800**	...
	Non budgétaire	...	...
22	**Parlement**		
	Sénat		
	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au Président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada; contributions de l'État au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de prestations de retraite supplémentaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la Partie III de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires	10,950,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,844,000	
	Chambre des communes		
	Députés—Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada, et contributions de l'État au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de prestations de retraite supplémentaires	46,526,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,900,000	
	Bibliothèque du Parlement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,506,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**76,726,000**	...
	Non budgétaire	...	...

23	**Pêches et Océans**		
	Département		
	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	1,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39,807,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**40,854,800**	...
	Non budgétaire	...	...
24	**Revenu national**		
	Douanes et Accise		
	Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54,867,000	
	Impôt		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	110,671,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**165,585,800**	...
	Non budgétaire	...	...
25	**Santé nationale et Bien-être social**		
	Département		
	Programme de l'administration centrale		
	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,788,000	
	Programme des services et de la promotion de la santé		
	Paiements aux provinces et aux territoires à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé, aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	6,871,000,000	(213,000,000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,993,000	
	Programme des services sociaux		
	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (Régime d'assistance publique du Canada et Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé)	4,779,200,000	163,100,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,735,000	
	Programme des services médicaux		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,184,000	
	Programme de la protection de la santé		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13,081,000	
	Programme de la sécurité du revenu		
	Versements d'allocations familiales (Loi sur les allocations familiales)	2,612,000,000	41,000,000
	Versements de sécurité de la vieillesse (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	11,885,000,000	(35,000,000)
	Versements du supplément de revenu garanti (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	3,961,000,000	(59,000,000)
	Versements d'allocations au conjoint (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	549,000,000	(72,000,000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,333,000	
	Programme de la condition physique et du sport amateur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	665,000	
	Conseil de recherches médicales		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	370,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**30,708,396,800**	**(174,900,000)**
	Non budgétaire	...	...

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]—*Suite*

Section	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Indiquées dans Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
26	Secrétariat d'État[9]		
	Département		
	Secrétaire d'État—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Paiements pour l'enseignement postsecondaire versés aux provinces aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	2,271,000,000	(101,000,000)
	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit, obligations contractées sous forme de prêts garantis et paiements de remplacement aux provinces et territoires en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	411,000,000	
	Traitements des lieutenants-gouverneurs (Loi sur les traitements)	758,000	
	Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	150,000	
	Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	60,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,550,000	
	Centre canadien de gestion		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	758,000	
	Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,676,000	
	Commission de la Fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,453,000	
	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel (Loi sur les fonds renouvelables)	(126,000)	
	Conseil de recherches en sciences humaines		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	600,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**2,717,926,800**	**(101,000,000)**
	Non budgétaire	...	...
27	Solliciteur général		
	Département		
	Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,921,000	
	Service correctionnel		
	Pensions et autres avantages sociaux des employés	198,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	62,061,000	
	Commission nationale des libérations conditionnelles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,129,000	
	Gendarmerie royale du Canada		
	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	172,865,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,038,000	

	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	95,000	
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	160,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**253,514,800**	...
	Non budgétaire	...	...
28	Transports[10]		
	Département		
	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Fonds renouvelable des aéroports (Loi sur les fonds renouvelables)	(82,550,000)	18,550,000
	Abolition des péages sur le pont Victoria (crédit 107, Loi des subsides n° 5 de 1963)	3,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	120,840,000	
	Bureau canadien de la sécurité aérienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,642,000	
	Tribunal de l'aviation civile		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67,000	
	Administrateur de l'Office du transport du grain		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	224,000	
	Office national des transports		
	Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	472,148,000	97,952,000
	Paiements à des compagnies de chemin de fer et de transport en vertu de la Loi sur les chemins de fer	62,964,000	(16,535,000)
	Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi de 1987 sur les transports nationaux	17,502,000	2,320,000
	Paiements à des compagnies de chemin de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	82,164,000	6,099,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,967,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**682,015,800**	**108,386,000**
	Non budgétaire	...	...
29	Travail		
	Département		
	Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (Loi sur l'indemnisation des agents de l'État) et à des marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands)	43,010,000	
	Prestations d'adaptation pour les travailleurs (Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs)	90,500,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,834,000	
	Conseil canadien des relations du travail		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	766,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**140,157,800**	...
	Non budgétaire	...	...
30	Travaux publics		
	Département		
	Programme des services		
	Fonds renouvelable des Travaux publics (Loi sur les fonds renouvelables)	14,900,000	
	Ministre des Travaux publics—Traitement et allocation pour automobile	47,800	
	Programme des biens immobiliers		
	Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices (Loi sur les subventions aux municipalités)	297,755,000	
	Subvention à l'égard de bassins de radoub (Loi sur les subventions aux bassins de radoub)	180,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,496,000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]—*Fin*

Section	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	(L) Avances consenties en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	(151,100,000)	
	Total du ministère—Budgétaire	314,378,800	...
	Non budgétaire	(151,100,000)	...
	Total du gouvernement—Budgétaire	88,048,595,883	1,465,111,000
	Non budgétaire	4,852,000	49,700,000

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
(1) Le détail des autorisations législatives non divulgué dans les Budgets des dépenses n'est pas présenté dans cette appendice.
(2) Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré au ministère des Forêts.
(3) Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée du ministère des Transports sous ce programme.
(4) Au cours de l'exercice, la Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice a été transférée du ministère du Secrétariat d'État sous ce programme.
(5) Au cours de l'exercice, le Programme du Tribunal canadien des importations et la Commission du tarif du ministère des Finances ainsi que la Commission du textile et du vêtement de l'ancien ministère de l'Expansion industrielle régionale ont été transférés sous ce programme.
(6) Au cours de l'exercice, Air Canada a été transférée du ministère des Transports sous ce programme.
(7) Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré du ministère de l'Agriculture sous ce programme.
(8) Industrie, Sciences et Technologie provient de la fusion des anciens ministères de l'Expansion industrielle régionale et des Sciences et Technologie. La Commission du textile et du vêtement a été transférée au Tribunal canadien du commerce extérieur du ministère des Finances.
(9) Au cours de l'exercice, la Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice a été transférée au ministère d'Emploi et Immigration.
(10) Au cours de l'exercice, Air Canada a été transférée au ministère des Finances sous Privatisation et affaires réglementaires, et l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée au ministère du Conseil privé.

Autorisations disponibles des exercices précédents

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
2		**Affaires extérieures**	
		Département	
		Programme des intérêts du Canada à l'étranger	
	(S)	Fonds renouvelable des passeports—Loi sur les fonds renouvelables, article 4. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder $4,000,000 en aucun temps.	14,487,061
	L12c	Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits. Pour porter de $14,500,000 à $22,500,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, le crédit L11 de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90. (Net)	2,933,397
	630	(L) Loi des subsides n° 2 de 1954. Pour porter de $30,000,000 à $50,000,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la Loi des subsides n° 2 de 1954, le crédit L12 de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90. (Net)	21,894,940
	(S)	(L) Loi n° 3 de 1980-81 portant affectation de crédits. Pour autoriser le Ministre à effectuer des paiements et à émettre des garanties, au cours des années financières 1980-1981, 1981-82, 1982-83, 1983-84, 1984-85 et 1985-86, pour participer aux stocks régulateurs internationaux de caoutchouc naturel, conformément aux conditions de la Convention internationale sur le caoutchouc naturel de 1979, lesdits paiements et lesdites garanties ne devant pas dépasser au total $12,500,000. (Net)	4,241,364
	L47b	Loi n° 3 de 1980-81 portant affectation de crédits. Pour autoriser le Ministre à effectuer des paiements et à émettre des garanties et des billets à ordre de la présente année financière et des années financières subséquentes afin d'acheter des actions dans le premier compte du fonds commun des denrées, conformément aux conditions de la Convention établissant le fonds commun des denrées, lesdits paiements, garanties et billets à ordre ne devant pas dépasser au total $10,380,000 (É-U). (Brut)	12,378,150
		Corporation commerciale canadienne	
	(S)	(L) Loi sur la Corporation commerciale canadienne, article 11. Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix millions de dollars, versés à même les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé. (Net)	10,000,000
		Agence canadienne de développement international	
	L55	Loi d'aide au développement international (institutions financières)—Banque interaméricaine de développement. Pour autoriser l'émission de billets à ordre sans intérêt et non négociables, selon la forme que déterminera le ministre des Finances, relativement à la souscription du Canada pour 1,928 actions versées et 63,692 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement, même si le montant est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens, pour confirmer et ratifier les achats déjà effectués d'actions versées du capital-actions de la Banque interaméricaine de développement. (Tout achat d'actions versées selon le crédit L55 a été payé.) (Diverses lois portant affectation de crédits.) (Brut)	916,255,517
		(L'engagement financier selon l'autorisation parlementaire de la Loi d'aide au développement international (institutions financières) a été augmenté d'une somme additionnelle de $650,894,560 (É-U) réévalué à $830,606,548 (Can), utilisant le taux de change de clôture à la fin de l'exercice ($1.3636 (Can) = $1 (É-U)) pour la souscription au capital-actions de la Banque interaméricaine de développement pour un nombre additionnel de 2,428 actions versées du capital-actions et de 51,528 actions remboursables à vue supplémentaires, augmentant l'avoir des actionnaires à 125,202 actions. Ces augmentations d'actions, à être payées en quatre paiements annuels égaux de $7,322,504 (É-U) de 1983 à 1986.)	

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
	L50	Loi d'aide au développement international (institutions financières)—Banque de développement des Caraïbes. Pour autoriser la souscription de 585 actions versées et de 878 actions remboursables à vue supplémentaires (l'autorisation totale des actions remboursables du capital-actions est de 5,355) de la Banque de développement des Caraïbes au montant de $7,315,000 (É-U) et pour confirmer et ratifier tout achat desdites actions déjà effectué. (Diverses lois portant affectation de crédits.) (Brut)	38,517,775
	L36a	Loi d'aide au développement international (institutions financières)—Banque asiatique de développement. Loi n° 3 de 1977-78 portant affectation de crédits. Les crédits autorisés, permettant, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, l'achat de 8,740 actions versées et 36,403 actions remboursables à vue supplémentaires de la Banque asiatique de développement pour la somme de $451,430,000 (É-U) conformes, quant au poids et au titre, aux normes établies le 31 janvier 1966 équivalant à $544,582,194 (É-U), y compris l'autorisation de payer, à l'égard des actions versées, par versements pour la présente année financière et les années financières subséquentes, conformément aux engagements pris par le Canada de souscrire à des actions de la Banque, lesdits versements devant être acquittés en espèces ou en billets à ordre non négociables et sans intérêt selon la forme que le ministre des Finances pourra déterminer, ou encore à la fois en espèces et en billets, même si le paiement est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens. (Diverses lois portant affectation de crédits.) (Brut)	523,683,502
	(S)	(L) Loi d'aide au développement international (institutions financières)—Banque africaine de développement	
		Au titre de la participation initiale du Canada à la Banque africaine de développement, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut souscrire:	
		a) 4,200 actions versées en cinq versements, et	
		b) 12,600 actions remboursables, de ladite banque d'une valeur totale de cent soixante-huit millions unités de compte (équivalant à environ deux cent quarante millions de dollars).	
		Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut émettre au profit de la Banque africaine de développement, en la forme fixée par le ministre des Finances, des billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant global représentant, en dollars canadiens, la contre-partie de huit millions quatre cent mille unités de compte, au titre du troisième versement des cinq versements visés à l'alinéa a) (équivalant à environ douze millions de dollars). (Brut)	
		i) souscription initiale pour actions de la Banque africaine de développement	181,449,560
		ii) seconde souscription pour actions de la Banque africaine de développement	477,533,141
		Société pour l'expansion des exportations	
	(S)	(L) Loi sur l'expansion des exportations.	
		Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de $1,500,000,000. (Brut)	803,000,000
		Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14;	
		L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à dix fois le total obtenu en ajoutant:	
		a) au capital payé de la Société, et	
		b) le montant, le cas échéant de ses bénéfices non répartis établi selon ses derniers états de comptes pour une année financière qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada. (Net)	3,838,643,000
		Autorité selon les conditions prescrites à l'article 31, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 32 ne doit jamais dépasser $6,000,000,000. (Net)	4,804,792,265
		Total du ministère—Budgétaire	**14,487,061**
		Non budgétaire	**11,635,322,611**

3	**Affaires indiennes et Nord canadien**	
	Département	
	Programme des affaires indiennes et inuit	
(S)	Loi de crédits n° 4 de 1987-88 (crédit 5c).	
	Paiement du Fonds du revenu consolidé en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens. L'autorisation maximale est de $60,000,000 moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1988-89 au montant de $25,886,222.	34,113,778
L51a	Loi des subsides n° 9 de 1966.	
	Pour autoriser, au cours de la présente année financère et des années subséquentes, des prêts afin d'aider financièrement les Indiens et les Esquimaux à construire des maisons ailleurs que dans les réserves indiennes en vertu du Compte d'aide domiciliaire aux Indiens, établi par le crédit L51a de la Loi des subsides n° 9 de 1966. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L15 de la Loi n° 2 de 1978 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $20,000,000. (Net)	17,898,494
L53b	Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits.	
	Prêts consentis, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'Indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation de garantir les prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 6b de la Loi de crédits n° 4 de 1989-90, ne doit pas dépasser $64,000,000. (Net)	28,405,418
	Programme des affaires du Nord	
7a	Loi des subsides n° 9 de 1966 (crédit 7a du Nord canadien et des ressources nationales).	
	Pour autoriser, au cours de la présente année financière et des années financières subséquentes selon les conditions et modalités prescrites par le gouverneur en conseil, des subventions d'aide à l'exploitation des ressources minières du Nord à des particuliers et à des sociétés afin d'aider à l'expansion des ressources minières et de l'économie dans le Nord canadien et autorisation de prendre, pour les subventions d'aide à l'expansion dans l'année courante et les années subséquentes, des engagements ne dépassant pas en tout $9,000,000. Le crédit 30b des Affaires indiennes et du Nord canadien de la Loi n° 7 de 1967 portant affectation de crédits porte à $18,000,000 le montant des subventions d'aide à l'exploitation des ressources minières du Nord. Le crédit 30c de la Loi n° 1 de 1968 portant affectation de crédits ramène le total des engagements autorisés à un montant ne dépassant pas au total la somme de $18,000,000.	336,764
L40	Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits.	
	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'année financière en cours et les années subséquentes, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la Loi nationale sur l'habitation. Le solde non déboursé des prêts autorisés est de $320,000. (Brut)	320,000
546	(L) Loi des subsides n° 3 de 1953.	
	Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Esquimaux duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la Loi des subsides n° 3 de 1953. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi n° 2 de 1978-79 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $7,072,000. (Net)	4,247,757
L81a	Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits.	
	Pour autoriser, à l'égard de la présente année financière et des années subséquentes, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon; a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser $5,000,000. (Net)	4,686,588
	Total du ministère—Budgétaire	**34,450,542**
	Non budgétaire	**55,558,257**

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
5		**Agriculture**	
		Département	
		Programme agro-alimentaire	
	15[1]	Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits (crédit 17b). Pour étendre la portée du crédit 15 (Agriculture) de la Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits, afin d'inclure l'autorisation de contracter des engagements et de faire des paiements aux fermiers relativement aux jachères, y compris les paiements aux membres du Sénat et de la Chambre des communes, dans les régions désignées, telles qu'elles sont définies par la Loi sur la Commission canadienne du blé, au cours de l'année financière 1971-72 et des années subséquentes, sur la réserve établie.	20,893,095
	(S)	Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, article 28. Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu de l'article 28(2) de la Loi est de $1,000,000 moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1988-89 au montant de $400,000.	600,000
	(S)	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—Loi sur les fonds renouvelables, article 2. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder $2,000,000 en aucun temps.	3,533,311
		Commission canadienne du lait	
	(S)	(L) Loi sur la Commission canadienne du lait, article 16. À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $300,000,000. (Net)	226,752,000
		Office canadien des provendes	
	(S)	(L) Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, article 17. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, à faire des avances à l'Office aux conditions dont il peut être convenu, le montant total des avances en cours consenties ne doit à aucun moment dépasser $50,000,000, et l'article 16 établit le Compte de l'Office canadien des provendes, un paiement en vertu du paragraphe (2) ne doit dépasser: a) ni le montant par lequel dix millions de dollars excèdent le solde du Compte, b) ni un montant quelconque, avancé en vertu de l'article 17. (Net)	60,000,000
		Société du crédit agricole	
	(S)	(L) Loi sur le crédit agricole. Article 12. Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Fonds du revenu consolidé, des montants ne dépassant pas au total $825,000,000, et les montants ainsi versés constituent son capital. (Net)	6,667,000
		Article 13. La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Fonds du revenu consolidé, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes 1) et 2) respectivement qui lui ont été consentis ne doit jamais dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société. (Net)	895,387,101

	(S)	(L) Loi sur le crédit aux groupements agricoles, article 8. Le ministre des Finances peut, sur la demande de la Société et aux conditions qu'approuve le gouverneur en conseil, faire sur le Fonds du revenu consolidé des avances à la Société aux fins des prêts prévus par la présente loi, toute avance ne doit pas excéder le montant par lequel $25,000,000 excèdent le solde de la Caisse des prêts aux syndicats agricoles. (Net)	20,038,462
		Total du ministère—Budgétaire	**25,026,406**
		Non budgétaire	**1,208,844,563**
6		**Anciens combattants**	
		Département	
		Programme des anciens combattants	
	(S)	(L) Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Il peut être avancé, sur le Fonds du revenu consolidé, les montants nécessaires pour l'application des Parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $605,000,000. (Net)	513,454,735
		Total du ministère—Budgétaire	**...**
		Non budgétaire	**513,454,735**
7		**Approvisionnements et Services**	
		Département	
	(S)	Fonds renouvelable des approvisionnements—Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services, paragraphes 5 1) et 2) et Loi sur les fonds renouvelables, article 8. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de l'exploitation, le montant total ne peut excéder $200,000,000 en aucun temps.	131,116,902
	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense—Loi sur la production de défense, article 19. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé dans le but de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne peut excéder en aucun temps $100,000,000 moins les prêts et avances du Compte de prêts pour la production de défense.	73,643,080
		Monnaie royale canadienne	
	(S)	(L) Loi sur la Monnaie royale canadienne, article 17. Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Fonds du revenu consolidé ou d'autres sources à des emprunts d'un montant global maximal de $50,000,000 ou du montant supérieur fixé par loi de crédits. (Net)	33,764,848
		Total du ministère—Budgétaire	**204,759,982**
		Non budgétaire	**33,764,848**
8		**Communications**	
		Département	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Loi sur les fonds renouvelables, article 3. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, le montant total ne peut excéder $15,000,000 a été augmenté à $19,000,000 par diverses lois portant affectation de crédits.	19,367,268
	(S)	(L) Loi relative à Télésat Canada, article 41. Sur recommandation du Ministre et selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut à l'occasion prêter de l'argent à la Société, le total impayé ne doit à aucun moment dépasser $40,000,000. (Net)	40,000,000
		Office national du film	
	(S)	Fonds renouvelable—Loi sur les fonds renouvelables, article 6. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder $20,000,000 en aucun temps.	1,674,436

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
		Musées nationaux du Canada	
	75	Loi de crédits n° 2 de 1988-89.	
		Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de $2,045,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des années financières 1988-89 et 1989-90 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproduction et d'autres documents relatifs aux fins de la Corporation.	1,651,574
		Total du ministère—Budgétaire	**22,693,278**
		Non budgétaire	**40,000,000**
12		Défense nationale	
		Département	
	L15	Loi spéciale des subsides de 1963.	
		Prêts effectués lors de l'année financière en cours et des années subséquentes à l'égard de la construction de projets de logement, conformément aux accords établis avec le ministre de la Défense nationale, pour occupation par des membres des Forces canadiennes; ces prêts sont soumis à des taux d'intérêt et aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil. Le montant total autorisé est $37,000,000. (Brut)	13,086,217
	L20b	Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits.	
		Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'année financière en cours et les années subséquentes, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps tel que modifié par le crédit L16c, Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits, ne devant pas dépasser $80,000,000. (Net)	29,290,107
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**42,376,324**
14		Emploi et Immigration	
		Département/Commission	
		Programme d'immigration	
	(S)	(L) Loi sur l'immigration, article 119.	
		Le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié au c. 59, S.C. 1986, ne pourra à aucun moment dépasser $90,000,000. Le CP 1978-486 du 23 février 1978 contient les règlements qui, conformément au paragraphe 115(1) de la Loi, doivent régir le compte. (Net)	13,131,558
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**13,131,558**

15		**Énergie, Mines et Ressources**	
		Département	
		Programme de l'énergie	
	(S)	Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières, article 237(1). Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la Loi. Autorisation maximale de $50,000,000 à chacun des exercices 1984-85 à 1987-88 inclusivement moins le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la Partie V de la Loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices subséquents. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder $200,000,000.	41,115,844
	(S)	Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, article 233(1). Fonds de développement Canada/Terre-Neuve—Pour tout paiement prélevé sur le Trésor, le montant total d'au plus $225,000,000.	189,590,598(2)
	(S)	Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers, article 242, Partie VII. Nova Scotia Resources (Ventures) Limited (Fonds d'aide destiné au forage)—Versements en vertu de la Loi. Pour prélever sur le Trésor, en vertu des articles 240 et 241, des versements jusqu'à un maximum global de $25,000,000.	25,000,000
		Petro-Canada	
	(S)	(L) Loi sur la Société Petro-Canada, telle que modifiée. Article 22. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à consentir à la Corporation des avances a) sous forme d'emprunts aux conditions que le gouverneur en conseil peut déterminer, ou, b) sous forme d'achats d'actions privilégiées. Le montant non remboursé au titre des emprunts ou des actions privilégiées ne doit jamais dépasser la somme de $1,000,000,000. (Net)	27,228,147
		Article 5. Le Ministre souscrit les actions ordinaires de la Corporation. Le montant de chaque souscription est payé sur le Fonds du revenu consolidé aux dates qu'approuve le ministre des Finances à la demande de la Corporation, le montant global versé au titre de la souscription ne doit pas dépasser $4,900,000,000. (Brut)	3,830,500,000
		Total du ministère—Budgétaire	**255,706,442**
		Non budgétaire	**3,857,728,147**
17		**Finances**	
		Département	
		Programme des politiques financières et économiques	
	(S)	(L) Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 8.1(1). Prêts au Fonds monétaire international. Limite $550,000,000. (Brut)	535,979,639
	(S)	(L) Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 8. Le ministre des Finances peut pourvoir au paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la manière et aux époques prévues par l'accord reproduit à la seconde annexe, d'une somme ou de sommes d'argent, jusqu'à concurrence d'un montant équivalant aux souscriptions qui sont requises du Canada ou qui lui sont permises, soit $2,178,200,000 (É-U) du poids et du titre en vigueur le 1er juillet 1944, équivalant à $2,627,671,570 (É-U). (Brut)	2,853,605,710
	(S)	(L) Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 6.1. Le ministre des Finances peut payer, sur le Fonds du revenu consolidé, à l'Agence multilatérale de garantie des investissements, de la manière et aux époques prévues par la Convention reproduite à la cinquième annexe, d'une somme ou de sommes d'argent jusqu'à concurrence d'un montant de $3,208,130 (É-U). (Brut)	3,825,695
		Programme spécial	
	(S)	Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières, article 16. Indemnité aux déposants de la Banque commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi $875,000,000 à prélever sur le Fonds du revenu consolidé au fur et à mesure des besoins.	71,704,684
	(S)	(L) Loi sur l'aide financière à la Banque commerciale du Canada, article 3. Sont affectés à l'explication de l'article 2 (aide financière à la Banque commerciale du Canada), des crédits de soixante-quinze millions de dollars à prélever sur le Fonds du revenu consolidé au fur et à mesure des besoins. (Brut)	2,000,000

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
	(S)	(L) Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, article 37. Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Fonds du revenu consolidé, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder $3,000,000,000. (Net)	1,305,000,000
		Bureau du surintendant des institutions financières	
	(S)	Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières, articles 16 et 17. Le ministre peut prélever des fonds sur le Fonds du revenu consolidé pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de $40,000,000, le total des cotisations et recettes reçues et autorisées de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor.	41,451,919
		Privatisation et affaires réglementaires	
	(S)	(L) Loi sur Téléglobe Canada (Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines), article 16. À la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut, à l'occasion, autoriser le paiement à la Société, à même les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé, de sommes n'excédant pas, au total, $4,500,000, outre les deniers aux fins d'immobilisations. (Brut)	4,500,000
	L35e	Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits. Pour modifier le crédit L107e (Énergie, Mines et Ressources) de la Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits pour autoriser Eldorado Nucléaire Limitée à porter son emprunt total de $600,000,000 à un montant ne dépassant pas $700,000,000 jusqu'au 31 décembre 1992, conformément aux modalités approuvées par le ministre des Finances.	222,567,000
		Total du ministère—Budgétaire	**113,156,603**
		Non budgétaire	**4,927,478,044**
20		**Industrie, Sciences et Technologie**[3]	
		Département	
		Programme de développement de l'industrie et de la technologie	
	L97b	Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser $1,950,000. (Net)	1,948,436
		Société de développement du Cap-Breton	
	L40a	Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits. Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, acticle 19(2). Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société et du Ministre, autoriser, à l'occasion, sur le Fonds du revenu consolidé, des avances d'argent à la Société, selon les modalités dont on peut convenir, à titre de fonds de roulement pour la division des charbonnages. Le montant total des avances non remboursées à un moment quelconque, ne doit pas excéder $50,000,000. (Net)	9,000,000
		Banque fédérale de développement	
	(S)	Loi sur la Banque fédérale de développement, articles 28 et 31. Paiements à la Banque fédérale de développement conformément à la Loi. Capital versé aux termes de l'article 28. Le versement de capital de la Société, tout en tenant compte de la somme de $79,000,000 versée à la Banque du Canada en vertu de l'article 52, ne doit pas dépasser $475,000,000. (Brut)	6,400,000

	(S)	(L) Loi sur la Banque fédérale de développement. Prêts consentis à la Banque fédérale de développement provenant du Fonds du revenu consolidé en vertu de l'article 30. L'article 31 réduit la somme des montants suivants: a) le passif réel de la Corporation, y compris les titres de créances émis par la Corporation; et b) le passif éventuel de la Corporation constitué par les garanties qu'elle consent et les contrats de souscription à forfait qu'elle conclut, qui ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par douze (ou jusqu'à 15 avec l'approbation du gouverneur en conseil) et ne peut jamais dépasser $3.2 milliards. (Net)	1,021,770,000
		Société canadienne des postes	
	(S)	(L) Loi sur la Société canadienne des postes, articles 28, 29 et 30. Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Fonds du revenu consolidé. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser $500,000,000. (Net) Les conditions présentées au CP 1988-596 sont: Article 1. Le principal maximum de tous les prêts non remboursés ayant une échéance de moins d'un an consentis à la Société canadienne des postes ("la Société") sur le Fonds du revenu consolidé ne doit pas dépasser $100,000,000 en tout temps au cours de la période allant du 1er avril 1988 au 30 mars 1989; et, Article 5. Le principal maximum de tous les prêts ayant une échéance de plus de cinq ans et de moins de dix ans consentis à la Société sur le Fonds du revenu consolidé ne doit pas dépasser $160,000,000 au cours de la période allant du 1er avril 1988 au 31 mars 1989. Les prêts consentis en vertu du présent article doivent être conformes aux paragraphes 6(1) ou 6(2) et, Article 8. Le principal global des prêts consentis en vertu des articles 1 et 5 et non remboursés ne doit pas dépasser $255,000,000 en tout temps. (Net)	420,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	**6,400,000**
		Non budgétaire	**1,452,718,436**
23		**Pêches et Océans**	
		Département	
	540	(L) Loi des subsides n° 5 de 1955. Loi des subsides n° 5 de 1955, telle que modifiée par le crédit 527 de la Loi des subsides n° 6 de 1956 et par le crédit L38b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits, prévoient la création d'un ou de plusieurs comptes spéciaux en remplacement des comptes établis en vertu du crédit 536 de la Loi des subsides n° 4 de 1954, portant affectation de crédits aux fins d'un programme qui sera connu sous le nom de Régime d'assurance des bateaux de pêche et qui sera administré conformément aux règlements prescrits par le gouverneur en conseil, afin d'aider les pêcheurs à faire face à des pertes anormales d'immobilisations et d'autoriser le paiement d'indemnités. Les comptes seront crédités de toutes les sommes encaissées sous forme de primes ou de recouvrements ainsi que des avances consenties conformément à ces règlements, ces avances ne devant jamais dépasser $150,000; ces crédits autorisent en outre le paiement des remboursements de primes et le règlement des réclamations de dommages-intérêts lors de collision en mer, lorsque la collision met en cause un bâtiments assuré en vertu du Régime d'assurance des bateaux de pêche. Les frais d'administration sont imputés au crédit 1 du ministère des Pêches et Océans. Les programmes concernant le fonds d'indemnités relatif aux casiers à homard et les apparaux fixes et installations portuaires ont été annulés à la fin de l'année 1968-69. (Net)	150,000
		Office canadien du poisson salé	
	L23b	Ce compte a été établi pour y consigner les prêts consentis à l'Office canadien du poisson salé, créé en vertu de la Loi sur le poisson salé de 1969-70, et a été étendu par le crédit L23b, de la Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits en vue de la réglementation du commerce interprovincial et du commerce d'exportation du poisson salé pour augmenter les gains des producteurs primaires de morue préparée. L'article 16 de la Loi prévoit que le gouverneur en conseil peut selon les modalités qu'il peut prescrire, autoriser le ministre des Finances: a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office. Le CP 1973-1915 de juillet 1973 autorise au ministre des Finances d'effectuer à l'Office canadien du poisson salé des prêts afin de financer l'acquisition d'actif immobilisé autre que le fonds de roulement. Le solde global débiteur ne doit jamais dépasser $50,000,000. (Net)	9,000,000

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
	L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, 1968-69, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créant l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce.	
		Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux:	
		a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et	
		b) à consentir des prêts à l'Office.	
		Le crédit L30b, Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits. L'ensemble des montants non remboursés, à tout moment, qui peuvent être empruntés à toute banque sur le crédit de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce et des montants prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce ne doit pas dépasser $30,000,000. (Net)	13,500,000
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**22,650,000**
26		**Secrétariat d'État**	
		Commission de la Fonction publique	
	(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—Loi sur les fonds renouvelables, article 7.	
		Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder $4,500,000 en aucun temps.	7,477,418
		Total du ministère—Budgétaire	**7,477,418**
		Non budgétaire	...
27		**Solliciteur général**	
		Service correctionnel	
	L103b	Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits.	
		Pour étendre la portée du compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits:	
		a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et	
		b) pour porter de $10,000 à $50,000 le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte. Loi n° 3 de 1982-83 portant affectation de crédits, tel qu'amendé par le crédit L14b n° 3 de 1982-83 portant affectation de crédits. (Net)	36,523
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**36,523**
28		**Transports**	
		Département	
	(S)	(L) Loi sur la Société canadienne des ports, article 52, Partie I et article 26, Partie II, Annexe I.	
		À la demande du Ministre, le ministre des Finances peut consentir, sur le Fonds du revenu consolidé, un prêt à la Société ou à une société de port locale si celle-ci a besoin de fonds de roulement. Le montant global des prêts en cours selon les articles 52 et 26 ne doit, en aucun moment, dépasser $10,000,000. (Net)	10,000,000

	(S)	(L) Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, article 28. Le ministre des Finances, à la demande du Ministre et avec l'approbation du gouverneur en conseil, peut, de temps à autre, consentir à l'Administration, sur les deniers au Fonds du revenu consolidé, des prêts temporaires. Le montant global des prêts en cours ne doit, en aucun moment, dépasser $10,000,000. (Net)	10,000,000
	(S)	Fonds renouvelable des aéroports—Loi sur les fonds renouvelables, article 10. Pour déposer au Fonds du revenu consolidé les recettes provenant de l'exploitation de certains aéroports et toutes les sommes allouées de temps à autre, et d'effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement de l'entretien et de l'amélioration de certains aéroports. Le Fonds sera exploité à l'intérieur des limites des pouvoirs du tirage statutaire approuvé par le Parlement.	263,920,671
		Air Canada[4]	
	(S)	(L) Loi sur Air Canada.	
		Article 13. Le gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à acheter, au nom du Ministre, des actions de la Société et à les payer sur le Fonds du revenu consolidé. La Société a un capital autorisé de $750,000,000. (Brut)	420,991,000
		Article 19. Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société approuvée par le Ministre, consentir à la Société des prêts sur le Fonds du revenu consolidé, et le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à garantir, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, les dettes de la Société. Le montant total du principal non encore remboursé de ces prêts et garanties ne doit pas dépasser $750,000,000. (Net)	620,077,299
		Total du ministère—Budgétaire	**263,920,671**
		Non budgétaire	**1,061,068,299**
30		**Travaux publics**	
		Département	
		Programme des services	
	(S)	Fonds renouvelable des Travaux publics—Loi sur les fonds renouvelables, article 5. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, le total ne peut excéder $150,000,000 a été augmenté à $450,000,000 par diverses lois portant affectation de crédits.	279,596,985
		Passif net assumé par le Fonds.	16,571,268
		Société canadienne d'hypothèques et de logement	
	(S)	(L) Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement.	
		L'article 21 autorise des avances du Fonds du revenu consolidé à la Société telles que prescrites par les autorités contenues dans la Loi nationale sur l'habitation.	
		L'article 24 réduit le montant des prêts ou des garanties donné par la Société à ces autorités en vertu de la Loi nationale sur l'habitation.	
		Loi nationale sur l'habitation.	
		Article 19. Autorisation d'un compte spécial appelé le Fonds d'achat de prêts et d'hypothèques, aucune avance ne devant dépasser $100,000,000 moins le solde du Fonds. (Net)	100,000,000
		Article 26(3) réduit le montant total des avances, remboursements et paiements pour le réaménagement urbain, provincial et municipal à $351,000,000. (Brut)	286,000,000
		Article 27.6(2) réduit le montant total des avances pour fins de programme d'amélioration des quartiers à $302,000,000. (Brut)	249,500,000
		Article 34 a). Avances pour prêts directs en vertu du paragraphe 8.2(1) et des Parties II, IV-2, VI et VI-1 et de l'article 59, le montant total ne devant dépasser $14,500,000,000. (Brut)	1,680,106,790
		Article 42(4). Avances, en vue de l'acquisition de terrains pour location à bas prix, ne devant dépasser $40,000,000. (Brut)	38,500,000
		Article 53(3) réduit le montant total des avances et remboursements pour fins de projets d'égoûts et d'approvisionnement en eau potable à $1,674,600,000. (Brut)	354,200,000
		Article 56(2) réduit le montant total des avances pour la remise en état des immeubles résidentiels existants à $500,000,000. (Brut)	189,600,000
		Article 77(2) réduit le montant total des avances pour l'élaboration de projets de recherches sur le logement et de l'aménagement urbain à $75,000,000. (Brut)	59,000,000
		Article 79(6) réduit le montant total des avances et remboursements pour projets de logement public conjoints à $3,000,000,000. (Brut)	913,900,000
		Article 84(7) réduit le montant total des avances et remboursements pour des projets de collectivités nouvelles fédérales-provinciales à $100,000,000. (Brut)	100,000,000

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Fin*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
		Article 89(2) réduit le montant total des avances et remboursements pour fins de prêts pour des projets d'habitation d'étudiants à $550,000,000. (Brut)	111,000,000
		Article 92(8) réduit le montant total des avances et des remboursements pour les projets d'habitation des Autochtones et pour les projets ruraux unilatéraux dans une région désignée à $400,000,000. (Brut)	292,900,000
		Article 92(8) réduit le montant total des avances et des remboursements pour les projets d'habitation des Autochtones et pour les projets ruraux unilatéraux n'étant pas dans une région désignée à $60,000,000. (Brut)	60,000,000
		Total des autorisations brutes des articles 26(3) à 92(8) est de $21,552,600,000.	
		Total du ministère—Budgétaire	**296,168,253**
		Non budgétaire	**4,434,706,790**
		Total du gouvernement—Budgétaire	**1,244,246,636**
		Non budgétaire	**29,298,839,135**

(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
[1] Crédit 15c en 1988-89.
[2] Ce montant reporté a été enregistré incorrectement sous la colonne "Redressements statutaires et mandats" l'exercice précédent.
[3] Industrie, Sciences et Technologie provient de la fusion des anciens ministères de l'Expansion industrielle régionale et des Sciences et Technologie.
[4] Au cours de l'exercice, Air Canada a été transférée au ministère des Finances sous Privatisation et affaires réglementaires.

APPENDICE 4

Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
3		**Affaires indiennes et Nord canadien**	
		Département	
		Programme des affaires indiennes et inuit	
	L20	Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits.	
		Prêts et garanties de prêts en vertu du compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 6b de la Loi de crédits n° 4 de 1989-90. Limite $64,000,000. (Net)	(6,000,000)
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**(6,000,000)**
8		**Communications**	
		Département	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Loi sur les fonds renouvelables, article 3. Augmentation de l'autorisation en vertu du crédit 2, Loi de crédits n° 3 de 1989-90.	11,000,000
		Musées nationaux du Canada	
	75	Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de $3,990,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1989-90 et 1990-91 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres documents relatifs aux fins de la Corporation et de la subvention inscrite au Budget. (Loi de crédits n° 3 de 1989-90).	3,990,000
		Total du ministère—Budgétaire	**14,990,000**
		Non budgétaire	...
		Total du gouvernement—Budgétaire	**14,990,000**
		Non budgétaire	**(6,000,000)**

(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

SECTION 2

COMPTES PUBLICS
1989-90

Affaires extérieures

Département
Corporation commerciale canadienne
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales
Agence canadienne de développement international
Secrétariat canadien
Société pour l'expansion des exportations
Centre international d'exploitation des océans
Centre de recherches pour le développement international
Commission mixte internationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	2.2
Sommaire du ministère	2.5
Programmes par activité	2.10
Paiements de transfert	2.15
Détail des montants portés au crédit	2.26
Recettes	2.26

Département

Programme des intérêts du Canada à l'étranger

Objectif

Mener à bien la politique étrangère du Canada et, plus spécifiquement, promouvoir au plan international les objectifs nationaux de croissance économique, d'expansion du commerce, de paix et de sécurité, de souveraineté et d'identité nationales, de justice sociale, et protéger les intérêts des Canadiens voyageant ou vivant à l'étranger.

Description des activités

Politique étrangère, priorités et coordination

Formulation et coordination des recommandations et des initiatives en matière de politique étrangère. Planification et coordination des ressources du ministère. Gestion des relations avec les autres ministères et organismes fédéraux. Coordination de la participation des provinces aux relations internationales. Prestation des services de protocole pour l'ensemble du gouvernement du Canada.

Expansion du commerce extérieur

Maintien et expansion des débouchés pour les biens et services canadiens sur les marchés extérieurs. Formulation, élaboration et coordination des politiques et initiatives de commercialisation à l'échelle internationale, et de stimulation des investissements et d'acquisition de technologie à l'étranger. Coordination à l'étranger du programme de promotion du tourisme.

Politiques économiques et commerciales et aide au développement

Gestion des relations économiques internationales, y compris la participation du Canada à l'OCDE, au GATT, aux négociations commerciales multilatérales, à la CNUCED, et dimensions économiques des questions Nord-Sud et Est-Ouest. Politique des investissements et coopération industrielle. Administration de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation.

Affaires politiques et sécurité internationale

Élaboration, coordination et mise en oeuvre de la politique étrangère du Canada en ce qui concerne la sécurité internationale, le contrôle des armements et le désarmement, les Nations Unies, le Commonwealth, la Francophonie, les droits de la personne et d'autres secteurs connexes.

Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration

Gestion des aspects juridiques des relations extérieures du Canada. Coordination et gestion des affaires de l'immigration et des réfugiés. Formulation de la politique et gestion du programme des affaires consulaires.

Communications et culture

Gestion des communications du ministère au Canada et à l'étranger concernant le commerce international et la politique étrangère. Développement et coordination des relations et activités culturelles internationales. Bibliothèque et services reliés aux activités de communications.

Relations et activités bilatérales

Gestion des relations bilatérales du Canada avec les divers pays et les diverses régions; gestion de l'ensemble des questions et intérêts en jeu, notamment en ce qui concerne les relations politiques, économiques et commerciales, la promotion du commerce, la coopération industrielle et les investissements. Mise en oeuvre à l'étranger des programmes canadiens de développement industriel, d'aide au développement, d'immigration, d'affaires culturelles, d'affaires publiques et de tourisme. Prestation de services consulaires, dans les missions à l'étranger. Analyse et évaluation des développements à l'étranger en fonction de leur incidence sur les intérêts canadiens. Formulation de recommandations sur les politiques touchant les intérêts du Canada dans les pays ou groupes de pays. Gestion et fourniture des installations et du matériel nécessaires aux missions à l'étranger.

Passeports

Délivrance de titres de voyage et prestation d'instructions et de directives aux missions à ce sujet.

Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration

Prestation de services de soutien administratif au ministère à Ottawa et aux missions à l'étranger, notamment en ce qui concerne les finances, les télécommunications, la gestion des archives, le traitement électronique des données, et les services de conseil en gestion. Élaboration et mise en oeuvre de politiques et de programmes visant à répondre aux besoins en matière du personnel du ministère et de ses employés tant à Ottawa qu'à l'étranger.

Programme des expositions internationales

Objectif

Présentation d'une image du Canada qui illustre le développement du Canada aux points de vue économique, culturel et social.

Description de l'activité

Expositions internationales

Gestion des relations du Canada avec le Bureau international des expositions à Paris et coordination de sa participation aux expositions internationales. Promotion des expositions internationales qui ont lieu au Canada.

Corporation commerciale canadienne

Objectif

Offrir en matière de contrats d'exportation un service intergouvernemental qui réponde efficacement aux besoins des secteurs privé et public au Canada au moindre coût possible pour le contribuable canadien; et offrir aux clients gouvernementaux étrangers un service efficace en matière de gestion des contrats.

Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales

Objectif

Accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien.

Agence canadienne de développement international

Objectif

Encourager les efforts des peuples des pays en développement en vue d'un développement économique et social autonome compatible avec leurs besoins et leur environnement, en collaborant avec eux à la réalisation d'activités de développement; et accorder une assistance humanitaire et, partant, favoriser les intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger grâce à la promotion de la justice sociale, de la stabilité internationale et des relations économiques à long terme, au profit de la communauté mondiale.

Description des activités

Initiatives nationales

Les Initiatives nationales englobent l'aide au développement que l'ACDI fournit directement à des pays admissibles à l'aide canadienne et à des institutions régionales. Elle comprend également l'aide alimentaire bilatérale, l'assistance humanitaire internationale et les bourses d'études.

Programme de partenariat

Le Programme de partenariat englobe l'aide au développement que l'ACDI fournit par l'entremise de partenaires nationaux et internationaux et comprend: le secteur bénévole (organisations et institutions non gouvernementales nationales et internationales), la coopération industrielle (entreprises privées, canadiennes et internationales), la coopération technique multilatérale, les institutions financières internationales et l'aide alimentaire multilatérale.

Services généraux

Cette activité englobe les fonctions de conseils et de services suivantes:

- les services généraux de l'Agence, y compris les cabinets du président et du vice-président principal, les relations parlementaires et la vérification interne;
- les services de formulation et d'évaluation des politiques;
- les services de gestion financière, de comptabilité, de gestion de l'information et les systèmes de gestion;
- les services au personnel et les services administratifs; et
- les services d'information du public.

Secrétariat canadien

Objectif

Fournir des services de soutien administratif aux groupes spéciaux institués en vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les État-Unis (ALÉ).

Description de l'activité

Secrétariat canadien

Afin de régler les différends résultant de décisions en matière de droits antidumping et compensateurs prises conformément à l'Accord de libre-échange (ALÉ), il est possible de substituer à l'examen judiciaire, une procédure de révision par des groupes spéciaux (chapitre 19). Les différends entre les deux gouvernements (chapitre 18) peuvent être renvoyés à un groupe spécial composé de cinq membres. Le Secrétariat canadien administre un greffe et fournit des services de soutien administratif aux groupes spéciaux.

Société pour l'expansion des exportations

Objectif

Faciliter et accroître le commerce d'exportation du Canada.

Centre international d'exploitation des océans

Objectif

Susciter, favoriser et appuyer la coopération entre le Canada et les pays en développement en ce qui a trait au développement des ressources océaniques.

Centre de recherches pour le développement international

Objectif

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions, et dans la poursuite de ces objets:

- s'assurer les services de scientifiques et techniciens des sciences naturelles et sociales au Canada et à l'étranger;
- aider les régions en développement à se constituer le potentiel et les institutions de recherche de même que les capacités d'innovation dont elles ont besoin pour résoudre leurs problèmes;
- encourager la coordination de la recherche en développement international;
- promouvoir la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes de développement entre les régions développées et les régions en développement, à leur avantage réciproque.

Commission mixte internationale

Objectif

Mise en application des responsabilités, fonctions et pouvoirs confiés à la Commission à la suite d'ententes internationales, à la demande des gouvernements canadien et américain, étudier les questions ou les différends tenant à la frontière commune, et formuler les avis appropriés. Étudier et, s'il y a lieu, approuver aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, toute utilisation, dérivation ou obstruction des eaux limitrophes, d'un côté ou de l'autre de la frontière, susceptibles de changer le niveau ou le cours naturel des eaux dans l'autre pays.

Description des activités

Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu de son mandat international

Coordination des travaux des comités d'enquête internationaux; surveillance du travail des comités de contrôle internationaux établis par la Commission; paiement d'autres frais occasionnés par des enquêtes et des relevés.

Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs

Surveillance, contrôle, coordination et aide aux gouvernements dans l'application de l'accord; fonctionnement du bureau régional selon les arrangements conclus avec les États-Unis sur le partage des frais; aide requise au Conseil de la qualité de l'eau dans les Grands Lacs et au Conseil consultatif scientifique.

Administration

Membres de la Commission et personnel de soutien; dépenses connexes de fonctionnement.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des intérêts du Canada à l'étranger				
...	669,263,000	...	...	669,263,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	19,787,000	...	19,787,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	7,296,798	...	7,296,798	1c	Virement de $15,052,000 du crédit 5 (Affaires extérieures)				
...	...	...	15,052,000	15,052,000		Virement du: crédit 5				
...	...	...	9,027,161	9,027,161		CT, crédit 5[1]				
...	669,263,000	27,083,798	24,079,161	720,425,959		Total—Crédit 1	707,035,563	13,390,396	...	638,578,885
...	...	9,202	...	9,202	2c	Intérêts du Canada à l'étranger—Radier des comptes du Canada certaines créances envers Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant à $9,201.45, soit le capital de 19 comptes dus par 19 débiteurs découlant de prêts d'affectation accordés à des anciens employés	9,202	...	...	...
...	133,853,000	...	...	133,853,000	5	Dépenses en capital				
...	...	3,635,000	...	3,635,000	5b	Dépenses en capital				
...	...	...	(15,052,000)	(15,052,000)		Virement au crédit 1				
...	133,853,000	3,635,000	(15,052,000)	122,436,000		Total—Crédit 5	109,626,093	12,809,907	...	116,274,454
...	213,736,356	...	...	213,736,356	10	Subventions et contributions				
...	...	1,103,000	...	1,103,000	10b	Subventions et contributions				
...	...	21,785,000	...	21,785,000	10c	Subventions et contributions				
...	...	...	704,305	704,305		Augmentation de l'autorisation autorisée par le crédit 10				
...	213,736,356	22,888,000	704,305	237,328,661		Total—Crédit 10	222,404,644	14,924,017	...	196,923,404
...	47,800	...	(3,717)	44,083	(S)	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures—Traitement et allocation pour automobile	44,083	...	...	62,325
...	200,000	...	5,538	205,538	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	205,538	...	...	199,051
...	30,535,000	...	(526,000)	30,009,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30,009,000	...	...	29,839,000
14,487,061	(448,000)	...	448,000	14,487,061	(S)	Fonds renouvelable des passeports	106,024	...	14,381,037	(437,577)
...	...	...	51,540	51,540	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	51,540	...	...	30,299
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	500,000
14,487,061	1,047,187,156	53,616,000	9,706,827	1,124,997,044		Total budgétaire	1,069,491,687	41,124,320	14,381,037	981,969,841

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
4,241,364	...	...	(4,241,364)	...	(S)	(L) Participation aux stocks régulateurs internationaux de caoutchouc naturel selon la Convention internationale sur le caoutchouc naturel de 1979. Limite $12,500,000. (Net)	...	...	...	(1,704,010)
2,933,397	8,000,000	...	...	10,933,397	L11	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits. Limite $22,500,000. (Net)	(28,683)	...	10,962,080	1,712,098
21,894,940	20,000,000	...	...	41,894,940	L12	Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la Loi des subsides n° 2 de 1954. Limite $50,000,000. (Net)	671,225	...	41,223,715	(215,776)
12,378,150	...	...	(238,740)	12,139,410	L47b	Achat d'actions et émission de billets—Fonds commun des denrées. Limite $10,380,000 (É-U) ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.1695 $(Can)). (Brut)	1,604,954	...	10,534,456	...
...	2,000,000	...	(2,000,000)	...	(S)	(L) Achat d'actions relativement à la participation du Canada dans le premier compte du Fonds commun des denrées	...	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	241,183
41,447,851	30,000,000	...	(6,480,104)	64,967,747		Total non budgétaire	2,247,496	...	62,720,251	33,495
						Total du programme—				
14,487,061	**1,047,187,156**	**53,616,000**	**9,706,827**	**1,124,997,044**		**Budgétaire**	**1,069,491,687**	**41,124,320**	**14,381,037**	**981,969,841**
41,447,851	**30,000,000**	**...**	**(6,480,104)**	**64,967,747**		**Non budgétaire**	**2,247,496**	**...**	**62,720,251**	**33,495**
						Programme des expositions internationales				
...	480,000	...	...	480,000	15	Dépenses du programme				
...	...	1,384,000	...	1,384,000	15c	Dépenses du programme				
...	480,000	1,384,000	...	1,864,000		Total—Crédit 15	1,817,006	46,994	...	3,065,446
...	41,000	...	(1,000)	40,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40,000	...	...	73,000
...	**521,000**	**1,384,000**	**(1,000)**	**1,904,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,857,006**	**46,994**	**...**	**3,138,446**
						Total du département—				
14,487,061	**1,047,708,156**	**55,000,000**	**9,705,827**	**1,126,901,044**		**Budgétaire**	**1,071,348,693**	**41,171,314**	**14,381,037**	**985,108,287**
41,447,851	**30,000,000**	**...**	**(6,480,104)**	**64,967,747**		**Non budgétaire**	**2,247,496**	**...**	**62,720,251**	**33,495**

						Corporation commerciale canadienne				
...	20,089,000	...	...	20,089,000	20	Dépenses du programme	17,088,890	3,000,110	...	15,297,002
10,000,000	...	...	...	10,000,000	(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, article 11. Limite $10,000,000. (Net)	...	...	10,000,000	...
						Total du programme—				
...	**20,089,000**	**...**	**...**	**20,089,000**		**Budgétaire**	**17,088,890**	**3,000,110**	**...**	**15,297,002**
10,000,000	**...**	**...**	**...**	**10,000,000**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**10,000,000**	**...**
						Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales				
...	5,000,000	...	(5,000,000)	...	(S)	Paiements à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales				
	...	...	5,000,000	5,000,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 29(f) de la Loi				
...	5,000,000	...	...	5,000,000		Total	5,000,000	...	...	5,000,000
...	**5,000,000**	**...**	**...**	**5,000,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**5,000,000**	**...**	**...**	**5,000,000**
						Agence canadienne de développement international				
...	101,950,000	...	...	101,950,000	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	4,395,296	4,395,296		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(2,199,999)	(2,199,999)		Virement au crédit 30				
...	101,950,000	...	2,195,297	104,145,297		Total—Crédit 25	103,091,920	1,053,377	...	92,622,894
...	1,789,700,000	...	...	1,789,700,000	30	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	30b	Contributions inscrites au Budget—Virement de $2,199,999 du crédit 25 (Affaires extérieures)				
...	...	1	...	1	30c	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	2,199,999	2,199,999		Virement du crédit 25				
...	1,789,700,000	2	2,199,999	1,791,900,001		Total—Crédit 30	1,789,906,967	1,993,034	...	1,981,732,603
...	85,500,000	23,000,000	(35,934)	108,464,066	(S)	Paiements aux institutions financières internationales (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	108,464,066	...	...	147,104,467
...	2,000,000	...	(2,000,000)	...	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique				
...	...	...	2,000,000	2,000,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 28(b) de la Loi				
...	2,000,000	...	...	2,000,000		Total	2,000,000	...	...	1,000,000
...	...	...	647,764,022	647,764,022	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la remise de dettes (Afrique Subsaharienne)	647,764,022	...	...	68,068,291
...	8,051,000	...	...	8,051,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,051,000	...	...	8,091,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	500,000
...	1,987,201,000	23,000,002	652,123,384	2,662,324,386		Total budgétaire	2,659,277,975	3,046,411	...	2,299,119,255

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Institutions financières				
...	1	...	223,599,999	223,600,000	L35	Délivrance de billets aux fonds d'institutions financières internationales. (Brut)				
...	...	1	20,399,999	20,400,000	L35c	Pour augmenter la valeur de billets qui peuvent être émis				
...	1	1	243,999,998	244,000,000		Total—Crédit L35	243,944,283	55,717	...	246,644,283
						Banque interaméricaine de développement				
916,255,517	...	...	(17,677,228)	898,578,289	L55	Autorisation de souscrire pour 63,692 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.1695 $ (Can)). (Brut)	...	...	898,578,289	...
...	7,700,000	...	(694,848)	7,005,152	(S)	Paiement	7,005,152	...	...	11,481,741
...	...	1	2,599,999	2,600,000	L40c	Délivrance de billets à vue ne devant pas dépasser l'équivalent de $2,184,930 (É-U)	2,596,000	4,000	...	...
						Banque de développement des Caraïbes				
38,517,775	...	...	(742,900)	37,774,875	L50	Autorisation de souscrire pour 5,355 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes. ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.1695 $(Can)). (Brut)	...	...	37,774,875	...
...	400,000	...	(42,212)	357,788	(S)	Paiement	357,788	...	...	1,068,312
						Banque asiatique de développement				
523,683,502	...	...	(10,100,395)	513,583,107	L36a	Autorisation de souscrire pour 36,403 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement. ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.1695 $(Can)). (Brut)	...	...	513,583,107	...
...	3,800,000	...	(29,624)	3,770,376	(S)	Paiement	3,770,376	...	...	3,770,376
						Banque africaine de développement				
181,449,560	...	...	...	181,449,560	(S)	(L) Souscription initiale pour actions de la Banque africaine de développement. Limite 168,000,000 unités de compte (environ $240,000,000). (Brut)	...	...	181,449,560	...
477,533,141	...	...	(9,963,100)	467,570,041		(L) Seconde souscription pour actions de la Banque africaine de développement. ($405,333,600(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.1695 $(Can) = $474,037,645(Can))	...	...	467,570,041	...
...	6,100,000	...	(115,249)	5,984,751	(S)	Paiement	5,984,751	...	...	6,057,204
...	1	...	6,099,999	6,100,000	L40	Délivrance de billets à vue ne devant pas dépasser l'équivalent de $5,066,670 (É-U)	6,080,004	19,996	...	6,067,844
2,137,439,495	18,000,002	2	213,334,440	2,368,773,939		Total non budgétaire	269,738,354	79,713	2,098,955,872	275,089,760
						Total du programme—				
...	**1,987,201,000**	**23,000,002**	**652,123,384**	2,662,324,386		**Budgétaire**	2,659,277,975	**3,046,411**	**...**	**2,299,119,255**
2,137,439,495	**18,000,002**	**2**	**213,334,440**	2,368,773,939		**Non budgétaire**	269,738,354	**79,713**	**2,098,955,872**	**275,089,760**

						Secrétariat canadien				
...	...	1,487,000	...	1,487,000	42b	Dépenses du programme	1,029,562	457,438	...	...
...	...	**1,487,000**	...	**1,487,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,029,562**	**457,438**	...	...
						Société pour l'expansion des exportations				
...	125,000,000	...	(21,214,893)	103,785,107	(S)	Versements à la Société pour l'expansion des exportations	103,785,107	...	...	52,333,727
...	...	...	7,059,402	7,059,402	(S)	Dépenses d'administration	7,059,402	...	...	7,182,523
...	125,000,000	...	(14,155,491)	110,844,509		Total budgétaire	110,844,509	...	...	59,516,250
803,000,000	...	...	...	803,000,000	(S)	(L) Paiements pour souscription du capital-actions de la Société en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations, article 11. Limite $1,500,000,000. (Brut)	75,000,000	...	728,000,000	...
3,838,643,000	...	...	(1,842,412,000)	1,996,231,000		(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis. (Net)	...	...	1,996,231,000	(25,000,000)
4,804,792,265	64,000,000	...	(121,167,000)	4,747,625,265		(L) Responsabilité au titre de prêts selon l'article 31 et limités par l'article 32 à $6,000,000,000, les comptes administrés pour le Canada. (Net)	109,413,402	...	4,638,211,863	33,483,827
9,446,435,265	64,000,000	...	(1,963,579,000)	7,546,856,265		Total non budgétaire	184,413,402	...	7,362,442,863	8,483,827
						Total du programme—				
...	**125,000,000**	...	**(14,155,491)**	**110,844,509**		**Budgétaire**	**110,844,509**	...	...	**59,516,250**
9,446,435,265	**64,000,000**	...	**(1,963,579,000)**	**7,546,856,265**		**Non budgétaire**	**184,413,402**	...	**7,362,442,863**	**8,483,827**
						Centre international d'exploitation des océans				
...	10,100,000	...	...	10,100,000	45	Paiements au Centre international d'exploitation des océans	10,100,000	...	...	8,000,000
...	**10,100,000**	...	...	**10,100,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**10,100,000**	...	...	**8,000,000**
						Centre de recherches pour le développement international				
...	108,500,000	...	...	108,500,000	50	Versements au Centre de recherches pour le développement international	108,500,000	...	...	114,200,000
...	**108,500,000**	...	...	**108,500,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**108,500,000**	...	...	**114,200,000**
						Commission mixte internationale				
...	4,528,000	...	...	4,528,000	55	Dépenses du programme				
...	...	78,000	...	78,000	55c	Dépenses du programme				
...	...	...	294,006	294,006		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	4,528,000	78,000	294,006	4,900,006		Total—Crédit 55	4,686,455	213,551	...	4,364,945
...	307,000	...	...	307,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	307,000	...	...	300,000
...	**4,835,000**	**78,000**	**294,006**	**5,207,006**		**Total du programme—Budgétaire**	4,993,455	**213,551**	...	**4,664,945**
						Total du ministère—				
16,487,861	**3,308,433,156**	**79,565,802**	**647,967,726**	**4,850,452,945**		**Budgétaire**	**3,988,183,084**	**47,888,824**	**14,381,037**	**3,490,988,739**
11,636,323,611	**112,000,002**	**2**	**(1,756,724,664)**	**9,990,597,951**		**Non budgétaire**	**456,399,252**	**79,713**	**9,534,118,906**	**383,687,882**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des intérêts du Canada à l'étranger				
								Fonctionnement				
...	21,537,800	2,207,000	571,000	...	(3,717)	...	24,312,083	Politique étrangère, priorités et coordination	23,985,353	326,730	...	32,780,165
...	39,445,000	1,842,000	424,000	1,449,000	...	...	43,160,000	Expansion du commerce extérieur	39,327,367	3,832,633	...	32,854,621
...	16,207,000	1,915,000	387,000	(213,000)	...	...	18,296,000	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	21,225,902	(2,929,902)	...	32,619,519
...	37,163,000	3,645,000	605,000	3,105,000	...	...	44,518,000	Affaires politiques et sécurité internationale	45,788,271	(1,270,271)	...	36,624,413
...	9,018,000	349,000	215,000	14,600,000	...	...	24,182,000	Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration	21,303,374	2,878,626	...	7,363,195
...	19,392,000	2,464,000	280,000	895,000	...	...	23,031,000	Communications et culture	22,919,704	111,296	...	26,433,800
...	458,782,000	14,671,000	5,195,161	(3,609,798)	(474,460)	...	474,563,903	Relations et activités bilatérales	459,682,928	14,880,975	...	403,562,156
14,487,061	25,460,000	...	...	(453,691)	958,000	(26,418,000)	14,033,370	Passeports	(347,667)	...	14,381,037	(908,603)
...	98,301,000	...	1,350,000	(1,174,202)	...	...	98,476,798	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	102,916,489	(4,439,691)	...	96,272,640
...	(26,418,000)	...	...	...	...	26,418,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
14,487,061	698,887,800	27,093,000	9,027,161	14,598,309	479,823	...	764,573,154	Total—Fonctionnement	736,801,721	13,390,396	14,381,037	667,601,906
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Politique étrangère, priorités et coordination	51,592	(51,592)	...	121,001
...	1,670,000	...	...	...	...	...	1,670,000	Expansion du commerce extérieur	1,140,400	529,600	...	1,690,976
...	225,000	...	...	...	...	...	225,000	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	132,323	92,677	...	267,391
...	5,164,000	...	...	25,000	...	...	5,189,000	Affaires politiques et sécurité internationale	2,637,261	2,551,739	...	1,936,058
...	7,637,000	56,000	...	...	...	...	7,693,000	Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration	117,826	7,575,174	...	86,274
...	70,000	...	...	...	...	...	70,000	Communications et culture	30,080	39,920	...	45,375
...	109,922,000	3,579,000	...	(15,077,000)	...	...	98,424,000	Relations et activités bilatérales	93,640,727	4,783,273	...	105,056,118
...	510,000	...	...	453,691	(510,000)	...	453,691	Passeports	453,691	...	...	471,026
...	9,165,000	...	...	...	...	...	9,165,000	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	11,875,884	(2,710,884)	...	7,071,261
...	134,363,000	3,635,000	...	(14,598,309)	(510,000)	...	122,889,691	Total—Capital	110,079,784	12,809,907	...	116,745,480

								Paiements de transfert				
...	...	...	...	100,000	...	...	100,000	Politique étrangère, priorités et coordination	100,000	...	...	15,000
...	25,640,000	...	...	(3,435,000)	...	...	22,205,000	Expansion du commerce extérieur	18,004,648	4,200,352	...	20,794,354
...	20,230,000	18,625,000	...	8,098,000	75,961	...	47,028,961	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	45,934,261	1,094,700	...	17,993,666
...	136,559,775	453,000	...	(9,498,000)	628,344	...	128,143,119	Affaires politiques et sécurité internationale	120,270,311	7,872,808	...	125,373,691
...	2,913,250	...	...	...	...	...	2,913,250	Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration	2,528,841	384,409	...	2,584,968
...	22,618,331	1,470,000	...	(350,000)	...	...	23,738,331	Communications et culture	23,477,905	260,426	...	20,361,872
...	5,755,000	2,340,000	...	5,085,000	...	...	13,180,000	Relations et activités bilatérales	12,068,678	1,111,322	...	10,288,853
...	220,000	...	...	...	5,538	...	225,538	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	225,538	...	...	210,051
...	213,936,356	22,888,000	...	...	709,843	...	237,534,199	Total—Paiements de transfert	222,610,182	14,924,017	...	197,622,455
								Non budgétaire				
16,619,514	2,000,000	...	...	...	(6,480,104)	...	12,139,410	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	1,604,954	...	10,534,456	(1,462,827)
24,828,337	28,000,000	...	...	...	...	...	52,828,337	Relations et activités bilatérales	642,542	...	52,185,795	1,496,322
41,447,851	30,000,000	...	...	...	(6,480,104)	...	64,967,747	Total—Non budgétaire	2,247,496	...	62,720,251	33,495
								Sommaire du programme				
...	21,537,800	2,207,000	571,000	100,000	(3,717)	...	24,412,083	Politique étrangère, priorités et coordination	24,136,945	275,138	...	32,916,166
...	66,755,000	1,842,000	424,000	(1,986,000)	...	...	67,035,000	Expansion du commerce extérieur	58,472,415	8,562,585	...	55,339,951
								Politiques économiques et commerciales et aide au développement—				
...	36,662,000	20,540,000	387,000	7,885,000	75,961	...	65,549,961	Budgétaire	67,292,486	(1,742,525)	...	50,880,576
16,619,514	2,000,000	...	...	...	(6,480,104)	...	12,139,410	Non budgétaire	1,604,954	...	10,534,456	(1,462,827)
...	178,886,775	4,098,000	605,000	(6,368,000)	628,344	...	177,850,119	Affaires politiques et sécurité internationale	168,695,843	9,154,276	...	163,934,162
...	19,568,250	405,000	215,000	14,600,000	...	...	34,788,250	Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration	23,950,041	10,838,209	...	10,034,437
...	42,080,331	3,934,000	280,000	545,000	...	...	46,839,331	Communications et culture	46,427,689	411,642	...	46,841,047
								Relations et activités bilatérales—				
...	574,459,000	20,590,000	5,195,161	(13,601,798)	(474,460)	...	586,167,903	Budgétaire	565,392,333	20,775,570	...	518,907,127
24,828,337	28,000,000	...	...	...	...	...	52,828,337	Non budgétaire	642,542	...	52,185,795	1,496,322
14,487,061	(448,000)	...	...	...	448,000	...	14,487,061	Passeports	106,024	...	14,381,037	(437,577)
...	107,686,000	...	1,350,000	(1,174,202)	5,538	...	107,867,336	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	115,017,911	(7,150,575)	...	103,553,952
								Total du programme—				
14,487,061	**1,047,187,156**	**53,616,000**	**9,027,161**	...	**679,666**	...	**1,124,997,044**	**Budgétaire**	**1,069,491,687**	**41,124,320**	**14,381,037**	**981,969,841**
41,447,851	**30,000,000**	...	...	...	**(6,480,104)**	...	**64,967,747**	**Non budgétaire**	**2,247,496**	...	**62,720,251**	**33,495**

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme des expositions internationales				
...	507,000	1,384,000	...	...	(1,000)	...	1,890,000	Fonctionnement	1,844,646	45,354	...	3,127,275
...	14,000	...	...	...	...	...	14,000	Paiements de transfert	12,360	1,640	...	11,171
...	**521,000**	**1,384,000**	**...**	**...**	**(1,000)**	**...**	**1,904,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,857,006**	**46,994**	**...**	**3,138,446**
								Total du département—				
14,487,061	**1,047,708,156**	**55,000,000**	**9,027,161**	**...**	**678,666**	**...**	**1,126,901,044**	**Budgétaire**	**1,071,348,693**	**41,171,314**	**14,381,037**	**985,108,287**
41,447,851	**30,000,000**	**...**	**...**	**...**	**(6,480,104)**	**...**	**64,967,747**	**Non budgétaire**	**2,247,496**	**...**	**62,720,251**	**33,495**
								Corporation commerciale canadienne				
...	20,089,000	...	...	...	...	...	20,089,000	Fonctionnement	17,088,890	3,000,110	...	15,297,002
10,000,000	...	...	...	...	...	...	10,000,000	Non budgétaire	...	...	10,000,000	...
								Total du programme—				
...	**20,089,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**20,089,000**	**Budgétaire**	**17,088,890**	**3,000,110**	**...**	**15,297,002**
10,000,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**10,000,000**	**Non budgétaire**	**...**	**...**	**10,000,000**	**...**
								Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales				
...	5,000,000	...	...	...	...	...	5,000,000	Fonctionnement	5,000,000	...	...	5,000,000
...	**5,000,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**5,000,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**5,000,000**	**...**	**...**	**5,000,000**
								Agence canadienne de développement international				
								Fonctionnement				
...	44,486,000	...	2,241,601	(5,251,525)	647,764,022	...	689,240,098	Initiatives nationales	688,972,315	267,783	...	105,973,280
...	12,096,000	...	659,294	632,894	...	...	13,388,188	Programme de partenariat	13,214,029	174,159	...	11,322,655
...	52,919,000	...	1,494,401	513,397	...	...	54,926,798	Services généraux	52,935,257	1,991,541	...	46,590,704
...	109,501,000	...	4,395,296	(4,105,234)	647,764,022	...	757,555,084	Total—Fonctionnement	755,121,601	2,433,483	...	163,886,639
								Capital				
...	500,000	...	...	1,905,235	...	...	2,405,235	Services généraux	3,785,340	(1,380,105)	...	4,902,562
								Paiements de transfert				
...	1,135,600,000	...	...	(1,360,753)	...	...	1,134,239,247	Initiatives nationales	1,132,396,610	1,842,637	...	1,298,893,212
...	741,600,000	23,000,002	...	3,560,752	(35,934)	...	768,124,820	Programme de partenariat	767,974,424	150,396	...	831,436,842
...	1,877,200,000	23,000,002	...	2,199,999	(35,934)	...	1,902,364,067	Total—Paiements de transfert	1,900,371,034	1,993,033	...	2,130,330,054
								Non budgétaire				
2,137,439,495	18,000,002	2	...	...	213,334,440	...	2,368,773,939	Programme de partenariat	269,738,354	79,713	2,098,955,872	275,089,760

								Sommaire du programme				
...	1,180,086,000	...	2,241,601	(6,612,278)	647,764,022	...	1,823,479,345	Initiatives nationales	1,821,368,925	2,110,420	...	1,404,866,492
								Programme de partenariat—				
...	753,696,000	23,000,002	659,294	4,193,646	(35,934)	...	781,513,008	Budgétaire	781,188,453	324,555	...	842,759,497
2,137,439,495	18,000,002	2	...	...	213,334,440	...	2,368,773,939	Non budgétaire	269,738,354	79,713	2,098,955,872	275,089,760
...	53,419,000	...	1,494,401	2,418,632	...	...	57,332,033	Services généraux	56,720,597	611,436	...	51,493,266
								Total du programme—				
...	**1,987,201,000**	**23,000,002**	**4,395,296**	**...**	**647,728,088**	**...**	**2,662,324,386**	**Budgétaire**	**2,659,277,975**	**3,046,411**	**...**	**2,299,119,255**
2,137,439,495	**18,000,002**	**2**	**...**	**...**	**213,334,440**	**...**	**2,368,773,939**	**Non budgétaire**	**269,738,354**	**79,713**	**2,098,955,872**	**275,089,760**
								Secrétariat canadien				
...	...	1,337,000	...	...	...	...	1,337,000	Fonctionnement	848,267	488,733	...	...
...	...	150,000	...	...	...	...	150,000	Capital	181,295	(31,295)	...	...
...	**...**	**1,487,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,487,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,029,562**	**457,438**	**...**	**...**
								Société pour l'expansion des exportations				
...	125,000,000	...	...	...	(14,155,491)	...	110,844,509	Fonctionnement	110,844,509	...	...	59,516,250
9,446,435,265	64,000,000	...	...	...	(1,963,579,000)	...	7,546,856,265	Non budgétaire	184,413,402	...	7,362,442,863	8,483,827
								Total du programme—				
...	**125,000,000**	**...**	**...**	**...**	**(14,155,491)**	**...**	**110,844,509**	**Budgétaire**	**110,844,509**	**...**	**...**	**59,516,250**
9,446,435,265	**64,000,000**	**...**	**...**	**...**	**(1,963,579,000)**	**...**	**7,546,856,265**	**Non budgétaire**	**184,413,402**	**...**	**7,362,442,863**	**8,483,827**
								Centre international d'exploitation des océans				
...	10,100,000	...	...	...	...	...	10,100,000	Fonctionnement	10,100,000	...	...	8,000,000
...	**10,100,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**10,100,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**10,100,000**	**...**	**...**	**8,000,000**
								Centre de recherches pour le développement international				
								Fonctionnement				
...	67,000,000	...	...	...	...	...	67,000,000	Recherche en développement	67,000,000	...	...	56,000,000
...	9,300,000	...	...	...	...	...	9,300,000	Activités associées à la recherche	9,300,000	...	...	7,100,000
...	27,700,000	...	...	...	...	...	27,700,000	Aide opérationelle à la recherche	27,700,000	...	...	23,000,000
...	9,100,000	...	...	...	...	...	9,100,000	Gestion générale	9,100,000	...	...	9,100,000
								Fonds disponibles:				
...	(1,500,000)	...	...	...	...	...	(1,500,000)	Revenus de placements	(1,500,000)	...	...	(500,000)
...	(200,000)	...	...	...	...	...	(200,000)	Autres revenus	(200,000)	...	...	(200,000)
...	(2,900,000)	...	...	...	...	...	(2,900,000)	Utilisation (transfert) du surplus opérationnel	(2,900,000)	...	...	1,200,000
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	18,500,000
...	**108,500,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**108,500,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**108,500,000**	**...**	**...**	**114,200,000**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Commission mixte internationale				
								Fonctionnement				
...	735,000	...	...	...	...	...	735,000	Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu de son mandat international	630,038	104,962	...	931,906
...	2,396,000	78,000	97,849	...	...	...	2,571,849	Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	2,337,179	234,670	...	1,893,000
...	1,674,000	...	196,157	...	...	...	1,870,157	Administration	1,924,146	(53,989)	...	1,679,505
...	4,805,000	78,000	294,006	...	...	...	5,177,006	Total—Fonctionnement	4,891,363	285,643	...	4,504,411
								Capital				
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	46,093	(34,093)	...	62,098
...	18,000	...	...	...	...	...	18,000	Administration	55,999	(37,999)	...	98,436
...	30,000	...	...	...	...	...	30,000	Total—Capital	102,092	(72,092)	...	160,534
								Sommaire du programme				
...	735,000	...	...	...	...	...	735,000	Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu de son mandat international	630,038	104,962	...	931,906
...	2,408,000	78,000	97,849	...	...	...	2,583,849	Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	2,383,272	200,577	...	1,955,098
...	1,692,000	...	196,157	...	...	...	1,888,157	Administration	1,980,145	(91,988)	...	1,777,941
...	**4,835,000**	**78,000**	**294,006**	...	...	...	**5,207,006**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,993,455**	**213,551**	...	**4,664,945**
								Total du ministère—				
[illegible]	**[illegible]**	**79,565,002**	**13,786,463**	...	**634,251,263**	...	**4,050,452,945**	**Budgétaire**	**3,988,183,084**	**[illegible]**	**14,381,837**	**[illegible]**
[illegible]	**112,000,002**	**2**	...	...	**(1,756,734,664)**	...	**9,990,597,951**	**Non budgétaire**	**456,399,252**	**79,713**	**9,534,118,986**	**[illegible]**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des intérêts du Canada à l'étranger				
							Subventions				
							Expansion du commerce extérieur				
...	980,000	...	...	...	...	980,000	Subventions accordées à certaines personnes ou organisations pour aider au perfectionnement du personnel spécialisé ou à l'enseignement dans les domaines importants de l'expansion du commerce international	980,000	...	...	975,000
							Politiques économiques et commerciales et aide au développement				
...	...	10,000	...	...	...	10,000	Bureau de recherche sur le transport maritime	10,000	...	...	10,000
							Affaires politiques et sécurité internationale				
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Subvention au Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement	100,000	...	...	100,000
...	105,000	...	...	...	...	105,000	Subvention pour l'aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements	105,000	...	...	103,945
...	100	...	...	...	...	100	International Peace Academy	100	...	...	100
...	110,000	100,000	...	...	...	210,000	Subvention à l'Association canadienne des Nations Unies	210,000	...	...	160,000
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Fonds de fiducie des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	40,000	...	...	40,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	30,000	...	...	30,000
...	385,100	100,000	...	...	...	485,100		485,100	...	...	434,045
							Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration				
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Conseil canadien de droit international	12,000	...	...	12,000
...	2,862,250	...	...	...	...	2,862,250	Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	2,498,608	363,642	...	2,527,655

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	16,000	...	...	...	...	16,000	Subvention en vue du paiement des taxes foncières et des coûts d'amélioration locale afférents aux propriétés diplomatiques secondaires au Canada	6,699	9,301	...	13,624
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8,632
...	2,890,250	...	...	...	...	2,890,250		2,517,307	372,943	...	2,561,911
							Communications et culture				
...	1,000	...	...	...	...	1,000	Association atlantique des jeunes dirigeants politiques	1,000	...	...	1,000
...	7,500	...	...	...	...	7,500	Atlantic Council of Canada	7,500	...	...	7,500
...	45,000	...	...	...	...	45,000	Institut canadien des affaires internationales	45,000	...	...	45,000
...	31,500	...	...	...	...	31,500	Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval	31,500	...	...	31,500
...	15,883,707	1,320,000	...	(700,000)	...	16,503,707	Subventions dans le domaine des relations avec les universités	16,467,445	36,262	...	15,362,007
...	6,644,624	...	...	...	...	6,644,624	Subventions dans le domaine des relations culturelles	6,540,460	104,164	...	4,909,865
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Office du baccalauréat international	5,000	...	...	5,000
...	22,618,331	1,320,000	...	(700,000)	...	23,238,331		23,097,905	140,426	...	20,361,872
							Relations et activités bilatérales				
...	89,000	...	...	...	...	89,000	Centre d'échange législatif	89,000	...	...	89,000
...	845,000	290,000	...	...	...	1,135,000	Subvention à des fins de promotion du commerce dans la région de l'Asie et du Pacifique	1,135,000	...	...	765,000
...	130,000	...	...	...	...	130,000	Fonds volontaire spécial du Secrétariat du Commonwealth	91,609	38,391	...	113,087
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Subvention globale pour promouvoir le dialogue touchant l'Afrique du Sud	1,000,000	...	...	637,910
...	...	500,000	...	...	...	500,000	Subventions au Fonds international pour l'Irlande	500,000	...	...	500,000
...	...	1,050,000	...	...	...	1,050,000	Subventions pour l'apprentissage des langues et des réalités culturelles asiatiques	1,050,000	...	...	...
...	...	500,000	...	...	...	500,000	Fondation Asie-Pacifique du Canada	500,000	...	...	500,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4,650,000
...	2,064,000	2,340,000	...	...	...	4,404,000		4,365,609	38,391	...	7,254,997
							Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration				
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Subvention à l'Association de la Communauté du service extérieur	20,000	...	...	11,000

...	200,000	...	...	...	5,538	205,538	(S) Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	205,538	...	...	199,051
...	220,000	...	...	...	5,538	225,538		225,538	...	...	210,051
...	**29,157,681**	**3,770,000**	...	**(700,000)**	**5,538**	32,233,219	**Total—Subventions**	31,681,459	**551,760**	...	**31,807,876**
							Contributions				
							Politique étrangère, priorités et coordination				
...	...	...	...	30,000	...	30,000	Institut de recherches politiques	30,000	...	...	...
...	...	...	...	70,000	...	70,000	Conseil commercial canado-arabe	70,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	15,000
...	...	...	...	100,000	...	100,000		100,000	...	...	15,000
							Expansion du commerce extérieur				
...	275,000	...	...	...	...	275,000	Industrie canadienne de la fourrure	275,000	...	...	475,000
...	2,910,000	...	...	...	...	2,910,000	Programme d'échange de technologie [1]	1,286,725	1,623,275	...	925,551
...	20,300,000	...	...	(3,450,000)	...	16,850,000	Contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger	14,302,112	2,547,888	...	17,293,047
...	215,000	...	...	...	...	215,000	Conseil des sciences du Commonwealth (102,588 GBP)	204,311	10,689	...	206,006
...	724,000	...	...	...	...	724,000	Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau	724,000	...	...	724,000
...	236,000	...	...	...	...	236,000	Institut canadien de gestion en télécommunications	217,500	18,500	...	180,750
...	...	...	...	15,000	...	15,000	Centre de recherche sur le commerce international	15,000	...	...	15,000
...	24,660,000	...	...	(3,435,000)	...	21,225,000		17,024,648	4,200,352	...	19,819,354
							Politiques économiques et commerciales et aide au développement				
...	419,000	...	...	...	...	419,000	Contributions à des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expansion des entreprises et du commerce	418,662	338	...	418,999
...	...	...	...	13,000	...	13,000	Arrangement sur le maintien du rassemblement et de la diffusion de renseignements relatifs au secteur mondial de l'étain	13,000	...	...	...
...	...	...	...	42,000	...	42,000	Arrangement sur les renseignements statistiques relatifs au secteur mondial du minerai de fer	41,999	1	...	...
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Forum quadrangulaire	30,000	...	...	...
...	368,000	...	...	...	...	368,000	Conseil de coopération douanière (11,874,287 FB)	281,552	86,448	...	357,835
...	5,535,000	...	...	...	...	5,535,000	Agence internationale de l'énergie atomique ($524,486 É-U et 52,625,456 ATS)	5,395,854	139,146	...	5,646,130
...	1,072,000	...	...	...	...	1,072,000	Agence internationale de l'énergie (5,476,343 FF)	615,765	456,235	...	786,884
...	2,607,000	...	...	...	69,931	2,676,931	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (3,285,199 FS)	2,676,931	...	...	2,378,674
...	434,000	...	...	...	...	434,000	Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (2,220,359 FF)	303,547	130,453	...	362,955

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	8,076,000	...	...	(2,500,000)	...	5,576,000	Organisation de coopération et de développement économiques (41,274,389 FF)	5,379,953	196,047	...	6,349,326
...	153,000	...	...	...	...	153,000	Organisation de coopération et de développement économiques et Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (781,243 FF)	107,968	45,032	...	137,610
...	1,100,000	...	...	...	...	1,100,000	Fonds volontaires des Nations Unies pour l'environnement ($889,417 É-U)	1,100,000	...	...	1,100,000
...	436,000	...	...	...	6,030	442,030	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (550,000 FS)	442,030	...	...	445,253
...	...	...	...	74,000	...	74,000	Secrétariat du Protocole de Montréal sur l'ozone	74,000	...	...	...
...	...	...	...	12,000	...	12,000	Secrétariat de la Convention de Vienne sur l'ozone	12,000	...	...	...
...	...	...	...	60,000	...	60,000	Secrétariat de la Convention de Bâle sur les déchets dangereux	60,000	...	...	...
...	...	...	...	12,000	...	12,000	Fonds de fiducie du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat	9,000	3,000	...	...
...	...	18,615,000	...	10,385,000	...	29,000,000	Fonds de stabilisation de la Pologne	28,962,000	38,000	...	...
...	20,230,000	18,615,000	...	8,098,000	75,961	47,018,961		45,924,261	1,094,700	...	17,983,666
							Affaires politiques et sécurité internationale				
...	6,047,000	...	...	...	...	6,047,000	Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (30,904,443 FF)	6,039,014	7,986	...	6,490,311
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (5,230,125 CFA)	20,000	...	...	20,000
...	946,000	...	...	...	...	946,000	Fondation du Commonwealth	759,499	186,501	...	945,426
...	2,417,000	...	...	...	...	2,417,000	Secrétariat du Commonwealth (1,151,483 GBP)	2,353,991	63,009	...	2,348,167
...	944,000	...	...	...	...	944,000	Programme du Commonwealth pour la jeunesse (450,000 GBP)	857,367	86,633	...	983,137
...	750,000	...	...	...	...	750,000	Conférence sur la négociation de mesures de confiance et le renforcement de la sécurité (8,077,022 ATS)	446,967	303,033	...	...
...	750,000	...	...	...	...	750,000	Négociations sur la stabilité conventionnelle (8,077,022 ATS)	307,223	442,777	...	...
...	550,000	...	...	(525,000)	...	25,000	Aide aux services de soutien de la défense accordée aux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN	3,172	21,828	...	549,994
...	132,000	...	...	...	...	132,000	Aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements	125,250	6,750	...	129,849
...	13,802,000	...	...	(1,500,000)	...	12,302,000	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture ($11,160,000 É-U)	12,184,758	117,242	...	10,439,049

...	1,288,000	...	...	(100,000)	...	1,188,000	Organisation de l'aviation civile internationale ($1,041,054 É-U)	990,607	197,393	...	1,103,861
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Organisation de l'aviation civile internationale—Remboursement de l'indemnité accordée à ses employés canadiens à l'égard de l'impôt sur le revenu des provinces pour les années d'imposition antérieures	70,223	129,777	...	86,535
...	6,790,000	...	...	...	21,472	6,811,472	Organisation internationale du travail ($5,489,884 É-U)	6,811,472	...	...	7,165,821
...	196,000	...	...	...	9,646	205,646	Organisation maritime internationale ($158,748 É-U)	205,646	...	...	196,216
...	3,500,000	...	...	(1,600,000)	...	1,900,000	Comité international des Jeux de la Francophonie	1,718,359	181,641	...	700,000
...	6,311,000	...	...	...	...	6,311,000	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord—Frais de l'administration civile (203,489,608 FB)	5,854,474	456,526	...	6,115,656
...	1,620,000	...	...	...	63,968	1,683,968	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord—Programmes scientifiques (52,220,000 FB)	1,683,968	...	...	1,697,113
...	...	...	...	75,000	...	75,000	Programme de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de bourses de recherche sur les institutions démographiques	75,000	...	...	...
...	4,748,000	...	...	...	...	4,748,000	Organisation panaméricaine de la santé ($3,839,226 É-U)	4,506,288	241,712	...	4,689,200
...	4,918,675	...	...	2,000,000	...	6,918,675	Contributions aux fins de participation aux activités de la francophonie internationale	6,889,023	29,652	...	7,815,054
...	130,000	...	...	...	...	130,000	Remboursement aux organisations internationales des indemnités versées aux employés canadiens assujettis à l'impôt du Canada	32,739	97,261	...	7,059
...	55,000	...	...	...	...	55,000	Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (14,254,344 CFA)	53,037	1,963	...	55,130
...	35,000	...	...	...	...	35,000	Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	...	35,000	...	35,000
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ($10,000 É-U)	8,987	3,013	...	2,910
...	12,000	...	...	...	31,885	43,885	Contribution à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	43,885	...	...	261,405
...	9,666,000	...	...	...	369,709	10,035,709	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ($7,815,327 É-U)	10,035,709	...	...	8,631,223
...	2,422,000	...	...	...	131,664	2,553,664	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ($1,958,400 É-U)	2,553,664	...	...	3,086,463
...	6,661,000	...	...	...	...	6,661,000	Force intérimaire des Nations Unies au Liban ($5,385,600 É-U)	5,179,728	1,481,272	...	7,782,054
...	5,312,000	...	...	...	...	5,312,000	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Irak ($4,295,076 É-U)	2,872,859	2,439,141	...	2,574,941
...	31,299,000	...	...	(2,500,000)	...	28,799,000	Organisation des Nations Unies ($25,307,237 É-U)	28,413,162	385,838	...	27,478,790
...	1,981,000	...	...	...	...	1,981,000	Organisation des Nations Unies—Quote-part établie du Canada aux dépenses de la Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement ($1,601,600 É-U)	1,369,751	611,249	...	1,295,433

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	12,660,000	...	...	(1,500,000)	...	11,160,000	Organisation mondiale de la santé ($10,236,690 É-U)	10,975,350	184,650	...	10,152,850
...	10,000,000	...	...	(6,950,000)	...	3,050,000	Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (Namibie) ($8,085,610 É-U)	3,049,961	39	...	11,898,000
...	...	353,000	...	102,000	...	455,000	Contribution aux Nations Unies pour la mission de vérification des Nations Unies en Angola	326,124	128,876	...	...
...	...	...	...	1,500,000	...	1,500,000	Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale	1,467,954	32,046	...	...
...	...	...	...	1,500,000	...	1,500,000	Fonds des Nations Unies pour le maintien de la paix du Cambodge	1,500,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	202,999
...	136,174,675	353,000	...	(9,498,000)	628,344	127,658,019		119,785,211	7,872,808	...	124,939,646
							Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration				
...	13,000	...	...	...	...	13,000	Cour permanente d'arbitrage (23,120 F)	11,534	1,466	...	13,057
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Comité intergouvernemental pour les migrations	...	10,000	...	10,000
...	23,000	...	...	...	...	23,000		11,534	11,466	...	23,057
							Communications et culture				
...	...	150,000	...	...	...	150,000	Campagne d'information concernant la question des pêches dans l'Atlantique nord-ouest	30,000	120,000	...	...
...	...	...	...	350,000	...	350,000	Consortium de la foire internationale de Toronto Expo 2000	350,000	...	...	...
...	...	150,000	...	350,000	...	500,000		380,000	120,000	...	...
							Relations et activités bilatérales				
...	110,000	...	...	...	...	110,000	Activités liées à la coopération économique dans la région du Pacifique	110,000	...	...	100,000
...	1,099,000	...	...	...	...	1,099,000	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (11,831,462 ATS)	421,017	677,983	...	643,597
...	1,884,000	...	...	...	...	1,884,000	Institut interaméricain pour la coopération en agriculture ($1,522,995 É-U)	1,747,217	136,783	...	1,725,770
...	41,000	...	...	...	...	41,000	Institut international pour les sciences administratives (1,335,600 FB)	37,115	3,885	...	33,096
...	547,000	...	...	...	...	547,000	Versement à la Commission du parc international Roosevelt de Campobello, sous réserve et aux fins des dispositions de la Loi concernant la Commission établie pour administrer le parc international Roosevelt Campobello ($442,000 É-U)	525,450	21,550	...	521,393

...	10,000	...	...	...	...	10,000	Institut panaméricain de géographie et d'histoire	10,000	...	...	10,000
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Chambre de commerce du Canada pour la coopération économique dans la région du Pacifique	100,000	...	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Conseil canadien pour les Amériques	50,000	...	...	...
...	...	...	...	230,000	...	230,000	Contribution en vertu du Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon	230,000	...	...	...
...	...	...	...	120,000	...	120,000	Contributions pour le développement de la technologie avec l'Europe	1,804	118,196	...	...
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Fondation Asie-Pacifique du Canada pour l'administration du programme	100,000	...	...	...
...	...	...	...	900,000	...	900,000	Contributions pour l'aide économique à la Pologne et à la Hongrie	900,000	...	...	...
...	...	...	...	2,000,000	...	2,000,000	Aide à la Colombie	1,885,467	114,533	...	...
...	...	...	...	1,200,000	...	1,200,000	Organisation des États américains	1,199,999	1	...	...
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Aide humanitaire aux victimes de la violence en Roumanie	100,000	...	...	...
...	...	...	...	45,000	...	45,000	Conference Board du Canada pour un symposium canado-allemand	45,000	...	...	...
...	...	...	...	40,000	...	40,000	Centre de commerce mondial de Montréal	40,000	...	...	...
...	...	...	...	100,000	...	100,000	L'Institut Nord-Sud à l'appui du Forum Canada-Amérique latine	100,000	...	...	...
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Croix-Rouge canadienne pour les victimes de l'accident ferroviaire de Bashkiria (URSS)	100,000	...	...	...
...	3,691,000	...	...	5,085,000	...	8,776,000		7,703,069	1,072,931	...	3,033,856
...	**184,778,675**	**19,118,000**	...	**700,000**	**704,385**	**205,300,980**	**Total—Contributions**	**190,928,723**	**14,372,257**	...	**165,814,579**
							Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Politique étrangère, priorités et coordination	100,000	...	...	15,000
...	25,640,000	...	...	(3,435,000)	...	22,205,000	Expansion du commerce extérieur	18,004,648	4,200,352	...	20,794,354
...	20,230,000	18,625,000	...	8,098,000	75,961	47,028,961	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	45,934,261	1,094,700	...	17,993,666
...	136,559,775	453,000	...	(9,498,000)	628,344	128,143,119	Affaires politiques et sécurité internationale	120,270,311	7,872,808	...	125,373,691
...	2,913,250	...	...	...	...	2,913,250	Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration	2,528,841	384,409	...	2,584,968
...	22,618,331	1,470,000	...	(350,000)	...	23,738,331	Communications et culture	23,477,905	260,426	...	20,361,872
...	5,755,000	2,340,000	...	5,085,000	...	13,180,000	Relations et activités bilatérales	12,068,678	1,111,322	...	10,288,853
...	220,000	...	...	...	5,538	225,538	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	225,538	...	...	210,051
...	**213,936,356**	**22,888,000**	...	...	**709,843**	**237,534,199**	**Total du programme**	**222,610,182**	**14,924,017**	...	**197,622,455**
							Programme des expositions internationales				
							Contributions				
...	14,000	...	...	...	...	14,000	Droits d'affiliation du Canada au Bureau international des expositions	12,360	1,640	...	11,171
...	**14,000**	...	...	...	...	**14,000**	**Total du programme**	**12,360**	**1,640**	...	**11,171**
...	**213,950,356**	**22,888,000**	...	...	**709,843**	**237,548,199**	**Total du département**	**222,622,542**	**14,925,657**	...	**197,633,626**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Agence canadienne de développement international				
							Subventions				
							Initiatives nationales				
...	59,600,000	...	...	...	...	59,600,000	Assistance humanitaire et planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	59,599,285	715	...	75,218,208
...	13,000,000	...	...	(3,101,500)	...	9,898,500	Aide au développement pour l'éducation et la formation des individus et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	9,879,885	18,615	...	7,261,184
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	500,000
...	72,600,000	...	...	(3,101,500)	...	69,498,500		69,479,170	19,330	...	82,979,392
							Programme de partenariat				
...	750,000	...	...	...	...	750,000	Subventions à l'Institut Nord-Sud	750,000	...	...	750,000
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	(S) Subventions au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique en vertu de la Partie 28(b) de la Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	2,000,000	...	...	1,000,000
...	154,200,000	...	...	(1,264,000)	...	152,936,000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	152,936,000	...	...	162,638,516
...	168,700,000	1	...	2,902,000	...	171,602,001	Aide alimentaire à des institutions internationales de développement ou des organisations non gouvernementales internationales, au profit de bénéficiaires dans les pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	171,601,784	217	...	188,394,940

...	33,250,000	...	...	(10,300,000)	...	22,950,000	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération et de sensibilisation au développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	22,942,217	7,783	...	...
...	13,000,000	...	...	(18,500)	...	12,981,500	Subventions à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	12,981,500	...	...	...
...	371,900,000	1	...	(8,680,500)	...	363,219,501		363,211,501	8,000	...	352,783,456
...	**444,500,000**	**1**	...	**(11,782,000)**	...	**432,718,001**	**Total—Subventions**	**432,690,671**	**27,330**	...	**435,762,848**
							Contributions				
							Initiatives nationales				
...	865,600,000	...	...	(1,558,412)	...	864,041,588	Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêts créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à des pays en développement et à des organismes et institutions de ces pays, et contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux et régionaux et à des gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes, à l'appui de projets, de programmes et d'activités visant des pays ou des régions donnés, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	862,233,985	1,807,603	...	972,696,764
...	197,300,000	...	...	790,159	...	198,090,159	Aide alimentaire à des pays en développement, à des organismes et à des personnes de ces pays, ou à des organisations non gouvernementales canadiennes au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	198,074,455	15,704	...	243,117,056
...	100,000	...	...	2,509,000	...	2,609,000	Assistance humanitaire et planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	2,609,000	...	...	100,000
...	1,063,000,000	...	...	1,740,747	...	1,064,740,747		1,062,917,440	1,823,307	...	1,215,913,820

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Programme de partenariat				
...	208,000,000	1	...	12,677,252	...	220,677,253	Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération et de sensibilisation au développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	220,616,644	60,609	...	242,948,264
...	8,300,000	...	...	1,068,500	...	9,368,500	Contributions à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	9,368,118	382	...	22,781,738
...	61,100,000	...	...	(2,152,500)	...	58,947,500	Encouragements à des investisseurs, institutions et organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	58,918,252	29,248	...	60,555,615
...	4,000,000	...	...	(962,000)	...	3,038,000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	3,015,756	22,244	...	2,747,239
...	100,000	...	...	1,900,000	...	2,000,000	Aide alimentaire à des institutions internationales de développement ou des organisations non gouvernementales internationales, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	1,970,500	29,500	...	...
...	2,700,000	...	...	(290,000)	...	2,410,000	Contribution à la Banque interaméricaine de développement	2,409,587	413	...	2,516,063
...	284,200,000	1	...	12,241,252	...	296,441,253		296,298,857	142,396	...	331,548,919
...	**1,347,200,000**	**1**	...	**13,981,999**	...	**1,361,182,000**	**Total—Contributions**	**1,359,216,297**	**1,965,703**	...	**1,547,462,739**

							Autres paiements de transfert				
							Programme de partenariat				
...	85,500,000	23,000,000	...	...	(35,934)	108,464,066	(S) Encaissement de billets délivrés à des institutions financières internationales et à leur fonds d'aide conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières)	108,464,066	...	...	147,104,467
...	**85,500,000**	**23,000,000**	...	...	**(35,934)**	**108,464,066**	**Total—Autres paiements de transfert**	**108,464,066**	...	...	**147,104,467**
							Sommaire du programme par activité				
...	1,135,600,000	...	...	(1,360,753)	...	1,134,239,247	Initiatives nationales	1,132,396,610	1,842,637	...	1,298,893,212
...	741,600,000	23,000,002	...	3,560,752	(35,934)	768,124,820	Programme de partenariat	767,974,424	150,396	...	831,436,842
...	**1,877,200,000**	**23,000,002**	...	**2,199,999**	**(35,934)**	**1,902,364,067**	**Total du programme**	**1,900,371,034**	**1,993,033**	...	**2,130,330,054**
...	**2,091,190,386**	**46,000,002**	...	**2,199,999**	**673,909**	**2,139,912,266**	**Total du ministère**	**2,122,993,576**	**16,918,690**	...	**2,327,963,090**

(S) Paiement de transfert législatif.
(1) Antérieurement le Fonds d'aide à la collaboration internationale.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des intérêts du Canada à l'étranger			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Passeports			
Frais de passeports	26,418,000	30,188,241	27,901,965
Total du programme—Budgétaire	**26,418,000**	**30,188,241**	**27,901,965**
Total du département—Budgétaire	**26,418,000**	**30,188,241**	**27,901,965**
Société pour l'expansion des exportations			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursements de prêts. (Net)	64,000,000	(184,413,402)	(8,483,827)
Total du programme—Budgétaire	**64,000,000**	**(184,413,402)**	**(8,483,827)**
Total du ministère—			
Budgétaire	**26,418,000**	**30,188,241**	**27,901,965**
Non budgétaire	**64,000,000**	**(184,413,402)**	**(8,483,827)**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des intérêts du Canada à l'étranger		
Recettes non fiscales—		
Produits des placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Stocks régulateurs de caoutchouc	1,292,312	...
Dividendes payés par la Corporation commerciale canadienne	865,400	...
Employés en mission à l'étranger	812,135	637,155
	2,969,847	637,155
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Avances comptables	1,082,254	980,508
Quote-part du Canada des soldes non utilisés des contributions d'organismes internationaux évaluées au cours de l'exercice précédent	12,307	386,936
Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions	3,269,888	3,060,944
Divers	2,365,702	3,143,301
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	11,690,183	2,466,382
	18,420,334	10,038,071
Privilèges, licences et permis—		
Permis d'importation/exportation	3,508,671	1,648,493
Location de locaux à l'usage du personnel	15,934,289	14,868,240
Location d'automobiles de l'État et transport interchangeant	286,965	371,490
Recouvrement des coûts de visa	6,791,110	6,791,723
Locaux et services mis à la disposition des gouvernements provinciaux	399,815	48,710
Recettes provenant du Programme de services récréatifs dans les missions difficiles	162,020	79,381
Divers	18,567	93,828
	27,101,437	23,901,865
Rémunérations de services—		
Frais de services consulaires	389,991	254,174
Divers	3,572	2,394
	393,563	256,568
Produits des ventes	320,395	131,058
Autres recettes non fiscales—		
Services rendus au nom du Bureau des passeports	4,447,460	4,559,225
Expositions et missions	1,475,236	1,234,085
Divers	3,800,368	576,100
	9,723,064	6,369,410
Total du département	**56,928,640**	**41,334,127**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Agence canadienne de développement international		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Pays en voie de développement—Aide au développement international	2,174,282	6,549,706
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	4,602,216	4,319,626
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	272,441	155,200
	4,874,657	4,474,826
Rémunérations de services—		
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en voie de développement	146,483	311,901
Autres recettes non fiscales	323,520	309,422
Total du programme	**7,518,942**	**11,645,855**
Société pour l'expansion des exportations		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société pour l'expansion des exportations	2,746,650	2,094,973
Expansion du commerce d'exportation (Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement)	34,403,496	27,120,776
Expansion du commerce d'exportation (Divers)	1,178,073	2,631,431
	38,328,219	31,847,180
Autres recettes non fiscales	13,882,668	31,380,189
Total du programme	**52,210,887**	**63,227,369**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission mixte internationale		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,969	23
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	6,351	...
	8,320	23
Autres recettes non fiscales—		
Quote-part des États-Unis aux dépenses du bureau régional de Windsor	444,362	1,027,330
Perception d'autres ministères	1,562	...
	445,924	1,027,330
Total du programme	**454,244**	**1,027,353**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	**43,472,348**	[illegible]
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**23,303,311**	[illegible]
Privilèges, licences et permis	**27,101,437**	[illegible]
Rémunérations de services	**540,046**	[illegible]
Produits des ventes	**320,395**	[illegible]
Autres recettes non fiscales	**24,375,176**	[illegible]
Total du ministère	**119,112,713**	[illegible]

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1989-90

Affaires indiennes et Nord canadien

Département
Commission d'énergie du Nord canadien

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	3.2
Sommaire du ministère	3.5
Programmes par activité	3.10
Paiements de transfert	3.14
Détail des montants portés au crédit	3.24
Recettes	3.24

Département

Programme d'administration

Objectif

Assurer la gestion efficace du ministère et de ses programmes d'une manière qui réponde à son mandat, aux priorités ministérielles et parlementaires, aux directions des organismes centraux et aux besoins globaux des clients du ministère.

Description des activités

Direction

Assurer le fonctionnement du bureau du Ministre, du sous-ministre, du sous-ministre associé (organisation et gestion), du directeur général (services à la haute direction) et la gestion du personnel de ces bureaux. Font également partie de l'élément de planification, le Secrétariat exécutif, les unités de planification et d'évaluation de la Direction générale des services à la haute direction.

Finances et services professionnels

Prestation de services au ministère en matière de gestion financière intégrée et d'administration; services des marchés; systèmes et services de gestion; services de traduction et contentieux; et fonctions de vérification interne.

Gestion des ressources humaines

Élaboration de programmes et de politiques au sein du ministère dans le cadre de la gestion des ressources humaines; prestation de direction fonctionnelle et de contrôle des opérations des ressources humaines dans les régions.

Communications

Fournir des conseils en communication à la gestion supérieure du ministère au moyen de l'élaboration de politiques de communication, de normes et de stratégies; fournir des services de direction des fonctions et d'opérations dans le cadre de publications, d'affiches, de services d'audio-visuel, de demandes de renseignements du grand public et des relations avec les médias par l'entremise des programmes ministériels.

Programme des affaires indiennes et inuit

Objectif

Aider les Indiens et les Inuit à combler leurs besoins et aspirations en matière d'autonomie gouvernementale, d'enseignement, et de développement économique, culturel, social et communautaire; régler les revendications reconnues des Autochtones par la voie de négociations; veiller à ce que les responsabilités et obligations légales et constitutionnelles du Canada à l'égard des populations indiennes et inuit soient remplies.

Description des activités

Autonomie gouvernementale

Mener à bien diverses activités destinées à établir officiellement de nouveaux rapports entre le gouvernement fédéral et les populations indiennes et inuit, afin d'accroître le contrôle et l'autosuffisance au niveau de la collectivité.

Revendications globales

Analyser, négocier et régler les revendications globales; assurer le soutien financier des Autochtones pour la préparation, la présentation et la négociation de leurs revendications globales et particulières.

Développement économique

Fournir de l'aide aux Indiens, aux bandes indiennes et aux Inuit afin de favoriser la création d'entreprises et de nouveaux emplois, ainsi que le développement socio-économique.

Terres, recettes et fiducie

Assurer la gestion et le contrôle des terres et propriétés des Indiens; assumer, pour le compte des populations indiennes et inuit, les responsabilités énoncées dans la Loi sur les Indiens, notamment la tenue des listes de membres; analyser, négocier et régler les revendications particulières de terres.

Enseignement

Fournir aux étudiants indiens des services d'enseignement préscolaire, élémentaire et secondaire correspondant aux besoins des Indiens et à leur situation sociale, économique et culturelle. Assurer une aide financière et le soutien en matière d'enseignement aux Indiens et Inuit admissibles qui sont inscrits dans des établissements d'enseignement postsecondaire.

Développement social

Prévoir et organiser les services d'aide sociale et de bien-être pour les Indiens et Inuit et leurs familles qui en ont besoin.

Immobilisations et services communautaires

Assurer le soutien de l'amélioration matérielle et de la protection des collectivités, y compris le logement, les services de police et les autres services communautaires essentiels, ainsi que les installations récréatives et éducatives.

Gestion des bandes

Fournir du soutien aux bandes en ce qui a trait à l'administration de leurs programmes; les aider à accroître leur capacité de gérer leurs collectivités.

Gestion du programme et administration

Assurer la gestion générale et le soutien administratif du programme au niveau interne à l'administration centrale, dans les régions et dans les bureaux de district.

Programme des affaires du Nord

Objectif

Promouvoir l'évolution politique, le développement économique l'avancement scientifique et le développement social et culturel des territoires du Nord; aider les habitants du Nord à élaborer des institutions politiques et économiques permettant aux gouvernements territoriaux d'assumer des responsabilités croissantes au sein de la fédération canadienne; et gérer efficacement l'utilisation, l'exploitation et la conservation ordonnées des ressources naturelles du Nord, en collaboration avec les gouvernements territoriaux et les autres ministères fédéraux.

Description des activités

Évolution politique, développement social, épanouissement culturel et promotion de la science

La présente activité comprend la gestion des rapports entre AINC et les gouvernements territoriaux dans les domaines de l'évolution politique, du transfert des responsabilités de type provincial des ministères fédéraux et des paiements de transfert. Elle englobe le suivi des négociations sur les revendications des autochtones et de la mise en oeuvre de la Convention définitive des Inuvialuit. Elle sert aussi à soutenir l'art, la culture et la langue inuit et à aider des organismes autochtones à élaborer des positions sur les grands dossiers politiques, économiques et sociaux. Elle aide financièrement les gouvernements territoriaux au chapitre des coûts spéciaux des programmes sociaux destinés aux Indiens et aux Inuit. Enfin, on élabore des politiques et des programmes favorisant la science et la technologie nordiques et l'on recueille et analyse des données sur les questions circumpolaires d'intérêt pour le Canada.

Développement économique et gestion des ressources

La présente activité englobe l'élaboration de politiques, de lois et de programmes ayant trait à la croissance et à la diversification économiques; une participation accrue des autochtones à l'économie du Nord; l'orientation vers le Nord des avantages socio-économiques découlant de la mise en valeur des ressources; la planification et l'aménagement du réseau routier principal et le maintien de sa qualité; la promotion de la mise en valeur des ressources naturelles du Nord et, grâce à la recherche, à la réglementation et aux contrôles, la minimisation des incidences environnementales conséquentes. Elle recouvre enfin l'élaboration de plans et la négociation et la mise en oeuvre d'ententes sur le transfert de certains programmes sectoriels aux gouvernements territoriaux.

Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada

Préparation de lois et règlements; négociation, aliénation et gestion des droits pétroliers et gaziers; approbation des plans d'exploitation et de production; supervision et réglementation des activités se rapportant au pétrole et au gaz; évaluation du potentiel pétrolier et gazier; négociation et contrôle des retombées pour les Canadiens; élaboration des conditions d'ordre écologique, incluant des plans d'urgence en cas de fuite de pétrole, en encourageant la recherche appliquée sur le pétrole et le gaz relativement au processus d'approbation; enfin coordination des efforts interministériels et intergouvernementaux concernant la cogestion des ressources.

Gestion du programme

La présente activité de gestion et de direction du programme s'exerce par l'entremise des bureaux du sous-ministre adjoint et des directeurs généraux, tant à l'administration centrale que dans les régions; assure des services de planification et de soutien, par exemple de services de dessin et de coordination d'événements spéciaux comme les visites de dignitaires étrangers dans le Nord; permet l'élaboration de travaux d'analyse du Nord qui débouchent sur l'établissement d'objectifs et de stratégies à long terme; et sert enfin à coordonner les intérêts fédéraux envers le Nord, en ce qui a trait à la politique étrangère et au renforcement de la souveraineté nationale dans l'Arctique.

Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux

Objectif

Transférer des fonds aux gouvernements territoriaux conformément aux ententes conclues par le Ministre des Finances avec l'approbation du gouverneur en conseil de la part du gouvernement du Canada et des commissaires du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest de la part de leur gouvernement respectif.

Description de l'activité

Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux

Tenir un registre des fonds de fonctionnement et d'immobilisations transférés aux gouvernements territoriaux sous forme de subventions non conditionnelles pour la prestation de services publics par les gouvernements des territoires à leurs habitants.

Commission d'énergie du Nord canadien

Objectif

Aménager des installations publiques et des réseaux de distribution autonomes dans les Territoires du Nord-Ouest.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration				
...	42,470,000	...	...	42,470,000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	3,261,025	3,261,025		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(670,424)	(670,424)		Virement au crédit 15				
...	42,470,000	...	2,590,601	45,060,601		Total—Crédit 1	44,288,107	772,494	...	38,341,760
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	46,825
...	4,048,000	...	(70,000)	3,978,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,978,000	...	...	4,518,000
...	**46,565,800**	...	**2,521,001**	**49,086,801**		**Total du programme—Budgétaire**	**48,314,307**	**772,494**	...	**42,906,585**
						Programme des affaires indiennes et inuit				
...	230,614,000	...	...	230,614,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	6,753,263	6,753,263		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(7,791,563)	(7,791,563)		Virement au crédit 15				
...	230,614,000	...	(1,038,300)	229,575,700		Total—Crédit 5	226,770,370	2,805,330	...	224,825,977
...	...	1	...	1	6b	Pour réduire de $70,000,000 à $64,000,000 le solde du Compte d'expansion économique des Indiens	...	1	...	...
...	...	8,828,780	...	8,828,780	7b	Pour radier des comptes du Canada, certaines créances envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de: a) $8,592,795, soit le capital de 689 comptes dus par 522 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Compte d'expansion économique des Indiens; et b) $235,985, soit le capital de 48 comptes dus par 48 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Fonds d'aide au logement des Indiens	6,298,641	2,530,139	...	...
...	...	5,849,952	...	5,849,952	8c	Pour radier des comptes du Canada, certaines créances et obligations envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de: a) $5,772,701, soit le solde en capital de 340 comptes dus par 255 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Compte d'expansion économique des Indiens; et, b) $77,251, soit le solde en capital de 16 comptes dus par 16 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Fonds d'aide au logement des Indiens	5,833,294	16,658	...	...

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	13,196,000	...	...	13,196,000	10	Dépenses en capital				
...	...	...	(5,224,500)	(5,224,500)		Virement au crédit 15				
...	13,196,000	...	(5,224,500)	7,971,500		Total—Crédit 10	7,714,188	257,312	...	15,454,373
...	1,986,912,000	...	...	1,986,912,000	15	Subventions et contributions				
...	...	4,690,000	...	4,690,000	15b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	585,599	...	585,599	15c	Virement de $670,424 du crédit 1 (Affaires indiennes et Nord canadien), de $7,791,563 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $5,224,500 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	...	670,424	670,424		Virement du: crédit 1				
...	...	...	7,791,563	7,791,563		crédit 5				
...	...	...	5,224,500	5,224,500		crédit 10				
...	1,986,912,000	5,275,599	13,686,487	2,005,874,086		Total—Crédit 15	2,005,690,700	183,386	...	1,766,835,639
...	15,000	...	(4,631)	10,369	(S)	Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure))	10,369	...	...	...
...	...	...	311,581	311,581	(S)	Remise de prêts consentis sur le Compte d'aide domiciliaire aux Indiens	311,581	...	...	340,280
...	2,000,000	...	(1,469,362)	530,638	(S)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et l'exploitation agricole	530,638	...	...	202,708
...	880,000	...	386,472	1,266,472	(S)	Rentes versées aux Indiens (Loi sur les Indiens)	1,266,472	...	...	1,089,021
...	5,000,000	...	...	5,000,000	(S)	Subvention à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	5,000,000	...	...	5,000,000
34,113,778	...	...	...	34,113,778	(S)	Paiement du Fonds du revenu consolidé en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée $60,000,000)	129,636	...	33,984,142	164,495
...	18,188,000	...	(313,000)	17,875,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,875,000	...	...	19,859,000
...	...	...	26,534	26,534	(S)	Arrêts de la Cour suprême	26,534	...	...	31,390
...	...	...	5,250	5,250	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	5,250	...	...	114,252
...	...	...	3,500	3,500	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	3,500	...	...	21,612
34,113,778	2,256,805,000	19,954,332	6,370,031	2,317,243,141		Total budgétaire	2,277,466,173	5,792,826	33,984,142	2,033,938,747
17,898,494	...	...	...	17,898,494	L15	Prêts pour la construction de maisons en vertu du Compte d'aide domiciliaire aux Indiens. Tel que modifié par le crédit L15 de la Loi n° 2 de 1978 portant affectation de crédits. Limite $20,000,000. (Net)	(692,133)	...	18,590,627	(520,018)

28,405,418	...	...	(6,000,000)	22,405,418	L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 6b de la Loi de crédits n°4 de 1989-90. Limite $64,000,000. (Net)	(15,151,600)	...	37,557,018	935,656
...	15,663,000	2,700,000	...	18,363,000	L20	Prêts à des revendicateurs autochtones pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications. (Brut)	18,362,910	90	...	15,445,921
...	1,207,000	...	...	1,207,000	L25	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon, afin de verser des indemnités provisoires aux anciens du Yukon. (Brut)	1,206,754	246	...	1,171,595
...	1,452,000	...	...	1,452,000	(S)	(L) Prêts à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique. Limite $30,000,000. (Brut)	1,452,000	...	...	19,091,000
46,303,912	18,322,000	2,700,000	(6,000,000)	61,325,912		Total non budgétaire	5,177,931	336	56,147,645	36,124,154
						Total du programme—				
34,113,778	**2,256,805,000**	**19,954,332**	**6,370,031**	**2,317,243,141**		**Budgétaire**	**2,277,466,173**	**5,792,826**	**33,984,142**	**2,033,938,747**
46,303,912	**18,322,000**	**2,700,000**	**(6,000,000)**	**61,325,912**		**Non budgétaire**	**5,177,931**	**336**	**56,147,645**	**36,124,154**
						Programme des affaires du Nord				
...	57,091,000	...	...	57,091,000	30	Dépenses de fonctionnement				
...	...	4,953,911	...	4,953,911	30c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(353,951)	(353,951)		Virement au crédit 45				
...	57,091,000	4,953,911	(353,951)	61,690,960		Total—Crédit 30	60,373,974	1,316,986	...	52,855,078
...	...	249,260	...	249,260	31b	Radier des comptes du Canada, certaines dettes envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, au montant de: a) $220,864 soit les soldes en capital de 14 comptes dus par 9 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon; et b) $28,396 soit les soldes en capital de 12 comptes dus par 12 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Fonds de prêts aux esquimaux	249,259	1	...	...
...	19,189,000	...	...	19,189,000	35	Dépenses en capital				
...	...	290,000	...	290,000	35c	Dépenses en capital				
...	...	...	(47,400)	(47,400)		Virement au crédit 45				
...	19,189,000	290,000	(47,400)	19,431,600		Total—Crédit 35	19,416,295	15,305	...	18,995,824
336,764	39,231,500	...	...	39,568,264	40	Subventions et contributions				
...	...	1,000,000	...	1,000,000	40b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	1,710,300	...	1,710,300	40c	Contributions				
336,764	39,231,500	2,710,300	...	42,278,564		Total—Crédit 40	41,494,165	447,635	336,764	38,757,443
...	4,505,000	...	(78,000)	4,427,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,427,000	...	...	4,656,000
...	...	...	57,418	57,418	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	57,418	...	...	87,952
336,764	120,016,500	8,203,471	(421,933)	128,134,802		Total budgétaire	126,018,111	1,779,927	336,764	115,352,297

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
320,000	...	...	...	320,000	L40	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la Loi nationale sur l'habitation et de la Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits. Limite $320,000. (Brut)	...	...	320,000	...
4,247,757	...	...	...	4,247,757	L55	Provision au Fonds de prêts aux Esquimaux pour les prêts consentis aux Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la Loi des subsides n° 3 de 1953 et telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi n° 2 de 1978-79 portant affectation de crédits. Limite $7,072,000. (Net)	(295,147)	...	4,542,904	386,565
4,686,588	...	...	...	4,686,588	L81a	Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite $5,000,000. (Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits). (Net)	(220,863)	...	4,907,451	44
9,254,345	...	...	...	9,254,345		Total non budgétaire	(516,010)	...	9,770,355	386,609
						Total du programme—				
336,764	**120,016,500**	**8,283,471**	**(421,933)**	**128,134,802**		**Budgétaire**	**126,018,111**	**1,779,927**	**336,764**	**115,352,297**
9,254,345	**...**	**...**	**...**	**9,254,345**		**Non budgétaire**	**(516,010)**	**...**	**9,770,355**	**386,609**
						Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux				
...	189,000,000	...	...	189,000,000	45	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon				
...	...	1,953,800	...	1,953,800	45b	Virement de $353,951 du crédit 30 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $47,400 du crédit 35 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	2,718,718	...	2,718,718	45c	Virement de $1,310,960 du crédit 50 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	...	353,951	353,951		Virement du: crédit 30				
...	...	...	47,400	47,400		crédit 35				
...	...	...	1,310,960	1,310,960		crédit 50				
...	189,000,000	4,672,518	1,712,311	195,384,829		Total—Crédit 45	195,384,829	...	..	184,699,000

					50	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires				
...	727,000,000	...	...	727,000,000		du Nord-Ouest				
...	...	...	(1,310,960)	(1,310,960)		Virement au crédit 45				
...	727,000,000	...	(1,310,960)	725,689,040		Total—Crédit 50	725,689,040	...	...	666,191,122
...	**916,000,000**	**4,672,518**	**401,351**	**921,073,869**		**Total du programme—Budgétaire**	**921,073,869**	...	...	**850,890,122**
						Total du département—				
34,450,542	**3,339,387,300**	**32,830,321**	**8,870,450**	**3,415,538,613**		**Budgétaire**	**3,372,872,460**	**8,345,247**	**34,320,906**	**3,043,087,751**
55,558,257	**18,322,000**	**2,700,000**	**(6,000,000)**	**70,580,257**		**Non budgétaire**	**4,661,921**	**336**	**65,918,000**	**36,510,763**
						Commission d'énergie du Nord canadien				
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	43,128,839
...	...	...	...	...		**Total du programme—Budgétaire**	...	...	...	**43,128,839**
						Total du ministère—				
34,450,542	**3,339,387,300**	**32,830,321**	**8,870,450**	**3,415,538,613**		**Budgétaire**	**3,372,872,460**	**8,345,247**	**34,320,906**	**3,086,216,590**
55,558,257	**18,322,000**	**2,700,000**	**(6,000,000)**	**70,580,257**		**Non budgétaire**	**4,661,921**	**336**	**65,918,000**	**36,510,763**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5--Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme d'administration				
								Fonctionnement				
...	6,574,800	...	368,682	(244,274)	(10,575)	...	6,688,633	Direction	8,728,367	(2,039,734)	...	6,843,250
...	27,929,000	...	1,936,884	(595,675)	(43,625)	...	29,226,584	Finances et services professionnels	27,738,768	1,487,816	...	24,940,108
...	8,173,000	...	773,714	(42,675)	(10,500)	...	8,893,539	Gestion des ressources humaines	7,291,890	1,601,649	...	7,148,391
...	3,682,000	...	181,745	(301,675)	(4,900)	...	3,557,170	Communications	3,545,506	11,664	...	3,092,884
...	46,358,800	...	3,261,025	(1,184,299)	(69,600)	...	48,365,926	Total—Fonctionnement	47,304,531	1,061,395	...	42,024,633
								Capital				
...	16,000	...	...	...	...	...	16,000	Direction	358,753	(342,753)	...	185,210
...	169,000	...	...	513,875	...	...	682,875	Finances et services professionnels	562,162	120,713	...	626,186
...	18,000	...	...	...	...	...	18,000	Gestion des ressources humaines	48,494	(30,494)	...	33,514
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Communications	40,367	(36,367)	...	37,042
...	207,000	...	...	513,875	...	...	720,875	Total—Capital	1,009,776	(288,901)	...	881,952
								Sommaire du programme				
...	6,590,800	...	368,682	(244,274)	(10,575)	...	6,704,633	Direction	9,087,120	(2,382,487)	...	7,028,460
...	28,098,000	...	1,936,884	(81,800)	(43,625)	...	29,909,459	Finances et services professionnels	28,300,930	1,608,529	...	25,566,294
...	8,191,000	...	773,714	(42,675)	(10,500)	...	8,911,539	Gestion des ressources humaines	7,340,384	1,571,155	...	7,181,905
...	3,686,000	...	181,745	(301,675)	(4,900)	...	3,561,170	Communications	3,585,873	(24,703)	...	3,129,926
...	**46,565,800**	**...**	**3,261,025**	**(670,424)**	**(69,600)**	**...**	**49,086,801**	**Total du programme—Budgétaire**	**48,314,307**	**772,494**	**...**	**42,906,585**
								Programme des affaires indiennes et inuit				
								Fonctionnement				
...	4,726,000	...	188,949	667,818	...	...	5,582,767	Autonomie gouvernementale	6,535,231	(952,464)	...	11,304,904
...	2,616,000	...	120,038	1,738,350	...	...	4,474,388	Revendications globales	5,611,805	(1,137,417)	...	3,645,928
34,113,778	24,564,000	14,365,497	644,650	680,690	(1,493,337)	...	72,875,278	Développement économique	36,040,433	2,850,703	33,984,142	22,375,935
...	33,747,000	...	1,098,128	1,120,380	54,628	...	36,020,136	Terres, recettes et fiducie	38,281,058	(2,260,922)	...	32,567,600
...	55,278,000	...	2,072,883	(620,616)	...	...	56,730,267	Enseignement	53,720,292	3,009,975	...	63,537,447
...	15,327,000	...	405,685	(1,207,868)	...	...	14,524,817	Développement social	14,158,467	366,350	...	12,783,325
...	47,612,000	313,236	251,191	(16,727,401)	265,764	...	31,714,790	Immobilisations et services communautaires	31,136,862	577,928	...	34,183,760
...	15,573,000	...	514,608	2,595,878	...	...	18,683,486	Gestion des bandes	18,712,643	(29,157)	...	13,084,381
...	51,374,000	...	1,457,131	3,961,206	(267,183)	...	56,525,154	Gestion du programme et administration	53,598,022	2,927,132	...	52,076,433
34,113,778	250,817,000	14,678,733	6,753,263	(7,791,563)	(1,440,128)	...	297,131,083	Total—Fonctionnement	257,794,813	5,352,128	33,984,142	245,559,713

								Capital				
...	...	...	...	47,649	...	...	47,649	Développement économique	47,649	...	...	849,603
...	1,001,000	...	...	(733,000)	...	...	268,000	Terres, recettes et fiducie	86,993	181,007	...	645,003
...	10,646,000	...	...	(5,027,345)	...	...	5,618,655	Immobilisations et services communautaires	5,542,350	76,305	...	12,453,929
...	1,549,000	...	...	488,196	...	...	2,037,196	Gestion du programme et administration	2,037,196	...	...	1,505,839
...	13,196,000	...	...	(5,224,500)	...	...	7,971,500	Total—Capital	7,714,188	257,312	...	15,454,374
								Paiements de transfert				
...	7,375,000	...	...	861,075	...	...	8,236,075	Autonomie gouvernementale	8,236,075	...	...	6,520,575
...	39,855,000	...	...	(860,743)	...	...	38,994,257	Revendications globales	38,945,305	48,952	...	41,772,634
...	47,597,000	...	...	9,754,619	...	...	57,351,619	Développement économique	57,351,619	...	...	57,519,791
...	12,392,000	5,275,599	...	16,319,071	386,472	...	34,373,142	Terres, recettes et fiducie	34,373,142	...	...	16,900,378
...	621,579,000	...	...	5,384,045	...	...	626,963,045	Enseignement	626,963,045	...	...	553,644,823
...	554,616,000	...	...	(28,003,439)	...	...	526,612,561	Développement social	526,478,127	134,434	...	475,743,131
...	505,875,000	...	...	19,310,327	...	...	525,185,327	Immobilisations et services communautaires	525,185,327	...	...	457,743,464
...	203,503,000	...	...	(9,078,468)	...	...	194,424,532	Gestion des bandes	194,424,532	...	...	163,079,864
...	1,992,792,000	5,275,599	...	13,686,487	386,472	...	2,012,140,558	Total—Paiements de transfert	2,011,957,172	183,386	...	1,772,924,660
								Non budgétaire				
...	18,322,000	2,700,000	...	...	...	...	21,022,000	Revendications globales	21,021,664	336	...	35,708,516
28,405,418	...	...	...	...	(6,000,000)	...	22,405,418	Développement économique	(15,151,600)	...	37,557,018	935,656
17,898,494	...	...	...	...	...	...	17,898,494	Immobilisations et services communautaires	(692,133)	...	18,590,627	(520,018)
46,303,912	18,322,000	2,700,000	...	...	(6,000,000)	...	61,325,912	Total—Non budgétaire	5,177,931	336	56,147,645	36,124,154
								Sommaire du programme				
...	12,101,000	...	188,949	1,528,893	...	...	13,818,842	Autonomie gouvernementale	14,771,306	(952,464)	...	17,825,479
								Revendications globales—				
...	42,471,000	...	120,038	877,607	...	...	43,468,645	Budgétaire	44,557,110	(1,088,465)	...	45,418,562
...	18,322,000	2,700,000	...	...	...	...	21,022,000	Non budgétaire	21,021,664	336	...	35,708,516
								Développement économique—				
34,113,778	72,161,000	14,365,497	644,650	10,482,958	(1,493,337)	...	130,274,546	Budgétaire	93,439,701	2,850,703	33,984,142	80,745,329
28,405,418	...	...	...	...	(6,000,000)	...	22,405,418	Non budgétaire	(15,151,600)	...	37,557,018	935,656
...	47,140,000	5,275,599	1,098,128	16,706,451	441,100	...	70,661,278	Terres, recettes et fiducie	72,741,193	(2,079,915)	...	50,112,981
...	676,857,000	...	2,072,883	4,763,429	...	...	683,693,312	Enseignement	680,683,337	3,009,975	...	617,182,270
...	569,943,000	...	405,685	(29,211,307)	...	...	541,137,378	Développement social	540,636,594	500,784	...	488,526,456
								Immobilisations et services communautaires—				
...	564,133,000	313,236	251,191	(2,444,419)	265,764	...	562,518,772	Budgétaire	561,864,539	654,233	...	504,381,153
17,898,494	...	...	...	...	...	...	17,898,494	Non budgétaire	(692,133)	...	18,590,627	(520,018)
...	219,076,000	...	514,608	(6,482,590)	...	...	213,108,018	Gestion des bandes	213,137,175	(29,157)	...	176,164,245
...	52,923,000	...	1,457,131	4,449,402	(267,183)	...	58,562,350	Gestion du programme et administration	55,635,218	2,927,132	...	53,582,272
								Total du programme—				
34,113,778	**2,256,805,000**	**19,954,332**	**6,753,263**	**670,424**	**(1,053,656)**	...	**2,317,243,141**	**Budgétaire**	**2,277,466,173**	**5,792,826**	**33,984,142**	**2,033,938,747**
46,303,912	**18,322,000**	**2,700,000**	...	...	**(6,000,000)**	...	**61,325,912**	**Non budgétaire**	**5,177,931**	**336**	**56,147,645**	**36,124,154**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme des affaires du Nord				
								Fonctionnement				
...	4,164,000	...	...	...	...	...	4,164,000	Évolution politique, développement social, épanouissement culturel et promotion de la science	3,628,371	535,629	...	2,373,669
...	45,443,000	5,203,171	...	(353,951)	57,418	...	50,349,638	Développement économique et gestion des ressources	51,224,414	(874,776)	...	35,380,177
...	7,087,000	...	...	...	...	...	7,087,000	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	5,274,970	1,812,030	...	5,425,919
...	4,902,000	...	...	...	(78,000)	...	4,824,000	Gestion du programme	4,979,895	(155,895)	...	14,419,265
...	61,596,000	5,203,171	...	(353,951)	(20,582)	...	66,424,638	Total—Fonctionnement	65,107,650	1,316,988	...	57,599,030
								Capital				
...	89,000	...	...	(62,868)	...	...	26,132	Évolution politique, développement social, épanouissement culturel et promotion de la science	17,500	8,632	...	12,533
...	18,910,000	290,000	...	15,468	...	...	19,215,468	Développement économique et gestion des ressources	19,215,468	...	...	18,342,582
...	155,000	...	...	...	...	...	155,000	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	155,000	...	...	55,000
...	35,000	...	...	...	...	...	35,000	Gestion du programme	28,328	6,672	...	585,709
...	19,189,000	290,000	...	(47,400)	...	...	19,431,600	Total—Capital	19,416,296	15,304	...	18,995,824
								Paiements de transfert				
336,764	30,154,000	1,529,300	...	...	...	...	32,020,064	Évolution politique, développement social, épanouissement culturel et promotion de la science	31,538,392	144,908	336,764	30,038,411
...	9,077,500	581,000	...	...	...	...	9,658,500	Développement économique et gestion des ressources	9,417,914	240,586	...	8,689,032
...	...	600,000	...	...	...	...	600,000	Gestion du programme	537,859	62,141	...	30,000
336,764	39,231,500	2,710,300	...	...	...	...	42,278,564	Total—Paiements de transfert	41,494,165	447,635	336,764	38,757,443
								Non budgétaire				
9,254,345	...	...	...	...	...	...	9,254,345	Développement économique et gestion des ressources	(516,010)	...	9,770,355	386,609

								Sommaire du programme				
336,764	34,407,000	1,529,300	...	(62,868)	...	...	36,210,196	Évolution politique, développement social, épanouissement culturel et promotion de la science	35,184,263	689,169	336,764	32,424,613
								Développement économique et gestion des ressources—				
...	73,430,500	6,074,171	...	(338,483)	57,418	...	79,223,606	Budgétaire	79,857,796	(634,190)	...	62,411,791
9,254,345	...	...	...	...	...	...	9,254,345	Non budgétaire	(516,010)	...	9,770,355	386,609
...	7,242,000	...	...	...	...	...	7,242,000	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	5,429,970	1,812,030	...	5,480,919
...	4,937,000	600,000	...	...	(78,000)	...	5,459,000	Gestion du programme	5,546,082	(87,082)	...	15,034,974
								Total du programme—				
336,764	**120,016,500**	**8,203,471**	...	**(401,351)**	**(20,582)**	...	128,134,802	**Budgétaire**	126,018,111	1,779,927	**336,764**	**115,352,297**
9,254,345	...	...	...	...	...	...	9,254,345	**Non budgétaire**	(516,010)	...	**9,770,355**	**386,609**
								Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux				
...	916,000,000	4,672,518	...	401,351	...	...	921,073,869	Paiements de transfert	921,073,869	...	...	850,890,122
...	**916,000,000**	**4,672,518**	...	**401,351**	...	...	921,073,869	**Total du programme—Budgétaire**	921,073,869	...	...	**850,890,122**
								Total du département—				
34,450,542	**3,339,387,300**	**32,830,321**	**10,014,288**	...	**(1,143,838)**	...	3,415,538,613	**Budgétaire**	3,372,872,460	**8,345,247**	**34,320,906**	**3,043,087,751**
55,558,257	**18,322,000**	**2,700,000**	...	...	**(6,000,000)**	...	70,580,257	**Non budgétaire**	4,661,921	**336**	**65,918,000**	**36,510,763**
								Commission d'énergie du Nord canadien				
...	...	...	...	...	...	...	...	Fonctionnement	...	...	...	43,128,839
...	...	...	...	...	...	...	...	**Total du programme—Budgétaire**	...	...	...	**43,128,839**
								Total du ministère—				
34,450,542	**3,339,387,300**	**32,830,321**	**10,014,288**	...	**(1,143,838)**	...	3,415,538,613	**Budgétaire**	3,372,872,460	**8,345,247**	**34,320,906**	**3,086,216,590**
55,558,257	**18,322,000**	**2,700,000**	...	...	**(6,000,000)**	...	70,580,257	**Non budgétaire**	4,661,921	**336**	**65,918,000**	**36,510,763**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des affaires indiennes et inuit				
							Subventions				
							Autonomie gouvernementale				
...	2,175,000	...	...	332	...	2,175,332	Subventions aux Sechelts en vertu de la Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne sechelte	2,175,332	...	...	2,022,469
							Revendications globales				
...	18,998,000	...	...	(621,134)	...	18,376,866	Subventions aux bandes indiennes cries et naskapies de la Baie James (Québec)	18,376,866	...	...	22,409,297
...	5,000,000	...	...	...	...	5,000,000	(S) Subvention à la Société Inuvialuit régionale pour les compensations à l'égard des revendications en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	5,000,000	...	...	5,000,000
...	8,686,000	.	...	(296,057)	...	8,389,943	Subventions pour investissements aux bandes cries et naskapies du Québec	8,341,892	48,051	...	7,145,248
...	247,000	...	...	...	...	247,000	Subvention à la Société Makivik pour l'application de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	246,750	250	...	...
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Subvention pour l'acompte à la Nation Dénée et à l'Association des Métis des Territoires du Nord-Ouest sur l'indemnité associée au règlement futur de leur revendication	2,000,000	...	...	2,000,000
...	34,931,000	...	...	(917,191)	...	34,013,809		33,965,508	48,301	...	36,554,545
							Développement économique				
...	1,569,000	...	...	(1,180,983)	...	388,017	Subventions à des particuliers et à des organisations aux fins de développement économique et de l'emploi pour les Indiens et les Inuit	388,017	...	...	1,010,645
							Terres, recettes et fiducie				
...	880,000	...	...	...	386,472	1,266,472	(S) Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités	1,266,472	...	...	1,089,021
...	300,000	...	...	...	...	300,000	Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique en remplacement des rentes par habitant	300,000	...	...	300,000
...	1,500,000	...	...	(1,292,500)	...	207,500	Subventions aux bandes indiennes pour aider à l'élaboration et à la mise en application d'un règlement d'appartenance à la bande à la suite de l'élimination des dispositions discriminatoires de la Loi sur les Indiens	207,500	...	...	396,000

...	...	4,690,000	...	...	...	4,690,000	Subvention à la bande indienne de Lower Kootenay en règlement d'une revendication particulière	4,690,000	...	...	...
...	...	585,599	...	12,980,216	...	13,565,815	Subventions à des bandes indiennes pour les revendications particulières	13,565,815	...	...	5,902,337
...	2,680,000	5,275,599	...	11,687,716	386,472	20,029,787		20,029,787	...	...	7,687,358
							Enseignement				
...	2,301,000	...	...	(1,681,151)	...	619,849	Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit, et à des organisations pour le soutien de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'enseignement élémentaire et secondaire	619,849	...	...	1,327,043
...	38,422,000	...	...	(3,215,430)	...	35,206,570	Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit, et à des organisations pour le soutien de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'enseignement postsecondaire	35,206,570	...	...	32,113,292
...	40,723,000	...	...	(4,896,581)	...	35,826,419		35,826,419	...	...	33,440,335
							Développement social				
...	88,175,000	...	...	(13,075,664)	...	75,099,336	Prestations d'aide sociale à des particuliers, à des Indiens, à des Inuit et à des non-Indiens qui habitent dans des réserves indiennes	74,964,902	134,434	...	76,746,535
...	2,078,000	...	...	1,033,405[1]	...	3,111,405	Subventions à des particuliers pour protéger les enfants indiens et inuit, les particuliers et les familles demeurant sur les réserves indiennes	3,111,405	...	...	1,584,657
...	90,253,000	...	...	(12,042,259)	...	78,210,741		78,076,307	134,434	...	78,331,192
							Gestion des bandes				
...	121,219,000	...	...	(15,849,496)	...	105,369,504	Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils régionaux et aux agglomérations inuit à l'appui de leur administration	105,369,504	...	...	94,816,973
...	5,225,000	...	...	...	...	5,225,000	Subventions à la bande indienne Miawpukek pour le financement de programmes déterminés	5,225,000	...	...	4,988,000
...	126,444,000	...	...	(15,849,496)	...	110,594,504		110,594,504	...	...	99,804,973
...	**298,775,000**	**5,275,599**	**...**	**(23,198,462)**	**386,472**	**281,238,609**	**Total—Subventions**	**281,055,874**	**182,735**	**...**	**258,851,517**
							Contributions				
							Autonomie gouvernementale				
...	1,200,000	...	...	1,031,860	...	2,231,860	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, aux conseils tribaux, aux conseils de district et autres organisations indiennes et inuit, afin d'aider les collectivités à planifier l'autonomie gouvernementale, se préparer en vue de négociations de fond en élaborant un mandat pour les négociations et en mettant au point des accords concernant l'autonomie gouvernementale	2,231,860	...	...	2,081,888

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	4,000,000	...	...	(171,117)	...	3,828,883	Contributions versées aux bandes indiennes et inuit et aux établissements, aux conseils tribaux, aux conseils de district et aux autres collectivités indiennes et inuit pour faciliter leurs négociations relatives à l'autonomie gouvernementale	3,828,883	...	...	2,416,218
...	5,200,000	...	...	860,743	...	6,060,743		6,060,743	...	...	4,498,106
							Revendications globales				
...	4,529,000	...	...	...	...	4,529,000	Contributions aux revendicateurs autochtones pour la préparation et la présentation de réclamations	4,528,649	351	...	4,423,389
...	395,000	...	...	56,448	...	451,448	Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour le suivi de la mise en oeuvre de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec	451,148	300	...	394,700
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	400,000
...	4,924,000	...	...	56,448	...	4,980,448		4,979,797	651	...	5,218,089
							Développement économique				
...	16,000,000	...	...	4,508,749	...	20,508,749	Contributions aux institutions économiques des Indiens et des Inuit	20,508,749	...	...	15,202,573
...	30,028,000	...	...	6,426,853	...	36,454,853	Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations, à leurs sociétés, provinces et autres organisations aux fins du développement économique et de l'emploi	36,454,853	...	...	41,306,573
...	46,028,000	...	...	10,935,602	...	56,963,602		56,963,602	...	...	56,509,146
							Terres, recettes et fiducie				
...	1,525,000	...	...	(220,193)	...	1,304,807	Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres	1,304,807	...	...	2,037,082
...	200,000	...	...	(18,616)	...	181,384	Contributions aux commissions aux fins d'enquête, de négociations et de médiation à l'égard des revendications et griefs des Indiens et des Inuit	181,384	...	...	310,393
...	4,922,000	...	...	4,589,887	...	9,511,887	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion foncière et des propriétés	9,511,887	...	...	4,160,043
...	1,677,000	...	...	(183,374)	...	1,493,626	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'effectif des bandes	1,493,626	...	...	1,292,562
...	300,000	...	...	844,453	...	1,144,453	Contributions à des particuliers, à des bandes et à des associations indiennes pour le financement de procès types	1,144,453	...	...	1,412,940

...	400,000	...	...	(380,802)	...	19,198	Contributions à des particuliers (y compris des non-Indiens) ou groupes de particuliers, organisations et bandes à l'égard de procès types concernant le projet de loi C-31	19,198	...	...	...
...	688,000	...	...	...	...	688,000	Contributions aux bandes indiennes pour de l'information sur les résidences	688,000	...	...	...
...	9,712,000	...	...	4,631,355	...	14,343,355		14,343,355	...	...	9,213,020
							Enseignement				
...	448,461,000	...	...	(5,255,810)	...	443,205,190	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs conseils scolaires, aux gouvernements provinciaux, à des particuliers et autres organismes légaux pour le soutien de l'enseignement et les services relatifs à l'éducation élémentaire et secondaire	443,205,190	...	...	396,235,410
...	33,505,000	...	...	(3,628,185)	...	29,876,815	Contribution à la province de Québec relativement à l'éducation des Cris et des Inuit, conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois	29,876,815	...	...	28,091,653
...	91,670,000	...	...	18,852,053	...	110,522,053	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit ou aux établissements d'enseignement pour le soutien de l'enseignement et les services d'enseignement postsecondaire	110,522,053	...	...	88,610,293
...	7,220,000	...	...	312,568	...	7,532,568	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit ou à des organismes pour les centres culturels et le développement de services culturels	7,532,568	...	...	7,267,132
...	580,856,000	...	...	10,280,626	...	591,136,626		591,136,626	...	...	520,204,488
							Développement social				
...	328,243,000	...	...	(11,698,221)	...	316,544,779	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements provinciaux ou à leurs organismes pour l'aide sociale, y compris les prestations aux non-Indiens résidant dans les réserves indiennes	316,544,779	...	...	275,770,924
...	127,522,000	...	...	(3,143,986)	...	124,378,014	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs organisations et à leurs gouvernements provinciaux ou à leurs organismes, à des particuliers et autres organisations pour les services de soins, de réadaptation et de prévention	124,378,014	...	...	115,198,412
...	8,598,000	...	...	(1,118,973)	...	7,479,027	Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit ou à leurs organisations pour des services sociaux, communautaires et de réadaptation	7,479,027	...	...	6,442,603
...	464,363,000	...	...	(15,961,180)	...	448,401,820		448,401,820	...	...	397,411,939

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Immobilisations et services communautaires				
							Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et sociétés, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires:				
...	369,841,000	...	...	5,237,314	...	375,078,314	Capital	375,078,314		...	317,117,490
...	136,034,000	...	...	14,073,013	...	150,107,013	Entretien et fonctionnement	150,107,013	...	...	140,625,974
...	505,875,000	...	...	19,310,327	...	525,185,327		525,185,327	...	...	457,743,464
							Gestion des bandes				
...	3,965,000	...	...	8,983,453	...	12,948,453	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit aux fins de la planification de l'aménagement local	12,948,453	...	...	5,763,048
...	8,644,000	...	...	4,209,702	...	12,853,702	Contributions aux bandes et aux associations indiennes pour l'élaboration de politiques et la consultation en cette matière	12,853,702	...	...	14,746,903
...	22,209,000	...	...	(11,547,707)	...	10,661,293	Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit et à leur organisations pour les régimes de pensions des employés	10,661,293	...	...	7,790,395
...	4,281,000	...	...	1,609,043	...	5,890,043	Contributions aux bandes indiennes pour les programmes de perfectionnement de la gestion indienne et de la formation paraprofessionnelle en développement social	5,890,043	...	...	5,594,127
...	7,845,000	...	...	(367)	...	7,844,633	Contributions à la province de Terre-Neuve pour pourvoir aux programmes et services offerts aux Autochtones résidant dans cette province et au Labrador	7,844,633	...	...	7,359,000
...	30,115,000	...	...	3,516,904	...	33,631,904	Contributions aux conseils tribaux pour les frais d'administration et les services de soutien de la gestion	33,631,904	...	...	22,021,418
...	77,059,000	...	...	6,771,028	...	83,830,028		83,830,028	...	...	63,274,891
...	**1,694,017,000**	**...**	**...**	**36,884,949**	**...**	**1,730,901,949**	**Total—Contributions**	**1,730,901,298**	**651**	**...**	**1,514,073,143**
							Sommaire du programme par activité				
...	7,375,000	...	...	861,075	...	8,236,075	Autonomie gouvernementale	8,236,075	...	...	6,520,575
...	39,855,000	...	...	(860,743)	...	38,994,257	Revendications globales	38,945,305	48,952	...	41,772,634
...	47,597,000	...	...	9,754,619	...	57,351,619	Développement économique	57,351,619	...	...	57,519,791
...	12,392,000	5,275,599	...	16,319,071	386,472	34,373,142	Terres, recettes et fiducie	34,373,142	...	...	16,900,378

...	621,579,000	...	...	5,384,045	...	626,963,045	Enseignement	626,963,045	...	...	553,644,823
...	554,616,000	...	...	(28,003,439)	...	526,612,561	Développement social	526,478,127	134,434	...	475,743,131
...	505,875,000	...	...	19,310,327	...	525,185,327	Immobilisations et services communautaires	525,185,327	...	...	457,743,464
...	203,503,000	...	...	(9,078,468)	...	194,424,532	Gestion des bandes	194,424,532	...	...	163,079,864
...	**1,992,792,000**	**5,275,599**	...	**13,686,487**	**386,472**	**2,012,140,558**	**Total du programme**	**2,011,957,172**	**183,386**	...	**1,772,924,660**
							Programme des affaires du Nord				
							Subventions				
							Évolution politique, développement social, épanouissement culturel et promotion de la science				
...	45,000	...	...	...	...	45,000	Subventions à des particuliers ou à des organisations pour l'avancement de la culture indienne et de la culture inuit	45,000	...	...	45,000
...	748,000	...	...	...	...	748,000	Subventions à des universités et instituts canadiens pour la formation relative à la recherche scientifique dans le Nord	748,000	...	...	748,000
...	110,000	...	...	...	...	110,000	Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques en vue de coordonner les activités scientifiques touchant le Nord dans les universités canadiennes	110,000	...	...	130,000
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Subvention sous forme de prix accordé à une personne dont la contribution aux sciences du Nord est jugée éminente	5,000	...	...	5,000
...	...	1,000,000	...	...	...	1,000,000	Paiement au Conseil des Indiens du Yukon à titre de paiement provisoire à l'égard de l'indemnité versée comme règlement de sa revendication globale	1,000,000	...	...	...
336,764	...	...	...	...	...	336,764	Subventions d'aide à l'exploitation minérale du Nord	...	...	336,764	...
336,764	908,000	1,000,000	...	...	...	2,244,764		1,908,000	...	336,764	928,000
							Développement économique et gestion des ressources				
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Subvention à la Yukon Conservation Society afin de favoriser la conservation des ressources naturelles du Yukon	15,000	...	...	15,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Subvention au Comité canadien des ressources de l'Arctique en vue de promouvoir l'analyse, par un organisme indépendant, des questions relatives au Nord et des propositions de l'industrie et du gouvernement à l'égard de ces questions	100,000	...	...	180,000
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Subventions de $20,000 à la Yukon Chamber of Mines; de $20,000 à la Northwest Territories Chamber of Mines pour aider au fonctionnement des cours de formation de prospecteurs et au maintien de bureaux permanents en vue d'instruire et d'aider toutes les personnes intéressées par la prospection	40,000	...	...	40,000
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Subvention à la Territories Accident Prevention Association	5,000	...	...	5,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	2,000	...	...	...	...	2,000	Subvention à l'Association des prospecteurs du Yukon	2,000	...	...	2,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Subvention à l'Association pour l'extraction de l'or du Klondike	10,000	...	...	10,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10,000
...	172,000	...	...	...	...	172,000		172,000	...	...	262,000
336,764	**1,080,000**	**1,000,000**	...	...	...	**2,416,764**	**Total—Subventions**	**2,080,000**	...	**336,764**	**1,190,000**
							Contributions				
							Évolution politique, développement social, épanouissement culturel et promotion de la science				
...	16,412,000	...	...	(712,000)	...	15,700,000	Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens et aux Inuit	15,700,000	...	...	17,813,977
...	1,630,000	...	...	(60,903)	...	1,569,097	Contributions au gouvernement du Yukon pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens	1,569,097	...	...	1,520,393
...	3,597,000	...	...	1,153,000	...	4,750,000	Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour l'assurance-maladie des Indiens et des Inuit	4,750,000	...	...	2,806,604
...	1,266,000	...	...	(469,097)	...	796,903	Contributions au gouvernement du Yukon pour l'assurance-maladie des Indiens	775,551	21,352	...	730,867
...	208,000	...	...	89,000	...	297,000	Contributions au gouvernement du Yukon pour la location ou l'achat de maisons à prix modique	297,000	...	...	229,000
...	99,000	...	...	70,000	...	169,000	Contributions aux associations des Autochtones du Nord pour leur permettre d'effectuer des recherches et d'exécuter des projets susceptibles d'étayer leurs intérêts et afin de leur permettre d'obtenir des conseils et d'être consultées sur les questions relatives au développement du Nord	169,000	...	...	116,100
...	454,000	...	...	...	...	454,000	Contributions aux associations inuit pour leur permettre d'exécuter des programmes selon les objectifs et les critères établis pour le programme des centres d'éducation en culture autochtone	454,000	...	...	454,000
...	431,000	...	...	(431,000)	...	...	Contributions aux particuliers, aux groupes, aux associations, aux sociétés ou aux coopératives inuit pour la mise en oeuvre de nouvelles stratégies de production et de commercialisation de l'art et de l'artisanat inuit	...	...	...	412,261

...	300,000	...	...	...	...	300,000	Contributions versées à des organisations inuit pour promouvoir l'épanouissement linguistique et culturel des Inuit	300,000	...	...	300,000
...	78,000	...	...	(39,000)	...	39,000	Contribution au Conseil canadien des arts esquimaux pour subvenir à leurs coûts de fonctionnement afin de leur permettre de renseigner les gouvernements et les organisations inuit au sujet du développement et de la protection de l'art inuit	39,000	...	...	78,000
...	80,000	...	...	...	...	80,000	Contributions au service d'orientation fourni aux Inuit dans le Sud	80,000	...	...	80,000
...	72,000	...	...	...	...	72,000	Contributions pour l'Alliance constitutionnelle des Territoires du Nord-Ouest pour en arriver à un consensus sur la division des Territoires du Nord-Ouest	72,000	...	...	208,000
...	4,519,000	...	...	(229,700)	...	4,289,300	Contributions à verser aux gouvernements territoriaux et aux organisations autochtones en vue de la mise en oeuvre de la convention définitive des Inuvialuit	4,165,744	123,556	...	4,225,209
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Contribution à l'Office régional canadien de la Conférence circumpolaire inuit	100,000	...	...	100,000
...	...	340,300	...	159,700	...	500,000	Avance à l'égard des coûts de mise en oeuvre ponctuels en vue de déterminer l'admissibilité et d'effectuer le recensement des personnes habilitées à voter à l'égard de la revendication territoriale du Conseil des Indiens du Yukon	500,000	...	...	...
...	...	189,000	...	...	...	189,000	Contribution à Inuit Tapirisat du Canada pour la production et distribution du périodique Inuktitut	189,000	...	...	36,000
...	...	...	...	470,000	...	470,000	Contribution à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuits des Territoires du Nord-Ouest, du Nouveau-Québec et du Labrador à développer leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art	470,000	...	...	...
...	29,246,000	529,300	...	...	...	29,775,300		29,630,392	144,908	...	29,110,411
							Développement économique et gestion des ressources				
...	474,000	581,000	...	...	...	1,055,000	Contributions au gouvernement du Yukon en rapport avec l'entente de développement économique conclue entre le Canada et le Yukon	947,663	107,337	...	1,287,664
...	3,600,000	...	...	...	...	3,600,000	Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en rapport avec les ententes auxiliaires sur le développement économique conclues entre le Canada et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	3,542,676	57,324	...	2,565,577
...	55,000	...	...	11,600	...	66,600	Contribution pour les comités consultatifs communautaires	66,600	...	...	72,100
...	55,000	...	...	(11,600)	...	43,400	Contribution au Conseil des Indiens du Yukon, pour prendre part à la formation et à l'embauche des Autochtones	37,000	6,400	...	55,000

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	1,515,000	...	...	(71,209)	...	1,443,791	Contributions aux particuliers, aux groupes, aux associations, aux sociétés ou aux coopératives inuit aux fins du développement économique des Inuit canadiens	1,429,888	13,903	...	1,300,000
...	9,000	...	...	709	...	9,709	Contribution pour le Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt	9,709	...	...	9,158
...	2,570,000	...	...	...	...	2,570,000	Contribution pour encourager et soutenir la participation directe des gouvernements des territoires et des organisations autochtones dans le programme d'aménagement des territoires du Nord	2,518,280	51,720	...	2,413,245
...	15,500	...	...	...	...	15,500	Contribution au Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine	12,500	3,000	...	12,500
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Contributions à des organisations autochtones et non autochtones pour aider à la protection et au développement de l'industrie de la fourrure	499,098	902	...	610,917
...	97,000	...	...	70,500	...	167,500	Contributions aux groupes autochtones et autres, pour leur permettre de se préparer et de participer à la revue publique des propositions sur le transport d'hydrocarbures	167,500	...	...	85,871
...	15,000	...	...	...		15,000	Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	15,000	...	...	15,000
...	8,905,500	581,000	...	...	...	9,486,500		9,245,914	240,586	...	8,427,032
							Gestion du programme				
...	...	600,000	...	...	...	600,000	Contributions aux gouvernements territoriaux, aux bandes indiennes et aux employeurs du secteur privé pour payer les allocations aux autochtones du Nord qui reçoivent une formation en cours d'emploi	537,859	62,141	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	30,000
...	...	600,000	...	...	...	600,000		537,859	62,141	...	30,000
...	**38,151,500**	**1,710,300**	...	...	...	**39,861,800**	**Total—Contributions**	**39,414,165**	**447,635**	...	**37,567,443**
							Sommaire du programme par activité				
336,764	30,154,000	1,529,300	...	...	...	32,020,064	Évolution politique, développement social, épanouissement culturel et promotion de la science	31,538,392	144,908	336,764	30,038,411
...	9,077,500	581,000	...	...	...	9,658,500	Développement économique et gestion des ressources	9,417,914	240,586	...	8,689,032
...	...	600,000	...	...	...	600,000	Gestion du programme	537,859	62,141	...	30,000
336,764	**39,231,500**	**2,710,300**	...	...	...	**42,278,564**	**Total du programme**	**41,494,165**	**447,635**	**336,764**	**38,757,443**

							Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux				
							Autres paiements de transfert				
...	189,000,000	4,672,518	...	1,712,311	...	195,384,829	Paiements au gouvernement du Yukon conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada et le commissaire du Yukon, au nom du gouvernement du Yukon, les paiements au gouvernement du Yukon devant être calculés selon lesdits accords; et autorisation de paiements provisoires au gouvernement du Yukon avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'acord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours)	195,384,829	...	...	184,699,000
...	727,000,000	...	...	(1,310,960)	...	725,689,040	Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada et le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, les paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest devant être calculés selon lesdits accords; et autorisation de paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours)	725,689,040	...	...	666,191,122
...	**916,000,000**	**4,672,518**	**...**	**401,351**	**...**	**921,073,869**	**Total du programme**	**921,073,869**	**...**	**...**	**850,890,122**
336,764	**2,948,023,500**	**12,658,417**	**...**	**14,087,838**	**386,472**	**2,975,492,991**	**Total du département**	**2,974,525,206**	**631,021**	**336,764**	**2,662,572,225**
[illegible]	**[illegible]**	**12,658,417**	**...**	**14,087,838**	**386,472**	**2,975,492,991**	**Total du ministère**	**2,974,525,206**	**631,021**	**336,764**	**2,662,572,225**

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) Suite à une erreur administrative, les Budgets supplémentaires voulant augmenter l'autorité courante de $2,078,000 afin d'atteindre les besoins additionnels des Subventions à des particuliers pour protéger les enfants indiens et inuit, les particuliers et les familles demeurant sur les réserves indiennes ont employé par mégarde le libellé des Prestations d'aide sociale à des particuliers, à des Indiens, à des Inuit et à des non-Indiens qui habitent dans des réserves indiennes.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des affaires indiennes et inuit			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Développement économique			
Développement économique des Indiens. (Net)	...	15,151,600	...
Immobilisations et services communautaires			
Fonds des habitations hors réserve des Indiens. (Net)	...	692,133	520,018
Total du programme—Non budgétaire	...	**15,843,733**	**520,018**
Programme des affaires du Nord			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Développement économique et gestion des ressources			
Remboursements de prêts. (Net)	...	516,010	...
Total du programme—Non budgétaire	...	**516,010**	...
Total du département—Non budgétaire	...	**16,359,743**	**520,018**
[illegible]	—	**16,359,743**	**520,018**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	9,900	68,128
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	34,142	19,101
	44,042	87,229
Rémunérations de services	2,536	4,022
Produits des ventes	...	192
Autres recettes non fiscales	834	21,898
Total du programme	**47,412**	**113,341**
Programme des affaires indiennes et inuit		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Fonds du développement économique des Indiens	2,380,440	2,916,928
Société Inuvialuit régionale	6,503,207	5,993,223
Autres comptes—		
Recouvrement—Prêts garantis en souffrance—		
Intérêt	698,700	586,446
Autres	156,944	180,036
Bande Stoney	11,688	11,688
	9,750,979	9,688,321
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	586,915	641,127
Frais de capital	158,281	336,752
Divers	2,913,248	3,778,049
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)		
Fonctionnement et entretien	243,284	376,301
Frais de capital	72,413	53,676
Subventions et contributions	295,740	438,486
	4,269,881	5,624,391
Privilèges, licences et permis—		
Logement et services	898,436	1,040,121
Divers	47,064	11,175
	945,500	1,051,296
Rémunérations de services	1,134	988
Produits des ventes—		
Services publics	772,465	877,216
Autres	72,500	...
	844,965	877,216

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	238,586	130,678
Transferts d'administrations provinciales et territoriales	6,553	...
Divers	1,765	30,597
	246,904	161,275
Total du programme	**16,059,363**	**17,403,487**
Programme des affaires du Nord		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Gouvernement du Territoire du Yukon	531,994	603,001
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	18,792	22,044
Fonds de prêts aux Esquimaux	277,874	159,147
Commission d'énergie du Nord canadien	...	1,477,010
Yukon Energy Corporation	4,034,376	4,141,113
Autres comptes—		
Curragh Resources	710,725	...
	5,573,761	6,402,315
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	107,525	92,278
Frais de capital	33,122	6,967
Contribution remboursable—Curragh Resources	6,000,000	9,391,684
Divers	65,009	226,321
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)		
Fonctionnement et entretien	104,369	77,175
Frais de capital	4,675	73,418
Subventions et contributions	346,264	92,723
	6,660,964	9,960,566
Privilèges, licences et permis—		
Exploitation minière du Canada—		
Baux	491,736	461,189
Redevances	12,883,469	12,994,537
Charbon—Baux	31,073	59,362
Forêts	46,127	73,353
Locations de terres, bâtiments et machine	6,600	8,275
Frais d'usage de terres	375,198	626,959
Logements et services	700,474	748,720
Métallique et non-métallique	72,113	70,790
Concessions pétrolières et gazières	20,790	19,670
Redevances pétrolières et gazières	7,025,625	4,731,258
Redevances—Carrières	47,347	35,334
Location de prises d'eau	2,034	9,908
Exploitation minière du quartz au Yukon—		
Redevances	1,546,250	673,272
Droits et concessions	554,423	650,878
Divers	20,262	31,898
	23,823,521	21,195,403
Rémunérations de services—		
Droits d'exploitation de placers	234,632	252,138
Droits d'exploitation minière au Canada	262,146	326,723
Frais d'inscription pour droits d'usage de terres	210,440	136,711
Frais d'usage de terres	120,728	95,324
Utilisations des avions pour la maîtrise des incendies	418,432	...
Autres frais	51,374	126,633
	1,297,752	937,529
Produits des ventes—		
Produits des ventes	115,415	150,673
Publications	53,611	28,974
Divers	2,505	23,691
	171,531	203,338
Autres recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	1,938	119,444
Rétrocessions pétrolières et gazières	55,993	59,464
Utilisations des avions pour la maîtrise des incendies	13,076	403,180
	71,007	582,088
Total du programme	**37,598,536**	**39,281,239**
Total du département	**53,705,311**	**56,798,067**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	15,324,740	**16,090,636**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	10,974,887	**15,672,186**
Privilèges, licences et permis	24,769,021	**22,246,699**
Rémunérations de services	1,301,422	**942,539**
Produits des ventes	1,016,496	**1,080,746**
Autres recettes non fiscales	318,745	**765,261**
Total du ministère	**53,705,311**	**56,798,067**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1989-90

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Département
Société d'expansion du Cap-Breton

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	4.2
Sommaire du ministère	4.3
Programmes par activité	4.4
Paiements de transfert	4.5
Recettes	4.6

Département

Objectif

Élaborer et mettre en oeuvre des programmes qui contribuent au développement économique à long terme de la région de l'Atlantique, et planifier et coordonner les activités fédérales qui contribuent à la croissance économique de la région de l'Atlantique.

Description des activités

Action

Stimuler l'esprit d'entreprise et contribuer à la mise sur pied de nouvelles entreprises, à la modernisation ou à l'agrandissement des entreprises déjà en place dans la région de l'Atlantique, en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises en vue de créer des emplois productifs et d'accroître le revenu gagné dans la région de l'Atlantique.

Coopération

Améliorer le climat pour la croissance économique dans la région de l'Atlantique en collaborant avec tous les niveaux des établissements gouvernementaux et du secteur privé.

Stratégie ministérielle

Élaborer des lignes de conduite et des stratégies qui permettront d'améliorer l'économie de la région; exécuter des études et des travaux de recherche ayant pour but de stimuler l'esprit d'entreprise dans la région de l'Atlantique ou appuyer les projets de ce genre exécutés par les établissements et le secteur privé; consulter tous ceux que l'économie de la région de l'Atlantique intéresse et leur fournir de l'aide; planifier et coordonner les programmes fédéraux de développement économique et défendre les intérêts de la région de l'Atlantique à l'échelle régionale, nationale et internationale.

Services généraux

Fournir des conseils et des services de soutien dans les domaines suivants: administration, finances, personnel, gestion, traitement de données, planification, bibliothèque et sécurité.

Direction

La direction du siège social ainsi que cinq directeurs de bureaux régionaux et leur personnel de soutien.

Société d'expansion du Cap-Breton

Objectif

Promouvoir et encourager le financement et le développement industriel de l'île du Cap-Breton et élargir la base économique de l'île.

Description de l'activité

Société d'expansion du Cap-Breton

Les paiements serviront aux activités de la Société d'expansion du Cap-Breton afin d'accorder de l'aide aux entreprises pour leur permettre de s'établir, de s'installer ou de poursuivre leur expansion de l'île du Cap-Breton, pour entreprendre des études et des programmes visant à favoriser le développement; pour aider à la formation et à l'emploi des étudiants; pour aider les municipalités et d'autres organismes relativement à des services qui faciliteront l'expansion économique de l'île du Cap-Breton.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	38,257,000	...	...	38,257,000	1	Dépenses de fonctionnement	36,655,273	1,601,727	...	30,585,745
...	324,381,000	...	...	324,381,000	5	Subventions et contributions	271,592,547	52,788,453	...	196,743,573
...	3,500,000	...	(1,338,707)	2,161,293	(S)	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	2,161,293	...	...	1,828,105
...	...	5,000,000	(252,537)	4,747,463	(S)	Obligations en vertu du programme assurance-prêt dans la région de l'Atlantique	4,747,463	...	...	...
...	2,578,000	...	...	2,578,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,578,000	...	...	2,277,000
...	...	...	27	27	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	27	...	...	1,347
...	368,716,000	5,000,000	(1,591,217)	372,124,783		Total budgétaire	317,734,603	54,390,180	...	231,435,770
...	10,000,000	...	...	10,000,000	L10	Prêts en vue de promouvoir l'industrie canadienne et le commerce dans la région du Cap-Breton Limite $5,000,000. (Brut)	1,797,096	8,202,904	...	1,943,720
						Total du département—				
...	**368,716,000**	**5,000,000**	**(1,591,217)**	**372,124,783**		**Budgétaire**	**317,734,603**	**54,390,180**	...	**231,435,770**
...	**10,000,000**	...	...	**10,000,000**		**Non budgétaire**	**1,797,096**	**8,202,904**	...	**1,943,720**
						Société d'expansion du Cap-Breton				
...	10,600,000	...	...	10,600,000	15	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	7,300,000	3,300,000	...	3,420,000
...	**10,600,000**	...	...	**10,600,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**7,300,000**	**3,300,000**	...	**3,420,000**
						Total du ministère—				
...	**379,316,000**	**5,000,000**	**(1,591,217)**	**382,724,783**		**Budgétaire**	**325,034,603**	**57,690,180**	...	**234,855,770**
...	**10,000,000**	...	...	**10,000,000**		**Non budgétaire**	**1,797,096**	**8,202,904**	...	**1,943,720**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	15,267,000	...	...	...	...	...	15,267,000	Action	13,301,902	1,965,098	...	8,535,751
...	4,392,000	...	...	...	...	...	4,392,000	Coopération	3,496,722	895,278	...	1,561,567
...	4,176,000	...	...	...	...	...	4,176,000	Stratégie ministérielle	3,786,667	389,333	...	2,888,744
...	7,990,000	...	...	...	27	...	7,990,027	Services généraux	10,567,726	(2,577,699)	...	9,802,061
...	6,510,000	...	...	...	...	...	6,510,000	Direction	6,251,763	258,237	...	8,545,270
...	38,335,000	...	...	...	27	...	38,335,027	Total—Fonctionnement	37,404,780	930,247	...	31,333,393
								Capital				
...	2,500,000	...	...	...	...	...	2,500,000	Services généraux	1,828,520	671,480	...	1,530,699
								Paiements de transfert				
...	280,191,000	5,000,000	...	...	(1,591,244)	...	283,599,756	Action	236,858,012	46,741,744	...	159,281,773
...	35,190,000	...	...	...	...	...	35,190,000	Coopération	41,640,507	(6,450,507)	...	37,461,800
...	12,500,000	...	...	...	...	...	12,500,000	Stratégie ministérielle	2,784	12,497,216	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Services généraux	...	...	...	1,828,105
...	327,881,000	5,000,000	...	...	(1,591,244)	...	331,289,756	Total—Paiements de transfert	278,501,303	52,788,453	...	198,571,678
								Non budgétaire				
...	10,000,000	...	...	...	...	...	10,000,000	Action	1,797,096	8,202,904	...	1,943,720
								Sommaire du département				
								Action—				
...	295,458,000	5,000,000	...	...	(1,591,244)	...	298,866,756	Budgétaire	250,159,914	48,706,842	...	167,817,524
...	10,000,000	...	...	...	...	...	10,000,000	Non budgétaire	1,797,096	8,202,904	...	1,943,720
...	39,582,000	...	...	...	...	...	39,582,000	Coopération	45,137,229	(5,555,229)	...	39,023,367
...	16,676,000	...	...	...	...	...	16,676,000	Stratégie ministérielle	3,789,451	12,886,549	...	2,888,744
...	10,490,000	...	...	...	27	...	10,490,027	Services généraux	12,396,246	(1,906,219)	...	13,160,865
...	6,510,000	...	...	...	...	...	6,510,000	Direction	6,251,763	258,237	...	8,545,270
								Total du département—				
...	**368,716,000**	**5,000,000**	...	...	(1,591,217)	...	372,124,783	**Budgétaire**	**317,734,603**	**54,390,180**	...	**231,435,770**
...	**10,000,000**	...	...	...	...	...	**10,000,000**	**Non budgétaire**	**1,797,096**	**8,202,904**	...	**1,943,720**
								Société d'expansion du Cap-Breton				
...	10,600,000	...	...	...	...	...	10,600,000	Fonctionnement	7,300,000	3,300,000	...	3,420,000
...	**10,600,000**	...	...	...	...	...	**10,600,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**7,300,000**	**3,300,000**	...	**3,420,000**
								Total du ministère—				
...	**379,316,000**	**5,000,000**	...	...	**(1,591,217)**	...	**382,724,783**	**Budgétaire**	**325,034,603**	**57,690,180**	...	**234,855,770**
...	**10,000,000**	...	...	...	...	...	**10,000,000**	**Non budgétaire**	**1,797,096**	**8,202,904**	...	**1,943,720**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
...	10,000,000	...	...	...	...	10,000,000	Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économiques	9,982,452	17,548	...	5,228,816
...	5,750,000	...	...	...	...	5,750,000	Subvention au Fonds de développement économique du comté de Pictou en vue de promouvoir le développement économique	3,337,697	2,412,303	...	1,933,720
...	**15,750,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**15,750,000**	**Total—Subventions**	**13,320,149**	**2,429,851**	**...**	**7,162,536**
							Contributions				
...	308,631,000	...	...	...	...	308,631,000	Contributions en vertu de programmes visant à stimuler le développement économique régional de l'Atlantique en ce qui a trait aux petites et moyennes industries et entreprises, et autres programmes et activités de développement régional	258,272,398	50,358,602	...	189,581,037
...	3,500,000	...	...	...	(1,338,707)	2,161,293	(S) Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	2,161,293	...	...	1,828,105
...	...	5,000,000	...	...	(252,537)	4,747,463	(S) Obligations en vertu du programme assurance-prêt dans la région de l'Atlantique	4,747,463	...	...	...
...	**312,131,000**	**5,000,000**	**...**	**...**	**(1,591,244)**	**315,539,756**	**Total—Contributions**	**265,181,154**	**50,358,602**	**...**	**191,409,142**
...	**327,881,000**	**5,000,000**	**...**	**...**	**(1,591,244)**	**331,289,756**	**Total du département**	**278,501,303**	**52,788,453**	**...**	**198,571,678**
...	**[illegible]**	**5,000,000**	**...**	**...**	**(1,591,244)**	**331,289,756**	**Total du ministère**	**278,501,303**	**52,788,453**	**...**	**198,571,678**

(S) Paiement de transfert législatif.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	8,326,467	8,883,662
Entente-cadre sur le plan de développement	847,480	871,188
Prêts à des entreprises de Terre-Neuve et du Labrador	445,395	3,414,615
	9,619,342	13,169,465
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,145,474	522,319
Rajustement des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	6,480,271	2,985,144
	7,625,745	3,507,463
Rémunérations de services	1,621,464	1,264,775
Autres recettes non fiscales	761	28,498
Total du département	**18,867,312**	**17,970,201**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	9,619,342	13,169,465
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	7,625,745	3,507,463
Rémunérations de services	1,621,464	1,264,775
Autres recettes non fiscales	761	28,498
Total du ministère	**18,867,312**	**17,970,201**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1989-90

Agriculture

Département
Commission canadienne du lait
Office canadien des provendes
Société du crédit agricole

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	5.2
Sommaire du ministère	5.6
Programmes par activité	5.10
Paiements de transfert	5.14
Détail des montants portés au crédit	5.21
Recettes	5.21

Département

Programme de gestion et d'administration

Objectif

Assurer la direction et le soutien nécessaires pour une exécution efficiente et efficace de la politique, des programmes et des services du ministère.

Description des activités

Direction supérieure

Cabinet du ministre, du ministre d'État (Agriculture), du sous-ministre, du Secrétariat ministériel, et du sous-ministre adjoint principal; vérification, évaluation et planification d'urgence; assurer l'établissement de stratégies, de politiques, de programmes, de priorités et l'affectation des ressources ministérielles; veiller à ce que le ministère soit prêt à réagir à des urgences d'ordre national conformément aux ordonnances relatives à la planification d'urgence.

Services de gestion

Fournir des services du personnel au ministère, notamment la dotation, la classification, les relations de travail, la formation, le perfectionnement et les langues officielles; soutenir le processus de gestion du ministère en se chargeant de la planification et de l'information financières et opérationnelles, en augmentant la productivité et en améliorant les capacités des ressources ministérielles, et en assurant la mise au point et en appliquant des stratégies efficaces de gestion des actifs ainsi qu'en assurant l'entretien des installations du ministère; fournir des services de bibliothéconomie; fournir des services d'information et de relations publiques pour soutenir les activités du ministère.

Programme agro-alimentaire

Objectif

Favoriser la croissance, la stabilité et la compétitivité du secteur agro-alimentaire en créant les politiques, les programmes et les services que l'État fédéral est le plus apte à offrir, de façon à ce que le secteur puisse contribuer pleinement à l'économie nationale.

Description des activités

Recherche et développement dans le domaine scientifique

Les recherches portent sur la mise au point de nouvelles techniques dans les domaines suivants: les sols, les ressources en eau utilisées en agriculture, les pratiques agricoles et les risques associés au climat, l'utilisation de l'énergie à tous les paliers du secteur agro-alimentaire, la dégradation du territoire agricole, les ressources biologiques utilisées en agriculture; l'accroissement du potentiel de commercialisation à long terme des produits agricoles canadiens; l'amélioration de l'efficacité des productions animales et végétales et de leur faculté d'adaptation au climat canadien; la baisse des coûts de production; la compréhension et la maîtrise des mécanismes physiologiques qui influent sur les processus de la digestion, de la reproduction et de la croissance; la résistance aux maladies avec un accent sur la définition moléculaire et cellulaire ainsi que sur la synthèse de produits; l'élaboration des stratégies pour la lutte contre les parasites, l'amélioration des méthodes de nutrition des plantes, l'évaluation des obstacles à la production végétale dans les nouvelles zones d'exploitation et la création de nouvelles variétés aux qualités supérieures; le perfectionnement des méthodes de culture et des techniques de récolte et de conservation; la mise au point et le transfert de nouvelles techniques portant sur l'extraction et l'utilisation des éléments des céréales, des oléagineux et d'autres cultures, la transformation des fruits et légumes, le contrôle de la qualité et la réduction des coûts de production ainsi que de la transformation des viandes et des produits carnés; isoler et éliminer les composés toxiques dans les aliments destinés à la consommation animale et humaine; recueillir et diffuser l'information sur la valeur nutritive de certaines cultures, la teneur en matières nutritives et l'innocuité des aliments, le métabolisme des graisses d'origine végétale et animale, les méthodes et les procédés relatifs aux nouveaux ingrédients et produits alimentaires ayant des possibilités commerciales, le recyclage et la valeur ajoutée des résidus de produits agro-alimentaires.

Inspection et réglementation

La réglementation et l'inspection des animaux, des végétaux, des produits animaux et des produits biologiques importés, ainsi que des facteurs de production agricole, notamment les pesticides, les aliments du bétail, les engrais et les compléments alimentaires; la lutte contre les maladies exotiques, les insectes, les mauvaises herbes et les autres matières dangereuses d'origine végétale ou animale qui se sont introduites au Canada et leur élimination; l'élimination des risques que les substances chimiques ou bactériennes associées aux produits alimentaires et agricoles posent pour la santé et la sécurité des humains; la lutte contre les maladies animales ou végétales indigènes d'importance économique ou médicale, et voir à leur éradication; l'inspection et la certification sanitaire des animaux, des plantes et des produits végétaux destinés à l'exportation; l'inspection avant et après

l'abattage des animaux et des volailles ainsi que la surveillance et l'enregistrement des établissements qui s'adonnent à la production, à la conservation ou au transport des aliments; le classement des carcasses de bestiaux et le contrôle des normes de classement des fruits et légumes; l'inspection, le classement et/ou la classification des semences; la recherche sur les maladies animales; l'établissement et l'application de règlements sur les hippodromes et les systèmes de pari mutuel.

Programmes des finances agricoles

L'offre de garanties d'emprunt en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule des coopératives; les ajustements aux taux d'intérêt et aux prêts en vertu des programmes d'examen de l'endettement agricole et de prêts basés sur les prix des produits; le soutien des programmes provinciaux d'assurance-récolte qui protègent les producteurs contre les risques naturels et les pertes de récoltes attribuables à d'autres facteurs (oiseaux aquatiques migrateurs); l'office de garanties d'emprunt en vertu de la Loi sur les paiements anticipés sur les récoltes; l'offre de garanties du prix de gros moyen d'un produit commercialisé en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles; l'achat, la vente, l'importation, l'entreposage, le transport et la transformation des produits agricoles dans le cadre de la Loi sur l'Office des produits agricoles; l'administration des programmes nationaux tripartites de stabilisation des prix; et le versement de paiements d'appoint pour stabiliser les prix des produits agricoles en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.

Politique agricole

Mettre au point des stratégies globales de développement par secteur de production, axées sur les marchés; continuer d'offrir des services d'analyse des marchés de produits et d'analyse économique; analyser la structure et la performance du secteur agro-alimentaire; analyser les autres politiques et programmes qui influent sur le secteur agro-alimentaire, en cherchant des façons d'atténuer les retombées négatives prévisibles; coordonner l'élaboration des politiques avec les stratégies et les programmes du ministère; et prestation d'aide en matière de politique et prestation de conseils aux responsables du Programme des céréales et oléagineux.

Programmes internationaux

Formuler, établir et orienter les démarches du ministère concernant la politique de commerce extérieur, les programmes d'exportation et les activités connexes visant à épauler le ministère des Affaires extérieures; donner des conseils en matière de politique, assurer la coordination du groupe des Affaires internationales du Programme des céréales et oléagineux et l'appuyer en ce qui a trait aux plans et aux priorités du Ministre d'État (céréales et oléagineux); participer aux négociations commerciales bilatérales et multilatérales, notamment celles entre le Canada et les États-Unis et celles du GATT; favoriser le maintien des marchés d'exportation ainsi que le développement des produits et des techniques agro-alimentaires du Canada, en servant de point de contact pour l'affectation des ressources techniques, scientifiques et spécialisées que le ministère de l'Agriculture met à la disposition du ministère des Affaires extérieures pour l'aider à atteindre ses objectifs; participer à l'établissement, à la définition, à la promotion et à la diffusion des démarches que le Canada adoptera à l'occasion des discussions bilatérales et multilatérales (par exemple, les protocoles d'entente agricole, les rencontres de la FAO, de l'OCDE et du Programme alimentaire mondial); planifier et mettre en oeuvre des projets d'aide au développement technique de l'agriculture, de concert avec l'ACDI.

Développement agricole

Mettre au point, mettre en oeuvre et exécuter des initiatives agro-alimentaires régionales en collaboration avec les autres paliers de gouvernement et avec le secteur privé afin d'améliorer le rendement des activités de production et de commercialisation du secteur agricole tout en valorisant les ressources naturelles; développer les secteurs des productions animales, des productions végétales et de l'alimentation à l'aide de programmes visant à accroître la rentabilité de ces secteurs; améliorer la productivité et la compétitivité des secteurs des productions animales et végétales, de même que la compétitivité du secteur de la transformation, de la distribution et de la vente au détail; offrir une aide aux agriculteurs en difficulté financière et de production; suivre de près l'exécution des programmes de conservation des ressources en sol au Canada et fournir des renseignements ainsi que des conseils sur les facteurs climatiques et environnementaux qui ont une incidence sur la productivité et sur la compétitivité du secteur des productions végétales; administrer la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta et offrir des

programmes favorisant la mise au point de l'adoption de techniques améliorées pour l'arboriculture, l'approvisionnement en eau, la conservation des ressources en sol et en eau, l'utilisation des terres et l'établissement sur les terres; surveiller les activités des offices nationaux de commercialisation mis sur pied en vertu des dispositions de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, afin de s'assurer qu'ils se conforment à la réglementation établie, promouvoir la création de nouveaux offices et contrôler les coûts de production et les prix de vente des produits réglementés.

Programme des céréales et oléagineux

Objectif

Promouvoir la croissance, la stabilité et la compétitivité de l'industrie des céréales et des oléagineux, un segment du secteur agro-alimentaire canadien.

Description des activités

Commission canadienne des grains
Sous le régime de la Loi sur les grains du Canada, la Commission est chargée d'exécuter les tâches suivantes: services d'inspection des céréales aux silos-élévateurs terminus et aux silos de transbordement autorisés; préparation et distribution d'échantillons normalisés de céréales; conseils sur la lutte contre les insectes dans les céréales entreposées; contrôle officiel du pesage aux silos-élévateurs terminus et de transbordement autorisés; pesage de vérification des céréales aux silos-élévateurs terminus et aux silos de transbordement; inspection des installations et des balances des silos-élévateurs; collecte, compilation et publication de statistiques sur les céréales; analyse économique des fonctions de réglementation du programme; octroi de permis aux silos-élévateurs et aux marchands grainetiers; services informatiques, y compris un service de documentation sur les céréales passant par les silos terminus; inscription des récépissés d'entrepôt pour les céréales; attribution de wagonnées aux producteurs; enquêtes, études de variétés et recherches fondamentales et appliquées sur la qualité des nouvelles cultures céréalières et des céréales mises en marché; gestion au niveau de la Direction générale et de la Division; personnel de soutien des services financiers, administratifs et de planification; supervision des rapports sur le marché à terme présentés aux commissaires nommés en vertu de la Loi sur les grains du Canada.

Politiques et programmes nationaux
Administrer, élaborer et mettre en oeuvre des politiques et des programmes de stabilisation pour les céréales et les oléagineux; percevoir des cotisations et verser des contributions ainsi que des paiements aux producteurs de céréales et d'oléagineux conformément à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest; verser des paiements à la Commission canadienne du blé (CCB) au titre de l'intérêt sur les avances en espèces qu'elle a consenties aux producteurs de l'Ouest canadien pour le grain conservé à la ferme; rembourser à la CCB le montant exigible des avances en espèces consenties aux céréaliculteurs de même que le montant correspondant au déficit des comptes de mise en commun de la CCB; faire converger les rapports du gouvernement fédéral avec le secteur des coopératives; et fournir une aide et verser des subventions ainsi que des contributions au secteur pour promouvoir l'amélioration et la compétitivité des produits de céréales et d'oléagineux.

Politiques et commerce internationaux
Contribuer à maintenir et à élargir les échanges commerciaux du Canada dans le domaine des céréales, des oléagineux et de leurs produits en analysant l'évolution du commerce international et en préparant des options de politiques à cet égard et en matière de commercialisation. Participer aux négociations commerciales bilatérales et multilatérales, qui portent notamment sur l'accès aux marchés. Faciliter la commercialisation des céréales et des oléagineux en conseillant les exportateurs sur l'utilisation des divers programmes (par exemple, les crédits à l'exportation, l'aide alimentaire et le développement des marchés extérieurs). Représenter le Canada aux tribunes internationales pertinentes. Tenir une base de données sur le commerce international des céréales et des oléagineux.

Gestion et administration
Assurer le soutien administratif au Cabinet du ministre d'État (céréales et oléagineux); assurer l'orientation des activités de soutien du gouvernement fédéral dans l'application et l'élaboration efficaces des politiques, programmes et services relatifs aux céréales et aux oléagineux; analyser des politiques domestiques et internationales et effectuer des analyses économiques concernant le secteur des céréales et des oléagineux; et fournir des services administratifs et financiers pour la Direction générale des céréales et des oléagineux.

Commission canadienne du lait

Objectif

Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

Office canadien des provendes

Objectif

Veiller à ce qu'il y ait un stock suffisant de céréales fourragères et assez d'espace d'entreposage pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme de l'Est du Canada, de la Colombie-Britannique, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, et contribuer à la stabilité raisonnable des prix de ces produits; aider à la péréquation des prix de ces céréales pour les éleveurs de ces mêmes régions.

Société du crédit agricole

Objectif

Fournir un crédit hypothécaire à long terme aux agriculteurs, prêter à des syndicats composés d'agriculteurs et remplir des fonctions opérationnelles et administratives qui ont trait à l'aménagement de l'agriculture canadienne en unités agricoles rentables sous la direction d'exploitants compétents.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budget des dépenses	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Provenance des autorisations — Redressements et virements	Provenance des autorisations — Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Utilisation des autorisations — Annulées ou (suremployées)	Utilisation des autorisations — Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme de gestion et d'administration				
...	57,154,000	...	...	57,154,000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	1,799,051	1,799,051		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	57,154,000	...	1,799,051	58,953,051		Total—Crédit 1	58,594,246	358,805	...	55,582,850
...	1	...	...	1	2	Conformément au paragraphe 12(1) de la Loi sur le crédit agricole, porter de $225,000,000 à $625,000,000 le montant global qui peut être versé à la Société du crédit agricole aux termes de ce paragraphe	...	1	...	...
...	47,800	...	(47,800)	...	(S)	Ministre de l'Agriculture—Traitement et allocation pour automobile	...	...	...	23,250
...	5,853,000	...	(101,000)	5,752,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,752,000	...	...	5,957,000
...	**63,054,801**	...	**1,650,251**	**64,705,052**		**Total du programme—Budgétaire**	**64,346,246**	**358,806**	...	**61,563,100**
						Programme agro-alimentaire				
...	508,180,000	...	...	508,180,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,213,000	...	1,213,000	5b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	5c	Virement de $13,024,499 du crédit 15 (Agriculture)				
...	...	...	13,024,499	13,024,499		Virement du: crédit 15				
...	...	...	8,029,025	8,029,025		CT, crédit 5[1]				
...	508,180,000	1,213,001	21,053,524	530,446,525		Total—Crédit 5	526,665,122	3,781,403	...	486,113,676
...	86,462,000	...	...	86,462,000	10	Dépenses en capital	77,625,635	8,836,365	...	71,873,042
20,893,095	499,372,000	...	...	520,265,095	15	Subventions et contributions				
...	...	55,916,000	...	55,916,000	15b	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	15c	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	(13,024,499)	(13,024,499)		Virement au crédit 5				
20,893,095	499,372,000	55,916,001	(13,024,499)	563,156,597		Total—Crédit 15	482,940,033	59,323,469	20,893,095	599,295,520
...	90,000,000	44,000,000	(3,752,390)	130,247,610	(S)	Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément aux dispositions touchant le minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	130,247,610	...	...	96,878,412
...	...	...	4,752,161	4,752,161	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	4,752,161	...	...	1,047,720

...	275,000,000	38,000,000	(261,779,880)	51,220,120	(S)	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	51,220,120	...	...	193,721,503
...	4,000,000	2,000,000	15,923	6,015,923	(S)	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	6,015,923	...	...	5,419,976
...	12,000,000	(7,000,000)	(490,269)	4,509,731	(S)	Paiements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	4,509,731	...	...	11,486,969
600,000	200,000	...	(200,000)	600,000	(S)	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme	...	...	600,000	...
...	57,660,000	...	(993,000)	56,667,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56,667,000	...	...	57,875,000
3,533,311	...	...	...	3,533,311	(S)	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes	(616,301)	...	4,149,612	(785,227)
...	...	...	96,564	96,564	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	96,564	...	...	52,374
25,026,406	**1,532,874,000**	**134,129,002**	**(254,321,866)**	**1,437,707,542**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,340,123,598**	**71,941,237**	**25,642,707**	**1,522,978,965**
						Programme des céréales et oléagineux				
...	17,400,000	...	...	17,400,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,100,000	...	1,100,000	20b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	20c	Virement de $1,447,999 du crédit 25 (Agriculture)				
...	...	...	1,447,999	1,447,999		Virement du: crédit 25				
...	...	...	260,465	260,465		CT, crédit 5[1]				
...	17,400,000	1,100,001	1,708,464	20,208,465		Total—Crédit 20	19,764,446	444,019	...	15,810,321
...	44,252,000	...	...	44,252,000	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1,503,811	1,503,811		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(1,447,999)	(1,447,999)		Virement au crédit 20				
...	44,252,000	...	55,812	44,307,812		Total—Crédit 25	41,688,826	2,618,986	...	37,087,988
...	441,980,000	...	...	441,980,000	30	Subventions et contributions				
...	...	435,929,304	...	435,929,304	30a	Subventions inscrites au Budget				
...	...	1	...	1	30b	Subventions inscrites au Budget				
...	441,980,000	435,929,305	...	877,909,305		Total—Crédit 30	772,794,925	105,114,380	...	459,771,886
...	15,000,000	14,000,000	(6,828,291)	22,171,709	(S)	Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	22,171,709	...	...	16,313,259
...	225,000,000	...	8,951,087	233,951,087	(S)	Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	233,951,087	...	...	268,281,942
...	6,388,000	...	(110,000)	6,278,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,278,000	...	...	6,157,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	750,000,078
...	**750,020,000**	**451,029,306**	**3,777,072**	**1,204,826,378**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,096,648,993**	**108,177,385**	**...**	**1,553,422,474**
25,026,406	**2,345,948,801**	**585,158,308**	**(248,894,543)**	**2,707,238,972**		**Total du département—Budgétaire**	**2,501,118,837**	**180,477,428**	**25,642,707**	**3,137,964,539[2]**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commission canadienne du lait				
...	5,028,000	...	...	5,028,000	35	Dépenses du programme	3,874,289	1,153,711	...	4,456,829
226,752,000	...	...	...	226,752,000	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur la Commission canadienne du lait, article 16, tel que modifié par le crédit 50a de la Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits. Limite $300,000,000. (Net)	(25,484,500)	...	252,236,500	61,652,000
						Total du programme—				
...	**5,028,000**	...	...	**5,028,000**		**Budgétaire**	**3,874,289**	**1,153,711**	...	**4,456,829**
226,752,000	...	...	...	**226,752,000**		**Non budgétaire**	**(25,484,500)**	...	**252,236,500**	**61,652,000**
						Office canadien des provendes				
...	1,709,000	...	...	1,709,000	40	Dépenses de fonctionnement	1,555,381	153,619	...	1,394,664
...	18,100,000	...	...	18,100,000	45	Contributions	16,729,999	1,370,001	...	17,662,307
...	19,809,000	...	...	19,809,000		Total budgétaire	18,285,380	1,523,620	...	19,056,971
60,000,000	...	...	...	60,000,000	(S)	(L) Avances à l'Office en vertu de la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme. Limites: article 17, $50,000,000 et article 16, $10,000,000. (Net)	...	...	60,000,000	...
						Total du programme—				
...	**19,809,000**	...	...	**19,809,000**		**Budgétaire**	**18,285,380**	**1,523,620**	...	**19,056,971**
60,000,000	...	...	...	**60,000,000**		**Non budgétaire**	...	...	**60,000,000**	...
						Société du crédit agricole				
...	...	1	...	1	50b	Conformément au paragraphe 12(1) de la Loi sur le crédit agricole, porter de $625,000,000 à $825,000,000 le montant global qui peut être versé à la Société aux termes de ce paragraphe	...	1	...	...
...	...	600,000,000	...	600,000,000	(S)	Versement à la Société du crédit agricole, conformément au paragraphe 12(1) de la Loi sur le crédit agricole	...	600,000,000	...	...
...	...	600,000,001	...	600,000,001		Total budgétaire	...	600,000,001	...	...

					(S)	Loi sur le crédit agricole				
6,667,000	...	...	600,000,000	606,667,000		(L) Paiements de capital en vertu de la Loi sur le crédit agricole, article 12. Limite $825,000,000. (Net)	600,000,000	...	6,667,000	...
895,387,101	...	...	15,106,001,139[3]	16,001,388,240		(L) Prêts à la Société en vertu de la Loi sur le crédit agricole, article 13. Le total ne doit pas dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société. (Net)	(703,244,217)	...	16,704,632,457	(228,477,552)
20,038,462	...	...	...	20,038,462	(S)	(L) Prêts destinés aux syndicats agricoles en vertu de la Loi sur le crédit aux groupements agricoles, article 8. Limite $25,000,000. (Net)	(1,225,128)	...	21,263,590	(1,068,462)
922,092,563	...	...	15,706,001,139	16,628,093,702		Total non budgétaire	(104,469,345)	...	16,732,563,047	(229,546,014)
						Total du programme—				
...	...	**600,000,001**	...	**600,000,001**		**Budgétaire**	...	**600,000,001**	...	...
922,092,563	...	...	**15,706,001,139**	**16,628,093,702**		**Non budgétaire**	**(104,469,345)**	...	**16,732,563,047**	**(229,546,014)**
						Total du ministère—				
[illegible]	**2,370,788,881**	**1,185,158,309**	**(248,894,543)**	**3,332,075,973**		**Budgétaire**	**2,523,278,506**	**783,154,760**	**25,642,787**	**3,161,478,339**[2]
[illegible]	...	...	**15,706,001,139**	**16,914,845,702**		**Non budgétaire**	**(129,953,845)**	...	**17,044,799,547**	**(167,894,014)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré au ministère des Forêts. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $256,424,441.

(3) Au cours de l'exercice, la Société du crédit agricole a modifié l'article 12 de la Loi pour augmenter la limite de son capital de $225,000,000 à $825,000,000. Un redressement statutaire de $15,106,001,139 va refléter le total disponible pour emploi par la Société conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme de gestion et d'administration				
								Fonctionnement				
...	8,404,800	...	300,000	(267,969)	(58,800)	...	8,378,031	Direction supérieure	8,358,477	19,554	...	8,173,974
...	53,360,001	...	1,499,051	(998,069)	(90,000)	...	53,770,983	Services de gestion	53,431,731	339,252	...	51,270,759
...	61,764,801	...	1,799,051	(1,266,038)	(148,800)	...	62,149,014	Total—Fonctionnement	61,790,208	358,806	...	59,444,733
...								**Capital**				
...	25,000	...	...	267,969	...	...	292,969	Direction supérieure	292,969	...	...	205,321
...	1,258,000	...	...	998,069	...	...	2,256,069	Services de gestion	2,256,069	...	...	1,907,046
...	1,283,000	...	...	1,266,038	...	...	2,549,038	Total—Capital	2,549,038	...	...	2,112,367
								Paiements de transfert				
...	7,000	...	...	...	...	...	7,000	Services de gestion	7,000	...	...	6,000
								Sommaire du programme				
...	8,429,800	...	300,000	...	(58,800)	...	8,671,000	Direction supérieure	8,651,446	19,554	...	8,379,295
...	54,625,001	...	1,499,051	...	(90,000)	...	56,034,052	Services de gestion	55,694,800	339,252	...	53,183,805
...	**63,054,801**	**...**	**1,799,051**	**...**	**(148,800)**	**...**	**64,705,052**	**Total du programme—Budgétaire**	**64,346,246**	**358,806**	**...**	**61,563,100**
								Programme agro-alimentaire				
								Fonctionnement				
...	206,700,000	...	6,000,000	...	...	...	212,700,000	Recherche et développement dans le domaine scientifique	218,078,091	(5,378,091)	...	197,628,654
3,533,311	243,678,000	...	...	...	8,899,027	(14,200,000)	241,910,338	Inspection et réglementation	240,019,326	(2,258,600)	4,149,612	219,745,844
...	12,886,000	...	629,554	13,024,499	(9,925,712)	...	16,614,341	Programmes des finances agricoles	16,823,585	(209,244)	...	18,778,657
...	11,422,000	1,213,001	...	...	(30,000)		12,605,001	Politique agricole	13,932,581	(1,327,580)	...	12,594,157
...	5,798,000	...	...	...	590,911	...	6,388,911	Programmes internationaux	6,132,559	256,352	...	6,055,307
...	99,446,000	...	1,399,471	...	(430,662)	...	100,414,809	Développement agricole	87,826,245	12,588,564	...	88,351,066
...	(14,200,000)	...	...	...	...	14,200,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
3,533,311	565,730,000	1,213,001	8,029,025	13,024,499	(896,436)	...	590,633,400	Total—Fonctionnement	582,812,387	3,671,401	4,149,612	543,153,685

								Capital			
...	42,434,000	...	...	(8,353,000)	...	...	34,081,000	Recherche et développement dans le domaine scientifique	34,043,391	37,609	...	38,716,312
...	17,529,000	...	...	8,974,200	...	...	26,503,200	Inspection et réglementation	26,254,106	249,094	...	19,309,660
...	329,000	...	...	...	...	...	329,000	Programmes des finances agricoles	122,147	206,853	...	453,195
...	84,000	...	...	223,000	...	...	307,000	Politique agricole	521,552	(214,552)	...	274,708
...	44,000	...	...	100,000	...	...	144,000	Programmes internationaux	133,198	10,802	...	97,557
...	26,152,000	...	...	(944,200)	...	...	25,207,800	Développement agricole	16,551,240	8,656,560	...	13,123,748
...	86,572,000	...	...	...	...	...	86,572,000	Total—Capital	77,625,634	8,946,366	...	71,975,180
								Paiements de transfert				
...	1,906,000	...	...	...	...	...	1,906,000	Recherche et développement dans le domaine scientifique	1,846,551	59,449	...	1,903,269
...	801,000	...	...	1,550,000	...	...	2,351,000	Inspection et réglementation	2,072,694	278,306	...	2,104,643
...	757,521,000	77,000,000	...	(16,519,999)	(261,254,455)	...	556,746,546	Programmes des finances agricoles	532,400,879	24,345,667	...	714,721,347
...	130,000	20,000	...	...	...	...	150,000	Politique agricole	147,075	2,925	...	130,000
...	60,000	...	...	...	...	...	60,000	Programmes internationaux	60,000	...	...	60,000
21,493,095	120,154,000	55,896,001	...	1,945,500	(200,000)	...	199,288,596	Développement agricole	143,158,378	34,637,123	21,493,095	188,930,841
21,493,095	880,572,000	132,916,001	...	(13,024,499)	(261,454,455)	...	760,502,142	Total—Paiements de transfert	679,685,577	59,323,470	21,493,095	907,850,100
								Sommaire du programme				
...	251,040,000	...	6,000,000	(8,353,000)	...	...	248,687,000	Recherche et développement dans le domaine scientifique	253,968,033	(5,281,033)	...	238,248,235
3,533,311	247,808,000	...	...	10,524,200	8,899,027	...	270,764,538	Inspection et réglementation	268,346,126	(1,731,200)	4,149,612	241,160,147
...	770,736,000	77,000,000	629,554	(3,495,500)	(271,180,167)	...	573,689,887	Programmes des finances agricoles	549,346,611	24,343,276	...	733,953,199
...	11,636,000	1,233,001	...	223,000	(30,000)	...	13,062,001	Politique agricole	14,601,208	(1,539,207)	...	12,998,865
...	5,902,000	...	...	100,000	590,911	...	6,592,911	Programmes internationaux	6,325,757	267,154	...	6,212,864
21,493,095	245,752,000	55,896,001	1,399,471	1,001,300	(630,662)	...	324,911,205	Développement agricole	247,535,863	55,882,247	21,493,095	290,405,655
25,026,406	**1,532,874,000**	**134,129,002**	**8,029,025**	...	**(262,350,891)**	...	**1,437,707,542**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,340,123,598**	**71,941,237**	**25,642,707**	**1,522,978,965**
								Programme des céréales et oléagineux				
								Fonctionnement				
...	45,687,000	...	1,503,811	(1,447,999)	(212,000)	...	45,530,812	Commission canadienne des grains	43,321,253	2,209,559	...	39,895,705
...	238,127,000	1,100,000	260,465	(272,044)	9,017,387	...	248,232,808	Politiques et programmes nationaux	248,794,863	(562,055)	...	1,027,522,652
...	1,954,000	...	...	(5,079)	15,300	...	1,964,221	Politiques et commerce internationaux	1,801,215	163,006	...	1,554,984
...	3,701,000	1	...	970,210	20,400	...	4,691,611	Gestion et administration	3,848,543	843,068	...	4,892,007
...	289,469,000	1,100,001	1,764,276	(754,912)	8,841,087	...	300,419,452	Total—Fonctionnement	297,765,874	2,653,578	...	1,073,865,348
								Capital				
...	3,564,000	...	...	...	...	...	3,564,000	Commission canadienne des grains	3,156,011	407,989	...	2,337,030
...	...	...	...	272,044	...	...	272,044	Politiques et programmes nationaux	272,044	...	...	1,128,621
...	...	...	...	5,079	...	...	5,079	Politiques et commerce internationaux	5,079	...	...	...
...	...	...	...	477,789	...	...	477,789	Gestion et administration	477,789	...	...	...
...	3,564,000	...	...	754,912	...	...	4,318,912	Total—Capital	3,910,923	407,989	...	3,465,651

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
...	7,000	...	...	...	...	...	7,000	Commission canadienne des grains	5,562	1,438	...	6,330
...	396,880,000	449,929,305	...	217,711	(6,828,291)	...	840,198,725	Politiques et programmes nationaux	770,838,398	69,360,327	...	407,501,307
...	60,100,000	...	...	(217,711)	...	...	59,882,289	Politiques et commerce internationaux	24,128,236	35,754,053	...	68,583,838
...	456,987,000	449,929,305	...	...	(6,828,291)	...	900,088,014	Total—Paiements de transfert	794,972,196	105,115,818	...	476,091,475
								Sommaire du programme				
...	49,258,000	...	1,503,811	(1,447,999)	(212,000)	...	49,101,812	Commission canadienne des grains	46,482,826	2,618,986	...	42,239,065
...	635,007,000	451,029,305	260,465	217,711	2,189,096	...	1,088,703,577	Politiques et programmes nationaux	1,019,905,305	68,798,272	...	1,436,152,580
...	62,054,000	...	...	(217,711)	15,300	...	61,851,589	Politiques et commerce internationaux	25,934,530	35,917,059	...	70,138,822
...	3,701,000	1	...	1,447,999	20,400	...	5,169,400	Gestion et administration	4,326,332	843,068	...	4,892,007
...	**750,020,000**	**451,029,306**	**1,764,276**	**...**	**2,012,796**	**...**	**1,204,826,378**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,096,648,993**	**108,177,385**	**...**	**1,553,422,474**
25,026,406	**2,345,948,801**	**585,158,308**	**11,592,352**	**...**	**(260,486,895)**	**...**	**2,707,238,972**	**Total du département—Budgétaire**	**2,501,118,837**	**180,477,428**	**25,642,707**	**3,137,964,539**[1]
								Commission canadienne du lait				
...	5,028,000	...	...	...	...	...	5,028,000	Fonctionnement	3,874,289	1,153,711	...	4,456,829
226,752,000	...	...	...	...	...	...	226,752,000	Non budgétaire	(25,484,500)	...	252,236,500	61,652,000
								Total du programme—				
...	**5,028,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**5,028,000**	**Budgétaire**	**3,874,289**	**1,153,711**	**...**	**4,456,829**
226,752,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**226,752,000**	**Non budgétaire**	**(25,484,500)**	**...**	**252,236,500**	**61,652,000**
								Office canadien des provendes				
								Fonctionnement				
...	525,000	...	...	...	...	...	525,000	Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	599,180	(74,180)	...	526,722
...	1,175,000	...	...	...	...	...	1,175,000	Stabilité de l'approvisionnement et des prix	950,078	224,922	...	861,377
...	1,700,000	...	...	...	...	...	1,700,000	Total—Fonctionnement	1,549,258	150,742	...	1,388,099
								Capital				
...	8,000	...	...	...	...	...	8,000	Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	2,092	5,908	...	4,048
...	1,000	...	...	...	...	...	1,000	Stabilité de l'approvisionnement et des prix	4,031	(3,031)	...	2,517
...	9,000	...	...	...	...	...	9,000	Total—Capital	6,123	2,877	...	6,565

								Paiements de transfert				
...	18,100,000	...	...	...	...	...	18,100,000	Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	16,729,999	1,370,001	...	17,662,307
								Non budgétaire				
60,000,000	...	...	...	...	...	...	60,000,000	Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	...	...	60,000,000	...
								Sommaire du programme				
								Péréquation des frais de transport des céréales fourragères—				
...	18,633,000	...	...	...	...	...	18,633,000	Budgétaire	17,331,271	1,301,729	...	18,193,077
60,000,000	...	...	...	...	...	...	60,000,000	Non budgétaire	...	...	60,000,000	...
...	1,176,000	...	...	...	...	...	1,176,000	Stabilité de l'approvisionnement et des prix	954,109	221,891	...	863,894
								Total du programme—				
...	**19,809,000**	...	...	...	...	...	**19,809,000**	**Budgétaire**	**18,285,380**	**1,523,620**	...	**19,056,971**
60,000,000	...	...	...	...	...	...	**60,000,000**	**Non budgétaire**	...	...	**60,000,000**	...
								Société du crédit agricole				
...	...	600,000,001	...	...	...	...	600,000,001	Budgétaire	...	600,000,001	...	...
922,092,563	...	...	...	...	15,706,001,139	...[2]	16,628,093,702	Non budgétaire	(104,469,345)	...	16,732,563,047	(229,546,014)
								Total du programme—				
...	...	**600,000,001**	...	...	...	...	**600,000,001**	**Budgétaire**	...	**600,000,001**	...	...
922,092,563	...	...	...	...	**15,706,001,139**	...	**16,628,093,702**	**Non budgétaire**	**(104,469,345)**	...	**16,732,563,047**	**(229,546,014)**
								Total du ministère—				
[illegible]	[illegible]	[illegible]	**11,092,342**	...	**(368,486,890)**	...	**3,332,075,973**	**Budgétaire**	**2,523,278,506**	**783,154,760**	**25,642,707**	**3,161,478,339**[1]
[illegible]	...	...	...	...	**15,706,001,139**	...	**16,914,845,702**	**Non budgétaire**	**(129,953,845)**	...	**17,044,799,547**	**(167,894,014)**

(1) Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré au ministère des Forêts. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $256,424,441.

(2) Au cours de l'exercice, la Société du crédit agricole a modifié l'article 12 de la Loi pour augmenter la limite de son capital de $225,000,000 à $825,000,000. Cette augmentation de limite de $600,000,000 cumulée à un redressement statutaire de $15,106,001,139 reflètent le total disponible pour emploi par la Société conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme de gestion et d'administration				
							Subventions				
							Services de gestion				
...	2,000	...	...	...	...	2,000	Subventions à des particuliers en reconnaissance de leurs activités pour la diffusion, à l'échelle nationale, de l'information agricole émanant du fédéral	2,000	...	...	...
...	**2,000**	...	...	...	...	**2,000**	**Total—Subventions**	**2,000**	...	...	...
							Contributions				
							Services de gestion				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Contribution au Conseil canadien de la sécurité à l'appui de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme	5,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6,000
...	**5,000**	...	...	...	...	**5,000**	**Total—Contributions**	**5,000**	...	...	**6,000**
...	**7,000**	...	...	...	...	**7,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**7,000**	...	...	**6,000**
							Programme agro-alimentaire				
							Subventions				
							Recherche et développement dans le domaine scientifique				
...	999,000	...	...	...	...	999,000	Subvention aux fins de recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	977,740	21,260	...	999,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	25,000	...	...	24,992
...	1,024,000	...	...	...	...	1,024,000		1,002,740	21,260	...	1,023,992
							Politique agricole				
...	130,000	20,000	...	...	...	150,000	Subventions aux organisations canadiennes d'agricultrices	147,075	2,925	...	130,000
							Développement agricole				
...	5,500,000	...	...	(500,000)	...	5,000,000	Subventions dans le cadre du Programme canadien de réorientation des agriculteurs	3,561,368	1,438,632	...	4,377,316
...	1,000,000	...	...	(890,600)	...	109,400	Subventions dans le cadre des bureaux d'examen de l'endettement agricole	85,993	23,407	...	20,115

...	50,000	...	...	(13,500)	...	36,500	Subventions aux organisations dont les activités appuient l'aménagement et la conservation des sols et de l'eau	36,500	...	...	27,000
600,000	200,000	...	...	...	(200,000)	600,000	(S) Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme	...	...	600,000	...
...	...	...	...	440,000	...	440,000	Subventions aux expositions agricoles dans la province de Québec	440,000	...	...	...
...	...	1	...	2,309,999	...	2,310,000	Subventions au secteur des viandes rouges dans la région de l'Atlantique	2,309,813	187	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	250,000
600,000	6,750,000	1	...	1,345,899	(200,000)	8,495,900		6,433,674	1,462,226	600,000	4,674,431
600,000	**7,904,000**	**20,001**	...	**1,345,899**	**(200,000)**	**9,669,900**	**Total—Subventions**	**7,583,489**	**1,486,411**	**600,000**	**5,828,423**
							Contributions				
							Recherche et développement dans le domaine scientifique				
...	882,000	...	...	...	...	882,000	Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles	843,811	38,189	...	879,277
							Inspection et réglementation				
...	525,000	...	...	1,110,000	...	1,635,000	Indemnités pour animaux abattus aux termes de la Loi et du Règlement sur les maladies et la protection des animaux	1,497,048	137,952	...	1,480,523
...	140,000	...	...	...	...	140,000	Contributions aux provinces, conformément aux règlements sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux qui meurent de la rage édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage	122,309	17,691	...	118,041
...	...	...	...	300,000	...	300,000	Associé participant au comité électoral pour la révision d'enregistrement des pesticides	215,597	84,403	...	...
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Indemnités, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse	...	10,000	...	...
...	...	...	...	17,850	...	17,850	Contribution en vue de promouvoir le design et la construction du Collège vétérinaire à l'Île-du-Prince-Édouard en vertu d'un accord avec les provinces de l'Atlantique	17,850	...	...	...
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Indemnisation en conformité avec la Loi sur l'indemnisation pour dommages causés par les pesticides et la Loi sur la quarantaine des plantes	...	10,000	...	...
...	116,000	...	...	122,150	...	238,150	Contributions pour venir en aide aux organismes qui s'occupent de promouvoir les objectifs reliés à la santé des végétaux et des animaux	219,890	18,260	...	310,920
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	195,159
...	801,000	...	...	1,550,000	...	2,351,000		2,072,694	278,306	...	2,104,643

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Programmes des finances agricoles				
...	291,600,000	...	...	...	...	291,600,000	Paiements pour le bénéfice des producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil, et pour les produits agricoles dénommés dépassant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	280,119,224	11,480,776	...	356,049,193
...	3,321,000	...	...	730,001	...	4,051,001	Contributions aux provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, selon des ententes fédérales-provinciales, afin d'indemniser les producteurs de céréales et de grandes cultures des dommages causés par les oiseaux aquatiques migrateurs	3,796,596	254,405	...	1,244,019
...	17,800,000	...	...	(1,350,000)	...	16,450,000	Contribution à l'égard du programme de prêts basés sur le prix des produits agricoles	12,912,510	3,537,490	...	16,270,262
...	63,800,000	...	...	(15,900,000)	...	47,900,000	Contribution à l'égard du processus d'examen de l'endettement agricole	38,827,004	9,072,996	...	27,678,421
...	90,000,000	44,000,000	...	...	(3,752,390)	130,247,610	(S) Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément aux prévisions minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	130,247,610	...	...	96,878,412
...	275,000,000	38,000,000	...	...	(261,779,880)	51,220,120	(S) Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	51,220,120	...	...	193,721,503
...	12,000,000	(7,000,000)	...	...	(490,269)	4,509,731	(S) Paiements à des organisations de producteurs de montants équivalant: (i) à l'intérêt payé ou à payer à l'égard des sommes empruntées par les organisations et utilisées en vue d'effectuer des paiements anticipés aux producteurs pour les récoltes; et (ii) aux montants que les producteurs ont omis de rembourser relativement aux avances garanties par le ministre de l'Agriculture, conformément à la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	4,509,731	...	...	11,486,969
...	4,000,000	2,000,000	...	...	15,923	6,015,923	(S) Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	6,015,923	...	...	5,419,976
...	...	...	...	...	4,752,161	4,752,161	(S) Paiements aux associations, aux conditionneurs, ou aux organismes de ventes en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	4,752,161	...	...	1,047,720
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4,924,872
...	757,521,000	77,000,000	...	(16,519,999)	(261,254,455)	556,746,546		532,400,879	24,345,667	...	714,721,347

							Programmes internationaux				
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Contribution à l'Association canadienne de la journée mondiale de l'alimentation	60,000	...	...	60,000
							Développement agricole				
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contributions dans le cadre de l'entente sur l'amélioration de la qualité des sols et de l'eau dans le sud-ouest de l'Ontario	150,000	100,000	...	100,000
							Contributions en vue de réaliser les possibilités de développement convenues afin de promouvoir le développement économique et socio-économique dans le secteur agro-alimentaire de chaque province:				
...	193,000	...	...	(97,000)	...	96,000	Initiatives en vertu des programmes dans les zones spéciales	98,391	(2,391)	...	276,791
...	22,044,000	810,000	...	3,677,499	...	26,531,499	Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional et du plan d'aide pour la province de Québec en matière d'innovation et de transfert technologique	24,661,866	1,869,633	...	25,679,932
...	8,082,000	...	...	1,275,000	...	9,357,000	Contributions pour les projets d'aide au développement de la production	9,589,147	(232,147)	...	8,106,818
...	1,681,000	...	...	300,000	...	1,981,000	Contributions pour des projets de développement de la commercialisation des produits agricoles canadiens	1,968,593	12,407	...	841,495
...	9,062,000	4,400,000	...	1,841,300	...	15,303,300	Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la région de la Rivière-de-la-Paix en Colombie-Britannique pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau	16,003,293	(699,993)	...	23,803,553
...	...	...	...	159,100	...	159,100	Contributions d'urgence pour les agriculteurs, les éleveurs, les municipalités rurales et les petites collectivités rurales en vue de garantir l'approvisionnement en eau	159,092	8	...	1,753,059
...	2,400,000	...	...	550,000	...	2,950,000	Contributions en vertu du programme de réorientation des agriculteurs	2,848,600	101,400	...	2,667,983
...	10,801,000	...	...	(498,000)	...	10,303,000	Contributions en vertu du projet de développement des productions fourragères dans la région de l'Atlantique	7,385,375	2,917,625	...	7,799,554
...	...	...	...	810,000	...	810,000	Contributions en vertu d'ententes coopératives sur l'agriculture	763,207	46,793	...	...
...	878,000	10,892,000	...	845,700	...	12,615,700	Contributions à l'égard des projets d'aide à la réorientation des producteurs de tabac pour faciliter la rationalisation et la diversification ordonnées des entreprises tabacoles	12,722,775	(107,075)	...	10,230,600
...	...	...	...	32,000	...	32,000	Contributions au Bureau d'indemnisation des producteurs de tabac jaune de l'Ontario en cessation d'activité	31,835	165	...	...

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	...	...	210,000	...	210,000	Contributions au titre du Projet d'aide à la réorientation des producteurs de tabac burley de l'Ontario	159,315	50,685	...	...
...	3,943,000	...	...	...	...	3,943,000	Contributions à l'égard des projets de remplacement des entreprises axées principalement sur l'implantation de nouvelles cultures de même que sur les techniques de production et les possibilités de commercialisation et de transformation dont les régions tabacoles pourraient bénéficier	577,455	3,365,545	...	1,967,920
...	19,000,000	...	...	(856,000)	...	18,144,000	Contributions en vertu du programme national de la conservation des sols	3,608,257	14,535,743	...	...
...	150,000	...	...	(150,000)	...	...	Contributions à la province de l'Alberta pour des projets de conservation des sols	...	...	...	99,678
...	29,340,000	...	...	5,669,002	...	35,009,002	Contributions aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse dans l'Ouest du Canada	29,218,300	5,790,702	...	68,003,842
...	5,580,000	...	...	(5,580,000)	...	...	Contributions pour favoriser la production de fourrage dans les endroits touchés par la sécheresse, dans l'Ouest du Canada	...	...	...	23,047,296
...	...	32,704,000	...	(547,000)	...	32,157,000	Contributions en vue de faciliter la réduction et la rationalisation ordonnées de l'industrie viticole et vinicole, par un programme d'aide fédéral-provincial	26,759,733	5,397,267	...	9,404,030
...	...	1,275,000	...	(1,275,000)	...	...	Contributions pour des projets de développement du secteur agro-alimentaire canadien	...	...	...	...
...	...	...	...	48,000	...	48,000	Contributions en vertu du projet spécial de développement des productions animales de l'Atlantique	19,470	28,530	...	...
...	...	5,815,000	...	(5,815,000)	...	...	Contributions aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse dans l'Ontario et au Québec	...	...	...	...
20,893,095	...	...	...	...	...	20,893,095	Programme de développement des petites fermes	...	...	20,893,095	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	473,859
20,893,095	113,404,000	55,896,000	...	599,601	...	190,792,696		136,724,704	33,174,897	20,893,095	184,256,410
20,893,095	**872,668,000**	**132,896,000**	**...**	**(14,370,398)**	**(261,254,455)**	**750,832,242**	**Total—Contributions**	**672,102,088**	**57,837,059**	**20,893,095**	**902,021,677**

							Sommaire du programme par activité				
...	1,906,000	...	...	...	...	1,906,000	Recherche et développement dans le domaine scientifique	1,846,551	59,449	...	1,903,269
...	801,000	...	...	1,550,000	...	2,351,000	Inspection et réglementation	2,072,694	278,306	...	2,104,643
...	757,521,000	77,000,000	...	(16,519,999)	(261,254,455)	556,746,546	Programmes des finances agricoles	532,400,879	24,345,667	...	714,721,347
...	130,000	20,000	...	...	...	150,000	Politique agricole	147,075	2,925	...	130,000
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Programmes internationaux	60,000	...	...	60,000
21,493,095	120,154,000	55,896,001	...	1,945,500	(200,000)	199,288,596	Développement agricole	143,158,378	34,637,123	21,493,095	188,930,841
21,493,095	**880,572,000**	**132,916,001**	...	**(13,024,499)**	**(261,454,455)**	760,502,142	**Total du programme**	679,685,577	**59,323,470**	**21,493,095**	**907,850,100**
							Programme des céréales et oléagineux				
							Subventions				
							Politiques et programmes nationaux				
...	379,700,000	435,929,304	...	(30,984,589)	...	784,644,715	Aide aux producteurs à l'égard des pertes de récoltes occasionnées par la sécheresse en 1988	737,765,128	46,879,587	...	...
...	...	1	...	250,000	...	250,001	Subventions aux producteurs de céréales, d'oléagineux, de cultures spéciales et de miel en vertu du programme spécial d'aide aux producteurs de grains du Canada, récolte de 1987	164,189	85,812	...	372,937,246
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	16,070,696
...	379,700,000	435,929,305	...	(30,734,589)	...	784,894,716		737,929,317	46,965,399	...	389,007,942
							Politiques et commerce internationaux				
...	400,000	...	...	...	...	400,000	Subvention au Conseil canadien des producteurs de canola pour améliorer les procédés de fabrication des produits de la graine de colza du Canada	400,000	...	...	185,543
...	56,750,000	...	...	(250,000)	...	56,500,000	Subventions aux producteurs de blé qui subissent une baisse de leurs revenus au niveau des ventes nationales pour la récolte de 1988-89	21,145,893	35,354,107	...	65,851,187
...	57,150,000	...	...	(250,000)	...	56,900,000		21,545,893	35,354,107	...	66,036,730
...	**436,850,000**	**435,929,305**	...	**(30,984,589)**	...	841,794,716	**Total—Subventions**	759,475,210	**82,319,506**	...	**455,044,672**
							Contributions				
							Commission canadienne des grains				
...	7,000	...	...	...	...	7,000	Droits d'affiliation du Canada à l'Association internationale de chimie céréalière	5,562	1,438	...	6,330
							Politiques et programmes nationaux				
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA)	2,000,000	...	...	2,000,000
...	180,000	...	...	...	...	180,000	Contribution au Conseil des grains du Canada	180,000	...	...	180,106
...	...	...	...	30,530,000	...	30,530,000	Contributions en vertu du Programme canadien d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse—Québec	8,135,310	22,394,690	...	...
...	15,000,000	14,000,000	...	...	(6,828,291)	22,171,709	(S) Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	22,171,709	...	...	16,313,259
...	...	...	...	418,300	...	418,300	Contribution en vertu du programme spécial d'aide relatif au désastre des récoltes	418,242	58	...	...
...	...	...	...	4,000	...	4,000	Contribution en vertu du programme spécial canadien pour les grains—Récolte de 1986	3,820	180	...	...
...	17,180,000	14,000,000	...	30,952,300	(6,828,291)	55,304,009		32,909,081	22,394,928	...	18,493,365

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Politiques et commerce internationaux				
...	1,808,000	...	...	164,613	...	1,972,613	Institut canadien international des céréales	1,972,612	1	...	1,709,004
...	347,000	...	...	(43,503)	...	303,497	Droits d'affiliation au Conseil international du blé	303,496	1	...	311,875
...	795,000	...	...	(88,821)	...	706,179	Versements aux meuniers de l'Ouest canadien en compensation des frais d'arrêt en transit déboursés entre l'Est et l'Ouest du Canada pour les céréales transformées en farine destinées à l'exportation	306,235	399,944	...	526,229
...	2,950,000	...	...	32,289	...	2,982,289		2,582,343	399,946	...	2,547,108
...	**28,137,000**	**14,000,000**	...	**30,984,589**	**(6,828,291)**	**58,293,298**	**Total—Contributions**	**35,496,986**	**22,796,312**	...	**21,046,803**
							Sommaire du programme par activité				
...	7,000	...	...	...	...	7,000	Commission canadienne des grains	5,562	1,438	...	6,330
...	396,880,000	449,929,305	...	217,711	(6,828,291)	840,198,725	Politiques et programmes nationaux	770,838,398	69,360,327	...	407,501,307
...	60,100,000	...	...	(217,711)	...	59,882,289	Politiques et commerce internationaux	24,128,236	35,754,053	...	68,583,838
...	**456,987,000**	**449,929,305**	...	...	**(6,828,291)**	**900,088,014**	**Total du programme**	**794,972,196**	**105,115,818**	...	**476,091,475**
21,493,095	**1,337,566,000**	**582,845,306**	...	**(13,024,499)**	**(268,282,746)**	**1,660,597,156**	**Total du département**	**1,474,664,773**	**164,439,288**	**21,493,095**	**1,383,947,575**[1]
							Office canadien des provendes				
							Contributions				
							Péréquation des frais de transport des céréales fourragères				
...	18,100,000	...	...	...	...	18,100,000	Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil	16,729,999	1,370,001	...	17,662,307
...	**18,100,000**	...	...	...	...	**18,100,000**	**Total du programme**	**16,729,999**	**1,370,001**	...	**17,662,307**
21,493,095	**1,355,666,000**	**582,845,306**	...	**(13,024,499)**	**(268,282,746)**	**1,678,697,156**	**Total du ministère**	**1,491,394,772**	**165,809,289**	**21,493,095**	**1,401,609,882**[1]

(S) Paiement de transfert législatif.

[1] Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré au ministère des Forêts. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $153,580,077.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme agro-alimentaire			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Inspection et réglementation			
Surveillance des hippodromes			
Surveillance du pari-mutuel	14,200,000	15,651,503	14,783,624
Total du programme—Budgétaire	**14,200,000**	**15,651,503**	**14,783,624**
Total du département—Budgétaire	**14,200,000**	**15,651,503**	**14,783,624** [1]
Commission canadienne du lait			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Commission canadienne du lait			
Remboursement de prêts. (Net)	...	25,484,500	...
Total du programme—Non budgétaire	...	**25,484,500**	...
Société du crédit agricole			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Société du crédit agricole			
Remboursement de prêts. (Net)—Article 13	...	703,244,217	228,477,552
Article 8	...	1,225,128	1,068,462
Total du programme—Non budgétaire	...	**704,469,345**	**229,546,014**
Total du ministère—			
Budgétaire	**14,200,000**	**15,651,503**	**14,783,624** [1]
Non budgétaire	...	**729,953,845**	**229,546,014**

[1] Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré au ministère des Forêts. Donc, les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de $529,355.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme de gestion et d'administration		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements— [1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Commission canadienne du lait	9,330,455	4,563,516
Société du crédit agricole	238,792,248	300,689,700
	248,122,703	305,253,216
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	230,182	95,435
Autres	25,500	57,719
	255,682	153,154
Privilèges, licences et permis	12,445	13,383
Rémunérations de services	797	1,245
Autres recettes non fiscales	214	...
Total du programme	**248,391,841**	**305,420,998**
Programme agro-alimentaire		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements— [1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Centres de services agricoles	1,098,184	1,168,498
Comptes de stabilisation des produits agricoles	2,535,481	805,617
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	1,645,348	1,703,724
Autres comptes—		
Intérêt sur vente de terrain irrigué—Autres	9,838	11,246
	5,288,851	3,689,085
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,446,122	662,544
Autres	2,765,726	1,948,625
	4,211,848	2,611,169
Privilèges, licences et permis—		
Locations	2,227,827	2,095,739
Licences	635,017	633,025
Permis	201,820	381,690
	3,064,664	3,110,454

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Pâturages communautaires	8,550,360	8,269,205
Classement du bétail	2,901,411	2,640,329
Registre de rendement des services	151,820	1,050,747
Services d'inspection	7,443,030	6,931,626
Services de vérification	151,234	200,598
Enregistrement	996,407	308,539
Autres	648,635	719,598
	20,842,897	20,120,642
Produits des ventes—		
Bétail et substances animales	4,695,408	4,665,223
Plantes et produits végétaux	121,664	395,029
Autres	3,254,471	6,912,792
	8,071,543	11,973,044
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrement de paiements des provinces et municipalités	24,187,786	30,592,628
Autres	199,611	...
	24,387,397	30,592,628
Total du programme	**65,867,200**	**72,097,022**
Programme des céréales et oléagineux—		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	145,716,194	159,797,709
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	120,705	342,071
Autres	20,518,686	2,612,924
	20,639,391	2,954,995
Privilèges, licences et permis	165,225	152,555
Rémunérations de services—		
Grains—Frais	32,773,532	40,859,914
Autres	107,472	95,686
	32,881,004	40,955,600
Produits des ventes	66,452	61,161
Autres recettes non fiscales—		
Entente fédérale-provinciale à frais partagés	10,000,000	...
Divers	27,135	8,472
	10,027,135	8,472
Total du programme	**209,495,401**	**203,930,492**
Total du département	523,754,442	**581,448,512**[2]

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission canadienne du lait		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	3,928	1,024
Total du programme	**3,928**	**1,024**
Office canadien des provendes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement—Aide au transport des céréales fourragères	63,889	11,584
Remboursement de prêts—Opérateurs de silos-élévateurs	76,425	118,136
Divers	302	1,568
	140,616	131,288
Produits des ventes	99	533
Total du programme	**140,715**	**131,821**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	399,127,748	**468,740,010**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	25,251,465	**5,831,630**
Privilèges, licences et permis	3,242,334	**3,276,392**
Rémunérations de services	53,724,698	**61,077,487**
Produits des ventes	8,138,094	**12,834,730**
Autres recettes non fiscales	34,414,746	**30,601,100**
Total du ministère	**523,899,085**	**581,581,357**[2]

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré au ministère des Forêts. Donc, les recettes de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $497,141.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1989-90

Anciens combattants

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	6.2
Sommaire du ministère	6.4
Programmes par activité	6.6
Paiements de transfert	6.8
Détail des montants portés au crédit	6.10
Recettes	6.10

Département

Programme des Anciens combattants

Objectif

Fournir l'appui nécessaire au bien-être physique, mental, social et financier des anciens combattants, des personnes à leur charge ainsi que des autres personnes admissibles.

Description des activités

Soins de santé

Fournir aux anciens combattants admissibles les soins hospitaliers, médicaux et d'hébergement; les services médicaux et dentaires dans les cliniques externes du ministère; les examens pour les soins de santé; la consultation en matière de bien-être social; les services de prothèses ainsi que la formation, les allocations et les prestations connexes.

Pensions

Administration et paiement des pensions et prestations d'invalidité ou de décès conformément à la Loi sur les pensions, à la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, au Règlement sur l'indemnisation en cas d'accident d'aviation, à l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État et aux lois et ordonnances connexes.

Soutien financier

Administration des questions relatives au soutien financier et aux autres programmes spéciaux pour les anciens combattants, les personnes à leur charge et certaines autres personnes désignées. Ces prestations comprennent les allocations aux anciens combattants, les allocations de guerre aux civils et une aide financière supplémentaire fondée sur le besoin; l'aide à l'éducation pour les anciens combattants et les orphelins pensionnés d'anciens combattants; des services spécialisés de bien-être pour les anciens combattants aveugles, sourds ou paraplégiques; des mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants. Exploitation de deux ateliers en milieu protégé pour la production de coquelicots et de couronnes commémoratives vendus à l'occasion de la campagne annuelle du coquelicot de la Légion royale canadienne et de divers autres événements commémoratifs.

Gestion des contrats immobiliers

Assurer des services de gestion immobilière et autres, y compris un service d'orientation après l'emprunt, un service d'évaluation des propriétés immobilières, et l'administration de contrats de vente relativement aux propriétés dont les titres sont au nom du Directeur, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Administration du ministère

Fonctionnement du cabinet du Ministre, des bureaux du sous-ministre et de deux sous-ministres adjoints, et soutien administratif à l'appui des finances, du personnel, des services de gestion, des services organisationnels, des communications, de la vérification, des services de sécurité et de la coordination de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.

Programme de la Commission canadienne des pensions

Objectif

Octroyer des pensions d'invalidité et les prestations connexes conformément aux textes législatifs qui régissent ses activités, à titre de compensation pour une invalidité ou un décès liés au service militaire ou à tout autre service admissible.

Description de l'activité

Pensions

La Commission canadienne des pensions juge les demandes de pension et établit des politiques pour normaliser ses décisions, en vertu de la Loi sur les pensions, de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, des Parties I à X de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, ainsi que d'autres lois, ordonnances et règlements. La Commission administre en outre le Fonds fiduciaire de secours aux anciens combattants et d'autres fonds en fiducie.

Programme du Bureau de services juridiques des pensions

Objectif

S'assurer que les personnes qui veulent faire des demandes en vertu de la Loi sur les pensions et des lois connexes ou présenter un appel en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants ont accès à un service juridique professionnel indépendant qui fournit une relation d'avocat et de client.

Description de l'activité

Pensions

Ce Bureau fournit une aide juridique aux personnes qui veulent faire des demandes en vertu de la Loi sur les pensions, L. R. C. 1985, ch. P-6, et des lois et ordonnances connexes ou présenter un appel au Tribunal d'appel des anciens combattants. Ce service est fourni par des avocats-conseils professionnels et un personnel de soutien à 21 bureaux de district situés dans tout le Canada. Le Bureau doit accepter toutes les demandes d'aide provenant de personnes admissibles, anciens combattants ou personnes à charge des anciens combattants décédés. Les services du Bureau sont gratuits, mais les requérants peuvent employer un avocat privé à leurs frais ou être représentés par l'agent des services d'une association reconnue d'anciens combattants.

Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants

Objectif

Offrir un mécanisme d'appel aux anciens membres des forces armées et de la GRC, à certains civils et à leurs personnes à charge pour leur assurer les pleines prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la Loi sur les pensions, de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils et des autres lois pertinentes.

Description de l'activité

Pensions

Offre un mécanisme d'appel aux anciens membres des forces armées et de la GRC, à certain civils et à leurs personnes à charge pour ce qui a trait aux décisions rendues par les comités d'examen ou d'évaluation de la Commission canadienne des pensions et des ordonnances rendues par le ministère des Anciens combattants en vertu de la Loi sur les pensions, de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils et de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, ainsi que d'autres lois pertinentes. Le Tribunal interprète en outre cette législation et constitue le dernier palier d'appel au sein du portefeuille des Anciens combattants.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des Anciens combattants				
...	392,769,000	...	...	392,769,000	1	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	...	16,866,768	16,866,768		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(10,927)	(10,927)		Virement au: crédit 3c				
...	...	...	(1,062,999)	(1,062,999)		crédit 15				
...	392,769,000	...	15,792,842	408,561,842		Total—Crédit 1	393,721,980	14,839,862	...	344,892,341
...	...	1	...	1	2b	Pour radier certaines dettes, lesquelles totalisent globalement $12,030.92; consistant en une perte sur la vente de propriété et la balance d'un emprunt—Virement de $12,030 du crédit 5 (Anciens combattants)				
...	...	...	12,030	12,030		Virement du crédit 5				
...	...	1	12,030	12,031		Total—Crédit 2b	1,470	10,561	...	...
...	...	1	...	1	3c	Pour radier une dette de $10,927.55 consistant en la balance d'un emprunt qui faisait par délégation de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Virement de $10,927 du crédit 1 (Anciens combattants)				
...	...	...	10,927	10,927		Virement du crédit 1				
...	...	1	10,927	10,928		Total—Crédit 3c	9,928	1,000	...	...
...	1,286,693,000	...	...	1,286,693,000	5	Subventions et contributions				
...	...	20,000,000	...	20,000,000	5c	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	(12,030)	(12,030)		Virement au crédit 2b				
...	1,286,693,000	20,000,000	(12,030)	1,306,680,970		Total—Crédit 5	1,282,345,185	24,335,785	...	1,237,647,862
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre des Anciens combattants—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	43,003
...	12,000	...	(11,597)	403	(S)	Crédits de réadaptation et remboursements, en vertu de l'article 15 de la Loi sur les indemnités de services de guerre, de redressements de compensation effectués en conformité de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	403	...	...	2,182
...	10,000	...	(7,791)	2,209	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (Loi de l'assurance des soldats de retour)	2,209	...	...	17,701
...	539,000	...	44,356	583,356	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (Loi sur l'assurance des anciens combattants)	583,356	...	...	554,895
...	18,318,000	...	(315,000)	18,003,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18,003,000	...	...	18,388,000

...	...	...	1,412,770	1,412,770	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	1,412,770	...	...	318,827
...	...	...	2,109	2,109	(S)	Réductions des avances (Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	2,109	...	...	...
...	1,698,388,800	20,000,002	16,929,016	1,735,317,818		**Total budgétaire**	1,696,130,610	39,187,208	...	1,601,864,811
513,454,735	...	...	...	513,454,735	(S)	(L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, Parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits. Limite $605,000,000. (Net)	(16,877,870)	...	530,332,605	(20,200,534)
						Total du programme—				
...	1,698,388,800	20,000,002	16,929,016	1,735,317,818		**Budgétaire**	1,696,130,610	39,187,208	...	1,601,864,811
513,454,735	...	...	...	513,454,735		**Non budgétaire**	(16,877,870)	...	530,332,605	(20,200,534)
						Programme de la Commission canadienne des pensions				
...	3,914,000	...	...	3,914,000	10	Dépenses du programme				
...	...	...	464,000	464,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	3,914,000	...	464,000	4,378,000		Total—Crédit 10	4,102,462	275,538	...	3,766,367
...	462,000	...	(8,000)	454,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	454,000	...	...	430,000
...	4,376,000	...	456,000	4,832,000		**Total du programme—Budgétaire**	4,556,462	275,538	...	4,196,367
						Programme du Bureau de services juridiques des pensions				
...	5,332,000	...	...	5,332,000	15	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	15b	Virement de $1,062,999 du crédit 1er (Anciens combattants)				
...	...	...	1,062,999	1,062,999		Virement du: crédit 1				
...	...	...	552,039	552,039		CT, crédit 5[1]				
...	5,332,000	1	1,615,038	6,947,039		Total—Crédit 15	6,556,424	390,615	...	6,075,004
...	775,000	...	(13,000)	762,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	762,000	...	...	767,000
...	6,107,000	1	1,602,038	7,709,039		**Total du programme—Budgétaire**	7,318,424	390,615	...	6,842,004
						Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants				
...	2,394,000	...	...	2,394,000	20	Dépenses du programme				
...	...	...	166,542	166,542		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	2,394,000	...	166,542	2,560,542		Total—Crédit 20	2,309,930	250,612	...	2,149,048
...	337,000	...	(6,000)	331,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	331,000	...	...	317,000
...	2,731,000	...	160,542	2,891,542		**Total du programme—Budgétaire**	2,640,930	250,612	...	2,466,048
						Total du ministère—				
...	1,711,682,800	20,000,003	19,147,596	1,750,750,399		**Budgétaire**	1,710,646,426	40,103,973	...	1,615,369,230
513,454,735	...	...	...	513,454,735		**Non budgétaire**	(16,877,870)	...	530,332,605	(20,200,534)

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des Anciens combattants				
								Fonctionnement				
...	333,858,000	...	...	(7,062,999)	(189,395)	...	326,605,606	Soins de santé	315,500,948	11,104,658	...	276,201,951
...	18,597,000	...	...	500,000	1,376,885	...	20,473,885	Pensions	20,435,327	38,558	...	19,382,150
...	21,938,000	...	16,866,768	...	(33,042)	...	38,771,726	Soutien financier	36,643,183	2,128,543	...	29,942,318
...	4,876,000	2	...	12,030	(8,002)	...	4,880,030	Gestion des contrats immobiliers	4,545,295	334,735	...	4,539,954
...	30,315,800	...	...	3,500,000	(46,167)	...	33,769,633	Administration du ministère	33,330,208	439,425	...	31,474,112
...	409,584,800	2	16,866,768	(3,050,969)	1,100,279	...	424,500,880	Total—Fonctionnement	410,454,961	14,045,919	...	361,540,485
								Capital				
...	1,255,000	...	...	...	...	...	1,255,000	Soins de santé	909,721	345,279	...	560,787
...	66,000	...	...	250,000	...	...	316,000	Pensions	269,372	46,628	...	231,010
...	135,000	...	...	1,000,000	...	...	1,135,000	Soutien financier	846,010	288,990	...	597,881
...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	Gestion des contrats immobiliers	17,170	7,830	...	24,659
...	69,000	...	...	750,000	...	...	819,000	Administration du ministère	702,223	116,777	...	687,349
...	1,550,000	...	...	2,000,000	...	...	3,550,000	Total—Capital	2,744,496	805,504	...	2,101,686
								Paiements de transfert				
...	113,205,000	...	...	(160,000)	...	...	113,045,000	Soins de santé	105,625,763	7,419,237	...	81,616,457
...	882,465,000	20,000,000	...	...	...	...	902,465,000	Pensions	897,834,469	4,630,531	...	832,581,840
...	291,572,000	...	...	147,970	36,565	...	291,756,535	Soutien financier	279,470,518	12,286,017	...	324,022,161
...	12,000	...	...	...	(11,597)	...	403	Gestion des contrats immobiliers	403	...	...	2,182
...	1,287,254,000	20,000,000	...	(12,030)	24,968	...	1,307,266,938	Total—Paiements de transfert	1,282,931,153	24,335,785	...	1,238,222,640
								Non budgétaire				
513,454,735	...	...	...	...	...	...	513,454,735	Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Prêts	(16,877,870)	...	530,332,605	(20,200,534)
								Sommaire du programme				
...	448,318,000	...	...	(7,222,999)	(189,395)	...	440,905,606	Soins de santé	422,036,432	18,869,174	...	358,379,195
...	901,128,000	20,000,000	...	750,000	1,376,885	...	923,254,885	Pensions	918,539,168	4,715,717	...	852,195,000
...	313,645,000	...	16,866,768	1,147,970	3,523	...	331,663,261	Soutien financier	316,959,711	14,703,550	...	354,562,360
...	4,913,000	2	...	12,030	(19,599)	...	4,905,433	Gestion des contrats immobiliers	4,562,868	342,565	...	4,566,795
...	30,384,800	...	...	4,250,000	(46,167)	...	34,588,633	Administration du ministère	34,032,431	556,202	...	32,161,461

513,454,735	...	...	...	...	...	...	513,454,735	Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Prêts—Non budgétaire	(16,877,870)	...	530,332,605	(20,200,534)
								Total du programme—				
...	**1,698,388,800**	**20,000,002**	**16,866,768**	**(1,062,999)**	**1,125,247**	...	**1,735,317,818**	**Budgétaire**	**1,696,130,610**	**39,187,208**	...	**1,601,864,811**
513,454,735	...	...	...	...	...	...	**513,454,735**	**Non budgétaire**	**(16,877,870)**	...	**530,332,605**	**(20,200,534)**
								Programme de la Commission canadienne des pensions				
								Fonctionnement				
...	4,351,000	...	464,000	(50,000)	(8,000)	...	4,757,000	Pensions	4,493,958	263,042	...	4,138,657
								Capital				
...	25,000	...	...	50,000	...	...	75,000	Pensions	62,504	12,496	...	57,710
...	**4,376,000**	...	**464,000**	...	**(8,000)**	...	**4,832,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,556,462**	**275,538**	...	**4,196,367**
								Programme du Bureau de services juridiques des pensions				
								Fonctionnement				
...	6,084,000	1	552,039	1,032,999	(13,000)	...	7,656,039	Pensions	7,267,212	388,827	...	6,794,509
								Capital				
...	23,000	...	...	30,000	...	...	53,000	Pensions	51,212	1,788	...	47,495
...	**6,107,000**	**1**	**552,039**	**1,062,999**	**(13,000)**	...	**7,709,039**	**Total du programme—Budgétaire**	**7,318,424**	**390,615**	...	**6,842,004**
								Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants				
								Fonctionnement				
...	2,701,000	...	166,542	(50,000)	(6,000)	...	2,811,542	Pensions	2,570,559	240,983	...	2,434,114
								Capital				
...	30,000	...	...	50,000	...	...	80,000	Pensions	70,371	9,629	...	31,934
...	**2,731,000**	...	**166,542**	...	**(6,000)**	...	**2,891,542**	**Total du programme—Budgétaire**	**2,640,930**	**250,612**	...	**2,466,048**
								Total du ministère—				
...	**[illegible]**	**[illegible]**	**18,049,349**	...	**1,098,247**	...	**1,750,750,399**	**Budgétaire**	**1,710,646,426**	**40,103,973**	...	**[illegible]**
[illegible]	...	...	...	...	...	...	**513,454,735**	**Non budgétaire**	**(16,877,870)**	...	**[illegible]**	**[illegible]**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des Anciens combattants				
							Subventions				
							Soins de santé				
...	480,000	...	...	30,000	...	510,000	Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèse aux anciens combattants	489,085	20,915	...	481,855
...	2,596,000	...	...	(130,000)	...	2,466,000	Traitement et indemnités connexes	2,262,504	203,496	...	2,335,350
...	3,076,000	...	...	(100,000)	...	2,976,000		2,751,589	224,411	...	2,817,205
							Pensions				
...	882,395,000	20,000,000	...	...	...	902,395,000	Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, CP 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la Loi sur les pensions; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la Loi sur les pensions; allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve et allocations d'inhumation	897,789,142	4,605,858	...	832,529,450
							Soutien financier				
...	280,000,000	...	...	(4,995,030)	...	275,004,970	Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	264,280,437	10,724,533	...	310,502,752
...	2,500,000	...	...	...	...	2,500,000	Assistance accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le Fonds de secours	2,316,817	183,183	...	2,378,369
...	18,000	...	...	...	...	18,000	Fonds de bienfaisance de l'Armée	18,000	...	...	18,000
...	9,000	...	...	...	...	9,000	Légion royale canadienne	9,000	...	...	9,000
...	1,000	...	...	...	...	1,000	Association canadienne des anciens combattants au Royaume-Uni	1,000	...	...	999
							Autres prestations:				
...	817,000	...	...	...	...	817,000	Enfants des morts de la guerre (aide à l'éducation)	647,108	169,892	...	745,256
...	100,000	...	...	130,000	...	230,000	Formation universitaire et professionnelle	211,840	18,160	...	144,012
...	166,000	...	...	...	...	166,000	Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer	134,047	31,953	...	142,505
...	2,000	...	...	...	...	2,000	Remboursement, en vertu du paragraphe 10(3) de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants	...	2,000	...	...
...	3,880,000	...	...	4,983,000	...	8,863,000	Société dite Last Post Fund	7,708,105	1,154,895	...	5,901,779

...	3,500,000	...	...	30,000	...	3,530,000	Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	3,529,987	13	...	3,579,817
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	28,612	1,388	...	27,076
...	10,000	...	...	...	(7,791)	2,209	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	2,209	...	...	17,701
...	539,000	...	...	...	44,356	583,356	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	583,356	...	...	554,895
...	291,572,000	...	...	147,970	36,565	291,756,535		279,470,518	12,286,017	...	324,022,161
							Gestion des contrats immobiliers				
							Paiements en vertu de la Loi sur les indemnités de service de guerre:				
...	2,000	...	...	...	(1,597)	403	(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8	403	...	...	...
...	10,000	...	...	...	(10,000)	...	(S) Remboursements, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	...	...	...	2,182
...	12,000	...	...	...	(11,597)	403		403	...	...	2,182
...	**1,177,055,000**	**20,000,000**	...	**47,970**	**24,968**	**1,197,127,938**	**Total—Subventions**	**1,180,011,652**	**17,116,286**	...	**1,159,370,998**
							Contributions				
							Soins de santé				
...	15,254,000	...	...	2,000,000	...	17,254,000	Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du ministère	17,252,364	1,636	...	24,402,847
...	94,875,000	...	...	(2,060,000)	...	92,815,000	Contributions accordées aux anciens combattants afin de les aider à payer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	85,621,810	7,193,190	...	54,396,405
...	110,129,000	...	...	(60,000)	...	110,069,000		102,874,174	7,194,826	...	78,799,252
							Pensions				
...	70,000	...	...	...	...	70,000	Indemnisation pour perte de salaire	45,327	24,673	...	52,390
...	**110,199,000**	...	...	**(60,000)**	...	**110,139,000**	**Total—Contributions**	**102,919,501**	**7,219,499**	...	**78,851,642**
							Sommaire du programme par activité				
...	113,205,000	...	...	(160,000)	...	113,045,000	Soins de santé	105,625,763	7,419,237	...	81,616,457
...	882,465,000	20,000,000	...	...	...	902,465,000	Pensions	897,834,469	4,630,531	...	832,581,840
...	291,572,000	...	...	147,970	36,565	291,756,535	Soutien financier	279,470,518	12,286,017	...	324,022,161
...	12,000	...	...	...	(11,597)	403	Gestion des contrats immobiliers	403	...	...	2,182
...	**1,287,254,000**	**20,000,000**	...	**(12,030)**	**24,968**	**1,307,266,938**	**Total du programme**	**1,282,931,153**	**24,335,785**	...	**1,238,222,640**
...	**1,287,254,000**	**20,000,000**	...	**(12,030)**	**24,968**	**1,307,266,938**	**Total du ministère**	**1,282,931,153**	**24,335,785**	...	**1,238,222,640**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
Département			
Programme des Anciens combattants			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants Remboursement de prêts. (Net)	...	16,877,370	20,200,534
Total du programme—Non budgétaire	...	**16,877,370**	**20,200,534**
Total du ministère—Non budgétaire	...	**16,877,370**	**20,200,534**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des Anciens combattants		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	4,986,979	6,092,499
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements d'allocations aux anciens combattants	3,007,390	3,378,966
Recouvrements de pensions	2,778,820	2,305,394
Recouvrements des autres subventions et contributions	343,724	479,787
Recouvrements de capital	...	110
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	832,052	2,946,275
Recouvrements des fonds d'exploitation/d'entretien	308,089	235,375
Recouvrement de pertes de deniers	1,456	...
	7,271,531	9,345,907
Rémunérations de services—		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	26,370,254	26,077,408
Autres services aux malades hospitalisés	6,127,590	6,519,116
Services médicaux	310,299	352,791
Repas	376,513	382,759
Frais dentaires	37,962	55,254
Divers	994	1,211
	33,223,612	33,388,539
Produits des ventes—		
Confection des coquelicots du Jour du Souvenir (Vetcraft)	1,401,802	1,339,159
Divers	1,031	2,972
	1,402,833	1,342,131
Autres recettes non fiscales	137,362	115,280
Total du programme	**47,022,317**	**50,284,356**
Programme de la Commission canadienne des pensions		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements des autres subventions et contributions	...	350
Recouvrements des fonds d'exploitation/d'entretien	...	16,316
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	13
	...	16,679
Total du programme	...	**16,679**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme du Bureau de services juridiques des pensions		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements des fonds d'exploitation/d'entretien	181	300
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	6
	181	306
Total du programme	181	306
Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements des fonds d'exploitation/d'entretien	81	872
Total du programme	81	872
Total du département	47,022,579	50,302,213
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	4,986,979	6,092,499
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	7,271,793	9,363,764
Rémunérations de services	33,223,612	33,388,539
Produits des ventes	1,402,833	1,342,131
Autres recettes non fiscales	137,362	115,280
Total du ministère	47,022,579	50,302,213

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS
1989-90

Approvisionnements et Services

Département
Monnaie royale canadienne

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	7.2
Sommaire du ministère	7.3
Programmes par activité	7.5
Paiements de transfert	7.7
Détail des montants portés au crédit	7.8
Recettes	7.8

Département

Objectif

Assurer l'exécution des programmes du Receveur général dans des domaines comme les services de paiement et de gestion bancaire et la tenue de la comptabilité fiscale centrale du gouvernement et des rapports qui s'y rattachent; fournir certains services au chapitre de la rémunération et dans le domaine de l'administration du personnel, enfin offrir selon un régime d'autofinancement des services communs relativement à la fourniture de biens et de certains services aux ministères et organismes, et à l'aliénation de matériel appartenant à l'État. La conduite de ces activités visera non seulement à améliorer l'efficacité, l'efficience et la rentabilité de l'administration gouvernementale, mais contribuera à la réalisation des objectifs nationaux.

Description des activités

Opérations d'approvisionnement
Fourniture de biens et prestation de services commerciaux et de nature à la fois technique et complexe; prestation au Parlement et aux ministères de services spécialisés ayant trait à l'imprimerie, au film et à la vidéo, aux expositions et à la publicité; gestion efficace et économique des travaux d'achat et d'approvisionnement exécutés dans le cadre des grands projets de l'État entrepris pour le compte des ministères et organismes; financement, au besoin, selon le principe du remboursement des coûts, de l'achat et de l'entreposage de fournitures de défense ou de matériel stratégique, ainsi que prestation de services de soutien des approvisionnements dans le cadre des programmes des ministères.

Opérations régionales
Exploitation de systèmes de production et d'émission de paiements du Receveur général; exploitation de systèmes de production et d'émission de paiements, de prestations (pensions et régimes d'avantages sociaux) pour la Fonction publique, les Forces canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada; fourniture de biens et prestation de services, à l'échelle locale, au Canada et à l'étranger, et prestation de services d'aliénation du matériel excédentaire dont ont la garde des ministères, des organismes et des sociétés d'État.

Services de gestion et services opérationnels
Gestion du Trésor; tenue des comptes centraux du Canada et préparation des rapports sur les Comptes publics; administration de systèmes servant notamment de systèmes relatifs aux paiements, aux pensions et à d'autres régimes de prestations pour la Fonction publique, les Forces canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada; prestation de services de comptabilité, de consultation et d'informatique, à la demande des ministères, à l'intention de l'ensemble du gouvernement.

Imposition réciproque
Le versement de paiements (directement ou indirectement) par le gouvernement fédéral aux provinces participantes, des paiements en remplacement de taxes et de frais provinciaux sur leur consommation ou utilisation de biens et de services (par exemple, les taxes de vente générales provinciales, les taxes sur le carburant moteur, le tabac et les amusements, et les frais d'immatriculation de véhicules automobiles). En retour, les gouvernements provinciaux participants paient la taxe de vente et la taxe d'accise fédérales sur leurs achats de biens.

Administration du programme
Prestation de services d'orientation et de contrôle en vue d'une exécution efficace et économique du Programme des approvisionnements et services et prestation de services de soutien, par exemple, élaboration et exploitation de systèmes de gestion financière et de systèmes d'information en matière de gestion, ainsi qu'élaboration de plans stratégiques; allocation et contrôle des ressources; formulation et tenue à jour des politiques; entretien de relations efficaces avec les clients et les fournisseurs; planification et perfectionnement des ressources humaines, élaboration et tenue à jour de politiques en matière de sécurité.

Monnaie royale canadienne

Objectifs

- Fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;
- Fabriquer des pièces de monnaie de pays étrangers;
- Fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et
- Fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	255,786,000	...	...	255,786,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	7,007,000	...	7,007,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	10,353,001	10,353,001		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	255,786,000	7,007,000	10,353,001	273,146,001		Total—Crédit 1	270,827,728	2,318,273	...	253,213,124
...	...	200,000	...	200,000	3b	Paiement fait au nom du ministre d'État (Habitation) aux personnes embauchées conformément aux dispositions de l'article 39 de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique	195,994	4,006	...	...
...	7,419,000	...	...	7,419,000	5	Dépenses en capital				
...	...	675,000	...	675,000	5b	Dépenses en capital				
...	7,419,000	675,000	...	8,094,000		Total—Crédit 5	6,168,983	1,925,017	...	5,549,651
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre des Approvisionnements et Services—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	42,950
...	30,525,000	...	(525,000)	30,000,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30,000,000	...	...	30,766,000
...	303,000,000	16,325,000	(237,249)	319,087,751	(S)	Imposition réciproque (Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé)	319,087,751	...	...	285,133,011
131,116,902	3,241,000	...	(3,241,000)	131,116,902	(S)	Fonds renouvelable des approvisionnements	2,257,422	...	128,859,480	8,355,463
73,643,080	(1,850,000)	...	1,850,000	73,643,080	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense	(32,913)	...	73,675,993	(808,766)
204,759,982	598,168,800	24,207,000	8,200,152	835,335,934		Total budgétaire	628,553,165	4,247,296	202,535,473	582,251,433
...	...	40,000,000	...	40,000,000	(S)	(L) Paiement en vertu des conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour l'achat de 4,000 actions de la Monnaie royale canadienne conformément à la Loi sur la Monnaie royale canadienne	40,000,000	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	16,600,000
...	...	40,000,000	...	40,000,000		Total non budgétaire	40,000,000	...	...	16,600,000
						Total du département—				
204,759,982	**598,168,800**	**24,207,000**	**8,200,152**	**835,335,934**		**Budgétaire**	**628,553,165**	**4,247,296**	**202,535,473**	**582,251,433**
...	...	**40,000,000**	...	**40,000,000**		**Non budgétaire**	**40,000,000**	...	...	**16,600,000**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Monnaie royale canadienne				
33,764,848	...	...	...	33,764,848	(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la Loi sur la Monnaie royale canadienne: Article 17(1) soit le montant global maximal de $50,000,000, novembre 1987. (Net)	(2,673,065)	...	36,437,913	(7,988,735)
33,764,848	...	...	...	**33,764,848**		**Total du programme—Non budgétaire**	**(2,673,065)**	...	**36,437,913**	**(7,988,735)**
						Total du ministère—				
204,759,882	**598,168,000**	**24,207,000**	**8,200,152**	**835,335,934**		**Budgétaire**	**628,553,165**	**4,247,296**	**202,535,473**	**582,281,433**
33,764,848	...	**40,000,000**	...	**73,764,848**		**Non budgétaire**	**37,326,935**	...	**36,437,913**	**8,611,265**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations —	Indiquées dans		Redressements et virements						Utilisation des autorisations —		Disponibles	
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	467,064,000	1,282,000	...	1,612,000	(1,391,000)	(447,457,000)	21,110,000	Opérations d'approvisionnement	31,646,724	...	...	25,558,746
...	318,137,000	...	7,875,000	28,000	(182,228)	(199,075,000)	126,782,772	Opérations régionales	123,004,000	...	...	130,324,475
204,759,982	...	...	...	...	...	...	204,759,982	Fonds renouvelables (Opérations d'approvisionnement et opérations régionales)	...	(4,533,443)	202,535,473	...
204,759,982	*785,201,000*	*1,282,000*	*7,875,000*	*1,640,000*	*(1,573,228)*	*(646,532,000)*	*352,652,754*	*Total*	*154,650,724*	*(4,533,443)*	*202,535,473*	*155,883,221*
...	178,106,000	5,725,000	863,000	(1,035,000)	(212,257)	(85,740,000)	97,706,743	Services de gestion et services opérationnels	91,490,955	6,215,788	...	82,378,483
...	92,064,800	200,000	1,615,001	(605,000)	(130,115)	(55,244,000)	37,900,686	Administration du programme	39,489,378	(1,588,692)	...	34,844,984
...	(787,516,000)	...	...	...	...	787,516,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
204,759,982	267,855,800	7,207,000	10,353,001	...	(1,915,600)	...	488,260,183	Total—Fonctionnement	285,631,057	93,653	202,535,473	273,106,688
								Capital				
...	11,140,000	...	...	...	...	...	11,140,000	Opérations d'approvisionnement	13,283,771	(2,143,771)	...	13,664,940
...	6,892,000	...	...	68,000	...	...	6,960,000	Opérations régionales	2,560,601	4,399,399	...	2,782,682
...	*18,032,000*	...	...	*68,000*	...	...	*18,100,000*	*Total*	*15,844,372*	*2,255,628*	...	*16,447,622*
...	6,337,000	675,000	...	(182,000)	...	...	6,830,000	Services de gestion et services opérationnels	4,928,572	1,901,428	...	3,591,203
...	450,000	...	...	114,000	...	...	564,000	Administration du programme	557,715	6,285	...	1,479,910
...	24,819,000	675,000	...	...	...	...	25,494,000	Total—Capital	21,330,659	4,163,341	...	21,518,735
								Paiements de transfert				
...	2,494,000	...	...	...	...	...	2,494,000	Opérations d'approvisionnement	2,503,698	(9,698)	...	2,492,999
...	*2,494,000*	...	...	...	...	...	*2,494,000*	*Total*	*2,503,698*	*(9,698)*	...	*2,492,999*
...	303,000,000	16,325,000	...	...	(237,249)	...	319,087,751	Imposition réciproque	319,087,751	...	...	285,133,011
...	305,494,000	16,325,000	...	...	(237,249)	...	321,581,751	Total—Paiements de transfert	321,591,449	(9,698)	...	287,626,010
								Non budgétaire				
...	...	40,000,000	...	...	...	...	40,000,000	Achat d'actions—Monnaie royale canadienne	40,000,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	16,600,000
...	...	40,000,000	...	...	...	...	40,000,000	Total—Non budgétaire	40,000,000	...	...	16,600,000

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du département				
...	33,241,000	1,282,000	...	1,612,000	(1,391,000)	...	34,744,000	Opérations d'approvisionnement	47,434,193	...	...	41,716,685
...	125,954,000	...	7,875,000	96,000	(182,228)	...	133,742,772	Opérations régionales	125,564,601	...	...	133,107,157
204,759,982	...	...	...	...	...	...	204,759,982	Fonds renouvelables	...	(2,287,513)	202,535,473	...
204,759,982	*159,195,000*	*1,282,000*	*7,875,000*	*1,708,000*	*(1,573,228)*	...	*373,246,754*	*Total*	*172,998,794*	*(2,287,513)*	*202,535,473*	*174,823,842*
...	98,703,000	6,400,000	863,000	(1,217,000)	(212,257)	...	104,536,743	Services de gestion et services opérationnels	96,419,527	8,117,216	...	85,969,686
...	303,000,000	16,325,000	...	...	(237,249)	...	319,087,751	Imposition réciproque	319,087,751	...	...	285,133,011
...	37,270,800	200,000	1,615,001	(491,000)	(130,115)	...	38,464,686	Administration du programme	40,047,093	(1,582,407)	...	36,324,894
...	...	40,000,000	...	...	...	...	40,000,000	Achat d'actions—Monnaie royale canadienne—Non budgétaire	40,000,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours—Non budgétaire	...	...	...	16,600,000
								Total du département—				
204,759,982	**598,168,800**	**24,207,000**	**10,353,001**	...	**(2,152,849)**	...	835,335,934	**Budgétaire**	628,553,165	**4,247,296**	**202,535,473**	**582,251,433**
...	...	**40,000,000**	...	...	...	...	40,000,000	**Non budgétaire**	40,000,000	...	...	**16,600,000**
								Monnaie royale canadienne				
33,764,848	...	...	...	...	...	...	33,764,848	Non budgétaire	(2,673,065)	...	36,437,913	(7,988,735)
								Total du programme—				
33,764,848	...	...	...	...	...	...	33,764,848	**Non budgétaire**	(2,673,065)	...	**36,437,913**	**(7,988,735)**
								Total du ministère—				
204,759,982	**598,168,800**	**24,207,000**	**10,353,001**	...	**(2,152,849)**	...	835,335,934	Budgétaire	628,553,165	**4,247,296**	**202,535,473**	**582,251,433**
33,764,848	...	**40,000,000**	...	...	...	...	73,764,848	Non budgétaire	37,326,935	...	**36,437,913**	**8,611,265**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Contributions				
							Opérations d'approvisionnement				
...	2,494,000	...	...	...	...	2,494,000	Contributions à des organismes, à des associations et à des particuliers relativement à des projets visant à éduquer le grand public et à le sensibiliser à la science et à la technologie	2,503,698	(9,698)	...	2,492,999
...	**2,494,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**2,494,000**	**Total—Contributions**	**2,503,698**	**(9,698)**	**...**	**2,492,999**
							Autres paiements de transfert				
							Imposition réciproque				
...	303,000,000	16,325,000	...	...	(237,249)	319,087,751	(S) Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé—Partie VII	319,087,751	...	...	285,133,011
...	**303,000,000**	**16,325,000**	**...**	**...**	**(237,249)**	**319,087,751**	**Total—Autres paiements de transfert**	**319,087,751**	**...**	**...**	**285,133,011**
							Sommaire du département par activité				
...	2,494,000	...	...	...	...	2,494,000	Opérations d'approvisionnement	2,503,698	(9,698)	...	2,492,999
...	303,000,000	16,325,000	...	...	(237,249)	319,087,751	Imposition réciproque	319,087,751	...	...	285,133,011
...	**305,494,000**	**16,325,000**	**...**	**...**	**(237,249)**	**321,581,751**	**Total du département**	**321,591,449**[(1)]	**(9,698)**	**...**	**287,626,010**
...	**305,494,000**	**16,325,000**	**...**	**...**	**(237,249)**	**321,581,751**	**Total du ministère**	**321,591,449**	**(9,698)**	**...**	**287,626,010**

(S) Paiement de transfert législatif.
(1) Une différence de $107,724 entre les paiements de transfert et les dépenses par article courant (tableau 5 à la section 1 de ce volume) résulte de taxes de ventes provinciales, financées par les opérations du Fonds renouvelable des approvisionnements, aux divers gouvernements provinciaux.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Opérations d'approvisionnement			
Sommes recouvrées de la provision des ventes de biens et services à d'autres départements et organismes du gouvernement fédéral	447,457,000	456,325,220	428,236,540
Opérations régionales			
Sommes recouvrées d'acquisitions, de livraison, de provision et/ou de disposition de biens et services	199,075,000	227,804,106	208,538,417
Services de gestion et services opérationnels			
Sommes recouvrées de la provision des services pour l'appui à la fonction de Receveur général ainsi que dans les domaines de la rémunération, la dotation, la finance, la gestion, la consultation, la vérification et les services de conseil	85,740,000	98,103,000	93,859,796
Administration du programme			
Sommes recouvrées pour le coût des services administratifs généraux fournis au Fonds renouvelable des approvisionnements et pour d'autres départements du gouvernement fédéral	55,244,000	58,377,876	54,719,882
Total du département—Budgétaire	**787,516,000**	**840,610,202**	**785,354,635**
Total du ministère—Budgétaire	**787,516,000**	**840,610,202**	**785,354,635**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Monnaie royale canadienne—		
Intérêt	1,744,926	2,615,552
Virement des bénéfices	60,363,664	...
Compte de prêts pour la production de défense	236,597	48,057
Caisse—		
Intérêts des dépôts bancaires	6,420,154	5,491,397
Autres comptes—		
Intérêt sur placement re: achats militaires	29,140,018	22,351,258
	97,905,359	30,506,264
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	219,023	1,097,957
Recouvrements en capital d'exercices précédents	20,000	84,201
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	139,965	600,396
	378,988	1,782,554
Rémunérations de services—		
Frais—Accès à l'information	36,240	19,590
Produits des ventes—		
Ventes de biens excédentaires de l'État	19,271,064	22,482,588
Autres recettes non fiscales—		
Sommes restituées au fisc par remords de conscience	3,203	11,884
Dons à l'État	89,585	75,415
Secteur des services de gestion et services opérationnels—		
Fonds du revenu consolidé	11,545,044	11,116,300
Divers	8,115,803	13,480,742
	19,753,635	24,684,341
Total du département	**137,345,286**	**79,475,337**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	97,905,359	30,506,264
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	378,988	1,782,554
Rémunérations de services	36,240	19,590
Produits des ventes	19,271,064	22,482,588
Autres recettes non fiscales	19,753,635	24,684,341
Total du ministère	**137,345,286**	**79,475,337**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1989-90

Communications

Département
Conseil des Arts du Canada
Société Radio-Canada
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Archives nationales du Canada
Société du Centre national des Arts
Office national du film
Bibliothèque nationale
Musées nationaux du Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	8.2
Sommaire du ministère	8.5
Programmes par activité	8.9
Paiements de transfert	8.14
Détail des montants portés au crédit	8.20
Recettes	8.20

Département

Objectif

Veiller à ce que les Canadiens aient des services de téléphone, de télévision, de radio et de communications qui soient de haute qualité et assurer l'accès à un vaste éventail de produits culturels et de systèmes d'information canadiens de haute qualité.

Description des activités

Télécommunications et technologie

Formuler des politiques concernant la réglementation des services et des installations de télécommunications; accroître les compétences scientifiques et techniques du gouvernement, de l'industrie et des milieux scientifiques dans les domaines des télécommunications et de l'informatique; aider l'industrie canadienne à mettre au point et à exploiter des techniques perfectionnées dans les domaines des télécommunications et de l'informatique, pour le marché intérieur et les marchés internationaux.

Agence des télécommunications gouvernementales

Fournir, en utilisant un fonds renouvelable, les services et les installations de télécommunications répondant aux besoins des ministères et organismes fédéraux au meilleur prix possible.

Gestion du spectre et opérations régionales

Assurer le partage du spectre des fréquences radioélectriques entre le plus grand nombre possible d'utilisateurs en réduisant le brouillage au minimum grâce à des ententes et à des règlements internationaux qui protègent les droits et les intérêts du Canada en ce qui concerne l'utilisation du spectre et à des mesures visant à planifier, autoriser et contrôler l'utilisation du spectre par les radiodiffuseurs, les exploitants et les titulaires de licence radio canadiens.

Affaires culturelles et radiodiffusion

Créer un milieu où soient assurés la conservation du patrimoine canadien et l'accessibilité à celui-ci, l'épanouissement de l'expression artistique, le développement des marchés culturels et l'accès accru du public canadien aux produits et services culturels, en particulier aux produits et services culturels canadiens, par l'élaboration de politiques et la conception de programmes dans les domaines suivants: radiodiffusion et câblodistribution, film, vidéo, enregistrement sonore, édition, droit d'auteur, patrimoine culturel, arts de la scène, littérature et arts visuels; fournir des conseils au Ministre en ce qui concerne les politiques et les programmes du portefeuille culturel; et administrer des programmes et des règlements assignés au ministère de nature à aider les artistes, les organismes et les activités culturels et les industries culturelles.

Coordination des politiques et gestion intégrée

Assurer la convergence et l'orientation stratégiques des activités et programmes du ministère; administrer les relations qu'entretient ce dernier avec d'autres gouvernements à l'échelle nationale et internationale; examiner l'efficacité des politiques et programmes existants; sensibiliser le public aux politiques et programmes du ministère; assurer la bonne gestion des ressources du ministère; et fournir toute une gamme de services centralisés et spécialisés adaptés aux activités du ministère.

Conseil des Arts du Canada

Objectif

Encourager et promouvoir l'étude et la production d'oeuvres d'art et leur appréciation et coordonner les activités de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada aux programmes de l'UNESCO à l'étranger, sauf en ce qui concerne les questions politiques et les programmes d'aide aux pays en développement.

Société Radio-Canada

Objectif

Mettre au point et offrir aux Canadiens un service national de radiodiffusion dans les deux langues officielles et assurer un service international, soit deux services de teneur et de nature essentiellement canadiennes.

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Objectif

Favoriser et encourager le développement de l'industrie du long métrage au Canada.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Objectif

Encourager l'application des politiques nationales de radiodiffusion grâce à la réglementation et à la supervision des réseaux canadiens de radiodiffusion; et réglementer les tarifs et les autres aspects des services offerts par les entreprises de télécommunications qui relèvent de la compétence fédérale.

Description des activités

Radiodiffusion

Donner des conseils et faire des recommandations au Conseil sur l'élaboration des politiques, de la réglementation et des questions opérationnelles; analyser et évaluer les propositions et les demandes soumises au Conseil en tenant compte des objectifs des politiques de radiodiffusion pour le Canada et des politiques et règlements du Conseil; surveiller le système de radiodiffusion national afin d'évaluer la qualité des services dispensés et les besoins futurs, et afin d'assurer le respect des conditions de licences et de respect des règlements.

Télécommunications

Conseiller le CRTC en ce qui a trait à la réglementation des entreprises de télécommunications en vertu de la Loi sur les chemins de fer, et, ce faisant, analyser et évaluer les données connexes et tenir compte de la portée sociologique, politique et scientifique des innovations dans le domaine des télécommunications.

Administration

S'occuper de la haute direction et de l'administration du Conseil et fournir des conseils juridiques au CRTC.

Archives nationales du Canada

Objectif

La préservation systématique des documents gouvernementaux et privés d'importance nationale pour le Canada, afin de faciliter non seulement l'efficacité et l'efficience des opérations du gouvernement du Canada et la recherche historique sur tous les aspects de la vie canadienne mais aussi la protection des droits et l'enrichissement du sentiment d'identité nationale par les archives, mémoire collective de la nation.

Description des activités

Opérations archivistiques

Acquisition, contrôle et conservation des documents gouvernementaux ayant une valeur historique à long terme et de diverses autres archives du secteur privé qui traitent de l'évolution du Canada et ont une valeur nationale durable. Service au public, au gouvernement et à d'autres établissements par l'entremise de services de recherche et de référence, par la diffusion de renseignements concernant les documents et par des conseils et de l'aide en matière archivistique.

Gestion des documents gouvernementaux

Aide aux établissements gouvernementaux afin qu'ils gèrent leurs documents avec un maximum d'efficacité; prestation de services et d'opérations micrographiques et gestion efficace et efficiente des documents transférés aux centres fédéraux de documents.

Services aux départements

Soutien administratif et technique aux programmes opérationnels des Archives nationales du Canada et de la Bibliothèque nationale du Canada.

Société du Centre national des Arts

Objectif

Promouvoir le développement des arts d'interprétation.

Office national du film

Objectif

Produire et distribuer des films pour les auditoires canadiens et les marchés étrangers afin d'accroître la connaissance des réalités sociales et culturelles canadiennes et ce faisant, contribuer au développement d'une industrie du film florissante.

Description de l'activité

Opérations de l'Office national du film

L'activité principale par laquelle l'Office veut atteindre son objectif se divise en cinq secteurs de base:

- La Programmation, qui comprend la création, la production et la mise en marché de films et d'autre matériel visuel à l'intention des auditoires canadiens et étrangers.
- La Distribution, dont le rôle est de favoriser l'accès aux films de l'ONF, à un choix de films réalisés par d'autres organismes canadiens et aux films commandités par les ministères du gouvernement. Cette diffusion est réalisée par l'intermédiaire du réseau national de cinémathèques de l'ONF et d'ententes conclues avec des institutions publiques.
- La Recherche technique, qui comprend l'instauration et la réalisation de projets visant à faire progresser l'art et la technique cinématographiques.

- La Formation, qui s'applique à des projets de formation et de perfectionnement dans les métiers du cinéma à l'intention de cinéastes et de techniciens de l'extérieur de l'Office national du film; elle comporte des périodes de formation ou un appui à des programmes ou à des organisations de formation cinématographiques.
- L'Administration, dont la haute direction et les services reliés au personnel, aux finances et à l'administration générale.
- Le secteur planification des politiques et liaison comprend les activités se rapportant à la gestion, la planification et l'élaboration des politiques pour l'ensemble de la Bibliothèque, la coordination des services des bibliothèques fédérales et la préparation des publications et expositions liées au mandat de la Bibliothèque. Ces activités sont la responsabilité du personnel des bureaux du directeur général, du directeur général adjoint et des relations externes.

Bibliothèque nationale

Objectif

Faciliter l'utilisation des ressources des bibliothèques du pays par le public et le gouvernement fédéral.

Description de l'activité

Bibliothèque nationale

La Bibliothèque est divisée en trois secteurs de base pour faciliter la réalisation de son objectif.

- La gestion des collections comprend toutes les activités relatives au développement des collections de la Bibliothèque, au catalogage de ces collections, ainsi qu'à la normalisation et à la diffusion des données bibliographiques. Ces fonctions sont assumées par les acquisitions et services bibliographiques.
- Les services de bibliothèque comprennent les activités ayant trait à la prestation directe aux clients de la Bibliothèque de services consultatifs, d'information, de référence, de renvoi, de livraison de documents et de systèmes. Ces services sont fournis par les services au public et les services de la technologie de l'information.

Musées nationaux du Canada

Objectif

Mettre en valeur les produits de la nature et les oeuvres culturelles ayant trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement, au Canada, et aider d'autres établissements à mettre en valeur ces produits et ces oeuvres, de façon à accroître l'intérêt pour le patrimoine naturel et culturel du Canada et à en diffuser la connaissance pour l'enrichissement des générations présentes et futures.

Description des activités

Gestion centrale

Le Conseil d'administration, le secrétaire général et les activités de la corporation, qui les appuient.

Musée des beaux-arts du Canada

Le musée national d'envergure internationale, y compris le Musée canadien de la photographie contemporaine, qui recueille, enregistre, conserve et étudie des collections d'objets dans le domaine des beaux-arts, y compris les arts décoratifs, et qui diffuse les connaissances connexes.

Musée canadien des civilisations

Le musée national d'envergure internationale, y compris le Musée canadien de la guerre, qui recueille, enregistre, conserve et étudie des collections d'objets dans les domaines de l'histoire (y compris l'histoire militaire), de l'ethnologie, de l'archéologie, de l'anthropologie physique et de la culture traditionnelle, et qui diffuse des connaissances connexes.

Musée national des sciences naturelles

Le musée national d'envergure internationale qui recueille, enregistre, conserve et cherche à comprendre des collections d'objets et diffuse des connaissances dans le domaine des sciences naturelles et physiques (y compris la botanique, la zoologie, la paléontologie, les sciences de la terre et l'astronomie).

Musée national des sciences et de la technologie

Le musée national d'envergure internationale, y compris une annexe et un Musée national de l'aviation autonome pour ses activités de conservation, qui recueille, enregistre, conserve et étudie des collections d'objets dans les domaines de la technologie et des sciences connexes, et qui diffuse des connaissances à ce sujet.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	141,418,000	...	...	141,418,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,043,000	...	1,043,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	5,338,951	5,338,951		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(2,368,074)	(2,368,074)		Virement au: crédit 10				
...	...	...	(4,000,000)	(4,000,000)		crédit 32 (Agence spatiale canadienne)				
...	141,418,000	1,043,000	(1,029,123)	141,431,877		Total—Crédit 1	140,262,311	1,169,566	...	129,161,094
					2	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Augmentation du prélèvement de l'autorisation				
...	1	...	...	1			...	1	...	...
...	19,548,000	...	...	19,548,000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(1,257,645)	(1,257,645)		Virement au: crédit 10				
...	...	...	(400,000)	(400,000)		crédit 32 (Agence spatiale canadienne)				
...	19,548,000	...	(1,657,645)	17,890,355		Total—Crédit 5	16,866,052	1,024,303	...	17,540,909
...	84,910,900	...	...	84,910,900	10	Subventions et contributions				
...	...	2,750,000	...	2,750,000	10b	Subvention inscrite au Budget				
...	...				10c	Virement de $2,368,074 du crédit 1 (Communications)				
...	...	3,706,723	...	3,706,723		et de $1,257,645 du crédit 5 (Communications)				
...	...	...	2,368,074	2,368,074		Virement du: crédit 1				
...	...	...	1,257,645	1,257,645		crédit 5				
...	...	...	(6,000,000)	(6,000,000)		Virement au crédit 33 (Agence spatiale canadienne)				
...	84,910,900	6,456,723	(2,374,281)	88,993,342		Total—Crédit 10	88,611,301	382,041	...	80,889,306
...	55,093,000	...	...	55,093,000	15	Versements à la Société canadienne des postes	55,092,996	4	...	55,092,996
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre des Communications—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	38,967
...										
...	15,247,000	...	...	15,247,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,247,000	...	...	15,342,212
19,367,268	356,000	...	(356,000)	19,367,268	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales				
...	...	...	11,000,000	11,000,000		Augmentation de l'autorisation en vertu du crédit 2, Loi de crédits n°3 de 1989-90				
19,367,268	356,000	...	10,644,000	30,367,268		Total—Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	(1,784,916)	...	32,152,184	(5,364,779)
...	...	...	81,458	81,458	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	81,458	...	...	288,803
19,367,268	316,620,701	7,499,723	5,664,809	349,152,501		Total budgétaire	314,424,402	2,575,915	32,152,184	292,989,508

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
40,000,000	...	...	...	40,000,000	(S)	(L) Télésat Canada—Prêts en vertu de la Loi relative à Télésat Canada, article 41. Limite $40,000,000. (Net)	...	...	40,000,000	...
...	10,000	...	...	10,000	L20	Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, article 29. (Brut)	...	10,000	...	3,632
40,000,000	10,000	...	...	40,010,000		Total non budgétaire	...	10,000	40,000,000	3,632
						Total du département—				
19,357,268	**316,620,701**	**7,499,723**	**5,664,809**	**349,152,501**		**Budgétaire**	314,424,402	**2,575,915**	**32,152,184**	**292,989,508**[2]
40,000,000	**10,000**	...	...	**40,010,000**		**Non budgétaire**	...	**10,000**	**40,000,000**	**3,632**
						Conseil des Arts du Canada				
...	93,472,000	...	...	93,472,000	25	Paiements au Conseil des Arts du Canada				
	...	10,031,000	...	10,031,000	25b	Paiements au Conseil des Arts du Canada				
...	93,472,000	10,031,000	...	103,503,000		Total—Crédit 25	103,503,000	...	...	93,251,000
...	**93,472,000**	**10,031,000**	...	**103,503,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**103,503,000**	...	...	**93,251,000**
						Société Radio-Canada				
...	842,569,000	...	...	842,569,000	30	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	16,337,000	...	16,337,000	30b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(9,570,999)	(9,570,999)		Virement au crédit 40				
...	842,569,000	16,337,000	(9,570,999)	849,335,001		Total—Crédit 30	849,335,001	...	...	810,368,000
...	4,000,000	...	...	4,000,000	35	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000,000	...	...	4,000,000
...	118,469,000	...	...	118,469,000	40	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital				
...	...	1	...	1	40c	Virement de $9,570,999 du crédit 30 (Communications)				
...	...	...	9,570,999	9,570,999		Virement du crédit 30				
...	118,469,000	1	9,570,999	128,040,000		Total—Crédit 40	128,039,999	1	...	100,881,000
...	**965,038,000**	**16,337,001**	...	**981,375,001**		**Total du programme—Budgétaire**	**981,375,000**	**1**	...	**915,249,000**
						Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
...	145,595,000	...	...	145,595,000	45	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	145,594,486	514	...	128,868,000
...	**145,595,000**	...	...	**145,595,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**145,594,486**	**514**	...	**128,868,000**

						Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
...	26,581,000	...	...	26,581,000	50	Dépenses du programme				
...	...	821,000	...	821,000	50c	Dépenses du programme				
...	...	...	750,000	750,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	26,581,000	821,000	750,000	28,152,000		Total—Crédit 50	28,067,256	84,744	...	26,000,567
...	3,012,000	...	...	3,012,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,012,000	...	...	3,022,000
...	...	...	22,178	22,178	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	22,178	...	...	8,418
...	**29,593,000**	**821,000**	**772,178**	**31,186,178**		**Total du programme—Budgétaire**	**31,101,434**	**84,744**	**...**	**29,030,985**
						Archives nationales du Canada				
...	54,974,000	...	...	54,974,000	55	Dépenses du programme				
...	...	680,000	...	680,000	55c	Subvention inscrite au budget				
...	...	...	2,499,552	2,499,552		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	54,974,000	680,000	2,499,552	58,153,552		Total—Crédit 55	56,733,953	1,419,599	...	49,699,963
...	4,550,000	...	...	4,550,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,550,000	...	...	4,368,000
...	**59,524,000**	**680,000**	**2,499,552**	**62,703,552**		**Total du programme—Budgétaire**	**61,283,953**	**1,419,599**	**...**	**54,067,963**
						Société du Centre national des Arts				
...	17,891,000	...	...	17,891,000	60	Paiements à la Société du Centre national des Arts	17,891,000	...	...	17,820,000
...	**17,891,000**	**...**	**...**	**17,891,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**17,891,000**	**...**	**...**	**17,820,000**
						Office national du film				
...	72,773,000	...	...	72,773,000	65	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement				
...	...	...	417,503	417,503		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	72,773,000	...	417,503	73,190,503		Total—Crédit 65	73,185,610	4,893	...	71,068,664
1,674,436	(510,000)	...	510,000	1,674,436	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film				
...	...	...	(620,258)	(620,258)		Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations				
1,674,436	(510,000)	...	(110,258)	1,054,178		Total—Fonds renouvelable de l'Office national du film	(1,910,394)	...	2,964,572	834,374
1,674,436	**72,263,000**	**...**	**307,245**	**74,244,681**		**Total du programme—Budgétaire**	**71,275,216**	**4,893**	**2,964,572**	**71,903,038**
						Bibliothèque nationale				
...	33,356,000	...	...	33,356,000	70	Dépenses du programme				
...	...	...	2,956,170	2,956,170		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	33,356,000	...	2,956,170	36,312,170		Total—Crédit 70	35,700,472	611,698	...	33,061,162
...	2,849,000	...	...	2,849,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,849,000	...	...	2,834,000
...	**36,205,000**	**...**	**2,956,170**	**39,161,170**		**Total du programme—Budgétaire**	**38,549,472**	**611,698**	**...**	**35,895,162**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Musées nationaux du Canada				
1,651,574	74,557,000	...	...	76,208,574	75	Dépenses de fonctionnement				
...	...	9,505,000	...	9,505,000	75c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	4,233,240	4,233,240		Virement du CT, crédit 5[1]				
1,651,574	74,557,000	9,505,000	4,233,240	89,946,814		Total—Crédit 75	82,925,559	5,064,518	1,956,737	66,445,447
...	21,718,000	...	...	21,718,000	80	Dépenses en capital				
...	...	15,405,000	...	15,405,000	80c	Dépenses en capital				
...	21,718,000	15,405,000	...	37,123,000		Total—Crédit 80	33,552,030	3,570,970	...	43,287,972
...	6,222,000	...	...	6,222,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,222,000	...	...	6,337,000
1,651,574	**102,497,000**	**24,910,000**	**4,233,240**	**133,291,814**		**Total du programme—Budgétaire**	**122,699,589**	**8,635,488**	**1,956,737**	**116,070,419**
						Total du ministère—				
22,693,278	**1,838,698,701**	**60,278,724**	**16,433,194**	**1,938,103,897**		**Budgétaire**	**1,887,697,552**	**13,332,852**	**37,073,493**	**1,755,145,075[2]**
40,000,000	**10,000**	...	...	**40,010,000**		**Non budgétaire**	...	**10,000**	**40,000,000**	**3,632**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

[2] Au cours de l'exercice, certaines responsabilités ont été transférées à Industrie, Sciences et Technologie sous Agence spatiale canadienne. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $13,191,114.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations	Indiquées dans		Redressements et virements						Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	39,183,000	...	(2,878,820)	543,000	...	(3,675,000)	33,172,180	Télécommunications et technologie	32,043,947	1,128,233	...	31,327,665
19,367,268	177,218,000	...	...	(591,861)	10,994,000	(177,212,000)	29,775,407	Agence des télécommunications gouvernementales	(2,376,777)	...	32,152,184	(6,057,626)
...	55,258,000	...	2,188,970	...	81,458	(630,000)	56,898,428	Gestion du spectre et opérations régionales	54,294,282	2,604,146	...	51,586,669
...	82,058,000	1,043,000	694,064	(3,733,899)	...	(850,000)	79,211,165	Affaires culturelles et radio-diffusion	79,746,992	(535,827)	...	78,105,724
...	42,454,800	...	1,334,737	822,825	400	(1,993,000)	42,619,762	Coordination des politiques et gestion intégrée	44,646,745	(2,026,983)	...	38,904,014
...	(184,360,000)	...	...	...	...	184,360,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
19,367,268	211,811,800	1,043,000	1,338,951	(2,959,935)	11,075,858	...	241,676,942	Total—Fonctionnement	208,355,189	1,169,569	32,152,184	193,866,446
								Capital				
...	9,335,000	...	(400,000)	(834,895)	...	...	8,100,105	Télécommunications et technologie	6,939,175	1,160,930	...	7,188,876
...	350,000	...	...	591,861	(350,000)	...	591,861	Agence des télécommunications gouvernementales	591,861	...	...	692,847
...	1	...	...	...	...	...	1	Augmentation du prélèvement de l'autorisation	...	1	...	...
...	1,751,000	...	...	...	...	...	1,751,000	Gestion du spectre et opérations régionales	2,028,608	(277,608)	...	3,076,912
...	931,000	...	...	508,700	...	...	1,439,700	Affaires culturelles et radio-diffusion	1,730,733	(291,033)	...	731,346
...	7,531,000	...	...	(931,450)	...	...	6,599,550	Coordination des politiques et gestion intégrée	6,167,536	432,014	...	6,543,775
...	19,898,001	...	(400,000)	(665,784)	(350,000)	...	18,482,217	Total—Capital	17,457,913	1,024,304	...	18,233,756
								Paiements de transfert				
...	19,588,000	...	(6,000,000)	2,630,050	...	...	16,218,050	Télécommunications et technologie	16,179,168	38,882	...	17,326,124
...	45,000	...	...	...	...	...	45,000	Gestion du spectre et opérations régionales	45,000	...	...	35,000
...	61,588,900	6,456,723	...	(174,050)	...	...	67,871,573	Affaires culturelles et radio-diffusion	67,852,635	18,938	...	59,927,298
...	3,689,000	...	...	1,169,719	...	...	4,858,719	Coordination des politiques et gestion intégrée	4,534,497	324,222	...	3,600,884
...	84,910,900	6,456,723	(6,000,000)	3,625,719	...	...	88,993,342	Total—Paiements de transfert	88,611,300	382,042	...	80,889,306

Programmes par activité—*Suite*

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Non budgétaire												
Affaires culturelles et radio-diffusion	...	10,000	...	...	...	...	...	10,000	...	10,000	...	3,632
Télésat Canada	40,000,000	...	...	...	...	...	...	40,000,000	...	...	40,000,000	...
Total—Non budgétaire	40,000,000	10,000	...	...	...	...	...	40,010,000	...	10,000	40,000,000	3,632
Sommaire du département												
Télécommunications et technologie	...	64,431,000	...	(9,278,820)	2,338,155	...	...	57,490,335	55,162,290	2,328,045	...	55,842,665
Agence des télécommunications gouvernementales	19,367,268	356,000	...	...	...	10,644,000	...	30,367,268	(1,784,916)	...	32,152,184	(5,364,779)
Augmentation du prélèvement de l'autorisation	...	1	...	...	...	...	...	1	...	1	...	...
Gestion du spectre et opérations régionales	...	56,424,000	...	2,188,970	...	81,458	...	58,694,428	56,367,890	2,326,538	...	54,698,581
Affaires culturelles et radio-diffusion—												
Budgétaire	...	143,727,900	7,499,723	694,064	(3,399,249)	...	...	148,522,438	149,330,360	(807,922)	...	138,764,368
Non budgétaire	...	10,000	...	...	...	...	...	10,000	...	10,000	...	3,632
Coordination des politiques et gestion intégrée	...	51,681,800	...	1,334,737	1,061,094	400	...	54,078,031	55,348,778	(1,270,747)	...	49,048,673
Télésat Canada—Non budgétaire	40,000,000	...	...	...	...	...	...	40,000,000	...	...	40,000,000	...
Total du département—												
Budgétaire	**19,367,268**	**316,620,701**	**7,499,723**	**(5,061,049)**	**...**	**10,725,858**	**...**	**349,152,501**	**314,424,402**	**2,575,915**	**32,152,184**	**292,989,508**[(1)]
Non budgétaire	**40,000,000**	**10,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**40,010,000**	**...**	**10,000**	**40,000,000**	**3,632**
Conseil des Arts du Canada												
Fonctionnement	...	93,472,000	10,031,000	...	...	...	...	103,503,000	103,503,000	...	...	93,251,000
Total du programme—Budgétaire	**...**	**93,472,000**	**10,031,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**103,503,000**	**103,503,000**	**...**	**...**	**93,251,000**
Société Radio-Canada												
Fonctionnement	...	842,569,000	16,337,000	...	(9,570,999)	...	...	849,335,001	849,335,001	...	...	810,368,000
Fonds de roulement	...	4,000,000	...	...	...	...	...	4,000,000	4,000,000	...	...	4,000,000
Capital	...	118,469,000	1	...	9,570,999	...	...	128,040,000	128,039,999	1	...	100,881,000
Total du programme—Budgétaire	**...**	**965,038,000**	**16,337,001**	**...**	**...**	**...**	**...**	**981,375,001**	**981,375,000**	**1**	**...**	**915,249,000**

								Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
								Fonctionnement				
...	15,076,000	...	...	...	...	...	...	Administration	...	...	...	...
...	66,162,000	...	...	...	...	...	...	Placements, prêts, promotion et distribution	...	...	...	...
...	73,057,000	...	...	...	...	...	...	Fonds de développement pour la production d'émissions canadiennes	...	...	...	...
...	(8,700,000)	...	...	...	...	...	...	Revenus de placements anticipés	...	...	...	...
...	**145,595,000**	...	...	...	...	...	145,595,000[2]	**Total du programme—Budgétaire**	**145,594,486**[2]	**514**[2]	...	**128,868,000**[2]
								Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
								Fonctionnement				
...	11,743,000	138,000	284,300	...	...	...	12,165,300	Radiodiffusion	11,637,017	528,283	...	11,458,367
...	4,457,000	175,000	99,000	...	...	...	4,731,000	Télécommunications	4,428,060	302,940	...	4,384,458
...	13,109,000	394,000	366,700	...	22,178	...	13,891,878	Administration	13,718,974	172,904	...	12,184,334
...	29,309,000	707,000	750,000	...	22,178	...	30,788,178	Total—Fonctionnement	29,784,051	1,004,127	...	28,027,159
								Capital				
...	284,000	114,000	...	...	...	...	398,000	Administration	1,317,383	(919,383)	...	1,003,826
								Sommaire du programme				
...	11,743,000	138,000	284,300	...	...	...	12,165,300	Radiodiffusion	11,637,017	528,283	...	11,458,367
...	4,457,000	175,000	99,000	...	...	...	4,731,000	Télécommunications	4,428,060	302,940	...	4,384,458
...	13,393,000	508,000	366,700	...	22,178	...	14,289,878	Administration	15,036,357	(746,479)	...	13,188,160
...	**29,593,000**	**821,000**	**750,000**	...	**22,178**	...	**31,186,178**	**Total du programme—Budgétaire**	**31,101,434**	**84,744**	...	**29,030,985**
								Archives nationales du Canada				
								Fonctionnement				
...	22,369,000	...	984,823	...	...	...	23,353,823	Opérations archivistiques	22,975,968	377,855	...	16,396,749
...	12,039,000	...	684,877	...	...	...	12,723,877	Gestion des documents gouvernementaux	11,449,674	1,274,203	...	9,996,563
...	18,829,000	680,000	829,852	...	...	...	20,338,852	Services aux départements	19,881,287	457,565	...	23,235,756
...	53,237,000	680,000	2,499,552	...	...	...	56,416,552	Total—Fonctionnement	54,306,929	2,109,623	...	49,629,068
								Capital				
...	438,000	...	...	...	...	...	438,000	Opérations archivistiques	1,107,145	(669,145)	...	914,881
...	2,277,000	...	...	...	...	...	2,277,000	Gestion des documents gouvernementaux	2,079,234	197,766	...	745,355
...	1,452,000	...	...	...	...	...	1,452,000	Services aux départements	1,700,147	(248,147)	...	2,458,659
...	4,167,000	...	...	...	...	...	4,167,000	Total—Capital	4,886,526	(719,526)	...	4,118,895
								Paiements de transfert				
...	2,120,000	...	...	...	...	...	2,120,000	Opérations archivistiques	2,090,498	29,502	...	320,000
								Sommaire du programme				
...	24,927,000	...	984,823	...	...	...	25,911,823	Opérations archivistiques	26,173,611	(261,788)	...	17,631,630
...	14,316,000	...	684,877	...	...	...	15,000,877	Gestion des documents gouvernementaux	13,528,908	1,471,969	...	10,741,918
...	20,281,000	680,000	829,852	...	...	...	21,790,852	Services aux départements	21,581,434	209,418	...	25,694,415
...	**59,524,000**	**680,000**	**2,499,552**	...	...	...	**62,703,552**	**Total du programme—Budgétaire**	**61,283,953**	**1,419,599**	...	**54,067,963**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Société du Centre national des Arts				
...	17,891,000	...	...	...	...	...	17,891,000	**Fonctionnement**	17,891,000	...	...	17,820,000
...	**17,891,000**	...	...	...	...	...	**17,891,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**17,891,000**	...	...	**17,820,000**
								Office national du film				
								Fonctionnement				
...	76,890,000	...	417,503	...	...	(7,300,000)	70,007,503	**Opérations de l'Office national du film**	69,333,665	673,838	...	68,008,591
1,674,436	(510,000)	...	...	...	510,000	...	1,674,436	**Diminution de l'imputation nette accumulée déduite du Fonds renouvelable**				
...	...	...	...	...	(620,258)	...	(620,258)	**Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations**				
1,674,436	(510,000)	...	...	...	(110,258)	...	1,054,178	**Total—Fonds renouvelable de l'Office national du film**	(1,910,394)	...	2,964,572	834,374
...	(7,300,000)	...	...	...	...	7,300,000	...	**Recettes à valoir sur le crédit**	...	...	...	...
1,674,436	69,080,000	...	417,503	...	(110,258)	...	71,061,681	**Total—Fonctionnement**	67,423,271	673,838	2,964,572	68,842,965
								Capital				
...	2,479,000	...	...	...	...	...	2,479,000	**Opérations de l'Office national du film**	3,277,811	(798,811)	...	2,789,092
								Paiements de transfert				
...	704,000	...	...	...	...	...	704,000	**Opérations de l'Office national du film**	574,134	129,866	...	270,981
								Sommaire du programme				
...	72,773,000	...	417,503	...	...	...	73,190,503	**Opérations de l'Office national du film**	73,185,610	4,893	...	71,068,664
1,674,436	(510,000)	...	...	...	510,000	...	1,674,436	**Diminution de l'imputation nette accumulée déduite du Fonds renouvelable**	(1,910,394)	...	2,964,572	834,374
...	...	...	...	...	(620,258)	...	(620,258)	**Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations**	...	...	...	...
1,674,436	**72,263,000**	...	**417,503**	...	**(110,258)**	...	**74,244,681**	**Total du programme—Budgétaire**	**71,275,216**	**4,893**	**2,964,572**	**71,903,038**

								Bibliothèque nationale				
...	35,605,000	...	2,956,170	...	...	...	38,561,170	Fonctionnement	37,456,610	1,104,560	...	35,028,916
...	528,000	...	...	...	...	...	528,000	Capital	1,043,969	(515,969)	...	788,704
...	72,000	...	...	...	...	...	72,000	Paiements de transfert	48,893	23,107	...	77,542
...	**36,205,000**	...	**2,956,170**	...	...	...	**39,161,170**	**Total du programme—Budgétaire**	**38,549,472**	**611,698**	...	**35,895,162**
								Musées nationaux du Canada				
								Fonctionnement				
...	410,000	...	...	(410,000)	...	...	...	Gestion centrale	...	...	...	1,499,014
1,438,104	29,045,200	439,000	1,645,418	(1,500,000)	...	(2,000,000)	29,067,722	Musée des beaux-arts du Canada	27,295,657	344,729	1,427,336	23,070,997
67,651	23,818,000	8,364,000	1,098,911	1,993,140	...	(1,275,000)	34,066,702	Musée canadien des civilisations	30,497,452	3,351,893	217,357	18,550,438
...	16,472,000	297,000	826,885	(6,860)	...	(350,000)	17,239,025	Musée national des sciences naturelles	16,511,228	632,440	95,357	15,740,829
76,399	15,308,000	405,000	662,026	(6,860)	...	(650,000)	15,794,565	Musée national des sciences et de la technologie	14,842,422	735,456	216,687	12,686,094
69,420	...	...	...	(69,420)	...	...	...	Services à la Corporation	...	...	...	1,234,275
...	(4,275,000)	...	...	...	...	4,275,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
1,651,574	80,778,200	9,505,000	4,233,240	...	...	...	96,168,014	Total—Fonctionnement	89,146,759	5,064,518	1,956,737	72,781,647
								Capital				
...	1,258,000	...	...	...	...	...	1,258,000	Musée des beaux-arts du Canada	1,223,959	34,041	...	1,876,652
...	18,451,000	14,855,000	...	...	...	...	33,306,000	Musée canadien des civilisations	30,764,356	2,541,644	...	39,786,885
...	746,000	...	...	...	...	...	746,000	Musée national des sciences naturelles	705,647	40,353	...	492,643
...	1,263,000	550,000	...	...	...	...	1,813,000	Musée national des sciences et de la technologie	858,068	954,932	...	1,131,791
...	...	...	...	...	...	...	...	Services à la Corporation	...	...	...	1
...	21,718,000	15,405,000	...	...	...	...	37,123,000	Total—Capital	33,552,030	3,570,970	...	43,287,972
								Paiements de transfert				
...	800	...	...	...	...	...	800	Musée des beaux-arts du Canada	800	...	...	800
								Sommaire du programme				
...	410,000	...	...	(410,000)	...	...	...	Gestion centrale	...	...	...	1,499,014
1,438,104	28,304,000	439,000	1,645,418	(1,500,000)	...	...	30,326,522	Musée des beaux-arts du Canada	28,520,416	378,770	1,427,336	24,948,449
67,651	40,994,000	23,219,000	1,098,911	1,993,140	...	...	67,372,702	Musée canadien des civilisations	61,261,808	5,893,537	217,357	58,337,323
...	16,868,000	297,000	826,885	(6,860)	...	...	17,985,025	Musée national des sciences naturelles	17,216,875	672,793	95,357	16,233,472
76,399	15,921,000	955,000	662,026	(6,860)	...	...	17,607,565	Musée national des sciences et de la technologie	15,700,490	1,690,388	216,687	13,817,885
69,420	...	...	...	(69,420)	...	...	...	Services à la Corporation	...	...	...	1,234,276
1,651,574	**102,497,000**	**24,910,000**	**4,233,240**	...	...	...	**133,291,814**	**Total du programme—Budgétaire**	**122,699,589**	**8,635,488**	**1,956,737**	**116,070,419**
								Total du ministère—				
22,693,278	**1,838,698,701**	**60,278,724**	**5,795,416**	...	**10,637,778**	...	**1,938,103,897**	**Budgétaire**	**1,887,697,552**	**13,332,852**	**37,073,493**	**1,755,145,075**[1]
40,000,000	**10,000**	...	...	...	...	...	**40,010,000**	**Non budgétaire**	...	**10,000**	**40,000,000**	**3,632**

(1) Au cours de l'exercice, certaines responsabilités ont été transférées à Industrie, Sciences et Technologie sous Agence spatiale canadienne. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $13,191,114.

(2) Le détail par activité n'est pas disponible.

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses (Indiquées dans)	Budgets des dépenses supplémentaires (Indiquées dans)	Virements entre ministères (Redressements et virements)	Virements à l'intérieur du ministère (Redressements et virements)	Redressements statutaires (Redressements et virements)	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Gestion du spectre et opérations régionales				
...	45,000	...	...	...	...	45,000	Conseil consultatif canadien de la radio	45,000	...	...	35,000
							Affaires culturelles et radiodiffusion				
...	1,601,000	...	...	...	...	1,601,000	Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	1,593,636	7,364	...	1,283,732
...	1,507,000	...	...	...	...	1,507,000	Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É)	1,507,000	...	...	2,007,000
...	8,545,900	...	...	...	...	8,545,900	Subventions aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, de projets spéciaux, de la formation, d'enregistrement de l'achat de matériel et de la construction d'installations	8,545,440	460	...	8,545,680
...	1,500,000	...	...	...	...	1,500,000	Subvention à TV Ontario/La Chaîne française, afin de l'aider à défrayer les coûts associés à la production, à la programmation et à l'exploitation	1,500,000	...	...	...
...	...	2,750,000	...	1,750,000	...	4,500,000	Subvention au Toronto Opera—Ballet Hall	4,500,000	...	...	...
...	...	2,338,000	...	...	...	2,338,000	Subvention à l'École nationale de ballet	2,338,000	...	...	...
...	...	1,011,000	...	...	...	1,011,000	Subvention à l'École nationale de théâtre	1,011,000	...	...	...
...	13,153,900	6,099,000	...	1,750,000	...	21,002,900		20,995,076	7,824	...	11,836,412
							Coordination des politiques et gestion intégrée				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50,000
...	**13,198,900**	**6,099,000**	**...**	**1,750,000**	**...**	**21,047,900**	**Total—Subventions**	**21,040,076**	**7,824**	**...**	**11,921,412**
							Contributions				
							Télécommunications et technologie				
...	...	...	...	19,000	...	19,000	Contributions à l'Association canadienne de normalisation pour le Comité directeur de normalisation des systèmes de traitement de l'information	19,000	...	...	20,000
...	25,000	...	...	7,000	...	32,000	Contributions destinées à financer les associations de télécommunications ainsi que la tenue de conférences, de séminaires et de colloques parrainés par des universités canadiennes	32,000	...	...	23,400

...	1,770,000	...	...	230,000	...	2,000,000	Contributions à des organismes canadiens pour l'avancement de leurs activités de recherche dans le domaine de l'informatisation du travail	1,994,888	5,112	...	1,769,230
...	...	...	...	75,000	...	75,000	Contribution au Centre Marshall McLughan créer sous le Régime d'accroissement des pouvoirs et des responsabilités ministériels (APRM)	75,000	...	...	...
...	248,000	...	...	...	...	248,000	Contribution à Télésat Canada pour l'acquisition, au Canada, de l'engin spatial Anik-D	248,265	(265)	...	248,265
...	7,790,000	...	...	(1,039,000)	...	6,751,000	Contributions pour le programme de développement de l'industrie spatiale	6,715,012	35,988	...	10,232,406
...	4,100,000	...	(4,100,000)	...	...	...	Contribution versée à l'Agence spatiale européenne relativement aux étapes de la conception, de la réalisation et de l'exploitation du programme de grand satellite de télécommunications	...	...	...	...
...	2,408,000	...	...	2,981,950	...	5,389,950	Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication	5,389,950	...	...	3,625,213
...	1,125,000	...	...	500,600	...	1,625,600	Contributions à des associations, institutions et organismes canadiens destinées à financer le développement de technologies de communications et de l'information au Manitoba	1,627,553	(1,953)	...	1,345,110
...	236,000	...	...	(236,000)	...	...	Contribution à l'Institut canadien de formation des cadres en gestion de télécommunications	...	...	...	...
...	1,886,000	...	(1,900,000)	14,000	...	...	Contribution pour la participation canadienne au programme de développement et d'expérimentation de charges utiles et de véhicules spatiaux de l'Agence spatiale européenne	...	...	...	...
...	...	...	...	37,500	...	37,500	Contribution à CANSIF Canada	37,500	...	...	62,500
...	...	...	...	40,000	...	40,000	Contribution—Monde des sciences pour la mise sur pied d'une exposition Image	40,000	...	...	...
...	19,588,000	...	(6,000,000)	2,630,050	...	16,218,050		16,179,168	38,882	...	17,326,124
							Affaires culturelles et radiodiffusion				
...	695,000	...	...	...	...	695,000	Contributions aux organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles	695,000	...	...	695,000
...	16,000,000	357,723	...	1,639,500	...	17,997,223	Contributions au Programme des initiatives culturelles	17,982,057	15,166	...	19,696,889
...	250,000	...	...	160,000	...	410,000	Contributions afin d'appuyer les organismes nationaux de services dans le domaine du film et du vidéo	410,000	...	...	290,000
...	5,745,000	...	...	924,800	...	6,669,800	Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur les équipements culturels	6,669,800	...	...	3,743,700
...	1,824,000	...	...	(90,900)	...	1,733,100	Contributions destinées à financer le développement de l'infrastructure des entreprises culturelles au Manitoba	1,730,951	2,149	...	1,647,753
...	7,800,000	...	...	(338,758)	...	7,461,242	Contributions pour le programme d'aide au développement industriel de l'édition canadienne	7,466,760	(5,518)	...	7,742,381
...	600,000	...	...	(600,000)	...	...	Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication	...	...	...	...

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	4,500,000	...	...	...	...	4,500,000	Contributions pour le programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore	4,500,000	...	...	4,499,999
...	4,027,000	...	...	1,025,050	...	5,052,050	Contribution en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Ontario sur le développement de la culture	5,052,500	(450)	...	5,218,000
...	1,444,000	...	...	(361,000)	...	1,083,000	Contribution remboursable à la Fondation Ex Terra au titre de l'étude sur les dinosaures entreprise par les gouvernements du Canada, de la Chine, de l'Alberta, et de la Fondation Ex Terra	1,083,000	...	...	1,100,000
...	350,000	...	...	...	...	350,000	Contributions aux organismes de service canadiens dans le domaine de l'enregistrement sonore, à l'appui des services et de projets spéciaux	350,000	...	...	404,864
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Contribution en vue de fournir une aide financière pour l'établissement d'un service de lecture radiodiffusée de langue anglaise à l'intention des personnes incapables d'utiliser des imprimés	100,000	...	...	200,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Contributions afin de mettre sur pied et d'exploiter un programme de diffusion par satellite dans le Nord	100,000	...	...	...
...	5,000,000	...	...	(5,000,000)	...	...	Contributions visant à partager avec les promoteurs les coûts en capital de l'établissement de services de radiodiffusion et de télédiffusion par câble ou par d'autres méthodes dans de petites localités	...	...	...	...
...	...	...	...	133,000	...	133,000	Contribution au Centre des arts de la Confédération	133,000	...	...	...
...	...	...	...	10,000	...	10,000	Contribution à Conférence—"Moving the Image" créer sous le Régime APRM	10,000	...	...	...
...	...	...	...	25,000	...	25,000	Contribution à l'Opéra de Montréal créer sous le Régime APRM	25,000	...	...	...
...	...	...	...	3,500	...	3,500	Contribution au Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue créer sous le Régime APRM	3,500	...	...	...
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Contribution au Festival du cinéma francophone créer sous le Régime APRM	5,000	...	...	...
...	...	...	...	250,758	...	250,758	Contribution—Aide aux auteurs	250,758	...	...	...
...	...	...	...	10,000	...	10,000	Contribution au Festival mondial du film	10,000	...	...	...

...	...	...	...	47,000	...	47,000	Contribution—Adhésion au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM)	47,233	(233)	...	...
...	...	...	...	20,000	...	20,000	Contribution à l'Agence de développement de l'Île-du-Prince-Édouard pour venir en aide au projet de développement industriel artisanal du Comté de Prince	20,000	...	...	5,300
...	...	...	...	30,000	...	30,000	Contribution à Collection Labrecque créer sous le Régime APRM	30,000	...	...	...
...	...	...	...	138,000	...	138,000	Contribution à Fondation Lionel-Groulx créer sous le Régime APRM	138,000	...	...	...
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Contribution au Musée agricole de Louiseville créer sous le Régime APRM	5,000	...	...	...
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Contribution à Troupe V'là le Bon Vent créer sous le Régime APRM	5,000	...	...	...
...	...	...	...	10,000	...	10,000	Contribution à Le Festival Félix Leclerc créer sous le Régime APRM	10,000	...	...	...
...	...	...	...	20,000	...	20,000	Contribution au Festival international du nouveau cinéma et du vidéo créer sous le Régime APRM	20,000	...	...	...
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Contribution à Challenge for International Broadcasting créer sous le Régime APRM	5,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,847,000
...	48,435,000	357,723	...	(1,924,050)	...	46,868,673		46,857,559	11,114	...	48,090,886
							Coordination des politiques et gestion intégrée				
...	16,000	...	...	22,219	...	38,219	Contribution à la Conférence interaméricaine des télécommunications	38,219	...	...	16,000
							Part des frais d'administration d'organismes internationaux de radio, de téléphone et de télégraphie assumés par le Canada:				
...	3,673,000	...	...	...	...	3,673,000	Union internationale des télécommunications, Genève, (Suisse)	3,348,778	324,222	...	3,345,295
...	...	...	...	750,000	...	750,000	Contribution à Commonwealth of Learning pour l'achat d'équipements de communication, de bureautique et de services	750,000	...	...	...
...	...	...	...	180,000	...	180,000	Contribution à TV5 Europe	180,000	...	...	...
...	...	...	...	217,500	...	217,500	Contribution à l'Institut canadien de formation des cadres en gestion de télécommunications	217,500	...	...	99,908
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	89,681
...	3,689,000	...	...	1,169,719	...	4,858,719		4,534,497	324,222	...	3,550,884
...	**71,712,000**	**357,723**	**(6,000,000)**	**1,875,719**	...	**67,945,442**	**Total—Contributions**	**67,571,224**	**374,218**	...	**68,967,894**
							Sommaire du département par activité				
...	19,588,000	...	(6,000,000)	2,630,050	...	16,218,050	Télécommunications et technologie	16,179,168	38,882	...	17,326,124
...	45,000	...	...	...	...	45,000	Gestion du spectre et opérations régionales	45,000	...	...	35,000
...	61,588,900	6,456,723	...	(174,050)	...	67,871,573	Affaires culturelles et radiodiffusion	67,852,635	18,938	...	59,927,298
...	3,689,000	...	...	1,169,719	...	4,858,719	Coordination des politiques et gestion intégrée	4,534,497	324,222	...	3,600,884
...	**84,910,900**	**6,456,723**	**(6,000,000)**	**3,625,719**	...	**88,993,342**	**Total du département**	**88,611,300**	**382,042**	...	**80,889,306**[1]

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Archives nationales du Canada				
							Subventions				
							Opérations archivistiques				
...	400,000	...	...	75,000	...	475,000	Subvention au Conseil canadien des archives	474,996	4	...	...
...	**400,000**	...	...	**75,000**	...	475,000	**Total—Subventions**	474,996	4	...	...
							Contributions				
							Opérations archivistiques				
...	320,000	...	...	...	...	320,000	L'Université de la Saskatchewan, pour appuyer le programme d'archives du Centre Diefenbaker	320,000	...	...	320,000
...	1,400,000	...	...	(75,000)	...	1,325,000	La communauté archivistique canadienne, pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	1,295,502	29,498	...	...
...	**1,720,000**	...	...	**(75,000)**	...	**1,645,000**	**Total—Contributions**	**1,615,502**	**29,498**	...	**320,000**
...	**2,120,000**	...	...	...	...	**2,120,000**	**Total du programme**	**2,090,498**	**29,502**	...	**320,000**
							Office national du film				
							Subventions				
							Opérations de l'Office national du film				
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration	11,950	8,050	...	10,000
...	**20,000**	...	...	...	...	**20,000**	**Total—Subventions**	**11,950**	**8,050**	...	**10,000**
							Contributions				
							Opérations de l'Office national du film				
...	284,000	...	...	...	...	284,000	Paiements à la province de Québec en vertu des accords fiscaux réciproques	225,685	58,315	...	260,981
...	400,000	...	...	...	...	400,000	Pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne	336,499	63,501	...	...
...	**684,000**	...	...	...	...	**684,000**	**Total—Contributions**	**562,184**	**121,816**	...	**260,981**
...	**704,000**	...	...	...	...	**704,000**	**Total du programme**	**574,134**	**129,866**	...	**270,981**

							Bibliothèque nationale				
							Subventions				
...	11,000	...	...	...	...	11,000	Fédération internationale des associations de bibliothécaires	...	11,000	...	22,000
...	61,000	...	...	...	...	61,000	Système international de données sur les publications en série	48,893	12,107	...	55,542
...	**72,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**72,000**	**Total du programme**	**48,893**	**23,107**	**...**	**77,542**
							Musées nationaux du Canada				
							Subventions				
...	800	...	...	...	...	800	Musée des beaux-arts du Canada College Art Association of America	800	...	...	800
...	**800**	**...**	**...**	**...**	**...**	**800**	**Total du programme**	**800**	**...**	**...**	**800**
...	**87,807,700**	**6,456,723**	**(6,000,000)**	**3,625,719**	**...**	**91,890,142**	**Total du ministère**	**91,325,625**	**564,517**	**...**	**81,598,629** (1)

(1) Au cours de l'exercice, certaines responsabilités ont été transférées à Industrie, Sciences et Technologie sous Agence spatiale canadienne. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $8,461,797.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Télécommunications et technologie			
Recettes des services de recherche et de développement fournis à d'autres ministères fédéraux	3,675,000	4,250,769	2,988,365
Agence des télécommunications gouvernementales			
Recettes à valoir sur le Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	177,212,000	202,179,255	177,636,995
Gestion du spectre et opérations régionales			
Droits d'inspection des stations radio	630,000	641,000	610,000
Affaires culturelles et radiodiffusion			
Recettes provenant des services des musées et du patrimoine	850,000	820,044	869,902
Coordination des politiques et gestion intégrée			
Recettes des services de recherche et de développement fournis à d'autres ministères fédéraux	1,993,000	2,097,341	1,976,741
Total du département—Budgétaire	**184,360,000**	**209,988,409**	**184,082,003**
Office national du film			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Opérations de l'Office national du film			
Production et distribution de films et autres documents audiovisuels	7,300,000	11,041,934	11,413,198
Total du programme—Budgétaire	**7,300,000**	**11,041,934**	**11,413,198**
Musées nationaux du Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Musée des beaux-arts du Canada			
Ventes de livres et de souvenirs	2,000,000	2,020,888	3,099,823
Musée canadien des civilisations			
Ventes de livres et de souvenirs	1,275,000	999,121	629,090
Musée national des sciences naturelles			
Ventes de livres et de souvenirs	350,000	255,794	369,447
Musée national des sciences et de la technologie			
Ventes de livres et de souvenirs	650,000	359,906	281,094
Total du programme—Budgétaire	**4,275,000**	**3,635,709**	**4,379,454**
Total du ministère—Budgétaire	**195,935,000**	**224,666,052**	**199,874,655**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Télésat Canada—Dividendes	1,200,000	1,800,000
Biens culturels	1,061	640
	1,201,061	1,800,640
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	229,850	...
Divers	561,620	399,336
	791,470	399,336
Privilèges, licences et permis—		
Service général de radio	357,557	1,008,238
Service non général de radio	85,531,715	60,385,847
Divers	97,128	140,019
	85,986,400	61,534,104
Rémunérations de services—		
Approbation de type et honoraires d'analyse	322,931	304,921
Authentification, analyse et étiquetage	1,460,236	1,582,584
Services facultatifs—Utilisation des installations	2,298	...
Divers	220,129	164,889
	2,005,594	2,052,394
Produits des ventes	33,385	19,386
Autres recettes non fiscales—		
Musée national de la poste	3,000,000	...
Divers	101,511	227,732
	3,101,511	227,732
Total du département	**93,119,421**	**66,033,592** [2]
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	18,792	49,330
Privilèges, licences et permis—		
Frais de licences en radiodiffusion	52,285,984	47,143,198
Frais de télécommunications	8,883,815	8,097,000
	61,169,799	55,240,198
Autres recettes non fiscales	42,943	46,849
Total du programme	**61,231,534**	**55,336,377**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Archives nationales du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	53,397	153,052
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	124,807	194,476
	178,204	347,528
Rémunérations de services—		
Reçus des services de photoduplication	159,907	212,443
Autres recettes non fiscales	2,412	33,007
Total du programme	340,523	592,978
Bibliothèque nationale		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	21,589	74,172
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	109,914	24,624
	131,503	98,796
Rémunérations de services—		
Services automatisés de bibliothèque	1,520,357	1,536,951
Programme des thèses canadiennes	176,056	183,672
Service de livraison de bibliothèque	77,867	84,356
Services de duplication	31,747	36,294
	1,806,027	1,841,273
Autres recettes non fiscales	7,608	6,250
Total du programme	1,945,138	1,946,319

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Musées nationaux du Canada		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	...	(300)[3]
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	371,726	84,938
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	506,255	904,185
	877,981	989,123
Rémunérations de services	5,872,984	4,300,415
Autres recettes non fiscales	757	184,706
Total du programme	6,751,722	5,473,944
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	1,201,061	1,800,340
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,997,950	1,884,113
Privilèges, licences et permis	147,156,199	116,774,302
Rémunérations de services	9,844,512	8,406,525
Produits des ventes	33,385	19,386
Autres recettes non fiscales	3,155,231	498,544
Total du ministère	163,388,338	129,383,210[2]

(1) Intérêt sauf indication contraire.
(2) Au cours de l'exercice, certaines responsabilités ont été transférées à Industrie, Sciences et Technologie sous Agence spatiale canadienne. Donc, les recettes de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $1,642,152.
(3) Ce montant aurait du être crédité à l'article courant 07.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1989-90

Conseil du Trésor

Secrétariat
Contrôleur général

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	9.2
Sommaire du ministère	9.4
Programmes par activité	9.6
Paiements de transfert	9.9
Détail des montants portés au crédit	9.10
Recettes	9.10

Secrétariat

Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique

Objectif

Aider le Conseil du Trésor dans l'exécution de ses responsabilités légales en ce qui touche la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'État.

Description des activités

Gestion des dépenses

En se fondant sur l'analyse des projets et des programmes des ministères, recommander au gouvernement l'acceptation ou la modification de propositions particulières relatives aux dépenses, afin

- de tenir compte de la priorité que le gouvernement attribue aux objectifs;
- d'accroître l'efficacité des programmes actuels et des programmes proposés;
- d'utiliser de façon plus efficace les années-personnes, les installations, l'équipement, le matériel et les approvisionnements destinés à l'exécution des programmes;
- d'établir le Budget des dépenses à faire approuver par le Parlement.

Gestion du personnel

Élaborer, diffuser et évaluer les politiques, les règlements, les normes et les systèmes concernant le personnel ainsi que les conditions d'emploi pour permettre aux gestionnaires de gérer et de retenir les ressources humaines nécessaires à la réalisation des programmes gouvernementaux.

Relations de travail

Élaborer et appliquer des politiques favorisant des rapports efficients entre employeur et employés dans la Fonction publique fédérale.

Politique administrative

Élaborer, diffuser et évaluer des politiques, règlements, normes et systèmes administratifs et concernant l'information afin de maintenir la probité et la prudence dans l'acquisition et l'utilisation des biens et services nécessaires à la réalisation efficace des programmes gouvernementaux.

Langues officielles

Élaborer, diffuser et évaluer des politiques et programmes de langues officielles dans la Fonction publique fédérale.

Gestion des biens immobiliers

L'amélioration de la gestion du portefeuille fédéral des propriétés immobilières et de l'efficacité des politiques régissant les services des propriétés immobilières et l'occupation de ces propriétés.

Administration centrale

Comprend les services de haute direction au Secrétariat et les services d'information, des finances, du personnel et d'administration.

Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale

Objectif

Fournir des fonds pour les dépenses imprévues qui surviennent après le dépôt du Budget des dépenses principal et pour les programmes gérés par l'administration centrale.

Description des activités

Éventualités du gouvernement

Fournir des fonds pour les dépenses salariales résultant des ententes négociées et non négociées, pour les autres besoins de la liste de paye qui ne figurent pas au budget du ministère et pour d'autres dépenses diverses imprévisibles lors du dépôt du Budget des dépenses principal.

Projets de création d'emplois

Fournir des fonds pour les projets approuvés pendant l'exercice financier dans le cadre de la stratégie d'emploi du gouvernement.

Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance

Objectif

Fournir la contribution du gouvernement à titre d'employeur aux régimes d'assurance et d'avantages sociaux des employés et pour les paiements effectués en vertu de certains régimes de pensions résiduels.

Description des activités

Assurances de la Fonction publique

Fournir les contributions de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux sur la liste de paye et à la réduction de la part des primes d'assurance-chômage versée par les employés.

Pensions de la Fonction publique

Fournir, en vertu de la Loi sur la mise au point des pensions du service public, les paiements de l'employeur prévus par les lois antérieures sur la pension et la retraite et les frais des régimes de pensions et de sécurité sociale des employés engagés sur place à l'étranger.

Programme d'affectation temporaire

Objectif

Fournir des cadres et des hauts fonctionnaires pour accomplir provisoirement des tâches hautement prioritaires, en réponse à des demandes de ministères, d'organismes et de sociétés d'État.

Contrôleur général

Objectif

Voir à l'établissement et au maintien, au sein de l'administration fédérale, de pratiques de gestion valables, par l'élaboration de politiques et de normes en matière de planification, de rapports et de contrôles financiers et opérationnels, et par l'encouragement et le contrôle du perfectionnement par les ministères et organismes de leurs pratiques de gestion financière et opérationnelle.

Description des activités

Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion

L'objectif de cet élément de programme consiste à établir et à maintenir, au sein de l'administration fédérale, un système de comptabilité et de rapports valables concernant les finances et la gestion. Cet objectif est poursuivi en élaborant et en mettant en oeuvre des politiques en matière de finances, de comptabilité et de rapports connexes, y compris des lignes directrices sur la présentation et la teneur du Budget des dépenses et des Comptes publics ainsi que des spécifications pour la mise au point de systèmes financiers; en assurant aux ministères et organismes un service d'interprétation de politiques financières; en participant au recrutement d'agents financiers et à leur perfectionnement; et en apportant une aide aux autres organismes centraux pour l'élaboration de mesures législatives et de politiques touchant le contrôle et l'obligation de rendre compte qui incombent aux ministères et aux sociétés d'État, afin que ces lois et politiques soient conformes aux principes mis de l'avant par le gouvernement en matière de comptabilité et de rapports.

Vérification et évaluation

L'objectif de cet élément de planification consiste à faire établir et maintenir, par les ministères et les organismes, des processus d'examen valables. Il s'agit notamment d'élaborer des politiques, des lignes directrices et des normes ayant trait à l'évaluation des programmes et à la vérification interne; de fournir une aide aux ministères et aux organismes pour la mise en oeuvre des politiques d'évaluation et de vérification; de contrôler les pratiques d'évaluation et de vérification; de participer à la formation et au perfectionnement des gestionnaires, des évaluateurs de programmes et des vérificateurs internes; et d'élaborer, de concert avec les autres organismes centraux, les plans d'évaluation de programme et de vérification interne du gouvernement de manière à coordonner les demandes de renseignements sur l'évaluation et la vérification et l'utilisation appropriée de ces données.

Administration

Cet élément de programme comprend la gestion et le soutien des activités susmentionnées, ainsi que la prestation de services financiers, administratifs et du personnel.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Secrétariat				
						Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique				
...	63,508,000	...	...	63,508,000	1	**Dépenses du programme**				
...	...	2,820,000	...	2,820,000	1b	**Dépenses du programme**				
...	...	...	2,102,813	2,102,813		**Virement du CT, crédit 5[(1)]**				
...	63,508,000	2,820,000	2,102,813	68,430,813		Total—Crédit 1	68,404,622	26,191	...	61,055,179
...	6,000,000	...	...	6,000,000	3	**Paiements aux sociétés d'État en vertu de la Loi sur les langues officielles**	1,193,285	4,806,715	...	...
...	47,800	...	400	48,200	(S)	**Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile**	48,200	...	...	30,829
...	6,399,000	...	...	6,399,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	6,399,000	...	...	5,965,000
...	...	...	2,031	2,031	(S)	**Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents**	2,031	...	...	1,564
...	**75,954,800**	**2,820,000**	**2,105,244**	**80,880,044**		**Total du programme—Budgétaire**	**76,047,138**	**4,832,906**	...	**67,052,572**
						Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale				
...	360,000,000	...	...	360,000,000	5	**Éventualités du gouvernement**				
...	...	375,000,000	...	375,000,000	5b	**Éventualités du gouvernement**				
...	...	...	(497,491,790)	(497,491,790)		**Virements à ce ministère et aux autres ministères**				
...	360,000,000	375,000,000	(497,491,790)	237,508,210		Total—Crédit 5	...	237,508,210	...	...
...	180,000,000	...	...	180,000,000	10	**Projets de création d'emplois**				
...	...	...	(180,000,000)	(180,000,000)		**Virements aux autres ministères**				
...	180,000,000	...	(180,000,000)	...		Total—Crédit 10	...	...	...	...
...	**540,000,000**	**375,000,000**	**(677,491,790)**	**237,508,210**		**Total du programme—Budgétaire**	...	**237,508,210**	...	...
						Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
...	368,865,000	...	...	368,865,000	15	**Assurance de la Fonction publique**				
...	...	...	8,500,000	8,500,000		**Virement du CT, crédit 5[(1)]**				
...	368,865,000	...	8,500,000	377,365,000		Total—Crédit 15	377,322,885	42,115	...	278,858,964
...	100,000	...	125,985	225,985	(S)	**Pensions de la Fonction publique (Loi sur la mise au point des pensions du service public)**	225,985	...	...	247,509

...	...	...	32,391,046	32,391,046	(S)	Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage	32,391,046	...	...	(14,466,725)
...	**368,965,000**	...	**41,017,031**	409,982,031		**Total du programme—Budgétaire**	409,939,916	**42,115**	...	**264,639,748**
						Programme d'affectation temporaire				
...	446,000	...	...	446,000	20	Dépenses du programme				
...	...	...	400,000	400,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	446,000	...	400,000	846,000		Total—Crédit 20	748,826	97,174	...	812,296
...	387,000	...	...	387,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	387,000	...	...	493,000
...	**833,000**	...	**400,000**	1,233,000		**Total du programme—Budgétaire**	1,135,826	**97,174**	...	**1,385,296**
...	**985,752,000**	**377,820,000**	**(633,969,515)**	729,603,285		**Total du secrétariat—Budgétaire**	487,122,880	**242,480,405**	...	**332,997,616**
						Contrôleur général				
...	13,248,000	...	...	13,248,000	25	Dépenses du programme				
...	...	1,207,000	...	1,207,000	25b	Dépenses du programme				
...	...	...	50,000	50,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	13,248,000	1,207,000	50,000	14,505,000		Total—Crédit 25	14,475,497	29,503	...	11,265,235
...	1,477,000	...	...	1,477,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,477,000	...	...	1,311,000
...	**14,725,000**	**1,207,000**	**50,000**	**15,982,000**		**Total du programme—Budgétaire**	15,952,497	**29,503**	...	**12,576,235**
...	**1,000,477,000**	**379,027,000**	**(633,919,515)**	**745,585,285**		**Total du ministère—Budgétaire**	**503,075,377**	**242,509,908**	...	**345,573,851**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Secrétariat				
								Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique				
								Fonctionnement				
...	11,973,000	165,000	...	(354,187)	(102,820)	...	11,680,993	**Gestion des dépenses**	11,679,706	1,287	...	10,625,976
...	18,379,000	2,204,000	...	(1,194,081)	62,363	...	19,451,282	**Gestion du personnel**	19,396,887	54,395	...	18,624,403
...	6,142,000	125,000	...	54,000	(50,178)	...	6,270,822	**Relations de travail**	6,300,160	(29,338)	...	5,911,919
...	7,469,000	101,000	...	256,351	14,711	...	7,841,062	**Politique administrative**	7,839,564	1,498	...	6,403,073
...	11,652,000	...	...	(237,323)	(18,803)	...	11,395,874	**Langues officielles**	6,587,461	4,808,413	...	5,067,055
...	4,100,000	...	...	17,779	12,201	...	4,129,980	**Gestion des biens immobiliers**	4,102,959	27,021	...	3,527,929
...	15,162,800	225,000	...	1,099,000	84,957	...	16,571,757	**Administration centrale**	16,602,127	(30,370)	...	14,952,546
...	74,877,800	2,820,000	...	(358,461)	2,431	...	77,341,770	**Total—Fonctionnement**	72,508,864	4,832,906	...	65,112,901
								Capital				
...	153,000	...	...	(30,914)	...	...	122,086	**Gestion des dépenses**	122,086	...	...	374,737
...	330,000	...	...	434,995	...	...	764,995	**Gestion du personnel**	764,995	...	...	507,793
...	169,000	...	...	7,091	...	...	176,091	**Relations de travail**	176,091	...	...	205,154
...	117,000	...	...	209,648	...	...	326,648	**Politique administrative**	326,648	...	...	274,907
...	63,000	...	...	123,159	...	...	186,159	**Langues officielles**	186,159	...	...	65,642
...	80,000	...	...	(8,926)	...	...	71,074	Gestion des biens immobiliers	71,074	...	...	85,412
...	...	...	...	1,721,221	...	...	1,721,221	Administration centrale	1,721,221	...	...	111,026
...	912,000	...	...	2,456,274	...	...	3,368,274	Total—Capital	3,368,274	...	...	1,624,671
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	5,000	...	...	5,000	Politique administrative	5,000	...	...	...
...	165,000	...	...	...	...	...	165,000	Administration centrale	165,000	...	...	315,000
...	165,000	...	...	5,000	...	...	170,000	Total—Paiements de transfert	170,000	...	...	315,000
								Sommaire du programme				
...	12,126,000	165,000	...	(385,101)	(102,820)	...	11,803,079	Gestion des dépenses	11,801,792	1,287	...	11,000,713
...	18,709,000	2,204,000	...	(759,086)	62,363	...	20,216,277	Gestion du personnel	20,161,882	54,395	...	19,132,196
...	6,311,000	125,000	...	61,091	(50,178)	...	6,446,913	Relations de travail	6,476,251	(29,338)	...	6,117,073
...	7,586,000	101,000	...	470,999	14,711	...	8,172,710	Politique administrative	8,171,212	1,498	...	6,677,980
...	11,715,000	...	...	(114,164)	(18,803)	...	11,582,033	Langues officielles	6,773,620	4,808,413	...	5,132,697
...	4,180,000	...	...	8,853	12,201	...	4,201,054	Gestion des biens immobiliers	4,174,033	27,021	...	3,613,341
...	15,327,800	225,000	...	2,820,221	84,957	...	18,457,978	Administration centrale	18,488,348	(30,370)	...	15,378,572
...	**75,954,800**	**2,820,000**	**...**	**2,102,813**	**2,431**	**...**	**80,880,044**	**Total du programme—Budgétaire**	**76,047,138**	**4,832,906**	**...**	**67,052,572**

								Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale				
								Fonctionnement				
...	360,000,000	375,000,000	(486,438,977)	(11,052,813)	...	...	237,508,210	Éventualités du gouvernement	...	237,508,210	...	...
...	180,000,000	...	(180,000,000)	...	...	...	...	Projets de création d'emplois	...	...	...	...
...	**540,000,000**	**375,000,000**	**(666,438,977)**	**(11,052,813)**	**...**	**...**	**237,508,210**	**Total du programme—Budgétaire**	**...**	**237,508,210**	**...**	**...**
								Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
								Fonctionnement				
...	392,793,000	...	...	8,500,000	...	(40,023,000)	361,270,000	Assurances de la Fonction publique	365,720,785	(4,450,785)	...	268,562,708
...	16,095,000	...	...	...	...	...	16,095,000	Pensions de la Fonction publique	11,602,100	4,492,900	...	10,296,256
...	...	...	...	...	32,391,046	...	32,391,046	Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage	32,391,046	...	...	(14,466,725)
...	(40,023,000)	...	...	...	...	40,023,000	..	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	368,865,000	...	...	8,500,000	32,391,046	...	409,756,046	Total—Fonctionnement	409,713,931	42,115	...	264,392,239
								Paiements de transfert				
...	100,000	...	...	...	125,985	...	225,985	Pensions de la Fonction publique	225,985	...	...	247,509
								Sommaire du programme				
...	352,770,000	...	...	8,500,000	...	...	361,270,000	Assurances de la Fonction publique	365,720,785	(4,450,785)	...	268,562,708
...	16,195,000	...	...	...	125,985	...	16,320,985	Pensions de la Fonction publique	11,828,085	4,492,900	...	10,543,765
...	...	...	...	...	32,391,046	...	32,391,046	Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage	32,391,046	...	...	(14,466,725)
...	**368,965,000**	**...**	**...**	**8,500,000**	**32,517,031**	**...**	**409,982,031**	**Total du programme—Budgétaire**	**409,939,916**	**42,115**	**...**	**264,639,748**
								Programme d'affectation temporaire				
								Fonctionnement				
...	2,944,000	...	...	400,000	...	(2,111,000)	1,233,000	Affectations	1,135,826	97,174	...	1,305,296
...	(2,111,000)	...	...	...	...	2,111,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	**833,000**	**...**	**...**	**400,000**	**...**	**...**	**1,233,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,135,826**	**97,174**	**...**	**1,305,296**
...	**985,752,800**	**377,820,000**	**(666,438,977)**	**(50,000)**	**32,519,462**	**...**	**729,603,285**	**Total du secrétariat—Budgétaire**	**487,122,880**	**242,480,405**	**...**	**332,997,616**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Contrôleur général				
								Fonctionnement				
...	7,292,000	1,142,000	...	24,050	...	...	8,458,050	Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion	7,721,127	736,923	...	5,794,747
...	4,455,000	...	...	16,250	...	...	4,471,250	Vérification et évaluation	4,441,810	29,440	...	3,995,020
...	2,978,000	...	...	9,700	...	...	2,987,700	Administration	3,265,644	(277,944)	...	2,508,055
...	14,725,000	1,142,000	...	50,000	...	...	15,917,000	Total—Fonctionnement	15,428,581	488,419	...	12,297,822
								Capital				
...	...	65,000	...	...	...	...	65,000	Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion	409,709	(344,709)	...	129,564
...	...	...	...	...	...	...	...	Vérification et évaluation	87,218	(87,218)	...	126,454
...	...	...	...	...	...	...	...	Administration	26,989	(26,989)	...	22,395
...	...	65,000	...	...	...	...	65,000	Total—Capital	523,916	(458,916)	...	278,413
								Sommaire du programme				
...	7,292,000	1,207,000	...	24,050	...	...	8,523,050	Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion	8,130,836	392,214	...	5,924,311
...	4,455,000	...	...	16,250	...	...	4,471,250	Vérification et évaluation	4,529,028	(57,778)	...	4,121,474
...	2,978,000	...	...	9,700	...	...	2,987,700	Administration	3,292,633	(304,933)	...	2,530,450
...	**14,725,000**	**1,207,000**	**...**	**50,000**	**...**	**...**	**15,982,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**15,952,497**	**29,503**	**...**	**12,576,235**
...	**1,000,477,000**	**379,827,000**	**(666,438,977)**	**...**	**32,519,462**	**...**	**745,585,285**	**Total du ministère—Budgétaire**	**503,075,377**	**242,509,908**	**...**	**345,573,851**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Secrétariat				
							Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique				
							Subventions				
							Administration centrale				
...	165,000	...	...	...	...	165,000	Le Conference Board du Canada	165,000	...	...	165,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	150,000
...	**165,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**165,000**	**Total—Subventions**	**165,000**	**...**	**...**	**315,000**
							Contributions				
							Politique administrative				
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Association canadienne de normalisation	5,000	...	...	...
...	**...**	**...**	**...**	**5,000**	**...**	**5,000**	**Total—Contributions**	**5,000**	**...**	**...**	**...**
							Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Politique administrative	5,000	...	...	...
...	165,000	...	...	...	...	165,000	Administration centrale	165,000	...	...	315,000
...	**165,000**	**...**	**...**	**5,000**	**...**	**170,000**	**Total du programme**	**170,000**	**...**	**...**	**315,000**
							Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
							Subventions				
							Pensions de la Fonction publique				
...	100,000	...	...	...	125,985	225,985	(S) Loi sur la mise au point des pensions du service public	225,985	...	...	241,509
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6,000
...	**100,000**	**...**	**...**	**...**	**125,985**	225,985	**Total du programme**	225,985	**...**	**...**	**247,509**
...	**265,000**	**...**	**...**	**5,000**	**125,985**	395,985	**Total du secrétariat**	395,985	**...**	**...**	**562,509**
...	**265,000**	**...**	**...**	**5,000**	**125,985**	395,985	**Total du ministère**	395,985	**...**	**...**	**562,509**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Secrétariat			
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Assurances de la Fonction publique			
Recettes des fonds renouvelables	40,023,000	42,393,322	42,442,220
Total du programme—Budgétaire	**40,023,000**	42,393,322	**42,442,220**
Programme d'affectation temporaire			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Affectations			
Traitements des employés prêtés à d'autres départements et organismes du gouvernement fédéral	2,111,000	1,016,630	1,256,949
Total du programme—Budgétaire	**2,111,000**	**1,016,630**	**1,256,949**
Total du secrétariat—Budgétaire	**42,134,000**	**43,409,952**	**43,699,169**
Total du ministère—Budgétaire	**42,134,000**	**43,409,952**	**43,699,169**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Secrétariat		
Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Biens et services	183,333	141,914
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	854,044	322,093
	1,037,377	464,007
Rémunérations de services—		
Demandes—Accès à l'information	229	395
Produits des ventes—		
Vente de publications	1,554	228
Autres recettes non fiscales—		
Frais de stationnement	6,928,344	6,575,283
Divers	83,004	53,315
	7,011,348	6,628,598
Total du programme	**8,050,508**	**7,093,228**
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	...	31,801
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	(1,324)
	...	30,477
Autres recettes non fiscales	63,917	61,065
Total du programme	**63,917**	**91,542**
Programme d'affectation temporaire		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Traitements et bénéfices	12,964	...
Total du programme	**12,964**	**...**
Total du secrétariat	**8,127,389**	**7,184,770**

cettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
rôleur général		
ttes non fiscales—		
couvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	76,746	67
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	134,012	24,327
	210,758	24,394
munérations de services	10	...
tres recettes non fiscales	90,471	39,390
l du programme	**301,239**	**63,784**
maire du ministère		
cettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,261,099	**518,878**
Rémunérations de services	239	**395**
Produits des ventes	1,554	**228**
Autres recettes non fiscales	7,165,736	**6,729,053**
l du ministère	**8,428,628**	**7,248,584**

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1989-90

Conseil privé

Département
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports
Directeur général des élections
Commissaire aux langues officielles
Conseil économique du Canada
Administration du pipe-line du Nord
Commission des relations de travail dans la Fonction publique
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	10.2
Sommaire du ministère	10.5
Programmes par activité	10.8
Paiements de transfert	10.12
Recettes	10.13

Département

Objectif

Assurer le fonctionnement et le soutien du mécanisme central de prise de décisions du gouvernement.

Description des activités

Cabinet du Premier ministre
Fonctionnement du cabinet du Premier ministre, de sa résidence, et indemnités à l'ancien Premier ministre et à la veuve de l'ancien Premier ministre.

Cabinets de ministres
Administration des cabinets qui s'acquittent des fonctions assignées par le Premier ministre.

Bureau du Conseil privé
Préparation et diffusion de documents et de rapports destinés au Cabinet et aux comités du Cabinet.

Bureau des relations fédérales-provinciales
Prestation auprès du Premier ministre de services de personnel aux fins de relations fédérales-provinciales et du processus d'examen de la question constitutionnelle.

Commissions d'enquête et groupes de travail
Fonds pour les commissions d'enquête, les groupes de travail et les autres personnes ou groupes de personnes nommés en vue de formuler des recommandations sur des questions précises.

Bureau du conseiller supérieur auprès du Cabinet
Prestation de conseils à l'intention du Premier ministre et du Cabinet sur l'orientation générale des politiques du gouvernement.

Administration
Services financiers, services du personnel et services de soutien administratif.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Objectif

Fournir des services administratifs et des services de soutien pour les réunions des premiers ministres ainsi que pour des réunions fédérales-provinciales et interprovinciales de ministres et de hauts fonctionnaires.

Description de l'activité

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes
Planification, coordination et exécution des dispositions administratives nécessaires à la bonne marche des conférences, y compris la rédaction de l'ordre du jour et du programme des conférences, l'impression, la traduction et la distribution des documents relatifs aux conférences, l'organisation des services relatifs à l'interprétation, à la presse et à la sécurité, la rédaction des comptes rendus textuels et autres des délibérations des conférences.

Services de documentation et d'information relatifs aux réunions intergouvernementales, y compris la codification et la garde des documents relatifs aux conférences, et un service de consultation de cette documentation offert aux gouvernements.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Objectif

Promouvoir la sécurité des transports.

Description de l'activité

Promouvoir la sécurité des transports
Exécution d'enquêtes indépendantes, d'analyses, d'études et de rapports publics portant sur des accidents de transport, des incidents ou des conditions et situations dangereuses liés au fonctionnement d'un aéronef, d'un navire, de matériel ferroviaire ou de productoducs dans le but d'en détermniner les causes et les facteurs contributifs, d'identifier les manquements à la sécurité et de formuler des recommandations visant à éliminer ou à réduire ces manquements à la sécurité des transports.

Directeur général des élections

Objectif

Assurer au corps électoral canadien l'exercice de son droit de suffrage aux élections des membres de la Chambre des communes, en conformité avec la Loi électorale du Canada, et des membres du Conseil des Territoires du Nord-Ouest, en conformité avec la Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, assurer le respect de toutes les dispositions de la Loi électorale du Canada, assurer une représentation des provinces à la Chambre des communes en conformité avec la Loi constitutionnelle de 1982 et fournir l'aide technique, administrative et financière aux 11 commissions de délimitations des circonscriptions électorales établies en conformité avec la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales.

Description des activités

Élections

- Loi électorale du Canada—Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des présidents d'élection des circonscriptions tant fédérales que territoriales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel d'élection à transmettre aux présidents d'élection lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux candidats et aux partis politiques, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi.
- Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales—Assigner par province le nombre de membres à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements aux 11 commissions de délimitations des circonscriptions électorales. Fournir aux 11 commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les 11 commissions afin d'être payés à même le Trésor.

Administration

Fonctionnement de l'administration centrale à Ottawa, y compris l'examen et l'étude des procédures électorales et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de cahiers d'instructions à l'intention des officiers d'élection, des candidats et des partis politiques et le paiement des dépenses administratives et réglementaires.

Commissaire aux langues officielles

Objectif

Assurer la reconnaissance de chacune des langues officielles et faire respecter l'esprit de la Loi sur les langues officielles.

Description de l'activité

Commissaire aux langues officielles

Instruire les plaintes reçues et formuler des recommandations propres à corriger les infractions et prévenir la répétition des contraventions à la Loi sur les langues officielles. Présenter des rapports au gouverneur en conseil ou exercer un recours devant la Cour fédérale concernant certaines infractions à la Loi lorsque le Commissaire aux langues officielles a épuisé tous les autres recours à sa disposition. Entreprendre des vérifications et des études destinées à évaluer le rendement des institutions fédérales en matière de langues officielles et leur recommander les correctifs appropriés. Veiller à l'exécution de l'engagement du gouvernement de promouvoir le français et l'anglais dans la société canadienne et à l'épanouissement des minorités linguistiques. Présenter régulièrement au Parlement des rapports sur le respect de la Loi. Comparaître régulièrement devant le Comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes sur les langues officielles et formuler sur demande des observations sur les politiques et les programmes des langues officielles et sur le rendement des ministères, organismes et sociétés d'État. Concevoir et mettre en oeuvre des programmes d'information publique.

Conseil économique du Canada

Objectif

Formuler des conseils et des recommandations sur la façon dont le Canada peut atteindre les plus hauts niveaux d'emploi et de production efficace, à moyen et à long termes, afin que le pays puisse connaître un rythme accéléré et soutenu d'expansion économique et que tous les Canadiens puissent participer à la hausse du niveau de vie.

Description de l'activité

Travaux en cours au Conseil économique

Dans la vaste gamme de fonctions stipulées par la Loi, trois ensembles d'activités décrivent le programme:

- effectuer des recherches économiques et des analyses de politiques, organiser des consultations avec les représentants de tous les groupes socio-économiques et élaborer ses propres recommandations en matière de politique économique;
- faire connaître ses résultats et ses recommandations aux décideurs de tous les secteurs économiques pour qu'ils en tiennent compte dans l'élaboration de leurs propres politiques et stratégies ayant une incidence directe sur la performance de l'économie; et
- promouvoir une appréciation plus complète des questions et problèmes économiques dans tout le pays.

Administration du pipe-line du Nord

Objectif

Faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel au mieux des intérêts du Canada, tel que décrit dans la Loi sur le pipe-line du Nord.

Description de l'activité

Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel

Donner effet à l'Accord entre le Canada et les États-Unis en date du 20 septembre 1977; faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line, en tenant compte des intérêts locaux, régionaux et nationaux, y compris ceux des peuples autochtones, et satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral à l'égard du pipe-line; faciliter les consultations avec le gouvernement des provinces et des territoires et assurer avec eux une meilleure coordination des activités; maximiser les avantages sociaux et économiques tout en minimisant toutes répercussions fâcheuses sur le milieu social et sur l'environnement; promouvoir les intérêts économiques et énergétiques nationaux et assurer la plus grande participation possible des Canadiens à tous les aspects de la planification du pipe-line, de sa construction et des fournitures nécessaires à cette fin.

Commission des relations de travail dans la Fonction publique

Objectif

Fixer les cadres à l'intérieur desquels doivent s'exercer les divers droits et être assumées les diverses responsabilités des parties à la négociation collective dans la Fonction publique, et procurer à ces parties des renseignements sur les taux de rémunération et autres conditions d'emploi au Canada.

Description des activités

Administration des relations de travail

La Commission des relations de travail dans la Fonction publique est le tribunal quasi judiciaire établi par la loi qui a été chargé d'appliquer la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique. Cette Loi a créé un régime de négociation collective et une procédure de règlement des griefs dans la Fonction publique fédérale. La Commission est mandatée, en tant que tierce partie neutre, pour régler, par son aide ou par une décision, les différends liés à la négociation, à l'application et à l'interprétation des conventions collectives, à l'imposition de mesures disciplinaires et à toute autre affaire tombant sous le coup de la Loi.

La Commission abrite également le Conseil national mixte dans ses locaux et lui fournit des services de soutien administratif. Le CNM est un organisme consultatif composé de représentants de l'employeur et des employés et chargé des négociations sur les conditions de travail qui ne se prêtent pas à la négociation groupe par groupe.

Bureau de recherches sur les traitements

Le Bureau de recherches sur les traitements fait des enquêtes et des recherches sur les taux de rémunération, les avantages sociaux et les conditions de travail d'employés dont les fonctions sont comparables à celles de groupes d'employés dans la Fonction publique qui sont visés par le régime de négociation établi par la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique. Le Bureau fait aussi des travaux semblables à l'égard de groupes qui sont exclus de ce régime.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Objectif

Assurer une surveillance externe de la façon dont le Service canadien du renseignement de sécurité exerce ses fonctions; et examiner les plaintes déposées par des particuliers ou les rapports présentés par des ministres relativement à des habilitations de sécurité ou de la sécurité nationale du Canada.

Description de l'activité

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Le Comité de surveillance effectue des recherches, entreprend des études, procède à des vérifications de conformité et, une fois l'an, présente au Parlement un rapport sur les activités du Service canadien du renseignement de sécurité. En outre, il fait enquête sur des dossiers pertinents, tient des audiences, assigne des témoins et présente des rapports aux administrateurs généraux et aux ministres concernés, ou au gouverneur en conseil.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses (Indiquées dans)	Budgets des dépenses supplémentaires (Indiquées dans)	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	48,674,000	...	...	48,674,000	1	Dépenses du programme				
...	...	8,919,700	...	8,919,700	1c	Dépenses du programme				
...	48,674,000	8,919,700	...	57,593,700		Total—Crédit 1	56,257,689	1,336,011	...	41,578,975
...	70,600	...	600	71,200	(S)	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	71,200	...	...	69,100
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Vice-premier ministre et président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	42,950
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	46,825
...	22,000	...	(2,464)	19,536	(S)	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile	19,536	...	..	20,533
...	40,200	...	...	40,200	(S)	Indemnité à l'ancien Premier ministre	40,200	...	...	40,200
...	8,333	...	(2,195)	6,138	(S)	Indemnité à la veuve de l'ancien Premier ministre	6,138	...	...	8,333
...	4,462,000	...	...	4,462,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,462,000	...	...	4,338,000
...	**53,372,733**	**8,919,700**	**(3,259)**	**62,289,174**		**Total du département—Budgétaire**	**60,953,163**	**1,336,011**	**...**	**46,144,916**
						Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
...	3,015,000	...	...	3,015,000	5	Dépenses du programme				
...	...	300,000	...	300,000	5c	Dépenses du programme				
...	3,015,000	300,000	...	3,315,000		Total—Crédit 5	3,174,735	140,265	...	2,458,920
...	155,000	...	...	155,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	155,000	...	...	157,000
...	**3,170,000**	**300,000**	**...**	**3,470,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,329,735**	**140,265**	**...**	**2,615,920**
						Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
...	...	12,177,000	...	12,177,000	6b	Dépenses du programme	...	12,177,000	...	...
...	**...**	**12,177,000**	**...**	**12,177,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**...**	**12,177,000**	**...**	**...**
						Directeur général des élections				
...	2,464,000	...	...	2,464,000	10	Dépenses du programme	2,303,285	160,715	...	1,909,746
...	128,000	...	61,765	189,765	(S)	Traitement du directeur général des élections	189,765	...	...	127,759
...	1,000,000	18,300,000	464,156	19,764,156	(S)	Dépenses d'élection (Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982 et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales)	19,764,156	...	...	100,232,182

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	329,000	...	...	329,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	329,000	...	...	299,000
...	**3,921,000**	**18,300,000**	**525,921**	**22,746,921**		**Total du programme—Budgétaire**	**22,586,206**	**160,715**	**...**	**102,568,687**
						Commissaire aux langues officielles				
...	11,079,000	...	...	11,079,000	15	Dépenses du programme				
...	...	...	494,000	494,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	11,079,000	...	494,000	11,573,000		Total—Crédit 15	11,523,310	49,690	...	10,404,568
...	1,190,000	...	...	1,190,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,190,000	...	...	1,134,000
...	**12,269,000**	**...**	**494,000**	**12,763,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**12,713,310**	**49,690**	**...**	**11,538,568**
						Conseil économique du Canada				
...	8,532,000	...	...	8,532,000	20	Dépenses du programme				
...	...	...	185,000	185,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	8,532,000	...	185,000	8,717,000		Total—Crédit 20	8,707,103	9,897	...	8,600,165
...	983,000	...	...	983,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	983,000	...	...	998,000
...	**9,515,000**	**...**	**185,000**	**9,700,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**9,690,103**	**9,897**	**...**	**9,598,165**
						Administration du pipe-line du Nord[2]				
...	207,000	...	...	207,000	25	Dépenses du programme				
...	...	183,000	...	183,000	25c	Dépenses du programme				
...	207,000	183,000	...	390,000		Total—Crédit 25	179,877	210,123	...	181,551
...	22,000	...	...	22,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,000	...	...	32,000
...	**229,000**	**183,000**	**...**	**412,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**201,877**	**210,123**	**...**	**213,551[2]**
						Commission des relations de travail dans la Fonction publique				
...	8,690,000	...	...	8,690,000	30	Dépenses du programme				
...	...	...	440,446	440,446		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	8,690,000	...	440,446	9,130,446		Total—Crédit 30	8,992,429	138,017	...	8,168,966
...	997,000	...	...	997,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	997,000	...	...	1,020,000
...	**9,687,000**	**...**	**440,446**	**10,127,446**		**Total du programme—Budgétaire**	**9,989,429**	**138,017**	**...**	**9,188,966**

						Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
...	1,314,000	...	...	1,314,000	35	Dépenses du programme	1,308,152	5,848	...	1,284,114
...	91,000	...	...	91,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	91,000	...	...	89,000
...	**1,405,000**	**...**	**...**	**1,405,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,399,152**	**5,848**	**...**	**1,373,114**
...	**93,568,733**	**39,879,700**	**1,642,108**	**135,090,541**		**Total du ministère—Budgétaire**	**120,862,975**	**14,227,566**	**...**	**183,241,887**[2]

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

(2) Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée de Transports. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $213,551.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	5,993,133	...	...	460,000	85,440	...	6,538,573	Cabinet du Premier ministre	7,003,271	(464,698)	...	5,927,661
...	4,743,600	...	...	...	(94,406)	...	4,649,194	Cabinets de ministres	3,657,035	992,159	...	3,791,234
...	13,553,000	...	...	...	(159,160)	...	13,393,840	Bureau du Conseil privé	13,513,417	(119,577)	...	12,035,176
...	6,192,000	...	...	...	(117,765)	...	6,074,235	Bureau des relations fédérales-provinciales	5,071,377	1,002,858	...	3,716,879
...	5,053,000	8,919,700	...	(460,000)	329,522	...	13,842,222	Commisssions d'enquête et groupes de travail	11,550,636	2,291,586	...	2,593,503
...	285,000	...	...	...	(17,409)	...	267,591	Bureau du conseiller supérieur auprès du Cabinet	129,182	138,409	...	255,339
...	15,009,000	...	...	...	(29,481)	...	14,979,519	Administration	16,712,984	(1,733,465)	...	15,255,830
...	50,828,733	8,919,700	...	...	(3,259)	...	59,745,174	Total—Fonctionnement	57,637,902	2,107,272	...	43,575,622
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Cabinets de ministres	...	...	...	1,895
...	...	...	...	...	...	...	...	Bureau du Conseil privé	117,366	(117,366)	...	5,365
...	...	...	...	...	...	...	...	Bureau des relations fédérales-provinciales	23,763	(23,763)	...	3,980
...	...	...	...	...	...	...	...	Commisssions d'enquête et groupes de travail	694,886	(694,886)	...	317,841
...	2,479,000	...	...	...	...	...	2,479,000	Administration	2,414,246	64,754	...	2,117,681
...	2,479,000	...	...	...	...	...	2,479,000	Total—Capital	3,250,261	(771,261)	...	2,446,762
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	...	...	...	...	Bureau du Conseil privé	...	...	...	7,532
...	65,000	...	...	...	...	...	65,000	Bureau des relations fédérales-provinciales	65,000	...	...	65,000
...	...	...	...	...	...	...	...	Commisssions d'enquête et groupes de travail	...	...	...	50,000
...	65,000	...	...	...	...	...	65,000	Total—Paiements de transfert	65,000	...	...	122,532
								Sommaire du département				
...	5,993,133	...	...	460,000	85,440	...	6,538,573	Cabinet du Premier ministre	7,003,271	(464,698)	...	5,927,661
...	4,743,600	...	...	...	(94,406)	...	4,649,194	Cabinets de ministres	3,657,035	992,159	...	3,793,129
...	13,553,000	...	...	...	(159,160)	...	13,393,840	Bureau du Conseil privé	13,630,783	(236,943)	...	12,048,073
...	6,257,000	...	...	...	(117,765)	...	6,139,235	Bureau des relations fédérales-provinciales	5,160,140	979,095	...	3,785,859

...	5,053,000	8,919,700	...	(460,000)	329,522	...	13,842,222	Commisssions d'enquête et groupes de travail	12,245,522	1,596,700	...	2,961,344
...	285,000	...	...	...	(17,409)	...	267,591	Bureau du conseiller supérieur auprès du Cabinet	129,182	138,409	...	255,339
...	17,488,000	...	...	...	(29,481)	...	17,458,519	Administration	19,127,230	(1,668,711)	...	17,373,511
...	**53,372,733**	**8,919,700**	**...**	**...**	**(3,259)**	**...**	**62,289,174**	**Total du département—Budgétaire**	**60,953,163**	**1,336,011**	**...**	**46,144,916**
								Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
...	3,163,000	300,000	...	...	...	...	3,463,000	Fonctionnement	3,295,636	167,364	...	2,602,742
...	7,000	...	...	...	...	...	7,000	Capital	34,099	(27,099)	...	13,178
...	**3,170,000**	**300,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**3,470,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,329,735**	**140,265**	**...**	**2,615,920**
								Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
...	...	11,466,000	...	...	...	...	11,466,000	Fonctionnement	...	11,466,000	...	...
...	...	711,000	...	...	...	...	711,000	Capital	...	711,000	...	...
...	**...**	**12,177,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**12,177,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**...**	**12,177,000**	**...**	**...**
								Directeur général des élections				
								Fonctionnement				
...	1,000,000	18,300,000	...	...	(13,311,406)	...	5,988,594	Élections	5,988,594	...	...	94,386,687
...	2,898,000	...	...	...	61,765	...	2,959,765	Administration	2,817,599	142,166	...	2,327,741
...	3,898,000	18,300,000	...	...	(13,249,641)	...	8,948,359	Total—Fonctionnement	8,806,193	142,166	...	96,714,428
								Capital				
...	...	...	...	...	163,817	...	163,817	Élections	163,817	...	...	574,453
...	23,000	...	...	...	...	...	23,000	Administration	4,451	18,549	...	8,764
...	23,000	...	...	...	163,817	...	186,817	Total—Capital	168,268	18,549	...	583,217
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	...	13,611,745	...	13,611,745	Élections	13,611,745	...	...	5,271,042
								Sommaire du programme				
...	1,000,000	18,300,000	...	...	464,156	...	19,764,156	Élections	19,764,156	...	...	100,232,182
...	2,921,000	...	...	...	61,765	...	2,982,765	Administration	2,822,050	160,715	...	2,336,505
...	**3,921,000**	**18,300,000**	**...**	**...**	**525,921**	**...**	**22,746,921**	**Total du programme—Budgétaire**	**22,586,206**	**160,715**	**...**	**102,568,687**
								Commissaire aux langues officielles				
...	12,145,000	...	494,000	...	...	...	12,639,000	Fonctionnement	12,313,323	325,677	...	11,268,581
...	124,000	...	...	...	...	...	124,000	Capital	399,987	(275,987)	...	269,987
...	**12,269,000**	**...**	**494,000**	**...**	**...**	**...**	**12,763,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**12,713,310**	**49,690**	**...**	**11,538,568**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Conseil économique du Canada				
								Fonctionnement				
...	9,315,000	...	185,000	...	...	...	9,500,000	**Travaux en cours au Conseil économique**	9,426,421	73,579	...	9,199,224
								Capital				
...	200,000	...	...	...	...	...	200,000	**Travaux en cours au Conseil économique**	263,682	(63,682)	...	398,941
...	**9,515,000**	...	**185,000**	...	...	...	9,700,000	**Total du programme—Budgétaire**	9,690,103	**9,897**	...	**9,598,165**
								Administration du pipe-line du Nord[1]				
								Fonctionnement				
...	229,000	183,000	...	...	...	...	412,000	**Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel**	201,877	210,123	...	213,551
...	**229,000**	**183,000**	...	...	...	...	412,000	**Total du programme—Budgétaire**	201,877	210,123	...	213,551[1]
								Commission des relations de travail dans la Fonction publique				
								Fonctionnement				
...	5,901,000	...	440,446	...	...	...	6,341,446	Administration des relations de travail	6,004,298	337,148	...	5,960,314
...	3,743,000	...	...	...	...	...	3,743,000	Bureau de recherches sur les traitements	3,623,910	119,090	...	3,108,731
...	9,644,000	...	440,446	...	...	...	10,084,446	Total—Fonctionnement	9,628,208	456,238	...	9,069,045
								Capital				
...	43,000	...	...	...	...	...	43,000	Administration des relations de travail	106,352	(63,352)	...	52,850
...	...	...	...	...	...	...	...	Bureau de recherches sur les traitements	254,869	(254,869)	...	67,071
...	43,000	...	...	...	...	...	43,000	Total—Capital	361,221	(318,221)	...	119,921

								Sommaire du programme				
...	5,944,000	...	440,446	...	...	...	6,384,446	Administration des relations de travail	6,110,650	273,796	...	6,013,164
...	3,743,000	...	...	...	...	...	3,743,000	Bureau de recherches sur les traitements	3,878,779	(135,779)	...	3,175,802
...	**9,687,000**	...	**440,446**	...	...	...	**10,127,446**	**Total du programme—Budgétaire**	**9,989,429**	**138,017**	...	**9,188,966**
								Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
...	1,396,000	...	...	...	...	...	1,396,000	Fonctionnement	1,321,672	74,328	...	1,313,255
...	9,000	...	...	...	...	...	9,000	Capital	77,480	(68,480)	...	59,859
...	**1,405,000**	...	...	...	...	...	**1,405,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,399,152**	**5,848**	...	**1,373,114**
...	**93,568,733**	**39,879,700**	**1,119,446**	...	**522,662**	...	**135,090,541**	**Total du ministère—Budgétaire**	**120,862,975**	**14,227,566**	...	**183,241,887**[1]

[1] Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée de Transports. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $213,551.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Bureau des relations fédérales-provinciales				
...	65,000	...	...	...	...	65,000	Institut des relations intergouvernementales, Queen's University	65,000	...	...	65,000
...	**65,000**	...	...	...	...	**65,000**	**Total—Subventions**	**65,000**	...	...	**65,000**
							Contributions				
							Bureau du Conseil privé				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7,532
							Commissions d'enquête et groupes de travail				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50,000
...	...	...	...	...	...	...	**Total—Contributions**	...	...	...	**57,532**
							Sommaire du département par activité				
...	65,000	...	...	...	...	65,000	Bureau des relations fédérales-provinciales	65,000	...	...	65,000
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	57,532
...	**65,000**	...	...	...	...	**65,000**	**Total du département**	**65,000**	...	...	**122,532**
							Directeur général des élections				
							Contributions				
							Élections				
...	...	...	...	...	13,611,745	13,611,745	Remboursement des dépenses des candidats et des partis politiques	13,611,745	...	...	5,271,042
...	...	...	...	...	**13,611,745**	**13,611,745**	**Total du programme**	**13,611,745**	...	...	**5,271,042**
...	**65,000**	...	...	...	**13,611,745**	**13,676,745**	**Total du ministère**	**13,676,745**	...	...	**5,393,574**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	99,024	39,692
Divers	117,024	41,262
	216,048	80,954
Autres recettes non fiscales—		
Vente de textes réglementaires en vertu de la Loi sur les textes réglementaires	1,038	975
Recettes provenant de la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels	150	160
Divers	9,415	10,742
	10,603	11,877
Total du département	**226,651**	**92,831**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,566	3,635
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	2,711
	2,566	6,346
Produits des ventes—		
Disposition des biens de l'État	435	...
Autres recettes non fiscales—		
Contributions au gouvernement provincial	863,000	1,261,700
Divers	...	110
	863,000	1,261,810
Total du programme	**866,001**	**1,268,156**
Directeur général des élections		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Achat de biens ou services pour le fonctionnement	249,961	1,020
Achats en capital	4,477	...
Recouvrements de paiements de transfert à des personnes	52,601	...
	307,039	1,020
Produits des ventes—		
Rapport—Recettes fiscales des partis	19,424	83,729
Confiscation des dépôts d'élection des candidats	800	168,400
	20,224	252,129
Autres recettes non fiscales—		
Dons anonymes aux candidats	20	817
Autres	14,774	...
	14,794	817
Total du programme	**342,057**	**253,966**
Commissaire aux langues officielles		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	23,918	11,612
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	9,045	(3,149)
Total du programme	**32,963**	**8,463**
Conseil économique du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	11,394	344
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	2,209	...
	13,603	344
Autres recettes non fiscales	86,920	40,000
Total du programme	**100,523**	**40,344**
Administration du pipe-line du Nord [1]		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements des coûts de la Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd	55,224	99,081
Divers	...	658
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,822	...
	57,046	99,739
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrements des coûts de la Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd	105,542	139,894
Droits de servitudes (pour le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien)	30,400	30,400
	135,942	170,294
Total du programme	**192,988**	**270,033** [1]

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission des relations de travail dans la Fonction publique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Conseil national mixte de la Fonction publique du Canada—		
Contribution d'agents de négociation	25,500	...
Recouvrement de frais de voyage	2,500	...
Recouvrements divers	15,156	2,752
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	4,779	8,164
	47,935	10,916
Autres recettes non fiscales—		
Accès à l'information	10	...
Total du programme	**47,945**	**10,916**
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	...	2,843
Autres recettes non fiscales	78	...
Total du programme	78	**2,843**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	677,200	210,625
Produits des ventes	20,659	252,129
Autres recettes non fiscales	1,111,347	1,484,798
Total du ministère	**1,809,206**	**1,947,552**[(1)]

(1) Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée de Transports. Donc, les recettes de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $270,033.

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1989-90

Consommateurs et Sociétés

Département
Tribunal de la concurrence
Commission du droit d'auteur
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés
Commission de révision des marchés publics
Conseil canadien des normes

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	11.2
Sommaire du ministère	11.4
Programmes par activité	11.6
Paiements de transfert	11.8
Recettes	11.9

Département

Objectif

Promouvoir le déroulement équitable et efficace des opérations sur le marché canadien.

Description des activités

Consommation

Administrer des lois, des règlements et des politiques conçus pour assurer l'exactitude de la mesure et l'équité des transactions du marché fondées sur des mesures; assurer la qualité et les normes de composition pour un large éventail de produits de consommation; s'assurer d'une publicité, d'un étiquetage et d'un emballage appropriés des produits; protéger le consommateur des produits dangereux; diffuser l'information aux entreprises commerciales au sujet des lois, des règlements, et des politiques appliqués par le ministère; faire connaître aux travailleurs les matières dangereuses qui sont utilisées au travail; et promouvoir l'efficacité du consommateur sur le marché et la protection de ses intérêts.

Corporations

Administrer des lois, des règlements et des politiques dans les domaines des sociétés, des faillites et de l'insolvabilité de la propriété intellectuelle et du lobbying. Permettre aux particuliers et aux sociétés insolvables d'avoir recours aux procédures de faillite, évaluer les activités des syndics de faillite privés, déceler les infractions et les abus dans les affaires de faillite et enregistrer et publier des données sur les faillites. Réglementer la constitution en société, la continuation, la fusion et la dissolution de sociétés, enregistrer et réglementer l'utilisation des noms des sociétés, évaluer l'information sur les sociétés fournie conformément aux exigences législatives et la diffuser au grand public, faire enquête sur toute prétendue infraction à la loi par les sociétés, ouvrir des enquêtes sur toute transaction de valeurs inhabituelle et intenter des poursuites dans les cas jugés appropriés. Examiner les demandes de brevets, de licences obligatoires et d'indemnisations pour l'utilisation d'inventions brevetées par le gouvernement et les accepter ou les rejeter; enregistrer ou rejeter des marques de commerce, des droits d'auteur et des dessins industriels; classer, tenir et diffuser au grand public de l'information technologique brevetée. Enregistrer des lobbyistes et permettre la consultation du registre.

Droit et politique de concurrence

Appliquer la Loi sur la concurrence et promouvoir la politique de concurrence dans le cadre de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques économiques; promouvoir la compréhension publique à l'égard du contenu et de l'étendue de la loi ainsi que de l'importance sociale et économique d'une politique de concurrence efficace, et représenter les intérêts du Canada dans les questions de politiques concurrentielles à l'échelle internationale.

Administration

Assurer la direction de la gestion du ministère, la coordination des politiques et de la planification, ainsi que des services de soutien centraux à d'autres secteurs d'activités du ministère ainsi qu'aux autres organismes du ministère en effectuant des recherches, des analyses, des évaluations et des vérifications, en favorisant l'élaboration et la mise en oeuvre d'initiatives en matière de politiques, et en assurant la liaison avec d'autres organismes du gouvernement et du secteur privé; fournir d'autres services tels que finances, administration, personnel, communications, secrétariat ministériel et coordination de la planification et du contrôle; appliquer le code régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat s'appliquant à la Fonction publique et enregistrer des documents officiels pour le compte du gouvernement du Canada.

Tribunal de la concurrence

Objectif

Maintenir et favoriser la concurrence au sein de l'économie canadienne en établissant une cour d'archives chargée d'entendre toutes les demandes qui lui sont présentées en vertu de la Partie VIII de la Loi sur la concurrence à l'égard de pratiques déloyales de certains particuliers et sociétés.

Description de l'activité

Tribunal de la concurrence

Le Tribunal de la concurrence est une cour d'archives qui entend toutes les demandes qui lui sont présentées à l'égard de questions visées par la Partie VIII de la Loi sur la concurrence. Le greffe du Tribunal de la concurrence assure des services d'enregistrement, de recherche et d'administration au Tribunal afin de lui permettre de tenir ses audiences de façon opportune et expéditive n'importe où au Canada, selon ce que le Tribunal juge nécessaire ou souhaitable pour la bonne conduite de ses affaires.

Commission du droit d'auteur

Objectif

Veiller à ce que les utilisateurs d'oeuvres protégées par un droit d'auteur n'aient pas à payer de droits excessifs aux sociétés de gestion et à ce que les titulaires de ces mêmes oeuvres soient compensés adéquatement pour l'usage qui en est fait.

Description de l'activité

Commission du droit d'auteur

La Commission du droit d'auteur est une cour supérieure d'archives qui entend les demandes qui lui sont faites en vertu des articles 48 à 50.7 et 70.61 à 70.67 de la Loi sur le droit d'auteur telle que modifiée, et fixe les droits et modalités y afférents relativement à ces demandes. Le Secrétariat de la Commission du droit d'auteur assure des services administratifs, de recherche et de greffe à la Commission afin de lui permettre de tenir ses audiences, de façon ordonnée et expéditive, n'importe où au Canada, selon que la Commission le juge nécessaire ou souhaitable pour la bonne conduite de ses affaires.

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Objectif

Permettre aux fournisseurs de matières industrielles dangereuses ou aux employeurs qui les utilisent de protéger les renseignements commerciaux confidentiels relatifs à leurs produits, tout en assurant aux travailleurs des renseignements exacts sur ces produits en ce qui concerne la sécurité et la santé.

Description de l'activité

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Le Conseil est un organisme indépendant chargé de prendre une décision au sujet des demandes de dérogation aux exigences de divulgation du système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), demandes formulées par les fournisseurs de matières industrielles dangereuses ou par les employeurs qui les utilisent et fondées sur le secret industriel. S'appuyant sur les avis des toxicologues de Santé et Bien-être social Canada, le personnel du Conseil établit également si les fiches signalétiques et les étiquettes des matières dangereuses sont conformes aux dispositions de la Loi sur les produits dangereux, du Code canadien du travail, et des diverses lois provinciales et territoriales s'appliquant à la santé et la sécurité au travail. Les parties touchées ont le droit d'en appeler de la décision ou de l'ordre d'un agent de contrôle auprès d'une instance tripartite d'appel créée dans la province d'appel et administrée par le Conseil. En outre, le Conseil peut divulguer des renseignements commerciaux confidentiels, à des fins d'application de la Loi ou en cas d'urgence médicale, à des personnes tenues au secret.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Objectif

Veiller à ce que les prix demandés par les titulaires de brevets à l'égard des médicaments brevetés vendus au Canada ne soient pas, selon l'opinion du Conseil, excessifs; et faire le suivi de l'évolution des prix de tous les médicaments et du volume des travaux de recherche et de développement sur les produits pharmaceutiques effectués par les titulaires de brevets au Canada et en faire rapport au Parlement annuellement.

Description de l'activité

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés recueille des renseignements sur les prix demandés au Canada par les titulaires de brevets à l'égard des médicaments brevetés, analyse ces données et prend des mesures afin que soient réduits les prix jugés excessifs; il obtient ces résultats soit de façon informelle grâce à la conformité volontaire, soit de façon officielle au moyen d'audiences et de l'émission d'ordonnances correctives. Le Conseil soumet également un rapport annuel au Parlement sur l'évolution des prix de tous les médicaments et sur la recherche et le développement dans l'industrie pharmaceutique au Canada.

Conseil canadien des normes

Objectif

Encourager et promouvoir la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication, de la production, de la qualité, du rendement et de la sécurité en ce qui concerne les bâtiments, les ouvrages, les articles ouvrés ainsi que les produits et autres biens; favoriser en outre la collaboration internationale en matière de normalisation.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	123,304,000	...	...	123,304,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	3,078,000	...	3,078,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,182,500	...	1,182,500	1c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	5,989,771	5,989,771		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	123,304,000	4,260,500	5,989,771	133,554,271		Total—Crédit 1	132,018,326	1,535,945	...	118,287,693
...	5,634,000	...	...	5,634,000	5	Dépenses en capital				
...	...	627,000	...	627,000	5b	Dépenses en capital				
...	...	55,000	...	55,000	5c	Dépenses en capital				
...	5,634,000	682,000	...	6,316,000		Total—Crédit 5	6,303,787	12,213	...	6,185,900
...	47,800	...	(27,788)	20,012	(S)	Ministre des Consommateurs et des Sociétés—Traitement et allocation pour automobile	20,012	...	...	46,825
...	25,000,000	...	...	25,000,000	(S)	Paiements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement	25,000,000	...	...	25,000,000
...	14,228,000	...	...	14,228,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,228,000	...	...	13,922,000
...	...	...	322,418	322,418	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	322,418	...	...	298,198
...	**168,213,800**	**4,942,500**	**6,284,401**	**179,440,701**		**Total du département—Budgétaire**	**177,892,543**	**1,548,158**	**...**	**163,740,616**
						Tribunal de la concurrence				
...	1,748,000	...	...	1,748,000	10	Dépenses du programme	1,159,976	588,024	...	749,515
...	85,000	...	...	85,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	85,000	...	...	92,000
...	**1,833,000**	**...**	**...**	**1,833,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,244,976**	**588,024**	**...**	**841,515**
						Commission du droit d'auteur				
...	917,000	...	...	917,000	15	Dépenses du programme	797,747	119,253	...	149,883
...	45,000	...	...	45,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45,000	...	...	...
...	**962,000**	**...**	**...**	**962,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**842,747**	**119,253**	**...**	**149,883**
						Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
...	1,737,000	...	...	1,737,000	20	Dépenses du programme	1,213,840	523,160	...	1,438,956
...	114,000	...	...	114,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	114,000	...	...	74,000
...	**1,851,000**	**...**	**...**	**1,851,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,327,840**	**523,160**	**...**	**1,512,956**

						Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
...	2,216,000	...	...	2,216,000	25	Dépenses du programme				
...	...	176,000	...	176,000	25b	Dépenses du programme				
...	...	265,000	...	265,000	25c	Dépenses du programme				
...	2,216,000	441,000	...	2,657,000		Total—Crédit 25	2,419,584	237,416	...	2,554,741
...	170,000	...	...	170,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	170,000	...	...	...
...	**2,386,000**	**441,000**	**...**	**2,827,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,589,584**	**237,416**	**...**	**2,554,741**
						Commission de révision des marchés publics				
...	...	1,304,000	...	1,304,000	27b	Dépenses du programme	1,067,349	236,651	...	...
...	**...**	**1,304,000**	**...**	**1,304,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,067,349**	**236,651**	**...**	**...**
						Conseil canadien des normes				
...	7,564,000	...	...	7,564,000	30	Paiements au Conseil canadien des normes	7,564,000	...	...	6,923,896
...	**7,564,000**	**...**	**...**	**7,564,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**7,564,000**	**...**	**...**	**6,923,896**
...	**182,809,800**	**6,687,500**	**6,284,401**	**195,781,701**		**Total du ministère—Budgétaire**	**192,529,039**	**3,252,662**	**...**	**175,723,607**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(1) Conseil du Trésor, crédit 5--Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	53,536,000	35,000	2,193,171	343,592	(96,723)	...	56,011,040	Consommation	55,972,712	38,328	...	49,242,658
...	31,629,000	2,875,000	2,059,570	2,292,397	758,228	...	39,614,195	Corporations	39,544,922	69,273	...	32,491,615
...	19,071,800	1,178,000	471,560	287,586	(29,692)	...	20,979,254	Droit et politique de concurrence	20,873,957	105,297	...	19,350,608
...	31,527,000	172,500	1,265,470	(2,923,575)	(337,183)	...	29,704,212	Administration	28,396,117	1,308,095	...	27,974,049
...	135,763,800	4,260,500	5,989,771	...	294,630	...	146,308,701	Total—Fonctionnement	144,787,708	1,520,993	...	129,058,930
								Capital				
...	4,451,000	...	...	(197,000)	...	...	4,254,000	Consommation	4,252,627	1,373	...	4,183,623
...	680,000	390,000	...	(54,500)	...	...	1,015,500	Corporations	1,011,155	4,345	...	1,322,209
...	160,000	237,000	...	62,500	...	...	459,500	Droit et politique de concurrence	459,442	58	...	174,435
...	343,000	55,000	...	189,000	...	...	587,000	Administration	580,563	6,437	...	505,633
...	5,634,000	682,000	...	...	...	...	6,316,000	Total—Capital	6,303,787	12,213	...	6,185,900
								Paiements de transfert				
...	1,816,000	...	...	...	...	...	1,816,000	Consommation	1,801,048	14,952	...	3,495,786
...	25,000,000	...	...	...	...	...	25,000,000	Corporations	25,000,000	...	...	25,000,000
...	26,816,000	...	...	...	...	...	26,816,000	Total—Paiements de transfert	26,801,048	14,952	...	28,495,786
								Sommaire du département				
...	59,803,000	35,000	2,193,171	146,592	(96,723)	...	62,081,040	Consommation	62,026,387	54,653	...	56,922,067
...	57,309,000	3,265,000	2,059,570	2,237,897	758,228	...	65,629,695	Corporations	65,556,077	73,618	...	58,813,824
...	19,231,800	1,415,000	471,560	350,086	(29,692)	...	21,438,754	Droit et politique de concurrence	21,333,399	105,355	...	19,525,043
...	31,870,000	227,500	1,265,470	(2,734,575)	(337,183)	...	30,291,212	Administration	28,976,680	1,314,532	...	28,479,682
...	**168,213,800**	**4,942,500**	**5,989,771**	**...**	**294,630**	**...**	**179,440,701**	**Total du département—Budgétaire**	**177,892,543**	**1,548,158**	**...**	**163,740,616**
								Tribunal de la concurrence				
...	1,808,000	...	...	...	...	...	1,808,000	Fonctionnement	1,206,400	601,600	...	825,081
...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	Capital	38,576	(13,576)	...	16,434
...	**1,833,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,833,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,244,976**	**588,024**	**...**	**841,515**
								Commission du droit d'auteur				
...	939,000	...	...	...	...	...	939,000	Fonctionnement	741,818	197,182	...	31,988
...	23,000	...	...	...	...	...	23,000	Capital	100,929	(77,929)	...	117,895
...	**962,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**962,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**842,747**	**119,253**	**...**	**149,883**

								Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
...	1,736,000	...	...	...	...	...	1,736,000	Fonctionnement	1,272,422	463,578	...	1,290,008
...	115,000	...	...	...	...	...	115,000	Capital	55,418	59,582	...	222,948
...	**1,851,000**	...	...	...	...	...	1,851,000	**Total du programme—Budgétaire**	1,327,840	**523,160**	...	**1,512,956**
								Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
...	2,366,000	441,000	...	...	...	...	2,807,000	Fonctionnement	2,523,716	283,284	...	2,293,230
...	20,000	...	...	...	...	...	20,000	Capital	65,868	(45,868)	...	261,511
...	**2,386,000**	**441,000**	...	...	...	...	2,827,000	**Total du programme—Budgétaire**	2,589,584	**237,416**	...	**2,554,741**
								Commission de révision des marchés publics				
...	...	1,144,000	...	...	...	...	1,144,000	Fonctionnement	933,092	210,908	...	...
...	...	160,000	...	...	...	...	160,000	Capital	134,257	25,743	...	...
...	...	**1,304,000**	...	...	...	...	1,304,000	**Total du programme—Budgétaire**	1,067,349	**236,651**	...	...
								Conseil canadien des normes				
...	7,564,000	...	...	...	...	...	7,564,000	Fonctionnement	7,564,000	...	...	6,923,896
...	**7,564,000**	...	...	...	...	...	7,564,000	**Total du programme—Budgétaire**	7,564,000	...	...	**6,923,896**
...	**182,809,800**	**6,687,500**	**5,989,771**	...	**294,630**	...	195,781,701	Total du ministère—Budgétaire	192,529,039	**3,252,662**	...	**175,723,607**

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations — Indiquées dans			Redressements et virements					Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Consommation				
...	600,000	...	...	...	...	600,000	Subventions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur	600,000	...	...	2,280,000
...	**600,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**600,000**	**Total—Subventions**	**600,000**	**...**	**...**	**2,280,000**
							Contributions				
							Consommation				
...	1,216,000	...	...	...	...	1,216,000	Contributions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur	1,201,048	14,952	...	1,215,786
...	**1,216,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,216,000**	**Total—Contributions**	**1,201,048**	**14,952**	**...**	**1,215,786**
							Autres paiements de transfert				
							Corporations				
...	25,000,000	...	...	...	...	25,000,000	(S) Paiements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement	25,000,000	...	...	25,000,000
...	**25,000,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**25,000,000**	**Total—Autres paiements de transfert**	**25,000,000**	**...**	**...**	**25,000,000**
							Sommaire du département par activité				
...	1,816,000	...	...	...	...	1,816,000	Consommation	1,801,048	14,952	...	3,495,786
...	25,000,000	...	...	...	...	25,000,000	Corporations	25,000,000	...	...	25,000,000
...	**26,816,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**26,816,000**	**Total du département**	**26,801,048**	**14,952**	**...**	**28,495,786**
...	**26,816,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**26,816,000**	**Total du ministère**	**26,801,048**	**14,952**	**...**	**28,495,786**

(S) Paiement de transfert législatif.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	61,114	28,191
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	750,728	308,419
	811,842	336,610
Privilèges, licences et permis—		
Enregistrement des étiquettes des produits textiles	234,043	210,224
Frais de laboratoire, d'électricité et de gaz, et poids et mesures	189,122	205,237
Droits d'inspection du gaz et de l'électricité	5,696,046	4,915,059
Droits d'inspection des poids et des mesures	1,606,949	1,664,246
Opérations du bureau des brevets	24,862,063	25,770,052
Opérations du bureau des marques de commerce	13,602,355	13,147,751
Opérations du bureau des droits d'auteur	342,246	344,280
Opérations du bureau des dessins industriels	653,427	665,828
Opérations du bureau des sociétés	11,794,793	11,971,726
Faillites: licences de syndics	324,915	264,687
Saisies en vertu de la Loi sur la faillite	3,964,164	4,077,152
Remises de biens en vertu de la Loi sur les biens en déshérence et remises de biens confisqués	10,951	863,347
Opérations d'enregistrement des lobbyistes	6,665	...
Lois sur les amendes, sur l'électricité et le gaz, et sur les poids et mesures	56,814	46,279
Amendes, produits pour consommateur (diverses lois)	21,189	19,312
Amendes, Loi sur les produits dangereux	22,418	7,075
Amendes, Loi sur le droit d'auteur	91,132	46,645
Amendes, Loi sur les sociétés par actions	12,029	5,985
Amendes, Loi relative aux enquêtes sur les coalitions	1,125,444	2,896,423
	64,616,765	67,121,308
Rémunérations de services	2,517	688
Autres recettes non fiscales—		
Frais de cour	44,991	...
Document de certification	...	210
Pertes et bénéfices de change	13,946	14,278
Copies conformes	28,783	27,781
Accords sur les hypothèques de chemins de fer et de vente	23,126	8,309
Divers	1,976,054	141,042
	2,086,900	191,620
Total du département	**67,518,024**	**67,650,226**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Tribunal de la concurrence		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	571	916
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	(2,480)	8,146
Total du programme	**(1,909)**	**9,062**
Commission du droit d'auteur		
Recettes non fiscales—		
Rémunérations de services	5	...
Total du programme	**5**	**...**
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	17,552	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	75	...
	17,627	...
Rémunérations de services	249,359	353,677
Total du programme	**266,986**	**353,677**
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	355	28
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	32,581	1,108
Total du programme	**32,936**	**1,136**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	860,496	**346,808**
Privilèges, licences et permis	64,616,765	**67,121,308**
Rémunérations de services	251,881	**354,365**
Autres recettes non fiscales	2,086,900	**191,620**
Total du ministère	**67,816,042**	**68,014,101**

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1989-90

Défense nationale

Département
Protection civile Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités	12.2
Sommaire du ministère	12.4
Programmes par activité	12.6
Paiements de transfert	12.8
Détail des montants portés au crédit	12.11
Recettes	12.12

Département

Objectif

Prévenir l'emploi de la force ou de la coercition contre le Canada et contre les intérêts canadiens et être en mesure d'intervenir adéquatement si la stratégie de dissuasion s'avérait un échec.

Description des activités

Forces maritimes

Cet élément englobe la création et le maintien de forces maritimes, régulières et de réserve, polyvalentes conçues essentiellement pour défendre, en collaboration avec les États-Unis et les forces de l'OTAN, les voies d'accès maritimes de l'Amérique du Nord et les zones maritimes vitales pour l'OTAN; remplir, en collaboration avec les forces des États-Unis, des missions de surveillance pour détecter, dépister et identifier les forces sous-marines stratégiques menaçant l'Amérique du Nord. Les troupes levées à ces fins possèdent les capacités inhérentes indispensables pour remplir les autres missions qui leur sont confiées, plus exactement: protéger le territoire, les droits et intérêts canadiens contre toute menace d'attaque maritime; aider d'autres ministères et organismes gouvernementaux à faire respecter les lois et règlements canadiens dans les zones maritimes qui ressortissent au Canada; fournir un appui maritime dans le cadre d'accords internationaux pour empêcher ou prévenir des conflits hors du territoire de l'OTAN; contribuer au développement du pays.

Forces terrestres au Canada

Cet élément englobe la création et le maintien de forces terrestres, régulières et de réserve, polyvalentes conçues essentiellement pour remplir, de façon simultanée, la double mission de défendre, en collaboration avec les forces des États-Unis, l'Amérique du Nord contre toute menace militaire hostile et de détacher, en cas d'urgence, des forces terrestres supplémentaires pour la défense de l'Europe, dans le cadre des engagements envers l'OTAN. Les troupes levées à ces fins possèdent les capacités inhérentes indispensables pour remplir les autres missions qui leur sont confiées, plus exactement: affermir la stabilité internationale en participant à des activités de maintien de la paix, en collaboration avec d'autres membres de la collectivité internationale; aider les autorités civiles à assurer la surveillance, à conserver le contrôle et à veiller à la sécurité du territoire canadien; aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de désastre; contribuer au développement du pays.

Forces aériennes au Canada

Cet élément englobe la création et le maintien de forces aériennes, régulières et de réserve, polyvalentes conçues essentiellement pour exécuter, de façon simultanée, la double mission de défendre l'Amérique du Nord, en collaboration avec les forces des États-Unis, contre toute menace aérospatiale et de détacher, en cas d'urgence, des forces aériennes polyvalentes supplémentaires pour la défense de l'Europe, dans le cadre des engagements envers l'OTAN. Cela comporte également la prestation d'un service de transport aérien pour appuyer les engagements militaires, au Canada et à l'étranger, des forces tactiques d'hélicoptères pour appuyer les besoins des forces terrestres au Canada, des forces aériennes maritimes, pour appuyer les forces maritimes du Canada et des forces de recherche et sauvetage. Les troupes levées à ces fins possèdent les capacités inhérentes indispensables pour remplir les autres missions qui leur sont confiées, plus exactement: aider les autorités civiles à assurer la surveillance, à conserver le contrôle et à veiller à la sécurité de l'espace aérien du Canada, aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de désastre et contribuer au développement du pays.

Forces canadiennes en Europe

Cet élément englobe la création et le maintien de forces militaires en Europe afin d'empêcher ou de prévenir toute attaque armée contre le territoire européen de l'OTAN. Cela inclut la triple mission d'assurer la présence de forces terrestres et aériennes et de veiller au commandement et à l'appui national de toutes les forces canadiennes qui, en cas d'urgence, serviraient en Europe.

Services de communication

Cet élément englobe la création et le maintien de forces ayant pour mission de s'occuper de l'information sous la forme de services de communications stratégiques, à l'appui des missions des Forces canadiennes et du gouvernement d'urgence. De plus, il fournit des services de recherche en communications et de radiogoniométrie à haute fréquence.

Soutien du personnel

Cet élément englobe la prestation des services requis pour le perfectionnement du personnel (recrutement, formation individuelle, instruction) et la gestion du personnel (administration, affectation professionnelle, appui spirituel, moral et bien-être) ainsi que la prestation des services médicaux et dentaires, suivant les besoins des membres militaires et civils du ministère.

Appui matériel

Cet élément englobe la prestation de services d'approvisionnement, de transport, de génie et d'entretien de l'équipement, de gestion des biens immobiliers et de recherche et de développement.

Services de gestion et d'orientation de la politique

Cet élément englobe la formulation d'objectifs de défense et d'options en matière de politique, ainsi que les recommandations appropriées, et la mise au point d'énoncés clairs de politique de défense approuvés par le gouvernement, pour l'instauration de directives générales en vue de la planification relative au développement au ministère, et à la gestion du Programme des services de défense. D'importance égale est le rôle du commandement et du contrôle au sein duquel s'effectuent les préparatifs détaillés, sur le plan des opérations, du matériel, du personnel et des finances, en vue de périodes de crise ou de guerre. Ce rôle englobe également l'exercice du commandement et du contrôle à l'égard des opérations quotidiennes des Forces canadiennes dont les responsables sont le chef de l'état-major de la Défense ou les commandants subalternes délégués. En ce qui concerne les services de gestion de caractère plus général, cet élément englobe la mise au point et la direction générale des systèmes d'information de gestion, la consultation, la vérification, l'évaluation, les services financiers et de comptabilité au sein du ministère conformément aux exigences des lois et règlements en vigueur.

Protection civile Canada

Objectif

Assurer, partout au Canada, un niveau de protection civile approprié et raisonnablement uniforme, et y contribuer.

Description de l'activité

Protection civile Canada

En collaboration avec d'autres ministères et organismes fédéraux et d'autres niveaux de gouvernement, et conformément aux accords internationaux, entreprendre un programme de planification, d'élaboration de politiques, d'application de politiques, de formation et de communications coordonnées dans le domaine de la protection et de la réaction civiles; fournir des services de soutien administratif et généraux à cette fin.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	7,497,290,000	...	...	7,497,290,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	40,000,000	...	40,000,000	1c	Virement de $30,000,000 du crédit 10 (Défense nationale)				
...	...	...	(3,484,877)	(3,484,877)		Affectation réservée—Suremploi du crédit de l'exercice précédent				
...	...	...	30,000,000	30,000,000		Virement du crédit 10				
...	7,497,290,000	40,000,000	26,515,123	7,563,805,123		Total—Crédit 1	7,629,411,192	(65,606,069)	...	7,141,426,581
...	2,668,976,000	...	...	2,668,976,000	5	Dépenses en capital				
...	...	7,204,000	...	7,204,000	5b	Dépenses en capital				
...	...	50,000,000	...	50,000,000	5c	Dépenses en capital				
...	2,668,976,000	57,204,000	...	2,726,180,000		Total—Crédit 5	2,771,712,959	(45,532,959)	...	2,862,134,735
...	218,797,556	...	...	218,797,556	10	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	(30,000,000)	(30,000,000)		Virement au crédit 1				
...	218,797,556	1	(30,000,000)	188,797,557		Total—Crédit 10	187,850,940	946,617	...	242,997,742
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	46,954
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre associé de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	46,953
...	24,000	...	(28,750)	(4,750)	(S)	Pensions et rentes versées à des civils	(4,750)	...	...	21,176
...	778,758,880	...	18,923,472	797,682,352	(S)	Pensions militaires	797,682,352	...	...	745,075,511
...	176,057,470	...	(3,031,000)	173,026,470	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	173,026,470	...	...	176,458,992
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	13,169
...	11,339,999,506	97,204,001	12,379,645	11,449,583,152		Total budgétaire	11,559,775,563	(110,192,411)	...	11,168,221,813
29,290,107	...	20,000,000	...	49,290,107	L11c	Autorisation d'un compte d'avance de fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits. Limite $80,000,000. (Net)	4,071,696	...	45,218,411	1,812,359
13,086,217	...	...	...	13,086,217	L15	Prêts à l'égard de projets de logement. Loi spéciale des subsides de 1963. Limite$37,000,000. (Brut)	...	...	13,086,217	...
42,376,324	...	20,000,000	...	62,376,324		Total non budgétaire	4,071,696	...	58,304,628	1,812,359
						Total du département—				
...	**11,339,999,506**	**97,204,001**	**12,379,645**	**11,449,583,152**		**Budgétaire**	**11,559,775,563**	**(110,192,411)**	...	**11,168,221,813**
42,376,324	...	**20,000,000**	...	**62,376,324**		**Non budgétaire**	**4,071,696**	...	**58,304,628**	**1,812,359**

						Protection civile Canada				
...	11,425,000	...	...	11,425,000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,090,000	...	1,090,000	15c	Dépenses de fonctionnement				
...	11,425,000	1,090,000	...	12,515,000		Total—Crédit 15	12,105,642	409,358	...	...
...	6,618,000	...	...	6,618,000	20	Subventions et contributions				
...	...	3,180,456	...	3,180,456	20b	Contributions				
...	...	450,000	...	450,000	20c	Contributions				
...	6,618,000	3,630,456	...	10,248,456		Total—Crédit 20	10,247,906	550	...	...
...	721,000	...	...	721,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	721,000	...	...	...
...	**18,764,000**	**4,720,456**	...	**23,484,456**		**Total du programme—Budgétaire**	**23,074,548**	**409,908**	...	... [1]
						Total du ministère—				
...	**11,358,763,506**	**101,924,457**	**12,379,645**	**11,473,067,608**		**Budgétaire**	**11,582,850,111**	**(109,782,503)**	...	**11,168,221,813**
42,376,324	...	**20,000,000**	...	**62,376,324**		**Non budgétaire**	**4,071,696**	...	**58,304,628**	**1,812,309**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Tous les totaux de l'exercice précédent sont inclus sous le département de la Défense nationale.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	1,238,826,990	5,886,007	...	4,414,505	(2,002,041)	(19,514,000)	1,227,611,461	Forces maritimes	1,231,148,237	(3,536,776)	...	1,171,734,000
...	1,457,428,990	6,924,645	...	5,193,483	(2,249,364)	(73,089,000)	1,394,208,754	Forces terrestres au Canada	1,383,239,000	10,969,754	...	1,325,083,000
...	2,468,645,980	11,729,214	...	8,796,911	(3,803,598)	(94,344,000)	2,391,024,507	Forces aériennes au Canada	2,339,010,000	52,014,507	...	2,197,016,000
...	764,535,000	3,632,516	...	2,724,387	(1,307,862)	(15,585,000)	753,999,041	Forces canadiennes en Europe	804,265,000	(50,265,959)	...	704,878,000
...	301,138,000	1,430,789	...	1,073,092	(403,459)	(39,881,000)	263,357,422	Services de communication	248,106,000	15,251,422	...	243,596,000
...	1,083,857,990	5,149,707	...	3,862,280	(1,727,508)	(35,969,000)	1,055,173,469	Soutien du personnel	1,062,325,000	(7,151,531)	...	981,119,000
...	722,677,000	3,433,637	...	2,575,228	(1,227,685)	(2,481,000)	724,977,180	Appui matériel	754,961,000	(29,983,820)	...	704,454,000
...	381,684,000	1,813,485	...	1,360,114	(643,265)	(41,544,000)	342,670,334	Services de gestion et d'orientation de la politique	395,574,000	(52,903,666)	...	385,861,690
...	(322,407,000)	...	...	...	...	322,407,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	8,096,386,950	40,000,000	...	30,000,000	(13,364,782)	...	8,153,022,168	Total—Fonctionnement	8,218,628,237	(65,606,069)	...	7,713,741,690
								Capital				
...	1,077,348,000	23,090,735	...	...	...	...	1,100,438,735	Forces maritimes	1,133,666,959	(33,228,224)	...	1,419,077,000
...	427,298,000	9,158,252	...	...	...	...	436,456,252	Forces terrestres au Canada	376,850,000	59,606,252	...	286,514,000
...	402,683,000	8,630,680	...	...	...	...	411,313,680	Forces aériennes au Canada	433,576,000	(22,262,320)	...	494,966,000
...	398,699,000	8,545,291	...	...	...	...	407,244,291	Forces canadiennes en Europe	325,787,000	81,457,291	...	322,339,000
...	112,199,000	2,404,754	...	...	...	...	114,603,754	Services de communication	176,561,000	(61,957,246)	...	72,063,000
...	148,074,000	3,173,661	...	...	...	...	151,247,661	Soutien du personnel	206,591,000	(55,343,339)	...	170,424,000
...	50,120,000	1,074,219	...	...	...	...	51,194,219	Appui matériel	56,320,000	(5,125,781)	...	41,020,000
...	52,555,000	1,126,408	...	...	...	...	53,681,408	Services de gestion et d'orientation de la politique	62,361,000	(8,679,592)	...	55,731,735
...	2,668,976,000	57,204,000	...	...	...	...	2,726,180,000	Total—Capital	2,771,712,959	(45,532,959)	...	2,862,134,735
								Paiements de transfert				
...	355,839,000	...	...	...	25,744,427	...	381,583,427	Soutien du personnel	381,583,427	...	...	349,347,646
...	218,797,556	1	...	(30,000,000)	...	...	188,797,557	Services de gestion et d'orientation de la politique	187,850,940	946,617	...	242,997,742
...	574,636,556	1	...	(30,000,000)	25,744,427	...	570,380,984	Total—Paiements de transfert	569,434,367	946,617	...	592,345,388
								Non budgétaire				
42,376,324	...	20,000,000	...	...	...	...	62,376,324	Services de gestion et d'orientation de la politique	4,071,696	...	58,304,628	1,812,359

								Sommaire du département				
	...	2,296,660,990	28,976,742	...	4,414,505	(2,002,041)	... 2,328,050,196	Forces maritimes	2,364,815,196	(36,765,000)	...	2,590,811,000
	...	1,811,637,990	16,082,897	...	5,193,483	(2,249,364)	... 1,830,665,006	Forces terrestres au Canada	1,760,089,000	70,576,006	...	1,611,597,000
	...	2,776,984,980	20,359,894	...	8,796,911	(3,803,598)	... 2,802,338,187	Forces aériennes au Canada	2,772,586,000	29,752,187	...	2,691,982,000
	...	1,147,649,000	12,177,807	...	2,724,387	(1,307,862)	... 1,161,243,332	Forces canadiennes en Europe	1,130,052,000	31,191,332	...	1,027,217,000
	...	373,456,000	3,835,543	...	1,073,092	(403,459)	... 377,961,176	Services de communication	424,667,000	(46,705,824)	...	315,659,000
	...	1,551,801,990	8,323,368	...	3,862,280	24,016,919	... 1,588,004,557	Soutien du personnel	1,650,499,427	(62,494,870)	...	1,500,890,646
	...	770,316,000	4,507,856	...	2,575,228	(1,227,685)	... 776,171,399	Appui matériel	811,281,000	(35,109,601)	...	745,474,000
								Services de gestion et d'orientation de la politique—				
	...	611,492,556	2,939,894	...	(28,639,886)	(643,265)	... 585,149,299	Budgétaire	645,785,940	(60,636,641)	...	684,591,167
42,376,324		...	20,000,000	...	...	...	... 62,376,324	Non budgétaire	4,071,696	...	58,304,628	1,812,359
								Total du département—				
	...	**11,339,999,506**	**97,204,001**	...	...	**12,379,645**	... **11,449,583,152**	**Budgétaire**	**11,559,775,563**	**(110,192,411)**	...	**11,168,221,813**
42,376,324		...	**20,000,000**	...	...	...	... **62,376,324**	**Non budgétaire**	**4,071,696**	...	**58,304,628**	**1,812,359**
								Protection civile Canada				
	...	11,316,000	672,444	...	...	...	... 11,988,444	Fonctionnement	11,579,086	409,358	...	...
	...	830,000	417,556	...	...	...	... 1,247,556	Capital	1,247,556	...	...	...
	...	6,618,000	3,630,456	...	...	...	... 10,248,456	Paiements de transfert	10,247,906	550	...	...
	...	**18,764,000**	**4,720,456**	...	...	...	... **23,484,456**	**Total du programme—Budgétaire**	**23,074,548**	**409,908**	...	... (1)
								Total du ministère—				
	...	**11,358,763,506**	**101,924,457**	...	...	**12,379,645**	... **11,473,067,608**	**Budgétaire**	**11,582,850,111**	**(109,782,503)**	...	**11,168,221,813**
42,376,324		...	**20,000,000**	...	...	...	... **62,376,324**	**Non budgétaire**	**4,071,696**	...	**58,304,628**	**1,812,359**

(1) Tous les totaux de l'exercice précédent sont inclus sous le département de la Défense nationale.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	Département	$	$	$	$
							Subventions				
							Soutien du personnel				
...	24,000	...	...	...	(28,750)	(4,750)	(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits)	(4,750)	...	...	21,176
							Services de gestion et d'orientation de la politique				
							Pensions et rentes versées à des civils:				
...	200	...	...	...	...	200	Mme Mary Whittington	200	...	...	200
...	1,048	...	...	...	...	1,048	Mme Eleanor F Nixon	1,048	...	...	1,084
...	10,258	...	...	...	...	10,258	M. R P Thompson	10,219	39	...	10,705
...	280,000	...	...	...	...	280,000	Conférence des associations de défense	280,000	...	...	211,780
...	205,000	...	...	...	...	205,000	Ligue des cadets de l'armée du Canada	195,000	10,000	...	126,720
...	205,000	...	...	...	...	205,000	Ligue des cadets de l'air du Canada	195,000	10,000	...	126,720
...	205,000	...	...	...	...	205,000	Ligue navale du Canada	195,000	10,000	...	126,720
...	9,490	...	...	...	...	9,490	Association de la Marine royale du Canada	9,490	...	...	9,490
...	25,690	...	...	...	...	25,690	Association des officiers de marine	25,690	...	...	25,690
...	34,255	...	...	...	...	34,255	Association de l'Aviation royale du Canada	34,255	...	...	34,255
...	10,285	...	...	...	...	10,285	Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	10,285	...	...	10,285
...	12,090	...	...	...	...	12,090	Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada	12,090	...	...	12,090
...	11,305	...	...	...	...	11,305	Caisse d'assistance au personnel des Forces canadiennes	11,305	...	...	11,305
...	170,065	...	...	...	...	170,065	Sociétés de tir	160,872	9,193	...	157,759
...	30,370	...	...	...	...	30,370	Instituts militaires et des services unis	30,070	300	...	30,370
...	1,915,000	...	...	...	...	1,915,000	Universités canadiennes—Études de la science militaire	1,912,217	2,783	...	1,534,095
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Institut canadien d'études stratégiques	100,000	...	...	100,000
...	75,000	...	...	...	...	75,000	Centre d'étude sur les conflits	75,000	...	...	50,000
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Institut canadien des affaires internationales	50,000	...	...	50,000
...	...	1	...	17,999	...	18,000	Club du Collège militaire royal du Canada	18,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	44,875
...	3,350,056	1	...	17,999	...	3,368,056		3,325,741	42,315	...	2,674,143
...	**3,374,056**	**1**	...	**17,999**	**(28,750)**	3,363,306	**Total—Subventions**	**3,320,991**	**42,315**	...	**2,695,319**

							Contributions				
							Soutien du personnel				
...	5,815,000	...	...	...	243,654	6,058,654	(S) Versements en vertu des Parties I à IV de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense	6,058,654	...	...	5,265,098
...	350,000,000	...	...	...	25,529,523	375,529,523	(S) Versements en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	375,529,523	...	...	344,061,372
...	355,815,000	...	...	...	25,773,177	381,588,177		381,588,177	...	...	349,326,470
							Services de gestion et d'orientation de la politique				
...	31,904,000	...	...	...	...	31,904,000	Budgets militaires et agences de l'OTAN	36,573,764	(4,669,764)	...	84,107,042
...	154,134,000	...	...	(30,017,999)	...	124,116,001	Infrastructure de l'OTAN—Dépenses en capital	123,841,802	274,199	...	104,408,894
...	16,249,000	...	...	...	...	16,249,000	Aide mutuelle	14,908,448	1,340,552	...	9,051,746
...	4,190,000	...	...	...	...	4,190,000	Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'avances de capitaux	3,071,485	1,118,515	...	2,442,677
...	8,000,000	...	...	...	...	8,000,000	Contributions en vertu du programme de recherche industrielle de la défense	4,845,864	3,154,136	...	531,435
...	170,500	...	...	...	...	170,500	Contribution à l'Organisation internationale de surveillance maritime par satellite	152,836	17,664	...	133,825
...	800,000	...	...	...	...	800,000	Contribution à l'Association civile de recherches et de sauvetage aériens	1,131,000	(331,000)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	39,647,980
...	215,447,500	...	...	(30,017,999)	...	185,429,501		184,525,199	904,302	...	240,323,599
...	**571,262,500**	...	...	**(30,017,999)**	**25,773,177**	**567,017,678**	**Total—Contributions**	**566,113,376**	**904,302**	...	**589,650,069**
							Sommaire du département par activité				
...	355,839,000	...	...	...	25,744,427	381,583,427	Soutien du personnel	381,583,427	...	...	349,347,646
...	218,797,556	1	...	(30,000,000)	...	188,797,557	Services de gestion et d'orientation de la politique	187,850,940	946,617	...	242,997,742
...	**574,636,556**	**1**	...	**(30,000,000)**	**25,744,427**	**570,380,984**	**Total du département**	**569,434,367**	**946,617**	...	**592,345,388**
							Protection civile Canada				
							Subventions				
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Bourses de recherches—Planification d'urgence	60,000	...	...	...
...	**60,000**	...	...	...	...	**60,000**	**Total—Subventions**	**60,000**	...	...	...

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
...	6,558,000	...	...	...	...	6,558,000	Contributions aux provinces et aux municipalités en vertu de la Loi sur la protection civile	6,557,450	550	...	...
							Contributions aux provinces—Aide financière en cas de sinistres:				
...	...	270,000	...	...	...	270,000	Manitoba	270,000	...	...	...
...	...	2,910,456	...	...	...	2,910,456	Nouveau-Brunswick	2,910,456	...	...	...
...	...	450,000	...	...	...	450,000	Territoires du Nord-Ouest	450,000	...	...	...
...	**6,558,000**	**3,630,456**	...	...	...	**10,188,456**	**Total—Contributions**	**10,187,906**	**550**	...	...
...	**6,618,000**	**3,630,456**	...	...	...	**10,248,456**	**Total du programme**	**10,247,906**	**550**	...	...[1]
...	**581,254,556**	**3,630,457**	...	**(30,000,000)**	**25,744,427**	**580,629,440**	**Total du ministère**	**579,682,273**	**947,167**	...	**592,345,388**

(S) Paiement de transfert législatif.

[1] Tous les totaux de l'exercice précédent sont inclus sous le département de la Défense nationale.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Forces maritimes			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	13,618,000	13,428,000	13,052,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	500,000	484,000	283,000
Services médicaux et dentaires	50,000	51,700	51,832
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	1,200,000	1,733,126	159,571
Autres recouvrements	4,146,000	2,942,174	4,051,597
	19,514,000	18,639,000	17,598,000
Forces terrestres au Canada			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	34,640,000	34,157,000	33,390,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	33,000,000	44,870,000	25,763,000
Services médicaux et dentaires	40,000	40,850	40,122
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	2,200,000	2,905,000	320,107
Autres recouvrements	3,209,000	3,565,150	5,219,771
	73,089,000	85,538,000	64,733,000
Forces aériennes au Canada			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	51,416,000	50,699,000	48,471,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	28,000,000	36,389,000	25,494,000
Services médicaux et dentaires	1,400,000	1,464,760	1,440,625
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	2,800,000	3,244,075	1,563,308
Autres recouvrements	10,728,000	11,159,165	10,605,067
	94,344,000	102,956,000	87,574,000
Forces canadiennes en Europe			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	9,368,000	9,238,000	8,748,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	70,000	92,000	49,000
Services médicaux et dentaires	3,902,000	3,996,827	3,960,056
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	80,000	102,173	68,977
Autres recouvrements	2,165,000	2,143,000	1,336,967
	15,585,000	15,572,000	14,163,000
Services de communication			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	2,170,000	2,139,000	2,066,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	36,000,000	44,524,000	26,677,000
Services médicaux et dentaires	900,000	907,060	903,090
Autres recouvrements	811,000	1,118,940	810,910
	39,881,000	48,689,000	30,457,000
Soutien du personnel			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	18,962,000	18,698,000	18,235,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	500,000	784,000	448,000
Services médicaux et dentaires	11,600,000	11,880,840	11,818,728
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	1,800,000	2,017,890	37,121
Autres recouvrements	3,107,000	4,777,270	4,017,151
	35,969,000	38,158,000	34,556,000
Appui matériel			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	2,120,000	2,091,000	2,006,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	40,000	59,000	34,000
Services médicaux et dentaires	9,000	9,600	9,790
Autres recouvrements	312,000	448,400	377,210
	2,481,000	2,608,000	2,427,000
Services de gestion et d'orientation de la politique			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	1,645,000	1,622,122	1,562,511
Matériel et services fournis à d'autres ministères	16,069,000	20,466,213	9,176,236
Services médicaux et dentaires	124,000	120,200	118,239
Personnel détaché	6,300,000	5,498,650	5,994,131
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	432,000	1,441,015	4,580,086
Autres recouvrements	16,974,000	20,126,567	14,936,617
	41,544,000	49,274,767	36,367,820
Total du département—Budgétaire	**322,407,000**	**361,434,767**	**287,875,820**
Total du ministère—Budgétaire	**322,407,000**	**361,434,767**	**287,875,820**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Projets d'habitations des Forces canadiennes	794,201	843,628
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	617,406	571,061
	1,411,607	1,414,689
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursements reçus après vérification comptable ou ajustement de contrats et remboursements des paiements anticipés sur les contrats	73,747,591	46,667,742
Autres recettes non fiscales—		
Comprend les paiements reçus des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et des administrations provinciales pour l'aide humanitaire fournie	13,846,728	7,362,306
Vente de biens non excédentaires	126,151	312,646
	13,972,879	7,674,952
Total du département	**89,132,077**	**55,757,383**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	1,411,607	1,414,689
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	73,747,591	46,667,742
Autres recettes non fiscales	13,972,879	7,674,952
Total du ministère	**89,132,077**	**55,757,383**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 13

COMPTES PUBLICS
1989-90

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

SOMMAIRE

	Page
Objectif du programme et description de l'activité	13.2
Sommaire du ministère	13.3
Programme par activité	13.4
Paiements de transfert	13.5
Recettes	13.6

Objectif

Promouvoir l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest du Canada de manière à permettre à cette région d'exercer une plus grande influence sur la politique nationale et la prise de décision, d'améliorer les services à la clientèle dans l'Ouest et de favoriser la coordination fédérale-provinciale.

Description de l'activité

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Offrir, en collaboration étroite avec les parties intéressées de l'Ouest, une orientation plus efficace en ce qui concerne les politiques, les règlements et les ressources du gouvernement fédéral afin d'en faire des mécanismes plus constructifs de croissance et de diversification de l'économie de l'Ouest.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	31,762,000	...	...	31,762,000	1	Dépenses de fonctionnement	27,302,815	4,459,185	...	21,246,064
...	238,999,000	...	...	238,999,000	5	Subventions et contributions	98,100,183	140,898,817	...	63,384,536
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	7,967
...	14,000,000	...	(4,566,106)	9,433,894	(S)	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	9,433,894	...	...	11,916,027
...	2,580,000	...	...	2,580,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,580,000	...	...	1,605,000
...	...	...	3,083	3,083	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	3,083	...	...	3,695
...	**287,388,800**	...	**(4,562,623)**	**282,826,177**		**Total du ministère—Budgétaire**	**137,468,175**	**145,358,002**	...	**98,163,289**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.

Programme par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	32,592,800	...	...	...	3,483	...	32,596,283	**Fonctionnement**	28,553,428	4,042,855	...	21,388,257
...	1,797,000	...	...	...	...	...	1,797,000	**Capital**	1,380,670	416,330	...	1,474,469
...	252,999,000	...	...	...	(4,566,106)	...	248,432,894	**Paiements de transfert**	107,534,077	140,898,817	...	75,300,563
...	287,388,800	...	...	...	(4,562,623)	...	282,826,177	**Total du ministère—Budgétaire**	137,468,175	145,358,002	...	98,163,289

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Subventions				
...	10,000,000	...	...	...	...	10,000,000	Subventions pour le Programme de la diversification de l'Ouest canadien	25,000	9,975,000	...	45,000
...	**10,000,000**	...	...	...	...	**10,000,000**	**Total—Subventions**	25,000	**9,975,000**	...	**45,000**
							Contributions				
...	228,999,000	...	...	...	...	228,999,000	Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest canadien, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest canadien	98,075,183	130,923,817	...	63,339,536
...	14,000,000	...	...	...	(4,566,106)	9,433,894	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	9,433,894	...	...	11,916,027
...	**242,999,000**	...	...	...	**(4,566,106)**	238,432,894	**Total—Contributions**	107,509,077	**130,923,817**	...	**75,255,563**
...	**252,999,000**	...	...	...	**(4,566,106)**	**248,432,894**	**Total du ministère**	**107,534,077**	**140,898,817**	...	**75,300,563**

(S) Paiement de transfert législatif.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	524,651	558,531
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursements—Paiements de tranfert—Aide en capital	5,034,000	1,973,320
Remboursements—Paiements de tranfert—Autre	736,771	524,008
Remboursements—Fonctionnement	61,284	5,580
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,697,261	198,127
	7,529,316	2,701,035
Rémunérations de services	1,491,945	1,879,672
Autres recettes non fiscales	7,273	3,327
Total	**9,553,185**	**5,142,565**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	524,651	558,531
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	7,529,316	2,701,035
Rémunérations de services	1,491,945	1,879,672
Autres recettes non fiscales	7,273	3,327
Total du ministère	**9,553,185**	**5,142,565**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS
1989-90

Emploi et Immigration

Département/Commission
Conseil consultatif sur la situation de la femme
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	14.2
Sommaire du ministère	14.5
Programmes par activité	14.9
Paiements de transfert	14.13
Détail des montants portés au crédit	14.16
Recettes	14.17

Département/Commission

Programme des services généraux et spéciaux

Objectif

Veiller à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques et des programmes et fournir un appui sur les plans stratégiques, opérationnel et administratif afin de permettre à Emploi et Immigration Canada de remplir sa mission et d'autres fonctions qui lui sont attribuées.

Description des activités

Gestion et administration centrales du ministère
Comprend les cabinets des ministres et les bureaux du sous-ministre et du sous-ministre associé, ainsi que politique stratégique et planification, affaires publiques, le contentieux et affaires de la jeunesse.

Gestion et administration de la Commission
Comprend les bureaux des commissaires (employeurs et travailleurs) et des directeurs exécutifs et généraux des régions, ainsi que le Secrétariat exécutif et un certain nombre de services de soutien dont les Finances et l'Administration, les Services du personnel et le Bureau de la vérification interne.

Systèmes et procédures
Comprend la conception et l'administration des politiques, des plans et des programmes ayant trait aux systèmes et installations de traitement électronique des données et de télécommunications, ainsi que des systèmes d'écritures et de mécanographie connexes. Comprend aussi l'analyse de la gestion et la conception des formulaires.

Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration
A trait aux services de soutien associés au rôle consultatif du Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration.

Programme d'emploi et d'assurance

Objectif

Élaborer et mettre en oeuvre un ensemble structuré de politiques et de programmes pour assurer le bon fonctionnement du marché du travail canadien. L'ensemble doit être conforme aux objectifs socio-économiques nationaux et viser à:

- préparer une main-d'oeuvre qui puisse satisfaire aux besoins en compétences à l'échelle nationale;
- favoriser la croissance et l'adaptation de l'économie, sans imposer de fardeau inutile aux particuliers, aux groupes et aux régions;
- donner à chacun les mêmes chances de faire valoir ses compétences sur le marché du travail et d'obtenir un emploi.

Description des activités

Programmes de mise en valeur des ressources humaines
Accroître la compétitivité et l'employabilité des Canadiens, élargir les possibilités d'emploi et répondre aux besoins du marché du travail en développant et en adaptant les compétences des ressources humaines au moyen d'un agencement de formation et d'expérience de travail, de la mobilisation des ressources de la collectivité et de mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au bon fonctionnement du marché du travail canadien.

Service national de placement
Fournir aux travailleurs, employeurs clients et aux établissements d'enseignement l'information sur le marché du travail nécessaire à la prise de décisions éclairées relatives au marché du travail; assortir l'offre et la demande de main-d'oeuvre de façon que les employeurs trouvent efficacement et en temps voulu les travailleurs qualifiés dont ils ont besoin; encourager la planification des ressources humaines du secteur privé de même qu'offrir aux entreprises et aux particuliers des services de counselling et de consultation pour les aider à bien s'adapter aux conditions changeantes du marché du travail; et favoriser l'équité en matière d'emploi pour tous les résidents du Canada.

Assurance-chômage
Déterminer l'admissibilité des travailleurs qualifiés à recevoir un revenu temporaire pendant qu'ils sont en chômage; protéger l'intégrité du Compte d'assurance-chômage par la prévention, la dissuasion ou la détection des abus, le mauvais usage et la fraude; respecter la législation de base relative à l'assurance-chômage et élaborer des politiques et procédures appropriées pour son administration; émettre et contrôler l'émission des numéros d'assurance sociale aux individus admissible et gérer les comptes de rentes émis à des particuliers et des groupes en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État. Cette activité comprend aussi les contributions du gouvernement au Compte d'assurance-chômage et au programme de prestations aux pêcheurs.

Gestion du programme et services communs
Gérer la prestation des services au public, des services communs du programme et l'élaboration des politiques nécessaires pour l'application des lois et règlements et l'exécution des programmes.

Objectif

Promouvoir les intérêts du Canada sur le plan économique, social, humanitaire et culturel et remplir les obligations du Canada sur le plan international, c'est-à-dire s'occuper de l'admission des immigrants et des visiteurs ainsi que de l'établissement des immigrants et exercer un contrôle efficace à l'égard des personnes qui cherchent à entrer ou à demeurer au Canada, tout en protégeant la santé des Canadiens et en assurant leur sécurité.

Description des activités

Opérations du programme
Admettre des immigrants, des travailleurs étrangers temporaires, des étudiants étrangers et d'autres visiteurs en assurant la gestion et le contrôle de leur mouvement; élaborer et mettre en application des procédures, des lignes directrices et des instructions qui permettront aux agents du ministère des Affaires extérieures, à ceux de Douanes et Accise (Revenu Canada), à ceux de la Gendarmerie royale du Canada et à ceux de l'Immigration de déterminer si les non-Canadiens devraient être autorisés à entrer au Canada, à y demeurer, ou en être expulsés.

Établissement
Rendre plus facile l'établissement et l'adaptation des nouveaux résidents permanents (immigrants et réfugiés) afin qu'ils puissent devenir, le plus rapidement possible, des membres à part entière de la société canadienne, tout en demeurant dans les limites de paramètres raisonnables et pratiques de ressources.

Arbitrage
Conduire des enquêtes pour déterminer si certaines personnes doivent être admises au Canada, ou en être renvoyées, et si elles doivent être détenues ou mises en liberté au cours de l'enquête.

Gestion et élaboration de la politique
Exécuter des fonctions voulues de direction, de planification, de contrôle et de coordination pour que les ressources affectées au Programme d'immigration soient utilisées de façon efficace et efficiente, et élaborer des politiques et des programmes concernant l'admission et le contrôle des immigrants, des travailleurs temporaires, des étudiants étrangers et des autres visiteurs, y compris la gestion des niveaux d'immigration et l'orientation de la politique en ce qui concerne le ministère des Affaires extérieures qui est chargé d'exécuter le programme à l'étranger.

Conseil consultatif sur la situation de la femme

Objectif

Porter à l'attention du gouvernement et du public des questions qui intéressent et préoccupent les femmes.

Description de l'activité

Conseil consultatif sur la situation de la femme
Formuler des recommandations au gouvernement sur les lois et les programmes qui sont de nature à améliorer la situation de la femme; entreprendre des recherches sur la situation de la femme au Canada; fournir des renseignements au public sur des secteurs d'intérêt particulier pour la femme et publier un rapport annuel sur les progrès réalisés relativement à l'amélioration de la situation de la femme.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Objectif

Déterminer le bien-fondé des revendications du statut de réfugié présentées par des personnes se trouvant au Canada, conformément aux engagements du Canada en vertu de la convention internationale et à la loi canadienne; et mettre à la disposition des personnes qui se sont vu refuser l'entrée au Canada ou qui ont fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion, ainsi que des citoyens canadiens et des résidents permanents dont des membres de la famille se sont vu refuser le droit d'établissement au Canada, un tribunal indépendant devant lequel ces personnes peuvent interjeter appel pour des motifs d'ordre juridique et d'équité.

Description de l'activité

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
La Section d'appel de l'immigration offre un processus judiciaire et administratif indépendant permettant à certaines personnes d'en appeler d'ordonnances de renvoi; à des citoyens canadiens ou à des parrains qui sont résidents permanents du Canada d'en appel[illegible] refus d'octroyer le droit d'établissement à un mem[illegible] de la famille immédiate; et au ministre de l'Emploi et de l'Immigration d'en appeler de décisions d'accueillir des personnes rencontrées lors d'une enquête en matière d'immigration ou de ne pas en ordonner le renvoi. La Section du statut de réfugié est responsable de veiller à ce que toutes les personnes au Canada qui se disent réfugiés aient droit à une audition équitable et expéditive, de manière à accorder la protection aux réfugiés authentiques, tout en décourageant les abus par la revendication du statut de réfugié pour des motifs autres que le besoin de protection.

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Objectif

Favoriser l'existence de chances égales pour les femmes dans toutes les sphères d'activité de la vie canadienne.

Description de l'activité

Bureau de la coordonnatrice

Formuler des conseils et des recommandations au ministre chargé de la condition féminine sur toutes les questions liées à l'exécution efficace de son mandat; fournir des renseignements et un service de liaison relativement aux programmes et politiques du gouvernement concernant la condition féminine.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations (Indiquées dans: Budget des dépenses; Budgets des dépenses supplémentaires)							Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département/Commission				
						Programme des services généraux et spéciaux				
...	51,240,500	...	...	51,240,500	1	**Dépenses du programme**				
...	...	1	...	1	1b	**Virement de $5,476,999 du crédit 5 (Emploi et Immigration)**				
...	...	1	...	1	1c	**Virement de $10,844,999 du crédit 5 (Emploi et Immigration)**				
...	...	...	16,321,998	16,321,998		**Virement du: crédit 5**				
...	...	...	4,600,000	4,600,000		**CT, crédit 5[1]**				
...	...	...	1,237,000	1,237,000		**CT, crédit 10[1]**				
...	51,240,500	2	22,158,998	73,399,500		**Total—Crédit 1**	56,334,269	17,065,231	...	52,574,085
...	47,800	...	400	48,200	(S)	**Ministre de l'Emploi et de l'Immigration—Traitement et allocation pour automobile**	48,200	...	...	46,825
...	18,647,000	...	(321,000)	18,326,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	18,326,000	...	...	19,834,008
...	...	...	8	8	(S)	**Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents**	8	...	...	(345)
...	...	...	...	...		**Crédits non requis pour l'exercice en cours**	...	...	...	34,842
...	69,935,300	2	21,838,406	91,773,708		**Total du programme—Budgétaire**	74,708,477	17,065,231	...	72,489,415
						Programme d'emploi et d'assurance				
...	79,726,000	...	...	79,726,000	5	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	...	33,500,000	33,500,000		**Virement du: CT, crédit 5[1]**				
...	...	...	28,329,266	28,329,266		**CT, crédit 10[1]**				
...	...	...	(16,321,998)	(16,321,998)		**Virement au: crédit 1**				
...	...	...	(16,930)	(16,930)		**crédit 6c**				
...	...	...	(5,473,070)	(5,473,070)		**crédit 15**				
...	79,726,000	...	40,017,268	119,743,268		**Total—Crédit 5**	80,387,732	39,355,536	...	66,899,755
...	...	1	...	1	6c	**Pour radier 63 dettes des comptes du Canada envers Sa Majesté du chef du Canada de $16,930.33 concernant des trop-payés du Compte des rentes sur l'État—Virement de $16,930 du crédit 5 (Emploi et Immigration)**				
...	...	...	16,930	16,930		**Virement du crédit 5**				
...	...	1	16,930	16,931		**Total—Crédit 6c**	16,930	1	...	...

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	1,479,199,000	...	...	1,479,199,000	10	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	1	...	1	10c	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	149,463,000	149,463,000		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(1,001,928)	(1,001,928)		Virement au: crédit 15				
...	...	...	(251,915)	(251,915)		crédit 17c				
...	...	...	(4,499,999)	(4,499,999)		crédit 20				
...	1,479,199,000	2	143,709,158	1,622,908,160		Total—Crédit 10	1,562,398,808	60,509,352	...	1,506,499,232
...	35,000	...	304	35,304	(S)	Prestations de retraite supplémentaires—Pensions des agents des rentes sur l'État	35,304	...	...	...
...	2,661,000,000	(107,000,000)	(130,557,114)	2,423,442,886	(S)	Contribution de l'État au compte d'assurance-chômage (Loi sur l'assurance-chômage)	2,423,442,886	...	...	2,416,248,926
...	286,000,000	...	(34,986,444)	251,013,556	(S)	Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs (Loi sur l'assurance-chômage)	251,013,556	...	...	240,356,439
...	93,146,000	...	(1,604,000)	91,542,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	91,542,000	...	...	93,288,996
...	...	...	62,894	62,894	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	62,894	...	...	8,662
...	**4,599,106,000**	**(106,999,997)**	**16,658,996**	4,508,764,999		**Total du programme—Budgétaire**	4,408,900,110	**99,864,889**	...	**4,323,302,010**
						Programme d'immigration				
...	157,868,000	...	...	157,868,000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	15b	Virement de $5,257,999 du crédit 5 (Emploi et Immigration)				
...	...	1	...	1	15c	Virement de $215,071 du crédit 5 (Emploi et Immigration et $1,001,928 du crédit 10 (Emploi et Immigration)				
...	...	...	5,473,070	5,473,070		Virement du: crédit 5				
...	...	...	1,001,928	1,001,928		crédit 10				
...	...	...	10,258,000	10,258,000		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	210,000	210,000		CT, crédit 10[1]				
...	157,868,000	2	16,942,998	174,811,000		Total—Crédit 15	167,900,081	6,910,919	...	127,136,855
...	...	295,182	...	295,182	16b	Radier des comptes du Canada 839 dettes envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement $295,181.01 concernant des prêts pour le transport	293,773	1,409	...	...

...	...	1	...	1	17c	Pour radier 785 dettes des comptes du Canada envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement $251,915.48 concernant des prêts pour le transport—Virement de $251,915 du crédit 10 (Emploi et Immigration)				
...	...	...	251,915	251,915		Virement du crédit 10				
...	...	1	251,915	251,916		Total—Crédit 17c	249,138	2,778	...	...
...	69,749,000	...	...	69,749,000	20	Contributions				
...	...	11,400,000	...	11,400,000	20b	Virement de $3,500,000 du crédit 10 (Emploi et Immigration)				
...	...	1	...	1	20c	Virement de $999,999 du crédit 10 (Emploi et Immigration)				
...	...	...	4,499,999	4,499,999		Virement du: crédit 10				
...	...	...	5,000,000	5,000,000		CT, crédit 5[1]				
...	69,749,000	11,400,001	9,499,999	90,649,000		Total—Crédit 20	86,942,519	3,706,481	...	57,097,523
...	17,075,000	...	(294,000)	16,781,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16,781,000	...	...	13,482,000
...	...	...	21,269	21,269	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	21,269	...	...	38,068
...	244,692,000	11,695,186	26,422,181	282,809,367		Total budgétaire	272,187,780	10,621,587	...	197,754,446
13,131,558	...	9,700,000	(9,700,000)	13,131,558	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur l'immigration, article 119. Limite $90,000,000. (Net)	12,197,122	...	934,436	9,167,721
						Total du programme—				
...	**244,692,000**	**11,695,186**	**26,422,181**	282,809,367		**Budgétaire**	272,187,780	**10,621,587**	...	**197,754,446**
13,131,558	...	**9,700,000**	**(9,700,000)**	13,131,558		**Non budgétaire**	12,197,122	...	**934,436**	**9,167,721**
						Total du département/Commission—				
...	**4,913,733,300**	**(95,304,809)**	**64,919,583**	4,883,348,074		**Budgétaire**	4,755,796,367	**127,551,707**	...	**4,593,545,871**
13,131,558	...	**9,700,000**	**(9,700,000)**	13,131,558		**Non budgétaire**	12,197,122	...	**934,436**	**9,167,721**
						Conseil consultatif sur la situation de la femme[2]				
...	3,388,000	...	...	3,388,000	25	Dépenses du programme	3,384,332	3,668	...	3,238,745
...	**3,388,000**	...	...	3,388,000		**Total du programme—Budgétaire**	3,384,332	**3,668**	...	**3,238,745**[2]
						Commission de l'immigration et du statut de refugie du Canada				
...	37,762,000	...	...	37,762,000	30	Dépenses du programme				
...	...	10,643,000	...	10,643,000	30b	Dépenses du programme				
...	37,762,000	10,643,000	...	48,405,000		Total—Crédit 30	47,421,822	983,178	...	22,218,484
...	4,535,000	...	...	4,535,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,535,000	...	...	1,315,000
...	**42,297,000**	**10,643,000**	...	52,940,000		**Total du programme—Budgétaire**	51,956,822	**983,178**	...	**23,533,484**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice[3]				
...	3,302,000	...	...	3,302,000	35	Dépenses du programme				
...	...	...	44,525	44,525		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	3,302,000	...	44,525	3,346,525		Total—Crédit 35	3,344,360	2,165	...	2,865,459
...	306,000	...	...	306,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	306,000	...	...	290,000
...	**3,608,000**	**...**	**44,525**	**3,652,525**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,650,360**	**2,165**	**...**	**3,155,459**[3]
						Total du ministère—				
...	**4,963,026,300**	**(84,661,809)**	**64,964,108**	**4,943,328,599**		**Budgétaire**	**4,814,787,881**	**128,540,718**	**...**	**4,623,473,539**[2][3]
13,131,558	**...**	**9,700,000**	**(9,700,000)**	**13,131,558**		**Non budgétaire**	**12,197,122**	**...**	**934,436**	**9,167,721**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10— Projets de création d'emplois.

(2) Au cours de l'exercice, le Conseil consultatif sur la situation de la femme a été transféré de Secrétariat d'État. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $3,238,745.

(3) Au cours de l'exercice, la Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice a été transférée de Secrétariat d'État. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $3,155,459.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département/Commission				
								Programme des services généraux et spéciaux				
								Fonctionnement				
...	26,958,300	...	3,403,000	300,000	(48,600)	(17,534,000)	13,078,700	Gestion et administration centrales du ministère	11,495,947	1,582,753	...	11,009,140
...	261,736,000	1	20,808,000	2,253,381	(225,992)	(231,260,000)	53,311,390	Gestion et administration de la Commission	44,686,650	8,624,740	...	42,762,508
...	25,886,000	1	8,818,194	5,256,431	(45,000)	(26,725,194)	13,190,432	Systèmes et procédures	7,029,518	6,160,914	...	8,030,419
...	698,000	...	268,000	400,000	(1,000)	(754,000)	611,000	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	318,558	292,442	...	322,474
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	(14,831,000)	...	(2,703,000)	...	...	17,534,000[1]	...	Gestion et administration centrales du ministère	...	...	...	...
...	(214,939,000)	...	(16,321,000)	...	...	231,260,000[1]	...	Gestion et administration de la Commission	...	...	...	...
...	(18,547,000)	...	(8,178,194)	...	...	26,725,194[1]	...	Systèmes et procédures	...	...	...	...
...	(496,000)	...	(258,000)	...	...	754,000[1]	...	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	...	...	...	...
...	66,465,300	2	5,837,000	8,209,812	(320,592)	...	80,191,522	Total—Fonctionnement	63,530,673	16,660,849	...	62,124,541
	...							**Capital**				
...	176,000	...	...	1,500,000	...	...	1,676,000	Gestion et administration centrales du ministère	1,576,569	99,431	...	627,962
...	2,758,000	...	...	2,281,618	...	...	5,039,618	Gestion et administration de la Commission	4,826,225	213,393	...	7,273,812
...	535,000	...	527,000	4,330,568	...	(527,000)	4,865,568	Systèmes et procédures	4,775,010	90,558	...	2,453,144
...	1,000	...	...	...	...	...	1,000	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	...	1,000	...	9,956
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	...	...	(527,000)	...	...	527,000[1]	...	Systèmes et procédures	...	...	...	...
...	3,470,000	...	...	8,112,186	...	...	11,582,186	Total—Capital	11,177,804	404,382	...	10,364,874
								Sommaire du programme				
...	12,303,300	...	700,000	1,800,000	(48,600)	...	14,754,700	Gestion et administration centrales du ministère	13,072,516	1,682,184	...	11,637,102
...	49,555,000	1	4,487,000	4,534,999	(225,992)	...	58,351,008	Gestion et administration de la Commission	49,512,875	8,838,133	...	50,036,320
...	7,874,000	1	640,000	9,586,999	(45,000)	...	18,056,000	Systèmes et procédures	11,804,528	6,251,472	...	10,483,563
...	203,000	...	10,000	400,000	(1,000)	...	612,000	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	318,558	293,442	...	332,430
...	**69,935,300**	**2**	**5,837,000**	**16,321,998**	**(320,592)**	...	**91,773,708**	**Total du programme—Budgétaire**	**74,708,477**	**17,065,231**	...	**72,489,415**

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme d'emploi et d'assurance				
								Fonctionnement				
...	130,241,000	1	17,381,000	(2,748,804)	(217,000)	(2,102,000)	142,554,197	Programmes de mise en valeur des ressources humaines	103,661,000	38,893,197	...	95,738,261
...	243,866,000	...	28,907,266	(6,058,266)	(462,000)	(233,522,000)	32,731,000	Service national de placement	32,731,000	...	...	32,333,000
...	3,067,571,000	(107,000,000)	27,963,000	(1,673,069)	(131,268,810)	(427,308,000)	2,428,284,121	Assurance-chômage	2,428,284,121	...	...	2,420,515,784
...	124,253,000	...	53,405,000	(2,561,929)	(150,106)	(147,798,000)	27,147,965	Gestion du programme et services communs	26,780,168	367,797	...	25,077,631
								Recettes à valoir sur le crédit:	...			
...	(1,962,000)	...	(140,000)	...	...	2,102,000[1]	...	Programmes de mise en valeur des ressources humaines	...	...	...	...
...	(230,944,000)	...	(4,069,000)	1,491,000	...	233,522,000[1]	...	Service national de placement	...	...	...	...
...	(400,876,000)	...	(12,563,000)	(13,869,000)	...	427,308,000[1]	...	Assurance-chômage	...	...	...	...
...	(98,743,000)	...	(49,055,000)	...	...	147,798,000[1]	...	Gestion du programme et services communs	...	...	...	...
...	2,833,406,000	(106,999,999)	61,829,266	(25,420,068)	(132,097,916)	...	2,630,717,283	Total—Fonctionnement	2,591,456,289	39,260,994	...	2,573,664,676
								Capital				
...	153,000	...	...	625,000	...	...	778,000	Programmes de mise en valeur des ressources humaines	774,000	4,000	...	962,000
...	211,000	...	...	1,491,000	...	(1,702,000)	...	Service national de placement	...	...	...	...
...	17,837,000	...	...	(13,869,000)	...	(3,968,000)	...	Assurance-chômage	...	...	...	...
...	348,000	...	...	3,000,000	...	...	3,348,000	Gestion du programme et services communs	3,257,457	90,543	...	1,819,663
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	(211,000)	...	...	(1,491,000)	...	1,702,000[1]	...	Service national de placement	...	...	...	...
...	(17,837,000)	...	...	13,869,000	...	3,968,000[2]	...	Assurance-chômage	...	...	...	...
...	501,000	...	...	3,625,000	...	...	4,126,000	Total—Capital	4,031,457	94,543	...	2,781,663
								Paiements de transfert				
...	1,872,113,000	2	170,463,000	(6,053,842)	...	...	2,036,522,160	Programmes de mise en valeur des ressources humaines	1,975,000,427	61,521,733	...	1,860,021,859
...	12,086,000	...	...	300,000	...	...	12,386,000	Service national de placement	11,670,381	715,619	...	12,156,373
...	286,000,000	...	...	...	(34,986,444)	...	251,013,556	Assurance-chômage	251,013,556	...	...	240,356,439
								Prestations payées en vertu des articles suivants de la Loi sur l'assurance-chômage:				
...	(405,000,000)[3]	...	(21,000,000)	...	...	...	(426,000,000)	Les articles 24, 25 et 26 relatifs à l'activité programmes de mise en valeur des ressources humaines	(424,272,000)	(1,728,000)	...	(365,679,000)
...	1,765,199,000	2	149,463,000	(5,753,842)	(34,986,444)	...	1,873,921,716	Total—Paiements de transfert	1,813,412,364	60,509,352	...	1,746,855,671

								Sommaire du programme				
...	1,595,545,000	3	166,704,000	(8,177,646)	(217,000)	...	1,753,854,357	Programmes de mise en valeur des ressources humaines	1,655,163,427	98,690,930	...	1,591,043,120
...	25,008,000	...	24,838,266	(4,267,266)	(462,000)	...	45,117,000	Service national de placement	44,401,381	715,619	...	44,489,373
...	2,952,695,000	(107,000,000)	15,400,000	(15,542,069)	(166,255,254)	...	2,679,297,677	Assurance-chômage	2,679,297,677	...	...	2,660,872,223
...	25,858,000	...	4,350,000	438,071	(150,106)	...	30,495,965	Gestion du programme et services communs	30,037,625	458,340	...	26,897,294
...	**4,599,106,000**	**(106,999,997)**	**211,292,266**	**(27,548,910)**	**(167,084,360)**	...	**4,508,764,999**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,408,900,110**	**99,864,889**	...	**4,323,302,010**
								Programme d'immigration				
								Fonctionnement				
...	155,711,000	1	9,040,000	(33,934,001)	(262,000)	...	130,555,000	Opérations du programme	126,450,814	4,104,186	...	79,200,308
...	2,271,000	295,184	190,000	627,914	16,269	...	3,400,367	Établissement	2,074,145	1,326,222	...	1,129,370
...	5,076,000	...	398,000	2,145,000	(11,000)	...	7,608,000	Arbitrage	7,118,583	489,417	...	5,115,621
...	11,498,000	...	840,000	33,673,000	(16,000)	...	45,995,000	Gestion et élaboration de la politique	45,031,949	963,051	...	48,236,357
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,099,728
...	174,556,000	295,185	10,468,000	2,511,913	(272,731)	...	187,558,367	Total—Fonctionnement	180,675,491	6,882,876	...	135,781,384
								Capital				
...	335,000	...	...	684,000	...	...	1,019,000	Opérations du programme	1,011,056	7,944	...	781,042
...	7,000	...	...	...	...	...	7,000	Établissement	...	7,000	...	...
...	16,000	...	...	111,000	...	...	127,000	Arbitrage	116,121	10,879	...	211,273
...	29,000	...	...	3,420,000	...	...	3,449,000	Gestion et élaboration de la politique	3,442,593	6,407	...	3,856,456
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	26,768
...	387,000	...	...	4,215,000	...	...	4,602,000	Total—Capital	4,569,770	32,230	...	4,875,539
								Paiements de transfert				
...	...	900,000	...	(900,000)	...	...	...	Opérations du programme	...	...	...	...
...	69,749,000	10,500,001	5,000,000	5,399,999	...	...	90,649,000	Établissement	86,942,519	3,706,481	...	57,097,523
...	69,749,000	11,400,001	5,000,000	4,499,999	...	...	90,649,000	Total—Paiements de transfert	86,942,519	3,706,481	...	57,097,523
								Non budgétaire				
13,131,558	...	9,700,000	...	...	(9,700,000)	...	13,131,558	Établissement	12,197,122	...	934,436	9,167,721
								Sommaire du programme				
...	156,046,000	900,001	9,040,000	(34,150,001)	(262,000)	...	131,574,000	Opérations du programme	127,461,870	4,112,130	...	79,981,350
								Établissement—				
...	72,027,000	10,795,185	5,190,000	6,027,913	16,269	...	94,056,367	Budgétaire	89,016,664	5,039,703	...	58,226,893
13,131,558	...	9,700,000	...	...	(9,700,000)	...	13,131,558	Non budgétaire	12,197,122	...	934,436	9,167,721
...	5,092,000	...	398,000	2,256,000	(11,000)	...	7,735,000	Arbitrage	7,234,704	500,296	...	5,326,894
...	11,527,000	...	840,000	37,093,000	(16,000)	...	49,444,000	Gestion et élaboration de la politique	48,474,542	969,458	...	52,092,813

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,126,496
								Total du programme—				
...	**244,692,000**	**11,695,186**	**15,468,000**	**11,226,912**	**(272,731)**	...	**282,809,367**	**Budgétaire**	**272,187,780**	**10,621,587**	...	**197,754,446**
13,131,558	...	**9,700,000**	...	...	**(9,700,000)**	...	**13,131,558**	**Non budgétaire**	**12,197,122**	...	**934,436**	**9,167,721**
								Total du département/Commission—				
...	**4,913,733,300**	**(95,304,809)**	**232,597,266**	...	**(167,677,683)**	...	**4,883,348,074**	**Budgétaire**	**4,755,796,367**	**127,551,707**	...	**4,593,545,871**
13,131,558	...	**9,700,000**	...	...	**(9,700,000)**	...	**13,131,558**	**Non budgétaire**	**12,197,122**	...	**934,436**	**9,167,721**
								Conseil consultatif sur la situation de la femme[4]				
...	3,363,000	...	...	...	...	...	3,363,000	Fonctionnement	3,295,888	67,112	...	3,181,954
...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	Capital	88,444	(63,444)	...	56,791
...	**3,388,000**	...	...	...	...	...	**3,388,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,384,332**	**3,668**	...	**3,238,745**[4]
								Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
...	42,058,000	9,181,000	...	...	...	...	51,239,000	Fonctionnement	49,593,458	1,645,542	...	20,894,776
...	239,000	1,462,000	...	...	...	...	1,701,000	Capital	2,363,364	(662,364)	...	2,638,708
...	**42,297,000**	**10,643,000**	...	...	...	...	**52,940,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**51,956,822**	**983,178**	...	**23,533,484**
								Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice[5]				
...	3,572,000	...	44,525	...	...	...	3,616,525	Fonctionnement	3,643,483	(26,958)	...	3,094,262
...	36,000	...	...	...	...	...	36,000	Capital	6,877	29,123	...	61,197
...	**3,608,000**	...	**44,525**	...	...	...	**3,652,525**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,650,360**	**2,165**	...	**3,155,459**[5]
								Total du ministère—				
...	**[illegible]**	**(84,661,809)**	**232,641,791**	...	**(167,677,683)**	...	**4,943,328,599**	**Budgétaire**	**4,814,787,881**	**128,540,718**	...	**4,623,473,559**[4][5]
13,131,558	...	**9,700,000**	...	...	**(9,700,000)**	...	**13,131,558**	**Non budgétaire**	**12,197,122**	...	**934,436**	**9,167,721**

(1) Le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté au cours de l'exercice.
(2) Le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été diminué au cours de l'exercice.
(3) L'autorisation de 1989-90 a été redressée afin de refléter une information courante.
(4) Au cours de l'exercice, le Conseil consultatif sur la situation de la femme a été transféré de Secrétariat d'État. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $3,238,745.
(5) Au cours de l'exercice, la Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice a été transférée de Secrétariat d'État. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $3,155,459.

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations — Indiquées dans			Redressements et virements					Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département/Commission				
							Programme d'emploi et d'assurance				
							Subventions				
							Programmes de mise en valeur des ressources humaines				
...	65,855,000	1	...	12,712,999	...	78,568,000	Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale	75,825,241	2,742,759	...	...
...	...	...	...	430,000	...	430,000	Subventions accordées à des entreprises et associations en vue de promouvoir les possibilités d'emploi pour les étudiants	428,995	1,005	...	...
...	...	...	...	253,000	...	253,000	Subvention pour la Calmeadow Charitable Foundation pour la phase II de leur Native Self-employment Loan Program	253,000	...	...	...
...	...	...	...	248,000	...	248,000	Subvention accordée au Conseil canadien pour le commerce autochtone pour leur projet Canadian Resorts North Training Centre Inc.	248,000	...	...	...
...	...	1	...	44,999	...	45,000	Subvention accordée à l'Association internationale des services d'emploi publics	42,480	2,520	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	63,900,032
...	65,855,000	2	...	13,688,998	...	79,544,000		76,797,716	2,746,284	...	63,900,032
							Service national de placement				
...	175,000	...	...	...	...	175,000	Frontier College of Canada	...	175,000	...	175,000
...	390,000	...	...	...	...	390,000	Subventions aux organismes bénévoles accordées au titre des activités qui permettront d'employer davantage de Canadiens de certains groupes comme les personnes handicapées, les Autochtones, les femmes, les jeunes et les membres d'autres groupes spéciaux	389,965	35	...	389,993
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Subventions aux organismes bénévoles— Équipes d'alphabétisation	1,000,000	...	...	540,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	235,000
...	1,565,000	...	...	...	...	1,565,000		1,389,965	175,035	...	1,339,993
...	**67,420,000**	**2**	**...**	**13,688,998**	**...**	**81,109,000**	**Total—Subventions**	**78,187,681**	**2,921,319**	**...**	**65,240,025**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Programmes de mise en valeur des ressources humaines				
...	1,400,856,991	...	149,463,000	(19,742,840)	...	1,530,577,151	Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres corps publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation et/ou à l'expérience de travail, la mobilisation des ressources communautaires et les mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	1,473,530,711	57,046,440	...	1,430,029,259
...	401,009	...	...	...	...	401,009	Contribution aux provinces de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse pour restructurer leurs systèmes de formation de métier en établissement	400,000	1,009	...	389,337
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours		...	...	24,231
...	1,401,258,000	...	149,463,000	(19,742,840)	...	1,530,978,160		1,473,930,711	57,047,449	...	1,430,442,827
							Service national de placement				
...	10,421,000	...	...	...	...	10,421,000	Paiements aux provinces, aux sociétés et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des bureaux de service d'emploi agricole pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'oeuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs	9,886,256	534,744	...	9,933,099
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Service d'information sur les aménagements en Amérique	94,160	5,840	...	47,080
...	...	...	...	300,000	...	300,000	Fondation canadienne d'orientation et de consultation	300,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours		...	...	836,201
...	10,521,000	...	...	300,000	...	10,821,000		10,280,416	540,584	...	10,816,380
							Assurance-chômage				
...	286,000,000	...	...	...	(34,986,444)	251,013,556	(S) Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	251,013,556	...	...	240,356,439
...	1,697,779,000	...	149,463,000	(19,442,840)	(34,986,444)	1,792,812,716	**Total—Contributions**	1,735,224,683	57,588,033	...	1,681,615,646

							Sommaire du programme par activité				
...	1,467,113,000	2	149,463,000	(6,053,842)	...	1,610,522,160	Programmes de mise en valeur des ressources humaines	1,550,728,427	59,793,733	...	1,494,342,859
...	12,086,000	...	...	300,000	...	12,386,000	Service national de placement	11,670,381	715,619	...	12,156,373
...	286,000,000	...	...	...	(34,986,444)	251,013,556	Assurance-chômage	251,013,556	...	...	240,356,439
...	**1,765,199,000**	**2**	**149,463,000**	**(5,753,842)**	**(34,986,444)**	**1,873,921,716**	**Total du programme**	**1,813,412,364**	**60,509,352**	**...**	**1,746,855,671**
							Programme d'immigration				
							Subventions				
							Établissement				
...	...	...	5,000,000	...	...	5,000,000	Subventions au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	5,000,000	...	...	...
...	**...**	**...**	**5,000,000**	**...**	**...**	**5,000,000**	**Total—Subventions**	**5,000,000**	**...**	**...**	**...**
							Contributions				
							Opérations du programme				
...	...	900,000	...	(900,000)	...	...	Programme d'information sur l'arriéré de travail concernant les dossiers des réfugiés	...	...	...	...
							Établissement				
...	60,942,000	10,500,000	...	(1,940,469)	...	69,501,531	Aide à l'établissement	69,278,137	223,394	...	48,381,086
...	7,957,000	...	...	(447,900)	...	7,509,100	Établissement et adaptation des immigrants	7,370,331	138,769	...	5,890,318
...	850,000	...	...	(36,131)	...	813,869	Programme d'accueil	787,783	26,086	...	548,426
...	...	1	...	4,111,499	...	4,111,500	Programme de cours de langue aux fins d'établissement	3,911,361	200,139	...	2,277,693
...	...	...	...	3,713,000	...	3,713,000	Programme d'information sur l'arriéré de travail concernant les dossiers des réfugiés	594,907	3,118,093	...	...
...	69,749,000	10,500,001	...	5,399,999	...	85,649,000		81,942,519	3,706,481	...	57,097,523
...	**69,749,000**	**11,400,001**	**...**	**4,499,999**	**...**	**85,649,000**	**Total—Contributions**	**81,942,519**	**3,706,481**	**...**	**57,097,523**
							Sommaire du programme par activité				
...	...	900,000	...	(900,000)	...	...	Opérations du programme	...	...	...	...
...	69,749,000	10,500,001	5,000,000	5,399,999	...	90,649,000	Établissement	86,942,519	3,706,481	...	57,097,523
...	**69,749,000**	**11,400,001**	**5,000,000**	**4,499,999**	**...**	**90,649,000**	**Total du programme**	**86,942,519**	**3,706,481**	**...**	**57,097,523**
...	**1,834,948,000**	**11,400,003**	**154,463,000**	**(1,253,843)**	**(34,986,444)**	**1,964,570,716**	**Total du département/Commission**	**1,900,354,883**	**64,215,833**	**...**	**1,803,953,194**
...	**1,834,948,000**	**11,400,003**	**154,463,000**	**(1,253,843)**	**(34,986,444)**	**1,964,570,716**	**Total du ministère**	**1,900,354,883**	**64,215,833**	**...**	**1,803,953,194**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département/Commission			
Programme des services généraux et spéciaux			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Gestion et administration centrales du ministère			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	14,831,000	17,534,000	15,196,000
Recouvrement des dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	...	...	3,315
	14,831,000	17,534,000	15,199,315
Gestion et administration de la Commission			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	214,939,000	230,990,000	213,445,000
Recouvrement des dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	...	238	3,008
	214,939,000	230,990,238	213,448,008
Systèmes et procédures			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	18,547,000	27,252,000	23,510,000
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	496,000	754,000	739,000
Total du programme—Budgétaire	**248,813,000**[1]	**276,530,238**	**252,896,323**
Programme d'emploi et d'assurance			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Programmes de mise en valeur des ressources humaines			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	1,962,000	2,102,000	1,925,000
Service national de placement			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	231,155,000	233,224,000	207,550,000
Assurance-chômage			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	418,713,000	430,407,000	391,262,000
Gestion du programme et services communs			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	98,743,000	147,798,000	120,843,000
Recouvrement des dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	...	4,029	2,824
	98,743,000	147,802,029	120,845,824
Total du programme—Budgétaire	**750,573,000**[1]	**813,535,029**	**721,582,824**
Programme d'immigration			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Recouvrement des dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	...	6,412	1,070
Total du programme—Budgétaire	**...**	**6,412**	**1,070**
Total du département/Commission—Budgétaire	**999,386,000**[1]	**1,090,071,679**	**974,480,217**
Total du ministère—Budgétaire	**999,386,000**	**1,090,071,679**	**974,480,217**

[1] Le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département/Commission		
Programme des services généraux et spéciaux		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de perte de l'exercice précédent	(5)	...
Traitement—Paiements en trop	(851)	2,179
Rentes—Paiements en trop	4,225	12,011
Divers	238,135	138,053
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	930,872	2,134,964
	1,172,376	2,287,207
Rémunérations de services—		
Services spéciaux	2,189	1,001
Autres recettes non fiscales—		
Rajustement de l'exercice précédent	395	...
Frais juridiques	547	6
Bâtiments appartenant à l'État	...	238,540
Surplus actuariel/Compte des rentes sur l'État	3,051,777	2,737,327
Divers	457	3,243
	3,053,176	2,979,116
Total du programme	**4,227,741**	**5,267,324**
Programme d'emploi et d'assurance		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Bâtiments appartenant au ministère—Location	...	154
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de mauvaises créances	13,253	10,330
Traitement—Paiements en trop	206,318	127,802
Recouvrement—Perte d'argent de l'exercice précédent	8,622	5,264
Paiement en trop rapporté dans le SGCR	2,623,880	3,409,134
Programme national de formation—Indemnités	354,718	505,912
Programme national de formation—Industriel	...	367
Intégration professionnelle—Planification de l'emploi	1,253,890	495,846
Développement de l'emploi—Planification de l'emploi	2,706,609	940,500
Acquisition de compétence—Planification de l'emploi	66,398	35,342
Pénuries de main-d'oeuvre—Planification de l'emploi	67,750	154,765
Programme d'extension	73,369	110,084
Mobilité de la main-d'oeuvre et subvention de voyage pour stagiaire	15,814	26,751
Programme d'aide à la création locale d'emplois	64,920	7,990
Canada au travail et Jeunesse Canada au travail	168,856	603,520
Option formation des jeunes	5,585	9,147
Projets de développement communautaire au Canada	91,037	7,792
Programme d'aide locale au développement économique	51,394	8,440
Programme d'emploi communautaire	40,091	58,889
Cours—Achats—Paiements en trop	79,835	...
Recouvrement de perte de l'exercice précédent	1,868	...
Divers	3,452,137	505,245
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	2,446,890	3,920,800
	13,793,234	10,943,920
Rémunérations de services—		
Services spéciaux	20,107	10,000
Accès à l'information	1,115	2,419
	21,222	12,419
Autres recettes non fiscales—		
Bâtiments appartenant à l'État	209,054	...
Frais juridiques	2,656	236
Somme restituée au fisc par remords de conscience	1,076	...
Amendes d'assurance-chômage	2,620,115	2,469,396
Divers	114,688	258,486
	2,947,589	2,728,118
Total du programme	**16,762,045**	**13,684,611**
Programme d'immigration		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Fonds de prêts d'aide à l'immigration	419,714	380,762
Autres comptes—		
Aide à l'égard des frais de voyage pour les colons	...	150
	419,714	380,912
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de perte de l'exercice précédent	670	...
Recouvrement de mauvaises créances	...	71
Traitement—Paiements en trop	...	2,155
Aide à l'adaptation recouvrable	3,428	4,675
Aide à l'adaptation—Immigration	63,657	22,597
Divers	102,450	22,187
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	819,293	326,124
	989,498	377,809

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Frais d'application—		
Résidence permanente	13,697,532	11,642,342
Permis de travail	5,864,871	5,135,589
Permis de travail—Artistes de spectacles	236,347	215,796
Prorogation du statut de visiteur (Visa)	3,137,785	2,259,650
Modification/vérification de débarquement	410,402	351,996
Modification/vérification de débarquement (famille)	23,115	19,385
Taux de change différentiel	11,324	(2,005)
Services spéciaux	167	4,987
Télégrammes et câblogrammes payés d'avance	911	1,316
Permis d'étudiants	75	...
	23,382,529	19,629,056
Autres recettes non fiscales—		
Frais juridiques	...	4,761
Somme restituée au fisc par remords de conscience	50	24
Amendes—Immigration	639,409	658,775
Confiscations	429,153	474,409
Dépenses d'expulsions	578,407	880,449
Divers	16,188	7,772
	1,663,207	2,026,190
Total du programme	**26,454,948**	**22,413,967**
Total du département/Commission	**47,444,734**	**41,365,902**
Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	14,803	3,208
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	342	...
	15,145	3,208
Produits des ventes	171	55
Autres recettes non fiscales	890	70
Total du programme	**16,206**	**3,333**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Condition feminine—Bureau de la coordonnatrice[1]		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents		272
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	5,112	36,241
	5,112	36,513
Autres recettes non fiscales	20	...
Total du programme	5,132	**36,513**[2]
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	419,714	**381,866**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	15,975,365	**13,648,657**
Rémunérations de services	23,405,940	**19,642,476**
Produits des ventes	171	**55**
Autres recettes non fiscales	7,664,882	**7,733,694**
Total du ministère	**47,466,072**	**41,406,748**[2]

(1) Intérêt sauf indication contraire.
(2) Au cours de l'exercice, Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice a été transféré de Secrétariat d'État. Donc, les recettes de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $36,513.

SECTION 15

COMPTES PUBLICS
1989-90

Énergie, Mines et Ressources

Département
Commission de contrôle de l'énergie atomique
Énergie atomique du Canada, Limitée
Office national de l'énergie
Petro-Canada
La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	15.2
Sommaire du ministère	15.6
Programmes par activité	15.10
Paiements de transfert	15.15
Détail des montants portés au crédit	15.23
Recettes	15.23

Département

Programme d'administration

Objectif

Offrir des services d'orientation en matière de gestion, des services de soutien dans les domaines financier, administratif, informatique, des ressources humaines et des communications qui contribueront à la réalisation des objectifs du ministère et du gouvernement fédéral dans les domaines de l'énergie, des minéraux et des sciences de la Terre.

Description des activités

Orientation et coordination

Assurer l'orientation globale en matière de politique et de direction, y compris des fonctions telles que la planification et la coordination des politiques globales, la prestation de conseils en la matière, l'évaluation des programmes, la vérification interne, le secrétariat du ministère, les communications et les responsabilités du ministère en matière d'environnement; comprend les cabinets des ministres et les bureaux du sous-ministre et des sous-ministres associés.

Finances et administration

Offrir aux éléments opérationnels du ministère des services financiers, administratifs, informatiques et de gestion.

Gestion des ressources humaines

Responsable des questions relatives aux ressources humaines de l'ensemble du ministère, y compris la planification, la dotation en personnel, la formation et le perfectionnement, l'organisation et la classification, les relations de travail, la rémunération et les avantages sociaux, le programme des langues officielles et les programmes d'action positive.

Programme de l'énergie

Objectif

Élaborer et appliquer des politiques, des stratégies et des programmes efficaces visant à assurer l'approvisionnement suffisant d'énergie et l'utilisation optimale des ressources énergétiques, tout en tenant compte d'autres objectifs sociaux et économiques.

Description des activités

Politique énergétique

Analyser la stratégie énergétique afin de déterminer les coûts et les avantages économiques, sociaux, régionaux et environnementaux d'autres options de politique énergétique en vue de formuler des recommandations concernant la politique; effectuer des analyses financières et fiscales de la politique, notamment en ce qui a trait aux sociétés et aux projets en matière d'énergie; entreprendre des études spéciales couvrant tous les aspects de la politique énergétique applicables aux grands secteurs de l'économie relatifs à l'énergie; évaluer le secteur énergétique à l'échelon macro-économique; participer à l'analyse de la situation énergétique sur la scène internationale et assurer la liaison sur le plan multilatéral et bilatéral, ainsi que la coordination du programme, et surveiller et analyser les progrès à survenir dans l'industrie pétrolière.

Ressources énergétiques

Évaluer les ressources et besoins canadiens en pétrole, en gaz, en uranium, en énergie nucléaire et en hydroélectricité, ainsi qu'en carburants de rechange; les conditions de leur utilisation et de leur mise en valeur; les besoins en pétrole étranger pour satisfaire à la demande au Canada; l'adaptation des secteurs du raffinage, des produits pétrochimiques, du transport, de la commercialisation et de la production d'électricité aux circonstances changeantes; la situation des marchés de l'énergie, au pays et à l'étranger, et l'analyse des facteurs qui touchent ces marchés. Préparer, tenir à jour et mettre à l'essai des plans d'urgence pour le contrôle et la réglementation de la production, de la distribution et de l'utilisation de l'énergie en cas d'urgence.

Efficacité énergétique et diversification

Analyser la demande d'énergie dans les divers secteurs de l'activité économique, en vue de déterminer les possibilités d'améliorer le rendement énergétique; analyser la nécessité d'effectuer des recherches, de créer des produits, de hausser la capacité de l'industrie et d'accorder des encouragements financiers en vue de réaliser le potentiel susmentionné; établir des politiques et des programmes destinés à encourager l'économie d'énergie et l'efficacité énergétique, par la diffusion de renseignements, la prestation de conseils, de subventions et de contributions, l'exécution de projets de recherche et de démonstration; établir des politiques et des programmes destinés à encourager la mise au point ordonnée des technologies en matière d'énergie renouvelable, afin d'assurer l'approvisionnement énergétique à long terme au Canada.

Programmes d'encouragement

Administrer la Loi sur la détermination de la participation et du contrôle canadiens; verser des paiements en vertu de la Loi sur le programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur et la Loi de stimulation de l'exploration au Canada aux entités légales qualifiées (sociétés, sociétés de fiducie et particuliers) qui effectuent des dépenses admissibles pour l'exploration et la mise en valeur au Canada.

Administration du pétrole et du gaz des terres domaniales

Préparer des règlements et des lois; négocier, aliéner et gérer les droits sur le pétrole et le gaz; approuver des plans de développement et de production; superviser et réglementer les activités se rapportant au pétrole et au gaz; évaluer le potentiel pétrolier et gazier; négocier et surveiller les avantages pour le Canada; élaborer les conditions en matière de protection de l'environnement, notamment les plans d'urgence en cas de déversement accidentel de pétrole; encourager la recherche appliquée sur le pétrole et le gaz relativement au processus d'approbation; enfin, coordonner les efforts interministériels et intergouvernementaux concernant la cogestion des ressources.

Appui du programme

Offrir directement aux organismes qui exécutent les activités du Programme de l'énergie des services de soutien en finances et en personnel.

Programme des minéraux et des sciences de la Terre

Objectif

Assurer la disponibilité, en temps opportun, de politiques, de stratégies et de programmes des minéraux conçus pour assurer la contribution maximale des secteurs des minéraux et des métaux à l'économie canadienne, et fournir en temps opportun des connaissances scientifiques, des données, des techniques et des conseils dans les domaines des sciences de la Terre et des minéraux et plus particulièrement dans le domaine des ressources minérales et énergétiques de la masse continentale canadienne et des régions situées au large des côtes.

Description des activités

Politique et programmes des minéraux

Élaborer et mettre en oeuvre une approche intégrée à la planification de la politique et des programmes des minéraux; conseiller le Ministre, le Ministre d'État, les cadres supérieurs et les représentants d'autres ministères fédéraux, d'autres gouvernements et de l'industrie relativement aux politiques touchant les produits minéraux, leurs marchés, leur économie et leur incidence sur l'environnement; négocier, coordonner et administrer les ententes sur l'exploitation minérale avec les provinces et les territoires; et assurer la gestion des programmes de ressources en particulier.

Application de la Loi sur les explosifs au Canada

Réglementer, partout au Canada, la fabrication, l'importation, l'entreposage et la vente d'explosifs en inspectant les usines et les dépôts et en délivrant des licences pertinentes; vérifier et autoriser les explosifs; fournir des conseils techniques aux autres organismes gouvernementaux (internationaux, fédéraux et provinciaux); et donner des cours sur la manutention des explosifs en toute sécurité.

Technologie des minéraux et de l'énergie

Mener des travaux de recherche et de développement technique en matière de technologie des minéraux et de l'énergie, notamment en ce qui concerne l'extraction de minerais et de minéraux et leur traitement, la métallurgie, l'utilisation des métaux et des matériaux, ainsi que la fourniture, la conversion et l'utilisation de pétrole lourd, de sables bitumineux, de charbon, d'uranium et d'autres combustibles, conjointement avec des secteurs choisis des économies d'énergie et du transport des combustibles énergétiques; promouvoir, coordonner et soutenir la R-D dans l'industrie, les universités et les centres de recherche dans les domaines des minéraux et de l'énergie; découvrir de nouvelles voies technologiques dans les domaines de l'exploitation minière, de la métallurgie et de l'énergie; et faire connaître les progrès de la technologie au secteur privé.

Levés géologiques

Effectuer des recherches et des études géologiques, géophysiques et géochimiques; exploiter des réseaux nationaux d'observatoires géophysiques; évaluer les ressources en minéraux et en énergies non renouvelables; étudier les phénomènes géologiques pouvant menacer les activités humaines et l'environnement; perfectionner les technologies, y compris la technologie géophysique; établir des normes géoscientifiques nationales; encourager les activités canadiennes dans le domaine des sciences de la Terre au Canada et ailleurs; collaborer avec les provinces; donner des conseils aux gouvernements; établir et diffuser des cartes et des rapports.

Plateau continental polaire

Fournir un appui logistique coordonné aux groupes des secteurs publics et privés qui mènent des études scientifiques dans l'Arctique; fournir un appui ainsi que des conseils professionnels, techniques et administratifs aux clients; et procurer à la communauté scientifique et aux habitants de la région, des renseignements sur les travaux de nature scientifique effectués dans l'Arctique.

Levés et cartographie

Établir et entretenir un réseau national de repères planimétriques et altimétriques précis; rassembler et mettre à jour les renseignements topographiques et géographiques concernant la masse continentale canadienne; préparer, publier et diffuser des cartes topographiques, électorales et aéronautiques, des publications, des photographies aériennes, des répertoires géographiques ainsi que l'Atlas du Canada; diriger et réglementer l'arpentage des propriétés situées sur des terres fédérales; et maintenir les frontières internationales.

Télédétection

Revoir, traiter, archiver et diffuser les données provenant de satellites de télédétection; assurer des services de télédétection aérienne pour les projets de recherche et de démonstration; perfectionner les diverses techniques reliées à la télédétection aérienne et par satellite, à partir des capteurs jusqu'aux systèmes d'analyse d'images; transférer à l'industrie canadienne la technologie ainsi mise au point; appuyer la recherche et le développement appliqués et technologiques menés dans l'industrie, les universités et les organismes gouvernementaux; et offrir une aide technique à ceux qui font usage de la télédétection à des fins de gestion des ressources et de surveillance de l'environnement.

Programme d'encouragement

Verser, aux termes de la Loi sur le programme de stimulation de l'exploration minière au Canada, des subventions aux personnes admissibles (sociétés, fiducies et particuliers) qui engagent des frais admissibles d'exploration minière au Canada.

Appui du programme

Fournir aux organismes qui exécutent les activités du Programme des minéraux et des sciences de la Terre des services financiers, du personnel, de gestion des installations et de soutien technique sur le terrain. Établir des politiques fédérales de recherche et de développement à l'appui des options en matière de stratégie énergétique nationale; tracer et mettre en application des plans de R-D en fonction des politiques susmentionnées; recueillir, analyser et diffuser de l'information sur les travaux de recherche, de développement et de démonstration menés dans les ministères et organismes fédéraux et provinciaux, l'industrie et les universités ainsi qu'à l'étranger; donner des conseils sur l'affectation des ressources fédérales de R-D.

Commission de contrôle de l'énergie atomique

Objectif

Contrôler l'énergie atomique dans l'intérêt de la santé et de la sécurité, ainsi que de la sécurité nationale.

Description de l'activité

Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique

L'élaboration de la réglementation portant sur l'exploitation, le contrôle, la surveillance et l'autorisation de la production, de l'application et de l'utilisation de l'énergie atomique; la réglementation de l'extraction, de l'affinage, de la production, du traitement, de l'importation, de l'exportation, du transport, de la possession, du droit de propriété, de l'utilisation ou de la vente de substances prescrites; l'établissement des normes à respecter, l'évaluation des requérants de permis pour savoir s'ils sont capables de respecter ces normes et de les maintenir, et l'inspection pour s'assurer de la conformité; la conduite de travaux dirigés de recherche et de développement pour obtenir les renseignements essentiels à la bonne exécution des activités de délivrance de permis et de conformité; et la désignation, en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire, des installations nucléaires et la prescription de l'assurance de base que doivent posséder les exploitants de ces installations; la mise au point de techniques et d'appareils spécialisés de garanties d'utilisation pacifique des réacteurs CANDU au Canada et à l'étranger, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au Traité sur la non-prolifération des armements nucléaires.

Énergie atomique du Canada, Limitée

Objectif

Développer l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Office national de l'énergie

Objectifs

Veiller aux intérêts du Canada en matière de construction et d'exploitation sécuritaires et saines au niveau de l'environnement, des oléoducs, des gazoducs et des lignes de transport d'électricité relevant du gouvernement fédéral, en matière d'exportation, d'électricité, de gaz et de pétrole, et en matière d'importation de gaz et de pétrole.

S'assurer que les droits des sociétés pipelinières qui relèvent de la juridiction du gouvernement fédéral sont justes et raisonnables et que les services pipeliniers sont fournis sur une base continue, sans discrimination injuste et d'une manière efficace au point de vue des coûts.

Donner des avis sur le contrôle, la surveillance, l'économie, l'utilisation, la commercialisation et l'exploitation de l'énergie et des sources d'énergie.

Assumer des responsabilités spécifiques aux termes de la Loi sur le pipe-line du Nord et de la Loi sur l'administration de l'énergie.

Description de l'activité

Réglementation et consultation en matière d'énergie

Analyse de l'économie et du marché; analyse financière des sociétés de pipe-lines; analyse technique des projets de construction de pipe-lines et de lignes de transport électriques; délivrance de certificats pour la construction et l'exploitation de pipe-lines et de lignes de transport électriques relevant du gouvernement fédéral; réglementation des droits et tarifs; inspection de la sûreté des pipe-lines; audiences publiques; prestation de conseils au Ministre; services administratifs pour l'Office.

Petro-Canada

Objectif

Affecter des capitaux et des compétences canadiennes à la commercialisation efficace des ressources énergétiques du Canada, afin de répondre aux besoins énergétiques des Canadiens et d'atteindre les objectifs énergétiques du pays.

Description des activités

Activités à la demande du gouvernement

Activités entreprises pour le gouvernement selon ses ordres et conformément à l'article 23 de la Loi sur la Société Petro-Canada, et pour lesquelles sera fournie une compensation budgétaire directe.

Exploration et mise en valeur dans l'Ouest canadien

S'occuper de l'exploration et de la production du pétrole et du gaz et des produits connexes sur la masse continentale du Canada, particulièrement à court et à moyen termes, et favoriser une augmentation de ces travaux; s'occuper de la mise en valeur des sables bitumineux et faciliter ces travaux; promouvoir une meilleure récupération du pétrole classique, des huiles lourdes et des sables bitumineux; exécuter des travaux techniques et des recherches de qualité supérieure à l'appui de toutes ces activités.

Exploration et mise en valeur dans les régions pionnières

S'occuper de l'exploration et de la mise en valeur à long terme de sources de pétrole et de gaz dans les régions pionnières, en donnant la priorité à la production rapide de pétrole; accélérer la découverte, la délimitation et la mise en valeur des réserves connues de pétrole et de gaz, en particulier sur la côte Est et participer, dans des limites raisonnables, à certains projets internationaux d'exploration et de mise en valeur jugés rentables.

Investissement dans des projets spéciaux

Investissement dans des projets majeurs tels que le projet Syncrude, entreprise minière dont l'objectif est l'extraction et la valorisation du pétrole des sables bitumineux de l'Athabasca.

Division des produits de Petro-Canada

Établir et maintenir une présence autonome dans le secteur du raffinage en aval et de la commercialisation, dans toutes les régions du pays, c'est-à-dire améliorer la base d'activités de la Société, corriger les déséquilibres observés dans les systèmes régionaux de raffinage, de commercialisation et d'approvisionnement en produits pétroliers et fournir des produits et des services aux consommateurs canadiens dans le domaine des hydrocarbures, en faisant bien ressortir l'identité canadienne unique de Petro-Canada.

Postes pour la Société

Ces activités englobent le capital administratif, le service de la dette, l'achat d'actions, le paiement de dividendes et les autres dépenses d'exploitation de la Société.

La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale

Objectif

Aider les pays en développement à réduire ou à éliminer leur dépendance à l'égard du pétrole importé en entreprenant des travaux de prospection pétrolière ainsi que des activités connexes afin d'évaluer et de développer le potentiel en hydrocarbures des pays bénéficiaires.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration				
...	43,294,000	...	...	43,294,000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	299,129	299,129		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	43,294,000	...	299,129	43,593,129		Total—Crédit 1	42,777,878	815,251	...	41,165,671
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	46,825
...	4,052,000	...	(70,000)	3,982,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,982,000	...	...	4,189,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,696
...	**47,393,800**	...	**229,529**	**47,623,329**		**Total du programme—Budgétaire**	**46,808,078**	**815,251**	...	**45,403,192**
						Programme de l'énergie				
...	89,169,000	...	...	89,169,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1,176,864	1,176,864		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	89,169,000	...	1,176,864	90,345,864		Total—Crédit 5	82,605,554	7,740,310	...	95,842,762
...	348,867,000	...	...	348,867,000	10	Subventions et contributions	216,335,530	132,531,470	...	23,411,494
...	10,000,000	...	76,615	10,076,615	(S)	Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited à l'égard des déficits subis relativement au prolongement jusqu'à Montréal	10,076,615	...	...	9,937,826
41,115,844	24,620,000	...	(24,620,000)	41,115,844	(S)	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse (Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières)				
						Autorisation maximale de $200,000,000 moins le montant total des paiements imputés au Fonds de développement en vue d'effectuer des paiements à Sa Majesté du chef de la province conformément à l'article 237(1) de la Loi				
41,115,844	24,620,000	...	(24,620,000)	41,115,844		Total	8,302,998	...	32,812,846	28,616,476
189,590,598[2]	91,800,000	...	(91,800,000)	189,590,598	(S)	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve (Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve)	10,619,193	...	178,971,405	17,306,353
...	2,500,000	...	(122,578)	2,377,422	(S)	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve	2,377,422	...	...	2,824,216
					(S)	Paiements d'indemnisation pétrolière à des personnes en vertu de la Loi sur l'administration de l'énergie				
...	...	...	500,000,000	500,000,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 86(3) de la Loi. Limite $500,000,000	(670,990)	500,670,990	...	1,299,238

...	...	...	279,531	279,531	(S)	Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	279,531	...	...	...
					(S)	Fonds de forage Nova Scotia Resources (Ventures) Limited				
25,000,000	5,000,000	...	(5,000,000)	25,000,000		Total de l'autorisation maximale conformément à la partie VII, article 242, de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers. Limite $25,000,000				
25,000,000	5,000,000	...	(5,000,000)	25,000,000		Total	8,030,932	...	16,969,068	...
...	6,764,000	...	(116,000)	6,648,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,648,000	...	...	6,650,000
...	...	...	72,864	72,864	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	72,864	...	...	4,754,042
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	605,053,687
255,706,442	578,720,000	...	379,947,296	1,214,373,738		Total budgétaire	344,677,649	640,942,770	228,753,319	795,696,094
...	51,100,000	...	...	51,100,000	L15	Paiements en vertu de la participation du Canada à l'usine de valorisation du pétrole brut de Lloydminster. (Brut)	35,892,245	15,207,755	...	...
...	20,685,000	...	...	20,685,000	L20	Prêts pour financer l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité. (Brut)	20,685,000	...	...	...
...	71,785,000	...	...	71,785,000		Total non budgétaire	56,577,245	15,207,755	...	...
						Total du programme—				
255,706,442	**578,720,000**	**...**	**379,947,296**	**1,214,373,738**		**Budgétaire**	**344,677,649**	**640,942,770**	**228,753,319**	**795,696,094**
...	**71,785,000**	**...**	**...**	**71,785,000**		**Non budgétaire**	**56,577,245**	**15,207,755**	**...**	**...**
						Programme des minéraux et des sciences de la Terre				
...	271,071,500	...	...	271,071,500	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	10,471,881	10,471,881		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(1,395,000)	(1,395,000)		Virement au: crédit 30				
...	...	...	(4,278,000)	(4,278,000)		crédit 32 (Agence spatiale canadienne)				
...	271,071,500	...	4,798,881	275,870,381		Total—Crédit 25	273,458,534	2,411,847	...	255,046,263
...	38,385,000	...	...	38,385,000	30	Dépenses en capital				
...	...	4,873,000	...	4,873,000	30b	Virement de $1,395,000 du crédit 25 (Énergie, Mines et Ressources)				
...	...	...	1,395,000	1,395,000		Virement du crédit 25				
...	38,385,000	4,873,000	1,395,000	44,653,000		Total—Crédit 30	43,150,353	1,502,647	...	40,139,853
...	182,018,000	...	...	182,018,000	35	Subventions et contributions				
...	...	...	(10,006,000)	(10,006,000)		Virement au crédit 33 (Agence spatiale canadienne)				
...	182,018,000	...	(10,006,000)	172,012,000		Total—Crédit 35	119,547,744	52,464,256	...	44,641,560
...	22,784,000	...	(392,000)	22,392,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,392,000	...	...	22,772,000
...	...	...	4,475	4,475	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	4,475	...	...	8,810
...	**514,258,500**	**4,873,000**	**(4,199,644)**	**514,931,856**		**Total du programme—Budgétaire**	**458,553,106**	**56,378,750**	**...**	**362,608,486[3]**
						Total du département—				
255,706,442	**1,140,372,300**	**4,873,000**	**375,977,181**	**1,776,928,923**		**Budgétaire**	**850,038,833**	**698,136,771**	**228,753,319**	**1,203,707,772[3]**
...	**71,785,000**	**...**	**...**	**71,785,000**		**Non budgétaire**	**56,577,245**	**15,207,755**	**...**	**...**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commission de contrôle de l'énergie atomique				
...	21,832,000	...	...	21,832,000	40	Dépenses du programme				
...	...	2,950,000	...	2,950,000	40b	Dépenses du programme et contributions				
...	...	2,109,000	...	2,109,000	40c	Dépenses du programme				
...	21,832,000	5,059,000	...	26,891,000		Total—Crédit 40	26,364,159	526,841	...	22,621,638
...	2,178,000	...	...	2,178,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,178,000	...	...	2,182,000
...	**24,010,000**	**5,059,000**	**...**	**29,069,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**28,542,159**	**526,841**	**...**	**24,803,638**
						Énergie atomique du Canada, Limitée				
...	125,713,000	...	...	125,713,000	45	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	...	80,000,000	...	80,000,000	45c	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	125,713,000	80,000,000	...	205,713,000		Total—Crédit 45	205,640,000	73,000	...	203,077,185
...	**125,713,000**	**80,000,000**	**...**	**205,713,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**205,640,000**	**73,000**	**...**	**203,077,185**
						Office national de l'énergie				
...	21,809,000	...	...	21,809,000	50	Dépenses du programme	20,905,692	903,308	...	19,816,863
...	2,675,000	...	...	2,675,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,675,000	...	...	2,755,000
...	**24,484,000**	**...**	**...**	**24,484,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**23,580,692**	**903,308**	**...**	**22,571,863**
						Petro-Canada				
27,228,147	...	...	...	27,228,147	(S)	(L) Avances pour emprunts ou achats d'actions privilégiées à la Corporation, en vertu de la Loi sur la Société Petro-Canada, article 22. Limite $1,000,000,000. (Net)	...	...	27,228,147	...
3,830,500,000	...	...	...	3,830,500,000		Souscriptions d'actions ordinaires de la Corporation en vertu de la Loi sur la Société Petro-Canada, article 5. Limite $4,900,000,000. (Brut)	...	...	3,830,500,000	...
3,857,728,147	**...**	**...**	**...**	**3,857,728,147**		**Total du programme—Non budgétaire**	**...**	**...**	**3,857,728,147**	**...**

						La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale				
...	49,300,000	...	...	49,300,000	55	Paiements à la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	49,300,000	...	...	60,500,000
...	**49,300,000**	...	...	**49,300,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**49,300,000**	...	...	**60,500,000**
						Total du ministère—				
[illegible]	**[illegible]**	**[illegible]**	**375,977,181**	**2,085,494,923**		**Budgétaire**	**1,157,101,684**	**699,639,920**	**228,753,319**	**[illegible]**[3]
[illegible]	**[illegible]**	—	...	**3,929,513,147**		**Non budgétaire**	**56,577,245**	**15,207,755**	**3,857,728,167**	...

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Ce montant reporté a été enregistré incorrectement dans la colonne "Redressements, mandats et virements" l'exercice précédent. Il aurait dû être enregistré comme un montant disponible pour emploi dans les exercices subséquents.

(3) Au cours de l'exercice, certaines responsabilités ont été transférées à Industrie, Sciences et Technologie sous l'Agence spatiale canadienne. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $2,028,566.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme d'administration				
								Fonctionnement				
...	22,944,800	...	...	(2,347,871)	(27,600)	...	20,569,329	**Orientation et coordination**	20,171,219	398,110	...	19,497,193
...	23,451,000	...	...	54,556	(33,000)	(4,790,000)	18,682,556	**Finances et administration**	18,369,177	313,379	...	18,517,528
...	4,853,000	...	299,129	349,359	(9,000)	...	5,492,488	**Gestion des ressources humaines**	5,473,031	19,457	...	4,776,392
...	(5,429,000)	...	...	639,000	...	4,790,000 (1)	...	**Recettes à valoir sur le crédit**	...	...	...	...
...	45,819,800	...	299,129	(1,304,956)	(69,600)	...	44,744,373	**Total—Fonctionnement**	44,013,427	730,946	...	42,791,113
								Capital				
...	50,000	...	...	602,756	...	...	652,756	**Orientation et coordination**	632,061	20,695	...	523,833
...	1,509,000	...	...	21,200	...	...	1,530,200	**Finances et administration**	1,472,162	58,038	...	2,028,246
...	15,000	...	...	681,000	...	...	696,000	**Gestion des ressources humaines**	690,428	5,572	...	60,000
...	1,574,000	...	...	1,304,956	...	...	2,878,956	**Total—Capital**	2,794,651	84,305	...	2,612,079
								Sommaire du programme				
...	22,994,800	...	...	(1,745,115)	(27,600)	...	21,222,085	**Orientation et coordination**	20,803,280	418,805	...	20,021,026
...	19,531,000	...	...	714,756	(33,000)	...	20,212,756	**Finances et administration**	19,841,339	371,417	...	20,545,774
...	4,868,000	...	299,129	1,030,359	(9,000)	...	6,188,488	**Gestion des ressources humaines**	6,163,459	25,029	...	4,836,392
...	**47,393,800**	**...**	**299,129**	**...**	**(69,600)**	**...**	**47,623,329**	**Total du programme—Budgétaire**	**46,808,078**	**815,251**	**...**	**45,403,192**
								Programme de l'énergie				
								Fonctionnement				
...	11,933,000	...	141,224	2,942,776	(17,000)	...	15,000,000	**Politique énergétique**	13,897,013	1,102,987	...	11,671,537
...	10,992,000	...	141,224	883,776	(17,000)	...	12,000,000	**Ressources énergétiques**	11,209,092	790,908	...	16,064,467
...	39,703,000	...	494,283	(2,163,283)	(33,045)	...	38,000,955	**Efficacité énergétique et diversification**	36,661,195	1,339,760	...	...
...	22,523,000	...	282,447	(5,772,447)	38,803	...	17,071,803	**Programmes d'encouragement**	15,067,038	2,004,765	...	...
...	5,724,000	...	70,612	213,388	(7,894)	...	6,000,106	**Administration du pétrole et du gaz des terres domaniales**	5,145,605	854,501	...	5,489,101
...	3,490,000	...	47,074	2,039,290	(7,000)	...	5,569,364	**Appui du programme**	4,008,629	1,560,735	...	3,501,701
...	...	...	...	...	...	...	...	**Activités non requises pour l'exercice en cours**	...	...	...	65,099,983
...	94,365,000	...	1,176,864	(1,856,500)	(43,136)	...	93,642,228	**Total—Fonctionnement**	85,988,572	7,653,656	...	101,826,789

								Capital				
...	296,000	...	...	1,134,000	...	...	1,430,000	Politique énergétique	1,416,398	13,602	...	3,499,711
...	326,000	...	...	24,000	...	...	350,000	Ressources énergétiques	331,018	18,982	...	274,102
...	453,000	...	...	667,500	...	...	1,120,500	Efficacité énergétique et diversification	1,103,169	17,331	...	...
...	311,000	...	...	(211,000)	...	...	100,000	Programmes d'encouragement	87,413	12,587	...	...
...	156,000	...	...	84,000	...	...	240,000	Administration du pétrole et du gaz des terres domaniales	228,551	11,449	...	54,273
...	26,000	...	...	158,000	...	...	184,000	Appui du programme	171,297	12,703	...	242,188
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,953,639
...	1,568,000	...	...	1,856,500	...	...	3,424,500	Total—Capital	3,337,846	86,654	...	8,023,913
								Paiements de transfert				
...	335,000	...	...	112,500	...	...	447,500	Politique énergétique	447,000	500	...	403,303
...	14,207,000	...	...	1,500	500,076,615	...	514,285,115	Ressources énergétiques	13,467,909[2]	500,817,206[2]	...	12,978,025[2]
...	8,739,000	...	...	3,989,500	...	...	12,728,500	Efficacité énergétique et diversification	11,733,469	995,031	...	16,431,079
...	335,000,000	...	...	(3,705,000)	...	...	331,295,000	Programmes d'encouragement	199,937,777	131,357,223	...	602,145,885
255,706,442[3]	123,920,000	...	...	80,000	(121,263,047)	...	258,443,395	Administration du pétrole et du gaz des terres domaniales	29,690,076	...	228,753,319	48,972,811
...	586,000	...	...	(478,500)	...	...	107,500	Appui du programme	75,000	32,500	...	673,790
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	4,240,499
255,706,442	482,787,000	...	...	...	378,813,568	...	1,117,307,010	Total—Paiements de transfert	255,351,231	633,202,460	228,753,319	685,845,392
								Non budgétaire				
...	51,100,000	...	...	...	...	...	51,100,000	Politique énergétique	35,892,245	15,207,755	...	...
...	20,685,000	...	...	...	...	...	20,685,000	Ressources énergétiques	20,685,000	...	...	...
...	71,785,000	...	...	...	...	...	71,785,000	Total—Non budgétaire	56,577,245	15,207,755	...	...
								Sommaire du programme				
								Politique énergétique—				
...	12,564,000	...	141,224	4,189,276	(17,000)	...	16,877,500	Budgétaire	15,760,411	1,117,089	...	15,574,551
...	51,100,000	...	...	...	...	...	51,100,000	Non budgétaire	35,892,245	15,207,755	...	...
								Ressources énergétiques—				
...	25,525,000	...	141,224	909,276	500,059,615	...	526,635,115	Budgétaire	25,008,019[2]	501,627,096[2]	...	29,316,594[2]
...	20,685,000	...	...	...	...	...	20,685,000	Non budgétaire	20,685,000	...	...	...
...	48,895,000	...	494,283	2,493,717	(33,045)	...	51,849,955	Efficacité énergétique et diversification	49,497,833	2,352,122	...	16,431,079
...	357,834,000	...	282,447	(9,688,447)	38,803	...	348,466,803	Programmes d'encouragement	215,092,228	133,374,575	...	602,145,885
255,706,442	129,800,000	...	70,612	377,388	(121,270,941)	...	264,683,501	Administration du pétrole et du gaz des terres domaniales	35,064,232	865,950	228,753,319	54,516,185
...	4,102,000	...	47,074	1,718,790	(7,000)	...	5,860,864	Appui du programme	4,254,926	1,605,938	...	4,417,679
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	73,294,121
								Total du programme—				
255,706,442	**578,720,000**	**...**	**1,176,864**	**...**	**378,770,432**	**...**	**1,214,373,738**	**Budgétaire**	**344,677,649**	**640,942,770**	**228,753,319**	**795,696,094**
...	**71,785,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**71,785,000**	**Non budgétaire**	**56,577,245**	**15,207,755**	**...**	**...**

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme des minéraux et des sciences de la Terre				
								Fonctionnement				
...	13,135,000	(109,000)	...	(199,003)	(23,000)	...	12,803,997	Politique et programmes des minéraux	11,712,246	1,091,751	...	12,839,653
...	2,372,000	...	1,726,881	(1,992,000)	(4,000)	...	2,102,881	Application de la Loi sur les explosifs au Canada	2,047,243	55,638	...	1,693,606
...	69,249,000	(559,000)	...	2,611,517	(89,525)	...	71,211,992	Technologie des minéraux et de l'énergie	70,396,530	815,462	...	66,151,055
...	91,198,500	(1,492,000)	3,500,000	1,797,136	(129,000)	...	94,874,636	Levés géologiques	94,703,619	171,017	...	94,197,414
...	7,157,000	...	70,000	1,040,481	(4,000)	...	8,263,481	Plateau continental polaire	8,220,730	42,751	...	6,477,895
...	62,003,000	(345,000)	3,300,000	(427,783)	(98,000)	...	64,432,217	Levés et cartographie	64,354,813	77,404	...	59,652,717
...	23,520,000	1,110,000	(4,103,000)	(177,813)	(20,000)	...	20,329,187	Télédétection	20,266,683	62,504	...	18,765,782
...	25,221,000	...	1,700,000	(2,652,535)	(20,000)	...	24,248,465	Appui du programme	24,153,146	95,319	...	18,048,951
...	293,855,500	(1,395,000)	6,193,881	...	(387,525)	...	298,266,856	Total—Fonctionnement	295,855,010	2,411,846	...	277,827,073
								Capital				
...	113,000	415,000	...	85,000	...	...	613,000	Politique et programmes des minéraux	594,627	18,373	...	309,705
...	52,000	...	...	156,500	...	...	208,500	Application de la Loi sur les explosifs au Canada	207,810	690	...	73,214
...	6,723,000	1,286,000	...	(344,500)	...	...	7,664,500	Technologie des minéraux et de l'énergie	7,561,251	103,249	...	6,682,267
...	8,896,000	1,467,000	...	465,000	...	...	10,828,000	Levés géologiques	10,769,750	58,250	...	6,781,265
...	3,151,000	...	...	(1,965,000)	...	...	1,186,000	Plateau continental polaire	1,184,079	1,921	...	5,916,617
...	8,578,000	2,594,000	...	(3,792,000)	...	...	7,380,000	Levés et cartographie	7,270,013	109,987	...	7,402,137
...	5,623,000	506,000	...	4,217,000	...	...	10,346,000	Télédétection	10,270,214	75,786	...	9,961,999
...	5,249,000	...	...	1,178,000	...	...	6,427,000	Appui du programme	5,292,608	1,134,392	...	3,012,649
...	38,385,000	6,268,000	...	...	...	...	44,653,000	Total—Capital	43,150,352	1,502,648	...	40,139,853
								Paiements de transfert				
...	14,758,000	...	...	1,698,000	...	...	16,456,000	Politique et programmes des minéraux	13,841,175	2,614,825	...	17,467,405
...	668,000	...	...	938,500	...	...	1,606,500	Technologie des minéraux et de l'énergie	1,599,640	6,860	...	1,298,750
...	4,774,000	...	...	(1,748,500)	...	...	3,025,500	Levés géologiques	1,900,123	1,125,377	...	5,524,814
...	183,000	...	...	41,000	...	...	224,000	Levés et cartographie	205,211	18,789	...	277,356
...	10,935,000	...	(10,006,000)	(929,000)	...	...	...	Télédétection	...	...	...	19,410,000
...	150,000,000	...	...	...	...	...	150,000,000	Programme d'encouragement	101,313,411	48,686,589	...	...
...	700,000	...	...	...	...	...	700,000	Appui du programme	688,184	11,816	...	663,235
...	182,018,000	...	(10,006,000)	...	...	...	172,012,000	Total—Paiements de transfert	119,547,744	52,464,256	...	44,641,560

								Sommaire du programme				
...	28,006,000	306,000	...	1,583,997	(23,000)	...	29,872,997	Politique et programmes des minéraux	26,148,048	3,724,949	...	30,616,763
...	2,424,000	...	1,726,881	(1,835,500)	(4,000)	...	2,311,381	Application de la Loi sur les explosifs au Canada	2,255,053	56,328	...	1,766,820
...	76,640,000	727,000	...	3,205,517	(89,525)	...	80,482,992	Technologie des minéraux et de l'énergie	79,557,421	925,571	...	74,132,072
...	104,868,500	(25,000)	3,500,000	513,636	(129,000)	...	108,728,136	Levés géologiques	107,373,492	1,354,644	...	106,503,493
...	10,308,000	...	70,000	(924,519)	(4,000)	...	9,449,481	Plateau continental polaire	9,404,809	44,672	...	12,394,512
...	70,764,000	2,249,000	3,300,000	(4,178,783)	(98,000)	...	72,036,217	Levés et cartographie	71,830,037	206,180	...	67,332,210
...	40,078,000	1,616,000	(14,109,000)	3,110,187	(20,000)	...	30,675,187	Télédétection	30,536,897	138,290	...	48,137,781
...	150,000,000	...	...	...	...	...	150,000,000	Programme d'encouragement	101,313,411	48,686,589	...	...
...	31,170,000	...	1,700,000	(1,474,535)	(20,000)	...	31,375,465	Appui du programme	30,133,938	1,241,527	...	21,724,835
...	**514,258,500**	**4,873,000**	**(3,812,119)**	...	**(387,525)**	...	**514,931,856**	**Total du programme—Budgétaire**	**458,553,106**	**56,378,750**	...	**362,608,486**[4]
								Total du département—				
255,706,442	**1,140,372,300**	**4,873,000**	**(2,336,126)**	...	**378,313,307**	...	**1,776,928,923**	**Budgétaire**	**850,038,833**	**698,136,771**	**228,753,319**	**1,203,707,772**[4]
...	**71,785,000**	...	...	...	...	...	**71,785,000**	**Non budgétaire**	**56,577,245**	**15,207,755**	...	...
								Commission de contrôle de l'énergie atomique				
								Fonctionnement				
...	23,344,000	4,385,000	...	...	...	...	27,729,000	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique	26,080,872	1,648,128	...	23,528,027
								Capital				
...	654,000	394,000	...	...	...	...	1,048,000	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique	2,304,287	(1,256,287)	...	824,721
								Paiements de transfert				
...	12,000	280,000	...	...	...	...	292,000	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique	157,000	135,000	...	450,890
...	**24,010,000**	**5,059,000**	...	...	...	...	**29,069,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**28,542,159**	**526,841**	...	**24,803,638**
								Énergie atomique du Canada, Limitée				
...	...	...	...	...	...	...	...	Fonctionnement	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Capital	...	...	...	...
...	**125,713,000**	**80,000,000**	...	...	...	...	**205,713,000**	**Total du programme—Budgétaire**[5]	**205,640,000**	**73,000**	...	**203,077,185**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Office national de l'énergie				
								Fonctionnement				
...	24,009,000	...	...	...	...	...	24,009,000	Réglementation et consultation en matière d'énergie	22,875,908	1,133,092	...	22,133,086
								Capital				
...	475,000	...	...	...	...	...	475,000	Réglementation et consultation en matière d'énergie	704,784	(229,784)	...	438,777
...	**24,484,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**24,484,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**23,580,692**	**903,308**	**...**	**22,571,863**
								Petro-Canada				
3,857,728,147	...	...	...	...	...	...	3,857,728,147	Non budgétaire	...	...	3,857,728,147	...
3,857,728,147	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**3,857,728,147**	**Total du programme— Non budgétaire**	**...**	**...**	**3,857,728,147**	**...**
								La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale				
...	49,300,000	...	...	...	...	...	49,300,000	Fonctionnement	49,300,000	...	...	60,500,000
...	**49,300,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**49,300,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**49,300,000**	**...**	**...**	**60,500,000**
								Total du ministère—				
255,706,442	**1,363,879,300**	**89,932,000**	**(2,336,126)**	**...**	**378,313,307**	**...**	**2,085,494,923**	**Budgétaire**	**1,157,101,684**	**699,639,920**	**228,753,319**	**1,514,660,458**[4]
3,857,728,147	**71,785,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**3,929,513,147**	**Non budgétaire**	**56,577,245**	**15,207,755**	**3,857,728,147**	**...**

(1) Ce montant de recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été réduit de $639,000 (CT S-9/0-104).
(2) Comprend les recettes à valoir sur le crédit au montant de $824,726 pour 1989-90 et $2,344,869 pour 1988-89.
(3) Comprend un montant reporté de $189,590,598 ayant été enregistré incorrectement dans la colonne "Redressements statutaires et mandats" l'exercice précédent. Il aurait dû être enregistré comme un montant disponible pour emploi dans les exercices subséquents.
(4) Au cours de l'exercice, certaines responsabilités ont été transférées à Industrie, Sciences et Technologie sous l'Agence spatiale canadienne. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $2,028,566 afin de refléter le transfert du Radarsat à l'Agence spatiale canadienne.
(5) La ventilation par genre de dépenses n'est pas disponible.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme de l'énergie				
							Subventions				
							Politique énergétique				
...	...	...	...	15,000	...	15,000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	15,000	...	...	...
							Ressources énergétiques				
...	175,000[1]	...	...	...	...	175,000	Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institut canadien de recherche énergétique	175,000	...	...	175,000
							Efficacité énergétique et diversification				
...	...	...	...	32,500	...	32,500	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	32,500	...	...	...
							Administration du pétrole et du gaz des terres domaniales				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	225,766
							Appui du programme				
...	50,000	...	...	(47,500)	...	2,500	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	...	2,500	...	38,500
...	**225,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**225,000**	**Total—Subventions**	**222,500**	**2,500**	**...**	**439,266**
							Contributions				
							Politique énergétique				
...	135,000	...	...	...	...	135,000	Contribution à l'appui d'un programme de bourses d'études pour l'Université Laval	135,000	...	...	97,000
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Contribution au Comité organisateur du 14ᵉ Congrès de la Conférence mondiale de l'énergie	200,000	...	...	306,303
...	...	...	...	97,500	...	97,500	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	97,000	500	...	...
...	335,000	...	...	97,500	...	432,500		432,000	500	...	403,303

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Ressources énergétiques				
...	2,300,000	...	...	(106,000)	...	2,194,000	Programme de construction des embranchements	2,048,284	145,716	...	2,437,859
...	1,732,000	...	...	...	...	1,732,000	Quote-part du gouvernement fédéral au programme de recherche et de développement de l'Association canadienne de l'électricité	1,732,000	...	...	1,732,000
...	10,000,000	...	...	...	76,615	10,076,615	(S) Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limitée relativement aux déficits qu'elle a subis dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de l'Interprovincial Pipe Line	10,076,615	...	...	9,937,826
...	...	...	...	107,500	...	107,500	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	107,000	500	...	...
...	...	...	...	...	500,000,000	500,000,000	(S) Indemnisation pétrolière	(670,990)[2]	500,670,990[2]	...	(1,304,660)[2]
...	14,032,000	...	...	1,500	500,076,615	514,110,115		13,292,909	500,817,206	...	12,803,025
							Efficacité énergétique et diversification				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Contributions pour la mise sur pied d'un groupe de travail sur l'économie de l'énergie dans le secteur des transports	44,500	5,500	...	30,000
...	435,000	...	...	...	...	435,000	Contribution à l'appui de la démonstration à l'échelle commerciale de la production avancée d'hydrogène électrolytique	415,272	19,728	...	407,643
...	226,000	...	...	...	...	226,000	Contribution à l'appui des activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides	226,000	...	...	247,000
...	70,000	...	...	255,000	...	325,000	Contribution à l'appui du programme de démonstration dans les collectivités éloignées	279,359	45,641	...	690,473
...	510,000	...	...	343,067	...	853,067	Contributions à l'appui des initiatives peu coûteuses en matière d'économie d'énergie	830,293	22,774	...	1,392,364
...	1,040,000	...	...	1,674,057	...	2,714,057	Contribution à l'appui de l'élaboration et de la démonstration de nouvelles techniques associées aux sources d'énergie renouvelables et non conventionnelles, aux économies d'énergie et au remplacement du pétrole par des carburants conventionnels	2,644,665	69,392	...	5,605,680
...	500,000	...	...	410,000	...	910,000	Contribution à l'appui de systèmes de combustion biomassique à l'Île-du-Prince-Édouard	788,293	121,707	...	1,281,991

...	5,208,000	...	...	(100,000)	...	5,108,000	Contribution à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie	4,572,642	535,358	...	5,263,486
...	700,000	...	...	713,000	...	1,413,000	Contributions à l'appui de la recherche et du développement relatifs aux énergies renouvelables	1,397,408	15,592	...	1,194,852
...	...	...	...	189,876	...	189,876	Conseil de l'industrie de l'hydrogène	189,233	643	...	...
...	...	...	...	200,000	...	200,000	Véhicules au gaz naturel	117,000	83,000	...	317,590
...	...	...	...	101,000	...	101,000	Activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides—"Non-panel fuels"	50,305	50,695	...	...
...	...	...	...	171,000	...	171,000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	145,999	25,001	...	...
...	8,739,000	...	...	3,957,000	...	12,696,000		11,700,969	995,031	...	16,431,079
							Programmes d'encouragement				
...	275,000,000	...	...	(3,765,000)	...	271,235,000	Paiements au Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur	155,656,528	115,578,472	...	602,145,885
...	60,000,000	...	...	...	...	60,000,000	Paiements au Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada	44,281,249	15,718,751	...	...
...	...	...	...	60,000	...	60,000	Programme d'encouragement du secteur pétrolier	...	60,000	...	...
...	335,000,000	...	...	(3,705,000)	...	331,295,000		199,937,777	131,357,223	...	602,145,885
							Énergies renouvelables et économies d'énergie				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4,240,499
							Administration du pétrole et du gaz des terres domaniales				
41,115,844	24,620,000	...	...	...	(24,620,000)	41,115,844	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extra-côtière de la Nouvelle-Écosse	8,302,998	...	32,812,846	28,616,476
189,590,598[3]	91,800,000	...	...	...	(91,800,000)	189,590,598	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extra-côtière de Terre-Neuve	10,619,193	...	178,971,405	17,306,353
...	2,500,000	...	...	...	(122,578)	2,377,422	(S) Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers	2,377,422	...	...	2,824,216
25,000,000	5,000,000	...	...	...	(5,000,000)	25,000,000	(S) Paiements à la Nova Scotia Resources (Ventures) Limited pour les frais d'exploration et d'aménagement au Canada	8,030,932	...	16,969,068	...

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Autorisation maximale en vertu de la Partie VII, article 242 de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers				
...	...	...	...	...	279,531	279,531	(S) Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	279,531	...	...	...
...	...	...	...	80,000	...	80,000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	80,000	...	...	...
255,706,442	123,920,000	...	...	80,000	(121,263,047)	258,443,395		29,690,076	...	228,753,319	48,747,045
							Appui du programme				
...	536,000	...	...	(431,000)	...	105,000	Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	75,000	30,000	...	635,290
255,706,442	**482,562,000**	**...**	**...**	**...**	**378,813,568**	**1,117,082,010**	**Total—Contributions**	**255,128,731**	**633,199,960**	**228,753,319**	**685,406,126**
							Sommaire du programme par activité				
...	335,000	...	...	112,500	...	447,500	Politique énergétique	447,000	500	...	403,303
...	14,207,000	...	...	1,500	500,076,615	514,285,115	Ressources énergétiques	13,467,909 (2)	500,817,206 (2)	...	12,978,025 (2)
...	8,739,000	...	...	3,989,500	...	12,728,500	Efficacité énergétique et diversification	11,733,469	995,031	...	16,431,079
...	335,000,000	...	...	(3,705,000)	...	331,295,000	Programmes d'encouragement	199,937,777	131,357,223	...	602,145,885
255,706,442	123,920,000	...	...	80,000	(121,263,047)	258,443,395	Administration du pétrole et du gaz des terres domaniales	29,690,076	...	228,753,319	48,972,811
...	586,000	...	...	(478,500)	...	107,500	Appui du programme	75,000	32,500	...	673,790
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	4,240,499
255,706,442	**482,787,000**	**...**	**...**	**...**	**378,813,568**	**1,117,307,010**	**Total du programme**	**255,351,231 (2)**	**633,202,460 (2)**	**228,753,319**	**685,845,392 (2)**
							Programme des minéraux et des sciences de la Terre				
							Subventions				
							Politique et programmes des minéraux				
...	...	...	...	25,000	...	25,000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	25,000	...	...	...

							Technologie des minéraux et de l'énergie				
...	44,000	...	...	500	...	44,500	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	42,140	2,360	...	26,000
							Levés géologiques				
...	1,396,000	...	...	2,000	...	1,398,000	Subventions en vue d'encourager la recherche sur les sciences de la Terre, l'énergie et les minéraux	1,398,000	...	...	1,398,000
...	77,000	...	...	(13,500)	...	63,500	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	63,500	...	...	65,450
...	1,473,000	...	...	(11,500)	...	1,461,500		1,461,500	...	...	1,463,450
							Levés et cartographie				
...	40,000	...	...	21,000	...	61,000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	61,000	...	...	60,000
							Télédétection				
...	35,000	...	...	(35,000)	...	...	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	...	...	...	...
...	**1,592,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,592,000**	**Total—Subventions**	**1,589,640**	**2,360**	**...**	**1,549,450**
							Contributions				
							Politique et programmes des minéraux				
...	196,000	...	...	...	...	196,000	Queen's University—Centre des études sur les ressources	196,000	...	...	196,000
...	1,100,000	...	...	2,426,801	...	3,526,801	Contribution à la stratégie relative à l'amiante	2,576,538	950,263	...	1,990,290
							Contributions aux provinces pour l'exécution du programme aux termes de l'Entente sur le développement minéral:				
...	368,000	...	...	(17,000)	...	351,000	Terre-Neuve	328,608	22,392	...	624,598
...	40,000	...	...	40,000	...	80,000	Nouvelle-Écosse	64,723	15,277	...	969,171
...	74,000	...	...	3,000	...	77,000	Nouveau-Brunswick	41,519	35,481	...	660,202
...	10,309,000	...	...	(1,585,801)	...	8,723,199	Québec	7,433,199	1,290,000	...	10,007,573
...	539,000	...	...	154,000	...	693,000	Ontario	626,002	66,998	...	985,000
...	813,000	...	...	210,000	...	1,023,000	Colombie-Britannique	1,022,294	706	...	834,578

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	1,294,000	...	...	431,000	...	1,725,000	Contribution à la province de Québec pour l'exécution du programme aux termes du plan de développement de l'Est du Québec	1,500,000	225,000	...	1,147,500
...	25,000	...	...	11,000	...	36,000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	27,292	8,708	...	5,364
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	47,129
...	14,758,000	...	...	1,673,000	...	16,431,000		13,816,175	2,614,825	...	17,467,405
							Technologie des minéraux et de l'énergie				
...	600,000	...	...	785,000	...	1,385,000	Alberta Oil Sands Technology and Research Authority (AOSTRA)	1,385,000	...	...	868,750
...	...	...	...	87,500	...	87,500	Alberta Research Council (ARC)	87,500	...	...	...
...	...	...	...	75,000	...	75,000	Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)	75,000	...	...	...
...	24,000	...	...	(9,500)	...	14,500	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	10,000	4,500	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	404,000
...	624,000	...	...	938,000	...	1,562,000		1,557,500	4,500	...	1,272,750
							Levés géologiques				
...	3,261,000	...	...	(1,785,500)	...	1,475,500	Programme de sondage des fonds marins	350,490	1,125,010	...	3,958,050
...	40,000	...	...	48,500	...	88,500	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	88,133	367	...	103,314
...	3,301,000	...	...	(1,737,000)	...	1,564,000		438,623	1,125,377	...	4,061,364

							Levés et cartographie				
...	143,000	...	...	(10,000)	...	133,000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	114,211	18,789	...	167,356
...	...	...	...	30,000	...	30,000	Association canadienne des entreprises de géomatique	30,000	...	...	50,000
...	143,000	...	...	20,000	...	163,000		144,211	18,789	...	217,356
							Télédétection				
...	10,900,000	...	(10,006,000)	(894,000)	...	...	Contribution à l'Agence spatiale européenne	...	...	...	19,410,000
							Programme d'encouragement				
...	150,000,000	...	...	...	...	150,000,000	Programme de stimulation de l'exploration au Canada	101,313,411	48,686,589	...	...
							Appui du programme				
...	700,000	...	...	...	...	700,000	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	688,184	11,816	...	663,235
...	**180,426,000**	**...**	**(10,006,000)**	**...**	**...**	**170,420,000**	**Total—Contributions**	**117,958,104**	**52,461,896**	**...**	**43,092,110**
							Sommaire du programme par activité				
...	14,758,000	...	...	1,698,000	...	16,456,000	Politique et programmes des minéraux	13,841,175	2,614,825	...	17,467,405
...	668,000	...	...	938,500	...	1,606,500	Technologie des minéraux et de l'énergie	1,599,640	6,860	...	1,298,750
...	4,774,000	...	...	(1,748,500)	...	3,025,500	Levés géologiques	1,900,123	1,125,377	...	5,524,814
...	183,000	...	...	41,000	...	224,000	Levés et cartographie	205,211	18,789	...	277,356
...	10,935,000	...	(10,006,000)	(929,000)	...	...	Télédétection	...	...	...	19,410,000
...	150,000,000	...	...	...	...	150,000,000	Programme d'encouragement	101,313,411	48,686,589	...	...
...	700,000	...	...	...	...	700,000	Appui du programme	688,184	11,816	...	663,235
...	**182,018,000**	**...**	**(10,006,000)**	**...**	**...**	**172,012,000**	**Total du programme**	**119,547,744**	**52,464,256**	**...**	**44,641,560**
255,706,442	**664,805,000**	**...**	**(10,006,000)**	**...**	**378,813,568**	**1,289,319,010**	**Total du département**	374,898,975 (2)	**685,666,716** (2)	**228,753,319**	**730,486,952** (2)
							Commission de contrôle de l'énergie atomique				
							Subventions				
							Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique				
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaire	7,000	5,000	...	10,000
...	**12,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**12,000**	**Total—Subventions**	**7,000**	**5,000**	**...**	**10,000**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique				
...	...	280,000	...	...	...	280,000	Contribution pour maintenir le programme d'aide en main-d'oeuvre à titre gracieux et pour obtenir les biens et services nécessaires à l'exécution du Programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique	150,000	130,000	...	440,890
...	...	**280,000**	...	...	...	280,000	**Total—Contributions**	150,000	**130,000**	...	**440,890**
...	**12,000**	**280,000**	...	...	...	292,000	**Total du programme**	157,000	**135,000**	...	**450,890**
255,706,442	**664,817,000**	**280,000**	**(10,006,000)**	...	**378,813,568**	**1,289,611,010**	**Total du ministère**	375,055,975 (2)	**685,801,716** (2)	**228,753,319**	**730,937,842** (2)

(S) Paiement de transfert législatif.
(1) Suite à une erreur administrative, l'autorisation de $175,000 du Budget des dépenses principal apparaissant sous l'activité Politique énergétique a été encourue sous l'activité Ressources énergétiques.
(2) Comprend les recettes à valoir sur le crédit au montant de $824,726 pour 1989-90 et $2,344,869 pour 1988-89.
(3) Ce montant reporté a été enregistré incorrectement dans la colonne "Redressements statutaires et mandats" l'exercice précédent. Il aurait dû être enregistré comme un montant disponible pour emploi dans les exercices subséquents.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme d'administration			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Finances et administration			
Services et rémunération de services	5,429,000	4,771,851	7,279,791
Total du programme—Budgétaire	**5,429,000** [1]	**4,771,851**	**7,279,791**
Programme de l'énergie			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Indemnisation pétrolière			
Autres recettes non fiscales	...	824,726	2,344,869
Total du programme—Budgétaire	...	**824,726**	**2,344,869**
Total du département—Budgétaire	**5,429,000**	**5,596,577**	**9,624,660**
Total du ministère—Budgétaire	**5,429,000**	**5,596,577**	**9,624,660**

[1] Ce montant de recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été réduit de $639,000 (CT S-9/0-104).

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses—Achat de biens de fonctionnement et services	4,746	98,224
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	346,182	398,432
Divers	10	1,618
	350,938	498,274
Rémunérations de services	441	474
Produits des ventes	230	251
Autres recettes non fiscales—		
Location d'immeubles	111,013	115,619
Divers	9,239	2,968
	120,252	118,587
Total du programme	**471,861**	**617,586**
Programme de l'énergie		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Énergie atomique du Canada, Limitée—		
Intérêt	59,043,229	60,599,534
Dividende	...	16,400,000
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	11,413,140	11,591,802
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	1,064,553	1,116,874
Projet conjoint—Usine de valorisation bi-provinciale	442,357	...
	71,963,279	89,708,210
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses—Achat de biens de fonctionnement et services	121,645	84,580
Recouvrements de paiements de transfert aux personnes	29,137	69,970
Recouvrements de paiements de transfert—Subventions et assistance en capital	11,780,295	17,663,898
Autres recouvrements	30,386	100,174
Énergie atomique du Canada Limitée	4,829,445	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	54,958,435	17,552,654
	71,749,343	35,471,276
Privilèges, licences et permis—		
Terrains publics—Redevances sur le pétrole et le gaz	2,812,704	1,851,282
Terrains publics—Autres recettes	110,461	1,185,358
Autres	65,868	2,248
	2,989,033	3,038,888

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes	380	1,289
Autres recettes non fiscales—		
Bail, Hydro Manitoba	22,500,000	20,000,000
Paiement en trop en rapport au programme d'encouragement du secteur pétrolier	...	2,712,546
Autres	230,759	79,201
	22,730,759	22,791,747
Total du programme	**169,432,794**	**151,011,410**
Programme des minéraux et des sciences de la Terre		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses—Achat de biens de fonctionnement et services	631,064	429,250
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	800,886	1,775,405
Divers	15,147	5,394
	1,447,097	2,210,049
Privilèges, licences et permis—		
Licences et permis	668,731	246,417
Frais d'inspection et d'examen	414,356	411,704
Divers	500	75
	1,083,587	658,196
Rémunérations de services—		
Essais et analyses	2,563,397	1,315,083
Traitement du métal	409,476	193,702
Services de tests et d'analyses scientifiques	391,310	128,721
Services spéciaux	888,452	839,821
Entretien de stations séismiques	235,499	139,318
Levés géologiques	128,270	...
Divers	46,590	39,187
	4,662,994	2,655,832
Produits des ventes—		
Graphiques, cartes et plans	3,374,713	3,412,732
Photographies aériennes et impressions	467,627	645,404
Produits de la terre	817,602	619,493
Autres	792,007	623,573
	5,451,949	5,301,202
Autres recettes non fiscales	161,829	126,770
Total du programme	**12,807,456**	**10,952,049**[2]
Total du département	**182,712,111**	**162,581,045**[2]

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission de contrôle de l'energie atomique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,693	6,940
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	55,294	...
	60,987	6,940
Privilèges, licences et permis	2,000	2,000
Rémunérations de services	158	630
Autres recettes non fiscales	4	25
Total du programme	**63,149**	**9,595**
Office national de l'énergie		
Recettes fiscales—		
Redevances d'exportation sur le pétrole	...	42,708
Moins: recouvrement de paiement en trop	...	(292,876)
Total des recettes fiscales	...	**335,584**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	4,534	20,938
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,571	8,144
	6,105	29,082
Rémunérations de services	141,725	2,257
Produits des ventes	1,160	704
Autres recettes non fiscales	71,393	24,758
Total des recettes non fiscales	**220,383**	**56,801**
Total du programme	**220,383**	**392,385**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Redevances d'exportation sur le pétrole	...	335,584
Total des recettes fiscales	...	335,584
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	71,963,279	89,708,210
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	73,614,470	38,215,621
Privilèges, licences et permis	4,074,620	3,699,084
Rémunérations de services	4,805,318	2,659,193
Produits des ventes	5,453,719	5,303,446
Autres recettes non fiscales	23,084,237	23,061,887
Total des recettes non fiscales	182,995,643	162,647,441
Total du ministère	**182,995,643**	**162,983,025**[2]

(1) Intérêt sauf indication contraire.
(2) Au cours de l'exercice, certaines responsabilités ont été transférées à Industrie, Sciences et Technologie sous

SECTION 16

COMPTES PUBLICS
1989-90

Environnement

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	16.2
Sommaire du ministère	16.4
Programmes par activité	16.6
Paiements de transfert	16.8
Détail des montants portés au crédit	16.13
Recettes	16.13

Département

Programme d'administration

Objectif

Assurer l'orientation de la politique et la gestion du ministère, lui fournir des services et pourvoir à l'examen des évaluations environnementales.

Description des activités

Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales

Administration du processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement (PEEE), prestation de conseils, de directives en matière de politiques et de règles administratives aux organismes participants pour la mise en application du processus, établissement de commissions indépendantes pour l'examen par le public des projets fédéraux pouvant avoir des incidences fâcheuses sur l'environnement, évaluation du rendement du PEEE et présentation de recommandations propres à améliorer la politique.

Administration

Cabinet du ministre de l'Environnement, bureaux du sous-ministre et du Conseil consultatif canadien de l'environnement; conseils sur la politique à suivre et moyens de l'élaborer, système de planification d'ensemble et coordination de la recherche et des affaires intergouvernementales; direction fonctionnelle et direction de la politique, coordination de la gestion financière et de la budgétisation, services du personnel, information, services d'amélioration de la gestion, services de biométrie et d'informatique, gestion du matériel et des biens-fonds et planification des mesures d'urgence.

Programme des services de l'environnement

Objectif

Promouvoir et entreprendre des programmes visant à protéger et à améliorer la qualité de l'environnement et des programmes conçus pour améliorer la gestion et l'utilisation économique soutenue des ressources fauniques et des eaux intérieures du pays.

Description des activités

Conservation et protection

Grandes orientations, plans, information et ententes sur la gestion des ressources aquatiques, fauniques et terrestres, de manière à en assurer la pérennité; surveillance et prestation de données sur la quantité, la qualité et l'utilisation des ressources aquatiques, fauniques et terrestres; recherches sur les phénomènes chimiques, physiques, biologiques et socio-économiques de façon à déceler les tendances et les problèmes, à prévoir les incidences futures et à atténuer les effets néfastes sur l'environnement; négociations en vue de défendre les intérêts du Canada concernant les eaux transfrontières, les oiseaux migrateurs et autres ressources fauniques; réglementation et application d'ententes internationales et fédérales-provinciales ou de lois fédérales sur la protection et la répartition des ressources aquatiques, fauniques et terrestres; prévention des menaces environnementales dues aux activités humaines; inspection, analyse et mesures de coercition afin de garantir l'application des lois sur le contrôle des produits chimiques et des règlements sur la lutte antipollution; élaboration de lois et de programmes de lutte antipollution en collaboration avec les gouvernements provinciaux et autres; mise au point et à l'essai des techniques de lutte antipollution; examen des propositions concernant la réduction de la pollution; coordination des mesures nationales face aux urgences environnementales; réduction de la pollution; évaluation des incidences socio-économiques et de l'importance relative des menaces environnementales; coordination et administration de programmes afin de régler les questions environnementales.

Environnement atmosphérique

Prestation de renseignements historiques, actuels et prévisionnels sur la météorologie, l'état des mers et des glaces dans toutes les régions du Canada et les eaux adjacentes; conseils et avis sur les répercussions des conditions atmosphériques, de l'état des mers et des glaces sur les activités de l'être humain et sur les applications des connaissances météorologiques dans des activités assujetties aux conditions atmosphériques; évaluations des répercussions des activités de l'être humain sur l'environnement atmosphérique; recherches sur le comportement de l'atmosphère et ses effets sur les autres éléments de l'environnement, les mécanismes du vent et des vagues et la dynamique de la glace dans les eaux navigables; élaboration, essai et étalonnage des instruments météorologiques normalisés; formulation d'objectifs nationaux sur la qualité de l'air ambiant; recherches et prestation de renseignements, d'avis et de conseils sur les aspects météorologiques de la qualité de l'air ainsi que de l'intensité et la propagation du bruit; élaboration et réalisation de programmes de formation professionnelle et technique en météorologie; services de bibliothèque en météorologie; participation aux programmes scientifiques et opérationnels internationaux et études spéciales sur le terrain pour appuyer les programmes canadiens visant à aider certains pays.

Objectif

Sauvegarder les endroits qui constituent d'importants exemples du patrimoine naturel et culturel du Canada, pour le bénéfice, l'instruction et le plaisir des Canadiens, de manière à léguer ce patrimoine intact aux générations à venir.

Description des activités

Exploitation des parcs

La protection, la gestion des ressources, l'exploitation et l'entretien des parcs nationaux, des parcs et lieux historiques, des canaux et d'autres aires du patrimoine, ainsi que la réalisation de programmes d'interprétation, d'information et d'accueil à l'intention du public.

Aménagement des parcs

L'élaboration et la mise en oeuvre de la législation, de la politique, de la recherche et de la planification; la création, l'aménagement et la protection de nouvelles aires et ressources du patrimoine; l'achèvement ou l'amélioration des aires du patrimoine et des parcs existants.

Gestion du programme et services techniques

Direction administrative du programme et prestation de services en génie et en architecture ainsi que de services administratifs généraux.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration				
...	38,168,000	...	...	38,168,000	1	Dépenses du programme				
...	...	3,417,000	...	3,417,000	1b	Dépenses du programme				
...	...	2,429,000	...	2,429,000	1c	Dépenses du programme				
...	...	...	1,442,418	1,442,418		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	38,168,000	5,846,000	1,442,418	45,456,418		Total—Crédit 1	44,972,806	483,612	...	35,424,893
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	38,967
...	3,507,000	...	(60,000)	3,447,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,447,000	...	...	3,432,000
...	**41,722,800**	**5,846,000**	**1,382,818**	**48,951,618**		**Total du programme—Budgétaire**	**48,468,006**	**483,612**	...	**38,895,860**
						Programme des services de l'environnement				
...	350,186,000	...	...	350,186,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2,297,000	...	2,297,000	5b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	29,185,200	...	29,185,200	5c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	8,657,958	8,657,958		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	350,186,000	31,482,200	8,657,958	390,326,158		Total—Crédit 5	384,929,115	5,397,043	...	328,378,391
...	54,936,000	...	...	54,936,000	10	Dépenses en capital				
...	...	5,002,000	...	5,002,000	10c	Dépenses en capital				
...	...	...	(340,000)	(340,000)		Virement au crédit 15				
...	54,936,000	5,002,000	(340,000)	59,598,000		Total—Crédit 10	59,256,235	341,765	...	47,045,318
...	27,728,250	...	...	27,728,250	15	Subventions et contributions				
...	...	3,463,000	...	3,463,000	15b	Contributions—Virement de $340,000 du crédit 10 (Environnement)				
...	...	4,350,000	...	4,350,000	15c	Suoventions et contributions				
...	...	...	340,000	340,000		Virement du crédit 10				
...	27,728,250	7,813,000	340,000	35,881,250		Total—Crédit 15	26,606,231	9,275,019	...	20,568,762
...	34,304,000	...	(591,000)	33,713,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	33,713,000	...	...	33,617,000
...	**467,154,250**	**44,297,200**	**8,066,958**	**519,518,408**		**Total du programme—Budgétaire**	**504,504,581**	**15,013,827**	...	**429,609,471**

						Programme Parcs				
...	229,961,000	...	...	229,961,000	20	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	3,096,000	...	3,096,000	20c	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	...	13,320,649	13,320,649		**Virement du CT, crédit 5**[1]				
...	229,961,000	3,096,000	13,320,649	246,377,649		Total—Crédit 20	245,299,141	1,078,508	...	234,859,543
...	107,312,000	...	...	107,312,000	25	**Dépenses en capital**				
...	...	1,440,000	...	1,440,000	25c	**Dépenses en capital**				
...	107,312,000	1,440,000	...	108,752,000		Total—Crédit 25	108,482,907	269,093	...	95,887,187
...	1,829,000	...	...	1,829,000	30	La Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement	1,829,000	...	...	1,744,831
...	23,137,000	...	(398,000)	22,739,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,739,000	...	...	23,011,000
...	...	...	6,236	6,236	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	6,236	...	...	1,994
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,831,256
...	**362,239,000**	**4,536,000**	**12,928,885**	379,703,885		**Total du programme—Budgétaire**	378,356,284	**1,347,601**	...	**358,335,811**
...	**871,116,050**	**54,679,200**	**22,378,661**	**948,173,911**		**Total du ministère—Budgétaire**	**931,328,871**	**16,845,040**	...	**836,841,142**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme d'administration				
								Fonctionnement				
...	5,711,000	2,429,000	86,545	(1,250,000)	(3,600)	...	6,972,945	Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales	6,619,377	353,568	...	3,604,753
...	35,630,960	3,417,000	1,355,873	(2,735,484)	(56,000)	...	37,612,349	Administration	37,526,074	86,275	...	32,809,622
...	41,341,960	5,846,000	1,442,418	(3,985,484)	(59,600)	...	44,585,294	Total—Fonctionnement	44,145,451	439,843	...	36,414,375
								Capital				
...	6,000	...	...	150,000	...	...	156,000	Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales	147,817	8,183	...	89,053
...	229,000	...	...	3,100,000	...	...	3,329,000	Administration	3,297,573	31,427	...	1,541,892
...	235,000	...	...	3,250,000	...	...	3,485,000	Total—Capital	3,445,390	39,610	...	1,630,945
								Paiements de transfert				
...	145,840	...	...	735,484	...	...	881,324	Administration	877,165	4,159	...	850,540
								Sommaire du programme				
...	5,717,000	2,429,000	86,545	(1,100,000)	(3,600)	...	7,128,945	Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales	6,767,194	361,751	...	3,693,806
...	36,005,800	3,417,000	1,355,873	1,100,000	(56,000)	...	41,822,673	Administration	41,700,812	121,861	...	35,202,054
...	**41,722,800**	**5,846,000**	**1,442,418**	**...**	**(59,600)**	**...**	**48,951,618**	**Total du programme—Budgétaire**	**48,468,006**	**483,612**	**...**	**38,895,860**
								Programme des services de l'environnement				
								Fonctionnement				
...	203,393,000	27,054,157	4,997,028	...	(290,000)	(1,504,000)	233,650,185	Conservation et protection	232,060,753	1,589,432	...	190,499,525
...	214,256,000	4,428,043	3,660,930	...	(301,000)	(31,655,000)	190,388,973	Environnement atmosphérique	186,581,362	3,807,611	...	171,495,865
...	(33,159,000)	...	...	...	...	33,159,000		Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	384,490,000	31,482,200	8,657,958	...	(591,000)	...	424,039,158	Total—Fonctionnement	418,642,115	5,397,043	...	361,995,390
								Capital				
...	23,503,000	5,002,000	...	(340,000)	...	...	28,165,000	Conservation et protection	27,882,657	282,343	...	17,137,484
...	31,433,000	...	...	...	...	...	31,433,000	Environnement atmosphérique	31,373,578	59,422	...	29,907,835
...	54,936,000	5,002,000	...	(340,000)	...	...	59,598,000	Total—Capital	59,256,235	341,765	...	47,045,319
								Paiements de transfert				
...	25,639,250	7,813,000	...	340,000	...	...	33,792,250	Conservation et protection	24,711,021	9,081,229	...	18,644,702
...	2,089,000	...	...	...	...	...	2,089,000	Environnement atmosphérique	1,895,210	193,790	...	1,924,060
...	27,728,250	7,813,000	...	340,000	...	...	35,881,250	Total—Paiements de transfert	26,606,231	9,275,019	...	20,568,762

								Sommaire du programme				
...	251,031,250	39,869,157	4,997,028	...	(290,000)	...	295,607,435	Conservation et protection	284,654,431	10,953,004	...	226,281,711
...	216,123,000	4,428,043	3,660,930	...	(301,000)	...	223,910,973	Environnement atmosphérique	219,850,150	4,060,823	...	203,327,760
...	**467,154,250**	**44,297,200**	**8,657,958**	**...**	**(591,000)**	**...**	**519,518,408**	**Total du programme—Budgétaire**	**504,504,581**	**15,013,827**	**...**	**429,609,471**
								Programme Parcs				
								Fonctionnement				
...	183,379,745	3,096,000	13,320,649	17,962	(391,764)	...	199,422,592	Exploitation des parcs	199,187,338	235,254	...	173,362,749
...	19,554,000	...	...	(5,933)	...	...	19,548,067	Aménagement des parcs	19,008,459	539,608	...	18,686,600
...	49,725,000	...	...	(2,000)	...	...	49,723,000	Gestion du programme et services techniques	49,529,085	193,915	...	45,361,550
...	252,658,745	3,096,000	13,320,649	10,029	(391,764)	...	268,693,659	Total—Fonctionnement	267,724,882	968,777	...	237,410,899
								Capital				
...	77,582,000	990,000	...	...	...	...	78,572,000	Exploitation des parcs	78,433,142	138,858	...	66,267,557
...	18,460,000	450,000	...	...	...	...	18,910,000	Aménagement des parcs	18,767,543	142,457	...	20,168,387
...	11,373,000	...	...	...	...	...	11,373,000	Gestion du programme et services techniques	11,282,222	90,778	...	9,603,993
...	107,415,000	1,440,000	...	...	...	...	108,855,000	Total—Capital	108,482,907	372,093	...	96,039,937
								Paiements de transfert				
...	443,850	...	...	(17,962)	...	...	425,888	Exploitation des parcs	420,766	5,122	...	985,422
...	1,721,405	...	...	5,933	...	...	1,727,338	Aménagement des parcs	1,725,729	1,609	...	23,899,553
...	...	...	...	2,000	...	...	2,000	Gestion du programme et services techniques	2,000	...	...	...
...	2,165,255	...	...	(10,029)	...	...	2,155,226	Total—Paiements de transfert	2,148,495	6,731	...	24,884,975
								Sommaire du programme				
...	261,405,595	4,086,000	13,320,649	...	(391,764)	...	278,420,480	Exploitation des parcs	278,041,246	379,234	...	240,615,728
...	39,735,405	450,000	...	...	...	...	40,185,405	Aménagement des parcs	39,501,731	683,674	...	62,754,540
...	61,098,000	...	...	...	...	...	61,098,000	Gestion du programme et services techniques	60,813,307	284,693	...	54,965,543
...	**362,239,000**	**4,536,000**	**13,320,649**	**...**	**(391,764)**	**...**	**379,703,885**	**Total du programme—Budgétaire**	**378,356,284**	**1,347,601**	**...**	**358,335,811**
...	**871,116,050**	**54,679,200**	**23,421,025**	**...**	**(1,042,364)**	**...**	**948,173,911**	**Total du ministère—Budgétaire**	**931,328,871**	**16,845,040**	**...**	**826,841,142**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme d'administration				
							Contributions				
							Administration				
...	145,840	...	...	28,062	...	173,902	Contribution au Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement	173,901	1	...	116,443
...	...	...	...	697,422	...	697,422	Contribution à des organisations sans but lucratif pour des projets de la Semaine de l'environnement	693,264	4,158	...	734,097
...	...	...	...	10,000	...	10,000	Contribution à la Cinquième assemblée annuelle de la Conférence circumpolaire inuit (CCI)	10,000	...	...	...
...	**145,840**	...	...	**735,484**	...	**881,324**	**Total du programme**	**877,165**	**4,159**	...	**850,540**
							Programme des services de l'environnement				
							Subventions				
							Conservation et protection				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Comité canadien de l'Association internationale de la recherche sur la pollution de l'eau	5,000	...	...	5,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Creston Valley Wildlife Management	100,000	...	...	100,000
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Institut canadien de la fourrure	20,000	...	...	20,000
...	2,650,000	450,000	...	...	...	3,100,000	Fondation Habitat Faunique Canada	2,946,675	153,325	...	2,396,822
...	7,000	...	...	...	...	7,000	Association canadienne des géographes	7,000	...	...	7,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Fédération canadienne de la faune	10,000	...	...	10,000
...	150,000	...	...	...	...	150,000	Les organismes environnementaux non gouvernementaux	150,000	...	...	149,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Fédération canadienne de la nature	10,000	...	...	10,000
...	333,000	...	...	...	...	333,000	Fonds pour la toxicologie faunique	333,000	...	...	333,000
...	...	2,000,000	...	...	...	2,000,000	Saskatchewan Water Corporation	2,000,000	...	...	...
...	3,285,000	2,450,000	...	...	...	5,735,000		5,581,675	153,325	...	3,030,822
							Environnement atmosphérique				
...	784,000	...	...	...	...	784,000	Subvention aux fins de recherches en météorologie	778,500	5,500	...	815,730
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Société canadienne de météorologie et d'océanographie	20,000	...	...	20,000

...	10,000	...	...	...	...	10,000	Programme coopératif de surveillance et d'évaluation du transport à grande distance des polluants atmosphériques de la Commission économique pour l'Europe	10,000	...	...	10,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours		...	...	10,000
...	814,000	...	...	...	...	814,000		808,500	5,500	...	855,730
...	**4,099,000**	**2,450,000**	...	...	...	**6,549,000**	**Total—Subventions**	**6,390,175**	**158,825**	...	**3,886,552**
							Contributions				
							Conservation et protection				
...	345,000	...	...	58,200	...	403,200	Contributions aux provinces pour certains projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau	402,506	694	...	893,300
...	800,000	...	...	...	...	800,000	Contributions aux provinces pour compenser les dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques	800,000	...	...	880,000
...	2,400,000	...	...	523,700	...	2,923,700	Contributions aux provinces destinées à des études sur la réduction des dommages causés par les crues et à l'établissement des cartes des régions inondables	2,862,539	61,161	...	2,625,983
...	793,000	...	...	(44,800)	...	748,200	Contributions à la province de Québec—Accord sur les relevés hydrométriques	747,804	396	...	756,231
...	1,870,000	...	...	...	...	1,870,000	Contributions à la province de l'Ontario en vertu de l'Accord Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs	1,870,000	...	...	1,771,486
...	460,000	...	...	...	...	460,000	Contribution à l'Institut de la fourrure du Canada	460,000	...	...	555,942
...	95,000	...	...	...	...	95,000	Contribution à la province de Québec—Accord de la Baie James	80,000	15,000	...	84,375
...	64,000	...	...	...	...	64,000	Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	58,916	5,084	...	60,853
...	200,000	203,000	...	...	...	403,000	Contribution au réseau canadien pour la protection de l'environnement	403,000	...	...	413,750
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Contribution aux organismes environnementaux non gouvernementaux	92,339	7,661	...	...
...	197,000	...	...	70,000	...	267,000	Contribution à la province de Québec aux fins des accords de contrôle de la qualité des eaux	266,312	688	...	300,768
...	20,000	...	...	(2,700)	...	17,300	Contribution à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale	15,425	1,875	...	17,400
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	15,000	...	...	15,000
...	84,000	...	...	2,700	...	86,700	Contribution à l'Organisation pour la coopération et le développement économique	86,601	99	...	101,000
							Contributions aux provinces destinées à la mise en oeuvre des recommandations visant la planification des ressources hydrologiques:				
...	450,000	...	...	(421,900)	...	28,100	Saskatchewan—Vallée Qu'Appelle	28,076	24	...	343,630
...	2,500,000	...	...	...	...	2,500,000	Colombie-Britannique—Maîtrise des crues du Fraser	2,500,000	...	...	2,338,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Contribution concernant des travaux de protection contre les crues à Placentia, Terre-Neuve	...	200,000	...	...
...	6,250	...	...	...	...	6,250	Contribution au Conseil de la gestion de la harde de caribous de la Porcupine	6,250	...	...	6,250
...	460,000	...	...	...	...	460,000	Nettoyage du Bassin Windermere	448,000	12,000	...	760,000
...	11,045,000	...	...	...	...	11,045,000	Contribution à la province de Nouvelle-Écosse concernant le nettoyage des étangs bitumineux de Sydney	4,416,308	6,628,692	...	3,129,588
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Fonds mondial pour la nature	250,000	...	...	25,000
...	...	2,160,000	...	340,000	...	2,500,000	Contribution dans le cadre du programme Les partenaires de l'environnement	730,118	1,769,882	...	...
...	...	80,000	...	...	...	80,000	Coalition canadienne contre les pluies acides	80,000	...	...	80,000
...	...	20,000	...	...	...	20,000	Contribution au Programme international sur la sécurité des substances chimiques (PISSC) de l'Organisation mondiale de la santé	20,000	...	...	...
...	...	1,000,000	...	(185,200)	...	814,800	Contribution à la province de Québec afin d'accomplir les initiatives environnementales au Québec pour la protection et la dépollution du fleuve Saint-Laurent	594,211	220,589	...	...
...	...	1,900,000	...	...	...	1,900,000	Plan nord-américain de gestion de la sauvagine	1,895,941	4,059	...	178,324
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	277,000
...	22,354,250	5,363,000	...	340,000	...	28,057,250		19,129,346	8,927,904	...	15,613,880
							Environnement atmosphérique				
...	1,175,000	...	...	...	...	1,175,000	Droits d'affiliation à l'Organisation météorologique mondiale	1,006,710	168,290	...	1,005,830
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Bourses d'études pour le programme météorologique	80,000	20,000	...	62,500
...	1,275,000	...	...	...	...	1,275,000		1,086,710	188,290	...	1,068,330
...	**23,629,250**	**5,363,000**	**...**	**340,000**	**...**	**29,332,250**	**Total—Contributions**	**20,216,056**	**9,116,194**	**...**	**16,682,210**
							Sommaire du programme par activité				
...	25,639,250	7,813,000	...	340,000	...	33,792,250	Conservation et protection	24,711,021	9,081,229	...	18,644,702
...	2,089,000	...	...	...	...	2,089,000	Environnement atmosphérique	1,895,210	193,790	...	1,924,060
...	**27,728,250**	**7,813,000**	**...**	**340,000**	**...**	**35,881,250**	**Total du programme**	**26,606,231**	**9,275,019**	**...**	**20,568,762**

							Programme Parcs				
							Subventions				
							Exploitation des parcs				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	550,000
							Aménagement des parcs				
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Subvention pour l'aménagement du Jardin international de la paix au Manitoba	30,000	...	...	30,000
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Canadian Parks and Wilderness Society	20,000	...	...	20,000
...	50,000	...	...	...	...	50,000		50,000	...	...	50,000
...	**50,000**	...	...	...	...	**50,000**	**Total—Subventions**	**50,000**	...	...	**600,000**
							Contributions				
							Exploitation des parcs				
...	15,600	...	...	2,300	...	17,900	Contribution au Comité du lotissement urbain de Jasper	17,900	...	...	15,600
...	50,000	...	...	(20,862)	...	29,138	Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt	29,138	...	...	27,472
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contributions aux associations coopératives des activités de Parcs	244,878	5,122	...	243,500
...	66,000	...	...	...	...	66,000	Contribution à la Compagnie Franche de la Marine	66,000	...	...	66,000
...	6,250	...	...	...	...	6,250	Contribution au Conseil de la gestion de la harde de caribous de la Porcupine	6,250	...	...	6,250
...	30,400	...	...	600	...	31,000	Contribution au Musée de l'armée	31,000	...	...	31,000
...	25,600	...	...	...	...	25,600	Contribution au Comité municipal de Banff	25,600	...	...	25,600
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	20,000
...	443,850	...	...	(17,962)	...	425,888		420,766	5,122	...	435,422
							Aménagement des parcs				
...	14,405	...	...	2,077	...	16,482	Contribution à la Conférence fédérale-provinciale des parcs	16,481	1	...	16,366
...	120,000	...	...	...	...	120,000	Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles	120,000	...	...	120,000
...	80,000	...	...	7,000	...	87,000	Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial	86,096	904	...	89,636
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles—Centre de surveillance continue de la conservation de la nature	15,000	...	...	15,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Contribution au programme sur l'Homme et la biosphère canadienne	15,000	...	...	15,000
...	65,000	...	...	...	...	65,000	Contribution au Fonds mondial pour la nature	65,000	...	...	65,000
...	47,000	...	...	...	...	47,000	Contribution au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels	46,837	163	...	43,048
...	150,000	...	...	(19,500)	...	130,500	Contribution pour le sentier patrimonial Alexander Mackenzie	130,485	15	...	...
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Contributions pour des accords de partage des frais pour la rénovation de lieux et de monuments d'importance historique nationale	999,950	50	...	998,466

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	...	...	15,465	...	15,465	Contribution pour l'acquisition et la restauration de la maison Trestler	14,990	475	...	14,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Contribution à l'Université de Waterloo	25,000	...	...	25,000
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Contribution au Conseil international des monuments et des sites	40,000	...	...	40,000
...	100,000	...	...	891	...	100,891	Contribution du district est d'irrigation (Aqueduct Brooks)	100,890	1	...	28,037
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	22,380,000
...	1,671,405	...	...	5,933	...	1,677,338		1,675,729	1,609	...	23,849,553
							Gestion du programme et services techniques				
...	...	...	...	2,000	...	2,000	Contribution à l'Association des architectes paysagistes du Canada	2,000	...	...	...
...	**2,115,255**	...	...	**(10,029)**	...	2,105,226	**Total—Contributions**	2,098,495	**6,731**	...	**24,284,975**
							Sommaire du programme par activité				
...	443,850	...	...	(17,962)	...	425,888	Exploitation des parcs	420,766	5,122	...	985,422
...	1,721,405	...	...	5,933	...	1,727,338	Aménagement des parcs	1,725,729	1,609	...	23,899,553
...	...	...	...	2,000	...	2,000	Gestion du programme et services techniques	2,000	...	...	...
...	**2,165,255**	...	...	**(10,029)**	...	2,155,226	**Total du programme**	2,148,495	**6,731**	...	**24,884,975**
...	**30,039,345**	**7,813,000**	...	**1,065,455**	...	**38,917,800**	**Total du ministère**	29,631,891	**9,285,909**	...	**46,304,277**

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme d'administration			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration			
Coûts récupérés à l'intérieur du ministère pour des services administratifs généraux pour:			
Services de bureautique	...	2,563,308	...
Total du programme—Budgétaire	...	2,563,308	...
Programme des services de l'environnement			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Conservation et protection			
Coûts récupérés du département des Affaires indiennes et Nord canadien pour:			
Stations de jaugeage hydrométrique—			
Yukon	249,000	264,000	212,912
Territoires du Nord-Ouest	700,000	831,420	725,000
Cartographie des terres du Nord	...	...	11,750
Analyses	15,000	14,245	...
Faucon pèlerin	15,000	...	...
Autres services	...	...	11,097
Coûts récupérés du Programme Parcs pour:			
Services hydrométriques	14,000	75,785	71,880
Évaluations de la qualité des eaux	60,000	7,528	90,492
Étude de base— Parc national Nahanni	41,000	40,200	...
Coûts récupérés d'autres ministères fédéraux pour divers services	410,000	179,622	108,659
Silvilog 90	...	1,877,959	...
	1,504,000	3,290,759	1,231,790
Environnement atmosphérique			
Coûts récupérés du département des Transports pour:			
Services météorologiques à l'aviation	10,517,000	10,766,377	9,970,270
Services des glaces	14,290,000	14,790,000	16,476,570
Coûts récupérés du département de la Défense nationale pour service météorologique aux forces armées canadiennes	6,275,000	6,847,555	9,604,772
Coûts récupérés d'autres ministères fédéraux pour divers services	573,000	780,662	18,571
	31,655,000	33,184,594	36,070,183
Total du programme—Budgétaire	33,159,000	36,475,353	37,301,973
Total du ministère—Budgétaire	33,159,000	39,038,661	37,301,973

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	33,276	80,529
Divers	1,035	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	90,142	91,504
	124,453	172,033
Autres recettes non fiscales	220,904	217,174
Total du programme	345,357	389,207
Programme des services de l'environnement		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	1,820,698	1,643,826
Remboursement de dépenses en capital	7,160	1,816
Divers	67,562	14,687
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	705,154	1,001,361
	2,600,574	2,661,690
Privilèges, licences et permis—		
Logements	615,343	639,293
Licences—Taxidermiste et aviculture	33,069	32,886
Permis de chasse d'oiseaux	2,854,650	2,684,624
Permis de fenaison et de pâturage	52,629	14,734
Autres services	87,183	90,805
	3,642,874	3,462,342
Rémunérations de services—		
Recouvrements—Relevés hydrométriques	4,937,442	4,276,764
Autres recouvrements relatifs à l'eau	472,740	72,461
Recettes météorologiques	783,979	658,075
Autres services	418,689	460,079
	6,612,850	5,467,379
Produits des ventes—		
Publications, cartes et plans	310,982	322,929
Recettes provenant de services publics	62,715	11,559
Repas	114,978	27,363
Divers	221,699	208,921
	710,374	570,772
Autres recettes non fiscales	69,337	233,138
Total du programme	13,636,009	12,395,321

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme Parcs		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	194,965	214,417
Remboursement de dépenses en capital	60,898	308,602
Divers	3,546	9,354
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	342,062	472,753
	601,471	1,005,126
Privilèges, licences et permis—		
Locations et concessions	10,670,172	12,390,760
Logements	1,913,553	1,842,068
Permis de roulottes et de camping	7,396,694	7,198,794
Permis de chasse et de pêche	420,878	451,624
Licences—Générales et d'affaires	358,231	552,021
Frais d'entrée	7,985,232	7,984,056
Permis de bois	196,905	122,298
Licences et permis d'écluses	1,193,682	1,162,171
Installations de récréation	2,569,457	2,624,824
Divers	122,262	109,385
	32,827,066	34,438,001
Rémunérations de services	9,631	6,019
Produits des ventes—		
Hydro—Canaux historiques	78,755	78,755
Enlèvement des ordures	570,874	648,172
Services d'eau et d'égout	695,800	775,901
Travaux de rue des lotissements urbains	203,390	236,324
Autres produits des ventes	84,691	396,295
	1,633,510	2,135,447
Autres recettes non fiscales—		
Intérêt sur les comptes échus	315,490	69,917
Divers	158,966	116,476
	474,456	186,393
Total du programme	**35,546,134**	**37,770,986**
Total du département	**49,527,500**	**50,555,514**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,326,498	3,838,849
Privilèges, licences et permis	36,469,940	37,900,343
Rémunérations de services	6,622,481	5,473,398
Produits des ventes	2,343,884	2,706,219
Autres recettes non fiscales	764,697	636,705
Total du ministère	**49,527,500**	**50,555,514**

SECTION 17

COMPTES PUBLICS
1989-90

Finances

Département
Vérificateur général
Société d'assurance-dépôts du Canada
Tribunal canadien du commerce extérieur
Bureau du surintendant des institutions financières
Privatisation et affaires réglementaires

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	17.2
Sommaire du ministère	17.4
Programmes par activité	17.8
Paiements de transfert	17.11
Détail des montants portés au crédit	17.13
Recettes	17.14

Département

Programme des politiques financières et économiques

Objectif

Aider le gouvernement à arrêter et à appliquer des politiques et des programmes financiers et économiques.

Description des activités

Politiques financières et économiques

L'élaboration de politiques et la prestation de conseils concernant les aspects économiques et financiers des points suivants:

- la conjoncture et les perspectives économiques nationales et internationales;
- le cadre financier global du gouvernement, le plan de dépenses et l'affectation des ressources;
- les emprunts du gouvernement et la gestion de la dette;
- le régime fiscal canadien;
- les répercussions micro-économiques et financières de tous les programmes gouvernementaux (y compris les prêts, les placements et les garanties de l'État);
- les relations financières et économiques entre le gouvernement fédéral et les provinces; et
- les tarifs, le commerce international, l'aide au développement et les relations financières internationales.

Monnaie canadienne

La prestation de fonds pour la production de pièces de monnaie canadiennes.

Organismes financiers internationaux

La prestation de fonds pour le paiement des souscriptions du Canada à divers organismes internationaux et pour permettre au Canada de s'acquitter de ses obligations envers ces organismes.

Administration

Comprend la direction du ministère, les services de consultation et de communications; et les services financiers, administratifs et du personnel.

Programme du service de la dette publique

Objectif

Prestation de fonds concernant les frais d'intérêt et de service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts.

Description des activités

Frais d'intérêt

La prestation de fonds concernant les frais d'intérêt sur la dette non échue payable en monnaie canadienne et étrangère, y compris l'escompte sur les bons du Trésor, les comptes de pension des employés et les autres comptes de pension, les comptes de rentes sur l'État et divers comptes de dépôt et de fiducie.

Frais de service et d'émission

La prestation de fonds concernant les frais du service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts, y compris les escomptes, les primes et les commissions sur les obligations.

Programme des paiements de transfert fiscal

Objectif

Prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux en vertu de diverses autorisations législatives.

Description de l'activité

Paiements de transfert fiscal

La prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux en vertu des Lois constitutionnelles, de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique et d'autres textes législatifs.

Programme spécial

Objectif

Fournir un paiement budgétaire à la caisse des réclamations étrangères et un paiement non budgétaire pour un pont à péage traversant le port de Saint John au Nouveau-Brunswick.

Vérificateur général

Objectif

Transmettre des données de vérification appropriées à la Chambre des communes qui s'en servira lors de son examen minutieux visant les programmes et les activités financières du gouvernement.

Description de l'activité

Vérification législative

La vérification des comptes du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités, de façon à faire rapport selon les exigences de la loi. Cette tâche consiste à émettre des opinions de vérification sur les états financiers récapitulatifs du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités ainsi qu'à signaler à la Chambre des communes tout sujet qui, de l'avis du vérificateur général, est important.

Société d'assurance-dépôts du Canada

Objectif

Fournir, au profit des personnes qui possèdent des dépôts avec des institutions membres, de l'assurance sur les dépôts en prévision des pertes de la totalité ou d'une partie des dépôts en raison de l'insolvabilité de l'institution membre.

Tribunal canadien du commerce extérieur

Objectif

De façon valable, tant au point de vue économique que légal, faire des études, mener des enquêtes, rendre des décisions, faire des recommandations sur les questions touchant le commerce au Canada et le commerce extérieur, tel que prescrit, et rendre des décisions sur les appels des contribuables contre les évaluations du gouvernement portant sur les douanes et la taxe d'accise.

Description de l'activité

Tribunal canadien du commerce extérieur

Le Tribunal effectue des recherches et mène des enquêtes, reçoit les éléments de preuve et tient des audiences publiques afin de pouvoir faire des arbitrages, rendre des décisions, déterminer s'il y a préjudice ou faire des recommandations à la suite:

- de renvois, en vertu de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, effectués par le gouverneur en conseil sur toute question économique ou commerciale, y compris la question de préjudice aux producteurs de biens et de services canadiens, ou par le ministre des Finances, sur toute question liée au tarif;
- de plaintes de préjudice grave déposées par des producteurs de biens canadiens, en vertu de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur;
- d'appels de décisions du gouvernement, en particulier du ministre ou du sous-ministre du Revenu national, Douanes et Accise, en vertu de la Loi sur les douanes, de la Loi sur la taxe d'accise et de la Loi sur les mesures spéciales d'importation; et
- de questions soulevées en vertu d'autres lois du Parlement ou règlements connexes, y compris de renvois, d'enquêtes de préjudice, d'observations d'intérêt public, de réexamens et de décisions portant sur l'identité des importateurs, relatifs aux droits antidumping et compensateurs en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation.

Bureau du surintendant des institutions financières

Objectif

Maintenir la confiance du public dans le système des services financiers canadiens, grâce à l'élaboration et à l'application d'un cadre de réglementation qui vise à assurer que les institutions financières et les régimes de pension réglementés aux termes de lois fédérales puissent faire face à leurs engagements au fur et à mesure qu'ils deviennent échus; et fournir au gouvernement des services et des avis de nature actuarielle relativement aux programmes en cours ou en élaboration.

Description de l'activité

Surveillance des institutions financières et services actuariels

La réglementation des institutions financières et des régimes de pension d'employeurs qui relèvent de la compétence fédérale ainsi que la prestation de services actuariels aux autres ministères.

Privatisation et affaires réglementaires

Objectif

Veiller à la coordination et au déroulement ordonné du dessaisissement des biens d'entreprise qui ne répondent pas à un objectif de politique connu et encourager une plus grande consultation et une plus grande participation du public en ce qui concerne le processus de réglementation.

Description de l'activité

Privatisation et affaires réglementaires

Offrir conseils et aide au ministre compétent concernant toutes les questions se rapportant à l'exécution efficace de ce mandat; concevoir des programmes d'information du public et les mettre en oeuvre; offrir des services de communication et de gestion.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des politiques financières et économiques				
...	52,531,000	...	...	52,531,000	1	Dépenses du programme				
...	...	31,581,500	...	31,581,500	1c	Dépenses du programme				
...	...	...	2,345,000	2,345,000		Virement du CT, crédit 5 [1]				
...	52,531,000	31,581,500	2,345,000	86,457,500		Total—Crédit 1	85,431,062	1,026,438	...	48,874,788
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	46,825
...	166,000,000	150,000,000	20,000,000	336,000,000	(S)	Paiements à l'Association internationale de développement (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	336,000,000	...	...	286,314,000
...	4,300,000	...	(4,300,000)	...	(S)	Paiement à la Mécanisme d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	...	...	...	2,009,534
...	49,000,000	26,000,000	(2,346,198)	72,653,802	(S)	Achat de la monnaie canadienne	72,653,802	...	...	78,198,950
...	...	...	4,650,673	4,650,673	(S)	Pertes et bénéfices de change	4,650,673	...	...	43,813,039
...	...	...	337,397	337,397	(S)	Paiement d'éléments de passif virés aux recettes	337,397	...	...	66,176
...	...	...	3,784,948	3,784,948	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	3,784,948	...	...	1,211,948
...	5,363,000	...	...	5,363,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,363,000	...	...	5,805,000
...	277,241,800	207,581,500	24,472,220	509,295,520		Total budgétaire	508,269,082	1,026,438	...	466,340,260
...	1	...	200,599,999	200,600,000	L10	Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser $200,600,000 en faveur de l'Association internationale de développement. (Brut)	200,560,000	40,000	...	232,400,000
535,979,639	52,800,000	...	(52,800,000)	535,979,639	(S)	(L) Prêts au Fonds monétaire international conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 8.1 (1). Limite $550,000,000. (Brut)	33,761,344	...	502,218,295	14,020,361
2,853,605,710	...	...	(55,038,098)	2,798,567,612	(S)	(L) Souscriptions à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en vertu de la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes. Limite $2,627,671,570 (É-U). ($ (É-U) réévalué à $1 (É-U) = $1.1695 (Can)). (Brut)	...	...	2,798,567,612	10,002,980

...	17,700,000	...	...	17,700,000	(S)	(L) Paiements à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	16,115,858	1,584,142	...	...
...	18,500,000	...	...	18,500,000	L5	a) Paiements. Limite $14,800,000 (É-U)	18,500,000	...	...	...
...	6,300,000	...	...	6,300,000		b) Paiement évalué à $6,300,000 à la Société financière internationale. Limite $4,900,000 (É-U)	4,662,439	1,637,561	...	5,920,415
3,825,695	...	...	(73,787)	3,751,908	(S)	(L) Souscription initiale à l'Agence multilatérale de garantie des investissements, conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 6.1. Limite $3,208,130 (É-U). ($ (É-U) réévalué à $1 (É-U) = $1.1695 (Can)). (Brut)	...	...	3,751,908	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3,863,230
3,393,411,044	95,300,001	...	92,688,114	3,581,399,159		Total non budgétaire	273,599,641	3,261,703	3,304,537,815	266,206,986
						Total du programme—				
...	**277,241,800**	**207,581,500**	**24,472,220**	**509,295,520**		**Budgétaire**	**508,269,082**	**1,026,438**	**...**	**466,340,260**
3,393,411,044	**95,300,001**	**...**	**92,688,114**	**3,581,399,159**		**Non budgétaire**	**273,599,641**	**3,261,703**	**3,304,537,815**	**266,206,986**
						Programme du service de la dette publique				
...	39,400,000,000	...	(462,743,351)	38,937,256,649	(S)	Frais d'intérêt et autres coûts (Loi sur la gestion des finances publiques)	38,937,256,649	...	...	33,216,480,023
...	**39,400,000,000**	**...**	**(462,743,351)**	**38,937,256,649**		**Total du programme—Budgétaire**	**38,937,256,649**	**...**	**...**	**33,216,480,023**
						Programme des paiements de transfert fiscal				
...	6,981,000,000	874,000,000	(6,331,484)	7,848,668,516	(S)	Paiements aux gouvernements provinciaux en vertu des lois constitutionnelles de 1867 à 1982, de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé et d'autres textes législatifs	7,848,668,516	...	...	6,997,125,244
...	338,000,000	(64,000,000)	5,531,927	279,531,927	(S)	Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	279,531,927	...	...	301,257,691
...	**7,319,000,000**	**810,000,000**	**(799,557)**	**8,128,200,443**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,128,200,443**	**...**	**...**	**7,298,382,935**
						Programme spécial				
...	30,000	...	...	30,000	15	La Caisse des réclamations étrangères	3,400	26,600	...	13,500
...	...	35,000	...	35,000	17c	Paiement au compte d'indemnisation	35,000	...	...	...
...	...	1	...	1	18c	Fournir une garantie d'au plus $160,000,000 à la Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada visant 90% des pertes nettes estimatives des prêteurs	...	1	...	...
71,704,684	...	...	...	71,704,684	(S)	Paiements aux déposants de la Banque commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières	200,976	...	71,503,708	2,617,989
71,704,684	30,000	35,001	...	71,769,685		Total budgétaire	239,376	26,601	71,503,708	2,631,489

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
2,000,000	...	...	...	2,000,000	(S)	(L) Paiement à la Banque commerciale du Canada conformément à la Loi sur l'aide financière à la Banque commerciale du Canada. Limite $75,000,000. (Brut)	...	...	2,000,000	...
...	750,000	...	...	750,000	L20	Avances à l'Administration du pont du port de Saint John. (Net)	398,868	351,132	...	222,645
2,000,000	750,000	...	...	2,750,000		Total non budgétaire	398,868	351,132	2,000,000	222,645
						Total du programme—				
71,704,684	**30,000**	**35,001**	**...**	71,769,685		**Budgétaire**	239,376	**26,601**	**71,503,708**	**2,631,489**
2,000,000	**750,000**	**...**	**...**	2,750,000		**Non budgétaire**	398,868	**351,132**	**2,000,000**	**222,645**
						Total du département—				
71,704,684	**46,996,271,800**	**1,017,616,501**	**(439,070,688)**	47,646,522,297		**Budgétaire**	47,573,965,550	**1,053,039**	**71,503,708**	**40,983,834,707**
3,395,411,044	**96,050,001**	**...**	**92,688,114**	3,584,149,159		**Non budgétaire**	273,998,509	**3,612,835**	**3,306,537,815**	**266,429,631**
						Vérificateur général				
...	45,918,000	...	...	45,918,000	25	Dépenses du programme				
...	...	1,756,000	...	1,756,000	25c	Dépenses du programme				
...	45,918,000	1,756,000	...	47,674,000		Total—Crédit 25	47,607,731	66,269	...	43,624,410
...	157,000	...	1,364	158,364	(S)	Traitement du vérificateur général	158,364	...	...	151,740
...	4,848,000	...	...	4,848,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,848,000	...	...	4,665,000
...	**50,923,000**	**1,756,000**	**1,364**	**52,680,364**		**Total du programme—Budgétaire**	**52,614,095**	**66,269**	**...**	**48,441,150**
						Société d'assurance-dépôts du Canada				
1,305,000,000	...	...	...	1,305,000,000	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, article 37 telle que modifiée. Limite $3,000,000,000. (Net)	(320,000,000)	...	1,625,000,000	361,335,617
1,305,000,000	**...**	**...**	**...**	**1,305,000,000**		**Total du programme—Non budgétaire**	**(320,000,000)**	**...**	**1,625,000,000**	**361,335,617**
						Tribunal canadien du commerce extérieur[2,3]				
...	6,097,000	...	...	6,097,000	30	Dépenses du programme				
...	...	2,615,000	...	2,615,000	30b	Dépenses du programme				
...	...	...	1,066,757	1,066,757		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	6,097,000	2,615,000	1,066,757	9,778,757		Total—Crédit 30	8,961,132	817,625	...	6,952,081
...	747,000	...	...	747,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	747,000	...	...	604,000
...	**6,844,000**	**2,615,000**	**1,066,757**	**10,525,757**		**Total du programme—Budgétaire**	**9,708,132**	**817,625**	**...**	**7,556,081**[2]

						Bureau du surintendant des institutions financières				
...	2,757,000	...	...	2,757,000	35	Dépenses du programme	2,714,784	42,216	...	1,497,845
...	...	...	382,120	382,120	(S)	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la Fonction publique	382,120	...	...	448,632
41,451,919	...	...	...	41,451,919	(S)	Paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau en vertu des articles 16 et 17 de la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières Autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de $40,000,000, le total des cotisations et recettes reçues et autorisées de dépenser, lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor	3,152,236	...	38,299,683	(1,451,919)
41,451,919	**2,757,000**	...	**382,120**	**44,591,039**		**Total du programme—Budgétaire**	**6,249,140**	**42,216**	**38,299,683**	**494,558**
						Privatisation et affaires réglementaires[3]				
...	9,266,000	...	...	9,266,000	40	Dépenses du programme	7,895,743	1,370,257	...	6,960,117
...	658,000	...	...	658,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	658,000	...	...	683,000
...	9,924,000	...	...	9,924,000		Total budgétaire	8,553,743	1,370,257	...	7,643,117
222,567,000	...	...	(54,219,000)	168,348,000	L35e	Total des emprunts de Eldorado Nucléaire Limitée. Limite $700,000,000. (Net)	...	...	168,348,000	...
4,500,000	...	...	...	4,500,000	(S)	(L) Paiements à Téléglobe Canada en vertu de la Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines, article 16. Limite $4,500,000. (Brut)	...	...	4,500,000	...
227,067,000	...	...	(54,219,000)	172,848,000		Total non budgétaire	...	...	172,848,000	...
						Air Canada[4]				
...	...	...	420,991,000	420,991,000	(S)	(L) Achat d'actions de la Société en vertu de la Loi sur Air Canada, article 13. Limite de capital autorisé $750,000,000. (Brut)	...	...	420,991,000	...
...	...	...	620,077,299	620,077,299	(S)	(L) Prêts et garanties de la Couronne en vertu de la Loi sur Air Canada, article 19. Limite $750,000,000. (Net)	(25,388,563)	...	645,465,862	(23,645,003)
...	...	...	1,041,068,299	1,041,068,299		Total non budgétaire	(25,388,563)	...	1,066,456,862	(23,645,003)
						Total Privatisation et affaires réglementaires—				
...	**9,924,000**	...	...	9,924,000		**Budgétaire**	8,553,743	**1,370,257**	...	**7,643,117**
227,067,000	...	...	**986,849,299**	1,213,916,299		**Non budgétaire**	(25,388,563)	...	**1,239,304,862**	**(23,645,003)**[4]
						Total du ministère—				
113,156,603	**47,066,719,800**	**1,021,987,501**	**(437,620,447)**	47,764,243,457		**Budgétaire**	47,651,090,660	**3,349,406**	**109,803,391**	**41,047,969,613**[2]
4,927,478,044	**96,000,001**	...	**1,079,537,413**	6,103,065,458		**Non budgétaire**	(71,390,054)	**3,612,835**	**6,170,842,677**	**604,120,245**[4]

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

[2] Au cours de l'exercice, certaines responsabilités (Commission du textile et du vêtement) de l'ancien ministère Expansion industrielle régionale ont été transférées sous ce programme. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $838,507.

[3] Au cours de l'exercice, le Programme du Tribunal canadien des importations et la Commission du tarif ont été transférés sous ce programme.

[4] Au cours de l'exercice, Air Canada a été transférée de Transports sous ce programme. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de ($23,645,003).

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des politiques financières et économiques				
								Fonctionnement				
...	36,059,000	1,233,000	1,605,387	...	...	...	38,897,387	Politiques financières et économiques	35,165,576	3,731,811	...	34,338,910
...	49,000,000	26,000,000	...	...	(2,346,198)	...	72,653,802	Monnaie canadienne	72,653,802	...	...	78,198,950
...	26,639,800	22,823,500	739,613	...	8,773,418	(5,655,000)	53,321,331	Administration	53,324,031	(2,700)	...	62,558,594
...	(5,655,000)	...	...	...	...	5,655,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	106,043,800	50,056,500	2,345,000	...	6,427,220	...	164,872,520	Total—Fonctionnement	161,143,409	3,729,111	...	175,096,454
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Politiques financières et économiques	471,820	(471,820)	...	1,705,448
...	898,000	7,525,000	...	...	...	...	8,423,000	Administration	10,653,853	(2,230,853)	...	1,214,824
...	898,000	7,525,000	...	...	...	...	8,423,000	Total—Capital	11,125,673	(2,702,673)	...	2,920,272
								Paiements de transfert				
...	170,300,000	150,000,000	...	...	15,700,000	...	336,000,000	Organismes financiers internationaux	336,000,000	...	...	288,323,534
								Non budgétaire				
3,393,411,044	95,300,001	...	...	200,599,999	(107,911,885)	...	3,581,399,159	Organismes financiers internationaux	273,599,641	3,261,703	3,304,537,815	266,206,986
								Sommaire du programme				
...	36,059,000	1,233,000	1,605,387	...	...	...	38,897,387	Politiques financières et économiques	35,637,396	3,259,991	...	36,044,358
...	49,000,000	26,000,000	...	...	(2,346,198)	...	72,653,802	Monnaie canadienne	72,653,802	...	...	78,198,950
								Organismes financiers internationaux—				
...	170,300,000	150,000,000	...	...	15,700,000	...	336,000,000	Budgétaire	336,000,000	...	...	288,323,534
3,393,411,044	95,300,001	...	...	200,599,999	(107,911,885)	...	3,581,399,159	Non budgétaire	273,599,641	3,261,703	3,304,537,815	266,206,986
...	21,882,800	30,348,500	739,613	...	8,773,418	...	61,744,331	Administration	63,977,884	(2,233,553)	...	63,773,418
								Total du programme—				
...	**277,241,800**	**207,581,500**	**2,345,000**	**...**	**22,127,220**	**...**	**509,295,520**	**Budgétaire**	**508,269,082**	**1,026,438**	**...**	**466,340,260**
3,393,411,044	**95,300,001**	**...**	**...**	**200,599,999**	**(107,911,885)**	**...**	**3,581,399,159**	**Non budgétaire**	**273,599,641**	**3,261,703**	**3,304,537,815**	**266,206,986**

								Programme du service de la dette publique				
								Fonctionnement				
...	39,060,000,000	...	...	...	(452,137,799)	...	38,607,862,201	Frais d'intérêt	38,607,862,201	...	...	32,918,947,339
...	340,000,000	...	...	...	(10,605,552)	...	329,394,448	Frais de service et d'émission	329,394,448	...	...	297,532,684
								Total du programme—				
...	**39,400,000,000**	**...**	**...**	**...**	**(462,743,351)**	**...**	**38,937,256,649**	**Budgétaire**	**38,937,256,649**	**...**	**...**	**33,216,480,023**
								Programme des paiements de transfert fiscal				
...	7,319,000,000	810,000,000	...	...	(799,557)	...	8,128,200,443	Paiements de transfert	8,128,200,443	...	...	7,298,382,935
								Total du programme—				
...	**7,319,000,000**	**810,000,000**	**...**	**...**	**(799,557)**	**...**	**8,128,200,443**	**Budgétaire**	**8,128,200,443**	**...**	**...**	**7,298,382,935**
								Programme spécial				
71,704,684	30,000	35,001	...	...	...	...	71,769,685	Fonctionnement	239,376	26,601	71,503,708	2,631,489
2,000,000	750,000	...	...	...	...	...	2,750,000	Non budgétaire	398,868	351,132	2,000,000	222,645
								Total du programme—				
71,704,684	**30,000**	**35,001**	**...**	**...**	**...**	**...**	**71,769,685**	**Budgétaire**	**239,376**	**26,601**	**71,503,708**	**2,631,489**
2,000,000	**750,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**2,750,000**	**Non budgétaire**	**398,868**	**351,132**	**2,000,000**	**222,645**
								Total du département—				
71,704,684	**46,996,271,800**	**1,017,616,501**	**2,345,000**	**...**	**(441,415,688)**	**...**	**47,646,522,297**	**Budgétaire**	**47,573,965,550**	**1,053,039**	**71,503,708**	**40,983,834,707**
3,395,411,044	**96,050,001**	**...**	**...**	**200,599,999**	**(107,911,885)**	**...**	**3,584,149,159**	**Non budgétaire**	**273,998,509**	**3,612,835**	**3,306,537,815**	**266,429,631**
								Vérificateur général				
								Fonctionnement				
...	47,937,000	1,752,000	...	...	1,364	...	49,690,364	Vérification législative	49,792,810	(102,446)	...	45,477,642
								Capital				
...	2,498,000	4,000	...	...	...	...	2,502,000	Vérification législative	2,340,193	161,807	...	2,492,928
								Paiements de transfert				
...	488,000	...	...	...	...	...	488,000	Vérification législative	481,092	6,908	...	470,580
...	**50,923,000**	**1,756,000**	**...**	**...**	**1,364**	**...**	**52,680,364**	**Total du programme—Budgétaire**	**52,614,095**	**66,269**	**...**	**48,441,150**
								Société d'assurance-dépôts du Canada				
1,305,000,000	...	...	...	...	...	...	1,305,000,000	Non budgétaire	(320,000,000)	...	1,625,000,000	361,335,617
								Total du programme—				
1,305,000,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,305,000,000**	**Non budgétaire**	**(320,000,000)**	**...**	**1,625,000,000**	**361,335,617**
								Tribunal canadien du commerce extérieur[1][2]				
...	6,832,000	2,615,000	1,066,757	...	...	...	10,513,757	Fonctionnement	8,851,809	1,661,948	...	7,426,160
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	Capital	856,323	(844,323)	...	129,921
...	**6,844,000**	**2,615,000**	**1,066,757**	**...**	**...**	**...**	**10,525,757**	**Total du programme—Budgétaire**	**9,708,132**	**817,625**	**...**	**7,556,081**[1]

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Bureau du surintendant des institutions financières				
								Fonctionnement				
42,383,062	35,693,000	...	...	...	...	(33,322,000)	44,754,062	Surveillance des institutions financières et services actuariels	5,237,089	42,216	39,474,757	(1,335,217)
...	...	...	...	...	382,120	...	382,120	Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la Fonction publique	382,120	...	...	448,632
...	(33,322,000)	...	...	...	...	33,322,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
42,383,062	2,371,000	...	...	...	382,120	...	45,136,182	Total—Fonctionnement	5,619,209	42,216	39,474,757	(886,585)
								Capital				
(931,143)	386,000	...	...	...	...	...	(545,143)	Surveillance des institutions financières et services actuariels	629,931	...	(1,175,074)	1,381,143
								Sommaire du programme				
41,451,919	2,757,000	...	...	...	...	...	44,208,919	Surveillance des institutions financières et services actuariels	5,867,020	42,216	38,299,683	45,926
...	...	...	...	...	382,120	...	382,120	Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la Fonction publique	382,120	...	...	448,632
41,451,919	**2,757,000**	...	...	...	**382,120**	...	**44,591,039**	**Total du programme—Budgétaire**	**6,249,140**	**42,216**	**38,299,683**	**494,558**
								Privatisation et affaires réglementaires[1]				
...	9,604,000	...	...	...	...	...	9,604,000	Fonctionnement	8,446,616	1,157,384	...	7,377,711
...	320,000	...	...	...	...	...	320,000	Capital	107,127	212,873	...	215,406
...	...	...	...	...	...	...	...	Paiements de transfert	...	...	...	50,000
227,067,000	...	...	1,041,068,299	...	(54,219,000)	...	1,213,916,299	Non budgétaire	(25,388,563)	...	1,239,304,862	(23,645,003)
								Total du programme—				
...	**9,924,000**	...	...	...	...	...	**9,924,000**	**Budgétaire**	8,553,743	**1,370,257**	...	**7,643,117**
227,067,000	...	...	**1,041,068,299**	...	**(54,219,000)**	...	**1,213,916,299**	**Non budgétaire**	(25,388,563)	...	**1,239,304,862**	**(23,645,003)**[3]
								Total du ministère—				
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	...	[illegible]	...	47,764,243,457	**Budgétaire**	47,651,090,660	3,349,406	109,883,391	41,847,969,613[1]
[illegible]	[illegible]	...	[illegible]	[illegible]	[illegible]	...	6,103,065,458	**Non budgétaire**	(71,390,054)	3,612,835	6,170,842,677	684,120,245[3]

(1) Au cours de l'exercice, certaines responsabilités (Commission du textile et du vêtement) de l'ancien ministère de l'Expansion industrielle régionale ont été transférées sous ce programme. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $838,507.

(2) Au cours de l'exercice, le Programme du Tribunal canadien des importations et la Commission du tarif ont été transférés sous ce programme.

(3) Au cours de l'exercice, Air Canada a été transférée de Transports sous ce programme. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de ($23,645,003).

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des politiques financières et économiques				
							Autres paiements de transfert				
							Organismes financiers internationaux				
...	166,000,000	150,000,000	...	...	20,000,000	336,000,000	(S) Encaissement de billets à vue par l'Association internationale de développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes	336,000,000	...	...	286,314,000
...	4,300,000	...	...	...	(4,300,000)	...	(S) Paiements à la facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	...	...	...	2,009,534
...	**170,300,000**	**150,000,000**	...	...	**15,700,000**	**336,000,000**	**Total du programme**	**336,000,000**	...	...	**288,323,534**
							Programme des paiements de transfert fiscal				
							Autres paiements de transfert				
...	36,000,000	...	...	...	(106,723)	35,893,277	Subventions législatives	35,893,277	...	...	35,870,200
...	7,295,000,000	866,000,000	...	...	(5,930,000)	8,155,070,000	Péréquation fiscale	8,155,070,000	...	...	7,371,674,000
...	338,000,000	(64,000,000)	...	...	5,531,927	279,531,927	Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	279,531,927	...	...	301,257,691
...	(350,000,000)	8,000,000	...	...	(294,761)	(342,294,761)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes	(342,294,761)	...	...	(328,246,956)
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	(82,172,000)
...	**7,319,000,000**	**810,000,000**	...	...	**(799,557)**	**8,128,200,443**	**Total du programme**	**8,128,200,443**	...	...	**7,298,382,935**
...	**7,489,300,000**	**960,000,000**	...	...	**14,900,443**	**8,464,200,443**	**Total du département**	**8,464,200,443**	...	...	**7,586,706,469**
							Vérificateur général				
							Subventions				
							Vérification législative				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques	3,570	1.430	...	3,720
...	**5,000**	...	...	...	...	**5,000**	**Total—Subventions**	**3,570**	**1,430**	...	**3,720**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Vérification législative				
...	483,000	...	...	...	...	483,000	Fondation canadienne pour la vérification intégrée	477,522	5,478	...	466,860
...	**483,000**	...	...	...	...	**483,000**	**Total—Contributions**	**477,522**	**5,478**	...	**466,860**
...	**488,000**	...	...	...	...	**488,000**	**Total du programme**	**481,092**	**6,908**	...	**470,580**
							Privatisation et affaires réglementaires				
							Contributions				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50,000
...	...	...	...	...	...	...	**Total du programme**	...	...	...	**50,000**
—	[illegible]	[illegible]	—	—	**14,908,443**	**8,464,608,443**	**Total du ministère**	**8,464,681,535**	**6,908**	...	**7,887,237,049**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des politiques financières et économiques			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration			
Dépenses de fonctionnement remboursées par le Conseil du Trésor, le Bureau du Contrôleur général et le Bureau de privatisation et affaires réglementaires	5,655,000	5,905,000	10,381,000
Total du programme—Budgétaire	**5,655,000**	**5,905,000**	**10,381,000**
Total du département—Budgétaire	**5,655,000**	**5,905,000**	**10,381,000**
Société d'assurance-dépôts du Canada			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursements de prêt. (Net)	...	320,000,000	...
Total du programme—Non budgétaire	...	**320,000,000**	...
Bureau du surintendant des institutions financières			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Surveillance des institutions financières et services actuariels			
Évaluations de:			
Banques	...	7,099,027	6,335,184
Compagnies d'assurance	...	17,298,831	19,004,650
Sociétés d'investissement	...	94,261	85,555
Sociétés de fiducie	...	2,038,603	1,863,603
Sociétés de prêt	...	1,179,183	1,069,321
Sociétés coopératives de crédit	...	281,812	192,977
	...	27,991,717	28,551,290
Services fournis à la Société d'assurance-dépôts du Canada	...	403,983	125,648
Services fournis au Régime de pensions du Canada	...	564,859	444,652
Frais recouvrés en vertu de la Loi sur les normes des prestations de pension	...	671,633	642,397
Amendes	...	11,650	18,324
Autres recettes à valoir sur le crédit	...	52,974	39,809
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	...	3,385,075	598,007
Total du programme—Budgétaire	**33,322,000**[1]	**33,081,891**	**30,420,127**
Privatisation et affaires réglementaires[2]			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursement du prêt d'Air Canada. (Net)	...	25,388,563	23,645,003[2]
Total du programme—Non budgétaire	...	**25,388,563**	**23,645,003**
Total du ministère—			
Budgétaire	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Non budgétaire	...	[illegible]	[illegible][2]

[1] Ventilation des revenus apparaissant au Budget des dépenses principal non disponible.
[2] Au cours de l'exercice, Air Canada a été transférée de Transports sous ce programme. Donc, le total de l'exercice précédent a été redressé par un montant de $23,645,003.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des politiques financières et économiques		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société d'assurance-dépôts du Canada	172,202,690	133,656,697
Banque du Canada—Virement des bénéfices	2,238,841,044	1,937,662,141
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	6,712,982	6,809,560
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58,944	58,944
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	3,676,784	3,877,015
Programme spécial des prêts sur le développement	6,989,718	7,332,337
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	12,710,514	13,300,537
Jamaïque—Programme spécial—Aide économique	356,380	2,632,076
Royaume-Uni—Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	12,192,169	12,775,188
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	8,839	10,212
Town of Oromocto Development Corporation	2,545	6,311
Fonds monétaire international	930,474	...
Comptes d'opérations de change—		
Compte du fonds des changes—Profit	1,599,157,401	1,685,469,865
Fonds monétaire international—Souscriptions—Virement des bénéfices	11,177,914	5,182,198
Caisse—		
Intérêts des dépôts bancaires	271,304,610	250,074,845
Comptes à fins déterminées consolidés—		
Intérêt sur prêts au Compte d'assurance-chômage	...	196,351,399
Autres comptes—		
Fonds renouvelable des approvisionnements	7,409,492	5,980,015
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	1,020,957	547,112
Fonds renouvelable de l'Imprimerie du gouvernement du Canada	471,953	378,690
Archives nationales du Canada—Service de microfilm	(3,039)	...
	4,345,222,371	4,262,105,142
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de rémunérations, biens et services	104,503	93,729
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	334,973	539,245
	439,476	632,974
Rémunérations de services—		
Amendes, peines et confiscation	101,724	14,574
Frais—Accès à l'information	945	802
	102,669	15,376

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Monnaie canadienne	355,235,208	107,951,236
Produits des ventes	5,000	1,500
Autres recettes non fiscales—		
Soldes non réclamés—Banque du Canada	223,817	196,578
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus—Compte d'avance fixe en circulation—Chèques	142,566	19,143
Chèques non réclamés	2,303,870	9,480,129
Transmission des papiers budgétaires	5,500	...
Recouvrements des retenues de rémunérations des employés	600	700
Recouvrement des prestations des employés	62,371	30,188
Diverses autres recettes	79,501	5,146
Lettres de crédit virées au Compte des rentes sur l'État	279,135	8,296
Rajustement au Fonds monétaire international	2,859,069	6,195,942
Perte de change	...	(1,254,194)
Transfert du Fonds de réclamations de guerre	13	...
	5,956,442	14,681,928
Total du programme	**4,706,961,166**	**4,385,388,156**
Programme du service de la dette publique		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Autres comptes—		
Dette non échue détenue par le gouvernement—Profit	5,212,873	6,717,449
Autres recettes non fiscales—		
Virement de dette échue en circulation	331,948	265,917
Virement—Solde impayé—Coupons allemand	...	1,164
	331,948	267,081
Total du programme	**5,544,821**	**6,984,530**
Total du département	**4,712,505,987**	**4,392,372,686**
Vérificateur général		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	38,316	47,333
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	61,326	58,101
	99,642	105,434
Rémunérations de services—		
Services de vérification fournis à des organismes	357,812	564,687
Autres recettes non fiscales	22,125	28,309
Total du programme	**479,579**	**698,430**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Tribunal canadien du commerce extérieur[2]		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	23,870	557
Total du programme	**23,870**	**557**
Bureau du surintendant des institutions financières		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les primes d'assurance:[3]		
Sur les assurances placées dans des compagnies non autorisées	1,747,558	3,377,390
Sur les assurances placées dans des compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers	(268,454)	167,936
Total des recettes fiscales	**1,479,104**	**3,545,326**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	667	57,468
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	31,993	161,027
Total des recettes non fiscales	**32,660**	**218,495**
Total du programme	**1,511,764**	**3,763,821**
Privatisation et affaires réglementaires		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Eldorado Nucléaire Limitée	11,241,561	921,026
Air Canada	8,958,457	...
National Sea Products Ltd	271,770	465,893
Téléglobe Canada—Dividendes	...	50,000,000
	20,471,788	51,386,919
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Traitements, biens et services	11,628	4,058
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	205,054	17,851
	216,682	21,909
Rémunérations de services	188	20
Produits des ventes—		
Ventes des sociétés d'État	147,263,960	36,700,870
Autres recettes non fiscales—		
Autres recettes des sociétés d'État	6,120	...
Total du programme	**167,958,738**	**88,109,718**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les primes d'assurance	**1,479,104**	**3,545,326**
Total des recettes fiscales	**1,479,104**	**3,545,326**
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	**4,370,907,032**	**4,320,289,510**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**812,330**	**979,509**
Rémunérations de services	**460,669**	**380,083**
Monnaie canadienne	**355,235,208**	**107,951,236**
Produits des ventes	**147,268,960**	**36,702,370**
Autres recettes non fiscales	**6,316,635**	**14,977,318**
Total des recettes non fiscales	**4,881,000,834**	**4,481,398,886**
Total du ministère	**4,882,479,938**	**4,484,943,212**

(1) Intérêt sauf indication contraire.
(2) Au cours de l'exercice, le Programme du Tribunal canadien des importations et la Commission du Tarif ont été transférés sous ce programme.
(3) La partie 1 de la Loi sur la taxe d'accise établit une taxe de 10% sur le montant net des primes d'assurance payées par tout résident du Canada pour l'assurance de ses biens auprès de compagnies non autorisées par des lois du Canada ou d'une province canadienne à faire des opérations d'assurances. Une taxe de 10% sur les primes est également perçue sur les assurances placées auprès de compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers.

SECTION 18

COMPTES PUBLICS
1989-90

Forêts

SOMMAIRE

	Page
Objectifs du programme et description des activités	18.2
Sommaire du ministère	18.3
Programme par activité	18.4
Paiements de transfert	18.5
Détail des montants portés au crédit	18.7
Recettes	18.7

Objectif

Promouvoir et accroître l'utilisation économique soutenue des ressources forestières du Canada par un aménagement forestier qui respecte l'environnement et augmenter les retombées économiques et sociales des forêts publiques et privées ainsi que des activités relatives aux forêts du Canada.

Description des activités

Recherche forestière et services techniques

Mettre en valeur les ressources forestières par la découverte, la mise au point, la démonstration et le transfert de nouvelles techniques permettant de résoudre les problèmes et d'accroître l'efficacité et l'efficience de l'aménagement forestier; effectuer des recherches dans le domaine des ressources forestières, de la protection des forêts contre les insectes, les maladies et les feux, de l'environnement forestier et de l'utilisation du bois et en publier les résultats; donner des conseils techniques et des informations scientifiques aux ministères et aux organismes fédéraux, aux provinces, aux entreprises, aux établissements d'enseignement et aux autres pays; administrer des programmes spéciaux de recherche réalisés en collaboration; aider financièrement les organismes de recherche externe, notamment dans les domaines des produits forestiers et du génie forestier; fournir, s'il y a lieu, des services spécialisés et d'arpentage forestiers à d'autres ministères et organismes fédéraux, aux provinces et au secteur forestier.

Développement forestier

Favoriser directement le développement régional dans le secteur forestier et améliorer les ressources forestières; négocier, mettre en oeuvre et administrer des ententes fédérales-provinciales sur la mise en valeur des ressources forestières et d'autres projets de dévoloppement forestier et des programmes directement offerts aux provinces, aux entreprises privées et aux propriétaires de boisés privés en ce qui concerne le renouvellement forestier et l'aménagement forestier intensif; assurer le financement de l'aménagement forestier des terres fédérales, y compris la prestation de compétences et de formation techniques; faire des analyses du marché du travail dans le domaine forestier en vue d'appuyer l'élaboration de politiques et de programmes fédéraux.

Administration

Assurer la direction, l'orientation, la coordination et les services de soutien communs pour le Programme; élaborer des politiques et des programmes; fournir des renseignements et des conseils d'ordre économique; s'occuper des questions, des préoccupations et des possibilités liées au secteur forestier qu'elles soient d'ordre international général ou relatives aux entreprises ou au commerce.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	82,641,000	...	...	82,641,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	4,665,000	...	4,665,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	641,250	...	641,250	1c	Virement de $846,000 du crédit 5 (Forêts)				
...	...	...	846,000	846,000		Virement du: crédit 5				
...	...	...	2,584,025	2,584,025		CT, crédit 5[1]				
...	82,641,000	5,306,250	3,430,025	91,377,275		Total—Crédit 1	91,121,007	256,268	...	83,540,310
...	9,363,000	...	...	9,363,000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(846,000)	(846,000)		Virement au crédit 1				
...	9,363,000	...	(846,000)	8,517,000		Total—Crédit 5	8,497,705	19,295	...	10,709,054
...	106,482,000	...	...	106,482,000	10	Subventions et contributions				
...	...	504,000	...	504,000	10b	Subventions et contributions				
...	...	18,700,880	...	18,700,880	10c	Contributions				
...	106,482,000	19,204,880	...	125,686,880		Total—Crédit 10	125,129,333	557,547	...	153,580,077
...	47,800	...	(43,683)	4,117	(S)	Ministre d'État (Forêts)—Traitement et allocation pour automobile	4,117	...	...	...
...	8,404,000	...	...	8,404,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,404,000	...	...	8,595,000
...	...	...	107	107	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	107	...	...	...
...	[illegible]	24,511,130	2,540,449	233,989,379		Total du ministère—Budgétaire	233,156,269	833,110	...	[illegible][2]

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

[2] Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré d'Agriculture.

Programme par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Fonctionnement				
								Recherche forestière et services				
...	57,576,000	...	1,731,297	...	...	...	59,307,297	techniques	58,270,346	1,036,951	...	53,781,167
...	13,017,000	1,331,250	232,562	925,104	...	(646,104)	14,859,812	Développement forestier	13,577,646	1,282,166	...	16,141,831
...	21,066,800	3,975,000	620,166	...	(43,576)	...	25,618,390	Administration	27,681,240	(2,062,850)	...	22,212,312
...	(567,000)	...	...	(79,104)	...	646,104[1]	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	91,092,800	5,306,250	2,584,025	846,000	(43,576)	...	99,785,499	Total—Fonctionnement	99,529,232	256,267	...	92,135,310
								Capital				
								Recherche forestière et services				
...	5,036,000	...	...	...	...	...	5,036,000	techniques	4,478,366	557,634	...	5,370,272
...	1,149,000	...	...	(846,000)	...	...	303,000	Développement forestier	282,194	20,806	...	929,919
...	3,178,000	...	...	...	...	...	3,178,000	Administration	3,737,144	(559,144)	...	4,408,863
...	9,363,000	...	...	(846,000)	...	...	8,517,000	Total—Capital	8,497,704	19,296	...	10,709,054
								Paiements de transfert				
								Recherche forestière et services				
...	7,192,000	25,000	...	674,999	...	...	7,891,999	techniques	7,877,844	14,155	...	10,074,347
...	99,040,000	19,177,880	...	(724,999)	...	...	117,492,881	Développement forestier	116,949,489	543,392	...	143,255,730
...	250,000	2,000	...	50,000	...	...	302,000	Administration	302,000	...	...	250,000
...	106,482,000	19,204,880	...	...	...	...	125,686,880	Total—Paiements de transfert	125,129,333	557,547	...	153,580,077
								Sommaire du ministère				
								Recherche forestière et services				
...	**69,804,000**	**25,000**	**1,731,297**	**674,999**	...	...	**72,235,296**	**techniques**	**70,626,556**	**1,608,740**	...	**69,225,786**
...	**112,639,000**	**20,509,130**	**232,562**	**(724,999)**	...	...	**132,655,693**	**Développement forestier**	**130,809,329**	**1,846,364**	...	**160,327,480**
...	**24,494,800**	**3,977,000**	**620,166**	**50,000**	**(43,576)**	...	**29,098,390**	**Administration**	**31,720,384**	**(2,621,994)**	...	**26,871,175**
...	**206,937,800**	**24,511,130**	**2,584,025**	...	**(43,576)**	...	**233,989,379**	**Total du ministère—Budgétaire**	**233,156,269**	**833,110**	...	**256,424,441**[2]

(1) Le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $79,104 au cours de l'exercice.
(2) Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré d'Agriculture.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Subventions				
							Recherche forestière et services techniques				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Association forestière du Canada	50,000	...	...	50,000
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Festival de la forêt	5,000	...	...	5,000
...	78,500	...	...	(25,000)	...	53,500	Subventions aux universités pour des travaux de recherches particuliers sur les forêts	38,500	15,000	...	59,500
	10,500	...	...	...	...	10,500	Subvention à l'Institut forestier d'Oxford	10,500	...	...	10,500
...	...	25,000	...	...	...	25,000	Subvention au Conseil de la recherche forestière du Québec	25,000	...	...	11,250
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,500
...	144,000	25,000	...	(25,000)	...	144,000		129,000	15,000	...	138,750
							Développement forestier				
...	...	30,000	...	...	...	30,000	Subvention à la Capitale forestière du Canada Inc. (La Sarre)	30,000	...	...	...
							Administration				
...	...	2,000	...	...	...	2,000	Subvention à l'Association forestière du Commonwealth	2,000	...	...	...
...	**144,000**	**57,000**	**...**	**(25,000)**	**...**	**176,000**	**Total—Subventions**	**161,000**	**15,000**	**...**	**138,750**
							Contributions				
							Recherche forestière et services techniques				
...	1,600,000	...	...	400,000	...	2,000,000	Institut canadien de recherches en génie forestier	2,000,000	...	...	1,800,000
...	7,000	...	...	...	...	7,000	Contribution au Conseil du peuplier du Canada	7,000	...	...	7,000
...	129,000	...	...	...	...	129,000	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	130,142	(1,142)	...	129,000
...	4,850,000	...	...	...	...	4,850,000	Contribution à la société FORINTEK du Canada	4,850,000	...	...	4,850,000
...	55,000	...	...	23,000	...	78,000	Contribution au Centre interservices des feux de forêt du Canada	77,704	296	...	73,259
...	45,000	...	...	...	...	45,000	Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique	45,000	...	...	45,000
...	362,000	...	...	35,549	...	397,549	Contribution à l'Université de Moncton	397,548	1	...	381,152
...	...	...	...	146,450	...	146,450	Contribution à la Société du complexe sylvicole des Maritimes	146,450	...	...	2,650,186
...	...	...	...	95,000	...	95,000	Contribution à la ville de Montréal	95,000	...	...	...
...	7,048,000	...	...	699,999	...	7,747,999		7,748,844	(845)	...	9,935,597

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Développement forestier				
...	99.040,000	18,700,880	...	(1,035,530)	...	116,705,350	Contributions en vertu du plan pour l'Est du Québec et en vertu des ententes auxiliaires conclues conformément aux ententes pour le développement économique et régional aux fins de rajustement économique et socio-économique	116,161,959	543,391	...	131,255,730
...	...	447,000	...	(19,469)	...	427,531	Contribution au Manitoba conformément à une entente de régénération forestière	427,530	1	...	...
...	...	...	...	330,000	...	330,000	Contribution à l'Association de formation en foresterie de Terre-Neuve et du Labrador	330,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	12,000,000
...	99,040,000	19,147,880	...	(724,999)	...	117,462,881		116,919,489	543,392	...	143,255,730
							Administration				
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique	250,000	...	...	250,000
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Contribution à l'Association forestière du Canada	50,000	...	...	...
...	250,000	...	...	50,000	...	300,000		300,000	...	...	250,000
...	106,338,000	19,147,880	...	25,000	...	125,510,880	**Total—Contributions**	124,968,333	542,547	...	153,441,327
							Sommaire du ministère par activité				
...	7,192,000	25,000	...	674,999	...	7,891,999	**Recherche forestière et services techniques**	7,877,844	14,155	...	10,074,347
...	99,040,000	19,177,880	...	(724,999)	...	117,492,881	**Développement forestier**	116,949,489	543,392	...	143,255,730
...	250,000	2,000	...	50,000	...	302,000	**Administration**	302,000	...	...	250,000
...	106,482,000	19,204,880	...	...	...	125,686,880	Total du ministère	125,129,333	557,547	...	153,580,077[(1)]

(1) Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré d'Agriculture.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Développement forestier	567,000 [1]	646,104	529,355
Total du ministère—Budgétaire	**567,000**	**646,104**	**529,355** [2]

[1] Le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $79,104 au cours de l'exercice.
[2] Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré d'Agriculture.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	213,430	49,857
Autres	283,180	248,965
	496,610	298,822
Privilèges, licences et permis	94,383	78,764
Rémunérations de services	25	14
Produits des ventes	68,392	117,547
Autres recettes non fiscales	2,301	1,994
Total	661,711	497,141
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	496,610	298,822
Privilèges, licences et permis	94,383	78,764
Rémunérations de services	25	14
Produits des ventes	68,392	117,547
Autres recettes non fiscales	2,301	1,994
Total du ministère	661,711	497,141 [1]

[1] Au cours de l'exercice, le Programme du service canadien des forêts a été transféré d'Agriculture.

SECTION 19

COMPTES PUBLICS
1989-90

Gouverneur général

SOMMAIRE

	Page
Objectif du programme et description des activités	19.2
Sommaire du ministère	19.3
Programme par activité	19.4
Paiements de transfert	19.5
Recettes	19.6

Objectif

Permettre au gouverneur général du Canada de remplir les fonctions que la constitution lui attribue et assurer la remise des distinctions honorifiques.

Description des activités

Gouverneur général

Traitement du gouverneur général et dépenses de fonctionnement du cabinet et de la résidence du gouverneur général, y compris les frais de déplacement au Canada ainsi que les frais de voyage et de représentation à l'étranger.

Distinctions honorifiques

Application des règlements sur l'Ordre du Canada, sur l'Ordre du Mérite militaire, sur les décorations canadiennes pour actes de bravoure, sur les médailles de police pour services distingués, sur les médailles pour service en milieu correctionnel, sur les médailles des pompiers pour services distingués, sur la Médaille du Service spécial et sur la Croix du Service méritoire; administration de l'autorité héraldique du Canada.

Anciens gouverneurs généraux

Dépenses à l'égard des activités accomplies par les anciens gouverneurs généraux, lesquelles leur incombent en raison de leurs anciennes fonctions de gouverneur général et les pensions aux anciens gouverneurs généraux ou à leurs conjoints.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	8,234,000	...	...	8,234,000	1	Dépenses du programme				
...	...	1,067,000	...	1,067,000	1c	Dépenses du programme				
...	...	...	702,985	702,985		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	8,234,000	1,067,000	702,985	10,003,985		Total—Crédit 1	9,752,317	251,668	...	7,946,303
...	70,000	...	11,328	81,328	(S)	Traitement du gouverneur général (Loi sur le gouverneur général)	81,328	...	...	70,000
...	280,000	...	(25,359)	254,641	(S)	Pensions payables en vertu de la Loi sur le gouverneur général	254,641	...	...	230,546
...	741,000	...	...	741,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	741,000	...	...	686,000
...	[illegible]	1,067,000	688,954	11,080,954		**Total du ministère—Budgétaire**	10,829,286	251,668	...	8,932,849

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programme par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Fonctionnement				
...	6,975,000	803,000	702,985	(440,661)	11,328	...	8,051,652	Gouverneur général	7,959,224	92,428	...	7,186,387
...	1,870,000	...	...	74,112	...	...	1,944,112	Distinctions honorifiques	1,944,112	...	...	1,281,305
...	85,000	264,000	...	...	...	...	349,000	Anciens gouverneurs généraux	192,760	156,240	...	124,451
...	8,930,000	1,067,000	702,985	(366,549)	11,328	...	10,344,764	Total—Fonctionnement	10,096,096	248,668	...	8,592,143
								Capital				
...	100,000	...	...	366,549	...	...	466,549	Gouverneur général	466,549	...	...	98,160
								Paiements de transfert				
...	295,000	...	...	...	(25,359)	...	269,641	Anciens gouverneurs généraux	266,641[1]	3,000	...	242,546
								Sommaire du ministère				
...	**7,075,000**	**803,000**	**702,985**	**(74,112)**	**11,328**	...	**8,518,201**	**Gouverneur général**	**8,425,773**	**92,428**	...	**7,284,547**
...	**1,870,000**	...	...	**74,112**	...	...	**1,944,112**	**Distinctions honorifiques**	**1,944,112**	...	...	**1,281,305**
...	**380,000**	**264,000**	...	...	**(25,359)**	...	**618,641**	**Anciens gouverneurs généraux**	**439,401**	**159,240**	...	**366,997**
...	**9,330,000**	**1,067,000**	**702,985**	...	**(14,031)**	...	**11,080,954**	**Total du ministère—Budgétaire**	**10,829,296**	**251,668**	...	**8,932,849**

[1] Un montant de $254,641 a été imputé à l'article courant 1.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Subventions				
							Anciens gouverneurs généraux				
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles	12,000	3,000	...	12,000
...	280,000	...	...	...	(25,359)	254,641	(S) Pensions payables en vertu de la Loi sur le gouverneur général	254,641	...	...	230,546
—	[illegible]	—	...	...	(25,359)	269,641	**Total du ministère**	266,641[1]	3,000	...	[illegible]

(S) Paiement de transfert législatif.
[1] Un montant de $254,641 a été imputé à l'article courant 1.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	34,023	9,406
Total	**34,023**	**9,406**
[illegible]		
[illegible]		
[illegible] de dépenses d'exercices précédents	34,023	9,406
[illegible]	**34,023**	**9,406**

SECTION 20

COMPTES PUBLICS
1989-90

Industrie, Sciences et Technologie

Département
Agence spatiale canadienne
Société de développement du Cap-Breton
Banque fédérale de développement
Investissement Canada
Département d'État (Sciences et Technologie)
Conseil national de recherches du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Conseil des sciences du Canada
Statistique Canada
Société canadienne des postes

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	20.2
Sommaire du ministère	20.6
Programmes par activité	20.12
Paiements de transfert	20.19
Détail des montants portés au crédit	20.28
Recettes	20.29

Département

Programme de développement de l'industrie et de la technologie

Objectif

Favoriser la compétitivité et l'excellence de l'industrie, des sciences et de la technologie dans toutes les régions du Canada.

Description des activités

Élaboration d'une politique et défense des intérêts de l'industrie

Diriger l'élaboration d'une politique industrielle et technologique et influencer les politiques des autres ministères de manière à améliorer le climat commercial et à favoriser la compétitivité sur le plan international et l'excellence.

Développement de l'industrie et de la technologie

Appuyer et favoriser le développement d'une industrie canadienne concurrentielle sur le plan international.

Opérations

Favoriser une gestion intégrée des programmes et services commerciaux d'ISTC, des activités internationales et de celles des bureaux provinciaux.

Gestion et administration

Fournir un service de direction administrative, de contrôle et de soutien opérationnel aux fins de la gestion du ministère.

Coordination et intervention des Sciences

Élaborer des politiques destinées au soutien des sciences et de la technologie; élaborer et formuler des politiques et des recommandations en vue de la meilleure application possible des ressources scientifiques et techniques aux questions nationales; favoriser l'utilisation des connaissances scientifiques et technologiques dans l'élaboration et la formulation d'une politique gouvernementale; prévoir un mécanisme de révision et d'évaluation des politiques et des programmes; fournir des services de secrétariat aux comités chargés de projets.

Programme de développement économique des régions et des Autochtones

Objectif

Favoriser le développement économique régional en Ontario et au Québec et aider les Autochtones à réaliser leur potentiel économique.

Description des activités

Développement régional en Ontario et au Québec

Coordonner, appuyer et favoriser le développement économique régional en Ontario et au Québec.

Développement économique des Autochtones

Aider les Autochtones de toutes les régions du Canada à réaliser leur potentiel économique.

Agence spatiale canadienne

Objectif

Favoriser l'utilisation et le développement pacifiques de l'espace et faire en sorte que la science et la technologie spatiales procurent des retombées socio-économiques aux Canadiens.

Description de l'activité

Agence spatiale canadienne

L'agence spatiale canadienne est responsable d'une large part des activités financées par le gouvernement fédéral dans les secteurs de la recherche, du développement et des applications de la science et de la technologie spatiales, de la coordination globale des politiques et programmes spatiaux du gouvernement canadien; elle doit également promouvoir le transfert et la diffusion des technologies spatiales à l'industrie canadienne et encourager l'exploitation commerciale des capacités, technologies, installations et systèmes liés à l'espace. Dans l'exercice de ses responsabilités, l'Agence construit, acquiert, gère, entretient et exploite des véhicules, des installations et des systèmes de recherche et de développement de l'espace; conclut des ententes de collaboration avec l'industrie, les universités, les gouvernements provinciaux et les organismes internationaux; et accorde des subventions et contributions à l'appui des programmes ou projets liés à la recherche spatiale scientifique ou industrielle.

Société de développement du Cap-Breton

Objectif

Relever et réorganiser l'industrie houillère de l'île du Cap-Breton afin de la rendre économiquement viable.

Banque fédérale de développement

Objectif

Favoriser et faciliter la création et l'expansion d'entreprises au Canada en fournissant un concours financier, des services de conseils en gestion, des programmes de formation en gestion, des services d'information et de consultation, en accordant une attention particulière aux besoins des petites entreprises.

Investissement Canada

Objectif

Contribuer à l'expansion économique du Canada en agissant à titre de catalyseur et de centre névralgique des efforts déployés par les secteurs public et privé en vue d'accroître les investissements qui profitent au Canada.

Description de l'activité

Développement de l'investissement et stratégie

Inciter par des moyens appropriés les entreprises à investir; aider les entreprises canadiennes à exploiter les possibilités d'investissement et d'évolution technologique; effectuer des travaux de recherche et d'analyse sur l'investissement national et international; assurer des services d'information sur l'investissement et d'autres services en rapport avec l'investissement afin de faciliter l'essor économique au Canada; aider à formuler des politiques industrielles et économiques influant sur l'investissement au Canada; veiller à ce que les activités relatives aux avis et à l'examen des investissements soient menées comme l'exige la loi.

Département d'État (Sciences et Technologie)

Objectif

Encourager l'avancement et l'utilisation des sciences et de la technologie au service des objectifs nationaux.

Description de l'activité

Élaboration des politiques

Élaborer des politiques destinées au soutien des sciences et de la technologie; élaborer et formuler des politiques et des recommandations en vue de la meilleure application possible des ressources scientifiques et techniques aux questions nationales; favoriser l'utilisation des connaissances scientifiques et technologiques dans l'élaboration et la formulation d'une politique gouvernementale; prévoir un mécanisme de révision et d'évaluation des politiques et des programmes; fournir des services de secrétariat aux comités chargés de projets.

Conseil national de recherches du Canada

Objectif

Créer et acquérir des connaissances et de l'information scientifiques, techniques et en génie, et en promouvoir l'application pour répondre aux besoins canadiens en matière de développement économique, régional et social.

Description des activités

Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie

Recherche axée sur la création et le maintien de compétence nationale en sciences naturelles et en génie ainsi que sur l'acquisition de connaissances essentielles aux futures applications scientifiques et techniques.

Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale

Réalisation et encouragement de la recherche et du développement appliqués à la solution de problèmes d'importance économique et sociale dans des domaines tels que le bâtiment et la construction, l'énergie, l'état de l'environnement, l'alimentation, la santé, la sécurité publique et les transports.

Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels

Réalisation et encouragement de la recherche, du développement et d'activités connexes axés sur l'avancement technologique nécessaire à l'expansion industrielle par l'emploi de divers moyens, y compris le transfert de technologie, l'aide financière, des projets conjoints et des services techniques susceptibles de renforcer directement la capacité de recherche, de développement et d'innovation de l'entreprise industrielle au Canada.

Installations nationales

Établissement d'installations nationales de recherche et de développement en vue d'assurer des services à l'intention de l'entreprise industrielle, des gouvernements et des universités.

Recherches et services relatifs à la normalisation physique

Recherche et services, y compris le soutien d'activités nationales et internationales en matière de normalisation physique.

Information scientifique et technique

Sélection, acquisition, analyse, stockage, recherche et transfert d'informations scientifiques et techniques publiées et ordinolingues; établissement de bases de données numériques scientifiques validées; établissement et maintien d'un réseau canadien de services d'information scientifique et technique; élaboration de méthodes, de procédés et de normes d'échanges intersystèmes avec d'autres réseaux et services nationaux et internationaux; amélioration des procédés par l'emploi de techniques propres à accroître l'efficacité et la productivité; publication de journaux scientifiques canadiens.

Services de soutien administratif et spéciaux

Soutien administratif, y compris les services financiers et les services du personnel; services spéciaux, y compris l'exploitation et l'entretien des immeubles et installations du Conseil national de recherches; services de l'ordinateur central; tous les services nécessaires aux programmes du Conseil; et subventions en vue des affiliations à des activités et organismes scientifiques internationaux.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Objectif

Promouvoir et soutenir la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions et bourses accordées à des personnes et à des groupes choisis pour appuyer des travaux de recherche, la formation de personnel hautement qualifié et des activités connexes.

Administration

Administration des programmes de subventions et bourses.

Conseil des sciences du Canada

Objectif

Évaluation des besoins scientifiques et technologiques du Canada, sensibilisation plus grande du public à ces besoins et à l'interdépendance des divers groupes de la société à l'égard du développement et de l'emploi des sciences et de la technologie, et action consultative auprès de l'État sur l'utilisation la plus judicieuse du potentiel scientifique et technologique.

Desription de l'activité

Activités

Évaluation des ressources, des besoins et des possibilités scientifiques et technologiques du Canada et préparation de rapports et de recommandations à ce sujet; sensibilisation du public aux problèmes et aux possibilités scientifiques et technologiques du Canada et à l'interdépendance du public, des gouvernements, des industries et des universités en matière de développement et d'emploi des sciences et de la technologie. La publication des études et des rapports rédigés pour le Conseil est laissée à la discrétion de celui-ci. Le Conseil dispose d'un petit personnel fournissant des services de direction et des services scientifiques, administratifs et techniques.

Statistique Canada

Objectif

Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne comme base pour l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et programmes publics et pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé, de même que dans l'intérêt général de tous les Canadiens; et promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité sur le plan international du système statistique canadien en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et territoires et en se conformant aux normes et pratiques scientifiques reconnues.

Description des activités

Statistique économique internationale et nationale

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques ayant trait à la mesure des composantes nationales et internationales de la performance économique du Canada, et de coordonner les activités de collecte et de regroupement des données avec d'autres ministères fédéraux et avec les provinces et les territoires afin de réduire au minimum le fardeau de réponse imposé au monde des affaires.

Statistique socio-économique

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques relatives aux phénomènes économiques considérés comme ayant une grande incidence sur la situation des familles et des particuliers, et de coordonner les activités statistiques relatives aux questions socio-économiques avec les autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires.

Recensement et statistique sociale

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques sur la population canadienne, ses caractéristiques démographiques et sa situation, produire les données du recensement de la population et coordonner les activités statistiques relatives aux questions sociales avec les autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires.

Statistique des institutions

Activité dont les prinicpaux objectifs sont de produire des renseignements et des analyses sur la nature et le fonctionnement du secteur public et du secteur des institutions, élaborer des notions, des définitions et des systèmes de classification communs et en promouvoir l'utilisation, et coordonner les activités de collecte de données sur les institutions avec les provinces, les territoires et les autres ministères fédéraux.

Infrastructure technique

Activité dont le principal objectif est de fournir une infrastructure de services centralisés et spécialisés, dans des domaines comme la recherche et l'analyse, la commercialisation et l'information, les systèmes de classification, les méthodes statistiques, les opérations et les services régionaux et l'informatique, afin d'étayer les différents programmes statistiques du Bureau et de les mener à bien.

Services de gestion centrale

Activité dont le principal objectif est de fournir des services de direction et de gestion centraux dans des domaines comme les pratiques de gestion, les finances, le personnel et les services de soutien administratifs, en vue d'aider à atteindre les objectifs du programme du Bureau.

Société canadienne des postes

Objectif

L'objectif de la Société est de mettre sur pied et d'exploiter un service postal.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme de développement de l'industrie et de la technologie				
...	177,963,000	...	...	177,963,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1b	Virement de $14,997,899 du crédit 10 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	2,368,000	...	2,368,000	1c	Virement de $14,225,000 du crédit 55 (Industrie, Sciences et Technologie) et de $300,000 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	...	14,997,899	14,997,899		Virement du: crédit 10				
...	...	...	14,225,000	14,225,000		crédit 55				
...	...	...	300,000	300,000		crédit 60				
...	...	...	4,243,570	4,243,570		CT, crédit 5[1]				
...	177,963,000	2,368,001	33,766,469	214,097,470		Total—Crédit 1	211,844,750	2,252,720	...	228,287,828
...	1	...	...	1	2	Loi sur les prêts aux petites entreprises—Augmenter le plafond global des prêts	...	1	...	...
...	...	1	...	1	3c	Radier des comptes du Canada, un montant de $99,541.47 dû à Sa Majesté du chef du Canada par Ressources Gulf Canada Ltée—Virement de $99,541 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	...	99,541	99,541		Virement du crédit 60				
...	...	1	99,541	99,542		Total—Crédit 3c	99,541	1	...	...
...	799,000	...	...	799,000	5	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	799,000	...	...	1,246,000
...	702,168,000	...	...	702,168,000	10	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	1	...	1	10c	Virement de $9,330,461 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	...	9,330,461	9,330,461		Virement du crédit 60				
...	...	...	(14,997,899)	(14,997,899)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(2,377,999)	(2,377,999)		crédit 25				
...	...	...	(2,052,499)	(2,052,499)		crédit 30				
...	702,168,000	2	(10,097,936)	692,070,066		Total—Crédit 10	625,681,378	66,388,688	...	846,557,655
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre de l'Industrie, Sciences et Technologie—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	46,825
...	...	...	4,999	4,999	(S)	Ministre de Science—Traitement et allocation pour automobile	4,999	...	...	...
...	22,000,000	...	(637,041)	21,362,959	(S)	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	21,362,959	...	...	18,204,473

...	8,000,000	...	(4,833,650)	3,166,350	(S)	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	3,166,350	...	...	485,348
...	14,707,000	...	1,381,000	16,088,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16,088,000	...	...	19,173,000
...	...	...	506,916	506,916	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	506,916	...	...	17,132
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	47,082
...	925,684,801	2,368,004	20,190,698	948,243,503		Total budgétaire	879,602,093	68,641,410	...	1,114,065,343
...	300,000	...	...	300,000	L15	Avances pour acquisition ou cession de capital-actions en vue de protéger l'État. (Brut)	...	300,000	...	...
...	500,000	...	...	500,000	L20	Prêts en vue d'aider des industries de fabrication, de transformation ou de services. (Brut)	...	500,000	...	...
1,948,436	...	...	...	1,948,436	L97b	Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Limite $1,950,000. (Net)	...	...	1,948,436	...
1,948,436	800,000	...	...	2,748,436		Total non budgétaire	...	800,000	1,948,436	...
						Total du programme—				
...	**925,684,801**	**2,368,004**	**20,190,698**	**948,243,503**		**Budgétaire**	**879,602,093**	**68,641,410**	**...**	**1,114,065,343**
1,948,436	**800,000**	**...**	**...**	**2,748,436**		**Non budgétaire**	**...**	**800,000**	**1,948,436**	**...**
						Programme de développement économique des régions et des Autochtones				
...	22,821,000	...	...	22,821,000	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	25b	Virement de $2,377,999 du crédit 10 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	840,000	...	840,000	25c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	2,377,999	2,377,999		Virement du: crédit 10				
...	...	...	477,841	477,841		CT, crédit 5[1]				
...	22,821,000	840,001	2,855,840	26,516,841		Total—Crédit 25	25,439,841	1,077,000	...	...
...	245,947,000	...	...	245,947,000	30	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	30b	Virement de $2,052,499 du crédit 10 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	1	...	1	30c	Contributions—Virement de $22,999,999 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	...	2,052,499	2,052,499		Virement du: crédit 10				
...	...	...	22,999,999	22,999,999		crédit 60				
...	245,947,000	2	25,052,498	270,999,500		Total—Crédit 30	263,655,170	7,344,330	...	82,253,172
...	2,223,000	...	...	2,223,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,223,000	...	...	...
...	**270,991,000**	**840,003**	**27,908,338**	**299,739,341**		**Total du programme—Budgétaire**	**291,318,011**	**8,421,330**	**...**	**82,253,172**
						Total du département—				
...	**1,196,675,801**	**3,208,007**	**48,099,036**	**1,247,982,844**		**Budgétaire**	**1,170,920,104**	**77,062,740**	**...**	**1,196,318,515**
1,948,436	**800,000**	**...**	**...**	**2,748,436**		**Non budgétaire**	**...**	**800,000**	**1,948,436**	**...**

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Agence spatiale canadienne[2]				
...	...	6,584,000	...	6,584,000	32b	Dépenses de fonctionnement—Virement de $4,000,000 du crédit 1 (Communications), $400,000 du crédit 5 (Communications), $4,278,000 du crédit 25 (Énergie, Mines et Ressources) et $1,805,000 du crédit 55 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	14,476,200	...	14,476,200	32c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	4,000,000	4,000,000		Virement du: crédit 1 (Communications)				
...	...	...	400,000	400,000		crédit 5 (Communications)				
...	...	...	4,278,000	4,278,000		crédit 25 (Énergie, Mines et Ressources)				
...	...	...	1,805,000	1,805,000		crédit 55				
...	...	21,060,200	10,483,000	31,543,200		Total—Crédit 32	29,612,209	1,930,991	...	7,705,478
...	...	1	...	1	33b	Contributions—Virement de $6,000,000 du crédit 10 (Communications), $10,006,000 du crédit 35 (Énergie, Mines et Ressources) et $7,500,999 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	1,498,000	...	1,498,000	33c	Contributions				
...	...	...	6,000,000	6,000,000		Virement du: crédit 10 (Communications)				
...	...	...	10,006,000	10,006,000		crédit 35 (Énergie, Mines et Ressources)				
...	...	...	7,500,999	7,500,999		crédit 60				
...	...	1,498,001	23,506,999	25,005,000		Total—Crédit 33	25,005,000	...	...	14,361,797
...	...	**22,558,201**	**33,989,999**	**56,548,200**		**Total du programme—Budgétaire**	**54,617,209**	**1,930,991**	...	**22,067,275**[2]
						Société de développement du Cap-Breton				
...	32,000,000	...	...	32,000,000	35	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses en capital, le relèvement et l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires				
...	...	...	(17,095,000)	(17,095,000)		Virement au crédit 36b				
...	32,000,000	...	(17,095,000)	14,905,000		Total—Crédit 35	14,873,947	31,053	...	28,000,000
...	...	29,693,000	...	29,693,000	36b	La Société d'expansion du Cap-Breton se servira des sommes qui lui sont allouées pour compenser les pertes subies durant l'exercice 1988-89 et les pertes prévues de 1989-90—Virement de $17,095,000 du crédit 35 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	...	17,095,000	17,095,000		Virement du crédit 35				
...	...	29,693,000	17,095,000	46,788,000		Total—Crédit 36b	39,089,085	7,698,915	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7,800,000
...	32,000,000	29,693,000	...	61,693,000		Total budgétaire	53,963,032	7,729,968	...	35,800,000

9,000,000	...	...	...	9,000,000	L40a	Avances à la Société en vertu de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, article 19(2). Limite $50,000,000. (Net)	(33,963,032)	...	42,963,032	19,081,505
						Total du programme—				
...	**32,000,000**	**29,693,000**	...	**61,693,000**		**Budgétaire**	**53,963,032**	**7,729,968**	...	**35,800,000**
9,000,000	...	...	...	**9,000,000**		**Non budgétaire**	**(33,963,032)**	...	**42,963,032**	**19,081,505**
						Banque fédérale de développement				
...	14,628,000	...	...	14,628,000	40	Paiements à la Banque fédérale de développement				
...	...	9,368,000	...	9,368,000	40c	Paiements à la Banque fédérale de développement				
...	...	...	760,734	760,734		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	14,628,000	9,368,000	760,734	24,756,734		Total—Crédit 40	24,189,459	567,275	...	28,376,765
...	13,000,000	...	...	13,000,000	45	Paiements à la Banque fédérale de développement en vertu de l'article 20 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	3,600,000	9,400,000	...	...
6,400,000	6,400,000	...	(6,400,000)	6,400,000	(S)	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 28 et 31 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	6,400,000	...	...	35,000,000
						Capital versé aux termes de l'article 28. Le versement de capital de la Corporation, tout en tenant compte de la somme de $79,000,000 versée à la Banque du Canada en vertu de l'article 52, ne doit pas dépasser $475,000,000. (Brut)				
6,400,000	34,028,000	9,368,000	(5,639,266)	44,156,734		Total budgétaire	34,189,459	9,967,275	...	63,376,765
1,021,770,000	...	...	(259,326,000)	762,444,000	(S)	(L) Le montant global des prêts, passif réel et passif éventuel de la Banque fédérale de développement ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par douze (quinze fois avec l'approbation du gouverneur en conseil), et ne peut jamais excéder $3.2 milliards. (Net)	...	...	762,444,000	...
						Total du programme—				
6,400,000	**34,028,000**	**9,368,000**	**(5,639,266)**	**44,156,734**		**Budgétaire**	34,189,459	**9,967,275**	...	**63,376,765**
1,021,770,000	...	...	**(259,326,000)**	**762,444,000**		**Non budgétaire**	...	...	**762,444,000**	...
						Investissement Canada				
...	8,632,000	...	...	8,632,000	50	Dépenses du programme	8,583,053	48,947	...	7,877,370
...	926,000	...	...	926,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	926,000	...	...	915,000
...	**9,558,000**	...	...	**9,558,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**9,509,053**	**48,947**	...	**8,792,370**
						Département d'État (Sciences et Technologie)				
...	13,690,000	...	...	13,690,000	55	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2,340,000	...	2,340,000	55b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(14,225,000)	(14,225,000)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(1,805,000)	(1,805,000)		crédit 32				
...	13,690,000	2,340,000	(16,030,000)	...		Total—Crédit 55	...	...	...	...

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	30,231,000	...	...	30,231,000	60	Subventions et contributions				
...	...	10,000,000	...	10,000,000	60b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	(300,000)	(300,000)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(99,541)	(99,541)		crédit 3c				
...	...	...	(9,330,461)	(9,330,461)		crédit 10				
...	...	...	(22,999,999)	(22,999,999)		crédit 30				
...	...	...	(7,500,999)	(7,500,999)		crédit 33				
...	30,231,000	10,000,000	(40,231,000)	...		Total—Crédit 60	...	...	...	...
...	1,381,000	...	(1,381,000)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
...	**45,302,000**	**12,340,000**	**(57,642,000)**	...		**Total du département d'État—Budgétaire**	...	...	...	...
						Conseil national de recherches du Canada				
...	226,980,000	...	...	226,980,000	65	Dépenses de fonctionnement				
...	...	15,300,000	...	15,300,000	65b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	3,000,000	3,000,000		Virement du CT, crédit 5[(1)]				
...	...	...	(2,599,999)	(2,599,999)		Virement au crédit 70				
...	226,980,000	15,300,000	400,001	242,680,001		Total—Crédit 65	242,328,075	351,926	...	223,326,431
...	119,868,000	...	...	119,868,000	70	Dépenses en capital				
...	...	1	...	1	70c	Virement de $2,599,999 du crédit 65 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	...	2,599,999	2,599,999		Virement du crédit 65				
...	119,868,000	1	2,599,999	122,468,000		Total—Crédit 70	119,750,408	2,717,592	...	94,539,383
...	121,831,000	...	...	121,831,000	75	Subventions et contributions	117,073,817	4,757,183	...	119,384,386
...	23,934,000	...	...	23,934,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23,934,000	...	...	24,032,000
...	**492,613,000**	**15,300,001**	**3,000,000**	**510,913,001**		**Total du programme—Budgétaire**	**503,086,300**	**7,826,701**	...	**461,282,200**
						Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
...	14,318,000	...	...	14,318,000	80	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,376,000	...	1,376,000	80c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	122,043	122,043		Virement du CT, crédit 5[(1)]				
...	14,318,000	1,376,000	122,043	15,816,043		Total—Crédit 80	15,579,666	236,377	...	13,379,006
...	374,492,000	...	...	374,492,000	85	Subventions				
...	...	858,000	...	858,000	85c	Subventions				
...	374,492,000	858,000	...	375,350,000		Total—Crédit 85	375,350,000	...	...	350,246,309

...	1,065,000	...	...	1,065,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,065,000	...	...	939,000
...	**389,875,000**	**2,234,000**	**122,043**	**392,231,043**		**Total du programme—Budgétaire**	**391,994,666**	**236,377**	...	**364,564,315**
						Conseil des sciences du Canada				
...	2,698,000	...	...	2,698,000	90	Dépenses du programme				
...	...	...	72,000	72,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	2,698,000	...	72,000	2,770,000		Total—Crédit 90	2,769,669	331	...	2,663,062
...	270,000	...	...	270,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	270,000	...	...	255,000
...	**2,968,000**	...	**72,000**	**3,040,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,039,669**	**331**	...	**2,918,062**
						Statistique Canada				
...	205,299,000	...	...	205,299,000	95	Dépenses du programme				
...	...	1,418,000	...	1,418,000	95b	Dépenses du programme				
...	...	...	12,438,077	12,438,077		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	205,299,000	1,418,000	12,438,077	219,155,077		Total—Crédit 95	219,053,486	101,591	...	197,358,062
...	25,855,000	...	...	25,855,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25,855,000	...	...	25,891,000
...	**231,154,000**	**1,418,000**	**12,438,077**	**245,010,077**		**Total du programme—Budgétaire**	**244,908,486**	**101,591**	...	**223,249,062**
						Société canadienne des postes				
...	184,500,000	...	...	184,500,000	100	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	184,500,000	...	...	195,500,000
...	1	...	...	1	101	Rendre compte de la partie des frais de fonctionnement et des frais imputables sur le revenu qui dépasse les recettes de la Société canadienne des postes	...	1	...	...
...	184,500,001	...	...	184,500,001		Total budgétaire	184,500,000	1	...	195,500,000
420,000,000	...	...	...	420,000,000	(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne des postes, articles 28, 29 et 30. Limite globale $500,000,000. (Net)	...	...	420,000,000	80,000,000
						Total du programme—				
...	**184,500,001**	...	...	**184,500,001**		**Budgétaire**	**184,500,000**	**1**	...	**195,500,000**
420,000,000	...	...	...	**420,000,000**		**Non budgétaire**	...	...	**420,000,000**	**80,000,000**
						Total du ministère—				
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	**2,735,432,900**		**Budgétaire**	**2,650,727,978**	[illegible]	...	[illegible]
[illegible]	[illegible]	...	[illegible]	**1,194,192,436**		**Non budgétaire**	**(33,943,833)**	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

(2) Au cours de l'exercice, l'Agence spatiale canadienne a été créée (CP 1989-307). Certaines responsabilités ont été transférées de Communications, $13,191,114; d'Énergie, Mines et Ressources, $2,028,566 et d'Industrie, Sciences et Technologie—Département, $6,847,595 à ce nouvel organisme.

(3) Industrie, Sciences et Technologie provient de la fusion des anciens ministères Expansion industrielle régionale et Sciences et Technologie. Les dépenses de l'exercice précédent (budgétaires et non budgétaires) des ministères fusionnés sont maintenant rapportées par la nouvelle entité. En plus, certaines responsabilités (Commission du textile et du vêtement) de l'ancien ministère Expansion industrielle régionale ont été transférées à Finances sous le Tribunal canadien du commerce extérieur résultant en un redressement des dépenses de l'exercice précédent de $838,507.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme de développement de l'industrie et de la technologie				
								Fonctionnement				
...	11,198,000	137,580	...	5,100,000	...	...	16,435,580	Élaboration d'une politique et défense des intérêts de l'industrie	16,382,045	53,535	...	...
...	87,846,000	1,080,282	...	2,500,000	...	...	91,426,282	Développement de l'industrie et de la technologie	91,295,170	131,112	...	...
...	49,378,000	607,155	4,243,570	(11,755,885)	512,315	...	42,985,155	Opérations	42,950,484	34,671	...	...
...	44,126,801	542,985	...	18,668,325	...	...	63,338,111	Gestion et administration	61,472,390	1,865,721	...	...
...	...	...	...	9,300,000	1,381,000	...	10,681,000	Coordination et intervention des Sciences	10,552,372	128,628	...	...
...	192,548,801	2,368,002	4,243,570	23,812,440	1,893,315	...	224,866,128	Total—Fonctionnement	222,652,461	2,213,667	...	240,356,431[1]
								Capital				
...	50,000	...	...	360,000	...	...	410,000	Élaboration d'une politique et défense des intérêts de l'industrie	404,491	5,509	...	...
...	352,000	...	...	2,010,000	...	...	2,362,000	Développement de l'industrie et de la technologie	2,356,963	5,037	...	...
...	315,000	...	...	1,780,000	...	...	2,095,000	Opérations	2,089,871	5,129	...	...
...	251,000	...	...	1,450,000	...	...	1,701,000	Gestion et administration	1,685,380	15,620	...	...
...	...	...	...	210,000	...	...	210,000	Coordination et intervention des Sciences	202,241	7,759	...	...
...	968,000	...	...	5,810,000	...	...	6,778,000	Total—Capital	6,738,946	39,054	...	8,461,436[1]
								Paiements de transfert				
...	1,300,000	...	...	27,500	...	...	1,327,500	Élaboration d'une politique et défense des intérêts de l'industrie	997,376	330,124	...	11,166,503
...	427,078,000	...	...	(2,493,000)	...	...	424,585,000	Développement de l'industrie et de la technologie	411,700,118	12,884,882	...	414,794,054
...	303,790,000	...	...	(20,147,434)	(5,470,691)	...	278,171,875	Opérations	225,022,192	53,149,683	...	432,301,919
...	...	2	...	12,514,998	...	...	12,515,000	Coordination et intervention des Sciences	12,491,000	24,000	...	6,985,000
...	732,168,000	2	...	(10,097,936)	(5,470,691)	...	716,599,375	Total—Paiements de transfert	650,210,686	66,388,689	...	865,247,476
								Non budgétaire				
1,948,436	800,000	...	...	...	...	...	2,748,436	Développement de l'industrie et de la technologie	...	800,000	1,948,436	...

								Sommaire du programme				
...	12,548,000	137,580	...	5,487,500	...	...	18,173,080	Élaboration d'une politique et défense des intérêts de l'industrie	17,783,912	389,168	...	...
								Développement de l'industrie et de la technologie—				
...	515,276,000	1,080,282	...	2,017,000	...	...	518,373,282	Budgétaire	505,352,251	13,021,031	...	...
1,948,436	800,000	...	...	...	...	...	2,748,436	Non budgétaire	...	800,000	1,948,436	...
...	353,483,000	607,155	4,243,570	(30,123,319)	(4,958,376)	...	323,252,030	Opérations	270,062,547	53,189,483	...	...
...	44,377,801	542,985	...	20,118,325	...	...	65,039,111	Gestion et administration	63,157,770	1,881,341	...	...
...	...	2	...	22,024,998	1,381,000	...	23,406,000	Coordination et intervention des Sciences	23,245,613	160,387	...	...
								Total du programme—				
...	**925,684,801**	**2,368,004**	**4,243,570**	**19,524,504**	**(3,577,376)**	...	**948,243,503**	**Budgétaire**	**879,602,093**	**68,641,410**	...	**1,114,065,343**[(1)]
1,948,436	**800,000**	...	...	...	...	...	**2,748,436**	**Non budgétaire**	...	**800,000**	**1,948,436**	...
								Programme de développement économique des régions et des Autochtones				
								Fonctionnement				
...	20,095,000	...	...	(1,124,160)	...	...	18,970,840	Développement régional en Ontario et au Québec	18,587,703	383,137	...	...
...	4,795,000	840,001	477,841	1,802,159	...	...	7,915,001	Développement économique des Autochtones	7,375,829	539,172	...	...
...	24,890,000	840,001	477,841	677,999	...	...	26,885,841	Total—Fonctionnement	25,963,532	922,309	...	...[(1)]
								Capital				
...	131,000	...	...	1,400,000	...	...	1,531,000	Développement régional en Ontario et au Québec	1,461,406	69,594	...	...
...	23,000	...	...	300,000	...	...	323,000	Développement économique des Autochtones	237,903	85,097	...	...
...	154,000	...	...	1,700,000	...	...	1,854,000	Total—Capital	1,699,309	154,691	...	...[(1)]
								Paiements de transfert				
...	173,547,000	1	...	13,402,499	...	...	186,949,500	Développement régional en Ontario et au Québec	179,696,156	7,253,344	...	21,426,733
...	72,400,000	1	...	11,649,999	...	...	84,050,000	Développement économique des Autochtones	83,959,014	90,986	...	60,826,439
...	245,947,000	2	...	25,052,498	...	...	270,999,500	Total—Paiements de transfert	263,655,170	7,344,330	...	82,253,172
								Sommaire du programme				
...	193,773,000	1	...	13,678,339	...	...	207,451,340	Développement régional en Ontario et au Québec	199,745,265	7,706,075	...	...
...	77,218,000	840,002	477,841	13,752,158	...	...	92,288,001	Développement économique des Autochtones	91,572,746	715,255	...	...
...	**270,991,000**	**840,003**	**477,841**	**27,430,497**	...	...	**299,739,341**	**Total du programme—Budgétaire**	**291,318,011**	**8,421,330**	...	**82,253,172**[(1)]
								Total du département—				
...	**1,196,675,801**	**3,208,007**	**4,721,411**	**46,955,001**	**(3,577,376)**	...	**1,247,982,844**	**Budgétaire**	**1,170,920,104**	**77,062,740**	...	**1,196,318,515**
1,948,436	**800,000**	...	...	...	...	...	**2,748,436**	**Non budgétaire**	...	**800,000**	**1,948,436**	...

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Agence spatiale canadienne[2]				
...	...	21,060,200	10,483,000	...	...	...	31,543,200	Fonctionnement	29,612,209	1,930,991	...	7,705,478
...	...	1,498,001	23,506,999	...	...	...	25,005,000	Paiements de transfert	25,005,000	...	...	14,361,797
...	**...**	**22,558,201**	**33,989,999**	**...**	**...**	**...**	**56,548,200**	**Total du programme—Budgétaire**	**54,617,209**	**1,930,991**	**...**	**22,067,275**[2]
								Société de développement du Cap-Breton				
...	...	...	...	...	...	...	...	Fonctionnement	...	...	...	7,800,000
...	32,000,000	29,693,000	...	...	...	...	61,693,000	Capital	53,963,032	7,729,968	...	28,000,000
9,000,000	...	...	...	...	...	...	9,000,000	Non budgétaire	(33,963,032)	...	42,963,032	19,081,505
								Total du programme—				
...	**32,000,000**	**29,693,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**61,693,000**	**Budgétaire**	**53,963,032**	**7,729,968**	**...**	**35,800,000**
9,000,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**9,000,000**	**Non budgétaire**	**(33,963,032)**	**...**	**42,963,032**	**19,081,505**
								Banque fédérale de développement				
...	14,628,000	9,368,000	760,734	...	...	...	24,756,734	Fonctionnement	24,189,459	567,275	...	28,376,765
6,400,000	19,400,000	...	...	...	(6,400,000)	...	19,400,000	Capital	10,000,000	9,400,000	...	35,000,000
1,021,770,000	...	...	...	...	(259,326,000)	...	762,444,000	Non budgétaire	...	...	762,444,000	...
								Total du programme—				
6,400,000	**34,028,000**	**9,368,000**	**760,734**	**...**	**(6,400,000)**	**...**	**44,156,734**	**Budgétaire**	**34,189,459**	**9,967,275**	**...**	**63,376,765**
1,021,770,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**(259,326,000)**	**...**	**762,444,000**	**Non budgétaire**	**...**	**...**	**762,444,000**	**...**
								Investissement Canada				
								Fonctionnement				
...	9,528,000	...	...	...	...	...	9,528,000	Développement de l'investissement et stratégie	9,195,906	332,094	...	8,543,068
								Capital				
...	30,000	...	...	...	...	...	30,000	Développement de l'investissement et stratégie	313,147	(283,147)	...	249,302
...	**9,558,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**9,558,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**9,509,053**	**48,947**	**...**	**8,792,370**

								Département d'État (Sciences et Technologie)				
								Fonctionnement				
...	15,044,000	2,340,000	...	(17,384,000)	...	...	...	Élaboration des politiques	...	...	...	...
								Capital				
...	27,000	...	...	(27,000)	...	...	...	Élaboration des politiques	...	...	...	...
								Paiements de transfert				
...	30,231,000	10,000,000	...	(40,231,000)	...	...	...	Élaboration des politiques	...	...	...	...
...	**45,302,000**	**12,340,000**	...	**(57,642,000)**	...	...	...	**Total du département d'État (Sciences et Technologie)—Budgétaire**	...	...	...	...
								Conseil national de recherches du Canada				
								Fonctionnement				
...	26,853,000	734,000	375,000	...	...	(69,000)	27,893,000	Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie	36,996,580	(9,103,580)	...	28,883,717
...	37,121,000	1,255,000	495,000	...	...	(1,970,000)	36,901,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	32,063,994	4,837,006	...	30,146,251
...	112,307,000	6,273,000	1,239,000	(2,599,999)	...	(4,858,000)	112,361,001	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	100,561,594	11,799,407	...	100,099,877
...	16,171,000	796,000	189,000	...	...	(1,682,000)	15,474,000	Installations nationales	19,099,838	(3,625,838)	...	[illegible]
...	7,439,000	107,000	114,000	...	...	(341,000)	7,319,000	Recherches et services relatifs à la normalisation physique	6,445,104	873,896	...	[illegible]
...	30,731,000	3,320,000	174,000	...	...	(7,625,000)	26,600,000	Information scientifique et technique	24,284,625	2,315,375	...	24,216,816
...	41,982,000	2,815,000	414,000	...	...	(5,145,000)	40,066,000	Services de soutien administratif et spéciaux	46,810,340	(6,744,340)	...	39,648,960
...	(21,690,000)	...	...	...	...	21,690,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	250,914,000	15,300,000	3,000,000	(2,599,999)	...	...	266,614,001	Total—Fonctionnement	266,262,075	351,926	...	247,358,431
								Capital				
...	3,909,000	...	...	...	...	...	3,909,000	Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie	6,033,974	(2,124,974)	...	3,871,042
...	7,521,000	...	...	...	...	(95,000)	7,426,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	5,099,937	2,326,063	...	2,974,032
...	79,251,000	...	...	...	...	(142,000)	79,109,000	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	76,338,940	2,770,060	...	51,976,461
...	24,592,000	1	...	2,599,999	...	(173,000)	27,019,000	Installations nationales	25,886,085	1,132,915	...	30,592,833
...	1,289,000	...	...	...	...	...	1,289,000	Recherches et services relatifs à la normalisation physique	1,126,992	162,008	...	1,034,011
...	117,000	...	...	...	...	...	117,000	Information scientifique et technique	117,999	(999)	...	367,354
...	3,599,000	...	...	...	...	...	3,599,000	Services de soutien administratif et spéciaux	5,146,481	(1,547,481)	...	3,723,650
...	(410,000)	...	...	...	...	410,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	119,868,000	1	...	2,599,999	...	...	122,468,000	Total—Capital	119,750,408	2,717,592	...	94,539,383

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	...	...	...	...	Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie	1,917,720	(1,917,720)	...	654,000
...	194,000	...	...	...	...	...	194,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	...	194,000	...	194,000
...	86,307,000	...	...	...	...	...	86,307,000	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	80,018,563	6,288,437	...	83,509,924
...	31,314,000	...	...	...	...	...	31,314,000	Installations nationales	31,180,517	133,483	...	30,829,866
...	78,000	...	...	...	...	...	78,000	Information scientifique et technique	78,000	...	...	78,000
...	3,938,000	...	...	...	...	...	3,938,000	Services de soutien administratif et spéciaux	3,879,017	58,983	...	4,118,596
...	121,831,000	...	...	...	...	...	121,831,000	Total—Paiements de transfert	117,073,817	4,757,183	...	119,384,386
								Sommaire du programme				
...	30,693,000	734,000	375,000	...	...	...	31,802,000	Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie	44,948,274	(13,146,274)	...	33,408,759
...	42,771,000	1,255,000	495,000	...	...	...	44,521,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	37,163,931	7,357,069	...	33,314,283
...	272,865,000	6,273,000	1,239,000	(2,599,999)	...	...	277,777,001	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	256,919,097	20,857,904	...	235,586,262
...	70,222,000	796,001	189,000	2,599,999	...	...	73,807,000	Installations nationales	76,166,440	(2,359,440)	...	79,049,596
...	8,387,000	107,000	114,000	...	...	...	8,608,000	Recherches et services relatifs à la normalisation physique	7,572,096	1,035,904	...	7,769,924
...	23,301,000	3,320,000	174,000	...	...	...	26,795,000	Information scientifique et technique	24,480,624	2,314,376	...	24,662,170
...	44,374,000	2,815,000	414,000	...	...	...	47,603,000	Services de soutien administratif et spéciaux	55,835,838	(8,232,838)	...	47,491,206
...	**492,613,000**	**15,300,001**	**3,000,000**	**...**	**...**	**...**	**510,913,001**	**Total du programme—Budgétaire**	**503,086,300**	**7,826,701**	**...**	**461,282,200**
								Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
								Fonctionnement				
...	14,987,000	1,340,000	122,043	...	...	...	16,449,043	Administration	15,864,518	584,525	...	13,613,520
								Capital				
...	396,000	36,000	...	...	...	...	432,000	Administration	780,148	(348,148)	...	704,486

								Paiements de transfert				
...	374,492,000	858,000	...	...	...	...	375,350,000	Subventions et bourses	375,350,000	...	...	350,246,309
								Sommaire du programme				
...	374,492,000	858,000	...	...	...	...	375,350,000	Subventions et bourses	375,350,000	...	...	350,246,309
...	15,383,000	1,376,000	122,043	...	...	...	16,881,043	Administration	16,644,666	236,377	...	14,318,006
...	**389,875,000**	**2,234,000**	**122,043**	**...**	**...**	**...**	**392,231,043**	**Total du programme—Budgétaire**	**391,994,666**	**236,377**	**...**	**364,564,315**
								Conseil des sciences du Canada				
								Fonctionnement				
...	2,963,000	...	72,000	...	...	...	3,035,000	Activités	2,985,292	49,708	...	2,868,249
								Capital				
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Activités	54,377	(49,377)	...	49,813
...	**2,968,000**	**...**	**72,000**	**...**	**...**	**...**	**3,040,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,039,669**	**331**	**...**	**2,918,062**
								Statistique Canada				
								Fonctionnement				
...	68,014,000	1,371,000	3,550,970	746,070	...	...	73,682,040	Statistique économique internationale et nationale	70,716,169	2,965,871	...	64,990,557
...	35,364,000	...	2,745,460	161,776	...	...	38,271,236	Statistique socio-économique	38,212,631	58,605	...	35,413,263
...	29,157,000	...	1,214,754	106,218	...	(3,500,000)	26,977,972	Recensement et statistique sociale	28,189,803	(1,211,831)	...	21,132,891
...	17,684,000	...	793,516	98,094	...	...	18,575,610	Statistique des institutions	17,412,740	1,162,870	...	15,969,803
...	75,389,000	47,000	3,096,320	585,537	...	(24,079,358)	55,038,499	Infrastructure technique	58,499,871	(3,461,372)	...	55,904,432
...	25,589,172	...	1,037,057	2,475,663	...	...	29,101,892	Services de gestion centrale	24,171,036	4,930,856	...	23,804,910
...	(23,406,000)	...	...	(4,173,358)	...	27,579,358[3]	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	227,791,172	1,418,000	12,438,077	...	...	...	241,647,249	Total—Fonctionnement	237,202,250	4,444,999	...	217,215,856
								Capital				
...	150,000	...	...	...	...	...	150,000	Statistique économique internationale et nationale	106,000	44,000	...	...
...	558,000	...	...	...	...	...	558,000	Recensement et statistique sociale	558,000	...	...	345,600
...	2,644,000	...	...	...	...	...	2,644,000	Services de gestion centrale	7,031,604	(4,387,604)	...	5,669,157
...	3,352,000	...	...	...	...	...	3,352,000	Total—Capital	7,695,604	(4,343,604)	...	6,014,757
								Paiements de transfert				
...	10,828	...	...	...	...	...	10,828	Services de gestion centrale	10,632	196	...	18,449
								Sommaire du programme				
...	68,164,000	1,371,000	3,550,970	746,070	...	...	73,832,040	Statistique économique internationale et nationale	70,822,169	3,009,871	...	64,990,557
...	35,364,000	...	2,745,460	161,776	...	...	38,271,236	Statistique socio-économique	38,212,631	58,605	...	35,413,263
...	26,215,000	...	1,214,754	106,218	...	...	27,535,972	Recensement et statistique sociale	28,747,803	(1,211,831)	...	21,478,491
...	17,684,000	...	793,516	98,094	...	...	18,575,610	Statistique des institutions	17,412,740	1,162,870	...	15,969,803
...	55,483,000	47,000	3,096,320	(3,587,821)	...	...	55,038,499	Infrastructure technique	58,499,871	(3,461,372)	...	55,904,432
...	28,244,000	...	1,037,057	2,475,663	...	...	31,756,720	Services de gestion centrale	31,213,272	543,448	...	29,492,516
...	**231,154,000**	**1,418,000**	**12,438,077**	**...**	**...**	**...**	**245,010,077**	**Total du programme—Budgétaire**	**244,908,486**	**101,591**	**...**	**223,249,062**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Société canadienne des postes				
...	184,500,001	...	...	...	...	...	184,500,001	Fonctionnement	184,500,000	1	...	195,500,000
420,000,000	...	...	...	...	...	...	420,000,000	Non budgétaire	...	...	420,000,000	80,000,000
								Total du programme—				
...	**184,500,001**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**184,500,001**	**Budgétaire**	**184,500,000**	**1**	**...**	**195,500,000**
420,000,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**420,000,000**	**Non budgétaire**	**...**	**...**	**420,000,000**	**80,000,000**
								Total du ministère—				
[illegible]	**2,618,673,883**	**96,119,259**	**55,184,264**	**(10,686,999)**	**(9,977,376)**	**...**	**2,755,632,900**	**Budgétaire**	**2,650,727,978**	**104,904,922**	**...**	**2,573,868,564**[(2)(4)]
[illegible]	**800,000**	**...**	**...**	**...**	**(289,326,000)**	**...**	**1,194,192,436**	**Non budgétaire**	**(33,963,032)**	**800,000**	**1,227,355,468**	**99,081,505**[(4)]

(1) Les chiffres de l'exercice précédent par activité ne sont pas disponibles en raison d'une nouvelle répartition des activités.
(2) Au cours de l'exercice, l'Agence spatiale canadienne a été créée (CP 1989-307). Certaines responsabilités ont été transférées de Communications, $13,191,114; d'Énergie, Mines et Ressources, $2,028,566 et d'Industrie, Sciences et Technologie— Département, $6,847,595 à ce nouvel organisme.
(3) Ce montant comprend une augmentation de $4,173,358 aux recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées (CT 812831).
(4) Industrie, Sciences et Technologie provient de la fusion des anciens ministères Expansion industrielle régionale et Sciences et Technologie. Les dépenses de l'exercice précédent (budgétaires et non budgétaires) des ministères fusionnés sont maintenant rapportées par la nouvelle entité. En plus, certaines responsabilités (Commission du textile et du vêtement) de l'ancien ministère Expansion industrielle régionale ont été transférées à Finances sous le Tribunal canadien du commerce extérieur résultant en un redressement des dépenses de l'exercice précédent de $838,507.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme de développement de l'industrie et de la technologie				
							Subventions				
							Élaboration d'une politique et défense des intérêts de l'industrie				
...	300,000	...	...	...	...	300,000	Subventions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques	300,000	...	...	500,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10,000,000
...	300,000	...	...	...	...	300,000		300,000	...	...	10,500,000
							Développement de l'industrie et de la technologie				
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Subventions au Fonds de relance	2,000,000	...	...	1,000,000
							Opérations				
...	...	...	...	10,309,000	...	10,309,000	Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de Québec en vertu de l'entente auxiliaire Canada/Québec sur les sciences et la technologie	8,910,680	1,398,320	...	5,368,702
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Subventions en vertu du programme des prix d'excellence du Canada	199,750	250	...	134,750
...	...	...	...	4,680,000	...	4,680,000	Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de la Colombie-Britannique en vertu de l'entente auxiliaire Canada/Colombie-Britannique sur les sciences et la technologie	4,232,493	447,507	...	1,410,777
...	200,000	...	...	14,989,000	...	15,189,000		13,342,923	1,846,077	...	6,914,229
							Coordination et intervention des Sciences				
...	...	...	...	2,000,000	...	2,000,000	Subventions accordées à l'Institut canadien de recherche avancée pour égaler les contributions du secteur privé jusqu'à ce niveau maximum	2,000,000	...	...	1,500,000
...	...	1	...	9,514,999	...	9,515,000	Subventions en vertu du Programme Bourses Canada de 1989-90	9,491,000	24,000	...	4,985,000
...	...	1	...	999,999	...	1,000,000	Subvention à la Société royale du Canada	1,000,000	...	...	500,000
...	...	2	...	12,514,998	...	12,515,000		12,491,000	24,000	...	6,985,000
...	**2,500,000**	**2**	...	**27,503,998**	...	**30,004,000**	**Total—Subventions**	**28,133,923**	**1,870,077**	...	**25,399,229**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Élaboration d'une politique et défense des intérêts de l'industrie				
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Contributions aux initiatives en vertu de la Politique nationale d'entrepreneurship	669,876	330,124	...	566,503
...	...	...	...	27,500	...	27,500	Contribution au Conseil économique des provinces de l'Atlantique	27,500	...	...	100,000
...	1,000,000	...	...	27,500	...	1,027,500		697,376	330,124	...	666,503
							Développement de l'industrie et de la technologie				
...	250,787,000	...	...	50,222,000	...	301,009,000	Contributions en vertu du programme de productivité de l'industrie du matériel de défense canadienne	300,908,781	100,219	...	248,583,106
...	32,900,000	...	...	(3,882,000)	...	29,018,000	Contributions à Marine Industrie Limitée	29,000,253	17,747	...	73,587,195
...	7,800,000	...	...	984,000	...	8,784,000	Contributions en vertu du programme d'aide à l'industrie de la construction navale	8,678,181	105,819	...	11,228,377
...	11,650,000	...	...	(10,429,000)	...	1,221,000	Contributions aux campagnes sectorielles	1,039,604	181,396	...	...
...	11,600,000	...	...	(11,360,000)	...	240,000	Contributions aux technologies stratégiques	228,641	11,359	...	...
...	1,900,000	...	...	(1,900,000)	...	...	Contributions au programme de la technologie de l'environnement du fleuve Saint-Laurent	...	...	...	...
...	70,000	...	...	2,000	...	72,000	Contributions à l'Association canadienne des industries maritimes	71,269	731	...	27,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Contributions à l'Association canadienne des entreprises de géomatèque	27,000	3,000	...	45,000
...	400,000	...	...	...	...	400,000	Contributions à des organismes sans but lucratif et à des opérations commerciales en vue d'appuyer le tourisme	376,447	23,553	...	457,198
...	21,408,000	...	...	(9,993,000)	...	11,415,000	Contributions en vertu des règlements pour un renouveau industriel canadien	9,952,114	1,462,886	...	41,942,842
...	10,799,000	...	...	(6,101,000)	...	4,698,000	Contributions en vertu du programme de développement des systèmes microélectroniques	4,315,685	382,315	...	2,129,281
...	18,649,000	...	...	14,151,000	...	32,800,000	Contribution à GMC et Suzuki	32,770,990	29,010	...	6,804,465
...	5,384,000	...	...	(3,583,913)	...	1,800,087	Contributions pour le système d'automatisation de la marche des trains	1,662,047	138,040	...	667,889
...	19,500,000	...	...	(19,500,000)	...	...	Contribution à Versatile Pacific Shipyards Inc.	...	...	...	...
...	23,463,000	...	...	(885,000)	...	22,578,000	Contributions en vertu du programme de mise en valeur de la technologie et du programme de recherche des possibilités technologiques en Europe	12,152,429	10,425,571	...	9,179,907

...	438,000	...	...	(438,000)	...	...	Contribution à l'Institut canadien du cuir et de la chaussure	...	...	...	432,829
...	1,500,000	...	...	(47,087)	...	1,452,913	Contributions en vertu du programme de rationalisation des chantiers navals de l'Ontario	1,452,913	...	...	5,004,905
...	6,800,000	...	...	97,000	...	6,897,000	Contribution pour les travaux de la division Trenton de la Société Hawker-Siddeley	6,896,886	114	...	5,303,226
...	...	...	...	170,000	...	170,000	Contribution à l'observatoire à neutrino de Sudbury	166,878	3,122	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8,400,834
...	425,078,000	...	...	(2,493,000)	...	422,585,000		409,700,118	12,884,882	...	413,794,054
							Opérations				
...	...	...	...	1,050,000	...	1,050,000	Contribution du Canada à l'Institut national des technologies du magnésium	1,050,000	...	...	...
...	3,000,000	...	...	1,080,000	...	4,080,000	Contributions au réseau de communications avancées de la Saskatchewan	3,114,580	965,420	...	...
...	68,052,000	...	...	(19,727,000)	...	48,325,000	Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs abolis	48,026,874	298,126	...	195,672,934
...	149,397,000	...	...	(178,994)	...	149,218,006	Contributions aux termes des ententes auxiliaires conclues en vertu des ententes pour le développement économique et régional et des ententes cadres de développement avec les provinces	100,415,403	48,802,603	...	165,113,948
...	11,937,000	...	...	(11,937,000)	...	...	Contributions en vertu de la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole	...	...	...	13,523,896
...	28,667,000	...	...	(4,317,940)	...	24,349,060	Contributions en vertu du programme de réduction des pluies acides	24,349,060	...	...	16,321,252
...	3,346,000	...	...	(2,900,000)	...	446,000	Contributions en vue d'appuyer le programme de développement industriel lié au transport dans l'Ouest	404,630	41,370	...	446,909
...	500,000	...	...	992,000	...	1,492,000	Contributions à l'appui des services aux entreprises	1,355,186	136,814	...	...
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Contributions au British Columbia Commercial Arbitration Centre	25,000	...	...	...
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contributions au Conseil commercial Canada-Chine	250,000	...	...	145,397
...	2,322,000	...	...	(399,000)	...	1,923,000	Contributions aux producteurs de bardeaux et planchettes refondues de la vallée du Fraser	1,922,850	150	...	1,922,850
...	540,000	...	...	2,022,000	...	2,562,000	Contributions pour stimuler l'activité économique dans la zone désignée du Cap-Breton	2,561,559	441	...	...
...	4,252,000	...	...	(1,375,000)	...	2,877,000	Contributions en vertu du programme Entreprise Atlantique	2,028,273	848,727	...	1,070,880
...	800,000	...	...	...	...	800,000	Contribution à Pétromont Limitée	781,061	18,939	...	12,246,080
...	502,000	...	...	554,500	...	1,056,500	Contributions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques	865,484	191,016	...	233,723

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	22,000,000	...	...	...	(637,041)	21,362,959	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	21,362,959	...	...	18,204,473
...	8,000,000	...	...	...	(4,833,650)	3,166,350	(S) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises	3,166,350	...	...	485,348
...	303,590,000	...	...	(35,136,434)	(5,470,691)	262,982,875		211,679,269	51,303,606	...	425,387,690
...	**729,668,000**	**...**	**...**	**(37,601,934)**	**(5,470,691)**	**686,595,375**	**Total—Contributions**	**622,076,763**	**64,518,612**	**...**	**839,848,247**
							Sommaire du programme par activité				
...	1,300,000	...	...	27,500	...	1,327,500	Élaboration d'une politique et défense des intérêts de l'industrie	997,376	330,124	...	11,166,503
...	427,078,000	...	...	(2,493,000)	...	424,585,000	Développement de l'industrie et de la technologie	411,700,118	12,884,882	...	414,794,054
...	303,790,000	...	...	(20,147,434)	(5,470,691)	278,171,875	Opérations	225,022,192	53,149,683	...	432,301,919
...	...	2	...	12,514,998	...	12,515,000	Coordination et intervention des Sciences	12,491,000	24,000	...	6,985,000
...	**732,168,000**	**2**	**...**	**(10,097,936)**	**(5,470,691)**	**716,599,375**	**Total du programme**	**650,210,686**	**66,388,689**	**...**	**865,247,476**
							Programme de développement économique des régions et des Autochtones				
							Subventions				
							Développement régional en Ontario et au Québec				
...	...	1	...	99,999	...	100,000	Subvention à la Société de promotion et de consultation socio-économiques de l'Est de Montréal Inc.	100,000	...	...	...
							Développement économique des Autochtones				
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Subventions en vertu du Programme de développement économique des Autochtones	999,242	758	...	873,040
...	**1,000,000**	**1**	**...**	**99,999**	**...**	**1,100,000**	**Total—Subventions**	**1,099,242**	**758**	**...**	**873,040**
							Contributions				
							Développement régional en Ontario et au Québec				
...	84,064,000	...	...	12,242,945	...	96,306,945	Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs abolis	96,306,945	...	...	...
...	1,763,000	...	...	(1,200,320)	...	562,680	Contributions aux termes des ententes auxiliaires conclues en vertu des ententes pour le développement économique et régional et des ententes cadres de développement avec les provinces	562,680	...	...	...

	508,000	...	...	(75,000)	...	433,000	Contributions en vertu du Plan de dévelop-pement de l'Est du Québec	432,290	710	...	943,657
...	27,100,000	...	...	(112,190)	...	26,987,810	Contributions dans le cadre du programme spécial de la région Laprade	19,987,310	7,000,500	...	9,764,029
...	1,186,000	...	...	(414,753)	...	771,247	Contributions en vertu du programme Entreprise Atlantique	519,113	252,134	...	...
...	89,000	...	...	142,143	...	231,143	Contribution à la Société en commandite pour la création d'entreprises	231,143	...	...	1,269,302
...	7,106,000	...	...	(582,211)	...	6,523,789	Contributions en vertu du programme de développement du Bas St-Laurent/Gaspésie	6,523,789	...	...	4,030,381
...	7,226,000	...	...	(572,029)	...	6,653,971	Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario	6,653,971	...	...	2,856,905
...	4,200,000	...	...	(3,248,337)	...	951,663	Contributions en vertu du programme spécial pour la région de Thetford Mines	951,663	...	...	298,726
...	490,000	...	...	(424,002)	...	65,998	Contributions au Centre d'initiative technologique de Montréal	65,998	...	...	...
...	10,400,000	...	...	(2,039,701)	...	8,360,299	Contributions à l'amélioration de la productivité manufacturière	8,360,299	...	...	...
...	5,600,000	...	...	1,354,486	...	6,954,486	Contributions aux programmes de développement économique	6,954,486	...	...	...
...	9,890,000	...	...	(5,748,649)	...	4,141,351	Contributions au programme de relance économique de l'Est de Montréal	4,141,351	...	...	...
...	200,000	...	...	46,317	...	246,317	Contributions au Parc de haute technologie	246,317	...	...	...
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Contributions au Commercial Arbitration Centre	25,000	...	...	125,000
...	13,700,000	...	...	(6,066,199)	...	7,633,801	Contributions à l'infrastructure indus-trielle—Matane	7,633,801	...	...	2,138,733
...	...	...	...	20,000,000	...	20,000,000	Contribution au Consortium Alouette	20,000,000	...	...	...
...	173,547,000	...	...	13,302,500	...	186,849,500		179,596,156	7,253,344	...	21,426,733
							Développement économique des Autochtones				
...	71,400,000	...	...	(10,053,884)	...	61,346,116	Contributions en vertu du Programme de développement économique des Autochtones	61,255,888	90,228	...	59,953,399
...	...	1	...	10,290,892	...	10,290,893	Contributions en vertu de la Loi sur l'aména-gement rural et le développement agricole	10,290,893	...	...	...
...	...	...	...	11,412,991	...	11,412,991	Contributions en vertu des ententes pour le développement économique et régional	11,412,991	...	...	...
...	71,400,000	1	...	11,649,999	...	83,050,000		82,959,772	90,228	...	59,953,399
...	**244,947,000**	**1**	**...**	**24,952,499**	**...**	**269,899,500**	**Total—Contributions**	**262,555,928**	**7,343,572**	**...**	**81,380,132**
							Sommaire du programme par activité				
...	173,547,000	1	...	13,402,499	...	186,949,500	Développement régional en Ontario et au Québec	179,696,156	7,253,344	...	21,426,733
...	72,400,000	1	...	11,649,999	...	84,050,000	Développement économique des Autochtones	83,959,014	90,986	...	60,826,439
...	**245,947,000**	**2**	**...**	**25,052,498**	**...**	**270,999,500**	**Total du programme**	**263,655,170**	**7,344,330**	**...**	**82,253,172**
...	**978,115,000**	**4**	**...**	**14,954,562**	**(5,470,691)**	**987,598,875**	**Total du département**	**913,865,856**	**73,733,019**	**...**	**947,580,648**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Agence spatiale canadienne[1]				
							Contributions				
...	...	...	4,100,000	(113,426)	...	3,986,574	Contribution versée à l'Agence spatiale européenne relativement aux étapes de la conception, de la réalisation et de l'exploitation du programme de grand satellite de télécommunications	3,986,574	...	...	7,528,228
...	...	...	1,900,000	(998,574)	...	901,426	Contribution pour la participation canadienne au programme de développement et d'expérimentation de charges utiles et de véhicules spatiaux de l'Agence spatiale européenne	901,426	...	...	933,569
...	...	...	10,006,000	2,288,059	...	12,294,059	Télédétection—Contribution à l'Agence spatiale européenne	12,294,059	...	...	...
...	...	1,498,001	6,000,999	(584,707)	...	6,914,293	Contribution du Canada au budget général de l'Agence spatiale européenne	6,914,293	...	...	4,500,000
...	...	...	1,500,000	(591,352)	...	908,648	Contribution du Canada au programme préparatoire d'observation de la Terre de l'Agence spatiale européenne	908,648	...	...	1,400,000
...	...	1,498,001	23,506,999	...	...	25,005,000	**Total du programme**	25,005,000	...	...	14,361,797[1]
							Département d'État (Sciences et Technologie)				
							Subventions				
							Élaboration des politiques				
...	13,150,000	...	...	(13,150,000)	...	...	Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de Québec en vertu de l'entente auxiliaire Canada/Québec sur les sciences et la technologie	...	...	...	...
...	5,780,000	...	...	(5,780,000)	...	...	Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de la Colombie-Britannique en vertu de l'entente auxiliaire Canada/Colombie-Britannique sur les sciences et la technologie	...	...	...	...
...	2,000,000	...	...	(2,000,000)	...	...	Subventions accordées à l'Institut canadien de recherche avancée pour égaler les contributions du secteur privé jusqu'à ce niveau maximum	...	...	...	...
...	...	10,000,000	...	(10,000,000)	...	...	Subventions en vertu du Programme Bourses Canada de 1989-90	...	...	...	...
...	20,930,000	10,000,000	...	(30,930,000)	...	...	**Total—Subventions**	...	...	...	...

							Contributions				
							Élaboration des politiques				
...	6,001,000	...	...	(6,001,000)	...	...	Contribution du Canada au budget général de l'Agence spatiale européenne	...	...	...	...
...	1,500,000	...	...	(1,500,000)	...	...	Contribution du Canada au programme préparatoire d'observation de la Terre de l'Agence spatiale européenne	...	...	...	...
...	1,800,000	...	...	(1,800,000)	...	...	Contribution du Canada à l'Institut national des technologies du magnésium	...	...	...	...
...	**9,301,000**	...	...	**(9,301,000)**	...	...	**Total—Contributions**	...	...	...	...
...	**30,231,000**	**10,000,000**	...	**(40,231,000)**	...	...	**Total du département d'État (Sciences et Technologie)**	...	...	...	...
							Conseil national de recherches du Canada				
							Subventions				
							Services de soutien administratif et spéciaux				
...	596,000	...	...	...	...	596,000	Affiliations internationales	580,517	15,483	...	806,346
...	3,282,000	...	...	...	...	3,282,000	Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités	3,282,000	...	...	3,282,000
...	**3,878,000**	...	...	...	...	**3,878,000**	**Total—Subventions**	**3,862,517**	**15,483**	...	**4,088,346**
							Contributions				
							Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie				
...	...	...	...	...	...	...	L'Université Queen's— L'observatoire à neutrino de Sudbury	1,917,720	(1,917,720)	...	654,000
							Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale				
...	194,000	...	...	...	...	194,000	Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés	...	194,000	...	194,000
							Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels				
...	59,607,000	...	...	...	...	59,607,000	Contributions à des entreprises canadiennes pour acquérir, développer et exploiter des innovations technologiques	57,542,941	2,064,059	...	62,543,081
...	16,000,000	...	...	...	...	16,000,000	Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et la technologie	15,089,112	910,888	...	13,102,498
...	2,200,000	...	...	...	...	2,200,000	Contribution à l'Agence spatiale européenne (Programme Hermès)	1,387,174	812,826	...	...
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Institut national d'optique	689,123	310,877	...	4,529,828
...	7,000,000	...	...	...	...	7,000,000	Contributions à des exécutants extra-muros dans le cadre du programme de recherche en biotechnologie	4,810,213	2,189,787	...	3,028,997
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Association des manufacturiers canadiens	500,000	...	...	305,520
...	86,307,000	...	...	...	...	86,307,000		80,018,563	6,288,437	...	83,509,924

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Installations nationales				
...	2,724,000	...	...	...	...	2,724,000	Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Télescope Canada-France-Hawaii	2,699,694	24,306	...	2,451,207
...	26,510,000	...	...	...	...	26,510,000	Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	26,509,972	28	...	26,509,784
...	2,080,000	...	...	...	...	2,080,000	Science and Engineering Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du télescope James Clerk Maxwell	1,970,851	109,149	...	1,868,875
...	31,314,000	...	...	...	...	31,314,000		31,180,517	133,483	...	30,829,866
							Information scientifique et technique				
...	78,000	...	...	...	...	78,000	Institut canadien du film	78,000	...	...	78,000
							Services de soutien administratif et spéciaux				
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Appui à des conférences scientifiques et techniques	16,500	43,500	...	30,250
...	**117,953,000**	...	...	...	...	**117,953,000**	**Total—Contributions**	**113,211,300**	**4,741,700**	...	**115,296,040**
							Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	...	...	...	Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie	1,917,720	(1,917,720)	...	654,000
...	194,000	...	...	...	...	194,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	...	194,000	...	194,000
...	86,307,000	...	...	...	...	86,307,000	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	80,018,563	6,288,437	...	83,509,924
...	31,314,000	...	...	...	...	31,314,000	Installations nationales	31,180,517	133,483	...	30,829,866
...	78,000	...	...	...	...	78,000	Information scientifique et technique	78,000	...	...	78,000
...	3,938,000	...	...	...	...	3,938,000	Services de soutien administratif et spéciaux	3,879,017	58,983	...	4,118,596
...	**121,831,000**	...	...	...	...	**121,831,000**	**Total du programme**	**117,073,817**	**4,757,183**	...	**119,384,386**
							Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
							Subventions				
							Subventions et bourses				
...	374,492,000	...	...	...	...	374,492,000	Subventions et bourses	374,492,000	...	...	350,246,309
...	...	858,000	...	...	...	858,000	Subventions à l'appui de la recherche	858,000	...	...	...
...	**374,492,000**	**858,000**	...	...	...	**375,350,000**	**Total du programme**	**375,350,000**	...	...	**350,246,309**

							Statistique Canada				
							Subventions				
							Services de gestion centrale				
...	6,340	...	...	...	...	6,340	Droits d'affiliation du Canada à l'Institut interaméricain de statistique ($5,200 É-U)	6,188	152	...	6,200
...	4,488	...	...	...	...	4,488	Conférence des statisticiens du Commonwealth (2,200 GBP)	4,444	44	...	4,830
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7,419
...	**10,828**	...	...	...	...	**10,828**	**Total du programme**	**10,632**	**196**	...	**18,449**
...	**1,504,679,828**	**12,306,008**	**23,506,999**	**(25,276,438)**	**(5,470,691)**	**1,509,795,703**	**Total du ministère**	**1,431,305,305**	**78,490,398**	...	**[illegible]** [1][2]

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) Au cours de l'exercice, l'Agence spatiale canadienne a été créée (CP 1989-307). Certaines responsabilités ont été transférées de Communications, $8,461,797 et d'Industrie, Sciences et Technologie—Département, $5,900,000 à ce nouvel organisme.

(2) Industrie, Sciences et Technologie provient de la fusion des anciens ministères Expansion industrielle régionale et Sciences et Technologie. Les dépenses de l'exercice précédent des ministères fusionnés sont maintenant rapportées par la nouvelle entité.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Société de développement du Cap-Breton			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursement d'avances de la Société.(Net)	...	33,963,032	...
Total du programme—Non budgétaire	**...**	**33,963,032**	**...**
Conseil national de recherches du Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie			
Essais et autres services scientifiques	69,000	144,997	388,986
Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale			
Essais et autres services scientifiques	2,065,000	747,986	488,982
Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels			
Essais et autres services scientifiques	5,000,000	7,061,393	5,605,792
Installations nationales			
Essais et autres services scientifiques	1,855,000	2,348,950	1,561,942
Recherches et services relatifs à la normalisation physique			
Services de normalisation	341,000	393,991	228,991
Information scientifique et technique			
Produits de la vente des journaux scientifiques canadiens et autres publications	...	3,922,501	3,826,148
Services			
Interrogation en direct au Canada	...	476,184	538,469
Diffusion sélective de l'information au Canada	...	291,714	305,389
Prêts entre bibliothèques	...	1,136,101	834,107
Centre bibliographique des sciences de la santé	...	882,017	700,645
Recherche bibliographique	...	101,592	71,830
Autres	...	40,206	45,791
	7,625,000[1]	6,850,315	6,322,379
Services de soutien administratif et spéciaux			
Services informatiques à la Bibliothèque nationale et à d'autres. Frais d'inscription aux conférences et autres recettes et recouvrements divers	5,145,000	5,137,886	7,094,830
Total du programme—Budgétaire	**22,100,000**	**22,685,518**	**21,691,902**

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Statistique Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Recensement et statistique sociale			
Sommes recouvrées d'autres gouvernements, d'autres départements du gouvernement fédéral et du secteur privé pour les services et matériaux fournis	3,500,000	2,040,199	3,089,112
Sommes recouvrées en vertu d'accords sur le partage des coûts du recensement	...	...	2,114,927
	3,500,000	2,040,199	5,204,039
Infrastructure technique			
Sommes recouvrées d'autres gouvernements, d'autres départements du gouvernement fédéral et du secteur privé pour les services et matériaux fournis	19,906,000	25,538,768	24,255,052
Total du programme—Budgétaire	**23,406,000**[2]	**27,578,967**	**29,459,091**
Total du ministère—			
Budgétaire	**45,506,000**	**50,264,485**	**51,150,993**[3]
Non budgétaire	**...**	**33,963,032**	**...**

[1] Le détail de ce montant n'est pas disponible.
[2] Au cours de l'exercice, le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $4,173,358 (CT 812831).
[3] Industrie, Sciences and Technologie provient de la fusion des anciens ministères Expansion industrielle régionale et Sciences et Technologie. Les montants de l'exercice précédent des ministères fusionnés sont maintenant rapportés par la nouvelle entité.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	404,038	381,243
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	10,605,425	11,003,245
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	9,744,513	9,957,684
Société canadienne des postes	7,764,000	3,882,000
Programme de développement des entreprises	...	115,189
Programme de développement industriel et régional	526,607	210,878
	29,044,583	25,550,239
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	194,176,064	42,310,391
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	15,831,198	5,581,281
	210,007,262	47,891,672
Rémunérations de services—		
Garantie de prêts—Coûts	7,110,531	7,607,932
Accès à l'information—Coûts	...	1,140
Recherches de l'information sur le tourisme	6,196	10,417
	7,116,727	7,619,489
Autres recettes non fiscales	874,482	4,750,834
Total du département	**247,043,054**	**85,812,234**
Agence spatiale canadienne [2]		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	78,908
Divers	...	11,330
	...	90,238
Rémunérations de services	...	1,642,152
Autres recettes non fiscales	1,343,425	...
Total du programme	**1,343,425**	**1,732,390** [2]

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Investissement Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	33,247	7,456
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	26,272	6,033
	59,519	13,489
Rémunérations de services	30	20
Total du programme	**59,549**	**13,509**
Conseil national de recherches du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	322,978	423,239
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	669,789	605,239
	992,767	1,028,478
Autres recettes non fiscales	27,524	21,597
Total du programme	**1,020,291**	**1,050,075**
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de subventions et de bourses d'études	747,498	716,295
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	145,096	89,720
Divers	22,870	5,098
	915,464	811,113
Autres recettes non fiscales	562	9,940
Total du programme	**916,026**	**821,053**
Conseil des sciences du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	229	1,062
Total du programme	**229**	**1,062**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Statistique Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	97,900	272,332
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	190,485	431,412
	288,385	703,744
Autres recettes non fiscales—		
Recettes de l'exercice précédent	74,520	217,507
Divers	16,873	20,847
	91,393	238,354
Total du programme	**379,778**	**942,098**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	**29,044,583**	**25,550,239**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**212,263,626**	**50,539,796**
Rémunérations de services	**7,116,757**	**9,261,661**
Autres recettes non fiscales	**2,337,386**	**5,020,725**
Total du ministère	**250,762,352**	**90,372,421** (2)(3)

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'exercice, l'Agence spatiale canadienne a été créée (CP 1989-307). Certaines responsabilités ont été transférées de Communications, $1,642,152; d'Énergie, Mines et Ressources, $78,943 et d'Industrie, Sciences et Technologie—Département, $11,295 à ce nouvel organisme.

(3) Industrie, Sciences et Technologie provient de la fusion des anciens ministères Expansion industrielle régionale et Sciences et Technologie. Les recettes de l'exercice précédent des ministères fusionnés sont maintenant rapportées par la nouvelle entité.

SECTION 21

COMPTES PUBLICS
1989-90

Justice

Département
Commission canadienne des droits de la personne
Commissaire à la magistrature fédérale
Cour fédérale du Canada
Commission de réforme du droit du Canada
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada
Cour suprême du Canada
Cour canadienne de l'impôt

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	21.2
Sommaire du ministère	21.5
Programmes par activité	21.8
Paiements de transfert	21.12
Recettes	21.15

Département

Objectif

Conseiller le gouvernement du Canada, ses ministères et ses organismes sur les questions juridiques; surveiller l'administration de la justice au Canada dans tous les domaines qui ne relèvent pas de la compétence des provinces; et proposer de nouvelles mesures et de nouveaux programmes dans ce contexte.

Description des activités

Services juridiques

Fournir une gamme de services juridiques au gouvernement du Canada, à ses ministères et à un grand nombre d'organismes, à l'exclusion des services fournis par le secteur des services des contentieux et par celui des services législatifs.

Services des contentieux

S'occuper ou diriger les litiges auxquels Sa Majesté ou un ministère fédéral sont parties, dans les affaires qui relèvent de la compétence fédérale.

Services législatifs

Fournir des services législatifs au gouvernement par la rédaction et l'examen des projets de loi et des règlements, et par la révision et la codification des lois et des règlements fédéraux d'intérêt public.

Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique

Élaborer et administrer, dans le cadre des objectifs du Programme de la justice, des programmes et des politiques qui sont conformes à l'évolution des besoins de la population canadienne, dans la mesure où ces besoins concernent les lois fédérales, le système de droit ainsi que les activités, les pratiques et les politiques juridiques du gouvernement canadien.

Administration

Diriger et coordonner les activités du ministère de la Justice en matière de gestion et d'élaboration de politiques; fournir des services administratifs centraux au ministère de la Justice et à la Commission de réforme du droit du Canada; administrer le Bureau central d'enregistrement des divorces du Canada.

Commission canadienne des droits de la personne

Objectif

Promouvoir le principe selon lequel chacun doit avoir une chance égale de participer à toutes les sphères de la vie canadienne dans la mesure compatible avec ses devoirs et obligations au sein de la société.

Description de l'activité

Commission canadienne des droits de la personne

Statuer judicieusement sur toutes les plaintes de discrimination fondées sur les motifs prohibés spécifiés dans la Loi canadienne sur les droits de la personne qui sont déposées à l'égard des ministères et organismes fédéraux et dans la partie du secteur privé qui est réglementée par le pouvoir fédéral; dans le domaine des droits de la personne, instituer des programmes d'information, donner des avis et conseils, émettre des lignes directrices, effectuer des recherches, réviser les règlements et autres textes, entretenir des relations étroites avec les provinces et promouvoir l'abandon et la réduction des pratiques discriminatoires.

Commissaire à la magistrature fédérale

Objectif

Fournir des services administratifs centraux à l'intention du Conseil canadien de la magistrature et des juges des cours supérieures, des cours de comté et des cours de district des provinces et des territoires qui sont nommés par le gouvernement fédéral.

Description des activités

Administration

Bureau du Commissaire et prestation de services de personnel, de services financiers et d'autres services administratifs centraux. Paiement de gratifications aux conjoints de juges qui décèdent dans l'exercice de leurs fonctions.

Conseil canadien de la magistrature

Administration du Conseil canadien de la magistrature sous le régime de la Loi sur les juges.

Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges

Paiement, en vertu de la Loi sur les juges, des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et aux autres juges des cours supérieures, des cours de comté et des cours de district des provinces et des territoires qui sont nommés par le gouvernement fédéral; paiement de pensions aux conjoints et enfants des juges.

Cour fédérale du Canada

Objectif

Fournir un tribunal de common law, d'équité et d'amirauté pour la bonne application du droit du Canada.

Description de l'activité

Le greffe de la Cour fédérale du Canada
Cette activité fournit les services administratifs à la Cour fédérale du Canada.

Commission de réforme du droit du Canada

Objectif

Étudier et revoir, de façon continuelle et systématique, les lois et autres textes législatifs qui constituent le droit du Canada, en vue de faire des propositions pour les améliorer, les moderniser et les réformer.

Description de l'activité

Commission de réforme du droit du Canada
Études et recherches relatives au droit, aux systèmes et institutions juridiques du Canada et d'ailleurs; publication, au gré de la Commission, d'études et de rapports préparés à son intention; formulation de recommandations pour l'amélioration, la modernisation et la réforme des lois; publication d'un rapport annuel de ses activités.

Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada

Objectif

Commissaire à l'information:

- s'assurer que les droits que la Loi sur l'accès à l'information accorde aux plaignants sont respectés et que les responsables des institutions fédérales ainsi que les tiers visés par une plainte ont des possibilités raisonnables de faire valoir leur point de vue devant le Commissaire à l'information;
- convaincre les institutions fédérales d'adopter, en matière d'information, des méthodes conformes à la Loi sur l'accès à l'information; et
- soumettre à la Cour fédérale les questions d'interprétation de la Loi sur l'accès à l'information.

Commissaire à la protection de la vie privée:

- s'assurer que les droits que la Loi sur la protection des renseignements personnels confère aux plaignants sont respectés et que les renseignements personnels que détiennent les institutions fédérales sur les individus sont bien protégés; et
- inciter les institutions fédérales à adopter des méthodes équitables en matière de divulgation de l'information.

Description des activités

Commissaire à l'information
Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables d'institutions fédérales, et ce, sur la foi de plaintes déposées par des individus qui soutiennent que des infractions à la Loi sur l'accès à l'information ont été commises ou sur la foi de plaintes dont le Commissaire prend lui-même l'initiative. Le Commissaire comparaît au nom des plaignants avec leur accord, ou à titre de partie, devant la Cour fédérale en cas de recours en révision de décisions des institutions fédérales qui ont refusé la communication de renseignements aux termes de la Loi. Le Commissaire rend compte directement de ses activités au Parlement chaque année et, à l'occasion, peut présenter des rapports spéciaux.

Commissaire à la protection de la vie privée
Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables d'institutions fédérales et, dans le cas de plaintes, fait part de ses conclusions au plaignant. Le Commissaire examine les renseignements personnels contenus dans les fichiers de renseignements du gouvernement et enquête sur les méthodes de collecte, d'utilisation, de conservation et d'élimination des renseignements personnels. Avec l'accord du plaignant, il peut comparaître au nom de ce dernier devant la Cour fédérale en cas de recours en révision de la décision d'une institution de refuser l'accès à certains documents. Le Commissaire rend compte de ses activités au Parlement tous les ans et peut présenter des rapports spéciaux lorsqu'il le juge utile. Le Commissaire peut également effectuer des études spéciales pour le compte du ministre de la Justice.

Administration
Fournir des services de soutien administratif centralisés au bureau du Commissaire à l'information et au bureau du Commissaire à la protection de la vie privée.

Cour suprême du Canada

Objectif

Fournir une cour générale d'appel pour le Canada.

Description des activités

Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges
Versement des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour suprême du Canada et des pensions aux conjoints et aux enfants des juges sous le régime de la Loi sur les juges.

Administration
Comprend le bureau du registraire, du registraire adjoint, de la bibliothècaire en chef et du directeur des opérations. L'activité prévoit également le versement de gratifications aux conjoints des juges décédés dans l'exercice de leurs fonctions ou aux personnes à leur charge.

Cour canadienne de l'impôt

Objectif

Fournir un tribunal indépendant et d'accès facile en vue d'assurer le règlement rapide des différends entre les contribuables et le ministre du Revenu national.

Description de l'activité

Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt
Cette activité fournit les services administratifs à la Cour canadienne de l'impôt.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses (Indiquées dans — Provenance des autorisations)	Budgets des dépenses supplémentaires (Indiquées dans — Provenance des autorisations)	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice (Utilisation des autorisations)	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	111,201,000	...	...	111,201,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	5,029,500	...	5,029,500	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2,360,000	...	2,360,000	1c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	2,000,000	2,000,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	111,201,000	7,389,500	2,000,000	120,590,500		Total—Crédit 1	118,175,821	2,414,679	...	106,454,255
...	255,224,650	...	...	255,224,650	5	Subventions et contributions				
...	...	15,628,501	...	15,628,501	5c	Contributions				
...	255,224,650	15,628,501	...	270,853,151		Total—Crédit 5	267,352,341	3,500,810	...	260,683,979
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	38,967
...	12,943,000	...	...	12,943,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,943,000	...	...	12,317,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8,725
...	**379,416,450**	**23,018,001**	**2,000,400**	**404,434,851**		**Total du département—Budgétaire**	**398,519,362**	**5,915,489**	**...**	**379,502,926**
						Commission canadienne des droits de la personne				
...	10,714,000	...	...	10,714,000	10	Dépenses du programme				
...	...	2,189,000	...	2,189,000	10c	Dépenses du programme				
...	...	...	495,660	495,660		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	10,714,000	2,189,000	495,660	13,398,660		Total—Crédit 10	12,794,120	604,540	...	10,566,413
...	1,233,000	...	...	1,233,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,233,000	...	...	1,227,000
...	**11,947,000**	**2,189,000**	**495,660**	**14,631,660**		**Total du programme—Budgétaire**	**14,027,120**	**604,540**	**...**	**11,793,413**
						Commissaire à la magistrature fédérale				
...	3,615,000	...	...	3,615,000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	650,000	...	650,000	15c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	263,308	263,308		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	3,615,000	650,000	263,308	4,528,308		Total—Crédit 15	4,425,240	103,068	...	3,069,887
...	366,000	...	...	366,000	20	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	13,032	13,032		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	366,000	...	13,032	379,032		Total—Crédit 20	373,113	5,919	...	322,708

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	143,060,000	...	(912,049)	142,147,951	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges	142,147,951	...	...	131,466,631
...	244,000	...	...	244,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	244,000	...	...	222,000
...	**147,285,000**	**650,000**	**(635,709)**	**147,299,291**		**Total du programme—Budgétaire**	**147,190,304**	**108,987**	...	**135,081,226**
						Cour fédérale du Canada				
...	15,631,000	...	...	15,631,000	25	Dépenses du programme	14,494,273	1,136,727	...	11,065,333
...	1,483,000	...	...	1,483,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,483,000	...	...	1,325,000
...	**17,114,000**	...	...	**17,114,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**15,977,273**	**1,136,727**	...	**12,390,333**
						Commission de réforme du droit du Canada				
...	4,523,000	...	...	4,523,000	30	Dépenses du programme				
...	...	...	38,000	38,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	4,523,000	...	38,000	4,561,000		Total—Crédit 30	4,490,667	70,333	...	4,263,909
...	273,000	...	...	273,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	273,000	...	...	271,000
...	**4,796,000**	...	**38,000**	**4,834,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,763,667**	**70,333**	...	**4,534,909**
						Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada				
...	4,919,000	...	...	4,919,000	35	Dépenses du programme				
...	...	341,000	...	341,000	35c	Dépenses du programme				
...	...	...	(51,905)	(51,905)		Affectation réservée—Suremploi du crédit de l'exercice précédent				
...	4,919,000	341,000	(51,905)	5,208,095		Total—Crédit 35	5,154,608	53,487	...	4,611,905
...	596,000	...	...	596,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	596,000	...	...	531,000
...	**5,515,000**	**341,000**	**(51,905)**	**5,804,095**		**Total du programme—Budgétaire**	**5,750,608**	**53,487**	...	**5,142,905**

						Cour suprême du Canada				
...	7,874,000	...	...	7,874,000	40	Dépenses du programme				
...	...	1,844,000	...	1,844,000	40b	Dépenses du programme				
...	7,874,000	1,844,000	...	9,718,000		Total—Crédit 40	9,621,498	96,502	...	6,758,535
...	2,110,000	...	786,852	2,896,852	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	2,896,852	...	...	2,158,471
...	681,000	...	...	681,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	681,000	...	...	529,000
...	**10,665,000**	**1,844,000**	**786,852**	**13,295,852**		**Total du programme—Budgétaire**	**13,199,350**	**96,502**	...	**9,446,006**
						Cour canadienne de l'impôt				
...	4,668,000	...	...	4,668,000	45	Dépenses du programme				
...	...	3,426,000	...	3,426,000	45b	Dépenses du programme				
...	4,668,000	3,426,000	...	8,094,000		Total—Crédit 45	7,139,394	954,606	...	4,478,270
...	325,000	...	...	325,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	325,000	...	...	292,000
...	**4,993,000**	**3,426,000**	...	**8,419,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**7,464,394**	**954,606**	...	**4,770,270**
...	[illegible]	[illegible]	**2,633,298**	**615,832,749**		**Total du ministère—Budgétaire**	**606,892,078**	**8,940,671**	...	**562,661,988**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
[1] Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Département												
Fonctionnement												
Services juridiques	...	30,231,000	91,820	497,018	2,650,921	...	...	33,470,759	29,030,544	4,440,215	...	26,704,928
Services des contentieux	...	50,729,000	5,163,180	800,530	(9,162,318)	...	...	47,530,392	48,025,948	(495,556)	...	42,334,058
Services législatifs	...	8,566,000	343,500	133,864	931,562	...	...	9,974,926	10,172,740	(197,814)	...	8,325,567
Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	...	14,061,000	140,000	213,386	(1,245,697)	...	...	13,168,689	13,200,363	(31,674)	...	13,424,055
Administration	...	19,760,800	447,000	355,202	6,228,039	400	...	26,791,441	27,015,266	(223,825)	...	23,744,512
Total—Fonctionnement	...	123,347,800	6,185,500	2,000,000	(597,493)	400	...	130,936,207	127,444,861	3,491,346	...	114,533,120
Capital												
Services juridiques	...	83,000	71,400	...	94,372	...	...	248,772	164,919	83,853	...	229,238
Services des contentieux	...	367,000	153,720	...	672,281	...	...	1,193,001	1,218,912	(25,911)	...	1,473,147
Services législatifs	...	16,000	506,000	...	(260,229)	...	...	261,771	261,771	...	...	390,457
Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	...	16,000	...	...	117,810	...	...	133,810	289,605	(155,795)	...	270,905
Administration	...	362,000	472,880	...	(26,741)	...	...	808,139	1,786,953	(978,814)	...	1,922,080
Total—Capital	...	844,000	1,204,000	...	597,493	...	...	2,645,493	3,722,160	(1,076,667)	...	4,285,827
Paiements de transfert												
Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	...	255,224,650	15,628,501	...	...	...	...	270,853,151	267,352,341	3,500,810	...	260,683,979
Sommaire du département												
Services juridiques	...	30,314,000	163,220	497,018	2,745,293	...	...	33,719,531	29,195,463	4,524,068	...	26,934,166
Services des contentieux	...	51,096,000	5,316,900	800,530	(8,490,037)	...	...	48,723,393	49,244,860	(521,467)	...	43,807,205
Services législatifs	...	8,582,000	849,500	133,864	671,333	...	...	10,236,697	10,434,511	(197,814)	...	8,716,024
Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	...	269,301,650	15,768,501	213,386	(1,127,887)	...	...	284,155,650	280,842,309	3,313,341	...	274,378,939
Administration	...	20,122,800	919,880	355,202	6,201,298	400	...	27,599,580	28,802,219	(1,202,639)	...	25,666,592
Total du département—Budgétaire	**...**	**379,416,450**	**23,018,001**	**2,000,000**	**...**	**400**	**...**	**404,434,851**	**398,519,362**	**5,915,489**	**...**	**379,502,926**
Commission canadienne des droits de la personne												
Fonctionnement	...	11,747,000	2,189,000	495,660	...	...	...	14,431,660	13,412,767	1,018,893	...	11,594,292
Capital	...	200,000	...	...	...	...	...	200,000	614,353	(414,353)	...	199,121
Total du programme—Budgétaire	**...**	**11,947,000**	**2,189,000**	**495,660**	**...**	**...**	**...**	**14,631,660**	**14,027,120**	**604,540**	**...**	**11,793,413**

								Commissaire à la magistrature fédérale				
								Fonctionnement				
...	3,660,000	650,000	263,308	(129,768)	...	...	4,443,540	Administration	4,443,538	2	...	3,134,102
...	385,000	...	13,032	(32,937)	...	...	365,095	Conseil canadien de la magistrature	359,176	5,919	...	316,785
...	122,144,000	...	...	...	(930,046)	...	121,213,954	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	121,213,954	...	...	111,947,082
...	126,189,000	650,000	276,340	(162,705)	(930,046)	...	126,022,589	Total—Fonctionnement	126,016,668	5,921	...	115,397,969
								Capital				
...	32,000	...	...	129,768	...	...	161,768	Administration	161,768	...	...	55,318
...	2,000	...	...	32,937	...	...	34,937	Conseil canadien de la magistrature	34,937	...	...	24,923
...	34,000	...	...	162,705	...	...	196,705	Total—Capital	196,705	...	...	80,241
								Paiements de transfert				
...	146,000	...	...	...	...	...	146,000	Administration	42,934	103,066	...	83,467
...	20,916,000	...	...	...	17,997	...	20,933,997	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	20,933,997	...	...	19,519,549
...	21,062,000	...	...	...	17,997	...	21,079,997	Total—Paiements de transfert	20,976,931	103,066	...	19,603,016
								Sommaire du programme				
...	3,838,000	650,000	263,308	...	...	...	4,751,308	Administration	4,648,240	103,068	...	3,272,887
...	387,000	...	13,032	...	...	...	400,032	Conseil canadien de la magistrature	394,113	5,919	...	341,708
...	143,060,000	...	...	...	(912,049)	...	142,147,951	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	142,147,951	...	...	131,466,631
...	**147,285,000**	**650,000**	**276,340**	**...**	**(912,049)**	**...**	**147,299,291**	**Total du programme—Budgétaire**	**147,190,304**	**108,987**	**...**	**135,081,226**
								Cour fédérale du Canada				
								Fonctionnement				
...	16,226,000	...	...	...	...	...	16,226,000	Le greffe de la Cour fédérale du Canada	14,694,206	1,531,794	...	11,696,239
								Capital				
...	888,000	...	...	...	...	...	888,000	Le greffe de la Cour fédérale du Canada	1,283,067	(395,067)	...	694,094
...	**17,114,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**17,114,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**15,977,273**	**1,136,727**	**...**	**12,390,333**
								Commission de réforme du droit du Canada				
...	4,783,000	...	38,000	...	...	...	4,821,000	Fonctionnement	4,581,185	239,815	...	4,496,727
...	13,000	...	...	...	...	...	13,000	Capital	182,482	(169,482)	...	38,182
...	**4,796,000**	**...**	**38,000**	**...**	**...**	**...**	**4,834,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,763,667**	**70,333**	**...**	**4,534,909**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada				
								Fonctionnement				
...	2,297,000	301,000	...	...	...	...	2,598,000	Commissaire à l'information	2,507,443	90,557	...	2,080,975
...	2,311,000	...	...	...	...	...	2,311,000	Commissaire à la protection de la vie privée	2,283,801	27,199	...	1,987,109
...	825,000	40,000	...	...	(51,905)	...	813,095	Administration	827,490	(14,395)	...	897,139
...	5,433,000	341,000	...	...	(51,905)	...	5,722,095	Total—Fonctionnement	5,618,734	103,361	...	4,965,223
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Commissaire à l'information	31,562	(31,562)	...	43,232
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Commissaire à la protection de la vie privée	38,247	(36,247)	...	85,986
...	80,000	...	...	...	...	...	80,000	Administration	62,065	17,935	...	48,464
...	82,000	...	...	...	...	...	82,000	Total—Capital	131,874	(49,874)	...	177,682
								Sommaire du programme				
...	2,297,000	301,000	...	...	...	...	2,598,000	Commissaire à l'information	2,539,005	58,995	...	2,124,207
...	2,313,000	...	...	...	...	...	2,313,000	Commissaire à la protection de la vie privée	2,322,048	(9,048)	...	2,073,095
...	905,000	40,000	...	...	(51,905)	...	893,095	Administration	889,555	3,540	...	945,603
...	5,515,000	341,000	...	...	(51,905)	...	5,804,095	**Total du programme—Budgétaire**	5,750,608	53,487	...	5,142,905
								Cour suprême du Canada				
								Fonctionnement				
...	1,576,000	...	...	...	438,319	...	2,014,319	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	2,014,319	...	...	1,485,339
...	8,418,000	967,000	...	...	...	...	9,385,000	Administration	9,448,867	(63,867)	...	6,812,944
...	9,994,000	967,000	...	...	438,319	...	11,399,319	Total—Fonctionnement	11,463,186	(63,867)	...	8,298,283
								Capital				
...	137,000	877,000	...	...	...	...	1,014,000	Administration	853,631	160,369	...	474,591
								Paiements de transfert				
...	534,000	...	...	...	348,533	...	882,533	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	882,533	...	...	673,132

								Sommaire du programme				
...	2,110,000	...	...	...	786,852	...	2,896,852	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	2,896,852	...	...	2,158,471
...	8,555,000	1,844,000	...	...	...	...	10,399,000	Administration	10,302,498	96,502	...	7,287,535
...	**10,665,000**	**1,844,000**	**...**	**...**	**786,852**	**...**	**13,295,852**	**Total du programme—Budgétaire**	**13,199,350**	**96,502**	**...**	**9,446,006**
								Cour canadienne de l'impôt				
								Fonctionnement				
...	4,981,000	3,426,000	...	...	...	...	8,407,000	Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt	6,355,351	2,051,649	...	4,544,457
								Capital				
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt	1,109,043	(1,097,043)	...	225,813
...	**4,993,000**	**3,426,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**8,419,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**7,464,394**	**954,606**	**...**	**4,770,270**
...	**[illegible]**	**[illegible]**	**2,810,000**	**...**	**(176,702)**	**...**	**615,832,749**	**Total du ministère—Budgétaire**	**606,892,078**	**8,940,671**	**...**	**[illegible]**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique				
...	6,000	...	...	...	...	6,000	Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour aider à payer les frais d'administration	6,000	...	...	6,000
...	21,550	...	...	...	...	21,550	Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour les fins de recherche de la Conférence	21,226	324	...	1,655
...	17,575	...	...	...	...	17,575	Commission internationale des juristes	17,575	...	...	17,575
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Commission internationale des juristes pour ses programmes annuels sur les droits de la personne pour francophones	5,000	...	...	...
...	1,500	...	...	...	...	1,500	Institut international de droit d'expression française (IDEF)	1,500	...	...	1,500
...	89,300	...	...	...	...	89,300	Subventions en vue d'encourager des étudiants à se spécialiser dans la rédaction des lois	89,280	20	...	89,280
...	296,970	...	...	...	...	296,970	Subventions en vue d'encourager l'accès des Autochtones à la profession juridique	296,587	383	...	267,059
...	90,725	...	...	...	...	90,725	Programme des bourses Duff-Rinfret	86,150	4,575	...	68,100
...	16,150	...	...	...	...	16,150	Subvention à l'Association canadienne des chefs de police destinée au Comité sur les modifications de la loi	16,150	...	...	16,150
...	9,500	...	...	...	...	9,500	British Institute of International and Comparative Law (CLAS)	9,500	...	...	9,500
...	11,400	...	...	...	...	11,400	Académie de droit international de la Haye	11,400	...	...	11,400
...	3,000	...	...	...	...	3,000	Institut international des droits de l'homme	3,000	...	...	...
...	55,000	...	...	(35,000)	...	20,000	Fondation canadienne des droits de la personne	20,000	...	...	...
...	162,500	...	...	...	...	162,500	Le Centre canadien de la magistrature	162,500	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	59,939
...	**786,170**	**...**	**...**	**(35,000)**	**...**	**751,170**	**Total—Subventions**	**745,868**	**5,302**	**...**	**548,158**

							Contributions				
							Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique				
...	70,853,700	15,628,501	...	...	...	86,482,201	Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, aux fins de leurs régimes d'aide juridique	86,482,199	2	...	77,775,730
...	8,819,500	...	...	251,145	...	9,070,645	Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs programmes et services d'aide aux victimes d'actes criminels	9,070,644	1	...	8,717,695
...	5,100,000	...	...	(341,434)	...	4,758,566	Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre, pour les aider à élaborer des programmes et à mettre sur pied des systèmes d'information et de tenue de dossiers dans le cadre de la mise en oeuvre de la Loi sur les jeunes contrevenants	4,698,147	60,419	...	2,120,606
...	158,770,000	...	...	...	...	158,770,000	Contributions aux provinces et aux territoires relativement à des accords approuvés par le gouverneur en conseil concernant le partage des coûts des services juridiques à l'intention des jeunes en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants	158,055,808	714,192	...	163,257,024
...	555,000	...	...	(398,394)	...	156,606	Contributions en vue de promouvoir la recherche et les innovations dans le domaine de l'aide juridique	156,605	1	...	125,671
...	229,900	...	...	59,000	...	288,900	Contributions au programme d'échange d'étudiants en droit civil et en droit coutumier durant l'été	286,140	2,760	...	267,517
...	380,200	...	...	...	...	380,200	Conseil canadien de la documentation juridique	380,200	...	...	429,200
...	66,500	...	...	...	...	66,500	Association canadienne des juges des cours provinciales	66,500	...	...	66,500
...	1,196,345	...	...	(28,779)	...	1,167,566	Contributions en vue d'aider à la réforme du droit pénal	1,005,683	161,883	...	1,062,341
...	3,795,400	...	...	(378,711)	...	3,416,689	Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones et programmes relatifs aux Autochtones	3,416,688	1	...	3,779,732
...	573,520	...	...	80,000	...	653,520	Fonds de consultation et du développement	514,405	139,115	...	459,308
...	84,455	...	...	9,000	...	93,455	Programme de rédaction des lois de l'Université d'Ottawa	93,455	...	...	92,455
...	34,960	...	...	...	...	34,960	Société canadienne des sciences judiciaires	25,621	9,339	...	27,445
...	212,200	...	...	35,000	...	247,200	Fonds pour la Loi sur les droits de la personne	235,598	11,602	...	232,684
...	1,541,800	...	...	77,820	...	1,619,620	Fonds d'éducation et d'informations juridiques	1,588,349	31,271	...	580,531
...	2,225,000	...	...	(1,681,647)	...	543,353	Négociations sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones	530,431	12,922	...	458,543
...	...	...	...	2,352,000	...	2,352,000	Affectation gelée	...	2,352,000	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	682,839
...	**254,438,480**	**15,628,501**	**...**	**35,000**	**...**	**270,101,981**	**Total—Contributions**	**266,606,473**	**3,495,508**	**...**	**260,135,821**
...	**255,224,650**	**15,628,501**	**...**	**...**	**...**	**270,853,151**	**Total du département**	**267,352,341**	**3,500,810**	**...**	**260,683,979**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Commissaire à la magistrature fédérale				
							Subventions				
							Administration				
...	146,000	...	...	...	...	146,000	Gratifications versées au conjoint survivant d'un juge qui décède dans l'exercice de ses fonctions, ou à des personnes à charge en vertu de l'approbation du Conseil du Trésor, d'une somme équivalant au sixième du traitement du juge au moment de son décès	42,934	103,066	...	83,467
...	20,916,000	...	...	...	17,997	20,933,997	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges (S) Pensions aux termes de la Loi sur les juges	20,933,997	...	...	19,519,549
							Sommaire du programme par activité				
...	146,000	...	...	...	...	146,000	Administration	42,934	103,066	...	83,467
...	20,916,000	...	...	...	17,997	20,933,997	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	20,933,997	...	...	19,519,549
...	**21,062,000**	**...**	**...**	**...**	**17,997**	**21,079,997**	**Total du programme**	**20,976,931**	**103,066**	**...**	**19,603,016**
							Cour suprême du Canada				
							Subventions				
...	534,000	...	...	...	348,533	882,533	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges (S) Pensions aux termes de la Loi sur les juges	882,533	...	...	673,132
...	**534,000**	**...**	**...**	**...**	**348,533**	**882,533**	**Total du programme**	**882,533**	**...**	**...**	**673,132**
...	**276,830,650**	**15,618,501**	**...**	**...**	**366,530**	**292,815,681**	**Total du ministère**	**289,211,805**	**3,683,876**	**...**	**280,960,127**

(S) Paiement de transfert législatif.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de paiements de transfert aux provinces	600,164	1,292,588
Recouvrement de paiements de transfert—Autres	7,099	26,252
Approvisionnements et Services Canada—Service central de voyage	130,567	114,045
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	7,178,665	6,864,588
Divers	227,178	352,502
	8,143,673	8,649,975
Rémunérations de services—		
Enregistrement de divorces	691,470	608,400
Autres	66,325	185,634
	757,795	794,034
Autres recettes non fiscales—		
Amendes	1,600,787	1,568,192
Location de résidences et services publics	77,414	72,799
Gain sur devises étrangères	10,931	...
Autres	5,458	3,728
	1,694,590	1,644,719
Total du département	**10,596,058**	**11,088,728**
Commission canadienne des droits de la personne		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	20,687	21,439
Total du programme	**20,687**	**21,439**
Commissaire à la magistrature fédérale		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,074	9,206
Autres recettes non fiscales—		
Retenues au Compte de pension de retraite de la Fonction publique—Juges	5,396,729	4,916,918
Total du programme	**5,399,803**	**4,926,124**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Cour fédérale du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	13,667	9,618
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	5,852	676
	19,519	10,294
Rémunérations de services—		
Frais de la Cour fédérale	462,767	412,509
Dépenses de la Cour	12,500	15,700
	475,267	428,209
Autres recettes non fiscales	517	49,253
Total du programme	**495,303**	**487,756**
Commission de réforme du droit du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	319	3,036
Autres recettes non fiscales	17	55
Total du programme	**336**	**3,091**
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	220	384
Total du programme	**220**	**384**
Cour suprême du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	14,639	1,387
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	737
	14,639	2,124
Rémunérations de services—		
Photocopies	9,500	11,298
Frais d'enregistrement	14,650	15,179
	24,150	26,477

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes—		
Vente de communiqués de la Cour suprême	14,778	14,010
Ventes de raisons d'arrêt	59,846	50,701
Divers	793	2,070
	75,417	66,781
Autres recettes non fiscales—		
Contributions des juges envers des rentes	49,311	43,128
Transfert du compte de cautionnement	1	32,783
Divers	20,814	5,140
	70,126	81,051
Total du programme	**184,332**	**176,433**
Cour canadienne de l'impôt		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	28,800	5,514
Produits des ventes	6,810	7,703
Total du programme	**35,610**	**13,217**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	8,210,024	**8,680,149**
Rémunérations de services	1,257,212	**1,248,720**
Produits des ventes	82,227	**74,484**
Autres recettes non fiscales	7,182,886	**6,713,819**
Total du ministère	**16,732,349**	**16,717,172**

SECTION 22

COMPTES PUBLICS
1989-90

Parlement

Sénat
Chambre des communes
Bibliothèque du Parlement

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	22.2
Sommaire du ministère	22.4
Programmes par activité	22.5
Paiements de transfert	22.7
Recettes	22.9

Sénat

Objectif

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer le fonctionnement du Sénat.

Description des activités

Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs
Financement de services législatifs aux sénateurs, notamment l'administration des traitements et indemnités, des frais relatifs aux déplacements et communications et aux pensions de retraite des dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs, autorisés par la Loi sur le Parlement du Canada et la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires.

Hauts fonctionnaires au service du Sénat
Traitements et autres dépenses relatifs au Greffier du Sénat, au conseiller parlementaire et au personnel de soutien.

Administration
Gestion des fonctions du personnel et des finances du Sénat, y compris la dotation en personnel, les relations de travail, la rémunération et les avantages sociaux, les services professionnels ainsi que tous les services financiers, d'information comptable et de contrôle. Prestation de services d'imprimerie, d'un service postal, de la gestion du matériel, des services d'information ainsi que de toutes les fonctions de soutien administratif propres à assurer le bon fonctionnement du Sénat. Assumer une partie du coût de participation des membres des deux chambres du Parlement, aux activités des associations parlementaires et aux échanges de visites interparlementaires.

Services législatifs et comités
Compte rendu, transcription, révision, mise au point et publication des délibérations du Sénat et de ses comités dans les deux langues officielles. Administration et prestation de services de secrétariat et autres services à tous les comités permanents et spéciaux du Sénat.

Services d'entretien
Gestion de services de protection, de sécurité et d'entretien, ainsi que de pages et de messagers. Les responsabilités comportent la prestation de locaux, de services d'entretien et de services connexes comme la réparation et l'acquisition de meubles, d'installations fixes et d'appareils de télécommunications.

Chambre des communes

Objectif

Aider les députés dans leur étude, dans les deux langues officielles, des lois et des prévisions de dépenses des ministères et organismes, et gérer les affaires de la Chambre.

Description des activités

Députés
Traitements et indemnités versés au Président, au Vice-président, au vice-président des comités, au vice-président adjoint des comités, aux chefs des partis de l'opposition, aux autres dignitaires politiques de la Chambre et aux députés de la Chambre des communes; traitements du personnel et dépenses relatives aux bureaux des dignitaires, des députés et des groupes de recherche des partis politiques; contribution de l'État en vertu de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires et en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

Services de la procédure
Conseils, recherches et soutien à l'intention du Président et des députés de la Chambre des communes en matière de procédure et de législation; préparation de l'ordre du jour officiel et des procès-verbaux de la Chambre des communes et des comités; maintien des documents officiels de la Chambre, y compris la révision et la publication des journaux; conseils, recherches et soutien administratif à l'intention des comités; organisation de la participation du Parlement canadien aux activités des associations parlementaires et aux échanges officiels. S'ajoutent à ces services: la préparation du compte rendu officiel et des index des délibérations de la Chambre des communes et des comités; la production informatisée de toutes publications parlementaires ainsi que des documents de procédure et autres documents de la Chambre des communes.

Services d'entretien
Prestation des services suivants: Protection et sécurité: comprend la protection des députés, du personnel, des visiteurs et de la propriété, le maintien de la paix et de l'ordre ainsi que la promotion de la sécurité et la prévention d'incendie dans tous les édifices de la Chambre des communes et la protection du Premier Ministre et des dignitaires en visite dans l'enceinte de la Chambre des communes. Services aux députés: comprend les services de messagers et de transport, les services des pages et des guides, la Tribune de la presse et le carillonneur. Immeubles parlementaires: comprend le service d'aménagement des locaux aux députés et l'administration de la Chambre des communes y compris la coordination des travaux de rénovation. S'ajoutent les services de logistique: les services de télécommunication, le nettoyage et l'entretien, la réparation et la remise à neuf de l'ameublement de bureau et des bureaux, l'aménagement de salles de comités et d'événements spéciaux, les déménagements dans les édifices et les services auxiliaires (coiffeur, tailleur, masseur, encadreur).

Administration

Services d'information publique; services de radiotélédiffusion et d'enregistrement électronique; gestion et contrôle financiers; vérification interne; gestion du personnel; les salles à manger et les cafétérias; services de soutien administratif tels que la formation linguistique, le service de santé, l'imprimerie, l'informatique, le service postal, le courrier interne, la diffusion des publications, les achats et la gestion du matériel.

Bibliothèque du Parlement

Objectif

Fournir des services de recherche, de documentation et d'autres services de bibliothèque aux parlementaires dans les deux langues officielles.

Description des activités

Documentation imprimée et autre

Prévoir les besoins d'information et répondre aux demandes des parlementaires et de leur personnel, en mettant en place des outils de recherche documentaire et de consultation. Acquérir, conserver, maintenir, accroître et rendre accessibles les collections de la bibliothèque, tant celles de la bibliothèque principale et de la salle de lecture parlementaire que celles des succursales et des salles de lecture. Signaler aux clients les ouvrages nouveaux ou récemment acquis, notamment les livres, les périodiques, les rapports, les mémoires, les documents parlementaires, les publications officielles, les banques de données, les coupures de journaux, les agences de presse, les microformes, les bandes magnétoscopiques et audio, les cartes, etc.

Travaux de recherches et personnel

Fournir du personnel professionnel pour venir en aide aux membres des deux chambres du Parlement, aux comités, aux associations et aux délégations parlementaires; rédiger des documents de recherche et fournir des explications techniques sur demande; entreprendre et rédiger des études générales et des bulletins d'actualité. Les services assurés aux comités parlementaires comprennent l'affectation de spécialistes, la présentation de recommandations concernant la sélection de témoins, la préparation de documents explicatifs, d'études analytiques et d'exposés oraux ainsi que le collationnement et l'analyse de témoignages; enfin, une aide est aussi apportée à la rédaction des rapports.

Administration

Le bibliothécaire parlementaire, le bibliothécaire parlementaire associé et le personnel administratif.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Sénat				
...	24,232,000	...	...	24,232,000	1	Dépenses du programme	23,081,930	1,150,070	...	21,139,228
...	10,950,000	...	(185,102)	10,764,898	(S)	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au Président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada; contributions de l'État au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de prestations de retraite supplémentaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la partie III de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires	10,764,898	...	...	10,507,868
...	1,844,000	...	...	1,844,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,844,000	...	...	1,833,000
...	**37,026,000**	...	**(185,102)**	**36,840,898**		**Total du programme—Budgétaire**	**35,690,828**	**1,150,070**	...	**33,480,096**
						Chambre des communes				
...	144,674,000	...	...	144,674,000	5	Dépenses du programme	141,108,486	3,565,514	...	138,195,514
...	46,526,000	...	1,822,149	48,348,149	(S)	Députés—Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada, et contributions de l'État au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de prestations de retraite supplémentaires	48,348,149	...	...	45,399,906
...	15,900,000	...	...	15,900,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,900,000	...	...	15,302,000
...	**207,100,000**	...	**1,822,149**	**208,922,149**		**Total du programme—Budgétaire**	**205,356,635**	**3,565,514**	...	**198,897,420**
						Bibliothèque du Parlement				
...	12,515,000	...	...	12,515,000	10	Dépenses du programme				
...	...	...	380,000	380,000		Virement du CT, crédit 5[(1)]				
...	12,515,000	...	380,000	12,895,000		Total—Crédit 10	12,787,285	107,715	...	11,491,365
...	1,506,000	...	...	1,506,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,506,000	...	...	1,466,000
...	**14,021,000**	...	**380,000**	**14,401,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**14,293,285**	**107,715**	...	**12,957,365**
...	**258,147,000**	...	**2,017,047**	**260,164,047**		**Total du ministère—Budgétaire**	**255,340,748**	**4,823,299**	...	**245,334,881**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sénat				
								Fonctionnement				
...	10,651,500	...	...	...	(87,652)	...	10,563,848	Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	10,563,848	...	...	10,173,103
...	1,500,000	...	...	213,000	...	...	1,713,000	Hauts fonctionnaires au service du Sénat	1,672,768	40,232	...	1,531,969
...	10,768,000	...	...	(577,000)	...	...	10,191,000	Administration	9,929,515	261,485	...	9,667,895
...	6,308,000	...	...	(455,000)	...	...	5,853,000	Services législatifs et comités	5,337,579	515,421	...	4,875,031
...	5,997,000	...	...	351,000	...	...	6,348,000	Services d'entretien	6,112,343	235,657	...	5,726,963
...	35,224,500	...	...	(468,000)	(87,652)	...	34,668,848	Total—Fonctionnement	33,616,053	1,052,795	...	31,974,961
								Capital				
...	222,000	...	...	528,000	...	...	750,000	Administration	731,134	18,866	...	320,274
...	420,000	...	...	10,000	...	...	430,000	Services d'entretien	421,045	8,955	...	333,737
...	642,000	...	...	538,000	...	...	1,180,000	Total—Capital	1,152,179	27,821	...	654,011
								Paiements de transfert				
...	298,500	...	...	...	(97,450)	...	201,050	Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	201,050	...	...	249,790
...	861,000	...	...	(70,000)	...	...	791,000	Administration	721,546	69,454	...	601,334
...	1,159,500	...	...	(70,000)	(97,450)	...	992,050	Total—Paiements de transfert	922,596	69,454	...	851,124
								Sommaire du programme				
...	10,950,000	...	...	...	(185,102)	...	10,764,898	Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	10,764,898	...	...	10,422,893
...	1,500,000	...	...	213,000	...	...	1,713,000	Hauts fonctionnaires au service du Sénat	1,672,768	40,232	...	1,531,969
...	11,851,000	...	...	(119,000)	...	...	11,732,000	Administration	11,382,195	349,805	...	10,589,503
...	6,308,000	...	...	(455,000)	...	...	5,853,000	Services législatifs et comités	5,337,579	515,421	...	4,875,031
...	6,417,000	...	...	361,000	...	...	6,778,000	Services d'entretien	6,533,388	244,612	...	6,060,700
...	**37,026,000**	**...**	**...**	**...**	**(185,102)**	**...**	**36,840,898**	**Total du programme—Budgétaire**	**35,690,828**	**1,150,070**	**...**	**33,480,096**
								Chambre des communes				
								Fonctionnement				
...	113,670,000	...	...	2,175,000	1,822,149	...	117,667,149	Députés	117,122,296	544,853	...	111,598,115
...	29,783,000	...	...	(1,425,000)	...	...	28,358,000	Services de la procédure	24,196,355	4,161,645	...	20,583,930
...	26,339,000	...	...	(548,000)	...	...	25,791,000	Services d'entretien	27,064,963	(1,273,963)	...	27,644,275
...	30,590,000	...	...	548,000	...	...	31,138,000	Administration	31,292,271	(154,271)	...	31,720,519
...	200,382,000	...	...	750,000	1,822,149	...	202,954,149	Total—Fonctionnement	199,675,885	3,278,264	...	191,546,839

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	2,710,000	...	...	(750,000)	...	...	1,960,000	Députés	2,184,303	(224,303)	...	3,870,308
...	327,000	...	...	...	...	...	327,000	Services de la procédure	285,957	41,043	...	418,828
...	618,000	...	...	(18,000)	...	...	600,000	Services d'entretien	585,413	14,587	...	567,082
...	1,030,000	...	...	18,000	...	...	1,048,000	Administration	952,858	95,142	...	1,028,019
...	4,685,000	...	...	(750,000)	...	...	3,935,000	Total—Capital	4,008,531	(73,531)	...	5,884,237
								Paiements de transfert				
...	2,033,000	...	...	...	...	...	2,033,000	Services de la procédure	1,672,219	360,781	...	1,466,344
								Sommaire du programme				
...	116,380,000	...	...	1,425,000	1,822,149	...	119,627,149	Députés	119,306,599	320,550	...	115,468,423
...	32,143,000	...	...	(1,425,000)	...	...	30,718,000	Services de la procédure	26,154,531	4,563,469	...	22,469,102
...	26,957,000	...	...	(566,000)	...	...	26,391,000	Services d'entretien	27,650,376	(1,259,376)	...	28,211,357
...	31,620,000	...	...	566,000	...	...	32,186,000	Administration	32,245,129	(59,129)	...	32,748,538
...	**207,100,000**	...	...	...	**1,822,149**	...	**208,922,149**	**Total du programme—Budgétaire**	**205,356,635**	**3,565,514**	...	**198,897,420**
								Bibliothèque du Parlement				
								Fonctionnement				
...	6,651,000	...	161,000	...	...	...	6,812,000	Documentation imprimée et autre	5,983,910	828,090	...	5,729,781
...	4,421,000	...	200,000	...	...	...	4,621,000	Travaux de recherches et personnel	4,025,687	595,313	...	3,350,559
...	2,693,000	...	19,000	...	...	...	2,712,000	Administration	4,043,575	(1,331,575)	...	3,538,541
...	13,765,000	...	380,000	...	...	...	14,145,000	Total—Fonctionnement	14,053,172	91,828	...	12,618,881
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Documentation imprimée et autre	960	(960)	...	37,285
...	256,000	...	...	...	...	...	256,000	Administration	239,153	16,847	...	301,199
...	256,000	...	...	...	...	...	256,000	Total—Capital	240,113	15,887	...	338,484
								Sommaire du programme				
...	6,651,000	...	161,000	...	...	...	6,812,000	Documentation imprimée et autre	5,984,870	827,130	...	5,767,066
...	4,421,000	...	200,000	...	...	...	4,621,000	Travaux de recherches et personnel	4,025,687	595,313	...	3,350,559
...	2,949,000	...	19,000	...	...	...	2,968,000	Administration	4,282,728	(1,314,728)	...	3,839,740
...	**14,021,000**	...	**380,000**	...	...	...	**14,401,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**14,293,285**	**107,715**	...	**12,957,365**
...	**258,147,000**	...	**380,000**	...	**1,637,047**	...	**260,164,047**	**Total du ministère—Budgétaire**	**255,340,748**	**4,823,299**	...	**245,334,881**

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sénat				
							Subventions				
							Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs				
...	298,500	...	...	...	(97,450)	201,050	(S) Dignitaires du Sénat et sénateurs—Pensions aux sénateurs à la retraite	201,050	...	...	249,790
							Administration				
...	591,500	...	...	(70,000)	...	521,500	Subventions aux associations parlementaires	483,546	37,954	...	506,881
...	**890,000**	...	...	**(70,000)**	**(97,450)**	**722,550**	**Total—Subventions**	**684,596**	**37,954**	...	**756,671**
							Contributions				
							Administration				
...	269,500	...	...	...	...	269,500	Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements	238,000	31,500	...	94,453
...	**269,500**	...	...	...	...	**269,500**	**Total—Contributions**	**238,000**	**31,500**	...	**94,453**
							Sommaire du programme par activité				
...	298,500	...	...	...	(97,450)	201,050	Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	201,050	...	...	249,790
...	861,000	...	...	(70,000)	...	791,000	Administration	721,546	69,454	...	601,334
...	**1,159,500**	...	...	**(70,000)**	**(97,450)**	**992,050**	**Total du programme**	**922,596**	**69,454**	...	**851,124**
							Chambre des communes				
							Subventions				
							Services de la procédure				
...	1,404,000	...	...	...	...	1,404,000	Subventions aux associations parlementaires et de procédure	1,149,456	254,544	...	1,209,639
...	**1,404,000**	...	...	...	...	**1,404,000**	**Total—Subventions**	**1,149,456**	**254,544**	...	**1,209,639**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Services de la procédure				
...	629,000	...	...	...	...	629,000	Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements	522,763	106,237	...	256,705
...	**629,000**	...	...	...	...	**629,000**	**Total—Contributions**	**522,763**	**106,237**	...	**256,705**
...	**2,033,000**	...	...	...	...	**2,033,000**	**Total du programme**	**1,672,219**	**360,781**	...	**1,466,344**
...	**3,192,500**	...	...	**(70,000)**	**(97,450)**	**3,025,050**	**Total du ministère**	**2,594,815**	**430,235**	...	**2,317,468**

(S) Paiement de transfert législatif.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sénat		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	65,334	11,742
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	21,065	...
	86,399	11,742
Rémunérations de services—		
Salon de coiffure pour homme	4,286	4,755
Textes législatifs authentiques du Parlement	6,657	2,709
	10,943	7,464
Produits des ventes—		
Ventes d'actifs	3,214	530
Autres recettes non fiscales—		
Cotisation des sénateurs au Fonds du revenu consolidé en vertu de l'article 25 de la Loi sur les allocations de retraite des Parlementaires	27,222	32,206
Remboursement de quote-part de l'État—Cotisation sur la retraite	111,476	...
	138,698	32,206
Total du programme	**239,254**	**51,942**
Chambre des communes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	394,713	94,941
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	237,773	144,842
	632,486	239,783
Privilèges, licences et permis	150	150
Autres recettes non fiscales	850,277	1,268,656
Total du programme	**1,482,913**	**1,508,589**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Bibliothèque du Parlement		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	20,266	1,406
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,406	109
	21,672	1,515
Autres recettes non fiscales	601	599
Total du programme	**22,273**	**2,114**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**740,557**	**253,040**
Privilèges, licences et permis	**150**	**150**
Rémunérations de services	**10,943**	**7,464**
Produits des ventes	**3,214**	**530**
Autres recettes non fiscales	**989,576**	**1,301,461**
Total du ministère	**1,744,440**	**1,562,645**

SECTION 23

COMPTES PUBLICS
1989-90

Pêches et Océans

Département
Office canadien du poisson salé
Office de commercialisation du poisson d'eau douce

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	23.2
Sommaire du ministère	23.3
Programmes par activité	23.5
Paiements de transfert	23.7
Recettes	23.10

Département

Objectif

Réaliser des politiques et des programmes à l'appui des intérêts économiques, écologiques et scientifiques du Canada concernant les eaux marines et intérieures, et prendre des mesures pour la conservation, le développement et l'utilisation économique soutenue des ressources halieutiques du Canada dans les eaux marines et intérieures, à l'intention de ceux qui vivent ou bénéficient de ces ressources; et coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada en ce qui a trait aux océans.

Description des activités

Sciences

Recherche et prestation de conseils scientifiques dignes de foi aux fins de la gestion des pêches et de l'habitat du poisson; recherches sur le climat océanique, sa description et son incidence sur les stocks de poisson et sur l'atmosphère; description, quantification et communication de facteurs environnementaux marins relatifs au transport et au génie maritimes; établissement de levés hydrographiques et de la cartographie des eaux canadiennes pour assurer la sécurité de la navigation; élaboration et amélioration des méthodes et techniques nécessaires à l'exercice du rôle scientifique du ministère et au transfert des techniques à l'industrie canadienne; coordination du programme de science marine du gouvernement du Canada.

Pêches de l'Atlantique

Toutes les fonctions fédérales de gestion et de développement des pêches et de l'habitat dans la zone atlantique et les eaux adjacentes à Terre-Neuve, à la Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec et les eaux de la zone de pêche de 200 milles, ainsi que les eaux adjacentes de la côte Atlantique du Canada de même que les réseaux fluviaux et les lacs dans toutes ces provinces à l'exception du Québec; la planification et l'exécution des fonctions par lesquelles le ministère gère les ressources halieutiques et le secteur primaire de l'industrie de la pêche dans l'Atlantique.

Pêches dans le Pacifique et en eaux douces

Toutes les fonctions fédérales de gestion et de développement des pêches et de l'habitat dans les océans Pacifique et Arctique en Colombie-Britannique, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et en Ontario, y compris la gestion des parties canadiennes des rivières transfrontières, la gestion partagée des pêches internationales ainsi que l'effort de pêche des professionnels, des sportifs et des Autochtones, sauf aux endroits où la gestion des pêches en eaux intérieures a été déléguée aux provinces. Comprend également la direction des fonctions du ministère en matière de gestion de l'habitat à l'échelle nationale.

Services d'inspection

Les services d'inspection ont notamment pour responsabilité l'élaboration, la formulation et l'application de politiques, de règlements et de programmes nationaux visant à garantir que le poisson et les produits de poisson canadiens répondent aux normes pertinentes en matière de catégorie, de manutention, d'étiquetage, de transformation, de qualité et de salubrité; et que le poisson et les produits de poisson importés répondent à des normes minimales en matière d'étiquetage, de qualité et de salubrité.

Affaires internationales

Conclusion d'ententes internationales pour faire avancer les intérêts canadiens en matière de conservation et de commerce, en collaboration avec d'autres ministères du gouvernement; négociation et application de traités et d'accords internationaux touchant les relations bilatérales et multilatérales avec d'autres pays dans le secteur des pêches; et formulation et représentation des positions canadiennes dans le cadre du commerce international des pêches.

Politiques intégrées et soutien de programmes

Assurer la direction administrative du programme des services intégrés et régionaux de gestion et la gestion des immobilisations, et fournir des services au titre des politiques et de l'administration; assurer la coordination globale des politiques et des programmes fédéraux relatifs aux océans; élaborer et promulguer des règlements de portée nationale du ministère et diriger des activités concernant l'application des règlements du ministère.

Office canadien du poisson salé

Objectif

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson salé.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Objectif

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	490,517,000	...	...	490,517,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $6,896,399 du crédit 5 (Pêches et Océans) et de $1,954,300 du crédit 10 (Pêches et Océans)				
...	...	...	6,896,399	6,896,399		Virement du: crédit 5				
...	...	...	1,954,300	1,954,300		crédit 10				
...	...	...	15,059,700	15,059,700		CT, crédit 5[1]				
...	490,517,000	1	23,910,399	514,427,400		Total—Crédit 1	513,152,806	1,274,594	...	505,693,524
...	168,424,000	...	...	168,424,000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(6,896,399)	(6,896,399)		Virement au crédit 1				
...	168,424,000	...	(6,896,399)	161,527,601		Total—Crédit 5	161,102,630	424,971	...	133,090,644
...	20,264,500	...	...	20,264,500	10	Subventions et contributions				
...	...	...	(1,954,300)	(1,954,300)		Virement au crédit 1				
...	20,264,500	...	(1,954,300)	18,310,200		Total—Crédit 10	13,118,136	5,192,064	...	19,966,696
...	47,800	...	567	48,367	(S)	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile	48,367	...	...	46,825
...	1,000,000	...	(908,530)	91,470	(S)	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	91,470	...	...	225,928[2]
...	39,807,000	...	(685,000)	39,122,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39,122,000	...	...	38,879,000
...	...	...	548,652	548,652	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	548,652	...	...	619,330
...	...	...	553,345	553,345	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	553,345	...	...	439,327
...	720,060,300	1	14,568,734	734,629,035		Total budgétaire	727,737,406	6,891,629	...	698,961,274
150,000	...	...	...	150,000	L38b	Avances au Régime d'assurance des bateaux de pêche afin d'aider les pêcheurs, crédit 540, Loi des subsides n° 5 de 1955. Limite $150,000. (Net)	...	...	150,000	...
						Total du département—				
...	**720,060,300**	**1**	**14,568,734**	**734,629,035**		**Budgétaire**	**727,737,406**	**6,891,629**	**...**	**698,961,274**[2]
150,000	**...**	**...**	**...**	**150,000**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**150,000**	**...**
						Office canadien du poisson salé				
9,000,000	...	...	...	9,000,000	L23b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la Loi sur le poisson salé. Le total de tous montants empruntés par l'Office est limité à $50,000,000. (Net)	3,000,000	...	6,000,000	12,150,000
9,000,000	**...**	**...**	**...**	**9,000,000**		**Total du programme—Non budgétaire**	**3,000,000**	**...**	**6,000,000**	**12,150,000**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Office de commercialisation du poisson d'eau douce				
13,500,000	...	...	...	13,500,000	L30b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce. Le total de tous montants empruntés par l'Office est limité à $30,000,000. (Net)	5,655,819	...	7,844,181	11,300,000
13,500,000	**...**	**...**	**...**	**13,500,000**		**Total du programme—Non budgétaire**	**5,655,819**	**...**	**7,844,181**	**11,300,000**
						Total du ministère—				
...	**720,060,300**	**1**	**14,568,734**	**734,629,035**		**Budgétaire**	**727,737,406**	**6,891,629**	**...**	**698,961,274[2]**
22,650,000	**...**	**...**	**...**	**22,650,000**		**Non budgétaire**	**8,655,819**	**...**	**13,994,181**	**23,450,000**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Suite à une modification dans l'enregistrement des dépenses de l'exercice en cours, effectué sur une base brute au lieu de nette en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche, les dépenses et les recettes de l'exercice précédent ont été augmentées de $47,643.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	184,844,000	...	3,153,900	(2,275,600)	(302,829)	...	185,419,471	Sciences	185,270,772	148,699	...	173,124,493
...	85,245,000	...	3,577,100	3,311,500	(70,644)	...	92,062,956	Pêches de l'Atlantique	91,806,439	256,517	...	85,638,699
...	84,417,000	...	2,227,000	2,317,600	(95,800)	...	88,865,800	Pêches dans le Pacifique et en eaux douces	88,228,728	637,072	...	84,205,552
...	31,183,000	...	832,100	(454,900)	(95,800)	...	31,464,400	Services d'inspection	31,335,993	128,407	...	28,317,759
...	4,678,000	...	75,000	5,100	(3,100)	...	4,755,000	Affaires internationales	4,741,691	13,309	...	4,286,200
...	140,004,800	1	5,194,600	5,946,999	985,737	...	152,132,137	Politiques intégrées et soutien de programmes	152,041,547	90,590	...	170,105,303
...	530,371,800	1	15,059,700	8,850,699	417,564	...	554,699,764	Total—Fonctionnement	553,425,170	1,274,594	...	545,678,006
								Capital				
...	8,648,000	...	...	3,342,000	...	...	11,990,000	Sciences	11,851,279	138,721	...	10,916,837
...	5,360,000	...	...	2,399,600	...	...	7,759,600	Pêches de l'Atlantique	7,719,313	40,287	...	4,765,761
...	7,769,000	...	...	785,500	...	...	8,554,500	Pêches dans le Pacifique et en eaux douces	8,444,941	109,559	...	7,943,237
...	727,000	...	...	435,900	...	...	1,162,900	Services d'inspection	1,149,726	13,174	...	1,669,566
...	...	...	...	6,800	...	...	6,800	Affaires internationales	6,840	(40)	...	30,518
...	145,920,000	...	...	(13,866,199)	...	...	132,053,801	Politiques intégrées et soutien de programmes	131,930,531	123,270	...	107,764,725
...	168,424,000	...	...	(6,896,399)	...	...	161,527,601	Total—Capital	161,102,630	424,971	...	133,090,644
								Paiements de transfert				
...	643,000	...	...	52,000	...	...	695,000	Sciences	692,299	2,701	...	703,455
...	9,746,000	...	...	(1,019,500)	...	...	8,726,500	Pêches de l'Atlantique	8,468,916	257,584	...	15,628,857
...	274,000	...	...	182,300	...	...	456,300	Pêches dans le Pacifique et en eaux douces	455,675	625	...	592,300
...	...	...	...	37,000	...	...	37,000	Affaires internationales	37,000	...	...	...
...	10,601,500	...	...	(1,206,100)	(908,530)	...	8,486,870	Politiques intégrées et soutien de programmes	3,555,716	4,931,154	...	3,268,012 (1)
...	21,264,500	...	...	(1,954,300)	(908,530)	...	18,401,670	Total—Paiements de transfert	13,209,606	5,192,064	...	20,192,624
								Non budgétaire				
150,000	...	...	...	...	...	...	150,000	Régime d'assurance des bateaux de pêche	...	...	150,000	...

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du département				
...	194,135,000	...	3,153,900	1,118,400	(302,829)	...	198,104,471	Sciences	197,814,350	290,121	...	184,744,785
...	100,351,000	...	3,577,100	4,691,600	(70,644)	...	108,549,056	Pêches de l'Atlantique	107,994,668	554,388	...	106,033,317
...	92,460,000	...	2,227,000	3,285,400	(95,800)	...	97,876,600	Pêches dans le Pacifique et en eaux douces	97,129,344	747,256	...	92,741,089
...	31,910,000	...	832,100	(19,000)	(95,800)	...	32,627,300	Services d'inspection	32,485,719	141,581	...	29,987,325
...	4,678,000	...	75,000	48,900	(3,100)	...	4,798,800	Affaires internationales	4,785,531	13,269	...	4,316,718
...	296,526,300	1	5,194,600	(9,125,300)	77,207	...	292,672,808	Politiques intégrées et soutien de programmes	287,527,794	5,145,014	...	281,138,040
150,000	...	...	...	...	...	...	150,000	Régime d'assurance des bateaux de pêche—Non budgétaire	...	...	150,000	...
								Total du département—				
...	**720,060,300**	**1**	**15,059,700**	**...**	**(490,966)**	**...**	**734,629,035**	**Budgétaire**	**727,737,406**	**6,891,629**	**...**	**698,961,274[1]**
150,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**150,000**	**Non budgétaire**	**...**	**...**	**150,000**	**...**
								Office canadien du poisson salé				
9,000,000	...	...	...	...	...	...	9,000,000	Non budgétaire	3,000,000	...	6,000,000	12,150,000
								Total du programme—				
9,000,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**9,000,000**	**Non budgétaire**	**3,000,000**	**...**	**6,000,000**	**12,150,000**
								Office de commercialisation du poisson d'eau douce				
13,500,000	...	...	...	...	...	...	13,500,000	Non budgétaire	5,655,819	...	7,844,181	11,300,000
								Total du programme—				
13,500,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**13,500,000**	**Non budgétaire**	**5,655,819**	**...**	**7,844,181**	**11,300,000**
								Total du ministère—				
...	**720,060,300**	**1**	**15,059,700**	**...**	**(490,966)**	**...**	**734,629,035**	**Budgétaire**	**727,737,406**	**6,891,629**	**...**	**698,961,274[1]**
22,650,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**22,650,000**	**Non budgétaire**	**8,655,819**	**...**	**13,994,181**	**23,450,000**

[1] Suite à une modification dans l'enregistrement des dépenses de l'exercice en cours, effectué sur une base brute au lieu de nette en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche, les dépenses et les recettes de l'exercice précédent ont été augmentées de $47,643.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Sciences				
...	643,000	...	...	26,000	...	669,000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	668,375	625	...	620,016
							Politiques intégrées et soutien de programmes				
...	200,000	...	...	(165,300)	...	34,700	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	...	34,700	...	20,612
...	**843,000**	**...**	**...**	**(139,300)**	**...**	**703,700**	**Total—Subventions**	**668,375**	**35,325**	**...**	**640,628**
							Contributions				
							Sciences				
...	...	...	...	26,000	...	26,000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	23,924	2,076	...	83,439
							Pêches de l'Atlantique				
...	1,062,000	...	...	237,500	...	1,299,500	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	1,263,371	36,129	...	1,088,849
...	1,250,000	...	...	(187,000)	...	1,063,000	Contributions selon le plan de développement de l'Est du Québec	1,063,000	...	...	1,630,000
...	4,699,000	...	...	(2,450,000)	...	2,249,000	Contribution en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches du Québec	2,244,337	4,663	...	6,025,690
...	2,385,000	...	...	...	...	2,385,000	Contributions en vertu de l'entente auxiliaire de développement des pêches côtières de Terre-Neuve	2,341,758	43,242	...	1,332,968
...	150,000	...	...	...	...	150,000	Contribution à l'Alliance des pêcheurs commerciaux du Québec pour les coûts de démarrage reliés au transfert des infrastructures de boëtte et de glace au Québec	150,000	...	...	150,000

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Contribution versée à l'Association des chasseurs de phoques du Canada afin qu'elle puisse élaborer, préciser et appliquer la stratégie à long terme conçue pour l'industrie de la chasse au phoque sur la côte est	200,000	...	...	200,000
...	...	...	...	630,000	...	630,000	Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec pour la mise en oeuvre d'un programme de l'essai et d'expérimentation touchant les pêches et l'aquiculture	456,554	173,446	...	...
...	...	...	...	600,000	...	600,000	Contributions en vertu de l'entente Canada-Nouveau-Brunswick sur le développement économique et régional pour le développement des pêches	599,896	104	...	...
...	...	...	...	150,000	...	150,000	Contributions en vertu de l'entente Canada-l'Île-du-Prince-Édouard sur le développement économique et régional pour le développement des pêches	150,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,201,350
...	9,746,000	...	...	(1,019,500)	...	8,726,500		8,468,916	257,584	...	15,628,857
							Pêches dans le Pacifique et en eaux douces				
...	274,000	...	...	...	...	274,000	Contribution au Secrétariat commun des comités de ressources renouvelables des Inuvialuit	273,600	400	...	263,000
...	...	...	...	182,300	...	182,300	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	182,075	225	...	179,300
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	150,000
...	274,000	...	...	182,300	...	456,300		455,675	625	...	592,300
							Affaires internationales				
...	...	...	...	37,000	...	37,000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	37,000	...	...	...

							Politiques intégrées et soutien de programmes				
...	1,801,500	...	...	(1,518,500)	...	283,000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	240,000	43,000	...	304,049
...	7,000,000	...	...	503,900	...	7,503,900	Contributions à l'appui de l'aménagement portuaire, de l'établissement d'infrastructures, de travaux maritimes et de réparations dans des ports non fédéraux	2,672,274	4,831,626	...	...
...	600,000	...	...	(26,200)	...	573,800	Contributions aux administrations portuaires pour la gestion des ports de pêche commerciale inscrits conformément à la Loi et au Règlement sur les ports de pêche et de plaisance	551,972	21,828	...	406,797
...	1,000,000	...	...	...	(908,530)	91,470	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	91,470	...	...	225,928[1]
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,310,626
...	10,401,500	...	...	(1,040,800)	(908,530)	8,452,170		3,555,716	4,896,454	...	3,247,400
...	**20,421,500**	...	...	**(1,815,000)**	**(908,530)**	**17,697,970**	**Total—Contributions**	**12,541,231**	**5,156,739**	...	**19,551,996**
							Sommaire du département par activité				
...	643,000	...	...	52,000	...	695,000	Sciences	692,299	2,701	...	703,455
...	9,746,000	...	...	(1,019,500)	...	8,726,500	Pêches de l'Atlantique	8,468,916	257,584	...	15,628,857
...	274,000	...	...	182,300	...	456,300	Pêches dans le Pacifique et en eaux douces	455,675	625	...	592,300
...	...	...	...	37,000	...	37,000	Affaires internationales	37,000	...	...	...
...	10,601,500	...	...	(1,206,100)	(908,530)	8,486,870	Politiques intégrées et soutien de programmes	3,555,716	4,931,154	...	3,268,012
...	**21,264,500**	...	...	**(1,954,300)**	**(908,530)**	**18,401,670**	**Total du département**	**13,209,606**	**5,192,064**	...	**20,192,624**[1]
...	**21,264,500**	...	...	**(1,954,300)**	**(908,530)**	**18,401,670**	**Total du ministère**	**13,209,606**	**5,192,064**	...	**20,192,624**[1]

(S) Paiement de transfert législatif.
[1] Suite à une modification dans l'enregistrement des dépenses de l'exercice en cours, effectué sur une base brute au lieu de nette en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche, les dépenses et les recettes de l'exercice précédent ont été augmentées de $47,643.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Office canadien du poisson salé	4,978,261	3,441,766
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1,648,895	183,066
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	20,341	29,076
Entreprises de traitement de poissons de fond	87,367	...
Autres comptes—		
Intérêt sur dette à long terme	...	4,878
	6,734,864	3,658,786
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement d'avances impayées	116,304	1,564
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	983,826	1,555,728
Divers	921,499	716,578
	2,021,629	2,273,870
Privilèges, licences et permis—		
Frais	9,368,193	7,504,933
Licences	12,014,640	13,123,576
Baux huîtriers	51,457	58,588
Boette	16,435	16,065
Enregistrements des vaisseaux et des pêcheurs	1,875,256	1,846,650
	23,325,981	22,549,812
Rémunérations de services—		
Location de contenants isolés	19,150	34,654
Autres frais	802,541	889,228
	821,691	923,882
Produits des ventes—		
Produits des ventes de boettes	540,741	900,905
Produits des ventes de publications	1,827,149	1,635,926
Produits des ventes de filets de morue	...	168,645
Ventes diverses	146,349	467,758
	2,514,239	3,173,234
Autres recettes non fiscales—		
Saisies et confiscations	771,630	1,095,243
Amendes	1,340,579	922,033
Ports pour petites embarcations—		
Postes, amarrage et baux	3,648,982	3,356,137
Licences	600,686	507,206
Autres recettes d'amarrage	978,112	665,740
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	477,640	480,849
Divers	335,705	86,273[2]
	8,153,334	7,113,481
Total du département	**43,571,738**	**39,693,065**[2]
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	6,734,864	**3,658,786**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,021,629	**2,273,870**
Privilèges, licences et permis	23,325,981	**22,549,812**
Rémunérations de services	821,691	**923,882**
Produits des ventes	2,514,239	**3,173,234**
Autres recettes non fiscales	8,153,334	**7,113,481**
Total du ministère	**43,571,738**	**39,693,065**[2]

(1) Intérêt sauf indication contraire.
(2) Suite à une modification dans l'enregistrement des dépenses de l'exercice en cours, effectué sur une base brute au lieu de nette en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche, les dépenses et les recettes de l'exercice précédent ont été augmentées de $47,643.

SECTION 24

COMPTES PUBLICS
1989-90

Revenu national

Douanes et Accise
Impôt

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	24.2
Sommaire du ministère	24.3
Programmes par activité	24.4
Paiements de transfert	24.6
Détail des montants portés au crédit	24.6
Recettes	24.7

Douanes et Accise

Objectif

Faire en sorte que tous les droits, toutes les taxes et tous autres frais et prélèvements connexes soient correctement imposés, perçus et, s'il y a lieu, remboursés; contrôler, afin de protéger l'industrie et la société canadiennes, le déplacement des personnes, des marchandises et des moyens de transport qui entrent au Canada ou qui en sortent, pour veiller au respect de la loi; protéger l'industrie canadienne des préjudices réels ou éventuels causés par l'importation effective ou prévue de marchandises sous-évaluées ou subventionnées et par le recours à d'autres formes de concurrence injuste de la part d'exportateurs étrangers.

Description des activités

Accise

Appliquer la Loi sur l'accise, la Loi sur la taxe d'accise et les autres lois pertinentes afin de voir ainsi à ce que les droits, les taxes et tous les autres prélèvements applicables soient imposés, perçus, et, le cas échéant, remboursés le plus économiquement possible pour le public et d'une manière qui assure, chez celui-ci, la plus haute confiance dans l'intégrité, l'efficience et l'équité de la démarche de l'accise.

Douanes

Appliquer la Loi sur les douanes, le Tarif des douanes, la Loi sur les mesures spéciales d'importation et d'autres lois et règlements pertinents et ainsi contrôler, pour la protection de l'industrie et de la société canadiennes, la circulation des gens, des marchandises et des moyens de transport qui entrent au Canada ou qui en sortent, et protéger l'industrie canadienne contre tout préjudice réel ou éventuel que peut causer l'importation effective ou envisagée de marchandises sous-évaluées ou subventionnées, ainsi que d'autres genres de concurrence étrangère déloyale.

Administration ministérielle

Assurer, au ministère, une orientation pour la gestion, une coordination de la planification et des services d'administration centraux.

Impôt

Objectif

Évaluer et percevoir équitablement les impôts sur le revenu ainsi que les paiements au titre des régimes de pension et de l'assurance-chômage, en appliquant et en exécutant la Loi de l'impôt sur le revenu, diverses lois fédérales et provinciales connexes, y compris certaines parties du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-chômage ainsi que de divers régimes de crédits d'impôt provinciaux.

Description des activités

Traitement des déclarations d'impôt des contribuables

La promotion de l'autocotisation chez les contribuables et le traitement de déclarations comprenant, entre autres, la communication de renseignements et la distribution de formules nécessaires à l'établissement de leur déclaration d'impôt ou de renseignements; l'examen et l'établissement des cotisations des déclarations; le traitement des versements; l'envoi des avis de cotisation, y compris les chèques de remboursement ou les avis d'impôt à payer; le classement et l'entreposage de ces déclarations; de même que le traitement des demandes de redressement ou de modification des déclarations provenant des contribuables.

Vérification des déclarations d'impôt des contribuables

Il s'agit des fonctions qui font suite à l'établissement de la cotisation initiale et ont pour objet de veiller à ce que les contribuables respectent les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu concernant la production d'une déclaration et la déclaration du revenu.

Recouvrements

Les fonctions ayant trait à la perception des impôts non payés identifiés à la suite du traitement initial ou de la vérification des déclarations d'impôt.

Avis d'opposition et appels

L'examen indépendant d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation contestée par un contribuable.

Administration

Haute direction du bureau principal et des cinq bureaux régionaux. Le personnel du bureau principal établit la politique et assure les services en matière de gestion financière, de ressources humaines et de soutien administratif.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Douanes et Accise				
...	435,015,500	...	...	435,015,500	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	57,191,000	...	57,191,000	1c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	33,033,748	33,033,748		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	435,015,500	57,191,000	33,033,748	525,240,248		Total—Crédit 1	519,650,520	5,589,728	...	424,746,259
...	9,336,000	...	...	9,336,000	5	Dépenses en capital				
...	...	25,120,000	...	25,120,000	5c	Dépenses en capital				
...	9,336,000	25,120,000	...	34,456,000		Total—Crédit 5	34,197,946	258,054	...	23,248,521
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	46,825
...	54,867,000	...	(945,000)	53,922,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	53,922,000	...	...	54,461,000
...	**499,266,300**	**82,311,000**	**32,089,148**	**613,666,448**		**Total du programme—Budgétaire**	**607,818,666**	**5,847,782**	**...**	**502,502,605**
						Impôt				
...	835,604,000	...	...	835,604,000	10	Dépenses de fonctionnement				
...	...	27,871,000	...	27,871,000	10b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	20,212,000	...	20,212,000	10c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	43,818,856	43,818,856		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	835,604,000	48,083,000	43,818,856	927,505,856		Total—Crédit 10	903,247,266	24,258,590	...	771,274,519
...	32,046,000	...	...	32,046,000	15	Dépenses en capital				
...	...	2,437,000	...	2,437,000	15b	Dépenses en capital				
...	...	5,240,000	...	5,240,000	15c	Dépenses en capital				
...	32,046,000	7,677,000	...	39,723,000		Total—Crédit 15	38,162,325	1,560,675	...	30,441,165
...	110,671,000	...	(1,905,000)	108,766,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	108,766,000	...	...	107,892,000
...	...	...	274,359	274,359	(S)	Arrêts de la Cour fédérale et de la Cour suprême	274,359[2]	...	...	265,879
...	**978,321,000**	**55,760,000**	**42,188,215**	**1,076,269,215**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,050,449,950**	**25,819,265**	**...**	**909,873,563**
...	**1,477,587,300**	**138,071,000**	**74,277,363**	**1,689,935,663**		**Total du ministère—Budgétaire**	**1,658,268,616**	**31,667,047**	**...**	**1,412,376,168**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

[2] Ce montant comprend $150,399—Arrêts de la Cour fédérale, $76,796—Frais d'arrêts de la Cour/appels, $47,164—Arrêts de la Cour suprême.

Programmes par activité

	Provenance des autorisations							
		Indiquées dans		Redressements et virements				
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi
	$	$	$	$	$	$	$	$
Douanes et Accise								
Fonctionnement								
Accise	...	87,984,000	41,332,000	6,540,000	(7,546,969)	...	...	128,309,031
Douanes	...	334,139,000	14,851,000	22,628,748	4,960,403	(945,000)	...	375,634,151
Administration ministérielle	...	67,807,300	1,008,000	3,865,000	2,586,566	400	...	75,267,266
Total—Fonctionnement	...	489,930,300	57,191,000	33,033,748	...	(944,600)	...	579,210,448
Capital								
Accise	...	1,841,000	24,309,000	...	(1,109,000)	...	...	25,041,000
Douanes	...	5,576,000	811,000	...	(688,431)	...	...	5,698,569
Administration ministérielle	...	1,919,000	...	...	1,797,431	...	...	3,716,431
Total—Capital	...	9,336,000	25,120,000	...	...	...	...	34,456,000
Sommaire du programme								
Accise	...	89,825,000	65,641,000	6,540,000	(8,655,969)	...	...	153,350,031
Douanes	...	339,715,000	15,662,000	22,628,748	4,271,972	(945,000)	...	381,332,720
Administration ministérielle	...	69,726,300	1,008,000	3,865,000	4,383,997	400	...	78,983,697
Total du programme—Budgétaire	...	499,266,300	82,311,000	33,033,748	...	(944,600)	...	613,666,448
Impôt								
Fonctionnement								
Traitement des déclarations d'impôt des contribuables	...	458,346,000	26,411,000	18,338,191	...	(789,051)	...	502,306,140
Vérification des déclarations d'impôt des contribuables	...	397,486,000	16,161,000	17,886,857	...	(783,336)	...	430,750,521
Recouvrements	...	76,125,000	1,860,000	3,899,878	...	(171,450)	...	81,713,428
Avis d'opposition et appels	...	29,503,000	1,342,000	1,463,550	...	(64,198)	...	32,244,352
Administration	...	72,650,000	2,309,000	2,230,380	...	177,394	...	77,366,774
Total—Fonctionnement	...	1,034,110,000	48,083,000	43,818,856	...	(1,630,641)	...	1,124,381,215
Capital								
Traitement des déclarations d'impôt des contribuables	...	19,813,000	6,378,000	...	...	...	...	26,191,000
Vérification des déclarations d'impôt des contribuables	...	3,438,000	596,000	...	...	...	...	4,034,000
Recouvrements	...	2,101,000	...	...	...	...	...	2,101,000
Avis d'opposition et appels	...	50,000	...	...	...	...	...	50,000
Administration	...	6,644,000	703,000	...	...	...	...	7,347,000
Total—Capital	...	32,046,000	7,677,000	...	...	...	...	39,723,000

	Utilisation des autorisations			
			Disponibles	
	Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$
Douanes et Accise				
Fonctionnement				
Accise	128,588,404	(279,373)	...	87,569,666
Douanes	372,181,296	3,452,855	...	322,962,674
Administration ministérielle	72,851,020	2,416,246	...	68,721,744
Total—Fonctionnement	573,620,720	5,589,728	...	479,254,084
Capital				
Accise	25,027,481	13,519	...	2,616,051
Douanes	5,716,014	(17,445)	...	8,936,620
Administration ministérielle	3,454,451	261,980	...	11,695,850
Total—Capital	34,197,946	258,054	...	23,248,521
Sommaire du programme				
Accise	153,615,885	(265,854)	...	90,185,717
Douanes	377,897,310	3,435,410	...	331,899,294
Administration ministérielle	76,305,471	2,678,226	...	80,417,594
Total du programme—Budgétaire	607,818,666	5,847,782	...	502,502,605
Impôt				
Fonctionnement				
Traitement des déclarations d'impôt des contribuables	505,200,458	(2,894,318)	...	430,114,263
Vérification des déclarations d'impôt des contribuables	421,508,570	9,241,951	...	378,483,658
Recouvrements	70,436,411	11,277,017	...	64,455,051
Avis d'opposition et appels	33,355,958	(1,111,606)	...	27,825,132
Administration	69,603,811	7,762,963	...	59,540,650
Total—Fonctionnement	1,100,105,208	24,276,007	...	960,418,754
Capital				
Traitement des déclarations d'impôt des contribuables	26,867,276	(676,276)	...	21,352,759
Vérification des déclarations d'impôt des contribuables	3,758,193	275,807	...	2,379,159
Recouvrements	694,519	1,406,481	...	370,784
Avis d'opposition et appels	35,352	14,648	...	12,315
Administration	6,806,985	540,015	...	6,326,148
Total—Capital	38,162,325	1,560,675	...	30,441,165

								Paiements de transfert				
...	78,000	...	...	...	...	...	78,000	Administration	95,417	(17,417)	...	66,644
...	(87,913,000)	...	...	...	...	...	(87,913,000)	Recettes à valoir sur le crédit[1]	(87,913,000)	...	...	(81,053,000)
								Sommaire du programme				
...	478,159,000	32,789,000	18,338,191	...	(789,051)	...	528,497,140	Traitement des déclarations d'impôt des contribuables	532,067,734	(3,570,594)	...	451,467,022
...	400,924,000	16,757,000	17,886,857	...	(783,336)	...	434,784,521	Vérification des déclarations d'impôt des contribuables	425,266,763	9,517,758	...	380,862,817
...	78,226,000	1,860,000	3,899,878	...	(171,450)	...	83,814,428	Recouvrements	71,130,930	12,683,498	...	64,825,835
...	29,553,000	1,342,000	1,463,550	...	(64,198)	...	32,294,352	Avis d'opposition et appels	33,391,310	(1,096,958)	...	27,837,447
...	79,372,000	3,012,000	2,230,380	...	177,394	...	84,791,774	Administration	76,506,213	8,285,561	...	65,933,442
...	(87,913,000)	...	...	...	...	...	(87,913,000)	Recettes à valoir sur le crédit	(87,913,000)	...	...	(81,053,000)
...	**978,321,000**	**55,760,000**	**43,818,856**	**...**	**(1,630,641)**	**...**	**1,076,269,215**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,050,449,950**	**25,819,265**	**...**	**909,873,563**
...	**1,477,587,300**	**138,071,000**	**76,852,604**	**...**	**(2,575,241)**	**...**	**1,689,935,663**	**Total du ministère—Budgétaire**	**1,658,268,616**	**31,667,847**	**...**	**1,412,376,108**

[1] Les montants portés au crédit de $87,913,000 ne sont pas répartis par activité.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Impôt				
							Contributions				
							Administration				
...	64,000	...	...	...	...	64,000	Centre interaméricain des administrateurs fiscaux	42,564	21,436	...	42,919
...	14,000	...	...	...	...	14,000	Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth	17,853	(3,853)	...	23,725
...	...	...	...	...	...	...	Centre de rencontres et d'études des dirigeants des administrations fiscales	35,000	(35,000)	...	...
...	**78,000**	...	...	...	...	**78,000**	**Total du programme**	**95,417**	**(17,417)**	...	**66,644**
...	**78,000**	...	...	...	...	**78,000**	**Total du ministère**	**95,417**	**(17,417)**	...	**66,644**

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Impôt			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Régime de pensions du Canada	47,678,000	47,678,000	43,419,000
Assurance-chômage	40,235,000	40,235,000	37,634,000
Total du programme—Budgétaire	**87,913,000**	**87,913,000**	**81,053,000**
Total du ministère—Budgétaire	**87,913,000**	**87,913,000**	**81,053,000**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Douanes et Accise		
Recettes fiscales—		
Taxe de vente—		
Produits domestiques	14,520,126,742	13,325,130,670
Produits importés	2,960,386,588	2,397,228,285
	17,480,513,330	*15,722,358,955*
Moins: prélèvements	24,741,488	20,141,181
remboursements	622,555,784	578,160,014
escomptes	62,415,893	102,736,012
	709,713,165	*701,037,207*
Services de télécommunications	997,451,403	722,886,018
Moins: remboursements	93,274	71,667
	997,358,129	*722,814,351*
	17,768,158,294	15,744,136,099
Droits de douane à l'importation	5,233,105,106	5,033,225,719
Moins: prélèvements	368,273,634	313,378,005
remboursements	272,997,613	192,989,991
	641,271,247	*506,367,996*
	4,591,833,859	4,526,857,723
Droits d'accise—		
Spiritueux parvenus à maturité	435,133,871	469,146,387
Spiritueux non parvenus à maturité	5,479,498	6,115,995
Bière	390,554,363	405,158,592
Spiritueux rafraîchissant	3,561,856	4,748,557
Cigarettes	1,171,060,387	547,683,979
Cigares	1,828,907	1,429,309
Tabac manufacturé	121,723,739	18,503,412
Tabac canadien naturel en feuilles	999,491	39,253
Licences	44,144	31,447
Amende	30,675	37,339
Intérêt	54,501	40,797
	2,130,471,432	*1,452,935,067*
Moins: remboursements	203,209	225,216
	2,130,268,223	1,452,709,851
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz—		
Gaz naturel	1,210	...
Moins: remboursements	...	531,366
	1,210	(531,366)
Frais d'indemnisation pétrolière—		
Remboursements d'escompte	153,736	...
Moins: escompte	158,634	...
	(4,898)	...

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Taxe d'accise—Carburants moteurs—Essence	2,200,053,102	2,221,089,034
Moins: remboursements	45,829,855	47,413,989
	2,154,223,247	2,173,675,045
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel—		
Essence d'aviation	56,000,815	85,626,249
Combustible diesel	349,947,400	422,592,336
	405,948,215	*508,218,585*
Moins: escomptes	146,353,934	139,729,295
	259,594,281	368,489,290
Autres taxes et droits d'accise—		
Taxes à la fabrication—		
Cigarettes	735,896,398	1,100,582,925
Cigares	8,499,985	8,211,149
Tabac	56,845,607	51,048,587
Bijoux	54,187,273	51,890,415
Briquets	5,523,798	3,556,395
Automobiles	133,735,970	747,345
Allumettes	619,329	556,578
Jeux de cartes	1,468,029	1,523,508
Machines à sous	1,880,084	1,916,636
Accessoires pour fumeurs	6,870,782	1,092,611
Climatiseurs pour automobiles	62,350,109	66,344,160
Vins	100,755,497	92,598,773
Divers	3,238,341	1,537,721
	1,171,871,202	*1,381,606,803*
Droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre	59,815,485	67,041,661
Amende	40,169	239,718
Intérêt	76,896	349,123
	59,932,550	*67,630,502*
Moins: remboursements	1,040,655	812,332
virements aux provinces	59,586,130	61,681,607
	60,626,785	*62,493,939*
Services de programmation en télécommunications	152,435,140	135,365,379
Moins: remboursements	18,039	85,306
	152,417,101	*135,280,073*
Autres—		
Amendes	9,568,676	8,549,048
Intérêt	(588,954)	4,865,520
	8,979,722	*13,414,568*
Moins: prélèvements	821,152	818,436
autres remboursements	20,530,434	22,386,982
déduction pour mauvaise créance	15,946,991	5,686,249
	37,298,577	*28,891,667*
	1,295,275,213	1,506,546,340
Total des recettes fiscales	**28,199,349,429**	**25,771,882,982**

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Bâtiments et terrains publics—Location	164,778	138,929
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	265,335	442,448
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,488,060	1,099,891
	1,753,395	1,542,339
Privilèges, licences et permis—		
Licences de courtiers en douane	382,438	398,310
Rémunérations de services—		
Frais d'entrepôt de douane	1,407,149	1,653,737
Frais de services spéciaux	2,335,525	2,503,595
Autres frais	2,919,285	1,689,339
	6,661,959	5,846,671
Produits des ventes—		
Vente d'articles non réclamés, sceaux, etc.	1,083,369	914,449
Étiquettes de spiritueux (année)	458,940	527,122
Autres	448,372	192,314
	1,990,681	1,633,885
Autres recettes non fiscales—		
Amendes (douanes)	2,740,381	2,246,577
Saisies (douanes)	(5,060)	(126,127)
Services de saisies (enquête)	46,607,007	1,636,630
Saisies (ports)	11,834,209	9,141,677
Magasins exempts de droits	1,986,747	1,202,959
Autres	821,954	(92,362)
	63,985,238	14,009,354
Total des recettes non fiscales	**74,938,489**	**23,569,488**
Total du programme	**28,274,287,918**	**25,795,452,470**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Impôt		
Recettes fiscales—		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers—		
Retenues à la source	35,666,036,139	32,604,792,550
Autres perceptions	16,228,587,098	13,421,576,163
	51,894,623,237	*46,026,368,713*
Des sociétés	13,021,414,903	11,730,036,304
Des non résidents	1,360,627,238	1,578,029,475
	66,276,665,378	59,334,434,492
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières—		
Pétrole et gaz	55,016,143	110,106,883
Redevance relative aux ressources	1,533,663	(5,326,070)
	56,549,806	104,780,813
Autres	224,575,814	260,880,563
Total des recettes fiscales	**66,557,790,998**	**59,700,095,848**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	668,011	546,345
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,829,792	617,881
	2,497,803	1,164,226
Rémunérations de services—		
Frais réglés	1,295,865	1,194,780
Frais concernant le crédit fiscal des provinces	5,277,671	4,841,960
Débiteurs	188,801	360,309
Voyage à l'étranger	172,818	203,193
	6,935,155	6,600,242
Produits des ventes	2,440	...
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et confiscations	3,842,354	3,587,321
Accès à l'information	53,537	33,107
Divers	125,557	110,946
	4,021,448	3,731,374
Total des recettes non fiscales	**13,456,846**	**11,495,842**
Total du programme	**66,571,247,844**	**59,711,591,710**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers	51,894,623,237	46,026,368,713
Des sociétés	13,021,414,903	11,730,036,304
Des non résidents	1,360,627,238	1,578,029,475
	66,276,665,378	*59,334,434,492*
Taxes et droits d'accise—		
Taxe de vente	17,768,158,294	15,744,136,099
Droits de douanes à l'importation	4,591,833,859	4,526,857,723
Droits d'accise	2,130,268,223	1,452,709,851
Frais d'indemnisation pétrolière	(4,898)	...
Autres	1,295,275,213	1,506,546,340
Taxes en matière d'énergie—		
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	56,549,806	104,780,813
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	1,210	(531,366)
Taxe d'accise—Carburants moteurs—Essence	2,154,223,247	2,173,675,045
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	259,594,281	368,489,290
	28,255,899,235	*25,876,663,795*
Autres	224,575,814	260,880,563
Total des recettes fiscales	94,757,140,427	85,471,978,850
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	164,778	138,929
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	4,251,198	2,706,565
Privilèges, licences et permis	382,438	398,310
Rémunérations de services	13,597,114	12,446,913
Produits des ventes	1,993,121	1,633,885
Autres recettes non fiscales	68,006,686	17,740,728
Total des recettes non fiscales	88,395,335	35,065,330
Total du ministère	**94,845,535,762**	**85,507,044,180**

SECTION 25

COMPTES PUBLICS
1989-90

Santé nationale et Bien-être social

Département
Conseil de recherches médicales

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	25.2
Sommaire du ministère	25.6
Programmes par activité	25.10
Paiements de transfert	25.16
Détail des montants portés au crédit	25.25
Recettes	25.25

Département

Programme de l'administration centrale

Objectif

Assurer la direction générale et fournir des services de gestion au ministère.

Description des activités

Direction du ministère

Cabinets du Ministre, du ministre d'État (Troisième âge) et du sous-ministre, et secrétariats du Conseil national du bien-être social et du Conseil consultatif national sur le troisième âge.

Politique, communications et information

Prestation de conseils et soutien à la direction du ministère ainsi qu'aux directions générales des programmes, en ce qui a trait à l'élaboration de politiques, aux communications, à l'information et à la planification stratégique.

Affaires intergouvernementales et internationales

Soutenir la direction du ministère et les directions générales des programmes, et coordonner les activités de liaison fédérale-provinciale et internationale du ministère.

Gestion ministérielle

Fournir des services de gestion à la direction du ministère, ainsi que des services de gestion et une orientation fonctionnelle aux directions générales des programmes, y compris des services de soutien en matière de gestion des ressources financières et humaines, de systèmes informatiques, d'évaluation, de vérification et d'administration.

Programme des services et de la promotion de la santé

Objectif

Établir, promouvoir et appuyer des mesures visant à préserver et à améliorer la santé et le bien-être des Canadiens.

Description des activités

Assurance-santé

Verser aux provinces et aux territoires la contribution du gouvernement fédéral relative aux coûts des services de santé assurés ainsi qu'à certains services complémentaires de santé aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé; surveiller la conformité des régimes provinciaux et territoriaux d'assurance-santé aux critères du programme et aux conditions de paiement énoncées dans la Loi canadienne sur la santé.

Services de santé

Assurer la direction et la coordination, ainsi qu'un soutien technique et financier aux provinces, aux territoires, aux associations professionnelles et aux organisations internationales pour l'expansion et l'entretien des services et des installations de santé. Une aide financière et des services de consultation sont également fournis à des organismes bénévoles nationaux oeuvrant dans le domaine de la santé, afin de les aider à se développer et d'améliorer la capacité de rendement et l'efficacité des services. Outre qu'elles entraînent une étroite collaboration avec les provinces et les territoires, la collecte et la diffusion d'information font partie intégrante de cette activité et y jouent un rôle important.

Recherche extra-muros

Favoriser et appuyer, par l'intermédiaire du Programme national de recherche et de développement en matière de santé, des recherches portant sur des questions de santé publique et d'autres entreprises scientifiques connexes, lesquelles complètent les programmes ministériels et constituent éventuellement autant de pas vers la réalisation des objectifs nationaux en matière de santé. Les activités comprennent des projets de recherche, des études et des projets pilotes, la formation et le perfectionnement professionnel du personnel de recherche dans des disciplines pertinentes, ainsi que l'organisation de colloques afin de mettre au point des stratégies et des approches, et de faciliter la diffusion des résultats de la recherche.

Promotion de la santé

Élaborer et mettre en vigueur, en coopération avec les gouvernements provinciaux et les administrations territoriales et des organismes non gouvernementaux, des programmes de promotion de la santé destinés à tous les résidents du Canada ainsi qu'à des groupes cibles particuliers, notamment ceux qui sont considérés comme vulnérables et ceux qui sont responsables de la planification et de la prestation de services sanitaires et sociaux.

Administration du programme

Assurer l'orientation et la planification du programme et l'élaboration de politiques. Le soutien est aussi assuré au Ministre d'État pour le troisième âge par l'entremise du Secrétariat du troisième âge.

Programme des services sociaux

Objectif

Soutenir la prestation d'aide sociale et de services sociaux aux personnes dont les besoins fondamentaux restent insatisfaits en raison de causes économiques, ou qui sont exposés à la pauvreté, à l'isolement et au manque d'autonomie en raison de leur situation sociale.

Description des activités

Régime d'assistance publique du Canada

Payer aux provinces et aux territoires 50% des coûts de l'aide sociale aux personnes nécessiteuses et des services de bien-être social aux personnes nécessiteuses ou susceptibles de le devenir, fournis dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada; et des programmes complets de réadaptation professionnelle destinés aux personnes handicapées physiquement ou mentalement aux termes de la Loi sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées.

Développement social

Accorder des contributions aux organismes de service social, aux écoles de travail social, aux particuliers et à d'autres ordres de gouvernement pour leur permettre de mener des activités de recherche et des projets pilotes; verser des subventions de base aux organismes bénévoles nationaux de service social; fournir des services de consultation, d'information et de promotion aux organismes gouvernementaux et non gouvernementaux s'occupant de questions d'ordre social particulières et des services connexes. Les principaux secteurs d'activité comprennent notamment les personnes handicapées, la violence dans la famille, la garde des enfants et les systèmes d'adoption à l'échelle nationale et internationale.

Programme des aînés

Fournir des contributions, de l'aide ainsi que des services de consultation à des groupes de personnes âgées retraitées pour leur permettre de préparer et de mener à bien des projets qui seront profitables tant pour eux-mêmes que pour leur collectivité, et fournir un appui financier aux organismes et associations pour des projets de bien-être, de santé ou d'éducation conçus pour améliorer la qualité de vie des aînés.

Administration du programme

Assurer l'orientation, la planification du programme et l'élaboration de politiques.

Programme des services médicaux

Objectif

Protéger et améliorer la santé des Canadiens, dont le soin, en vertu de la loi ou selon la coutume, relève du ministère.

Description des activités

Services de santé des Indiens et du Nord

La prestation de services de santé aux Indiens et Inuit canadiens admissibles ainsi qu'à d'autres résidents du Territoire du Yukon, assurée par le personnel et dans les installations du ministère ou par le moyen d'ententes contractuelles conclues avec des médecins de pratique privée et d'autres organismes, y compris les services de traitement actif, les programmes préventifs en matière de santé, les services de l'hygiène du milieu, les programmes visant la participation des Indiens et des Inuit à la prestation de leurs propres soins de santé et la prestation de conseils aux commissaires territoriaux sur toute question liée à la santé.

Services d'évaluation et de consultation en matière de santé

La prestation des services de quarantaine, d'immigration, d'hygiène professionnelle et de médecine aéronautique civile, ce qui comprend les inspections sanitaires liées aux modes de transport et aux voyageurs arrivant au Canada; la prestation de renseignements aux Canadiens et aux visiteurs sur les mesures propres à assurer le maintien d'une bonne santé; l'évaluation des candidats à l'immigration et d'autres Canadiens en vue de déterminer leur acceptabilité sur le plan de la santé; la prestation de conseils et d'assistance à diverses organisations lorsqu'il s'agit de questions d'ordre médical; la participation à des enquêtes portant sur les accidents d'aéronefs; la réalisation de travaux de recherche et de développement médicaux; la surveillance des facteurs liés à l'hygiène du travail et le maintien d'une bonne hygiène en ce domaine et la prestation de premiers soins et de traitement d'urgence aux fonctionnaires fédéraux.

Services d'urgence

Planification, conseils, consultation et formation pour la prestation de services de santé et de bien-être social en cas d'urgence et maintien d'une réserve de matériel sanitaire et de bien-être social d'urgence.

Administration du programme

Assurer l'orientation et la planification des programmes et l'établissement des politiques.

Programme de la protection de la santé

Objectif

Réduire les risques de maladie et de décès prématuré des Canadiens qui pourraient être imputables à des facteurs écologiques, soit naturels, soit artificiels.

Description des activités

Innocuité et qualité des aliments et nutrition
Réalisation de recherches et évaluation de données scientifiques sur les aliments existants et éventuels, les constituants alimentaires, les micro-organismes et les toxines microbiennes, les additifs, les produits chimiques agricoles et les contaminants par rapport à leur usage réel ou proposé et leur fréquence dans l'alimentation au Canada; création de normes et de lignes directrices sur la fabrication des denrées, les denrées elles-mêmes et les apports en principes nutritifs; promotion et mise en vigueur de ces normes auprès de l'industrie alimentaire canadienne et étrangère; communication de renseignements afin de sensibiliser l'industrie à l'innocuité et à la valeur nutritive des aliments, et d'inciter le grand public à les manipuler et à les consommer d'une façon qui ne présente pas de dangers.

Innocuité, qualité et efficacité des médicaments
Réalisation de recherches sur les dangers pour la santé liés à l'usage des médicaments; création de normes et de règlements sur leur innocuité, leur qualité et leur efficacité; évaluation des produits par rapport aux normes avant leur mise sur le marché; surveillance et promotion de la conformité des industries et des produits aux normes et règlements, et application des moyens coercitifs nécessaires; prestation de services d'analyse à l'intention du Solliciteur général; communication de renseignements aux professionnels de la santé afin de garantir la sécurité et l'efficacité d'emploi des produits pharmaceutiques, et aux consommateurs relativement à l'innocuité des médicaments; surveillance de l'usage des drogues dangereuses et détection des abus; limitation des fuites de drogues dangereuses du circuit licite vers le marché illicite.

Qualité et risques environnementaux
Évaluation et étude des effets des polluants de l'environnement sur la santé; évaluation et contrôle des équipements bio-médicaux, des sources de radiation et des produits dangereux; maîtrise des risques microbiens et chimiques liés à l'usage de matériels médicaux et de produits dangereux; et, de concert avec d'autres unités organisationnelles du ministère, évaluation des effets des contextes sociologique et technologique sur la santé.

Surveillance de la santé nationale
Évaluation et étude de la santé et de la morbidité chez les Canadiens, et prestation de services consultatifs dans ce domaine; prestation d'un service national de référence et prestation de réactifs de diagnostic pour l'identification des bactéries, virus et parasites pathogènes; et, de concert avec d'autres unités organisationnelles du ministère, évaluation et amélioration de la qualité des techniques de diagnostic mises en oeuvre dans les laboratoires hospitaliers.

Administration du programme
Prestation des services liés à l'orientation du programme, à sa planification, à l'élaboration de la politique et au soutien administratif et scientifique.

Programme de la sécurité du revenu

Objectif

Maintenir et améliorer la sécurité du revenu des Canadiens.

Description des activités

Allocations familiales
Fournir une aide financière aux familles ayant des enfants à charge et aux organismes de bien-être social, ministères gouvernementaux et établissements qui subviennent aux besoins d'enfants, afin de les aider à faire face aux dépenses qu'entraînent leur soin et leur éducation.

Sécurité de la vieillesse
Fournir aux Canadiens âgés de 65 ans ou plus un revenu de base auquel peut s'ajouter un autre revenu de retraite, ainsi qu'une aide sous forme de supplément du revenu aux bénéficiaires de la Sécurité de la vieillesse, à leurs conjoints âgés de 60 à 64 ans et aux personnes veuves âgées de 60 à 64 ans dont les autres revenus sont limités.

Administration du programme
Élaborer des plans et fournir des conseils en matière de politique au Ministre et aux hauts fonctionnaires; déterminer l'admissibilité aux prestations et les paiements aux bénéficiaires, tenir à jour des renseignements relatifs au Régime de pensions du Canada, aux programmes des Allocations familiales et de la Sécurité de la vieillesse et les diffuser au grand public et aux particuliers qui ont ou qui pourraient avoir droit aux prestations et fournir une orientation en matière de gestion. Toutes ces activités devront se dérouler de manière efficace et efficiente, en accord avec les droits des individus et conformément à la législation pertinente.

Programme de la condition physique et du sport amateur

Objectif

Susciter chez la population un ardent désir de participation à des activités physiques et sportives, de façon à contribuer à la bonne condition physique et au bien-être des Canadiens, et soutenir nos athlètes afin de les aider à atteindre le plus haut niveau de performance possible en sport international.

Description des activités

Sport amateur

Assurer la direction, l'orientation en matière de politique et l'aide financière nécessaires pour le développement du sport canadien aux niveaux national et international; susciter le plus haut niveau de performance possible par des Canadiens sur la scène internationale.

Condition physique

Fournir des services financiers, administratifs et techniques aux organismes nationaux et autres, et élaborer, coordonner et mettre en oeuvre des programmes, des normes ainsi que des campagnes de motivation afin de hausser le niveau de condition physique des Canadiens par une participation accrue à des activités physiques, c'est-à-dire contribuer à leur santé, à leur bien-être et à leur capacité de s'acquitter des tâches quotidiennes.

Administration du programme

Assurer la direction générale, la planification et l'élaboration des politiques; fournir des services de promotion pour le programme de la condition physique et du sport amateur.

Conseil de recherches médicales

Objectif

Améliorer la santé des Canadiens par la promotion et l'appui de l'excellence en recherche fondamentale, clinique et appliquée dans le domaine des sciences de la santé.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions pour permettre la mise en oeuvre de travaux de recherche et l'achat de l'équipement nécessaire; soutien direct d'un nombre restreint de chercheurs et de stagiaires en recherche; subventions spéciales pour encourager le progrès de la recherche dans des domaines particulièrement fertiles où l'on prévoit des résultats d'importance ou dans des domaines ou régions où la recherche est encore peu avancée; soutien de la collaboration entre les universités et le secteur privé en matière de recherche; subventions en vue de l'échange de scientifiques, l'organisation de symposiums et la participation à des activités scientifiques à l'échelle internationale.

Administration

Soutien administratif, scientifique et technique.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme de l'administration centrale				
...	63,726,500	...	...	63,726,500	1	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $1,825,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) et de $1,439,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	1,825,000	1,825,000		Virement du: crédit 20				
...	...	...	1,439,999	1,439,999		crédit 45				
...	...	...	3,695,913	3,695,913		CT, crédit 5[1]				
...	63,726,500	1	6,960,912	70,687,413		Total—Crédit 1	69,995,696	691,717	...	63,698,048
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	39,075
...	6,788,000	...	(117,000)	6,671,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,671,000	...	...	7,128,000
...	**70,562,300**	**1**	**6,844,312**	**77,406,613**		**Total du programme—Budgétaire**	**76,714,896**	**691,717**	**...**	**70,865,123**
						Programme des services et de la promotion de la santé				
...	40,657,000	...	...	40,657,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	5c	Virement de $135,000 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social) et de $1,009,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	135,000	135,000		Virement du: crédit 40				
...	...	...	1,009,999	1,009,999		crédit 45				
...	...	...	1,738,489	1,738,489		CT, crédit 5[1]				
...	40,657,000	1	2,883,488	43,540,489		Total—Crédit 5	43,453,485	87,004	...	39,775,347
...	44,733,000	...	...	44,733,000	10	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10c	Virement de $2,000,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) et de $4,586,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	2,000,000	2,000,000		Virement du: crédit 20				
...	...	...	4,586,999	4,586,999		crédit 45				
...	44,733,000	1	6,586,999	51,320,000		Total—Crédit 10	51,285,933	34,067	...	43,978,890
...	6,871,000,000	(213,000,000)	5,122,000	6,663,122,000	(S)	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	6,663,122,000	...	...	6,678,129,000
...	1,993,000	...	(34,000)	1,959,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,959,000	...	...	2,025,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4,000
...	**6,958,383,000**	**(212,999,998)**	**14,558,487**	**6,759,941,489**		**Total du programme—Budgétaire**	**6,759,820,418**	**121,071**	**...**	**6,763,912,237**

						Programme des services sociaux				
...	18,358,000	...	...	18,358,000	15	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	1	...	1	15c	**Virement de $149,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social)**				
...	...	...	149,999	149,999		**Virement du: crédit 45**				
...	...	...	1,137,912	1,137,912		**CT, crédit 5[1]**				
...	18,358,000	1	1,287,911	19,645,912		Total—Crédit 15	19,287,779	358,133	...	20,512,353
...	183,596,000	...	...	183,596,000	20	**Subventions et contributions**				
...	...	...	(1,825,000)	(1,825,000)		**Virement au: crédit 1**				
...	...	...	(2,000,000)	(2,000,000)		**crédit 10**				
...	...	...	(2,114,999)	(2,114,999)		**crédit 55**				
...	...	...	(85,000)	(85,000)		**crédit 60**				
...	183,596,000	...	(6,024,999)	177,571,001		Total—Crédit 20	176,080,822	1,490,179	...	129,893,147
...	4,779,200,000	163,100,000	(57,029,114)	4,885,270,886	(S)	**Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (Régime d'assistance publique du Canada et Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé)**	4,885,270,886	...	...	4,583,549,833
...	1,735,000	...	(30,000)	1,705,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	1,705,000	...	...	1,545,000
...	**4,982,889,000**	**163,100,001**	**(61,796,202)**	**5,084,192,799**		**Total du programme—Budgétaire**	**5,082,344,487**	**1,848,312**	...	**4,735,500,333**
						Programme des services médicaux				
...	496,943,000	...	...	496,943,000	25	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	2,344,000	...	2,344,000	25c	**Virement de $4,300,000 du crédit 30 (Santé nationale et Bien-être social), de $104,000 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social) et de $6,462,000 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social)**				
...	...	...	4,300,000	4,300,000		**Virement du: crédit 30**				
...	...	...	104,000	104,000		**crédit 40**				
...	...	...	6,462,000	6,462,000		**crédit 45**				
...	...	...	9,416,528	9,416,528		**CT, crédit 5[1]**				
...	496,943,000	2,344,000	20,282,528	519,569,528		Total—Crédit 25	517,470,189	2,099,339	...	456,164,182
...	23,233,000	...	...	23,233,000	30	**Dépenses en capital**				
...	...	...	(4,300,000)	(4,300,000)		**Virement au crédit 25**				
...	23,233,000	...	(4,300,000)	18,933,000		Total—Crédit 30	18,677,820	255,180	...	24,863,085
...	14,184,000	...	(244,000)	13,940,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	13,940,000	...	...	14,231,000
...	...	...	84	84	(S)	**Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents**	84	...	...	268
...	**534,360,000**	**2,344,000**	**15,738,612**	**552,442,612**		**Total du programme—Budgétaire**	**550,088,093**	**2,354,519**	...	**495,258,535**
						Programme de la protection de la santé				
...	146,889,000	...	...	146,889,000	35	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	1	...	1	35c	**Virement de $3,314,999 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social)**				
...	...	...	3,314,999	3,314,999		**Virement du: crédit 40**				
...	...	...	7,818,261	7,818,261		**CT, crédit 5[1]**				
...	146,889,000	1	11,133,260	158,022,261		Total—Crédit 35	157,914,536	107,725	...	134,365,100

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	27,897,000	...	...	27,897,000	40	Dépenses en capital				
...	...	...	(135,000)	(135,000)		Virement au: crédit 5				
...	...	...	(104,000)	(104,000)		crédit 25				
...	...	...	(3,314,999)	(3,314,999)		crédit 35				
...	27,897,000	...	(3,553,999)	24,343,001		Total—Crédit 40	24,070,227	272,774	...	22,891,840
...	20,070,000	...	...	20,070,000	45	Subventions et contributions				
...	...	...	(1,439,999)	(1,439,999)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(1,009,999)	(1,009,999)		crédit 5				
...	...	...	(4,586,999)	(4,586,999)		crédit 10				
...	...	...	(149,999)	(149,999)		crédit 15				
...	...	...	(6,462,000)	(6,462,000)		crédit 25				
...	...	...	(347,999)	(347,999)		crédit 50				
...	...	...	(389,999)	(389,999)		crédit 60				
...	20,070,000	...	(14,386,994)	5,683,006		Total—Crédit 45	5,476,269	206,737	...	2,165,960[2]
...	13,081,000	...	(225,000)	12,856,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,856,000	...	...	12,058,000
...	...	...	113,670	113,670	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	113,670	...	...	70,609
...	**207,937,000**	**1**	**(6,919,063)**	**201,017,938**		**Total du programme—Budgétaire**	**200,430,702**	**587,236**	...	**171,551,509**
						Programme de la sécurité du revenu				
...	68,290,000	...	...	68,290,000	50	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	50c	Virement de $347,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	347,999	347,999		Virement du: crédit 45				
...	...	...	7,103,821	7,103,821		CT, crédit 5[1]				
...	68,290,000	1	7,451,820	75,741,821		Total—Crédit 50	75,133,356	608,465	...	63,866,221
...	2,612,000,000	41,000,000	506,049	2,653,506,049	(S)	Versements d'allocations familiales (Loi sur les allocations familiales)	2,653,506,049	...	...	2,605,700,053
...	11,885,000,000	(35,000,000)	(31,742,872)	11,818,257,128	(S)	Versements de sécurité de la vieillesse (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	11,818,257,128[3]	...	...	10,963,364,980
...	3,961,000,000	(59,000,000)	(28,688,858)	3,873,311,142	(S)	Versements du supplément de revenu garanti (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	3,873,311,142[3]	...	...	3,765,839,115
...	549,000,000	(72,000,000)	(14,837,828)	462,162,172	(S)	Versements d'allocations au conjoint (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	462,162,172[3]	...	...	473,219,975
...	12,333,000	...	(212,000)	12,121,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,121,000	...	...	12,588,000
...	**19,087,623,000**	**(124,999,999)**	**(67,523,689)**	**18,895,099,312**		**Total du programme—Budgétaire**	**18,894,490,847**	**608,465**	...	**17,884,578,344**

						Programme de la condition physique et du sport amateur				
...	9,848,000	...	...	**9,848,000**	55	Dépenses de fonctionnement				
					55c	Virement de $2,114,999 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	1	...	**1**						
...	...	...	2,114,999	**2,114,999**		Virement du: crédit 20				
...	...	...	333,284	**333,284**		CT, crédit 5[1]				
...	9,848,000	1	2,448,283	**12,296,284**		Total—Crédit 55	11,736,380	559,904	...	9,490,490
...	62,959,000	...	...	**62,959,000**	60	Contributions				
					60c	Virement de $85,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) et de $389,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	1	...	**1**						
...	...	...	85,000	**85,000**		Virement du: crédit 20				
...	...	...	389,999	**389,999**		crédit 45				
...	62,959,000	1	474,999	**63,434,000**		Total—Crédit 60	63,393,778	40,222	...	64,604,904
...	665,000	...	(11,000)	**654,000**	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	654,000	...	...	695,000
...	**73,472,000**	**2**	**2,912,282**	**76,384,284**		**Total du programme—Budgétaire**	**75,784,158**	**600,126**	**...**	**74,790,394**
						Programme des XV[es] Jeux Olympiques d'hiver				
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3,006,192
...	**...**	**...**	**...**	**...**		**Total du programme—Budgétaire**	**...**	**...**	**...**	**3,006,192**
...	**31,915,226,300**	**(172,555,992)**	**(96,185,261)**	**31,646,485,047**		**Total du département—Budgétaire**	**31,639,673,601**	**6,811,446**	**...**	**30,199,462,667**
						Conseil de recherches médicales				
...	4,469,000	...	...	**4,469,000**	65	Dépenses de fonctionnement				
					65b	Virement de $199,999 du crédit 70 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	1	...	**1**						
...	...	57,000	...	**57,000**	65c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	199,999	**199,999**		Virement du crédit 70				
...	4,469,000	57,001	199,999	**4,726,000**		Total—Crédit 65	4,714,919	11,081	...	4,432,136
...	197,146,000	...	...	**197,146,000**	70	Subventions				
...	...	400,000	...	**400,000**	70c	Subventions				
...	...	...	(199,999)	**(199,999)**		Virement au crédit 65				
...	197,146,000	400,000	(199,999)	**197,346,001**		Total—Crédit 70	197,338,622	7,379	...	183,859,951
...	370,000	...	...	**370,000**	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	370,000	...	...	368,000
...	**201,985,000**	**457,001**	**...**	**202,442,001**		**Total du programme—Budgétaire**	**202,423,541**	**18,460**	**...**	**188,660,087**
[illegible]	[illegible]	[illegible]	**(96,185,261)**	**31,848,927,048**		**Total du ministère—Budgétaire**	**31,842,097,142**	**6,829,906**	**...**	**30,388,122,734**

Note: Les libéllés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Les dépenses de l'exercice précédent étaient incluses dans le crédit 35.

(3) La répartition des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme de l'administration centrale				
								Fonctionnement				
...	4,713,800	...	221,755	644,516	123,670	...	5,703,741	Direction du ministère	5,699,601	4,140	...	6,887,051
...	13,259,000	...	665,264	(878,528)	(130,906)	(4,000)	12,910,830	Politique, communications et information	12,286,827	624,003	...	11,246,387
...	1,480,000	...	110,877	261,000	387	...	1,852,264	Affaires intergouvernementales et internationales	1,848,991	3,273	...	1,444,583
...	50,004,500	...	2,698,017	(156,988)	(109,751)	(2,236,000)	50,199,778	Gestion ministérielle	50,180,060	19,718	...	46,147,255
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	(13,000)	...	...	13,000	...	...[1]	...	Direction du ministère	...	...	...	...
...	(185,000)	...	...	181,000	...	4,000[1]	...	Politique, communications et information	...	...	...	...
	(1,260,000)	...	...	(976,000)	...	2,236,000[1]	...	Gestion ministérielle	...	...	...	...
...	67,999,300	...	3,695,913	(912,000)	(116,600)	...	70,666,613	Total—Fonctionnement	70,015,479	651,134	...	65,725,276
								Capital				
...	14,000	...	...	127,000	...	...	141,000	Direction du ministère	140,518	482	...	244,651
...	3,000	...	...	218,000	...	...	221,000	Politique, communications et information	220,038	962	...	338,803
...	6,000	...	...	55,000	...	...	61,000	Affaires intergouvernementales et internationales	60,542	458	...	10,312
...	390,000	...	...	3,312,000	...	...	3,702,000	Gestion ministérielle	3,701,275	725	...	2,249,081
...	413,000	...	...	3,712,000	...	...	4,125,000	Total—Capital	4,122,373	2,627	...	2,842,847
								Paiements de transfert				
...	1,075,000	...	...	...	...	...	1,075,000	Politique, communications et information	1,053,796	21,204	...	1,070,000
...	1,075,000	1	...	464,999	...	...	1,540,000	Affaires intergouvernementales et internationales	1,523,248	16,752	...	1,227,000
...	2,150,000	1	...	464,999	...	...	2,615,000	Total—Paiements de transfert	2,577,044	37,956	...	2,297,000
								Sommaire du programme				
...	4,714,800	...	221,755	784,516	123,670	...	5,844,741	Direction du ministère	5,840,119	4,622	...	7,131,702
...	14,152,000	...	665,264	(479,528)	(130,906)	...	14,206,830	Politique, communications et information	13,560,661	646,169	...	12,655,190
...	2,561,000	1	110,877	780,999	387	...	3,453,264	Affaires intergouvernementales et internationales	3,432,781	20,483	...	2,681,895
...	49,134,500	...	2,698,017	2,179,012	(109,751)	...	53,901,778	Gestion ministérielle	53,881,335	20,443	...	48,396,336
...	**70,562,300**	**1**	**3,695,913**	**3,264,999**	**(116,600)**	**...**	**77,406,613**	**Total du programme—Budgétaire**	**76,714,896**	**691,717**	**...**	**70,865,123**

								Programme des services et de la promotion de la santé				
								Fonctionnement				
...	1,261,000	...	341,142	(95,000)	10,285	...	1,517,427	Assurance-santé	1,516,782	645	...	1,606,568
...	6,864,000	...	88,444	306,000	(51,890)	...	7,206,554	Services de santé	7,205,905	649	...	7,295,306
...	1,805,000	1	88,444	209,999	(9,198)	...	2,094,246	Recherche extra-muros	2,082,249	11,997	...	1,716,669
...	26,056,000	...	1,043,570	3,268,000	50,674	...	30,418,244	Promotion de la santé	30,416,380	1,864	...	27,142,470
...	6,648,000	...	176,889	(3,594,000)	(33,871)	...	3,197,018	Administration du programme	3,127,197	69,821	...	2,876,353
...	42,634,000	1	1,738,489	94,999	(34,000)	...	44,433,489	Total—Fonctionnement	44,348,513	84,976	...	40,637,366
								Capital				
...	...	...	...	80,000	...	...	80,000	Assurance-santé	79,319	681	...	61,659
...	...	...	...	139,000	...	...	139,000	Services de santé	138,766	234	...	161,073
...	...	...	...	78,000	...	...	78,000	Recherche extra-muros	77,315	685	...	111,205
...	...	...	...	499,000	...	...	499,000	Promotion de la santé	498,843	157	...	545,721
...	16,000	...	...	254,000	...	...	270,000	Administration du programme	269,729	271	...	287,323
...	16,000	...	...	1,050,000	...	...	1,066,000	Total—Capital	1,063,972	2,028	...	1,166,981
								Paiements de transfert				
...	6,871,000,000	(213,000,000)	...	...	5,122,000	...	6,663,122,000	Assurance-santé	6,663,122,000	...	...	6,678,129,000
...	3,274,000	...	...	(180,000)	...	...	3,094,000	Services de santé	3,088,286	5,714	...	3,244,960
...	29,019,000	1	...	1,506,999	...	...	30,526,000	Recherche extra-muros	30,522,912	3,088	...	27,341,368
...	12,440,000	...	...	5,260,000	...	...	17,700,000	Promotion de la santé	17,674,735	25,265	...	13,392,562
...	6,915,733,000	(212,999,999)	...	6,586,999	5,122,000	...	6,714,442,000	Total—Paiements de transfert	6,714,407,933	34,067	...	6,722,107,890
								Sommaire du programme				
...	6,872,261,000	(213,000,000)	341,142	(15,000)	5,132,285	...	6,664,719,427	Assurance-santé	6,664,718,101	1,326	...	6,679,797,227
...	10,138,000	...	88,444	265,000	(51,890)	...	10,439,554	Services de santé	10,432,957	6,597	...	10,701,339
...	30,824,000	2	88,444	1,794,998	(9,198)	...	32,698,246	Recherche extra-muros	32,682,476	15,770	...	29,169,242
...	38,496,000	...	1,043,570	9,027,000	50,674	...	48,617,244	Promotion de la santé	48,589,958	27,286	...	41,080,753
...	6,664,000	...	176,889	(3,340,000)	(33,871)	...	3,467,018	Administration du programme	3,396,926	70,092	...	3,163,676
...	**6,958,383,000**	**(212,999,998)**	**1,738,489**	**7,731,998**	**5,088,000**	**...**	**6,759,941,489**	**Total du programme—Budgétaire**	**6,759,820,418**	**121,071**	**...**	**6,763,912,237**
								Programme des services sociaux				
								Fonctionnement				
...	5,738,000	...	405,097	194,000	(80,734)	...	6,256,363	Régime d'assistance publique du Canada	6,109,715	146,648	...	6,006,695
...	6,383,000	1	287,892	(50,001)	13,693	...	6,634,585	Développement social	6,534,510	100,075	...	7,508,352
...	6,632,000	...	380,062	(1,201,000)	(9,886)	...	5,801,176	Programmes des aînés	5,693,951	107,225	...	5,082,080
...	1,316,000	...	64,861	386,000	46,927	...	1,813,788	Administration du programme	1,811,104	2,684	...	2,075,113
...	20,069,000	1	1,137,912	(671,001)	(30,000)	...	20,505,912	Total—Fonctionnement	20,149,280	356,632	...	20,672,240
								Capital				
...	...	...	...	296,000	...	...	296,000	Régime d'assistance publique du Canada	295,699	301	...	488,670
...	...	...	...	150,000	...	...	150,000	Développement social	149,411	589	...	583,505
...	...	...	...	209,000	...	...	209,000	Programmes des aînés	208,689	311	...	179,490
...	24,000	...	...	166,000	...	...	190,000	Administration du programme	189,699	301	...	133,448
...	24,000	...	...	821,000	...	...	845,000	Total—Capital	843,498	1,502	...	1,385,113

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
...	4,902,878,000	163,100,000	...	(7,624,999)	(57,029,114)	...	5,001,323,887	Régime d'assistance publique du Canada	5,001,106,498	217,389	...	4,685,361,899
...	24,918,000	...	...	3,600,000	...	...	28,518,000	Développement social	28,146,539	371,461	...	13,455,824
...	35,000,000	...	...	(2,000,000)	...	...	33,000,000	Programmes des aînés	32,098,672	901,328	...	14,625,257
...	4,962,796,000	163,100,000	...	(6,024,999)	(57,029,114)	...	5,062,841,887	Total—Paiements de transfert	5,061,351,709	1,490,178	...	4,713,442,980
								Sommaire du programme				
...	4,908,616,000	163,100,000	405,097	(7,134,999)	(57,109,848)	...	5,007,876,250	Régime d'assistance publique du Canada	5,007,511,912	364,338	...	4,691,857,264
...	31,301,000	1	287,892	3,699,999	13,693	...	35,302,585	Développement social	34,830,460	472,125	...	21,547,681
...	41,632,000	...	380,062	(2,992,000)	(9,886)	...	39,010,176	Programmes des aînés	38,001,312	1,008,864	...	19,886,827
...	1,340,000	...	64,861	552,000	46,927	...	2,003,788	Administration du programme	2,000,803	2,985	...	2,208,561
...	**4,982,889,000**	**163,100,001**	**1,137,912**	**(5,875,000)**	**(57,059,114)**	**...**	**5,084,192,799**	**Total du programme—Budgétaire**	**5,082,344,487**	**1,848,312**	**...**	**4,735,500,333**
								Programme des services médicaux				
								Fonctionnement				
...	361,669,000	...	7,062,397	(12,452,000)	(239,143)	...	356,040,254	Services de santé des Indiens et du Nord	355,863,359	176,895	...	308,343,405
...	28,013,000	...	1,789,140	5,291,000	2,706	...	35,095,846	Services d'évaluation et de consultation en matière de santé	35,091,508	4,338	...	31,278,106
...	2,587,000	...	94,165	(76,000)	(19,704)	...	2,585,461	Services d'urgence	2,467,196	118,265	...	2,153,405
...	6,896,000	...	470,826	6,277,000	12,225	...	13,656,051	Administration du programme	13,338,414	317,637	...	22,359,216
...	399,165,000	...	9,416,528	(960,000)	(243,916)	...	407,377,612	Total—Fonctionnement	406,760,477	617,135	...	364,134,132
								Capital				
...	21,448,000	...	...	(5,105,000)	...	...	16,343,000	Services de santé des Indiens et du Nord	16,154,503	188,497	...	21,486,434
...	606,000	...	...	715,000	...	...	1,321,000	Services d'évaluation et de consultation en matière de santé	1,318,704	2,296	...	1,795,254
...	11,000	...	...	90,000	...	...	101,000	Services d'urgence	99,270	1,730	...	8,239
...	1,168,000	...	...	...	...	...	1,168,000	Administration du programme	1,105,343	62,657	...	1,568,125
...	23,233,000	...	...	(4,300,000)	...	...	18,933,000	Total—Capital	18,677,820	255,180	...	24,858,052
								Paiements de transfert				
...	111,962,000	2,344,000	...	11,826,000	...	...	126,132,000	Services de santé des Indiens et du Nord	124,649,796	1,482,204	...	106,266,351

							Sommaire du programme				
...	495,079,000	2,344,000	7,062,397	(5,731,000)	(239,143)	...	498,515,254	Services de santé des Indiens et du Nord	496,667,658	1,847,596	...	436,096,190
...	28,619,000	...	1,789,140	6,006,000	2,706	...	36,416,846	Services d'évaluation et de consultation en matière de santé	36,410,212	6,634	...	33,073,360
...	2,598,000	...	94,165	14,000	(19,704)	...	2,686,461	Services d'urgence	2,566,466	119,995	...	2,161,644
...	8,064,000	...	470,826	6,277,000	12,225	...	14,824,051	Administration du programme	14,443,757	380,294	...	23,927,341
...	**534,360,000**	**2,344,000**	**9,416,528**	**6,566,000**	**(243,916)**	...	**552,442,612**	**Total du programme—Budgétaire**	**550,088,093**	**2,354,519**	...	**495,258,535**
							Programme de la protection de la santé				
							Fonctionnement				
...	32,130,000	...	2,679,996	3,274,000	(27,245)	...	38,056,751	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	38,051,821	4,930	...	32,693,747
...	62,855,000	...	2,450,339	(2,585,000)	(159,860)	...	62,560,479	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	62,503,610	56,869	...	50,571,871
...	24,988,000	1	1,527,239	794,999	60,325	...	27,370,564	Qualité et risques environnementaux	27,345,615	24,949	...	22,648,827
...	20,879,000	...	709,309	(1,009,000)	(64,793)	...	20,514,516	Surveillance de la santé nationale	20,504,893	9,623	...	19,356,244
...	19,118,000	...	451,378	2,840,000	80,243	...	22,489,621	Administration du programme	22,478,267	11,354	...	21,218,401
...	159,970,000	1	7,818,261	3,314,999	(111,330)	...	170,991,931	Total—Fonctionnement	170,884,206	107,725	...	146,489,090
							Capital				
...	981,000	...	...	...	...	...	981,000	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	972,882	8,118	...	2,239,317
...	2,312,000	...	...	(245,000)	...	...	2,067,000	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	1,910,431	156,569	...	5,244,244
...	2,153,000	...	...	...	...	...	2,153,000	Qualité et risques environnementaux	2,060,197	92,803	...	1,890,208
...	1,442,000	...	...	(500,000)	...	...	942,000	Surveillance de la santé nationale	931,337	10,663	...	1,116,543
...	21,009,000	...	...	(2,808,999)	...	...	18,200,001	Administration du programme	18,195,380	4,621	...	12,406,147
...	27,897,000	...	...	(3,553,999)	...	...	24,343,001	Total—Capital	24,070,227	272,774	...	22,896,459
							Paiements de transfert				
...	15,000	...	...	5,000	...	...	20,000	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	20,000	...	...	15,000
...	...	...	...	22,500	...	...	22,500	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	22,500	...	...	25,000
...	55,000	...	...	25,000	...	...	80,000	Qualité et risques environnementaux	80,000	...	...	82,000
...	20,000,000	...	...	(14,439,494)	...	...	5,560,506	Surveillance de la santé nationale	5,353,769	206,737	...	2,041,960
...	...	...	...	...	...	...	...	Administration du programme	...	...	...	2,000
...	20,070,000	...	...	(14,386,994)	...	...	5,683,006	Total—Paiements de transfert	5,476,269	206,737	...	2,165,960
							Sommaire du programme				
...	33,126,000	...	2,679,996	3,279,000	(27,245)	...	39,057,751	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	39,044,703	13,048	...	34,948,064
...	65,167,000	...	2,450,339	(2,807,500)	(159,860)	...	64,649,979	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	64,436,541	213,438	...	55,841,115
...	27,196,000	1	1,527,239	819,999	60,325	...	29,603,564	Qualité et risques environnementaux	29,485,812	117,752	...	24,621,035

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	42,321,000	...	709,309	(15,948,494)	(64,793)	...	27,017,022	Surveillance de la santé nationale	26,789,999	227,023	...	22,514,747
...	40,127,000	...	451,378	31,001	80,243	...	40,689,622	Administration du programme	40,673,647	15,975	...	33,626,548
...	**207,937,000**	**1**	**7,818,261**	**(14,625,994)**	**(111,330)**	**...**	**201,017,938**	**Total du programme—Budgétaire**	**200,430,702**	**587,236**	**...**	**171,551,509**
								Programme de la sécurité du revenu				
								Fonctionnement				
...	121,677,000	1	7,103,821	9,862,378	(212,000)	(54,910,379)	83,520,821	Administration du programme	82,912,972	607,849	...	71,349,200
...	(41,464,000)	...	...	(13,446,379)	...	54,910,379 (2)	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	80,213,000	1	7,103,821	(3,584,001)	(212,000)	...	83,520,821	Total—Fonctionnement	82,912,972	607,849	...	71,349,200
								Capital				
...	410,000	...	...	3,932,000	...	...	4,342,000	Administration du programme	4,341,384	616	...	5,105,021
								Paiements de transfert				
...	2,612,000,000	41,000,000	...	...	506,049	...	2,653,506,049	Allocations familiales	2,653,506,049	...	...	2,605,700,053
...	16,395,000,000	(166,000,000)	...	...	(75,269,558)	...	16,153,730,442	Sécurité de la vieillesse	16,153,730,442	...	...	15,202,424,070
...	19,007,000,000	(125,000,000)	...	...	(74,763,509)	...	18,807,236,491	Total—Paiements de transfert	18,807,236,491	...	...	17,808,124,123
								Sommaire du programme				
...	2,612,000,000	41,000,000	...	...	506,049	...	2,653,506,049	Allocations familiales	2,653,506,049	...	...	2,605,700,053
...	16,395,000,000	(166,000,000)	...	...	(75,269,558)	...	16,153,730,442	Sécurité de la vieillesse	16,153,730,442	...	...	15,202,424,070
...	80,623,000	1	7,103,821	347,999	(212,000)	...	87,862,821	Administration du programme	87,254,356	608,465	...	76,454,221
...	**19,087,623,000**	**(124,999,999)**	**7,103,821**	**347,999**	**(74,975,509)**	**...**	**18,895,099,312**	**Total du programme—Budgétaire**	**18,894,490,847**	**608,465**	**...**	**17,884,578,344**
								Programme de la condition physique et du sport amateur				
								Fonctionnement				
...	4,881,000	1	147,312	435,999	(20,072)	...	5,444,240	Sport amateur	5,170,293	273,947	...	3,276,902
...	2,657,000	...	96,986	168,000	(16,181)	...	2,905,805	Condition physique	2,641,329	264,476	...	2,703,998
...	2,951,000	...	88,986	1,324,000	25,253	...	4,389,239	Administration du programme	4,369,302	19,937	...	3,968,994
...	10,489,000	1	333,284	1,927,999	(11,000)	...	12,739,284	Total—Fonctionnement	12,180,924	558,360	...	9,949,894
								Capital				
...	...	...	...	50,000	...	...	50,000	Sport amateur	49,465	535	...	44,445
...	...	...	...	38,000	...	...	38,000	Condition physique	37,256	744	...	39,998
...	24,000	...	...	99,000	...	...	123,000	Administration du programme	122,735	265	...	151,153
...	24,000	...	...	187,000	...	...	211,000	Total—Capital	209,456	1,544	...	235,596

								Paiements de transfert				
...	55,670,000	1	...	(200,001)	...	...	55,470,000	Sport amateur	55,430,103	39,897	...	57,039,377
...	7,289,000	...	...	675,000	...	...	7,964,000	Condition physique	7,963,675	325	...	7,565,527
...	62,959,000	1	...	474,999	...	...	63,434,000	Total—Paiements de transfert	63,393,778	40,222	...	64,604,904
								Sommaire du programme				
...	60,551,000	2	147,312	285,998	(20,072)	...	60,964,240	Sport amateur	60,649,861	314,379	...	60,360,724
...	9,946,000	...	96,986	881,000	(16,181)	...	10,907,805	Condition physique	10,642,260	265,545	...	10,309,523
...	2,975,000	...	88,986	1,423,000	25,253	...	4,512,239	Administration du programme	4,492,037	20,202	...	4,120,147
...	**73,472,000**	**2**	**333,284**	**2,589,998**	**(11,000)**	**...**	**76,384,284**	**Total du programme—Budgétaire**	**75,784,158**	**600,126**	**...**	**74,790,394**
								Programme des XV[es] Jeux Olympiques d'hiver				
...	...	...	...	...	...	...	...	Fonctionnement	...	...	...	1,129,285
...	...	...	...	...	...	...	...	Capital	...	...	...	100,000
...	...	...	...	...	...	...	...	Paiements de transfert	...	...	...	1,776,907
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**Total du programme—Budgétaire**	**...**	**...**	**...**	**3,006,192**
...	**31,915,226,300**	**(172,555,992)**	**31,244,208**	**...**	**(127,429,469)**	**...**	**31,646,485,047**	**Total du département—Budgétaire**	**31,639,673,601**	**6,811,446**	**...**	**30,199,462,667**
								Conseil de recherches médicales				
								Fonctionnement				
...	4,736,000	57,001	...	199,999	...	...	4,993,000	Administration	4,992,096	904	...	4,711,446
								Capital				
...	103,000	...	...	...	...	...	103,000	Administration	92,823	10,177	...	88,690
								Paiements de transfert				
...	197,146,000	400,000	...	(199,999)	...	...	197,346,001	Subventions et bourses	197,338,622	7,379	...	183,859,951
								Sommaire du programme				
...	197,146,000	400,000	...	(199,999)	...	...	197,346,001	Subventions et bourses	197,338,622	7,379	...	183,859,951
...	4,839,000	57,001	...	199,999	...	...	5,096,000	Administration	5,084,919	11,081	...	4,800,136
...	**201,985,000**	**457,001**	**...**	**...**	**...**	**...**	**202,442,001**	**Total du programme—Budgétaire**	**202,423,541**	**18,460**	**...**	**188,660,087**
...	**32,117,211,300**	**(172,098,991)**	**31,244,208**	**...**	**(127,429,469)**	**...**	**31,848,927,048**	**Total du ministère—Budgétaire**	**31,842,097,142**	**6,829,906**	**...**	**30,388,122,754**

(1) Le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $782,000 au cours de l'exercice (CT S-9/0-108 en date du 29 juin 1990).
(2) Le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $13,446,379 au cours de l'exercice (CT S-9/0-108 en date du 29 juin 1990).

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme de l'administration centrale				
							Subventions				
							Politique, communications et information				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Subventions à des organismes bénévoles de services sociaux et de santé en vertu du prix Thérèse Casgrain	5,000	...	...	...
							Affaires intergouvernementales et internationales				
...	175,000	...	...	...	...	175,000	Droits d'affiliation à des organismes internationaux	173,000	2,000	...	127,000
...	900,000	...	...	...	...	900,000	Subvention au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	900,000	...	...	700,000
...	...	1	...	464,999	...	465,000	Subvention au Centre international de recherche sur le cancer	450,248	14,752	...	400,000
...	1,075,000	1	...	464,999	...	1,540,000		1,523,248	16,752	...	1,227,000
...	**1,080,000**	**1**	**...**	**464,999**	**...**	**1,545,000**	**Total—Subventions**	**1,528,248**	**16,752**	**...**	**1,227,000**
							Contributions				
							Politique, communications et information				
...	1,070,000	...	...	...	...	1,070,000	Contributions aux provinces, aux territoires et aux associations et organismes reconnus à l'échelle nationale pour l'élaboration de systèmes d'information en matière de bien-être social ou de santé	1,048,796	21,204	...	1,070,000
...	**1,070,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,070,000**	**Total—Contributions**	**1,048,796**	**21,204**	**...**	**1,070,000**
							Sommaire du programme par activité				
...	1,075,000	...	...	...	...	1,075,000	Politique, communications et information	1,053,796	21,204	...	1,070,000
...	1,075,000	1	...	464,999	...	1,540,000	Affaires intergouvernementales et internationales	1,523,248	16,752	...	1,227,000
...	**2,150,000**	**1**	**...**	**464,999**	**...**	**2,615,000**	**Total du programme**	**2,577,044**	**37,956**	**...**	**2,297,000**

							Programme des services et de la promotion de la santé				
							Subventions				
							Services de santé				
...	2,899,000	...	...	...	...	2,899,000	Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux	2,899,000	...	...	2,899,000
							Recherche extra-muros				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,000,000
							Promotion de la santé				
...	4,500,000	...	...	(2,243,000)	...	2,257,000	Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	2,232,097	24,903	...	2,145,580
...	68,000	...	...	...	...	68,000	Subvention à l'Organisation mondiale de la santé afin d'appuyer les projets régionaux et inter-régionaux de promotion de la santé au Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé en Europe	67,996	4	...	197,000
...	...	...	...	2,000,000	...	2,000,000	Subvention au Centre canadien de lutte contre les toxicomanies pour continuer leurs projets de prévention, d'éducation publique, de traitement et de réhabilitation dans le domaine de l'abus de l'alcool et des drogues	2,000,000	...	...	...
...	...	...	...	1,520,000	...	1,520,000	Subventions à des personnes et à des organismes à l'appui des projets en matière de SIDA	1,520,000	...	...	...
...	4,568,000	...	...	1,277,000	...	5,845,000		5,820,093	24,907	...	2,342,580
...	**7,467,000**	**...**	**...**	**1,277,000**	**...**	**8,744,000**	**Total—Subventions**	**8,719,093**	**24,907**	**...**	**6,241,580**
							Contributions				
							Assurance-santé				
							(S) Versements aux provinces et aux territoires aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé:				
...	5,524,000,000	(213,000,000)	...	...	6,324,000	5,317,324,000	Programme des services de santé assurés	5,317,324,000	...	...	5,407,500,000
...	1,347,000,000	...	...	...	(1,202,000)	1,345,798,000	Programme des services complémentaires de santé	1,345,798,000	...	...	1,270,629,000
...	6,871,000,000	(213,000,000)	...	...	5,122,000	6,663,122,000		6,663,122,000	...	...	6,678,129,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Services de santé				
...	375,000	...	...	(180,000)	...	195,000	Contributions à des organisations, groupes et particuliers afin d'aider à régler les problèmes auxquels font face les victimes d'actes violents	189,286	5,714	...	345,960
							Recherche extra-muros				
...	29,019,000	...	...	(80,000)	...	28,939,000	Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique	28,935,912	3,088	...	26,341,368
...	...	1	...	1,586,999	...	1,587,000	Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui de la recherche en matière de SIDA	1,587,000	...	...	...
...	29,019,000	1	...	1,506,999	...	30,526,000		30,522,912	3,088	...	26,341,368
							Promotion de la santé				
...	7,072,000	...	...	2,503,000	...	9,575,000	Contributions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	9,574,642	358	...	10,249,982
...	800,000	...	...	...	...	800,000	Contributions à des organismes pour la recherche, l'élaboration et la réalisation de programmes améliorés d'éducation, de traitement et de prévention dans le domaine de l'abus de l'alcool et des autres drogues	800,000	...	...	800,000
...	...	...	...	1,480,000	...	1,480,000	Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui de la recherche en matière de SIDA	1,480,000	...	...	...
...	7,872,000	...	...	3,983,000	...	11,855,000		11,854,642	358	...	11,049,982
...	**6,908,266,000**	**(212,999,999)**	**...**	**5,309,999**	**5,122,000**	**6,705,698,000**	**Total—Contributions**	**6,705,688,840**	**9,160**	**...**	**6,715,866,310**
							Sommaire du programme par activité				
...	6,871,000,000	(213,000,000)	...	...	5,122,000	6,663,122,000	Assurance-santé	6,663,122,000	...	...	6,678,129,000
...	3,274,000	...	...	(180,000)	...	3,094,000	Services de santé	3,088,286	5,714	...	3,244,960
...	29,019,000	1	...	1,506,999	...	30,526,000	Recherche extra-muros	30,522,912	3,088	...	27,341,368
...	12,440,000	...	...	5,260,000	...	17,700,000	Promotion de la santé	17,674,735	25,265	...	13,392,562
...	**6,915,733,000**	**(212,999,999)**	**...**	**6,586,999**	**5,122,000**	**6,714,442,000**	**Total du programme**	**6,714,407,933**	**34,067**	**...**	**6,722,107,890**

							Programme des services sociaux				
							Subventions				
							Développement social				
...	3,327,000	...	...	...	...	3,327,000	Subventions aux organismes nationaux bénévoles de services sociaux en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux	3,327,000	...	...	3,327,000
...	**3,327,000**	...	...	...	...	**3,327,000**	**Total—Subventions**	**3,327,000**	...	...	**3,327,000**
							Contributions				
							Régime d'assistance publique du Canada				
...	4,779,200,000	163,100,000	...	...	(57,029,114)	4,885,270,886	(S) Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada et de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	4,885,270,886	...	...	4,583,549,833
...	123,678,000	...	...	(7,624,999)	...	116,053,001	Réadaptation professionnelle des personnes handicapées—Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la Loi sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées et des accords conclus en vertu de cette Loi	115,835,612	217,389	...	96,656,994
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,155,072
...	4,902,878,000	163,100,000	...	(7,624,999)	(57,029,114)	5,001,323,887		5,001,106,498	217,389	...	4,685,361,899
							Développement social				
...	6,591,000	...	...	4,900,000	...	11,491,000	Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social, et à des particuliers, en vue d'appuyer des activités d'intérêt national visant à l'amélioration des services de bien-être social	11,181,848	309,152	...	7,572,675
...	15,000,000	...	...	(1,300,000)	...	13,700,000	Contributions à des groupes communautaires, des syndicats locaux, des associations professionnelles, des organismes bénévoles, des organismes à but non lucratif, des maisons d'enseignement, des particuliers, et des organismes municipaux, provinciaux et territoriaux pour appuyer des projets pilotes, des activités de recherche et des services améliorés d'information qui abordent les problèmes relatifs à la garde des enfants ou encouragent la création de services en vue d'améliorer la qualité des services de garde des enfants au Canada	13,637,691	62,309	...	2,556,149
...	21,591,000	...	...	3,600,000	...	25,191,000		24,819,539	371,461	...	10,128,824

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Programmes des aînés				
...	15,000,000	...	...	1,300,000	...	16,300,000	Contributions à des groupes de personnes du troisième âge à la retraite à l'égard des projets visant à aider les gens qui se sont retirés du marché du travail à se prendre en main et à aider d'autres Canadiens et la collectivité	16,267,300	32,700	...	11,996,882
...	20,000,000	...	...	(3,300,000)	...	16,700,000	Contributions aux groupes et organismes bénévoles, non gouvernementaux ou à but non lucratif, à des associations professionnelles, des établissements d'enseignement, des organismes de service social ou de santé et d'autres organismes parapublics qui encouragent les aînés à participer à la mise en oeuvre de projets qui ont une incidence sur la qualité de leur vie et leur autonomie, encouragent et soutiennent les efforts qu'ils font pour se prendre en charge et s'entraider, ou favorisent la disponibilité et l'accessibilité des ressources qui appuient leur bien-être, leur santé et leur éducation	15,831,372	868,628	...	2,628,375
...	35,000,000	...	...	(2,000,000)	...	33,000,000		32,098,672	901,328	...	14,625,257
...	**4,959,469,000**	**163,100,000**	**...**	**(6,024,999)**	**(57,029,114)**	**5,059,514,887**	**Total—Contributions**	**5,058,024,709**	**1,490,178**	**...**	**4,710,115,980**
							Sommaire du programme par activité				
...	4,902,878,000	163,100,000	...	(7,624,999)	(57,029,114)	5,001,323,887	Régime d'assistance publique du Canada	5,001,106,498	217,389	...	4,685,361,899
...	24,918,000	...	...	3,600,000	...	28,518,000	Développement social	28,146,539	371,461	...	13,455,824
...	35,000,000	...	...	(2,000,000)	...	33,000,000	Programmes des aînés	32,098,672	901,328	...	14,625,257
...	**4,962,796,000**	**163,100,000**	**...**	**(6,024,999)**	**(57,029,114)**	**5,062,841,887**	**Total du programme**	**5,061,351,709**	**1,490,178**	**...**	**4,713,442,980**
							Programme des services médicaux				
							Subventions				
							Services de santé des Indiens et du Nord				
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Subventions sous forme de bourses à des individus d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans leurs études débouchant sur des carrières dans le domaine de la santé	93,000	7,000	...	94,500
...	**100,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**100,000**	**Total—Subventions**	**93,000**	**7,000**	**...**	**94,500**

							Contributions				
							Services de santé des Indiens et du Nord				
...	5,478,000	...	...	4,300,000	...	9,778,000	Contributions au nom des Indiens et des Inuit, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de prestation des soins et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe	9,721,418	56,582	...	6,616,764
...	760,000	...	...	...	...	760,000	Contributions au gouvernement de Terre-Neuve pour le coût de la prestation des soins aux communautés indiennes et inuit	760,000	...	...	737,000
...	52,997,000	2,344,000	...	1,976,000	...	57,317,000	Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales et aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour les services suivants: représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé, et services de soutien	56,114,824	1,202,176	...	48,035,437
...	49,334,000	...	...	(2,100,000)	...	47,234,000	Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales en vertu du Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones	47,232,214	1,786	...	46,361,988
...	1,027,000	...	...	...	...	1,027,000	Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit	1,025,019	1,981	...	994,206
...	2,266,000	...	...	...	...	2,266,000	Contributions à des universités, des collèges et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'études débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé	2,056,042	209,958	...	1,920,282
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,506,174
...	**111,862,000**	**2,344,000**	...	**4,176,000**	...	**118,382,000**	**Total—Contributions**	**116,909,517**	**1,472,483**	...	**106,171,851**
							Autres paiements de transfert				
							Services de santé des Indiens et du Nord				
...	...	...	...	7,650,000	...	7,650,000	Paiements à des bandes indiennes, à des associations ou des groupes indiens pour le contrôle et la prestation de services de santé	7,647,279	2,721	...	...
...	**111,962,000**	**2,344,000**	...	**11,826,000**	...	**126,132,000**	**Total du programme**	**124,649,796**	**1,482,204**	...	**106,266,351**
							Programme de la protection de la santé				
							Subventions				
							Innocuité et qualité des aliments et nutrition				
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Centre national de distribution des denrées alimentaires	15,000	...	...	15,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Qualité et risques environnementaux				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Organisation mondiale de la santé	50,000	...	...	50,000
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Commission internationale de protection contre les radiations	5,000	...	...	5,000
...	55,000	...	...	...	...	55,000		55,000	...	...	55,000
...	**70,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**70,000**	**Total—Subventions**	**70,000**	**...**	**...**	**70,000**
							Contributions				
							Innocuité et qualité des aliments et nutrition				
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Association de l'information sur les allergies	5,000	...	...	...
							Innocuité, qualité et efficacité des médicaments				
...	...	...	...	7,500	...	7,500	Perinatal Drug Dependency Conference	7,500	...	...	...
...	...	...	...	15,000	...	15,000	Symposium conjoint canado/panaméricain sur l'aérobiologie	15,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	25,000
...	...	...	...	22,500	...	22,500		22,500	...	...	25,000
							Qualité et risques environnementaux				
...	...	...	...	25,000	...	25,000	Gage Institute	25,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	27,000
...	...	...	...	25,000	...	25,000		25,000	...	...	27,000
							Surveillance de la santé nationale				
...	20,000,000	...	...	(14,439,494)	...	5,560,506	Contributions à toutes les institutions, les corporations, les sociétés (à l'exception des ministères, des organismes et des sociétés du gouvernement du Canada), y compris les universités et les hôpitaux canadiens, les ministères et organismes provinciaux et municipaux et les sociétés de professionnels de la santé ainsi que les citoyens canadiens et les immigrants reçus, à l'appui du programme national sur le SIDA	5,353,769	206,737	...	2,041,960
							Administration du programme				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,000
...	**20,000,000**	**...**	**...**	**(14,386,994)**	**...**	**5,613,006**	**Total—Contributions**	**5,406,269**	**206,737**	**...**	**2,095,960**

							Sommaire du programme par activité				
...	15,000	...	...	5,000	...	20,000	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	20,000	...	...	15,000
...	...	...	...	22,500	...	22,500	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	22,500	...	...	25,000
...	55,000	...	...	25,000	...	80,000	Qualité et risques environnementaux	80,000	...	...	82,000
...	20,000,000	...	...	(14,439,494)	...	5,560,506	Surveillance de la santé nationale	5,353,769	206,737	...	2,041,960
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	2,000
...	**20,070,000**	**...**	**...**	**(14,386,994)**	**...**	**5,683,006**	**Total du programme**	**5,476,269**	**206,737**	**...**	**2,165,960**
							Programme de la sécurité du revenu				
							Subventions				
							Allocations familiales				
...	2,612,000,000	41,000,000	...	...	506,049	2,653,506,049	(S) Versements d'allocations familiales	2,653,506,049	...	...	2,605,700,053
							Sécurité de la vieillesse				
...	11,885,000,000	(35,000,000)	...	...	(31,742,872)	11,818,257,128	(S) Versements de sécurité de la vieillesse	11,818,257,128[1]	...	...	10,963,364,980[1]
...	3,961,000,000	(59,000,000)	...	...	(28,688,858)	3,873,311,142	(S) Versements du supplément de revenu garanti	3,873,311,142[1]	...	...	3,765,839,115[1]
...	549,000,000	(72,000,000)	...	...	(14,837,828)	462,162,172	(S) Versements d'allocations au conjoint	462,162,172[1]	...	...	473,219,975[1]
...	16,395,000,000	(166,000,000)	...	...	(75,269,558)	16,153,730,442		16,153,730,442	...	...	15,202,424,070
							Sommaire du programme par activité				
...	2,612,000,000	41,000,000	...	...	506,049	2,653,506,049	Allocations familiales	2,653,506,049	...	...	2,605,700,053
...	16,395,000,000	(166,000,000)	...	...	(75,269,558)	16,153,730,442	Sécurité de la vieillesse	16,153,730,442	...	...	15,202,424,070
...	**19,007,000,000**	**(125,000,000)**	**...**	**...**	**(74,763,509)**	**18,807,236,491**	**Total du programme**	**18,807,236,491**	**...**	**...**	**17,808,124,123**
							Programme de la condition physique et du sport amateur				
							Contributions				
							Sport amateur				
...	40,925,000	1	...	(1,817,001)	...	39,108,000	Contributions aux organismes de sport amateur à l'appui des coûts de projets et de l'administration afin d'aider à la promotion et au développement du sport amateur pour les Canadiens	39,068,401	39,599	...	39,439,186
...	4,566,000	...	...	172,000	...	4,738,000	Contributions au Centre national du sport et de la récréation Inc. à l'appui des coûts des services fournis aux organisations résidentes et non résidentes	4,738,000	...	...	4,704,238
...	3,872,000	...	...	716,000	...	4,588,000	Contributions pour les frais de scolarité, de subsistance et d'entraînement des sportifs amateurs d'élite	4,587,781	219	...	4,572,053
...	6,307,000	...	...	729,000	...	7,036,000	Paiements, conformément aux ententes, aux organismes omnisport commanditaires, tant régionaux, nationaux qu'internationaux, à l'appui des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital des jeux tenus au Canada et des dépenses de fonctionnement des championnats internationaux d'une seule discipline tenus au Canada	7,035,921	79	...	8,323,900
...	55,670,000	1	...	(200,001)	...	55,470,000		55,430,103	39,897	...	57,039,377

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Condition physique				
...	6,228,000	...	...	536,000	...	**6,764,000**	Contributions à l'appui des coûts de projets ayant pour but d'élever le niveau de la forme physique des Canadiens et contributions aux associations et organismes nationaux des loisirs à l'appui des coûts de projets et d'administration afin d'aider à la promotion et au développement des loisirs physiques des Canadiens	6,763,675	325	...	6,559,527
...	1,061,000	...	...	139,000	...	**1,200,000**	Contribution aux dépenses de fonctionnement de la campagne Participaction visant à susciter chez les Canadiens une prise de conscience des effets bénéfiques des loisirs physiques et à stimuler une meilleure forme physique dans tous les segments de la population	1,200,000	...	...	1,006,000
...	7,289,000	...	...	675,000	...	**7,964,000**		7,963,675	325	...	7,565,527
							Sommaire du programme par activité				
...	55,670,000	1	...	(200,001)	...	55,470,000	Sport amateur	55,430,103	39,897	...	57,039,377
...	7,289,000	...	...	675,000	...	7,964,000	Condition physique	7,963,675	325	...	7,565,527
...	**62,959,000**	**1**	**...**	**474,999**	**...**	**63,434,000**	**Total du programme**	**63,393,778**	**40,222**	**...**	**64,604,904**
							Programme des XV[es] Jeux Olympiques d'hiver				
							Contributions				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,776,907
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**Total du programme**	**...**	**...**	**...**	**1,776,907**
...	**31,082,670,000**	**(172,555,997)**	**...**	**(1,058,996)**	**(126,670,623)**	**30,782,384,384**	**Total du département**	**30,779,093,020**	**3,291,364**	**...**	**29,420,786,115**
							Conseil de recherches médicales				
							Subventions				
							Subventions et bourses				
...	197,146,000	...	...	(199,999)	...	196,946,001	Subventions et bourses pour appuyer la recherche	196,938,622	7,379	...	183,859,951
...	...	400,000	...	...	...	400,000	Subvention aux Réseaux de centres d'excellence	400,000	...	...	...
...	**197,146,000**	**400,000**	**...**	**(199,999)**	**...**	**197,346,001**	**Total du programme**	**197,338,622**	**7,379**	**...**	**183,859,951**
[illegible]	[illegible]	[illegible]	—	[illegible]	[illegible]	[illegible]	**Total du ministère**	**30,976,431,643**	[illegible]	**...**	[illegible]

(S) Paiement de transfert législatif.
(1) La répartition des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme de l'administration centrale			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Direction du ministère			
Recouvrement des frais engagés au titre du Régime de pensions du Canada	13,000	...	...
Politique, communications et information			
Recouvrement des frais engagés au titre du Régime de pensions du Canada	185,000	4,000	146,000
Gestion ministérielle			
Recouvrement des frais engagés au titre du Régime de pensions du Canada	1,260,000	2,236,000	1,987,000
Total du programme—Budgétaire	**1,458,000**[1]	**2,240,000**	**2,133,000**
Programme de la sécurité du revenu			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration du programme			
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	41,464,000	54,910,379	51,382,000
Total du programme—Budgétaire	**41,464,000**[2]	**54,910,379**	**51,382,000**
Total du département—Budgétaire	**42,922,000**	**57,150,379**	**53,515,000**
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

[1] Le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $782,000 au cours de l'exercice (CT S-9/0-108 en date du 29 juin 1990).

[2] Le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $13,446,379 au cours de l'exercice (CT S-9/0-108 en date du 29 juin 1990).

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme de l'administration centrale		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	201,233	325,082
Remboursements des achats de biens et de services	81,159	98,003
Remboursements des dépenses en capital	35	...
Recouvrements des paiements de transfert	...	17,531
Divers	30,000	...
	312,427	440,616
Rémunérations de services—		
Logement du personnel	28,973	28,405
Autres recettes non fiscales—		
Rajustement des recouvrements d'exercices précédents— Régime de pensions du Canada	1,118,000	1,130,000
Divers	163,384	4,488
	1,281,384	1,134,488
Total du programme	**1,622,784**	**1,603,509**
Programme des services et de la promotion de la santé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	293,942	191,763
Remboursements des achats de biens et de services	317,630	295,001
Recouvrements des paiements de transfert	63,587	79,551
	675,159	566,315
Autres recettes non fiscales	784	264
Total du programme	**675,943**	**566,579**
Programme des services sociaux		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	110,630	18,510
Remboursements des achats de biens et de services	37,358	5,740
Remboursements des dépenses en capital	2,815	...
Recouvrements des paiements de transfert	96,928	449,036
	247,731	473,286
Autres recettes non fiscales	98	10
Total du programme	**247,829**	**473,296**

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme des services médicaux		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	532,839	493,096
Remboursements des achats de biens et de services	333,945	588,164
Remboursements des dépenses en capital	38,913	24,367
Recouvrements des paiements de transfert	579,575	503,898
Divers	7,250	54
	1,492,522	1,609,579
Rémunérations de services—		
Services pour patients internes	18,502,863	25,553,153
Services pour patients externes	5,211,391	5,693,308
Frais professionnels—Patients	...	4,978,695
Accords à frais partagés	2,627,569	4,093,223
Logement du personnel	848,219	889,441
Concessions	47,340	62,275
Divers	45,366	70,694
	27,282,748	41,340,789
Produits des ventes—		
Recettes diététiques	117,243	146,694
Recettes pharmaceutiques	93,131	81,528
Divers	156	32
	210,530	228,254
Autres recettes non fiscales	172,169	179,991
Total du programme	**29,157,969**	**43,358,613**
Programme de la protection de la santé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	912,553	165,949
Remboursements des achats de biens et de services	180,928	107,088
Remboursements des dépenses en capital	60	5,393
Recouvrements des paiements de transfert	3,362	28,248
	1,096,903	306,678
Privilèges, licences et permis—		
Frais—Analyses des aliments et des médicaments	3,900	4,025
Licences d'affaires	4,250	4,175
Divers	25	...
	8,175	8,200
Rémunérations de services—		
Services de la dosimétrie de la radiation	971,760	927,110
Divers	12	135
	971,772	927,245
Produits des ventes	483	198
Autres recettes non fiscales—		
Amendes: aliments et drogues	34,668	107,453
Saisies: aliments et drogues	221,410	46,923
Amendes: opium et narcotiques	4,272,945	4,168,864
Saisies: opium et narcotiques	2,754,353	2,345,848
Divers	8,964	...
	7,292,340	6,669,088
Total du programme	**9,369,673**	**7,911,409**
Programme de la sécurité du revenu		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	139,269	100
Remboursements des achats de biens et de services	66,131	43,587
	205,400	43,687
Autres recettes non fiscales—		
Rajustement des recouvrements d'exercices précédents—Régime de pensions du Canada	...	415,467
Divers	11,271	6,532
	11,271	421,999
Total du programme	**216,671**	**465,686**
Programme de la condition physique et du sport amateur		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	97,511	...
Remboursements des achats de biens et d. services	40,861	29,812
Recouvrements des paiements de transfert	270,927	453,571
	409,299	483,383
Autres recettes non fiscales—		
Accords entre le gouvernement fédéral et les provinces sur les procédures de loteries	43,284,422	41,204,025
Divers	671	...
	43,285,093	41,204,025
Total du programme	**43,694,392**	**41,687,408**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme des XVes Jeux Olympiques d'hiver		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	11,364
Remboursements des achats de biens et de services	...	7,002
Total du programme	**...**	**18,366**
Total du département	**84,985,261**	**96,084,866**
Conseil de recherches médicales		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de bourses d'exercices précédents	261,531	210,645
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	17,712	1,988
	279,243	212,633
Autres recettes non fiscales	5	...
Total du programme	**279,248**	**212,633**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**4,718,684**	**4,154,543**
Privilèges, licences et permis	**8,175**	**8,200**
Rémunérations de services	**28,283,493**	**42,296,439**
Produits des ventes	**211,013**	**228,452**
Autres recettes non fiscales	**52,043,144**	**49,609,865**
Total du ministère	**85,264,509**	**96,297,499**

SECTION 26

COMPTES PUBLICS
1989-90

Secrétariat d'État

Département
Centre canadien de gestion
Département d'État
(Multiculturalisme et Citoyenneté)
Commission de la Fonction publique
Conseil de recherches en sciences humaines

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	26.2
Sommaire du ministère	26.5
Programmes par activité	26.7
Paiements de transfert	26.10
Détail des montants portés au crédit	26.15
Recettes	26.15

Département

Objectif

Renforcer le sentiment d'appartenance chez les Canadiens, par la promotion de l'utilisation et de la connaissance des traditions et de l'héritage du Canada et permettre aux Canadiens de participer pleinement dans l'une ou l'autre langue officielle aux dimensions éducatives, économiques, sociales de la vie canadienne.

Description des activités

Langues officielles—Enseignement

Aide financière aux provinces et aux territoires pour offrir aux collectivités anglophones du Québec et francophones des autres provinces et territoires la possibilité de faire instruire leurs enfants dans leur langue à tous les paliers du système scolaire et de bénéficier du contact avec leur culture, et à tous les Canadiens qui le désirent la possibilité d'apprendre une des deux langues officielles comme langue seconde et de se familiariser avec la culture qui s'y rattache, y compris le perfectionnement et la formation des enseignants, des bourses d'études aux étudiants de niveau postsecondaire et pour les cours d'été de langues, des postes de moniteurs de langues officielles et des bourses provenant du Fonds de dotation de la reine Élisabeth; à des établissements et associations pour la collecte et la diffusion de l'information relative aux langues officielles dans l'enseignement et pour l'élaboration de techniques d'enseignement des langues officielles.

Langues officielles—Promotion

Afin de favoriser leur développement, prestation d'aide financière et technique aux organisations et institutions oeuvrant dans le domaine des langues officielles, pour l'établissement de radios communautaires, pour la mise sur pied de services aux niveaux provincial et territorial et pour l'administration de la justice dans les deux langues officielles. Afin de favoriser la reconnaissance des langues officielles, la prestation d'une aide financière et technique aux organismes bénévoles pour des activités de sensibilisation aux avantages de la dualité linguistique ou pour accroître leurs services dans les deux langues officielles. Pour la réalisation de ces objectifs, favoriser aussi la concertation interministérielle fédérale en matière de langues officielles.

Traduction

Prestation de services de traduction, d'interprétation et de terminologie, dans toutes les langues ainsi qu'en langage gestuel, au Parlement, au Cabinet, à la Fonction publique, au judiciaire et à tous les organismes créés par le Parlement ou le gouverneur en conseil.

Aide à l'éducation

Coordination et élaboration des politiques et programmes du gouvernement fédéral dans le domaine de l'éducation; consultations et activités conjointes avec les provinces sur des sujets d'intérêt commun liés à l'enseignement postsecondaire; administration des fonds versés aux provinces et aux territoires au titre de l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé; application de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants, prestation d'une aide financière pour l'élaboration, la promotion et la diffusion de matériel didactique sur les études canadiennes; coopération avec le ministère des Affaires extérieures afin d'assurer l'efficacité de la participation du Canada à des tribunes et à des activités internationales dans le domaine de l'enseignement.

Développement de la citoyenneté

Prestation d'une aide financière et technique à des particuliers, des organisations non gouvernementales, des organismes bénévoles et à des institutions publiques et privées afin de permettre aux Canadiens de jouir pleinement de leur pouvoir d'action individuelle et collective pour faire face à leurs besoins et à leurs aspirations; promotion et coordination au plan fédéral et auprès des institutions et du secteur privé touchant des questions spécifiques afin de favoriser l'évolution des attitudes et de réduire les barrières discriminatoires qui empêchent la pleine participation.

Cérémonial d'État et identité canadienne

Promotion de la connaissance et de la compréhension du Canada, de sa culture, de son histoire et de ses traditions; promotion de la participation des Canadiens à des manifestations d'envergure nationale, comme celles qui entourent la Fête du Canada; organisation de visites royales et exercice de responsabilités se rapportant à la Couronne et au cérémonial d'État.

Opérations régionales

Gestion des activités de développement social, de traduction et d'enregistrement de la citoyenneté dans les diverses régions du pays en accordant une attention spéciale aux besoins particuliers de chaque régions; représentation des intérêts régionaux auprès des organismes privés et publics; représentation des intérêts des ministère du Secrétariat d'État et du Multiculturalisme et Citoyenneté dans les régions; gestion d'un réseau national de bureaux régionaux, y compris les cours régionales de la citoyenneté.

Administration

Assurer une haute direction aux ministère du Secrétariat d'État et du Multiculturalisme et Citoyenneté; coordination de l'élaboration des politiques et de la recherche; élaboration et mise en oeuvre de politiques et de systèmes de gestion et prestation de services dans les domaines de la planification, des communications, des finances, de l'administration, du soutien ministériel, du personnel, des services juridiques, de l'évaluation de programmes et de la vérification interne.

Centre canadien de gestion

Objectif

Aider les gestionnaires à perfectionner les capacités de concevoir, d'analyser, de décider, de régler et de mettre en oeuvre, qui sont cruciales pour relever les défis actuels et futurs de gestion au sein de l'administration fédérale; de les aider à comprendre les politiques, le fonctionnement, l'organisation et la dynamique de l'administration fédérale, ainsi que sa tradition; encourager les échanges entre hauts fonctionnaires, cadres supérieurs du secteur privé et universitaires à propos des questions de gestion.

Description des activités

Orientation en gestion, perfectionnement des gestionnaires et évaluation de la gestion

Consiste à donner les cours obligatoires d'orientation; à réaliser la partie enseignement du programme cours et affectations de perfectionnement; à offrir les cours facultatifs de perfectionnement et un cours de niveau avancé; à organiser des cours et des séminaires portant sur des questions précises; à élaborer des études de cas et à publier des dossiers sur les pratiques de gestion à l'appui de tous les cours; à mettre sur pied un programme volontaire d'évaluation; et à mettre à la disposition de tous les gestionnaires supérieurs des services d'orientation interne et de lutte contre le stress.

Recherche en gestion, chargés d'études, subventions et contributions

Comprend la réalisation de projets de recherche sur les grands enjeux de gestion et la publication des rapports qui en résultent; l'exécution d'un programme de chargés d'études à l'intention des cadres supérieurs des secteurs public et privé ainsi que des universitaires; la détermination de subventions et de contributions destinées à divers organismes et associations de gestion dont l'activité s'apparante à celle du Centre.

Administration et opérations

L'élément de planification administration et opérations est exercé en partie par les bureaux du directeur et du directeur associé du Centre canadien de gestion, qui établissent la politique et l'orientation globales de celui-ci. Il englobe en outre la planification stratégique, les services professionnels et techniques, y compris la publication du rapport annuel, la prestation de services spécialisés en communications et en marketing, ainsi que ceux du personnel, des finances, de l'administration, de l'informatique et des systèmes de gestion, d'évaluation et de vérification.

Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)

Objectif

Renforcer la solidarité du peuple canadien en permettant à tous les Canadiens de participer pleinement et sur un pied d'égalité au façonnement et à l'édification de la nation de demain.

Description de l'activité

Multiculturalisme et Citoyenneté

Le Programme du multiculturalisme et de la citoyenneté est divisé en sept composantes de base pour atteindre son objectif:

- multiculturalisme
- enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme
- alphabétisation
- action volontaire
- droits de la personne
- opérations régionales
- administration.

Commission de la Fonction publique

Objectif

Aider au maintien d'une Fonction publique compétente en s'assurant que les personnes les mieux qualifiées sont recrutées à la Fonction publique ou y obtiennent des promotions, que des employés qualifiés sont déployés pour satisfaire aux besoins des opérations et que certains services de formation sont fournis au nom du Conseil du Trésor.

Description des activités

Programmes de dotation

L'activité Programmes de dotation englobe les activités de soutien à la dotation déléguée et non déléguée, y compris l'élaboration des politiques, le ressourcement de la catégorie de la gestion, l'administration de la délégation des pouvoirs de dotation, la création de tests et la détermination de normes de sélection, l'administration des priorités en dotation, et les services de soutien au recrutement et aux promotions. Cette activité comprend aussi l'exécution des programmes d'équité en matière d'emploi et des programmes spéciaux de perfectionnement se rapportant à la catégorie de la gestion et la coordination de certaines parties du programme des langues officielles dont la responsabilité incombe à la CFP.

Vérification

L'activité Vérification comprend l'examen des pratiques et procédures de dotation dans les ministères et à la Commission de façon à déterminer si les nominations sont conformes à la Loi et au Règlement sur l'emploi dans la Fonction publique ainsi qu'aux politiques de la Commission. Elle comprend aussi l'examen des méthodes d'administration des ministères pour certains aspects de leurs services de personnel dont le Conseil du Trésor est responsable en matière de politiques. Cette dernière activité est régie par un accord entre le Secrétariat du Conseil du Trésor et la Commission.

Appels et enquêtes

L'activité Appels et enquêtes, grâce à la mise sur pied de comités indépendants, comprend l'audition d'appels interjetés par les fonctionnaires à propos de présumées infractions à la Loi et au Règlement sur l'emploi dans la Fonction publique en ce qui concerne notamment les nominations, les rétrogradations et les renvois. Elle comprend aussi la tenue d'enquêtes sur des plaintes de présumées irrégularités dans les processus de dotation et de harcèlement à l'endroit de la personne en milieu de travail. Elle vise enfin à dispenser aux ministères, aux syndicats et aux personnes intéressées la formation, les conseils et l'aide nécessaires.

Programmes de formation

L'activité Programmes de formation comprend deux sous-activités: La sous-activité Formation linguistique assure la formation linguistique dans les deux langues officielles et des services connexes de formation linguistique, conformément à la politique gouvernementale, pour répondre aux besoins des ministères et d'organismes fédéraux et, occasionnellement, aux demandes de clients de l'extérieur. Elle assure la prestation de cours de langue seconde conçus en fonction des besoins linguistiques reliés au travail des ministères, ainsi qu'un éventail de services de consultation, d'information et de coordination relatifs à la formation linguistique.

La sous-activité Perfectionnement et formation du personnel englobe la formation des superviseurs et des spécialistes et en partie la formation des cadres et des gestionnaires fédéraux dans l'ensemble du pays, ainsi que la prestation de services connexes, conformément aux politiques du Conseil du Trésor et aux besoins des ministères. Elle offre des cours et des activités de formation adaptés aux besoins professionnels précis des ministères ainsi qu'une gamme de services ayant trait à la formation, notamment les services de consultation, d'information et de coordination.

Administration

L'activité Administration englobe les activités de la présidente et des commissaires, la planification politique et stratégique de l'organisme, les systèmes et politiques de gestion, la vérification interne et l'évaluation de programmes, ainsi que les services financiers, du personnel et autres services administratifs et de soutien de la Commission.

Conseil de recherches en sciences humaines

Objectif

Au sein de la communauté canadienne de chercheurs, promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines et encourager l'excellence à cet égard.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions et bourses octroyées à des individus, groupes et organismes sélectionnés pour le soutien à la recherche axée sur les disciplines et domaines prioritaires, le perfectionnement des ressources humaines, et les activités liées à la diffusion des résultats de la recherche; ainsi que des subventions de soutien aux associations savantes nationales.

Administration

Activités à l'appui des programmes de subventions.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents (Provenance des autorisations)	Budget des dépenses (Indiquées dans)	Budgets des dépenses supplémentaires (Indiquées dans)	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice (Utilisation des autorisations)	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	185,648,000	...	...	185,648,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,076,000	...	1,076,000	1c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	2,694,043	2,694,043		Virement du CT, crédit 5[(1)]				
...	185,648,000	1,076,000	2,694,043	189,418,043		Total—Crédit 1	185,598,891	3,819,152	...	252,477,541
...	372,127,500	...	...	372,127,500	5	Subventions et contributions				
...	...	641,000	...	641,000	5c	Subventions inscrites au Budget				
...	372,127,500	641,000	...	372,768,500		Total—Crédit 5	372,722,368	46,132	...	436,648,837
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Secrétaire d'État—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	46,950
...	2,271,000,000	(101,000,000)	(3,921,197)	2,166,078,803	(S)	Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces (Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé)	2,166,078,803	...	...	2,227,452,750
...	411,000,000	...	(2,996,936)	408,003,064	(S)	Paiements d'intérêts, obligations contractées en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	408,003,064	...	...	387,234,397
...	758,000	...	46,278	804,278	(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs (Loi sur les traitements)	804,278	...	...	768,461
...	150,000	...	45,240	195,240	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	195,240	...	...	176,205
...	60,000	...	8,852	68,852	(S)	Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	68,852	...	...	61,248
...	17,550,000	...	(302,000)	17,248,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,248,000	...	...	18,793,000
...	**3,258,341,300**	**(99,283,000)**	**(4,425,320)**	**3,154,632,980**		**Total du département—Budgétaire**	**3,150,767,696**	**3,865,284**	**...**	**3,323,659,389**
						Centre canadien de gestion				
...	9,206,000	...	...	9,206,000	10	Dépenses du programme	9,193,585	12,415	...	1,575,032
...	758,000	...	...	758,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	758,000	...	...	...
...	**9,964,000**	**...**	**...**	**9,964,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**9,951,585**	**12,415**	**...**	**1,575,032**
						Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)				
...	193,706,000	...	...	193,706,000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	84,000,000	...	84,000,000	15b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	9,500,000	...	9,500,000	15c	Virement de $1,050,000 du crédit 20 (Secrétariat d'État)				
...	...	...	1,050,000	1,050,000		Virement du: crédit 20				
...	...	...	201,900	201,900		CT, crédit 5[(1)]				
...	193,706,000	93,500,000	1,251,900	288,457,900		Total—Crédit 15	288,118,229	339,671	...	...

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	81,080,000	...	...	81,080,000	20	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	20b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	(1,050,000)	(1,050,000)		Virement au crédit 15				
...	81,080,000	1	(1,050,000)	80,030,001		Total—Crédit 20	79,778,356	251,645	...	...
...	1,676,000	...	...	1,676,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,676,000	...	...	...
...	**276,462,000**	**93,500,001**	**201,900**	**370,163,901**		**Total du programme—Budgétaire**	**369,572,585**	**591,316**	...	...
						Commission de la Fonction publique				
...	118,316,000	...	...	118,316,000	25	Dépenses du programme				
...	...	1,398,624	...	1,398,624	25c	Dépenses du programme				
...	...	...	4,085,155	4,085,155		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	118,316,000	1,398,624	4,085,155	123,799,779		Total—Crédit 25	120,519,812	3,279,967	...	114,942,561
...	14,453,000	...	...	14,453,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,453,000	...	...	14,938,000
7,477,418	(126,000)	...	126,000	7,477,418	(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	1,257,267	...	6,220,151	742,378
7,477,418	**132,643,000**	**1,398,624**	**4,211,155**	**145,730,197**		**Total du programme—Budgétaire**	**136,230,079**	**3,279,967**	**6,220,151**	**130,622,939**
						Conseil de recherches en sciences humaines				
...	5,702,000	...	...	5,702,000	30	Dépenses de fonctionnement				
...	...	51,500	...	51,500	30c	Virement de $415,000 du crédit 35 (Secrétariat d'État)				
...	...	...	415,000	415,000		Virement du: crédit 35				
...	...	...	283,000	283,000		CT, crédit 5[1]				
...	5,702,000	51,500	698,000	6,451,500		Total—Crédit 30	6,419,915	31,585	...	5,675,632
...	74,995,000	...	...	74,995,000	35	Subventions				
...	...	...	(415,000)	(415,000)		Virement au crédit 30				
...	74,995,000	...	(415,000)	74,580,000		Total—Crédit 35	74,580,000	...	...	69,260,000
...	600,000	...	...	600,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	600,000	...	...	590,000
...	**81,297,000**	**51,500**	**283,000**	**81,631,500**		**Total du programme—Budgétaire**	**81,599,915**	**31,585**	...	**75,525,632**
7,477,418	**3,758,707,300**	**(4,332,875)**	**270,735**	**3,762,122,578**		**Total du ministère—Budgétaire**	**3,748,121,860**	**7,780,567**	**6,220,151**	**3,531,382,992[2]**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

[2] Au cours de l'exercice, le Conseil consultatif sur la situation de la femme, $3,238,745 et la Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, $3,155,459 ont été transférés à Emploi et Immigration. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $6,394,204.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations: Indiquées dans		Redressements et virements							Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	1,566,000	...	...	41,535	(3,020)	...	1,604,515	Langues officielles—Enseignement	1,507,043	97,472	...	1,522,677
...	2,525,000	...	...	(100,481)	(3,020)	...	2,421,499	Langues officielles—Promotion	2,708,866	(287,367)	...	1,976,506
...	104,256,000	647,000	...	(2,229,111)	(157,040)	...	102,516,849	Traduction	95,318,792	7,198,057	...	89,336,988
...	13,008,000	...	...	198,350	(12,080)	...	13,194,270	Aide à l'éducation	12,848,626	345,644	...	10,974,851
...	9,935,000	(141,000)	...	(657,682)	(15,100)	...	9,121,218	Développement de la citoyenneté	8,698,611	422,607	...	9,612,327
	10,009,000	570,000	...	114,199	51,431	...	10,744,630	Cérémonial d'État et identité canadienne	11,187,206	(442,576)	...	12,217,403
...	30,125,000	...	594,043	1,323,563	(60,400)	...	31,982,206	Opérations régionales	31,396,542	585,664	...	28,135,404
...	31,481,800	...	2,100,000	1,309,627	(47,920)	...	34,843,507	Administration	32,157,721	2,685,786	...	29,970,187
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	82,985,347
...	202,905,800	1,076,000	2,694,043	...	(247,149)	...	206,428,694	Total—Fonctionnement	195,823,407	10,605,287	...	266,731,690
								Capital				
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Langues officielles—Enseignement	68,302	(66,302)	...	52,193
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	Langues officielles—Promotion	39,794	(27,794)	...	126,201
...	979,000	...	...	...	...	...	979,000	Traduction	4,876,843	(3,897,843)	...	1,569,171
...	9,000	...	...	...	...	...	9,000	Aide à l'éducation	495,274	(486,274)	...	211,929
...	17,000	...	...	...	...	...	17,000	Développement de la citoyenneté	364,084	(347,084)	...	339,771
...	...	...	...	...	...	...	...	Cérémonial d'État et identité canadienne	63,884	(63,884)	...	122,200
...	23,000	...	...	...	...	...	23,000	Opérations régionales	486,561	(463,561)	...	348,290
...	56,000	...	...	...	...	...	56,000	Administration	1,489,393	(1,433,393)	...	1,654,466
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	937,841
...	1,098,000	...	...	...	...	...	1,098,000	Total—Capital	7,884,135	(6,786,135)	...	5,362,062
								Paiements de transfert				
...	245,739,000	...	...	337,221	...	...	246,076,221	Langues officielles—Enseignement	246,076,220	1	...	236,096,534
...	43,790,000	...	...	(1,115,931)	...	...	42,674,069	Langues officielles—Promotion	42,667,951	6,118	...	41,967,160
...	2,683,500,000	(101,000,000)	...	130,000	(6,918,133)	...	2,575,711,867	Aide à l'éducation	2,575,708,419	3,448	...	2,616,369,286
...	78,335,500	641,000	...	894,960	...	...	79,871,460	Développement de la citoyenneté	79,840,157	31,303	...	98,815,966
...	2,973,000	...	...	(246,250)	45,919	...	2,772,669	Cérémonial d'État et identité canadienne	2,767,407	5,262	...	2,930,140
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	55,386,551
...	3,054,337,500	(100,359,000)	...	...	(6,872,214)	...	2,947,106,286	Total—Paiements de transfert	2,947,060,154	46,132	...	3,051,565,637

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du département				
...	247,307,000	...	...	378,756	(3,020)	...	247,682,736	Langues officielles—Enseignement	247,651,565	31,171	...	237,671,404
...	46,327,000	...	...	(1,216,412)	(3,020)	...	45,107,568	Langues officielles—Promotion	45,416,611	(309,043)	...	44,069,867
...	105,235,000	647,000	...	(2,229,111)	(157,040)	...	103,495,849	Traduction	100,195,635	3,300,214	...	90,906,159
...	2,696,517,000	(101,000,000)	...	328,350	(6,930,213)	...	2,588,915,137	Aide à l'éducation	2,589,052,319	(137,182)	...	2,627,556,066
...	88,287,500	500,000	...	237,278	(15,100)	...	89,009,678	Développement de la citoyenneté	88,902,852	106,826	...	108,768,064
...	12,982,000	570,000	...	(132,051)	97,350	...	13,517,299	Cérémonial d'État et identité canadienne	14,018,497	(501,198)	...	15,269,743
...	30,148,000	...	594,043	1,323,563	(60,400)	...	32,005,206	Opérations régionales	31,883,103	122,103	...	28,483,694
...	31,537,800	...	2,100,000	1,309,627	(47,920)	...	34,899,507	Administration	33,647,114	1,252,393	...	31,624,653
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	139,309,739
...	**3,258,341,300**	**(99,283,000)**	**2,694,043**	...	**(7,119,363)**	...	**3,154,632,980**	**Total du département—Budgétaire**	**3,150,767,696**	**3,865,284**	...	**3,323,659,389**
								Centre canadien de gestion				
								Fonctionnement				
...	3,944,000	...	...	...	...	...	3,944,000	Orientation en gestion, perfectionnement des gestionnaires et évaluation de la gestion	3,425,026	518,974	...	...
...	458,000	...	...	...	...	...	458,000	Recherche en gestion, chargés d'études, subventions et contributions	374,138	83,862	...	...
...	4,012,000	...	...	...	...	...	4,012,000	Administration et opérations	4,905,798	(893,798)	...	1,140,323
...	8,414,000	...	...	...	...	...	8,414,000	Total—Fonctionnement	8,704,962	(290,962)	...	1,140,323
								Capital				
...	1,300,000	...	...	...	...	...	1,300,000	Administration et opérations	1,096,623	203,377	...	434,709
								Paiements de transfert				
...	250,000	...	...	...	...	...	250,000	Recherche en gestion, chargés d'études, subventions et contributions	150,000	100,000	...	...
								Sommaire du programme				
...	3,944,000	...	...	...	...	...	3,944,000	Orientation en gestion, perfectionnement des gestionnaires et évaluation de la gestion	3,425,026	518,974	...	...
...	708,000	...	...	...	...	...	708,000	Recherche en gestion, chargés d'études, subventions et contributions	524,138	183,862	...	...
...	5,312,000	...	...	...	...	...	5,312,000	Administration et opérations	6,002,421	(690,421)	...	1,575,032
...	**9,964,000**	...	...	...	...	...	**9,964,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**9,951,585**	**12,415**	...	**1,575,032**

								Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)				
...	195,350,000	93,500,000	201,900	1,050,000	...	...	290,101,900	Fonctionnement	289,102,815	999,085	...	...
...	32,000	...	...	...	...	...	32,000	Capital	691,414	(659,414)	...	...
...	81,080,000	1	...	(1,050,000)	...	...	80,030,001	Paiements de transfert	79,778,356	251,645	...	...
...	**276,462,000**	**93,500,001**	**201,900**	**...**	**...**	**...**	**370,163,901**	**Total du programme—Budgétaire**	**369,572,585**	**591,316**	**...**	**...**
								Commission de la Fonction publique				
								Fonctionnement				
...	60,459,000	1,310,000	1,801,962	479,624	...	...	64,050,586	Programmes de dotation	57,372,915	6,677,671	...	52,999,009
...	2,972,000	...	96,410	...	...	...	3,068,410	Vérification	2,910,250	158,160	...	2,013,256
...	4,708,000	...	157,687	...	...	...	4,865,687	Appels et enquêtes	4,789,055	76,632	...	4,781,062
7,477,418	46,829,000	88,624	1,152,014	(967,372)	426,000	(10,890,000)	44,115,684	Programmes de formation	37,557,030	338,503	6,220,151	39,426,975
...	27,767,000	...	877,082	...	...	...	28,644,082	Administration	30,489,271	(1,845,189)	...	28,563,918
...	(10,890,000)	...	...	...	...	10,890,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
7,477,418	131,845,000	1,398,624	4,085,155	(487,748)	426,000	...	144,744,449	Total—Fonctionnement	133,118,521	5,405,777	6,220,151	127,784,220
								Capital				
...	107,000	...	...	...	...	...	107,000	Programmes de dotation	759,246	(652,246)	...	622,992
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Vérification	136,381	(132,381)	...	98,304
...	9,000	...	...	...	...	...	9,000	Appels et enquêtes	104,023	(95,023)	...	40,616
...	550,000	...	...	487,748	(300,000)	...	737,748	Programmes de formation	1,293,342	(555,594)	...	1,214,778
...	128,000	...	...	...	...	...	128,000	Administration	818,566	(690,566)	...	862,029
...	798,000	...	...	487,748	(300,000)	...	985,748	Total—Capital	3,111,558	(2,125,810)	...	2,838,719
								Sommaire du programme				
...	60,566,000	1,310,000	1,801,962	479,624	...	...	64,157,586	Programmes de dotation	58,132,161	6,025,425	...	53,622,001
...	2,976,000	...	96,410	...	...	...	3,072,410	Vérification	3,046,631	25,779	...	2,111,560
...	4,717,000	...	157,687	...	...	...	4,874,687	Appels et enquêtes	4,893,078	(18,391)	...	4,821,678
7,477,418	36,489,000	88,624	1,152,014	(479,624)	126,000	...	44,853,432	Programmes de formation	38,850,372	(217,091)	6,220,151	40,641,753
...	27,895,000	...	877,082	...	...	...	28,772,082	Administration	31,307,837	(2,535,755)	...	29,425,947
7,477,418	**132,643,000**	**1,398,624**	**4,085,155**	**...**	**126,000**	**...**	**145,730,197**	**Total du programme—Budgétaire**	**136,230,079**	**3,279,967**	**6,220,151**	**130,622,939**
								Conseil de recherches en sciences humaines				
								Fonctionnement				
...	6,271,000	51,500	283,000	415,000	...	...	7,020,500	Administration	6,988,915	31,585	...	6,032,638
								Capital				
...	31,000	...	...	...	...	...	31,000	Administration	31,000	...	...	232,994
								Paiements de transfert				
...	74,995,000	...	...	(415,000)	...	...	74,580,000	Subventions et bourses	74,580,000	...	...	69,260,000
								Sommaire du programme				
...	74,995,000	...	...	(415,000)	...	...	74,580,000	Subventions et bourses	74,580,000	...	...	69,260,000
...	6,302,000	51,500	283,000	415,000	...	...	7,051,500	Administration	7,019,915	31,585	...	6,265,632
...	**81,297,000**	**51,500**	**283,000**	**...**	**...**	**...**	**81,631,500**	**Total du programme—Budgétaire**	**81,599,915**	**31,585**	**...**	**75,525,632**
7,477,418	**3,788,797,200**	**(4,333,878)**	**7,264,098**	**...**	**(6,993,363)**	**...**	**3,762,122,578**	**Total du ministère—Budgétaire**	**3,748,121,860**	**7,780,567**	**6,220,151**	**3,531,382,992[1]**

[1] Au cours de l'exercice, le Conseil consultatif sur la situation de la femme, $3,238,745 et la Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, $3,155,459 ont été transférés à Emploi et Immigration. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $6,394,204.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Langues officielles—Promotion				
...	33,219,000	...	...	(5,497,546)	...	27,721,454	Subventions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage et la promotion des langues officielles	27,716,446	5,008	...	28,241,265
							Aide à l'éducation				
...	865,000	...	...	(1,407)	...	863,593	Subventions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada	861,112	2,481	...	615,006
							Développement de la citoyenneté				
...	20,913,000	...	...	(1,600,808)	...	19,312,192	Subventions aux organismes bénévoles, aux institutions canadiennes, aux individus, au secteur privé, de même qu'aux autres niveaux de gouvernement dans le but d'appuyer la participation dans la société canadienne	19,303,560	8,632	...	...
...	27,817,500	...	...	(4,697,891)	...	23,119,609	Subventions aux centres d'accueil, aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones ainsi qu'aux sociétés de communications autochtones et aux journaux autochtones	23,098,970	20,639	...	24,615,319
...	...	641,000	...	359,000	...	1,000,000	Subvention à l'Université de la Colombie-Britannique pour l'établissement d'un centre pour personnes handicapées	1,000,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	36,973,206
...	48,730,500	641,000	...	(5,939,699)	...	43,431,801		43,402,530	29,271	...	61,588,525
							Multiculturalisme				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	28,455,690

							Cérémonial d'État et identité canadienne				
							Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale:				
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Terre-Neuve	30,000	...	...	30,000
...	18,000	...	...	...	...	18,000	Île-du-Prince-Édouard	18,000	...	...	18,000
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Nouvelle-Écosse	20,000	...	...	20,000
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Nouveau-Brunswick	20,000	...	...	20,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Québec	30,000	...	...	30,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Ontario	30,000	...	...	30,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Manitoba	25,000	...	...	25,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Saskatchewan	25,000	...	...	25,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Alberta	25,000	...	...	25,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Colombie-Britannique	30,000	...	...	30,000
...	2,490,000	...	...	(239,250)	...	2,250,750	Subventions à des organisations à but non lucratif pour célébrer la Fête du Canada et aux secteurs public et privé dans le but de célébrer les anniversaires d'importance pour le patrimoine canadien	2,245,488	5,262	...	2,327,987
...	150,000	...	...	...	45,240	195,240	(S) Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	195,240	...	...	176,205
...	60,000	...	...	...	679	60,679	(S) Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	60,679	...	...	53,448
...	2,953,000	...	...	(239,250)	45,919	2,759,669		2,754,407	5,262	...	2,810,640
							Droits de la personne				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	548,285
...	**85,767,500**	**641,000**	**...**	**(11,677,902)**	**45,919**	**74,776,517**	**Total—Subventions**	**74,734,495**	**42,022**	**...**	**122,259,411**
							Contributions				
							Langues officielles—Enseignement				
...	243,202,000	...	...	(145,511)	...	243,056,489	Contributions, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale, y compris les programmes de bourses pour les cours d'été de langue seconde et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes	243,056,489	...	...	233,733,114
...	1,689,000	...	...	369,022	...	2,058,022	Contributions, selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence territoriale	2,058,022	...	...	1,549,634
...	848,000	...	...	113,710	...	961,710	Contributions à des établissements, associations et organismes à des fins de collecte et de diffusion d'information et de développement de techniques reliées aux langues officielles dans l'enseignement	961,709	1	...	813,786
...	245,739,000	...	...	337,221	...	246,076,221		246,076,220	1	...	236,096,534

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Langues officielles—Promotion				
...	10,571,000	...	...	4,381,615	...	14,952,615	Contributions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage et la promotion des langues officielles	14,951,505	1,110	...	13,725,895
							Aide à l'éducation				
...	2,271,000,000	(101,000,000)	...	...	(3,921,197)	2,166,078,803	(S) Paiements pour l'enseignement postsecondaire versés aux provinces aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	2,166,078,803	...	...	2,227,452,750
...	411,000,000	...	...	...	(2,996,936)	408,003,064	(S) Octroi de crédits pour les paiements d'intérêts aux institutions de crédit, les obligations contractées sous forme de prêts garantis et les paiements de remplacement aux provinces et territoires en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	408,003,064	...	...	387,234,397
...	635,000	...	...	131,407	...	766,407	Contributions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada	765,440	967	...	1,067,133
...	2,682,635,000	(101,000,000)	...	131,407	(6,918,133)	2,574,848,274		2,574,847,307	967	...	2,615,754,280
							Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	18,366,990
							Développement de la citoyenneté				
...	3,357,000	...	...	1,637,001	...	4,994,001	Contributions aux organismes bénévoles, aux institutions canadiennes, aux particuliers, au secteur privé, de même qu'aux autres niveaux de gouvernement dans le but d'appuyer la participation dans la société canadienne	4,992,946	1,055	...	...

...	26,248,000	...	...	5,197,658	...	31,445,658	Contributions aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux sociétés de communications autochtones, aux centres d'accueil et participation aux dépenses d'immobilisations des centres d'accueil	31,444,681	977	...	31,533,129
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,694,312
...	29,605,000	...	...	6,834,659	...	36,439,659		36,437,627	2,032	...	37,227,441
							Multiculturalisme				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,649,516
							Cérémonial d'État et identité canadienne				
...	20,000	...	...	(7,000)	...	13,000	Contributions à des organisations à but non lucratif pour célébrer la Fête du Canada et aux secteurs public et privé dans le but de célébrer les anniversaires d'importance pour le patrimoine canadien	13,000	...	...	119,500
							Droits de la personne				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,366,070
...	**2,968,570,000**	**(101,000,000)**	**...**	**11,677,902**	**(6,918,133)**	**2,872,329,769**	**Total—Contributions**	**2,872,325,659**	**4,110**	**...**	**2,929,306,226**
							Sommaire du département par activité				
...	245,739,000	...	...	337,221	...	246,076,221	Langues officielles—Enseignement	246,076,220	1	...	236,096,534
...	43,790,000	...	...	(1,115,931)	...	42,674,069	Langues officielles—Promotion	42,667,951	6,118	...	41,967,160
...	2,683,500,000	(101,000,000)	...	130,000	(6,918,133)	2,575,711,867	Aide à l'éducation	2,575,708,419	3,448	...	2,616,369,286
...	78,335,500	641,000	...	894,960	...	79,871,460	Développement de la citoyenneté	79,840,157	31,303	...	98,815,966
...	2,973,000	...	...	(246,250)	45,919	2,772,669	Cérémonial d'État et identité canadienne	2,767,407	5,262	...	2,930,140
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	55,386,551
...	**3,054,337,500**	**(100,359,000)**	**...**	**...**	**(6,872,214)**	**2,947,106,286**	**Total du département**	**2,947,060,154**	**46,132**	**...**	**3,051,565,637**
							Centre canadien de gestion				
							Contributions				
							Recherche en gestion, chargés d'études, subventions et contributions				
...	250,000	...	...	...	...	250,000	L'Institut de l'administration publique du Canada	150,000	100,000	...	...
...	**250,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**250,000**	**Total du programme**	**150,000**	**100,000**	**...**	**...**
							Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)				
							Subventions				
							Multiculturalisme et citoyenneté				
...	20,080,000	1	...	1,413,060	...	21,493,061	Subventions à des groupes bénévoles, universités, institutions et particuliers, pour promouvoir le développement culturel	21,378,460	114,601	...	...
...	24,000,000	...	...	(24,000,000)	...	...	Subvention à la Fondation canadienne pour les relations interraciales	...	...	...	...

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	22,358,000	...	...	(2,944,251)	...	19,413,749	Subventions aux organisations professionnelles, au secteur bénévole, aux universités et institutions postsecondaires de même qu'aux provinces et territoires pour des activités liées à l'alphabétisation, l'action volontaire et les droits de la personne	19,400,062	13,687	...	...
...	**66,438,000**	**1**	...	**(25,531,191)**	...	**40,906,810**	**Total—Subventions**	**40,778,522**	**128,288**	...	...
							Contributions				
							Multiculturalisme et citoyenneté				
...	7,023,000	...	...	(1,944,777)	...	5,078,223	Contributions aux provinces, à des groupes bénévoles, à des universités, des institutions et des particuliers pour promouvoir le développement culturel	4,990,960	87,263	...	...
...	2,751,000	...	...	2,475,968	...	5,226,968	Contributions aux organisations professionnelles, au secteur bénévole, aux universités et institutions postsecondaires de même qu'aux provinces et territoires pour des activités liées à l'alphabétisation, l'action volontaire et les droits de la personne	5,190,876	36,092	...	...
...	4,622,000	...	...	23,223,388	...	27,845,388	Contributions à l'égard des frais liés à l'acquisition de la citoyenneté canadienne et à l'enseignement des langues aux immigrants équivalant à la moitié de la part de l'administration provinciale ou territoriale concernée	27,845,387	1	...	...
...	246,000	...	...	726,612	...	972,612	Contributions aux provinces et aux territoires destinées à couvrir le coût des manuels de langues pour les cours de préparation à la citoyenneté	972,611	1	...	...
...	**14,642,000**	...	...	**24,481,191**	...	**39,123,191**	**Total—Contributions**	**38,999,834**	**123,357**	...	...
...	**81,080,000**	**1**	...	**(1,050,000)**	...	**80,030,001**	**Total du programme**	**79,778,356**	**251,645**	...	...
							Conseil de recherches en sciences humaines				
							Subventions				
							Subventions et bourses				
...	74,995,000	...	...	(415,000)	...	74,580,000	Subventions et bourses	74,580,000	...	...	69,260,000
...	**74,995,000**	...	...	**(415,000)**	...	**74,580,000**	**Total du programme**	**74,580,000**	...	...	**69,260,000**
...	**3,210,662,500**	**(100,358,999)**	...	**(1,465,000)**	**(6,872,214)**	**3,101,966,287**	**Total du ministère**	**3,101,568,510**	**397,777**	...	**3,120,825,637**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Commission de la Fonction publique			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Programmes de formation			
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	10,890,000	11,116,303	13,458,156
Total du programme—Budgétaire	**10,890,000**	**11,116,303**	**13,458,156**
Total du ministère—Budgétaire	**10,890,000**	**11,116,303**	**13,458,156**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Paiements de transfert aux provinces et territoires	905,425	459,480
Autres paiements de transfert	789,523	854,216
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,697,681	1,177,325
Divers	643,307	441,531
	4,035,936	2,932,552
Privilèges, licences et permis—		
Enregistrement pour citoyenneté	...	4,207,112
Autres recettes non fiscales—		
Prêts aux étudiants du Canada—Capital	51,507,709	45,759,375
Prêts aux étudiants du Canada—Intérêt	28,451,251	23,935,454
Recouvrements—Contrats et déplacements des interprètes	1,106,449	...
Divers	182,258	212,154
	81,247,667	69,906,983
Total du département	**85,283,603**	**77,046,647**
Centre canadien de gestion		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	162	...
Rémunérations de services	2,997	...
Total du programme	**3,159**	...
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)		
Recettes non fiscales—		
Privilèges, licences et permis—		
Enregistrement pour citoyenneté	5,524,960	...
Autres recettes non fiscales	1,100	...
Total du programme	**5,526,060**	...
Commission de la Fonction publique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	353,740	179,737
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	433,818	52,175
	787,558	231,912
Rémunérations de services	293,612	380,260
Autres recettes non fiscales	185,263	99,371
Total du programme	**1,266,433**	**711,543**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Conseil de recherches en sciences humaines		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de paiements en trop et de sommes non dépensées provenant de paiements de transfert	663,834	554,966
Recouvrements de dépenses de fonctionnement de l'exercice précédent	...	427
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	5,855	103
	669,689	555,496
Autres recettes non fiscales	15	...
Total du programme	**669,704**	**555,496**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**5,493,345**	**3,719,960**
Privilèges, licences et permis	**5,524,960**	**4,207,112**
[illegible] de services	**296,609**	**380,260**
Autres recettes non fiscales	**81,434,045**	**70,006,354**
Total du ministère	**92,748,959**	**78,313,686** [1]

[1] Au cours de l'exercice, Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice a été transférée à Emploi et Immigration. Donc, les recettes de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $36,513.

SECTION 27

COMPTES PUBLICS
1989-90

Solliciteur général

Département
Service canadien du renseignement de sécurité
Service correctionnel
Commission nationale des libérations conditionnelles
Gendarmerie royale du Canada
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	27.2
Sommaire du ministère	27.4
Programmes par activité	27.7
Paiements de transfert	27.10
Détail des montants portés au crédit	27.13
Recettes	27.13

Département

Objectif

Assurer la direction de la politique d'ensemble pour tous les programmes du ministère et exercer des fonctions d'examen ayant rapport aux organismes ministériels.

Description des activités

Secrétariat du ministère
Le Ministre, le sous-ministre et le personnel immédiat, les services de secrétariat, les communications, l'élaboration de la politique sur la police et la sécurité et les conseils afférents, l'élaboration de la politique sur les questions correctionnelles et les conseils afférents, et les services juridiques.

Organismes d'examen
Les bureaux de l'enquêteur correctionnel et de l'inspecteur général, service canadien du renseignement de sécurité.

Service canadien du renseignement de sécurité

Objectif

Fournir au gouvernement du Canada des renseignements pour la sécurité.

Description de l'activité

Service canadien du renseignement de sécurité
Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces, et fournit des évaluations de la sécurité.

Service correctionnel

Objectif

Administrer les peines imposées par les tribunaux et préparer les détenus à leur réinsertion sociale en tant que citoyens utiles.

Description des activités

Planification et gestion
Gestion de l'administration centrale, des administrations régionales et des établissements; élaboration de politiques et de plans, et contrôle de leur efficacité; établissement de bonnes communications et sensibilisation du public.

Garde des détenus
Sécurité et garde des détenus en vue de minimiser les possibilités, pour le détenu, de se faire du tort et de nuire à la population, au personnel et aux autres détenus.

Éducation, formation et emploi des détenus
Occasions de travail et de formation dans les domaines industriels, professionnels et scolaires en vue de préparer le détenu à occuper un emploi utile dans la collectivité et d'en faire un citoyen productif et conscient de ses obligations.

Gestion des cas des détenus
Orientation et direction des détenus en vue de leur réinsertion sociale; surveillance des détenus d'établissements fédéraux et provinciaux libérés sous condition, et aide aux libérés conditionnels et aux autres détenus de pénitenciers fédéraux remis en liberté.

Services de santé
Services médicaux, dentaires, psychiatriques et thérapeutiques pour les détenus.

Services techniques
Alimentation, vêtements et services aux établissements; entretien des pénitenciers et des installations de chauffage; services d'ingénierie et d'architecture.

Administration
Services reliés au personnel, aux finances et à l'administration générale.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Objectif

Exercer des pouvoirs légaux et des pouvoirs de réglementation pour accorder et contrôler la mise en liberté sous condition des personnes qui purgent des peines d'emprisonnement et présenter des recommandations en vue de l'octroi de pardons et de l'exercice de la prérogative royale de clémence.

Description de l'activité

Opérations de la Commission
Conformément aux dispositions de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus et d'autres lois pertinentes, la Commission nationale des libérations conditionnelles est un organisme administratif autonome qui octroie, refuse et dirige la mise en liberté sous condition accordée à des détenus incarcérés dans les pénitenciers fédéraux, et elle recommande l'exercice de la prérogative royale de clémence ainsi que l'octroi de pardons. En outre, la Commission nationale des libérations conditionnelles exerce les mêmes pouvoirs et responsabilités, à l'exception de l'octroi d'absences temporaires, aux détenus sous juridiction provinciale incarcérés dans les provinces qui n'ont pas de commission provinciale de libération conditionnelle.

Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Appliquer la loi, prévenir le crime, maintenir la paix, l'ordre et la sécurité.

Description des activités

Application des lois et des décrets fédéraux
Prévenir et déceler les infractions aux lois fédérales et faires les enquêtes appropriées; fournir des services de protection aux autres ministères et organismes fédéraux et effectuer des enquêtes; enfin, protéger les personnes jouissant d'une protection internationale et les hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada.

Services de police à contrat
Prévenir et déceler les délits, appliquer la loi et maintenir la paix et l'ordre dans les provinces, territoires et municipalités contractants.

Services judiciaires
Aider les organismes d'application de la loi du Canada en leur fournissant des services spécialisés tels que la formation policière spécialisée, les services de laboratoires judiciaires, les services de l'identité et des casiers judiciaires et les services intégrés et automatisés d'information.

Administration
Assurer la coordination et le soutien normal du programme.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Assurer l'examen externe des appels de certains types de griefs, les cas de discipline grave, de renvois et de rétrogradation soumis devant le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.

Description de l'activité

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada
Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, qui doit rendre compte annuellement de ses activités au Parlement, se définit en une tierce partie impartiale qui révise équitablement les cas portés devant lui. Le Comité peut tenir des audiences, appeler des témoins à comparaître, faire prêter serment, recevoir et accepter en preuve tous documents ou autres renseignements qu'il trouve acceptable. Les conclusions et recommandations du président, ou Comité, sont envoyées aux parties et au Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada.

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Permettre au public de déposer des plaintes en ce qui a trait à la conduite de membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et de faire examiner ces plaintes de manière impartiale par un organisme externe indépendant.

Description de l'activité

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada
La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme indépendant et impartial qui reçoit et étudie les plaintes dont elle est saisie. Elle peut effectuer des enquêtes, tenir des audiences publiques, sommer des témoins à comparaître, faire prêter serment, admettre les preuves qu'elle juge recevables et transmettre ses conclusions et recommandations au Commissaire de la GRC et au Solliciteur général du Canada. Le président de la Commission présente chaque année au Solliciteur général un rapport où figurent un résumé des activités et une liste des recommandations de l'année, pour qu'il soit déposé devant chaque Chambre du Parlement.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	25,716,000	...	...	25,716,000	1	Dépenses du programme				
...	...	846,000	...	846,000	1c	Dépenses du programme				
...	...	...	731,421	731,421		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	25,716,000	846,000	731,421	27,293,421		Total—Crédit 1	26,790,143	503,278	...	26,421,088
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	38,967
...	1,921,000	...	...	1,921,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,921,000	...	...	1,851,000
...	**27,684,800**	**846,000**	**731,821**	**29,262,621**		**Total du département—Budgétaire**	**28,759,343**	**503,278**	**...**	**28,311,055**
						Service canadien du renseignement de sécurité				
...	157,305,000	...	...	157,305,000	5	Dépenses du programme				
...	...	8,112,150	...	8,112,150	5c	Dépenses du programme				
...	157,305,000	8,112,150	...	165,417,150		Total—Crédit 5	163,892,900	1,524,250	...	157,821,310
...	**157,305,000**	**8,112,150**	**...**	**165,417,150**		**Total du programme—Budgétaire**	**163,892,900**	**1,524,250**	**...**	**157,821,310**
						Service correctionnel				
...	656,638,000	...	...	656,638,000	10	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement				
...	...	5,200,000	...	5,200,000	10b	Virement de $4,000,000 du crédit 15 (Solliciteur général)				
...	...	1	...	1	10c	Virement de $2,379,999 du crédit 15 (Solliciteur général)				
...	...	...	6,379,999	6,379,999		Virement du: crédit 15				
...	...	...	58,228,637	58,228,637		CT, crédit 5[1]				
...	656,638,000	5,200,001	64,608,636	726,446,637		Total—Crédit 10	723,005,048	3,441,589	...	632,696,462
...	118,437,000	...	...	118,437,000	15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital				
...	...	...	(6,379,999)	(6,379,999)		Virement au crédit 10				
...	118,437,000	...	(6,379,999)	112,057,001		Total—Crédit 15	92,016,642	20,040,359	...	73,741,324
...	198,000	...	(26,560)	171,440	(S)	Pensions et autres avantages sociaux des employés	171,440	...	...	170,833
...	62,061,000	...	(1,068,000)	60,993,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	60,993,000	...	...	62,162,000
...	...	...	8,570	8,570	(S)	Remise de prêts aux libérés conditionnels	8,570	...	...	13,431
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,860
...	837,334,000	5,200,001	57,142,647	899,676,648		Total budgétaire	876,194,700	23,481,948	...	768,786,910

36,523	...	...	...	36,523	L14b	Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels. Loi n° 3 de 1982-83 portant affectation de crédits. Limite $50,000. (Net)	1,669	...	34,854	(2,741)
						Total du programme—				
...	**837,334,000**	**5,200,001**	**57,142,647**	**899,676,648**		**Budgétaire**	**876,194,700**	**23,481,948**	...	**768,786,910**
36,523	...	...	...	**36,523**		**Non budgétaire**	**1,669**	...	**34,854**	**(2,741)**
						Commission nationale des libérations conditionnelles				
...	17,486,000	...	...	17,486,000	20	Dépenses du programme				
...	...	1,396,000	...	1,396,000	20b	Dépenses du programme				
...	...	...	1,700,000	1,700,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	17,486,000	1,396,000	1,700,000	20,582,000		Total—Crédit 20	20,436,012	145,988	...	16,745,483
...	2,129,000	...	...	2,129,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,129,000	...	...	2,058,000
...	**19,615,000**	**1,396,000**	**1,700,000**	**22,711,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**22,565,012**	**145,988**	...	**18,803,483**
						Gendarmerie royale du Canada				
...	758,275,000	...	...	758,275,000	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	4,775,000	...	4,775,000	25b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	13,463,689	...	13,463,689	25c	Virement de $5,423,000 du crédit 30 (Solliciteur général)				
...	...	...	5,423,000	5,423,000		Virement du: crédit 30				
...	...	...	22,730,037	22,730,037		CT, crédit 5[1]				
...	758,275,000	18,238,689	28,153,037	804,666,726		Total—Crédit 25	801,323,170	3,343,556	...	740,132,392
...	110,538,000	...	...	110,538,000	30	Dépenses en capital				
...	...	553,000	...	553,000	30b	Dépenses en capital				
...	...	...	(5,423,000)	(5,423,000)		Virement au crédit 25				
...	110,538,000	553,000	(5,423,000)	105,668,000		Total—Crédit 30	105,543,015	124,985	...	109,306,481
...	172,865,000	...	(26,256,186)	146,608,814	(S)	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	146,608,814	...	...	170,870,671
...	14,038,000	...	(235,575)	13,802,425	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13,802,425	...	...	14,206,413
...	**1,055,716,000**	**18,791,689**	**(3,761,724)**	**1,070,745,965**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,067,277,424**	**3,468,541**	...	**1,034,515,957**
						Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
...	973,000	...	...	973,000	35	Dépenses du programme	915,008	57,992	...	828,315
...	95,000	...	...	95,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	95,000	...	...	89,000
...	**1,068,000**	...	...	**1,068,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,010,008**	**57,992**	...	**917,315**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
...	2,876,000	...	...	2,876,000	40	Dépenses du programme				
...	...	490,000	...	490,000	40b	Dépenses du programme				
...	2,876,000	490,000	...	3,366,000		Total—Crédit 40	2,854,485	511,515	...	...
...	160,000	...	...	160,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	160,000	...	...	...
...	**3,036,000**	**490,000**	...	3,526,000		**Total du programme—Budgétaire**	**3,014,485**	**511,515**	...	...
						Total du ministère—				
...	**2,101,758,800**	**34,835,840**	**55,812,744**	**2,192,407,384**		**Budgétaire**	**2,162,713,872**	**29,693,512**	...	**2,009,156,830**
36,523	...	...	...	**36,523**		**Non budgétaire**	**1,669**	...	**34,854**	**(2,741)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	21,724,800	249,000	697,344	(680,156)	400	...	21,991,388	Secrétariat du ministère	21,921,277	70,111	...	20,329,710
...	1,673,000	237,000	34,077	(116,695)	...	...	1,827,382	Organismes d'examen	1,486,104	341,278	...	2,343,366
...	23,397,800	486,000	731,421	(796,851)	400	...	23,818,770	Total—Fonctionnement	23,407,381	411,389	...	22,673,076
								Capital				
...	300,000	200,000	...	542,420	...	...	1,042,420	Secrétariat du ministère	1,118,225	(75,805)	...	887,542
...	...	160,000	...	116,695	...	...	276,695	Organismes d'examen	195,494	81,201	...	500,477
...	300,000	360,000	...	659,115	...	...	1,319,115	Total—Capital	1,313,719	5,396	...	1,388,019
								Paiements de transfert				
...	3,987,000	...	...	137,736	...	...	4,124,736	Secrétariat du ministère	4,038,243	86,493	...	4,249,960
								Sommaire du département				
...	26,011,800	449,000	697,344	...	400	...	27,158,544	Secrétariat du ministère	27,077,745	80,799	...	25,467,212
...	1,673,000	397,000	34,077	...	...	...	2,104,077	Organismes d'examen	1,681,598	422,479	...	2,843,843
...	**27,684,800**	**846,000**	**731,421**	**...**	**400**	**...**	**29,262,621**	**Total du département—Budgétaire**	**28,759,343**	**503,278**	**...**	**28,311,055**
								Service canadien du renseignement de sécurité				
...	157,305,000	8,112,150	...	...	...	...	165,417,150	Fonctionnement	163,892,900	1,524,250	...	157,821,310
...	**157,305,000**	**8,112,150**	**...**	**...**	**...**	**...**	**165,417,150**	**Total du programme—Budgétaire**	**163,892,900**	**1,524,250**	**...**	**157,821,310**
								Service correctionnel				
								Fonctionnement				
...	35,452,000	...	3,353,969	210,448	(52,947)	...	38,963,470	Planification et gestion	40,460,883	(1,497,413)	...	33,057,557
...	158,937,000	...	2,707,632	74,632	(49,662)	...	161,669,602	Garde des détenus	26,880,259	134,789,343	...	22,787,313
...	86,317,000	4,400,000	3,912,964	107,856	(71,770)	...	94,666,050	Éducation, formation et emploi des détenus	85,879,331	8,786,719	...	81,959,079
...	203,188,000	...	33,801,724	3,165,703	(619,974)	...	239,535,453	Gestion des cas des détenus	390,109,530	(150,574,077)	...	331,052,960
...	50,832,000	500,000	3,167,638	87,312	(58,099)	...	54,528,851	Services de santé	52,028,822	2,500,029	...	48,168,244
...	123,598,000	300,001	6,678,825	2,208,092	(122,499)	...	132,662,419	Services techniques	126,801,382	5,861,037	...	118,160,432
...	59,100,000	...	4,605,885	525,956	(84,479)	...	64,147,362	Administration	60,505,682	3,641,680	...	58,506,078
...	717,424,000	5,200,001	58,228,637	6,379,999	(1,059,430)	...	786,173,207	Total—Fonctionnement	782,665,889	3,507,318	...	693,691,663
								Capital				
...	6,990,000	...	...	(376,420)	...	...	6,613,580	Planification et gestion	10,473,518	(3,859,938)	...	6,292,490
...	104,000	...	...	(5,742)	...	...	98,258	Garde des détenus	141,181	(42,923)	...	137,533
...	1,903,000	...	...	(102,718)	...	...	1,800,282	Éducation, formation et emploi des détenus	1,785,769	14,513	...	1,821,387

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	312,000	...	...	(16,588)	...	...	295,412	Gestion des cas des détenus	427,709	(132,297)	...	225,093
...	120,000	...	...	(6,380)	...	...	113,620	Services de santé	178,599	(64,979)	...	264,564
...	108,574,000	...	...	(18,339,275)	...	...	90,234,725	Services techniques	65,980,472	24,254,253	...	62,103,396
...	434,000	...	...	(23,606)	...	...	410,394	Administration	538,664	(128,270)	...	589,854
...	118,437,000	...	...	(18,870,729)	...	...	99,566,271	Total—Capital	79,525,912	20,040,359	...	71,434,317
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	8,500	...	...	8,500	Planification et gestion	8,500	...	...	...
...	1,027,000	...	...	(8,500)	...	...	1,018,500	Gestion des cas des détenus	1,161,356	(142,856)	...	1,113,945
...	...	...	...	12,490,730	...	...	12,490,730	Services techniques	12,490,730	...	...	2,307,007
...	446,000	...	...	...	(26,560)	...	419,440	Administration	342,313	77,127	...	239,978
...	1,473,000	...	...	12,490,730	(26,560)	...	13,937,170	Total—Paiements de transfert	14,002,899	(65,729)	...	3,660,930
								Non budgétaire				
36,523	...	...	...	...	...	...	36,523	Gestion des cas des détenus	1,669	...	34,854	(2,741)
								Sommaire du programme				
...	42,442,000	...	3,353,969	(157,472)	(52,947)	...	45,585,550	Planification et gestion	50,942,901	(5,357,351)	...	39,350,047
...	159,041,000	...	2,707,632	68,890	(49,662)	...	161,767,860	Garde des détenus	27,021,440	134,746,420	...	22,924,846
...	88,220,000	4,400,000	3,912,964	5,138	(71,770)	...	96,466,332	Éducation, formation et emploi des détenus	87,665,100	8,801,232	...	83,780,466
								Gestion des cas des détenus—				
...	204,527,000	...	33,801,724	3,140,615	(619,974)	...	240,849,365	Budgétaire	391,698,595	(150,849,230)	...	332,391,998
36,523	...	...	...	...	...	...	36,523	Non budgétaire	1,669	...	34,854	(2,741)
...	50,952,000	500,000	3,167,638	80,932	(58,099)	...	54,642,471	Services de santé	52,207,421	2,435,050	...	48,432,808
...	232,172,000	300,001	6,678,825	(3,640,453)	(122,499)	...	235,387,874	Services techniques	205,272,584	30,115,290	...	182,570,835
...	59,980,000	...	4,605,885	502,350	(111,039)	...	64,977,196	Administration	61,386,659	3,590,537	...	59,335,910
								Total du programme—				
...	**837,334,000**	**5,200,001**	**58,228,637**	**...**	**(1,085,990)**	**...**	**899,676,648**	**Budgétaire**	**876,194,700**	**23,481,948**	**...**	**768,786,910**
36,523	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**36,523**	**Non budgétaire**	**1,669**	**...**	**34,854**	**(2,741)**
								Commission nationale des libérations conditionnelles				
								Fonctionnement				
...	19,586,000	1,269,000	1,700,000	...	...	...	22,555,000	Opérations de la Commission	22,264,333	290,667	...	18,479,883
								Capital				
...	29,000	127,000	...	...	...	...	156,000	Opérations de la Commission	300,679	(144,679)	...	323,600
...	**19,615,000**	**1,396,000**	**1,700,000**	**...**	**...**	**...**	**22,711,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**22,565,012**	**145,988**	**...**	**18,803,483**

								Gendarmerie royale du Canada				
								Fonctionnement				
...	449,101,000	10,030,677	6,921,814	1,651,427	(8,026,803)	(9,149,000)	450,529,115	Application des lois et des décrets fédéraux	400,324,202	50,204,913	...	378,242,929
...	666,826,000	6,008,511	10,746,330	2,563,892	(12,461,861)	(495,098,000)	178,584,872	Services de police à contrat	149,870,513	28,714,359	...	173,747,376
...	94,003,000	715,771	1,647,264	393,009	(1,910,231)	(2,658,000)	92,190,813	Services judiciaires	108,711,166	(16,520,353)	...	102,213,470
...	208,046,000	1,483,730	3,414,629	814,672	(3,959,736)	(40,000)	209,759,295	Administration	269,006,298	(59,247,003)	...	238,822,857
...	(506,945,000)	...	...	...	...	506,945,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	911,031,000	18,238,689	22,730,037	5,423,000	(26,358,631)	...	931,064,095	Total—Fonctionnement	927,912,179	3,151,916	...	893,026,632
								Capital				
...	21,314,000	553,000	...	(1,651,427)	...	...	20,215,573	Application des lois et des décrets fédéraux	14,484,983	5,730,590	...	16,799,475
...	58,033,000	...	...	(2,563,892)	...	...	55,469,108	Services de police à contrat	62,413,761	(6,944,653)	...	58,910,254
...	22,871,000	...	...	(393,009)	...	...	22,477,991	Services judiciaires	15,709,643	6,768,348	...	20,455,344
...	8,320,000	...	...	(814,672)	...	...	7,505,328	Administration	12,934,628	(5,429,300)	...	13,141,408
...	110,538,000	553,000	...	(5,423,000)	...	...	105,668,000	Total—Capital	105,543,015	124,985	...	109,306,481
								Paiements de transfert				
...	508,000	...	...	...	...	...	508,000	Services judiciaires	398,079	109,921	...	431,047
...	33,639,000	...	...	...	(133,130)	...	33,505,870	Administration	33,424,151	81,719	...	31,751,797
...	34,147,000	...	...	...	(133,130)	...	34,013,870	Total—Paiements de transfert	33,822,230	191,640	...	32,182,844
								Sommaire du programme				
...	461,266,000	10,583,677	6,921,814	...	(8,026,803)	...	470,744,688	Application des lois et des décrets fédéraux	414,809,185	55,935,503	...	395,042,404
...	229,761,000	6,008,511	10,746,330	...	(12,461,861)	...	234,053,980	Services de police à contrat	212,284,274	21,769,706	...	232,657,630
...	114,724,000	715,771	1,647,264	...	(1,910,231)	...	115,176,804	Services judiciaires	124,818,888	(9,642,084)	...	123,099,861
...	249,965,000	1,483,730	3,414,629	...	(4,092,866)	...	250,770,493	Administration	315,365,077	(64,594,584)	...	283,716,062
...	**1,055,716,000**	**18,791,689**	**22,730,037**	**...**	**(26,491,761)**	**...**	**1,070,745,965**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,067,277,424**	**3,468,541**	**...**	**1,034,515,957**
								Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
...	1,038,000	...	...	(178)	...	...	1,037,822	Fonctionnement	979,124	58,698	...	895,023
...	30,000	...	...	178	...	...	30,178	Capital	30,884	(706)	...	22,292
...	**1,068,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,068,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,010,008**	**57,992**	**...**	**917,315**
								Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
...	2,956,000	490,000	...	(99,000)	...	...	3,347,000	Fonctionnement	2,769,878	577,122	...	...
...	80,000	...	...	99,000	...	...	179,000	Capital	244,607	(65,607)	...	...
...	**3,036,000**	**490,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**3,526,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,014,485**	**511,515**	**...**	**...**
								Total du ministère—				
...	**2,101,758,000**	**34,835,840**	**83,390,095**	**...**	**(27,577,351)**	**...**	**2,192,407,384**	**Budgétaire**	**2,162,713,872**	**29,693,512**	**...**	**2,009,156,830**
[illegible]	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**36,523**	**Non budgétaire**	**1,669**	**...**	**34,854**	**(2,741)**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Secrétariat du ministère				
...	49,000	...	...	...	...	49,000	Association canadienne des chefs de police	49,000	...	...	49,000
...	122,500	...	...	...	...	122,500	Société canadienne pour la prévention du crime	122,500	...	...	122,500
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Société John Howard	50,000	...	...	50,000
...	1,782,649	...	...	...	...	1,782,649	Organismes autorisés d'assistance postpénale	1,782,649	...	...	1,782,649
...	**2,004,149**	**...**	**...**	**...**	**...**	**2,004,149**	**Total—Subventions**	**2,004,149**	**...**	**...**	**2,004,149**
							Contributions				
							Secrétariat du ministère				
...	1,632,851	...	...	137,736	...	1,770,587	Paiement aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général	1,695,440	75,147	...	1,910,748
...	350,000	...	...	...	...	350,000	Financement de base—Organismes bénévoles nationaux	338,654	11,346	...	335,063
...	**1,982,851**	**...**	**...**	**137,736**	**...**	**2,120,587**	**Total—Contributions**	**2,034,094**	**86,493**	**...**	**2,245,811**
...	**3,987,000**	**...**	**...**	**137,736**	**...**	**4,124,736**	**Total du département**	**4,038,243**	**86,493**	**...**	**4,249,960**
							Service correctionnel				
							Subventions				
							Administration				
...	198,000	...	...	...	(26,560)	171,440	(S) Pensions et autres avantages sociaux des employés	171,440	...	...	170,833
...	70,000	...	...	...	...	70,000	Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents	83,154	(13,154)	...	19,361
...	178,000	...	...	...	...	178,000	Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, aux survivants des employés du Service pénitentiaire et du Service national des libérations conditionnelles tués dans l'exercice de leurs fonctions	87,719	90,281	...	49,784
...	**446,000**	**...**	**...**	**...**	**(26,560)**	**419,440**	**Total—Subventions**	**342,313**	**77,127**	**...**	**239,978**

							Contributions				
							Planification et gestion				
...	...	...	...	8,500	...	8,500	Contribution à une conférence de forensic nursing à l'Université de la Saskatchewan	8,500	...	...	...
							Gestion des cas des détenus				
...	1,027,000	...	...	(8,500)	...	1,018,500	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	1,161,356	(142,856)	...	1,113,945
							Services techniques				
...	...	...	...	12,490,730[1]	...	12,490,730	Contributions pour la construction effectuée par les provinces ou municipalités	12,490,730[1]	...	...	2,307,007[1]
...	**1,027,000**	**...**	**...**	**12,490,730**	**...**	**13,517,730**	**Total—Contributions**	**13,660,586**	**(142,856)**	**...**	**3,420,952**
							Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	8,500	...	8,500	Planification et gestion	8,500	...	...	...
...	1,027,000	...	...	(8,500)	...	1,018,500	Gestion des cas des détenus	1,161,356	(142,856)	...	1,113,945
...	...	...	...	12,490,730	...	12,490,730	Services techniques	12,490,730	...	...	2,307,007
...	446,000	...	...	...	(26,560)	419,440	Administration	342,313	77,127	...	239,978
...	**1,473,000**	**...**	**...**	**12,490,730**	**(26,560)**	**13,937,170**	**Total du programme**	**14,002,899**	**(65,729)**	**...**	**3,660,930**
							Gendarmerie royale du Canada				
							Subventions				
							Administration				
...	2,500	...	...	...	...	2,500	Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	2,500	...	...	2,500
...	2,500	...	...	...	...	2,500	Association internationale des chefs de police	...	2,500	...	1,445
...	700,000	...	...	...	...	700,000	Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions	620,781	79,219	...	634,836
...	29,426,000	...	...	...	(605,703)	28,820,297	(S) Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada	28,820,297	...	...	27,822,817
...	3,407,000	...	...	...	488,392	3,895,392	(S) Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	3,895,392	...	...	3,207,184
...	101,000	...	...	...	(15,819)	85,181	(S) Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions	85,181	...	...	83,015
...	**33,639,000**	**...**	**...**	**...**	**(133,130)**	**33,505,870**	**Total—Subventions**	**33,424,151**	**81,719**	**...**	**31,751,797**
							Contributions				
							Services judiciaires				
...	508,000	...	...	...	...	508,000	Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours au Collège canadien de police	398,079	109,921	...	431,047
...	**508,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**508,000**	**Total—Contributions**	**398,079**	**109,921**	**...**	**431,047**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sommaire du programme par activité				
...	508,000	...	...	...	...	508,000	Services judiciaires	398,079	109,921	...	431,047
...	33,639,000	...	...	...	(133,130)	33,505,870	Administration	33,424,151	81,719	...	31,751,797
...	**34,147,000**	...	...	...	**(133,130)**	**34,013,870**	**Total du programme**	33,822,230	**191,640**	...	**32,182,844**
...	**39,607,000**	...	...	**12,628,466**[1]	**(159,690)**	**52,075,776**	**Total du ministère**	**51,863,372**[1]	**212,404**	...	**40,893,734**[1]

(S) Paiement de transfert législatif.

[1] Contributions en capital antérieurement sous Capital en 1988-89, $2,307,007 sont maintenant présentées sous Paiements de transfert en 1989-90, $12,490,730.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Gendarmerie royale du Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Application des lois et des décrets fédéraux			
Police des Autochtones	9,149,000	4,033,309	11,084,263
Services de protection	...	...	500,000
	9,149,000	4,033,309	11,584,263
Services de police à contrat			
Provinces/Territoires	344,296,000	342,957,047	323,585,665
Municipalités	150,802,000	163,205,328	134,909,577
	495,098,000	506,162,375	458,495,242
Services judiciaires			
Système de récupération de renseignements judiciaires	2,658,000	2,918,765	2,576,168
Administration			
Divers	40,000	314,215	337,273
Total du programme—Budgétaire	**506,945,000**	513,428,664	**472,992,946**
Total du ministère—Budgétaire	**506,945,000**	513,428,664 [1]	**472,992,946**

(1) Seulement un montant de $513,424,580 a été porté au crédit.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	23,769	31,352
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	247,931	188,149
	271,700	219,501
Rémunérations de services	355	358
Total du département	272,055	**219,859**
Service canadien du renseignement de sécurité		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	126,059	176,122
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	177,453	455,147
	303,512	631,269
Autres recettes non fiscales	125,329	93,880
Total du programme	428,841	**725,149**
Service correctionnel		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	823,844	769,337
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,882,858	1,614,932
	2,706,702	2,384,269
Privilèges, licences et permis—		
Locations	30,296	22,500
Chambre et pension pour détenus	128,885	152,745
Recouvrement de frais universitaires—Portion des détenus	17,243	11,328
Emploi des collèges pour les employés	...	57,580
	176,424	244,153
Rémunérations de services—		
Service de blanchisserie	116,592	73,732
Contrat pour l'entretien des détenus—(Accords fédéraux-provinciaux)	362,751	647,746
Contrat pour services psychiatriques	817,265	893,056
Frais d'accès à l'information	1,352	1,783
Divers	89,290	58,792
	1,387,250	1,675,109

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes—		
Vente de produits agricoles	199,206	281,592
Vente de cantine des détenus	8,525,807	7,506,365
Vente de produits manufacturés	11,711,255	13,003,333
	20,436,268	20,791,290
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et confiscations	74,866	77,690
Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale	993	2,767
Vêtements fournis aux détenus—Y compris les prêts remboursés	428	85
Réclamations de l'État	13,408	18,017
Pertes et bénéfices de change	2,916	2,466
Divers	146,601	234,810
	239,212	335,835
Total du programme	**24,945,856**	**25,430,656**
Commission nationale des libérations conditionnelles		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de la taxe de vente du gouvernement de l'Ontario	799	1,387
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,140	987
Divers	13,378	5,453
	15,317	7,827
Autres recettes non fiscales	70	40
Total du programme	**15,387**	**7,867**
Gendarmerie royale du Canada		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—		
Intérêt	3,659	10,027
Virement des bénéfices	215,233	1,175
	218,892	11,202

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement par les provinces pour diverses enquêtes	996,523	398,973
Remboursement pour services rendus à d'autres ministères gouvernementaux	519,338	30,227
Remboursement pour réparation aux véhicules automobiles	235,589	233,390
Recouvrements de firmes privées	924,620	657,182
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,462,037	1,425,414
Divers	8,760	...
	4,146,867	2,745,186
Privilèges, licences et permis—		
Location de bâtiments et terrains publics	4,416,640	4,342,375
Stationnement	52,899	51,980
	4,469,539	4,394,355
Rémunérations de services—		
Accès à l'information	2,263	1,298
Produits des ventes—		
Vente de matériel aux manufacturiers	966,604	1,153,849
Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres	254,927	357,589
Vente de vêtements et d'équipements légers aux provinces pour des membres auxiliaires	127,957	78,236
Mess de la GRC—Repas—		
Déductions sur la liste de paye	895,059	789,891
Récépissés de caisse imposables	961,572	928,776
Récépissés de caisse non imposables	1,182,136	1,200,100
Versements de pension quotidienne aux Mess	374,951	310,226
Vente de munitions aux membres	4,348	4,081
Vente de fourniture d'alcotest	12,870	22,148
Vente—Rapport d'accident/photo	60,527	55,671
Frais—Abonnement trimestriel	90,785	88,824
Ventes diverses	1,371	5,679
	4,933,107	4,995,070
Autres recettes non fiscales—		
Paiement au fonds de pension des officiers de la GRC	24,044	24,619
Paiement pour représentations du Carrousel	70,500	61,500
Fixation de dommages imposés à des membres—Véhicules automobiles	5,088	3,477
Paiement pour services de formation au Dépôt	73,716	76,212
Indemnisation provenant de l'impôt provincial sur les ventes	269	120
Remboursement d'assurance—Membres accidentés, blessés	104,767	121,759
Divers	575,096	79,537
	853,480	367,224
Total du programme	**14,624,148**	**12,514,335**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	218,892	11,202
Remboursements de dépenses d'exercices précédents	7,444,098	5,988,052
Privilèges, licences et permis	4,645,963	4,638,508
Rémunérations de services	1,389,868	1,676,765
Produits des ventes	25,369,375	25,786,360
Autres recettes non fiscales	1,218,091	796,979
Total du ministère	**40,286,287**	**38,897,866**

SECTION 28

COMPTES PUBLICS
1989-90

Transports

Département
Air Canada
Bureau canadien de la sécurité aérienne
Tribunal de l'aviation civile
Administrateur de l'Office du transport du grain
Office national des transports

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	28.2
Sommaire du ministère	28.5
Programmes par activité	28.9
Paiements de transfert	28.12
Détail des montants portés au crédit	28.20
Recettes	28.21

Département

Objectif

Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux et exploiter certains éléments du système.

Description des activités

Politiques et coordination

L'activité de Politiques et coordination est chargée des fonctions suivantes: coordonner la politique sur les transports, qui comprend les modes de transport maritime, aérien et de surface et les sociétés d'État; fournir des services de secrétariat; faire respecter la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels et la Loi canadienne sur les droits de la personne; planifier et élaborer les politiques stratégiques à court et à long terme; effectuer les analyses économiques; veiller à la recherche et au développement; gérer l'aide financière pour les systèmes de transport maritime, aérien et de surface, ce qui comprend VIA Rail, le programme des wagons-trémies et de la remise en état des embranchements, les ententes de développement économique et régional (EDER), le programme de conteneurisation du chemin de fer de Terre-Neuve, les services de traversiers composés de Marine Atlantique, d'exploitants privés et d'autorités provinciales, la Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve, la Société canadienne des ports et l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (ponts Jacques Cartier et Champlain).

Marine/Garde côtière canadienne

Les activités de transport maritime englobent la prestation de services de navigation maritime dont les aides à la navigation de courte et de longue portée, les voies navigables, la gestion du trafic maritime, les services de communication radio et les messages de sécurité, la prestation d'aide dans les eaux recouvertes de glace; la surveillance et le contrôle des conditions de glaces pouvant être dangereuses; la fourniture d'installations et de services à d'autres ministères et organismes; la coordination du réapprovisionnement des localités du Nord; l'aide à la recherche et au développement des transports dans l'Arctique, des services directs à la suite de l'engagement du gouvernement fédéral envers la recherche et le sauvetage maritimes appuyés par le recours aux organismes canadiens auxiliaires de sauvetage maritime; la promotion de la sécurité de la navigation de plaisance; l'élaboration, la promulgation et l'application de politiques, de règlements et de normes ayant trait au transport maritime; la planification d'urgence et le nettoyage de la pollution; l'aménagement, l'administration et l'entretien des havres et ports publics.

Sont également assurés par des sociétés d'État et d'autres entités des services de pilotage dans les eaux canadiennes; l'élaboration, l'exploitation et l'entretien de neuf commissions de port et l'exploitation du N.M. Arctic.

Aviation

Le Groupe de l'aviation est chargé de l'élaboration et de l'exploitation des services et des installations essentiels de navigation aérienne dont la formulation de politiques, de plans et de procédures, les services d'inspection et d'étalonnage en vol et d'information aéronautique; de la fourniture d'installations, d'équipement et de systèmes électroniques fiables de navigation aérienne; du maintien du débit sûr, ordonné et rapide du trafic aérien au moyen du contrôle et du guidage des mouvements d'aéronefs dans l'espace aérien et dans les aires de manoeuvre d'aéroport; de la réglementation et du contrôle des activités de l'aviation civile dont la détection des conditions dangereuses; de la promotion de la sécurité et de la prestation de services de vol à Transports Canada et à d'autres organismes et ministères fédéraux.

Gestion des aéroports

Le Groupe de la gestion des aéroports est chargé d'élaborer, de maintenir et d'exploiter les services et les installations essentiels aux aéroports civils du Canada, en appliquant une gestion commerciale pour éventuellement atteindre l'autonomie. Les opérations aéroportuaires portent sur la prestation de services aux passagers et aux aéronefs comme le contrôle de sécurité des passagers et des bagages, les services de police, les services de sauvetage et d'extinction des incendies d'aéronef et la maintenance et l'entretien des installations aéroportuaires dont les aérogares, les garages de stationnement, les pistes, les routes et l'équipement mécanique et électrique. Transports Canada exploite 9 grands aéroports et 97 aéroports nationaux, régionaux et locaux.

Surface

Le Groupe de la surface est chargé des tâches suivantes: l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle des politiques et des programmes concernant la réglementation de la sécurité routière et ferroviaire et des véhicules automobiles, le transport des marchandises dangereuses, ainsi que l'élaboration, la préparation et le maintien des pratiques et des plans d'urgence pour les modes de transport de surface durant les urgences nationales.

Administration du ministère

L'activité de l'Administration du ministère fournit orientation et gestion au ministère et aux sociétés d'État par l'intermédiaire des bureaux des adjoints principaux et des cabinets du Ministre, du Ministre d'État et du sous-ministre. Le sous-ministre adjoint (S-MA) des Finances contrôle et dessert le ministère, de façon centralisée, au chapitre des finances, de la planification et de la programmation, du recouvrement des coûts et de l'évaluation économique, des services administratifs généraux, des systèmes de gestion, des communications et de l'informatique et de la gestion des biens et des services des marchés. Le S-MA du Personnel contrôle et fournit de façon centralisée les services de personnel et de formation au ministère. Citons, parmi les autres services, la vérification interne, la revue et l'évaluation des programmes, les affaires publiques, le contentieux, la sécurité et la sûreté et la planification d'urgence.

Air Canada

Objectif

Exploiter le commerce de transport aérien, au Canada et à l'étranger.

Bureau canadien de la sécurité aérienne

Objectif

Promouvoir la sécurité aérienne.

Description de l'activité

Promotion de la sécurité aérienne

Exécution d'enquêtes, d'analyses et de rapports en ce qui a trait aux accidents, aux incidents et aux risques, touchant des aéronefs civils, qui permettent d'en dégager les causes et les facteurs en vue de formuler des recommandations sur les moyens d'éliminer ou de réduire les manquements à la sécurité.

Tribunal de l'aviation civile

Objectif

Fournir aux milieux de l'aviation l'occasion d'en appeler des décisions concernant l'application de la Loi sur l'aéronautique ou les peines imposées en vertu de cette loi.

Description de l'activité

Révisions et appels

Prévoir le fonctionnement d'un tribunal de l'aviation civile indépendant chargé de répondre aux demandes provenant des milieux de l'aviation concernant la révision des décisions d'application de la Loi sur l'aéronautique et/ou les peines imposées par le ministre des Transports en vertu de cette loi; tenir des audiences pour ces appels; conseiller au Ministre de maintenir ses décisions, de les remplacer par des décisions du tribunal ou encore de revenir sur ses décisions.

Administrateur de l'Office du transport du grain

Objectif

Assurer, en ce qui a trait à des aspects précis du système de manutention et de transport des céréales, le transport rapide, efficace et organisé à destination des céréales produites dans l'Ouest canadien à l'intérieur du pays et aux divers points d'exportation.

Description de l'activité

Administrateur de l'Office du transport du grain

Coordination et gestion de la manutention et du transport des céréales afin d'assurer le transport rapide, efficace et organisé des céréales pour servir le mieux possible les intérêts des céréaliculteurs. Ces activités comprennent notamment: l'affectation de wagons aux expéditeurs de céréales; la définition, l'élaboration et la mise en oeuvre de mesures visant à assurer l'efficacité du système; l'élaboration et la mise en oeuvre d'un système conceptuel d'évaluation des objectifs de rendement pour les participants au système; la gestion de la flotte de wagons-trémies du gouvernement; l'administration des ententes sur le transport routier; la prestation de fonctions de secrétariat, de services de recherche et de soutien au Comité supérieur du transport du grain; la mise sur pied d'un programme d'information publique à l'intention des céréaliculteurs et d'autres parties intéressées en ce qui a trait à l'évaluation et à la performance du système.

Office national des transports

Objectif

Favoriser la mise en oeuvre de la politique nationale des transports par la réglementation économique des transporteurs et des modes de transport qui relèvent de la compétence du gouvernement fédéral et par l'exécution d'enquêtes sur les accidents se rapportant aux chemins de fer et aux productoducs.

Description des activités

Subventions au transport
Établissement des prix de transport de marchandises et des prix compensatoires complexes et en évolution constante, paiement de subventions pour les services de transport, évaluation de projets de rationalisation des réseaux ferroviaires et décisions à ce sujet.

Entrée sur le marché et analyse du marché
Délivrance de licences aux transporteurs canadiens et étrangers à l'égard des services qu'ils exploitent au Canada, et application des exigences découlant des règlements et des licences de l'Office, et des accords internationaux; participation à la négociation et à la mise en oeuvre d'accords internationaux de service aérien; contrôle et analyse des répercussions de la réglementation économique sur le secteur des transports.

Règlement des différends
Règlement de différends et traitement des plaintes et de demandes faites par des expéditeurs, des voyageurs, des transporteurs et d'autres parties, au moyen de divers mécanismes parmi lesquels figurent les enquêtes officieuses et officielles, la médiation et l'arbitrage; enquêtes, par suite d'une plainte, sur les projets d'acquisition et de fusion touchant des entreprises canadiennes de transport; dépôt de contrats confidentiels; examen et dépôt de divers tarifs et documents connexes exigés aux termes de diverses lois et divers règlements du gouvernement fédéral; réglementation et exécution d'enquêtes sur les questions relatives au transport des personnes handicapées.

Enquêtes sur les accidents touchant les chemins de fer et les productoducs
Enquêtes sur les accidents et les incidents touchant les chemins de fer et les productoducs, en vue d'en déterminer les causes et les circonstances; tenue de renseignements et de données concernant les enquêtes passées et la sécurité en général; analyse des données sur la sécurité en vue de dégager les tendances et les anomalies des risques que posent les chemins de fer et les productoducs; et préparation de recommandations concernant des dispositions réglementaires destinées à réduire les risques qu'une situation se reproduise et à améliorer la sécurité dans son ensemble.

Gestion et administration
Fonctions des membres, de l'exécutif et de la haute direction ainsi que les services administratifs et juridiques nécessaires aux activités de l'Office.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	623,486,000	...	...	623,486,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	15,100,000	...	15,100,000	1c	Virement de $19,941,450 du crédit 10 (Transports) et de $17,100,550 du crédit 35 (Transports)				
...	...	...	19,941,450	19,941,450		Virement du: crédit 10				
...	...	...	17,100,550	17,100,550		crédit 35				
...	...	...	43,102,925	43,102,925		CT, crédit 5[1]				
...	623,486,000	15,100,000	80,144,925	718,730,925		Total—Crédit 1	708,717,324	10,013,601	...	608,112,674
...	565,411,000	...	...	565,411,000	5	Dépenses en capital				
...	...	1	...	1	5c	Virement de $4,939,999 du crédit 10 (Transports)				
...	...	...	4,939,999	4,939,999		Virement du crédit 10				
...	...	...	(4,543,999)	(4,543,999)		Virement au: crédit 17				
...	...	...	(2,724,999)	(2,724,999)		crédit 20				
...	565,411,000	1	(2,328,999)	563,082,002		Total—Crédit 5	583,156,136	(20,074,134)	...	518,057,590
...	294,857,805	...	...	294,857,805	10	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	(19,941,450)	(19,941,450)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(4,939,999)	(4,939,999)		crédit 5				
...	...	...	(1,012,799)	(1,012,799)		crédit 17				
...	...	...	(3,599,999)	(3,599,999)		crédit 25				
...	...	...	(137,753)	(137,753)		crédit 45				
...	294,857,805	1	(29,632,000)	265,225,806		Total—Crédit 10	248,012,101	17,213,705	...	330,029,917
...	1	...	...	1	11	Corporation Place du Havre Canada—Autorisation d'emprunter de l'argent d'autres sources que de l'État	...	1	...	...
...	27,000,000	...	...	27,000,000	15	Paiements à la Société canadienne des ports	26,650,000	350,000	...	2,774,594
...	1	...	...	1	16	Société canadienne des ports et autres sociétés des ports—Autorisation d'emprunter de l'argent d'autres sources que de l'État	...	1	...	...
...	...	1	...	1	17b	Paiements à la Société canadienne des ports pour l'amélioration des installations aux ports—Virement de $4,543,999 du crédit 5 (Transports)				
...	...	1	...	1	17c	Virement de $1,012,799 du crédit 10 (Transports)				
...	...	...	4,543,999	4,543,999		Virement du: crédit 5				
...	...	...	1,012,799	1,012,799		crédit 10				
...	...	2	5,556,798	5,556,800		Total—Crédit 17	5,403,095	153,705	...	...
...	4,806,000	...	...	4,806,000	20	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée				
...	...	1	...	1	20b	Virement de $2,724,999 du crédit 5 (Transports)				
...	...	1	...	1	20c	Virement de $539,999 du crédit 35 (Transports)				
...	...	...	2,724,999	2,724,999		Virement du: crédit 5				
...	...	...	539,999	539,999		crédit 35				
...	4,806,000	2	3,264,998	8,071,000		Total—Crédit 20	7,739,583	331,417	...	5,963,515

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	10,684,000	...	...	10,684,000	25	Paiement à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée				
...	...	1	...	1	25c	Virement de $3,599,999 du crédit 10 (Transports)				
...	...	...	3,599,999	3,599,999		Virement du crédit 10				
...	10,684,000	1	3,599,999	14,284,000		Total—Crédit 25	13,947,832	336,168	...	8,783,052
...	...	1	...	1	26c	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides—Virement de $1,902,999 du crédit 35 (Transports)				
...	...	...	1,902,999	1,902,999		Virement du crédit 35				
...	...	1	1,902,999	1,903,000		Total—Crédit 26c	1,672,590	230,410	...	1,587,075
...	253,467,000	...	...	253,467,000	30	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.				
...	...	12,000,000	...	12,000,000	30b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.				
...	253,467,000	12,000,000	...	265,467,000		Total—Crédit 30	265,466,477	523	...	126,480,799
...	541,000,000	...	...	541,000,000	35	Paiements à VIA Rail Canada Inc.				
...	...	...	(17,100,550)	(17,100,550)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(539,999)	(539,999)		crédit 20				
...	...	...	(1,902,999)	(1,902,999)		crédit 26c				
...	541,000,000	...	(19,543,548)	521,456,452		Total—Crédit 35	521,119,582	336,870	...	607,438,012
...	26,900,000	...	...	26,900,000	40	Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	26,900,000	...	...	25,400,000
...	18,000	...	...	18,000	45	Paiements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés				
...	...	1	...	1	45c	Virement de $137,753 du crédit 10 (Transports)				
...	...	...	137,753	137,753		Virement du crédit 10				
...	18,000	1	137,753	155,754		Total—Crédit 45	82,457	73,297	...	113,137
...	...	1	...	1	46b	Chemins de fer nationaux du Canada—Pour renoncer aux dividendes de $47,644,192.20 payables à Sa Majesté du Chef du Canada à l'égard de 1985 et 1987	...	1	...	...
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	46,825
263,920,671	(82,550,000)	18,550,000	64,000,000	263,920,671	(S)	Fonds renouvelable des aéroports	(58,536,181)	...	322,456,852	(55,015,443)
...	3,000,000	...	324,449	3,324,449	(S)	Abolition des péages sur le pont Victoria (crédit 107, Loi des subsides n° 5 de 1963)	3,324,449	...	...	2,233,401
...	120,840,000	...	(2,080,000)	118,760,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118,760,000	...	...	119,731,000
...	...	...	84,493	84,493	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	84,493	...	...	153,551
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	641,228
263,920,671	2,388,967,607	45,650,010	105,432,267	2,803,970,555		Total budgétaire	2,472,548,138	8,965,565	322,456,852	2,302,530,927

...	17,260,000	...	...	17,260,000	L50	Prêt à la Société du port de Prince Rupert pour des améliorations du port	17,260,000	...	...	...
10,000,000	...	...	...	10,000,000	(S)	(L) Prêts à la Société canadienne des ports pour fonds de roulement en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports, articles 26 et 52. Limite $10,000,000. (Net)	...	...	10,000,000	...
10,000,000	...	...	...	10,000,000	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, article 28. Limite $10,000,000. (Net)	...	...	10,000,000	...
						Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,000,000
20,000,000	17,260,000	...	...	37,260,000		Total non budgétaire	17,260,000	...	20,000,000	1,000,000
						Total du département—				
263,920,671	**2,388,967,607**	**45,650,010**	**105,432,267**	**2,803,970,555**		**Budgétaire**	**2,472,548,138**	**8,965,565**	**322,456,852**	**2,302,530,927**
20,000,000	**17,260,000**	...	...	**37,260,000**		**Non budgétaire**	**17,260,000**	...	**20,000,000**	**1,000,000**
						Air Canada (2)				
420,991,000	...	...	(420,991,000)	...	(S)	(L) Achat d'actions de la Société en vertu de la Loi sur Air Canada, article 13. Limite de capital autorisé $750,000,000. (Brut)	...	...	...	...
620,077,299	...	...	(620,077,299)	...	(S)	(L) Prêts et garanties de la Société en vertu de la Loi sur Air Canada, article 19. Limite $750,000,000. (Net)	...	...	...	...
1,041,068,299	...	...	**(1,041,068,299)**	...		**Total du programme—Non budgétaire**	...	...	...	... (2)
						Bureau canadien de la sécurité aérienne				
...	16,009,000	...	...	16,009,000	55	Dépenses du programme	15,726,812	282,188	...	15,333,574
...	1,642,000	...	...	1,642,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,642,000	...	...	1,586,958
...	**17,651,000**	...	...	**17,651,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**17,368,812**	**282,188**	...	**16,920,532**
						Tribunal de l'aviation civile				
...	1,052,000	...	...	1,052,000	60	Dépenses du programme	820,945	231,055	...	782,977
...	67,000	...	...	67,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67,000	...	...	62,000
...	**1,119,000**	...	...	**1,119,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**887,945**	**231,055**	...	**844,977**
						Administrateur de l'Office du transport du grain				
...	4,534,000	...	...	4,534,000	65	Dépenses du programme				
...	...	1,000,000	...	1,000,000	65b	Dépenses du programme et contributions				
...	4,534,000	1,000,000	...	5,534,000		Total—Crédit 65	3,874,094	1,659,906	...	7,273,058
...	224,000	...	...	224,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	224,000	...	...	222,000
...	**4,758,000**	**1,000,000**	...	**5,758,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,098,094**	**1,659,906**	...	**7,495,058**
						Office national des transports				
...	33,023,000	...	...	33,023,000	70	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	70c	Virement de $199,999 du crédit 75 (Transports)				
...	...	...	199,999	199,999		Virement du: crédit 75				
...	...	...	666,297	666,297		CT, crédit 5(1)				
...	33,023,000	1	866,296	33,889,297		Total—Crédit 70	33,504,434	384,863	...	36,878,368

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	13,633,000	...	...	13,633,000	75	Contributions				
...	...	...	(199,999)	(199,999)		Virement au crédit 70				
...	13,633,000	...	(199,999)	13,433,001		Total—Crédit 75	10,958,180	2,474,821	...	15,907,622
...	472,148,000	97,952,000	(1,345,385)	568,754,615	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	568,754,615	...	...	777,338,957
...	62,964,000	(16,535,000)	(14,221,668)	32,207,332	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer et de transport en vertu de la Loi sur les chemins de fer	32,207,332	...	...	74,040,096
...	17,502,000	2,320,000	(1,534,300)	18,287,700	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi de 1987 sur les transports nationaux	18,287,700	...	...	...
...	82,164,000	6,099,000	(1,781,548)	86,481,452	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	86,481,452	...	...	78,384,492
...	3,967,000	...	...	3,967,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,967,000	...	...	4,829,000
...	**685,401,000**	**89,836,001**	**(18,216,604)**	**757,020,397**		**Total du programme—Budgétaire**	**754,160,713**	**2,859,684**	**...**	**987,378,535**
						Total du ministère—				
[illegible]	[illegible]	[illegible]	**87,215,663**	**3,585,518,952**		**Budgétaire**	**3,249,063,702**	**13,998,398**	**322,456,852**	**3,315,170,029**[3]
[illegible]	**17,260,000**	...	**(1,041,068,299)**	**37,260,000**		**Non budgétaire**	**17,260,000**	**...**	**20,000,000**	**1,000,000**[2]

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

(2) Au cours de l'exercice, Air Canada a été transférée à Finances sous Privatisation et affaires réglementaires. Donc, le total non budgétaire de l'exercice précédent a été redressé par un montant de $23,645,003.

(3) Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée à Conseil privé. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $213,551.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	901,376,802	12,000,004	996,845	(9,097,743)	76,495	...	905,352,403	Politiques et coordination	906,595,422	(1,243,019)	...	812,089,316
...	502,617,900	1	7,693,711	5,107,086	(2,442,372)	(20,044,000)	492,932,326	Marine/Garde côtière canadienne	496,272,568	(3,340,242)	...	459,177,611
...	500,989,000	15,100,000	18,320,820	42,254,905	650,726	(291,426,000)	285,889,451	Aviation	274,828,580	11,060,871	...	212,123,768
263,920,671	473,844,000	18,550,000	6,472,393	(14,124,093)	63,855,169	(807,130,000)	5,388,140	Gestion des aéroports	(352,802,595)	35,733,883	322,456,852	(330,131,428)
...	32,500,300	3	1,275,014	2,177,286	(190,952)	...	35,761,651	Surface	34,567,991	1,193,660	...	25,443,870
...	157,426,800	...	8,344,142	5,643,558	55,827	(9,069,000)	162,401,327	Administration du ministère	166,984,721	(4,583,394)	...	147,961,737
...	(1,127,669,000)	...	...	...	...	1,127,669,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
263,920,671	1,441,085,802	45,650,008	43,102,925	31,960,999	62,004,893	...	1,887,725,298	Total—Fonctionnement	1,526,446,687	38,821,759	322,456,852	1,326,664,874
								Capital				
...	18,502,000	1	...	(17,400,000)	...	...	1,102,001	Politiques et coordination	969,820	132,181	...	1,382,111
...	115,591,000	...	...	87,540,000	...	...	203,131,000	Marine/Garde côtière canadienne	211,682,586	(8,551,586)	...	176,666,296
...	296,279,000	...	...	(66,090,000)	...	...	230,189,000	Aviation	242,345,833	(12,156,833)	...	201,676,839
...	201,910,000	...	...	(11,578,000)	...	...	190,332,000	Gestion des aéroports	217,231,681	(26,899,681)	...	246,556,879
...	3,048,000	...	...	200,000	...	...	3,248,000	Surface	3,192,026	55,974	...	3,499,972
...	14,694,000	...	...	4,999,001	...	...	19,693,001	Administration du ministère	19,342,955	350,046	...	13,820,638
...	650,024,000	1	...	(2,328,999)	...	...	647,695,002	Total—Capital	694,764,901	(47,069,899)	...	643,602,735
								Paiements de transfert				
...	214,590,000	...	...	(16,646,000)	324,449	...	198,268,449	Politiques et coordination	184,256,309	14,012,140	...	271,670,836
...	3,185,117	...	...	(404,500)	...	...	2,780,617	Marine/Garde côtière canadienne	2,034,676	745,941	...	2,607,174
...	367,000	...	...	140,000	...	...	507,000	Aviation	741,157	(234,157)	...	363,862
...	48,826,000	...	...	1,031,600	...	...	49,857,600	Gestion des aéroports	47,664,436	2,193,164	...	42,401,712
...	30,869,688	1	...	(14,143,100)	...	...	16,726,589	Surface	16,529,265	197,324	...	14,859,620
...	20,000	...	..	390,000	...	...	410,000	Administration du ministère	110,707	299,293	...	360,114
...	297,857,805	1	...	(29,632,000)	324,449	...	268,550,255	Total—Paiements de transfert	251,336,550	17,213,705	...	332,263,318
								Non budgétaire				
								Sociétés d'État:				
20,000,000	17,260,000	...	...	...	...	...	37,260,000	Politiques et coordination	17,260,000	...	20,000,000	1,000,000
								Sommaire du département				
								Politiques et coordination—				
...	1,134,468,802	12,000,005	996,845	(43,143,743)	400,944	...	1,104,722,853	Budgétaire	1,091,821,551	12,901,302	...	1,085,142,263
20,000,000	17,260,000	...	...	...	...	...	37,260,000	Non budgétaire	17,260,000	...	20,000,000	1,000,000
...	601,350,017	1	7,693,711	92,242,586	(2,442,372)	...	698,843,943	Marine/Garde côtière canadienne	709,989,830	(11,145,887)	...	638,451,081
...	506,209,000	15,100,000	18,320,820	(23,695,095)	650,726	...	516,585,451	Aviation	517,915,570	(1,330,119)	...	414,164,469
263,920,671	(82,550,000)	18,550,000	6,472,393	(24,670,493)	63,855,169	...	245,577,740	Gestion des aéroports	(87,906,478)	11,027,366	322,456,852	(41,172,837)

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	66,417,988	4	1,275,014	(11,765,814)	(190,952)	...	55,736,240	Surface	54,289,282	1,446,958	...	43,803,462
...	163,071,800	...	8,344,142	11,032,559	55,827	...	182,504,328	Administration du ministère	186,438,383	(3,934,055)	...	162,142,489
								Total du département—				
263,920,671	**2,388,967,607**	**45,650,010**	**43,102,925**	...	**62,329,342**	...	**2,803,970,555**	**Budgétaire**	**2,472,548,138**	**8,965,565**	**322,456,852**	**2,302,530,927**
20,000,000	**17,260,000**	...	...	...	...	...	**37,260,000**	**Non budgétaire**	**17,260,000**	...	**20,000,000**	**1,000,000**
								Air Canada[1]				
1,041,068,299	...	...	(1,041,068,299)	...	...	...	...	Non budgétaire	...	...	...	...
								Total du programme—				
1,041,068,299	...	...	**(1,041,068,299)**	...	...	...	...	**Non budgétaire**	...	...	...	...[1]
								Bureau canadien de la sécurité aérienne				
								Fonctionnement				
...	16,775,000	...	...	...	...	...	16,775,000	Promotion de la sécurité aérienne	16,453,081	321,919	...	15,488,555
								Capital				
...	876,000	...	...	...	...	...	876,000	Promotion de la sécurité aérienne	915,731	(39,731)	...	1,431,977
...	**17,651,000**	...	...	...	...	...	**17,651,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**17,368,812**	**282,188**	...	**16,920,532**
								Tribunal de l'aviation civile				
								Fonctionnement				
...	1,119,000	...	...	...	...	...	1,119,000	Révisions et appels	887,945	231,055	...	844,977
...	**1,119,000**	...	...	...	...	...	**1,119,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**887,945**	**231,055**	...	**844,977**
								Administrateur de l'Office du transport du grain				
...	3,283,000	...	...	(35,500)	...	...	3,247,500	Fonctionnement	2,518,150	729,350	...	2,255,282
...	43,000	...	...	35,500	...	...	78,500	Capital	79,144	(644)	...	86,162
...	1,432,000	1,000,000	...	...	...	...	2,432,000	Paiements de transfert	1,500,800	931,200	...	5,153,614
...	**4,758,000**	**1,000,000**	...	...	...	...	**5,758,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,098,094**	**1,659,906**	...	**7,495,058**
								Office national des transports				
								Fonctionnement				
...	7,320,000	...	255,500	...	...	...	7,575,500	Subventions au transport	5,800,644	1,774,856	...	7,156,840
...	6,277,000	...	118,400	...	...	...	6,395,400	Entrée sur le marché et analyse du marché	6,367,789	27,611	...	6,233,110
...	7,983,000	...	...	...	...	...	7,983,000	Règlement des différends	6,990,803	992,197	...	5,664,838

								Enquêtes sur les accidents touchant les chemins de fer et les productoducs				
...	2,400,000	...	...	...	...	...	2,400,000		2,391,665	8,335	...	...
...	12,417,000	1	292,397	100,000	...	...	12,809,398	Gestion et administration	14,567,494	(1,758,096)	...	12,637,104
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	9,062,517
...	36,397,000	1	666,297	100,000	...	...	37,163,298	Total—Fonctionnement	36,118,395	1,044,903	...	40,754,409
								Capital				
...	360,000	...	...	...	...	...	360,000	Subventions au transport	102,381	257,619	...	131,293
...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	Entrée sur le marché et analyse du marché	192,048	(167,048)	...	95,778
...	28,000	...	...	...	...	...	28,000	Règlement des différends	240,455	(212,455)	...	146,309
...	...	...	...	...	...	...	...	Enquêtes sur les accidents touchant les chemins de fer et les productoducs	61,441	(61,441)	...	...
...	180,000	...	...	99,999	...	...	279,999	Gestion et administration	756,714	(476,715)	...	507,122
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	72,457
...	593,000	...	...	99,999	...	...	692,999	Total—Capital	1,353,039	(660,040)	...	952,959
								Paiements de transfert				
...	648,411,000	89,836,000	...	(199,999)	(18,882,901)	...	719,164,100	Subventions au transport	716,689,279	2,474,821	...	942,669,380
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,001,787
...	648,411,000	89,836,000	...	(199,999)	(18,882,901)	...	719,164,100	Total—Paiements de transfert	716,689,279	2,474,821	...	945,671,167
								Sommaire du programme				
...	656,091,000	89,836,000	255,500	(199,999)	(18,882,901)	...	727,099,600	Subventions au transport	722,592,304	4,507,296	...	949,957,513
...	6,302,000	...	118,400	...	...	...	6,420,400	Entrée sur le marché et analyse du marché	6,559,837	(139,437)	...	6,328,888
...	8,011,000	...	...	...	...	...	8,011,000	Règlement des différends	7,231,258	779,742	...	5,811,147
...	2,400,000	...	...	...	...	...	2,400,000	Enquêtes sur les accidents touchant les chemins de fer et les productoducs	2,453,106	(53,106)	...	...
...	12,597,000	1	292,397	199,999	...	...	13,089,397	Gestion et administration	15,324,208	(2,234,811)	...	13,144,226
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	12,136,761
...	**685,401,000**	**89,836,001**	**666,297**	**...**	**(18,882,901)**	**...**	757,020,397	**Total du programme—Budgétaire**	754,160,713	**2,859,684**	**...**	**987,378,535**
								Total du ministère—				
263,920,671	**3,097,896,607**	**136,406,011**	**43,769,222**	**...**	**43,446,441**	**...**	**3,585,518,952**	**Budgétaire**	**3,249,063,702**	**13,998,398**	**322,456,852**	**3,318,170,039**[2]
1,061,068,299	**17,260,000**	**...**	**(1,041,068,299)**	**...**	**...**	**...**	**37,260,000**	**Non budgétaire**	**17,260,000**	**...**	**20,000,000**	**1,000,000**[1]

(1) Au cours de l'exercice, Air Canada a été transférée à Finances sous Privatisation et affaires réglementaires. Donc, le total non budgétaire de l'exercice précédent a été redressé par un montant de $23,645,003.
(2) Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée à Conseil privé. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $213,551.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Politiques et coordination				
...	17,159,000	...	...	(174,390)	...	16,984,610	Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversiers et de cabotage pour marchandises et voyageurs	16,984,610	...	...	16,388,084
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Subvention à l'Institute of Risk Research de l'Université de Waterloo, pour appuyer les objectifs du programme de recherche et de développement de Transports Canada, afin de favoriser la compilation de renseignements et de méthodologies sur la gestion des risques, y compris des renseignements sur les risques liés au transport de marchandises dangereuses	50,000	...	...	50,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7,675,900
...	17,209,000	...	...	(174,390)	...	17,034,610		17,034,610	...	...	24,113,984
							Marine/Garde côtière canadienne				
...	150	...	...	...	...	150	Subvention à la Writers' Federation of Nova Scotia pour le Evelyn Richardson Memorial Literary Award	150	...	...	150
							Services nautiques—Subventions aux organismes d'aide aux marins:				
...	300	...	...	...	...	300	Welland Canal Mission for Sailors	300	...	...	300
...	300	...	...	...	...	300	Missions to Seamen, Toronto (Ontario)	300	...	...	300
...	200	...	...	...	...	200	Seamen's Mission Society, Saint John (N-B)	200	...	...	200
...	10,000	...	...	...	...	10,000	British Sailors' Society (Canada)	10,000	...	...	10,000
...	600	...	...	...	...	600	Mariners' House of Montreal, Montréal (Québec)	600	...	...	600
...	300	...	...	...	...	300	Mission to Seamen—Section de Lakehead	300	...	...	300
...	300	...	...	...	...	300	Mission to Seamen—Sarnia et Windsor	300	...	...	300
...	300	...	...	...	...	300	Seafarer's Club—Prince Rupert (C-B)	300	...	...	300
...	1,667	...	...	...	...	1,667	Inspection de navires à vapeur—Subvention au Conseil canadien de la sécurité pour la promotion de la sécurité nautique	1,667	...	...	1,667
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Subvention à l'Association des ports et havres du Canada	2,326	2,674	...	3,500
...	19,117	...	...	...	...	19,117		16,443	2,674	...	17,617

							Aviation				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Association royale canadienne des aéroclubs	25,000	...	...	25,000
...	4,000	...	...	...	...	4,000	Subvention à l'Association des gens de l'air du Québec pour l'avancement des intérêts du Québec dans le domaine de l'aviation	4,000	...	...	4,000
...	...	...	...	90,000	...	90,000	Subvention au Symposium international de Fête aérienne Canada	90,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,000
...	29,000	...	...	90,000	...	119,000		119,000	...	...	34,000
							Surface				
...	100,000	1	...	50,000	...	150,001	Subvention au Comité de l'opération Gareautrain en vue d'appuyer un programme de sensibilisation pour la sécurité des passages à niveau	150,000	1	...	150,000
							Administration du ministère				
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Comité de la Semaine nationale des transports	20,000	...	...	20,000
...	**17,377,117**	**1**	...	**(34,390)**	...	**17,342,728**	**Total—Subventions**	**17,340,053**	**2,675**	...	**24,335,601**
							Contributions				
							Politiques et coordination				
...	185,000	...	...	142,000	...	327,000	Association des routes et transports du Canada	322,872	4,128	...	184,920
							Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique et régional:				
...	33,750,000	...	...	8,000,390	...	41,750,390	Province de Terre-Neuve (Entente sur le développement économique et régional)	43,779,625	(2,029,235)	...	29,646,902
...	23,473,000	...	...	(14,086,000)	...	9,387,000	Province de Québec (Entente sur le développement économique et régional)	9,100,972	286,028	...	8,978,100
...	11,836,000	...	...	(813,000)	...	11,023,000	Contributions pour la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	10,562,226	460,774	...	11,002,922
...	5,838,000	...	...	(338,000)	...	5,500,000	Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, au Canadien Pacifique Limitée et à la Northern Alberta Railway Company pour payer les coûts en capital en vue de la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil	5,500,000	...	...	28,630,000
...	17,584,000	...	...	(996,000)	...	16,588,000	Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	14,866,740	1,721,260	...	15,320,391

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	14,100,000	...	...	...	...	14,100,000	Paiements aux sociétés de chemin de fer pour assurer le soutien du revenu des producteurs de grain pour 1988-89, en leur accordant une compensation partielle pour les hausses de tarif du transport ferroviaire du grain, fixées conformément à la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	8,199,010	5,900,990	...	26,632,342
...	2,000,000	...	...	(220,000)	...	1,780,000	Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	1,681,889	98,111	...	1,719,677
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard—Paiement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard du déficit de ladite caisse pour 1988 et remboursement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada des montants versés à titre de supplément aux pensions prévues par la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard	1,866,615	133,385	...	2,041,778
...	565,000	...	...	...	...	565,000	Paiements pour un programme d'aide pour le transport des personnes handicapées	564,506	494	...	791,672
...	1,250,000	...	...	413,000	...	1,663,000	Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à l'implantation d'un système de contrôle et de réglementation de la circulation à Montréal, aux fins du développement économique et régional	1,140,870	522,130	...	1,789,703
...	2,300,000	...	...	1,029,000	...	3,329,000	Contributions aux compagnies qui assurent des services de transport et aux expéditeurs au regard des installations et du matériel servant au transport afin de parachever le plan de conteneurisation de Terre-Neuve, et contributions pour entreprendre les réparations nécessaires, et accorder des subventions d'exploitation au chantier naval de la Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve	3,328,974	26	...	8,827,420

...	20,000,000	...	...	(3,044,500)	...	16,955,500	Contributions aux provinces dans le but d'accroître l'efficacité et la sécurité de la route Yellowhead et d'aider au développement économique régional, au développement industriel et au tourisme	11,080,073	5,875,427	...	14,498,156
...	7,500,000	...	...	(1,205,000)	...	6,295,000	Contributions aux provinces, aux gouvernements territoriaux et au Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé à l'égard des coûts d'élaboration et de mise en application du Code national de sécurité pour les transporteurs routiers commerciaux	5,083,172	1,211,828	...	5,143,530
							Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme:				
...	20,000,000	...	...	(1,100,000)	...	18,900,000	Nouvelle-Écosse	18,819,614	80,386	...	5,713,689
...	22,000,000	...	...	(404,000)	...	21,596,000	Nouveau-Brunswick	22,413,809	(817,809)	...	19,980,000
...	10,000,000	...	...	(10,000,000)	...	...	Québec	...	...	...	...
...	...	...	...	121,500	...	121,500	Paiement pour des initiatives de promotion du transport en vertu d'ententes sur le développement économique et régional au Manitoba	73,586	47,914	...	184,010
...	...	...	...	148,000	...	148,000	Contributions conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour le programme de stabilisation de fourgons et de wagons-lits en vertu d'ententes connexes aux ententes sur le développement économique et régional au Manitoba	147,207	793	...	4,885,187
...	...	...	...	3,375,000	...	3,375,000	Paiement à la Province du Nouveau-Brunswick (Entente sur le développement économique et régional)	3,378,265	(3,265)	...	13,539,045
...	...	...	...	2,000,000	...	2,000,000	Paiement en vertu d'une entente de collaboration entre le Canada et l'Île-du-Prince-Édouard	1,987,225	12,775	...	...
...	3,000,000	...	...	...	324,449	3,324,449	(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal (crédit 107, Loi des subsides n° 5 de 1963)	3,324,449	...	...	2,233,401
...	...	...	...	168,000	...	168,000	Contribution à Borden Mercantile Co.	...	168,000	...	...
...	...	...	...	338,000	...	338,000	Transfert de l'Office du transport du grain dans le cadre de la réserve pour l'amélioration du réseau	...	338,000	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	45,814,007
...	197,381,000	...	...	(16,471,610)	324,449	181,233,839		167,221,699	14,012,140	...	247,556,852

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Marine/Garde côtière canadienne				
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contribution à la Croix rouge canadienne pour son programme de sécurité nautique	250,000	...	...	250,000
...	1,000,000	...	...	250,000	...	1,250,000	Paiement aux associations régionales du Service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique par des programmes d'éducation et de prévention des accidents	1,007,643	242,357	...	868,166
...	1,826,000	...	...	(1,211,500)	...	614,500	Contribution au programme d'amélioration d'infrastructures routières en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des transports pour le pont Laviolette	113,590	500,910	...	97,891
...	90,000	...	...	...	...	90,000	Contribution au Conseil des industries forestières de la C-B pour le programme de réduction des débris flottants	90,000	...	...	90,000
...	...	...	...	10,000	...	10,000	Contribution à l'Organisation maritime internationale (IMO)—Conférence sur la sûreté et la sécurité	10,000	...	...	...
...	...	...	...	465,000	...	465,000	Paiement à la Province de l'Alberta relativement aux services maritimes de l'Athabaska	465,000	...	...	...
...	...	...	...	17,000	...	17,000	Contribution à l'Université du Québec à Rimouski—Conférence sur les conditions de travail à bord des navires de pêche et la sécurité	17,000	...	...	...
...	...	...	...	15,000	...	15,000	Contribution au district de Kitimat pour une étude évaluant les opportunités d'exportation par transport maritime et pour élaborer une stratégie sur le développement de port et sur la mise en marché d'une installation pour la grande pêche au terminus du havre public de Kitimat	15,000	...	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest envers une étude sur les exigences des installations portuaires dans la région de l'Arctique et la région de Baffin	50,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,283,500
...	3,166,000	...	...	(404,500)	...	2,761,500		2,018,233	743,267	...	2,589,557

						Aviation				
...	216,000	...	...	...	...	216,000	Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	454,706	(238,706)	...	208,110
...	97,000	...	...	...	...	97,000	Contributions aux aéroclubs, aux écoles et aux instructeurs de pilotage	92,451	4,549	...	96,752
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Ligue des cadets de l'air du Canada—Bourse de formation en pilotage	25,000	...	...	25,000
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Contribution à la Recreational Aircraft Association of Canada	50,000	...	...	...
...	338,000	...	...	50,000	...	388,000		622,157	(234,157)	...	329,862
							Gestion des aéroports				
...	18,138,000	...	...	(3,028,000)	...	15,110,000	Contributions pour l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres	13,884,453	1,225,547	...	17,414,325
							Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres et des installations connexes:				
							Principales contributions—				
...	1,880,000	...	...	...	...	1,880,000	Terre-Neuve—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour, Cartwright, Makkovik, Mary's Harbour, Nain, Red Bay, Rigolet, Port Hope Simpson, Postville et Hopedale)	3,411,276	(1,531,276)	...	976,353
...	11,468,000	...	...	...	...	11,468,000	Québec—Nouveau Québec: aéroports inuit	7,920,389	3,547,611	...	11,761,476
...	3,400,000	...	...	(1,400,400)	...	1,999,600	Autres améliorations d'aéroports, y compris les ententes pour le développement économique et régional du Manitoba	3,492,868	(1,493,268)	...	3,274,829
...	13,500,000	...	...	5,900,000	...	19,400,000	Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres, et des installations connexes	18,955,450	444,550	...	8,974,729
...	440,000	...	...	(440,000)	...	...	Transmission—Aéroports fédéraux—Aide aux parties intéressées	...	...	...	...
...	48,826,000	...	...	1,031,600	...	49,857,600		47,664,436	2,193,164	...	42,401,712
							Surface				
...	6,957,000	...	...	(6,956,700)	...	300	Paiements à l'appui du déplacement de lignes de chemin de fer de Regina, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil	...	300	...	...
...	13,378,000	...	...	(4,307,000)	...	9,071,000	Paiements à l'appui de croisements étagés approuvés selon la Loi sur la sécurité ferroviaire et la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer	9,061,849	9,151	...	6,876,631

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	10,000,000	...	...	(2,929,400)	...	7,070,600	Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la Loi sur la sécurité ferroviaire	7,006,111	64,489	...	...
...	87,000	...	...	...	...	87,000	Contributions à des organismes de recherche choisis pour les aider à entreprendre des travaux de recherche et des études dans le cadre du programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers	62,895	24,105	...	35,157
...	347,688	...	...	...	...	347,688	Contributions au Manitoba, à Terre-Neuve et au Yukon servant à défrayer les coûts de la formation en matière de surveillance et/ou des activités liées à la coordination du transport des marchandises dangereuses	248,410	99,278	...	159,285
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7,638,547
...	30,769,688	...	...	(14,193,100)	...	16,576,588		16,379,265	197,323	...	14,709,620
							Administration du ministère				
...	...	...	...	390,000	...	390,000	Transmission—Aéroports fédéraux—Aide aux parties intéressées	90,707	299,293	...	340,114
...	**280,480,688**	...	...	**(29,597,610)**	**324,449**	**251,207,527**	**Total—Contributions**	**233,996,497**	**17,211,030**	...	**307,927,717**
							Sommaire du département par activité				
...	214,590,000	...	...	(16,646,000)	324,449	198,268,449	Politiques et coordination	184,256,309	14,012,140	...	271,670,836
...	3,185,117	...	...	(404,500)	...	2,780,617	Marine/Garde côtière canadienne	2,034,676	745,941	...	2,607,174
...	367,000	...	...	140,000	...	507,000	Aviation	741,157	(234,157)	...	363,862
...	48,826,000	...	...	1,031,600	...	49,857,600	Gestion des aéroports	47,664,436	2,193,164	...	42,401,712
...	30,869,688	1	...	(14,143,100)	...	16,726,589	Surface	16,529,265	197,324	...	14,859,620
...	20,000	...	...	390,000	...	410,000	Administration du ministère	110,707	299,293	...	360,114
...	**297,857,805**	**1**	...	**(29,632,000)**	**324,449**	**268,550,255**	**Total du département**	**251,336,550**	**17,213,705**	...	**332,263,318**
							Administrateur de l'Office du transport du grain				
							Contributions				
...	1,432,000	1,000,000	...	...	...	2,432,000	Contributions dans le cadre de la Réserve pour l'amélioration du réseau	1,500,800	931,200	...	5,153,614
...	**1,432,000**	**1,000,000**	...	...	...	**2,432,000**	**Total du programme**	**1,500,800**	**931,200**	...	**5,153,614**

							Office national des transports				
							Contributions				
							Subventions au transport				
...	13,633,000	...	...	(199,999)	...	13,433,001	Paiements aux compagnies ferroviaires en vertu de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	10,958,180	2,474,821	...	12,905,835
...	82,164,000	6,099,000	...	...	(1,781,548)	86,481,452	(S) Paiements à des compagnies de chemin de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	86,481,452	...	...	78,384,492
...	472,148,000	97,952,000	...	...	(1,345,385)	568,754,615	(S) Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	568,754,615	...	...	777,338,957
...	62,964,000	(16,535,000)	...	...	(14,221,668)	32,207,332	(S) Paiements à des compagnies de chemin de fer et de transport en vertu des articles 261, 262, 270 et 281 de la Loi sur les chemins de fer	32,207,332	...	...	56,389,720
...	17,502,000	2,320,000	...	...	(1,534,300)	18,287,700	(S) Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi de 1987 sur les transports nationaux	18,287,700	...	...	17,650,376
...	648,411,000	89,836,000	...	(199,999)	(18,882,901)	719,164,100		716,689,279	2,474,821	...	942,669,380
							Sécurité des chemins de fer				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3,001,787
							Sommaire du programme par activité				
...	648,411,000	89,836,000	...	(199,999)	(18,882,901)	719,164,100	Subventions au transport	716,689,279	2,474,821	...	942,669,380
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,001,787
...	**648,411,000**	**89,836,000**	...	**(199,999)**	**(18,882,901)**	719,164,100	**Total du programme**	716,689,279	**2,474,821**	...	**945,671,167**
...	**947,700,805**	**90,836,001**	...	**(29,831,999)**	**(18,558,452)**	990,146,355	Total du ministère	969,526,629	**20,619,726**	...	**1,283,088,099**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Marine/Garde côtière canadienne			
Réapprovisionnement de l'Arctique	13,300,000	12,040,730	10,421,021
Déductions des employés pour la location de logements	483,000	412,440	418,730
Activité des ateliers de Prescott	100,000	101,736	114,079
Sommes recouvrées auprès du département de l'Environnement pour des services de télécommunications maritimes	25,000	11,000	31,300
Sommes recouvrées auprès du département des Pêches et des Océans pour les services d'hélicoptères maritimes	1,132,000	108,557	419,482
Sommes recouvrées auprès du groupe de l'Aviation	4,000	3,500	...
Divers	5,000,000	...	1,406
	20,044,000	12,677,963	11,406,018
Aviation			
Frais de location, concessions et stationnement	1,743,000	1,907,883	1,686,851
Autres recettes	29,169,000	30,651,425	22,010,802
Sommes recouvrées des principaux aéroports fédéraux pour les frais de contrôle de la circulation aérienne	84,411,000	84,411,000	82,300,000
Sommes recouvrées de l'activité Marine/Garde côtière canadienne pour des services de télécommunications et d'hélicoptère	16,112,000	15,700,112	14,892,998
Sommes recouvrées auprès d'autres départements du gouvernement fédéral—Programme des services de l'environnement—Services météorologiques	319,000	225,200	277,800
Taxe de transport aérien	159,672,000	161,919,939	188,704,373
	291,426,000	294,815,559	309,872,824
Gestion des aéroports			
Frais de location, concessions et stationnement	223,111,000	240,817,005	221,840,371
Taxes d'atterrissage	118,409,000	122,502,384	120,211,078
Taxes générales d'aérogare	82,670,000	86,065,740	82,440,122
Autres recettes	15,245,000	20,655,090	16,513,615
Sommes recouvrées des principaux aéroports pour les droits des services de gestion	30,011,000	30,011,000	34,688,000
Sommes recouvrées de l'activité de l'Aviation—Services de la navigation aérienne—Services d'entretien et de logement	5,200,000	4,350,193	5,200,000
Sommes recouvrées auprès d'autres départements du gouvernement fédéral—Services de l'environnement—Programme des services météorologiques	656,000	252,184	477,670
Taxes de transport aérien	331,828,000	331,828,000	310,238,000
	807,130,000	836,481,596	791,608,856

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Administration du ministère			
Sommes recouvrées de services de traitement de l'information	3,847,000	4,544,036	3,791,449
Sommes recouvrées des coûts de perfectionnement de la gestion et d'autres cours de formation au département	5,222,000	6,158,139	5,736,641
	9,069,000	10,702,175	9,528,090
Total du département—Budgétaire	1,127,669,000	1,154,677,293	1,122,415,788
Air Canada[1]			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursement du prêt d'Air Canada. (Net)	...	...	...
Total du programme—Non budgétaire	...	...	...[1]
Total du ministère—			
Budgétaire	1,127,669,000	1,154,677,293	1,122,415,788
Non budgétaire	...	...	...[1]

[1] Au cours de l'exercice, Air Canada a été transférée à Finances sous Privatisation et affaires réglementaires. Donc, le total non budgétaire de l'exercice précédent a été redressé par un montant de $23,645,003.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Air Canada	...	10,702,017
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	14,910,995	15,924,366
Société canadienne des ports	2,133,186	117,791
Administration du pont du port de Saint John	946,860	955,443
Société du port de Halifax	2,143,011	412,392
Société du port de Montréal	9,251,854	459,450
Société du port de Prince Rupert	3,125,381	...
Société du port de Québec	387,259	...
Société du port de Saint John	2,362,708	2,362,708
Société du port de St John's	320,894	259,468
Société du port de Vancouver, La	22,539,623	311,097
Corporation de la ville de Montréal—Tunnel Atwater	9,118	11,984
Commissaires du port de Hamilton	23,203	25,266
Commission du port de Port Alberni	28,693	40,261
Commission du port de Thunder Bay	1,688	8,201
	58,184,473	31,590,444
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Paiement reçu de la Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve pour un paiement en trop de pertes de fonctionnement	...	1,417,857
Paiement reçu de la Commission du blé en vertu de la taxe canadienne détenue 1984-85	...	569,529
Paiement reçu de CN pour le remboursement des paiements faits avant les règlements modifiés du Programme d'aide à la main d'oeuvre	...	5,585,010
Paiement reçu de VIA Rail Canada Inc pour le remboursement du redressement suite à la vérification du Programme d'aide à la main d'oeuvre pour l'année 1987-88	...	211,126
Paiement reçu de la province du Nouveau-Brunswick en vertu de l'entente sur le développement économique et régional	...	958,747
Paiement reçu de la province de Terre-Neuve en vertu de l'entente sur le développement économique et régional	1,122,529	...
Paiement reçu de la province de Québec en vertu de l'entente sur le développement économique et régional	185,686	...
Paiement reçu de la province du Nouveau-Brunswick en vertu de l'entente pour l'amélioration des routes	...	1,538,277
Paiement reçu de Northumberland Ferries Limited en vertu de l'article de récupération de l'excédent de profit pour 1986-87 et 1987-88	...	274,913
Paiement reçu de Raytheon Canada Ltd concernant un ajustement de prix sous le programme "Projet de modernisation de radars"	1,344,191	6,634,072
Paiement reçu de Leslie et Palmer concernant un paiement en duplicata pour l'installation du système d'atterrissage micro-ondes et les structures de support	...	552,782
Paiement reçu de Digital Equipment concernant un défaut de paiement pour un système d'ordinateur à Gander	1,400,000	...
Paiement reçu de Chimo Shipping Limited à défaut de livrer de la marchandise pendant 1978 pour approvisionner l'est de l'Arctique	...	100,000
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)—		
IBM	...	182,084
Travaux publics	1,290,887	1,370,274
Approvisionnements et Services	...	411,950
Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	162,301	120,849
Halifax Dartmouth Industries Ltd	...	1,548,500
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé	155,245	...
Province du Nouveau-Brunswick	374,223	...
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	696,552	...
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	...	343,996
VIA Rail Canada Inc	11,326,720	23,219,186
Autres	3,505,187	3,105,656
Divers	1,748,062	2,246,749
	23,311,583	50,391,557
Privilèges, licences et permis—		
Location nolisée de traversiers pour autos	439,502	439,502
Divers	158,288	205,313
	597,790	644,815
Produits des ventes	46,291	194,466
Autres recettes non fiscales—		
Frais	2,706,128	2,833,255
Amendes	360,268	235,856
Frais portuaires	1,158,737	1,201,777
Permis	85,304	65,044
Location	9,293,554	10,014,388
Droits d'accostage	1,319,793	5,087,937
Entreposage	237,430	266,181
Droits de terre-plein	5,224,253	1,321,288
Amarre du navire	52,936	50,220
Cotisations radiographiques	2,029,019	1,739,730
Paiement reçu de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'entretien des voies navigables	553,058	533,996

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Paiement reçu de Airport Development Corporation d'après l'entente signée pour la location des services au sol pour le terminal 3	...	2,000,000
Paiement reçu de la province de la Nouvelle-Écosse comme contribution au coût des services de transbordeur entre Yarmouth et Bar Harbour	...	667,000
Divers	1,894,909	1,316,231
	24,915,389	27,332,903
Total du département	107,055,526	**110,154,185**
Bureau canadien de la sécurité aérienne		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	8,370	4,596
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	55,500	41,392
	63,870	45,988
Autres recettes non fiscales	22,540	21,948
Total du programme	86,410	**67,936**
Tribunal de l'aviation civile		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,163	1,720
Autres recettes non fiscales	12,472	3,108
Total du programme	14,635	**4,828**
Administrateur de l'Office du transport du grain		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	271	1,826
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	28	11,232
	299	13,058
Privilèges, licences et permis	539,310	5
Produits des ventes	25	512
Total du programme	539,634	**13,575**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Office national des transports		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	27,752	305,127
Recouvrements d'avances de voyage	10,924	9,013
Recouvrements des comptes de fournisseurs	31,646	31,565
Recouvrement—Subvention en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	...	71,700,000
	70,322	72,045,705
Privilèges, licences et permis	124	21
Rémunérations de services—		
Frais pour services rendus à des compagnies	1,229	842
Frais pour services rendus à d'autres organismes gouvernementaux	28	68
Accès à l'information	45	...
	1,302	910
Produits des ventes	481	...
Total du programme	72,229	**72,846,636**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	58,184,473	31,590,444
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	23,448,237	122,498,028
Privilèges, licences et permis	1,137,224	644,841
Rémunérations de services	1,302	910
Produits des ventes	46,797	194,978
Autres recettes non fiscales	24,950,401	27,357,959
Total du ministère	107,768,434	**182,287,160** (2)

(1) Intérêt sauf indication contraire.
(2) Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée au Conseil privé. Donc, les recettes de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $270,033.

SECTION 29

COMPTES PUBLICS
1989-90

Travail

Département
Conseil canadien des relations du travail
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	29.2
Sommaire du ministère	29.4
Programmes par activité	29.6
Paiements de transfert	29.8
Détail des montants portés au crédit	29.10
Recettes	29.10

Département

Objectif

Faciliter et maintenir des relations de travail stables, ainsi qu'un milieu de travail sûr, juste et équitable; recueillir et diffuser des données statistiques et des renseignements sur le travail; de façon générale, susciter des rapports constructifs entre les syndicats, le patronat et le gouvernement.

Description des activités

Médiation et conciliation

Prestation de services de conciliation, de médiation et d'arbitrage pour le règlement de conflits dans le secteur privé de compétence fédérale; adoption de mesures préventives pour maintenir des relations patronales-syndicales stables; prestation de services de spécialistes en relations industrielles pour l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et la formulation de lois.

Opérations du travail

Élaboration et exécution des programmes prévus par la loi pour assurer un milieu de travail sûr et salubre et des possibilités d'emploi équitables; prestation de services de prévention des incendies dans tous les immeubles appartenant au gouvernement du Canada et/ou sous son contrôle; promotion et mise en oeuvre d'activités non régies par la loi visant à l'établissement de relations d'emploi constructives au sein du milieu de travail et à une meilleure information de la population active sur les affaires syndicales et socio-économiques.

Politiques et communications

Gestion générale et orientation des politiques du programme du Travail; analyse et élaboration de politiques sur le travail en rapport avec les grandes questions économiques et sociales; maintien de bons rapports de travail avec les autres ministères fédéraux, les associations d'employeurs et d'employés, les provinces et territoires, et les organisations internationales du travail; communication de recherches et de renseignements visant à l'amélioration de la situation de la femme dans la population active; communication et analyse de données statistiques et de renseignements sur le travail; facilitation de consultations et d'activités connexes pour encourager le mouvement syndical à participer au processus de formulation des politiques; et diffusion des programmes, politiques, lois et services du ministère.

Adaptation des travailleurs âgés

Octroi d'un soutien prolongé du revenu aux travailleurs âgés qui ont perdu leur emploi en raison de licenciements massifs et qui, avant l'épuisement de leurs prestations d'assurance-chômage, n'ont pu trouver un autre emploi.

Indemnisation des accidents

Versement d'indemnités aux employés fédéraux et aux personnes à leur charge pour les accidents subis en cours d'emploi et paiement des frais relatifs aux demandes d'indemnité présentées par les employés fédéraux aux commissions provinciales des accidents du travail aux termes de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État; paiement d'indemnités supplémentaires à certaines veuves de marins marchands; et arbitrage des demandes d'indemnité d'accidents présentées par des détenus de pénitenciers fédéraux.

Systèmes et services ministériels

Prestation de services de consultation et de soutien au ministère, et mise en oeuvre et application des programmes et politiques gouvernementales, dans les domaines de la planification globale, des finances, de l'administration, du personnel, de l'informatique, de la bibliothéconomie, de la sécurité, des langues officielles, de la vérification interne et de l'évaluation des programmes.

Conseil canadien des relations du travail

Objectif

Contribuer au développement de relations industrielles efficaces et les promouvoir dans toute entreprise, toute affaire ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

Description de l'activité

Conseil canadien des relations du travail

Exercer des pouvoirs légaux au chapitre des droits de négociation et de leur structuration; faire des enquêtes et régler, par voie de médiation, les plaintes alléguant qu'il y a eu violation des dispositions du Code canadien du travail; interpréter les dispositions portant sur les changements technologiques qui influent sur les conditions de travail et la sécurité des employés et ordonner les mesures de redressement qui s'imposent; exercer le pouvoir de rendre des ordonnances de ne pas faire de grèves ou de lock-out illégaux; réviser, lorsqu'il en est saisi, les décisions qui portent sur la sécurité; régler les modalités d'une première convention collective; donner des conseils et faire des recommandations en ce qui concerne les pouvoirs légaux du Conseil; et se pourvoir des services administratifs nécessaires à ces activités.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Objectif

Fournir aux Canadiens des renseignements sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail. Cette information doit être complète, intelligible et fiable. L'information facilite les prises de décisions, favorise les changements sur les lieux de travail, sensibilise le public à la nécessité de jouir d'un environnement de travail sain et sécuritaire et soutient l'éducation et la formation.

Description des activités

Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif

Représentant les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les travailleurs et les employeurs, le Conseil définit les objectifs, les politiques, et établit les priorités et la direction d'ensemble pour le Centre.

Le Bureau exécutif du Centre, présidé par le président et administrateur en chef, est composé de neuf gouverneurs, élus pour un an par le Conseil des gouverneurs et représentant ces derniers sur une base tripartite. Le Bureau exécutif est autorisé à agir au nom du Conseil entre les réunions de celui-ci.

Président et personnel du Centre

Mettre en oeuvre les politiques et programmes établis par le Conseil des gouverneurs et le Bureau exécutif et assumer les fonctions d'ordre scientifique et technologique du Centre.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	52,836,000	...	...	52,836,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	3,500,000	...	3,500,000	1c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	2,600,000	2,600,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	52,836,000	3,500,000	2,600,000	58,936,000		Total—Crédit 1	58,055,435	880,565	...	52,360,952
...	10,075,000	...	...	10,075,000	5	Subventions et contributions				
...	...	46,500,000	...	46,500,000	5c	Contribution				
...	10,075,000	46,500,000	...	56,575,000		Total—Crédit 5	32,481,582	24,093,418	...	9,541,144
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	47,082
...	43,010,000	...	(4,521,062)	38,488,938	(S)	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (Loi sur l'indemnisation des agents de l'État) et à des marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands)	38,488,938	...	...	39,294,552
...	90,500,000	...	5,697,979	96,197,979	(S)	Prestations d'adaptation pour les travailleurs (Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs)	96,197,979	...	...	103,400,062
...	5,834,000	...	(23,789)	5,810,211	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,810,211	...	...	5,807,000
...	...	...	83	83	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	83	...	...	68
...	202,302,800	50,000,000	3,753,611	256,056,411		Total budgétaire	231,082,428	24,973,983	...	210,450,860
...	...	...	...	...		(L) Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,080,000
						Total du département—				
...	**202,302,800**	**50,000,000**	**3,753,611**	**256,056,411**		**Budgétaire**	**231,082,428**	**24,973,983**	**...**	**210,450,860**
...	**...**	**...**	**...**	**...**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**...**	**2,080,000**
						Conseil canadien des relations du travail				
...	6,951,000	...	...	6,951,000	10	Dépenses du programme				
...	...	365,000	...	365,000	10c	Dépenses du programme				
...	...	...	335,000	335,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	6,951,000	365,000	335,000	7,651,000		Total—Crédit 10	7,569,737	81,263	...	6,404,022
...	766,000	...	...	766,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	766,000	...	...	736,000
...	**7,717,000**	**365,000**	**335,000**	**8,417,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,335,737**	**81,263**	**...**	**7,140,022**

						Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
...	8,264,000	...	...	8,264,000	15	Dépenses du programme				
...	...	358,000	...	358,000	15c	Dépenses du programme				
...	8,264,000	358,000	...	8,622,000		Total—Crédit 15	8,600,632	21,368	...	9,344,860
...	**8,264,000**	**358,000**	...	**8,622,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,600,632**	**21,368**	...	**9,344,860**
						Total du ministère—				
...	**218,283,000**	**50,723,000**	**4,088,611**	**273,095,411**		**Budgétaire**	**248,018,797**	**25,076,614**	...	**226,935,742**
...	...	...	...	...		**Non budgétaire**	...	...	...	**2,000,000**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	4,455,000	...	...	...	...	...	4,455,000	Médiation et conciliation	4,233,227	221,773	...	4,256,311
...	28,595,000	...	283,000	...	(23,789)	...	28,854,211	Opérations du travail	28,323,749	530,462	...	25,804,018
...	11,709,800	...	1,037,000	...	400	...	12,747,200	Politiques et communications	12,410,977	336,223	...	11,350,416
...	536,000	3,100,000	...	...	...	...	3,636,000	Adaptation des travailleurs âgés	2,042,325	1,593,675	...	915,016
...	78,356,000	...	409,000	...	(4,519,190)	(34,100,000)	40,145,810	Indemnisation des accidents	40,221,172	(75,362)	...	40,939,163
...	10,924,000	...	871,000	...	83	...	11,795,083	Systèmes et services ministériels	11,835,309	(40,226)	...	11,237,463
...	(34,100,000)	...	...	...	...	34,100,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	100,475,800	3,100,000	2,600,000	...	(4,542,496)	...	101,633,304	Total—Fonctionnement	99,066,759	2,566,545	...	94,502,387
								Capital				
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Médiation et conciliation	17,649	(13,649)	...	62,212
...	432,000	...	...	...	...	...	432,000	Opérations du travail	773,603	(341,603)	...	847,802
...	22,000	...	...	...	...	...	22,000	Politiques et communications	314,602	(292,602)	...	295,939
...	1,000	400,000	...	...	...	...	401,000	Adaptation des travailleurs âgés	409,641	(8,641)	...	93,799
...	...	...	...	...	...	...	...	Indemnisation des accidents	5,485	(5,485)	...	7,797
...	783,000	...	...	...	...	...	783,000	Systèmes et services ministériels	1,807,000	(1,024,000)	...	1,691,357
...	1,242,000	400,000	...	...	...	...	1,642,000	Total—Capital	3,327,980	(1,685,980)	...	2,998,906
								Paiements de transfert				
...	7,875,000	...	...	...	...	...	7,875,000	Opérations du travail	8,009,094	(134,094)	...	7,612,406
...	2,200,000	...	...	...	...	...	2,200,000	Politiques et communications	1,854,118	345,882	...	1,928,738
...	90,500,000	46,500,000	...	...	5,697,979	...	142,697,979	Adaptation des travailleurs âgés	118,816,349	23,881,630	...	103,400,062
...	10,000	...	...	...	(1,872)	...	8,128	Indemnisation des accidents	8,128	...	...	8,361
...	100,585,000	46,500,000	...	...	5,696,107	...	152,781,107	Total—Paiements de transfert	128,687,689	24,093,418	...	112,949,567
								Non budgétaire				
...	...	...	...	...	...	...	...	Indemnisation des accidents	...	...	...	2,080,000
								Sommaire du département				
...	4,459,000	...	...	...	...	...	4,459,000	Médiation et conciliation	4,250,876	208,124	...	4,318,523
...	36,902,000	...	283,000	...	(23,789)	...	37,161,211	Opérations du travail	37,106,446	54,765	...	34,264,226
...	13,931,800	...	1,037,000	...	400	...	14,969,200	Politiques et communications	14,579,697	389,503	...	13,575,093
...	91,037,000	50,000,000	...	...	5,697,979	...	146,734,979	Adaptation des travailleurs âgés	121,268,315	25,466,664	...	104,408,877
								Indemnisation des accidents—				
...	44,266,000	...	409,000	...	(4,521,062)	...	40,153,938	Budgétaire	40,234,785	(80,847)	...	40,955,321
...	...	...	...	...	...	...	...	Non budgétaire	...	...	...	2,080,000
...	11,707,000	...	871,000	...	83	...	12,578,083	Systèmes et services ministériels	13,642,309	(1,064,226)	...	12,928,820
								Total du département—				
...	**202,302,800**	**50,000,000**	**2,600,000**	...	**1,153,611**	...	**256,056,411**	**Budgétaire**	**231,082,428**	**24,973,983**	...	**210,450,860**
...	...	...	...	...	...	...	...	**Non budgétaire**	...	...	...	**2,080,000**

								Conseil canadien des relations du travail				
...	7,705,000	365,000	335,000	...	...	...	8,405,000	Fonctionnement	8,189,680	215,320	...	7,015,017
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	Capital	146,057	(134,057)	...	125,005
...	**7,717,000**	**365,000**	**335,000**	...	...	...	**8,417,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**8,335,737**	**81,263**	...	**7,140,022**
								Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
								Fonctionnement				
...	516,000	...	...	...	...	...	516,000	Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif	255,202	260,798	...	292,699
...	8,984,000	358,000	...	...	...	(1,452,000)	7,890,000	Président et personnel du Centre	8,144,230	(254,230)	...	8,002,897
...	(1,452,000)	...	...	...	...	1,452,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	8,048,000	358,000	...	...	...	...	8,406,000	Total—Fonctionnement	8,399,432	6,568	...	8,295,596
								Capital				
...	216,000	...	...	...	...	...	216,000	Président et personnel du Centre	201,200	14,800	...	1,049,264
								Sommaire du programme				
...	516,000	...	...	...	...	...	516,000	Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif	255,202	260,798	...	292,699
...	7,748,000	358,000	...	...	...	...	8,106,000	Président et personnel du Centre	8,345,430	(239,430)	...	9,052,161
...	**8,264,000**	**358,000**	...	...	...	...	**8,622,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**8,600,632**	**21,368**	...	**9,344,860**
								Total du ministère—				
...	**218,283,000**	**50,723,000**	**2,935,000**	...	**1,153,611**	...	**273,095,411**	**Budgétaire**	**248,018,797**	**25,076,614**	...	**226,935,742**
...	...	...	...	...	...	...	...	**Non budgétaire**	...	...	...	**2,000,000**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Opérations du travail				
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Subventions pour financer les activités qui contribuent aux objectifs du programme de sécurité et d'hygiène au travail	20,000	...	...	20,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Subventions afin d'appuyer les organismes responsables de l'élaboration des normes	15,000	...	...	15,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	10,000	...	...	10,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Association canadienne des chefs de pompiers	25,000	...	...	25,000
...	70,000	...	...	...	...	70,000		70,000	...	...	70,000
							Politiques et communications				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Subventions afin d'aider financièrement des organisations de travailleurs et des centrales syndicales à organiser des activités de formation	...	5,000	...	2,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Subventions en mémoire de Marion V. Royce afin d'appuyer financièrement des projets spéciaux destinés principalement aux femmes au travail	25,000	...	...	25,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000		25,000	5,000	...	27,000
							Adaptation des travailleurs âgés				
...	90,500,000	...	...	...	5,697,979	96,197,979	(S) Paiement de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie, de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	96,197,979	...	...	103,400,062

							Indemnisation des accidents				
...	*10,000*	...	...	...	*(1,872)*	8,128	(S) Indemnisation des marins marchands—Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands	*8,128*	...	...	*8,361*
...	**90,610,000**	**...**	**...**	**...**	**5,696,107**	**96,306,107**	**Total—Subventions**	**96,301,107**	**5,000**	**...**	**103,505,423**
							Contributions				
							Opérations du travail				
...	4,449,000	...	...	...	...	4,449,000	Contributions aux programmes d'éducation syndicale du Congrès du travail du Canada	4,645,228	(196,228)	...	4,557,313
...	1,364,000	...	...	...	...	1,364,000	Contributions aux centrales et aux grandes organisations syndicales non affiliées au Congrès du travail du Canada et visant à promouvoir et à améliorer les programmes de formation syndicale	1,388,708	(24,708)	...	1,348,906
...	1,551,000	...	...	...	...	1,551,000	Contributions aux syndicats non affiliés à une organisation centrale de travailleurs et aux membres de syndicats à des fins d'éducation syndicale	1,464,730	86,270	...	1,208,587
...	441,000	...	...	...	...	441,000	Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique	440,428	572	...	427,600
...	7,805,000	...	...	...	...	7,805,000		7,939,094	(134,094)	..	7,542,406
							Politiques et communications				
...	985,000	...	...	...	...	985,000	Programme d'affectation des employés	868,031	116,969	...	788,309
...	1,123,000	...	...	...	...	1,123,000	Programme sur les répercussions de la technologie	862,987	260,013	...	1,043,429
...	62,000	...	...	...	...	62,000	Fonds d'aide pour les affaires du travail	98,100	(36,100)	...	70,000
...	2,170,000	...	...	...	...	2,170,000		1,829,118	340,882	...	1,901,738
							Adaptation des travailleurs âgés				
...	...	46,500,000	...	...	...	46,500,000	Contributions aux gouvernements provinciaux, à des employeurs, des employés, des organisations patronales ou syndicales, des institutions financières ou toute autre personne ou collectivité aux fins du versement périodique d'une allocation de complément de ressources à certains travailleurs âgés, conformément à l'article 5 de la Loi sur le Ministère du Travail	22,618,370	23,881,630	...	...
...	**9,975,000**	**46,500,000**	**...**	**...**	**...**	**56,475,000**	**Total—Contributions**	**32,386,582**	**24,088,418**	**...**	**9,444,144**
							Sommaire du département par activité				
...	7,875,000	...	...	...	...	7,875,000	Opérations du travail	8,009,094	(134,094)	...	7,612,406
...	2,200,000	...	...	...	...	2,200,000	Politiques et communications	1,854,118	345,882	...	1,928,738
...	90,500,000	46,500,000	...	...	5,697,979	142,697,979	Adaptation des travailleurs âgés	118,816,349	23,881,630	...	103,400,062
...	10,000	...	...	...	(1,872)	8,128	Indemnisation des accidents	8,128	...	...	8,361
...	**100,585,000**	**46,500,000**	**...**	**...**	**5,696,107**	**152,781,107**	**Total du département**	**128,687,689**	**24,093,418**	**...**	**112,949,567**
...	**100,585,000**	**46,500,000**	**...**	**...**	**5,696,107**	**152,781,107**	**Total du ministère**	**128,687,689**	**24,093,418**	**...**	**112,949,567**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Indemnisation des accidents			
Sommes recouvrables auprès des sociétés d'État au titre du versement d'indemnités	34,100,000	36,994,335	32,115,130
Total du département—Budgétaire	**34,100,000**	**36,994,335**	**32,115,130**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Président et personnel du Centre			
DisqueCCINFO	742,000	582,398	263,153
Ateliers et conférences	147,000	220,255	58,832
Publications/abonnements	250,000	109,606	...
Vente de publications (particuliers)	80,000	50,026	56,409
Abonnements à la ligneCCINFO	125,000	93,040	...
Services techniques	...	95,518	7,772
BandesCCINFO	50,000	8,200	...
Vidéo cassette	27,000	2,000	1,200
Publicité de "Au Centre"	21,000	6,515	...
Autres recettes	10,000	23,374	18,006
Total du programme—Budgétaire	**1,452,000**	**1,190,932**	**405,372**
Total du ministère—Budgétaire	**35,552,000**	**38,185,267**	**32,520,502**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	51,727	123,247
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	126,253	92,065
	177,980	215,312
Rémunérations de services	3,796	1,614
Produits des ventes	...	24
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et pénalités remises par les tribunaux suite à des poursuites en vertu du Code canadien du travail	10,248	100,759
Recettes en vertu de la partie III du Code canadien du travail, règlement 23	...	38,055
Revenu Canada (Impôt)—Crédits à un régime de pension	397	18,545
Divers	18,617	...
	29,262	157,359
Total du département	**211,038**	**374,309**
Conseil canadien des relations du travail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,736	2,478
Produits des ventes	18,067	68,680
Autres recettes non fiscales	2,383	406
Total du programme	**24,186**	**71,564**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**181,716**	**217,790**
Rémunérations de services	**3,796**	**1,614**
Produits des ventes	**18,067**	**68,704**
Autres recettes non fiscales	**31,645**	**157,765**
Total du ministère	**235,224**	**445,873**

SECTION 30

COMPTES PUBLICS
1989-90

Travaux publics

Département
Société canadienne d'hypothèques
et de logement
Commission de la Capitale nationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	30.2
Sommaire du ministère	30.3
Programmes par activité	30.7
Paiements de transfert	30.10
Détail des montants portés au crédit	30.12
Recettes	30.12

Département

Programme des services

Objectif

Assurer des services communs, selon les besoins des clients et aux prix du marché, en vue de l'acquisition, de la gestion, de l'exploitation et de l'aliénation de biens immobiliers fédéraux; et assurer des services ministériels et administratifs au ministère.

Description des activités

Services immobiliers

Fournir, aux prix du marché, les services immobiliers reliés à l'acquisition, à la prise et à la cession à bail, à l'aménagement, à l'arpentage, à la gestion, à l'exploitation, à l'entretien, à la réparation et à l'aliénation des biens immobiliers.

Services d'architecture et de génie

Fournir, aux prix du marché, des services d'architecture et de génie liés aux biens immobiliers pour les besoins de construction, de rénovation, d'entretien, de services consultatifs spécialisés et de dragage requis par les autres ministères du gouvernement ainsi que par le Programme des biens immobiliers du ministère des Travaux publics.

Services ministériels et administratifs

Orienter la politique, fournir des services de gestion ministérielle et des services administratifs généraux et donner des conseils pour appuyer toutes les activités du ministère.

Programme des biens immobiliers

Objectif

Administrer un portefeuille diversifié de biens immobiliers fédéraux afin de fournir des locaux appropriés aux locataires fédéraux et d'optimiser l'investissement effectué dans les biens.

Description des activités

Coordination du programme

Assurer la prestation de politiques et de conseils opérationnels au Ministre et à la direction du ministère.

Locaux à bureaux

Administrer la fourniture de locaux à bureaux centralement afin de mettre à la disposition des locataires fédéraux des bureaux convenables et sûrs, de promouvoir un environnement de travail productif et d'optimiser l'investissement fédéral dans les immeubles.

Installations fédérales

Administrer l'investissement et le dessaisissement dans le cadre d'un portefeuille varié d'installations fédérales placées sous la garde du Ministre.

Subventions aux municipalités

Administrer le versement des subventions fédérales en remplacement d'impôts municipaux ou provinciaux.

Programme des sociétés d'État

Objectif

Autoriser et émettre des paiements à certaines sociétés d'État conformément aux conventions approuvées par le gouverneur en conseil.

Description des activités

Société de construction des musées du Canada, Inc.

Préparer les plans et construire le Musée des beaux-arts du Canada et le Musée canadien des civilisations situés dans la région de la Capital nationale, ou tout autre musée national que le gouverneur en conseil peut ordonner de construire, y compris l'acquisition, le contrôle, l'administration et l'aliénation des terrains requis à cette fin.

Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée

Établir et favoriser l'aménagement des terrains du Vieux-Port de Montréal en mettant en place de l'infrastructure nécessaire, de l'équipement et des services.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Objectif

Favoriser la construction de nouvelles maisons, la réparation et la modernisation de maisons existantes, ainsi que l'amélioration des conditions de logement et de vie.

Commission de la Capitale nationale

Objectif

Faire de la capitale un lieu qui soit plus représentatif du Canada et qui soit perçu comme tel par l'ensemble des Canadiens, en faisant connaître le Canada aux Canadiens par l'intermédiaire de la capitale; en faisant de la capital le lieu de rencontre par excellence au Canada; en sauvegardant et en préservant la capitale pour les générations à venir.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des services				
...	30,150,000	...	...	30,150,000	1	Fonds renouvelable des Travaux publics—Déficit de fonctionnement				
...	...	...	16,368,751	16,368,751		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	30,150,000	...	16,368,751	46,518,751		Total—Crédit 1	46,518,751	...	...	...
...	...	1	...	1	2c	Fonds renouvelable des Travaux publics—Pour autoriser le Ministre à ajuster les comptes du Fonds renouvelable des Travaux publics par (a) une somme de $31,260,334, ce qui représente des dépenses encourues pour d'autres ministères du gouvernement, agences et Sociétés d'État durant les années fiscales, 1981-82 à 1987-88 et qui ne peuvent être récupérées, et par (b) une somme de $63,400,000, pour compenser des pertes de fonctionnement en 1988-89	...	1	...	...
279,596,985	14,900,000	...	(14,900,000)	279,596,985	(S)	Fonds renouvelable des Travaux publics				
...	...	...	30,460,734	30,460,734		Une somme de $31,260,334 représentant la radiation de débiteurs irrécouvrables en vertu du crédit 2c				
...	...	...	63,400,000	63,400,000		Une somme de $63,400,000, pour compenser des pertes de fonctionnement en 1988-89				
279,596,985	14,900,000	...	78,960,734	373,457,719		Total—Statutaire—Fonds renouvelable des Travaux publics (excluant le passif net assumé par le Fonds)	14,216,188	...	359,241,531	64,076,375
16,571,268	...	...	(2,143,980)	14,427,288		Passif net assumé par le Fonds	...	...	14,427,288	...
296,168,253	45,050,000	1	93,185,505	434,403,759		Total—Fonds renouvelable des Travaux publics	60,734,939	1	373,668,819	64,076,375
...	47,800	...	400	48,200	(S)	Ministre des Travaux publics—Traitement et allocation pour automobile	48,200	...	...	38,967
296,168,253	**45,097,800**	**1**	**93,185,905**	**434,451,959**		**Total du programme—Budgétaire**	**60,783,139**	**1**	**373,668,819**	**64,115,342**
						Programme des biens immobiliers				
...	645,779,000	...	...	645,779,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	11,000,000	...	11,000,000	5c	Virement de $13,000,000 du crédit 10 (Travaux publics) et de $11,000,000 du crédit 20 (Travaux publics)				
...	...	...	13,000,000	13,000,000		Virement du: crédit 10				
...	...	...	11,000,000	11,000,000		crédit 20				
...	645,779,000	11,000,000	24,000,000	680,779,000		Total—Crédit 5	672,106,040	8,672,960	...	605,341,974
...	147,567,000	...	...	147,567,000	10	Dépenses en capital				
...	...	...	(13,000,000)	(13,000,000)		Virement au crédit 5				
...	147,567,000	...	(13,000,000)	134,567,000		Total—Crédit 10	131,707,372	2,859,628	...	190,494,535

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	297,755,000	...	(13,617,730)	284,137,270	(S)	Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	284,137,270	...	...	293,554,020
...	180,000	...	(180,000)	...	(S)	Subvention à l'égard de bassins de radoub (Loi sur les subventions aux bassins de radoub)		...	...	90,000
...	1,496,000	...	4	1,496,004	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,496,004	...	...	1,555,000
...	...	...	2,322,353	2,322,353	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	2,322,353	...	...	161,597
...	**1,092,777,000**	**11,000,000**	**(475,373)**	**1,103,301,627**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,091,769,039**	**11,532,588**	**...**	**1,091,197,126**
						Programme des sociétés d'État				
...	28,414,000	...	...	28,414,000	15	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc.				
...	...	4,800,000	...	4,800,000	15c	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc.				
...	28,414,000	4,800,000	...	33,214,000		Total—Crédit 15	33,214,000	...	...	67,959,000
...	30,130,000	...	...	30,130,000	20	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée				
...	...	...	(11,000,000)	(11,000,000)		Virement au: crédit 5				
...	...	...	(3,648,998)	(3,648,998)		crédit 22				
...	30,130,000	...	(14,648,998)	15,481,002		Total—Crédit 20	6,055,150	9,425,852	...	7,301,925
...	1	...	...	1	21	Paiement garanti par la Harbourfront Corporation	...	1	...	...
...	...	1	...	1	22b	Paiement garanti à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses en capital—Virement de $3,146,999 du crédit 20 (Travaux publics)				
...	...	1	...	1	22c	Virement de $501,999 du crédit 20 (Travaux publics)				
...	...	...	3,648,998	3,648,998		Virement du crédit 20				
...	...	2	3,648,998	3,649,000		Total—Crédit 22	3,649,000	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,449,733
...	**58,544,001**	**4,800,002**	**(11,000,000)**	**52,344,003**		**Total du programme—Budgétaire**	**42,918,150**	**9,425,853**	**...**	**80,710,658**
296,168,253	**1,196,418,801**	**15,800,003**	**81,710,532**	**1,590,097,589**		**Total du département—Budgétaire**	**1,195,470,328**	**20,958,442**	**373,668,819**	**1,236,023,126**

						Société canadienne d'hypothèques et de logement				
...	1,800,392,000	...	...	1,800,392,000	25	Dépenses de fonctionnement	1,735,079,069	65,312,931	...	1,596,439,527
...	...	1	...	1	26b	Aux fins de l'alinéa 101(b) de la Loi sur la gestion des finances publiques, la Société canadienne d'hypothèques et de logement est autorisée à emprunter de l'argent d'autres sources que de l'État		1	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	522,841
...	1,800,392,000	1	...	1,800,392,001		Total budgétaire	1,735,079,069	65,312,932	...	1,596,962,368
					(S)	(L) Prêts ou garanties par la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, article 21, de la Loi nationale sur l'habitation, article 24, sont les suivants:				
100,000,000	...	...	...	100,000,000		Article 19. Compte spécial appelé le Fonds d'achat de prêts et d'hypothèques. Limite $100,000,000 moins le solde du Fonds. (Net)	...	...	100,000,000	...
286,000,000	...	...	...	286,000,000		Article 26(3). Avances pour le réaménagement urbain provincial et municipal. Limite $351,000,000. (Brut)	...	...	286,000,000	...
249,500,000	...	...	...	249,500,000		Article 27.6(2). Avances pour l'amélioration des quartiers. Limite $302,000,000.(Brut)	...	...	249,500,000	...
1,680,106,790	...	...	...	1,680,106,790		Article 34(a). Avances pour prêts directs en vertu des parties II, IV.2, VI et VI.I et de l'article 59. Limite $14,500,000,000. (Brut)	18,000,000	...	1,662,106,790	21,100,000
38,500,000	...	...	...	38,500,000		Article 42(4). Avances en vue de l'acquisition de terrains pour location à bas prix. Limite $40,000,000. (Brut)	...	...	38,500,000	...
354,200,000	...	...	...	354,200,000		Article 53(3). Avances et remboursements pour des projets d'égoûts et d'approvisionnement en eau potable. Limite $1,674,600,000. (Brut)	...	...	354,200,000	...
189,600,000	...	...	...	189,600,000		Article 56(2). Avances pour la remise en état des immeubles résidentiels existants. Limite $500,000,000. (Brut)	15,000,000	...	174,600,000	16,900,000
59,000,000	...	...	...	59,000,000		Article 77(2). Avances pour l'élaboration de projets de recherches sur le logement et de l'aménagement urbain. Limite $75,000,000. (Brut)	...	...	59,000,000	...
913,900,000	...	...	...	913,900,000		Article 79(6). Avances et remboursements pour projets de logement public conjoints. Limite $3,000,000,000. (Brut)	74,000,000	...	839,900,000	63,500,000
100,000,000	...	...	...	100,000,000		Article 84(7). Avances et remboursements pour des projets de collectivités nouvelles fédérales-provinciales. Limite $100,000,000. (Brut)	...	...	100,000,000	...
111,000,000	...	...	...	111,000,000		Article 89(2). Avances et remboursements pour des projets d'habitation d'étudiants. Limite $550,000,000. (Brut)	...	...	111,000,000	...
292,900,000	...	...	...	292,900,000		Article 92(8). Avances et remboursements pour l'habitation autochtone et rurale unilatérale dans une région désignée. Limite $400,000,000. (Brut)	33,500,000	...	259,400,000	46,400,000
60,000,000	...	...	...	60,000,000		N'étant pas une région désignée. Limite $60,000,000. (Brut)	...	...	60,000,000	...
						(Total des autorisations brutes des articles 26(3) à 92(8) est de $21,552,600,000).				

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	(151,100,000)	...	151,100,000	...	(S)	(L) Avances consenties en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	...	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	..	...	...	3,600,000
4,434,706,790	(151,100,000)	...	151,100,000	4,434,706,790		Total non budgétaire	140,500,000	...	4,294,206,790	151,500,000
						Total du programme—				
...	**1,800,392,000**	**1**	**...**	**1,800,392,001**		**Budgétaire**	**1,735,079,069**	**65,312,932**	**...**	**1,596,962,368**
4,434,706,790	**(151,100,000)**	**...**	**151,100,000**	**4,434,706,790**		**Non budgétaire**	**140,500,000**	**...**	**4,294,206,790**	**151,500,000**
						Commission de la Capitale nationale				
...	55,081,000	...	...	55,081,000	30	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	300,000	...	300,000	30c	Virement de $2,343,000 du crédit 35 (Travaux publics)				
...	...	...	2,343,000	2,343,000		Virement du: crédit 35				
...	...	...	3,511,491	3,511,491		CT, crédit 5[1]				
...	55,081,000	300,000	5,854,491	61,235,491		Total—Crédit 30	61,235,491	...	...	52,843,697
...	22,352,000	...	...	22,352,000	35	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses en capital				
...	...	...	(2,343,000)	(2,343,000)		Virement au crédit 30				
...	22,352,000	...	(2,343,000)	20,009,000		Total—Crédit 35	19,509,000	500,000	...	26,491,000
...	13,400,000	...	...	13,400,000	40	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les subventions et contributions	13,400,000	...	...	11,977,000
...	**90,833,000**	**300,000**	**3,511,491**	**94,644,491**		**Total du programme—Budgétaire**	**94,144,491**	**500,000**	**...**	**91,311,697**
						Total du ministère—				
296,168,253	**3,087,643,801**	**16,100,004**	**85,222,023**	**3,485,134,081**		**Budgétaire**	**3,024,693,888**	**86,771,374**	**373,668,819**	**2,924,297,191**
4,434,706,790	**(151,100,000)**	**...**	**151,100,000**	**4,434,706,790**		**Non budgétaire**	**140,500,000**	**...**	**4,294,206,790**	**151,500,000**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des services				
								Fonctionnement				
...	30,197,800	1	16,368,751	...	400	...	46,566,952	**Programme des services**	46,566,951	1	...	...
279,596,985	1,486,996,000	...	...	(24,779,607)	78,960,734	(1,472,096,000)[1]	348,678,112	**Fonds renouvelable des Travaux publics**	(10,563,419)	...	359,241,531	38,241,009
16,571,268	...	...	...	...	(2,143,980)	...	14,427,288	**Passif net assumé par le Fonds**	...	...	14,427,288	...
...	(1,472,096,000)	...	...	...	...	1,472,096,000	...	**Recettes à valoir sur le crédit**	...	...	...	...
296,168,253	45,097,800	1	16,368,751	(24,779,607)	76,817,154	...	409,672,352	**Total—Fonctionnement**	36,003,532	1	373,668,819	38,241,009
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	24,779,607	...	...	24,779,607	**Fonds renouvelable des Travaux publics**	24,779,607	...	...	25,874,333
								Sommaire du programme				
...	30,197,800	1	16,368,751	...	400	...	46,566,952	**Programme des services**	46,566,951	1	...	...
279,596,985	14,900,000	...	...	...	78,960,734	...	373,457,719	**Fonds renouvelable des Travaux publics**	14,216,188	...	359,241,531	64,115,342
16,571,268	...	...	...	...	(2,143,980)	...	14,427,288	**Passif net assumé par le Fonds**	...	...	14,427,288	...
296,168,253	45,097,800	1	16,368,751	...	76,817,154	...	434,451,959	**Total du programme—Budgétaire**	60,783,139	1	373,668,819	64,115,342
								Programme des biens immobiliers				
								Fonctionnement				
...	39,284,000	...	...	...	1,978,781	...	41,262,781	**Coordination du programme**	43,682,876	(2,420,095)	...	30,994,624
...	617,178,000	11,000,000	...	24,000,000	170,093	(154,633,000)	497,715,093	**Locaux à bureaux**	495,847,335	1,867,758	...	438,637,275
...	196,274,000	...	...	...	173,483	(54,288,000)	142,159,483	**Installations fédérales**	133,624,519	8,534,964	...	133,612,355
...	3,118,000	...	...	...	...	...	3,118,000	**Subventions aux municipalités**	2,737,666	380,334	...	2,895,163
...	(208,921,000)	...	...	...	...	208,921,000	...	**Recettes à valoir sur le crédit**	...	...	...	...
...	646,933,000	11,000,000	...	24,000,000	2,322,357	...	684,255,357	**Total—Fonctionnement**	675,892,396	8,362,961	...	606,139,417

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	53,000	...	...	...	...	...	53,000	Coordination du programme	756,722	(703,722)	...	48,000
...	66,387,000	...	...	...	...	...	66,387,000	Locaux à bureaux	65,480,023	906,977	...	103,978,606
...	81,127,000	...	...	(13,000,000)	...	...	68,127,000	Installations fédérales	65,470,628	2,656,372	...	86,467,929
...	147,567,000	...	...	(13,000,000)	...	...	134,567,000	Total—Capital	131,707,373	2,859,627	...	190,494,535
								Paiements de transfert				
...	42,000	...	...	...	...	...	42,000	Coordination du programme	32,000	10,000	...	42,000
...	480,000	...	...	...	(180,000)	...	300,000	Installations fédérales	...	300,000	...	90,000
...	297,755,000	...	...	...	(13,617,730)	...	284,137,270	Subventions aux municipalités	284,137,270	...	...	293,554,020
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	877,154
...	298,277,000	...	...	...	(13,797,730)	...	284,479,270	Total—Paiements de transfert	284,169,270	310,000	...	294,563,174
								Sommaire du programme				
...	39,379,000	...	...	...	1,978,781	...	41,357,781	Coordination du programme	44,471,598	(3,113,817)	...	31,084,624
...	528,932,000	11,000,000	...	24,000,000	170,093	...	564,102,093	Locaux à bureaux	561,327,358	2,774,735	...	542,615,881
...	223,593,000	...	...	(13,000,000)	(6,517)	...	210,586,483	Installations fédérales	199,095,147	11,491,336	...	220,170,284
...	300,873,000	...	...	...	(13,617,730)	...	287,255,270	Subventions aux municipalités	286,874,936	380,334	...	296,449,183
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	877,154
...	**1,092,777,000**	**11,000,000**	**...**	**11,000,000**	**(11,475,373)**	**...**	**1,103,301,627**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,091,769,039**	**11,532,588**	**...**	**1,091,197,126**
								Programme des sociétés d'État				
								Fonctionnement				
...	28,414,000	4,800,000	...	...	...	...	33,214,000	Société de construction des musées du Canada, Inc.	33,214,000	...	...	67,959,000
...	30,130,000	...	...	(14,648,998)	...	...	15,481,002	Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	6,055,150	9,425,852	...	7,301,925
...	1	...	...	...	...	...	1	Paiement garanti par la Harbourfront Corporation	...	1	...	...
...	...	2	...	3,648,998	...	...	3,649,000	Paiements faits à la Harbourfront Corporation	3,649,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	5,449,733
...	**58,544,001**	**4,800,002**	**...**	**(11,000,000)**	**...**	**...**	**52,344,003**	**Total du programme—Budgétaire**	**42,918,150**	**9,425,853**	**...**	**80,710,658**
296,168,253	**1,196,418,801**	**15,800,003**	**16,368,751**	**...**	**65,341,781**	**...**	**1,590,097,589**	**Total du département—Budgétaire**	**1,195,470,328**	**20,958,442**	**373,668,819**	**1,236,023,126**

								Société canadienne d'hypothèques et de logement				
...	1,800,392,000	1	...	...	...	...	1,800,392,001	Fonctionnement	1,735,079,069	65,312,932	...	1,596,962,368
4,434,706,790	(151,100,000)	...	...	...	151,100,000	...	4,434,706,790	Non budgétaire	140,500,000	...	4,294,206,790	151,500,000
								Total du programme—				
...	**1,800,392,000**	**1**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,800,392,001**	**Budgétaire**	**1,735,079,069**	**65,312,932**	**...**	**1,596,962,368**
4,434,706,790	**(151,100,000)**	**...**	**...**	**...**	**151,100,000**	**...**	**4,434,706,790**	**Non budgétaire**	**140,500,000**	**...**	**4,294,206,790**	**151,500,000**
								Commission de la Capitale nationale				
...	90,833,000	300,000	3,511,491	...	...	...	94,644,491	Fonctionnement	94,144,491	500,000	...	91,311,697
...	**90,833,000**	**300,000**	**3,511,491**	**...**	**...**	**...**	**94,644,491**	**Total du programme—Budgétaire**	**94,144,491**	**500,000**	**...**	**91,311,697**
								Total du ministère—				
[illegible]	**[illegible]**	**16,100,004**	**[illegible]**	**...**	**65,341,781**	**...**	**3,485,134,081**	**Budgétaire**	**3,024,693,888**	**86,771,374**	**373,668,819**	**2,924,297,191**
4,434,706,790	**(151,100,000)**	**...**	**...**	**...**	**151,100,000**	**...**	**4,434,706,790**	**Non budgétaire**	**140,500,000**	**...**	**4,294,206,790**	**151,500,000**

[1] Compte tenu de la nature des opérations du Fonds renouvelable des Travaux publics, le détail par activité n'est pas disponible.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des services				
							Subventions				
							Services immobiliers				
...	...	...	...	23,939,004	...	23,939,004	Subventions compensatoires en impôt foncier, déboursées au compte de la Société canadienne des postes	23,939,004	...	...	25,301,442
...	...	...	...	23,939,004	...	23,939,004	**Total—Subventions**	23,939,004	...	...	25,301,442
							Contributions				
							Services immobiliers				
...	...	...	...	225,000	...	225,000	Contributions à des organismes provinciaux	225,000	...	...	...
							Services d'architecture et de génie				
...	...	...	...	615,603	...	615,603	Travaux de réparation maritimes déboursés au compte des ministères clients	615,603	...	...	572,891
...	...	...	...	840,603	...	840,603	**Total—Contributions**	840,603	...	...	572,891
							Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	24,164,004	...	24,164,004	Services immobiliers	24,164,004	...	...	25,301,442
...	...	...	...	615,603	...	615,603	Services d'architecture et de génie	615,603	...	...	572,891
...	...	...	...	24,779,607	...	24,779,607	**Total du programme**	24,779,607	...	...	25,874,333
							Programme des biens immobiliers				
							Subventions				
							Installations fédérales				
...	180,000	...	...	...	(180,000)	...	(S) Subventions à l'égard de bassins de radoub, Canadian Vickers, Montréal	...	...	...	90,000
							Subventions aux municipalités				
...	297,755,000	...	...	...	(13,617,730)	284,137,270	(S) Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	284,137,270	...	...	293,554,020
...	297,935,000	...	...	...	(13,797,730)	284,137,270	**Total—Subventions**	284,137,270	...	...	293,644,020
							Contributions				
							Coordination du programme				
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Association canadienne de normalisation	12,000	...	...	12,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Institut de formation en gestion de la construction	20,000	10,000	...	30,000
...	42,000	...	...	...	...	42,000		32,000	10,000	...	42,000

							Installations fédérales				
...	300,000	...	...	...	...	300,000	Contribution à la ville de Trois-Rivières pour le réaménagement du secteur du Vieux-Port	...	300,000	...	...
							Gestion et aménagement fonciers fédéraux				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	807,154
							Technologie du design, de la construction et de l'immobilier				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	70,000
...	**342,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**342,000**	**Total—Contributions**	**32,000**	**310,000**	**...**	**919,154**
							Sommaire du programme par activité				
...	42,000	...	...	...	...	42,000	Coordination du programme	32,000	10,000	...	42,000
...	480,000	...	...	...	(180,000)	300,000	Installations fédérales	...	300,000	...	90,000
...	297,755,000	...	...	...	(13,617,730)	284,137,270	Subventions aux municipalités	284,137,270	...	...	293,554,020
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	877,154
...	**298,277,000**	**...**	**...**	**...**	**(13,797,730)**	**284,479,270**	**Total du programme**	**284,169,270**	**310,000**	**...**	**294,563,174**
...	**298,277,000**	**...**	**...**	**24,779,607**	**(13,797,730)**	**309,258,877**	**Total du département**	**308,948,877**	**310,000**	**...**	**320,437,507**
...	**298,277,000**	**...**	**...**	**24,779,607**	**(13,797,730)**	**309,258,877**	**Total du ministère**	**308,948,877**	**310,000**	**...**	**320,437,507**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des services			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Services immobiliers	610,772,000	939,874,415	909,402,683
Services d'architecture et de génie	843,224,000	1,050,772,139	903,465,274
Services ministériels et administratifs	18,100,000	64,618,751	13,300,000
Total du programme—Budgétaire	1,472,096,000	2,055,265,305	1,826,167,957
Programme des biens immobiliers			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Locaux à bureaux	154,633,000	179,013,783	172,284,024
Installations fédérales	54,288,000	66,653,454	46,401,020
Total du programme—Budgétaire	208,921,000	245,667,237	218,685,044
Total du département—Budgétaire	1,681,017,000	2,300,932,542	2,044,853,001
Total du ministère—Budgétaire	1,681,017,000	2,300,932,542	2,044,853,001

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des services		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	...	1,915,116
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	1,527,899
	...	3,443,015
Rémunérations de services—		
Services—Loi sur l'Accès à l'information	...	460
Frais de services crédités au Fonds du revenu consolidé	320,143	13,412,660
	320,143	13,413,120
Autres recettes non fiscales	...	6
Total du programme	320,143	16,856,141
Programme des biens immobiliers		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
National Sea Products Ltd	9,257	9,782
Autres comptes—		
Electrical Reduction Co. Ltée	62,714	73,248
Société immobilière du Canada Ltée (Le Vieux-Port de Québec)	...	5,407
Viking Rideau Corporation	106,619	...
Revenu de location de propriétés—		
Immeubles résidentiels	37,443	4,381,607
Édifices de bureau et d'administration	218,865	1,168,552
Autres locations	529,142	610,291
	964,040	6,248,887
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,340,006	3,853,963
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	(5,231,245)	(3,215,582)
	(2,891,239)	638,381
Privilèges, licences et permis—		
Bénéfices de bassins de radoub	2,242,585	459,723
New Westminster River Railway Bridge	2,978,744	3,649,702
	5,221,329	4,109,425
Rémunérations de services—		
Bénéfices de bassins de radoub	12,734	1,666,165
Frais de services crédités au Fonds du revenu consolidé	125	678
	12,859	1,666,843

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes—		
Ventes de biens de surplus à d'autres que la Corporation de disposition des biens de l'État	1	136,593
Vente d'immeuble	10,321,614	36,465,350
Vente d'énergie	116,343	344,654
	10,437,958	36,946,597
Autres recettes non fiscales	28,871,350	19,050,841
Total du programme	**42,616,297**	**68,660,974**
Programme des sociétés d'État		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Autres comptes—		
Revenu de location de propriétés—		
Édifices de bureau et d'administration	...	444,962
Produits des ventes—		
Vente d'immeuble	1,429,789	5,920,447
Autres recettes non fiscales	475,965	440,075
Total du programme	**1,905,754**	**6,805,484**
Total du département	**44,842,194**	**92,322,599**
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société canadienne d'hypothèques et de logement—		
Intérêt	788,515,026	806,295,042
Virement des bénéfices	33,943,387	38,873,510
	822,458,413	845,168,552

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements—Rénovation urbaine	213,601	...
Divers	3,712,470	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	29,611,499	29,861,576
	33,537,570	29,861,576
Produits des ventes	45,610	58,134
Autres recettes non fiscales—		
Divers	20,922,394	18,752,802
Recouvrements—Rénovation urbaine	...	642,669
	20,922,394	19,395,471
Total du programme	**876,963,987**	**894,483,733**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	823,422,453	851,862,401
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	30,646,331	33,942,972
Privilèges, licences et permis	5,221,329	4,109,425
Rémunérations de services	333,002	15,079,963
Produits des ventes	11,913,357	42,925,178
Autres recettes non fiscales	50,269,709	38,886,393
Total du ministère	**921,806,181**	**986,886,332**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 31

COMPTES PUBLICS
1989-90

Index

REMARQUE—LES CHIFFRES EN CARACTÈRES GRAS RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Administrateur de l'Office du transport du grain, **28**
Administration, Programme d', 3, **15**, **16**
Administration centrale, Programme de l', **25**
Administration centrale de la Fonction publique, Programme relatif à l', 9
Administration du pipe-line du Nord, **10**
Affaires du Nord, Programme des, 3
AFFAIRES EXTÉRIEURES, **2**
Affaires indiennes et inuit, Programme des, 3
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN, **3**
Affectation temporaire, Programme d', 9
Agence canadienne de développement international, **2**
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE, **4**
Agence spatiale canadienne, **20**
AGRICULTURE, **5**
Agro-alimentaire, Programme, 5
Air Canada, 17, 28
ANCIENS COMBATTANTS, **6**
Anciens combattants, Programme des, 6
Appendices, **1**
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES, **7**
Archives nationales du Canada, **8**
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, 1.41
Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, 1.68
Autorisations disponibles des exercices précédents, 1.81
Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, 1.93
Autorisations votées et statutaires, Sommaire général, 1.10

B

Banque fédérale de développement, **20**
Bibliothèque du Parlement, **22**
Bibliothèque nationale, **8**
Biens immobiliers, Programme des, 30
Budgétaires (dépenses), Sommaire général, 1.2

B—*Fin*

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, **10**
Bureau canadien de la sécurité aérienne, **28**
Bureau de services juridiques des pensions, Programme du, 6
Bureau du surintendant des institutions financières, **17**
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada, **21**

C

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, **29**
Centre canadien de gestion, **26**
Centre de recherches pour le développement international, **2**
Centre international d'exploitation des océans, 2
Céréales et oléagineux, Programme des, 5
Chambre des communes, **22**
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, **10**
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, **27**
Commissaire à la magistrature fédérale, **21**
Commissaire aux langues officielles, **10**
Commission canadienne des droits de la personne, **21**
Commission canadienne des pensions, Programme de la, 6
Commission canadienne du lait, **5**
Commission d'énergie du Nord canadien, 3
Commission de contrôle de l'énergie atomique, **15**
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, **14**
Commission de la Capitale nationale, **30**
Commission de la Fonction publique, **26**
Commission de réforme du droit du Canada, **21**
Commission de révision des marchés publics, **11**
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, **27**
Commission des relations de travail dans la Fonction publique, **10**
Commission du droit d'auteur, **11**
Commission du tarif, **17**
Commission mixte internationale, 2
Commission nationale des libérations conditionnelles, **27**
COMMUNICATIONS, **8**

C—*Fin*

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, **14**
Condition physique et du sport amateur, Programme de la, **25**
Conseil canadien des normes, **11**
Conseil canadien des relations du travail, **29**
Conseil consultatif sur la situation de la femme, **14**
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, **11**
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, **11**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, **8**
Conseil de recherches en sciences humaines, **26**
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, **20**
Conseil de recherches médicales, **25**
Conseil des Arts du Canada, **8**
Conseil des sciences du Canada, **20**
CONSEIL DU TRÉSOR, **9**
Conseil économique du Canada, **10**
Conseil national de recherches du Canada, **20**
CONSEIL PRIVÉ, **10**
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS, **11**
Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance, Programme de, 9
Contrôleur général, 9
Corporation commerciale canadienne, 2
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La, **15**
Cour canadienne de l'impôt, **21**
Cour fédérale du Canada, **21**
Cour suprême du Canada, **21**

D

DÉFENSE NATIONALE, **12**
Dépenses par article courant, Sommaire général, 1.24
Dépenses par catégorie, Sommaire général, 1.17
Description des activités, Objectifs des programmes et—*Voir section ministérielle appropriée*
Détail des montants portés au crédit—*Voir section ministérielle appropriée*
Développement de l'industrie et de la technologie, Programme de, **20**

D—*Fin*

Développement économique des régions et des Autochtones, Programme de, **20**
Directeur général des élections, **10**
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, **13**
Douanes et Accise, **24**

E

Emploi et d'assurance, Programme d', **14**
EMPLOI ET IMMIGRATION, **14**
Emploi et Immigration/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, **14**
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES, **15**
Énergie, Programme de l', **15**
Énergie atomique du Canada, Limitée, **15**
ENVIRONNEMENT, **16**
Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale, Programme des, **9**
Expositions internationales, Programme des, **2**

F

FINANCES, **17**
FORÊTS, **18**

G

Gendarmerie royale du Canada, **27**
Gestion et d'administration, Programme de, **5**
GOUVERNEUR GÉNÉRAL, **19**

I

Immigration, Programme d', **14**
Impôt, **24**
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE, **20**
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, **2**
Intérêts du Canada à l'étranger, Programme des, **2**
Investissement Canada, **20**

J

JUSTICE, **21**

M

Minéraux et des sciences de la Terre, Programme des, **15**
Monnaie royale canadienne, **7**
Multiculturalisme et Citoyenneté, Département d'État, **26**
Musées nationaux du Canada, **8**

N

Non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances), Sommaire général, 1.8

O

Objectifs des programmes et description des activités—*Voir section ministérielle appropriée*
Office canadien des provendes, **5**
Office canadien du poisson salé, **23**
Office de commercialisation du poisson d'eau douce, **23**
Office national de l'énergie, **15**
Office national des transports, **28**
Office national du film, **8**

P

Paiements de transfert—*Voir section ministérielle appropriée—Pour bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires—Voir la section 7 Volume II (Partie II)*
Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux, Programme de, **3**
Paiements de transfert fiscal, Programme des, **17**
Parcs, Programme, **16**
PARLEMENT, **22**
PÊCHES ET OCÉANS, **23**
Petro-Canada, **15**
Politiques financières et économiques, Programme des, **17**
Privatisation et affaires réglementaires, **17**
Programmes par activité—*Voir section ministérielle appropriée*
Protection civile Canada, **12**
Protection de la santé, Programme de la, **25**

Q

XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver, Programme des, **25**

R

Recettes—*Voir section ministérielle appropriée*
Recettes par catégorie principale, Sommaire général, 1.33
REVENU NATIONAL, **24**

S

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL, **25**
Sciences et Technologie, Département d'État, **20**
Secrétariat canadien, **2**
SECRÉTARIAT D'ÉTAT, **26**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, **10**
Sécurité du revenu, Programme de la, **25**
Sénat, **22**
Service canadien du renseignement de sécurité, **27**
Service correctionnel, **27**
Service de la dette publique, Programme du, **17**
Services, Programme des, **30**
Services de l'environnement, Programme des, **16**
Services et de la promotion de la santé, Programme des, **25**
Services généraux et spéciaux, Programme des, **14**
Services médicaux, Programme des, **25**
Services sociaux, Programme des, **25**
Société canadienne d'hypothèques et de logement, **30**
Société canadienne des postes, **20**
Société d'assurance-dépôts du Canada, **17**
Société d'expansion du Cap-Breton, **4**
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, **8**
Société de développement du Cap-Breton, **20**
Société du Centre national des Arts, **8**
Société du crédit agricole, **5**
Société pour l'expansion des exportations, **2**
Société Radio-Canada, **8**
Sociétés d'État, Programme des, **30**
SOLLICITEUR GÉNÉRAL, **27**
Sommaire du ministère—*Voir section ministérielle appropriée*
Spécial, Programme, **17**
Statistique Canada, **20**

T

Tableaux sommaires, 1
TRANSPORTS, 28
TRAVAIL, 29
TRAVAUX PUBLICS, 30
Tribunal canadien des importations, Programme du, 17
Tribunal canadien du commerce extérieur, 17
Tribunal d'appel des anciens combattants, Programme du, 6
Tribunal de l'aviation civile, 28
Tribunal de la concurrence, 11

V

Vérificateur général, 17

Gouvernement du Canada | Government of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1990

Volume II

Partie II
Renseignements et analyses supplémentaires

Canada

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1990-2-2F
ISBN 0-660-93078-1

English version is also available

VOLUME II (PARTIE II)

TABLE DES MATIÈRES

Section

Introduction

1. États financiers des Fonds renouvelables
2. États financiers des établissements publics et d'autres entités
3. Renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur la gestion des finances publiques
4. Débiteurs
5. Services professionnels et spéciaux
6. Construction et/ou acquisition
7. Paiements de transfert
8. Service de la dette publique
9. Paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie
10. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
11. Autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement
12. Autres renseignements divers
13. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 64 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement tandis que le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Le volume II est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires. Le contenu de la **partie II** se résume comme suit:

- états financiers des Fonds renouvelables (section 1);
- états financiers des établissements publics et d'autres entités (section 2);
- renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur la gestion des finances publiques (section 3);
- débiteurs (section 4);
- services professionnels et spéciaux (section 5);
- construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments, ouvrages, machines et matériel (section 6);
- paiements de transfert (section 7);
- service de la dette publique (section 8);
- paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie (section 9);
- programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (section 10);
- autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement (section 11); et,
- autres renseignements divers (section 12).

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1989-90

États financiers des Fonds renouvelables

SOMMAIRE

	Page
Aéroports	1.2
Agence des télécommunications gouvernementales	1.9
Approvisionnements	1.14
Bureau des passeports	1.19
Office national du film	1.22
Perfectionnement et de la formation du personnel	1.29
Production de la défense	1.33
Surveillance des hippodromes	1.35
Travaux publics	1.39

Fonds renouvelable des aéroports

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des aéroports ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. La responsabilité première pour l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers est assumée par la Direction.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes et énoncées à la Note 2. Certains renseignements inclus sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la Direction, compte tenu de leur importance. Afin de répondre aux exigences du rapport, différents comptes sont maintenus de façon décentralisée pour chacun des aéroports constituant le Fonds renouvelable, sous l'autorité fonctionnelle du Directeur général, Finances et sont remis aux sièges sociaux à Ottawa afin d'être révisés et consolidés.

Les aéroports faisant partie du Fonds sont soumis aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne du ministère et aux politiques, pratiques et procédures qui sont nécessaires afin de faciliter le rapport des données financières du Fonds renouvelable selon des exigences du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds renouvelable.

La Direction recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement de personnel qualifié, par des structures organisationnelles fournissant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation. De plus, les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne.

Les états comptables et financiers du Fonds se sont développés au cours des années en fonction des changements et de l'évolution des normes des rapports financiers suivants: rapport financier du Canada, du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada.

Les aéroports du Fonds renouvelable sont opérés et maintenus selon les politiques, les normes et les procédures nationales prescrites, sur une base de recouvrement des coûts, de façon à fournir des installations sécuritaires et efficientes et des services qui visent la protection de l'environnement. Certains services essentiels à l'aviation, fournis par le Groupe Aviation touchant l'approche, l'atterrissage et le décollage d'aéronefs, sont imputés.

Ces états financiers ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada. Le rôle du Vérificateur général est d'exprimer une opinion, à savoir si les états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds et les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Approuvé par.

Directeur général, Finances
(Agent financier supérieur à plein temps)
D. F. SMITH

Sous-ministre adjoint
Groupe de gestion des aéroports
V. W. BARBEAU

Sous-ministre adjoint, Finances
(Agent financier supérieur)
V. N. MALIZIA

Sous-ministre des Transports
GLEN SHORTLIFFE

le 10 août 1990

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990		1989	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
(Perte nette) bénéfice net pour l'exercice		13,672	(2,925)	34,551
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	167,163	159,917	152,556	153,047
Fonds provenant de l'exploitation	167,163	173,589	149,631	187,598
Acquisitions nettes d'immobilisations	(84,613)	(103,148)	(101,178)	(113,830)
Variation du fonds de roulement		(15,902)		(1,316)
Autres éléments		3,997		(17,437)
Autorisation fournie	82,550	58,536	48,453	55,015

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(275,563)	(227,275)
Plus: imputations de CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	87,905	61,913
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	54,798	18,558
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(242,456)	(183,920)
Limite de l'autorisation	80,000	80,000
Autorisation non employée reportée	322,456	263,920

Fonds renouvelable des aéroports—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable des aéroports au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats et des répartitions, du surplus accumulé, du capital d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 30 juillet 1990

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
À court terme		
Débiteurs		
Gouvernement fédéral	33,827	26,333
Tiers, au net de la provision pour créances douteuses	50,372	48,712
Dépôts de garantie	12,041	10,159
Stocks de fournitures et approvisionnements	4,884	4,757
	101,124	89,961
Débiteurs à long terme (note 4)	4,835	
Frais reportés	4,050	4,275
Immobilisations (note 5)	1,724,296	1,624,718
Moins: amortissement cumulé	654,895	595,415
	1,069,401	1,029,303
	1,179,410	1,123,539

PASSIF	1990	1989
À court terme		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement fédéral	47,908	5,270
Tiers	17,854	65,624
Dépôts de garantie	12,041	10,159
Retenues des entrepreneurs	579	2,588
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	3,060	2,540
	81,442	86,181
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	13,360	12,559
Revenu reporté	2,000	2,000
	15,360	14,559
AVOIR DU CANADA (note 7)		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(275,563)	(227,275)
Capital d'apport	1,262,354	1,167,929
Surplus accumulé	95,817	82,145
	1,082,608	1,022,799
	1,179,410	1,123,539

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par:

Sous-ministre adjoint, Finances
V. N. MALIZIA

Sous-ministre des Transports
GLEN SHORTLIFFE

Fonds renouvelable des aéroports —*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES RÉPARTITIONS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenus		
Droits d'atterrissage	113,179	110,788
Concessions	92,699	84,771
Droits généraux de l'aérogare	81,285	77,923
Stationnement des voitures	61,292	53,324
Locations	45,139	41,119
Honoraires de services et frais divers	15,300	14,283
Droits de concession de l'essence	13,986	17,496
	422,880	399,704
Dépenses		
Coûts de contrôle de l'aérogare	100,868	91,326
Intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds	94,359	89,986
Traitements et indemnités aux employés	85,714	75,493
Amortissement	62,531	56,960
Contrats de services	49,207	40,630
Biens achetés	32,193	26,442
Frais généraux ministériels	30,776	27,230
Subventions tenant lieu de taxes	22,147	22,774
Services de protection de la Gendarmerie royale du Canada (note 8)	21,421	25,000
Services d'utilité publique	17,447	17,302
Perte à l'aliénation d'immobilisations	585	784
	517,248	473,927
Perte d'exploitation	(94,368)	(74,223)
Répartitions (note 10)	108,040	108,774
Bénéfice après répartitions	13,672	34,551

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde au début de l'exercice	82,145	49,594
Virement du paiement forfaitaire—Revenu reporté		(2,000)
Bénéfice après répartitions	13,672	34,551
Solde à la fin de l'exercice	95,817	82,145

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde au début de l'exercice	1,167,929	1,078,593
Intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds	94,359	89,986
Cession nette d'immobilisations du (au) Canada	66	(650)
Solde à la fin de l'exercice	1,262,354	1,167,929

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités d'exploitation:		
Bénéfice après répartitions	13,672	34,551
Éléments sans incidence sur l'encaisse:		
Intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds	94,359	89,986
Amortissement	62,531	56,960
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	2,217	5,092
Amortissement des frais reportés	225	225
Perte à l'aliénation d'immobilisations	585	784
	173,589	187,598
Variations de l'actif et du passif à court terme	(15,902)	(1,316)
Variations des autres éléments de l'actif et du passif:		
Débiteurs à long terme	(4,835)	
Frais reportés		(4,500)
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(1,416)	(4,088)
Somme nette des liquidités provenant des activités d'exploitation	151,436	177,694
Activité d'investissement:		
Achat d'immobilisations	(103,148)	(113,830)
Somme nette des liquidités fournies, au cours de l'exercice	48,288	63,864
Imputation nette accumulée sur le compte autorisé du Fonds, au début de l'exercice	227,275	163,411
Imputation nette accumulée sur le compte autorisé du Fonds, à la fin de l'exercice	275,563	227,275

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et objectif

Le Fonds renouvelable des aéroports (connu antérieurement sous le nom de Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes), conformément à la Loi sur les fonds renouvelables, a le pouvoir de faire des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital à même le Fonds du revenu consolidé aux fins de l'exploitation, de l'entretien et de l'amélioration des aéroports, à la discrétion du Conseil du Trésor. Ce Fonds a aussi le pouvoir de dépenser les revenus reçus des opérations des aéroports pour cet objectif ainsi que toute somme appropriée par le Parlement pour cette fin de temps à autre.

Ce Fonds fut établi en 1969. Il possède un pouvoir statutaire de prélèvement de $80 millions à même le Fonds du revenu consolidé et il opère en vertu de modalités approuvées par le Conseil du Trésor.

Au cours des années, le nombre d'aéroports relevant du Fonds a changé. En ce moment, il y en a huit: Halifax, Montréal (Dorval et Mirabel), Ottawa, Pearson, Winnipeg, Calgary, Edmonton et Vancouver.

Fonds renouvelable des aéroports—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990—*Suite*

2. Résumé des conventions comptables importantes

Les états financiers ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Canada.

a) Évaluation des stocks de fournitures et approvisionnements

Les stocks de fournitures et approvisionnements, conservés aux aéroports en prévision des réparations et de l'entretien, sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement.

b) Frais reportés

Les paiements effectués par le Fonds et qui donnent lieu à des bénéfices futurs sont comptabilisés en tant que frais reportés et amortis lors des exercices auxquels les bénéfices sont reliés.

c) Immobilisations

Les immobilisations achetées par le Fonds sont enregistrées au prix coûtant. Les immobilisations cédées au Fonds antérieurement au 1^er^ avril 1979 sont enregistrées à leurs valeurs d'expertise établies par le ministère des Transports conformément à la circulaire du Conseil du Trésor 1970-7. Les immobilisations cédées au Fonds le 1^er^ avril 1979 sont comptabilisées à leur valeur amortie à cette date. Toutes les cessions ultérieures d'immobilisations en provenance du Canada et au Canada sont comptabilisées à la valeur comptable nette à la date de la cession.

Les frais d'administration des projets, y compris les frais d'intérêt défrayés lors de la construction de nouveaux aéroports, sont capitalisés et insérés dans les frais d'aménagement des aéroports en autant que ces frais ne peuvent être reliés à des immobilisations particulières. Les ajouts, renouvellements et améliorations qui prolongent la durée économique des immobilisations sont capitalisés. L'entretien et les réparations sont imputés aux résultats.

d) Amortissement des immobilisations

L'amortissement est imputé selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur la durée utile estimative des immobilisations.

Les taux d'amortissement utilisés pour les principales catégories d'immobilisations sont comme il suit:

Aérogares et installations	2.5% à 10.0%
Pistes et autres surfaces asphaltées	3.3% à 5.5%
Machinerie et matériel	4.0% à 20.0%
Frais d'aménagement des aéroports	4.2%

e) Revenu reporté

Les sommes perçues à l'avance sont comptabilisées comme revenu reporté et comptabilisées en tant que revenu au cours de la durée du bail.

f) Coûts de contrôle de l'aérogare

Les coûts de contrôle de l'aérogare découlent des services de navigation aérienne touchant l'approche, l'atterrissage et le décollage d'aéronefs à un aéroport et le contrôle des vols d'aéronefs en route qui traversent une région de contrôle de l'aérogare. Les coûts des services du contrôle de l'aérogare sont un estimé des coûts directs et indirects y compris les frais d'amortissement des services de la circulation aérienne, des stations de données de vol, des services de soutien technique, de l'étalonnage des instruments de vol et des services météorologiques.

g) Intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds

De l'intérêt est attribué au capital d'apport versé au Fonds. Le taux d'intérêt (10.40% en 1989-90, 10.41% en 1988-89) est fondé sur les taux d'emprunt des sociétés d'État pondérés de la valeur comptable nette de l'acquisition en capital des 20 dernières années. La moyenne du solde du capital d'apport défalquée de l'excédent de l'imputation nette accumulée sur le solde autorisé du Fonds au début et à la fin de l'exercice sert à calculer l'intérêt attribué.

h) Indemnités aux employés

Les employés du ministère des Transports qui exploitent les aéroports du Fonds sont assujettis à la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et à la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. La participation du gouvernement du Canada au coût des pensions est comprise dans la somme imputée au Fonds à titre de prestations aux employés. Le paiement réel de la pension est effectué à même le Compte de pension de retraite de la Fonction publique.

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent pour les employés du ministère des Transports qui exploitent les aéroports du Fonds. Ces indemnités sont versées aux employés qui quittent leur emploi ou se portent à la retraite. Le coût de ces indemnités est porté aux dépenses de l'exercice au cours duquel elles ont été gagnées.

i) Frais généraux ministériels

Les frais généraux ministériels représentent les imputations par le ministère des Transports pour le coût estimatif des services techniques et administratifs fournis au Fonds. Vu que ces dépenses ne peuvent être associées à des services particuliers, les frais sont imputés au Fonds selon un pourcentage des dépenses directes d'exploitation et d'entretien.

j) Subventions tenant lieu de taxes

Les subventions tenant lieu de taxes, imposées aux aéroports du Fonds, sont accumulées à partir des évaluations municipales estimatives rajustées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Le ministère des Travaux publics verse les subventions et les recouvre du Fonds.

Les subventions ne sont pas définitives tant que le ministère des Travaux publics ne les a pas vérifiées, ce qui comporte souvent plusieurs années d'arrérages. Tous les rajustements lors de la phase finale sont enregistrés dans les comptes de l'exercice du règlement.

k) Services fournis gratuitement aux ministères ou reçus gratuitement de ceux-ci

Les coûts estimatifs des services fournis gratuitement aux ministères et reçus gratuitement de ceux-ci sont compris dans leurs catégories y reliées de revenus et dépenses et ils sont compensés par une attribution équivalente des répartitions.

Fonds renouvelable des aéroports—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990—*Suite*

l) Taxe sur le transport aérien

La taxe sur le transport aérien est prélevée en vertu de la partie II de la Loi sur la taxe d'accise. La taxe est perçue par le ministère du Revenu national—Douanes et Accises qui vire au ministère des Transports les fonds qui correspondent aux perceptions de taxe.

Des rentrées suffisantes de taxe sont affectées au Fonds à même le Budget principal des dépenses pour tenir compte du manque estimatif entre le revenu généré sur place et les coûts de fonctionnement, l'amortissement et l'intérêt. L'affectation de la taxe sur le transport aérien est revue ultérieurement pour compenser les rajustements sans incidence sur l'encaisse aux coûts de contrôle de l'aérogare et aux frais généraux ministériels.

L'affectation de la taxe sur le transport aérien est incluse dans les répartitions.

3. Changements apportés à la présentation des états financiers

Certains chiffres comparatifs de l'exercice 1989 ont été reclassifiés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1990.

4. Débiteurs à long terme

Les débiteurs à long terme proviennent des deux grandes lignes aériennes du pays à l'égard des droits de concession de l'essence à recevoir suite à un règlement négocié. Les versements à recevoir se chiffrent au total à $579,445 annuellement de 1990-91 à 1998-99 inclusivement et à $199,750 en 1999-2000 et ils ne portent pas intérêt.

5. Immobilisations et amortissement cumulé

6. Entente de développement—Aérogare 3, Aéroport international Lester B. Pearson

En 1987, le ministère des Transports a conclu une entente de développement en vertu de laquelle un entrepreneur construira et exploitera un troisième bâtiment d'aérogare à l'Aéroport international Lester B. Pearson de Toronto. Un bail pour le terrain et les ententes connexes furent conclus en 1988. Le bail pour le terrain a une durée de 40 ans et l'entrepreneur a le choix de renouveler le bail pour une durée en plus de 20 ans. Le titre du bâtiment d'aérogare passera au ministère des Transports, sans frais, et ce automatiquement à la fin des 20 ans de la durée du renouvellement ou à la fin des 40 ans de la durée du bail s'il s'avère que l'entrepreneur n'exerce pas son choix au renouvellement.

L'entrepreneur a versé $2 millions lors de la conclusion de l'entente par bail en avril 1988 et l'on exige qu'il verse une somme en plus de $28 millions lors de l'achèvement du bâtiment d'aérogare ou le 22 septembre 1990, soit la date la plus rapprochée. Ces versements seront comptabilisés en tant que revenu au cours des 40 ans du bail à partir de l'achèvement du bâtiment d'aérogare que l'on prévoit plus tard au cours de l'exercice financier 1990-91.

Le ministère des Transports a convenu de consentir, conformément à certaines conditions énoncées, des prêts à l'entrepreneur au cours des 15 premières années du bail. La somme principale et l'intérêt cumulé sur ces prêts ne peuvent être supérieurs à $70 millions et chaque année pas plus de $8 millions ne doivent faire l'objet d'un prêt. Aucun de ces prêts n'avait été consenti au 31 mars 1990. S'il s'avérait que des prêts soient consentis, une somme qui représente 25% de la valeur de tous les prêts consentis à même le Fonds du revenu consolidé sera imputée au Fonds renouvelable et sera mise à part comme réserve en cas d'insuffisances des versements.

Immobilisations, au coût et aux valeurs d'expertise	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Cessions	Solde à la fin de l'exercice
			(en milliers de dollars)		
Terrains et frais d'aménagement des terrains	119,940	427		199	120,566
Aérogares et installations	828,754	713	(1,418)	38,089	866,138
Pistes et autres surfaces asphaltées	518,295	5,727	(1,027)	25,130	548,125
Machinerie et matériel	86,157	654	(1,190)	6,936	92,557
Frais d'aménagement des aéroports	35,604				35,604
Construction en cours	35,968	95,626		(70,288)	61,306
	1,624,718	103,147	(3,635)	66	1,724,296

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
		(en milliers de dollars)		
Aérogares et installations	333,674	36,338	(1,143)	368,869
Pistes et autres surfaces asphaltées	201,330	20,020	(844)	220,506
Machinerie et matériel	39,785	4,678	(1,064)	43,399
Frais d'aménagement des aéroports	20,626	1,495		22,121
	595,415	62,531	(3,051)	654,895

Fonds renouvelable des aéroports—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Suite*

7. Avoir du Canada

a) Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice regroupée dans l'avoir du Canada, représente l'accumulation nette de toutes les opérations en espèces effectuées par l'entremise du Fonds du revenu consolidé qui est le compte central où sont enregistrés toutes les recettes et tous les déboursés du gouvernement. En vertu de sa mission, le Fonds est crédité de tous les revenus perçus et il a le pouvoir, en vertu d'une autorisation statutaire, d'effectuer des prélèvements à même le Fonds du revenu consolidé lorsque ses revenus sont insuffisants jusqu'à concurrence d'un plafond autorisé de $80 millions.

Un prélèvement sur l'autorisation du Fonds survient lorsque les déboursés accumulés dépassent les encaissements accumulés (solde créditeur) et porte intérêt au taux fixé par le ministre des Finances. Un excédent accumulé d'encaissements sur les déboursés (solde débiteur) représente une autorisation supplémentaire de prélèvement du Fonds.

b) Capital d'apport

Le capital d'apport comprend principalement les sommes qui représentent les valeurs attribuées aux éléments d'actif cédés du Canada et au Canada et l'intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds.

c) Surplus accumulé

Le compte du surplus accumulé à la fin de l'exercice contient l'accumulation nette des surplus et des déficits depuis la création du Fonds défalqués des sommes virées au ministère des Transports à la suite des directives du Conseil du Trésor.

8. Gendarmerie royale du Canada, services de protection

La GRC fournit gratuitement au Fonds des services de protection. Un niveau relevé de service par rapport à la protection du pays est maintenant fourni en plus des services de protection de base fournis auparavant. Une somme estimative de $21,4 millions (1989—$25 millions) liée au service de protection de base est comprise dans les dépenses de fonctionnement du Fonds de pair avec une répartition équivalente compensée par les répartitions.

9. Autres services au net fournis gratuitement aux ministères et reçus gratuitement de ceux-ci

Les autres services fournis gratuitement aux ministères et reçus de ceux-ci, y compris le ministère des Transports, sont comptabilisés et portés aux catégories appropriées de revenus et dépenses.

Ces services sont résumés comme suit:

	1989-90	1988-89
	(en milliers de dollars)	
Services reçus—		
Écrasement, incendie et sauvetage—Ministère de la Défence nationale	1,474	1,402
Taxe de vente provinciale—Approvisionnements et Services Canada	2,886	2,702
Entretien du matériel de télécommunications—Ministère des Transports	3,408	3,110
Autre élément	1,198	1,165
	8,966	8,379
Services fournis—		
Droits d'atterrissage—Aéronefs gouvernementaux et militaires	(3,273)	(4,347)
Autre élément	(836)	(630)
	(4,109)	(4,977)
	4,857	3,402

10. Répartitions

Certains montants sont répartis au Fonds pour compenser les dépenses comme suit:

	1989-90	1988-89
	(en milliers de dollars)	
Taxe sur le transport aérien payée au Fonds comme prévu dans le Budget principal des dépenses	65,501	79,800
Augmentation de la répartition pour compenser les ajustements sans incidence sur l'encaisse sur les coûts de contrôle de l'aérogare et des frais généraux	16,261	572
Répartition totale de la taxe sur le transport aérien	81,762	80,372
Services de protection de la GRC fournis gratuitement	21,421	25,000
Autres services nets fournis gratuitement aux ministères ou reçus gratuitement de ceux-ci	4,857	3,402
Répartitions totales	108,040	108,774

11. Engagements contractuels

Le Fonds, au 31 mars 1990, s'était engagé à effectuer des dépenses d'environ $76 millions (1989—$57 millions) en vertu de contrats de construction et d'entretien d'immobilisations.

Fonds renouvelable des aéroports—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

12. Cessions des aéroports

En 1989, le Cabinet a approuvé une politique de cession des aéroports à la gérance locale. Plus tard cette année-là, le ministère des Transports a parafé des lettres d'intention, de pair avec les autorités aéroportuaires régionales, afin de faire démarrer la négociation quant à la cession des aéroports internationaux d'Edmonton, Vancouver et Calgary ainsi que les aéroports internationaux de Montréal à Dorval et Mirabel.

À ce jour, aucune cession n'a eu lieu mais les négociations se poursuivent et la nature lorsqu'il s'agit du genre de cessions possibles (vente ou bail), la somme de toutes les rentrées, le gain ou la perte à l'aliénation et tout autre incidence sur le Fonds ne peuvent être établis à ce moment-ci.

13. Passif éventuel

Le ministère des Transports est le défendeur dans certaines causes en instance et imminentes liées à l'exploitation du Fonds. La somme totale des réclamations au 31 mars 1990 est d'environ $93 millions. Les règlements, le cas échéant, découlant du dénouement de ces réclamations seront comptabilisés pour l'exercice lors duquel les règlements seront effectués.

Ces réclamations comprenaient auparavant une poursuite juridique enregistrée à la Cour fédérale du Canada par un groupe de principaux transporteurs aériens internationaux qui contestent la légalité du Règlement sur les taxes des services aéronautiques à l'égard de la taxe d'atterrissage transocéanique prélevée en vertu de l'article 5 de la Loi sur l'aéronautique. Ils réclamaient le remboursement de toutes les taxes d'atterrissage transocéanique acquittées depuis 1974. Un jugement favorable au ministère des Transports a été rendu lorsque la cause fut entendue en février 1987. Un avis d'appel enregistré par les transporteurs aériens a été entendu en 1990 et a entraîné le rejet de la réclamation sans qu'il y ait d'obligation de la part du ministère des Transports.

Le 16 mai 1989, presque toutes les grandes lignes aériennes utilisant les aéroports Canadiens ont déposé une poursuite à la Cour fédérale du Canada, qui nomme Sa Majesté du chef du Canada, le ministre des Transports et le ministère des Transports en tant que défendeurs. La réclamation des lignes aériennes de $66 millions porte sur les honoraires de concession de l'essence pour la période allant de 1983 à 1988. La plus grande partie de cette réclamation porte sur les aéroports qui font partie du Fonds. Toutefois, une partie non définie de cette réclamation porte sur d'autres aéroports exploités par le gouvernement fédéral.

En décembre 1989, le ministère des Transports a obtenu l'accord des deux grandes lignes aériennes du pays selon lequel elles conviennent:

a) d'interrompre la poursuite juridique (leur part représentait approximativement 80% du total de la réclamation);

b) d'acquitter les honoraires de concession d'essence à partir du 1^er^ décembre 1989 jusqu'au 31 mars 1991 ou la mise en place d'une nouvelle politique de récupération des coûts, quelque soit ce qui arrive en premier; et

c) de verser une part des honoraires non payés de concession d'essence de la manière négociée.

Le ministère des Transports a accepté de discontinuer de charger les honoraires après le 31 mars 1991. Les ministères de la Justice et des Transports sont au travail dans le but de résoudre le litige quant aux honoraires de concession d'essence et régler les questions découlant des contrats par rapport aux autres lignes aériennes.

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence des *télécommunications gouvernementales (ATG) ont été préparés* tels qu'exigés par et selon la politique et les procédures du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première concernant l'intégrité et l'objectivité des données contenues dans ces états financiers revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le directeur général, Gestion des finances, développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Celles-ci sont supportées par des systèmes et procédures additionnels qui sont élaborés et appliqués par la Division des finances et administration du Fonds. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne pour encourager la prudence, la probité et la valeur de l'argent pour la dépense des fonds publics. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par les activités de vérification interne, ainsi que par des contacts fréquents avec les agents financiers et d'évaluation de programmes du ministère.

Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel comptable qualifié, par des arrangements organisationnels fournissant un partage juste de responsabilités et par un niveau élevé de communication interne visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales sont compris dans toute l'Agence.

L'Agence maintient et opère un système intégré d'information financière qui a été conçu afin de rencontrer les besoins particuliers de comptabiliser les transactions financières d'un fonds renouvelable et aussi pour fournir au moment voulu l'information financière au ministère d'Approvisionnement et services Canada en tant que Receveur général responsable des comptes du Canada.

Approuvé par:

Directeur, Finances et administration
Agence des télécommunications gouvernementales
(Agent financier supérieur à plein temps)
H. B. SULLIVAN

Pour le Directeur général intérimaire, Gestion des finances
Ministère des Communications
(Agent financier supérieur)
RONALD SIMKO

le 20 juillet 1990

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990		1989	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Profit net pour l'exercice		1.802.342		2.401.313
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds ...	782.000	808.077	711.000	674.997
Fonds provenant de l'exploitation	782.000	2.610.419	711.000	3.076.310
Acquisitions nettes d'immobilisations	(350.000)	(600.257)	(350.000)	(693.931)
Variation du fonds de roulement	(788.000)	(5.368.846)	(723.000)	1.103.178
Autres éléments		5.143.600		1.879.222
Autorisation (employée) fournie	(356.000)	1.784.916	(362.000)	5.364.779

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	10.263.619	7.028.967
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	14.205.063	13.121.208
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	26.620.866	20.517.443
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	(2.152.184)	(367.268)
Limite de l'autorisation	30.000.000	19.000.000
Autorisation non employée reportée	32.152.184	19.367.268

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	28,126,547	22,669,739
Tiers	2,204,463	3,305,429
Frais payés d'avance		28,799
	30,331,010	26,003,967
Immobilisations au coût (note 3)	5,218,369	4,716,187
Moins: amortissement accumulé	2,742,140	2,202,211
	2,476,229	2,513,976
Autres		
Frais reportés	7,792	10,626
Revenus courus	9,713	37,327
	17,505	47,953
	32,824,744	28,565,896

PASSIF	1990	1989
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs		
Gouvernement du Canada	245,959	19,098
Tiers	14,080,418	15,486,577
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	82,265	68,176
Tranche à court terme de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)		11,847
Revenus reportés	135,310	57
	14,543,952	15,585,755
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,290,568	1,124,577
Revenus reportés—Contrats de services	308,363	210,697
	1,598,931	1,335,274
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	10,263,619	7,028,967
Surplus accumulé	6,418,242	4,615,900
	16,681,861	11,644,867
	32,824,744	28,565,896

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Revenus		
Services des télécommunications:		
Personnalisés	100,530,893	85,083,276
Interurbain	81,881,915	77,132,829
Données	8,846,897	7,127,509
Locaux	7,533,725	6,986,775
Annuaire	1,313,077	813,583
Autres services du réseau	24,317	15,340
Autres revenus	3,255	2,897
Total des revenus	200,134,079	177,162,209
Frais		
Exploitation:		
Personnalisés	99,084,798	83,759,777
Interurbain	66,386,368	63,575,044
Données	9,003,791	6,647,774
Locaux	4,717,266	5,067,082
Annuaire	707,105	429,131
Autres services du réseau	29,411	8,043
	179,928,739	159,486,851
Planification et coordination:		
Traitements	1,779,773	1,492,238
Indemnités de cessation d'emploi	32,952	46,050
Services professionnels	128,447	152,207
Voyages, téléphone et fret	47,932	42,356
Réparations	3,658	4,530
Location d'édifice et d'équipement	3,359	2,387
Renseignements	3,037	12,089
Fournitures et accessoires de bureau	926	1,604
Autre	95	186
	2,000,179	1,753,647
Gestion et administration:		
Traitements	9,677,191	8,176,586
Indemnités de cessation d'emploi	230,083	100,843
Services professionnels	2,331,878	1,949,335
Location d'édifice et d'équipement	1,227,209	1,391,104
Téléphone et fret	635,322	475,653
Voyages	354,763	328,657
Fournitures et accessoires de bureau	264,092	182,797
Amortissement	251,934	219,040
Réparations	171,683	171,583
Renseignements	136,846	80,452
Perte sur l'alinéation d'immobilisations	27,445	32,499
Autre	2,211	3,482
	15,310,657	13,112,031
Frais d'intérêt sur le Fonds renouvelable	1,092,162	408,367
Total des frais	198,331,737	174,760,896
Profit net	1,802,342	2,401,313

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	4,615,900	2,214,587
Profit net pour l'exercice	1,802,342	2,401,313
Solde à la fin de l'année	6,418,242	4,615,900

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Profit net pour l'exercice	1,802,342	2,401,313
Plus: provision pour indemnités de cessation d'emploi	263,035	146,893
amortissement	610,559	673,092
perte sur l'aliénation d'immobilisations	27,445	32,499
amortissement des frais reportés	2,834	182,834
Moins: amortissement des revenus reportés—Contrats de services	(95,796)	(360,321)
	2,610,419	3,076,310
Variations des disponibilités et exigibilités	(5,368,846)	1,103,178
Variations des autres éléments d'actif et de passif		
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(97,044)	(83,436)
Revenus reportés—Contrats de services	193,462	
Revenus courus	27,614	16,437
	124,032	(66,999)
Ressources financières nettes (employées) fournies par les activités de fonctionnement	(2,634,395)	4,112,489
Activités d'investissement:		
Immobilisations		
Achats	(600,257)	(693,931)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(600,257)	(693,931)
Activités de financement:		
Paiements et variation des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition		(11,847)
Ressources financières nettes employées par les activités de financement		(11,847)
Ressources financières nettes (employées) fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(3,234,652)	3,406,711
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(7,028,967)	(10,435,678)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(10,263,619)	(7,028,967)

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales a été établi en 1963 pour organiser et pourvoir des services de télécommunications aux ministères et agences du gouvernement fédéral qui le demandent. L'article 23 de la Loi sur la régularisation des comptes qui a été abrogé et remplacé par l'article 4 de la Loi sur les Fonds renouvelables permet au Ministre d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre de fonds de roulement, d'acquisition d'équipement et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, le montant total ne devant pas excéder $8,000,000 en aucun temps. Cette autorisation a été augmentée à $12,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits, à $15,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1983-84 portant affectation de crédits, à $19,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits et à $30,000,000 en vertu de la Loi n° 3 de 1989-90 portant affectation de crédits. En raison de paiements faits à Bell Canada pour un contrat terminé, un montant de $1,485,822 a été radié du Fonds en vertu du crédit 2c de la Loi n° 4 de 1982-83 portant affectation de crédits. Un montant de $741,781, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et l'actif contribué au Fonds, a été imputé sur cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire.

2. Conventions comptables importantes

a) Frais payés d'avance

Des paiements sont faits aux fournisseurs pour des services qui seront rendus dans le prochain exercice financier et ils sont enregistrés comme frais payés d'avance au bilan.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Dans la plupart des cas, l'amortissement est calculé selon la méthode du solde dégressif aux taux suivants: automobiles (30%), équipement de bureau (20%), ameublement et aménagement (10%). L'équipement de télécommunications représente une catégorie spéciale d'éléments d'actifs amortis linéairement sur les cinq à sept premières années d'utilisation de l'équipement.

c) Actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition

Les baux par lesquels sont transférés pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien sont comptabilisés comme des acquisitions d'actifs et la prise en charge d'obligations qui correspondent à la juste valeur d'acquisition de l'actif (excluant les frais d'intérêt). L'actif est amorti et l'obligation, y compris l'intérêt sur celle-ci, est diminuée sur la durée du bail.

d) Frais reportés

Les frais reportés se rapportent à l'acquisition d'équipement de télécommunications par l'Agence des télécommunications gouvernementales et sont amortis selon la méthode linéaire sur la même base que celle relative à l'actif. En 1989-90, l'amortissement se rapportant aux autres frais reportés se chiffrait à $2,834.

e) Revenus reportés—Contrats de services

Les paiements à l'avance des ministères et organismes-clients pour des services de télécommunications futurs sont inscrits à titre de revenus reportés et sont transférés aux revenus en montants égaux sur une période de cinq à sept ans. En 1989-90, un montant de $95,796 a été gagné. Un montant de $193,462 a également été ajouté aux revenus reportés en 1989-90 et sera amorti sur la durée d'utilisation de l'actif.

f) Revenus courus à long terme

Des plans de remboursement mensuels sont offerts aux ministères et agences afin de couvrir les frais d'implantation de services de télécommunications. À la fin de 1989-90 le solde était de $17,214. La tranche à court terme des revenus courus (échéant en 1989-90) se chiffre à $7,501 et est incluse dans les débiteurs—Gouvernement du Canada au bilan.

g) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement de bureau	1,555,974	348,701	98,075	1,806,600
Ameublement et aménagement	241,092	11,109		252,201
Automobiles	75,708	31,679		107,387
Équipement de télécommunications ..	2,666,413	208,768		2,875,181
Équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	177,000			177,000
	4,716,187	600,257	98,075	5,218,369

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement de bureau	780,751	219,296	70,630	929,417
Ameublement et aménagement	144,259	10,794		155,053
Automobiles	59,101	14,487		73,588
Équipement de télécommunications ..	1,050,933	356,149		1,407,082
Équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	167,167	9,833		177,000
	2,202,211	610,559	70,630	2,742,140

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990—*Fin*

4. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Le 1^{er} juin 1986, l'Agence des télécommunications gouvernementales a signé une entente avec BTE (Business Telecom Equipment) pour la location d'équipement de télécommunications en vertu d'un contrat de location-acquisition. L'actif fut capitalisé pour un montant de $177,000 tenant compte d'un taux d'intérêt de 13.63%. L'obligation correspondante est diminuée sur la durée du bail de 3 ans et est séparée au bilan entre les tranches à court terme et à long terme. Les paiements minimaux exigibles en vertu du bail pour 1989-90 ont totalisé $12,049, ce qui inclus un montant d'intérêt de $202 imputé aux résultats (Locaux).

5. Modifications de la présentation des états financiers

Certains chiffres de 1988-89 ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation de 1989-90.

Fonds renouvelable des approvisionnements

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des approvisionnements ont été préparés par Approvisionnements et Services Canada, conformément aux politiques du Conseil du Trésor, ainsi qu'aux normes et aux exigences en matière de rapport du Receveur général du Canada.

Ces états financiers ont été préparés sur une base comparable à celle de l'exercice précédent et sont conformes aux renseignements présentés ailleurs dans les Comptes publics, ainsi que dans les états ministériels. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont énoncées dans les notes afférentes. Certains renseignements sont basés sur les figures et les opinions auxquelles en sont venus les cadres de la Direction, au meilleur de leurs connaissances.

Le Secteur des finances et de l'administration assume la principale responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états. Cette tâche échoit en particulier à la Direction générale de la politique de la comptabilité et des systèmes de rapports, qui élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes de comptabilité et de gestion financière. En outre, le ministère exerce des contrôles internes conçus pour déterminer les responsabilités respectives, fournir l'assurance que les biens sont protégés et que l'on tient des registres financiers fiables. Des programmes de vérification interne viennent s'ajouter aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne.

Approuvé par:

Directeur général,
Direction générale de la politique de la comptabilité et des systèmes de rapports
J. G. SÉGUIN

Sous-ministre adjoint, Finances et administration
S. E. WHITELEY

le 21 juin 1990

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990		1989	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Profit net pour l'exercice	135,000	914,861	30,000	1,141,642
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	6,783,000	6,720,618	4,880,000	5,437,537
Fonds provenant de l'exploitation	6,918,000	7,635,479	4,910,000	6,579,179
Acquisitions nettes d'immobilisations	(17,400,000)	(10,134,609)	(14,795,000)	(10,091,507)
Variation du fonds de roulement	7,241,000	(6,421,046)	2,351,000	20,907,309
Autres éléments		6,662,754		(25,750,444)
Autorisation employée	(3,241,000)	(2,257,422)	(7,534,000)	(8,355,463)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	152,642,135	144,562,299
Plus: imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	85,078,013	78,553,511
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	166,579,628	154,232,712
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	71,140,520	68,883,098
Limite de l'autorisation	200,000,000	200,000,000
Autorisation non employée reportée	128,859,480	131,116,902

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada (note 3)	208,400,602	204,053,822
Tiers (note 3)	6,338,709	6,559,783
Tranche à court terme de l'investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)	5,413,950	3,177,478
Stocks au coût (note 4)	24,434,122	20,787,973
Autres	6,128,535	1,278,064
	250,715,918	235,857,120
Débiteur à long terme		
Investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED) (note 5)	4,864,980	5,705,320
Immobilisations au coût (note 6)	55,616,521	50,998,883
Moins: amortissement accumulé	30,019,265	28,340,326
	25,597,256	22,658,557
Améliorations locatives (nettes de l'amortissement)	3,025,494	2,550,202
Autres		
Droits de la Couronne à la valeur nominale	1	1
	284,203,649	266,771,200

PASSIF	1990	1989
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Tiers	75,826,104	86,820,115
Gouvernement du Canada	42,835,026	26,622,950
Revenu reporté	14,613,987	11,394,300
	133,275,117	124,837,365
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	152,642,135	144,562,299
Déficit accumulé	(1,713,603)	(2,628,464)
	150,928,532	141,933,835
	284,203,649	266,771,200

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Ventes (note 7)		
Approvisionnements	420,929,642	403,553,357
Opérations régionales	210,055,751	198,046,758
	630,985,393	601,600,115
Coût des ventes (note 7)		
Approvisionnements	270,586,020	264,978,200
Opérations régionales	103,587,253	103,777,064
	374,173,273	368,755,264
Marge bénéficiaire brute	256,812,120	232,844,851
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	125,939,071	116,791,288
Services professionnels et spéciaux	71,969,084	63,229,953
Locaux	17,560,689	16,775,327
Intérêt	7,154,681	6,334,584
Réparations, approvisionnements, divers	6,811,235	5,483,689
Fret à la vente	5,981,838	6,002,772
Voyages et déménagements	5,753,536	5,109,899
Communications	4,832,560	4,726,076
Information	4,213,284	3,276,992
Amortissement	3,838,950	3,141,362
Locations	1,111,316	921,133
Stocks et autres pertes	638,913	298,880
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	560,177	8,708
Escomptes de caisse	(468,075)	(397,454)
	255,897,259	231,703,209
Profit net	914,861	1,141,642

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	(2,628,464)	(3,770,106)
Profit net pour l'exercice	914,861	1,141,642
Solde à la fin de l'exercice	(1,713,603)	(2,628,464)

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Profit net	914,861	1,141,642
Plus: amortissement	5,782,005	4,950,348
amortissement des améliorations locatives	378,436	478,481
perte sur l'aliénation d'immobilisations	560,177	8,708
	7,635,479	6,579,179
Variations des disponibilités et exigibilités	(6,421,046)	20,907,309
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement	1,214,433	27,486,488
Activités d'investissement:		
Variations des autres éléments d'actif et de passif		
Investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)	840,340	(1,764,898)
Immobilisations		
Achat d'équipement	(9,280,881)	(9,704,564)
Achat des améliorations locatives	(853,728)	(386,943)
	(10,134,609)	(10,091,507)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(9,294,269)	(11,856,405)
Ressources financières nettes (employées) fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(8,079,836)	15,630,083
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(144,562,299)	(160,192,382)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(152,642,135)	(144,562,299)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1990

1. Objectif et autorisation

L'objectif du Fonds est d'acquérir et de fournir les biens et les services requis par les ministères et les organismes, compte tenu du rôle que jouent les achats dans la réalisation des objectifs nationaux, et d'offrir des services pour l'écoulement du matériel appartenant à l'État, le tout au moindre coût.

Le Fonds renouvelable des approvisionnements a été autorisé par le crédit L6 (Approvisionnements et Services) de la Loi de crédits n° 1 de 1975. Les modifications apportées à l'affectation ont autorisé le fusionnement des opérations du Fonds renouvelable des approvisionnements avec celles du Fonds renouvelable de l'imprimerie à compter du 1er avril 1975, avec le Fonds renouvelable de l'édition à compter du 1er avril 1976 et avec le Fonds renouvelable des expositions à compter du 1er avril 1977.

En date du 1er avril 1980, le Parlement, par le biais de la Loi sur la régularisation des comptes, a abrogé tous les crédits concernant les comptes du Fonds renouvelable des approvisionnements. L'article 29 de la Loi a établi le Fonds renouvelable des approvisionnements en tant qu'entité budgétaire, avec une autorisation législative permanente de $150 millions. La limite d'autorisation du Fonds a été ultérieurement portée de $150 millions à $200 millions en vertu de la Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits. En 1983, la Loi sur les Fonds renouvelable a abrogé la "Loi sur la régularisation des comptes"et l'article 8 autorisa l'établissement du Fonds renouvelable des approvisionnements.

Un montant de $44,171,345 représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et l'actif contribué au Fonds, a été imputé sur cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981. En vertu d'une autorisation du Conseil du Trésor, les surplus accumulés ont été transférés à l'autorisation du Fonds comme suit:

	$
1982-83	3,256,386
1983-84	4,888,134
1984-85	5,691,677
1985-86	22,763,154
1986-87	647,189
	37,246,540

2. Conventions comptables importantes

a) Recettes et dépenses

Les recettes et les dépenses sont enregistrées selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf pour les écarts suivants:

(i) La comptabilité d'exercice utilisée pour enregistrer certains revenus provenant d'acquisitions est basée sur des analyses statistiques détaillées et vérifiées du volume de travail. Cette convention a été adoptée afin d'éviter un système coûteux de tenue de livres tout en respectant l'obligation d'adhérer au principe comptable généralement reconnu du rapprochement des coûts et des recettes.

Cette politique a été passée en revue le 1er avril 1985. Par conséquent, pour les contrats ($200,000 à $50 millions entre le 1er avril 1985 et le 31 mai 1987) $240,000 à $60 millions du 1er juin 1987, ainsi de suite, des frais initiaux à 50% de la valeur dans le cas des achats scientifiques et techniques et à 65% dans le cas des achats commerciaux et d'imprimerie sont imputés au moment de l'attribution du contrat, le reste des frais est imputé au cours de l'exécution du contrat. Certains autres contrats importants sont administrés selon la méthode de gestion de projet et le coût réel du projet est enregistré comme revenu au cours de chaque exercice pour toute la durée du projet. La Direction admet que certaines recettes sont gagnées avant que le contrat ne soit accordé mais elle est d'avis qu'il n'y a pas entorse sérieuse au principe comptable du rapprochement des coûts et des recettes.

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1990—*Suite*

(ii) Les prestations aux employés (indemnités de cessation d'emploi et indemnités de congés) s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans les conventions collectives. Le passif couru correspondant n'est pas comptabilisé, le coût de ces prestations est donc imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Un tableau du passif non comptabilisé figure à la note 9.

b) Amortissement

L'amortissement des améliorations locatives est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail, soit une période maximale de 10 ans. L'amortissement des autres immobilisations, calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, commence durant l'année suivant l'acquisition et s'échelonne sur la durée de vie utile estimative, comme suit:

Améliorations locatives	10 ans
Ameublement	5 ans
Équipement TED	5 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Matériel d'entrepôt	10 ans
Matériel d'imprimerie	8 ans
Matériel audio-visuel	10 ans

3. Modification de la présentation des états financiers

Les chiffres de 1989 ont été modifiés afin d'être conformes à la présentation de 1990.

4. Inventaires

	1990	1989
	$	$
Matériaux bruts et produits finis	23,139,797	19,301,085
Travaux en cours	1,294,325	1,486,888
	24,434,122	20,787,973

5. Investissement net dans des contrats de location de matériel TED

Le 2 mars 1976, le Conseil du Trésor a autorisé le Fonds renouvelable des approvisionnements à acheter du matériel informatique spécifique tel qu'approuvé par le Conseil du Trésor pour les ministères clients. Le principal, l'intérêt et tous les autres frais sont remboursés par les ministères sur une période de un à cinq ans en vertu de contrats de location-financement. Le Fonds renouvelable des approvisionnements demeure propriétaire du matériel jusqu'à ce que celui-ci soit entièrement payé. Les paiements dûs par les ministères clients pour l'investissement à long terme dans des contrats de location sont les suivants: $1,809,808 en 1991-92, $1,661,641 en 1992-93 et $1,143,522 en 1993-94 et $250,009 en 1994-95.

6. a) Immobilisations et amortissement accumulé

Un amortisssement de $2,321,491 en 1990 et de $2,287,467 en 1989 est compris dans le coût des ventes sur l'état de l'exploitation.

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement	4,847,537	293,632	803,385	4,337,784
Équipement TED	24,965,455	7,391,365	2,682,990	29,673,830
Véhicules automobiles	813,623	164,993	55,329	923,287
Matériel d'entrepôt	3,231,950	431,503	106,734	3,556,719
Matériel d'imprimerie	15,266,760	953,739	1,009,721	15,210,778
Matériel audio-visuel	1,873,558	45,649	5,084	1,914,123
	50,998,883	9,280,881	4,663,243	55,616,521

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement	3,879,558	430,327	776,660	3,533,225
Équipement TED	10,741,554	3,688,476	2,345,273	12,084,757
Véhicules automobiles	480,444	96,540	54,257	522,727
Matériel d'entrepôt	2,128,500	307,279	93,677	2,342,102
Matériel d'imprimerie	10,036,153	1,130,157	828,115	10,338,195
Matériel audio-visuel	1,074,117	129,226	5,084	1,198,259
	28,340,326	5,782,005	4,103,066	30,019,265

b) Améliorations locatives et amortissement

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Amortissement	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Améliorations locatives	7,112,004	853,728		7,965,732
Amortissement	4,561,802		378,436	4,940,238
	2,550,202	853,728	378,436	3,025,494

7. Ventes et coût des ventes

À des fins de consolidation, les ventes et le coût des ventes au montant de $35,210,619 ($25,250,014 en 1989) ont été exclus.

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1990—*Fin*

8. Frais d'acquisitions reportés—Contrats

Conformément à la politique du Ministère en ce qui a trait à la répartition uniforme des recettess pour certains genres de contrats, laquelle est définie à la note 2a)(i), la valeur des frais d'acquisitions reportés á l'égard des travaux impartis inachevés s'élevait à $9,799,001 au 31 mars 1990 ($10,950,546 en 1989).

9. Passif concernant les prestations aux employés

Le passif non comptabilisé concernant les prestations aux employés se compose d'indemnités de cessation d'emploi et d'indemnités de vacances.

	1990	1989
	$	$
Indemnités de cessation d'emploi	35,232,057	27,553,980
Indemnités de vacances	8,067,032	5,831,338
	43,299,089	33,385,318

10. Assurance

Le Fonds renouvelable des approvisionnements n'a aucune assurance sur ses biens ou sur ceux qui appartiennent à d'autres et qu'il conserve dans ses entrepôts. Cette mesure est conforme à la politique d'auto-assurance de gouvernement.

Fonds renouvelable du Bureau des passeports

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau des passeports tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en regard de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La Division de l'administration des services financiers du Fonds se conforme aux conventions comptables et de gestion financière du ministère, développe les politiques relatives au Fonds et publie les manuels et les directives qui décrivent ces politiques et les procédures afférentes. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui permettent aux gestionnaires de s'assurer, de façon raisonnable, que les opérations sont inscrites et effectuées selon les autorisations accordées et que l'actif du Fonds est protégé. Les systèmes sont renforcés par le biais des programmes de vérification interne du ministère.

Approuvé par:

Directeur général, Direction générale des finances et des services administratifs
(Agent financier supérieur à plein temps)

K. F. McCARTHY

Sous-ministre adjoint, Finances et administration
(Agent financier supérieur)

R. J. MARSHAM

le 21 juin 1990

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990		1989	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Profit net (perte nette) pour l'exercice	245,402	(388,423)	(205,933)	471,432
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	775,000	906,878	615,000	668,793
Fonds provenant de l'exploitation	1,020,402	518,455	409,067	1,140,225
Acquisitions nettes d'immobilisations	(510,000)	(563,448)	(467,000)	(625,972)
Variation du fonds de roulement	(61,589)	(5,471,708)	(128,256)	3,858,377
Autres éléments		5,410,677		(3,935,053)
Autorisation fournie (employée)	448,813	(106,024)	(186,189)	437,577

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(11,185,165)	(16,792,721)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1,063,872	6,415,430
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	259,744	109,770
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(10,381,037)	(10,487,061)
Limite de l'autorisation	4,000,000	4,000,000
Autorisation non employée reportée	14,381,037	14,487,061

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	176,588	109,344
Tiers	178,025	216,646
Stocks au coût et au prix coûtant moyen (note 3)	1,596,230	1,234,138
Frais payés d'avance	233,212	105,477
	2,184,055	1,665,605
Immobilisations (note 4)		
Au coût	3,977,456	3,443,972
Moins: amortissement accumulé	2,355,332	1,876,683
	1,622,124	1,567,289
	3,806,179	3,232,894

PASSIF	1990	1989
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	696,865	5,289,162
Tiers		
Créditeurs	1,280,651	1,674,916
Indemnités de congé	367,595	381,480
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	224,275	199,162
Revenus reportés	223,055	200,978
	2,792,441	7,745,698
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,806,105	1,498,696
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(11,185,165)	(16,792,721)
Surplus accumulé	10,392,798	10,781,221
	(792,367)	(6,011,500)
	3,806,179	3,232,894

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau des passeports—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Revenus		
Droits gagnés	30,174,720	27,895,874
Revenus divers	3,392	5,286
	30,178,112	27,901,160
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	15,413,056	12,877,800
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	398,264	184,255
Exploitation de passeport dans les postes à l'étranger	4,447,460	4,447,460
Matériel de passeport et formules de demande	3,717,380	3,605,772
Logement	1,951,921	1,865,239
Services profesionnels et spéciaux	1,524,872	1,567,948
Services des postes et affranchissement	808,669	749,117
Télécommunications	668,841	595,251
Amortissement	503,374	470,197
Imprimerie, papeterie et approvisionnement	472,780	501,758
Voyages et déménagements	217,335	205,660
Fret, messageries et camionnage	211,108	204,543
Réparations et remplacements d'équipement et d'ameublement de bureau	144,318	78,441
Location	70,539	33,771
Dépenses diverses	5,838	7,388
Renseignements	5,540	20,787
Perte sur aliénation d'immobilisations	5,240	14,341
	30,566,535	27,429,728
(Perte nette) profit net	(388,423)	471,432

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	10,781,221	10,309,789
(Perte nette) profit net pour l'exercice	(388,423)	471,432
Solde à la fin de l'exercice	10,392,798	10,781,221

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités de fonctionnement:		
(Perte nette) profit net de l'exercice	(388,423)	471,432
Plus: provision pour indemnités de cessation d'emploi	398,264	184,255
amortissement	503,374	470,197
perte sur aliénation d'immobilisations	5,240	14,341
	518,455	1,140,225
Variation des disponibilités et exigibilités	(5,471,708)	3,858,377
Variation des autres éléments d'actif et de passif:		
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(90,855)	(261,621)
Ressources financières nettes (employées) fournies par les activités de fonctionnement	(5,044,108)	4,736,981
Activités d'investissement:		
Immobilisations		
Achetées	(563,448)	(625,972)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(563,448)	(625,972)
Ressources financières nettes (employées) fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(5,607,556)	4,111,009
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	16,792,721	12,681,712
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	11,185,165	16,792,721

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1990

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau des passeports a été constitué en 1969 pour assurer la délivrance des documents de voyage appropriés à des citoyens canadiens et à certains résidents permanents au Canada qui ne peuvent obtenir de passeport valide de leur pays d'origine. La Loi sur les fonds renouvelables a autorisé le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Fonds du revenu consolidé jusqu'à un total de $4,000,000 pour fins de fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation. Un montant de $745,893, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et les actifs contribués au Fonds, a été imputé à cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Conventions comptables importantes

a) Stocks

Le stock de fournitures et d'approvisionnements est inscrit au prix coûtant et le stock des passeports en cours est évalué au prix coûtant moyen pour l'exercice.

Fonds renouvelable du Bureau des passeports—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1990—*Fin*

b) Immobilisations

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la période du bail en cause. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, depuis l'année d'acquisition, sur leur vie utile estimative, comme suit:

Ameublement	16 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	5 ans
Autres pièces d'équipement	10 ans

c) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est inscrit dans les comptes lorsque les bénéfices sont gagnés par les employés.

d) Les droits de passeports sont versés au moment de la demande et font l'objet d'une comptabilité d'exercice. Par revenus reportés on entend les droits reçus pour lesquels des services de passeports n'ont pas encore été rendus.

3. Stocks

	1990	1989
	$	$
Fournitures et approvisionnement	1,485,014	1,145,321
Travaux en cours	111,216	88,817
	1,596,230	1,234,138

4. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Améliorations locatives	560,376	109,757		670,133
Ameublement	612,807	81,283	8,642	685,448
Équipement TED	1,136,655	213,014	11,860	1,337,809
Autres équipements	1,134,134	159,394	9,462	1,284,066
	3,443,972	563,448	29,964	3,977,456

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Améliorations locatives	366,625	81,391		448,016
Ameublement	268,242	36,714	5,268	299,688
Équipement TED	768,133	265,597	11,791	1,021,939
Autres équipements	473,683	119,672	7,666	585,689
	1,876,683	503,374	24,725	2,355,332

5. Baux à long terme

En vertu de baux à long terme qui se terminent entre le 31 mars 1989 et le 31 août 1994, le Bureau des passeports occupe vingt-trois locaux différents.

Les dépenses locatives se composent de:

	1990	1989
	$	$
Loyers	1,951,921	1,823,225
Services	27,985	42,014
	1,979,906	1,865,239

Office national du film

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office national du film tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en regard de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements financiers renfermés dans ces états financiers ont été vérifiés par le Comité de vérification et présentés au Conseil d'administration de l'Office.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Directeur de l'administration et des services financiers développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne permettant des contacts fréquents entre le personnel du Fonds renouvelable et celui du Bureau du vérificateur général. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer un jugement avisé sur le fait que les états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Approuvé par:

Conseillère financière, Services financiers
(Agente financière supérieure à plein temps)
MARYSE CHARBONNEAU

Directeur de la division administration, finances et personnel
(Agent financier supérieur)
GILLES ROY

le 28 juin 1990

Office national du film—*Suite*

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990		1989	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Autorisation annuelle qui s'annule				
Coût de l'exploitation pour l'exercice		(72,501,930)		(70,186,362)
Moins: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		2,772,171		2,363,928
Fonds provenant de l'exploitation	(70,711,503)	(69,729,759)	(68,650,664)	(67,822,434)
Acquisitions nettes d'immobilisations	(2,479,000)	(3,189,412)	(2,418,000)	(2,674,297)
Remboursement du dépassement du crédit de 1987-88 à partir de l'autorisation statutaire du fonds renouvelable		(266,439)		(571,933)
Autorisation employée	(73,190,503)	(73,185,610)	(71,068,664)	(71,068,664)
Autorisation statutaire				
Remboursement du dépassement du crédit parlementaire d'exploitation de 1987-88		266,439		571,933
Variation du fonds de roulement	510,000	557,838	(540,000)	1,952,297
Autres éléments		1,086,117		(3,358,604)
Autorisation (employée) fournie	510,000	1,910,394	(540,000)	(834,374)
Total de l'autorisation employée	(72,680,503)	(71,275,216)	(71,608,664)	(71,903,038)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	12,727,251	12,931,269
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	5,164,298	6,393,560
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	792,621	999,265
versement de salaire de garnissage enregistré incorrectement	3,500	
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	17,035,428	18,325,564
Limite de l'autorisation	20,000,000	20,000,000
Autorisation non employée reportée	2,964,572	1,674,436

Office national du film—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de l'Office national du film au 31 mars 1990 ainsi que l'état des résultats, l'état du déficit cumulé et l'état de l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 8 juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Disponibilités		
Encaisse	242,513	292,857
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	1,182,601	1,577,634
Tiers	2,414,391	3,716,507
Avances à des coproducteurs (note 3)	381,704	427,270
Stocks (note 4)	2,993,892	2,716,685
Frais payés d'avance	441,975	644,791
	7,657,076	9,375,744
Immobilisations (note 5)		
Coût	30,792,629	28,148,072
Moins: amortissement cumulé	18,186,295	15,910,381
	12,606,334	12,237,691
	20,263,410	21,613,435

PASSIF	1990	1989
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs		
Gouvernement du Canada	2,042,788	2,751,874
Tiers	3,551,584	3,945,057
Salaires et avantages courus	574,345	784,668
Avances sur productions	305,223	222,261
Portion à court terme de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	278,830	350,554
Portion à court terme de la provision pour prestations de cessation d'emploi	400,000	320,000
	7,152,770	8,374,414
Passif à long terme		
Obligation découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	1,006,572	1,186,463
Provision pour prestations de cessation d'emploi	6,645,167	6,453,061
	7,651,739	7,639,524
	14,804,509	16,013,938
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable (note 7)	12,727,251	12,931,269
Déficit cumulé (note 8)	(7,268,350)	(7,331,772)
	5,458,901	5,599,497
	20,263,410	21,613,435

Approuvé par la Direction:

Directeur de la division administration, finances et personnel
GILLES ROY

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
JOAN PENNEFATHER

Approuvé par l'Office:

Membre
MARC DORION

Membre
ROBERT GIROUX

Office national du film—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses (note 9)		
Programmation anglaise		
Production de films et autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	27,573,795	26,932,031
Production commanditée	1,314,539	3,845,141
Mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles	9,575,921	9,539,512
	38,464,255	40,316,684
Programmation française		
Production de films et autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	18,348,472	16,325,137
Production commanditée	1,086,558	679,420
Mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles	3,283,106	3,595,074
	22,718,136	20,599,631
Services généraux		
Distribution et autres services	9,459,456	10,356,779
Recherche et développement	509,796	1,088,001
	9,969,252	11,444,780
Direction et services administratifs	9,636,447	8,684,756
	80,788,090	81,045,851
Revenus		
Production et mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles		
Programmation anglaise	1,372,823	3,849,645
Programmation française	1,092,032	715,840
Copies de films, locations et redevances		
Distribution canadienne	2,347,793	2,229,260
Distribution internationale	2,320,003	2,387,088
Services et divers	1,153,509	1,677,656
	8,286,160	10,859,489
Coût de l'exploitation pour l'exercice	72,501,930	70,186,362

ÉTAT DU DÉFICIT CUMULÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	7,331,772	7,786,241
Coût de l'exploitation pour l'exercice	72,501,930	70,186,362
	79,833,702	77,972,603
Crédit parlementaire—Exploitation	(72,565,352)	(70,640,831)
Solde à la fin de l'exercice	7,268,350	7,331,772

ÉTAT DE L'IMPUTATION NETTE CUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS RENOUVELABLE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation:		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(72,501,930)	(70,186,362)
Éléments n'affectant pas l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable		
Amortissement	2,631,118	2,423,054
Gain sur l'aliénation d'immobilisations	(61,963)	(176,590)
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	272,106	148,603
Diminution de la provision pour vacances courues	(69,090)	(31,139)
	(69,729,759)	(67,822,434)
Diminution des éléments provisionnés du fonds de roulement	557,838	1,632,882
	(69,171,921)	(66,189,552)
Activités d'investissement:		
Acquisition d'immobilisations	(2,897,547)	(2,791,535)
Immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition	(128,648)	(1,707,301)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	88,397	287,522
	(2,937,798)	(4,211,314)
Activités de financement:		
Crédit parlementaire	73,185,610	71,068,664
Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations, net de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition	(620,258)	(427,833)
	72,565,352	70,640,831
Obligation découlant de contrats de location-acquisition	128,648	1,707,301
Paiements des obligations découlant de contrats de location-acquisition	(380,263)	(170,284)
	72,313,737	72,177,848
Diminution de l'exercice	(204,018)	(1,776,982)
Solde au début de l'exercice	12,931,269	14,708,251
Solde à la fin de l'exercice	12,727,251	12,931,269

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Statut et objectif

L'Office national du film, constitué en 1950 en vertu de la Loi sur le cinéma, est établi pour entreprendre en premier lieu et favoriser la production et la distribution de films dans l'intérêt national, et notamment pour:

produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et pour en favoriser la production et la distribution;

représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses départements;

Office national du film—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Suite*

faire des recherches sur les activités en matière de film et en mettre les résultats à la disposition des personnes adonnées à la production de films;

émettre des avis au gouverneur en conseil à l'égard d'activités en matière de film; et

remplir, dans les activités en matière de film, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui ordonner d'entreprendre.

Une autorisation permanente continue du Parlement, par voie d'un fonds renouvelable, permet à l'Office d'effectuer des paiements à même le Trésor du Canada au titre de fonds de roulement et de financement temporaire des coûts d'exploitation et d'acquisition d'immobilisations et permet l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité. Celle-ci prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable des immobilisations ne doit jamais excéder $20 millions. Un crédit parlementaire est voté annuellement pour renflouer le fonds renouvelable du coût net des acquisitions d'immobilisations et des coûts admissibles d'exploitation. Ce crédit est comptabilisé dans l'exercice auquel il s'applique et tout solde non utilisé périme.

2. Conventions comptables importantes

Production de films et autres formes de présentations visuelles

Tous les coûts de production sont imputés aux dépenses de l'exercice au cours duquel ils sont engagés et sont présentés aux résultats comme suit:

Programme de l'Office
Tous les coûts engagés pour des productions non commanditées, la part de l'Office dans les coproductions, de même que l'excédent du coût des productions partiellement commanditées sur les montants commandités.

Production commanditée
Tous les coûts engagés pour des productions entièrement commanditées, de même que la portion commanditée du coût des productions partiellement commanditées.

Les revenus de production de films et autres formes de présentations visuelles sont comptabilisés au montant équivalant aux coûts de production commandités dans l'exercice au cours duquel ces coûts sont engagés. Tout profit est reconnu dans l'exercice où le produit est terminé.

Copies de films

Le coût des copies destinées à la vente est comptabilisé aux stocks. Le coût des autres copies est imputé aux dépenses de l'exercice.

Stocks

Les productions en cours sont évaluées au montant cumulatif des coûts engagés dans chacune des productions, qui excède les avances facturées, jusqu'à concurrence du solde facturable au commanditaire. Par contre, tout excédent cumulatif des avances facturées sur les frais engagés est comptabilisé au poste avances sur productions.

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au prix coûtant moyen.

Les copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût direct moyen de fabrication et de leur valeur nette de réalisation.

Immobilisations

L'équipement technique, l'équipement informatique, le mobilier, le matériel de bureau et le matériel roulant sont comptabilisés au prix coûtant. Ils sont amortis d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens, généralement de 3 à 20 ans.

Les améliorations locatives sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les coûts sont engagés.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation d'immobilisations. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels sont transférés pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la juste valeur d'acquisition de l'actif (excluant les frais d'intérêts). Les actifs sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Office ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Office partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Office. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Avances à des coproducteurs

L'Office a avancé des fonds à des coproducteurs afin de financer temporairement une partie de leurs coûts de production et d'éviter des délais dans le calendrier de production. Ces avances ne portent pas intérêt et sont remboursables selon les étapes de production. En contrepartie les coproducteurs ont signé, au bénéfice de l'Office, des cessions de créances pour des sommes qui leur sont dues ou qui pourraient leur être dues par Téléfilm Canada.

Office national du film—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Suite*

4. Stocks

	1990	1989
	$	$
Productions en cours	1,020,729	975,123
Fournitures et approvisionnements	1,380,929	1,417,453
Copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente	592,234	324,109
	2,993,892	2,716,685

5. Immobilisations

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement technique	20,930,275	2,093,344	259,022	22,764,597
Équipement informatique	3,864,063	607,937	58,036	4,413,964
Mobilier de bureau	979,868	147,887	48,694	1,079,061
Équipement de bureau	564,797	45,323	5,130	604,990
Matériel roulant	101,768	3,056	10,756	94,068
	26,440,771	2,897,547	381,638	28,956,680
Équipement loué en vertu de contrats de location-acquisition				
Équipement informatique	1,694,779	127,522		1,822,301
Équipement de bureau	12,522	1,126		13,648
	1,707,301	128,648		1,835,949
	28,148,072	3,026,195	381,638	30,792,629

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement technique	13,179,088	1,687,480	240,527	14,626,041
Équipement informatique	1,963,640	628,826	63,570	2,528,896
Mobilier de bureau	373,294	64,605	26,643	411,256
Équipement de bureau	289,455	44,939	13,153	321,241
Matériel roulant	74,273	8,883	11,311	71,845
	15,879,750	2,434,733	355,204	17,959,279
Équipement loué en vertu de contrats de location-acquisition				
Équipement informatique	30,422	195,002		225,424
Équipement de bureau	209	1,383		1,592
	30,631	196,385		227,016
	15,910,381	2,631,118	355,204	18,186,295

6. Obligation découlant de contrats de location-acquisition

L'Office a signé des ententes pour la location d'équipements informatique et de bureau en vertu de contrats de location-acquisition. Les actifs furent capitalisés pour un montant de $1,835,949 tenant compte de taux d'intérêts variant de 9.5% à 15%. Les obligations correspondantes sont diminuées sur la durée des baux de 5 ans et sont séparées au bilan entre les portions à court terme et à long terme. Les paiements minimaux exigibles en vertu des baux pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 ont totalisé $401,659 ce qui inclut un montant d'intérêt de $21,396 imputé aux résultats.

L'obligation découlant de contrats de location-acquisition comprend:

Paiements futurs exigibles en vertu des baux

	$
1991	401,659
1992	401,659
1993	401,659
1994	401,037
	1,606,014
Moins: intérêts	320,612
	1,285,402
Portion à court terme	278,830
Portion à long terme	1,006,572

Office national du film—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

7. Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable

	1990	1989
	$	$
Éléments provisionnés du fonds de roulement	1,406,319	1,964,157
Valeur nette comptable des immobilisations	12,606,334	12,237,691
Obligation découlant de contrats de location-acquisition	(1,285,402)	(1,537,017)
Dépassement du crédit parlementaire d'un exercice précédent		266,438
	12,727,251	12,931,269

8. Déficit cumulé

Constitué des dépenses non provisionnées suivantes:

	1990	1989
	$	$
Vacances courues	223,183	292,273
Prestations de cessation d'emploi		
À court terme	400,000	320,000
À long terme	6,645,167	6,453,061
Dépassement du crédit parlementaire d'un exercice précédent		266,438
	7,268,350	7,331,772

9. Dépenses

	1990	1989
	$	$
Salaires et avantages sociaux	41,442,765	40,327,013
Location	9,302,148	9,489,647
Services professionnels et spéciaux	7,575,704	7,585,640
Transport et communications	5,801,557	5,810,279
Participation en espèces dans des coproductions	4,918,315	3,791,875
Matériel et fournitures	2,981,208	4,362,836
Amortissement	2,631,118	2,423,054
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire	2,418,316	3,540,495
Information	1,748,344	1,579,264
Réparations et entretien	1,083,576	1,645,391
Divers	885,039	490,357
	80,788,090	81,045,851

10. Passif éventuel

L'Office est défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice pour des montants totalisant $1,958,130. La Direction estime que ces actions n'auront pas, le cas échéant, pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Office.

Commission de la Fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, que nous avons dressés conformément à la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables ainsi qu'aux exigences et aux normes établies par le Receveur général du Canada concernant la production des rapports. Les gestionnaires du Fonds sont les premiers responsables de l'exactitude et de l'objectivité des données figurant dans ces états financiers.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et appliquées de la même façon que pour l'exercice précédent. Quelques-unes de ces politiques sont expliquées plus loin dans les notes faisant partie de ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. En vue de la production des rapports, le Fonds contient un ensemble de comptes qui constituent un dossier centralisé de toutes ses transactions financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers contenus dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à l'information présentée dans ces états financiers.

La Direction des services financiers et le Contrôleur du Fonds qui, sur le plan fonctionnel, relèvent de l'agent financier supérieur à plein temps, développent et propagent des politiques de comptabilité et de gestion financière et émettent les directives particulières favorisant l'application des normes de comptabilité et de gestion financière et de contrôle interne. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable. Les opérations sont exécutées selon les règles établies et conformément aux autorisations émanant du Parlement. Elles sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les activités des systèmes de gestion et de contrôle interne sont complétées par celles de la vérification interne et de la vérification permanente exercée par le Contrôleur du Fonds, les agents financiers et la Direction des services financiers. En outre, pour assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ces états financiers, le Fonds sélectionne soigneusement des employés qualifiés, voit à leur formation et à leur perfectionnement, prend les mesures organisationnelles nécessaires à la répartition équitable des responsabilités et applique des programmes de communication de sorte que ses règlements, ses politiques, ses normes et ses directives en matière de gestion soient bien compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Directeur des services financiers
(Agent financier supérieur à plein temps)
G. A. WRIGHT

Directrice exécutive, Gestion ministérielle
(Agent financier supérieur)
MARY J. MURPHY

le 22 juin 1990

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990		1989	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
(Perte nette) profit net pour l'exercice	(132,000)	(1,370,579)	12,000	(763,672)
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	305,000	469,821	490,000	484,130
Fonds provenant de l'exploitation	173,000	(900,758)	502,000	(279,542)
Acquisitions nettes d'immobilisations	(300,000)	(555,360)	(500,000)	(505,990)
Variation du fonds de roulement	962,000	646,218	119,000	(34,909)
Autres éléments	(709,000)	(447,367)		78,063
Autorisation (employée) fournie	126,000	(1,257,267)	121,000	(742,378)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1,578,584)	(2,388,484)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	2,177,276	2,706,315
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	2,318,844	3,295,250
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(1,720,152)	(2,977,419)
Limite de l'autorisation	4,500,000	4,500,000
Autorisation non employée reportée	6,220,152	7,477,419

Commission de la Fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	2,551,716	3,581,750
Tiers	76,857	102,670
Avances comptables aux employés	800	600
Frais payés d'avance	19,448	159,305
	2,648,821	3,844,325
Immobilisations (note 4)		
Au coût	2,869,955	2,314,595
Moins: amortissement accumulé	1,402,333	1,059,185
	1,467,622	1,255,410
	4,116,443	5,099,735

PASSIF	1990	1989
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	1,378,742	2,079,618
Tiers		
Créditeurs	798,534	640,095
Indemnités de congé	280,122	277,009
Revenus reportés	86,978	96,940
	2,544,376	3,093,662
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,200,857	1,074,184
	3,745,233	4,167,846
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1,578,584)	(2,388,484)
Surplus accumulé	1,949,794	3,320,373
	371,210	931,889
	4,116,443	5,099,735

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Revenus		
Frais de cours et services	11,055,411	12,575,196
Pourvoyeur et logement		790,694
	11,055,411	13,365,890
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités des employés	7,321,825	8,530,979
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	126,673	26,691
Location	1,507,655	1,709,965
Services professionnels et spéciaux	1,493,987	1,669,682
Pourvoyeur et logement		670,023
Voyages et communications	596,599	561,281
Information	517,446	141,532
Amortissement	343,148	353,142
Fournitures et approvisionnements	222,718	494,617
Services financiers et administratifs	204,000	
Autres	69,674	27,295
Réparations	22,265	37,639
	12,425,990	14,222,846
Perte nette avant poste extraordinaire	(1,370,579)	(856,956)
Poste extraordinaire (note 5)		93,284
Perte nette	(1,370,579)	(763,672)

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	3,320,373	4,084,045
Perte nette net pour l'exercice	(1,370,579)	(763,672)
Solde à la fin de l'exercice	1,949,794	3,320,373

Commission de la Fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Perte nette avant poste extraordinaire	(1,370,579)	(856,956)
Plus: provision pour indemnités de cessation d'emploi	126,673	(275,244)
amortissement	343,148	353,142
	(900,758)	(779,058)
Variations des disponibilités et exigibilités	646,218	(34,909)
Ressources financières nettes employées par les activités de fonctionnement	(254,540)	(813,967)
Activités d'investissement:		
Profit sur transfert du CCG sur les actifs et les passifs (note 5)		93,284
Immobilisations		
Transfert des actifs dû à l'établissement du CCG (note 5)		406,232
Achetées	(555,360)	(505,990)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(555,360)	(6,474)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(809,900)	(820,441)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	2,388,484	3,208,925
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	1,578,584	2,388,484

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1990

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel a été établi en vertu du crédit L120 de la Loi nº 3 de 1971 portant affectation de crédits en vue d'assurer la formation et le perfectionnement des fonctionnaires fédéraux.

La Loi sur la régularisation des comptes, S.C., 1980, c. 17, accorde au Fonds une autorisation permanente continue d'effectuer des versements à même le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation dont le total ne doit jamais excéder $4,500,000. Conformément aux crédits 115a (1980-81) et 35c (1981-82), les déficits accumulés de $4,573,071 ont été supprimés des comptes. Un montant de $1,915,571, représentant le passif net pris en charge par le Fonds, a été imputé sur cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981. La Loi sur la régularisation des comptes a été abrogée et remplacée par l'article 7 de la Loi sur les fonds renouvelables.

2. Conventions comptables importantes

a) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

b) Immobilisations et amortissement

En vigueur le 1er avril 1984, le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel suit la convention comptable de la capitalisation des achats d'immobilisations et de l'imputation à l'exploitation de leur utilisation. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode du solde décroissant sur leur durée de vie utile depuis l'année d'acquisition, comme suit:

Mobilier de bureau et de salle de classe	10%
Matériel de bureau et de salle de classe	15%
Matériel informatique et de traitement de textes	25%

c) Frais payés d'avance

Suivant les termes de deux contrats, des paiements d'avances sont effectués auprès des fournisseurs de cassettes-vidéo éducatives et sont enregistrés comme frais payés d'avance au bilan. L'imputation de ces frais aux opérations du Fonds coïncide à la fourniture des services.

d) Revenus reportés

Les revenus reportés représentent les sommes reçues des clients pour des services à être rendus.

3. Opérations subventionnées

Au cours de 1989-90, des montants à même les crédits de $2,885,000 ont été versés au Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel. Ces montants ont été approuvés pour acquitter le coût des opérations permanentes qui n'est pas recouvrable. Cette somme s'élevait à $2,492,000 en 1988-89.

4. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Mobilier	708,507	115,682		824,189
Matériel	395,584	22,188		417,772
Matériel informatique et de traitement de textes	1,210,504	417,490		1,627,994
	2,314,595	555,360		2,869,955

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Mobilier	246,884	57,730		304,614
Matériel	188,288	34,423		222,711
Matériel informatique et de traitement de textes	624,013	250,995		875,008
	1,059,185	343,148		1,402,333

Commission de la Fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1990—*Fin*

5. Poste extraordinaire

Au cours de 1988-89 le Fonds a fait rapport d'un profit extraordinaire de $93,284 causé par l'établissement du Centre canadien de la gestion (Minutes du C.T. 808733—29 juin 1988).

Ce profit consiste en:

	$
Diminution des comptes de passif (indemnités de cessation d'emploi et indemnités de congé)	499,516
Diminution des immobilisations	(406,232)
Profit sur transfert	93,284

Fonds renouvelable de la production de défense

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense ont été préparés par Approvisionnements et Services Canada, selon les politiques du Conseil du Trésor, la Loi sur la production de défense et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada.

Les états ont été préparés sur une base comparable à celle de l'exercice précédent et sont conformes aux renseignements apparaissant ailleurs dans les Comptes publics, ainsi que dans les états ministériels. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont énoncées dans les notes afférentes. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance.

Le Secteur des finances et de l'administration assume la principale responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états. Cette tâche échoit en particulier à la Direction générale de la politique de la comptabilité et des systèmes de rapports, qui élabore et propage les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes de comptabilité et de gestion financière. En outre, le ministère exerce des contrôles internes conçus pour déterminer les responsabilités respectives, fournir l'assurance que les biens sont protégés et que l'on tient des registres financiers fiables. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont appuyés par des programmes de vérification interne.

Approuvé par:

Directeur général
Direction générale de la politique de la comptabilité et des systèmes de rapports
J. G. SÉGUIN

Sous-ministre adjoint, Finances et administration
S. E. WHITELEY

le 21 juin 1990

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990		1989	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Changement du fonds de roulement	(1,850,000)	32,913	(381,000)	366,983
Autres éléments				441,783
Autorisation fournie	(1,850,000)	32,913	(381,000)	808,766

FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		32,913
Limite commune d'autorisation	100,000,000 (1)	100,000,000 (1)
Moins: autorisation nette imputée au compte de prêts de la production de défense	26,324,007	26,324,007
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds	73,675,993	73,675,993
Autorisation non employée reportée	73,675,993	73,643,080

COMPTE DE PRÊTS DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Limite commune d'autorisation	100,000,000 (1)	100,000,000 (1)
Moins: autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense	73,675,993	73,675,993
Autorisation nette disponible pour le compte de prêts	26,324,007	26,324,007
Autorisation nette employée	26,324,007	26,324,007
Autorisation non employée reportée		

(1) La limite commune d'autorisation continue pour le Fonds renouvelable de la production de défense et le Compte de prêts de la production de défense est de $100,000,000 tel qu'indiquée à la note 1.

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Tiers		32,913
		32,913

AVOIR DU CANADA	1990	1989
	$	$
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		32,913
		32,913

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de la production de défense—*Fin*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Facturation pour fournitures de défense commandées par les ministères clients		1,134,612
Paiements aux fournisseurs pour fournitures de défense commandées par les ministères clients		1,134,612
Marge bénéficiaire brute		

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Changement dans l'actif et le passif actuels	32,913	366,983
Ressources financières nettes fournies et évolution de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	32,913	366,983
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(32,913)	(399,896)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice		(32,913)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1990

1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable de la production de défense a été établi en vertu de l'article 15 de la Loi sur la production de défense. Il a été établi en 1951 dans le but:

a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;

b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tel que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et

c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturées à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La Loi sur la régularisation des comptes (S.C. 1980, c. 17) a eu pour effet de créer un compte de prêts pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la Loi sur la production de défense, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation permanente et continue aux termes de la Loi sur la régularisation des comptes, d'effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé, le total ne devant jamais dépasser de plus de $100 millions l'ensemble des montants reçus dans ces deux comptes. Un montant de $15,408,997 représentant l'actif net pris en charge par le Fonds a été imputé sur cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981. En vertu d'une autorisation du Conseil du Trésor, l'excédent accumulé de $455,935 a été transféré à l'autorisation du Fonds en 1984-85.

2. Conventions comptables importantes

a) Paiements aux fournisseurs au titre de fournitures de défense sont facturés au coût aux ministères et sociétés d'État.

b) Paiements échelonnés aux fournisseurs

Les paiements échelonnés aux fournisseurs et la dette courue à leur égard au titre de fournitures de défense commandées par des ministères ou organismes gouvernementaux ou au titre de marchandises stockées, qui sont en cours et entreposées chez le fournisseur, sont enregistrés à titre de paiements échelonnés aux fournisseurs. En vertu des clauses des contrats, les fournisseurs sont débiteurs du Fonds tant que les fournitures n'ont pas été livrées.

c) Facturation échelonnée aux clients

La facturation aux clients pour des fournitures de défense commandées qui ne leur ont pas été livrées est enregistrée dans les comptes sous forme de factures échelonnées aux clients.

Remarque: Pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 aucune opération concernant a), b) et c) n'a été faite. Il en est de même pour l'exercice terminé le 31 mars 1989 concernant b) et c).

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes, telles qu'énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Les renseignements apparaissant dans les états financiers sont conformes à ceux figurant ailleurs dans les Comptes publics et dans les états ministériels. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds.

La Direction générale de la gestion intégrée du ministère développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques aux gestionnaires du Fonds renouvelable de façon à suivre les normes de comptabilité et de gestion financière.

La gestion financière et le contrôle interne du Fonds sont maintenus grâce à un partage juste des responsabilités, un processus de direction et d'évaluation de ceux rattachés à l'opération du Fonds ainsi que par des programmes de vérification interne. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Directeur général, Direction des finances et de la gestion des ressources (Agent financier supérieur à plein temps)
S. E. DIXON

Sous-ministre adjoint, Direction générale de la gestion intégrée (Agent financier supérieur)
A. LEFEBVRE-ANGLIN

le 5 juillet 1990

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990		1989	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Profit net (perte nette) pour l'exercice	(60,000)	487,751	(60,000)	623,595
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	170,000	285,086	170,000	266,230
Fonds provenant de l'exploitation	110,000	772,837	110,000	889,825
Acquisitions nettes d'immobilisations	(110,000)	(64,924)	(110,000)	(115,113)
Variation du fonds de roulement		587,214		(289,677)
Autres éléments		(678,826)		300,191
Autorisation fournie		616,301		785,226

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2,260,610)	(1,035,675)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1,370,528	1,262,591
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1,259,531	1,760,227
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(2,149,613)	(1,533,311)
Limite de l'autorisation	2,000,000	2,000,000
Autorisation non employée reportée	4,149,613	3,533,311

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs—Tiers	1,259,531	1,760,227
Avances redevables consenties aux employés	13,534	13,504
	1,273,065	1,773,731
Immobilisations, évaluations plus acquisitions au coût (note 3)	1,785,943	1,782,589
Moins: amortissement accumulé	839,689	683,894
	946,254	1,098,695
	2,219,319	2,872,426

PASSIF	1990	1989
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru—		
Tiers		
Créditeurs	1,370,528	1,262,591
Indemnités de congé	140,800	158,902
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	19,332	22,619
	1,530,660	1,444,112
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	292,282	294,753
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2,260,610)	(1,035,675)
Surplus accumulé	2,656,987	2,169,236
	396,377	1,133,561
	2,219,319	2,872,426

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Recettes		
Prélèvements sur paris mutuels	15,651,503	14,783,624
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	3,757,374	3,276,675
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	67,722	56,482
Services professionnels		
Contrôle des drogues	5,003,452	4,916,531
Surveillance des courses	3,237,079	3,424,601
Photo d'arrivée	1,096,222	840,704
Recherches sur les drogues	621,303	410,125
Frais de services du ministère d'Approvisionnements et Services Canada	(23,098)	336,042
Autres	104,742	57,472
Informatique	4,131	3,996
Voyages et déménagements	368,384	284,574
Locaux	310,184	8,786
Amortissement	211,143	208,202
Fournitures et approvisionnements	175,323	134,791
Divers	141,703	53,060
Téléphone	81,866	108,781
Réparation et entretien		37,661
Pertes sur l'aliénation d'immobilisations	6,222	1,546
	15,163,752	14,160,029
Profit net	487,751	623,595

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	2,169,236	1,545,641
Profit net pour l'exercice	487,751	623,595
Solde à la fin de l'exercice	2,656,987	2,169,236

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Profit net	487,751	623,595
Plus: amortissement	211,143	208,202
perte sur l'aliénation d'immobilisations	6,222	1,546
provision pour indemnités de cessation d'emploi	67,722	56,482
	772,838	889,825
Variations des disponibilités et exigibilités	587,214	(289,677)
Variations des autres éléments d'actif et de passif:		
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(70,193)	(12,594)
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement	1,289,859	587,554
Activités d'investissement:		
Immobilisations		
Achetées	(64,924)	(115,113)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(64,924)	(115,113)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	1,224,935	472,441
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	1,035,675	563,234
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	2,260,610	1,035,675

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1990

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes a été établi en vertu de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices suivants selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La Loi de crédits n° 1 a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la Loi sur les fonds renouvelables.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre du fonds de roulement, de l'achat de biens immobiliers et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser $2,000,000.

Les imputations au Fonds doivent inclure les frais d'administration de la surveillance des hippodromes de même que les coûts de la recherche sur les drogues destinées aux équidés et sur les techniques de surveillance des courses, y compris les coûts associés à la publication, à la distribution et à la vente des résultats de ces recherches. Toutes les recettes provenant des activités approuvées par le Conseil du Trésor doivent être créditées au Fonds.

L'utilisation de l'autorisation du Fonds est contrôlée à travers l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Le solde de cette dernière, qui représente la situation financière du Fonds renouvelable, est présenté au bilan sous Avoir du Canada. Il se compose du total des opérations au comptant nettes au Fonds du revenu consolidé, des éléments d'actif nets originaux transférés au Fonds au tout début et de toutes les radiations ultérieures du déficit ou surplus. Au cours de l'exercice, la variation de celle-ci représente les ressources financières nettes employées ou fournies par le Fonds.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations

Les immobilisations acquises avant le 1^{er} avril 1970 à même les crédits parlementaires sont enregistrées au Fonds à une valeur déterminée à cette date par les agents du ministère, conformément à la circulaire 1970-7 du Conseil du Trésor. Les acquisitions subséquentes sont enregistrées au prix coûtant et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir de l'année de leur acquisition jusqu'à la fin de leur vie utile estimative, à savoir:

Ameublement et matériel	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Parc automobile	3 ans
Bâtiments	25 ans

b) Régime de retraite

Les employés de la Division des hippodromes affectés à l'exploitation du Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la Loi sur la pension de la Fonction publique et la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. La contribution du gouvernement canadien au régime de pension est incluse dans l'imputation au Fonds des avantages sociaux des employés. Les prestations sont tirées des comptes de pension de la Fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

c) Indemnités de congé

L'élément de passif couru figurant au bilan représente le montant des crédits d'indemnités de congé en circulation à la fin de l'exercice.

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés quittant la Fonction publique touchent généralement une indemnité de cessation d'emploi correspondant à une semaine de paye pour chaque année complète de service continu, jusqu'à concurrence d'une paye de vingt-huit semaines. Toutefois, advenant une démission, cette indemnité n'est généralement payable qu'aux employés ayant dix ans ou plus de service continu et le montant auquel ils ont droit correspond à une demi-semaine de paye pour chaque année de service continu, jusqu'à concurrence d'une paye de quinze semaines.

La provision à la fin de l'exercice représente une demi-semaine de paye selon les échelles de traitement courantes pour chaque année de service jusqu'à concurrence d'une paye de quinze semaines.

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1990—*Fin*

3. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement et matériel	243,329	6,649	7,399	242,579
Matériel informatique	613,106	17,301	28,448	601,959
Parc automobile	247,809	40,974	25,723	263,060
Bâtiments	574,582			574,582
Terrains	103,763			103,763
	1,782,589	64,924	61,570	1,785,943

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement et matériel	160,633	13,134	5,759	168,008
Matériel informatique	283,316	109,233	27,777	364,772
Parc automobile	159,692	65,932	21,812	203,812
Bâtiments	80,253	22,844		103,097
	683,894	211,143	55,348	839,689

Fonds renouvelable des Travaux publics

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Travaux publics, tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en regard de l'intégrité et l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds. De plus, certaines opérations du Fonds renouvelable ont été vérifiées par le vérificateur général lors de sa vérification annuelle des Comptes publics.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La Direction générale de la gestion intégrée du ministère développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. La Direction générale maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées, selon des règlements prescrits dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne. La Gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Les systèmes comptables et les états financiers se sont développés au cours des années afin de répondre aux changements. En vigueur le 1er avril 1989, une version révisée de la structure des programmes et activités a été mise en place. La nouvelle structure répond au désir du ministère de: simplifier la structure en réduisant le nombre d'activités afin de fournir des données plus concises et plus représentatives; et de tenir compte de la réorganisation du ministère et des responsabilités révisées.

Approuvé par:

Contrôleur du ministère
(Agent financier supérieur à temps plein)
L. SAINT-LAURENT

Sous-ministre adjoint principal, Gestion intégrée
(Agent financier supérieur)
B. J. VEINOT

le 6 septembre 1990

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990		1989	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Perte nette de l'exercice	(30,150,000)	(46,144,984)	13,456,000	(81,849,252)
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		9,110,080		7,562,427
Fonds (utilisés pour) provenant de l'exploitation	(30,150,000)	(37,034,904)	13,456,000	(74,286,825)
Recouvrements du FRTP—Perte de fonctionnement	30,150,000	46,518,751		
Acquisitions nettes d'immobilisations	(14,900,000)	(11,274,843)	(13,456,000)	(15,402,446)
Variation du fonds de roulement		(32,267,228)		53,268,755
Autres éléments		19,842,036		(27,655,859)
Autorisation employée	(14,900,000)	(14,216,188)		(64,076,375)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	60,989,657	122,516,535
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	69,188,433	84,989,231
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	53,846,909	53,674,019
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	76,331,181	153,831,747
Limite de l'autorisation	450,000,000	450,000,000
Autorisation non employée reportée	373,668,819	296,168,253

Fonds renouvelable des Travaux publics—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	58,794,478	51,601,094
Tiers	55,210,743	45,198,428
	114,005,221	96,799,522
Stocks de biens renouvelables	3,666,203	747,291
Travaux en cours	9,071,891	24,070,244
	126,743,315	121,617,057
Immobilisations (note 5)		
Au coût	97,730,888	87,458,069
Moins: amortissement accumulé	52,564,494	43,523,923
	45,166,394	43,934,146
	171,909,709	165,551,203

PASSIF	1990	1989
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	2,667,934	480,894
Tiers		
Créditeurs	68,028,360	84,508,337
Salaires et avantages courus	17,091,179	29,939,212
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	4,000,000	4,000,000
	91,787,473	118,928,443
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	34,795,955	37,215,477
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	60,989,657	122,516,535
Déficit accumulé (note 6)	(15,663,376)	(113,109,252)
	45,326,281	9,407,283
	171,909,709	165,551,203

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

			1990	1989
	Immobilier	Architecture et génie	Total	Total
	$	$	$	$
Revenus				
Honoraires de gestion d'actifs	59,314,513		59,314,513	54,548,993
Revenus de projets	69,868,008	163,499,587	233,367,595	214,618,088
Recouvrement de salaire	97,573,318	5,316,357	102,889,675	94,623,186
Autres revenus	3,247,846	2,561,251	5,809,097	5,342,375
Revenus totaux	230,003,685	171,377,195	401,380,880	369,132,642
Dépenses				
Personnel	176,805,423	128,579,599	305,385,022	304,566,378
Transports et communications	5,523,980	3,517,680	9,041,660	7,372,844
Information	381,619	244,354	625,973	434,554
Services professionnels et spéciaux	6,206,585	2,352,885	8,559,470	8,547,888
Frais d'occupation	7,842,701	5,660,640	13,503,341	15,082,000
Location	959,779	698,251	1,658,030	1,401,304
Achat de services de réparation et d'entretien	222,131	778,931	1,001,062	1,982,976
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	2,699,701	2,840,435	5,540,136	5,936,782
Amortissement	1,778,000	2,811,000	4,589,000	4,323,427
Toutes autres dépenses	713,512	1,747,145	2,460,657	1,058,543
Dépenses totales	203,133,431	149,230,920	352,364,351	350,706,696
Marge de contribution	26,870,254	22,146,275	49,016,529	18,425,946
Autres dépenses				
Dépenses nettes pour les services ministériels et administratifs			97,456,467	100,275,198
Perte de l'exercice courant			(48,439,938)	(81,849,252)
Redressements aux revenus et dépenses (note 7)			(2,294,954)	
Perte nette de l'exercice			(46,144,984)	(81,849,252)

Fonds renouvelable des Travaux publics—*Suite*

ÉTAT DES DÉPENSES POUR LES SERVICES MINISTÉRIELS ET ADMINISTRATIFS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Personnel	73,529,788	69,163,589
Transports et communications	5,278,446	5,768,936
Information	1,080,395	1,163,523
Services professionnels et spéciaux	12,578,298	16,135,506
Frais d'occupation	8,552,292	8,152,000
Location	1,303,107	1,367,246
Achat de services de réparation et d'entretien	2,065,001	2,450,477
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	3,661,377	3,918,031
Amortissement	4,521,080	3,239,000
Toutes autres dépenses	2,986,683	2,216,890
Dépenses totales pour les services ministériels et administratifs	115,556,467	113,575,198
Moins: répartition des coûts aux autres programmes	18,100,000	13,300,000
Dépenses nettes pour les services ministériels et administratifs	97,456,467	100,275,198

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	(113,109,252)	(31,260,000)
Perte nette de l'exercice	(46,144,984)	(81,849,252)
	(159,254,236)	(113,109,252)
Radiations des déficits des années antérieures (note 6)	93,860,734	
Inversion d'une portion de la provision pour créances douteuses pour l'année antérieure	3,211,375	
Recouvrements du FRTP—Perte de fonctionnement	46,518,751	
Solde à la fin de l'exercice	(15,663,376)	(113,109,252)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Perte nette de l'exercice	(46,144,984)	(81,849,252)
Plus: amortissement	9,110,080	7,562,427
	(37,034,904)	(74,286,825)
Variations des disponibilités et exigibilités	(32,267,228)	53,268,755
Ressources financières nettes employées par les activités de fonctionnement	(69,302,132)	(21,018,070)
Activités d'investissement:		
Immobilisations		
Acquisitions	(11,274,843)	(15,402,446)
Assumées par le Fonds (net)	303,004	(36,094,127)
Aliénations (net)	629,511	
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(10,342,328)	(51,496,573)
Activités de financement:		
Obligations découlant des congés annuels inutilisés et des indemnités de cessation d'emploi assumées	(2,419,522)	37,215,477
Radiations des déficits des années antérieures	93,860,734	
Inversion d'une portion de la provision pour créances douteuses pour l'année antérieure	3,211,375	
Recouvrement du FRTP—Perte de fonctionnement	46,518,751	
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement	141,171,338	37,215,477
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	61,526,878	(35,299,166)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(122,516,535)	(87,217,369)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(60,989,657)	(122,516,535)

Fonds renouvelable des Travaux publics—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1990

1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable des Travaux publics a été établi par la Loi sur la régularisation des comptes (Projet de loi C-22 en date du 22 juillet 1980), qui a été annulée en 1985 et remplacée par l'article 5 de la Loi sur les Fonds renouvelables. Cette Loi permettrait au ministre des Travaux publics d'encourir des dépenses pour les démarches entreprises par son ministère pour le compte d'autres ministères et organismes, autres gouvernements ainsi que pour les locataires du secteur privé de propriétés louées ou appartenant à l'État. Le Fonds renouvelable a reçu du Parlement une autorisation permanente et continue en vue d'effectuer des paiements au moyen du Fonds du revenu consolidé au titre du fonds de roulement, des dépenses de fonctionnement et en capital. Le total de ces dépenses ne peut excéder en aucun temps la somme de $450 millions.

Conformément à l'article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes et par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaire B de 1983-84, l'autorisation du Fonds a été modifiée pour inclure des frais pour le compte d'autres programmes ministériels de TPC et pour élargir l'autorisation financière de $55 millions à $150 millions. Le Budget des dépenses supplémentaire final de 1984-85 a augmenté l'autorisation de $150 millions à $300 millions. Par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaire E de 1987-88, l'autorisation a été augmentée de nouveau, cette fois de $300 millions à $450 millions.

Du 1er avril 1985 au 31 mars 1988, le Programme des services a été financé par un fonds renouvelable, selon le principe de la récupération des coûts directs, auquel s'est ajouté un crédit de paiement pour couvrir les dépenses de fonctionnement non récupérables auprès des clients, de même qu'un crédit pour couvrir les acquisitions d'immobilisations du Programme. Depuis le 1er avril 1988, selon les termes et conditions revisées de la délibération du Conseil du Trésor 805839 approuvée et datée le 25 juin 1987, le Fonds renouvelable des Travaux publics a comme objectif d'opérer en tant qu'entité financière autonome en imputant des honoraires calculés selon les prix du marché, conformément au barême approuvé par le Conseil du Trésor, pour les services fournis aux clients. Le Budget des dépenses principal de 1988-89 a été formulé de façon à laisser présager que le Fonds générerait suffisamment de revenus afin de couvrir les dépenses. Toutefois, dû à l'incertitude dans les projections des revenus, le ministère a jugé nécesaire de faire une demande pour des fonds en 1989-90 au montant de $46,518,751 afin de couvrir la perte d'exploitation.

2. Conventions comptables importantes

Toutes dépenses du programme des services, à l'exception du crédit statutaire: ministre des Travaux publics—Traitement et allocation pour automobile, sont imputées au Fonds renouvelable des Travaux publics. Le Fonds est ensuite crédité avec tous les recouvrements reçus des clients pour services rendus. Les revenus comprennent des honoraires basés sur les pratiques du marché plus le recouvrement de salaires et autres débours où il est approprié.

Les états financiers ont été préparés selon les conventions comptables suivantes:

Constatation des recettes

Les recettes sont constatées dans la période comptable au cours de laquelle elles sont gagnées, c'est-à-dire, que les biens ou les services ont été fournis ou qu'a eu lieu un évènement entraînant une réclamation.

Constatation des dépenses

Toutes les dépenses, y compris les indemnités de cessation d'emploi et de vacances sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles ont été encourues.

Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont comptabilisés lors de l'émission de factures pour biens ou services rendus et sont rapportés selon le montant facturé. C'est la politique du Fonds d'établir une provision pour créances douteuses.

Stocks de biens renouvelables

Ce compte ne porte que sur les biens renouvelables achetés et gardés dans les magasins de TPC pour les gestionnaires opérationnels responsables des services de gestion des biens et des autres services dont la Gestion du matériel est d'accord. Les stocks sont constitués d'articles classés selon les catégories suivantes: quincaillerie, matériel électrique, bois et matériel de plomberie. Les stocks de biens renouvelables sont évalués au coût réel, selon la méthode de l'épuisement successif (FIFO).

Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les heures de travail réelles aux tarifs courants multipliés par un coefficient de facturation, honoraires et débours encourus pour les services complétés ou biens livrés sur les projets des clients ou pour le compte des autres programmes du ministère de TPC, moins tous les montants déjà facturés.

Immobilisations

Certaines immobilisations qui étaient auparavant sous la garde du ministère des Travaux publics, ont été assumées par le Fonds au 1er avril 1988 et comptabilisées au coût ainsi que leur amortissement accumulé. Ces immobilisations sont donc reflétées dans les documents comptables à leur valeur nette au livre. Les acquisitions d'immobilisations par le Fonds depuis le 1er avril 1988 sont comptabilisées au coût.

Les installations maritimes flottantes et les installations côtières connexes de moins de $15,000 sont entièrement imputées à l'exercice pendant lequel elles sont achetées.

Les immobilisations (autres que celles se rapportant aux installations maritimes flottantes et aux installations côtières connexes) de moins de $1,000 sont imputées à l'exercice au cours duquel elles sont acquises.

Une dépense en capital qui prolonge la durée économique d'une immobilisation ou augmente ses capacités doit être capitalisée.

Fonds renouvelable des Travaux publics—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1990—*Suite*

Les produits de l'aliénation des immobilisations sont conservés par le Fonds renouvelable, et les gains ou les pertes découlant de l'aliénation, indiqués séparément dans les états financiers.

Amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties à leur valeur résiduelle selon la méthode de l'amortissement linéaire. L'amortissement est basé sur la durée d'utilisation prévue des immobilisations à partir du mois où ces immobilisations deviendront opérationnelles.

Installations maritimes flottantes et installations côtières connexes	Durée d'utilisation prévue
Dragueurs et installations côtières fixes	35 ans
Chalands, remorqueurs et grosses embarcations pour relevés hydrographiques	30 ans
Autres éléments de dragage	15 ans
Autres immobilisations	
Véhicules et équipement de construction	3 ans
Outils, machines, équipement pour les immeubles et les bureaux, y compris l'équipement informatique, meubles et installations fixes et équipement utilisé pour l'entretien des immeubles	5 ans

Pension de retraite

Les employés du ministère dont les salaires et autres bénéfices sont payés par le Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la Loi sur la pension de la Fonction publique et la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. La contribution du gouvernement au régime de pension est incluse dans l'imputation au Fonds des avantages de l'employé. Les charges à payer pour les paiements de pension sont tirées des comptes de pension de la Fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

Salaires et avantages courus des employés

Ce passif couru représente le montant des congés annuels inutilisés basés sur un taux moyen de salaire en vigueur à la fin de l'année. Les chiffres comparatifs de 1988-89 incluent aussi un montant pour les augmentations rétroactives de salaire négociés en 1989-90 applicables à l'année 1988-89. Aucune provision n'a été établie pour le "Pay Equity", puisque les versements ont été effectués après le 31 mars 1990, et les fonds ne seront reçus du Conseil du Trésor, qu'en 1990-91.

Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Le coût des ces indemnités est imputé aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquiert le droit. Le montant du passif a été établi en utilisant des taux déterminés et révisés par des actuaires et qui nous sont fournis par le Conseil du Trésor.

3. Modifications de la présentation des états financiers

Une version révisée de la structure des programmes et activités a été mise en place en 1989-90. Elle répond au désir du ministère:

de simplifier la structure en réduisant le nombre d'activités afin de fournir des données plus concises et plus représentatives;

de tenir compte de la réorganisation du ministère et des responsabilités révisées.

Les principales modifications apportées à la structure sont les suivantes:

le regroupement des cinq activités du Programme des services actuel en trois: les Services immobiliers (comprenant les anciens Services de l'immobilier et les Services de gestion immobilière), les Services d'architecture et de génie (comprenant les anciens Services d'architecture et de génie et dragage et services de la flotte), et les Services ministériels et administratifs (aucune modification).

Les chiffres comparatifs de 1989 ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation de 1990.

4. Actif et passif assumés

Afin de permettre au Fonds d'opérer en tant qu'entité financière autonome, certaines immobilisations originalement financées à même les affectations ministérielles, ainsi que des exigibilités pour congés inutilisés et des indemnités de cessation d'emploi ont été assumés par le Fonds renouvelable des Travaux publics. Au 1er avril 1988, le montant de $16,547,815 (révisé à $14,427,288 en 1989-90) représentant l'excédent des passifs sur les actifs assumés par le Fonds a été comptabilisé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds. Les disponibilités et les immobilisations ont été acquises à leur valeur nette de réalisation estimée et leur valeur au livre nette estimée respectivement. Les passifs à long terme à cette date ont été assumés à leur valeur actuarielle rajustée.

	1990	1989
	$	$
Actif:		
Immobilisations (net de l'amortissement)	35,791,123	36,094,127
Stocks de biens renouvelables	2,746,386	322,855
	38,537,509	36,416,982
Passif:		
Congés inutilisés accumulés	13,588,294	13,588,294
Indemnités de cessation d'emploi	39,376,503	39,376,503
	52,964,797	52,964,797
Passif net assumé	14,427,288	16,547,815

Fonds renouvelable des Travaux publics—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1990—*Fin*

5. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice (non-redressés)	Redressements aux actifs assumés par le Fonds le 1er avril 1988	Solde au début de l'exercice (redressés)	Acquisitions	Dispositions et corrections	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$	$	$
Dragues et installations fixes à terre	23,207,633	315,188	23,522,821	1,021,069		24,543,890
Chalands, remorqueurs et grandes embarcations pour relevés hydrographiques	6,643,777		6,643,777	110,105	62,400	6,691,482
Petites embarcations pour relevés hydrographiques	1,220,078	52,949	1,273,027	15,678	43,210	1,245,495
Véhicules et matériel de construction	8,532,975		8,532,975	1,085,734	61,621	9,557,088
Outils, machines, matériel de bâtiment, d'informatique et de bureau	47,853,606	(541,935)	47,311,671	9,042,257	660,995	55,692,933
	87,458,069	(173,798)	87,284,271	11,274,843	828,226	97,730,888

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice (non-redressés)	Redressements à l'amortissement accumulé résultants des changements aux actifs assumés	Solde au début de l'exercice (redressés)	Amortissement	Redressements à l'amortissement accumulé résultants des dispositions et corrections	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$	$	$
Dragues et installations fixes à terre	10,593,750	38,387	10,632,137	1,019,921		11,652,058
Chalands, remorqueurs et grandes embarcations pour relevés hydrographiques	2,873,312		2,873,312	183,429	20,946	3,035,795
Petites embarcations pour relevés hydrographiques	460,496	11,029	471,525	70,732		542,257
Véhicules et matériel de construction	6,649,932	3,066	6,652,998	936,521	65,769	7,523,750
Outils, machines, matériel de bâtiment, d'informatique et de bureau	22,946,433	76,724	23,023,157	6,899,477	112,000	29,810,634
	43,523,923	129,206	43,653,129	9,110,080	198,715	52,564,494
Net	43,934,146	(303,004)			629,511	45,166,394

6. Radiation des déficits des années antérieures

Le Conseil du Trésor a approuvé le 8 février 1990 (CT 810454) la radiation d'un montant maximal de $31,260,334 des comptes du Fonds renouvelable des Travaux publics en ce qui concerne les dettes irrécouvrables d'autres ministères, organismes et sociétés d'État, ainsi que le déficit accumulé avant 1988-89.

Le 8 février 1990, le Conseil du Trésor a approuvé (CT 813101), additionnelle à ce qui est mentionné ci-haut, la radiation d'un montant de $63,400,000 du Fonds renouvelable des Travaux publics au titre des dépenses de fonctionnement de 1988-89.

L'approbation du Parlement fut aussi reçue par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaire C de 1989-90, afin de redresser les comptes du Fonds renouvelable des Travaux publics par les montants énumérés ci-haut.

7. Redressement aux revenus et dépenses

Le montant de $2,294,964 n'est pas inclus dans les revenus et les dépenses pour ne pas affecter la marge de contribution. Cela représente les corrections des erreurs et des redressements aux salaires rétroactifs et indemnités de cessation d'emploi courus.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS
1989-90

État financiers des établissements publics et d'autres entités

SOMMAIRE

	Page
Établissements publics—	
Bureau canadien de la sécurité aérienne	2.2
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	2.5
Commission de contrôle de l'énergie atomique	2.8
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	2.12
Commission des champs de bataille nationaux	2.19
Conseil de recherches en sciences humaines	2.21
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	2.24
Conseil de recherches médicales	2.28
Conseil des sciences du Canada	2.32
Conseil économique du Canada	2.35
Conseil national de recherches du Canada	2.38
Directeur de l'établissement de soldats	2.41
Directeur des terres destinées aux Anciens combattants	2.42
Musées nationaux du Canada	2.43
Office de stabilisation des prix agricoles	2.44
Office des prix des produits de la pêche	2.46
Autres entités—	
Commission canadienne des grains	2.50
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la Reine Élizabeth II sur les maladies de l'enfance	2.53
Office des produits agricoles	2.56

ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Bureau canadien de la sécurité aérienne

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Bureau canadien de la sécurité aérienne (BCSA) conformément aux normes et aux exigences de présentation de l'information du Receveur général du Canada. La Direction du BCSA est la principale responsable de l'exactitude et de l'objectivité des données de cet état financier.

Cet état financier a été préparé conformément aux politiques de comptabilité énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. La Direction a dû recourir à son jugement et à des estimations au sujet de certains renseignements, mais a tenu dûment compte de leur pertinence. Pour respecter ses obligations rédditionnelles, le BCSA tenait un ensemble de comptes qui constituait un dossier centralisé de ses transactions financières. Les renseignements financiers donnés dans les états ministériels et autres états des Comptes publics sont conformes à ceux de l'état des opérations, à moins d'indications contraires.

La Direction de l'administration du BCSA élaborait et diffusait des lignes directrices de comptabilité et de gestion financière et publiait des directives pour faire respecter les normes en la matière. Le BCSA était doté de systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions étaient effectuées conformément aux règlements prescrits, en respectant les autorisations parlementaires, et étaient enregistrées en bonne et due forme pour faire la reddition des comptes des dépenses des fonds publics et préserver l'actif du BCSA. Le BCSA cherchait également à assurer l'objectivité et l'exactitude des données de ses états financiers en choisissant, en formant et en perfectionnant avec soin du personnel qualifié, en prenant des arrangements organisationnels pour bien répartir les responsabilités et en appliquant des programmes de communication pour que ses règlements, les lignes directrices, normes et pouvoirs de gestion soient bien compris dans toute l'organisation.

Le vérificateur général a examiné l'état des opérations en vue de formuler une opinion éclairée quant à la présentation, de façon juste et en conformité avec les lignes directrices de comptabilité énoncées, des transactions financières du BCSA.

Approuvé par:

Le Président
K. J. THORNEYCROFT

Le Directeur exécutif
KEN JOHNSON

le 14 juin 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU BUREAU CANADIEN DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE
ET AU
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié l'état des résultats du Bureau canadien de la sécurité aérienne pour l'exercice terminé le 28 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Bureau pour l'exercice terminé le 28 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 14 juin 1990

Bureau canadien de la sécurité aérienne—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 28 MARS 1990

	28 mars 1990	31 mars 1989
	$	$
Dépenses		
Bureau		
Personnel	845,966	1,051,957
Locaux	61,698	64,301
Transport et communications	22,537	85,807
Services professionnels et spéciaux	16,047	74,369
Autres dépenses	4,836	6,246
	951,084	1,282,680
Exploitation		
Personnel	9,665,390	8,879,037
Services professionnels et spéciaux	1,336,492	1,380,663
Transport et communications	1,336,082	1,041,082
Locations	793,371	944,138
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	733,013	1,249,836
Locaux	715,692	711,982
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	372,099	399,860
Achat de services de réparation et d'entretien	262,231	248,181
Information	239,068	222,919
Autres dépenses	4,499	2,892
	15,457,937	15,080,590
Administration		
Personnel	1,872,195	1,623,341
Locaux	334,139	236,130
Transport et communications	240,420	241,047
Services professionnels et spéciaux	215,326	187,330
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	182,718	182,141
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	75,167	75,105
Achat de services de réparation et d'entretien	59,193	55,103
Information	27,208	30,554
Locations	21,982	24,372
Autres dépenses	484	1,617
	3,028,832	2,656,740
Coût total de l'exploitation	19,437,853	19,020,010
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses des exercices précédents	63,870	45,988
Produits des ventes	18,436	15,607
Rémunérations de services	4,104	6,341
	86,410	67,936
Coût net de l'exploitation (note 3)	19,351,443	18,952,074

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé:

Le Président
K. J. THORNEYCROFT

Le Directeur exécutif
KEN JOHNSON

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 28 MARS 1990

1. Pouvoirs et mission

Le Bureau canadien de la sécurité aérienne a été constitué en 1984 en vertu de la Loi sur le Bureau canadien de la sécurité aérienne et était un établissement public inscrit à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. La mission du Bureau était de promouvoir la sécurité aérienne en constatant les manquements à la sécurité mis en évidence par les faits aéronautiques, en procédant à des enquêtes indépendantes et, au besoin, à des enquêtes publiques sur des faits aéronautiques pour faire des constatations quant à leurs causes et autres facteurs en jeu et en faisant rapport publiquement de ses enquêtes indépendantes ou publiques et de ses constatations et en faisant des recommandations conçues pour éliminer ou réduire les manquements à la sécurité. Les dépenses du Bureau étaient financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle.

La Loi C-2, constituant le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports a été proclamée le 29 mars 1990. Par conséquent, la Loi sur le Bureau canadien de la sécurité aérienne a été abrogée et le Bureau canadien de la sécurité aérienne a cessé d'exister le 28 mars 1990.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Toutes les dépenses ont été comptabilisées selon la comptabilité d'exercice, ce qui était conforme à la convention comptable du gouvernement, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances qui ont été comptabilisées sur une base de caisse.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes ont été comptabilisées sur une base de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement.

c) Recouvrements de dépenses des exercices précédents

Les recouvrements de dépenses des exercices précédents ont été comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et n'ont pas été déduits des dépenses.

d) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations ont été imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de l'achat.

e) Services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement

Les coûts estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement ont été compris dans les dépenses.

Bureau canadien de la sécurité aérienne—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 28 MARS 1990—*Fin*

3. Crédit parlementaire

	28 mars 1990	31 mars 1989
	$	$
Crédit 55	16,009,000	15,642,000
Annulé	282,188	304,470
	15,726,812	15,337,530
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,642,000	1,583,000
Emploi du crédit	17,368,812	16,920,530
Plus: services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement (note 4)	2,069,041	2,099,480
Moins: recettes non fiscales	86,410	67,936
Coût net de l'exploitation	19,351,443	18,952,074

4. Services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement

	28 mars 1990	31 mars 1989
	$	$
Travaux publics Canada (locaux et modifications de locaux)	1,111,529	1,012,413
Transports Canada (location d'aéronefs et services des vols)	699,111	869,716
Conseil du Trésor (part de l'employeur des primes d'assurance-santé)	235,200	195,048
Approvisionnements et Services Canada (administration d'émission de chèques)	19,000	19,000
Travail Canada (administration de l'indemnisation des travailleurs)	4,201	3,303
	2,069,041	2,099,480

5. Passif éventuel

Quatre poursuites d'un montant global de $13,470,000 ont été intentées contre le Bureau canadien de la sécurité aérienne ainsi que d'autres parties défenderesses; ces poursuites sont toutes reliées à un accident pour lequel la Commission d'enquête sur l'écrasement d'un avion d'Air Ontario à Dryden (Ontario) continue l'enquête. En ce qui a trait aux allégations contre le Bureau, la Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la Couronne. Bien que le BCSA n'existe plus, tout montant de règlement exigé par suite de ces poursuites judiciaires proviendra du Fonds du revenu consolidé.

6. Coûts liés à la dissolution et indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Bureau canadien de la sécurité aérienne et la responsabilité de payer les indemnités de cessation d'emploi ont été transférés au Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports en date du 29 mars 1990. Les coûts liés à la dissolution et les règlements liés à l'expiration des nominations des membres du Bureau associés au Bureau canadien de la sécurité aérienne devront être payés à même les crédits alloués au ministre des Transports.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier revient à la gestion du Centre. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'impartialité, les données financières incluses dans notre état financier ont été vérifiées par le comité de vérification du Centre.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état des résultats sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Centre maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Centre. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers inclus dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier.

La Direction des services financiers du Centre développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Centre maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Centre. Le Centre vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état des résultats grâce à la sélection, la formation et le développement de personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état financier du Centre, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Centre selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par:

Le Président et Administrateur en chef
J. A. ST-AUBIN

Le Secrétaire-trésorier
KASH MANCHUK

le 20 juin 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DU CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE
ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL
ET AU
MINISTRE DU TRAVAIL

J'ai vérifié l'état des résultats du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail pour l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Centre pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 conformément aux conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 13 juin 1990

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et avantages	6,597,181	5,849,326
Transport et communications	785,622	641,825
Information	662,903	899,337
Locaux	362,484	361,082
Services professionnels et spéciaux	335,347	165,721
Services publics, fournitures et approvisionnement	294,667	332,264
Achat de réparation et d'entretien	202,314	224,858
Mobilier, matériel et améliorations locatives	201,200	1,049,264
Locations	63,908	61,695
	9,505,626	9,585,372
Administration		
Traitements et avantages	282,812	283,098
Indemnités de cessation d'emploi	24,431	
Gouverneurs, bureau exécutif et comités	260,274	170,257
Déplacements	24,115	18,046
Services professionnels et spéciaux	3,209	2,237
Services publics, fournitures et approvisionnement	1,096	1,221
	595,937	474,859
Total des dépenses	10,101,563	10,060,231
Recettes à valoir sur le crédit (note 3)	1,190,932	405,372
Coût net de l'exploitation (note 4)	8,910,631	9,654,859

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état.

Approuvé par:

La Présidente du Conseil
MAUREEN C. SHAW

Le Président et Administrateur en chef
J. A. ST-AUBIN

Le Secrétaire-trésorier
KASH MANCHUK

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs

Le Centre a été constitué en 1978 en vertu de la Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, et est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Les objectifs du Centre sont de promouvoir le droit fondamental des Canadiens de travailler dans des conditions saines et sûres et d'améliorer la santé physique et mentale des travailleurs. Les dépenses d'exploitation du Centre sont financées en partie par ses revenus d'exploitation et par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des vacances accumulées qui sont comptabilisées sur une base de caisse, toute dépense est comptabilisée sur une base d'exercice selon les conventions comptables du gouvernement.

b) Comptabilisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses d'exploitation, au cours de l'exercice d'achat.

d) Services fournis gratuitement par d'autres ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont inclus dans les dépenses.

e) Régime de pensions de retraite

Les employés participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Centre contribuent à parts égales au coût du Régime. Les contributions du Centre sont imputées aux dépenses sur une base de caisse.

3. Recettes à valoir sur le crédit

	1990	1989
	$	$
Ventes		
Abonnement au disque CCINFO	582,398	263,153
Abonnement aux publications	109,606	
Abonnement à la ligne CCINFO	93,040	
Exemplaires de publications	50,036	56,409
Bandes mangétiques CCINFO	8,200	
Publicité	6,515	
Vidéos	2,000	1,200
Recouvrement des coûts		
Conférence	125,630	
Services techniques	95,518	7,772
Ateliers	94,625	58,832
Dépenses de voyage	23,364	18,006
	1,190,932	405,372

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail— *Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1990—*Fin*

4. Crédit parlementaire

	1990	1989
	$	$
Travail: crédit 15	8,264,000	9,427,000
Conseil du Trésor: crédit 15c	358,000	
	8,622,000	9,427,000
Somme périmée	21,368	82,140
Emploi du crédit	8,600,632	9,344,860
Plus: services fournis gratuitement par les ministères	309,999	309,999
Coût net de l'exploitation	8,910,631	9,654,859

5. Immobilisations et amortissement accumulé

Les conventions comptables du gouvernement du Canada n'exigent pas la capitalisation des immobilisations. Des contrôles internes sont cependant maintenus par le Centre afin de sauvegarder ces actifs et ceux-ci sont amortis sur leur durée de vie utile de cinq ans, l'amortissement étant calculé selon la méthode linéaire.

Immobilisations au coût	31 mars 1989	Acquisitions	31 mars 1990
	$	$	$
Matériel informatique	3,303,261	187,378	3,490,639
Mobilier et matériel	1,037,369	13,822	1,051,191
Améliorations locatives	632,719		632,719
	4,973,349	201,200	5,174,549

Amortissement accumulé	31 mars 1989	Amortissement	31 mars 1990
	$	$	$
Matériel informatique	1,956,143	481,480	2,437,623
Mobilier et matériel	840,205	103,453	943,658
Améliorations locatives	632,719		632,719
	3,429,067	584,933	4,014,000

6. Passif

	31 mars 1990	31 mars 1989
	$	$
Créditeurs et frais courus	428,537	491,840
Vacances courues	253,334	217,135
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	67,277	75,071
	749,148	784,046

7. Dons

Conformément à l'article 5(4) de la Loi, le Centre a reçu $5,065 sous forme de dons au cours de l'exercice, portant le montant total des dons reçus à $6,025 en date du 31 mars 1990. Ce montant est reporté sur les exercices ultérieurs dans un compte spécial du Fonds du revenu consolidé et ne fait pas partie des sommes périmées.

8. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs de 1989 ont été reclassifiés pour se conformer à la présentation adoptée en 1990.

Commission de contrôle de l'énergie atomique

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint de la Commission de contrôle de l'énergie atomique (CCEA) selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion de la CCEA.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, la CCEA maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations de la CCEA. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux qui apparaissent dans l'état financier.

La Direction de l'administration de la CCEA développe et distribue les conventions de comptabilité et de gestion financières, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. La CCEA maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements en vigueur, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de la CCEA. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. La CCEA vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans tout l'organisme.

Le présent état financier a été vérifié par le vérificateur général dont le rôle était de donner une opinion avisée sur le fait que l'état financier de la CCEA, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières de la CCEA selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par:

Agent financier supérieur à plein temps
W. E. GREGORY

Agent financier supérieur
P. MARCHILDON

le 21 juin 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À LA COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
ET AU
MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission de contrôle de l'énergie atomique pour l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 selon les conventions comptables décrites dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 25 mai 1990

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses (tableau)		
Subventions et contributions		
Programme à l'appui des garanties	150,000	440,890
Autre élément	7,000	10,000
	157,000	450,890
Fonctionnement		
Traitements et avantages sociaux	14,578,480	13,736,091
Indemnités de cessation d'emploi	475,136	368,940
Services professionnels et spéciaux	5,223,787	3,772,470
Mobilier et matériel	2,299,689	824,722
Locaux	1,570,040	1,408,304
Déplacements et réinstallation	1,418,926	1,192,477
Services publics, fournitures et approvisionnements	667,333	454,826
Communications	441,796	440,666
Renseignements	316,450	178,035
Réparations	283,446	826,761
Location de matériel	132,022	208,115
Dépenses diverses	1,930	1,011
	27,409,035	23,412,418
Administration		
Traitements et avantages sociaux	2,441,004	2,234,502
Indemnités de cessation d'emploi	88,317	39,823
Dépenses des commissaires	200,549	171,070
Services professionnels et spéciaux	125,283	181,982
Déplacements	37,280	27,257
	2,892,433	2,654,634
	30,458,468	26,517,942
Recettes non fiscales (tableau)		
Remboursement de dépenses des exercices précédents	60,987	6,940
Amendes et sanctions	2,000	2,000
Rémunérations de services	162	654
	63,149	9,594
Coût net de fonctionnement (note 3)	30,395,319	26,508,348

Les notes et le tableau ci-joints font partie intégrante du présent état financier.

Approuvé par:

Le Président
R. J. A. LÉVESQUE

L'Administrateur financier principal
J. P. MARCHILDON

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
LE 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et objectif

La Commission de contrôle de l'énergie atomique (CCEA) a été établie en 1946 en conformité avec la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle constitue un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques et fait actuellement rapport au Parlement par l'entremise du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

La CCEA a pour mission de contrôler l'utilisation du nucléaire dans l'intérêt de la santé, de la sûreté et de la sécurité nationale. Elle s'acquitte de cette mission par son contrôle du développement, de l'application et de l'usage de l'énergie nucléaire au Canada, et par sa participation, au nom du Canada, à des mesures internationales de contrôle de l'énergie nucléaire.

La CCEA administre aussi la Loi sur la responsabilité nucléaire, y compris la désignation des installations nucléaires, la prescription des montants d'assurance de base que doivent souscrire les exploitants des installations nucléaires et l'administration des primes d'assurance supplémentaire pour chacune de ces installations. Les montants d'assurance de base et d'assurance supplémentaire s'élèvent au total à 75 millions de dollars pour chaque installation désignée (voir la note 8). Au cours de l'exercice, une assurance était requise pour 15 installations.

Les subventions et contributions et les dépenses de fonctionnement et d'administration de la CCEA sont financées grâce à une autorisation budgétaire annuelle. Les avantages sociaux des employés font l'objet d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé conformément aux conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Toutes les dépenses sont inscrites d'après la comptabilité d'exercice, conformément à la politique comptable du gouvernement, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de congés qui sont inscrites d'après la comptabilité de caisse.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont inscrites d'après la comptabilité de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement de l'exercice durant lequel l'achat a été fait.

d) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Remboursement de dépenses des exercices précédents

Le remboursement de dépenses des exercices précédents est inscrit aux recettes lorsque celui-ci est encaissé et il n'est pas soustrait des dépenses.

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
LE 31 MARS 1990—*Fin*

f) Cotisations au régime de retraite

Les employés de la CCEA participent au régime de pension de retraite administré par le gouvernement du Canada et contribuent à part égale avec la CCEA au coût du régime. Les cotisations de la CCEA sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées.

3. Crédits parlementaires

	1990	1989
	$	$
Énergie, Mines et Ressources		
Crédit 40	26,891,000	22,921,000
Annulé	526,841	299,362
	26,364,159	22,621,638
Cotisations statutaires aux régimes d'avantages sociaux	2,178,000	2,182,000
Emploi total des crédits	28,542,159	24,803,638
Plus: services fournis gratuitement par les autres ministères du gouvernement	1,916,309	1,714,304
Moins: recettes non fiscales	63,149	9,594
Coût net de fonctionnement	30,395,319	26,508,348

4. Passif

À la fin de l'exercice, le passif s'établissait comme suit:

	1990	1989
	$	$
a) Comptes créditeurs		
À payer à la fin de l'exercice	2,001,150	1,765,218
À payer à la date d'échéance	1,985,692	1,070,524
Retenues de garantie	220,274	189,604
	4,207,116	3,025,346
Salaires à verser	15,034	3,058
	4,222,150	3,028,404

L'état des résultats tient compte des coûts représentés par les comptes créditeurs et les salaires à verser.

	1990	1989
	$	$
b) Autres éléments de passif		
Indemnités de congés	1,218,877	1,046,955
Indemnités de cessation d'emploi	1,671,648	1,596,500
	2,890,525	2,643,455

Les coûts associés aux autres éléments de passif ne font pas partie de l'état des résultats. Ces coûts ne sont comptabilisés qu'au moment du paiement (voir la note 2a)).

Les indemnités de congés représentent le montant des crédits de congés accumulés à la fin de l'exercice.

Les indemnités de cessation d'emploi sont calculées de la façon suivante: une demi-semaine de traitement pour chaque année de service continu jusqu'à concurrence de 13 semaines de traitement.

5. Contrat de location-acquisition

Le 1[er] mai 1984, la CCEA a conclu un contrat de cinq ans pour louer un système informatique. Le système était évalué à $298,959, compte tenu d'un taux d'intérêt implicite de 12,5 pour cent. L'obligation a été remplie cette année et la Commission a décidé d'exercer son option d'achat. Les paiements de location et d'achat au cours de l'exercice 1990 se sont élevés à $40,926 ($79,200 en 1989), y compris la somme de $14,782 ($10,151 en 1989) payée en intérêts et imputée au fonctionnement.

Le 1[er] août 1986, la CCEA a modifié ce contrat afin d'améliorer le système informatique. Le contrat de 33 mois pour louer le matériel supplémentaire était évalué à $102,112, compte tenu d'un taux d'intérêt implicite de 10 pour cent. L'obligation a été remplie cette année et la Commission a décidé d'exercer son option d'achat. Les paiements de location et d'achat au cours de l'exercice 1990 se sont élevés à $17,042 ($40,988 en 1989), y compris la somme de $2,969 ($4,291 en 1989) payée en intérêts et imputée au fonctionnement.

6. Passif éventuel

Le 31 mars 1990, la CCEA était la défenderesse dans des poursuites judiciaires dont le montant s'élevait à $600,000 ($600,000 en 1989). Ces poursuites visent à obtenir des dommages pour le non-respect d'obligations légales liées au sol contaminé par la radioactivité. Tout montant de règlement exigé par la suite de ces poursuites judiciaires proviendra du Fonds du revenu consolidé.

7. Opérations entre apparentés

La CCEA administre un programme spécial de recherche et de développement, de concert avec Énergie atomique du Canada Limitée (EACL), à l'appui du Programme des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Pour l'exercice 1990, EACL a imputé un montant de $1,150,000 ($400,000 en 1989) à ce programme.

8. Compte de réassurance de responsabilité nucléaire

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la responsabilité nucléaire, toutes les primes d'assurance supplémentaire payées par les exploitants des installations nucléaires sont créditées au Compte de réassurance de responsabilité nucléaire. Ce Compte de réassurance de responsabilité nucléaire fait partie du Fonds du revenu consolidé. Toute créance exigée de l'assurance supplémentaire est payable à partir du Fonds du revenu consolidé et imputée au Compte. Il n'y a eu ni créance ni paiement imputable au Compte de réassurance de responsabilité nucléaire, depuis sa création. Le 31 mars 1990, le solde du Compte de réassurance de responsabilité nucléaire était de $534,021 ($532,567 en 1989).

Le 31 mars 1990, le montant de l'assurance fournie par le gouvernement du Canada en conformité avec la Loi sur la responsabilité nucléaire s'élève à $664,500,000 ($664,500,000 en 1989). La protection de réassurance par le gouvernement du Canada comprend une catégorie de risques exclue des responsabilités des principaux assureurs.

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Fin*

COÛT NET DE FONCTIONNEMENT PAR ACTIVITÉ
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

TABLEAU

	Bureau du Président et Secrétariat	Réglementation des réacteurs	Réglementation des matières nucléaires et des radio-éléments	Recherche et radio-protection	Programme à l'appui des garanties	Administration	Total 1990	Total 1989
	$	$	$	$	$	$	$	$
Dépenses								
Subventions et contributions	7,000				150,000		157,000	450,890
Fonctionnement	1,434,861	6,316,860	7,110,796	4,965,045	2,104,581	5,476,892	27,409,035	23,412,418
Administration	200,549					2,691,884	2,892,433	2,654,634
	1,642,410	6,316,860	7,110,796	4,965,045	2,254,581	8,168,776	30,458,468	26,517,942
Recettes non fiscales								
Remboursement de dépenses des exercices précédents	405	379	1,825	43,974	2,510	11,894	60,987	6,940
Amendes et sanctions			2,000				2,000	2,000
Rémunérations de services				4		158	162	654
	405	379	3,825	43,978	2,510	12,052	63,149	9,594
Coût net de fonctionnement	1,642,005	6,316,481	7,106,971	4,921,067	2,252,071	8,156,724	30,395,319	26,508,348

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC) conformément aux exigences et aux normes du Receveur général du Canada en matière de rapports. La Direction de la CEIC est le principal responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données contenues dans ces états financiers. Pour la plus grande objectivité possible, les données financières contenues dans ces états ont été examinées par la haute Direction de la CEIC.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées dans la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Une partie de l'information contenue dans les états financiers est fondée sur les meilleures estimations possibles de la Direction et s'appuie sur son discernement; également, elle tient bien compte de l'importance des faits. Pour assumer ses responsabilités en matière de rapport, la CEIC tient une série de comptes qui sert de registre centralisé des opérations financières de la CEIC. À moins d'avis contraire, l'information financière contenue dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics est identique à celle dans les états financiers.

Les services financiers élaborent et diffusent des politiques en matière de gestion financière et de comptabilité, et émettent des directives à l'appui des normes de comptabilité et de gestion financière. La CEIC tient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont effectuées conformément aux règlements prescrits, sans dépasser les crédits parlementaires, et sont enregistrées de façon appropriée afin que les fonds gouvernementaux puissent être justifiés et que les actifs de la CEIC soient sauvegardés. Aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne viennent s'ajouter des programmes de vérification interne. La CEIC cherche également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données dans les états financiers grâce à la sélection soignée, à la formation et au perfectionnement de personnel qualifié, grâce à des arrangements sur le plan de l'organisation qui permettront un partage approprié des responsabilités et grâce à des programmes de communication qui permettront de bien faire comprendre à toute l'organisation les règlements, les politiques, les normes et les autorisations en matière de gestion.

Approuvé par:

Pour le Président
N. MULDER

Agent financier supérieur
HY BRAITER

le 27 juillet 1990

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1989-90*	1988-89
Dépenses		
Programme d'emploi et d'assurance		
Assurance-chômage	3,109,705	3,052,134
Mise en valeur des ressources humaines	1,657,265	1,592,968
Service national de placement	277,625	252,039
Gestion du programme et services communs	177,836	147,743
	5,222,431	5,044,884
Programme des services généraux et spéciaux		
Gestion et administration de la Commission	280,503	263,484
Systèmes et procédures	39,057	33,994
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	1,073	1,071
	320,633	298,549
Programme d'immigration		
Opérations du programme	127,462	79,981
Établissement	89,017	58,227
Gestion et élaboration de la politique	48,474	52,093
Arbitrage	7,235	5,327
Comité consultatif du statut de réfugié		2,126
	272,188	197,754
Total des dépenses	5,815,252	5,541,187
Recettes		
Recettes à valoir sur le crédit		
Recouvrement des frais d'administration du compte d'assurance-chômage	1,072,527	959,274
Recouvrement—Dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	10	6
Recettes non fiscales		
Rémunérations de services	23,406	19,642
Remboursements de dépenses d'exercices précédents	15,872	13,475
Produits de placements	420	381
Autres recettes		
Excédent des rentes sur l'État	3,052	2,737
Amendes d'assurance-chômage	2,620	2,469
Amendes et confiscations de l'immigration	1,069	1,133
Recouvrement des frais d'expulsion	578	881
Autres	345	513
Total des recettes	1,119,899	1,000,511
Coût net des opérations	4,695,353	4,540,676

* L'administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale et l'administration des rentes sur l'État ont été transférés du Programme des services généraux et spéciaux au Programme d'emploi et d'assurance.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1990

1. Autorisation et objectifs

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada a été créée en vertu de l'article 7 de la Loi régissant l'emploi et l'immigration de 1977 et est un établissement financier mentionné à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Toutes les dépenses de fonctionnement, les contributions et les subventions de la Commission sont financées par les autorisations budgétaires tombées en annulation tandis que les avantages sociaux des employés, les prestations de retraite supplémentaires des agents des rentes sur l'État et la contribution de l'État au compte d'assurance-chômage et au titre des prestations versées aux pêcheurs dépendent d'autorisations législatives. La Commission comprend trois secteurs de programmes dont voici les objectifs:

Programme des services généraux et spéciaux—Assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et programmes, fournir le soutien stratégique, opérationnel et administratif permettant à Emploi et Immigration Canada de remplir son mandat et de pourvoir à d'autres fonctions qui lui sont dévolues.

Programme d'emploi et d'assurance—Favoriser la réalisation des objectifs économiques et sociaux du Canada en rendant toutes les ressources humaines pleinement productives tout en appuyant les initiatives personnelles de ceux qui désirent satisfaire leurs besoins économiques et, plus généralement, s'épanouir par le travail.

Programme d'immigration—Régler l'admission des immigrants et des visiteurs en fonction des intérêts économiques, sociaux, humanitaires et culturels du Canada.

En vertu d'une autorisation statutaire non budgétaire accordée par le ministre des Finances aux termes de l'article 119 de la Loi sur l'immigration, des prêts sont consentis aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé ne pourra à aucun moment dépasser $90 millions.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé conformément aux conventions comptables suivantes:

(i) Sont enregistrées les dépenses faites pour tous les biens reçus et les services fournis jusqu'au 31 mars, conformément à la politique comptable gouvernementale de paiement en fin d'exercice, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des indemnités de congés payés.

(ii) Les recettes sont enregistrées selon les méthodes de comptabilité de caisse, conformément aux conventions comptables gouvernementales.

(iii) Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement de l'année au cours de laquelle la dépense a été engagée.

(iv) Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par d'autres ministères gouvernementaux sont indiqués dans l'état des résultats d'exploitation.

(v) Les remboursements des dépenses d'exercices précédents sont inscrits comme recettes une fois reçus et ne sont pas soustraits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'MMIGRATION DU CANADA
(en milliers de dollars)

	1989-90	1988-89
Programme d'emploi et d'assurance		
Crédit 5	119,743	84,714
Annulé	39,355	19,989
	80,388	64,725
Crédit 6	17	
Annulé		
	17	
Crédit 10	1,622,908	1,635,931
Annulé	60,509	129,432
	1,562,399	1,506,499
Contributions statutaires au compte d'assurance-chômage	2,423,443	2,416,249
Contributions statutaires au titre des des prestations versées aux pêcheurs	251,013	240,356
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	91,542	93,289
Prestations de retraite statutaires—Pensions des agents des rentes sur l'État	35	35
Remboursements statutaires des montants portés aux recettes des exercices précédents	63	9
Total du programme	4,408,900	4,321,162
Programme des services généraux et spéciaux		
Crédit 1	61,480	61,046
Annulé	15,383	14,974
	46,097	46,072
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,539	16,920
Total du programme	61,636	62,992
Programme d'immigration		
Crédit 15	174,811	129,325
Annulé	6,911	2,188
	167,900	127,137
Crédit 16	295	
Annulé	1	
	294	
Crédit 17	252	
Annulé	3	
	249	
Crédit 20	90,649	69,836
Annulé	3,706	12,739
	86,943	57,097
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	16,781	13,482
Remboursements statutaires de montants portés aux recettes d'exercices précédents	21	38
Total du programme	272,188	197,754
Emploi total des crédits	4,742,724	4,581,908

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1990—*Suite*

4. Comptes débiteurs

À la fin de l'exercice, les comptes débiteurs se composent des trop-payés en salaires, des frais et amendes que doivent payer les entreprises de transport en vertu de la Loi sur l'immigration, des amendes que doivent payer les prestataires en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage, les trop-payés dans les programmes d'emploi et de l'assurance-chômage, les prêts non remboursés accordés aux immigrants et d'autres montants divers à percevoir.

	1989-90	1988-89
	(en milliers de dollars)	
Interministériel		
Interne du gouvernement		
Trop-payés—Emploi et assurance		
Remboursements des prestations d'assurance-chômage	277	312
Programme des services généraux et spéciaux—Détachements	135	69
	412	381
Tiers		
Emploi et assurance		
Trop-payés des prestations d'assurance-chômage	171,079	146,375
Article 47—Assurance-chômage	35,622	25,734
Amendes d'assurance-chômage	6,419	5,462
Programme national de formation en établissement	2,717	1,968
Intégration professionnelle	1,914	2,463
Développement de l'emploi	1,671	3,266
Pénuries de main-d'oeuvre	1,213	460
Programme national de formation—Achat de formation	1,171	3,845
Canada au travail	968	1,069
Jeunesse Canada au travail	780	7
Autres programmes—PE	506	19
Aide au développement des collectivités	286	216
Autres programmes	278	13
Canada au travail—Emplois d'été	196	1,001
Bénéficiaires de l'aide sociale	196	198
Programme d'aide à la création locale d'emplois	165	319
Programme de mobilité de la main-d'oeuvre du Canada	161	160
Trop-payés PRAE	127	
Programme extension	114	137
Projets de développement communautaire du Canada	78	91
Acquisition de compétences	58	32
Formation générale dans l'industrie	61	51
Initiatives locales	38	37
Programme option formation jeunesse	26	41
Accès-carrière	26	25
Programme d'aide au développement économique local	21	22
Emplois subventionnés	17	16
Programme d'emploi d'été—Expérience de travail	15	296
Travail partagé d'assurance-chômage	13	13
Programme à l'intention des personnes défavorisées sur le plan de l'emploi	12	12
Assurance-chômage—Article 25	8	
Programme de relance de l'aide à l'emploi		311
Assurance-chômage—Article 38		27
Projets de services communautaires du Canada		25
Formation de la gestion des entreprises		15
Programme d'emploi pour les innovations technologiques		14
Programme de subvention et contribution de création d'emplois		5
	225,956	193,745
Immigration		
Frais d'expulsion	7,817	6,400
Promesse sous condition résolutoire confisquée	2,254	2,175
Amendes infligées aux transporteurs	884	509
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)—Intérêts à recevoir	840	866
Trop-payés d'aide à l'adaptation	378	348
Prêts remboursables d'aide à l'adaptation	26	35
Prêts aux immigrants	5	5
Autres comptes		2
	12,204	10,340
Administration		
Détachements	577	92
Divers	86	83
Trop-payés en salaires	53	47
	716	222
Total	239,288	204,688

5. Fonds en fiducie et comptes à fins déterminées

Il appartient également à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada d'administrer et de contrôler les fonds en fiducie et comptes à fins déterminées qui suivent.

a) Compte d'assurance-chômage

La Loi sur l'assurance-chômage prévoit un programme d'assurance-chômage contributif obligatoire qui s'applique à tous les employés, sous réserve d'exceptions mineures.

La Loi autorise l'existence d'un compte dans les Comptes du Canada désigné sous le nom de Compte d'assurance-chômage.

La Loi porte que ce qui suit sera porté au crédit du Compte d'assurance-chômage: a) les cotisations, amendes, pénalités et intérêts; b) la part gouvernementale des prestations versées; c) les remboursements des trop-payés de prestations, et les remboursements de prestations; d) les montants relatifs aux services fournis à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux, ou au public; e) les montants fournis à toute autre fin liée à l'assurance-chômage et autorisés par un crédit géré par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada; et f) l'intérêt sur le solde du Compte aux taux que le ministre des Finances peut autoriser. La Loi dispose également que ce qui suit soit porté au débit du compte: a) les prestations versées en vertu de la Loi; b) les frais d'administration de la Loi; et c) l'intérêt sur les avances faites par le ministre des Finances.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1990—*Suite*

OPÉRATIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-CHÔMAGE
(en millions de dollars)

	1989-90	1988-89
Solde au 1er avril (déficit)	(27)	(2,189)
Rentrées et autres crédits		
Contributions—		
Employeur et employé[1]	11,005	11,524
État[1]	2,675	2,656
Revenus d'investissements	91	16
	13,771	14,196
Paiements et autres débits		
Prestations[1]	11,690	10,869
Frais de fonctionnement	1,083	968
Intérêts		197
	12,773	12,034
Augmentation ou (diminution) nette	998	2,162
Solde au 31 mars (déficit)[2]	971	(27)

(1) Les prestations versées aux pêcheurs qui s'élèvent à $268 millions (en 1989, $261 millions), la contribution de l'État à cet égard qui atteint $251 millions (en 1989, $240 millions) et les cotisations des pêcheurs qui totalisent $17 millions (en 1989, $21 millions) sont compris dans cet état.

(2) En vertu du paragraphe 137(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, aucun prêt à intérêts (en 1989, aucun prêt à intérêts) a été accordé aux fins du Compte d'assurance-chômage. Au 31 mars 1990, un solde net totalisait $971 millions (en 1989, $27 millions).

b) Compte des rentes sur l'État

Ce compte a été créé par la Loi relative aux rentes sur l'État et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, qui mettait fin à la vente de ces rentes. Le Compte est évalué, chaque exercice, selon les méthodes actuarielles, et le déficit ou l'excédent imputé au débit ou au crédit du Fonds du revenu consolidé. Les comptes du Compte des rentes sur l'État sont tenus selon les principes de la comptabilité d'exercice.

La Loi relative aux rentes sur l'État a été adoptée afin d'aider les Canadiens à se préparer financièrement à leurs vieux jours en achetant des rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État a accru le taux de rendement et la flexibilité des contrats de rentes sur l'État, et mis fin à la vente de rentes.

Les rentrées et autres crédits sont composés des cotisations reçues, des montants demandés au Fonds du revenu consolidé pour les rentiers non repérés auparavant, des intérêts gagnés et articles transférés des recettes des exercices précédents pour couvrir le déficit actuariel. Les paiements et autres débits représentent les rentes échues, la valeur de rachat des prestations de décès, les remboursements et retraits de cotisations, les excédents actuariels ainsi que les articles non demandés transférés aux recettes non fiscales. Les montants des rentes non demandées pour le motif que les rentiers ne peuvent pas être repérés, sont transférés aux recettes non fiscales.

OPÉRATIONS DU COMPTE DES RENTES SUR L'ÉTAT
(en milliers de dollars)

	1989-90	1988-89
Solde au 1er avril	945,224	984,817
Rentrées et autres crédits		
Intérêt du Canada	62,232	65,224
Cotisations	349	458
Autres	40	78
	62,621	65,760
Paiements et autres débits		
Paiements de rentes	99,072	100,077
Remboursements de cotisations	1,654	2,000
Rentes non réclamées	279	223
	101,005	102,300
Augmentation ou (diminution) nette	(38,384)	(36,540)
Excédent actuariel, excédent des rentes non payées enregistrées à la fin de l'exercice par rapport aux rentes non payées calculées	(2,513)	(3,053)
Solde au 31 mars	904,327	945,224

c) Compte des pensions des agents des rentes sur l'État

Ce régime de pensions verse des prestations de pension aux anciens fonctionnaires admissibles dont le travail consistait à vendre au public des rentes sur l'État. Pendant l'année, des intérêts atteignant $384 calculés au taux de 4% par année, ont été portés au crédit du Compte et au débit de l'intérêt sur la dette publique. Les contributions de la Direction générale des rentes sur l'État, à titre d'ancien employeur, s'élevaient à $6,863 et les paiements et autres débits du Compte s'élevaient à $13,084.

OPÉRATIONS DU COMPTE DES PENSIONS DES AGENTS DES RENTES SUR L'ÉTAT

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde au 1er avril	24,028	29,601
Rentrées et autres crédits	7,247	7,908
Paiements et autres débits	13,084	13,481
Augmentation ou (diminution) nette	(5,837)	(5,573)
Solde au 31 mars	18,191	24,028

d) Fonds de garantie de l'immigration

Ce compte contient les montants recueillis et retenus en attendant leur disposition finale, c'est-à-dire soit le remboursement au dépositaire initial, soit leur saisie par la Couronne.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1990—*Suite*

Au cours de l'exercice, les retraits ont totalisé $1,701,772 et étaient composés des remboursements aux dépositaires $1,393,298, et des frais du ministère récupérés à partir des dépôts $308,474.

OPÉRATIONS DU FONDS DE GARANTIE DE L'IMMIGRATION
(en milliers de dollars)

	1989-90	1988-89
Solde au 1[er] avril	6,173	5,018
Rentrées et autres crédits	3,051	2,646
Paiements et autres débits	1,702	1,441
Augmentation ou (diminution) nette	1,349	1,205
Solde au 31 mars	7,522	6,223
Rentrées des dépôts de la Garantie générale	53	
Moins: les titres en fiducie à la fin de l'exercice	50	50
Solde net au 31 mars	7,525	6,173

e) Programme d'emploi d'été/Expérience de travail

Le Programme d'emploi d'été/Expérience de travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'exercice, les dépôts ont totalisé $565,230 et les paiements $674,127 consistant en des paiements aux promoteurs de $509,285 et en remboursements aux provinces de $164,842.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME D'EMPLOI D'ÉTÉ/EXPÉRIENCE DE TRAVAIL

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde au 1[er] avril	107,335	4,949
Rentrées et autres crédits	565,230	2,514,333
Paiements et autres débits	674,127	2,411,947
Augmentation ou (diminution) nette	(108,897)	102,386
Solde au 31 mars	(1,562)	107,335

f) Programme d'ateliers d'orientation au travail

Le Programme d'ateliers d'orientation au travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'exercice, les dépôts ont totalisé $167,039 et les paiements $192,539 consistant en paiements aux promoteurs de $137,371 et en remboursements aux provinces aux promoteurs de $55,168.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME D'ATELIERS D'ORIENTATION AU TRAVAIL

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde au 1[er] avril	25,500	22,575
Rentrées et autres crédits	167,039	430,000
Paiements et autres débits	192,539	427,075
Augmentation ou (diminution) nette	(25,500)	2,925
Solde au 31 mars		25,500

g) Programme de la planification de l'emploi

Le Programme de la planification de l'emploi est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'exercice, les dépôts ont totalisé $615,980 et les paiements consistant en des paiements de $562,422 en remboursements aux promoteurs.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'EMPLOI

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde au 1[er] avril	116,380	526,222
Rentrées et autres crédits	615,980	775,000
Paiements et autres débits	562,422	1,184,842
Augmentation ou (diminution) nette	53,558	(409,842)
Solde au 31 mars	169,938	116,380

6. Prêts, investissements et avances

Fonds de prêts d'aide à l'immigration—Emploi et Immigration

L'article 119 de la Loi sur l'immigration autorise l'accord de prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut dépasser à aucun moment $90,000,000.

Voici les modalités relatives aux prêts, avec leurs soldes à la fin de l'exercice:

a) remboursables par versements mensuels échelonnés sur 1 à 5 ans avec possibilité de report de 2 ans, à intérêts de 6% à 15% par année, les derniers versements devant être faits entre le 1[er] avril 1990 et le 1[er] avril 1995 (solde à la fin de l'exercice: $5,422,356); et

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1990—*Suite*

b) remboursables par versements mensuels échelonnés sur 1 à 5 ans avec possibilité de report de 2 ans, sans intérêt, les derniers versements devant être faits entre le 1^er avril 1990 et le 1^er avril 1995 (solde à la fin de l'exercice: $83,643,209).

OPÉRATIONS DU FONDS DE PRÊTS D'AIDE
À L'IMMIGRATION

	1989-90	1988-89
	$	$
Solde au 1^er avril	76,868,443	67,700,721
Rentrées et autres crédits	15,653,859	13,830,024
Paiements et autres débits	27,850,980	22,997,746
Augmentation ou (diminution) nette	12,197,121	9,167,722
Solde au 31 mars	89,065,564	76,868,443

7. Passif éventuel

Treize poursuites d'un montant de $5,834,000 ont été intentées contre la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. Une pour blessure fatale par la succession d'un citoyen, une poursuite relative à des dommages causés à un bien par un citoyen, deux poursuites pour inexécution de contract par des citoyens, trois poursuites pour des dommages généraux (une par une compagnie privée, une par un ancien employé et une par un employé), une poursuite pour dommages et perte de revenu par un citoyen, une poursuite pour diffamation par un citoyen, une poursuite pour perte de revenu par un citoyen, une poursuite pour négligence par un citoyen et deux poursuites pour blessures corporelles par deux citoyens.

8. État consolidé des rentrées et sorties de fonds

Le présent état consolidé représente l'ensemble de toutes les activités financières associées au ministère de l'Emploi et de l'Immigration, à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, au Compte d'assurance-chômage, au Compte des rentes sur l'État et à d'autres fonds en fiducie et Comptes à fins déterminées mentionnés dans la note 5 précédente. C'est un résumé de toutes les opérations d'Emploi et Immigration Canada.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RENTRÉES
ET SORTIES DE FONDS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1989-90*	1988-89
Sorties de fonds		
Programme d'emploi et d'assurance		
Prestations d'assurance-chômage	11,690,216	10,868,890
Mise en valeur des ressources humaines	1,657,265	1,592,968
Assurance-chômage	536,267	497,842
Service national de placement	277,625	252,039
Paiements d'intérêts—Assurance-chômage		181,521
Gestion des CEC et services conjoints	177,836	147,743
Programme d'emploi d'été/Expérience de travail—Paiements et remboursements aux provinces	674	2,412
Programme de planification de l'emploi—Paiements et remboursements aux provinces	562	1,185
Programme d'ateliers d'orientation au travail—Paiements et remboursements aux provinces	193	427
Programme des services généraux et spéciaux		
Gestion et administration de la Commission	280,503	263,484
Systèmes et procédures	39,057	33,994
Gestion et administration centrales du ministère	30,607	26,836
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	1,073	1,071
Programme d'immigration		
Opérations du programme	127,462	79,981
Établissement	89,017	58,227
Gestion et élaboration de la politique	48,474	52,093
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)	27,851	22,998
Arbitrage	7,235	5,327
Conseil consultatif du statut de réfugié		2,126
Fonds de garantie de l'immigration—Remboursements et saisies	1,702	1,441
	14,993,619	14,092,605

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Fin*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION 31 MARS 1990—*Fin*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RENTRÉES ET SORTIES DE FONDS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990—*Fin*
(en milliers de dollars)

	1989-90*	1988-89
Rentrées de fonds		
Cotisations d'assurance-chômage	11,005,300	11,524,136
Revenus d'intérêts—Assurance-chômage	91,076	
Intérêts sur les rentes, etc.	62,628	65,768
Rémunérations de services	23,406	19,642
Remboursements des dépenses d'exercices précédents	15,955	13,609
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)—Remboursements	15,654	13,830
Rajustement net des frais d'administration de l'assurance-chômage	7,502	6,653
Fonds de garantie de l'immigration—Dépôts	3,001	2,646
Programme de la planification de l'emploi—Dépôts	616	775
Programme d'emploi d'été/Expérience de travail—Dépôts	565	2,514
Autres recettes		
Excédent des rentes sur l'État	3,052	2,737
Amendes d'assurance-chômage	2,620	2,469
Amendes et confiscations de l'immigration	1,069	1,133
Recouvrement des frais d'expulsion ...	578	881
Autres	345	513
Programme d'ateliers d'orientation au travail—Dépôts	167	430
Produits de placements	420	381
	11,233,954	11,658,117
Coût net des opérations	3,759,665	2,434,488
Rapprochement avec l'emploi des crédits		
Coût net des opérations	3,759,665	2,434,488
Diminution (augmentation) du déficit en assurance-chômage	998,056	2,162,506
Recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales		
Liées aux crédits	47,445	41,366
De l'excédent actuariel du Compte des rentes sur l'État	2,513	3,053
Augmentation du Fonds de garantie de l'immigration	1,299	1,205
Augmentation du programme de la planification de l'emploi	54	102
Diminution du Programme d'emploi d'été/Expérience de travail	(109)	3
Diminution du programme d'ateliers d'orientation au travail	(26)	(410)
Augmentation des prêts d'aide à l'immigration	(12,197)	(9,168)
Diminution des rentes non payées	(40,904)	(39,599)
Emploi des crédits	4,755,796	4,593,546

* L'administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale et l'administration des rentes sur l'État ont été transférées du Programme des services généraux et spéciaux au Programme d'emploi et d'assurance.

Commission des champs de bataille nationaux

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint de la Commission des champs de bataille nationaux selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La Direction répond de l'intégrité et l'objectivité de l'information donnée dans l'état financier du présent rapport. Les commissaires ont pour rôle de veiller à ce que la Direction remplisse ses fonctions en matière d'information financière et de contrôle interne.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables écrites à la note 2 sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour assumer sa responsabilité de rendre compte, la Direction maintient un système de contrôle interne qui vise à assurer dans une mesure raisonnable, la fiabilité de l'information financière et la protection des biens. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de la Commission. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier. La Commission vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Le vérificateur général du Canada a effectué une vérification de l'état financier pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 selon les normes de vérification généralement reconnues, son rôle étant d'exprimer un jugement avisé, à savoir si l'état financier présente fidèlement le résultat d'exploitation de la Commission des champs de bataille nationaux pour la période.

L'opinion du vérificateur général est ci-jointe.

Approuvé par:

Secrétaire
MICHEL LEULLIER

Président
JACQUES VILLENEUVE

le 16 juillet 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

J'ai vérifié l'état de l'exploitation de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats d'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état de l'exploitation, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 8 juin 1990

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et indemnités	858,129	789,621
Indemnités de cessation d'emploi	22,237	5,100
Services professionnels	232,097	249,271
Entretien	183,692	174,740
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	155,782	145,368
Immobilisations	88,783	152,751
Information	43,481	16,878
Transports et communications	40,413	20,498
Location	33,738	34,590
	1,658,352	1,588,817
Administration		
Traitements et indemnités	236,870	222,058
Services professionnels	72,778	69,956
Indemnité de dommages-intérêts	11,000	
Services de comptabilité fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	4,800	4,600
	325,448	296,614
Total des dépenses	1,983,800	1,885,431
Recettes non fiscales		
Amendes et pénalités	22,723	15,938
Location	5,500	
Vente d'équipement et de fournitures	1,206	1,475
Divers	8,537	1,301
	37,966	18,714
Coût net de l'exploitation (note 3)	1,945,834	1,866,717

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par la Direction:

Secrétaire
MICHEL LEULLIER

Approuvé par la Commission:

Président
JACQUES VILLENEUVE

Commission des champs de bataille nationaux—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION DU 31 MARS 1990

1. Statut et objectifs

La Commission a été constituée en 1908 en vertu de la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec dans le but d'acquérir, de préserver et d'aménager un parc des champs de bataille historiques de Québec.

La Commission est un établissement public inscrit à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

2. Conventions comptables importantes

L'état de l'exploitation a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf les indemnités de cessation d'emploi et les congés annuels qui le sont au moment du paiement.

b) Les acquisitions d'immobilisations, de fournitures et de petit outillage sont imputées aux dépenses d'exploitation dans l'exercice de leur achat.

c) Les dépenses comprennent des montants estimés pour les services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement et pour les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés pourvues par le crédit statutaire du programme Parcs Canada.

d) Les recettes sont comptabilisées au moment de l'encaissement.

e) Les contributions au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada, pour services courants et antérieurs admissibles, sont imputées aux dépenses au moment du paiement. Tous les employés de la Commission participent à ce régime de retraite. Les employés et la Commission contribuent également au coût du régime. Les contributions représentent la responsabilité totale de la Commission en regard de ce régime.

3. Crédit parlementaire

	1990	1989
	$	$
Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement		
Crédit 30	1,829,000	1,765,000
Annulé		(20,169)
Emploi du crédit	1,829,000	1,744,831
Plus: contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés pourvues par le crédit statutaire du programme Parcs Canada	150,000	136,000
services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	4,800	4,600
Moins: recettes non fiscales	(37,966)	(18,714)
Coût net de l'exploitation	1,945,834	1,866,717

4. Stocks de fournitures

Au 31 mars 1990, les stocks de fournitures détenus par la Commission étaient évalués à $37,517 ($39,209 au 31 mars 1989). La valeur des stocks a été établie selon la méthode du coût moyen pondéré.

5. Immobilisations

Le coût des immobilisations sous la responsabilité de la Commission se ventile comme suit:

	31 mars 1989	Acquisitions	Aliénations	31 mars 1990
	$	$	$	$
Terrains	724,710			724,710
Chaussées, promenades et aménagements	1,126,474	25,961		1,152,435
Bâtiments	379,748	4,132		383,880
Équipement	1,035,086	58,690	30,961	1,062,815
	3,266,018	88,783	30,961	3,323,840

6. Fonds spécial pour l'achat de terrains et d'objets historiques

Des fonds ont été reçus d'administrations provinciales, municipales et autres dans le but d'acquérir des terrains et des objets historiques. Ces fonds ainsi que les intérêts provenant du placement de ces fonds sont comptabilisés dans un fonds spécial. Au 31 mars 1990, ce fonds spécial s'élève à $171,434 ($154,483 au 31 mars 1989) et est déposé auprès du Receveur général du Canada. Des intérêts se chiffrant à $16,951 furent gagnés en regard de l'exercice terminé à cette date ($12,566 en 1989).

7. Engagement contractuel

Dans le cadre de ses activités, la Commission a conclu un contrat d'entretien. Les paiements qui en découlent pour 1990-91, année d'option de renouvellement, s'établissent à $130,000.

8. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, la Commission est défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la Commission.

Conseil de recherches en sciences humaines

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Conseil de recherches en sciences humaines selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion du Conseil. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'impartialité, les données financières renfermées dans cet état financier ont été vérifiées par le comité de vérification du Conseil.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier.

La Direction des services financiers du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet les directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Cet état financier a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état financier du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par le Conseil:

Directeur général, Administration
MONTAGUE DOYLE

Directeur, Services financiers et administratifs
PIERRE CHARTRAND

le 17 juillet 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES
ET AU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil de recherches en sciences humaines pour l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 16 juillet 1990

Conseil de recherches en sciences humaines—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Dépenses		
Subventions		
Subventions de recherche	34,813	27,991
Bourses	20,269	20,105
Subventions stratégiques	9,395	9,653
Subventions—Communication entre chercheurs	6,107	6,189
Subventions concertées	1,952	2,726
Subventions—Relations internationales	1,275	1,243
Subventions de contrepartie (note 4 (d))	498	1,075
Subventions spéciales	246	228
Bourse "Jules et Gabrielle Léger"	25	50
	74,580	69,260
Exploitation		
Salaires et prestations aux employés	3,498	3,147
Indemnités de cessation d'emploi	108	30
Locaux	530	504
Acquisition d'ameublement de bureau et de matériel	519	163
Dépenses pour le Conseil et ses comités	350	384
Services professionnels et spéciaux	265	247
Communications et frais de voyage	194	169
Fournitures et approvisionnements	138	173
Publicité et publications	116	133
Frais postaux et de transport	95	76
Réparation et entretien	92	44
Location d'installations et de matériel	62	41
Évaluation de programmes	30	35
	5,997	5,146
Administration		
Salaires et prestations aux employés	1,274	1,353
Indemnités de cessation d'emploi		26
Locaux	195	216
Acquisition d'ameublement de bureau et de matériel	192	70
Fournitures et approvisionnements	43	71
Services professionnels et spéciaux	36	90
Frais postaux et de transport	35	32
Réparation et entretien	34	35
Communications et frais de voyage	34	31
Location d'installations et de matériel	23	17
Publicité et publications	8	10
	1,874	1,951
	82,451	76,357
Recettes non fiscales		
Recouvrement de dépenses d'exercices précédents	670	556
Coût net de l'exploitation (note 3)	81,781	75,801

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Pour la Présidente
LOUISE DANDURAND

Le Directeur général, Administration
MONTAGUE DOYLE

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil a été constitué en 1977 en vertu de la Loi du Conseil de recherches en sciences humaines et est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. L'objectif du Conseil est de promouvoir et de soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines.

Les dépenses de fonctionnement et de subventions sont financées par le biais d'autorisations budgétaires annuelles. Les contributions aux régimes de prestations des employés sont autorisées par une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables

L'état des résultats a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, les dépenses de fonctionnement sont comptabilisées sur une base d'exercice, selon la convention comptable du gouvernement.

b) Achats d'immobilisations

L'acquisition d'ameublement de bureau et de matériel est imputée aux dépenses de fonctionnement de l'exercice d'acquisition.

c) Services fournis gratuitement par d'autres ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement au Conseil par les ministères sont compris dans les dépenses de fonctionnement.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes et ne sont pas déduits des dépenses.

e) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à part égale aux coûts du régime. Les contributions du Conseil sont enregistrées aux dépenses sur une base courante.

3. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont enregistrés lors de leur utilisation et tout montant non utilisé devient périmé en conformité avec l'article 44 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conseil de recherches en sciences humaines—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1990—*Fin*

Les crédits sont les suivants:

	Subventions		Dépenses de fonctionnement	
	1990	1989	1990	1989
	(en milliers de dollars)			
Secrétariat d'État				
Budget des dépenses principal				
Crédit 30 (Crédit 20 en 1989)			5,702	5,255
Crédit 35 (Crédit 25 en 1989)	74,995	66,485		
Budget des dépenses supplémentaire (C)			52	
Virement du Crédit 35 au Crédit 30	(415)		415	
Mandat spécial du gouverneur général				421
Prélèvement du Conseil du Trésor—Crédit 5		2,775	283	
Contributions statutaires aux régimes des prestations des employés			600	590
	74,580	69,260	7,052	6,266
Montant périmé			(32)	
Emploi des crédits	74,580	69,260	7,020	6,266
Ajouter: services fournis gratuitement par d'autres ministères			851	831
Déduire: recettes non fiscales			(670)	(556)
Coût net de l'exploitation	74,580	69,260	7,201	6,541

4. Renseignements supplémentaires

a) Débiteurs

Les comptes débiteurs des récipiendaires de subventions qui se chiffrent à $72,320 ($57,397 en 1989) ne sont pas présentés à l'état des résultats.

b) Fonds des bourses de la Reine

Le "Fonds des bourses de la Reine" est constitué d'un montant de $250,000 déposé dans un compte en fiducie portant intérêt. L'intérêt gagné sert à verser des bourses à des étudiants diplômés dans certains secteurs d'études canadiennes. Les opérations du Fonds ne sont pas présentées à l'état des résultats et sont comme suit:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	264	271
Ajouter l'intérêt reçu	28	23
Déduire les bourses payées	(32)	(30)
Solde à la fin de l'exercice, constitué de dépôts, au nom du Conseil, au Fonds du revenu consolidé	260	264

c) Fonds spécial en fiducie

Ce Fonds a été établi pour recevoir et débourser les fonds reçus du secteur privé pour des projets spéciaux dans le domaine des sciences humaines. Les opérations du Fonds ne sont pas présentés à l'état des résultats et sont comme suit:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	6	6
Ajouter—Don reçu	25	13
Déduire les bourses payées	(25)	(13)
Solde à la fin de l'exercice, constitué de dépôts, au nom du Conseil, au Fonds du revenu consolidé	6	6

d) Subventions de contrepartie: Primes d'encouragement

En instaurant la politique sur les subventions de contrepartie, le gouvernement vise, de concert avec le secteur privé, à accroître le niveau de financement de la recherche dans les universités et aussi à encourager les deux secteurs à collaborer davantage dans ce domaine.

Lorsque la politique des subventions de contrepartie a été développée, le Conseil de recherches en sciences humaines a indiqué son intention de verser aux universités une prime d'encouragement basée sur les subventions de contrepartie réclamées par le Conseil. Pour 1989-90 ces primes payées aux universités se sont chiffrées au montant total de $498,000 ($1,075,000 en 1988-89).

5. Engagements

Les subventions et les bourses accordées pour les exercices à venir sont assujetties à l'approbation des fonds par le Parlement. Au 31 mars 1990, les engagements pour les exercices à venir se répartissent comme suit:

	(en millions de dollars)
1991	72.8
1992	24.5
Exercices subséquents	9.9
	107.2

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier revient à la gestion du Conseil.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans cet état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des finances et de l'administration du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats d'exploitation a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats d'exploitation du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées.

Le système comptable et l'état financier du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements des programmes de subventions et de bourses et améliorer le contrôle des dépenses et les rapports concernant les dépenses des programmes.

Approuvé par:

Contrôleur
Direction de la gestion intégrée et des services
(Agent financier supérieur à plein temps)
FRED TURNER

Directeur général
Direction de la gestion intégrée et des services et Trésorier
(Agent financier supérieur)
A. MOLINO

le 22 juin 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE
ET AU
MINISTRE DES SCIENCES

J'ai vérifié l'état des résultats d'exploitation du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 15 juin 1990

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Subventions et bourses (tableau I)		
Programmes de base	239,408,571	231,052,667
Bourses et programmes internationaux	62,758,218	57,744,827
Recherche orientée	72,183,211	61,448,815
Réseaux de centres d'excellence	1,000,000	
	375,350,000	350,246,309
Exploitation		
Administration générale		
Salaires	7,113,298	6,114,198
Prestations aux employés	1,065,000	939,000
Indemnités de cessation d'emploi	47,522	1,129
	8,225,820	7,054,327
Services professionnels et spéciaux	1,972,571	1,793,502
Logement, services administratifs et autres services fournis gratuitement par des ministères et organismes gouvernementaux	1,520,570	1,315,929
Information	962,576	767,532
Voyages, déplacements et communications	856,043	751,459
Ordinateurs, ameublement et autre matériel	780,148	704,486
Réparation et entretien du matériel	461,512	288,621
Charges locatives	418,908	434,901
Fournitures de bureau	256,519	311,465
	15,454,667	13,422,222
Conseil et ses comités		
Voyages, déplacements et communications	1,751,308	1,635,353
Honoraires, services professionnels et spéciaux	798,847	551,778
Fournitures de bureau, charges locatives et information	160,414	24,582
	2,710,569	2,211,713
	18,165,236	15,633,935
	393,515,236	365,880,244
Recettes		
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	915,464	811,113
Diverses	562	9,940
	916,026	821,053
Coût net de l'exploitation (note 3)	392,599,210	365,059,191

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
A.W. MAY

Le Directeur général, Gestion intégrée et services et Trésorier
A. MOLINO

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil fut constitué en 1978 en vertu de la Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et est un établissement public, nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Son objectif est de promouvoir et de soutenir la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie. Les dépenses de subventions et bourses et d'exploitation du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les prestations aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions, les bourses, les indemnités de cessation d'emploi et les congés payés sont comptabilisés sur une base de caisse. Toute autre dépense est, selon la convention comptable des Créditeurs à la fin de l'exercice du gouvernement, comptabilisée sur base d'exercice.

b) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses d'exploitation au cours de l'exercice de leur achat.

c) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères et organismes gouvernementaux sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses. Ces fonds ont été remis au Receveur général du Canada.

e) Contributions au Régime de pension de retraite de la Fonction publique

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à ce régime. Les cotisations relatives aux services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice en cours. Les cotisations relatives aux services passés sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées, habituellement au cours d'une période équivalente au solde des années de service des employés concernés.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU 31 MARS 1990—*Fin*

3. Crédits parlementaires

	1990	1989
	$	$
Industrie, Sciences et Technologie		
Dépenses de fonctionnement: crédit 80 (crédit 25 en 1989)	15,816,043	14,034,000
Annulé	236,377	654,994
	15,579,666	13,379,006
Subventions: crédit 85 (crédit 30 en 1989)	375,350,000	350,255,000
Annulé		8,691
	375,350,000	350,246,309
Contributions statutaires aux régimes de prestations aux employés	1,065,000	939,000
Total des crédits utilisés	391,994,666	364,564,315
Plus: services fournis gratuitement par des ministères et organismes gouvernementaux	1,520,570	1,315,929
Moins: recettes non fiscales	916,026	821,053
Coût net de l'exploitation	392,599,210	365,059,191

4. Engagements financiers

À la fin de l'exercice, le Conseil avait approuvé et s'était engagé à verser au cours des exercices futurs des subventions et bourses pour les montants suivants, à la condition que les fonds nécessaires soient alloués par le Parlement et que le Conseil donne son approbation finale:

	31 mars	
	1990	1989
	(en millions de dollars)	
Exercice de paiement		
1989-90		334.6
1990-91	404.2	176.7
1991-92	228.2	83.9
1992-93	122.2	8.6
1993-94	47.7	4.6
1994-95	8.3	
	810.6	608.4

5. Subventions, bourses et autres dépenses administrées et versées au nom de ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux

Les subventions, bourses et autres dépenses administrées et versées par le Conseil au nom de ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et non incluses dans l'état des résultats sont présentées en détail au tableau II. Pour la plupart, ces débours proviennent de fonds confiés au Conseil par des ministères et organismes gouvernementaux pour l'exercice financier courant.

Le Conseil détenait en fiducie des fonds de subventions et bourses pour deux organismes non gouvernementaux (OTAN et EACL).

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	517,860	449,507
Fonds reçus	580,863	622,514
Intérêt reçu	54,287	52,388
	1,153,010	1,124,409
Moins: déboursés	815,163	606,549
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	337,847	517,860

6. Cadeaux, dons et legs

Ce compte fait état des sommes, titres et autres biens reçus sous forme de dons, de legs, ou autrement et approuvés par le Conseil. Les dons versés au compte et les paiements effectués sont assujettis aux conditions imposées lorsque les fonds ont été donnés, légués ou mis à la disposition du Conseil.

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	18,472	41,192
Moins: déboursés	17,322	22,720
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	1,150	18,472

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—*Fin*

TABLEAU DES SUBVENTIONS ET BOURSES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 TABLEAU I

	1990	1989
	$	$
Programmes de base		
Subventions pour dépenses courantes	175,922,160	167,849,936
Actions de recherche collective	27,677,791	25,132,821
Subventions d'appareillage	24,631,536	26,206,701
Subventions générales de recherche	7,076,000	7,038,000
Autres programmes	4,101,084	4,825,209
	239,408,571	231,052,667
Bourses et programmes internationaux		
Bourses de recherche du 1er cycle	5,887,440	5,707,605
Bourses d'études supérieures	38,161,568	34,012,663
Bourses de recherche	17,521,234	17,111,069
Programmes internationaux	1,187,976	913,490
	62,758,218	57,744,827
Recherche orientée		
Subventions stratégiques	40,479,753	36,255,312
Partenariats de recherche	31,703,458	25,193,503
	72,183,211	61,448,815
Réseaux de centres d'excellence	1,000,000	
	375,350,000	350,246,309

TABLEAU DES SUBVENTIONS, BOURSES ET AUTRES DÉPENSES ADMINISTRÉES ET VERSÉES POUR DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET NON GOUVERNEMENTAUX
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 TABLEAU II

	1990	1989
	$	$
Bourses de recherche scientifique		
Énergie, Mines et Ressources Canada	1,099,340	1,130,603
Conseil national de recherches du Canada	802,838	761,480
Agriculture Canada	762,911	943,994
Environnement Canada	751,824	397,548
Pêches et Océans Canada	503,006	562,310
Santé et Bien-être social Canada	310,112	211,926
Défense nationale	182,282	310,119
Communications Canada	107,626	99,359
Énergie atomique du Canada, Limitée	68,633	20,719
Forêts Canada	16,650	
Musées nationaux du Canada	10,483	
	4,615,705	4,438,058
Bourses en sciences de l'OTAN		
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	746,530	585,830
Professeurs-chercheurs industriels		
Environnement Canada	429,752	256,700
Partenariats de recherche		
Subventions de R et D		
Agriculture Canada	415,450	
Bourses d'attachés de recherche ACDI/CRSNG		
Agence canadienne de développement international	284,000	228,120
Évaluation de laboratoires du gouvernement par des pairs		
Conseil consultatif national des sciences et de la technologie	116,336	
Programmes conjoints universités-industrie		
Énergie, Mines et Ressources Canada	2,000	
Actions collectives spéciales		
Conseil national de recherches du Canada		49,000
	6,609,773	5,557,708

Conseil de recherches médicales

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Conseil de recherches médicales selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et à l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion du Conseil.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier, sont fondés sur les meilleurs jugements et prévisions de la gestion tout en tenant compte de leur importance. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre détaillé des opérations financières du Conseil. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état financier, sauf indication contraire.

La Direction de la gestion intégrée du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût raisonnable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un pesonnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état financier a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état financier du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables établies.

Approuvé par:

Le Directeur de la gestion intégrée
A. BELLIVEAU

Le Chef des services financiers
GUY D'ALOISIO

le 22 juin 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES
ET AU
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil de recherches médicales pour l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 15 juin 1990

Conseil de recherches médicales—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Dépenses		
Subventions et bourses (tableau)		
Programmes de financement de recherche ...	160,523	151,048
Programmes d'appui du personnel	31,005	29,333
Programmes université-industrie	4,463	2,570
Autres activités	1,348	909
	197,339	183,860
Exploitation		
Traitement et indemnités aux employés	2,009	1,949
Indemnités de cessation d'emploi		4
Voyages (note 6)	807	773
Services professionnels et spéciaux	362	336
Publications	320	186
Logement	243	271
Communications	180	146
Fournitures et approvisionnements	102	83
Réparation et entretien du matériel	66	67
Mobilier et matériel	64	62
	4,153	3,877
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	908	862
Services professionnels et spéciaux	90	106
Communications	81	65
Logement	54	60
Fournitures et approvisionnements	46	37
Voyages (note 6)	34	97
Publications	31	34
Réparation et entretien du matériel	30	30
Mobilier et matériel	29	27
	1,303	1,318
	202,795	189,055
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	279	213
Coût net de l'exploitation (note 3)	202,516	188,842

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
P. BOIS

Approuvé par la Gestion:

Le Directeur de la gestion intégrée
A. BELLIVEAU

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION
31 MARS 1990

1. Pouvoir et objectif

Le Conseil de recherches médicales a été constitué en 1969 en vertu de la Loi sur le Conseil de recherches médicales. Le Conseil est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Il a pour objectif d'aider à atteindre, dans les sciences de la santé, la qualité et le niveau de recherche essentiels au maintien et au perfectionnement des services de santé. Les dépenses de fonctionnement et de subventions du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été dressé conformément aux conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions et les bourses sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances qui sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse, toute dépense de fonctionnement est comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cette pratique est conforme à la convention comptable du gouvernement.

b) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de leur achat.

c) Services fournis gratuitement par les ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés au titre des recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

e) Cotisations au Régime de pension de retraite de la Fonction publique

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent également au coût du régime. Les cotisations du Conseil sont imputées aux dépenses sur une base courante.

Conseil de recherches médicales—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION
31 MARS 1990—*Suite*

3. Crédits parlementaires

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social		
Crédit 70—Subventions	197,346	183,860
Annulé	7	
	197,339	183,860
Crédit 65—Dépenses de fonctionnement	4,726	4,442
Annulé	11	10
	4,715	4,432
Statutaire—Contributions aux régimes d'indemnités des employés	370	368
Total des crédits utilisés	202,424	188,660
Plus: services fournis gratuitement par les ministères	371	395
Moins: recettes non fiscales	279	213
Coût net de l'exploitation	202,516	188,842

4. Fonds en fiducie

À l'article 4(3) de la Loi sur le Conseil de recherches médicales, il est prévu que le Conseil administre certains fonds en fiducie séparément de ses activités financées par des crédits parlementaires. Le but et le compte rendu comptable de ces fonds sont présentés ci-dessous. Le solde de ces fonds est déposé auprès du Receveur général du Canada.

a) En 1974, le Conseil a reçu $75,000 d'un donateur anonyme pour la création d'un fonds. L'intérêt reçu doit être utilisé pour verser des subventions pour la recherche dans les secteurs de la dyskinésie et du torticolis. D'autres dons reçus au cours des exercices précédents non destinés à des projets particuliers ont aussi été portés au crédit de ce fonds.

b) En 1985, le Conseil a reçu un prix de distinction intitulé "The St. Boniface General Hospital Research Foundation Award" qui comprenait un montant de $20,000. En reconnaissance de l'importance du prix, le Conseil, en accord avec la Fondation, a décidé d'utiliser la partie monétaire du prix pour établir un fonds en fiducie qui pourrait servir à financer des bourses d'été en recherche visant à encourager les étudiants diplômés de l'école secondaire, les étudiants de première année en pré-médecine et les étudiants en médecine de première et deuxième année à s'engager dans la recherche biomédicale. Ces bourses sont appelées "bourses de recherche Farquharson".

c) Dans le cadre de la nouvelle politique des subventions de contrepartie, en février 1986, le gouvernement fédéral annonçait qu'une entreprise du secteur privé qui veut accorder des fonds à la recherche médicale peut verser ses contributions soit aux universités soit au Conseil de recherches médicales. Lorsque le Conseil reçoit cet argent, il doit être déposé dans un compte de fiducie et les versements effectués conformément aux accords entre le donateur et le Conseil.

Voici les transactions se rapportant à ces trois comptes de fiducie:

	Dyskinésie et torticolis		Bourses de recherche Farquharson		Dons pour la recherche	
	1990	1989	1990	1989	1990	1989
	$	$	$	$	$	$
Solde en début d'exercice	83,056	83,691	3,479	9,066	321,157	52,989
Ajouter: dons reçus					988,990	253,369
intérêt reçu	9,297	6,865	67	713	43,132	14,799
Moins: subventions versées		7,500	3,480	6,300	718,233	
Solde en fin d'exercice	92,353	83,056	66	3,479	635,046	321,157

5. Engagements

Le Conseil s'est engagé à verser des bourses et des subventions au cours des prochains exercices, sous réserve de l'affectation de fonds par le Parlement. Les engagements des exercices à venir, au 14 juin 1990, s'établissent comme suit:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Exercice de versement		
1989-90		189,701
1990-91	198,130	127,218
1991-92	143,635	77,468
1992-93	89,443	39,233
1993-94	43,264	21,1[illegible]9
1994-95	19,928	6,831
1995-96	6,356	
	500,756	461,590

Conseil de recherches médicales—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION 31 MARS 1990—*Fin*

6. Voyages

Les dépenses de voyage imputées à l'exploitation sont liées au processus d'évaluation par des pairs et ont été engagées par les membres des 26 comités de subventions, des 10 comités de bourses et par le personnel du Conseil, dans le but de se réunir pour examiner et évaluer les demandes de subventions et de bourses. En outre, les dépenses de voyage engagées par le Conseil, son comité exécutif et ses comités permanents et les autres membres du personnel consultatif qui ne sont pas des fonctionnaires sont également imputées à l'exploitation.

Les dépenses de voyage imputées à l'administration ont été engagées à l'égard du soutien général des activités administratives du Conseil, ce qui comprend les réunions des groupes consultatifs spéciaux établis pour étudier des questions particulières au nom du Conseil. En voici le détail:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Opérations:		
Comités de subventions	460	364
Comités de bourses	103	182
Conseil et comité de direction	64	58
Groupe sur l'évaluation par les pairs		13
Comités permanents	52	10
Non-fonctionnaires	31	43
Fonctionnaires	97	103
	807	773
Administration:		
Groupes consultatifs	15	59
Fonctionnaires	19	38
	34	97

Tous les membres du Conseil et des comités susmentionnés ne touchent aucune rémunération. Le Conseil leur rembourse uniquement leurs frais de déplacement.

TABLEAU DES SUBVENTIONS ET BOURSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Programmes de financement de recherche		
Subventions de recherches		
Fonctionnement	128,144	119,515
Achat d'appareils	1,118	2,504
Recherche en équipe		
Programme commun de recherche	10,693	10,285
Groupes du CRM	14,054	11,817
Centres d'excellence	400	
Subventions de développement	4,115	4,699
Programmes spéciaux	874	1,103
Subventions générales de recherche	1,125	1,125
	160,523	151,048
Programmes d'appui du personnel		
Programmes d'appui salarial		
Chercheurs de carrière	3,153	3,243
Chercheurs-boursiers	5,515	5,075
Scientifiques du CRM	2,382	2,354
Programmes de formation en recherche		
Cliniciens-cherchers	251	
Bourses du Centenaire	1,154	961
Bourses de recherche	11,294	10,867
Bourses en recherche dentaire	241	230
Bourses de stagiaires de recherche	5,124	4,584
Formation supérieure en biotechnologie	285	555
Bourses de recherche Farquharson	1,002	946
Voyages et échanges		
Scientifiques invités	292	264
Professeurs invités	28	13
Subventions de voyage	19	5
Ateliers et colloques	265	236
	31,005	29,333
Programmes université-industrie		
Recherche en équipe	4,021	2,570
Bourses	442	
	4,463	2,570
Autres activités		
Fonds du Président	213	184
Conseil canadien de protection des animaux	469	427
Visites sur place et autres subventions	666	298
	1,348	909
	197,339	183,860

Conseil des sciences du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons dressé l'état financier ci-joint du Conseil des sciences du Canada (ci-après appelé le Conseil) selon les normes et exigences de la présentation des rapports du Receveur général du Canada. La Direction du Conseil est responsable au premier chef de l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'impartialité, les données financières contenues dans cet état financier ont été vérifiées par le comité de vérification et de contrôle du Conseil.

Cet état financier a été dressé selon les conventions comptables énoncées à la note 2 et est conforme à celui de l'exercice précédent. Certains renseignements qui y sont fournis se fondent sur les prévisions et les jugements de la Direction et tiennent compte de l'importance relative des éléments. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes qui constituent un registre centralisé des ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux figurant dans cet état financier.

La Direction des services financiers du Conseil établit et diffuse les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives précises qui respectent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût raisonnable. Les opérations sont exécutées selon les règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont bien comptabilisées pour rendre compte de l'utilisation des fonds gouvernementaux et protéger les actifs du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont assortis de programmes de vérification interne. Le Conseil cherche également à s'assurer l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers en veillant à la sélection, à la formation et au perfectionnement d'un personnel qualifié, en prévoyant un juste partage des tâches et en s'assurant que ses règlements, ses conventions, ses normes et ses autorisations administratives sont compris par tous les employés.

L'état des résultats d'exploitation ainsi que les notes afférentes à l'état ont été vérifiés par le vérificateur général, le rôle de celui-ci étant de juger si l'état financier du Conseil, dans son ensemble, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées.

Le système comptable et l'état financier du Conseil ont été modifiés au cours des années en réponse à l'évolution des conditions. Le Conseil revoit constamment ses politiques et pratiques en vue d'améliorer ses normes de comptabilité et de gestion financière.

Approuvé par:

Secrétaire général
EUGENE V. NYBERG

Présidente
GERALDINE A. KENNEY-WALLACE

le 31 mai 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA
ET AU
MINISTRE DES SCIENCES

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil des sciences du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 27 juin 1990

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	1,659,674	1,526,770
Indemnités de cessation d'emploi		7,056
Services professionnels et spéciaux	251,780	284,467
Locaux	175,246	186,293
Déplacements des membres du Conseil	173,177	160,212
Publication de rapports et d'études	156,154	189,757
Déplacements et transport	142,019	122,966
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	67,430	55,847
Mobilier et équipement	54,393	49,813
Télécommunications	43,882	41,679
Location d'équipement	29,199	20,542
Achat de services de réparation et d'entretien	22,345	85,872
	2,775,299	2,731,274
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	426,590	312,474
Indemnités de cessation d'emploi	46,897	92,578
Locaux	53,335	42,288
Déplacements	4,014	17
Formation et cotisations	1,115	1,972
	531,951	449,329
Recettes		
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses des exercices précédents	229	1,062
Coût net de l'exploitation (note 3)	3,307,021	3,179,541

Les notes complémentaires et le tableau ci-joints font partie intégrante de cet état.

Approuvé par:

Secrétaire général
EUGENE V. NYBERG

Présidente
GERALDINE A. KENNEY-WALLACE

Conseil des sciences du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
31 MARS 1990

1. Autorisation et objectif

Le Conseil a été constitué en 1966 en vertu de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada et est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Les dépenses d'exploitation du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

L'objectif du Conseil est d'évaluer les besoins scientifiques et technologiques du Canada, de sensibiliser davantage le public à ces besoins et à l'interdépendance des divers groupes de la société à l'égard du développement et de l'emploi des sciences et de la technologie, et de conseiller l'État sur l'utilisation la plus judicieuse du potentiel scientifique et technologique.

2. Conventions comptables

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de congés payés, qui sont comptabilisées sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable du gouvernement, comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Achats d'immobilisations

L'acquisition de mobilier et d'équipement est imputée aux dépenses au cours de l'exercice de l'acquisition.

c) Cotisations au Régime de pension de retraite de la Fonction publique

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent également au coût du régime. Les cotisations du Conseil sont imputées aux dépenses sur une base courante.

d) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement sont compris dans les dépenses.

e) Recouvrements de dépenses des exercices précédents

Les recouvrements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes non fiscales dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses. Ces fonds sont remis au Receveur général du Canada.

3. Crédits parlementaires

	1990	1989
	$	$
Industrie, Sciences et Technologie Canada		
Crédit 90 (1989—Ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie, Crédit 35)	2,698,000	2,550,000
Augmenté par le Conseil du Trésor Crédit 5	72,000	
Augmenté par mandat spécial du gouverneur général		136,000
	2,770,000	2,686,000
Annulé	331	22,938
	2,769,669	2,663,062
Cotisations statutaires aux régimes d'indemnités aux employés	270,000	255,000
Total des crédits	3,039,669	2,918,062
Plus: services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement	267,581	262,541
Moins: recettes non fiscales	229	1,062
Coût net de l'exploitation	3,307,021	3,179,541

4. Legs

Le Conseil a reçu un legs dans le but de promouvoir l'étude des sciences humaines, à la discrétion du Conseil, et pour des fins éducatives en général. Les transactions relatives à ce compte ne sont pas comprises dans l'état des résultats. Elles sont les suivantes:

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	408,287	373,969
Plus: intérêt reçu au cours de l'exercice	44,761	34,318
Moins: dépenses engagées au cours de l'exercice	50,754	
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	402,294	408,287

Conseil des sciences du Canada—*Fin*

TABLEAU DES SOMMES ADMINISTRÉES ET DÉBOURSÉES POUR DES MINISTÈRES, ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET NON INCLUSES DANS L'ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Industrie, Sciences et Technologie Canada		
Réalisation de l'étude sur le rendement des secteurs de R-D	261,311	
Aide pour le projet du Conseil sur la propriété intellectuelle	10,000	
Aide pour l'étude Canada-Japon sur la complémentarité dans le domaine des sciences et de la technologie		49,398
Conseil national de recherches du Canada		
Réalisation d'une étude de projection (CNR vers l'an 2016)	109,112	
Gouvernement du Japon		
Réalisation d'une étude Canada-Japon sur la complémentarité dans le domaine des sciences et de la technologie	16,144	83,856
Affaires extérieures et commerce extérieur Canada		
Aide pour l'étude Canada-Japon sur la complémentarité dans le domaine des sciences et de la technologie		89,440
Environnement Canada		
Aide pour l'impression du rapport du Conseil "De l'eau pour demain"		3,000
	396,567	225,694

Conseil économique du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Conseil économique du Canada selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, incombe au fonctionnaire administratif supérieur du Conseil.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de ses opérations financières. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier.

La Direction des services financiers du Conseil établit et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien d'un programme de vérification interne établi conformément aux normes de vérification interne du Conseil du Trésor du Canada et du Contrôleur général. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication destinés à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans tout l'organisme.

Cet état financier a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état financier du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées pour l'exercice terminé le 31 mars 1990.

Le système comptable et l'état financier du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements et pour fournir les rapports requis tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Conseil. Mettant à contribution son système informatisé pour le contrôle interne et la préparation des rapports financiers, le Conseil parvient maintenant à établir des prévisions de dépenses plus exactes concernant ses projets futurs et ultimement s'aide à améliorer son processus décisionnel continu.

Approuvé par:

Agent financier supérieur
ROBERT WOODS

Agent financier supérieur à plein temps
GEORGE McLAUGHLIN

le 27 juin 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA
ET AU
PREMIER MINISTRE DU CANADA

J'ai vérifié l'état de l'exploitation du Conseil économique du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1990, selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. L. Meyers, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 1[er] juin 1990

Conseil économique du Canada—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Recherche économique et analyse de politiques		
Traitements et indemnités aux employés	5.027.359	4.802.624
Indemnités de cessation d'emploi	45.288	4.516
Services professionnels et spéciaux	674.425	656.739
Aprovisionnements, fournitures et équipement	311.625	461.729
Voyage, communication et publication	211.679	254.558
Location, réparation et entretien d'équipement	157.780	177.518
Autres	20	8
	6.428.176	6.357.692
Consultation et information du public		
Traitements et indemnités aux employés	1.795.307	1.696.442
Indemnités de cessation d'emploi	55.295	8.006
Voyage, communication et publication	148.118	140.341
Services professionnels et spéciaux	112.707	95.577
Réunions du Conseil	99.329	84.258
Aprovisionnements, fournitures et équipement	9.834	12.994
Location, réparation et entretien d'équipement	5.908	6.144
Autres	114	169
	2.226.612	2.043.931
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	755.990	734.978
Indemnités de cessation d'emploi		52.909
Logement	715.294	730.756
Voyage, communication et publication	141.468	233.924
Aprovisionnements, fournitures et équipement	133.069	139.716
Services professionnels et spéciaux	105.691	124.828
Location, réparation et entretien d'équipement	57.292	51.152
Autres	1.205	3.212
	1.910.009	2.071.475
	10.564.797	10.473.098
Recettes		
Recettes non fiscales		
Remboursements de dépenses des exercices précédents	13.603	344
Autres	86.920	40.000
	100.523	40.344
Coût net de l'exploitation (note 3)	10.464.274	10.432.754

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

La Présidente
JUDITH MAXWELL

Le Directeur des finances et de l'administration
ROBERT WOODS

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION
LE 31 MARS 1990

1. Autorisation et objectif

Le Conseil a été constitué en 1963 en vertu de la Loi sur le Conseil économique du Canada et est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le Conseil a pour objectif de renseigner le Premier ministre et de lui adresser des recommandations sur la façon dont le Canada peut atteindre les plus hauts niveaux d'emploi et de production afin de pouvoir maintenir un taux élevé de croissance économique et d'amener tous les Canadiens à bénéficier de la hausse du niveau de vie.

Les dépenses d'exploitation du Conseil sont financées à l'aide de crédits annuels. Les indemnités versées aux employés sont établies en vertu des autorisations statutaires prévues.

2. Conventions comptables importantes

L'état de l'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAFE du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Comptabilisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Acquisitions d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement durant l'année de leur achat.

d) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Remboursements de dépenses des exercices précédents

Les remboursements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

	1990	1989
	$	$
Conseil privé		
Crédit 20	8.532.000	8.537.000
Complété par le Conseil du Trésor		
Crédit 5	185.000	146.000
	8.717.000	8.683.000
Fonds non utilisés	9.897	82.834
	8.707.103	8.600.166
Contributions statutaires aux plans de prestations aux employés	983.000	998.000
Total des crédits utilisés	9.690.103	9.598.166
Plus: services fournis gratuitement par les autres ministères	874.694	874.932
Moins: recettes non fiscales	100.523	40.344
Coût net de l'exploitation	10.464.274	10.432.754

Conseil économique du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION
LE 31 MARS 1990—*Fin*

4. Modifications de la présentation de l'état de l'exploitation

La ventilation des dépenses entre les groupements recherche économique et analyse de politiques, consultation et information du public, et administration a été révisée afin de mieux refléter la nature des acitivités du Conseil. Les chiffres de l'état de l'exploitation de l'exercice 1988-89, présentés à des fins de comparaison, ont été modifiés en conformité avec la présentation adoptée pour l'exercice 1989-90.

Conseil national de recherches du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier du Conseil national de recherches du Canada selon les normes et exigences de rendre compte du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier revient à la gestion de la Société.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans cet état financier sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion et tiennent compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, la Société maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de toutes ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état financier.

La Direction des finances et des systèmes informatisés de gestion de la Société développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. La Société maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de la Société. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. La Société vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Les systèmes de comptablilité et d'information comptable de la Société sont en voie de révision et de perfectionnement perpétuels. La Direction des finances et des systèmes informatisés de gestion a tiré parti des développements les plus récents en informatique pour mettre au point un "Système d'information comptable destiné aux utilisateurs finals" ainsi qu'un "Système d'acquisition et de gestion des biens" pour l'ensemble du Conseil. Le système de gestion des biens permet au Conseil de mieux contrôler et suivre ses éléments d'actif et les deux systèmes permettent de produire des rapports de gestion souples et opportuns.

La Société applique de façon continue ses nombreuses initiatives en matière de gestion de la trésorerie. L'utilisation de plus en plus répandue de cartes et de chèques de voyage, l'application des tarifs réduits,le programme pour grands voyageurs, sont parmis les mesures correctives mises en oeuvre afin de réduire les coûts. En outre, le paiement des petits achats est effectué par carte de crédit, et la mise sur pied d'un groupe de comptabilité analytique qui aide à gérer les questions de génération de recettes, d'établissement des tarifs et honoraires, de la détermination des coûts, et des recherches internes à contrat.

Approuvé par:

Pour le Vice-président exécutif
PIERRE O. PERRON

Pour l'Agent financier supérieur à temps-plein
TERRY SIMPKIN

le 18 juillet 1990

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Subventions et contributions		
Subventions		
Subventions aux municipalités en conformité avec la Loi sur les subventions aux municipalités	3,282,000	3,282,000
Affiliations internationales	580,517	806,346
	3,862,517	4,088,346
Contributions		
Aide à l'industrie	72,632,053	75,645,579
Projet TRIUMF	26,509,972	26,509,784
Programme de recherche en biotechnologie	4,810,213	3,028,997
Quote-part canadienne des frais de la Société du télescope Canada-France-Hawaii	2,699,694	2,451,207
Télescope James Clerk Maxwell	1,970,851	1,868,875
Université Queen—Observatoire de neutrinos de Sudbury	1,917,720	654,000
Contribution au Programme Hermès de l'Agence spatiale européenne	1,387,174	
L'Institut national d'optique	689,123	4,529,828
Autre	594,500	607,770
	117,073,817	119,384,386
Capital		
Programme des sciences spatiales et station spatiale	80,907,931	59,377,969
Dépenses d'immobilisations mineures	22,439,838	23,007,669
Programme de remplacement d'immobilisations majeures	12,582,096	10,690,481
Autre	4,213,030	621,392
Institut de recherche en biotechnologie	583,513	1,252,872
	120,726,408	94,950,383
Fonctionnement		
Salaires et avantages sociaux des employés	160,524,882	148,785,714
Indemnités de cessation d'emploi	2,394,441	1,194,426
Services publics, fournitures et approvisionnements	41,368,647	36,745,907
Location	28,749,089	27,432,196
Services professionnels et spéciaux	18,266,218	19,767,362
Transports et communications	9,851,940	9,660,819
Information	5,021,136	4,426,541
Autre	(33,950)	16,770
	266,142,403	248,029,735
Administration		
Salaires et avantages sociaux des employés	25,909,070	24,048,122
Indemnités de cessation d'emploi	585,510	160,380
Services publics, fournitures et approvisionnements	9,440,564	8,344,579
Transports et communications	5,770,325	6,444,665
Location	5,041,376	4,534,744
Services professionnels et spéciaux	3,725,408	4,054,654
Information	690,750	381,113
Autre	21,187	15,341
	51,184,190	47,983,598
	555,126,818	510,348,102

Conseil national de recherches du Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990—*Fin*

	1990	1989
	$	$
Recettes		
Recettes à valoir sur le crédit		
Rémunération de services	18,391,152	17,457,573
Ventes de publications	4,294,366	4,234,329
	22,685,518	21,691,902
Recettes non fiscales		
Recouvrement de dépenses de l'exercice précédent	992,767	1,028,478
Autre	27,524	21,597
	23,705,809	22,741,977
Coût net de l'exploitation	531,421,009	487,606,125

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état financier.

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION 31 MARS 1990

1. Autorisation et objectif

Le Conseil national de recherches du Canada a été constitué en vertu de la Loi sur le Conseil national de recherches 1966-67, et est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur l'administration financière. Les objectifs du Conseil sont de créer et d'acquérir des connaissances scientifiques et techniques pour répondre aux besoins canadiens en matière de développement économique, régional et social et d'en promouvoir l'application et d'encourager l'utilisation par le public et le gouvernement canadiens de l'information scientifique et technique correspondant aux besoins nationaux en matière de développement économique, régional et social. Les dépenses de fonctionnement, en capital et de subventions du Conseil sont financées par le biais de crédits budgétaires tombés en annulation et de recettes à valoir sur le crédit. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Réalisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAFE du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Réalisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement, l'année de leur achat.

d) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

	1990			1989
	Brut	Crédits	Net	Net
	$	$	$	$
Crédit 65	264,389,519	21,709,518	242,680,001	227,672,000
Annulé	351,926		351,926	4,345,569
	264,037,593	21,709,518	242,328,075	223,326,431
Crédit 70	123,444,000	976,000	122,468,000	96,324,000
Annulé	2,717,592		2,717,592	1,784,617
	120,726,408	976,000	119,750,408	94,539,383
Crédit 75	121,831,000		121,831,000	124,832,000
Annulé	4,757,183		4,757,183	5,447,614
	117,073,817		117,073,817	119,384,386
Contributions statutaires aux avantages sociaux des employés	23,934,000		23,934,000	24,032,000
Emploi total des crédits	525,771,818	22,685,518	503,086,300	461,282,200
Plus: services fournis gratuitement par le Conseil et d'autres ministères du gouvernement	29,355,000		29,355,000	27,374,000
Moins: recettes non fiscales		(1,020,291)	1,020,291	1,050,075
Coût net de l'exploitation	555,126,818	23,705,809	531,421,009	487,606,125

4. Comptes débiteurs

À la fin de l'exercice, les montants à recevoir suite à la prestation de services et à la vente de publications s'établissent comme suit:

	1990	1989
	$	$
À court terme:		
Tierces parties	2,195,142	2,145,279
Gouvernement du Canada	289,697	9,790
	2,484,839	2,155,069

Conseil national de recherches du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1990—*Fin*

5. Comptes en fiducie

Le Conseil garde en fiducie des sommes d'argent qui lui ont été confiées par des organismes pour couvrir les dépenses faites pour le compte de ceux-ci.

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	836,046	350,871
Paiements effectués	917,903	481,037
Sommes d'argent reçues	1,738,708	966,212
Solde à la fin de l'exercice	1,656,851	836,046

6. Passif éventuel

Le Conseil est défendeur dans certains cas de litige reliés à ses opérations. Le montant des causes en instance et imminentes est évalué à $10,306,992.

7. Obligations contractuelles

La Société a mis en branle des programmes de dépenses en capital s'élevant à $18,914,000 ($4,525,000 en 1990-91, $3,850,000 en 1991-92 et $4,366,000 en 1992-93) aux fins de la modernisation et de l'agrandissement de ses laboratoires et de la modernisation de son matériel. Au 31 mars 1990, la Société avait dépensé $6,173,000 sur ces programmes. La Société a également émis un contrat dans le cadre du Programme de la station spatiale canadienne—Phase C2-B pour un montant de $212,000,000 ($89,900,000 en 1990-91, $114,300,000 en 1991-92 et $7,800,000 en 1992-93).

LE DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT DE SOLDATS EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ À L'ANNEXE II DE LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES. AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE N'ONT ÉTÉ ENCOURUS AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES COMPTES PUBLICS.

Directeur des terres destinées aux Anciens combattants

LE DIRECTEUR DES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ À L'ANNEXE II DE LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES. AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE N'ONT ÉTÉ ENCOURUS AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES COMPTES PUBLICS.

Musées nationaux du Canada

L'ÉTAT FINANCIER VÉRIFIÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 N'ÉTAIT PAS DISPONIBLE À LA DATE D'IMPRESSION

Office de stabilisation des prix agricoles

RAPPORT DE GESTION

En rapport avec la comptabilisation des opérations financières dans les Comptes du Canada et le compte rendu de l'information financière à inclure dans les Comptes publics, ayant trait à l'Office de stabilisation des prix agricoles pour l'exercice terminé le 31 mars 1990, nous déclarons, au meilleur de notre connaissance et de notre conviction, ce qui suit.

Nous avons préparé l'état de l'utilisation des crédits parlementaires ci-joint de l'Office de stabilisation des prix agricoles selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion de l'Office.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Office maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de l'Office. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état financier.

Cet état financier a été vérifié par le vérificateur général du Canada, son rôle est d'exprimer une opinion sur la fidélité de la présentation de l'état financier de l'Office, en conformité avec les conventions comptables énoncées, et sur l'utilisation des crédits parlementaires par l'Office.

L'Office maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments de l'actif de l'Office. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par les vérifications internes effectuées périodiquement. L'Office vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Le Président
GILLES LAVOIE

Le Secrétaire-Gestionnaire
A. E. PROULX

le 22 juin 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié l'état de l'utilisation des crédits parlementaires de l'Office de stabilisation des prix agricoles pour l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état présente fidèlement l'utilisation des crédits parlementaires par l'Office pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification de l'état ont été effectuées, à tous égards importants, conformément aux lois portant affectation de crédits pour l'exercice terminé le 31 mars 1990, à la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements ainsi qu'à la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.,
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 22 juin 1990

Office de stabilisation des prix agricoles—*Fin*

ÉTAT DE L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Contributions en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, financées par le crédit 15—Agriculture		
Versements à la Commission canadienne du lait	271,515	291,337
Paiements d'appoint à l'égard de:		
Maïs	7,706	51,239
Orge	657	2,537
Fruits C-B	128	3,958
Colza	74	4,488
Avoine	23	6
Pommes	11	148
Pommes de terre	1	178
Cerises aigres		2,156
Petits haricots blancs		2
	8,600	64,712
Utilisation du crédit 15—Agriculture	280,115	356,049
Contributions statutaires en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles		
Paiements d'appoint à l'égard de:		
Orge	1,846	5,125
Maïs	739	44,888
Soja	46	84
Laine	46	
Blé de printemps	32	1,871
Avoine	13	794
Blé d'hiver	(51)	547
Porcs		140
	2,671	53,449
Paiements portés au compte du Programme national tripartite de stabilisation du prix des:		
Porcs	96,420	22,248
Bovins d'engrais/d'abattage	20,967	12,386
Veaux d'embouche	3,538	3,756
Pommes	3,038	2,235
Miel	1,107	
Petits haricots blancs	931	1,372
Betteraves à sucre	890	761
Autres haricots secs comestibles	295	582
Agneaux	221	83
Oignons	176	
	127,583	43,423
Utilisation des crédits statutaires	130,254	96,872
Dépenses d'exploitation financées par et utilisation du crédit 5—Agriculture	4,051	3,464
Dépenses en capital financées par et utilisation du crédit 10—Agriculture	109	37
Total de l'utilisation des crédits	414,529	456,422

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état financier.

Approuvé par:

Le Président
GILLES LAVOIE

Le Secrétaire-gestionnaire
A. E. PROULX

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et objectifs de l'Office et but du présent état

L'Office, établi en 1958, opère en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles (la "Loi"). Il est composé de trois membres nommés par le gouverneur en conseil. L'Office est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Les objectifs de l'Office sont de stabiliser les prix des produits agricoles afin d'aider l'industrie de l'agriculture à obtenir un juste rendement de son travail et de son investissement et de conserver un rapport équitable entre les prix perçus par les cultivateurs et le coût des biens et des services qu'ils achètent.

Le but de l'état de l'utilisation des crédits parlementaires est de présenter l'affectation des crédits de l'Office selon les objectifs de la Loi, conformément aux conventions comptables décrites dans la note 2. Ces conventions sont conformes aux pratiques comptables énoncées par le gouvernement du Canada pour la présentation des dépenses selon l'autorisation disponible. Cet état ne prétend pas présenter les résultats des opérations de l'Office selon les conditions agricoles au cours de l'exercice, car ceci pourrait exiger l'adoption de pratiques comptables se conformant complètement à la comptabilité d'exercice.

Les contributions pour les produits dénommés conformément aux niveaux minimums de la Loi et pour les produits sur lesquels portent les ententes nationales tripartites de stabilisation établies en vertu de la Loi sont financées par une autorisation statutaire. Les dépenses d'exploitation et les dépenses en capital, de même que toutes les autres contributions de l'Office conformément à la Loi sont financées par des autorisations budgétaires qui se périment.

2. Conventions comptables importantes

a) Comptabilisation des dépenses

Les contributions versées à même une autorisation statutaire sont enregistrées selon la comptabilité de caisse. Les dépenses d'exploitation et les dépenses en capital, de même que toutes les autres contributions sont enregistrées selon la comptabilité de caisse, à l'exception des déboursés effectués après la fin de l'exercice et qui sont portés aux frais courus conformément à la convention comptable du gouvernement du Canada pour l'enregistrement des comptes à payer à la fin de l'exercice.

b) Remboursements de dépenses des exercices antérieurs

Les remboursements de dépenses statutaires des exercices antérieurs sont portés en réduction des contributions statutaires (présentées dans cet état) lorsqu'ils sont encaissés. Les remboursements des dépenses des exercices antérieurs, votées annuellement ne sont pas inclus dans cet état.

Office des prix des produits de la pêche

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de l'Office des prix des produits de la pêche selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, revient à la gestion de l'Office.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans les états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Office maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de l'Office. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans ces états financiers.

La Direction des services financiers de l'Office développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. L'Office maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Office. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. L'Office vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers n'ont pas été vérifiés par le vérificateur général. Le Vérificateur général a cependant vérifié les états financiers de l'Office préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et a exprimé l'avis que ces derniers présentent fidèlement, selon les conventions comptables énoncées, la situation financière de l'Office au 31 mars 1990.

Approuvé par:

Directeur exécutif
J. J. LEVERT

Agent financier
CHARLES BERGERON

le 28 juin 1990

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Recettes		
Vente de poisson		
Perte (revenu) d'exploitation		
Revenu d'intérêt		(4,878)
Autre revenu		(168,645)
Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans (note 4)	161,884	169,703
Coût net (bénéfice) d'exploitation	161,884	(3,820)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CONCILIATION DU COÛT NET DES OPÉRATIONS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Coût net des opérations selon la comptabilité d'exercice	161,884	169,454
Moins: diminution des stocks		
Plus: augmentation (diminution) des débiteurs		(173,274)
Coût net des opérations	161,884	(3,820)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs, objectifs et activités

L'Office, institué en 1944 en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, est une société de la Couronne qui figure à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Sur autorisation du gouverneur en conseil, l'Office est habilité à acheter des produits de la pêche pour son propre usage et à verser des paiements compensatoires aux producteurs de ces produits. La Loi exige que l'Office, en fixant les prix d'achat et en déterminant le taux des paiements compensatoires, tente d'établir un rapport équitable entre les revenus tirés de la pêche et ceux provenant d'autres occupations. L'Office a ses bureaux au ministère des Pêches et des Océans et le personnel de ce ministère exécute certaines de ses fonctions. Le financement des activités de l'Office est effectué par autorisation budgétaire annuelle du Parlement.

2. Conventions comptables importantes

Les états financiers ont été préparés en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAFE du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

Office des prix des produits de la pêche—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

b) Comptabilisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrements de dépenses des exercices précédents

Les recouvrements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Programme du maquereau en conserve

En 1989-90, l'unique activité de l'Office fut d'agir en tant qu'agent pour l'approvisionnement du maquereau en conserve. Ce programme fut financé en entier au moyen d'une avance provenant de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'ACDI a consenti une avance de $3,500,000 ($4,000,000 en 1988-89), l'Office a versé $2,479,534 ($3,365,149 en 1988-89) pour l'acquisition, l'entreposage et la livraison de maquereau, et le solde de $1,020,466 ($634,851 en 1988-89) a été remis à l'ACDI.

Vu la nature de cette relation d'agence avec l'ACDI, l'Office a mené des opérations au nom de l'ACDI et pour l'utilité de l'ACDI, et c'est pourquoi il n'a pas eu la possession juridique des biens. En tant que tels, aucune vente, aucun coût des biens vendus ou opérations d'entreposage et de manutention ne sont enregistrés à l'état des résultats du 31 mars 1990 par rapport à cette relation d'agence avec l'ACDI.

4. Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans

	1990	1989
	$	$
Traitements	154,159	149,669
Honoraires	600	2,550
Voyages	3,942	12,859
Autres	3,183	4,625
	161,884	169,703

Office des prix des produits de la pêche—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À L'OFFICE DES PRIX DES PRODUITS DE LA PÊCHE
ET AU
MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office des prix des produits de la pêche au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 8 juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

	1990	1989		1990	1989
	$	$		$	$
ACTIF			AVOIR DU CANADA		

Approuvé par l'Office

Le Président
F. MORRISSEY JOHNSON

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(notes 3 et 4)

	1990	1989
	$	$
Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans	161,884	169,703
Intérêts créditeurs		249
Coût de l'exploitation financé à même le Fonds du revenu consolidé	161,884	169,454

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Provenance de l'encaisse activités d'exploitation		
Revenu d'intérêt		249
Diminution des débiteurs		173,274
Versement au Fonds du revenu consolidé		173,523

Office des prix des produits de la pêche—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs, objectifs et activités

L'Office a été établi en 1944 en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche et il est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Sur autorisation du gouverneur en conseil, l'Office est habilité à acheter des produits de la pêche pour son propre compte et à verser des paiements compensatoires aux producteurs de ces produits. La Loi exige que l'Office, en fixant les prix d'achat et en établissant le taux des paiements compensatoires, tente d'établir un lien équitable entre les revenus tirés de la pêche et ceux qui proviennent d'autres occupations. L'Office opère à même les bureaux du ministère des Pêches et des Océans, dont le personnel ministériel exécute certaines fonctions de l'Office.

2. Conventions comptables

L'Office utilise la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans sont inclus dans le coût de l'exploitation.

3. Programme du maquereau en conserve

En 1989-90, l'unique activité de l'Office fut d'agir en tant qu'agent pour l'approvisionnement du maquereau en conserve. Ce programme fut financé en entier au moyen d'une avance provenant de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'ACDI a consenti une avance de $3,500,000 ($4,000,000 en 1988-89), l'Office a versé $2,479,534 ($3,365,149 en 1988-89) pour l'acquisition, l'entreposage et la livraison de maquereau, et le solde de $1,020,466 ($634,851 en 1988-89) a été remis à l'ACDI.

Vu la nature de cette relation d'agence avec l'ACDI, l'Office a mené des opérations au nom de l'ACDI et pour l'utilité de l'ACDI, et c'est pourquoi il n'a pas eu la possession juridique des biens. En tant que tels, aucune vente, aucun coût des biens vendus ou opérations d'entreposage et de manutention ne sont enregistrés à l'état des résultats du 31 mars 1990 par rapport à cette relation d'agence, avec l'ACDI.

L'Office a convenu d'agir de nouveau comme agent de l'ACDI en 1990-91.

4. Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans

	1990	1989
	$	$
Traitements	154,159	149,669
Voyages et honoraires	4,542	15,409
Autre élément	3,183	4,625
	161,884	169,703

ÉTATS FINANCIERS D'AUTRES ENTITÉS

Commission canadienne des grains

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint de la Commission canadienne des grains conformément aux exigences et aux normes de présentation de rapports établies par le Receveur général du Canada. La Direction de la Commission assume la responsabilité primordiale quant à l'intégrité et l'objectivité des données présentées à l'état financier.

Cet état financier a été préparé conformément aux conventions comptables énoncées dans la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont été remaniés pour les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant. La Commission, dans le cadre de ses responsabilités de faire rapport, tient une série de comptes qui lui fournit un enregistrement centralisé des opérations financières. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes, à moins d'indication contraire, à ceux que renferme l'état financier.

La Direction des services financiers du ministère de l'Agriculture énonce et diffuse des conventions de comptabilité et de gestion financière et établit des directives qui suivent les normes de gestion financière et comptable. La Commission opère des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont effectuées conformément aux règlements prescrits, dans le cadre des pouvoirs parlementaires, et sont comptabilisées correctement pour justifier l'utilisation des fonds du gouvernement et protéger les biens de la Commission. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont appuyés par des programmes de vérification interne. La Commission veille aussi à garantir l'objectivité et l'intégrité des données présentées dans son état financier par le choix, la formation et le perfectionnement d'un personnel compétent, par la prise de dispositions touchant l'organisation en établissant des secteurs de responsabilité appropriés et par des programmes de communication visant à garantir que ses règlements, politiques, normes et pouvoirs de gestion sont bien compris par tous les secteurs.

Cet état financier a été vérifié par le vérificateur général dont le rôle est de formuler une opinion renseignée à l'effet que l'état, pris dans son ensemble, présente fidèlement, conformément aux conventions comptables énoncées, les résultats de l'exploitation de la Commission.

Le système comptable et l'état financier de la Commission ont évolué au cours des années afin de s'adapter aux conditions changeantes.

Approuvé par:

Le Commissaire en chef
M. E. WAKEFIELD

Le Cadre supérieur des finances
R. A. KULLMAN

le 19 juin 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU COMMISSAIRE EN CHEF ET AUX COMMISSAIRES
COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission canadienne des grains pour l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 25 juillet 1990

Commission canadienne des grains—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses (annexe)		
Contributions	5,562	6,330
Exploitation		
Traitements et prestations aux employés	34,951,054	31,700,390
Indemnités de cessation d'emploi	406,306	216,906
Logement—Travaux publics Canada	2,340,022	2,302,418
Ameublement et matériel	2,299,733	2,060,555
Déplacements et réinstallations	1,112,455	1,337,680
Services publics, matériaux et fournitures	827,950	680,388
Construction d'installations	706,439	148,501
Services professionnels et spéciaux	457,360	397,253
Télécommunications	352,579	382,264
Réparation du matériel	344,624	339,246
Affranchissement, fret et transport	299,229	326,866
Publications émises	202,065	195,451
Autres locations	96,254	124,689
Services de comptabilité du MAS	79,980	87,885
Autre élément	37,435	29,984
Voitures automobiles	24,897	
Services aux locataires	20,207	17,437
	44,558,589	40,347,913
Administration		
Traitements et prestations aux employés	2,178,047	2,015,245
Indemnités de cessation d'emploi	77,370	
Logement—Travaux publics Canada	217,294	215,055
Déplacements et réinstallations	192,380	187,824
Affranchissement, fret et transport	98,417	91,354
Matériaux et fournitures	80,455	60,852
Publications émises	76,426	54,369
Télécommunications	68,688	66,774
Services professionnels	62,334	50,075
Autres locations	16,504	13,989
Ameublement et matériel	16,428	50,880
Autre élément	8,189	15,363
Réparation du matériel	7,390	6,067
	3,099,922	2,827,847
	47,664,073	43,182,090
Recettes non fiscales (annexe)		
Honoraires de services	32,881,004	40,951,210
Permis	165,225	152,555
Produit des ventes	66,452	61,161
Remboursements de dépenses des exercices antérieurs	29,919	20,150
Autre élément	26,013	8,472
	33,168,613	41,193,548
Coût de l'exploitation avant l'application de la Loi sur les marchés de grains à terme	14,495,460	1,988,542
Loi sur les marchés de grains à terme	90,647	168,698
Coût net de l'exploitation (note 3)	14,586,107	2,157,240

Le tableau ci-joint et les notes afférentes font partie intégrante du présent état financier.

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission canadienne des grains a été établie en vertu de l'article 3 de la Loi sur les grains du Canada (1970) et a pour but d'établir et de maintenir des normes de qualité pour le grain canadien et de réglementer la manutention des grains au pays afin de garantir une denrée fiable sur les marchés intérieurs et d'exportation. La Commission canadienne des grains opère dans le cadre de pouvoirs budgétaires; toutefois, il y a certains frais de personnel qui relèvent de pouvoirs réglementaires.

La Commission, en plus de se conformer à la Loi sur les grains du Canada, assume certaines de ses responsabilités en vertu des lois sous-mentionnées ainsi qu'en vertu des règlements y afférents.

Loi sur la gestion des finances publiques
Loi sur les marchés de grains à terme
Loi sur les poids et mesures
Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest
Loi sur le transport du grain de l'Ouest
Loi relative aux taux de fret sur les eaux intérieures

2. Principales conventions comptables

L'état des résultats a été préparé en conformité avec les exigences de présentation de rapports et les normes du Receveur général du Canada pour faire rapport des résultats des opérations de la Commission dans les Comptes publics du Canada. Les conventions comptables les plus pertinentes utilisées lors de la préparation de l'état sont comme il suit:

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAFE du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada. Les recettes sont portées directement au crédit des recettes non fiscales.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de leur achat.

d) Les montants de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Les remboursements de dépenses des exercices antérieurs sont comptabilisés, à titre de recettes, dès leur réception et ne sont pas défalqués des dépenses.

Commission canadienne des grains—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1990—*Fin*

3. Crédits parlementaires

	1990	1989
	$	$
Ministère de l'Agriculture		
Crédit 25 (Crédit 40 en 1989)—Dépenses et contributions du programme	45,755,811	43,015,000
Déduire: crédits supplémentaires	1,448,000	
montant périmé	2,618,691	5,927,012
	41,689,120	37,087,988
Statutaire—Contributions aux régimes de prestations des employés	4,794,000	5,151,000
Total des crédits utilisés	46,483,120	42,238,988
Ajouter: services fournis sans frais par les ministères du gouvernement	1,271,600	1,111,800
Déduire: recettes portées directement aux recettes non fiscales	33,168,613	41,193,548
Coût net de l'exploitation, y compris l'application de la Loi sur les marchés de grains à terme	14,586,107	2,157,240

4. Débiteurs

Au 31 mars 1990, les sommes à recouvrer de tierces personnes pour les services fournis par la Commission étaient de $3,596,536 (1989—$1,605,579).

5. Obligations en vertu de contrats de location

Les obligations en vertu de contrats de location-exploitation ayant une durée de plus d'un an s'élèvent à $5,546,534. L'ensemble des versements minimums futurs exigibles en vertu de ces contrats, selon l'exercice financier, est comme il suit:

	$
1991	2,524,322
1992	2,383,077
1993	241,292
1994	179,472
1995 et après	218,371

6. Passif éventuel

La Commission, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur les grains du Canada, a révoqué certains permis, ce qui comportait la réalisation de valeurs portées en garantie. Par la suite, la Commission a reçu des demandes de compensation et des poursuites ont été intentées contre elle.

La Commission a été avisée d'une réclamation alléguant que certains ministères, y compris la Commission, ont été négligents à l'égard de l'échantillonnage lié aux toxines contenues dans le blé d'hiver récolté en 1980. La somme réclamée comprend les frais d'entreposage et de transport défrayés à la suite de la prétendue négligence.

La Direction et les avocats de la Commission ont fait savoir qu'il n'était pas possible à l'heure actuelle d'établir le montant des pertes éventuelles. Par conséquent, les comptes de la Commission ne comportent aucune provision à ce titre.

Advenant un règlement possible de ces poursuites, il est prévu que le tout soit comptabilisé en tant que dépense d'exploitation au cours de l'exercice pendant lequel le règlement aura lieu.

7. Données comparatives

À des fins de comparaison, certains chiffres de l'exercice 1989 ont été remaniés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice 1990.

COÛT NET DE L'EXPLOITATION SELON LE SECTEUR POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

ANNEXE

	Inspection	Pesée	Statistique	Recherche	Administration	Total 1990	Total 1989
	$	$	$	$	$	$	$
Dépenses							
Exploitation	21,087,747	9,347,160	5,732,896	8,390,786	3,099,922	47,658,511	43,175,760
Contributions				5,562		5,562	6,330
	21,087,747	9,347,160	5,732,896	8,396,348	3,099,922	47,664,073	43,182,090
Recettes							
Honoraires de services	19,145,077	10,524,099	3,208,554		3,274	32,881,004	40,951,210
Permis			165,225			165,225	152,555
Produit des ventes	39,269		26,759		424	66,452	61,161
Remboursements de dépenses d'exercices antérieurs	2,745	4,586	14,174	7,383	1,031	29,919	20,150
Autre élément	19,139	51	311	6,364	148	26,013	8,472
	19,206,230	10,528,736	3,415,023	13,747	4,877	33,168,613	41,193,548
Coût de l'exploitation avant l'application de la Loi sur les marchés de grains à terme	1,881,517	(1,181,576)	2,317,873	8,382,601	3,095,045	14,495,460	1,988,542
Loi sur les marchés de grains à terme					90,647	90,647	168,698
Coût net de l'exploitation (note 3)	1,881,517	(1,181,576)	2,317,873	8,382,601	3,185,692	14,586,107	2,157,240

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Conseil selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans les états financiers, sont fondés sur les meilleurs jugements et prévisions de la gestion tout en tenant compte de leur importance. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. La responsabilité première, quant à l'intégrité et à l'objectivité des données des ces états finanicers, revient à la gestion du Conseil.

Le Conseil de recherches médicales fournit au Conseil les services de secrétariat et autres arrangements et services administratifs et techniques, y compris le maintien des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil.

Ces états financiers ont été vérifiés par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que les états financiers du Conseil, pris dans leur intégralité, présentent fidèlement les opérations du Conseil selon les conventions comptables établies.

Approuvé par:

Le Président
J. R. DUCHARME

Le Secrétaire
MARY-ANNE LIPKE

le 22 juin 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DE FIDUCIE
ET AU
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié le bilan du Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats et du solde du Fonds et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 18 mai 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Encaisse	2,548	5,957
Placements en valeurs du gouvernement du Canada (note 4)	384,085	370,462
Intérêts courus	64,534	41,121
	451,167	417,540

SOLDE DU FONDS	1990	1989
	$	$
Solde à la fin de l'exercice	451,167	417,540
	451,167	417,540

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
J. R. DUCHARME

Le Secrétaire
MARY-ANNE LIPKE

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SOLDE DU FONDS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Revenus		
Intérêts créditeurs	43,327	34,657
Gain lors de la vente d'obligations		12,000
	43,327	46,657
Dépenses		
Bourses de professeur invité (note 3)	7,344	14,749
Frais de conférenciers	2,340	2,500
Autres	16	15
	9,700	17,264
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	33,627	29,393
Solde du Fonds au début de l'exercice	417,540	388,147
Solde du Fonds à la fin de l'exercice	451,167	417,540

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	33,627	29,393
Augmentation des intérêts courus	(23,413)	(1,890)
	10,214	27,503
Activités d'investissement:		
Vente de valeurs du gouvernement du Canada	118,301	274,404
Achat de valeurs du gouvernement du Canada	(131,924)	(300,905)
	(13,623)	(26,501)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(3,409)	1,002
Encaisse au début de l'exercice	5,957	4,955
Encaisse à la fin de l'exercice	2,548	5,957

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Pouvoir et objectif

Le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance a été constitué en 1959 par la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II pour aider les particuliers ou les organismes à entreprendre ou à poursuivre des travaux de recherches sur les maladies de l'enfance, leur cause, leur prévention et leur traitement. La Loi a prévu une affectation initiale d'un million de dollars sur le Fonds du revenu consolidé et a établi le Conseil de fiducie, composé d'un président et de six autres fiduciaires que Sa Majesté a nommés par commission sous le grand sceau. Le Conseil doit gérer et administrer le Fonds en conformité et sous réserve de la Loi.

2. Conventions comptables

a) Revenu des, et placements en, valeurs du gouvernement du Canada

Les placements en valeurs du gouvernement du Canada sont enregistrés au prix coûtant. Les gains ou les pertes, y compris toutes primes ou tous escomptes à l'acquisition, sont comptabilisés comme revenus lorsque les valeurs sont vendues. Les intérêts créditeurs sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Dépenses

Les dépenses sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

c) Services fournis gratuitement

Le Conseil de recherches médicales fournit au Conseil de fiducie, à titre gratuit, les services de secrétariat et autres facilités et services administratifs et techniques requis pour les objets de la Loi.

3. Bourses de professeur invité de la reine Elizabeth II

Au cours de sa réunion du 20 mars 1985, le Conseil de fiducie a décidé que, pour le moment, aucune nouvelle bourse aux scientifiques ne serait offerte. Au cours de cette même réunion, le Conseil a approuvé l'établissement d'une bourse connue sous le nom de Bourse de professeur invité de la reine Elizabeth II. Cette bourse vise à permettre à des départements canadiens de pédiatrie d'inviter des scientifiques de niveau international à leur rendre visite. Ceci a pour but de renforcer les travaux scientifiques et les recherches des départements de pédiatrie dans le domaine des maladies infantiles. Les bourses ont été offertes pour la première fois en 1986-87.

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

4. Placements en valeurs du gouvernement du Canada

	1990			1989		
	Valeur nominale	Prix coûtant	Valeur marchande	Valeur nominale	Prix coûtant	Valeur marchande
	$	$	$	$	$	$
Gouvernement du Canada						
Coupons d'escompte	470,625	293,556	340,020	462,875	289,457	315,944
Bons du Trésor	94,000	90,529	90,204	91,000	81,005	80,792
	564,625	384,085	430,224	553,875	370,462	396,736

En vertu des modalités de la Loi, le Conseil peut placer tous deniers du Fonds dans des obligations ou autres valeurs du gouvernement du Canada et peut vendre toutes semblables obligations et valeurs. Les valeurs détenues au 31 mars 1990 portent un taux d'intérêt allant de 8.67% à 12.50% par année. Vu que l'intérêt sur les coupons d'escompte du gouvernement du Canada est payé seulement à l'échéance, la valeur marchande des coupons d'escompte prend en considération l'intérêt couru, les taux d'intérêt courants et la période de temps jusqu'à l'échéance.

Office des produits agricoles

L'ÉTAT FINANCIER VÉRIFIÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 N'ÉTAIT PAS DISPONIBLE À LA DATE D'IMPRESSION

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1989-90

Renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur la gestion des finances publiques

SOMMAIRE

	Page
Remises de droits, taxes et pénalités	3.2
Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises	3.28
Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées	3.31
Pertes de fonds	3.50

Remises de droits, taxes et pénalités

Notes: —Les renseignements sur les décrets de remise accordés conformément à l'article 23 de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP) sont requis en vertu de l'article 24(2) de la Loi. Les renseignements concernant tous les autres décrets de remise sont également présentés en attente d'une modification législative à l'article 24(2) pour formellement exiger leur inclusion dans les Comptes publics.

—Dans l'état suivant, LED signifie la Loi sur l'exonération de droits.

Description du décret	Montant
	$
EN VERTU DE L'ARTICLE 23 DE LA LGFP	
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS	
Remise partielle aux droits de marques de commerce: remise inférieure à $1,000	675
FINANCES	
CP 1989-566 du 6 avril 1989, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente payés ou payables sur les baignoires pour patients couchés importées par North Associates Canada Ltd en 1988	300,000
CP 1989-796 du 4 mai 1989, remise des droits de douane sur le matériel de fusion de l'aluminium importé par Aluminerie de Bécancour Inc. durant 1985	2,500,000
CP 1989-797 du 4 mai 1989, remise des droits de douane sur les appareils servant à marquer ou à enregistrer l'heure importés entre le 14 août 1987 et le 31 décembre 1989	3,300,000
CP 1989-1203 du 22 juin 1989, reporte l'impôt sur le revenu à payer pour l'année d'imposition 1987 sur le revenu d'intérêt reçu des compagnies du Groupe Principal	500,000
CP 1989-1204 du 22 juin 1989, remet l'impôt additionnel, les intérêts et les pénalités découlant à la fois de l'imposition de la surtaxe fédérale de 47 p. 100 et de la perte de l'abattement d'impôt fédéral au titre du revenu gagné au Québec pour les années d'imposition 1983 à 1988	2,500,000
CP 1989-1274 du 22 juin 1989, remet la différence de l'impôt sur le revenu à payer en fonction de la déduction relative aux ressources plutôt que la déductibilité des redevances et (ou) du rajustement corrélatif des provisions pour impôt au titre des frais d'exploration au Canada, des frais d'aménagement au Canada et des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz à l'égard des usines de certaines sociétés étrangères exerçant leurs activités au Canada pour les années d'imposition 1974 et suivantes	3,300,000
CP 1989-1309 du 29 juin 1989, remise des droits de douane sur les machines, appareils et parties importées après le 24 mai 1985, et utilisés dans l'exploitation minière, la récupération et la production de pétrole brut à partir de schistes, de sables pétrolifères ou de sables bitumineux	1,000,000
CP 1989-1668 du 24 août 1989, remise des droits de douane sur des filés et tissus spéciaux servant à la fabrication de vêtements après 1988	3,900,000 par année pour la durée du décret
CP 1989-1670 du 24 août 1989, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les chaussons de ballet importés par les écoles de danse et les compagnies de danse mentionnées entre le 1^er^ juillet 1988 au 30 juin 1990	140,000
CP 1989-1836 du 21 septembre 1989, remise des droits de douane sur certains produits chimiques et certaines vitamines importés entre le 19 février 1987 et le 17 octobre 1988 afin de servir dans la fabrication de nourriture pour les animaux ou pour les volailles	18,000,000
CP 1989-1837 du 21 septembre 1989, remise des droits de douane sur certains fruits et légumes frais ou semi-transformés importés en vue du traitement au cours de 1987 et 1988	1,016,715
CP 1989-2103 du 19 octobre 1989, remise des droits de douane sur certains produits tropicaux importés après le 30 juin 1989	3,700,000
CP 1989-2465 du 14 décembre 1989, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur certains transformateurs électriques de grande capacité importés entre le 1^er^ janvier 1990 et le 31 décembre 1994	7,500,000
CP 1990-430 du 8 mars 1990, remise des droits de douane sur certaines anodes de titane importées entre le 1^er^ janvier 1988 et le 31 décembre 1990	90,000
Total Finances	47,746,715
PÊCHES ET OCÉANS	
CP 1989-2249 du 9 novembre 1989, remise d'une partie du droit de licence payable par la France pour ses bateaux de pêche pour l'année 1987	456,098
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	
CP 1945-88/2969 du 25 avril 1945, remise de taxes d'accise payées ou payables par le Gouverneur général sur des achats et des importations	2,370
DÉFENSE NATIONALE	
Remboursement des droits de douane et des taxes d'accise sur le rapatriement prochain des services canadiens	96,979

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
CP 1945-89/2969 du 25 avril 1945, remise de taxes d'accise payées ou payables par le Gouverneur général sur des achats et des importations	2,370
CP 1959-1624 du 22 décembre 1959, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur des marchandises données par des résidents étrangers à des organismes religieux, des oeuvres de charité et des établissements d'enseignement situés au Canada, ainsi que sur des articles faisant partie d'uniformes et d'équipement militaire non disponibles au Canada	361,826
CP 1960-1600 du 25 novembre 1960, remise des droits de douane et des taxes d'accise habituellement payables sur des marchandises achetées ou importées au Canada par le gouvernement américain et devant servir dans le cadre de projets du gouvernement américian ou de projets canado-américains, ou dans des établissements du gouvernement américain au Canada	706,951
CP 1964-5000 du 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du parc international de Roosevelt-Campobello	10,500
CP 1965-1144 du 21 juin 1965, remise des droits de douane sur des véhicules automobiles, des pièces et des accessoires et des pièces d'accessoires (camions Mack)	13,158,084
CP 1966-1509 du 10 août 1966, remise des droits de douane au moyen d'un drawback visant la totalité des pièces, des accessoires et des pièces d'accessoires importés après le 18 janvier 1965 en vertu du décret sur les véhicules automobiles, et exportés ensuite	1,894,329
CP 1966-2184 du 24 novembre 1966, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des approvisionnements de défense	30,071,597
CP 1966-19/2220 du 1[er] décembre 1966, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur le pain azyme, ou matzos, importé pour la Pâque juive	681,586
CP 1966-643 du 4 avril 1966, remise des droits de douane et des taxes excédant ceux qui sont payables sur le 1/60e de la valeur, au cours de l'année financière 1988-89	21,730,918
CP 1967-38/393 du 13 mars 1967, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les tonneaux usagés en chêne blanc pour le whisky importés au Canada par des distillateurs canadiens à des fins de production en vue d'exportation et ce, à compter du 1[er] janvier 1967	77,539
CP 1967-489 du 16 mars 1967, remise des droits sur les autobus, les pièces, les accessoires et les pièces d'accessoires entrant dans la construction de carrosseries d'autobus	8,247,547
CP 1967-27/1778 du 3 octobre 1967, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces de rechange importées par la Défense nationale pour sept aéronefs Falcon C117	2,782
CP 1969-1224 du 17 juin 1969, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les marchandises utilisées aux fins du Projet d'infrastructure OTAN	58,354
CP 1969-1785 du 17 septembre 1969, remise des droits de douane sur des pièces de rechange et de matériel pour des aéronefs de lignes aériennes étrangères faisant escale au Canada au cours de vols internationaux	266,084
CP 1970-958 du 2 juin 1970, remise des droits de douane sur le tissu servant à la fabrication de chemises pour hommes et pour garçons	315,518
CP 1970-1786 du 14 octobre 1970, remise des droits et de la taxe de vente payables sur les chaussons de danse et sur les chaussons de ballerine qui sont achetés par des écoles de ballet à l'intention de leurs élèves et par des compagnies de ballet pour leurs spectacles	27,118
CP 1970-1835 du 21 octobre 1970, remise totale ou partielle des droits de douane et des taxes d'accise payables en sus des montants dûment imposés sur le coût des réparations effectuées, du traitement ou de l'équipement ajouté à l'extérieur du Canada à l'égard d'articles de fabrication canadienne exportés et réimportés	48,512
CP 1970-1913 du 21 octobre 1970, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les articles et les matières devant servir à l'exécution de contrats en vertu des accords de partage de la production et des réalisations de la défense intervenus entre les gouvernements du Canada et des États-Unis d'Amérique	6,193,813
CP 1972-215 du 10 février 1972, remise des droits de douane sur les véhicules extra-routiers, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires	8,073,384
CP 1972-583 du 28 mars 1972, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires importés par la société Truck Equipment	1,344
CP 1972-585 du 28 mars 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires	41,273
CP 1972-1029 du 16 mai 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires	3,056
CP 1973-2529 du 21 août 1973, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence	17,100
CP 1973-3568 du 13 novembre 1973, remise des droits de douane sur les fibres et les filaments de carbone importés au Canada	106,686
CP 1973-3581 du 13 novembre 1973, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires importés par la Champion Truck Bodies Limited	4,451

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1974-2246 du 8 octobre 1974, remise de la taxe d'accise aux diplomates et autres représentants accrédités sur les achats de produits du tabac et de vins expédiés à des diplomates	572,849
CP 1974-2522 du 19 novembre 1974, remise des droits de douane et de la taxe d'accise sur certains genres de matériel publicitaire	253,332
CP 1975-885 du 22 avril 1975, remise des droits de douane, de la taxe de vente et de la taxe d'accise sur les cadeaux reçus par le Premier ministre, les ministres et les membres du Parlement, à l'occasion de visites officielles à d'autres pays ou présentés par des donateurs étrangers de passage au Canada	3,524
CP 1975-1973 du 27 août 1975, remise des droits de douane sur divers types de matériel roulant de chemin de fer importé au Canada aux fins du service international (décret de remise no 2 visant le matériel roulant de chemin de fer)	188,806,293
CP 1975-1975 du 27 août 1975, remise des droits de douane sur du matériel roulant de chemin de fer importé au Canada aux fins du service international (décret de remise no 4 visant le matériel roulant de chemin de fer)	3,942,298
CP 1975-3025 du 23 décembre 1975, remise de la taxe d'accise sur les spiritueux servant au traitement du vin dans une manufacture-entrepôt	27,613,049
CP 1976-17/3066 du 9 décembre 1976, remise de la taxe de transport aérien payable sur l'aller-retour par avion du personnel américain affecté à la ligne DEW	197,600
CP 1976-263 du 10 février 1976, remise des droits de douane sur les membranes d'échange d'ions perfluorées importées après le 1er novembre 1975	106,994
CP 1976-325 du 17 février 1976, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires	86,326
CP 1976-958 du 27 avril 1976, en vertu du décret de remise pour l'eau-de-vie détruite, remise des droits d'accise sur les spiritueux perdus par suite de casse dans l'entrepôt ou pendant le transport	290,482
CP 1976-1314 du 1er juin 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les pellicules canadiennes exposées et traitées et sur les bandes magnétoscopiques canadiennes enregistrées	52,022
CP 1976-1884 du 20 juillet 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour ce qui est de chaque période que les marchandises sont au Canada	1,195,046
CP 1976-2984 du 2 décembre 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable	17,157
CP 1977-297 du 10 février 1977, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les autobus, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires	2,708,153
CP 1977-1682 du 16 juin 1977, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur l'importation d'appareils ménagers par un résident saisonnier	838
CP 1978-763 du 16 mars 1978, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires importés par la Sturdy Truck Body Limited	967
CP 1978-842 du 23 mars 1978, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des bateaux de plaisance	5,594,998
CP 1978-2185 du 5 juillet 1978, remise des droits de douane sur des véhicules automobiles, des pièces et des accessoires et des pièces d'accessoires	31,724
CP 1978-2835 du 6 septembre 1978, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Dominion Truck Bodies Ltd	7
CP 1978-2963 du 27 septembre 1978, remise des taxes de vente et d'accise sur les véhicules automobiles achetés ou importés en franchise de taxes de vente et d'accise par des diplomates ou autres représentants de pays étrangers, puis affectés à un usage imposable après deux ans	811,008
CP 1978-3117 du 12 octobre 1978, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur des marchandises surannées ou excédentaires détruites au Canada	4,866,355
CP 1978-3762 du 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne internationale	2,454,129
CP 1979-28 du 18 janvier 1979, remise des droits de douane et des taxes sur des marchandises importées aux fins de l'aéronef CP-140 Aurora	4,731
CP 1979-395 du 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties	116,311
CP 1979-615 du 1er mars 1979, remise des droits de douane sur les marchandises importées aux fins de traitement et d'exportation subséquente	47,841
CP 1980-278 du 25 janvier 1980, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires importés par la Ottawa Truck Bodies Limited	17
CP 1980-7/1674 du 19 juin 1980, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des "imprimés" importés au Canada par un "transporteur étranger", ou en son nom, aux fins exclusives de promotion ou d'exploitation des services aériens fournis par ledit transporteur	901,631
CP 1980-2751 du 16 octobre 1980, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des chargeurs à benne frontale et leurs pièces	26,848,026

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1981-579 du 5 mars 1981, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires importés par la Transit Van Bodies Incorporated	23,648
CP 1981-4/3401 du 3 décembre 1981, remise des droits de douane que devrait payer Énergie atomique du Canada, Limitée, sur l'importation d'équipement antérieurement exporté du Canada	49
CP 1982-993 du 1er avril 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des marchandises importées dans le cadre du projet de construction de l'avion Hornet CF-18	8,185,708
CP 1982-1164 du 22 avril 1982, remise des droits de douane sur des marchandises provenant de la République populaire de Chine	51,107
CP 1982-1893 du 23 juin 1982, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur les marchandises importées au Canada dans le cadre d'expéditions scientifiques	30,766
CP 1982-1994 du 30 juin 1982, remise de la taxe de vente sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger	10,648,728
CP 1982-2182 du 22 juillet 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Funcraft Vehicles (1981) Limited	22,241
CP 1982-2262 du 29 juillet 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur le matériel de communication des centres régionaux de contrôle opérationnel (système militaire de surveillance)	9,882
CP 1982-2635 du 3 septembre 1982, remise des droits de douane et des taxes sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Western Star Trucks Incorporated	2,211,954
CP 1982-2636 du 3 septembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Lennox Van Incorporated	1,189
CP 1982-3470 du 18 novembre 1982, remise des droits de douane sur les marchandises servant à la fabrication de satellites et de sous-systèmes de satellites destinés à l'exportation	59
CP 1982-3941 du 23 décembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Commercial Vans Incorporated	6,830
CP 1983-30 du 13 janvier 1983, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la George C Doerr Body and Trailer Company	3,549
CP 1983-366 du 10 février 1983, remise des droits de douane sur certains filets	2,373
CP 1983-946 du 31 mars 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Triangle Truck Equipment Limited	884
CP 1983-947 du 31 mars 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Childs Truck Bodies Limited	191,450
CP 1983-1250 du 28 avril 1983, remise des droits de douane et des taxes à l'égard des cercueils importés	216
CP 1983-1439 du 12 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les autobus, les pièces, les accessoires et les pièces d'accessoires de la Girardin Vehicles Industries	2,272
CP 1983-1499 du 19 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les automobiles de la Volkswagen Canada Limited	4,489,460
CP 1983-2066 du 7 juillet 1983, remise des droits de douane sur des tubes couleur importés par la Mitsubishi Electronic Industries Canada Incorporated	415,510
CP 1983-2333 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane, des taxes de vente et d'accise ainsi que des droits d'accise sur des marchandises importées par des membres des forces étrangères de passage	58,304
CP 1983-2525 du 10 août 1983, remise des droits de douane sur l'eau-de-vie, le vin ou les matières aromatiques contenant une quantité d'eau-de-vie importée aux fins de mélange dans une distillerie avec de l'eau-de-vie en entrepôt	80,883,361
CP 1983-2797 du 15 septembre 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente prélevés à l'égard du matériel d'éclairage au xénon utilisé par la Niagara Falls Illumination Board pour éclairer les chutes Niagara	7,469
CP 1983-2988 du 29 septembre 1983, remise des droits de douane sur les matériaux et les composantes importés par la Bristol Aerospace Limited, de Winnipeg (Manitoba), pour fabriquer des véhicules de recherche de couches supérieures de l'atmosphère Black Brant	44,179
CP 1983-3138 du 6 octobre 1983, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les catalogues officiels de compagnies aériennes importés par la Professional Courier Limited, de Mississauga (Ontario)	104,652
CP 1983-3141 du 6 octobre 1983, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de Mack Canada Inc.	10,121,197
CP 1983-3414 du 3 novembre 1983, remise des droits de douane sur les toiles à ombrer importées à des fins d'horticulture	216,030

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1984-51 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Québec Truck Bodies Boîtes de Camions Inc.	3,282
CP 1984-52 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Wiltsie Truck Bodies Limited	3,960
CP 1984-54 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés	1,378
CP 1984-867 du 15 mars 1984, remise des droits de douane, des taxes d'accise et de vente sur les marchandises importées aux fins de réunions tenues au Canada par des organismes étrangers	500,560
CP 1984-965 du 22 mars 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la vaisselle en verre feuilleté	74,946
CP 1984-1159 du 5 avril 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la PK Welding & Fabricators Limited	1,394
CP 1984-1559 du 10 mai 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les châssis d'autobus et les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la International Harvester Canada Limited	23,514,221
CP 1984-2331 du 28 juin 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la SMI Industries Canada Limited	70,002
CP 1984-2509 du 12 juillet 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Les Carrosseries Parco Incorporée	167,699
CP 1984-2836 du 15 août 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Wilson's Truck Bodies	212
CP 1985-277 du 31 janvier 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les supports de transmission de données	64,790,314
CP 1985-811 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la société Jaguar Canada Inc.	13,235
CP 1985-812 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la société Mazda Canada Inc.	159,441
CP 1985-813 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la société Mercedes-Benz Canada Incorporated	419,616
CP 1985-814 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la société Nissan Automobile Company (Canada) Ltd	1,634,676
CP 1985-817 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la société Toyota Canada Inc.	62,476
CP 1985-818 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la société BMW Distributors (Western) Canada et BMW Distributors (Eastern) Canada Limited	1,248,528
CP 1985-1757 du 30 mai 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les marchandises importées dans le cadre du projet de la frigate canadienne de patrouille	21,587,609
CP 1985-2071 du 27 juin 1985, remise des droits de douane, des droits d'accise de la taxe de vente et de la taxe d'accise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentent au Canada et à leur personnel, affectés au Canada à titre temporaire	123,973
CP 1985-2278 du 25 juillet 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains filés fabriqués au Canada et qui y sont retournés	1,426
CP 1985-2279 du 24 juillet 1985, remise des droits de douane sur les drogues expérimentales, les placebos et les drogues pour traitement d'urgence	1,265,732
CP 1985-2280 du 24 juillet 1985, remise des droits de douane sur les importations de tabac brun non manufacturé et les filtres à cigarettes importés par Bastos du Canada Limitée	34,240
CP 1985-2296 du 24 juillet 1985, remise des droits de douane sur les marchandises importées aux fins du système infra-rouge de détection et de désignation d'objectifs	45,659
CP 1985-2771 du 12 septembre 1985, remise des droits de douane payés ou payables sur des marchandises servant à la conception et à la fabrication de systèmes de télémanipulation de la navette spatiale	312,050
CP 1985-2954 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées par la poste	1,271
CP 1985-2955 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées par services de messageries	12,560
CP 1985-3099 du 10 octobre 1985, remise des droits de douane payés ou payables sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Capital Disposal Equipment Incorporated	90,119
CP 1985-3488 du 28 novembre 1985, remise des droits d'accise payés ou payables sur les eaux-de-vie embouteillées de fabrication canadienne, soit exportées ou soit retournées à l'entrepôt d'accise du distillateur	557
CP 1986-331 du 6 février 1986, remise des droits de douane sur les ampoules de guirlandes de Noël électriques	181,891

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1986-502 du 27 février 1986, remise des droits de douane et d'une partie des taxes de vente et d'accise payés ou payables sur le matériel informatique devant servir à l'exécution de contrats de mise au point de logiciels	269,679
CP 1986-611 du 13 mars 1986, remise des droits de douane sur les pellicules photographiques sensibilisées	1,771,602
CP 1986-637 du 13 mars 1986, remise des droits de douane sur les automobiles de la société Honda Canada Incorporated	3,153,054
CP 1986-963 du 17 avril 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les aliments pour animaux, qui sont importés à des fins de mise à l'essai	286
CP 1986-1102 du 8 mai 1986, remise des droits de douane sur les chemises à col façonné	659,129
CP 1986-1253 du 29 mai 1986, remise des droits de douane et des taxes sur certains produits importés par les sociétés spécifiées	19,352
CP 1986-1667 du 23 juillet 1986, remise des droits de douane sur les marchandises payées par l'Agence canadienne de développement international, sur les marchandises entrant dans leur fabrication ou production, ou sur les substituts de ces dernières	21,820
CP 1986-2379 du 23 octobre 1986, remise des droits de douane sur le carbonate de sodium devant entrer dans la fabrication de bouteilles de verre	112,531
CP 1986-2897 du 18 décembre 1986, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Eastway Tank, Pump and Meter Company Limited	503
CP 1986-2898 du 18 décembre 1986, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Fanotech Industries Incorporated	6,993
CP 1987-181 du 5 février 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur le filet synthétique pour enclos de gibier à plumes	8,891
CP 1987-194 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Western Rock Bit Company Limited	497
CP 1987-195 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Capital Truck Bodies	2,807
CP 1987-196 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Dependable Truck and Tank Repair Limited	1,164
CP 1987-197 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Vennes Boîte de Camion Incorporée	11,544
CP 1987-198 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Raytel Equipment Limited	16,593
CP 1987-200 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Tipping Motor Bodies Limited	2,775
CP 1987-201 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société IMT Cranes Canada Limited	100,753
CP 1987-204 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Rebel Steel Industries Limited	10,115
CP 1987-311 du 19 février 1987, remise des droits de douane sur des fruits et légumes frais importés aux fins de transformation	2,642
CP 1987-324 du 19 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Wilcox Bodies Limited	5,969
CP 1987-442 du 12 mars 1987, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains livres et divers imprimés	4,121,461
CP 1987-443 du 12 mars 1987, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des pièces d'ordinateurs et des semi-conducteurs	42,428,550
CP 1987-620 du 26 mars 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Fabricants de boîtes de Camions Bell (1986) Incorporée	2,150
CP 1987-621 du 26 mars 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Intercontinental Truck Body B C Incorporated	37,391
CP 1987-622 du 26 mars 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Intercontinental Truck Body Limited	40,029
CP 1987-947 du 7 mai 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Équipement Labrie Limitée	74,112
CP 1987-1044 du 21 mai 1987, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés ou payables sur les marchandises importées pour des essais ou des examens aux fins d'attestation par un organisme accrédité	930,202
CP 1987-1135 du 4 juin 1987, en vertu du décret de remise sur l'eau-de-vie canadienne détruite, remise des droits d'accise sur l'eau-de-vie impropre à la consommation	355,681

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1987-1442 du 23 juillet 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur l'équipement de freins à air pour wagons	6,015,961
CP 1987-1534 du 30 juillet 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les approvisionnements de défense importés en tant que partie intégrante d'un système de défense aérienne à basse altitude ou devant servir à son élaboration	6,586,176
CP 1987-1600 du 30 juillet 1987, remise des droits de douane sur des autobus, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Les Entreprises Michel Corbeil Incorporée	47,014
CP 1987-1984 du 24 septembre 1987, remise des droits de douane sur la machinerie et l'équipement pour automobiles qui sont importés par certaines sociétés	85
CP 1986-1986 du 24 septembre 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés de la Vulcan Equipment Company Limited ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires	49
CP 1987-1988 du 24 septembre 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Dempster Systems Limited	153,041
CP 1987-2137 du 15 octobre 1987, remise des droits de douane sur le tissu en nylon ignifugé importé entre le 1er mars 1987 et le 31 mars 1988	53,414
CP 1987-2624 du 17 décembre 1987, remise des droits de douane sur la machinerie et l'équipement de la société CAMI Automotive Inc.	7,553,058
CP 1987-2672 du 22 décembre 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des pneus importés par Goodyear Canada Inc.	11,024,872
CP 1987-2673 du 22 décembre 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente fédérale sur les pneus importés par Michelin Tires (Canada) Ltd	7,680,921
CP 1987-2674 du 22 décembre 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente fédérale sur les pneus importés par Uniroyal Goodrich Canada Inc.	4,448,006
CP 1987-2697 du 23 décembre 1987, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les pièces de rechange défectueuses des aéronefs utilisés exclusivement par la société Air Jamaica à l'extérieur du Canada	28,859
CP 1988-234 du 4 février 1988, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des marchandises importées dans le cadre des XVes Jeux Olympiques d'hiver	18,400
CP 1988-357 du 3 mars 1988, remise des droits de douane et des taxes d'accise excédant le montant payable sur 1/120e de la valeur de divers navires pour chaque mois ou fraction de mois où ils se trouvent au Canada	32,442,375
CP 1988-637 du 30 mars 1988, remise des droits de douane sur les produits chimiques et les masques photographiques utilisés dans la fabrication de semi-conducteurs, qui sont importés au cours de la période s'échelonnant du 1er janvier 1987 au 31 décembre 1990	225,332
CP 1988-725 du 21 avril 1988, remise des droits de douane sur les patrons usagés de propriété étrangère utilisés en fonderie, et les appareils connexes importés temporairement pour servir à la fabrication de matrices métalliques destinées à l'exportation	187,666
CP 1988-1203 du 17 juin 1988, remise des droits de douane sur des pâtes	449,630
CP 1988-1276 du 23 juin 1988, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les marchandises importées entre le 1er janvier 1987 et le 31 décembre 1993 devant servir à la remise à neuf de quatre destroyers de la classe Tribal pour la Marine canadienne	6,639,730
CP 1988-1293 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur les pneus importés par Goodyear Canada Inc.	1,411,152
CP 1988-2166 du 22 septembre 1988, remise des droits de douane sur les pommes de terre importées en 1985 et 1986 pour la fabrication de croustilles	5,884
CP 1988-2176 du 22 septembre 1988, remise partielle des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement importés par les sociétés spécifiées aux fins de fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles	7,319
CP 1988-2177 du 22 septembre 1988, remise partielle des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement importés par les sociétés spécifiées aux fins de fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles	86,280
CP 1988-2533 du 31 octobre 1988, remise des droits de douane sur les mottes et pains de culture, aussi connus sous le nom de laine de roche horticole, importés par John Huy Greenhouses, de Leamington (Ontario), entre le 6 décembre 1985 et le 1er juin 1987	7,067
CP 1988-2551 du 31 octobre 1988, remise des droits de douane à l'égard de la portion relative aux préparations chimiques et biologiques de certains nécessaires pour diagnostics médicaux importés au Canada par Laboratoires Abbott Limitée	21,194
CP 1988-2592 du 17 novembre 1988, remise d'une partie des droits de douane et de la taxe de vente sur des tissus utilisés dans la fabrication de matières à envers dur produites par contre-collage pour abat-jour et importés avant le 19 mars 1987	2,876
CP 1988-2593 du 17 novembre 1988, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement importés par les sociétés spécifiées aux fins de fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles	14,675

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1988-2896 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les automobiles de la société Saab-Scania Canada Inc.	47,214
CP 1988-2898 du 30 décembre 1988, remise de droits de douane sur les véhicules et leurs pièces de la société Toyota Motor Mfg Canada Inc.	15,706,376
CP 1988-2899 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules et leurs pièces de la société Honda of Canada Mfg Inc.	20,754,322
CP 1988-2900 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules et leurs pièces de la société Hyundai Auto Canada Inc.	414
CP 1988-2901 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane à l'égard des véhicules et leurs pièces de la société Toyota Canada Inc.	21
CP 1988-2906 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Atelier Gérard Laberge Inc.	1,074
CP 1988-2908 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la boîte de camions GAM Inc.	794
CP 1988-2909 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Burke Canada Inc.	4,355
CP 1988-2910 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la CAMI Automotive Inc.	33,203,744
CP 1988-2913 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Deluxe Van & Body Ltd	5
CP 1988-2914 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Durabody and Trailer Ltd	2,231
CP 1988-2915 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Dynamic Fiber Ltd	3,483
CP 1988-2917 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la G G Cargo Trailer Industries Inc.	6,396
CP 1988-2918 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les autobus, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Greyhound Canada Inc.	2,631,222
CP 1988-2920 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Intermeccanica International Inc.	8
CP 1988-2922 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Les Boîtes de Camions Alco Inc.	3,095
CP 1988-2924 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la R & C Mfg Ltd	2,330
CP 1988-2926 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Thermo King Western (Calgary) Ltd	27,476
CP 1988-2927 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Toronto Kitchen Equipment Ltd	5,237
CP 1988-2929 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société UTDC Inc.	7,167,626
CP 1988-2944 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des pneus importés par General Tire Canada Inc.	3,369,754
CP 1988-2945 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des pneus importés par Bridgestone Canada Inc.	8,083,428
CP 1989-234 du 23 février 1989, remise des droits de douane sur fruits et légumes frais et partiellement transformés importés pour la transformation	390,358
CP 1989-242 du 23 février 1989, remise d'une partie des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente à l'égard de gants d'haltérophilie importés au Canada par la société "York Barbell Company Limited" d'Oakville (Ontario) au cours de la période du 15 juillet 1985 au 9 octobre 1986	34,456
CP 1989-796 du 4 mai 1989, remise des droits de douane sur le matériel de fusion de l'aluminium importé par l'Aluminerie de Bécancour Inc. au cours de l'année 1985	1,715,067
CP 1989-797 du 4 mai 1989, remise des droits de douane sur les appareils électriques servant à marquer ou à enregistrer l'heure ou la date ainsi que sur leurs pièces ci-après, au cours de la période s'échelonnant du 14 août 1987 au 31 décembre 1989	53,038
CP 1989-801 du 4 mai 1989, remise d'une partie des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés précisées	639,307
CP 1989-1162 du 15 juin 1989, remise d'une partie des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés précisées	107,012

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1989-1309 du 29 juin 1989, remise des droits de douane sur les machines et les appareils et leurs parties, utilisés dans l'exploitation minière, la récupération et la production de pétrole brut à partir de schistes, de sables pétrolifères ou de sables bitumineux, qui ont été importés après le 24 mai 1985	242,098
CP 1989-1312 du 29 juin 1989, remise d'une partie des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés précisées	75,851
CP 1989-1837 du 3 octobre 1989, remise des droits de douane sur certains fruits et légumes frais et partiellement transformés importés pour la transformation au cours de 1987 et 1988	8,335
CP 1989-1859 du 21 septembre 1989, remise d'une partie des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés précisées	7,650
CP 1989-2175 du 26 octobre 1989, remise d'une partie des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente à l'égard des mécanismes de tableaux de commande d'antenne parabolique importés au Canada par Satellite International Marketing Inc. d'Oakville (Ontario)	12,345
CP 1989-2471 du 14 décembre 1989, remise d'une partie des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés précisées	31
CP 1990-182 du 1[er] février 1990, décret de remise visant un camion à incendie Phoenix Inc., remise de la taxe de vente de $10,800 payée par cette compagnie	10,800
	827,278,788

DÉCRETS DE REMISE—ENTRÉE TEMPORAIRE DE MARCHANDISES

Description du décret	Montant
	$
CP 1953-18/894 du 9 juin 1953, remise des droits de douane et des taxes sur les importations en franchise de locomotives et de matériel ferroviaire divers qui ont été utilisés temporairement au Canada par des sociétés ferroviaires au cours de 1989-90	4,061,669
CP 1973-745 du 27 mars 1973, remise des droits de douane et des taxes d'accise relativement à l'entrée temporaire des articles spécifiés qui ont été importés aux fins spéciales figurant à l'annexe A du décret	59,011
CP 1974-2523 du 19 novembre 1974, remise de droits de douane et des taxes d'accise sur des échantillons commerciaux importés temporairement aux fins d'exposition ou de démonstration	5,633
CP 1985-3606 du 12 décembre 1985, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des marchandises importées temporairement aux fins d'illustration particulière	13,453
CP 1988-2178 du 22 septembre 1988, remise partielle des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises temporairement importées au Canada	11,128
	4,150,894
Total Douanes et Accise	*831,429,682*

Impôt

Description du décret	Montant
	$
CP 1980-1423 du 29 mai 1980, a annulé le décret antérieur CP 1978-1923 du 15 juin 1978 et a prolongé la période d'application. Ce décret prévoit la remise de l'impôt sur le revenu payé ou payable sur les bénéfices de production minière ou pétrolière à l'égard de toute année d'imposition après le 6 mai 1974 et avant 1977	92,686
CP 1985-343 du 5 février 1985, accordait une remise d'impôt sur le revenu, d'intérêts et de pénalités payables par la compagnie de pétrole et de gas de la Baie d'Hudson pour chaque année d'imposition se terminant après 1983 et avant 1991 relativement à l'acquisition d'actions du capital-actions par Dome Energy	75,368,102
CP 1986-1341 du 5 juin 1986, a modifié le décret de remise visant les "avantages et indemnités accordés dans les postes isolés" qui a été établi par le décret 1980-1717 du 26 juin 1980, afin d'étendre son application, en ce qui concerne les avantages reçus en vertu de contrats d'emploi prescrits, à l'année d'imposition 1986	2,586
CP 1986-2603 du 20 novembre 1986, a sanctionné la remise d'impôt sur le revenu, d'intérêts et de pénalités payables en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu par certaines entreprises des États-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest, en raison de la non déductibilité de redevances pétrolières	4,759,480
Le décret CP 1987-8/955 du 7 mai 1987, a sanctionné la remise de l'impôt sur le revenu en faveur de Stuart W E Jones pour l'année d'imposition 1985 et pour chaque année subséquente, à l'exception de toute année non-visée par l'alinéa 60(j) de la Loi de l'impôt sur le revenu et de toute année postérieure à 2005	1,413
CP 1988-12/635 du 30 mars 1988, remise de l'impôt sur le revenu plus les intérêts y afférents, payables par Robert Ferris pour l'année d'imposition 1986	983

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1988-787 du 28 avril 1988, a modifié le décret de remise visant les Indiens, pris par le décret CP 1985-2446 du 7 août 1985 prolongeant l'application du décret aux années d'imposition 1986 et 1987 et en élargissant le champ d'application aux pensions que reçoivent les Indiens ainsi qu'aux intérêts payés ou payables sur la pénalité imposée à l'égard de l'impôt sur le revenu faisant l'objet de la remise	25,168
CP 1988-2594 du 17 novembre 1988, la remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Joseph Csigai pour l'année d'imposition 1980	229
CP 1988-2596 du 17 novembre 1988, remise de l'impôt sur le revenu et d'une pénalité pour l'année 1979 ainsi que tous les intérêts y afférents et la remise de l'impôt sur le revenu des années 1980, 1981 et 1982 payables, par Dorothy Angle	1,295
CP 1988-2745 du 9 décembre 1988, remise de l'impôt sur le revenu, des pénalités et des intérêts connexes pour les années d'imposition 1975 à 1979, payables par Harold Schultz	10,761
CP 1988-2746 du 9 décembre 1988, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents relatifs à l'année 1983 payables, par Phillip R G Roy	7
CP 1989-497 du 23 mars 1989, remise des montants et des montants et de tous les intérêts y afférents, payables par Francis P Fenton au titre de l'impôt sur le revenu pour les années d'imposition 1982 et 1983	149
CP 1989-498 du 23 mars 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents payables par Donald Vinson James pour l'année d'imposition 1987	778
CP 1989-740 du 28 avril 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de l'intérêt, payables par un indien pour les années d'imposition avant 1988	2,537,200
CP 1989-741 du 28 avril 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par la succession de Harold J Freeman pour l'année d'imposition 1985	1,574
CP 1989-742 du 28 avril 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Fernande Leclerc, de même que d'un crédit d'impôt pour enfants et d'un crédit pour taxe de vente pour l'année d'imposition 1987	2,925
CP 1989-1001 du 25 mai 1989, remise de l'impôt sur le revenu payable par Joseph F McNeil pour l'année d'imposition 1977	1,055
CP 1989-1002 du 25 mai 1989, remise de l'impôt sur le revenu payable par la succession de feu Donald C Fauque et par Cynthia Fauque pour l'année d'imposition 1983	4,076
CP 1989-1062 du 1[er] juin 1989, remise de l'impôt sur le revenu en vertu de la partie III de la Loi de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Stanne Management Ltée pour l'année d'imposition 1982	23,549
CP 1989-1063 du 1[er] juin 1989, remise d'une pénalité pour production tardive et de tous les intérêts y afférents, payables par Hashem Ghadaki pour l'année d'imposition 1981	16,258
CP 1989-1064 du 1[er] juin 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par David LeDrew pour l'année d'imposition 1978	69,071
CP 1989-1289 du 29 juin 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par la succession de feu Ingvar Solbrekken pour l'année d'imposition 1982	5,100
CP 1989-1290 du 29 juin 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Roland Graveline pour les années d'imposition 1982 et 1983	2,750
CP 1989-1291 du 29 juin 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Myron Gadawski pour l'année d'imposition 1986	2,067
CP 1989-1292 du 29 juin 1989, remise d'une pénalité pour production tardive et de tous les intérêts y afférents, payables par Mimi Mette Cavanagh pour l'année d'imposition 1984	695
CP 1989-1294 du 29 juin 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Elizabeth Carson pour l'année d'imposition 1987	1,448
CP 1989-1295 du 29 juin 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Modeste Dadzinenare pour les années d'imposition 1985 et 1986	1,518
CP 1989-1296 du 29 juin 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Fernande Issid pour l'année d'imposition 1986	1,306
CP 1989-1297 du 29 juin 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Mario Bessi pour les années d'imposition 1983 et 1984	251
CP 1989-1632 du 24 août 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Serge Fortaich pour les années d'imposition 1982 et 1983	858
CP 1989-1633 du 24 août 1989, remise de l'impôt sur le revenu payable par Léo Doiron pour l'année d'imposition 1984	942
CP 1989-1634 du 24 août 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par William H O'Brien pour l'année d'imposition 1977	3,911

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant $
CP 1989-1635 du 24 août 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Donna K Williams pour les années d'imposition 1982 et 1983	537
CP 1989-1636 du 24 août 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Michael McKean pour l'année d'imposition 1977	579
CP 1989-1637 du 24 août 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Pauline Fisher pour les années d'imposition 1982 et 1983	1,161
CP 1989-1866 du 21 septembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Thomas J McNamara pour l'année d'imposition 1984	1,915
CP 1989-1867 du 21 septembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Gerald R Krawitz et Stella F Krawitz pour l'année d'imposition 1984	2,271
CP 1989-1868 du 21 septembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Michel Champoux pour l'année d'imposition 1982	11,167
CP 1989-1869 du 21 septembre 1989, remise de pénalités pour production tardive et de tous les intérêts y afférents, payables par Milan Atelevich pour les années d'imposition 1983 et 1984	1,372
CP 1989-1870 du 21 septembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu, des pénalités et de tous les intérêts y afférents, payables par la Légion royale canadienne, filiale slovaque No 129 pour les années d'imposition 1980 à 1983	51,498
CP 1989-1871 du 21 septembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Robert D Morrison pour les années d'imposition 1980 à 1983	9,264
CP 1989-1872 du 21 septembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu payable par Ruth Cutforth pour l'année d'imposition 1982	290
CP 1989-1874 du 21 septembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Gladys Duff pour les années d'imposition 1986 et 1987	354
CP 1989-2014 du 5 octobre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Denise Couturier pour l'année d'imposition 1984	622
CP 1989-2015 du 5 octobre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Jan Rasmussen pour l'année d'imposition 1979	3,224
CP 1989-2016 du 5 octobre 1989, remise de l'impôt sur le revenu, d'une pénalité pour production tardive et de tous les intérêts y afférents, payables par Frank Reitz pour l'année d'imposition 1979	26,914
CP 1989-2017 du 5 octobre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Connie E Buchanan pour l'année d'imposition 1980	434
CP 1989-2018 du 5 octobre 1989, remise d'un montant et de tous les intérêts y afférents, payables par Victor Noël relativement à la répartition, avant 1984, des biens de la succession de feu Léo Noël	69,732
CP 1989-2019 du 5 octobre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Angus McInnes pour l'année d'imposition 1982	1,573
CP 1989-2334 du 23 novembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu payable par Risa Prack pour l'année d'imposition 1984	3,345
CP 1989-2335 du 23 novembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par J Thomas Boyd pour les années d'imposition 1982 et 1983	995
CP 1989-2336 du 23 novembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Alain Marivaux pour les années d'imposition 1985 et 1986	5,901
CP 1989-2337 du 23 novembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par la succession de Feu Roger T Block pour l'année d'imposition 1982	7,378
CP 1989-2338 du 23 novembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par John T Purcell et Yolande M Purcell pour l'année d'imposition 1988	2,698
CP 1989-2339 du 23 novembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par John Graham pour les années d'imposition 1979 et 1981	16,301
CP 1989-2415 du 7 décembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Micheline Graveline pour l'année d'imposition 1986	5,473
CP 1989-2416 du 7 décembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Donald Nyznik pour l'année d'imposition 1986	2,145
CP 1990-271 du 15 février 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Malcolm Spector pour l'année d'imposition 1983	3,010
CP 1990-273 du 15 février 1990, remise de l'impôt sur le revenu payable par Wendy Ann Conover pour les années d'imposition 1981 et 1982	1,231

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1990-274 du 15 février 1990, remise de l'impôt sur le revenu, des pénalités et de tous les intérêts y afférents, payables par Dragisa Gajic pour les années d'imposition 1977, 1978 et 1979	13,712
Total Impôt	*83,185,887*
Total Revenu national	914,615,569

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Description du décret	Montant
CP 1985-660 du 13 juin 1985, maintien de la remise du droit payé ou payable en vertu de l'article 32 du Règlement de la citoyenneté en accord avec une demande de certificat de citoyenneté par un citoyen mineur ou d'un citoyen âgé de 18 ans en vertu de l'article 10 de ce règlement, suite à une invitation de la part d'un club ou d'un organisme à participer à une cérémonie pour la promotion de la citoyenneté	10,050

TRANSPORTS

Description du décret	Montant
CP 1989-2581 du 21 décembre 1989, remise des taxes payées ou payables en vertu du règlement sur les taxes des services aéronautiques pour l'usage de services par un aéronef utilisé pour le transport des chefs d'États, des ministres et des délégués invités et de leur matériel, lors du sommet économique de Toronto du 19 au 21 juin 1988	17,000

EN VERTU DE L'ARTICLE 3 DE LA LOI SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

REVENU NATIONAL

Douanes et Accise

Description du décret	Montant
CP 1951-1774 du 5 mai 1951, en vertu de la Loi sur les privilèges et immunités, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur des importations de l'Organisation de l'aviation civile internationale	114
CP 1952-1945 du 20 août 1952, en vertu de la Loi sur les privilèges et immunités, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte des Nations Unies	25,385
CP 1973-837 du 3 avril 1973, en vertu de la Loi sur les privilèges et immunités, remise sur les importations de l'Agence internationale de l'énergie atomique	47,753
CP 1986-1083 du 1er mai 1986, en vertu de privilèges et d'immunités prévus aux paragraphes 2, 5, 6, 7 et 8 de l'article II de la Convention des Nations Unies, remises accordées à la Commission de la pêche du saumon dans le Pacifique	312
CP 1988-2473 du 31 octobre 1988, remises en vertu de la Loi sur les privilèges et immunités sur les importations par l'Agence du Commonwealth pour l'enseignement	16
Total Revenu national	73,580

EN VERTU DE L'ARTICLE 76 SUR LE TARIF DES DOUANES

REVENU NATIONAL

Douanes et Accise

Description du décret	Montant
LED 1988-1 du 11 février 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	513,752
LED 1988-2 du 23 février 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	43,523
LED 1988-3 du 10 mars 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,149,089
LED 1988-4 du 21 mars 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,404,146
LED 1988-5 du 17 avril 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,680,135
LED 1988-6 du 21 avril 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,522,688
LED 1988-7 du 4 mai 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	640,754
LED 1988-8 du 19 mai 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,182,908
LED 1988-9 du 3 juin 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,107,997
LED 1988-10 du 17 juin 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,677,173
LED 1988-11 du 28 juin 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,339,043

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
LED 1988-12 du 11 juillet 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,508,335
LED 1988-13 du 27 juillet 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,172,223
LED 1988-14 du 10 août 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,836,334
LED 1988-15 du 24 août 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,861,357
LED 1988-16 du 7 septembre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	993,894
LED 1988-17 du 23 septembre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,225,082
LED 1988-18 du 4 octobre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,071,965
LED 1988-19 du 18 octobre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,361,970
LED 1988-20 du 23 novembre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,397,669
LED 1988-21 du 18 novembre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,378,972
LED 1988-22 du 29 novembre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,677,886
LED 1988-23 du 12 décembre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,921,297
LED 1988-24 du 9 janvier 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,057,311
LED 1989-1 du 18 janvier 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,908,987
LED 1989-2 du 9 février 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,391,100
LED 1989-3 du 15 février 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,386,089
LED 1989-4 du 4 mars 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,205,630
LED 1989-5 du 15 mars 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,014,467
LED 1989-6 du 5 avril 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,151,315
LED 1989-7 du 21 avril 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,888,135
LED 1989-8 du 25 avril 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,165,254
LED 1989-9 du 24 mai 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,805,682
LED 1989-10 du 30 mai 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,720,268
LED 1989-11 du 27 juin 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	808,310
LED 1989-12 du 27 juin 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,110,797
LED 1989-13 du 13 juillet 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,628,930
LED 1989-14 du 18 juillet 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,677,066
LED 1989-15 du 15 août 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	463,309

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
LED 1989-16 du 16 août 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	974,895
LED 1989-17 du 5 septembre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	988,269
LED 1989-18 du 26 septembre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	897,807
LED 1989-19 du 5 octobre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,285,195
LED 1989-20 du 18 octobre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	491,231
LED 1989-21 du 1er novembre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,850,642
LED 1989-22 du 8 novembre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,183,669
LED 1989-23 du 24 novembre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	936,584
LED 1989-24 du 6 décembre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	564,014
LED 1989-25 du 10 janvier 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,955,726
LED 1990-1 du 23 janvier 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,005,197
LED 1990-2 du 2 février 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	710,236
LED 1990-3 du 22 février 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	89,502
LED 1990-4 du 5 mars 90, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	398,617
LED 1990-5 du 16 mars 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,961
Total Revenu national	105,384,387

EN VERTU DE L'ARTICLE 101 SUR LE TARIF DES DOUANES

REVENU NATIONAL

Douanes et Accise

Description du décret	Montant
CP 1987-2746 du 31 décembre 1987, remise des droits de douane sur certaines pièces classées sous les numéros tarifaires figurant à l'annexe	338,095
CP 1988-772 du 28 avril 1988, remise des droits de douane sur les anodes de titane recouvertes importées entre le 1er janvier 1988 et le 31 décembre 1989 aux fins de fabrication de chlore ou d'hydroxide de sodium	691,590
CP 1988-1242 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur des chemises à col façonné importées par les fabricants de chemises admissibles entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 1997	6,204,761
CP 1988-1243 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur le tissu grège pour chemises importé par les fabricants de tissu pour chemises, les entreprises de transformation et les fabricants de chemises admissibles entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 1997	3,891,164
CP 1988-1244 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur les blouses et les chemisiers importés par les fabricants de blouses et de chemisiers et les fabricants de coordonnés entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 1997	3,738,110
CP 1988-1245 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur les tissus de denim fabriqués aux États-Unis et importés par des fabricants de tissus de denim admissibles, au cours de la période commençant le 1er janvier 1989 et se terminant le 31 décembre 1993	1,303,907
CP 1988-1246 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur les vêtements des dessus et les tissus importés par des fabricants de vêtements de dessus et de tissus pour vêtements de dessus admissibles, au cours de la période commençant le 1er janvier 1989 et se terminant le 31 décembre 1997	2,822,691
CP 1988-2255 du 29 septembre 1988, remise des droits de douane sur les cylindres d'impression importés par DOMCO Industries Limited, de Farnham (Québec) aux fins de fabrication de revêtements de planchers	26,921

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1988-2374 du 17 octobre 1988, remise des droits de douane sur les satellites et les sous-systèmes de satellites devant servir aux essais et sur les marchandises utilisées dans la fabrication de ces derniers	6,416,080
CP 1988-2468 du 31 octobre 1988, remise des droits de douane sur les génératrices utilisées dans la fabrication de groupes électrogènes (Westinghouse Canada Inc.)	105,886
CP 1988-2469 du 31 octobre 1988, remise des droits de douane sur certains implants servant à engraisser le bétail	150,224
CP 1988-2554 du 31 octobre 1988, remise du droit compensateur sur certains types de maïs-grain originaires ou exportés des États-Unis d'Amérique et importés au Canada	493,624
CP 1989-422 du 16 mars 1989, remise des droits de douane sur certains types de carbonates de disodium entrant dans la fabrication de bouteilles de verres	212,340
CP 1989-1258 du 29 juin 1989, remise des droits de douane et de la taxe d'accise à l'égard de certaines marchandises importées au Canada dans le cadre des IIIes Jeux Mondiaux des services de police et d'incendie	7,735
CP 1989-1668 du 24 août 1989, remise des droits de douane sur certains filés et tissus spéciaux devant servir à la fabrication de vêtements après 1988	3,188,566
CP 1989-1670 du 24 août 1989, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les chaussons de danse à bouts renforcés ou à pointes importés entre le 1er juillet 1988 et le 30 juin 1990	39,377
CP 1989-2103 du 19 octobre 1989, remise des droits de douane sur certains produits tropicaux importés le 1er juillet 1989 ou après cette date	169,459
CP 1989-2465 du 14 décembre 1989, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des transformateurs électriques et leurs pièces	1,059
CP 1990-109 du 25 janvier 1990, remise des droits sur les éléments et les systèmes de production d'énergie nucléaire importés temporairement au Canada par Stern Laboratories Inc. aux fins de mises à l'essai	40,318
Total Revenu national	29,841,907

EN VERTU DE L'ARTICLE 135 SUR LE TARIF DES DOUANES

REVENU NATIONAL

Douanes et Accise

Description du décret	Montant
	$
CP 1976-2005 du 5 août 1976, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,278
CP 1976-2937 du 9 novembre 1976, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,349
CP 1978-526 du 23 février 1978, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,329
CP 1978-1300 du 20 avril 1978, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,802
CP 1978-2953 du 27 septembre 1978, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leur pièces non produites au Canada	2,658
CP 1978-3753 du 12 décembre 1978, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,959
CP 1979-585 du 1er mars 1979, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,612
CP 1979-669 du 8 mars 1979, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,192
CP 1979-2616 du 26 septembre 1979, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,066
CP 1979-2892 du 25 octobre 1979, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,084
CP 1979-3176 du 22 novembre 1979, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,231
CP 1980-448 du 8 février 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,927
CP 1980-687 du 20 mars 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,037
CP 1980-690 du 20 mars 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,410
CP 1980-691 du 20 mars 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	5,425

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1980-692 du 20 mars 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,281
CP 1980-1130 du 1er mai 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	16,209
CP 1980-1362 du 22 mai 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,837
CP 1980-1518 du 5 juin 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,322
CP 1980-1647 du 19 juin 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,364
CP 1980-1648 du 19 juin 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,507
CP 1980-1785 du 3 juillet 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,646
CP 1980-2451 du 12 septembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,744
CP 1980-2452 du 12 septembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,782
CP 1980-3039 du 6 novembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	18,811
CP 1980-3040 du 6 novembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	12,867
CP 1980-3199 du 27 novembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	16,739
CP 1980-3200 du 27 novembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	14,694
CP 1980-3467 du 27 novembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	13,076
CP 1981-35 du 8 janvier 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,848
CP 1981-36 du 8 janvier 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	500,332
CP 1981-37 du 8 janvier 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	46,538
CP 1981-38 du 8 janvier 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,372
CP 1981-228 du 29 janvier 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	22,159
CP 1981-235 du 29 janvier 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,744
CP 1981-297 du 5 février 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	11,262
CP 1981-435 du 19 février 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,386
CP 1981-592 du 5 mars 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,086
CP 1981-593 du 5 mars 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,766
CP 1981-666 du 12 mars 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	101,336
CP 1981-667 du 12 mars 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	21,649
CP 1981-837 du 12 mars 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	13,536
CP 1981-905 du 2 avril 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	62,553

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1981-978 du 9 avril 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	34,585
CP 1981-979 du 9 avril 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	16,418
CP 1981-1183 du 7 mai 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	62,553
CP 1981-1184 du 7 mai 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	13,638
CP 1981-1185 du 7 mai 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	292,610
CP 1981-1495 du 4 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	18,253
CP 1981-1496 du 4 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	90,065
CP 1981-1497 du 4 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	31,432
CP 1981-1555 du 11 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	30,414
CP 1981-1649 du 18 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	28,425
CP 1981-1734 du 25 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	38,623
CP 1981-1961 du 16 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	62,923
CP 1981-1962 du 16 juillet 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	19,893
CP 1981-2130 du 29 juillet 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,546
CP 1981-2131 du 29 juillet 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,683
CP 1981-2244 du 19 août 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	21,203
CP 1981-2245 du 19 août 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	44,558
CP 1981-2246 du 19 août 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	25,876
CP 1981-2395 du 3 septembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	47,394
CP 1981-2458 du 3 septembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	214,929
CP 1981-2550 du 16 septembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	34,995
CP 1981-2630 du 23 septembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,138
CP 1981-2738 du 8 octobre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,792
CP 1981-2739 du 8 octobre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	27,267
CP 1981-3038 du 29 octobre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	115,961
CP 1981-3137 du 5 novembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	13,749
CP 1981-3265 du 19 novembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,875
CP 1981-3360 du 26 novembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	43,870

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1981-3563 du 17 décembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,901
CP 1981-3564 du 17 décembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	29,924
CP 1982-82 du 4 janvier 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	15,637
CP 1982-87 du 14 janvier 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	21,626
CP 1982-204 du 21 janvier 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	29,028
CP 1982-264 du 28 janvier 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	44,779
CP 1982-347 du 4 février 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	89,046
CP 1982-397 du 11 février 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	121,889
CP 1982-612 du 18 février 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	69,385
CP 1982-698 du 4 mars 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,387
CP 1982-699 du 4 mars 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	92,746
CP 1982-861 du 18 mars 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,890
CP 1982-891 du 18 mars 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	40,476
CP 1982-1007 du 1er avril 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	36,868
CP 1982-1074 du 8 avril 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	34,864
CP 1982-1187 du 22 avril 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	31,318
CP 1982-1188 du 22 avril 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	30,820
CP 1982-1304 du 29 avril 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	23,420
CP 1982-1344 du 6 mai 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	19,138
CP 1982-1461 du 13 mai 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	16,098
CP 1982-1527 du 20 mai 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	53,375
CP 1982-1598 du 27 mai 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	5,286
CP 1982-1662 du 3 juin 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,581
CP 1982-1729 du 12 juin 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,607
CP 1982-1792 du 17 juin 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	17,864
CP 1982-1959 du 30 juin 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	43,707
CP 1982-2028 du 8 juillet 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	23,409
CP 1982-2029 du 8 juillet 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,216

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1982-2181 du 22 juillet 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	30,987
CP 1982-2265 du 29 juillet 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	20,991
CP 1982-2362 du 5 août 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,886
CP 1982-2485 du 18 août 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	674,253
CP 1982-2633 du 3 septembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	20,601
CP 1982-2634 du 3 septembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	44,619
CP 1982-2759 du 9 septembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	19,572
CP 1982-2869 du 22 septembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,735
CP 1982-2984 du 30 septembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	46,254
CP 1982-3145 du 14 octobre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	76,378
CP 1982-3374 du 4 novembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,936
CP 1982-3375 du 4 novembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	30,673
CP 1982-3478 du 18 novembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,873
CP 1982-3596 du 25 novembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	95,250
CP 1982-3672 du 2 décembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	39,774
CP 1982-3792 du 9 décembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	28,371
CP 1982-3940 du 23 décembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	36,729
CP 1983-27 du 13 janvier 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	5,070
CP 1983-28 du 13 janvier 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	19,111
CP 1983-217 du 27 janvier 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	26,326
CP 1983-279 du 3 février 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,069
CP 1983-459 du 17 février 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,469
CP 1983-536 du 24 février 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,417
CP 1983-668 du 3 mars 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	28,960
CP 1983-669 du 3 mars 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,584
CP 1983-710 du 10 mars 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	16,666
CP 1983-767 du 17 mars 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	43,701
CP 1983-851 du 24 mars 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,812

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant $
CP 1983-948 du 31 mars 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,205
CP 1983-1177 du 21 avril 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	207,480
CP 1983-1322 du 5 mai 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,239
CP 1983-1323 du 5 mai 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	11,430
CP 1983-1399 du 12 mai 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	18,446
CP 1983-1508 du 19 mai 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	34,149
CP 1983-1535 du 26 mai 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,116
CP 1983-1714 du 9 juin 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	14,929
CP 1983-1785 du 16 juin 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,965
CP 1983-1870 du 23 juin 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,914
CP 1983-2042 du 30 juin 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	18,770
CP 1983-2072 du 7 juillet 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	19,872
CP 1983-2345 du 27 juillet 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,207
CP 1983-2484 du 10 août 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	20,498
CP 1983-2599 du 24 août 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	82,668
CP 1983-2684 du 1er septembre 1983, en en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	40,864
CP 1983-2803 du 15 septembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	25,974
CP 1983-3168 du 13 octobre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	15,560
CP 1983-3170 du 13 octobre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,987
CP 1983-3349 du 27 octobre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	52,833
CP 1983-3423 du 3 novembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,262
CP 1983-3548 du 17 novembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,005
CP 1983-3549 du 17 novembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	52,880
CP 1983-3669 du 24 novembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,497
CP 1983-3744 du 30 novembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,522
CP 1983-3855 du 8 décembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	5,612
CP 1983-4021 du 15 décembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	84,785
CP 1983-4104 du 22 décembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	12,768

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1984-50 du 11 janvier 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	17,188
CP 1984-146 du 19 janvier 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	31,516
CP 1984-147 du 19 janvier 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	54,817
CP 1984-264 du 26 janvier 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,209
CP 1984-433 du 9 février 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	46,170
CP 1984-434 du 9 février 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	20,233
CP 1984-525 du 16 février 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,045
CP 1984-653 du 23 février 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	29,528
CP 1984-780 du 8 mars 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	11,399
CP 1984-874 du 15 mars 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	11,976
CP 1984-987 du 22 mars 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	12,275
CP 1984-988 du 22 mars 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	53,815
CP 1984-1076 du 5 mars 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	20,052
CP 1984-1158 du 5 avril 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	20,662
CP 1984-1243 du 12 avril 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	65,313
CP 1984-1327 du 18 avril 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	13,376
CP 1984-1454 du 5 mai 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	43,602
CP 1984-1556 du 10 mai 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	33,329
CP 1984-1685 du 17 mai 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,805
CP 1984-1772 du 24 mai 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	30,451
CP 1984-1984 du 7 juin 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	236,595
CP 1984-2053 du 14 juin 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	33,624
CP 1984-2189 du 21 juin 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	48,424
CP 1984-2314 du 28 juin 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	41,622
CP 1984-2511 du 12 juillet 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	118,550
CP 1984-2660 du 25 juillet 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	254,694
CP 1984-2725 du 10 août 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	22,559
CP 1984-2726 du 10 août 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	16,461

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1984-2834 du 24 août 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	46,519
CP 1984-2918 du 31 août 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	405,409
CP 1984-3156 du 12 septembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	12,212
CP 1984-3157 du 12 septembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	40,480
CP 1984-3394 du 18 octobre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	62,250
CP 1984-3395 du 18 octobre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	18,809
CP 1984-3396 du 18 octobre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	65,317
CP 1984-3397 du 18 octobre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	20,664
CP 1984-3635 du 8 novembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	48,741
CP 1984-3636 du 8 novembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	11,949
CP 1984-3747 du 22 novembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,166
CP 1984-3896 du 6 décembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	40,498
CP 1984-3978 du 6 décembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	95,651
CP 1984-4097 du 20 décembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	37,385
CP 1984-4098 du 20 décembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	28,586
CP 1984-4099 du 20 décembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	61,183
CP 1985-102 du 17 janvier 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	56,213
CP 1985-295 du 31 janvier 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	96,237
CP 1985-481 du 14 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	32,395
CP 1985-482 du 14 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	42,968
CP 1985-483 du 14 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	63,627
CP 1985-637 du 28 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	27,419
CP 1985-670 du 28 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	75,296
CP 1985-1047 du 28 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	42,690
CP 1985-1048 du 28 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	39,740
CP 1985-1161 du 4 avril 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	80,032
CP 1985-1162 du 4 avril 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	16,652
CP 1985-1163 du 4 avril 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	78,456

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	$		$
CP 1985-1277 du 18 avril 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	28,621	CP 1985-2474 du 7 août 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	56,631
CP 1985-1647 du 16 mai 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	135,701	CP 1985-2504 du 7 août 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	34,661
CP 1985-1648 du 16 mai 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	70,391	CP 1985-2690 du 28 août 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	149,905
CP 1985-1649 du 16 mai 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	263,620	CP 1985-2691 du 28 août 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	73,144
CP 1985-1650 du 16 mai 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	52,709	CP 1985-2775 du 12 septembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	66,605
CP 1985-1706 du 23 mai 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	114,050	CP 1985-2776 du 12 septembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	13,401
CP 1985-1707 du 23 mai 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	59,610	CP 1985-2825 du 19 septembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	164,292
CP 1985-1907 du 13 juin 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	132,330	CP 1985-2826 du 19 septembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	127,681
CP 1985-2007 du 20 juin 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	198,802	CP 1985-2876 du 26 septembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	378,042
CP 1985-2076 du 27 juin 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	52,785	CP 1985-2960 du 3 octobre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	160,514
CP 1985-2091 du 27 juin 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	165,432	CP 1985-2961 du 3 octobre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	266,505
CP 1985-2142 du 4 juillet 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	83,244	CP 1985-3100 du 10 octobre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	54,989
CP 1985-2300 du 24 juillet 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	77,677	CP 1985-3205 du 24 octobre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	64,395
CP 1985-2359 du 24 juillet 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	34,337	CP 1985-3318 du 7 novembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	22,126

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant $
CP 1985-3319 du 7 novembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	142,798
CP 1985-3415 du 11 novembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	12,175
CP 1985-3416 du 11 novembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	40,102
CP 1985-3417 du 11 novembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	74,973
CP 1985-3530 du 5 décembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	54,773
CP 1985-3607 du 12 décembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	122,992
CP 1985-3608 du 12 décembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	118,757
CP 1985-3722 du 19 décembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	17,460
CP 1985-3728 du 19 décembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	18,316
LED 1986-36 du 10 novembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	699,556
LED 1986-37 du 10 novembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	79,002
LED 1986-38 du 14 novembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,315,320
LED 1986-39 du 24 novembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	561,888
LED 1986-40 du 1er décembre 1986, en en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	72,206
LED 1986-41 du 15 décembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,236,488
LED 1986-42 du 15 décembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	607,757
LED 1986-43 du 22 décembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	971,964
LED 1986-44 du 9 janvier 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	362,692
CP 1986-48 du 10 janvier 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	71,697
CP 1986-144 du 16 janvier 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	147,905
CP 1986-208 du 23 janvier 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	240,505
CP 1986-278 du 30 janvier 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	22,262
CP 1986-347 du 6 février 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	82,518
CP 1986-404 du 13 février 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	36,013
CP 1986-500 du 17 février 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	833,412
CP 1986-501 du 27 février 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	66,737
CP 1986-567 du 6 mars 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	19,048
CP 1986-623 du 13 mars 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	147,513

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1986-686 du 20 mars 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	60,780
CP 1986-853 du 10 avril 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	319,304
CP 1986-854 du 10 avril 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	636,354
CP 1986-948 du 17 avril 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	130,210
CP 1986-1016 du 24 avril 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	17,549
CP 1986-1071 du 1er mai 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	131,699
CP 1986-1121 du 8 mai 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	189,856
CP 1986-1171 du 15 mai 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	336,058
CP 1986-1210 du 22 mai 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	58,432
CP 1986-1356 du 5 juin 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	591,400
CP 1986-1420 du 12 juin 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	171,589
CP 1986-1487 du 19 juin 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	207,560
CP 1986-1570 du 26 juin 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	248,155
CP 1986-1727 du 23 juillet 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	331,476
CP 1986-1728 du 23 juillet 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	596,893
CP 1986-1902 du 8 août 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	142,311
CP 1986-1903 du 8 août 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	606,268
CP 1986-1904 du 8 août 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	268,245
CP 1986-2135 du 11 septembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	699,964
CP 1986-2136 du 11 septembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	109,369
CP 1986-2137 du 11 septembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	54,719
CP 1986-2200 du 18 septembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	166,457
CP 1986-2281 du 2 octobre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	583,991
CP 1986-2282 du 2 octobre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	663,026
CP 1986-2321 du 9 octobre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	473,369
CP 1986-2383 du 23 octobre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	176,353
LED 1987-1 du 16 janvier 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	241,690
LED 1987-2 du 26 janvier 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	84,373

Remises de droits, taxes et pénalités—*Fin*

Description du décret	Montant
	$
LED 1987-3 du 13 février 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,812,754
LED 1987-4 du 25 février 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,014,818
LED 1987-5 du 6 mars 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	894,414
LED 1987-6 du 25 mars 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	610,739
LED 1987-7 du 9 avril 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	687,809
LED 1987-8 du 27 avril 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,139,996
LED 1987-9 du 11 mai 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,927,556
LED 1987-10 du 20 mai 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,405,834
LED 1987-11 du 1er juin 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,348,452
LED 1987-12 du 15 juin 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,465,489
LED 1987-13 du 2 juillet 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	757,466
LED 1987-14 du 22 juillet 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,309,729
LED 1987-15 du 4 août 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	713,702
LED 1987-16 du 19 août 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,206,620
LED 1987-17 du 26 août 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,106,518
LED 1987-18 du 9 septembre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,171,733
LED 1987-19 du 22 septembre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,861,940
LED 1987-20 du 7 octobre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	725,124
LED 1987-21 du 20 octobre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,103,369
LED 1987-22 du 6 novembre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	495,777
LED 1987-23 du 23 novembre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,205,060
LED 1987-24 du 1er décembre 1987, en veru du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	722,374
LED 1987-25 du 24 décembre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,460,875
Total Revenu national	68,106,723

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises

Il y a trois types d'approbation/autorisation pour les radiations ou les remises des obligations, dettes, réclamations ou créances:

i) L'approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP) ou autres lois du Parlement telle que décrite à i)(a) et (b)—

a) L'article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale pour approuver les radiations des débiteurs (mémorandum) des ministères, de toute obligation autre que les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, et d'indemnités liées à un emploi, dette, réclamation ou créance qui n'excède pas $25,000.

b) D'autres lois du Parlement (e.g. Loi sur la faillite) donnent aux ministres l'autorité générale pour approuver la radiation ou la remise des obligations, dettes, réclamations ou créances.

ii) Approbation du Conseil du Trésor— L'article 25(1) de la LGFP permet à un ministre qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier des débiteurs (mémorandum), toute obligation, dette, réclamation ou créance supérieure à $25,000. Certaines obligations, dettes, réclamations ou créances inférieures à $25,000, telles que les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, et d'indemnités liées à un emploi, peuvent avoir besoin de l'approbation du Conseil du Trésor pour être radiées.

iii) Autorité parlementaire—

a) L'article 25(2) de la LGFP requiert que lorsqu'une obligation, dette, réclamation ou créance incluse dans l'état de l'actif et du passif du Canada doit être radiée, la radiation doit être autorisée par le Parlement comme un élément budgétaire dans une Loi de crédits ou une autre loi du Parlement.

b) L'article 25(4) de la LGFP spécifie que toute obligation ou dette d'une société de la Couronne envers le gouvernement peut être remise par voie de crédit budgétaire inscrit dans une Loi de crédits.

c) Une approbation spécifique peut aussi être donnée aux ministres par le Parlement en vertu d'une loi spécifique afin de remettre une dette ou une obligation.

Le genre de comptes et le genre de sommes radiées sont codés comme suit:

Compte	Radiation	Code
Compte-mémorandum pour débiteurs	Sommes radiées	A
Compte-mémorandum pour débiteurs	Remises	B
Comptes d'actif	Sommes radiées	C
Comptes d'actif	Remises	D

		Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Autorisation du Parlement			Total	
	Code[1]	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
ARTICLE 25 DE LA LGFP—										
AGRICULTURE	A	899	909,369	33	1,925,822				932	2,835,191
COMMUNICATIONS	A	69	5,562						69	5,562
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS	A	41	95,828						41	95,828
EMPLOI ET IMMIGRATION—										
Département	A	5,630	846,938	12	673,371				5,642	1,520,309
Compte des rentes sur l'État	C					6c	63	16,930	63	16,930
Fonds de prêts d'aide àl'immigration	C					16b&17c	1,611	542,911	1,611	542,911
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	A	1,339	548,182						1,339	548,182
ENVIRONNEMENT	A	221	20,167						221	20,167
AFFAIRES EXTÉRIEURES—										
Département	A	431	681,027						431	681,027
Employés affectés àl'étranger	D					2c	19	9,202	19	9,202
Agence canadienne de de développement international[2]	D					(2)	13	647,764,022	13	647,764,022

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises—*Suite*

	Code[1]	Approbation ministérielle Nombre	Approbation ministérielle Montant	Approbation du Conseil du Trésor Nombre	Approbation du Conseil du Trésor Montant	Autorisation du Parlement Numéro du crédit ou Loi	Autorisation du Parlement Nombre	Autorisation du Parlement Montant	Total Nombre	Total Montant
			$		$			$		$
PÊCHES ET OCÉANS	A	146	208,065						146	208,065
FORÊTS	A	3	18,653						3	18,653
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—										
Département	A			20	199,179				20	199,179
Compte pour l'expansion économique des Indiens	A			32	232,364				32	232,364
	C					7b&8c	944	11,823,891	944	11,823,891
Aide domiciliaire aux Indiens	D	208	311,581						208	311,581
	C					7b&8c	64	308,042	64	308,042
Fonds de prêts aux Esquimaux (intérêt) [3]	B			1	7,312				1	7,312
Fonds de prêts aux Esquimaux (principal)	C					31b	12	28,396	12	28,396
Compte de prêts aux petites enterprises du Territoire du Yukon	C					31b	9	220,863	9	220,863
INDUSTRIE,SCIENCES ET TECHNOLOGIE—										
Département	A	19	93,416	11	5,378,973				30	5,472,389
Industrie canadienne de défense	C					3c	1	99,541	1	99,541
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	A	3	3,687						3	3,687
Conseil national de recherches	A	99	7,527						99	7,527
DÉFENSE NATIONALE	A	1,818	80,647						1,818	80,647
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	A	208	24,594						208	24,594
REVENU NATIONAL—										
Douanes et Accise	A	32,619	3,418,119	103	79,422,160				32,722	82,840,279
Impôt	A	14,769	53,275,245	1,025	714,596,638				15,794	767,871,883
TRAVAUX PUBLICS	A	16	81,669	1	30,460,734				17	30,542,403
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	A	8,367	17,189,701						8,367	17,189,701
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—										
Service correctionnel	A	110	4,933						110	4,933
Libérés conditionnels [4]	D	339	8,570						339	8,570
Gendarmerie royale du Canada	A	77	28,046	1	29,600				78	57,646
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	A	1,718	123,254	3	119,243				1,721	242,497
TRANSPORTS—										
Département	A	729	399,488	6	1,396,751				735	1,796,239
L'égard de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Ltée	B					46b	1	47,644,192	1	47,644,192
Fonds renouvelable des aéroports	A	1,208	75,130	2	624,583				1,210	699,713
Bureau canadien de la sécurité aérienne	A	4	144						4	144
ANCIENS COMBATTANTS										
Département	A	163	165,505	1	28,932				164	194,437
	C					2b&3c	2	11,398	2	11,398
		71,253	*78,625,047*	*1,251*	*835,095,662*		*2,739*	*708,469,388*	*75,243*	*1,622,190,097*
LOI SUR LA FAILLITE—										
AGRICULTURE	A	519	1,269,805						519	1,269,805
REVENU NATIONAL—										
Douanes et Accise	A	65	215,999						65	215,999
Impôt	A	7,114	59,237,168						7,114	59,237,168
TRAVAUX PUBLICS	A	2	292						2	292
		7,700	*60,723,264*						*7,700*	*60,723,264*
LOI SUR LES CÉRÉALES DU CANADA—										
AGRICULTURE	B	1	288						1	288
LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE—										
EMPLOI ET IMMIGRATION	A	24,412	9,544,795						24,412	9,544,795

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises—*Fin*

	Code[1]	Approbation ministérielle Nombre	Approbation ministérielle Montant	Approbation du Conseil du Trésor Nombre	Approbation du Conseil du Trésor Montant	Autorisation du Parlement Numéro du crédit ou Loi	Autorisation du Parlement Nombre	Autorisation du Parlement Montant	Total Nombre	Total Montant
			$		$			$		$
LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE—										
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	B	80	42,116						80	42,116
LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS—										
ANCIENS COMBATTANTS	B	4,493	3,827,601						4,493	3,827,601
LOI CONCERNANT LA PERSCRIPTION DU QUÉBEC—										
TRAVAUX PUBLICS	A	1	7,206						1	7,206
		107,940	152,770,317	1,251	835,095,662		2,739	708,469,388	111,930	1,696,335,367
SOMMAIRE—										
Sommes radiées		102,819	148,580,161	1,250	835,088,350		2,706	13,051,972	106,775	996,720,483
Remises		5,121	4,190,156	1	7,312		33	695,417,416	5,155	699,614,884
		107,940	152,770,317	1,251	835,095,662		2,739	708,469,388	111,930	1,696,335,367

(1) Voir l'introduction ci-dessus.
(2) Loi sur la remise de dettes (Afrique subsaharienne).
(3) Représente des intérêts radiés conformément au crédit 546 de la Loi nº 3 de 1953 portant affection de crédits, telle que modifiée.
(4) Le crédit L103b de la Loi nº 1 de 1969 portant affection de crédits autorise le ministre, au cours de l'exercice et des exercices subséquents, à ne pas réclamer le remboursement de la totalité ou d'une partie du montant prêté aux libérés conditionnels pour leur aider à se réhabiliter.

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 38(3) de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Sommaire des avances comptables en circulation

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 1990		Avances réglées en avril 1990		Avances en circulation au 30 avril 1990*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
AGRICULTURE—						
Département	1,831	803,822	1,763	779,291	68	24,531
Office canadien des provendes	5	400			5	400
	1,836	*804,222*	*1,763*	*779,291*	*73*	*24,931*
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE—						
Département	73	25,781	70	25,660	3	121
COMMUNICATIONS—						
Département	204	162,282	175	140,726	29	21,556
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	52	53,392	50	52,592	2	800
Archives nationales du Canada	67	27,910	33	18,010	34	9,900
Office national du film	133	64,551	32	8,393	101	56,158
Bibliothèque nationale	46	23,965	32	14,375	14	9,590
Musées nationaux du Canada	239	219,802	200	117,561	39	102,241
	741	*551,902*	*522*	*351,657*	*219*	*200,245*
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS—						
Département	809	349,912	760	320,064	49	29,848
Tribunal de la concurrence	2	825	1	325	1	500
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	2	950	1	850	1	100
Commission de révision des marchés publics	3	2,350	1	300	2	2,050
	816	*354,037*	*763*	*321,539*	*53*	*32,498*
EMPLOI ET IMMIGRATION—						
Département/Commission	5,197	4,664,290	4,652	4,385,943	545	278,347
Conseil consultatif sur la situation de la femme	2	1,500	2	1,500		
Conseil de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	196	152,317	194	151,934	2	383
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	2	7,450	2	7,450		
	5,397	*4,825,557*	*4,850*	*4,546,827*	*547*	*278,730*
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—						
Département	868	539,429	841	529,939	27	9,490
Commission de contrôle de l'énergie atomique	89	52,147	89	52,147		
Office national de l'énergie	53	31,434	51	31,322	2	112
	1,010	*623,010*	*981*	*613,408*	*29*	*9,602*
ENVIRONNEMENT—						
Département	2,466	1,246,699	2,255	1,153,652	211	93,047
AFFAIRES EXTÉRIEURES—						
Département	2,310	4,595,852	1,095	1,728,118	1,215	2,867,734
Agence canadienne de développement international	354	577,896	214	399,908	140	177,988
	2,664	*5,173,748*	*1,368*	*2,128,026*	*1,296*	*3,045,722*
FINANCES—						
Département	193	160,793	152	139,798	41	20,995
Vérificateur général	261	186,713	261	186,713		
Tribunal canadien du commerce extérieur	5	4,356	5	4,356		
Bureau du surintendant des institutions financières	133	47,256	129	46,889	4	367
Privatisation et affaires réglementaires	9	2,058	3	191	6	1,867
	601	*401,176*	*550*	*377,947*	*51*	*23,229*
PÊCHES ET OCÉANS—						
Département	1,354	731,189	1,261	688,624	93	42,565
FORÊTS	207	158,516	197	155,189	10	3,327

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Sommaire des avances comptables en circulation—*Suite*

Ministère et organisme	Avances en circulation *au 31 mars* 1990		Avances réglées en avril 1990		Avances en circulation au 30 avril 1990*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	13	6,500	13	6,500		
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—						
Département	977	594,165	866	540,986	111	53,179
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—						
Département	329	273,413	263	233,111	66	40,302
Agence spatiale canadienne	3	1,729			3	1,729
Investissement Canada	40	41,680	40	41,680		
Conseil national de recherches du Canada	381	400,154	348	395,574	33	4,580
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	23	13,741	23	13,741		
Conseil des sciences du Canada	8	4,725	8	4,725		
Statistique Canada	314	170,201	313	169,901	1	300
	1,098	*905,643*	*995*	*858,732*	*103*	*46,911*
JUSTICE—						
Département	324	230,922	256	150,269	68	80,653
Commission canadienne des droits de la personne	69	19,443	67	19,330	2	113
Commissaire à la magistrature fédérale	441	837,501	326	505,118	115	332,383
Cour fédérale du Canada	62	19,055	61	18,955	1	100
Commission de réforme du droit du Canada	12	4,497			12	4,497
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	1	300	1	300		
Cour suprême du Canada	5	37,814	5	37,814		
Cour canadienne de l'impôt	5	8,450	1	100	4	8,350
	919	*1,157,982*	*718*	*731,886*	*201*	*426,096*
TRAVAIL—						
Département	467	225,570	435	218,134	32	7,436
Conseil canadien des relations du travail	9	9,400	9	9,400		
	476	*234,970*	*444*	*227,534*	*32*	*7,436*
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—						
Département	1,851	839,648	1,679	796,075	172	43,573
Conseil de recherches médicales	5	644	5	644		
	1,856	*840,292*	*1,684*	*796,719*	*172*	*43,573*
REVENU NATIONAL—						
Douanes et Accise	1,782	1,443,784	1,744	1,429,039	38	14,745
Impôt	1,169	756,915	747	470,331	422	286,584
	2,951	*2,200,699*	*2,491*	*1,899,370*	*460*	*301,329*
PARLEMENT—						
Sénat	48	16,214	46	14,064	2	2,150
Chambre des communes	63	49,008	63	49,008		
Bibliothèque du Parlement	5	4,492	4	4,360	1	132
	116	*69,714*	*113*	*67,432*	*3*	*2,282*
CONSEIL PRIVÉ—						
Département	72	227,104	56	177,793	16	49,311
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	11	4,408	9	3,752	2	656
Directeur général des élections	4	5,875	4	5,875		
Commissaire aux langues officielles	24	7,464	21	6,401	3	1,063
Conseil économique du Canada	13	9,921	13	9,921		
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	13	4,585	13	4,585		
	137	*259,357*	*116*	*208,327*	*21*	*51,030*
TRAVAUX PUBLICS—						
Département	1,313	693,777	1,094	555,449	219	138,328

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Sommaire des avances comptables en circulation—*Fin*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 1990		Avances réglées en avril 1990		Avances en circulation au 30 avril 1990*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—						
Département	235	212,485	221	195,140	14	17,345
Centre canadien de gestion	14	8,050	13	7,546	1	504
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	67	28,364	59	25,314	8	3,050
Commission de la Fonction publique	232	107,686	184	97,755	48	9,931
Conseil de recherches en sciences humaines	2	1,600			2	1,600
	550	*358,185*	*477*	*325,755*	*73*	*32,430*
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—						
Département	70	46,100	26	23,663	44	22,437
Service canadien du renseignement de sécurité	1	700,000	1	700,000		
Service correctionnel	1,062	569,456	965	545,086	97	24,370
Commission nationale des libérations conditionnelles	14	4,780	14	4,780		
Gendarmerie royale du Canada	2,839	4,549,141	2,839	4,549,141		
	3,986	*5,869,477*	*3,845*	*5,822,670*	*141*	*46,807*
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—						
Département	515	293,815	487	276,259	28	17,556
TRANSPORTS—						
Département	3,960	3,574,570	3,376	3,189,226	584	385,344
Bureau canadien de la sécurité aérienne	62	27,775			62	27,775
Administrateur de l'Office du transport du grain	9	3,100	9	3,100		
Office national des transports	101	87,849	98	87,063	3	786
	4,132	*3,693,294*	*3,483*	*3,279,389*	*649*	*413,905*
CONSEIL DU TRÉSOR—						
Secrétariat	123	99,437	99	82,007	24	17,430
Contrôleur général	17	14,779	17	14,779		
	140	*114,216*	*116*	*96,786*	*24*	*17,430*
ANCIENS COMBATTANTS—						
Département	617	321,444	585	309,806	32	11,638
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	61	16,035	61	16,035		
Total	37,022	32,525,402	32,108	27,161,455	4,914	5,363,947

* Voir les détails à l'état suivant—"Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990".

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990

Nom	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
Ayim D	696
Barr R	500
Brady R	1,000
Chevrette P	500
Coomber B	767
Cullen F (2)	5,470
Geale D	1,900
Giddings A	900
Irwin D	600
Joss F	1,300
Koller M	700
Paton D	975
Toother J	500
Avances inférieures à $500 (54)	8,723
	24,531
Office canadien des provendes	
Avances inférieures à $500 (5)	*400*
	24,931
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Département	
Avances inférieures à $500 (3)	121
COMMUNICATIONS	
Département	
Black D	4,375
Campbell R	1,180
Halpin M	1,500
Huck R	519
Lalonde J	936
Smith G	1,400
Terrillon-Mackay L	1,973
Watt J	7,937
Avances inférieures à $500 (21)	1,736
	21,556
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
Bédard N	700
Avance inférieure à $500 (1)	100
	800
Archives nationales du Canada	
Côté R	600
Cyr A	500
Grimard J	600
Van Leyen T	1,000
Wallot J P	2,500
Avances inférieures à $500 (29)	4,700
	9,900
Office national du film	
Adkin D	2,500
Adolphe M	809
Besse R	1,256
Campeau L	2,568
Dandavino M	647
Davidson T	1,000
Deugau K	1,000
Drevet L	905
Fraticelli R	566
Guillard G	904
Gutierrez G	3,407
Krepakevich J	1,034
Lachapelle J P	562
Lalonde B	5,000
Mahoney M	1,250
Mercier J F	683
Milloy W	773
Nichol R	1,256
Obomsawin A	1,531
Parrell B	1,000
Pennefather J	1,396
Pollard B	9,789
Sarazin M	760
Schei P I	505
Wells L	789
Wodoslawsky S	1,634
Zwaneveld E	3,570
Avances inférieures à $500 (74)	9,064
	56,158
Bibliothèque nationale	
Clément H	2,121
Couillard J P	700
Daoust J	3,750
Islam M	700
Van Derbellen L	708
Avances inférieures à $500 (9)	1,611
	9,590
Musées nationaux du Canada	
Cameron R	3,800
Dickenson M	1,033
Doiron M (2)	3,588
Ecrit S (3)	4,500
Glenney (2)	603
Gratton L	700
Hewson M	6,000
Howye K	600
MacMaster	1,000
Martin L A (2)	1,250
McRae S	800
Morin F	46,148
Poulin R	500
Racette J	1,375
Saulis K	575
Suthren V	550
Taylor W E	3,000
Thomas A (2)	548
Trottier P (2)	23,250
Avances inférieures à $500 (13)	2,421
	102,241
	200,245
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS	
Département	
Bradley J	500
Bruce R	650
Burton P	800
Chiang C C	600
Coombs A	502
Crapigna L	515
Innes J	1,000
Kreviasuk D	10,000
McDermott C	1,600
McMullen C	1,000
Poirier B	500
Reasbeck G	800
Schwartzman C	600
Watters D	1,000
Avances inférieures à $500 (35)	9,781
	29,848

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Tribunal de la concurrence	
Séguin L	*500*
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	
Avance inférieure à $500 (1)	*100*
Commission de révision des marchés publics	
Archambault J	850
Williams R	1,200
	2,050
	32,498
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission	
Ahg A	700
André J	2,070
Auger P	1,185
Baker D	1,800
Banville D	1,494
Barr D	4,037
Bélanger J	3,640
Berger B	2,154
Bergeron R	1,000
Binsell I	2,628
Boisvert D	700
Bonneau J	500
Boucher H	708
Boyer J	1,650
Brick J	1,800
Broadbent L	2,426
Caden M	775
Callegarie E	2,000
Campagna M	800
Cannon P	600
Cardinale C	1,200
Carrol D	589
Cecyre J	750
Cendrez A	550
Chagnon P	900
Chamberland R	500
Chartrand C	1,000
Christie D	1,750
Claxton J	1,750
Cookston T	848
Corey R	530
Cotte M	526
Coude G	720
Covey A	635
Crowe E	560
Csik S	2,218
Damph M	1,971
Deeson L	1,302
Dekergommeaux D	764
Divecchia L	550
Dombrady C	550
Donovan P	609
Douma A	1,138
Drigo J	760
Duguay E	4,810
Dunn H	2,100
Dutkiewicz J	554
Elder M	558
Elliott P	600
Ellis L	4,986
Fawcett J	871
Filax F	750
Forget D	500
Furlong D	500
Gagnon R	500
Galasso T	1,000
Gerelus T	2,608
Gionet D	1,800
Gladu C	675
Gray E	1,400
Grenier N	861
Griffiths E	550
Grochochinski A	500
Guérin J	1,000
Hess P	620
Hinz K	2,011
Holme L	2,300
Hughes M	1,750
Hull D	1,143
Hurtubise A	1,463
Isabel J	500
Iserhof B	500
Kuhmij H	3,400
Labbe D	600
Lambert R	2,000
Landry H	700
Lapointe E	560
Lareau J	1,700
Lebon J	3,700
Lee G	650
Lee L	735
Légaré D	995
Legge G	675
MacGregor R	1,255
MacLennan M	1,701
Maiangowi S	652
Malenfant R	500
Mammoliti M	1,200
Mant N	607
Marcus G	2,405
Marn J	1,903
Marquis S	900
McConney K	660
McKay P	2,734
Miguel A	550
Molloy M J	1,500
Morrison C	1,409
Murphy W	1,465
Nagakawa N	2,000
Nevills D	555
Newfeld H	700
Nobert P	763
Norrad P	1,740
Oporto M	2,734
Pearl M	2,000
Pellicore C	3,400
Perkin L	562
Perlikowski S	1,217
Peterdy M	2,942
Phillips S	688
Phinn P	1,315
Piché K	1,193
Pitz M	950
Platt E	1,350
Poulin M	775
Quirion W	1,977
Richard R	1,000
Rienzo R	1,000
Rodrigues R	2,048
Roy Y	1,779
Ruda A	2,734
Rydier D	2,503
Séguin S	4,009
Shermack D	566
Sippel H	3,425
Sirois P	1,000
Sitney B	2,012
Slater S	2,115
Smogyi G	2,000
Spink D	1,189
Stephanson A	500
Stewart C	943

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Stibernik A	2,450
Tait I	1,000
Tambasco T	2,800
Towns M	704
Villion P	1,100
Ward L	2,173
Weldridrich A	4,006
West P	2,543
Windsor J	1,940
Woodworth R	550
Wouda H	1,906
Avances inférieures à $500 (402)	73,588
	278,347
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	
Avances inférieures à $500 (2)	*383*
	278,730
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Département	
Desjardins V	600
Keyes R J	5,335
Sabourin J	900
Avances inférieures à $500 (24)	2,655
	9,490
Office national de l'énergie	
Avances inférieures à $500 (2)	*112*
	9,602
ENVIRONNEMENT	
Département	
Allard A	800
Bélanger Y	950
Bender D	1,275
Bender J	600
Benoit R	1,700
Benoit R	875
Bourbonnais J	1,195
Cambell G	1,400
Collinson J D	547
Crosbie D	1,315
Cross G	1,200
Daigle D	4,229
Dansereau M	1,200
Davies G	1,600
Denoncourt G	600
Fardin L	5,834
Findleton I B	900
Fooks J	600
Gardner N	2,400
Gilbert B	600
Gorman S	1,182
Hamel P	900
Hopkins C	6,225
Jacino M	3,000
Kellie A	1,200
Kerman B	5,000
Kerr J B	628
Lambe P	2,000
Landriault L	600
MacDonald S	600
MacMillan K	500
Payette C	1,000
Perry B	600
Power J	500
Racine E	1,500
Richens D	558
Roy A	500
Saab L	500
Sadowski L	1,200

Nom	Montant
	$
Savard M	1,425
Seymour N	1,200
Simard R	1,000
Turner B	700
Underwood J	600
Valin M	525
Wardle D	500
Wilson E	1,725
Avances inférieures à $500 (164)	27,359
	93,047
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Département	
Abols P	598
Abud Lapierre B J	3,003
Adam B	3,452
Adam D	3,215
Allen K	1,800
Amundsen H	645
Andeel C	10,000
Anderson F	1,400
Anderson P R	2,900
Anderson R J	2,872
Archambault J M	2,345
Archambault R P	3,409
Armstrong D	502
Armstrong M	2,619
Arnold J M (2)	5,243
Arsenault A E	1,000
Arsenault F J (2)	5,143
Arsenault J	1,600
Arsenault J F E	1,895
Asselin N (3)	11,065
Aubin A	2,619
Bailey G	3,529
Baker B E	2,619
Bale S	5,746
Banville M Y	1,634
Barchechat G	2,619
Barrett J A	2,578
Barton J	5,200
Bastikar A	1,726
Bates G H	1,304
Bates J	590
Baudot C R	2,600
Baxter D L (3)	7,272
Beaty	1,979
Beauchesne R	3,373
Beaulieu L (2)	4,463
Beaulieu P	2,619
Beaupré P A	809
Béchard G	1,644
Beck S	1,213
Beckford D	592
Bédard Gigantes S	1,718
Bedit R	1,726
Bel Buey E F	2,619
Bélanger M R	600
Bellec P A	500
Beltran J (6)	12,786
Benoit A (2)	9,348
Bernstein A	759
Berry G R	5,489
Berry M K	2,619
Bérubé A A	2,258
Biabo P	2,000
Bigras H J E (2)	5,053
Bishop D	1,000
Bisson G	3,997
Black D	1,600
Blais S C	7,000
Blake C A	1,873

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Blake R	2,788
Boal P	1,766
Boehm J	1,726
Bonar J D	1,977
Booker D A	2,907
Boor K A (2)	2,400
Borda S R	500
Borland S W	2,269
Bosley J	1,229
Boucher P	3,448
Bouma A B	2,899
Bourque J (10)	24,177
Bourque L J I	1,726
Bouthillier M B	3,169
Bowden W R	1,618
Bowker A F	10,600
Boyinston S G	1,050
Bracken H J	2,973
Bradford J	1,726
Braid M P	3,725
Brault M	1,650
Bray J	4,000
Brazeau R J (3)	5,840
Brettle A P (3)	2,750
Breuer A	1,220
Briggs R J	500
Brown L H	8,706
Brown R C	2,619
Brown S L	6,744
Browne D	1,726
Browne D B	2,767
Browne G G	4,000
Bruneau G	696
Brunton C G (2)	1,983
Buckley B	712
Bujold M J (2)	7,562
Bull R	3,535
Burney D H	11,871
Burton B E	11,529
Buscham W	1,021
Butler E U	5,013
Caldato R A	2,000
Calvillo R	1,800
Campbell D I	500
Campbell D M	792
Campbell G	650
Campeau M L	4,400
Canada/Pakistan Bus Clc	7,047
Carney P (2)	3,497
Caron D	4,746
Caron J P	2,619
Carroll T	1,040
Carswell D (2)	9,325
Carter J R (3)	6,374
Carter K (2)	26,907
Carter L P	2,903
Carvajal M E	1,800
Casey B P	838
Casey B T	539
Champman G	1,726
Chan R D	503
Chandler F E K (2)	6,622
Chaplin D F (2)	10,819
Chappell R H	3,491
Charette A	534
Charland C T	737
Charlton I	659
Charron C Y (4)	5,700
Charron M	2,993
Charron R M T	6,119
Cheh J	1,200
Chemla D (2)	2,688
Clark D L	500
Clark J (8)	4,558

Nom	Montant
	$
Clark L S (2)	2,517
Clegg N M A	5,575
Clément G A	1,393
Clendenning D H	1,177
Coffin C	4,000
Cole A (2)	3,661
Cole A J	4,411
Collette R L	12,324
Collin P A	600
Collin P A (2)	3,450
Collins D B	6,417
Contamine Y (2)	6,919
Cooke R F	2,619
Cooter C	1,000
Cordier C	1,615
Cormier T J	3,433
Correa M	1,800
Corriveau M (2)	4,592
Corriveau M A J	714
Costello J	1,173
Côté R (2)	2,319
Coughlin D G	4,000
Coulombe J	2,505
Couture M A (2)	4,320
Cox B (2)	3,370
Cox R (4)	7,349
Cranham E	3,600
Cranham E W	2,575
Cupples C L	600
Currin B	1,700
Curry T G	1,793
Cyr F B	1,089
Dacany A	1,311
Darechuk T L (2)	5,225
Darling B (3)	5,519
Davidson M A	3,318
Davidson R G A	3,799
Davis B (2)	3,719
Davis C E F	2,696
Davis D H (2)	4,447
Davison B	1,726
Davud O	4,077
De Bellefeuille D	2,877
De Kir A	1,655
De Pagter H	658
De Quimper J	2,000
De Salaberry J L P	2,065
De Salaberry M (2)	4,295
De Varennes C	1,500
Debbané G (3)	6,206
Delisle J P	1,200
Dellavallé N J	1,726
Delorme M J	2,829
Delouya A N	1,197
Delworth W	766
Denny D	2,618
Derome M	2,046
Desalaberry J	3,452
Deschênes J	1,726
Desjardins M	2,745
Destroismaisons C	1,049
Dewhirst D G (2)	13,089
Dhavernas D	558
Di Bartolomeo B A	3,455
Dickenson L T (2)	2,878
Dicks W L (2)	1,000
Diechun K B (2)	4,962
Dimmell R (2)	5,779
Dionne J Y	1,726
Dionne M	1,726
Dompierre A M	719
Doré M F L (2)	1,306
Dowding M	2,427
Drager P (2)	12,043

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Drake D A	2,620
Drouin R (3)	9,119
Duarte J	1,500
Duclos D	1,440
Duffield L J W (4)	6,952
Dufour S R	1,726
Dunnett J (2)	4,774
Dunseath R	3,504
Dupont J M S	585
Dupuis L J R	1,726
Dyer J	3,000
Edwards D M	592
Ehrlich W W	2,390
Elder D C	2,619
Elliott J A	1,158
Ellison W R	3,517
Encinos L (2)	1,512
England C G	577
Etheridge N H R (2)	3,828
Éthier C	3,517
Evanson E R	2,550
Evernden R H C	1,726
Evershed R	2,342
Fanning J D	2,644
Farah M	1,928
Farrell R (2)	1,682
Farrell W J A	10,284
Feldman W	2,523
Ferland A J C	500
Fink J L	1,195
Finlan M L E	3,736
Flanagan R	1,443
Flett R A (7)	15,475
Forgues C (4)	4,458
Frame D F	2,900
Francesco C	590
Francis K D	1,109
Francomb M J (2)	4,536
Fraser D G	5,259
Fraser H P G (4)	7,666
Frazer P D (2)	1,600
Frisco H	4,000
Gaëtan L	2,523
Gagnon H M	3,471
Gagnon L	500
Gagnon M	7,994
Gaillard M	2,619
Galpin A J T	4,500
Garcia I	553
Gauthier M	8,001
Gauvin J	2,025
George C D P	2,939
Gérin N	590
Gibbons S	2,619
Gibeau M	800
Gibson D	2,619
Gilker E E	2,941
Gill N S	2,619
Gillette S R (2)	7,166
Gingras A	2,387
Girard P	2,708
Giroux M (2)	2,217
Gladish J (4)	5,751
Glansdorp H	1,493
Godfrey C A (2)	7,792
Gold R N	2,619
Gossen R E	837
Goulet B	4,000
Goulet J	1,000
Goulet R J A	1,829
Goulet-Hafsi S	2,500
Graham A L	2,619
Graham D E M	3,005
Graham J E	1,066

Nom	Montant
	$
Grandbois A	2,400
Grantham J N	2,567
Green K	1,000
Green L E	600
Grégoire Le Blais D	1,260
Grey S (2)	825
Groberman R	1,190
Guay L	10,747
Guimond C (2)	2,516
Guimond P (2)	8,742
Gushulak B	9,961
Gushuliak R D	2,619
Guy H W	3,441
Hack R H L	630
Hahn P L K	1,450
Haines R T	1,455
Halawa R A	9,793
Hall C O (2)	8,707
Hamel J P	2,619
Hamilton P R	1,198
Hancock P	710
Hancock P J A (4)	5,621
Hancox J	613
Hanssen B D	878
Hardinge D	10,498
Harkness R M	3,762
Harkness R M (2)	5,726
Harman J J	3,600
Harquail G A	925
Hart R H (2)	4,502
Hastings R	2,337
Hausser A	3,200
Hawley W J (2)	5,840
Hébert E	959
Hendrick M A (2)	4,131
Henkee K B	3,433
Henley G	2,119
Henry D	4,100
Henry J	1,301
Henry J E (3)	6,619
Henry J P O	4,170
Hentschel K G J (2)	3,471
Herman B	2,619
Herringer R W	12,106
Hesse S	2,749
Heuchan A	16,500
Hewlett J K	1,900
Hinson S (3)	4,650
Hladik M J	1,875
Hogg D R	3,431
Holbrook D	4,000
Holbrook D J (3)	12,655
Holdham J (2)	2,375
Holt J A	1,830
Howard R M (3)	3,700
Hradecky S S	2,340
Huard A (2)	13,819
Huard H	10,837
Hubert J P	9,576
Hubert-Rouleau J F (2)	1,200
Hughes M J	700
Hurst J P	2,352
Hurst J R	695
Hutchings D B	3,060
Hutchinson R D	6,840
Huxley D G W	1,498
Hyndman R O	766
Iddy L	548
Ishiguro S	1,726
Iznasni M	1,100
Jackson C	1,726
Jaglowitz P	1,400
James L	14,053
Janisch M A (2)	6,704

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Jarp D K	935
Jaworsky J M	4,363
Jeffery J	1,400
Jodoin R	2,579
Johnson A M B	2,610
Johnson M	1,591
Johnston K G	879
Joly M (2)	4,282
Jones G C	650
Jurkovich A	5,614
Jurschewsky S H (3)	9,704
Kam M	1,356
Kane D	610
Karsgaard D A (2)	4,695
Keithland D	1,726
Keithlin D L	3,451
Kennedy K B	2,267
Kern J H	6,322
Khan A W	562
Khokhar J A	1,052
Kingate D	2,700
Kirby M N	2,550
Kirch J	2,619
Klein A B	2,619
Kleniewski J (2)	11,391
Klosch M	1,400
Koenig E H	1,613
Korn H G	500
Kramer J	684
Kroll H G	715
Laberge J L (2)	4,437
Lachance P	4,003
Ladouceur R J	2,619
Laine J M	3,750
Lallemand M R L (2)	4,950
Lalonde D (2)	3,898
Lamonde J (3)	9,922
Lamonde J	4,000
Langevin J A (2)	4,725
Langille G W (2)	6,451
Langlois R	1,835
Langstaff E M	3,416
Laoleoeyanurak S	5,000
Lapointe C J	2,619
Lapointe P	2,600
Lapointe R E (2)	3,575
Laporte A R	2,619
Larkin J E (3)	4,166
Laroche N M (3)	5,557
Larocque N	500
Larocque N M (5)	7,638
Larose L	2,600
Laverdure C	1,726
Lavertue G	1,644
Lavoie S A (2)	4,096
Lawrie P (2)	4,502
Leach J D	1,726
Leclerc M E	592
Leclerc R	2,619
Lederman L D (3)	2,755
Ledoux R J G	2,688
Leduc A A (2)	4,988
Lefebvre L	8,000
Legarde R J	2,682
Legault J M (2)	3,452
Léger L L	3,253
Leiduc R	2,619
Lemay Y	1,001
Lemieux G	1,680
Lepage G	550
Lepage M	1,000
Lepage M F	3,500
Lépine J R	1,480
Lesage J M	1,726

Nom	Montant
	$
Lesk P J	2,000
Lever A N	2,498
Levesque L (3)	7,714
Levesque N	500
Levesque Y A	606
Licari W G (2)	20,638
Lindsay N D	11,940
Lobsinger J P	714
Lofthouse M	1,726
Logie R R M (3)	6,265
Lonergan T P J	2,871
Lord W L (3)	16,688
Lorin J C	3,103
Lotayef K	1,100
Lovett J R	888
Low G	642
Luchhead I	4,000
Luton G E	618
Lynch J O	2,619
Mabley B	1,649
Mabuza E	1,500
Macarthur J P	2,571
Macdonnell N C	1,905
Mace M T (2)	4,838
Macgregor B	550
Machaya A	632
Macinnis J R	3,578
Mack L R	2,882
Mackenzie M	2,175
Mackinnon K W	1,000
Maclean A L	6,074
Maclean R S	1,428
Macleod D I	11,129
Macmillan C	1,238
Macmillan S	575
Mailhot R J	7,800
Makin J A (3)	11,416
Malek F (2)	16,430
Malone J	1,726
Mank R B	5,030
Mann D V (2)	6,626
Marchand S M C	3,026
Marcoux P	2,118
Marion P	1,791
Marko V	1,726
Marks D	2,369
Marr T D (3)	7,699
Martel A L	3,807
Martel P H (2)	9,006
Martens D	1,583
Martens F D	3,581
Martin G	1,195
Martin M	2,619
Martin M P	1,800
Martineau C	1,080
Mathieu G	1,726
Maurice F	4,000
McAdam B C (2)	7,043
McAlpine R A	4,285
McDonald D G (2)	12,151
McEachern J F	1,317
McEachern W E	3,510
McEwen W G	2,005
McGovern M A	2,267
McKechnie M J	2,619
McKeown L	5,833
McKnight J	4,707
McLellan D J	10,945
McLennan D	2,925
McLennan D P (3)	10,374
McMaster D A	4,857
McMillan T	837
McMillan T M (2)	1,800
McNab K	12,153

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
McNiven A E	2,619
McRae R D	950
Meadows J A	1,125
Meadows M R (2)	10,500
Meagher T M	6,196
Meier-Villa I	2,200
Menezes-Dufresne D (2)	6,145
Merner R D (2)	6,819
Meyers L	1,400
Milic A	8,033
Millar S	524
Miller B R	1,470
Miller G A	2,619
Minz A H (2)	4,463
Moeser H J (4)	6,710
Moffatt D	2,485
Molloy M J (2)	6,619
Monro R K	4,682
Monroe L P	6,866
Montcalm G (2)	5,902
Moore H	1,192
Moreau A M	3,422
Moreau S	2,046
Morgan N E	1,000
Morin R	504
Morissette J R (2)	2,036
Morris B	1,726
Morrison G	5,335
Morrison J A	1,800
Morrow D C	704
Mosser M	4,000
Mosser M I (2)	3,327
Munro I R S (3)	11,375
Mustakas K (2)	6,096
Myatt D G (2)	8,122
Myhal W A	5,723
Nabb V J	3,800
Nadeau J P	3,285
Nankivell J	3,125
National Westminster Bank (2)	1,301
Neelin W D	2,619
Neidy S (2)	4,505
Nicoloff O	1,489
Noble R B (2)	4,071
Norbert & Gibson	800
Norris T A (9)	15,976
Norwood J	1,139
Novak M G M	1,570
Noyes Roberts R (3)	3,011
Noyes Roberts R H	3,158
Nyati E	500
Nykiforuk G	2,061
Ohlsen G (2)	3,897
Ohlsen G (2)	8,277
Ohlsen G L (2)	5,683
Oikawa S	2,281
Olohan M T	1,300
Olson K J	1,820
Oneill B H	2,619
Oppertshauser M A (4)	5,534
Orr R (2)	14,815
Osler J L	1,726
Ouimet L	3,001
Page A	600
Painchaud P	3,605
Palmer L	992
Paquet G (3)	59,999
Paquet G E L	2,058
Paquet J P (3)	5,875
Paradine P (2)	8,641
Parent Major D	935
Parisien A A (2)	2,091
Park J S	3,983

Nom	Montant
	$
Parker A E (2)	4,377
Parsons G	1,726
Paterna N	1,817
Patterson R	8,597
Peippo D J	2,900
Pelletier R	3,663
Peltier M (2)	4,333
Perrault M E	3,452
Perreault M J	1,607
Perrier F	2,619
Perrin J E	1,600
Perron A C	1,194
Pham T B M	1,907
Piatelli M J	750
Picard M J	954
Piché Y J M (2)	4,878
Pichette M M (4)	7,601
Pichette P	1,674
Pigott P J	949
Pinnington P	1,319
Pitfield B (2)	3,105
Platt G L	926
Plenzia J	1,291
Plunkett D	5,704
Poetschke R W	1,176
Poirier L	710
Porter R	800
Poulin J A	9,604
Pound W H (3)	7,873
Pregel A Y	1,352
Preston B	1,400
Prinsen J	5,726
Proulx L	1,726
Puddester R P	2,523
Pudifin R C (2)	4,263
Quinn T	705
Rabbie W	1,726
Rahman S S	638
Rankine I	1,400
Rayburn A F	2,600
Rayfield S	2,996
Régimbald R	1,110
Reid G	666
Reid M J (2)	3,701
Ricard A	2,603
Rice B C	5,804
Rice E H J	3,263
Richer A (2)	1,710
Rickman H	6,254
Rivard G	5,169
Rivington D J	2,010
Robard G	1,446
Roberts A	3,705
Roberts J	500
Roberts W J	2,619
Robertson A W	587
Robichaud G M	3,500
Robillard A (2)	5,022
Robinson N A	7,588
Robinson W R (2)	8,519
Romano R E	660
Rompkey B	800
Rondeau D	1,782
Roozendaal S T	2,686
Rose A C (2)	508
Rose D	3,649
Rosebrugh J L (2)	4,800
Ross C W (2)	2,344
Rossetti D	4,420
Ruso D	4,394
Ryan M	500
Salesse G E	1,206
Sanderson D	7,590
Sapardanis C A	3,450

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Satchell T J J	604
Saunders P Y	696
Savard R J (4)	11,215
Sawyer N	500
Scott G	3,181
Scott Hankey N	2,619
Scott J P (2)	5,447
Scown D	1,726
Scown D R	3,364
Scriven G	1,800
Sealy L D T	4,307
Serpa M C	2,200
Shaw C	3,452
Shaw C M	7,144
Shaw-Wood R G	3,053
Sheardown J V	2,933
Shearer N J	1,000
Shepherd M	2,150
Shepherd-Legault M S	2,140
Sheward L M	2,619
Shindler D	5,726
Shisko A	3,060
Shudo K	2,043
Siddall J	5,806
Sigurdson K	3,452
Silva R	1,800
Smith J F (2)	15,026
Smith K	1,726
Smith K C	1,726
Smith S A (3)	4,340
Smith V (2)	2,600
Spears W E (3)	6,840
Speers R	5,476
Speller B	1,589
Spénard J E G	660
Spence G	1,278
Springgay B W	3,291
Stapleton D	2,000
Stephens D M	2,619
Stephens H L	2,743
Sterling S H (3)	7,106
Stevens H A	2,672
Stevens R P (2)	4,088
Stiebrova E	2,199
Stubbert R W (3)	6,131
St-Clair D W	1,550
Sukhder H	1,772
Sukhder H	532
Sullivan T C P	5,173
Suria J	5,334
Sutherland G A (5)	6,410
Szaton J J (2)	4,119
Szentirmai R K	2,480
Tass T A	995
Taylor G L (2)	2,607
Taylor J	1,726
Tellier L	600
Temple M C	4,693
Tennial G	4,000
Tennian G (4)	7,123
Tetu M	598
Theault A	2,619
Théberge P A	2,670
Thompson D F	2,619
Tierney T J	500
Tilsley R J N	1,030
Tobin B	1,000
Tonner T	1,400
Touzel J M	831
Tremblay D	4,023
Tremblay G E	2,619
Trépanier M J	1,000
Tully M R	1,520
Turner A (4)	8,221

Nom	Montant
	$
Turner L J	1,977
Tuzo F	3,275
Ulrich M G	2,619
Unzueta R	850
Vaillancourt L	5,206
Valentine B J	3,100
Valentine G	1,726
Valentine G D	500
Vandenhoff M	1,661
Vanderloo R (2)	2,584
Vandermeer W	500
Vankoughnett M A	1,400
Veilleux J	2,000
Vermeirre D	1,484
Verner E	2,937
Vernon Jackson H	1,169
Vernon J H	4,632
Vézina F J L (3)	7,736
Vidricaire M	5,180
Vikova R	840
Villeneuve L	2,847
Viner D G (5)	21,729
Viveash D	3,491
Voisin D R (2)	7,401
Volkoff A	1,419
Voyer C	2,619
Wade S	2,200
Wade S A	1,346
Wade S E	1,500
Wadsworth M	3,452
Walker D	900
Walker P F	6,154
Wallace S (2)	5,919
Wang E C	1,200
Wardle D A (4)	10,394
Washbrook D A	2,947
Watson B K	1,611
Watson K R	2,137
Waugh R N	2,619
Weber G H	5,726
Wells H	1,643
Wellsbury W S (2)	3,028
Welshman B	828
Werstine P	1,400
Whalen M P	1,900
Whelton C A (3)	5,271
Wilson G J	2,619
Winfield D J S (3)	2,537
Wong A	3,285
Wong W C B (2)	4,786
Wood G W (3)	11,522
Wood I F	1,726
Woodhouse R	3,128
Wright R	2,703
Wynne D E	1,844
Yearwood T	1,800
Yetman E M (3)	18,757
Young B R	7,199
Young P D (2)	3,300
Zawisza J M A	4,637
Ziaka P (2)	5,867
Ziegel W	1,400
Avances inférieures à $500 (146)	45,303
	2,867,734
Agence canadienne de développement international	
Anderson R G	1,005
Barchechat G	1,249
Baser H	604
Beadle R	911
Beaudry-Somcynski M	850
Bellemare F	1,040
Bjorklund D	2,150
Bouchard G A	1,179

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Bourbonnière L	1,535
Bowes C	1,018
Breiner L	3,580
Briand D	4,283
Broadbent E	3,000
Brown B	2,980
Bugatsch R	1,990
Campbell J	2,970
Cayer M	1,785
Chauvet G	2,308
Couture R	1,179
Cram K	2,167
Custeau M	597
Demers L	854
Edwards D	3,214
Florida P	2,000
Giroux H	1,090
Giroux P	3,650
Girvan M	4,680
Gosselin A	2,800
Goulet J	2,740
Grandbois A	2,517
Grenier D	5,988
Hamel R	2,250
Hoffman P	1,310
Hunt P	1,000
Huddleston P	1,046
Jacquart A	926
Johnston D	1,303
Kenny G	647
Koch F	1,931
Krukowski P	2,006
Kuhns J	1,180
Lake E	914
Lapointe C	1,234
Larouche D	3,000
Lauzier J-C	1,904
Leblanc M	2,250
Leblanc N	1,100
Léger R	4,152
Leguerrier A	2,365
Lepage M	1,046
Lessard G L	1,460
Lessard M	835
Louli E	1,308
MacGillivray I	3,000
Masse M	2,231
Mault F	643
McAskie C	598
McMaster C	1,600
Montcalm G	1,006
Moreau S	7,832
Morgan P	4,323
Obomsawin R	627
Perinbam L	1,381
Pim R	3,686
Portelance R	750
Potvin A	1,994
Racicot E	1,648
Rodekop W	2,953
Rolston W	3,326
Rose R	2,565
Rousseau D	3,997
Saper A	1,046
Schubert P	1,260
Sinclair J	2,001
Snider P	3,118
Touzel J-M	1,931
Valentine K	6,156
Villeneuve G	1,479
Wetherop D	4,000
Wisehart L	1,223

Nom	Montant
	$
Avances inférieures à $500 (60)	8,534
	177,988
	3,045,722
FINANCES	
Département	
Askari M (2)	700
Bernes T	3,500
Blashill J	500
Buchanan L	2,000
Douglas P (3)	3,400
Doyon M	714
Fieldhouse J (2)	600
Grant G W (2)	3,150
Salembier G (2)	541
Smiley M	1,500
Todd O	1,000
Volpon T	1,000
Avances inférieures à $500 (23)	2,390
	20,995
Bureau du surintendant des institutions financières	
Avances inférieures à $500 (4)	*367*
Privatisation et affaires réglementaires	
Campbell A (2)	1,117
Avances inférieures à $500 (4)	750
	1,867
	23,229
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Ackerman B	721
Badcock G	600
Bennett J	1,765
Clark D	1,500
Coultfish S	738
Desgagnes M	639
Ennis G	600
Hillier K	1,000
Mercer M	800
Murphy A	1,000
Rath R	600
Sampson C	500
Samson D	800
Savard G	1,927
Smith L	1,000
Street D	1,500
Topham D R	699
Wall A	598
Warren W	800
Whalen R	1,000
Zealand G	725
Avances inférieures à $500 (72)	23,053
	42,565
FORÊTS	
Haavisto F	600
Millikin R	500
Roden D	900
Avances inférieures à $500 (7)	1,327
	3,327
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
Abenakew R	3,475
Akimaw D	1,943
Beardy E	1,266

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Beardy L	500
Cochrane J	918
Cornelius D	750
Doyle R	650
Gates F	2,391
Hesketh I	5,224
Jenness C	1,500
Johnston R	1,049
Knott K	600
Mahoney W	538
Montour W	2,614
Morreseau P	680
Murhpy J	580
Pashkoski E	2,444
Pashkoski M	1,277
Paul D	1,818
Pike K	1,020
Raslack A	663
Robinson L	515
Small S	600
Smith D	1,020
Smith J	737
Suite S	710
Sutherland P	2,000
Taylor J P	874
Turcotte R	1,948
Wade W	1,000
Wiebe M	600
Wiseman P	600
Avances inférieures à $500 (79)	10,675
	53,179
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Département	
Aisiable C	1,561
Bacon D	2,700
Barrett BC	1,780
Burianyk Z	650
Cameron D	9,000
Caston D	500
Charette L	1,400
Clenenning D	805
Collett W J	800
Courchene D	500
Fields G	500
Gauthier A	4,199
Hawkins RL	1,606
Lockhart J	500
Mak K	500
Rakhra A	2,800
Roerts W J	500
Avances inférieures à $500 (49)	10,001
	40,302
Agence spatiale canadienne	
Soucy Y	1,590
Avances inférieures à $500 (2)	139
	1,729
Conseil national de recherches du Canada	
MacLean S	587
Smith I	528
Avances inférieures à $500 (31)	3,465
	4,580
Statistique Canada	
Avance inférieure à $500 (1)	*300*
	46,911

Nom	Montant
	$
JUSTICE	
Département	
Avison D J	13,860
Beauregard C	900
Bloom I S	983
Chambers L P	7,500
Duffy M (2)	21,592
Evans R L	703
Fradkin A	500
Gervais M	750
Haynes C	500
Hobson W J A (2)	1,000
Johnson P E	3,300
Joyce T	500
Lauzon G	955
Low D M	1,251
Perrier A	570
Piragoff D	700
Reynolds G (2)	4,749
Stuart A	900
Avances inférieures à $500 (47)	19,440
	80,653
Commission canadienne des droits de la personne	
Avances inférieures à $500 (2)	*113*
Commissaire à la magistrature fédérale	
Allan M	1,000
Barry L	2,707
Beauregard M	2,200
Belleville M	3,000
Bienvenue J	6,000
Bisaillon I	2,400
Boland J	2,500
Boissonneault R	2,500
Bracco J	3,500
Brossard A	1,000
Carruthers D	2,300
Catzman M	2,909
Chipman D	4,000
Christie D	1,800
Chrumka P	2,300
Cliche V	3,000
Coleman B	2,200
Corbett M	550
Deschênes A	2,000
DeGraves W	7,966
Deslongchamps A	2,500
Diamond R	1,200
Esson W	7,000
FitzGerald P	2,000
Fleury J	2,200
Frenette O	3,000
Gerein W	2,000
Gervais P	3,000
Goodridge N	3,000
Greenberg B	3,000
Halperin I	3,000
Hickman T	4,224
Hamilton H	2,000
Hilton International	10,000
Hope J	2,200
Hotel Montagnais	5,000
Houston E	500
Huband C	4,000
Jourdain R	2,000
Keenan H	1,400
Kozak L	3,000
Kurisco S	1,600
Lander C	2,305

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Landry L-P	1,500
Larlee M	750
Lemieux L	2,500
Lomas M	2,000
Lovekin E	2,500
Lysyk K	2,500
MacDonald D	2,900
MacDonald K	1,128
Macdonell A	3,117
Maddison H	5,000
Mahoney J	2,481
Mahoney P	2,081
Marshall W	1,600
McEachern A	5,000
McMorran A	3,280
McRae N	2,500
McWilliam D	850
Medhurst D	12,886
Melançon V	4,000
Meyer P	2,500
Montgomery H	5,000
Moore G	4,000
Morse P	3,000
Moshansky V	15,453
Nathanson H	5,000
Noble G	2,000
Nolin J	4,500
Noonan M	2,500
O'Byrne M	2,500
O'Leary W	1,700
O'Regan S	2,500
Paul R	5,000
Perras P	4,702
Piché G	2,500
Poitras L	2,835
Poulin F	1,500
Power P	1,850
Prowse J	3,000
Queen's Landing	11,000
Rice R	1,800
Richard K	6,000
Riopel J G	5,000
Rouleau G	2,500
Santerre L	950
Savoie R	2,850
Schwartz S	2,500
Seaton P	2,000
Sirois J	2,300
Smith V	2,000
Spencer J	1,900
Steinberg H	3,000
Stortini R	2,700
St. Jean M	500
Taggart J	515
Taliano D	2,700
Tourigny C	1,700
Trudel C	3,000
Turnbull J	808
Vaillancourt J	2,000
Wachowich A	1,684
Waite J	2,000
Wallace W	1,900
Walsh G	2,750
Wetmore D	4,500
Wimmer C	1,700
Yates G	2,500
Avances inférieures à $500 (6)	1,052
	332,383
Cour fédérale du Canada	
Avance inférieure à $500 (1)	*100*
Commission de réforme du droit du Canada	
Cohen S	800
Duncan L	545
Murray-Rankin T	1,030
Avances inférieures à $500 (9)	2,122
	4,497
Cour canadienne de l'impôt	
Allan R	1,500
Dubienski I	3,200
Rowe D	3,200
Avance inférieure à $500 (1)	450
	8,350
	426,096
TRAVAIL	
Département	
Lascelles M	500
Tremblay M	700
Avances inférieures à $500 (30)	6,236
	7,436
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	
Département	
Allen R J	1,000
Berthier J	500
Denis C	1,035
Frost G	734
Gregory A	550
Haynes E	500
Haynes E	978
Jerusalem C (2)	750
Kuhn D	993
Lewis N (3)	1,622
MacCallum P	800
Mayers A	700
McKinder S	620
Pennylegion P	1,500
Peterson Y	600
Porter K (2)	7,367
Pulido O	535
Smith W (2)	900
Stuart C	1,200
Avances inférieures à $500 (148)	20,689
	43,573
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Christopher Z	750
Dellutis P	500
Dunphy S	513
Gemmell J	500
Gerstl S	2,000
Giorgio A	500
Hotchkiss D	1,200
Jandejsek V	500
Showers W	750
Tam F	750
Trafford R	500
Avances inférieures à $500 (27)	6,282
	14,745
Impôt	
Agopsowicz D	580
Allen W	550
Andre Carrier Excavation	700
Antoneshyn S	2,300
Arsenault D	700
Barrett P	650
Barton K	550

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Bayney K	521
Bélanger J	1,920
Bennett M L	2,800
Bilodeau J F (2)	1,400
Boiselle P	700
Boissonneault Y	500
Brough D	15,260
Brown C	600
Burchell R	1,000
Burdick F	1,000
Bussière D	525
Canada Inc 121204	700
Care P (2)	1,200
Chaput C	1,105
Chason E	700
Cosman L	600
Cushnie W	1,060
Demschinsky S	520
Desaulnier N	1,099
Desjardins S	583
Desmeules S	1,400
Doucet J	630
Duplessis B	550
Eadie B	630
Elnahdy M	700
Fast B	1,550
Favreau M	700
Foisy J P	1,000
Forward O	500
Gakman S	500
Giles D	1,160
Gravel C W	1,700
Grenier G (2)	10,894
Grohn J	825
Hale T	500
Harrison J	750
Hickey U	615
Hicks J	550
Hudon M	565
Hui A	550
Hyde M	600
Janes S L	1,200
Jeacques J	700
Jeanne D'Arc R	550
Jolicoeur M	959
Joncas C	700
Joslin L	1,335
Juneau R	700
Keays G	550
Kelly R J	747
Killarney Lodge	500
Kinpton D	700
Kirby J	500
Kirkpatrick R	500
Klutz E	1,000
Koliver & Kavod Const. Ltee	700
Koreman G	500
Lagacé B	700
Lalonde P	700
Landry Y	600
Lane J	1,308
Lanthier R E	680
Lavoie A	700
LeBlanc C	550
Leblanc D	1,500
Leblanc W P	566
Lee S	580
Lefrançcois J M	700
Levac M	985
Lilly C	507
Lindquist D M	949
Lynch F	1,400
Lynch L	500
Madalvee R	1,075
Mattie D	1,000
McCarthy B	550
McCaughin B	570
McGahey C R	600
McLaughlin G	1,178
McLeod R	550
McPherson D	710
Minci A M	700
Minci G	700
Minister of Finance Prov of B C (72)	23,880
Ministre du Québec (2)	1,200
Mlynarczyk R	1,000
Mohmed S	700
Monk D	965
Morrison M	1,200
Morrissette M	1,240
Mounif E (2)	600
Mulcany J	1,162
Noser D	1,000
Ogley T	600
Oliverio J	700
Osborne P	840
Palmquist D	650
Philion G	1,340
Piazza J	900
Potvin G	1,150
Prendergast N	500
Quessy D	700
Rainford F	600
Redden T	1,844
Regan C	1,066
Rheindorf A	900
Roger J	1,000
Ross E	550
Rousseau J C	816
Roy G	500
Schulz H	1,111
Senecal D	4,000
Senecal H	700
Shérif de Beauce	700
Shérif de Chicoutimi (3)	2,100
Shérif de Frontenac	700
Shérif de Gaspé (3)	2,100
Shérif de Hull (6)	3,600
Shérif de Joliette (3)	2,100
Shérif de Labelle	700
Shérif de Laval	700
Shérif de Montréal (5)	3,500
Shérif de Québec (6)	3,700
Shérif de St-François	700
Shérif de St-Hyacinthe	700
Shérif de Terrebonne (5)	3,500
Shérif d'Abitibi	700
Sheriff of Algoma (2)	950
Sheriff of Essex (3)	2,500
Sheriff of Grey	700
Sheriff of Halton	5,000
Sheriff of Huron (2)	510
Sheriff of Lambton (2)	800
Sheriff of Middlesex	600
Sheriff of Muskoka	1,000
Sheriff of Ottawa-Carleton (2)	1,400
Sheriff of Peel (5)	23,509
Sheriff of Saskatoon	500
Sheriff of Sudbury	500
Sheriff of Waterloo	1,000
Sheriff of Wellington	1,000
Sheriff of York (14)	14,502
Siconolfi-Furfaro K	500
Simpson G	502
Sine N	700
Skretkowiez M (2)	900

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Small B	550
Small L	600
Smith R	650
Sookhai R	526
Speers A	1,064
Stockhecke W	5,021
Tersigni M	1,259
Trahan M (2)	1,100
Treasurer of Ontario	500
Turner S M	1,200
Vasso S	700
Williamson R E	850
Wolf M	500
Wong T	1,300
Yovic C J	700
Avances inférieures à $500 (129)	34,986
	286,584
	301,329
PARLEMENT	
Sénat	
Greene R	2,000
Avance inférieure à $500 (1)	150
	2,150
Bibliothèque du Parlement	
Avance inférieure à $500 (1)	*132*
	2,282
CONSEIL PRIVÉ	
Département	
Chant R	2,803
Dupuis G	3,161
Hartt S	13,492
Labrie J	15,676
Laurin A	2,722
Lavoie L	792
Morgan R	1,336
Robillard L	7,632
Avances inférieures à $500 (8)	1,697
	49,311
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	
Avances inférieures à $500 (2)	*656*
Commissaire aux langues officielles	
Avances inférieures à $500 (3)	*1,063*
	51,030
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
Allard B	1,026
Allen M	2,200
Bendera E	804
Boelens M	1,050
Botelho J	1,640
Brazeau F	1,500
Brideau A	2,750
Brownlee S	1,000
Butler J	552
Campbell L	2,731
Carter R	500
Clouthier G	4,000
Davison M	800
Day J	1,000

Nom	Montant
	$
Doig L	14,000
Duncan G	2,164
Faubert L	1,200
Felthan J (2)	14,900
Foote H	850
Ford J	500
Gauvin R	1,800
Giroux R	1,000
Gravel J	3,000
Hachez G	2,700
Hall J	6,800
Huband R (5)	1,700
Hutchings B	500
Johnson J (21)	7,451
Keirstead F	852
Kouyoumdjian V	1,000
Laflèche P	500
Lowe J	787
Mah T	1,450
Margeon E	750
McLay G	2,750
McNeill A	624
Melanson R	1,023
Millet D	750
Nichols G	500
Oliver P	1,550
Parent O	2,750
Parsons G	2,000
Patterson D	500
Pollett E	600
Power W K (10)	5,653
Pumphrey S	1,700
P.W.C. (Jacquin H)	900
Rohatgi N	4,350
Russell W	500
Schneider L (7)	2,750
Schnell V	600
Shannon W	600
Sharpe R	714
Sheffar D	500
Smith H	600
Smith P	750
Steeves L	1,692
Strynadka G	1,550
Vienneau H	1,000
Wentzell R	500
Whalen D	816
Whalen P	500
Avances inférieures à $500 (117)	14,149
	138,328
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	
Département	
Caron M	3,750
Dandenault R (2)	3,300
Duval J R	700
Globensky P	800
Kondo M	1,773
Proulx T R	1,600
Shakov O	1,200
Takahashi J	1,907
Terrien M	1,100
Avances inférieures à $500 (4)	1,215
	17,345
Centre canadien de gestion	
Armstrong J	*504*

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	
Linzey J	1,500
Avances inférieures à $500 (7)	1,550
	3,050
Commission de la Fonction publique	
Baraby G	550
Beaudoin J	550
Ethier M	500
Jutras G	550
Labrecque B	550
Leclerc R	675
Levac R	600
Little L	800
Lutz G	650
Miller D	550
Roberts R	500
Avances inférieures à $500 (37)	3,456
	9,931
Conseil de recherches en sciences humaines	
Léger M	1,500
Avance inférieure à $500 (1)	100
	1,600
	32,430
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Département	
Bilow G	500
Blais Hon P	5,000
Boire M	500
Cadieux Hon P	3,000
Davey O	2,452
Gagnon S	500
Giroux L	500
Hayes J	500
Lloyd R	650
Normandeau A	1,750
Pinhey A	500
Poirier G	500
Robinson J	500
Schneider S	696
Stewart R	500
Avances inférieures à $500 (29)	4,389
	22,437
Service correctionnel	
Boulay B	650
Chinnery M	600
Fortin-Quesnel G	500
Mageau B	700
Munro S	1,000
Rivard N (2)	850
Tabet F	950
Tzatt J	3,000
Avances inférieures à $500 (88)	16,120
	24,370
	46,807
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Département	
Doucette J	2,000
Glover D R	1,250
Jolicoeur G	900
Joyal-Sherhal L	500
Kelly S	500
Leblanc J	600
Macdonald L	500
Paveling J	700

Nom	Montant
	$
Pitt-Stevens L	2,000
Scorsone J	750
Thornsteinson J (3)	4,885
Avances inférieures à $500 (15)	2,971
	17,556
TRANSPORTS	
Département	
Acheson R	1,380
Allan M	686
Anderson G B	1,819
Appleton J	633
Arenburg D (2)	1,474
Backles S	11,000
Barbeau V	715
Beals L	565
Belard M	1,652
Béliveau R	559
Bell W	520
Benko C	515
Berry G	650
Bisson R	1,051
Bold H	522
Bonish G	533
Boyd E	800
Brown L	29,895
Bruce R W	1,100
Bryson P	1,360
Buyck B	1,215
Bygott R (2)	3,134
Calow T	1,500
Cameron D	1,048
Cameron J	1,140
Campbell D	1,347
Carroll B	2,400
Carter D	560
Casey T	525
Cloutier M	1,778
Corrie S	1,400
Czaja J	631
Demers J M	600
Desourdy D	1,800
Dimock N	720
Dixon R	1,300
Donald M	800
Donnelly P	600
Downey J	700
Drisdille Y	1,200
Drouillard G	800
Emery G	3,000
Fanning A	675
Foley L	1,000
Forrest L	793
Fraser M	1,770
Frenette R J	900
Friel E	600
Fuligno R	1,496
Gadbois A	1,000
Garvin A	1,201
Gervais C	1,100
Gillen D	2,800
Gorman T D	900
Goulden B L	800
Graham M	1,000
Grapko D	3,000
Gwen L	530
Haigh C	1,100
Haines A D	500
Hardingham V	6,200
Hardy N A	550
Harrison L E	800
Haufe M	1,108

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Suite*

Nom	Montant
	$
Hawley J W	2,700
Hendrie R	560
Hobson S	1,650
Horn D	3,800
Howell A	1,215
Hughes V	1,162
Hunt B	550
Ibey R	4,357
Ivor A	649
James A B	703
Jamieson D	500
Jessa S	600
Johnson P	500
Jones E	4,744
Jones P	4,800
Karn A (3)	4,309
Kimoto D	1,000
Kittle D	500
Kovatch J	2,006
Kyle I	1,000
Lafontaine F	1,200
Lang R S	710
Langdon R	1,975
Leblanc R	3,540
Leier D	3,000
Lessard A	500
Loomis P	1,000
Lovtitt S	500
Lueder J	600
MacAulay L	3,817
Manganga J	550
Mariuz F	570
Markin D	1,321
Marsden C	600
Matthews M	715
Mcaffe M	550
McAlpine L	2,400
McCarthy M	1,700
McClure W	550
McCracken J R	1,929
McCullough C	1,000
McDowell D	1,350
McGillivray M	1,521
McGuffie G	844
Mclella P	6,750
Meikle E	1,200
Melhuish T	1,200
Mercredi C	1,041
Merritt D	810
Miller T	500
Minna T	1,500
Mo C	800
Monroe D	500
Montgomery K	640
Morash A	1,152
Murray P	1,525
Murray P	1,050
Nagy E	500
Nitsman J	576
Noodly J	500
O'Neill F	2,000
Paiement L	850
Patterson K	1,150
Perley D	3,660
Perry J-M	1,850
Phillips R (2)	2,050
Picard A	581
Piper J	1,600
Prévost M	1,309
Pynn J	658
Quail R	816
Quaye A	800
Ranger J	538
Rauhala W	1,250
Riches S	560
Riddell P	870
Roberts J	515
Robertson L	800
Rossiter H	640
Rovatti B	4,300
Roy R	3,107
Rumley D B	650
Schwarz S	1,158
Scott J W	622
Scott W	837
Seeley R	1,000
Senziiet M	600
Sherwood J	1,055
Shireff S	1,300
Sinclair R	1,235
Skromeda H (2)	5,038
Skucas P	600
Smith M	599
St Pierre G	995
Stetson J	7,500
Stevens R	3,738
Stewart D	1,050
Strang D	550
Sullivan J	900
Sullivan P	580
Sutherland H	1,847
Takahara R	669
Temple R (2)	1,450
Terris B	800
Thorne D	4,500
Tolton E	996
Torgeson D	748
Trépanier L	500
Tripp R	700
Trischuk T (2)	1,900
Turner D	525
VanDenBrink P	500
VanEveringen A	700
Wall A	5,753
Way J	583
Wiens A	589
Wilkes N M	500
Willet G	681
Wilson D	1,150
Woloshyn W	550
Woods A	1,174
Workman P M	640
Woytanich R	2,850
Yeadon A	16,444
Yeadon A J	1,900
Young G	500
Young N	1,758
Avances inférieures à $500 (385)	69,085
	385,344
Bureau canadien de la sécurité aérienne	
Abbott D	600
Ablitt P	550
Allinson A	600
Bears R M	500
Bickford R	550
Borden D	600
Connor B	500
Cooke G	500
De Niverville P	550
Dupont G	550
Fidler H C	500
Gerden V	500
Heath G	600

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Fin*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1990—*Fin*

Nom	Montant
	$
Hill H	500
Kemp W R	600
Kosmider K	550
Lemire S	500
Lung D	550
Maltais R	500
McFarland S	600
Newcombe R	550
Owen D	500
Pert W	500
Ross C M	500
St. Denis E	1,800
Storey T	550
Stratton B K	500
Ulrich L	600
Vance L E	500
Veevers J	550
Vitt R	500
Avances inférieures à $500 (31)	9,825
	27,775
Office national des transports	
Balzamo M	500
Avances inférieures à $500 (2)	286
	786
	413,905
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	
Braundry M	689
Brown D	1,500
Carpenter R (4)	1,050
Harrop M	1,800
Hogan G (4)	5,350
Keay J	4,320
Latreille A	1,000
Pristanski B	500
Sims J	600
Avances inférieures à $500 (9)	621
	17,430
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Département	
Boudeau L	1,368
Corcoran N	1,200
French M	600
Scott P (3)	2,100
Steele G (3)	700
Valiquette C	2,155
Avances inférieures à $500 (22)	3,515
	11,638
Total global	5,363,947

Pertes de fonds

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 79 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Pertes de recettes suite à une fraude ou à une fausse représentation volontaire en 1989-90

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant de la perte	Montant perçu en 1989-90	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
REVENU NATIONAL					
Douanes et Accise					
Pertes de revenu causées frauduleusement ou par présentation erronée lors du passage aux douanes	Divers	5,580,368		5,580,368	
Pertes de revenu causées frauduleusement ou par présentation erronée lors de déclarations de taxes fédérales de ventes	6	2,468,331	746,000	1,722,331	
Impôt					
Poursuites judiciaires entreprises—Pertes de $83,346,220	631 [1]				
Erreur lors du classement de retour d'impôts—Pertes de $1,007,428	193 [1]				
	830	8,048,699	746,000	7,302,699	

[1] Les systèmes présentement en place ne peuvent pas donner l'information en ce qui concerne les montants perçus et à être perçus.

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds—Survenues ou découvertes en 1989-90

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1989-90	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
AGRICULTURE					
Département					
Vol de la petite caisse au Farm Debt Review Board Office à Regina	5	100		100	
Vol de la petite caisse au centre de recherches d'Ottawa	5	96		96	
Vol de la petite caisse au Winnipeg National Grains Bureau Office	20	66		66	
Usage non autorisé des codes d'accès GTS	5	1,917			1,917
Réclamations frauduleuses pour subventions et contributions	30	172,551	57,489		115,062
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE					
Département					
Réclamations frauduleuses pour subventions et contributions (3 cas)	5	(1)			
COMMUNICATIONS					
Département					
Vol de la petite caisse au bureau régional de Winnipeg	1	85		85	
Office national du film					
Vol de la petite caisse au siège social, salle du courrier	65	149		149	
Musées nationaux du Canada					
Déficits de la caisse:					
Musée national des Sciences et de la Technologie, total brut de la caisse $2,350; total brut des bénéfices $1,163	75	1,187		1,187	
Musée canadien des civilisations, déficits nets de la caisse	75	10,599		10,599	
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS					
Département					
Vol de la petite caisse au bureau du district d'Edmonton	1	214	214		
Vol de la petite caisse au bureau régional du Pacifique	1	306		306	
Vol de la petite caisse au bureau du district de Montréal	1	233		233	
Réclamations frauduleuses de voyage	1	106	106		
EMPLOI ET IMMIGRATION					
Département/Commission					
Vol de la petite caisse au CEC de Darmouth	5	50		50	
Vol de frais d'assurance sociale au CEC de Darmouth	5	10		10	
Vol de la petite caisse au CEC de Québec/Portneuf	5	269		269	
Vol de la petite caisse au CEC de St-Jérôme	5	67		67	
Vol de la petite caisse et de la caisse au CEC de Québec/Charlesbourg	5	260		260	
Vol de la petite caisse et de la caisse au CEC de Québec	5	74		74	
Vol de la petite caisse au CEC de Montmorency	5	60		60	
Vol de la petite caisse au CSSQ de Québec	5	43		43	
Vol de la petite caisse au DDE de Québec	5	13		13	
Vol de la petite caisse au CEC de Québec	5	14		14	
Vol de la petite caisse au CIC de Dorval	15	136		136	
Falsification de documents permettant l'émission de chèques d'assurance-chômage à une tierce personne, région de Québec	10	17,500		17,500	
Vol de la petite caisse au CEC West Broadway, région de C-B	5	270		270	
Vol de la petite caisse au CEC West Broadway, région de C-B	5	159		159	
Vol de reçus au CEC West Broadway, région de C-B	5	110		110	
Vol de la petite caisse au CEC West Broadway, région de C-B	5	259		259	
Vol de reçus au CEC West Broadway, région de C-B	5	20		20	
Déficit de la caisse au CIC de Kelowna, région de C-B	15	50		50	
Déficit de la caisse au CIC Aéroport international de Vancouver	15	24		24	
Déficit de la caisse au bureau régional, région de C-B	5	50		50	
Bénéfices d'assurance-chômage obtenues par fraude	1	111,546,305	50,596,499		60,949,806
Vol de la petite caisse au CEC Equaluit, région de l'Alberta	5	46		46	

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds—Survenues ou découvertes en 1989-90—*Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1989-90	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
Perte d'un paiement en trop, région de l'Alberta	5	30	30		
Déficit de la caisse de roulement, région de l'Alberta	15	100	100		
Vol de la petite caisse au CIC de Woodstock, région de l'Ontario	5	63		63	
Vol de frais d'assurance sociale au CIC de Woodstock, région de l'Ontario	5	30		30	
Déficit d'une caisse enregistreuse au CIC de Toronto, région de l'Ontario	15	20		20	
Frais de recouvrement des coûts de l'immigration au CIC du nord de Toronto	15	20		20	
Frais de recouvrement des coûts de l'immigration au CIC de Windsor	15	50		50	
Vol d'un mandat-poste en blanc, Hull, Québec	25	200	200		
Conseil consultatif sur la situation de la femme					
Perte de la petite caisse	60	177		177	
Perte de la petite caisse	60	33		33	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada					
Vol de la petite caisse	30	39		39	
ENVIRONNEMENT					
Département					
Fraude envers le gouvernement lors de l'utilisation d'un bon d'achat pour usage personnel	20	263	263		
Bureau de South Moresby Parks, entrée par infraction. Vol du fond de la petite caisse	20	500		500	
AFFAIRES EXTÉRIEURES					
Département					
Réclamations frauduleuses sous investigation	1	(2)	80,122	(2)	(2)
Manque dans les reçus de caisse provenant de missions à l'étranger		198,974	67,321	9,343	122,310
PÊCHES ET OCÉANS					
Département					
Vol de la petite caisse sur le navire Denis Riverin	1	792		792	
Vol de la petite caisse à un bureau du sous-district, Colombie-Britannique	1	117		117	
Vol de la petite caisse à un bureau du sous-district, Colombie-Britannique	1	150		150	
Déficits de la caisse: total brut du déficit $30	1	30		30	
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN					
Département					
Aide à l'éducation obtenue frauduleusement par la soumission d'un faux document, région de l'Atlantique	15	12,000		7,200	4,800
Documentation frauduleuse lors de la réception d'appareils, région de la Saskatchewan	15	1,898		1,898	
Perte d'un traité d'État, région de l'Alberta		130		130	
Falsification d'information par des bénéficiaires de deux agences afin de recevoir de l'assistance sociale, région de l'Alberta	15	30,960		30,960	
Falsification d'information par un bénéficiaire afin d'obtenir de l'assistance sociale pendant qu'il recevait des prestations d'assurance-chômage, région de l'Alberta	15	4,740		4,740	
Vol de la petite caisse, région de la Colombie-Britannique		140		140	
Avance de voyage non remboursée, région de la Colombie-Britannique	5	500		500	
Vol de la petite caisse, région des Territoires du Nord-Ouest	30	20	20		
Vol de reçus, région des Territoires du Nord-Ouest	30	100	100		

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds—Survenues ou découvertes en 1989-90—*Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1989-90	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE					
Département					
Vol de reçus de taxi		444		444	
Réclamations frauduleuses pour contributions		60,897		35,897	25,000[3]
Réclamations frauduleuses pour des prêts garanties aux petites entreprises		125,350		125,350	
JUSTICE					
Cour fédérale du Canada					
Vol de la petite caisse	25	13		13	
TRAVAIL					
Département					
Vol de la petite caisse au bureau du Waterfront Task Force à Vancouver	1	41		41	
Vol de la petite caisse au bureau de Edmonton	1	5		5	
DÉFENSE NATIONALE					
Département					
Réclamation frauduleuse de voyage, BFC de Edmonton		400	400		
Vol d'avance permanente, BFC de Shearwater (2 cas)	1	517		517	
Vol d'avance permanente, BFC de Lahr	1	5,165		5,165	
Encaissement de billets d'avions payés par le ministère, CDLS de Washington		3,664	3,664		
Détournement de fonds publics, BFC de Petawawa		4,000	4,000		
Réclamation frauduleuse de déménagement, BFC de Kingston		100	100		
Perte de revenu lors d'un vol de véhicule, BFC de Montréal		109			109
Réclamation frauduleuse de déménagement, BFC de Cornwallis		4,015	4,015		
Vol d'argent, BFC de Valcartier		250			250
Détournement de déductions d'employés, NADEFCOL, Rome, Italie		15,500			15,500
Vol d'argent, NRHQ de Yellowknife		245			245
Manque dans un fond servant à un groupe de voyage, BFC de Kingston		800			800
Perte de réclamation ou de reçus de caisse, BFC de Valcartier		449			449
Perte de réclamation ou de reçus de caisse, BFC de Valcartier		99			99
Perte de réclamation ou de reçus de caisse, CFB de Toronto		920			920
Perte de réclamation ou de reçus de caisse, CFB de Shilo		170			170
Perte de reçus de caisse, BFC de Montréal		20			20
Déficit de la caisse: $4,300. Cause du déficit non déterminée. Possibilité d'erreur humaine, d'écriture ou perte d'une pièce justificative existante					
CFB de Bagotville (2 cas)	1	851		851	
CFS de Barrington	1	100		100	
CFB de Cold Lake	1	8		8	
CFB de Cornwallis	1	50		50	
CFB de Edmonton	1	100		100	
CFB de Esquimalt	1	100		100	
CFB de Gagetown	1	100		100	
CFB de Kingston (2 cas)	1	307		307	
CBD de Lahr (3 cas)	1	340		340	
CFB de London	1	10		10	
BFC de Montréal	1	173		173	
CFB de Moose Jaw	1	50		50	
CFA de Moscow	1	1,189		1,189	
NDHQ/AU (2 cas)	1	60		60	
CFB de Petawawa	1	100		100	
HMCS de la Saskatchewan	1	121		121	
CFB de Shearwater	1	50		50	

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds—Survenues ou découvertes en 1989-90—*Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1989-90	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
CFB de Toronto	1	20		20	
BFC de Valcartier	1	48		48	
BFC de Wainwright (5 cas)	1	435		435	
CFB de Winnipeg	1	88		88	
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL					
Département					
Réclamations frauduleuses pour bénéfices					
Allocations familiales	Législatif	105,198	10,205	130	94,863
Pension de vieillesse	Législatif	745,061	19,463		725,598
Régime de pension du Canada	Législatif	204,857	1,640		203,217
Vol d'argent provenant de patients au Percy Moore Hospital	25	260		260	
Vol d'argent provenant de patients au Whitehorse General Hospital	25	45		45	
REVENU NATIONAL					
Douanes et Accise					
Vol de reçus de revenus					
Région de l'Atlantique	1	26	26		
Région de Hamilton	1	151		151	
Région de Montréal	1	2,014		2,014	
Région de Québec	1	56		56	
Région de London	1	183		183	
Perte de la caisse de roulement et de revenu, région du Pacifique	1	200		200	
Négligence lors de la perception de revenus, région de Winnipeg	1	71	71		
Abus des services téléphoniques, HQ d'Ottawa	1	7,686	804		6,882
Utilisation frauduleuse de billets de taxi, région de Montréal	1	125	125		
Certificats frauduleux de congés de maladie, région de Hamilton	1	3,859			3,859
Application frauduleuse de congé militaire, région du Pacifique	1	12,329			12,329
Déficits de la caisse: total brut des déficits $13,165; total brut des bénéfices $11,540	1	1,624		1,624	
Impôt					
Déficits de la caisse: total brut des déficits $529; total brut des bénéfices $123	10	406		406	
Chèque encaissé en duplicata	10	714	714		
Usage non autorisé des codes d'accès GTS	10	1,835	1,835		
Vol d'un CN/CP modem	10	3,000		3,000	
Vol de jetons de la Toronto Transit Commission	10	99		99	
TRAVAUX PUBLICS					
Département					
Vol de la petite caisse au Collège de Rigaud, Québec	4	85		85	
SECRÉTARIAT D'ÉTAT					
Commission de la Fonction publique					
Perte de la petite caisse	1	30		30	
Usage personnel de billets de taxi	1	574	574		
SOLLICITEUR GÉNÉRAL					
Service canadien du renseignement de sécurité					
Vol de la petite caisse	5	1,000	1,000		

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds—Survenues ou découvertes en 1989-90—*Fin*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1989-90	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
Service correctionnel					
Vol de reçus	10	219		219	
Vol de la petite caisse	10	1,634	206	1,428	
Réclamation frauduleuse pour paiement	10	3,154	3,154		
Réclamation frauduleuse pour paiement	10	36,166			36,166
Usage personnel de billets de taxi	10	706		706	
Usage non autorisé des codes d'accès GTS	10	10,000		10,000	
Détournement de la petite caisse	10	81		81	
Vol de timbres	10	152		152	
Gendarmerie royale du Canada					
Avance de salaire en duplicata destinée à un employé retiré	1	481		481	
Vol d'une avance comptable	1	4,500		4,500	
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES					
Département					
Direction du contrôle du remboursement des chèques					
Chèques du Receveur général (incluant des mandats de la CEIC et les chèques de la Banque du Canada)					
Endossements falsifiés (10,695 cas)		3,743,605	3,671,985		71,620
Endossements irréguliers (487 cas)		193,239	193,239		
Bénéficiaires décédés (1,115 cas)		411,584	411,584		
Non endossés (278 cas)		169,429	168,692		737
Autres (363 cas)		316,752	311,734		5,018
Société canadienne des postes					
Endossements falsifiés (14 cas)		6,523	6,523		
Endossements irréguliers (2 cas)		1,335	1,335		
Non endossés (2 cas)		1,642	1,642		
Autres (3 cas)		662	662		
Comptes en banque des ministères					
Endossements falsifiés (4 cas)		613	613		
Autres (2 cas)		184	184		
TRANSPORTS					
Département					
Vol de reçus provenant du stationnement de l'aéroport Major	Législatif	8,485			8,485
Vol de la petite caisse, bureaux régionaux	1	1,152	165	897	90
Vol de la petite caisse, sièges sociaux	1	405	52	342	11
Vol d'une avance de voyage	1	900		100	800
Vol d'une réclamation de dépense de voyage	1	23		23	
ANCIENS COMBATTANTS					
Département					
Réclamations frauduleuses d'allocations pour anciens combattants (7 cas)		159,716	10,000	4,810	144,906
Réclamation frauduleuse de temps supplémentaire (1 cas)		1,800	1,800		
Détournement de fonds publics par un employé (1 cas)		15,746			15,746
Vol de la petite caisse au bureau du district du nord de Toronto		1,378			1,378
Réclamation frauduleuse de paiement par un contracteur (1 cas)		3,500	1,500	2,000	
		118,420,201	55,636,170	294,991	62,569,162

(1) Nous attendons les résultats de l'enquête de la GRC dans tous les cas.
(2) Montant non connu.
(3) Le cas est en justice pour recouvrement civil.

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds et de biens publics—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents

Brève description de la perte	*Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics*	Montant de la perte originale	Montant perçu dans les exercices précédents	Montant perçu en 1989-90	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$	$
EMPLOI ET IMMIGRATION						
Département/Commission						
Réclamation frauduleuse pour traitement en vertu du Programme d'accès aux carrières, région de l'Ontario	1987-88	4,140		4,140		
Réclamation frauduleuse en vertu du Programme sur la mobilité de la main d'oeuvre, région de l'Ontario	1987-88	1,151			1,151	
Réclamation frauduleuse en vertu du Programme d'aide à l'adaptation, région de l'Ontario	1987-88	3,520		2,690		830
Remboursement en duplicata de dépôt de caisse de l'immigration, région de l'Ontario	1987-88	1,000			1,000	
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude	1985-86	59,846,024	54,917,999	2,371,820		2,556,205
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude	1986-87	69,374,555	60,784,381	2,428,093		6,162,081
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude	1987-88	80,988,403	60,233,773	6,410,034		14,344,596
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude	1988-89	93,462,709	42,707,036	23,862,821		26,892,852
Réclamations frauduleuses de prestations d'assurance-chômage, en vertu de l'article 37 de la Loi sur l'assurance-chômage, région de la Nouvelle-Écosse	1986-87	15,120	11,500	3,620		
Conflit d'intérêt qui permit à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage, région de Québec	1985-86	15,620	15,420	200		
Conflit d'intérêt qui permit à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage, région de Québec	1985-86	6,261	4,261	2,000		
Falsification de documents afin de permettre à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage, région de Québec	1982-83	58,295	28,803	6,587	22,365	540
Réclamation frauduleuse de frais d'entraînement, région de Québec	1986-87	7,579	941	6,018		620
Réclamation frauduleuse pour contribution, région de Québec	1988-89	2,549[1]	1,203		1,346	
ENVIRONNEMENT						
Département						
Perte de deniers causée par des chèques sans fond	1988-89	2,070	600	961		509
Vol de reçus et de la caisse de roulement au kiosque du terrain de camping du Lac Louise	1988-89	2,633			2,383	250
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN						
Département						
Usage frauduleux de la carte d'accès téléphonique	1988-89	1,200		1,200		
Falsification de documents permettant la double émission de chèques de paye à trois employés, région de l'Ontario	1987-88	2,619	1,498	1,121		
Falsification de documents permettant l'émission de chèques d'assistance sociale à des bénéficiaires non éligibles, district de Shellbrook	1987-88	20,804		4,334		16,470
Falsification d'information par un bénéficiaire afin d'obtenir de l'assistance sociale en même temps que de l'assurance-chômage, district de Saskatoon	1988-89	5,170	200	750	1,170	3,050
Falsification d'information permettant l'émission de chèques d'assistance sociale à un bénéficiaire non éligible, district de Yorkton	1988-89	2,032	470	200	1,362	
Information frauduleuse émise lors d'application pour l'assistance sociale, région du Yukon	1986-87	3,927	830	122	2,975	
Falsification d'information permettant l'émission de chèques d'assistance sociale, Regina Councelling Centre, région de la Saskatchewan	1988-89	4,794	575			4,219
Falsification d'information permettant l'émission de chèques d'assistance sociale et d'allocations d'études au même bénéficiaire pour la même periode de temps, district de Yorkton, région de la Saskatchewan	1988-89	2,589	1,200			1,389
Falsification de documents permettant l'émission de chèques d'assistance sociale à des individus recevant un salaire, district de Prince Albert, région de la Saskatchewan	1988-89	100,000				100,000
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE						
Département						
Réclamations frauduleuses pour contributions	1988-89	27,000				27,000
Statistique Canada						
Perte de reçus	1987-88	16,889	12,004			4,885

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds et de biens publics—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents—*Suite*

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics	Montant de la perte originale	Montant perçu dans les exercices précédents	Montant perçu en 1989-90	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$	$
JUSTICE						
Cour suprême du Canada						
Usage non autorisé du système de télécommunication	1987-88	111			111	
Usage non autorisé du guide d'appel inter-cité du gouvernement .	1987-88	5,091			5,091	
DÉFENSE NATIONALE						
Département						
Vol d'avances permanentes, BFC de Lahr	1988-89	969[2]		319	650	
Vol d'argent d'un membre en voyage d'affaire, BFC de Trenton ..	1988-89	1,937		1,937		
Vol d'avance permanente, BFC de Chilliwack	1988-89	1,100		500		600
Perte de reçus de repas au HMCS de Fraser	1988-89	616		616		
Détournement de fonds publics, BFC de Calgary	1988-89	3,494[3]		3,494		
Vol de la petite caisse, BFC de Suffield	1988-89	277		277		
Perte de reçus, CFS de St John's	1988-89	1,268		1,268		
Appels interurbains personnels chargés au public, CANCONCYP	1988-89	9,858[4]			9,858	
Détournement de fonds publics, BFC de London	1987-88	25,500		11,832		13,668
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL						
Département						
Réclamations frauduleuses pour bénéfices						
Allocations familiales	1985-86	48,967[1]	18,682	1,845	13,323	15,117
Allocations familiales	1986-87	43,257[1]	10,550	1,772	5,599	25,336
Allocations familiales	1987-88	85,559[1]	39,793	10,205	2,931	32,630
Allocations familiales	1988-89	136,629[1]	10,903	6,689	280	118,757
Pension de vieillesse	1985-86	168,923	69,443	21,152	77,130	1,198
Pension de vieillesse	1986-87	188,310[1]	46,795	29,377	5,548	106,590
Pension de vieillesse	1987-88	345,178	66,167	28,233	1,066	249,712
Pension de vieillesse	1988-89	1,147,587[1]	79,981	94,813		972,793
Régime de pension du Canada	1986-87	3,034		100		2,934
Régime de pension du Canada	1987-88	3,215	400		2,215	600
Régime de pension du Canada	1988-89	3,511[1]	1,731			1,780
Soumission de fausses réclamations de voyage	1985-86	4,050	2,475	1,575		
Réclamations frauduleuses pour paiements de factures	1985-86	56,000	6,500			49,500
Réclamations frauduleuses de voyage et de déménagement	1987-88	2,690	690	2,000		
Vol de reçus de caisse et de repas	1988-89	2,000				2,000
REVENU NATIONAL						
Impôt						
Fausse réclamation de déménagement	1988-89	414		414		
TRAVAUX PUBLICS						
Département						
Vol de la petite caisse lors d'une entrée par infraction	1987-88	18			18	
SOLLICITEUR GÉNÉRAL						
Gendarmerie royale du Canada						
Vol dans les éventualités	1988-89	35[1]		35		
Vol d'argent provenant de garanties	1988-89	500		500		
Perte d'avance comptable	1987-88	300			300	
Vol d'argent saisie lors d'une enquête criminelle	1987-88	2,700				2,700
Déficits d'avances comptables	1987-88	2,241	1,687	160[1]	394	
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES						
Direction du contrôle du remboursement des chèques						
Chèques du Receveur général (incluant les mandats de la CEIC et les chèques de la Banque du Canada)	1988-89	8,779,502	8,288,290	491,212		

Pertes de fonds—*Fin*

Pertes de fonds et de biens publics—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents—*Fin*

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics	Montant de la perte originale	Montant perçu dans les exercices précédents	Montant perçu en 1989-90	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$	$
Société canadienne des postes	1988-89	9,833	9,833			
Comptes en banque des ministères	1988-89	1,327	1,327			
TRANSPORTS						
Département						
Détournement de fonds publics par la modification de bordereaux de dépôt	1962-63	42,806	14,023	650		28,133
ANCIENS COMBATTANTS						
Département						
Réclamations frauduleuses d'allocations pour anciens combattants (4 cas)	1988-89	78,748		1,600	75,131	2,017
Détournement de fonds publics par un employé	1988-89	47,335[1]		1,456		45,879
		315,233,543	227,391,964	35,820,742	233,397	51,787,440

[1] Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.
[2] Modifie le montant de l'exercice précédent. La perte pour les deux cas reportée en 1988-89 était de $1,099. L'un de $319 a été recouvré, l'autre de $780 a été ajusté à $650.
[3] Modifie l'énoncé de l'exercice précédent. La perte reportée en 1988-89 était de $3,000.
[4] Modifie l'énoncé de l'exercice précédent. La perte reportée en 1988-89 était de $9,000.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1989-90

Débiteurs

SOMMAIRE

	Page
État des débiteurs pour les recettes fiscales	4.2
Notes afférentes à l'état des débiteurs pour les recettes fiscales	4.2
Divulgation des débiteurs à long terme pour les recettes non fiscales	4.3

État des débiteurs pour les recettes fiscales

Conformément aux conventions comptables, les recettes fiscales du gouvernement sont comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été perçues. Par conséquent, les créances facturées mais non perçues et/ou non facturées et courues provenant de montants dus à un organisme gouvernemental pour impôts perçus à titre d'auto-cotisation, ne sont pas inscrites comme débiteurs dans les comptes du Canada, ni déclarées comme éléments d'actif à l'état de l'actif et du passif. Ces éléments sont toutefois contrôlés à l'aide de comptes mémorandums maintenus par les organismes gouvernementaux et sont présentés dans cet état.

Afin de se conformer avec les principes comptables généralement acceptés pour les gouvernements, le gouvernement a révisé sa politique comptable pour les recettes non fiscales, de façon a tenir compte de ces recettes dans l'exercice dans lequel les opérations ou événements qui ont généré ces recettes ont eu lieu et peuvent aussi inclure la dépense reliée à la provision pour les recettes non fiscales à recevoir. Ces recettes étaient auparavant rapportées dans l'exercice dans lequel elles étaient reçues et étaient incluses dans ce tableau. Elles sont maintenant enregistrées comme débiteurs dans les comptes du Canada et rapportées comme éléments d'actif à l'état de l'actif et du passif.

Les tiers représentent les recettes fiscales à percevoir de tiers ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement. La provision pour créances douteuses représente le total des recettes fiscales à percevoir prévu pour être radié ou remis en plus d'une provision pour créances douteuses fondée sur la meilleure estimation de tous les montants qui ne seront pas perçus. Les internes du gouvernement sont des montants de recettes fiscales à percevoir d'organismes gouvernementaux. Un organisme gouvernemental est une organisation qui fait partie du gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable.

Les éléments présentés comme internes du gouvernement ne représentent pas des fonds à être perçus. Ce sont des montants mémorandums et ils ne sont pas inclus dans le total des recettes fiscales net à percevoir.

Les débiteurs retranchés ou remis sont inclus à la section 3 de ce volume (état des obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises).

Débiteurs pour les recettes fiscales au 31 mars

Catégories de débiteurs pour les recettes fiscales	1990				1989
	Tiers	Provision pour créances douteuses	Débiteurs nets	Internes du gouvernement	Débiteurs nets
	$	$	$	$	$
Recettes fiscales à percevoir—					
Impôt sur le revenu—					
Des particuliers	2,911,829,487	1,125,375,140	1,786,454,347		1,500,525,001
Des sociétés[1]	2,142,236,698	798,522,331	1,343,714,367		1,041,681,112
Crédit d'impot pour la recherche scientifique[2]	975,877,012	903,453,151	72,423,861		272,688,866 *
Cotisations et contributions d'assurance-chômage[3]	266,187,442	88,760,215	177,427,227	276,576	151,162,377
Des non résidents	63,515,633	24,617,728	38,897,905		34,756,130
	6,359,646,272	*2,940,728,565*	*3,418,917,707*	*276,576*	*3,000,813,486* *
Taxes et droits d'accise	293,663,082	88,063,695	205,599,387	110,930	135,597,545 *
Taxes en matière d'énergie—					
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	17,183,890	6,468,559	10,715,331		59,402,843
Redevances d'exportation sur le pétrole	2,928,354	2,788,380	139,974		139,974
Redevances d'indemnisation pétrolière	9,939,074	42,371	9,896,703		10,996,336
	30,051,318	*9,299,310*	*20,752,008*		*70,539,153*
Autres recettes fiscales à percevoir	39,498,625	11,511,648	27,986,977		38,730,175
Total des recettes fiscales à percevoir[4]	6,722,859,297	3,049,603,218	3,673,256,079	387,506	3,245,680,359 *

* Les chiffres comparatifs pour l'exercice précédent ont été redressés.

Notes afférentes à l'état des débiteurs pour les recettes fiscales

(1) Cet état comprend les impôts des sociétés en vertu de la partie VII au montant de $9,708,280, lesquels sont remboursales quand les crédits d'impôt à l'investissement ou les crédits d'impôt à l'achat d'actions sont gagnés par les sociétés.

(2) Credit d'impôt pour la recherche scientifique (CIRS):
Les montants sous le CIRS représentent les "retours d'impôt évalués" ($72,423,861) et sont des évaluations de la section VIII des retours d'impôt, afférents aux dépenses pour des projets de recherche scientifique, qui n'ont pas été acceptés sous la législation des CIRS. Sont exclus des débiteurs les "évaluations des désignations" ($99,662,453), qui incluent des crédits d'impôts qui peuvent être appliqués à l'impôt payable ou aux comptes débiteurs si il n'y a pas eu de recherche scientifique de faite. Ceci peut être déterminé seulement par la vérification qui est présentement en progrès.

(3) Cet état comprend les débiteurs du Compte d'assurance-chômage. Revenu national-Impôt a rapporté $59,486,780 de débiteurs relatifs à l'assurance-chômage au 31 mars 1990 ($53,541,593 au 31 mars 1989) lequel représente des déductions à la source.

(4) Au cours de l'exercise, le total des débiteurs retranché ou remis tel que détaillé à la section 3 de ce volume totalisait $1,696 millions. Cet état comprend également les radiations et remises parlementaires de prêts, dotations en capital et avances au montant de $708 millions.

Divulgation des débiteurs à long terme pour les recettes non fiscales

Les débiteurs à long terme font partie des montants à recevoir inclus à l'état de l'actif et du passif.

Un débiteur à long terme est défini comme un débiteur qui est recouverable seulement 12 mois ou plus après la date de comptabilisation.

Débiteurs à long terme pour les recettes non fiscales

	1990				1989
Catégories de débiteurs à long terme pour les recettes non fiscales	Tiers	Provision pour créances douteuses	Débiteurs nets	Internes du gouvernement	Débiteurs nets
	$	$	$	$	$
Recettes non fiscales à percevoir—					
Produits de placements—					
Autres produits de placements	128,542,756		128,542,756		134,862,108
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	83,456,909	5,782,420	77,674,489		7,973,309
Produits des ventes	1,726,175	940,112	786,063		612,894
Autres recettes non fiscales à percevoir	6,347,683		6,347,683		10,856,909 *
Total des recettes non fiscales à percevoir	220,073,523	6,722,532	213,350,991		154,305,220 *

* Les chiffres comparatifs pour l'exercice précédent ont été redressés.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1989-90

Services professionnels et spéciaux

SOMMAIRE

	Page
Agriculture	5.4
Agence de promotion économique du Canada atlantique	5.5
Communications	5.5
Consommateurs et Sociétés	5.6
Emploi et Immigration	5.7
Énergie, Mines et Ressources	5.9
Environnement	5.11
Affaires extérieures	5.13
Finances	5.14
Pêches et Océans	5.15
Forêts	5.16
Gouverneur général	5.16
Affaires indiennes et Nord canadien	5.16
Industrie, Sciences et Technologie	5.17
Justice	5.19
Travail	5.20
Défense nationale	5.21
Santé nationale et Bien-être social	5.25
Revenu national	5.27
Parlement	5.28
Conseil privé	5.29
Travaux publics	5.29
Secrétariat d'État	5.33
Solliciteur général	5.34
Approvisionnements et Services	5.36
Transports	5.37
Conseil du Trésor	5.40
Anciens combattants	5.41
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	5.41

Services professionnels et spéciaux

Cette section présente, pour chaque programme, le montant total dépensé pour chaque catégorie de services, de même qu'une liste détaillée *a)* des versements individuels de $100,000 ou plus; ou *b)* de l'ensemble des versememts déboursés à un particulier ou organisme se chiffrant à $100,000 ou plus. Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 04 et portion appropriée de l'article courant 15) par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 5) du volume II(partie 1).

L'état qui suit présente un résumé des services professionnels et spéciaux par ministère et catégorie principale pour l'exercice clos le 31 mars 1990.

Sommaire des services professionnels et spéciaux

Ministère	Services de comptabilité	Services d'agences de recouvrement	Services d'informatique	Services techniques	Services de santé et de bien-être
	$	$	$	$	$
Agriculture	1,556,649	30,722	1,707,828	2,770,632	6,169
Agence de promotion économique du Canada atlantique	2,507,058	226	143,367	34,516	
Communications	656,243	1,993	4,474,532	1,280,835	3,398
Consommateurs et Sociétés	97,424	3,903	1,796,295	25,197	
Emploi et Immigration	51,519,584	165,995	2,899,807	252	12,776,789
Énergie, Mines et Ressources	1,904,410	4,644	4,569,543	11,701,846	13,525
Environnement	719,256		3,004,129	32,800,091	76,602
Affaires extérieures	1,167,160		8,562,512	2,203,059	394,392
Finances	15,428,035		1,948,608		
Pêches et Océans	527,233	31,562	4,710,117	4,448,522	18,430
Forêts	530,685		429,854	168,844	48
Gouverneur général			624		
Affaires indiennes et Nord canadien	3,714,883	800	2,729,424	24,221,984	2,249,468
Industrie, Sciences et Technologie	2,898,553		12,485,890	26,168,882	21,896
Justice	382,177		1,931,878	44,627	13,790
Travail	248,000		14,272		58,366
Défense nationale	393,717		14,822,483	170,775,951	34,463,940
Santé nationale et Bien-être social	1,510,426	27	5,889,308	52,266	93,518,628
Revenu national	1,617,555	6,082	73,033	421,347	849,682
Parlement	40,226		108,085		4,632
Conseil privé	1,179,719		2,022,497		
Travaux publics	123,943	882	7,789,280	119,447,214	1,531
Secrétariat d'État	303,957		1,325,072		
Solliciteur général	240,132	449	322,551	8,634	67,966,665
Approvisionnements et Services	10,378,007	751	526,431	14,347,910	
Transports	276,980	14,065	9,094,297	49,730,251	1,232,411
Conseil du Trésor	1,296		165,563		
Anciens combattants	271,154		989,196	25,704	164,831,743
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	2,251,383		647,912	1,613	5,583
Total	102,445,845	262,101	95,184,388	460,680,177	378,507,688

			Enseignement et formation				
Services juridiques	Services de protection	Services scientifiques	Non-fonctionnaires	Fonctionnaires	Autres services professionnels	Autres services	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
1,288,834	1,502,863	3,135,713	30,207	2,645,444	14,806,318	26,440,522	55,921,901
205		483		178,814	6,957,110	2,041,276	11,863,055
469,735	11,314,049	657,127		2,142,534	14,665,721	31,878,372	67,544,539
2,206,029	140,577	221,864		679,391	3,900,150	4,596,162	13,666,992
1,219,901	3,057,449	363,503		3,527,293	53,498,811	19,808,254	148,837,638
76,363	2,012,318	24,184,220	1,300	2,759,895	14,595,350	29,175,797	90,999,211
541,429	3,598,572	24,060,406	308,716	2,884,321	17,173,551	49,153,343	134,320,416
2,805,287	15,269,933		1,405,443	4,806,830	18,038,831	55,022,881	109,676,328
680,386	1,528,266		292,354	702,153	8,022,179	6,844,816	35,446,797
1,883,237	2,166,184	18,409,607	69,915	1,425,321	8,909,324	35,369,560	77,969,012
848	269,576	3,069,760		677,700	2,354,207	4,112,210	11,613,732
				24,869	288,867	466,383	780,743
2,154,948	4,406,155	334,223	707,793	1,732,262	13,548,432	9,723,195	65,523,567
150,320	3,417,287	7,757,001	223,524	3,288,690	29,927,694	28,751,981	115,091,718
2,773,804	1,007,996		511,352	1,665,791	7,372,781	7,059,892	22,764,088
285,643	94,876	366	1,031	452,573	2,457,423	14,299,751	17,912,301
864,239	37,827,648	5,097,996	54,756,516	34,347,664	112,317,046	277,557,646	743,224,846
12,439,585	1,464,172	10,866,297		2,670,722	15,095,549	30,910,685	174,417,665
3,587,641	6,196,581	2,920,372	4,310	4,577,482	5,955,447	53,879,583	80,089,115
287,932	101,774			613,419	5,750,166	2,415,035	9,321,269
2,808,341	855,038			413,338	4,723,962	4,514,179	16,517,074
1,447,545	15,356,144	354,354		3,250,118	20,887,673	299,007,462	467,666,146
69,747	509,201			4,153,751	28,652,167	16,043,222	51,057,117
1,752,293	26,922,264	420,997	15,692,596	2,933,750	20,550,426	73,751,035	210,561,792
1,266,005	1,733,224	828,724	1,747,179	2,430,258	21,503,783	72,125,879	126,888,151
1,136,958	13,558,369	792,783	367,994	9,406,781	78,743,250	211,202,235	375,556,374
43,926				453,473	6,693,910	3,989,142	11,347,310
8,485	4,015,261			567,528	590,904	12,100,260	183,400,235
	95,713			182,465	1,857,376	778,409	5,820,454
42,249,666	158,421,490	103,475,796	76,120,230	95,594,630	539,838,408	1,383,019,167	3,435,799,586

AGRICULTURE $55,921,901

Département $55,700,966

	$
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION $4,716,083	
Services de comptabilité $637,912	
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué	337,170
Services d'informatique $699,581	
AMS Management Systems Canada Ottawa Ont	177,948
Domus Software Ltd Ottawa Ont	194,228
Services techniques $30	
Services juridiques $323	
Services de protection $147,309	
National Protective Service Ottawa Ont	127,906
Services scientifiques ($150)	
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $9,709	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $634,208	
Autres services professionnels $678,799	
Versteeg Hajo Ottawa Ont	299,413
Autres services $1,908,362	
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué	338,373
STM Systems Corp Ottawa Ont	1,007,917
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE $45,940,018	
Services de comptabilité $423,164	
Services d'agences de recouvrement $28,103	
Services d'informatique $361,479	
Canada Systems Group Ottawa Ont	163,317
Services techniques $2,770,602	
Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont	372,882
Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Montréal Qué	1,238,841
VMA Engineering Ltd Vancouver C-B	154,573
Services de santé et de bien-être $6,113	
Services juridiques $255,387	
Services de protection $1,348,928	
Av-Tech Anjou Que	164,479
Corps canadien des commissionnaires:	
Calgary Alb	133,495
Montréal Qué	286,708
National Protective Service Ottawa Ont	375,706
Services scientifiques $3,077,449	
BC Coast Vegetable Cooperative Assoc Richmond C-B	106,917
Cantest Limited Vancouver C-B	238,893
CIBC Finance Department Ottawa Ont	126,297
Gouvernement du Canada—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont	639,461
Lynn and Johnston Labs Inc Lachine Qué	182,105
Mann Testing Labs Ltd Mississauga Ont	200,156
Province de l'Alberta Edmonton Alb	476,063
University of Guelph Guelph Ont	265,873
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $4,298	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,690,060	
Commission de la Fonction publique Ottawa Ont	151,460
Autres services professionnels $13,539,417	
Beak Consultants Ltd Brampton Ont	901,391
Chemistry & Biotechnology Research International Corp Ottawa Ont	180,832
Deloitte Haskins & Sells Guelph Ont	105,672
Ecological Services for Planning Ltd Guelph Ont	330,595
Exocom Systems Corp Ottawa Ont	143,084
Groupe Sobeco Inc Montréal Qué	100,000
Université Laval Québec Qué	149,177
University of Guelph Guelph Ont	109,106
Autres services $22,435,018	
Best Bet Janitorial Services Lethbridge Alb	122,041
Bradson Personnel Services Inc Ottawa Ont	101,031
Cantest Limited Vancouver C-B	1,899,442
Can-ag Entreprises Ltd Guelph Ont	124,486
Charles Higgerty Ltd Ottawa Ont	132,308
CMS Research Services Waterloo Ont	113,873
E & J Maintenance Summerland C-B	132,259
Société du crédit agricole Ottawa Ont	900,000
Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont	220,955
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué	617,864
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont	1,352,510
Harrington (a division of Harrington Marketing Ltd) Ottawa Ont	210,563
Hector Jolicoeur Montréal Qué	182,104
Lynn and Johnston Labs Inc Lachine Qué	1,583,933
Mann Testing Labs Ltd Mississauga Ont	559,927
Mendelson Films Limited Mississauga Ont	2,920,328
Network Personnel Inc Ottawa Ont	137,468
Photo Lambert (1977) Inc Pointe-aux-Trembles Qué	1,412,972
Travaux publics Canada Ottawa Ont	841,000
Quantum Mgt Services Ltd Montréal Qué	101,622
Southwestern Ontario Agricultural Research Corp Harrow Ont	148,348
STM Systems Corporation Ottawa Ont	568,863
University of BC Vancouver C-B	102,328
University of Guelph Guelph Ont	212,590
PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX $5,044,865	
Services de comptabilité $442,983	
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué	126,326
Saskatchewan Crop Insurance Melville Sask	122,592
Services d'informatique $632,106	
Canada System Group Ltd Ottawa Ont	380,365
Services de santé et de bien-être $56	
Services juridiques $1,027,474	
Arkins MacAuley & Thorvaldson Winnipeg Man	624,757
Skwark Myers Kussin Weinstein Winnipeg Man	232,070
Victor G Neufeld Winnipeg Man	124,660
Services de protection $6,626	
Services scientifiques $58,414	
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $16,200	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $283,941	

AGRICULTURE—*Fin*

	$
Autres services professionnels $511,254	
Autres services $2,065,811	
Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont	180,000
STM Systems Corporation Ottawa Ont	958,798

Commission canadienne du lait $182,002

Services de comptabilité $30,090

Services d'agences de recouvrement $2,619

Services d'informatique $14,662

Services juridiques $5,650

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $35,155

Autres services professionnels $73,013

Autres services $20,813

Office canadien des provendes $38,933

Services de comptabilité $22,500

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $2,080

Autres services professionnels $3,835

Autres services $10,518

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE $11,863,055

Département $11,863,055

Services de comptabilité $2,507,058	
Clarkson Gordon St John's T-N	109,041
Coopers & Lybrand St John's T-N	139,223
Enterprise Cape Breton Corporation St John's T-N	144,355
Kirby and Company Manuels T-N	146,966
Nfld & Labrador Development Corp Ltd St John's T-N	370,480
Approvisionnements et Services Canada (BSV) Hull Qué	1,428,114
Services d'agences de recouvrement $226	
Services d'informatique $143,367	
Seaconsult Marine Research Ltd Vancouver C-B	101,007
Services techniques $34,516	
Services juridiques $205	
Services scientifiques $483	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $178,814	
Autres services professionnels $6,957,110	
Coopers and Lybrand Assoc Ltd Charlottetown Î-P-É	105,763
Corporate Communications Limited Armdale N-É	287,499
DMR Group Inc Halifax N-É	137,263
Doane Raymond Chartered Accountants Dartmouth N-É	151,650
MacIsaac & Younker Charlottetown Î-P-É	138,086
Memorial University of Newfoundland St John's T-N	351,850
Newfoundland Exchequer Account St John's T-N	137,370
Peat Marwick Ltd Ottawa Ont	106,972
Rambri Management Inc London Ont	151,000

	$
Regional Development Corporation Fredericton N-B	277,263
Robertson Daye Fredericton N-B	270,392
Siskin Management Inc Fredericton N-B	536,745
Statistique Canada Ottawa Ont	131,440
Approvisionnements et Services Canada (BCG)Hull Qué	114,190
Approvisionnements et Services Canada (BSV) Hull Qué	465,673
The DPA Group Inc Halifax N-É	174,989
Le Ministre des Finances Halifax N-É	322,924
Autres services $2,041,276	
Industrie, Sciences et Technologie Canada Ottawa Ont	403,000
Manpower Temporary Services Moncton N-B	313,466
Office Overload Moncton N-B	140,997
Sight & Sound Productions Limited Halifax N-É	130,554
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	281,429
The 500 Selection Services (Ottawa) Ltd Ottawa Ont	155,341

COMMUNICATIONS $67,544,539

Département $20,198,113

Services de comptabilité $330,108	
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	211,794
Services d'agences de recouvrement $1,897	
Services d'informatique $2,077,901	
Bull HN Information Systems Ltd Ottawa Ont	203,524
Honeywell Bull Ltd Ottawa Ont	140,227
S & S Software Ottawa Ont	106,791
Systems Network Ottawa Ont	268,197
Telesat Canada Ottawa Ont	127,344
Services techniques $982,393	
ADGA Systems International Ltd Ottawa Ont	327,118
Murray & Murray Ottawa Ont	105,379
OBOE Engineering Ottawa Ont	105,567
Services de santé et de bien-être $3,398	
Services juridiques $211,393	
Services de protection $862,375	
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	364,865
Services scientifiques $541,190	
Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont	290,874
Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,159,193	
Commission de la Fonction publique Ottawa Ont	120,801
Autres services professionnels $5,312,704	
DIT Telecom Inc Montréal Qué	123,000
William G Hutchisan & Co Ltd North York Ont	180,148
Autres services $8,715,561	
Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont	1,249,138
First City Trust Co Ottawa Ont	253,779
Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué	1,031,669
Johnson & Higgins Wills Faber Ltd Toronto Ont	412,125
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	123,580
Travaux publics Canada Hull Qué	384,960
Services documentaires Multimedia Montréal Qué	147,926
STM Systems Corporation Ottawa Ont	939,147
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	2,697,587
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	100,593

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes $2,005,317

Services d'informatique $648,457	
Magi Data Consulting Inc Ottawa Ont	317,051

COMMUNICATIONS—*Fin*

	$
Microtime Inc Nepean Ont	120,746
4GL Systems Canada Manotick Ont	142,312

Services juridiques $16,485

Services de protection $111,996

Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Hull Qué	111,996

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $109,882

Autres services professionnels $415,079

Autres services $703,418

BBM Bureau of Measurement Don Mills Ont	136,450

Archives nationales du Canada $8,138,001

Services de comptabilité $277,238

Bureau des services de vérification Hull Qué	277,238

Services d'agences de recouvrement $96

Services d'informatique $422,834

Services techniques $18,756

Services de protection $804,657

Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	332,747
National Protective Service Ottawa Ont	120,392
Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont	343,475

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $334,654

Commission de la Fonction publique Ottawa Ont	102,090

Autres services professionnels $1,688,541

Bureau des conseillers en gestion Hull Qué	280,864
Projetronics Inc Ottawa Ont	103,977

Autres services $4,591,225

ARC Industries Ottawa Ont	200,711
Société Radio-Canada Ottawa Ont	285,754
Film House Group Toronto Ont	153,184
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	190,769
MacDonald and Brisson Ottawa Ont	162,128
Quantum Montréal Qué	127,431
STM Systems Corp Ottawa Ont	256,981
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	630,378
Systemhouse Inc Ottawa Ont	185,169
UTLAS International Toronto Ont	104,872

Office national du film $2,414,064

Services juridiques $241,857

McMillan Binch Barristers and Solicitors Toronto Ont	203,948

Services de protection $412,530

Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué	408,069

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $197,107

Autres services professionnels $455,504

Autres services $1,107,066

Bibliothèque nationale $7,315,948

Services de comptabilité $11,957

Services d'informatique $784,941

Beltec Informatics Gloucester Ont	366,580

Services de protection $36,977

Services scientifiques $16,000

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $174,868

Autres services professionnels $732,415

	$
Micromedia Hull Qué	102,383

Autres services $5,558,790

Miss Hall's Personnel Services Ottawa Ont	214,629
Conseil national de recherches du Canada Ottawa Ont	3,853,650
University of Toronto Toronto Ont	101,858

Musées nationaux du Canada $27,473,096

Services de comptabilité $36,940

Services d'informatique $540,399

AQR Gloucester Ont	155,883
Iota Consulting Ottawa Ont	162,120

Services techniques $279,686

Canadian Museums Construction Corp Ottawa Ont	245,679

Services de protection $9,085,514

Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	383,420
Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont	6,125,650

Services scientifiques $99,937

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $166,830

Autres services professionnels $6,061,478

Canadian Museums Construction Corp Ottawa Ont	215,719
Commission de la Capitale nationale Ottawa Ont	404,725

Autres services $11,202,312

Adrian Gatrill Assoc Vancouver C-B	107,890
Alpha Products Vancouver C-B	108,827
Canadian Museums Construction Corp Ottawa Ont	437,850
Cataraqui Archeologigal Research Foundation Kingston Ont	233,942
Commonwealth Historical Resource Management Ltd Perth Ont	196,676
Gabriel Design Ottawa Ont	145,848
MacDonald and Brisson Personnel Ottawa Ont	468,075
Marketel Publim Inc Montréal Qué	106,885
Media Canada Toronto Ont	113,592
Modern Installation Hull Qué	134,964
Office national du film Montréal Qué	752,600
Peacebridge Brokerage Ottawa Ont	126,239
Travaux publics Canada Ottawa Ont	310,208
Réjane Personnel Hull Qué	112,814
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	2,691,422
Utlas Toronto Ont	161,064

CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS $13,666,992

Département $11,943,767

Services de comptabilité $97,424

Services d'agences de recouvrement $1,203

Services d'informatique $1,610,608

CadhamHayes Systems Inc Ottawa Ont	264,625
RES Policy Research Ottawa Ont	436,217

CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS—*Fin*

	$
Services techniques $25,197	
Services juridiques $2,014,462	
Blake Cassells and Graydon Toronto Ont	490,819
Holden Murdoch & Finlay Toronto Ont	122,570
Ogilvie and Company Edmonton Alb	162,337
Tory Tory DesLauriers & Binnington Toronto Ont	131,877
Services de protection $123,402	
Services scientifiques $210,604	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $603,947	
Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont	124,062
Autres services professionnels $3,444,026	
Control Data Canada Ltd Ottawa Ont	154,400
Coopers Lybrand Consulting Group Ottawa Ont	174,770
Economists Incorporated Washington DC É-U	183,464
Autres services $3,812,894	
Barbara Personnel 155956 Canada Inc Hull Qué	159,902
Bradson Mercantile Ottawa Ont	164,722
Canada Systems Group Limited Ottawa Ont	156,642
Canadian Library Association Ottawa Ont	205,314
Prologic Systems Limited Ottawa Ont	117,548
Réjane Personnel Inc Hull Qué	163,006
STM Systems Corp Ottawa Ont	153,103
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	622,347

Tribunal de la concurrence $327,837

Services d'informatique $1,050

Services juridiques $72,522

Services de protection $17,175

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $6,468

Autres services professionnels $7,108

Autres services $223,514

Commission du droit d'auteur $209,166

Services juridiques $100,883

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $440

Autres services professionnels $31,171

Autres services $76,672

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses $215,652

Services juridiques $16,506

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $47,181

Autres services professionnels $46,588

Autres services $105,377

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés $794,121

	$
Services d'agences de recouvrement $2,700	
Services d'informatique $183,924	
CadhamHayes Systems Inc Ottawa Ont	103,495
Services juridiques $82	
Services scientifiques $11,260	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $16,490	
Autres services professionnels $265,718	
Autres services $313,947	

Commission de révision des marchés publics $176,449

Services d'informatique $713

Services juridiques $1,574

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $4,865

Autres services professionnels $105,539

Autres services $63,758

EMPLOI ET IMMIGRATION $148,837,638

Département/Commission $142,379,980

PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX $24,816,516

	$
Services de comptabilité $11,269,032	
ASC/Bureau des services de vérification Hull Qué	393,226
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	10,576,644
Services d'agences de recouvrement $165,764	
Services d'informatique $843,832	
DMR Group Inc Ottawa Ont	100,679
Nortak Software Ltd Ottawa Ont	168,590
Unisys Canada Inc North York Ont	134,000
Services techniques $252	
Services de santé et de bien-être $51,103	
Services juridiques $12,846	
Services de protection $1,456,295	
Corps canadien des commissionnaires:	
Montréal Qué	196,048
Ottawa Ont	1,202,361
Services scientifiques $106,790	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,599,787	
Niagara Institue Niagara-On-The-Lake Ont	116,475
Commission de la Fonction publique Ottawa Ont	106,626
Unisys Canada Inc North York Ont	104,492
Autres services professionnels $2,836,655	
Atlantic Canada Opportunities Agency Charlottetown Î-P-É	122,400
Canadian Labour Market and Production Ottawa Ont	992,721
ASC/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont	957,229

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
Autres services $6,474,160	
Comterm Inc Pointe-Claire Qué	121,111
First City Trust Company Ottawa Ont	1,528,256
Nortak Software Ltd Ottawa Ont	198,076
Travaux publics Canada Hull Qué	160,533
ASC/ Services d'imprimerie Hull Qué	167,142
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	2,171,955
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE $94,218,748	
Services de comptabilité $40,238,245	
Revenu Canada Impôt Ottawa Ont	40,235,000
Services d'agences de recouvrement $209	
Services d'informatique $432,088	
Nortak Software Ltd Ottawa Ont	114,730
Services de santé et de bien-être $755,799	
Services juridiques $869,417	
Services de protection $791,480	
Corps canadien des commissionnaires:	
Montréal Qué	210,234
Saint John N-B	226,033
Vancouver C-B	102,471
Services scientifiques $255,151	
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	157,145
Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,449,484	
Autres services professionnels $40,068,169	
411 Seniors Centre Society Vancouver C-B	113,522
A W A R E Society New Westminster C-B	388,622
Action jeunesse travail des moulins Terrebonne Qué	117,561
Action Travail Chaleurs Inc Bonaventure Qué	101,754
Angus Reid Associates Inc Winnipeg Man	129,370
Anno-kee-dag-wah-a-chum-ta Brandon Man	202,061
Armstrong Enderby Employment Society Armstrong C-B	109,917
Association canadienne pour la santé mentale Québec Qué	134,133
Association for the Management of Unemployment Skills and BC Native Womens Society Kamloops C-B	114,317
C N I B Vancouver C-B	177,264
Institut national des aveugles du Canada Fredericton N-B	120,026
Association des paraplégiques du Canada Fredericton N-B	175,791
Canadian Facts Ottawa Ont	119,786
Canadian Labour and Production Ottawa Ont	500,000
Institut national des aveugles du Canada Toronto Ont	157,905
Career Development Centre Prince Albert Sask	128,400
Carrefour Le Moutier Longueuil Qué	115,442
Chevery Cte Duplessis Qué	130,843
Citizen Action Group Hamilton Ont	240,859
Club recherche emploi St-Denis Montréal Qué	157,240
Comité emploi reg Moyenne Côte-Nord Havre St-Pierre Qué	118,894
Corp arch catholique rom de Montréal Montréal Que	173,781
COSTI-IIAS Immigrant Services Toronto Ont	145,308
CPSP-Ctre plac spécialisé Portage Hull Qué	203,713
Creative Employment Services Calgary Alb	226,755
Ctre AFEAS Éveil Ste-Anne-des-Monts Ste-Anne-des-Monts Qué	109,521
Ctre Entraide Soc Bas Falaise Inc Québec Qué	172,239
Ctre ressources pour délinquants Sherbrooke Qué	181,909
Decima Research Ltd Toronto Ont	130,200
Démarrage service emploi Joliette Qué	125,307
Distinctive Employment Counselling Calgary Alb	404,822
Employment Access Regina Sask	175,485
Enjeu intégration femmes au travail Montréal Qué	252,732
Gallup Canada Inc Ottawa Ont	293,190
Gestion Jeunesse Inc Québec Qué	148,941
Gitksan Wetsuweten Education Society Hazelton C-B	100,168
Glengarry Interagency Group Inc Alexandria Ont	109,973
Goss Gilroy and Associates Ltd Ottawa Ont	119,271
Immigrant Women's Job Placement Centre Toronto Ont	212,688
Immigrant WECS Winnipeg Man	167,651
Informetrica Ltd Ottawa Ont	105,470
Jewish Vocational Service of Metro Toronto Toronto Ont	108,166
Job Opportunity Building Society Parksville C-B	107,488
John Howard Society of BC Campbell River C-B	110,631
Jonathan 1445 Inc Québec Qué	137,916
La Croisée SIT Inc Québec Qué	143,524
La Fondation Marie-Soleil Jonathan Rouyn-Noranda Qué	140,437
Lac La Biche Regional Emp Ctr Lac La Biche Alb	102,839
Langley Employment Services Langley C-B	148,784
Les Mutanes de Drummond Inc Drummondville Qué	112,683
Lethbridge & District Youth Emp Ctr Lethbridge Alb	126,225
Line 1000 Inc Ottawa Ont	181,903
Maison Jeunes basses Laurentides Ste-Thérèse Qué	140,717
Mount Saint Vincent University Halifax N-É	107,754
Municipality of Metropolitan Toronto Toronto Ont	218,295
Native Council of Nova Scotia Truro N-É	177,023
Native Employment Services of Winnipeg Winnipeg Man	291,381
NorSask Native Outreach La Ronge Sask	444,237
Nortak Software Ltd Ottawa Ont	177,590
Operation Springboard Toronto Ont	115,699
Opex Via Travail Inc Chomedey Laval Qué	318,988
Options for Women Edmonton Alb	186,470
Pacific Justice Association Vancouver C-B	209,103
Parkland Native Outreach Yorkton Sask	124,265
Parkland Pathfinders Dauphin Man	115,687
Polaris Employment Services Society Burnaby C-B	187,891
Prairie Employment Program North Battleford Sask	151,602
Price Waterhouse Management Consultants Ottawa Ont	271,527
Prince Albert Native Outreach Prince Albert Sask	172,088
PATH Employment Services Hamilton Ont	169,693
Reaching Equality Employment Services Winnipeg Man	271,444
Red Deer Chamber of Commerce Red Deer Alb	144,307
Regional Development Corp Fredericton N-B	318,000
Riel Native Employment Centre Regina Sask	245,317
Selkirk Outreach Selkirk Man	206,386
Senior Citizens Job Bureau Winnipeg Man	108,264
Service aide néo-Québécois et imm Montréal Qué	233,745
Service Relance Saguenay Alma Qué	169,525
Soc développ écon Etchemin Lac Etchemin Qué	162,654
Special Needs Employment Services Inc Sarnia Ont	137,363
ASC/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont	580,860
Statistique Canada Ottawa Ont	4,136,153
Stracthcona Manpower Outreach Vancouver C-B	147,094
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	275,000
Sypher Mueller International Inc Ottawa Ont	146,593
The Longwoods Research Group Ltd Toronto Ont	167,700
The Pas Outreach The Pas Man	131,241
The Saint John YM-YWCA Inc Saint John N-B	169,778
Times Change Women's Employment Service Toronto Ont	176,969
Training for Youth Sydney N-É	171,237
Tremploy Incorporated Charlottetown Î-P-É	112,005
Tribal Chiefs Association Outreach St Paul Alb	174,978
W S Kubiski and Associates Ltd Toronto Ont	116,878
Western Community Outreach Society Victoria C-B	129,056
Windsor Western Hospital Centre Windsor Ont	120,593
Winnipeg Career Oppurtunities Inc Winnipeg Man	187,301
Womanpower Inc London Ont	220,371
Women's Career Counselling Ottawa Ont	181,757
Women's Employment Counselling Service Winnipeg Man	239,577
Woods Gordon Management Consultant Toronto Ont	180,760
Working for Women Saskatoon Sask	334,752
Young Men's Christian Association Toronto Ont	108,508
Young Women's Christian Association Halifax N-É	103,671
Youth Employment Service Winnipeg Man	179,167
Youth Services NB Inc Moncton N-B	243,718
Autres services $9,358,706	
Force Ten Computer services Ltd Halifax N-É	559,183
Ivation Datasystems Inc Ottawa Ont	255,353
ASC/Centre canadien du film et de la vidéo Ottawa Ont	639,451

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Fin*

	$
ASC/Services d'imprimerie Hull Qué	250,494
Approvisionnements et Services Canada:	
Hull Qué	122,870
Ottawa Ont	358,587

PROGRAMME D'IMMIGRATION $23,344,716

Services d'agences de recouvrement $22

Services d'informatique $1,470,999

Peat Marwick and Partners Ottawa Ont	1,257,414

Services de santé et de bien-être $11,969,887

Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	112,087
Corps canadien des commissionnaires Toronto Ont	166,016
Celebrity Inn Mississauga Ont	1,015,415
Ville de Vancouver Vancouver C-B	168,726
Hôtel Maritime Montréal Qué	871,273
Ministère du Service correctionnel North Bay Ont	873,109
Ministère des Finances Victoria C-B	177,340
Pinkerton du Québec Ltée Montréal Qué	1,383,230
Pinkerton's of Canada Ltd Toronto Ont	3,809,612
Plaza Hotel Rexdale Ont	521,553
Sandia Mountain Holdings Inc Brampton Ont	169,714
Securiguard Services Ltd Vancouver C-B	355,519
Skyline Airport Hotel Richmond C-B	512,853
Village Inn Chutes Niagara Ont	109,564

Services juridiques $332,923

Services de protection $764,046

Corps canadien des commissionnaires:	
Montréal Qué	258,761
Toronto Ont	329,165

Services scientifiques $1,562

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $300,649

Autres services professionnels $6,120,048

Peat Marwick and Partners Ottawa Ont	769,902
ASC/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont	589,200
Statistique Canada Ottawa Ont	139,100

Autres services $2,384,580

Compusec Business Services Toronto Ont	232,941
Approvisionnements et Services Canada:	
Hull Qué	107,235
Ottawa Ont	181,020
Transcriptum Inc St-Léonard Qué	112,644

Conseil consultatif sur la situation de la femme $463,876

Services d'informatique $985

Services juridiques $24

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $12,864

Autres services professionnels $365,916

Autres services $84,087

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada $5,387,309

Services de comptabilité $12,307

Services d'informatique $151,903

Riviera-Hartling Systems Kingston Ont	140,873

Services juridiques $4,691

Services de protection $45,628

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $149,163

Services de protection $3,644,502

	$
Compusec Business Services Toronto Ont	130,350
Marshall's Reporting Service Surrey C-B	131,106
ASC/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont	232,843
Transcriptum Inc St-Léonard Qué	342,586

Autres services $1,379,115

Kelly Services Ltd Toronto Ont	148,068
Services Gestion Quantum Ltée Montréal Qué	160,003
TOSI Toronto Ont	186,349

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice $606,473

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $15,346

Autres services professionnels $463,521

Autres services $127,606

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $90,999,211

Département $84,670,061

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $6,401,957

Services de comptabilité $113,284

Services d'informatique $1,094,172

Control Data Canada Ltd Mississauga Ont	102,993
Sharon Professional Services Ltd Ottawa Ont	275,631

Services techniques $19,770

Services de santé et de bien-être $44

Services juridiques $1,250

Services de protection $354,585

Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	313,710

Services scientifiques $340,759

Hatch Associates Ltd Toronto Ont	103,000
James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont	119,934

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $355,152

Autres services professionnels $1,131,208

ADI Limited Fredericton N-B	154,624
Peat Marwick and Partners Management Consultants Toronto Ont	202,699
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	367,916

Autres services $2,991,733

Environnement Canada Hull Qué	120,408
STM Systems Corp Willowdale Ont	147,349
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	534,626
York Advertising Limited Ottawa Ont	106,230

PROGRAMME DE L'ÉNERGIE $25,203,295

Services de comptabilité $1,573,024

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

	$
Fry and Associates Chartered Accountants Calgary Alb	184,684
James B Howe Chartered Accountants Bragg Creek Alb	219,009
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	206,380
Toronto Dominion Bank Toronto Ont	213,207
Vennard Johannesen & Co Calgary Alb	128,921

Services d'informatique $958,801

	$
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	128,077
Synerlogic Ottawa Ont	248,155

Services techniques $6,206,570

	$
Adecon Energy Systems Inc Mississauga Ont	233,815
Astris Inc Mississauga Ont	102,418
British Columbia Research Corporation Vancouver C-B	246,470
Canadian Solar Industries Association Inc Ottawa Ont	333,880
Canadian Standards Association Rexdale Ont	190,000
École Polytechnique de Montréal Montréal Qué	199,245
Enermodal Engineering Ltd Waterloo Ont	127,973
Howell-Mayhew Engineering Inc Edmonton Alb	218,722
Kent Marketing Services London Ont	113,781
Lavalintech Inc Montréal Qué	100,000
Northland Associates St John's T-N	111,189
Ortech International Mississauga Ont	154,182
Queen's University Kingston Ont	157,732
Survival Systems Ltd Dartmouth N-É	129,932
Sypher Mueller International Inc Ottawa Ont	956,949
Thermo Dynamics Ltd Dartmouth N-É	144,223
University of New Brunswick Fredericton N-B	101,196
University of Waterloo Waterloo Ont	488,033

Services de santé et de bien-être $1,655

Services juridiques $49,297

Services de protection $273,664

	$
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	273,664

Services scientifiques $5,199,657

	$
British Columbia Research Corp Vancouver C-B	212,304
BTC Membranes Inc North Vancouver C-B	282,661
Canadian Solar Industries Association Inc Ottawa Ont	142,743
Centre de recherche industrielle du Québec Ste-Foy Qué	105,393
Ensyn Engineering Ltd Associates Gloucester Ont	155,043
Forintek Canada Corp Ottawa Ont	323,491
General Comminution Inc Toronto Ont	124,896
Iogen Corporation Ottawa Ont	165,772
MacLaren Plansearch Ltd Willowdale Ont	120,000
McGill University Montréal Qué	126,742
New Brunswick Research & Productivity Council Fredericton N-B	114,323
Ortech International Mississauga Ont	114,122
Queen's University Kingston Ont	250,081
Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask	172,241
The Electrofuel Manufacturing Co Toronto Ont	215,342
Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	109,978
Université Laval Québec Qué	152,074
University of Waterloo Waterloo Ont	187,416

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $686,252

	$
Maple Leaf Language Centre Ltd Ottawa Ont	221,980

Autres services professionnels $7,426,811

	$
Canadian Home Builders Assoc Ottawa Ont	2,014,000
Canadian Standards Association Rexdale Ont	155,388
Dale Batchilder Manitouwadge Ont	128,388
Département de la Justice Ottawa Ont	1,054,237
Environnement Canada Hull Qué	169,051
Défense nationale Ottawa Ont	150,000
Conseil national de recherches du Canada Ottawa Ont	495,437
Peat Marwick and Partners Management Consultants Toronto Ont	114,546

Autres services $2,827,564

	$
Bennett Jones Barristers & Solicitors Calgary Alb	561,247
Cassels Brock & Blackwell Barristers & Solicitors Toronto Ont	395,264
Environnement Canada Hull Qué	119,051
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	1,016,605

PROGRAMME DES MINÉRAUX ET
DES SCIENCES DE LA TERRE $53,064,809

Services de comptabilité $122,380

Services d'agences de recouvrement $4,644

Services d'informatique $2,175,404

	$
Blue Vajra Computing Halifax N-É	134,581
MacDonald Dettwiler and Assoc Richmond C-B	150,000
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	708,562
SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont	104,700
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	304,245

Services techniques $4,283,960

	$
HIW Surveys Ltd Yellowknife TN-O	210,885
ICE Consulting Ltd Calgary Alb	397,952
MacDonald Dettwiler and Assoc Richmond C-B	275,000
Martin & Company Ltd Lethbridge Alb	144,855
Minister of Finance and Corporate Relations Victoria C-B	620,000
Photocartothèque Québécoise Ste-Foy Qué	200,000
Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué	952,634
Star Tech Incorporated Edmonton Alb	214,199
Techni Metric Inc Trois-Rivières Qué	151,472
Underhill & Underhill Hay River TN-O	319,819

Services de santé et de bien-être $1,254

Services juridiques $15,108

Services de protection $1,275,830

	$
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	954,812
National Protective Service Co Ltd Ottawa Ont	290,523

Services scientifiques $18,090,845

	$
Advanced Membranes Inc Nepean Ont	101,178
Alberta Research Council Edmonton Alb	189,177
Arctic Investigations Inc Surrey C-B	380,839
Boojun Research Ltd Toronto Ont	101,778
Canadian Seabed Research Halifax N-É	168,329
Capilano Geophysical Ltd Calgary Alb	441,650
Cube Systems Consulting Serv Ltd Ottawa Ont	117,800
Digicon (Canada) Inc Calgary Alb	477,930
Fleet Technology Ltd Kanata Ont	616,618
Geophoto Services Ltd Calgary Alb	1,192,027
Gulf Canada Calgary Alb	124,853
Hudson Bay Mining & Smelting Leaf Thompson Man	233,322
INCO Ltd Copper Cliff Ont	236,363
Interra Technologies Ltd Ottawa Ont	1,245,407
Université Laval Ste-Foy Qué	102,988
McGregor Geoscience Ltd Halifax N-É	154,218
Micromedia Ltd Toronto Ont	248,103
New Brunswick Electric Power Commission Fredericton N-B	403,268
New Brunswick Research and Productivity Council Fredericton N-B	152,273
Centre de recherches Noranda Pointe-Claire Qué	109,895
Nova-Husky Research Group Ltd Calgary Alb	403,037
Petro-Canada Inc Mississauga Ont	444,530
Petroleum Recovery Institute Calgary Alb	264,046
Powerlaser Ltd King City Ont	104,893
Queen's University Kingston Ont	340,464
Sceptre Resources Ltd Calgary Alb	118,709
Stelco Technical Services Ltd Burlington Ont	133,875
Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	262,300
Université de:	
Alberta Edmonton Alb	109,715
Colombie-Britannique Vancouver C-B	324,871
Calgary Calgary Alb	389,132
Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	263,272
Toronto Toronto Ont	104,498

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Fin*

	$
Western Ontario London Ont	234,341
Welding Institute of Canada Oakville Ont	146,833
Western Geophysical Co Calgary Alb	126,702
Zenon Environmental Inc Burlington Ont	113,795

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $1,336,799

École de langues Caron Vanier Ont	167,920
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada Ottawa Ont	106,672

Autres services professionnels $3,372,266

Gendron Lefebvre & Associés Laval Qué	607,582
Goss Gilroy & Associates Ltd Ottawa Ont	241,783
Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont	280,127
Conseil national de recherches du Canada Ottawa Ont	648,791
Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont	141,378
Approvisionnements et Services Hull Qué	455,937
Terra Surveys Ltd Ottawa Ont	243,780

Autres services $22,386,319

Alberta Research Council Edmonton Alb	103,572
Arctic Resources Ltd Montréal Qué	103,374
Black Electric Ltd Ottawa Ont	212,626
Bondar Clegg and Co Ltd Ottawa Ont	265,706
Bradley Air Services Ltd Carp Ont	231,294
Calian Technology Kanata Ont	520,204
Dataspan Technology Inc Calgary Alb	112,479
Dendron Resource Surveys Ltd Ottawa Ont	187,632
Environnement Canada Hull Qué	229,924
Pêches et Océans Canada Hull Qué	323,554
Frank's Janitorial Contracting Ltd Calgary Alb	100,788
Geographic Air Surveys Ltd Edmonton Alb	128,906
Harrington Ottawa Ont	108,708
Horler Information Inc Ottawa Ont	195,198
Innotech Aviation Ltd Ottawa Ont	579,763
Interra Technologies Ltd Ottawa Ont	448,822
Intercontinental Maps and Charts Ltd Toronto Ont	159,299
Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont	839,236
Laval Fortin Ltée Alma Qué	180,000
McElhanney Services Ltd Vancouver C-B	112,231
Miller Communications Kanata Ont	577,925
Narwhal Arctic Services Calgary Alb	207,026
Conseil national de recherches du Canada Ottawa Ont	133,881
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada Ottawa Ont	1,172,034
Photosur Inc Montréal Qué	1,129,643
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	203,953
Travaux publics Canada Ottawa Ont	110,351
Quantum Management Services Ltd Montréal Qué	179,490
Questor Surveys Ltd Brantford Ont	143,016
Sandor Geophysics Ltd Kanata Ont	586,800
Sial Geosciences Inc Montréal Qué	125,975
Spot Image Paris France	1,290,185
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	4,562,304
Terra Surveys Ltd Ottawa Ont	254,533
US Department of Commerce (NOAA) Rockville Md É-U	709,500
Victor Temporary Services Ltd Ottawa Ont	127,006
X-ray Assay Laboratories Don Mills Ont	118,620

Commission de contrôle de l'énergie atomique $5,273,263

Services de comptabilité $95,722

Services d'informatique $197,487

Services techniques $1,180,420

Énergie atomique du Canada Limitée Ottawa Ont	1,150,000

Services de santé et de bien-être $10,572

Services juridiques $10,708

Services de protection $22,699

Services scientifiques $552,959

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $1,300

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $145,967

Autres services professionnels $2,575,423

	$
Atlantic Nuclear Services Ltd Fredericton N-B	111,592
Énergie atomique du Canada Limitée Ottawa Ont	410,928
Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont	119,625
MacLaren Plansearch Inc Willowdale Ont	326,101
Ontario Hydro Toronto Ont	213,134
United States Regulatory Commission Washington DC É-U	118,000

Autres services $480,006

Ontario Ministry of Labour Toronto Ont	218,304

Office national de l'énergie $1,055,887

Services d'informatique $143,679

Services techniques $11,126

Services de protection $85,540

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $235,725

Autres services professionnels $89,642

Autres services $490,175

ENVIRONNEMENT $134,320,416

Département $134,320,416

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $8,134,050

Services de comptabilité $383,048

Services d'informatique $222,744

Services techniques($8,587)

Services juridiques $10,334

Services de protection $134,434

Services scientifiques $200,037

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $314

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $211,770

Acres International Ltd Chutes Niagara Ont	100,792

Autres services professionnels $2,424,080

Autres services $4,555,876

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	310,834

PROGRAMME DES SERVICES DE
L'ENVIRONNEMENT $73,435,448

Services de comptabilité $198,869

Services d'informatique $2,337,762

Intera Technology Ottawa Ont	100,317

ENVIRONNEMENT—*Fin*

Services techniques $3,172,594

	$
ADGA Ltd Ottawa Ont	757,055
Bradley Air Services Carp Ont	226,551
Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont	250,702
MBP Technologies Inc Dorval Qué	335,710
Miller Communications Systems Ottawa Ont	273,963
Plan Tel Montréal Qué	100,414
Telesat Gloucester Ont	504,280
Ursel Systems Ltd Ottawa Ont	287,433

Services de santé et de bien-être $4,502

Services juridiques $345,439

Services de protection $826,328

Corps canadien des commissionnaires:	
Hamilton Ont	215,712
Ottawa Ont	114,938
Saskatoon Sask	133,738

Services scientifiques $22,560,434

Agriculture Canada Regina Sask	127,000
Aipellee Arctic Enterprises Clyde River N-É	192,245
Atmospheric Environment Services Toronto Ont	400,000
Brander Smith D Vancouver C-B	181,887
Dearborn Chemicals Mississauga Ont	113,020
Dickens & Associates Yellowknife TN-O	114,099
Enviromega Ltd Campbellville Ont	162,965
Environnement Illimité Montréal Qué	269,450
Fairburn W Kindersley Saskatchewan Sask	146,203
Gilles Shooner et Associés Loretteville Qué	354,000
Gouvernement du Québec Ville de Québec Qué	749,648
Institut national de recherche scientifique Ste-Foy Qué	583,470
Jean Béland & Associés Neufchatel Qué	238,796
Lavallin Environnement Montréal Qué	356,320
Maclaren Plansearch Ltd Halifax N-É	284,044
Mann Testing Laboratories Ltd Mississauga Ont	324,994
McGill University Montréal Qué	106,319
Monenco Consultants St Catharines Ont	132,000
Norland Science Ottawa Ont	246,348
Novalab Lachine Qué	273,030
Procean Ste-Foy Qué	213,336
Province du Manitoba Winnipeg Man	229,924
Reid Crowther & Partners Calgary Alb	224,024
Roche Ltée Ste-Foy Qué	113,434
Scientific Instrument Saskatoon Sask	220,719
Sincerely Mouse Mondemaya Ont	139,572
Tecsult Inc Montréal Qué	131,835
Thérien D Ste-Thérèse Qué	108,419
Tobin S Placentia T-N	124,649
Toonooik-Sahoonik Coop Pond Inlet TN-O	182,739
Université Laval Québec Qué	224,682
Wastart Ltd Guelph Ont	172,597
West Baffin Cape Dorset TN-O	167,292
Wessel Dave Bryden Ont	104,711
603928 Ontario Inc Dundas Ont	168,505

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $25,928

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $1,854,328

Autres services professionnels $12,121,097

American Chemical Society Colombus Ohio É-U	169,201
Barringer Research Rexdale Ont	120,000
Bristol Aerospace Winnipeg Man	220,902
Ch2m Hill Engineering Waterloo Ont	110,942
Intera Technologies Ltd Calgary Alb	2,493,427
Inter-Canadian Ste-Foy Qué	211,047
Maclaren Engineers Willowdale Ont	210,122
Mcleay D & Associates Vancouver C-B	128,724

Autres services $29,988,167

	$
American Chemical Society Colombus Ohio É-U	1,038,000
Angus Employment Agency Hamilton Ont	325,340
Barbara Personnel Inc Hull Qué	122,463
Drake Office Overload Québec Qué	129,860
Environment Applications Group Ltd Toronto Ont	110,281
Environnement Canada Ottawa Ont	617,635
Ian Martin & Associates Toronto Ont	156,000
International Conference Services Vancouver C-B	111,580
Major Event Management Vancouver C-B	1,295,920
McDonald Dettwiler Richmond C-B	781,137
Memtec Trade Shows Vancouver C-B	123,960
Pass Group Ottawa Ont	235,981
Réjane Personnel Inc Hull Qué	250,382
Services de gestion Quantum Montréal Qué	141,297
STM Systems Corp Willowdale Ont	402,385
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	585,449
White Star Cleaning Services Hamilton Ont	209,680

PROGRAMME PARCS $52,750,918

Services de comptabilité $137,339

Services d'informatique $443,623

Services techniques $29,636,084

Claudius Carnagie and Associates Ltd Ottawa Ont	146,946
Département des Travaux publics Ottawa Ont	25,369,521
Geocon Inc Fredericton N-B	142,000
Reid Crother Calgary Alb	352,216

Services de santé et de bien-être $72,100

Services juridiques $185,656

Services de protection $2,637,810

Corps canadien des commissionnaires:	
Halifax N-É	444,923
Ottawa Ont	263,668
St John's T-N	217,219
Winnipeg Man	137,805
Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont	103,783

Services scientifiques $1,299,935

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $282,474

Prince Albert Rural School Division No 56 Prince Albert Sask	113,500

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $818,223

Autres services professionnels $2,628,374

Synerlogic Inc Calgary Alb	103,353

Autres services $14,609,300

Airport Transfer Limited Dartmouth N-É	230,000
APIS Enterprises Elmsdale N-É	175,591
Baddeck Lions Club Baddeck N-É	121,060
Big Horn Transport Calgary Alb	133,046
Chatham Coach Lines Chatham Ont	138,375
Département des Travaux publics Ottawa Ont	103,122
Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont	1,257,518
Environnement Canada Ottawa Ont	569,481
Fortier Associates Misku Alb	118,582
Halifax Citadel Foundation Halifax N-É	227,729
Island Coastal Services Ltd Charlottetown Î-P-É	256,452
Kusawa Contracting Ltd Vancouver C-B	167,425
Netherwood Properties Ltd Charlottetown Î-P-É	184,168
Wastewater Technology Centre Burlington Ont	204,000

AFFAIRES EXTÉRIEURES $109,676,328

Département $83,410,588

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $83,384,065

Services de comptabilité $938,224

Services d'informatique $2,982,116

	$
Digital Equipment of Canada Ottawa Ont	163,850
Remuera Corporation Ottawa Ont	137,604

Services techniques $2,195,964

Département des Travaux publics Ottawa Ont	577,200

Services de santé et de bien-être $394,392

Services juridiques $2,649,100

Miller and Chevalier Washington DC É-U	528,000

Services de protection $6,563,683

Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	1,946,814
National Protective Service Co Ottawa Ont	126,567
Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont	226,056

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $1,405,443

Cambria Associates Ottawa Ont	104,500

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $2,814,266

AMS Management Systems Canada Inc Ottawa Ont	112,288
Hinoki Academy Ottawa Ont	130,730
Interlangues Language School Ottawa Ont	253,279
Living Language Services Ottawa Ont	104,907
United States Dept of State Arlington Va É-U	154,361

Autres services professionnels $12,157,840

Association des universités et collèges Ottawa Ont	104,770
Burgener Lachapelle Kilpatrick Architects Calgary Alb	326,977
Canadian Exporters Association Ottawa Ont	228,870
Dalhousie University Halifax N-É	303,907
Intertask Limited Ottawa Ont	549,226
Rivera Hartling Systems Ltd Kingston Ont	677,027
Statistique Canada Ottawa Ont	196,676
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	212,415
McNamara Vincent M Comox C-B	133,236
The Foundation Co of Canada Scarborough Ont	1,075,317

Autres services $51,283,037

Aim Technical Services Ottawa Ont	226,639
Association des universités et collèges Ottawa Ont	778,901
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	580,816
Boyd Moving and Storage Ltd Ottawa Ont	415,472
Bradson Mercantile Inc Ottawa Ont	323,892
Burson - Marsteller Ltd Ottawa Ont	187,430
CLA International Hull Qué	120,421
Société Radio-Canada Ottawa Ont	280,006
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	381,507
CDI Temporary Services Ltd Ottawa Ont	130,963
Crawley and McCracken Co Ltd Ottawa Ont	321,540
Drake Office Overload Ottawa Ont	193,906
Export Development Corp Ottawa Ont	121,259
Fairbairn Ottawa Ont	110,362
Département des Pêches et Océans Ottawa Ont	119,546
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	104,727
Hill and Knowlton Canada Ltd Ottawa Ont	175,807
Industrie, Sciences et Technologie Ottawa Ont	427,584
International Council for Canadian Studies Ottawa Ont	278,031
Lamoureux International Montréal Qué	367,523
Longhouse Bookshop Toronto Ont	142,618
MG Transports Ville St-Laurent Qué	156,849
MacDonald and Brisson Personnel Nepean Ont	116,711
Centre national des Arts Ottawa Ont	261,950
Network Personnel Ottawa Ont	358,325
Olsten of Ottawa Toronto Ont	113,723
Press News Limited Toronto Ont	199,429
Bureau du Conseil privé Ottawa Ont	215,104
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	175,065
Département des Travaux publics Ottawa Ont	153,151
Réjane Personnel Inc Hull Qué	189,773
SHL Systemhouse Ltd Ottawa Ont	546,206
Conseil canadien des normes Ottawa Ont	484,233
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	1,547,790
Temporarily Yours Ottawa Ont	109,623
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	148,809
The Job Farm Ottawa Ont	101,840
World University Service CDA Ottawa Ont	234,087

PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES $26,523

Autres services professionnels $15,613

Autres services $10,910

Agence canadienne de développement international $24,993,312

Services de comptabilité $152,561

Services d'informatique $5,579,521

A P G Inc Ottawa Ont	560,725
A Q R Management Services Inc Gloucester Ont	801,998
ASG Inc Orléans Ont	396,404
Canadian Informatics Corporation Ltd Ottawa Ont	148,530
Canadian Technology Marketing Group Ltd Ottawa Ont	944,633
Densan Consultants Ltd Ottawa Ont	206,319
Ducros Meilleur Roy & Associés Montréal Qué	102,366
Exocom Systems Corporation Ottawa Ont	328,022
R Flaman Management Partners Ltd Ottawa Ont	126,684
Iota Consulting Ltd Nepean Ont	160,276
Loecus Informatics Ltd Ottawa Ont	145,860
Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont	107,602
Synerlogic Inc Ottawa Ont	169,565

Services techniques $7,095

Services juridiques $2,600

Services de protection $8,706,250

Approvisionnements et Services/Fonds du revenu Hull Qué	6,501,882

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $1,938,914

CLA International Hull Qué	114,055
R Flaman Management Partners Ltd Ottawa Ont	115,281
Lemmex & Associates Ltd Ottawa Ont	100,418

Autres services professionnels $5,822,852

Coopers & Lybrand Consulting Group Montréal Qué	103,145
Deloitte & Touche Toronto Ont	147,733
Département des Travaux publics Ottawa Ont	804,910
Destrier Management Consulting Inc Ottawa Ont	103,700
G Dunn Records Management Services Inc Stittsville Ont	343,593
Lavalin Formation Corp Inc Montréal Qué	106,878
Price Waterhouse Montréal Qué	103,938
ASC/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont	140,146
York Advertising Ltd Ottawa Ont	481,760

Autres services $2,783,519

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	250,629
Bradson Personnel Services Ottawa Ont	341,735
CLA Uni-Personnel Hull Qué	176,768
Norrel Temporary Services of Canada Toronto Ont	111,477
Approvisionnements et Services Canada/Fonds du revenu Hull Qué	864,262

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Fin*

Secrétariat canadien $212,127

Services de comptabilité $375

Services d'informatique $875

Services juridiques $153,587

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $32,179

Autres services professionnels $9,173

Autres services $15,938

Commission mixte internationale $1,060,301

Services de comptabilité $76,000

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $21,471

Autres services professionnels $33,353

Autres services $929,477

	$
Environnement Canada Ottawa Ont	512,298

FINANCES $35,446,797

Département $10,230,726

PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES $10,230,726

Services de comptabilité $245,038

	$
Approvisionnements et Services Canada/Bureau des services de vérification Ottawa Ont	244,999

Services d'informatique $1,048,122

	$
LGS Data Processing Ottawa Ont	290,235
Systems Network Inc Ottawa Ont	354,518

Services juridiques $276,365

	$
Thorsteinsson Mitchell Little Vancouver C-B	142,706

Services de protection $1,432,117

	$
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	1,428,538

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $316,645

Autres services professionnels $2,950,532

	$
Canada Deposit Insurance Corp Ottawa Ont	133,487
Clarkson Gordon Ottawa Ont	100,136
Conference Board of Canada Ottawa Ont	122,991
Coopers & Lybrand Toronto Ont	213,264
Decima Research Ltd Toronto Ont	489,720
Ernst & Young Toronto Ont	165,958
Levie Richard Ottawa Ont	105,000
Meloche Communication Group Toronto Ont	183,839
Peat Marwick Mitchell & Co Toronto Ont	219,150
Société Gamma Inc Ottawa Ont	147,300

Autres services $3,961,907

	$
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	224,966
Conference Board of Canada Ottawa Ont	122,991
Data Resources Inc Toronto Ont	144,114
Harrington Marketing Ltd Ottawa Ont	116,773
Info Centre Network Toronto Ont	186,876
IST L'Industrielle-Services Montréal Qué	231,820
Ottawa Personnel Consultants Ottawa Ont	177,138
Quantum Management Services Ltd Montréal Qué	416,143
SPI Consultants Ottawa Ont	102,441
Stastitique Canada Ottawa Ont	120,650
Approvisionnemenrs et Services Canada/PASS Mgmt Group Ottawa Ont	493,372
Temporarily Yours Ltd Toronto Ont	142,449

Vérificateur général $7,117,303

Services de comptabilité $3,481,570

	$
Ernst & Young Toronto Ont	129,801
Malette Benoît Boulanger Rondeau & Associés Montréal Qué	126,432
Nolan Norton Canada Toronto Ont	140,750
Peat Marwick Toronto Ont	207,473
Price Waterhouse Toronto Ont	120,186
Raymond Chabot Martin Paré Montréal Qué	183,774
Touche Ross & Co Ottawa Ont	342,212

Services d'informatique $807,454

	$
Minasu Information Systems Ltd Ottawa Ont	190,929
Oracle Corporation Canada Inc Ottawa Ont	160,753

Services juridiques $24,584

Services de protection $40,260

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $292,354

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $181,701

Autres services professionnels $1,008,543

	$
Canadian Institute of Stress Toronto Ont	113,400

Autres services $1,280,837

	$
Network Personnel Inc Ottawa Ont	151,977

Tribunal canadien du commerce extérieur $1,264,398

Services de comptabilité $1,031

Services d'informatique $39,800

Services juridiques $12,205

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $33,540

Autres services professionnels $866,365

	$
Clarkson Gordon Ottawa Ont	227,927
Informetrica Limited Ottawa Ont	115,520

Autres services $311,457

Bureau du surintendant des institutions financières $13,611,309

Services de comptabilité $11,677,368

	$
Coopers & Lybrand Toronto Ont	2,630,102
Deloitte Haskins & Sells Toronto Ont	7,082,214
Ernst & Young Toronto Ont	114,851
Peat Marwick Thorne Toronto Ont	1,445,456
Price Waterhouse Toronto Ont	290,878
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	113,867

Services d'informatique $53,232

Services juridiques $96,109

Services de protection $55,889

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $127,509

FINANCES—*Fin*

	$
Autres services professionnels $558,690	
Autres services $1,042,512	
IP Sharpe Toronto Ont	135,727
STM Systems Corporation Mississauga Ont	397,138

Privatisation et affaires réglementaires $3,223,061

	$
Services de comptabilité $23,028	
Services juridiques $271,123	
Clarkson and Tetrault Montréal Qué	140,501
Goodman and Goodman Toronto Ont	129,998
Enseignement et formation— Fonctionnaires $42,758	
Autres services professionnels $2,638,049	
Air Canada Montréal Qué	2,500,000
Autres services $248,103	

PÊCHES ET OCÉANS $77,969,012

Département $77,969,012

	$
Services de comptabilité $527,233	
ASC/Bureau des services de vérification Hull Qué	103,077
ASC/Bureau des conseillers en gestion Hull Qué	131,582
Services d'agences de recouvrement $31,562	
Services d'informatique $4,710,117	
Canada Systems Group Ottawa Ont	143,942
Comshare Rexdale Ont	103,484
Cypher Consulting Sidney C-B	107,319
Datacrown Corp Ottawa Ont	426,141
Dataline Inc Toronto Ont	696,209
Gabriel Bandel & Assoc Ltd Vancouver C-B	135,833
Idon Corporation Ottawa Ont	219,025
Imata Ottawa Ont	114,167
International Datacasting Corp Ottawa Ont	182,696
J O Thomas & Assoc Ltd Vancouver C-B	204,592
Silico Computer Services Nepean Ont	161,719
Systems Corporation Willowdale Ont	216,336
Veritaaq Technologies Inc Ottawa Ont	101,129
VK Computer Systems Ottawa Ont	101,773
West Coast Oceanography Inc Sidney C-B	104,064
Services techniques $4,448,522	
Copac Inc Rivière-du-Loup Qué	486,549
Gaston Drouin and Associates Ste-Foy Qué	249,113
Hay & Co Vancouver C-B	112,946
Jean Guy Marsan & Assoc Rimouski Qué	105,179
Kerr Wood Leidel Assoc Ltd North Vancouver C-B	131,929
Knudson Engineering Ltd Perth Ont	231,582
Newfoundland Exchequer Account St John's T-N	1,218,416
Travaux publics Canada:	
Halifax N-É	125,670
Montréal Qué	143,523
Vancouver C-B	110,263
TD Engineering Co Ltd Edmonton Alb	129,446
Services de santé et de bien-être $18,430	
Services juridiques $1,883,237	
Baker Newby & Co Chilliwack C-B	208,498
Mercer MacNab & Vavasour St John's T-N	226,993
Services de protection $2,166,184	
Corps canadien des commissionnaires:	
Halifax N-É	434,037
St John's T-N	249,147
Victoria C-B	861,199
Services scientifiques $18,409,607	
Aerodat Ltd Mississauga Ont	146,233
Archipelago Marine Research Victoria C-B	121,971
Arctic Sciences Ltd Sidney C-B	126,420
Biorex Groupe Conseil Inc Ste-Foy Qué	160,852
CB Research International Corp Sidney C-B	109,499
Cowichan Band Council Duncan C-B	150,635
Dalhousie University Halifax N-É	315,453
Eclec/Tech Research Ltd Nanaimo C-B	119,643
Gilles Shooner et Assoc Loretteville Qué	109,368
Grand Council of the Crees Montréeal Qué	145,000
Great Lakes Fisheries Commission Ann Arbor Mich É-U	464,330
GTA Associates Shediac N-B	268,050
Huntsman Marine Sciences Centre St Andrews N-B	141,443
Inst Nat Rech Sci Ocean Rimouski Qué	113,920
JC Lee and Assoc Ltd Nanaimo C-B	190,531
JO Thomas & Assoc Ltd Vancouver C-B	1,317,488
LGL Ltd Sidney C-B	267,711
Lapel Groupe Conseil Inc Québec Qué	109,304
Lavalin Environnement Inc Montréal Qué	157,981
Newfoundland Exchequer Account St John's T-N	1,538,827
P&M Personnel Services Maple Ridge C-B	107,163
Procean Enr Québec Qué	141,205
Scantec Ltd Bedford N-É	149,927
Transports Canada St John's T-N	178,776
Travel Ltd Dartmouth N-É	189,179
Triton Environmental Consulting Burnaby C-B	188,674
Enseignement et formation— Non-fonctionnaires $69,915	
Enseignement et formation— Fonctionnaires $1,425,321	
Gendarmerie royale du Canada Regina Sask	160,266
Autres services professionnels $8,909,324	
Canadian Saltfish Corp St John's T-N	111,082
Canpolar Consultants Ltd St John's T-N	199,020
Environment & Resource Mgmt Grand Falls T-N	250,000
Geophysique GPR International Longueuil Qué	374,355
Hinds Brian Assoc Ltd Ottawa Ont	136,420
Laurier Group of Systems Ottawa Ont	114,900
LGL Ltd Sidney C-B	410,582
Loecus Informatics Ltd Ottawa Ont	117,840
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont	460,000
Nfld & Labrador Inst of Fisheries St John's T-N	120,000
Nortak Software Ltd Ottawa Ont	106,898
O Malley Communications Ottawa Ont	111,306
Pacific Fisheries Research & Dev Richmond C-B	211,383
Price Waterhouse Ottawa Ont	108,269
Travaux publics Canada Ottawa Ont	122,798
ASC/Bureau des conseillers en gestion Hull Qué	168,442
Autres services $35,369,560	
ACSI - Biorex Ste-Foy Qué	189,477
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	186,101
Beothuk Data Systems Ltd:	
Darmouth N-É	2,036,206
St John's T-N	2,690,496
Bon Accord Enterprises Parksville C-B	246,935
Boreal Services Bella Coola C-B	219,121
Chehalis Indian Band Agassiz C-B	237,350
Clayoquot Indian Band Tofino C-B	105,570
Control Data Canada Ltd Mississauga Ont	142,297
Cowichan Band Council Duncan C-B	312,457
Davies DJ Ltd Victoria C-B	550,000
D'Arcy Investment Corporation D'Arcy C-B	140,800
Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont	291,588
Environmental Pacific Limited Burnaby C-B	214,684
Fort Babine Enterprise Society Smithers C-B	117,520
Gault Western Personnel Ltd Vancouver C-B	477,577
Heiltsuk Band Council Waglisla C-B	155,000

PÊCHES ET OCÉANS—*Fin*

	$
Horizon Maintenance Sparkle Co Dartmouth N-É	144,356
Informat Toronto Ont	100,233
Kelly Services Ltd Vancouver C-B	262,979
Kincolith Band Council Kincolith C-B	142,166
Kispiox Indian Band Hazelton C-B	210,200
Kitasoo Band Council Klemtu C-B	142,667
Kitsumkalum Indian Band Terrace C-B	130,747
Masset Band Council Masset C-B	126,905
Nanaimo Community Employment Nanaimo C-B	248,255
New Communication Concepts Ltd Vancouver C-B	101,405
Nfld and Labrador Computer Services St John's T-N	127,935
Nimpkish Indian Band Alert Bay C-B	209,879
Nisaka Elementary School Port Hardy C-B	187,662
Norex Leasing Inc Burlington Ont	131,573
North Thompson Indian Band Barriere C-B	125,630
Oweekeno Indian Band Port Hardy C-B	118,000
PCM Group St John's T-N	115,276
Penny Salmon Enhancement Society Penny C-B	115,629
Placements - Vancouver Island Nanaimo C-B	182,091
Powell River Salmon Society Powell River C-B	178,000
Prime Personnel Victoria C-B	369,308
Travaux publics Canada Vancouver C-B	336,152
Qualicum Band of Indians Qualicum Beach C-B	177,074
Russell Pike Pasedena T-N	105,205
Banque Royale du Canada Merrit C-B	719,554
San Juan Enhancement Society Port Renfrew C-B	131,016
S A Taylor Petitcodiac N-B	117,971
Seaspring Salmon Farm Ltd Chemainus C-B	116,998
Sechelt Indian Band Sechelt C-B	160,000
Seetchestn Indian Band Savona C-B	112,146
Seymour Salmonid Society North Vancouver C-B	176,351
Skidegate Band Council Queen Charlotte City C-B	153,826
Sliammon Indian Band Powell River C-B	179,997
Streamline Consulting Services Ladysmith C-B	283,468
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	3,907,226
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	797,327
Temporarily Yours Vancouver C-B	1,258,258
Terrace Salmonid Enhancement Society Terrace C-B	203,123
Terra Surveys Sidney C-B	344,219
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	380,582
Thornton Creek Enhancement Society Ucluelet C-B	140,924
Toboggan Creek Salmon Smithers C-B	145,000
Tom Bursey Cleaners Ltd St John's T-N	116,929
Triton Environmental Consulting Burnaby C-B	562,438

FORÊTS $11,613,732

Services de comptabilité $530,685

Services d'informatique $429,854

Services techniques $168,844

Services de santé et de bien-être $48

Services juridiques $848

Services de protection $269,576

Services scientifiques $3,069,760

CAB International Londres R-U	112,387
Forintek Canada Vancouver C-B	446,647

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $677,700

Autres services professionnels $2,354,207

CIF Debert Halifax N-É	105,000
Council of Forest Industries Vancouver C-B	176,340

Autres services $4,112,210

	$
Exocom Ottawa Ont	209,814
Maritimes Forestry Complex Fredericton N-B	264,197

GOUVERNEUR GÉNÉRAL $780,743

Services d'informatique $624

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $24,869

Autres services professionnels $288,867

Autres services $466,383

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $65,523,567

Département $65,523,567

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $9,098,000

Services de comptabilité $1,253,368

Chalmer Milroy Arnold AMY Association Ottawa Ont	197,697
Coopers and Lybrand Ottawa Ont	163,120
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	694,635

Services d'informatique $328,559

Services techniques $4,584,194

Travaux publics Canada Ottawa Ont	4,584,194

Services de santé et de bien-être $5,418

Services juridiques $4,877

Services de protection $13,001

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $15,378

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $238,069

Autres services professionnels $1,229,095

Autres services $1,426,041

Industrielle-Services Techniques Montréal Qué	100,232
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	237,308
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	169,045

PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES
ET INUIT $46,939,148

Services de comptabilité $576,420

Touche Ross & Co Toronto Ont	157,367
Vennard Johannesen & Co Edmonton Alb	338,109

Services d'agences de recouvrement $800

Services d'informatique $2,290,383

Atkinson Tremblay & Association Ottawa Ont	243,648
COGNOS Ottawa Ont	107,675
Enersystem Management Edmonton Alb	400,084
Loecus Information Inc Ottawa Ont	115,344
Nutat Technologies Inc Ottawa Ont	345,093
Quantum Information Ottawa Ont	108,016
Silmac Ottawa Ont	132,612
SNI Systems Network Ottawa Ont	136,726
Systematix Ottawa Ont	189,226

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Fin*

	$
Services techniques $19,388,197	
C Vincent & Association Cap-Rouge Qué	107,895
Clancy & Hopkins Survey Napanee Ont	189,678
Travaux publics Canada:	
Edmonton Alb	2,066,854
Toronto Ont	4,024,838
Vancouver C-B	3,422,357
Winnipeg Man	2,725,046
Services de santé et de bien-être $2,233,212	
Sociaux Richelieu Longueuil Qué	105,844
Le Centre Garry Taylor Beaconsfield Qué	121,552
Services juridiques $2,101,580	
Harper Grey Easton & Co Vancouver C-B	117,836
Justice Institute Vancouver C-B	121,618
McCarthy & McCarthy Calgary Alb	188,542
McCarty & Tetrault Calgary Alb	958,800
Pictou Landing Indian Band Halifax N-É	200,000
Preston Willis and Leitch Whitehorse TY	204,467
Services de protection $4,356,067	
Services scientifiques $12,219	
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $445,788	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,217,570	
Maple Leaf Language Centre Ottawa Ont	112,294
Autres services professionnels $8,315,430	
Bennett Jones Saskatoon Sask	101,120
David E Osborn Ottawa Ont	234,582
Justice Canada Ottawa Ont	391,229
Marchant Dr Ken Toronto Ont	145,906
Michael S Whittington Co Ottawa Ont	152,750
Peat Marwick Stevenson & Kellogg Ottawa Ont	153,443
Price Waterhouse Management Ottawa Ont	105,225
Travaux publics Canada Ottawa Ont	157,013
Travaux publics Canada Winnipeg Man	155,094
R J Genereux & Associates Regina Sask	108,586
Statistique Canada Ottawa Ont	100,805
Stikeman E Barrister Montréal Qué	159,029
T E Koepke Consulting Whitehorse TY	199,534
Taylor John Ottawa Ont	113,999
Unicroll Inc Toronto Ont	141,679
Western Management Consultant Edmonton Alb	165,562
Autres services $6,001,482	
Computer Services Co Ottawa Ont	133,147
Industrial Life Tech Service Ottawa Ont	1,283,945
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	819,649

PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $9,486,419

	$
Services de comptabilité $1,885,095	
COGLA Ottawa Ont	1,751,000
Services d'informatique $110,482	
Services techniques $249,593	
Services de santé et de bien-être $10,838	
Services juridiques $48,491	
Services de protection $37,087	
Services scientifiques $322,004	
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $246,627	
OJT Training Program Whitehorse TY	145,644
Enseignement et formation—Fonctionnaires $276,623	
Autres services professionnels $4,003,907	
Archer Cathro Vancouver C-B	185,585
Aurum Geological Consultants Vancouver C-B	135,523
Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont	750,000
Environnement Canada Ottawa Ont	110,000
Environnement Canada Vancouver-Ouest C-B	254,263
Pêches et Océans Ottawa Ont	167,500
Seakem Oceanography Ltd Sidney C-B	129,991
Autres services $2,295,672	
Environnement Canada Regina Sask	735,880
Industrial Life Technical Service Montréal Qué	115,334
Kusawa Contracting Vancouver C-B	1,140,354
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	232,199

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE $115,091,718

Département $45,674,156

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE $41,764,542

	$
Services de comptabilité $436,048	
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	201,351
Services d'informatique $8,519,091	
Canadian Informatics Corporation Ottawa Ont	242,500
First City Capital Ltd Ottawa Ont	3,370,458
Hartt & Page Ltd Ottawa Ont	396,748
LGS Consultants Group Inc Ottawa Ont	915,277
Progestic Ottawa Ont	123,720
Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont	190,269
RVO Systems Inc Ottawa Ont	296,286
STM Systems Corp Ottawa Ont	1,019,716
The ACS Group Ltd Ottawa Ont	162,493
Wilcom Systems Kanata Ont	486,941
Services de santé et de bien-être $21	
Services juridiques $9,115	
Services de protection $827,165	
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	793,483
Services scientifiques $104,080	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,280,152	
Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont	156,264
Autres services professionnels $18,200,562	
Association des universités et collèges du Canada Ottawa Ont	386,480
Boston Consulting Group Inc Boston Mass É-U	280,900
Canada Consulting Inc Toronto Ont	250,000
Conference Board of Canada Ottawa Ont	161,370
Continental Golin/Harris Communications Toronto Ont	136,196
Ernst & Young Consulting Toronto Ont	205,711
Goss Gilroy & Associates Ltd Ottawa Ont	268,690
Hatch Associates Ltd Toronto Ont	137,954
James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont	436,177
Kaon Factory (Triumf) Vancouver C-B	264,150
Kurt Salmon Associates Canada Ltd Montréal Qué	125,000

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
LGS Consultants Group Inc Ottawa Ont	175,133
Peat Marwick Ltd Ottawa Ont	147,751
PIR Communications Inc Ottawa Ont	102,433
Prospectus Investment & Trade Partners Inc Ottawa Ont	145,904
R J Hyslop and Associates Port Moody C-B	162,653
Richard Jones Consulting Services Winnipeg Man	142,820
Secor Inc Montréal Qué	173,100
SRI International Menlo Park Calif É-U	198,835
Statistique Canada Ottawa Ont	188,500
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	4,238,117
The Coopers & Lybrand Consulting Group Mississauga Ont	294,882
Touche Ross Management Consultants Ottawa Ont	128,219
Young & Wiltshire Management Consultants Ottawa Ont	204,462

Autres services $12,388,308

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	468,466
Boyd Moving and Storage Ottawa Ont	131,590
Bradson Personnel Services Ottawa Ont	181,706
CDI Temporary Services Ltd Ottawa Ont	173,906
Conference Board of Canada Ottawa Ont	130,357
Conseil Int de la Petite Entrée Ste-Foy Qué	228,350
Dataline Inc Mississauga Ont	145,395
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	214,266
Kaon Factory (Triumf) Vancouver C-B	3,135,851
Network Personnel Inc Ottawa Ont	156,657
Office des Congrès-Tourisme Grand Montréal Montréal Qué	163,810
Profil Carrière Inc Montréal Qué	100,948
Réjane Personnel Inc Hull Qué	156,505
Statistique Canada Ottawa Ont	1,298,687
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	413,377
The Longwoods Research Group Ltd Toronto Ont	110,700
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	391,869
Victor Interim Ottawa Ont	361,368

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS ET DES AUTOCHTONES $3,909,614

Services de comptabilité $1,304,738

Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	859,500

Services d'informatique $154,116

Services techniques $82,897

Services juridiques $512

Services de protection $24,936

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $112,991

Autres services professionnels $1,270,974

Federal Business Development Bank Toronto Ont	269,651
First City Capital Ltd Ottawa Ont	262,555

Autres services $958,450

Agence spaciale canadienne $20,670,371

Services de comptabilité $243,601

Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	243,211

Services d'informatique $91,568

Services techniques $17,073,726

Calian Tehcnology Limited Kanata Ont	264,020
Miller Communication Kanata Ont	382,899
Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué	16,290,854

Services scientifiques $24,662

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $30,108

Autres services professionnels $2,008,738

	$
Gervais Frénette & Associés Montréal Qué	135,900
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	990,185
Miller Communication Kanata Ont	293,760

Autres services $1,197,968

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	113,339
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	360,698

Investissement Canada $1,011,612

Services de comptabilité $5,000

Services d'informatique $28,240

Services juridiques $52,541

Services de protection $23,740

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $51,419

Autres services professionnels $43,900

Autres services $806,772

Conseil national de recherches du Canada $34,431,109

Services de comptabilité $729,672

Services d'informatique $2,047,194

Atlantis Scientific Systems Group Inc Ottawa Ont	106,000
Computer & Concepts Assoc Morgan Hill Calif É-U	175,238

Services techniques $9,012,023

ADGA Ottawa Ont	163,442
AIT Corporation Nepean Ont	117,000
Basil Fearn Ltd St John's T-N	505,999
Bristol Aerospace Winnipeg Man	520,136
Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont	238,045
Com Dev Ltd Cambridge Ont	100,000
Hierogam Assoc Ltd Ottawa Ont	599,437
Ontario Research Foundation Mississauga Ont	118,849
Routes Inc Kanata Ont	204,064
Sandwell-Swan Wooster Vancouver C-B	123,720
Sed Systems Inc Saskatoon Sask	2,413,206
University of British Columbia Vancouver C-B	114,861
University of Toronto Toronto Ont	463,518

Services de santé et de bien-être $21,875

Services juridiques $87,677

Services de protection $1,738,559

Corps canadien des commissionnaires:

Montréal Qué	115,760
Ottawa Ont	863,032
Saskatoon Sask	145,679
St John's T-N	187,202
Winnipeg Man	154,789

Services scientifiques $6,854,918

Acquired Intelligence Inc Victoria C-B	276,377
Canada-France-Hawaii Telescope Kamuela Hawaii É-U	216,806
Dynacon Enterprises Ltd Downsview Ont	374,254
International Submarine Engineering Ltd Port Moody C-B	289,023
James F Hickling Ottawa Ont	130,065
Price Waterhouse Ottawa Ont	161,710
RSI Robotics Systems International Sidney C-B	112,683
Softwords/Pressporcepic Ltd Victoria C-B	482,116
Spectrum Engineering Corporation Ltd Peterborough Ont	135,274
University of Calgary Calgary Alb	223,265
Vadeko International Inc Mississauga Ont	123,861
York University North York Ont	353,660

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Fin*

	$
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $223,524	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $818,801	
Autres services professionnels $4,536,998	
Autres services $8,359,868	
Empire Maintenance Industries Inc St-Laurent Qué	687,864
Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont	221,110
National Aeronautics & Space Administration Washington DC É-U	294,225
Bibliothèque nationale du Canada Ottawa Ont	420,463
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont	114,078
Travaux publics Canada Winnipeg Man	160,607
Service d'entretien Multi Inc Boucherville Qué	115,835
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	2,722,921
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	912,372

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie $2,771,419

Services de comptabilité $57,034	
Services d'informatique $837,920	
Quantum Information Resources Ottawa Ont	114,513
STM Systems Corp Ottawa Ont	404,077
Services de protection $19,542	
Services scientifiques $624,882	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $51,320	
Autres services professionnels $302,431	
Autres services $878,290	
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	121,264

Conseil des sciences du Canada $249,890

Services d'informatique $405

Services scientifiques $148,459

Enseignement et formation—Fonctionnaires $4,734

Autres services professionnels $43,970

Autres services $52,322

Statistique Canada $10,283,161

Services de comptabilité $122,460	
Services d'informatique $807,356	
BG Robinson Ottawa Ont	108,414
Services techniques $236	
Services juridiques $475	
Services de protection $783,345	
National Protective Service Co Ltd Ottawa Ont	761,868
Enseignement et formation—Fonctionnaires $939,165	
Autres services professionnels $3,520,121	
ABT Association of Canada Ottawa Ont	107,000
Corvideocon Ltd Ottawa Ont	148,425
OPTIM Corporation Ottawa Ont	202,298
Price Waterhouse Associates Ottawa Ont	127,500
Toronto University Toronto Ont	112,670
Autres services $4,110,003	
Datacap Ltd Ottawa Ont	175,280
Kelly Services Ltd Ottawa Ont	112,986
SPI Consultants Ottawa Ont	113,603
Vital Statistics Ottawa Ont	258,843

JUSTICE $22,764,088

Département $13,958,343

Services de comptabilité $307,550	
Bureau des services de vérification Ottawa Ont	307,200
Services d'informatique $1,783,985	
Canadian Technology Marketing Ottawa Ont	648,503
Systematix Ottawa Ont	101,065
Systems Network Inc Ottawa Ont	241,042
Services de santé et de bien-être $1,840	
Services juridiques $2,313,685	
Koenigsberg & Russel Vancouver C-B	717,769
MacAulay McColl Vancouver C-B	583,444
Services de protection $661,922	
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	553,859
Enseignement et formation—Fonctionnaires $629,793	
Autres services professionnels $4,185,202	
ABT Associates Toronto Ont	102,472
Affaires extérieures Ottawa Ont	478,690
Research Group Toronto Ont	138,416
Statistique Canada Ottawa Ont	477,543
Université du Québec Montréal Qué	153,968
Autres services $4,074,366	
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	603,570
Barreau du Québec Montréal Qué	111,306
Network Personnel Ottawa Ont	108,353

Commission canadienne des droits de la personne $1,456,101

Services de comptabilité $31,206

Services de santé et de bien-être $11,950

Services juridiques $70,065

Services de protection $92

Enseignement et formation—Fonctionnaires $31,681

Autres services professionnels $890,753

Autres services $420,354

Commissaire à la magistrature fédérale $1,860,403

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $511,352	
École de langues Caron Vanier Ont	371,000

JUSTICE—*Fin*

	$
Enseignement et formation— Fonctionnaires $850,982	
Hilton International Québec Qué	176,927
Delta St-Sauveur St-Sauveur Qué	206,126
Inst canadien pour l'admin de la Justice Montréal Qué	128,543
Autres services professionnels $56,492	
Autres services $441,577	
DMR Group Ottawa Ont	208,173

Cour fédérale du Canada $1,180,634

Services d'informatique $14,838

Services de protection $306,739

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $44,012

Autres services professionnels $211,354

Autres services $603,691

Commission de réforme du droit du Canada $1,713,617

Services de comptabilité $15,754

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $18,008

Autres services professionnels $1,451,730

Autres services $228,125

Bureau du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada $735,817

Services juridiques $390,054	
Osler Hoskin and Harcourt Ottawa Ont	326,114
Services de protection $3,476	

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $14,376

Autres services professionnels $216,653

Autres services $111,258

Cour suprême du Canada $823,879

Services de comptabilité $27,667

Services d'informatique $56,160

Services techniques $44,627

Services de protection $11,035

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $52,446

Autres services professionnels $243,886

Autres services $388,058

Cour canadienne de l'impôt $1,035,294

Services d'informatique $76,895

Services de protection $24,732

	$
Enseignement et formation— Fonctionnaires $24,493	
Autres services professionnels $116,711	
Autres services $792,463	
Allwest Reporting Ltd Vancouver C-B	331,036
Nethercutt & Company Ltd Toronto Ont	162,746
Riopel Daigneault Gagnon Larose et Plante Montréal Qué	123,191

TRAVAIL $17,912,301

Département $16,912,727

Services de comptabilité $248,000	
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	195,825
Services de santé et de bien-être $58,366	
Services juridiques $136,625	
Services de protection $42,391	
Enseignement et formation— Fonctionnaires $406,873	
Autres services professionnels $2,350,090	
STM Systems Corporation Ottawa Ont	311,975
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	100,679
Autres services $13,670,382	
Assurance-vie Desjardins Levis-Lauzon Qué	580,063
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	169,055
Commission des accidents de travail de:	
Alberta	964,349
Colombie-Britannique	1,371,531
Manitoba	269,266
Nouveau-Brunswick	121,950
Terre-Neuve	172,583
Nouvelle-Écosse	1,789,884
Ontario	3,770,067
Québec	3,139,851
Saskatchewan	427,878

Conseil canadien des relations du travail $508,713

Services d'informatique $7,400

Services juridiques $149,018

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $41,092

Autres services $311,203

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail $490,861

Services d'informatique $6,872

Services de protection $52,485

Services scientifiques $366

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $1,031

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $4,608

Autres services professionnels $107,333

Autres services $318,166	
Price Waterhouse Toronto Ont	105,462

DÉFENSE NATIONALE $743,224,846

Département $741,038,365

	$
Services de comptabilité $353,558	
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	353,558
Services d'informatique $14,762,800	
ACS Group Ltd Ottawa Ont	131,547
AQR Management Services Inc Gloucester Ont	387,127
Atkinson Tremblay & Associates Inc Ottawa Ont	148,568
Bull HN Information Systems North York Ont	810,255
CGI Information Systems Ottawa Ont	148,380
DMR Group Inc Ottawa Ont	1,874,605
Domus Software Ottawa ont	480,358
Exocom Systems Corp Ottawa Ont	212,318
Eyretechnics Ltd Ottawa Ont	272,972
Federal Reserve Bank New York NY É-U	241,114
Hartt and Page Ltd Ottawa Ont	661,367
IDL Integrated Data Ltd Ottawa Ont	106,507
Indigo Software Ltd Ottawa Ont	329,604
LGS Data Processing Ottawa Ont	424,382
Linktek Corp Ottawa Ont	125,720
Megson-Welch Systems Inc Ottawa Ont	115,060
Midahbec Inc Aylmer Qué	144,136
Miller Communications Systems Kanata Ont	100,145
Oracle Corp Canada Ottawa Ont	114,557
Ourscan Group Inc Ottawa Ont	222,974
Protocoles Standards de Communication Ottawa Ont	296,329
Quantum Information Resources Ottawa Ont	164,129
Science Applications Baltimore Md É-U	310,429
SHL Systemhouse Ltd Halifax N-É	1,554,611
SNI Systems Network Inc Ottawa Ont	371,137
Software Kinetics Ltd Stittsville Ont	226,721
STM Systems Corp Ottawa Ont	230,287
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	109,105
Synerlogic Inc Ottawa Ont	1,076,551
Systematix Ottawa Ont	151,850
Systemhouse Inc Ottawa Ont	119,741
Systems Network Inc Ottawa Ont	162,126
The Halifax Computer Ottawa Ont	850,334
University of Carleton Ottawa Ont	728,612
Veritaaq Technology House Inc Ottawa Ont	229,486
Services techniques $170,775,951	
Acres International Ltd Toronto Ont	121,476
ADGA Ltd Ottawa Ont	4,344,394
ADI Ltd Fredericton N-B	171,103
AIM Technical Services Ottawa Ont	132,014
Aitken Wregles Worth Associates Vancouver Nord C-B	248,533
Amtek Management Inc Ottawa Ont	4,535,793
Arcade Albert Architect Ltd Shediac N-B	104,949
Applied Microelectronic Institute Halifax N-É	166,110
Associated Engineering (BC) Ltd Prince George C-B	140,572
Atlantis Flight Research Inc Brampton Ont	112,400
Énergie atomique du Canada Ottawa Ont	1,201,178
Audesyn Incorporated Edmonton Alb	127,199
BBL-Archer Montréal Qué	996,813
Beauchemin Beaton Lapointe Inc Montréal Qué	823,345
Bell Canada Don Mills Ont	130,894
Bell Helicopter Textron Inc Fort Worth É-U	972,704
Bemi Pye Richards Ottawa Ont	398,345
Bendix Avelex Inc Montréal Qué	409,540
Beta Monitors & Controls Ltd Calgary Alb	147,675
Binomial Group Ltd Manotick Ont	165,549
Boeing of Canada Ltd Arnprior Ont	5,034,483
Bombardier Inc Valcourt Qué	28,304,190
Bond Architects and Engineers Ltd St John's T-N	583,760
Bradson Mercantile Inc Ottawa Ont	110,165
Bristol Aerospace Ltd Winnipeg Man	2,867,875
Bundeskasse Bei Der OFD Allemagne	1,406,453
CAE Electronics Ltd Montréal Qué	769,623
Calian Technology Ottawa Ont	332,421
Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont	898,817
Canadian General Electric Mississauga Ont	367,417
Caron Demontigny Metivier Gagnon et Associés Québec Qué	533,097
Carruthers Shaw and Partners Toronto Ont	510,764
CGI Information Systems Ottawa Ont	189,287
Chandler Kennedy Architects Edmonton Alb	284,888
Choukalos Woodburn McKenzie Maranda Ltd Vancouver C-B	146,022
CNFG Inc Ottawa Ont	159,565
Computation Methods Ltd Hull Qué	127,474
Computing Devices Ltd Ottawa Ont	352,096
Cummings Cockburn Associates Ltd Ottawa Ont	114,495
Defence Construction Ltd Ottawa Ont	437,615
De Havilland Aircraft Co Downsview Ont	645,165
Demontigny Dallaire & Associés Québec Qué	307,721
Design Workshop (NB)Ltd Moncton N-B	281,344
DEW Engineering and Development Ottawa Ont	346,887
Diemaco Inc Kitchener Ont	487,671
Digital Equipment of Canada Kanata Ont	1,076,304
DMR and Associates Ottawa Ont	1,079,118
Donelad Hydronautics Ltd Hantsport N-É	216,887
Douglas Aircraft Co El Monte Calif É-U	310,754
Dunlop Farrow Inc Toronto Ont	888,412
Duschenes and Fish Architects St John N-B	247,102
Electronic Warfare Assoc Inc Vienna Va É-U	155,751
Esprit Technology Inc Calif É-U	418,883
Eyretechnics Ltd Ottawa Ont	2,719,330
Fathom Oceanology Ltd Mississauga Ont	365,555
Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U	10,014,814
Fenco Newfoundland Ltd St John's T-N	1,978,879
Field Aviation Co Ltd Calgary Alb	224,896
Pêches et Océans Halifax N-É	100,000
FJ Reinders and Associates St-Laurent Qué	1,556,645
Fleetway Consulting Service Ottawa Ont	1,100,543
Gastops Ltd Gloucester Ont	1,333,694
GCG Dillon Consulting Ltd Edmonton Alb	228,081
General Electric Canada Inc Mississauga Ont	598,912
General Motors of Canada Ltd London Ont	119,074
Georgia Institute of Technology Atlanta Georgia É-U	171,230
German and Milne Inc Ottawa Ont	144,291
Giffels Associates Ltd Ottawa Ont	185,092
Girolami Controls Inc Dorval Qué	113,969
Graham Edmunds Architecture Calgary Alb	129,154
Griffiths Rankin Cook Architects Ottawa Ont	258,410
Harris Corporation Government Support Systems Div Syosset NY É-U	1,789,249
Hawker Siddeley Canada Ltd Toronto Ont	3,543,116
Honeywell Ltd Scarborough Ont	107,839
Hovey Industries Ltd Ottawa Ont	285,607
Howard Yano Architects Vancouver C-B	157,454
Hughes Aircraft Los Angeles Calif É-U	301,113
IMP Group Ltd Halifax N-É	4,213,446
Iotek Inc Halifax N-É	245,742
Irwin Industries Canada Ltd Fort Érié Ont	132,785
Jacques Withford Ltd Halifax N-É	170,008
James Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont	273,970
John Preston and Associates Architects Halifax N-É	140,942
Johnson and Higgins Willis Faber Toronto Ont	474,000
Kasian Architect Edmonton Alb	436,886
Knoman Consulting Inc Ottawa Ont	124,231
Krauss Maffei Corp Rim Div Allemagne	512,383
Krupp Mak Maschinenbau GMBH Allemagne	237,652
Lalonde Girouard Letendre & Associés Ltée Montréal Qué	350,895
Lambur Scott Architects Ltd Edmonton Alb	159,072
Leigh Instruments Ltd Carleton Place Ont	209,475
Lemay Leclerc Architectes Montréal Qué	165,781
Litton Applied Technology San Jose Calif É-U	270,441
Litton Systems Canada Ltd Etobicoke Ont	5,439,964
Lockheed Canada Inc Ottawa Ont	2,219,387
Lydon Lynch & Associates Ltd Halifax N-É	173,532
McDonnell Douglas Corp St-Louis Mo É-U	2,452,325
MDS Aero Support Corp Ottawa Ont	974,025
Messerschmitt Boelkow Blohm Allemagne	105,884
Mil Systems Engineering Inc Ottawa Ont	7,232,154
M M Dillon Ltd Ottawa Ont	543,863
Monenco Consultants Ltd Ottawa Ont	185,110
Conseil national de recherches Ottawa Ont	269,478
New North Consultants St John's N-É	279,203
Nor Red Engineering Ltd Niagara Falls Ont	309,174

DÉFENSE NATIONALE—*Suite*

	$
Norr Partnership Toronto Ont	312,092
Northwest Industries Ltd Edmonton Alb	995,872
Ocerg Nautronic Inc Maryland É-U	116,032
Peacock Inc Montréal Qué	8,332,632
Pennell Geothechnical Eng Ltd Calgary Alb	147,818
Pratt & Whitney Aircraft of Canada Ltd Longueuil Qué	129,108
Prior Data Sciences Ltd Kanata Ont	137,692
Procal Consulting Inc Ottawa Ont	115,521
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	309,890
Travaux publics Canada Ottawa Ont	768,495
Raymond Chabot Martin Paré Ottawa Ont	468,409
Rediffusion Dartmouth N-É	719,530
Richard Green Mngt Consulting Orléans Ont	136,505
Rysavy & Rysavy Architects and Planning Consultants Ottawa Ont	401,449
Sandwell Swan Wooster Inc Halifax N-É	337,644
Schoeler and Heaton Architects Ottawa Ont	254,434
Sharon Professional Services Ottawa Ont	398,745
Sheppard Hedges & Green Ltd St John's T-N	1,186,962
SHM Marine International Inc Victoria C-B	112,338
SNC Inc Montréal Qué	1,239,494
Solar Turbines Canada Ltd Edmonton Alb	228,279
Spar Aerospace Ltd Toronto Ont	179,228
Spectrum Engineering Corp Ltd Peterborough Ont	133,486
Sperry MacLennan Architects Dartmouth N-É	128,448
SRI Intl California É-U	175,070
Stamarine Associates Ltd Nepean Ont	113,680
Standard Aero Ltd Winnipeg Man	460,575
Stanley Associates Engineering Ltd Edmonton Alb	1,560,469
STM Systems Corp Ottawa Ont	411,523
Strachan & Henshaw Angleterre	196,739
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	745,457
Synerlogic Inc Ottawa Ont	258,579
Systemhouse Ltd Ottawa Ont	728,844
Technitrol Canada Ltd Pointe-Claire Qué	105,906
TES Engineering Research Ltd Ottawa Ont	343,562
TESTEQ System Corp Ottawa Ont	559,188
The IKOY Partnership Winnipeg Man	348,533
Thompson-CSF Systems Canada Inc Nepean Ont	248,233
Totten Sims Hubicki Associates Ottawa Ont	198,755
UMA Engineering Ltd Winnipeg Man	1,904,613
Unisys Canada Inc North York Ont	1,099,479
United Technologies Corp Windsor Locks É-U	122,427
Valcom Ltd Ottawa Ont	3,831,543
J Philip Vaughan and Associates Halifax N-É	102,673
Wardrop Engineering Inc Thunder Bay Ont	1,937,102
Westinghouse Canada Inc Don Mills Ont	289,910
Whitman Benn & Associates Ltd Halifax N-É	237,185
Willis Cunliffe Tait Dalcan Victoria C-B	743,487
WR Davis Engineering Ltd Ottawa Ont	404,490
Yard Inc Ottawa Ont	137,286

Services de santé et de bien-être $34,463,940

	$
Bioscientia GMBH Allemagne	419,150
D C Brown Kingston Ont	136,616
Société Radio-Canada Montréal Qué	823,139
Canadian Forces Central Fund Ottawa Ont	185,093
Community Services New York NY É-U	115,679
Criterion Pictures Corp Ltd Toronto Ont	591,295
DUMANIC Enr Beauport Qué	114,750
JAGR Dupuis Gloucester Ont	112,771
G M FitzGibbon Ottawa Ont	125,150
GW Gray Toronto Ont	171,374
Health Science Center Winnipeg Man	328,145
R J Hicks Picton Ont	104,285
Hôpital de:	
Calgary Calgary Alb	291,082
Calgary General Calgary Alb	127,276
Charles Camsell Edmonton Alb	118,723
Everett Chalmers Fredericton N-B	142,825
Foothills Calgary Alb	164,273
Grace Maternity Halifax N-É	131,979
Greater Victoria Victoria C-B	422,460
Kingston General Kingston Ont	228,735
Oromocto Public Oromocto N-B	550,780
Ottawa Civic Ottawa Ont	355,240
Ottawa General Ottawa Ont	732,575
Royal Alexandra Edmonton Alb	155,708
Royal Ottawa Health Care Group Ottawa Ont	135,798
University of Alberta Edmonton Alb	513,076
Vancouver General Vancouver C-B	148,945
Victoria General Halifax N-É	404,235
Wainwright General Wainwright Alb	124,551
Paramount Pictures Corp Canada Toronto Ont	160,789
Perex Sales Agency Inc Montréal Qué	100,512
Personicare Ottawa Ont	528,237
OT Portner Ottawa Ont	168,939
B Reddy Ottawa Ont	112,551
G D Twemlow Ottawa Ont	111,036
Universal Films (Canada) Willowdale Ont	206,029

Services juridiques $864,239

Services de protection $37,602,066

	$
Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	720,829
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	35,799,164
National Protective Service Ottawa Ont	962,307
Twilite Security Ltd Yellowknife TN-O	119,766

Services scientifiques $5,097,996

	$
Applied Silicon Inc Canada Ottawa Ont	348,126
Atlantis Scientific Systems Group Nepean Ont	272,624
Computing Concepts Nepean Ont	342,101
Ducros Meilleur Roy & Associes Ottawa Ont	447,929
Hartt and Page Ltd Ottawa Ont	211,008
Litton Systems (Canada) Ltd Etobicoke Ont	238,116
London Research & Development London Ont	263,373
McElhanney Mapping Services Nepean Ont	128,462
Conseil national de recherches Ottawa Ont	289,926
Nordco Limited St John's T-N	116,909
Oerlikon Aerospace Inc St-Jean-sur-Richelieu Qué	180,327
Oliphant Management Services Medicine Hat Alb	188,230
Precision Processing Ottawa Ont	314,712
Prior Data Sciences Ltd Kanata Ont	286,363
S & S Software Ottawa Ont	341,581
Software Kinetics Ltd Stittsville Ont	388,955
Systemhouse Inc Calgary Alb	149,694
W E Thorp Associates Ltd Ottawa Ont	291,739

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $54,756,516

	$
Brandon School Division No 40 Brandon Man	334,295
Calgary Board of Education Calgary Alb	273,575
Carleton Board of Education Nepean Ont	177,640
Commission scolaire:	
Ancienne-Lorette Ancienne-Lorette Qué	110,616
Baie des Ha! Ha! La Baie Qué	1,309,666
Baldwin-Cartier Pointe-Claire Qué	383,905
Eastern Quebec Sillery Qué	106,834
Conseil scolaire de Langue française d'Ottawa-Carleton Gloucester Ont	153,786
Deutsche Bank Allemagne	296,279
Durham Board of Education Oshawa Ont	202,509
Edmonton Public School Board Edmonton Alb	601,056
Halton Board of Education Burlington Ont	142,904
Kings County District School Board Kentville N-É	340,225
Lakehead District Roman Catholic School Board Thunder Bay Ont	124,925
Lakeland Public School Bonnyville Alb	396,976
Le conseil scolaire d'Ottawa-Carleton Ottawa Ont	307,123
Litton Systems Canada Ltd Etobicoke Ont	537,250
Metropolitan Separate School Board Toronto Ont	144,541
Moose Jaw Board of Education Moose Jaw Sask	567,558
Nipissing District Separate School Board North Bay Ont	153,921
Ontario Teachers Insurance Plan Waterloo Ont	110,092
Oromocto Board of School Trustees Oromocto N-B	274,044
Ottawa Board of Education Ottawa Ont	773,479
Pictou District School Board Westville N-É	240,122
Portage La Prairie School Division Portage La Prairie Man	398,770
Regina School Division Regina Sask	195,571

DÉFENSE NATIONALE—*Suite*

	$
Renfrew County Board of Education Pembroke Ont	183,133
Richmond School District Richmond C-B	325,383
St Vital School Division Winnipeg Man	119,791
Saskatoon Board of Education Saskatoon Sask	334,580
Saskatoon East School Board Saskatoon Sask	113,715
Sudbury Board of Education Sudbury Ont	130,020
Approvisionnements et Services Canada Montréal Qué	1,319,127
The Board of Education for the Borough of East York Toronto Ont	172,956
Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	151,692
Wainwright Roman Catholic Separate School Board Wainwright Alb	119,084
Wainwright School Board Wainwright Alb	291,706
Waterloo County Board of Education Waterloo Ont	113,866
Enseignement et formation—Fonctionnaires $34,146,545	
Amy Associates Ltd Ottawa Ont	754,268
Bombardier Inc Valcourt Qué	893,536
Canadian Helicopters Ltd Richmond C-B	329,532
Centre international linguistique Bouchereau Montréal Qué	288,177
College Ahuntsic Montréal Qué	106,653
Commercial Safety College Truro N-É	123,720
DATACAP Ltd Ottawa Ont	153,330
Digital Equipment of Canada Ltd Ottawa Ont	289,889
Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U	6,761,258
Flight Safety Canada Ltd Montréal Qué	1,083,908
Interlangues Language School Ottawa Ont	617,793
International Language Institute Ltd Halifax N-É	110,367
Lafleur Bosse and Associates Bainsville Ont	154,050
Lavalin Formation Inc Montréal Qué	354,122
Learning Tree International Gloucester Ont	362,242
L'École de langues G Caron Ltée Ottawa Ont	258,984
Oncourse Learning Centres Inc Ottawa Ont	192,481
Oracle Corp Canada Inc Toronto Ont	198,750
Pan American World Airline Rockleigh NJ É-U	153,965
Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont	786,045
St Lawrence College Cornwall Ont	184,447
Seneca College North York Ont	202,871
Survival Systems Ltd Dartmouth N-É	164,693
Technical University of Nova Scotia Halifax N-É	2,343,593
Université de:	
Colombie Britannique Vancouver C-B	102,199
Québec Qué	102,096
Manitoba Winnipeg Man	213,308
Autres services professionnels $111,425,021	
ADGA System International Ltd Ottawa Ont	257,873
AIT Ottawa Ont	1,255,236
Amtek Management Inc Nepean Ont	140,790
AMY Associates Ltd Ottawa Ont	188,310
Andyne Computing Kingston Ont	216,041
Applied Silicon Inc Canada Ottawa Ont	284,669
Argotec Inc Fort Lauderdale Fla É-U	177,000
Arsenals Canada Le Gardeur Qué	370,108
Artificial Intelligence Toronto Ont	127,738
Atlantis Flight Research Inc Brampton Ont	586,697
Atlantis Scientific Systems Group Ottawa Ont	133,084
Énergie atomique du Canada Chalk River Ont	497,214
Ballistech Systems Inc St-Hubert Qué	956,804
Baron Caoutchouc Ltée St-Jérôme Qué	135,424
Barrodale Computing Services Victoria C-B	926,763
Becterm Inc Lévis Qué	215,392
Bendix Avelex Inc Montréal Qué	131,044
Boeing of Canada Winnipeg Man	534,426
Bombardier Inc Valcourt Qué	828,469
Bomem Inc Ville-de-Vanier Qué	171,642
Bristol Aerospace Ltd Winnipeg Man	257,999
Bubble Technology Industries Chalk River Ont	490,554
Calmos Syrtems Inc Kanata Ont	144,711
Cametoid Ltd Whitby Ont	387,097
Canac Consultants / Microtel Ltd Coquitlam C-B	9,189,652
Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont	390,272
Canadian General Electric Vaudreuil Qué	211,572
Canadian Marconi Co Kanata Ont	1,094,661
Carel Inc Montréal Qué	145,043
C Core St John's T-N	111,233
CGI Information Ottawa Ont	138,124
Cincinnati Electronics Mason Ohio É-U	101,059
Com Dev Ltd Cambridge Ont	172,492
Combustion Dynamics Medecine Hat Alb	301,729
Communications Canada Ottawa Ont	226,051
Computing Devices Co Ottawa Ont	676,075
Control Data Canada Ltd Willowdale Ont	100,030
CTF Systems Inc Port Coquitlam C-B	538,210
CXA Ltd Québec Qué	438,259
Davis Engineering Ltd Ottawa Ont	138,490
Delcan Corp Ottawa Ont	259,580
Donelad Hydronautics Ltd Bedford N-É	263,931
Easams Ltd Surrey Angleterre	107,981
Ernst Leitz Canada Ltd Midland Ont	447,121
Eyretechnics Ltd Ottawa Ont	577,357
Farrington Lockwood Co Ltd Ottawa Ont	380,205
Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U	201,179
Fleet Technology Ltd Kanata Ont	189,484
Frontec Logistics Corp Ottawa Ont	30,503,066
Fullerton Sherwood Engineering Ltd Mississauga Ont	223,856
G A Grant Scientific Nepean Ont	193,273
Galatea Research Brentwood Bay C-B	108,558
G E Canada Inc Mississauga Ont	234,455
Genelcom Ltd Weston Ont	250,040
Gingko Design & Comm Ltd Toronto Ont	120,325
Grant Scientific Consultants Nepean Ont	130,081
Groupe DMR Inc Ottawa Ont	534,905
Hawker Siddeley Canada Ltd Toronto Ont	119,753
Hermes Electronic Ltd Dartmouth N-É	845,511
Honeywell Ltd Markham Ont	621,220
Horizons Technology Inc San Diego Calif É-U	152,864
I P Sharp & Associates Ltd Ottawa Ont	377,479
Imago Ltd Ottawa Ont	492,483
Industrial Formulators CDA Ltd Burnaby C-B	133,063
INRS-Energie Varennes Qué	113,175
Institut national d'optique Ste-Foy Qué	336,158
Interlangues Language School Ottawa Ont	112,800
International Submarine Port Coquitlam C-B	1,050,593
Iotek Inc Halifax N-É	685,669
ITRES Research Ltd Calgary Alb	107,228
James F Hickling Management Consultants Ottawa Ont	223,038
Jasco Research Ltd Sidney C-B	200,990
Kelresearch Corp Downsview Ont	252,353
Lacec Energy Systems Inc Toronto Ont	115,526
Le Groupe CGI Inc Québec Qué	213,432
Les Arsenaux canadiens Ltée Le Gardeur Qué	102,196
Litton Systems Canada Ltd Etobicoke Ont	150,000
Lumonics Inc Kanata Ont	239,998
McDonald Dettwiler Richmond C-B	743,080
Manpower Marketing Toronto Ont	318,710
Martec Ltd Halifax N-É	607,794
Martin Marietta Maryland É-U	160,793
Medipro Sciences Ltd Willowdale Ont	139,531
Mel Defence Systems Ltd Stittsville Ont	1,218,982
Metocean Data Systems Ltd Dartmouth N-É	256,141
Mining Resource Engineering Ltd Kingston Ont	959,923
Monenco-Eyretechnics Group Ottawa Ont	631,422
MPB Technologies Inc Dorval Qué	1,041,179
National Boring & Sounding Inc Montréal Qué	880,387
Conseil national de recherches Ottawa Ont	3,138,111
Navtech Inc Québec Qué	176,586
Nordco Ltd St John's T-N	292,101
NTT Systems Inc Don Mills Ont	282,999
Optech Incorporated Downsview Ont	133,500
Ortech International Mississauga Ont	282,270
Plasma Computer Products Imaging Inc Vancouver Nord C-B	227,822
Pratt & Whitney Canada Inc Longueuil Qué	436,561
Prior Data Sciences Inc Kanata Ont	194,236
Proto Mfg Oldcastle Ont	153,470
Quadrum Consultants Inc Ottawa Ont	235,879
Queen's University Kingston Ont	882,284

DÉFENSE NATIONALE—*Suite*

	$
Racal Filter Technologies Ltd Brockville Ont	154,606
Rhodes & Associates Willowdale Ont	118,366
Science Application Intl Corp Ottawa Ont	157,977
Sea-1 Research Canada Ltd Sidney C-B	170,908
Seimac Ltd Dartmouth N-É	124,475
Sharon Professional Services Ottawa Ont	101,429
Signum System Inc Surrey C-B	102,127
Software Kinetic Ltd Stittsville Ont	764,740
Somapro Ltée Montréal Qué	191,806
Spar Aerospace Toronto Ont	751,743
Sparton of Canada Ltd London Ont	619,116
STS Associates Westmount Qué	323,558
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	1,971,949
Synerlogic Inc Ottawa Ont	275,089
Systematix Ottawa Ont	130,024
Telemus Electronic Systems Inc Nepean Ont	464,325
TES Ltd Ottawa Ont	349,335
Thomson-CSF Systems Ltd Ottawa Ont	577,530
UMAK Consultants Kingston Ont	171,608
Université de:	
Alberta Edmonton Alb	120,858
Colombie-Britannique Vancouver C-B	775,117
Carleton Ottawa Ont	277,159
Concordia Montréal Qué	352,065
Laval Ste-Foy Qué	458,988
McGill Montréal Qué	225,913
McMaster Hamilton Ont	673,810
Manitoba Winnipeg Man	116,946
Ottawa Ottawa Ont	1,397,405
Toronto Toronto Ont	1,572,870
Victoria Victoria C-B	167,751
York Downsview Ont	129,173
UTDC Inc Kingston Ont	477,891
Valcom Ltd Ottawa Ont	234,840
W R Davis Ottawa Ont	307,728
Wellesley Hospital Toronto Ont	250,043
WMS Associates Ltd Fredericton NB	444,376

Autres services $276,789,733

	$
Aetna Maintenance Contractors Toronto Ont	105,568
Air Transport Association Ottawa Ont	781,668
Allgemeine Ortskrankenkasse Allemagne	398,783
Allied Maintenance Service Division Dartmouth N-É	112,735
Alpha Cleaning Hamilton Ont	132,627
Angela Matz Goose Bay Labrador	375,786
Archer Foods Ltd Saskatoon Sask	182,686
Association Québécoise des transporteurs Ste-Foy Qué	156,365
Atmospheric Environment Services Downsview Ont	7,937,379
Banque de Montréal Ottawa Ont	173,083
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	110,125
Base Fund CFB Suffield Ralston Alb	149,738
Beaver Foods Ltd Fredericton N-B	752,770
Bee Clean Co of Canada Edmonton Alb	1,384,715
BJS Janitorial Service Creemore Ont	121,030
Boaden Catering Ltd Mississauga Ont	300,890
Bradson Personnel Ottawa Ont	301,438
Brighton Laundry Toronto Ont	179,380
Browning-Ferris Industries Victoria C-B	1,205,335
Buanderie des Hôtels Motels & Restaurants Inc Québec Qué	146,294
Burden's Janitorial Services Labrador	268,028
C L A Personnel Hull Qué	755,164
Cafeteria B Duguay Inc Chicoutimi Qué	386,979
Cafeteria de la Capitale Inc St-Foy Qué	643,849
CAN-JAN Inc Lasalle Qué	208,377
Canada Catering Co Ltd Toronto Ont	1,667,977
Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont	660,194
Carpet Masters Inc Alliston Ont	169,048
Charlotte Laundry St Andrews N-B	142,607
Chermont Holdings Princeton C-B	114,277
City Disposals Pembroke Ont	121,724
Columbia Building Maintenance Co Downsview Ont	130,905
Commission scolaire de Chicoutimi Chicoutimi Qué	145,499
Communications Canada Ottawa Ont	9,267,616
Conciergerie CDJ (Quebec) Inc Ste-Foy Qué	712,821
Corp Mont Benilde Ste-Angèle-de-Laval Qué	348,232
Corp du Mont St-Sacrement Village Valcartier Qué	316,345
Credit Bureau of Ottawa Ottawa Ont	183,706
Crystal Building Services Etobicoke Ont	354,093
Custom Environmental Services Edmonton Alb	180,512
CVC Services Ltd Vancouver C-B	985,568
D & J's Cleaning Services Sackville N-É	178,696
Dalmar Foods Ltd Toronto Ont	1,284,200
Defence Construction (1951) Ltd Ottawa Ont	21,500,000
Delcor Edmonton Alb	133,743
Deluxe Cleaning Services Ltd Victoria C-B	591,729
Département des Pêches et Océans Ottawa Ont	710,000
Département des Transports Ottawa Ont	1,492,850
Département des Affaires indiennes et Nord canadien Ottawa Ont	300,000
Dextraze Les Buanderies Inc Granby Qué	100,077
Dirt Busters Carpet Cleaning Kingston Ont	462,758
Dixi Sanitaersystem GMBH & Co Allemagne	424,377
Domaine de la Jeunesse Inc Jonquière Qué	386,352
Empire Maintenance Ind Inc St-Laurent Qué	508,513
Gouvernement du Canada—Affaires extérieures Canada Ottawa Ont	146,664
Fabric Care Cleaners and Associates Ltd Edmonton Alb	257,254
Federal Reserve Bank of New York New York É-U	1,325,267
Freemans Cleaning Kentville N-É	176,648
Garnet Palmer Kingston N-É	106,680
George W Drummond Ltd Nepean Ont	195,188
Gerber Hugo Allemagne	1,001,706
Gordon A MacEachern Services Thunder Bay Ont	109,684
G T G Remote Site Caterers Surrey C-B	508,207
Gouvernement du Canada:	
Travaux publics Canada Ottawa Ont	4,092,944
Appovisionnements et Services Canada Ottawa Ont	1,484,355
G W Sampson Painting & Maintenance Kingston N-É	165,460
H & R Waste Disposal Wainwright Alb	169,271
HMT Sanitaer Systeme GMBH Allemagne	135,763
Integrated Remote Services Edmonton Alb	975,934
Inter-Provincial Janitorial Rexdale Ont	359,488
Jani King Dartmouth N-É	663,138
J & R Janitorial Service Ltd Winnipeg Man	112,407
Job Oriented Training Fredericton N-B	298,421
Kelly Services Ltd Toronto Ont	304,312
Lacey Garbage Disposal Ltd Courtenay C-B	123,744
Laidlaw Waste System Ltd Burlington Ont	880,626
Landratsamt Ortenaukreis Allemagne	231,780
Leo J Beazley Ltd Eastern Passage N-É	136,182
Ligue navale de Cap-Chat Cap-Chat Qué	709,475
McLellan Disposal Services Ltd Stratford Ont	121,865
Maintenance Eureka Ltd Thetford Mines Qué	255,671
Maritime Sanitation Services Ltd Moncton N-B	354,200
Matiowski Management Ltd Gimli Man	149,266
Miramichi Maintenance Chatham N-B	198,372
Modern Building Cleaning Halifax N-É	2,092,691
Moonlight Building Maintenance Ltd Richmond C-B	294,065
Muelltransport HAAG GMBH Allemagne	455,561
Napoleon Construction Ltd St-Louis de Kent N-B	109,417
Office national du film Montréal Qué	288,246
Conseil national de recherches Ottawa Ont	516,063
Network Personnel Inc Ottawa Ont	161,629
Office Overload Ottawa Ont	278,697
P S Enterprises Trenton Ont	156,378
Parsons Cleaners Belleville Ont	123,850
Perth Services Ltd Brandon Man	269,223
Phils Janitor Service Mission C-B	104,655
P J Building Cleaning Ottawa Ont	180,890
Pollack Personnel Ottawa Ont	190,970
Portage Personnel Ltd Hull Qué	112,547
Printel Corp Hull Qué	176,857
Printz Faerberei Allemagne	319,827
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	231,706
Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont	622,904
Quantum Management Services Montréal Qué	349,004

DÉFENSE NATIONALE—*Fin*

Renfrew Health Care Systems Victoria C-B	114,574
Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont	649,018
Sani Building Maintenance Ltd Edmonton Alb	152,506
Sani John Inc Stoneham Qué	150,354
Servco Cleaning Ltd Dartmouth N-É	185,088
Service Sanitaire Champlain Ste-Foy Qué	121,844
Servpro Cleaning (PBM) Ltd Calgary Alb	490,379
Serwylo Peter Trenton Ont	139,520
Sheppards Laundry & Dry Cleaning Happy Valley T-N	116,326
Stahl CHR GMBH Allemagne	209,811
Standortkasse Sigmaringen Allemagne	180,937
STM Systems Corp Ottawa Ont	493,857
Stuttgartergebaeudereinigung Allemagne	246,441
Sumico Inc Montréal Qué	435,710
Sunset Maintenance Services Red Deer Alb	185,743
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	107,879,753
Terod Enterprises Deep River Ont	436,418
T E S Contract Services Inc Toronto Ont	180,718
The 500 Selection Services (Ottawa) Ltd Ottawa Ont	219,471
The Harlow Service Belleville Ont	239,580
The Longwoods Research Group Ltd Toronto Ont	172,410
Tricil Ltd Ottawa Ont	679,455
Turnelle Productions Inc Ottawa Ont	177,539
Utlas International Canada Toronto Ont	149,850
Valcom Ltd Ottawa Ont	177,386
Valley Caterers Arnprior Ont	240,843
Waste Management of Fraser Abbotsford C-B	187,055
Wasteco Sanitation Weston Ont	259,271
Wendy's Reliable Ltd Halifax N-É	120,404
White Dove Cleaning Etobicoke Ont	376,698
Work Wear Corp of Canada Ltd Ottawa Ont	190,952
York University North York Ont	289,684

Protection civile Canada $2,186,481

Services de comptabilité $40,159

Services d'informatique $59,683

Services de protection $225,582

Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	225,582

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $201,119

Autres services professionnels $892,025

Manpower Marketing/Merchandising Toronto Ont	318,710

Autres services $767,913

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $174,417,665

Département $173,971,424

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $6,760,353

Services de comptabilité $531,662

Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	329,681

Services d'informatique $1,313,550

AMS Management Systems Ottawa Ont	407,498
Hartt and Page Ltd Ottawa Ont	234,016
Resomax Management Inc Ottawa Ont	107,331

Services juridiques $3,500

Services de protection $183,641

	$
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	183,641

Services scientifiques $14,800

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $483,740

Bradson Business Centre Ottawa Ont	124,845

Autres services professionnels $1,808,076

Gouvernement de la Colombie-Britannique—Ministère des services sociaux et du logement Victoria C-B	145,000

Autres services $2,421,384

Canada Systems Group Ottawa Ont	546,555
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	348,172
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	177,583

PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ $9,656,090

Services de comptabilité $65,820

Services d'informatique $180,054

AMS Management Systems Ltd Ottawa Ont	138,000

Services techniques $4,136

Services de santé et de bien-être $86

Services juridiques $200

Services scientifiques $3,064,091

Centre de réadoptions alternatives Westmount Qué	113,572
Creative Research Group Ltd Toronto Ont	172,951
Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont	937,027
J Phillip Nicholson Policy and Management Consultants Inc Ottawa Ont	286,767
Price Waterhouse Ottawa Ont	101,665

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $209,465

Autres services professionnels $3,321,429

Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont	135,000
J Phillip Nicholson Policy and Management Consultants Inc Ottawa Ont	129,457
Participaction Toronto Ont	344,933
Policorp Inc Toronto Ont	110,000
Tandemar Research Inc Westmount Qué	101,917
Thompson Lightstone and Company Ltd Toronto Ont	106,250
York Advertising Ltd Ottawa Ont	280,048

Autres services $2,810,809

Gouvernement du Canada—Office national du film Montréal Qué	112,903
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	1,685,446
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	137,527
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	220,284

PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX $2,544,364

Services de comptabilité $815,949

Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	798,728

Services d'informatique $359,967

Resomax Management Inc Ottawa Ont	117,567

Services juridiques $105

Services scientifiques $34,898

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $88,546

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

	$
Autres services professionnels $739,789	
Autres services $505,110	

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX $102,032,305

Services de comptabilité $59,358

Services d'agences de recouvrement $27

Services d'informatique $1,169,089

AMS Management Systems Inc Ottawa Ont	160,000
Beltec Informatics Inc Gloucester Ont	118,795
Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont	124,455
Synerlogic Inc Ottawa Ont	232,844

Services techniques $19,525

Services de santé et de bien-être $90,307,755

Alberta Hospital and Medical Care Edmonton Alb	9,192,148
Bearskin Air Services Thunder Bay Ont	119,278
Burnaby General Hospital Burnaby C-B	120,834
Clinical Optical Dispensary Winnipeg Man	124,788
Crane D P J Caledonia Ont	205,829
Duncan B Oshweken Ont	123,671
Fort McMurray and District Health Unit Fort McMurray Alb	164,012
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont	250,000
Grace Hospital Vancouver C-B	147,016
Hobbema Indian Health Services Hobbema Alb	130,800
Integ Management Services Winnipeg Man	392,756
Life Skills Training Centres Ltd Edmonton Alb	289,475
Marsh & Mclellan Ltd Toronto Ont	141,870
Martin B Moose Factory Ont	111,150
Medical Care Plan Premiums Victoria C-B	6,036,582
Medical Personnel Calgary Alb	489,273
Medox Health Services Inc Vancouver C-B	444,787
Ontario Blue Cross Don Mills Ont	44,631,397
Ontario Dental Association Toronto Ont	160,221
Para-Med Health Services Vancouver C-B	204,528
Queen's University Kingston Ont	1,010,742
Round Lake Treatment Centre Vernon C-B	174,367
Saddle Lake Health Care Centre Saddle Lake Ont	116,407
Sanitorium Board of Manitoba Winnipeg Man	196,000
St Paul's Hospital Vancouver C-B	148,815
Sudbury Algoma Hospital Sudbury Ont	184,398
T A Kasper and Associates Edmonton Alb	110,336
University of Saskatchewan Northern Medical Services Saskatoon Sask	550,392
Université de:	
Manitoba Winnipeg Man	1,178,269
Toronto Toronto Ont	3,228,336
Upjohn Health Care Services Don Mills Ont	105,372
Vancouver General Hospital Vancouver C-B	439,059
Visarra A Winnipeg Man	103,843
Whole Life Counselling High Prairie Alb	125,586

Services juridiques $791

Services de protection $445,250

Moose Band Development Corporation Moose Factory Ont	331,560

Services scientifiques $63,149

Enseignement et formation—Fonctionnaires $716,466

Dalhousie University Halifax N-É	160,609

Autres services professionnels $1,824,183

Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont	358,447

Autres services $7,426,712

	$
Canada Catering Co Ltd Toronto Ont	915,699
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont	1,114,232
Moose Band Development Coporation Moose Factory Ont	116,739
Ralston Construction Ltd North Bay Ont	510,204

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ $35,684,252

Services de comptabilité $27,945

Services d'informatique $582,901

Synerlogic Inc Ottawa Ont	220,603

Services techniques $28,605

Services de santé et de bien-être $11,000

Services juridiques $12,265,899

Baker Newby and Co Chilliwack C-B	238,771
Baker Nudleman et Lamontagne Montréal Qué	516,186
J B Cohen Gainsville Fla É-U	122,700
I B Cowan Mississauga Ont	129,436
Crampton Brown and Arndt Terrace C-B	255,087
H A Dale Toronto Ont	104,922
Data Repro Montréal Qué	116,747
Doig and Company Burnaby C-B	263,954
Fowler Pike And Madden St John's T-N	211,009
Gouvernement du Canada—Département de la Justice Ottawa Ont	120,994
Goult McElmoyle and McKinnon Victoria C-B	186,630
J E Harris Brookline Mass É-U	178,437
Heather Sadler and Jenkins Prince George C-B	111,629
Jones Emery and MacDonald Victoria C-B	260,688
Lakes Straith and Rodgers Vancouver Nord C-B	102,140
Maccallum Douglas and McIntyre Langley C-B	148,089
Mair Jensen and Blair Kamloops C-B	177,247
McLennan and Wright London Ont	127,702
Mousseau Law Firm Windsor Ont	109,148
Murray and Courtis Thunder Bay Ont	147,669
Nundal and Company Fort Langley C-B	197,832
E B Olmsted North York Ont	158,074
Ray and Connell Vancouver C-B	266,563
Schnell Macsween and Hardy Red Deer Alb	104,572
Walsh and Young Calgary Alb	392,687

Services de protection $719,696

Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	138,705
National Protective Service Ottawa Ont	339,917

Services scientifiques $7,679,193

Canadian Pharmaceutical Association Ottawa Ont	193,397
Association canadienne de la santé publique Ottawa Ont	120,500
Cantox Inc Oakville Ont	190,000
Concord Scientific Downsview Ont	477,884
Labstat Incorporated Kitchener Ont	424,397
Manitoba Cancer Treatment Winnipeg Man	226,085
McMaster University Hamilton Ont	138,292
Mount Sinai Hospital Toronto Ont	101,701
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada Ottawa Ont	310,112
Sadinsky and Associates Ottawa Ont	275,212
Université de:	
Alberta Edmonton Alb	102,500
Ottawa Ottawa Ont	115,855
Saskatchewan Saskatoon Sask	116,562
Toronto Toronto Ont	119,282
Waterloo Waterloo Ont	259,992

Enseignement et formation—Fonctionnaires $497,863

Autres services professionnels $2,610,652

C G I Group Inc Ottawa Ont	209,920
Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont	373,100

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Fin*

	$
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	127,372
Harvard University Boston Mass É-U	102,146
Multicom International Montréal Qué	173,525

Autres services $11,260,498

Bradson Personnel Services Ottawa Ont	230,596
Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada:	
Edmonton Alb	585,478
Hull Qué	5,491,162
Montréal Qué	762,273
Vancouver C-B	390,951
Willowdale Ont	716,104
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	659,934
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	147,752
Victor Temporary Services Ottawa Ont	138,663

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU $15,667,117

Services de comptabilité $7,914

Services d'informatique $2,283,747

AMS Management Systems Ottawa Ont	100,000
HST Information Systems Ottawa Ont	140,691
Polaris Consulting Services Toronto Ont	140,702
Somapro Ltd Ottawa Ont	128,238
SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont	146,182
Systems Network Inc Ottawa Ont	252,845
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	690,500

Services de santé et de bien-être $3,199,154

Services juridiques $124,410

Services de protection $111,937

Services scientifiques $10,166

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $630,663

3M Canada Inc London Ont	202,000

Autres services professionnels $3,392,067

Continental/Golin Harris Communications Services Toronto Ont	570,125
DMR Group Inc Toronto Ont	178,401
Peat Marwick Stevenson and Kellog Management Consultants Ottawa Ont	880,832
Polaris Consulting Services Ltd Toronto Ont	705,127
Somapro Ltd Ottawa Ont	214,533
Vocational Consulting Group Vancouver C-B	278,660

Autres services $5,907,059

MacDonald and Brisson Personnel Ottawa Ont	462,959
Manpower Temporary Services Québec Qué	199,460
National Business Systems Inc Mississauga Ont	129,287
Norrell Services Ltd Toronto Ont	115,981
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	202,370
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	3,860,880
Victor Temporary Services Ottawa Ont	220,141

PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR $1,626,943

Services de comptabilité $1,778

Services de santé et de bien-être $633

Services juridiques $44,680

Services de protection $254

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $29,567

Autres services professionnels $1,078,463

	$
Sportcom International Inc Ottawa Ont	278,600

Autres services $471,568

Conseil de recherches médicales $446,241

Services de protection $3,394

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $14,412

Autres services professionnels $320,890

The Association of Canadian Medical Colleges Ottawa Ont	184,765

Autres services $107,545

REVENU NATIONAL $80,089,115

Douanes et Accise $48,653,389

Services de comptabilité $41,390

Services d'agences de recouvrement $6,082

Services d'informatique $63,783

Services techniques $421,347

Lavallee Engineering Incorporated Ottawa Ont	288,395

Services de santé et de bien-être $215,813

C F Consultants Montréal Qué	181,552

Services juridiques $551,201

Services de protection $1,577,033

Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué	657,534
Mohawk Council of Awkesane Cornwall Ont	332,254
National Protective Service Ottawa Ont	395,919
Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont	122,351

Services scientifiques $240,557

Barringer Research Rexdale Ont	230,000

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $4,310

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $1,468,301

Barry McLaughlin Association Ottawa Ont	133,386
Canadian English Language Centre Toronto Ont	199,019
Maple Leaf Language Centre Ottawa Ont	243,822

Autres services professionnels $2,323,437

Cooper and Lybrand Consulting Group Ottawa Ont	103,889
Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont	396,654
Thorne Ernst and Whinney Toronto Ont	211,990
Touche Ross Management Consultants Ottawa Ont	325,544

Autres services $41,740,135

AJJA Information Technology Ottawa Ont	1,230,698
AQR Management Services Gloucester Ont	203,985
Alphatext Limited Ottawa Ont	184,995
Anderson Consulting Ottawa Ont	180,877
Automation Centre of Ottawa Ottawa Ont	3,621,979
Axis Systems International New York NY É-U	137,000
C G I Incorporated Ottawa Ont	1,276,638
C T M G Canadian Technology Ottawa Ont	223,460

REVENU NATIONAL—*Fin*

	$
C V C Incorporated Boucherville Qué	740,269
Canada Post Ottawa Ont	210,493
Canadian Informatics Ottawa Ont	147,558
Datacap Limited Ottawa Ont	130,788
Delta E D P Systems Ottawa Ont	193,945
G E A C Ottawa Ont	166,481
H S T Information Ottawa Ont	2,415,529
Harrington Personnel Ottawa Ont	314,923
Hartt & Page Ottawa Ont	867,490
I S T Incorporated Montréal Qué	131,442
Iota Consulting Limited Ottawa Ont	2,506,381
Kleins Consulting Ottawa Ont	474,789
L G S Group Incorporated Ottawa Ont	1,976,233
Lemmex Associates Ottawa Ont	163,124
Magi Data Consulting Incorporated Ottawa Ont	128,665
Maxima Computer Task Group Limited Toronto Ont	364,689
McMillan D & Marchand J Ottawa Ont	100,000
Midahbec Incorporated Aylmer Qué	902,942
Network Personnel Ottawa Ont	169,797
Oaktree Management Consultants Limited Nepean Ont	300,469
Polaris Consulting Services Limited Ottawa Ont	3,904,619
Progestic Ottawa Ont	145,400
Protocols Standards & Communication Ottawa Ont	123,620
Travaux publics Canada Ottawa Ont	355,522
Q L Systems Kingston Ont	455,021
Quantum Information Resources Ottawa Ont	349,115
Quantum Management Montréal Qué	312,498
R C M Police Ottawa Ont	692,007
Rockwood Informatics Ottawa Ont	171,289
S P I Consultants Ottawa Ont	241,137
S T M Systems Corporation Willowdale Ont	3,351,081
Sharon Professional Services Ottawa Ont	966,156
Silico Computer Systems Nepean Ont	419,282
Silver Management Consulting Incorporated Ottawa Ont	149,172
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	1,943,459
Synerlogic Incorporated Ottawa Ont	390,471
Systematic Consultants Incorporated Ottawa Ont	451,937
Systems Network Incorporated Ottawa Ont	960,126
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	465,396
Veritaaq Technology House Incorporated Ottawa Ont	1,229,455
Wilcom Systems Limited Kanata Ont	782,174

Impôt $31,435,726

Services de comptabilité $1,576,165

Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	1,451,685

Services d'informatique $9,250

Services de santé et de bien-être $633,869

Services juridiques $3,036,440

Département de la Justice Ottawa Ont	528,886
Ogilvy Renaud Montréal Qué	198,486
Ray Connell Vancouver C-B	157,936
Truchon Gauthier Truchon Chicoutimi Qué	108,165

Services de protection $4,619,548

Bradson Mercantile Inc Ottawa Ont	274,069
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	3,173,523
National Protective Service Company Limited Ottawa Ont	329,364
Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont	501,777

Services scientifiques $2,679,815

Lapp-Hancock Associates Ltd Ottawa Ont	147,376
Ortech International Mississauga Ont	138,039

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $3,109,181

Maple Leaf Language Centre Ottawa Ont	311,764
McDonnell Douglas Toronto Ont	130,997
Polar Bear Software Corporation Computer Training Ottawa Ont	173,581
Commission de la Fonction publique Ottawa Ont	258,699

Autres services professionnels $3,632,010

	$
AJJA Information Technology Consultants Inc Ottawa Ont	355,326
DMR Group Ottawa Ont	343,112
Infodata Systems Inc Mississauga Ont	170,185
Institut québécois d'opinion publique Montréal Qué	197,775
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	427,182
The Longwoods Research Group Limited Toronto Ont	226,091

Autres services $12,139,448

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	144,451
Emploi et Immigration Canada Ottawa Ont	3,308,239
Société canadienne des postes Ottawa Ont	421,236
Moore Data Management Services Division Scarborough Ont	100,000
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	4,474,765

PARLEMENT $9,321,269

Sénat $2,633,283

Services d'informatique $6,857

Services de santé et de bien-être $4,632

Services juridiques $151,446

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $88,766

Autres services professionnels $1,867,953

Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade Ottawa Ont	345,556
Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont	135,851

Autres services $513,629

Chambre des communes $5,897,045

Services de comptabilité $7,000

Services d'informatique $80,355

Services juridiques $70,734

Services de protection $101,774

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $489,247

Autres services professionnels $3,691,580

Parliamentary Centre for Foreign Affairs & Foreign Trade Ottawa Ont	496,957

Autres services $1,456,355

Network Personnel Inc Ottawa Ont	160,247
Parliamentary Restaurant Ottawa Ont	208,077

Bibliothèque du Parlement $790,941

Services de comptabilité $33,226

Services d'informatique $20,873

Services juridiques $65,752

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $35,406

Autres services professionnels $190,633

Autres services $445,051

Bibliothèque nationale du Canada Ottawa Ont	144,129

CONSEIL PRIVÉ $16,517,074

Département $10,397,460

	$
Services de comptabilité $69,521	
Services d'informatique $1,845,482	
Hexagon Computer Systems Inc Gloucester Ont	133,114
Nutat Technologies Inc Ottawa Ont	546,297
Sharon Professional Services Ottawa Ont	113,405
STM Systems Corporation Ottawa Ont	451,670
Touche Ross Managegement Consultants Ottawa Ont	117,500
Services juridiques $2,260,964	
Cottick W Oakville Ont	225,960
Gregory Wells Professional Corporation Calgary Alb	100,520
Milner & Steer Calgary Alb	279,219
McCarthy & McCarthy Toronto Ont	117,460
McIntosh W Toronto Ont	353,990
Nunn R Toronto Ont	115,800
Stikeman Elliott Toronto Ont	575,185
Tory Tory Deslauriers Binnington Toronto Ont	255,944
Services de protection $825,777	
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	747,452
Enseignement et formation—Fonctionnaires $219,810	
Autres services professionnels $2,860,618	
Frank C Black Manotick Ont	153,920
Perceptus Communications Inc Toronto Ont	165,600
Autres services $2,315,288	
Stikeman Elliott Toronto Ont	110,873

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes $766,951

Services d'informatique $16,000

Services de protection $13,045

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $1,665

Autres services professionnels $45,670

Autres services $690,571

Directeur général des élections $2,321,260

Services de comptabilité $989,743	
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	300,336
Services juridiques $212,360	
Services de protection $9,791	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $27,407	
Autres services professionnels $623,180	
C G I Group Ottawa Ont	214,368
Autres services $458,779	

Commissaire aux langues officielles $942,567

Services d'informatique $74,475

Services juridiques $118,753

Services de protection $6,425

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $45,714

	$
Autres services professionnels $186,304	
Autres services $510,896	

Conseil économique du Canada $911,729

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $48,309

Autres services professionnels $598,230

Autres services $265,190

Administration du pipe-line du Nord $98,515

Services de comptabilité $70,526

Services juridiques $3,405

Autres services professionnels $20,255

Autres services $4,329

Commission des relations de travail dans la Fonction publique $624,076

Services de comptabilité $49,929	
Services d'informatique $86,540	
Services juridiques $6,641	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $69,838	
Autres services professionnels $180,693	
Autres services $230,435	
STM Systems Corporation Ottawa Ont	112,660

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité $454,516

Services juridiques $206,218

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $595

Autres services professionnels $209,012

Autres services $38,691

TRAVAUX PUBLICS $467,666,146

Département $467,666,146

PROGRAMME DES SERVICES $187,469,710

Services de comptabilité $24,411	
Services d'agences de recouvrement $882	
Services d'informatique $7,688,678	
ADGA Ltd Ottawa Ont	197,642
AJJA Information Technology Ottawa Ont	117,250
Array Professionals Canada Inc Ottawa Ont	497,230
Data General Canada Mississauga Ont	322,104
Delta EDP Systems Ottawa Ont	567,409
Exocom Systems Corporation Ottawa Ont	124,010
HDF Bumac Management Ottawa Ont	152,742

TRAVAUX PUBLICS—*Suite*

	$
Hexagon Computer Systems Inc Ottawa Ont	1,064,492
Linktek Corporation Ottawa Ont	107,923
Northey Smith & Assoc Nepean Ont	254,307
Nutat Technologies Inc Ottawa Ont	110,120
Oaktree Management Consultants Nepean Ont	107,420
Polaris Consulting Services Ottawa Ont	938,298
Progestic Consultants Ottawa Ont	256,490
S & S Software Ltd Ottawa Ont	114,439
SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont	773,719
Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont	195,791
Silmac Silver Management Ottawa Ont	100,320
Somapro Ltée Montréal Qué	343,903
Synerlogic Inc Ottawa Ont	291,723

Services techniques $86,024,059

	$
A H Roy Assoc Ltd Antigonish N-É	123,701
Access International Ltd Chutes Niagara Ont	1,508,370
ADI Ltd Fredericton N-B	115,617
Ainley Graham & Assoc Ltd Ottawa Ont	139,802
Akin Olfert Dressel Harder Saskatoon Sask	147,925
AL Professional Services Ltd Moncton N-B	588,279
Appollonio Nightingale Quigley Toronto Ont	137,535
Architects Four Ltd Moncton N-B	262,727
Associated Engineering BC Ltd Burnaby C-B	258,004
Énergie atomique du Canada Ltd Deep River Ont	128,996
B F H Advances Building Systems Ottawa Ont	176,746
Bae Group Ltd St John's T-N	814,433
Beaton Sheppard and Assoc St John's T-N	334,619
Bennett & Norgrove Ltd Rexdale Ont	116,808
Berthier Deschamps & Assoc Cap-Rouge Qué	121,233
BFL Consultants St John's T-N	408,980
Blais Bélanger Ouellet Montréal Qué	341,750
Blouin & Assoc Outremont Qué	225,000
Bond Architects & Engineers St John's T-N	304,253
Both Belle Robb Limitée Westmount Qué	202,207
Boudrias Boudreau St-Jean Longueuil Qué	137,024
Bouthillette Parizeau & Assoc Montréal Qué	117,940
Brown Cave and Shortall Ltd St John's T-N	112,001
Byrne Architects Halifax N-É	200,000
Canadaplan Resources Inc Hamilton Ont	153,155
Carlberg Jackson Partners New Westminster C-B	643,118
Cayouette & Saia Architectes Montréal Qué	492,629
Cecon Ltd Gander T-N	127,934
Clemann Large Patterson Ottawa Ont	192,768
Cohos Evamy Partnership Calgary Alb	632,298
Coles Assoc Ltd Charlottetown Î-P-É	159,403
Consortium Riopel Walch Giasson Farregut Montréal Qué	115,844
Consortium J Sauve Lemay Leclerc Notre-Dame-des-Prairies Qué	141,000
Copac Inc Rivière-du-Loup Qué	552,630
Côté Glouberman Architectes Montréal Qué	506,345
Crippen Consultants Vancouver C-B	247,392
Culham Pedersen Valentine Calgary Alb	398,748
Dalla-Lana/Griffin Architects Vancouver C-B	124,012
David & McRobie Architects Ottawa Ont	229,023
Davis Engineering & Assoc Ltd Port Blanford T-N	145,357
Davison Seamone Richards Adams Architects Inc Halifax N-É	492,170
Delcan Corporation North York Ont	102,242
Delcan-Stone & Webster Toronto Ont	2,098,026
Delcom Consultants Inc Summerside Î-P-É	113,581
Delorme Morin Descoteaux Sherbrooke Qué	231,272
Design Workshop (NB) Ltd Moncton N-B	102,860
Dominic Thompson Mallette Kingston Ont	804,717
Dominion Soil Investigation Toronto Ont	166,998
Dorval & Fortin Architectes Québec Qué	210,608
Duncan & Associate Engineering Ltd Surrey C-B	147,362
Dunlop Farrow Aitken Cansfield Toronto Ont	149,871
Dupont Desmeules & Assoc Montréal Qué	703,243
E J Cuhaci & Assoc Ottawa Ont	150,156
E J Gaboury and Associates Winnipeg Man	149,673
Eastcan International Inc St John's T-N	181,593
EBA Engineering Consultants Ltd Yellowknife TN-O	181,498
Elieo Temprano Architects Ottawa Ont	284,381
Elliot & Elliot Ltd St John's T-N	989,077
Ellis-Don Construction Ltd Toronto Ont	3,398,450
Environmental Engineering Ottawa Ont	235,945
Fafard & Parizeau Montréal Qué	175,372
Fan Dynamics Ltd Cambridge Ont	109,280
Fenco Shawinigan Engineering Halifax N-É	287,369
Fichten Soiferman Montréal Qué	331,406
FMS Lavalin Inc Calgary Alb	128,068
Friesen Tokar Reynolds Architects Winnipeg Man	147,833
G E Bemi and Pye & Richards Ottawa Ont	393,093
Gagné & Savard Inc Québec Qué	113,829
Gaston Drouin & Assoc Ste-Foy Qué	356,035
Genivel Inc Jonquière Qué	120,208
Géonumérigraphe Inc Sillery Qué	177,695
Gesco Inc Val-Bélair Qué	106,945
Gesmec Inc Gloucester Ont	151,512
Giffels Associates Ltd Toronto Ont	276,631
Golder Assoc St John's T-N	139,248
Gouvernement du Canada—Communications Ottawa Ont	222,895
Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada A&ES:	
Hull Qué	3,529,592
Halifax N-É	1,256,106
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services:	
Ottawa Ont	146,667
Toronto Ont	389,213
G P E C Consulting Ltd Grand Prairie Alb	278,710
Grant & Sinclair Architects Vancouver C-B	170,320
Groupe Conseil Harold Sohier Québec Qué	144,854
Groupe Conseil Polygec Inc Québec Qué	246,173
Groupe Conseil Saguenay Chicoutimi Qué	115,187
H Craig Johnson Ottawa Ont	125,100
H H Angus & Associates Toronto Ont	271,974
Hamel Beaulieu & Assoc Drummondville Qué	279,965
Hay & Company Consultants Inc Vancouver C-B	115,148
Helmer Stranks Cole Architects Ottawa Ont	199,874
Hydrageo Canada Montréal Qué	264,590
I D Engineering Company Ltd Edmonton Alb	255,853
Ingetec Inc Laval Qué	124,019
J L Richards & Assoc Ottawa Ont	142,231
Jacques Whitford & Assoc Ltd Dartmouth N-É	301,753
James F Hickling Management Ottawa Ont	163,900
John G Davies Architects Ottawa Ont	108,264
Jones and Manning Architects Charlottetown Î-P-É	193,202
Kohler Dickey Edmundson Ottawa Ont	474,027
L Paul Hébert & Assoc Halifax N-É	103,430
Labelle Marchand Geoffroy Montréal Qué	140,227
Laboratoire de Construction 2000 Inc Laval Qué	146,371
Landry Gauthier & Assoc Hull Qué	132,714
Le Groupe LMB Montréal Qué	162,281
Leblond Tremblay Boulay Chicoutimi Qué	208,218
Legault Mercier St-Germain Montréal Qué	107,232
Les Architectes Boutros & Pratt Montréal Qué	356,854
Les Consultants Dessau Inc Laval Qué	404,608
Les Consultants Geniplus Inc Montréal Qué	234,950
Les Consultants S F Inc Grande-Rivière Qué	210,310
Les Laboratoires Ville-Marie Laval Qué	147,364
Lithwick Johnston Moy Ottawa Ont	113,315
M M C Architects Ltd St John N-B	113,000
MacIsaac Drilling Halifax N-É	106,349
Maclaren Engineers Inc London Ont	171,281
MacLarentech Inc Willowdale Ont	152,595
Marsan Jean-Guy & Assoc Rimouski Qué	105,179
Marshall Macklin Monaghan Inc Thornhill Ont	231,320
Martec Ltd Halifax N-É	110,798
Martin & Banville Rimouski Qué	189,809
Martineau Architectes Gatineau Qué	161,911
Mathers & Haldenby Toronto Ont	272,984
McCormick Rankin & Assoc Ottawa Ont	506,074
McNeely Engineering Ltd Kingston Ont	105,475
Michael Spaziani Architect Thornhill Ont	111,297
Moffat Kinoshita Assoc Toronto Ont	215,577
Monenco Maritimes Ltd Halifax N-É	165,135
Morrison Hershfield Ltd Nepean Ont	121,727
Moshe Safdie Architect Toronto Ont	126,632
Mott Myles & Chatwin St John's N-B	326,376

TRAVAUX PUBLICS—*Suite*

	$
Ms Thompson & Associates Ltd Cornwall Ont	207,737
Murray & Murray Associates Ottawa Ont	451,576
N D Lea & Associates Ltd Vancouver C-B	537,809
Nfld Design Assoc Ltd St John's T-N	450,893
Nfld Geosciences Ltd St John's T-N	113,970
Norr Airport Planning Toronto Ont	155,751
Norr Partnership Ltd Toronto Ont	549,703
Northway Map Technology Toronto Ont	302,569
O J McCulloch Engineering Mississauga Ont	198,675
Oboe Engineering Ltd Ottawa Ont	629,596
Ogilvie & Hogg Architects Ottawa Ont	299,110
O'Halloran Campbell Consultants Halifax N-É	172,520
Pat King Appraisals Ltd Halifax N-É	225,310
Pederson Associates Architect Nanaimo C-B	138,376
Peter Dobbing Architects Nepean Ont	193,843
Phillips Barratt Eng & Arch Vancouver C-B	670,744
Polytech Inc Jonquière Qué	305,658
Porter Dillon Ltd Halifax N-É	105,710
Proctor & Redfern Ltd Toronto Ont	118,041
Pye & Richards Architects Ottawa Ont	111,880
R E Winter & Assoc Ltd Mississauga Ont	348,562
R J McKee Engineering Ltd Ottawa Ont	150,615
R J Pickett & Assoc Ltd Riverview N-B	119,755
Read Jones Christoffersen Calgary Alb	144,935
Reid Crowther and Partners Ltd Calgary Alb	114,399
Reid Crowther & Partners Ltd Vancouver Nord C-B	142,339
Robert Freundlich & Assoc Ltd Victoria C-B	203,727
Roche Envirobec Ste-Foy Qué	158,120
Rousseau Sauvé Warren Montréal Qué	121,173
S M A Engineering Ltd Moncton N-B	131,875
S P Dumeresq Architect Ltd Halifax N-É	118,200
Sandwell Swan & Wooster Inc Halifax N-É	581,045
Schoeler & Heaton Architects Ottawa Ont	286,447
Seatech Investigation Services Halifax N-É	117,705
Sheppard Hedges & Green Ltd Gander T-N	440,558
Smith Carter/Dunlop Farrow Winnipeg Man	793,836
Stanley Associates Engineering Edmonton Alb	441,933
Stanley Associates Engineering Ltd Kamloops C-B	143,333
Stewart Weir Land Data Inc Edmonton Alb	144,498
Stratacan Drilling Inc St John's T-N	176,610
Suter Keller Inc Ottawa Ont	108,540
Tek Consultants Ltd Fredericton N-B	155,815
The Cohos Evamy Partners Calgary Alb	2,558,626
The Ikoy Partnership Winnipeg Man	122,963
The L M Architectural Group Ottawa Ont	102,362
Toronto Dominion Bank Fredericton N-B	304,164
UMA Engineering Ltd Burnaby C-B	218,338
UMA Engineering Ltd Edmonton Alb	229,563
UMA Spantec Ltd Winnipeg Man	124,958
V B Cook Company Ltd Winnipeg Man	108,261
Vaughan Engineering Assoc Halifax N-É	403,565
Venture Architects Inc St John's T-N	237,452
W F Baird and Assoc Ottawa Ont	206,372
Wood Banani & Associates Ottawa Ont	426,105

Services de santé et de bien-être $1,531

Services juridiques $1,346,578

Canadian Imperial Bank of Commerce Vancouver C-B	134,807
H David S Garling Barrister Vancouver C-B	132,097
Habcom Associates Ltd Ottawa Ont	120,000

Services de protection $2,855,749

Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	155,935
Corps canadien des commissionnaires:	
Edmonton Alb	277,005
Ottawa Ont	335,117
Victoria C-B	114,709
Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué	658,955
National Protective Service Ottawa Ont	609,147
Sécurité SAG/LAC Québec Qué	313,869

Services scientifiques $354,074

Enseignement et formation—

	$
Fonctionnaires $2,979,018	
Algonquin College Ottawa Ont	284,906

Autres services professionnels $16,445,360

Canadian Technology Marketing Ottawa Ont	167,799
Chalmer Milroy Arnold (AMY) Ottawa Ont	391,782
Deloitte and Touche Ottawa Ont	334,270
Gouvernment du Canada—Travaux publics Canada A&ES:	
Edmonton Alb	1,863,539
Ottawa Ont	924,637
JPDL Multi Management Inc Montréal Qué	139,487
La Cie d'Inspection et d'Assurances Toronto Ont	102,474
Laventhol & Horwath Toronto Ont	164,137
Les Terrasses du Vieux Fort Ange-Gardien Qué	123,502
Marine Air Cargo Inuvik TN-O	243,784
Morrison Hershfield Ltd Nepean Ont	271,337
Narwhal Arctic Services Resolute Bay TN-O	201,538
Conseil national de recherches Ottawa Ont	126,701
Ontario Municipal Employees Toronto Ont	3,967,597
Robert Latulippe Montréal Qué	108,045
Roland Carrière and Assoc Brossard Qué	274,869
Sylvain Dompierre and Assoc Orléans Ont	108,928
Young and Wiltshire Ottawa Ont	200,831

Autres services $69,749,370

164112 Canada Inc Saskatoon Sask	1,500,000
7-24 Classic Building Care Toronto Ont	156,851
A & A Service Company Vancouver C-B	629,740
Ability Janitorial Services Ottawa Ont	557,412
Ainsworth Electric Co Ltd Toronto Ont	315,737
Allen Maintenance Ltd Montréal Qué	716,377
APV Canada Inc Montréal Qué	116,074
Array Professionals Canada Ottawa Ont	156,246
Atlas Building Cleaning Hamilton Ont	252,048
B T Floor Service Mississauga Ont	258,632
Baxtec Mechanical Services Ottawa Ont	277,162
Bee-Clean Company of Canada Edmonton Alb	708,756
Best Cleaners and Contractors Ltd Vancouver C-B	1,312,819
Black Electric Ltd Ottawa Ont	143,423
Bourque Pierre & Fils Ltee Ottawa Ont	274,303
Campeau Corporation Hull Qué	103,646
Campeau Corporation Ottawa Ont	131,203
Campeau Corporation Toronto Ont	234,287
Canada Systems Group Ottawa Ont	321,203
Cardinal Waste Management Toronto Ont	150,398
Clean View Janitorial Services Ottawa Ont	342,857
Construction Alberto Bulhoes Gatineau Qué	218,562
Crystal Building Services Mississauga Ont	158,812
Delta Aerial Surveys Ltd Richmond C-B	184,257
Dept of Labour & Human Resources Fredericton N-B	376,618
Dominion Electric Protection Ottawa Ont	154,264
Double "MM" Janitorial Services Toronto Ont	374,881
Driver Jonas (Canada) Ltd Toronto Ont	142,378
Dustmoon Maintenance Ltd Nepean Ont	288,210
Dutch Janitorial Services Ottawa Ont	144,179
Edwards A Unit of Owen Sound Ont	131,050
Enrich Cleaning Toronto Ont	117,946
Entretien sanitaire Waterville Waterville Qué	184,099
Ernie's Cleaning Service Ltd Peterborough Ont	126,461
Evripos Janitorial Services Ottawa Ont	125,677
Exel Building Maintenance Ltd Edmonton Alb	379,871
Federated Building Maintenance Toronto Ont	1,107,772
Geodi Maintenance Inc Nepean Ont	126,823
Glenview Corporation Gloucester Ont	265,883
Gordon A Maceachem Services Toronto Ont	258,642
Gouvernement du Canada—Communications Ottawa Ont	231,975
Gouvernement du Canada—Travaux publics Ottawa Ont	3,776,955
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services:	
Hull Qué	586,670
Ottawa Ont	1,873,029
Toronto Ont	100,922
Higgs Peppiatt Cameron Cyr Ottawa Ont	128,800
Irving Methe Caron & Isabel Knapp Ottawa Ont	107,263
J M P Maintenance Montréal Qué	1,601,376

TRAVAUX PUBLICS—*Suite*

	$
Lehndorff Property Management Ltd Ottawa Ont	142,797
Les Entreprises d'électricité J P Guilbault Hull Qué	414,576
Les Services de Gestion Quantum Montréal Qué	164,399
Les Services d'Entretien d'Immeuble Staf 2000 Laval Qué	218,819
M P Building Cleaning Orléans Ont	352,198
Maritime Testing Ltd Dartmouth N-É	130,923
Modern Building Cleaning Inc:	
Dartmouth N-É	602,017
Toronto Ont	576,576
Sudbury Ont	286,055
Montgomery Kone Elevator Co Toronto Ont	117,317
Mosaic Chemical Corporation St Catharines Ont	447,067
Conseil national de recherches Ottawa Ont	142,707
North York Maintenance Ltd Toronto Ont	687,989
Olympia & York Developments Toronto Ont	165,694
Otis Canada Inc Oakville Ont	492,040
Otis Canada Inc Toronto Ont	161,100
Oxford Building Cleaning Inc Winnipeg Man	120,461
Pacific Building Maintenance Edmonton Alb	104,067
Pacific Building Maintenance Toronto Ont	245,274
Pluralis Consultants Mercier Qué	107,960
Prime Building Maintenance Ltd Delta C-B	166,076
Q C Maintenance Ltd Saskatoon Sask	135,613
Reliable Window Cleaners Toronto Ont	135,989
Renfrew Town Renfrew Ont	136,071
Richard Cote Electric Ltd Ottawa Ont	151,792
Services d'Entretien Allied Montréal Qué	147,715
Services d'Entretien CDJ Inc Rimouski Qué	158,669
Service Star Building Cleaning Ottawa Ont	141,557
Shellfair Maintenance Services St Catharines Ont	122,366
Sheon Enterprises Osgoode Ont	244,017
Skylane Mechanical Services Toronto Ont	140,784
SPI Consultants Ottawa Ont	296,723
STM Systems Corporation Willowdale Ont	1,096,234
Sumico Inc Montréal Qué	112,198
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	641,268
The Design Group Manpower Edmonton Alb	121,684
Tom Bursey Cleaners St John's T-N	176,536
Tricil Ltd Ottawa Ont	849,270
Vandura Building Ltd Winnipeg Man	224,319
Vaughan Engineering Halifax N-É	277,157
Victor Temporary Services Ottawa Ont	139,008

PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS $280,196,436

Services de comptabilité $99,532

Services d'informatique $100,602

Services techniques $33,423,155

Gouvernement du Canada—Communications Ottawa Ont	269,375
Gouvernement du Canada—Travaux publics A&ES:	
Hull Qué	2,972,732
Ottawa Ont	5,748,911
Vancouver C-B	21,968,559

Services juridiques $100,967

Services de protection $12,500,395

Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	123,584
Corps canadien des commissionnaires:	
Ottawa Ont	5,684,382
Regina Sask	624,123
Toronto Ont	163,895
Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué	1,978,001
National Protective Service Ottawa Ont	2,693,758
Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont	885,905
Rampant Enterprises Ltd Toronto Ont	130,695

Services scientifiques $280

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $271,100

Autres services professionnels $4,442,313

	$
Coplanam Ltée Montréal Qué	130,777
D C Stewart Architect Ltd Calgary Alb	114,943
Elron Developments Ltd Toronto Ont	255,199
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué	158,609
International Centre for Facilities Ottawa Ont	552,020
Rampant Enterprises Ltd Toronto Ont	2,111,719

Autres services $229,258,092

A & A Service Company Vancouver C-B	109,765
Allen Maintenance Ltd Montréal Qué	571,845
Aménagement Granrive Inc Hull Qué	532,419
APV Canada Inc Montréal Qué	423,344
Ascenseurs Drolet Kone Inc Québec Qué	158,269
Associated Building Maintenance of Canada Winnipeg Man	131,139
Atelier du Martin Pêcheur Inc Clermont Qué	309,355
Athens Bldg Cleaning Ltd Ottawa Ont	142,086
Atlas Building Services Montréal Qué	125,705
AVS Bldg Cleaning Ltd Ottawa Ont	106,914
B & B Waste Recycling Thurso Qué	193,551
Barnes Security Services 1987 North York Ont	255,223
Bruce Jensen Nurseries Newcastle Ont	164,992
Canada's Capital Bldg Services Vanier Ont	162,750
Corps canadien des commissionnaires Toronto Ont	651,511
Carrier Canada Ltd Ottawa Ont	228,215
Charette's Tropical Plants Orléans Ont	189,089
Clean View Janitorial Services Ottawa Ont	1,201,509
Cleanway Building Maintenance Toronto Ont	251,043
CN Real Estate Toronto Ont	187,499
Concorde Maintenance Ltd Pickering Ont	412,690
Cordel Developments Cornwall Ont	458,528
Corp of the City of Ottawa Ottawa Ont	265,732
Crystal Building Services Mississauga Ont	126,290
Culubia Janitorial Services Ottawa Ont	450,460
Daeco Service d'Entretien Montréal Qué	155,590
Dick's Janitorial Service Ltd Red Deer Alb	291,994
Double "MM" Janitorial Services Toronto Ont	114,155
Dover Corp Canada Ltd Ottawa Ont	241,017
Dover Corporation (COD) Ltd Pickering Ont	126,290
Dustmoon Maintenance Ltd Nepean Ont	1,028,575
Dynamic Maintenance Ltd Vancouver C-B	205,369
Edwards A Unit of Owen Sound Ont	137,338
Elron Developments Ltd Toronto Ont	149,036
Entreprises Montcalm Chrétien Gatineau Qué	148,636
Entretien City Crown Ltéee St-Laurent Qué	127,060
Entretien d'édifices Varennes Charlesbourg Qué	112,063
Evripos Janitorial Services Ottawa Ont	331,433
Geodi Maintenance Inc Nepean Ont	120,769
Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Immobilier:	
Edmonton Alb	31,063,184
Halifax N-É	11,253,991
Hull Qué	74,068,963
Montréal Qué	19,979,797
Ottawa Ont	3,685,786
Toronto Ont	20,258,662
Vancouver C-B	13,926,549
Guidmar Building Services Laval Qué	127,699
Honeywell Ltd Scarborough Ont	111,230
J M P Maintenance Ltée Montréal Qué	1,220,196
J M P Maintenance Ltée Mont-Royal Qué	148,252
J N M Maintenance Ltd Laval Qué	194,540
J N M Maintenance Montréal Qué	116,544
Jacques Galipeau Ottawa Ont	182,358
Kevin Steele Ridgeway Ont	128,832
Kybul Maintenance Ltd Ottawa Ont	117,398
Les Services d'entretien d'immeuble Staf 2000 Laval Qué	310,570
London Floor Service Ltd London Ont	170,779
M P Building Cleaning Orléans Ont	549,500
M S A Inc/Ascenseurs Labadie Montréal Qué	109,449
MacDonald & Brisson Ottawa Ont	331,015
Metropolitan Parking Inc Montréal Qué	230,031
Modern Building Cleaning Federicton N-B	114,200
Montgomery Kone Elevator Co Toronto Ont	164,991
National Trust Co Toronto Ont	4,138,913

TRAVAUX PUBLICS—*Fin*

	$
NCC Ottawa Ont	1,384,146
North York Maintenance Toronto Ont	1,009,807
Olympia & York Developments Toronto Ont	132,651
Olympia & York Toronto Ont	6,432,990
Otis Canada Inc Oakville Ont	3,076,771
Otis Canada Inc Toronto Ont	288,923
Ottawa & Dist Assoc Gloucester Ont	140,155
Oxford Building Cleaning Inc Winnipeg Man	261,769
Pacific Building Maintenance Toronto Ont	197,423
Paragon Bldg Cleaners Nepean Ont	102,843
Polymec Québec Inc Hull Qué	100,316
Poly-Lave Inc Arthabaska Qué	152,428
Reliable Window Cleaners Toronto Ont	248,102
Royal Cleaners Inc Nepean Ont	188,484
Sarti Bldg Cleaning Inc Ottawa Ont	162,583
Schindler Elevator Corp Ottawa Ont	179,527
Service Star Building Cleaning Ottawa Ont	1,013,381
Services d'Entretien Victoria Montréal Qué	179,712
Staf-2000 Inc Laval Qué	180,449
Sumico Inc Montréal Qué	112,619
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	230,949
The Ambassador Building Toronto Ont	106,409
The Design Group Manpower Edmonton Alb	135,711
Tricil Ltée Hull Qué	136,223
Tricil Ltd Ottawa Ont	562,308
VCI Controls Nepean Ont	227,678
York Air Conditioning Mississauga Ont	218,086
Zenith Bldg Services Inc Ottawa Ont	171,742

SECRÉTARIAT D'ÉTAT $51,057,117

Département $36,264,742

Services de comptabilité $247,652

Approvisionnements et Services Canada Hull Que	236,540

Services d'informatique $1,104,655

Communications Canada-Ccrit Laval Qué	100,000
Industrielle-Services Techniques Montréal Qué	195,219
Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont	103,135
SNI Systems Network Inc Ottawa Ont	110,381

Services juridiques $51,534

Services de protection $14,147

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $581,745

Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont	129,921

Autres services professionnels $24,053,250

Beauchesne-Chabot Claire Ottawa Ont	103,856
Breton Pierre Hull Qué	109,164
Canacom Inc Montréal Qué	124,505
Canadian Transalation & Interpretation Services Hull Qué	125,080
CIGC Services-Conseils Ltée Ottawa Ont	100,022
Craidig Ottawa Ont	129,195
Editext Ottawa Ont	317,208
H Burgers and Associates Ltd Ottawa Ont	171,780
Ian Martin Associates Ltd Toronto Ont	228,945
International Technical Documentation Ltd Ottawa Ont	165,760
Les Traductions Devinat & Associés Ottawa Ont	139,932
Les Traductions Metatext Translation Inc Ottawa Ont	178,461
Les Traductions Tessier SCC Ottawa Ont	118,418
Les Traductions Translex JDR SCC Ottawa Ont	769,124
Linguistique Test Ltée Verdun Qué	111,397
Linguix Gatineau Qué	209,381
Paré Paul Hull Qué	113,340
Société Gamma Inc Ottawa Ont	518,341
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	215,472
Syntagme Montréal Qué	152,953
Tradinter Inc Ottawa Ont	117,797
Traduction Globe Inc Montréal Qué	120,266
Traduction Nevrem Enr Ottawa Ont	164,660
Traductions ABS Montréal Qué	147,820
Traductions B & B Ltd Montréal Qué	273,230
Traductions de Villers-Côté Inc Trois-Rivières Qué	485,502
Traductions Renaud et Angers Inc Chelsea Qué	159,242
Traductions Scientifiques Ch-Kay Montréal Qué	298,834
Traductions Sigma Enr Ottawa Ont	118,993
Traductions Ultra Inc Bromptonville Qué	111,635
Transcomm Traductions Inc Ottawa Ont	864,595

Autres services $10,211,759

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	237,164
Boyd Group of Companies Ottawa Ont	155,101
CLA Personnel Hull Qué	114,139
Gouvernement (provincial) de:	
Alberta Edmonton Alb	775,135
Colombie-Britannique Victoria C-B	552,788
Manitoba Winnipeg Man	277,325
Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	303,616
Terre-Neuve St John's T-N	216,413
Nouvelle-Écosse Halifax N-É	389,172
Ontario Toronto Ont	1,521,584
Saskatchewan Regina Sask	350,076
Commission de la capitale nationale Ottawa Ont	130,000
Newven Consulting Group Inc Ottawa Ont	128,591
Bureau du Conseil privé Ottawa Ont	311,819
Travaux publics Canada Hull Qué	155,875
Statistique Canada Ottawa Ont	130,745
STM Systems Corporation Ottawa Ont	692,274
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	1,059,427
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	101,101

Centre canadien de gestion $1,973,267

Services de protection $128,128

National Protective Service Company Limited Ottawa Ont	107,861

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $1,112,784

Autres services professionnels $208,231

Julaux Inc Ottawa Ont	121,534

Autres services $524,124

Versabec Inc St-Laurent Qué	305,458

Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté) $5,799,256

Services de comptabilité $33,817

Services d'informatique $32,649

Services juridiques $17,578

Services de protection $167

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $103,518

Autres services professionnels $2,615,015

National Association of Japanese Canadians Winnipeg Man	912,620

Autres services $2,996,512

CLA Personnel Hull Qué	119,503
Statistique Canada Ottawa Ont	1,041,180
STM Systems Corporation Ottawa Ont	769,173
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	189,000

Commission de la Fonction publique $6,578,533

Services d'informatique $187,768

DMR Group Inc Ottawa Ont	118,183

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Fin*

	$
Services juridiques $635	
Services de protection $345,813	
Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont	250,276
Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,328,605	
Département des Finances Fredericton N-B	383,968
Commission de la Fonction publique Ottawa Ont	289,646
Autres services professionnels $1,625,634	
Ekos Research Associates Inc Ottawa Ont	117,296
Autres services $2,090,078	
Conseil du Trésor Ottawa Ont	107,883
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	490,233
C L A Personnel Hull Qué	159,086

Conseil de recherches en sciences humaines $441,319

Services de comptabilité $22,488

Services de protection $20,946

Enseignement et formation—Fonctionnaires $27,099

Autres services professionnels $150,037

Autres services $220,749

SOLLICITEUR GÉNÉRAL $210,561,792

Département $4,181,054

	$
Services de comptabilité $17,464	
Services d'informatique $91,381	
Services juridiques $260	
Services de protection $462,896	
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	128,331
Enseignement et formation—Fonctionnaires $184,188	
Autres services professionnels $1,530,179	
Canadian Criminal Justice Association Ottawa Ont	229,829
Autres services $1,894,686	
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	288,008

Service correctionnel $121,672,869

	$
Services de comptabilité $14,778	
Services d'informatique $33,410	
Services de santé et de bien-être $49,232,996	
Agence sociale spécialisée de Hull Hull Qué	344,945
Solliciteur général de l'Alberta Edmonton Alb	4,002,820
All Care Health Services Belleville Ont	193,957
Allied Indian & Metis Society House Vancouver C-B	163,497
BC Borstal Association Vancouver C-B	117,597
Bold Park Lodge Inc Hamilton Ont	111,717
Brant Alcove Brantford Ont	120,135
Bray Dr R Toronto Ont	154,223
Brentwood Alcohol Recovery Home Windsor Ont	199,083
Cannell House Inc Moncton N-B	223,382
Carrefour Nouveau Monde Montréal Qué	893,460
Centre des services sociaux de Montréal Montréal Qué	110,476
Clarke Institute of Psychiatry Toronto Ont	150,928
Community Corrections of London London Ont	292,257
Corydon Family Practice Clinic Winnipeg Man	106,871
Dismas Society Truro N-É	148,489
Edmison House Peterborough Ont	334,000
Elizabeth Fry Society:	
Brampton Ont	110,765
Hamilton Ont	126,578
Kingston Ont	312,665
Toronto Ont	173,435
Vancouver C-B	143,462
Emmanuel House St John's T-N	112,205
Exodus Link Corporation Toronto Ont	563,024
Gauthier J DDS Newcastle N-B	103,500
Greater Victoria Hospital Society Victoria C-B	148,517
Hatfield Society Vancouver C-B	218,700
Hôpital Cité de la Santé Laval Qué	453,754
Hotel Dieu Hospital Chatham N-B	284,034
Hotel Dieu Hospital Kingston Ont	397,952
House of Hope Ottawa Ont	320,321
Howard House Association of Cape Breton Sydney N-É	205,358
Institut québécois de formation comm Québec Qué	170,537
Institut Armand Frappier Laval-des-Rapides Qué	133,358
Institut Philippe Pinel Montréal Qué	7,843,118
John Howard Society:	
Campbell River C-B	104,364
Kelowna C-B	286,738
Montréal Qué	295,167
Ottawa Ont	287,620
Saint John N-B	265,139
St John's T-N	217,363
Stephenville T-N	230,644
Toronto Ont	304,635
Vancouver C-B	323,773
Vernon C-B	166,599
Victoria C-B	228,000
Joins-toi Granby Qué	185,167
Kingston General Hospital Kingston Ont	173,562
Laren House Society Victoria C-B	181,500
Les services de santé Upjohn Québec Qué	441,954
Maison Crossroads Montréal Qué	414,441
Maison de transition de Montréal Montréal Qué	287,693
Maison l'intervalle Montréal Qué	335,082
Maison Painchaud Québec Qué	208,377
Maison Radisson Trois-Rivières Qué	199,888
MDS Laboratories Etobicoke Ont	137,955
Moncton Hospital Moncton N-B	176,643
Murray Dr Kenneth and Associates Delta C-B	110,917
Native Clan Organization Inc Winnipeg Man	393,004
New Hope Therapeutic Society Delta C-B	264,610
Newbury House Sudbury Ont	229,845
Pines Community Resource Centre Kenora Ont	135,716
Placement Marie-Andrée Laforge Inc Québec Qué	383,407
Prince George Activators Society Prince George C-B	229,956
Programme Portage Relatif Montréal Qué	143,661
Queen's University Kingston Ont	169,999
Résidence Emmanuel Grégoire Montréal Qué	1,736,790
Résidence Lafleur Prémont Qué	246,159
Armée du salut:	
Dartmouth N-É	241,976
Moncton N-B	187,752
Montréal Qué	109,208
Toronto Ont	491,018
Vancouver C-B	167,405
Victoria C-B	320,879
Winnipeg Man	185,390
Service d'aide aux prisonniers Sherbrooke Qué	486,390
St Leonards House:	
Bramalea Ont	378,916
Brantford Ont	403,317
Halifax N-É	197,765
Hamilton Ont	908,757

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Suite*

	$
Vancouver Nord C-B	157,832
Toronto Ont	494,629
Windsor Ont	166,817
Seventh Step Society New Westminster C-B	186,172
Stonehenge Therapeutic Community Guelph Ont	112,234
Sudbury Halfway House Sudbury Ont	160,630
Thibault A Montréal Qué	131,967
Toronto House Toronto Ont	192,784
United Church Halfway Homes Winnipeg Man	431,143
University Hospital Vancouver C-B	141,684
Upjohn Health Care Services Don Mills Ont	111,706
Via Travail (Essor) Montréal Qué	373,141
W P Archibald Centre Concord Ont	438,000
YMCA Montréal Qué	275,509

Services juridiques $186,688

Services de protection $2,596,552

Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	105,875
Burns International Security Services Ltd Montréal Qué	169,005
Corps canadien des commissionnaires:	
Halifax N-É	123,930
Kingston Ont	481,902
Montréal Qué	434,001
Ottawa Ont	230,890
Saint John N-B	516,217
Toronto Ont	140,355

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $14,559,681

Camosun College Victoria C-B	212,372
Control Data Canada Ltd Toronto Ont	259,307
Drumheller Valley School Division No 62 Drumheller Alb	369,593
Econosult Inc Montréal Qué	665,879
Fraser Valley College Abbotsford C-B	845,355
Frontier College Toronto Ont	405,479
Kingston Learning Centre Kingston Ont	2,364,220
Lavalin Formation Inc Montréal Qué	1,743,928
Ministère de l'éducation Québec Qué	1,633,949
NB Community College Chatham N-B	1,011,051
Owe Taninkeya Mani Kingston Ont	126,561
Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	501,320
Queen's University Kingston Ont	111,198
Red Deer College Red Deer Alb	375,992
Red River Community College Winnipeg Man	119,006
Saskatchewan Institute of Applied Science Prince Albert Sask	546,206
Scott Paper International Inc New Glasgow N-É	143,648
Simon Fraser University Burnaby C-B	732,401
The Evergreen School Division 22 Gimli Man	140,320

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $1,192,179

Memramcook Institute St Joseph N-B	186,461
Commission de la Fonction publique Ottawa Ont	303,314

Autres services professionnels $18,202,547

Solliciteur général de l'Alberta Edmonton Alb	457,344
Anglican Church of Canada Kingston Ont	137,278
Arthur Anderson and Company Ottawa Ont	241,690
Coalition Support Services Halifax N-É	222,305
Domco Food Services Ltd Vancouver C-B	845,720
Honeywell Ltd Scarborough Ont	358,553
Ian Martin Associates Ltd Toronto Ont	152,701
John Howard Society St John's T-N	123,469
JSI Systems Engineering Ottawa Ont	252,073
Lutheran Council in Canada Toronto Ont	115,073
Memramcook Institute St Joseph N-B	279,041
Native Clan Organization Inc Winnipeg Man	184,425
Opex 82 Montréal Qué	155,532
Plomberie Richard (1980) Inc Port-Cartier Qué	431,182
Price Waterhouse Associates Ottawa Ont	382,807
Travaux publics Canada Ottawa Ont	260,668
Rivera Hartling Systems Ltd Kingston Ont	144,880
Salestech Marketing Inc Scarborough Ont	190,991
Scott Paper International Inc New Glasgow N-É	123,159
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	511,774
Temas Management Ltd Nepean Ont	104,393
The Pass Group Ottawa Ont	119,468
United Church of Canada Toronto Ont	152,999
University of Saskatchewan Saskatoon Sask	167,894
VS Services Ltd Kingston Ont	133,249
Via Travail (OPEX) Montréal Qué	126,863
Wyse LJ and Associates Vancouver Nord C-B	103,214

Autres services $35,654,038

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	120,614
Bradson Mercantile Inc Ottawa Ont	159,733
Bryker Data Systems Ltd Don Mills Ont	308,481
CGI Information Systems Ottawa Ont	118,350
Communications Canada Ottawa Ont	475,219
Digital Equipment of Canada Ltd Kanata Ont	237,009
Domus Software Ltd Ottawa Ont	101,040
Gouvernement de T-N et Labrador St John's T-N	3,102,860
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	532,671
Les Sables Fournel et Fils Inc Québec Qué	116,436
Maurice Ouellet Enrg Laval Qué	107,582
Network Personnel Inc Ottawa Ont	220,708
Placements Plus Kingston Ont	227,892
Province de:	
Québec Québec Qué	4,906,761
Alberta Edmonton Alb	5,310,114
Colombie-Britannique Victoria C-B	2,421,709
Manitoba Winnipeg Man	288,665
Nouvelle-Écosse Halifax N-É	203,602
Ontario Toronto Ont	2,757,285
Saskatchewan Regina Sask	3,815,337
Richard Bérubé Inc Port-Cartier Qué	141,750
SPI Consultants Ottawa Ont	628,720
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	4,914,178
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	270,259

Commission nationale des libérations conditionnelles $676,308

Services de comptabilité $10,000

Services d'informatique $5,900

Services juridiques $5,343

Services de protection $76,795

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $68,996

Autres services professionnels $323,737

Autres services $185,537

Gendarmerie royale du Canada $82,992,762

Services de comptabilité $197,890

Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	137,772

Services d'agences de recouvrement $449

Services d'informatique $119,842

Services techniques $8,634

Services de santé et de bien-être $18,733,669

Blue Cross Halifax N-É	100,798
Foothills Hospital Calgary Alb	100,234
Great West Life Winnipeg Man	4,619,816
Centre médical de la Défense nationale Ottawa Ont	521,719
University of Alberta Hospital Edmonton Alb	140,177
University Hospital Vancouver C-B	170,961
Vancouver General Hospital Vancouver C-B	163,994
Victoria General Hospital Halifax N-É	103,519

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Fin*

	$
Services juridiques $1,349,996	
Département de la Justice Ottawa Ont	106,974
McCarthy and McCarthy Calgary Alb	183,822
Virtue and Company Lethbridge Alb	120,268
Services de protection $23,723,237	
Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	2,812,072
Burns International Security Ottawa Ont	320,505
Corps canadien des commissionnaires:	
Ottawa Ont	15,881,619
Montréal Qué	4,110,397
McCowan Ranch Security Fort Simpson TN-O	112,699
Twilite Security Yellowknife TN-O	134,768
Services scientifiques $420,997	
MPB Technologies Dorval Qué	101,800
Conseil national de recherches Ottawa Ont	180,569
Enseignement et formation— Non-fonctionnaires $1,132,915	
Énergie atomique du Canada Chalk River Ont	122,300
Enseignement et formation— Fonctionnaires $1,470,572	
Commission de la Fonction publique Ottawa Ont	153,780
Flight Safety Canada Ltd Downsview Ont	107,428
Autres services professionnels $275,544	
Autres services $35,559,017	
Associated Building Maintenance Winnipeg Man	113,173
Banque du Canada Ottawa Ont	489,569
Comnetix Computer Systems Mississauga Ont	246,173
Comtempro Service Ottawa Ont	218,227
DWS Deep Water Services Port Moody C-B	463,269
Départment des Communications Ottawa Ont	1,350,788
Douglas John N Markham Ont	150,343
Federal Systems of Canada Ottawa Ont	108,128
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	152,430
Charles Higgerty Ltd Ottawa Ont	205,603
Louise Inc Ottawa Ont	109,406
Management Science of America Toronto Ont	208,699
Manpower Temporary Services Ottawa Ont	153,945
Ministre des Finances:	
Québec Qué	330,000
Edmonton Alb	294,673
More Personnel Ottawa Ont	131,637
Newfounland Exchequer St John's T-N	133,135
Orleans Business Centre Gloucester Ont	198,590
Prologic Ottawa Ont	124,385
Travaux publics Canada Ottawa Ont	12,371,050
Quantum Information Resources Ottawa Ont	107,621
SHL Systemhouse Ottawa Ont	401,360
Sani Building Maintenance Edmonton Alb	100,808
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	3,268,990
Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	213,600

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada $175,016

Services juridiques $23,161

Services de protection $24,929

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $8,380

Autres services professionnels $47,005

Autres services $71,541

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada $863,783

	$
Services d'informatique $72,018	
Services juridiques $186,845	
Services de protection $37,855	
Enseignement et formation— Fonctionnaires $9,435	
Autres services professionnels $171,414	
Autres services $386,216	

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES $126,888,151

Département $126,888,151

Services de comptabilité $10,378,007	
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	6,124,637
Services d'agences de recouvrement $751	
Services d'informatique $526,431	
Services techniques $14,347,910	
A S A Consulting Dartmouth N-É	223,104
Acadia University Institute Wolfville N-É	137,141
Addiction Research Foundation Toronto Ont	111,968
Adecon Energy Systems Inc Mississauga Ont	143,797
Arctic Sciences Ltd Sidney C-B	474,[illegible]
Aurora Laser Inc Edmonton Alb	243,000
B C Research Corporation Vancouver C-B	101,670
Barrodale Computing Services Victoria C-B	111,672
Bendix Avelex Inc St-Laurent Qué	1,248,780
Bomem Inc Québec Qué	376,963
Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont	444,168
Canadian Marconi Co Kanata Ont	117,075
Canpolar Consultants Ltd Toronto Ont	383,059
Canpolar East Inc St John's T-N	739,753
Carleton University Ottawa Ont	112,232
CBR International Corp Sidney C-B	1,024,546
Ceramics Kingston Incorporated Kingston Ont	226,800
Compengserv Ltd Ottawa Ont	551,523
Computing Devices 0ttawa Ont	1,022,822
Dalhousie University Halifax N-É	194,099
Dayton & Knight Ltd Vancouver C-B	199,340
Dominis Engineering Ltd Gloucester Ont	1,058,921
Fleet Technologie Ltd (FTL) Kanata Ont	323,994
G A Borstad Associates Sidney C-B	275,844
Gendron Lefebvre et Associés Laval Qué	189,981
Golder Associates Vancouver C-B	143,139
IDON Corp Ottawa Ont	618,233
Institut national de recherches Rimouski Qué	285,213
MacLaren Plansearch Ltd Halifax N-É	233,079
Saskatchewan Research Council Regina Sask	412,000
Western Subsea Technology Ltd Victoria C-B	318,617
Services juridiques $1,266,005	
Services de protection $1,733,224	
Corps canadien des commissionnaires Winnipeg Man	1,210,902
Services scientifiques $828,724	
Enseignement et formation— Non-fonctionnaires $1,747,179	
Lemmex & Associates Ltd Ottawa Ont	344,891
Parisien Groulx Lasalle Ville St-Laurent Qué	112,992
Peat Marwick Stevenson Ottawa Ont	126,400
Enseignement et formation— Fonctionnaires $2,430,258	
Commission de la Fonction publique Ottawa Ont	529,804

APPROVISIONNEMENT ET SERVICES—*Fin*

	$
Autres services professionnels $21,503,783	
Atkinson Tremblay & Associates Ottawa Ont	119,090
Exocom Systems Corp Ottawa Ont	115,875
Greenwich Canadian Testing Weston Ont	101,892
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	3,104,545
Autres services $72,125,879	
A P G Analyse Programmation Montréal Qué	148,974
Access Network Edmonton Alb	114,246
Accountemps of Ottawa Ottawa Ont	222,293
ACF Communications Ltd Ottawa Ont	397,201
ACME Signalisation Ottawa Ont	12,013,707
Addiction Research Foundation Toronto Ont	140,000
ADOBE Foundations Montréal Qué	107,446
Agence de Placement Louise Inc Hull Qué	414,153
Agincourt Productions Richmond Hill Ont	182,976
AJJA Information Technology Ottawa Ont	217,612
Armiger Financial Ottawa Ont	116,341
Artemp Personnel Services Inc Ottawa Ont	413,532
Atlantis Films Ltd Toronto Ont	128,891
Barbara Personnel Inc Hull Qué	223,742
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	224,207
Berger & Associates Canada Montréal Qué	822,343
Bomi Videotape Productions Nepean Ont	224,420
Boyd Moving & Storage Ltd Ottawa Ont	3,115,929
Bradbury Tamblyn & Boorne Ltd Richmond Hill Ont	145,856
Bradson Personnel Services Ottawa Ont	201,980
Brant Computer Services Edmonton Alb	102,581
Brant Computer Services Ottawa Ont	175,212
Breakthrough Films Toronto Ont	306,679
Business Rescue Associates Ltd Ottawa Ont	246,873
Société Radio-Canada Vancouver C-B	100,000
Canadian Film Institute Ottawa Ont	100,850
Centre de la photo du gouvernement canadien Ottawa Ont	115,761
Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont	149,931
Carleton Productions Inc Ottawa Ont	1,325,738
Champlain Productions Inc Montréal Qué	181,349
Charlton & Gobuyan Design Ottawa Ont	287,404
Cinar Films Inc Montréal Qué	155,452
Cinelume Productions Ltd Montréal Qué	121,705
CKY-TV Winnipeg Man	132,160
Communique Ltd Toronto Ont	129,080
Corel Systems Corp Ottawa Ont	865,009
Corvideocom Ltd Ottawa Ont	533,232
Creative House Ltd Vancouver C-B	127,438
Credo Group Ltd Winnipeg Man	220,042
CTMG Canadian Technology Ottawa Ont	410,875
D E Systems Ltd Ottawa Ont	171,954
Data Kinetics Ltd Ottawa Ont	118,769
Digital Equipment of Canada Ottawa Ont	306,992
Display Laminating Ottawa Ont	252,866
DMR Group Inc Toronto Ont	253,729
Dorje Systems Group Inc Ottawa Ont	143,855
Double Exposure Ltd Ottawa Ont	115,231
DPG Systems Consultants Ltd Nepean Ont	220,480
Edge Management Services Inc Edmonton Alb	266,230
Est Evolutions Systems Inc Ottawa Ont	238,786
Exocom Systems Corp Ottawa Ont	221,780
Fairbairn Executive Services Ottawa Ont	108,850
Fifth Dimension CAD/CAM Ottawa Ont	2,376,466
Financial Operations (EA) Ottawa Ont	300,252
Frame 30 Film Productions Ltd Edmonton Alb	155,802
Gabriel Design Ottawa Ont	197,011
Gemm Graphics Gloucester Ont	174,907
General Assembly Post Nepean Ont	419,814
Glen-Warren Productions Ltd Toronto Ont	304,822
Goldi Productions Ltd Mississauga Ont	172,376
Harrington Personnel Ottawa Ont	280,170
Has Novelties Ltd Toronto Ont	102,942
Helix Systems Orléans Ont	219,795
Hexagon Computer Systems Inc Gloucester Ont	710,444
Hyde Park Film Productions Toronto Ont	118,011
Imax Systems Corp Toronto Ont	144,600
Imprimerie Gilmar Inc Longueuil Qué	104,630
Indigo Software Ltd Ottawa Ont	329,949
Info Quebec France Montréal Qué	213,561
Intercom Films Ltd Toronto Ont	162,646
International Genève Suisse	115,279
Interweb (1981) Inc Boucherville Qué	262,233
K M Video & Security Ltd Ottawa Ont	142,054
Ken Krieger Productions Toronto Ont	104,871
Kromar Printing Ltd Winnipeg Man	309,499
Lambert Multimedia Inc Montréal Qué	348,087
Les Constructions A-G Enr Aylmer Qué	217,240
Les Frères Proulx Brothers Inc Ottawa Ont	172,918
Les Productions Comment ÇA VA? Montréal Qué	145,000
Les Productions Impex Montréal Qué	213,601
Les Productions R Charbonneau Ottawa Ont	327,936
Les Productions SDA Ltée Montréal Qué	411,195
LGS Group Inc Ottawa Ont	251,290
Linktex Corporation Ottawa Ont	100,065
LRS Trimark Ltd Ottawa Ont	374,076
Lyne Champoux Montréal Qué	100,626
MacDonald & Brisson Personnel Ottawa Ont	163,652
MacKenzie Krusberg Design Ottawa Ont	253,159
Mainstreet Studios Kanata Ont	158,365
Mantle and Overall Nepean Ont	391,465
Marc Productions Ltd Gloucester Ont	107,536
MC Productions Inc Toronto Ont	143,950
Midahec Inc Aylmer Qué	165,641
Minds Eye Pictures Regina Sask	150,000
Multiple Images Inc Toronto Ont	133,245
Museum Film Network Inc Chicago Ill É-U	345,622
Namex International Inc Gloucester Ont	293,053
Office national du film du Canada Montréal Qué	343,514
Netron Inc Downsview Ont	241,027
Newven Consulting Group Inc Ottawa Ont	107,886
Norrell Temporary Services Toronto Ont	147,473
Office Overload Saint John N-B	142,408
OM Video Ottawa Ont	109,936
Omni Film Productions Ltd Vancouver C-B	152,140
Omnifacts Research Ltd St John's T-N	242,751
Opson Inc Québec Qué	102,132
Pacific National Leasing Toronto Ont	6,207,557
Pierre Gadbois Productions Inc Ottawa Ont	236,112
PMF Editorial Services Ottawa Ont	131,150
Polmac Communications Inc Regina Sask	216,591
Portage Personnel Hull Qué	134,564
Prologic Systems Limited Ottawa Ont	131,654
Quantum Information Resources Ottawa Ont	221,619
Radio Québec Montréal Qué	250,000
Robertson Rozenhart Inc Vancouver C-B	189,693
Roma Gauvreau Construction Templeton Qué	805,222
Shane Lunny Productions Inc Vancouver C-B	494,991
STM Systems Corp Ottawa Ont	16,917,000
Terry Cochrane Image Nepean Ont	900,518
The Film Works Toronto Ont	1,452,900
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	310,510
Topex Productions Inc Ottawa Ont	174,243
Victor Interim Ottawa Ont	370,606
W R Sierolowski Ottawa Ont	277,675

TRANSPORTS $375,556,374

Département $371,707,342

Services de comptabilité $260,483

Services d'agences de recouvrement $14,065

Services d'informatique $8,564,605

Anderson Consulting Ltd Ottawa Ont	106,050
AQR Management Services Ltd Gloucester Ont	504,258
Atkinson Tremblay & Assoc Ottawa Ont	317,550

TRANSPORTS—*Suite*

	$
CGI Information Systems & Management Consultants Inc Ottawa Ont	297,611
Datacap Ltd Ottawa Ont	287,545
DI Associates Ltd Mississauga Ont	328,735
DMR Group Inc Ottawa Ont	309,555
Intergraph Systems Ltd Ottawa Ont	224,289
IOTA Consulting Ltd Ottawa Ont	914,438
LSG Data Processing Consultants Inc Ottawa Ont	482,969
Microtel Pacific Research Ltd Ottawa Ont	196,115
Microtime Inc Nepean Ont	232,712
Progestic Consultants Inc Ottawa Ont	425,913
Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont	333,473
S & S Software Ltd Ottawa Ont	604,541
Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont	327,343
STM Systems Corporation Ottawa Ont	771,621
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	450,902

Services techniques $49,668,280

EPIX Inc Montréal Qué	189,768
Fleet Technology Ltd Kanata Ont	146,090
Horton & Ball Walter Fedy and Associates Toronto Ont	685,788
James F Hickling Management Services Ltd Vancouver C-B	103,698
MIL Davie Inc Lévis Qué	315,000
Pictou Industries Ltd Dartmouth N-É	315,000
Polar Design and Associates Ltd Vancouver C-B	519,135
Travaux publics Canada Ottawa Ont	45,917,349
Reid Crowther & Partners Ltd Edmonton Alb	107,257

Services de santé et de bien-être $1,185,915

Services juridiques $1,007,813

Services de protection $13,513,133

Agence de sécurité et d'investigation Ltée Montréal Qué	198,569
Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	728,263
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	7,703,184
Ville de Calgary Calgary Alb	1,714,819
Garda Security Ltd Montréal Qué	118,255
Help International Ltd Winnipeg Man	148,059
Metropol Security Ltd Winnipeg Man	884,040
Pacific Building Maintenance Ltd Edmonton Alb	163,423
Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont	672,390

Services scientifiques $690,787

Canadian Standards Association Rexdale Ont	198,788
Département des Communications Ottawa Ont	263,803

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $367,954

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $8,973,627

Air Canada Ltd Winnipeg Man	303,024
Canadian Airlines International Ltd Vancouver C-B	210,240
Crosby Associates Canada Ltd Toronto Ont	134,857
Flight Safety International Flushing NY É-U	630,031
Philip Crosby Associates Inc Winter Park Fla É-U	199,027
Commission de la Fonction publique Ottawa Ont	654,244
Survival Systems Dartmouth N-É	100,571
Transports Canada Ottawa Ont	783,709

Autres services professionnels $78,141,869

	$
Acres International Ltd Toronto Ont	127,951
ADGA Ltd Ottawa Ont	493,981
ADI Ltd Fredericton N-B	181,140
Aerodat Ltd Mississauga Ont	194,173
Air Canada Ltd Winnipeg Man	139,328
Allied Maintenance Services Ltd Dartmouth N-É	290,461
AMS Management Systems Canada Inc Ottawa Ont	331,976
APA Associés en Planification Montréal Qué	158,855
Arno Keinonen Arctic Consultants Inc Calgary Alb	211,547
Array System Computing Inc Downsview Ont	317,539
Atmospheric Environment Services Toronto Ont	120,000
Barringer Research Ltd Rexdale Ont	136,607
Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	105,375
Binary Communications Inc Victoria C-B	131,829
Biokinetics & Associates Ltd Ottawa Ont	170,241
Boeing Canada De Havilland Division Downsview Ont	162,000
Bombardier Inc Montréal Qué	817,750
British Columbia Transit Vancouver C-B	185,074
CAE Electronics St-Laurent Qué	157,364
Canada Coach Lines Mount Hope Ont	115,000
Canada Market Research Toronto Ont	655,925
Société des ports canadiens Ottawa Ont	201,516
Canada Systems Group Ottawa Ont	103,131
Canadian Automobile Association Ottawa Ont	103,568
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	1,559,958
Canadian Council of Motor Transport Administrators Ottawa Ont	249,597
Canadian Facts Ottawa Ont	670,628
Canadian Marine Drilling Ltd Calgary Alb	109,250
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	114,295
Canadien Pacifique Ltée Montréal Qué	127,756
Canadian Urban Transit Assoc Toronto Ont	106,100
Canartic Shipping Co Ltd Ottawa Ont	952,044
Centrodyne Inc St-Laurent Qué	122,002
City of Mississauga Mississauga Ont	235,427
Communications Gillies Inc St-Lambert Qué	161,707
Compengserv Ltd Ottawa Ont	340,312
Concordia University Montréal Qué	120,000
Coopers and Lybrand Consulting Group Ottawa Ont	316,573
CRIM Montréal Qué	356,613
CSE Marine Services Inc St Catharines Ont	116,229
C-Tech Ltd Cornwall Ont	217,749
Decima Research Toronto Ont	592,310
Delcan Corporation Toronto Ont	114,222
Deloitte & Touche Inc Toronto Ont	457,768
Département des Communications Halifax N-É	352,687
Département de la Justice Ottawa Ont	107,475
DMR Group Inc Ottawa Ont	236,678
DMSI Vancouver Nord C-B	170,169
Donald Carter Ste-Foy Qué	233,562
Environics Inc Ottawa Ont	100,000
Environnement Canada Ottawa Ont	142,541
Ernst and Young Consulting Ltd Toronto Ont	493,606
Fleet Technology Ltd Kanata Ont	1,089,068
Forest Engineering Research Institute Pointe-Claire Qué	191,089
German & Milne Inc Ottawa Ont	272,619
Giffels Associates Ltd Toronto Ont	128,850
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	870,926
Heffering Research Group Calgary Alb	305,681
Hickling Partners Ltd Toronto Ont	166,602
Honeywell Ltd Scarborough Ont	412,845
IBI Group Toronto Ont	164,014
IMC Consulting Group Inc Vancouver C-B	240,701
Instrumar Ltd St John's T-N	256,927
Intera Technologies Ltd Calgary Alb	100,027
International Road Dynamics Saskatoon Sask	123,667
James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont	851,610
Kelly Services Ltd Toronto Ont	147,801
Ker Train Systems Ltd Kingston Ont	115,542
Les Systèmes sur mesure PB Inc Montréal Qué	224,441
Martin Marietta Canada Ltd Ottawa Ont	16,086,709
Melville Shipping Ltd Ottawa Ont	351,428
Micronav Ltd Sydney N-É	131,200
Motor Coach Industries Winnipeg Man	480,887
Conseil national de recherches Ottawa Ont	530,714
Never Say No Comment Inc Toronto Ont	103,228
Nordco Limited St John's T-N	274,637
Northern Dynamics Ltd Willowdale Ont	116,987
NS Power Corporation Halifax N-É	133,106
Offshore Systems Ltd Vancouver Nord C-B	183,103
Ortech International Mississauga Ont	115,805
Ottawa YM-YWCA Ottawa Ont	190,466
P & W Aircraft of Canada Ltd Longueuil Qué	119,806
Peat Marwick Stevenson Kellogg Toronto Ont	357,377

TRANSPORTS—*Suite*

	$
Pergamon Press Inc Oxford Angleterre	125,060
Polar Sea Research Ltd Lethbridge Alb	109,129
Price Waterhouse Ltd Ottawa Ont	905,572
Prince Rupert Water Taxi Ltd Prince Rupert C-B	165,641
Travaux publics Canada Ottawa Ont	8,308,770
Qualserv Ltd Nepean Ont	374,426
Queen's University Kingston Ont	168,286
Quotient Marketing Inc Montréal Qué	118,163
R Flamin Management Partners Ltd Ottawa Ont	113,569
R S Wallace & Associates Manotick Ont	182,515
Remorqueurs du Québec Québec Qué	536,493
Remorqueurs et sauvetage McAllister Montréal Qué	450,316
Rockwell International Ltd Ottawa Ont	307,606
S & S Software Ltd Ottawa Ont	107,226
Sealing Pyritic Slate Outcrops Ottawa Ont	130,000
Signalcom Canada Corp Burlington Ont	154,712
Solliciteur général Ottawa Ont	100,000
Spar Aerospace Ltd Halifax N-É	349,743
Statistique Canada Ottawa Ont	122,507
Status Electrical Corporation Abbotsford C-B	244,908
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	1,392,993
Sypher Mueller International Inc Ottawa Ont	580,017
Télécommunication sans fils Dorval Qué	175,000
Temporarily Yours Vancouver C-B	107,864
TES Limited Ottawa Ont	118,951
The Cord Group Dartmouth N-É	169,692
The Pass Group Ottawa Ont	300,115
Thermotech Engineering Kingston Ont	178,461
Transmode Consultants Inc Toronto Ont	151,794
Trois-Rivières Remorqueurs Trois-Rivières Qué	260,222
University of Calgary Calgary Alb	118,028
Virtual Prototypes Inc Ottawa Ont	294,210
VMS Technology Inc Ottawa Ont	161,641
Voyageur Inc Montréal Qué	176,392
World Weatherwatch Toronto Ont	287,553
WR Davis Engineering Ltd Ottawa Ont	288,468
Yeoman Security Services Ltd Toronto Ont	125,052
Young & Wiltshire Management Consultants Ottawa Ont	221,714

Autres services $209,318,811

	$
A J Maintenance Services Ltd Halifax N-É	103,136
A1 Parc Canada Inc Montréal Qué	366,105
Allstar Taxi Inc Vancouver C-B	160,712
Antonio Samson et Fils Gaspé Qué	128,490
Apcoa Parking Inc Montréal Qué	361,170
Arthur R Nolter Development Ltd Halifax N-É	254,983
Atmospheric Environment Services Toronto Ont	15,926,000
AV Tech Inc Montréal Qué	144,696
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	511,826
Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	1,023,111
Black and MacDonald Ltd Winnipeg Man	238,618
Bradson Personnel Services Inc Ottawa Ont	1,005,390
Camp Systems of Canada Ltd Ottawa Ont	255,884
Canada Catering Company Ltd Winnipeg Man	308,350
Canada Victoria Maintenance Ltd Montréal Qué	1,010,056
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	1,231,713
Capital City Maintenace Ltd Toronto Ont	780,897
Carrier Canada Ltd Calgary Alb	624,471
Cipolla's Services Ltd Toronto Ont	135,962
City of North Battleford North Battleford Sask	117,876
Compagnie Crawley & McCracken Ltée Montréal Qué	105,047
Concorde Maintenance Ltd Calgary Alb	983,750
Construction Maintenance Repairs Ltd Shearwater N-É	154,897
Contempro Services Inc Ottawa Ont	220,380
Cornwall Regional Hospital Linen Service Cornwall Ont	142,515
Corporation of Township of Golden Balmerton Ont	248,256
Cristimont Inc Montréal Qué	1,418,600
Département des Communications Ottawa Ont	817,938
Département de la Défense nationale Ottawa Ont	568,889
Département du tourisme Halifax N-É	120,436
Digital Equipment of Canada Ltd Kanata Ont	310,234
DMR Group Inc Ottawa Ont	120,075
Don Fisher Construction Truro N-É	218,000
Dufferin Construction Co Ltd Oakville Ont	683,377
Dynamic Maintenance Ltd Vancouver C-B	1,391,686
Eastmain Band Council Eastmain Qué	184,890
Echo Bay Mines Ltd Edmonton Alb	156,186
École Polytechnique de Montréal Montréal Qué	214,001
Enviromer Inc Rimouski Qué	119,921
Environnement Canada Ottawa Ont	10,012,209
Eric W Harrison Ltd Winnipeg Man	1,125,495
Evan's Building Cleaning Ltd Edmonton Alb	117,744
Federated Building Maintenance Ltd Toronto Ont	3,761,903
Fred H Ross & Associates Ltd Yellowknife TN-O	562,710
G & M Enterprises St John's T-N	344,228
Galt Western Personnel Ltd Vancouver C-B	235,572
Gazzola Paving Ltd Concorde Ont	166,207
Gouvernement des Territoures du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	417,825
Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	1,098,343
Groupe Admari Inc Montréal Qué	195,669
Harrington Personnel Ottawa Ont	252,529
I P Sharp Associates Ltd Toronto Ont	234,525
Integ Management and Support Services Ltd Winnipeg Man	271,786
Jani King Ltd Halifax N-É	129,967
Jean Fournier Inc Montréal Qué	220,268
Kelly Services Ltd Toronto Ont	284,524
La Société Sogsabec Ltée St-Laurent Qué	1,260,932
Laidlaw Waste Systems Ltd Montréal Qué	512,502
Lands Company Canada Mirabel Qué	1,454,200
Laurier Electric Ltd Cornwall Ont	234,148
Le Patriarche Ltée Montréal Qué	190,011
Ligue De Taxis Inc Montréal Qué	149,522
Macaulay Trucking Ltd Vancouver C-B	149,539
Maintenance Eureka Ltd Thetford Mines Qué	108,036
Manpower Temporary Services Ltd Toronto Ont	205,266
McGill University Montréal Qué	188,378
Metropolitan Parking Inc Montréal Qué	1,511,789
Modern Building Cleaning Ltd Halifax N-É	674,193
Monselet Construction and Equipment Ltée Montréal Qué	535,411
Narwhal Frontec Arctic Services Ltd Winnipeg Man	1,410,233
Network Inc Ottawa Ont	170,098
Newfound Construction Ltd St John's T-N	138,914
Northwest Regional Airport St Leonard N-B	350,000
Oxford Building Maintenance Ltd Winnipeg Man	481,571
P A Building Maintenance Ltd Vancouver C-B	315,600
Pacific Building Maintenance Ltd Richmond C-B	3,230,348
Peace Maintenance Ltd Montréal Qué	131,616
Penetang Midland Coach Lines Inc Midland Ont	307,655
Percy Pyper Ltd Greely Ont	150,860
Personal Etcetera Ottawa Ont	389,095
Pickell Airport Services Inc Winnipeg Man	213,980
Plomberie Fernand Cyr Inc Montréal Qué	126,744
Pollack Personnel Ltd Ottawa Ont	394,588
Progressive Building Maintenance Ltd Vancouver C-B	136,580
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	273,380
Travaux publics Canada Ottawa Ont	74,162,534
Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont	847,753
Rokelis Ltd Halifax N-É	247,366
Rose Building Maintenance Ltd St Albert Sask	647,133
Ryerson Polytechnical Institute Toronto Ont	250,839
Sampete Enterprises Ltd Toronto Ont	669,784
Scottsdale Aviation Inc Toronto Ont	584,461
Service Star Building Cleaning Inc Ottawa Ont	818,611
Statistique Canada Ottawa Ont	432,065
STM Systems Corporation Ottawa Ont	115,847
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	14,619,291
Technical University of Nova Scotia Halifax N-É	225,992
Tecksol Inc Ste-Foy Qué	1,632,412
Temporary Office Services Inc Toronto Ont	143,769
TES Contract Services Inc Toronto Ont	187,718
The 500 Selection Services Ottawa Ont	460,637
The Guarantee Co of NS Halifax N-É	237,599
Transmode Consultants Inc Ottawa Ont	117,156
Transports Canada Ottawa Ont	16,608,780
Université de:	
Colombie-Britannique Vancouver C-B	225,869
Calgary Calgary Alb	228,001

TRANSPORTS—*Fin*

	$
Manitoba Winnipeg Man	122,971
Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	206,340
Saskatchewan Saskatoon Sask	179,316
Western Ontario London Ont	241,417
Victor Temporary Services Ottawa Ont	431,281
Volker Stevin Contracting Ltd Edmonton Alb	137,577
Wakshinsky Bros Ltd Winnipeg Man	104,883
Waskaganish Band Council Waskaganish Qué	120,194
Wemindji Band Council Montréal Qué	131,231
Y & R Paquette Inc St-Jérôme Qué	1,009,834
Yaka Inc Montréal Qué	110,000

Bureau canadien de la sécurité aérienne $1,548,865

Services d'informatique $398,471

SSC/Information Technology Centre-Bureau of Management Consulting Ottawa Ont	336,330

Services techniques $47,971

Services de santé et de bien-être $46,496

Services juridiques $21,443

Services de protection $4,406

Services scientifiques $101,996

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $204,506

Autres services professionnels $27,469

Autres services $696,107

Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	111,466

Tribunal de l'aviation civile $186,532

Services d'informatique $3,436

Services juridiques $48,046

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $706

Autres services professionnels $132,200

Autres services $2,144

Administrateur de l'Office du transport du grain $269,602

Services de comptabilité $8,331

Services d'informatiques $18,800

Services juridiques $26,649

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $10,846

Autres services professionnels $123,130

Autres services $81,846

Office national des transports $1,844,033

Services de comptabilité $8,166

Services d'informatique $108,985

Services techniques $14,000

Services juridiques $33,007

Services de protection $40,830

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $40

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $217,096

Autres services professionnels $318,582

Autres services $1,103,327

	$
Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont	398,845
Gouvernement du Canada—Transports Canada Ottawa Ont	250,000

CONSEIL DU TRÉSOR $11,347,310

Secrétariat $9,860,227

PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE $9,851,362

Services de comptabilité $1,068

Services d'informatique $151,363

Services juridiques $43,926

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $331,691

Autres services professionnels $5,517,618

Institute For Research on Public Policy Halifax N-É	150,000
Norman Willis & Associates Seattle Washington DC É-U	461,615
Price Waterhouse Ottawa Ont	133,975
Travaux publics Canada Ottawa Ont	1,205,547
Statistique Canada Ottawa Ont	680,789
Approvisionnements et Services Canada/BCG Ottawa Ont	502,210

Autres services $3,805,696

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	114,395
Approvisionnements et Services Canada/CPC Ottawa Ont	2,705,029
Approvisionnements et Services Canada/PASS Ottawa Ont	152,580

PROGRAMME D'AFFECTATION TEMPORAIRE $8,865

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $4,425

Autres services $4,440

Contrôleur général $1,487,083

Services de comptabilité $228

Services d'informatique $14,200

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $117,357

Autres services professionnels $1,176,292

Coopers & Lybrand Toronto Ont	120,300
Price Waterhouse Ottawa Ont	225,950
Peat Marwick Mitchell & Co Ottawa Ont	109,280
Approvisionnements et Services Canada/BCG Ottawa Ont	299,975

Autres services $179,006

ANCIENS COMBATTANTS $183,400,235

Département $183,400,235

	$
PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS $183,269,006	
Services de comptabilité $271,154	
Services d'informatique $972,850	
DMR Group Inc Halifax N-É	236,680
On Line Support Inc Charlottetown Î-P-É	324,699
Synerlogic Halifax N-É	305,537
Services techniques $25,704	
Services de santé et de bien-être $164,831,906	
Alberta Hospital Edmonton Alb	112,078
Alberta Hospital Ponoka Alb	105,506
Blue Cross of Atlantic Canada Moncton N-B	17,263,973
Blue Cross Vancouver C-B	2,403,683
CNIB Toronto Ont	131,419
Camp Hill Hospital Halifax N-É	11,925,703
Campbellton Regional Hospital Campbellton N-B	1,447,372
Centre Hospitalier Université Laval Ste-Foy Qué	3,176,869
Colonel Belcher Hospital Calgary Alb	263,621
Deer Lodge Centre Winnipeg Man	9,112,023
Dr Everett Chalmers Hospital Fredericton N-B	2,899,558
Dr George L Dumont Hospital Moncton N-B	2,037,802
Fisherman's Memorial Hospital Lunenburg N-É	1,366,894
General Hospital Corporation St John's Nfld	3,190,717
Glace Bay General Hospital Glace Bay N-É	960,000
Greater Victoria Hospital Society Victoria C-B	1,260,588
Green Shield Prepaid Services Windsor Ont	16,737,833
Halifax County Regional Dartmouth N-É	116,927
Hillsborough Hospital Charlottetown Î-P-É	186,373
Kelowna General Hospital Kelowna C-B	159,222
Lions Gate Hospital North Vancouver C-B	112,918
Medical Services Plan BC Victoria C-B	1,880,831
Metro Calgary & Rural General Hospital Calgary Alb	560,590
Ministre des Finances Manitoba Winnipeg Man	145,336
Ministre de la santé Victoria C-B	139,101
Miramichi Snr Citizen Home Chatham N-B	699,777
Nanaimo Regional Hospital Nanaimo C-B	130,294
Centre médical de la Défense nationale Ottawa Ont	421,611
Northside Harbour View North Sydney N-É	2,106,629
Parkwood Hospital London Ont	11,525,724
Ross Memorial Hospital Lindsay Ont	109,807
Saint John Regional Hospital Saint John N-B	4,551,379
Shoppers Drug Mart Surrey C-B	121,270
Soldiers Memorial Hospital Middleton N-É	1,305,600
St Peter's Hospital Hamilton Ont	123,550
Sunnybrook Hospital Toronto Ont	4,772,865
Sunnybrook Medical Centre Toronto Ont	3,288,698
University Hospital Vancouver C-B	4,513,270
University of Alberta Hospital Edmonton Alb	1,004,763
Vancouver General Hospital Vancouver C-B	122,673
Victoria Hospital London Ont	8,998,217
Victorian Order of Nurses Willowdale Ont	1,490,774
Wascana Rehabilitation Centre Regina Sask	2,095,717
Services juridiques $7,894	
Services de protection $4,015,261	
Corps canadien des commissionnaires:	
Saint John N-B	340,019
Ottawa Ont	101,330
Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué	716,261
Le Groupe de Sécurité Garda Montréal Qué	131,003
Pinkerton du Québec Ltd Montréal Qué	2,360,281
Enseignement et formation— Fonctionnaires $546,806	
Autres services professionnels $589,405	
Synod of the Diocese of New Westminster New Westminster C-B	105,317
Autres services $12,008,026	
Comedic Inc Montréal Qué	491,015
Service correctionnel Canada Laval Qué	566,375
Drake Office Overload Calgary Alb	135,874
Helene Quevillon Inc Montréal Qué	193,580
MacDonald Brisson Ottawa Ont	179,255
Paysagiste J Marc Robitaille Pierrefond Qué	149,316
Sherbrooke Community Centre Saskatoon Sask	121,645
STM Systems Corp Ottawa Ont	1,382,235
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	821,152
Systems Corp Willowdale Ont	1,187,113
Société de la croix rouge canadienne Ottawa Ont	2,702,183

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS $45,672

Services d'informatique $15,673

Services juridiques $591

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $10,140

Autres services professionnels $1,499

Autres services $17,769

PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS $65,184

Services de santé et de bien-être ($958)

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $4,988

Autres services $61,154

PROGRAMME DU TRIBUNAL D'APPEL DES ANCIENS COMBATTANTS $20,373

Services d'informatique $673

Services de santé et de bien-être $795

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $5,594

Autres services $13,311

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN $5,820,454

Services de comptabilité $2,251,383	
Federal Business Development Bank Vancouver C-B	146,504
Approvisionnements et Services Canada Edmonton Alb	2,102,297
Services d'informatique $647,912	
Anthony Macauley Associates Victoria C-B	126,674
Canadian Informatics Corporation Ottawa Ont	333,430

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN—*Fin*

$

Services techniques $1,613

Services de santé et de bien-être $5,583

Services de protection $95,713

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $182,465

	$
Autres services professionnels $1,857,376	
Noram Group of Consulting Companies White Rock C-B	141,693
R Wayne Tebb Vancouver C-B	144,475
Autres services $778,409	
Industrie, Sciences et Technologie Canada Ottawa Ont	201,746
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	130,319

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1989-90

Construction et/ou acquisition

SOMMAIRE

	Page
Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	6.2
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	6.28

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages

Cet état fournit les dépenses totales de chaque programme pour l'exercice en cours, de même que les détails pour les contrats de $250,000 ou plus ($25,000 ou plus pour les contrats au coût plus honoraires fixes). Dans cet état:

- —un astérisque {*} vis-à-vis des montants sous la colonne dépenses à ce jour indique que les montants énoncés dans les Comptes publics de l'exercice précédent ont été modifiés dans l'exercice en cours;
- —deux astérisques {**} vis-à-vis du nom et lieu de l'entrepreneur indiquent les contrats adjugés par l'entremise du département des Travaux publics;
- —trois astérisques {***} vis-à-vis la brève description et province du projet indiquent les contrats au coût plus honoraires fixes; et
- —un {*f*} vis-à-vis des montants sous la colonne dépenses à ce jour indique les contrats terminés dans l'exercice en cours.

Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 08) par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 5) du volume II (partie I).

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
AGRICULTURE $42,378,889				
Département $42,378,889				
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION $102,133				
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE $41,517,474				
L M Arch/Smith Carter Partners Morden Man**	Bureau/laboratoire Man	990,000	27,503	986,303*{*f*}
Balzers Installations Ltd Regina Sask	Traitement prématuré dans une usine de traitement de l'eau existante Sask	325,102	314,697	314,697{*f*}
Bomac Construction (1978) Ltd Saskatoon Sask	Soulever le barrage de New Willows Sask	1,324,129	1,057,550	1,209,961
Bomac Construction (1978) Ltd Prince Albert Sask	Agrandissement de l'usine de traitement des eaux Sask	996,708		620,391
Bomac Construction (1978) Ltd Prince Albert Sask	Usine pour le traitement de l'eau Sask	595,267		541,045{*f*}
CJP Architects New Westminster C-B**	Bureau/laboratoire C-B	3,126,700	13,057	3,126,700*{*f*}
Cohos Evamy & Partners Calgary/Edmonton Alb**	Bureau/laboratoire Alb	1,993,500	305,721	305,721
Cohos Evamy & Partners Calgary Alb**	Bureau/laboratoire et étude de la conception Alb	1,930,000	368,975	670,590
Construction MRC Ltée St-Léonard Qué**	Laboratoire de pathologie vétérinaire Qué	13,257,512	17,371	13,257,512*{*f*}
Dallas Contracting Ltd Humbolt Sask	Agrandissement du bassin d'aération des eaux d'égout Sask	286,440	226,036	226,036
David Boulva Cleeve Brodeur & Tanguay Montréal Qué**	Construction/laboratoire Qué	1,900,000		1,817,060
Eden Construction Ltd Saskatoon Sask	Améliorations à l'usine de traitement de l'eau Sask	1,044,000		663,000
Edie Construction Ltd Dugal Man	Travaux de creusage du canal est Man	619,925	494,778	494,778
Elis-Don Construction Ltd London Ont**	Bureau/laboratoire Ont	13,256,763	142,228	13,256,763*{*f*}
Fafard et Pariseau Architects Montréal Qué	Bureau/laboratoire Qué	664,475	175,372	341,118*
Flegel Construction & Engineering Saskatoon Sask	Conduit d'alimentation de l'eau brute Sask	318,620	305,952	305,952*{*f*}
Flegel Construction (1981) Ltd Saskatoon Sask	Conduite de distribution Sask	299,800	284,571	284,571{*f*}
G Hahn Contracting Ltd Fort Qu'Appelle Sask	Usine de traitement de l'eau Sask	318,534	31,295	316,079{*f*}
Graham Construction & Engineering (1985) Ltd Saskatoon Sask	Usine de traitement de l'eau Sask	2,266,432		1,000,000
Graham Construction & Engineering (1985) Ltd Saskatoon Sask	Barrage de béton et station de pompage Sask	585,827	7,406	548,321{*f*}
Graham Construction & Engineering (1985) Ltd Saskatoon Sask	Barrage de béton et station de pompage Sask	836,504	338,871	338,871
Graham Construction & Engineering (1985) Ltd Saskatoon Sask	Construire un canal de filtration final n° 3 Sask	314,042	235,740	235,740
H Baudry Construction (1980) Ltd Ste Agathe Man	Travaux de creusage du canal ouest Man	541,031		
HCL Construction Ltd Moose Jaw Sask	Reconstruction du canal et de la tranchée Sask	318,371	309,392	309,392{*f*}
HCL Construction Ltd Moose Jaw Sask	Rénovation des canaux et des ouvrages de dérivation Sask	312,005	207,763	207,763
Helmer Stranka Cole Ottawa Ont**	Nouvelle annexe et rénovation Ont	377,562	128,487	301,044
Ikoy Partnership Winnipeg Man**	Bureau/laboratoire Man	1,220,000	122,963	1,258,063
JKW Construction Ltd Plum Coulee Man	Ouvrages de descente Man	845,022	555,006	555,006
Jacques Sauvé Architects & Lemoy Leclerc Architects Joliette Qué**	Bureau/laboratoire Qué	380,000	141,000	310,044*

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Jones Manning Architects Charlottetown Î-P-É**	Bureau/laboratoire Î-P-É	1,898,136	171,000	665,000*
Kraft Construction Co (1978) Ltd Winnipeg Man	Bureau/laboratoire Man	12,603,534	679,948	12,603,534*(*f*)
Kraft Construction Co (1978) Ltd Winnipeg Man	Bureau/laboratoire Man	16,038,000	665,311	665,311
Lemoine & Ass St-Hyacinthe Qué**	Construction d'un centre de recherches Qué	2,950,000		2,885,703 (*f*)
Logan Stevens Construction (1981) Ltd Yorkton Sask	Agrandissement de l'usine de traitement des eaux Sask	299,400	180,310	180,310
Les Consultants Genam Ltée Drummondville Qué**	Laboratoire de pathologie vétérinaire Qué	400,476	400,476	400,476 (*f*)
MJB Enterprises Ltd Medicine Hat Alb	Conduite de distribution Sask	1,121,731	3,700	1,050,927*
MJB Enterprises Ltd Medicine Hat Alb	Rénovation des ouvrages d'irrigation Sask	362,430	329,899	329,899
PCL-MAXAM Calgary Alb**	Bureau/laboratoire Alb	12,234,730	5,905,452	12,170,059*
PCL MAXIM-A Joint Venture Calgary Alb	Services de contrôle automatique des clôtures Alb	300,899		299,916 (*f*)
PCL MAXIM-A Joint Venture Calgary Alb	Modifications du déversoir latéral/bassin est Alb	358,899	358,608	358,608
Rison Construction & Eng Niagara Falls Ont**	Emplacement pour inspection des animaux Ont	789,846	7,086	789,846*(*f*)
Ron Engineering Ltd Ottawa Ont**	Bâtiment d'entreposage pour produits chimiques Ont	732,800		488,952
Ruiter Engineering & Construction Ltd Ottawa Ont**	Nouvelle annexe et rénovations Ont	4,462,385	335,000	335,000
Sayers & Associates Ltd Mississauga Ont**	Système de déchets biologiques/Institut de recherches vétérinaires Ont	695,287	695,287	695,287 (*f*)
United Corrosion Consultants Ltd Estevan Sask	Conduite d'alimentation en eau Sask	379,273	378,108	378,108
Universal Industries Ltd Lloydminster Sask	Modifications des ouvrages de pompage et annexe Sask	436,795	157,955	157,955
Ursel Construction Ltd Saskatoon Sask	Agrandissement de l'usine de traitement des eaux Sask	1,744,915		1,339,412
Vie Bilt General Contractors Ottawa Ont**	Modifications de l'édifice 158/Institut de recherches vétérinaires Ont	1,299,880	512,020	1,287,437*
Wappel Construction Co Ltd Regina Sask	Services pour le traitement des eaux usées Sask	993,368	4,364	963,025*
Wappel Construction Co Ltd Regina Sask	Zone de rejet des eaux d'égout Sask	341,174	319,304	319,304 (*f*)
PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX $759,282				
COMMUNICATIONS $17,372,291				
Département $3,016,096				
Comstock Canada Nepean Ont**	Nouvelle sous-station et emplacement Ont	916,609	313,706	916,609 (*f*)
Fenebec Inc & (147119) Canada Ltd Vanier Ont**	Remplacer des fenêtres Ont	393,000	373,800	373,800
LLC General Contractors Nepean Ont**	Prolongement de l'égout Ont	342,948	342,948	342,948 (*f*)
MP Lundy Construction Ottawa Ont**	Construire une annexe à l'édifice 2 Ont	2,765,168		2,765,168 (*f*)
Walter Harris Construction Services Ottawa Ont**	Rénovations de l'immeuble Ont	538,306	433,306	433,306
Windows Plus Vanier Ont**	Remplacer des fenêtres à l'édifice 2 Ont	393,000	53,800	373,800
Musées nationaux du Canada $14,356,195 (1)				
Canada Museums Construction Corporation Inc Ottawa Ont	Aménager les nouvelles installations pour le Musée canadien des civilizations Qué	31,375,700	14,356,195	27,893,500
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $6,154,994				
Département $6,154,994				
PROGRAMME D'ADMINISTRATION $1,203				
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE ($155,000)				
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE $6,308,791				
ADG Ltd Les Portes et Fenêtres Laval Qué**	Remplacer les portes et fenêtres Ont	3,072,059	164,687	3,072,059*(*f*)
Crawford TP Gloucester Ont**	Système de ventilation Ont	415,857		415,857*(*f*)
Dalacoustic Contractors Ltd Nepean Ont**	Agrandissement de la salle des ordinateurs Ont	310,815	305,000	305,000
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb**	Locaux de travail TN-O	2,289,458	14,633	2,277,141*(*f*)
Klein Construction Ltd Edmonton Alb**	Locaux résidentiels TN-O	3,072,059	164,687	3,072,059*(*f*)
Lambur Scott Jossa Architects Ltd Edmonton Alb**	Services architecturaux de logement TN-O	548,908		525,743
Scientific Atlanta Inc Atlanta Georgia É-U	Antenne réceptrice de satellite Sask	2,189,123	398,609	2,069,690
Scientific Atlanta Inc Atlanta Georgia É-U	Antenne réceptrice de satellite Qué	2,916,988	3,130	1,643,860
ENVIRONNEMENT $42,444,672				
Département $42,444,672				
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $6,658,570				
Clayborne Contracting Group Inc Georgetown Ont**	Instruments combinés et ménagement Ont	479,847		479,847 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Laval Fortin Ltée Alma Qué**	Rénovation et modification de deux maisons/station aérologique Qué	290,143		288,187*
Micheal Monteith Enterprises Ltd Orillia Ont**	Construction—Centre pour expériences en recherches atmosphériques Ont	525,835	525,835	525,835
Séminaire de Québec Québec Qué**	Acquisition de terrains, séminaire de Québec Qué	374,045	374,045	374,045 (*f*)
Takhini-Southern Lakers Con Vancouver C-B**	Construction d'un bureau et laboratoires TY	993,000	898,000	898,000
Wormald Fire Systems Hull Qué**	Réseau de gicleurs et enlèvement d'un système ignifuge Ont	926,904	884,400	884,400
State Contractors Stoney Creek Ont**	Remplacement d'une chaudière et d'un refroidisseur Ont	1,334,833	1,334,833	1,334,833
PROGRAMME PARCS $35,786,102				
Ashley Colter (1961) Ltd Fredericton N-B**	Autoroute 117 N-B	460,473	460,473	460,473 (*f*)
Bennett & Hanson Ltd Smith Falls Ont	Construction et installation de quais flottants Ont	294,614	11,836	294,614 (*f*)
Boilard-Boilard St-David Qué**	Construction de "La Grande Maison"/Forges du St-Maurice Qué	2,505,000	17,508	2,496,508
Bremner Engineering & Construction Canmore Alb**	Reconstruction d'une voie d'accès Alb	1,422,561	1,422,561	1,422,561
Burden's Construction Co Ltd Corner Brook T-N	Installations d'entretien T-N	292,408	268,795	268,795
Cab Construction Ltd St John's T-N	Installations d'entretien T-N	310,298	310,298	310,298
CANA Management Ltd Calgary Alb**	Reconstruction d'un pont à Bow River Alb	2,221,621	120	2,221,621 (*f*)
CANA Management Ltd Calgary Alb**	Chemins de fer du Canadien pacifique/rénovation du passage supérieur Alb	656,784	656,784	656,784
Clayco Construction Ltd St John's T-N**	Rénovations à un pont T-N	490,432	490,432	490,432
Colin R MacDonald Antigonish N-É**	Reconstruction d'une route et pavage N-É	1,936,864	1,526,827	1,526,827
Construction Jacques Théoret Québec Qué**	Construction d'un centre d'accueil Qué	571,719	450,603	450,603
Construction Jean et Robert Ltée Gascon Qué**	Sauvetage/Les Havres Qué	311,178		311,178 (*f*)
Construction JM Vallée Montréal Qué**	Rénovations d'un magasin Qué	822,048	430,566	430,566
Debsco Construction & Development Edmonton Alb**	Reconstruction de la Promenade Bow Valley Alb	1,607,884		1,607,884 (*f*)
Duron Atlantic Ltd Dartmouth N-É**	Réparations d'un pont N-É	632,231	32,292	619,914
Eden Construction Calgary Alb	Construction d'un centre des visiteurs au Lac Louise Alb	2,255,847	1,094,707	2,249,787
Elan Development Ltd Winnipeg Man**	Recapitalisation du canton de Wasagaming Man	1,077,658	336,627	1,077,658 (*f*)
Emery Construction Ltd St John's T-N**	Complexe récréatif "Rocky Harbour" T-N	3,605,579	1,502,040	3,605,579
Engineered Project Management Ltd Calgary Alb**	Passage inférieur au Lac Louise Alb	1,360,319	591,703	1,347,382 (*f*)
Everall Construction Ltd Edmonton Alb**	Amélioration du stationnement de la plage principale Alb	299,558	299,558	299,558
Fenka Construction Ltd Airdrie Alb	Rénovation d'un terrain de camping/toilettes Alb	847,837		847,837 (*f*)
GD Construction & Fils Rivière au Renard Qué**	Construction de quatre bâtiments de service Qué	294,552	294,552	294,552
Handy Andy Construction Ltd Edmonton Alb	Construire des maisons et des entrepôts Alb	869,014		869,014 (*f*)
Hewlett Services Ltd Springdale T-N	Emplacement de camping commun T-N	416,423		416,423 (*f*)
Hewlett Services Ltd Springdale T-N**	Reconstruction routière, chemin Lomond T-N	964,964	801,250	801,250
Hewlett Services Ltd Springdale T-N	Terrain de camping "Shallow Bay" T-N	1,050,827		1,047,024 (*f*)
Jack Law Contractors Inc Peterborough Ont	Démolition et reconstruction d'un barrage Ont	2,331,232	2,331,232	2,331,232
K-Line Construction Ltd Woodstock N-B	Amélioration de la ligne d'énergie N-B	454,000	443,350	443,350
Les Entreprises Benoit Soucy Ltée Tourelle Qué**	Construction d'un centre récréatif de tourisme Qué	1,443,592	1,443,592	1,443,592
Les Entreprises Raymond Brochu Inc St-Édouard Qué**	Pont/Forges St-Maurice Qué	394,659	245,289	245,289
Lorne W Camozzi Ltd Revelstoke C-B**	Amélioration de l'intersection C-B	567,683		567,683 (*f*)
Massicotte et Fils Cap-de-la-Madeleine Qué	Construction d'une route d'accès et d'un parc de stationnement Qué	525,463	131,012	525,463 (*f*)
Max Helmer Construction Ltd Radium Hot Springs C-B**	Aménagement des intersections C-B	533,797	533,797	533,797 (*f*)
Max Helmer Construction Ltd Radium Hot Springs C-B**	Pont de la rivière "Kicking Horse" C-B	523,713	10,700	523,713 (*f*)
Metro Engineering & Contracting Ltd Calgary Alb**	Revêtement en béton, aménagement du Lac Louise Alb	282,813	279,032	279,032
Millcon Ltd Fredericton N-B**	Réparations d'un pont T-N	294,528	203,000	203,000
Modern Construction (1983) Ltd Moncton N-B**	Amélioration de la route d'accès Ryan N-B	551,641	551,641	551,641 (*f*)
Nelson River Construction (1984) Inc Winnipeg Man**	Reconstruction, travaux de nivellement et pavage—Phase II Man	833,617	833,617	833,617
PCL Construction Western Ltd Winnipeg Man	Construction de jonctions Man	2,946,253		2,946,253*(*f*)
Penn-Co Construction Ltd Calgary Alb**	Pont Bow River Alb	598,874	230,458	598,874 (*f*)
Pennecon Ltd St John's T-N**	Voie d'accès résidentielle T-N	259,536	259,536	259,536
Piggott Project Management Calgary Alb	Construction d'une usine d'épuration des eaux usées Alb	10,734,216	5,087,794	10,717,772
Pisapia (Canada) Limited Ottawa Ont	Reconstruction d'un pont tournant Ont	1,410,289	1,282,745	1,282,745

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
PML Exhibit Services Calgary Alb	Reproduction d'un mur de roc, centre des visiteurs au Lac Louise Alb	417,807	299,952	417,807
Poisson Paquin Inc Deschaillon Qué	Construction d'une aire de services publics Qué	313,573	1,862	313,573 (*f*)
Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	Acquisition de terrains avec titres forestiers/Parc national Pacific Rim C-B	25,000,000		25,000,000
Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	Acquisition de terrains sans titres forestiers/Parc national Pacific Rim C-B	9,800,000		9,706,746
Pyramid Construction Ltd St John's T-N**	Revêtement T-N	306,208	34,580	306,208 *(*f*)
Rideau Canal Museum Corp Smith Falls Ont	Construction d'un sous-sol Ont	310,000	211,836	211,836
Robdale Contractors Ltd Edmonton Alb**	Reconstruction de la Promenade Bow Valley Alb	1,247,855		1,247,855 *
Ruszkowski Construction Company Ltd Prince Albert Sask**	Reconstruction, travaux de nivellement et pavage Sask	840,536	840,536	840,536
The Engineers Collaborative Edmonton Alb**	Chemins de fer du Canadien pacifique/passage inférieur au Lac Louise Alb***	190,000	1,214	186,633 *
Trade North Contracting Whitehorse TY	Magasins/installations d'entretien TY	2,042,141		2,042,141 *
Transport Québec Québec Qué	Acquisition de terrains/Forges du St-Maurice Qué	455,000	91,000	364,000
Vic Van Isle Construction Revelstoke C-B**	Entrepôt de sel minéral, Roger's Pass C-B	666,009	638,612	638,612
WD Laflamme Ltd Ottawa Ont	Reconstruction d'une écluse Ont	1,546,812	1,497,197	1,497,197
Westend Electrical Contracting Ltd Calgary Alb	Remplacement d'un cable électrique souterrain Alb	326,155	32,167	326,155 (*f*)
Western Construction Ltd Stephenville Crossing T-N	Construction d'un terrain de camping à Green Point T-N	500,434	500,434	500,434 (*f*)
Westisle Construction Ltd St Eleanors Î-P-É**	Reconstruction routière Î-P-É	343,763	128,913	128,913
Youngs Construction Ltd Lourdes T-N	Construction du terrain de camping Lomond T-N	515,338	2,649	515,338 (*f*)
Zenith Paving Ltd Brandon Man**	Enduit de scellement agrégat Man	409,678	409,678	409,678 (*f*)
Zutphen Brothers Construction Port Hood N-É**	Stabilisation, débloi en roche N-É	975,950	767,000	767,000
AFFAIRES EXTÉRIEURES $27,345,208				
Département $27,345,208				
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $27,345,208				
Arthur Erickson Architects Toronto Ont	Plan et construction d'une chancellerie Washington DC É-U	5,916,000	92,521	5,909,202 (*f*)
Burgener Lachapelle Calgary Alb	Plan et construction d'une nouvelle chancellerie Alger Algérie	3,328,600	366,355	754,700
Diplomatic Corps Services Bureau Moscou URSS	Acquisition de terrains pour un complexe diplomatique Moscou URSS	1,201,770		729,306
Diplomatic Services Bureau Beijing République populaire de Chine	Construction d'un complexe diplomatique Beijing RPC	17,000,000(2)	925,911	12,319,235
Dubois Plumb and Associates Toronto Ont	Plan et construction d'un complexe diplomatique Beijing RPC	5,235,000	1,360	3,892,255 (*f*)
Follett ER Buenos Aires Argentine	Plan et construction d'une chancellerie Buenos Aires Argentine	325,000	43,382	250,288
Foundation Company of Canada Toronto Ont	Approvisionnement de services techniques pour la construction d'une chancellerie Beijing RPC	4,056,313	3,107,426	3,684,530 *
Foundation Company of Canada Toronto Ont	Approvisionnement de matériel pour le complexe diplomatique Beijing RPC	6,929,324	1,067,941	6,717,394
Foundation Company of Canada Toronto Ont	Construction d'une chancellerie Dar es-Salaam Tanzanie	6,472,800	882,235	882,235
Hyman Construction Company Washington DC É-U	Construction d'une chancellerie Washington DC É-U	48,278,825	1,875,246	48,061,725 (*f*)
Poon Gardner Billington Architects & Planners Vancouver C-B	Agrandissement d'une chancellerie New Delhi Inde	1,301,235	126,907	126,907
Technoedil SA Buenos Aires Argentine	Construction d'une chancellerie Buenos Aires Argentine	6,789,325	1,247,941	2,247,941
PÊCHES ET OCÉANS $96,369,777				
Département $96,369,777				
Ashley Colter (1961) Ltd Fredericton N-B**	Zone de stationnement N-B	466,281	417,281	466,281 (*f*)
Avalon Construction & Engr Ltd St John's T-N**	Reconstruction d'un quai T-N	322,067		322,067 (*f*)
Avalon Construction & Engr Ltd St John's T-N**	Agrandissement d'un quai T-N	500,320	500,320	500,320 (*f*)
Avery Construction Ltd Sault Ste Marie Ont**	Bassin Norgoma/Port de plaisance transitoire Ont	1,539,722	538,874	1,539,722 (*f*)
A Wood Bulldozing Ltd Campbell River C-B**	Réserve indienne/dragage de marina et brise-lames C-B	4,370,131	4,012,693	4,370,131
Beaver Marine Construction Bedford N-É**	Dragage N-É	820,117	230,117	820,117 (*f*)
Beaver Marine Construction Bedford N-É**	Réparations de brise-lames N-É	930,450	900,720	900,720

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
B & M Comeau Construction Little Brook N-É**	Reconstruction d'un quai et agrandissement N-É	555,122	(3,568)	555,122*(*f*)
B & M Comeau Construction Little Brook N-É**	Agrandissement d'un quai N-É	360,639	140,000	140,000
Cambrian Construction Ltd Dartmouth N-É**	Reconstruction d'un quai N-É	1,008,448	570,579	1,000,779(*f*)
Cantex Engineering & Const Co Ltd Penticton C-B**	Brise-lames C-B	250,000		243,400*
Coastal Construction North Sydney N-É**	Brise-lames N-É	892,585	892,585	892,585(*f*)
Coastal Construction North Sydney N-É**	Construction d'un quai N-É	559,700	49,513	559,700(*f*)
Colin R MacDonald Limited Antigonish N-É**	Construction d'un quai N-É	1,107,534	70,534	1,107,534
Colin R MacDonald Limited Antigonish N-É**	Construction d'un quai N-É	269,307		269,307(*f*)
Conrad Paving Ltd Carbonear T-N**	Brise-lames T-N	839,163	615,057	615,057
Construction DCL Ltée Saint-Hubert Qué**	Reconstruction d'un havre polyvalent Qué	6,673,376	6,382,082	6,382,082
Construction D Poirier Inc Cap-aux-Meules Qué**	Construction d'un quai Qué	492,826	16,020	492,826(*f*)
Construction G Desrosiers (Sept-Îles) Inc Sept-Îles Qué**	Construction d'une cale de halage Qué	469,645	383,134	469,645
Construction Gely Inc Ancienne-Lorette Qué**	Construction d'un havre de pêche Qué	771,535		771,535(*f*)
Cougar Helicopters Inc Halifax N-É	Montage d'un hangar préfabriqué N-É	7,303,389	449,470	449,470
Dexter Construction Co Ltd Bedford N-É**	Améliorations d'un havre N-É	5,774,007	1,741,301	5,774,007(*f*)
Dexter Construction Co Ltd Bedford N-É**	Construction de brise-lames N-É	1,673,500	1,300,000	1,300,000
Dexter Construction Co Ltd Bedford N-É**	Agrandissement de brise-lames N-É	1,061,090	1,061,090	1,061,090
DW Matheson & Sons Contracting Ltd Victoria County N-É**	Brise-lames N-É	631,948	238,948	631,948
Edgett JR Comox C-B	Construction d'un bassin de colonisation pour un chenal pour le frai et d'une digue C-B	275,021	275,021	275,021(*f*)
Edgett JR Comox C-B	Travaux de creusage d'un chenal pour le frai C-B	420,739	420,739	420,739(*f*)
Elphège Arseneau Cap-aux-Meules Qué**	Reconstruction d'un quai de pêche Qué	833,420	646,370	833,270
Enterprises Vibec Inc Victoriaville Qué**	Construction d'un brise-lames/quai d'embarquement Qué	2,475,996	2,012,580	2,217,817
Environment Resource Management Assoc Grand Falls T-N	Chenaux pour poissons T-N	352,000		352,000(*f*)
Fraser River Pile Driving Co Ltd New Westminster C-B**	Dragage de marina C-B	3,018,480	3,018,480	3,018,480
Fundy Contractors Ltd Leonardville N-B**	Nouveau quai N-B	996,233	38,633	996,233(*f*)
Fundy Contractors Ltd Leonardville N-B**	Reconstruction d'un quai N-B	635,368	485,000	485,000
Gaffney Quebec Limited Stratford Ont**	Embarcadère "A"—Nouvelle façade Ont	501,902	425,163	501,902(*f*)
Gervais Dubé Inc Trois-Pistoles Qué**	Construction d'un havre de pêche Qué	2,826,095	15,001	2,826,095(*f*)
Gervais Dubé Inc Trois-Pistoles Qué**	Construction d'un quai Qué	1,110,499	981,487	981,487
G & E Thimot Excavation Ltée Saunierville N-É**	Quai N-É	272,577	203,468	272,577(*f*)
Gid Sacrey Ltd Mount Pearl T-N**	Brise-lames T-N	445,436		445,436
Gid Sacrey Ltd Mount Pearl T-N**	Quai d'escale Lab	973,544	158,161	973,544(*f*)
Gid Sacrey Ltd Mount Pearl T-N**	Construction d'une cale de halage T-N	330,916	23,131	330,916(*f*)
Gid Sacrey Ltd Mount Pearl T-N**	Construction d'un quai T-N	452,932	262,369	452,932(*f*)
Gides April Inc Mont-Joli Qué**	Éléments additionnels de sécurité Qué	509,935	220,735	509,935(*f*)
Giovanninis Constr Ltd St Lawrence T-N**	Brise-lames T-N	903,785	714,470	866,765
Grandmont & Fils Ltée Drummondville Qué**	Reconstruction partielle d'un quai Qué	1,515,947	981,608	1,278,592
Gulf Construction Ltd Caraquet N-B**	Construction d'un quai public N-B	857,455	825,000	825,000
G W Builders Company Ltd Winnipeg Man**	Institut de l'eau douce/remplacement de la génératrice à ozone Man	326,195		326,195(*f*)
Hanlon Construction Ltd Richmond C-B**	Construction d'un quai C-B	634,038	438,235	438,235
Hard Rock Paving Co Ltd Port Colbourne Ont**	Brise-lames et dragage Ont	2,169,074	1,060,642	2,192,762*
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Bâtiment niveau inférieur, fondation et charpente Phase V Qué	7,824,624		7,824,624
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Filtres, raccordement de plomberie/mécanique/électricité, équipement de levage, membrane hydrofuge Phase 13 Qué	1,723,317		1,723,317
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Travaux généraux Phase VI Qué	14,506,635		14,506,635
Houle Electric Ltd Burnaby C-B**	Travail d'électricité Phase II C-B	413,970	1,435	413,970(*f*)
Hub Excavating Ltd Nanaimo C-B	Construction de chenaux pour le frai C-B	322,478	322,478	322,478
Hugh Cole Construction Ltd St Catharines Ont	Construction de brise-lames Ont	2,974,000	147,000	147,000
Hynes Construction Ltd Placentia Bay T-N**	Construction d'un quai T-N	1,274,805	94,118	1,274,805(*f*)
J J M Construction Ltd Delta C-B**	Réparations du havre C-B	617,478	535,833	617,478*(*f*)
Jerry's Mattu's Excavating Ltd Duncan C-B	Construction d'installations de pompage à eau C-B	412,267	412,267	412,267(*f*)
Joneljim Concrete Const Ltd Sydney N-É**	Réparations de segments de piliers N-É	277,309	264,072	277,309(*f*)
Ken Pierman Contracting Inc Sault Ste Marie Ont**	Construction d'un havre Ont	410,474	131,194	410,474(*f*)
Kentron Construction Ltd Kitimat C-B	Agrandissement de l'alevinier "Pallant Creek" C-B	938,377		938,377(*f*)
Land & Sea Contracting Ltd Chester Basin N-É**	Reconstruction d'un quai N-É	522,328	299,527	299,527

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Landry Construction Inc Natashquan Qué**	Reconstruction d'un quai Qué	662,748	562,748	622,748
Les Constructions Vanneau (1985) Inc Québec Qué**	Construction d'un havre de pêche Phase II Qué	3,988,424	1,872,222	3,988,424
Les Enterprises C T E Inc Ste-Anne-des-Monts Qué**	Réparations au quai de pêche Qué	864,501	52,496	732,501 (*f*)
L J Construction Ltd Kelowna C-B**	Brise-lames C-B	772,254	340,990	772,254*(*f*)
L & J Gillespie Structures Ltd Armdale N-É**	Reconstruction d'un quai N-É	736,140	447,640	736,140 (*f*)
Lloyd G Smith Contractor Mabou N-É**	Reconstruction d'un quai N-É	253,211	193,211	253,211*(*f*)
Louis W Bray Construction Ltd St Andrews West Ont**	Construction de brise-lames Ont	3,151,148	37,500	3,151,148 (*f*)
Mallais Aurèle & Fils Ltée St-Isidore N-B**	Brise-lames de moellons bruts N-B	795,999	(8,941)	787,058*(*f*)
Mallais Aurèle & Fils Ltée St-Isidore N-B**	Construction d'un quai N-B	360,350	329,583	349,583
Mallais Aurèle & Fils Ltée St-Isidore N-B**	Agrandissement d'un quai N-B	412,880	412,880	412,880 (*f*)
Marinex (1986) Inc Victoriaville Qué**	Construction d'un havre de pêche Phase I Qué	2,358,565	152,994	2,358,565 (*f*)
McCaine Electric Ltd Winnipeg Man**	Centrale électrique principale de distribution et d'urgence Man	347,785	277,000	277,000
McNamara Construction Ltd St John's T-N**	Brise-lames T-N	2,126,244	403,944	2,126,244 (*f*)
McNamara Construction Ltd St John's T-N**	Agrandissement de brise-lames T-N	1,903,605	1,553,605	1,903,605 (*f*)
Meridian Consultants Huntsville Ont**	Reconstruction du quai principal Ont	304,637	304,637	304,637
Miller Contracting Ltd Langley C-B**	Construction de brise-lames C-B	2,715,425	303,925	2,715,425 (*f*)
Miller Contracting Ltd Langley C-B**	Dragage C-B	593,172	593,172	593,172
Modern Paving Ltd Goulds T-N**	Brise-lames T-N	1,844,950	1,455,950	1,844,950 (*f*)
Modern Paving Ltd Goulds T-N**	Brise-lames T-N	2,072,972	1,140	2,072,972 (*f*)
Neilson Excavating Inc Bernières Qué**	Construction d'un nouveau havre de pêche Qué	1,644,664	1,430,667	1,430,667
North West Piledriving Ltd Coquitlam C-B**	Reconstruction d'un havre de pêche C-B	294,480		294,480 (*f*)
North West Piledriving Ltd Coquitlam C-B**	Construction d'une embarcadère/vente de poissons C-B	377,829	13,430	377,829 (*f*)
524409 Ontario Inc Sault Ste Marie Ont**	Reconstruire un havre Ont	252,152	38,285	252,152*(*f*)
Pennecon Ltd St John's T-N**	Brise-lames T-N	1,698,474	1,017,079	1,017,079
R A Douglas Limited New Glasgow N-É**	Réparations de brise-lames N-É	964,230	592,775	842,775
Rocois Construction Inc Ange-Gardien Qué**	Ameublement intégré de laboratoire et service alimentaire Phase 9 Qué	1,071,106		1,071,106
Roy's Trucking & Landscaping Nigadoo N-É**	Brise-lames de moellons bruts N-B	344,790	344,790	344,790 (*f*)
S McNally & Sons Hamilton Ont**	Expansion d'un port de plaisance Ont	2,718,932	376,100	376,100
Salmon Arm Ready Mix Ltd Salmon Arm C-B**	Brise-lames et dragage C-B	1,463,416	1,288,055	1,288,055
Sawchuck Pile Driving (1928) Ltd Courtenay C-B**	Améliorations d'un havre C-B	306,871	309,020	309,020
Spina's Steel Workers Ltd Brampton Ont**	Brise-lames flottant Ont	326,487		326,487*
Superior Contracting Ltd Arichat N-É**	Construction d'un quai N-É	366,993		366,993 (*f*)
The Foundation Co of Canada Ltd East Passage N-É**	Construction d'un quai N-É	1,402,819	62,600	1,402,819 (*f*)
Tremcofort Inc Chicoutimi Qué**	Rénovations d'un quai Phase 1 Qué	394,250	394,250	394,250
Trevor Nicholas Construction Co Ltd Rexdale Ont**	Dragage Ont	283,300	33,950	283,300
Tri-County Construction Co Ltd Yarmouth N-É**	Nouveau quai N-É	539,910	(4,845)	539,910*(*f*)
Tri-County Construction Co Ltd Yarmouth N-É**	Installation de quais flottants N-É	269,700	249,700	249,700
Vance Lepage Port Daniel Qué**	Reconstruction d'un quai de bois Qué	362,460		362,460 (*f*)
Waterworks Construction Ltd Halifax N-É**	Améliorations d'un havre N-É	1,101,864	6,984	1,101,864 (*f*)
Waterworks Construction Ltd Halifax N-É**	Améliorations d'un havre N-É	287,908	287,908	287,908
Welco Enterprises Ltd Brigus T-N**	Dragage T-N	269,157	(22,207)	255,258*(*f*)
Western Structures Inc Edmonton Alb**	Pont de brise-lames Alb	333,418	333,418	333,418
Westisle Construction Ltd St Eleanor's Î-P-É**	Reconstruction de brise-lames Î-P-É	437,008	75,674	437,008
Wheaton Construction Co Ltd Saint John N-B**	Reconstruction d'un pont N-É	327,170	243,755	243,755
Woodlawn Construction Ltd Dartmouth N-É**	Améliorations d'un havre N-É	722,159	439,669	439,669
Youngs Construction Ltd Lourdes T-N**	Agrandissement de brise-lames T-N	293,117	137,135	293,117

FORÊTS $2,287,643

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $23,119,057

Département $23,119,057

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $319

PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $5,029,099

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
Arnasson Industries Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un complexe scolaire Man	2,280,048		2,280,048
Artic Alert Construction Ltd Toronto Ont	Rénovations mineures à une école Ont	383,192	58,898	376,592 (*f*)
Bird Construction Co Ltd Winnipeg Man**	Construction d'une école Man	4,243,788	1,857	4,243,788
Ericksdale Construction Ltd Winnipeg Man**	Complexe scolaire Manitoba Man	3,051,635	4,533	3,051,635 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Hadath Construction Ltd Winnipeg Man**	Complexe scolaire Long Plain Man	693,333	693,333	693,333 (*f*)
Interwest Mechanical Saskatoon Sask**	École Pellican Narrows/installation mécanique Sask	789,433	130	789,433 (*f*)
Kingsgrove Construction Inc Winnipeg Man**	Construction d'une résidence d'enseignants Man	10,468,960		10,468,960 (*f*)
R J MacDonald Saskatoon Sask**	Rénovations à l'école Pellican Narrows Sask	271,052	14,645	271,052 (*f*)
Mar-Will Construction Co Ltd St Germain Man**	Station de pompage et réseau de gicleurs Man	983,585		983,590 (*f*)
Miranda Construction Inc Charlesbourg Qué**	Construction d'une usine d'épuration des eaux usées Qué	782,491		782,491 (*f*)
P&M Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'une école Man	2,795,981	600,980	2,795,980 (*f*)
AK Penner and Sons Ltd Blumenort Man**	Complexe scolaire Man	8,926,400	54,623	8,926,400 (*f*)
Protask Management Ltd Saskatoon Sask**	Complexe scolaire Man	4,702,218		4,702,218
Terra-Sol Inc St-Nazaire Qué**	Eaux et égouts Qué	1,261,926	(42,299)	1,261,926 (*f*)
Thorpe Brothers Ltd Prince Albert Sask**	Couverture, école Pellican Narrows Sask	253,315		253,315
44 Trail Electrical Ltd Birch Hills Sask**	Travail d'électricité dans une école Sask	560,843	25,894	560,843 (*f*)
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $18,089,639				
Carmacks Construction Edmonton Alb	Autoroute Mackenzie, revêtement en dur, bornes kilométriques 0 à 17.8 TN-O	1,384,612	1,384,612	1,384,612 (*f*)
Chilkoot Construction Co Ltd Kelowna C-B	Réfection de l'autoroute Klondike sud, bornes kilométriques 90 à 105.6 TY	1,774,313	508,271	1,647,950 (*f*)
Great Circle Construction Ltd Whitehorse TY	Autoroute Dempster, protection contre l'érosion, bornes kilométriques 134 à 195 TY	994,604	994,604	994,604 (*f*)
Kenaston Contractors Ltd Norman Wells TN-O	Autoroute Dempster, production d'agrégats, bornes kilométriques 257 à 267 TN-O	1,270,000	328,678	1,260,978 (*f*)
Kenaston Contractors Ltd Norman Wells TN-O	Réfection de l'autoroute Dempster, bornes kilométriques 257 à 267 TN-O	2,229,544	2,229,544	2,229,544 (*f*)
Kenaston Contractors Ltd Norman Wells TN-O	Autoroute Mackenzie, base et sous-base, bornes kilométriques 40 à 68 TN-O	1,028,799	1,028,799	1,028,799 (*f*)
Kenaston Contractors Ltd Norman Wells TN-O	Autoroute Mackenzie, base et sous-base, bornes kilométriques 0 à 17.8 TN-O	616,321	616,321	616,321 (*f*)
E Lobe Contracting Ltd Whitehorse TY	Réfection de l'autoroute Klondike sud, bornes kilométriques 57 à 61 TY	1,431,665	1,195,444	1,195,444
E Lobe Contracting Ltd Whitehorse TY	Réfection de l'autoroute Klondike sud, bornes kilométriques 65 à 79.1 TY	3,480,390	2,947,999	2,947,999
Norspan Construction Ltd Fort McPherson TN-O	Autoroute Dempster, replacement d'aqueducs TN-O	277,997	59,680	59,680 *(*f*)
Pelly Construction Ltd Whitehorse TY	Réfection de l'autoroute Klondike sud, bornes kilométriques 79.4 à 90.1 TY	4,289,415	824,998	824,998
Robinsons Trucking Ltd Yellowknife TN-O	Autoroute Mackenzie, perçage/dynamitage/concassage et stockage TN-O	1,642,666	1,642,666	1,642,666 (*f*)
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE $4,476,017				
Conseil national de recherches du Canada $4,476,017				
Brulé Construction Limited Ottawa Ont	Sous-station électrique, édifice M-55 Ont	289,225	289,225	289,225 (*f*)
Clean Room Technology Syracuse NY	Construction d'une usine pilote—Installation salle propre Qué	596,800	121,390	596,800 (*f*)
Clean Room Technology Syracuse NY	Édifice M-50, installation salle propre Ont	987,800		
Construction Château St-Marc Montréal Qué**	Biotechnologie Qué	22,912,045	269,590	23,181,635
David Dimacopoulos Edward Montréal Qué**	Biotechnologie Qué	1,405,000		1,399,128
David Dimacopoulos Edward Montréal Qué**	Biotechnologie Qué	2,700,000	4,000	2,699,604 (*f*)
Erskine Building Corp Toronto Ont**	Agrandissement du laboratoire de biologie, édifice M-14 Ont	5,643,814		5,643,814 (*f*)
Federal Electric (1976) Limited Ottawa Ont	Édifice M-15, sous-station, câble d'alimentation électrique et équipement Ont	284,894	284,894	284,894 (*f*)
Federal Electric (1976) Limited Ottawa Ont	Édifice M-15, sous-station électrique Ont	398,310	398,310	398,310 (*f*)
Fulker Malby Architects Kelowna C-B**	Agrandissement de l'installation "Dominion Radio Astrophysical Observatory" C-B	360,370	31,083	31,083
GBR & MMP Architects Collaborative Winnipeg Man**	Institut pour la technologie en production industrielle Man	2,000,000		1,952,572
M Sullivan & Sons Limited Arnprior Ont	Agrandissement, édifice U-96 Ont	705,047	38,259	705,047 (*f*)
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont	Modifications à l'édifice M-2 Ont	881,136	881,136	881,136 (*f*)
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont	Rénovations à l'édifice M-2 Ont	410,579	410,579	410,579 (*f*)
Rysavy & Sysavy Architects Ottawa Ont**	Rajout à l'édifice M-40 Ont	413,134	64,988	64,988
White Lake Ranch Ltd Penticton C-B	Achat de terrains C-B	380,000	380,000	380,000 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
DÉFENSE NATIONALE $299,492,662				
Département $299,447,497				
Alliance Construction Ltd Bonnyville Alb	Construire quatre loges de garde Alb	538,628	136,132	538,628 (*f*)
A-One Fire Protection Ltd Mount Pearl T-N	Fournir un réseau d'extincteurs automatiques T-N	273,650	121,660	121,660
AEC Oil and Gas Company Calgary Alb	Construire un réservoir à gaz Alb	885,800	637,854	637,854
All-Mech Services Ltd Bonnyville Alb	Améliorer les systèmes mécaniques Alb	514,812	500,167	500,167
ALTA Surety Co Montréal Qué	Agrandissement de Curtis Hall—École pour le personnel des Forces canadiennes Ont	5,206,246	564,843	5,173,557
ALTA Surety Co Montréal Qué (déclaré auparavant sous A Plett Construction Ltd)	Services médicaux/dentaux Alb	1,068,047	10,501	1,068,047*(*f*)
AMCA International Ltd a/b Dominion Bridge Winnipeg Man	Tour de radar, acier de charpente TY et TN-O	9,995,771	9,537,670	9,847,670
Demke Enterprises Ltd a/b Amron Constr Redcliff Alb	Modifications électriques et mécaniques Alb	865,664	557,197	557,197
Anan Building Corp Sherwood Park Alb	Services d'entretien, techniques et administratifs pour aéronefs Alb	302,970	99,606	302,970 (*f*)
Anan Building Corp Sherwood Park Alb	Construire 27 logements familiaux Alb	2,899,503	300,325	300,325
Amason Industries Ltd Winnipeg Man	Construction d'un réservoir de dilatation de l'eau Man	845,819	1,161	845,819 (*f*)
Atco Enterprises Ltd Calgary Alb	Immeubles pour services techniques TY, TN-O et T-N	8,712,694	5,665,715	5,665,715
Atlas Construction Maritimes Ltd Fredericton N-B	Route d'accès T-N	11,581,141	2,427,410	11,581,141 (*f*)
Joseph-Arthur Belley Entrepreneur Inc Chicoutimi Qué	Construction d'un champ d'aviation Qué	621,796	596,676	596,676
Bentorswell Construction (1989) Ltd Barrie Ont	Construire un rajout à un bâtiment Ont	472,760	364,978	364,978
Les Constr. Bernard Bélanger Ltée Victoriaville Qué	Rajouts aux bâtiments Qué	475,686	375	475,686 (*f*)
Les Bertram & Sons (1985) Ltd Barrie Ont	Centre de formation/Académie pour pompiers Ont	846,281	329,951	329,951
R C Bird Construction Ltd Fredericton N-B	Construire un collecteur pour égout sanitaire et une lagune N-B	689,652	666,565	666,565
Black Electric Ltd Ottawa Ont**	Distribution d'énergie électrique Ont	449,637	344,737	449,637 (*f*)
Black & McDonald Ltd Dartmouth N-É	Clignotant séquentiel, lumière d'approche N-É	257,341	150,537	257,341 (*f*)
Black & McDonald Ltd Ottawa Ont	Conversion du système avertisseur d'incendie Ont	474,369		454,381
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N**	Construire un bâtiment T-N	312,900	312,900	312,900
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Cloisonner des aires pour salles d'exercice N-É	314,653	48,670	48,670
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Édifice pour entraîneurs de l'équipe des opérations N-É	912,876	9,136	912,876 (*f*)
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Édifice pour entraîneurs de réglage de tir pour sous-marins N-É	430,460	1,505	430,460 (*f*)
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Installation d'essais pour l'entretien de missiles N-É	3,447,172	2,639,324	3,435,672
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Construire de nouveaux locaux pour membres non brevetés N-É	1,376,388	1,257,657	1,338,314
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Chambre forte N-É	293,485	16,009	16,009
Bot Engineering & Construction Ltd Oakville Ont	Construire des sites de radar et installer un radar à courte portée TY et TN-O	41,737,260	27,512,423	27,512,423
Brenning Construction (1986) Ltd Gloucester Ont	Améliorer les installations d'essais LETE Ont	771,324	771,324	771,324 (*f*)
Britco Structures Ltd Langley C-B	Approvisionnement et aménagement d'unités de remorques modulaires C-B	331,371	322,770	322,770
Brulé Construction Ltd Ottawa Ont	Modifications et rajout à un bâtiment Ont	1,506,375	175,166	1,506,375 (*f*)
Cambrian Construction Ltd Dartmouth N-É	Rajout et rénovations à un bâtiment N-É	1,346,644	5,388	1,346,644 (*f*)
Cambrian Construction Ltd Dartmouth N-É	Améliorer les installations d'essais des moteurs N-É	378,904	80,597	378,904 (*f*)
Camco-Redboine (1979) Ltd Winnipeg Man	Améliorer la ventilation intérieure au manège militaire Minto Man	586,922	467,081	467,081
Campbell Construction Ltd Victoria C-B	Bâtiment, formation sur conférences C-B	2,956,090	17,390	2,956,090 (*f*)
Cana Construction Co Ltd Richmond C-B	Construction d'un hôpital et d'une clinique dentaire C-B	6,585,639	31,043	6,585,639*(*f*)
Castelco Construction Inc St-Léonard Qué	Concevoir/construire de nouveaux logements Qué	842,322	67,427	828,807
Castelco Construction Inc St-Léonard Qué	Clinique médicale Qué	604,309	569,923	569,923
Cerberus Pyrotronics Inc Richmond Hill Ont	Installations de sécurité incendie/postes de radar à courte portée Ont	2,615,078	1,826,487	1,953,330
Clark Bowler/Volker Stevin (entreprise en coparticipation) Edmonton Alb	Construire des sites de radar et installer un radar à courte portée TN-O	34,401,952	15,942,031	15,942,031
Coastal Project Management Inc St John's T-N	Hangar d'aviation/Forces aériennes allemandes T-N	7,630,626	276,727	7,586,605
Coastal Project Management Inc St John's T-N	Construire des bases pour inspection de moteurs, aéronefs T-N	977,298	218,533	960,910
Coastal Project Management Inc St John's T-N**	Construire un bâtiment Canex T-N	2,307,189	1,200,000	1,200,000
Coate's Ltd Goose Bay T-N**	Construire un bungalow pour commandants T-N	350,770	105,384	338,981
Les Constructions Cogenco Inc Sainte-Foy Qué	Édifice des opérations de la base Qué	1,652,926	1,647,750	1,647,750
Construction Bugère Inc Saint-Hyacinthe Qué	Agrandir et rénover un bâtiment Qué	3,375,070	858,569	3,371,900

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Constructam Inc Jonquière Qué	Agrandir un entrepôt Qué	397,176	343,037	343,037
Les Constructions du Saint-Laurent Ltée Beauport Qué	Construire des sites de radar et installer un radar à courte portée T-N	28,843,387	649,773	649,773
Coté & Ryde Construction Ltd Ottawa Ont	Champ de tir intérieur pour armes Ont	2,950,140	25,000	2,950,140*(*f*)
Diamond Construction (1961) Ltd Fredericton N-B	Centre d'entraînement au combat N-B	38,850,000	1,988,980	1,988,980
Dineen Construction (Atlantic) Inc Dartmouth N-É	Construire une installation pour rinçage d'aéronefs N-É	626,261	67,540	67,540
Dineen Construction (Atlantic) Inc Dartmouth N-É	Construire des locaux N-É	3,402,941	2,048,480	3,402,941(*f*)
ND Dobbin Ltd St John's T-N	Préparer le site et la fondation/hangar des Forces aériennes de la République fédérale d'Allemagne T-N	3,738,897	197,089	3,725,517
Dominion Diving Ltd Dartmouth N-É	Champs de démagnétisation sous-marins N-É	813,273	503,932	813,273(*f*)
JP Doyon Ltée Nicolet Qué	Montage d'une batterie Qué	765,918	749,415	749,415
Eden Construction Ltd Calgary Alb	Construire des logements pour célibataires Alb	4,236,806	3,168,974	3,168,974
Elf Construction and Mgmt Services a Div of Modern Cabinet Industries Ottawa Ltd Nepean Ont	Rénover l'édifice pour l'entraînement des gardes et troupes de cérémonie Ont	1,181,498	8,320	1,181,498(*f*)
Emery Construction Ltd St John's T-N	Installations d'entreposage des missiles T-N	1,393,000	1,325,700	1,325,700
Emery Construction Ltd St John's T-N**	Rénovations à l'édifice T-N	2,313,000	2,214,713	2,214,713
Emmons & Mitchell Construction Ltd Kingston Ont	Concevoir et construire un édifice pour le quartier général Ont	2,434,103	2,331,021	2,404,282
Engineered Project Management Ltd Calgary Alb	Construire un bureau/édifice pour transport combiné Alb	256,737	11,511	256,737*(*f*)
Erskine Building Ltd Halifax N-É	Construire une école de défense aérienne à basse altitude N-B	5,679,815	299,399	5,657,811
Erskine Building Ltd Halifax N-É	298 logements pour célibataires N-É	6,458,405	7,260	6,458,405*(*f*)
Erskine Building Ltd Halifax N-É	Améliorations de jetées et infrastructure N-É	12,394,114	1,451,659	12,360,110
Erskine Building Ltd Halifax N-É	Manège militaire de 100 hommes N-É	2,653,862	12,970	2,653,862(*f*)
Facon Ltd Goose Bay T-N** (déclaré auparavant comme un projet sous Travaux publics)	Rajout à un bâtiment T-N	423,693	140,683	423,693*
Farem Construction Ltd Victoria C-B	Reconstruire des cabinets de toilette C-B	323,498	150,265	150,265
Fire Monitoring of Canada Inc Niagara Falls Ont	Installation d'un système avertisseur d'incendie Qué	353,015	334,410	334,410
The Foundation Co of Canada Ltd Burnaby C-B	Construire une unité de radoub des navires et jetée C-B	50,898,535	25,763,794	40,520,993
Foundation Maritime a Division of The Foundation Co of Canada Ltd Eastern Passage N-É	Améliorations de jetées et infrastructure N-É	6,251,635	115,685	6,251,635(*f*)
Franklin Construction Ltd Gander T-N**	Agrandissement et rénovations d'un bâtiment T-N	473,752	89,768	482,540(*f*)
Franklin Construction Ltd Gander T-N**	Rénover un bâtiment T-N	279,119	74,954	279,119(*f*)
Franklin Construction Ltd Gander T-N**	Agrandissement/rénovations d'une baie pour machines T-N	575,000	187,736	575,000(*f*)
Frisco Bay Industries of Canada Ltd Ottawa Ont	Installation d'un radar à longue portée TN-O et T-N	304,587		276,927
Gardon Construction Ltd Winnipeg Man	Agrandissement d'un bâtiment Man	260,308	142,837	260,308*(*f*)
Garoy Construction Inc Beauport Qué	Rénover un bâtiment pour laboratoire Qué	415,898	26,208	415,898(*f*)
Gen-Mec Construction Co Ltd Bonnyville Alb	Champ de tir intérieur Alb	613,924	607,492	607,492
Gen-Mec Construction Co Ltd Bonnyville Alb	Rajout au distributeur en combustibles Alb	660,997	622,709	622,709
Gestion Helophil Ltée Saint-Julie Qué	Piste d'athlétisme Qué	844,994		839,413
Constr. Gosselin et Associés Ltée Thetford-Mines Qué	Rénovations au manège militaire Qué	654,670	24,456	654,670(*f*)
CW Graham Construction Inc Orangeville Ont	Parcs de stationnement et travaux routiers Ont	435,887	135,529	135,529
Gray Beverages Inc Victoria C-B	Terrains et bâtiments C-B	2,450,000	2,450,000	2,450,000(*f*)
F Greco & Sons Ltd Rexdale Ont	Agrandissement d'un bâtiment Ont	361,203	361,203	361,203(*f*)
Guelpa Construction Ltd Courtenay C-B	Nouvelles installations de police militaire C-B	889,998	841,485	887,998
Haid Construction Ltd Saskatoon Sask	Magasin d'entreposage de munitions Sask	1,100,340	49,000	49,000
The Halifax Insurance Co Toronto Ont (déclaré auparavant sous Travaux publics comme Nova Scotia Armature Works Ltd)	Amélioration de l'installation de chauffage N-É	1,414,839	200,539	1,339,248*
Hanlon Construction Ltd Richmond C-B	Installations d'embarquement/jetée alternative C-B	502,845	501,900	501,900
Hilliers Trades Ltd Happy Valley T-N**	Rénovations au logement T-N	499,196	4,445	499,196(*f*)
Houle Electric Ltd Burnaby C-B	Relocalisation de flotteurs C-B	961,131	412,190	412,190
Hub Excavating Ltd Nanaimo C-B	Construire une piste/terrain de football et de baseball C-B	447,075	4,500	447,075(*f*)
Infographic Systems Inc Kanata Ont	Système multiplexe d'alarme contre intrusion Alb	677,065	677,065	677,065(*f*)
Interlox Building Systems Ltd Surrey C-B	Bâtiment, formation sur conférences C-B	629,237	629,237	629,237(*f*)
Janin Bldg and Civil Works (1983) Ltd Rexdale Ont	Édifice principal LETE Ont	13,884,280	145,000	13,884,280*(*f*)
Jordan Construction Management Ltd Willowdale Ont	Construire une résidence pour commandants Ont	405,471	405,471	405,471(*f*)
Jordan Construction Management Ltd Willowdale Ont	Construire une installation sur conditions climatiques Ont	3,728,251	2,279,406	2,279,406
James Kemp Construction Ltd Hamilton Ont	Hangar à bateaux Ont	871,239	186,819	871,239(*f*)
King Construction Ltd Fredericton N-B	Agrandissement de la centrale thermique N-B	279,481	279,481	279,481(*f*)
Knappett Construction Ltd Victoria C-B	Installations pour l'entretien C-B	3,250,421	1,235,709	1,235,709
CF Krieger and Son Pembroke Ont	Construire des installations de stockage Ont	280,000	277,493	277,493
Laflèche Construction Ltd Dartmouth N-É	Rajout au bâtiment pour le combustible Otto N-É	2,040,050	9,491	2,040,050(*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Les Entreprises Lapointe et Gagnon (1979) Ltée Jonquière Qué	Rajout et rénovations à un bâtiment Qué	1,473,047	21,579	1,473,047*(*f*)
JP Lanvière Construction Ltd Pembroke Ont	Construire un garage Ont	460,036	455,776	455,776
Laval Fortin Ltée Alma Qué	Installation d'un radar à longue portée TN-O	28,587,833	534,551	28,586,978
Laval Fortin Ltée Alma Qué	Construire des sites de radar et installer un radar à courte portée TN-O	32,703,084	11,766,981	11,766,981
Lear Construction Services Ltd Calgary Alb	Rénovations et rajouts à un bâtiment Alb	914,148	5,832	914,148 (*f*)
Leslie & Palmer Co Ltd Hull Qué	Amélioration du système de distribution d'électricité Ont	1,261,854	111,956	1,261,854 (*f*)
Leslie & Palmer Co Ltd Hull Qué	Terrains et bâtiment de stockage Ont	299,391	56,671	299,391 (*f*)
Liddell Contracting Ltd Victoria C-B	Rénovations de caserne C-B	585,000	270,248	585,000 (*f*)
Liddell Contracting Ltd Victoria C-B	Rajout d'un gymnase à un bâtiment C-B	334,754	248,617	248,617
JW Lindsay Enterprises Ltd Moncton N-B	Concevoir/construire un centre récréatif N-B	1,070,557	86,889	1,070,557 (*f*)
JH Lock & Sons Ltd Toronto Ont	Ensemble de réfrigération pour installation climatique Ont	3,835,794	2,371,312	2,371,312
Lundrigans Construction Saint John N-B	Déblai et remblai/béton et acier N-B	6,271,977	5,854,686	6,271,817
M & C Ventures Ltd Royston C-B	Remplacement du système de distribution de vapeur C-B	1,046,448	23,830	1,046,448 (*f*)
M & M Offshore Ltd St John's T-N	Alimentation de réservoirs à combustibles pour sites de radar TN-O et T-N	2,864,080	2,310,392	2,408,132
Marco Ltd St John's T-N	Construction d'un complexe d'alerte CF-18 T-N	7,091,705	175,666	7,091,705 (*f*)
Marco Ltd St John's T-N	Construction d'un édifice à bureaux T-N	865,244	12,655	865,244 (*f*)
Marid Industries Ltd Windsor Junction N-É	Améliorer les chemins de fer maritimes d'une cale-sèche N-É	434,578	193,081	434,578 (*f*)
Marigold Holdings Inc Nanaimo C-B	Concevoir, fabriquer et installer un bâtiment en acier C-B	436,956	193,109	435,777
Marvet Construction Ltd Victoria C-B	Logements pour célibataires C-B	2,529,515	2,073,546	2,529,515 (*f*)
McCurdy Construction & Equipment Rental Ltd Gander T-N	Expansion d'une aire de trafic du hangar d'aviation T-N	429,479	429,479	429,479 (*f*)
MM Construction (1975) Ltd Moose Jaw Sask	Agrandissement de l'atelier de la batterie du hangar Sask	252,038	164,700	164,700
Michael Monteith Enterprises Ltd Orillia Ont	Annexe au Mess des officiers Ont	4,430,917	69,397	4,430,917*(*f*)
Michael Monteith Enterprises Ltd Orillia Ont	Logements pour caporaux et soldats Ont	8,435,519	86,521	8,435,519 (*f*)
Vanderbuilt Holdings Ltd a/b Montgomery Electric Calgary Alb	Installation d'une unité d'énergie auxiliaire/système d'énergie continue dans un édifice Alb	326,879	28,559	326,879 (*f*)
Multi-Ventures Ltd Tracy N-B	Construction d'un pare-feu périphérique N-B	734,989	649,983	649,983
Multi-Ventures Ltd Tracy N-B	Installations de repas sur place N-B	522,928	486,576	486,576
RJ Nicol Construction (1975) Ltd Ottawa Ont	Installations Ont	1,600,582	1,071	1,600,582 (*f*)
RJ Nicol Construction (1975) Ltd Ottawa Ont	Piscine intérieure Ont	2,198,187	191,744	2,198,187 (*f*)
Northway Industries of Balfour Ltd Copper Cliff Ont	Réseau d'extincteurs automatiques Ont	258,085	48,942	258,085 (*f*)
Olympic Construction Ltd St John's T-N**	Rénovations à un bâtiment T-N	1,388,596	1,382,302	1,382,302
Olympic Construction Ltd St John's T-N**	Rénovations et rajouts à un bâtiment T-N	430,518	320,419	320,419
Ontario Electrical Construction Co Ltd North Bay Ont	Systèmes mécaniques et électriques Ont	552,709	24,129	552,709 (*f*)
PCL-Foundation (entreprise en coparticipation) Edmonton Alb	Construire des sites de radar et installer un radar à courte portée TN-O	51,298,741	16,208,247	16,208,247
PCL Civil Constructors Inc Edmonton Alb	Installation d'un radar à longue portée T-N	21,198,442	415,580	21,198,442 (*f*)
PCL Constructors Western Inc Richmond C-B	Manège militaire, bataillon militaire C-B	5,890,893	7,349	5,890,893 (*f*)
Perma Construction Ltd Victoria C-B	Agrandissement d'une centrale thermique C-B	1,170,154	237,205	237,205
Perma Construction Ltd Victoria C-B	Construire une annexe au hangar et apporter des modifications C-B	2,563,343	78,149	78,149
J Euclide Perron Ltée Chicoutimi Qué	Construire un camp pour élèves-officiers Qué	441,354	242,541	441,354 (*f*)
370403 Ontario Ltd a/b Pinecrest Chalets Barrie Ont	Construire un bâtiment Ont	288,883	9,459	288,883 (*f*)
370403 Ontario Ltd a/b Pinecrest Chalets Barrie Ont	Construire une mezzanine et rénovations intérieures Ont	481,044	327,475	327,475
Prime Industries Victoria Inc Saanichton C-B	Construire un bâtiment pour entreposage C-B	283,950	2,643	283,950 (*f*)
P T Construction Ltd Stephenville T-N**	Construire un bâtiment T-N	712,000	712,000	712,000
Constructions Richer Inc Beauport Qué	Rajout et rénovations à un bâtiment Qué	326,239	299,412	299,412
Rocca Construction Ltd Dartmouth N-É	Mess des caporaux et soldats et club militaire N-É	4,412,453	3,302,669	3,302,669
Roland Duval Inc Nicolet Qué	Rajout au bâtiment Qué	368,500	367,484	367,484
Roscoe Construction Ltd Cambridge Station N-É	Installer une clôture sécuritaire et poste de garde N-É	353,319	2,732	353,319 (*f*)
Roscoe Construction Ltd Cambridge Station N-É	Clôture sécuritaire pour aéronefs N-É	257,176	8,045	257,176 (*f*)
Ruiter Engineering & Construction Ltd Ottawa Ont	Manège militaire Ont	5,717,885	5,392,534	5,591,034
Sagonaska Builders Ltd Belleville Ont	Rajout au bâtiment Ont	358,405	289,945	289,945
Les Constructions du Saint-Laurent Ltée Beauport Qué	Agrandissement d'une piste TN-O	3,701,076	3,311,684	3,626,584
Sandbar Construction Ltd Saanichton C-B	Locaux C-B	5,255,482	2,181,140	5,255,482 (*f*)
Sandbar Construction Ltd Saanichton C-B	Locaux C-B	6,636,000	200,543	200,543
Santec Construction Managers Ltd Kingston N-É	Clôture sécuritaire pour aéronefs N-É	343,076	246,484	246,484
Schurman Enterprises Ltd Summerside Î-P-É	Installations pour police militaire Î-P-É (contrat annulé)	955,697		18,247 (*f*)
South Rock Ltd Medicine Hat Alb	Clôture sécuritaire Alb	287,799	116,355	116,355
St Lawrence Construction Ltd Beauport Qué	Installations de radar à longue portée T-N	30,297,815	1,028,832	30,297,815

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
M Sullivan & Son Ltd Amprior Ont	Installations de réserve Ont	3,819,862	3,136,349	3,136,349
M Sullivan & Son Ltd Amprior Ont	Construction d'un bâtiment Ont	6,376,776	61,787	6,376,776 (*f*)
JC Sulpher Construction Ltd Gloucester Ont	Rénovations à un bâtiment Ont	482,819	276,826	482,819 (*f*)
Swagger Construction Ltd Abbotsford C-B	Construire un bâtiment d'entretien C-B	782,940	555,355	782,940 (*f*)
Swagger Construction Ltd Abbotsford C-B	Logements pour célibataires C-B	4,593,861	2,200,881	2,200,881
Swagger Construction Ltd Abbotsford C-B	Logements pour célibataires C-B	5,599,661	2,102,113	2,102,113
Swagger Construction Ltd Abbotsford C-B	Complexe du régiment d'ingénieurs au combat C-B	10,106,706	458,700	458,700
Trail-Rite Flatdecks Ltd Tisdale Sask	Alimentation de réservoirs à combustibles pour sites de radar à courte portée TY et TN-O	1,882,912	1,179,599	1,709,245
Transit Construction Co Ltd Senneville Qué	Armature de hangars d'aviation Qué	586,893		562,830
TRD Building Sales Ltd Medicine Hat Alb	Améliorer le système mécanique dans l'édifice Alb	520,392	26,489	520,392 (*f*)
TRD Building Sales Ltd Medicine Hat Alb	Rajout aux services médicaux/dentaires Alb	909,785	176,835	904,969
TRD Building Sales Ltd Medicine Hat Alb	Construire une casse-croûte Alb	523,840	521,072	521,072
Trexcon Construction Ltd Rexdale Ont	Bâtiment d'entraînement Ont	1,986,928	26,471	1,986,928 (*f*)
Tri-Steel Industries Inc Montréal Qué	Tour de radar, acier de charpente TN-O et T-N	4,025,992	3,060,503	3,060,503
United Marine Electronics and Communications (1968) Inc Nepean Ont	Concevoir et installer un système d'alarme contre intrusion Qué	588,135	70,564	588,135 (*f*)
Vardet Inc St-Hubert Qué	Rénover un bâtiment Qué	373,586	5,740	373,586 (*f*)
Divers propriétaires Sept-Îles Qué	Terrains pour le site de construction du manège militaire de la Marine Qué	576,862	576,862	576,862 (*f*)
Vipond Automatic Sprinkler Co Ltd Moncton N-B	Installer des réseaux d'extincteurs à mousse chimique T-N	1,620,356	1,562,161	1,562,161
West Shore Constructors Ltd North Vancouver C-B	Construire des installations de bassin d'amarrage C-B	472,103	376,654	472,103 (*f*)
Western Electrics Ltd Dartmouth N-É	Améliorer le réseau de distribution d'électricité N-É	1,867,737	986,552	986,552
Williams Murphy & MacLeod (1971) Ltd Summerside Î-P-É	Mess militaire mixte Î-P-É	7,477,564	1,967,988	3,136,391
Wormald Canada Inc a/b Wormald Fire Systems Division Ottawa Ont	Installer un système d'étouffement d'incendie Ont	397,544	397,544	397,544 (*f*)
379064 Ontario Ltd a/b Ram Aire Service Brampton Ont	Améliorer la ventilation Ont	848,685	563,242	563,242

Protection civile Canada $45,165

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $26,155,224

Département $26,155,224

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX $9,640,454

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
Boilard & Boilard Inc Saint-David Qué**	Construction d'un poste de soins infirmiers Qué	1,279,528		1,279,528 (*f*)
Cox Excavating Tillsonburg Ont**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	1,703,445		1,703,445
Donalco Inc Edmonton Alb**	Rénovations à un hôpital TN-O	365,669	21,404	286,086 (*f*)
Great Northwest Insulation Ltd Surrey C-B**	Rénovations à un poste de soins infirmiers et une résidence TN-O	630,328	4,838	635,166 (*f*)
Great Northwest Insulation Ltd Surrey C-B**	Rénovations à un poste de soins infirmiers TN-O	420,080	9,506	420,080 (*f*)
Habitat Renaissance Inc Lac Beauport Qué	Construction d'un poste de soins infirmiers Qué	1,481,490	960,840	960,840
Jen-Col Construction Spruce Grove Alb**	Construction d'un poste sanitaire Alb	710,000	693,425	693,425
Jim Dent Construction Ltd Hope C-B**	Construction d'un poste de soins infirmiers et une résidence C-B	919,427	25,963	919,427* (*f*)
L Yanchishyn Construction Ltd Keewatin Ont**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	308,030	20,740	308,030 (*f*)
Lancet Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,021,612	5,368	1,021,612
Landry Construction Natashquan Qué**	Construction d'un poste de soins infirmiers Qué	708,646		707,182
NDL Construction Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	1,937,822	270,784	1,937,822 (*f*)
NDL Construction Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	473,832	473,832	473,832
Omac Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'une résidence TN-O	1,276,266		1,276,266
Penn-Co Construction Ltd Blumenort Man**	Construction de logements à l'hôpital Ont	380,392	380,392	380,392
Penn-Co Construction Ltd Blumenort Man**	Construction d'une résidence de neuf unités Ont	802,740	801,376	801,376
Penn-Co Construction Ltd Blumenort Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	1,624,000	485,343	485,343
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations à un poste de soins infirmiers Man	705,423	3,444	689,536 (*f*)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations à un hôpital Man	350,885	812	348,385 (*f*)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations à un poste de soins infirmiers Man	256,651	5,230	256,651 (*f*)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction d'un poste de soins infirmiers et une résidence C-B	1,045,156		1,045,156*
Treeline Construction Ltd Yellowknife TN-O**	Construction d'une clinique de santé et résidence TN-O	1,632,250		1,632,250* (*f*)
Treeline Construction Ltd Yellowknife TN-O**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,656,970	532,839	1,656,970 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Treeline Construction Ltd Yellowknife TN-O**	Construction d'un poste de soins infirmiers et une résidence TN-O	1,558,525		1,558,525*(*f*)
Tarad Industries Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un centre de services de santé Alb	1,447,848		1,447,848 (*f*)
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ $16,514,770				
Cayouette et Saïa Architectes Montréal Qué**	Services en architecture—Nouveau service de retenue et amélioration des systèmes existants de traitement d'air Qué	1,520,000	409,504	1,416,139
C D Davison Co Ltd Halifax N-É**	Services en architecture et d'ingénierie—Installations de laboratoire et de bureau N-É	1,303,500	480,997	1,216,106
Construction D Tardif Inc Mercier Qué**	Construction, nouveau service de retenue Qué	10,026,491	8,476,082	9,289,730
Dunlop Farrow Aitken Cansfield Inc Toronto Ont**	Services en architecture et d'ingénierie—Nouveau service de retenue et amélioration des systèmes existants de traitement d'air Ont	1,332,500	149,871	946,912
Mathers and Haldenby Architects Inc Toronto Ont**	Services en architecture et d'ingénierie—Rajout à l'édifice du laboratoire de protection contre la radiation Ont	1,977,432	272,983	1,612,960
Pre-Eng Contracting Ltd Toronto Ont**	Modifications et rajouts au laboratoire et installations de bureau Ont	7,680,224	4,269,120	7,725,931*
R J Nicol Construction (1975) Ltd Ottawa Ont**	Rajout au laboratoire de protection contre la radiation Ont	18,203,779	972,683	972,683
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont**	Remplacement de l'incinérateur Ont	499,077	37,538	499,077*(*f*)
Woodlawn Construction Ltd Dartmouth N-É**	Services pour le site de préconstruction N-É	431,647	2,000	431,647 (*f*)
Zuccarini Construction Div of 595510 Ontario Ltd Ottawa Ont	Rajout au laboratoire de protection contre la radiation Ont	613,110	49,134	613,110*(*f*)
REVENU NATIONAL $2,333,806				
Douanes et Accise $2,329,297				
Jacques Théoret Inc Ormstown Qué	Construction d'installations communes entre le Canada et les É-U Qué	1,289,860	131,121	1,289,860*
Narrow Gauge Contracting Ltd Whitehorse TY	Construction de bureaux et résidences pour douanes C-B	1,146,469	18,493	1,146,469*(*f*)
Ryan Construction and Development Ltd St John's T-N	Installations de traitement T-N	827,970	375,000	375,000
Impôt $4,509				
PARLEMENT $24,937				
Sénat $24,937				
TRAVAUX PUBLICS $589,940,083				
Département $589,940,083				
PROGRAMME DES SERVICES $462,079,397				
PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS $127,860,686				
450744 Ontario Limited Richmond Hill Ont	Remplacement du réfractaire/chaudière #5 Ont	286,940	284,518	284,518 (*f*)
Ansco Construction Ltd Saskatoon Sask	Pavage, poste de frontière Sask	2,259,903	(4,786)	2,259,903 (*f*)
Apacon Construction Ltd Edmonton Alb	Aménagement/intérieur des bureaux Place Canada Alb	261,504	7,021	261,504 (*f*)
B A Blacktop (Cranbrook) Ltd Cranbrook C-B	Modification de parcours du trafic, poste de frontière des douanes/irrigation/pelouses C-B	304,573	304,573	304,573 (*f*)
Barwan General Contracting Arnprior Ont	Modifications, Archives nationales Phase I Ont	792,592	792,592	792,592
Basic Management Ltd Moncton N-B	Conception/construction, nouvel immeuble du gouvernement du Canada N-B	1,795,114	1,675,646	1,675,646
Camille Léger Ltée Robichaud N-B	Rénovations à la centrale postale de Dieppe, région importante N-B	310,997	310,997	310,997 (*f*)
Caminiti Construction Inc Montréal Qué	Stations de pompage et postes de garde Qué	491,595		491,595 (*f*)
Casy-Hewson Construction Ltd Scarborough Ont	Rénovations Ont	476,940	292,830	292,330
Celeb Construction Ltée Candiac Qué	Monte-charges, 105 McGill Qué	1,134,651		1,127,987
Coastal Project Management Ltd Clarenville T-N	Rénovations à l'immeuble Sir Humphrey Gilbert T-N	10,332,329	4,412,684	5,138,415 (*f*)
Construction Béland & Lapointe Inc Saint-Rédempteur Qué	Rénovations d'envergure Phase II Qué	1,798,874	1,416,837	1,798,874
Construction Buram Inc Ste-Thérèse Qué	Rénovations d'envergure Qué	890,455	859,525	859,525
Construction Cobenco Inc Montréal Qué	Réaménagement important du siège social Qué	5,479,606	3,925,048	5,034,398
Construction Jean & Robert Ltée Gascon Qué	Démolir un ouvrage excédentaire et monter un mur de protection Qué	267,297		267,297 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Construction Larivière Ltée Hull Qué	Rénovations à l'édifice du Centre, Colline du Parlement/ béton armé Ont	1,153,262	220,683	1,153,262 (*f*)
Construction Larivière Ltée Hull Qué	Rénovations à l'édifice du Centre, Colline du Parlement/ maçonnerie/pierre tyndall Ont	281,492	23,666	281,492 (*f*)
Construction Larivière Ltée Hull Qué	Rénovations à l'édifice du Centre, Colline du Parlement/ maçonnerie/coupe et blocaille de grès Ont	1,007,269	22,288	1,007,269 (*f*)
Construction Paval Inc Saint-Léonard Qué	Améliorer la Phase "B" Qué	20,319,217	777,310	20,319,217
D L F Mechanichal Ltd Winnipeg Man	Installation d'une nouvelle chaudière, immeuble fédéral Man	403,137	268,106	268,106
Delnor Construction Ltd Edmonton Alb	Modification et aménagement, Immeuble de la Commission d'assurance-chômage Alb	1,075,953	46,605	1,075,953 (*f*)
Dem-Con Construction Mount Pearl T-N	Rénovations et modifications, Immeuble Sir Humphrey Gilbert T-N	304,184	12,741	304,184 (*f*)
Donald Servant Electrical Ltd Ottawa Ont	Améliorer les réseaux électriques, Centre de conférences Ont	543,272	98,010	543,272 (*f*)
Doug Gordon Contracting Fort Nelson C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	811,414	811,414	811,414 (*f*)
Doyle Madden General Ltd Vancouver C-B	Modifications au complexe du port d'entrée des Douanes et Accise C-B	333,277	333,277	333,277 (*f*)
D T B Commercial Contractor Ltd Ottawa Ont	Facilité d'accès aux handicapés, Académie Lasalle Ont	498,939		489,570
Eastern Construction Co Ltd Toronto Ont	Changements divers Ont	400,073	300,073	400,073 (*f*)
Eastern Construction Co Ltd Toronto Ont	Rénovations et rajouts Ont	34,324,648		34,324,648 (*f*)
Eden Construction Ltd Saskatoon Sask	Nouvel immeuble du gouvernement Sask	4,014,819	956,696	4,014,819 (*f*)
Ellis Don Ltd Vancouver C-B	Réaménagement patrimoine du Centre Sinclair C-B	29,068,277	14,000	29,068,277
Ellis-Don (Atlantic) Ltd Dartmouth N-É	Rénovations à l'Immeuble Sir John Thompson N-É	3,957,444	3,957,444	3,957,444
Ellis-Don (Atlantic) Ltd Dartmouth N-É	Rénovations à l'Immeuble Ralston N-É	9,306,000	68,820	68,820
Excavations Loiselle & Frères Inc St-Timothée Qué	Travaux extérieurs Qué	978,097	978,097	978,097
Falla Construction Ltd Hamilton Ont	Rénovations Ont	1,500,777	14,341	1,500,777 (*f*)
Ferano Construction Ltd Ottawa Ont	Rénovations à l'édifice du Centre, Colline du Parlement/ plâtrage et construction à mur sec Ont	520,628	180,949	520,628 (*f*)
Fernand Gilbert Ltée Chicoutimi Qué	Rénovations au site, Vieux Port de Chicoutimi Qué	2,337,716	1,186,937	1,186,937
Fondation Yves & Laurent Otis Inc Ville De La Baie Qué	Rénovations, Vieux Port de Chicoutimi Qué	679,850	22,036	679,850 (*f*)
Fred R Dickinson Ltd Woodstock N-B	Modifications au système de climatisation, immeuble du gouvernement du Canada C-B	429,900		
F Urbisci Construction Nepean Ont	Rénovations à l'Immeuble de La Promenade Ont	329,657	45,899	329,657 (*f*)
G W Barr Construction & Engineering Ltd Brampton Ont	Aménagement des rues Ont	257,100		257,100 (*f*)
Gestion Taiga Inc Charny Qué	Rénovations d'envergure Phase I Qué	291,053	56,666	291,053 (*f*)
Golden Hill Ventures Whitehorse TY	Aqueducs, autoroute de l'Alaska TY	400,000	400,000	400,000 (*f*)
Gordon Sestock Construction Montréal Qué	Réaménagement intérieur Qué	575,900	241,988	241,988
Graham Construction Ltd Regina Sask	Rénovations du nouvel immeuble du gouvernement Sask	2,200,000	1,278,634	2,200,000 (*f*)
Heather & Little Ltd Toronto Ont	Remplacement du toit, L'Esplanade Laurier Ont	716,719	715,608	715,608
Hebert Trucking Ltd Prince George C-B	Concassage et stockage de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,573,010		894,265
Hervé Pomerleau Inc Montréal Qué	Conversion d'un bâtiment en laboratoire Qué	3,858,210	1,914,851	3,858,210
Hervé Pomerleau Inc Saint-Georges-de-Beauce Qué	Rénovation et conversion Qué	14,324,538	145,000	14,324,538 (*f*)
Hervé Pomerleau Inc Saint-Georges-de-Beauce Qué	Rénovation et conversion Qué	21,340,739		21,340,739 * (*f*)
Honeywell Ltd Edmonton Alb	Installer un système d'alarme, Place Canada Alb	465,443	6,011	442,470
Inland Contracting Penticton C-B	Concassage et stockage de l'autoroute de l'Alaska C-B	824,137	364,584	824,137 (*f*)
J Lewin Inc Montréal Qué	Améliorer la Phase "B" Qué	547,161	3,161	547,161 (*f*)
Jim Dent Construction Ltd Hope C-B	Construire un bureau, Pêches et Océans C-B	755,490	754,817	754,817
Joe Arban Contractor Ltd Gloucester Ont	Rénovations à l'édifice du Centre, Colline du Parlement/ marbre, Phase I Ont	470,046	108,215	470,046
John Miller & Sons Ltd Winnipeg Man	Travaux de démolition choisis et réfection, immeuble du gouvernement du Canada Man	376,275	336,597	336,597
Kerschbaumer Coating Inc Coquitlam C-B	Entretien du pont ferroviaire New Westminster C-B	329,661	165,521	329,661 *
Kodiak Earthmovers Ltd Fort St John C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	5,753,310	5,638,334	5,638,334
La Commission Scolaire Hull Qué	Achat d'une école Qué	26,288,426	1,304,232	20,745,440
Larwill Construction Inc Whitehorse TY	Démolition d'une partie désignée, immeuble du gouvernement du Canada TY	488,907	488,907	488,907
Le Groupe Paval de Const et Invest Inc St-Léonard Qué	Réparations au premier étage Qué	1,151,492	826,117	826,117
Les Constructions BLH Inc Sept-Îles Qué	Réaménagement intérieur Qué	335,681		335,681 (*f*)
Les Constructions Roger Blouin Inc Vanier Qué	Extérieur d'un édifice fédéral Qué	2,908,536		2,908,536 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Macton Electric Kemptville Ont	Améliorer la distribution d'électricité de l'ensemble central de bâtiments, rue Sparks Ont	534,758	4,744	534,758 (*f*)
Magus Construction Nepean Ont	Modifications à l'Immeuble des Douanes et Accise Ont	2,532,288	1,961,978	1,961,978
Marc Thomassin Inc Beauport Qué	Modification au système de ventilation Qué	309,456	1,510	309,456 (*f*)
Marine Oil Services Ltd Eastern Passage N-É	Réparations du quai/conception N-É	293,600	194,000	194,000
Marinex Inc Victoriaville Qué	Démolition partielle/renforcement du quai Qué	405,309	103,492	405,309 (*f*)
Marois Électrique Hull Qué	Système avertisseur d'incendie et de communications, Place du Portage Phase I et II Qué	362,364	200,864	362,364 (*f*)
Markin Brothers Ltd Castlegar C-B	Base granulaire de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,810,133	87,718	1,803,363 (*f*)
Master Plumbing & Heating Winnipeg Man	Nouveau système de chaudière/Entrepôt d'inspection des Douanes Man	439,593	439,593	439,593
McCauley Electric Ltd Ottawa Ont	Rénovations à l'édifice du Centre, Colline du Parlement/ électricité et système avertisseur d'incendie Ont	2,342,554	952,596	2,342,554
MLC Construction Prince George C-B	Base granulaire de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,085,683		1,059,190
MLC Construction Prince George C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,100,266	137,267	1,013,317
Mometal Inc Longueuil Qué	Rénovations à l'édifice du Centre, Colline du Parlement/ divers travaux en menuiserie métallique Ont	725,595	262,263	725,595
Newland Contracting North Ltd Edmonton Alb	Rénovations de bureau, immeuble du gouvernement du Canada TN-O	288,841	288,841	288,841 (*f*)
Patella Construction Ville La Salle Qué	Rénovations à l'édifice du Centre, Colline du Parlement/ travaux de menuiserie, portes et châssis Ont	394,538	251,878	381,378
Peter Brothers Paving Kelowna C-B	Recouvrement d'asphalte de l'autoroute de l'Alaska C-B	4,388,190	4,388,190	4,388,190 (*f*)
Peter's Bros Paving Ltd Penticton C-B	Revêtement d'asphalte du Parc national de Revelstoke C-B	549,351		549,351 (*f*)
Seaboard Construction Inc Dartmouth N-É	Aménagement d'un entrepôt N-É	1,213,153	1,090,088	1,213,153
Seabord Construction St John's T-N	Rénovations à un édifice T-N	836,742	(29)	836,742 (*f*)
Shiltco Construction Ltd Calgary Alb	Revêtement en dur/déblaiement et travaux de nivellement de l'autoroute Trans Canada Alb	3,939,134	848,100	848,100
Simmchen Construction Ltd Moncton N-B	Érection d'un monument, révision du plan d'ouvrage N-B	1,487,212	1,278,866	1,278,866
Simmchen Construction Ltd Moncton N-B	Embellissement provisoire N-B	535,245	535,245	535,245 (*f*)
Spec Tech Ltd Ottawa Ont	Aménagement de l'Immeuble de Constitution, Phase 2R Ont	281,256	257,683	257,683
Sterling Crane (Division of procrane Inc) Edmonton Alb	Réparations de la grue du bassin de radoub Esquimalt C-B	570,567	380,567	570,567
Thomas Fuller Construction Co Ltd Ottawa Ont	Construction du Musée national de l'aviation Ont	17,099,459		17,099,459
Tremcofort Inc Chicoutimi Qué	Rénovations du "Vieux Quai" Qué	1,312,873	(761)	1,312,873 (*f*)
Tri-City Contracting Ltd Kamloops C-B	Rénovations d'un immeuble fédéral C-B	936,809	400,292	400,292
Tri Stad Developments Ltd Edmonton Alb	Aménagement de la Place Canada Alb	296,139	847	296,139 (*f*)
Trident Construction Ltd Lunenburg N-É	Agrandissement de bureaux, immeuble du gouvernement du Canada N-É	817,708	135,000	135,000
Vie Bilt General Contractors Inc Ottawa Ont	Rénovations du complexe Canmet, Énergie, Mines et Ressources Ont	287,414		287,414 (*f*)
Vipond Automatic Nepean Ont	Réseau de gicleurs et système d'alarme, Conseil national de recherches Ont	1,372,644	114,872	114,872
Westbord Carpet & Drapery Nepean Ont	Remplacement de tapis, Portage Phase III Qué	303,607	303,607	303,607 (*f*)
Westeinde Construction Ltd Ottawa Ont	Aménagement de la phase annexe C, Immeuble Sir Alexander Campbell Ont	4,669,237		4,669,237 (*f*)
SOLLICITEUR GÉNÉRAL $102,637,049				
Service correctionnel $58,293,636				
AARE Construction Inc Montréal Qué**	Construction d'une tour Qué	301,065		301,065
Atlas Construction Maritimes Ltd Fredericton N-B**	Bloc de détention protecteur, établissement à sécurité maximale N-B	17,141,411		17,141,411 (*f*)
Bangma Construction Westbrook Ont**	Enlever une couverture encastrée, établissement Pittsburg Ont	263,610	263,610	263,610 (*f*)
Berge Construction Prince Albert Sask**	Agrandissement du bâtiment administratif, pénitencier Prince Albert Sask	578,657	578,657	578,657 (*f*)
Bird Construction Company Limited Winnipeg Man**	Rénovations d'un gymnase, édifice c18, établissement Stony Mountain Man	320,008	32,363	320,008 (*f*)
Bird Construction Company Limited Winnipeg Man**	Rénovations du centre d'enseignement, établissement Stony Mountain Man	324,640	15,327	324,640 (*f*)
Bird Construction Company Limited Winnipeg Man**	Bâtiment de nouvelles industries, établissement Stony Mountain Man	2,179,957	2,178,300	2,178,300

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Bird Construction Company Limited Winnipeg Man**	Installation d'une clôture sécuritaire, établissement Stony Mountain Man	486,292	408,919	408,919
Brazeela & Burkosky Ltd Prince Albert Sask**	Revêtement en dur et amélioration d'une route périphérique, établissement Prince Albert Sask	337,428	337,428	337,428
CAP Ventures Ltd Surrey C-B**	Réaménagement d'un terrain de jeu, établissement Mountain C-B	284,980		284,980*(*f*)
Caldense Roofing Installation Ltd Toronto Ont**	Remplacer un toit, établissement Collins Bay Ont	592,812		592,812(*f*)
Canterbury Roofing Ltd Calgary Alb**	Amélioration d'un toit, établissement Drumheller Alb	298,347		298,347(*f*)
Carl Jensen Building Services Kingston Ont**	Agrandissement et modifications d'un abattoir, établissement Pittsburgh Ont	1,142,700	39,588	1,142,700
Churchill Electric & Assoc (1987) Ltd Victoria C-B**	Amélioration du système électrique, établissement William Head C-B	476,031	262,339	476,031
Construction Beaudoin (1977) Inc Laval Qué**	Installation de fenêtres de sécurité, établissement Leclerc Qué	568,872	568,872	568,872
Construction Cobenco Inc Montréal Qué**	Construction de l'entrée d'un édifice Qué	601,600		601,600(*f*)
Construction Gaston Picard Inc Charny Qué**	Fondation de l'édifice principal Qué	397,941		397,941
Construction Jacquard Inc Laval Qué**	Construction du poste central de contrôle principal Qué	449,430		449,430(*f*)
Construction Jacques Théoret Inc Ormstown Qué**	Construction de blocs de visite familiale Qué	408,377	149,792	381,384
Construction Viateur Turgeon Saint-Come Qué	Construction de bâtiments à securité multiple Qué	457,540		457,540*(*f*)
Entreprises Bon Conseil Ltée Ancienne-Lorette Qué**	Construction d'un pénitentier Qué	1,097,131		1,097,131(*f*)
Entreprises Bon Conseil Ltée Ancienne-Lorette Qué**	Construction d'un pénitentier Qué	18,815,070	122,808	18,815,070*
Entreprises Bon Conseil Ltée Ancienne-Lorette Qué**	Construction d'un pénitentier Qué	7,837,699		7,837,699(*f*)
Entreprises Bon Conseil Ltée Ancienne-Lorette Qué**	Construction de bâtiments à sécurité multiple, lot K Qué	1,871,953	17,758	1,871,953(*f*)
Entreprises Bon Conseil Ltée Ancienne-Lorette Qué**	Construction de bâtiments à sécurité multiple, lot K2 Qué	386,817	25,328	386,816(*f*)
Excavation de Chicoutimi Inc Chicoutimi Qué**	Construction d'un pénitentier Qué	2,560,233		2,560,233
Forewest Construction Ltd Abbotsford C-B**	Construction de l'étape 1 d'un établissement à sécurité moyenne C-B	1,376,901		1,376,901
G Beaudet et Compagnie Ltée Warwick Qué**	Agrandissement du "USC"—Lot #2 Qué	7,962,270		7,962,270
G Giuliani Inc Laval Qué**	Amélioration de l'éclairage Qué	626,345		626,335*(*f*)
Gilles Bernier Grand Falls N-B**	Rénovation du bâtiment B-7, pénitencier Dorchester N-B	253,751	19,323	253,751*(*f*)
Glaser Custom Homes Kingston Ont**	Remplacement du toit et modification, établissement Frontenac Ont	285,715	165,214	165,214
Grinnell Fire Protection Systems Saskatoon Sask**	Amélioration des gicleurs, pénitencier Prince Albert Sask	401,512	258,980	258,980
Innovative Enterprises Ltd Abbotsford C-B**	Construire une entrée principale C-B	743,784	700,502	700,502
Jean-Paul Trahan Ltée Saint-Jean-sur-Richelieu Qué**	Éclairage d'une cour d'exercice Qué	580,478		580,478*(*f*)
Jim Dent Construction Ltd Hope C-B**	Rénovation/agrandissement d'une cuisine, établissement Mountain C-B	280,412	251,311	281,311
Lancet Construction Ltd Edmonton Alb**	Rénovations d'une cuisine, établissement Drumheller Alb	631,744	293,222	293,222
Laval Fortin Ltée Alma Qué**	Construction d'un pénitencier Qué	1,546,922	25,199	1,546,922
Laval Fortin Ltée Alma Qué**	Construction d'un pénitencier Qué	1,100,790		1,398,183
Les Chantiers de l'Estrie Inc Rougemont Qué**	Entrée de service, bâtiment 20 Qué	259,984	208,265	208,265
Les Constructions BLH Inc Sept-Îles Qué**	Construction d'un pénitencier Qué	3,160,775	200,919	3,160,775*(*f*)
Les Installations Électriques Pichette Inc Laval Qué**	Système avertisseur d'incendie supplémentaire, Centre de formation fédéral Qué	658,212	614,364	614,364
Les Rénovations L Généreux Inc Anjou Qué**	Réparations de fenêtres/divers bâtiments Qué	251,953	251,953	251,953(*f*)
Les Sols Taillefer Ltée Montréal Qué**	Remplacer le réseau de distribution d'eau Qué	311,221	5,200	311,221*(*f*)
Lewin Kingston Odessa Ont**	Rénovations de cuisine Ont	438,557	41,660	438,557(*f*)
M Sullivan & Son Ltd Arnprior Ont**	Unité de logement, établissement Warkworth Ont	5,223,491	2,311,387	2,311,387
Mike's Electric Ltd Oxford N-É**	Modifications électriques N-É	447,300	217,300	217,300
Niagara Relocatable Buildings Ltd Grimsby Ont**	Unités de logement, établissement Bath Ont	818,393	817,300	817,300
Northal Construction Ltd Montréal Qué**	Salle de contrôle électronique Qué	632,978		632,978
R & G Construction Hunstville Ont**	Bâtiment de nouvelles industries, Camp de corrections Beaver Creek Ont	775,625	52,175	775,625(*f*)
Seney Électrique Inc Farnham Qué**	Système avertisseur d'incendie supplémentaire Qué	643,260	595,814	595,814
Simmchen Construction Ltd Fox Creek N-B**	Réaménager un gymnase, Phase I, établissement Westmorland N-B	1,527,137	1,260,374	1,527,136
Sintra Inc Granby Qué**	Modification routière Qué	603,543		603,543(*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Steele Electric Inc Brantford Ont**	Système de communication pour blocs, divers bâtiments, établissement Warkworth Ont	389,000	364,550	364,550
Steen Contractors Ltd Dartmouth N-É**	Remplacement d'une installation de chauffage N-É	1,121,674		
T A Andre & Sons (Ontario) Ltd Kingston Ont**	Rajouts et rénovations, Phase II, établissement Millhaven Ont	1,631,090	1,630,842	1,630,842
Team Construction Ltd Moncton N-B**	Nouveaux services de cantine, pénitencier Dorchester N-B	1,723,661	1,615,000	1,615,000
Tendev Construction Ltd Surrey C-B**	Centre d'enseignement C-B	480,160		480,160*(f)
Town & Country Fire Protection Calgary Alb**	Sécurité incendie, établissement Drumheller Alb	382,999	382,999	382,999
Tri-Cor Development Ltd Moncton N-B**	Remplacer une installation de chauffage N-É	3,119,733	3,119,733	3,119,733
Tri-Cor Development Ltd Moncton N-B**	Installation de chauffage N-B	338,943		338,943 (f)
Tri-Cor Development Ltd Moncton N-B**	Améliorer l'entrée de service N-B	345,118	4,118	345,118*(f)
W V Wallans Contracting Ltd Carrying Place Ont**	Bureaux d'administration d'un bloc, pénitencier Kingston Ont	347,644	340,946	340,946
W V Wallans Contracting Ltd Carrying Place Ont**	Modifications à l'atelier de tapisserie Ont	375,183	374,711	374,711
W V Wallans Contracting Ltd Carrying Place Ont**	Diverses modifications, établissements Millhaven/Bath Ont	652,861		652,861 (f)
W V Wallans Contracting Ltd Carrying Place Ont**	Atelier de peinture du deuxième étage, pénitencier Kingston Ont	421,299	396,404	421,299 (f)
Gendarmerie royale du Canada $44,343,413				
Alberco Construction Ltd St Albert Alb**	Sous-division de la GRC Alb	2,341,793		2,341,793 (f)
334070 Alberta Ltd Edmonton Alb**	Complexe de la GRC Alb	298,343		295,643
Anaheim Construction Ltd Winnipeg Man**	Détachement de la GRC Man	2,801,250	35,070	2,798,969
BA Blacktop Ltd Kamloops C-B**	Restauration du terrain de la GRC C-B	285,806	285,806	285,806 (f)
Bemar Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement et locaux de la GRC Alb	1,321,182	440,427	440,427
Wm Berg Construction Ltd Castlegar C-B**	Sous-division de la GRC C-B	2,866,991	153,679	2,866,991
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N**	Locaux de la GRC T-N	387,600	368,000	368,000
Braunstein Braunstein Construction Ltd Toronto Ont**	Agrandissement de bureaux Ont	285,360	170,360	285,360*(f)
Ed Brunet & Sons Ltd Hull Qué**	Rénovations du centre de formation Ont	1,600,454	24,047	1,581,855
Ed Brunet & Sons Ltd Hull Qué**	Rénovations du centre de formation Ont	2,489,610	18,673	2,470,912
Canadian Asbestos Richmond C-B**	Complexe de la GRC C-B	384,555	174,113	174,113
Cavan Contractors Ltd Edmonton Alb**	Détachement et locaux de la GRC TN-O	2,043,414	675,430	675,430
Chansilwain Const Ltd Vancouver C-B**	Détachement de la GRC C-B	1,081,679	682,856	682,856
City Builders Ltd St John's T-N**	Détachement de la GRC T-N	358,890	300,000	300,000
Clarke-Bowler Edmonton Alb**	Détachement de la GRC TN-O	1,707,306	1,706,528	1,706,528
TP Crawford Gloucester Ont**	Améliorer la hotte à vapeur Ont	445,440	6,174	445,440 (f)
DGS Construction Company Ltd Surrey C-B**	Détachement de la GRC C-B	2,049,687		2,049,687
Dem Con Construction St John's T-N**	Détachement de la GRC T-N	1,213,189	250,379	1,213,189*
Dem Con Construction St John's T-N**	Logements familiaux T-N	282,215	282,215	282,215*
Eastern Contracting Ltd Mount Pearl T-N**	Détachement de la GRC T-N	1,031,902	581,901	581,901
Efco Enterprises Ltd Stephenville T-N**	Logements familiaux T-N	283,226	126,326	283,226
Emery Construction Ltd St John's T-N**	Hangar pour aéronefs T-N	1,335,119	(15,859)	1,319,260*(f)
Empire Builders Ltd St John's T-N**	Détachement de la GRC T-N	1,333,109	294,255	1,331,143
Fison Construction Corp La Ronge Sask**	Détachement de la GRC Sask	651,029	453,789	453,789
G&M Development Ltd Lower Sackville N-É**	Aménagement de logements N-É	258,548	82,299	258,548 (f)
Georgia Mechanical Systems Ltd Richmond C-B**	Complexe Fairmont de la GRC C-B	447,616	174,475	447,616 (f)
Gregory Construction Ltd Yellowknife TN-O**	Détachement de la GRC TN-O	740,129	200,687	740,129 (f)
G Hahn Contracting Ltd Fort Qu'Appelle Sask**	Détachement de la GRC Sask	1,062,318	895,810	895,810
Gil Hansen & Co Calgary Alb**	Détachement de la GRC Alb	508,253	(1,800)	508,253 (f)
Gil Hansen & Co Calgary Alb**	Détachement de la GRC Alb	486,160	(1,661)	486,160*(f)
High-Line Construction Ltd Saskatoon Sask**	Locaux de la GRC TN-O	385,074	14,479	385,074
High-Line Construction Ltd Saskatoon Sask**	Locaux de la GRC TN-O	452,800	452,800	452,800
High-Line Construction Ltd Saskatoon Sask**	Locaux de la GRC TN-O	948,000	944,640	944,640
Jomanic-Can Inc Iqaluit TN-O**	Détachement de la GRC TN-O	896,801		896,801 (f)
Jomanic-Can Inc Iqaluit TN-O**	Modifications d'une sous-division, bâtiment du détachement TN-O	355,563	51,515	355,563 (f)
Jomanic-Can Inc Iqaluit TN-O**	Porte de hangar et entrepôt chauffé TN-O	1,404,260	1,361,675	1,361,675
Joneljim Concrete Const Ltd Sydney N-É**	Détachement de la GRC N-É	990,138	325,563	325,563
CG Kearney Const Canada Ltd Nepean Ont**	Réaménager le quartier général de la GRC Ont***	161,456	85,373	85,373
Klein Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement de la GRC TY	1,231,818		1,231,818 (f)
Knappett Construction Ltd Victoria C-B**	Détachement de la GRC C-B	655,879		655,879 (f)
L&R Construction Ltd Stewiacke N-É**	Nouveau détachement de la GRC N-É	1,277,905	1,277,905	1,277,905
Lakh Construction Corp St Albert Alb**	Détachement de la GRC TY	795,169		769,169*(f)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Alain Laudie Ltée Chicoutimi Qué**	Détachement de la GRC Qué	1,072,252	1,072,252	1,072,252
Marbella Pacific Construction Delta C-B**	Nouveau détachement de la GRC C-B	1,030,518	957,778	957,778
Monarch Construction (82) Ltd Humboldt Sask**	Détachement de la GRC Sask	589,481	541,188	541,188
NDL Construction Ltd Winnipeg Man**	Logements familiaux TN-O	413,988		413,988 (*f*)
New Dimensions Building Edmonton Alb**	Loge de patrouille TN-O	299,630	156,064	288,611
Norco Industries Ltd Winnipeg Man**	Bâtiment du détachement Man	818,244	818,244	818,244 (*f*)
Oord's Construction Ltd Agassiz C-B**	Détachement de la GRC C-B	395,100		395,100 (*f*)
PCL Construction Northern Inc Yellowknife TN-O**	Détachement de la GRC TN-O	1,545,500	1,531,792	1,531,792
PT Construction Ltd Stephenville T-N**	Nouveau détachement de la GRC T-N	867,000	430,435	430,435
Pace Greentree Builders Inc Winnipeg Man**	Détachement de la GRC Man	1,003,323	(100)	1,003,323 (*f*)
Penn-Co Construction Ltd Blumenort Man**	Détachement de la GRC Man	1,062,753	15,652	1,062,753* (*f*)
Penn-Co Construction Ltd Calgary Alb**	Complexe de la GRC Alb	934,133	(171)	934,133 (*f*)
Pentagon Building Corp Edmonton Alb**	Détachement de la GRC Alb	1,078,284	1,072,684	1,072,684
Perma Construction Ltd Victoria C-B**	Détachement de sécurité de la GRC C-B	947,362	537,236	537,236
Rada Construction & Mgmt Ltd Calgary Alb**	Détachement de la GRC Alb	2,033,975	20,035	2,033,975*
Rescom Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement de la GRC Alb	1,080,370		1,080,370 (*f*)
SBW Wright Construction Inc Saskatoon Sask**	Détachement de la GRC Sask	622,745	622,745	622,745
Eric Seward Enterprises Ltd Port aux Basques T-N**	Locaux de la GRC T-N	270,158	193,200	193,200
Shannon Construction St John's T-N**	Services sur les lieux T-N	527,903	38,033	527,903 (*f*)
Source Four Construction Ltd Gloucester Ont**	Rénovations du centre de formation Ont	361,396	1,050	361,396
Spracklins Bldg Supplies St John's T-N**	Détachement de la GRC T-N	1,294,642		1,294,642 (*f*)
M Sullivan & Sons Ltd Amprior Ont**	Détachement de la GRC N-É	1,024,446		1,024,446 (*f*)
TR Construction Ltd Dauphin Man**	Détachement de la GRC Man	895,107	565,990	895,107
Tarad Industries Ltd Edmonton Alb**	Détachement de la GRC Alb	1,087,971	15,664	1,087,971 (*f*)
Timcom Construction Ltd Red Deer Alb**	Sous-division de la GRC Alb	3,437,896	1,867,841	3,437,896*
Tri Stad Developments Ltd Edmonton Alb**	Rénovations du quartier général Alb	320,377	23,844	320,377
Westland Construction Ltd Winnipeg Man**	Détachement de la GRC Man	749,674	563,422	749,674
Westland Construction Ltd Winnipeg Man**	Détachement de l'aéroport Man	539,673	223,208	539,673 (*f*)
Witt Construction Ltd Prince George C-B**	Hangar de la GRC C-B	1,100,810	304,064	1,100,810 (*f*)
TRANSPORTS $153,772,483				
Département $153,772,483				
A B McLean Ltd Sault Ste Marie Ont**	Dragage 1989 Ont	1,480,000	757,186	757,186
A & A Service Co Vancouver C-B	Calfater les joints du pavage C-B	260,074		260,074 (*f*)
Acadia Forest Products Chatham N-B	Achats de terrains N-B	627,002	627,002	627,002
ACE Construction Co (1987) Ltd Calgary Alb	Construction d'une ligne d'énergie pour aire de trafic C-B	353,805		353,805 (*f*)
Acres International Toronto Ont	Prolongement, T-2 international Ont	5,502,813	1,242,261	4,859,442
Action Construction Ltd Kamloops C-B	Nouvelle pompe d'incendie et station de pompage C-B	442,073		442,073 (*f*)
Aero Flight Holding Ltd St John's T-N	Bâtiment des services divers T-N	5,561,065	5,561,065	5,561,065
Air Canada Dorval Qué	Embarcadères pour passagers Ont	1,807,300		1,297,083 (*f*)
Air Canada Montréal Qué	Modifications importantes du terminus 2 Qué	17,800,000	3,000,000	3,000,000
Air Canada Montréal Qué**	Prolongement de la zone internationale T-2 Qué	461,725	11,287	419,604
Airken Restoration Kapuskasing Ont	Nouveau réservoir à eau Ont	608,202		590,785 (*f*)
AJ Wing & Sons Const Ltd Thunder Bay Ont**	Bâtiment d'entretien et d'entreposage Ont	826,377		826,377*
Aklavik Construction Ltd Aklavik TN-O	Aménagement d'un aéroport TN-O	392,900		323,948 (*f*)
Al Kos Construction Co Ltd Prince George C-B**	Sous-division de quatre lots C-B	385,074	4,350	385,074 (*f*)
Allard Construction Ltd Thunder Bay Ont**	Installation de services atmosphériques de l'environnement Ont	301,851	292,337	292,337
Antigonish Construction Ltd Antigonish N-É	Améliorer une aire pour disposition de schistes N-É	656,957	(36,000)	586,676
Archibald Enterprises Inc Garrick Sask**	Recâblage de la piste Grise Fiord TN-O	311,020	239,940	239,940
Argo Industries Ltd Kamloops C-B	Amélioration du réseau de distribution d'eau C-B	596,891		596,891 (*f*)
Armeco Construction Ltd Vancouver C-B	Modification et agrandissement de l'aérogare C-B	9,043,109		9,028,109
Arnason Industries Winnipeg Man	Construction d'un réservoir à eau Ont	367,945	3,444	367,131 (*f*)
Arnott MacPhail Associates Ltd Regina Sask	Conception finale et évaluation de catégorie "A" Sask	1,776,000		1,775,079 (*f*)
Arrow Building Corporation Ltd Dartmouth N-É	Remplacer une aérogare N-É	2,525,983		2,525,983 (*f*)
Arteco Concept Construction Inc Montréal Qué	Réaménager un aéroport Phase III Qué	2,365,064		2,351,064 (*f*)
Asbestos Covering Co Ltd Toronto Ont	Remplacer les matériaux d'enlèvement et ignifugés Ont	827,853		827,853 (*f*)
Asbestos Erectors of Canada Ltd Montréal Qué**	Enlèvement de l'amiante Phase V Qué	443,287	299,766	299,766
Associate Builders Ltd Moncton N-B**	Agrandir/modifier un bâtiment à terme N-B	1,093,410	1,090,957	1,090,957
B A Blacktop Kamloops C-B	Reconstruction du chemin, côté sud C-B	396,032		396,032 (*f*)
B A Blacktop Kamloops C-B	Reconstruire l'aire de trafic principale de l'est C-B	465,496		465,496* (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
B A Construction Ltd Regina Sask	Reconstruction de la voie de circulation et de l'aire de trafic Sask	809,048		795,940 (*f*)
B A Construction Ltd Winnipeg Man	Construction d'une aire de trafic Phase II Man	799,276		784,285 (*f*)
B A Construction Ltd Winnipeg Man	Reconstruction de l'aire de trafic I, Phase III Man	1,881,836		1,881,836 (*f*)
B Bakken Excavating Ltd Campbell River C-B**	Recouvrir et agrandir l'aérogare C-B	270,163	270,163	270,163 (*f*)
B Lawrence Contracting Ltd Kelowna C-B	Reconstruction de la route d'accès principale C-B	287,733		287,733 (*f*)
BA Blacktop (Kamloops) Ltd Kamloops C-B	Reconstruire le parc de stationnement C-B	778,155		778,155 (*f*)
BA Construction Regina Sask	Reconstruction de la piste 8-26 Sask	1,541,370		1,533,746 (*f*)
Bay Developers (1984) Ltd Comerbrook T-N**	Services côté ville—Fondations de l'aérogare T-N	1,420,522	50,000	843,636
Beaver Asphalt Montréal Qué	Prolongement de la route périphérique Qué	314,497		314,497 (*f*)
Beaver Asphalt Ottawa Ont	Aire de stationnement économique Ont	728,712		331,145 (*f*)
Beaver Asphalt Ottawa Ont	Aménagement du parc "Gloucester Delta" Ont	1,181,467		1,083,280 (*f*)
Beaver Construction Co Ltd Richmond C-B	Voie de raccordement pour circulation "N" et travaux connexes C-B	700,624		700,624 (*f*)
Beaver Construction Ontario Div Ottawa Ont	Amélioration de l'évacuation des eaux pluviales Ont	1,426,768		1,426,768 *(*f*)
Beaver Marine Construction Bedford N-É**	Dragage du canal Miramichi N-B	1,230,700	1,230,700	1,230,700 (*f*)
Beaver Marine Construction Bedford N-É**	Reconstruction de quai N-É	1,474,241	194,341	1,474,241 (*f*)
Becnor Construction Co Ltd Calgary Alb**	Tour de contrôle du bâtiment des opérations aériennes Alb	9,870,891	16,706	9,870,891
Bel Contracting Ltd Surrey C-B	Améliorations du drainage C-B	2,203,808	16,985	2,203,793
Belcher Construction Ltd Boisbriand Qué**	Construction d'une station pour information de vol Qué	2,155,518	913,900	2,155,518
Bennett Mechanical Installations Ltd Hamilton Ont	Améliorer les eaux domestiques/réparations de quai Ont	640,455		552,081 (*f*)
Bermingham Construction Limited Hamilton Ont**	Réparations du quai Ont	685,395	685,395	685,395 (*f*)
Bernard & Gerard Lombard Ltd Weymouth N-É**	Améliorations du quai N-É	435,643		432,006 (*f*)
Bird Construction Winnipeg Man	Finition générale Phase IV Man	10,698,945		10,653,217 (*f*)
Bird Construction Winnipeg Man	Remplacement du régulateur Man	362,983		328,955 (*f*)
Black & MacDonald Ltd Dartmouth N-É**	Reconstruire la centrale thermique principale N-É	1,392,532	1,392,532	1,392,532
Black & McDonald Ltd Calgary Alb**	Remplacement du bloc d'énergie interruptible Alb	296,138	296,138	296,138
Black & McDonald Ltd Ottawa Ont**	Installer le système Odal Ont	299,403	292,192	292,192
Black & McDonald Ottawa Ont**	Préparer et éclairer les indicateurs de piste Ont	443,206	220,873	432,089
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N**	Hangar de remisage T-N	697,736	(2,707)	676,010 (*f*)
Bologna Construction Inc St-Lambert Qué	Garage d'entretien Qué	284,400		284,400 (*f*)
Bologna Construction Inc St-Lambert Qué	Garage et aérogare Qué	484,100		484,100 (*f*)
Boyd and Garland Construction Dartmouth N-É	Construire une aérogare et travaux connexes Î-P-É	4,701,017		4,700,225
Bridgecan Construction Weston Ont**	Restaurer les ponts et murs de soutènement Ont	684,666	72,462	684,666 *(*f*)
Bridgeon Construction Ltd Concord Ont**	Dérivation de rapprochement T-1 Ont	554,330	550,330	550,330 (*f*)
Brossard Pierre (1981) Ltée Brossard Qué	Réfection du système d'éclairage Qué	270,252		270,252 (*f*)
Brown and Huston Ltd Concord Ont	Modifications mécaniques, bâtiment d'administration Ont	326,046		281,360 (*f*)
Bruce S Evans Limited Scarborough Ont**	Restaurer les aires de nivellement Ont	440,553	70,499	440,553 *(*f*)
Bruno's Contracting Ltd Thunder Bay Ont** (déclaré auparavant comme Burnes Contracting Ltd)	Réfection de la piste/aire de trafic Ont	995,862	22,145	995,862 (*f*)
B-A Construction Ltd Winnipeg Man**	Entretien de l'aire d'aviation générale Man	354,925	354,925	354,925
CA McDowell Ltd Centralia Ont**	Recouvrement et aménagement paysager des aires de décharge Ont	322,652	42,733	322,652 (*f*)
Caniwi Enterprises Ltd Whitehorse TY	Construction d'une caserne de pompiers de catégorie 5 TN-O	1,354,028		1,354,028 (*f*)
Carlson Constructors Inc Saskatoon Sask**	Rajout au bâtiment d'entretien de l'aéroport Sask	1,705,083	862,000	862,000
Carmacks Construction Edmonton Alb	Réfection de la piste 11-29 Alb	751,115		720,898 (*f*)
Carmacks Construction Edmonton Alb**	Recouvrir pistes/aires de trafic/voies de circulation etc TN-O	1,572,284	817,123	1,572,284 (*f*)
Cartier Construction Corp Whitby Ont**	Reconstruction du quai, terminus maritime Î-P-É	6,013,456		6,010,956 (*f*)
Cartier Construction Inc Whitby Ont**	Dragage du canal Ont	1,656,988	288,057	1,656,988 (*f*)
Cartier-McNamara Corp Whitby Ont**	Agrandissement du quai N-B	8,795,233	1,495,233	8,795,233
Cartier-McNamara Corp Whitby Ont**	Dragage d'entretien 1986 Ont	504,577		504,577 (*f*)
Celeb Construction Ltée Candiac Qué	Répartition des tunnels Qué	658,694		654,112 (*f*)
Central Asphalt Ltd Saskatoon Sask	Reconstruction des chemins de circulation régionaux etc Sask	1,878,697		1,844,684 (*f*)
Central Asphalt Ltd Saskatoon Sask**	Reconstruction de l'aire de circulation B Sask	1,380,294	1,380,294	1,380,294 (*f*)
Chagnon (1975) Ltée Montréal Qué	Réfection de balisage lumineux Qué	500,505	25,025	500,505 (*f*)
Chansilwain Construct Ltd Vancouver C-B	Barrière du bâtiment terminal C-B	369,505	824	369,505 (*f*)
Charles Duranceau Ltée Montréal Qué	Réfection de route "A", "B" et "C" Qué	1,578,160		1,540,451 (*f*)
Chubb Alarm Mississauga Ont**	Modifications au système de transport des bagages Ont	991,155	157,273	965,479 *
Cie de Pavage d'Asphalte Beaver Montréal Qué**	Aménagement d'un stationnement temporaire Qué	347,885	292,725	292,725
Cie de Pavage d'Asphalte Beaver Montréal Qué**	Réfection de voies de circulation Qué	1,507,362	1,255,667	1,255,667
Cie de Pavage d'Asphalte Beaver Montréal-Nord Qué	Installation de clôtures et barrières Qué	411,806		411,806 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
City of Etobicoke Etobicoke Ont	Améliorer le réseau de distribution d'eau domestique Ont	381,000		381,000 (*f*)
CJ Duguid Flooring Ltd Markham Ont	Remplacement de tapis T2 Ont	343,339	184,544	184,544
Classic Construction Saint John N-B	Recouvrir la voie de circulation/aire de trafic N-B	347,750		340,864 (*f*)
Columbia Bitulithic Ltd Coquitlam C-B	Recouvrir/route d'accès élargie C-B	302,901		302,901 (*f*)
Columbia Bitulithic Ltd Coquitlam C-B	Recouvrir les pistes C-B	1,512,304		1,512,304 (*f*)
Columbia Bitulithic Ltd Coquitlam C-B	Réparer les pistes C-B	313,524	36,220	303,179 (*f*)
Comeau & Savoie Construction Caraquet N-B**	Aménagement du port Î-P-É	4,483,330	2,727,893	4,127,893
Comeau & Savoie Construction Ltd Caraquet N-B**	Réparations de l'îlot d'amarrage, côtés est et ouest N-B	402,248	87,948	402,248 (*f*)
Concrete USL Ltd Calgary Alb**	Remplacer les réservoirs et pompes incendie C-B	639,995	620,720	620,720
Construction Bugere Inc St-Hyacinthe Qué**	Rénovation, agrandissement de la base côtière Qué	5,812,532	2,143,439	2,143,439
Construction BSL Inc Vanier Qué	Construction d'un bâtiment et d'une tour Qué	403,737		403,737*(*f*)
Construction des Trois Monts Inc Trinité des Monts Qué	Fourniture et installation de clôtures/barrières Qué	396,629		396,629 (*f*)
Construction Desourdy Inc St-Hubert Qué**	Réfection de la piste/voie de circulation Qué	1,010,782	1,000,379	1,000,379
Construction Garrant Inc St-Lazare Cté Bellechasse Qué	Installation de clôtures de sécurité Qué	848,881		848,881 (*f*)
Construction Gely Inc Ancienne-Lorette Qué**	Installation d'un VOR/DME et travaux connexes Qué	976,800	718,158	718,158
Construction Gely Inc Ancienne-Lorette Qué**	Amélioration aux aires de mouvement Qué	2,861,800	616,000	616,000
Construction Québec-Labrador Inc Sept-Îles Qué	Travaux de prolongement de piste Qué	1,197,740	46,521	1,192,622*(*f*)
Construction Sceptre-Riedel-Dawson Ltée Sorel Qué**	Dragage d'entretien Traverse Nord Qué	1,665,402	1,665,402	1,665,402 (*f*)
Construction Vanneau Ltée Const Po-Bo-Ha Beauport Qué**	Reconstruction du quai Phase 1 Qué	5,039,335	300,000	300,000
Control Data Canada Ltd Ottawa Ont	Aménagement à long terme Pearson 2000 Ont	500,000	7,346	7,346
Cooper Construction Etobicoke Ont	Construire une nouvelle tour de contrôle Ont	2,941,518		2,912,583 (*f*)
Corival Inc Laval Qué	Remplacement des dalles de béton Qué	3,886,205		3,853,826 (*f*)
Corrigan Instrumentation Georgetown Ont	Examen avant montée des passagers Ont	787,382		782,732
Corrigan Instrumentation Georgetown Ont	Achat de nouvel équipement pour l'examen des passagers Ont	1,044,843	364,157	364,157
Country Trailer Sales Ltd Kelligrews T-N	Amélioration des sites VHF/MF T-N	537,881	57,964	537,881 (*f*)
Couvreur Verdun Inc Montréal Qué**	Réfection des toitures Phase III Qué	446,721	439,551	439,551
Couvreurs Savoie Ltée Montréal Qué	Réfection de la toiture Qué	413,293		413,293 (*f*)
Covex Inc Ancienne-Lorette Qué**	Réparation aux encaissements en bois Qué	2,044,552	1,099,895	2,044,552 (*f*)
Cox Excavating Div of 349538 Ont Ltd Tillsenburg Ont**	Dragage Ont	398,546		398,546*
Crossroads Construction Co Ltd Prince George C-B	Reconstruction des routes d'accès C-B	324,507		324,507 (*f*)
Crossroads Construction Prince George C-B**	Reconstruire le réseau d'évacuation des eaux pluviales C-B	368,225	368,225	368,225 (*f*)
Cureggio General Construction Ltd Wallace N-É**	Réparations aux éperons N-É	353,428	(572)	353,428 (*f*)
D G Smith Engineering Ltd Dawson Creek C-B	Réfection de pistes/voies de circulation TN-O	1,940,975		1,929,740 (*f*)
Davico Inc (Les Entreprises) Le Gardeur Qué	Clôtures et barrières de sécurité Qué	255,196	37,232	159,616*
Dawco Electric Inc Halifax N-É**	Puissance littorale N-É	280,595		280,595 (*f*)
Dayley Construction Ltd Port Hardy C-B**	Améliorer le réseau d'évacuation des eaux pluviales C-B	323,900		307,166 (*f*)
Dean Construction Company Limited Tecumseh Ont**	Dragage Ont	1,613,849	1,613,849	1,613,849 (*f*)
Delta Aggregates Ltd Delta C-B	Améliorations du drainage C-B	1,098,680		1,098,680 (*f*)
Demcon Construction Ltd St John's T-N	Rénovations au poste émetteur CCG T-N	330,495	18,054	330,495 (*f*)
Demix Construction (Div de Ciment St-Laurent Inc) Qué**	Réparations partielles et temporaires de dalles Qué	814,540	676,500	676,500
Dessourdy Inc (Les Constructions) St-Hubert Qué	Recouvrement de béton Qué	2,298,040		2,267,858
Dexter Construction Co Ltd Bedford N-É**	Aéroport international d'Halifax N-É	807,696	807,696	807,696
Diamond Construction Ltd Fredericton N-B	Réfection des pistes et voies de circulation N-B	1,766,778	22,332	1,690,912 (*f*)
Dibblee Construction Co Ottawa Ont	Amélioration de l'évacuation des eaux pluviales Ont	655,415		655,415 (*f*)
Dibblee Construction Ottawa Ont	Agrandissement de l'aérogare/travaux côté ville, côté piste Ont	5,811,934		5,322,585 (*f*)
Dineen Construction Rexdale Ont**	Réfection et agrandissement Ont	1,859,975	310,092	1,859,975*
Don Fisher Construction Ltd Truro N-É	Tour VHF et travaux connexes T-N	394,675	102,410	394,675 (*f*)
Doran Construction Ltd Ottawa Ont	Démolition partielle et modifications Ont	3,412,223		3,412,223*(*f*)
Dufferin Construction Co Ltd Oakville Ont**	Remplacement de dalles T-1 Ont	650,473	303,627	303,627
Dufferin Construction Co Ltd Oakville Ont**	Route côté piste pour l'aire 3 Ont	298,644	286,260	286,260
Dufferin Construction Co Ltd Oakville Ont**	Réparations aux voies de circulation Ont	348,406	159,290	348,406 (*f*)
Dufferin Construction Co Ltd Oakville Ont**	Agrandissement de terrains de stationnement Ont	351,969	56,753	351,969 (*f*)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construction de routes d'accès et d'intervention rapide Ont	473,520		457,264 (*f*)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construction et réparation de pistes Ont	437,074		437,074 (*f*)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Réparer le réseau d'évacuation des eaux pluviales Ont	877,457		625,821 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Aire de trafic 1, Phase 3, aérogare Ont	2,647,188		1,707,278 (f)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construire un filet en spirale tango pour voie de circulation Ont	385,560	215,257	215,257 (f)
Dufferin Construction Company Oakville Ont**	Remplacement des dalles pour aires de trafic, porte 106 Ont	265,326	265,326	265,326 (f)
Dufferin Construction Oakville Ont	Améliorer le drainage des terrains Ont	1,983,206	24,986	1,983,206*
Dufferin Construction Oakville Ont**	Remplacement des dalles pour aires de trafic T1 Ont	1,139,513	295,104	1,139,513*(f)
Dufresne Piling Co (1967) Ltd Ottawa Ont	Aménagement d'une zone commerciale/industrielle Ont	327,160		327,160 (f)
Duntri Construction Ltd Oshawa Ont**	Améliorer le réseau des eaux d'égout Ont	771,776	660,528	660,528
Eastern Contracting Ltd Mount Pearl T-N**	Exploitation étendue du tablier T-N	562,027	283,827	562,027
Eco-Zone Engineering Ltd St John's T-N**	Restauration du quai T-N	2,345,855	327,855	2,340,855
Eco-Zone Engineering Ltd St John's T-N**	Reconstruction du quai, poste d'amarrage 31 T-N	3,761,931	1,249,602	1,874,360
Eden Construction Ltd Calgary Alb**	Modification et agrandissement de la jetée internationale Alb	1,806,315	1,806,315	1,806,315
Efco Enterprises Ltd Stephenville T-N**	Socle inférieur T-N	3,114,592	2,731,281	3,114,592
Ekset Contracting Ltd North Vancouver C-B**	Réfection du stationnement C-B	410,820	3,468	410,820 (f)
Elanor Enterprises Ltd Lethbridge Alb**	Remplacement du réseau d'alimentation en eau Alb	505,453	6,600	505,453 (f)
Electrical Mechanical Const Ltd Topsail C Bay T-N	Améliorations électriques, côté piste T-N	347,195	1,133	338,756 (f)
Elliston Development Ltd St John's T-N	Construire un garage d'entretien T-N	3,511,939		3,511,939
Emery Construction Ltd St John's T-N**	Aérogare T-N	4,344,801	2,113,970	2,113,970
Enasco Ltd Waterloo Ont	Améliorer le réseau de puissance électrique Ont	675,874		663,123 (f)
Entreprises Bon Conseil Ltée Ancienne-Lorette Qué	Réparations au quai commercial Qué	3,487,427	1,082,824	3,487,427*(f)
Erskine Buildings Ltd Halifax N-É**	Atelier de construction mécanique Phase III N-É	4,389,642		4,389,642*(f)
Everall Construction Ltd Edmonton Alb	Aérogare TN-O	1,288,125		1,230,006*(f)
Everall Construction Ltd Edmonton Alb	Modifications du terrain de stationnement Alb	563,048		511,373 (f)
Everall Construction Ltd Edmonton Alb**	Améliorations de l'aéroport TN-O	569,612	3,421	569,612 (f)
Fermar Paving Rexdale Ont	Asphalter la piste existante Ont	809,475		788,013 (f)
Fernand Gilbert Ltée Chicoutimi Qué	Préparation du site RAMP Qué	777,586		767,929 (f)
Ferpac Paving Inc Rexdale Ont**	Revêtir les chemins et terrains de stationnement Ont	4,520,338	4,452,629	4,452,629
Fidrat Inc Montréal Qué	Construction de deux silos Qué	250,456		250,456 (f)
Fodor Engineering Don Mills Ont	Modifications mécaniques du plan T-2 Ont	341,815		45,361 (f)
Fogo Transport Ltd Halifax N-É**	Dragage T-N	811,000	298,340	298,340
Franklin Construction Ltd Gander T-N**	Rénover la tour de contrôle T-N	303,986	213,669	213,669
Fraser River Pile & Dredge Ltd New Westminster C-B**	Dragage d'entretien C-B	872,235	872,235	872,235 (f)
Fraser River Pile & Dredge Ltd New Westminster C-B**	Dragage d'entretien C-B	504,256	320,478	320,478
Fred Ross & Associates Yellowknife TN-O**	Amélioration de la centrale thermique et du garage, bâtiment à hydrogène TN-O	385,770		385,770
Fulker Maltby Architects Kelowna C-B	Agrandir le stationnement de l'aérogare C-B	439,913		438,843 (f)
Fullerton Construction Windsor Ont**	Reconstruire l'aire de trafic de béton Ont	628,459	49,[illegible]	628,459*(f)
G Desrosiers Construction Inc Sept-Îles Qué**	Reconstruction partielle du quai Qué	1,736,586	1,611,440	1,611,440
Gaffney Québec Ltd Stratford Ont**	Agrandissement des installations d'enfouissement Ont	1,878,587		1,878,587 (f)
Gaffney Québec Ltd Stratford Ont**	Systèmes VOR/DME, assiette de la région de Toronto Ont	826,986	764,533	764,533
Gazzola Paving Ltd Concord Ont	Réparations majeures, aire de trafic Phase 5 Ont	897,970		897,199 (f)
Gazzola Paving Ltd Concord Ont**	Recouvrement de la piste 10-28 Ont	1,230,422	1,230,422	1,230,422 (f)
Geddes Contracting Co Ltd Kelowna C-B	Aménagement bord de route, aire de trafic C-B	670,695		670,695 (f)
Gely Construction Inc Ancienne-Lorette Qué	Relocalisation de la route Qué	505,801		505,801 (f)
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Pavage piste 08-26 et amélioration du drainage Qué	2,969,172		2,840,261*(f)
Gely Inc Construction Ancienne-Lorette Qué	Amélioration aux aires de mouvement Qué	1,514,460		1,498,967 (f)
Gely Inc (Construction) Ancienne-Lorette Qué	Améliorations aux aires de mouvement Qué	2,157,951	1,024,568	2,157,951
Gendron Lefebvre Laval Qué	Aire de trafic pour hangar d'entretien Qué	722,881	108,134	722,852*(f)
Georgian Bay Marine Construction Ltd Penetang Ont**	Stabilisation de la jetée sud phase 6 Ont	457,383	349,708	349,708
Gervais Dubé Inc Trois-Pistoles Qué**	Reconstruction du quai Qué	6,532,346	981,487	981,487
GL Robbins Construction Ltd Courtright Ont**	Construction d'un mur côté est Ont	414,538		387,777 (f)
Goodbrand Construction Ltd Aldergrove C-B	Amélioration au système d'égouts C-B	2,040,761		2,005,309 (f)
Gordon Mulligan Contractor Ltd Ottawa Ont	Préparation du site Phase I Ont	581,746		566,233*(f)
Graham Construction Company Ltd Regina Sask**	Réaménager les aires de trafic II, III et V Sask	965,418	965,418	965,418 (f)
Great West Electric Co Ltd Burnaby C-B**	Éclairage de la rue C-B	554,181	375,210	554,181 (f)
GRF Inc (Les Constructions) Amqui Qué	Construction d'un centre électronique Qué	518,361	22,601	518,361 (f)
Guelpa Construction Courtenay C-B	Redressement du réseau de distribution d'eau C-B	417,849		417,317 (f)
Guild Electric Limited Scarborough Ont**	Signaux routiers de l'autoroute Silverdart Drive T-3 Ont	698,400	367,951	367,951
H J McFarland Construction Co Nepean Ont**	Recouvrir les routes et stationnements auxiliers Ont	681,933	595,526	595,526
H Schilthuis & Son Limited Ancaster Ont	Construire un bâtiment d'entretien Ont	934,642		934,642*(f)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
H & S Construction Ltd St Anthony T-N**	Logements pour le personnel de la navigation aérienne T-N	483,800	7,997	7,997
Harbour Development Dartmouth N-É**	Dragage N-B	1,663,941	861,359	1,663,941
Harbour Development Dartmouth N-É**	Dragage N-B	1,885,718	(3,232)	1,885,718 (*f*)
Harbour Development Dartmouth N-É**	Dragage Liverpool N-É	341,919	341,919	341,919 (*f*)
Harbour Developments Dartmouth N-É**	Dragage Long Pond Manuels N-É	902,810		894,810
Hartwell Electrical Co Ltd Scarborough Ont**	Construction des unités de blocs d'énergie non affectés par la statique Ont	361,273	361,273	361,273 (*f*)
Hayward Burry Ltd Glovertown T-N	Fourniture et installation de clôtures T-N	977,292		973,350 (*f*)
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb**	Garage d'entretien TN-O	1,746,091	8,990	1,746,091 *(*f*)
Hegge Construction Ltd Dawson Creek C-B**	Station d'information de vol C-B	1,252,947	1,103,037	1,103,037
Hembruff and Dambrowitz Ltd Matheson Ont**	Modifications à la caserne de pompiers Ont	424,431	424,431	424,431 (*f*)
Henrey's Excavating Ltd North Bay Ont	Connecter la distribution d'eau de la ville Ont	879,590		817,469 (*f*)
Heuchert Electric Ltd St Albert Alb**	Rénover l'édifice du bloc d'énergie interruptible TN-O	536,898	536,898	536,898
Hi Rise Maintenance & Construction St John's T-N	Antenne large 23M T-N	365,700	58,250	365,700 (*f*)
Huber Electric Edmonton Alb**	Remplacer le balisage du champ d'aviation et le système de contrôle Alb	345,000	264,578	264,578
Huber Electric Inc Edmonton Alb	Centrale électrique sur place TN-O	781,185		781,185 (*f*)
Huber Electric Inc Edmonton Alb**	Centrale électrique sur place TN-O	577,867		577,867 (*f*)
Huber Electric Inc Edmonton Alb**	Remplacer la centrale électrique sur place C-B	641,193	174,536	641,193 (*f*)
Huber Electric Inc Edmonton Alb**	Recâbler l'éclairage à basse intensité C-B	484,595	299,819	484,595 (*f*)
Huber Electric Ltd Edmonton Alb	Approvisionner les conduits souterrains Alb	741,792		741,792 (*f*)
Hugh Munro Construction Ltd Fort Whyte Man	Améliorer le réseau d'évacuation des eaux pluviales Man	2,526,330		2,356,171 (*f*)
Hurst Construction Co Ltd Calgary Alb	Construction d'une station d'information de vol temporaire Alb	254,615		251,764 (*f*)
Hynes Construction Ltd Placentia Bay T-N**	Reconstruire un bassin de flotte Argentia T-N	6,996,230	4,058,200	4,058,200
H J O'Connell Const Ltd Wabush Lab**	Remplacer une antenne radiophare d'alignement de piste Lab	339,005	339,005	339,005 (*f*)
Ikoy Partnership Winnipeg Man**	Rénovations à un édifice Man	896,500		881,785
Interpaving Limited Sudbury Ont**	Reconstruire et exploiter une partie de l'aire de trafic de l'aérogare Ont	967,047	934,937	934,937
Intrepid General Limited Chatham Ont**	Réparations, approche à la jetée du pont Ont	276,769		53,133
J Oviatt Contracting Ltd Kitimat C-B	Approche du terminus et façade de route C-B	480,999		480,999 (*f*)
Jack Cewe Ltd Coquitlam C-B	Voie de circulation "A" étape 1 C-B	406,582		406,582 (*f*)
Jack Cewe Ltd Coquitlam C-B	Reconstruire l'aire de trafic 1 C-B	778,928	437,535	437,535
Jack Williamson Paving Ltd Crescent Valley C-B	Reconstruire l'aire de trafic 1 C-B	401,919		400,245 (*f*)
Jaenar Construction Ltd Edmonton Alb	Agrandissement de l'aérogare TN-O	2,322,476		2,322,475 (*f*)
JCR Construction Victoria C-B**	Construire un complexe aérogare TN-O	2,495,189	574,426	574,426
Jensen Buildings Ltd Kingston Ont**	Remplacer la station d'information de vol Ont	1,210,083	1,109,116	1,109,116
Jensen Kerv Architects Inc Victoria Qué	Développer la tour de contrôle de la circulation aérienne C-B	253,767		250,085 (*f*)
Jetway Systems Ogden Utah É-U**	Embarcadère pour passagers Alb	421,859	421,859	421,859
JJM Construction Ltd Delta C-B**	Réfection du réseau d'évacuation des eaux pluviales C-B	457,210		289,979 (*f*)
JJM Construction Ltd Surrey C-B**	Deuxième entrée de la voie de circulation N à la piste 26 C-B	966,202	966,202	966,202
John Wheelwright Limited Weston Ont**	Sable/bâtiment d'entreposage du secteur Ont	432,619	432,619	432,619 (*f*)
Joseph Labrècque Inc Sherbrooke Qué	Réfection de la toiture Qué	982,848		982,848 *
K Shaw and Sons Contracting Ltd Grande Prairie Alb	Amélioration du réseau d'égouts Alb	285,535		266,061 (*f*)
Kamrus Construction Don Mills Ont	Modifications au terminus Ont	400,000	2,000	95,647
Kamrus Construction Don Mills Ont	Améliorations du terminus Ont	609,498		164,805
Kamrus Construction Don Mills Ont	Entrepôt pour concession et remplacement du trottoir RAMP Ont	594,701		594,701 (*f*)
Kamrus Construction Ltd Don Mills Ont**	Construction d'un débouché non tarifié Ont	684,665	72,461	612,204
Kamrus Construction Ont Ltd Don Mills Ont**	Construction d'un débouché non tarifié Ont	600,743	600,743	600,743
Kamrus Construction (Ont) Ltd Don Mills Ont**	Centre de contrôle des opérations de sécurité Ont	254,669	254,669	254,669
Keith Plumbing and Heating Co Ltd Vancouver Nord C-B**	Modifications à l'aérogare HVAC C-B	409,322	58,762	409,322 *(*f*)
Kenaidan Contracting Ltd Mississauga Ont**	Améliorer les utilités et les services Ont	2,143,089	89,590	2,143,089 *(*f*)
Kenaiden Contracting Ltd Toronto Ont	Clôture de sécurité périphérique Ont	597,695		597,695 (*f*)
Kenaiden Contracting Ltd Toronto Ont**	Modifications au système de transport des bagages Ont	816,294		755,385 (*f*)
Kenaiden Contracting Ltd Toronto Ont**	Restaurer et réparer le revêtement de la structure T1 Ont	5,912,443	2,131	5,834,899 (*f*)
Kentron Construction Ltd Kitimat C-B	Recouvrement de la voie d'accès principale C-B	292,526		292,526 *(*f*)
Kermodei Construction Ltd Terrace C-B** (déclaré auparavant comme Kermodie Construction Ltd)	Bâtiment de services regroupés C-B	2,528,866	1,804,580	2,521,578

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Kermodel Construction Ltd Terrace C-B** (déclaré auparavant comme Kemodel Construction Ltd)	Agrandissement de l'aérogare et rénovations C-B	776,763	118,003	776,763
Kema Construction Ltd Calgary Alb**	Raccord de l'égout principal régional Alb	771,870	7,213	771,870 (*f*)
Killick Metz Bowen & Rose Vancouver C-B	Nouvelle aérogare TN-O	1,119,246		1,163,006 (*f*)
Kinetic Construction Ltd Victoria C-B**	Agrandissement de la tour de contrôle de la circulation aérienne TN-O	1,403,040	5,211	1,403,040* (*f*)
Kingston Construction Ltd Burnaby C-B**	Recouvrir le pont Arthur Laing C-B	2,815,482	61,608	2,815,482
Kingston Construction Ltd Burnaby C-B**	Réparations à l'édifice du terminus C-B	739,932	60,112	739,932
Klein Construction Ltd Edmonton Alb**	Agrandissement et rénovations de l'aérogare TN-O	8,000,786	5,107,233	7,771,409
KNC Electric Ltd Thompson Man**	Construction d'une centrale d'éclairage sur place Man	422,153	132,516	422,153
Kodiak Earthmovers Ltd Fort St John C-B	Réseau d'épuration des eaux usées C-B	1,217,010		1,152,992 (*f*)
L A Brayer Ind Edmonton Alb	Améliorer l'énergie à l'aérogare Phase II Alb	272,860	118,360	272,860
L Nicolini Construction Vanier Ont**	Services aériens et de navigation combinés Ont	5,246,027	827,526	5,151,276
L & R Communications Western Ltd Langley C-B	Relocalisation d'une station périphérique éloignée C-B	306,865		306,865* (*f*)
La Cie de Construction Cris (Québec) Ltée Montréal Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	1,686,500		1,686,500 (*f*)
La Cie de Construction Cris (Québec) Ltée Montréal Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	1,739,300		1,739,300 (*f*)
La Cie de Pavage D'Asphalte Beaver Ltée Montréal Qué	Fourniture et installation de clôture et barrière Qué	410,341	22,000	409,761 (*f*)
La Féd des co-op du Nouveau-Québec Ville St-Laurent Qué	Fourniture et installation de clôture Qué	302,114		274,189 (*f*)
Laflèche Construction Ltd Dartmouth N-É	Rénover et agrandir l'aire d'arrivée des vols internationaux N-É	550,988		550,988 (*f*)
Laval Fortin Ltée Alma Qué	Construction d'un édifice polyvalent Qué	1,222,400		1,207,400 (*f*)
Lawrence Enterprises Ltd Sardis C-B**	Aqueduc, clôture, prolongement de la piste C-B	732,123	730,100	730,100
Le Saux JL Ltée Laval Qué	Système d'avertissement de glace Qué	267,677		264,797 (*f*)
Leblanc and Royle Telecom Inc Langley C-B**	Radiophare à communication éloignée C-B	286,202	274,150	274,150
Les Constructions Be-Con Inc Québec Qué**	Canalisation électrique souterraine Qué	943,215	738,657	738,657
Les Constructions G R F Inc Anqui Qué**	Construction d'un centre d'entretien Qué	359,410		358,976 (*f*)
Les Constructions Sicor Inc Montréal Qué**	Travaux généraux de réaménagement Qué	2,592,861	1,709,666	1,709,666
Les Consultants Dessault Inc Laval Qué	Amélioration du système de drainage Qué	438,206	425,480	432,999 (*f*)
Les Entreprises Davico Ltd Le Gardeur Qué	Barrières de sécurité Qué	448,992		369,423 (*f*)
Les Entreprises Davico Ltd Le Gardeur Qué	Barrières de sécurité Qué	299,681		299,681 (*f*)
Les Entreprises Guy Letarte Inc Beauport Qué**	Travaux d'alimentation en eau potable Qué	298,746	298,746	298,746
Les Entreprises J Dufour & Fils Inc Baie St-Paul Qué	Prolongement de la piste, feux d'approche Qué	850,147		840,157 (*f*)
Les Entreprises Jeannot Paquette Inc Rosemere Qué**	Réfection du système de drainage Qué	725,482	225,282	725,482* (*f*)
Les Excavations Allaire & Gince Inc Granby Qué**	Élargissement et rehaussement de jetée Phase I Qué	371,865	371,865	371,865 (*f*)
Les Experts Conseils JLP & Ass Montréal Qué	Remplacement du plafond 1[er] étage Qué	392,980		59,350
Les Pavages Dorval Inc Dorval Qué	Nouvelle route Qué	447,214		404,214 (*f*)
Leslie Palmer Company Ltd Gormley Ont**	Relocaliser le site transmetteur, zone G Ont	369,207	3,343	369,207 (*f*)
Leslie Palmer Company Ltd Gormley Ont	Installer un système d'atterrissage à micro-ondes Ont	2,440,937		2,428,618
Lima Harbour Construction Ltd Prince Rupert C-B	Amélioration, aire de trafic C-B	652,333		652,333* (*f*)
Louis W Bray Construction St Andrew Ont	Reconstruction d'une jetée d'éclairage Ont	315,489	315,489	315,489
M Battel Construction Ltd Cache Creek C-B	Contrat, édifice principal—Complexe du terminus C-B	2,034,080		2,034,080 (*f*)
M Battel Construction Ltd Cache Creek C-B	Aérogare C-B	1,975,101		80,825 (*f*)
M J Labelle Co Ltd Cochrane Ont	Améliorer les surfaces de la piste Ont	2,222,066		2,222,066* (*f*)
M P Lundy Construction (Ontario) Limited Ottawa Ont**	Installation pour services aériens et de navigation combinés Phase III Ont	16,618,000	1,316,375	1,316,375
M P Lundy Construction (Ontario) Limited Ottawa Ont**	Centrale de données Ont	9,280,357	6,405,981	6,405,981
M & C Ventures Ltd Royston C-B	Améliorations du réseau de distribution d'eau C-B	251,711		251,711 (*f*)
MacAlpine Construction Ltd Fort McMurray Alb	Ajout au pont de chargement Alb	374,304		374,304 (*f*)
MacFawn and Rogers Architects Ltd Halifax N-É**	Résidence, Collège de la Garde côtière N-É	1,687,371		1,082,050 (*f*)
MacLean Construction Ltd Charlottetown Î-P-É	Construction du bâtiment d'administration Î-P-É	1,342,155	1,215,155	1,342,155
Malmute Saloon Ltd Whitehorse TY	Abri pour passagers/cargaison TY	256,983		256,983 (*f*)
Mandrax Enterprises Ltd Kelowna C-B	Améliorer le réseau de distribution d'eau C-B	398,031		398,031 (*f*)
Maple Engineering & Construction Can Ltd Brampton Ont**	Améliorer le réseau d'épuration des eaux usées Ont	294,463	294,463	294,463
Maple Leaf Construction Winnipeg Man	Recouvrir les routes 1-6 Man	470,759		464,899 (*f*)
Marc Thomassin Inc Beauport Qué**	Réaménagement du foyer central Qué	320,365	310,365	310,365
Marc Thomassin Inc Beauport Qué**	Construction du centre d'entretien électronique Qué	585,950	73,150	585,950

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Marco Ltd St John's T-N**	Hangar de transit T-N	1,307,501	30,000	1,307,501 (*f*)
Marquis Contracting Ltd Victoria C-B	Recouvrir la piste et la voie de circulation C-B	1,016,636		1,016,636 (*f*)
Marshall Macklin Monaghan Don Mills Ont	Réparations d'urgence au revêtement de la structure T-1 Ont	556,230	53,805	425,285
Matassa Contractors Ltd Windsor Ont	Améliorations au garage d'équipements Ont	538,981		350,919 (*f*)
Maxim Airfield Lighting Systems Ltd Ajax Ont	Éclairage de la voie de circulation et travaux connexes Ont	252,524		185,033 (*f*)
Mayca Electric Ltd Nisku Alb**	Facilité de fouille des bagages et matériaux dangereux Alb	314,700	286,105	286,105
MCC Powers (A Unit of Mark Controls) Edmonton Alb	Gestion de l'énergie Alb	417,159		310,840 (*f*)
McCurdy Construction & Equipment Rentals Ltd Gander T-N	Rénover le système de distribution de l'eau T-N	313,419		311,974 (*f*)
McNally Electric Ltd Edmonton Alb**	Fournir et installer des affiches TN-O	277,192	99,454	277,192 (*f*)
Memphis-Kendall Builders Inc Toronto Ont**	Agrandissement de l'atelier commercial Ont	346,684	166,414	166,414
Mercury Mechanical Ltd Abbotsford C-B	Améliorations de l'énergie, Centre d'exploitation de l'air C-B	487,397		480,688 (*f*)
Meret Construction Inc Tecumseh Ont	Rénovation intérieure Ont	275,920		275,920 (*f*)
MeyKnecht-Lischer Contractors Ltd Ottawa Ont	Travaux d'aménagement paysager de l'aérogare Ont	332,067		416,382 (*f*)
Mike McFarlane Excavating Ltd Abbotsford C-B	Améliorations du drainage C-B	431,115		431,115 (*f*)
Miller Construction Ltd Langley C-B	Améliorations du drainage C-B	900,740		895,943 (*f*)
Miller Contracting Ltd Langley C-B	Remplacement du drainage C-B	1,821,344		1,821,344 *(*f*)
Miller Contracting Ltd Langley C-B	Modernisation du radar C-B	958,825	506,355	958,825 (*f*)
Miller Contracting Ltd Langley C-B**	Station d'épuration C-B	363,021	131,793	363,021 (*f*)
Miller Contracting Ltd Langley C-B**	Améliorations du drainage C-B	640,071	71,286	640,071 *(*f*)
Miller Contracting Ltd Langley C-B**	Reconstruction de l'aire de trafic C-B	458,305	53,104	458,305 *(*f*)
Mitchell Construction Ltd Markham Ont	Construire une nouvelle tour de contrôle Ont	2,263,244		512,303 (*f*)
Mitchell Construction Markham Ont	Construire une nouvelle tour de contrôle Ont	2,344,600	10,000	2,344,600 *
Modern Construction Ltd Moncton N-B	Restauration de la piste N-B	970,597		937,885 (*f*)
Modern Paving Ltd Goulds T-N **	Pavage des stationnements de l'aéroport T-N	326,438	326,438	326,438 (*f*)
Monenco St Catharines Ont	Développement terminus 3 Ont	1,300,000	231,120	565,609
Mulder Construction Winnipeg Man	Restauration de l'aire de trafic Man	782,212	(806)	782,212 (*f*)
Mulder Construction Winnipeg Man**	Construction d'une voie de circulation en gravier etc Man	1,157,467	25,000	1,157,467 (*f*)
Mulder Construction & Materials Ltd Winnipeg Man	Route périphérique Man	974,247		941,450 (*f*)
Mulder Construction & Materials Ltd Winnipeg Man**	Recouvrir la piste 13-31 E Man	440,472	440,472	440,472
Mulder Construction & Materials Ltd Winnipeg Man**	Reconstruction de la piste 13-31 E Man	4,130,190	4,038,920	4,038,920
Municipal Ready-Mix Ltd Sydney N-É	Clôture périphérique à l'aéroport N-É	664,977		664,977 (*f*)
Mustang Eng and Construction Ltd Nisku Alb	Contrôle du drainage des eaux pluviales Alb	2,439,007		2,452,016 (*f*)
Mustang Eng and Construction Ltd Nisku Alb**	Agrandissement de l'aire de trafic Alb	4,233,941		4,233,941 (*f*)
ND Lea & Associates Ltd Vancouver C-B	Modernisation du radar "RAMP" C-B	1,084,478		1,084,478 (*f*)
Neilson Excavation Inc Bernières Qué**	Reconstruction du quai Qué	5,558,484	1,994,189	5,547,293
Neilson Excavation Inc Bernières Qué	Réaménager l'aéroport Phase II Qué	3,166,800		3,050,800 (*f*)
Neilson Excavation Inc Bernières Qué	Installation de clôtures de sécurité Qué	442,400		442,400 (*f*)
Neilson Excavation Inc Bernières Qué	Clôture de sécurité et barrières Qué	495,856		489,136 (*f*)
Neilson Excavation Inc Cté Lévis Qué	Fourniture et installation d'un bâtiment Qué	790,482		790,482 (*f*)
Nelson River Construction Winnipeg Man	Reconstruction du chemin face au terminus Man	4,890,775		4,890,775 *(*f*)
New Dimensions Bldg Products Ltd Edmonton Alb	Rénovations, services de renseignements des conditions atmosphériques TN-O	457,642		455,289 (*f*)
Niakwa Construction Ltd Winnipeg Man	Recouvrir la voie de circulation et l'aire de trafic Man	672,729		630,276
Norcan Construction Saanichton C-B**	Nouvelle station d'information de vol C-B	1,374,420	1,123,244	1,123,244
Norco Industries Ltd Winnipeg Man**	Fournir gravier concassé et recouvrir la voie de circulation 12/30 TN-O	1,484,639	567,356	567,356
Nordica Building Restorations Weston Ont**	Sceller/restaurer les joints de contrôle T2 Ont	437,027	5,164	431,863 *(*f*)
Norr Airport Planning Toronto Ont**	Modifier les installations de pré-contrôle des É-U T1 Ont	548,379	7,651	443,591
Northway Map Technology Don Mills Ont	Services d'études techniques—Carte aérienne Ont	416,864		64,148
Northwest Pile Driving Ltd Coquitlam C-B**	Réparation des murs C-B	597,000		597,000 (*f*)
Omac Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un abri pour passagers, Artic C TN-O	749,585	698,239	698,239
Omac Construction Ltd Edmonton Alb**	Bâtiment de services combinés TN-O	4,031,889	3,484,835	3,784,605
Omer Brault St-Jean-sur-Richelieu Qué	Réfection toiture du bâtiment Qué	780,970		780,970 (*f*)
Ontario Electric Toronto Ont**	Améliorer le réseau électrique auxiliaire de distribution d'énergie T-2 Ont	936,101	111,316	936,101 *
Ontario Hydro Beachville Ont	Approvisionnement de "27.6/16 KV" au site du radar Ont	284,880		226,043 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Opron Maritimes Construction Ltd Saint John N-B	Agrandir et rénover l'aérogare N-B	3,701,882	28,110	3,701,882 (*f*)
Ottawa-Greenbelt Construction Co Ltd Gloucester Ont	Travaux d'améliorations côté-ville Ont	1,778,763		1,778,358 (*f*)
P C L Maxim Calgary Alb**	Restauration du stationnement Alb	2,344,477	2,344,477	2,344,477
P H Granger Construction Inc Masson Qué	Améliorations du quai Qué	411,200		411,200 (*f*)
P & M Construction Edmonton Alb	Construire une nouvelle aérogare TN-O	6,039,000		6,039,000 (*f*)
Pacific Pile Driving Ltd Sidney C-B**	Construction d'un brise-lames C-B	736,219	40,000	40,000
Parallel Construction Ltd White Rock C-B**	Enlèvement de l'amiante, améliorations opérationnelles C-B	499,512	499,512	499,512
Parkin Architects Ltd Toronto Ont**	Études et enquêtes en génie Ont	254,440	3,334	52,844
PCL Construction Western Inc Winnipeg Man	Construction du centre ouvert des Systèmes de sécurité des aéroports du Canada Man	489,320		489,320 (*f*)
PCL Constructors Western Inc Winnipeg Man	Agrandissement de l'aérogare Man	27,025,255	18,016	26,993,968 *(*f*)
PCL Maxam A Joint Venture Calgary Alb**	Construction d'un garage d'entretien Alb	1,185,387	2,742	1,185,387 (*f*)
PCL Maxam A Joint Venture Regina Sask	Travaux divers Sask	664,930		664,930 (*f*)
PEB Ltée (Les Entreprises) Lac St Charles Qué	Construction d'une voie de circulation Qué	633,253	21,434	633,253 (*f*)
PEB Ltée (Les Entreprises) Lac St Charles Qué	Réfection du pavage Qué	2,251,264	46,328	2,251,264 *(*f*)
Pennecon Limited St John's T-N	Construire un réseau d'égout sanitaire T-N	392,860	12,241	392,566 (*f*)
Penn-Co Construction Calgary Alb	Agrandissement du carrefour des passagers, aile nord Alb	1,312,636		1,238,418 (*f*)
Pentagon Building Corp Ltd Edmonton Alb**	Transport vertical Alb	1,018,820	1,018,820	1,018,820
Peter Kiewit Sons Co Ltd Edmonton Alb	Améliorer la piste 16-34 Alb	2,777,197		2,616,672 (*f*)
Peters Bros Paving (1981) Ltd Penticton C-B	Améliorer les routes et terrains de stationnement C-B	435,634		435,634 (*f*)
Peters Bros Paving (1981) Ltd Penticton C-B**	Élargir la voie de circulation C-B	251,900		132,424 (*f*)
Peterson & Lester Architects Victoria C-B	Agrandir l'aérogare C-B	1,253,184	41,715	1,243,756 (*f*)
Phased Construction Ltd North Vancouver C-B	Modifications du système à bagages C-B	982,318		981,918
Phoenix Power Installation Ltd Qualicum Beach C-B	Reconstruire les services d'éclairage du champ d'aviation C-B	642,403		636,029 (*f*)
Pierre Gagné Contracting Ltd Thunder Bay Ont**	Construction d'une route d'accès etc Ont	727,345	92,422	716,321 *
Piggott Construction (1969) Ltd Saskatoon Sask	Agrandir le stationnement pour l'aire de trafic des aéronefs Sask	582,339		512,900 (*f*)
Pitts International Inc Toronto Ont**	Dragage d'entretien 1986 Ont	739,758		739,758 (*f*)
Plomberie G & G Ltée Montréal Qué	Remplacement des réservoirs à eau et systèmes Qué	261,360	150,085	261,360 (*f*)
Potvin-Scott Contracting Ltd Thunder Bay Ont**	Construction d'un stationnement etc Ont	304,440	109,767	304,440 (*f*)
Precision Civil Installations Ltd Nanaimo C-B**	Relocalisation de la station d'information de vol C-B	778,960		778,960 (*f*)
Prince Sheet Metal & Heating Ltd Prince George C-B**	Remplacer le toit de l'aérogare C-B	265,627		265,627 (*f*)
Proman Projects Ltd Prince Albert Sask	Réseau de distribution d'eau C-B	280,160		247,915 (*f*)
Pyramid Construction Ltd St John's T-N	Refaire la piste 02/20 et la voie de circulation T-N	2,808,201	6,584	2,603,741 (*f*)
Pyramid Construction Ltd St John's T-N	Construire une voie de circulation générale pour avions T-N	304,405	16,775	304,405 (*f*)
Pyramid Construction Ltd St John's T-N**	Réparer l'aire de trafic et les voies de circulation T-N	918,549	458,996	874,124 (*f*)
Pyrocan Coatings Ltd Edmonton Alb**	Démolition de l'ancienne aérogare Alb	309,367	309,367	309,367 (*f*)
R A Woods Construction Ltd Saint John N-B**	Remplacement de fenêtres N-B	426,029	426,029	426,029
R F Klein And Sons Ltd Prince George C-B**	Emplacement de la rampe de circulation C-B	284,127	279,543	279,543
R W Landmark Construction Ltd Calgary Alb**	Consolidation de la communication Alb	279,330	218,703	268,830
Raytheon Canada Ltd Waterloo Ont	Fournir et installer le site de radar "RAMP" Ont	71,979,707		310,633
Regent Construction Co Ltd Winnipeg Man**	Construction d'une station d'information de vol Man	847,857	186,278	186,278
Rescom Construction Ltd Edmonton Alb	Rénovations et enlèvement de l'amiante Alb	353,906		353,906 (*f*)
Rescom Construction Ltd Edmonton Alb**	Addition à un étalage pour une concession Alb	623,587	339,377	623,587 (*f*)
River North Construction Ltd Prince Albert Sask	Construction d'une aérogare et travaux connexes Sask	580,445		580,445 (*f*)
Robert Bérubé Électricien Inc Rimouski Qué	Achat et installation d'un radiophare d'alignement pour la distance Qué	650,000		650,000 (*f*)
Robert Bérubé Électricien Inc Rimouski Qué	Construction d'une route d'accès au site "RAMP" Qué	312,886		269,000 (*f*)
Robert Laframboise Ltd Cornwall Ont	Relocalisation de la centrale thermique Man	2,256,966		2,256,759 *(*f*)
Robert Mitchell Inc St-Laurent Qué**	Modifications à la jetée T1 Ont	3,121,265	38,348	3,111,794
Robert Mitchell Inc Ville St-Laurent Qué	Embarcadère pour passagers Alb	588,569		588,569 (*f*)
Robert Mitchell Inc Ville St-Laurent Qué	Fournir et installer une passerelle d'embarquement Sask	508,004		508,004 (*f*)
Robinson Construction Co Ltd Moncton N-B**	Remise en état de l'aéroport N-B	366,576	365,776	365,776
Roth Electric Tavistock Ont	Installer des réducteurs d'énergie Ont	375,000		221,338 (*f*)
Royal Fence London Ont	Installer une barrière de sécurité Ont	396,156		396,156 (*f*)
Ro-Buck Contracting Ltd London Ont**	Restaurer l'aire de trafic de l'aérogare Ont	1,751,234	1,730,830	1,730,830
S McNally & Sons Ltd Hamilton Ont**	Rénovations du bassin Ont	4,330,024	2,890,120	4,297,880
Savage and Johnston Construction Ltd Abbotsford C-B**	Construction d'un nouveau bâtiment de services regroupés C-B	1,638,000	197,475	197,475

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Sceptre Riedel Dawson Longueuil Qué**	Dragage phase 2 Ont	1,693,737		1,692,882 (f)
Schindler Elevator Corp Pickering Ont	Remise en état du système de transport vertical Alb	308,101		298,688 (f)
Schurman Construction Summerside Î-P-É	Construire un édifice d'opérations combinées et une tour Î-P-É	2,261,406		2,261,205 (f)
Seashore Construction Ltd Carbonear T-N**	Reconstruction du quai Grand Bruit T-N	1,069,951	713,520	713,520
Services Can-Dive (Québec) Ltée Longueuil Qué**	Réparations aux caissons Qué	829,716		829,716 (f)
Servotech Limitée Sept-Îles Qué**	Recâblage de la piste 18-36 Qué	279,864	277,486	277,486
Simard-Beaudry Inc Montréal Qué	Préparation du site "RAMP" Qué	390,856		376,782 (f)
Simpson Construction Ltd Fredericton N-B**	Modifications du magasin au rez-de-chaussée et de l'immeuble d'administration N-B	387,000	97,000	97,000
Sims and Gavel Architects Ltd Sydney N-É**	Résidence, Collège de la Garde côtière N-É	757,667		534,048 (f)
Sintra Inc St-Isidore Qué	Construction d'une voie de circulation Qué	6,713,431		6,713,431
Sintra Inc St-Isidore Qué**	Clôtures de sécurité Qué	390,382	39,286	357,554
Skeena River Piledriving Co #2 Ltd Prince Rupert C-B	Dégagement du site proposé pour télécommunications C-B	349,600		213,238 (f)
Skookum Construction Whitehorse TY**	Amélioration des pistes, voies de circulation et garage TY	1,804,992	1,804,992	1,804,992 (f)
Solness Inc Mississauga Ont**	Écran de sécurité T-2 Ont	408,042	408,042	408,042 (f)
Sound Contracting Ltd Nanaimo C-B	Améliorer le réseau d'évacuation des eaux pluviales C-B	626,774		626,774 (f)
Springpoint Management Ltd Kelowna C-B	Améliorer l'asphalte et les services côté-ville C-B	740,684		740,684 (f)
Standard Paving Maritime Ltd Halifax N-É	Améliorer la voie de circulation N-É	826,481	39,461	826,481 *(f)
Standard Paving Maritime Ltd Halifax N-É**	Étendre l'aire de trafic des aéronefs vers le sud N-É	990,927	780,100	990,927
Stratton Electric Markham Ont	Remplacer le tableau de distribution électrique principal Ont	279,838	242,096	242,096 (f)
Stuart Olson Industry Contractors Ltd Edmonton Alb	Construction d'une aérogare, contrat général Alb	3,453,242		3,453,242 (f)
Summerville Construction St John's T-N**	Pavage et installation électrique souterraine T-N	265,716	201,680	201,680
Sun Construction Co Ltd Calgary Alb	Agrandissement de l'aérogare Sask	17,232,096		17,219,641 (f)
Supreme Steel Ltd Edmonton Alb	Clôture de sécurité C-B	313,358		299,147 *(f)
Targa Construction Coquitlam C-B	Relocalisation du corps-de-garde côté sud C-B	272,205		272,205 (f)
Tendev Construction Ltd Surrey C-B**	Relocaliser la station d'information de vol C-B	1,117,613		1,117,613
The Cohos Evamy Partnership Calgary Alb	Tour de contrôle, dessin préliminaire Alb	1,107,069		432,142 (f)
The Foundation Company Eastern Passage N-É**	Réservoir, aérogare N-É	15,151,607	8,765,007	14,699,779
The GCG Eng Partnership Edmonton Alb	Agrandir l'aire de trafic Phase 1 Alb	700,630		539,824 (f)
The Ikoy Partnership Winnipeg Man	Agrandir l'aérogare Phase II et III Man	2,498,500		2,466,462 (f)
The Mitchell Partnership Toronto Ont	Modifications mécaniques TI Ont	565,950		170,248 (f)
Thomas Fuller Construction Ltd Ottawa Ont	Projet d'agrandissement de l'aérogare Ont	31,985,644		31,758,130*
Thomas Waste Management Ltd Mississauga Ont**	Nettoyage du dépotoir/remblai Ont	254,736	37,186	254,736 (f)
Thompson Brewick Pratt and Partners Vancouver C-B	Modifications et agrandissement de l'aérogare C-B	726,800		623,022 (f)
Tiegen Enterprises Ltd Blairmore Alb **	Améliorer le service d'aqueduc C-B	580,125	114,752	580,125 (f)
Timbergate Engineering Ltd Cambridge Ont**	Installer un système d'atterrissage aux instruments, piste 25 Ont	706,470	195,581	706,470 (f)
Torontario Mechanical & Electrical Ltd Toronto Ont	Modification à la jetée T-1, ascenseur Ont	472,300		144,345 (f)
Toulon Construction Halifax N-É**	Achat de terrain N-É	551,196	551,196	551,196 (f)
Tower Artic Ltd Montréal Qué**	Prolongement de la piste en gravier Qué	777,480	496,474	777,480
Trans-Lux Canada Ltd Mississauga Ont	Améliorer les tableaux des vols, salle des saisies T1 Ont	401,288	109,842	109,842
Trans-Lux Canada Ltd Mississauga Ont	Améliorer les tableaux des vols, salle des saisies T1 Ont	280,093	280,093	280,093
Travaux publics Canada Montréal Qué**	Reconstruction du quai Qué	3,553,104		3,553,104 (f)
Travaux publics Canada Montréal Qué**	Aire d'entreposage Qué	3,263,519		3,263,519 *(f)
Trexcon Construction Ltd Rexdale Ont**	Édifice des services d'entretien Ont	1,875,513	1,875,513	1,875,513
Trident Construction Ltd Caraquet N-B**	Reconstruction du quai T-N	1,488,215	246,997	1,488,215 (f)
Tristar Electric Inc Mississauga Ont	Construction d'un site pour route d'accès Ont	508,438		149,889 (f)
Tristar Electric Inc Mississauga Ont	Restauration du câblage, balisage du champ d'aviation Ont	985,130		984,058 (f)
Tristar Electric Inc Mississauga Ont**	Restauration du câblage, voie de circulation Ont	1,104,971	85,037	1,104,971 *(f)
Tristar Electric Inc Mississauga Ont**	Installer des signaux de trajectoire d'approche de précision Ont	312,264	269,812	312,264 *(f)
Tri-West Contracting Ltd Burnaby C-B	Améliorer la canalisation principale d'aqueduc C-B	273,628		264,850
Tri-West Contracting Ltd Burnaby C-B	Système de tuyauterie des communications C-B	267,184		232,107 (f)
Underwood McLellan Ltd Winnipeg Man	Reconstruction de l'aire de trafic I Man	332,600		318,132 (f)
United Contractors New Westminster C-B	Réalignement de la route Miller C-B	338,140		321,520 (f)
V K Mason Construction Ltd Toronto Ont**	Construction et agrandissement de l'aérogare 2 Ont	30,555,238	20,198,251	28,230,656

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Fin*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1989-90	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Vandongen Construction Ltd Kamloops C-B	Construction de bâtiments de services regroupés C-B	1,990,243		1,990,243*(f)
Verreault Navigation Inc Les Méchins Qué**	Dragage méandre sud-est, canal de traverse Ont	620,290	620,290	620,290(f)
Verreault Navigation Inc Matane Qué**	Dragage Courtenay Bay Qué	1,572,242	1,566,523	1,566,523*(f)
Vic-Van Isle Contractors Ltd Revelstoke C-B	Restauration et agrandissement de l'aérogare C-B	2,188,600		2,188,600(f)
Vinet Inc St-Laurent Qué	Réfection de balisage lumineux Qué	325,399		325,399(f)
Volker Stevin Contracting Ltd Edmonton Alb**	Remplacer le service d'aqueduc C-B	1,147,347	74,279	1,096,411*(f)
Voyageurs Marine Construction Dorion Qué	Reconstruction d'une jetée d'éclairage Qué	631,105	621,105	621,105
W Rourke Ltée Québec Qué	Agrandir l'aire de trafic de l'aérogare Qué	4,045,400		4,031,700(f)
Wapiti Gravel Supplies Grande Prairie Alb**	Restauration côté-ville, côté-piste C-B	4,590,907	(2,478)	4,590,907(f)
Wapiti Gravel Supplies Grande Prairie Alb**	Route d'accès Alb	364,520		364,520
Wayne Watson Construction Ltd Prince George C-B	Améliorations au réseau de distribution d'eau C-B	699,790		699,790(f)
Westen Construction Ltd Stephenville Crossing T-N**	Remise en état de la piste 04/22 T-N	1,780,402	1,780,402	1,780,402(f)
Western Grater Contracting Ltd Victoria C-B**	Remplacer la canalisation principale d'aqueduc C-B	652,609	4,331	652,609*(f)
Western Roofing (1971) Co Ltd Calgary Alb**	Restauration du toit de l'aérogare Alb	667,524	667,524	667,524(f)
Westgate Mechanical Contractors Ltd Burnaby C-B	Édifice des services C-B	292,123		292,123(f)
Westinghouse Canada Inc Ottawa Ont	Centre d'énergie du balisage du champ d'aviation Ont	849,791		845,526(f)
Westinghouse Canada Inc Ottawa Ont	Centre d'énergie du balisage du champ d'aviation Ont	823,855		823,855(f)
Windsor Construction Langley C-B	Édifice pour l'équipement de contrôle de pollution C-B	369,015		369,015(f)
Yedman Security Toronto Ont	Fournir des services de sécurité pour l'accès Ont	269,609	269,609	269,609
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É	Projet "A", exploitation du havre Î-P-É	2,761,840	150,641	2,761,840(f)
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É	Installation de rails fournis par la Garde côtière N-É	619,857		619,857(f)

* Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

** Adjugé par l'entremise des Travaux publics.

*** Contrat au coût plus honoraires fixes.

(f) Contrat terminé.

(1) Services de construction fournis par "Canada Museums Construction Corporation Inc" sur une base de recouvrement des coûts.

(2) Ce contrat est en devises étrangères et sa valeur varie selon les taux de change.

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel

Cet état fournit une analyse des dépenses de l'exercice en cours (article courant 09) par catégorie principale de machines et de matériel pour l'exercice clos le 31 mars 1990. Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 5) du volume II (partie I).

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport[(1)]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
AGRICULTURE—				
Département—				
Programme de gestion et d'administration	41,286		189,120	2,121,704
Programme agro-alimentaire	3,616,306		576,452	11,162,595
Programme des céréales et oléagineux	42,897		87,681	1,704,319
Commission canadienne du lait				61,674
Office canadien des provendes				1,200
	3,700,489		853,253	15,051,492
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	90,446		116,635	1,188,971
COMMUNICATIONS—				
Département	539,774		1,596,724	6,420,916
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	24,688		23,979	1,054,313
Archives nationales du Canada	128,462		130,415	1,424,080
Office national du film				987,018
Bibliothèque nationale			35,472	818,783
Musées nationaux du Canada	223,106		159,097	1,489,960
	916,030		1,945,687	12,195,070
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS—				
Département	1,305,120		96,604	2,888,285
Tribunal de la concurrence				28,642
Commission du droit d'auteur				38,756
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				34,092
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				58,964
Commission de révision des marchés publics	17,315		2,025	67,632
	1,322,435		98,629	3,116,371
EMPLOI ET IMMIGRATION—				
Département/Commission—				
Programme des services généraux et spéciaux	311,662		690,403	11,498,572
Programme d'emploi et d'assurance	462,523		949,298	7,343,907
Programme d'immigration	468,095		233,773	3,045,983
Conseil consultatif sur la situation de la femme				37,349
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			115,832	1,124,539
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				4,228
	1,242,280		1,989,306	23,054,578

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipments et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
27,815	174,252		266	15,417	5,373	2,575,233
8,886,841	845,758	577,502	531,505	73,961	4,634,401	30,905,321
824,373	185,632	1,954	12,206	6,141	171,875	3,037,078
	19,725		3,684	1,360		86,443
	213				4,710	6,123
9,739,029	1,225,580	579,456	547,661	96,879	4,816,359	36,610,198
	394,378		16,207	10,334	11,549	1,828,520
566,109	280,920	98,567	270,283	58,658	2,477,970	12,309,921
	210,277			4,126		1,317,383
10,411	688,390	49,124	32,106	115,355	2,308,183	4,886,526
	119,155			52,702	2,118,936	3,277,811
	110,315		38	70,360	9,001	1,043,969
359,182	1,369,539	121,339	39,023		906,685	4,667,931
935,702	2,778,596	269,030	341,450	301,201	7,820,775	27,503,541
1,462,680	170,673	34,274			106,247	6,063,883
	9,437				497	38,576
	62,173				554	101,483
	11,451				9,875	55,418
					6,904	65,868
	46,649				636	134,257
1,462,680	300,383	34,274			124,713	6,459,485
45,462	2,054,969		801	677,692	13,057	15,292,618
10,108	576,475		18,185	328,642	12,319	9,701,457
31,372	646,043		22	143,440	1,042	4,569,770
	46,899			4,196		88,444
	963,388			159,605		2,363,364
	2,748					6,976
86,942	4,290,522		19,008	1,313,575	26,418	32,022,629

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—				
Département—				
Programme d'administration			617,492	2,098,998
Programme de l'énergie	70,862		884,186	2,219,895
Programme des minéraux et des sciences de la Terre	775,614	275,538	3,514,697	20,807,130
Commission de contrôle de l'énergie atomique	62,177		262,277	1,702,189
Office national de l'énergie				609,720
	908,653	275,538	5,278,652	27,437,932
ENVIRONNEMENT—				
Département—				
Programme d'administration	65,141		93,817	3,008,534
Programme des services de l'environnement	2,490,893		2,613,410	18,798,192
Programme Parcs	4,712,522		825,033	3,861,248
	7,268,556		3,532,260	25,667,974
AFFAIRES EXTÉRIEURES—				
Département—				
Programme des intérêts du Canada à l'étranger	4,001,813		5,656,393	28,086,887
Agence canadienne de développement international				2,058,140
Secrétariat canadien				91,934
Commission mixte internationale				86,114
	4,001,813		5,656,393	30,323,075
FINANCES—				
Département—				
Programme des politiques financières et économiques	24,903		81,991	10,792,120
Vérificateur général	15,350		89,732	1,881,137
Tribunal canadien du commerce extérieur				108,021
Bureau du surintendant des institutions financières			134,095	362,558
Privatisation et affaires réglementaires			2,605	95,048
	40,253		308,423	13,238,884
PÊCHES ET OCÉANS	35,633,207		3,496,195	11,907,484
FORÊTS	915,284		227,744	2,625,150
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	107,796		15,048	279,844
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—				
Département—				
Programme d'administration	43,495		60,733	629,560
Programme des affaires indiennes et inuit	502,343		103,893	3,210,138
Programme des affaires du Nord	89,949		59,300	592,404
	635,787		223,926	4,432,102

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/bureautique)	Autres équipments et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
	56,320		2,990		17,647	2,793,447
260,847	52,072				4,985	3,492,847
7,180,125	545,743	540,336	1,387,355	16,288	1,376,061	36,418,887
25,833	232,121			7,082	8,010	2,299,689
	95,065					704,785
7,466,805	981,321	540,336	1,390,345	23,370	1,406,703	45,709,655
1,505	226,284	2,332	3,739	37,030	7,008	3,445,390
13,955,545	1,370,278	2,418,198	436,824	229,031	1,028,882	43,341,253
1,439,054	476,908	1,285,627	301,187	29,494	1,945,985	14,877,058
15,396,104	2,073,470	3,706,157	741,750	295,555	2,981,875	61,663,701
3,545,485	13,344,206		5,218,700	2,718,283	1,599,641	64,171,408
	39,259			1,687,941		3,785,340
	89,361					181,295
	16,178					102,292
3,545,485	13,489,004		5,218,700	4,406,224	1,599,641	68,240,335
	147,380		1,584	76,345	1,350	11,125,673
	243,169				110,805	2,340,193
	94,693				653,609	856,323
	106,278			12,338	14,662	629,931
				3,795	5,679	107,127
	591,520		1,584	92,478	786,105	15,059,247
4,196,677	228,311	494,237	838,608	176,207	2,192,566	59,163,492
985,988	287,615	103,684	64,692	24,838	424,434	5,659,429
	15,751			1,298	46,812	466,549
3,014	205,278	270	10,521	56,062	523	1,009,456
25,770	811,122	2,428	38,167	256,772	40,649	4,991,282
141,240	88,878	1,484	24,391	20,785	264,775	1,283,206
170,024	1,105,278	4,182	73,079	333,619	305,947	7,283,944

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—				
Département—				
Programme de développement de l'industrie et de la technologie	91,934		286,555	5,450,707
Programme de développement économique des régions et des autochtones	35,054		29,642	1,356,963
Agence spatiale canadienne	57,280		25,282	526,093
Investissement Canada			5,486	241,587
Conseil national de recherches du Canada	253,799		707,801	11,657,202
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			12,798	626,038
Conseil des sciences du Canada				32,364
Statistique Canada	17,406		23,690	6,363,085
	455,473		1,091,254	26,254,039
JUSTICE—				
Département	24,835			2,586,385
Commission canadienne des droits de la personne			91,326	384,953
Commissaire à la magistrature fédérale				110,351
Cour fédérale du Canada	20,400		76,699	1,286,870
Commission de réforme du droit du Canada				103,711
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada			3,130	109,265
Cour suprême du Canada	28,017		4,294	233,711
Cour canadienne de l'impôt				764,559
	73,252		175,449	5,579,805
TRAVAIL—				
Département			25,787	3,078,025
Conseil canadien des relations du travail				
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			6,940	181,994
			32,727	3,260,019
DÉFENSE NATIONALE—				
Département	1,184,771,802	434,648,101	132,207,090	121,321,187
Protection civile Canada	19,930		188,201	568,833
	1,184,791,732	434,648,101	132,395,291	121,890,020
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—				
Département—				
Programme de l'administration centrale	115,968			3,460,991
Programme des services et de la promotion de la santé				896,050
Programme des services sociaux				743,701
Programme des services médicaux	1,365,723			2,973,116
Programme de la protection de la santé				4,204,846
Programme de la sécurité du revenu				2,405,174
Programme de la condition physique et du sport amateur	22,326			93,955
Conseil de recherches médicales				78,353
	1,504,017			14,856,186

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipments et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
	853,295		5,857	22,184	30,987	6,741,519
	240,662		1,710	27,581	7,697	1,699,309
65,041	210,472	2,265	5,444	30,261	112,839	1,034,977
	58,526		255	844	6,449	313,147
84,583,307	940,164	567,811	340,229	23,689	536,862	99,610,864
	141,312					780,148
	19,898			2,115		54,377
	55,396				1,236,027	7,695,604
84,648,348	2,519,725	570,076	353,495	106,674	1,930,861	117,929,945
	991,876			119,063		3,722,159
	122,817				15,257	614,353
	65,429			20,925		196,705
	307,275			80	16,746	1,708,070
	75,981			2,790		182,482
	12,649			4,102	2,728	131,874
1,494	503,597			81,533	985	853,631
	316,556			2,632	25,296	1,109,043
1,494	2,396,180			231,125	61,012	8,518,317
			197,697	26,471		3,327,980
	45,502			100,555		146,057
	6,882				5,384	201,200
	52,384		197,697	127,026	5,384	3,675,237
82,756,305	33,070,700	28,214,971	1,044,111	9,289,628	181,797,720	2,209,121,615
	173,009			7,694	244,724	1,202,391
82,756,305	33,243,709	28,214,971	1,044,111	9,297,322	182,042,444	2,210,324,006
4,441	437,691	3,617	14,973		84,692	4,122,373
1,358	163,494				3,070	1,063,972
8,387	91,410					843,498
1,769,516	1,693,188	62,973	376,858		795,992	9,037,366
2,419,863	690,934	13,852	215,447		10,515	7,555,457
4,622	1,922,463		390		8,735	4,341,384
	85,714				7,461	209,456
	13,818				652	92,823
4,208,187	5,098,712	80,442	607,668		911,117	27,266,329

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
REVENU NATIONAL—				
Douanes et Accise	842,489		390,382	23,744,339
Impôt			1,983,488	26,850,940
	842,489		2,373,870	50,595,279
PARLEMENT—				
Sénat				
Chambre des communes	71,140		725,124	1,516,302
Bibliothèque du Parlement	15,671			153,133
	86,811		725,124	1,669,435
CONSEIL PRIVÉ—				
Département	85,841		474,754	2,338,656
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			20,300	10,720
Directeur général des élections				
Commissaire aux langues officielles			11,455	237,065
Conseil économique du Canada	16,429			189,468
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	17,977		4,211	300,175
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité			6,397	65,775
	120,247		517,117	3,141,859
TRAVAUX PUBLICS—				
Département—				
Programme des services	2,311,395		1,367,567	7,658,837
Programme des biens immobiliers	25,900		29,206	792,831
	2,337,295		1,396,773	8,451,668
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—				
Département			156,388	6,606,749
Centre canadien de gestion			41,439	639,538
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)			90,185	387,795
Commission de la Fonction publique	18,000		146,632	2,005,304
Conseil de recherches en sciences humaines			26,053	631,539
	18,000		460,697	10,270,925
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—				
Département[4]	24,416		112,813	1,127,886
Service correctionnel	1,216,934		2,756,455	9,733,626
Commission nationale des libérations conditionnelles	63,089		19,645	126,627
Gendarmerie royale du Canada	25,671,177		11,972,954	14,209,007
	26,975,616		14,861,867	25,197,146
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	249,449		542,268	17,938,690

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipments et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
78,159	4,838,195	9,199	23,451	514,152	221,924	30,662,290
	8,221,995			683,852	417,541	38,157,816
78,159	13,060,190	9,199	23,451	1,198,004	639,465	68,820,106
	160,195			967,047		1,127,242
	622,882		10,166	1,023,550	39,367	4,008,531
	51,208			20,640	64,016	304,668
	834,285		10,166	2,011,237	103,383	5,440,441
1,275	272,946		27,238	26,996	22,555	3,250,261
	3,079					34,099
	5,314			162,955		168,269
	131,534		4,370		15,563	399,987
	56,387			1,398		263,682
	36,122			2,736		361,221
	5,308					77,480
1,275	510,690		31,608	194,085	38,118	4,554,999
967,093	2,808,575	433,390	7,795,788	1,081,416	926,324	25,350,385
	25,733	10,732	1,012	338,044		1,223,458
967,093	2,834,308	444,122	7,796,800	1,419,460	926,324	26,573,843
	759,207			357,906	3,885	7,884,135
	288,383		1,160	2,812	123,291	1,096,623
	161,362			52,072		691,414
	658,136		13,627	1,541	268,318	3,111,558
	53,114					710,706
	1,920,202		14,787	414,331	395,494	13,494,436
	263,386			52,170	8,539	1,589,210
	229,835	3,520,595		320,059	2,095,375	19,872,879
	75,438			15,880		300,679
4,266,180	2,213,513	134,188	90,196	166,887	2,475,382	61,199,484
4,266,180	2,782,172	3,654,783	90,196	554,996	4,579,296	82,962,252
	157,042	999,212		966,974	477,025	21,330,660

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel—*Fin*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
TRANSPORTS—				
Département	39,719,672		9,843,733	25,961,441
Bureau canadien de la sécurité aérienne	99,233		27,314	287,608
Administrateur de l'Office du transport du grain	18,000		3,945	44,846
Office national des transports			19,674	1,175,343
	39,836,905		9,894,666	27,469,238
CONSEIL DU TRÉSOR—				
Secrétariat—				
Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique			27,305	3,318,458
Contrôleur général			918	495,690
			28,223	3,814,148
ANCIENS COMBATTANTS—				
Département—				
Programme des Anciens combattants	45,831		112,314	1,596,724
Programme de la Commission canadienne des pensions				
Programme du Bureau de services juridiques des pensions				7,402
Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants				50,795
	45,831		112,314	1,654,921
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN			25,814	1,072,880
Total	1,314,120,146	434,923,639	188,375,605	493,635,185

(1) Cette catégorie comprend navires et bateaux, $1,014,346,321; aéronefs, $100,707,589; véhicules militaires routiers automobiles, $80,341,171; véhicules non militaires routiers automobiles, $114,874,091; et, véhicules divers, $3,850,974.

(2) Cette catégorie comprend les articles tels que instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement de radar; matériel de sécurité et d'hygiène, dispositifs d'alarme et de signalisation; etc.

(3) Cette catégorie comprend les articles tels que matériel de transport, élévatoire et de manutention; instruments et machines agricoles; appareils de cuisson d'aliments; tracteurs agricoles; etc.

(4) Comprend le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada et la Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipments et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
132,330,497	9,438,245	17,493,526	18,949,983	1,697,795	15,721,287	271,156,179
5,290	103,794	3,705		12,302	376,485	915,731
	6,630			5,723		79,144
8,376	142,950			6,697		1,353,040
132,344,163	9,691,619	17,497,231	18,949,983	1,722,517	16,097,772	273,504,094
	19,791			2,720		3,368,274
	5,263			695	28,660	531,226
	25,054			3,415	28,660	3,899,500
82,987	455,000	5,091	37,193	143,956	265,400	2,744,496
	62,504					62,504
	18,118			25,692		51,212
	19,576					70,371
82,987	555,198	5,091	37,193	169,648	265,400	2,928,583
	239,600		3,481	14,224	24,671	1,380,670
353,339,627	103,682,799	57,206,483	38,413,720	25,506,616	231,070,323	3,240,274,143

SECTION 7

COMPTES PUBLICS
1989-90

Paiements de transfert

SOMMAIRE

	Page
Ministère—	
Agriculture	7.2
Agence de promotion économique du Canada atlantique	7.5
Communications	7.8
Consommateurs et Sociétés	7.10
Emploi et Immigration	7.10
Énergie, Mines et Ressources	7.26
Environnement	7.31
Affaires extérieures	7.32
Finances	7.44
Pêches et Océans	7.44
Forêts	7.45
Gouverneur Général	7.45
Affaires indiennes et Nord canadien	7.46
Industrie, Sciences et Technologie	7.69
Justice	7.81
Travail	7.83
Défense nationale	7.83
Santé nationale et Bien-être social	7.84
Revenu national	7.90
Parlement	7.90
Conseil privé	7.90
Travaux publics	7.90
Secrétariat d'État	7.92
Solliciteur général	7.97
Approvisionnements et Services	7.97
Transports	7.97
Conseil du Trésor	7.101
Anciens combattants	7.101
Diversification de l'Économie de l'Ouest canadien	7.101
Appendices	7.104

Paiements de transfert

Un paiement de transfert est une subvention, contribution ou autre paiement, versé par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni marchandise, ni service, mais qui est effectué dans le but de promouvoir les objectifs du programme. Cette section présente pour chaque programme, le total des dépenses par bénéficiaire ou catégorie de bénéficiaires, de même qu'une liste détaillée des versements individuels de $100,000 ou plus. Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 10) par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 5) du volume II (partie I).

AGRICULTURE $1,491,394,772

Département $1,474,664,773

	$
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION $7,000	
Subventions à des particuliers en reconnaissance de leurs activités pour la diffusion, à l'échelle nationale, de l'information agricole émanant du fédéral $2,000	
Contribution au Conseil canadien de la sécurité pour la Semaine nationale de la sécurité à la ferme $5,000	
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE $679,685,577	
Recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada $977,740	
• Dept of Natural Sciences Ottawa Ont	415,450
• Université de Guelph Guelph Ont	110,000
Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) $25,000	
Subvention à l'Organisme canadien des agricultrices $147,075	
Subventions dans le cadre du Programme canadien de réorientation des agriculteurs $3,561,368	
• Emploi et Immigration Canada Ottawa Ont	3,561,368
Subventions au titre des bureaux d'examen de l'endettement agricole $85,993	
Subventions aux organisations dont les activités appuient l'aménagement et la conservation des sols et de l'eau $36,500	
Subvention aux expositions agricoles dans la province de Québec $440,000	
• Société d'Agriculture du district d'Arthabasca St-Bruno Lac St-Jean Qué	185,000
Subventions au secteur des viandes rouges dans la région de l'Atlantique $2,309,813	
Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles $843,811	
• Commonwealth Agricultural Bureau Wallingford Angleterre	753,310
Indemnités pour animaux abattus aux termes de la Loi et du Règlement sur les maladies et la protection des animaux $1,497,048	
• Horseshoe Creek Farms Ltd Weyburn Sask	104,708
• Brent Martin Parkside Sask	159,911
• Kenneth A Stewart Maple Ridge C-B	471,657
Contributions aux provinces, conformément aux règlements sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux qui meurent de la rage édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage $122,309	
• Trésorier provincial Toronto Ont	116,839
Associé participant au comité électoral pour la révision d'enregistrement des pesticides $215,597	
Contributions en vue de promouvoir le design et la construction du Collège vétérinaire à l'Île-du-Prince-Édouard en vertu d'un accord avec les provinces de l'Atlantique $17,850	

	$
Contributions pour venir en aide aux organismes qui s'occupent de promouvoir les objectifs reliés à la santé des végétaux et des animaux $219,890	
Paiements pour le bénéfice des producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil, et pour les produits agricoles dénommés dépassant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles $280,119,224	
Contributions aux provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, selon des ententes fédérales-provinciales, afin d'indemniser les producteurs de céréales et de grandes cultures des dommages causés par les oiseaux aquatiques migrateurs $3,796,596	
• Province de l'Alberta	1,811,837
• Province du Manitoba	123,279
• Province de la Saskatchewan	1,861,480
Contributions à l'égard du programme de prêts basés sur le prix des produits agricoles $12,912,510	
• Farm Credit Corporation Ottawa Ont	3,016,208
Contribution à l'égard du processus d'examen de l'endettement agricole $38,827,004	
Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément au pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles $130,247,610	
Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte $51,220,120	
Paiements à des associations de producteurs de montants équivalent: (i) à l'intérêt payé ou à payer à l'égard des sommes empruntées par les associations et utilisées en vue d'effectuer des paiements anticipés aux producteurs pour les récoltes; et (ii) aux montants que les producteurs ont omis de rembourser relativement aux avances garanties par le ministre de l'Agriculture, conformément à la Loi sur le paiement anticipé des récoltes $4,509,731	
Prêts garantie en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative $6,015,923	
Paiements aux associations coopératives, aux transformateurs, ou aux organismes de ventes en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles $4,752,161	
Contribution à l'Association canadienne de la journée mondiale de l'alimentation $60,000	
Contributions dans le cadre de l'entente sur l'amélioration de la qualité des sols et de l'eau dans le sud-ouest de l'Ontario $150,000	
• Université de Guelph Guelph Ont	150,000
Contributions en vue de réaliser les possibilités de développement convenues afin de promouvoir le développement économique et socio-économique dans le secteur agro-alimentaire de chaque province : Initiatives en vertu des programmes dans les zones spéciales $98,391	
Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional, du plan d'aide pour la province de Québec en matière d'innovation et de transfert technologique $24,661,866	

AGRICULTURE—*Suite*

	$
• Campus haute technologie agro-alimentaire de St-Hyacinthe St-Hyacinthe Qué	679,295
• Coopérative Fédérée du Québec Montréal Qué	106,607
• Deerwood Soil and Water Conservation Management Association Miami Man	118,000
• Fédération des producteurs maraichers du Québec (Projet Norton Creek) Longueuil Qué	1,402,900
• Intergovernmental Affairs Province of Newfoundland & Labrador St John's T-N	1,345,029
• Laiterie Chalifoux Sorel Qué	127,925
• Ministre des finances (Entente Canada Québec) Québec Qué	1,020,000
• Nova Scotia Dept of Agriculture & Marketing Truro N-É	1,442,724
• Pembina Valley Developments Altona Man	313,074
• Ministère de l'Agriculture de l'Île-du-Prince Édouard Charlottetown Î-P-É	365,060
• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	4,992,911
• Regional Development Corporation Fredericton N-B	905,013
• Saskatchewan Water Corporation Moose Jaw Sask	5,000,000
• Saskatchewan Water Corporation Moose Jaw Sask	1,000,000
• Swine Breeding Stock Sales Society of Nova Scotia Truro N-É	116,298
• Université McGill Montréal Qué	104,500
• Université du Manitoba Winnipeg Man	689,865
• Western Fertilizer and Chemical Dealers Assoc Brandon Man	112,443
Contributions pour les projets d'aide au développement de la production $9,589,147	
• ADLIC Moncton N-B	379,026
• Alberta Dairy Herd Improvement Services Edmonton Alb	258,263
• BC Dairy Herd Improvement Services Clearbrook C-B	382,088
• Canadian Western Agribition Assoc Regina Sask	101,000
• La Société de Gestion de la Station Qué	127,950
• Leduc ROP Test Station Leduc Alb	114,125
• Manitoba Milk Recording Corp Winnipeg Man	146,044
• Ontario Dairy Herd Improvement Co Toronto Ont	2,025,776
• Ontario Swine Breeder's Association New Hamburg Ont	165,426
• PATLQ Inc Ste-Anne-de-Bellevue Qué	1,363,687
• Royal Agricultural Winter Fair Toronto Ont	100,185
• Saskatchewan Dairy Herd Improvement Corp Regina Sask	141,191
Contributions pour des projets de développement de la commercialisation des produits agricoles canadiens $1,968,593	
• Ethier et Frères (1981) Ltd Mirabel Qué	207,500
• Fédération des Producteurs Longueuil Qué	111,701
• Ontario Fruit and Vegetable Toronto Ont	160,431
• Potatoes Canada Fredericton N-B	164,980
Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan de l'Alberta et de la région de de la Rivière de la Paix en Colombie-Britannique pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau $16,003,293	
• BPD Water Society Bell Plaine Sask	131,405
• County of Warner No 5 Warner Alb	459,123
• Improvement District No 17 Central High Prairie Alb	150,648
• Mine Road Water Co-op Ltd Champion Alb	122,782
• Municipal District of Cypress No 1 Dunmore Alb	157,390
• Rural Municipality of MacDonald No 146 Sanford Man	599,994
• Rural Municipality of Rhineland No 164 Altona Man	131,160
• The Henry Kroeger Regional Water Services Commission Oyen Alb	334,901
• The Village of Botha Botha Alb	159,968
Contributions d'urgence pour les agriculteurs, les éleveurs, les municipalités rurales et les petites collectivités rurales en vue de garantir l'approvisionnement en eau $159,092	
Contributions en vertu du programme de réorientation des agriculteurs $2,848,600	

	$
• Emploi et Immigration Canada Ottawa Ont	2,400,000
Contributions en vertu du projet de développement des productions fourragères dans la région de l'Atlantique $7,385,375	
• Intergovernmental Affairs Province of Newfoundland and Labrador St John's T-N	475,004
• Nova Scotia Dept of Agriculture & Marketing Truro N-É	1,810,543
• Prince Edward Island Dept of Agriculture Charlottetown Î-P-É	2,896,321
• Regional Development Corporation Fredericton N-B	2,203,507
Contributions en vertu d'ententes coopératives sur l'agriculture $763,207	
Contributions à l'égard des projets d'aide à la réorientation des producteurs de tabac pour faciliter la rationalisation et la diversification ordonnées des entreprises tabacoles $12,722,775	
• Département de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	1,500,000
Contributions au Bureau d'indemnisation des producteurs de tabac jaune de l'Ontario en cessation d'activité $31,835	
Contributions au titre du Projet d'aide à la réorientation des producteurs de tabac Burley de l'Ontario $159,315	
Contributions à l'égard des projets de remplacement des entreprises axées principalement sur l'implantation de nouvelles cultures de même que sur les techniques de production et les possibilités de commercialisation et de transformation dont les régions tabacoles pourraient bénéficier $577,455	
• Eastern Ontario Vegetable Trenton Ont	195,685
• MCM Vegetable Processors Ltd Port Hope Ont	100,000
Contributions en vertu du programme national de la conservation des sols $3,608,257	
• Fédération des producteurs maraichers du Québec (Projet Norton Creek) Longueuil Qué	661,432
• Ministre des Finances Québec Qué	427,662
• Université de la Saskatchewan Saskatoon Sask	322,382
Contributions aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse, dans l'Ouest du Canada $29,218,300	
• Treasurer of Ontario Farm Assistance Programs Branch Toronto Ont	100,100
Contributions en vue de faciliter la réduction et la rationalisation ordonnées de l'industrie viticole et vinicole, par un programme d'aide fédérale-provinciale $26,759,733	
• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	6,359,733
Contributions en vertu du projet spécial de développement des productions animales de l'Atlantique $19,470	
PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX $794,972,196	
Aide aux producteurs à l'égard des pertes de récoltes occasionnées par la sécheresse en 1988 $737,765,128	
• Acadia Hutterian Brethren Oyen Alb	126,899
• Adriannsen N Wellwood Man	194,829
• Baildon Hutterian Brethren Inc Moose Jaw Sask	106,055
• Bailey D/A Carberry Man	134,930
• Beechy Hutterian Brethren Beechy Sask	104,517
• Bid Bend Colony Cardston Alb	161,508
• Bloomfield Colony Farms Ltd Westbourne Man	103,311
• Bluekens L/A Lethbridge Alb	161,008
• Bolle H Otterville Ont	124,545
• Brenn B Farms Ltd Waterdown Ont	109,808
• Clearspring Hutterian Brethren Kenaston Sask	131,868
• Crystal Spring Colony Magrath Alb	101,942

AGRICULTURE—*Suite*

	$
• Cuddy Farms Ltd Strathroy Ont	220,794
• DM Bryan Farms Ltd Central Butte Sask	114,898
• Downie Lake Colony Maple Creek Sask	113,050
• Ewelme Colony Fort Macleod Alb	132,297
• Exeter Produce & Storage Co Limited Exeter Ont	408,212
• Felger Farming Co Ltd Lethbridge Alb	108,001
• Fraser Farms Raymond Alb	129,982
• Froese Enterprises Inc Winkler Man	184,777
• Froese G Winkler Man	107,245
• Froese PH Winkler Man	119,567
• Gasko Farms Ltd Newmarket Ont	112,758
• Glidden Hutterian Brethren Glidden Sask	101,017
• Golden Prairie Farms Ltd Wrentham Alb	133,773
• Gowryluk M J & Sons Ltd Holland Man	111,739
• Haskett Growers Ltd Winkler Man	120,774
• Haven Hutterian Brethren Fox Valley Sask	114,288
• Hespler Enterprises Ltd Winkler Man	126,227
• Hofer G Cardston Alb	113,917
• Huron Colony Brownlee Sask	138,127
• Hutterian Bretherian Belle Plaine Colony Belle Plaine Sask	123,567
• Hutterian Brethren Church of Elkwater Irvine Alb	108,922
• Hutterian Brethren Church of High River Alb	102,094
• Hutterian Brethren Church of Riverside Fort Macleod Alb	105,177
• Hutterian Brethren Church of Spring Creek Walsh Alb	183,056
• Hutterian Brethren Church of West Raley Cardston Alb	131,508
• Hutterian Brethren Church of Wilson Lethbridge Alb	136,012
• Hutterian Brethren Abbey Abbey Sask	112,309
• Hutterian Brethren Church of Eagle Creek Ltd Asquith Sask	139,441
• Hutterian Brethren Church of Hillcrest Dundurn Sask	157,400
• Hutterian Brethren Church of Sunnydale Sonningdale Sask	100,427
• Hutterian Brethren Church Swift Current Sask	100,432
• Hutterian Brethren of Arm River Colony Ltd Lumsden Sask	138,693
• Hutterian Brethren of Dinsmore Dinsmore Sask	133,613
• Hutterville Colony Magrath Alb	129,937
• Itzke River Farm Ltd Marquette Man	171,891
• Kerr Farms Limited Chatham Ont	143,453
• Kroeker Farms Ltd Winkler Man	539,048
• Kuhl Farms Ltd Winkler Man	131,952
• Kyle Hutterian Brethren Kyle Sask	133,122
• Marsh GE Macleod Alb	107,662
• Matador Farming Pool Ltd Kyle Sask	163,428
• McCain Foods Portage la Prairie Man	148,561
• McCallum LW Woodstock Ont	160,080
• Miami Hutterian Brethren New Dayton Alb	121,205
• Milford Hutterian Brethren Raymond Alb	191,200
• Mosiewich J Lasalle Man	141,965
• Nabisco Brands Company Ltd Exeter Ont	694,004
• New Elspring Hutterian Brethren Magrath Alb	133,427
• New Rockport Hutterian Brethren New Dayton Alb	132,662
• OK Colony Raymond Alb	196,252
• Old Elm Hutterian Brethren Magrath Alb	156,553
• Ontario Potato Dist Alliston Inc H Farms Elmvale Ont	132,681
• Parkland Colony Nanton Alb	151,229
• Pillsbury Canada Ltd Tecumseh Ont	258,732
• Ray Thoring Farms Ltd Frontier Sask	134,802
• RB Farms Inc Sovereign Sask	100,488
• Riverbend Colony Farms Ltd Carberry Man	179,262
• R & L Acres Ltd Sperling Man	101,785
• Rockport Hutterian Brethren Magrath Alb	170,152
• Rol-Land Farms Ltd Blenheim Ont	104,395
• Roseglen Hutterian Brethren Hilda Alb	110,276
• Rostown Hutterian Brethren Rosetown Sask	112,999
• Schmidt R Lethbridge Alb	138,523
• Shabatura P Waterford Ont	106,743
• Skipworth B/L Cardston Alb	117,269
• Smiley Hutterian Brethren Smiley Sask	127,229
• Smith JK/BJ Carman Man	121,447
• Southern Manitoba Potato Co Ltd Winkler Man	258,521
• Spring Valley Colony Ltd Brandon Man	109,082
• Spruce Wood Colony Brookdale Man	136,903
• Starlite Colony Farms Ltd Starbuck Man	100,116
• Strankman Farms Ltd Loverna Sask	158,003
• Streef Produce Ltd Princeton Ont	155,944
• Suncrest Colony Ltd Winnipeg Man	184,795
• Sunrise Hutterian Brethren Etzikom Alb	125,171
• Tahgahoning Enterprise Wallaceburg Ont	251,007
• Ully Bros Farms Ltd Foremost Alb	102,166
• Vanderstelt W Brantford Ont	130,270
• Western Farms Div of 313023 Alberta Ltd Lethbridge Alb	256,544
• Wiebe JP & Sons Ltd Macgregor Man	157,553
• Will Farms Ltd Hussar Alb	109,453
• Willow Park Colony Tessier Sask	146,013
• Wipf P Lakeside Colony Cranford Alb	131,435
• WJ Smith Gardens Ltd King City Ont	134,407
• Wolf Creek Hutterian Brethren Stirling Alb	206,487

Subventions aux producteurs de céréales, d'oléagineux de cultures spéciales et de miel en vertu du programme spécial d'aide aux producteurs de grains du Canada, récolte de 1987 $164,189

Subvention au Conseil canadien des producteurs de canola pour améliorer les procédés de fabrication des produits de la graine de colza du Canada $400,000

Subventions aux producteurs de blé qui subissent une baisse de leurs revenus au niveau des ventes nationales pour la récolte de 1988-89 $21,145,893

• The Canadian Wheat Board Winnipeg Man	15,740,926
• Fédération des Producteurs de Cultures Commerciales du Québec Longueuil Qué	949,010
• Ontario Wheat Producers Chatham Ont	4,160,491

Droit d'affiliation du Canada à l'Association internationale de chimie céréalière $5,562

Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huiles et d'amidon $2,000,000

Contribution au Conseil des grains du Canada $180,000

Contribution en vertu du Programme canadien d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse — Québec $8,135,310

Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies $22,171,709

Contribution en vertu du Programme spécial d'aide relatif au désastre des récoltes $418,242

• Trésorier provincial Manitoba Sask	418,242

Contributions en vertu du Programme spécial canadien pour les grains—récolte de 1986 $3,820

Contribution à l'Institut canadien international des céréales Winnipeg Man $1,972,612

Droits d'affiliation au Conseil international du blé $303,496

Versements aux meuniers de l'Ouest canadien en compensation des frais d'arrêt en transit déboursés entre l'Est et l'Ouest du Canada pour les céréales transformées en farine destinées à l'exploitation $306,235

• Ogilvie Mills Ltd Medicine Hat Alb	159,334
• Maple Leaf Mills Ltd Calgary Alb	102,457

Office canadien des provendes $16,729,999

Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil $16,729,999

• JN Brochu Inc St-Isidore Qué	102,274
• Buckerfield's Limited Vancouver C-B	865,778
• Burgess Feeds Limited Agassiz C-B	134,883
• Canada Packers Limited Edmonton Alb	6,699
Montréal Qué	30,662
Port Williams N-É	558,426
Summerside Î-P-É	243,190
Sussex N-B	579,418

AGRICULTURE—*Fin*

	$
St Mary's Ont	17,010
Truro N-É	419,538
• Chaîne Coopérative du Saguenay St-Bruno Qué	107,578
• Clarence (Kloosterhof) Farm Services Truro N-É	292,347
• Clearbrook Grain & Milling Company Limited Clearbrook C-B	129,754
• Co-op Atlantic Moncton N-B	1,325,599
• Coopérative Fédérée de Québec Montréal Qué	772,604
• East Chilliwack Agricultural Cooperative Chilliwack C-B	922,671
• Ewos & M & H Feeds Surrey C-B	190,874
• WA Fleming Limited Truro N-É	239,513
• Mic Mac Feeds New Minas N-É	115,706
• Moulees Atlantic Feeds Ltd Clair N-B	205,378
• Moulin Agricole Kénogami Kénogami Qué	111,549
• Otter Farm & Home Coop Aldergrove C-B	415,549
• Phillips Feed Service Ltd Charlottetown Î-P-É	113,265
• Prince Edward Island Elevator Corp Kensington Î-P-É	244,277
• Ralston Purina of Canada Limited Drummondville Qué	22,146
Montréal Qué	24,724
St-Romuald Qué	66,604
• Ritchie Smith Feeds Inc Abbotsford C-B	705,516
• Robin Hood Multifood Inc Willowdale Ont	15,444
Masterfeeds Division Cavan Ont	13,186
Masterfeeds Division Edmonton Alb	9,403
Masterfeeds Division Guelph Ont	7,443
Masterfeeds Division Hampton N-B	43,428
Masterfeeds Division Kensington Î-P-É	44,595
Supersweet Division Willowdale Ont	1,963,792
• Scotia Farm Services Ltd Kentville N-É	215,398
• Sure Crop Feeds Limited Grindrod C-B	156,016
• Top Shelf Feeds Inc Duncan C-B	512,592
• United Feeds Armstrong C-B	66,584
Edmonton Alb	22,811
Lethbridge Alb	2,597
Midnapore Alb	360
• Valley Feeds Ltd Burtt's Corner N-B	235,442
• Wall & Redekop Feeds Limited Abbotsford C-B	157,400

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE $278,501,303

Département $278,501,303

Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économiques $9,982,452

• Capital Region Development Commission Fredericton N-B	121,114
• Chaleur Regional Development Commission Bathurst N-B	149,675
• Charlottetown Area Development Corp Charlottetown Î-P-É	302,500
• Conseil économique du N-B Inc Moncton N-B	124,300
• Economic Expansion Commission of the Peninsula Tracadie N-B	149,100
• Fundy Trail Development Authority Inc Saint John N-B	5,000,000
• Grand Falls Regional Development Commission Grand Falls N-B	127,000
• Greater Moncton Economic Development Authority Moncton N-B	140,500
• Kent Industrial Commission Inc Buctouche N-B	150,000
• La Commission Industrielle du Nord-Ouest Edmunston N-B	150,000
• Miramichi Region Development Corporation Newcastle N-B	150,000
• NB Research and Productivity Council Fredericton N-B	890,000
• Restigouche Industrial Commission Campbellton N-B	150,000
• Saint John Fundy Region Development Commission Inc Saint John N-B	140,000
• South East Economic Commission Inc Shediac N-B	147,500
• The Northside Community Futures Comm Sydney Mines N-É	190,000
• University of New Brunswick Fredericton N-B	271,000

Subvention au Fonds de développement économique du comté de Pictou en vue de promouvoir le développement économique $3,337,697

• Fonds de développement économique du comté de Pictou New Glasgow N-É	3,337,697

Contributions en vertu de programmes visant à stimuler le développement économique régional de l'Atlantique en ce qui a trait aux petites et moyennes industries et entreprises, et autres programmes et activités de développement régional $258,272,398

	$
• A L Stuckless & Sons Limited Glenwood T-N	335,737
• A & N Enterprises Limited Centreville T-N	103,935
• Abco Industries Limited Luneburg N-É	140,974
• Abitibi-Price Inc Grand Falls T-N	333,339
• Acadian Seaplants Ltd Dartmouth N-É	215,034
• Acadie-Presse Ltee Caraquet N-B	441,987
• Action Fiberglass & Manufacturing Ltd Moncton N-B	146,574
• Air Atlantic Ltd St John's T-N	262,337
• Allsco Building Supplies Ltd Moncton N-B	275,454
• Alyward's (Marystown) Limited St Lawrence T-N	143,184
• Amalgamated Dairies Limited Summerside Î-P-É	234,248
• AMEC Corporation Halifax N-É	100,000
• American Seamless Tube Inc Debert N-É	158,724
• Ampal Pallets Inc Calgary Alb	4,023,317
• Antigonish Golf And Country Club Antigonish N-É	110,183
• Apex Machine Works Ltd Moncton N-B	115,717
• Argentina Freezers & Terminals Limited St John's T-N	970,705
• Arichat Motel Limited Arichat N-É	440,758
• Arisaig Fisheries Limited Antigonish County N-É	111,092
• Arm of Gold Enterprises St Peter's N-É	165,366
• Arrow Metal Products Ltd Moncton N-B	103,782
• Artic Systems Limited St John's T-N	141,424
• Atlantic Arch-Rib Company Limited Stewiacke N-É	464,283
• Atlantic Canada Plus Association St John's T-N	1,439,396
• Atlantic Compressed Air Ltd Halifax N-É	106,727
• Atlantic Defence Industries Limited Bridgetown N-É	338,634
• Atlantic Entrepreneurial Institute St John's T-N	655,571
• Atlantic Fabricators & Erectors Limited Mount Pearl T-N	196,833
• Atlantic Hardchrome Limited Dartmouth N-É	116,898
• Atlantic Industries Limited Dorchester N-B	142,253
• Atlantic Plastics Limited Mount Pearl T-N	117,255
• Atlantic Provinces Chamber of Commerce Moncton N-B	104,503
• Baie Verte Mines Reprocessing Inc Toronto Ont	2,085,508
• Bay Trap & Supplies Ltd Baie Ste-Anne N-B	111,060
• Bayside Holdings Ltd St John's T-N	108,000
• Beaver Truss Company Limited Mount Pearl T-N	177,552
• Belleisle Foods Ltd Belleisle Creek Kings Co N-B	149,688
• Beothuk Data Systems Ltd St John's T-N	275,502
• Bercon Atlantic Ltd Saint John N-B	138,157
• Berger Mix Inc St-Modeste Qué	130,553
• Best Western Linkletter Inn Summerside Î-P-É	542,196
• Blanchard Ready Mix Ltd Allardville N-B	128,658
• Bowater Mersey Paper Company Limited Liverpool N-É	4,036,281
• Brookfield Golf & Country Club Limited Brookfield N-É	110,250
• Brookville Warehouse Limited Saint John N-B	313,052
• Brunswick Data Inc Saint John N-B	397,036
• Burin Readymix Limited Marystown T-N	105,000
• C B Mold Company (A Partnership) Rexdale Ont	2,543,269
• C D Developments Ltd Belle River Î-P-É	145,369
• C H M Manufacturing Limited Annapolis Royal N-É	375,945
• C & D Demerchant Ltd Woodstock N-B	153,908
• C & S Marine Products Ltd Triton T-N	161,101
• Calvert Fish Industries Ltd Calvert T-N	108,231
• Cameron Publications Limited New Glasgow N-É	201,992
• Canada Bay Lumber Company Limited Roddickton T-N	416,000
• Canada Packers Inc Shur Gain Division Truro N-É	1,162,791
• Canada Packers Inc (Research Centre) Toronto Ont	280,417
• Canadian Association of Fish Exporters Ottawa Ont	135,678
• Canadian Centre for Int'l Fish Training St John's T-N	141,955
• Canadian Learning Materials Centre Halifax N-É	117,659
• Canadian Pacific Hotels & Resorts Charlottetown Î-P-É	113,941
• Canadian Seabed Research Ltd Halifax N-É	104,306
• Cape Breton Chemical Limited Partnership Toronto Ont	2,296,532
• Cape Breton Holdings (1984) Limited Sydney N-É	331,156
• Cape Breton Hydraulics Limited Sydney N-É	226,350
• Cape Breton Plastics Limited Sydney N-É	923,740
• Castle Management Limited Mount Pearl T-N	112,500
• Cavendish Farms Summerside Î-P-É	842,059

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE—*Suite*

	$
• Cellpack Aerospace Limited Lunenburg N-É	544,392
• Central Automotive Industrial Limited St John's T-N	122,656
• Centre de Conversion d'Energie Moncton N-B	100,000
• Centre de Recherche sur les Aliments Moncton N-B	230,000
• Centreville Grain Ltd Florenceville N-B	146,809
• Champlain Expositions Inc Toronto Ont	7,039,258
• Champlain Institute Amherst N-É	119,867
• Chapman Bros Construction Ltd Souris Î-P-É	898,407
• Chetitcamp Fish Co-Operative Limited Chetitcamp N-É	229,776
• Chetitcamp Island Resort Dominion N-É	136,234
• City of Bathurst Bathurst N-B	200,000
• City of Sydney Sydney N-É	1,274,418
• Coleray Forwarding Limited Mount Pearl T-N	101,193
• Comeau's Sea Foods Limited Saulnierville N-É	588,325
• Connors Bros Limited Blacks Harbour N-B	803,107
• Continental Marble Industries Ltd Paradise T-N	172,105
• Cormier Louis J Charlottetown Î-P-É	300,824
• Craigs Machine Shop Ltd Hartland N-B	109,816
• Credit Union Council of NFLD & Labrador St John's T-N	144,871
• Crimson Tide Fisheries Limited Bonavista Bay T-N	157,609
• Crossley Carpet Mills Limited Truro N-É	591,870
• Crown Fibre Tube Incorporated Kentville N-É	173,864
• Culinary Enterprises Limited Wolfville N-É	120,630
• Cumberland Development Authority Amherst N-É	251,015
• Cumberland Publishing Ltd Amherst N-É	244,381
• D & K Mitton Holdings Limited Pictou N-É	178,805
• D & L Pellerin Enterprise Ltd Shediac N-B	136,628
• Dairytown Products Ltd Sussex N-B	147,625
• Dalhousie University Halifax N-É	191,088
• Datacor Atlantic Inc Moncton N-B	1,363,498
• Deer Island Salmon Ltd Deer Island N-B	107,479
• Denison-Potacan Potash Company Sussex N-B	306,250
• Department of Industry Charlottetown Î-P-É	651,418
• Dept Industry Science & Technology St John's T-N	164,888
• Diagnostic Chemicals Ltd Charlottetown Î-P-É	126,969
• Digby Aircraft Storage Limited Digby N-É	161,258
• Dominion Paperboard Products Limited Centreville N-É	212,396
• Dulex Electronic Inc St Laurent Qué	113,262
• Dumont Vins & Spiritueux Inc Rougemont Qué	233,861
• Duplicity Inc St John's T-N	102,100
• Dyno-Vac Manufacturing (1980) Ltd Red Deer Alb	401,490
• E M Technologies Inc Fredericton N-B	296,141
• E W Harvey Limited St John's T-N	216,562
• Earle Proteins Limited Carbonear T-N	104,561
• East Coast Repair Limited Mount Pearl T-N	485,072
• Eastern Veneer Ltd Fredericton N-B	223,330
• EJE Trans-Lite Inc Kirkland Qué	124,905
• Elektro Atlantic Inc Moncton N-B	247,696
• Ellis Warren O'leary Î-P-É	150,490
• Ensilage Eastern Silage Ltd Shippegan N-B	136,352
• Environment and Resources MGT Assoc Grand Falls T-N	435,128
• Environmental Industrial Services Inc Charlottetown Î-P-É	8,000,000
• EPA Limited Windsor Ont	641,201
• F T C Enterprises Ltd Charlottetown Î-P-É	1,629,031
• F & M Steel Products Limited Sydney N-É	143,221
• Fahey Building Limited Goose Bay Labrador	110,261
• Falcon Wood Products Limited St John's T-N	347,685
• Feeney Brian J Toronto Ont	376,456
• Fish Aid Development Agency St John's T-N	135,788
• Fisheries Assoc of NFLD & Labrador Ltd St John's T-N	472,583
• Fisheries Resource Development Limited Halifax N-É	184,557
• Florenceville Grain Center Fredericton N-B	157,975
• Focal Technologies Incorporated Dartmouth N-É	117,078
• Funspot Cabins Resort Limited Glovertown T-N	378,797
• G Pelley Limited Springdale T-N	121,824
• Ganong Bros Limited St Stephen N-B	1,743,738
• Garland's Systems Ltd Portugal Cove T-N	114,193
• Gary L MacDonald & Son Ltd Nashwaak Bridge N-B	127,506
• Gasco Manufacturing Limited Brampton Ont	1,099,905
• GEO Resources Inc St John's T-N	214,663
• Gillis Donald Glace Bay N-É	135,000
• Glassville Logging Co Ltd Juniper N-B	227,032

	$
• Glenora Distillers Limited Halifax N-É	363,968
• Global Printing & Binding Inc Fredericton N-B	251,885
• Goudtap Holdings Limited Saint John N-B	127,066
• Governor's Park Incorporated Limited St John's T-N	1,227,132
• Gros Morne Cabins Limited Rocky Harbour T-N	120,263
• Guildcraft (1978) Limited Sydney Mines N-É	167,595
• Gulf Island Peat Moss Co Inc Portage Î-P-É	140,005
• Gulfside Enterprises Limited Port Aux Basques T-N	322,990
• H Franklin Irving St Stephen N-B	120,138
• Hinspergers Poly Industries Ltd Mississauga Ont	125,147
• Hodgson McKay W Country Harbour N-É	148,891
• Hotel Gander Limited Gander T-N	437,053
• House A M St John's T-N	1,543,917
• Hub Meat Packers Ltd Moncton N-B	609,777
• Humber Memorials Limited Corner Brook T-N	113,465
• Humpty Dumpty Foods Ltd Hartland N-B	266,270
• Hunter Warehousing & Storage Ltd Kensington Î-P-É	183,322
• Huntsman Marine Science Centre St Andrews N-B	809,337
• Ideal Drilling (NS) Limited Moncton N-B	286,189
• Innu Development Corporation Northwest River Labrador T-N	127,701
• Interprint Systems Limited St John's T-N	111,747
• Inverary Limited Baddeck N-É	318,243
• Irving Pulp and Paper Limited Saint John N-B	4,226,785
• J D Irving Limited Saint John N-B	540,340
• Joint Town & Community Council Burin Peninsula Grand Bank T-N	134,036
• Juniper Lumber Co Ltd Juniper N-B	979,273
• Juniper Recycling Ltd Moncton N-B	182,619
• Kayland Limited Pictou N-É	104,570
• Keddy Motor Inns Ltd Halifax N-É	743,712
• Kent Homes Limited Buctouche N-B	169,008
• Kero Chipping Ltd Arthurette N-B	217,570
• Kit To Kitchen 2000 (1988) Inc Saint-Jacques N-B	672,019
• La Cie de Tourbe Fafard Ltee Shippegan N-B	833,282
• La Scierie Cormier Inc Petit Rocher N-B	216,349
• Landry & Landry (1984) Ltd Robichaud N-B	178,841
• Lantic Sugar Limited Saint John N-B	1,473,632
• Laurentide Chemicals Atlantic Ltd Richibucto N-B	211,877
• Laurie's Motel Limited Chetitcamp N-É	134,325
• Le Manoir Adelaide Manor Inc Dalhousie N-B	1,238,289
• Ledwidge Lumber Company Limited Enfield N-É	146,044
• Lester Inks & Coatings (Atlantic) Limited Armdale N-É	177,354
• Little Harbour Deep Lodge Limited Springdale T-N	104,962
• Lloyd MacDonald & Son Ltd Nashwaak Bridge N-B	151,885
• Lock-Wood Ltd Scoudouc N-B	276,729
• LSI Logic Corporation Sydney N-É	4,500,000
• Lunenburg Economic Development Commission Lunenburg N-É	119,346
• L'Association Coop des Pêcheurs de l'Île Lamèque N-B	163,417
• L'Association Coop du Village des Pionniers Mont Carmel Î-P-É	233,894
• L'Auberge Le Pionnier Ltee Paquetville N-B	198,847
• M A Parsons Limited St John's T-N	156,864
• M & M Manufacturing Limited Partnership Dartmouth N-É	363,006
• MacCormack Builders and Apartments Ltd Summerside Î-P-É	496,171
• MacVarish C&S Montague Î-P-É	116,484
• Malpec Peat Moss Ltd Rexton N-B	137,938
• Maple Leaf Homes Inc Fredericton N-B	125,188
• Marine Adven Assoc of NFLD & Labrador St John's T-N	115,534
• Maritime Battery Ltd Bathurst N-B	621,891
• Maritime Paper Products Limited Dartmouth N-É	1,419,692
• Markland By The Sea Dingwall N-É	399,684
• Marystown Shipyard Ltd Marystown T-N	394,415
• McMillan Press Ltd Saint John N-B	209,615
• Memorial University of Newfoundland St John's T-N	1,407,986
• Metal Fab Limited St John's T-N	442,904
• Micronav Limited Sydney N-É	747,099
• Modern Marine Industries Limited St John's T-N	180,362
• Mokami Project Group Goose Bay Labrador T-N	216,684
• Moncton Northeast Construction Assoc Moncton N-B	148,171

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE—*Suite*

	$
• Montague Cold Storage Inc Montague Î-P-É	123,690
• Moore-Clark Co (Canada) Inc Vancouver C-B	1,152,000
• Motel Gisele Limited N-É	403,766
• Mount Saint Vincent University Halifax N-É	387,256
• Municipal Ready-Mix Limited Sydney N-É	100,000
• NB Research and Productivity Council Fredericton N-B	3,662,704
• N R Kenney Logging Limited New Glasgow N-É	133,650
• Nadeau & Nadeau (1984) Limited St-François-de-Madawaska N-B	207,527
• National Petroleum & Marine Cons Ltd St John's T-N	116,821
• National Sea Products Limited Halifax N-É	723,958
• National Sea Products Ltd St John's T-N	181,929
• Neptune Leather Canada Limited Clam Point N-É	248,452
• New Lab Aqua Foods Inc St John's T-N	129,473
• New York Boiler Company Ltd Sussex N-B	109,978
• Newfoundland Exchequer Account Dept of Public Works and Services St John's T-N	2,792,774
• Newfoundland Fisheries Technology Group St John's T-N	303,346
• Newfoundland Labrador Air transport Ltd Corner Brook T-N	153,239
• Newfoundland Multi Foods Limited St John's T-N	245,099
• Newfoundland Resources & Mining Co Ltd Oakville Ont	2,415,580
• Nfld & Lab Inst of Fish & Marine Technology St John's T-N	605,320
• Nfld & Labrador Development Corp Ltd St John's T-N	667,267
• Nordco Limited St John's T-N	249,599
• Nordsea Fishing Gear Limited Dartmouth N-É	149,879
• Northern Radar Systems Ltd St John's T-N	993,025
• Northside Industrial Commission Sydney N-É	1,449,815
• Northumberland CO-Operative Ltd Newcastle N-B	165,095
• Nova Aqua Salmon Limited Partnership Glace Bay N-É	1,085,361
• Nova Aqua Sea Limited Glace Bay N-É	105,302
• Nova Doors and Windows Inc Dartmouth N-É	116,376
• Nova Leather Limited New Glasgow N-É	154,990
• Nova Scotia Research Foundation Corp Dartmouth N-É	1,376,222
• NSC Diesel Power Incorporated Dartmouth N-É	2,233,364
• Nu-Way Kitchens Limited Paradise T-N	208,607
• Oceanroutes Canada Inc Dartmouth N-É	130,909
• Oceans Limited St John's T-N	118,053
• Oceans Limited St John's T-N	102,555
• Owen Innes Lithographic Plate Services Ltd Halifax N-É	100,118
• Oxford Frozen Foods Limited Oxford N-É	1,181,419
• Pappas George Oshawa Ont	2,351,250
• Parker Mountain Aggregates Limited Deep Brook N-É	144,124
• Parkway Enterprises Limited Glovertown T-N	216,844
• Pasedena Economic Development Committee Pasedena T-N	541,744
• Paul Hashem Scrap Yard Limited Sydney N-É	127,756
• Pecheries F N Fisheries Ltd Shippegan N-B	105,666
• Peltoma Forest Products Ltd Tracy N-B	266,485
• Perfection Foods Limited Charlottetown Î-P-É	846,755
• Pioneer Fisheries Ltd Tignish Î-P-É	815,373
• Plastics Maritime Limited Armdale N-É	322,223
• Port Aux Basques Motel Development Corp St John's T-N	1,490,624
• Power Software Limited St John's T-N	436,930
• Premium Automotive Tanks Incorporated Port Hawkesbury N-É	711,182
• Presswood Pallet Partnership Toronto Ont	3,783,022
• Project Entrepreneur Project (PEP) Sackville N-B	213,609
• Prov Advisory Council on the Status of Women St John's T-N	103,528
• Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	3,119,817
• Quality Containers Limited Truro N-É	195,651
• Quality Inn Garden of The Gulf Summerside Î-P-É	425,300
• Quidi Vidi/Rennies River Dev Foundation St John's T-N	1,260,000
• R I N Hospitality Investments Limited Waverly N-É	253,515
• Raoul Couturier Lumber Ltee Baker Brook N-B	102,873
• Raycan International Inc Mississauga Ont	358,575
• Rayco Wood Products Ltd Ste Marie de Kent N-B	160,701
• Recyclage Nord-Ouest St Basile N-B	326,697
• Red Bay Community Council Red Bay Labrador T-N	156,062
• Regional Development Corporation Fredericton N-B	12,349,102
• Reid Atlantic Inc Toronto Ont	226,191

	$
• Richmond Co Port Hawkesbury Joint Venture Port Hawkesbury N-É	485,867
• Ringuette Industries Ltee Ste Anne-de-Madawaska N-B	109,429
• Robinson-Blackmore Printing & Publishing St John's T-N	434,333
• Ropak Can-Am Ltd Springhill N-É	943,314
• Rory's Mountain Motel (1988) Ltd Sussex N-B	283,561
• S Brown's Cresting Experts Limited Sydney N-É	128,250
• S T Jones & Son (1989) Limited Grand Falls T-N	208,364
• Saint Mary's University Halifax N-É	216,941
• Salmonier Trailer Park Ltd Conception Bay T-N	101,511
• Saunders Howell Mfg Ltd Carbonear T-N	118,810
• Savoie & Son Mill Inc St Quentin N-B	354,311
• Scotia Plastics Incorporated Shubenacadie N-É	157,951
• Scotia Twines Limited Halifax N-É	1,122,703
• Scotiachemco Incorporated Scarborough Ont	188,438
• Scott Worldwide Inc New Glasgow N-É	224,156
• Sea Farm Canada Inc Saint John N-B	236,355
• Sea Forest Plantation Company Limited St John's T-N	436,664
• Sea Limited St John's T-N	443,491
• Seabright Corporation St John's T-N	176,715
• Seimac Limited Dartmouth N-É	259,464
• Sinbad's Ltd Gander T-N	715,500
• Sitel Industrial Ltd Labrador City T-N	143,453
• SMI Industries Canada Ltd Bathurst N-B	142,811
• SMI Industries Ltee Ste-Foy Qué	346,164
• Smith Ron Pownal Î-P-É	703,616
• Some Fine Investments Limited Annapolis Royal N-É	293,659
• Sop's Arm Fisheries (1988) Limited White Bay T-N	132,188
• Souris Area Industrial Commission Souris Î-P-É	109,769
• Spry Point Co-Operative Ltd Souris Î-P-É	128,948
• St Ann's Lobster Galley Limited Baddeck N-É	207,050
• St Clair Paint & Wallpaper Corporation Toronto Ont	735,000
• St John's Board Of Trade St John's T-N	212,485
• St Stephen Fence Co Ltd St Stephen N-B	157,997
• Standard Manufacturing Co Ltd St John's T-N	749,102
• Stora Forest Industries Limited Port Hawkesbury N-É	880,289
• Storall Limited St John's T-N	101,394
• Stow-It-All Ltd West Royalty Î-P-É	177,926
• Surf and Sail Ltd Charlottetown Î-P-É	157,865
• Synpro Inc Charlottetown Î-P-É	379,675
• T and H Fisheries Limited Cox's Cove T-N	201,785
• T S Simms & Co Limited Saint John N-B	152,861
• Tales & Trails Sporting Lodge Sydney River N-É	175,827
• Tannereye Limited Charlottetown Î-P-É	100,525
• Tavel Limited Dartmouth N-É	107,092
• Technitread Tire Manufacturing Inc Brantford Ont	986,850
• Techsus Incorporated Debert N-É	145,604
• Terra Nova Fishery Company Ltd St John's T-N	381,828
• Terra Nova Shoes Limited Harbour Grace T-N	418,507
• The 1991 Canada Games Society (PEI) Inc Charlottetown Î-P-É	2,000,000
• The Dump Shop Manufacturing Incorporated Bedford N-É	114,217
• The Gunakara Sun Systems Limited Halifax N-É	117,726
• The Minister of Finance Halifax N-É	8,110,514
• The Nova Scotia Clam Company Limited Halifax N-É	187,181
• Thomas Development (1989) Corporation St John's T-N	517,847
• Thomas Equipment Limited Centreville N-B	1,351,004
• Thomas F Hayne Contracting Ltd Guysborough N-É	143,621
• Tors Cove Fisheries Limited Tors Cove T-N	225,806
• Tourbiere Miramichi Peat Moss Ltd Lameque N-B	389,921
• Town of St George St George N-B	175,052
• Town of St Stephen St Stephen N-B	160,000
• Triangle Kitchen Ltd Dieppe N-B	338,749
• Trinity Brick Products Ltd St John's T-N	132,145
• Trius Inc Fredericton N-B	220,634
• Tri-Star Industries Limited Yarmouth N-É	342,583
• Ultimaeast Data Communications Limited St John's T-N	163,009
• Universal Rent-Alls Limited Mount Pearl T-N	244,360
• Universite de Moncton Moncton N-B	111,325
• V J Rice Concrete Limited Bridgetown Limited Bridgetown N-É	110,792
• V & H Holdings Tantallon N-É	126,563
• Village of Atholville Atholville N-B	113,196

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE—*Fin*

	$
• Village St-Jacques St-Jacques N-B	292,638
• Wabush Hotel Limited Labrador City T-N	142,608
• Wandlyn Inn Fredericton N-B	168,847
• Wandlyn Inns Ltd Fredericton N-B	252,776
• Warren Calvin Isle Aux Morts T-N	300,000
• Waska Enterprises Ltd Clair N-B	166,689
• Wentworth Valley Developments Limited Wentworth N-É	641,299
• West Lake Ainslie Cottages & Campgrounds Inverness N-É	142,952
• Western Destinations Inc Alberton Î-P-É	108,775
• Westinghouse Canada Limited Moncton N-B	131,760
• White Hills Resort Limited Clarenceville T-N	2,103,089
• White Point Holdings Limited Hunts Point N-É	311,278
• Wildwood Cabinets Ltd Moncton N-B	101,393
• Wilmer D&P Glastonbury Ct É-U	173,437
• Wink Industries Ltd Montreal Qué	3,836,250
• 043277 N B Limited Saint John N-B	146,467
• 126285 Canada Inc Ste-Agathe-des-Monts Qué	610,008
• 1680265 Nova Scotia Limited Halifax N-É	1,081,144
• 3-D Mining Services Ltd Bathurst N-B	429,295

Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises $2,161,293

• Industrie, Science et Technologie Canada Ottawa Ont	2,161,293

Obligations en vertu du programme assurance-prêt dans la région de l'Atlantique $4,747,463

• Caisse Populaire de Grand Sault Ltee Grand Falls N-B	458,927
• Canadian Imperial Bank of Commerce Halifax N-É	1,578,566
• Royal Bank of Canada Charlottetown Î-P-É	1,656,295
• Roynat Inc Halifax N-É	998,650

COMMUNICATIONS $91,325,625

Département $88,611,300

Subvention à la gestion du spectre et opérations régionales—Conseil consultatif de la radio $45,000

Subventions à des établissements et des administrations sis au Canada conformément à l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels $1,593,636

• Art Gallery of Ontario Toronto Ont	167,500
• Beaverbrook Art Gallery Fredericton N-B	124,671
• Musée Canadien de la Civilisation Hull Qué	373,920
• The Provincial Museum of Alberta Edmonton Alb	432,667

Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération Charlottetown, Î-P-É $1,507,000

• Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération Charlottetown Î-P-É	1,507,000

Musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, de projets spéciaux, de la formation, d'enregistrement, de l'achat de matériel et de la construction d'installations $8,545,440

• Art Gallery of Greater Victoria Victoria C-B	153,400
• Art Gallery of Ontario Toronto Ont	237,200
• Canadian Museum Association Ottawa Ont	466,000
• Centre de Conservation du Québec Québec Qué	100,000
• Glenbow-Alberta Institute Calgary Alb	284,700
• Mackenzie Art Gallery Regina Sask	111,700
• Manitoba Museum of Man & Nature Winnipeg Man	253,400
• McCord Museum of Canadian History Montréal Qué	254,700
• Mendel Art Gallery Saskatoon Sask	102,500
• Ministère des Affaires Culturelles du Québec Québec Qué	100,000
• Musée David M Stewart Museum Montréal Qué	152,800
• Musée de la Civilisation Québec Qué	104,100
• Musée des Beaux-Arts de Montréal Montréal Qué	313,300
• Musée du Québec Québec Qué	246,100
• New Brunswick Museum Saint John N-B	171,300
• Newfoundland Museum St John's T-N	235,100
• Nova Scotia Museum Halifax N-É	242,100
• Prince of Wales N Heritage Centre Yellowknife TN-O	155,371
• Provincial Museum of Alberta Edmonton Alb	187,000
• Royal British Columbia Museum Victoria C-B	225,900
• Royal Ontario Museum Toronto Ont	237,400
• St Catharines Historical Museum St Catharines Ont	100,000
• The Edmonton Art Gallery Edmonton Alb	152,800
• The Sam Waller Little Northern The Pas Man	100,000
• The Vancouver Art Gallery Vancouver C-B	192,000
• The Vancouver Museum Vancouver C-B	107,000
• University of British Columbia Vancouver C-B	274,200
• Winnipeg Art Gallery Winnipeg Man	255,100

Subvention à TV Ontario/La Chaîne française, afin de l'aider à défrayer les coûts associés à la production, à la programmation et à l'exploitation $1,500,000

• TV Ontario Toronto Ont	1,500,000

Subvention au Toronto Opera—Ballet Hall $4,500,000

• Ballet Opera House Corporation Toronto Ont	4,500,000

Subvention à l'École nationale de ballet $2,338,000

• École nationale de ballet Ottawa Ont	2,338,000

Subvention à l'École nationale de théâtre $1,011,000

• École nationale de théâtre Ottawa Ont	1,011,000

Contribution à l'Association canadienne de normalisation pour le Comité directeur de normalisation des systèmes de traitement de l'information $19,000

Contributions destinées à financer les associations de télécommunications ainsi que la tenue de conférences, de séminaires et de colloques parrainés par des universités canadiennes $32,000

Contributions à des organismes canadiens pour l'avancement de leurs activités de recherche dans la domaine de l'informatisation du travail $1,994,888

• Legal Information Systems and Technologies Foundation Vancouver C-B	187,104
• Provenance System Inc Ottawa Ont	108,604
• Université de Montréal Montréal Qué	179,740
• YYIATS Production Inc Montréal Qué	138,804

Contribution au Centre Marshall Mcluhan créé sous le régime d'accroissement des pouvoirs et des responsabilités ministériels (APRM) $75,000

Contributions à Télésat Canada pour l'aquisition, au Canada de l'engin spatial Anik-D $248,265

• Telesat Canada Gloucester Ont	248,265

Contributions pour le programme de développement de l'industrie spatiale $6,715,012

• Com Dev Limited Cambridge Ont	410,241
• EDO Canada Limited Calgary Alb	376,547
• Optotek Limited Kanata Ont	423,938
• Spar Aerospace Limited Ste-Anne-de-Bellevue Qué	3,413,615

Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communications $5,389,950

• Bellevue Pathé Québec Inc Montréal Qué	315,781
• Consortel Enr Rimouski Qué	1,100,000
• Consortium de TV Québec-Canada Montréal Qué	2,824,561
• Cosmo Vision Inc Beauce Qué	292,837
• Production l'APIIS Inc Montréal Qué	124,663
• Système de Communication Clinidata Inc Montréal Qué	160,000

Contributions à des associations, institutions et organismes canadiens destinées à financer le développement de technologies de communications et de l'information au Manitoba $1,627,553

• Canadian Healthcare Telematics Inc Winnipeg Man	220,642
• GEC Canada Telecoms Div Winnipeg Man	110,657
• Homestead Computer Services Ltd Winnipeg Man	160,436
• Iris Systems Inc Winnipeg Man	311,147
• Price Waterhouse Winnipeg Man	181,445

COMMUNICATIONS—*Suite*

	$
• Ubitrex Corporation Winnipeg Man	409,544
Contribution à CANSIF Canada $37,500	
Contribution à Monde des sciences pour la mise sur pied d'une exposition Image $40,000	
Contributions aux organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles $695,000	
• Canadian Conference of the Arts Ottawa Ont	555,000
• Canadian Crafts Council Ottawa Ont	140,000
Contributions au Programme des initiatives culturelles $17,982,057	
• 1989 International Choral Festival Toronto Ont	400,000
• Ballet Opera House Toronto Ont	446,419
• Calgary Museum Calgary Alb	778,038
• Canadian Friends of Beth Hatefusoth Montréal Qué	135,000
• Canadian Institute of the Arts for Young Audiences Vancouver C-B	167,123
• Canadian Stage Company Toronto Ont	375,000
• Centre Canadien d'architecture Montréal Qué	400,000
• Concours de Musique du Canada Montréal Qué	120,000
• Contemporary Dancers Canada Winnipeg Man	113,750
• École Nationale de Cirque Montréal Qué	498,044
• École Nationale de Théâtre Montréal Qué	268,850
• Festival d'été de Lanaudière Joliette Qué	442,000
• Festival d'été International de Québec Inc Québec Qué	131,250
• Festival de Jazz de Montréal Montréal Qué	142,358
• Festival de Nouvelle Danse Inc Montréal Qué	156,438
• Festival de Théâtre des Amériques Montréal Qué	155,000
• Festival International de Lanaudière Joliette Qué	264,871
• Harbourfront Corporation Toronto Ont	168,750
• Inter-Nation-Art Québec Qué	250,000
• Jeux Canada Games Saskatoon Sask	250,000
• Keyano College Foundation Fort McMurray Alb	254,594
• Killiam Community Hall Development Killiam Alb	126,000
• King's Heritage Society Halifax N-É	237,549
• Le Festival International de Jazz Montréal Qué	142,358
• Meewasin Valley Authority Saskatoon Sask	183,000
• Middlesex County Goal London Ont	314,431
• Musée Regional Laure-Conan La Malbaie Qué	628,922
• National Screen Institute Edmonton Alb	120,000
• Norman Mackenzie Art Gallery Regina Sask	1,633,443
• Nova Scotia Museum Industry Halifax N-É	1,720,060
• Orchestre Symphonique de Québec Québec Qué	125,000
• Pen World Congress Toronto Ont	175,000
• Prairie Theatre Exchange Winnipeg Man	225,000
• Théâtre Aquarius Hamilton Ont	177,500
• Théâtre de la Manufacture et la Licorne Montréal Qué	109,288
• Vancouver Symphony Orchestra Vancouver C-B	125,000
• Ville de Montmagny Montmagny Qué	100,000
Contributions afin d'appuyer les organismes nationaux de services dans le domaine du film et du vidéo $410,000	
Contributions en vertu de l'Entente auxilliaire Canada-Québec sur les équipements culturels $6,669,800	
• Ministère des Affaires Culturelles Québec Qué	5,723,800
Contributions destinées à financer le développement de l'infrastructure des entreprises culturelles au Manitoba $1,730,951	
• Cultural Ventures Program Inc Winnipeg Man	1,730,951
Contributions pour le Programme d'aide au développement industriel de l'édition canadienne $7,466,760	
• Association for the Export of Canadian Books Ottawa Ont	1,095,997
• Breakwater Brooks Ltd St-Jean T-N	119,751
• Canada Publishing Corporation Agincourt Ont	250,000
• Editions Beauchemin Ltee Laval Qué	159,181
• Gaetan Morin Editeur Ltee Boucherville Qué	181,292
• General Publishing Co Ltd Don Mills Ont	191,313
• Guérin Editeur Ltée Montréal Qué	150,817
• Hurtig Publishing Ltd Edmonton Alb	187,500
• International Thompson Ltd Toronto Ont	250,000

	$
• Les Editions d'enseignement Montréal Qué	102,425
• Les Editions l'image de l'art Montréal Qué	115,775
• Lidec Inc Montréal Qué	198,212
• McClelland & Stewart Co Ltd Toronto Ont	189,241
• Modulo Editeur Inc Mont-Royal Qué	203,443
• Mondia Laval Qué	165,279
• Peguis Publishing Ltd Winnipeg Man	123,536
• Weigl Educational Publishers Ltd Regina Sask	107,400
Contributions pour le Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore $4,500,000	
• Canadian Music Center Toronto Ont	104,676
• Factor/CTL/Musicaction/Canada Toronto Ont	497,164
• Factor/Musicaction/Canada Montréal Qué	3,107,799
Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Ontario sur le développement de la culture $5,052,500	
• Corporation of the County of Huron Toronto Ont	115,000
• Heritage Canada Foundation Toronto Ont	133,000
• International Telecommunication Discovery Center Brantford Ont	2,865,250
• Ontario Heritage Foundation Toronto Ont	500,000
• Rideau Canal Museum Corporation Smiths Falls Ont	633,000
• Sault Ste Marie Board of Education Sault Ste Marie Ont	316,000
• Young Naturalist Foundation Toronto Ont	253,000
Contributions remboursables à la Fondation Ex Terra au titre de l'étude sur les dinosaures entreprise par les gouvernements du Canada, de la Chine, de l'Alberta et de la Fondation Ex Terra $1,083,000	
• Projet Dinosaur Edmonton Alb	580,732
• Fondation Ex Terra Edmonton Alb	502,268
Contributions aux organismes de services canadiens dans le domaine de l'enregistrement sonore à l'appui des services et de projets spéciaux $350,000	
Contributions en vue de fournir une aide financière pour l'établissement d'un service de lecture radiodiffusée de langue anglaise à l'intention des personnes incapables d'utiliser des imprimés $100,000	
• The National Broadcast Reading Toronto Ont	100,000
Contribution afin de mettre sur pied et d'exploiter un programme de diffusion par satellite dans le Nord $100,000	
• TV Northern Canada Ottawa Ont	100,000
Contribution au Centre des arts de la Confédération $133,000	
• Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération Charlottetown Î-P-É	119,700
Contribution à Conférence—"Moving the Image" créé sous le régime d'accroissement des pouvoirs et des responsabilités ministériels (APRM) $10,000	
Contribution à L'Opéra de Montréal créé sous le régime APRM $25,000	
Contribution au Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscaminque créé sous le régime APRM $3,500	
Contribution au Festival du cinéma francophone créé sous le régime APRM $5,000	
Contribution—Aide aux auteurs $250,758	
• Lemeac Editeur Montréal Qué	250,758
Contribution au Festival mondial du film $10,000	
Contribution à Adhésion au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM) $47,233	
Contribution à l'agence de développement de l'Île-du-Prince-Édouard, pour venir en aide au projet de développement industriel artisanal du Comté de Prince $20,000	

COMMUNICATIONS—*Fin*

	$
Contribution à la Collection Labrecque créé sous le régime APRM $30,000	
Contribution à la Fondation Lionel-Groulx créé sous le régime APRM $138,000	
• Fondation Lionel-Groulx Outremont Qué	138,000
Contribution au Musée Agricole de Louiseville créé sous le régime APRM $5,000	
Contribution à la Troupe V'la Bon Vent créée sous le régime APRM $5,000	
Contribution au festival Félix-Leclerc créé sous le régime APRM $10,000	
Contribution au Festival international du nouveau cinéma et de la vidéo créé sous le régime APRM $20,000	
Contribution à Challenge for International Broadcasting créé sous le régime APRM $5,000	
Contribution à la Conférence intermericaine des télécommunications $38,219	
Part des frais d'administration d'organismes internationaux de radio, de téléphone et de télégraphie assumés par le Canada: Union internationale des Télécommunications, Genève, Suisse $3,348,778	
• Swiss Bank Corporation Suisse	3,348,778
Contribution au Commonwealth of Learning pour l'achat d'équipements de communication, bureautique et services $750,000	
• The Commonwealth of Learning Vancouver C-B	750,000
Contribution à TV5 Europe $180,000	
• Consortium de Télévision Montréal Qué	180,000
Contribution à l'Institut canadien de formation des cadres en gestion de télécommunications $217,500	
• Telecommunications Executive Ottawa Ont	217,500

Archives nationales du Canada $2,090,498

Contribution à l'Université de la Saskatchewan pour appuyer le programme d'archives du Centre Diefenbaker $320,000

Contribution à la communauté archivistique canadienne, pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives d'activités et de services $1,295,502

Subvention au Conseil canadien des archives Ottawa Ont $474,996

Office national du film $574,134

Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration $11,950

Paiements à la province de Québec en vertu des accords fiscaux réciproques $225,685

Aide financière à certains canadiens et organisations sans but lucratif pour venir en aide à des jeunes cinéastes qui en sont à leur première production et afin de promouvoir le cinéma canadien $336,499

Bibliothèque nationale $48,893

Subvention au système international de données sur les publications en série $48,893

Musées nationaux du Canada $800

Collège Art Association of America $800

CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS $26,801,048

Département $26,801,048

	$
Subventions à l'Association des consommateurs du Canada $200,000	
• Association des consommateurs du Canada Ottawa Ont	200,000
Subventions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur $200,000	
• Association des consommateurs du Canada Ottawa Ont	100,000
• Public Interest Advocacy Centre Ottawa Ont	100,000
Subventions pour l'expansion du mouvement $200,000	
Contributions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur $1,201,048	
• Canadian Toy Testing Council Ottawa Ont	100,000
• Association des consommateurs du Canada Ont	493,760
• Public Interest Advocacy Centre Ottawa Ont	164,000
Subventions aux provinces pour la recherche et le développement dans le domaine de la médecine $25,000,000	
• Manitoba Department of Industry Trade and Tourism Winnipeg Man	1,033,812
• Ministre des Finances Victoria C-B	2,913,592
• Ministre des Finances Fredericton N-B	685,108
• Ministre des Finances Halifax N-É	845,586
• Ministre des Finances Charlottetown Î-P-É	124,149
• Ministre des Finances Regina Sask	960,200
• Ministre des Finances Québec Qué	6,377,844
• Newfoundland Exchequer Account St John's T-N	543,509
• Trésorier provincial Edmonton Alb	2,316,303
• Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	9,124,759

EMPLOI ET IMMIGRATION $1,900,354,883

Département/Commission $1,900,354,883

PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE $1,813,412,364

	$
Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale $75,825,241	
Région de Terre-Neuve—	
• Central Newfoundland Development Center Windsor	250,000
• Greater Humber Community Futures Committee Corner Brook	136,580
• Labrador Venture Capitol Happy Valley	574,000
• USWA/IOCC Training Trust Fund Labrador City	100,000
• West Newfoundland Business Corporation Corner Brook	260,600
Région de la Nouvelle-Écosse—	
• Annapolis Ventures Limited Middleton	479,997
• Blue Water Business Development Corporation Sheet Harbour	150,000
• Credit Union Members of Nova Scotia Halifax	166,666
• Cumberland Development Corporation Amherst	200,000
• Growth Opportunities Ltd Digby	250,000
• Incor Business Development Centre Mabou	550,000
• Northside Economic Development Assistance Corporation Sydney	150,000
• Oceanside Assistance Group Ltd Glace Bay	200,000
• Pictou County Business Opportunities Ltd New Glasgow	400,000
• Sydney Ventures Limited Sydney	250,000
• Windsor West Hants Business Development Centre Ltd Windsor	125,000
• Yarmouth Regional Business Corporation Ltd Yarmouth	250,000

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
Région du Nouveau-Brunswick—	
• Centre d'aide aux entreprises de Restigouche Inc Campbellton	561,716
• Société d'aide à l'entreprise Inc Tracadie	493,482
• South East Lead Corporation C L E du sud-est Sheila	205,076
• Victoria Madawaska-South Business Development Centre Grand Falls	250,000
Région de l'Île-du-Prince-Édouard—	
• Eastern Ventures and Development Corporation Georgetown	210,000
Région du Québec—	
• CADC de l'Or Blanc Asbestos	250,000
• CAE Bas Richelieu Inc Sorel	175,000
• CAE Beauce Inc Ville St-Georges-de-Beauce	191,500
• CAE Bellechasse Etchemins St-Léon-de-Standon	239,244
• CAE Centre Mauricie Inc Shawinigan	100,000
• CAE Chibougamau Chapais Chibougamau	150,000
• CAE Côte-Nord Inc Sept-Îles	142,000
• CAE de la Région de Coaticook Coaticook	170,000
• CAE de Témiscouata Inc Degelis	133,000
• CAE des Basques Trois-Pistoles	107,000
• CAE des Basse Laurentides St-Jérôme	300,000
• CAE des Laurentides Ste-Adèle	100,000
• CAE Fonds relance industrielle com Chambly	165,000
• CAE Harricana Inc Amos	402,000
• CAE Haut St-Maurice La Tuque	190,000
• CAE Haute Côte-Nord Les Escoumins	330,000
• CAE Lac St-Jean Est Alma	153,000
• CAE Lac St-Jean Ouest Roberval	261,000
• CAE Maria Chapdelaine Dolbeau	221,000
• CAE Maskinongé Louiseville	195,000
• CAE MRC Rivière-du-Loup Riviere-du-Loup	149,000
• CAE Nicolet Bécancour St-Grégoire	295,600
• CAE Région d'Acton Acton Vale	281,000
• CAE Région Haut Yamaska Granby	254,000
• CAE Val St-François Windsor	300,000
• CAE Vallée de la Gatineau Inc Maniwaki	120,000
• Cree Business Development Center Waswanipi	340,000
• Ctre Aide entreprises Papineau Inc Buckingham	212,000
• Kativik Investment Fund Inc Kuujjuaq	221,000
• Memphrémagog CLE Société Magog	345,000
• SOC CLE Chaudière Inc Ste-Marie-de-Beauce	329,500
• SOC CLE Haut Richelieu Inc St-Jean-sur-Richelieu	360,000
• SOC CLE Montmagny Islet Inc Montmagny	215,000
• SOC CLE Région Mont-Laurier Inc Mont-Laurier	119,000
• SOC CLE Waterloo Granby	390,000
• Société CLE Champlain Inc St-Louis-de-France	280,000
• Société de Dév Bonavignon Inc New Richmond	178,000
Région de l'Ontario—	
• Atikokan Business Development Centre Atikokan	250,000
• Brant County Business Incentive Corporation Brantford	280,000
• Centre Serv Ent Reg Hawkesbury	294,840
• Chatham Kent Small Business Support Corp Chatham	200,000
• Chukuni Business Development Corporation Ear Falls	135,000
• Cornwall Business Development Centre Cornwall	250,000
• East Algoma Small Business Corp Thessalon	100,000
• Elgin Local Employment Assistance Program St Thomas	249,000
• Georgian Traingle Economic Development Corp Collingwood	250,000
• Greater Fort Erie Business Dev Corp Fort Erie	336,450
• Greenstone Business Development Corp Longlac	260,000
• Haldimand Dunnville Business Dev Corp Dunnville	325,000
• Haliburton County Development Corporation Haliburton	500,000
• Interior Finishing Systems Training Weston	110,110
• Lacloche Manitoulin Business Dev Corp Gore Bay	300,000
• Lake of the Woods Business Incentive Corp Kenora	100,000
• Land O'Lakes Small Business (LEAD) Shalbot Lake	375,000
• Manitoulin Island Business Development Corp Manitowaning	250,000
• Muskoka East-Parry Sound Bus Dev Corp Huntsville	350,000
• Near North Economic Development Corp Sturgeon Falls	200,000
• Neco Business Development Centre North Bay	250,000
• Nipissing East Business Development Corp North Bay	250,000
• Norfolk District Bus Dev Corp Simcoe	260,000
• North Claybelt Business Development Corp Kapuskasing	175,000
• North Hastings Bus Dev Corp Bancroft	150,000
• North Simcoe Business Development Corporation Midland	215,000
• Northumberland Business Development Assistance Corporation Cobourg	150,000
• Ontario Express Pilots Training Trust Fund Mississauga	125,000
• Parry Sound Area Bus Dev Corp Parry Sound	350,000
• Patricia Business Development Corp Ignace	187,500
• Prescott Russell Business Development Centre Hawkesbury	300,000
• Prince Edward County Business Dev Corp Picton	275,000
• Rideau Heartland Business Dev Centre Smiths Falls	100,000
• Sarnia Lambton Business Development Corp Sarnia	395,489
• Saugeen Economic Development Corporation Hanover	250,000
• Sault Ste Marie Business Dev Centre Sault Ste Marie	100,000
• Seven Bands Bus Dev Corp Muncey	100,000
• Societe d'Expertise et de Financement de Prescott-Russell Bourget	300,000
• South Temiskaming Business Development Corp Haileybury	650,000
• Stormont-Dundas-Glengarry Industrial Training Committee Cornwall	250,000
• Superior East Business Development Corp Wawa	150,000
• Superior North Business Dev Corp Terrace Bay	275,000
• SOAR Development Corporation St Regis Qué	250,000
• Thunder Bay Business Ventures Thunder Bay	250,000
• Treasurer of Ontario Toronto	330,921
• Trenval Business Development Corp Trenton	275,000
• Victoria County Employment Development Group Lindsay	400,000
• Welland LEAD Corporation Welland	210,000
Région du Manitoba—	
• Brandon Venture Corp Brandon	404,516
• Central Plains BDC Portage La Praire	201,214
• Village of Lac du Bonnet Lac du Bonnet	250,000
• Greenstone BDC Flin Flon	250,000
• Hudson Bay Mining and Smelting Flin Flon	200,000
• Manitoba Ibpat Asbestos Abatement Winnipeg	200,000
• Northeast Interlake Business Riverton	118,500
• Northwest Man Development Corp Lynn Lake	112,328
• Pimajihowan BDC Winnipeg	263,784
• Printing Industry Joint Trade Winnipeg	200,000
• Southeast Development Corporation Winnipeg	165,334
• Transcontinental West Winnipeg	200,000
Région de la Saskatchewan—	
• Beaver River Business Development Corporation Meadow Lake	148,653
• Meridian Business Development Centre Alsask	250,000
• Sagehill Business Development Centre Bruno	156,909
• Saskatchewan Wheat Pool Regina	100,000
• Visions North Business Development Corporation La Ronge	153,500
Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—	
• A C V Construction Ltd Calgary Alb	200,000
• Alberta IBPAT Training Trust Fund Calgary Alb	200,000
• Bartle & Gibson Co Ltd Edmonton Alb	150,000
• Canadian Airlines International Calgary Alb	250,000
• Credit Union Central Alberta Ltd Calgary Alb	200,000
• Crowsnest Pass Business Development Blairmore Alb	471,004
• Daishowa Canada Co Ltd Peace River Alb	400,000
• Drumheller Regional Business Development Centre Drumheller Alb	298,671
• East Parkland Business Development Mirror Alb	242,287
• Entre-Corp Business Development Medicine Hat Alb	178,105
• Ermineskin Tribal Enterprise Hobbema Alb	100,000
• Foothills Business Development Centre Ltd High River Alb	353,214
• Ft Mcmurray Regional Venture Ft Mcmurray Alb	229,000
• Hay River & Area Community Futures Society Hay River TN-O	860,304
• Lac la Biche Regional Business Association Lac la Biche Alb	168,585
• Lamont-Two Hills Business Development Centre Two Hills Alb	250,000
• Lethbridge & District Business Development Centre	

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
Lethbridge Alb	279,487
• Lloydminster Regional Business Development Centre Lloydminster Sask	265,284
• Northwest Community Futures Business Development Centre High Level Alb	203,855
• Nova Corp of Alberta Calgary Alb	100,000
• Red Deer & District Business Development Centre Red Deer Alb	270,681
• Smeda Business Development Centre Hythe Alb	445,361
• Syncrude Canada Ltd Ft McMurray Alb	200,000
• Tawatinaw Regional Business Development Centre Westlock Alb	681,381
• Western Arctic Business Development Service Inuvik TN-O	365,696
• Wild Rose Business Development Centre Rockyford Alb	158,000
• Yellowhead East Business Development Sangudo Alb	250,000
Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—	
• 16-37 Business Development Centre Terrace C-B	175,000
• Air BC Training Trust Fund Richmond C-B	100,000
• Alberni Clayoquot Development Society Port Alberni C-B	250,000
• Asbestos Abatement Association of BC Training Trust Fund Burnaby C-B	255,000
• BC Gas Incorporated Burnaby C-B	200,000
• Ball Packaging Training Trust Fund Richmond C-B	100,000
• Bayside Training Trust Fund Port Mellon C-B	100,000
• Canadian Airlines International Limited Richmond C-B	300,000
• Carpentry Apprenticeship Training Committee Training Trust Fund Vancouver C-B	149,022
• Cowichan Business Development Foundation Duncan C-B	200,000
• Cranbrook Kimberley Region Business Development Centre Marysville C-B	250,000
• Dana Naye Ventures Whitehorse TY	300,000
• Devron Hercules Employee Training Trust Fund Vancouver C-B	200,000
• FMC of Canada Limited Prince George C-B	200,000
• Gramnn V Nelson C-B	100,000
• Greater Trail Business Development Center Trail C-B	250,000
• Kootenay Regional Employment Development Association Nelson C-B	100,000
• L C Trading Company Limited Burnaby C-B	200,000
• Mechanical Contractors Association of BC Burnaby C-B	275,000
• Nanaimo Community Employment Advisory Society Nanaimo C-B	200,000
• North Cariboo Economic Development Association Quesnel C-B	250,000
• North Fraser Employment Development Society Mission C-B	225,000
• North Okanagan Development Corporation Vernon C-B	190,000
• No 10 Paper Machine Employee Training Trust Fund Powell River C-B	100,000
• Nuu Chah Nulth Economic Development Corporation Port Alberni C-B	364,000
• Okanagan Similkameen Community Development Association Penticton C-B	320,000
• Prima Staff Training Trust Fund Kamloops C-B	100,000
• Prince George Business Development Centre Society Prince George C-B	375,000
• Revelstoke Community Futures Committee Revelstoke C-B	284,000
• Sea to Sky Enterprise Centre Limited Squamish C-B	375,000
• Shuswap Ventures Corporation Salmon Arm C-B	300,000
• Strathcona Employment and Economic Development Society Campbell River C-B	440,000
• Sun Country Business Center Limited Ashcroft C-B	350,000
• Sunshine Coast Business Development Centre Sechelt C-B	200,000
• Thompson Enterprise Centre Kamloops C-B	225,000
• Vancouver City Savings Credit Union Vancouver C-B	200,000
• Vancouver Typesetting Company Limited Vancouver C-B	150,000

Subventions accordées à des entreprises et associations en vue de promouvoir les possibilités d'emploi pour les étudiants $428,995

Subvention pour la Calmeadow Charitable Foundation pour la phase II de leur Native Self-Employment Loan Program $253,000

	$
Quartier général national—	
• Calmeadow Charitable Foundation Toronto Ont	253,000

Subvention accordée au Conseil canadien pour le commerce autochtone pour leur projet Canadian Resorts North Training Centre Inc $248,000

Quartier général national—	
• Conseil canadien pour le commerce autochtone Toronto Ont	248,000

Subvention accordée à l'Association internationale des services d'emploi publics $42,480

Subventions aux organismes bénévoles accordées au titre des activités qui permettront d'employer davantage de Canadiens de certains groupes comme les personnes handicapées, les autochtones, les femmes, les jeunes et les membres d'autres groupes spéciaux $389,965

Subventions aux organismes bénévoles—Équipes d'alphabétisation $1,000,000

Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres corps publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation et/ou à l'expérience de travail, la mobilisation des ressources communautaires et les mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien $1,473,530,711

Région de Terre-Neuve—	
• Alexander Bay Terra Nova Development Glovertown	136,055
• Apollo Group (The) St John's	126,198
• Atlantic Consultation & Management St John's	129,528
• Avalon Community College Carbonear	1,474,201
• Avalon Consolidated School Board St John's	129,585
• Avalon Institution for Management Advancement & Training St John's	267,789
• Baie Verte Peninsula Community Futures Committee Baie Verte	407,950
• Baie Verte Peninsula Economic Development Baie Verte	212,305
• Barachois-Codroy-Pasadena Tenants Association St John's	121,433
• Bay d'Espoir-Connaigre-Fortune Bay Development Association St Alban's	303,189
• Bay d'Espoir Salmon Hatchery Ltd St Alban's	326,797
• Bay of Islands South Shore Development Association Frenchman's Cove	195,700
• Bay St George Community Employment Corporation Stephenville	191,206
• Bay St George Indian Economic Development Corporation Port au Port East	127,450
• Beaconsfield High School PTA St John's	121,311
• Bishop's Falls Development Corporation Bishop's Falls	100,000
• Bonne Bay Development Association Woody Point	189,444
• Buchans Community Futures Committee Buchans	1,173,168
• Cabot Institute of Applied Arts St John's	398,458
• Canadian Mental Health Association St John's	395,099
• Canadian Paraplegic Association St John's	112,136
• Cantech Systems (1989) Ltd Port aux Basques	125,756
• Cape Freels Development Association Badger's Quay	134,572
• Caplin Cove Community Development Hillview	101,415
• Central Development Association Parson's Pond	191,396
• Central Newfoundland Community College Springdale	101,942
• Central Newfoundland Community Futures Committee Windsor	206,366
• Christian Brothers St John's	117,165
• Cape Shore Area Development Association St Bride's	191,163
• Community Diversification Corporation St John's	1,881,184
• Community Diversification Corporation Port aux Basques	559,988
• Community Services Council St John's	370,919
• Compu College St John's	612,841
• Computer Supplies Ltd St John's	296,058
• Corona Training Institute Ltd Pollard's Point	143,927
• Council of Students Union—MUN St John's	436,976
• Department of Human Resources St John's	171,363

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Early Childhood Training Centre St John's	337,500
• Eastern Community College Burin	1,067,124
• Exploits Valley Integrated School Board Grand Falls	118,278
• Fairhaven Fishermen's Committee Fairhaven	105,252
• Federal Business Development Bank Corner Brook	126,415
• Fishermen Food & Allied Workers St John's	115,699
• Fisheries Institute of Applied Arts Corner Brook	146,858
• Fogo Island Development Association Shoal Bay	163,175
• Forestry Training Co-Ordinating Group Corner Brook	1,101,092
• Fred's Welding Ltd Bishop's Falls	140,000
• Gambo-Indian Bay Development Association Dover	130,000
• Gander Area Community Futures Committee Gander	193,000
• Gander Bay-Hamilton Sound Development Association Carmanville	365,417
• Gander Campus-Central Newfoundland Gander	124,846
• Gander Community Employment Corporation Gander	140,286
• Girl Friday Ltd St John's	134,648
• GOAL Center Marystown	214,329
• Government of Newfoundland & Labrador St John's	3,341,087
• Gran-For-Line Association for Mentally Retarded Grand Bank	103,738
• Greater Humber Community Futures Committee Corner Brook	454,479
• Greater Lamaline Area Development Association Lamaline	139,027
• Great Northern Peninsula Community Futures Committee Cowhead	100,000
• Green Island Brook Development Corporation Green Island Brook	221,700
• Gulf Side Inn Inc CDC Port aux Basques	150,000
• Harbour Main Volunteer Fire Department Harbour Main	113,885
• Harmon Golf & Country Club Stephenville	138,194
• Helitactics Ltd St John's	120,000
• HUB Physically Handicapped St John's	204,351
• Human Resource Associates Limited Corner Brook	350,290
• Humber Valley Association Corner Brook	100,476
• Humber Valley Development Corporation Deer Lake	119,187
• Indian Alcohol Program Sheshatshit Labrador	122,076
• Innovative Community Futures Committee Port aux Basques	223,555
• Innovative Regional Community Futures Committee Port aux Basques	225,425
• Institute of Fishery & Marine Technology St John's	185,133
• Iron Ore Co of Canada Labrador City Labrador	130,392
• Isthmus Development Association Bellevue Trinity Bay	140,733
• John Howard Society Stephenville	173,824
• John Howard Society St John's	122,599
• Joint Apprenticeship & Training Council St John's	135,754
• Keyin Technical College St John's	1,238,680
• Keyin Training Technical Ltd St John's	128,514
• Labrador Community College Happy Valley Labrador	173,728
• Labrador Community Futures Committee Wabush Labrador	757,852
• Labrador Friendship Centre Happy Valley Labrador	173,702
• Lawrence College Inc St John's	359,091
• Lewisporte Area Development Lewisporte	269,503
• Long Range Community Futures Committee Stephenville	155,501
• Longside Club St John's	119,074
• Marine Institute St John's	216,280
• Modern Marine Industries St John's	100,232
• Mount Cashel Orphanage St John's	548,540
• Mundy Pond Athletic Association St John's	128,715
• Newfoundland Career Academy St John's	127,118
• Newfoundland Exchequer Account Department of Finance St John's	10,757,991
• Newfoundland Fur Breeders Association Carbonear	400,805
• Newfoundland & Labrador Army Cadet League St John's	100,000
• Newfoundland & Labrador Institute St John's	454,581
• Oakes Farm Deer Lake	163,184
• Placentia Area Development Association Placentia	378,220
• Port aux Basques Community Employment Corporation Port aux Basques	175,805
• Port au Port Economic Development Association Port au Port	404,626
• Provincial Advisory Council on Status of Women St John's	343,926
• Resource Centre for the Arts St John's	103,139
• Rising Tide Association St John's	109,553
• Salvation Army Division Grand Falls	228,795
• Seafood Management Education Association St John's	133,580
• Shoal Harbour Recreation Commission Shoal Harbour	150,318
• Smith's Road Services Ltd Bishop's Falls	100,000
• South Coast Business Development Centre St Alban's	100,000
• Southern Avalon Development Association Trepassey	181,991
• Southern Shore Development Association Ferryland	130,599
• Southwest Coast Development Association Port aux Basques	351,371
• Steelcor Industries Ltd Buchans	121,460
• St Barbe Development Association Plum Point	243,130
• St Bride's Harbour Development St Bride's	116,649
• St John's Board of Trade St John's	162,306
• St John's YM-YWCA St John's	422,967
• St Mary's Bay Centre Development Association St Mary's Bay	147,567
• St Mary's Bay North Development Association Colinet SMB	345,026
• St Mary The Virgin Church Heart's Content	108,451
• Straits Development Association Sandy Cove	177,419
• The Quidi Vidi Rennies River Development St John's	235,445
• Toko Ltd St John's	1,163,963
• Tourism Industry Association St John's	254,471
• Town of Gander Gander	116,513
• Town of St Lawrence St Lawrence	165,815
• Town of Wabana Bell Island	109,784
• Trinity Conception Community Futures Committee Conception Bay	100,000
• Trinity-Placentia Development Association Arnold's Cove	217,630
• Twillingate-New World Island Development Association Change Island	429,667
• Upper Trinity South Regional Development Association Green's Harbour	115,500
• Vera Perlin Society St John's	454,609
• Victoria Order of Nurses Corner Brook	145,152
• Victoria Order of Nurses St John's	138,085
• Western Community College Corner Brook	133,870
• Western Regional Community Stephenville	191,326
• White Bay Central Development Association Main Brook	472,126
• White Bay North Development Association St Anthony	307,688
• White Bay Senior Citizens Home Association Sops Arm	109,347
• White Bay South Development Association Pollards Point	124,079
• Women Interested in Successful Enterprise St John's	132,584
• XL Helmet Ltd Community Diversification Fund Port aux Basques	240,500
• YM-YWCA St John's	270,408
Région de la Nouvelle-Écosse—	
• Acadia Consultants Inc Coldbrook Station	548,869
• Annapolis/Kings Regional Industrial Training Committee Middleton	195,528
• Annapolis Ventures Limited Middleton	112,049
• Antigonish Chamber of Commerce Antigonish	228,451
• Atlantic Centre of Support for Disabled Students Halifax	178,049
• Atlantic Technological Vocational Centre Amherst	103,299
• Associated Homes for Special Care Dartmouth	414,315
• Association of Professional Engineers of Nova Scotia Halifax	125,342
• BCS Business Consulting Sydney	354,971
• Bowater Mersey Training Trust Fund Liverpool	100,000
• BT Consultants Ltd Antigonish	243,867
• Business Institute of Nova Scotia Halifax	169,436
• Camac Holdings Ltd Halifax	177,136
• Canadian Congress for Learing Opportunities For Women and Association of Lifelong Learning St John's T-N	235,350
• Cape Breton Business College Sydney	293,354
• Cape Breton Precision Components Limited North Sydney	501,406
• Cape Breton Regional Industrial Training Committee Sydney	732,144
• Career Alternatives Training Services Bridgewater	150,251
• Career Development Institute Halifax	276,131
• CB Mold Co North Sydney	145,839
• Centre for Community Economic Development Sydney	262,818
• CL Douglas and Associates Dartmouth	142,473
• Colchester East Hants District School Board Truro	107,037
• Community Involvement for the Disabled Society Sydney	138,852
• Crawley Management Training Associates Ltd Armdale	823,312
• Creative Occupational Training Centres Sydney	317,165

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Cumberland Development Corporation Ltd Amherst	112,500
• Cumberland Regional Industrial Training Committee Amherst	259,256
• Dartmouth Adult Vocational Training Campus Dartmouth	215,307
• Dartmouth Chamber of Commerce Dartmouth	412,006
• Digby Business Improvement Commission Digby	103,076
• Digby County Regional Industrial Training Committee Digby	142,685
• Eastern Shore Regional Industrial Training Committee Musquodoboit Harbour	131,592
• Eskasoni Band Council Eskasoni	203,499
• Eskasoni Economic Development Corporation Eskasoni	115,629
• Evangeline Trail Tourism Association New Minas	195,572
• Excel Consulting Inc Dartmouth	109,606
• Finley-Punnett Association Ltd Lake Killarney	121,401
• Forest Regional Industrial Training Committee Armdale	712,090
• Fran Swinamer and Patricia Miller Windsor	113,080
• Glace Bay Human Rights Glace Bay	170,543
• Great Northern Peninsula Corporation Plum Point T-N	224,110
• Growth Opportunities Ltd Digby	151,913
• Guysborough County Business Development Centre Ltd Guysborough	103,609
• Halifax Board of Trade Halifax	356,117
• Halifax Campus NS Community College Halifax	150,000
• Halifax County/Bedford District School Board Armdale	112,267
• Halifax County Regional Rehabilitation Centre Dartmouth	154,887
• Haltran's Industries Group Halifax	364,624
• Hamilton Carter Ltd Fredericton N-B	419,690
• Hospitality Newfoundland and Labrador St John's T-N	402,150
• Incor Business Development Centre Ltd Mabou	107,222
• Industrial Cape Breton Board of Trade Sydney	446,379
• Jet Pro Business Academy Inc Halifax	128,339
• Johnston and Johnston Consultants Inc Sydney	327,743
• Maritime Forest Ranger School Fredericton N-B	140,421
• Memorial University of Nfld Centre for Mgmt Development St John's T-N	140,960
• Metropolitan Immigrant Settlement Association Halifax	285,037
• Micmac Native Friendship Centre Halifax	557,044
• Minister of Finance Province of Nova Scotia Halifax	18,619,796
• Newfoundland and Labrador Institute of Fisheries and Marine Technology St John's T-N	145,420
• Northside Economic Development Assistance Corporation Sydney Mines	144,705
• NS Teacher's Union Halifax	588,543
• Oceanside Assistance Group Ltd Glace Bay	136,860
• O'Leary and Associates Sydney	127,233
• Pathways Inc Halifax	325,575
• People Development Limited Halifax	100,701
• Pictou County Business Opportunities Ltd New Glasgow	146,386
• Pictou County Community Futures Committee New Glasgow	103,157
• Pictou County Regional Industrial Training Committee New Glasgow	303,214
• Retraining Computer Academy Ltd Kentville	283,790
• Richmond District School Board Arichat	119,033
• Rita's School of Barbering Bedford	103,878
• RK MacDonald Nursing Home Co Antigonish	109,785
• Sackville Chamber of Commerce Lower Sackville	374,514
• St Mary's University International Education Centre Halifax	107,854
• Scotia Career Academy Inc Lower Sackville	183,317
• Shubenacadie Band Council Shubenacadie	129,124
• Sydney Ventures Limited Sydney	127,267
• Target Marketing Ltd Stellarton	139,038
• Tourism Regional Industrial Training Committee Halifax	372,817
• Town of Glace Bay Glace Bay	237,169
• Town of Liverpool Liverpool	100,208
• Town of Sydney Mines Sydney Mines	108,000
• Union of Nova Scotia Indians Sydney	100,026
• United Mission Mens Club Sydney	132,344
• University College of Cape Breton Sydney	266,929
• University Ste-Anne Pointe-de-l'Église	326,336
• Vincent-Englehart Limited Halifax	160,889
• Wagmatcook Band Council Baddeck	140,555
• Whycocomagh Band Council Whycocomagh	100,955

	$
• Windsor-West Hants Regional Industrial Training Committee Windsor	175,000
• Worker's Compensation Board of Nova Scotia Halifax	257,528
• Yarmouth County Regional Industrial Training Committee Yarmouth	202,244
• Yarmouth Development Corporation Yarmouth	132,084
• Yarmouth Regional Business Corporation Limited Yarmouth	150,003
• YMCA of Metro Halifax Halifax	1,310,011
Région du Nouveau-Brunswick—	
• A S K Development Ltd Moncton	278,883
• ADEL Kent LEDA Buctouche	235,530
• Ampal Pallets Inc Saint John	207,360
• Amulet Consulting Ltd Fredericton	701,925
• Associated Business Services Inc Saint John	128,567
• Association chasse et peche Bas-Caraquet	168,517
• Atelier RADO Inc Edmundston	161,628
• Atlantic Career Consultants (NB2000) Corp Moncton	763,513
• Atlantic Provinces Trucking Association Riverview	1,238,982
• Atlantic Towing Ltd Saint John	103,218
• Beckwith-Byrne Job Training Inc Saint John	234,671
• Brunswick Smelting Fertlizer Corp Ltd Belledune	103,189
• CADC Victoria Madawaska Sud/South CFC Grand Sault	191,448
• Canadian Association for the Mentally Retarded Fredericton	132,728
• Canadian Mental Health Assoc Moncton	124,617
• Centre d'aide aux entreprises de Restigouche Inc Campbellton	162,286
• Centre Universitaire St Louis Maillet Edmundston	201,037
• CGCP Restigouche ACGE - CFC/CADC Campbellton	117,509
• Chambre de commerce Neguac	156,541
• Charlotte County Community Futures Committee Inc St Stephen	270,228
• Charlotte County Development Corporation Inc St Stephen	270,228
• Chipman Community Care Inc Chipman	167,724
• City of Campbellton Campbellton	2,130,569
• City of Fredericton Fredericton	181,843
• City of Moncton Moncton	172,843
• Club sportif Pont Lafrance Pont Lafrance	308,654
• Collège Communautaire du N-B Bathurst	255,142
• Collège Communautaire du N-B Campbellton	224,593
• Collège Communautaire du N-B Dieppe	218,508
• Collège Communautaire du N-B Edmundston	338,175
• Comité d'aide au développement des collectivités Nepisiquit Inc Bathurst	299,724
• Comité d'aide au développement des collectivités Péninisule Acadienne Tracadie	389,887
• Compagnie des jeunes travailleurs du Nord-Ouest Inc Edmundston	270,814
• Construction Education and Training Corp of NB Fredericton	3,599,648
• C0-OP Atlantic Moncton	206,277
• C0-OP des consommateurs de Free Grant Ltd Nicholas Denis	201,705
• Dr Peter McGahan Dean of Forestry UNB Fredericton	117,850
• Eastern Business Computer Institute Inc Saint John	407,441
• Eel Ground Indian Band Newcastle	106,435
• Hamilton Carter Ltd Fredericton	1,413,274
• Hampton Senior Resource Centre Inc Hampton	131,928
• Hospitality NB Training Coordinators Inc Fredericton	466,610
• Irving Tissue Company Saint John	183,300
• J A Woodworking Enterprises Fredericton	123,356
• J M D Training Consultants Corp Moncton	509,049
• Job Oriented Training Inc Fredericton	133,571
• Jordon Memorial Home River Glade	136,901
• Kent Lines Ltd Saint John	117,785
• Kingsclear Indian Band Kingsclear	255,937
• L'Erudit Enr St-Joseph-de-Madawaska	280,528
• Les Dames d'Acadie d'Edmundston Edmundston	111,981
• Meier Foodservice Consulting Ltd Halifax N-É	245,918
• Ministre des Finances Fredericton	10,858,855
• Ministère de l'enseignement Fredericton	159,520
• Miramichi Pulp and Paper Newcastle	2,817,966
• Municipalité de Paquetville Paquetville	165,925
• Municipalité de Pointe-Verte Pointe-Verte	191,917

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• NB Aboriginal Peoples Council Fredericton	100,915
• NB Day Care Inc Fredericton	697,870
• NB Department of Advanced Education Fredericton	231,464
• NB Forest Products Association Inc Fredericton	130,759
• NB Motor Vehicle Repair Training Committee Inc Saint John	401,991
• NB Power Fredericton	104,440
• NB Tel Saint John	108,156
• New Brunswick Community College Chatham	116,276
• New Brunswick Community College Fredericton	391,843
• New Brunswick Community College Moncton	777,361
• New Brunswick Community College Saint John	560,522
• New Brunswick Community College St Andrews	148,638
• New Brunswick Community College Woodstock	157,494
• New Lease Inc Saint John	125,435
• New Options for Women Moncton	262,558
• Orientation Planification Travail Inc Kedgwick	105,194
• Oromocto Indian Band Oromocto	214,708
• Oromocto Youth Training Centre Oromocto	291,328
• Perth-Andover Recreation Commission Perth-Andover	136,222
• Progressive Planning Ltd Fredericton	152,321
• Prude Inc Saint John	145,682
• Re-Entry Ad Hoc Committee Fredericton	132,077
• Red Bank Indian Band Red Bank	107,375
• Restigouche Employment and Training Agency Campbellton	212,555
• Royal Canadian Legion Branch 4 Fredericton	122,307
• Saint John Learning Exchange Ltd Saint John	102,275
• Saint John Shipbuilding Saint John	435,880
• Saint John YM/YWCA Saint John	217,032
• Salem & Hillsborough Railroad Hillsborough	224,771
• Secteur Local Haut Riviere du Portage Riviere du Portage	107,321
• Service Local de Brantville Brantville	105,335
• Skills Development Ltd Fredericton	1,188,698
• Societe d'aide a l'entreprise Tracadie	147,328
• South East LEAD Corp CLE du Sud-Est Shediac	148,843
• Southwest Valley Development Corp Harvey Station	131,719
• St Mary's Indian Band Fredericton	367,727
• The Carleton Memorial Hospital Woodstock	188,778
• The United Church Home for Senior Citizens Sackville	105,287
• TKS Systems Inc North York Ont	225,985
• Tobique Indian Band Perth Andover	205,254
• Town of Nackawic Nackawic	104,290
• Un pas de l'avant Inc Bathurst	164,971
• Union of New Brunswick Indians Fredericton	212,689
• United Way of Greater Saint John Saint John	344,405
• Université de Moncton Moncton	164,032
• University of NB Fredericton	214,374
• Victoria Madawaska-South Community Futures Committee Grand Falls	114,605
• Village de Petit-Rocher Petit-Rocher	223,470
• Ville de Caraquet Caraquet	114,716
• Vocational Alternatives Vocationnelles Moncton	107,633
• Vocational/Residential and Health Services Inc Saint John	658,986
• Woodstock Hair Academy Woodstock	117,699
• Worker's Compensation Board Saint John	711,501
• Youth Corps Inc Moncton	319,110
Région de l'Île-du-Prince-Édouard—	
• Catholic Family Services Bureau Charlottetown	105,023
• Eastern Ventures and Development Corporation Georgetown	135,647
• Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce Charlottetown	115,011
• Gouvernement provincial de l'Î-P-É Charlottetown	3,494,114
• West Prince Ventures Ltd Alberton	151,493
Région du Québec—	
• Abercan Technology Transfer Inc Pointe-Claire	196,173
• Accès Santé Mentale Cible Travail Montréal	276,000
• Action Intervention Jeunesse Laval	550,682
• Aide et Intégration Jeunesse Travail Beloeil	362,000
• Aiguillage Estrie Inc Centre Sherbrooke	363,000
• Air Alliance Inc Ste-Foy	176,761
• Air Transat Inc St-Janvier Mirabel	122,783
• Alcan Isle Maligne Alma	154,303

	$
• Alternative Jeunesse Trois-Rivières	121,368
• Annonciation Municipalité l'Annonciation	112,172
• Appui Inc Sherbrooke	104,047
• Ass Natl Industrie du Bois de Rivière-du-Loup	327,168
• Ass Touristique des Laurentides St-Jérôme	107,639
• Ass Travailleurs Immigrants Québec	139,432
• Association des Comm Indust Québec Montréal	114,366
• Associés Marie Selick Montréal	683,400
• Atelier de Réadaptation Travail Hull	289,873
• Atelier de Réparation l'Emploi APE Charlesbourg	434,771
• Atelier de Travail Jeunesse 01 Inc Rimouski	405,000
• Atelier Lyrique de l'Opéra de Montréal Montréal	259,050
• Atelier 16 17 Inc Québec	360,918
• Baie Comeau Plymouth Chrysler Baie Comeau	274,950
• Banque de personnes ressources de Sherbrooke	107,551
• Beauce Jeunesse Emploi Inc St-Georges-de-Beauce	436,291
• Bécancour Aluminerie Bécancour	307,024
• Bivoie La Alma	350,584
• Bombardier Inc St-Laurent	465,580
• Bonne Esperance Fisherman's Asso St-Paul River	127,196
• Boulot Vers Le Montréal	152,130
• CECM Service Education aux adultes Montréal	749,990
• CC Chibougamau Chibougamau	124,989
• CIN du Lac Boivin Inc Granby	112,638
• CADC Berthier Inc Lavaltrie	116,859
• CADC Comtés Jonquière Lac St-Jean Shipshaw	108,078
• CADC Côte Nord Sept-Îles	108,189
• CADC de L'Or Blanc Asbestos	641,319
• CADC Gaspé Nord Ste-Anne-des-Monts	161,496
• CADC Haute Côte Nord Les Escoumins	219,032
• CADC Kamouraska CEGEP de la Pocatière La Pocatière	283,389
• CADC Louiseville MRC Maskinongé Louiseville	181,468
• CADC MRC Mekinac Sec des Chenaux St-Sévérin Proulxville	101,582
• CADC Région de Coaticook Coaticook	135,634
• CADC Relance Matagami Matagami	100,569
• CADC Témiscamingue Inc Ville Marie	116,970
• CADC Trois-Pistoles-des-Basques Trois-Pistoles	257,139
• CADC Vallée de L'Or Malartic	106,569
• Cadillac Corp Municipale Cadillac	105,516
• CAE Haut St-Maurice La Tuque	178,528
• CAE Adelim Inc Cap-aux-Meules	142,000
• CAE Barraute Senneterre Lebel Inc Senneterre	107,600
• CAE Bas-Saguenay La Baie	231,098
• CAE Bellechasse Etchemins St-Léon-de-Standon	172,499
• CAE Bois-Francs Victoriaville	252,932
• CAE Centre Mauricie Inc Shawinigan	275,010
• CAE Chibougamau Chapais Chibougamau	202,373
• CAE Côte-Nord Inc Sept-Îles	147,982
• CAE de la Matapédia Inc Amqui	115,500
• CAE de la Région de Mégantic Lac Mégantic	221,381
• CAE de Témiscouata Inc Degelis	229,388
• CAE des Basses Laurentides St-Jérôme	115,000
• CAE des Laurentides Ste-Adèle	139,405
• CAE Fonds Relance Industrielle Com Chambly	121,000
• CAE Harrican Inc Amos	123,000
• CAE Lac St-Jean Est Alma	187,882
• CAE Lac St-Jean Ouest Roberval	141,256
• CAE Maria Chapdelaine Dolbeau	200,021
• CAE MRC Rivière-du-Loup Riviere-du-Loup	189,541
• CAE Nicolet Bécancour St-Grégoire	175,273
• CAE Pays de la Neigette Québec	129,981
• CAE Région D'Acton Acton Vale	234,139
• CAE Région de Matane Matane	189,271
• CAE Région Haut Yamaska Granby	178,000
• CAE Thetford et La Région Thetford Mines	234,567
• CAE Val St-François Windsor	115,917
• CAE Vallée de la Gatineau Inc Maniwaki	183,784
• CAMAQ Aérospatiale du Québec Montréal	105,082
• CAMCO Inc Montréal	180,112
• Canadair Inc Montréal	182,557
• Canadelle Inc Matane	125,527

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Canadian College for Nannies CC Beaconsfield Chiarella	146,434
• Canadien National Ateliers prin St-Laurent	182,840
• Carrefour Jeunesse Emploi Gatineau	296,868
• Commission Ecoles Catholiques Montréal Montréal	126,228
• CEGEP de Rimouski Rimouski	118,759
• CEGERCO GCL Inc Chicoutimi	112,215
• Centre Référence pour Femmes Rég Thetford-Mines	114,817
• Central Syndicats Démocratiques Montréal	211,150
• Centre Communautaire Jeunes sans Emploi Gatineau	125,903
• Centre Création Entreprises Québec Québec	322,600
• Centre d'Aide entreprise Portneuf Inc Cap Santé	116,500
• Centre d'Accueil Charleroi Montréal Nord	283,169
• Centre d'Accueil des Laurentides Ste-Agathe-des-Monts	120,480
• Centre d'Aide pour l'Installation Montréal	229,039
• Centre de Formation Barbara Personnel Hull	176,888
• Centre des Femmes de Laval Laval	273,426
• Centre des Jeunes Farnham Inc Farnham	109,474
• Centre Formation Carrosserie Québec St-Jean	204,765
• Centre Maghrebin de Recherche et D Montréal	180,492
• Centre Multifonctionnel Asbestrie Asbestos	300,000
• Centre Objectif Travail de L'Estrie Sherbrooke	110,000
• Chambre de Commerce de Mont-Laurier Mont-Laurier	208,660
• Chambre de Commerce Rivière-au-Renard Gaspé	645,812
• Chambre de Commerce de Ste-Thérèse Gaspé	183,352
• Chisasibi Band Council Chisasibi	137,689
• Cim Centre Canada Corporation Pointe-Claire	104,000
• Circonférence Joliette	123,995
• Clare Holt and Associates Hull	300,514
• Clef Centre Lanaudière d'Emploi de Joliette	335,000
• Club Optimiste Mont St-Hilaire Mont St-Hilaire	334,674
• CMI Ad Hoc Pêche Grande Riv Chandler	569,881
• CN Rail St-Laurent	347,305
• Coffre Inc St-Jean-sur-Richelieu	402,455
• Collectif Femmes Immigrantes de Québec Montréal	229,506
• Collectif Formation Travail KRTB St-Cyprien	358,945
• Comité VVR Villebois Abitibi	106,200
• Comm Dév Econo Port Daniel Chandler	102,198
• Comm Scolaire La Neigette Rimouski	142,216
• Comm Scolaire Rég Tardivel Donnaconna	337,841
• Comm Développement Econo Port Chandler	163,931
• Compagnie des Jeunes Travailleurs Chicoutimi	384,112
• Concertation Educative et Culturelle Drummondville Drummondville	288,387
• Concordia University Students Ass Montréal	113,228
• Conseil Québécois des Coop Dév Rég Montréal	881,383
• Conseil Régional de l'Emploi Sherbrooke	160,510
• Consoltex Inc Montmagny	117,279
• Consultation Maintien Création Québec Longueuil	368,175
• Control Data Institut Montréal	401,785
• Corp Ctre Plein Air Mont Lac Vert Hebertville	119,582
• Corp de Formation et de Dév en Exp Rouyn Noranda	310,563
• Corp Gestion Charmes Sherbrooke	126,883
• Corp Piscine Rég des Basques Trois-Pistoles	301,112
• Corp Gest et Prom Acton Vale Inc Acton Vale	101,544
• Côte des Neiges Black Communi Asso Montréal	102,858
• CREE Business Development Center Waswanipi	176,000
• CREME Sherbrooke	460,000
• CSL Montagnais Pointe Bleue	108,347
• CTCF International Div ADT Canada St-Laurent	164,221
• Ctre Aide Entreprises Papineau Inc Buckingham	139,663
• Ctre COOP Val Neigette Rimouski	198,000
• Ctre Femmes Immigrantes Sherbrooke Sherbrooke	150,000
• Ctre Formation Conciergerie Surint Montréal	164,051
• Ctre Intern Art Contemp Montréal Montréal	103,525
• Ctre Région Mégantic CCPEM Lac Mégantic	257,305
• Daishowa Inc Québec	191,860
• Desbiens Les Produits Inc Desbiens	189,121
• Desnoyers Racine Centre de Gestion Hull	239,040
• Dir Gén Education Adultes Min Edu Québec	475,493
• Dominion Bridge-Québec Lachine	150,637
• Domtar Les Produits Forestiers Montréal	441,739
• Donohue Matane Inc Matane	182,284

	$
• Dufour Odette Degelis	150,720
• Ecole Commerciale du Cap Cap-de-la-Madeleine	133,517
• École du Routier Professionnel du Québec Montréal	291,531
• École Secondaire Jean-Nicolet Nicolet	103,850
• Edumicro Inc Montréal	250,459
• Electro-Robot F Ltee Granby	146,689
• Elle du Nord Les St-Jérôme	331,943
• Emersion Manicouagan Inc Centre Baie Comeau	405,079
• Employés Bureau Techniques Valcourt	100,000
• Employés Cadres Professionnels Valcourt	100,000
• Employés de L'Assemblage Valcourt	100,000
• Employés Soudure Usinage Valcourt	100,000
• Energy Pathways Inc Ottawa Ont	155,982
• Entreprises M Cote Fort-Mation Pl Montréal	241,420
• Envol Service de Retour au Travail Hull	285,000
• EPOC Montréal Montréal	706,000
• Equipement Hewitt Ltée Pointe-Claire	119,782
• FRAPPE Montréal	218,530
• Fabrique de Pabos Pabos	130,240
• Famille Lemoyne Société Historique Montréal	144,372
• Fédération des CEGEPS Montréal	1,129,653
• Femmes Rond Point Centre de la Trois-Rivières	389,161
• Femmes du Saguenay Accès Travail Jonquière	386,221
• Festival Juste pour Rire Montréal	426,700
• Fondation François Pilote Inc La Pocatière	181,181
• Fondation Godefroy Laviolette Ste-Thérèse	101,996
• Fondation Ressources Jeunesse Montréal	147,405
• Formation Info-Technique Inc Vaudreuil	288,543
• Gadbois Ado Club Montréal	108,613
• Garage R Valiquette et Fils Enr St-Jean	301,428
• General Motors du Canada Ltd Ste-Thérèse	640,533
• Gestion Jeunesse Inc Québec	190,892
• Glaverbec Inc St-Augustin	241,467
• Gouvernement du Québec Montréal	142,134,955
• Great Whale River Com Ass Ltd Kuujjuaraapik	100,662
• Groupe Action Groulx Ste-Thérèse	235,609
• Groupe Conseil Nadeau Paradis Lévis	123,538
• Groupe CPO Le Inc Granby	357,083
• Groupe Information Travail Montréal	396,000
• Groupe Jeunesse Exocet Inc Boucherville	149,316
• Guerette Raoul Inc Degelis	120,832
• Hewitt Equipement Limitée Pointe-Claire	323,378
• Himont Canada Inc Varennes	111,244
• Hirondelle Comité Accueil Inter Montréal	180,556
• Hyundai Auto Canada Inc Bromont	519,430
• Impulsion Travail Inc Montréal Nord	327,727
• Inst Canadien Educ Adultes Icea Montréal	131,272
• Institut Carrière et Développement Montréal	126,155
• Institut Formation Autochtone du Québec Village-des-Hurons	105,879
• Institut National des Viandes Inc Montréal	134,386
• Institut Technique Aviron Montréal	296,674
• Intégration Jeunesse 15 24 Inc Montréal	261,118
• Inter Québec Inc Québec	209,332
• Jeunes Virtuoses de Montréal Young Montréal	102,139
• Jonquière Ville de Jonquière	142,661
• Kativik Investment Fund Inc Kuujjuaq	144,500
• Kativik School Board Dorval	150,427
• Kemtec Inc Montréal Est	233,338
• La Corporation Touristique du Haut Trinite-des-Monts	206,007
• La Puce Communautaire Montréal Montréal	345,443
• La Rue Rolland Beaudet Consultants Montréal	298,352
• Laurentides Production St-Sauveur	117,500
• Leroux et Associés Lévis	231,898
• Les Entreprises Julien Inc Québec	316,051
• Les Industries James Maclaren Inc Buckingham	189,295
• Les Papiers Scott Ltée Crabtree	148,883
• MACEM Mouvement Animation Civique Outremont	122,022
• Maison des Jeunes Magi Mercieroues Montréal	103,535
• Makivik Corporation Lachine	149,979
• McGill University Montréal	106,392
• Measurex Inc Longueuil	109,750
• Memphrémagog Clé Société Magog	106,529

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Métropole Litho Inc Anjou	208,404
• Mil Davie Inc Lauzon	166,271
• Mil Tracy Sorel	129,657
• Ministère des Finances DGG FRM MEQ Québec	240,179
• Mistassini Band Corp Chibougamau	102,081
• Montréal Nord Ville de Montréal Nord	101,582
• Montupet Ltée Riviere Beaudette	111,067
• Mouvement des Jeunes Travail MRC St-Eustache	387,000
• Municipalité de Tourelle Tourelle	430,998
• Nationair Canada Mirabel	517,313
• New Carlisle Corp Mun New Carlisle	123,179
• Normick Perron Inc La Sarre	172,533
• Norsk Hydro Canada Inc Bécancour	976,783
• Nutshimih Atusseun Centre Formation Sept-Îles	413,000
• Objectif Travail de L'Estrie Centre Sherbrooke	313,000
• Office Tourisme Laval Laval	107,381
• Option Travail Ste-Foy Centre For Ste-Foy	276,510
• Options Non Trad Place Rive Sud Longueuil	350,807
• Orientation Travail Corporation Tr Québec	428,000
• PLACE Rive Sud Inc Longueuil	111,000
• Papier Québec Ontario Ltée Cie Baie Comeau	105,538
• Papineau Action Emploi Buckingham	405,500
• Partage Humanitaire ALPEL Inc Laval	115,800
• Passage Travail Rive Sud Lévis	314,694
• Passage Yamaska Cowansville	330,628
• Pétro Canada Montréal	216,684
• Plani Com Enr Chicoutimi	386,800
• Poissonnerie La Coquille Caplan	114,407
• Pont Brije Inc Sherbrooke	299,053
• Popco Inc Port-Cartier Qué	124,767
• Portageurs Inc Les St-Louis du Ha Ha	138,561
• Pratt and Whitney Canada Inc Longueuil	1,051,485
• Prévost Car Inc Ste-Claire Dorchester	334,079
• Prog Portage Relatif Dép Drogue Inc Québec	300,116
• Programme Organisation au Travail Montréal	496,000
• Projet Intégration des Femmes de L'Outaouais Hull	214,292
• PS Jeunesse Inc Valleyfield	404,000
• Québec Ville de Québec	100,975
• Radio Shack Leurrebec Inc Maniwaki	129,862
• Re-Elles 24397731 Québec Inc St-Eustache	394,758
• Recherche Applique pour l'Ordinateur Montréal	125,000
• Recherche d'Emploi de l'Estrie Club Sherbrooke	267,000
• Recherche d'Emploi Est Club de Inc St-Léonard	192,000
• Recherche d'Emploi Laurentides Club St-Jérôme	388,000
• Recherche d'Emploi Montréal Club Ouest Montréal	527,000
• Recherche d'Emploi Thetford Mines Thetford Mines	215,463
• Regard en Elle Repentigny	129,605
• Regroupement Assistés Sociaux des Îles-de-la-Madeleine	166,909
• Ressource Jeunesse de Abitibi Témiscamingue Rouyn Noranda	455,000
• Restigouche Band Council Restigouche	116,724
• Rond Point 16 18 Inc Montréal Nord	416,126
• Sanivan Groupe Inc Anjou	141,118
• Santé et Sécurité au Travail Commi Québec	630,178
• Secal Jonquière	866,754
• Serres Hypo-Vie Inc Danville	110,000
• Service Comm d'Entraide des Laurentides Ste-Agathe des-Monts	245,015
• Service d'Aide à l'Emploi de l'Est Montréal	278,000
• Service Travail Jeunesse Inc Victoriaville	391,050
• Services Educatifs GISEQ Inc Les Trois-Rivières	363,165
• SEVEC Ottawa Ont	115,500
• Shawbridge Youth Centres Corp Montréal	123,371
• Shell Canada Montréal Est	124,882
• Sherbrooke Université Sherbrooke	162,963
• SOC CLE Chaudière Inc Ste-Marie-de-Beauce	106,200
• SOC CLE Haut Richelieu Inc St-Jean-sur-Richelieu	157,000
• SOC CLE Région Mont-Laurier Inc Mont-Laurier	152,000
• SOC Formation Industrie Estrie Inc Cowansville	781,260
• SOC Gestion Village Vacances Famille Petit Saguenay	118,118
• Société de Dév Bonavignon Inc New Richmond	135,843
• Société Établissement Plein Air Québec	201,445
• Société Montérégienne Développement Longueuil	106,404
• Société Villanelle Montréal	118,795
• Solidarité Parents de Personnes Handicapées Montréal	441,325
• Sous Traitance Industrielle Québec Longueuil	300,299
• Sprint Trois-Rivières Inc Trois-Rivières	350,694
• Teinturiers Perfecta Grand-Mère	109,953
• Télé Métropole Inc Montréal	103,768
• Tembec Inc Témiscamingue	828,863
• Tracto Inc Les Saules	101,749
• Transition Elle Inc St-Romuald	335,000
• Travail Non Traditionnel TN Inc Montréal	543,619
• Travailleurs et Travailleuses Pote Jonquière	422,163
• Tremplin Travail VM Inc Amqui	403,000
• Ultramar Canada Inc Montréal	308,181
• Université de Montréal Montréal	470,825
• Université du Québec à Rimouski Rimouski	182,575
• Université Laval Faculté Lettres Ste-Foy	102,238
• UQAM Montréal	175,210
• Verdun Ville de Verdun	175,468
• Ville de Ville-Marie Ville-Marie	114,871
• YMCA Montréal Montréal	380,935
• Youth Horizons Foundation Dorval	104,576
• Youth Skills Development Centre Montréal	258,677
Région de l'Ontario—	
• 795842 Ontario Inc O/A A I M North Bay	107,441
• ACFO Windsor-Essex-Kent Windsor	104,503
• Action Strategies Newmarket	274,833
• Alexandria Park Community Centre Toronto	171,071
• Algonquin College of Applied Arts and Technology Nepean	381,154
• Alternatives Bloomfield	120,663
• Anigawncigig Institute Peterborough	747,656
• Anokeewin Kenomadee Gamik Training Sioux Lookout	341,207
• Assoc Canadienne-Française de l'Ontario Hamilton	112,398
• At Your Service Ottawa	320,296
• Atikokan Community Training Centre Atikokan	124,466
• Atikokan COPE Atikokan	214,929
• Bancroft and Haliburton Community Industrial Training Comm Bancroft	309,067
• Banfield-Seguin Ltd Ottawa	130,793
• Barrie and District Training Council Barrie	515,525
• Bearskin Lake Indian Band Bearskin Lake	110,444
• Big Trout Lake Training Program Sioux Lookout	272,279
• Brampton Vandalism Prevention Committee Brampton	163,689
• Brant County Business Incentive Corporation Brantford	130,078
• Brantford Industrial Training Brantford	559,946
• Brownstone K-Care Nursing Home Hamilton	140,577
• Business Concepts Sault Ste Marie	136,227
• Business Development Centre of Fort Eric Fort Erie	208,113
• Cambrian College Sudbury	191,918
• Cambridge Industrial Training Committee Cambridge	585,718
• Canadian Airlines International Toronto	125,000
• Canadian Council for Native Business Toronto	433,009
• Canadian Institute of Business Windsor	234,945
• Canadian Mental Health Association Toronto	198,268
• Canadian National Institute for the Blind Toronto	243,226
• Canadian Opera Company Toronto	348,512
• Canadian Tire Corporation Association Forest	413,400
• Canadore College North Bay	141,775
• Cantel Inc North York	219,509
• Capri Sudbury	272,887
• Carleton Place Chamber of Commerce Carleton Place	194,155
• Centre d'Acces pour Femmes Ottawa	362,379
• Centre des Jeunes de Sudbury Inc Sudbury	107,082
• Centre Serv Ent Reg Hawkesbury	117,711
• Chatham Kent Small Business Chatham	105,323
• Chukuni Business Development Corporation Ear Falls	135,508
• Cleo Consulting Services Ridgetown	288,508
• Coalition of Visible Minority Women Toronto	459,322
• COFTM-Centre Francophone Toronto	235,339
• Collingwood and District Industrial Training Comm Collingwood	312,056
• Committee for Skills Development Fort Frances	383,010
• Community Living-Stormont County Cornwall	213,767

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Community Outreach in Education North York	225,941
• Community Resource Centre Ltd Sault Ste Marie	166,456
• Computer Learning Centre Whitby	257,330
• Conestoga College of Applied Arts & Technology Kitchener	474,976
• Confederation College Thunder Bay	129,332
• Conseil des Écoles Catholiques de l'Orignal l'Orignal	424,590
• Conseil des Écoles Séparées Kapuskasing	119,250
• Conseil d'Education SDG Public Board Cornwall	504,614
• Control Data Institute Oshawa	164,286
• COPE Windsor Windsor	193,801
• Corporation of the Township of Red Lake Red Lake	285,000
• COSTI-IIAS Immigrant Services Toronto	303,595
• Creative Career Systems Owen Sound	128,659
• Disabled Persons Comm Resources Ottawa	100,178
• Dryden Industrial Training Centre Dryden	188,055
• Duguay Williams and Associates Ottawa	269,023
• Durham Board of Education Whitby	468,064
• Durham College Early Learning Centre Oshawa	299,189
• Durham Region Action Committee Whitby	1,292,304
• Dymar Management Consultants Inc Mississauga	372,318
• East Algoma Community Industrial Elliot Lake	259,504
• East Algoma Small Business Corp Thessalon	149,278
• Eastern Ontario Resettlement/Train/Ins Ottawa	691,106
• Educon Carpentry Adult Training Centre Buckhorn	116,784
• Elgin County Industrial Needs St Thomas	497,846
• Elgin Local Employment Assistance St Thomas	150,725
• Elgin Young Women's Christian Association St Thomas	103,797
• Emitac Industrial Training Centre Scarborough	902,239
• Entry '86 Inc Mt Brydges	451,734
• Fanshawe College of Applied Arts & Technology London	770,686
• Fashion Incubator—City of Toronto	104,281
• Focus for Ethnic Women Inc Waterloo	486,294
• Fryters Addiction Consultation Service Stirling	106,672
• George Brown College Foundation Toronto	106,532
• Georgian College—Learning Resource Barrie	226,182
• Georgian Triangle Economic Development Corp Collingwood	132,145
• Georgian Triangle Tourist Association Collingwood	145,199
• Georgina Association for Business Sutton	131,815
• Greater Fort Erie Bus Dev Corp Fort Erie	120,827
• Greater Peterborough Business Dev Corp Peterborough	139,310
• Grey-Bruce Industrial Training Committee Owen Sound	641,301
• Haldimand-Norfolk Industrial Training Comm Simcoe	709,277
• Haliburton County Development Corporation Haliburton	131,390
• Hamilton and Peel Industries Oakville	2,212,807
• Hamilton-Burlington YMCA Burlington	113,003
• Hamilton Carter Limited Toronto	302,440
• Hamilton East Kiwanis Non-Profit Housing Hamilton	105,756
• Hamilton Wentworth Skills Training Hamilton	1,333,079
• Hamilton Wentworth Third Sector Hamilton	394,415
• Hastings County Board of Education Belleville	255,163
• Hearst Community Industrial Training Committtee Hearst	451,639
• Heritage College St Catharines	108,780
• Hospitality Employment Program Hamilton	341,921
• Humber College of Applied Arts & Technology Etobicoke	181,446
• Huron Employment Liaison Program Clinton	339,601
• Immigrant Community Outreach Centre London	314,050
• Industrial Trade Centre for Women Sudbury	327,082
• Institute of Technical Trades Ltd Toronto	263,524
• Jim Macdonald Motors Ltd Fort Frances	225,000
• John Howard Society of Kingston Kingston	381,650
• John Howard Society of Peterborough Peterborough	349,450
• J-R Business Equipment (1985) Ltd Brockville	263,524
• Kawartha Skills Development Peterborough	415,686
• Kenora Area CITC Kenora	351,506
• Kent Industrial Training Advisory Committee Chatham	802,083
• Keynorth Office Services Sudbury	366,412
• Keyword Walkley Ottawa	299,416
• Kingston Area Training Advisory Committee Kingston	574,926
• Kingston Learning Centre Inc Kingston	131,943
• Kirkland Lake and District Industrial Trng Comm Kirkland Lake	326,283
• Kitchener Waterloo and Guelph Training Advisory Committee Kitchener	1,243,795
• KLEDA Corporation Kirkland Lake	159,438
• K-W Habilitation Services Inc Kitchener	112,692
• L'Association Canadienne Française Mississauga	103,019
• Lacloche Manitoulin Business Dev Corp Gore Bay	120,396
• Lakehead CITC Thunder Bay	938,415
• Lakehead University Thunder Bay	175,477
• Lambton County Board of Education Sarnia	173,396
• Lambton Industrial Training Committee Sarnia	915,427
• Language Training Centre of Ottawa Montréal Qué	447,560
• Learning Enrichment Foundation Toronto	253,533
• Leeds and Grenville Training Advisory Committee Brockville	261,631
• Lennox Learning Centre Ltd Napanee	154,249
• Locating Investors for Niagara Inc Thorold	100,000
• London Industrial Training Committee London	1,355,531
• London Youth Project Food Services London	518,720
• Long Point Conservation Authority Simcoe	510,000
• Loyalist College of Applied Arts & Technology Belleville	172,611
• Major Group of Companies Markham	116,864
• Malton School Planning Centre Mississauga	137,802
• Management Training Systems Ltd Brockville	372,887
• Mennonite Central Community Kitchener	124,518
• Merricraft Inc Merrickville	255,337
• Meta Pre-vocational Services Inc Belleville	173,524
• Metro Labour Education Don Mills	135,949
• Metro Toronto Roadbuilders Toronto	223,585
• Midland Penetanguishene Business & Industrial Training Comm Midland	221,449
• Mohawk College Employment Strategies Hamilton	134,944
• Mohawk College of Applied Arts & Technology Hamilton	1,302,020
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall	332,481
• Monarch Youth Auto Refinishers Ajax	374,703
• Municipality of the Township of Carnarvon Mindemoya	100,500
• Munsee Delaware Nation Muncey	244,586
• Musical Performance and Communication Toronto	299,942
• Muskoka-East Parry Sound Bus Dev Corp Huntsville	102,428
• Muskoka Employment Training Centre Huntsville	209,863
• M-Tech Contracting Peterborough	211,573
• National Energy Conservation Association Ottawa	354,528
• Native People of Thunder Bay Thunder Bay	341,153
• Neco Business Development Centre North Bay	107,713
• New Enterprise Workshop Inc Toronto	164,823
• Niagara Falls Chamber of Commerce Niagara Falls	222,260
• Niagara Industrial Training Committee Welland	1,324,545
• Niagara Peninsula Industry Education Council St Catharines	5,324,192
• Niigwin Skills Development and Placement Centre London	361,214
• Nipigon-Red Rock Board of Education Red Rock	106,204
• Nipissing District Industrial Training Corp North Bay	676,203
• Nishnawbe-Aski Nation Thunder Bay	334,684
• Nokee Kwe Occupational Skills London	186,419
• Nord-Aski Frontier Development Inc Hearst	116,662
• Norfolk Womens Community Group Simcoe	225,284
• North Algoma Industrial Training Corp Wawa	544,477
• North Claybelt Business Development Corp Kapuskasing	113,042
• North Simcoe Development Corporation Midland	124,349
• North York and York Region Industrial Training Centre Newmarket	2,048,959
• Northern College of Arts & Technology South Porcupine	645,296
• Northern Community Development Corp Fort Frances	411,341
• Northern Lake Superior Aboriginal Thunder Bay	147,832
• Northern Trainers Worthington	156,817
• Northumberland Information Training Advisory Committee Cobourg	118,079
• Office Automation Education Centre Toronto	406,918
• Oneida Nation Council of the Thames Southwold	253,456
• Ontario Federation of Agriculture Toronto	523,074
• Ontario Head Injury Association St Catharines	135,646
• Ontario March of Dimes Toronto	536,539

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Ontario Rehabilitation and Work Council Scarborough	179,600
• Ontario Social Development Council Don Mills	154,961
• Opportunity for Advancement Toronto	147,944
• Orangeville and District Skills Training Committee Orangeville	117,706
• Orillia and Area Business Development Corp Orillia	104,609
• Orrs Group Inc Cambridge	170,899
• Ottawa YM-YWCA Ottawa	1,113,110
• Ottawa Women's Financial Training Ottawa	427,778
• Ottawa-Carleton Industrial Training Council Ottawa	1,628,953
• Ottawa-Carleton Learning Foundation Ottawa	156,195
• Oxford Industrial Training Group Woodstock	429,311
• Parry Sound Area Industrial Training Committee Parry Sound	202,952
• Peel Board of Education Mississauga	508,538
• Peel Multicultural Council Mississauga	209,769
• Perth Community Training Centre Perth	153,391
• Perth County Community Industrial Training Committee Stratford	252,092
• Port Colborne Kids Camp Port Colborne	147,652
• Port Weller Dry Docks St Catharines	129,836
• Prescott and Russell County Board of Education Hawkesbury	380,379
• Prescott Welding Program Inc Prescott	368,156
• Prescott-Russell Training Corporation Hawkesbury	209,045
• Prince Edward County Business Dev Corp Picton	137,521
• Professional Daycare Systems Inc Guelph	276,852
• Promote Welland Task Force Inc Welland	249,315
• PWL Manufacturing Inc Waterloo	518,838
• Quinte Community Industrial Training Committee Belleville	402,937
• Red Lake-Ear Falls District Skills Training Committee Red Lake	276,508
• Regional Municipality of Ottawa-Carleton Social Services Ottawa	120,208
• Regional Municipality of Waterloo Waterloo	139,918
• Renfrew County Industrial Training Centre Renfrew	455,303
• Renfrew County Small Business Dev Centre Pembroke	153,692
• Riverdale Immigrant Womens Centre Toronto	318,524
• Rose Bautista Consultants Inc Maple	111,964
• Russian Literary Association Ottawa	118,831
• SALEM - Salvation Army Ottawa	100,000
• Salvation Army Booth Centre Ottawa	174,716
• Sarnia Collegiate Institute Sarnia	152,461
• Saugeen Economic Development Corporation Hanover	136,953
• Saugeen Reserve Band Council No.2 Southampton	126,846
• Sault Ste Marie Community Industrial Trng Committee Sault Ste Marie	615,592
• Sault Ste Marie YMCA Sault Ste Marie	282,285
• Sault Ste Marie Business Dev Centre Sault Ste Marie	132,500
• Scarborough Centre for Alternatives Scarborough	156,228
• Scotts Plains Recycling Inc Peterborough	263,677
• Seneca College North York	366,277
• SEVEC-Society for Educational Visits & Exchanges in Canada Ottawa	115,000
• Seven Towers Non-Profit Family Daycare Inc Hamilton	128,127
• Shaw Colleges Ltd Toronto	340,762
• Sheridan College of Applied Arts and Technology Oakville	895,097
• Simcoe County Board of Education Barrie	229,731
• Sir Sandford Fleming College Peterborough	564,277
• Six Nations Council Oshweken	259,908
• Skilteck Association North Bay	341,897
• Smooth Rock Falls Community Indust Training Comm Smooth Rock Falls	108,553
• Société d'Expertise et de Financement de Prescott-Russell Bourget	121,097
• South Bruce Lakeshore LEAD Corp Kincardine	127,458
• South Temiskaming Business Development Corp Haileybury	128,641
• Sterling Business Academy Inc London	160,606
• Stormont-Dundas-Glengarry Industrial Training Centre Cornwall	455,968
• Stormont-Dundas-Glengarry Business Development Corp Cornwall	113,804
• Stratford Training and Employment Program Stratford	268,782
• St Catharines Youth Community Employment Centre St Catharines	140,399
• St Lawrence College Cornwall	437,749
• St Catharines YMCA St Catharines	132,758
• St Leonard's Society of Brant County Brantford	381,657
• Sudbury Board of Education Sudbury	509,165
• Sudbury District Roman Catholic SC Sudbury	271,518
• Sudbury Industrial Training Advisory Committee Sudbury	971,067
• Suen Ng Sandberg and Associates Thunder Bay	162,892
• Thunder Bay Business Ventures Thunder Bay	217,214
• Timiskaming Board of Education New Liskeard	230,414
• Timmins Industrial Training Centre Timmins	421,556
• TKS Systems Inc Ottawa	184,408
• Toronto Advisory Committee on Employment Training Toronto	1,230,597
• Touchstone Training Centre St Catharines	100,737
• Town of Longlac Longlac	325,000
• Township of Temagami Temagami	250,000
• Trésorier de l'Ontario Toronto	111,633,039
• Trench Electric-a Division of Guthrie Canadian Invest Scarborough	100,000
• Tri-Ad Graphic Communication Ltd Toronto	110,000
• TV Ontario Toronto	686,200
• Tyendinaga Mohawks Bay of Quinte Deseronto	114,857
• T Kenneth Hopkins Training Program Nepean	210,783
• Unemployed Help Centre of Windsor Windsor	121,087
• Vic Ryhorchuk Enterprises Inc Thunder Bay	219,661
• Victoria County Industrial Training Committee Lindsay	421,756
• Vocational Resource Centre Inc Sudbury	254,240
• Wallaceburg CITC Wallaceburg	431,334
• Walpole Island First Nation Wallaceburg	107,060
• Waterloo County Board of Education Kitchener	215,999
• Wau-be-tek Business Dev Corp Wikwemikong	111,722
• Welding at it's Best Inc London	100,815
• Welland Canals Society St Catharines	133,763
• Welland CFC Welland	102,498
• Wellington County Board of Education Guelph	262,354
• Wentworth County Board of Education Ancaster	278,762
• West Metro CITC Etobicoke	1,293,189
• West Parry Sound Board of Education Parry Sound	145,438
• Windsor—Essex Skills Training Windsor	1,035,289
• Winner's Edge Employment Services Peterborough	109,376
• Women Immigrants of London London	748,264
• Women Training for Employment Kenora	212,633
• Women's Enterprise Skills Training Windsor	500,793
• Woodgreen Community Centre Toronto	301,858
• Working Women Community Centre Toronto	228,259
• Youth Employment Skills (YES) Canada Inc Toronto	2,977,709
• YM-YWCA Owen Sound Owen Sound	138,495
• York Region Education/Industry Concord	132,101
• Youth Employment Services of Victoria Lindsay	195,902
• YWCA of Metropolitan Toronto Toronto	123,497
Région du Manitoba—	
• A-Quest Training Centre Winnipeg	291,564
• Adams & Somers Inc Winnipeg	194,983
• Andersen Management Services Inc Winnipeg	245,898
• Anishinaabe Respect Inc Winnipeg	195,917
• Applied Linguistics Centre Winnipeg	411,435
• Assiniboine Community College Brandon	1,095,055
• Assiniboine Park Zoo Development Winnipeg	116,142
• Association for Community Living Winnipeg	194,033
• AVC Adult Vocational Centre Ltd Winnipeg	510,627
• Brandon Core Area Training Project Brandon	122,273
• Brandon Friendship Centre Brandon	226,359
• Brandon Venture Corporation Brandon	159,818
• Brandon Westbran Human Resource Corp Brandon	125,890
• Canadian National Railway Winnipeg	130,505
• Canadian Paraplegic Winnipeg	120,459
• Carman Curling Club Carman	102,072
• Central Plains Business Dev Corp Portage La Prairie	183,486

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Children's Home of Winnipeg Winnipeg	482,613
• City of Winnipeg Winnipeg	615,536
• Dakota Ojibway Business Development Corp Winnipeg	178,099
• Dauphin Leather & Canvas Training Dauphin	141,957
• Don Ayre and Associates Inc Winnipeg	246,204
• Don Ayre and Associates 1984 Inc Winnipeg	293,014
• Energy Pathways Ottawa	166,198
• Enterprise St Boniface Winnipeg	134,885
• Flin Flon Greenstone Business Development Flin Flon	324,244
• Fort Alexander Band Pinefalls	239,314
• Ft Dauphin Brigade Dauphin	166,156
• Human Resource Opportunity Centre Brandon	313,760
• Human Resource Opportunity Centre Winnipeg	833,927
• Indian Management Training Comm Winnipeg	120,838
• Island Lake Tribal Council Winnipeg	117,599
• Jen Don Ventures Ltd Winnipeg	129,494
• Job Finding Club of Winnipeg Winnipeg	117,723
• Ka-Wawiyak Friendship Centre Inc Powerview	157,421
• Keystone Agricultural Products Winnipeg	717,626
• Kirkness Adult Learning Centre	736,989
• Knowles Centre Winnipeg	115,501
• L'Office des Services à L'Enfance Winnipeg	123,426
• Lord Selkirk School Division #1 Selkirk	208,004
• MO Harvey and Associates The Pas	120,929
• Manitoba Technical Training Centre Winnipeg	287,250
• Manitoba Trucking Inc Educ Advisory Winnipeg	288,200
• Marymound Inc Winnipeg	196,265
• Mash Sexual Abuse Treatment Worker Wanipigow	112,770
• Ma-Mow-We-tak Friendship Cntr Thompson	169,267
• Minister of Finance Prov of Man Winnipeg	13,813,494
• National Energy Conservation Assoc Winnipeg	246,747
• Northeast Interlake Business Riverton	150,321
• Northern Assoc of Community Winnipeg	165,165
• Northern Interlake Recreation Comm St Martin	122,500
• Northwest Man Development Corp Lynn Lake	375,580
• Norway House Indian Band Norway House	107,536
• Pash Systems Ltd Winnipeg	132,556
• Patal Vocational Preparation School Winnipeg	898,096
• Pimajikowan Business Development Corp Pimajikowan	142,039
• Pluri Elles Winnipeg	150,115
• Portage La Prairie Golf Club Portage	130,515
• Prairie Theatre Exchange Winnipeg	137,368
• Premier Personnel Corp Winnipeg	203,615
• RB Russel Vocational High School Winnipeg	136,477
• Red River Community College Winnipeg	1,064,130
• Ron's Drop In Centre Winnipeg	130,764
• Rossbrook House Inc Winnipeg	138,916
• Seine River School Div #14 Ste Anne	207,586
• Social Skills Winnipeg	261,696
• South Winnipeg Technical Winnipeg	393,457
• Southeast Development Corp Winnipeg	458,872
• St James-Assiniboine School Division Winnipeg	277,263
• St Norbert Foundation St Norbert	221,355
• Sturgeon Creek Enterprises Inc Winnipeg	186,350
• Success Business College Winnipeg	168,212
• Super Six Business Dev Centre	195,480
• Swan River Life Skills Project Inc Swan River	318,225
• The Pas Human Resources Opp Centre The Pas	139,272
• The Pas & District Chamber of Commerce The Pas	150,888
• Trainex Industries Inc Winkler	208,420
• Transcona Springfield School Division Winnipeg	346,032
• Triple S Investment Corp Selkirk	227,239
• University of Manitoba Winnipeg	225,296
• Victor Mager Parents Association Winnipeg	163,520
• Westarc Group Inc Brandon	134,183
• Western Diversification Office Winnipeg	2,300,000
• Winnipeg Chamber of Commerce Winnipeg	373,614
• Winnipeg School Division Winnipeg	171,655
• Women Working Inc Winnipeg	338,414
• YM-YWCA of Winnipeg Winnipeg	342,204
• Youth Bus Learning & Development Ctre Winnipeg	481,105

	$
• Youth Employment Core Winnipeg	564,801
Région de la Saskatchewan—	
• Atira Consulting Inc Regina	525,779
• Beaver River Community Futures Committee Beauval	118,417
• Big River Indian Band #118 Debden	101,693
• BSD Training and Resources Ltd Saskatoon	370,834
• Canadian Mental Health Association North Battleford	200,129
• Canadian National Institute for the Blind Saskatoon	118,624
• Canoe Lake Band Canoe Lake	105,879
• Career Development Centre Prince Albert	147,370
• Carlton Trail Regional College Humboldt	491,097
• CDI Career Development Institutes Ltd Saskatoon	309,995
• Cumberland House Development Corp Cumberland House	170,828
• Cumberland Regional College Nipawin	470,922
• Cypress Hills Regional College Swift Current	264,407
• East Central Development Corp Broadview	115,697
• Farmwest Management Ltd Saskatoon	151,572
• Gabriel Dumont Inst of Native Studies and Applied Research Regina	181,161
• Gronnerud and Associates Regina	540,871
• Immigrant Women of Saskatchewan Saskatoon	174,626
• Jasper Cultural and Historical Board Maple Creek	112,649
• La Ronge Native Women's Council Inc La Ronge	161,498
• Lac La Ronge Indian Band La Ronge	207,318
• Lokken and Associates Training Consultants Inc Prince Albert	269,753
• Madeleine Moser Weyburn	108,056
• Meridian Business Development Centre Alsask	118,965
• North West Regional College North Battleford	634,249
• Northlands Career College La Ronge	757,579
• Northlands College Air La Ronge	426,102
• Northwest Business Assistance Corp North Battleford	192,744
• PA and District Comm Services Inc Prince Albert	175,307
• Parkland Education and Employment Coordinating Committee Yorkton	316,818
• Parkland Regional College Melville	584,428
• Peter Ballantyne Indian Band Pelican Narrows	116,751
• Prairie West Regional College Biggar	290,223
• Prince Albert Alliance Church Prince Albert	118,990
• Prince Albert Chamber of Commerce Prince Albert	171,220
• Prince Albert Community Workshop Prince Albert	150,363
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert	165,492
• Radius Tutoring Saskatoon	217,089
• Red Earth Band of the Cree Nation Red Earth	112,416
• Regina Dental Laboratory Regina	232,876
• Regina Open Door Society Regina	267,733
• Regional Employment Development Committee Saskatoon	291,168
• Riel Human Resources Employment Regina	314,865
• Sagehill Business Development Corp Bruno	125,047
• Sapphire Consulting Inc Prince Albert	174,943
• Sask Apprenticeable Trades Coordinating Group Regina	516,597
• Sask Indian Training Assesment Group Saskatoon	2,475,521
• Sask Workers' Compensation Board Regina	177,455
• Sask Farm Business Management Coordinating Group Regina	244,378
• Saskatchewan Abilities Council Regina	240,000
• Saskatchewan Abilities Council Saskatoon	114,809
• Saskatchewan Department of Finance Regina	5,477,272
• Saskatchewan Indian Cultural College Saskatoon	124,983
• Saskatchewan Trucking Association Regina	197,258
• Saskatoon Family YMCA Saskatoon	412,519
• SIAST Kelsey Campus Saskatoon	2,210,630
• SIAST Palliser Campus Moose Jaw	549,491
• SIAST Wascana Campus Regina	1,858,697
• SIAST Woodland Campus Prince Albert	1,370,031
• Southeast Regional College Weyburn	270,778
• Town of Hudson Bay Hudson Bay	107,212
• University of Saskatchewan Saskatoon	101,729
• Urton Engele Kook Associates Saskatoon	875,496
• William Charles Band Montreal Lake	262,470
• Yorkton Open Door Society Yorkton	230,706

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• 3rd Party Native Coordinating Group Regina	1,667,791
Région de l'Alberta et Territoires du Nord-Ouest—	
• Alberta College Edmonton Alb	1,064,931
• Alberta Roofing Industry Training Calgary Alb	100,000
• Alexander Tribal Government Morinville Alb	262,069
• Alexis Indian Band Glenevis Alb	120,976
• Anderson Tire and Muffler La Ronge Sask	169,624
• Anuri Architects & Associates Ltd Inuvik TN-O	140,303
• Association for Adults & Children with Learning Disabilities Yellowknife TN-O	108,776
• Athabasca District Chamber of Commerce Athabasca Alb	106,980
• Athabasca University Athabasca Alb	524,460
• Atii Training Inc Ottawa Ont	727,699
• Battle Dr James	435,250
• Battle River Tourist Association Camrose Alb	179,429
• Black Women's Association of Alberta Edmonton Alb	151,164
• Blackfoot Band Tribal Administration Gleichen Alb	233,778
• Bosco Homes Sherwood Park Alb	172,041
• Boy's and Girl's Clubs of Calgary Calgary Alb	104,123
• Bradic/Tuvvik Iqaluit TN-O	108,470
• Buffalo Lake Metis Settlement Association Caslan Alb	103,123
• Calgary Association for the Mentally Handicapped Calgary Alb	290,959
• Calgary Board of Education Calgary Alb	349,607
• Calgary Catholic Immigration Society Edmonton Alb	735,958
• Calgary Society of Really Useful Community Connections Calgary Alb	292,884
• Calling Lake Community Association Calling Lake Alb	115,940
• Campbell and Associates Edmonton Alb	242,012
• Camrose Lutheran College Camrose Alb	197,200
• Canada's Aviation Hall of Fame Edmonton Alb	121,469
• Career Advancement Training System Calgary Alb	212,281
• Career Connections Ltd Edmonton Alb	127,982
• Career Development Institute Edmonton Alb	436,570
• Catholic Social Services Edmonton Alb	332,357
• Childrens's Home of Winnipeg/Deaf Winnipeg Man	200,714
• Christian Ventures Catholic Services Calgary Alb	178,992
• City of Calgary Calgary Alb	246,739
• City of Medicine Hat Medicine Hat Alb	142,090
• Community Employment Partnership Camrose Alb	147,825
• Community Futures Committee of Lesser Slave Lake Slave Lake Alb	117,282
• Control Data Institute Edmonton Alb	182,887
• Cowley J R and Associates Ltd Edmonton Alb	230,116
• Crowsnest Pass Business Development Blairmore Alb	117,685
• Dale's Auto Service Grand Centre Alb	107,689
• Deh Cho Society Friendship Centre Ft Simpson TN-O	206,414
• Dene Tha Ehts Ande Social Development High Level Alb	145,068
• Dorlores Wach & Associates Training Edmonton Alb	108,000
• East Parkland Community Futures Mirror Alb	151,674
• Edmonton Mennonite Society for Assistance Edmonton Alb	431,747
• Edmonton Recycling Society Edmonton Alb	382,086
• Employment and Training Business Development Ft Good Hope TN-O	397,367
• Employment Development Services Edmonton Alb	367,062
• Employment Future for New Canadians Calgary Alb	386,089
• English Language Professionals Inc Edmonton Alb	351,188
• Enoch Indian Band #135 Winterburn Alb	210,707
• Enroute Winnipeg Man	177,528
• Entre-Corp Business Development Medicine Hat Alb	122,452
• Envirocycle Expediting Edmonton Alb	555,973
• Eniviros Wilderness School Association Calgary Alb	272,905
• Evergreen School Division #22 Gimli Man	127,620
• Fairview College Fairview Alb	364,364
• Family and Community Services Wetaskiwin Alb	107,357
• Finishing Time Incorp Calgary Alb	523,627
• Flagstaff Family & Community Service Killam Alb	189,772
• Foothills Business Development High River Alb	152,793
• Fort McMurray Regional Job Training Association Fort McMurray Alb	230,129
• Fort McMurray Regional Venture Initiative Fort McMurray Alb	220,832
• Frank & Associates Lethbridge Alb	144,344
• Frank & Associates Consultants Stand Off Alb	390,770
• Friends of the Ukrainian Village Edmonton Alb	144,406
• Frog Lake Indian Nation Tribal Frog Lake Alb	110,661
• Gouv des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	3,386,200
• Grande Cache Transition House Society Grande Cache Alb	109,653
• Grande Prairie Regional College Grande Prairie Alb	259,942
• Grant Macewan Community College Edmonton Alb	271,858
• Gulf Canada Resources Calgary Alb	100,000
• Harcourt Mathews & Associates Edmonton Alb	193,715
• Hay River Area Business Development Centre Hay River TN-O	148,685
• Hay River Dene Band Hay River TN-O	137,860
• Henderson College of Business Calgary Alb	191,708
• Horse Lake Indian Band Hythe Alb	146,126
• Independent Counselling Enterprises Edmonton Alb	281,092
• Inuvik & Area Business Development Centre Inuvik TN-O	169,919
• Jack Bredin Community Institute Edmonton Alb	406,003
• Jewish Community Centre Edmonton Alb	244,066
• Keyano College Ft Mcmurray Alb	404,176
• Komatik Travel Rankin Inlet TN-O	159,687
• La Societe Educative du Projet Edmonton Alb	894,604
• Lac La Biche Mission Historical Society Lac La Biche Alb	134,618
• Lac La Biche Regional Business Association Lac La Biche Alb	146,063
• Lacombe Action Group For The Handicapped Lacombe Alb	141,718
• Lakeland College Cold Lake Alb	226,552
• Lamont-Two Hills Community Futures Bruderheim Alb	105,152
• Lamont-Two Hills Business Development Centre Two Hills Alb	144,244
• Lethbridge & District Business Lethbridge Alb	122,943
• Lethbridge Community College Lethbridge Alb	1,507,521
• Life Skills Training Centres Ltd Edmonton Alb	101,234
• Lloydminster Region Business Development Lloydminster Sask	158,405
• Louis Bull Band Training Trust Fund Hobbema Alb	100,000
• Mckay Computer College Edmonton Alb	109,238
• Mcman Youth Services Foundation Calgary Alb	212,438
• Mcman Youth Services Foundation Edmonton Alb	182,185
• Mcmanus & Associates Calgary Alb	150,000
• Meadow Lake Tribal Council Meadow Lake Sask	537,231
• Medicine Hat & District Industrial Training Medicine Hat Alb	239,663
• Medicine Hat College Medicine Hat Alb	579,084
• Medicine Hat Family YMCA Medicine Hat Alb	155,299
• Medicine Hat Rehabilitation Society Medicine Hat Alb	230,017
• Mennonite Central Community Edmonton Alb	350,126
• Metis Local 2951 Owl River Lac La Biche Alb	101,042
• Mount Royal College Calgary Alb	132,390
• Native Economic Development Association Calgary Alb	165,909
• Northern Alberta Institute of Technology (NAIT) Edmonton Alb	220,442
• Northwest Community Futures High Level Alb	151,677
• Nunatext Publishing Corp Nepean Ont	148,198
• Odyssey Youth Service Calgary Alb	418,052
• Office Automation Education Centre Calgary Alb	600,626
• Office Automation Education Centre Edmonton Alb	209,186
• Olds General and Auxiliary Hospital Olds Alb	144,404
• On Site Placement Services Ltd Edmonton Alb	254,922
• Panorama Public & Industrial Co Calgary Alb	174,831
• Pcl Industrial Constructors Inc Edmonton Alb	107,378
• Peigan Employment Service Brocket Alb	356,350
• Provincial Treasurer Edmonton Alb	28,055,906
• Psdn Personal Support & Development Edmonton Alb	120,277
• Red Deer & District Business Development Red Deer Alb	150,000
• Red Deer Chamber Of Commerce Red Deer Alb	186,283
• Red Deer College Red Deer Alb	766,849
• Regent Distributing Company Ltd Edmonton Alb	151,102
• Rural Education & Development Association Edmonton Alb	778,300
• Saskatoon Mountain Economic Development Beaverlodge Alb	127,143

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Smeda Business Development Corporation Hythe Alb	134,693
• Soaring Eagle Friendship Centre Hay River TN-O	118,750
• Southern Alberta Institute of Technology (SAIT) Calgary Alb	1,668,014
• Specialized Training & Employment Red Deer Alb	251,292
• St Michael's Extended Care Centre Edmonton Alb	188,617
• St Paul's Treatment and Training Centre Cardston Alb	275,591
• Stellar Five Edmonton Alb	297,873
• Stellar Five International Ltd Calgary Alb	103,521
• Sunchild Band Administration Rocky Mountain House Alb	201,345
• T J's Gym & Fitness Centre Inc Sherwood Park Alb	142,083
• T K S Systems Edmonton Alb	238,990
• Tawatinaw Regional Business Development Westlock Alb	165,688
• The Career College Calgary Alb	195,323
• The Dene/Metis Co-Ordinating Group Yellowknife TN-O	101,742
• The John Howard Society Edmonton Alb	250,496
• The Sheltered Workshop Society Edmonton Alb	127,748
• Thien Tam Buddist Youth Association Edmonton Alb	159,020
• Tools for Peace Aid to the Third World Edmonton Alb	175,941
• Town of Slave Lake Slave Lake Alb	112,062
• Trans-Continental West Calgary Alb	100,000
• Turner Valley General & Auxiliary Black Diamond Alb	168,979
• Uncle Gabe's Friendship Centre Ft Smith TN-O	121,133
• Union Carbide Canada Ltd Red Deer Alb	115,992
• University of Alberta Edmonton Alb	420,698
• University of Calgary Calgary Alb	981,733
• University of Lethbridge Lethbridge Alb	340,393
• Weaver & Devore Trading Ltd Yellowknife TN-O	155,465
• Western Industrial Research Calgary Alb	151,746
• Western Industrial Research and Training Edmonton Alb	155,264
• Westerra Institute of Technology Stony Plain Alb	317,394
• Wetaskiwin & District Chamber of Commerce Wetaskiwin Alb	137,989
• Wild Rose Business Development Rockyford Alb	161,039
• Worker's Compensation Board Edmonton Alb	592,559
• Yellowhead Regional Education Society Hinton Alb	186,731
• Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb	160,841
• YMCA Lethbridge Lethbridge Alb	341,166
• YMCA of Edmonton Edmonton Alb	724,648
• Youth Works Calgary Alb	119,753
• YWCA Calgary Alb	226,853
• YWCA of Yellowknife Yellowknife TN-O	117,183
• 308299 Alberta Ltd Edmonton Alb	144,744
Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—	
• 16-37 Business Development Center Terrace C-B	169,846
• Ability Personnel Association of Victoria Victoria C-B	135,583
• Acro Financial Group Vancouver C-B	646,913
• Alberni Clayoquot Development Society Port Alberni C-B	168,984
• Alberni District Association for the Mentally Handicapped People Port Alberni C-B	131,881
• Allied Indian and Metis Society Vancouver C-B	360,414
• Arbutus Development Society Nanaimo C-B	292,885
• Armstrong Spallumcheen Chamber of Commerce Armstrong C-B	140,116
• Association for Community Education in BC Victoria C-B	103,541
• BC Agricultural Research and Development Corporation Victoria C-B	149,686
• BC Blind Sports and Recreation Association Vancouver C-B	166,122
• BC Conservation Foundation Langley C-B	113,735
• BC Forestry Association Cranbrook C-B	227,610
• BC Native Women's Society Kamloops C-B	165,448
• Barkel Business School Limited Coquitlam C-B	500,032
• Beard T H Charlie Lake C-B	104,275
• Beaver Lumber Company Limited Penticton C-B	121,282
• Beecher Bay Indian Band Sooke C-B	120,412
• Belfry Theatre Victoria C-B	101,966
• Bowman and Waddell Training Consultants Maple Ridge C-B	294,284
• Boy's and Girl's Club Kelowna C-B	265,260
• Boy's and Girl's Club Vernon C-B	112,259

	$
• Brenda Mines Limited Peachland C-B	105,112
• Brinkman and Associates New Westminster C-B	104,148
• British Columbia Institute of Technology Burnaby C-B	229,013
• Burnaby College Burnaby C-B	716,832
• Camosun College Victoria C-B	434,954
• Campbell River Aquaculture Association Campbell River C-B	134,592
• Campbell River Indian Band Campbell River C-B	265,276
• Canadian Airlines International Richmond C-B	119,147
• Canadian Institute of Arts for Youth Vancouver C-B	156,668
• Canadian Pacific Forest Products Limited Tahsis C-B	114,986
• Canapro Enterprises Limited Vancouver C-B	161,266
• Canoe Creek Indian Band Dog Creek C-B	100,165
• Capilano College North Vancouver C-B	910,086
• Career Education Society North Vancouver C-B	247,240
• Career Services Ad Hoc Group North Vancouver C-B	105,802
• Careers Incorporated Clearbrook C-B	223,219
• Careers Incorporated Maple Ridge C-B	138,740
• Cariboo College Kamloops C-B	201,204
• CDI Career Development Institute Burnaby C-B	271,143
• CDI Career Development Institute Surrey C-B	561,634
• CDI Career Development Institute Vancouver C-B	890,235
• Central Interior Regional Training Institute Prince George C-B	171,006
• Central Kootenay Regional District Castlegar C-B	108,020
• Children's Challenge Daycare Incorporated Kamloops C-B	210,947
• City of Kimberley Kimberley C-B	543,881
• Club Bon Accueil Powell River C-B	132,372
• Coast Foundation Society Vancouver C-B	358,833
• College of New Caledonia Burns Lake C-B	192,707
•	497,939
• Cominco Ltd Trail C-B	317,650
• Community Council of Greater Victoria Victoria C-B	448,525
• Computer Access Training Center Kelowna C-B	183,998
• Cooper Freed Ltd Denman Island C-B	130,794
• Coquitlam Career Center Ltd Port Coquitlam C-B	334,308
• Coquitlam Chamber of Commerce Coquitlam C-B	101,547
• Corporation of The Village of Harrison Hot Springs Harrison Hot Springs C-B	144,179
• Council for Yukon Indians Whitehorse TY	136,226
• Courtenay Recreational Association Courtenay C-B	173,757
• Cowichan Business Development Foundation Duncan C-B	124,135
• Cowichan Valley Intercultural and Immigrant Aid Society Duncan C-B	136,274
• Cowichan Valley Trade School Duncan C-B	125,229
• Cowichan Wooden Boat Society Duncan C-B	119,523
• Cranbrook Kimberley Regional Business Developoment Centre Marysville C-B	182,007
• Dana Naye Ventures Whitehorse TY	151,782
• Dawson Creek and District Chamber of Commerce Dawson Creek C-B	132,651
• Delta Recycling Society Delta C-B	338,313
• Dexter Wallace and Associates Ltd Vancouver C-B	411,380
• DH Careers Clearbrook C-B	148,726
• Douglas College New Westminster C-B	130,870
• Downtown Blanshard Advisory Committee Victoria C-B	272,590
• Downtown Eastside Economic Development Society Vancouver C-B	253,896
• Downtown Eastside Residents Association Vancouver C-B	114,449
• East Kootenay Community College Invermere C-B	164,039
• Esquimalt Neighbourhood House Victoria C-B	101,837
• Family Services of Greater Vancouver Vancouver C-B	109,033
• FFI Groundwood Mill Mackenzie C-B	126,030
• Fleming Watt Associates Langley C-B	177,505
• Fletcher Challenge Canada Ltd Youbou C-B	100,527
• Focus Foundation of Briti[illegible] Columbia Burnaby C-B	183,838
• Fort St John Friendship Society Fort St John C-B	208,638
• Fraserside Community Services Society New Westminster C-B	141,086
• Get Set Services Incorporated Chilliwack C-B	301,890

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Gitanmaax Indian Band Council Hazelton C-B	119,340
• Gordon Neighbourhood House Vancouver C-B	435,092
• Granisle Growth Society Granisle C-B	153,957
• Greater Trail Business Development Centre Trail C-B	154,553
• Greater Trail Community Futures Committee Trail C-B	607,758
• Ha Ho Payuk School Society Port Alberni C-B	114,087
• Haida Tribal Society Masset C-B	364,439
• Hal Klein and Associates Incorporated Burnaby C-B	483,912
• Harbour City Trade School Nanaimo C-B	220,765
• Hastings Community Association Vancouver C-B	133,154
• Heiltsuk Indian Band Council Waglisla C-B	117,232
• Hewett Productions Ltd Vancouver C-B	215,192
• Homalco Indian Band Campbell River C-B	152,897
• Horizon College Vancouver C-B	1,115,040
• Horse Council of British Columbia Vancouver C-B	107,654
• Hospitality Industry Education Advisory Council Vancouver C-B	628,739
• Houston and District Chamber of Commerce Houston C-B	161,603
• Immigrant Services Society of BC Vancouver C-B	608,661
• Independent Living Housing Society Victoria C-B	127,450
• Intercultural Association of Greater Victoria Victoria C-B	182,718
• Interior Indian Friendship Society Kamloops C-B	155,172
• International Brotherhood of Electricians Burnaby C-B	342,956
• International Buddhist Society Richmond C-B	101,691
• Island Office Trends Saanichton C-B	345,400
• John Howard Society Campbell River C-B	525,176
• Joslin and Associates Ltd White Rock C-B	468,063
• Kamloops Trades Training Society Kamloops C-B	169,978
• Karen Stephens and Associates Incorporated Victoria C-B	337,973
• Kelowna Community Development Ltd Kelowna C-B	103,681
• Kelowna Economic Recovery and Employment Development Assoc Kelowna C-B	188,120
• Kermode Friendship Society Terrace C-B	181,993
• Kettle River Chapel Rock Creek C-B	120,914
• Kootenay Regional Employment Development Association Nelson C-B	107,168
• Kwantlen College Surrey C-B	216,528
• La Fête Colombienne des Enfants Surrey C-B	123,426
• Langley Association for the Handicapped Langley C-B	107,323
• Lift Indian Future Training Vancouver C-B	126,953
• Logical Actions Victoria C-B	448,053
• Logitech Development Project Surrey C-B	107,879
• Lower Mainland Society for Literacy Surrey C-B	107,566
• Lu'ma Native Housing Society Vancouver C-B	250,902
• L'Association des Francophones de Nanaimo Nanaimo C-B	161,043
• M Turner and Associates Prince George C-B	200,999
• MacDonald Dettwiler and Associates Richmond C-B	107,380
• Malaspina College Parksville C-B	138,346
• Matsqui Abbotsford Community Services Association Abbotsford C-B	453,997
• McKay Career Training Ltd Vancouver C-B	174,794
• Metro Jobmart Vancouver C-B	606,162
• MOSAIC Vancouver C-B	1,515,879
• Mount Currie Indian Band Council Mount Currie C-B	264,049
• Musqueam Holdings Ltd Vancouver C-B	127,604
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	168,637
• Nanaimo Community Employment Nanaimo C-B	146,241
• Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B	167,842
• Nanaimo Skills Training Center Ltd Nanaimo C-B	189,427
• Nanaimo Youth Services Association Nanaimo C-B	141,903
• Native Education Center Vancouver C-B	949,819
• Nelson and District Community Resources Society Nelson C-B	334,215
• Nishga Valley Health Board Aiyansh C-B	111,683
• Norfolk Personnel Services Ltd Burnaby C-B	199,618
• North Cariboo Economic Development Association Quesnel C-B	126,901
• North Coast Economic Development Corporation Prince Rupert C-B	144,804
• North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B	182,588
• North Fraser Employment Development Society Mission C-B	126,163
• North Island College Comox C-B	281,112
• North Island Crisis Center Society Port Hardy C-B	123,677
• North Island Mariculture Association Port Hardy C-B	114,628
• North Okanagan Development Corporation Vernon C-B	155,702
• North Shore Association for the Physically Handicapped North Vancouver C-B	107,820
• Northern BC Museum Association Prince Rupert C-B	120,521
• Northern Lights College Fort St John C-B	161,338
• Northwest Community College Terrace C-B	301,743
• NRS Block Brothers Realty Limited Courtenay C-B	196,035
• Nuu Chah Nulth Economic Development Corporation Port Alberni C-B	143,374
• Nuxalk Nation Band Council Bella Coola C-B	251,807
• Obair Economic Society Dawson Creek C-B	126,488
• Office Automation Education Center Vancouver C-B	521,539
• Okanagan College Kelowna C-B	520,582
• Okanagan Indian Educational Resource Centre Penticton C-B	116,891
• Okanagan North Community Futures Committee Vernon C-B	254,970
• Okanagan Similkameen Community Development Penticton C-B	143,295
• Open Learning Agency Vancouver C-B	430,824
• Orientation Adjustment Services Vancouver C-B	510,397
• Outdoor Recreation Council of British Columbia Vancouver C-B	278,803
• Oweekeno Indian Band Council Port Hardy C-B	104,881
• Pacific Legal Education Association Vancouver C-B	449,621
• Pan Pacific Vancouver Hotel Vancouver C-B	110,717
• Peace Liard Community Futures Business Development Center Association Fort St John C-B	254,440
• Pearson Assessment Society Vancouver C-B	179,535
• PG Employment Enhancement Vancouver C-B	254,071
• Pierre DuBrulle Culinary School Vancouver C-B	212,208
• Pitman Business College Vancouver C-B	473,377
• Practical Dynamics 1989 Limited Victoria C-B	135,690
• Practical Employment Training Society Kamloops C-B	201,294
• Prince George Business Development Centre Prince George C-B	169,428
• Prince George Native Friendship Center Prince George C-B	306,523
• Prince George Pulp and Paper Limited Prince George C-B	200,983
• Priority Corporate Services Incorporated Kelowna C-B	178,438
• Pro Care Consultants Surrey C-B	555,768
• Pro Soft Training Institute Incorporated New Westminster C-B	412,282
• Procare Consultants Incorporated Vancouver C-B	318,206
• Province of British Columbia Victoria C-B	33,963,138
• R D K Career Services Incorporated Port Hardy C-B	420,781
• Revelstoke Community Futures Committee Revelstoke C-B	374,720
• Roofing Contractors Association of British Columbia Burnaby C-B	101,766
• Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B	296,621
• School District 30 Ashcroft C-B	110,599
• School District 32 Hope C-B	124,816
• School District 33 Chilliwack C-B	262,806
• School District 35 Langley C-B	540,954
• School District 37 Delta C-B	502,922
• School District 38 Richmond C-B	393,980
• School District 40 New Westminster C-B	728,232
• School District 46 Gibsons C-B	185,789
• Sea to Sky Enterprise Centre Limited Squamish C-B	103,398
• Sechelt Indian Band Sechelt C-B	147,981
• Secwepemc Cultural Education Society Kamloops C-B	146,618
• Selkirk College Nelson C-B	167,489
• Share Community Services Coquitlam C-B	213,483
• Shoreline Community School Association Victoria C-B	300,243
• Shuswap Community Futures Committee Salmon Arm C-B	136,308
• Shuswap Ventures Corporation Salmon Arm C-B	150,337
• Simon Fraser Society for the Mentally Handicapped Coquitlam C-B	286,491
• Simon Fraser University Burnaby C-B	637,003
• Skeena Labour Market Development Terrace C-B	143,565

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Skeena Native Development Society Terrace C-B	175,210
• Skidegate Indian Band Council Queen Charlotte City C-B	139,940
• Soda Creek Indian Band Williams Lake C-B	150,723
• Sound Visions Electronics Nanaimo C-B	132,684
• Spectrum Community School Society Victoria C-B	272,163
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	139,364
• Start Economic and Employment Development Society Quesnel C-B	120,533
• Steve Miller Personnel Salmon Arm C-B	168,915
• Sto Lo Nation Sardis C-B	156,479
• Sto Lo Tribal Council Sardis C-B	168,510
• Stoney Creek Indian Band Vanderhoof C-B	133,632
• Strathcona Employment and Economic Development Society Campbell River C-B	356,425
• Summerland Pentecostal Church Summerland C-B	123,632
• Sun Country Business Center Ltd Ashcroft C-B	137,420
• Sunshine Coast Business Development Center Sechelt C-B	116,643
• Surrey Community Services Society Surrey C-B	136,159
• Surrey Delta Immigrant Services Society Surrey C-B	315,517
• Surrey Rehabilitation Society Surrey C-B	331,662
• T and R Learning Systems Ltd Vancouver C-B	178,187
• Tahltan Tribal Council Dease Lake C-B	252,850
• Terrace and District Community Services Society Terrace C-B	233,027
• Territoire du Yukon Whitehorse TY	1,208,414
• Tillicum Haus Native Friendship Center Nanaimo C-B	194,309
• TIPS Career Center New Westminster C-B	574,973
• Tl'azt'en Nations Fort St James C-B	125,525
• Tsartlip Band Council Brentwood Bay C-B	192,657
• Tsawataineuk Indian Band Council Kingcome Inlet C-B	101,803
• Ulkatcho Indian Band Anaham C-B	125,353
• United Native Nations Vancouver C-B	187,508
• University of British Columbia Maple Ridge C-B	152,522
• University of Victoria Victoria C-B	581,085
• Upper Fraser Valley Society for the Mentally Handicapped Sardis C-B	141,309
• Urban Images for Native Women Vancouver C-B	327,551
• Urban Native Youth Association Vancouver C-B	350,730
• Valley Native Friendship Center Society Duncan C-B	206,131
• Vancouver College Vancouver C-B	215,520
• Vancouver Community College Vancouver C-B	423,464
• Vancouver Eastside Educational Enrichment Society Vancouver C-B	473,775
• Vancouver Island Autistic Homes Society Victoria C-B	114,498
• Vancouver Neurological Association Vancouver C-B	110,558
• Vancouver Richmond Association for the Mentally Handicapped Vancouver C-B	184,324
• Vancouver School Board Vancouver C-B	1,443,071
• Vancouver Society for Immigrant Women Vancouver C-B	126,828
• Vernon and District Social Planning Council Vernon C-B	221,395
• Victoria Career Development Society Victoria C-B	312,978
• Victoria Native Friendship Center Victoria C-B	167,061
• Victoria Women in Trades Society Brentwood Bay C-B	188,950
• Wadolna Consultants Incorporated Vancouver C-B	101,247
• West Vancouver Coho Festival Society West Vancouver C-B	148,922
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	106,655
• Whistler International Consulting Ltd North Vancouver C-B	139,434
• Whuneez Economic Development Society Vanderhoof C-B	155,113
• William B Long and Associates Burnaby C-B	323,905
• Williams Lake Business Development Center Williams Lake C-B	166,982
• Windward Apparel Ltd Vancouver C-B	274,872
• Worker's Compensation Board of British Columbia Richmond C-B	459,872
• Young Men's Young Women's Christian Association Vancouver C-B	868,350
• Yukon Indian Women's Association Whitehorse TY	172,073
Quartier général national—	
• Canadian Association for Co-Operative Education Toronto Ont	139,527
• Canadian Automotive Repairs and Service (CARS) Council Ottawa Ont	377,777
• Canadian Co-Operative Association Ottawa Ont	141,661
• Canadian Council for Native Business Toronto Ont	164,096
• Canadian Data Bank Information Edmonton Alta	290,453
• Canadian Guidance Counselling Foundation Ottawa Ont	579,139
• Canadian Manufacturer's Association Toronto Ont	563,990
• Canadian Restaurant and Food Services Toronto Ont	100,039
• Canadian Steel Trade Conference Toronto Ont	1,500,000
• Career Work Education Association Canada Hamilton Ont	122,723
• Decision Ottawa Ont	185,372
• Employability Resources Network Inc Ottawa Ont	1,448,706
• Federation des Jeunes Canadiens Francais Inc Ottawa Ont	262,096
• Federation of Canadian Municipalities Ottawa Ont	137,335
• Frontier College Toronto Ont	691,354
• International Association of Machinists and Aerospace Workers Ottawa Ont	1,112,126
• Joint Human Resources Committee of EEMAC Ottawa Ont	172,200
• Joint Human Resources Committee Terms of Reference of CHBA Ottawa Ont	115,434
• John Labatt Limited London Ont	240,000
• Lauback Literacy of Canada Bedford Qué	212,670
• Nechi Institute Edmonton Alb	258,894
• Neil Squire Foundation Vancouver C-B	1,411,671
• Rural and Remote Community Adjustment Committee Scarborough Ont	119,957
• Western Canada Distance Education Atabasca Alb	290,078
• Women's Inventors Project Waterloo Ont	136,122
• YMCA Youth Enterprise Centre Montréal Qué	3,273,136
• Young Men's Christian Association of Canada Native Council Montréal Qué	440,849

Contribution aux provinces de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse pour restructurer leurs systèmes de formation de métier en établissement $400,000

	$
Région de la Nouvelle-Écosse—	
• Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	400,000

Paiements aux provinces, aux sociétés et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le Ministre de l'Emploi et de l'Immigration et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des services de main-d'oeuvre agricole du Canada pour l'organisation et l'utilisation de la main d'oeuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs $9,886,256

	$
Région de la Nouvelle-Écosse—	
• Boucher MT Pictou	404,831
• Loomer P Kentville	247,791
Région du Québec—	
• Ministère des Finances du Québec Montréal Qué	470,215
• Union Producteurs Agricoles Longueuil Qué	1,485,715
Région de l'Ontario—	
• Charterways Transportation Ltd London	110,593
• East Central AES Port Perry	104,570
• Eastern Counties AES Vankleek Hill	121,815
• Elgin County AES Aylmer	157,640
• Essex County AES Leamington	157,749
• Frontenac-Leeds AES Athens	102,599
• Grey-Bruce AES Owen Sound	165,976
• Kent AES Chatham	184,312
• Niagara Region AES St Catharines	107,783
• Northumberland AES Cobourg	153,810
• Ottawa Valley AES Stittsville	124,301
• Simcoe Area AES Delhi	143,206
• Stormont-Dundas AES Chesterville	122,535
• Tri-County AES Tillsonburg	236,297

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Fin*

	$
• Waterloo-Wellington-Dufferin AES Fergus	113,857
Région du Manitoba—	
• Agricultural Employment Services Brandon	105,502
• Agricultural Employment Services Dauphin	112,732
• Agricultural Employment Services Portage La Prairie	123,789
• Agricultural Employment Services Selkirk	113,038
• Agricultural Employment Services Winkler	124,082
Région de la Saskatchewan—	
• Agricultural Employment Services North Battleford	101,803
• Agricultural Employment Services Saskatoon	100,256
Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—	
• Agriculture Employment Services Calgary Alb	110,472
• Agriculture Employment Services Edmonton Alb	112,808
• Agriculture Employment Services Grande Prairie Alb	113,674
• Agriculture Employment Services Lethbridge Alb	131,290
Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—	
• Bean G Abbotsford C-B	242,418
• Benson W Kelowna C-B	205,000
• Dorosz J Victoria C-B	117,990
• Grant D Penticton C-B	242,475
• Scotthorne D Duncan C-B	165,900
Quartier général national—	
• Association of Canadian Orchestras Toronto Ont	200,000
Service d'information sur les aménagements de l'Amérique—Contribution $94,160	
Fondation canadienne d'orientation et de consultation $300,000	
• Fondation canadienne d'orientation et de consultation Ottawa Ont	300,000
Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs $251,013,556	
PROGRAMME D'IMMIGRATION $86,942,519	
Subventions au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) $5,000,000	
Quartier général national—	
• Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés Genève Suisse	5,000,000
Aide à l'établissement $69,278,137	
Région de la Nouvelle-Écosse—	
• Nothin' Fancy Stores Lower Sackville	118,742
• Zellers Toronto Ont	132,715
Région de Québec—	
• Europa Hotel Montréal	298,919
• Frontenac Ameublement Montréal	317,579
• Mercure Hotel Québec	158,419
• S Rossy Inc Montréal	577,243
• Zellers Inc Carrefour de l'Estrie Sherbrooke	106,700
Région de l'Ontario—	
• 389164 Ontario Ltd Toronto	404,223
• Airlift Limousine Service Ltd North York	190,510
• Amity Goodwill Industries Hamilton	148,367
• Atlas Furniture Ex Ottawa	191,715
• Big Bill's Kitchener	171,342
• Celebrity Inn Mississauga	134,224
• Centre Catholique pour Immigrants Ottawa	691,544
• COSTI-IIAS Immigrant Services Toronto	751,021
• London Cross Cultural Learner Centre London	198,255
• Interfusion Furniture & Supply Toronto	275,532
• J Pascal Inc Gloucester	105,622
• Joe Gemeiner Willowdale	293,632
• Kingsway Motel Oshawa	201,026
• K-W House Church Assembly Inc Kitchener	293,497
• Life Furniture Co Toronto	191,947
• N O A H Reception Centre Toronto	319,477
• Seven Star Furniture and Appliances London	256,551
• The Table Shoppe Toronto	334,803
• Toronto Apartment Buildings Co Ltd Toronto	819,523
• Towers Bonimart Mississauga	118,978
• Town Manor Motor Hotel Hamilton	225,567
• Woodgreen Red Door Family Shelter Toronto	399,984
• World Vision Canada Mississauga	818,876
• Zellers Inc Toronto	697,354
Région du Manitoba—	
• Big Four Sales Ltd Winnipeg	265,718
• Centre House Hostel Winnipeg	353,079
• J Werier & Company Ltd Winnipeg	683,930
• Manitoba Interfaith Winnipeg	193,056
Région de la Saskatchewan—	
• Woolco Department Store Regina	124,869
• 3J Holdings Regina	100,687
Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—	
• C and C Merchants Wholesale Limited Burnaby C-B	124,009
• Granco Furniture Company Vancouver C-B	424,466
• Immigrant Services Society of BC Vancouver C-B	524,536
• Woodwards Stores of BC Limited Vancouver C-B	525,248
Quartier général national—	
• Ontario Legal Aid Plan Toronto Ont	3,487,223
• The Government of Newfoudland and Labrador St John's T-N	227,650
Établissement et adaptation des immigrants $7,370,331	
Région de la Nouvelle-Écosse—	
• Metropolitan Immigrant Settlement Association Halifax	112,000
Région du Québec—	
• Centre Social Aide aux Immigrants Westmount	139,000
Région de l'Ontario—	
• Catholic Immigration Centre Ottawa	143,243
• Chinese Information & Community Scarborough	136,340
• Costi-Iias Immigrant Services Toronto	123,098
• Kitchener-Waterloo YMCA Kitchener	137,548
• London Cross-Cultural Learner Centre London	206,054
• Multicultural Assistance Services Mississauga	130,742
• Ottawa-Carleton Immigrant Services Ottawa	188,329
• Woodgreen Red Door Family Shelter Toronto	161,053
Région du Manitoba—	
• Citizen Council of Manitoba Winnipeg	198,650
• Manitoba Interfaith Immigration Winnipeg	109,620
Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—	
• Calgary Catholic Immigrant Society Calgary Alb	139,855
• Calgary Immigrant Aid Society Calgary Alb	134,144
• Catholic Social Services Edmonton Alb	152,804
Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—	
• Immigrant Services Society of BC Vancouver C-B	226,375
• MOSAIC Vancouver C-B	141,000
• Surrey Delta Immigrant Services Society Surrey C-B	101,000
• United Chinese Community Enrichment Services Society Vancouver C-B	111,611
Programme d'accueil $787,783	
Programme de cours de langue aux fins d'établissement $3,911,361	
Région de la Nouvelle-Écosse—	
• Halifax Immigrant English as a Second Language Society Halifax	100,250
Quartier général national—	
• International Organization for Migrant Genève Suisse	732,547
Arriéré de travail concernant les dossiers des immigrés $594,907	
Région de l'Ontario—	
• Multicultural Assistance Services Mississauga	131,419
• Toronto Refugee Information Drop-In Centre Toronto	162,923

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $375,880,701

Département $375,723,701

PROGRAMME DE L'ÉNERGIE $256,175,957

	$
Université de Calgary pour l'Institut canadien de recherche énergétique $175,000	
• Université de Calgary Calgary Alb	175,000
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques $47,500	
Contribution à l'appui d'un programme de bourses d'études pour l'Université Laval Québec Qué $135,000	
• Université Laval Québec Qué	135,000
Contribution au Comité organisateur du 14^e congrès de la Conférence mondiale de l'énergie $200,000	
• Conférence mondiale de l'énergie Montréal Qué	200,000
Programme de construction des embranchements $2,048,284	
• Gaz Métropolitain Inc Ste-Foy Qué	2,048,284
Contributions pour la mise sur pied d'un groupe de travail sur l'économie de l'énergie dans le secteur des transports $44,500	
Contribution à l'appui de l'élaboration et de la démonstration de nouvelles techniques associées aux sources d'énergie renouvelables et non conventionnelles, aux économies d'énergie et au remplacement de pétrole $2,644,665	
• Canadian Electrical Association Montréal Qué	375,000
• Encon Enterprises Inc Calgary Alb	302,292
• Newfoundland Light and Power Co Ltd St John's T-N	145,098
Contribution à l'appui d'initiatives peu coûteuses en matière d'énergie $830,293	
• CIPEC Ottawa Ont	300,000
• Canadian Hospital Association Ottawa Ont	300,000
Contribution à l'appui de la démonstration à l'échelle commerciale de la production avancée d'hydrogène électrolytique $415,272	
• Université de Toronto Toronto Ont	324,505
Contribution à l'appui des activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides $226,000	
• Canadian Gas Association Don Mills Ont	201,189
Contribution à l'appui de la conversion de véhicules au gaz naturel $117,000	
• BC Gas Inc Vancouver C-B	102,000
Quote-part du gouvernement fédéral au programme de recherche et de développement de l'Association canadienne de l'électricité $1,732,000	
• Association canadienne de l'électricité Montréal Qué	1,732,000
Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited relativement aux déficits qu'elle a subis dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de l'Interprovincial Pipe Line $10,076,615	
• Interprovincial Pipe Line Limited Calgary Alb	10,076,615
Indemnisation pétrolière $153,736	
• Revenu Canada Douanes et Accise Ottawa Ont	153,736
Contribution à l'appui du Programme de démonstration dans les collectivités éloignées $279,359	
Contributions à l'appui de systèmes de combustion biomassique à l'Île-du-Prince-Édouard $788,293	
• Fathers of Confederation Bldg Trust Charlottetown Î-P-É	112,401
• PEI Energy Corporation Charlottetown Î-P-É	471,287
Contribution à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie $4,572,642	
• Canadian General Electric Co Ltd Mississauga Ont	286,377
• Cassiar Mining Corporation Cassiar C-B	193,828
• CIL Inc Toronto Ont	378,618
• Guertin Brothers Coating	121,702
• Imperial Oil Ltd Sarnia Ont	209,046
• Nor-am Electrical Ltd Markham Ont	126,827
• Powerplex Technologies Inc Downsview Ont	1,348,332
• Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué	1,077,237
• Stackpole Ltd Toronto Ont	572,568
Contributions à l'appui de la recherche et du développement relatifs aux énergies renouvelables $1,397,408	
• Canadian Electrical Association Montréal Qué	241,005
• Institut National de la Recherche Scientifique-Énergie Varennes Qué	306,111
• Institute of Man and Resources Charlottetown Î-P-É	200,000
• Ortech International Mississauga Ont	418,016
Paiements en vertu de la Loi au programme de stimulation de l'exploration minière au Canada—CAISSE $7,775,262	
• Ahoy Petroleum Inc Calgary Alb	6,167
• Aibal Exploration Inc Calgary Alb	25,278
• Alterio Resources Ltd Calgary Alb	20,015
• Atlantis Resources Ltd Calgary Alb	132,059
• Benchmark-One Hydrocarbons Inc Calgary Alb	140,412
• Cavalier Capital Corporation Calgary Alb	339,894
• Coseka Resources Limited Calgary Alb	176,250
• Cube Energy Corp Calgary Alb	98,519
• Dorset Exploration Ltd Calgary Alb	59,137
• Dynalta Energy Corporation Calgary Alb	342,750
• Encal Energy Ltd Calgary Alb	128,958
• Enerfund (1988) Oil & Gas Limited Partnership Calgary Alb	174,819
• First Guardian Petroleum Corporation Calgary Alb	2,700
• Gardiner Oil and Gas Limited Calgary Alb	31,970
• Int Focus Res Inc Calgary Alb	49,736
• Iona Resources (West) Limited Dartmouth N-É	104,699
• Joss Energy Ltd Calgary Alb	142,399
• Middlefield Resource Fund 1988 Limited Partnership Toronto Ont	408,991
• Middlefield Resource Fund 1988 Limited Partnership Toronto Ont	105,001
• Moreland Oil & Gas Ltd Calgary Alb	40,500
• Morgan Hydrocarbons Inc Calgary Alb	37,876
• Morrison Petroleums Ltd Calgary Alb	165,089
• NIM Resource - 1988 and Company Limited Partnership Vancouver C-B	70,654
• Orbit Oil & Gas Ltd Calgary Alb	88,810
• Paragon Petroleum Limited Calgary Alb	20,006
• Petrolia Oil & Gas Ltd Calgary Alb	483,800
• Target Carbon "3" Inc Calgary Alb	20,877
• Tarragon Oil and Gas Limited Calgary Alb	47,589
• The Rimoil Corporation Winnipeg Man	304,465
• Trical Resources Inc Calgary Alb	1,758,873
• Trigas Exploration Ltd Calgary Alb	626,844
• Trilogy Resource Corporation Calgary Alb	37,551
• Truax Resources Corporation Calgary Alb	152,188
• Twin Richfield Oils Ltd Calgary Alb	325,549
• Tylox Resource Corporation Calgary Alb	49,736
• Western Resources Minerals Limited Calgary Alb	375,375
Paiements en vertu de la Loi au programme de stimulation de l'exploration minière au Canada—CAFE $36,505,987	
• 398598 Alberta Ltd Calgary Alb	224,853
• 403842 Alberta Inc Calgary Alb	109,641
• 591378 Saskatchewan Ltd Saskatoon Sask	101,068
• 834524 Ontario Inc Calgary Alb	134,460
• Ahoy Petroleum Inc Calgary Alb	138,253
• Aibal Exploration Inc Calgary Alb	400,512
• Albas Two Development Inc Calgary Alb	288,840
• Alterio Resources Ltd Calgary Alb	96,741

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

	$
• American Eagle Petroleums Ltd Calgary Alb	378,047
• Atlantis Resources Ltd Calgary Alb	261,569
• Benchmark-Two Hydrocarbons Inc Calgary Alb	373,500
• Black Gold Oil & Gas Ltd Calgary Alb	109,883
• Cabre Exploration Ltd Calgary Alb	123,345
• Canada Northwest Energy Limited Calgary Alb	1,244,502
• Canadian Charger Petroleum Corporation Vancouver C-B	1,096,845
• Canadian Jorex Limited Calgary Alb	174,230
• Canadian Resource Opportunities Inc Calgary Alb	186,750
• Cavalier Capital Corporation Calgary Alb	174,640
• Chesapeake Resources Ltd Calgary Alb	179,564
• Cimarron Petroleum Ltd Calgary Alb	476,358
• Claude Resources Inc Saskatoon Sask	408,197
• Clearport Petroleums Ltd Toronto Ont	314,060
• CMP 1989-11 Resource Partnership and Company Ltd Toronto Ont	174,300
• Coho Resources Limited Calgary Alb	473,000
• Colin Energy Corporation Calgary Alb	761,184
• Cube Energy Corp Calgary Alb	612,625
• Czar Resources Ltd Calgary Alb	253,371
• Dorset Exploration Ltd Calgary Alb	466,283
• Dynalta Drilling Corporation Calgary Alb	882,058
• Dynalta Drilling Corporation Calgary Alb	423,741
• Encal Energy Ltd Calgary Alb	86,381
• Enerfund (1988) Oil & Gas Limited Partnership Calgary Alb	176,271
• First Guardian Petroleum Corporation Calgary Alb	146,700
• Gardiner Oil and Gas Limited Calgary Alb	1,397,465
• Gobi Oil Limited Calgary Alb	129,465
• Grosvenor Park /natural Gas Fund Limited Toronto Ont	3,643,014
• Hershey Oil Corporation Pasadena Calif É-U	122,459
• Hillcrest Resources Ltd Calgary Alb	633,418
• Int Focus Res Inc Calgary Alb	628,117
• Intl Delta Resources Ltd Vancouver C-B	146,690
• Iona Resources (West) Limited Dartmouth N-É	48,436
• Joss Energy Ltd Calgary Alb	656,466
• Lasmo Canada Inc Calgary Alb	136,895
• Longview Resources Inc Calgary Alb	122,885
• Middlefield Resource Fund 1988 Ltd Partnership Toronto Ont	131,767
• Middlefield Resource Fund 1989 II Ltd Partnership Toronto Ont	712,515
• Moreland Oil & Gas Ltd Calgary Alb	71,430
• Morgan Hydrocarbons Inc Calgary Alb	496,293
• Morrison Petroleums Ltd Calgary Alb	237,960
• Newscope Resources Limited Calgary Alb	102,393
• NIM Resource-1988 and Company Limited Partnership Vancouver C-B	580,446
• NIM Resources-1989 and Company Limited Partnership Vancouver C-B	690,902
• Northridge Canada Inc Calgary Alb	899,413
• Optima Energy Corporation Calgary Alb	216,345
• Orbit Oil & Gas Ltd Calgary Alb	178,280
• Paragon Petroleum Limited Calgary Alb	428,194
• Poco Petroleums Ltd Calgary Alb	1,020,492
• Sirius Energy Corporation Ltd Calgary Alb	180,277
• SRI Oil & Gas Inc Montréal Qué	507,269
• Summit Resources Limited Calgary Alb	439,931
• Target Carbon "3" Inc Calgary Alb	86,255
• Target Carbons "5" Inc Calgary Alb	113,783
• Tarragon Oil and Gas Limited Calgary Alb	4,870,862
• Trical Resources Inc Calgary Alb	3,085,796
• Trigas Exploration Ltd Calgary Alb	104,967
• Trilogy Resource Corporation Calgary Alb	177,326
• Truax Resources Corporation Calgary Alb	226,727
• Twin Richfield Oils Ltd Calgary Alb	44,345
• Tylox Resource Corporation Calgary Alb	494,110
• Ulster Petroleums Ltd Calgary Alb	517,402
• Venator (1988) Ltd Calgary Alb	520,823
• Western D'Eldona Resources Limited Calgary Alb	106,672

Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse $8,302,998

	$
• Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	8,302,998

Paiements à Nova Scotia Resources (Ventures) Limited relativement aux dépenses d'exploration et d'aménagement au Canada $8,030,932

	$
• Nova Scotia Resources (Ventures) Ltd Halifax N-É	8,030,932

Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers $279,531

	$
• Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers Halifax N-É	279,531

Contribution à l'appui des activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides—"Non-panel fuels" $50,305

À l'appui du Conseil de l'industrie de l'hydrogène $189,233

	$
• Conseil de l'industrie de l'hydrogène Montréal Qué	189,233

À l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve $10,619,193

	$
• Province de Terre-Neuve et Labrador St John's T-N	10,619,193

Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers $2,377,422

	$
• Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers St John's T-N	2,377,422

Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques $504,999

Paiements au programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise mise en valeur—CAISSE $64,468,559

	$
• 388623 Alberta Ltd Calgary Alb	173,824
• 790244 Ontario Ltd Calgary Alb	4,878
• Albas Two Development Inc Calgary Alb	132,450
• Altana Exploration Company Calgary Alb	516,563
• American Eagle Petroleums Inc Calgary Alb	330,625
• American Trading and Production Corp Calgary Alb	120,596
• Amoco Canada Petroleum Company Ltd Calgary Alb	2,500,000
• Anderson Exploration Ltd Calgary Alb	366,875
• APL Oil & Gas Ltd Calgary Alb	83,346
• Arkoma Production Company of Canada Inc Calgary Alb	103,412
• AT&S Exploration Ltd Calgary Alb	51,230
• Bankeno Resources Ltd Calgary Alb	30,862
• Bearcat Explorations Ltd Calgary Alb	3,862
• BHP Petroleum (Canada) Inc Calgary Alb	98,480
• Bibler Oil & Gas Exploration Ltd Kalispell É-U	62,712
• Black Gold Oil & Gas Ltd Calgary Alb	193,293
• Blackstone Resources Inc Calgary Alb	119,652
• Blue Gold Oil & Gas Limited Partnership 1 Dartmouth N-É	38,165
• Blue Range 1988 Exploration & Development Corp Calgary Alb	122,631
• Bounty Developments Ltd Calgary Alb	107,224
• Cabre Exploration Ltd Calgary Alb	171,085
• CAL Petroleum Ltd Calgary Alb	49,274
• Canadian Jorex Ltd Calgary Alb	80,971
• Canadian Montana Gas Co Ltd Butte É-U	520,015
• Canadian Occidental Petroleum Ltd Calgary Alb	227,644
• Canadian Roxy Petroleum Ltd Calgary Alb	358,456
• Canadian Wolverine Ltd Calgary Alb	25,179
• Canpex Co Ltd Calgary Alb	111,101
• Canterra Energy Ltd Calgary Alb	217,801
• Cavalier Energy Limited Calgary Alb	703,169
• CCL Limited Partnership-I Calgary Alb	147,765
• Chair Resources Inc Toronto Ont	344,682
• Chauvco Resources Ltd Calgary Alb	65,301
• Chevron Canada Resources Calgary Alb	216,291
• Cimarron Petroleum Ltd Calgary Alb	72,971
• City of Medicine Hat Medicine Hat Alb	90,285
• CMP 1988 Oil and Gas Development Limited Partnership Calgary Alb	138,031
• Coho Resources Limited Calgary Alb	515,278
• Colin Energy Inc Calgary Alb	93,994
• Columbia Gas Development of Canada Ltd Calgary Alb	960,713

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

	$
• Computalog Gearheart Ltd Calgary Alb	198,664
• Consolidated Bathurst Inc Montréal Qué	1,278,329
• Conversion Resources Inc Calgary Alb	105,317
• Conwest Exploration Company Ltd Calgary Alb	42,077
• Corexcana Ltd Calgary Alb	70,334
• DEKALB Energy Canada Ltd Calgary Alb	764,143
• Discovery West Corp Calgary Alb	146,622
• Dowbrands Canada Inc Calgary Alb	102,825
• Eagle Resources Ltd Calgary Alb	56,935
• Emir Oils Ltd Calgary Alb	99,035
• Encor Energy Corporation Inc Calgary Alb	345,983
• Energy West Limited Partnership Calgary Alb	186,445
• Enron Oil Canada Ltd Calgary Alb	159,494
• Esso Resources Canada Limited Calgary Alb	184,921
• Excel Energy Inc Calgary Alb	165,185
• Exchange Resources Ltd Calgary Alb	121,574
• Farmers Oil & Gas Inc Wheatley Ont	67,050
• Felmont Oil Corporation Houston Texas É-U	220,683
• First Guardian Petroleum Corporation Calgary Alb	161,361
• Forest Oil Corp Calgary Alb	356,460
• Francarep Canada Ltd Calgary Alb	200,671
• Gardiner Oil and Gas Limited Calgary Alb	487,852
• General Atlantic Oils Ltd Denver Colo É-U	117,868
• Grad & Walker Resources Ltd Calgary Alb	313,283
• Geosmont Resources Ltd Calgary Alb	174,912
• Given Resources Ltd Edmonton Alb	8,528
• Hamilton Brothers Canadian Gas Company Ltd Calgary Alb	236,309
• Harrington Oil & Gas Exploration Ltd Kalispell É-U	75,015
• Highridge Exploration Ltd Calgary Alb	27,098
• Hillcrest Resources Ltd Calgary Alb	119,496
• Home Oil Company Limited Calgary Alb	550,129
• Hunt Oil Company Calgary Alb	81,249
• International Oiltex Ltd Calgary Alb	110,851
• Int'l Focus Res Inc Calgary Alb	162,931
• Investors Group Resource Partnership (The) Calgary Alb	661,344
• Ish Energy Ltd Calgary Alb	618,454
• Jedal Resources Inc Toronto Ont	421,321
• Jointexco (1988) Ltd Calgary Alb	159,392
• Joss Energy Ltd Calgary Alb	49,351
• J R & S Holdings Ltd Calgary Alb	99,187
• Kerr-McGee Canada Ltd Calgary Alb	651,247
• Kerr-McGee Corporation Calgary Alb	429,709
• Kinghaven Resources Limited Etobicoke Ont	29,387
• Kock Exploration Canada Ltd Calgary Alb	283,941
• Ladd Exploration Company Calgary Alb	106,449
• LL&E Alberta Inc Calgary Alb	473,511
• LL&E Canada Ltd Calgary Alb	275,650
• Maligno Resources Inc Calgary Alb	310,032
• Mannville Oil & Gas Ltd Calgary Alb	353,238
• Mark Resources Inc Calgary Alb	16,816
• Midale Petroleums Ltd Midale Sask	76,362
• Molson Companies Limited (The) Toronto Ont	328,702
• Morgan Hydrocarbons Inc Calgary Alb	966,891
• Morrison Petroleums Ltd Calgary Alb	564,630
• Murphy Oil Company Ltd Calgary Alb	589,005
• Nasna Resources Ltd Houston Texas É-U	207,265
• NIM Management Ltd Vancouver C-B	12,057
• Noranda Inc Calgary Alb	2,500,000
• Norcen Energy Resources Limited Calgary Alb	152,556
• North American Life Assurance Co Toronto Ont	63,052
• North Canadian Oils Limited Calgary Alb	21,555
• Northridge Exploration Ltd Calgary Alb	586,559
• Novalta Resources Ltd Calgary Alb	27,309
• Nova Scotia Resources (Ventures) Ltd Halifax N-É	129,254
• NuGas Limited Calgary Alb	11,324
• Numac Oil & Gas Ltd Edmonton Alb	42,802
• Oakwood Petroleums Ltd Calgary Alb	268,768
• OeMV Oil & Gas Ltd Calgary Alb	233,983
• OMV (Canada) Ltd Calgary Alb	181,778
• Opinac Exploration Limited Calgary Alb	121,293
• Optima Energy Corp Calgary Alb	176,395
• Orbit Oil & Gas Ltd Calgary Alb	47,331
• Ortynsky Exploration Ltd Calgary Alb	4,166
• Paloma Petroleum Ltd Calgary Alb	270,380
• Pancontinental Oil Ltd Calgary Alb	588,292
• Pembina Ontario Partnership Calgary Alb	52,400
• Pembina Exploration Limited Calgary Alb	62,211
• Penn West Petroleum Ltd Calgary Alb	187,760
• Pensionfund Energy Resources Limited Calgary Alb	814,968
• Petrodyne Ltd Oklahoma City Okla É-U	38,004
• Petromines Limited Calgary Alb	36,938
• Petrorep (Canada) Ltd Calgary Alb	381,413
• Pinnacle Resources Ltd Calgary Alb	94,164
• Prairie Oil Royalties Company Ltd Calgary Alb	124,100
• Precambrian Shield Resources Limited Calgary Alb	505,118
• Quintana Exploration Canada Ltd Calgary Alb	175,912
• Rayrock Yellowknife Resources Inc Calgary Alb	2,337
• Remington Energy Ltd Calgary Alb	27,950
• Renaissance Energy Ltd Calgary Alb	1,127,645
• Roberts Resources Inc Regina Sask	117,082
• Royal Trust Energy Resources II Corp Calgary Alb	190,713
• Saskatoon 1988 Oil & Gas Ltd Partnership Saskatoon Sask	121,584
• Saskoil Resources Inc Regina Sask	114,431
• Sceptre Resources Limited Calgary Alb	1,496,117
• Stanford Energy Corp Calgary Alb	174,443
• Star Oil & Gas Ltd Calgary Alb	531,860
• St. Ives Energy Corp Calgary Alb	111,321
• Strathfield Oil & Gas Ltd Calgary Alb	224,401
• Summit Resources Limited Calgary Alb	1,323,256
• Suncor Inc Calgary Alb	752,843
• Tangram Resources Ltd Calgary Alb	215,971
• Total Petroleum Canada Ltd Calgary Alb	27,251
• Trans Mountain Petroleums Ltd Vancouver C-B	8,411
• Trans World Oil & Gas Ltd Calgary Alb	110,185
• Tri Link Resources Ltd Calgary Alb	106,327
• Trilogy Resource Corporation Calgary Alb	71,912
• Triplet Resources Limited Calgary Alb	161,675
• Trucena Investments Limited Calgary Alb	158,419
• Tylox Resource Corporation Calgary Alb	145,410
• Ulster Petroleums Ltd Calgary Alb	735
• Union Pacific Resources Inc Calgary Alb	259,504
• Universal Explorations Ltd Calgary Alb	133,825
• Voyager (1988) Partnership II Calgary Alb	67,524
• Voyager (1989) Partnership Calgary Alb	302,708
• Webb International Minerals Inc Houston Texas É-U	3,559,232
• Wellore Energy Inc Calgary Alb	173,347
• Westar Petroleum Ltd Calgary Alb	55,526
• Westcoast Petroleum Ltd Calgary Alb	401,406
• Wintershall Oil of Canada Ltd Calgary Alb	126,665

Paiements au programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur—CAFE $91,187,969

• 790244 Ontario Ltd Calgary Alb	693,476
• Alberta Energy Company Ltd Calgary Alb	750,000
• Altex Resources Ltd Calgary Alb	109,247
• American Eagle Petroleum Ltd Calgary Alb	46,998
• Amoco Canada Petroleum Company Ltd Calgary Alb	1,030,625
• Amoco Canada Resources Ltd Calgary Alb	279,249
• Anderson Exploration Ltd Calgary Alb	2,616
• APL Oil & Gas Ltd Calgary Alb	761,026
• Arkoma Production Company of Canada Inc Calgary Alb	34,212
• AT&S Exploration Ltd Calgary Alb	738,458
• Bankeno Resources Ltd Calgary Alb	263,488
• Barlow Bros Ltd Calgary Alb	239,056
• Bearcat Explorations Ltd Calgary Alb	177,934
• BHP Petroleum (Canada) Inc Calgary Alb	15,959
• Bibler Oil & Gas Exploration Ltd Kalispell É-U	50,000
• Black Gold Oil & Gas Limited Calgary Alb	56,713
• Blackstone Resources Inc Calgary Alb	66,646
• Blue Range Energy Corporation Calgary Alb	79,298
• Bonanza Oil & Gas Ltd Calgary Alb	768,077
• Bow Valley Industries Ltd Calgary Alb	707,299
• Cabre Exploration Ltd Calgary Alb	560,234
• Canada Northwest Energy Limited Calgary Alb	119,088
• Canadian Jorex Ltd Calgary Alb	222,231
• Canadian Occidental Petroleum Ltd Calgary Alb	240,865
• Canadian Roxy Petroleum Ltd Calgary Alb	333,940
• Canadian Wolverine Ltd Calgary Alb	409,046

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

	$
• Canpex Co Ltd Calgary Alb	153,940
• Canterra Energy Ltd Calgary Alb	998,774
• Cavalier Energy Limited Calgary Alb	212,727
• Central Explorers Inc Calgary Alb	367,895
• Chair Resources Inc Toronto Ont	219,961
• Chauvco Oil & Gas Ltd Calgary Alb	555,000
• Chauvco Resources Ltd Calgary Alb	233,664
• Chevron Canada Resources Calgary Alb	4,308
• Cimarron Petroleum Ltd Calgary Alb	89,429
• City of Medicine Hat Medicine Hat Alb	75,000
• CMP 1988 Oil and Gas Development Limited Partnership Calgary Alb	177,443
• CN Exploration Inc Calgary Alb	4,257,310
• Coho Resources Limited Calgary Alb	11,379
• Colin Energy Inc Calgary Alb	80,195
• Columbia Gas Development of Canada Ltd Calgary Alb	402,879
• Consolidated Bathurst Inc Montréal Qué	5,000
• Conwest Exploration Company Ltd Calgary Alb	193,961
• Corexcana Ltd Calgary Alb	139,856
• Crozet Oil and Gas Ltd Calgary Alb	125,000
• DEKALB Energy Canada Ltd Calgary Alb	3,257
• Discovery West Corp Calgary Alb	334,911
• Eagle Resources Ltd Calgary Alb	193,291
• Edson 1988 Program I Calgary Alb	79,813
• Emir Oils Ltd Calgary Alb	580,160
• Encor Energy Corporation Inc Calgary Alb	336,831
• Energy West Ltd Partnership Calgary Alb	61,923
• Enron Oil Canada Ltd Calgary Alb	1,690,263
• Excel Energy Inc Calgary Alb	45,178
• Farmers Oil & Gas Inc Wheatley Ont	70,838
• Felmont Oil Corporation Houston Texas É-U	37,500
• First Guardian Petroleum Corporation Calgary Alb	28,863
• Francarep Canada Limited Calgary Alb	3,652
• Gardiner Oil & Gas Ltd Calgary Alb	175,000
• Grad & Walker Resources Ltd Calgary Alb	11,670
• Given Resources Ltd Edmonton Alb	173,562
• Harrington Oil & Gas Exploration Ltd Kalispell É-U	73,172
• Highridge Exploration Ltd Calgary Alb	79,158
• Home Oil Company Limited Calgary Alb	1,438
• Hunt Oil Company Calgary Alb	20,000
• ICG Resources Ltd Regina Sask	122,027
• Inland Gas & Oil Ltd Calgary Alb	225,000
• Inland Gas & Oil Ltd Vancouver C-B	313,788
• International Oiltex Ltd Calgary Alb	116,050
• Int'l Focus Res Inc Calgary Alb	69,588
• Ish Energy Ltd Calgary Alb	41,337
• Jointexco (1988) Ltd Calgary Alb	625,000
• Jordan Petroleum Ltd Calgary Alb	139,000
• Joss Energy Ltd Calgary Alb	226,289
• Kepec Resources Limited Stellarton N-É	159,129
• Kerr-McGee Canada Calgary Alb	50,952
• Kinghaven Resources Limited Toronto Ont	366,861
• Koch Exploration Canada Ltd Calgary Alb	1,027,826
• Lakewood VI Limited Partnership Co Montréal Qué	225,146
• LL&E Alberta Inc Calgary Alb	6,542
• LL&E Canada Ltd Calgary Alb	812
• Lone Pine Resources Ltd Calgary Alb	1,571,918
• Maligne Resources Ltd Calgary Alb	697,951
• Mannville Oil & Gas Ltd Calgary Alb	534,422
• Mark Resources Inc Calgary Alb	153,933
• Midale Petroleums Ltd Midale Sask	50,647
• MLC Oil & Gas Ltd Calgary Alb	157,742
• Molson Companies Limited (The) Toronto Ont	63,365
• Morgan Hydrocarbons Inc Calgary Alb	575,775
• Morrison Petroleums Ltd Calgary Alb	300,052
• MT Partnership Ltd Calgary Alb	213,925
• Murphy Oil Company Ltd Calgary Alb	93,970
• NIM Management Ltd Vancouver C-B	916,215
• Noramex Resources Ltd Calgary Alb	2,671
• Noranda Inc Calgary Alb	38,350
• North American Life Assurance Co Toronto Ont	542,495
• North Canadian Oils Limited Calgary Alb	1,794,276
• Northridge Exploration Ltd Calgary Alb	115,464
• Novalta Resources Ltd Calgary Alb	1,580,958
• NuGas Limited Calgary Alb	746,038
• Numac Oil & Gas Ltd Edmonton Alb	318,121
• Oakwood Petroleums Ltd Calgary Alb	17,299
• OMV Canada Ltd Calgary Alb	478,422
• Opinac Exploration Limited Calgary Alb	117,218
• Optima Energy Corp Calgary Alb	79,167
• Orbit Oil & Gas Ltd Calgary Alb	82,724
• Ortynsky Exploration Ltd Calgary Alb	157,488
• Pacific Enterprises Oil Company Calgary Alb	200,000
• Paloma Petroleum Ltd Calgary Alb	9,862
• Pancontinental Oil Ltd Calgary Alb	1,598
• Pembina Ontario Partnership Calgary Alb	135,196
• Pembina Resources Limited Calgary Alb	40,080
• Penn West Petroleum Ltd Calgary Alb	2,479
• Pensionfund Energy Resources Limited Calgary Alb	200,000
• Petro-Canada Inc Calgary Alb	7,556,565
• Petrodyne Ltd Oklahoma City Okla É-U	245,843
• Petromines Limited Calgary Alb	500,000
• Petrorep (Canada) Ltd Calgary Alb	12,547
• Phillips Petroleum Company Western Hemisphere Calgary Alb	251,700
• Phillips Petroleum Resources Ltd Calgary Alb	1,098,836
• Pinnacle Resources Ltd Calgary Alb	176,721
• Poco Petroleums Ltd Calgary Alb	2,511,274
• Prairie Oil Royalties Company Ltd Calgary Alb	181,211
• Precambrian Shield Resources Limited Calgary Alb	1,326,348
• Rapparee Resources Ltd Calgary Alb	290,246
• Rayrock Yellowknife Resources Inc Calgary Alb	141,666
• Remington Energy Ltd Calgary Alb	123,006
• Renaissance Energy Ltd Calgary Alb	445,138
• Samedan Oil of Canada Inc Calgary Alb	150,918
• Samson Resources Company Tulsa É-U	279,983
• San Juan Exploration Ltd Calgary Alb	282,638
• Saskatchewan Oil & Gas Corporation Regina Sask	399,644
• Sceptre Resources Limited Calgary Alb	1,267,071
• Shell Canada Limited Calgary Alb	2,500,000
• Summit Resources Limited Calgary Alb	688,782
• Suncor Inc Calgary Alb	96,398
• Total Petroleum Canada Ltd Calgary Alb	817,502
• Trans Mountain Petroleums Ltd Calgary Alb	191,666
• Trans Mountain Petroleums Ltd Vancouver C-B	176,599
• Transnorth Energy Ltd Tulsa OK É-U	805,517
• Tri Link Resources Ltd Calgary Alb	73,668
• Trilogy Resource Corporation Calgary Alb	133,001
• Tripet Resources Limited Calgary Alb	348,166
• Triton Canada Resources Ltd Calgary Alb	100,001
• Trucena Investments Ltd Toronto Ont	248,222
• Trucena Investments Limited Calgary Alb	292,702
• Tylox Resource Corp Calgary Alb	33,597
• Ulster Petroleums Ltd Calgary Alb	309,680
• Union Pacific Resources Inc Calgary Alb	80,731
• United Gunn Resources Ltd Vancouver C-B	382,910
• Voyager (1988) Partnership Calgary Alb	161,220
• Voyager (1989) Partnership Calgary Alb	1,476,314
• Wainoco Oil Corporation Calgary Alb	103,754
• Webb International Minerals Inc Houston É-U	3,333,000
• Wellore Energy Inc Calgary Alb	20,000
• Westar Petroleum Ltd Calgary Alb	122,341
• Westcoast Petroleum Ltd Calgary Alb	870,714

PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE $119,547,744

Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales $191,640

Subventions en vue d'encourager la recherche sur les sciences de la Terre, l'énergie et les minéraux $1,398,000

• Université McGill Montréal Qué	137,000

Université Queen's pour le Centre des études sur les ressources $196,000

• Université Queen's Kingston Ont	196,000

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

	$
Contribution à la stratégie relative à l'amiante $2,576,538	
• L'institut Asbestos Montréal Qué	2,476,538
• Santé nationale et Bien-être social Ottawa Ont	100,000
Contributions aux provinces pour l'exécution du programme aux termes de l'Entente sur le développement minéral $9,516,345	
• Ecole Polytechnique Montréal Qué	100,000
• Magnola Joint Venture Montréal Qué	1,448,017
• Ministry of Energy, Mines and Petroleum Resources Victoria C-B	1,022,294
• Newfoundland Exchequer St John's T-N	328,607
• Secrétariat aux affaires inter-gouvernementales canadiennes Québec Qué	3,215,980
• Société D'Exploration Minière Mazarin Inc Québec Qué	124,999
• Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	626,002
• Université Laval Québec Qué	114,000
Contribution au conseil de la recherche de l'Alberta $87,500	
Paiement aux fins de la Loi au programme de stimulation de l'exploration minière au Canada $101,313,411	
• 340144 BC Ltd Vancouver C-B	128,520
• 798839 Ont Ltd Kitchener Ont	4,284,000
• 9041 Invest Ltd Sicamous C-B	107,100
• ABM Gold Corp Toronto Ont	224,910
• Adrian Resources Ltd Vancouver C-B	114,271
• AGASSOZ Resources Ltd Toronto Ont	127,491
• Alberta Gold Expl Edmonton Alb	171,360
• American Reserve Mining Vancouver C-B	108,000
• Armeno Resources Inc Vancouver C-B	210,000
• Armistice Resources Ltd Toronto Ont	651,570
• Aur Resources Inc Toronto Ont	2,029,560
• Aurion Minerals Ltd Halifax N-É	113,100
• Battle Mountain Gold Co Houston Texas É-U	300,000
• Belmoral Mines Ltd Toronto Ont	989,820
• Bethlehem Res Corp Vancouver C-B	217,929
• Big Bar Gold Corp Vancouver C-B	176,715
• Bitech Corp Toronto Ont	360,000
• Bonanza Metals Inc Rouyn-Noranda Qué	208,892
• Breakwater Resources Ltd Vancouver C-B	600,000
• Calpine Resources Inc Vancouver C-B	134,475
• Cambior Inc Montréal Qué	798,000
• Cameron Mining Ltd Winfield C-B	117,000
• Campbell Resources Inc Toronto Ont	300,000
• Canamax Resources Inc Vancouver C-B	2,529,206
• Cheryl Resources Inc Vancouver C-B	106,259
• Claude Resources Inc Saskatoon Sask	863,500
• CMP Toronto Ont	2,030,130
• CMP II Toronto Ont	2,417,137
• Continental Gold Corp Vancouver C-B	998,880
• Corona Corp Toronto Ont	2,080,944
• Deak Res Corp Toronto Ont	406,980
• Diepdaume Mines Ltd Toronto Ont	128,520
• Dolly Varden Minerals Inc Toronto Ont	394,276
• Dolphin Exploration Ltd Toronto Ont	295,603
• Dragoon Resources Ltd Vancouver C-B	168,750
• Eastfield Resources Ltd Vancouver C-B	128,520
• Ekaton Industries Inc Calgary Alb	104,958
• Epoche Capital Corp Calgary Alb	150,000
• Equinox Res Ltd Vancouver C-B	460,211
• Equion 1 Toronto Ont	152,925
• Equion 2 Toronto Ont	145,050
• Equion 3 Toronto Ont	153,000
• Esparanza Exploration Vancouver C-B	120,750
• Exploration Brex Inc Val d'Or Qué	156,600
• Exploration Cache Inc Montréal Qué	188,400
• Exploration Duverny Inc Montréal Qué	345,000
• Exploration Graphicor Ste-Scholastique Qué	459,000
• Exploration Laminco Inc Landrienne Qué	135,000
• Exploration Mirandor Val d'Or Qué	156,600
• Exploration Monique Inc Montréal Qué	373,500
• Exploration Orex Inc Rouyn-Noranda Qué	540,000
• Exploration VSM Inc Montréal Qué	2,237,213
• Expl Minière Normetal Rouyn-Noranda Qué	117,000
• Fonteneau Res Val d'Or Qué	480,000

	$
• Freeport-McMoran Gold Vancouver C-B	123,969
• Freewest Resources Inc Montréal Qué	596,250
• Gallowai Metal Mining Calgary Alb	216,797
• Geddes Res Ltd Toronto Ont	982,500
• Golden Band Res Inc Vancouver C-B	105,000
• Golden Crescent Res Toronto Ont	166,425
• Golden North Resources Vancouver C-B	150,000
• Golden Rule Resources Calgary Alb	600,000
• Goldex Mines Ltd Toronto Ont	360,001
• Goldsil Resources Ltd Vancouver C-B	112,500
• Gowest Amalgamated Res Toronto Ont	209,400
• Granges Inc Vancouver C-B	3,000,000
• Greenstone Resources Toronto Ont	109,242
• Gulf Inter'l Minerals Vancouver C-B	153,900
• High River Gold Mines Vancouver C-B	1,228,844
• Homestake Mining Co San Francisco Calif É-U	1,869,888
• International Mahogany Vancouver C-B	150,000
• Int'l Thunderwood Expl Toronto Ont	270,000
• Jonpol Expl Ltd Toronto Ont	312,000
• Kewagama Gold Mines Toronto Ont	125,550
• Kingswood Exploration Ltd Toronto Ont	153,153
• Kokanee Explorations Ltd Cranbrook C-B	226,200
• La Fosse Platinum Group Don Mills Ont	559,935
• La Société Minière Louvem Montréal Qué	2,209,286
• Les Mines Messequay Inc Val d'Or Qué	600,000
• Lixor Inc Montréal Qué	120,000
• MacMillan Gold Corp Vancouver C-B	571,814
• Madeleine Mines Ltd Toronto Ont	257,040
• Major General Res Ltd Vancouver C-B	605,115
• Malartic Higrade Gold Mines Toronto Ont	119,952
• Marshall Minerals Corp Niagara Falls Ont	900,000
• McAdam Res Inc Toronto Ont	573,776
• McNickel Inc Toronto Ont	507,150
• Mentor Expl & Dev Co Toronto Ont	107,143
• Middle Field Resource Fund Toronto Ont	135,000
• Minefinders Corporation Toronto Ont	119,952
• Minerais Anodor Inc Val d'Or Qué	348,900
• Mines Canchrome Inc Montréal Qué	297,750
• Mines Vauquelin Ltée Sillery Qué	150,000
• Minnova Inc Toronto Ont	1,050,000
• Nathan Minerals Inc Edmonton Alb	150,000
• Neptune Resources Corp Toronto Ont	256,997
• Newhawk Gold Mines Vancouver C-B	1,634,144
• Nexus Resource Corp Vancouver C-B	150,000
• NIM Vancouver C-B	172,118
• NIM and Co Ltd Vancouver C-B	2,048,495
• Noble Peak Resources Mississauga Ont	600,000
• Norant Resources Ltd Toronto Ont	136,228
• Northern Abitibi Mining Calgary Alb	128,571
• Northgate Exploration Toronto Ont	150,000
• Novagold Resources Inc Halifax N-É	255,000
• Orofino Resources Ltd Toronto Ont	147,844
• Pacific Sentinel Gold Vancouver C-B	179,928
• Pan Orvana Res Inc Vancouver C-B	101,935
• Petromet Resources Ltd Calgary Alb	120,000
• Pioneer Metals Corp Vancouver C-B	600,000
• QPX Minerals Inc Vancouver C-B	222,116
• Redfern Resources Ltd Richmond C-B	299,880
• Regional Res Ltd Toronto Ont	2,207,052
• Ressources Aubrey Inc Rouyn-Noranda Qué	189,267
• Ressources Gold Vessel Montréal Qué	527,700
• Ressources Nova-Cogesco Montréal Qué	600,000
• Ressources Orient Val d'Or Qué	622,500
• Res Minières Coleraine Rouyn-Noranda Qué	135,000
• Res Minières Forbex Rouyn-Noranda Qué	405,000
• Res Minières Pro-Or Montréal Qué	135,000
• Res Ste-Geneviève Ltée Montréal Qué	403,500
• Roper Resources Inc Vancouver C-B	184,730
• Roxmark Mines Ltd Toronto Ont	342,600
• Sakou Resources Inc Gatineau Qué	112,800
• Sirus Energy Corporation Ltd Calgary Alb	214,200
• Slave Minerals Ltd Calgary Alb	218,484
• Société Minière Mimiska Val d'Or Qué	358,800
• Société Minière Sphinx Montréal Qué	280,500

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Fin*

	$
• Stikine Resources Ltd Vancouver C-B	1,368,223
• Stratabound Minerals Calgary Alb	120,000
• Suntac Minerals Corp Vancouver C-B	116,887
• Syngold Expl Inc Toronto Ont	375,000
• SEC Greenstone Montréal Qué	230,400
• SEM Dufresnoy Inc Québec Qué	190,500
• SEM Marazin Inc Québec Qué	528,000
• SEM Vior Inc Québec Qué	229,500
• Taywin Resources Ltd Vancouver C-B	127,366
• Tenajon Resources Corp Vancouver C-B	241,500
• Timmins Nickel Inc Toronto Ont	237,408
• Total Energold Corp Vancouver C-B	3,000,000
• Trimin Resources Inc Vancouver C-B	104,958
• Triumph Resources Calgary Alb	239,904
• Tyler Resources Inc Calgary Alb	112,800
• United Keno Hill Mines Ltd Toronto Ont	300,001
• Vital Pacific Resources Toronto Ont	192,780
• Westfield Minerals Ltd Toronto Ont	145,276
• Windarra Minerals Ltd Vancouver C-B	450,000
• Yukon Minerals Corp Vancouver C-B	112,455
Contribution à la province de Québec pour l'exécution du programme aux termes du plan de développement de l'est du Québec $1,500,000	
• Gouvernement du Québec Québec Qué	1,500,000
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales $239,636	
Bureau de recherche et de technologie des sables bitumineux de l'Alberta $1,385,000	
• Esso Canada Resources Ltd Calgary Alb	360,726
• Trésorier provincial Edmonton Alb	1,024,274
Centre de Recherche Industrielle du Québec $75,000	
Programme de sondage des fonds marins $350,490	
• National Science Foundation Washington DC É-U	350,490
Association canadienne des entreprises de géomatique $30,000	
Contribution à l'Agence internationale de l'énergie $688,184	
• Netherlands Energy Research Foundation La Haye Pays-bas	271,194
• Novem BV Credit Lyonnais Bank Nederland NV Sittard Pays-bas	185,036

Commission de contrôle de l'énergie atomique $157,000

Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaire $7,000	
Contributions pour le Programme d'aide en main-d'oeuvre à titre gracieux et pour obtenir les biens et services nécessaires à l'exécution du programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique $150,000	
• Agence internationale de l'énergie atomique Vienne Autriche	150,000

ENVIRONNEMENT $29,631,891

Département $29,631,891

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $877,165

Contribution au Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement pour un montant équivalent au tiers de son budget de fonctionnement $173,901	
• Conseil canadien des ministres de l'Environnement Downsview Ont	173,901
Contributions à des organismes sans but lucratif pour des projets pour la Semaine de l'Environnement $693,264	
Contribution à la cinquième assemblée annuelle de la Conférence circumpolaire Inuit $10,000	

PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $26,606,231

	$
Subvention aux organismes environnementaux non gouvernementaux $150,000	
Subvention à l'association canadienne des géographes $7,000	
Subvention au Comité canadien de l'association internationale de recherche sur la pollution de l'eau $5,000	
Subvention à la Creston Valley Wildlife Management $100,000	
• Creston Valley Wildlife Management Creston C-B	100,000
Subvention à l'Institut canadien de la fourrure $20,000	
Subvention à la Fondation Habitat Faunique du Canada $2,946,675	
• Fondation Habitat Faunique Ottawa Ont	2,946,675
Subvention au fonds pour la toxicologie faunique $333,000	
• Fonds mondial pour la nature Toronto Ont	333,000
Subvention au Programme coopératif de surveillance et d'évaluation du transport à grande distance des polluants atmosphériques de la Commission économique pour l'Europe $10,000	
Subvention à la Société canadienne de météorologie et d'océanographie $20,000	
Subvention aux fins de recherche en météorologie $778,500	
Subvention—Saskatchewan Water Corporation $2,000,000	
• Saskatchewan Water Corporation Moose Jaw Sask	2,000,000
Subvention à la fédération canadienne de la faune $10,000	
Subvention à la fédération canadienne de la nature $10,000	
Contributions aux provinces destinées à des études sur la réduction des dommages causés par les crues et à l'établissement des cartes des régions inondables $2,862,539	
• Edmonton Alb	428,451
• Fredericton N-B	115,358
• Québec Qué	453,304
• Regina Sask	185,239
• Toronto Ont	1,050,720
• Victoria C-B	500,000
Contribution à la Province du Québec—Accord sur les relevés hydro-métriques $747,804	
• Québec Qué	747,804
Contribution à la province de l'Ontario en vertu de l'accord Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs $1,870,000	
• Toronto Ont	1,870,000
Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacés d'extinction $58,916	
Contribution à la province du Québec aux fins des accords de contrôle de la qualité des eaux $266,312	
• Québec Qué	266,312
Contribution au conseil intergouvernemental de gestion du caribou $15,000	
Contributions aux provinces destinées à la mise en oeuvre des recommendations visant la planification des ressources hydrologiques: Saskatchewan—Vallée Qu'Appelle $28,076	
Colombie-Britannique—Maîtrise des crues du Fraser $2,500,000	
• Victoria C-B	2,500,000
Contribution aux organismes environnementaux non gouvernementaux $92,339	
Contributions aux provinces pour compenser les dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques $800,000	
• Edmonton Alb	298,786
• Regina Sask	318,763
• Winnipeg Man	182,451
Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économiques $86,601	

ENVIRONNEMENT—*Fin*

	$
Contribution à l'Institut de la fourrure au Canada $460,000	
• Institut de la fourrure au Canada Toronto Ont	460,000
Contribution au conseil de la gestion de la harde de caribous de la Porcupine $6,250	
Contribution à la Province du Québec—Accord de la Baie James $80,000	
Contribution à la province de la Nouvelle-Écosse concernant le nettoyage des étangs bitumineux de Sydney $4,416,308	
• Halifax N-É	4,416,308
Contribution—Droit d'affiliation à l'Organisation météorologique mondiale $1,006,710	
Bourses d'études pour le programme météorologique $80,000	
Contribution au réseau canadien pour la protection de l'environnement $403,000	
Contribution à la province du Manitoba destinée à des projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau $402,506	
• Winnipeg Man	402,506
Contribution dans le cadre du programme "Les partenaires de l'environnement" $730,118	
• Paper Chase Recycling Society Edmonton Alb	180,000
Contribution à la province de l'Ontario concernant le projet de dépollution du bassin Windermere $448,000	
• Hamilton Harbour Commission Hamilton Ont	448,000
Contribution à la coalition canadienne contre les pluies acides $80,000	
Contribution à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale $15,425	
Contribution au Plan nord-américain de gestion de la sauvagine $1,895,941	
• Ducks Unlimited Winnipeg Man	633,539
• Edmonton Alb	400,000
• Toronto Ont	425,000
• Fondation Habitat Faunique Canada Ottawa Ont	290,375
Contribution au Fonds mondial pour la nature Canada $250,000	
• Fonds mondial pour la nature Canada Toronto Ont	250,000
Contribution au Programme international sur la sécurité des substances chimiques (PISSC) de l'Organisation mondiale de la santé $20,000	
Contribution à la province de Québec en vue d'implanter des mesures environnementales au Québec pour la protection et la dépollution du fleuve Saint-Laurent $594,211	
• Québec Qué	594,211
PROGRAMME PARCS $2,148,495	
Subvention pour l'aménagement du Jardin international de la paix au Manitoba $30,000	
Subvention au "Canadian Parks and Wilderness Society" $20,000	
Contribution à la Conférence fédérale-provinciale des parcs $16,481	
Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial $86,096	
Contribution pour l'acquisition et la restauration de la Maison Trestler $14,990	
Contribution au conseil de la gestion de la harde de caribous de la Porcupine $6,250	
Contribution au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels $46,837	
Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt $29,138	
Contribution au Comité du lotissement urbain de Jasper $17,900	
Contribution au Conseil international des monuments et des sites $40,000	
Contribution au Programme sur l'Homme et la biosphère canadienne $15,000	
Contribution à la Compagnie Franche de la Marine $66,000	
Contribution aux associations coopératives des activités de Parcs $244,878	
Contribution au Musée de l'armée $31,000	
Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles $120,000	
Contributions pour des accords de partage des frais pour la rénovation de lieux et de monuments d'importance historique nationale $999,950	
• St-Andre's Church Kamouraska Qué	136,000
• SS Moyie Kaslo C-B	200,000
• The Market Square Corp Saint John N-B	559,000
Contribution au comité municipal de Banff $25,600	
Contribution du district est d'irrigation $100,890	
Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles—Centre de surveillance continue de la conservation de la nature $15,000	
Contribution à l'Université de Waterloo $25,000	
Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial $65,000	
Sentier Alexander Mackenzie $130,485	
Contribution à l'Association des Architectes paysagistes du Canada $2,000	

AFFAIRES EXTÉRIEURES $2,122,993,576

Département $222,622,542

	$
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $222,610,182	
Activités liées à la coopération économique dans la région du Pacifique $110,000	
• Chambre de commerce du Canada Ottawa Ont	110,000
Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones $6,039,014	
Arrangement sur les renseignements statistiques relatifs au secteur mondial du minerai de fer $41,999	
Fondation Asie-Pacifique du Canada $500,000	
Fondation Asie-Pacifique du Canada pour l'administration du programme $100,000	
Aide à la Colombie $1,885,467	
• Gendarmerie Royale du Canada Ottawa Ont	1,885,467
Association atlantique des jeunes dirigeants politiques $1,000	
Atlantic Council of Canada $7,500	
Secrétariat de la Convention de Bâle sur les déchets dangereux $60,000	
Conseil commercial canado-arabe $70,000	
Subvention au Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement $100,000	
Chambre de commerce du Canada pour la coopération économique	

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
dans la région du Pacifique $100,000	
Conseil canadien pour les Amériques $50,000	
Conseil canadien de droit international $12,000	
Industrie canadienne de la fourrure $275,000	
Institut canadien des affaires internationales $45,000	
Croix-Rouge canadienne pour les victimes de l'accident ferroviaire de Bashkiria (URSS) $100,000	
Centre d'échange législatif $89,000	
Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval $31,500	
Comité international des Jeux de la Francophonie $1,718,359	
Fondation du Commonwealth $759,499	
Conseil des sciences du Commonwealth $204,311	
Secrétariat du Commonwealth $2,353,991	
Programme du Commonwealth pour la jeunesse $857,367	
Conference Board du Canada pour un Symposium canado-allemand $45,000	
Conférence sur la négociation de mesures de confiance et le renforcement de la sécurité $446,967	
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) $421,017	
Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur $20,000	
Contributions pour l'aide économique à la Pologne et à la Hongrie $900,000	
• Canadian Executive Services Organization Toronto Ont	377,959
• International Management Centre Budakof Hongrie	337,500
Contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger $14,302,112	
Contributions à des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expansion des entreprises et du commerce $418,662	
Négociations sur la stabilité conventionnelle $307,223	
Contribution en vertu du Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon $230,000	
• Association des collèges canadien de médecines Ottawa Ont	230,000
Conseil de coopération douanière $281,552	
Aide aux services de soutien de la défense accordée aux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN $3,172	
Subvention pour l'aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements $105,000	
Aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements $125,250	
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture $12,184,758	
Association de la Communauté du service extérieur $20,000	
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce $2,676,931	
Subventions pour l'apprentissage des langues et des réalités culturelles asiatiques $1,050,000	
• Université York Toronto Ont	250,000
• Université Simon Fraser Vancouver C-B	800,000

	$
Subvention à des fins de promotion du commerce dans la région de l'Asie et du Pacifique $1,135,000	
• Chambre du commerce du Canada Ottawa Ont	1,085,000
Subventions dans le domaine des relations avec les universités $16,467,445	
• World University Services Ottawa Ont	2,155,179
• Association of Universities and Colleges of Canada Ottawa Ont	7,781,104
• International Council for Canadian Studies Ottawa Ont	2,466,509
Subventions dans le domaine des relations culturelles $6,540,460	
• Carbone Montréal Qué	208,736
• Gestion Artistique Mondiale Montréal Qué	181,600
• Orchestre Symphonique de Montréal Montréal Qué	391,530
• Padac Art Foundation Toronto Ont	200,000
• Shastri Indo-Canadian Institute Ottawa Ont	194,500
• The Canadian Council Ottawa Ont	193,386
• The National Ballet of Canada Toronto Ont	200,000
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil $2,498,608	
• Ville d'Ottawa Ottawa Ont	1,411,432
• Village of Rockcliffe Park Rockcliffe Park Ont	811,601
Subvention globale pour promouvoir le dialogue touchant l'Afrique du Sud $1,000,000	
Subventions accordées à certaines personnes ou organisations pour aider au perfectionnement du personnel spécialisé ou à l'enseignement dans les domaines importants de l'expansion du commerce international $980,000	
• University of BC Vancouver C-B	100,000
• Carleton University Ottawa Ont	230,000
• École des Hautes Études Commerciales Montréal Qué	100,000
• University of Alberta Edmonton Alb	100,000
• Dalhousie University Halifax N-É	100,000
• University of Saskatchewan Saskatoon Sask	100,000
• University of Western Ontario London Ont	100,000
• University of Manitoba Winnipeg Man	100,000
Assistance humanitaire aux victimes de la violence en Roumanie $100,000	
• Croix-Rouge du Canada Ottawa Ont	100,000
Campagne d'information concernant la question des pêches dans l'Atlantique nord-ouest $30,000	
Institut de recherches politiques $30,000	
Fonds de fiducie du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat $9,000	
Arrangement sur le maintien du rassemblement et de la diffusion de renseignements relatifs au secteur mondial de l'étain $13,000	
Agence internationale de l'énergie atomique $5,395,854	
Office du baccalauréat international $5,000	
Centre de recherche sur le commerce international $15,000	
Organisation de l'aviation civile internationale $990,607	
Organisation de l'aviation civile internationale—Remboursement de l'indemnité accordée à ses employés canadiens à l'égard de l'impôt sur le revenu des provinces pour les années d'imposition antérieures $70,223	
Agence internationale de l'énergie $615,765	
Fonds international pour l'Irlande $500,000	

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
Institut international pour les sciences administratives $37,115	
Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau $724,000	
Organisation internationale du travail $6,811,472	
Organisation maritime internationale $205,646	
International Peace Academy $100	
Institut interaméricain pour la coopération en agriculture $1,747,217	
Secrétariat du Protocole de Montréal sur l'ozone $74,000	
Centre de commerce mondial de Montréal $40,000	
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord—Frais de l'administration civile $5,854,474	
Programme de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de bourses de recherche sur les institutions démographiques $75,000	
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord—Programmes scientifiques $1,683,968	
L'institut Nord-Sud à l'appui du Forum Canada-Amérique Latine $100,000	
Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire $303,547	
Organisation de coopération et de développement économiques $5,379,953	
Organisation de coopération et de développement économiques et Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement $107,968	
L'Organisation des États américains $1,199,999	
Organisation panaméricaine de la santé $4,506,288	
Institut panaméricain de géographie et d'histoire $10,000	
Contributions aux fins de participation aux activités de la francophonie internationale $6,889,023	
• ACCT Paris France	6,000,000
• AUPELF Montréal Qué	202,000
Subvention en vue du paiement des taxes foncières et des coûts d'amélioration locale afférents aux propriétés diplomatiques secondaires au Canada $6,699	
Versement à la Commission du parc international Roosevelt de Campobello, sous réserve et aux fins des dispositions de la Loi concernant la Commission établie pour administrer le parc international Roosevelt Campobello $525,450	
Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique $205,538	
Cour permanente d'arbitrage $11,534	
Forum quadrangulaire $30,000	
Remboursement aux organisations internationales des indemnités versées aux employés canadiens assujettis à l'impôt du Canada $32,739	
Secrétariat technique permanent des conférences ministerielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française $53,037	
Bureau de recherche sur le transport maritime $10,000	
Fonds volontaire spécial du Secrétariat du Commonwealth $91,609	

	$
Fonds de stabilisation de la Pologne $28,962,000	
Contribution pour le développement de la technologie avec l'Europe $1,804	
Programme d'échange de technologie $1,286,725	
Institut canadien de gestion en télécommunications $217,500	
Consortium de la foire internationale de Toronto Expo 2000 $350,000	
• Deloitte and Touche in Trust Toronto Ont	350,000
Subvention à l'Association canadienne des Nations Unies $210,000	
Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale $8,987	
Contribution à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants $43,885	
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture $10,035,709	
Contributions aux Nations Unies pour la mission de vérification des Nations Unies en Angola $326,124	
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel $2,553,664	
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Irak $2,872,859	
Force intérimaire des Nations Unies au Liban $5,179,728	
Organisation des Nations Unies $28,413,162	
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Amérique centrale $1,467,954	
Organisation des Nations Unies—Quote-part établie du Canada aux dépenses de la Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement $1,369,751	
Fonds des Nations Unies pour le maintien de la paix au Cambodge $1,500,000	
Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (Namibie) $3,049,961	
Fonds de fiducie des Nations Unies pour l'Afrique du Sud $40,000	
Fonds volontaires des Nations Unies pour l'environnement $1,100,000	
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture $30,000	
Secrétariat de la Convention de Vienne sur l'ozone $12,000	
Organisation mondiale de la santé $10,975,350	
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle $442,030	
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES $12,360	
Droits d'affiliation du Canada au Bureau international des expositions $12,360	

Agence canadienne de développement international $1,900,371,034

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
Aide au développement pour l'éducation et la formation des individus et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $9,879,885	
• Association of Universities and Colleges of Canada Ottawa Ont	2,024,106
• Canadian Bureau for International Education Ottawa Ont	561,729
• Direction de la coopération internationale (SQAEE) Québec Qué	5,910,266
• International Centre for Ocean Development Halifax N-É	319,815
• Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada Ottawa Ont	277,479
• Revenu Canada Centre de l'Impôt Ottawa Ont	240,966
Subventions à l'Institut Nord-Sud $750,000	
• Institut Nord-Sud Ottawa Ont	750,000
Aide au développement aux organismes et institutions de développement international pour leur fonctionnement et leurs programmes généraux pour les programmes et projets précis ainsi que pour le paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $152,936,000	
• Assoc des universités partiellement ou entièrement de langue francaise/Fonds international de coopération universitaire New York NY É-U	500,000
• Commonwealth Fund for Technical Co-operation New York NY É-U	18,786,733
• Commonwealth of Learling Ottawa Ont	700,000
• Confejes/Project New York NY É-U	240,000
• Conférence des ministres de l'éducation (Pays francophones) Ottawa Ont	175,000
• Conférence des ministres de la jeunesse et des sports Ottawa Ont	575,000
• Consultation Group International Ottawa Ont	16,400,000
• International Atomic Energy Agency Vienne Autriche	1,195,779
• International Board for Soil and Research Management Bangkok Thaïlande	386,000
• International Council for Research in Agroforestry New York NY É-U	900,000
• International Institute for Educational Planning New York NY É-U	120,000
• International Trade Centre Genève Suisse	1,250,000
• Onchocerciasis Control Program New York NY É-U	1,650,000
• Programme spécial de développement de l'agence de coopération culturelle et technique New York NY É-U	1,650,000
• Tropical Diseases Research Program New York NY É-U	1,700,000
• United Nations Childrens Funds Ottawa Ont	16,150,000
• United Nations Development Fund for Women New York NY É-U	1,100,000
• United Nations Development Program New York NY É-U	72,160,000
• United Nations Educational & Training Program for South Africa New York NY É-U	300,000
• United Nations Fund for Namibia New York NY É-U	150,000
• United Nations Fund for Population Activities Ottawa Ont	11,750,000
• World Health Organization Ottawa Ont	4,700,000
Aide alimentaire à des institutions internationales de développement ou des organisations non gouvernementales internationales, au profit de bénéficiaires dans les pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $171,601,784	
• A D M Agri-Industries Ltd Windsor Ont	902,891
• Bergerco Canada Winnipeg Man	355,473
• BP Kent Flour Mills Ltd Virden Man	166,050
• Brett Young Seeds Ltd Gilbert Plains Man	468,387
• Canada Packers Inc Toronto Ont	3,613,912
• Canadian Dairy Commission Ottawa Ont	10,173,588
• Canadian Wheat Board Winnipeg Man	49,173,952
• Canbra Foods Ltd Lethbridge Alb	877,163
• Connors Bros Ltd Saint John N-B	7,878,453
• Continental Grain Company Canada Ltd Winnipeg Man	745,520
• Cook's Division of Parris & Heimbecke Hensall Ont	1,503,760
• CSP Foods Ltd (HQ) Winnipeg Man	2,999,654
• Dover Flour Mills Cambridge Ont	3,161,276
• Elders Grain Co Surrey C-B	311,736
• Ellison Milling Co Lethbridge Alb	697,341
• Fisheries Prices Support Board Ottawa Ont	2,479,534
• Food Agriculture Organization Genève Suisse	608,856
• Great Canadian Bean Co Inc Ailpa Craig Ont	627,294
• Hensall District Cooperative Inc Hensall Ont	1,849,814
• International Emergency Food Reserve Genève Suisse	3,000,000
• Maple Leaf Mills Ltd Rexdale Ont	9,016,855
• Ogilvie Flour Co Ltd Montréal Qué	9,851,136
• Ontario Wheat Producers Chatham Ont	15,287,527
• Parrish & Heimbeeker Ltd Toronto Ont	1,550,098
• Proctor & Gamble Inc Toronto Ont	1,105,046
• Robin Hood Multifoods Ltd Montréal Qué	6,263,928
• Roy Legumex Inc St-Jean-Baptiste Man	1,378,477
• Rozon Milling Inc Montréal Qué	819,814
• Soo Line Mills (1969) Ltd Winnipeg Man	295,725
• ASC—Revenu Fund—General Supply Hull Qué	235,477
• United Nations Special Coordinator for Afghanistan Hull Qué	1,000,000
• Thompson & Sons Ltd Blenheim Ont	1,135,151
• World Food Program Genève Suisse	31,770,303
Aide humanitaire et planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $59,599,285	
• Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont	2,913,000
• Canadian Council of Churches Toronto Ont	2,891,700
• Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man	460,000
• Canadian Red Cross Society Ottawa Ont	2,935,350
• Care Canada Ottawa Ont	1,200,000
• CUSO Ottawa Ont	315,000
• International Committee of the Red Cross Genève Suisse	8,550,000
• League of Red Cross Societies Genève Suisse	870,000
• Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix Montréal Qué	250,000
• Oxfam-Canada Ottawa Ont	100,000
• Pan-American Health Organization Washington DC É-U	1,611,700
• Pentecostal Assemblies Canada Toronto Ont	150,000
• Save the Children - Canada Toronto Ont	250,000
• United Nations Border Relief Operations Ottawa Ont	1,000,000
• United Nations Children's Fund Ottawa Ont	3,650,000
• United Nations Disaster Relief Organization Hull Qué	1,565,000
• United Nations High Commissioner for Refugees Ottawa Ont	17,466,420
• United Nations Relief & Works Agency for Palestinian Refugees Ottawa Ont	9,500,000
• United Nations Development Program New York NY É-U	250,000
• United Nations Special Coordinator for Afghanistan Hull Qué	1,500,000
• World Food Programs Ottawa Ont	200,000
• World Relief Canada Willowdale Ont	181,576
• World University Services Canada Ottawa Ont	197,100
• World Vision Canada Mississauga Ont	740,000
• Young Men's Christian Association Canada Ottawa Ont	300,000
Subventions au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique en vertu de la Partie 28(a) de la Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique $2,000,000	
• Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	2,000,000
Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération et de sensibilisation au développement, et dépenses spéciales qui se	

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
rattachent directement à des programmes et à des projets $22,942,217	
• African Association Public Administration Addis Ababa Éthiopie	248,645
• Aga Khan Foundation Canada Toronto Ont	2,110,000
• Canadian Executive Services Organisation Toronto Ont	129,217
• Canadian Federation Deans Management Saskatoon Sask	1,086,978
• Canadian International Development Agency Hull Qué	2,575,101
• Canadian Organization Development Ottawa Ont	2,533,850
• Commonwealth Association of Tax Administrators Londres Royaume-Uni	178,875
• Eastern and Southern African Management Institute Arusha Tanzanie	540,436
• Federation of Canadian Municipalities Ottawa Ont	439,404
• Gestion Nord-Sud Incorporée Outremont Qué	180,468
• Manitoba Institute of Management Winnipeg Man	486,347
• Mennonite Central Committee Canada Winnipeg Man	2,500,000
• Ocean Institute of Canada Halifax N-É	177,500
• Organisation Catholique Canadienne Montréal Qué	8,748,355
Subventions à des organisations non gouvernementales internationales à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement et paiement de dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $12,981,500	
• Comite International Liaison Corps pour Alimentation Waltham É-U	148,000
• Consejo Education Adultos America Latina Santiago Chili	115,000
• Environment Liaison Centre Nairobi Kenya	324,000
• Foundation for International Training Don Mills Ont	265,700
• Institut Africain pour Developpement Abidjan Côte d'Ivoire	500,000
• Inter-American Institute Human Right Ste-Foy Qué	140,000
• International Communication Management Population Program Selangor Malaisie	315,395
• International Council for Adult Education Toronto Ont	790,405
• International Federation for Family Life Promotion Washington DC É-U	147,000
• International Planned Parenthood Federation London Angleterre	8,219,200
• International Union Conservation Nature Gland Suisse	108,000
• Intosai Development Initiative Ottawa Ont	109,500
• Pan African Institute for Development Genève Suisse	350,000
Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à des pays en développement et à des organismes et institutions de ces pays, et contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux et régionaux et à des gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes, à l'appui de projets, de programmes et d'activités visant des pays ou de régions donnés, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $862,233,985	
• A J Graham Engineering Ottawa Ont	209,113
• A R A Group Inc Toronto Ont	6,168,195
• Abitibi Price Montréal Qué	2,315,471
• Adam Authier Boyer Shea Brossard Qué	1,598,903
• ADI Ltd St John N-B	881,936
• ADS Associés Ltée Montréal Qué	103,251
• Affiliated Customs Brokers Ltd Montréal Qué	248,965
• African Economic Research Consortium New York NY É-U	142,500
• African Medical and Research Foundation Pickering Ont	980,896
• Aga Khan Foundation Canada Toronto Ont	2,755,000
• Agri Air Inc Ste-Cécile de Milton Qué	1,152,500
• Agricultural Development Corp of Saskatchewan Régina Sask	2,862,178
• Agriculture Department of Ottawa Ont	10,210,760
• Agriteam Canada Calgary Alb	607,549
• Agro Strategies International Inc Hull Qué	140,302
• Agrodev Can Inc Ottawa Ont	528,314
• Alcan Wire and Cable Toronto Ont	6,945,870

	$
• Algoma Steel Corporation Ltd Sault Ste Marie Ont	5,235,087
• Algonquin College of Applied Arts and Technology Ottawa Ont	415,239
• Allworld Shipping Ltd Edmonton Alb	267,683
• Alphamain Canada Ltd Willowdale Ont	125,088
• Alberta Advanced Education Edmonton Alb	1,052,430
• Amalgamated Railway Supplies Montréal Qué	1,025,781
• Ambassade de l'Algérie Ottawa Ont	910,000
• Ambassade du Cameroun au Canada Ottawa Ont	444,491
• Ambassade du Royaume du Maroc Ottawa Ont	855,624
• Amtrom Construction Inc St-Laurent Qué	1,222,164
• Anema FF Ottawa Ont	161,001
• Angaladian Hagop Montréal Qué	118,698
• Apor International Outremont Qué	120,109
• Apotex Inc Weston Ont	256,725
• Appui Inc Sherbrooke Qué	1,227,719
• Arcbro International Inc Mississauga Ont	236,835
• Asea Brown Boveri Inc St-Laurent Qué	306,214
• Asia Pacific Fondation Vancouver C-B	501,321
• Asian Institute of Management Metro Manila Philippines	201,903
• Asian Institute of Technology Bangkok Thaïlande	1,912,545
• Associated Engineering International Ltd Burnaby C-B	958,987
• Association of Canadian Community Colleges Toronto Ont	5,272,851
• Association of Universities and Colleges of Canada Ottawa Ont	4,958,050
• Association Pringle-Roche Québec Qué	1,811,903
• Association Internationale des Maires Francophones Québec Qué	768,514
• Asstech Conseils Ltée Québec Qué	267,958
• Atomic Energy of Canada Ltd Ottawa Ont	491,858
• Audor Communication Inc Ottawa Ont	183,425
• Aveiro Construction Ltd Dorchester Ont	1,002,959
• B C Hydro And Power Authority Vancouver C-B	1,023,348
• B G Checo International Ltd Anjou Qué	2,491,295
• Babcock and Wilcox Canada Cambridge Ont	725,285
• Balfour Beatty Canada Ltd Edmonton Alb	9,239,865
• Bank of Ghana Accra Ghana	9,511,548
• Banque Royale du Canada Montréal Qué	3,104,370
• Barclays Bank of Canada Toronto Ont	975,926
• Basic International Training & Consulting Ltd Calgary Alb	2,445,995
• Baynes Communication Inc Ottawa Ont	103,880
• Bernard Florian Montréal Qué	642,644
• Berocan International Inc Montréal Qué	401,500
• Big "O" Drain Tile Company Ltd Exeter Ont	136,656
• Black Dragon River Consortium Edmonton Alb	530,494
• Blais McNeil Lussier et Associés Ste-Foy Qué	2,355,010
• Bois et Placages Généraux Ltée Longueuil Qué	1,471,710
• Bombardier Ltd Montréal Qué	765,630
• Bovipharm Inc Montréal Qué	135,500
• Brandon University Brandon Man	507,263
• Brown Boveri Zimbabwe (PVY) Ltd Harare Zimbabwe	3,923,341
• Bureau universitaire tunisien Ottawa Ont	1,158,000
• C A T I E Turrialbo Costa Rica	420,470
• C F C International Montréal Qué	223,448
• C I E P L A N Santiago Chili	118,900
• C P C S Limited Montréal Qué	1,587,030
• C U S O Ottawa Ont	2,885,747
• Cairns John C Elora Ont	125,761
• Calcom Electronics Ltd Montréal Qué	112,965
• Calmeadow Charitable Foundation Toronto Ont	147,604
• Canac International Inc Montréal Qué	3,116,444
• Canada Employment & Immigration Commission Ottawa Ont	188,056
• Canada Wire and Cable International Ltd Don Mills Ont	5,384,994
• Canadian Bureau for International Education Ottawa Ont	1,264,188
• Canadian Commercial Corporation Ottawa Ont	1,968,075
• Canadian Cooperative Association Ottawa Ont	3,479,616
• Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont	1,410,672
• Canadian Federation of Deans of Management and Administrative Studies Ottawa Ont	3,152,147

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• Canadian Fertilizers Import-Export Ltd Petit Rocher N-B	929,885
• Canadian Forestry Service Ottawa Ont	505,663
• Canadian General Electric Co Ltd Peterborough Ont	2,624,985
• Canadian Hunger Foundation Ottawa Ont	2,655,840
• Canadian Hydrographic Association Sydney C-B	147,400
• Canadian International Project Managers Ltd Montréal Qué	666,686
• Canadian International Water Energy Consultants Niagara Falls Ont	1,358,768
• Canadian Labour Congress Ottawa Ont	300,000
• Canadian Organization for Development through Education Ottawa Ont	238,690
• Canadian Society for Civil Engineering Montréal Qué	250,000
• Canbar Product Ltd Waterloo Ont	1,641,011
• Candev Trading Company Inc St-Lambert Qué	123,930
• Canedex Limited Scarborough Ont	447,487
• Canpotex Inc Saskatoon Sask	21,591,715
• Canron Inc Toronto Ont	138,273
• Capital Mack Inc Ottawa Ont	492,654
• Cardium Services & Supply Ltd Edmonton Alb	143,650
• Cardwell Manufacturing Company Ltd Edmonton Alb	3,412,200
• Care Canada Ottawa Ont	5,129,405
• Carr & Donald Associates Toronto Ont	913,134
• Cegelec Industries Inc La Prairie Qué	218,970
• Cégep St-Jean-sur-Richelieu St-Jean-sur-Richelieu Qué	2,848,729
• CEGIR Inc Montréal Qué	1,149,275
• Centre canadien d'études et de coopération internationale Montréal Qué	230,320
• Centro Internacional De Agricultura Tropical Cali Colombie	1,671,273
• Cerac Inc Laval Qué	116,629
• Chaleur Fertilizer Ltd Petit Rocher N-B	1,040,495
• Chamera Constructors (SNC) Montréal Qué	2,101,312
• Champion Road Machinery Ltd Goderich Ont	1,449,992
• Chemo International Ltd Islington Ont	474,907
• Chief Electoral Officer Ottawa Ont	657,009
• Children's Hospital of Eastern Ontario Ottawa Ont	132,000
• Christian Reform World Relief Committee Canada Burlington Ont	437,505
• Compagnie de Papier St-Raymond St-Raymond Qué	116,113
• Compagnie Marconi Canada Montréal Qué	227,446
• Cimmyt Mexico D M Mexique	2,679,631
• Clarke J O S North Vancouver C-B	208,832
• Clarkson Gordon Chartered Accountants Ottawa Ont	146,319
• Club 2/3 Inc Montréal Qué	1,200,150
• Coastal Associates & Consulting Ltd St John's T-N	1,118,051
• Code International Ottawa Ont	1,000,000
• Codman Surgical Instruments Peterborough Ont	116,803
• Cogesult Inc Montréal Qué	4,020,485
• Collavino Inc Windsor Ont	5,499,351
• Contrôleur général Bureau du Ottawa Ont	235,550
• Connaught Laboratories Ltd Willowdale Ont	2,360,165
• Consortium BBL & Transconsult Montréal Qué	940,047
• Consortium Liquigaz G P L Inc Montréal Qué	1,343,491
• Consortium M A N Sometal Pointe-Claire Qué	164,662
• Consortium SDS Hydrogeo Canada Montréal Qué	200,000
• Consultants Pringle Ltée Montréal Qué	568,584
• Consultants V F P Inc Trois-Rivières Qué	186,491
• Consultation Nadeau International Inc Montréal Qué	194,938
• Continuous Mining Systems Ltd Sudbury Ont	240,413
• Coopérative Fédérée de Québec Trois-Rivières Qué	1,255,205
• Coopérative SCA l'Assomption l'Assomption Qué	125,759
• Coopers & Lybrand Consulting Group Montréal Qué	319,508
• Corma Inc Concord Ont	193,845
• Courey International Inc Montréal Qué	111,525
• Crippen International Ltd Vancouver C-B	2,434,593
• Crosscurrents Consulting Wakefield Qué	126,089
• Crothers Ltd Concord Ont	179,894
• Centre canadien d'études et de coopération internationale Montréal Qué	7,004,875
• Centre International Agricultura Tropical New York NY É-U	644,801
• D & S Petroleum Consulting Group Ltd Calgary Alb	5,329,657
• D L M Consortium Ottawa Ont	646,356
• D P A Group Inc Ottawa Ont	2,631,600
• Danzas Canada Calgary Alb	341,239
• Danzas Canada Ltd Winnipeg Man	111,232
• David Vincent Montréal Qué	100,181
• Delcan International Corp Don Mills Ont	4,240,232
• Deloitte and Touche Toronto Ont	2,008,723
• Dendron Resource Surveys Ltd Ottawa Ont	281,043
• Département de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick N-B	1,189,030
• Département des Communications Ottawa Ont	716,491
• Département de l'Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont	348,231
• Département des Affaires extérieures Ottawa Ont	110,637,495
• Département de la Défense Nationale Ottawa Ont	250,000
• Département du Revenu National Impôt Ottawa Ont	494,708
• Département des Travaux Publics Ottawa Ont	437,226
• Département du Secrétariat d'État Hull Qué	110,363
• Département des Transports Ottawa Ont	3,842,545
• Dessau et Assoc International Ltée Laval Qué	1,448,189
• Destrier Management Consultant Inc Ottawa Ont	110,295
• Desy International St-Romuald Qué	137,094
• Digital Resource Systems Ltd Nanaimo C-B	131,641
• Dipix Technology Inc Ottawa Ont	1,028,385
• Dismed Inc Ville D'Anjou Qué	104,448
• Distribution P T S Ltd Québec Qué	158,150
• Dolbec Nicholas St-Laurent Île d'Orléans Qué	100,110
• Dominion Bridge Company Ltd Winnipeg Man	182,636
• Dominion Bridge-Sulzer Inc Lachine Qué	2,735,409
• Dominion Engineering Works Co Ltd Lachine Qué	524,141
• Dominion Raw Materials Ltd North Vancouver C-B	11,159,405
• Domtar Inc Montréal Qué	11,640,926
• Douserv Group Inc Montréal Qué	7,404,200
• Dufort & Lavigne Montréal Qué	403,540
• Dunlop Plastics Canada Ajax Ont	115,600
• Dux Machinery Corporation Repentigny Qué	1,397,067
• E D S Inter Inc Montréal Qué	219,841
• E T Jackson & Associates Ltd Ottawa Ont	100,951
• East Canada Int Inc St John's T-N	273,689
• Ecodyne Ltd Oakville Ont	103,614
• École des hautes études commerciales Montréal Qué	1,012,994
• École nationale d'administration publique Ste-Foy Qué	1,905,959
• École polytechnique de Montréal Montréal Qué	4,612,749
• Edgeworth-Prism International Kelowna C-B	1,695,267
• Electric Power Accessories Company Ltd Brampton Ont	364,391
• Electric Switch Gear (1987) Lachine Qué	171,985
• En Route Winnipeg Man	532,656
• Eurocan Pulp & Paper Company Vancouver C-B	997,949
• Evans-Kennedy Construction Ltd London Ont	213,000
• Experco Ltd Drummondville Qué	319,290
• Export Development Corporation Ottawa Ont	298,860
• Federal Pioneer Ltd Toronto Ont	645,247
• Federation of Canadian Municipalities Ottawa Ont	1,147,750
• Fermenta ASC Ltd Mentor Ohio É-U	1,999,872
• Fiat Geotech Modena Italy	455,800
• Filiatrault McNeil & Associés Inc Laval Qué	118,731
• Flagship Trading & Shipping Ltd Montréal Qué	1,591,797
• Flexi-Coil Ltd Saskatoon Sask	114,313
• Fonds d'Equipement des Nations Unies New York NY É-U	225,000
• Foster-Wheeler SNC Consortium Niagara Falls Ont	3,918,903
• Food and Agriculture Organization Rome Italie	138,393
• Foundation for International Training Don Mills Ont	450,100
• Foundation Skanska Joint Venture Danderad Suède	1,055,531
• Gagnair Consultants Ltée Montréal Qué	317,442
• Gary Coldevin International Inc Vaudreuil-sur-le-Lac Qué	158,629
• Gasco Manufacturing Ltd Weston Ont	732,823
• GEC Canada Ltd Mississauga Ont	147,097
• GE Canada Inc - Locomotive Division Montréal Qué	715,364
• General Motors Canada Diesel Division London Ont	133,128

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• General Motors Canada White Snyder Inc Ville St-Laurent Qué	3,376,575
• Geophysique GPR International Inc Longueuil Qué	623,705
• Gillespie Munro Inc Montréal Qué	156,433
• Government of Bangladesh Dacca Bangladesh	4,301,654
• Groupe A F H International Inc Montréal Qué	142,666
• Groupe Conseil Roche Ltée Ste-Foy Qué	1,217,510
• Groupe Conseil Saguenay Chicoutimi Qué	1,592,863
• Groupe Dryade Ltée Québec Qué	346,061
• Groupe Poulin Thériault Ltée Québec Qué	1,552,599
• Groupe Sidam-Minorex Montréal Qué	795,826
• Gus Pech Manufacturing Company Inc Lemars Iowa É-U	142,486
• Guyana Fertilizer Ltd Miami Floride É-U	307,713
• H K L & Associates Ltd Winnipeg Man	117,523
• H N Engineering Inc Burnaby C-B	1,177,416
• Hesper Management Corporation Gloucester Ont	121,978
• Hewitt Equipment Ltd Pointe-Claire Qué	1,671,450
• Hitesi Products Inc St-Laurent Qué	404,067
• Honco Inc Bernières Qué	475,171
• Hope International Development Agency New Westminster C-B	767,525
• Horizon Pacific Consultant Ltd Vancouver C-B	321,763
• Horizons of Friendship Toronto Ont	792,064
• Hôtel Plaza de la Chaudière Hull Qué	155,932
• Hydro-Québec International Montréal Qué	2,072,203
• Hydrolec Turbines Canada Inc Granby Qué	886,581
• Hydrosult Inc Montréal Qué	128,599
• I D A (Inter-Development Association Ltd) Ottawa Ont	20,274,592
• Idees International Inc Montréal Qué	193,708
• Iezzi Raymond Iezzi Consulting Inc St-Jean-sur-Richelieu Qué	262,062
• Imtrex Commodity Inc Oakville Ont	13,212,191
• India: High Commission Ottawa Ont	3,497,408
• Industries Poltec Ltd Montréal Qué	708,769
• Ingersoll-Rand Canada Inc Dorval Qué	1,067,209
• Institut de développement Nord-Sud La Pocatière Qué	1,521,460
• Institut international de la communication Montréal Qué	745,396
• Institut Nord-Sud Ottawa Ont	241,829
• Institute of Development Management Gaborone Botswana	267,953
• Intagro Consultants Inc Montréal Qué	971,840
• Intelcan Technosystems Inc Nepean Ont	324,963
• Inter City Papers Ltee Lachine Qué	3,697,188
• Inter Pares Ottawa Ont	554,404
• Intercomp Kanata Management Ltd Calgary Alb	491,952
• International Aeradio Ltd Richmond Hill Ont	450,000
• International Bank for Reconstruction & Development Washington DC É-U	1,116,900
• International Board Marketing Association Montréal Qué	988,809
• International Briefing Associates Inc Vancouver C-B	172,348
• International Centre for Diarrhoeal Disease Research Bangladesh Dhaka Bangladesh	1,500,000
• International Centre for Ocean Development Halifax N-É	1,373,804
• International Commodities Export Compagnie Canada Oakville Ont	5,908,903
• International Council for Research in Agro-Forestry Nairobi Kenya	900,523
• International Development Organization Toronto Ont	2,526,000
• International Development Research Center Ottawa Ont	3,238,882
• International Rail Consultant Vancouver C-B	1,303,169
• International Rice Research Institute Manille Philippines	816,614
• International Union for Conservation of Nature and Natural Resources Gland Suisse	626,000
• IPSCO Inc Regina Sask	671,015
• Island Fertilizers Ltd Charlottetown Î-P-É	1,228,229
• J I Case Company Racine Wisconsin É-U	895,098
• Jacuzzi Canada Ltd Rexdale Ont	365,472
• James F Hickling Management Consultants Inc Ottawa Ont	322,200
• Janin Construction Ltd Montréal Qué	174,602
• Jarvis Clark Company Ltd Burlington Ont	174,287
• John Van Nostrand Associates Ltd Toronto Ont	356,831

	$
• Justice Minerals Inc Oakville Ont	4,920,848
• K B Watson Engineering Inc Kanata Ont	133,854
• K Bird Project Kathmandu Nepal	1,742,279
• K Hardtke Associates Ltd Willowdale Ont	117,867
• Keith International Project Inc Regina Sask	104,878
• Kenscott Ltd Ottawa Ont	176,735
• Kenting Earth Science Ltd Ottawa Ont	1,201,886
• Kenya High Commission Ottawa Ont	3,491,647
• Kessler Technology Canada Inc St-Eustache Qué	978,316
• Koch Engineering Ltd Agincourt Ont	175,137
• Kuehne and Nagel International Ltd Montréal Qué	809,923
• L Jam Incorporée Plessisville Qué	644,400
• Lalonde Claude Halifax N-É	107,563
• Lavalin Formation Corporation Inc Montréal Qué	747,309
• Lavalin International Inc Montréal Qué	2,830,081
• Lavalin Transport Inc Montréal Qué	1,357,746
• Locweld Inc Candiac Qué	687,652
• Logtrans Ltd Montréal Qué	824,982
• M M Dillon Ltd Willowdale Ont	162,929
• MacCosham Van Lines Ltd Regina Sask	104,712
• MacDonald Dettwiller & Associates Ltd Richmond C-B	1,024,000
• Machinerie Idéale compagnie Ltée St-Césaire Qué	329,366
• Machinerie Omega Ltd St-Hyacinthe Qué	469,459
• Maheux Noiseux & Cie Montréal Qué	1,515,472
• Malawi: Government of Ottawa Ont	171,159
• Mallette Major Martin Montréal Qué	414,429
• Manitoba Hydro Winnipeg Man	983,924
• Manitoba Institute of Management Winnipeg Man	335,397
• Marathon Marine Manufacturing Ltd Edmonton Alb	168,947
• Marine Industries Ltd Tracy Qué	1,164,191
• Markham Electric Ltd Markham Ont	154,980
• Marshall Macklin Monaghan Ltd Thornhill Ont	244,375
• Massey Ferguson Industries Ltd Lachine Qué	289,799
• McElhanney Geosurveys Ltd Vancouver C-B	1,823,801
• McGraw-Edison Company Columbus Ohio É-U	902,465
• Mega Engineering Ltd Calgary Alb	203,819
• Memorial University Newfoundland St John's T-N	160,789
• Mennonite Economic Development Association of Canada Winnipeg Man	1,222,709
• Met-Chem/Matthews Joint Venture Montréal Qué	1,495,000
• Mitel Corp Kanata Ont	1,477,053
• Monenco/Teshmont/Ontario & Manitoba Montréal Qué	1,186,424
• Monitec Consultants International Inc Hull Qué	223,806
• Monsanto Canada Inc Mississauga Ont	691,200
• Montreal Engineering Company Ltd Montréal Qué	562,670
• Morin Donald Sorel Qué	101,702
• Movers International Mississauga Ont	155,613
• N D Lea & Associates Vancouver C-B	796,310
• N S Inter Inc Montréal Qué	1,040,346
• National Film Board of Canada Montréal Qué	199,550
• National Energy Corporation West Indies	2,319,270
• Navigation Aeronav International Inc Dorval Qué	286,781
• Nawitka Renew Research Consulting Ltd Victoria C-B	258,251
• Norenco Associates Ltd Winnipeg Man	203,668
• Norr Airport Plang Associates Ltd Toronto Ont	178,963
• Northern Alberta Institute of Technology Edmonton Alb	381,366
• Northwest Hydraulic Consultants Edmonton Alb	1,859,192
• Norwest Engineering Ltd Calgary Alb	118,139
• Nova Petro Chemicals Inc Sarnia Ont	178,495
• Novacor Chemicals Ltd Calgary Alb	1,149,817
• Novaport Ltd Halifax N-É	120,793
• Novopharm Ltd Scarborough Ont	300,475
• Ontario Hydro Toronto Ont	6,396,243
• Ontario Institute for Studies in Education Toronto Ont	246,758
• Ontario International Cooperative Toronto Ont	1,541,776
• Ontario Ministry of Agriculture and Food Toronto Ont	1,280,000
• Open Learning Institute of BC Richmond C-B	514,882
• OPIM Consultants Inc Edmunston N-B	133,872
• Organisation canadienne pour la solidarité et le développement Montréal Qué	920,231

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix Montréal Qué	800,000
• Organisation Universitaire Inter-Americ Ste-Foy Qué	200,000
• Organization for Economic Co-operation and Development Paris France	325,000
• Organization of American States Washington É-U	280,000
• Ottawa Civic Hospital Ottawa Ont	229,670
• Outboard Marine Corporation of Canada Peterborough Ont	672,014
• Overseas Canadian Project Management Planning Inc Gloucester Ont	130,305
• Oxfam-Québec Montréal Qué	483,456
• P E Boisvert Auto Ltée Boucherville Qué	142,228
• P V U Inc Victoriaville Qué	296,695
• P W Lorch & Associates Ltd Regina Sask	186,796
• Pan American Health Organization Washington É-U	258,558
• Paul Egli (1988) Inc Baie D'Urfé Qué	141,216
• Pauwels International Mechelen Belgique	105,488
• PCI Inc Richmond Hill Ont	305,382
• Peat Marwick and Partners Ottawa Ont	298,404
• Pellemon International Inc Montréal Qué	380,869
• Petro-Therm Entreprise Ltd Calgary Alb	231,234
• Phaneuf Gravelle Blain and Associates Montréal Qué	153,214
• Phillips Barratt Kaiser Engineers Ltd Vancouver C-B	645,393
• Phillips Cables Ltd Brockville Ont	259,559
• Photosur Inc Montréal Qué	403,923
• Pierrefonds Import-Export C A Pierrefonds Qué	700,169
• Piteau and Associates Ltd Vancouver C-B	352,441
• Plan Tel Inc Montréal Qué	116,450
• Plan:Net Calgary Alb	147,014
• Plenty Canada Lanark Ont	293,571
• Pluritec-Shawinigan Inc Montréal Qué	1,971,664
• Pluritec Ltée Trois-Rivières Qué	1,503,283
• Potash & Phosphate Institute of Canada Toronto Ont	486,290
• Potash Co of Canada Ltd Toronto Ont	12,388,443
• Power Plan Consultants Inc Carleton Place Ont	128,844
• Pratt & Whitney Canada Inc Longueuil Qué	174,665
• Prealc Santiago de Chili Chili	200,000
• Price Waterhouse Canada Montréal Qué	1,735,700
• Pringle Tecsult Inc Montréal Qué	229,102
• Protos Shipping Ltd Montréal Qué	1,179,693
• Provigo International Montréal Qué	1,868,960
• Provincial Diesel Inc Montréal Qué	315,335
• Q-Tron Limited Calgary Alb	148,153
• Québec : Gouvt du Québec Qué	156,143
• Québec : Ministère Relations Internationales Québec Qué	1,978,227
• R Angus Alberta Ltd Edmonton Alb	141,827
• R L Walker and Partners Ltd Ottawa Ont	116,618
• R T M Engineering Calgary Alb	168,688
• Railtech Ltd Dorval Qué	213,177
• Raytheon Canada Ltd Waterloo Ont	2,187,095
• Redma Consultants Ltd Toronto Ont	447,183
• Reid Collins and Associates Ltd Vancouver C-B	1,671,109
• Republic of Indonesia : Minister of Finance Jakarta Indonésie	2,088,847
• Reynolds Cable Montréal Qué	5,389,687
• Rousseau Sauvé Warren Inc Montréal Qué	349,848
• Roy L G L Ltée Montréal Qué	148,583
• Royal Architectural Institute of Canada Ottawa Ont	374,643
• Royal Canadian Mounted Police Ottawa Ont	170,368
• Ryerson Polytechnical Institute Toronto Ont	1,856,850
• S & C Electric Canada Ltd Rexdale Ont	173,701
• S C A C Transport Canada Inc Lachine Qué	1,765,603
• S E A M E O Bangkok Thaïlande	131,079
• S L I / N H C Joint Venture Montréal Qué	718,615
• S N C Group Montréal Qué	1,700,071
• S N C Inc Montréal Qué	6,100,685
• S N C/Acres Chamera Suppliers Montréal Qué	7,260,708
• S R D Sustainable Resource Development Inc Ottawa Ont	1,145,602
• S R Telecom Inc St-Laurent Qué	9,036,587
• Salasan Associates Inc Ottawa Ont	1,021,985

	$
• Sander Geophysics Ltd Kanata Ont	423,757
• Sandwell Incorporated Montréal Qué	269,222
• Sangamo Canada Ltd Pointe-Claire Qué	2,986,752
• Sanofi Sante Animale Canada Inc Victoriaville Qué	387,963
• Save the Children Canada Toronto Ont	556,100
• Schlumberger Industries Mississauga Ont	201,500
• Sem-Eng Ltd Ottawa Ont	205,189
• Semex Canada Guelph Ont	182,851
• Service Québecair Inc Montréal Qué	646,259
• Setym Technologies Inc Montréal Qué	432,980
• Shawinigan Engineering Co Ltd Montréal Qué	2,689,511
• Shawmont Nfld Ltd St-Jean T-N	885,922
• Sidam Inc (Le Groupe Minier) Montréal Qué	203,578
• Sidebec-Dosco Inc Montréal Qué	184,240
• Sigesco Ltée St-Basile-Le-Grand Qué	287,717
• Simcan Montréal Qué	177,851
• Slacan Hamilton Ont	214,883
• Slater Industries Inc Brantford Ont	241,712
• SM Consulting Group/Cogesult Inc Consor Longueuil Qué	1,843,539
• Société d'ingénierie Cartier Ltée Montréal Qué	425,506
• Société de coopérative pour le développement international Québec Qué	1,528,707
• Société de développement international Desjardins (1985) Lévis Qué	4,330,939
• Society V M E Equipment of Canada Ltd Guelph Ont	567,833
• Sofati Limitée Montréal Qué	4,698,204
• Soil & Water Resources International Inc Pointe-Claire Qué	377,080
• South Africa Education Trust Fund Ottawa Ont	619,770
• South Asia Partnership Ottawa Ont	981,772
• Spar Aérospatiale Ltée Ste-Anne-de-Bellevue Qué	2,075,792
• ASC—Bureau des services de vérification—Contribution Audit Ottawa Ont	510,044
• ASC—Services généraux Hull Qué	442,800
• ASC—Approvisionnements généraux Hull Qué	769,920
• ASC—Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont	8,270,076
• ASC—Services d'imprimerie du gouvernement Hull Qué	149,721
• St Mary's University Halifax N-É	2,409,876
• Standard Chartered Bank Montréal Qué	345,602
• Stanley & Associates Engineering Ltd Edmonton Alb	2,389,683
• Stewart & Ewing Associates Ltd Richmond C-B	702,427
• Stothert Management Ltd Vancouver C-B	3,342,364
• Swan-Lea-Interail Vancouver C-B	1,375,392
• Sydney Steel Corp Sydney N-É	6,320,892
• Taylor Instruments Toronto Ont	667,125
• TE Body and Associates Ltd Ottawa Ont	155,979
• Tecsult International Ltée Montréal Qué	1,688,678
• Teleconsult Ltd Vancouver C-B	816,650
• Telesat Canada Ottawa Ont	1,005,599
• Tenanco Montréal Qué	722,343
• Terra Surveys Ltd Ottawa Ont	172,618
• Thomas N Mallorytown Ont	132,582
• Thorne Ernst & Whinney Ottawa Ont	128,371
• Tole Gaufrée de Québec Inc Québec Qué	113,610
• TM Thomson and Associates Ltd Victoria C-B	1,166,425
• Tremblay Laval Lac St-Jean Qué	101,206
• Tri Steel Inc Montréal Qué	806,353
• Trinidad & Tobago Oil Company Ltd Port of Spain West Indies	7,954,673
• Tyton Seal Pointe-Claire Qué	139,216
• UNICEF Canada Toronto Ont	[illegible],220,266
• Unifin International London Ont	263,097
• Unigec Experts-Conseil Chicoutimi Qué	273,089
• United Nations Children's Fund New York NY É-U	6,318,535
• United Nations Development Program Ottawa Ont	1,635,682
• United Nations Economic Commission for Latin America Project Trust Fund New York NY É-U	800,029
• United Nations Fund for Population Activities New York NY É-U	713,820
• Universalia Management System Ltd Montréal Qué	623,350
• Université de Montréal Montréal Qué	897,183

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	1,296,533
• Université du Québec à Montréal Montréal Qué	268,721
• Université du Québec à Ste-Foy Ste-Foy Qué	1,130,713
• Université du Québec à Trois-Rivières Trois-Rivières Qué	637,581
• Université Laval Québec Qué	3,585,467
• Université de l'Alberta Edmonton Alb	993,353
• Université de l'Athabasca Athabasca Alb	233,921
• Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B	776,897
• Université de Calgary Calgary Alb	2,317,813
• Université Carleton Ottawa Ont	1,359,164
• Université Dalhousie Halifax N-É	6,673,118
• Université Guelph Guelph Ont	2,823,670
• Université du Manitoba Winnipeg Man	1,647,302
• Université McGill Montréal Qué	4,450,469
• Université McMaster Hamilton Ont	700,436
• Université de Terre-Neuve (Université Memorial) St John's T-N	528,203
• Université d'Ottawa Ottawa Ont	822,820
• Université Queen's Kingston Ont	1,624,592
• Université de la Saskatchewan Saskatoon Sask	617,860
• Université Simon Fraser Burnaby C-B	2,399,228
• Université de Toronto Toronto Ont	200,654
• Université de Victoria Victoria C-B	335,495
• Université de Waterloo Waterloo Ont	279,000
• Université de Windsor Toronto Ont	176,950
• Université York North York Ont	273,772
• Veneer Opportunities Inc North Bay Ont	915,615
• W E R Engineering Calgary Alb	1,644,590
• Wackid Radio Ottawa Ont	187,850
• Wagner Mining Equipment Company Pointe-Claire Qué	1,551,631
• Wardrop Engineering Inc Winnipeg Man	964,634
• Wascana International Assistance Corp Regina Sask	1,103,183
• Weir Pumps Ltd Glasgow Écosse	195,302
• Wellmaster Pipe & Supply Inc Tillsonburg Ont	452,311
• Welton Beauchamp Nixon Inc Buckingham Qué	335,949
• Western Materials Handling & Equipments Calgary Alb	129,974
• Westinghouse Canada Inc Don Mills Ont	520,165
• World Bank Washington DC É-U	6,122,936
• World Health Organization Zurich Suisse	699,631
• World Relief Canada Willowdale Ont	252,000
• World University Services Canada Ottawa Ont	12,955,389
• Worthington Canada Inc Brantford Ont	319,323
• Wyeth Ltd Windsor Ont	3,290,260
• YMCA Toronto Ont	248,887
• Young's Equipment Company Regina Sask	112,471
• Zimbabwe Petroleum (PUT) Limited Southerton Zimbabwe	417,935

Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération et de sensibilisation au développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $220,616,644

	$
• Adventist Development and Relief Agency Oshawa Ont	1,089,022
• African Inland Missions Scarborough Ont	390,087
• African Wildlife Husbandry Development Toronto Ont	303,529
• Agricultural Institute of Canada Ottawa Ont	224,315
• Aide médicale internationale à l'enfance La Pocatière Qué	180,000
• Alberta Teachers Association Edmonton Alb	277,300
• Anglican Church of Canada Toronto Ont	1,681,282
• Assistance médicale internationale Montréal Qué	805,000
• Association International Etudiants Science Economique Commerciale Montréal Qué	119,378
• Assoc of Canadian Community Colleges Toronto Ont	5,446,756
• Assoc of Universities and Colleges of Canada Ottawa Ont	829,601
• Assoc pour le développement participé Longueuil Qué	270,312
• Assoc québécoise des organismes de coopération internationale Montréal Qué	632,453
• Assoc québécoise pour l'avancement des Nations Unies Gatineau Qué	201,791
• Au carrefour des cèdres Montréal Qué	171,945
• Brandon University Brandon Man	185,342
• British Columbia Teacher's Federation Vancouver C-B	167,273
• Calmeadow Charitable Foundation Toronto Ont	202,850
• Camrose International Institute Camrose Alb	745,788
• Canada-India Village Aid Assoc Vancouver C-B	100,000
• Canadian Aid for Southern Africans Vancouver C-B	100,000
• Canadian Baptist Overseas Mission Toronto Ont	110,000
• Canadian Bureau for International Education Ottawa Ont	550,544
• Canadian Comprehensive Audit Foundation Ottawa Ont	461,000
• Canadian Cooperative Association Ottawa Ont	102,042
• Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont	19,730,847
• Canadian Council of Churches Toronto Ont	574,345
• Canadian Crossroads International Toronto Ont	2,706,400
• Canadian Executive Services Organization Toronto Ont	3,456,969
• Canadian Federation of Deans of Management & Administration Studies Saskatoon Sask	404,942
• Canadian Friends Services Commity Toronto Ont	107,500
• Canadian Home Economics Assoc Ottawa Ont	152,500
• Canadian Hunger Foundation Ottawa Ont	125,580
• Canadian Hydrographic Association Burlington Ont	100,000
• Canadian Jesuit Mission Toronto Ont	326,586
• Canadian Labour Congress Ottawa Ont	1,464,436
• Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man	2,320,000
• Canadian Medicine Aid Program Toronto Ont	100,000
• Canadian Nurses Association Ottawa Ont	384,000
• Canadian Organization for Development through Education Ottawa Ont	2,072,000
• Canadian Organization for Rehabilitation through Training Montréal Qué	1,265,159
• Canadian Physicians for Aid and Relief Toronto Ont	200,000
• Canadian Public Health Association Ottawa Ont	2,646,397
• Canadian Red Cross Society Ottawa Ont	756,651
• Canadian Rotary Committee for International Development Guelph Ont	657,303
• Canadian Society for Civil Engineering Montréal Qué	125,700
• Canadian Teacher's Federation Ottawa Ont	1,773,301
• Capilano College Vancouver C-B	200,000
• Care Canada Ottawa Ont	4,483,195
• Carrefour de solidarité international Sherbrooke Qué	335,146
• Carrefour Tiers-Monde Inc Québec Qué	127,320
• Cégep de Rivière du Loup Rivière-du-loup Qué	413,858
• Centrale de l'enseignement du Québec Montréal Qué	216,236
• Centre Amitié de Solidarité Internationale Thetford Mines Qué	169,285
• Centre canadien d'études et de coopération internationale Montréal Qué	9,688,900
• Centre missionnaire des Oblats Montréal Qué	565,988
• Change for Children Edmonton Alb	299,998
• Christian Children's Fund of Canada Toronto Ont	157,399
• Christian Reform World Relief Committee Burlington Ont	1,455,000
• Club 2/3 Inc Montréal Qué	1,999,975
• Coady International Institute Antigonish N-É	967,345
• Codevelopment Canada Vancouver C-B	204,835
• Collaboration santé internationale Québec Qué	750,000
• Collège de Maisonneuve Montréal Qué	375,036
• Comité Solidarité de Trois-Rivières Trois-Rivières Qué	119,100
• Compassion of Canada London Ont	340,760
• Confédération des Syndicats Nationaux Montréal Qué	119,764
• Cooperative Development Foundation Ottawa Ont	5,080,000
• CUSO Ottawa Ont	18,044,603
• Developing Countries Farm Radio Guelph Ont	200,000
• Development Education Centre Toronto Ont	238,023

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• Development Education Coordination Council of Alberta Calgary Alb	650,872
• Eastern and Southern African Management Institute Arusha Tanzanie	206,000
• Ecole de Technologie Supérieure Montréal Qué	177,400
• Ecole des Hautes Etudes Commerciales Montréal Qué	103,335
• Ecole Polytechnique de Montréal Montréal Qué	250,000
• Economic Development International Winnipeg Man	245,000
• Emmanuel Relief and Rehabilitation International Stouffville Ont	293,301
• Entraide Missionnaire Inc Montréal Qué	135,760
• Federation of Canadian Municipalities Ottawa Ont	1,285,980
• Fondation Crudem Canado-Haiti Montréal Qué	274,951
• Fondation de La Salle Lachine Qué	95,450
• Fondation Internationale Roncalli Montréal Qué	256,604
• Fondation Jules et Paul-Emile Léger Outremont Qué	4,102,265
• Fondation Paul Gérin-Lajoie Dorion Qué	132,000
• Foster Parents Plan of Canada Toronto Ont	4,866,500
• Gestion Nord-Sud Inc Outremont Qué	121,000
• Goss Gilroy & Associates Ltd Ottawa Ont	145,952
• Gouvernement Provincial du Québec Québec Qué	119,000
• Groupe Action Nord-Sud Montréal Qué	259,765
• Holy Ghost Fathers Toronto Ont	120,000
• Hope International Development Agency New Westminster C-B	582,925
• Horizons of Friendship Cobourg Ont	856,801
• Institut pour la Culture et la Coopération Montréal Qué	146,791
• Institute for Research on Public Policy Victoria C-B	232,000
• Institute for Study and Application Oakville Ont	101,067
• Inter Pares Ottawa Ont	1,165,145
• Interchurch Fund for International Development Toronto Ont	2,223,290
• International Child Care of Canada St Catharines Ont	300,000
• International Council on Social Welfare Ottawa Ont	100,000
• International Defence Aid Fund Southern Africa Ottawa Ont	1,583,525
• International Development and Refugee Foundation Etobicoke Ont	105,075
• International Development Research Center Ottawa Ont	196,915
• Jamaica Self-Help Organization Peterborough Ont	198,430
• Jeunesse Canada Monde Montréal Qué	10,160,000
• Jeunesse du Monde Québec Qué	382,000
• K-W Overseas Aid Inc Waterloo Ont	113,038
• Leprosy Mission of Canada Don Mills Ont	243,847
• Lester B Pearson College Victoria C-B	1,072,745
• London Cross-Cultural Learner Centre London Ont	177,167
• Manitoba Council for International Cooperation Winnipeg Man	417,949
• Match International Centre Ottawa Ont	509,968
• McDonald Collège Québec Ste-Anne-de-Bellevue Qué	471,267
• Memorial University of Newfoundland St John's T-N	571,007
• Mennonite Brethren Mission and Service Winnipeg Man	626,313
• Mennonite Central Committee Canada Winnipeg Man	772,783
• Mennonite Economic Development Association Canada Winnipeg Man	843,367
• Mission Aviation Fellow of Canada Guelph Ont	200,000
• Mount St Vincent University Halifax N-É	169,550
• Nipissing University College North Bay Ont	218,493
• Nova Scotia Agricultural College Halifax N-É	299,757
• Ontario Teacher's Federation Toronto Ont	314,500
• Operation Eyesight Universal Calgary Alb	1,930,000
• Organisation canadienne pour la solidarité et le développement Montréal Qué	6,300,000
• Organization for Cooperation in Overseas Development Winnipeg Man	1,010,000
• Oxfam-Québec Montréal Qué	1,400,000
• Oxfam-Canada Ottawa Ont	1,823,543
• Perras Lucien Oakville Ont	111,466
• Plan Nagua Inc Charlesbourg Qué	119,056
• Planned Parenthood Federation Ottawa Ont	185,924
• Plenty Canada Lanark Ont	676,805
• Presbyterian Church of Canada Don Mills Ont	335,912
• Proveda F I C Inc Laprairie Qué	826,400
• Provincial Government of Nova Scotia Regina Sask	125,506
• Pueblito Canada Inc Toronto Ont	431,543
• Université du Québec à Montréal Montréal Qué	439,899
• Université Queen's Kingston Ont	675,923
• Ryerson Polytechnical Institute Ottawa Ont	467,039
• S I M Canada Scarborough Ont	420,545
• Salvation Army Toronto Ont	453,365
• Saskatchewan Agriculture Regina Sask	686,051
• Saskatchewan Council for International Cooperation Regina Sask	477,351
• Save a Family Plan London Ont	499,900
• Save the Children Canada Toronto Ont	2,262,124
• Save the Children Fund of British Columbia Vancouver C-B	459,726
• Secours aux lépreux Montréal Qué	463,387
• Service Universitaire Canadien Outre-mer Montréal Qué	317,265
• Société de coopération et de développement internationale Québec Qué	3,207,303
• Société de développement international Desjardins (1985) Lévis Qué	6,372,025
• Sopar-Limbour Limbour Qué	429,015
• South Asia Partnership Ottawa Ont	3,360,000
• St John's Oxfam Committee St John's T-N	116,767
• St Mary's University Halifax N-É	225,714
• Steel Workers Humanity Fund Inc Toronto Ont	199,998
• Technical University of Nova Scotia Halifax N-É	953,714
• Tibetan Refugee Aid Society Vancouver C-B	200,000
• Trent University Peterborough Ont	476,661
• Unicef Canada Toronto Ont	4,666,920
• Unitarian Service Commission of Canada Ottawa Ont	1,612,500
• United Church of Canada Toronto Ont	1,250,625
• United Nations Association of Canada Ottawa Ont	312,719
• Universidad de Los Andes Bogata Colombie	100,000
• Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	823,921
• Université du Québec à Hull Hull Qué	121,220
• Université Laval Québec Qué	1,379,415
• Université Carleton Ottawa Ont	283,247
• Université College de Cape Breton Sydney N-É	161,016
• Université Dalhousie Halifax N-É	1,015,761
• Université McGill Montréal Qué	1,979,297
• Université McMaster Hamilton Ont	398,622
• Université de l'Alberta Edmonton Alb	654,265
• Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B	604,252
• Université de Calgary Calgary Alb	865,667
• Université de Guelph Guelph Ont	872,101
• Université du Manitoba Winnipeg Man	655,125
• Université de Moncton Moncton N-B	315,586
• Université de Montréal Montréal Qué	906,361
• Université du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	156,473
• Université d'Ottawa Ottawa Ont	639,620
• Université de Régina Régina Sask	293,765
• Université de la Saskatchewan Saskatoon Sask	760,914
• Université de Toronto Toronto Ont	580,302
• Université de Victoria Victoria C-B	156,020
• Université de Waterloo Waterloo Ont	129,407
• Université de Western Ontario London Ont	373,033
• Université de Winnipeg Winnipeg Man	160,000
• Université Simon Fraser Burnaby C-B	214,750
• Victoria International Development Education Assoc Victoria C-B	100,732
• Vidéo Tiers-Monde Montréal Qué	212,307
• WaterCan Ottawa Ont	183,700
• World Food Day Association of Canada Ottawa Ont	188,610
• World Literacy of Canada Toronto Ont	108,521
• World Relief Canada Willowdale Ont	470,335
• World University Services Canada Ottawa Ont	5,591,258

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• World Vision Mississauga Ont	1,344,231
• World Wildlife Fund Toronto Ont	175,771
• Wycliffe Bible Translators Canada Inc Calgary Alb	520,016
• York University Downsview Ont	461,210
• Young Men's Christian Association of Canada Ottawa Ont	1,247,547
• Young Women's Christian Association of Canada Toronto Ont	311,217

Encouragements à des investisseurs, institutions et organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $58,918,252

	$
• A R A Group Inc (The) Toronto Ont	103,049
• Acres International Ltd Niagara Falls Ont	462,545
• Adam Authier Boyer Shea Brossard Qué	515,538
• Agro Système International Inc Montréal Qué	114,673
• Agrodev Canada Inc Ottawa Ont	395,809
• Agrovet Gendron Lefebvre Inc Laval Qué	296,423
• Alpac/Winterhawk Developments Ltd Calgary Alb	145,452
• Artcast Inc Georgetown Ont	147,005
• Atomic Energy of Canada Limited Ottawa Ont	129,600
• Bell Canada International Inc Ottawa Ont	193,000
• Bennett Environmental Consultant Vancouver C-B	237,308
• Bow Valley Resource Services Ltd Calgary Alb	416,209
• C P C S Limited Montréal Qué	840,832
• C P C S Technologies Limited Montréal Qué	300,923
• C S P Services Conseil en Sécurité Montréal Qué	433,767
• Cambrian Engineering Group Ltd Mississauga Ont	417,272
• Canac International Inc Montréal Qué	194,990
• Canada-Pakistan Business Council Ottawa Ont	119,879
• Canadian Exporter's Assoc Ottawa Ont	1,365,772
• Canadian Fishery Consultants Ltd Halifax N-É	102,383
• Canadian General Electric Toronto Ont	225,140
• Canadian International Technical Exchange Corp Willowdale Ont	250,030
• Canadian National Committee Ottawa Ont	348,439
• Canadian Overhead Handling Inc Boisbriand Qué	170,750
• Canedcom International Ltd Scarborough Ont	159,125
• Centre International G P Montréal Qué	485,041
• Chalmer Milroy Arnold (Amy) Ltd Ottawa Ont	595,964
• Champion Road Machinery Group Ltd Goderich Ont	110,375
• Cofiam Inc Brossard Qué	248,000
• Cole Sherman and Associates Ltd Willowdale Ont	342,900
• Cominco Engineering Services Ltd Vancouver C-B	599,000
• Cominso Internationale Inc Longueuil Qué	100,000
• Compagnie Resentel Limitée Marieville Qué	483,849
• Conference Board of Canada Ottawa Ont	482,178
• Congas Engineering Canada Ltd Toronto Ont	124,000
• Consortium Hydro Québec International Montréal Qué	174,875
• Consortium SNC/Serpi/Bombardier Montréal Qué	136,103
• Consortium UQAC - LMB Experts Chicoutimi Qué	350,000
• Consortium International Inc Kingston Ont	273,751
• Conspec Controls Limited Downsview Ont	177,618
• Consulgaz Inc Montréal Qué	153,525
• Consultation Nadeau International Montréal Qué	111,427
• Cowater International Inc Ottawa Ont	536,102
• D & S Petroleum Consulting Group Calgary Alb	374,770
• D T I Telecom Inc Montréal Qué	705,545
• Département de l'Environnement Hull Qué	442,500
• Dessau et Associés International Laval Qué	311,547
• DGB Systems Integrators Inc Montréal Qué	481,301
• Econofitech Ltée Ville Mont-Royal Qué	127,838
• Econotec Incorporated Consultant Montréal Qué	115,000
• Experco Limitée Drummondville Qué	123,679
• Fledic Engineering Ltd Vancouver C-B	123,698
• Foundation for International Training Don Mills Ont	1,369,274
• G M C White Snyder Inc St-Laurent Qué	824,255
• Gaco Systems Limited Brantford Ont	124,065
• Ganong Brothers Limited St Stephen N-B	107,476
• Gendron Lefebvre International Ltée Laval Qué	519,132
• Gore & Storrie Ltd Toronto Ont	131,319
• Greenstone Resources Limited Toronto Ont	197,266
• Groupe Collège LaSalle Inc Montréal Qué	228,222
• Groupe Deltri Ltée (Le) Longueuil Qué	118,049
• Groupe Poulin Thériault Ltée Québec Qué	304,185
• Groupe Sidam Minorex Experts Conseil Montréal Qué	125,000
• H A Simons (Overseas) Ltd Vancouver C-B	126,195
• Hardy BBT Ltd Calgary Alb	297,531
• Hatfield Biotechnology Limited Vancouver C-B	170,000
• Hatfield Consultants Limited Vancouver C-B	270,000
• Howe International Ltd Ottawa Ont	313,810
• Hycal Energy Research Laboratories Calgary Alb	354,294
• Hydro Québec International Montréal Qué	244,959
• Innovative Project Concepts Inc St-Jean T-N	121,637
• Intera Technologies Limited Ottawa Ont	172,014
• International Aviation Management Montréal Qué	3,571,000
• International Finance Corporation Washington DC É-U	400,000
• International Livestock Management Kemptville Ont	126,886
• James Wade Engineering Limited Willowdale Ont	260,191
• Kanchar International Inc Toronto Ont	230,391
• Kilborn Ltd Toronto Ont	328,208
• Lavalin International Inc Montréal Qué	2,876,473
• Les Consultants LBCD Internationale Valleyfield Qué	122,374
• Lummus Canada Inc Mississauga Ont	102,000
• MacDonald Engineering Projects Ltd Calgary Alb	213,963
• Magee Robertson Inc Vancouver C-B	163,074
• Maheu Noiseux & Co Montréal Qué	457,061
• Massie Consultants UN Limited Ottawa Ont	108,000
• Met-Chem Canada Inc Montréal Qué	1,307,680
• Metofab Incorporated Laval Qué	120,971
• Montreal Engineering Co Ltd Montréal Qué	1,124,962
• National Research Council of Canada Ottawa Ont	130,256
• Northern Telecom Canada Limited Mississauga Ont	242,249
• Norwest Resource Consultants Ltd Calgary Alb	143,073
• Novacorp International Consulting Calgary Alb	478,040
• Novaport Limited Halifax N-É	247,652
• P Preston and Associates Ottawa Ont	154,880
• Papiers Inter Cité Limitée La Salle Qué	237,000
• Peat Marwick and Partners Ottawa Ont	160,319
• Pelican International Inc Fabreville-Laval Qué	938,763
• Phillips Barratt Kaiser Engineering Vancouver C-B	113,312
• Photosur Geomat Inc Montréal Qué	131,437
• Plastiques Eaton (Canada) Limitée St-Sauveur-des-Monts Qué	109,100
• Prohon Inc Rock Forest Qué	136,550
• Pronton Systems Ltd Vancouver C-B	146,811
• Provigo Inc Montréal Qué	765,716
• Qit-Fer and Titane Inc Montréal Qué	679,054
• Raymond Chabot International Inc Montréal Qué	277,728
• Richmond Associates Vancouver C-B	114,251
• Roche et Associés International Ste-Foy Qué	166,834
• S I R T E C Inc Montréal Qué	561,415
• S N C Inc Montréal Qué	775,522
• S N C Met-Chem Lavalin Consortium Montréal Qué	126,972
• Samson Belair Sherbrooke Qué	219,170
• Sandwell Incorporated Montréal Qué	185,513
• Schultz International Ltd Vancouver C-B	219,183
• Shawinigan-Lavalin Inc Montréal Qué	140,575
• Shore Holsteins Int'l Ltd Glanworth Ont	105,478
• Simcan Montréal Qué	417,210
• Société Conseil Sofidem Inc Montréal Qué	121,934
• Société d'Ingénierie Cartier Ltée Montréal Qué	478,633
• Société de Développement Eldoco Montréal Qué	474,115
• Sogecart Incorporée Montréal Qué	312,929
• Sogex International Inc Montréal Qué	572,992

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• Tecsult International Ltée Montréal Qué	166,154
• Telecommunications Executive Management Institution of Canada Montréal Qué	653,624
• Trade Facilitation Office Canada Ottawa Ont	1,543,626
• Transurb Incorporée Montréal Qué	291,600
• U M A Group Ltd Mississauga Ont	549,921
• United Nations Development Program New York New York É-U	1,000,000
• Université du Québec à Chicoutimi Chicoutimi Qué	805,830
• Vidéotron International Ltée Montréal Qué	507,057
• Volcano Incorporated St-Hyacinthe Qué	132,204
• Wardrop Engineering Incorporated Winnipeg Man	590,324
• Westinghouse Canada Ltd Hamilton Ont	222,243
• William J Gardner and Associates Hamilton Ont	163,025
• World Trade Centre Montreal Montréal Qué	140,392
• Wright Engineers Ltd Vancouver C-B	187,935

Aide alimentaire à des pays en développement, à des organismes et à des personnes de ces pays, ou à des organisations non gouvernementales canadiennes au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $198,074,455

	$
• A D M Agri-Industries Ltd Windsor Ont	168,485
• Alberta Food Products Fort Saskatchewan Alb	766,189
• Alberta Terminals Canola Crushers Edmonton Alb	1,025,419
• Bergerco Canada Winnipeg Man	318,455
• C C A L (Canada) Ltd Etobicoke Ont	1,031,250
• C S P Foods Ltd Winnipeg Man	3,237,183
• Canada Packers Inc Toronto Ont	4,707,318
• Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont	6,170,410
• Canadian Dairy Commission Ottawa Ont	7,768,434
• Canadian Food for Children Toronto Ont	369,926
• Canadian Foodgrains Bank Association Mississauga Ont	15,500,000
• Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man	7,325,196
• Canadian Physicians for Aid and Relief Toronto Ont	836,000
• Canadian Red Cross Society Ottawa Ont	138,000
• Canadian Saltfish Corporation St John's T-N	5,698,289
• Canadian Wheat Board (The) Winnipeg Man	88,172,164
• Canbulk Shipping Corp Montréal Qué	613,422
• Canpotex Shipping Service Ltd Vancouver C-B	395,132
• Canus Fisheries Shelburne N-É	1,733,183
• Care Canada Ottawa Ont	2,670,848
• Collaboration santé internationale Québec Qué	168,200
• Connors Brothers Ltd St-Jean N-B	8,796,657
• Cook's Division of Parrish & Heimbecke Hensall Ont	505,294
• Elders Grain Co Ltd Surrey C-B	701,612
• Flagship Trading & Shipping Ltd Montréal Qué	911,936
• Hensall District Coop Inc Hensall Ont	381,400
• International Logistics Montréal Qué	955,431
• Island Saltfish Inc Crapeau Î-P-É	257,834
• K & N Fisheries Ltd Shelburne County N-É	207,956
• Keystone Navigation Inc Montréal Qué	1,877,130
• Kuehne and Nagel International Ltd Montréal Qué	2,106,071
• March Shipping Ltd Montréal Qué	2,062,399
• Maritime Agency Ltd West Vancouver C-B	1,035,314
• Mennonite Central Committee Canada Winnipeg Man	540,000
• Ontario Wheat Producers Chatham Ont	6,027,490
• Oxfam-Québec Montréal Qué	111,558
• Proctor & Gamble Inc Toronto Ont	1,508,560
• Protos Shipping Ltd Toronto Ont	775,407
• R I Smith Co Ltd Shag Harbour N-É	109,511
• Roy Legumex Inc St Jean Baptiste Man	117,700
• Save the Children-Canada Toronto Ont	2,970,000
• SCAC Transport Canada Inc Lachine Qué	4,525,369
• ASC—Approvisionnements généraux Hull Qué	466,793
• Transco Food Trading Inc St-Laurent Qué	1,467,856
• W G Thompson and Sons Ltd Blenheim Ont	1,071,923
• West India Trading Co Inc Montréal Qué	403,768
• World Food Program Ottawa Ont	2,689,540
• World Relief Canada Willowdale Ont	1,994,353
• World Vision Mississauga Ont	2,724,690

Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et dépenses spéciales qui se rattachenbt directement à des programmes et à des projets $3,015,756

	$
• African Development Bank	831,994
• Inter American Fund For Agriculture Development	188,300
• World Bank	1,605,779

Contributions à des organismes non gouvernementaux internationaux à l'appui de programmes et de projets d'aide au développement et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $9,368,118

	$
• African Association for Literacy and Adult Education Trieste Italie	130,000
• Asian non Government Organization Coalition Agrarian Reform Rural Development Manille Philippines	140,500
• Association Africaine d'Éducation pour Développement Dakar Sénégal	100,000
• Association of Commonwealth Universities Londres Angleterre	101,800
• Association Developpement Naturel d'Architecture Urbanisme Africaine Thies Sénégal	106,000
• Centre for African Studies Nairobi Kenya	300,000
• Consejo De Education De Adultos De America Latina Santiago Chili	340,000
• Coopérative d'Animation et Consultation Montréal Qué	104,866
• Department of External Affairs Ottawa Ont	189,297
• Disabled People's International Winnipeg Man	415,500
• Environment Liaison Centre Nairobi Kenya	183,500
• Global Committee of Parliamentarians on Population and Development New York NY É-U	290,000
• Innovations et réseaux pour le développement Genève Suisse	192,500
• Instituto Internacional de Medio Ambiente Y Desarrollo Buenos Aires Argentine	180,000
• Inter-American University Association Ste-Foy Qué	210,500
• International Council of Voluntary Agencies Genève Suisse	109,500
• International Federation for Family Life Promotion Washington DC É-U	149,000
• International Federation Institute for Advanced Study Trieste Italie	230,000
• International Institute for Environment and Development Washington DC É-U	132,500
• International Ocean Institute Halifax N-É	244,500
• International Planned Parenthood Federation Londres Angleterre	175,000
• International Union for the Scientific Study of Population Liège Belgique	142,238
• Intosai Development Initiative Ottawa Ont	125,000
• Latin American Institute of Transnational Studies Santiago Chili	123,300
• Network Community Oriented Education Institute Health Sciences Maastricht Pays-Bas	184,200
• Pan African Institute for Development Genève Suisse	700,000
• Population Council New York NY É-U	700,000
• Project Counselling Service San Jose Costa Rica	125,000
• Reseau Africain pour le Developpement Integre Dakar Sénégal	126,000
• Society for International Development Washington DC É-U	129,500
• Third World Academy of Sciences Trieste Italie	435,477
• Union pour étude de la population africaine Dakar Sénégal	113,700
• Women's World Banking New York NY É-U	170,000
• World Council of Indigenous People Ottawa Ont	261,500

Assistance humanitaire et planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $2,609,000

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Fin*

	$
• International Committee of the Red Cross Genève Suisse	509,000
• United Nation High Commissioner Refugees Ottawa Ont	2,100,000
Contribution à la banque interaméricaine de développement $2,409,587	
• Département des Affaires extérieures Ottawa Ont	2,409,587
Encaissement de billets délivrés à des institutions financières internationales et à leur fonds d'aide conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) $108,464,066	
• African Development Fund Abidjan Côte d'Ivoire	15,411,479
• Asian Development Fund Manile Philippines	73,433,607
• Caribbean Development Bank St Michael Barbades	2,701,453
• Inter-American Development Bank—Fund for Special Operations Washington DC É-U	8,889,227
• International Fund for Agriculture Development Rome Italie	8,028,300
Aide alimentaire à des institutions internationales de développement ou des organisations non gouvernementales internationales, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $1,970,500	
• World Food Program Montréal Qué	1,970,500

FINANCES $8,464,681,535

Département $8,464,200,443

PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES $336,000,000

Encaissement de billets à vue par l'Association internationale de développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes $336,000,000

PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL $8,128,200,443

	$
Subventions aux provinces (lois constitutionnelles de 1867 à 1982 et autres autorisations législatives) $35,893,277	
• Terre-Neuve	9,744,145
• Île-du-prince-Édouard	667,674
• Nouvelle-Écosse	2,250,724
• Nouveau-Brunswick	1,823,587
• Québec	4,730,503
• Ontario	6,057,479
• Manitoba	2,216,384
• Saskatchewan	2,179,775
• Alberta	3,707,175
• Colombie-Britannique	2,515,831
Paiements aux provinces en vertu de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé $8,155,070,000	
• Terre-Neuve	891,269,000
• Île-du-Prince-Édouard	195,050,000
• Nouvelle-Écosse	896,383,000
• Nouveau-Brunswick	871,426,000
• Québec	3,707,502,000
• Manitoba	909,727,000
• Saskatchewan	608,713,000
• Alberta	75,000,000
Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique $279,531,927	
• Terre-Neuve	8,368,410
• Île-du-Prince-Édouard	2,541,331
• Québec	12,841,069
• Ontario	102,412,378
• Manitoba	1,431,222
• Saskatchewan	127,881
• Alberta	140,938,742
• Colombie-Britannique	9,770,604
• Yukon	895,777
• Territoires du Nord-Ouest	204,513
Recouvrement en vertu de la Loi de 1964. c. 26. Sec. 6. sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, Loi sur les allocations aux jeunes ($342,294,761)	
• Québec	(342,294,761)

Vérificateur général $481,092

Fondation canadienne pour la vérification intégrée Ottawa Ont $477,522

Organisation internationnale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques Vienne Autriche $3,570

PÊCHES ET OCÉANS $13,209,606

Département $13,209,606

Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans $668,375

	$
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans $1,746,370	
• Canadian Aquaculture Producers Council Victoria C-B	100,000
• Canadian Seafood Advisory Council Ottawa Ont	100,000
• Maritime Fisherman's Union Shediac N-B	105,000
• Université de Moncton Moncton N-B	135,922
Contributions selon le plan de développement de l'Est du Québec $1,063,000	
• Fruits de mer de l'est Québec Matane Qué	175,797
• Société des pêches de Newport Newport Qué	145,000
Contributions en vertu de l'entente auxilliaire pour le développement des pêches du Québec $2,244,337	
• Comité des pêcheurs de Harrington Harbour Harrington Harbour Qué	335,000
• Comité des pêcheurs de Middle Bay Middle Bay Qué	130,000
• Comité des pêcheurs de Rivière St-Paul Rivière St-Paul Qué	1,285,000
• Société Makivik Lachine Qué	140,050
Contributions en vertu de l'entente auxilliaire pour le développement des pêches côtières de Terre-Neuve $2,341,758	
• Dorset Fisheries Limited St John's T-N	128,450
• Port Enterprises LTD Southern Harbour T-N	116,519
• Woodman's Seaproducts New Harbour T-N	125,600
Contribution à l'Alliance des pêcheurs commerciaux du Québec pour le coût de démarrage relié au transfert des infrastructures de services de boëtte et de glace au Québec $150,000	
• Alliance des pêcheurs commerciaux du Québec Québec Qué	150,000
Contribution versée à l'Association des chasseurs de phoques du Canada afin qu'elle puisse élaborer, préciser et appliquer la stratégie à long terme conçue pour l'industrie de la chasse au phoque sur la côte est $200,000	
• Association des chasseurs de phoques du Canada	200,000

Contributions en vertu de l'entente auxilliaire Canada/Québec sur

PÊCHES ET OCÉANS—*Fin*

	$
le développement économique des régions du Québec pour la mise en oeuvre d'un programme d'essai et d'expérimentation touchant les pêches et l'aquaculture $456,554	
Contributions en vertu de l'entente Canada/Nouveau-Brunswick sur le développement économique et régional pour le développement des pêches $599,896	
• Regional Development Corporation Frédéricton N-B	566,580
Contributions en vertu de l'entente Canada/Île-du-Prince-Édouard sur le développement économique et régional pour le développement des pêches $150,000	
• Prince County Shellfish Association Moncton N-B	105,900
Contribution au secrétariat commun des comités de ressources renouvelables des Inuvialuit $273,600	
• Secrétariat commun des comités de ressources renouvelables des Inuvialuit TN-O	273,600
Contributions à l'appui de l'aménagement portuaire, de l'établissement d'infrastructures, de travaux maritimes et de réparations dans des ports non fédéraux $2,672,274	
• Association Sogerive Inc Longueuil Qué	357,300
• Canso Industrial Commission Canso N-É	150,000
• Corporate District of West Vancouver West Vancouver C-B	150,000
• Corporation de la marina de Beauharnois Beauharnois Qué	100,000
• Corporation de développement économique et touristique de la Côte de Beaupré Ste-Anne-de-Beaupré Qué	330,001
• Corporation municipale de la Ville de la Baie Ville de la Baie Qué	670,706
• Lower Trent Region Conservation Authority Trenton Ont	160,000
• Marina de Trois-Rivières Inc Trois-Rivières Qué	159,786
• Ville de St-Léonard St-Léonard Qué	127,000
Contributions aux administrations portuaires pour la gestion des ports de pêche commerciale inscrits conformément à la Loi et au Réglement sur les ports de pêche et de plaisance $551,972	
• Associations des pêcheurs de homard côtier de la péninsule Grande Rivière Qué	135,000
Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche $91,470	

FORÊTS $125,129,333

Subvention à l'Association forestière du Canada Ottawa Ont $50,000

Subvention à l'Association forestière du Commonwealth $2,000

Subvention au Festival de la forêt Vancouver C-B $5,000

Subvention à la Capitale forestière du Canada Inc (La Sarre) $30,000

Subvention à l'Institut forestier d'Oxford Oxford UK $10,500

Subvention au Conseil de la Recherche Forestière du Québec Ste-Foy Qué $25,000

Subventions aux universités pour des travaux de recherches particuliers sur les forêts $38,500

Contribution à l'Institut canadien de recherches en génie forestier Pointe-Claire Qué $2,000,000

Contribution au Conseil du peuplier du Canada Toronto Ont $7,000

Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière $130,142

Contribution à la société FORINTEK du Canada Ottawa Ont $4,850,000

Contribution au Centre interservices des feux de forêts du Canada Winnipeg Man $77,704

	$
Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie Britannique Vancouver C-B $45,000	
Contribution à l'Association forestière du Canada Ottawa Ont $50,000	
Contribution aux gouvernements provinciaux, aux organismes sans but lucratif, aux particuliers et aux universités pour des initiatives de développement entreprises en vertu du plan pour l'Est du Québec et en vertu des ententes auxiliaires conclues conformément aux ententes pour le développement économique et régional $116,161,959	
• A Pit See Win Coopérative Waswanipi Qué	205,424
• Abitibi-Price Iroquois Falls Ont	215,925
• Algoma Central Railway Sault Ste Marie Ont	134,570
• Atikamekw Sipi La Tuque Qué	162,180
• Bowater Merset Paper Co Ltd Parrsboro N-É	165,765
• Bragg Lumber Co Collingswood N-É	236,529
• British Columbia Research Corporation Vancouver C-B	223,900
• CE Harrison and Sons Ltd Parrsboro N-É	149,197
• Domtar Forest Products Cornwall/Red Rock Ont	150,096
• Forest Engineering Research Institute of Canada Vancouver C-B	141,778
• Intertribal Forestry Ass Kelowna C-B	125,000
• J D Irving Ltd St John N-B	367,500
• La Pépinière Métis St-Gabriel Qué	148,012
• Mistassini Band Council Mistassini Qué	166,761
• Office des Producteurs de bois de la Pocatière la Pocatière Qué	830,389
• Paiement aux provinces:	
Colombie-Britannique Victoria C-B	29,510,801
Nouvelle-Écosse Halifax N-É	437,606
Terre-Neuve et le Labrador	9,744,166
Nouveau-Brunswick Frédéricton N-B	4,866,251
Nouvelle-Écosse Halifax N-É	7,633,850
Ontario Toronto Ont	874,020
Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	2,374,027
Québec Ministre des Finances Québec Qué	35,370,705
• Penticton Indian Band Penticton C-B	129,914
• Sargim Bonaventure Qué	176,400
• Scott Paper World Ltd New Glasgow N-É	406,264
• Société d'aménagement et de développement forestier de Betsiamites Betsiamites Qué	219,051
• Timberland Holdings Ltd Hantsport N-É	149,922
• Université de Toronto Toronto Ont	268,668

Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $250,000

Contribution la Société du Complexe sylvicole des Maritimes Frédéricton N-B $146,450

Contribution à l'Association en formation en foresterie de Terre-Neuve et du Labrador $330,000

Contribution à la province du Manitoba conformément à une entente de regénération forestière $427,530

Contribution à la ville de Montréal Montréal Qué $95,000

Contribution au Centre universitaire Saint-Louis Maillet Edmunston N-B $397,548

GOUVERNEUR GÉNÉRAL $266,641[1]

Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles $12,000

Pensions payables en vertu de la Loi sur le gouverneur général $254,641

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $2,974,525,206

Département $2,974,525,206

	$
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $2,011,957,172	
Subventions aux Sechelts en vertu de la Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne sechelte $2,175,332	
• Bande indienne des Sechelts Sechelt C-B	2,175,332
Subventions aux bandes indiennes cries et naskapies du Québec $18,376,866	
• Cree Regional Authority Nemaska Qué	16,136,977
• Bande Naskapi du Québec Schefferville Qué	1,139,888
• Wemindji Band James Bay Qué	1,100,000
Subvention à la Société Inuvialuit régionale pour les compensations à l'égard des revendications en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région de l'ouest de l'Arctique $5,000,000	
Subventions pour investissements aux bandes cries et naskapies du Québec $8,341,892	
• Chisasibi Band Chisasibi Qué	620,381
• Eastmain Band Eastmain Qué	514,309
• Mistassini Band Mistassini Qué	2,456,417
• Bande Naskapi du Québec Schefferville Qué	820,075
• Nemaska Band Nemaska Qué	545,870
• Waskaganish Band Waskaganish Qué	1,028,619
• Bande Waswanapi Val d'Or Qué	923,390
• Wemindji Band James Bay Qué	771,464
• Whapmagoostui Band Great Whale River Qué	661,367
Subvention à la Société Makivik pour l'application de la Convention de la Baie James et du Nord québécois $246,750	
• Société Makivik Lachine Qué	246,750
Subvention pour l'acompte à la Nation Dénée et à l'Association des Métis des Territoires du Nord-Ouest sur l'indemnité associée au règlement futur de leur revendication $2,000,000	
• Association Denée/Métis des TN-O Yellowknife TN-O	2,000,000
Subventions à des particuliers et à des organisations aux fins de développement économique et de l'emploi pour les Indiens et les Inuit $388,017	
Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités $1,266,472	
Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique en remplacement des rentes par habitant $300,000	
Subventions aux bandes indiennes pour aider à l'élaboration et à la mise en application d'un règlement d'appartenance à la bande à la suite de l'élimination des dispositions discriminatoires de la Loi sur les Indiens $207,500	
Subvention à la bande indienne de Lower Kootenay en règlement d'une revendication particulière $4,690,000	
Subventions à des bandes indiennes pour les revendications particulières $13,565,815	
• Sturgeon Lake Band Valley View Alb	4,723,835
• Whitefish Lake Band Goodfish Alb	8,832,980
Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit, et à des organisations pour le soutien de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'enseignement élémentaire et secondaire $619,849	
Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit, et à des organisations pour le soutien de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'enseignement postsecondaire $35,206,570	
• Northern Teachers Education Program La Ronge Sask	671,013
• Sask Indian Community College Saskatoon Sask	189,696
• Sask Indian Federated College Regina Sask	700,794

	$
Prestations d'aide sociale à des particuliers, à des Indiens, à des Inuit et à des non-Indiens qui habitent dans des réserves indiennes $74,964,902	
• Big Trout Lake Big Trout Lake Ont	109,914
• Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont	363,028
Subventions à des particuliers pour protéger les enfants indiens et inuit, les particuliers et les familles demeurant sur les réserves indiennes $3,111,405	
• Extendicare Markham Ont	125,961
Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils régionaux et aux agglomérations inuit à l'appui de leur administration $105,369,504	
• Bande Abitibiwinni Amos Qué	240,951
• Acadia Band South Brookfield N-É	121,502
• Adams Lake Indian Band Chase C-B	186,982
• Afton Band Afton N-É	157,440
• Alexis Band Glenevis Alb	265,423
• Alexis Creek Indian Band Chilanko Forks C-B	179,091
• Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B	246,063
• Anaham Indian Band Alexis Creek C-B	267,888
• Arctic Red River Band Council Arctic Red River TN-O	116,190
• Aroland Band Nakina Ont	122,902
• Athabasca Chipewyan Band Ft Chipewyan Alb	203,303
• Attawapiskat Attawapiskat Ont	225,507
• Attawapiskat Band Attawapiskat Ont	225,507
• Ahtahkakoop Shell Lake Sask	267,037
• Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué	211,395
• Batchewana Band Bank Account Sault Ste Marie Ont	150,310
• Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont	340,250
• Beausoleil Indian Band Cedar Point Ont	178,138
• Beaver Lake Band Lac la Biche Alb	142,768
• Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B	345,487
• Berens River Band Berens River Man	273,542
• Bande Betsiamites Betsiamites Qué	500,567
• Big Cove Band Big Cove N-B	572,326
• Big Grassy Band Morson Ont	142,801
• Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont	430,086
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	502,337
• Birdtail Sioux Band Beulah Man	153,313
• Blood Band Stand Off Alb	855,703
• Bloodvein Band Bloodvein Man	272,648
• Blueberry River Indian Band Buick Creek C-B	129,238
• Bonaparte Indian Band Cache Creek C-B	157,927
• Boyer River Band High Level Alb	137,367
• Brokenhead Ojibway Nation Scanterbury Man	185,094
• Burnt Church Band Lagaceville N-B	425,319
• Beardy's & Okemasis Duck Lake Sask	309,175
• Big C Band La Loche Sask	218,251
• Big River Debden Sask	214,050
• Black Lake Black Lake Sask	397,539
• Buffalo River Buffalo River Sask	221,394
• Campbell River Indian Band Campbell River C-B	125,380
• Canoe Creek Indian Band Dog Creek C-B	141,846
• Cape Mudge Indian Band Quathiaski Cove C-B	175,782
• Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY	127,206
• Cat Lake Band Cat Lake Ont	289,857
• Chawathil Indian Band Hope C-B	105,124
• Chehalis Indian Band Agassiz C-B	201,248
• Chemainus Indian Band Ladysmith C-B	205,091
• Chemawawin First Nation Easterville Man	259,485
• Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont	110,112
• Chippewas of Kettle & Stoney Forest Ont	142,909
• Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont	130,479
• Chippewas of Nawash Wiarton Ont	267,063
• Chippewas of Rama First Nation Rama Ont	155,401
• Chippewas of Sarnia Sarnia Ont	104,538
• Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont	120,840
• Chippewas of the Thames Muncey Ont	141,217
• Chippewas of the Thames Band Muncey Ont	130,312

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Cold Lake First Nations Band Grand Centre Alb	209,795
• Coldwater Indian Band Merritt C-B	171,955
• Comox Indian Band Courtenay C-B	106,807
• Constance Lake Band Calstock Ont	225,488
• Cook's Ferry Indian Band Spences Bridge C-B	105,321
• Couchiching Band Fort Frances Ont	248,319
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	401,687
• Cree Band Ft Chipewyan Alb	264,062
• Cross Lake Band Cross Lake Man	613,714
• Curve Lake Band Curve Lake Ont	202,712
• Canoe Lake Canoe Narrows Sask	223,782
• Carry the Kettle Sintaluta Sask	239,062
• Cote Kamsack Sask	284,281
• Cowessess Broadview Sask	320,003
• Cumberland House Cumberland House Sask	151,176
• Dakota Plains Band Portage la Prairie Man	111,051
• Dauphin River Band Gypsumville Man	110,257
• Dawson Indian Band Dawson City TY	163,039
• Dease River Indian Band Cassiar C-B	111,691
• Deer Lake Band Deer Lake Ont	257,752
• Dene Tha Band Chateh Alb	431,549
• Deninoo Community Council Ft Resolution TN-O	106,574
• Dogrib Rae Band Council Rae TN-O	246,826
• Day Star Punnichy Sask	107,316
• Eagle Lake Band Eagle River Ont	123,096
• Ebb & Flow Band Ebb & Flow Man	247,628
• Eel Ground Band Newcastle N-B	293,886
• Eel River Band Dalhousie N-B	208,606
• Enoch Band Winterburn Alb	245,960
• Ermineskin Band Hobbema Alb	203,459
• English River Patuanak Sask	222,903
• Fairford Band Fairford Man	242,751
• Fisher River Band Koostatak Man	371,208
• Fitz-Smith Native Band Council Ft Smith TN-O	107,548
• Fort Albany Band Fort Albany Ont	147,489
• Fort Albany First Nation Fort Albany Ont	205,713
• Fort Alexander Band Fort Alexander Man	497,809
• Fort Churchill Band Tadoule Lake Man	208,771
• Fort Hope Band Pickle Lake Ont	367,283
• Fort McKay Band Ft McMurray Alb	124,987
• Fort McMurray Band Ft McMurray Alb	118,376
• Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B	198,719
• Fort Severn Band Fort Severn Ont	338,216
• Fort Ware Indian Band Prince George C-B	189,146
• Fort William Indian Band Thunder Bay Ont	141,900
• Fountain Indian Band Lillooet C-B	185,248
• Frog Lake Band Heinsburg Alb	259,260
• Ft Franklin Band Council Ft Franklin TN-O	169,185
• Ft Good Hope Band Council Ft Good Hope TN-O	180,079
• Ft McPherson Band Council Ft McPherson TN-O	185,587
• Ft Norman Band Council Ft Norman TN-O	136,234
• Ft Providence Band Council Ft Providence TN-O	120,699
• Ft Simpson Band Council Ft Simpson TN-O	133,522
• Fishing Lake Wadena Sask	167,100
• Flying Dust Meadow Lake Sask	164,244
• Fond du Lac Fond du Lac Sask	393,655
• Garden Hill Band Island Lake Man	429,028
• Garden River Band Garden River Ont	137,523
• Garden River Band Bank Account Garden River Ont	153,659
• Gibson Indian Band Bala Ont	112,560
• Gitanmaax Indian Band Hazelton C-B	227,321
• Gitlakdamix Indian Band New Aiyansh C-B	244,679
• Gitwangak Indian Band Kitwanga C-B	199,218
• Gitwinksihlkw Indian Band Gitwinksihlkw C-B	144,021
• Glen Vowell Indian Band Hazelton C-B	117,508
• God's Lake Band God's Lake Narrows Man	395,069
• God's River Band God's River Man	240,451
• Golden Lake First Nation Golden Lake Ont	164,034
• Goodfish Lake Band Goodfish Alb	299,245
• Bande Grand Lac Victoria Louvicourt Qué	115,678
• Grand Rapids Band Grand Rapids Man	186,707
• Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont	242,474
• Gull Bay Indian Band Gull Bay Ont	114,474

	$
• Gwa Sala Nakwaxda'Xw Indian Band Port Hardy C-B	192,265
• Gordon Punnichy Sask	287,069
• Hagwilget Indian Band New Hazelton C-B	151,726
• Halfway River Indian Band Wonowon C-B	101,647
• Hartley Bay Indian Band Hartley Bay C-B	165,008
• Hollow Water First Nation Wanipigow Man	199,749
• Hatchet Lake Woliaston Sask	292,507
• Indian Birch Band Birch River Man	118,304
• Ingenika Indian Band Prince George C-B	156,367
• Iskut Indian Band Iskut C-B	187,163
• Islington Band Whitedog Ont	267,601
• Island Lake Loon Lake Sask	248,762
• Jackhead Band Dallas Man	127,754
• Janvier Band Chard Alb	143,104
• James Smith Birch Hills Sask	367,417
• Joseph Bighead Pierceland Sask	258,826
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	216,672
• Conseil de bande de Kanesatake Oka Qué	299,473
• Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont	377,415
• Kashechewan Band Kashechewan Ont	251,752
• Kashechewan First Nation Kashechewan Ont	192,240
• Katzie Indian Band Pitt Meadows C-B	116,590
• Keeseekoowenin Band Elphinstone Man	215,149
• Kehewin Band Bonnyville Alb	295,619
• Kincolith Indian Band Kincolith C-B	236,636
• Kingsclear Band Fredericton N-B	287,686
• Conseil de bande de Kipawa Témiscaming Qué	110,591
• Kispiox Indian Band Kispiox C-B	220,410
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	264,805
• Kitasoo Indian Band Klemtu C-B	266,903
• Kitkatla Indian Band Kitkatla C-B	205,763
• Kitsegukla Indian Band South Hazelton C-B	209,750
• Kitselas Indian Band Terrace C-B	103,562
• Kitsumkalum Indian Band Terrace C-B	127,544
• Kitwancool Indian Band Kitwanga C-B	187,091
• Kluane Tribal Council Burwash Landing TY	132,830
• Kluskus Indian Band Quesnel C-B	115,358
• Kwakiutl Indian Band Port Hardy C-B	139,331
• Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY	242,989
• Kwicksutaineuk Ah-Kwah-Ah-Mish Indian Band Simoon Sound C-B	116,447
• Kahkewistahaw Broadview Sask	195,901
• Kawacatoose Band Quinton Sask	288,802
• Keeseekoose Kamsack Sask	214,811
• Key Norquay Sask	124,254
• Kinistin Chagoness Sask	150,864
• Lac la Croix Band Fort Frances Ont	161,134
• Lac Seul Band Lac Seul Ont	316,471
• Bande Lac Simon Lac Simon Qué	221,030
• Lakahahmen Indian Band Deroche C-B	119,896
• Lakalzap Indian Band Greenville C-B	223,959
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	367,286
• Lake Manitoba Band Vogar Man	256,034
• Lake St Martin Band Gypsumville Man	287,333
• Lansdowne House Band Pickle Lake Ont	148,546
• Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb	1,466,210
• Liard Indian Band Watson Lake TY	208,508
• Liard River Indian Reserve #3 Watson Lake TY	122,577
• Lillooet Indian Band Lillooet C-B	117,387
• Little Black River Band O Hanly Man	159,638
• Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man	320,560
• Little Red River Band High Level Alb	638,796
• Little Salmon/Carmacks Indian Band Carmacks TY	165,529
• Little Saskatchewan Band Gypsumville Man	188,103
• Little Shuswap Indian Band Chase C-B	113,636
• Long Lake No 58 Band Long Lac Ont	133,539
• Long Plain Band Edwin Man	267,635
• Long Point Band Council Winneway River Qué	160,351
• Louis Bull Band Hobbema Alb	143,859
• Lower Kootenay Indian Band Creston C-B	102,271
• Lower Nicola Indian Band Merritt C-B	188,634
• Lower Similkameen Indian Band Keremeos C-B	158,469
• Lubicon Lake Band Peace River Alb	131,863

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Lutsel K'e Band Council Snowdrift TN-O	109,668
• Lytton Indian Band Lytton C-B	286,618
• Lac La Ronge La Ronge Sask	638,667
• Little Black Bear Goodeve Sask	130,705
• Little Pine Paynton Sask	227,550
• Manouane Bande Manouane Qué	341,215
• Masset Indian Band Masset C-B	300,999
• Mathias Colomb Band Pukatawagan Man	456,697
• Mattagami Band Gogama Ont	106,490
• Membertou Band Sydney N-É	259,809
• Metlakatla Indian Band Prince Rupert C-B	132,666
• Micmacs of Gesgapegiaq Band Maria Qué	201,988
• Millbrook Band Truro N-É	247,096
• Mingan Bande Mingan Qué	188,873
• Mississauga Band Bank Account Blind Rriver Ont	104,673
• Mississauga of the New Credit Band Hagersville Ont	144,073
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont	183,412
• Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont	312,461
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	868,538
• Mohawks Council of Akwesasne Cornwall Ont	155,984
• Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont	118,875
• Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont	229,566
• Montagnais La Romaine Conseil La Romaine Qué	284,047
• Montagnais Lac St Jean Conseil Pointe Bleue Qué	551,260
• Montagnais Natashquan Conseil Natashquan Qué	336,564
• Montagnais Pakua Shipi Conseil St-Augustin Qué	130,220
• Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué	330,700
• Montagnais Uashat Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué	588,201
• Montana Band Hobbema Alb	129,614
• Moose Factory Band Moose Factory Ont	274,062
• Moose Factory First Nation Moose Factory Ont	268,274
• Moose Lake Band Moose Lake Man	258,790
• Moravian of the Thames Thamesville Ont	181,708
• Moricetown Indian Band Moricetown C-B	265,045
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	378,922
• Munsee Delaware First Nation Muncey Ont	139,069
• Muskrat Dam Lake Band Muskrat Dam Ont	155,537
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	218,665
• Mistawasis Leask Sask	219,408
• Montreal Lake Band Montreal Lake Sask	362,141
• Moose Woods Saskatoon Sask	109,895
• Moosomin Cochin Sask	178,226
• Mosquito-Grizzly Bear's Head Cando Sask	155,278
• Muscowpetung Edenwold Sask	147,000
• Muskowekwan Lestock Sask	174,620
• Na-cho ny'a'k-dun Mayo TY	144,682
• Nadleh Whuten Indian Band Fort Fraser C-B	126,571
• Naicatchewenin Band Devlin Ont	118,925
• Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B	199,087
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	326,419
• Nazko Indian Band Quesnel C-B	114,417
• Nelson House Band Nelson House Man	520,808
• Nemaiah Valley Indian Band Nemaiah Valley C-B	158,661
• Neskainlith Indian Band Chase C-B	144,999
• Nimpkish Indian Band Campbell River C-B	358,817
• Nooaitch Indian Band Merritt C-B	102,104
• North Caribou Lake Band Fort Frances Ont	239,224
• North Spirit Lake Band North Spirit Lake Ont	181,568
• North Thompson Indian Band Barriere C-B	170,221
• Northlands Band Lac Brochet Man	264,091
• Nikaneet Maple Creek Sask	110,471
• O'Chiese Band Rocky Mountain House Alb	178,264
• Oak Lake Band Pipestone Man	178,186
• Bande Obedjiwan Roberval Qué	258,162
• Bande Odanak Odanak Qué	158,426
• Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont	183,698
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	319,967
• Oneida of the Thames First Nation Southwold Ont	157,524
• Oneidas of the Thames Band Southwold Ont	144,601
• Oromocto Band Oromocto N-B	192,399
• Osnaburgh Band Osnaburgh Ont	271,714
• Osoyoos Indian Band Oliver C-B	157,343
• Oweekeno Indian Band Port Hardy C-B	131,923
• Oxford House Band Oxford House Man	439,443
• Okanese Balcarres Sask	145,669
• One Arrow Batoche Sask	165,748
• Onion Lake Lloydminster Sask	510,201
• Parry Island Band Parry Sound Ont	101,626
• Parry Island First Nation Parry Sound Ont	111,392
• Paul Band Duffield Alb	226,970
• Pauquachin Indian Band Brentwood Bay C-B	107,751
• Pavilion Indian Band Cache Creek C-B	142,294
• Peguis Band Hodgson Man	583,323
• Peigan Band Brocket Alb	500,002
• Penelakut Indian Band Chemainus C-B	195,486
• Penticton Indian Band Penticton C-B	186,704
• Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont	162,995
• Pictou Landing Band Trenton N-É	158,353
• Pikangikum Band Pikangikum Ont	487,265
• Pine Creek Band Camperville Man	290,911
• Poplar Hill Band Poplar Hill Ont	165,164
• Poplar River First Nation Negginan Man	269,931
• Prophet River Indian Band Fort Nelson C-B	107,011
• Pasqua Fort Qu'Appelle Sask	193,174
• Peepeekisis Balcarres Sask	260,828
• Pelican Lake Leoville Sask	186,016
• Peter Ballantyne Pelican Narrows Sask	717,430
• Piapot Cupar Sask	218,848
• Poundmaker Cutknife Sask	242,539
• Quatsino Indian Band Coal Harbour C-B	116,187
• Rainy River Band Emo Ont	169,084
• Rat Portage Band Kenora Ont	151,823
• Red Bank Band Red Bank N-B	209,170
• Red Rock Band Nipigon Ont	140,129
• Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man	244,893
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	423,840
• Rocky Bay Band MacDiarmid Ont	141,075
• Rolling River Band Erickson Man	192,874
• Roseau River Band Ginew Man	169,391
• Ross River Dena Council Ross River TY	158,838
• Red Earth Carrot River Sask	276,584
• Red Pheasant Cando Sask	198,604
• Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont	342,447
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	557,500
• St Mary's Band Fredericton N-B	309,730
• Samson Band Hobbema Alb	281,994
• Sandy Bay Band Marius Man	414,523
• Sandy Lake Band Sandy Lake Ont	528,491
• Sarcee Band Calgary Alb	300,944
• Saugeen First Nation Savant Lake Ont	213,146
• Saulteau Indian Band Chetwind C-B	130,951
• Seabird Island Indian Band Agassiz C-B	210,479
• Seine River Band Mine Centre Ont	165,570
• Selkirk Indian Band Pelly Crossing TY	168,354
• Serpent River Band Bank Acco Cutler Ont	108,546
• Seton Lake Indian Band Shalalth C-B	184,749
• Shackan Indian Band Merritt C-B	102,805
• Shamattawa Band Shamattawa Man	162,153
• Shoal River Band Pelican Rapids Man	256,735
• Shubenacadie Band Shubenacadie N-É	302,324
• Shuswap Indian Band Invermere C-B	104,828
• Sioux Valley Band Griswold Man	310,997
• Six Nations First Nation Oshweken Ont	281,142
• Six Nations of the Grand River Band Oshweken Ont	370,386
• Skeetchestn Indian Band Savona C-B	136,275
• Skidegate Indian Band Queen Charlotte City C-B	265,924
• Skwah Indian Band Chilliwack C-B	109,415
• Sliammon Indian Band Powell River C-B	194,752
• Soda Creek Indian Band Williams Lake C-B	121,497
• Songhees Indian Band Victoria C-B	107,820
• Spallumcheen Indian Band Enderby C-B	214,835
• Spanish River Band Massey Ont	156,979
• Spanish River Band Bank Acco Massey Ont	167,037
• Split Lake Cree First Nation Split Lake Man	304,843
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	343,177
• St Mary's Indian Band Cranbrook C-B	116,016

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• St Theresa Point Band St Theresa Point Man	435,326
• Stellaquo Indian Band Fraser Lake C-B	132,754
• Stone Indian Band Hanceville C-B	136,920
• Stoney Tribal Administration Morley Alb	500,999
• Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B	200,097
• Sumas Indian Band Abbotsford C-B	108,410
• Summer Beaver Band Summer Beaver Ont	168,238
• Sunchild Band Rocky Mountain House Alb	206,211
• Standing Buffalo Fort Qu'Appelle Sask	207,092
• Sturgeon Lake Spruce Home Sask	315,334
• Sweet Grass Gallivan Sask	198,560
• Tahltan Indian Band Telegraph Creek C-B	202,424
• Takla Lake Indian Band Fort St James C-B	241,127
• Taku River Tlingits Atlin C-B	111,751
• Tallcree Band Ft Vermilion Alb	240,909
• Teslin Indian Band Teslin TY	162,903
• The Pas Band The Pas Man	447,713
• Timiskaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué	212,253
• Tl'Azt'En Nations Indian Band Fort St James C-B	293,522
• Tobique Band Perth Andover N-B	455,552
• Toosey Indian Band Riske Creek C-B	100,433
• Tsartlip Indian Band Brentwood Bay C-B	131,964
• Tsawataineuk Indian Band Campbell River C-B	219,253
• Tsawout Indian Band Saanichton C-B	146,024
• Thunderchild Turtleford Sask	282,977
• Turnor Lake Turnor Lake Sask	126,000
• Ulkatcho Indian Band Anahim Lake C-B	204,840
• Upper Nicola Indian Band Merritt C-B	199,188
• Valley River Band Shortdale Man	190,406
• Vuntut Gwitchin Indian Band Old Crow TY	203,426
• Wabigoon Band Dinorwic Ont	104,760
• Wagmatcook Band Baddeck N-É	252,835
• Walpole Island Wallaceburg Ont	195,349
• Walpole Island Band Wallaceburg Ont	170,951
• Wapekeka Band Angling Lake Ont	189,953
• Wasagamack Band Wasagamack Man	350,538
• Washagamis Bay Band Keewatin Ont	107,529
• Waterhen Band Skownan Man	194,846
• Waywayseecappo Band Rossburn Man	299,659
• Webequie Band Pickle Lake Ont	215,434
• Weenusk First Nation Weenusk Ont	131,382
• Weymontachie Bande Sanmaur Qué	286,831
• Whe la la u Area Council Alert Bay C-B	167,311
• Whitefish Bay Band Pawitik Ont	253,696
• Whitesand Band Armstrong Ont	131,822
• Whycocomagh Band Whycocomagh N-É	254,008
• Wikwemikong Band Wikwemikong Ont	204,790
• Wikwemikong Band Bank Account Wikwemikong Ont	303,404
• Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B	156,509
• Woodland Cree Band Cadotte Lake Alb	109,023
• Woodstock Band Woodstock N-B	198,436
• Wunnummin Lake Band Wunnummin Ont	304,084
• Wahpeton Prince Albert Sask	115,848
• Waterhen Lake Waterhen Lake Sask	270,816
• White Bear Carlyle Sask	311,384
• Witchekan Lake Spiritwood Sask	133,248
• Yellowknife "B" Band Council Yellowknife TN-O	121,094
• York Factory Band York Factory Man	207,637
• Yellow Quill Rose Valley Sask	198,827

Subvention à la bande indienne Miawpukek pour le financement de programmes déterminés $5,225,000

• Conne River Band Conne River T-N	5,225,000

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, aux conseils tribaux, aux conseils de district et autres organisations indiennes et inuit, afin d'aider les collectivités à planifier l'autonomie gouvernementale, se préparer en vue de négociations de fond en élaborant un mandat pour les négociations et en mettant au point des accords concernant l'autonomie gouvernementale $2,231,860

• Dene/Metis Negotiation Secretariat Yellowknife TN-O	100,000
• Nishnawbe Aski Nation Toronto Ont	221,300
• North Shore Tribal Council Blind River Ont	1[illegible]300

	$
• Sioux Valley Band Griswold Man	106,000

Contributions versées aux bandes indiennes et inuit et aux établissements, aux conseils tribaux, aux conseils de district et aux autres collectivités indiennes et inuit pour faciliter leurs négociations relatives à l'autonomie gouvernementale $3,828,883

• Akwasasne Band Cornwall Ont	298,585
• Alexander Tribe Morinville Alb	350,000
• Cree Regional Authority Val d'Or Qué	150,000
• Gitksan Wet'Sumet'En Hazelton C-B	300,393
• Meadow Lake Tribal Council Meadow Lake Sask	405,360
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	222,509
• Office of the Hereditary Chiefs Hazelton C-B	200,000
• Sarcee Nation Calgary Alb	158,000
• Sawridge Band Slave Lake Alb	200,000
• Siksika Nations Gleichen Alb	214,000
• Teslin Champagne Teslin TY	108,000
• United Indian Councils of Mississauga Mississauga Ont	425,920
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	103,000
• Whitefish Bay Band Pawitik Ont	373,962

Contributions aux revendicateurs autochtones pour la préparation et la présentation de réclamations $4,528,649

• Aboriginal Council of BC Vancouver C-B	451,335
• Alliance of Tribal Council Vancouver C-B	100,000
• Association of Iroquois & Allied Indians London Ont	180,000
• Confederacy of Mainland Micmacs Truro N-É	115,000
• Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué	100,000
• Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask	455,000
• Grand Council Treaty No 3 Kenora Ont	280,000
• Indian Association of Alberta Edmonton Alb	400,000
• Nishnawbe-Aski Nation Toronto Ont	190,000
• Nlaka'Pamux Nation Tribal Council Lytton C-B	100,000
• Six Nations Band Council Oshweken Ont	210,420
• Treaty & Aboriginal Rights Research Centre Winnipeg Man	451,052
• Union of BC Indian Chiefs Kamloops C-B	320,000
• Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B	150,000
• Union of Ontario Indians Toronto Ont	500,000

Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour le suivi de la mise en oeuvre de la Loi sur les Cris et Naskapis du Québec $451,148

Contributions aux institutions économiques des Indiens et des Inuit $20,508,749

• 502133 Ontario Limited Fort Frances Ont	365,460
• Alberta Indian Agriculture Calgary Alb	833,000
• Alta Indian Arts & Crafts Society Edmonton Alb	378,940
• Artisans & Artistes Indiens Québec Village-des-Hurons Qué	235,905
• Conseil Algonquins Québec ouest Val d'Or Qué	166,710
• Corporation développement économique montagnais Village-des-Hurons Qué	248,400
• Cree Trappers Association Val d'Or Qué	111,000
• Dakota Ojibway Development Group Inc Winnipeg Man	157,840
• Développement régional Kativik Conseil Kuujjuaq Qué	256,600
• Fed of Sask Indians Saskatoon Sask	270,824
• Gitskan-Carrier Tribal Council Hazelton C-B	442,076
• Indian Agricultural Program of Ontario Stirling Ont	100,000
• Indian Arts & Crafts of Ontario Toronto Ont	122,150
• Indian Arts & Crafts of BC Vancouver C-B	434,545
• Indian Crafts and Arts Manitoba Inc Winnipeg Man	156,600
• Indian Equity Foundation Edmonton Alb	450,000
• Interlake Reserves Tribal Council Inc Ashern Man	185,637
• Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man	122,759
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	221,753
• Lax Kw'Alaams Indian Band Port Simpson C-B	254,423
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	164,730
• Meadow Lake Dist Chief Mgmt Co Ltd Meadow Lake Sask	293,200
• NB Arts & Crafts Association Fredericton N-B	183,979
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	132,625
• National Indian Arts & Crafts Corporation Ottawa Ont	422,033
• Native Economic Development Association Calgary Alb	175,000
• Nicola Valley Indian Development Corporation Merritt C-B	146,211
• Nishnawbe Aski Development F Thunder Bay Ont	100,000

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Nishnawbe Aski Nation Toronto Ont	100,000
• Nlaka'Pamux Nation Tribal Council Lytton C-B	187,868
• Norway House Band Norway House Man	106,900
• NWT Native Arts & Crafts Society Yellowknife TN-O	218,877
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask	455,300
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	147,425
• Six Nations of the Grand River Band Oshweken Ont	104,556
• Southeast Development Corporation Winnipeg Man	120,404
• Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man	131,603
• Sask Indian Agric Prog Regina Sask	2,461,749
• Sask Indian Arts & Crafts Regina Sask	200,000
• Sask Indian Equity Foundation Regina Sask	150,000
• The BC Aboriginal People's Fishery Commission Vancouver C-B	115,000
• The North Coast Economic Development Corp Prince Rupert C-B	650,963
• Touchwood-File Hills Dist Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask	281,400
• Western Indian Agriculture Corporation Vancouver C-B	382,395
• Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont	300,000
• Yukon Indian Arts & Crafts Co-op Ltd Whitehorse TY	240,000
• Yukon Indian Development Corporation Whitehorse TY	189,991
• Yorkton District Chiefs Yorkton Sask	120,400

Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations, à leurs sociétés, provinces et autres organisations aux fins du développement économique et de l'emploi $36,454,853

	$
• Aboriginal Resources Development Calgary Alb	125,000
• Blood Band Stand Off Alb	100,000
• Blood Tribe Stand Off Alb	105,000
• Blood Tribe Agricultural Society Stand Off Alb	140,000
• Canadian Resorts North Management Inc Winnipeg Man	100,000
• Centre for Native Small Business Vancouver C-B	104,217
• Chiefs of Ontario Toronto Ont	100,000
• Confederacy of Mainland Micmacs Truro N-É	161,200
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	157,494
• Dakota Ojibway Development Group Inc Winnipeg Man	268,891
• Eskasoni Band Eskasoni N-É	115,400
• Eskasoni Economic Development Corporation Eskasoni N-É	243,293
• First Nation Resource Council Edmonton Alb	146,798
• Freshwater Fish Marketing Corporation Winnipeg Man	262,000
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	160,000
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	202,300
• Iliqvik Corporation Québec Dorval Qué	449,000
• Inter Tribal Forestry Association de la C-B Kelowna C-B	105,300
• Interlake Reserves Tribal Council Inc Ashern Man	146,364
• Kamloops Band Kamloop C-B	197,996
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	419,488
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	132,145
• Knee Lake Resort Inc Winnipeg Man	100,000
• Lax Kw'Alaams Indian Band Port Simpson C-B	230,700
• Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb	684,500
• Lillooet Tribal Council Lillooet C-B	233,420
• Mamawesen Sault Ste Marie Ont	120,000
• Manitoba Indian Agricultural Program Inc Winnipeg Man	1,778,100
• Mingan Bande Mingan Qué	116,000
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont	243,203
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	178,715
• Montagnais La Romaine Conseil La Romaine Qué	125,371
• Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué	142,880
• Montagnais Uashat Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué	201,402
• Moose Factory First Nation Moose Factory Ont	270,838
• NAIT Edmonton Alb	128,131
• Native Economic Development Association Calgary Alb	141,000
• Nicola Valley Institute of Technology Merritt C-B	132,783
• Nipissing Band Bank Account Sturgeon Falls Ont	100,500
• Northern Hides Inc Toronto Ont	150,000
• Northern Manitoba Native Lodges Inc Winnipeg Man	100,000
• Norway House Band Norway House Man	114,314
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	545,100
• Peguis Band Hodgson Man	121,659
• Province du Manitoba Winnipeg Man	205,637
• Pukaskwa National Park Wawa Ont	100,000
• Pwi Di Goo Zing Ne Yaa Zhing Fort Frances Ont	119,200
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask	177,400
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	215,509
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	131,600
• Sagkeeng Education Foundation Inc Pine Falls Man	122,874
• Seven Bands Community Future London Ont	100,000
• Shibogama Tribal Council Kasabonika Lake Ont	192,800
• Siksika Nation Band Gleichen Alb	577,732
• Six Nations Oshweken Ont	105,720
• Six Nations New Credit Oshweken Ont	150,000
• Six Nations of the Grand River Band Oshweken Ont	254,694
• Southeast Development Corporation Winnipeg Man	453,978
• Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man	109,000
• Sto Lo Nation Society Sardis C-B	106,359
• Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man	304,050
• Sask Indian Community College Saskatoon Sask	614,600
• Saulteaux Cochin Sask	130,000
• Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	282,250
• West Region Tribal Council Inc Dauphin Man	187,620
• Wikwemikong Development Commission Manitowaning Ont	137,272
• Yukon Indian Development Corporation Whitehorse TY	135,000

Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres $1,304,807

• Northern Flood Committee Inc Winnipeg Man	1,297,662

Contributions aux commissions aux fins d'enquête, de négociations et de médiation à l'égard des revendications et griefs des Indiens et des Inuit $181,384

Contributions aux bandes indiennes pour la gestion foncière et des propriétés $9,511,887

• Blood Tribe Stand Off Alb	140,000
• Chemawawin First Nation Easterville Man	130,000
• Forest fire suppr Alta Edmonton Alb	303,008
• Forest fire suppr C-B Victoria C-B	732,072
• Forest fire suppr Man Winnipeg Man	1,373,099
• Forest fire suppr Ont Toronto Ont	603,741
• Forest fire suppr Sask Regina Sask	2,576,943
• Federation of Sask Indians Saskatoon Sask	142,400
• Moose Lake Band Moose Lake Man	130,000
• Naskapi-Montagnais Inuit Association Nain Labrador T-N	107,000
• Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont	144,500

Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'effectif des bandes $1,493,626

Contributions à des particuliers, à des bandes et à des associations indiennes pour le financement de procès types $1,144,453

• Gitksan Wet'Suwet'En Tribal Council Hazelton C-B	850,967
• Pasco Robert Vancouver C-B	130,800

Contributions à des particuliers (y compris des non-Indiens) ou groupes de particuliers, organisations et bandes à l'égard de procès types concernant le projet de loi C-31 $19,198

Contributions aux bandes indiennes pour de l'information sur les résidences $688,000

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs conseils scolaires, aux gouvernements provinciaux, à des particuliers et autres organismes légaux pour le soutien de l'enseignement et les services relatifs à l'éducation élémentaire et secondaire $443,205,190

• 234125 80 Fort Severn Band Fort Severn Ont	125,514
• 234125 80 Lac Seul Band Lac Seul Ont	185,484
• 234125 80 Sandy Lake Band Sandy Lake Ont	198,400
• 400-029—Kent County Board of Education Chatham Ont	126,444
• 400-046—Middlesex County Board of Education London Ont	116,510
• 400-052—Hasting County Board of Education Belleville	

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
Ont	226,208
• 400-102—Brant County Board of Education Brantford Ont	231,340
• Abegweit Band Cornwall Î-P-É	252,793
• Abitibiwinni Bande Amos Qué	738,171
• Acadia Band South Brookfield N-É	109,055
• Adams Lake Indian Band Chase C-B	112,373
• Afton Band Afton N-É	439,652
• Ahtahkakoop Shell Lake Sask	667,960
• Alberta School for the Deaf Edmonton Alb	139,884
• Alderville First Nation Roseneath Ont	131,300
• Alderville Indian Band Roseneath Ont	170,600
• Alexander Band Morinville Alb	1,595,190
• Alexis Band Glenevis Alb	641,166
• Alexis Creek Indian Band Chilanko Forks C-B	145,826
• Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B	478,230
• Anaham Indian Band Alexis Creek C-B	418,338
• Anderson Bus Lines Ohsweken Ont	213,513
• Anspayax School Society Hazelton C-B	587,482
• Arcola SD No 72 Arcola Sask	167,860
• Aroland Band Nakina Ont	659,200
• Atikamek Sipi comité coordination La Tuque Qué	841,461
• Attawapiskat Attawapiskat Ont	165,132
• Attawapiskat Band Attawapiskat Ont	410,588
• Attawapiskat First Nation Attawapiskat Ont	198,853
• Balcarres SD No 87 Balcarres Sask	160,601
• Barren Lands Band Brochet Man	470,669
• Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué	769,827
• Batchewana Band Bank Account Sault Ste Marie Ont	286,182
• Batchewana Band Sault Ste Marie Ont	659,173
• Beardy's & Okemasis Duck Lake Sask	1,734,842
• Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont	721,179
• Beausoleil First Nation Cedar Point Ont	144,495
• Beausoleil Indian Band Cedar Point Ont	462,956
• Beaver Lake Band Lac La Biche Alb	465,872
• Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B	840,264
• Berens River Band Berens River Man	233,047
• Betsiamites Bande Betsiamites Qué	2,864,909
• Big C Band La Loche Sask	397,300
• Big Cove Band Big Cove N-B	2,494,310
• Big Grassy Band Morson Ont	507,205
• Big River Debden Sask	785,359
• Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont	1,362,796
• Biggar School Division Biggar Sask	340,133
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	4,558,209
• Birdtail Sioux Band Beulah Man	314,644
• Black Lake Black Lake Sask	1,321,550
• Blaine Lake SD 57 Blaine Lake Sask	633,978
• Blood Band Education Board Stand Off Alb	3,351,657
• Blood Band Stand Off Alb	356,485
• Blood Bus Co-op Lethbridge Alb	2,235,500
• Blood Tribe Education Board Stand Off Alb	3,153,842
• Blue Quills Native Education Centre St Paul Alb	573,040
• Blue Quills Native Education Centre St Paul Alb	396,000
• Blueberry River Indian Band Buick Creek C-B	246,682
• Board of Education for the City of London London Ont	266,704
• Brant County Board of Education Brantford Ont	229,823
• Broadview SD No 18 Broadview Sask	175,238
• Brokenhead Ojibway Nation Scanterbury Man	412,977
• Brunswick House Band Bank Ac Chapleau Ont	113,444
• Burnt Church Band Lagaceville N-B	1,608,650
• C S de l'industrie Joliette Qué	118,941
• C S Lac Témiscamingue Ville-Marie Qué	190,585
• C S R Protestant Western Québec Aylmer Qué	131,066
• C S Val d'Or Val d'Or Qué	1,362,821
• Calgary Board of Education Calgary Alb	546,870
• Calgary Catholic Board of Education Calgary Alb	349,911
• Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B	540,700
• Canoe Lake Canoe Narrows Sask	210,400
• Carry The Kettle Sintaluta Sask	239,820
• Cat Lake Band Cat Lake Ont	649,539
• Chapel Island Band St Peters N-É	518,960
• Chehalis Indian Band Agassiz C-B	543,859

	$
• Chemainus Indian Band Ladysmith C-B	466,171
• Chemawawin Education Authority Inc Easterville Man	1,376,925
• Chilliwack Area District Co Sardis C-B	102,073
• Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont	250,397
• Chippewas of Kettle & Stoney Forest Ont	101,743
• Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont	363,550
• Chippewas of Nawash First Nation Wiarton Ont	244,300
• Chippewas of Rama Band Rama Ont	463,635
• Chippewas of Rama First Nation Rama Ont	139,990
• Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont	221,725
• Chippewas of the Thames Band Muncey Ont	274,400
• Chippewas of the Thames Muncey Ont	191,900
• Coldwater Indian Band Merritt C-B	394,315
• Conseil Nation Attikamekw Sipi La Tuque Qué	221,300
• Constance Lake Band Calstock Ont	1,131,819
• Cote Kamsack Sask	574,981
• Couchiching Band Fort Frances Ont	1,130,596
• Council for Yukon Indians Whitehorse TY	141,661
• County of Lac Ste Anne #28 Sangudo Alb	209,260
• County of Newell #4 Brooks Alb	214,588
• County of Parkland #31 Stony Plain Alb	2,122,871
• County of Ponoka #3 Ponoka Alb	1,883,456
• County of Smoky Lake #13 Smoky Lake Alb	355,317
• County of St Paul St Paul Alb	2,394,285
• County of Vulcan #2 Arrowwood Alb	401,927
• County of Wetaskiwin #10 Wetaskiwin Alb	830,173
• County of Wheatland Strathmore Alb	1,056,186
• Cowessess Broadview Sask	1,937,944
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	1,213,864
• Crane River Band Crane River Man	482,409
• Cross Lake Band Cross Lake Man	4,124,971
• Cumberland House Cumberland House Sask	254,075
• Cupar SD No 28 Cupar Sask	673,544
• Curve Lake Band Curve Lake Ont	545,000
• Curve Lake First Nation Curve Lake Ont	372,579
• Dakota Plains Band Portage La Prairie Man	187,656
• Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man	207,758
• Dauphin River School Division No 1 Inc Gypsumville Man	214,137
• Dease River Indian Band Cassiar C-B	134,200
• Deer Lake Band Deer Lake Ont	258,045
• Dene Tha Band Chateh Alb	1,284,455
• Dokis Band Bank Account Monetville Ont	134,205
• Dokis Band Monetville Ont	216,781
• Douglas Indian Band Harrison Lake C-B	147,270
• Eagle Lake Band Eagle River Ont	295,240
• Ebb & Flow Band Ebb & Flow Man	1,680,474
• Edmundston Band St Basile N-B	112,029
• Eel Ground Band Newcastle N-B	382,715
• Eel River Band Dalhousie N-B	414,445
• Elofson Academy Calgary Alb	407,228
• Enoch Band Winterburn Alb	191,600
• Eskasoni Band Eskasoni N-É	4,304,222
• Exshaw School District Exshaw Alb	741,018
• Federation of Sask Indians Saskatoon Sask	128,000
• First Nations Technical Institute Deseronto Ont	223,390
• Fisher River Band Koostatak Man	1,526,475
• Flying Dust Canoe Narrows Sask	617,453
• Fond du Lac Fond du Lac Sask	1,075,850
• Foothills School Division Calgary Alb	274,342
• Fort Albany Band Fort Albany Ont	315,189
• Fort Albany First Nation Fort Albany Ont	428,127
• Fort Churchill Band Tadoule Lake Man	178,093
• Fort Hope Band Pickle Lake Ont	486,165
• Fort Hope First Nation Band Pickle Lake Ont	155,614
• Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B	366,986
• Fort Severn Band Fort Severn Ont	394,446
• Fort Ware Indian Band Prince George C-B	112,152
• Fort William Band Thunder Bay Ont	297,572
• Fort William Indian Band Thunder Bay Ont	550,305
• Fox Lake Band Gillam Man	424,126
• Frog Lake Band Heinsburg Alb	1,125,489
• Frontier School Division No 48 Winnipeg Man	7,249,227
• Ft Chipewyan Indian Education Ft Chipewyan Alb	1,349,622

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Ft McMurray Roman Catholic School District Ft McMurray Alb	161,161
• Ft McMurray School Division Ft McMurray Alb	130,902
• Ft Vermilion School Division Ft Vermilion Alb	1,341,685
• Garden Hill Band Island Lake Man	578,033
• Garden River Band Bank Account Garden River Ont	597,627
• Garden River Band Garden River Ont	868,560
• Gibson Indian Band Bala Ont	114,670
• Ginoogaming Band Longlac Ont	112,500
• Ginoogaming Band Longlac Ont	105,815
• Gitanmaax Indian Band Hazelton C-B	158,621
• Gitlakdamix Indian Band New Aiyansh C-B	128,159
• Gitwangak Indian Band Kitwanga C-B	277,876
• Glen Avon Protestant School Division St Paul Alb	204,234
• God's Lake Band God's Lake Narrows Man	407,008
• God's River Band God's River Man	156,813
• Golden Lake Band Golden Lake Ont	296,000
• Golden Lake First Nation Golden Lake Ont	162,620
• Goodfish Lake Band Hobbema Alb	132,663
• Gordon Punnichy Sask	229,350
• Gouvernement de la Colombie-Britannique Victoria C-B	415,812
• Grand Lac Victoria Bande Louvicourt Qué	101,948
• Grand Rapids Band Grand Rapids Man	151,241
• Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont	879,990
• Gull Bay Band Gull Bay Ont	224,940
• Gull Bay Indian Band Gull Bay Ont	420,865
• Gwa Sala Nakwaxda'Xw Indian Band Port Hardy C-B	383,362
• Haldimand Board of Education Cayuga Ont	536,363
• Hastings County Board of Education Belleville Ont	194,146
• Heart Lake Band Lac la Biche Alb	247,023
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	1,555,960
• Henvey Inlet Band Pickerel Ont	110,257
• Hiawatha First Nation Keene Ont	119,466
• Hobbema Transport Ltd Hobbema Alb	1,284,738
• Hollow Water First Nation Wanipigow Man	118,461
• Houle Cardinal Bus Lines Ltd St Paul Alb	617,332
• Indian Birch Band Birch River Man	127,329
• Indian Birch Band Birch River Man	339,269
• Indian Head SD No 19 Indian Head Sask	620,273
• Indian Island Band Rexton N-B	167,575
• Indian Way School Kahnawake Qué	141,803
• Ingenika Indian Band Prince George C-B	304,370
• Interlake Tribal Division for Schools Inc Ashern Man	1,768,391
• Iskut Indian Band Iskut C-B	322,692
• Island Lake Loon Lake Sask	899,700
• Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man	2,499,101
• Islington Band Whitedog Ont	798,805
• Islington First Nation Whitedog Ont	268,010
• Jackhead Band Dallas Man	512,374
• James Smith Kinistino Sask	1,578,899
• John Smith Birch Hills Sask	545,449
• Joseph Bighead Pierceland Sask	808,025
• Joseph Bighead Pierceland Sask	124,200
• Kahkewistahaw Broadview Sask	481,282
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	244,147
• Kamsack SD No 35 Kamsack Sask	785,325
• Kanesatake Band Council Oka Qué	1,413,872
• Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont	805,964
• Kashechewan Band Kashechewan Ont	485,075
• Kashechewan First Nation Kashechewan Ont	479,633
• Kawacatoose Band Quinton Sask	1,330,244
• Keeseekoose Kamsack Sask	516,324
• Keeseekoowenin Band Elphinstone Man	575,433
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	2,776,419
• Kehewin Band Bonnyville Alb	1,372,637
• Kenora Board of Education Kenora Ont	315,863
• Kenora District R C S S B Kenora Ont	186,213
• Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont	436,600
• Kingsclear Band Fredericton N-B	865,370
• Kinistin Chagoness Sask	118,433
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	337,896
• Kitasoo Indian Band Klemtu C-B	504,902

	$
• Kitsegukla Indian Band South Hazelton C-B	517,083
• Kitumaxa/Kinbasket Independent School Society Cranbrook C-B	640,016
• Kitwancool Indian Band Kitwanga C-B	430,927
• Kluskus Indian Band Quesnel C-B	148,257
• Lac la Biche School Division Lac la Biche Alb	111,471
• Lac la Croix Band Fort Frances Ont	208,940
• Lac La Ronge Lac La Ronge Sask	3,698,769
• Lac Seul Band Lac Seul Ont	127,422
• Lac Simon Bande Lac Simon Qué	693,920
• Lakalzap Indian Band Greenville C-B	109,880
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	639,616
• Lake Manitoba Band Vogar Man	1,208,044
• Lakeland Public School Division Bonnyville Alb	326,381
• Lakeland Roman Catholic Separate School Division Bonnyville Alb	233,363
• Lambton County Board of Education Sarnia Ont	1,236,695
• Larry Winnipeg Gleichen Alb	111,836
• Last Mountain SD No 29 Last Mountain Sask	1,086,914
• Lax Kw'Alaams Indian Band Port Simpson C-B	212,304
• Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É	370,028
• Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb	7,562,222
• Life Values Society St Paul Alb	163,334
• Lillooet District Indian Council Vancouver C-B	118,968
• Little Black River Band OHanly Man	132,587
• Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man	169,746
• Little Pine Paynton Sask	463,529
• Little Red River Band High Level Alb	2,915,891
• Little Red River High Level Alb	342,732
• Little Saskatchewan Band Gypsumville Man	483,236
• London Board of Education London Ont	468,920
• Long Lake 58 Band Long Lac Ont	245,795
• Long Lake No 58 Band Long Lac Ont	493,735
• Long Lake No 77 Band Long Lac Ont	254,710
• Long Plain Band Edwin Man	1,121,962
• Long Point Band Council Winneway River Qué	691,983
• Lorretta Doore Cluny Alb	127,321
• Lower Kootenay Indian Band Creston C-B	169,395
• Lower Nicola Indian Band Merritt C-B	362,183
• Lytton Indian Band Lytton C-B	266,940
• Makwa Sahgaiehcan Loon Lake Sask	1,310,571
• Manitoba Indian Education Association Inc Winnipeg Man	333,304
• Manouane Bande Manouane Qué	1,909,590
• Maple Creek SD 17 Maple Creek Sask	106,254
• Mario Waterchief Gleichen Alb	109,129
• Martin Falls Band Nakina Ont	105,430
• Maynard Metchewais Grand Centre Alb	166,203
• Meadow Lake Dist Chief Mgmt Co Ltd Meadow Lake Sask	3,250,577
• Membertou Band Sydney N-É	822,314
• Micmacs of Gesgapegiaq Band Maria Qué	1,055,696
• Middlesex County Board of Ed Hyde Park Ont	127,360
• Millbrook Band Truro N-É	784,571
• Mingan Bande Mingan Qué	553,962
• Minister of Finance Victoria C-B	42,528,644
• Miskooseepi Education Authority Inc Bloodvein Man	716,900
• Mississauga Band Bank Account Blind River Ont	276,630
• Mississauga Band Blind River Ont	136,404
• Mistawasis Leask Sask	368,731
• Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont	1,223,600
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont	360,764
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	5,072,080
• Mohawks Council of Akwesasne Cornwall Ont	2,034,280
• Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont	444,211
• Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont	244,639
• Montagnais La Romaine Conseil La Romaine Qué	851,374
• Montagnais Lac St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué	2,437,412
• Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué	406,391
• Montagnais Natashquan Conseil Natashquan Qué	856,041
• Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué	1,312,580
• Montagnais Uashat Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué	2,816,563
• Montana Adventist Private School Lacombe Alb	273,564
• Montreal Lake Band Montreal Lake Sask	1,515,748

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Moose Deer Point Band Mactier Ont	316,930
• Moose Factory Band Moose Factory Ont	2,481,365
• Moose Factory First Nation Moose Factory Ont	1,581,976
• Moose Lake Band Moose Lake Man	709,095
• Moose Woods Saskatoon Sask	133,400
• Moosomin Cochin Sask	753,831
• Moravian of the Thames Band Thamesville Ont	171,600
• Moravian of the Thames Thamesville Ont	124,975
• Moricetown Indian Band Moricetown C-B	688,103
• Mosquito-Grizzly Bear's Head Cando Sask	167,837
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	844,786
• Muscowequan Student Residence Lestock Sask	1,083,004
• Muscowpetung Edenwold Sask	326,931
• Mushkegowuk Council Moose Factory Ont	606,940
• Muskeg Lake Leask Sask	551,703
• Muskegog Cree Council Moose Factory Ont	131,112
• Muskegog Cree Council Moose Factory Ont	328,017
• Muskkegowuk Council Moose Factory Ont	107,049
• Muskowekwan Lestock Sask	174,392
• Muskrat Dam Lake Band Muskrat Dam Ont	200,378
• Muskwachees Ambulance Authority Hobbema Alb	101,722
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	193,441
• Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B	134,872
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	1,119,563
• Necoslie Indian Band Fort St James C-B	359,272
• Nelson House Education Authority Inc Nelson House Man	3,080,724
• Nemaiah Valley Indian Band Nemaiah Valley C-B	117,605
• New Credit Hagersville Ont	128,688
• Nicickousemenecaning Band Fort Frances Ont	326,215
• Nicickousemenecaning Band Fort Frances Ont	135,010
• Nimpkish Indian Band Campbell River C-B	618,879
• Nipissing Band Bank Account Sturgeon Falls Ont	222,500
• Nipissing Band Sturgeon Falls Ont	705,175
• Nnec Sioux Lookout Ont	2,255,243
• North Battleford R C North Battleford Sask	254,595
• North Battleford SD Div No 103 North Battleford Sask	399,337
• North Caribou Lake Band Fort Frances Ont	198,943
• North Coast District Council Prince Rupert C-B	725,857
• North Spirit Lake Band North Spirit Lake Ont	125,231
• North Thompson Indian Band Barriere C-B	168,704
• Northern Lakes SD La Ronge Sask	814,442
• Northern Lights School Board Prince Albert Sask	2,377,862
• Northern Nishnawbe Education Council Sioux Lookout Ont	3,199,000
• Northland School Division Peace River Alb	842,988
• Northlands Band Lac Brochet Man	193,797
• Northlands School Division Peace River Alb	208,700
• Northwest Angle No 33 Band Kenora Ont	133,950
• Norway House Band Norway House Man	6,477,643
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	2,289,000
• Oak Lake Band Pipestone Man	752,417
• Obedjiwan Bande Roberval Qué	580,557
• Ochapowace Broadview Sask	760,618
• Odanak Bande Odanak Qué	204,931
• Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont	534,745
• Ojibways of Spanish River Massey Ont	407,000
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	312,262
• One Arrow Batoche Sask	414,000
• Onegaming Band Nestor Falls Ont	177,670
• Oneida of the Thames First Nation Southwold Ont	188,397
• Oneidas of the Thames Band Southwold Ont	415,926
• Onion Lake Lloydminster Sask	3,267,304
• Ontario Native Education Counselling Unit Toronto Ont	155,695
• Opasquiak Educational Authority Inc The Pas Man	2,750,629
• Oromocto Band Oromocto N-B	281,957
• Osnaburgh Band Osnaburgh Ont	126,488
• Oxford House Band Oxford House Man	466,358
• Pabineau Band Bathurst N-B	103,418
• Parkland SD 63 Parkland Sask	736,978
• Parry Island Band Parry Sound Ont	223,503
• Parry Island First Nation Parry Sound Ont	317,997
• Pasqua Fort Qu'Appelle Sask	146,264
• Paul Band Duffield Alb	267,388

	$
• Peepeekisis Balcarres Sask	505,466
• Peguis Band Hodgson Man	3,056,282
• Peigan Board of Education Brocket Alb	2,248,141
• Pelican Lake Leoville Sask	366,740
• Penelakut Indian Band Chemainus C-B	271,338
• Penticton Indian Band Penticton C-B	272,992
• Peter Ballantyne Pelican Narrows Sask	2,667,562
• Piapot Cupar Sask	352,376
• Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont	284,150
• Pic Heron Bay First Nation Heron Bay Ont	104,580
• Pic Mobert Band Mobert Ont	243,980
• Pic Mobert Indian Band Mobert Ont	322,210
• Pictou Landing Band Trenton N-É	517,918
• Pikangikum Band Pikangikum Ont	2,401,880
• Pincher Creek Roman Catholic School Division Pincher Creek Alb	306,274
• Pincher Creek School Division Pincher Creek Alb	592,477
• Pine Creek Band Camperville Man	1,053,345
• Ponoka Roman Catholic School Division Ponoka Alb	284,845
• Poplar River First Nation Negginan Man	117,806
• Poundmaker Cutknife Sask	678,162
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask	2,757,186
• Prince Albert Dist Chiefs Prince Albert Sask	1,497,375
• Prince Albert Rural Prince Albert Sask	489,662
• Prince Albert Rural SD No 56 Prince Albert Sask	311,759
• Prince Albert SD No 3 Prince Albert Sask	593,763
• Province of Manitoba Winnipeg Man	735,165
• Pukatawagan Indian Education Authority Inc Pukatawagan Man	2,325,483
• PA Comprehensive High School Prince Albert Sask	535,959
• Rainy Lake Ojibway Education Authority Fort Frances Ont	828,890
• Rainy Lake Ojibway Education Fort Frances Ont	307,330
• Rainy River Band Emo Ont	602,240
• Ranch Ehrlo Society Pilot Butte Sask	145,789
• Red Bank Band Red Bank N-B	319,799
• Red Earth Carrot River Sask	1,240,214
• Red Pheasant Cando Sask	566,917
• Red Rock Band Nipigon Ont	340,175
• Red Rock First Nation Nipigon Ont	104,820
• Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man	359,809
• Regina RC Sep SD No 81 Regina Sask	158,695
• Regina School Div No 4 Regina Sask	138,165
• Regina (East) SD No 77 Regina Sask	207,279
• Regroupement Mamit Innuat Inc Mingan Qué	678,320
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	1,821,502
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	1,681,822
• Rocky Bay Band MacDiarmid Ont	226,105
• Rocky Mountain School Division Rocky Mountain House Alb	163,275
• Rockyview School District Calgary Alb	252,924
• Rolling River Band Erickson Man	517,455
• Roseau River Band Ginew Man	1,400,260
• Ross River Dena Council Ross River TY	104,663
• RJD Williams School for the Deaf Saskatoon Sask	257,102
• Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B	811,475
• Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont	574,837
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	1,818,629
• Saddle Lake Full Gospel School Saddle Lake Alb	275,869
• Sagkeeng Education Foundation Inc Pine Falls Man	3,850,374
• Saint Mary's Band Fredericton N-B	839,612
• Sakimay Grenfell Sask	515,240
• Sam A Martin Oshweken Ont	183,835
• Sam Bull Goodfish Lake Alb	161,715
• Samllboy Camp School Hinton Alb	136,500
• Samson Adventist Hobbema Alb	335,344
• Samson Band Hobbema Alb	728,619
• Sandy Bay Education Foundation Inc Marius Man	4,094,352
• Sandy Lake Band Sandy Lake Ont	2,099,718
• Sarcee Band Calgary Alb	420,457
• Sarcee Nation Band Calgary Alb	119,640
• Sarcee Nation Calgary Alb	488,216
• Saskatoon Board of Education Saskatoon Sask	186,143
• Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask	1,760,596

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Sask Valley SD No 49 Sask Valley Sask	121,023
• Saugeen Band Savant Lake Ont	429,183
• Saugeen First Nation Savant Lake Ont	407,600
• Saulteaux Cochin Sask	734,500
• Seabird Island Indian Band Agassiz C-B	597,181
• Seine River Band Mine Centre Ont	791,265
• Serpent River Band Bank Account Cutler Ont	109,573
• Serpent River Band Cutler Ont	306,502
• Seton Lake Indian Band Shalalth C-B	277,962
• Shackan Indian Band Merritt C-B	158,234
• Shamattawa Band Education Authority Inc Shamattawa Man	1,527,876
• Sheshegwaning Band Bank Account Sheshegwaning Ont	129,125
• Shoal Lake 39 Band Kejick Ont	181,740
• Shoal Lake Band of the Cree Nation Carrot River Sask	676,900
• Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont	388,160
• Shoal Lake No 40 Band Kejick Ont	182,480
• Shoal River Band Pelican Rapids Man	1,118,562
• Shubenacadie Band Shubenacadie N-É	317,159
• Shubenacadie Band Shubenacadie N-É	1,062,418
• Siksika Nation Gleichen Alb	1,506,794
• Sioux Valley Educational Authority Inc Griswold Man	1,502,763
• Six Nations First Nation Oshweken Ont	341,387
• Six Nations of the Grand River Band Oshweken Ont	283,433
• Sliammon Indian Band Powell River C-B	155,307
• Southeast Tribal Division School Inc Winnipeg Man	3,794,488
• Spallumcheen Indian Band Enderby C-B	182,856
• Spanish River Band Bank Acc Massey Ont	268,493
• Spanish River Band Massey Ont	1,033,533
• Split Lake Cree First Nation Split Lake Man	313,745
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	397,031
• St Paul Regional High St Paul Alb	133,978
• St Paul School District St Paul Alb	183,651
• Standing Buffalo Fort Qu'Appelle Sask	345,612
• Stangecoming Band Fort Frances Ont	197,310
• Star Blanket Balcarres Sask	2,637,387
• Stone Indian Band Hanceville C-B	221,190
• Stoney Tribal Administration Morley Alb	3,106,338
• Stoney Tribal Administration Morley Alb	177,575
• Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B	244,881
• Stormont Dundas & Glengarry Cornwall Ont	340,766
• Sturgeon Lake School District No 24 Morinville Alb	215,620
• Sturgeon Lake Spruce Home Sask	1,293,698
• St Mary's Indian Band Cranbrook C-B	164,905
• St Theresa Point Band St Theresa Point Man	710,749
• Sucker Creek Band Bank Account Little Current Ont	307,076
• Sucker Creek Band Little Current Ont	155,513
• Summer Beaver Band Summer Beaver Ont	893,660
• Sunchild Band Rocky Mountain House Alb	159,611
• Swan Lake Band Swan Lake Man	644,544
• Sweet Grass Gallivan Sask	501,413
• Tahltan Indian Band Telegraph Creek C-B	160,537
• Takla Lake Indian Band Fort St James C-B	193,046
• Tallcree Band Ft Vermilion Alb	887,268
• Temagami Band Bank Account Bear Island Ont	212,129
• Temagami Band Bear Island Ont	105,696
• The Board of Education for Timmins Timmins Ont	345,855
• The Brant County Board of Education Brantford Ont	169,258
• The Haldimand Board of Education Cayuga Ont	1,850,778
• The James Bay Lowlands Secondary Moosonee Ont	275,226
• The Kenora Board of Education Kenora Ont	252,707
• The Kenora District RCSS Board Kenora Ont	206,131
• The Kenora District Ric Sepa Kenora Ont	198,756
• The Kent County Board of Education Chatham Ont	809,094
• The Lambton County Board of Sarnia Sarnia Ont	555,202
• The Narrows Education Authority Inc Ashern Man	486,188
• Thunderchild Turtleford Sask	759,529
• Tiger Lily SD No 54 Melfort Sask	229,602
• Timiskaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué	654,329
• Tl'Azt'En Nations Indian Band Fort St James C-B	468,915
• Tobique Band Perth Andover N-B	1,202,797
• Touchwood-File Hills Dist Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask	139,400
• Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	224,546
• Tsawataineuk Indian Band Campbell River C-B	197,012
• Turtleford SD No 65 Turtleford Sask	154,244
• Ulkatcho Indian Band Anahim Lake C-B	428,364
• Union of Ontario Indians North Bay Ont	155,300
• University of Western Ontario London Ont	114,620
• Upper Nicola Indian Band Merritt C-B	415,366
• Valley River Band Shortdale Man	240,635
• Wabigoon Band Dinorwic Ont	220,870
• Wadena SD No 46 Wadena Sask	717,406
• Wagmatcook Band Baddeck N-É	835,099
• Wahgoshig Band Bank Account Matheson Ont	143,331
• Wahpeton Prince Albert Sask	241,275
• Walpole Island Band Wallaceburg Ont	802,166
• Walpole Island First Nation Wallaceburg Ont	422,768
• Wapekeka Band Angling Lake Ont	496,984
• Wasagamack Band Wasagamack Man	378,091
• Waterhen Band Skownan Man	282,425
• Waterhen Lake Waterhen Lake Sask	1,057,600
• Waywayseecappo Education Authority Inc Rossburn Man	1,347,352
• Webequie Band Pickle Lake Ont	405,798
• West Bay Band Bank Account West Bay Ont	143,600
• West Bay Band West Bay Ont	1,114,400
• West Parry Sound Board of Education Parry Sound Ont	104,982
• West Region Tribal Council Inc Dauphin Man	401,083
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	170,000
• Wetaskiwin Roman Catholic School District Wetaskiwin Alb	390,249
• Wetaskiwin School District Wetaskiwin Alb	811,569
• Weymontachie Bande Sanmaur Qué	1,396,428
• White Bear Carlyle Sask	1,021,357
• Whitefish Bay Band Pawitik Ont	821,495
• Whitefish Bay First Nation Pawitik Ont	304,740
• Whitefish Lake Band Naughton Ont	246,275
• Whitefish River Band Bank Account Birch Island Ont	193,840
• Whitefish River Band Birch Island Ont	322,350
• Whycocomagh Band Whycocomagh N-É	769,486
• Wikwemikong Band Bank Account Wikwemikong Ont	144,997
• Wikwemikong Band Wikwemikong Ont	2,885,751
• Wilkie SD No 59 Wilkie Sask	365,706
• Willow Creek School District Claresholm Alb	362,733
• Witchekan Lake Spiritwood Sask	106,675
• Wolf Lake Band Council Témiscaming Qué	108,030
• Woodstock Band Woodstock N-B	289,138
• Wunnummin Lake Band Wunnummin Ont	583,164
• Yellow Quill Rose Valley Sask	185,879
• York Factory Band York Factory Man	116,829
• Yorkton District Chiefs Yorkton Sask	113,300

Contribution à la province de Québec relativement à l'éducation des Cris et des Inuit, conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois $29,876,815

	$
• Ministère de l'éducation Québec Qué	29,876,815

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit ou aux établissements d'enseignement pour le soutien de l'enseignement et les services d'enseignement postsecondaire $110,522,053

	$
• Bande Abitibiwinni Amos Qué	139,714
• Adams Lake Indian Band Chase C-B	187,340
• Alexander School Board Morningville Alb	400,000
• Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B	112,090
• Anigawncigig Institute Peterborough Ont	173,208
• Anspayax School Society Hazelton C-B	215,785
• Assembly of First Nations Ottawa Ont	600,000
• Athabasca Tribal Corp Ft Chipewyan Alb	149,998
• Attawapiskat Band Attawapiskat Ont	569,035
• Attawapiskat First Nation Attawapiskat Ont	247,851
• Batchewana Band Bank Account Sault Ste Marie Ont	674,269
• Batchewana Band Sault Ste Marie Ont	629,839
• Beardy's & Okemasis Duck Lake Sask	160,200
• Beausoleil First Nation Cedar Point Ont	143,142
• Beausoleil Indian Band Cedar Point Ont	109,400
• Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B	283,669

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Betsiamites Bande Betsiamites Qué	791,204
• Big Grassy Band Morson Ont	218,000
• Big Island Band Morson Ont	138,070
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	325,915
• Blood Tribe Education Board Stand Off Alb	179,000
• Blue Quills Native Education Centre St Paul Alb	822,060
• Bonaparte Indian Band Cache Creek C-B	339,106
• Broman Lake Indian Band Burns Lake C-B	126,941
• Brunswick House Band Bank Account Chapleau Ont	123,838
• Burnt Church Band Lagaceville N-B	172,307
• Campbell River Indian Band Campbell River C-B	110,549
• Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B	286,230
• Cape Mudge Indian Band Quathiaski Cove C-B	107,252
• Chemainus Indian Band Ladysmith C-B	267,840
• Chemawawin Education Authority Inc Easterville Man	100,806
• Chilliwack Area District Co Sardis C-B	316,915
• Chippewas of Rama First Nation Rama Ont	121,225
• Cold Water Indian Band Merritt C-B	229,484
• Concordia College Edmonton Alb	177,300
• Confederacy of Mainland Micmacs Truro N-É	1,448,246
• Constance Lake Band Calstock Ont	232,400
• Cook's Ferry Indian Band Spences Bridge C-B	179,882
• Couchiching Band Fort Frances Ont	808,917
• Couchiching First Nation Fort Frances Ont	264,800
• Cowessess Broadview Sask	105,800
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	423,134
• Cross Lake Band Cross Lake Man	720,194
• Curve Lake Band Curve Lake Ont	293,046
• Curve Lake First Nation Curve Lake Ont	149,300
• Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man	2,612,541
• Dalhousie University Halifax N-É	156,048
• Dene Tha Band Chateh Alb	154,070
• Dokis Band Bank Account Monetville Ont	140,475
• Dokis Band Monetville Ont	114,741
• Eagle Lake Band Eagle River Ont	213,500
• Eskasoni Band Eskasoni N-É	537,329
• Fed of Sask Indians Saskatoon Sask	205,000
• First Nations Technical Institute Deseronto Ont	1,450,000
• Fisher River Band Koostatak Man	539,674
• Fort Albany First Nation Fort Albany Ont	442,200
• Fort George Indian Band Prince George C-B	117,800
• Fort Hope Band Pickle Lake Ont	261,950
• Fort William Band Thunder Bay Ont	171,030
• Fort William Indian Band Thunder Bay Ont	261,370
• Fountain Indian Band Lillooet C-B	170,020
• Garden River Band Bank Account Garden River Ont	414,375
• Garden River Band Garden River Ont	349,525
• Gaspé Bande Gaspé Qué	133,280
• Gitanmaax Indian Band Hazelton C-B	374,740
• Gitlakdamix Indian Band New Aiyansh C-B	216,702
• Gitwangak Indian Band Kitwanga C-B	261,919
• NWT Department of Education Yellowknife TN-O	222,000
• Golden Lake Band Golden Lake Ont	161,736
• Golden Lake First Nation Golden Lake Ont	142,700
• Goodfish Lake Band Goodfish Alb	833,028
• Grand Rapids Band Grand Rapids Man	136,181
• Hagwilget Indian Band New Hazelton C-B	208,436
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	365,055
• Indian Association of Alberta Edmonton Alb	103,493
• Institut Educatif Culturel Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué	866,830
• Interlake Tribal Division for Schools Inc Ashern Man	659,361
• Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man	1,037,948
• Islington Band Whitedog Ont	153,330
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	378,160
• Kashechewan First Nation Kashechewan Ont	326,218
• Keeseekoowenin Band Elphinstone Man	476,710
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	885,609
• Kehewin Band Bonnyville Alb	278,150
• Kingsclear Band Fredericton N-B	107,280
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	194,391
• Kitsegukla Indian Band South Hazelton C-B	172,135

	$
• Kitwancool Indian Band Kitwanga C-B	222,223
• Kwakiutl Indian Band Port Hardy C-B	179,365
• Labrador Inuit Association St John's T-N	722,774
• Lac La Ronge Wollaston Sask	213,840
• Lac Simon Bande Lac Simon Qué	111,384
• Lakalzap Indian Band Greenville C-B	143,540
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	407,225
• Lax Kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	200,191
• Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É	130,603
• Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb	1,419,866
• Lillooet Dist Indian Council Vancouver C-B	188,519
• Little Red River Band High Level Alb	104,176
• Little Saskatchewan Band Gypsumville Man	121,647
• Little Shuswap Indian Band Chase C-B	100,790
• Long Point Band Council Winneway River Qué	254,290
• Lower Nicola Indian Band Merritt C-B	371,708
• Lower Similkameen Indian Band Keremeos C-B	279,926
• Lytton Indian Band Lytton C-B	353,460
• Maskwachees Cultural College Hobbema Alb	230,000
• Masset Indian Band Masset C-B	238,429
• Université McGill Montréal Qué	149,150
• Mcleod Lake Indian Band Mcleod Lake C-B	153,000
• Membertou Band Sydney N-É	388,179
• Micmacs of Gesgapegiaq Band Maria Qué	106,803
• Mississauga Band Blind River Ont	102,100
• Mississauga of the New Credit Band Hagersville Ont	876,690
• Mississauga of the New Credit Hagersville Ont	268,320
• Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont	690,000
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	1,009,673
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont	673,200
• Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont	521,400
• Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont	305,800
• Montagnais Lac St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué	1,188,166
• Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué	123,992
• Montagnais Uashat Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué	711,448
• Moose Factory Band Moose Factory Ont	873,561
• Moose Factory First Nation Moose Factory Ont	370,452
• Moose Lake Band Moose Lake Man	219,588
• Moravian of the Thames Band Thamesville Ont	508,318
• Moricetown Indian Band Moricetown C-B	366,442
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	249,021
• Munceys of the Thames Band Muncey Ont	1,598,708
• Munsee Delaware First Nation Muncey Ont	1,125,074
• Muskeg Lake Leask Sask	486,756
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	162,439
• Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B	186,596
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	690,673
• Necoslie Indian Band Fort St James C-B	137,975
• Nelson House Education Authority Inc Nelson House Man	539,016
• Nemaiah Valley Indian Band Nemaiah Valley C-B	120,470
• Neskainlith Indian Band Chase C-B	218,560
• New Credit Hagersville Ont	354,291
• Nicickousemenecaning Band Fort Frances Ont	235,490
• Nicola Valley Institute of Technology Merritt C-B	337,800
• Nimpkish Indian Band Campbell River C-B	620,020
• Nipissing Band Bank Account Sturgeon Falls Ont	865,785
• Nipissing Band Sturgeon Falls Ont	1,210,770
• Nishnawbe Aski Nation Toronto Ont	138,590
• Nnec Sioux Lookout Ont	807,600
• North Coast District Council Prince Rupert C-B	561,707
• North Thompson Indian Band Barriere C-B	247,400
• Northern Nishnawbe Education Council Sioux Lookout Ont	1,125,800
• Norway House Band Norway House Man	674,012
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	816,705
• Ochapowace Broadview Sask	192,000
• Odanak Bande Odanak Qué	408,884
• Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont	303,311
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	482,650
• Okanagan Indian Educ Resource Society Penticton C-B	164,000
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	122,924
• Onion Lake Lloydminster Sask	729,700
• Opasquiak Educational Authority Inc The Pas Man	850,738

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Oromocto Band Oromocto N-B	174,362
• Osoyoos Indian Band Oliver C-B	144,772
• Parry Island Band Parry Sound Ont	143,900
• Parry Island First Nation Parry Sound Ont	109,100
• Pavilion Indian Band Cache Creek C-B	120,407
• Peguis Band Hodgson Man	1,673,970
• Peigan Board of Education Brocket Alb	632,246
• Penticton Indians Band Penticton C-B	251,565
• Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont	215,410
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask	115,000
• Pukatawagan Indian Education Authority Inc Pukatawagan Man	187,383
• Rainy Lake Ojibway Fort Frances Ont	113,631
• Rainy River Band Emo Ont	180,530
• Regroupement Mamit Innuat Inc Mingan Qué	196,353
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	1,016,073
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	1,052,445
• Rocky Bay Band Macdiarmid Ont	111,590
• Roseau River Band Ginew Man	281,294
• Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B	304,360
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	2,139,208
• Sagkeeng Education Foundation Inc Pine Falls Man	1,506,816
• Saint Thomas University Fredericton N-B	271,606
• Sakimay Grenfell Sask	204,500
• Samahquam Indian Band Pemberton C-B	143,540
• Sarcee Band Calgary Alb	137,500
• Sask Indian Federated College Regina Sask	1,359,000
• Sask Indian Community College Saskatoon Sask	1,440,000
• Sask Indian Federated College Regina Sask	3,341,000
• Seabird Island Indian Band Agassiz C-B	127,270
• Secwepmc Cultural Education Society Kamloops C-B	164,000
• Serpent River Band Cutler Ont	174,828
• Seton Lake Indian Band Shalalth C-B	111,110
• Shoal River Band Pelican Rapids Man	110,553
• Shuswap Indian Band Invermere C-B	177,394
• Siksika Nation Band Gleichen Alb	114,575
• Siska Indian Band Lytton C-B	177,136
• Sliammon Indian Band Powell River C-B	194,140
• Southeast Tribal Division School Inc Winnipeg Man	835,419
• Spallumcheen Indian Band Enderby C-B	225,274
• Spanish River Band Bank Acc Massey Ont	407,775
• Spanish River Band Massey Ont	222,287
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	808,179
• Star Blanket Balcarres Sask	307,518
• Stellaquo Indian Band Fraser Lake C-B	224,370
• Stoney Band Morley Alb	100,000
• Stoney Tribal Administration Morley Alb	1,185,912
• Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B	118,305
• Sto Lo Tribal Council Sardis C-B	102,832
• Tahltan Indian Band Telegraph Creek C-B	210,654
• Takla Lake Indian Band Fort St James C-B	106,560
• Tallcree Band Ft Vermilion Alb	155,764
• Tl'azt'en Nations Indian Band Fort St James C-B	282,039
• Tobique Band Perth Andover N-B	1,287,777
• Touchwood-File Hills Dist Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask	135,000
• Tsawataineuk Indian Band Campbell River C-B	267,740
• Université du Québec à Chicoutimi Chicoutimi Qué	153,254
• University of British Columbia Vancouver C-B	167,000
• University of Toronto Toronto Ont	100,000
• Upper Nicola Indian Band Merritt C-B	287,369
• Urban Indian Education Society Vancouver C-B	337,000
• Walpole Island Band Wallaceburg Ont	413,000
• Walpole Island First Nation Wallaceburg Ont	169,700
• West Bay Band Bank Account West Bay Ont	112,500
• West Bay Band West Bay Ont	563,000
• West Region Tribal Council Inc Dauphin Man	1,194,730
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	220,240
• White Bear Carlyle Sask	524,376
• Whitefish Bay Band Pawitik Ont	270,080
• Whitefish Lake Band Naughton Ont	124,700
• Whitefish River Band Bank Acc Birch Island Ont	101,883
• Whitefish River Band Birch Island Ont	205,050
• Wikwemikong Band Bank Account Wikwemikong Ont	371,800
• Wikwemikong Band Wikwemikong Ont	1,674,279
• Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B	183,328
• Yellowhead Tribal Council Stony Plain Alb	2,308,603

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit ou à des organismes pour les centres culturels et le développement de services culturels $7,532,568

	$
• Avataq Cultural Institute Montréal Qué	118,000
• Canadian Arts Foundation Ottawa Ont	300,000
• Coqualeetza Education Training Centre Sardis C-B	223,225
• Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man	156,501
• Dene/Metis Cultural Institute Yellowknife TN-O	192,281
• Institut Educatif et Culturel Attikamek-Montagnais Loretteville Qué	297,159
• Interlake Réserve Tribal Council Ashern Man	109,000
• James Bay Cree Cultural Centre Val d'Or Qué	200,146
• Kahnawake Indian Band Kahnawake Qué	164,795
• Lake of the Woods Ojibway Cultural Centre Kenora Ont	113,548
• Manitoba Indian Cultural Education Centre Winnipeg Man	197,261
• Maskwachees Cultural Centre Hobbema Alb	134,972
• Micmac Association of Cultural Studies Sydney N-É	176,260
• Ninastako Cultural Centre Cardston Alb	164,559
• Ojibway Cultural Foundation West Bay Ont	215,170
• Ojibway & Cree Cultural Centre Timmins Ont	430,882
• Onake Corporation Cornwall Island Ont	425,807
• Saskatchewan Indian Cultural Centre Saskatoon Sask	1,502,214
• Six Nations Band Council (Woodland Cult Centre) Oshweken Ont	721,696

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements provinciaux ou à leurs organismes pour l'aide sociale, y compris les prestations aux non-Indiens résidant dans les réserves indiennes $316,544,779

	$
• Abegweit Band Cornwall Î-P-É	282,087
• Abitibiwinni Bande Amos Qué	510,409
• Acadia Band South Brookfield N-É	339,851
• Adams Lake Indian Band Chase C-B	346,000
• Afton Band Afton N-É	735,266
• Alexander Band Morinville Alb	491,258
• Alexis Band Glenevis Alb	651,715
• Alexis Creek Indian Band Chilanko Forks C-B	262,756
• Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B	340,797
• Anaham Indian Band Alexis Creek C-B	735,373
• Anderson Lake Indian Band d'Arcy C-B	145,300
• Annapolis Valley Band Cambridge Station N-É	159,649
• Attawapiskat Band Attawapiskat Ont	520,224
• Attawapiskat First Nation Attawapiskat Ont	160,410
• Barren Lands Band Brochet Man	504,877
• Bear River Band Bear River N-É	107,274
• Beardy's & Okemasis Duck Lake Sask	1,056,596
• Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont	228,821
• Beausoleil Indian Band Cedar Point Ont	111,950
• Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B	1,060,100
• Berens River Band Berens River Man	1,108,254
• Big Cove Band Big Cove N-B	3,430,121
• Bigstone Band Desmarais Alb	2,188,265
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	243,614
• Birdtail Sioux Band Beulah Man	400,465
• Black Lake Black Lake Sask	1,317,593
• Blood Band Stand Off Alb	7,524,409
• Bloodvein Band Bloodvein Man	554,560
• Blueberry River Indian Band Buick Creek C-B	275,970
• Bonaparte Indian Band Cache Creek C-B	391,900
• Boyer River Band High Level Alb	166,281
• Brokenhead Ojibway Nation Scanterbury Man	139,413
• Buffalo River Buffalo River Sask	739,183
• Burnt Church Band Lagaceville N-B	1,729,067
• Burrard Indian Band North Vancouver C-B	107,800
• Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B	512,400
• Canoe Creek Indian Band Dog Creek C-B	314,200

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Canoe Lake Canoe Narrows Sask	788,605
• Carry The Kettle Sintaluta Sask	1,230,556
• Cat Lake Band Cat Lake Ont	175,374
• Champagne/Aishihik Indian Band Haines Junction TY	151,278
• Chapel Island Band St Peters N-É	679,984
• Chehalis Indian Band Agassiz C-B	692,500
• Chemainus Indian Band Ladysmith C-B	1,093,994
• Chemawawin First Nation Easterville Man	634,855
• Cheslatta Indian Band Burns Lake C-B	135,700
• Chilliwack Area District Co Sardis C-B	1,533,600
• Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont	125,835
• Chippewas of the Thames Band Muncey Ont	140,288
• City of Thompson Thompson Man	213,621
• City of Winnipeg Winnipeg Man	4,859,092
• Coldwater Indian Band Merritt C-B	399,724
• Comox Indian Band Courtenay C-B	114,016
• Constance Lake Band Calstock Ont	132,934
• Cook's Ferry Indian Band Spences Bridge C-B	141,800
• Cote Kamsack Sask	891,156
• Cowessess Broadview Sask	260,111
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	2,762,962
• Crane River Band Crane River Man	377,457
• Cross Lake Band Cross Lake Man	3,432,464
• Cumberland House Cumberland House Sask	627,637
• Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man	106,007
• Dakota Plains Band Portage La Prairie Man	252,921
• Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man	239,129
• Dawson Indian Band Dawson City TY	105,276
• Day Star Punnichy Sask	167,000
• Deer Lake Band Deer Lake Ont	355,462
• Dene Tha Band Chateh Alb	1,440,880
• Department of National Health and Welfare Ottawa Ont	32,148,682
• Doig River Indian Band Rose Prairie C-B	199,786
• Ebb & Flow Band Ebb & Flow Man	1,100,114
• Eel Ground Band Newcastle N-B	751,523
• Eel River Band Dalhousie N-B	601,872
• English River Patuanak Sask	578,033
• Enoch Band Winterburn Alb	501,429
• Ermineskine Band Hobbema Alb	101,131
• Eskasoni Band Eskasoni N-É	6,052,694
• Fairford Band Fairford Man	1,387,182
• Fisher River Band Koostatak Man	857,127
• Fishing Lake Wadena Sask	438,075
• Flying Dust Meadow Lake Sask	377,856
• Fond du Lac Fond du Lac Sask	764,550
• Fort Albany Band Fort Albany Ont	236,010
• Fort Alexander Band Fort Alexander Man	170,332
• Fort Churchill Band Tadoule Lake Man	397,343
• Fort Hope Band Pickle Lake Ont	464,854
• Fort McMurray Band Ft McMurray Alb	139,458
• Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B	279,700
• Fort Severn Band Fort Severn Ont	177,433
• Fountain Indian Band Lillooet C-B	473,499
• Fox Lake Band Gillam Man	385,758
• Frog Lake Band Heinsburg Alb	820,656
• Gitanmaax Indian Band Hazelton C-B	300,877
• Gitlakdamix Indian Band New Aiyansh C-B	487,015
• Gitwangak Indian Band Kitwanga C-B	340,774
• Gitwinksihlkw Indian Band Gitwinksihlkw C-B	136,022
• Glen Vowell Indian Band Hazelton C-B	241,529
• God's Lake Band God's Lake Narrows Man	1,626,167
• God's River Band God's River Man	415,502
• Goodfish Lake Band Goodfish Alb	797,751
• Gordon Punnichy Sask	1,050,895
• Grand Rapids Band Grand Rapids Man	478,678
• Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont	124,826
• Gwa-Sala-Nakwaxda'Xw Indian Band Port Hardy C-B	767,713
• Hagwilget Indian Band New Hazelton C-B	217,251
• Halalt Indian Band Chemainus C-B	177,397
• Halfway River Indian Band Wonowon C-B	183,575
• Hatchet Lake Wollaston Sask	1,204,603
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	1,262,000
• Hollow Water First Nation Wanipigow Man	609,469
• Indian Birch Band Birch River Man	251,252
• Indian Island Band Rexton N-B	261,545
• Interlake Reserves Tribal Council Inc Ashern Man	255,162
• Iskut Indian Band Iskut C-B	259,624
• Island Lake Loon Lake Sask	403,862
• Islington Band Whitedog Ont	234,225
• Jackhead Band Dallas Man	232,556
• Janvier Band Chard Alb	169,319
• John Smith Birch Hills Sask	272,085
• Joseph Bighead Pierceland Sask	704,707
• Kahkewistahaw Broadview Sask	471,573
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	405,600
• Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont	346,988
• Kashechewan Band Kashechewan Ont	596,332
• Kashechewan First Nation Kashechewan Ont	101,800
• Katzie Indian Band Pitt Meadows C-B	241,300
• Kawacatoose Band Quinton Sask	1,197,361
• Keeseekoose Kamsack Sask	726,202
• Keeseekoowenin Band Elphinstone Man	491,375
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	111,900
• Kehewin Band Bonnyville Alb	633,975
• Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont	111,487
• Kingsclear Band Fredericton N-B	639,534
• Kinistin Chagoness Sask	323,590
• Kispiox Indian Band Kispiox C-B	602,601
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	421,666
• Kitasoo Indian Band Klemtu C-B	355,400
• Kitsegukla Indian Band South Hazelton C-B	812,476
• Kitselas Indian Band Terrace C-B	191,480
• Kitsumkalum Indian Band Terrace C-B	140,916
• Kitwancool Indian Band Kitwanga C-B	344,836
• Kwakiutl Indian Band Port Hardy C-B	247,184
• Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY	878,000
• Lac La Ronge La Ronge Sask	3,692,584
• Lac Seul Band Lac Seul Ont	150,273
• Lac Simon Bande Lac Simon Qué	1,394,014
• Lakalzap Indian Band Greenville C-B	826,107
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	1,011,404
• Lake Manitoba Band Vogar Man	890,947
• Lake St Martin Band Gypsumville Man	1,257,756
• Lax Kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	724,500
• Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É	319,129
• Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb	5,183,319
• Liard Indian Band Watson Lake TY	501,000
• Liard Indian Reserve #3 Watson Lake TY	106,360
• Lillooet Dist Indian Council Vancouver C-B	379,800
• Little Black Bear Goodeve Sask	185,830
• Little Black River Band O Hanly Man	372,215
• Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man	1,465,321
• Little Pine Paynton Sask	1,093,921
• Little Red River Band High Level Alb	1,555,185
• Little Salmon/Carmacks Indian Band Carmacks TY	296,000
• Little Saskatchewan Band Gypsumville Man	428,265
• Little Shuswap Indian Band Chase C-B	206,600
• Long Plain Band Edwin Man	743,327
• Long Point Band Council Winneway River Qué	485,080
• Lower Nicola Indian Band Merritt C-B	384,472
• Lower Similkameen Indian Band Keremeos C-B	610,780
• Lubicon Lake Band Peace River Alb	325,337
• Lytton Indian Band Lytton C-B	1,115,164
• Malahat Indian Band Mill Bay C-B	153,165
• Mathias Colomb Band Pukatawagan Man	1,479,900
• Mcleod Lake Indian Band Mcleod Lake C-B	303,200
• Membertou Band Sydney N-É	1,500,710
• Millbrook Band Truro N-É	1,400,293
• Mistissini Band Council Chibougamau Qué	314,344
• Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont	843,030
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont	463,668
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	2,907,318
• Montagnais Lac St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué	1,976,241
• Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué	115,784

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Montagnais Uashat Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué	2,519,524
• Montreal Lake Band Montreal Lake Band Sask	1,539,916
• Moose Factory Band Moose Factory Ont	200,109
• Moose Factory First Nation Moose Factory Ont	186,101
• Moose Lake Band Moose Lake Man	780,835
• Moricetown Indian Band Moricetown C-B	821,520
• Mosquito-Grizzly Bear's Head Cando Sask	284,025
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	1,251,800
• Muskeg Lake Leask Sask	308,232
• Muskowekwan Lestock Sask	345,951
• Muskrat Dam Lake Band Muskrat Dam Ont	101,462
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	548,300
• Nadleh Whuten Indian Band Fort Fraser C-B	259,783
• Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B	897,495
• Nanoose Indian Band Lantzville C-B	120,036
• Bande Naskapi de Québec Schefferville Qué	413,094
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	281,217
• Nazko Indian Band Quesnel C-B	163,072
• Necoslie Indian Band Fort St James C-B	716,978
• Nelson House Band Nelson House Man	3,230,923
• Nemaiah Valley Indian Band Nemaiah Valley C-B	228,770
• Neskainlith Indian Band Chase C-B	243,700
• Nikaneet Maple Creek Sask	204,821
• Nimpkish Indian Band Campbell River C-B	576,730
• North Caribou Lake Band Fort Frances Ont	139,188
• North Coast District Council Prince Rupert C-B	2,766,255
• North Spirit Lake Band North Spirit Lake Ont	220,533
• North Thompson Indian Band Barrière C-B	125,900
• Northlands Band Lac Brochet Man	802,379
• Norway House Band Norway House Man	3,578,454
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	3,363,300
• Oak Lake Band Pipestone Man	449,011
• Ochapowace Broadview Sask	850,246
• Ojibway's of Onegaming Band Nestor Falls Ont	188,398
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	590,742
• Okanese Balcarres Sask	221,400
• One Arrow Batoche Sask	232,401
• Oneidas of the Thames Band Southwold Ont	157,800
• Onion Lake Lloydminster Sask	3,274,831
• Oromocto Band Oromocto N-B	294,633
• Osnaburgh Band Osnaburgh Ont	159,418
• Osoyoos Indian Band Oliver C-B	417,151
• O'Chiese Band Rocky Mountain House Alb	366,627
• Pabineau Band Bathurst N-B	118,820
• Pacheenaht Indian Band Port Renfrew C-B	178,119
• Pasqua Fort Qu'Appelle Sask	510,468
• Paul Band Duffield Alb	562,066
• Pauquachin Indian Band Brentwood Bay C-B	251,724
• Pavilion Indian Band Cache Creek C-B	289,700
• Peepeekisis Balcarres Sask	502,457
• Peguis Band Hodgson Man	3,088,393
• Peigan Band Brocket Alb	2,321,316
• Penelakut Indian Band Chemainus C-B	671,896
• Penticton Indian Band Penticton C-B	647,400
• Peter Ballantyne Pelican Narrows Sask	4,225,704
• Piapot Cupar Sask	727,406
• Pictou Landing Band Trenton N-É	637,240
• Pikangikum Band Pikangikum Ont	740,401
• Pine Creek Band Camperville Man	631,282
• Poplar Hill Band Poplar Hill Ont	148,783
• Poplar River First Nation Negginan Man	809,903
• Poundmaker Cutknife Sask	877,658
• Prophet River Indian Band Fort Nelson C-B	127,686
• Province du Manitoba Winnipeg Man	16,091,737
• Trésorier provincial Edmonton Alb	10,278,018
• Quatsino Indian Band Coal Harbour C-B	262,512
• Red Bank Band Red Bank N-B	566,272
• Red Bluff Indian Band Quesnel C-B	104,550
• Red Earth Carrot River Sask	809,538
• Red Pheasant Cando Sask	269,940
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	129,253
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	842,916

	$
• Rolling River Band Erickson Man	210,470
• Roseau River Band Ginew Man	856,844
• Ross River Dena Council Ross River TY	285,000
• Rural Municipality of North Norfolk North Norfolk Man	111,124
• Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont	191,313
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	2,207,233
• Saint Mary's Band Fredericton N-B	1,399,231
• Sakimay Grenfell Sask	501,644
• Samson Band Hobbema Alb	507,075
• Sandy Bay Band Marius Man	1,871,102
• Sandy Lake Band Sandy Lake Ont	592,361
• Sarcee Band Calgary Alb	809,041
• Saulteau Indian Band Chetwynd C-B	174,861
• Seabird Island Indian Band Agassiz C-B	704,000
• Seine River Band Mine Centre Ont	103,250
• Selkirk Indian Band Pelly Crossing TY	228,000
• Seton Lake Indian Band Shalalth C-B	292,868
• Shamattawa Band Shamattawa Man	841,668
• Shoal Lake Band Carrot River Sask	386,785
• Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont	111,516
• Shoal River Band Pelican Rapids Man	597,930
• Shubenacadie Band Shubenacadie N-É	1,915,718
• Siksika Band Gleichen Alb	3,082,100
• Sioux Valley Band Griswold Man	1,337,781
• Six Nations First Nation Oshweken Ont	158,628
• Six Nations of the Grand River Band Oshweken Ont	185,800
• Skeetchestn Indian Band Savona C-B	128,800
• Sliammon Indian Band Powell River C-B	802,500
• Soda Creek Indian Band Williams Lake C-B	138,534
• Songhees Indian Band Victoria C-B	404,520
• Spallumcheen Indian Band Enderby C-B	634,200
• Spanish River Band Massey Ont	171,173
• Split Lake Cree First Nation Split Lake Man	1,825,037
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	1,330,200
• Standing Buffalo Fort Qu'Appelle Sask	561,454
• Star Blanket Balcarres Sask	269,348
• Stellaquo Indian Band Fraser Lake C-B	222,083
• Stone Indian Band Hanceville C-B	373,517
• Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B	755,065
• Sto Lo Tribal Council Sardis C-B	808,805
• Sturgeon Lake Spruce Home Sask	1,060,577
• St Mary's Indian Band Cranbrook C-B	287,217
• St Theresa Point Band St Theresa Point Man	2,837,573
• Sumas Indian Band Abbotsford C-B	190,400
• Sunchild Band Rocky Mountain House Alb	280,933
• Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man	106,006
• Swan Lake Band Swan Lake Man	326,750
• Sweet Grass Gallivan Sask	798,359
• Tahltan Indian Band Telegraph Creek C-B	238,745
• Takla Lake Indian Band Fort St James C-B	257,400
• Tallcree Band Ft Vermilion Alb	233,398
• Teslin Indian Band Teslin TY	104,264
• The Pas Band The Pas Man	1,771,322
• Thunderchild Gallivan Sask	1,163,621
• Timiskaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué	741,916
• Tl'azt'en Nations Indian Band Fort St James C-B	843,284
• Tobique Band Perth Andover N-B	2,003,520
• Tsartlip Indian Band Brentwood Bay C-B	772,639
• Tsawataineuk Indian Band Campbell River C-B	129,907
• Tsawout Indian Band Saanichton C-B	760,839
• Ulkatcho Indian Band Anahim Lake C-B	355,100
• Upper Nicola Indian Band Merritt C-B	337,545
• Valley River Band Shortdale Man	443,262
• Wagmatcook Band Baddeck N-É	1,045,811
• Wahpeton Prince Albert Sask	184,890
• Wapekeka Band Angling Lake Ont	100,872
• War Lake Band Ilford Man	134,918
• Wasagamack Band Wasagamack Man	1,540,239
• Waswanipi Band Council Waswanipi River Qué	292,934
• Waterhen Band Skownan Man	722,369
• Waterhen Lake Waterhen Lake Sask	870,870
• Waywayseecappo Band Rossburn Man	1,352,890

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	587,300
• Whe-la-la-u Area-Council Alert Bay C-B	306,193
• White Bear Carlyle Sask	1,327,108
• Whitefish Bay Band Pawitik Ont	125,813
• Whycocomagh Band Whycocomagh N-É	1,315,743
• Wikwemikong Band Wikwemikong Ont	180,186
• Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B	170,750
• Woodstock Band Woodstock N-B	294,711
• Wunnummin Lake Band Wunnummin Ont	200,883
• York Factory Band York Factory Man	250,859

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs organisations et à leurs gouvernements provinciaux ou à leurs organismes, à des particuliers et autres organisations pour les services de soins, de réadaptation et de prévention $124,378,014

	$
• Afton Band Afton N-É	199,495
• Alexander Band Goodfish Alb	160,500
• Anishinaabe Child & Family Services Inc Ashern Man	3,915,439
• Atikamekw Sipi Comité Coordination La Tuque Qué	1,549,091
• Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué	1,928,541
• Awasis Agency of Northern Manitoba Thompson Man	8,717,943
• Big Cove Band Big Cove N-B	774,710
• Blood Band Stand Off Alb	318,755
• Burnt Church Band Lagaceville N-B	435,394
• C S S Abitibi Temiscamingue Amos Qué	1,471,975
• C S S Gaspésie Îles-de-la-Madeleine Gaspé Qué	1,489,567
• C S S Laurentides Lanaudière Blainville Qué	374,854
• C S S Outaouais Hull Qué	210,886
• Cote Kamsack Sask	253,589
• Cross Lake Band Cross Lake Man	100,000
• Dakota Ojibway Child and Family Services Inc Brandon Man	3,382,177
• Dakota Oyate Lodge Inc Griswold Man	640,000
• Department of National Health Ottawa Ont	12,803,299
• Department of National Health Ottawa Ont	5,980,988
• Dept of National Health and Welfare Ottawa Ont	3,898,929
• Dept of Social Services Regina Sask	1,375,915
• Eel Ground Band Newcastle N-B	587,532
• Eel River Band Dalhousie N-B	196,830
• Eskasoni Band Eskasoni N-É	518,499
• Geo M Guimond Care Centre Inc Pine Falls Man	1,069,808
• Gouvernement de la Colombie-Britannique Victoria C-B	376,206
• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	1,819,391
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	103,000
• Kehewin Band Bonnyville Alb	270,561
• Kingsclear Band Fredericton N-B	335,308
• Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb	2,302,279
• Lytton Indian Band Lytton C-B	110,280
• Micmac Family and Children Services Shubenacadie N-É	1,386,325
• Millbrook Band Truro N-É	140,339
• Ministre des Finances Victoria C-B	15,719,341
• Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont	645,650
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont	465,081
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	778,720
• Montagnais Lac St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué	1,045,083
• Montagnais Uashat Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué	1,066,025
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	205,812
• Nishnawbe Aski Nation Toronto Ont	218,944
• North Coast District Council Prince Rupert C-B	130,410
• Norway House Band Norway House Man	697,400
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	1,977,407
• Ojibway Tribal Family Kenora Ont	201,500
• Ojibway Tribal Family Services Kenora Ont	615,700
• Ojibway Tribal Family Services Kenora Ont	1,865,120
• Onion Lake Lloydminster Sask	125,283
• Oromocto Band Oromocto N-B	185,154
• Oxford House Band Oxford House Man	1,340,904
• Peguis Senior Centre Inc Hodgson Man	615,000
• Peigan Band Brocket Alb	138,611
• Pinecrest Kenora Ont	399,999
• Province du Manitoba Winnipeg Man	3,299,545
• Trésorier provincial Edmonton Alb	8,943,426
• Rainycrest Fort Frances Ont	143,987
• Red Bank Band Red Bank N-B	201,528
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	331,196
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	297,764
• Sagkeeng Child and Family Services Inc Pine Falls Man	872,238
• St Mary's Band Fredericton N-B	276,447
• Shubenacadie Band Shubenacadie N-É	315,226
• Siksika Band Gleichen Alb	1,485,966
• Siksika Nation Band Gleichen Alb	121,800
• Southeast Child & Family Services Committee Inc Winnipeg Man	2,886,204
• Spallumcheen Indian Band Enderby C-B	404,900
• The Pas Band The Pas Man	1,055,506
• Tobique Band Perth Andover N-B	600,076
• Union of Ontario Indians North Bay Ont	104,408
• Wagmatcook Band Baddeck N-É	165,925
• Weechi It Te Win Family Services Fort Frances Ont	221,790
• West Region Tribal Council Inc Dauphin Man	2,748,543
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	300,000
• Woodstock Band Woodstock N-B	258,923
• Yellowhead Tribal Service Agency Stony Plain Alb	1,278,902

Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit ou à leurs organisations pour des services sociaux, communautaires et de réadaptation $7,479,027

	$
• Santé nationale et Bien-être social Ottawa Ont	2,607,259
• Santé nationale et Bien-être social Ottawa Ont	826,836
• Santé nationale et Bien-être social Ottawa Ont	643,227
• Federation of Sask Indians Saskatoon Sask	110,500

Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et sociétés, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires $375,078,314

	$
• 234125 80 Big Trout Lake Big Trout Lake Ont	192,200
• 400-106—Ontario Hydro Toronto Ont	400,000
• 400-192—Ontario Hydro Toronto Ont	400,000
• Abegweit Band Cornwall Î-P-É	218,064
• Abenakis Wolinak Bande Bécancour Qué	286,700
• Abitibiwinni Bande Amos Qué	340,200
• Acadia Band South Brookfield N-É	553,676
• Adams Lake Indian Band Chase C-B	252,000
• Afton Band Afton N-É	108,373
• Ahtahkakoop Shell Lake Sask	168,000
• Akwesasne First Nation Cornwall Ont	200,000
• Alderville First Nation Roseneath Ont	197,600
• Alderville Indian Band Roseneath Ont	305,300
• Alexander Band Morinville Alb	710,620
• Alexandria Indian Band Quesnel C-B	125,000
• Alexis Band Glenevis Alb	2,450,200
• Alexis Creek Indian Band Chilanko Forks C-B	225,000
• Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B	427,145
• Anaham Indian Band Alexis Creek C-B	578,600
• Anderson Lake Indian Band d'Arcy C-B	224,048
• Annapolis Valley Band Cambridge Station N-É	191,257
• Ashcroft Indian Band Ashcroft C-B	219,000
• Athabasca Chipewyan Band Ft Chipewyan Alb	211,547
• Attawapiskat Band Attawapiskat Ont	2,153,225
• Band Council of Rainy Lake I Fort Frances Ont	102,800
• Barren Lands Band Brochet Man	377,200
• Barrière Lake Band Council Rapid Lake Qué	481,800
• Bear River Band Bear River N-É	162,157
• Beardy's & Okemasis Band Duck Lake Sask	434,000
• Beardy's & Okemasis & Renos Duck Lake Sask	381,016
• Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont	392,161
• Beausoleil Indian Band Cedar Point Ont	451,833
• Beaver Lake Band Lac La Biche Alb	146,740
• Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B	851,554
• Berens River Band Berens River Man	672,827
• Betsiamites Bande Betsiamites Qué	1,630,594
• Big C Band La Loche Sask	305,820

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Big C Housing La Loche Sask	131,740
• Big C Water/Sewer La Loche Sask	110,000
• Big Cove Band Big Cove N-B	1,264,157
• Big Grassy Band Morson Ont	323,500
• Big River Debden Sask	437,008
• Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont	5,021,516
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	1,072,082
• Black Lake Black Lake Sask	597,857
• Blood Band Stand Off Alb	2,396,600
• Bloodvein Band Bloodvein Man	477,797
• Blueberry River Indian Band Buick Creek C-B	221,800
• Bonaparte Indian Band Cache Creek C-B	114,800
• Boothroyd Indian Band Boston Bar C-B	221,000
• Boyer River Band High Level Alb	637,100
• Brokenhead Ojibway Nation Scanterbury Man	522,182
• Broman Lake Indian Band Burns Lake C-B	135,045
• Buffalo Point First Nation Middlebro Man	128,330
• Buffalo River Buffalo River Sask	190,070
• Burnt Church Band Lagaceville N-B	326,120
• Burnt Church Indian Band Lagaceville N-B	321,000
• C S Littoral Sept-Îles Qué	200,000
• Campbell River Indian Band Campbell River C-B	107,888
• Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B	222,100
• Canoe Creek Indian Band Dog Creek C-B	105,000
• Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask	329,900
• Canoe Lake Canoe Narrows Sask	194,505
• Canoe Lake Fire Truck Canoe Narrows Sask	114,500
• Canoe Lake Subdivision Canoe Narrows Sask	295,569
• Cape Mudge Indian Band Quathiaski Cove C-B	378,766
• Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY	439,183
• Carrier-Sikani Tribal Council Prince George C-B	102,795
• Carry the Kettle Sintaluta Sask	226,698
• Cat Lake Band Cat Lake Ont	325,098
• Champagne/Aishihik Indian Band Haines Junction TY	889,739
• Chapel Island Band St Peters N-É	492,421
• Chapleau Cree First Nation Chapleau Ont	105,000
• Chawathil Indian Band Hope C-B	278,476
• Chehalis Indian Band Agassiz C-B	220,407
• Chemainus Indian Band Ladysmith C-B	351,295
• Chemawawin First Nation Easterville Man	789,266
• Cheslatta Indian Band Burns Lake C-B	170,473
• Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont	107,525
• Chippewas of Georgina Island Sutton West Ont	182,175
• Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont	120,000
• Chippewas of Kettle Point & Stoney Point Band Forest Ont	113,200
• Chippewas of Kettle & Stoney Forest Ont	176,920
• Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont	365,800
• Chippewas of Nawash Wiarton Ont	173,060
• Chippewas of Rama Band Rama Ont	1,620,380
• Chippewas of Rama First Nation Rama Ont	1,456,543
• Chippewas of Rama Rama Ont	208,925
• Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont	271,000
• Chippewas of Sarnia Sarnia Ont	215,300
• Chippewas of the Thames Band Muncey Ont	495,608
• Cold Lake First Nations Band Grand Centre Alb	396,414
• Coldwater Indian Band Merritt C-B	275,300
• Comox Indian Band Courtenay C-B	173,088
• Constance Lake Band Calstock Ont	348,200
• Cote Kamsack Sask	226,600
• Couchiching Band Fort Frances Ont	380,600
• Cowessess Broadview Sask	161,700
• Cowessess Fire Truck Broadview Sask	112,000
• Cowessess Teacherages Renos Broadview Sask	128,500
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	818,592
• Crane River Band Crane River Man	853,892
• Cree Band Ft Chipewyan Alb	111,721
• Cross Lake Band Cross Lake Man	1,145,945
• Cumberland House Band Cumberland House Sask	154,900
• Curve Lake First Nation Curve Lake Ont	350,310
• Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man	468,792
• Dakota Plains Band Portage La Prairie Man	281,045
• Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man	636,072
• Dauphin River Band Gypsumville Man	214,500
• Dawson Indian Band Dawson City TY	812,145
• Day Star Water System Punnichy Sask	279,000
• Dease River Indian Band Cassiar C-B	713,720
• Deer Lake Band Deer Lake Ont	421,808
• Dene Tha Band Chateh Alb	2,341,475
• Dokis Band Monetville Ont	181,619
• Driftpile Band Driftpile Alb	333,900
• Ebb & Flow Band Ebb & Flow Man	2,306,701
• Edmundston Band St Basile N-B	190,887
• Eel Ground Band Newcastle N-B	387,380
• Eel River Band Dalhousie N-B	532,918
• English River Band Patuanak Sask	262,200
• English River Patuanak Sask	166,200
• English River/Patuanak Lagoon Expansion Patuanak Sask	350,000
• Enoch Band Winterburn Alb	388,920
• Ermineskin Band Hobbema Alb	150,000
• Eskasoni Band Eskasoni N-É	1,537,698
• Fairford Band Fairford Man	1,016,820
• First Nations of South Island Tribal Council Mill Bay C-B	1,325,553
• Fisher River Band Koostatak Man	2,044,325
• Fishing Lake Punnichy Sask	129,031
• Flying Dust Band Meadow Lake Sask	123,900
• Fond du Lac Fond du Lac Sask	119,060
• Fond du Lac Water/Sewer Fond du Lac Sask	2,003,600
• Fond du Lac-School Fond du Lac Sask	3,591,300
• Fort Albany Band Bank Acct Fort Albany Ont	100,141
• Fort Albany Band Fort Albany Ont	512,630
• Fort Alexander Band Fort Alexander Man	1,645,313
• Fort Churchill Band Tadoule Lake Man	822,226
• Fort Hope Band Pickle Lake Ont	2,740,000
• Fort McKay Band Ft McMurray Alb	264,344
• Fort McMurray Band Ft McMurray Alb	456,058
• Fort Severn Band Fort Severn Ont	4,179,198
• Fort Ware Indian Band Prince George C-B	270,482
• Fort William Indian Band Thunder Bay Ont	124,500
• Fountain Indian Band Lillooet C-B	204,144
• Fox Lake Band Gillam Man	672,652
• Frog Lake Band Heinsburg Alb	500,880
• Garden Hill Band Island Lake Man	1,678,566
• Garden River Band Bank Account Garden River Ont	478,635
• Garden River Band Garden River Ont	429,516
• Gitanmaax Indian Band Hazelton C-B	194,000
• Gitlakdamix Indian Band New Aiyansh C-B	534,347
• Gitsan-wet'Suwet'en Local Serv Society Hazelton C-B	459,750
• Gitskan Carrier Tribal Council Hazelton C-B	2,419,000
• Gitskan Carrier Tribal Council Hazelton C-B	549,451
• Gitwangak Indian Band Kitwanga C-B	167,100
• Gitwinksihlkw Indian Band Gitwinksihlkw C-B	391,110
• Glen Vowell Indian Band Hazelton C-B	204,950
• God's Lake Band God's Lake Narrows Man	796,693
• God's River Band God's River Man	684,400
• Golden Lake First Nation Golden Lake Ont	357,900
• Gordon Groundwater Study Punnichy Sask	380,000
• Gordon Punnichy Sask	321,083
• Gordon Summer & Winter Games Punnichy Sask	100,000
• Grand Rapids Band Grand Rapids Man	454,814
• Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont	674,900
• Gull Bay Band Gull Bay Ont	176,400
• Gull Bay Indian Band Gull Bay Ont	200,000
• Gwa-sala-nakwaxda'xw Indian Band Port Hardy C-B	223,900
• Hagwilget Indian Band New Hazelton C-B	846,200
• Halalt Indian Band Chemainus C-B	110,911
• Hartley Bay Indian Band Hartley Bay C-B	1,067,790
• Hatchet Lake Band Wollaston Sask	167,557
• Hatchet Lake Water/Sewer Wollaston Sask	1,004,538
• Hatchet Lake Wollaston Sask	150,033
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	1,802,836
• Hiawatha First Nation Keene Ont	112,500
• Hiawatha First Nations Keene Ont	349,100
• Hollow Water First Nation Wanipigow Man	401,745
• Horse Lake Band Hythe Alb	100,000

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Indian Birch Band Birch River Man	176,844
• Ingenika Indian Band Prince George C-B	877,500
• Iskut Indian Band Iskut C-B	447,453
• *Island Lake Loon Lake Sask*	*204,900*
• Island Lake School Roof Repair Loon Lake Sask	145,249
• Island Lake Subdivision Loon Lake Sask	504,882
• Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man	180,000
• Islington Band Whitedog Ont	313,900
• Jackhead Band Dallas Man	173,268
• James Smith Kinistino Sask	420,104
• James Smith School Addition Kinistino Sask	1,616,000
• Janvier Band Chard Alb	413,905
• John Smith Band Birch Hills Sask	580,646
• John Smith Fire Truck Birch Hills Sask	116,000
• John Smith Sewage System Birch Hills Sask	883,100
• John Smith Water System Birch Hills Sask	150,000
• Joseph Bighead Pierceland Sask	128,800
• Joseph Bighead School Phase II Pierceland Sask	450,000
• Joseph Bighead Water/Sewer Pierceland Sask	280,000
• Joseph Bighead School Addition Pierceland Sask	770,000
• Kahkewistahaw Broadview Sask	156,000
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	889,300
• Kanesatake Band Council Oka Qué	557,389
• Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont	444,865
• Kashechewan Band Kashechewan Ont	3,085,363
• Kashechewan First Nation Kashechewan Ont	113,782
• Kashechewan Indian Band Kashechewan Ont	114,700
• Katzie Indian Band Pitt Meadows C-B	365,083
• Keeseekoose Kamsack Sask	167,000
• Keeseekoowenin Band Elphinstone Man	491,868
• Kehewin Band Bonnyville Alb	1,399,962
• Kincolith Indian Band Kincolith C-B	385,950
• Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont	230,969
• Kingsclear Band Fredericton N-B	693,841
• Kinistin Chaganess Sask	100,507
• Kispiox Indian Band Kispiox C-B	344,600
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	864,497
• Kitasoo Indian Band Klemtu C-B	403,100
• Kitkatla Indian Band Kitkatla C-B	640,080
• Kitsumkalum Indian Band Terrace C-B	487,420
• Kitwancool Indian Band Kitwanga C-B	321,500
• Klahoose Indian Band Cortez Island C-B	302,162
• Kluane Tribal Council Burwash Landing TY	526,883
• Kluskus Indian Band Quesnel C-B	633,046
• Kwakiutl Indian Band Port Hardy C-B	305,252
• Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY	2,749,783
• Kwicksutaineuk Ah-kwah-ah-mish Indian Band Simoon Sound C-B	347,666
• Lac La Croix Band Fort Frances Ont	191,500
• Lac La Hache/Wollaston Lake School Prince Albert Sask	449,600
• Lac La Ronge Band Lac La Ronge Sask	818,377
• Lac La Ronge La Ronge Sask	1,243,304
• Lac La Ronge Mobile Classrooms Lac La Ronge Sask	150,000
• Lac La Ronge Sub Division Lac La Ronge Sask	293,700
• Lac Seul Band Lac Seul Ont	2,047,407
• Lac Simon Bande Lac Simon Qué	450,800
• Lakahahmen Indian Band Deroche C-B	290,145
• Lakalzap Indian Band Greenville C-B	759,043
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	412,413
• Lake Manitoba Band Vogar Man	621,409
• Lake St Martin Band Gypsumville Man	595,298
• Lansdowne House Band Pickle Lake Ont	2,554,800
• Lax Kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	1,777,870
• Lennox Island Band Lennox Island N-B	238,099
• Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb	1,718,800
• Liard Indian Reserve #3 Watson Lake TY	615,220
• Lillooet Indian Band Lillooet C-B	314,992
• Little Black Bear Water System Goodeve Sask	200,000
• Little Black River Band O Hanly Man	430,904
• Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man	834,099
• Little Pine Paynton Sask	307,800
• Little Red River Band High Level Alb	1,863,440

	$
• Little Salmon/Carmacks Indian Band Carmacks TY	307,343
• Little Saskatchewan Band Gypsumville Man	708,206
• Long Lake No 58 Band Long Lac Ont	137,000
• *Long Plain Band Edwin Man*	*846,130*
• Long Point Band Council Winneway River Qué	242,075
• Louis Bull Band Hobbema Alb	150,000
• Lower Nicola Indian Band Merritt C-B	152,100
• Lower Similkameen Indian Band Keremeos C-B	105,400
• Lubicon Lake Band Peace River Alb	166,560
• Lytton Indian Band Lytton C-B	476,700
• Makwa Sahgaiehcan Housing Infra & Renos Loon Lake Sask	211,520
• Manitoba Hydro Winnipeg Man	456,000
• Manouane Bande Manouane Qué	1,587,133
• Martin Falls Band Nakina Ont	294,400
• Martin Falls Band Nakina Ont	447,000
• Masset Indian Band Masset C-B	2,055,030
• Matachewan Band Matachewan Ont	106,076
• Mathias Colomb Band Pukatawagan Man	1,716,455
• Mattagami Band Bank Account Gogama Ont	177,441
• Membertou Band Sydney N-É	750,768
• Metlakatla Indian Band Prince Rupert C-B	290,320
• Micmacs of Gesgapegiaq Band Maria Qué	1,023,300
• Millbrook Band Truro N-É	1,194,077
• Mingan Bande Mingan Qué	327,073
• Ministère de l'Éducation Québec Qué	4,072,600
• Mississauga Band Blind River Ont	235,719
• Mississauga of the New Credit Band Hagersville Ont	295,380
• Mistawasis Leask Sask	231,651
• Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont	522,900
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont	2,535,754
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	3,223,900
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont	457,900
• Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont	411,000
• Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont	457,075
• Montagnais La Romaine Conseil La Romaine Qué	755,760
• Montagnais Lac St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué	1,075,435
• Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué	332,672
• Montagnais Natashquan Conseil Natashquan Qué	5,070,760
• Montagnais Pakua Shipi Conseil St-Augustin Qué	248,256
• Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué	194,000
• Montagnais Uashat Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué	887,587
• Montana Band Hobbema Alb	150,000
• Moose Factory Band Bank Account Moose Factory Ont	103,800
• Moose Factory Band Moose Factory Ont	1,008,570
• Moose Factory First Nation Moose Factory Ont	650,200
• Moose Lake Band Moose Lake Man	792,241
• Moosomin Band Office Cochin Sask	110,000
• Moosomin Cochin Sask	163,600
• Moricetown Indian Band Moricetown C-B	587,700
• Mosquito Band Office Cando Sask	110,000
• Mosquito Cando Sask	135,000
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	857,168
• Muscowpetung Edenwold Sask	109,293
• Muscowpetung Road Edenwold Sask	340,000
• Muskeg Lake Band Leask Sask	371,287
• Muskeg Lake Subdivision Leask Sask	520,000
• Muskowekwan Lestock Sask	117,969
• Muskrat Dam Band Muskrat Dam Ont	185,875
• Muskrat Dam Lake Band Muskrat Dam Ont	193,181
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	259,390
• Nadleh Whuten Indian Band Fort Fraser C-B	134,751
• Naicatchewenin Band Devlin Ont	129,275
• Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B	267,200
• Nanoose Indian Band Lantzville C-B	238,444
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	1,159,048
• Na-cho Ny'a'k-dun Mayo TY	1,434,252
• Necoslie Indian Band Fort St James C-B	271,125
• Nee-tahi Buhn Band Burns Lake C-B	120,000
• Nelson House Band Nelson House Man	1,072,088
• Nemaiah Valley Indian Band Nemaiah Valley C-B	225,996
• New Post Band Cochrane Ont	196,486
• Nimpkish Indian Band Campbell River C-B	739,491

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Nipissing Band Sturgeon Falls Ont	885,548
• North Caribou Lake Band Fort Frances Ont	776,212
• North Spirit Lake Band North Spirit Lake Ont	274,078
• North Thompson Indian Band Barrière C-B	190,300
• Northern Flood Capital Reconstruction Auth Inc Winnipeg Man	6,451,070
• Northern Flood Committee Inc Winnipeg Man	24,086,175
• Northlands Band Lac Brochet Man	548,687
• Northwest Angle 33 Band Kenora Ont	143,200
• Northwest Angle 37 Band Kenora Ont	118,800
• Norway House Band Norway House Man	3,051,685
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	2,792,900
• Oak Lake Band Pipestone Man	323,614
• Obedjiwan Bande Roberval Qué	2,133,815
• Ochapowace Band Broadview Sask	197,200
• Odanak Bande Odanak Qué	395,074
• Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont	346,900
• Okanese Road Balcarres Sask	184,200
• Oneida First Nation London Ont	153,840
• Oneidas of the Thames Band Southwold Ont	583,540
• Onion Lake Fire Truck Lloydminster Sask	113,500
• Onion Lake Lloydminster Sask	621,300
• Onion Lake School Lloydminster Sask	339,000
• Opetchesaht Indian Band Port Alberni C-B	493,600
• Oromocto Band Oromocto N-B	232,541
• Osnaburgh Band Osnaburgh Ont	1,069,493
• Oweekeno Indian Band Port Hardy C-B	880,000
• Oxford House Band Oxford House Man	1,884,150
• O'Chiese Band Rocky Mountain House Alb	203,600
• Pabineau Band Bathurst N-B	265,340
• Parry Island Band Parry Sound Ont	800,650
• Parry Island First Nation Parry Sound Ont	494,431
• Pasqua Fort Qu'Appelle Sask	165,121
• Paul Band Duffield Alb	262,700
• Pauquachin Indian Band Brentwood Bay C-B	324,262
• Peepeekisis Balcarres Sask	221,664
• Peepeekisis Band Office/Firehall Balcarres Sask	190,000
• Peepeekisis Road Balcarres Sask	185,000
• Peepeekisis Elem/High School Balcarres Sask	1,375,100
• Peguis Band Hodgson Man	3,867,158
• Peigan Band Brocket Alb	879,100
• Peigan Board of Education Brocket Alb	423,560
• Pelican Lake Leoville Sask	167,840
• Penelakut Indian Band Chemainus C-B	536,949
• Penticton Indian Band Penticton C-B	232,975
• Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask	776,762
• Peter Ballantyne Pelican Narrows Sask	1,121,971
• Peter Ballantyne/Pelican Narrows School Pelican Narrows Sask	113,600
• Peters Indian Band Hope C-B	123,938
• Piapot Cupar Sask	168,071
• Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont	416,500
• Pic Mobert Indian Band Mobert Ont	400,000
• Pictou Landing Band Trenton N-É	259,096
• Pikangikum Band Pikangikum Ont	805,756
• Pine Creek Band Camperville Man	750,404
• Police Amérindienne Conseil Pointe-Bleue Qué	650,129
• Poorman Quinton Sask	187,900
• Poorman Subdivision Quinton Sask	500,000
• Poplar Hill Band Poplar Hill Ont	240,179
• Poplar River First Nation Negginan Man	1,733,138
• Poundmaker Cutknife Sask	589,400
• Poundmaker Road Cutknife Sask	140,200
• Prophet River Indian Band Fort Nelson C-B	842,800
• Province du Manitoba Winnipeg Man	709,931
• Rainy River Band Emo Ont	311,200
• Rat Portage Band Kenora Ont	250,200
• Rat Portage Indian Band Kenora Ont	130,000
• Red Bank Band Red Bank N-B	366,918
• Red Bluff Indian Band Quesnel C-B	101,805
• Red Earth Carrot River Sask	238,985
• Red Pheasant Cando Sask	175,600

	$
• Red Pheasant Elementry/High School Cando Sask	1,569,600
• Red Pheasant Fire Truck Cando Sask	114,000
• Red Rock Band Nipigon Ont	376,300
• Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man	447,366
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	273,700
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	649,926
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	500,018
• Rocky Bay Band MacDiarmid Ont	160,000
• Rolling River Band Erickson Man	480,500
• Roseau River Band Ginew Man	650,409
• Ross River Dena Council Ross River TY	834,661
• Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B	876,300
• Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont	789,548
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	1,173,845
• Saint Mary's Band Fredericton N-B	862,340
• Sakimay Arena Grenfell Sask	100,000
• Sakimay Band Grenfell Sask	108,800
• Sakimay Water System Grenfell Sask	137,411
• Samson Band Hobbema Alb	228,790
• Sandy Bay Band Marius Man	1,627,651
• Sandy Lake Band Sandy Lake Ont	1,612,382
• Sarcee Band Calgary Alb	539,780
• Saugeen Band Savant Lake Ont	180,000
• Saugeen Nation Band Savant Lake Ont	310,114
• Saulteau Indian Band Chetwynd C-B	148,249
• Saulteaux Band Cochin Sask	379,700
• Seabird Island Indian Band Agassiz C-B	1,664,500
• Seine River Band Mine Centre Ont	227,700
• Selkirk Indian Band Pelly Crossing TY	778,764
• Serpent River Band Cutler Ont	740,100
• Seton Lake Indian Band Shalalth C-B	535,988
• Shackan Indian Band Merritt C-B	150,000
• Shamattawa Band Shamattawa Man	511,863
• Sheguiandah Band Bank Account Sheguiandah Ont	155,495
• Sheguiandah Band Sheguiandah Ont	326,500
• Sheguiandah I r No 24 Little Current Ont	194,300
• Shoal Lake Band Carrot River Sask	148,774
• Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont	321,800
• Shoal Lake No 40 Band Kejick Ont	196,800
• Shoal River Band Pelican Rapids Man	696,514
• Shubenacadie Band Shubenacadie N-É	474,975
• Shubnenacadie Band Shubenacadie N-É	534,266
• Shuswap Indian Band Invermere C-B	130,048
• Siksika Nation Band Stand Off Alb	264,000
• Siksika Nation Band Stand Off Alb	3,185,600
• Sioux Valley Band Griswold Man	1,276,968
• Six Nations Council Oshweken Ont	812,200
• Six Nations First Nation Oshweken Ont	112,960
• Six Nations of the Grand River Band Oshweken Ont	2,388,265
• Six Nations Oshweken Ont	415,279
• Skeetchestn Indian Band Savona C-B	198,509
• Skidegate Indian Band Queen Charlotte City C-B	1,945,640
• Skookumchuck Indian Band Pemberton C-B	113,044
• Sliammon Indian Band Powell River C-B	274,298
• Soda Creek Indian Band Williams Lake C-B	286,400
• Soowahlie Indian Band Vedder Crossing C-B	3,029,869
• Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man	541,334
• Spallumcheen Indian Band Enderby C-B	193,850
• Spanish River Band Bank Account Massey Ont	176,048
• Spanish River Band Massey Ont	374,152
• Split Lake Cree First Nation Split Lake Man	849,404
• Spuzzum Indian Band Yale C-B	288,875
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	320,904
• Standing Buffalo Fort Qu'Appelle Sask	133,954
• Standing Buffalo Pow Wow Arbour Fort Qu'Appelle Sask	100,000
• Standing Buffalo Water System Fort Qu'Appelle Sask	295,100
• Stangecoming Band Fort Frances Ont	429,900
• Starblanket Band Office/Health Clinic Balcarres Sask	190,000
• Stellaquo Indian Band Fraser Lake C-B	161,251
• Stone Indian Band Hanceville C-B	277,880
• Stoney Band Morley Alb	112,742
• Stoney Tribal Administration Morley Alb	410,075

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B	346,433
• Sturgeon Lake Band Morinville Alb	2,554,250
• Sturgeon Lake Road Spruce Home Sask	302,100
• Sturgeon Lake Spruce Home Sask	365,676
• St Mary's Indian Band Cranbrook C-B	306,478
• St Theresa Point Band St Theresa Point Man	1,277,462
• Sucker Creek Band Little Current Ont	166,588
• Sumas Indian Band Abbotsford C-B	275,269
• Summer Beaver Band Summer Beaver Ont	840,200
• Sunchild Band Rocky Mountain House Alb	225,020
• Swan Lake Band Swan Lake Man	277,530
• Sweet Grass Gallivan Sask	240,500
• Tahltan Indian Band Telegraph Creek C-B	322,620
• Takla Lake Indian Band Fort St James C-B	1,125,085
• Tallcree Band Ft Vermilion Alb	2,489,060
• Temagami Band Bank Account Bear Island Ont	106,650
• Temagami Band Bear Island Ont	182,950
• Teslin Indian Band Teslin TY	1,209,738
• The Pas Band The Pas Man	7,604,105
• Thunderchild Turtleford Sask	363,990
• Timiskaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué	1,173,700
• Tl'azt'en Nations Indian Band Fort St James C-B	882,343
• Tobacco Plains Indian Band Grasmere C-B	125,788
• Tobique Band Perth Andover N-B	1,839,076
• Tsawataineuk Indian Band Campbell River C-B	608,766
• Tsawout Indian Band Saanichton C-B	140,000
• Tsawwassen Indian Band Delta C-B	309,145
• Turnor Lake Band Peace Hills Sask	349,800
• Ulkatcho Indian Band Anahim Lake C-B	399,121
• Upper Nicola Indian Band Merritt C-B	1,608,400
• Valley River Band Shortdale Man	261,452
• Vuntut Gwitchin Indian Band Old Crow TY	128,370
• Wabauskang Band Kenora Ont	309,230
• Wabigoon Band Dinorwic Ont	360,400
• Wagmatcook Band Baddeck N-É	435,263
• Wahgoshig Band Bank Account Matheson Ont	104,100
• Walpole Island Band Wallaceburg Ont	667,750
• Walpole Island Wallaceburg Ont	117,920
• Wapekeka Band Angling Lake Ont	2,024,245
• Wasagamack Band Wasagamack Man	534,227
• Washagamis Bay Band Keewatin Ont	173,900
• Waterhen Band Skownan Man	521,965
• Waterhen Lake Water Sewer Waterhen Lake Sask	175,000
• Waterhen Lake Waterhen Lake Sask	205,920
• Waywayseecappo Band Rossburn Man	374,338
• Webequie Band Pickle Lake Ont	677,915
• Weenusk Band Weenusk Ont	591,700
• West Bay Band West Bay Ont	1,801,733
• West Bay First Nation West Bay Ont	803,600
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	817,400
• Weymontachie Bande Sanmaur Qué	1,457,660
• Whe-la-la-u Area-Council Alert Bay C-B	100,452
• White Bear Carlyle Sask	336,900
• White Bear Community Water Carlyle Sask	130,000
• White Bear School Gym Carlyle Sask	415,300
• White Bear Water/Sewer Carlyle Sask	112,487
• Whitefish Bay Band Pawitik Ont	388,600
• Whitefish Lake Band Naughton Ont	108,400
• Whitefish Lake Band #128 Goodfish Alb	580,200
• Whitefish Lake Band #459 Attikameg Alb	438,701
• Whitefish River Band Birch Island Ont	210,213
• Whycocomagh Band Whycocomagh N-É	336,139
• Whycocomagh Band Whycocomagh N-É	145,565
• Wikwemikong Band Bank Account Wikwemikong Ont	172,768
• Wikwemikong Band Wikwemikong Ont	808,000
• William Charles Montreal Lake Sask	444,283
• Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B	820,500
• Witchekan Lake Band Office Spiritwood Sask	110,000
• Woodstock Band Woodstock N-B	201,597
• Wunnummin Lake Band Wunnummin Ont	891,104
• Yellow Quill Rose Valley Sask	138,408
• York Factory Band York Factory Man	332,520

Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et sociétés, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires:
Entretien et fonctionnement $ 150,107,013

	$
• 234125 80 Big Trout Lake Big Trout Lake Ont	112,500
• 234125 80 Sandy Lake Band Sandy Lake Ont	172,100
• 400-231—Solicitor General Toronto Ont	1,668,297
• Bande Abitibiwinni Amos Qué	200,464
• Ahtahkakoop Shell Lake Sask	285,861
• Alexander Band Morinville Alb	495,418
• Alexis Band Glenevis Alb	217,204
• Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B	249,880
• Anaham Indian Band Alexis Creek C-B	342,024
• Anspayax School Society Hazelton C-B	142,610
• Attawapiskat Attawapiskat Ont	271,290
• Attawapiskat Band Attawapiskat Ont	562,112
• Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué	120,892
• Battleford Treaty #6 Tribal Council North Battleford Sask	213,718
• Beardy's & Okemasis Duck Lake Sask	403,285
• Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont	253,900
• Beausoleil First Nation Cedar Point Ont	262,904
• Beausoleil Indian Band Cedar Point Ont	203,149
• Beaver Lake Band Lac La Biche Alb	400,978
• Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B	369,497
• Berens River Band Berens River Man	244,570
• Bande Betsiamites Betsiamites Qué	762,256
• Big C Band La Loche Sask	246,200
• Big Cove Band Big Cove N-B	658,928
• Big Grassy Band Morson Ont	109,320
• Big River Debden Sask	179,191
• Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont	555,968
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	448,146
• Birdtail Sioux Band Beulah Man	195,740
• Black Lake Black Lake Sask	576,942
• Blood Band Stand Off Alb	2,380,269
• Blood Tribe Education Board Stand Off Alb	137,021
• Bloodvein Band Bloodvein Man	124,967
• Blue Quills Native Education St Paul Alb	461,400
• Blueberry River Indian Band Buick Creek C-B	123,193
• Boyer River Band High Level Alb	132,581
• Brokenhead Ojibway Nation Scanterbury Man	187,183
• Buffalo River Buffalo River Sask	682,800
• Burnt Church Band Lagaceville N-B	225,870
• Burnt Church Lagaceville N-B	177,800
• Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B	213,200
• Canoe Lake Canoe Narrows Sask	231,700
• Canoe Lake Canoe Narrows Sask	239,900
• Carry The Kettle Sintaluta Sask	176,605
• Cat Lake Band Cat Lake Ont	355,070
• Champagne/Aishihik Indian Band Haines Junction TY	177,500
• Chapel Island Band St Peters N-É	147,126
• Chehalis Indian Band Agassiz C-B	133,299
• Chemainus Indian Band Ladysmith C-B	126,491
• Chemawawin Education Authority Inc Easterville Man	205,000
• Chemawawin First Nation Easterville Man	126,924
• Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont	156,938
• Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont	108,257
• Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont	162,280
• Chippewas of Nawash Wiarton Ont	149,283
• Chippewas of Rama Band Rama Ont	130,203
• Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont	119,058
• Chippewas of the Thames Band Muncey Ont	145,159
• Chippewas of the Thames Muncey Ont	136,191
• City of Whitehorse Whitehorse TY	101,451
• Cold Lake First Nations Band Grand Centre Alb	476,511
• Cote Kamsack Sask	331,849
• Couchiching Band Fort Frances Ont	100,515
• Council of Cape Breton Chiefs Sydney N-É	211,577
• Cowessess Broadview Sask	656,750
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	195,607
• Crane River Band Crane River Man	161,515
• Cree Band Ft Chipewyan Alb	125,772

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Cross Lake Band Cross Lake Man	1,223,801
• Curve Lake Band Curve Lake Ont	121,357
• Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man	1,007,666
• Dakota Plains Band Portage La Prairie Man	105,082
• Dease River Indian Band Cassiar C-B	117,300
• Deer Lake Band Deer Lake Ont	151,382
• Dene Tha Band Chateh Alb	334,470
• Eagle Lake Band Eagle River Ont	103,726
• Ebb & Flow Band Ebb & Flow Man	199,339
• Eel Ground Band Newcastle N-B	213,012
• Eel River Band Dalhousie N-B	115,716
• English River Patuanak Sask	476,800
• Enoch Band Winterburn Alb	323,660
• Ermineskin Band Hobbema Alb	214,720
• Eskasoni Band Eskasoni N-É	837,095
• Fairford Band Fairford Man	319,220
• Fed of Sask Indians Saskatoon Sask	387,156
• Fisher River Band Koostatak Man	582,419
• Fishing Lake Wadena Sask	123,465
• Flying Dust Meadow Lake Sask	185,800
• Fond du Lac Fond du Lac Sask	485,148
• Fort Albany Band Fort Albany Ont	362,607
• Fort Albany Fort Albany Ont	329,256
• Fort Alexander Band Fort Alexander Man	547,725
• Fort Churchill Band Tadoule Lake Man	224,060
• Fort Hope Band Pickle Lake Ont	546,576
• Fort McMurray Band Ft McMurray Alb	149,071
• Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B	287,109
• Fort Severn Band Fort Severn Ont	267,950
• Fort Ware Indian Band Prince George C-B	332,896
• Fort William Band Thunder Bay Ont	117,145
• Fountain Indian Band Lillooet C-B	101,872
• Fox Lake Band Gillam Man	145,771
• Frog Lake Band Heinsburg Alb	498,267
• Garden Hill Band Island Lake Man	1,175,813
• Garden River Band Garden River Ont	141,226
• Gitanmaax Indian Band Hazelton C-B	164,774
• Gitlakdamix Indian Band New Aiyansh C-B	121,497
• God's Lake Band God's Lake Narrows Man	1,011,522
• God's River Band God's River Man	396,662
• Goodfish Lake Band Goodfish Alb	520,211
• Gordon Punnichy Sask	600,043
• Grand Rapids Band Grand Rapids Man	116,124
• Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont	316,517
• Gwa-sala-nakwaxda'xw Indian Band Port Hardy C-B	149,529
• Hagwilget Indian Band New Hazelton C-B	159,886
• Halfway River Indian Band Wonowon C-B	115,785
• Hatchet Lake Wollaston Sask	194,006
• Heart Lake Band Lac La Biche Alb	173,560
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	577,200
• Hiawatha First Nation Keene Ont	181,479
• High Level Tribal Council High Level Alb	164,810
• Hollow Water First Nation Wanipigow Man	186,299
• Hydro Québec Montréal Qué	1,868,006
• Ingenika Indian Band Prince George C-B	101,790
• Interlake Reserves Tribal Council Inc Ashern Man	110,936
• Interlake Tribal Division for Schools Inc Ashern Man	265,243
• Iskut Indian Band Iskut C-B	181,813
• Island Lake Loon Lake Sask	319,900
• Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man	441,181
• Islington Band Whitedog Ont	270,220
• Jackhead Band Dallas Man	302,657
• James Smith Kinistino Sask	528,653
• Janvier Band Chard Alb	130,800
• John Smith Birch Hills Sask	221,248
• Joseph Bighead Pierceland Sask	288,500
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	165,129
• Kanesatake Band Council Oka Qué	190,882
• Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont	386,203
• Kashechewan Band Kashechewan Ont	442,653
• Kashechewan First Nation Kashechewan Ont	147,638
• Kashechewan Kashechewan Ont	174,811
• Kawacatoose Band Quinton Sask	386,967

	$
• Keeseekoose Kamsack Sask	362,573
• Keeseekoowenin Band Elphinstone Man	156,257
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	292,037
• Kehewin Band Bonnyville Alb	457,381
• Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont	231,186
• Kingsclear Band Fredericton N-B	203,083
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	130,172
• Kitasoo Indian Band Klemtu C-B	274,579
• Kitwancool Indian Band Kitwanga C-B	279,219
• Kluane Tribal Council Burwash Landing TY	123,925
• Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY	168,300
• Lac La Croix Band Fort Frances Ont	265,170
• Lac La Ronge La Ronge Sask	1,197,895
• Lac Seul Band Lac Seul Ont	180,908
• Lac Simon Bande Lac Simon Qué	150,990
• Lakalzap Indian Band Greenville C-B	106,406
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	194,714
• Lake Manitoba Band Vogar Man	475,182
• Lake St Martin Band Gypsumville Man	221,779
• Lansdowne House Band Pickle Lake Ont	177,820
• Lax kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	390,020
• Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É	110,149
• Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb	1,491,414
• Liard Indian Band Watson Lake TY	110,650
• Little Black River Band O Hanly Man	215,148
• Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man	218,173
• Little Pine Paynton Sask	354,429
• Little Red River Band High Level Alb	2,163,759
• Little Salmon/Carmacks Indian Band Carmacks TY	115,550
• Little Saskatchewan Band Gypsumville Man	226,975
• Long Lake No 58 Band Long Lac Ont	103,740
• Long Plain Band Edwin Man	489,257
• Long Point Band Council Winneway River Qué	248,685
• Louis Bull Band Hobbema Alb	140,531
• Lower Nicola Indian Band Merritt C-B	104,656
• Lytton Indian Band Lytton C-B	213,430
• Makwa Sahgaiehcan Loon Lake Sask	371,897
• Bande Manouane Manouane Qué	392,124
• Martin Falls Band Nakina Ont	194,817
• Martin Falls Band Nakina Ont	143,613
• Mathias Colomb Band Pukatawagan Man	276,865
• Meadow Lake Dist Chief Mgmt Co Ltd Meadow Lake Sask	573,167
• Membertou Band Sydney N-É	257,681
• Micmacs of Gesgapegiaq Band Maria Qué	136,672
• Millbrook Band Truro N-É	221,008
• Bande Mingan Mingan Qué	363,300
• Miskooseepi Education Authority Inc Bloodvein Man	210,157
• Mississauga of the New Credit Band Hagersville Ont	163,500
• Mistawasis Leask Sask	218,461
• Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont	487,793
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont	595,959
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	2,125,602
• Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont	491,309
• Montagnais La Romaine Conseil La Romaine Qué	213,366
• Montagnais Lac St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué	760,007
• Montagnais Natashquan Conseil Natashquan Qué	233,858
• Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué	292,289
• Montagnais Uashat Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué	579,646
• Montreal Lake Band Montreal Lake Sask	669,598
• Moose Factory Band Moose Factory Ont	126,917
• Moose Lake Band Moose Lake Man	132,207
• Moosomin Cochin Sask	333,498
• Moricetown Indian Band Moricetown C-B	190,819
• Mosquito-Grizzly Bear's Head Cando Sask	144,137
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	375,762
• Muscowpetung Edenwold Sask	145,703
• Muskeg Lake Leask Sask	136,631
• Muskowekwan Lestock Sask	121,019
• Muskrat Dam Band Muskrat Dam Ont	118,300
• Muskrat Dam Lake Band Muskrat Dam Ont	116,620
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	301,186
• Nak Lake Band Pipestone Man	112,130
• Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B	195,303

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	357,433
• Necoslie Indian Band Fort St James C-B	100,470
• Nelson House Band Nelson House Man	503,443
• Nelson House Education Authority Inc Nelson House Man	340,731
• Nemaiah Valley Indian Band Nemaiah Valley C-B	171,966
• Nimpkish Indian Band Campbell River C-B	135,175
• Nipissing Band Sturgeon Falls Ont	201,425
• North Caribou Lake Band Fort Frances Ont	325,551
• North Coast District Council Prince Rupert C-B	1,031,230
• North Spirit Lake Band North Spirit Lake Ont	184,810
• North Thompson Indian Band Barriere C-B	102,790
• Northlands Band Lac Brochet Man	461,340
• Norway House Band Norway House Man	775,766
• Nuu Chah Nulth Thibal Council Port Alberni C-B	1,074,400
• Bande Obedjiwan Roberval Qué	524,067
• Ochapowace Broadview Sask	214,691
• Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont	184,643
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	163,874
• On Reserve Housing Code Comp Toronto Ont	203,958
• One Arrow Batoche Sask	169,201
• Oneidas of the Thames Band Southwold Ont	357,971
• Onion Lake Lloydminster Sask	605,644
• Onion Lake Lloydminster Sask	430,524
• On Reserve Housing Code Comp Inspector Toronto Ont	384,821
• Opasquiak Educational Authority Inc The Pas Man	251,335
• Osnaburgh Band Osnaburgh Ont	119,000
• Oweekeno Indian Band Port Hardy C-B	123,363
• Oxford House Band Oxford House Man	857,885
• O'Chiese Band Rocky Mountain House Alb	196,168
• Parry Island Band Parry Sound Ont	105,198
• Parry Island Parry Sound Ont	107,940
• Pasqua Fort Qu'Appelle Sask	184,551
• Paul Band Duffield Alb	237,978
• Peepeekisis Balcarres Sask	216,353
• Pegis Band Hodgson Man	1,165,995
• Peigan Band Brocket Alb	847,352
• Peigan Board of Education Brocket Alb	154,670
• Pelican Lake Leoville Sask	115,937
• Penelakut Indian Band Chemainus C-B	146,156
• Penticton Indian Band Penticton C-B	126,799
• Peter Ballantyne Pelican Narrows Sask	854,118
• Piapot Cupar Sask	370,767
• Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont	139,010
• Pic Mobert Indian Band Mobert Ont	114,080
• Pikangikum Band Pikangikum Ont	834,277
• Pine Creek Band Camperville Man	299,934
• Police Amérindienne Conseil Pointe-Bleue Qué	3,774,726
• Police Amérindienne Conseil Pointe-Bleue Qué	1,555,012
• Poplar Hill Band Poplar Hill Ont	138,160
• Poplar River First Nation Negginan Man	207,121
• Poundmaker Cutknife Sask	296,959
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask	1,225,324
• Prince Albert Districts Chiefs Prince Albert Sask	111,500
• Prophet River Indian Band Fort Nelson C-B	111,670
• Province of Manitoba Winnipeg Man	881,994
• Provincial Treasurer Edmonton Alb	304,673
• Pukatawagan Indian Education Authority Inc Pukatawagan Man	383,800
• Rainy River Band Emo Ont	139,090
• Red Bank Band Red Bank N-B	188,623
• Red Earth Carrot River Sask	447,335
• Red Pheasant Cando Sask	170,365
• Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man	463,351
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	130,151
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	518,405
• Rolling River Band Erickson Man	248,500
• Roseau River Band Ginew Man	466,381
• Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont	377,240
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	869,824
• Sagkeeng Education Foundation Inc Pine Falls Man	815,925
• Saint Mary's Band Fredericton N-B	360,086
• Sakimay Grenfell Sask	141,838
• Samson Band Hobbema Alb	394,390

	$
• Sandy Bay Band Marius Man	390,068
• Sandy Bay Education Foundation Inc Marius Man	574,246
• Sandy Lake Band Sandy Lake Ont	796,535
• Sarcee Band Calgary Alb	482,733
• Sask Indian Community College Saskatoon Sask	160,000
• Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask	640,487
• Saugeen Band Savant Lake Ont	152,259
• Saulteaux Cochin Sask	231,014
• Seabird Island Indian Band Agassiz C-B	243,425
• Seine River Band Mine Centre Ont	104,250
• Seton Lake Indian Band Shalalth C-B	105,897
• Shamattawa Band Education Authority Inc Shamattawa Man	522,888
• Shamattawa Band Shamattawa Man	268,329
• Shibogama Tribal Council Kasabonika Lake Ont	253,945
• Shoal Lake Band of The Cree Nation Carrot River Sask	210,200
• Shoal Lake No 40 Band Kejick Ont	107,612
• Shoal River Band Pelican Rapids Man	167,415
• Shubenacadie Band Shubenacadie N-É	176,302
• Siksika Nation Stand Off Alb	1,228,619
• Sioux Valley Band Griswold Man	242,848
• Sioux Valley Educational Authority Inc Griswold Man	217,185
• Six Nations First Nation Oshweken Ont	135,000
• Six Nations of the Grand River Band Oshweken Ont	1,062,419
• Six Nations Oshweken Ont	400,188
• Skeetchestn Indian Band Savona C-B	100,109
• Sliammon Indian Band Powell River C-B	225,384
• Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man	280,488
• Southeast Tribal Division—School Inc Winnipeg Man	565,221
• Spanish River Band Massey Ont	225,500
• Split Lake Cree First Nation Split Lake Man	514,347
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	102,947
• Standing Buffalo Fort Qu'Appelle Sask	224,914
• Star Blanket Balcarres Sask	812,338
• Stellaquo Indian Band Fraser Lake C-B	118,387
• Stone Indian Band Hanceville C-B	130,085
• Stoney Band Morley Alb	380,098
• Stoney Tribal Administration Morley Alb	875,703
• Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B	161,798
• Sturgeon Lake Spruce Home Sask	424,740
• St Theresa Point Band St Theresa Point Man	1,005,238
• Sucker Creek Band Little Current Ont	104,894
• Summer Beaver Band Summer Beaver Ont	204,000
• Sunchild Band Rocky Mountain House Alb	365,080
• Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man	103,906
• Swan Lake Band Swan Lake Man	253,984
• Sweet Grass Gallivan Sask	321,831
• Takla Lake Indian Band Fort St James C-B	249,665
• Tallcree Band Ft Vermilion Alb	500,196
• The Narrows Education Authority Inc Ashern Man	172,585
• The North Shore Tribal Council Blind River Ont	194,011
• The Pas Band The Pas Man	449,342
• Thunderchild Turtleford Sask	390,115
• Timiskaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Que	180,014
• Tl'azt'en Nations Indian Band Fort St James C-B	446,844
• Tobique Band Perth Andover N-B	381,931
• Touchwood-File Hills Dis Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask	497,218
• Touchwood-File Hills Dis Chiefs Fort Qu'Appelle Sask	104,500
• Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	3,337,283
• Tsawataineuk Indian Band Campbell River C-B	137,316
• Ulkatcho Indian Band Anahim Lake C-B	143,071
• Upper Nicola Indian Band Merritt C-B	120,321
• Valley River Band Shortdale Man	187,479
• Ville de Schefferville Schefferville Qué	126,798
• Vuntut Gwitchin Indian Band Old Crow TY	160,600
• Wagmatcook Band Baddeck N-É	201,037
• Wahpeton Prince Albert Sask	101,647
• Walpole Island Band Wallaceburg Ont	253,565
• Walpole Island First Nation Wallaceburg Ont	156,881
• Walpole Island Wallaceburg Ont	308,880
• Wapekeka Band Angling Lake Ont	165,084
• Wasagamack Band Wasagamack Man	840,132

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Waterhen Band Skownan Man	158,182
• Waterhen Lake Waterhen Lake Sask	225,400
• Waterhen Lake Waterhen Lake Sask	189,100
• Waywayseecappo Band Rossburn Man	359,500
• Waywayseecappo Education Authority Inc Rossburn Man	292,694
• Webequie Band Pickle Lake Ont	213,020
• Weenusk Band Weenusk Ont	177,556
• Weenusk Weenusk Ont	237,124
• Wemindji Band Council Wemindji Qué	152,783
• West Bay Band Bank Account West Bay Ont	102,200
• West Bay Band West Bay Ont	292,116
• Bande Weymontachie Sanmaur Qué	421,203
• White Bear Carlyle Sask	514,755
• Whitefish Bay Band Pawitik Ont	345,208
• Whycocomagh Band Whycocomagh N-É	206,005
• Wikwemikong Band Bank Accoun Wikwemikong Ont	381,547
• Wikwemikong Band Wikwemikong Ont	507,612
• Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont	153,175
• Wunnummin Lake Band Wunnummin Ont	442,124
• Yellow Quill Saskatoon Sask	227,133
• Yellowhead Tribal Council Stony Plain Alb	166,334
• York Factory Band York Factory Man	208,326
• Yorkton District Chiefs Yorkton Sask	309,743

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit aux fins de la planification de l'aménagement local $ 12,948,453

	$
• Abegweit Band Cornwall Î-P-É	158,294
• Alexander Band Morinville Alb	361,073
• Assembly of First Nations Ottawa Ont	278,000
• Big Island Band Morson Ont	102,589
• Boothroyd Indian Band Boston Bar C-B	115,600
• Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B	226,300
• Chapel Island Band St Peters N-É	189,779
• Eskasoni Band Eskasoni N-É	865,272
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	773,400
• Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont	240,119
• Lax Kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	351,100
• Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É	183,839
• Mcleod Lake Indian Band McLeod Lake C-B	137,200
• Native Council of Canada Ottawa Ont	131,000
• Native Women's Association Ottawa Ont	101,000
• Necoslie Indian Band Fort St James C-B	242,100
• Nipissing Band Sturgeon Falls Ont	312,295
• Norway House Band Norway House Man	641,848
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	2,851,000
• Siksika Nation Band Gleichen Alb	694,027
• Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man	132,495
• Swan Lake Band Swan Lake Man	207,976
• West Bay Band West Bay Ont	277,300
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	159,900
• Yellowhead Tribal Council Stony Plain Alb	830,279

Contributions aux bandes et aux associations indiennes pour l'élaboration de politiques et la consultation en cette matière $ 12,853,702

	$
• Assembly of First Nations Ottawa Ont	3,158,827
• Assembly of Manitoba Chiefs Secretariat Inc Winnipeg Man	337,884
• Assembly of Manitoba Chiefs Winnipeg Man	135,000
• Association of Iroquois & Allied Nations London Ont	159,196
• Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué	133,100
• Carrier-Sekani Tribal Council Prince George C-B	124,156
• Champagne/Aishihik Indian Band Haines Junction TY	195,075
• Chiefs of Ontario Toronto Ont	840,500
• Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man	134,707
• Fed of Sask Indians Saskatoon Sask	485,000
• Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask	268,839
• Grand Council Treaty No 3 Fort Frances Ont	178,461
• Indian Association for Alberta Edmonton Alb	810,000
• Indian Commission of Ontario Toronto Ont	318,916
• Indian Training & Research Institute of Tech Vancouver C-B	236,500
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	397,801
• Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont	240,119
• Lax Kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	354,223
• Mcleod Lake Indian Band McLeod Lake C-B	140,439
• Native Council of Canada Ottawa Ont	242,928
• Nipissing Band Sturgeon Falls Ont	292,295
• Nishnawbe Aski Nation Toronto Ont	285,900
• Norway House Band Norway House Man	643,848
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	290,896
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	384,491
• Sask Ind Women's Assoc Regina Sask	180,000
• Secrétariat Premières Nations Québec Village-des-Hurons Qué	185,000
• Siksika Nation Band Stand Off Alb	701,027
• Stoney Band Morley Alb	106,000
• Union of Ontario Indians North Bay Ont	382,200

Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit et à leur organisations pour les régimes de pensions des employés $ 10,661,293

	$
• Big Cove Band Big Cove N-B	309,580
• Big Island Band Morson Ont	102,589
• Cross Lake Band Cross Lake Man	267,736
• John Smith Birch Hills Sask	265,665
• Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont	240,119
• Lac La Ronge La Ronge Sask	152,900
• Little Red River Band High Level Alb	142,364
• Makwa Sahgaiehcan Loon Lake Sask	283,470
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont	290,800
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	270,000
• Muskeg Lake Leask Sask	252,980
• Nelson House Education Authority Inc Nelson House Man	100,413
• Nipissing Band Sturgeon Falls Ont	292,295
• Norway House Band Norway House Man	679,900
• Ochapowace Broadview Sask	243,774
• Onion Lake Lloydminster Sask	280,500
• Peguis Band Hodgson Man	168,109
• Peigan Board of Education Brocket Alb	139,144
• Peter Ballantyne Pelican Narrows Sask	155,200
• Police Amérindienne Conseil Pointe-Bleue Qué	312,733
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask	283,000
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	180,600
• Sakimay Grenfell Sask	211,910
• Sandy Bay Education Foundation Inc Marius Man	212,500
• Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask	279,917
• Saulteaux Cochin Sask	296,935
• Shamattawa Band Shamattawa Man	218,448
• Shoal Lake Band of The Cree Nation Carrot River Sask	192,849
• Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man	227,255
• Star Blanket Balcarres Sask	336,809
• Star Blanket Balcarres Sask	168,913
• Stoney Band Morley Alb	309,433
• Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man	116,305
• West Bay Band West Bay Ont	277,300
• White Bear Carlyle Sask	109,300

Contributions aux bandes indiennes pour les programmes de perfectionnement de la gestion indienne et de la formation paraprofessionnelle en développement social $ 5,890,043

	$
• Barren Lands Band Brochet Man	113,583
• Big Island Band Morson Ont	102,589
• Canadian Executive Services Organization-Ceso Toronto Ont	1,685,000
• Confederacy of Mainland Micmacs Truro N-É	571,045
• Drane River Band Crane River Man	170,190
• Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man	132,707
• Dawson Indian Band Dawson City TY	119,839
• First Nations Resource Council Hobbema Alb	102,000
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	375,801
• Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont	240,119
• Nipissing Band Sturgeon Falls Ont	297,295
• Shamattawa Band Shamattawa Man	201,861
• Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man	104,000
• Touchwood-File Hills Dist Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask	138,640
• West Bay Band West Bay Ont	277,300
• Yellowhead Tribal Council Stony Plain Alb	827,879

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
Contributions à la province de Terre-Neuve pour pourvoir aux programmes et services offerts aux Autochtones résidant dans cette province et au Labrador $7,844,633	
• Newfoundland Exchequer Account St John's T-N	7,844,633
Contributions aux conseils tribaux pour les frais d'administration et les services de soutien de la gestion $33,631,904	
• 234125 80 Shibogama Triba Kasabonika Lake Ont	112,098
• Algonquins Ouest Québec Conseil Val d'Or Qué	349,725
• Allied Tsimshian Tribes Assoc Port Simpson C-B	162,996
• Association of United Tahltans Port Simpson C-B	229,000
• Atikamekw Sipi Comité Coordination La Tuque Qué	424,792
• Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué	565,670
• Barren Lands Band Brochet Man	111,583
• Battleford Treaty #6 Tribal Council North Battleford Sask	400,266
• Big Island Band Morson Ont	102,589
• Bimose Tribal Council Inc Kenora Ont	237,892
• Bimose Tribal Council Kenora Ont	230,596
• Cape Breton Council of Chiefs Sydney N-É	162,000
• Caribou Tribal Council Williams Lake C-B	384,676
• Carrier-Sekani Tribal Council Prince George C-B	792,819
• Chilcotin Ulkatcho Kluskus Nation Williams Lake C-B	305,261
• Chilliwack Area District Co Sardis C-B	218,569
• Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man	700,230
• First Nations of South Island Tribal Council Mill Bay C-B	456,096
• Fox Lake Band Gillam Man	216,944
• Gitsan-wet'suwet'en Local Serv Society Hazelton C-B	261,500
• Gitskan-Carrier Tribal Council Hazelton C-B	342,600
• High Level Tribal Council High Level Alb	404,044
• Independent First Nation Sioux Lookout Ont	162,355
• Interlake Reserves Tribal Council Inc Ashern Man	551,630
• Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man	500,446
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	1,035,023
• Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont	240,119
• Kootenay Area Council Cranbrook C-B	316,922
• Kwawkewlith District Council Port Hardy C-B	528,447
• Lac Seul Band Lac Seul Ont	167,000
• Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb	875,620
• Lillooet Dist Indian Council Vancouver C-B	105,666
• Lillooet Tribal Council Lillooet C-B	392,780
• Matawa First Nations Management Thunder Bay Ont	143,146
• Matawa First Nations Management Thunder Bay Ont	147,500
• Matawas First Nations Management Thunder Bay Ont	295,000
• Meadow Lake Dist Chief Mgmt Co Ltd Meadow Lake Sask	1,172,300
• Mid Island Tribal Council Westholme C-B	135,626
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	147,600
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont	141,732
• Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué	124,450
• Musgamagw Tsawataineuk Tribal Council Alert Bay C-B	403,579
• Mushkegowuk Council Moose Factory Ont	313,867
• Muskegog Cree Council Moose Factory Ont	202,244
• Nicola Valley Ind Admin Merritt C-B	319,614
• Nipissing Band Sturgeon Falls Ont	292,295
• Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B	163,634
• Nlaka'pamux Nation Tribal Council Lytton C-B	382,000
• North Coast District Council Prince Rupert C-B	627,340
• North Shore District Tribal Council Newcastle N-B	444,794
• North Shore Tribal Council Blind River Ont	184,912
• Ojibway 1850 Treaty Council Thunder Bay Ont	242,850
• Okanagan Tribal Council Kelowna C-B	314,488
• Oweekeno-kitasoo-nuxalk Tribal Council Bella Coola C-B	164,668
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask	1,041,295
• Pwi Di Goo Zing Ne Yaa Zhing Fort Frances Ont	563,739
• Regroupement Mamit Innuat Inc Mingan Qué	314,204
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	379,491
• Saint John River Valley Tribal Council Saint John N-B	129,254
• Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask	380,498
• Shamattawa Band Shamattawa Man	198,861
• Shibogama Tribal Council Kasabonika Lake Ont	440,409
• Shuswap Nation Tribal Council Kamloops C-B	443,693
• Six Nations Oshweken Ont	105,086
• Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man	787,821
• Sto Lo Tribal Council Sardis C-B	403,070
• Sto Lo Nation Society Sardis C-B	230,300
• Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man	643,758
• The Alliance Tribal Council Vancouver C-B	385,125
• The North Shore Tribal Council Blind River Ont	209,891
• Touchwood-File Hills Dist Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask	615,666
• Treaty 7 Tribal Council Edmonton Alb	673,440
• Treaty 8 Tribal Association Fort St John C-B	460,448
• Tribal Chiefs Ventures St Paul Alb	261,969
• Union Nova Scotia Indians Sydney N-É	163,177
• United Chiefs & Councils of Manitoulin West Bay Ont	182,498
• United Chiefs & Councils of West Bay Ont	116,016
• West Bay Band West Bay Ont	277,300
• West Region Tribal Council Inc Dauphin Man	542,864
• Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont	485,329
• Yellowhead Tribal Council Stony Plain Alb	820,879
• Yorkton District Chiefs Yorkton Sask	248,054
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $41,494,165	
Subventions à des particuliers ou à des organisations pour l'avancement de la culture indienne et de la culture inuit $45,000	
Subvention à des universités et instituts canadiens pour la formation relative à la recherche scientifique dans le Nord $748,000	
Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques en vue de coordonner les activités scientifiques touchant le Nord dans les universités canadiennes $110,000	
• Association des Universités Canadiennes Ottawa Ont	110,000
Subvention sous forme de prix accordé à une personne dont la contribution aux sciences du Nord est jugée éminente $5,000	
Paiement au Conseil des Indiens du Yukon à titre de paiement provisoire à l'égard de l'indemnité versée comme règlement de sa revendication globale $1,000,000	
• Conseil des Indiens du Yukon Whitehorse TY	1,000,000
Subvention à la Yukon Conservation Society afin de favoriser la conservation des ressources naturelles du Yukon $15,000	
Subvention au Comité canadien des ressources de l'Arctique en vue de promouvoir l'analyse, par un organisme indépendant, des questions relatives au Nord et des propositions de l'industrie et du gouvernement à l'égard de ces questions $100,000	
• Comité canadien des ressources de l'Artique Ottawa Ont	100,000
Subventions de $20,000 à la Yukon Chamber of Mines; de $20,000 à la Northwest Territories Chamber of Mines pour aider au fonctionnement des cours de formation de prospecteurs et au maintien de bureaux permanents en vue d'instruire et d'aider toutes les personnes intéressées par la prospection $40,000	
Subvention à la Territories Accident Prevention Association $5,000	
Subvention à l'Association des prospecteurs du Yukon $2,000	
Subvention à l'Association pour l'extraction de l'or du Klondike $10,000	
Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens et aux Inuit $15,700,000	
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest—Soins hospitaliers Yellowknife TN-O	15,700,000
Contributions au gouvernement du Yukon pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens $1,569,097	
• Gouvernement du Yukon—Soins hospitaliers Whitehorse TY	1,569,097
Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour l'assurance-maladie des Indiens et des Inuit $4,750,000	
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest—Assurances-	

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Fin*

	$
maladie Yellowknife TN-O	4,750,000
Contributions au gouvernement du Yukon pour l'assurance-maladie des Indiens $775,551	
Contributions au gouvernement du Yukon pour la location ou l'achat de maisons à prix modique $297,000	
• Gouvernement du Yukon—Location à prix modique Whitehorse TY	297,000
Contributions aux associations des Autochtones du Nord pour leur permettre d'effectuer des recherches et d'exécuter des projets susceptibles d'étayer leurs intérêts et afin de leur permettre d'obtenir des conseils et d'être consultées sur les questions relatives au développement du Nord $169,000	
Contributions aux associations inuit pour leur permettre d'exécuter des programmes selon les objectifs et les critères établis pour le programme des centres d'éducation en culture autochtone $454,000	
• Inuit Cultural Institute Eskimo Point TN-O	400,000
Contributions versées à des organisations inuit pour promouvoir l'épanouissement linguistique et culturel des Inuit $300,000	
• Inuit Cultural Institute Eskimo Point TN-O	195,000
Contribution au Conseil canadien des arts esquimaux pour subvenir à leurs coûts de fonctionnement afin de leur permettre de renseigner les gouvernements et les organisations inuit au sujet du développement et de la protection de l'art inuit $39,000	
Contributions au service d'orientation fourni aux Inuit dans le Sud $80,000	
Contributions pour l'Alliance constitutionnelle des Territoires du Nord-Ouest pour en arriver à un consensus sur la division des Territoires du Nord-Ouest $72,000	
Contributions à verser aux gouvernements territoriaux et aux organisations autochtones en vue de la mise en oeuvre de la convention définitive des Inuvialuit $4,165,744	
• Joint Secretariat Inuvik TN-O	452,760
Contribution à l'Office régional canadien de la Conférence circumpolaire Inuit $100,000	
• Conférence circumpolaire Inuit Ottawa Ont	100,000
Avance à l'égard des coûts de mise en oeuvre ponctuels en vue de déterminer l'admissibilité et d'effectuer le recensement des personnes habilitées à voter à l'égard de la revendication territoriale du Conseil des Indiens du Yukon $500,000	
• Council for Yukon Indians (Yukon enrollement Comm) Whitehorse TY	500,000
Contribution à Inuit Tapirisat du Canada pour la production et distribution du périodique Inuktitut $189,000	
• Inuit Tapirisat du Canada Ottawa Ont	189,000
Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuit des Territoires du Nord-Ouest, du Nouveau-Québec et du Labrador à développer leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art $470,000	
Contributions au gouvernement du Yukon en rapport avec l'entente de développement économique conclue entre le Canada et le Yukon $947,663	
Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en rapport avec les ententes auxilliaires sur le développement économique conclues entre la Canada et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest $3,542,676	
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	3,542,676
Contribution pour les comités consultatifs communautaires $66,600	

	$
Contribution au Conseil des Indiens du Yukon, pour prendre part à la formation et à l'embauche des Autochtones $37,000	
Contributions aux particuliers, aux groupes, aux associations, aux sociétés ou aux coopératives inuit aux fins du développement économique des Inuit canadiens $1,429,888	
• Arctic Co-operatives Ltd Winnipeg Man	1,185,000
Contribution pour le Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt $9,709	
Contribution pour encourager et soutenir la participation directe des gouvernements des territoires et des organisations autochtones dans le programme d'aménagement des territoires du Nord $2,518,280	
• Conseil des Indiens du Yukon Whitehorse TY	174,500
• Dene Nation Yellowknife TN-O	187,500
• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	284,316
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	330,000
• Inuvialuit Regional Corporation Inuvik TN-O	474,024
• Mackenzie Delta Tribal Council Inuvik TN-O	241,946
• Metis Association of NWT Yellowknife TN-O	176,500
• Tungavik Federation of Nunavut Ottawa Ont	365,000
Contribution au Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine $12,500	
Contributions à des organisations autochtones et non autochtones pour aider à la protection et au développement de l'industrie de la fourrure $499,098	
• Aboriginal Trappers federation of Canada Cornwall Ont	184,098
• Indigineous Survival International Ottawa Ont	235,000
Contributions aux groupes autochtones et autres, pour leur permettre de se préparer et de participer à la revue publique des propositions sur le transport d'hydrocarbures $167,500	
• FEARO Ottawa Ont	127,500
Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou $15,000	
Contributions aux gouvernements territoriaux, aux bandes indiennes et aux employeurs du secteur privé pour payer les allocations aux autochtones du Nord qui reçoivent une formation en cours d'emploi $537,859	

PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX $921,073,869

	$
Paiements au gouvernement du Yukon conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada et le commissaire du Yukon, au nom du gouvernement du Yukon, les paiements au gouvernement du Yukon devant être calculés selon lesdits accords; et autorisation de paiements provisoires au gouvernement du Yukon avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours $195,384,829	
• Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY	195,384,829
Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada et le commissaire des Territoires du Nord-Ouest au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, les paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest devant être calculés selon lesdits accords; et autorisation de paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours) $725,689,040	
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	725,689,040

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE $1,431,305,305

Département $913,865,856

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE $650,210,686

	$
Subventions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques $300,000	
• The Niagara Institute Niagara on the Lake Ont	300,000
Subventions aux Fonds de relance $2,000,000	
• Fonds de relance Toronto Ont	2,000,000
Subventions accordées à des établissements, des particuliers et à d'autres organismes de la province de Québec en vertu de l'Entente auxiliaire Canada/Québec sur les sciences et la technologie $8,910,680	
• ACDS Systèmes Graphiques Inc Hull Qué	183,367
• Bendix Avelex Inc St-Laurent Qué	256,282
• CAE Electronics Ltd St-Laurent Qué	101,681
• CML Technologies Inc Hull Qué	249,508
• Hydro Québec Montréal Qué	754,780
• IAF Biochem International Inc Montréal Qué	216,791
• L'Institut National Optique Ste-Foy Qué	4,641,263
• Phoebus Secure Technologies Corp Hull Qué	483,110
• Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué	157,797
• Technologies MPB Inc (Les) Dorval Qué	261,710
Subventions en vertu du programme des prix d'excellence du Canada $199,750	
• The Conference Board of Canada Ottawa Ont	199,750
Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de la Colombie-Britannique en vertu de l'Entente auxiliaire Canada/Colombie-Britannique sur les sciences et la technologie $4,232,493	
• Ministère des finances de la Colombie-Britannique Victoria C-B	4,232,493
Subventions à l'Institut canadien de recherche avancée pour égaler les contributions du secteur privé jusqu'à ce niveau maximum $2,000,000	
• Institut canadien de recherche avancée Toronto Ont	2,000,000
Subventions et bourses accordées à des personnes et à des groupes choisis pour appuyer des travaux de recherche, la formation de personnel hautement qualifié en sciences naturelles et en génie $9,491,000	
Subvention à la Société Royale du Canada $1,000,000	
• Société Royale du Canada Ottawa Ont	1,000,000
Contributions aux initiatives en vertu de la politique nationale d'entrepreneurship $669,876	
• National Entrepreneurship Development Institute Montréal Qué	256,949
Contributions au conseil économique des provinces de l'Atlantique $27,500	
Contributions en vertu du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense $300,908,781	
• AR Technologies Inc Richmond C-B	189,762
• AAstra Advanced Ceramics Inc Lindsay Ont	102,025
• Advanced Materials Engineering Centre Halifax N-É	895,616
• Aero Machining Ltd Montréal Qué	498,649
• Aerospatiale Hemmingford Inc Hemmingford Qué	197,150
• ATS Automation Tooling Systems Inc Kitchener Ont	348,508
• B&I Manufacturing Ltd Port Coquitlam C-B	140,337
• BM Hi-Tech Inc Collingwood Ont	108,151
• Ballistech Systems Incorporated St-Hubert Qué	113,902
• Bell-Northern Research Limited Ottawa Ont	1,286,589
• Bendix Avelex Inc Ville St-Laurent Qué	537,389
• Boeing of Canada Ltd Winnipeg Man	996,971
• Boeing of Canada Toronto Ont	52,342,524
• Bombardier Inc Montréal Qué	58,641,442
• C-Tech Ltd Cornwall Ont	235,658
• CAE Electronics Ltd St-Laurent Qué	5,547,917
• Canada Wire and Cable Ltd North York Ont	1,657,573

	$
• Canadian Astronautics Limited Ottawa Ont	1,837,856
• Canadian Marconi Company Montréal Qué	10,189,650
• Cayuga Automatic Machining (1985) Ltd Cayuga Ont	242,798
• Champion Road Machinery Limited Goderich Ont	803,450
• College Tool and Die Ltd Mississauga Ont	304,195
• Com Dev Limited Cambridge Ont	1,758,467
• Computing Devices Co (Div Control Data) Ottawa Ont	3,342,894
• Coordinate Tool Ltd Mississauga Ont	138,784
• Corporation d'Usinage Métro Ville St-Michel Qué	170,888
• Crossbow Electronics Inc Thornhill Ont	210,240
• Cyclone Manufacturing Inc Mississauga Ont	203,000
• Dalsa Inc Waterloo Ont	133,240
• Data Images Inc Ottawa Ont	338,478
• Dellcom Industries Inc Woodbridge Ont	145,097
• DEW Engineering and Development Limited Ottawa Ont	176,600
• Diemaco Inc Kitchener Ont	483,086
• Diemaster Tool Inc Mississauga Ont	162,519
• Digital Dynamics Limited Stratford Ont	179,026
• Dowty Canada Limited Ajax Ont	4,410,992
• DY-4 Systems Inc Nepean Ont	1,229,773
• Egletronic Industries Inc Downsview Ont	320,000
• EMCON Emanation Control Ltd Nepean Ont	337,554
• Enterprises Roger Gentner Inc (Les) St-Léonard Qué	147,529
• Ernst Leitz Canada Limited Midland Ont	283,525
• Fag Bearings Limited Stratford Ont	915,540
• Fell-Fab Products Limited Hamilton Ont	134,364
• Franklin Enterprises Limited Winnipeg Man	293,820
• FRE Composites Inc St-André Est Qué	197,626
• Fullerton Sherwood Engineering Ltd Mississauga Ont	135,625
• Futuretek Manufacturing Inc Mississauga Ont	204,059
• Garrett Canada Rexdale Ont	6,580,771
• General Systems Research Ltd Edmonton Alb	330,714
• Gennum Corporation Burlington Ont	418,645
• Geometrix Limited Woodbridge Ont	271,700
• Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B	348,733
• Global Thermoelectric Power Systems Ltd Bassano Alb	183,978
• Guildline Instruments Ltd Smiths Falls Ont	162,836
• Haley Industries Limited Haley Ont	187,091
• Hermes Electronics Limited Dartmouth N-É	756,887
• Hochelaga Aerospace Inc Laval Qué	314,654
• Honeywell Ltd Willowdale Ont	187,381
• Indal Technologies Inc Mississauga Ont	2,288,439
• International Submarine Engineering Ltd Port Moody C-B	227,420
• J&S Tyler Precision Products Inc Mississauga Ont	195,000
• John T Hepburn Limited Mississauga Ont	406,223
• Joly Engineering Limited Montréal Qué	347,811
• KK Machine Products Inc Terrasse Vaudreuil Qué	136,801
• Kondor United Aircraft Parts Ltd Mississauga Ont	276,398
• LMH Machine & Tool Co Limited Woodbridge Ont	222,000
• Laser Machining Centre Inc Toronto Ont	185,959
• Leesta Industries Ltd Pointe-Claire Qué	172,500
• Leigh Instruments Ltd Carleton Place Ont	3,326,778
• LIKRO Precision Ltd Mississauga Ont	220,000
• Linamar Machine Ltd Guelph Ont	377,578
• Litton Systems Canada Limited Etobicoke Ont	7,122,947
• Lucas Aerospace Inc Mississauga Ont	238,765
• M E L Defence Systems Ltd Stittsville Ont	175,536
• MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B	1,984,037
• MBB Helicopter Canada Limited Fort Erie Ont	1,200,628
• McDonco Machine Limited Fort Erie Ont	118,635
• McDonnell Douglas Canada Ltd Toronto Ont	7,656,139
• Mecaero Canada Inc Ville St-Laurent Qué	173,813
• Menasco Aerospace Ltd Oakville Ont	2,730,060
• Merco Industries Ltd Woodbridge Ont	304,900
• Mesotec Inc Sherbrooke Qué	386,862
• Mitec Electronics Ltd Pointe-Claire Qué	381,298
• Murata Erie North America Ltd Trenton Ont	622,386
• NW Clayton Compagny Ltd Guelph Ont	258,275
• National Auto Radiator Mfg Co Ltd Windsor Ont	274,096
• Novatronics Inc Stratford Ont	115,889
• Original Machine Tools Inc Mississauga Ont	480,000
• Outillages Avitec Inc Riviere-des-Prairies Qué	186,204
• Pega Aérospatiale Inc St-Léonard Qué	215,360
• Performance L T Inc Laval Qué	243,150

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• Pratt & Whitney Canada Longueuil Qué	71,454,948
• Prior Data Sciences Ltd Kanata Ont	211,238
• Prototype Circuits Inc Scarborough Ont	346,028
• Pylon Electronic Development Co Ltd Nepean Ont	102,859
• Pyramet Industries Ltd Edmonton Alb	165,347
• R A C E Technologies Inc Vancouver C-B	143,697
• Racal Filter Technologies Ltd Brockville Ont	537,337
• Rainford Corporation Scarborough Ont	198,700
• Raytheon Canada Ltd Waterloo Ont	677,869
• RCA Inc Vaudreuil Qué	140,198
• Reil Industrial Enterprises Limited Mississauga Ont	368,777
• Remtec Inc Chambly Qué	265,613
• Securitex Systems Inc Pointe-Claire Qué	605,538
• Senstar Corporation Kanata Ont	447,695
• Sider-Tech Ltée Longueuil Qué	113,510
• Spar Aerospace Ltd Mississauga Ont	1,041,297
• Spar Aerospace Ltd Weston Ont	916,024
• Spar Aérospatiale Limitée Ste-Anne-de-Bellevue Qué	9,761,369
• Sparton of Canada Limited London Ont	779,087
• Standen's Limited Calgary Alb	378,760
• Stone Marine Canadienne Ltée Iberville Qué	424,746
• Strite Industries Limited Cambridge Ont	518,089
• Swissway Machining Limited Scarborough Ont	282,796
• Telemus Electronic Systems Inc Nepean Ont	315,069
• Tenneco Canada Inc Islington Ont	411,365
• Tesamatec Inc Chomedey Laval Qué	439,208
• Textron Canada Ltd St-Janvier Qué	6,458,904
• The Queensway Machine Products Ltd Etobicoke Ont	364,432
• Toronto Fastener Industries Inc Rexdale Ont	121,288
• Tournage de Précision Airborne Ltée St-Léonard Qué	607,465
• TW Manufacturing Inc St-Hubert Qué	453,105
• VAC Developments Limited Rexdale Ont	293,474
• Vac-Aero International Inc Oakville Ont	364,174
• Vide et Traitement Canada Inc Boucherville Qué	400,000
• Virtual Prototypes Inc Montréal Qué	244,568
• Wilson Machine Company Ltd La Salle Qué	258,530
• 113778 Canada Ltd Montréal Qué	141,756
• 333111 Ontario Ltd Brampton Ont	116,375

Contributions à Marine Industrie Limitée $29,000,253

• Le Groupe Mil Inc Sorel Tracey Qué	29,000,253

Contributions en vertu du programme d'aide à l'industrie de la construction navale $8,678,181

• Georgetown Shipyard Inc Georgetown Î-P-É	377,401
• Marystown Shipyard Ltd Marystown T-N	565,123
• Rivtow Straits Limited Vancouver C-B	932,016
• Saint John Shipbuilding Ltd Saint John N-B	5,201,972
• Vancouver Shipyards Co Ltd North Vancouver C-B	1,429,942

Contributions aux campagnes sectorielles $1,039,604

• Canadian Wine Institute Mississauga Ont	314,500
• Inco Ltd Toronto Ont	181,646
• Walker Exhausts Cambridge Ont	100,000

Contributions aux technologies stratégiques $228,641

Contributions à l'Association canadienne des industries maritimes $71,269

Contributions à l'Association canadienne des entreprises de géomatèques $27,000

Contributions à des organismes sans but lucratif et à des activités commerciales en vue d'appuyer le tourisme $376,447

• The Conference Board of Canada Ottawa Ont	200,000
• World Tourism Organization Madrid Espagne	176,447

Contributions en vertu des règlements pour un renouveau industriel canadien $9,952,114

	$
• Ballin Inc Montréal Qué	197,470
• Calko (Canada) Inc Montréal Qué	358,729
• Canadelle Inc Montréal Qué	242,402
• Collins & Aikman Inc Farnham Qué	2,250,830
• Compagnie Shenley Inc (La) Beauce Qué	332,454
• Consoltex Canada Inc Montréal Qué	354,311
• Coppley Noyes and Randall Ltd (The) Hamilton Ont	201,115
• Cowall Manufacturing Inc Montréal Qué	114,163
• Fibres Armtex Inc Magog Qué	201,855
• Forsyth Trading Compagny Toronto Ont	145,806
• Grant Emblems Limited Toronto Ont	370,645
• Les Entreprises Arseneault & Frères Inc Shawinigan Qué	135,726
• Les Papiers Peints Berkley Inc Sherbrooke Qué	170,345
• M USA C Promotions Inc Pointe-Claire Qué	213,150
• Majestic Industries (Canada) Ltd Montréal Qué	103,071
• Manufacture Kute-Knit Inc Montréal Qué	165,850
• Pajar Holdings Inc Montréal Qué	126,652
• Posi-Plus Technologies Inc Victoriaville Qué	109,035
• Progress Brand Clothes Ind Montréal Qué	320,164
• Quality Goods IMD Inc Montréal Qué	117,990
• Rice Sportswear Ltd Winnipeg Man	122,160
• S Cohen Inc Montréal Qué	113,304
• SW Hooper & Co Ltd Sherbrooke Qué	208,382
• Silpit Industries Ltd Winnipeg Man	143,520
• TAG Apparel Group Inc Lachine Qué	561,480
• Tan Jay International Ltd Winnipeg Man	262,503

Contributions en vertu du programme de développement des systèmes de microélectronique $4,315,685

• Electrohome Ltd Kitchener Ont	263,786
• Gennum Corporation Kitchener Ont	139,879
• Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B	125,230
• Microtel Pacific Research Ltd Burnaby C-B	266,395
• Myrias Research Corporation Edmonton Alb	256,949
• Newbridge Networks Corp Kanata Ont	2,962,216

Contributions à GMC et Suzuki $32,770,990

• Cami Automotive Inc Ingersoll Ont	32,770,990

Contributions pour le système d'automatisation de la marche des trains $1,662,047

• Alcatel Canada Inc Don Mills Ont	986,714
• Canadian National (CN) Montréal Qué	675,333

Contributions en vertu du programme de mise en valeur de la technologie et du programme de recherche des possibilités technologiques en Europe $12,152,429

• Advanced Materials Engineering Centre Halifax N-É	879,945
• Applied Microelectronics Institute Halifax N-É	348,214
• CADMI Microelectronics Inc Fredericton N-B	294,000
• Canadian Advanced Industrial Materials Toronto Ont	223,419
• Canadian Industrial Innovation Centre Waterloo Ont	968,552
• Canadian Manufacturers and Retailers Council Ottawa Ont	352,086
• Canadian Plastics Institute Don Mills Ont	370,760
• Centre d'Innovation Inc de Montréal Montréal Qué	926,159
• Centre des Techno Textiles (Que) Inc St-Hyacinthe Qué	474,232
• Centre for Frontier Engineering Research Edmonton Alta	200,000
• Conseil de l'Industrie de l'Hydrogène Montréal Qué	213,590
• DMR Group Inc Montréal Qué	131,770
• Electronic Industry Association of Alberta Edmonton Alb	538,794
• Formation en Gestion des Grands Projets Kirkland Qué	367,502
• Gentec Inc Québec Qué	485,075
• Lumonics Inc Kanata Ont	977,168
• McMaster University Ancaster Ont	570,108
• Medical Devices of Canada Etobicoke Ont	568,522
• Newbridge Microsystems Kanata Ont	921,514
• Société Microélectronique Inc Sherbrooke Sherbrooke Qué	348,000
• Unisearch Associates Inc Concord Ont	255,875
• Welding Institute of Canada Oakville Ont	282,000
• Zenon Environmental Inc Burlington Ont	1,134,526

Contribution en vertu du programme de rationalisation des chantiers navals de l'Ontario $1,452,913

• Canadian Shipbuilding and Engineering Ltd St Catharines Ont	1,452,913

Contributions à la Société Lavalin Ltd/Hawker-Siddeley Trenton Works $6,896,886

• Lavalin Trenton Works Trenton N-É	6,896,886

Contribution à l'Observatoire Neutrino de Sudbury $166,878

• Queen's University Kingston Ont	166,878

Contributions du Canada à l'Institut national des technologies du magnésium $1,050,000

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• Institut national des technologies du magnésium Ste-Foy Qué	1,050,000

Contributions au réseau de communications avancées de la Saskatchewan $3,114,580

	$
• Réseau de communications avancées de la Saskatchewan Regina Sask	3,114,580

Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et pour les engagements en vigueur en vertu des programmes antérieurs discontinués $48,026,874

	$
• ADI Diagnostics Inc Mississauga Ont	247,855
• Allan-Bradley Canada Limited Cambridge Ont	173,490
• Ass des man de bois de sciage du Québec Québec Qué	232,898
• Autosystems Manufacturing Inc Belleville Ont	489,504
• Babcock & Wilcox Co Cambridge Ont	275,256
• Bay Mills Ltd Burlington Ont	121,072
• Beclawat Canada Inc Belleville Ont	170,000
• Black & Decker Canada Inc Brockville Ont	135,809
• Black Clawson-Kennedy Ltd Owen Sound Ont	353,459
• Canada Clutch Corporation Guelph Ont	346,487
• Cape Breton Precision Components Limited North Sydney N-É	5,123,177
• Cheminis Lumber Ltd Kirkland Lake Ont	142,538
• Continuous Mining Systems Ltd Sudbury Ont	121,742
• Council of Forest Industries of BC Vancouver C-B	2,544,133
• D&E Wood Industries Ltd Mississauga Ont	270,934
• Degussa Canada Ltd Burlington Ont	243,728
• DEL-TECH Metal Products Cambridge Ont	1,614,725
• Drillex International of Canada Inc Sudbury Ont	107,479
• Ed Scharwachter GMBH & Co Niagara Falls Ont	1,102,611
• Edwards a Unit of General Signal Owen Sound Ont	145,317
• Electrohome Ltd Kitchener Ont	345,001
• Energy Management Systems Mississauga Ont	126,617
• Falconbridge Limited Toronto Ont	770,817
• Field Lumber (1956) Limited Field Ont	868,140
• GEAC Computer Corporation Ltd Markham Ont	250,562
• General Electric CDA Inc Peterborough Ont	637,882
• General Motors of Canada Limited Oshawa Ont	2,202,100
• Georgian College Barrie Ont	1,058,931
• Hope Brook Gold Inc Toronto Ont	1,750,000
• Husky Injection Molding Systems Ltd Bolton Ont	1,499,029
• Imperial Flavours Inc Mississauga Ont	159,585
• Inco Limited Toronto Ont	1,814,033
• Institute for Chemical Science & Technology Sarnia Ont	255,257
• John Rubber Inc Toronto Ont	1,297,426
• John T Hepburn Limited Mississauga Ont	183,855
• K-Power Products Inc Burlington Ont	236,250
• Kautex of Canada Inc Windsor Ont	145,450
• Kendal Canada Division—CKR Inc Peterborough Ont	672,970
• Les Ateliers d'Estampage de Métal Cornwall Ont	152,708
• Macro Engineering Co Ltd Oakville Ont	144,365
• Magna International (Canada) Inc Markham Ont	2,131,943
• Mid-Point Manufacturing Inc Concord Ont	673,253
• Multimatic Inc Unionville Ont	483,932
• Nor-Am Electrical Limited Markham Ont	185,185
• Pebra Inc Kitchener Ont	404,939
• Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué	122,552
• Quest-Tech Precision Inc Belleville Ont	241,809
• Relcon Inc Brampton Ont	653,077
• Repap Enterprises Inc Newcastle N-B	7,004,813
• Rexwood Products Ltd New Liskeard Ont	439,945
• Ronal Canada Inc Stevensville Ont	131,600
• Rotoflex International Inc Mississauga Ont	167,784
• Royal Homes Limited Wingham Ont	504,000
• Sunroot Energy Ltd Mississauga Ont	526,091
• Tesma International Inc Concord Ont	210,379
• The Complax Corporation Cobourg Ont	392,548
• Torcan Chemical Ltd Aurora Ont	110,000
• TRW and Tokai Rika Co Ltd Kingsville Ont	123,016
• Ultra Lasertech Inc Mississauga Ont	201,659
• University of Ottawa Heart Institute Ottawa Ont	1,151,068
• University of Western Ontario London Ont	104,962
• VDO Instruments Ltd Barrie Ont	123,732
• Waferboard Association Willowdale Ont	191,853
• Westinghouse Canada Inc Hamilton Ont	604,219
• Wingrill Inc Brighton Ont	152,153

Contributions aux termes des ententes auxiliaires conclues en vertu des ententes pour le développement économique et régional et des ententes cadres de développement avec les provinces $100,415,403

	$
• Big Sand Lake Lodge/Outcamps South Indian Lake Man	288,024
• Buffalo Narrows Credit Union Buffalo Narrows Sask	100,000
• CAPA Software Corporation Saskatoon Sask	148,653
• Cavendish Promotions Cavendish Î-P-É	149,646
• Charlottetown Area Development Corp Charlottetown Î-P-É	249,342
• City of Saskatoon Saskatoon Sask	100,000
• Concep Inc St-Fulgence Qué	180,000
• Corner Brook Pulp & Paper Limited Corner Brook T-N	2,328,345
• Corporation Municipale de Newport Newport Qué	232,689
• Cross Lake Band of Indians Cross Lake Man	208,250
• Department of Culture Recreation & Youth St John's T-N	120,000
• Department of Economic Development & Tourism Régina Sask	199,374
• Développements Mont Habitant Ltée (Les) St-Sauveur-des-Monts Qué	199,554
• Domtar Inc Montréal Qué	122,085
• Entreprises Long Autosport Ltée (Les) Montréal Qué	150,000
• Festival of the Descendants Charlottetown Î-P-É	150,000
• Fisher River Indian Band Koostatak Man	146,646
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	1,544,368
• Gr Vancouver Convention & Tourism Marketing Assoc Vancouver C-B	163,251
• Himont Canada Inc Mississauga Ont	556,890
• Hockley Valley Resort Limited Orangeville Ont	780,184
• Hyundai Auto Canada Inc Markham Ont	15,337,094
• Industries Pierre Fournelle Ltée (Les) Montréal Qué	1,934,325
• Jardins botaniques de Montréal Montréal Qué	171,875
• Knee Lake Resort Inc Winnipeg Man	137,000
• La Cie de Gestion Orford Inc Magog Qué	197,800
• Laboratoires Nordic Inc Laval Qué	525,000
• Langdon Hall Ltd Toronto Ont	754,796
• Les Croisières du Grand Fleuve Inc Charlesbourg Qué	180,000
• Little Sask Multi-Purpose Complex St Martin Man	168,104
• Meewasing Valley Authority Saskatoon Sask	590,286
• Michelin Tires (Canada) Ltd Kentville N-É	4,200,000
• Mid-North Development Corporation Cross Lake Man	188,843
• Ministre des Finances du Manitoba Winnipeg Man	2,128,162
• Ministre des Finances/Province de la C-B Victoria C-B	1,029,135
• Ministère de l'industrie et commerce Québec Qué	510,094
• Mitel Corporation Kanata Ont	500,000
• Mont Ste-Marie (1984) Inc Lac Ste-Marie Qué	474,360
• Mont Sutton Inc Sutton Qué	250,548
• Municipalité d'Iberville Iberville Qué	147,162
• Municipalité de Bernières Bernières Qué	541,709
• Municipalité de Bromont Bromont Qué	546,926
• Municipalité de Granby Granby Qué	100,240
• Municipalité de Waterville Waterville Qué	298,000
• Municipalité de Yamachiche Yamachiche Qué	475,588
• Municipalité Les Méchins Les Méchins Qué	165,282
• Musée des Beaux-Arts de Montréal Montréal Qué	1,000,000
• New Flyer Industries Limited Winnipeg Man	288,092
• NL Chem Canada Inc Varennes Qué	450,000
• Northeast Manitoba Development Corp Inc Winnipeg Man	408,399
• Northlands Career College La Ronge Sask	365,826
• Office des Congrès-Tourisme du Grand Montréal Montréal Qué	171,625
• Phillips Electronics Ltd St-Laurent Qué	3,756,410
• Province de l'Île-du Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	205,025
• Trésorier provincial de l'Alberta Edmonton Alb	3,457,223

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• QCC Communications Corporation Saskatoon Sask	120,171
• Quidi Vidi/Rennies River Dev Foundation St John's T-N	334,645
• Regional Development Corporation Fredericton N-B	2,358,408
• Romzap Limited Niagara Falls Ont	1,921,781
• Saskatchewan Science Centre Inc Regina Sask	510,390
• Secrétariat aux Aff Interg Canadiennes Québec Qué	9,854,301
• SED Systems Inc Saskatoon Sask	153,602
• Station Mont-Tremblant Lodge Inc Mont-Tremblant Qué	702,629
• Ministre des Finances Halifax N-É	23,371,582
• Tourism Industry Association of PEI Charlottetown Î-P-É	111,987
• Tourism Industry Association of Yukon Whitehorse TY	519,071
• Tourism Victoria Victoria C-B	150,000
• Ville de Magog Magog Qué	613,430
• Wascana Centre Authority Regina Sask	193,879
• Waskesiu Lake Lodge Ltd Saskatoon Sask	234,487
• Westmark Hotels of Canada Ltd Whitehorse TY	215,075
• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	1,374,330
• 1989 Jeux Canada Games Society Inc Saskatoon Sask	166,337
• 2412-3275 Québec Inc Bromont Qué	151,864
Contributions en vertu du programme de réduction des pluies acides $24,349,060	
• Noranda Inc Toronto Ont	24,349,060
Contributions en vue d'appuyer le programme de développement industriel relié au transport dans l'Ouest $404,630	
• Carnation Foods Co Ltd Carberry Man	404,630
Contributions à l'appui des services aux entreprises $1,355,186	
Contributions au British Columbia Commercial Arbitration Centre $25,000	
Contributions au Conseil commercial Canada-Chine $250,000	
• Conseil commercial Canada-Chine Toronto Ont	250,000
Contributions aux producteurs de bardeaux et planchettes refondus de la vallée du Fraser $1,922,850	
• Producteurs de bardeaux et planchettes refondus de la vallée du Fraser	1,922,850
Contributions pour stimuler l'activité économique dans la zone désignée du Cap Breton $2,561,559	
Contributions en vertu du programme Entreprise Atlantique $2,028,273	
• East West Caribou Mining Ltd Bathurst N-B	957,193
• Eastern Gypsum Inc Fredericton N-B	514,574
• Louisiana-Pacific Panel Products Ltd Idaho É-U	556,506
Contribution à Pétromont Limitée $781,061	
• Pétromont Inc Montréal Qué	781,061
Contributions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques $865,484	
• Canadian Assoc of Data & Prof Serv Org Ottawa Ont	127,000
• Sarnia-Lambton Econ Dev Comm Sarnia Ont	150,900
• Science Alberta Foundation Calgary Alb	100,000
• Tourism Industry Association of Canada Ottawa Ont	100,000
Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises $21,362,959	
• Banque de Montréal pour: Nick & Bess Didaskalou T/A Angler's Cove Restaurant Dryden Ont	116,142
• Banque Nationale du Canada pour: Lagoma Metal Repousse Inc Chomedey Qué	108,798
• Coop de Transformation de Produits Marins de Newport Chandler Qué	114,865
• Fruits Fruitissimo Inc Montréal Qué	116,040
• Café de la Tour Penchée Ltée Montréal Qué	108,802
• 125220 Canada Ltd Montréal Qué	107,754

	$
• Banque de Commerce Canadienne Impériale pour: Maurice Kerouac & Fils Inc St-Hyacinthe Qué	105,844
• La Banque Toronto Dominion pour: The Yellow Rose Ranch House (Cambridge) Inc Cambridge Ont	132,591
Paiements d'assurance en vertu du programme d'expansion des entreprises $3,166,350	
• Banque de Commerce Canadienne Impériale pour: General Aluminium Forgings Inc Hamilton Ont	2,907,965
• Banque de Montréal pour: Western Aquaculture Resources Inc Port Alberni C-B	135,158
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS ET DES AUTOCHTONES $263,655,170	
Subventions à la Société de promotion et de consultation socio-économique de l'Est de Montréal $100,000	
• Société de promotion et de consultation socio-économique de l'Est de Montréal Inc Montréal Qué	100,000
Subventions en vertu du programme de développement économique des autochtones $999,242	
• Arctic College Yellowknife TN-O	313,492
• Saskatchewan Indian Federated College Regina Sask	124,000
• University of Lethbridge School of Management Lethbridge Alb	468,000
Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs abolis $96,306,945	
• A Lapointe et Fils Ltée St-Romain Qué	111,082
• A Lassonde & Fils Inc Rougemont Qué	476,603
• ACDS Systèmes Graphiques Inc Hull Qué	700,679
• Acier Fabrex Inc Trois-Rivières Qué	177,874
• Albany International Canada Inc Cowansville Qué	808,673
• Appareils d'Eclairage York Inc Lachine Qué	296,465
• Ayerst McKenna & Harrison Inc St-Laurent Qué	706,737
• Barette Chapais Ltée Chapais Qué	1,088,091
• Bonneterie Conan Inc Joliette Qué	117,259
• Camco Inc Montréal Qué	1,311,920
• Camoplast Inc Richmond Qué	622,674
• Camoplast Inc Div Roski Roxton Falls Qué	200,323
• Canron Inc Trois-Rivières Qué	114,792
• Carrier Furniture Inc Granby Qué	170,598
• Cartem Inc Ste-Marie-de-Beauce Qué	1,066,778
• Cazoar Beton Universel Inc Trois-Rivières Qué	676,476
• Central Dynamics Limited Pointe-Claire Qué	269,884
• Clairol Cda Div of Bristol-Myers Lac Brome Qué	698,983
• Clevemeont Industries Limited Ville d'Anjou Qué	242,161
• CML Technologies Inc Hull Qué	273,218
• Cofranca Import Export Inc Yamachiche Qué	179,437
• Comterm Inc Pointe-Claire Qué	513,190
• Condiments Boubli Montréal Qué	363,234
• Confection Drolet Inc Lac-Drolet Qué	184,470
• Dataradio Inc Montréal Qué	145,686
• DBM Reflex Enterprises Inc St-Laurent Qué	101,269
• Desmarais Forever Enterprise Longueuil Qué	464,062
• Doucet Machineries Inc Daveluyville Qué	113,630
• Edmont Canada Div Becton Dickinson Cowansville Qué	195,320
• Elcorsy Inc St-Laurent Qué	185,608
• Electrovert Ltd Laprairie Qué	126,341
• Exeltor Inc Bedford Qué	240,828
• Fafard et Frères Ltée St-Ludger-de-Milot Qué	174,739
• Fibro Friction Inc Montréal-Est Qué	155,372
• Fonderie Grand-Mère Ltée Grand-Mère Qué	390,937
• Forano Inc Plessisville Qué	309,410
• Galvacor Inc Québec Qué	329,748
• Garant Inc St-François-de-la-Rivière Qué	103,500
• General Electric Canada Inc Lachine Qué	213,651
• Gérard Crête et Fils St-Sévérin de Proulxville Qué	103,396
• Groupe Procycle Inc St-Georges-de-Beauce Qée	320,323

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• Harricana Métal Inc Amos Qué	133,587
• Harris Farinon Canada Inc Dorval Qué	132,080
• Hayes-Dana (Québec) Inc Usine Lessa St-Wenceslas Qué	105,962
• Hayes-Dana Inc Magog Qué	605,998
• Héroux Inc Longueuil Qué	259,272
• Howard-Bienvenu Inc Parent Qué	109,506
• Hymac Ltd/Ltée Laval Qué	186,017
• Ilco Unican Inc Montréal Qué	301,373
• Industries Aston Inc Drummondville Qué	255,712
• Industries Couture Ltée Chicoutimi Qué	219,083
• Industries de Plastiques Matraplast Berthierville Qué	698,136
• Industries Falmec Inc (Les) Alma Qué	225,000
• Industries Metcoat Inc Notre-Dame-du-Bon-Conseil Qué	233,296
• Industries Metcoat Inc Drummondville Qué	431,698
• Institut Rosell Inc Montréal Qué	167,047
• IPL Inc St-Damien Bellechasse Qué	1,248,250
• J D Irving Limited Estcourt Qué	107,515
• Jérôme Houle et Fils Inc Drummondville Qué	110,713
• Johnson & Johnson Inc Montréal Qué	1,904,087
• Karhu Canada Inc Cowansville Qué	606,888
• Knoll Office Inc Kirkland Qué	129,522
• Kruger Inc Trois-Rivières Qué	1,140,041
• La Société Pétrochimique Kemtec Inc Montréal-Est Qué	8,640,000
• Laboratoires Choisy Ltée Louiseville Qué	105,604
• Lacasse Inc St-Pie-de-Bagot Qué	175,705
• Lallemand Inc Montréal Qué	130,181
• Lamoureux & Fils Inc Magog Qué	189,687
• Lar Machineries Métabetchouan Qué	117,436
• Leabrooke Incorporated Montréal Qué	108,754
• Leco Instruments Limitée Longueuil Qué	100,782
• Lela Knitwear Inc Montréal Qué	102.112
• Les Aliments Wong Wing Inc Montréal Qué	570.270
• Les Bâteaux Doral Ltée Grand-Mère Qué	106.875
• Les Entreprises Benlay's Inc Granby Qué	359,868
• Les Entreprises Julien Inc Québec Qué	257,341
• Les Équipements Hardy Inc Portneuf Que	242,750
• Les Équipements Tardif Inc St-Antonin Qué	100,663
• Les Estampages I S E/Stamping Inc Bromptonville Qué	289,375
• Les Industries Beco Ltée Pointe-aux-Trembles Qué	680,118
• Les Industries Cafco Ltée Thetford-Mines Qué	160,229
• Les Industries Caron (Meubles) Inc Montmagny Qué	117,964
• Les Industries Lightsteel Inc Boucherville Qué	180,280
• Les Produits Alba Inc Dolbeau Qué	107,539
• Les Produits de Métal R & M Ltée Anjou Qué	530,653
• Les Récupérateurs du Comté de Maskin Yamachiche Qué	114,629
• Les Sables Olimag Inc Thetford-Mines Qué	277,124
• Les Tourbières Premier Ltée Rivière-du-Loup Qué	372,656
• Les Vergers Leahy Inc Franklin Certer Qué	576,562
• Matrox Electronic Systems Ltd Dorval Qué	1,052,728
• Memotec Data Inc St-Laurent Qué	530,064
• Meubles Norbec Ltée (Les) Ste-Véronique Qué	402,187
• Monsanto Canada Inc La Salle Qué	442,480
• Mux Lab Inc St-Laurent Qué	181,469
• Ogivar Inc St-Laurent Qué	184,107
• Panval Inc Sayabec Qué	187,500
• Paris Star Knitting Mills Inc Montréal Qué	189,081
• Peerless Carpet Corporation Acton Vale Qué	624,530
• Peerless Electric Co Ltd La Salle Qué	166,272
• Philips Electronics Ltd Montréal Qué	373,287
• Plastibec Ltée St-Hubert Qué	163,326
• Plastiques Gagnon Inc St-Jean-Port-Joli Qué	102,417
• Plastiques Tucker Inc (Les) Coaticook Qué	345,026
• Positron Inc Montréal Qué	290,953
• Power Battery Inc Iberville Qué	436,308
• Powerbloc I B C Canada Inc Drummondville Qué	136,287
• PPD Rim Spec Inc Canton d'Ascot Qué	116,117
• Produits Chimiques Demilec Inc (Les) Boisbriand Qué	128,316
• Produits de Plastique Age Inc St-Léonard Qué	270,989
• Produits de Plastique Copak Inc Boucherville Qué	272,774
• Produits Desbiens Inc Desbiens Qué	3,683,025
• Produits Multifoam International Inc St-Nicéphore Qué	260,153
• Produits Polychem Ltée (Les) St-Jean-sur-Richelieu Qué	197,348
• RCA Inc Vaudreuil Qué	233,809
• Rolls-Royce (Canada) Ltd Lachine Qué	710,917
• Scapa Canada Inc Joliette Qué	668,002
• Siemens Electric Limited Drummondville Qué	600,000
• Socadia Ltée St-Rémi Qué	326,986
• Socomar Inc Ste-Foy Qué	156,060
• Soreltex International Inc Sorel Qué	141,251
• SR Telecom Inc St-Laurent Qué	1,793,353
• Supradur Canada (1988) Inc Montréal Qué	2,421,562
• Techno Caoutchouc Inc Rock Forest Qué	152,204
• Textiles Dionne Inc Drummondville Qué	147,508
• Thona Inc Magog Qué	565,399
• Thisbek Vertical Ltée St-Georges Qué	197,559
• Transformateur Delta du Canada Ltée Granby Qué	155,790
• Tuiles Grani-Decor Inc St-Sébastien Qué	245,129
• Tye-Sil Corporation Ltd Montréal Qué	2,813,168
• Vêtements Peerless Inc (Les) Montréal Qué	167,645
• Voice and Data Systems Montréal Qué	222,250
• Waterville TG Inc Waterville et Coaticook Qué	1,226,617
• 58305 Canada Inc & 158306 Canada Inc Valleyfield Qué	105,836
Contributions aux termes des ententes auxiliaires conclues en vertu des ententes pour le développement économique et régional et des ententes cadres de développement avec les provinces $562,680	
• Société Inter-Port de Québec Québec Qué	234,000
• Rougemont Rougemont Qué	326,680
Contributions en vertu du Plan de développement de l'Est du Québec $432,290	
• Centre d'Assistance aux Moyennes et Petites Entreprises (CAMPE) Rimouski Qué	103,893
• Bureau de Recherche sur l'Industrie de la Touch dans l'Est du Québec (BRITEQ) Rivière-du-Loup Qué	124,886
Contributions en vertu du programme spécial de la région Laprade $19,987,310	
• Acier Fabrex Inc Trois-Rivières Qué	135,121
• Auberge de la Montagne Coupée Inc St-Jean-de-Matha Qué	246,090
• Auberge sur la Falaise Inc St-Alphonse-Rodriguez Qué	237,357
• Bel-Air Laurentien Aviation Inc Lac-à-la-Tortue Qué	180,230
• Bois de Précision Auvergne Inc Ste-Christine Qué	205,535
• Bois Firabex Inc Plessisville Qué	369,096
• Cadorette Marine Co Grand-Mère Qué	457,279
• Celibec Trois-Rivières Ouest Qué	214,830
• Centre Culturel & Communautaire Warwick Warwick Qué	192,601
• Centre de Vacances Matawinie (1987) St-Michel-des-Saints Qué	277,016
• Club de Golf du Moulin St-Louis-de-France Qué	134,999
• Codicem Centre-Maurice Grand-Mère Qué	433,165
• Complexe Serricole Drummond Inc Grantham-Ouest Qué	972,562
• Concept Eco Plein Air Le Baluchon Inc St-Paulin Qué	383,176
• Corp Carrefour Cultu Tour de l'Era Plessisville Qué	159,320
• Corp Municipale ville de Bécancour Bécancour Qué	165,376
• Corp Municipale de St-Narcisse St-Narcisse Qué	144,481
• Fabrique Bergeron Inc St-Antoine-de-Tilly Qué	203,329
• Fabspec Inc Sorel Qué	171,657
• Fibres Donnite Inc Richmond Qué	180,908
• Floribell Inc St-Élie-de-Caxton Qué	166,162
• Fonderie Grand-Mère Ltée Grand-Mère Qué	156,375
• Forano Inc Plessisville Qué	515,684
• Fromage Côté Inc Warwick Qué	196,755
• G A Boulet Ltée St-Tite Qué	204,965
• Groupe Laperriere & Verreault Inc Trois-Rivières Qué	1,073,688
• H Blanchette Ltée Trois-Rivières Qué	225,000
• Hodgest-Ply Inc Daveluyville Qué	105,479
• Hostellerie la Détente Inc St-Alphonse Qué	405,626
• Industries Aston Inc St-Léonard-d'Aston Qué	151,170
• Industries de Plastiques Matraplast Berthierville Qué	698,136
• La Station de Ski des Bois-Francs Warwick Qué	360,000
• Les Bardeaux des Hautes Laurentides St-Côme Qué	132,247

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• Les Cuirs Sal-Tan Inc Louiseville Qué	394,877
• Les Équipements Hardy Inc Portneuf Qué	260,280
• Les Équipements Vibrotech Inc Plessisville Qué	224,616
• Les Plastiques Prospect Inc Grantham-ouest Qué	166,250
• Max Aviation Trois-Rivières Qué	173,686
• Municipalité de Victoriaville Victoriaville Qué	240,639
• Nicolet Optique Inc Nicolet Qué	178,139
• Parc Marie-Victorin Inc Kingsey-Falls Qué	305,067
• Plein Air Carrefour Inc L'Avenir Qué	116,389
• Plessitech Inc Plessisville Qué	122,524
• Primaviande Ltée St-Louis-de-France Qué	225,000
• Produits Multifoam International Inc St-Nicéphore Qué	104,061
• Recyclage d'Aluminium Québec Inc Bécancour Qué	360,221
• Serres du St-Laurent Inc (Les) Portneuf Qué	972,623
• Siemens Electric Limited Drummondville Qué	230,000
• Société des Amis du Moulin Michel Inc Gentilly Qué	129,825
• Société en Commandite Auberge Godefroy Bécancour Qué	222,341
• SPG International Ltée/Ltd Drummondville Qué	330,559
• Station Touristique Val St-Côme Inc St-Côme Qué	331,696
• Structure C Q S Inc Trois-Rivières Qué	269,421
• ZCL Mfg Inc Drummondville Qué	343,981

Contributions en vertu du Programme Entreprise Atlantique $519,113

• Les Productions du T C Inc Rivière-du-Loup Qué	368,503
• Quality Elastics Ltée Rivière-du-Loup Qué	107,307

Contribution à la Société en commandite pour la création d'entreprises $231,143

• Société en Commandite Soccrent Jonquière Qué	231,143

Contributions en vertu du programme de développement du Bas-St-Laurent et de la Gaspésie $6,523,789

• Centre des Congrès de Rimouski Rimouski Qué	1,800,000
• Comité Sauvé Bati Hist Paspébiac Paspébiac Qué	627,818
• Comité Socio-Culturel du Phare Inc La Marthe Qué	112,818
• Corporation de Dével Tourist Bonaventure Bonaventure Qué	520,500
• Corporation Village Loyaliste CASCAP New-Richmond Qué	246,334
• Domaine de Louvois Inc Rivière-du-Loup Qué	608,255
• Fabrique St-André St-André Qué	191,025
• Faucus Inc Causapscal Qué	306,242
• La Société Histoire & Archéo Témisco Cabano Qué	253,899
• Môtel Lévesque Inc Rivière-du-Loup Qué	224,981
• Société Aménag Ress Rivière Métis Ste-Flavie Qué	201,704
• Société Duvetnor Ltée Rivière-du-Loup Qué	335,700
• Société Linnéenne Québec et St-Laurent Rivière-du-Loup Qué	107,088
• 152739 Canada Inc Restigouche Qué	486,490

Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario $6,653,971

• Breton Concrete Products Sault Ste Marie Ont	170,800
• Bristol Machine Works Sudbury Ont	286,875
• Burgess Power Train & Mfg Val Caron Ont	196,719
• China Steel Ltd Sault Ste Marie Ont	151,970
• Copper Cliff Mechanical & Steel Copper Cliff Ont	131,760
• Dymond Clay Products Haileybury Ont	337,316
• Talossteel Ltd Sudbury Ont	121,625

Contributions en vertu du Programme spécial pour la région de Thetford Mines $951,663

• Continental Conveyor & Machine Works Thetford Mines Qué	173,249
• Société Historique et Culturelle d'East Broughton East Broughton Qué	111,496
• Station Touristique du Mont Adstock Thetford Mines Qué	450,000

Contributions au Centre d'initiative technologique de Montréal $65,998

Contributions à l'amélioration de la productivité manufacturière $8,360,299

	$
• Adorable Lingerie Inc Montréal Qué	133,621
• AMAV Industries Ltée La Salle Qué	153,780
• Ancor Granite Tile Inc Lachine Qué	291,500
• Ani-Mat Inc St-Élie (d'Orford) Qué	300,000
• Boa-Franc (1983) Ltee St-Georges Est Qué	378,297
• Corporation Scanway St-Jean-sur-Richelieu Qué	178,940
• D&F Furniture Ltd 122753 Canada Inc St-Léonard Qué	107,806
• Edde Almond Paste Inc Gatineau Qué	120,825
• Girard Inc & Les Aliments Carrière St-Césaire Qué	105,953
• Hymac Ltd Laval Qué	306,560
• Industries Alimentaires Capco Inc Longueuil Qué	141,975
• Industries Godbout Inc Sherbrooke Qué	116,206
• Jemdye/Division of 111295 Canada Inc Montréal Qué	288,236
• Katescorp Inc Montréal Qué	113,546
• Les Aliments Carrière Inc St-Denis-sur-Richelieu Qué	177,345
• Les Jeux de Cartes Graphica Sherbrooke Qué	383,697
• Patt Filtration Inc St-Eustache Qué	394,243
• Quali-Métal Inc Québec Qué	147,685
• Saramac Inc Lachenaie Qué	122,214
• Shermag Inc Sherbrooke Qué	129,735
• Texel Incorporated St-Elzéar-de-Beauce Qué	303,525
• The Nalpac Company Longueuil Qué	369,093
• Tritton Entreprises Ltd Montréal Qué	122,443

Contributions au programme de développement économiques $6,954,486

• Atelier d'Usinage Arvida Inc Jonquière Qué	125,610
• Baie des Chaleurs Aquaculture Inc St-Omer Qué	824,832
• Canmec Inc Chicoutimi Qué	381,371
• Centre de Création d'Entreprise d'Alma Alma Qué	825,109
• Dolo-Mine Inc Guigues Qué	141,300
• Hostellerie des Frontières Inc Ville Pohenegamook Qué	121,770
• Hôtellerie F N P Inc Percé Qué	143,437
• Lar Machinerie (1983) Inc Métabetchouan Qué	441,074
• Les Industries Saguenay Ltée Ville de la Baie Qué	163,390
• Les Serres Coopératives de Guyenne Guyenne Qué	249,999
• Les Serres Technofruit Inc St-René (de Matane) Qué	105,845
• Les Tourbières Premier Ltée Pointe Lebel Qué	311,377
• Manutole Inc Rouyn-Noranda Qué	115,686
• Moulage Sous Pression A M T Inc St-Cyprien Qué	366,323
• Serres Sagami (1987) Inc Chicoutimi Qué	255,671
• Société des Technologies S T A S Ltd Chicoutimi Qué	220,500
• Tulinor Inc Grandes Bergeronnes Qué	283,500

Contributions au programme de relance économique de l'Est de Montréal $4,141,351

• Acme Signalisation Inc Montréal Qué	106,250
• Bonneterie Avalon Ltée Montréal Qué	196,043
• Cari-All Inc Montréal-Est Qué	202,926
• Daignault Roland Compagnie Limitée Montréal-Est Qué	216,540
• GTE Sylvania Canada Ltée Montréal Qué	215,335
• Industries Pierre Fournelle Ltée (Les) Montréal Qué	184,518
• Les Composantes de l'Est Inc Montréal Qué	234,565
• Manufacturier de Bas Iris Inc Rivière-des-Prairies Qué	349,570
• Mare-P-Trempes Inc Rivière-des-Prairies Qué	105,775
• Montplas Inc Montréal-Est Qué	446,928
• Outillages Ricci Inc (Les) Rivière-des-Prairies Qué	279,454
• Proceco Industrial Machinery Ltd Montréal Qué	156,051
• Rubyco Mills Ltd Montréal Qué	247,960
• The Nalpac Company Montréal Qué	253,712
• Thermonic Inc Montréal-Est Qué	112,210
• Ventilation Maximum Ltée Rivière-des-Prairies Qué	118,437

Contributions au Parc de haute technologie de la ville de Québec $246,317

• Corp du Parc de haute technologie Québec Qué	246,317

Contribution au Commercial Arbitration Centre $25,000

Contributions à l'infrastructure industrielle—Matane $7,633,801

• Ville de Matane Matane Qué	7,633,801

Contribution au Consortium Alouette $20,000,000

• Aluminerie Alouette Inc Pointe Noire Sept-Îles Qué	20,000,000

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Contributions en vertu du Programme économique des autochtones et son prédecesseur le Programme de développement économique des autochtones $61,255,888

	$
• Aboriginal People's Business Association Vancouver C-B	209,289
• All Nations Development Corporation Ltd Kamloops C-B	2,250,000
• Apeetogosan (Metis) Development Inc Edmonton Alb	1,233,000
• Assembly of First Nations Ottawa Ont	105,627
• Assoc of Can Univ for Northern Studies Ottawa Ont	125,000
• Autoway Centre (1989) Inc Regina Sask	270,000
• Bay St-George Indian Econ Dev Corp Port-au-Port East T-N	126,149
• Bella Bella Development Corporation Waglisla C-B	589,173
• Blood Tribe Agricultural Project Inc Stand Off Alb	470,000
• Big Sand Lake Lodge Ltd Lynn Lake Man	177,200
• Boothroyd Band Development Corp Boston Bar C-B	156,600
• Campbell River Indian Band Dev Corp Campbell River C-B	839,349
• Canadian Resorts North Management Inc Winnipeg Man	217,200
• Capilano Mobile Park Vancouver C-B	127,373
• Conseil Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué	1,150,000
• Cree Valley Industries Ltd Valleyview Alb	197,943
• Dana Naye Ventures Whitehorse TY	1,931,742
• Deborah Lee Etienne Kanesatake Qué	100,000
• Edward George Contracting Ltd Fort Frances Ont	100,000
• Eentuk Forestry Corp Mistassini Lake Qué	194,272
• Family Provider Fishing Compagny Ltd Campbell River C-B	172,800
• First Bird Farms Inc Winnipeg Man	196,478
• Gabriel Dumont Inst of Native Studies Regina Sask	161,918
• Gobel Construction Ltd Ohsweken Ont	109,243
• Goodfish Lake Development Corporation Goodfish Lake Alb	450,000
• Harvey and Larry Nepinak Skownan Man	150,000
• I P M C Indian Products Marketing Corp Kamsack Sask	473,392
• Indian Agri-Business Corp Calgary Alb	728,475
• Indian Agricultural Program of Ontario Stirling Ont	1,775,000
• Kativik Investment Fund Inc Kuujjuaq Qué	1,302,333
• Kingsclear Indian Band Fredericton N-B	483,348
• Kiseputinow Holdings Ltd Hobbema Alb	901,523
• Kitsaki Development Corporation La Ronge Sask	1,126,599
• Manitoba Indian Agriculture Program Winnipeg Man	2,920,000
• Manitoba Metis Community Investments Inc Winnipeg Man	404,710
• Manitou Enterprises (1988) Ltd Fort Frances Ont	210,000
• Membertou Economic Development Corp Sydney N-É	225,230
• Metis Economic Development Foundation Regina Sask	1,464,999
• Musqueam Holdings Ltd Vancouver C-B	1,852,200
• Negoot-Gook Salmon Farm Ltd Perth Andover N-B	107,645
• Nikani Group of Companies Inc Winnipeg Man	1,700,000
• Nishnawbe-Aski Development Fund Toronto Ont	264,327
• Northwest Hospitality Limited Sault Ste Marie Ont	234,989
• Nuu Chah Nulth Economic Development Corp Port Alberni C-B	1,250,000
• NWT Metis Development Corporation Ltd Yellowknife TN-O	956,238
• Ocean Traveller Ventures Ltd Vancouver C-B	200,000
• Ochapowace Ski Resort Inc Broadview Sask	420,863
• Omaa Development Corporation Sault Ste Marie Ont	2,499,999
• Ononkwa Industries Inc Kahnawake Qué	189,730
• Paul Band Administration Duffield Alb	250,000
• Peace Tree Technologies Inc Deseronto Ont	319,482
• Peter and Alex Arychuk Yellowknife TN-O	270,000
• Port Hardy Cold Storage Company Port Hardy C-B	624,834
• R Harry Fishing Ltd Campbell River C-B	173,259
• Rae and Meekis Enterprises Inc Deer Lake Ont	120,960
• Red Willow Farm and Ranch Ltd Hobbema Alb	319,419
• Ridge Mobile Crane Service Ltd Abbotsford C-B	121,500
• Saskatchewan Indian Equity Foundation Regina Sask	2,177,658
• Saskatchewan Indian Federated College Regina Sask	154,700
• Saskatchewan Indian Loan Company Ltd Regina Sask	1,892,060
• SIAP Marketing Co Inc Prince Albert Sask	137,377
• Simon Shecapio Mistassini Lake Qué	100,000
• Starblanket Seek Cleaning Plant Inc Balcarres Sask	306,384
• Tawich Development Corporation James Bay Qué	1,240,000
• Teeslee Forest Products Ltd Fort St James C-B	347,643
• Trent University Peterborough Ont	278,731
• Tribal Resource Development Corporation Prince Rupert C-B	665,000
• Twin Eagles Ltd Prince Albert Sask	255,271
• Wa-Wa Tail Building Supplies Ltd Winnipeg Man	408,909
• Wabanaki Enterprises Inc Fredericton N-B	827,050
• Waterhen Lake Band Enterprises Waterhen Lake Sask	161,169
• Wemindji Cree Fur Ranchers Ltd Wemindji Qué	150,000
• Westbank Indian Band Development Co Ltd Kelowna C-B	459,505
• Western Indian Agriculture Corporation Vancouver C-B	2,070,338
• Wolfe Island Sea Farms Ltd Prince Rupert C-B	103,538
• Yukon Indian Arts & Crafts Coop Ltd Whitehorse TY	139,074
• 162278 Canada Inc Kejick Ont	440,005
• 502133 Ontario Ltd Fort Frances Ont	354,683
• 541938 Ontario Ltd Cedar Point Ont	240,000
• 587762 Saskatchewan Ltd Regina Sask	160,000

Contributions en vertu de la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole $10,290,893

	$
• Big Sand Lake Lodge/Outcamp South Indian Lake Man	288,024
• Cross Lake Indian Band Cross Lake Man	208,250
• Du Lac Auto Sales Ste Rose du Lac Man	110,500
• Fisher River Indian Band Koastatak Man	146,646
• Gitsegukla Indian Band South Hazelton C-B	193,069
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	2,121,522
• Hesquiaht Indian Band Tofino C-B	124,856
• JV Ventures Ltd The Pas Man	209,612
• Kahkewistahaw Band Broadview Sask	108,750
• Kitsaki Development Corporation La Ronge Sask	200,000
• Little Sask Multi-Purpose Complex St Martin Man	168,104
• MacKay Lake Lodge (89) Ltd Yellowknife TN-O	150,000
• Mid North Development Corp Cross Lake Man	188,843
• Ministre des Finances du Manitoba Winnipeg Man	902,314
• Northeast Manitoba Development Corp Winnipeg Man	408,399
• Skeetchestn Indian Band Savona C-B	129,811
• Ucluelet Indian Band Ucluelet C-B	131,755
• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	154,596
• 590376 Saskatchewan Ltd Quinton Sask	165,393

Contributions aux termes des ententes de développement économique et régional $11,412,991

	$
• Big Sand Lake Lodge/Outcamp South Indian Lake Man	144,012
• Fisher River Indian Band Koastatak Man	113,872
• Island Lake Regional Resource Centre Winnipeg Man	128,077
• Ministre des Finances du Manitoba Winnipeg Man	737,792
• Northlands Career College La Ronge Sask	109,155
• Trésorier provincial de l'Alberta Edmonton Alb	3,333,598

Agence Spatiale Canadienne $25,005,000

Contribution versée à l'Agence spatiale européenne relativement aux étapes de la conception, de la réalisation et de l'exploitation du Programme de grand satellite de télécommunications $3,986,574

	$
• Agence spatiale européenne Paris France	3,986,574

Contribution pour la participation canadienne au Programme de développement et d'expérimentation de charges utiles et de véhicules spatiaux de l'Agence spatiale européenne $901,426

	$
• Agence spatiale européenne Paris France	901,426

Contribution pour la télédétection à l'Agence spatiale européenne $12,294,059

	$
• Agence spatiale européenne Paris France	12,294,059

Contribution du Canada au budget général de l'Agence spatiale européenne $6,914,293

	$
• Agence spatiale européenne Paris France	6,914,293

Contribution du Canada au Programme préparatoire d'observation de la Terre de l'Agence spatiale européenne $908,648

	$
• Agence spatiale européenne Paris France	908,648

Conseil national de recherches du Canada $117,073,817

Affiliations internationales $580,517

	$
• Bureau International des Poids et Mesures Paris France	305,311

Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités $3,282,000

	$
• Ville de Gloucester Gloucester Ont	1,110,172
• Ville d'Halifax Halifax N-É	126,744
• Ville de St John's St John's T-N	408,178
• Ville de Saskatoon Saskatoon Sask	146,131
• Ville de Winnipeg Winnipeg Man	433,254
• District de Saanich Saanich C-B	132,191
• St John's School Tax St John's T-N	166,159
• Ville de Boucherville Boucherville Qué	151,513
• Ville de Montréal Montréal Qué	476,000

Université Queen's—Observatoire à neutrino de Sudbury $1,917,720

	$
• Queen's University Kingston Ont	1,917,720

Contribution à des entreprises canadiennes pour acquérir, développer et exploiter des innovations technologiques $57,542,941

	$
• Aéro-Bande Ltée St-Jérôme Qué	277,582
• Agra Industries Ltd Saskatoon Sask	171,989
• AIT Corporation Nepean Ont	433,117
• Allelix Inc Rexdale Ont	1,056,223
• Alta Genetics Inc Calgary Alb	158,137
• Antel Optronics Inc Burlington Ont	152,309
• Anthes Equipment Limited Mississauga Ont	106,425
• ASAHI Electronics Inc Markham Ont	138,967
• BEL-Tronics Ltd Mississauga Ont	282,518
• BCW Systems Ltd Richmond Hill Ont	136,874
• Berminghammer Corporation Ltd Hamilton Ont	117,775
• Biomira Inc Edmonton Alb	189,070
• Bombardier Inc Div Motoneige Valcourt Qué	182,996
• Cableshare Inc London Ont	678,510
• Canadian Association of Animal Breeders Oxford Mills Ont	118,784
• Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont	303,299
• Canadian Construction Information Services Ottawa Ont	119,230
• Canadian General Electric Co Ltd Peterborough Ont	117,979
• Canadian Marconi Company Montréal Qué	104,076
• Canadian Plastics Institute Don Mills Ont	135,263
• CANAI Computer & Network Architecture Inc Nepean Ont	419,493
• Chembiomed Ltd Edmonton Alb	160,430
• Cimtech-Microdynamics Inc Trenton Ont	366,455
• Connaught Research Institute Willowdale Ont	411,708
• Continental Pharma Cryosan Inc Montréal Qué	229,698
• CUICAC-Supercon Hamilton Ont	144,820
• DataSpan Technology Inc Calgary Alb	208,817
• Dextran Products Ltd Scarborough Ont	166,070
• Diffracto Ltd Windsor Ont	123,827
• Dipix Technologies Inc Nepean Ont	241,121
• Dominion Biologicals Ltd Truro N-É	142,351
• DuPont Canada Inc Kingston Ont	101,037
• Electro Medical Technology Corp Vancouver C-B	148,871
• Engine Control Systems Ltd Newmarket Ont	155,924
• Export Packers Co Ltd Bramalea Ont	178,555
• F&C International Canada Inc Cobourg Ont	165,979
• Falconbridge Ltd Toronto Ont	398,480
• Gandalf Data Ltd Nepean Ont	132,673
• Garst Seeds Company Winnipeg Man	185,349
• Gelda Scientific & Industrial Development Inc Mississauga Ont	101,077
• Gemtex Company Ltd Rexdale Ont	102,173
• General Sea Harvest Corporation Vancouver C-B	156,984
• GIRO Montréal Qué	161,731
• Groupement Québécois d'Entreprise Drummondville Qué	171,817
• Hemosol Inc Etobicoke Ont	360,828
• High-Med Engineering Inc Don Mills Ont	112,932
• Hybrid Turkeys Inc Kitchener Ont	116,922
• ICAM Technologies Corp Pointe-Claire Qué	136,170
• Idee International R & D Inc Montréal Qué	221,787
• IDON Corporation Ottawa Ont	161,910
• INCO Ltd Toronto Ont	328,237
• Industrial Development & Manufacturing Inc Windsor Ont	201,756
• Infosat Telecommunications Ltd Burnaby C-B	253,984
• Institut Rosell Inc Montréal Qué	100,127
• Intera Technologies Ltd Calgary Alb	115,114
• Intrinsic Research & Development Inc Vancouver C-B	115,389
• IPL Inc St-Damien Qué	102,488
• IP Sharp Associates Ltd Toronto Ont	142,102
• Joh Rubber Inc Leamington Qué	229,921
• Joldon Diagnostics Scarborough Ont	157,941
• JPS Microsystems Inc Markham Ont	145,054
• King Agro Inc Chatham Ont	309,305
• Kronem Systems Inc Waterloo Ont	270,000
• Laboratoire OSMOCO Laboratory Inc Pointe-Claire Qué	180,000
• Les Industries Fournier Inc Black Lake Qué	302,216
• Les Tourbières Premier Ltée Rivière-du-Loup Qué	107,035
• Liburdi Engineering Ltd Hamilton Ont	265,811
• Litton Systems Canada Ltd Rexdale Ont	148,677
• Métal 7 Inc Sept-Îles Qué	168,080
• Microscan Imaging and Instrumentation Inc Vancouver C-B	469,324
• Mitec Manufacturing Ltd Pointe-Claire Qué	150,567
• Multiprocessor Toolsmiths Inc Kanata Ont	125,053
• NCA Microelectronics Saint John N-B	102,380
• Newbridge Microsystems Kanata Ont	149,928
• Normick Perron Inc La Sarre Qué	118,571
• Nutech Energy Systems Inc London Ont	200,280
• Oerus Corporation Ltd Richmond C-B	189,360
• Paladin Hybrids Inc Brampton Ont	205,102
• Paracel Laboratories Ltd Nepean Ont	113,506
• Pegasus Industrial Specialties Ltd Agincourt Ont	135,987
• Platinum Lake Technology Inc Downsview Ont	137,858
• Powerplex Technologies Inc Downsview Ont	348,677
• Precarn Nepean Ont	112,102
• Précision Photomask Ltd Ville St-Laurent Qué	123,496
• Q-Life Systems Inc Kingston Ont	327,912
• Quadra Logic Technologies Inc Vancouver C-B	264,585
• Quantified Signal Imaging Inc North York Ont	248,638
• Ritepro Inc Montréal-Nord Qué	130,277
• Rougier Inc Montréal Qué	246,188
• Safer Ltd Victoria C-B	224,803
• Servo-Robot Inc Boucherville Qué	165,315
• Sherritt Gordon Mines Ltd Fort Saskatchewan Alb	127,190
• Softwords/Pressporcepic Ltd Victoria C-B	218,192
• Sound Linked Data Inc Mississauga Ont	122,792
• Spectrocan Engineering Inc Ottawa Ont	380,819
• Stelco Inc Hamilton Ont	122,663
• Syncrude Canada Ltd Edmonton Alb	307,161
• TECHFORCE Inc St Catharines Ont	215,621
• Techno Scientific Inc Woodbridge Ont	172,175
• Tecrad Inc Québec Qué	127,137
• Telesystems SLW Inc Don Mills Ont	342,276
• Terra Energy Ltd Calgary Alb	113,568
• The Heart Institute Research Trust Ottawa Ont	350,000
• United Grain Growers Ltd Winnipeg Man	217,255
• University of Alberta Edmonton Alb	100,800
• Wardrop Engineering Ltd Winnipeg Man	124,465
• Webber Inc Mississauga Ont	120,487
• Ztest Electronics Inc Mississauga Ont	360,000

Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et à la technologie $15,089,112

	$
• Alberta Microelectronics Centre Edmonton Alb	154,200
• Alberta Research Council Edmonton Alb	750,815
• Association of Consulting Engineers of Canada Ottawa Ont	776,480
• British Columbia Research Vancouver C-B	842,801
• British Columbia Institute of Technology Burnaby C-B	129,774
• Canadian Construction Association Ottawa Ont	1,218,160
• Canadian Industrial Innovation Ctr Waterloo Ont	124,679
• Canadian Institute Fisheries Tech Halifax N-É	120,513
• Canadian Plastics Institute Don Mills Ont	155,660
• Centre de recherche industrielle du Québec Ste-Foy Qué	928,148

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• Centre innovation industrielle Montréal Qué	159,181
• Centre Promotion Design Tech Montréal Qué	122,900
• Construction Technology Centre Fredericton N-B	174,997
• FORINTEK Canada Corporation Vancouver C-B	290,527
• Groupement Québecois d'entreprise Drummondville Qué	160,051
• Holland College School of Tech Charlottetown Î-P-É	126,759
• Institute of Fisheries & Marine Tech St John's T-N	144,642
• Manitoba Research Council Winnipeg Man	675,522
• New Brunswick Research & Productivity Council Fredericton N-B	546,873
• Newfoundland & Labrador Development Corp Ltd St John's T-N	360,722
• Nova Scotia Research Foundation Corp Dartmouth N-É	661,205
• Ortech International Mississauga Ont	778,347
• Royal Architectural Institute Ottawa Ont	305,363
• Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask	771,042
• Science Council of BC Vancouver C-B	100,000
• Seabright Corporation Ltd St John's T-N	111,271
• Université Simon Fraser Burnaby C-B	109,728
• Université du Québec Rouyn Qué	175,293
• Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B	144,056
• Université Guelph Guelph Ont	128,146
• Université du Manitoba Winnipeg Man	177,476
• Welding Institute of Canada Oakville Ont	218,768

Institut national d'optique $689,123

• Institut national d'optique Ste-Foy Qué	689,123

Contributions à l'Agence spatiale européenne (Programme Hermès) $1,387,174

• Agence spatiale européenne Paris France	1,387,174

Contributions à des exécutants extra-muros dans le cadre du programme de recherche en biotechnologie $4,810,213

• Allelix Biopharmaceuticals Inc Mississauga Ont	444,040
• Bio-Mega Inc Laval Qué	316,345
• Biomira Inc Edmonton Alb	305,033
• Biotechnica Canada Inc Calgary Alb	129,403
• British Columbia Research Vancouver C-B	138,587
• Cangene Corporation Mississauga Ont	405,075
• CBM Bioventures Ltd Sidney C-B	139,686
• Chembiomed Ltd Edmonton Alb	209,699
• Continental Pharma Cyrosan Inc Montréal Qué	137,606
• Dominion Biologicals Ltd Dartmouth N-É	134,339
• Groupe Sanivan Inc (Pointe-aux-Trembles) Montréal Qué	265,833
• Hypercube Inc Cambridge Ont	162,500
• IRCM Montréal Qué	114,305
• Nova Husky Research Corporation Calgary Alb	129,791
• Paques Lavalin Willowdale Ont	220,378
• Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué	252,427
• Xerox Research Centre of Canada Mississauga Ont	483,581

Centre national et réseau d'information sur la technologie de la production industrielle $500,000

• L'Association des manufacturiers canadiens Toronto Ont	500,000

Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Téléscope Canada-France-Hawaii $2,699,694

• Corporation du Télescope Canada-France-Hawaii Hawaii É-U	2,699,694

Universités de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, Simon Fraser et Victoria pour la réalisation du projet TRIUMPH $26,509,972

• Universités de: l'Alberta Edmonton Alb; de la Colombie-Britannique Vancouver C-B; Simon Fraser Vancouver C-B; et Victoria Victoria C-B	26,509,972

Science and Engineering Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du Télescope James Clerk Maxwell $1,970,851

• Science and Engineering Research Council du Royaume-Uni Londres Angleterre	1,970,851

Institut canadien du film $78,000

Appui à des conférences scientifiques et techniques $16,500

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie $375,350,000

Subventions et bourses pour promouvoir et encourager le développement et l'entretien de la recherche et l'assurance de la main d'oeuvre hautement qualifiée en sciences naturelles et en génie $375,350,000

	$
• R G Ackman Halifax N-É	172,404
• V K Agarwal Montréal Qué	231,144
• P C Aitcin Sherbrooke Qué	477,840
• H Alper Ottawa Ont	228,877
• I Altosaar Ottawa Ont	189,949
• R J Andersen Vancouver C-B	152,251
• D F Andrews Toronto Ont	112,160
• S A Argyropoulos Toronto Ont	110,240
• J T Arnason Ottawa Ont	135,798
• A S Arrott Burnaby C-B	157,500
• H W Arthurs North York Ont	136,199
• G O Aspinall North York Ont	123,267
• A Astbury Victoria C-B	430,000
• D L Atherton Kingston Ont	175,000
• D A Axen Vancouver C-B	110,000
• W A Ayer Edmonton Alb	100,025
• L A Babiuk Saskatoon Sask	1,119,010
• T G Back Calgary Alb	102,293
• K G Balmain Toronto Ont	127,788
• G M Bancroft London Ont	254,977
• J W Bandler Hamilton Ont	137,180
• A D Bandrauk Sherbrooke Qué	163,145
• N Banthia Québec ville Qué	140,825
• S C H Barrett Toronto Ont	203,569
• J Barrette Montréal Qué	344,717
• R H Bartels Waterloo Ont	171,660
• J C Beatty Waterloo Ont	179,787
• C Beaumont Halifax N-É	163,246
• H A Becker Kingston Ont	428,439
• A J Berlinsky Hamilton Ont	204,139
• L G L Bertrand Montréal Qué	145,615
• K J Betteridge Guelph Ont	244,451
• J D Bewley Guelph Ont	219,517
• V Bhargava Victoria C-B	130,964
• R Billinton Saskatoon Sask	143,000
• P P Biringer Toronto Ont	108,000
• M Bloom Vancouver C-B	166,204
• M L Blostein Montréal Qué	100,000
• E Blumwald Toronto Ont	160,140
• D H Boal Burnaby C-B	100,574
• B Bobée Ste-Foy Qué	132,400
• G V Bochmann Montréal Qué	478,028
• H I Bolker Vancouver C-B	100,000
• J R Bolton London Ont	114,120
• J R Bond Toronto Ont	171,728
• K S Booth Waterloo Ont	581,109
• J H Borden Burnaby C-B	174,079
• E F Borra Ste-Foy Qué	321,910
• T K Bose Trois-Rivières Qué	188,647
• R G Bosisio Montréal Qué	162,000
• M I Boulos Sherbrooke Qué	111,476
• P I P Boulton Toronto Ont	273,349
• R G Boutilier Halifax N-É	144,712
• R Boyd Halifax N-É	122,400
• T M Bray Guelph Ont	103,706
• A S Bregman Montréal Qué	111,044
• J H Brewer Vancouver C-B	288,581
• J K Brimacombe Vancouver C-B	276,644
• A C Brown Montréal Qué	162,370
• D L Brown Ottawa Ont	152,258
• G G Brown Montréal Qué	108,130

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—Suite

	$
• J A Brown St John's T-N	129,922
• D H Bruce St Catharines Ont	142,505
• P W Bruner Toronto Ont	103,506
• D A Bryman Victoria C-B	729,000
• R T Bui Chicoutimi Qué	285,200
• E Buncel Kingston Ont	159,781
• F L Bunnell Vancouver C-B	135,900
• R B Bunt Saskatoon Sask	109,295
• J Bures Montréal Qué	102,884
• W Bushuk Winnipeg Man	333,719
• H Bussey Montréal Qué	141,600
• J A Buzacott Waterloo Ont	265,020
• A Cabana Sherbrooke Qué	120,893
• M Cada Halifax N-É	139,140
• S E Calvert Vancouver C-B	139,158
• R G Campanella Vancouver C-B	191,810
• J L Campbell Guelph Ont	175,536
• Canadian Council on Animal Care Ottawa Ont	469,056
• Canadian Microelectronics Corp Kingston Ont	5,300,000
• J Carbotte Hamilton Ont	227,551
• H C Card Winnipeg Man	101,400
• A Cardinal Ste-Foy Qué	120,000
• R Carignan Ste-Foy Qué	102,804
• R K Carnegie Ottawa Ont	625,000
• P J Carreau Montréal Qué	160,000
• A J Carty Waterloo Ont	148,590
• D D Cass Edmonton Alb	106,550
• D T Cassidy Hamilton Ont	122,500
• N J Cercone Burnaby C-B	120,300
• E Cerny Montréal Qué	314,182
• A C D Chaklader Vancouver C-B	127,439
• T H Chan Montréal Qué	186,396
• A Chatt Halifax N-É	103,906
• I Chatzis Waterloo Ont	101,092
• J D N Cheeke Sherbrooke Qué	118,297
• H D Cheng Halifax N-É	134,000
• R M H Cheng Montréal Qué	217,389
• J A Cherry Waterloo Ont	252,300
• S L Chin Ste-Foy Qué	121,065
• E Chornet Sherbrooke Qué	186,000
• M C Chouteau Montréal Qué	260,334
• K T Chuang Edmonton Alb	120,000
• M T Clandinin Edmonton Alb	163,870
• H C Clark Halifax N-É	159,911
• J I Clark St John's T-N	295,149
• F H Clarke Montréal Qué	338,000
• R M Clements Victoria C-B	100,029
• G Cloutier Montréal Qué	206,972
• R M Clowes Vancouver C-B	3,162,778
• L L Cogger Calgary Alb	207,000
• M F Collins Hamilton Ont	499,243
• M P Collins Toronto Ont	322,650
• S Collins Waterloo Ont	106,471
• D R Conn Hamilton Ont	128,636
• G E Connell Toronto Ont	684,814
• J Conradi Edmonton Alb	166,722
• B E Conway Ottawa Ont	515,389
• F Cooke Kingston Ont	140,950
• J W Costerton Calgary Alb	601,500
• B Cox Toronto Ont	183,500
• B A Croy Guelph Ont	159,852
• M S Cynader Vancouver C-B	132,374
• I G Dalla Lana Edmonton Alb	159,440
• L H Dao Ste-Foy Qué	115,290
• J G D Darling Montréal Qué	203,517
• W R Datars Hamilton Ont	166,500
• A G Davenport London Ont	145,000
• P Davenport Edmonton Alb	404,878
• K G Davey North York Ont	100,000
• K R Davidson Waterloo Ont	134,145
• J R de Bruyn St John's T-N	133,073
• D R Deibel St John's T-N	235,900
• E De Jong Saskatoon Sask	100,149
• J D DeLaurier Toronto Ont	184,748
• M C Delfour Montréal Qué	150,000
• G Y Delisle Ste-Foy Qué	124,411
• G P Demopoulos Montréal Qué	224,727
• F Denizeau Montréal Qué	198,000
• D T Dennis Kingston Ont	351,800
• J B Derbyshire Guelph Ont	109,587
• C W De Silva Vancouver C-B	268,241
• P Deslongchamps Sherbrooke Qué	235,700
• J Desrosiers Montréal Qué	102,000
• M E Deutsch-McLeish	107,017
• S B Dewan Toronto Ont	123,800
• W T Dickinson Guelph Ont	153,000
• A D'Iorio Ottawa Ont	175,213
• L L Diosady Toronto Ont	100,660
• M A Dixon Guelph Ont	114,007
• G I Dmitrienko Waterloo Ont	155,530
• C T J Dodson Toronto Ont	507,600
• P Dold Hamilton Ont	130,765
• R Doré Montréal Qué	240,293
• C J Douglas Vancouver C-B	128,500
• W J M Douglas Montréal Qué	110,840
• R G H Downer Waterloo Ont	258,370
• J Downey Fredericton N-B	136,093
• E Dubois Ste-Foy Qué	124,200
• W W Duley North York Ont	105,939
• G A M Dumont Vancouver C-B	277,441
• M B Dusseault Waterloo Ont	132,000
• D L Eager Saskatoon Sask	145,624
• A Eisenberg Montréal Qué	158,413
• M A Elbestawi Hamilton Ont	136,740
• H A ElMaraghy Hamilton Ont	137,898
• M I Elmasry Waterloo Ont	283,045
• J D Embury Hamilton Ont	148,941
• R J Etches Guelph Ont	122,137
• G T Ewan Kingston Ont	1,369,000
• A G Fallis Ottawa Ont	115,100
• R H Farquhar Ottawa Ont	146,161
• D Feldman Montréal Qué	185,100
• J H Fendler Montréal Qué	126,198
• J C Fentress Halifax N-É	120,286
• T M P Finan Hamilton Ont	102,040
• D G Fisher Edmonton Alb	106,540
• J A Fortin Ste-Foy Qué	101,492
• M Fortin Ste-Foy Qué	264,187
• G R Foxcroft Edmonton Alb	449,531
• J P Franck Edmonton Alb	188,900
• M Fraser Calgary Alb	269,004
• G R Freeman Edmonton Alb	135,898
• W R Frisken North York Ont	219,200
• B J Fryer St John's T-N	106,800
• W S Fyfe London Ont	151,326
• S Gagné Ste-Foy Qué	126,900
• M Galopin Montréal Qué	122,500
• I Gargantini London Ont	147,945
• R F Garrison Toronto Ont	158,470
• R Gauvin Montréal Qué	102,200
• M Gervais Ste-Foy Qué	234,736
• T A Gill Halifax N-É	179,922
• A D M Glass Vancouver C-B	191,265
• C Godbout Ste-Foy Qué	108,975
• H D Goff Guelph Ont	107,800
• A A Goldenberg Toronto Ont	111,776
• G H Gonnet Waterloo Ont	307,888
• M F A Goosen Kingston Ont	112,620
• A Gosselin Ste-Foy Qué	110,000
• C J Gosselin Ste-Foy Qué	103,429
• T E Gough Victoria C-B	210,073
• C K Govind Toronto Ont	116,075

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• W A G Graham Edmonton Alb	144,082
• J Grant Halifax N-É	160,634
• D Gravel Montréal Qué	123,061
• B R Green Vancouver C-B	105,956
• B Greenwood Toronto Ont	237,590
• J Guertin Montréal Qué	101,255
• J Y Guigne St John's T-N	234,426
• J E Guillet Toronto Ont	139,538
• L V Gusta Saskatoon Sask	148,296
• R I L Guthrie Montréal Qué	408,500
• W G Habashi Montréal Qué	481,779
• R L Haedrich St John's T-N	290,000
• B K Hall Halifax N-É	103,370
• J Hall St John's T-N	196,650
• E D Hallman Sudbury Ont	102,000
• A E Hamielec Hamilton Ont	130,829
• R E W Hancock Vancouver C-B	111,750
• S Hanessian Montréal Qué	172,946
• A D Hanson Montréal Qué	145,000
• W N Hardy Vancouver C-B	218,785
• L Harris St John's T-N	151,435
• R L Harris Montréal Qué	130,104
• J P Harrison Kingston Ont	132,280
• P J Harrison Vancouver C-B	146,626
• R Harrop Burnaby C-B	166,182
• P D Harvey Sherbrooke Qué	118,836
• M D Hasinoff Vancouver C-B	151,000
• O F Hasser Burnaby C-B	135,000
• E B Hawbolt Vancouver C-B	217,930
• F C Hawthorne Winnipeg Man	111,357
• A S Hay Montréal Qué	140,602
• J F Hayes Montréal Qué	140,000
• M A Hayes Guelph Ont	103,415
• S Haykin Hamilton Ont	148,400
• P D N Hebert Windsor Ont	115,000
• B Heinrich Burnaby C-B	165,861
• W H Hendershot Montréal Qué	181,591
• C L Hew Toronto Ont	143,754
• C Hillaire-Marcel Montréal Qué	243,075
• O Hindsgaul Edmonton Alb	104,574
• A Hirose Saskatoon Sask	121,800
• C Hiruki Edmonton Alb	117,560
• V S Hoa Montréal Qué	130,360
• P W Hochachka Vancouver C-B	173,370
• R Hodgetts Edmonton Alb	141,520
• D Hodouin Ste-Foy Qué	112,855
• W J R Hoefer Ottawa Ont	121,900
• E Hoek Toronto Ont	118,750
• D A Holden Waterloo Ont	161,013
• J M Hollerbach Montréal Qué	121,500
• J L Holmes Ottawa Ont	128,520
• R C Holt Toronto Ont	238,770
• P A Horgen Toronto Ont	107,322
• S E Hrudey Edmonton Alb	250,280
• J Hubert Montréal Qué	145,139
• P M Huck Edmonton Alb	160,660
• P C Hughes Toronto Ont	120,234
• N P A Huner London Ont	139,156
• I W Hunter Montréal Qué	102,534
• R K Ibrahim Montréal Qué	161,272
• D R Idler St John's T-N	115,542
• R G Ingram Montréal Qué	264,677
• G A Irons Hamilton Ont	194,878
• M Isaacson Vancouver C-B	179,000
• M B Isman Vancouver C-B	106,450
• M R Ito Vancouver C-B	332,400
• G Ivany Saskatoon Sask	236,490
• G Ivany Saskatoon Sask	175,734
• B R James Vancouver C-B	243,261
• N P James Kingston Ont	131,443
• M A Jenkins Kingston Ont	116,000

	$
• S E Jensen Edmonton Alb	108,861
• M H Jericho Halifax N-É	104,184
• R E Jervis Toronto Ont	110,127
• D L Johnston Montréal Qué	410,654
• G W Johnston Toronto Ont	118,447
• C R Jolicoeur Sherbrooke Qué	120,000
• J J Jonas Montréal Qué	506,921
• G Jones Vancouver C-B	316,000
• J B Jones Toronto Ont	277,527
• I J Jordaan St John's T-N	226,727
• R B Jordan Edmonton Alb	114,264
• G A Jullien Windsor Ont	197,807
• N G Juma Edmonton Alb	135,000
• P Kabal Montréal Qué	138,090
• S C F Kaliaguine Ste-Foy Qué	137,000
• N E Kalogerakis Calgary Alb	120,626
• M R Kamal Montréal Qué	210,621
• L W Kannenberg Guelph Ont	128,235
• F W Karasek Waterloo Ont	124,750
• P Kebarle Edmonton Alb	106,358
• J B Kelly Ottawa Ont	198,485
• W B Kendrick Waterloo Ont	152,320
• P J Kenniff Montréal Qué	141,952
• R J Kerekes Vancouver C-B	124,000
• R Kerrich Saskatoon Sask	142,531
• D G Kilburn Vancouver C-B	159,887
• P Kitching Edmonton Alb	405,000
• D Kluepfel Laval-des-Rapides Qué	162,805
• R H Kluger Toronto Ont	159,266
• E J Knystautas Ste-Foy Qué	117,960
• C J Krebs Vancouver C-B	443,152
• T E Krogh Toronto Ont	104,790
• H R Krouse Calgary Alb	110,700
• V D Krstic Kingston Ont	139,900
• U Kuhnlein Montréal Qué	109,166
• S Kumar Saskatoon Sask	161,757
• D J Kushner Toronto Ont	146,885
• J C T Kwak Halifax N-É	106,105
• T K Kyser Saskatoon Sask	149,436
• S Lacelle Sherbrooke Qué	112,626
• G Lachapelle Calgary Alb	139,000
• A Laneville Sherbrooke Qué	135,382
• J Lapointe Ste-Foy Qué	100,147
• W M Last Winnipeg Man	118,286
• L W M Lau London Ont	290,921
• J D Lavers Toronto Ont	104,667
• D B Layzell Kingston Ont	109,688
• R M Leblanc Trois-Rivières Qué	241,288
• P H LeBlond Vancouver C-B	123,800
• M Lecours Ste-Foy Qué	115,657
• E F LeDrew Waterloo Ont	114,442
• A Lee Hamilton Ont	309,716
• W C Leggett Halifax N-É	322,169
• J Lelièvre Wolfville N-É	206,897
• R U Lemieux Edmonton Alb	103,177
• J G Lenard Waterloo Ont	103,000
• C Leroy Montréal Qué	136,000
• J R Leslie Kingston Ont	240,000
• G L'Espérance Montréal Qué	121,450
• L Lessard Montréal Qué	735,000
• R Le Van Mao Montréal Qué	148,874
• M D Levine Montréal Qué	514,249
• J G Levy Vancouver C-B	210,100
• H F Li Montréal Qué	151,295
• C A Lin Montréal Qué	137,659
• J Lipkowski Guelph Ont	150,211
• R List Toronto Ont	267,000
• A E Litherland Toronto Ont	210,000
• J Litva Hamilton Ont	126,141
• J Locat Ste-Foy Qué	153,190
• J W Lown Edmonton Alb	136,294

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• F Lustman Montréal Qué	135,000
• D B MacFarlane Montréal Qué	298,500
• R Maciejko Montréal Qué	204,859
• A F MacKenzie Montréal Qué	167,507
• S A Macko St John's T-N	106,100
• G M MacNabb Nepean Ont	100,000
• J Majithia Guelph Ont	125,000
• A S Malowany Montréal Qué	105,680
• J G Malpas St John's T-N	184,435
• M M Mantei Toronto Ont	191,002
• N J Marchand Qué	296,619
• R H Marchesssault Montréal Qué	288,063
• A Margaritis London Ont	153,400
• J F Martin Toronto Ont	2,540,200
• J H Masliyah Edmonton Alb	122,800
• L Mason Ste-Foy Qué	131,900
• R A Masut Montréal Qué	109,637
• J C McConnell North York Ont	422,100
• C D McCrosky Saskatoon Sask	206,620
• A B McDonald Kingston Ont	4,400,000
• D J McEwen Saskatoon Sask	119,060
• J E McInerney Victoria C-B	215,000
• N S McIntyre London Ont	194,180
• B D McKersie Guelph Ont	293,094
• A McLean Toronto Ont	181,500
• B R McMahon Calgary Alb	110,743
• J N McNeil Ste-Foy Qué	100,270
• R M Measures Toronto Ont	118,296
• D A Meneley Fredericton N-B	141,635
• T K Menon Vancouver C-B	137,000
• A J Merer Vancouver C-B	124,146
• J Meyer Vancouver C-B	117,472
• P G Mezey Saskatoon Sask	114,560
• D M Miller Victoria C-B	143,000
• C A Mims Toronto Ont	383,300
• I V Mitchell London Ont	293,268
• V J Modi Vancouver C-B	174,020
• M Moisan Montréal Qué	120,820
• M M Moloney Calgary Alb	214,112
• R M Moore Halifax N-É	167,119
• T R Moore Montréal Qué	196,500
• M Moo-Young Waterloo Ont	196,987
• N R Morgenstern Edmonton Alb	165,160
• R H Morris Toronto Ont	109,193
• I N Morrison Winnipeg Man	142,027
• M Moskovits Toronto Ont	168,546
• E W Mountjoy Montréal Qué	100,860
• A Mucci Montréal Qué	123,372
• K Muehlenbachs Edmonton Alb	107,705
• D B Muggeridge St John's T-N	215,750
• K L Murphy Hamilton Ont	225,038
• E D Murray Winnipeg Man	147,028
• J C Muzio Victoria C-B	171,540
• J Mylopoulos Toronto Ont	201,190
• L A Mysak Montréal Qué	165,625
• A Naimark Winnipeg Man	194,193
• S Nakai Vancouver C-B	130,612
• M Nakhla Ottawa Ont	209,000
• A J Naldrett Toronto Ont	187,670
• National Science Foundation É-U	261,000
• K W Neale Sherbrooke Qué	144,000
• M Nemer Montréal Qué	100,000
• A W Neumann Toronto Ont	125,309
• A Ng Vancouver C-B	122,800
• F T T Ng Waterloo Ont	100,610
• P S Nicholson Hamilton Ont	377,091
• J Nicolas Sherbrooke Qué	126,630
• H Niki North York Ont	138,000
• T H North Toronto Ont	125,925
• P R Norton London Ont	289,005

	$
• B A Oaks Guelph Ont	113,540
• R K O'Dor Halifax N-É	121,717
• A C Oehlschlager Burnaby C-B	199,132
• A A Offenberger Edmonton Alb	197,400
• M Ogg Ottawa Ont	185,000
• D W Oldenburg Vancouver C-B	110,080
• W K Oldham Vancouver C-B	152,640
• D P Ormrod Guelph Ont	130,880
• D O'Shaughnessy Verdun Qué	133,500
• J N Owens Victoria C-B	109,910
• G A Ozin Toronto Ont	132,552
• S A Page Winnipeg Man	145,500
• W J Page Edmonton Alb	131,040
• M P Paidoussis Montréal Qué	173,808
• P K T Pang Edmonton Alb	165,000
• G G Patry Hamilton Ont	116,000
• J B Pawliszyn Waterloo Ont	112,520
• K G Pedersen London Ont	245,431
• T F Pedersen Vancouver C-B	204,235
• E Pelletier Ste-Foy Qué	141,217
• W R Peltier Toronto Ont	324,000
• A D Pelton Montréal Qué	128,488
• H Pépin Ste-Foy Qué	430,345
• L E Peppard Kingston Ont	113,500
• S F Perry Ottawa Ont	114,657
• H E Petch Victoria C-B	141,113
• R E Peter Edmonton Alb	108,913
• E Peters Vancouver C-B	131,610
• R L Peterson Guelph Ont	139,800
• R P Pharis Calgary Alb	160,000
• J E Phillips Vancouver C-B	102,382
• J P Phillips Guelph Ont	107,022
• M Piché Ste-Foy Qué	156,151
• E Piers Vancouver C-B	220,150
• M Pigeon Ste-Foy Qué	161,320
• M M Pintar Waterloo Ont	120,660
• W C Plaxton Kingston Ont	104,527
• M Poirier Sherbrooke Qué	140,958
• J C Polanyi Toronto Ont	257,000
• E E Prepas Edmonton Alb	106,543
• R L Probert Ottawa Ont	121,077
• R E Prud'homme Ste-Foy Qué	162,000
• R J Puddephatt London Ont	130,321
• W R Pulleyblank Waterloo Ont	137,500
• R Racine Montréal Qué	154,600
• J Rajski Montréal Qué	346,984
• D J Randall Vancouver C-B	155,000
• J P Reilly Hamilton Ont	159,932
• M A J Rigaud Montréal Qué	273,750
• V M Ristic Toronto Ont	107,900
• S Rizkalla Winnipeg Man	778,000
• R J Robertson Kingston Ont	101,500
• W Robertson Halifax N-É	125,000
• P T Robinson Halifax N-É	132,520
• J C Roff Guelph Ont	116,151
• P J Romaniuk Victoria C-B	101,517
• B I Roots Toronto Ont	360,822
• S J Rothstein Guelph Ont	278,438
• D J Roulston Waterloo Ont	102,800
• J M Rousseau Montréal Qué	103,000
• R K Rowe London Ont	163,741
• C Roy Ste-Foy Qué	136,944
• R Roy Ottawa Ont	145,552
• R Roy Ste-Foy Qué	155,894
• J N R Ruddick Vancouver C-B	118,969
• A Rudin Waterloo Ont	200,244
• R D Russell Vancouver C-B	163,800
• D G Ryan Montréal Qué	1,466,750
• C A T Salama Toronto Ont	514,375
• M E Salcudean Vancouver C-B	172,700

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Fin*

	$
• I V Samarasekera Vancouver C-B	213,214
• G Sauvé Laval-des-Rapides Qué	100,440
• Y Savaria Montréal Qué	155,250
• R A Savidge Fredericton N-B	147,700
• L Savoie Ste-Foy Qué	139,776
• M Sayer Kingston Ont	269,011
• W G Saywell Burnaby C-B	144,077
• H I Schiff North York Ont	675,180
• D J Schoen Montréal Qué	128,390
• H P Schreiber Montréal Qué	183,794
• P J Schultz London Ont	121,600
• K P Schwarz Calgary Alb	115,700
• D S Scott Waterloo Ont	100,939
• R N Scott Fredericton N-B	102,650
• B Segal Guelph Ont	269,477
• H J J Sequin Edmonton Alb	506,305
• A P S Selvadurai Ottawa Ont	143,700
• L Shafai Winnipeg Man	729,452
• B Shizgal Vancouver C-B	128,600
• M J Shulman Toronto Ont	108,400
• P L Silveston Waterloo Ont	130,018
• R E Simard Ste-Foy Qué	101,640
• J G Simmons Hamilton Ont	564,802
• J J Simpson Guelph Ont	226,000
• A J Sinclair Vancouver C-B	100,417
• D G Sinclair Ottawa Ont	140,000
• R S Singh Hamilton Ont	116,400
• H M Skarsgard Saskatoon Sask	172,427
• D M Skopik Saskatoon Sask	1,951,800
• J J Sloan Waterloo Ont	128,000
• C Smith Guelph Ont	156,404
• D C Smith Kingston Ont	231,891
• D G Smith Calgary Alb	108,785
• D L Smith Montréal Qué	163,000
• R W Smith Kingston Ont	170,982
• V H Smith Kingston Ont	124,710
• G R South St Andrew's N-B	264,000
• A N Spencer Edmonton Alb	103,165
• K D Srivastava Vancouver C-B	141,500
• D G Stairs Montréal Qué	369,140
• P R Steiner Vancouver C-B	211,120
• F R Steward Fredericton N-B	103,000
• B P Stoicheff Toronto Ont	115,873
• P M Stokes Toronto Ont	133,500
• K B Storey Ottawa Ont	150,864
• D W Strangway Vancouver C-B	578,571
• D W Strangway Vancouver C-B	116,666
• J O Strom-Olsen Montréal Qué	193,440
• D F Strong St John's T-N	134,670
• S S Stuchly Ottawa Ont	144,700
• C Y Suen Montréal Qué	171,545
• W Y Svrcek Calgary Alb	116,431
• J F Sykes Waterloo Ont	108,320
• J A Szpunar Montréal Qué	121,640
• P A Tanguy Ste-Foy Qué	223,975
• The Royal Society of Canada Ottawa Ont	250,000
• M L W Thewalt Burnaby C-B	230,424
• J E Thompson Guelph Ont	177,332
• L U Thompson Toronto Ont	111,302
• D J Thomson Winnipeg Man	114,600
• T A Thorpe Calgary Alb	207,500
• K Thulasiraman Montréal Qué	109,080
• T Tiedje Vancouver C-B	141,529
• T Timusk Hamilton Ont	165,443
• R Tinawi Montréal Qué	333,000
• S S Tobe Toronto Ont	104,500
• J Toguri Toronto Ont	162,524
• G H N Towers Vancouver C-B	185,500
• J M Tranquilla Fredericton N-B	290,920
• S D Tremaine Toronto Ont	648,071
• A M Tremblay Sherbrooke Qué	188,523
• B Tuchweber Montréal Qué	105,102
• J Tulip Edmonton Alb	132,350
• M A Tung Halifax N-É	376,382

	$
• D H Turpin Kingston Ont	184,821
• B W Unger Calgary Alb	113,020
• D A VandenBerg Victoria C-B	127,331
• W T H Van Oers Winnipeg Man	177,000
• S A Vanstone Waterloo Ont	151,952
• J C Vederas Edmonton Alb	155,975
• J E S Venart Fredericton N-B	234,870
• J K Vessey Winnipeg Man	106,364
• J P Villeneuve Ste-Foy Qué	117,764
• L C Vining Halifax N-É	164,700
• E W Vogt Vancouver C-B	130,000
• R C von Borstel Edmonton Alb	127,487
• R P Voroney Guelph Ont	163,920
• Z G Vranesic Toronto Ont	112,947
• J C Waddington Hamilton Ont	500,000
• A P Wade Vancouver C-B	132,735
• R G Walker Hamilton Ont	128,578
• J Walsh St John's T-N	130,000
• C E Waltham Vancouver C-B	173,000
• O P Ward Waterloo Ont	470,476
• C Ware Fredericton N-B	176,941
• J Warkentin Hamilton Ont	143,368
• A P Watkinson Vancouver C-B	132,100
• A K Watson Montréal Qué	149,565
• G C Weatherly Toronto Ont	156,750
• J M Webster Burnaby C-B	126,046
• L Weiler Vancouver C-B	187,671
• F Weinberg Vancouver C-B	100,800
• M R Wertheimer Montréal Qué	150,000
• J A Westgate Toronto Ont	119,650
• D W S Westlake Edmonton Alb	136,213
• B N White Kingston Ont	101,292
• A G Wildeman Guelph Ont	130,881
• D L Williams Vancouver C-B	362,720
• A E Williams-Jones Montréal Qué	121,950
• M A Winnik Toronto Ont	320,006
• S G Withers Vancouver C-B	113,892
• S Wolfe Kingston Ont	241,398
• S L Wong Calgary Alb	108,600
• C M Wood Hamilton Ont	243,429
• J M Wood Guelph Ont	103,376
• R T Woodhams Toronto Ont	111,472
• C M Woodside Ottawa Ont	107,470
• D T Wright Waterloo Ont	368,876
• D T Wright Waterloo Ont	249,776
• J S Wroblewski St John's T-N	164,000
• J C F Wu Waterloo Ont	107,667
• G R Wyatt Kingston Ont	175,000
• R C Wyndham Ottawa Ont	119,868
• J Xu Toronto Ont	181,232
• F C H Yeh Edmonton Alb	170,301
• T S Yoon Toronto Ont	181,000
• D York Toronto Ont	119,000
• R P Young Kingston Ont	196,300
• M M Yovanovich Waterloo Ont	184,563
• T J Zamb Saskatoon Sask	105,132
• L O Zamir Laval-des-Rapides Qué	138,463
• P D Ziogas Montréal Qué	140,733

Statistique Canada $10,632

Subventions à l'Institut interaméricain de statistique $6,188

Subventions à la Conférence des statisticiens du Commonwealth $4,444

JUSTICE $289,211,805

Département $267,352,341

Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour aider à payer les frais d'administration $6,000

Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour les fins de recherche de la Conférence $21,226

Commission internationale des juristes $17,575

JUSTICE—*Fin*

	$
Commission internationale des juristes pour ses programmes annuels sur les droits de la personne pour francophones $5,000	
L'Institut international de droit d'expression francaise (IDEF) $1,500	
Subventions en vue d'encourager des étudiants à se spécialiser dans la rédaction des lois $89,280	
Subventions en vue d'encourager l'accès des Autochtones à la profession juridique $296,587	
Programme des bourses Duff-Rinfret $86,150	
Subvention à l'Association canadienne des chefs de police destinée au Comité sur les modifications de la loi $16,150	
British Institute of International and Comparative Law (CLAS) $9,500	
Académie de droit international de la Haye $11,400	
Institut international des droits de l'homme (anglais et français) $3,000	
Fondation canadienne des droits de la personne $20,000	
Le Centre canadien de la magistrature Ottawa Ont $162,500	
Négociations sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones $530,431	
• Ontario Métis and Aboriginal Association—Ont	151,156
• Manitoba Métis Federation—Man	315,000
Association canadienne des juges des cours provinciales—Colombie-Britannique $66,500	
Conseil canadien de la documentation juridique—Ontario $380,200	
Société canadienne des sciences judiciaires—Ontario $25,621	
Fonds de consultation et du développement $514,405	
Contributions au programme d'échange d'étudiants en droit civil et en droit coutumier durant l'été $286,140	
Contributions en vue de promouvoir la recherche et les innovations dans le domaine de l'aide juridique $156,605	
Contributions à l'Université d'Ottawa—Programme Législatif $93,455	
Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs régimes d'aide juridique $86,482,199	
• Province de l'Alberta	7,033,531
• Province de la Colombie-Britannique	9,062,383
• Province du Manitoba	3,504,293
• Territoires du Nord-Ouest	1,287,668
• Province du Nouveau-Brunswick	1,439,515
• Province de Terre-Neuve	1,707,489
• Province de la Nouvelle-Écosse	3,222,000
• Province de l'Ontario	39,280,999
• Province de l'Île-du-Prince-Édouard	226,156
• Province de Québec	16,534,868
• Province de la Saskatchewan	2,725,903
• Territoire du Yukon	457,396
Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs programmes et services d'aide aux victimes d'actes criminels $9,070,644	
• Province de l'Alberta	798,534
• Province de la Colombie-Britannique	1,044,400
• Province du Manitoba	379,645
• Territoires du Nord-Ouest	121,026
• Province du Nouveau-Brunswick	167,451
• Province de Terre-Neuve	111,906
• Province de la Nouvelle-Écosse	301,919
• Province de l'Ontario	3,300,780
• Province de Québec	2,323,720
• Province de la Saskatchewan	353,920
• Territoire du Yukon	117,344
Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre, pour les aider à élaborer des programmes et à mettre sur pied des systèmes d'information et de tenue de dossiers dans le cadre de la mise en oeuvre de la Loi sur les jeunes contrevenants $4,698,147	
• BC Probation Records	258,787
• New Brunswick Justice	739,955
• Newfoundland Social Services	233,480
• Nova Scotia Attorney General	170,460
• Ontario Correctional Services	1,742,940
• Ontario Attorney General	567,640
• Quebec Health and Social Services	276,440
Contributions aux provinces et aux territoires relativement à des accords approuvés par le gouverneur en conseil concernant le partage des coûts des services juridiques à l'intention des jeunes en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants $158,055,808	
• Province de l'Alberta	16,587,876
• Province de la Colombie-Britannique	18,775,317
• Province du Manitoba	6,376,081
• Territoires du Nord-Ouest	3,765,407
• Province du Nouveau-Brunswick	4,466,000
• Province de Terre-Neuve	6,009,000
• Province de la Nouvelle-Écosse	6,614,321
• Province de l'Ontario	62,442,762
• Province de Québec	24,769,134
• Province de la Saskatchewan	7,110,476
• Territoire du Yukon	1,139,334
Contributions en vue d'aider à la réforme du droit pénal (y compris des projets de démonstration concernant les abus sexuels sur les enfants, les victimes d'actes criminels, la pornographie, la prostitution et l'administration de projets de développement) $1,005,683	
• Île-du-Prince-Édouard Ministère de la Justice	106,795
Fonds pour la loi sur les droits de la personne $235,598	
Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones et programmes relatifs aux Autochtones $3,416,688	
• Province de l'Alberta	953,530
• Province de la Colombie-Britannique	712,509
• Province du Manitoba	270,300
• Territoires du Nord-Ouest	286,180
• Province de Terre-Neuve	100,185
• Province de l'Ontario	504,435
• Province de Québec	451,100
• Territoire du Yukon	132,250
Fonds d'éducation et d'informations juridiques $1,588,349	
• Law Society of Upper Canada—Ont	282,927
• Magazine Justice (1988) Inc—Qué	199,176
• Canadian Law Information Council—Ont	100,000

Commissaire à la magistrature fédérale $20,976,931

	$
Gratifications versées au conjoint survivant d'un juge qui décède dans l'exercice de ses fonctions, ou à des personnes à charge en vertu de l'approbation du Conseil du Trésor, d'une somme équivalent au sixième du traitement du juge au moment de son décès $65,234	
Pensions aux termes de la Loi sur les juges $20,911,697	
• Mr C Noel	102,310

Cour suprême du Canada $882,533

Pensions aux termes de la Loi sur les juges $882,533

TRAVAIL $128,687,689

Département $128,687,689

$

Subvention pour financer les activités qui contribuent aux objectifs du programme de sécurité et d'hygiène au travail $20,000

Subvention afin d'appuyer les organismes responsables de l'élaboration des normes $15,000

Subvention au Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies $10,000

Subvention à l'Association canadienne des chefs de pompiers $25,000

Subventions en mémoire de Marion V. Royce afin d'appuyer financièrement des projets spéciaux destinés principalement aux femmes au travail $25,000

Paiement de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie, de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région $96,197,979

• Commission de l'Emploi et Immigration Canada Ottawa Ont	96,197,979

Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands $8,128

Contributions aux programmes d'éducation syndicale du Congrès du travail du Canada $4,645,228

• Congrès du travail du Canada Ottawa Ont	4,645,228

Contributions aux centrales et aux grandes organisations syndicales non affiliées au Congrès du travail du Canada et visant à promouvoir et à améliorer les programmes de formation syndicale $1,388,708

• Canadian Conference of Teamsters St-Léonard Qué	181,839
• Canadian Federation of Labour Ottawa Ont	438,565
• Centrale de l'enseignement Ste-Foy Qué	184,402
• Centrale des Syndicats Montréal Qué	121,360
• Confédération des Syndicats Montréal Qué	462,542

Contributions aux syndicats non affiliés à une organisation centrale de travailleurs et aux membres de syndicats à des fins d'éducation syndicale $1,464,730

Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique $440,428

• Congrès du travail du Canada Ottawa Ont	440,428

Programme d'affectation des employés $868,031

• Congrès du travail du Canada Ottawa Ont	117,181
• The IWA Canada Vancouver C-B	100,690

Programmes sur les répercussions de la technologie $862,987

Fonds d'aide pour les affaires du travail $98,100

Assistance aux travailleurs âgés $22,618,370

• Assurance-vie Desjardins Levis-Lauzon Qué	22,618,370

DÉFENSE NATIONALE $579,682,273

Département $569,434,367

Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique ($4,750)

Mrs Mary Whittington $200

Mrs Eleanor Nixon $1,048

Mr RP Thompson $10,219

Conférence des associations de défense Ottawa Ont $280,000

Ligue des cadets de l'armée du Canada Ottawa Ont $195,000

Ligue des cadets de l'air du Canada Ottawa Ont $195,000

$

Ligue navale du Canada Ottawa Ont $195,000

Association de la Marine royale du Canada Toronto Ont $9,490

Association des officiers de marine Toronto Ont $25,690

Association de l'Aviation royale du Canada Ottawa Ont $34,255

Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada Ottawa Ont $10,285

Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada Ottawa Ont $12,090

Caisse d'assistance au personnel des Forces canadiennes Ottawa Ont $11,305

Sociétés de tir $160,872

• Dominion of Canada Rifle Association Ottawa Ont	[illegible]8,000

Instituts militaires et des services unis $30,070

Universités canadiennes—Études de la science militaire $1,912,217

• Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B	111,570
• Université de Calgary Calgary Alb	136,070
• Université Dalhousie Halifax N-É	144,010
• Université Laval Montréal Qué	137,500
• Université Queen's Kingston Ont	111,341
• Université York Toronto Ont	142,720

Institut canadien d'études stratégiques $100,000

Centre d'étude sur les conflits $75,000

Institut canadien des affaires internationales $50,000

Club du Collège militaire royal du Canada Kingston Ont $18,000

Budgets militaires et agences de l'OTAN $36,573,764

Infrastructure de l'OTAN—Dépenses en capital $123,841,802

Matériels produits aux fins d'aide mutuelle $14,908,448

Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'avances de capitaux $3,071,485

• Bagotville Qué	229,900
• Calgary Alb	1,054,500
• Chilliwack C-B	139,200
• Edmonton Alb	254,000
• Petawawa Ont	128,300
• Shilo Man	425,200
• Wainwright Alb	436,000

Contribution à l'Organisation internationale de surveillance maritime par satellite $152,836

Contribution à l'Association civile de recherches et de sauvetage aériens $1,131,000

Versements en vertu des parties I à IV de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense $6,058,654

Versements en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires $375,529,523

Contributions en vertu du programme de recherche industrielle de la défense $4,845,864

Protection civile Canada $10,247,906

Bourses de recherches—Planification d'urgence $60,000

Contributions aux provinces et aux municipalités en vertu de la Loi sur la protection civile $6,557,450

• Alberta	372,031
• Manitoba	522,430
• Nouveau-Brunswick	173,422
• Terre-Neuve	184,854
• Nouvelle-Écosse	286,117
• Ontario	1,900,000
• Île-du-Prince-Édouard	821,892

	$
• Québec	1,500,000
• Saskatchewan	453,985
• Territoires du Nord-Ouest	150,401

Contributions aux provinces afin de les aider à acquitter les dépenses qu'ont entraîné les désastres naturels $3,630,456

• Manitoba	270,000
• Nouveau-Brunswick	2,910,456
• Territoire du Yukon	450,000

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $30,976,431,642

Département $30,779,093,020

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $2,577,044

Subvention au Centre international de recherche sur le cancer Lyon France $450,248

Droit d'affiliation à des organismes internationaux $173,000

• Association Internationale de la Sécurité Sociale Genève Suisse	110,000

Subvention au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues Vienne Autriche $900,000

Subventions à des organismes bénévoles de services sociaux et de santé en vertu du prix Thérèse Casgrain $5,000

Contributions aux provinces, aux territoires et aux associations et organismes reconnus à l'échelle nationale pour l'élaboration de systèmes d'information en matière de bien-être social ou de santé $1,048,796

• British Columbia Ministry of Social Services and Housing Vancouver C-B	100,000
• Canadian Hospital Association Ottawa Ont	117,000
• Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu Québec Qué	500,000

PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ $6,714,407,933

Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation, et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche $3,752,097

• Canadian Council on Smoking and Health Ottawa Ont	265,750
• National People First Downsview Ont	100,000
• Non-Smokers Rights Association Toronto Ont	200,000

Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux $2,899,000

• Canadian Hemophilia Society Montréal Qué	108,000
• Canadian Mental Health Association Toronto Ont	179,000
• Canadian Public Health Association Ottawa Ont	115,000
• Huntington Society of Canada Cambridge Ont	100,000
• Planned Parenthood Federation of Canada Ottawa Ont	146,000

Subvention au Centre canadien de lutte contre les toxicomanies $2,000,000

• Centre canadien de lutte contre les toxicomanies Ottawa Ont	2,000,000

Subvention à l'Organisation mondiale de la santé afin d'appuyer les projets régionaux/inter-régionaux de promotion de la santé au Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé en Europe Genève Suisse $67,996

Paiements en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé pour le Programme des services de santé assurés $5,317,324,000
(voir APPENDICES 1 ET 2)

Paiements en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé pour le Programme des services complémentaires de santé $1,345,798,000
(voir APPENDICES 1 ET 2)

Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique $30,522,912

	$
• Addiction Research Foundation Toronto Ont	196,672
• Alberta Cancer Board Edmonton Alb	149,242
• Camp Hill Medical Centre Halifax N-É	130,858
• Canadian Cancer Society Toronto Ont	358,988
• Canadian Hospital Association Ottawa Ont	100,742
• Canadian Medical Association Ottawa Ont	112,400
• Canadian Red Cross Society Hamilton Ont	740,992
• Canadian Red Cross Society Toronto Ont	146,931
• Carleton University Ottawa Ont	103,570
• Children's Hospital of Eastern Ontario Ottawa Ont	119,287
• City of Dartmouth Dartmouth N-É	146,052
• Université Concordia Montréal Qué	113,028
• Crop Protection Institute of Canada Willowdale Ont	100,000
• Dalhousie University Halifax N-É	711,446
• Douglas Hospital Verdun Qué	104,391
• Gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N	100,000
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	303,897
• Hôpital St-François d'Assise Québec Qué	118,500
• Hôpital Ste-Justine Montréal Qué	282,011
• Hôpital St-Luc Montréal Qué	159,083
• Hospital for Sick Children Toronto Ont	593,976
• Hugh MacMillan Medical Centre Toronto Ont	161,646
• Institut Armand-Frappier Laval Qué	303,782
• Institut de Recherches Cliniques de Montréal Montréal Qué	172,940
• Université McGill Montréal Qué	1,161,373
• McMaster University Hamilton Ont	1,284,737
• Memorial University of Newfoundland St John's T-N	341,812
• Montreal Children's Hospital Montréal Qué	354,105
• Hôpital Général de Montréal Montréal Qué	1,175,104
• Medical Research Council Ottawa Ont	171,668
• National Cancer Institute for Canada Toronto Ont	150,000
• New Brunswick Department of Health and Community Services Fredericton N-B	102,400
• North Bay Psychiatric Hospital North Bay Ont	118,868
• Nova Scotia Department of Health and Fitness Halifax N-É	125,519
• Ontario Cancer Institute Toronto Ont	147,302
• PEI Department of Health and Social Services Charlottetown Î-P-É	101,966
• Queen's University Kingston Ont	159,077
• Sir Mortimer Davis Jewish General Hospital Montréal Qué	691,741
• St Paul's Hospital Vancouver C-B	160,857
• Sunnybrook Medical Centre Toronto Ont	184,599
• The Gage Research Institute Toronto Ont	203,035
• Toronto General Hospital Toronto Ont	294,882
• Université de l'Alberta Edmonton Alb	1,058,916
• Université de Colombie-Britannique Vancouver C-B	1,811,357
• Université de Calgary Calgary Alb	1,450,144
• Université Laval Québec Qué	1,039,470
• Université du Manitoba Winnipeg Man	2,449,089
• Université de Montréal Montréal Qué	866,397
• Université d'Ottawa Ottawa Ont	1,907,537
• Université de la Saskatchewan Saskatoon Sask	442,387
• Université de Toronto Toronto Ont	2,602,546
• Université de Waterloo Waterloo Ont	188,216
• University of Western Ontario London Ont	862,398

Contributions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans le domaine de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation, et du perfectionnement des connaissances et de la recherche $11,054,642

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

	$
• Aids Committee of Toronto Toronto Ont	150,000
• Aids Network of Edmonton Edmonton Alb	135,000
• Aids New Brunswick Fredericton N-B	118,078
• Aids Vancouver Vancouver C-B	150,000
• Alcohol and Drug Commission of Newfoundland and Labrador St John's T-N	162,926
• Big Sister Association of Metropolitan Toronto Toronto Ont	100,860
• Canadian Association for School Health Montréal Qué	115,000
• Canadian Institute of Planners Ottawa Ont	269,799
• Canadian Mental Health Association Halifax N-É	110,982
• Canadian Public Health Association Ottawa Ont	433,138
• Comité Sida Aide Montréal Montréal Qué	262,000
• Cumberland County Family Planning Amherst N-É	144,992
• Four Worlds Development Project Pincher Creek Alb	149,940
• Ligue de l'Epilepsie du Québec Montréal Qué	102,768
• Metro Area Committee on Aids Halifax N-É	116,516
• Miels Québec Québec Qué	117,600
• National People First Project Downsview Ont	151,217
• Native Council of Canada Ottawa Ont	136,228
• Nova Scotia Persons with Aids Coalition Halifax N-É	140,620
• The Elizabeth Fry Society of Hamilton Hamilton Ont	119,212
• Village Clinic Inc Winnipeg Man	150,000
• Women and Work Research Education Society Burnaby C-B	106,811

Contributions à des organisations, groupes et particuliers afin d'aider à régler les problèmes auxquels font face les victimes de la violence $189,286

Contributions à des organismes pour la recherche, la réalisation et la mise en marche de programmes améliorés d'éducation, de traitement et de prévention dans le domaine de l'abus de l'alcool et des autres drogues $800,000

• Fondation Jean Lapointe Inc Montréal Qué	600,000
• Pavillon Grand Elan Mont-Rolland Qué	200,000

PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX $5,061,351,709

Subventions aux organismes nationaux bénévoles de services sociaux en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux $3,327,000

• Boy's and Girl's Club of Canada Willowdale Ont	145,000
• Canadian Association for Community Living Downsview Ont	160,000
• Canadian Association of Social Workers and Canadian Association of Schools of Social Work/Continuing Professional Education for Social Workers Project St John's T-N	102,110
• Dept de santé communautaire Cité de la santé de Laval Laval Qué	138,372
• Canadian Child Welfare Association Ottawa Ont	110,000
• Canadian Coordinating Council on Deafness Ottawa Ont	113,000
• Canadian Council on Children and Youth Ottawa Ont	105,000
• Canadian Council on Homemakers Toronto Ont	100,000
• Canadian Council on Rehabilitation and Works Winnipeg Man	130,000
• Canadian Council on Social Development Ottawa Ont	575,000
• Canadian National Institute for the Blind Toronto Ont	100,000
• Canadian Paraplegic Association Don Mills Ont	115,000
• Canadian Rehabilitation Council for Disabled Toronto Ont	142,000
• Family Services Canada Ottawa Ont	125,000
• International Social Services Canada Ottawa Ont	176,000
• Learning Disabilities Canada Ottawa Ont	120,000
• London Family Court Clinic London Ont	132,245
• Ma Mawi Wi Chi Itata Centre Inc Winnipeg Man	120,164
• Marymound Inc Winnipeg Man	119,204
• National Anti-Poverty Organization Ottawa Ont	250,000
• Ontario Institute for Studies in Education Toronto Ont	107,226

Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social, et à des particuliers, en vue d'appuyer des travaux d'intérêt national visant à l'amélioration des services de bien-être social $11,181,848

	$
• Canadian Association for Community Living Toronto Ont	415,000
• Canadian Association for Community /Nova Scotia Division Dartmouth N-É	308,644
• Canadian Association of Independent Living Ottawa Ont	429,972
• Canadian Children's Foundation Toronto Ont	1,300,000
• Canadian Council on Children and Youth Ottawa Ont	113,501
• Canadian Council on Social Development Ottawa Ont	558,000
• Centre for Independent Living in Toronto Toronto Ont	151,858
• Independent Living Centre Thunder Bay Ont	183,629
• Independent Living Centre of Waterloo Region Waterloo Ont	191,644
• Independent Living Resource Centre Inc Winnipeg Man	241,920
• Kingston Independent Living Resource Centre Kingston Ont	105,750
• Ottawa-Carleton Independent Living Resource Centre Ottawa Ont	124,554
• Outreach Abuse Prevention Oshawa Ont	145,221
• Université de Montréal Montréal Qué	469,450
• Université du Québec à Montréal Montréal Qué	152,933
• Université Laval Québec Qué	250,597
• University of Calgary Calgary Alb	100,536
• University of Manitoba Winnipeg Man	374,372
• Urban Native Indian Education Society Vancouver C-B	138,700
• Wilfrid Laurier University Waterloo Ont	139,015
• Ryerson Polytechnical Institute Toronto Ont	168,897
• Government of Canada-Western Economic Diversification Fund Winnipeg Man	300,000

Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assitance publique du Canada $4,885,270,886
(voir APPENDICE 3)

Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides et des accords conclus en vertu de cette loi $115,835,612

Contributions à l'égard des projets visant à aider les gens qui se sont retirés du marché du travail à s'aider eux-même, à aider d'autres Canadiens et la collectivité $16,267,300
(voir APPENDICE 4)

Contributions à des groupes communautaires, des syndicats locaux ou associations professionnelles, des organisations bénévoles des organisations à but non lucratif, des maison d'enseignement, des organismes municipaux, provinciaux et territoriaux et des particuliers à l'appui de projets pilotes, d'activités de recherche et de services améliorés d'information qui abordent les problèmes relatifs à la garde des enfants ou encouragent la mise en oeuvre de services en vue d'améliorer la qualité des services de garde des enfants au Canada $13,637,691

• Alliance des garderies Nouveau Départ Inc Ste-Foy Qué	121,096
• Artic College Nunalta Campus Iqualuit TN-O	348,885
• Association des Services de Garde en milieu scolaire Montréal Qué	165,748
• Canadian Association of Toy Librairies and Parent Resources Ottawa Ont	209,745
• Canadian Cerebral Palsy Association Ottawa Ont	195,742
• Canadian Child Day Care Federation Ottawa Ont	432,763
• Canadian Child Welfare Association Ottawa Ont	171,390
• Canadian Institute of Child Health Ottawa Ont	116,350
• Canadian Pediatric Society Children's Hospital of Eastern Ontario Ottawa Ont	399,243
• Child Development Services Foebel Institute for Early Childhood Education Truro N-É	110,560
• Childscope Calgary Alb	176,372
• C M Hincks Institute Toronto Ont	111,425
• Corporate Share Care Society South Delta C-B	105,790
• Council for Yukon Indians Whitehorse TY	108,505
• Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man	110,985
• Direction 2000 Toronto Ont	174,535
• Douglas College New Westminster C-B	248,459
• Durham College of Applied Arts Oshawa Ont	278,376
• Franciscan Sisters Benevolent Edmonton Alb	397,912
• Gloucester Family Day Care Gloucester Ont	132,528
• Hôpital St-Luc/ Dept de Santé Communautaire Montréal Qué	144,491
• Independent Child Care Givers Association	197,862
• Learning Disabilities Association of Canada Ottawa Ont	108,500
• Meadow Lake Tribal Council Meadow Lake Sask	192,817
• Mic Mac Family and Children's Services of Nova Scotia	

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

	$
Hants County N-É	104,610
• Montréal Board of Trade Montréal Qué	187,695
• Municipality of Metro Toronto Toronto Ont	194,124
• National Institute of Nutrition Ottawa Ont	144,200
• Native Council of Canada Ottawa Ont	381,025
• Ontario Coalition for better Child Care Toronto Ont	158,200
• Pacific Child Care Society Nanaimo C-B	124,282
• Plato Adult Education Centre Toronto Ont	109,846
• Ryerson Polytechnical Institute Toronto Ont	172,280
• Society for the Development of Rural Children's Services Red Deer Alb	135,330
• St Joseph Children's Centre Halifax N-É	119,906
• St Norbert Foundation St Norbert Man	121,627
• The Child Care Connection Nova Scotia Halifax N-É	152,410
• The Cridge Centre for the Family Victoria C-B	343,014
• Union of Ontario Indians North Bay Ont	149,950
• University of Guelph Guelph Ont	398,685
• Université de Montréal Montréal Qué	121,064
• West Coast Care Umbrella Resource and Support Society Vancouver C-B	186,917
• YWCA of/du Canada Toronto Ont	148,494
• Zeobeequa Society Roseau River Indian Band Ginew Man	262,040

Contributions à des groupes et organisations bénévoles, non gouvernementaux, à but non lucratif, à des associations professionnelles, à des établissements d'enseignement, à des organismes de service social ou de santé et à d'autres organismes parapublics qui encouragent les aînés à participer à l'élaboration de projets qui ont une incidence sur la qualité de leur vie et leur autonomie, encouragent et soutiennent les efforts qu'ils font pour se prendre en charge et s'entraider, ou favorisent la disponibilité des ressources qui appuient leur bien-être, leur santé et leur éducation $15,831,372

• Arthritis Society BC and Yukon Division Vancouver C-B	173,217
• British Columbia Long Term Care Association Vancouver C-B	110,998
• Canada Safety Council Ottawa Ont	227,680
• Canadian Hearing Society Toronto Ont	583,847
• Canadian Hearing Society Windsor Ont	109,122
• Canadian Institute of Senior Centres Windsor Ont	119,617
• Council on Aging of Ottawa-Carleton Ottawa Ont	117,385
• Creative Retirement Manitoba Inc Winnipeg Man	162,935
• Davenport-Perth Neighborhood Centre Toronto Ont	114,567
• Elderhostel Canada Toronto Ont	151,179
• Elizabeth Bruyere Health Centre Ottawa Ont	109,441
• Federation of Italian Canadian Seniors Toronto Ont	116,599
• German-Canadian Congress Ottawa Ont	140,983
• London Intercommunity Health Centre/Info London London Ont	141,798
• Manitoba Council on Aging Winnipeg Man	272,878
• Université McGill Montréal Montréal Qué	100,729
• Gouvernement du Canada-Conseil de recherches médicales Ottawa Ont	1,000,000
• Metropolitan Toronto Housing Company Ltd Willowdale Ont	168,225
• National Association of Japanese Canadians Winnipeg Man	127,900
• Ottawa West Senior Citizen's Support Service Ottawa Ont	112,362
• Senior Care Community Services to Jewish Elderly North York Ont	211,735
• Saint Boniface General Hospital Winnipeg Man	195,696
• Universite de Moncton Moncton N-B	139,460
• University of Manitoba Winnipeg Man	190,783
• University of Regina Regina Sask	184,798
• University of Waterloo Waterloo Ont	190,000
• Victorian Order of Nurses for Canada Ottawa Ont	489,729
• Winter Cities Association Toronto Ont	177,140

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX $124,649,796

Subventions sous formes de bourses à des individus d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans leurs études débouchant sur une carrière dans le domaine de la santé $93,000

Contributions au nom des Indiens ou des Inuit en vertu du coûts de la contruction, l'agrandissement ou la rénovation d'hôpitaux, d'installations de distribution des soins et d'autres établissements ainsi qu'en vue de l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe $9,721,418

	$
• Berens River First Nation Berens River Man	321,000
• Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont	975,900
• Conseil de la Nation Huronne-Wendat Wendake Qué	572,700
• Cornwall Hospital Cornwall Ont	200,000
• Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont	291,866
• Islington Band Kenora Ont	433,089
• Lac La Ronge Band La Ronge Sask	1,110,900
• Lake of the Woods District Hospital Kenora Ont	125,000
• Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É	106,122
• Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man	561,219
• Moose Factory First Nation Moose Factory Ont	585,457
• Naskapi of Quebec Schefferville Qué	225,000
• Nelson House Band Nelson House Man	239,000
• Nisga'a Valley Health Board Society Terrace C-B	456,740
• Oromocto Band Oromocto N-B	100,000
• Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask	617,935
• Rolling River Band Erickson Man	153,244
• Sachigo Lake Band Sioux Lookout Ont	346,820
• Walpole Island Band Wallaceburg Ont	496,122
• Waterhen Band Dauphin Man	124,908

Contribution au gouvernement de Terre-Neuve en vue du coût de distributions des soins aux communautés indiennes et inuit $760,000

Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit $1,025,019

• Federation of Saskatchewan Indians Regina Sask	134,762
• National Indian Brotherhood Ottawa Ont	110,000

Contributions à des universités, des collèges et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'études débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé $2,056,042

• Arctic College Yellowknife TN-O	101,328
• Lakehead University Thunder Bay Ont	139,204
• Manitoba Association For Native Languages Winnipeg Man	110,741
• University of Alberta Edmonton Alb	107,102
• University of British Columbia Vancouver C-B	115,100
• University of Saskatchewan Regina Sask	154,101
• University of Toronto Toronto Ont	127,049
• Urban Native Indian Education Society Vancouver C-B	101,363
• Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb	118,000

Paiements à des bandes indiennes, à des associations ou des groupes indiens pour le contrôle et la prestation de services de santé $7,647,279

• Conseil Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué	4,355,684
• Nisga'a Valley Health Board Terrace C-B	919,608
• Nuu Chah Nulth Health Board Port Alberni C-B	1,337,071
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	226,894
• Sandy Bay Band Marius Man	381,190
• William Charles Band Montreal Lake Sask	426,832

Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales en vertu du Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les autochtones $47,232,214

• Battleford Indian Health Centre North Battleford Sask	460,119
• Beaver Lake Band Detox Lac La Biche Alb	385,643
• Big Cove Indian Band Big Cove N-B	416,477
• Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont	116,625
• Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B	111,137
• Centre de Réadaptation Wapan Roberval Qué	456,589
• Champagne Indian Band Haines Junction TY	102,915
• Conne River Indian Band Conne River T-N	106,094
• Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué	708,530
• Conseil Attikamek-SIPI La Tuque Qué	228,142
• Council for Yukon Indians Whitehorse TY	241,185
• Cowichan Band Council Duncan C-B	111,771
• Cree Board of Health & Social Services James Bay Qué	605,338
• Crossroads Whitehorse TY	148,200

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

	$
• Dene Tha Alcohol Program High Level Alb	132,473
• Dene Salya Koe Prince Albert Sask	367,770
• Fort McMurray Band Fort McMurray Alb	287,811
• Frog Lake Alcohol Program Frog Lake Alb	400,393
• Gitskan Carrier Tribal Council Hazelton C-B	140,767
• Hobbema Indian Board of Health Hobbema Alb	565,550
• Interior Native Alcohol & Drug Abuse Society Vernon C-B	458,410
• James Smith Band Kinistino Sask	223,739
• Kapown Treatment Centre Grouard Alb	579,890
• Keewatinook Alcohol Abuse Program Moose Factory Ont	152,767
• Kitamaat Band Kitimaat Village C-B	535,937
• Kootenay Indian Area Council Society Cranbrook C-B	203,307
• Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY	103,545
• Labrador Inuit Alcohol & Drug Abuse Program Northwest River T-N	697,027
• Lesser Slave Lake Alcohol Program Lesser Slave Lake Alb	121,742
• Liard River Indian Band Watson Lake TY	102,825
• Mamaweswen Tribal Council Cutler Ont	764,033
• Mawiomi Treatment Services Maria Qué	310,827
• MTS Mobile Treatment Society Prince George C-B	131,424
• Meadow Lake District Chiefs Meadow Lake Sask	250,060
• Mississauga's New Credit Hagersville Ont	332,091
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	1,052,920
• Mohawks of Akwesasne Cornwall Island Ont	204,669
• Mokakit Indian Education Research Association Vancouver C-B	375,100
• Muscowpetung Three Band Edenwold Sask	109,216
• Muskrat Dam Band Muskrat Dam Ont	383,156
• NADACA of Nova Scotia Eskasoni N-É	1,489,929
• NADARA Eel Ground N-B	271,500
• National Association of Treatment Directors Saskatoon Sask	379,531
• National Native Advisory Council on Alcohol & Drug Abuse Ottawa Ont	136,798
• Native Alcoholism Association of Manitoba Man	664,178
• Native Horizons Treatment Centre Oshweken Ont	413,230
• Native Training Institute of Quebec Village-des-Hurons Qué	213,214
• Nechi Institute on Alcohol & Drug Education Edmonton Alb	407,595
• Nelson House Indian Band Nelson House Man	716,583
• Nenqayni Treatment Centre 150 Mile House C-B	373,579
• New Dawn Valley Centre Fort San Sask	805,000
• Nicola Valley Tribal Council Merritt C-B	109,326
• Nimpkish Band Council Alert Bay C-B	289,680
• Nisga'a Valley Health Board New Aiyansh C-B	147,752
• Norway House Band Norway House Man	132,107
• Nunalituqait Ikajuqatigtitut Kuujjuaq Qué	502,485
• Nuu Chah Nulth Health Board Port Alberni C-B	324,960
• Oh-Shki-Be-Ma-Te-Ze-Win Fort Francis Ont	671,556
• Ojibway Tribal Family Services Kenora Ont	452,589
• Old Crow Indian Band Old Crow TY	110,636
• Onion Lake Band Lloydminster Sask	330,054
• Pedahbun Lodge Inc Toronto Ont	449,900
• Peguis Indian Band Hodgson Man	748,381
• Peigan Counselling Services Brocket Alb	237,224
• Pehtabun Area Council Red Lake Ont	159,317
• Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask	135,376
• Rat Portage Band Kenora Ont	503,825
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask	887,500
• Saddle Lake Counselling Services Saddle Lake Alb	111,687
• Sagkeeng Alcare Inc Pine Falls Man	1,248,268
• Sal i shan Institute Vancouver C-B	435,500
• Sarcee Old Agency Lodge Calgary Alb	432,315
• Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask	319,898
• Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask	327,172
• Shellbrook Indian Agency Shellbrook Sask	604,282
• Shibogama Area Tribal Council Kasabonika Ont	465,145
• Siksika Alcohol Society Gleichen Alb	201,820
• Six Nations Band Oshweken Ont	216,409
• Southeast Resource Development Council Winnipeg Man	106,710
• Spallumcheen Indian Band Council Enderby C-B	230,503
• Spanish River Band Massey Ont	155,001
• St Paul Treatment Centre Cardston Alb	771,161
• Stoney Medecine Lodge Morley Alb	397,796
• The Pas Band The Pas Man	105,669
• Tobique Indian Band Tobique N-B	257,184
• Touchwood Drop In Centre Punnichy Sask	137,564
• Treaty 8 Tribal Association Fort St John C-B	100,074
• Tsow-Tun La Lum Society Nanaimo C-B	556,761
• Walpole Island Band Wallaceburg Ont	121,090
• Weendamagen Treatment Centre Thunder Bay Ont	602,326
• Wikwemikong Band Wikwemikong Ont	398,028
• Wilp Si'Satxw House of Purification Society Hazelton C-B	524,500
• Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont	383,055

Contributions à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour les services suivants: représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé et services de soutien $56,114,824

	$
• Anigawancigig Institute Inc Peterborough Ont	124,654
• Alberta Indian Health Care Commission Edmonton Alb	716,420
• Alexander Band Morinville Alb	181,858
• Alexis Band Glenevis Alb	246,685
• Algonquins of Barriere Lake Rapid Lake Qué	282,058
• Assembly of Manitoba Chiefs Winnipeg Man	141,875
• Battleford Indian Health Centre Inc North Battleford Sask	1,606,261
• Beardy's and Okemasis Band Duck Lake Sask	143,983
• Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont	112,991
• Beaver Lake Band Lac La Biche Alb	223,329
• Berens River Indian Band Berens River Man	112,459
• Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont	206,668
• Bigstone Band Desmarais Alb	322,178
• Blackfoot Tribe Gleichen Alb	119,236
• Blood Tribal Department of Health Stand Off Alb	741,610
• Blue Quill Education Centre St Paul Alb	100,000
• Burnt Church Indian Band Burnt Church N-B	273,586
• Cat Lake Band Cat Lake Ont	144,686
• Chippewas of Rama Band Rama Ont	207,672
• Cold Lake Tribal Administration Cold Lake Alb	231,822
• Comité de Coordination Attikamek Sipi La Tuque Qué	477,810
• Confederacy of Mainland Micmacs Truro N-É	125,538
• Conne River Indian Band Conne River T-N	589,923
• Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué	492,262
• Conseil de bande de Betsiamites Betsiamites Qué	134,706
• Conseil de bande Odanak Yamaska Qué	111,028
• Conseil de bande de Manouane Manouane Qué	115,990
• Conseil des Indiens Montagnais de Schefferville Schefferville Qué	259,571
• Conseil des Montagnais du Lac St-Jean Roberval Qué	193,256
• Conseil de la Nation Huronne-Wendat Wendake Qué	100,227
• Council for Native Ministries Toronto Ont	150,000
• Council for Yukon Indians Whitehorse TY	213,513
• Cowichan Band Council Duncan C-B	262,820
• Crane River Indian Band Crane River Man	124,954
• Cree Band Fort Chipewyan Alb	158,959
• Cross Lake Indian Band Cross Lake Man	322,706
• Curve Lake First Nation Band Lakefield Ont	100,092
• Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man	229,837
• Deer Lake Band Deer Lake Ont	160,920
• Dene Tha Band Chateh Alb	162,669
• Enoch Band Winterbrun Alb	106,379
• Fort Alexander Health Centre Inc Pine Falls Man	241,108
• Fort Hope Band Eabamet Lake Ont	136,155
• Fort Ware Indian Band Prince George C-B	114,055
• Frog Lake Band Frog Lake Alb	171,047
• Garden Hill Indian Band Island Lake Man	114,191
• God's Lake Indian Band God's Lake Narrows Man	190,462
• God's River Indian Band God's River Man	104,924
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	9,914,667
• Gouvernement du Yukon TY	598,086
• Hobbema Indian Health Services Hobbema Alb	299,221
• Heiltsuk Band Council Waglisla C-B	101,899
• Indian and Inuit Nurses of Canada Ottawa Ont	272,323

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

	$
• James Smith Band Kinistino Sask	149,693
• Kapown Treatment Centre Grouard Alb	161,710
• Kasabonika Lake Band Kasabonika Ont	115,078
• Kashechewan Band Kashechewan Ont	165,214
• Kateri Memorial Hospital Centre Kahnawake Qué	110,594
• Kehewin Band Bonnyville Alb	205,114
• Labrador Inuit Health Commission Northwest River T-N	1,061,363
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	179,532
• Lac La Ronge Indian Band La Ronge Sask	202,149
• Lesser Slave Lake Band Slave Lake Alb	163,204
• Little Red River Band High Level Alb	368,595
• Long Plains Indian Band Edwin Man	206,165
• Masset Band Masset C-B	187,855
• Meadow Lake District Chiefs Meadow Lake Sask	322,331
• Mohawks of Akwesasne Cornwall Island Ont	175,419
• Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont	133,445
• Mount Currie Band Council Mount Currie C-B	135,060
• Nanaimo Band Nanaimo C-B	117,419
• National Indian Brotherhood Ottawa Ont	471,964
• Nimpkish Band Council Alert Bay C-B	568,928
• Nisga'a Valley Health Board Society New Aiyansh C-B	281,120
• Nishnawbe-Aski Nation Toronto Ont	468,667
• Nishnawbe-Gamig Friendship Centre Sioux Lookout Ont	220,430
• North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont	218,068
• Northern Innu Health Council Northwest River T-N	149,908
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	634,411
• O'Ochiese Band Rocky Mountain House Alb	103,651
• Osnaburgh Band Osnaburgh Ont	128,616
• Oxford House Band Oxford House Man	133,295
• Paul Band Duffield Alb	134,911
• Peguis Indian Band Hodgson Man	265,085
• Peigan Band Brocket Alb	166,639
• Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask	197,424
• Pikangikum Band Pikangikum Ont	218,327
• Pine Creek Indian Band Camperville Man	142,596
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask	334,877
• Rainy River Band Emo Ont	145,474
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	345,118
• Sandy Bay Indian Band Marius Man	334,423
• Sandy Lake Band Sandy Lake Ont	389,876
• Sarcee Band Calgary Alb	133,712
• Shamattawa Indian Band Shamattawa Man	188,279
• Shoal River Indian Band Pelican Rapids Man	173,026
• Sioux Valley Indian Band Griswold Man	102,010
• Six Nations Traditional Oka Qué	142,610
• Skidgate Band Queen Charlotte City C-B	101,583
• Sliammon Band Powell River C-B	107,267
• Southeast Resource Development Council Winnipeg Man	252,590
• Spanish River Band Massey Ont	141,879
• Split Lake Indian Band Split Lake Man	196,919
• Stoney Tribal Administration Morley Alb	722,019
• St Theresa Point Indian Band St Theresa Point Man	100,925
• Sunchild Band Rocky Mountain Hiuse Alb	124,284
• Swampy Cree Tribal Council The Pas Man	534,717
• Tahltan Band Council Telegraph Creek C-B	126,981
• The Pas Indian Band The Pas Man	217,400
• Thunderchild Band Turtleford Sask	103,914
• Tobique Indian Band Tobique N-B	159,154
• Touchwood Fete Hills Fort Qu'Appelle Sask	211,780
• Tsawataineuk Indian Band Kingcome Inlet C-B	198,081
• Union of Ontario Indians Toronto Ont	819,383
• Wasagamack Indian Band Wasagamack Man	112,576
• Waterhen Indian Band Skownan Man	192,632
• Webeque Band Webeque Ont	121,579
• Wequedong Lodge Inc Thunder Bay Ont	689,845
• White Bear Indian Band Carlyle Sask	110,280
• Whitefish Bay Band Pawatik Ont	125,105
• Whitefish Lake Band Goodfish Lake Alb	142,763

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ $5,476,269

Subvention à la Commission internationale de protection contre les radiations Didcot Angleterre $5,000

Subvention au Centre national de distribution des denrées alimentaires Montréal Québec $15,000

Subvention à l'Organisation mondiale de la santé Genève Suisse $50,000

Contribution à l'Association de l'information sur les allergies Winnipeg Man $5,000

Contribution à la Perinatal Drug Dependency Conference Vancouver C-B $7,500

Contribution au Symposium conjoint canado/panaméricain sur l'aérobiologie Montréal Qué $15,000

Contribution au Gage Institute Toronto Ont $25,000

Contributions aux organisations et aux personnes à l'appui du programme national sur le SIDA $5,353,769

	$
• Canadian Aids Society Ottawa Ont	542,686
• Canadian Association of Chiefs of Police Ottawa Ont	106,074
• Canadian Association of Principals Morris Man	304,730
• Canadian Hemophilia Society Montréal Qué	400,000
• Canadian Home and School and Parent-Teacher Association Ottawa Ont	281,000
• Canadian Hospital Association Ottawa Ont	116,650
• CLSC Centre-Ville Montréal Qué	165,000
• Canadian Public Health Association Ottawa Ont	1,382,100
• Foundation for Immune Diseases Montréal Qué	145,000
• Mount Sinai Hospital Toronto Ont	201,334
• NWT Aids Program Department of Health Yellowknife TN-O	240,000
• Ontario Ministry of Health Public Health Branch Toronto Ont	150,000
• Sun Aids Education Committee Halifax N-É	112,430
• University of British Columbia Vancouver C-B	177,100
• York University Institute for Social Research Downsview Ont	107,591

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU $18,807,236,491

Allocations familiales $2,653,506,049 **(voir APPENDICE 5)**

Sécurité de la vieillesse $11,803,843,389 **(voir APPENDICE 6)**

Supplément de revenu garanti $3,888,483,034 **(voir APPENDICE 6)**

Allocation au conjoint $461,404,019 **(voir APPENDICE 6)**

PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR $63,393,778

Contributions aux organismes de sport amateur à l'appui des coûts des projets et de l'administration afin d'aider à la promotion au développement du sport amateur pour les Canadiens $39,068,401

	$
• Athlete Information Bureau Gloucester Ont	950,554
• Basketball Canada Gloucester Ont	1,195,590
• Canadian Amateur Bobsleigh and Luge Association Gloucester Ont	756,537
• Canadian Amateur Boxing Association Gloucester Ont	536,763
• Canadian Amateur Diving Association Gloucester Ont	452,338
• Canadian Amateur Football Association Gloucester Ont	220,605
• Canadian Amateur Hockey Association Gloucester Ont	1,341,069
• Canadian Amateur Rowing Association Gloucester Ont	529,676
• Canadian Amateur Softball Association Gloucester Ont	356,516
• Canadian Amateur Speed Skating Association Gloucester Ont	762,341
• Canadian Amateur Swimming Association Gloucester Ont	1,243,189
• Canadian Amateur Synchronized Swimming Association Gloucester Ont	590,313
• Canadian Amateur Wrestling Association Gloucester Ont	558,064
• Canadian Badminton Association Gloucester Ont	447,305
• Canadian Blind Sports Association Gloucester Ont	118,985
• Canadian Canoe Association Gloucester Ont	692,435
• Canadian Colleges Athletic Association Gloucester Ont	143,903

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

	$
• Canadian Cycling Association Gloucester Ont	776,916
• Canadian Equestrian Association Toronto Ont	768,942
• Canadian Federation of Amateur Baseball Gloucester Ont	384,425
• Canadian Fencing Association Gloucester Ont	334,993
• Canadian Field Hockey Association Gloucester Ont	384,319
• Canadian Figure Skating Association Gloucester Ont	1,064,988
• Canadian Five Pin Bowlers Association Gloucester Ont	105,190
• Canadian Gymnastics Federation Gloucester Ont	916,738
• Canadian Interuniversity Athletic Union Gloucester Ont	949,070
• Canadian Lacrosse Association Gloucester Ont	160,480
• Canadian Olympics Association Montréal Qué	150,300
• Canadian Orienteering Federation Gloucester Ont	125,055
• Canadian Racquetball Association Gloucester Ont	176,828
• Canadian Rhythmic Sportive Gymnastics Federation Gloucester Ont	350,635
• Canadian Rugby Union Gloucester Ont	272,588
• Canadian Ski Association (Alpine) Gloucester Ont	1,442,118
• Canadian Ski Association (Biathlon) Gloucester Ont	288,366
• Canadian Ski Association (Cross-Country) Gloucester Ont	1,014,933
• Canadian Ski Association (Freestyle) Gloucester Ont	372,126
• Canadian Ski Association (Ski Jumping) Gloucester Ont	414,485
• Canadian Soccer Association Gloucester Ont	905,345
• Canadian Sport and Fitness Administration Centre Inc (Women's Program) Gloucester Ont	190,000
• Canadian Squash Racquets Association Gloucester Ont	215,080
• Canadian Table Tennis Association Gloucester Ont	464,908
• Canadian Team Handball Federation Gloucester Ont	257,213
• Canadian Tennis Association Downsview Ont	381,975
• Canadian Track and Field Association Gloucester Ont	1,871,726
• Canadian Volleyball Association Gloucester Ont	966,066
• Canadian Water Polo Association Gloucester Ont	390,839
• Canadian Water Ski Association Gloucester Ont	225,266
• Canadian Weightlifting Federation Gloucester Ont	195,874
• Canadian Wheelchair Sports Association Gloucester Ont	203,878
• Canadian Women's Field Hockey Association Gloucester Ont	609,765
• Canadian Yachting Association Gloucester Ont	751,336
• Coaching Association of Canada Association Gloucester Ont	2,573,307
• Curl Canada Gloucester Ont	326,026
• Federation of Canadian Archers Gloucester Ont	186,916
• Judo Canada Gloucester Ont	470,924
• Lawn Bowls Canada Gloucester Ont	176,085
• Ringette Canada Gloucester Ont	203,922
• Shooting Federation of Canada Gloucester Ont	506,197
• Sport Information Resource Centre Gloucester Ont	512,550
• Sport Marketing Council Gloucester Ont	950,000
• Sport Medicine Council of Canada Gloucester Ont	1,684,708

Contributions au Centre national du sport et de la récréation Inc à l'appui des coûts des services fournis aux organisations résidentes et non résidentes $4,738,000

	$
• Centre national du sport et de la récréation Inc Gloucester Ont	4,704,238

Contributions pour les frais de scolarité, de subsistance et d'entraînement des sportifs d'élite $4,587,781

Paiements, conformément aux ententes, aux organismes omnisport commanditaires, tant régionaux, nationaux qu'internationaux, à l'appui des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital des jeux tenus au Canada et les dépenses de fonctionnement des championnats internationnaux d'une seule discipline tenus au Canada $7,035,921

	$
• Canada Winter Games 1991 Charlottetown Î-P-É	2,807,000
• Canadian Track and Field Association Gloucester Ont	120,544
• Jeux Canada Games Saskatoon Sask	1,843,589
• Kamloops 1993 Canada Games Society Kamloops C-B	100,000
• Toronto Ontario Olympic Council Toronto Ont	1,000,000
• Yellowknife (1990) Arctic Winter Games Yellowknife TN-O	275,000

Contributions à l'appui des coûts de projets ayant pour but d'élever le niveau de la forme physique des Canadiens et contributions aux associations et organismes nationaux des loisirs à l'appui des coûts de projets et d'administration afin d'aider à la promotion et le développement des loisirs physiques des canadiens $6,763,675

	$
• Canada Fitness and Lifestyle Research Institute Ottawa Ont	1,418,900
• Canadian Association for Health Physical Education and Recreation Gloucester Ont	1,018,120
• Canadian Cycling Association Gloucester Ont	102,600
• Canadian Intramural Recreation Association Gloucester Ont	737,659
• Canadian Parks/Recreation Association Gloucester Ont	191,500
• Canadian Red Cross Society (Safety Services) Ottawa Ont	109,850
• Canadian Ski Council Toronto Ont	154,675
• Canadian Sport and Fitness Administration Centre Inc Gloucester Ont	1,320,481
• Participaction (Special Projects) Toronto Ont	346,000

Contribution aux dépenses de fonctionnement de la campagne Participaction visant à susciter chez les Canadiens une prise de conscience des effets bénéfiques des loisirs physiques et à stimuler un mode de vie sain à tous les segments de la population $1,200,000

	$
• Participaction Inc Toronto Ont	1,200,000

Conseil de recherches médicales $197,338,622

Subventions et bourses visant à promouvoir la recherche et la formation pour la recherche dans les centres d'étude de la santé des universités canadiennes et dans d'autres facultés lorsque le projet de recherche est associé de très près à la santé humaine $196,427,163

	$
• Alberta Cancer Board Edmonton Alb	163,770
• Carleton University Ottawa Ont	188,146
• Centre hospitalier Côte-des-Neiges Montréal Qué	296,625
• Université Concordia Montréal Qué	338,361
• Université Dalhousie Halifax N-É	6,075,106
• Douglas Hospital Toronto Ont	265,603
• Hôpital Louis H Lafontaine Montréal Qué	245,696
• Hôpital Maisonneuve-Rosemont Montréal Qué	805,321
• Hôpital Notre-Dame Montréal Qué	920,930
• Hôpital Sacré-Coeur Montréal Qué	153,744
• Hôpital Ste-Justine Montréal Qué	644,913
• Hospital for Sick Children Toronto Ont	7,183,685
• Hôtel-Dieu de Montréal Montréal Qué	109,799
• Institut Armand Frappier Laval-des-Rapides Qué	355,527
• Institut de Cardiologie de Montréal Montréal Qué	320,760
• Institut de recherches cliniques de Montréal Montréal Qué	4,811,490
• Institut du Cancer de Montréal Montréal Qué	470,307
• Institut National de la recherche scientifique Ste-Foy Qué	387,203
• Jewish General Hospital Montréal Qué	673,233
• J P Robarts Research Institute London Ont	153,311
• Université McGill Montréal Qué	20,850,351
• Université McMaster Hamilton Ont	9,227,215
• Memorial University St John's T-N	2,295,743
• Montréal Children's Hospital Montréal Qué	2,083,052
• Montréal General Hospital Montréal Qué	2,541,600
• Mount Sinai Hospital Toronto Ont	3,169,544
• Princess Margaret Hospital Toronto Ont	2,617,034
• Queen's University Kingston Ont	6,315,666
• Université Simon Fraser Burnaby C-B	168,463
• Toronto General Hospital Toronto Ont	1,931,909
• Toronto Western Hospital Toronto Ont	1,357,283
• Université de Montréal Montréal Qué	10,195,580
• Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	4,377,361
• Université d'Ottawa Ottawa Ont	5,517,781
• Université du Québec Montréal Qué	266,253
• Université Laval Québec Quée	7,200,929
• Université de l'Alberta Edmonton Alb	11,470,285
• Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B	16,328,066
• Université de Calgary Calgary Alb	8,942,771
• Université de Guelph Guelph Ont	881,389
• Université du Manitoba Winnipeg Man	9,564,854
• Université de la Saskatchewan Saskatoon Sask	3,738,498
• University de Toronto Toronto Ont	20,955,901
• Université de Victoria Victoria C-B	305,363
• Université de Waterloo Waterloo Ont	323,171
• University of Western Ontario London Ont	11,395,960
• York University Downsview Ont	278,775

SANTÉ NATIONALE ET BIEN ÊTRE SOCIAL—*Fin*

	$
Subventions aux organisations nationales $469,056	
• Conseil canadien pour les soins aux animaux Ottawa Ont	469,056
Subventions aux organisations internationales $442,403	
• Agence internationale pour la recherche sur le cancer Lyon France	384,248

REVENU NATIONAL $95,417

Impôt $95,417

Contribution à l'Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth $17,853

Contribution au Centre interaméricain des administrateurs fiscaux $42,564

Contribution au Centre de rencontres et d'études des dirigeants des administrations fiscales $35,000

PARLEMENT $2,594,815

Sénat $922,596

Pensions aux sénateurs à la retraite $201,051

Association parlementaire canadienne de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord $123,939

Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth $117,644

Groupe canadien de l'Union interparlementaire $88,069

Section canadienne de "l'Association internationale des parlementaires de langue française" $81,482

Association interparlementaire Canada-France $5,980

Association parlementaire Canada-Europe $47,594

Association parlementaire Canada-Japon $15,576

Association des épouses des parlementaires $3,261

Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués de d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements $238,000

Chambre des communes $1,672,219

	$
Subventions aux associations parlementaires et de procédure $1,149,456	
• Association parlementaire Canada-Europe Ottawa Ont	111,055
• Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth Ottawa Ont	274,504
• Groupe canadien de l'Union interparlementaire Ottawa Ont	205,495
• Association parlementaire canadienne de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord Ottawa Ont	289,191
• Section canadienne de "L'Association Internationale des Parlementaires de Langue Francaise" Ottawa Ont	190,126

Dépenses des délégués assitant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués de d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements $522,763

CONSEIL PRIVÉ $13,676,745

Département $65,000

Subvention à l'Institut des relations intergouvernementales, Université Queen's Kingston Ont $65,000

Directeur général des élections $13,611,745

Remboursement des dépenses d'élection des candidats $8,650,915

Remboursement aux Partis politiques $4,960,830

TRAVAUX PUBLICS $308,948,877

Département $308,948,877

PROGRAMME DES SERVICES $24,779,607

	$
Subventions en remplacement de taxes des postes déboursées au Compte de la Société canadienne des postes $23,939,004	
• Antigonish cité Antigonish N-É	102,870
• Calgary ville Calgary Alb	275,279
• Coquitlam district Coquitlam C-B	100,000
• Edmonton ville Edmonton Alb	823,450
• Halifax ville Halifax N-É	615,200
• Hamilton ville Hamilton Ont	436,083
• Kingston ville Kingston Ont	168,985
• Kitchener ville Kitchener Ont	165,700
• Ville de Laval Laval Qué	186,821
• London ville London Ont	270,227
• Mississauga ville Mississauga Ont	1,534,500
• Ville de Montréal Montréal Qué	730,000
• Nepean ville Nepean Ont	247,460
• North Sydney cité North Sydney N-É	102,029
• North York ville North York Ont	226,441
• Oshawa ville Oshawa Ont	189,423
• Ottawa ville Ottawa Ont	2,376,675
• Peterborough ville Peterborough Ont	107,925
• Regina ville Regina Sask	296,285
• Saanich district Saanich C-B	237,942
• Saskatoon ville Saskatoon Sask	175,618
• Sault Ste Marie ville Sault Ste Marie Ont	124,960
• Scarborough ville Scarborough Ont	344,675
• St John's ville St John's T-N	189,992
• Ville St-Laurent St-Laurent Qué	1,165,500
• Toronto ville Toronto Ont	1,464,513
• Vancouver ville Vancouver C-B	1,254,431
• Windsor ville Windsor Ont	165,770
• Winnipeg ville Winnipeg Man	747,108
Travaux de réparations maritimes $615,603	
• Chippewas of Sarnia Board #45 Sarnia Ont	357,621
• Walpole Island Band Council London Ont	172,546
Contributions aux agences provinciales $225,000	
• Comeau's Hill village Tusket N-É	187,000
PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS $284,169,270	
Subventions aux municipalités $277,678,205	
• Banff School district No 102 Banff Alb	507,948
• Bedford cité Bedford N-É	522,283
• Belleville ville Belleville Ont	196,541
• Bonnyville No 87 Municipal district Bonnyville Alb	1,263,657
• Brandon ville Brandon Man	286,170
• Brantford ville Brantford Ont	150,000
• Brighton commune Brighton Ont	392,862
• Province de la Colombie-Britannique C-B	1,988,501
• Burlington ville Burlington Ont	635,230
• Burnaby district Burnaby C-B	297,402
• Calgary ville Calgary Alb	9,114,019
• Cape Breton County municipalité Sydney N-É	1,143,563
• Central Labrador Regional STA Gander T-N	386,924
• Ville de Chambly Chambly Qué	106,867
• Chatham ville Chatham Ont	293,560
• Ville de Chicoutimi Chicoutimi Qué	105,000
• Chilliwack district Chilliwack C-B	691,347
• Churchill Local Government district Churchill Man	189,471
• Colchester County municipalité Truro N-É	197,121
• Colchester South commune Harrow Ont	147,500
• Colwood ville Colwood C-B	772,683
• Commission Scolaire de Outaouais-Hull Hull Qué	825,747
• Cornwall ville Cornwall Ont	2,704,859
• Cornwallis municpalité Brandon Man	208,757
• Cowansville ville Cowansville Qué	656,106
• Cyprus No 1 Municipal district Dunmore Alb	600,000
• Dartmouth ville Dartmouth N-É	3,133,598
• Dawson ville Dawson C-B	160,286
• Delta district Delta C-B	185,000
• Ville de Donnacona Donnacona Qué	500,000
• Ville de Dorval Dorval Qué	3,909,000
• Drumheller ville Drumheller Alb	468,137
• Ville de Drummondville Drummondville Qué	437,000
• Edmonton ville Edmonton Alb	3,226,550

TRAVAUX PUBLICS—*Fin*

	$
• Ernestown commune Odessa Ont	589,657
• Esquimalt commune Esquimalt C-B	5,000,000
• Essa commune Angus Ont	617,132
• Gander cité Gander T-N	624,686
• Gloucester ville Gloucester Ont	4,683,953
• Grande Prairie No 1 County Grande Prairie Alb	135,836
• Greater Hull Protestant School Board Aylmer Qué	340,770
• Halifax ville Halifax N-É	8,492,708
• Halifax County municipalité Halifax N-É	1,584,304
• Hamilton ville Hamilton Ont	632,259
• Happy Valley-Goose Bay cité Happy Valley T-N	754,890
• Ville de Hull Hull Qué	9,675,100
• Iqualuit muncipalité Iqualuit TN-O	199,000
• Jasper School district No 3063 Jasper Alb	235,400
• Ville de Jonquière Jonquière Qué	488,097
• Kamloops ville Kamloops C-B	411,230
• Kent district Agassiz C-B	365,580
• Kentville cité Kentville N-É	398,525
• King's County municipalité Kentville N-É	2,281,865
• Kingston ville Kingston Ont	1,295,375
• Kingston commune Kingston Ont	783,084
• Ville de La Baie La Baie Qué	1,496,000
• Langley commune Langley C-B	150,889
• Ville de Laval Laval Qué	2,066,200
• Leduc No 25 County Leduc Alb	720,000
• Les Écores School Board Laval Qué	108,770
• Lethbridge ville Lethbridge Alb	178,217
• Lethbridge No 26 County Lethbridge Alb	670,645
• Lincoln ville Beamsville Ont	109,740
• London ville London Ont	2,068,550
• Ville de Longueuil Longueuil Qué	268,000
• Markham cité Markam Ont	186,991
• Masset village Masset C-B	162,442
• Matsqui village Matsqui C-B	626,125
• Mersea commune Leamington Ont	112,965
• Metchosin district Metchosin C-B	317,423
• Ville de Mirabel Mirabel Qué	1,902,121
• Mission district Mission C-B	275,433
• Mississauga ville Mississauga Ont	5,662,200
• Ville de Montréal Montréal Qué	6,297,962
• Ville de Mont-Joli Mont-Joli Qué	706,500
• Moose Jaw ville Moose Jaw Sask	114,732
• Moose Jaw No 161 municipalité Moose Jaw Sask	113,250
• Municipalité de Annapolis County Annapolis Royal N-É	1,250,794
• Nanaimo ville Nanaimo C-B	556,868
• Nelson ville Nelson C-B	133,529
• Nepean ville Nepean Ont	3,846,408
• New Westminster ville New Westminster C-B	200,000
• North Bay ville North Bay Ont	911,095
• North Cypress municipalité Carberry Man	180,500
• North Saanich district Saanich C-B	1,245,164
• North York ville North York Ont	8,357,182
• Oakville cité Oakville Ont	107,546
• Ottawa ville Ottawa Ont	75,140,077
• Penticton ville Penticton C-B	170,000
• Petawawa commune Petawawa Ont	813,000
• Petawawa village Petawawa Ont	183,111
• Peterborough ville Peterborough Ont	200,085
• Pickering cité Pickering Ont	956,205
• Pittsburgh commune Kingston Ont	3,678,195
• Ville de Port Cartier Port Cartier Qué	788,435
• Portage La Prairie municipalité Portage La Prairie Man	166,624
• Prescott cité Prescott Ont	255,200
• Prince Albert ville Prince Albert Sask	135,558
• Prince Albert No 461 municipalité Prince Albert Sask	407,079
• Prince George ville Prince George C-B	175,410
• Prince Rupert ville Prince Rupert C-B	380,509
• Ville de Québec Québec Qué	3,654,507
• Qu'Appelle cité Qu'Appelle Sask	105,024
• Red Deer No 23 County Red Deer Alb	472,761

	$
• Regina ville Regina Sask	2,233,435
• Renfrew cité Renfrew Ont	445,000
• Reno No 51 municipalité Consul Sask	113,664
• Richmond commune Richmond C-B	3,700,000
• Rockwood municipalité Stonewall Man	481,829
• Rolph Buchanan Wylie Mackay commune Deep River Ont	134,961
• Ville de Rouyn-Noranda Rouyn-Noranda qué	121,017
• Saanich district Saanich C-B	471,680
• Saint Edmunds commune Tobermony Ont	117,770
• Sandwich South commune Old Castle Ont	127,500
• Sarnia ville Sarnia Ont	266,605
• Saskatoon ville Saskatoon Sask	1,771,281
• Sault Ste Marie ville Sault Ste Marie Ont	1,137,495
• Scarborough ville Scarborough Ont	344,745
• Ville de Sept-Îles Sept-Îles Qué	268,130
• Municipalité de Shannon Shannon Qué	230,000
• Ville de Shawinigan Sud Shawinigan Sud Qué	298,388
• Ville de Sherbrooke Sherbrooke Qué	194,410
• Sidney commune Belleville Ont	1,212,248
• St Catharines ville St Catharines Ont	178,325
• St-Gabriel de Valcartier municipalité St-Gabriel Ville de Valcartier Valcartier Qué	423,000
• Commission scolaire de St-Jérôme St-Jérôme Qué	239,014
• St John's ville St John's T-N	1,006,977
• Ville de St-Laurent St-Laurent Qué	650,000
• St Vincent commune Meaford Ont	176,479
• Ste-Madeleine paroisse Ste-Madeleine Qué	190,280
• Ste-Anne paroisse Ste-Anne-des-Plaines Qué	571,000
• Ville de Ste-Anne-de-Bellevue Ste-Anne-de-Bellevue Qué	630,000
• Ville de Ste-Foy Ste-Foy Qué	1,352,434
• Sturgeon No 90 Municipal district Morinville Alb	441,520
• Ville de St-Hubert St-Hubert Qué	2,003,145
• Ville de St-Hyacinthe St-Hyacinthe Qué	327,000
• Ville de St-Jean-sur-Richelieu St-Jean-sur-Richelieu Qué	3,002,700
• Sudbury ville Sudbury Ont	1,343,434
• Surrey district Surrey C-B	765,000
• Swift Current No 137 municipalité Swift Current Sask	153,128
• Sydney ville Sydney N-É	969,872
• Thunder Bay ville Thunder Bay Ont	5,254,560
• Timmins ville Timmins Ont	100,150
• Toronto ville Toronto Ont	5,254,560
• Tosorontio commune Everett Ont	140,694
• Val Marie No 17 municipalité Val Marie Sask	125,500
• Ville de Val-Bélair Val-Bélair Qué	101,000
• Vancouver ville Vancouver C-B	3,013,741
• Ville de Verdun Verdun Qué	102,034
• Vernon ville Vernon C-B	1,491,371
• Victoria ville Victoria C-B	162,733
• Victoria County municipalité Baddeck N-É	134,800
• Wainwright No 61 Municipal district Wainright Alb	437,910
• Welland ville Welland Ont	160,000
• West Carleton Carp Ont	110,556
• West Nissouri commune Thorndale Ont	120,257
• West Vancouver district West Vancouver C-B	250,000
• Ville de Westmount Westmount Qué	254,000
• Whitehorse ville Whitehorse TY	620,000
• Windsor ville Windsor Ont	402,400
• Winnipeg ville Winnipeg Man	12,039,870
• Yarmouth County municipalité Yarmouth N-É	177,149
• Yarmouth cité Yarmouth NÉ	200,793
• Yellowknife ville Yellowknife TN-O	493,000
• Yorkton ville Yorkton Sask	123,473

Subventions aux provinces $6,459,065

• Nouveau-Brunswick Frédéricton N-B	4,300,000
• Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	2,159,065

Contributions à l'Association canadienne de normalisation Ottawa Ont $12,000

Paiements de transfert—Subventions à l'Institut de formation en gestion de la construction $20,000

SECRÉTARIAT D'ÉTAT $3,101,568,510
Département $2,947,060,154

Subventions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage et la promotion des langues officielles $27,716,446

	$
• Alliance Québec Montréal Qué	1,570,919
• Association canadienne française de l'Alberta régionale d'Edmonton Edmonton Alb	106,461
• Association canadienne française de l'Ontario de l'Estrie Cornwall Ont	120,000
• Association canadienne-française de l'Ontario Vanier Ont	950,000
• Association canadienne-française de l'Alberta Edmonton Alb	411,153
• Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan Regina Sask	778,103
• Association de la presse francophone inc Ottawa Ont	384,280
• Association des franco-yukonnais Whitehorse TY	209,135
• Association des francophones du nord-ouest de l'Ontario Thunder Bay Ont	131,900
• Association des parents du programme cadre de français Vancouver C-B	187,405
• Association francophone du Labrador Labrador T-N	106,712
• Association jeunesse fransaskoise inc Saskatoon Sask	163,000
• Association of Quebec Regional English Media Ste-Anne-de-Bellevue Qué	100,000
• Canadian Parents for French Ontario Toronto Ont	154,400
• Canadian Parents for French Ottawa Ont	289,560
• Canadian Sport and Fitness Administration Centre Gloucester Ont	117,924
• Centre culturel franco-manitobain St Boniface Man	184,000
• Chateauguay Valley English-Speaking People's Association Huntingdon Qué	133,000
• Commission culturelle fransaskoise inc Regina Sask	168,325
• Commission des écoles fransaskoises inc Saskatoon Sask	120,000
• Commission nationale des parents francophones St Boniface Man	105,000
• Committee for Anglophone Social Action New Carlisle Qué	120,000
• Conseil canadien de la coopération Ottawa Ont	128,000
• Conseil de la coopération de la Saskatchewan Regina Sask	112,225
• Conseil des organismes francophones du Toronto métropolitain Toronto Ont	105,000
• Conseil jeunesse provincial inc St Boniface Man	147,000
• Conseil provincial des sociétés culturelles Moncton N-B	113,000
• English-Speaking Townshippers' Association Sherbrooke Qué	245,000
• Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	928,353
• Fédération culturelle des canadiens-français Ottawa Ont	565,900
• Fédération des associations de parents et d'instituteurs de langue française de l'Ontario Ottawa Ont	140,000
• Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien Ottawa Ont	183,300
• Fédération des franco-colombiens Vancouver C-B	571,120
• Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N	319,625
• Fédération des francophones hors Québec Ottawa Ont	993,300
• Fédération des jeunes canadiens français inc Ottawa Ont	658,387
• Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick Moncton N-B	223,450
• Fédération des parents francophones de l'Alberta Edmonton Alb	170,000
• Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	162,439
• Fédération franco tenoise Yellowknife TN-O	405,150
• Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises Ottawa Ont	348,100
• Fédération provinciale des comités de parents St Boniface Man	265,000
• Francophonie jeunesse de l'Alberta Edmonton Alb	148,000
• Guides catholiques du Canada—Secteur français Montréal Qué	225,200
• La société Saint-Thomas d'Aquin Summerside Î-P-É	595,600
• Le centre des jeunes de Sudbury inc Sudbury Ont	115,320
• Les terre neuviens français Port au Port T-N	102,168
• Opération planification et concertation Regina Sask	128,774
• Outaouais alliance inc Hull Qué	135,000
• Quebec Farmer's Association Ste-Anne-de-Bellevue Qué	103,000
• Réseau national d'action éducation des femmes inc Ottawa Ont	176,000
• Services converto-braille cypihot-galarneau Hull Qué	150,000
• Société des acadiens et acadiennes du Nouveau-Brunswick Petit-Rocher N-B	603,950
• Société des jeux de l'Acadie inc Petit-Rocher N-B	101,140
• Société franco-manitobaine St Boniface Man	729,000
• Société nationale des acadiens Shediac N-B	144,100
• Voice of English Québec Québec Qué	130,000

Subventions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada $861,112

	$
• Association des études sur le Canada Montréal Qué	286,340
• Marshall McLuhan Center on Global Communications Toronto Ont	125,000

Subventions aux organismes bénévoles, aux institutions canadiennes, aux individus, au secteur privé, de même qu'aux autres niveaux de gouvernement dans le but d'appuyer la participation dans la société canadienne $19,303,560

	$
• Association des femmes collaboratrices St-Hubert Qué	107,954
• Canadian Congress for Learning Opportunities for Women Toronto Ont	215,414
• Canadian Day Care Advocacy Association Ottawa Ont	183,317
• Canadian Research Institute for the Advancement of Women Ottawa Ont	336,517
• Dawn Canada Disabled Women's Network Vancouver C-B	105,718
• États généraux des femmes du Québec Montréal Qué	140,000
• Fédération des femmes du Québec Montréal Qué	104,720
• Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises Ottawa Ont	135,016
• Manitoba Action Committee on the Status of Women Winnipeg Man	146,000
• National Action Committee on the Status of Women Toronto Ont	178,114
• National Association of Women and the Law Ottawa Ont	225,627
• National Watch on Images of Women in the Media	
• Mediawatch Vancouver C-B	195,207
• Saskatchewan Action Committee Status of Women Inc Regina Sask	138,800
• Sommet mondial sur les femmes et la multi-dimensionnalité du pouvoir Montréal Qué	110,000
• Women's Legal Education and Action Fund Toronto Ont	257,498

Subventions aux centres d'accueil, aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones ainsi qu'aux sociétés de communications autochtones et aux journaux autochtones $23,098,970

	$
• Aboriginal Multi-Media Society of Alberta Edmonton Alb	560,740
• Association of Iroquois and Allied Indians Southwold Ont	104,337
• Atikokan Native Friendship Centre Atikokan Ont	118,941
• Bonnyville Canadian Native Friendship Centre Bonnyville Alb	170,728
• Brandon Friendship Centre Inc Brandon Man	198,574
• Buffalo Narrows Friendship Centre Inc Buffalo Narrows Sask	171,681
• Calgary Native Friendship Society Calgary Alb	221,744
• Can-Am Indian Friendship Centre of Windsor Inc Windsor Ont	124,264
• Canadian Native Arts Foundation Toronto Ont	100,000
• Cariboo Friendship Society Williams Lake C-B	170,619
• Central Okanagan Indian Friendship Society Kelowna C-B	142,555
• Centre d'amitié autochtone de Québec Loretteville Qué	183,470
• Centre d'amitié autochtone de Montréal inc Montréal Qué	211,697
• Centre d'entraide de Val d'Or inc Val d'Or Qué	195,856
• Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre inc Senneterre Qué	133,372
• Centre indien cri de Chibougamau Chibougamau Qué	184,191
• Conayt Friendship Society Merritt C-B	128,454
• Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué	119,009
• Council for Yukon Indians Whitehorse TY	465,403
• Dauphin Friendship Centre Inc Dauphin Man	190,879
• DEH CHO Society Friendship Centre Fort Simpson TN-O	146,347
• Dene Nation Yellowknife TN-O	277,282

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

	$
• Femmes autochtones du Québec inc Montréal Qué	147,515
• Flin Flon Indian-Metis Friendship Association inc Flin Flon Man	204,017
• Fort Erie Native Cultural Centre Inc Fort Erie Ont	123,351
• Fort Nelson Liard Native Friendship Society Fort Nelson C-B	115,686
• Fort St John Friendsip Society Fort St John C-B	138,731
• Friendship House Association of Prince Rupert Prince Rupert C-B	139,891
• Grande Prairie Friendship Centre Grande Prairie Alb	169,516
• Hamilton Regional Indian Centre Hamilton Ont	177,534
• High Level Native Friendship Centre High Level Alb	129,853
• High Prairie Native Friendship Centre High Prairie Alb	138,944
• Indian Friendship Centre in Sault Ste Marie Sault Ste Marie Ont	148,272
• Indian Friendship Centre in Parry Sound Parry Sound Ont	136,650
• Indian-Metis Friendship Centre of Prince Albert Corporation Prince Albert Sask	220,322
• Ingamo Hall Friendship Centre Ingamo Hall TN-O	238,848
• Ininew Friendship Centre Cochrane Ont	160,407
• Interior Indian Friendship Society Kamloops C-B	189,809
• Inuit Broadcasting Corporation Iqaluit TN-O	193,450
• Keewatin Inuit Association Rankin Inlet TN-O	246,572
• Kermode Friendsip Society Terrace C-B	139,891
• Labrador Friendship Centre Goose Bay Labrador TN-O	207,517
• Labrador Inuit Association Goose Bay Labrador TN-O	222,185
• Lillooet Friendship Centre Society Lillooet C-B	122,091
• Lloydminster Native Friendship Centre Inc Lloydminster Sask	106,519
• Lynn Lake Friendship Centre Inc Lynn Lake Man	190,263
• Ma Mow We Tak Friendship Centre Inc Thompson Man	203,504
• Makivik Corporation Montréal Qué	260,394
• Manitoba Association for Native Languages Winnipeg Man	100,000
• Mannawanis Native Friendship Centre Society St Paul Alb	118,698
• Metis Association of the Northwest Territories Yellowknife TN-O	256,650
• Metis Association of Alberta Edmonton Alb	413,373
• Mission Indian Friendship Centre Society Mission C-B	162,153
• Moose Jaw Native Friendship Centre Moose Jaw Sask	148,759
• Moosonee Native Friendship Centre Moosonee Ont	122,958
• N'Amerind London Friendship Centre London Ont	207,304
• N'Swakamok Native Friendship Centre Sudbury Ont	177,534
• Napi Friendship Association Pincher Creek Alb	135,369
• National Association of Friendship Centres Ottawa Ont	551,445
• Native Canadian Centre of Toronto Toronto Ont	224,697
• Native Communications Society of the Western NWT Yellowknife TN-O	312,763
• Native Council of Nova Scotia Truro N-É	214,005
• Native Council of Prince Edward Island Charlottetown Î-P-É	128,236
• Ne-Chee Friendship Centre Kenora Ont	172,471
• New Brunswick Aboriginal Peoples Council Fredericton N-B	191,395
• Niagara Regional Native Centre St Catharines Ont	192,505
• Nishnawbe-Gamik Friendship Centre Inc Sioux Lookout Ont	186,624
• North Bay Indian Friendship Centre North Bay Ont	171,005
• North-West Friendship Centre Inc Meadow Lake Sask	185,790
• Odawa Native Friendship Centre Ottawa Ont	142,456
• Okalakatiget Society Nain Labrador T-N	163,395
• Port Alberni Friendship Centre Port Alberni C-B	170,619
• Portage Friendship Centre Inc Portage la Prairie Man	188,882
• Prince George Native Friendship Centre Prince George C-B	196,020
• Qu'Appelle Valley Friendship Centre Inc Qu'Appelle Sask	134,974
• Quesnel Tillicum Society Quesnel C-B	170,619
• Red Lake Indian Friendship Centre Red Lake Ont	230,910
• Rocky Native Friendship Centre Rocky Mountain House Alb	141,855
• Sagitawa Friendship Centre Peace River Alb	135,369
• Saskatchewan Native Communications Wheta Matowin Corporation Saskatoon Sask	128,384
• Saskatoon Indian and Metis Friendship Centre Inc Saskatoon Sask	240,127
• Selkirk Friendship Centre Inc Selkirk Man	203,905
• Slave Lake Native Friendship Centre Slave Lake Alb	173,185
• Smithers Indian Friendship Centre Society Smithers C-B	137,843
• Soaring Eagle Friendship Centre Hay River TN-O	128,246
• Swan River Indian and Metis Friendship Centre Inc Swan River Man	196,003
• The Pas Friendship Centre Inc The Pas Man	190,686
• Thunder Bay Indian Youth Friendship Society Thunder Bay Ont	248,690
• Thunderbird Friendship Centre of Geraldton Geraldton Ont	152,634
• Tillicum Haus Society Nanaimo C-B	162,153
• Timmins Native Friendship Centre Timmins Ont	124,489
• Tree of Peace Friendship Centre Yellowknife TN-O	256,402
• Uncle Gabe's Friendship Centre Fort Smith TN-O	195,875
• Union of British Columbia Indian Chiefs Kamloops C-B	210,845
• Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B	209,674
• Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É	192,584
• Union of Ontario Indians Toronto Ont	181,863
• Union Native Friendship Centre Fort Frances Ont	172,176
• United Native Nations Friendship Centre Vernon C-B	559,547
• Valley Native Friendship Centre Society Duncan C-B	150,903
• Victoria Native Friendship Centre Victoria C-B	215,889
• Wawatay Native Communications Society Sioux Lookout Ont	379,456

Subvention à l'Université de la Colombie-Britannique pour l'établissement d'un centre pour personnes handicappées $1,000,000

	$
• Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B	1,000,000

Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale $253,000

Subventions à des organisations à but non lucratif pour célébrer la Fête du Canada et aux secteurs public et privé dans le but de célébrer les anniversaires d'importance pour le patrimoine canadien $2,245,488

	$
• La famille Lemoyne société historique Québec Qué	150,000

Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs $195,240

Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents $60,679

Contributions, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale, y compris les programmes de bourses pour les cours d'été de langue seconde et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes $243,056,489

	$
• Council of Ministers of Education Canada Toronto Ont	19,353,721
• Federation of Independent School Association of British Columbia Vancouver C-B	574,873
• Lycee Claudel Ottawa Ont	184,550
• Manitoba Federation of Independent Schools Winnipeg Man	135,629
• Ministre des Finances et de l'Industrie province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	29,910,113
• Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Ministre de l'Éducation Victoria C-B	10,408,597
• Ministre des Finances province de la Saskatchewan Regina Sask	9,352,208
• Ministre des finances Province de Québec Québec Qué	76,073,884
• Newfoundland Exchequer Account Minister of Education St John's T-N	3,977,231
• Trésorier provincial province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	5,622,869
• Trésorier provincial province de l'Alberta Edmonton Alb	10,275,020
• The Toronto French School Toronto Ont	168,302
• Trésorier de l'Ontario Ministre de l'éducation Toronto Ont	66,066,416
• Trésorier provincial Province du Manitoba Bureau de l'éducation française Winnipeg Man	8,745,056
• Trésorier provincial Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	1,611,976

Contributions, selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence territoriale $2,058,022

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

	$
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	1,027,730
• Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY	1,030,292
Contributions à des établissements, associations et organimes à des fins de collecte et de diffusion d'information et de développement de techniques reliées aux langues officielles dans l'enseignement $961,709	
• Canadian Association of Second Language Teachers Winnipeg Man	149,804
• Canadian Parents for French Ottawa Ont	190,635
Contributions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage et la promotion des langues officielles $14,951,505	
• Central Guaranty Trust Co Halifax N-É	400,000
• Centre culturel francophone de Vancouver Vancouver C-B	154,000
• Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec Montréal Qué	125,000
• Centre de traduction et de documentation juridiques Ottawa Ont	296,000
• Commission nationale des parents francophones St Boniface Man	200,000
• Conseil canadien de la coopération Ottawa Ont	198,982
• Conseil communautaire Beausoleil inc Newcastle N-B	130,000
• Conseil communautaire Sainte-Anne Frédéricton N-B	110,000
• Conseil communautaire Samuel-de-Champlain inc Saint John N-B	110,000
• Conseil des arts de Hearst Hearst Ont	236,665
• Conseil pour l'unité canadienne Montréal Qué	205,000
• Coopération des montagnes limitée radio communautaire Edmundston N-B	324,834
• Direction jeunesse Ottawa Ont	219,000
• Fitness and Amateur Sport Ottawa Ont	150,000
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	1,940,712
• Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY	604,539
• Institut Joseph Dubuc inc Winnipeg Man	115,000
• Ministre des finances Ministère de la santé et des services sociaux Québec Qué	277,452
• Trésorier provincial Province de la Saskatchewan Ministre de la Justice et Avocat Regina Sask	228,368
• Trésorier provincial Province du Manitoba Ministre de la Justice Winnipeg Man	481,935
• Trésorier provincial province du Manitoba Ministre de l'Énergie et Mines Winnipeg Man	138,476
• Trésorier provincial Province de la Saskatchewan Ministre de la culture Regina Sask	250,000
• Société maison de la francophonie de Vancouver Vancouver C-B	970,000
• Trésorier provincial Province du Nouveau-Brunswick Ministères des affaires intergouvernementales Fredericton N-B	1,339,349
• Trésorier provincial Province de l'Ontario Ministère des affaires françaises Toronto Ont	1,289,173
• Trésorier provincial Province de l'Île-du-Prince-Édouard Ministère de l'éducation Charlottetown Î-P-É	1,628,493
• Université de Moncton Moncton N-B	306,000
• Western Diversification Office Ottawa Ont	141,250
Paiements pour l'enseignement postsecondaire versés aux provinces aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé $2,166,078,803 **(voir APPENDICE 7)**	
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	5,167,750
• Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY	2,517,375
• Ministre des finances province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	88,870,286
• Ministre des finances province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	13,181,875
• Ministre des finances et de l'industrie province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	72,018,715
• Ministre des finances province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	325,972,196
• Ministre des finances Province de Québec Québec Qué	366,040,000
• Newfoundland Exchequer Account St John's T-N	57,109,286
• Trésorier provincial province de la Saskatchewan Regina Sask	107,465,428
• Trésorier provincial province du Manitoba Winnipeg Man	109,617,375
• Trésorier provincial province de l'Alberta Edmonton Alb	262,967,142
• Trésorier province de l'Ontario Toronto Ont	755,151,375
Octroi de crédits pour les paiements d'intérêts aux institutions de crédit, les obligations contractées sous forme de prêts garantis et les paiements de remplacement aux provinces et territoires en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants $408,003,064	
Contributions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada $765,440	
• Canadian Rights and Liberties Federation Ottawa Ont	149,118
Contributions à des organismes bénévoles, aux institutions canadiennes, aux particuliers, au secteur privé, de même qu'aux autres niveaux de gouvernement dans le but d'appuyer la participation dans la société canadienne $4,992,946	
• Association of Canadian Community Colleges Toronto Ont	193,258
• Canadian 4-H Council Ottawa Ont	376,038
• Coalition of Provincial Organizations of the Handicapped Winnipeg Man	427,000
• Council for Canadian Unity Ottawa Ont	987,500
• Interchange on Canadian Studies Carleton Qué	104,427
• National Action Committee on the Status of Women Toronto Ont	317,886
• Society for Educational Visits and Exchanges in Canada Ottawa Ont	831,308
• Walter Dinsdale Centre for the Empowerment of Canadians with Disabilities Calgary Alb	285,000
• Western Diversification Office Ottawa Ont	121,250
• YMCA of Metropolitan Toronto Toronto Ont	800,230
Contributions aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux sociétés de communications autochtones, aux centres d'accueil et participation aux dépenses d'immobilisations des centres d'accueil $31,444,681	
• Aboriginal Multi-Media Society of Alberta Edmonton Alb	673,335
• Alliance autochtone du Québec inc Hull Qué	347,648
• Baffin Region Inuit Association Iqaluit TN-O	265,309
• Battlefords Indian and Metis Friendship Centre North Battleford Sask	228,822
• Canadian Native Friendship Centre Edmonton Alb	216,430
• Centre d'amitié autochtone de La Tuque La Tuque Qué	186,369
• Federation of Saskatchewan Indians Inc Saskatoon Sask	453,052
• First Nations Confederacy Inc Winnipeg Man	157,048
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	3,511,850
• Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY	500,000
• Grand Council Treaty No 3 Kenora Ont	123,123
• Indian & Metis Friendship Centre of Winnipeg Inc Winnipeg Man	213,050
• Indian Association of Alberta Edmonton Alb	366,800
• Indian News Media Stand Off Alb	286,280
• Inuit Broadcasting Corporation Ottawa Ont	2,210,000
• Inuit Tapirisat of Canada Ottawa Ont	606,619
• Inuvialuit Communications Society Inuvik TN-O	673,000
• Inuvialuit Regional Corporation Inuvik TN-O	230,334
• James Bay Cree Communications Society Mistassini Qué	503,800
• Kikinahk Friendship Centre La Ronge Sask	120,576
• Kitikmeot Inuit Association Yellowknife TN-O	246,572
• Manitoba Keewatinowi Okimakanac Inc Thompson Man	204,068
• Manitoba Metis Federation Inc Winnipeg Man	574,654
• Metis National Council Saskatoon Sask	269,447
• Metis Society of Saskatchewan Inc Saskatoon Sask	650,066

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

	$
• MicMac Native Friendship Centre Halifax N-É	196,445
• Missinipi Broadcasting Corporation La Ronge Sask	520,000
• Moose Jaw Native Friendship Centre Corporation Moose Jaw Sask	105,505
• Moose Mountain Friendship Centre Carlyle Sask	106,519
• National Aboriginal Communications Society Ottawa Ont	245,000
• National Association of Friendship Centres Ottawa Ont	530,912
• National Indian Brotherhood Cornwall Ont	592,906
• Native Communications Inc Thompson Man	1,100,500
• Native Communications Society Northern Broadcasting Terrace C-B	927,339
• Native Communications Society of British Columbia Vancouver C-B	240,294
• Native Communications Society of Nova Scotia Sydney N-É	253,410
• Native Communications Society of the Western NWT Yellowknife TN-O	550,885
• Native Council of Canada Ottawa Ont	541,283
• Native Media Network Inc Winnipeg Man	140,000
• Native Women's Association of Canada Ottawa Ont	457,000
• Nawican Friendship Centre Dawson Creek C-B	137,843
• Nishnawbe Aski Nation Toronto Ont	172,265
• Nistawoyou Association Friendship Centre Fort McMurray Alb	184,565
• Northern Native Broadcasting Yukon Whitehorse TY	1,632,630
• Okalakatiget Communications Society Happy Valley Labrador T-N	620,000
• Ontario Metis and Aboriginal Association Sault Ste Marie Ont	556,227
• Pauktuutit Inuit Women's Association Ottawa Ont	333,000
• Qu'Appelle Valley Friendship Centre Inc Fort Qu'Appelle Sask	150,000
• Rae-Edzo Canada Day Committee Rae TN-O	114,493
• Regina Friendship Centre Corporation Regina Sask	229,530
• Sappujjijit Friendship Centre Ranklin Inlet TN-O	136,414
• Saskatchewan Indian Media Corporation Saskatoon Sask	100,000
• Sik-Ooh-Kotoki Friendship Society Lethbridge Alb	173,432
• Skookum Jim Friendship Centre Whitehorse TY	173,372
• Smithers Indian Friendship Centre Society Smithers C-B	275,800
• Société de communication Atikamekw-Montagnais Wendake Qué	993,760
• Taqramiut Nipingat Inc Dorval Qué	1,648,898
• United Native Friendship Centre Fort Frances Ont	164,700
• Vancouver Indian Centre Society Vancouver C-B	215,889
• Wawatay Native Communications Society Sioux Lookout Ont	1,626,500
• Ye Sa To Communications Society Whitehorse TY	151,050
• Yorkton Friendship Centre Yorkton Sask	172,004
• Zhahti Koe Friendship Centre Hay River TN-O	112,407

Contributions à des organisations à but non lucratif pour célébrer la Fête du Canada et aux secteurs publics et privés dans le but de célébrer les anniversaires d'importance pour le patrimoine canadien $13,000

Centre canadien de gestion $150,000

Contribution à l'Institut de l'administration publique du Canada $150,000

• L'Institut de l'administration publique du Canada Ottawa Ont	150,000

Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté) $79,778,356

Subventions à des groupes bénévoles, universités, institutions et particuliers, pour promouvoir le développement culturel $21,378,460

	$
• Board of Jewish Education Willowdale Ont	350,960
• Canadian Centre for Italian Culture and Education Toronto Ont	180,960
• Dawn Good Productions Vancouver C-B	100,000
• Greek Community of Metropolitan Toronto Inc Toronto Ont	101,000
• Hutterian Education Committee Tourond Man	131,270
• MOSAIC Multi-Lingual Orientation Service Association for Immigrant Communities Vancouver C-B	114,626
• Multiculturalism & Race Relations Toronto Ont	156,000
• Prince Edward Island Multicultural Council Charlottetown Î-P-É	104,500
• Saskatoon Multicultural Council Inc Saskatoon Sask	105,925
• TV Ontario Toronto Ont	127,000
• Ukrainian Canadian Committee National Winnipeg Man	135,300
• Urban Alliance on Race Relations Toronto Ont	104,152

Subventions aux organisations professionnelles et au secteur bénévole de même qu'aux provinces et territoires pour des activités liées à l'alphabétisation, l'action volontaire et les droits de la personne $19,400,062

	$
• Academy of Canadian Cinema and Television Toronto Ont	125,000
• Alberta Association of Adult Literacy Edmonton Alb	115,000
• Algonquin College Ottawa Ont	165,965
• Arctic College Yellowknife TN-O	300,000
• Association of Canadian Community Colleges Toronto Ont	333,000
• Atlantic Centre of Research Access and Support for Disabled Students Halifax N-É	100,000
• Calgary Catholic Separate School District Further Education Centre Calgary Alb	170,600
• Canadian Association for Adult Education Toronto Ont	332,125
• Canadian Centre for Philanthropy Toronto Ont	100,000
• Canadian Education Association Toronto Ont	112,863
• Canadian Human Rights Foundation Montréal Qué	100,388
• Canadian Tribute to Human Rights Inc Ottawa Ont	100,000
• Centre franco-ontarien de ressources en alphabetisation Centre Fora Sudbury Ont	125,000
• Coalition of National Voluntary Organizations Ottawa Ont	179,260
• Columbia Training Centre Calgary Alb	177,773
• Frontier College Toronto Ont	406,800
• Frontier School Division No 48 Winnipeg Man	173,000
• George Brown College Academic Computer Assisted Learning Centre Toronto Ont	366,000
• Holland College Charlottetown Î-P-É	103,200
• Independence '92 National Advisory Committee Vancouver C-B	100,000
• Institut canadien d'éducation des adultes Montréal Qué	289,670
• Institute for Educational Research and Development St John's T-N	125,000
• International Council for Adult Education Toronto Ont	126,310
• Journeys Education Association Winnipeg Man	167,000
• Kingston Literacy Kingston Ont	126,900
• Laubach Literacy of Canada Saint John N-B	173,586
• New Brunswick Community College of Woodstock Woodstock N-B	112,500
• North Channel Literacy Council Elliot Lake Ont	119,783
• Nova Scotia Community College Halifax N-É	254,034
• Ontario Federation of Labour Don Mills Ont	138,766
• Ontario Literacy Coalition Toronto Ont	305,043
• Ontario Native Literacy Coalition Toronto Ont	115,000
• Ontario Public Health Association Toronto Ont	150,000
• Ottawa Board of Education Ottawa Ont	198,256
• Public Policy Forum Ottawa Ont	120,157
• Quebec Association for Adult Learning Montréal Qué	125,000
• Regroupement des groupes francophones d'alphabétisation populaire de l'Ontario Toronto Ont	148,131
• Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec inc Montréal Qué	189,705
• Saskatchewan Institute of Applied Science and Technology Regina Sask	212,000
• Saskatchewan Literacy Network Saskatoon Sask	189,100
• Shortgrass Library System Medecine Hat Alb	147,000
• Société de radio télévision du Québec Montréal Qué	372,000
• TV Ontario Toronto Ont	100,000
• Tetra Telemedicine and Educational Technology Resource Agency Health Sciences Centre St John's T-N	105,598
• The Salvation Army Ottawa Ont	198,675
• Toronto Board of Education Toronto Ont	129,650
• United Nations Association in Canada Ottawa Ont	197,000

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

	$
• United Way Ottawa Ont	108,970
• Vision TV Toronto Ont	102,055
• World Literacy of Canada Toronto Ont	253,451
• Youth Employment Skills Canada Inc Toronto Ont	368,816
• Yukon College Whitehorse TY	241,050

Contributions aux provinces, à des groupes bénévoles, à des universités, des institutions et des particuliers pour promouvoir le développement culturel $4,990,960

• Canadian Council for Multicultural & Intercultural Education Ottawa Ont	177,000
• Canadian Ethnocultural Council Ottawa Ont	212,500
• Canadian Labour Congress Ottawa Ont	100,000
• Université Concordia Montréal Qué	400,000
• Conseil pour l'unité canadienne Montréal Qué	200,000
• Government of New Brunswick Tourism Recreation and Heritage Toronto Ont	100,000
• Government of Saskatchewan Parks Recreation and Culture Saskatoon Sask	150,000
• Harambee Centres Canada Toronto Ont	100,000
• Ontario Council of Agencies Serving Immigrants Toronto Ont	153,700
• The Corporation of the City of Vancouver Vancouver C-B	150,000
• Université de Calgary Calgary Alb	400,000
• Université du Manitoba Winnipeg Man	300,000
• Université d'Ottawa Ottawa Ont	400,000
• Western Diversification Office Ottawa Ont	141,250

Contributions aux organisations professionnelles et au secteur bénévole de même qu'aux provinces et territoires pour des activités liées à l'alphabétisation, l'action volontaire et les droits de la personne $5,190,876

• Canadian Council on Social Development Ottawa Ont	1,948,002
• Canadian Labour Congress Ottawa Ont	139,536
• Frontier College Toronto Ont	315,000
• Laubach Literacy of Canada Saint John N-B	315,000
• Ministère de l'éducation du Québec Québec Qué	2,000,000
• Movement for Canadians Literacy Ottawa Ont	276,905

Contributions à l'égard des frais liés à l'acquisition de la citoyenneté canadienne et à l'enseignement des langues aux immigrants équivalant à la moitié de la part de l'administration provinciale ou territoriale concernée $27,845,387

• Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	1,911,320
• Ministère des finances Province du Québec Montréal Qué	2,137,783
• Trésorier provincial province du Manitoba Winnipeg Man	2,020,444
• Trésorier provincial province de l'Alberta Edmonton Alb	2,122,279
• Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	19,508,251

Contributions aux provinces et aux territoires destinées à couvrir le coût des manuels de langues pour les cours de préparation à la citoyenneté $972,611

• Ministre des Finances province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	292,016
• Trésorier provincial province du Manitoba Winnipeg Man	243,257
• Trésorier provincial province de l'Alberta Edmonton Alb	133,470
• Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	221,724

Conseil de recherches en sciences humaines $74,580,000

Subventions pour recherche $27,823,622

• Limoge C Montréal Qué	112,641
• State S A London Ont	111,400

Subventions pour recherche de grande envergure $3,252,216

• Beugnot B Montréal Qué	153,210
• Bouchard G Chicoutimi Qué	276,256
• Cook G R Toronto Ont	600,000
• Dean W G Toronto Ont	122,315
• Edwards M J Ottawa Ont	132,169
• Healy A D Toronto Ont	330,301
• Keillor E Ottawa Ont	100,000
• Legare J Montréal Qué	175,000
• Lefebvre C Montréal Qué	181,151
• Lowenstamm J Montréal Qué	201,688
• Mcconica J K Toronto Ont	115,590
• Redford D B Toronto Ont	136,062
• Smith J C Vancouver C-B	221,880

Subventions—président $245,823

Institut canadien de recherche à l'étranger $275,000

• Canadian Mediterranean Institute Ottawa Ont	200,000

Subventions pour Travaux d'édition de grande envergure $1,951,634

• Université Laval Ste-Foy Qué	411,134
• Université d'Ottawa Ottawa Ont	212,315
• Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	166,847
• University of Toronto Toronto Ont	416,138
• University of Toronto Press Toronto Ont	745,200

Subventions pour recherche générale $3,737,065

• Carleton University Ottawa Ont	101,505
• Queen's University Kingston Ont	104,115
• McGill University Montréal Qué	181,120
• McMaster University Hamilton Ont	122,192
• Université Laval Ste-Foy Qué	313,398
• Université de Montréal Montréal Qué	308,534
• Université d'Ottawa Ottawa Ont	127,559
• Université du Québec à Montréal Montréal Qué	266,571
• University of Alberta Edmonton Alb	110,122
• University of British Columbia Vancouver C-B	272,614
• University of Toronto Toronto Ont	250,340
• University of Waterloo Waterloo Ont	116,562
• University of Western Ontario London Ont	132,908

Subventions assorties $498,193

Revues savantes $2,087,276

Aide aux publications savantes $1,076,453

• Fédération canadienne des sciences sociales Ottawa Ont	419,851
• Fédération canadienne des études humaines Ottawa Ont	656,602

Aide aux conférences savantes au Canada $1,041,192

Aide aux associations savantes $1,902,543

• Fédération canadienne des sciences sociales Ottawa Ont	496,437
• Fédération canadienne des études humaines Ottawa Ont	473,375

Bourses de doctorat $9,955,297

Bourses de doctorat—Renouvellement $4,842,960

Bourse Bora Lanskin $82,500

Bourses de recherche du Canada $1,684,688

Bourses postdoctorales $2,637,707

Bourses postdoctorales—Renouvellement $1,370,972

Bourses Jules et Gabrielle Léger $25,000

Conférences internationales—Bourse de voyage $706,174

Aide aux Secrétariats internationaux au Canada $15,000

Subventions pour conférences internationales au Canada $130,000

Subventions de voyage pour la représentation internationale $130,749

Échanges bilatéraux—Chine $18,032

Aide aux petites universités $521,890

Femme et Travail $854,789

Éducation et travail dans une société en changement $1,299,425

Outils de recherche pour les études canadiennes $1,911,212

• Canadian Institute for Historical Micro Reproductions Ottawa Ont	175,000
• Yukon Council of Archives Whitehorse TY	165,072

Vieillissement de la population $59,446

Collections de recherche spécialisée $864,291

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Fin*

	$
Gestion de l'organisation au Canada $1,116,195	
Famille et socialisation des enfants $1,628,785	
• Connolly J A Toronto Ont	120,357
• Ross H S Waterloo Ont	140,054
Contexte humain de la science et de la technologie $768,871	
Initiatives conjointes $65,000	

SOLLICITEUR GÉNÉRAL $51,863,372

Département $4,038,243

Subvention à l'association canadienne des chefs de police $49,000

Subvention à l'association canadienne pour la prévention du crime $122,500

Subvention à la John Howard Society $50,000

Subvention aux organismes autorisés d'assistance post-pénale $1,782,649

• Association des services de réhabilitation sociale du Québec Montréal Qué	142,100
• Canadian Association of Elizabeth Fry Societies Ottawa Ont	590,597
• Canadian Criminal Justice Association Ottawa Ont	112,700
• John Howard Society of Canada Ottawa Ont	616,400
• St Leonard's Society of Canada Windsor Ont	117,992

Financement de base—Organismes bénévoles nationaux $338,654

• Canadian Training Institute Downsview Ont	143,100

Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général $1,695,440

• Solicitor General of Alberta Edmonton Alb	125,000
• Université de Montréal Montréal Qué	130,000
• Université de Toronto Toronto Ont	105,000

Service correctionnel $14,002,899

Pensions et autres avantages sociaux des employés $171,440

Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents $83,154

Paiements sous forme d'indemnités pour accidents de travail, aux survivants des employés du Service pénitentiaire et du Service national des libérations conditionnelles tués dans l'exercice de leurs fonctions $87,719

Contribution à une conférence de "forensic nursing" à l'Université de la Saskatchewan $8,500

Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires $1,161,356

• Allied Indian Metis Society Vancouver C-B	177,000
• Canadian Training Institute Toronto Ont	133,600
• John Howard Society of Ontario Toronto Ont	110,000
• Religieuses Notre-Dame du Bon Pasteur Port-Cartier Qué	154,414

Contributions pour la construction effectuée par les provinces et municipalités $12,490,730

• Gouvernement de la Colombie-Britannique Victoria C-B	7,605,587
• Hôpital de Sept-Îles Sept-Îles Qué	241,565
• Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	4,550,000

Gendarmerie royale du Canada $33,822,230

Subvention à l'Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada $2,500

Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions $620,781

Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada $9,958,562

Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions $3,895,392

Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions $85,181

Contribution aux élèves qui ne sont pas membres de la Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours au Collège canadien de police $398,079

Rentes de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires $18,861,735

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES $321,591,449[2]

Département $321,591,449

Paiements de transfert aux provinces signataires dans le programme de l'accord de réciprocité fiscale—Taxe de vente et de consommation $312,988,357

Frais d'enregistrement pour automobiles $4,614,394

Paiements de péréquation $1,485,000

Contributions à des organismes, à des associations et à des particuliers relativement à des projets visant à éduquer le grand public et à le sensibiliser à la science et à la technologie $2,503,698

	$
• Fondation Science Jeunesse Ottawa Ont	100,000

TRANSPORTS $969,526,629

Département $251,336,550

Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversiers et de cabotage pour marchandises et voyageurs $16,984,610

• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	16,984,610

Subvention à l'Institute of Risk Research de l'Université de Waterloo, pour appuyer les objectifs du programme de recherche et de développement de Transports Canada, afin de favoriser la compilation de renseignements et de méthodologies sur la gestion des risques, y compris des renseignements sur les risques liés au transport de marchandises dangereuses $50,000

Subvention à la Writer's Federation of Nova Scotia pour le Evelyn Richardson Memorial Literary Award $150

Subventions aux organismes d'aide aux marins $12,300

Subvention au conseil canadien de la sécurité pour la promotion de la sécurité nautique $1,667

Subvention à l'Association des ports et havres du Canada $2,326

Subvention à l'Association royale canadienne des aéroclubs et à l'Association des gens de l'air du Québec pour l'avancement des intérêts du Québec dans le domaine de l'aviation $29,000

Subvention au symposium international de Fête aérienne Canada $90,000

Subvention au Comité de l'opération Gareautrain en vue d'appuyer un programme de sensibilisation pour la sécurité des passages à niveau $150,000

• Railway Association of Canada Montréal Qué	150,000

TRANSPORTS—*Suite*

Subventions au Comité de la semaine nationale des transports $20,000

Contributions à l'Association des routes et transports du Canada $322,872

	$
• L'Association des routes et transports du Canada Ottawa Ont	322,872

Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique et régional de la province du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Province de Québec (Entente sur le développement économique et régional) $58,246,087

	$
• Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	3,378,265
• Province de Terre-Neuve St John's T-N	43,779,625
• Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	1,987,225
• Province de Québec Québec Qué	9,100,972

Contributions pour la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs $10,562,226

	$
• Coastal Transport Ltd Saint John N-B	259,000
• Northern Cruiser Co Ltd St John's T-N	749,448
• Northumberland Ferries Ltd Charlottetown Î-P-É	6,622,413
• Puddister Trading Co Ltd St John's T-N	548,984
• Sail Labrador Ltd St John's T-N	417,845
• Traversier CTMA Ferry Cap-aux-Meules Qué	1,964,536

Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, au Canadien Pacifique Limitée et à la Northern Alberta Railway Company pour payer les coûts en capital en vue de la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil $5,500,000

	$
• Canadian Pacific Limited Montréal Qué	5,500,000

Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien $14,866,740

	$
• The Canadian Wheat Board Winnipeg Man	14,866,740

Paiements aux sociétés de chemins de fer pour assurer le soutien du revenu des producteurs de grain pour 1988-1989, en leur accordant une compensation partielle pour les hausses de tarif du transport ferroviaire du grain, fixées conformément à la Loi sur le transport du grain de l'Ouest $8,199,010

	$
• Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	4,601,446
• Canadian Pacific Limited Montréal Qué	3,561,376

Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada $1,681,889

	$
• Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	1,681,889

Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard—Paiement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard du déficit de ladite caisse pour 1988 et remboursement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada des montants versés à titre de supplément aux pensions prévues par la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés du chemin de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard $1,866,615

	$
• Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	1,866,615

Paiements pour un programme d'aide pour le transport des personnes handicapées $564,506

	$
• Canada Coach Lines Ltd Mount Hope Ont	115,000

Contributions selon les conditions approuvées par le gouvernement en conseil pour aider à l'implantation d'un système de contrôle et de réglementation de la circulation à Montréal, aux fins du développement économique et régional $1,140,870

	$
• Centroydne Inc Montréal Qué	122,002
• Bombardier Inc Montréal Qué	756,750
• Voyageur Inc Montréal Qué	176,392

Contributions aux compagnies qui assurent des services de transport et aux expéditeurs au regard des installations et du matériel servant au transport afin de parachever le plan de conteneurisation de Terre-Neuve, et contributions pour entreprendre les réparations nécessaires, et accorder des subventions d'exploitation au chantier naval de la Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve $3,328,974

	$
• Newfoundland Dockyard Co St John's T-N	3,328,974

Contributions aux provinces dans le but d'accroître l'efficacité et la sécurité de la route Yellowhead et d'aider au développement économique régional, au développement industriel et au tourisme $11,080,073

	$
• Province de l'Alberta Edmonton Alb	1,000,000
• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	3,890,605
• Province du Manitoba Winnipeg Man	622,859
• Province de la Saskatchewan Régina Sask	5,566,609

Contributions aux provinces, aux gouvernements territoriaux et au Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé à l'égard des coûts d'élaboration et de mise en application du Code national de sécurité pour les transporteurs routiers commerciaux $5,083,172

	$
• Canadian Council of Motor Transport Ottawa Ont	191,200
• Gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N	568,860
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	502,990
• Province de l'Alberta Edmonton Alb	530,806
• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	250,000
• Province du Manitoba Winnipeg Man	362,499
• Province du Nouveau-Brunswick Frédéricton N-B	750,498
• Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	363,576
• Province de l'Ontario Toronto Ont	229,238
• Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	250,000
• Province de la Saskatchewan Régina Sask	411,924
• Régie de l'Assurance Automobile du Québec Sillery Qué	359,156
• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	312,425

Contributions aux provinces pour défrayer les coûts des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme: Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick $41,233,423

	$
• Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	22,413,809
• Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	18,819,614

Contributions conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour des initiatives de promotion du transport prises en vertu d'ententes connexes aux ententes sur le développement économique et régional au Manitoba $73,586

Contributions conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour le programme de stabilisation de fourgons et de wagon-lits en vertu d'ententes connexes aux ententes sur le développement économique et régional au Manitoba $147,207

	$
• Compagnie des chemins de fer nationaux Montréal Qué	147,207

Contribution à la Croix rouge canadienne pour son programme de sécurité nautique $250,000

	$
• The Canadian Red Cross Society Toronto Ont	250,000

Paiement aux associations régionales du Service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique par des programmes d'éducation et de prévention des accidents $1,007,643

	$
• Canadian Marine Rescue Auxiliary Halifax N-É	169,590

TRANSPORTS—*Suite*

	$
• Canadian Marine Rescue Auxiliary Québec Qué	117,200
• Canadian Marine Rescue Auxiliary Toronto Ont	138,978
• Canadian Marine Rescue Auxiliary Vancouver C-B	252,102
• Johnson and Higgins Faber Ltd Toronto Ont	255,266
Contribution au programme d'amélioration d'infrastructures routières en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des transports sur le pont Laviolette $113,590	
• Gouvernement du Québec Québec Qué	112,169
Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique pour le programme de réduction des débris flottants $90,000	
Contribution à l'Organisation maritime internationale (IMO)—Conférence sur la sûreté et la sécurité $10,000	
Paiement à la province de l'Alberta relativement aux services maritimes de l'Athabaska $465,000	
• Province de l'Alberta Edmonton Alb	465,000
Contribution à l'Université du Québec à Rimouski—Conférence sur les conditions de travail à bord des navires de pêche et la sécurité $17,000	
Contribution au district de Kitimat pour une étude évaluant les opportunités d'exportation par transport maritime et pour élaborer une stratégie sur le développement de port et sur la mise en marché d'une installation pour la grande pêche au terminus du havre public de Kitimat $15,000	
Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest envers une étude sur les exigences des installations portuaires dans la région de l'Arctique et la région de Baffin $50,000	
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes $454,706	
• International Civil Aviation Organization Montréal Qué	454,706
Contributions aux aéroclubs, aux écoles et aux instructeurs de pilotage $92,451	
Ligue des cadets de l'air du Canada—Bourse de formation en pilotage $25,000	
Contribution à la Recreational Aircraft Association of Canada $50,000	
Contributions pour l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres $13,884,453	
• Blanc Sablon Qué	117,500
• Brandon Man	395,550
• Campbell River C-B	238,926
• Charlo N-B	787,719
• Churchill Falls (Labrador) Ltd St John's T-N	409,500
• Cranbrook C-B	693,144
• Dauphin Man	126,944
• Dawson Creek C-B	429,014
• District of Lynn Lake Lynn Lake Man	312,232
• District of Mystery Lake Thompson Man	261,620
• Dryden Ont	588,660
• Flin Flon Man	146,545
• Fort Francis Ont	155,979
• Gaspé Qué	503,400
• Gouvernement du Manitoba Winnipeg Man	159,234
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	3,942,395
• Havre St-Pierre Qué	133,600
• Manitoba Hydro Winnipeg Man	206,225
• Moosonee Ont	113,400
• Natashquan Qué	169,000
• Peace River Alb	376,925
• Pembroke Ont	229,854

	$
• Prince Albert Sask	221,347
• Province de l'Alberta Edmonton Alb	245,100
• Municipalité régionale de Hamilton-Wentworth Hamilton Ont	430,000
• Rouyn Qué	668,419
• Sudbury Ont	854,084
• The Toronto Harbour Commission Toronto Ont	461,400
Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres et des installations connexes: Terre-Neuve—Constrution de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown, Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour, Cartwright, Makkovik, Mary's Harbour, Nain, Red Bay, Rigolet, Port Hope Simpson, Postville et Hopedale) $3,411,276	
• Province de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N	3,411,276
Contributions à Québec—Nouveau Québec: aéroports inuits $7,920,389	
• Gouvernement du Québec Québec Qué	7,920,389
Autres améliorations d'aéroports, y compris les ententes pour le développement économique et régional du Manitoba $3,492,868	
• Bromont Qué	741,137
• Goderich Ont	440,000
• Joliette Qué	1,340,553
• Nakusp C-B	189,300
• Tumbler Ridge C-B	495,000
Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres, et des installations connexes $18,955,450	
• Alert Bay C-B	292,194
• Amos Qué	1,200,000
• Bathurst N-B	667,400
• Brooks Alb	234,000
• Cochrane Ont	225,266
• Collingwood Ont	165,123
• Deloraine Man	232,073
• Department of Transportation Grand Manon N-B	1,405,917
• Edmunston N-B	398,555
• Huronia Airport Commission Perkinsfield Ont	402,470
• Kyle Sask	441,538
• La Tuque Qué	1,384,896
• Lebel-sur-Quevillon Qué	115,104
• Manitoulin East Airport Commission Manitowaning Ont	130,989
• Maple Creek Sask	276,054
• Mont-Laurier Qué	1,460,000
• Moosonee Ont	171,116
• North Okanagon Vernon C-B	242,688
• Oyen Alb	167,231
• Pembroke and Area Airport Commission Pembroke Ont	181,893
• Peterborough Ont	401,816
• Province of Newfoundland and Labrador St John's T-N	4,026,867
• Rainbow Lake Alb	359,240
• Sechelt C-B	118,295
• Snipe Lake Eston Sask	623,251
• St-Georges-de-Beauce Qué	215,000
• The Corporation of the Township of Stanhope Haliburton Ont	790,000
• Thetford Mines Qué	535,000
• Tofield Alb	853,658
• Westbourne Gladstone Man	248,593
• Winkler Man	132,470
Paiements à l'appui de croisements étagés approuvés selon la Loi sur la sécurité ferroviaire et la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer $9,061,849	
• Ville de Kingston Kingston Ont	808,000
• Ville de Winnipeg Winnipeg Man	748,828
• Ville de Woodstock Woodstock Ont	637,919
• District de Chilliwack Chilliwack C-B	2,104,102
• Province de Québec Québec Qué	3,777,500
• Cité de Wainwright Wainwright Alb	985,500

TRANSPORTS—*Suite*

	$
Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la Loi sur la sécurité ferroviaire $7,006,111	
• Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	2,771,366
• Canadian Pacific Limited Montréal Qué	3,150,405
• County of Parkland	150,080
• Province de Québec Québec Qué	107,398
• United Couriers of Leeds	250,000
Contributions à des organismes de recherche choisis pour les aider à entreprendre des travaux de recherche et des études dans le cadre du Programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers $62,895	
Contributions au Manitoba, à Terre-Neuve et au Yukon servant à défrayer les coûts de la formation en matière de surveillance et/ou des activités liées à la coordination du transport des marchandises dangereuses $248,410	
Transmission—Aéroports fédéraux—Aide aux parties intéressées $90,707	
Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal $3,324,449	
• Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	3,324,449

Administrateur de l'Office du transport du grain $1,500,800

Contribution dans le cadre de la Réserve pour l'amélioration du réseau $1,500,800	
• Alberta Wheat Pool Calgary Alb	453,518
• Manitoba Pool Elevators Winnipeg Man	186,453
• Saskatchewan Wheat Pool Regina Sask	344,589
• United Grain Growers Winnipeg Man	191,615

Office national des transports $716,689,279

Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes $10,958,180	
• Canada and Gulf Terminal Rly Mont-Joli Qué	206,226
• Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	10,249,110
• Canadian Pacific Ltd Montréal Qué	443,689
Paiements à des compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest $568,754,615	
• BC Rail Vancouver C-B	2,950,957
• Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	325,955,961
• Canadian Pacific Ltd Montréal Qué	238,500,086
• Central Western Railway Corp Edmonton Alb	1,347,611
Paiements à des compagnies de chemins de fer et de transport en vertu des provisions de la Loi sur les chemins de fer $32,207,332	
• Algoma Central Railway Sault Ste Marie Ont	2,233,826
• Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	21,622,870
• Canadian Pacific Ltd Montréal Qué	7,176,574
• Quebec North Shore and Labrador Rly Sept-Îles Qué	1,174,062
Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports $18,287,700	
• Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	12,881,641
• Canadian Pacific Ltd Montréal Qué	5,406,059
Paiements à des compagnies de chemins de fer, maritimes et de camionnage en vertu des provisions de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique $86,481,452	
• 148668 Canada Inc O/A Therm Express Dorval Qué	125,025
• 2431-3603 Québec Inc Mont Joli Qué	103,455
• A & M Transport 1987 Ltd Havelock N-B	190,565

	$
• Albany Cartage Co Ltd Havelock N-B	201,939
• Arnold Bros Transport Ltd Winnipeg Man	139,595
• Atlantic Cement Carriers Ltd Corner Brook T-N	105,217
• Atlantic Searoute Ltd Halifax N-É	565,537
• Atpro Trucking Co Saint John N-B	817,402
• Bakery Transport Inc Halifax N-É	553,817
• Bayview Transport Ltd Saint John N-B	121,473
• Bedford Transport Ltd Halifax N-É	233,023
• Big Wheels Trans & Leasing Ltd Kensington Î-P-É	2,016,360
• Black's Harbour Transfer Ltd Black's Harbour N-B	161,014
• BMC Ltd Saint John N-B	308,964
• Brookville Transport Ltd Saint John N-B	168,348
• Brunswick Bulk Transport Ltd Dartmouth N-É	105,153
• Burgess Contracting Ltd Havelock N-B	182,846
• Burns Foods Transport Ltd Calgary Alb	144,569
• C E Fisher Transport Ltd Brookfield N-É	101,338
• C P M Transport Ltee Grand Falls N-B	108,088
• C T M A Express Ltée Îles-de-la-Madeleine Qué	121,814
• Caldwell Transport Ltd Saint John N-B	266,277
• Canadian Pacific Express & Transport Ltd Toronto Ont	2,044,342
• Cape Breton Dev Corp (Devco) Sydney N-É	2,744,765
• Cape Breton Development Corp Sydney N-É	178,152
• Cauchon Eloi St Ubald Qué	126,948
• Cement Cartage Co Ltd Havelock N-B	264,389
• Chabot et Desmarais Inc St-Agapit Qué	117,675
• Choice Reefer System Ltd Sterling Ont	183,388
• CN Rail Montréal Qué	3,332,354
• Conrad's Transport Ltd Dartmouth N-É	118,864
• Constructions F Morin Inc Pohenegamook Qué	188,623
• D & N Truck Lines Ltd Newcastle N-B	242,038
• David Brown United Ltd Waterville N-É	270,582
• Day & Ross Inc Hartland N-B	4,825,725
• Day & Ross Nfld Ltd St John's T-N	179,930
• Distrans Inc Charlesbourg Qué	195,816
• E D F Transport Ltd c/o Scotsburn Co-Op Scotsburn N-É	444,014
• Eassons Transport Ltd Berwick N-É	420,740
• Entreprises Forestières F G O Inc Val Brillant Qué	128,198
• Expéditeur Japiro Inc Montmagy Qué	131,512
• F P Transport Ltd Moncton N-B	130,207
• Fernand Gosselin Inc St-Romuald Qué	514,209
• Florist Transport Ltd Falmouth N-É	182,715
• G M Armour & Son Ltd Moncton N-B	599,135
• Gerald Battist Trucking Ltd Pictou N-É	312,522
• Grand Falls Central Rly Co Ltd Grand Falls T-N	226,687
• H E Fisher Ltd Moncton N-B	232,732
• Harold B Legge Transport Ltd Port Williams N-É	202,450
• Haul A Way Inc Dieppe N-B	110,063
• Higgins Trucking Ltd Chipman N-B	131,460
• Hillmans Transfer Sydney N-É	188,138
• Household Movers & Shippers Ltd St John's T-N	151,135
• Hoyt's Moving & Storage Ltd Armdale N-É	125,527
• Interlait Inc St-Agapit Qué	160,021
• J P MacInnis Trucking Ltd Whycocomagh N-É	107,461
• J W Baughan Ltd Sackville N-B	238,610
• Jardine Transport Ltd Fredericton N-B	201,625
• John E Maclean Ent Ltd Margaree Harbour N-É	105,738
• Jos Lefrancois Inc Amqui Qué	126,368
• Jumbo Motor Express Ltd Etobicoke Ont	581,952
• K & T Transport Ltd Plaster Rock N-B	160,156
• Ken Giberson Transport Ltd Newcastle N-B	246,048
• King Freight Lines Ltd Pictou N-É	103,772
• Kingsco Transport Ltd Sussex N-B	100,861
• Klunski Transport Inc Fredericton N-B	181,543
• L'Islet Express Inc St-Eugène Qué	111,331
• Léo Dussault Transport Ltée Donnacona Qué	255,591
• Les Industries Alex Couture Inc St-Romuald Qué	228,041
• Les Transports J Bujold Inc Pointe-au-Père Qué	235,695
• Maritime Ontario Freight Lines Ltd Mississauga Ont	1,315,213
• Maritime Warehousing & Transfer Co Ltd Dartmouth N-É	102,329
• Matane Gaspésie Transport Inc Matane Qué	347,735
• McAuley's Transfer Ltd Centreville N-B	250,940
• McNeil's Transport Ltd Mount Pearl T-N	180,590

TRANSPORTS—*Fin*

	$
• Mervin Mutch Trucking Ltd Red Bank N-B	118,927
• Midland Newfoundland Ltd Moncton N-B	206,157
• Midland Transport Ltd Moncton N-B	4,364,185
• Milltown Trucking Co Ltd St Stephen N-B	403,705
• New Brunswick Quebec Transport Ltd Grand Falls N-B	128,182
• Noel Godbout Transport Ltee St Quentin N-B	136,014
• O Bélanger Transport Inc St-Côme-Linière Qué	121,858
• Parent Lumber Ltd St Quentin N-B	172,226
• Pole Star Transport Inc Hantsport N-É	543,271
• Provincial Carriers Ltd Mount Pearl T-N	182,194
• R & G Transport Ltd Sussex N-B	222,843
• R E & J E Friars Ltd Saint John N-B	102,619
• R H Frenette Trucking Ltd Petit Rocher N-B	171,140
• Rapido Transport Inc Newcastle N-B	134,554
• Refrigerated Carryall Ltd Moncton N-B	707,096
• Resource Transport Ltd Dartmount N-É	249,085
• Restigouche Transport Ltd Campbellton N-B	205,687
• Richardson Joseph Deer Lake T-N	119,753
• Robichaud Alvida Lower Nequac N-B	170,458
• Roy's Midway Ltd Saint John N-B	554,110
• S G Transport Ltd Fredericton N-B	200,542
• Southwest Trucking Ltd Stephenville T-N	116,756
• Stonewood Investments Ltd Petitcodiac N-B	106,792
• Summers Transport Ltd Mount Pearl T-N	111,751
• Sunbury Transport Ltd Fredericton N-B	1,533,342
• Syndicat des Producteurs de Lait du Québec Québec Qué	223,529
• Thompson's Transfer Co Ltd Middleton N-É	401,091
• Tom MacDonald Trucking Ltd Sydney River N-É	101,144
• Trans Ali Inc Thetford Mines Qué	187,084
• Trans Viande Temis Inc Notre-Dame-du-Lac Qué	296,879
• Transbois Canada Ltée St-Pamphile Qué	413,964
• Translait Inc Ste-Claire-de-Bellechasse Qué	131,930
• Transport A D S Inc St-Henri-de-Levis Qué	253,439
• Transport Alimentaire du Bas St-Laurent Inc Matane Qué	563,377
• Transport Amical Inc Amqui Qué	110,076
• Transport Besner Inc St-Nicholas Qué	621,274
• Transport Béton Provincial Ltée Matane Qué	242,518
• Transport Bruno Boulianne Ltée St-Georges Qué	118,602
• Transport Cabano Inc Ancienne Lorette Qué	1,186,055
• Transport Chabot & Tanguay Inc Ste-Justine Langevin Qué	280,451
• Transport Culinar Inc Ste-Marie-de-Beauce Qué	297,350
• Transport d'Anjou Inc Rivière-du-Loup Qué	187,569
• Transport Dallaire Ltée Montmagny Qué	152,459
• Transport de L'Est Inc Ancienne Lorette Qué	290,443
• Transport Denis Bérubé Inc Price Qué	161,259
• Transport E J Bourque 1985 Ltee Mont-Joli Qué	113,833
• Transport Felix Huard Et Fils Ltée Luceville Qué	152,531
• Transport Gérald Pelletier Ltée Isle Verte Qué	688,804
• Transport Guerette Inc Edmundston N-B	149,178
• Transport Luvrac Inc Luceville Qué	561,545
• Transport Mont-Joli Inc Mont-Joli Qué	193,810
• Transport Morneau Inc St-Arsène Qué	269,460
• Transport P A Lessard Inc St-George-Est Qué	241,577
• Transport R Boulianne Inc Amqui Qué	149,977
• Transport Regis Harrisson Inc Ste-Félicité Qué	144,775
• Transport Samson Inc Québec Qué	768,209
• Transport St-Alexandre Inc St-Alexandre Qué	102,870
• Transport St Francois Ltd St Francois N-B	197,990
• Transport Y Théberge Inc Rimouski Qué	543,625
• Transports Speribel Inc Rivière-du-Loup Qué	303,084
• V A Ross Trucking Ltd Boiestown N-B	156,958
• Wells Transfer Ltd Dartmouth N-É	152,153

CONSEIL DU TRÉSOR $395,985

Secrétariat $395,985

PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE $170,000

Subvention pour le Conference Board du Canada $165,000

Association canadienne de normalisation $5,000

PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE $225,985

Subvention pour la Loi sur la mise au point des pensions du service public $225,985

ANCIENS COMBATTANTS $1,282,931,153

Département $1,282,931,153

PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS $1,282,931,153

Pensions $897,789,142

Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils $264,280,437

Assitance accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le Fonds de secours $2,316,817

Fonds de bienfaisance de l'Armée $18,000

Légion royale canadienne $9,000

Association canadienne des anciens combattants au Royaume-Uni $1,000

Enfants des morts de la guerre (Aide à l'éducation) $647,108

Formation universitaire et professionnelle $211,840

Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer $134,047

Société dite Last Post Fund $7,708,105

Commission des sépultures de guerre du Commonwealth $3,529,987

Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée $28,612

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays $2,209

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants $583,356

Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèse aux anciens combattants $489,085

Fonds de bienfaisance de l'Armée $2,262,504

Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 $403

Indemnisation pour perte de salaire $45,327

Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du Mnistère $17,252,364

Contributions accordées aux anciens combattants afin de les aider à payer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux $85,621,810

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN $107,534,077

Contributions en vertu de la Loi sur le Développement industriel et régional et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs maintenant abolis $5,816,988

	$
• 79535 Manitoba Ltd Steinbach Man	186,965
• ABI Biotechnology Inc Winnipeg Man	115,809
• Canadian Rig Ltd Calgary Alb	384,205
• CP Loewen Enterprises Ltd Steinbach Man	690,687
• Develcon Electronics Ltd Saskatoon Sask	669,830
• Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B	274,475
• Macdon Industries Winnipeg Man	288,805
• MacMillan Bloedel Ltd Vancouver C-B	188,067
• Microstat Development Corporation Vancouver C-B	124,925
• Microtel Ltd Vancouver C-B	340,000
• Nissi Technologies Inc North Vancouver C-B	138,647
• Pelorus Aviation Supplies Canada Ltd Calgary Alb	163,963
• Roblin Forest Products Ltd Winnipeg Man	176,072

Contributions en vue d'appuyer le Programme de développement industriel relié au transport dans l'Ouest $6,811,093

• 306616 Alberta Ltd Grande Prairie Alb	154,776
• AgTech Processors Inc Indian Head Sask	157,450
• Allarcom Limited Edmonton Alb	170,962

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN—*Suite*

	$
• Canadian Occidental Petroleum Ltd Calgary Alb	101,066
• Central Web Offset Ltd Edmonton Alb	169,438
• Cowley Forest Products Ltd Cowley Alb	202,344
• Dominion Malting Limited Winnipeg Man	1,149,190
• Erichsen Industries Ltd Edmonton Alb	237,587
• Fripp Fibre Forms Ltd Winnipeg Man	101,454
• Geco Steel Corporation Ltd Regina Sask	182,706
• Greif Containers Inc Niagara Falls Ont	304,344
• Naleway Foods Ltd Winnipeg Man	128,363
• Palliser Furniture Ltd Winnipeg Man	708,285
• Sherritt Gordon Limited Fort Saskatchewan Alb	869,797
• Standard Aero Ltd Winnipeg Man	157,500
• Universe Machine Corporation Edmonton Alb	124,159
• Western Concord Mfg Ltd Edmonton Alb	119,745

Contributions aux termes des ententes auxiliaires en vigueur en vertu des Ententes de développement économiques et régional et des Ententes cadres de développement $17,514,147

	$
• A&A Foods Ltd Vancouver C-B	720,000
• Canadian Autoparts Toyota Inc Delta C-B	471,286
• Canadian Chopstick Manufacturing Co Ltd Vancouver C-B	1,100,000
• City of Winnipeg Winnipeg Man	831,341
• CNSW Industries Inc Vancouver C-B	617,400
• Dawson Creek Chopsticks Ltd Dawson Creek C-B	630,000
• Dentech Products Limited Clearbrook C-B	136,090
• Forks Renewal Corporation Winnipeg Man	3,122,550
• Government of the Province of Alberta Edmonton Alb	3,466,038
• MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B	337,124
• Minister of Finance—Province of BC Victoria C-B	1,825,330
• Prince George Wood Preserving Ltd Prince George C-B	753,358
• Province of Manitoba Winnipeg Man	102,043
• Vicell Canada Tissue Ltd Vancouver C-B	1,392,601
• Vita Mills and Natures Path Foods Inc Delta C-B	237,190
• Wastech Services Ltd Coquitlam C-B	302,337
• Western Industrial Clay Products Ltd Kamloops C-B	548,100
• Winnipeg Core Area Initiative Winnipeg Man	823,973

Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest $67,932,955

	$
• Abbotsford Airshow Canada Association Abbotsford C-B	1,324,274
• Abrasitec Products Corp Edmonton Alb	217,453
• Aeroform Div Border Chemical Co Winnipeg Man	121,183
• Agri-Tec Canada Inc Winnipeg Man	189,548
• Alberta Agricultural Research Institute Edmonton Alb	1,000,000
• Alberta Traffic Supply Limited Edmonton Alb	100,112
• Altero Technologies Inc Langley C-B	475,000
• Ancast Industries Ltd Winnipeg Man	396,250
• Aqua Plus Manufacturing Ltd Vancouver C-B	205,256
• Arctic Fish Company Inc Waldheim Sask	130,000
• Arseno Processing Ltd and Bacon Donaldson Associates Ltd Richmond C-B	490,334
• Asia Pacific Foundation of Canada Vancouver C-B	489,828
• Ballard Battery Systems Corporation North Vancouver C-B	233,619
• Beta Monitors & Controls Ltd Calgary Alb	270,624
• Biotechnica Canada Inc Calgary Alb	172,600
• Boeing of Canada Ltd Winnipeg Man	5,037,200
• Brandt Industries Ltd Regina Sask	143,569
• Bristol Aerospace Limited Winnipeg Man	228,283
• British Columbia Motion Picture Association Vancouver C-B	143,601
• Brown Industries (1976) Ltd Drinkwater Sask	263,250
• C2C Satellite Productions Inc Calgary Alb	288,211
• Canadian Aging and Rehab Products Dev Corp Winnipeg Man	2,776,717
• Canadian Guide Rail Corp Beaver Falls Pennsylvania É-U	141,627
• Canadian Institute for Radiation Safety Saskatoon Sask	340,183
• Canadian Tool and Die Works Ltd Winnipeg Man	197,330
• Cansif Canada Enterprise Inc Vancouver C-B	182,604
• Canvil Ltd Edmonton Alb	220,051
• Can-Con Gas Services Ltd Edmonton Alb	119,369
• Can-Oat Milling Ltd Winnipeg Man	306,539
• Centre for Frontier Engineering Research Edmonton Alb	4,760,220
• Chancery Software Ltd Vancouver C-B	124,314
• Chromalux Canada Inc Edmonton Alb	541,729
• Conair Aviation Ltd Abbotsford C-B	393,192
• Crystal Peak Garnet Corporation and Polestar Exploration Inc Vancouver C-B	118,785
• CSP Foods Ltd Saskatoon Sask	101,505
• Dial-Guard Ltd Edmonton Alb	337,223
• DM Enterprises Inc Saskatoon Sask	220,383
• Douglas & McIntyre Ltd Vancouver C-B	113,500
• Dow Corning Corporation Midland Michigan É-U	174,002
• Durand-Raute Industries Ltd New Westminster C-B	168,066
• Edmonton Regional Airports Authority Edmonton Alb	102,128
• Emery Apparel Canada Inc Edmonton Alb	101,742
• ETL Chemspec Analytical Ltd Edmonotn Alb	223,513
• Exor Data Inc Vancouver C-B	166,569
• Flexi-Coil Ltd Saskatoon Sask	1,439,335
• Forintek Canada Corp Vancouver C-B	5,670,307
• G L Schmidtke Millwork Ltd Steinbach Man	265,291
• General Sea Harvest Corporation Vancouver C-B	370,272
• Global Agricultural Tech Exposition Saskatoon Sask	110,840
• Global Aircraft Industries Ltd St Albert Alb	100,003
• Granberg Superior Systems Inc Saskatoon Sask	154,000
• Hagensborg Marine Farms Inc Vancouver C-B	721,000
• High-Line Manufacturing Inc Vonda Sask	885,603
• Innovac Technology Inc Richmond C-B	168,309
• Innovative Research Inc Regina Sask	123,657
• International PLC Autopark Inc Vancouver C-B	148,618
• IST-Healthcomp Inc Saskatoon Sask	101,116
• Itres Research Limited Calgary Alb	182,500
• Jacobs Crane Corporation Delta C-B	101,966
• Kitchen Craft of Canada Ltd Winnipeg Man	365,278
• Knit-Rite Mills Ltd Winnipeg Man	185,581
• Kootenay Tractor & Supply Ltd Nelson C-B	372,960
• Ladd's Products Ltd Calgary Alb	180,000
• Legal Information Systems & Technology Foundation Vancouver C-B	372,263
• Leon-Ram Enterprises Inc Yorkton Sask	171,763
• Linnet Graphics International Inc Winnipeg Man	400,000
• Maverick Surgical Inc Edmonton Alb	170,226
• Mec Systems Inc Sardis C-B	124,764
• Mem-Tec Trade Shows Ltd Vancouver C-B	150,000
• Microbio Rhizogen Corporation Saskatoon Sask	151,709
• Micron Imaging Corporation Kelowna C-B	168,763
• Microscan Imaging & Instrumentation Inc Vancouver C-B	325,000
• Midwest Glass Tempering Ltd Surrey C-B	180,759
• Mid-Canada Equipment Sales Ltd Winnipeg Man	128,071
• Modatech Systems Inc Vancouver C-B	143,365
• Myriad Innovative Designs Inc Winnipeg Man	113,684
• Myrias Research Corporation Edmonton Alb	2,689,260
• Nexus Engineering Corp Burnaby C-B	317,400
• Norsask Forest Products Inc Meadow Lake Sask	195,000
• Northern Light Big Game Corp Vancouver C-B	108,249
• Northwest Food and Fuel Corp Saskatoon Sask	189,210
• Norwood Packaging Ltd Burnaby C-B	200,000
• Otto Bock Orthopedic Ind of Canada Ltd Winnipeg Man	373,741
• Pacific Talc Ltd Surrey C-B	107,228
• Palliser Furniture Ltd Winnipeg Man	377,192
• Philom Bios Inc Saskatoon Sask	381,467
• Prairie Implement Manufacturers Association Regina Sask	174,355
• Polar Environmental Services Ltd Edmonton Alb	115,703
• Pollard Banknote Ltd Winnipeg Man	437,005
• Potash & Phosphate Institute of Canada Saskatoon Sask	500,200
• Pyramet Industries Ltd Edmonton Alb	346,382

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN—*Fin*

	$
• Quantic Laboratories Inc Winnipeg Man	127,435
• Ralph McKay (Canada) Ltd Regina Sask	468,287
• React Energy Ltd Calgary Alb	288,208
• Red Deer West Steel Erectors Ltd Red Deer Alb	126,928
• Reliable Engine Services Ltd Edmonton Alb	120,000
• Rexx Acoustics Inc Canmore Alb	108,978
• Sherritt Gordon Mines Ltd Fort Saskatchewan Alb	1,000,000
• Signature Wood Flooring Inc Penticton C-B	190,066
• Skytainer Industries Inc North Vancouver C-B	129,582
• Smoky River Coal Ltd Calgary Alb	1,623,260
• Standard Steel Specialty Corporation Steinbach Man	131,359
• Sterling Carpet Manufacturing Ltd Calgary Alb	199,945
• Strahl Technologies Inc Burnaby C-B	332,631
• Sweeprite Manufacturing Inc Regina Sask	184,605
• Technical Products International Ltd Winnipeg Man	147,406
• Terra Linda Canada Inc Calgary Alb	177,954
• The 10 Planner Corporation Calgary Alb	135,231
• TransAlta Resources Investment Corp Calgary Alb	2,000,030
• Triple E Canada Ltd Winkler Man	500,603
• Uma Engineering Ltd Calgary Alb	905,347
• Uma Engineering Ltd Winnipeg Man	253,797
• Universal Industries Ltd Lloydminster Sask	1,152,000
• Unocal Canada Limited Calgary Alb	454,438
• Vancouver Public Aquarium Association Vancouver C-B	1,152,859
• Visionsmart Inc Edmonton Alb	194,805
• Visionwall Technologies Inc Edmonton Alb	371,209
• Wake Holdings Ltd Calgary Alb	311,925
• Wedtech Inc Brantford Ont	918,000
• Westbay Instruments Inc North Vancouver C-B	148,548
• Western Combine Corporation Portage La Prairie Man	145,463
• Yellowhead Highway Association Edmonton Alb	174,097
• ZCL Manufacturing Canada Inc Edmonton Alb	388,506

Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises $9,433,894[3]

Subventions pour le programme de la Diversification de l'Ouest canadien $25,000

---

[1] Un montant de $254,641 a été imputé à l'article courant 01.

[2] Suite à des taxes de ventes provinciales déboursées aux divers gouvernements provinciaux par le Fonds renouvelable des approvisionnements, ce montant diffère de $107,724 du montant à la section 1 (tableau 5) du Volume II (partie I).

[3] Les paiements sont énumérés sous le Ministère d'Industrie, Sciences et Technologie.

APPENDICE 1

Paiements aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matières d'enseignement postsecondaire et de santé (Santé nationale et Bien-être social)

(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Virement des fonds			Péréquation, transfert de l'impôt			Total de la caisse et transfert de l'impôt
	Services de santé assurés	Services complémentaires de santé	Total des contributions pécuniaires	Transfert de l'impôt	Péréquation associée	Total	
Terre-Neuve	137,296	29,217	166,513	68,255	63,591	131,846	298,359
Île-du-Prince-Édouard	31,451	6,676	38,127	17,693	12,424	30,117	68,244
Nouvelle-Écosse	213,697	45,457	259,154	148,449	56,676	205,125	464,279
Nouveau-Brunswick	173,129	36,831	209,960	106,012	60,184	166,196	376,156
Québec	958,496	343,157	1,301,653	1,944,960	277,844	2,222,804	3,524,457
Ontario	1,860,546	491,279	2,351,825	2,662,375		2,662,375	5,014,200
Manitoba	261,592	55,577	317,169	183,742	67,044	250,786	567,955
Saskatchewan	256,448	51,820	308,268	155,592	77,337	232,929	541,197
Alberta	626,943	125,007	751,950	563,607		563,607	1,315,557
Colombie-Britannique	779,498	156,727	936,225	680,157		680,157	1,616,382
Total des provinces	5,299,096	1,341,748	6,640,844	6,530,842	615,100	7,145,942	13,786,786
Territoires du Nord-Ouest	12,394	2,742	15,136	13,131		13,131	28,267
Territoire du Yukon	5,834	1,308	7,142	5,988		5,988	13,130
Total	5,317,324	1,345,798	6,663,122	6,549,961	615,100	7,165,061	13,828,183

Les contributions du fédéral en aide aux services de soins de santé provinciaux et territoriaux sont versées en conformité avec la Partie VI de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Le montant total autorisé pour chaque province est basé sur un montant par habitant prescrit par la loi. Le montant est prédéterminé annuellement et fondé sur la croissance du produit national brut et de la population. La contribution d'impôt est la valeur actuelle de points relatifs à l'impôt (et la péréquation fiscale qui y est associée). Les paiements (au) comptant sont la différence entre le total autorisé et la contribution d'impôt ainsi que des ajustements reliés aux paiements des années précédentes. La péréquation associée au transfert de l'impôt est payée en vertu du Programme de péréquation fiscale administré par le Département des Finances. Les montants des contributions pécuniaires et de transfert de l'impôt en 1989-90 sont présentés dans le tableau ci-dessus.

Le paiement de contributions pécuniaires est assujetti aux provisions de la Loi canadienne sur la santé. La Loi exige que les provinces ne permettent pas la surfacturation par un médecin ou par un dentiste ni la vérification de frais modérateurs par un hôpital. Si une province ne se conforme pas à ces conditions, des retenues seront effectuées automatiquement des contributions pécuniaires en vertu de la Loi. Au cours de 1989-90 aucunes déductions ne furent faites.

APPENDICE 2

Paiements aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matières d'enseignement postsecondaire et de santé (Santé nationale et Bien-être social)

(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Services de santé assurés	Services complé-mentaires de santé	Total 1989-90
Terre-Neuve	137,296	29,217	166,513
Île-du-Prince-Édouard	31,451	6,676	38,127
Nouvelle-Écosse	213,697	45,457	259,154
Nouveau-Brunswick	173,129	36,831	209,960
Québec	958,496	343,157	1,301,653
Ontario	1,860,546	491,279	2,351,825
Manitoba	261,592	55,577	317,169
Saskatchewan	256,448	51,820	308,268
Alberta	626,943	125,007	751,950
Colombie-Britannique	779,498	156,727	936,225
Total des provinces	5,299,096	1,341,748	6,640,844
Territoires du Nord-Ouest	12,394	2,742	15,136
Territoire du Yukon	5,834	1,308	7,142
Total	5,317,324	1,345,798	6,663,122

Les contributions du fédéral en aide aux services de soins de santé provinciaux et territoriaux sont versées en conformité avec la Partie VI de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Ces contributions sont calculées sur un montant de base prédéterminé fondé sur la croissance du produit national brut. Au cours des dernières années, des redressements ont été effectués à l'échelle mobile à cause de contraintes fédérales. Cette valeur est ensuite multipliée par la population de chaque province afin de déterminer l'admissibilité provinciale. Ces contributions se transforment en un transfert d'un nombre prédéterminé de points relatifs à l'impôt (et à la péréquation qui y est associée) évalués à 7.2 milliards en 1989-90, combiné à un paiement résiduel (tel que décrit ci-dessus). Le paiement des contributions pécuniaires est également assujetti aux différentes dispositions de la Loi canadienne sur la santé. Pour que l'on puisse payer la pleine contribution pécuniaire, les provinces doivent satisfaire les critères des programmes de la gestion publique, d'intégralité, d'universalité, de transférabilité et d'accessibilité pendant toute l'année fiscale, doivent accepter de fournir l'information requise par le Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et de reconnaître également des contributions et montants versés par le Canada en vertu de la Loi canadienne sur la santé.

En plus la Loi exige que les provinces ne permettent pas la surfacturation par un médecin ou par un dentiste (pour les services dentaires exigeant l'hospitalisation) ni la vérification de frais modérateurs par un hôpital. Si une province ne se conforme pas à ces conditions, des retenues seront effectuées automatiquement des contributions pécuniaires en vertu de la Loi.

APPENDICE 3

Paiements sur le Régime d'assistance publique du Canada (Santé nationale et Bien-être social)

(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1990	1989	Augmentation ou diminution(-)
Terre-Neuve	101,040	91,339	9,701
Île-du-Prince-Édouard	23,881	22,602	1,279
Nouvelle-Écosse	157,186	152,869	4,317
Nouveau-Brunswick	158,936	149,789	9,147
Québec [1]	1,106,377	1,128,973	(22,596)
Ontario	1,761,467	1,510,952	250,515
Manitoba	194,497	197,777	(3,280)
Saskatchewan	152,857	155,153	(2,296)
Alberta	513,187	487,870	25,317
Colombie-Britannique	693,782	663,112	30,670
Total des provinces	4,863,210	4,560,436	302,774
Territoires du Nord-Ouest	16,859	15,003	1,856
Territoire du Yukon	5,202	8,111	(2,909)
Total	4,885,271	4,583,550	301,721

La Loi sur le Régime d'assistance publique du Canada autorise le gouvernement à conclure des accords avec les provinces et les deux territoires afin de partager les frais des services d'assistance sociale aux personnes dans le besoin et des services de bien-être aux personnes dans le besoin ou celles suceptibles de l'être. Le fédéral verse 50% des frais admissibles et partageables.

(1) La province de Québec a opté de recevoir les fonds spéciaux au lieu de partager les coûts avec le Régime d'assistance publique du Canada, en accord avec le Partie VII à l'égard des programmes spéciaux de bien-être de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. D'après ces dispositions, la province de Québec a droit à une partie en espèces et une partie en unités de réduction d'impôt équivalent aux paiements de transfert qui auraient été faits si la province avait choisi de participer au Régime d'assistance publique du Canada.

Les montants au Québec étaient:

	1989-90 (en milliers de dollars)	1988-89
En espèces	1,106,377	1,128,973
5 unités en réduction d'impôt (valeur estimative)	574,709	524,810
	1,681,086	1,653,783

APPENDICE 4

Détails des paiements Nouveaux Horizons (Santé nationale et Bien-être social)
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1990		Exercice clos le 31 mars 1989	
	Nombre de projets financés	Paiements	Nombre de projets financés	Paiements
Terre-Neuve	51	375	47	266
Île-du-Prince-Édouard	30	194	22	105
Nouvelle-Écosse	110	681	79	497
Nouveau-Brunswick	89	537	77	374
Québec	660	3,889	602	2,850
Ontario	459	5,736	513	4,317
Manitoba	99	825	75	608
Saskatchewan	174	828	121	575
Alberta	155	1,123	151	891
Colombie-Britannique	252	2,073	175	1,511
Total des provinces	2,079	16,261	1,862	11,994
Territoires du Nord-Ouest	2	6		3
Total	2,081	16,267	1,862	11,997

Le Programme Nouveaux Horizons a été établi en 1972 pour encourager les Canadiens retirés à prendre une part plus active dans la communauté. Cet objectif devient possible, grâce à l'aide professionnelle et à l'apport financier à des groupes de personnes âgées, leur permettant de planifier et de développer des projets en accord avec leurs intérêts et leurs talents. Ces projets aident ceux qui y participent à demeurer socialement actifs et leur donnent une opportunité de s'impliquer dans les services communautaires qui aident plusieurs personnes du troisième âge à prolonger un mode de vie indépendante.

APPENDICE 5

Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales (Santé nationale et Bien-être social)

Exercice clos le 31 mars	Nombre de bénéficiaires (en milliers)	Nombre de bénéficiaires (en milliers)	Paiements (en millions de dollars)
1990	3,699	6,658	2,654
1989	3,675	6,609	2,606
1988	3,666	6,597	2,564
1987	3,659	6,592	2,534
1986	3,645	6,585	2,501

Les paiements d'allocations familiales sont effectués par le fédéral à l'intention des enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 18 ans. Bien que le versement soit habituellement fait au nom de la mère, il peut être adressé à toute autre personne ayant assumé la garde de l'enfant. Des allocations spéciales sont versées pour des enfants qui sont à la charge d'organismes ou d'institutions. La Loi prévoit l'indexation annuelle du montant de l'allocation en janvier selon l'accroissement des prix à la consommation étant supérieure à 3%. Le taux fédéral mensuel des allocations familiales était de $32.74 par enfant en 1989 et $33.33 en 1990. Les allocations familiales spéciales étaient de $48.84 par mois en 1989 et $49.72 en 1990.

Le gouvernement d'une province peut demander au gouvernement fédéral de varier les taux payables dans cette province selon l'âge ou le nombre d'enfants dans une famille ou les deux, pourvu que le versement mensuel le plus petit dans cette province soit d'au moins 60% du taux fédéral et que le montant mensuel moyen versé à l'intention de tous les enfants de cette province soit égal au taux fédéral mensuel. Le Québec et l'Alberta ont choisi cette dernière option.

En mars 1990, 3,699,265 familles et organismes recevaient en moyenne $61.00 au nom des 6,657,596 enfants admissibles.

Crédit d'impôt pour enfants est un revenu dont les prestations ont été vérifiées et choisies pour aider les familles aux revenus qui sont bas ou moyens. Le montant de base en 1989 pour le crédit d'impôt pour enfants était $565.00 par enfant. Le total du crédit d'impôt payable est réduit de 5% sur le revenu de la famille au-dessus de $24,355. Les paiements attribuables aux années d'imposition 1987, 1988 et 1989, faits du 1er avril 1989 au 31 mars 1990, s'élevaient à $31,206,510, $1,681,821,612 et $892,130,432 respectivement, pour un total de $2,605,158,554.

Détails des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales (Santé nationale et Bien-être social)

(tous les montants en milliers)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1990			Exercice clos le 31 mars 1989		
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Paiements	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Paiements
Terre-Neuve	93	166	66,775	94	170	67,650
Île-du-Prince-Édouard	19	36	14,179	19	36	13,995
Nouvelle-Écosse	127	225	89,615	128	226	89,206
Nouveau-Brunswick	108	190	75,985	109	192	75,935
Québec	944	1,620	646,046	939	1,611	635,263
Ontario	1,323	2,373	947,635	1,309	2,345	926,771
Manitoba	153	289	115,596	153	289	114,455
Saskatchewan	142	286	114,527	144	290	114,547
Alberta	359	687	272,041	358	680	266,362
Colombie-Britannique	417	757	299,643	408	741	290,311
Total des provinces	3,685	6,629	2,642,042	3,661	6,580	2,594,495
Territoires du Nord-Ouest	10	21	8,375	10	21	8,179
Territoire du Yukon	4	8	3,089	4	8	3,026
Total	3,699	6,658	2,653,506	3,675	6,609	2,605,700

APPENDICE 6

Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Santé nationale et Bien-être social)
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1990	1989	1988	1987	1986
Pension de sécurité de la vieillesse (PSV)	11,804	10,963	10,248	9,520	8,858
Supplément de revenu garanti (SRG)	3,889	3,766	3,618	3,452	3,319
Allocation au conjoint (AAC)	461	473	483	473	348
	16,154	15,202	14,349	13,445	12,525

Des paiements de sécurité de la vieillesse sont effectués sur une base entière ou partielle à toute personne ayant atteint l'âge de 65 ans ou plus et satisfaisant certaines normes de résidence.

Des paiements du supplément de revenu garanti sont des montants additionnels payés aux retraités ayant peu ou aucun autre revenu que la pension de sécurité de la vieillesse. L'admissibilité est fondée sur le revenu de la précédente année civile et calculée en accord avec la Loi de l'impôt sur le revenu. Là où un couple marié est concerné, chacun est considéré afin d'avoir une demie de leur revenu combiné.

L'allocation au conjoint est payable au conjoint du retraité si le conjoint est entre 60 et 64 ans et aux veufs et veuves âgés entre 60 et 64 ans. Les bénéficiaires doivent satisfaire certaines normes de résidence. L'admissibilité est fondée sur le revenu.

Le programme des prestations de sécurité de la vieillesse peut changer en janvier, avril et octobre de chaque année selon les changements causés par l'indexation des prix à la consommation.

À compter du 1er avril 1990, les prestations en vigueur étaient comme suit:

Prestations mensuelles

	$
Versements de base PSV	347.93
Versement maximal SRG	
Célibataire ou personne mariée dont le conjoint ne reçoit pas de PSV ou AAC	413.48
Couple marié, les deux retraités—Chacun	269.32
Allocation maximale au conjoint	617.25
Bénéficiaires veufs	681.44

En mars 1990, on comptait 3,005,803 retraités qui recevaient des paiements de sécurité de la vieillesse, de ce nombre 1,359,096 ou 45.22% recevaient aussi un supplément de revenu garanti; la moyenne du supplément payé était de $247.00. En plus, 127,308 conjoints des retraités recevaient des allocations au conjoint. Une moyenne de $311.00 était payée au conjoint.

Détails des paiements aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Santé nationale et Bien-être social)
(tous les montants en milliers)

	Exercice clos le 31 mars 1990		Exercice clos le 31 mars 1989	
Provinces et territoires	Nombre de bénéficiaires*	Paiements**	Nombre de bénéficiaires*	Paiements**
Terre-Neuve	59	369,827	59	350,304
Île-du-Prince-Édouard	18	103,681	17	99,089
Nouvelle-Écosse	117	652,614	116	621,575
Nouveau-Brunswick	92	519,527	90	493,314
Québec	771	4,240,385	751	3,972,370
Ontario	1,139	5,535,470	1,110	5,219,740
Manitoba	148	772,071	146	735,804
Saskatchewan	142	747,669	140	709,426
Alberta	221	1,131,844	214	1,059,284
Colombie-Britannique	401	1,985,338	389	1,859,609
Total des provinces	3,108	16,058,426	3,032	15,120,515
Territoires du Nord-Ouest	2	11,530	1	10,816
Territoire du Yukon	1	5,680	2	5,263
International	23	78,094	19	65,830
Total	3,134	16,153,730	3,054	15,202,424

* Y compris les bénéficiaires de l'allocation au conjoint.

** Y compris la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

APPENDICE 7

Paiements au terme de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matières d'enseignement postsecondaire et de santé (Sécrétariat d'État)

(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Enseignement postsecondaire paiements (au) comptant	Péréquation, transfert de l'impôt pour l'enseignement postsecondaire			Total de la caisse et contribution de l'impôt
		Transfert de l'impôt	Péréquation associée	Total	
Terre-Neuve	57,109	32,304	30,096	62,400	119,509
Île-du-Prince-Édouard	13,182	8,374	5,879	14,253	27,435
Nouvelle-Écosse	88,870	70,258	26,823	97,081	185,951
Nouveau-Brunswick	72,019	50,172	28,484	78,656	150,675
Québec	366,040	920,499	131,497	1,051,996	1,418,036
Ontario	755,152	1,260,033		1,260,033	2,015,185
Manitoba	109,617	86,961	31,730	118,691	228,308
Saskatchewan	107,466	73,637	36,602	110,239	217,705
Alberta	262,967	266,740		266,740	529,707
Colombie-Britannique	325,972	321,900		321,900	647,872
Total des provinces	2,158,394	3,090,878	291,111	3,381,989	5,540,383
Territoires du Nord-Ouest	5,168	6,214		6,214	11,382
Territoire du Yukon	2,517	2,834		2,834	5,351
Total	2,166,079	3,099,926	291,111	3,391,037	5,557,116

Les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire sont versées en conformité avec la Partie VI de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. Le montant autorisé par habitant pour chaque province est basé sur un montant prescrit par la Loi. Le montant est prédéterminé annuellement et fondé sur la croissance du produit national brut et de la population. La contribution d'impôt est la valeur actuelle de points relatifs à l'impôt (et la péréquation fiscale qui y est associée). Les paiements (au) comptant sont la différence entre le total autorisé et la contribution d'impôt ainsi que des ajustements reliés aux paiements des années précédentes. La péréquation associée au transfert de l'impôt est payée en vertu du Programme de péréquation fiscale administré par le Département des Finances. Les montants des contributions pécuniaires et de transfert de l'impôt en 1989-90 sont présentés dans le tableau ci-dessus.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1989-90

Service de la dette publique

SOMMAIRE

	Page
Service de la dette publique	8.2

Service de la dette publique

Le service de la dette publique comprend l'intérêt sur la dette non échue (y compris les bons du Trésor et les bons du Canada), sur les comptes à fins déterminées et sur les autres comptes, les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, les primes et commissions afférentes aux obligations, et les frais de service afférents à la dette publique.

L'état suivant présente le détail du service de la dette publique pour l'exercice en cours.

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1989-90[2]
	%	$	$
DETTE NON ÉCHUE—			
Obligations négociables—			
À payer en monnaie canadienne—			
P 1—1936-96	3	55,000,000	1,649,999
T 15—1956-96/98 (emprunt de conversion)	3.75	197,045,000	7,371,187
CT 12—1964/65-90	5.25	225,000,000	11,817,804
F 6—1966/67-92	5.75	225,000,000	12,937,501
F 12—1967-90	5.25	125,000,000	6,546,935
F 23—1967-94	6.25	125,000	7,814
F 33—1968-95	6.5	100,000,000	6,504,428
F 85—1974/75/76/77-94	9.5	676,320,000	63,755,156
F 97—1975/76-95	10	677,875,000	67,134,619
J 2—1976/78-2001	9.5	1,314,000,000	125,031,849
J 7—1977-2002	8.75	228,000,000	19,828,443
J 9—1977/78-97	9.25	936,000,000	86,516,464
J 13—1977-99	9	563,750,000	50,834,672
J 18—1978-2003	9.5	715,500,000	68,166,078
J 22—1978-2000	9.75	515,625,000	50,360,430
J 24—1979-2004	10.25	2,200,000,000	225,500,000
J 25—1979-2002	10	1,850,000,000	185,012,565
J 26—1979/85-89 (échue le 1er octobre 1989)	10		22,715,585
J 29—1979/80/83-89 (échue le 1er octobre 1989)	10.5		41,077,350
J 30—1979-2004	10.5	875,000,000	91,937,584
J 33—1979/80/83/84-89 (échue le 15 décembre 1989)	11.25		85,830,409
J 34—1979/80/83-2002	11.25	1,625,000,000	182,834,395
J 35—1980/83-2003	11.75	2,700,000,000	317,069,573
J 38—1980-90 (échue le 15 mars 1990)	13.75		110,365,071
J 39—1980/81/82-2000	13.75	1,050,000,000	144,375,000
J 41—1980-90	13	1,784,422,000	232,079,048
J 42—1980/81-2001	13	1,325,000,000	172,276,938
J 49—1980-90	12.5	22,539,000	2,819,294
J 53—1980-99	13.5	400,000,000	53,910,792
J 56—1981-91	12.5	718,974,000	89,871,750
J 58—1981-89 (échue le 1er août 1989)	13.75		20,745,111
J 60—1981-90 (échue le 1er février 1990)	13.25		66,077,200
J 62—1981-91	14.5	490,857,000	71,206,232
J 65—1981-93	15.25	895,006,000	136,519,066
J 66—1981-2001	15.75	425,000,000	66,937,500
J 69—1981-93	14.75	445,459,000	65,705,203
J 70—1981-2000	15	175,000,000	26,250,000
J 73—1981-91	18	392,685,000	70,731,449
J 76—1982-92	15.5	1,246,186,000	193,158,830
J 79—1982-2002	15.5	350,000,000	54,250,000
J 82—1982-92	15	200,000,000	30,006,737
J 85—1982-92	15	398,789,000	59,818,350
J 88—1982-92	14.25	648,917,000	92,470,673
J 91—1982-92	13.5	400,000,000	54,031,125
J 93—1982-92	12.75	500,000,000	63,771,952
J 95—1982/83-92	11.75	2,050,000,000	240,903,849
J 99—1983-93	11.25	1,850,000,000	208,125,000
H 3—1983/87/89/90-93	10.75	1,725,000,000	175,237,191
H 5—1983-90	10.75	550,000,000	59,125,000
H 6—1983/85-2005	12.25	1,375,000,000	168,437,500
H 8—1983/84-93	11.75	1,025,000,000	120,506,919
H 9—1983/84-2005	12	1,775,000,000	213,000,000
H 12—1983/84-93	11.5	850,000,000	97,761,707

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1989-90[2]
	%	$	$
H 17—1984/85-94	12	700,000,000	84,000,000
H 18—1984/85-2006	12.5	975,000,000	121,875,000
H 21—1984-94	13	1,025,000,000	133,340,768
H 22—1984-2004	13.5	550,000,000	74,266,674
H 24—1984-89 (échue le 1er juin 1989)	13.25		11,927,008
H 25—1984-94	13.75	1,200,000,000	165,056,816
H 26—1984-2006	14	1,025,000,000	143,597,751
H 29—1984-94	13.5	250,000,000	33,750,000
H 30—1984-2007	13.75	325,000,000	44,687,500
H 32—1984-89 (échue le 1er juillet 1989)	13.5		5,187,329
H 36—1984-2007	13	700,000,000	91,061,988
H 39—1984-94	12.75	475,000,000	60,603,754
H 40—1984-89 (échue le 1er novembre 1989)	12.25		23,469,080
H 41—1984-2008	12.75	750,000,000	95,625,000
H 42—1984-94	12.5	900,000,000	112,513,474
H 43—1984/85-90 (échue le 1er février 1990)	12		40,372,603
H 44—1984/85-95	12.25	725,000,000	88,812,500
H 47—1984-91	11.5	225,000,000	25,878,099
H 48—1984-95	11.75	475,000,000	55,812,500
H 49—1985-89 (échue le 1er novembre 1989)	10.75		22,179,570
H 51—1985-95	11.5	375,000,000	43,125,000
H 52—1985-2008	11.75	725,000,000	85,245,529
H 54—1985-95	11.25	1,350,000,000	151,978,456
H 56—1985-90	11.75	150,000,000	17,628,958
H 57—1985-91	11	425,000,000	46,760,499
H 58—1985-2009	11.5	400,000,000	45,999,999
H 61—1985/87/88-92	10.25	1,850,000,000	189,667,584
H 62—1985/90-95	10.5	2,250,000,000	196,134,718
H 63—1985/88-2009	10.75	1,300,000,000	139,845,196
H 65—1985-90	10.5	1,100,000,000	115,578,677
H 67—1985/89-95	10.75	1,100,000,000	118,264,163
H 68—1985/87-2009	11	925,000,000	101,772,850
H 70—1985/87-90	10.25	575,000,000	58,944,559
H 72—1985/86-89 (échue le 15 avril 1989)	9.25		1,094,885
H 73—1985/86/88-91	9.25	725,000,000	67,062,500
H 74—1985/87/88/89-2008	10	3,450,000,000	336,075,960
H 75—1986/87-91	9.75	825,000,000	80,473,627
H 76—1986/87/88-96	10.25	1,375,000,000	140,937,500
H 77—1986-90 (échue le 26 février 1990)	10		41,232,877
H 79—1986-2010	9.75	325,000,000	31,687,500
H 80—1986/87/88/89-96	9.25	3,300,000,000	260,198,159
H 81—1986/87/89/90-2010	9.5	2,975,000,000	166,136,983
H 82—1986-89 (échue le 1er juillet 1989)	8.5		25,584,418
H 83—1986-91	8.5	1,700,000,000	144,500,000
H 84—1986/87-96	8.75	2,175,000,000	190,355,238
H 85—1986-2010	8.75	325,000,000	28,456,871
H 87—1986/87/88-2011	9	1,975,000,000	177,750,000
H 88—1986/87-90	9	1,025,000,000	92,250,000
H 89—1986/87-91	8.75	1,850,000,000	161,894,388
H 93—1986-94	8.75	250,000,000	21,875,000
H 94—1987-92	8.5	1,025,000,000	87,125,000
H 95—1987-90	8	600,000,000	48,000,000
H 96—1987-94	8.25	800,000,000	66,000,000
H 97—1987-97	8.25	1,125,000,000	92,812,500
H 98—1987-2011	8.5	750,000,000	63,764,316
A 1—1987-92	7.75	600,000,000	46,531,675
A 2—1987-90	7.5	500,000,000	37,500,000
A 3—1987-94	7.75	400,000,000	31,000,000
A 4—1987/88/89-92	9.25	1,400,000,000	124,798,973

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1989-90[2]
	%	$	$
A 5—1987-89 (échue le 6 juin 1989)	9		9,163,373
A 6—1987/88/89-94	9.25	2,475,000,000	201,459,395
A 7—1987/88-91	9	1,725,000,000	155,250,000
A 8—1987/88/90-97	9.75	2,725,000,000	217,382,505
A 9—1987-89 (échue le 6 septembre 1989)	9.75		23,139,555
A 10—1987/89-98	10.75	1,525,000,000	161,448,801
A 11—1987-89 (échue le 6 décembre 1989)	9.25		31,686,737
A 12—1988/89/90-95	10	2,800,000,000	163,260,274
A 13—1988-93	8.75	1,625,000,000	142,187,500
A 14—1988-90 (échue le 6 mars 1990)	8.75		44,828,767
A 15—1988-90	9.25	550,000,000	50,884,521
A 16—1988/89-93	9.5	2,450,000,000	185,233,733
A 17—1988/89-98	9.5	2,200,000,000	192,244,330
A 18—1988/89-98	10.25	2,275,000,000	233,239,866
A 19—1988-90	10.25	650,000,000	66,625,000
A 20—1988-90	10.25	650,000,000	68,463,309
A 21—1989-94	10.25	1,300,000,000	133,250,000
A 22—1989-91	11	700,000,000	77,000,000
A 23—1989/90-2014	10.25	1,300,000,000	89,146,918
A 24—1989-91	10.5	550,000,000	47,070,205
A 25—1989-94	9.25	1,625,000,000	75,869,012
A 26—1989-91	10.25	800,000,000	46,616,438
A 27—1989-99	9.25	2,825,000,000	113,711,744
A 28—1989-91	10.5	900,000,000	29,773,973
A 29—1990-93	10.25	925,000,000	16,996,747
A 30—1990-2000	9.75	1,575,000,000	18,792,123
A 31—1990-92	11.5	1,000,000,000	7,100,000
A 32—1990-2000	10.5	1,350,000,000	158,219
Mexique	10.186	8,436,324	18,834
Escomptes et primes			160,566,240
Commissions et rémunérations			31,653,859
Recettes nettes ou (paiements) sur swap domestique			49,819,898 [3]
		127,681,510,324	***13,045,019,175***
À payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis[4]—			
1978-98	8.625	232,666,177	19,031,837
1978-98 (appeler le 15 octobre 1989)	9.25		15,231,892
1985-89 (échue le 15 juillet 1989)	9.25		14,352,281 [5]
1985-95	10.125	272,742,604	18,233,203 [5]
1985-95	10	584,750,000	50,674,687 [5]
1986-96	9	1,169,500,000	107,906,000
		2,259,658,781	*225,429,900*
Marks allemands—			
1982-89 (échue le 30 avril 1989)	8.5		1,041,533
Francs suisses[6]—			
1984-92	5.25	156,080,000	8,081,593
Yens japonais[7]—			
1986-91	6.125	479,313,213	43,354,003 [5]
1987-92	4.375	650,654,607	56,994,856 [5]
1986-93	5.625	582,991,937	36,826,495 [5]
		1,712,959,757	*137,175,354*
		4,128,698,538	***371,728,380***
		131,810,208,862	13,416,747,555

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1989-90[2]
	%	$	$
Obligations d'épargne du Canada—			
S 37—1982-89 (échue le 1er novembre 1989)	10.5		306,485,330
S 38—1983-90	10.5	3,807,591,900	515,690,998
S 39—1984-91	10.5	4,274,337,300	561,279,646
S 40—1985-92	10.5	5,540,266,400	695,192,651
S 41—1986-93	10.5	3,428,823,600	418,711,397
S 42—1987-97	10.5	7,902,764,700	982,220,187
S 43—1988-98	10.5	7,758,947,700	971,992,319
S 44—1989-2001	10.5	8,215,944,800	339,452,772
Commission et rémunération			66,454,982
		40,928,676,400	4,857,480,282
Obligations spéciales non négociables—			
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	divers	3,072,653,000[8]	307,103,530
Bons du Trésor—			
Solde non amorti reporté au 31 mars 1989			3,251,989,257
Amortissement de l'escompte des émissions de 1989-90		118,550,000,000	9,653,203,570
		118,550,000,000	12,905,192,827
Effets et prêts—			
À payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis[4]—			
Dettes assumées de la Société financière Canadair Inc (maintenant appelée Société financière Cartierville Inc)	divers	21,051,000	17,632,631
1985-90 (échue le 22 mars 1990)	11.5		47,834,126[5]
		21,051,000	*65,466,757*
Francs suisses[6]—			
1984-89 (échue le 3 mai 1989)	5.625		976,795
1984-90	5.125	156,080,000	7,882,213
		156,080,000	*8,859,008*
Yens japonais[7]—			
1985-93	7		29,363,332
		177,131,000	103,689,097
Bons du Canada—			
Solde non amorti reporté au 31 mars 1989			13,801,910
Amortissement de l'escompte des émissions de 1989-90		1,445,793,206	70,248,755
		1,445,793,206	84,050,665
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts			70,719,367
Total du service de la dette publique relativement à la dette non échue		**295,984,462,468**	**31,744,983,323**

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1989-90[2]
	%	$	$
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—			
Compte de régime de pensions du Canada	divers	39,445,368,757	355,955,953
Compte de pension de retraite de la Fonction publique	divers	33,919,556,864	3,392,533,162
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	divers	21,656,256,999	2,160,628,456
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	3,556,253,747	348,681,902
Compte de prestations de retraite supplémentaires	divers	4,133,787,365	375,600,526
Forces canadiennes	divers	1,031,385,864	94,455,791
Services diplomatiques	divers		(2,007)
Juges	divers		1,070,663
Lieutenant-gouverneurs	divers		10,049
Compte des rentes sur l'État	divers	906,676,479	62,189,204
Comptes de dépôt—			
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne—			
Compte spécial	divers	21,793,780	593,780
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	divers	13,000,000	724,795
Dépôts en garantie—Ressources des réserves	divers	695,957	49,921
Compte de la Société canadienne des postes	divers	7,047,630	2,409,300
Compte de capital Harbourfront	divers	3,998,029	450,384
Dépôt de garantie d'entrepreneurs	divers	21,511,638	2,357,293
Comptes de fiducie—			
Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax	divers	656,526	74,120
Comptes d'épargne des Indiens	divers	154,449,846	14,398,786
Fonds des bandes indiennes	divers	855,360,864	80,214,192
Comptes de succession des Indiens	divers	18,675,038	1,894,107
Académie Sir William Stephenson—			
Bourses méritoires des diplômés	divers	15,125	1,540
Bourses scolaires	divers	17,863	1,873
Fonds de fiducie des détenus	divers	5,373,616	286,532
Fonds de prestations de la Gendarmerie royale	divers	2,321,779	244,618
Fonds de successions	divers	482,468	100,283
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants	divers	1,000,845	141,362
Comptes d'assurance et de prestations de décès—			
Comptes de prestations de décès des forces régulières	divers	108,956,106	10,610,774
Compte de prestations de décès de la Fonction publique	divers	616,370,474	59,422,932
Comptes de pension—			
Compte de pension pour les agents des rentes	divers	18,191	384
Compte de prestations de retraite des membres du Parlement	divers	30,217,345	2,960,449
Gendarmerie royale du Canada—			
Caisse de pension des personnes à charge	divers	19,075,100	1,944,047
Autres comptes—			
Compte de fiducie de Mackenzie King	divers	270,275	22,815
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique	divers	56,964	6,747
Fonds des écoles publiques—			
Ontario	5	1,502,256[9]	76,662
Québec	5	1,175,515[9]	57,226
Fonds de réclamations à l'étranger	divers	155,451	16,106
Fonds de compensation des Indiens	divers	188,066	17,353
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	divers	10,140,342	884,951
Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario	divers	6,784,001	625,269
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—			
Fonds de fiducie	divers	337,847	54,286
Compte spécial de la Cour fédérale	divers	9,417,496	978,096
Recherches en dyskinésie et en torticolis	divers	92,353	9,297
Bourses d'études Farquharson	divers	65	66
Conseil de recherches en sciences humaines—			
Fonds pour les boursiers de la Reine	divers	260,366	28,596
Fonds de fiducie	divers	6,323	11,436
Fonds de bienfaisance de l'armée	divers	668,186	89,969
Hôpital Ste-Anne	divers		9,866
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées		**106,561,379,801**	**6,972,893,912**

Service de la dette publique—*Fin*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1989-90[2]
	%	$	$
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS—			
Compte d'assurance-chômage	divers		91,076,102
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	divers		2,371,068
Comptes de stabilisation des produits agricoles	divers		7,458,426
Musées nationaux du Canada—Compte de fiducie	divers		318,701
Commission des champs de bataille nationaux—Fonds de fiducie	divers		16,951
Dons aux fins de recherches	divers		43,132
Fonds de fiducie Claudia de Hueck	divers		33,421
Caisse d'indemnisation	divers		15,629,700
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés			**116,947,501**
AUTRES COMPTES—			
Droits de tirage spéciaux affectés par le Fonds monétaire international	divers		102,431,913
Total du service de la dette publique relativement aux autres comptes			**102,431,913**
TOTAL DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE		**402,545,842,269**	**38,937,256,649**
Sommaire—			
Intérêt			25,618,618,709
Escompte sur les bons du Trésor			12,905,192,827
Escomptes ou primes			160,566,240
Commissions			98,108,841
Escompte sur les bons du Canada			84,050,665
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts			70,719,367
			38,937,256,649

(1) Pour la dette non échue, le montant de capital représente le solde de fermeture au 31 mars 1990. Pour les comptes à fins déterminées et les autres comptes, le montant de capital représente le solde net de fermeture au 31 mars 1990.

(2) Les montants inscrits sous cette colonne représentent des intérêts (i.e. intérêts sur la dette non échue (y compris l'escompte sur les bons du Trésor et les bons du Canada), sur les comptes à fins déterminées et sur les autres comptes) sauf indication contraire.

(3) Les gains ou pertes sur le programme canadien des accords de SWAP de taux d'intérêts ne peuvent être associés à un instrument particulier et donc sont présentés en total.

(4) Converti en $1 É-U = $1.1695 Canadien.

(5) Ces montants comprennent des frais et des rentrées pour les accords de SWAP qui correspondent à ces émissions de dettes.

(6) Converti en 1 FS = $.7804 Canadien.

(7) Converti en 1 Y = $.007378 Canadien.

(8) La durée de l'échéance est pour une période de 20 années ou moins telle que prévue par le ministre des Finances sur recommandation de l'Actuaire en chef du Bureau du surintendant des institutions financières et remboursable en totalité ou en partie avant l'échéance, seulement à la discrétion du ministre des Finances.

(9) On distribue l'intérêt de ce solde aux provinces de l'Ontario et du Québec d'après leur population.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1989-90

Paiements de dommages-intérêts, Paiements à titre de faveur, Arrêts de la Cour fédérale et Paiements sans contrepartie

SOMMAIRE

	Page
Paiements de dommages-intérêts	9.2
Paiements à titre de faveur	9.15
Arrêts de la Cour fédérale	9.117
Paiements sans contrepartie	9.119

Paiements de dommages-intérêts

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements de dommages-intérêts de $1,000 ou plus. Les paiements inférieurs à $1,000 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces réclamations. Un paiement de dommages-intérêts est une réclamation dont la Couronne était responsable en vertu de la Loi sur la responsabilité de l'État.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION	
Autorisation—Département de l'agriculture 754980	
Règlement de réclamation de pension pour un transfert du plan provincial d'Alberta à la Fonction publique—	
Olson A	*45,869*
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Taylor and Cummings Law Office	10,500
Sask Auto Fund	8,356
Filmore et Riley	4,590
Saskatchewan Government Insurance	1,010
Scales Jenkins et Mcquaid en fiducie pour Judith A Wilson	30,000
Guardian Ins Co of Canada and Delta Electric Co Ltd	2,806
McGrath Alexander et MacKenzie en fiducie pour Shelly Lynn Gillot	15,000
Burlington and Company	18,329
Emploi d'un plan de planteur d'arbre—	
Swedberg W S	35,000
Autorisation—Ministérielle	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Bagshaw F	20,833
Commercial Union Assurance Company of Canada	1,757
Insurance Corporation of BC, ayant rapport aux règlements de réclamations suivantes—	
Mann S	1,265
Miorin R	10,923
Stewart D J	4,331
The Co-operators General Insurance Company	2,935
Thomas Auto Body Ltd	1,372
Perte de plantes retenues—	
Blue Sky Nursery	2,012
Réclamations inférieures à $1,000 (87)	18,359
	189,378
	235,247
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule loué—	
Violette Ltd	1,027
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	133
	1,160
COMMUNICATIONS	
Département	
Autorisation—Départementale	
Véhicules accidentés du département—	
Carsons Auto Body Repair	2,334
The Cooperators	1,864
	4,198
Archives nationales du Canada	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Triangle Investigation Agency	5,883
Allstate Insurance	1,085
State Farm Insurance	1,035
Scott et Aylen	1,885
Réclamations inférieures à $1,000 (3)	1,084
	10,972
Office national du film	
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Belair Compagnie d'Assurance	1,038
Accident impliquant un véhicule loué—	
Tilden Car Rental Inc	13,094
Autorisation—Ministérielle	
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	375
	14,507
	29,677
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Compagnie d'assurance Traders General	1,487
Crestview Chrysler Dodge Ltd et SGI Insurance Services	1,131
Evans L et Zurich Insurance Co	1,767
Harris R	1,000
Le Groupe Commerce Compagnie d'assurance	1,552
Scott R	1,915
State et Garman en fiducie	2,622
Stewart V et A et Zurich Insurance Co	10,401
Accident impliquant un produit renversé—	
Esso Petroleum Canada	1,598
Réclamations inférieures à $1,000 (13)	4,156
	27,629
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission	
PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX	
Autorisation—Ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Commercial Union Canada	8,290
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Saskatchewan Government Insurance	1,600
Autorisation—Sous-ministre/Président	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Royal Garage Ltd	5,996
Autorisation—Sous-ministre/Président	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Maher K	1,063
Réclamations inférieures à $1,000 (5)	2,200
	19,149

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Autorisation—Ministérielle	
Incident impliquant une diffamation de personnage—	
Singleton V	2,125
Autorisation—Ministérielle	
Discrimination sexuelle—	
Fillmore D	1,824
Autorisation—Ministérielle	
Discrimination religieuse—	
Mulleda Goychi	6,000
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Co-Operators General Insurance Co	4,874
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Savoie G	2,024
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Saskatchewan Auto (Lac Meadow)	2,056
Autorisation—Ministérielle	
Discrimination d'apparence—	
Roy S	2,650
Réclamations inférieures à $1,000 (11)	2,871
	24,424
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Autorisation—Ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Sandford W	2,200
Autorisation—Ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Pilot Insurance Co	1,573
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Khusial J	10,000
Réclamations inférieures à $1,000 (9)	2,203
	15,976
	59,549
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Département	
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE	
Autorisation—Département de la Justice	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	56
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE	
Autorisation—Département de la Justice	
Équipement endommagé lorsque loué au département—	
Wild Leitz	57,175
Réclamations inférieures à $1,000 (3)	1,508
	58,683
	58,739
ENVIRONNEMENT	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Best S	3,784
Buckley et Buckley	5,500
Decnooder P	1,099
Dooglar B	3,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kerr G	20,000
MacPherson, Leslie and Tyerman Barristers and Solicitors	12,500
McCormick Canada Inc	10,000
Missisquoi et Rouville Ins Co	9,335
Pilot Insurance	2,929
Dommages dus à un feu dans une chambre d'hôtel impliquant des employés pendant un déplacement—	
Port Renfrew Hotel	7,740
Réclamations inférieures à $1,000 (13)	5,525
	81,412
PROGRAMME PARCS	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents d'auto—	
Angus-Miller Ltd	1,392
Economical Insurance Company Ltd	3,384
Zurich Insurance Company	2,807
Dommages à une propriété privée causés par un véhicule de la Couronne—	
Decarlo M	1,456
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Bacon, Donaldson et Associés	5,315
Jasper Auto House	2,431
Optimum Insurance Management Ltd	3,000
Saskatchewan Government Insurance	6,731
Taylor, Peach and Associates Ltd	7,671
La succession de Laurie Lucie Carlton	7,680
Réclamation suite à une collision avec un bison qui s'est échappé—	
Co-operators General Insurance Co	12,936
Autorisation—Départementale	
Dommages à une propriété pendant l'abattage d'arbres—	
Riffou M M	5,000
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Continental Insurance Co	1,170
Cornhill Insurance Co	1,179
Go West Campers (Alberta) Ltd	1,290
Hawkins A J	1,274
Insurance Company of British Columbia	1,004
Jasper Grizzly Auto Body Ltd	1,051
Accident impliquant une pelle mécanique de la Couronne—	
Canadian Western Natural Gas Co Ltd	3,186
Autorisation—Services Juridiques	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Roden T	1,074
Réclamations inférieures à $1,000 (70)	32,504
	103,535
	184,947
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Département	
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER	
Autorisation—Ministérielle	
Réclamations inférieures à $1,000 (75)	1,368
FINANCES	
Département	
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	*110*
Vérificateur général	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	659
	769

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour dommages/blessures impliquant des véhicules de la Couronne—	
Allan C	1,013
Avis Rent-A-Car	1,108
Blunden F	9,296
Borne N	5,815
Burns J	5,448
Canadian Home Insurance Company pour Ferguson J	3,482
Cline W	2,296
General Accident Assurance Co pour Anderson J	1,382
ICBC et McMurtie W E	14,402
ICBC et Surspan Construction	2,336
ICBC et Wolfe P	1,108
Kimmel Z	10,500
Leger M	1,063
Liang J C T	15,245
Markus J S	6,000
O'Neil J	17,930
Raynor M M	2,000
Royal Insurance Company pour Carew A	1,259
Smith S	3,824
The Co-operators General Insurance pour Horne G M	1,272
Thistle A	1,115
Wawanessa Compagnie d'assurance pour Grigorescu A W	1,861
Zurich Insurance Co pour Brown P	1,499
Indemnisation pour dommages contractés sur une propriété gouvernementale—	
Albert L	1,052
Bezeau S	1,423
Eddy W	2,947
McDonald Beechie M	15,116
Indemnisation pour filets de pêcheur endommagés—	
Goodyear B	5,000
Jones J et LFS Inc	9,349
Indemnisation pour dommages à de l'équipement loué ou pour perte de cet équipement—	
MacLaren Plansearch Limited	15,975
Norshore Rentals Limited	6,227
Indemnisation pour une ligne électrique privée endommagée—	
Linco Fisheries Limited	2,821
Autorisation—CP 1984-9/1188	
Indemnisation payée à Waite Fisheries et Waite and Company conformément avec une entente fédérale-provinciale pour usine et équipement rendus inutiles dû à des raisons d'opérations de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce—	
Saskatchewan Department of Parks Recreation and Culture	200,441
Réclamations inférieures à $1,000 (50)	21,535
	393,140
FORÊTS	
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant des véhicules de la Couronne—	
Beauce société mutuelle d'assurance générale	2,859
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	585
	3,444
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—Ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Sdao F	10,630
Honoraires juridiques pour assaut de la part d'un étudiant—	
Bos H	2,883
Dette due—	
Nanemahoo J (Succession de)	2,065
Autorisation—Département de la Justice	
Dette due—	
Hull K	13,144
Autorisation—Sous-ministre	
Pour l'enlèvement des sections 53 et 60 Autorités de gestion de terrain suite à l'établissement de la Commission d'enquête concernant certaines questions liées à Westbank—	
Chef Robert Louie	25,000
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	975
	54,697
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD	
Autorisation—Ministérielle	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Co-op Cabs	1,372
Stagg D	1,500
Weidner K	1,203
	4,075
	58,772
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Conseil national de recherches du Canada	
Autorisation—Ministérielle	
Accident d'auto à l'intersection des rues Dunrobin et March impliquant un véhicule du CNR—	
State Farm Insurance	1,159
Indemnisation pour blessures personnelles à un employé—	
Commissiom des accidents du travail	2,000
Réclamations inférieures à $1,000 (8)	1,472
	4,631
Statistique Canada	
Autorisation—Ministérielle	
Diapositive endommagée en permanence—(Remboursement au photographe pour les futures ventes perdues)	
Miller Comstock	1,500
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	543
	2,043
	6,674
JUSTICE	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Infraction présumée de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique—	
Schroeder et Compagnie en fiducie-Dorothy Stout	291,500

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
DÉFENSE NATIONALE	
Département	
Autorisation—CT 694982	
Règlement d'une réclamation résultant d'un accident impliquant un véhicule du département—	
Adams Eric G	3,456
Allstate Assurance	1,466
Allstate Asssurance	2,246
Allstate Assurance	2,251
Bain Richard A	4,895
Baker J	2,916
Beamish J	1,011
Bell Canada	1,034
Bell Canada	2,012
Bell Jack W	1,000
British Columbia Hydro and Power Authority	2,386
Brown Sandra	1,476
Budget Rent a Car	1,821
Buckle Norman	1,477
Caisses Desjardins Assurance	1,984
Canbec Auto Mobile Inc	4,879
Chaput Gérald	1,044
Cie d'Assurance du Québec	1,691
Cie d'Assurance du Québec	5,434
Cigna Assurance	2,289
Co-Operators Assurance	1,240
Crosby Margaret	4,106
Diamond W F	1,288
Donovan Cheryl	1,371
Doran Kevin	2,014
Driscoll Douglas	2,679
Edwards Florence	2,917
Flecknell Mavis D	1,456
General Accident Insurance	1,200
Groupe Commerce Assurance	1,934
Groupe Cornhill Assurance	2,651
Guardian Du CDA Assurance	1,012
Guardian Du CDA Assurance	3,312
Hoare Darren	1,149
Home Canadian Assurance	1,288
Home Canadian Assurance	1,314
Home Canadian Assurance	2,059
Hydro Québec	1,131
Johnson Ruby M	1,341
Kearns Peter	1,356
La Capital Assurance	3,836
La Capital Assurance	8,151
La Prudentielle Assurance	1,189
La Prudentielle Assurance	1,348
Lauder Rick E	72,900
Laurentienne General Assurance	1,945
Laurentienne General Assurance	47,523
Leblanc K	1,697
Lemay A	2,196
Liberty Mutual	1,663
Lloyd David W	5,000
L'Optimum Assurance	1,008
L'Unique Assurance	2,505
MacEachern G	1,851
McGarr David	2,138
MacKenzie A R	2,236
McPherson R N	1,526
Manitoba Hydro	1,053
Manning C	2,050
Martel G	3,657
Martel M	1,581
Miller Paving Ltd	8,458
Missisquoi et Rouville Assurance	1,045
Missisquoi et Rouville Assurance	3,924
Molly Maid	1,096
Moore Lisa	2,586
Norcan Leasing Ltd	2,342
Nourishad B	1,115
Parson D L	1,126
Payette R P B	2,029
R et D Trucking Ltd	3,875
Rice Business Group	1,800
Richmond School Coach (Belleville) (1983) Ltd	5,234
Riley Christopher J	4,512
Rogers M	1,438
Rudkowski Claris	1,246
SMAG Assurance	1,395
Sun B	1,913
Swityk Mike	1,687
Tasco James S	1,390
Town of Oakville	2,607
Travelers Assurance	1,552
Wilcox David	1,026
Zurich Assurance	1,372
Zurich Assurance	1,488
Zurich Assurance	1,866
Zurich Assurance	2,725
Treasurer of Ontario	2,540
Règlement d'une réclamation suite à un accident impliquant un véhicule du département et un véhicule appartenant à—	
Perry Darlene	
Ackroyd Piasta et Lennie "en fiducie"	3,500
Palm S	
Alberta Motor Association Insurance Co	3,000
Delwo R	
Allstate Insurance Co	3,151
English G	
Allstate Insurance Co	1,590
Hann Charles	
Allstate Insurance Co	1,191
Mikita Sandra M	
Allstate Insurance Co	1,880
Romero I G	
Allstate Insurance Co	1,495
Russell Gary et Donna	
Allstate Insurance Co	1,709
Lavoie J G P	
Autohaus Friedmann GMBH	2,043
Rheault J J	
Autohaus Link GMBH	1,047
Tasco James	
Canadian General Insurance Co	1,390
Noseworthy R	
Canadian Home Assurance Co	1,137
Ross C	
Canex Auto Service	1,304
Brunditt F	
Cassels Brock et Blackwell "en fiducie"	397,564
Barrette Fidele	
Co-Operators General Insurance Co	3,047
Boutilier Charles	
Co-Operators General Insurance Co	1,155
Chisholm Susan	
Co-Operators General Insurance Co	1,092
Chow Kyph	
Co-Operators General Insurance Co	2,078

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Davison Derek	
Co-Operators General Insurance Co	2,394
England William	
Co-Operators General Insurance Co	2,197
Girard Marcel	
Co-Operators General Insurance Co	3,536
Moore H E	
Co-Operators General Insurance Co	1,174
Ramsay Arlene	
Co-Operators General Insurance Co	3,042
Roy Leo et Josée Veilleux	
Co-Operators General Insurance Co	2,558
Scuccato Jean	
Co-Operators General Insurance Co	1,130
Woods R	
Co-Operators General Insurance Co	1,808
Borysiuk S	
Corbett and Co "en fiducie"	200,000
Mathson Rosanna	
Coseco Insurance Co	1,338
Clost Dean	
Dominion of Canada Group	2,683
Ayer R	
Economical Mutual Insurance Co	5,012
Fast A	
Economical Mutual Insurance Co	1,164
Quon Chow Jack	
Economical Mutual Insurance Co	1,128
Vollmershausen James	
Economical Mutual Insurance Co	3,191
Kroemer J	
Firma Auto-Engel	1,377
Bishop P	
Firma Basler GMBH	3,459
Anningson Allan	
Firma, Wilfried, Wille K G	1,733
Bateman R W	
Firma, Wilfried, Wille K G	2,353
Boyling D T	
Firma, Wilfried, Wille K G	2,735
Grouette R J	
Firma, Wilfried, Wille K G	2,542
Laursen J K	
Firma, Wilfried, Wille K G	1,607
Robichaud R	
Firma, Wilfried, Wille K G	2,360
Rushton Sgt	
Firma, Wilfried, Wille K G	1,574
Yetter Mwo	
Firma, Wilfried, Wille K G	1,012
Couter Michel J	
Fraser Valley Auto Body	1,161
Morgan Trevor	
General Accident Assurance Co of Canada	1,070
Szabo L	
Gollom, Solomon et Balinsky "en fiducie"	10,767
McCaw B	
Gore Mutual Insurance Co	1,675
McLean K J	
Gove, McLachlan et Brown "en fiducie"	8,000
Taylor John	
Grocco, Hunter, Purvis, Depow "en fiducie"	3,652
Wilkins B R	
Gunn et associés "en fiducie"	9,500

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Bartlett J	
Halifax Insurance	2,861
Davison D	
Harrison Elwood "en fiducie"	13,842
Ryan Richard et B A	
Hartford Insurance Co	1,219
Doran K A	
Home Insurance Co.	4,995
Bush Marion	
Insurance Corp of British Columbia	3,271
Buzath T	
Insurance Corp of British Columbia	1,646
Danforth D	
Insurance Corp of British Columbia	4,785
Donald A W	
Insurance Corp of British Columbia	9,384
Leadly J	
Insurance Corp of British Columbia	1,194
Lund James	
Insurance Corp of British Columbia	1,090
Paul Thomas	
Insurance Corp of British Columbia	1,811
Reid C E	
Insurance Corp of British Columbia	1,643
Gottfredsen W	
Johnson, Ramsbottom et Castle "en fiducie"	17,207
Meijerink F	
Karosseriebau Hans PFAFF	1,043
Vickers E	
Laurentian Pacific Insurance Co	5,596
Redhead Equipment Ltd	
McKercher, McKercher, Laing et Whitmore "en fiducie"	2,500
Arnold Brothers Transport	
Manitoba Public Insurance Corp	1,464
Fraser Richard	
Manitoba Public Insurance Corp	1,786
Garand Linda	
Manitoba Public Insurance Corp	1,618
Hoogkamp Brian	
Manitoba Public Insurance Corp	1,133
Nairne Ross	
Manitoba Public Insurance Corp	4,940
St Lawrence D	
Manitoba Public Insurance Corp	1,012
Fountain K	
Metropolitan Insurance Co	3,140
Carignan Sylvain	
Missisquoi and Rouville Insurance Co	2,609
Telesnicki M	
Missisquoi and Rouville Insurance Co	1,820
Dickerson A William	
Monette Gustave J "en fiducie"	12,837
Tai Wood Chan	
Moore Christopher A "en fiducie"	6,000
Paul Thomas	
Morahan et Aujly "en fiducie"	1,636
McCooey Rosalie	
Muir, Sinclair "en fiducie"	38,881
Caetano Cristina	
Newman MacLean "en fiducie"	9,000
Parson H	
Noonan Oakley Orr "en fiducie"	5,850
Wiebe Diane	
Peace Hills General Insurance Co	4,593

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Gautreau C	
Personal Insurance Co of Canada	1,423
Pritchard M	
Personal Insurance Co of Canada	2,065
Bryson K J	
Phoenix Continental Management Ltd	3,064
Leitch James	
Phoenix Continental	2,026
Lagace R	
Prudential Assurance Co Ltd	1,566
Landry P	
Quaker State Incorporated	1,146
Gingras Claude	
Reed Strenhouse Ltd	3,350
Mobley Cheryl	
Rogers et Hyslop "en fiducie"	6,104
Cloutier J H	
Royal Insurance Co of Canada	1,933
Madore Stephen	
Royal Insurance Co of Canada	2,139
Krochak B	
Rusnak, Balacko, Kachur et Rusnak "en fiducie"	15,000
Reynen Debra	
Safeco Insurance Co	6,440
Regina Motors Products Ltd	
Saskatchewan Government Insurance	3,466
Thompson Melvin W	
Saskatchewan Government Insurance	1,692
Swidzinsky Helen	
Saskauto	1,117
Tremblay Ann	
Saskauto	1,230
Leslie Stewart et Jacques Byfield	
Arnold Schwartz "en fiducie"	4,675
McDonald Glen W	
Stasiuk Rose "en fiducie"	1,500
Jordan D O	
State Farm Mutual Automobile Insurance Co	1,156
Karir B	
State Farm Mutual Automobile Insurance Co	1,445
McCarty Elmer	
State Farm Mutual Automobile Insurance Co	1,409
Mineault Joseph	
State Farm Mutual Automobile Insurance Co	1,610
Tsai C	
State Farm Mutual Automobile Insurance Co	1,311
Condor Martin	
Timothy Leadem "en fiducie"	2,000
Whalen Bart	
Trafalgar Insurance Co	3,084
Dukes Michael L	
Treasury of the United States	1,642
Taylor David R	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,087
Bennett R J	
Unifund Assurance Co	2,062
Huff et Brouwer	
Walsh, Micay and Co "en fiducie"	26,688
Cunningham Alan	
Wawanesa Mutual Insurance Co	1,295
Hamilton W R	
Wawanesa Mutual Insurance Co	1,844
Joward M	
Wawanesa Mutual Insurance Co	10,148
Melnyk Milan	
Wawanesa Mutual Insurance Co	2,687
Moore John	
Wawanesa Mutual Insurance Co	2,924
Sullivan J	
Wawanesa Mutual Insurance Co	3,375
Smith, Audrey et Allen	
Wellington Insurance Co	2,598
Donna Christine Murphy et Frances Marie Adderly	
Messrs Wheatley, MacPherson, Daly and Sugar "en fiducie"	230,708
Fountain K	
Zambrowsky Josh "en fiducie"	5,656
Fisher L	
Zurich Insurance Co	5,459
Hilti Canada Ltd	
Zurich Insurance Co	1,258
Milder R	
Zurich Insurance Co	4,899
Penny Dena F/Chrysler Credit Canada	
Zurich Insurance Co	6,711
Zurich Insurance Co	1,000
Règlement d'une réclamation pour dommages à des effets personnels—	
Bennett N H	3,330
Bennett T M	1,499
Bettez J S P	2,310
Byram Ray	1,893
Charlebois V J P	2,057
Choquette N	1,326
Chorny C A J	1,197
Cobb Webb	1,050
Culligan J P	1,231
Degrace J A J	1,207
Dubois R	2,069
Duval J F P	2,398
Eggleston W L	2,253
Fawcett R B	1,175
Firma Drost and Siegle and Co	2,179
Forbes G J	1,665
Guilbault J E M	1,425
Haynes G E	2,575
Hennebury G M	1,339
Hutcheson A J	2,500
Johnston J I	1,809
Kreuser Peter	2,009
Lacasse Valmont	1,350
Laforest M G C	1,242
Lafrance Maurice	1,114
Legarde R	1,064
Leroux M P	2,028
McCoy Colin	7,000
McKay K M	2,259
MacKenzie K A W	1,855
Mair D M	1,288
Montrose B D	1,492
Noel J R	2,203
Paquette J	1,368
Ramsey G B	1,684
Reed Stenhouse Ltd	3,028
Reichelt P R	1,008
Reykdal C A	1,154
Ryder-Burbidge R I	1,390
Shead T N	2,887
Sinclair Cecile	2,500
Sinclair Jean M	2,500
Smendziuk R W	1,530
Stott I G	1,202

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Tozek M	1,190
Tremblay Gilbert	1,400
Turner William J	1,353
Waller R C	3,882
Walls R P	6,869
Walsh Wade J	2,928
Whitney K J	1,310
Winters D R	2,362
Wong K	2,750
Wood T J	1,203
Règlement d'une réclamation suite au survol d'un avion des Forces canadiennes—	
Bennett F	2,500
Flewelling Myles	10,000
Hannah John	3,320
Lambert R (Carlaw)	4,531
Peterson Larry et Del	1,125
Philpott Fur Farm	10,000
Rebkowich Paul	60,380
Waterman Leo	8,700
Règlement d'une réclamation re M Bechard suite au survol d'un avion des Forces canadiennes—	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd re M Cote	7,451
Underwriters Adjustment Bureau Ltd re P Moore	9,538
Underwriters Adjustment Bureau Ltd re Renardière du coateau	6,172
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	24,511
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,910
Autorisation—CT 694982	
Règlement hors-cour d'une réclamation pour négligence médicale re R G Ross—	
Accountant Supreme Court of Ontario	1,500
Autorisation—CT 810648	
Règlement d'une demande de réparations relatives à la ligne 7L92 traversant la rivière Saskatchewan-Nord—	
Alberta Power Ltd	17,963
Autorisation—CT 812586	
Règlement d'une réclamation par Raymond Paul pour perte de biens personnels re explosion-Edmonton—	
Allstate Insurance Co	2,474
Autorisation—CT 694982	
Règlement d'une réclamation pour blessure personnelle—	
Antal Carl	9,500
Règlement d'une réclamation pour perte de générateur	
A to Z Rental Centre Ltd	1,500
Règlement d'une réclamation pour dommages à un cable sous-terrain—	
Bell Canada	2,321
Règlement d'une réclamation résultant d'un accident impliquant un véhicule du département et causant des blessures à un piéton—	
Bell Jack W	18,006
Règlement d'une réclamation suite à des dommages à de l'équipement de chauffage loué—	
Blackwood Hodge Equipment Ltd	1,946
Règlement d'une réclamation suite à des blessures—	
Blanchette Ingrid S	1,500
Règlement d'une réclamation pour une détention injustifiée—	
Bradford David James	1,000
Règlement d'une réclamation suite à une réparation de tort—	
Brown P W	1,002
Dommages dus à une fausse arrestation re D A O'Brien—	
Caroline Michael W "en fiducie"	5,000
Règlement d'une réclamation pour dommage à un poteau électrique—	
City of Edmonton	1,222
Règlement d'une réclamation pour dommage à une propriété—	
City of Edmonton	2,039
Règlement d'une réclamation par R P Walls pour perte causée par un feu—	
Commercial Union Assurance Co	16,000
Cancellation pour provisions de rations et de cantonnements pour le personnel militaire—	
Creative Centre for Learning and Development	5,791
Règlement d'une réclamation pour la contamination d'un puits—	
Daamen J	2,799
Règlement d'une réclamation pour dommage à une propriété pendant l'exercice "ACCORD EXPRESS"—	
Denmark Dept of Defence	12,834
Règlement d'une réclamation pour dommage à un pont—	
District of Chilliwack	1,828
Règlement d'une réclamation suite à des blessures—	
Doucet-Claveau Mrs	1,000
Règlement d'une réclamation pour perte de salaire—	
Edwards Terri	1,384
Règlement d'une réclamation pour dommage à une enseigne publicitaire—	
Eze Rent-it-Centre (1981) Ltd	2,313
Règlement d'une réclamation par E Kornbakk suite à la perte d'équipement de pêche—	
Forsvarets Regnskapssentral	5,664
Règlement d'une réclamation suite à un accident re explosion-Nicolet—	
Fortier Renée	15,984
Règlement d'une réclamation pour dommage à un abri de transit—	
Gould Outdoor Advertising	7,188
Autorisation—CT 812586	
Règlement d'une réclamation pour perte de biens personnels et de blessures personnelles par S Lidster re explosion-Edmonton—	
Gowling, Strathy et Henderson "en fiducie"	143,226
Autorisation—CT 694982	
Règlement d'une réclamation par I J Savignac pour blessures personnelles—	
Hatter Fahlman et Thompson "en fiducie"	40,715
Règlement d'une réclamation pour propriété endommagée—	
Hudson General Aviation Services	1,600
Autorisation—CT 811454	
Règlement d'une réclamation suite au décès de L S J Gilbert—	
Kowalski et Thomas "en fiducie"	462,662
Autorisation—CT 694982	
Dommage à un aéronef civil appartenant à Champlain Air Surveys Ltd—	
Lane Allen "en fiducie" Département de la Justice	17,466
Règlement de réclamation médicale—	
Lessard Marie Andre	2,410
Règlement d'une réclamation pour salaires perdus à cause d'une libération médicale—	
Mann Stephen H	1,978
Règlement d'une réclamation pour dommage à une enseigne—	
Metropolitan Insurance Co	1,239

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Règlement d'une réclamation attribuable aux défauts d'une prothèse dentaire à une clinique dentaire civile—	
Montemurro R	3,350
Règlement d'une réclamation pour dommage à un tracteur—	
Morrison Martine	1,562
Règlement d'une réclamation suite à un accident de bateau—	
Oliver R	2,500
Règlement d'une réclamation pour dommage à une propriété re M Blanchette—	
Personal Insurance Co	2,154
Règlement d'une réclamation pour dommage causé par un avion supersonique lors d'un spectacle aérien—	
Pratten Wallace and M J L Contracting Services Ltd	1,028
Règlement d'une réclamation pour dommages à des poteaux de ligne—	
Public Utilities Commission London Ont	10,443
Règlement d'une réclamation par Kurt Reiss pour la rupture d'un contrat—	
Rechtsanwalte Geisenhainer	10,000
Règlement d'une réclamation pour dommages re négociation brisée pour un centre d'achat—	
Reiss Herbert	200,000
Règlement d'une réclamation re D R Brenton Ltd pour embarquement de parties de char—	
Rockwell Moore "en fiducie"	5,480
Règlement d'une réclamation suite à une collision avec HMCS Gatineau—	
Royal Bank of Scotland	36,775
Règlement d'une réclamation pour négligence médicale re V G Majury—	
Schruder Glen F "en fiducie"	25,000
Règlement d'une réclamation pour perte d'équipement du vaisseau Sea Baron—	
Sea Vessels Training Association	3,189
Règlement d'une réclamation par Denis Brisebois pour travail complété sur le champ d'exercice de Rockcliffe Ont—	
Seguin Landriault et Lamoureux "en fiducie"	2,000
Règlement d'une réclamation pour dommage à une propriété—	
re Banks Wanita	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	29,198
re Bridges Farms Ltd c/o Stuart Bridges	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	56,986
re Bulmer Murray	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,213
re Canney Leo	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	29,448
re Cavanaugh L	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,560
re Cheam Indian Band	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	4,270
re Cleven Frank	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	28,451
re Cloutier R	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	3,800
re Emberley Dwight	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	6,834
re Foster Richard	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	27,358
re Hyatt Roger	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	6,360
re MacFarlane Carl	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	9,159
re MacFarlane Lloyd	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	8,925
re Murray Lloyd	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	4,499
re Neilson Douglas	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	49,921
re Post Ervin	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	9,384
re Purdy S	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	4,500
re Simmons James	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	4,488
re Slocum Reg	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	40,361
re Upton Reg	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	8,874
re Upton Stewart	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	2,734
re Urquhart Percy	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	3,595
re Vinters S	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,233
re Wasson Ted	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	6,994
Règlement d'une réclamation pour dommage à l'équipement de bureau—	
Union des employés de la Défense nationale	3,282
Règlement d'une réclamation suite à un accident d'aéronef—	
Wood et Associés "en fiducie"	1,875
Règlement d'une réclamation pour dommage causé par un avion supersonique lors d'un spectacle aérien—	
XU Aviation	4,069
Remboursement de la quote-part du Canada de 75% des réclamations de dommages payés par la "British Claims Agency", pour le Canada, en vertu des termes de l'article VIII des statuts des Forces de l'OTAN, entente signée le 4 avril, 1949 au—	
Gouvernement de l'Allemagne 2312 réclamations pour $2,688,460	
Gouvernement de la Belgique 2 réclamations pour $3,839	2,692,299
Réclamations inférieures à $1,000 (1,065)	717,379
	6,731,340
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	
Département	
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	*206*
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
British Columbia Hydro	1,425
Insurance Corporation of British Columbia	2,115
Paiement de réclamations de construction—	
Co-operative Credit Society of Manitoba	400,000
Northland Bank	262,000
Règlement de réclamation des droits de la personne—	
Osborne, Milden	20,000
Réclamations inférieures à $1,000 (6)	2,196
	687,736
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ	
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Canadian General Insurance Company	1,502
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	866
	2,368
	690,310

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne— Usher T	7,000
Autorisation—Sous-ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne— Pantaleo E	1,500
Autorisation—Sous-ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne— Manitoba Public Insurance Company de la part de Pollins M D	1,180
Autorisation—Sous-ministérielle	
Règlement pour blessure suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne— Hartley C B en fiducie pour Secord J	2,500
Autorisation—Sous-ministérielle	
Biens endommagés dans plusieurs colis après avoir passé dans l'unité de triage— Druart J	1,142
Autorisation—Sous-ministérielle	
Règlement d'une contravention départementale suite à une politique du Conseil du Trésor sur les ajustements de la main-d'oeuvre— Velemirovich E	7,854
Réclamations inférieures à $1,000 (86)	12,902
	34,078
PARLEMENT	
Chambre des communes	
Autorisation—Ministérielle	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	400
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES	
Autorisation—Ministérielle et Conseil du Trésor	
Règlement d'une réclamation entre Lavigne A et TPC— Lavigne A	35,000
Règlement d'une réclamation résultant d'une perte d'outils personnels suite à un vol de véhicule du département— Legg R	1,538
Autorisation—Ministérielle	
Accident d'auto— Burns D	1,546
Dommages à des biens personnels soutenus dans le garage d'un édifice gouvernemental du Canada— Travelers Canada for Turpin L	2,266
Accidents impliquant des véhicules loués de la Couronne—	
Bryant C	3,080
Budget Car and Truck Rentals of Ottawa	13,545
Accidents impliquant des véhicules appartenant à la Couronne—	
Desabrais L	2,053
Double 5 Auto Body Ltd	1,584
Lapensee R	1,659
Trafalgar Insurance Co pour Danis J	2,814
Dommages provenant de blessures personnelles subies sur une propriété du gouvernement du Canada—	
Hamilton/Appotive en fiducie pour Shugar E	7,500
Shanbaum/Semanik en fiducie pour D'Aoust L	2,500
Beaudry et Bertrand en fiducie pour Pandhust J	7,500

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Autorisation—Ministérielle	
Dommages causés par un chute de glace provenant du toit d'un édifice gouvernemental du Canada—	
MacDonald D	2,025
USF et G Insurance Company pour Zinck C	2,290
Dommages à des biens personnels lorsque TPC peinturait le toit d'un édifice gouvernemental du Canada— Gregoir R	1,037
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement d'une réclamation entre Bull, Housser et Tupper de la part de Ms Vivian Vaughn et Travaux publics— Bull, Housser et Tupper en fiducie	82,923
Accidents d'auto—	
Abacas Consultant's and Investigation	2,944
Commercial Investigations and Consultants Limited	2,654
Smeltz, Engle, Thornborough	3,000
Accidents impliquant des véhicules appartenant à la Couronne—	
Saskatchewan Government Insurance	11,234
Vause et Jackson	100,000
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement d'une réclamation suite à des factures non payées tel que spécifié dans les termes et conditions du contrat— Me André Courtemanche en fiducie	1,570
Dommages d'eau causés par un employé des Travaux publics à des objets d'un édifice de la GRC— Gendarmerie royale du Canada	8,274
Dommages à des biens personnels soutenus dans le garage d'un édifice gouvernemental du Canada—	
Canadian General Insurance Company pour Dekerckhove F	1,344
Payé au nom de la Société canadienne des postes	14,951
Réclamations inférieures à $1,000 (58)	17,707
	334,538
PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS	
Autorisation—Ministérielle	
Dommages provenant de blessures personnelles sur une propriété du gouvernement du Canada—	
Attallah E	8,159
Me Jean Nadeau en fiducie	5,000
Dommages survenus à une motocyclette lorsque sur une propriété appartenant à la Couronne— Olsen R	1,786
Réclamations inférieures à $1,000 (4)	1,243
	16,188
	350,726
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	
Commission de la Fonction publique	
Autorisation—Ministérielle	
Terme d'un employé terminé sans préavis	6,961
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Service correctionnel	
Autorisation—Ministérielle	
Dommages subis lors d'accidents d'auto—	
Clarke T	1,221
Clouture Pie IX Inc	1,264
Compagnie Mutuelle d'Assurance Wawanesa	2,981
La Compagnie d'Assurance Union Commerciale du Canada	3,124
Millar Brothers Excavation	1,487
Mitchell, Taylor, Mattison et Cheng, en fiducie	18,000
SCS Insurance Adjusters	5,582
The Co-Operators General Insurance Co	2,186

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
The Insurance Corporation of BC		1,976
The Prudential Assurance Company Ltd		3,090
Règlement hors-cour concernant un détenu blessé lors de son travail au camp Frontenac en juillet 1984—		
Malach et Fidler en fiducie		178,322
Règlement hors-cour concernant des disputes de contrats—		
Degenhardt A		14,000
Foden LC, Cybershare Management Inc		21,806
Indemnisation pour des cylindres perdus—		
Hub City Oxigen Ltd		1,964
Indemnisation pour un téléphone cellulaire volé—		
BC Cellular		2,000
Règlement d'entente de la Commission canadienne des droits de la personne-discrimination dans l'emploi—		
Prante H		105,675
Stroper LW		2,500
Entente réciproque de transfert pour le transfert d'un fonds de pension de la province d'Ontario au régime fédéral de pension de retraite—		
Duggan MJ		79,145
Règlement hors-cour pour la perte de vie d'un détenu à l'institution Millhaven—		
Marc Wainberg Inc		16,000
Règlement hors-cour pour blessures reçues lors de son travail dans un pénitencier—		
Killeen O		13,000
Lang, Lang et Lang en fiducie		5,000
Stephen L Zap en fiducie		2,500
Blessures personnelles et dommage psychologique lors d'un assaut—		
Stephen L Zap en fiducie		3,000
Indemnisation pour des biens personnels perdus lorsque sous la surveillance du Service correctionnel du Canada—		
Guay T		1,224
Règlement hors-cour pour blessures personnelles reçues lors d'un accident à l'institution de Ferndale—		
Wilson L		20,000
Règlement hors-cour pour blessures reçues lors d'un assaut—		
O'Connor, Ellestone et Kaiser en fiducie		8,000
Règlement hors-cour concernant la contrainte d'un détenu—		
Fergus O'Connor en fiducie		4,800
Réclamations inférieures à $1,000 (304)		38,153
		558,000
Gendarmerie royale du Canada		
Autorisation—TB812273		
Règlement pour dommages suite à un accident de voiture—		
Heather Sadler Jenkins en fiducie		1,338,689
Autorisation—TB780720		
Règlement pour dommages suite à des accidents de voitures—		
Allen G R	$ 1,961	
Jim Burke Chev Olds Ltd	1,097	
Canavan's Insurance Appraisal Ltd	109	3,167
Aggressive Auto Body Inc	$ 803	
Allen J W	462	1,265
Agnew et Compagnie en fiducie		1,500
Allstate	$ 7,303	
Davis K	250	7,553
Allstate Insurance Company		9,562
Allstate Insurance Company		1,011
Auto World		1,436
BC Hydro		1,811

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
BC Telephone		1,945
Baker D H W		2,698
Bancroft, Whidden, Mayer et Beard		2,700
Becker, Mathers en fiducie		4,552
Becker, Mathers en fiducie		13,500
Beckingham, William and Co en fiducie		16,333
Benard R		1,000
Berg L A		13,510
Body Builders Paint and Body		1,293
Bolton et Muldoon		12,741
Bouchard et Ringuet en fiducie		3,700
Byrne, McGinley, Boudreau, Lenihan, Theriault en fiducie		1,000
Campbell, Germain, Crick et Cooper		8,700
Canadian Home Assurance Company		3,925
The Canadian Surety Company	$ 1,837	
Marshall J A	1,399	3,236
Canadian Surety		8,772
Cariou, Partyka et Francis en fiducie		6,000
Carr G A		3,119
Centennial Pontiac Buick GMC Ltd		1,512
Clark Wilson en fiducie		4,779
Clark Wilson en fiducie		2,000
Clark Wilson en fiducie		14,410
Cluney D		1,481
Commercial Union		2,830
Cooperators General Insurance		6,354
Cooperators General Insurance		3,995
Cooperators General Insurance		1,003
Cooperators General Insurance		1,241
Courchene M	$ 2,473	
Manitoba Public Insurance	647	3,120
Craig et Mathews		5,253
Crawford et Compagnie en fiducie	$ 13,879	
Wolder et McLennan en fiducie	10,466	24,345
Crum et Forster Canada Ltd	$ 1,092	
Meister S	500	1,592
Dann H J		1,503
Danson, Kamin, Recht et Freedman en fiducie		68,513
Desjardins Assurance Générale		1,172
Drury D E		1,500
Easson's Transport Limited		22,343
Eastern Suzuki Ltd		1,515
Eastgate Autobody Shop		1,238
Economical Mutual Insurance Co	$ 1,623	
Storey J J	50	1,673
Economical Mutual Insurance Co	$ 2,946	
Fillier I	599	3,545
Economical Mutual Insurance Co	$ 5,537	
Nason J H	250	5,787
Economy Carriers Ltd		17,713
Edmunston Auto Ltd		1,434
Eizea W J	$ 2,500	
Insurance Corporation of British Columbia	316	2,816
Ewan et McKenzie en fiducie		5,600
F and F Holdings Ltd		2,500
Flerlage C S en fiducie		6,250
Flores N		3,500
Garrett-Rempel J en fiducie		11,500
Garten et Harris en fiducie		42,297
General Accident Insurance	$ 1,426	
Heritage Nissan	1,137	
Wellington Insurance Co	653	
Grant J E	100	
Kennedy F M	100	3,416

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
General Accident Insurance $	3,273	
Galipeau M	.640	
Ryan K	422	4,335
Genest L		2,028
Gionet J		1,200
Gore Mutual Insurance Co $	2,653	
Klauwers J	250	2,903
Le Groupe Commerce Compagnie		1,280
Le Groupe Commerce Compagnie		1,271
Guardian Insurance Company of Canada $	4,016	
Zodiac Sheet Metal	250	4,266
Guardian Insurance $	4,170	
Liske J	250	4,420
Harman et Compagnie en fiducie		76,936
Haynes Group of Lawyers en fiducie $	2,900	
Royal Insurance	998	3,898
Henneberry Reporting Service		1,201
Home Insurance Company $	2,475	
Rolls E	250	2,725
Insurance Corporation of British Columbia		5,179
Insurance Corporation of British Columbia		3,965
Insurance Corporation of British Columbia		4,334
Insurance Corporation of British Columbia		1,032
Insurance Corporation of British Columbia		1,133
Insurance Corporation of British Columbia		2,450
Insurance Corporation of British Columbia		1,483
Insurance Corporation of British Columbia		1,800
Insurance Corporation of British Columbia		1,565
Insurance Corporation of British Columbia		2,443
Insurance Corporation of British Columbia		3,419
Insurance Corporation of British Columbia		2,522
Insurance Corporation of British Columbia		1,279
Insurance Corporation of British Columbia		1,334
Insurance Corporation of British Columbia		4,494
Insurance Corporation of British Columbia		5,464
Insurance Corporation of British Columbia		1,964
Insurance Corporation of British Columbia		1,267
Insurance Corporation of British Columbia		1,312
Insurance Corporation of British Columbia		2,296
Insurance Corporation of British Columbia		3,195
Insurance Corporation of British Columbia		
Alden L	375	375
Insurance Corporation of British Columbia $	1,195	
Bakos T P	200	1,395
Insurance Corporation of British Columbia $	2,987	
Cheng W L	100	3,087
Insurance Corporation of British Columbia $	1,265	
Dick E	250	1,515
Insurance Corporation of British Columbia $	3,209	
Exne- W L	.100	
Rent a Wreck	85	3,394
Insurance Corporation of British Columbia $	1,913	
Freeman J	150	2,063
Insurance Corporation of British Columbia $	2,098	
Johnson R L	300	2,398
Insurance Corporation of British Columbia $	3,615	
Kruse J	1,000	4,615
Insurance Corporation of British Columbia $	2,003	
Neibel M	100	2,103
Insurance Corporation of British Columbia $	3,410	
Pallotto C	320	3,730
Insurance Corporation of British Columbia $	1,106	
Profit M K	500	1,606
Insurance Corporation of British Columbia $	1,689	
Sherwood T P	100	1,789
Insurance Corporation of British Columbia $	995	
Silvestre L	100	1,095
Insurance Corporation of British Columbia $	2,086	
Stuppiello P	100	2,186
Insurance Corporation of British Columbia $	1,627	
Young R	100	1,727
Insurance Corporation of Newfoundland $	1,647	
Mulrooney D F	250	1,897
Insurance Services Ltd		1,471
Janes W		5,433
Karam V E		1,146
Kornelson G M		2,961
Lang, Michener, Lawrence et Shaw		7,824
Laurentienne Générale Cie d'assurance		4,860
Leaman M		1,057
Lewans et associés en fiducie $	50,000	
Saskatchewan Government Insurance	28,814	
Klein A	10,000	88,814
Liberty Mutual Insurance		4,394
Losier R		4,420
Lucas, Bishop, Bowker et White		6,000
Lucas, Bishop, Bowker et White $	3,442	
Stuchmer J	100	3,542
Lucas, Bishop, Bowker et White		1,042
Lucas, Bishop, Bowker et White		3,120
Luke L		2,020
Mackimmie, Matthews en fiducie		1,191
Macleod, Thorson en fiducie		1,750
MacNeill et Tamey Taj en fiducie		2,686
Manitoba Public Insurance Corporation		1,160
Manitoba Public Insurance Corporation $	1,600	
Bruce D	599	2,199
Manitoba Public Insurance Corporation $	3,006	
Edmonson Chev Olds Ltd	350	3,356
Manitoba Public Insurance Corporation $	951	
Godwin D L	150	1,101
Manitoba Public Insurance Corporation $	828	
Kohuch R	350	1,178
Manitoba Public Insurance Corporation $	1,516	
Thorgilsson M	195	1,711
McCarthy et McCarthy en fiducie		12,438
McClure P et Fils Ltd		1,206
McDonald et Compagnie en fiducie		3,465
McDougall S		1,000

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
McNabb Motors Auto Body		1,296
Morrissy BB en fiducie		6,250
Mountain P		1,525
Olstead et Holekamp en fiducie		12,836
O'neill et Bence en fiducie		14,000
L'optimum société de gestion		1,140
Optimum Insurance Management Group		4,864
Pafco Cie d'assurances Ltée		1,074
Peace Hills General Insurance Co	$ 1,444	
Phillips M	100	1,544
Pensa et Associés en fiducie		176,438
Peterson B C		1,000
Pettis D		1,439
Piercey H B		2,427
Pilot Insurance Company		1,442
Power T		1,216
Ministre des finances de la province de la Nouvelle-Écosse	$ 24,846	
Bailey et Associés en fiducie	12,750	
Trafalgar Insurance Company	4,389	
Zurich Insurance Company	300	42,285
Provinces Unies Cie Assurance		1,272
Prudential Assurance Company	$ 2,493	
Lybbert T	100	2,593
Prudential Assurance Co Ltd		3,885
R and S Auto Body Ltd		2,161
Rankin et Compagnie en fiducie		5,129
Rempel-Trail Transportation		3,160
Ross, Hooley		6,000
Rossignol E	$ 3,850	
Insurance Corporation of British Columbia	215	4,065
Royal Bank of Canada		1,000
Royal Insurance Company of Canada	$ 6,024	
Reed D	100	6,124
Royal Insurance Canada		4,200
Royal Insurance Company		7,738
Royal Insurance		2,100
Sandvold O E		5,000
Saskatchewan Government Insurance		2,458
Saskatchewan Government Insurance	$ 617	
Regina Motor Products	500	1,117
Saskatchewan Government Insurance	$ 800	
Ruberry J	500	1,300
Saskatchewan Mutual Insurance Co	$ 1,053	
Flessati D A	360	1,413
Sawan E		1,450
Schaefer, Cundari, Woitas et McMillan		1,155
Sheppard B V		1,080
Sheppard, Beke, Singer et Muma		13,475
Sherwood's Body Works	$ 2,304	
Hruschak E M	233	2,537
Sovereign General Insurance	$ 6,198	
Stelee Developments Ltd	2,492	8,690
Spears, Smith et Associés en fiducie		10,709
La St-Maurice Compagnie d'Assurance		1,199
State Farm Insurance Company	$ 4,895	
Glenn G R	100	4,995
Tiger Auto Body		1,751
Town of Bridgetown		1,225
Traders Générale Compagnie d'Assurance	$ 1,142	
Page Duchesne Desmarais	25	1,167
Trafalgar Insurance Company		4,389

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Travellers Canada	$ 1,204	
Export Development Corp	250	1,454
Travellers Canada		2,867
Trotter W M en fiducie	$ 218,492	
Receveur général du Canada	7,318	225,810
Unifund Assurance Company		2,658
L'Union Canadienne		4,700
United States Fidelity and Guaranty	$ 13,997	
Hachey Holding Limited	263	14,260
Wagner J S and Weymouth Motors Ltd		1,213
Wawanesa Mutual Insurance Company		13,906
Wawanesa Mutual Insurance Company	$ 1,179	
Meston D	250	1,429
Wawanesa Mutual Insurance Company	$ 1,223	
Power D et K	250	1,473
Wellington Insurance Company		2,393
Wellington Insurance Company		2,266
Wellington Insurance Company		6,317
Wellington Insurance Company	$ 2,763	
Luzzi S	100	2,863
Wellington Insurance Company		2,856
Western Union Insurance Company		1,625
City of Windsor		1,018
Wolch, Pinx, Tapper et Scurfield en fiducie		3,263
Wolch, Pinx, Tapper et Scurfield en fiducie		2,300
Zurich du Canada, Cie d'indemnité		1,249
Règlements pour blessures personnelles, assaut, arrestation illégale etc—		
Green Higinbotham en fiducie		9,500
Maynes, Mahoney et Tremblay en fiducie		96,287
Watchorn et Compagnie en fiducie		8,000
Règlements pour dommage à une propriété—		
Commonwealth Hospitality		1,810
Constanza I		1,800
Département des Affaires indiennes et Nord canadien		4,015
Motorola Ltd		2,362
Règlements survenus suite à de fausses directions données—		
Clark Wilson en fiducie	$ 11,250	
Goldsmith, Hartshorne et Fritz en fiducie	2,500	13,750
Insurance Corporation of British Columbia		19,742
Lucas, Bishop, Bowker et White en fiducie		1,032
Pugh, Cooper et Frank en fiducie		7,500
Rutherford M		15,000
Règlement pour blessure personnelle—		
Worker's Compensation Board of British Columbia		3,597
Règlements pour cessation d'un contrat de concierge—		
Knight D R et associés en fiducie		2,500
Réclamations inférieures à $1,000 (481)		130,190
		3,120,679
		3,678,679

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

Département

Autorisation—Département de la Justice

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Industrielle Alliance	852
Assurance Générale des Caisses Desjardins	1,722
	2,574

Paiements de dommages-intérêts—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
TRANSPORTS	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Assurances Société Nationale	1,457
Cie d'assurances General Traders	5,891
Cie d'assurances Union Commerce	2,016
Co-operators General Insurance Company	1,082
Ferguson Gifford	10,698
Kent General Insurance	1,137
MacPherson, MacNeil, MacDonald	3,000
Smith W E	5,000
The Dominion of Canada General Insurance	1,125
Wood J	3,865
Wood, Wong, Wesler and Maerov	24,905
Commission des accidents du travail	12,406
Accident impliquant un hélicoptère—	
Jones, McClay, Peterson en fiducie	95,000
Dommages suite à un accident d'avion—	
Recherche sur les causes d'accident	17,567
Baker A R	1,512
Caiyer B	9,642
Cranfield Institute of Technology	1,640
Frank C Black Consultant	4,573
Gastops Ltd	5,000
Harvey H	5,588
Ifras Inc	13,075
McKeon Pass Heather Halfnight	1,022
National Laser Products Ltd	3,116
Stanley C Patterson Aviation Consultant	2,332
Supergravity Inc Computer Consulting	5,330
Supergravity Inc Computer Consulting	17,894
Thomas Yager Consultant	5,096
Toomath et Associés en fiducie	17,066
Commission des accidents du travail	679,230
Accident au bateau MV "Isole"—	
Gaudreau Vaillancourt et St-Pierre	50,000
Dommages à une propriété privée—	
Nilsson E	1,395
Ultramar Canada Inc	30,331
Indemnisation pour travail additionnel dans le but de rencontrer le contrat—	
Nican Electronics Corp	48,686
Paiement d'intérêt dû à une rupture de contrat—	
McGroth R A en fiducie	5,332
Réclamation d'accident suite à la chute d'une barrière à l'aéroport—	
Adler S	2,340
Réclamation pour dérangements à des opérations—	
American Airlines	11,109
Dommages-blessures personnelles suite à une chute—	
Langlois, Trudeau, Tourigny	10,000
Marineau J	18,000
Tachereau R en fiducie	3,450
Réclamation pour honoraires juridiques—	
Lepine F	2,965
Dommage à un manteau de cuir—	
Patoine S	2,725
Réclamation suite à une dispute de contrat—	
Aiken et Werbowyz en fiducie	58,000
Autorisation—Ministérielle	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Brennan P	1,725
Co-Operators General Insurance Co	3,451
Davies S M	4,200
Manitoba Public Insurance Corporation	1,987
Stoyles J	3,248
Unifund Ansurance Co	1,792
Réclamation pour dommage au pont Grand Narrows—	
Canadian National Railways	1,893
Réclamation pour équipement de pêche—	
Bawn W J	1,100
McGuire E	1,850
Reid B	1,000
Thompson F	1,600
Réclamation pour dommage à l'écluse Iroquois—	
St Lawrence Seaway	3,646
Réclamation pour dommage à un bassin—	
Andress Boat Works	7,189
Dommage dû à un feu accidentel—	
Stikeman Elliot en fiducie	152,500
Réclamation pour utilisation de photographie—	
Franklin, Mitton, Fountain et Thompson	1,000
Dommage à un avion—	
Air Canada	58,468
Humble R	7,146
Pacific Western Airlines	107,408
Dommages-blessures personnelles—	
Gordon R W	1,000
Lalonde et Eisen en fiducie	1,704
Morkin Hayes et Dowbrowski	2,500
Avenue Collision Centre	3,315
Black P	1,025
Royal Insurance Canada	2,719
Dommage à une propriété—	
Air Canada	4,008
Bouchard et Ringuet	3,865
Eastern Airlines	3,000
Telebec Ltée	1,373
Réclamation pour honoraires juridiques—	
MacLean V	2,000
Décision de la part de la Commission canadienne des droits de la personne concernant un congédiement—	
Leavitt C	9,779
Réclamations inférieures à $1,000 (181)	75,130
	1,674,219
Bureau canadien de la sécurité aérienne	
Autorisation—Ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Deren B	2,048
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	100
	2,148
	1,676,367
ANCIENS COMBATTANTS	
Département	
Autorisation—Ministérielle	
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	300
Total global	14,524,350

Paiements à titre de faveur

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements à titre de faveur de $100 ou plus. Les paiements inférieurs à $100 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre de faveur est un paiement à l'égard duquel on ne reconnaît aucune obligation, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non, et qui n'est, en réalité, qu'un don fait dans l'intérêt public.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Indemnisation pour pension de retraite passée—	
Leblond G	24,848
Autorisation—Départementale 792263	
Indemnisation pour destruction d'une robe lors de l'exécution de travaux opérationnels—	
Segall D	119
	24,967
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et sous-chef	
Indemnisation pour perte financière subie par—	
Brett-Young Seeds Gilbert Plain Ltd	5,000
Incendie à la bergerie no 9 au centre de recherche Lapocatière, causant la perte des objets personnels de—	
Charest Normand	153
Indemnisation pour le bris des lunettes et de la monture de—	
Plourde Maurice	270
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Indemnisation pour le refus d'une expédition d'hélianthes de la Hongrie—	
Balfour Grains Ltd	6,612
Indemnisation pour chandail qui a disparu durant la fin de semaine—	
Law D	102
Autorisation—Conseil du Trésor 813303	
Indemnisation pour le refus d'une expédition d'hélianthes de la Hongrie—	
Smith F R Seeds Ltd	9,108
Autorisation—Conseil du Trésor	
Indemnisation à un employé pour argent volé lors d'un déplacement—	
Mehremanesh K	160
Paiements inférieurs à $100 (11)	398
	21,803
	46,770
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Département	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Dommage à des effets personnels—	
Chiasson M A	195
COMMUNICATIONS	
Département	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour des contributions au RACCM impayées d'un employé—	
Leblanc L	875
Paiement inférieur à $100 (1)	50
	925
Archives nationales du Canada	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Paiement inférieur à $100 (1)	*25*
Bibliothèque nationale	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Indemnisation pour destruction de vêtement—	
Lanouette M	120
Rochon P	373
Paiements inférieurs à $100 (2)	100
	593
Musées nationaux du Canada	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Indemnisation pour pertes personnelles pendant son travail—	
Ferris M	218
MacDonald G F	338
Mallot R K	1,000
Indemnisation pour dommages—	
Blything A	425
Lalonde M	1,500
Perrault M	320
Paiements inférieurs à $100 (5)	232
	4,033
	5,576
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS	
Département	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour destruction de lunettes à prescription pendant l'exécution de travaux—	
Archambault R	200
Indemnisation pour vêtements endommagés suite à un renversement d'asphalte—	
Starks B	131
Paiements inférieurs à $100 (6)	319
	650
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX	
Autorisation—CP 1990-1/194	
Indemnisation pour relocalisation des frais survenus dans le déménagement—	
Drover A	6,000
Paiements inférieurs à $100 (10)	447
	6,447
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Autorisation—CP 1989-2318	
Pour assister à l'élaboration du projet rémunéré par la CEIC sous l'ancien programme des travaux du Canada à Cambellton-Dalhousie et District—	
Conseil du travail du N-B	9,350

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Autorisation—Sous-ministre/Président	
Indemniser un client pour un cours d'entraînement qui fût remis sans préavis—	
Lacasse Y	239
Paiements inférieurs à $100 (11)	525
	10,114
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Autorisation—Ministérielle	
Indemniser un client qui fût accidentellement frappé sur la tête par un mât de drapeau—	
Gurdeep G	6,000
Autorisation—Ministérielle	
Indemniser pour dommages à des dentiers appartenant à un officier de l'immigration après avoir subi une attaque physique par un étranger irrité—	
Griffiths R	462
Autorisation—Ministérielle	
Indemniser pour dommages à un uniforme appartenant à un officier de l'immigration lorsqu'il arrêtait un travailleur illégal qui s'était échappé—	
Sosiak D	150
Paiements inférieurs à $100 (3)	144
	6,756
	23,317
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Département	
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE	
Autorisation—CP 1986-5/1699, CT 801996	
Indemnisation pour l'enlèvement de bombes pyrotechniques de mortier trouvées sur la propriété d'un individu—	
Bachand J J	98,441
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Indemnisation pour manteau endommagé lorsqu'un bureau fût peint—	
Trinique V	113
Indemnisation pour items volés d'un employé en déplacement de travail à l'URSS—	
Nassichuk W	525
Indemnisation pour botte orthopédique perdue lors d'un déplacement sur le terrain—	
Auld D	200
Indemnisation pour bottes et vêtements de travail achetés en vue d'un travail de chantier qui fût subséquemment cancellé—	
MacAdam B	108
Paiements inférieurs à $100 (3)	155
	99,542
ENVIRONNEMENT	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour des vêtements endommagés lors d'un nettoyage de renversement d'huile—	
Hebron K	115
Wykes C	209
Paiement inférieur à $100 (1)	21
	345

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
PROGRAMME PARCS	
Autorisation—CP 1989-1/1729	
Indemnisation pour un règlement suite à la demande du plaignant de $4,428,530.54—	
Banff Park Lodge	280,000
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour la perte de lentilles cornéennes suite à un nettoyage urgent d'un renversement de produits chimiques—	
Newfeld T	130
Autorisation—CT REC 811121	
Indemnisation pour biens personnels perdus lors d'un feu à Nahanni Butte, TN-O, le 21 avril 1988—	
Bird J H	14,800
Paiements inférieurs à $100 (2)	138
	295,068
	295,413
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Agence canadienne de développement international	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour perte de biens personnels—	
Wetherup D	588
Paiement inférieur à $100 (1)	70
	658
FINANCES	
Vérificateur général	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Paiements inférieurs à $100 (2)	74
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—CP 1989-3/2266	
Indemnisation pour la perte de pièges à homards et d'équipement y relié pendant l'éxécution d'une étude pour le département—	
C R Roache	9,229
Autorisation—Départementale	
Indemnisation à un employé pour effets personnels volés dans un véhicule du gouvernement lorsque présent à une session d'entraînement—	
J Schweigert	140
Indemnisation à un employé pour la perte de sa montre lors d'un travail de chantier—	
D S Fraser	275
Indemnisation à un employé pour montre endommagée pendant l'exécution de ses travaux—	
H Hiltz	280
Indemnisation à des employés pour leurs vêtements personnels endommagés—	
G Walsh	173
J F Haley	208
Indemnisation à des employés pour la perte de lunettes pendant son travail sur un bateau de patrouille—	
M Moreau	137
Paiements inférieurs à $100 (5)	243
	10,685

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—Sous-ministre	
Paiements inférieurs à $100 (2)	305
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Département	
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Paiement inférieur à $100 (1)	*70*
Agence spatiale canadienne	
Autorisation—CP 1974-4/1976 et Ministérielle	
Rembourser des employés pour montant déductible de leur voiture, payé suite à un dommage à leur voiture respective—	
Beck J	100
Paiements inférieurs à $100 (3)	127
	227
Conseil national de recherches du Canada	
Autorisation—Ministérielle	
Meubles endommagés lors d'une relocalisation de Montréal à Ottawa—	
Dewan Ravi	577
Lunettes brisées lorsqu'une pièce d'équipement de plongeon fût bougée—	
Lindstrom Terry	158
Lunettes brisées lorsque la clé anglaise a glissé en tentant d'ajuster un dispositif d'essai recouvert de glace—	
Parsons Bruce	118
Voiture endommagée résultant d'une branche d'arbre brisée lors d'un vent fort—	
Nash John	557
Perte d'un altimètre lors d'un saut d'entraînement en parachute—	
Garneau Marc	216
Délai de six mois entre la date de promotion et la résolution finale du grief—	
Koster Ria	1,000
Paiements inférieurs à $100 (3)	169
	2,795
Statistique Canada	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation partielle pour robe déchirée pendant l'exécution de fonctions reliées à un travail—	
Dicaire G	113
Paiements inférieurs à $100 (8)	238
	351
	3,443
DÉFENSE NATIONALE	
Département	
Autorisation—CP 1964-20/435	
Paiement pour des considérations humanitaires, de $75 par mois en raison d'une quadraplégie permanente causée par un accident de natation lors d'une fréquentation à un camp d'été à la base des Forces royales canadiennes d'aviation Aylmer, Ontario—	
Delage E	900
Autorisation—CT 811220	
Indemnisation pour intérêt sur sommes empruntées dû à une perte de salaire—	
Dugre Suzanne	5,000
Autorisation—CT Guide d'administration financière chap S525	
Indemnisation pour dommage à des effets personnels—	
Asselin G	115
Baxter D W	180
Fortin M J	177
Hemeon T	168
Henderson D K	946
Kettle B M	223
Autorisation—Ordonnances et Règlements Royaux 210:05	
Indemnisation pour dommage à des effets personnels—	
Baird C G	171
Burnham M B	875
Cloutier M	349
Donnelly B C	127
Green G W	226
Hemeon T	168
Louvelle D F	207
Marin J V G	774
Meldrum K	529
Monahan M R	1,387
Porter D J	710
Reinelt L C	100
Rochon M J C	455
Skanes J M	238
Zomar B D	449
Uniformes endommagés pendant un défilé de passation de commandement—	
La totalité du compte pour uniforme règlementaire dans le cadre du fonds du RCR	4,999
Paiements inférieurs à $100 (35)	1,921
	21,394
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Paiement inférieur à $100 (1)	*30*
PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Indemnisation pour brisure de lunettes à prescription—	
Duval M	*148*
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Paiement inférieur à $100 (1)	*60*
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Indemnisation pour veston de complet endommagé par une innondation dans le laboratoire d'un centre environnemental de santé—	
Correll D	*295*
	533

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour le coût du remplacement de lunettes appartenant à un de nos douaniers qui furent endommagées suite à une dispute qui a eu lieu à la frontière—	
Prete J	265
Indemnisation pour le coût du remplacement de lunettes pendant l'exécution de son travail à un aéroport. Ses lunettes furent projetées au sol suite à un coup de vent causé par les hélices d'un avion—	
Stead L E	167
Paiements inférieurs $100 (3)	112
	544
Impôt	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour portion d'assurance automobile déductible suite à un accident en voyage d'affaires gouvernementales—	
Cohane S	100
Indemnisation pour dommage à des vêtements personnels—	
Pineau C	108
Charles B	200
Senecal D	187
Indemnisation pour accommodation intérimaire pour employé et sa famille de qui la résidence fût endommagée par une bombe—	
Pouteau W	6,612
Indemnisation pour location d'auto pour un employé lorsque son automobile fût endommagée pendant son travail—	
Sneesby G	771
Paiements inférieurs à $100 (49)	1,774
	9,752
	9,864
PARLEMENT	
Chambre des communes	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement pour services médicaux urgents suite à un accident impliquant un touriste—	
Hôpital civique d'Ottawa	100
Paiement inférieur à $100 (1)	41
	141
CONSEIL PRIVÉ	
Département	
Autorisation—CP 812875	
Paiement émis pour aider au paiement des frais de justice encourus par le chef antérieur de la "Westbank Indian Band Council" en relation avec sa participation dans la Commission d'enquête concernant certaines affaires associées à la "Westbank Indian Band"—	
McAfee J A	50,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Autorisation—CP 812752	
Paiement émis pour aider au paiement des frais de justice de délibération à plusieurs successions des victimes et certains survivants de l'écrasement du vol "Air Ontario" 363 à Dryden Ontario le 10 mars 1989, apparaissant devant la Commission d'enquête dans l'écrasement de "Air Ontario" à Dryden, Ontario—	
Zaitzeff-Cancade	83,383
Carrel and Partners	66,492
	199,875
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES	
Autorisation—CP 1981-2888	
Indemnisation pour la perte de lunettes à prescription pendant son travail—	
Sinclair M	180
Payé au nom de la Société canadienne des Postes	80,000
Paiements inférieurs à $100 (5)	216
	80,396
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	
Ministère d'Etat (Multiculturalisme et Citoyenneté)	
PROGRAMME DE REDRESSEMENT POUR LES JAPONAIS	
Autorisation—CP 1988-89/2552	
Attendu que, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, les personnes d'ascendance japonaise au Canada ont subi de façon systématique des mesures discriminatoires prises par le gouvernement du Canada sous le régime de la Loi des mesures de guerre, de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales et d'autres mesures législatives provisoires connexes, pour le seul motif qu'elles étaient d'ascendance japonaise; le gouvernement du Canada a offert $21,000 à chaque personne d'ascendance japonaise qui a été victime de telles mesures—	
Abe F K	21,000
Abe F J	21,000
Abe G T	21,000
Abe H	21,000
Abe J H	21,000
Abe J M	21,000
Abe J	21,000
Abe K	21,000
Abe K	21,000
Abe K	21,000
Abe K K	21,000
Abe K	21,000
Abe K	21,000
Abe M K	21,000
Abe M R	21,000
Abe M	21,000
Abe N	21,000
Abe R K	21,000
Abe R M	21,000
Abe S	21,000
Abe Y	21,000
Abe Y	21,000
Abe Y J	21,000
Abe Y T	21,000
Acheson A N	21,000
Adachi A	21,000
Adachi C	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Adachi C	21,000	Aimoto M K	21,000
Adachi D T	21,000	Aimoto S	21,000
Adachi E	21,000	Aimoto Y	21,000
Adachi F	21,000	Ainsworth E	21,000
Adachi F	21,000	Ainsworth H	21,000
Adachi G	21,000	Aioi Y	21,000
Adachi H	21,000	Akagawa R K	21,000
Adachi I	21,000	Akagi D T	21,000
Adachi J	21,000	Akagi M	21,000
Adachi J T	21,000	Akamoto G J	21,000
Adachi J J	21,000	Akamoto K	21,000
Adachi K	21,000	Akase H T	21,000
Adachi K	21,000	Akazawa F	21,000
Adachi K	21,000	Akazawa F L	21,000
Adachi K	21,000	Akazawa J	21,000
Adachi K	21,000	Akazawa J T	21,000
Adachi K K	21,000	Akazawa L	21,000
Adachi K	21,000	Akazawa M L	21,000
Adachi L T	21,000	Akazawa Y	21,000
Adachi M T	21,000	Akeroyd K	21,000
Adachi M	21,000	Akiyama B M	21,000
Adachi N	21,000	Akiyama C C	21,000
Adachi N N	21,000	Akiyama F	21,000
Adachi N	21,000	Akiyama I J	21,000
Adachi P S	21,000	Akiyama J	21,000
Adachi R	21,000	Akiyama K	21,000
Adachi R Y	21,000	Akiyama N	21,000
Adachi R S	21,000	Akiyama S S	21,000
Adachi R L	21,000	Akiyama T	21,000
Adachi R	21,000	Akiyama T J	21,000
Adachi R K	21,000	Akizuki J M	21,000
Adachi S S	21,000	Akizuki R T	21,000
Adachi S M	21,000	Akizuki S J	21,000
Adachi S K	21,000	Akune A	21,000
Adachi T E	21,000	Akune E	21,000
Adachi T	21,000	Akune I	21,000
Adachi T T	21,000	Akune M M	21,000
Adachi T	21,000	Akune R S	21,000
Adachi Y	21,000	Akune R I	21,000
Adams C D	21,000	Akune S	21,000
Adams E	21,000	Akune T T	21,000
Adams I M	21,000	Akune T	21,000
Adams T	21,000	Akune T	21,000
Aebig S M	21,000	Akutagawa K	21,000
Agius J	21,000	Alder M R	21,000
Ah-Sue M	21,000	Alexander A A	21,000
Aida E	21,000	Alexander D L	21,000
Aida F	21,000	Alexander R	21,000
Aida J	21,000	Ali C T	21,000
Aida K	21,000	Aljabri M M	21,000
Aida K W	21,000	Allen H	21,000
Aida K K	21,000	Allen J A	21,000
Aida M	21,000	Allen K L	21,000
Aida M	21,000	Alsop K K	21,000
Aida T W	21,000	Alymar R C	21,000
Aida T Y	21,000	Amadatsu D A	21,000
Aihoshi A A	21,000	Amadatsu N	21,000
Aihoshi H M	21,000	Amadatsu R H	21,000
Aihoshi I F	21,000	Amano E	21,000
Aihoshi M	21,000	Amano K Y	21,000
Aihoshi S B	21,000	Amano K K	21,000
Aihoshi T H	21,000	Amano S	21,000
Aihoshi T	21,000	Amano T M	21,000
Aimoto I R	21,000	Amemori A	21,000
Aimoto K K	21,000	Amemori E S	21,000
Aimoto K	21,000	Amemori I	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Amemori K	21,000
Amemori N	21,000
Amemori R J	21,000
Amemori T	21,000
Ames B Y	21,000
Anderson A A	21,000
Anderson B T	21,000
Anderson D T	21,000
Anderson J N	21,000
Anderson J	21,000
Anderson J A	21,000
Anderson R R	21,000
Ando E	21,000
Ando E	21,000
Ando H	21,000
Ando S	21,000
Anpi M	21,000
Antilla M	21,000
Anutooshkin D	21,000
Anzai E	21,000
Anzai G P	21,000
Anzai J	21,000
Anzai M	21,000
Aoki A Y	21,000
Aoki F Y	21,000
Aoki H G	21,000
Aoki H	21,000
Aoki J H	21,000
Aoki J Y	21,000
Aoki M	21,000
Aoki M	21,000
Aoki M	21,000
Aoki M	21,000
Aoki M	21,000
Aoki N	21,000
Aoki R R	21,000
Aoki S	21,000
Aoki T	21,000
Aoki T T	21,000
Aoki T	21,000
Aoki T	21,000
Aoki T	21,000
Aomoto B T	21,000
Aomoto K	21,000
Aomoto K	21,000
Aomoto T	21,000
Aoyama K	21,000
Aoyama K	21,000
Aoyama R	21,000
Aoyama T	21,000
Aoyama Y	21,000
Aragon R T	21,000
Arai A	21,000
Arai A T	21,000
Arai A M	21,000
Arai G K	21,000
Arai K T	21,000
Arai K	21,000
Arai R H	21,000
Arai S S	21,000
Arai S	21,000
Arai T	21,000
Arai T B L	21,000
Arai Y	21,000
Araki A	21,000
Araki D	21,000
Araki D Y	21,000
Araki F	21,000
Araki H	21,000
Araki K	21,000
Araki K	21,000
Araki M	21,000
Araki M	21,000
Araki M	21,000
Araki P M	21,000
Araki S	21,000
Araki T	21,000
Araki T A	21,000
Arase K	21,000
Arase M	21,000
Archer J M	21,000
Ariga E N	21,000
Arikado E T	21,000
Arikado K D	21,000
Arikado M	21,000
Arikawa T	21,000
Arima A	21,000
Arima E	21,000
Arima K S	21,000
Arima M	21,000
Arima T	21,000
Arima V A	21,000
Arima Y	21,000
Arinobu F	21,000
Arinobu K K	21,000
Arinobu M T	21,000
Arinobu N	21,000
Arinobu S	21,000
Arinobu S M	21,000
Ariza C N	21,000
Ariza E	21,000
Ariza J	21,000
Ariza R	21,000
Ariza S	21,000
Ariza T	21,000
Ariza Y	21,000
Arizono M M	21,000
Arizono T T	21,000
Armitage E A	21,000
Armstrong J S	21,000
Arnold G H	21,000
Arnold M	21,000
Arnold S M	21,000
Arthur D H	21,000
Asa N	21,000
Asa Y	21,000
Asada F Y	21,000
Asada J H	21,000
Asada K K	21,000
Asada M	21,000
Asada M	21,000
Asada W T	21,000
Asae B	21,000
Asae J K	21,000
Asae N	21,000
Asahina K R	21,000
Asai Y	21,000
Asano A	21,000
Asano B	21,000
Asano B	21,000
Asano H G	21,000
Asano J Y	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Asano K	21,000
Asano M	21,000
Asano N	21,000
Asano R	21,000
Asano T	21,000
Asano T	21,000
Asano T	21,000
Asano U M	21,000
Asao A	21,000
Asao G H	21,000
Asao G T	21,000
Asao M Y	21,000
Asao S	21,000
Asao Y	21,000
Asaoka G	21,000
Asaoka The Estate of Sonoto	21,000
Asato R	21,000
Asato S	21,000
Asato T	21,000
Ashikawa G M	21,000
Ashikawa M K	21,000
Ashikawa S N	21,000
Ashizawa H M	21,000
Ashizawa R	21,000
Ashley A N	21,000
Atagi A T	21,000
Atagi M	21,000
Atagi M	21,000
Atagi R K	21,000
Atagi S R	21,000
Atagi S R	21,000
Atagi T	21,000
Atagi Y	21,000
Auclair M T	21,000
Audia C	21,000
Ault S S	21,000
Aura F	21,000
Aura K	21,000
Aura M Y	21,000
Aura M M	21,000
Aura M	21,000
Aura M M	21,000
Aura S	21,000
Aura S	21,000
Aura T	21,000
Aura W	21,000
Aura Y	21,000
Auton M	21,000
Ayukawa G M	21,000
Ayukawa J	21,000
Ayukawa K R	21,000
Ayukawa K	21,000
Ayukawa M	21,000
Ayukawa M	21,000
Ayukawa M M	21,000
Ayukawa S	21,000
Azuma K K	21,000
Azuma M J	21,000
Azuma R E	21,000
Baba D K	21,000
Baba F A	21,000
Baba G K	21,000
Baba H	21,000
Baba H	21,000
Baba H	21,000
Baba H	21,000
Baba H H	21,000
Baba J Y	21,000
Baba K K	21,000
Baba K	21,000
Baba M T	21,000
Baba M M	21,000
Baba M	21,000
Baba M	21,000
Baba M	21,000
Baba R	21,000
Baba R K	21,000
Baba S S	21,000
Baba T	21,000
Baba T	21,000
Baba T R	21,000
Baba T O	21,000
Baba T I	21,000
Baba T T	21,000
Baca K T	21,000
Baccus J	21,000
Bachmann S	21,000
Backeland F A	21,000
Bailey M	21,000
Bailey S	21,000
Bain S	21,000
Baker N Y	21,000
Baker R	21,000
Bakker J J	21,000
Ballard K	21,000
Ban D T	21,000
Ban I T	21,000
Ban T	21,000
Bando G H	21,000
Bando H	21,000
Bando K I	21,000
Bando M	21,000
Bando M	21,000
Bando M	21,000
Bando S	21,000
Bando Y	21,000
Bando Y	21,000
Banno M	21,000
Banno M	21,000
Barabas R	21,000
Barclay M	21,000
Barker K	21,000
Barksdale B T	21,000
Barnak K K	21,000
Barr M H	21,000
Barrass B M	21,000
Barrass D M	21,000
Barrow V Y	21,000
Bartlett M K	21,000
Bartnik K K	21,000
Basford T	21,000
Basler R R	21,000
Bass S H	21,000
Bassett P	21,000
Bast E M	21,000
Bastian J N	21,000
Bates T T	21,000
Batis Y	21,000
Batty S N	21,000
Baumann E	21,000
Beard S	21,000
Beardsley C A	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Beaudoin M M	21,000
Beaver J H	21,000
Bechard J S	21,000
Behme M T	21,000
Belandiuk M K	21,000
Bellefeuille P	21,000
Bellegay T	21,000
Beresford J J	21,000
Berthrong E H	21,000
Bielun J F	21,000
Bing M M	21,000
Birkhof J L	21,000
Bishop C	21,000
Blackmore N T	21,000
Blair L	21,000
Blakey L M	21,000
Bloomfield E F	21,000
Bodi S S	21,000
Bodnar H D	21,000
Boer N J	21,000
Boisvert J L	21,000
Bolton M	21,000
Bonyun F S	21,000
Booy A M	21,000
Bors J C	21,000
Boshard N	21,000
Bouchard L C	21,000
Bouchie A	21,000
Bourgeois B A	21,000
Bourgh M A	21,000
Bowerman L Y	21,000
Boyd C	21,000
Boyd H V	21,000
Bradforu M A	21,000
Bradley C N	21,000
Bradley Y	21,000
Brassard L T	21,000
Briden M M	21,000
Brignell Y	21,000
Brink N E	21,000
Brooks B	21,000
Brooks F F	21,000
Broomfield S	21,000
Brown A	21,000
Brown E	21,000
Brown L	21,000
Brown M	21,000
Brown N C	21,000
Brown N	21,000
Brown N R	21,000
Brown T M	21,000
Brown Y F	21,000
Browne E	21,000
Browne L T	21,000
Brownell M S	21,000
Browning J S	21,000
Brownlee T	21,000
Brownlee T T	21,000
Bruce G	21,000
Bruce K	21,000
Bruce M Y	21,000
Brunner J	21,000
Bruns M M	21,000
Bruton E	21,000
Bruzina M	21,000
Brydon C	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Bryson J	21,000
Buchanan H	21,000
Buck S H	21,000
Budai M	21,000
Budo R	21,000
Burian M M	21,000
Burich H M	21,000
Burke I K	21,000
Burrell M	21,000
Burrows S	21,000
Burton A	21,000
Buss S	21,000
Butler J	21,000
Butula J R	21,000
Cairns N	21,000
Callaghan L T	21,000
Callow K	21,000
Calton M	21,000
Cameron R	21,000
Campbell L	21,000
Canham C K	21,000
Cant H	21,000
Caparini M M	21,000
Carignan M	21,000
Carleton K S	21,000
Carley E	21,000
Carlisle A N	21,000
Carlson F	21,000
Carlson M M	21,000
Carmona M	21,000
Carney A D	21,000
Caron F K	21,000
Carr M A	21,000
Carroll A J	21,000
Carswell L	21,000
Casaba G	21,000
Cassel V C	21,000
Castle S	21,000
Cato R A	21,000
Cavalier K	21,000
Cezar R F	21,000
Chaki C A	21,000
Chaki H	21,000
Chaki Y	21,000
Chambers H	21,000
Chan A M	21,000
Chan E M	21,000
Chan K F	21,000
Chapman Y	21,000
Charboneau S	21,000
Charron M R	21,000
Charters J A	21,000
Chatelin T	21,000
Chee B	21,000
Chen R	21,000
Cheng N	21,000
Chiang M	21,000
Chiba A	21,000
Chiba C	21,000
Chiba D M	21,000
Chiba F	21,000
Chiba G	21,000
Chiba H H	21,000
Chiba J T	21,000
Chiba J	21,000
Chiba K C	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Chiba K	21,000
Chiba K	21,000
Chiba L	21,000
Chiba S	21,000
Chiba S	21,000
Chiba T	21,000
Chiba Y	21,000
Chihara J	21,000
Chikamori E	21,000
Chin E	21,000
Chine N T	21,000
Chiya C	21,000
Cho J E	21,000
Cho K	21,000
Chock M E	21,000
Chong L I	21,000
Chorniak M M	21,000
Chow A	21,000
Christie H	21,000
Christie R	21,000
Christopher T	21,000
Chu E R	21,000
Chu T	21,000
Chung C	21,000
Clark M N	21,000
Clark M J	21,000
Clark S M	21,000
Clarke B A	21,000
Clarke G E	21,000
Cleveland K M	21,000
Clever P M	21,000
Clewes M M	21,000
Cobyace The Estate of Kimi	21,000
Colbeck N N	21,000
Coles R M	21,000
Collins C K	21,000
Collins L M	21,000
Collyer T	21,000
Comartin E E	21,000
Conn Y	21,000
Conners Y	21,000
Conway A	21,000
Coolidge C R	21,000
Cooper D	21,000
Corbett T	21,000
Corlazzoli K S	21,000
Corley T C	21,000
Cornell M	21,000
Correll A	21,000
Cosby T	21,000
Cote C S	21,000
Cottreau R K	21,000
Courtney-Browne S E	21,000
Coutts M L	21,000
Coventry T	21,000
Cover F	21,000
Cowan R	21,000
Cowan S J	21,000
Cozac E M	21,000
Craft J Y	21,000
Craig A C	21,000
Craig R	21,000
Crane L K	21,000
Crane M M	21,000
Crawford C S	21,000
Crawford D H	21,000
Creech T T	21,000
Crichton S M	21,000
Crockett J	21,000
Croken F	21,000
Croken M	21,000
Crosby S K	21,000
Crouch C M	21,000
Crowe S E	21,000
Cumming A G	21,000
Cupp M	21,000
Currell A	21,000
Dackombe V K	21,000
Dakus M	21,000
Dalmer J M T	21,000
David H P	21,000
Davidson J T	21,000
Davie M J	21,000
Davie W A	21,000
Davies N	21,000
Davis J	21,000
Davis N M	21,000
Davis R	21,000
Dawydiuk D J	21,000
Day J	21,000
Day S	21,000
De Cosse M M	21,000
De Meester V R	21,000
Dean S	21,000
DeCordova R	21,000
Deguchi H	21,000
Deguchi K H	21,000
Deguchi V J	21,000
Demcheson J	21,000
Dempsey K J	21,000
Den B L S	21,000
Denby K J	21,000
Dennis M	21,000
Derondeau V	21,000
Deschamps J N	21,000
Deshima I	21,000
Deskins M H	21,000
Devaleriola A K	21,000
Dias K K	21,000
Dickson S	21,000
Diemert C	21,000
Diggle K P	21,000
Dineen K	21,000
Dingman P M	21,000
Dionne C	21,000
Dockray Y J	21,000
Doherty M	21,000
Doi C H	21,000
Doi D	21,000
Doi F	21,000
Doi F	21,000
Doi G M	21,000
Doi H	21,000
Doi H M	21,000
Doi J M	21,000
Doi J H	21,000
Doi J J	21,000
Doi K E	21,000
Doi K K	21,000
Doi K K	21,000
Doi K K	21,000
Doi K	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Doi L W	21,000	Ebata M	21,000
Doi L S	21,000	Ebata M	21,000
Doi L K	21,000	Ebata M	21,000
Doi M	21,000	Ebata N K	21,000
Doi M	21,000	Ebata P	21,000
Doi N	21,000	Ebata R A	21,000
Doi R	21,000	Ebata S P	21,000
Doi R Y	21,000	Ebata T H	21,000
Doi S	21,000	Ebata T R	21,000
Doi S S	21,000	Ebata T	21,000
Doi T	21,000	Ebata T	21,000
Doi T M	21,000	Ebata T J	21,000
Doi The Estate of Tomoyuki	21,000	Ebata T	21,000
Doi Y	21,000	Ebata-Thomas J K	21,000
Doki T	21,000	Ebisutani M	21,000
Dolsen Y	21,000	Ebisuzaki E	21,000
Domae G	21,000	Ebisuzaki E S	21,000
Domae K	21,000	Ebisuzaki E	21,000
Domae K K	21,000	Ebisuzaki F	21,000
Domae S S	21,000	Ebisuzaki G	21,000
Domae T	21,000	Ebisuzaki H M	21,000
Domai H	21,000	Ebisuzaki K	21,000
Domai K	21,000	Ebisuzaki K	21,000
Domai K	21,000	Ebisuzaki K	21,000
Donbowsky J T	21,000	Ebisuzaki M	21,000
Donnelly J	21,000	Ebisuzaki R F	21,000
Doran K	21,000	Ebisuzaki T L	21,000
Dorey L Y	21,000	Ebisuzaki Y Y	21,000
Dorsett V	21,000	Edamura D T	21,000
Doucette M	21,000	Edamura E K	21,000
Douglas K K	21,000	Edamura F Y	21,000
Dove T	21,000	Edamura H N	21,000
Doyama K	21,000	Edamura I K	21,000
Doyama N	21,000	Edamura J	21,000
Doyama S	21,000	Edamura M	21,000
Drysdale I	21,000	Edamura R M	21,000
Dubitz K	21,000	Edamura S	21,000
Dubois D H	21,000	Eddington M J	21,000
Dubuc J R	21,000	Edgar S	21,000
Duerden S L	21,000	Edwards S	21,000
Dumont M J	21,000	Egami F	21,000
Duncan M	21,000	Egami F F	21,000
Dunham M A	21,000	Eguchi H	21,000
Dunlap R	21,000	Eguchi K	21,000
Dunlop S	21,000	Eguchi L	21,000
Dunn H	21,000	Eguchi M	21,000
Dunstan K	21,000	Eguchi S S	21,000
Duprat P J	21,000	Eguchi W H	21,000
Durant N	21,000	Eguchi Y J	21,000
Durocher T G	21,000	Elliott C B	21,000
Dustin M H	21,000	Elliott L M	21,000
Dyal T	21,000	Ellis N	21,000
Dyck K J	21,000	Elvins N	21,000
Eales S	21,000	Endo A A	21,000
Eaton T	21,000	Endo A E	21,000
Ebata B	21,000	Endo E K	21,000
Ebata B	21,000	Endo G N	21,000
Ebata C R	21,000	Endo H	21,000
Ebata D E	21,000	Endo J M	21,000
Ebata E A	21,000	Endo K	21,000
Ebata F	21,000	Endo K	21,000
Ebata I	21,000	Endo K W	21,000
Ebata J K	21,000	Endo K	21,000
Ebata J	21,000	Endo K K	21,000
Ebata K	21,000	Endo K	21,000
Ebata L T	21,000	Endo L R	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Endo M	21,000
Endo M	21,000
Endo M	21,000
Endo P T	21,000
Endo R R	21,000
Endo S M	21,000
Endo S R	21,000
Endo T	21,000
Endo T	21,000
Endo T G	21,000
Endo T	21,000
Endrizzi N P	21,000
Eng R	21,000
England C	21,000
Englar E M	21,000
Enjo D	21,000
Enns S N	21,000
Enomoto D Y	21,000
Enomoto K	21,000
Enomoto M	21,000
Enta A B	21,000
Enta T G	21,000
Enta T	21,000
Enta T K	21,000
Eoff E K	21,000
Erickson R E	21,000
Etherington E	21,000
Eto A	21,000
Eto B	21,000
Eto C M C	21,000
Eto D M	21,000
Eto E P	21,000
Eto I E S	21,000
Eto J S	21,000
Eto J J	21,000
Eto K	21,000
Eto K	21,000
Eto K	21,000
Eto M	21,000
Eto M H	21,000
Eto N T	21,000
Eto R Y	21,000
Eto R A	21,000
Eto S	21,000
Eto S	21,000
Ettinger V M	21,000
Eyemoto G	21,000
Eyemoto S	21,000
Eyemoto S	21,000
Ezaki E	21,000
Ezaki I S	21,000
Ezaki K T	21,000
Ezaki K V	21,000
Ezaki L	21,000
Ezaki T T	21,000
Falk Y	21,000
Farber B J N	21,000
Farmer M A N	21,000
Farnworth F N	21,000
Faulkner S	21,000
Fauscette N	21,000
Favaro J M	21,000
Faveri I	21,000
Fee S A	21,000
Fehr G	21,000
Feiner L Y	21,000
Ferguson C	21,000
Ferguson P	21,000
Ferry T M	21,000
Ferson M	21,000
Fijuwara T	21,000
Fillion G M	21,000
Findlay E E	21,000
Finlayson A	21,000
Fisher N	21,000
Fletcher M G	21,000
Flink J T	21,000
Flores Y	21,000
Flynn E	21,000
Foley K	21,000
Fong S S	21,000
Forster T	21,000
Forsyth A M	21,000
Forsythe N N	21,000
Fortner S	21,000
Foster K	21,000
Fox M	21,000
Fox S	21,000
Franes M	21,000
Fraser N P	21,000
Fraser R	21,000
Frattin M E T	21,000
Frazier J K	21,000
Friesen D A	21,000
Fry F Y	21,000
Fuchihara M	21,000
Fuchihara R K	21,000
Fudemoto K K	21,000
Fudemoto M L	21,000
Fudemoto V N	21,000
Fugeta C	21,000
Fugeta H	21,000
Fugeta M	21,000
Fugeta R J	21,000
Fujibayashi E	21,000
Fujibayashi I E	21,000
Fujibayashi M	21,000
Fujibayashi T	21,000
Fujii E	21,000
Fujii H	21,000
Fujii J M	21,000
Fujii J J	21,000
Fujii M	21,000
Fujii R	21,000
Fujii S H	21,000
Fujii S	21,000
Fujii T	21,000
Fujii T S	21,000
Fujikawa J I	21,000
Fujikawa M	21,000
Fujikawa N	21,000
Fujikawa R R	21,000
Fujikawa R	21,000
Fujikawa R J T	21,000
Fujikawa R	21,000
Fujikawa S	21,000
Fujikawa T	21,000
Fujiki S G	21,000
Fujiki W R	21,000
Fujimagari H	21,000
Fujimagari M	21,000
Fujimagari T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Fujimoto B G M	21,000
Fujimoto D S	21,000
Fujimoto G H	21,000
Fujimoto H	21,000
Fujimoto H	21,000
Fujimoto J A	21,000
Fujimoto K K	21,000
Fujimoto K M	21,000
Fujimoto K D	21,000
Fujimoto M	21,000
Fujimoto M R	21,000
Fujimoto N H	21,000
Fujimoto N	21,000
Fujimoto N N	21,000
Fujimoto N	21,000
Fujimoto P	21,000
Fujimoto R Y	21,000
Fujimoto R E	21,000
Fujimoto S	21,000
Fujimoto S	21,000
Fujimoto S	21,000
Fujimoto S Y	21,000
Fujimoto S J	21,000
Fujimoto S	21,000
Fujimoto S G	21,000
Fujimoto S	21,000
Fujimoto S	21,000
Fujimoto S	21,000
Fujimoto T	21,000
Fujimoto T	21,000
Fujimoto W	21,000
Fujimoto W Y	21,000
Fujimoto Y J	21,000
Fujimoto Y	21,000
Fujimura M	21,000
Fujimura S	21,000
Fujimura Y G	21,000
Fujinaga K	21,000
Fujinami H	21,000
Fujinami I	21,000
Fujinami K	21,000
Fujinami S	21,000
Fujinami T	21,000
Fujino A	21,000
Fujino A J	21,000
Fujino C B	21,000
Fujino D S	21,000
Fujino D S	21,000
Fujino H	21,000
Fujino H	21,000
Fujino H	21,000
Fujino J	21,000
Fujino K C	21,000
Fujino K	21,000
Fujino K K	21,000
Fujino K	21,000
Fujino M C	21,000
Fujino M S	21,000
Fujino N	21,000
Fujino N S	21,000
Fujino P K	21,000
Fujino R	21,000
Fujino R R	21,000
Fujino R	21,000
Fujino S S	21,000
Fujino S	21,000
Fujino S T	21,000
Fujino T M	21,000
Fujino T	21,000
Fujino T E	21,000
Fujino T	21,000
Fujioka D U	21,000
Fujioka K J	21,000
Fujioka M	21,000
Fujioka P	21,000
Fujioka S	21,000
Fujioka S	21,000
Fujioka T T	21,000
Fujioka T	21,000
Fujioka T	21,000
Fujioka Y	21,000
Fujioka Y	21,000
Fujisawa A K	21,000
Fujisawa C T	21,000
Fujisawa J Y	21,000
Fujisawa M C	21,000
Fujishige R S	21,000
Fujishige Y	21,000
Fujita A	21,000
Fujita A	21,000
Fujita A	21,000
Fujita E A	21,000
Fujita G S	21,000
Fujita H	21,000
Fujita H	21,000
Fujita H	21,000
Fujita H	21,000
Fujita I	21,000
Fujita M	21,000
Fujita M Y	21,000
Fujita M M	21,000
Fujita M	21,000
Fujita M K	21,000
Fujita R H	21,000
Fujita R T	21,000
Fujita T	21,000
Fujita The Estate of Jun Harry	21,000
Fujiwara A N	21,000
Fujiwara D C	21,000
Fujiwara E	21,000
Fujiwara F	21,000
Fujiwara J A	21,000
Fujiwara J H	21,000
Fujiwara K	21,000
Fujiwara K	21,000
Fujiwara M	21,000
Fujiwara M J	21,000
Fujiwara M	21,000
Fujiwara M	21,000
Fujiwara M W	21,000
Fujiwara O O	21,000
Fujiwara P	21,000
Fujiwara P H	21,000
Fujiwara R	21,000
Fujiwara S R	21,000
Fujiwara T M	21,000
Fujiwara T	21,000
Fujiwara T T	21,000
Fujiwara T	21,000
Fujiyama K	21,000
Fukakusa H H	21,000
Fukakusa J A	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Fujikakusa K	21,000	Fukusaka E A	21,000
Fukakusa M	21,000	Fukusaka G	21,000
Fukakusa T	21,000	Fukusaka K	21,000
Fukami T	21,000	Fukusaka K	21,000
Fukasawa J	21,000	Fukusaka R	21,000
Fukasawa M	21,000	Fukusaka R M	21,000
Fukawa M	21,000	Fukushima A	21,000
Fukawa S	21,000	Fukushima B A	21,000
Fukuda B V	21,000	Fukushima E K	21,000
Fukuda F T	21,000	Fukushima F	21,000
Fukuda G	21,000	Fukushima G N	21,000
Fukuda G T	21,000	Fukushima G	21,000
Fukuda K K	21,000	Fukushima H	21,000
Fukuda K	21,000	Fukushima H	21,000
Fukuda K	21,000	Fukushima H	21,000
Fukuda R	21,000	Fukushima J H	21,000
Fukuda T	21,000	Fukushima J	21,000
Fukuda W J	21,000	Fukushima J A	21,000
Fukuda Y	21,000	Fukushima K	21,000
Fukuhara A	21,000	Fukushima K	21,000
Fukuhara D	21,000	Fukushima K R	21,000
Fukuhara H	21,000	Fukushima L K	21,000
Fukuhara K G	21,000	Fukushima M	21,000
Fukuhara M	21,000	Fukushima M	21,000
Fukuhara S	21,000	Fukushima R B	21,000
Fukuhara S	21,000	Fukushima R T	21,000
Fukuhara S	21,000	Fukushima R S	21,000
Fukuhara T	21,000	Fukushima S	21,000
Fukuhara Y	21,000	Fukushima S	21,000
Fukui F K	21,000	Fukushima S	21,000
Fukui H	21,000	Fukushima S	21,000
Fukui K	21,000	Fukushima S S	21,000
Fukui M M	21,000	Fukushima T R	21,000
Fukui M S	21,000	Fukushima T A	21,000
Fukui R	21,000	Fukushima Y R	21,000
Fukui V Y	21,000	Fukuyama C C	21,000
Fukumoto E S	21,000	Fukuyama G S	21,000
Fukumoto F I	21,000	Fukuyama M	21,000
Fukumoto H	21,000	Fukuyama S	21,000
Fukumoto K	21,000	Fukuyama S	21,000
Fukumoto K M	21,000	Fukuyama V H	21,000
Fukumoto K	21,000	Fukuzawa A	21,000
Fukumoto K	21,000	Fukuzawa B H	21,000
Fukumoto K K	21,000	Fukuzawa I S K	21,000
Fukumoto K H	21,000	Fukuzawa R H	21,000
Fukumoto K T	21,000	Funamoto G	21,000
Fukumoto M	21,000	Funamoto H	21,000
Fukumoto M	21,000	Funamoto M M	21,000
Fukumoto M	21,000	Funamoto T	21,000
Fukumoto N	21,000	Funamoto Y	21,000
Fukumoto N	21,000	Fune E	21,000
Fukumoto Public Trustee for Yukiye	21,000	Fune S E	21,000
Fukumoto R R	21,000	Fung A	21,000
Fukumoto S	21,000	Furugori K	21,000
Fukumoto S J	21,000	Furugori S	21,000
Fukumoto Y W	21,000	Furugori The Estate of Sumeko	21,000
Fukumoto Y	21,000	Furukawa A	21,000
Fukumura H	21,000	Furukawa A	21,000
Fukumura S G	21,000	Furukawa A	21,000
Fukumura T	21,000	Furukawa B A	21,000
Fukunaga A S	21,000	Furukawa D T	21,000
Fukunaga R	21,000	Furukawa G K	21,000
Fukunaga R O	21,000	Furukawa H L	21,000
Fukunaga S	21,000	Furukawa I	21,000
Fukunaga T	21,000	Furukawa J	21,000
Fukunaga T	21,000	Furukawa K H	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Furukawa K	21,000
Furukawa K	21,000
Furukawa K K	21,000
Furukawa L	21,000
Furukawa M J	21,000
Furukawa M	21,000
Furukawa N A	21,000
Furukawa N A	21,000
Furukawa R I	21,000
Furukawa R K	21,000
Furukawa R	21,000
Furukawa S	21,000
Furukawa S S	21,000
Furukawa S Y	21,000
Furukawa S	21,000
Furukawa S P	21,000
Furukawa T	21,000
Furukawa T	21,000
Furukawa T	21,000
Furukawa Y	21,000
Furukawa Y	21,000
Furumoto G	21,000
Furumoto K	21,000
Furumoto K	21,000
Furutani A	21,000
Furutani D Y	21,000
Furutani E	21,000
Furutani I S	21,000
Furutani M	21,000
Furutani Y	21,000
Furuya A	21,000
Furuya G M	21,000
Furuya J	21,000
Furuya K	21,000
Furuya M M	21,000
Furuya S	21,000
Furuya T	21,000
Furuya T	21,000
Furuya T	21,000
Furuya Y	21,000
Futa A F	21,000
Futa M J	21,000
Gale M	21,000
Gamblin K	21,000
Ganeko K	21,000
Gardiner K M	21,000
Gardiner L R	21,000
Gardner E	21,000
Geddes Y L	21,000
Gelleny C M	21,000
Gemmell N	21,000
Genn C N	21,000
George F H	21,000
Gerenser G H	21,000
Gerstenschlager N M	21,000
Giagos L K	21,000
Gibbons E Y	21,000
Gibson K	21,000
Gibson L	21,000
Gibson S S	21,000
Giddens Y V	21,000
Giga F	21,000
Giga H	21,000
Gilchrist A M T	21,000
Gillies Y	21,000
Gillis N A	21,000
Girard D M	21,000
Girling D H	21,000
Glatzeder D	21,000
Glazar E A	21,000
Glover N F	21,000
Godo A	21,000
Godo M	21,000
Goetz J T	21,000
Going D	21,000
Goldstone J H	21,000
Gonda E M	21,000
Goodenough M	21,000
Goodwin T	21,000
Gordey L	21,000
Gordo T M	21,000
Goromaru A	21,000
Goromaru H	21,000
Goromaru M P	21,000
Gorthy L A S	21,000
Goryo G	21,000
Goryo H	21,000
Goryo L	21,000
Goshi S	21,000
Goshinmon D	21,000
Goshinmon D	21,000
Goshinmon M	21,000
Goshinmon S	21,000
Goshinmon S R W	21,000
Goto B	21,000
Goto I	21,000
Goto J	21,000
Goto K	21,000
Goto K	21,000
Goto K	21,000
Goto K	21,000
Goto M	21,000
Goto M	21,000
Goto M	21,000
Goto P T	21,000
Goto S	21,000
Goto S	21,000
Goto S	21,000
Goto T	21,000
Goto T	21,000
Goto T	21,000
Goto T	21,000
Goto T	21,000
Goto T J	21,000
Goto T	21,000
Goto Y J	21,000
Gotwalt A F	21,000
Gourley M	21,000
Govatsos R R	21,000
Graber F A	21,000
Grabowski K	21,000
Gramm G Y	21,000
Grant T	21,000
Grass P N	21,000
Gratton S H	21,000
Gray M	21,000
Gray S	21,000
Grealy S	21,000
Greenaway D	21,000
Greene R	21,000
Greensword A	21,000
Greer Y	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Gregory N	21,000	Hamada K	21,000
Griffin N U	21,000	Hamada L M	21,000
Griffith Y	21,000	Hamada M D	21,000
Grignon M M	21,000	Hamada R Y	21,000
Grindlay E	21,000	Hamada S	21,000
Gross L	21,000	Hamade A	21,000
Grossmann N	21,000	Hamade A	21,000
Grover H J	21,000	Hamade H	21,000
Gruber K G	21,000	Hamade H	21,000
Guilbert S	21,000	Hamade H H	21,000
Gummeson M	21,000	Hamade J M	21,000
Gundry-White R S	21,000	Hamade J	21,000
Gurney R	21,000	Hamade K	21,000
Gustafson T	21,000	Hamade L Y	21,000
Guyatt M	21,000	Hamade M	21,000
Gyoba E Y	21,000	Hamade M F	21,000
Gyoba J	21,000	Hamade N	21,000
Gyoba S C	21,000	Hamade S	21,000
Gyoba T	21,000	Hamade T	21,000
Gyotoku C M	21,000	Hamade Y	21,000
Hada Y	21,000	Hamagami K	21,000
Haga H	21,000	Hamagami R S	21,000
Hagane S	21,000	Hamagami R	21,000
Hagane T	21,000	Hamagami T	21,000
Hagen D H	21,000	Hamagishi E	21,000
Hagerman K	21,000	Hamagishi T	21,000
Hagino R Y	21,000	Hamaguchi A A	21,000
Hakkaku J	21,000	Hamaguchi A M	21,000
Hakkaku K	21,000	Hamaguchi A A	21,000
Hakoda A	21,000	Hamaguchi D K	21,000
Hakoda S P	21,000	Hamaguchi D	21,000
Hakoda Y R	21,000	Hamaguchi E S	21,000
Hale I C	21,000	Hamaguchi H G	21,000
Hales M P	21,000	Hamaguchi J S	21,000
Hall A J	21,000	Hamaguchi J	21,000
Hall E S	21,000	Hamaguchi J S	21,000
Hall M	21,000	Hamaguchi M M	21,000
Halperin E A	21,000	Hamaguchi M K	21,000
Halseth A	21,000	Hamaguchi R J	21,000
Hama F	21,000	Hamaguchi R A	21,000
Hama H H	21,000	Hamaguchi R I	21,000
Hama H	21,000	Hamaguchi S M	21,000
Hama H J	21,000	Hamaguchi S	21,000
Hama H	21,000	Hamaguchi S	21,000
Hama H	21,000	Hamaguchi T	21,000
Hama J	21,000	Hamaguchi T M	21,000
Hama K	21,000	Hamaguchi The Estate of Masae	21,000
Hama K	21,000	Hamaguchi T H	21,000
Hama K	21,000	Hamaguchi T	21,000
Hama M	21,000	Hamaguchi Y	21,000
Hama R	21,000	Hamaguchie S S	21,000
Hama S	21,000	Hamaguti Y	21,000
Hama S	21,000	Hamakawa A M	21,000
Hama T A	21,000	Hamakawa D	21,000
Hama T	21,000	Hamakawa M	21,000
Hama T S	21,000	Hamakawa M F	21,000
Hama Y	21,000	Hamakawa T D	21,000
Hama Y A	21,000	Hamakawa The Estate of Yosaburo	21,000
Hamabata C	21,000	Hamakawa T	21,000
Hamabata K D	21,000	Hamamoto K	21,000
Hamabata L	21,000	Hamamoto M	21,000
Hamada D K	21,000	Hamamoto S	21,000
Hamada G S	21,000	Hamamoto Y F	21,000
Hamada H	21,000	Hamamoto Y	21,000
Hamada J T	21,000	Hamanaka E S	21,000
Hamada J A	21,000	Hamanaka M J	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Hamanishi E K	21,000	Harada S B	21,000
Hamanishi E B	21,000	Harada S	21,000
Hamanishi F F	21,000	Harada S R	21,000
Hamanishi G K	21,000	Harada T	21,000
Hamanishi K	21,000	Harada T	21,000
Hamanishi K	21,000	Harada T T	21,000
Hamanishi K	21,000	Harada T	21,000
Hamanishi K F	21,000	Harada T	21,000
Hamanishi M	21,000	Harada Y	21,000
Hamanishi M	21,000	Harada Y	21,000
Hamanishi N M	21,000	Harafuji F F	21,000
Hamanishi P M	21,000	Harafuji T	21,000
Hamanishi T	21,000	Harafuji T E	21,000
Hamanishi T	21,000	Harafuji The Estate of Sadano Shirley	21,000
Hamanishi T M	21,000	Haraga A	21,000
Hamanishi T	21,000	Haraga B	21,000
Hamanishi Y	21,000	Haraga F	21,000
Hamano H	21,000	Haraga I K	21,000
Hamano H H	21,000	Haraga J K	21,000
Hamaoka E	21,000	Haraga L	21,000
Hamaoka J H	21,000	Haraga M	21,000
Hamaoka M R	21,000	Haraga R	21,000
Hamaoka T T	21,000	Haraga T	21,000
Hamaoka Y	21,000	Haraga V H	21,000
Hamaoki R T	21,000	Haraguchi B Y	21,000
Hamasaki H	21,000	Haraguchi C	21,000
Hamasaki K R	21,000	Haraguchi H	21,000
Hamasaki K	21,000	Haraguchi K	21,000
Hamasaki K	21,000	Harding M F	21,000
Hamasaki M A	21,000	Harling M G	21,000
Hamasaki T D	21,000	Harney D M	21,000
Hamashiri Y L	21,000	Harpain S	21,000
Hamatani A	21,000	Harris K	21,000
Hamatani K	21,000	Harris M K	21,000
Hamaura G F	21,000	Harris P	21,000
Hamaura K	21,000	Harris T M	21,000
Hamaura M	21,000	Harrison B E	21,000
Hamaura R H	21,000	Harrison B K	21,000
Hamawaki T K	21,000	Harrison L A	21,000
Hamazaki N	21,000	Harrold D H	21,000
Hamazaki S	21,000	Hart C M	21,000
Hamel F I	21,000	Hartley R	21,000
Hamilton H	21,000	Hartmann K	21,000
Hanada M	21,000	Haruta T	21,000
Hanada T	21,000	Haruta Y H	21,000
Hanai T	21,000	Hase T	21,000
Hanazawa F	21,000	Hasebe F Y	21,000
Hannas M C	21,000	Hasebe H	21,000
Hara F	21,000	Hasebe K	21,000
Hara F	21,000	Hasebe K K	21,000
Hara K	21,000	Hasebe S	21,000
Hara N	21,000	Hasebe T	21,000
Hara P K	21,000	Hasebe T	21,000
Hara S	21,000	Hasebe V S	21,000
Hara T H	21,000	Hasebe Y	21,000
Harada D F	21,000	Hasegawa H	21,000
Harada F	21,000	Hasegawa H S	21,000
Harada F	21,000	Hasegawa J H	21,000
Harada G K	21,000	Hasegawa J S	21,000
Harada J	21,000	Hasegawa M K	21,000
Harada J	21,000	Hasegawa M G	21,000
Harada J H	21,000	Hasegawa O	21,000
Harada K	21,000	Hasegawa P M	21,000
Harada K	21,000	Hasegawa T	21,000
Harada M Y	21,000	Hasegawa W N	21,000
Harada R S	21,000	Hasegawa Y	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Hasegawa Y M	21,000
Hasegawa Y	21,000
Hashida S	21,000
Hashida S	21,000
Hashida W W	21,000
Hashiguchi G M	21,000
Hashimoto B T	21,000
Hashimoto F M	21,000
Hashimoto r	21,000
Hashimoto F	21,000
Hashimoto F	21,000
Hashimoto H T	21,000
Hashimoto H	21,000
Hashimoto H	21,000
Hashimoto H	21,000
Hashimoto I	21,000
Hashimoto J S	21,000
Hashimoto J	21,000
Hashimoto K K	21,000
Hashimoto K	21,000
Hashimoto K	21,000
Hashimoto K	21,000
Hashimoto K	21,000
Hashimoto L Y	21,000
Hashimoto L	21,000
Hashimoto L	21,000
Hashimoto M	21,000
Hashimoto N	21,000
Hashimoto R	21,000
Hashimoto R Y	21,000
Hashimoto R	21,000
Hashimoto S	21,000
Hashimoto S	21,000
Hashimoto S	21,000
Hashimoto S	21,000
Hashimoto S A	21,000
Hashimoto T	21,000
Hashimoto T	21,000
Hashimoto T	21,000
Hashimoto T	21,000
Hashimoto T D	21,000
Hashimoto T T	21,000
Hashimoto T T	21,000
Hashimoto The Estate of Chisae	21,000
Hashimoto The Estate of Noboru	21,000
Hashimoto T	21,000
Hashimoto T T	21,000
Hashimoto T G	21,000
Hashimoto T	21,000
Hashimoto Y R	21,000
Hashimoto Y	21,000
Hashimoto Y	21,000
Hashimoto Y	21,000
Hashizume H S	21,000
Hashizume R M	21,000
Hata M	21,000
Hatanaka B	21,000
Hatanaka F R	21,000
Hatanaka H H	21,000
Hatanaka H H	21,000
Hatanaka J Y	21,000
Hatanaka J M	21,000
Hatanaka J	21,000
Hatanaka K K	21,000
Hatanaka K	21,000
Hatanaka M M	21,000
Hatanaka M M	21,000
Hatanaka M	21,000
Hatanaka M M	21,000
Hatanaka M	21,000
Hatanaka M B	21,000
Hatanaka N N	21,000
Hatanaka N	21,000
Hatanaka N	21,000
Hatanaka R	21,000
Hatanaka S S	21,000
Hatanaka S	21,000
Hatanaka S	21,000
Hatanaka T	21,000
Hatanaka T W	21,000
Hatanaka T T	21,000
Hatanaka T	21,000
Hatanaka T	21,000
Hatanaka The Estate of Thomas	21,000
Hatanaka T	21,000
Hatanaka Y M	21,000
Hatanaka Y R	21,000
Hatashita F	21,000
Hatashita J K	21,000
Hatashita J S	21,000
Hatashita O	21,000
Hatashita T	21,000
Hattori A Y	21,000
Hattori E	21,000
Hattori F	21,000
Hattori G	21,000
Hattori H B	21,000
Hattori J Y	21,000
Hattori L S	21,000
Hattori M	21,000
Hattori R K	21,000
Hattori S S	21,000
Hattori T	21,000
Hattori Y	21,000
Hauth M	21,000
Hay K	21,000
Haya J S	21,000
Haya K	21,000
Haya T	21,000
Hayakawa A	21,000
Hayakawa B M	21,000
Hayakawa D	21,000
Hayakawa F J	21,000
Hayakawa H	21,000
Hayakawa J	21,000
Hayakawa K	21,000
Hayakawa K	21,000
Hayakawa L	21,000
Hayakawa M	21,000
Hayakawa S	21,000
Hayakawa T T	21,000
Hayami J A	21,000
Hayashi A R	21,000
Hayashi A T	21,000
Hayashi A M	21,000
Hayashi A A	21,000
Hayashi C	21,000
Hayashi C D Y	21,000
Hayashi D A	21,000
Hayashi D	21,000
Hayashi E	21,000
Hayashi E A	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Hayashi E W	21,000
Hayashi F	21,000
Hayashi F	21,000
Hayashi G Y	21,000
Hayashi G	21,000
Hayashi G	21,000
Hayashi H	21,000
Hayashi H J	21,000
Hayashi H	21,000
Hayashi H	21,000
Hayashi H H	21,000
Hayashi H	21,000
Hayashi H R	21,000
Hayashi H	21,000
Hayashi H	21,000
Hayashi J	21,000
Hayashi J J	21,000
Hayashi J H	21,000
Hayashi K J	21,000
Hayashi K K	21,000
Hayashi K	21,000
Hayashi K	21,000
Hayashi K K G	21,000
Hayashi K	21,000
Hayashi K	21,000
Hayashi K	21,000
Hayashi K	21,000
Hayashi K	21,000
Hayashi K	21,000
Hayashi K	21,000
Hayashi L A	21,000
Hayashi M	21,000
Hayashi M	21,000
Hayashi M T	21,000
Hayashi M	21,000
Hayashi M	21,000
Hayashi M R	21,000
Hayashi M	21,000
Hayashi M M	21,000
Hayashi N	21,000
Hayashi N	21,000
Hayashi N	21,000
Hayashi N N	21,000
Hayashi P	21,000
Hayashi R	21,000
Hayashi R M	21,000
Hayashi R	21,000
Hayashi R	21,000
Hayashi R T	21,000
Hayashi S	21,000
Hayashi S	21,000
Hayashi S M	21,000
Hayashi S	21,000
Hayashi S H	21,000
Hayashi S	21,000
Hayashi S S	21,000
Hayashi S	21,000
Hayashi S	21,000
Hayashi S	21,000
Hayashi S	21,000
Hayashi T	21,000
Hayashi T	21,000
Hayashi T	21,000
Hayashi T	21,000
Hayashi T T	21,000
Hayashi T	21,000
Hayashi T T	21,000
Hayashi T V	21,000
Hayashi T	21,000
Hayashi T L	21,000
Hayashi T	21,000
Hayashi T	21,000
Hayashi T	21,000
Hayashi T	21,000
Hayashi V	21,000
Hayashi W T	21,000
Hayashi W	21,000
Hayashi Y	21,000
Hayashi Y	21,000
Hayashi Y	21,000
Hayashi Y	21,000
Hayashi Y	21,000
Hayashi Y	21,000
Hayashi Y M	21,000
Hayashi Y	21,000
Hayashida A	21,000
Hayashida C	21,000
Hayashida H	21,000
Hayashida K R	21,000
Hayashida K	21,000
Hayashida M	21,000
Hayashida M	21,000
Hayashida R	21,000
Hayashida T	21,000
Hayashida T L	21,000
Hayashida T T	21,000
Hayashinuma T	21,000
Hayden S	21,000
Hayes J Y	21,000
Hayman K	21,000
Haynes B	21,000
Healey J A	21,000
Hecht M C	21,000
Heenan S	21,000
Heffernan T	21,000
Hegland P S	21,000
Heike H	21,000
Heike I M	21,000
Heike J	21,000
Heike L C	21,000
Heike M S	21,000
Heike N	21,000
Heike R A	21,000
Heike T	21,000
Heike W L	21,000
Heinrichs Y	21,000
Helmer T J	21,000
Henderson M	21,000
Hendrickson C	21,000
Hendriks J M	21,000
Henmi R H	21,000
Henmi S S	21,000
Hennelly S	21,000
Hennessy G T	21,000
Hennesthal E T	21,000
Henry D C	21,000
Henry S	21,000
Hepburn S	21,000
Hermanson J M	21,000
Hewitt M S	21,000
Hewlett K	21,000
Hibbert H N	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Hibi K	21,000
Hibi K	21,000
Hibi M	21,000
Hicks R F	21,000
Hida E	21,000
Hidaka S S	21,000
Hiebert K	21,000
Higa A	21,000
Higa A	21,000
Higa C L	21,000
Higa G K	21,000
Higa G Y	21,000
Higa G L	21,000
Higa H F	21,000
Higa I	21,000
Higa J K	21,000
Higa J	21,000
Higa J M	21,000
Higa K	21,000
Higa L K	21,000
Higa M S	21,000
Higa N	21,000
Higa R I	21,000
Higa R	21,000
Higa R	21,000
Higa S	21,000
Higa S	21,000
Higa S N	21,000
Higa S	21,000
Higa Y	21,000
Higa Y	21,000
Higa Y	21,000
Higa Y	21,000
Higaki D	21,000
Higaki K	21,000
Higano C K	21,000
Higano J Y	21,000
Higano S	21,000
Higano S	21,000
Higano Y	21,000
Higashi A	21,000
Higashi C	21,000
Higashi D G	21,000
Higashi F	21,000
Higashi H	21,000
Higashi K K	21,000
Higashi M B	21,000
Higashi N	21,000
Higashi N	21,000
Higashi S	21,000
Higashi S S	21,000
Higashi T	21,000
Higashi W M	21,000
Higashi Y G	21,000
Higashi Y S	21,000
Higgins W L N	21,000
Higo D T	21,000
Higo F M	21,000
Higo H	21,000
Higo H	21,000
Higo K A S	21,000
Higo M S	21,000
Higo M	21,000
Higo M	21,000
Higo M	21,000
Higo R A	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Higo R K	21,000
Higo S	21,000
Higo S	21,000
Higo S	21,000
Higo T R	21,000
Higo T T	21,000
Higo Y D	21,000
Higo Y	21,000
Higo Y F	21,000
Higo Y	21,000
Higuchi A	21,000
Higuchi A H	21,000
Higuchi B F	21,000
Higuchi C	21,000
Higuchi H T	21,000
Higuchi I R	21,000
Higuchi Y J	21,000
Hikichi M	21,000
Hikichi T	21,000
Hikida G M	21,000
Hikida H Y	21,000
Hikida H R	21,000
Hikida K	21,000
Hikida K	21,000
Hikida M	21,000
Hikida M	21,000
Hikida M J	21,000
Hikida M	21,000
Hikida N R	21,000
Hikida R	21,000
Hikida S	21,000
Hikida S M	21,000
Hikida S S	21,000
Hikida S	21,000
Hikida T	21,000
Hikada T	21,000
Hikida T	21,000
Hikida T	21,000
Hikida Y	21,000
Hikida Y	21,000
Hikida Y	21,000
Hikita D	21,000
Hikita D	21,000
Hikita E	21,000
Hill R R	21,000
Hinada H	21,000
Hinada M P	21,000
Hinada S	21,000
Hinada T	21,000
Hinada T	21,000
Hinatsu C	21,000
Hinatsu C T	21,000
Hinatsu F	21,000
Hinatsu F	21,000
Hinatsu H	21,000
Hinatsu J	21,000
Hinatsu K	21,000
Hinatsu K K	21,000
Hinatsu M	21,000
Hinatsu M L	21,000
Hinatsu N N	21,000
Hinatsu R	21,000
Hinatsu R Y	21,000
Hinatsu R H	21,000
Hinatsu S	21,000
Hinatsu T V	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Hinatsu Y E	21,000
Hinatsu Y B	21,000
Hiquebran H	21,000
Hirabayashi A	21,000
Hirabayashi H	21,000
Hirabayashi K	21,000
Hirabayashi L S	21,000
Hirae F F	21,000
Hirae H M	21,000
Hirae N	21,000
Hirae S	21,000
Hiraga K	21,000
Hiraga P	21,000
Hirahara M	21,000
Hirahara S	21,000
Hirahara Y	21,000
Hirai A	21,000
Hirai F	21,000
Hirai H	21,000
Hirai J S	21,000
Hirai M	21,000
Hirai S	21,000
Hiraishi K	21,000
Hiraishi M	21,000
Hiraishi T	21,000
Hiraki G Y	21,000
Hiraki S H	21,000
Hirakida A	21,000
Hirakida F	21,000
Hirakida K M	21,000
Hirakida S E	21,000
Hirakida T	21,000
Hiramatsu K R	21,000
Hiramatsu M	21,000
Hiramatsu T P	21,000
Hirano C M	21,000
Hirano J	21,000
Hirano M	21,000
Hirano M R	21,000
Hirano P	21,000
Hirano S	21,000
Hirano S	21,000
Hirano Y T	21,000
Hiraoka A	21,000
Hiraoka J Y	21,000
Hiraoka M	21,000
Hiraoka S	21,000
Hirasawa A P	21,000
Hirasawa F T	21,000
Hirasawa G H	21,000
Hirasawa G P	21,000
Hirasawa G S	21,000
Hirasawa J O	21,000
Hirasawa J Y	21,000
Hirasawa S	21,000
Hirashima M	21,000
Hirashima T	21,000
Hirashima T	21,000
Hirata E	21,000
Hirata H	21,000
Hirayama G A	21,000
Hirayama J J	21,000
Hirayama K	21,000
Hirayama L	21,000
Hirayama R	21,000
Hirayama R S	21,000
Hiraye T	21,000
Hirokado T	21,000
Hirokado Y	21,000
Hirokawa K	21,000
Hironaka A	21,000
Hironaka J W	21,000
Hironaka K	21,000
Hironaka S S	21,000
Hironaka S	21,000
Hironaka The Estate of Kinko	21,000
Hironaka T G	21,000
Hironaka T	21,000
Hironaka T P	21,000
Hironaka T	21,000
Hironaka T	21,000
Hironaka Y	21,000
Hironaka Y	21,000
Hirose A A	21,000
Hirose C C	21,000
Hirose E	21,000
Hirose F F	21,000
Hirose G	21,000
Hirose G T	21,000
Hirose H	21,000
Hirose K K	21,000
Hirose M Y	21,000
Hirose R	21,000
Hirose S	21,000
Hirose T	21,000
Hirose T	21,000
Hirose T T	21,000
Hirota F I	21,000
Hirota J Y	21,000
Hirota K	21,000
Hirota M M	21,000
Hirota N N	21,000
Hirota T T	21,000
Hirotsu E T	21,000
Hirotsu R M	21,000
Hirotsu S	21,000
Hirowatari B C	21,000
Hirowatari C S	21,000
Hirowatari H	21,000
Hirowatari L	21,000
Hirowatari M	21,000
Hirowatari M	21,000
Hirowatari T	21,000
Hirowatari T	21,000
Hirowatari Y	21,000
Hisaki E J	21,000
Hisaki J S	21,000
Hisanaga J	21,000
Hisanaga K	21,000
Hisanaga M	21,000
Hisaoka T	21,000
Hizaka K	21,000
Hizaka K A	21,000
Hlady G E	21,000
Ho S C	21,000
Hobbs A E	21,000
Hobbs G	21,000
Hobbs P M	21,000
Hodgson S	21,000
Hofer A	21,000
Hogg J	21,000
Hoita G T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Hoita J T	21,000	Hori P K	21,000
Hoita T T	21,000	Hori P	21,000
Hokazono A	21,000	Hori R W	21,000
Hokazono E T	21,000	Hori R Z	21,000
Hokazono M M	21,000	Hori R W	21,000
Home-Douglas K K	21,000	Hori R Y	21,000
Homma E	21,000	Hori S A	21,000
Homma J L M	21,000	Hori S K	21,000
Homma K	21,000	Hori S	21,000
Homma M M J	21,000	Hori S	21,000
Homma R S	21,000	Hori T	21,000
Homma T	21,000	Hori T	21,000
Honda D Y	21,000	Hori T T	21,000
Honda J Y	21,000	Hori T T	21,000
Honda K	21,000	Hori T	21,000
Honda K	21,000	Hori T	21,000
Honda M T	21,000	Hori T	21,000
Honda M M	21,000	Hori W H	21,000
Honda M	21,000	Horibe G	21,000
Honda R M	21,000	Horibe I L	21,000
Honda R T	21,000	Horibe J	21,000
Honda R Y	21,000	Horibe K	21,000
Honda T	21,000	Horibe K K	21,000
Honkawa F	21,000	Horibe K	21,000
Honkawa H	21,000	Horibe S S	21,000
Honkawa I	21,000	Horiguchi D B	21,000
Honkawa K	21,000	Horiguchi S S	21,000
Honkawa M Y	21,000	Horiguchi T	21,000
Honkawa N N	21,000	Horii A	21,000
Honkawa R T	21,000	Horii B O	21,000
Honkawa T	21,000	Horii F	21,000
Honkawa Y	21,000	Horii G F	21,000
Honma M M	21,000	Horii H	21,000
Honmura M	21,000	Horii K	21,000
Hood D E	21,000	Horii M	21,000
Hoogerbrug K	21,000	Horii S L	21,000
Hoogewoonink J M	21,000	Horii Y G	21,000
Hoover L	21,000	Horikawa A	21,000
Hope M T	21,000	Horikawa M M	21,000
Hope S A	21,000	Horikawa R	21,000
Hopkins J A Y	21,000	Horinaka T	21,000
Hora M M	21,000	Horinaka T	21,000
Hori A	21,000	Horio R Y	21,000
Hori C M	21,000	Horisaki K	21,000
Hori D G	21,000	Horisaki K	21,000
Hori E	21,000	Horita R E	21,000
Hori E R	21,000	Horiuchi F B	21,000
Hori F	21,000	Horiuchi H	21,000
Hori F	21,000	Horiuchi L N	21,000
Hori G	21,000	Horiuchi R A	21,000
Hori G N	21,000	Horiuchi The Estate of Tora	21,000
Hori H	21,000	Horiuchi Y T	21,000
Hori H J	21,000	Horiuhi E T	21,000
Hori I	21,000	Horney A K	21,000
Hori I S	21,000	Hosaki D	21,000
Hori K	21,000	Hosaki G T	21,000
Hori K	21,000	Hosaki G	21,000
Hori K K	21,000	Hosaki K K	21,000
Hori M	21,000	Hosaki L	21,000
Hori M	21,000	Hosaki L	21,000
Hori M	21,000	Hosaki R T	21,000
Hori M	21,000	Hosaki S G	21,000
Hori M	21,000	Hosaki T B	21,000
Hori M	21,000	Hoshiko T	21,000
Hori M	21,000	Hoshino A	21,000
Hori N N	21,000	Hoshino A	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Hoshino L Y	21,000	Ibaraki S	21,000
Hoshino M	21,000	Ibuki A T	21,000
Hoshino S	21,000	Ibuki B N	21,000
Hoshizaki A K	21,000	Ibuki I	21,000
Hoshizaki B H	21,000	Ibuki M M	21,000
Hoshizaki E E	21,000	Ibuki M	21,000
Hoshizaki H	21,000	Ibuki N	21,000
Hoshizaki H	21,000	Ibuki R	21,000
Hoshizaki J	21,000	Ibuki S	21,000
Hoshizaki K	21,000	Ibuki T	21,000
Hoshizaki L K	21,000	Ibuki T	21,000
Hoshizaki M S	21,000	Ibuki Y	21,000
Hoshizaki N E	21,000	Ichii A	21,000
Hoshizaki W Y	21,000	Ichii D H	21,000
Hosoda M K	21,000	Ichii M	21,000
Hosokawa A	21,000	Ichiiwa M	21,000
Hosokawa A Y	21,000	Ichikawa H P	21,000
Hosokawa D	21,000	Ichikawa J H	21,000
Hosokawa G J	21,000	Ichikawa J	21,000
Hosokawa T C	21,000	Ichikawa K	21,000
Hotta A B	21,000	Ichikawa K	21,000
Hotta D Y	21,000	Ichikawa L C	21,000
Hotta H	21,000	Ichikawa M N	21,000
Hotta H	21,000	Ichikawa R	21,000
Hotta I R	21,000	Ichikawa S	21,000
Hotta J Y	21,000	Ichikawa T	21,000
Hotta K	21,000	Ichino K	21,000
Hotta R H	21,000	Ichino K	21,000
Hotta S	21,000	Ichino S S	21,000
Hounslow J R	21,000	Ichino T T	21,000
How E	21,000	Ichiyen C	21,000
Howard R A	21,000	Ichiyen C Y	21,000
Howatt I	21,000	Ichiyen H M	21,000
Howell C R	21,000	Ichiyen N M	21,000
Howell E M J	21,000	Ichiyen S W	21,000
Howell-Jensen M M	21,000	Ida J	21,000
Hoy C	21,000	Ida M	21,000
Hoy M	21,000	Ide A	21,000
Hoyano J K	21,000	Ide E R	21,000
Hoyano K K	21,000	Ide G R	21,000
Hoyano K H	21,000	Ide M L	21,000
Hoyano M	21,000	Ide M	21,000
Hoyano M	21,000	Ide R M	21,000
Hoyano M	21,000	Idenouye F	21,000
Hoyland R	21,000	Idenouye H	21,000
Hozumi K	21,000	Idenouye K	21,000
Hubel N	21,000	Idenouye K	21,000
Hubert J J	21,000	Idenouye M P	21,000
Hughes H	21,000	Idenouye M F	21,000
Hugues K	21,000	Idenouye M A	21,000
Huminuk J M	21,000	Idenouye M	21,000
Hunt M M	21,000	Idenouye N	21,000
Hunter A A	21,000	Idenouye S S	21,000
Hunter M B	21,000	Idenouye T	21,000
Hunter S	21,000	Idenouye Y S	21,000
Hustler L M	21,000	Idenouye Y H	21,000
Huumonen M S	21,000	Ido C	21,000
Hya N	21,000	Ido G S	21,000
Hyodo E T	21,000	Ido T	21,000
Hyodo S	21,000	Igarashi K	21,000
Hyodo Y	21,000	Igashira A	21,000
Ibaraki A I	21,000	Igashira M M	21,000
Ibaraki H	21,000	Igashira T	21,000
Ibaraki J	21,000	Igashira Y	21,000
Ibaraki M	21,000	Iguchi K	21,000
Ibaraki S	21,000	Iida M	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Iida T	21,000
Iijima A T	21,000
Iijima R	21,000
Iinuma J T	21,000
Iio T A	21,000
Ikari A	21,000
Ikari D	21,000
Ikari D	21,000
Ikari H	21,000
Ikari J J K	21,000
Ikari L K	21,000
Ikari M	21,000
Ikari M	21,000
Ikari M	21,000
Ikari R	21,000
Ikari R S	21,000
Ikari T J	21,000
Ikari T	21,000
Ikari T	21,000
Ikari T	21,000
Ikari Y	21,000
Ikebata A	21,000
Ikebata M G	21,000
Ikebata T	21,000
Ikebata Y	21,000
Ikebuchi H	21,000
Ikebuchi H H	21,000
Ikebuchi H	21,000
Ikebuchi J D K	21,000
Ikebuchi J	21,000
Ikebuchi S	21,000
Ikebuchi S	21,000
Ikebuchi S	21,000
Ikebuchi T T	21,000
Ikebuchi Y	21,000
Ikebuchi Y N	21,000
Ikeda A	21,000
Ikeda A H	21,000
Ikeda B	21,000
Ikeda D S	21,000
Ikeda E	21,000
Ikeda E	21,000
Ikeda E Y	21,000
Ikeda E R	21,000
Ikeda F	21,000
Ikeda G M	21,000
Ikeda H K	21,000
Ikeda H	21,000
Ikeda H K	21,000
Ikeda H	21,000
Ikeda H R	21,000
Ikeda H A	21,000
Ikeda J I	21,000
Ikeda J	21,000
Ikeda K	21,000
Ikeda K	21,000
Ikeda K	21,000
Ikeda K	21,000
Ikeda L	21,000
Ikeda L	21,000
Ikeda M M	21,000
Ikeda M	21,000
Ikeda M	21,000
Ikeda M L	21,000
Ikeda M	21,000
Ikeda M	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Ikeda M	21,000
Ikeda M	21,000
Ikeda N	21,000
Ikeda R	21,000
Ikeda R	21,000
Ikeda R P	21,000
Ikeda S	21,000
Ikeda S	21,000
Ikeda S	21,000
Ikeda S K	21,000
Ikeda S T	21,000
Ikeda T	21,000
Ikeda T	21,000
Ikeda T C	21,000
Ikeda T	21,000
Ikeda T	21,000
Ikeda T T	21,000
Ikeda V S	21,000
Ikeda Y	21,000
Ikeda-Douglas V J	21,000
Ikedo H	21,000
Ikegami H	21,000
Ikegami I	21,000
Ikegami M T	21,000
Ikemoto G	21,000
Ikeno A H	21,000
Ikeno E K	21,000
Ikeno E S	21,000
Ikeno G S	21,000
Ikeno H	21,000
Ikeno J	21,000
Ikeno K K	21,000
Ikeno K	21,000
Ikeno K	21,000
Ikeno L C	21,000
Ikeno T	21,000
Ikenouye A	21,000
Ikenouye N	21,000
Ikenouye P	21,000
Ikenouye T	21,000
Ikesaka N	21,000
Ikesaka S	21,000
Ikoma M	21,000
Ikuta I	21,000
Ikuta K J	21,000
Ikuta K	21,000
Ikuta K	21,000
Iles B K	21,000
Imabeppu S	21,000
Imabeppu T	21,000
Imada G	21,000
Imada H	21,000
Imada N	21,000
Imada R	21,000
Imada S S	21,000
Imada S S	21,000
Imada T F	21,000
Imada Y	21,000
Imagawa T	21,000
Imahashi M	21,000
Imahashi Y	21,000
Imai A H	21,000
Imai E	21,000
Imai E	21,000
Imai F	21,000
Imai G K	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Imai G S	21,000
Imai H K	21,000
Imai H R	21,000
Imai J	21,000
Imai J A	21,000
Imai J J	21,000
Imai M L	21,000
Imai R	21,000
Imai S	21,000
Imai T	21,000
Imai U B	21,000
Imakire F	21,000
Imamoto S	21,000
Imamoto T	21,000
Imamura A	21,000
Imamura H	21,000
Imamura K	21,000
Imamura T	21,000
Imayoshi J K	21,000
Imayoshi K	21,000
Imoo C	21,000
Imoo D T	21,000
Imoo L	21,000
Inaba A A	21,000
Inaba D J	21,000
Inaba D M	21,000
Inaba F M	21,000
Inaba F L	21,000
Inaba F F	21,000
Inaba J	21,000
Inaba K M	21,000
Inaba M	21,000
Inaba M	21,000
Inaba R T	21,000
Inamasu A	21,000
Inamasu C A	21,000
Inamasu H	21,000
Inamasu M	21,000
Inamoto A W	21,000
Inamoto C M	21,000
Inamoto D	21,000
Inamoto F	21,000
Inamoto J K	21,000
Inamoto K N	21,000
Inamoto L	21,000
Inamoto R	21,000
Inamoto T	21,000
Inamoto T	21,000
Inata G	21,000
Inata Y J	21,000
Inatomi L	21,000
Ince A	21,000
Ing J	21,000
Ing Y M	21,000
Ingham S F	21,000
Ingram A A	21,000
Inkster M	21,000
Inkster M	21,000
Inose A S	21,000
Inose E P	21,000
Inose K	21,000
Inoue Y	21,000
Inouye A	21,000
Inouye A R	21,000
Inouye B K	21,000
Inouye C	21,000
Inouye C D	21,000
Inouye C K	21,000
Inouye D	21,000
Inouye D K	21,000
Inouye G	21,000
Inouye H T	21,000
Inouye H	21,000
Inouye H	21,000
Inouye H	21,000
Inouye H	21,000
Inouye I K	21,000
Inouye J E	21,000
Inouye J	21,000
Inouye J S	21,000
Inouye J	21,000
Inouye J	21,000
Inouye K K	21,000
Inouye K A	21,000
Inouye K K	21,000
Inouye K	21,000
Inouye K J	21,000
Inouye K	21,000
Inouye K D	21,000
Inouye K D	21,000
Inouye K	21,000
Inouye K	21,000
Inouye L Y	21,000
Inouye M	21,000
Inouye M M	21,000
Inouye M T	21,000
Inouye M Y	21,000
Inouye M	21,000
Inouye M	21,000
Inouye M B	21,000
Inouye M M	21,000
Inouye M K	21,000
Inouye P	21,000
Inouye P Y	21,000
Inouye R S	21,000
Inouye R	21,000
Inouye R	21,000
Inouye R M	21,000
Inouye R H	21,000
Inouye S	21,000
Inouye S	21,000
Inouye S	21,000
Inouye S T	21,000
Inouye S T	21,000
Inouye S	21,000
Inouye S	21,000
Inouye T	21,000
Inouye T	21,000
Inouye T	21,000
Inouye T	21,000
Inouye T	21,000
Inouye T	21,000
Inouye T	21,000
Inouye Y	21,000
Inouye Y	21,000
Inouye Y	21,000
Inouye Y	21,000
Inouye Y	21,000
Ioi C P	21,000
Ioi H	21,000
Ioi K	21,000
Ioi S	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Iori M	21,000
Ireland H R	21,000
Irie A	21,000
Irie E	21,000
Irie J	21,000
Irie J I	21,000
Irie J	21,000
Irie K K	21,000
Irie T	21,000
Iriye A A	21,000
Iriye F Y	21,000
Iriye Y	21,000
Irizawa A	21,000
Irizawa A	21,000
Irizawa E Y	21,000
Irizawa E	21,000
Irizawa H T	21,000
Irizawa K K	21,000
Irizawa M	21,000
Irizawa S	21,000
Irizawa S	21,000
Irizawa T	21,000
Irvine L	21,000
Ise H S	21,000
Ise K	21,000
Isezaki K	21,000
Ishibashi A	21,000
Ishibashi C	21,000
Ishibashi M M	21,000
Ishibashi S T	21,000
Ishida C M	21,000
Ishida D	21,000
Ishida D	21,000
Ishida J	21,000
Ishida M	21,000
Ishida M	21,000
Ishida M	21,000
Ishida S	21,000
Ishida T	21,000
Ishida Y	21,000
Ishida Y	21,000
Ishida Y	21,000
Ishiguro F H	21,000
Ishihara D T	21,000
Ishihara I	21,000
Ishihara J S	21,000
Ishihara K	21,000
Ishihara K	21,000
Ishihara M	21,000
Ishii A A	21,000
Ishii F	21,000
Ishii G	21,000
Ishii G M	21,000
Ishii H	21,000
Ishii H	21,000
Ishii H	21,000
Ishii K B	21,000
Ishii K K	21,000
Ishii K	21,000
Ishii K	21,000
Ishii K	21,000
Ishii K	21,000
Ishii L	21,000
Ishii M	21,000
Ishii M	21,000
Ishii N N	21,000
Ishii R K	21,000
Ishii T	21,000
Ishii The Estate of Chiyok	21,000
Ishii T	21,000
Ishii Y	21,000
Ishii Y	21,000
Ishii Y	21,000
Ishikawa A	21,000
Ishikawa D T	21,000
Ishikawa H T	21,000
Ishikawa H	21,000
Ishikawa H	21,000
Ishikawa H	21,000
Ishikawa H	21,000
Ishikawa J J	21,000
Ishikawa K E	21,000
Ishikawa K G	21,000
Ishikawa M C	21,000
Ishikawa M	21,000
Ishikawa M	21,000
Ishikawa N	21,000
Ishikawa S	21,000
Ishikawa S	21,000
Ishikawa S	21,000
Ishikawa S	21,000
Ishima S	21,000
Ishizaki M S	21,000
Isobe G H M	21,000
Isobe I	21,000
Isobe M M	21,000
Isobe R A G	21,000
Isobe R T	21,000
Isobe Y	21,000
Isogai K	21,000
Isogai Y S	21,000
Isojima S	21,000
Isoki S T	21,000
Isomura E	21,000
Isomura E	21,000
Isomura H F	21,000
Isomura J	21,000
Isomura K H	21,000
Isomura S L	21,000
Isoshima F S	21,000
Isoshima H	21,000
Isoshima K	21,000
Isoshima M	21,000
Isoshima M M	21,000
Isoshima R M	21,000
Isotani H	21,000
Isotani T	21,000
Isowa T	21,000
Isowa T A	21,000
Isozaki G M	21,000
Isozaki L	21,000
Isozaki S	21,000
Isozaki T E	21,000
Itakura A M	21,000
Itami M	21,000
Itani S	21,000
Itani T T	21,000
Itani T	21,000
Itano C	21,000
Itaya D	21,000
Itaya K	21,000
Itaya K	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Itaya K	21,000	Ito T	21,000
Itaya M	21,000	Ito T T	21,000
Itaya S	21,000	Ito Y	21,000
Ito A	21,000	Ito Y J	21,000
Ito B	21,000	Ito Y	21,000
Ito C	21,000	Itonaga M J	21,000
Ito C	21,000	Iversen D Y	21,000
Ito C	21,000	Iwaasa H N	21,000
Ito C	21,000	Iwaasa J	21,000
Ito D M	21,000	Iwaasa M	21,000
Ito E	21,000	Iwaasa R	21,000
Ito F	21,000	Iwaasa S	21,000
Ito H D	21,000	Iwaasa T	21,000
Ito H M	21,000	Iwabuchi H	21,000
Ito H	21,000	Iwabuchi J K	21,000
Ito I	21,000	Iwabuchi K H	21,000
Ito J H	21,000	Iwabuchi K	21,000
Ito J S	21,000	Iwabuchi M	21,000
Ito K	21,000	Iwabuchi P M	21,000
Ito K	21,000	Iwabuchi R M	21,000
Ito K	21,000	Iwabuchi S S	21,000
Ito K	21,000	Iwagase E	21,000
Ito K	21,000	Iwahashi I T	21,000
Ito K	21,000	Iwai T K	21,000
Ito K	21,000	Iwai The Estate of Toshihito	21,000
Ito K	21,000	Iwama H J	21,000
Ito K	21,000	Iwama T	21,000
Ito K	21,000	Iwama Y	21,000
Ito K M	21,000	Iwamasa A	21,000
Ito K J	21,000	Iwamoto A	21,000
Ito L T	21,000	Iwamoto C	21,000
Ito L A	21,000	Iwamoto G	21,000
Ito M	21,000	Iwamoto H	21,000
Ito M	21,000	Iwamoto K K	21,000
Ito M M	21,000	Iwamoto K	21,000
Ito M K	21,000	Iwamoto M M	21,000
Ito M T	21,000	Iwamoto M	21,000
Ito M	21,000	Iwamoto M	21,000
Ito M	21,000	Iwamoto M	21,000
Ito M	21,000	Iwamoto S	21,000
Ito M G	21,000	Iwamoto S	21,000
Ito M M	21,000	Iwamoto S S	21,000
Ito M	21,000	Iwamoto T	21,000
Ito M	21,000	Iwamoto T	21,000
Ito M	21,000	Iwamoto T S	21,000
Ito M	21,000	Iwamoto T	21,000
Ito M	21,000	Iwamoto W	21,000
Ito N	21,000	Iwamoto W S	21,000
Ito P S	21,000	Iwamoto Y	21,000
Ito P	21,000	Iwamoto Y	21,000
Iot R	21,000	Iwanaka C	21,000
Ito R T	21,000	Iwanaka D K	21,000
Ito R R	21,000	Iwanaka E O	21,000
Ito S S	21,000	Iwanaka G	21,000
Ito S	21,000	Iwanaka J Y	21,000
Ito S T	21,000	Iwanaka J	21,000
Ito S J	21,000	Iwanaka K	21,000
Ito S	21,000	Iwanaka P M	21,000
Ito S	21,000	Iwanaka R J T	21,000
Ito T	21,000	Iwanami S	21,000
Ito T	21,000	Iwasa A Y	21,000
Ito T T	21,000	Iwasa E K	21,000
Ito T	21,000	Iwasa E	21,000
Ito T	21,000	Iwasa E T	21,000
Ito T	21,000	Iwasa G	21,000
Ito T	21,000	Iwasa J A	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Iwasa K	21,000
Iwasa K	21,000
Iwasa K K	21,000
Iwasa N N	21,000
Iwasa S E	21,000
Iwasa T	21,000
Iwasa T	21,000
Iwasa T	21,000
Iwasa T	21,000
Iwasa Y M	21,000
Iwasaki A K	21,000
Iwasaki A F	21,000
Iwasaki C H	21,000
Iwasaki C E	21,000
Iwasaki F	21,000
Iwasaki H	21,000
Iwasaki H W	21,000
Iwasaki K T	21,000
Iwasaki K L	21,000
Iwasaki L M	21,000
Iwasaki L W	21,000
Iwasaki M	21,000
Iwasaki M	21,000
Iwasaki M	21,000
Iwasaki M	21,000
Iwasaki S	21,000
Iwasaki S	21,000
Iwasaki Y	21,000
Iwasaki Y	21,000
Iwasaki Y M	21,000
Iwashita F	21,000
Iwata A M	21,000
Iwata B M	21,000
Iwata D K	21,000
Iwata F	21,000
Iwata G K	21,000
Iwata G F	21,000
Iwata G T	21,000
Iwata H	21,000
Iwata H	21,000
Iwata H H	21,000
Iwata H G	21,000
Iwata I F	21,000
Iwata J	21,000
Iwata K	21,000
Iwata L K	21,000
Iwata M M	21,000
Iwata N	21,000
Iwata R N	21,000
Iwata S	21,000
Iwata T	21,000
Iwata T M	21,000
Iwata T	21,000
Iwata T S	21,000
Izawa E	21,000
Izawa J	21,000
Izawa M S	21,000
Izawa M E	21,000
Izawa M	21,000
Izawa R S	21,000
Izawa R M	21,000
Izawa T T	21,000
Izuka F	21,000
Izuka H	21,000
Izukawa K J	21,000
Izukawa T	21,000
Izumi A	21,000
Izumi A	21,000
Izumi C	21,000
Izumi E S	21,000
Izumi H H	21,000
Izumi H H	21,000
Izumi K H	21,000
Izumi K	21,000
Izumi K	21,000
Izumi K	21,000
Izumi K	21,000
Izumi M M	21,000
Izumi M M	21,000
Izumi M	21,000
Izumi M	21,000
Izumi M	21,000
Izumi Y	21,000
Izumi-Kruse C M	21,000
Jackson A	21,000
Jackson K L	21,000
Jackson V Y	21,000
Jacquith R E	21,000
Jalmarson J A	21,000
James H M	21,000
Jang K	21,000
Jang N Y	21,000
Jarvis I M	21,000
Jasiukiewicz F	21,000
Jefferson L Y	21,000
Jego M M	21,000
Jenkinson S	21,000
Jenks K	21,000
Jenner S J	21,000
Jennings L J K	21,000
Jensen J R	21,000
Jensen P H	21,000
Jim M C	21,000
Jinde K	21,000
Jinde S	21,000
Jinnouchi D M	21,000
Jiyobu K	21,000
Jiyobu S	21,000
Jiyobu Y J	21,000
Joe G A	21,000
Joe Y	21,000
John A	21,000
Johnson A F	21,000
Johnson K S	21,000
Johnson M	21,000
Johnson M	21,000
Johnson S	21,000
Johnson Y A	21,000
Johnston D S	21,000
Johnston M A R	21,000
Jolley P	21,000
Jomori E	21,000
Jomori J	21,000
Jomori N	21,000
Jomori R	21,000
Jomori S A	21,000
Jomori T	21,000
Jordan M D	21,000
Jordan M	21,000
Jovic A E	21,000
Kabayama I S	21,000
Kabayama J	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kada C N	21,000
Kada T Y	21,000
Kada Y G	21,000
Kado H	21,000
Kado K	21,000
Kado K	21,000
Kado S S	21,000
Kado Y	21,000
Kadoguchi R Y	21,000
Kadoguchi S	21,000
Kadohama H H	21,000
Kadohama K G	21,000
Kadohama K K	21,000
Kadohama K	21,000
Kadohama K J	21,000
Kadohama N	21,000
Kadohama P S	21,000
Kadohama T T	21,000
Kadohama T	21,000
Kadonaga A	21,000
Kadonaga B	21,000
Kadonaga C	21,000
Kadonaga F K	21,000
Kadonaga H I	21,000
Kadonaga H L	21,000
Kadonaga H	21,000
Kadonaga J T	21,000
Kadonaga J	21,000
Kadonaga J J	21,000
Kadonaga K D	21,000
Kadonaga K G	21,000
Kadonaga K K	21,000
Kadonaga K	21,000
Kadonaga K P	21,000
Kadonaga K	21,000
Kadonaga M M	21,000
Kadonaga M	21,000
Kadonaga N	21,000
Kadonaga N H	21,000
Kadonaga O	21,000
Kadonaga R	21,000
Kadonaga S J	21,000
Kadonaga S R	21,000
Kadonaga T	21,000
Kadonaga T	21,000
Kadonaga V I	21,000
Kadonaga R S	21,000
Kadota C H	21,000
Kadota G M	21,000
Kadota L Y	21,000
Kadowaki A	21,000
Kadowaki D H	21,000
Kadowaki J	21,000
Kadowaki R	21,000
Kadoyama T	21,000
Kaga B F	21,000
Kaga L F	21,000
Kaga R S	21,000
Kaga T	21,000
Kaga T T	21,000
Kaga Y Y	21,000
Kaga Y	21,000
Kagawa I K	21,000
Kagawa N D	21,000
Kagawa N H	21,000
Kagawa T F	21,000
Kagayama B R	21,000
Kagayama S	21,000
Kagayama T T	21,000
Kagetsu K K	21,000
Kagetsu M N	21,000
Kagetsu M T	21,000
Kagetsu M M	21,000
Kagetsu P Y	21,000
Kagetsu S H	21,000
Kagetsu T J	21,000
Kagetsu T T	21,000
Kagetsu Y V	21,000
Kageyama C	21,000
Kai G S	21,000
Kai I S	21,000
Kai L Y	21,000
Kai M J	21,000
Kai M	21,000
Kai R Y	21,000
Kai S S	21,000
Kaita A E	21,000
Kaita E	21,000
Kaita F R	21,000
Kaita F M	21,000
Kaita F F	21,000
Kaita H	21,000
Kaita J G Y	21,000
Kaita R	21,000
Kaita R Y	21,000
Kaiura D S	21,000
Kaiura D T	21,000
Kaiura H	21,000
Kaiura I	21,000
Kaiura K	21,000
Kaiura M	21,000
Kaiura S	21,000
Kaiway M	21,000
Kajanus H C	21,000
Kaji D T	21,000
Kaji G A	21,000
Kaji H	21,000
Kaji K	21,000
Kaji M	21,000
Kaji N N	21,000
Kaji R R	21,000
Kaji T R	21,000
Kajioka A Y	21,000
Kajioka J	21,000
Kajioka The Estate of Teruko	21,000
Kajiura A	21,000
Kajiura D A	21,000
Kajiura D M	21,000
Kajiura E F	21,000
Kajiura H	21,000
Kajiura S K	21,000
Kajiura Y J	21,000
Kajiwara A G	21,000
Kajiwara E A	21,000
Kajiwara H	21,000
Kajiwara J C	21,000
Kajiwara K	21,000
Kajiwara M M	21,000
Kajiwara R	21,000
Kajiwara T T	21,000
Kakei N	21,000
Kakino C J	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Kakino T T	21,000	Kamitakahara D K	21,000
Kakiuchi I	21,000	Kamitakahara G	21,000
Kakiuchi J N	21,000	Kamitakahara H H	21,000
Kakiuchi S K	21,000	Kamitakahara J	21,000
Kakumasu J Y	21,000	Kamitakahara K K	21,000
Kakumasu J G	21,000	Kamitakahara K	21,000
Kakumasu K	21,000	Kamitakahara K	21,000
Kakuno E	21,000	Kamitakahara N	21,000
Kakuno G H	21,000	Kamitakahara N	21,000
Kakuno W	21,000	Kamitakahara N	21,000
Kakutani S I	21,000	Kamitakahara R R	21,000
Kamachi C J	21,000	Kamitakahara R G	21,000
Kamachi M S	21,000	Kamitakahara S	21,000
Kamachi M	21,000	Kamitakahara S T	21,000
Kamachi S	21,000	Kamitakahara W T	21,000
Kamachi S	21,000	Kamitakahara W A	21,000
Kamachi S	21,000	Kamitomo A	21,000
Kamachi T	21,000	Kamitomo F	21,000
Kamachi Y	21,000	Kamitomo J	21,000
Kamachi Y	21,000	Kamitomo M K	21,000
Kamachi Y L	21,000	Kamitomo N	21,000
Kamada J S	21,000	Kamitomo R S	21,000
Kamada M	21,000	Kamitomo S D	21,000
Kamada M	21,000	Kamitomo S	21,000
Kamada T	21,000	Kamiya A	21,000
Kambara A	21,000	Kamiya D M	21,000
Kambara K	21,000	Kamiya H F	21,000
Kambara T	21,000	Kamiya N	21,000
Kameda A N	21,000	Kamiya Y M	21,000
Kameda B C	21,000	Kamo A R	21,000
Kameda V M	21,000	Kamo E	21,000
Kameoka K K	21,000	Kamo H H	21,000
Kameoka M	21,000	Kamo M	21,000
Kameoka P H	21,000	Kamo M M	21,000
Kameoka R Y	21,000	Kamo M	21,000
Kameoka T T	21,000	Kamo M	21,000
Kamezawa K	21,000	Kamo R	21,000
Kamibayashi B E	21,000	Kamo S	21,000
Kamibayashi J J	21,000	Kamstra L S	21,000
Kamibayashi J	21,000	Kanade K	21,000
Kamide S P	21,000	Kanagusuku B	21,000
Kamigochi A	21,000	Kanai H	21,000
Kamikawaji R H	21,000	Kanai M	21,000
Kamikawaji The Estate of Eiji	21,000	Kanamitsu K	21,000
Kamikura J H	21,000	Kanashiro A	21,000
Kamimura M	21,000	Kanashiro B K	21,000
Kamimura W W	21,000	Kanashiro D S	21,000
Kaminishi F N	21,000	Kanashiro K	21,000
Kaminishi K K	21,000	Kanashiro K	21,000
Kamino A J	21,000	Kanashiro K	21,000
Kamino C J	21,000	Kanashiro K J	21,000
Kamino C	21,000	Kanashiro M S	21,000
Kamino E	21,000	Kanashiro M	21,000
Kamino H	21,000	Kanashiro M	21,000
Kamino K S	21,000	Kanashiro T	21,000
Kamino M	21,000	Kanashiro T	21,000
Kamino R S	21,000	Kanashiro Y J	21,000
Kamino T	21,000	Kanashiro Y R	21,000
Kamino T T	21,000	Kanashiro Y	21,000
Kamino T	21,000	Kanaya J	21,000
Kamisori H	21,000	Kanaya M P	21,000
Kamitakahara A	21,000	Kanayama A	21,000
Kamitakahara A T	21,000	Kanayama M	21,000
Kamitakahara A K	21,000	Kanayama S	21,000
Kamitakahara A	21,000	Kanbara B T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kanbara F	21,000
Kanda A N	21,000
Kanda G M	21,000
Kanda H M	21,000
Kanda K K	21,000
Kanda Y	21,000
Kane M A	21,000
Kaneda H	21,000
Kaneda S	21,000
Kanegawa S S	21,000
Kanegawa S R	21,000
Kanegawa S	21,000
Kanegawa S	21,000
Kaneko H	21,000
Kaneko K	21,000
Kaneko M	21,000
Kaneko M S	21,000
Kaneko R K	21,000
Kaneko The Estate of Agnes	21,000
Kanna A A	21,000
Kanna J	21,000
Kanna Y	21,000
Kanno E K	21,000
Kanno R T	21,000
Kano K	21,000
Kanomata K J	21,000
Kanomata U J	21,000
Kanzaki K	21,000
Karaki G	21,000
Karaki G	21,000
Karaki G G	21,000
Karaki M	21,000
Karaki S	21,000
Karaki S	21,000
Karaki S	21,000
Karaki V K	21,000
Karaki Y	21,000
Karatsu P Y	21,000
Karatsu R	21,000
Karatsu T Y	21,000
Kari E K	21,000
Kari K	21,000
Karia I Y	21,000
Kariatsumari A R	21,000
Kariatsumari K	21,000
Kariatsumari R	21,000
Kariatsumari Y	21,000
Kariya A	21,000
Kariya C	21,000
Kariya E	21,000
Kariya F	21,000
Kariya H	21,000
Kariya J	21,000
Kariya K	21,000
Kariya K K	21,000
Kariya L K	21,000
Kariya M	21,000
Kariya M F	21,000
Kariya S	21,000
Kariya T	21,000
Kariya T	21,000
Kariya T	21,000
Kariya T	21,000
Kariya T	21,000
Kariya V M	21,000
Karp D N	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Karpoff L I	21,000
Kashino J S	21,000
Kashino M	21,000
Kasubuchi A K	21,000
Kasubuchi H W	21,000
Kasubuchi T S	21,000
Katai E S	21,000
Katai J S	21,000
Katai K T	21,000
Katai N J	21,000
Katai T	21,000
Katakami E	21,000
Katakami K K	21,000
Katakami N N	21,000
Katakami S	21,000
Kataoka F	21,000
Kataoka K	21,000
Kataoka N	21,000
Kataoka R	21,000
Kataoka T	21,000
Kataoka T	21,000
Katayama E	21,000
Katayama M	21,000
Katayama M J	21,000
Katayama R M	21,000
Katayama S	21,000
Katayama T	21,000
Kato A	21,000
Kato A F	21,000
Kato A	21,000
Kato A Y	21,000
Kato B T	21,000
Kato C S	21,000
Kato D K	21,000
Kato D A	21,000
Kato F	21,000
Kato F S	21,000
Kato G	21,000
Kato G	21,000
Kato G	21,000
Kato H	21,000
Kato I Y	21,000
Kato J	21,000
Kato J K	21,000
Kato K	21,000
Kato K	21,000
Kato K	21,000
Kato K J	21,000
Kato K M	21,000
Kato K F	21,000
Kato M E	21,000
Kato M	21,000
Kato M Y	21,000
Kato M	21,000
Kato M	21,000
Kato M	21,000
Kato N	21,000
Kato N S	21,000
Kato R	21,000
Kato S T	21,000
Kato S	21,000
Kato S M	21,000
Kato S H	21,000
Kato T W	21,000
Kato T	21,000
Kato T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kato T	21,000
Kato W T	21,000
Kato Y	21,000
Katsumi G	21,000
Katsumi N Y	21,000
Katsumi S	21,000
Katsumoto J	21,000
Katsumoto R	21,000
Katsuno A R	21,000
Katsuno M S	21,000
Katsura B	21,000
Katsura H	21,000
Katsura K J	21,000
Katsura T	21,000
Katsuragi M M	21,000
Katsuyama T	21,000
Katsuyama Y	21,000
Kattler G	21,000
Kavanaugh Y M C	21,000
Kawabata E	21,000
Kawabata E	21,000
Kawabata F	21,000
Kawabata K M	21,000
Kawabata M	21,000
Kawabata M	21,000
Kawabata P	21,000
Kawabata S	21,000
Kawabata S G	21,000
Kawabata Y	21,000
Kawabe E K	21,000
Kawabe K	21,000
Kawabe M	21,000
Kawabe T	21,000
Kawade G	21,000
Kawade I	21,000
Kawade S G	21,000
Kawagauchi J S	21,000
Kawaguchi C	21,000
Kawaguchi E	21,000
Kawaguchi F	21,000
Kawaguchi F	21,000
Kawaguchi G	21,000
Kawaguchi H	21,000
Kawaguchi H	21,000
Kawaguchi H	21,000
Kawaguchi I H	21,000
Kawaguchi J K	21,000
Kawaguchi J H	21,000
Kawaguchi J S	21,000
Kawaguchi J Y	21,000
Kawaguchi J	21,000
Kawaguchi K	21,000
Kawaguchi K	21,000
Kawaguchi M S	21,000
Kawaguchi M	21,000
Kawaguchi M	21,000
Kawaguchi M	21,000
Kawaguchi M	21,000
Kawaguchi M N	21,000
Kawaguchi N	21,000
Kawaguchi N	21,000
Kawaguchi R G	21,000
Kawaguchi S	21,000
Kawaguchi S	21,000
Kawaguchi T	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kawaguchi T	21,000
Kawaguchi T	21,000
Kawaguchi T J	21,000
Kawaguchi T	21,000
Kawaguchi V K	21,000
Kawaguchi Y	21,000
Kawaguchi Y	21,000
Kawahara C M	21,000
Kawahara C	21,000
Kawahara E T	21,000
Kawahara H	21,000
Kawahara I	21,000
Kawahara K	21,000
Kawahara K	21,000
Kawahara K N	21,000
Kawahara S S	21,000
Kawahara S B	21,000
Kawahara S	21,000
Kawahara T	21,000
Kawahara T	21,000
Kawahira M	21,000
Kawai A T	21,000
Kawai F S	21,000
Kawai H G	21,000
Kawai H	21,000
Kawai J	21,000
Kawai J T	21,000
Kawai M	21,000
Kawai S	21,000
Kawai S A	21,000
Kawai T T	21,000
Kawai T	21,000
Kawai T	21,000
Kawai T K	21,000
Kawai Y	21,000
Kawakami A E	21,000
Kawakami C	21,000
Kawakami D S	21,000
Kawakami E E	21,000
Kawakami H E L	21,000
Kawakami K T	21,000
Kawakami K B	21,000
Kawakami M	21,000
Kawakami M	21,000
Kawakami M	21,000
Kawakami S	21,000
Kawamoto A E	21,000
Kawamoto C	21,000
Kawamoto C C	21,000
Kawamoto E Y	21,000
Kawamoto F M	21,000
Kawamoto H	21,000
Kawamoto H H	21,000
Kawamoto H	21,000
Kawamoto H	21,000
Kawamoto K T	21,000
Kawamoto K T	21,000
Kawamoto L	21,000
Kawamoto M M	21,000
Kawamoto S	21,000
Kawamoto S	21,000
Kawamoto T	21,000
Kawamoto T	21,000
Kawamoto T	21,000
Kawamoto Y T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kawamura A	21,000
Kawamura B	21,000
Kawamura K	21,000
Kawamura L	21,000
Kawamura M	21,000
Kawamura M M	21,000
Kawamura S	21,000
Kawamura T	21,000
Kawanami K	21,000
Kawanami M	21,000
Kawano A K	21,000
Kawano D N	21,000
Kawano E S	21,000
Kawano G	21,000
Kawano G N	21,000
Kawano K K	21,000
Kawano K K	21,000
Kawano K	21,000
Kawano K B	21,000
Kawano K K	21,000
Kawano K	21,000
Kawano M	21,000
Kawano M	21,000
Kawano M E	21,000
Kawano R H	21,000
Kawano S	21,000
Kawano T R	21,000
Kawano Y	21,000
Kawasaki A K	21,000
Kawasaki A	21,000
Kawasaki B	21,000
Kawasaki D	21,000
Kawasaki F Y	21,000
Kawasaki G	21,000
Kawasaki G	21,000
Kawasaki I	21,000
Kawasaki J	21,000
Kawasaki K D	21,000
Kawasaki K	21,000
Kawasaki L S	21,000
Kawasaki M A	21,000
Kawasaki M	21,000
Kawasaki M	21,000
Kawasaki M	21,000
Kawasaki M	21,000
Kawasaki M	21,000
Kawasaki R	21,000
Kawasaki S	21,000
Kawasaki S	21,000
Kawasaki T	21,000
Kawasaki T	21,000
Kawase M B	21,000
Kawase M	21,000
Kawase T	21,000
Kawase T	21,000
Kawase T	21,000
Kawase Y	21,000
Kawashima K	21,000
Kawashiri J	21,000
Kawashiri The Estate of Alice	21,000
Kawashita S	21,000
Kawasoe H	21,000
Kawasoe K	21,000
Kawasoe M	21,000
Kawasoe M	21,000
Kawata I	21,000
Kawata K	21,000
Kawata K	21,000
Kawata K	21,000
Kawata M	21,000
Kawata Y	21,000
Kawazoye R	21,000
Kawazoye S A	21,000
Kayahara K	21,000
Kayahara M	21,000
Kayahara M M	21,000
Kayama C L	21,000
Kayama C	21,000
Kayama E M	21,000
Kayama H A	21,000
Kayama M M	21,000
Kayama N N	21,000
Kayama S R	21,000
Kayama S S	21,000
Kayama V Y	21,000
Kazama K K	21,000
Kazuta B	21,000
Kazuta G	21,000
Kazuta M	21,000
Kazuta N M	21,000
Kazuta N K	21,000
Kazuta S	21,000
Kazuta T	21,000
Kean H	21,000
Keasey K	21,000
Keates S J	21,000
Keim M M	21,000
Keller M N	21,000
Keller N M	21,000
Kellogg A E	21,000
Kenmochi K	21,000
Kenmochi R	21,000
Kenno G	21,000
Kenno J N	21,000
Kenno R M	21,000
Kenno Y J	21,000
Kerr J Y	21,000
Kerr M K	21,000
Keyser T	21,000
Kido J K	21,000
Kido K	21,000
Kido K	21,000
Kido T	21,000
Kido Y	21,000
Kightley S	21,000
Kihara H	21,000
Kihara K	21,000
Kihara R	21,000
Kihara S	21,000
Kihara S	21,000
Kika D M	21,000
Kika F	21,000
Kika F M	21,000
Kika S	21,000
Kika S L M	21,000
Kikegawa E	21,000
Kikegawa K	21,000
Kikegawa K	21,000
Kikegawa M	21,000
Kikuchi F	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Kikuchi K	21,000	Kimura M M	21,000
Kikuchi R	21,000	Kimura M M	21,000
Kikuchi S	21,000	Kimura M	21,000
Kikuchi S	21,000	Kimura M D	21,000
Kikuchi T	21,000	Kimura M E	21,000
Kikuchi T	21,000	Kimura N	21,000
Kikuchi Y	21,000	Kimura N	21,000
Kikukawa J	21,000	Kimura N	21,000
Kikukawa K	21,000	Kimura N	21,000
Kikukawa M	21,000	Kimura N	21,000
Kikuta C K	21,000	Kimura R N	21,000
Kikuta H H	21,000	Kimura R	21,000
Kikuta M	21,000	Kimura R	21,000
Kikuta T	21,000	Kimura R K	21,000
Kikuta T	21,000	Kimura R	21,000
Killam D M	21,000	Kimura R	21,000
Kimoto A	21,000	Kimura S M	21,000
Kimoto C	21,000	Kimura S	21,000
Kimoto E	21,000	Kimura S M	21,000
Kimoto F	21,000	Kimura S	21,000
Kimoto G I	21,000	Kimura S A	21,000
Kimoto G	21,000	Kimura S	21,000
Kimoto H	21,000	Kimura S	21,000
Kimoto K	21,000	Kimura T J	21,000
Kimoto M T	21,000	Kimura T	21,000
Kimoto M	21,000	Kimura The Estate of Mitsuo	21,000
Kimoto M	21,000	Kimura T T	21,000
Kimoto M	21,000	Kimura T	21,000
Kimoto M	21,000	Kimura T D	21,000
Kimoto R M	21,000	Kimura U	21,000
Kimoto R T	21,000	Kimura W C M	21,000
Kimoto R M	21,000	Kimura Y	21,000
Kimoto R T M	21,000	King G	21,000
Kimoto R N	21,000	King M C	21,000
Kimoto T T	21,000	King M	21,000
Kimoto T E	21,000	Kingman M	21,000
Kimoto T	21,000	Kingsley R K	21,000
Kimura A	21,000	Kinoshita A T	21,000
Kimura A	21,000	Kinoshita C	21,000
Kimura A	21,000	Kinoshita C M	21,000
Kimura B M	21,000	Kinoshita D	21,000
Kimura B	21,000	Kinoshita D S	21,000
Kimura C	21,000	Kinoshita E S	21,000
Kimura D I	21,000	Kinoshita G B	21,000
Kimura D K	21,000	Kinoshita G	21,000
Kimura E T	21,000	Kinoshita G	21,000
Kimura E A	21,000	Kinoshita G H	21,000
Kimura F	21,000	Kinoshita G	21,000
Kimura F	21,000	Kinoshita H	21,000
Kimura G H	21,000	Kinoshita J H	21,000
Kimura G H	21,000	Kinoshita J J	21,000
Kimura G M	21,000	Kinoshita K	21,000
Kimura G S	21,000	Kinoshita K	21,000
Kimura H H	21,000	Kinoshita K R	21,000
Kimura H S	21,000	Kinoshita K M	21,000
Kimura J K	21,000	Kinoshita M	21,000
Kimura K	21,000	Kinoshita M	21,000
Kimura K	21,000	Kinoshita M	21,000
Kimura K K	21,000	Kinoshita R	21,000
Kimura K N	21,000	Kinoshita R W	21,000
Kimura K	21,000	Kinoshita S	21,000
Kimura K	21,000	Kinoshita S	21,000
Kimura K	21,000	Kinoshita T	21,000
Kimura K	21,000	Kinoshita T M	21,000
Kimura L H	21,000	Kinoshita T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kinoshita T V	21,000
Kinoshita T	21,000
Kinoshita T A	21,000
Kinoshita T	21,000
Kinoshita V K	21,000
Kinoshita W	21,000
Kinoshita Y F	21,000
Kinoshita Y A	21,000
Kioka R	21,000
Kira D S	21,000
Kira K	21,000
Kirby J J	21,000
Kireto E S	21,000
Kireto H	21,000
Kireto J M	21,000
Kireto L T	21,000
Kireto T	21,000
Kiriyama K	21,000
Kishi A	21,000
Kishi B E	21,000
Kishi D K	21,000
Kishi F H	21,000
Kishi G K	21,000
Kishi H	21,000
Kishi I	21,000
Kishi K	21,000
Kishi K R	21,000
Kishi R M	21,000
Kishi S	21,000
Kishi S	21,000
Kishi T	21,000
Kishi Y	21,000
Kishibe A	21,000
Kishibe D	21,000
Kishibe K	21,000
Kishibe K	21,000
Kishida S	21,000
Kishimoto F	21,000
Kishimoto M	21,000
Kishimoto M	21,000
Kishimoto M	21,000
Kishimoto N	21,000
Kishimoto R H	21,000
Kishimoto R I	21,000
Kishimoto S	21,000
Kishimoto S	21,000
Kishimoto S	21,000
Kishimoto S S	21,000
Kishimoto U	21,000
Kishimoto Y	21,000
Kishimoto Y T	21,000
Kishino L T	21,000
Kishino M	21,000
Kishita K T	21,000
Kishita S	21,000
Kishiuchi H	21,000
Kishiuchi H	21,000
Kishiuchi M K	21,000
Kishiuchi M	21,000
Kishiuchi Y	21,000
Kishiyama F	21,000
Kishiyama K	21,000
Kishiyama M	21,000
Kishiyama S	21,000
Kita E	21,000
Kita H	21,000
Kita H	21,000
Kita M	21,000
Kita M	21,000
Kita S M	21,000
Kita S	21,000
Kitagawa A O	21,000
Kitagawa A E	21,000
Kitagawa A E	21,000
Kitagawa B T	21,000
Kitagawa C C	21,000
Kitagawa D H	21,000
Kitagawa E M	21,000
Kitagawa E	21,000
Kitagawa G M	21,000
Kitagawa G	21,000
Kitagawa G T	21,000
Kitagawa H	21,000
Kitagawa H	21,000
Kitagawa H	21,000
Kitagawa H	21,000
Kitagawa H	21,000
Kitagawa I S	21,000
Kitagawa I	21,000
Kitagawa J H	21,000
Kitagawa J S	21,000
Kitagawa J H	21,000
Kitagawa J A E	21,000
Kitagawa J	21,000
Kitagawa K	21,000
Kitagawa K M	21,000
Kitagawa K	21,000
Kitagawa K	21,000
Kitagawa K	21,000
Kitagawa K	21,000
Kitagawa K	21,000
Kitagawa K	21,000
Kitagawa K	21,000
Kitagawa K	21,000
Kitagawa K	21,000
Kitagawa L	21,000
Kitagawa M	21,000
Kitagawa M M	21,000
Kitagawa M	21,000
Kitagawa M J	21,000
Kitagawa M D	21,000
Kitagawa M	21,000
Kitagawa M	21,000
Kitagawa N K	21,000
Kitagawa N T	21,000
Kitagawa N	21,000
Kitagawa N A	21,000
Kitagawa R	21,000
Kitagawa R	21,000
Kitagawa R	21,000
Kitagawa R J	21,000
Kitagawa R Y	21,000
Kitagawa S	21,000
Kitagawa S	21,000
Kitagawa S	21,000
Kitagawa S	21,000
Kitagawa S	21,000
Kitagawa S	21,000
Kitagawa S	21,000
Kitagawa S	21,000
Kitagawa S	21,000
Kitagawa T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kitagawa T	21,000
Kitagawa T	21,000
Kitagawa T	21,000
Kitagawa T	21,000
Kitagawa T	21,000
Kitagawa T	21,000
Kitagawa T	21,000
Kitagawa V Y	21,000
Kitagawa Y	21,000
Kitagawa Y	21,000
Kitaguchi D G	21,000
Kitaguchi J	21,000
Kitaguchi L S	21,000
Kitaguchi The Estate of Charles	21,000
Kitaguchi Y	21,000
Kitajima D E	21,000
Kitajima M M	21,000
Kitajima R K	21,000
Kitamura A	21,000
Kitamara A A	21,000
Kitamura D M	21,000
Kitamura D	21,000
Kitamura E A	21,000
Kitamura E H	21,000
Kitamura F O	21,000
Kitamura F H	21,000
Kitamura F T	21,000
Kitamura G	21,000
Kitamura G	21,000
Kitamura G	21,000
Kitamura G A	21,000
Kitamura G M	21,000
Kitamura G M	21,000
Kitamura H	21,000
Kitamura H G	21,000
Kitamura I	21,000
Kitamura J	21,000
Kitamura J	21,000
Kitamura J	21,000
Kitamura J	21,000
Kitamura J F	21,000
Kitamura K	21,000
Kitamura K	21,000
Kitamura K	21,000
Kitamura L	21,000
Kitamura M	21,000
Kitamura M Y	21,000
Kitamura M	21,000
Kitamura M	21,000
Kitamura M G	21,000
Kitamura M	21,000
Kitamura N	21,000
Kitamura P	21,000
Kitamura R T	21,000
Kitamura S J	21,000
Kitamura S	21,000
Kitamura S	21,000
Kitamura T	21,000
Kitamura T	21,000
Kitamura T	21,000
Kitamura T	21,000
Kitamura T	21,000
Kitamura T	21,000
Kitamura T	21,000
Kitamura The Estate of Haruo	21,000
Kitamura T P	21,000
Kitamura T	21,000
Kitamura V K	21,000
Kitamura Y	21,000
Kitamura Y	21,000
Kitamura Y	21,000
Kitasaka A	21,000
Kitasaka K	21,000
Kitasaka M	21,000
Kitatani M	21,000
Kitaura B Y	21,000
Kitaura H J	21,000
Kitaura J J	21,000
Kitazaki E B	21,000
Kitazaki F	21,000
Kitazaki S D	21,000
Kitazaki Y R	21,000
Kiyanagi M	21,000
Kiyonaga E	21,000
Kiyonaga J	21,000
Kiyonaga J	21,000
Kiyonaga K	21,000
Kiyonaga S	21,000
Kiyonaga W	21,000
Kiyono T R	21,000
Kiyono U	21,000
Kiyooka F M	21,000
Kiyooka G	21,000
Kiyooka J	21,000
Kiyooka K	21,000
Kiyooka M K	21,000
Klassen D H	21,000
Knapp T J	21,000
Knight M T	21,000
Knowles S A	21,000
Knude P	21,000
Kobara M S	21,000
Kobayakawa A	21,000
Kobayakawa A	21,000
Kobayakawa D K	21,000
Kobayakawa F	21,000
Kobayakawa H	21,000
Kobayakawa H	21,000
Kobayakawa H	21,000
Kobayakawa M	21,000
Kobayakawa S	21,000
Kobayakawa T	21,000
Kobayakawa T	21,000
Kobayakawa Y M	21,000
Kobayashi A T	21,000
Kobayashi A T	21,000
Kobayashi A Y	21,000
Kobayashi A O	21,000
Kobayashi A H	21,000
Kobayashi A T	21,000
Kobayashi A S	21,000
Kobayashi A	21,000
Kobayashi B K	21,000
Kobayashi C R P	21,000
Kobayashi C H	21,000
Kobayashi D	21,000
Kobayashi D	21,000
Kobayashi D H	21,000
Kobayashi E	21,000
Kobayashi E M	21,000
Kobayashi F E	21,000
Kobayashi F M	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Kobayashi F	21,000	Kobuke M	21,000
Kobayzshi G I	21,000	Kochi K	21,000
Kobayashi G	21,000	Kochi M	21,000
Kobayashi G	21,000	Koci: B	21,000
Kobayashi G R	21,000	Kodama B K	21,000
Kobauashi G M	21,000	Kodama D	21,000
Kobayashi H J	21,000	Kodama F	21,000
Kobayashi H H	21,000	Kodama F J	21,000
Kobayashi H H	21,000	Kodama H	21,000
Kobayashi H	21,000	Kodama M	21,000
Kobayashi H H	21,000	Kodama M M	21,000
Kobayashi I	21,000	Kodama N	21,000
Kobayashi I	21,000	Kodama S	21,000
Kobayashi I B	21,000	Kodama S S	21,000
Kobayashi J	21,000	Kodama T T	21,000
Kobayashi J M	21,000	Kodama T	21,000
Kobayashi J P	21,000	Kodama T	21,000
Kobayashi J	21,000	Kodama T	21,000
Kobayashi J Y	21,000	Kodama V	21,000
Kobayashi J A	21,000	Kodani M I	21,000
Kobayashi K	21,000	Kodota T M	21,000
Kobayashi K	21,000	Koga B	21,000
Kobayashi K	21,000	Koga D M	21,000
Kobayashi K	21,000	Koga E A	21,000
Kobayashi K	21,000	Koga H K	21,000
Kobayashi K E	21,000	Koga M	21,000
Kobayashi L W	21,000	Koga M M	21,000
Kobayashi M	21,000	Koga M	21,000
Kobayashi M M	21,000	Koga M	21,000
Kobayashi M	21,000	Koga M C	21,000
Kobayashi M	21,000	Koga M	21,000
Kobayashi M	21,000	Koga M	21,000
Kobayashi M	21,000	Koga N	21,000
Kobayashi M	21,000	Koga S	21,000
Kobayashi O	21,000	Koga S	21,000
Kobayashi R C	21,000	Koga T D	21,000
Kobayashi R	21,000	Kogawa G	21,000
Kobayashi R	21,000	Kogawa G	21,000
Kobayashi R J	21,000	Kogawa H	21,000
Kobayashi R Y	21,000	Kogawa J C	21,000
Kobayashi S	21,000	Kogawa J	21,000
Kobayashi S	21,000	Kogawa L	21,000
Kobayashi S	21,000	Kohara D	21,000
Kobayashi S	21,000	Kohara H	21,000
Kobayashi S K	21,000	Kohashigawa E	21,000
Kobayashi S	21,000	Koide A R	21,000
Kobayashi S	21,000	Koide F	21,000
Kobayashi T	21,000	Koide G K	21,000
Kobayashi T	21,000	Koide L	21,000
Kobayashi T T	21,000	Koide S	21,000
Kobayashi T	21,000	Koide S	21,000
Kobayashi T	21,000	Koike E	21,000
Kobayashi T	21,000	Koike L K	21,000
Kobayashi T	21,000	Koike M	21,000
Kobayashi V	21,000	Koike-Woods L T	21,000
Kobayashi Y B	21,000	Koizumi E	21,000
Kobayashi Y	21,000	Koizumi K	21,000
Kobayashi Y	21,000	Koizumi M M	21,000
Kobayashi Y	21,000	Koizumi R	21,000
Kobayashi Y J	21,000	Koizumi R	21,000
Kobayashi Y	21,000	Koizumi T	21,000
Kobayashi Y	21,000	Kojima A	21,000
Kobayashi Y	21,000	Kojima F	21,000
Kobayashi Y	21,000	Kojima F	21,000
Kobrle K C A	21,000	Kojima H	21,000
Kobuke B W	21,000	Kojima H H	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kojima H	21,000
Kojima H M	21,000
Kojima J	21,000
Kojima K R	21,000
Koijima K	21,000
Kojima M	21,000
Kojima M	21,000
Kojima M	21,000
Kojima M	21,000
Kojima R	21,000
Kojima S	21,000
Kojima T	21,000
Kojima T S	21,000
Kojima Y	21,000
Kokubo A E	21,000
Kokubo M	21,000
Kokuryo C	21,000
Kokuryo K	21,000
Komiyama L M	21,000
Komori A	21,000
Komori A	21,000
Komori C	21,000
Komori E	21,000
Komori H	21,000
Komori H H	21,000
Komori H	21,000
Komori J	21,000
Komori K	21,000
Komori K	21,000
Komori M	21,000
Komori M G	21,000
Komori M	21,000
Komori S	21,000
Komori T	21,000
Komori T	21,000
Komori T	21,000
Komori Y	21,000
Komori Y	21,000
Kondo A T	21,000
Kondo A	21,000
Kondo A T	21,000
Kondo A	21,000
Kondo C	21,000
Kondo C	21,000
Kondo D	21,000
Kondo D M	21,000
Kondo E C	21,000
Kondo E S	21,000
Kondo F	21,000
Kondo F	21,000
Kondo F I	21,000
Kondo G	21,000
Kondo G	21,000
Kondo G	21,000
Kondo H	21,000
Kondo H	21,000
Kondo H	21,000
Kondo H	21,000
Kondo H B	21,000
Kondo H	21,000
Kondo H	21,000
Kondo I H	21,000
Kondo J	21,000
Kondo J K	21,000
Kondo J Y	21,000
Kondo J	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kondo K	21,000
Kondo K N	21,000
Kondo K	21,000
Kondo K R K	21,000
Kondo K	21,000
Kondo K	21,000
Kondo K	21,000
Kond L S	21,000
Kono M	21,000
Kondo M W	21,000
Kondo M	21,000
Kondo M	21,000
Kondo M A	21,000
Kondo M	21,000
Kondo M M	21,000
Kondo M	21,000
Kondo M M	21,000
Kondo M	21,000
Kondo N S	21,000
Kondo N E	21,000
Kondo N H	21,000
Kondo P S	21,000
Kondo R S	21,000
Kondo S S	21,000
Kondo S S	21,000
Kondo S	21,000
Kondo S	21,000
Kondo S	21,000
Kondo S	21,000
Kondo S	21,000
Kondo S S	21,000
Kondo T T	21,000
Kondo T	21,000
Kondo T	21,000
Kondo T T	21,000
Kondo T	21,000
Kondo V M A	21,000
Kondo Y	21,000
Kondo Y J	21,000
Kondo Y	21,000
Kondo Y	21,000
Konishi F	21,000
Konishi G T	21,000
Konishi H H	21,000
Konishi H	21,000
Konishi H D	21,000
Konishi J	21,000
Konishi K	21,000
Konishi K	21,000
Konishi K	21,000
Konishi K	21,000
Konishi L M	21,000
Konishi L M	21,000
Konishi M R	21,000
Konishi M	21,000
Konishi M	21,000
Konishi S	21,000
Konishi S	21,000
Konishi S	21,000
Konishi T	21,000
Konishi Y D	21,000
Konno A	21,000
Konno A S	21,000
Konno A	21,000
Konno B T	21,000
Konno C	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Konno J	21,000
Konno K	21,000
Konno M M	21,000
Konno N	21,000
Konno T	21,000
Kono F	21,000
Kono F	21,000
Kono H Y	21,000
Kono H J	21,000
Kono I I	21,000
Kono K	21,000
Korb M J	21,000
Kordyback E	21,000
Kosaka D	21,000
Kosaka H	21,000
Kosaka H M	21,000
Kosaka I S	21,000
Kosaka K	21,000
Kosaka M	21,000
Kosaka M Y	21,000
Kosaka M	21,000
Kosaka S	21,000
Kosaka T T	21,000
Kosaka T	21,000
Kosaka Y	21,000
Kosegawa T	21,000
Koshi G	21,000
Kosty M	21,000
Kosugi A E J	21,000
Kosugi N	21,000
Kosugi The Estate of Georges Douglas	21,000
Kotani F H	21,000
Kotani G	21,000
Kotani K	21,000
Kotani K A	21,000
Kotani N	21,000
Kotani T	21,000
Kotani Y	21,000
Kovacs A M	21,000
Koyama D	21,000
Koyama E	21,000
Koyama E H	21,000
Koyama F	21,000
Koyama F	21,000
Koyama F	21,000
Koyama H	21,000
Koyama J N	21,000
Koyama K	21,000
Koyama K J	21,000
Koyama K	21,000
Koyama K S	21,000
Koyama K	21,000
Koyama K	21,000
Koyama M	21,000
Koyama M	21,000
Koyama M	21,000
Koyama M	21,000
Koyama N	21,000
Koyama P	21,000
Koyama R R	21,000
Koyama R Y	21,000
Koyama R S	21,000
Koyama S	21,000
Koyama S	21,000
Koyama T	21,000
Koyama T	21,000
Koyama Y	21,000
Koyanagi A	21,000
Koyanagi A F	21,000
Koyanagi A	21,000
Koyanagi A	21,000
Koyanagi B S	21,000
Koyanagi C M	21,000
Koyanagi C	21,000
Koyanagi D	21,000
Koyanagi F P	21,000
Koyanagi H	21,000
Koyanagi H	21,000
Koyanagi I	21,000
Koyanagi J J	21,000
Koyanagi K	21,000
Koyanagi K	21,000
Koyanagi K	21,000
Koyanagi K K	21,000
Koyanagi K	21,000
Koyanagi K	21,000
Koyanagi K K	21,000
Koyanagi K	21,000
Koyanagi K	21,000
Koyanagi K	21,000
Koyanagi K	21,000
Koyanagi L	21,000
Koyanagi L A	21,000
Koyanagi L E	21,000
Koyanagi L R	21,000
Koyanagi M	21,000
Koyanagi M	21,000
Koyanagi M	21,000
Koyanagi M	21,000
Koyanagi N	21,000
Koyanagi N	21,000
Koyanagi N R	21,000
Koyanagi R Y	21,000
Koyanagi R	21,000
Koyanagi R	21,000
Koyanagi S	21,000
Koyanagi S B	21,000
Koyanagi S	21,000
Koyanagi S	21,000
Koyanagi S J	21,000
Koyanagi S	21,000
Koyanagi S	21,000
Koyanagi S	21,000
Koyanagi S	21,000
Koyanagi S	21,000
Koyanagi S S	21,000
Koyanagi S	21,000
Koyanagi T	21,000
Koyanagi T	21,000
Koyanagi T	21,000
Koyanagi T L	21,000
Koyanagi W W	21,000
Koyanagi Y	21,000
Koyanagi Y	21,000
Koyanagi Y	21,000
Koyata H	21,000
Koyta I	21,000
Koyta I	21,000
Koyta J	21,000
Koyta K K	21,000
Koyata S	21,000
Koyata S	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Koyata S S	21,000
Koyata T T	21,000
Kozai F	21,000
Kozai H	21,000
Kozai J	21,000
Kozai K	21,000
Kozai K	21,000
Kozai K	21,000
Kozai S	21,000
Kozai S	21,000
Kozai U M	21,000
Kozai H A	21,000
Kozevnikov A C L	21,000
Kozloski M	21,000
Kozuki D M	21,000
Kozuki E H	21,000
Kozuki M	21,000
Kozuki R	21,000
Krakofsky D K	21,000
Krasovec N	21,000
Kreuz J H	21,000
Krusel S M	21,000
Kuba R	21,000
Kubo H R	21,000
Kubo M	21,000
Kubo T	21,000
Kubokawa Y	21,000
Kubota G J	21,000
Kubota G R	21,000
Kubota H H	21,000
Kubota H E	21,000
Kubota J	21,000
Kubota J	21,000
Kubota K K	21,000
Kubota K G	21,000
Kubota K	21,000
Kubota M	21,000
Kubota M	21,000
Kubota N	21,000
Kubota T	21,000
Kubota T	21,000
Kudo A M	21,000
Kudo A	21,000
Kudo A	21,000
Kudo E T	21,000
Kudo G A	21,000
Kudo I	21,000
Kudo M E	21,000
Kudo M	21,000
Kudo M Y	21,000
Kudo M	21,000
Kudo M J	21,000
Kudo R	21,000
Kudo T	21,000
Kudo T M	21,000
Kuettel L Y	21,000
Kulak K E	21,000
Kulczyk P M	21,000
Kumabe M	21,000
Kumabe M	21,000
Kumagai C	21,000
Kumagai C E	21,000
Kumagai G	21,000
Kumagai H	21,000
Kumagai H	21,000
Kumagai H H	21,000
Kumagai H	21,000
Kumagai J D	21,000
Kumagai K M	21,000
Kumagai K	21,000
Kumagai K	21,000
Kumagai M H	21,000
Kumagai M	21,000
Kumagai M	21,000
Kumagai M	21,000
Kumagai M	21,000
Kumagai S S	21,000
Kumagai S	21,000
Kumagai S	21,000
Kumagai S	21,000
Kumagai T	21,000
Kumagai Y	21,000
Kumagawa A	21,000
Kumagawa F	21,000
Kumagawa K	21,000
Kumagawa M	21,000
Kumagawa M	21,000
Kumahara Y	21,000
Kumamoto C R	21,000
Kumamoto F	21,000
Kumamoto J	21,000
Kumamoto K	21,000
Kumamoto K	21,000
Kumamoto R	21,000
Kumamoto T	21,000
Kumamoto T D	21,000
Kumano L T	21,000
Kumano R H	21,000
Kumekawa K	21,000
Kumita A	21,000
Kumita G	21,000
Kumita K	21,000
Kumita Y	21,000
Kumita Y	21,000
Kumoi B	21,000
Kumoi F	21,000
Kumoi K	21,000
Kumoi K	21,000
Kumoi M	21,000
Kumoi R	21,000
Kumura S	21,000
Kunagai F	21,000
Kunihira L E	21,000
Kunihiro B	21,000
Kunihiro C	21,000
Kunihiro D C	21,000
Kunihiro G	21,000
Kunihiro G R	21,000
Kunihiro H N	21,000
Kunihiro J S	21,000
Kunihiro S V	21,000
Kunimoto E	21,000
Kunimoto H	21,000
Kunimoto K C	21,000
Kunimoto K K	21,000
Kunimoto L R	21,000
Kunimoto N	21,000
Kunimoto R S	21,000
Kunimoto T S	21,000
Kunimoto The Estate of Shinkatsu	21,000
Kunimoto Y Y	21,000
Kunitomo A E	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kunitomo J Y	21,000
Kunitomo K K	21,000
Kunitomo T R	21,000
Kuniyasu H S	21,000
Kurahara C N	21,000
Kurahara H	21,000
Kurahara R I	21,000
Kurahashi F Y	21,000
Kurahashi H	21,000
Kurahashi K	21,000
Kurahashi S S	21,000
Kuramoto E Y	21,000
Kuramoto F S	21,000
Kuramoto G	21,000
Kuramoto H H	21,000
Kuramoto I K	21,000
Kuramoto I	21,000
Kuramoto J S	21,000
Kuramoto J S	21,000
Kuramoto J S	21,000
Kuramoto M M	21,000
Kuramoto M J	21,000
Kuramoto M	21,000
Kuramoto R	21,000
Kuramoto S T	21,000
Kuramoto S	21,000
Kuramoto T	21,000
Kuramoto Y	21,000
Kuraoka S S	21,000
Kurashashi T	21,000
Kurashige Y	21,000
Kurashita M	21,000
Kurio C	21,000
Kurio H	21,000
Kurio H	21,000
Kurio K	21,000
Kurio M E	21,000
Kurio M	21,000
Kurio S	21,000
Kurio T	21,000
Kurio Y A	21,000
Kurisu G	21,000
Kurisu H H	21,000
Kurisu S J	21,000
Kurisu The Estate of Sam Isamu	21,000
Kurita G	21,000
Kurita G T	21,000
Kurita H S	21,000
Kurita H	21,000
Kurita P O	21,000
Kurita R S	21,000
Kurita R Y	21,000
Kuroda F Y	21,000
Kuroda H G	21,000
Kuroda K R	21,000
Kuroda L T	21,000
Kuroda M M	21,000
Kuroda M M	21,000
Kuroda M	21,000
Kuroda R Y	21,000
Kuroda T	21,000
Kuroda T	21,000
Kuroiwa M R F	21,000
Kurokawa G	21,000
Kurokawa H	21,000
Kurokawa K K	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kurokawa T	21,000
Kuromi D N	21,000
Kuromi H T	21,000
Kuromi M M	21,000
Kuromi M N	21,000
Kuromi S	21,000
Kuromi Y L	21,000
Kuromi Y R	21,000
Kuroyama S	21,000
Kurushima K L	21,000
Kurushima M	21,000
Kurushima T	21,000
Kusaka V K	21,000
Kusano H K	21,000
Kusano H	21,000
Kusano H L	21,000
Kusano I S	21,000
Kusano J J	21,000
Kusano K	21,000
Kusano L	21,000
Kusano L J	21,000
Kusano R K	21,000
Kusano R K	21,000
Kusano S S	21,000
Kusano The Estate of Chieko	21,000
Kusano T	21,000
Kusano Y	21,000
Kusayanagi S S	21,000
Kusayanagi T	21,000
Kushida S S	21,000
Kushida T	21,000
Kushino T	21,000
Kusui T	21,000
Kusumi H G	21,000
Kusumoto G	21,000
Kusumoto T	21,000
Kusumoto T	21,000
Kusumoto Y	21,000
Kusunoki E Y	21,000
Kusunoki G S	21,000
Kutsukake J P	21,000
Kutsukake J H	21,000
Kutsukake K	21,000
Kutsukake T T	21,000
Kutsukake T R	21,000
Kutsukake Y G	21,000
Kuwabara B	21,000
Kuwabara D H	21,000
Kuwabara D M	21,000
Kuwabara E H	21,000
Kuwabara E	21,000
Kuwabara F	21,000
Kuwabara K	21,000
Kuwabara K K	21,000
Kuwabara M	21,000
Kuwabara R	21,000
Kuwabara S S	21,000
Kuwabara S	21,000
Kuwabara V	21,000
Kuwabara W T	21,000
Kuwabara Y	21,000
Kuwada T	21,000
Kuwahara B K	21,000
Kuwahara C C	21,000
Kuwahara K	21,000
Kuwahara L	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kuwahara L M	21,000
Kuwahara N	21,000
Kuwahara N	21,000
Kuwahara R A	21,000
Kuwahara R H	21,000
Kuwahara S	21,000
Kuwahara T	21,000
Kuwahara T T	21,000
Kuwahara W P	21,000
Kwong M Y	21,000
Kyei-Aboagye C F	21,000
Labrecque N	21,000
Lachance M	21,000
Lacroix N P	21,000
Laforme D T	21,000
Lagrange E K	21,000
Lahey F M	21,000
Lake S	21,000
Lalonde T T	21,000
Lam B	21,000
Lambert S S	21,000
Lane D T	21,000
Lang B K	21,000
Lappin K	21,000
Larson B J	21,000
Larson M	21,000
Lau M	21,000
Lau M M	21,000
Laurie T R	21,000
Lauttamus J K	21,000
Lauzon S	21,000
Lawrason M	21,000
Lawrence S S	21,000
Lawrence T M	21,000
Lawrie A	21,000
Lawson P S	21,000
Leavens L Y	21,000
Lee B	21,000
Lee J M	21,000
Lee J J	21,000
Lee L K	21,000
Lee M	21,000
Lee M	21,000
Lee M	21,000
Lee N	21,000
Lee N	21,000
Lee R Y	21,000
Lee S	21,000
Lefever J	21,000
Lefler S	21,000
Leier J M	21,000
Leinweber J M	21,000
Lem D E	21,000
Lem P	21,000
Lemish M A	21,000
Lemmon G S	21,000
Lens T	21,000
Leone K S	21,000
Leong N	21,000
Lewis F	21,000
Lewis G H	21,000
Leyes R N	21,000
Lidkea R	21,000
Lim K	21,000
Lippold C V	21,000
Liska R	21,000
Little J	21,000
Lofstrand R Y	21,000
Long E	21,000
Louie S	21,000
Low H	21,000
Lowe M	21,000
Lowes P M	21,000
Luft K K	21,000
Lum D	21,000
Lum H	21,000
Luznar S	21,000
Lybarger I M	21,000
Lyons K M	21,000
Lyseng D	21,000
MacArthur H N	21,000
MacDonald L L N	21,000
MacDonald N	21,000
MacDonald S	21,000
MacDonald S N	21,000
MacGregor N S	21,000
Machida D	21,000
Machida D R	21,000
Machida H	21,000
Machida H E	21,000
Machida J I	21,000
Machida K E	21,000
Machida M R	21,000
Machida S	21,000
Machida T	21,000
Machida T	21,000
Machida Y A	21,000
MacIntyre R E	21,000
Mackling P T	21,000
MacLeod M J	21,000
MacPherson K	21,000
MacQuarrie Hobkirk McCurdy Culhane	21,000
MacQueen M R	21,000
Madden J K	21,000
Madokoro C	21,000
Madokoro D G	21,000
Madokoro I	21,000
Madokoro J M	21,000
Madokoro K	21,000
Madokoro M	21,000
Madokoro S M	21,000
Madokoro S P	21,000
Madokoro S S	21,000
Madokoro T H	21,000
Madokoro T	21,000
Madsen E	21,000
Madsen Y R	21,000
Maeba M	21,000
Maeba P	21,000
Maeba P Y	21,000
Maeba The Estate of Shinichi	21,000
Maeda B S	21,000
Maeda E	21,000
Maeda F	21,000
Maeda F	21,000
Maeda G	21,000
Maeda G	21,000
Maeda H H	21,000
Maeda H	21,000
Maeda H	21,000
Maeda H	21,000
Maeda I	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Maeda J K	21,000
Maeda K	21,000
Maeda M	21,000
Maeda M J	21,000
Maeda M	21,000
Maeda M	21,000
Maeda R M	21,000
Maeda R	21,000
Maeda S B	21,000
Maeda The Estate of Genzo	21,000
Maeda T	21,000
Maede S	21,000
Maede T	21,000
Maede Y	21,000
Maede Y	21,000
Maehara A	21,000
Maehara A	21,000
Maehara H	21,000
Maehara I	21,000
Maehara M	21,000
Maehara M	21,000
Maehara S M	21,000
Maehara T	21,000
Maekawa S	21,000
Maeno R H	21,000
Mah L T	21,000
Mahabir C	21,000
Maihara D H	21,000
Maihara P	21,000
Maikawa B A	21,000
Maikawa E S	21,000
Maikawa E	21,000
Maikawa F	21,000
Maikawa J	21,000
Maikawa K	21,000
Maikawa M	21,000
Maikawa T	21,000
Maikawa T	21,000
Maikawa Y S	21,000
Maikawa-Roman J A	21,000
Main B C	21,000
Makihara K K	21,000
Makimoto M S	21,000
Makino A	21,000
Makino A M	21,000
Makino A	21,000
Makino I M	21,000
Makino M	21,000
Makino N	21,000
Makino P	21,000
Makino T	21,000
Makino Y	21,000
Makishi C T E	21,000
Makishi S S	21,000
Malanchuk F	21,000
Malcolm M M	21,000
Manatad S M	21,000
Mann P J	21,000
Manning H T	21,000
Mannix K	21,000
Mar C T	21,000
Mar R M	21,000
Mardy M M	21,000
Marean M S	21,000
Margetson P M	21,000
Mark N	21,000
Mark Y	21,000
Marko F Y	21,000
Marquis M K	21,000
Marr M J	21,000
Marsano L Y	21,000
Marshall A N	21,000
Marshall B	21,000
Marson C S	21,000
Martin D S	21,000
Martin E	21,000
Martin M	21,000
Marubashi F M	21,000
Marubashi K K	21,000
Marubashi R	21,000
Marubashi R M	21,000
Marubashi T	21,000
Marubashi The Estate of James Osamu	21,000
Marumoto K	21,000
Marumoto L Y	21,000
Marumoto M	21,000
Maruno D C	21,000
Maruno E	21,000
Maruno E	21,000
Maruno E S	21,000
Maruno I Y	21,000
Maruno K	21,000
Maruno K	21,000
Maruno L I	21,000
Maruno M M	21,000
Maruno S S	21,000
Maruno S H	21,000
Maruno T	21,000
Maruno Y	21,000
Maruoka D S	21,000
Maruoka S O	21,000
Maruya K	21,000
Maruya S	21,000
Maruya Y	21,000
Maruyama F M	21,000
Maruyama G	21,000
Maruyama G S	21,000
Maruyama J	21,000
Maruyama K P	21,000
Maruyama M M	21,000
Maruyama N N	21,000
Maruyama P	21,000
Maruyama R N	21,000
Maruyama S J	21,000
Maruyama T	21,000
Maruyama T T	21,000
Maruyama W K	21,000
Maruyama Y M	21,000
Maruyama Y	21,000
Masago T	21,000
Masago Y	21,000
Masaki M	21,000
Mase T	21,000
Mason E K	21,000
Mason M	21,000
Massey L L	21,000
Masuda A	21,000
Masuda A	21,000
Masuda C	21,000
Masuda D	21,000
Masuda D K	21,000
Masuda F	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Masuda G	21,000	Matsubayashi M C	21,000
Masuda G M	21,000	Matsubayashi T	21,000
Masuda H	21,000	Matsubuchi A	21,000
Masuda H D	21,000	Matsubuchi E Y	21,000
Masuda I S	21,000	Matsubuchi H	21,000
Masuda J	21,000	Matsubuchi M	21,000
Masuda J T	21,000	Matsuda B T	21,000
Masuda J	21,000	Matsuda B A	21,000
Masuda L M	21,000	Matsuda E S	21,000
Masuda M G	21,000	Matsuda F	21,000
Masuda M J	21,000	Matsuda F	21,000
Masuda M	21,000	Matsuda H	21,000
Masuda M	21,000	Matsuda J	21,000
Masuda N	21,000	Matsuda J R	21,000
Masuda R H	21,000	Matsuda K	21,000
Masuda R	21,000	Matsuda M	21,000
Masuda R L	21,000	Matsuda M	21,000
Masuda R K	21,000	Matsuda M	21,000
Masuda R H	21,000	Matsuda M M	21,000
Masuda R K	21,000	Matsuda M M	21,000
Masuda S K	21,000	Matsuda M	21,000
Masuda The Estate of Hamayo	21,000	Matsuda R M	21,000
Masuda T R	21,000	Matsuda S	21,000
Masuda T C	21,000	Matsuda T	21,000
Masuhara A	21,000	Matsuda T H	21,000
Masuhara T	21,000	Matsuda Y	21,000
Masuhara W	21,000	Matsugi D	21,000
Masui E	21,000	Matsugi M	21,000
Masui G W	21,000	Matsugi S	21,000
Masukawa R J	21,000	Matsugu B J	21,000
Masumoto K I	21,000	Matsugu B	21,000
Mather S	21,000	Matsugu G	21,000
Matoba R	21,000	Matsugu H	21,000
Matoba S	21,000	Matsugu J R	21,000
Matoba T	21,000	Matsugu K K	21,000
Matoba T N	21,000	Matsugu N	21,000
Matsen H	21,000	Matsugu R E	21,000
Matsen M	21,000	Matsuhara T	21,000
Matsu A A	21,000	Matsuhara T	21,000
Matsu B A	21,000	Matsuhara T	21,000
Matsu M	21,000	Matsui D I	21,000
Matsuba D M	21,000	Matsui D	21,000
Matsuba E	21,000	Matsui H	21,000
Matsuba E	21,000	Matsui H H	21,000
Matsuba E P	21,000	Matsui H S	21,000
Matsuba G	21,000	Matsui I R	21,000
Matsuba J T	21,000	Matsui J Y	21,000
Matsuba J H	21,000	Matsui K	21,000
Matsuba K K	21,000	Matsui K	21,000
Matsuba M	21,000	Matsui K	21,000
Matsuba N M	21,000	Matsui K H	21,000
Matsuba S	21,000	Matsui K	21,000
Matsuba T F	21,000	Matsui K	21,000
Matsuba T	21,000	Matsui M E Y	21,000
Matsuba T	21,000	Matsui M	21,000
Matsuba W Y	21,000	Matsui M	21,000
Matsuba Y	21,000	Matsui M K	21,000
Matsuba Y	21,000	Matsui M	21,000
Matsubara H	21,000	Matsui M	21,000
Matsubara N	21,000	Matsui M M	21,000
Matsubara S	21,000	Matsui N	21,000
Matsubara The Estate of Yaku Yasu	21,000	Matsui N	21,000
Matsubara T	21,000	Matsui R Y	21,000
Matsubayashi A	21,000	Matsui S S	21,000
Matsubayashi G	21,000	Matsui S	21,000
Matsubayashi H H	21,000	Matsui S	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Matsui T T	21,000
Matsui T H	21,000
Matsukubo B H	21,000
Matsukubo K K	21,000
Matsukubo L T	21,000
Matsumiya K	21,000
Matsumiya M	21,000
Matsumiya M J	21,000
Matsumiya S	21,000
Matsumiya S	21,000
Matsumiya S M	21,000
Matsumiya T	21,000
Matsumiya Y	21,000
Matsumoto A A	21,000
Matsumoto C	21,000
Matsumoto C	21,000
Matsumoto D R	21,000
Matsumoto F	21,000
Matsumoto G	21,000
Matsumoto H	21,000
Matsumoto H	21,000
Matsumoto I M	21,000
Matsumoto J	21,000
Matsumoto J I	21,000
Matsumoto J T	21,000
Matsumoto J T	21,000
Matsumoto J S	21,000
Matsumoto K	21,000
Matsumoto K	21,000
Matsumoto K K	21,000
Matsumoto K	21,000
Matsumoto M	21,000
Matsumoto M	21,000
Matsumoto M R	21,000
Matsumoto M	21,000
Matsumoto M M	21,000
Matsumoto M	21,000
Matsumoto N N	21,000
Matsumoto N	21,000
Matsumoto R	21,000
Matsumoto R	21,000
Matsumoto R	21,000
Matsumoto R	21,000
Matsumoto T	21,000
Matsumoto T T	21,000
Matsumoto T	21,000
Matsumoto T	21,000
Matsumoto T	21,000
Matsumoto T M	21,000
Matsumoto T T	21,000
Matsumoto T	21,000
Matsumoto Y	21,000
Matsumoto Y R	21,000
Matsumoto Y	21,000
Matsumura D H	21,000
Matsumura E E	21,000
Matsumura J	21,000
Matsumura K K	21,000
Matsumura M	21,000
Matsumura R M	21,000
Matsumura T	21,000
Matsumura Y E	21,000
Matsunaga D K	21,000
Matsunaga E T	21,000
Matsunaga F	21,000
Matsunaga K	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Matsunaga K	21,000
Matsunaga M R	21,000
Matsunaga O	21,000
Matsunaga S D	21,000
Matsunaga S	21,000
Matsunaga T	21,000
Matsunaga T	21,000
Matsunaga T S	21,000
Matsune D	21,000
Matsune D Y	21,000
Matsune H	21,000
Matsune K	21,000
Matsune R Y	21,000
Matsune T	21,000
Matsune V	21,000
Matsuno H	21,000
Matsuno H	21,000
Matsuno K	21,000
Matsuno M	21,000
Matsuno T	21,000
Matsuno Y	21,000
Matsuo A R	21,000
Matsuo C D	21,000
Matsuo D T	21,000
Matsuo E A	21,000
Matsuo F S	21,000
Matsuo H	21,000
Matsuo I D	21,000
Matsuo I C	21,000
Matsuo K K	21,000
Matsuo K K	21,000
Matsuo K	21,000
Matsuo K K	21,000
Matsuo L	21,000
Matsuo M	21,000
Matsuo N	21,000
Matsuo R R	21,000
Matsuo R H	21,000
Matsuo S	21,000
Matsuo S I	21,000
Matsuo S	21,000
Matsuo S	21,000
Matsuo S S	21,000
Matsuo Y	21,000
Matsuo Y	21,000
Matsuo Y M	21,000
Matsuoka D	21,000
Matsuoka J S	21,000
Matsuoka K	21,000
Matsuoka M	21,000
Matsusaki E S	21,000
Matsusaki J H	21,000
Matsushita C	21,000
Matsushita D S	21,000
Matsushita E M	21,000
Matsushita F	21,000
Matsushita H	21,000
Matsushita I	21,000
Matsushita J S	21,000
Matsushita J K	21,000
Matsushita J	21,000
Matsushita K	21,000
Matsushita L	21,000
Matsushita M K	21,000
Matsushita M C	21,000
Matsushita M	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Matsushita N	21,000	McGregor A	21,000
Matsushita R	21,000	McInnes S	21,000
Matsushita R	21,000	McKague N	21,000
Matsushita S	21,000	McKay T	21,000
Matsushita S	21,000	McKee N	21,000
Matsushita S	21,000	McKeever J H	21,000
Matsushita S	21,000	McKenzie S D	21,000
Matsushita T	21,000	McKinley M E	21,000
Matsushita T P	21,000	McKinnon H J	21,000
Matsushita T	21,000	McKinnon M K B	21,000
Matsuura Y	21,000	McLaughlin K	21,000
Matsuyama M A	21,000	McLean P K	21,000
Matsuyama M M	21,000	McLoed K	21,000
Matsuyama S	21,000	McLoed P	21,000
Matsuzaki D K	21,000	McMann M	21,000
Matsuzaki H	21,000	McMillan Y	21,000
Matsuzaki K	21,000	McNairney S S	21,000
Mattern A	21,000	McNeill L H	21,000
Maurer B A	21,000	McTighe A E	21,000
Maurik L M	21,000	McVicar R L	21,000
Mauro J M	21,000	Mead P H	21,000
May C	21,000	Medenwaldt N N	21,000
Maye M	21,000	Medley A	21,000
Maye S M	21,000	Medoruma S	21,000
Mayeda K	21,000	Medoruma T	21,000
Mayeda L	21,000	Meehan K	21,000
Mayeda M	21,000	Melling P A	21,000
Mayeda R I	21,000	Mende A	21,000
Mayede A S	21,000	Mende B Y	21,000
Mayede A K	21,000	Mende C	21,000
Mayede C S	21,000	Mende K K	21,000
Mayede D T	21,000	Mende M R	21,000
Mayede F P	21,000	Menzies M J	21,000
Mayede F	21,000	Mercer Y	21,000
Mayede K	21,000	Merrick S S	21,000
Mayede K	21,000	Messeroll L T	21,000
Mayede M A	21,000	Metcalfe S S	21,000
Mayede N	21,000	Meuser C	21,000
Mayede Y P	21,000	Michaluk K K	21,000
Mayede Y	21,000	Michibata S	21,000
Mayegawa S	21,000	Middeldorp R	21,000
Mayer G M	21,000	Mihara U	21,000
Maynard A	21,000	Miike A S	21,000
Maynard S M	21,000	Miike D	21,000
Mazurkewich A	21,000	Miike F A	21,000
McAllister R C	21,000	Miike G H	21,000
McArthur S T	21,000	Miike J	21,000
McAusland M E	21,000	Miike S	21,000
McBride S S	21,000	Mikado A K	21,000
McCabe C M T	21,000	Mikado D H	21,000
McCaffery M L	21,000	Mikado J Y	21,000
McCallum F	21,000	Mikado M	21,000
McCallum N P	21,000	Mikado R S	21,000
McClean S M	21,000	Mikado S I	21,000
McCloskey C J	21,000	Mikado S	21,000
McConnell M M	21,000	Mike T	21,000
McCulloch M M	21,000	Miki A	21,000
McDermott J J	21,000	Miki C	21,000
McDonald G	21,000	Miki D K	21,000
McDonald W P	21,000	Miki D	21,000
McDonnell N J	21,000	Miki F Y	21,000
McElgunn L K	21,000	Miki F R	21,000
McFarland M	21,000	Miki G T	21,000
McFarlane G T	21,000	Miki H M	21,000
McFarlane P Y	21,000	Miki H	21,000
McGougan E V	21,000	Miki H	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Miki I	21,000
Miki J M	21,000
Miki J	21,000
Miki K	21,000
Miki K	21,000
Miki K K	21,000
Miki K	21,000
Miki K R J	21,000
Miki K M A	21,000
Miki L	21,000
Miki M	21,000
Miki M	21,000
Miki M	21,000
Miki O	21,000
Miki P Y	21,000
Miki P H	21,000
Miki R	21,000
Miki R	21,000
Miki R H	21,000
Miki R T	21,000
Miki R A	21,000
Miki S	21,000
Miki S	21,000
Miki S	21,000
Miki T	21,000
Miki T H	21,000
Miki T	21,000
Miki Y D	21,000
Miki Y	21,000
Mikurube N	21,000
Milbrandt A	21,000
Miles V M	21,000
Miller F	21,000
Miller H N	21,000
Millington D T	21,000
Mimoto H	21,000
Mimura D T	21,000
Mimura L	21,000
Mimura R	21,000
Mimura T T	21,000
Minakata K	21,000
Minakata K	21,000
Minakata The Estate of Kiyogusu	21,000
Minaki H	21,000
Minaki S	21,000
Minaki T	21,000
Minamata A	21,000
Minamata D	21,000
Minamata J H	21,000
Minamata M K	21,000
Minamata T D	21,000
Minamata W T	21,000
Minamide B	21,000
Minamide E M	21,000
Minamide E J	21,000
Minamide H	21,000
Minamide K	21,000
Minamide K	21,000
Minamide K	21,000
Minamide M	21,000
Minamide S S	21,000
Minamide S	21,000
Minamide T	21,000
Minamide T	21,000
Minamide V T	21,000
Minamimaye J G	21,000
Minamimaye M J	21,000
Minamimaye M M	21,000
Minamimaye S J	21,000
Minato A	21,000
Minato E Y	21,000
Minato H	21,000
Minato L K	21,000
Minato M K	21,000
Minato R K	21,000
Minato T	21,000
Minato T S	21,000
Minato T	21,000
Minegishi M	21,000
Minegishi Y	21,000
Minemoto E	21,000
Minemoto J	21,000
Minemoto T	21,000
Ming N S	21,000
Mio D K	21,000
Mishima A A	21,000
Mishima M	21,000
Misumi H	21,000
Misumi K	21,000
Misumi R R	21,000
Misumi S O	21,000
Misumi S B	21,000
Misumi T	21,000
Mitani B	21,000
Mitani D	21,000
Mitani D W	21,000
Mitani F C	21,000
Mitani H	21,000
Mitani H	21,000
Mitani L H	21,000
Mitani M	21,000
Mitani R M	21,000
Mitchell J H	21,000
Mitchell S B	21,000
Mitobe C D	21,000
Mitobe C	21,000
Mitobe D T	21,000
Mitobe E T	21,000
Mitobe F N	21,000
Mitobe H	21,000
Mitobe I M	21,000
Mitobe I	21,000
Mitobe L	21,000
Mitobe R S	21,000
Mitobe S S	21,000
Mitobe T	21,000
Mitobe Y	21,000
Mitoma H	21,000
Mitoma S T	21,000
Mitsubata D K	21,000
Mitsubata H	21,000
Mitsubata T	21,000
Mitsugi A	21,000
Mitsui G H	21,000
Mitsui H H	21,000
Mitsui K K S	21,000
Mitsui K	21,000
Mitsui M	21,000
Mitsui N	21,000
Mitsui N S	21,000
Mitsui T	21,000
Mitsuishi R	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Mitsuki F	21,000
Mitsuki M M	21,000
Mitsuki S	21,000
Mitsunaga I	21,000
Mitsunaga T T	21,000
Mitsushio K B	21,000
Mitsushio M	21,000
Miura A	21,000
Miura H	21,000
Miura J H	21,000
Miura M	21,000
Miura M	21,000
Miura T	21,000
Miura T	21,000
Miwa A	21,000
Miwa D W	21,000
Miwa H H	21,000
Miwa K W	21,000
Miwa K	21,000
Miwa K H	21,000
Miwa R R	21,000
Miwa S R	21,000
Miya C C	21,000
Miya G	21,000
Miya L	21,000
Miya S	21,000
Miyada J	21,000
Miyagaki T	21,000
Miyagawa A Y	21,000
Miyagawa F H	21,000
Miyagawa G	21,000
Miyagawa H	21,000
Miyagawa J	21,000
Miyagawa M	21,000
Miyagawa T	21,000
Miyagi I	21,000
Miyagi S S	21,000
Miyagishima K	21,000
Miyagishima K	21,000
Miyagishima N J	21,000
Miyagishima T	21,000
Miyagishima T R	21,000
Miyahara A	21,000
Miyahara F K	21,000
Miyahara S	21,000
Miyahara S	21,000
Miyahara S	21,000
Miyahara T T	21,000
Miyai E F	21,000
Miyai K	21,000
Miyai M	21,000
Miyai N	21,000
Miyai S J	21,000
Miyai T T	21,000
Miyake B	21,000
Miyake C	21,000
Miyake G K	21,000
Miyake T	21,000
Miyama S	21,000
Miyamoto A Y	21,000
Miyamoto C M	21,000
Miyamoto H K	21,000
Miyamoto H H	21,000
Miyamoto H	21,000
Miyamoto J	21,000
Miyamoto P K	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Miyamoto S S	21,000
Miyamoto T	21,000
Miyamoto T	21,000
Miyamoto T T	21,000
Miyanaga E A	21,000
Miyanaga E J	21,000
Miyanaga J	21,000
Miyanaga R	21,000
Miyanaga T Y	21,000
Miyanaga T	21,000
Miyanishi J J	21,000
Miyanishi K	21,000
Miyanishi K	21,000
Miyanishi S	21,000
Miyanishi T Y	21,000
Miyanishi T	21,000
Miyasaka F	21,000
Miyasaka J Y	21,000
Miyasaka M A	21,000
Miyasaka M M	21,000
Miyasaki A K	21,000
Miyasaki D	21,000
Miyasaki F S	21,000
Miyasaki F	21,000
Miyasaki H	21,000
Miyasaki I A	21,000
Miyasaki K	21,000
Miyasaki K S	21,000
Miyasaki M	21,000
Miyasaki M	21,000
Miyasaki R	21,000
Miyashiro G	21,000
Miyashiro S	21,000
Miyashiro T	21,000
Miyashita C	21,000
Miyashita H	21,000
Miyashita H H	21,000
Miyashita I	21,000
Miyashita J K	21,000
Miyashita K	21,000
Miyashita L S	21,000
Miyashita M	21,000
Miyashita M	21,000
Miyashita M F	21,000
Miyashita N	21,000
Miyashita R	21,000
Miyashita S	21,000
Miyashita S	21,000
Miyashita T S	21,000
Miyashita T	21,000
Miyashita T L	21,000
Miyata F S	21,000
Miyata H B	21,000
Miyata K	21,000
Miyata L T	21,000
Miyata M	21,000
Miyata N	21,000
Miyata T T	21,000
Miyata T T	21,000
Miyata T	21,000
Miyauchi A	21,000
Miyauchi D K	21,000
Miyauchi H	21,000
Miyauchi J S	21,000
Miyauchi J T	21,000
Miyauchi J S	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Miyauchi S	21,000	Mochizuki G	21,000
Miyauchi W	21,000	Mochizuki G F	21,000
Miyazaki B M	21,000	Mochizuki H M	21,000
Miyazaki F S	21,000	Mochizuki J	21,000
Miyazaki H	21,000	Mochizuki J S	21,000
Miyazaki J K	21,000	Mochizuki K G	21,000
Miyazaki K	21,000	Mochizuki K	21,000
Miyazaki M	21,000	Mochizuki K	21,000
Miyazaki M	21,000	Mochizuki L T	21,000
Miyazaki M E	21,000	Mochizuki M	21,000
Miyazaki R	21,000	Mochizuki M G	21,000
Miyazaki S A	21,000	Mochizuki S	21,000
Miyazaki S	21,000	Mochizuki T	21,000
Miyazaki S	21,000	Mochizuki Y	21,000
Miyazaki S	21,000	Moe V H	21,000
Miyazaki S A	21,000	Mohammed L	21,000
Miyazawa J	21,000	Mohos S	21,000
Miyazawa T	21,000	Mohr E	21,000
Miyoshi K K	21,000	Moir R Y	21,000
Mizobuchi S	21,000	Momotani A	21,000
Mizuguchi D	21,000	Momotani A E	21,000
Mizuguchi E	21,000	Monfee-Smith J	21,000
Mizuguchi K	21,000	Monsen A S	21,000
Mizuguchi M	21,000	Montayre A N	21,000
Mizuguchi R	21,000	Moody T	21,000
Mizuguchi S	21,000	Moore E	21,000
Mizuguchi T	21,000	Moore M J	21,000
Mizuguchi T J	21,000	Moore Y	21,000
Mizuhara A	21,000	Moray D K	21,000
Mizuhara D K	21,000	Mori A R	21,000
Mizuhara M	21,000	Mori A	21,000
Mizuno D	21,000	Mori A	21,000
Mizuno G	21,000	Mori A	21,000
Mizuno G	21,000	Mori A Y	21,000
Mizuno G K	21,000	Mori A	21,000
Mizuno H	21,000	Mori B	21,000
Mizuno H J	21,000	Mori C K	21,000
Mizuno J	21,000	Mori C	21,000
Mizuno J	21,000	Mori D S	21,000
Mizuno K	21,000	Mori D M	21,000
Mizuno M	21,000	Mori E M	21,000
Mizuno N	21,000	Mori E	21,000
Mizuno N Y	21,000	Mori F	21,000
Mizuno P S	21,000	Mori F	21,000
Mizuno S S	21,000	Mori G	21,000
Mizuno S R	21,000	Mori H	21,000
Mizuno T	21,000	Mori H H	21,000
Mizuta A	21,000	Mori H	21,000
Mizutani F H	21,000	Mori H	21,000
Mizutani H	21,000	Mori H D	21,000
Mizutani M	21,000	Mori H	21,000
Mizutani T	21,000	Mori H	21,000
Mizuyabu K	21,000	Mori H H	21,000
Mizuyabu K	21,000	Mori H M	21,000
Mizuyabu S	21,000	Mori I	21,000
Mizuyabu S	21,000	Mori I	21,000
Mizuyabu T	21,000	Mori J	21,000
Mizuyabu T	21,000	Mori J	21,000
Mizuyabu T	21,000	Mori J Y	21,000
Mizuyabu T	21,000	Mori J	21,000
Mizuyabu Y	21,000	Mori K	21,000
Mochizuki A	21,000	Mori K A	21,000
Mochizuki C C	21,000	Mori K K	21,000
Mochizuki D A	21,000	Mori K N	21,000
Mochizuki D C	21,000	Mori K	21,000
Mochizuki E	21,000	Mori K	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Mori K	21,000
Mori K	21,000
Mori K	21,000
Mori K	21,000
Mori K	21,000
Mori L T	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M M	21,000
Mori M J	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori M	21,000
Mori N	21,000
Mori N N	21,000
Mori N	21,000
Mori R	21,000
Mori R	21,000
Mori R T	21,000
Mori R Y	21,000
Mori R	21,000
Mori R J	21,000
Mori R T	21,000
Mori R S	21,000
Mori R	21,000
Mori S N	21,000
Mori S	21,000
Mori S M	21,000
Mori S	21,000
Mori S	21,000
Mori S	21,000
Mori S W	21,000
Mori S L	21,000
Mori S	21,000
Mori S	21,000
Mori S	21,000
Mori S	21,000
Mori T T	21,000
Mori T T	21,000
Mori T T	21,000
Mori The Estate of Suna	21,000
Mori T	21,000
Mori T T	21,000
Mori T K	21,000
Mori T	21,000
Mori U M	21,000
Mori Y	21,000
Mori Y	21,000
Mori Y	21,000
Mori Y	21,000
Mori Y R	21,000
Mori Y	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Mori Y	21,000
Mori Z	21,000
Moria L R	21,000
Morihira H	21,000
Morihira H D	21,000
Morikawa M	21,000
Morikawa S	21,000
Morikawa T	21,000
Morimoto G	21,000
Morimoto H	21,000
Morimoto I	21,000
Morimoto J	21,000
Morimoto J	21,000
Morimoto J K	21,000
Morimoto K C	21,000
Morimoto K	21,000
Morimoto R H	21,000
Morimoto R	21,000
Morimoto S	21,000
Morimoto S	21,000
Morimoto T I	21,000
Morimoto T	21,000
Morimoto T	21,000
Morin C C	21,000
Morino H H	21,000
Morino H R	21,000
Morino K K	21,000
Morino N A	21,000
Morioka C E	21,000
Morioka H I	21,000
Morioka P K	21,000
Morioka T	21,000
Morisawa D T	21,000
Morisawa K M	21,000
Morisawa N	21,000
Morishita A	21,000
Morishita B	21,000
Morishita C	21,000
Morishita D A	21,000
Morishita G K	21,000
Morishita H I	21,000
Morishita H	21,000
Morishita H	21,000
Morishita H H	21,000
Morishita H D	21,000
Morishita J Y	21,000
Morishita K	21,000
Morishita K H	21,000
Morishita K	21,000
Morishita K	21,000
Morishita K	21,000
Morishita L S	21,000
Morishita L G S	21,000
Morishita M M	21,000
Morishita M	21,000
Morishita N E	21,000
Morishita S H	21,000
Morishita S	21,000
Morishita T	21,000
Morishita T H	21,000
Morishita T	21,000
Morishita T	21,000
Morishita T	21,000
Morishita T M	21,000
Morishita W K	21,000
Morishita Y	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Morishita Y	21,000
Morita E	21,000
Morita E D	21,000
Morita F	21,000
Morita F F	21,000
Morita G	21,000
Morita G E	21,000
Morita H S	21,000
Morita H L	21,000
Morita J S	21,000
Morita K	21,000
Morita M	21,000
Morita M J	21,000
Morita M T	21,000
Morita M	21,000
Morita N	21,000
Morita P	21,000
Morita P U	21,000
Morita S	21,000
Morita S H	21,000
Morita S	21,000
Morita S R	21,000
Morita T R	21,000
Morita T B	21,000
Morita T	21,000
Morita Y	21,000
Morita Y	21,000
Morito J T	21,000
Morito M	21,000
Morito S	21,000
Moritsugu F A	21,000
Moritsugu H H	21,000
Moritsugu J M	21,000
Moritsugu K G	21,000
Moritsugu N K	21,000
Moritsugu T	21,000
Moriyama A K	21,000
Moriyama C	21,000
Moriyama D N	21,000
Moriyama E	21,000
Moriyama H	21,000
Moriyama H	21,000
Moriyama H	21,000
Moriyama J	21,000
Moriyama K	21,000
Moriyama K K	21,000
Moriyama K K J	21,000
Moriyama M J	21,000
Moriyama M	21,000
Moriyama M	21,000
Moriyama M	21,000
Moriyama M M	21,000
Moriyama M M	21,000
Moriyama N	21,000
Moriyama R J	21,000
Moriyama S M M	21,000
Moriyama S	21,000
Moriyama S	21,000
Moriyama S R	21,000
Moriyama S	21,000
Moriyama T	21,000
Moriyama The Estate of John	21,000
Moriyama T	21,000
Moriyama T G	21,000
Moriyama T	21,000
Moriyama Y	21,000
Morizaki M M	21,000
Morizaki T M	21,000
Morris J S	21,000
Morris M A	21,000
Morris V	21,000
Morrison B T	21,000
Morrison P	21,000
Mortensen E Y	21,000
Morton A S	21,000
Moshurchak D K	21,000
Motokado L	21,000
Motokado M Y	21,000
Motokado N	21,000
Motokado R	21,000
Motokado S	21,000
Motokado S S	21,000
Motokado T J	21,000
Motokado Y	21,000
Motomochi H T	21,000
Motomochi K	21,000
Motomochi Y	21,000
Motomura F	21,000
Motomura I E	21,000
Motomura K	21,000
Motomura L Y	21,000
Motomura R H	21,000
Motomura S	21,000
Motomura T	21,000
Mototsune K	21,000
Mototsune K M	21,000
Mototsune M	21,000
Mototsune S M	21,000
Mototsune S L	21,000
Mototsune S S	21,000
Mototsune S E	21,000
Mototsune T J S	21,000
Mototsune T	21,000
Motozono A F	21,000
Mufford M	21,000
Mugford D	21,000
Mukai F	21,000
Mukai H	21,000
Mukai H	21,000
Mukai K	21,000
Mukai L	21,000
Mukai M Y	21,000
Mukai M	21,000
Mukai P H	21,000
Mukai R	21,000
Mukai R	21,000
Mukai S D	21,000
Mukai S	21,000
Mukai S	21,000
Mukai S	21,000
Mukai T	21,000
Mukai T	21,000
Mukai Y	21,000
Mukai Y	21,000
Mukaida M	21,000
Mukaida T	21,000
Mukuda J	21,000
Mukuda J J	21,000
Mukuda S	21,000
Mukuda T	21,000
Mukuyama E S	21,000
Mukuyama J T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Mukuyama K S	21,000	Murakami R Y	21,000
Mukuyama S	21,000	Murakami S	21,000
Mulcaster K	21,000	Murakami S R	21,000
Munro J S	21,000	Murakami S S	21,000
Mura K B	21,000	Murakami S	21,000
Mura M M	21,000	Murakami S	21,000
Mura S N	21,000	Murakami S S	21,000
Mura S	21,000	Murakami S	21,000
Mura T H	21,000	Murakami T	21,000
Mura T	21,000	Murakami T R	21,000
Mura T	21,000	Murakami T	21,000
Murabayashi A J	21,000	Murakami T	21,000
Murabayashi M	21,000	Murakami The Estate of Atsushi	21,000
Murai K	21,000	Murakami T H	21,000
Murai M M	21,000	Murakami T R	21,000
Murai M M	21,000	Murakami W	21,000
Murai T M	21,000	Murakami W W	21,000
Murai Y	21,000	Murakami Y	21,000
Murakami A C	21,000	Murakami-Tanaka A A	21,000
Murakami A	21,000	Muraki D U	21,000
Murakami B J	21,000	Muraki K M	21,000
Murakami B	21,000	Muraki M	21,000
Murakami B	21,000	Muraki T	21,000
Murakami B Y	21,000	Muramatsu C	21,000
Murakami C	21,000	Muranaka C K	21,000
Murakami C M	21,000	Muranaka F T	21,000
Murakami E K	21,000	Muranaka H	21,000
Murakami F K	21,000	Muranaka K K	21,000
Murakami F	21,000	Muranaka K K	21,000
Murakami F	21,000	Muranaka Y	21,000
Murakami F F	21,000	Murao A	21,000
Murakami G	21,000	Murao A	21,000
Murakami G	21,000	Murao A	21,000
Murakami H	21,000	Murao E	21,000
Murakami H N	21,000	Murao H	21,000
Murakami H T	21,000	Murao H H	21,000
Murakami H S	21,000	Murao J	21,000
Murakami H	21,000	Murao J T	21,000
Murakami H	21,000	Murao J	21,000
Murakami H	21,000	Murao J K	21,000
Murakami J S	21,000	Murao K	21,000
Murakami J M	21,000	Murao N E	21,000
Murakami K R	21,000	Murao P T	21,000
Murakami K G	21,000	Murao P	21,000
Murakami K	21,000	Murao R	21,000
Murakami M S	21,000	Murao S	21,000
Murakami M E	21,000	Murao T	21,000
Murakami M	21,000	Murao The Estate of Tokuichiro	21,000
Murakami M	21,000	Murao T	21,000
Murakami M	21,000	Murao T T	21,000
Murakami M	21,000	Murao T	21,000
Murakami M	21,000	Murao Y	21,000
Murakami M	21,000	Muraoka K	21,000
Murakami M R	21,000	Muraoka Y	21,000
Murakami M N	21,000	Murase I	21,000
Murakami M J	21,000	Murase M	21,000
Murakami N	21,000	Murase N	21,000
Murakami N N	21,000	Murase R	21,000
Murakami N	21,000	Murase T	21,000
Murakami N P	21,000	Murase Y	21,000
Murakami O	21,000	Murase Y	21,000
Murakami P S	21,000	Murata C M	21,000
Murakami P	21,000	Murata D	21,000
Murakami R	21,000	Murata F S	21,000
Murakami R K	21,000	Murata F S	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Murata K I	21,000
Murata K	21,000
Murata M J	21,000
Murata N L	21,000
Murata R	21,000
Murata S L	21,000
Murata T	21,000
Murata Y	21,000
Murata Y R	21,000
Murata Y N	21,000
Murata Y	21,000
Murdock P A K	21,000
Murk T M	21,000
Muromoto M	21,000
Muromoto T	21,000
Murray A A	21,000
Murray P M	21,000
Murray S G	21,000
Musgrove J Y	21,000
Myall J	21,000
Myers E S	21,000
Nabata A	21,000
Nabata A	21,000
Nabata E	21,000
Nabata I F	21,000
Nabata L K	21,000
Nabata M	21,000
Nabata M	21,000
Nabata N	21,000
Nabata R	21,000
Nabata S	21,000
Nabata S	21,000
Nabeta E	21,000
Nabeta K A A	21,000
Nabeta Y	21,000
Nadrozny Y	21,000
Naga M	21,000
Nagahara K	21,000
Nagahara L Y	21,000
Nagahara M G	21,000
Nagai A I	21,000
Nagai A J	21,000
Nagai C	21,000
Nagai F	21,000
Nagai H I	21,000
Nagai H C	21,000
Nagai H M	21,000
Nagai J S	21,000
Nagai K	21,000
Nagai K	21,000
Nagai K	21,000
Nagai M K	21,000
Nagai M U	21,000
Nagai M R	21,000
Nagai N J	21,000
Nagai R	21,000
Nagai R	21,000
Nagai R Y	21,000
Nagai S	21,000
Nagai S	21,000
Nagai S	21,000
Nagai S S	21,000
Nagai T	21,000
Nagai T	21,000
Nagai V K	21,000
Nagai W T	21,000
Nagai Y	21,000
Nagai Y	21,000
Nagamatsu A	21,000
Nagamatsu C K	21,000
Nagamatsu C	21,000
Nagamatsu J S	21,000
Nagamatsu K	21,000
Nagamatsu N	21,000
Nagamatsu R	21,000
Nagamatsu R	21,000
Nagamatsu T	21,000
Nagami A A	21,000
Nagami A R	21,000
Nagami K W	21,000
Nagami R	21,000
Nagami S	21,000
Nagami S	21,000
Nagami T T	21,000
Nagami Y S	21,000
Nagamori A	21,000
Nagamori H	21,000
Nagamori M	21,000
Nagamori R	21,000
Nagamori S	21,000
Nagamori T	21,000
Nagamori T B	21,000
Nagano G S	21,000
Nagano G	21,000
Nagano L R	21,000
Nagano M M	21,000
Nagano R S	21,000
Nagano S	21,000
Nagano T	21,000
Nagano T	21,000
Nagano T T	21,000
Nagano T	21,000
Nagano Y	21,000
Naganobu E	21,000
Naganobu E R	21,000
Naganobu K M	21,000
Naganobu M Y	21,000
Nagao E	21,000
Nagao K B	21,000
Nagao K K	21,000
Nagao M M	21,000
Nagao T	21,000
Nagao Y J	21,000
Nagao Y	21,000
Nagao Y	21,000
Nagasaka C	21,000
Nagasaka G	21,000
Nagasaka H H	21,000
Nagasaka J	21,000
Nagasaka K	21,000
Nagasaka R	21,000
Nagasaka R K	21,000
Nagasaki A P A	21,000
Nagasaki J M R	21,000
Nagasawa M	21,000
Nagasawa S	21,000
Nagasuye H	21,000
Nagasuye J	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Nagasuye M H	21,000
Nagasuye P	21,000
Nagasuye P D	21,000
Nagasuye R	21,000
Nagasuye S	21,000
Nagata A M	21,000
Nagata A	21,000
Nagata A E	21,000
Nagata A B	21,000
Nagata D A	21,000
Nagata D	21,000
Nagata E	21,000
Nagata E F	21,000
Nagata E	21,000
Nagata H H	21,000
Nagata J N	21,000
Nagata J M	21,000
Nagata J K	21,000
Nagata K	21,000
Nagata K	21,000
Nagata K K	21,000
Nagata K K	21,000
Nagata K	21,000
Nagata K K	21,000
Nagata K M	21,000
Nagata K M	21,000
Nagata L	21,000
Nagata M M	21,000
Nagata M A N	21,000
Nagata M K	21,000
Nagata M	21,000
Nagata M	21,000
Nagata M	21,000
Nagata M L	21,000
Nagata M	21,000
Nagata M	21,000
Nagata M M	21,000
Nagata M	21,000
Nagata N	21,000
Nagata R	21,000
Nagata R H	21,000
Nagata R M	21,000
Nagata R	21,000
Nagata S	21,000
Nagata S	21,000
Nagata S	21,000
Nagata S S	21,000
Nagata S	21,000
Nagata S	21,000
Nagata T E	21,000
Nagata T	21,000
Nagata T H	21,000
Nagata T	21,000
Nagata T	21,000
Nagata T	21,000
Nagata T	21,000
Nagata T S	21,000
Nagata W H	21,000
Nagatakiya G M	21,000
Nagatakiya H	21,000
Nagatoishi H	21,000
Nago M	21,000
Naito E	21,000
Naito E S	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Naito G J	21,000
Naito J	21,000
Naito J	21,000
Naito K	21,000
Naito M S	21,000
Naito T	21,000
Naka A	21,000
Naka A	21,000
Naka C	21,000
Naka E	21,000
Naka E M	21,000
Naka F A	21,000
Naka F T	21,000
Naka G K	21,000
Naka H H	21,000
Naka I	21,000
Naka J I	21,000
Naka J M	21,000
Naka K	21,000
Naka K	21,000
Naka M M	21,000
Naka M	21,000
Naka M	21,000
Naka R K	21,000
Naka R	21,000
Naka S	21,000
Naka S M	21,000
Naka S	21,000
Naka T Z	21,000
Naka T	21,000
Naka T	21,000
Naka W Y	21,000
Nakada G H	21,000
Nakada H	21,000
Nakade F	21,000
Nakade K A	21,000
Nakade L S	21,000
Nakade S G	21,000
Nakade Y M	21,000
Nakagama M	21,000
Nakagami T	21,000
Nakagawa A	21,000
Nakagawa A	21,000
Nakagawa A	21,000
Nakagawa A E	21,000
Nakagawa A	21,000
Nakagawa D N	21,000
Nakagawa F	21,000
Nakagawa F Y	21,000
Nakagawa F H	21,000
Nakagawa F	21,000
Nakagawa F Y	21,000
Nakagawa F F	21,000
Nakagawa H	21,000
Nakagawa H G	21,000
Nakagawa H	21,000
Nakagawa I	21,000
Nakawaga J	21,000
Nakawaga J	21,000
Nakawaga J	21,000
Nakawaga K	21,000
Nakawaga K	21,000
Nakawaga K	21,000
Nakawaga K K	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Nakawaga K	21,000
Nakawaga K	21,000
Nakawaga M F	21,000
Nakawaga M R	21,000
Nakagawa M M	21,000
Nakagawa M	21,000
Nakagawa M M	21,000
Nakagawa M	21,000
Nakawaga P	21,000
Nakawaga P	21,000
Nakawaga R K	21,000
Nakawaga R A	21,000
Nakawaga S Y	21,000
Nakawaga S S	21,000
Nakawaga S B	21,000
Nakawaga S	21,000
Nakawaga S	21,000
Nakawaga T T	21,000
Nakawaga T	21,000
Nakawaga Y	21,000
Nakawaga Y	21,000
Nakahama H H	21,000
Nakahama H	21,000
Nakahama M D	21,000
Nakahama N	21,000
Nakahama R J	21,000
Nakahama T	21,000
Nakahama T	21,000
Nakahara A	21,000
Nakahara F S	21,000
Nakahara G G	21,000
Nakahara H	21,000
Nakahara K	21,000
Nakahara K	21,000
Nakahara N	21,000
Nakai A	21,000
Nakai K	21,000
Nakai L S	21,000
Nakai M	21,000
Nakai S	21,000
Nakai T	21,000
Nakai T	21,000
Nakama F G	21,000
Nakama F	21,000
Nakama F F	21,000
Nakama G	21,000
Nakamachi A D	21,000
Nakamachi F	21,000
Nakamachi K B	21,000
Nakamichi J T	21,000
Nakamichi K K	21,000
Nakamichi T T	21,000
Nakamichi T I L	21,000
Nakamoto A M	21,000
Nakamoto A	21,000
Nakamoto D	21,000
Nakamoto E T	21,000
Nakamoto J K	21,000
Nakamoto J S	21,000
Nakamoto J K	21,000
Nakamoto J	21,000
Nakamoto J M	21,000
Nakamoto J	21,000
Nakamoto K M	21,000
Nakamoto K D	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Nakamoto M	21,000
Nakamoto M	21,000
Nakamoto M	21,000
Nakamoto M	21,000
Nakamoto M L	21,000
Nakamoto R R	21,000
Nakamoto S M	21,000
Nakamoto S	21,000
Nakamoto S	21,000
Nakamoto T P	21,000
Nakamoto Y D	21,000
Nakamura A	21,000
Nakamura A A	21,000
Nakamura A	21,000
Nakamura A E	21,000
Nakamura A	21,000
Nakamura C	21,000
Nakamura C	21,000
Nakamura D Y	21,000
Nakamura D R	21,000
Nakamura D I	21,000
Nakamura D	21,000
Nakamura E	21,000
Nakamura E T	21,000
Nakamura E A T	21,000
Nakamura E	21,000
Nakamura F K	21,000
Nakamura F J	21,000
Nakamura G K	21,000
Nakamura G	21,000
Nakamura H N	21,000
Nakamura H	21,000
Nakamura H	21,000
Nakamura H G	21,000
Nakamura H B	21,000
Nakamura H J	21,000
Nakamura I S	21,000
Nakamura I	21,000
Nakamura J	21,000
Nakamura J	21,000
Nakamura J	21,000
Nakamura J	21,000
Nakamura J M	21,000
Nakamura J J B	21,000
Nakamura K K	21,000
Nakamura K	21,000
Nakamura K	21,000
Nakamura K	21,000
Nakamura K	21,000
Nakamura K	21,000
Nakamura L E	21,000
Nakamura L Y	21,000
Nakamura M S	21,000
Nakamura M R	21,000
Nakamura M	21,000
Nakamura M	21,000
Nakamura M	21,000
Nakamura M	21,000
Nakamura M	21,000
Nakamura M G	21,000
Nakamura M	21,000
Nakamura M	21,000
Nakamura M	21,000
Nakamura N S	21,000
Nakamura N N	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Nakamura R	21,000
Nakamura R Y	21,000
Nakamura R H	21,000
Nakamura R K	21,000
Nakamura R M	21,000
Nakamura R	21,000
Nakamura S	21,000
Nakamura S	21,000
Nakamura S	21,000
Nakamura S K	21,000
Nakamura S I	21,000
Nakamura S H	21,000
Nakamura S	21,000
Nakamura S	21,000
Nakamura S A	21,000
Nakamura S B	21,000
Nakamura S	21,000
Nakamura S J	21,000
Nakamura S	21,000
Nakamura S G	21,000
Nakamura T R	21,000
Nakamura T	21,000
Nakamura T	21,000
Nakamura T T	21,000
Nakamura T T	21,000
Nakamura T	21,000
Nakamura T T	21,000
Nakamura T	21,000
Nakamura T T	21,000
Nakamura The Estate of Robert T	21,000
Nakamura The Estate of Yukiye	21,000
Nakamura T	21,000
Nakamura T	21,000
Nakamura T	21,000
Nakamura T	21,000
Nakamura T S	21,000
Nakamura U	21,000
Nakamura W T	21,000
Nakamura Y	21,000
Nakamura Y F	21,000
Nakamura Y	21,000
Nakamura Y	21,000
Nakamura Y B	21,000
Nakane M	21,000
Nakanishi F N	21,000
Nakanishi J	21,000
Nakanishi K	21,000
Nakanishi M	21,000
Nakanishi N	21,000
Nakanishi S	21,000
Nakanishi T	21,000
Nakano A	21,000
Nakano A	21,000
Nakano A H	21,000
Nakano A J	21,000
Nakano A	21,000
Nakano C	21,000
Nakano C	21,000
Nakano D W	21,000
Nakano E A	21,000
Nakano F P	21,000
Nakano H G	21,000
Nakano H R	21,000
Nakano I	21,000
Nakano I	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Nakano J M	21,000
Nakano J	21,000
Nakano J	21,000
Nakano K	21,000
Nakano K	21,000
Nakano K T	21,000
Nakano K K	21,000
Nakano K	21,000
Nakano K	21,000
Nakano K	21,000
Nakano K K	21,000
Nakano L	21,000
Nakano M H	21,000
Nakano M Y	21,000
Nakano M	21,000
Nakano M T	21,000
Nakano M	21,000
Nakano M	21,000
Nakano N J	21,000
Nakano R H	21,000
Nakano S	21,000
Nakano S	21,000
Nakano S	21,000
Nakano T T	21,000
Nakano T G	21,000
Nakano T J	21,000
Nakano T	21,000
Nakano T T	21,000
Nakano T	21,000
Nakano T	21,000
Nakano T R	21,000
Nakano T	21,000
Nakano U	21,000
Nakano W F	21,000
Nakano Y	21,000
Nakano Y	21,000
Nakano Y	21,000
Nakano Y	21,000
Nakano Y	21,000
Nakao L T	21,000
Nakao M M	21,000
Nakao N	21,000
Nakashiba G M	21,000
Nakashiba M	21,000
Nakashima A	21,000
Nakashima A T	21,000
Nakashima A	21,000
Nakashima A	21,000
Nakashima B S	21,000
Nakashima D M	21,000
Nakashima D	21,000
Nakashima F	21,000
Nakashima G	21,000
Nakashima G	21,000
Nakashima G T	21,000
Nakashima H J	21,000
Nakashima H	21,000
Nakashima H	21,000
Nakashima H	21,000
Nakashima H	21,000
Nakashima J Y	21,000
Nakashima J	21,000
Nakashima K	21,000
Nakashima K	21,000
Nakashima K S	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Nakashima L H	21,000
Nakashima L	21,000
Nakashima L T	21,000
Nakashima L A	21,000
Nakashima M	21,000
Nakashima M E	21,000
Nakashima M	21,000
Nakashima M	21,000
Nakashima N	21,000
Nakashima N	21,000
Nakashima N T	21,000
Nakashima P D	21,000
Nakashima R	21,000
Nakashima R	21,000
Nakashima R E	21,000
Nakashima R C	21,000
Nakashima R	21,000
Nakashima S	21,000
Nakashima S	21,000
Nakashima S	21,000
Nakashima S	21,000
Nakashima S R	21,000
Nakashima S E	21,000
Nakashima S J	21,000
Nakashima S	21,000
Nakashima S	21,000
Nakashima T H	21,000
Nakashima The Estate of Koryo	21,000
Nakashima T S	21,000
Nakashima T T	21,000
Nakashima T D	21,000
Nakashima T S	21,000
Nakashima T	21,000
Nakashima Y	21,000
Nakashima Y	21,000
Nakashimada S	21,000
Nakashimada T	21,000
Nakashoji C	21,000
Nakashoji J S	21,000
Nakasuji M	21,000
Nakasuji N	21,000
Nakasuji U	21,000
Nakata E K	21,000
Nakata E N	21,000
Nakata G	21,000
Nakata H D	21,000
Nakata H	21,000
Nakata H	21,000
Nakata K	21,000
Nakata K	21,000
Nakata M	21,000
Nakata M	21,000
Nakata M S	21,000
Nakata M M	21,000
Nakata N	21,000
Nakata O	21,000
Nakata R	21,000
Nakata S	21,000
Nakata S	21,000
Nakata S	21,000
Nakata S A	21,000
Nakata S	21,000
Nakata T	21,000
Nakata T	21,000
Nakata T	21,000
Nakata T	21,000
Nakata The Estate of Chiyo	21,000
Nakata Y	21,000
Nakata Y	21,000
Nakatani J	21,000
Nakatani S	21,000
Nakatani S S	21,000
Nakatani T	21,000
Nakatani Y	21,000
Nakatsu C	21,000
Nakatsu D Y	21,000
Nakatsu G	21,000
Nakatsu K	21,000
Nakatsu K K	21,000
Nakatsu K	21,000
Nakatsu K	21,000
Nakatsu K D	21,000
Nakatsu L K	21,000
Nakatsu M	21,000
Nakatsu M M	21,000
Nakatsu M	21,000
Nakatsu M A	21,000
Nakatsu N	21,000
Nakatsu N L	21,000
Nakatsu P S	21,000
Nakatsu P O	21,000
Nakatsu S J	21,000
Nakatsu T	21,000
Nakatsu T C	21,000
Nakatsu T	21,000
Nakatsu Y	21,000
Nakatsui J S	21,000
Nakatsui R	21,000
Nakatsui T	21,000
Nakatsuka G M	21,000
Nakatsuka H	21,000
Nakatsuka K L	21,000
Nakatsuka K	21,000
Nakatsuka M	21,000
Nakatsuka M	21,000
Nakatsuka S	21,000
Nakatsuru H G	21,000
Nakatsuru K R	21,000
Nakatsuru M	21,000
Nakatsuru S	21,000
Nakauchi A A	21,000
Nakauchi T	21,000
Nakawatase D	21,000
Nakawatase J	21,000
Nakayama H H	21,000
Nakayama M	21,000
Nakayama R	21,000
Nakayama T	21,000
Nakayama Y	21,000
Nakayeda K K	21,000
Nakayeda M	21,000
Nakazato T	21,000
Nakazawa H	21,000
Nakazawa I	21,000
Nakazawa K	21,000
Nakazawa K	21,000
Nakazawa O	21,000
Nalls J M	21,000
Namba D D M	21,000
Namba L	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Namba T R	21,000
Namiki M	21,000
Nanba I	21,000
Nanba K	21,000
Nanba K	21,000
Nanba T	21,000
Nanba T	21,000
Nanba Y C	21,000
Nariiwa S	21,000
Nariiwa Y	21,000
Narukami C	21,000
Narukami D	21,000
Narukami T	21,000
Naruo H	21,000
Naruo R	21,000
Naruse A M	21,000
Naruse A K	21,000
Naruse B Y	21,000
Naruse D	21,000
Naruse H A	21,000
Naruse M	21,000
Naruse R M	21,000
Naruse R T	21,000
Naruse Y	21,000
Nash J H	21,000
Nash T	21,000
Nasu B N	21,000
Nasu H N	21,000
Nasu H R	21,000
Nasu I	21,000
Nasu J	21,000
Nasu J	21,000
Nasu J Y	21,000
Nasu K J	21,000
Nasu K K	21,000
Nasu K	21,000
Nasu K S	21,000
Nasu K	21,000
Nasu K P	21,000
Nasu M	21,000
Nasu M	21,000
Nasu N	21,000
Nasu T	21,000
Nasu Y	21,000
Nasu Y L	21,000
Natsuhara B K	21,000
Natsuhara E H	21,000
Natsuhara H M	21,000
Natsuhara J K	21,000
Natsuhara K	21,000
Natsuhara K	21,000
Natsuhara K R	21,000
Natsuhara M M N	21,000
Natsuhara P	21,000
Natsuhara R	21,000
Natsuhara S T	21,000
Natsuhara T	21,000
Natsukoshi S	21,000
Nauman J S	21,000
Nawata A	21,000
Nawata A S	21,000
Nawata K	21,000
Nawata M D	21,000
Nawata N M	21,000
Nawata T T	21,000
Nazar E K	21,000
Negishi Y	21,000
Negoro E H	21,000
Negoro G	21,000
Negoro I	21,000
Negoro K K	21,000
Negoro K	21,000
Negoro T	21,000
Negoro The Estate of Kazumi	21,000
Neher H	21,000
Nekoda H	21,000
Nekoda M J	21,000
Nekoda S N	21,000
Nelson L	21,000
Nelson M	21,000
Nelson S H	21,000
Nelson T M	21,000
Nelson T L	21,000
Nemeth I Y	21,000
Neuman G H	21,000
Newbold Y B	21,000
Newell G C Y	21,000
Newman C L K	21,000
Newton N N	21,000
Ng D	21,000
Nguyen L	21,000
Nicholson A T	21,000
Nicholson K	21,000
Nicholson Y R	21,000
Nihei T R	21,000
Nihei T	21,000
Niiya H	21,000
Niiya R	21,000
Nikaido F H	21,000
Nikaido B H	21,000
Nikaido F	21,000
Nikaido G	21,000
Nikaido H H	21,000
Nikaido R T	21,000
Nikaido S	21,000
Nikaido S	21,000
Nikaido T T	21,000
Nikaido T	21,000
Nikolaus G Y	21,000
Nimi A A	21,000
Nimi F J	21,000
Nimi R K	21,000
Ninaka S	21,000
Ninaka T A	21,000
Ninaka T K	21,000
Nishi A	21,000
Nishi A F	21,000
Nishi A S	21,000
Nishi A	21,000
Nishi B K	21,000
Nishi B N	21,000
Nishi C O	21,000
Nishi C S	21,000
Nishi C	21,000
Nishi C S	21,000
Nishi C	21,000
Nishi C	21,000
Nishi C	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Nishi D	21,000
Nishi D Y	21,000
Nishi E S	21,000
Nishi E	21,000
Nishi E	21,000
Nishi E	21,000
Nishi E S	21,000
Nishi F	21,000
Nishi G I	21,000
Nishi G O	21,000
Nishi H	21,000
Nishi H	21,000
Nishi H	21,000
Nishi H	21,000
Nishi H	21,000
Nishi H	21,000
Nishi H	21,000
Nishi I T	21,000
Nishi I	21,000
Nishi J	21,000
Nishi J	21,000
Nishi J	21,000
Nishi K N	21,000
Nishi K	21,000
Nishi K	21,000
Nishi K P	21,000
Nishi K	21,000
Nishi K	21,000
Nishi L I	21,000
Nishi M	21,000
Nishi M	21,000
Nishi M	21,000
Nishi M	21,000
Nishi M M	21,000
Nishi M	21,000
Nishi M	21,000
Nishi M	21,000
Nishi M J	21,000
Nishi M	21,000
Nishi M	21,000
Nishi M	21,000
Nishi M	21,000
Nishi M	21,000
Nishi N	21,000
Nishi P S	21,000
Nishi R	21,000
Nishi R E	21,000
Nishi R N	21,000
Nishi R Y	21,000
Nishi R	21,000
Nishi R C	21,000
Nishi R F	21,000
Nishi S	21,000
Nishi S	21,000
Nishi S	21,000
Nishi S	21,000
Nishi S S	21,000
Nishi S	21,000
Nishi S D	21,000
Nishi S	21,000
Nishi T	21,000
Nishi T	21,000
Nishi T S	21,000
Nishi T	21,000
Nishi T	21,000
Nishi T	21,000
Nishi T T	21,000
Nishi T	21,000
Nishi T W	21,000
Nishi T	21,000
Nishi T P	21,000
Nishi Y	21,000
Nishi Y	21,000
Nishi Y	21,000
Nishi Y	21,000
Nishi Y M	21,000
Nishi Y	21,000
Nishi Y	21,000
Nishi Y	21,000
Nishi Y	21,000
Nishibata I	21,000
Nishibata K K	21,000
Nishibata M	21,000
Nishibata N H	21,000
Nishibata S	21,000
Nishida C	21,000
Nishida E	21,000
Nishida F F	21,000
Nishida H	21,000
Nishida H	21,000
Nishida K	21,000
Nishida M	21,000
Nishida S	21,000
Nishida T	21,000
Nishida T E	21,000
Nishida W W	21,000
Nishidera F M	21,000
Nishidera G K	21,000
Nishidera K	21,000
Nishidera M	21,000
Nishidera R	21,000
Nishiguchi M	21,000
Nishiguchi R K	21,000
Nishiguchi S	21,000
Nishiguchi S	21,000
Nishiguchi Y	21,000
Nishihama M M	21,000
Nishihama Y E	21,000
Nishihama Y	21,000
Nishihara F	21,000
Nishihara L K	21,000
Nishihata G	21,000
Nishihata H J	21,000
Nishihata S	21,000
Nishijima A D	21,000
Nishijima J	21,000
Nishijima K	21,000
Nishijima R	21,000
Nishijima T	21,000
Nishijima T	21,000
Nishijima W	21,000
Nishikawa A S	21,000
Nishikawa E B	21,000
Nishikawa F	21,000
Nishikawa F S	21,000
Nishikawa G	21,000
Nishikawa H	21,000
Nishikawa H	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Nishikawa I	21,000
Nishikawa J T	21,000
Nishikawa J E	21,000
Nishikawa J H	21,000
Nishikawa K	21,000
Nishikawa K	21,000
Nishikawa M M	21,000
Nishikawa M S	21,000
Nishikawa M	21,000
Nishikawa M	21,000
Nishikawa M	21,000
Nishikawa M B	21,000
Nishikawa M	21,000
Nishikawa R	21,000
Nishikawa R T	21,000
Nishikawa R	21,000
Nishikawa S	21,000
Nishikawa S M	21,000
Nishikawa T	21,000
Nishikawa T M	21,000
Nishikawa T	21,000
Nishikawa T	21,000
Nishikawa T	21,000
Nishikawa T	21,000
Nishikawa T R	21,000
Nishikawa V K	21,000
Nishikawa Y S	21,000
Nishikawa Y R	21,000
Nishikawara H	21,000
Nishikawara M	21,000
Nishikaze H J	21,000
Nishikihama K	21,000
Nishikihama M	21,000
Nishimatsu N	21,000
Nishimazuruko U	21,000
Nishimoto C	21,000
Nishimoto E T	21,000
Nishimoto H	21,000
Nishimoto H	21,000
Nishimoto K	21,000
Nishimoto S	21,000
Nishimura A G	21,000
Nishimura A A	21,000
Nishimura A H	21,000
Nishimura A	21,000
Nishimura A	21,000
Nishimura C Y	21,000
Nishimura C	21,000
Nishimura D S	21,000
Nishimura D	21,000
Nishimura E B	21,000
Nishimura E M	21,000
Nishimura E	21,000
Nishimura E	21,000
Nishimura F F	21,000
Nishimura F F	21,000
Nishimura F	21,000
Nishimura F	21,000
Nishimura F	21,000
Nishimura G	21,000
Nishimura G	21,000
Nishimura G K	21,000
Nishimura G	21,000
Nishimura G N	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Nishimura H	21,000
Nishimura H	21,000
Nishimura H A	21,000
Nishimura H	21,000
Nishimura H B	21,000
Nishimura H G	21,000
Nishimura H	21,000
Nishimura H	21,000
Nishimura H	21,000
Nishimura J	21,000
Nishimura J	21,000
Nishimura J S	21,000
Nishiramu J T	21,000
Nishimura J M	21,000
Nishimura J	21,000
Nishimura K	21,000
Nishimura K F	21,000
Nishimura K J	21,000
Nishimura K	21,000
Nishimura K	21,000
Nishimura K R	21,000
Nishimura K	21,000
Nishimura K	21,000
Nishimura K	21,000
Nishimura K F	21,000
Nishimura K	21,000
Nishimura K K	21,000
Nishimura K	21,000
Nishimura K M	21,000
Nishimura K K	21,000
Nishimura K	21,000
Nishimura K I	21,000
Nishimura K J	21,000
Nishimura M M	21,000
Nishimura M M	21,000
Nishimura M	21,000
Nishimura M R	21,000
Nishimura M Y	21,000
Nishimura M M	21,000
Nishimura M	21,000
Nishimura M	21,000
Nishimura M M	21,000
Nishimura M	21,000
Nishimura M	21,000
Nishimura M	21,000
Nishimura M	21,000
Nishimura N	21,000
Nishimura N	21,000
Nishimura O S	21,000
Nishimura R	21,000
Nishimura R G	21,000
Nishimura R T	21,000
Nishimura R H	21,000
Nishimura R H	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S G	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Nishimura S	21,000
Nishimura S S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura S	21,000
Nishimura T	21,000
Nishimura T G	21,000
Nishimura T J	21,000
Nishimura T	21,000
Nishimura T T	21,000
Nishimura T	21,000
Nishimura T	21,000
Nishimura T	21,000
Nishimura The Estate of Kiheiji	21,000
Nishimura The Estate of Tadao	21,000
Nishimura T	21,000
Nishimura T	21,000
Nishimura T T	21,000
Nishimura T	21,000
Nishimura T	21,000
Nishimura T	21,000
Nishimura T	21,000
Nishimura T	21,000
Nishimura Y	21,000
Nishimura Y E	21,000
Nishimura Y	21,000
Nishimura Y	21,000
Nishimura Y	21,000
Nishimura Y	21,000
Nishimura Y	21,000
Nishimura Y E	21,000
Nishimura Y	21,000
Nishina A	21,000
Nishino C E	21,000
Nishino T	21,000
Nishino T	21,000
Nishino T T	21,000
Nishino T R	21,000
Nishino Y P	21,000
Nishio K	21,000
Nishio N K	21,000
Nishio R C	21,000
Nishio S G	21,000
Nishio T T	21,000
Nishioka F F	21,000
Nishioka G	21,000
Nishioka H	21,000
Nishioka K D	21,000
Nishioka R R	21,000
Nishitoba Y M	21,000
Nishiuchi F	21,000
Nishiuchi J M	21,000
Nishiuchi T	21,000
Nishiyama A	21,000
Nishiyama C L	21,000
Nishiyama G	21,000
Nishiyama J N	21,000
Nishiyama J H	21,000
Nishiyama K	21,000
Nishiyama K	21,000
Nishiyama M	21,000
Nishiyama M	21,000
Nishiyama M M	21,000
Nishiyama N S	21,000
Nishiyama R	21,000
Nishiyama S	21,000
Nishiyama S H	21,000
Nishiyama S	21,000
Nishiyama S J	21,000
Nishiyama T T	21,000
Nishizaki D M	21,000
Nishizaki H J	21,000
Nishizaki K	21,000
Nishizaki M K	21,000
Nishizaki M H	21,000
Nishizaki R M	21,000
Nishizaki R S	21,000
Nishizaki R S	21,000
Nishizaki S D	21,000
Nishizaki S R	21,000
Nishizaki T	21,000
Nishizaki Y D	21,000
Nishizaki Y	21,000
Nishizaki Y	21,000
Nishizawa E	21,000
Nishizawa E M	21,000
Nishizawa M	21,000
Nishizawa R	21,000
Nishizeki S	21,000
Nishizeki V	21,000
Nitsui E	21,000
Nitsui J U	21,000
Nitsui J	21,000
Nitsui K	21,000
Nitsui K	21,000
Nitsui M	21,000
Nitsui M	21,000
Nitta F H	21,000
Nitta G	21,000
Nitta K	21,000
Nitta M	21,000
Nitta M M	21,000
Nitta M	21,000
Niven S	21,000
Niwatsukino H B	21,000
Niwatsukino S	21,000
Noble K	21,000
Nobuhara K	21,000
Nobuhara M	21,000
Nobuoka A	21,000
Nobuoka C J	21,000
Nobuoka M K	21,000
Nobuoka S	21,000
Nobuoka Y	21,000
Nobuoka Y T	21,000
Nobuto E	21,000
Nobuto H H	21,000
Nobuto M M	21,000
Nobuto T	21,000
Nobuto T E	21,000
Nobuto Y	21,000
Noda A T	21,000
Noda H	21,000
Noda K	21,000
Noda M	21,000
Noda M	21,000
Noda M	21,000
Noda M	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Noda P	21,000	Nukina T	21,000
Noda S	21,000	Numada J	21,000
Noda T Y	21,000	Numajiri M Y	21,000
Noda T	21,000	Numata S	21,000
Nogami T	21,000	Nunoda A A	21,000
Noguchi A	21,000	Nunoda N	21,000
Noguchi J Y	21,000	Nunoda R K	21,000
Noguchi K	21,000	Nunoda T	21,000
Noguchi M D	21,000	Nutley K J	21,000
Noguchi S	21,000	Nyborg M	21,000
Noguchi S	21,000	O'Brien D Y	21,000
Noguchi Y	21,000	O'Brien H M	21,000
Nolan N F	21,000	O'Brien K F	21,000
Nolan S	21,000	O'Neill J R	21,000
Nomi C	21,000	O'Neill J C	21,000
Nomi T	21,000	Oakes K F	21,000
Nomiyama Y	21,000	Obana A M	21,000
Nomura A	21,000	Obana M	21,000
Nomura A	21,000	Obana M M	21,000
Nomura C	21,000	Obana Y H	21,000
Nomura F	21,000	Obana Y J	21,000
Nomura H	21,000	Obara G R	21,000
Nomura J Y	21,000	Obara K	21,000
Nomura J I	21,000	Obara M	21,000
Nomura J	21,000	Obara S	21,000
Nomura K	21,000	Obara S	21,000
Nomura K	21,000	Obara T M	21,000
Nomura L	21,000	Obara T	21,000
Nomura M J	21,000	Obayashi R M	21,000
Nomura R	21,000	Obayashi W	21,000
Nomura R T	21,000	Obokata A	21,000
Nomura S	21,000	Obokata G L	21,000
Nomura T	21,000	Obrigewitsch T	21,000
Nomura Y	21,000	Obuchi M R	21,000
Nonomura H	21,000	Obuchi M	21,000
Nonomura K	21,000	Obuchi M	21,000
Nonomura K	21,000	Obuchi R T	21,000
Nonomura S	21,000	Obukuro A D	21,000
Nonoyama A	21,000	Obukuro G M	21,000
Norman R	21,000	Obukuro K	21,000
Norris C S	21,000	Obukuro K	21,000
Norris T T	21,000	Obukuro L	21,000
Nose E	21,000	Obukuro N S	21,000
Nose E F	21,000	Obukuro O J	21,000
Nose J M	21,000	Obukuro S	21,000
Nose K	21,000	Ochiai M M	21,000
Nose M	21,000	Ochiai T	21,000
Nose N R	21,000	Oda A	21,000
Nose T F	21,000	Oda A T	21,000
Nose U	21,000	Oda A M	21,000
Nose Y	21,000	Oda B D	21,000
Notoya T	21,000	Oda C S	21,000
Nowak C	21,000	Oda D M	21,000
Nozaki E	21,000	Oda E V	21,000
Nozaki F T	21,000	Oda G	21,000
Nozaki K B	21,000	Oda G H	21,000
Nozaki L	21,000	Oda J	21,000
Nozaki P N	21,000	Oda K K	21,000
Nozuye H	21,000	Oda K	21,000
Nozuye J C	21,000	Oda K Y	21,000
Nozuye N	21,000	Oda K	21,000
Nubler A	21,000	Oda L F	21,000
Nukina M M	21,000	Oda M G	21,000
Nukina R M	21,000	Oda R	21,000
Nukina S	21,000	Oda R	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Oda S J Y	21,000
Oda T	21,000
Oda T	21,000
Oda Y	21,000
Odagaki G K	21,000
Odagaki H	21,000
Odagaki S E	21,000
Odagaki T	21,000
Odagaki Y	21,000
Odaguchi A	21,000
Odaguchi E	21,000
Odaguchi T	21,000
Odamura A	21,000
Odamura K K	21,000
Odamura R H	21,000
Odamura S	21,000
Ode F	21,000
Ode T	21,000
Ode T	21,000
Ode Y	21,000
Oga S	21,000
Oga T	21,000
Oga T	21,000
Oga Y	21,000
Ogaki H H	21,000
Ogaki H	21,000
Ogaki H R	21,000
Ogaki K C	21,000
Ogaki M	21,000
Ogaki M	21,000
Ogaki M	21,000
Ogaki S	21,000
Ogaki S	21,000
Ogaki T	21,000
Ogaki T	21,000
Ogaki T	21,000
Ogasawara H	21,000
Ogasawara K	21,000
Ogasawara N N	21,000
Ogasawara The Estate of Shigeto	21,000
Ogasawara T	21,000
Ogata A	21,000
Ogata A	21,000
Ogata B	21,000
Ogata G	21,000
Ogata H T	21,000
Ogata M	21,000
Ogata N	21,000
Ogawa A A	21,000
Ogawa C S	21,000
Ogawa E	21,000
Ogawa G Y	21,000
Ogawa H H	21,000
Ogawa K	21,000
Ogawa K K	21,000
Ogawa K	21,000
Ogawa K K	21,000
Ogawa M	21,000
Ogawa M	21,000
Ogawa P T	21,000
Ogawa R	21,000
Ogawa T C	21,000
Ogawa T T	21,000
Ogawa Y	21,000
Ogawa Y	21,000
Ogawa Y	21,000
Ogawa Y	21,000
Ogino G R	21,000
Ogino N	21,000
Ogino S E	21,000
Ogino Y S	21,000
Ogura E T	21,000
Ogura E K	21,000
Ogura M	21,000
Ogura V N	21,000
Ogura Y	21,000
Ogura Y G	21,000
Ohama C	21,000
Ohama D	21,000
Ohama E J	21,000
Ohama F	21,000
Ohama G	21,000
Ohama R	21,000
Ohama The Estate of Kingo Pat	21,000
Ohara C	21,000
Ohara F P	21,000
Ohara J M	21,000
Ohara J	21,000
Ohara K	21,000
Ohara K	21,000
Ohara K	21,000
Ohara L T	21,000
Ohara L Y	21,000
Ohara M K	21,000
Ohara M	21,000
Ohara M J	21,000
Ohara R	21,000
Ohara S	21,000
Ohara T S	21,000
Ohara Y V	21,000
Ohasi A	21,000
Ohasi B	21,000
Ohashi C A	21,000
Ohashi D D	21,000
Ohashi D T	21,000
Ohashi E S	21,000
Ohashi F	21,000
Ohashi G G	21,000
Ohashi G	21,000
Ohashi H	21,000
Ohashi H	21,000
Ohashi H	21,000
Ohashi H	21,000
Ohashi H J	21,000
Ohashi H	21,000
Ohashi I G	21,000
Ohashi I M	21,000
Ohashi J	21,000
Ohashi J M	21,000
Ohashi J	21,000
Ohashi J	21,000
Ohashi K	21,000
Ohashi K K	21,000
Ohashi K	21,000
Ohashi K	21,000
Ohashi M	21,000
Ohashi M	21,000
Ohashi M	21,000
Ohashi M J	21,000
Ohashi M	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Ohashi M Y	21,000
Ohashi M	21,000
Ohashi M R	21,000
Ohashi M	21,000
Ohashi R S	21,000
Ohashi R	21,000
Ohashi S	21,000
Ohashi T I	21,000
Ohashi T	21,000
Ohashi T	21,000
Ohashi T Y	21,000
Ohashi V H	21,000
Ohashi W M	21,000
Ohashi Y	21,000
Ohata H S	21,000
Ohi F T	21,000
Ohi J Y	21,000
Ohki J	21,000
Ohno F	21,000
Ohno K	21,000
Ohno K	21,000
Ohno K	21,000
Ohno M	21,000
Ohno P Y	21,000
Ohno S	21,000
Ohno S	21,000
Ohno S	21,000
Ohno T	21,000
Ohno T	21,000
Ohora J Y	21,000
Ohora M F	21,000
Ohora M	21,000
Ohora R M	21,000
Ohori B T	21,000
Ohori M	21,000
Ohori T	21,000
Ohori Y H	21,000
Ohori Y L	21,000
Ohta M	21,000
Ohta M M	21,000
Ohtsji J M	21,000
Ohtsji M G	21,000
Oikama T	21,000
Oikawa A G	21,000
Oikawa C	21,000
Oikawa C G	21,000
Oikawa D	21,000
Oikawa E T	21,000
Oikawa E T	21,000
Oikawa G	21,000
Oikawa G Y	21,000
Oikawa H	21,000
Oikawa H	21,000
Oikawa H	21,000
Oikawa I	21,000
Oikawa J N	21,000
Oikawa K S	21,000
Oikawa K	21,000
Oikawa K	21,000
Oikawa K K	21,000
Oikawa K K	21,000
Oikawa K	21,000
Oikawa K	21,000
Oikawa K	21,000
Oikawa K	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Oikawa L	21,000
Oikawa L R	21,000
Oikawa M M	21,000
Oikawa M	21,000
Oikawa M	21,000
Oikawa M A	21,000
Oikawa M K	21,000
Oikawa M	21,000
Oikawa M	21,000
Oikawa M	21,000
Oikawa M	21,000
Oikawa N	21,000
Oikawa N	21,000
Oikawa S	21,000
Oikawa S S	21,000
Oikawa S	21,000
Oikawa S R	21,000
Oikawa T	21,000
Oikawa T	21,000
Oikawa T	21,000
Oikawa The Estate of Yoshiye	21,000
Oikawa T	21,000
Oikawa T	21,000
Oikawa T	21,000
Oikawa T	21,000
Oikawa U	21,000
Oikawa U L	21,000
Oikawa V T	21,000
Oikawa V	21,000
Oikawa Y	21,000
Oikawa Y Y	21,000
Oikawa Y Y	21,000
Oikawa Y E	21,000
Oike E	21,000
Oike F	21,000
Oike G W	21,000
Oike K	21,000
Oike K K	21,000
Oike M	21,000
Oike P K	21,000
Oike S H	21,000
Oike T	21,000
Oike T T	21,000
Oishi A	21,000
Oishi A Y	21,000
Oishi F	21,000
Oishi H	21,000
Oishi I	21,000
Oishi I G	21,000
Oishi J	21,000
Oishi J	21,000
Oishi J	21,000
Oishi K G	21,000
Oishi K	21,000
Oishi L M	21,000
Oishi M	21,000
Oishi O	21,000
Oishi R	21,000
Oishi R R	21,000
Oishi R Y	21,000
Oishi S	21,000
Oishi T	21,000
Oishi T	21,000
Oishi T	21,000
Oishi T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Oishi T	21,000
Oishi Y	21,000
Oiye E F	21,000
Oiye J Y	21,000
Oiye K	21,000
Oiye S R	21,000
Oizumi S	21,000
Oizumi T	21,000
Oka C	21,000
Oka J	21,000
Oka J T	21,000
Oka K	21,000
Oka K	21,000
Oka K	21,000
Oka P	21,000
Okabe H	21,000
Okabe I	21,000
Okabe K	21,000
Okabe M	21,000
Okabe R	21,000
Okabe S G	21,000
Okabe S	21,000
Okabe T	21,000
Okabe Y	21,000
Okada A	21,000
Okada A I	21,000
Okada F	21,000
Okada H	21,000
Okada H K	21,000
Okada H	21,000
Okada H W	21,000
Okada H M	21,000
Okada H	21,000
Okada K E	21,000
Okada K	21,000
Okada K	21,000
Okada K	21,000
Okada M	21,000
Okada M	21,000
Okada N N	21,000
Okada R	21,000
Okada R	21,000
Okada R	21,000
Okada R	21,000
Okada R K	21,000
Okada S	21,000
Okada S	21,000
Okada S	21,000
Okada S D	21,000
Okada T	21,000
Okada T	21,000
Okada T	21,000
Okada U M	21,000
Okada Y	21,000
Okahashi G	21,000
Okahashi I	21,000
Okahashi S	21,000
Okahori J H	21,000
Okahori K K	21,000
Okahori T	21,000
Okamoto E R	21,000
Okamoto H	21,000
Okamoto J I K	21,000
Okamoto K	21,000
Okamoto K S	21,000
Okamoto M	21,000
Okamoto M	21,000
Okamoto M	21,000
Okamoto T	21,000
Okamoto T	21,000
Okamoto T	21,000
Okamoto T	21,000
Okamura D	21,000
Okamura H M	21,000
Okamura H	21,000
Okamura K	21,000
Okamura K O	21,000
Okamura K	21,000
Okamura M	21,000
Okamura M	21,000
Okamura M J	21,000
Okamura S	21,000
Okamura S D	21,000
Okamura T	21,000
Okamura T	21,000
Okamura Y	21,000
Okamura Y	21,000
Okano A	21,000
Okano A T	21,000
Okano D T	21,000
Okano E	21,000
Okano F	21,000
Okano H	21,000
Okano H	21,000
Okano I I	21,000
Okano J	21,000
Okano M	21,000
Okano N	21,000
Okano N E	21,000
Okano P A	21,000
Okano R Y	21,000
Okano T	21,000
Okashimo K	21,000
Okashimo M	21,000
Okata D	21,000
Okata D	21,000
Okata H	21,000
Okawa N	21,000
Okawa S A	21,000
Okawara G	21,000
Okawara H H	21,000
Okawara K K	21,000
Okawara L	21,000
Okawara M A	21,000
Okawara M	21,000
Okawara Y	21,000
Okayasu N	21,000
Okazaki A K	21,000
Okazaki A E	21,000
Okazaki A K	21,000
Okazaki E N	21,000
Okazaki G K	21,000
Okazaki J	21,000
Okazaki K	21,000
Okazaki K	21,000
Okazaki M	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Okazaki R	21,000
Okazaki R N	21,000
Okazaki Y M	21,000
Oki G G	21,000
Oki H I	21,000
Oki K K	21,000
Oki R	21,000
Oki T	21,000
Okihiro C	21,000
Okihiro H	21,000
Okihiro K	21,000
Okihiro R K	21,000
Okimi A	21,000
Okimi E A	21,000
Okimi P H	21,000
Okimi Y R	21,000
Okimura A	21,000
Okino K	21,000
Okino K	21,000
Okino M	21,000
Okino M	21,000
Okino R	21,000
Okino The Estate of Tamano	21,000
Okita L	21,000
Okita Y E	21,000
Okita Y G	21,000
Oku D H	21,000
Oku M K	21,000
Oku T	21,000
Okubo C K	21,000
Okubo C	21,000
Okubo F	21,000
Okubo M E	21,000
Okubo R	21,000
Okubo R	21,000
Okubo Y	21,000
Okuda S	21,000
Okugawa K Y	21,000
Okuhara D	21,000
Okuhara T	21,000
Okuhara T	21,000
Okuma D D T	21,000
Okumura A E	21,000
Okumura E S	21,000
Okumura F	21,000
Okumura J M	21,000
Okumura J N	21,000
Okumura J	21,000
Okumura M	21,000
Okumura R T	21,000
Okumura R F	21,000
Okumura S	21,000
Okumura S M	21,000
Okumura U	21,000
Okuno K	21,000
Okuno M S	21,000
Okuno P F	21,000
Okura A	21,000
Okura A	21,000
Okura E	21,000
Okura H	21,000
Okura J	21,000
Okura K	21,000
Okura M	21,000
Ohura M M	21,000
Okura N H	21,000
Okura R Y	21,000
Okura T	21,000
Okura Y	21,000
Okutake T	21,000
Olinski P T	21,000
Olson K	21,000
Olson M Y	21,000
Olsson S	21,000
Omae A	21,000
Omae A H	21,000
Omae K	21,000
Omae K	21,000
Omae L K	21,000
Omae S	21,000
Omae S A	21,000
Omae T	21,000
Omae Y	21,000
Omatsu A	21,000
Omatsu D	21,000
Omatsu E	21,000
Omatsu K	21,000
Omatsu M	21,000
Omatsu M	21,000
Omatsu P S	21,000
Omatsu R	21,000
Omaye H	21,000
Omaye J	21,000
Omaye N	21,000
Omaye T	21,000
Omaye V	21,000
Omiya M	21,000
Omiya M	21,000
Omiya S	21,000
Omori A	21,000
Omori A S	21,000
Omori C K	21,000
Omori D S	21,000
Omori S	21,000
Omori T	21,000
Omori T	21,000
Omori V	21,000
Omotani A K	21,000
Omotani F	21,000
Omotani G	21,000
Omotani K	21,000
Omotani K	21,000
Omotani K	21,000
Omotani L S	21,000
Omotani T T	21,000
Omotani Y	21,000
Omotani Y	21,000
Omoto A	21,000
Omoto A A	21,000
Omoto D	21,000
Omoto E R	21,000
Omoto F A	21,000
Omoto G M	21,000
Omoto K J	21,000
Omoto K	21,000
Omoto K	21,000
Omoto N G	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Omoto S S	21,000
Omoto S H	21,000
Omoto S D	21,000
Omoto S	21,000
Omoto S S	21,000
Omoto T M	21,000
Omoto T	21,000
Omoto Z	21,000
Omura C C	21,000
Omura D F	21,000
Omura G	21,000
Omura J M	21,000
Omura M	21,000
Omura S	21,000
Onagi A	21,000
Onagi H Y	21,000
Onagi N	21,000
Onagi P H	21,000
Onami N M	21,000
Onami R R	21,000
Onami S S	21,000
Onisaki F	21,000
Onisaki H	21,000
Onishi A	21,000
Onishi G E	21,000
Onishi J	21,000
Onishi M M	21,000
Onishi M T	21,000
Onizaki T	21,000
Onizuka F	21,000
Onizuka J N	21,000
Onizuka K	21,000
Onizuka R	21,000
Onizuka R	21,000
Onizuka S	21,000
Onizuka T	21,000
Ono A	21,000
Ono C K	21,000
Ono C	21,000
Ono D H	21,000
Ono E	21,000
Ono E	21,000
Ono F D	21,000
Ono F M	21,000
Ono G	21,000
Ono H	21,000
Ono H	21,000
Ono H H	21,000
Ono J D	21,000
Ono K	21,000
Ono L Y	21,000
Ono M	21,000
Ono M	21,000
Ono M	21,000
Ono M L	21,000
Ono M	21,000
Ono N K	21,000
Ono P N	21,000
Ono R	21,000
Ono R M	21,000
Ono S P	21,000
Ono T	21,000
Ono T T	21,000
Ono W G S	21,000
Onodera F G	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Onodera J H	21,000
Onodera J T	21,000
Onodera M	21,000
Onodera S	21,000
Onodera V T	21,000
Onodera Y J	21,000
Onoh I	21,000
Onoh L S	21,000
Onoh S	21,000
Onotera L Y	21,000
Onotera M	21,000
Onotera M	21,000
Onotera T	21,000
Onouye K R	21,000
Ooka M T	21,000
Ooka M	21,000
Ooka M	21,000
Ooka M	21,000
Ooka The Estate of Kishii	21,000
Ooto S J	21,000
Opdahl A J	21,000
Orenstein Y	21,000
Orida F T	21,000
Orida J J	21,000
Orida J J	21,000
Orida R	21,000
Orida T	21,000
Osaka A H	21,000
Osaka B A M	21,000
Osaka C T	21,000
Osaka F E	21,000
Osaka G M	21,000
Osaka H	21,000
Osaka H S	21,000
Osaka H R	21,000
Osaka K K	21,000
Osaka K	21,000
Osaka K	21,000
Osaka L E	21,000
Osaka M S	21,000
Osaka Y	21,000
Osaki S M	21,000
Osako N N	21,000
Osato A	21,000
Osato B M	21,000
Osato F F	21,000
Osato R L	21,000
Osato S R	21,000
Osato T	21,000
Osato The Estate of Fred	21,000
Osato Y	21,000
Osawa C	21,000
Osbourne T H	21,000
Oseki E	21,000
Oseki G	21,000
Oseki G	21,000
Oseki K K	21,000
Oshika K M	21,000
Oshikawa K	21,000
Oshimo G C S	21,000
Oshimo H	21,000
Oshimo M	21,000
Oshimo S	21,000
Oshimo T	21,000
Oshiro A	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Oshiro A	21,000
Oshiro D Y	21,000
Oshiro E S	21,000
Oshiro G	21,000
Oshiro J H	21,000
Oshiro K K	21,000
Oshiro K	21,000
Oshiro L F	21,000
Oshiro M M	21,000
Oshiro M J	21,000
Oshiro M J	21,000
Oshiro R N	21,000
Oshiro T	21,000
Oshiro T	21,000
Oshiro T	21,000
Oshiro T S	21,000
Oshiro T T	21,000
Oshiro Y S	21,000
Oshiro Y	21,000
Oshiro Y G	21,000
Oshiro Y A	21,000
Oshiro Y G	21,000
Oshiro Y M	21,000
Ostermann M	21,000
Ota A	21,000
Ota H	21,000
Ota I	21,000
Ota I S	21,000
Ota R M	21,000
Ota R	21,000
Ota S	21,000
Ota T	21,000
Otaguro K K	21,000
Otaguro T S	21,000
Otani B A	21,000
Otani G	21,000
Otani K G	21,000
Otani K	21,000
Otani K	21,000
Otani S	21,000
Otani T	21,000
Otani T	21,000
Otsu E E	21,000
Otsu E	21,000
Otsu K	21,000
Otsu M	21,000
Otsu M	21,000
Otsu M	21,000
Otsu M	21,000
Otsu P A	21,000
Otsu S	21,000
Otsu Y	21,000
Otsuji A	21,000
Otsuji K G	21,000
Otsuji Y T	21,000
Otsuk T	21,000
Otsuka A	21,000
Otsuka M L	21,000
Otsuka M	21,000
Otsuka R K	21,000
Otsuka W H	21,000
Otsuka Y	21,000
Otsuki H	21,000
Otsuki H	21,000
Otsuki M Y	21,000
Otsuki M	21,000
Otsuki R	21,000
Otsuki T	21,000
Otsuki T	21,000
Otsuki The Estate of Nihei	21,000
Otto M F	21,000
Ouchi C	21,000
Ouchi E M	21,000
Ouchi K	21,000
Ouchi L K	21,000
Ouchi R Y	21,000
Ouchi R T	21,000
Ouchi S	21,000
Ouchi S	21,000
Ouchi S	21,000
Ouchi T	21,000
Ouchi T	21,000
Oue S	21,000
Ouimet A	21,000
Oura A	21,000
Oura H P	21,000
Oura M	21,000
Oura R H	21,000
Oura S	21,000
Oura T	21,000
Oya C	21,000
Oya I	21,000
Oya N	21,000
Oya N	21,000
Oya O	21,000
Oya R E	21,000
Oya S	21,000
Oya Y	21,000
Oyagi A	21,000
Oyagi G	21,000
Oyagi R C	21,000
Oyagi T	21,000
Oyagi T D	21,000
Oyagi T	21,000
Oyakawa T	21,000
Oyakawa T G	21,000
Oyama C	21,000
Oyama D S	21,000
Oyama H	21,000
Oyama J	21,000
Oyama K	21,000
Oyama K	21,000
Oyama K	21,000
Oyama L	21,000
Oyama M M	21,000
Oyama M	21,000
Oyama R Y	21,000
Oyama S	21,000
Oyama S	21,000
Oyama W	21,000
Oyama Y	21,000
Oye C	21,000
Oye D	21,000
Oye G	21,000
Oye H	21,000
Oye J H	21,000
Oye K	21,000
Oye K	21,000
Oye K	21,000
Oye M	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Oye M	21,000
Oye M	21,000
Oye M	21,000
Oye M	21,000
Oye M D	21,000
Oye M	21,000
Oye M	21,000
Oye R N	21,000
Oye R	21,000
Oye S S	21,000
Oye S S	21,000
Oye S	21,000
Oye S	21,000
Oye S	21,000
Oye S M	21,000
Oye S	21,000
Oye S	21,000
Oye S T	21,000
Oye T R	21,000
Oye T F	21,000
Oye T T	21,000
Oye T	21,000
Oye W	21,000
Oye Y S	21,000
Oye Y	21,000
Oye Y	21,000
Oye Y	21,000
Ozaki B K	21,000
Ozaki E	21,000
Ozaki J	21,000
Ozaki J	21,000
Ozaki L M	21,000
Ozaki L M	21,000
Ozaki T	21,000
Ozaki T T	21,000
Ozaki T T	21,000
Ozaki T	21,000
Ozaki V H	21,000
Ozamoto E	21,000
Ozamoto H S	21,000
Ozawa B K	21,000
Ozawa P V	21,000
Ozawa S	21,000
Ozema J	21,000
Packman S K	21,000
Pagtacconan J	21,000
Palfrey A H	21,000
Palmer K	21,000
Paquet B S	21,000
Pare J	21,000
Park G S	21,000
Park M M	21,000
Parsons Y	21,000
Pasco H	21,000
Pasqualetto S P	21,000
Paterson M M	21,000
Paziuk T	21,000
Peaker S	21,000
Pearlstone J R	21,000
Peasah J H	21,000
Pease S H	21,000
Pellizzon M A	21,000
Penfold R M	21,000
Pennock M	21,000
Pentek A	21,000
Pepper F J	21,000
Perkins H H	21,000
Peters M H	21,000
Petersen K Y	21,000
Peterson T G	21,000
Petgrave S T	21,000
Petit M	21,000
Petreccia A J	21,000
Petric N	21,000
Pettit Y M	21,000
Phillips K T	21,000
Phillips N M	21,000
Phillips N R	21,000
Philpotts R	21,000
Pierce M	21,000
Piercey Y	21,000
Pilc D H	21,000
Pitt M	21,000
Plante R	21,000
Plouffe J E	21,000
Poleschuk E	21,000
Pollard D	21,000
Polny Y	21,000
Pope K H K	21,000
Pope M	21,000
Postma J	21,000
Potochniak P	21,000
Powell E A	21,000
Power M J	21,000
Prasad T M	21,000
Preet G K	21,000
Price H	21,000
Price L	21,000
Pringle K J	21,000
Pritchard H	21,000
Profeit J G	21,000
Profeit M	21,000
Puchalski M M	21,000
Puls Y	21,000
Pung K	21,000
Punt B	21,000
Purdy A S	21,000
Putnam B M	21,000
Pyefinch M M	21,000
Quan J T	21,000
Quan N	21,000
Quan T	21,000
Raham E K	21,000
Rajala V A	21,000
Ram Y J	21,000
Randell C H	21,000
Randolph D	21,000
Randolph J M	21,000
Rasmussen P	21,000
Raval J T	21,000
Raycraft K J A	21,000
Read K	21,000
Reade C	21,000
Reddeman W	21,000
Redmond M	21,000
Reinbold K	21,000
Rellinger C Y	21,000
Renaud N Y	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Reuzenaar K	21,000	Sagara M	21,000
Rezansoff K	21,000	Sagara R K	21,000
Rezeli G	21,000	Sagara R	21,000
Richer D	21,000	Sagara T	21,000
Riedstra M F	21,000	Sagara T	21,000
Riley N	21,000	Sagara T	21,000
Rinas R H	21,000	Saiki F F	21,000
Riskie S	21,000	Sakai N	21,000
Robbins E E	21,000	Saiki T	21,000
Roberts L S	21,000	Saimoto C M	21,000
Robertson J M	21,000	Saimoto F J	21,000
Robertson K	21,000	Saimoto K T	21,000
Robino K C	21,000	Saimoto M	21,000
Robinson C	21,000	Saimoto S	21,000
Robinson I Y	21,000	Saimoto The Estate of Nobuko	21,000
Robinson K	21,000	Saisho A	21,000
Robinson M	21,000	Saisho B	21,000
Robinson Y F	21,000	Saisho G T	21,000
Robson K	21,000	Saisho J	21,000
Rogers N	21,000	Saito A	21,000
Roller A	21,000	Saito A J	21,000
Ronson M J	21,000	Saito C	21,000
Rosenberger S	21,000	Saito C E	21,000
Rosenthal H M	21,000	Saito D N	21,000
Ross J M	21,000	Saito E	21,000
Ross J K	21,000	Saito E G	21,000
Ross J	21,000	Saito E	21,000
Ross M K	21,000	Saito F I	21,000
Roth K K	21,000	Saito F F	21,000
Rowley H	21,000	Saito F R	21,000
Rumble Y M	21,000	Saito G	21,000
Runnalls M M	21,000	Saito G S	21,000
Ruscheinski M M	21,000	Saito H	21,000
Russell J E	21,000	Saito H T	21,000
Russell M	21,000	Saito I	21,000
Russell M	21,000	Saito J	21,000
Ryan J M	21,000	Saito J	21,000
Ryan J B	21,000	Saito J	21,000
Ryan J K	21,000	Saito J Y	21,000
Ryan N A	21,000	Saito J H	21,000
Ryder S	21,000	Saito K	21,000
Rygnestad V F	21,000	Saito K	21,000
Ryning K	21,000	Saito K	21,000
Ryoji A	21,000	Saito K E	21,000
Ryoji H H	21,000	Saito L	21,000
Ryoji T	21,000	Saito M K	21,000
Ryono S	21,000	Saito M	21,000
Ryujin A	21,000	Saito M Y	21,000
Ryujin E T	21,000	Saito M C	21,000
Ryujin I S	21,000	Saito M	21,000
Ryujin M K	21,000	Saito M	21,000
Ryujin M	21,000	Saito M	21,000
Ryujin S B	21,000	Saito N N	21,000
Ryujin Y	21,000	Saito R	21,000
Sada M	21,000	Saito R G	21,000
Sadafusa S	21,000	Saito S	21,000
Saga A K	21,000	Saito S	21,000
Saga F T	21,000	Saito S	21,000
Saga H S	21,000	Saito S	21,000
Saga S	21,000	Saito S G	21,000
Sagara F	21,000	Saito The Estate of Hanako	21,000
Sagara H H	21,000	Saito T T	21,000
Sagara J	21,000	Saito T	21,000
Sagara J Y	21,000	Saito T T	21,000
Sagara K J	21,000	Saito T	21,000
Sagara M N	21,000	Saito T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Saito T	21,000
Saito T	21,000
Saito W M	21,000
Saito Y R	21,000
Saito Y	21,000
Saito Y	21,000
Saito Y	21,000
Saito Y J	21,000
Saka J Y	21,000
Saka T	21,000
Saka U	21,000
Sakaguchi A Y	21,000
Sakaguchi H	21,000
Sakaguchi H	21,000
Sakaguchi K A	21,000
Sakaguchi T	21,000
Sakai A	21,000
Sakai C	21,000
Sakai C	21,000
Sakai D S	21,000
Sakai E G	21,000
Sakai E	21,000
Sakai G	21,000
Sakai H H	21,000
Sakai I	21,000
Sakai J H	21,000
Sakai K	21,000
Sakai K	21,000
Sakai K	21,000
Sakai M H	21,000
Sakai M A	21,000
Sakai M	21,000
Sakai R Y	21,000
Sakai S	21,000
Sakai S	21,000
Sakai S J	21,000
Sakai T	21,000
Sakai T T	21,000
Sakai Y	21,000
Sakai Y	21,000
Sakai Y	21,000
Sakai Y	21,000
Sakai Y F	21,000
Sakai Y	21,000
Sakai Y	21,000
Sakaki E	21,000
Sakaki I	21,000
Sakaki M M	21,000
Sakaki M	21,000
Sakaki N	21,000
Sakaki R M	21,000
Sakaki S	21,000
Sakaki S T	21,000
Sakaki S	21,000
Sakaki T	21,000
Sakaki T T	21,000
Sakaki Y	21,000
Sakakibara A	21,000
Sakakibara C	21,000
Sakakibara F	21,000
Sakakibara K	21,000
Sakakibara K	21,000
Sakakibara K	21,000
Sakakibara M	21,000
Sakakibara M	21,000
Sakakibara M	21,000
Sakakibara M	21,000
Sakakibara T	21,000
Sakakibara T A	21,000
Sakakibara T J	21,000
Sakakibara T	21,000
Sakakibara T	21,000
Sakakibara W D	21,000
Sakakibara Y Y	21,000
Sakakibara Y	21,000
Sakamoto A E	21,000
Sakamoto A G	21,000
Sakamoto A T	21,000
Sakamoto B A	21,000
Sakamoto B	21,000
Sakamoto B T	21,000
Sakamoto D U	21,000
Sakamoto D	21,000
Sakamoto E	21,000
Sakamoto F E	21,000
Sakamoto F K	21,000
Sakamoto F	21,000
Sakamoto G K	21,000
Sakamoto G H	21,000
Sakamoto G H	21,000
Sakamoto H	21,000
Sakamoto H	21,000
Sakamoto H W	21,000
Sakamoto H	21,000
Sakamoto I H	21,000
Sakamoto I	21,000
Sakamoto J	21,000
Sakamoto J M	21,000
Sakamoto J M	21,000
Sakamoto K K	21,000
Sakamoto K	21,000
Sakamoto K	21,000
Sakamoto K	21,000
Sakamoto K	21,000
Sakamoto L K	21,000
Sakamoto L E	21,000
Sakamoto L M	21,000
Sakamoto L A	21,000
Sakamoto M	21,000
Sakamoto M M	21,000
Sakamoto M	21,000
Sakamoto M	21,000
Sakamoto M	21,000
Sakamoto M	21,000
Sakamoto M A R	21,000
Sakamoto N	21,000
Sakamoto N	21,000
Sakamoto N	21,000
Sakamoto N	21,000
Sakamoto P	21,000
Sakamoto R	21,000
Sakamoto R	21,000
Sakamoto R T	21,000
Sakamoto R	21,000
Sakamoto S	21,000
Sakamoto S	21,000
Sakamoto S	21,000
Sakamoto S	21,000
Sakamoto S R	21,000
Sakamoto S	21,000
Sakamoto T	21,000
Sakamoto T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Sakamoto T	21,000
Sakamoto T D	21,000
Sakamoto T	21,000
Sakamoto The Estate of Aya	21,000
Sakamoto The Estate of Emiko Emy	21,000
Sakamoto T	21,000
Sakamoto T	21,000
Sakamoto T	21,000
Sakamoto T	21,000
Sakamoto U	21,000
Sakamoto V	21,000
Saakmoto Y R	21,000
Sakamoto Y D	21,000
Sakamoto Y	21,000
Sakamoto-Singh C F	21,000
Sakata A	21,000
Sakata E K	21,000
Sakata H	21,000
Sakata K	21,000
Sakata K	21,000
Sakata M	21,000
Sakata M	21,000
Sakata R N	21,000
Sakata S	21,000
Sakata T	21,000
Sakata T	21,000
Sakauye K R	21,000
Sakauye K	21,000
Sakauye L K	21,000
Sakauye T	21,000
Sakauye T	21,000
Sakauye Y	21,000
Sakiyama A	21,000
Sakiyama A	21,000
Sakiyama A	21,000
Sakiyama B	21,000
Sakiyama K	21,000
Sakiyama K K	21,000
Sakiyama N	21,000
Sakiyama R S	21,000
Sakiyama S	21,000
Sakiyama S	21,000
Sakiyama T E	21,000
Sakon C A	21,000
Sakon H C	21,000
Sakon M	21,000
Sakon M	21,000
Sakon P	21,000
Sakon S	21,000
Sakon T M	21,000
Sakow C	21,000
Sakuda H	21,000
Sakuda K	21,000
Sakuma A E	21,000
Sakuma H H	21,000
Sakuma S	21,000
Sakuma S	21,000
Sakuma T H	21,000
Sakuma Y	21,000
Sakumoto A J	21,000
Sakumoto G S	21,000
Sakumoto S	21,000
Sakura C	21,000
Sakura F M	21,000
Sakura F T	21,000
Sakura G I	21,000
Sakura G	21,000
Sakura K A	21,000
Sakura M	21,000
Sakura P H	21,000
Sakura T T	21,000
Sakurai A A	21,000
Sakurai G	21,000
Sakurai I	21,000
Sakurai S	21,000
Salveson M	21,000
Salzgeber S R	21,000
Sambora Y	21,000
Samejima S	21,000
Sameshima E	21,000
Sameshima H	21,000
Sameshima H	21,000
Sameshima K	21,000
Sameshima K	21,000
Sameshima L H	21,000
Sameshima M M	21,000
Sameshima M	21,000
Sameshima M R	21,000
Sameshima M	21,000
Sameshima R T	21,000
Sameshima T	21,000
Sameshima T	21,000
Sameshima T	21,000
Sameshima T	21,000
Sameshima T	21,000
Sameshima Y	21,000
Sameshima Y	21,000
Sando T	21,000
Sanmiya E	21,000
Sanmiya K E	21,000
Sanmiya R J	21,000
Sanmiya T	21,000
Sanmiya T S	21,000
Sanmiya T B	21,000
Sano A	21,000
Sano E S	21,000
Sano E T	21,000
Sano E	21,000
Sano F F	21,000
Sano F	21,000
Sano J	21,000
Sano J R	21,000
Sano J	21,000
Sano K	21,000
Sano K	21,000
Sano L	21,000
Sano M T	21,000
Sano M S	21,000
Sano N	21,000
Sano P	21,000
Sano R K	21,000
Sano R K	21,000
Sano S S	21,000
Sano S H	21,000
Sano T	21,000
Saper S	21,000
Sarginson V M	21,000
Saruwatari M M	21,000
Saruwatari M	21,000
Saruwatari S	21,000
Saruwatari S M	21,000
Saruwatari T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Saruwatari T	21,000
Saruwatari Y	21,000
Saruyama C I	21,000
Saruyama L M	21,000
Sasaguchi T	21,000
Sasaki A	21,000
Sasaki A	21,000
Sasaki B Y	21,000
Sasaki D C	21,000
Sasaki E Y	21,000
Sasaki F Y	21,000
Sasaki F	21,000
Sasaki G R	21,000
Sasaki G K	21,000
Sasaki H	21,000
Sasaki H G	21,000
Sasaki H N	21,000
Sasaki H	21,000
Sasaki H	21,000
Sasaki I G	21,000
Sasaki J	21,000
Sasaki K K	21,000
Sasaki K	21,000
Sasaki K K	21,000
Sasaki K K	21,000
Sasaki K	21,000
Sasaki M	21,000
Sasaki M M	21,000
Sasaki M	21,000
Sasaki M	21,000
Sasaki M	21,000
Sasaki N	21,000
Sasaki N	21,000
Sasaki N	21,000
Sasaki N	21,000
Sasaki P A	21,000
Sasaki P	21,000
Sasaki R K	21,000
Sasaki R	21,000
Sasaki R K	21,000
Sasaki R A	21,000
Sasaki R	21,000
Sasaki R W	21,000
Sasaki S D	21,000
Sasaki S	21,000
Sasaki S	21,000
Sasaki S	21,000
Sasaki S S	21,000
Sasaki S	21,000
Sasaki S	21,000
Sasaki T	21,000
Sasaki T	21,000
Sasaki T M	21,000
Sasaki T	21,000
Sasaki T N	21,000
Sasaki T	21,000
Sasaki T R	21,000
Sasaki T T	21,000
Sasaki Y	21,000
Sasaki Y I	21,000
Sasaki Y E	21,000
Sasaki Y	21,000
Sassa P Y	21,000
Sassa R T	21,000
Sata R	21,000
Sato A	21,000
Sato A	21,000
Sato A	21,000
Sato A H	21,000
Sato B S	21,000
Sato E	21,000
Sato F	21,000
Sato F	21,000
Sato G M	21,000
Sato G T	21,000
Sato H	21,000
Sato H	21,000
Sato H	21,000
Sato H	21,000
Sato H	21,000
Sato I	21,000
Sato J K	21,000
Sato J	21,000
Sato J H	21,000
Sato J	21,000
Sato K	21,000
Sato K	21,000
Sato K I	21,000
Sato K	21,000
Sato K	21,000
Sato K	21,000
Sato K	21,000
Sato K	21,000
Sato K	21,000
Sato M	21,000
Sato M	21,000
Sato M	21,000
Sato M R	21,000
Sato N	21,000
Sato P Z	21,000
Sato R S	21,000
Sato R M	21,000
Sato S	21,000
Sato S	21,000
Sato S	21,000
Sato S	21,000
Sato S	21,000
Sato S D	21,000
Sato S A	21,000
Sato S S	21,000
Sato S S	21,000
Sato T T	21,000
Sato T	21,000
Sato T	21,000
Sato T	21,000
Sato T M	21,000
Sato T T	21,000
Sato T	21,000
Sato Y	21,000
Sato Y J	21,000
Sato Y	21,000
Satta C	21,000
Saunders B J	21,000
Saunders S S	21,000
Savage T	21,000
Sawa C	21,000
Sawa R E	21,000
Sawa S	21,000
Sawa U	21,000
Sawa Y	21,000
Sawada B	21,000
Sawada B K	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Sawada C H	21,000
Sawada D	21,000
Sawada D	21,000
Sawada E	21,000
Sawada F	21,000
Sawada G	21,000
Sawada G E	21,000
Sawada H H	21,000
Sawada J M	21,000
Sawada J	21,000
Sawada J H	21,000
Sawada J	21,000
Sawada J M	21,000
Sawada K	21,000
Sawada K	21,000
Sawada L M	21,000
Sawada M	21,000
Sawada M	21,000
Sawada N	21,000
Sawada S G	21,000
Sawada S	21,000
Sawada T T	21,000
Sawada T	21,000
Sawada T	21,000
Sawada T T	21,000
Sawara N	21,000
Sawayama A	21,000
Sawayama G T	21,000
Sawayama K	21,000
Sawayama T T	21,000
Sayle K	21,000
Schenk T	21,000
Schermann P	21,000
Schmidt R	21,000
Schneider S	21,000
Schneider S	21,000
Schrader Y	21,000
Schrottner P A	21,000
Schulz E	21,000
Schulz K C	21,000
Scott A H	21,000
Seike T	21,000
Seki A M	21,000
Seki H S	21,000
Seki J	21,000
Seki J Y	21,000
Seki J J	21,000
Seki K	21,000
Seki K	21,000
Seki M M	21,000
Seki M	21,000
Seki M M	21,000
Seki O	21,000
Seki R K	21,000
Seki S S	21,000
Seki T	21,000
Seki T	21,000
Seki T	21,000
Seki T	21,000
Seki T	21,000
Sekine J J	21,000
Sekine R Y	21,000
Sekine T I	21,000
Sekiya C N	21,000
Sekiya E	21,000
Sekiya F	21,000
Sekiya F	21,000
Sekiya H K	21,000
Sekiya K	21,000
Sekiya M	21,000
Sekiya S	21,000
Sekiya T	21,000
Seko F T	21,000
Seko K K	21,000
Seko M M	21,000
Seko M N	21,000
Seko R	21,000
Seko R	21,000
Seko S	21,000
Seko T J	21,000
Seko T	21,000
Seller A A	21,000
Senda F	21,000
Senda H	21,000
Senda K	21,000
Senda M B	21,000
Senda S J	21,000
Senda Y	21,000
Sens S	21,000
Serizawa K	21,000
Serizawa M	21,000
Serizawa M	21,000
Serizawa S	21,000
Serizawa S	21,000
Setoguchi N K	21,000
Setoguchi R T	21,000
Setoguchi S	21,000
Setoguchi S	21,000
Setoguichi K K	21,000
Shabatura T E	21,000
Sharp J M	21,000
Shefman V A	21,000
Sheldrake B	21,000
Sherwick A J	21,000
Sherwood M A	21,000
Shiba F	21,000
Shibata I S	21,000
Shibata I	21,000
Shibata K	21,000
Shibata K	21,000
Shibata M	21,000
Shibata N	21,000
Shibata R K	21,000
Shibata R H	21,000
Shibata S	21,000
Shibata T	21,000
Shibuta K K	21,000
Shibuta M	21,000
Shibuta M K	21,000
Shibuya C	21,000
Shibuya D K	21,000
Shibuya K H	21,000
Shibuya R	21,000
Shiga A	21,000
Shiga A G	21,000
Shiga H B	21,000
Shiga M	21,000
Shiga R T	21,000
Shiga T T	21,000
Shiga T T	21,000
Shiga T J	21,000
Shiga U	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Shigaki M	21,000
Shigehiro A S	21,000
Shigehiro A M	21,000
Shigehiro A	21,000
Shigehiro E	21,000
Shigehiro H	21,000
Shigehiro H S	21,000
Shigehiro J Y	21,000
Shigehiro J S	21,000
Shigehiro K	21,000
Shigehiro K	21,000
Shigehiro K K	21,000
Shigehiro K	21,000
Shigehiro S S	21,000
Shigehiro T T	21,000
Shigeishi E E	21,000
Shigeishi G S	21,000
Shigeishi M	21,000
Shigeishi S S	21,000
Shigeishi T R	21,000
Shigeishi T	21,000
Shigeishi T D	21,000
Shigeishi Y B	21,000
Shigematsu H	21,000
Shigematsu K	21,000
Shigematsu N H	21,000
Shigematsu S	21,000
Shigematsu Y	21,000
Shigematsu Y	21,000
Shigemi T	21,000
Shigeoka J M	21,000
Shigeta J	21,000
Shigeta J	21,000
Shigetomi K	21,000
Shigetomi K	21,000
Shigetomi K K	21,000
Shigetomi L Y	21,000
Shigeyama H	21,000
Shigeyoshi S	21,000
Shiho I Y	21,000
Shiho J	21,000
Shiho J N	21,000
Shiho K	21,000
Shiho T	21,000
Shikano M	21,000
Shikatani A	21,000
Shikatani D	21,000
Shikatani G	21,000
Shikatani J	21,000
Shikatani J	21,000
Shikatani J H	21,000
Shikatani K M	21,000
Shikatani K	21,000
Shikatani M	21,000
Shikatani M T	21,000
Shikatani M	21,000
Shikatani S K	21,000
Shikatani S M	21,000
Shikatani T	21,000
Shikatani Y I	21,000
Shikaze B	21,000
Shikaze D S	21,000
Shikaze E	21,000
Shikaze F J	21,000
Shikaze K	21,000
Shikaze K	21,000
	$
Shikaze R K	21,000
Shikaze S M	21,000
Shikaze S S	21,000
Shima Y	21,000
Shimabukuro M	21,000
Shimada A B	21,000
Shimada F	21,000
Shimada H	21,000
Shimada K	21,000
Shimada R T	21,000
Shimada S A	21,000
Shimada S	21,000
Shimada T F	21,000
Shimane K H	21,000
Shimane M	21,000
Shimano D	21,000
Shimano F M	21,000
Shimano F M	21,000
Shimano G	21,000
Shimano K K	21,000
Shimano M	21,000
Shimano Y	21,000
Shimbashi A	21,000
Shimbashi E J	21,000
Shimbashi K K	21,000
Shimbashi P	21,000
Shimbashi S	21,000
Shimbashi W	21,000
Shimizu A S	21,000
Shimizu A S	21,000
Shimizu A C S	21,000
Shimizu B	21,000
Shimizu B S	21,000
Shimizu C	21,000
Shimizu C	21,000
Shimizu D K	21,000
Shimizu E	21,000
Shimizu G	21,000
Shimizu G M	21,000
Shimizu H J	21,000
Shimizu H G	21,000
Shimizu H H	21,000
Shimizu H J A	21,000
Shimizu H	21,000
Shimizu J	21,000
Shimizu J K	21,000
Shimizu J A	21,000
Shimizu J M	21,000
Shimizu J K	21,000
Shimizu J M	21,000
Shimizu K	21,000
Shimizu K M	21,000
Shimizu K	21,000
Shimizu K B	21,000
Shimizu K	21,000
Shimizu K	21,000
Shimizu K	21,000
Shimizu K	21,000
Shimizu K P	21,000
Shimizu L	21,000
Shimizu M A	21,000
Shimizu M	21,000
Shimizu M R	21,000
Shimizu M L	21,000
Shimizu M	21,000
Shimizu N	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Shimizu R	21,000
Shimizu S	21,000
Shimizu S	21,000
Shimizu S P	21,000
Shimizu S S	21,000
Shimizu S G	21,000
Shimizu T	21,000
Shimizu T	21,000
Shimizu The Estate of Linda C	21,000
Shimizu The Estate of Suzie S	21,000
Shimizu T	21,000
Shimizu T	21,000
Shimizu T J	21,000
Shimizu T	21,000
Shimizu V Y	21,000
Shimo-Takahara G	21,000
Shimoda A K	21,000
Shimoda B	21,000
Shimoda C	21,000
Shimoda D	21,000
Shimoda D	21,000
Shimoda D K	21,000
Shimoda H	21,000
Shimoda H	21,000
Shimoda I S	21,000
Shimoda J Y	21,000
Shimoda K	21,000
Shimoda K	21,000
Shimoda L Y	21,000
Shimoda L T	21,000
Shimoda L K	21,000
Shimoda L F	21,000
Shimoda L S	21,000
Shimoda M M	21,000
Shimoda M	21,000
Shimoda M	21,000
Shimoda M	21,000
Shimoda N	21,000
Shimoda S G	21,000
Shimoda S F	21,000
Shimoda Y N	21,000
Shimodaira T	21,000
Shimoji J	21,000
Shimoji K	21,000
Shimoji M	21,000
Shimoji M	21,000
Shimoji R	21,000
Shimoji S	21,000
Shimoji T	21,000
Shimoji Y	21,000
Shimokura A M	21,000
Shimokura E A	21,000
Shimokura S R	21,000
Shimomatsu M G	21,000
Shimomura S J	21,000
Shimomura T	21,000
Shimonaka K	21,000
Shimono A J	21,000
Shimono G	21,000
Shimotakahara D M	21,000
Shimotakahara H L	21,000
Shimotakahara J T	21,000
Shimotakahara J	21,000
Shimotakahara S	21,000
Shimotakahara T	21,000
Shimoto S	21,000
Shimoyama B	21,000
Shimoyama G	21,000
Shimozawa A K	21,000
Shimozawa D T	21,000
Shimozawa F	21,000
Shimozawa H	21,000
Shimozawa K	21,000
Shimozawa M	21,000
Shimozawa S S	21,000
Shimozawa T T	21,000
Shimozawa W R	21,000
Shimozawa W W	21,000
Shimura I F	21,000
Shin G	21,000
Shin H	21,000
Shin H	21,000
Shin H R	21,000
Shin J	21,000
Shin K	21,000
Shin L R	21,000
Shin M	21,000
Shin M	21,000
Shin M K	21,000
Shin N A	21,000
Shin N	21,000
Shin R E	21,000
Shinde J G	21,000
Shinde K	21,000
Shinde L	21,000
Shinde M	21,000
Shinde N	21,000
Shinde O	21,000
Shinde R M	21,000
Shinde R H	21,000
Shinde S	21,000
Shinde S	21,000
Shinde S	21,000
Shinde T T	21,000
Shinde T	21,000
Shinde W	21,000
Shinde Y	21,000
Shindler P J	21,000
Shinkawa M	21,000
Shinkoda A T	21,000
Shinkoda H	21,000
Shinkoda K	21,000
Shinkoda T	21,000
Shinmoto A	21,000
Shinmoto M	21,000
Shinmoto Y	21,000
Shinmoto Y	21,000
Shino J S	21,000
Shino M	21,000
Shinobu M R M	21,000
Shinobu R R	21,000
Shinoby E W	21,000
Shinoda B N	21,000
Shinoda M	21,000
Shinohara C	21,000
Shinohara K K	21,000
Shinohara N	21,000
Shinohara R	21,000
Shinozaki B F	21,000
Shinozaki D M	21,000
Shinozaki K K	21,000
Shinozaki M M	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Shintani A D	21,000
Shintani E T	21,000
Shintani H	21,000
Shintani H	21,000
Shintani H A	21,000
Shintani K J	21,000
Shintani M	21,000
Shintani M K	21,000
Shintani M	21,000
Shintani M W	21,000
Shintani P	21,000
Shintani P M	21,000
Shintani R S	21,000
Shintani S	21,000
Shintani Y	21,000
Shintani Y J	21,000
Shinya G A	21,000
Shinya H	21,000
Shinya S	21,000
Shinya S	21,000
Shinyei D H	21,000
Shiomi G K	21,000
Shiomi J M	21,000
Shiomi M T	21,000
Shiomi M	21,000
Shiomi R	21,000
Shiosaki Y	21,000
Shiozaki C	21,000
Shiozaki D F	21,000
Shiozaki F R	21,000
Shiozaki F	21,000
Shiozaki G T	21,000
Shiozaki J	21,000
Shiozaki J	21,000
Shiozaki K	21,000
Shiozaki R I	21,000
Shiozaki S	21,000
Shiozaki T	21,000
Shiozaki T	21,000
Shiozaki T	21,000
Shiraga K G	21,000
Shirai H H J	21,000
Shirai T	21,000
Shiraishi F	21,000
Shiraishi K K	21,000
Shiraishi R K	21,000
Shiraishi S R	21,000
Shiraishi S	21,000
Shiraishi T M	21,000
Shirakawa B K	21,000
Shirakawa K	21,000
Shirakawa K	21,000
Shirakawa N R	21,000
Shirakawa S	21,000
Shirakawa Y	21,000
Shiraki M	21,000
Shiraki T	21,000
Shishido A	21,000
Shishido C	21,000
Shishido E	21,000
Shishido I	21,000
Shishido K K	21,000
Shishido K	21,000
Shishido M	21,000
Shishido M	21,000
Shishido N H	21,000
Shishido T	21,000
Shitahodo H	21,000
Shitami G T	21,000
Shitami H	21,000
Shiyoji D	21,000
Shiyoji K	21,000
Shiyoji L	21,000
Shiyoji M	21,000
Shoda M	21,000
Shoji D R	21,000
Shoji E	21,000
Shoji G	21,000
Shoji H N	21,000
Shoji H M	21,000
Shoji K	21,000
Shoji K	21,000
Shoji M Y	21,000
Shoji N B	21,000
Shoji S K	21,000
Shoji T	21,000
Shoji T T	21,000
Shoji V M	21,000
Shoji Y	21,000
Shoji Y	21,000
Shoji Y A	21,000
Shojima E	21,000
Shono F	21,000
Shono K	21,000
Shoyama H K	21,000
Shoyama M	21,000
Shoyama M	21,000
Shozawa L A	21,000
Shudo A	21,000
Shudo C	21,000
Shudo K	21,000
Shudo M	21,000
Shudo S	21,000
Shuto D	21,000
Shuto J F	21,000
Shuto L T	21,000
Shuto N M	21,000
Siegel M S	21,000
Simon D M	21,000
Simpson R	21,000
Sims C	21,000
Singel F	21,000
Singh H M	21,000
Sjoberg J E	21,000
Skeith S J	21,000
Skibbe M	21,000
Skinner R	21,000
Slack J M	21,000
Sloane L M	21,000
Slye J	21,000
Smandych R	21,000
Smart N E	21,000
Smart N	21,000
Smedley C L	21,000
Smith E S	21,000
Smith G	21,000
Smith M C	21,000
Smith M	21,000
Smith M	21,000
Smith R	21,000
Smith R	21,000
Smith S	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Smith S G	21,000
Smith T S	21,000
Smith Y H	21,000
Snellings L Y	21,000
Sobry H	21,000
Soga F Y	21,000
Soga G	21,000
Soga J K	21,000
Soga K	21,000
Soga M	21,000
Soga M	21,000
Soga M L	21,000
Soga M	21,000
Soga R	21,000
Sogawa A L	21,000
Sogawa C S	21,000
Sogawa C A	21,000
Sogawa E A	21,000
Sogawa K A	21,000
Sogawa L J M	21,000
Sogawa R A	21,000
Sogawa T	21,000
Sokugawa H	21,000
Sokugawa K	21,000
Sokugawa M M	21,000
Sokugawa N	21,000
Sokugawa R	21,000
Sokugawa S	21,000
Sokugawa S	21,000
Sokugawa The Estate of Yuki	21,000
Sokugawa T	21,000
Sokukawa E E	21,000
Somiya R	21,000
Sone A B	21,000
Sone H J	21,000
Sone K	21,000
Sone M N	21,000
Sone M	21,000
Sone N	21,000
Sone W M	21,000
Sone P H C	21,000
Sonoda A	21,000
Sonoda B	21,000
Sonoda J	21,000
Sonoda J H	21,000
Sonoda J K	21,000
Sonoda M	21,000
Sonoda P S	21,000
Sonoda R T	21,000
Sonoda S S	21,000
Sonoda S S	21,000
Sonoda T	21,000
Sonoda Y	21,000
Sora M	21,000
Sora M	21,000
Sora N S	21,000
Sora R	21,000
Sora S	21,000
Sora S	21,000
Sora Y J	21,000
Sorimoto Y	21,000
Sorlie D	21,000
Sormon T	21,000
Spangler M	21,000
Speck S S	21,000
Spence N	21,000
Spielmacher M A	21,000
Spooner I	21,000
Spreitzhofer J R	21,000
Sprung H S	21,000
Sracic M H	21,000
St. Germain E D	21,000
St. Hilaire L	21,000
St. Leger J M	21,000
Stacho M	21,000
Stainsby M	21,000
Stang N N	21,000
Starling C	21,000
Stearne E M	21,000
Steel S	21,000
Stein M E	21,000
Stein N	21,000
Stein R R	21,000
Stellmach O S	21,000
Stenekes H M	21,000
Sterling L S	21,000
Stevens F H	21,000
Stevens I H	21,000
Stevens J K	21,000
Stevenson F S	21,000
Stevenson G J	21,000
Stevenson T J	21,000
Stevenson T	21,000
Stewart K	21,000
Stewart M R	21,000
Stewart M	21,000
Stewart M	21,000
Stewart T A	21,000
Stillwell B M	21,000
Stokes W D	21,000
Stoltz J J M	21,000
Stone H V	21,000
Straus L S	21,000
Stroud M H	21,000
Stuart F S	21,000
Stuart H	21,000
Sturley C	21,000
Suarez A E	21,000
Suda K	21,000
Suda M	21,000
Sudo C	21,000
Sudo D C	21,000
Sudo R	21,000
Suefuji S	21,000
Suefuji S Y	21,000
Suefuji T	21,000
Suehiro C S	21,000
Suehiro J	21,000
Suehiro K R	21,000
Suehiro M	21,000
Suenaga H J	21,000
Suenaga S	21,000
Suenaga T	21,000
Suga A K	21,000
Suga A S	21,000
Suga C	21,000
Suga F W	21,000
Suga F S	21,000
Suga H	21,000
Suga K K	21,000
Suga K	21,000
Suga K	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Suga M	21,000
Suga R	21,000
Suga R	21,000
Suga S	21,000
Suga T	21,000
Sugai A A	21,000
Sugai J I	21,000
Sugai J T	21,000
Sugai K	21,000
Sugai R	21,000
Sugai S	21,000
Sugai Y	21,000
Sugamori K K	21,000
Sugamori M	21,000
Sugamori M	21,000
Sugamori S I	21,000
Sugamori S E	21,000
Sugamori S	21,000
Sugawara A	21,000
Sugawara F	21,000
Sugawara K	21,000
Sugawara S	21,000
Sugawara S	21,000
Sugawara T F	21,000
Sugawara The Estate of Watari	21,000
Sugawara Y	21,000
Sugawara Z	21,000
Sugaya Y	21,000
Sugie A I	21,000
Sugie H K	21,000
Sugie M	21,000
Sugie S	21,000
Sugie S	21,000
Sugie S	21,000
Sugihara A	21,000
Sugiman R	21,000
Sugimoto D M	21,000
Sugimoto E R	21,000
Sugimoto F F	21,000
Sugimoto F	21,000
Sugimoto H M	21,000
Sugimoto I A	21,000
Sugimoto K	21,000
Sugimoto K K	21,000
Sugimoto K	21,000
Sugimoto K	21,000
Sigimoto M M	21,000
Sigimoto M	21,000
Sigimoto M	21,000
Sigimoto M	21,000
Sugimoto N	21,000
Sugimoto N	21,000
Sugimoto N	21,000
Sigimoto S	21,000
Sugimoto S J	21,000
Sigimoto T	21,000
Sugimoto T P	21,000
Sugimoto T S	21,000
Sugimoto Y	21,000
Sugimoto Y	21,000
Sugimura K	21,000
Sugimura K	21,000
Sugimura M	21,000
Sugimura Y	21,000
Suginobu T	21,000
Suginomori E	21,000
Sugiura E	21,000
Sugiura J S	21,000
Sugiura M	21,000
Sugiura S	21,000
Sugiura S	21,000
Sugiura T P	21,000
Sugiura T	21,000
Sugiyama B K	21,000
Sugiyama G R	21,000
Sugiyama G S	21,000
Sugiyama H S	21,000
Sugiyama J S	21,000
Sugiyama J F	21,000
Sugiyama J Y	21,000
Sugiyama K A	21,000
Sugiyama K	21,000
Sugiyama K	21,000
Sugiyama M Y	21,000
Sugiyama M D	21,000
Sugiyama M	21,000
Sugiyama P	21,000
Sugiyama S	21,000
Sugiyama S	21,000
Sumi B S	21,000
sumi C K	21,000
Sumi D S H	21,000
Sumi E S	21,000
Sumi E	21,000
Sumi H	21,000
Sumi H G	21,000
Sumi H	21,000
Sumi H	21,000
Sumi L	21,000
Sumi M	21,000
Sumi M M	21,000
Sumi R T	21,000
Sumi R	21,000
Sumi R R	21,000
SumI S	21,000
SumI S	21,000
Sumi T W	21,000
Sumi The Estate of Toshiaki	21,000
Sumi T	21,000
Sumi T A	21,000
Sumi T F	21,000
Sumida G	21,000
Sumida M	21,000
Sumida S S	21,000
Sumida T	21,000
Sumida T S	21,000
Sumioka T	21,000
Sumiya H	21,000
Sumiya O	21,000
Sumiya Y	21,000
Sunada J	21,000
Sunada K	21,000
Sunada M	21,000
Sunada M	21,000
Sunada T M	21,000
Sunahara A G	21,000
Sunahara F A	21,000
Sunahara F D	21,000
Sunahara R Y	21,000
Sunahara S J	21,000
Sunahara T	21,000
Sundarakumara T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Sunohara I	21,000
Sunohara J M	21,000
Sunohara M	21,000
Sunohara P T	21,000
Sutcliffe E G	21,000
Sutherland A	21,000
Sutherland T	21,000
Suto C	21,000
Suto S	21,000
Suto T	21,000
Suyama C K	21,000
Suyama E	21,000
Suyama G G	21,000
Suyama G	21,000
Suyama K	21,000
Suyama M W	21,000
Suyama S	21,000
Suyama T	21,000
Suyama T	21,000
Suyama T	21,000
Suyama Y	21,000
Suyama Y	21,000
Suyama Y M	21,000
Suyehiro C E	21,000
Suyehiro H	21,000
Suyehiro I	21,000
Suyehiro M	21,000
Suyehiro S	21,000
Suzuki A G	21,000
Suzuki A	21,000
Suzuki B F	21,000
Suzuki B M	21,000
Suzuki B M	21,000
Suzuki C	21,000
Suzuki C	21,000
Suzuki D Y	21,000
Suzuki D	21,000
Suzuki D M	21,000
Suzuki E	21,000
Suzuki E	21,000
Suzuki G Y	21,000
Suzuki G D	21,000
Suzuki G	21,000
Suzuki G D	21,000
Suzuki G	21,000
Suzuki H	21,000
Suzuki H C	21,000
Suzuki J H	21,000
Suzuki J T	21,000
Suzuki J Y	21,000
Suzuki J	21,000
Suzuki J H	21,000
Suzuki J T	21,000
Suzuki J S	21,000
Suzuki J	21,000
Suzuki K K	21,000
Suzuki K	21,000
Suzuki K H	21,000
Suzuki K R	21,000
Suzuki K K	21,000
Suzuki K	21,000
Suzuki K H	21,000
Suzuki K K	21,000
Suzuki K	21,000
Suzuki K	21,000
Suzuki K	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Suzuki K L	21,000
Suzuki K K	21,000
Suzuki L	21,000
Suzuki M	21,000
Suzuki M W	21,000
Suzuki M M	21,000
Suzuki N	21,000
Suzuki P A	21,000
Suzuki R T	21,000
Suzuki R	21,000
Suzuki S	21,000
Suzuki S	21,000
Suzuki S A	21,000
Suzuki S E	21,000
Suzuki S	21,000
Suzuki S	21,000
Suzuki S	21,000
Suzuki T	21,000
Suzuki T	21,000
Suzuki T	21,000
Suzuki T	21,000
Suzuki T	21,000
Suzuki T	21,000
Suzuki T	21,000
Suzuki T	21,000
Suzuki V T	21,000
Suzuki Y	21,000
Suzuki Y	21,000
Suzuki-Arthure D N	21,000
Svenson E S	21,000
Swanson E R	21,000
Swanson E S	21,000
Swartz B A	21,000
Swiston T J	21,000
Sylvester D	21,000
Szekely A	21,000
Szilock S S	21,000
Taba E	21,000
Taba J	21,000
Taba K	21,000
Taba R	21,000
Taba Y	21,000
Taba Y	21,000
Tabata A H	21,000
Tabata B	21,000
Tabata C	21,000
Tabata F	21,000
Tabata H	21,000
Tabata H D	21,000
Tabata H	21,000
Tabata M	21,000
Tabata M	21,000
Tabata S	21,000
Tabata S	21,000
Tabata S S	21,000
Tabata S	21,000
Tabata T	21,000
Tabata T P	21,000
Tabata T	21,000
Tabe T	21,000
Tabuchi A H	21,000
Tabuchi A	21,000
Tabuchi F	21,000
Tabuchi K K	21,000
Tabuchi M	21,000
Tabuchi R M	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Tabuchi S S	21,000
Tabuchi T	21,000
Tada B	21,000
Tada G	21,000
Tada I	21,000
Tada K	21,000
Tada K	21,000
Tada S S	21,000
Tada T T	21,000
Tada T	21,000
Tada T	21,000
Tada Y R	21,000
Tadokoro A	21,000
Tadokoro J	21,000
Tadokoro S	21,000
Tagami G K	21,000
Tagami J A	21,000
Tagami K	21,000
Tagami K	21,000
Tagami M F	21,000
Tagami M R	21,000
Tagami S S	21,000
Tagami S	21,000
Tagami S	21,000
Tagami T T	21,000
Tagami Y	21,000
Taguchi C M	21,000
Taguchi E K	21,000
Taguchi H	21,000
Taguchi H	21,000
Taguchi I T	21,000
Taguchi K K	21,000
Taguchi K S	21,000
Taguchi N	21,000
Taguchi N	21,000
Taguchi S	21,000
Taguchi S S	21,000
Taguchi V Y	21,000
Taguchi Y	21,000
Taguchi Y J	21,000
Tahara A	21,000
Tahara D T	21,000
Tahara H	21,000
Tahara I K	21,000
Tahara J S	21,000
Tahara M S	21,000
Tahara M	21,000
Tahara M	21,000
Tahara M	21,000
Tahara M	21,000
Tahara S	21,000
Tahara S	21,000
Tahara S	21,000
Tahara T K	21,000
Tahara T J	21,000
Tahara T	21,000
Tahara T	21,000
Tai K	21,000
Taiji S	21,000
Taillefer G	21,000
Tainaka D K	21,000
Tainaka H	21,000
Tainaka M	21,000
Tainaka W	21,000
Taira P K	21,000
Taira S	21,000
Taira T	21,000
Tajiri J	21,000
Tajiri L	21,000
Tajiri M N	21,000
Tajiri R	21,000
Tajiri R	21,000
Tajiri T	21,000
Tajiri T	21,000
Takada I	21,000
Takada K N	21,000
Takada M S	21,000
Takada M	21,000
Takada P	21,000
Takada T	21,000
Takagaki C C	21,000
Takagi F Y	21,000
Takagi I N	21,000
Takagi M	21,000
Takagi R T	21,000
Takagi S S	21,000
Takaguchi H	21,000
Takaguchi J N	21,000
Takaguchi K	21,000
Takaguchi M	21,000
Takaguchi R	21,000
Takaguchi Y	21,000
Takahara S	21,000
Takahashi A	21,000
Takahashi A J	21,000
Takahashi A M	21,000
Takahashi A	21,000
Takahashi A A	21,000
Takahashi B M	21,000
Takahashi C M	21,000
Takahashi C	21,000
Takahashi D T	21,000
Takahashi D N	21,000
Takahashi E M	21,000
Takahashi E Y	21,000
Takahashi F	21,000
Takahashi F	21,000
Takahashi F R	21,000
Takahashi G	21,000
Takahashi G	21,000
Takahashi G Y	21,000
Takahashi H H	21,000
Takahashi H	21,000
Takahashi H	21,000
Takahashi H	21,000
Takahashi H M	21,000
Takahashi H	21,000
Takahashi I	21,000
Takahashi I R	21,000
Takahashi J	21,000
Takahashi J H	21,000
Takahashi J C	21,000
Takahashi J T	21,000
Takahashi J A	21,000
Takahashi J H	21,000
Takahashi K F	21,000
Takahashi K	21,000
Takahashi K R	21,000
Takahashi K	21,000
Takahashi K P	21,000
Takahashi L T	21,000
Takahashi M	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Takahashi M J	21,000
Takahashi M	21,000
Takahashi M	21,000
Takahashi M	21,000
Takahashi M	21,000
Takahashi M	21,000
Takahashi M J	21,000
Takahashi M M	21,000
Takahashi N	21,000
Takahashi P F	21,000
Takahashi R D	21,000
Takahashi R	21,000
Takahashi S S	21,000
Takahashi S	21,000
Takahashi S	21,000
Takahashi S C	21,000
Takahashi S	21,000
Takahashi S	21,000
Takahashi S	21,000
Takahashi S	21,000
Takahashi S	21,000
Takahashi S G	21,000
Takahashi S	21,000
Takahashi S N	21,000
Takahashi S	21,000
Takahashi S Y	21,000
Takahashi T F	21,000
Takahashi T J	21,000
Takahashi T K	21,000
Takahashi T T	21,000
Takahashi T K	21,000
Takahashi T T	21,000
Takahashi T	21,000
Takahashi T S	21,000
Takahashi W H	21,000
Takahashi W Y	21,000
Takahashi Y S	21,000
Takai C	21,000
Takai D	21,000
Takai N	21,000
Takai S	21,000
Takai Y	21,000
Takaki A K	21,000
Takaki D	21,000
Takaki F I	21,000
Takaki G G	21,000
Takaki G M	21,000
Takaki J S	21,000
Takaki K J	21,000
Takaki R	21,000
Takaki W	21,000
Takama S	21,000
Takamatsu K K	21,000
Takamatsu K	21,000
Takano D K	21,000
Takano H F	21,000
Takano M	21,000
Takano M T	21,000
Takano M M	21,000
Takano S	21,000
Takano T	21,000
Takano T	21,000
Takao M	21,000
Takaoka C K	21,000
Takaoka E	21,000
Takaoka G M	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Takaoka P T	21,000
Takaoka R M	21,000
Takaoka T S	21,000
Takarabe G	21,000
Takarabe R	21,000
Takarabe T	21,000
Takasaki C	21,000
Takasaki E S	21,000
Takasaki G S	21,000
Takasaki H	21,000
Takasaki H	21,000
Takasaki H	21,000
Takasaki J	21,000
Takasaki J J	21,000
Takasaki J	21,000
Takasaki K K	21,000
Takasaki K M	21,000
Takasaki M S M	21,000
Takasaki N M	21,000
Takasaki N A	21,000
Takasaki S	21,000
Takasaki S F	21,000
Takasaki S	21,000
Takasaki S T	21,000
Takasaki T	21,000
Takasaki T C	21,000
Takasaki W M	21,000
Takashiba A M	21,000
Takashima B W	21,000
Takashima D S	21,000
Takashima D M	21,000
Takashima G M	21,000
Takashima H	21,000
Takashima J H	21,000
Takashima J Y	21,000
Takashima K	21,000
Takashima R	21,000
Takashima T R	21,000
Takashima T A	21,000
Takashima T	21,000
Takashima V	21,000
Takata C	21,000
Takata G M	21,000
Takata J Y	21,000
Takata J G	21,000
Takata K K	21,000
Takata K	21,000
Takata M J	21,000
Takata M M	21,000
Takata M	21,000
Takata M	21,000
Takata M H	21,000
Takata M	21,000
Takata S	21,000
Takata S	21,000
Takata T	21,000
Takata T	21,000
Takata T D	21,000
Takata T	21,000
Takata Y	21,000
Takatsu D K	21,000
Takatsu L M	21,000
Takatsu W H	21,000
Takatsu Y L	21,000
Takayama C K	21,000
Takayama K	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Takayesu B R K	21,000
Takayesu D T	21,000
Takayesu F M	21,000
Takayesu H H	21,000
Takayesu L K	21,000
Takayesu M K	21,000
Takayesu M Y	21,000
Takayesu T K	21,000
Takayesu T	21,000
Takeda A	21,000
Takeda A M	21,000
Takeda E A	21,000
Takeda E B T	21,000
Takeda F	21,000
Takeda G	21,000
Takeda H	21,000
Takeda H	21,000
Takeda H	21,000
Takeda H H	21,000
Takeda I R	21,000
Takeda J S	21,000
Takeda K	21,000
Takeda K K	21,000
Takeda M	21,000
Takeda M	21,000
Takeda M	21,000
Takeda M	21,000
Takeda N N	21,000
Takeda N	21,000
Takeda N N	21,000
Takeda S	21,000
Takeda S	21,000
Takeda S S	21,000
Takeda T K	21,000
Takeda T	21,000
Takeda Y	21,000
Takeda Y	21,000
Takemori A	21,000
Takemoto E	21,000
Takemura C	21,000
Takemura H	21,000
Takemura K	21,000
Takemura R	21,000
Takemura S	21,000
Takemura S	21,000
Takemura T	21,000
Takenaka E S	21,000
Takenaka F	21,000
Takenaka H T	21,000
Takenaka H	21,000
Takenaka I T	21,000
Takenaka J M	21,000
Takenaka J	21,000
Takenaka K T	21,000
Takenaka K	21,000
Takenaka K M	21,000
Takenaka M	21,000
Takenaka M N	21,000
Takenaka N	21,000
Takenaka N	21,000
Takenaka R	21,000
Takenaka S	21,000
Takenaka T	21,000
Takenaka T	21,000
Takenaka T T	21,000
Takenaka T	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Takenaka T G	21,000
Takenaka T	21,000
Takeno E E	21,000
Takeno H	21,000
Takeno H K	21,000
Takeno M M	21,000
Takeno P C	21,000
Takeno R Y	21,000
Takeno S	21,000
Takeno Y	21,000
Takeshita B	21,000
Takeshita K	21,000
Takeshita M W	21,000
Takeshita N	21,000
Takeshita S	21,000
Takeshita T	21,000
Takeshita T	21,000
Takeshita T	21,000
Takeuchi A	21,000
Takeuchi A H	21,000
Takeuchi B Y	21,000
Takeuchi C	21,000
Takeuchi F S	21,000
Takeuchi J M	21,000
Takeuchi J C	21,000
Takeuchi J K	21,000
Takeuchi J J	21,000
Takeuchi K	21,000
Takeuchi K M	21,000
Takeuchi K S	21,000
Takeuchi L M	21,000
Takeuchi M	21,000
Takeuchi M	21,000
Takeuchi M	21,000
Takeuchi N	21,000
Takeuchi N A	21,000
Takeuchi N R	21,000
Takeuchi N K	21,000
Takeuchi P	21,000
Takeuchi R A	21,000
Takeuchi R	21,000
Takeuchi R N	21,000
Takeuchi S	21,000
Takeuchi S N	21,000
Takeuchi S	21,000
Takeuchi S	21,000
Takeuchi S	21,000
Takeuchi T	21,000
Takeuchi T	21,000
Takeuchi T	21,000
Takeuchi U W	21,000
Takeuchi Y E	21,000
Takeuchi Y	21,000
Takeuchi Y	21,000
Takeuchi Y	21,000
Takeyasu G J	21,000
Takeyasu R	21,000
Takeyasu S	21,000
Takeyasu T	21,000
Takimoto A	21,000
Takimoto B T	21,000
Takimoto H	21,000
Takimoto K	21,000
Takimoto K	21,000
Takimoto M S	21,000
Takimoto S	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Takimoto Y	21,000
Takishita I S	21,000
Takishita P A	21,000
Taku I G	21,000
Taku T	21,000
Taku T	21,000
Talbot K	21,000
Tamagi A	21,000
Tamagi F F	21,000
Tamagi H	21,000
Tamagi K	21,000
Tamagie M	21,000
Tamagi M P	21,000
Tamagi M M	21,000
Tamagi M	21,000
Tamagi T	21,000
Tamagi T	21,000
Tamagi T T	21,000
Tamagi The Estate of Kame	21,000
Tamagi T K	21,000
Tamagi W	21,000
Tamagi W D	21,000
Tamai A J	21,000
Tamai A	21,000
Tamai E	21,000
Tamai K	21,000
Tamaki A	21,000
Tamaki A	21,000
Tamaki A E	21,000
Tamaki A	21,000
Tamaki C K	21,000
Tamaki D Y	21,000
Tamaki E Y	21,000
Tamaki F	21,000
Tamaki G T	21,000
Tamaki H S	21,000
Tamaki I	21,000
Tamaki J S	21,000
Tamaki M S	21,000
Tamaki M	21,000
Tamaki M	21,000
Tamaki R	21,000
Tamaki R	21,000
Tamaki S	21,000
Tamaki S	21,000
Tamaki S	21,000
Tamaki The Estate of Komae	21,000
Tamaki T S	21,000
Tamaki T	21,000
Tamaki T	21,000
Tamaki T	21,000
Tamaki T	21,000
Tamaki T	21,000
Tamaki Y	21,000
Tamaki Y H	21,000
Tamaki Y	21,000
Tamane C	21,000
Tamane J S	21,000
Tamane K K	21,000
Tamane M M	21,000
Tamane S B	21,000
Tamashiro J	21,000
Tamashiro J	21,000
Tamashiro K	21,000
Tamashiro M J	21,000
Tamayose A	21,000
Tamayose K	21,000
Tamayose T T	21,000
Tamemoto K J	21,000
Tamoto A	21,000
Tamoto H	21,000
Tamoto S	21,000
Tamoto Y	21,000
Tamura A H	21,000
Tamura A J	21,000
Tamura F N	21,000
Tamura G T	21,000
Tamura H	21,000
Tamura H	21,000
Tamura I	21,000
Tamura I	21,000
Tamura K K	21,000
Tamura K	21,000
Tamura M	21,000
Tamura M	21,000
Tamura M	21,000
Tamura M M	21,000
Tamura M	21,000
Tamura N	21,000
Tamura R N	21,000
Tamura S H	21,000
Tamura S	21,000
Tamura V H	21,000
Tamura W S	21,000
Tamura Y	21,000
Tanabe G	21,000
Tanabe L	21,000
Tanabe L Y	21,000
Tanabe S B	21,000
Tanabe T	21,000
Tanabe T	21,000
Tanabe T	21,000
Tanabe Y	21,000
Tanaka A	21,000
Tanaka A	21,000
Tanaka A V	21,000
Tanaka A S	21,000
Tanaka A	21,000
Tanaka A A	21,000
Tanaka A H	21,000
Tanaka A J	21,000
Tanaka B K	21,000
Tanaka B M	21,000
Tanaka C K	21,000
Tanaka C	21,000
Tanaka C	21,000
Tanaka D K	21,000
Tanaka E	21,000
Tanaka E	21,000
Tanaka E	21,000
Tanaka E F	21,000
Tanaka E K K	21,000
Tanaka F F	21,000
Tanaka F	21,000
Tanaka F	21,000
Tanaka F	21,000
Tanaka G G	21,000
Tanaka G	21,000
Tanaka H	21,000
Tanaka H T	21,000
Tanaka H K	21,000
Tanaka H	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Tanaka H	21,000
Tanaka H	21,000
Tanaka H C	21,000
Tanaka H P	21,000
Tanaka H F	21,000
Tanaka H E	21,000
Tanaka H E	21,000
Tanaka H W	21,000
Tanaka H R	21,000
Tanaka I	21,000
Tanaka I H	21,000
Tanaka I	21,000
Tanaka J M	21,000
Tanaka J	21,000
Tanaka J	21,000
Tanaka J M	21,000
Tanaka J M	21,000
Tanaka J	21,000
Tanaka J	21,000
Tanaka J F	21,000
Tanaka J S	21,000
Tanaka J H	21,000
Tanaka J	21,000
Tanaka K Y	21,000
Tanaka K T	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K K	21,000
Tanaka K S	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K K	21,000
Tanaka K K	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K	21,000
Tanaka K F	21,000
Tanaka L K	21,000
Tanaka M I	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M R	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M I	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M G	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M S	21,000
Tanaka M	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Tanaka M M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M	21,000
Tanaka M J	21,000
Tanaka N D	21,000
Tanaka N	21,000
Tanaka N	21,000
Tanaka O	21,000
Tanaka O	21,000
Tanaka P	21,000
Tanaka P T	21,000
Tanaka P Y	21,000
Tanaka R	21,000
Tanaka R M	21,000
Tanaka R W	21,000
Tanaka R	21,000
Tanaka R K	21,000
Tanaka R M	21,000
Tanaka R T	21,000
Tanaka R	21,000
Tanaka R K	21,000
Tanaka R H	21,000
Tanaka R	21,000
Tanaka R T	21,000
Tanaka R M	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S S	21,000
Tanaka S T	21,000
Tanaka S R	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S B	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S D	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S F	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S A	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka S	21,000
Tanaka T Y	21,000
Tanaka T	21,000
Tanaka T	21,000
Tanaka T J	21,000
Tanaka T T	21,000
Tanaka The Estate of Itsuki	21,000
Tanaka The Estate of Yoshino	21,000
Tanaka T	21,000
Tanaka T T	21,000
Tanaka T P	21,000
Tanaka T T	21,000
Tanaka T	21,000
Tanaka T T	21,000
Tanaka T	21,000
Tanaka T	21,000
Tanaka T T	21,000
Tanaka U	21,000
Tanaka V A	21,000
Tanaka V S	21,000
Tanaka Y	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Tanaka Y	21,000
Tanaka Y	21,000
Tanaka Y G	21,000
Tanaka Y	21,000
Tanaka Y	21,000
Tanaka Y	21,000
Tanaka Y	21,000
Tanaka Y	21,000
Tanaka Z	21,000
Tanaka Z	21,000
Taneda F	21,000
Taneda M	21,000
Taneda S E	21,000
Tanemura A	21,000
Tanemura A S	21,000
Tanemura H Y	21,000
Tanemura I	21,000
Tanemura K	21,000
Tanemura R T	21,000
Tanemura T	21,000
Tanemura T	21,000
Tanemura T	21,000
Tanemura W	21,000
Tani A A	21,000
Tani F	21,000
Tani H J	21,000
Tani J C	21,000
Tani K	21,000
Tani M	21,000
Tani M M	21,000
Tani R S	21,000
Tani Y	21,000
Tanigami B K	21,000
Tanigami G S	21,000
Tanigami H R	21,000
Tanigami M	21,000
Tanigami M	21,000
Tanigami W N	21,000
Taniguchi A	21,000
Taniguchi A	21,000
Taniguchi A	21,000
Taniguchi H A	21,000
Taniguchi H A	21,000
Taniguchi J S	21,000
Taniguchi K	21,000
Taniguchi M	21,000
Taniguchi M	21,000
Taniguchi N W	21,000
Taniguchi N	21,000
Taniguchi O S	21,000
Taniguchi R	21,000
Taniguchi R	21,000
Taniguchi S	21,000
Taniguchi S	21,000
Taniguchi T	21,000
Taniishi K R	21,000
Taniishi M J	21,000
Taniishi S	21,000
Taniishi S	21,000
Taniishi T	21,000
Tanino D T	21,000
Tanino E E	21,000
Tanino K A	21,000
Tanino K K	21,000
Tanino M K	21,000
Tanino M M	21,000
Tanino S	21,000
Tanino T T	21,000
Tanino Y	21,000
Taniwa G T	21,000
Taniwa K	21,000
Taniwa K Y	21,000
Taniwa M	21,000
Taniwa M	21,000
Taniwa R	21,000
Taniwa R	21,000
Taniwa S H	21,000
Taniwa T	21,000
Taniwa T	21,000
Taniwa W I	21,000
Tanizaki L	21,000
Tanizaki T	21,000
Tanizawa E T	21,000
Tanizawa M	21,000
Tanizawa M G	21,000
Tanizawa R	21,000
Tann S	21,000
Tannoch Y	21,000
Tanouye G A	21,000
Tanouye H	21,000
Tanouye H H	21,000
Tanouye J S	21,000
Tanouye K	21,000
Tanouye L S	21,000
Tanouye M M	21,000
Tanouye M	21,000
Tanouye R	21,000
Tanouye R A	21,000
Tanouye T D	21,000
Tanouye T	21,000
Tanouye U	21,000
Tanouye Y	21,000
Tarumoto S	21,000
Tarumoto S	21,000
Tarumoto T R	21,000
Tasaka A T	21,000
Tasaka C K	21,000
Tasaka D	21,000
Tasaka H C	21,000
Tasaka H	21,000
Tasaka I J	21,000
Tasaka J	21,000
Tasaka K	21,000
Tasaka M B	21,000
Tasaka M	21,000
Tasaka M	21,000
Tasaka N	21,000
Tasaka N C	21,000
Tasaka R Y	21,000
Tasaka S S	21,000
Tasaka S S	21,000
Tasaka T	21,000
Tasaka T	21,000
Tashiro A	21,000
Tashiro D K	21,000
Tashiro E A	21,000
Tashiro H	21,000
Tashiro J	21,000
Tashiro M	21,000
Tashiro S S	21,000
Tashiro T	21,000
Tatebe A T	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Tatebe C	21,000	Teather S	21,000
Tatebe D	21,000	Tehara J	21,000
Tatebe J M	21,000	Tehara K	21,000
Tatebe J	21,000	Tehara M	21,000
Tatebe K	21,000	Tehara S J	21,000
Tatebe M N	21,000	Tehara T	21,000
Tatebe M	21,000	Teia M M	21,000
Tateba R A	21,000	Tennant C	21,000
Tatebe T T	21,000	Terada C M	21,000
Tatebe T T	21,000	Terada G	21,000
Tateba Y	21,000	Terada G M	21,000
Tateba Y	21,000	Terada L R	21,000
Tateba Y	21,000	Terada M	21,000
Tateba Y	21,000	Terada M I	21,000
Tateishi A	21,000	Terada M	21,000
Tateishi A K	21,000	Terada M F	21,000
Tateishi E	21,000	Terada N	21,000
Tateishi H	21,000	Terada S	21,000
Tateishi M J	21,000	Terada T T	21,000
Tateishi M	21,000	Terada T	21,000
Tateishi M	21,000	Terada Y	21,000
Tateishi S	21,000	Terada Y	21,000
Tatemichi A J	21,000	Teraguchi H J	21,000
Tatemichi C	21,000	Teraguchi J Y	21,000
Tatemichi F	21,000	Teraguchi M M	21,000
Tatemichi K K	21,000	Teraguchi M	21,000
Tatemichi N	21,000	Teraguchi N	21,000
Tateyama A R	21,000	Teraguchi S S	21,000
Tateyama C	21,000	Terai I	21,000
Tateyama H	21,000	Terai K K	21,000
Tateyama I R	21,000	Terai K	21,000
Tateyama J Y	21,000	Terai L T	21,000
Tateyama K	21,000	Terai M	21,000
Tateyama K	21,000	Terai S	21,000
Tateyama M J	21,000	Terai S	21,000
Tateyama M J	21,000	Terai S	21,000
Tateyama S	21,000	Terai S T	21,000
Tateyama S K	21,000	Terai T D	21,000
Tateyama S	21,000	Terai T	21,000
Tateyama Y	21,000	Terakawa H H	21,000
Tatsu D F	21,000	Terakita B T	21,000
Tatsu G T	21,000	Terakita H	21,000
Tatsumi A I	21,000	Terakita J S	21,000
Tatsumi E	21,000	Terakita K	21,000
Tatsumi E	21,000	Terakita M	21,000
Tatsumi K	21,000	Terakita M	21,000
Tatsumi R	21,000	Terakita M	21,000
Tatsumi S	21,000	Terakita N E	21,000
Tatsumi T	21,000	Terakita R M	21,000
Tatsumi Y	21,000	Terakita S K	21,000
Tauers M A	21,000	Terakita T	21,000
Tautscher S	21,000	Terakita T	21,000
Taylor C	21,000	Terakita T M	21,000
Taylor J N	21,000	Terakita Y J	21,000
Taylor Y Y	21,000	Terakita Y	21,000
Tazawa S	21,000	Teramoto E	21,000
Tazawa S	21,000	Teramoto M S	21,000
Tazumi H	21,000	Teramoto S	21,000
Tazumi H	21,000	Teramoto T	21,000
Tazumi H H	21,000	Teramura A Y	21,000
Tazumi J	21,000	Teramura H H	21,000
Tazumi K F	21,000	Teramura I E	21,000
Tazumi K K	21,000	Teramura K	21,000
Tazumi K K	21,000	Teramura K	21,000
Tazumi S R	21,000	Teramura K	21,000
Tazumi T T	21,000	Teramura L R N	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Teramura M M	21,000	Tobo K M	21,000
Teramura R T	21,000	Tobo R	21,000
Teramura R T	21,000	Tobo S P	21,000
Teramura S I	21,000	Toda K	21,000
Teramura T	21,000	Toda M	21,000
Teramura T	21,000	Toda T	21,000
Teramura Y	21,000	Toda Y	21,000
Teranishi A	21,000	Todd N	21,000
Teranishi A M	21,000	Togawa H	21,000
Teranishi C K	21,000	Togawa I	21,000
Teranishi F	21,000	Togawa J	21,000
Teranishi G T	21,000	Togawa J	21,000
Teranishi I	21,000	Togawa K	21,000
Teranishi M	21,000	Togawa M	21,000
Teranishi M	21,000	Togawa S Y	21,000
Teranishi M T	21,000	Togawa Y	21,000
Teranishi T	21,000	Toguri A G	21,000
Teranishi Y	21,000	Toguri D M	21,000
Terashima A	21,000	Toguri E Y	21,000
Terashita A A	21,000	Toguri E	21,000
Terashita H H	21,000	Toguri J M	21,000
Terashita H	21,000	Toguri K M	21,000
Terashita J K	21,000	Toguri T G S	21,000
Terashita J M	21,000	Tohana M J	21,000
Terashita K	21,000	Tohana S	21,000
Terashita K M	21,000	Tokai N W	21,000
Terashita M S	21,000	Tokai S	21,000
Terashita M	21,000	Tokairin K	21,000
Terashita T R	21,000	Tokairin K	21,000
Terauchi M	21,000	Tokawa A	21,000
Teruya G	21,000	Tokawa B	21,000
Teruya S G	21,000	Tokawa D T	21,000
Teshima D T	21,000	Tokawa S O	21,000
Teshima F H	21,000	Tokawa T	21,000
Teshima G	21,000	Tokawa T	21,000
Teshima I E	21,000	Tokawa Y H	21,000
Teshima I T	21,000	Toki E	21,000
Teshima J	21,000	Toki H	21,000
Teshima K	21,000	Toki Y R	21,000
Teshima K	21,000	Tokitsu A A	21,000
Teshima K	21,000	Tokitsu K	21,000
Teshima K	21,000	Tokitsu K V	21,000
Teshima K K	21,000	Tokitsu T	21,000
Teshima R	21,000	Tokiwa J	21,000
Teshima R	21,000	Tokiwa M	21,000
Teshima R	21,000	Tokiwa M	21,000
Teshima S M	21,000	Tokiwa M M	21,000
Teshima The Estate of Ko	21,000	Tokiwa N J	21,000
Teshima T F	21,000	Tokiwa P	21,000
Teshima W	21,000	Tokiwa T J	21,000
Teshima Y	21,000	Tokonami A	21,000
Tetaka H	21,000	Tokonami H	21,000
Tezuka H	21,000	Tokuda A	21,000
Tezuka M	21,000	Tokuda E	21,000
Thatcher S J	21,000	Toliver J	21,000
Theriault T J	21,000	Tomahara N	21,000
Thibault L	21,000	Tomashiro J	21,000
Thom R H	21,000	Tomes S P	21,000
Thomas B K	21,000	Tomihiro M	21,000
Thomas M	21,000	Tomihiro M	21,000
Thompson M M	21,000	Tomihiro M L	21,000
Thomson G E	21,000	Tomihiro S	21,000
Thornley M K	21,000	Tomihiro S	21,000
Thorsen T K	21,000	Tomihiro Y	21,000
Tipple P M	21,000	Tomimoto C	21,000
Tobo K J	21,000	Tomita D S	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Tomita G	21,000
Tomita H	21,000
Tomita L	21,000
Tomita S	21,000
Tomita Y Y	21,000
Tomiyama A B	21,000
Tomiyama A	21,000
Tomiyama A	21,000
Tomiyama B	21,000
Tomiyama F H	21,000
Tomiyama H T	21,000
Tomiyama H	21,000
Tomiyama H P	21,000
Tomiyama M N	21,000
Tomiyama S	21,000
Tomiyama S	21,000
Tomiyama T	21,000
Tomiyama T	21,000
Tomiyama T	21,000
Tomiyama Y	21,000
Tomiye H T	21,000
Tomiye H	21,000
Tomiye K	21,000
Tomiye T T	21,000
Tommila J E H	21,000
Tomomitsu K	21,000
Tomomitsu K C	21,000
Tomomitsu M S	21,000
Tomomitsu M	21,000
Tomonaga A	21,000
Tomonaga S	21,000
Tomotsugu F	21,000
Tomotsugu I	21,000
Tomotsugu K	21,000
Tomotsugu K	21,000
Tompkins L K	21,000
Tonagai T	21,000
Tonegawa F	21,000
Tonegawa H	21,000
Tonegawa M S	21,000
Tonegawa T A	21,000
Tong J D	21,000
Tonogai A A	21,000
Tonogai A	21,000
Tonogai E	21,000
Tonogai E	21,000
Tonogai H	21,000
Tonogai H	21,000
Tonogai K	21,000
Tonogai M	21,000
Tonogai N	21,000
Tonogai O S	21,000
Tonogai S	21,000
Tonogai T	21,000
Tonogai T	21,000
Tonogai Y	21,000
Tonomura G	21,000
Tonomura J	21,000
Tonomura J	21,000
Tonomura M	21,000
Tonomura S O	21,000
Torisawa L K	21,000
Toriumi G	21,000
Toriumi S	21,000
Toriumi T J	21,000
Toriumi Y J	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Tosa T	21,000
Totani M	21,000
Towata A P	21,000
Towata F E	21,000
Towata K H	21,000
Towata T D	21,000
Toy S	21,000
Toyama J	21,000
Toyama K	21,000
Toyama M	21,000
Toyama M C	21,000
Toyama M D	21,000
Toyama R K	21,000
Toyama T	21,000
Toyama T T	21,000
Toyoda C Y	21,000
Toyoda F	21,000
Toyoda K M	21,000
Toyoda M	21,000
Toyonaga F	21,000
Toyonaga G	21,000
Toyonaga J C	21,000
Toyonaga M	21,000
Toyonaga P Y	21,000
Toyonaga R	21,000
Toyonaga R	21,000
Toyota B A	21,000
Toyota B M	21,000
Toyota D N	21,000
Toyota F	21,000
Toyota I	21,000
Toyota J C	21,000
Toyota J A	21,000
Toyota J Y	21,000
Toyota K K	21,000
Toyota K R	21,000
Toyota M	21,000
Toyota M	21,000
Toyota M	21,000
Toyota R M	21,000
Toyota R T	21,000
Toyota R C	21,000
Toyota Y	21,000
Tremblay M	21,000
Trickett E M	21,000
Trimble J M	21,000
Trimble S	21,000
Troje A	21,000
Trow D T	21,000
Trozzo M	21,000
Trudeau P	21,000
Trussell M M	21,000
Tsang N F	21,000
Tschirhart M	21,000
Tsubone F	21,000
Tsubone H	21,000
Tsubouchi E	21,000
Tsubouchi F F	21,000
Tsubouchi K	21,000
Tsubouchi K	21,000
Tsubouchi K	21,000
Tsuchida A R	21,000
Tsuchida J G	21,000
Tsuchida K	21,000
Tsuchida S J	21,000
Tsuchida S W	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Tsuchida S	21,000
Tsuchiya B	21,000
Tsuchiya F	21,000
Tsuchiya G	21,000
Tsuchiya G	21,000
Tsuchiya H F	21,000
Tsuchiya H A	21,000
Tsuchiya M	21,000
Tsuchiya M	21,000
Tsuchiya R I	21,000
Tsuchiya T	21,000
Tsuchiya Y	21,000
Tsuchiya Y	21,000
Tsuda N K	21,000
Tsuda R T	21,000
Tsuida M A R	21,000
Tsuida M	21,000
Tsuida M J	21,000
Tsuida R E	21,000
Tsuji A M	21,000
Tsuji A	21,000
Tsuji B	21,000
Tsuji D	21,000
Tsuji D S	21,000
Tsuji E	21,000
Tsuji E	21,000
Tsuji E G	21,000
Tsuji E	21,000
Tsuji E	21,000
Tsuji F	21,000
Tsuji F J	21,000
Tsuji F	21,000
Tsuji J K	21,000
Tsuji J	21,000
Tsuji J A	21,000
Tsuji J H	21,000
Tsuji J Y	21,000
Tsuji K	21,000
Tsuji K	21,000
Tsuji L Y	21,000
Tsuji M	21,000
Tsuji M	21,000
Tsuji M	21,000
Tsuji M N	21,000
Tsuji M	21,000
Tsuji N Y	21,000
Tsuji O	21,000
Tsuji R K	21,000
Tsuji R	21,000
Tsuji R T	21,000
Tsuji S	21,000
Tsuji S T	21,000
Tsuji S F	21,000
Tsuji S	21,000
Tsuji S	21,000
Tsuji S S	21,000
Tsuji S S	21,000
Tsuji T	21,000
Tsuji T	21,000
Tsuji T	21,000
Tsuji T W	21,000
Tsuji The Estate of Jack N	21,000
Tsuji The Estate of Tami	21,000
Tsuji T T	21,000
Tsuji T H	21,000
Tsuji T T	21,000
Tsuji T R	21,000
Tsuji T	21,000
Tsuji V	21,000
Tsuji Y	21,000
Tsuji Y	21,000
Tsuji Y	21,000
Tsuji Y	21,000
Tsuji Y	21,000
Tsujikawa H	21,000
Tsujikawa R K	21,000
Tsujikawa T	21,000
Tsujimoto A Y	21,000
Tsujimoto A	21,000
Tsujimoto C	21,000
Tsujimoto E E	21,000
Tsujimoto J	21,000
Tsujimoto J	21,000
Tsujimoto K I	21,000
Tsujimoto S	21,000
Tsujimura K	21,000
Tsujimura K	21,000
Tsujimura S	21,000
Tsujimura Y R	21,000
Tsujita H	21,000
Tsujita K	21,000
Tsujita M J	21,000
Tsujita M	21,000
Tsujita M L	21,000
Tsujita T	21,000
Tsujiuchi F	21,000
Tsujiuchi K	21,000
Tsujiura K	21,000
Tsukada A	21,000
Tsukada H	21,000
Tsukada M M	21,000
Tsukada R	21,000
Tsukada S	21,000
Tsukamoto A	21,000
Tsukamoto K	21,000
Tsukamoto M	21,000
Tsukamoto S D	21,000
Tsukamoto T	21,000
Tsukamoto Y	21,000
Tsukamoto Y J	21,000
Tsukamoto Y	21,000
Tsukayama J	21,000
Tsukayama N	21,000
Tsukayama R H	21,000
Tsukayama R	21,000
Tsukichima M M	21,000
Tsukichi[illegible]a T	21,000
Tsukijima E	21,000
Tsukijima S	21,000
Tsukishima F	21,000
Tsukishima J K	21,000
Tsukishima K	21,000
Tsukishima M	21,000
Tsukishima S	21,000
Tsukishima T T	21,000
Tsukishima Y	21,000
Tsukuda M M	21,000
Tsumagari K	21,000
Tsumagari S	21,000
Tsumura A	21,000
Tsumura H	21,000
Tsumura H A	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Tsumura J M	21,000
Tsumura J T	21,000
Tsumura J W	21,000
Tsumura K	21,000
Tsumura K	21,000
Tsumura L	21,000
Tsumura N	21,000
Tsumura S P	21,000
Tsumura T	21,000
Tsumura T R	21,000
Tsumura T T	21,000
Tsumura Y E	21,000
Tsunoda C	21,000
Tsunokawa B	21,000
Tsunokawa M	21,000
Tsuruda E	21,000
Tsuruda G M	21,000
Tsuruda H	21,000
Tsuruda I	21,000
Tsuruda K	21,000
Tsuruda K	21,000
Tsuruda M	21,000
Tsuruda M S	21,000
Tsuruda R	21,000
Tsuruda S	21,000
Tsuruda T	21,000
Tsuruoka J M	21,000
Tsuruoka M	21,000
Tsushima A	21,000
Tsushima G	21,000
Tsutsui N	21,000
Tsutsumi C	21,000
Tsutsumi M	21,000
Tsutsumi S	21,000
Tsutsumi T	21,000
Tsuyuki B M	21,000
Tsuyuki E	21,000
Tsuyuki G Y	21,000
Tsuyuki H	21,000
Tsuyuki I T	21,000
Tsuyuki J H	21,000
Tsuyuki K K	21,000
Tsuyuki N M	21,000
Tsuyuki N	21,000
Tsuyuki R S	21,000
Tsuyuki S T	21,000
Tsuyuki S	21,000
Tsuyuki T	21,000
Tsuyuki T N	21,000
Tsuyuki T	21,000
Tsuyuki Y	21,000
Tully O	21,000
Tunnic C	21,000
Turnbull J	21,000
Turnbull K	21,000
Turnbull M	21,000
Turner F J	21,000
Tyree H	21,000
Ubukata	21,000
Ubukata T O	21,000
Uchida A	21,000
Uchida A	21,000
Uchida B S	21,000
Uchida C	21,000
Uchida D	21,000
Uchida D M	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Uchida F	21,000
Uchida G	21,000
Uchida H	21,000
Uchida H	21,000
Uchida I A	21,000
Uchida J	21,000
Uchida J Y	21,000
Uchida J Y	21,000
Uchida K	21,000
Uchida K M	21,000
Uchida K R	21,000
Uchida M R	21,000
Uchida M J	21,000
Uchida M F	21,000
Uchida S M	21,000
Uchida S	21,000
Uchida S S	21,000
Uchida S	21,000
Uchida T	21,000
Uchida T J	21,000
Uchikata D J A	21,000
Uchikata S	21,000
Uchikura C S	21,000
Uchikura C F	21,000
Uchikura N	21,000
Uchikura T T	21,000
Uchimaru G A	21,000
Uchimaru H	21,000
Uchimaru R I	21,000
Uchimaru T	21,000
Uchimura K	21,000
Uchimura T	21,000
Uchiyama B K	21,000
Uchiyama I V	21,000
Uchiyama P T	21,000
Uchiyama T	21,000
Uchiyama-Frye V	21,000
Uda H K	21,000
Ueda A F	21,000
Ueda A	21,000
Ueda F	21,000
Ueda G	21,000
Ueda J	21,000
Ueda M	21,000
Ueda M	21,000
Ueda N S	21,000
Ueda R	21,000
Ueda T	21,000
Ueda T T	21,000
Ueda Y	21,000
Uegama V M	21,000
Uegama W T	21,000
Uemoto J	21,000
Uemoto K	21,000
Uemoto Y	21,000
Ui V M	21,000
Ujimoto B	21,000
Ujimoto H	21,000
Ujimoto I	21,000
Ujimoto K V	21,000
Ujimoto M	21,000
Ujiye A S	21,000
Ujiye G M	21,000
Ujiye J	21,000
Ujiye M	21,000
Ujiye M	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Ujiye R D	21,000
Ukai K	21,000
Ukitsu M	21,000
Ukitsu T	21,000
Umakoshi J K	21,000
Umamoto S F	21,000
Umemoto C	21,000
Umemoto L N	21,000
Umemoto M	21,000
Umemura J K	21,000
Umemura J M	21,000
Umemura M	21,000
Umemura M	21,000
Umemura M	21,000
Umetsu D	21,000
Umetsu D	21,000
Umetsu E Y	21,000
Umetsu J	21,000
Umetsu J	21,000
Umetsu K K	21,000
Umetsu M	21,000
Umetsu M T	21,000
Umezuki M N	21,000
Umezuki W R R	21,000
Umezuki W Y	21,000
Une A	21,000
Uno A	21,000
Uno E H	21,000
Uno H	21,000
Uno J Z	21,000
Uno J K	21,000
Uno K	21,000
Uno L Y	21,000
Uno N	21,000
Uno S	21,000
Uno T T	21,000
Uno T	21,000
Uno T	21,000
Uno V	21,000
Uno W W T	21,000
Uno Y	21,000
Upton K	21,000
Ura B M	21,000
Ura J I	21,000
Ura R S	21,000
Ura R Y	21,000
Ura T	21,000
Urabe G	21,000
Uraisami M	21,000
Uraisami S	21,000
Urano E	21,000
Urano G	21,000
Urano H T	21,000
Urano H	21,000
Urano H	21,000
Urano M	21,000
Urano M	21,000
Urano R T	21,000
Urano S	21,000
Urano T	21,000
Urano Y G	21,000
Urano Y	21,000
Urata I	21,000
Urata K	21,000
Urata K	21,000
Urata M	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Urata S	21,000
Urata S	21,000
Urata S	21,000
Urban-Cooley S	21,000
Urch J M S	21,000
Usami F S	21,000
Usami K K	21,000
Usami M K	21,000
Usami M R	21,000
Usami T	21,000
Usami T	21,000
Ushijima M	21,000
Ushijima R T	21,000
Ushirode M	21,000
Ussery T	21,000
Usui K	21,000
Usui S	21,000
Usukawa A	21,000
Utsunomiya D	21,000
Utsunomiya F	21,000
Utsunomiya F	21,000
Utsunomiya G W	21,000
Utsunomiya H A	21,000
Utsunomiya K M	21,000
Utsunomiya K K	21,000
Utsunomiya L	21,000
Utsunomiya M	21,000
Utsunomiya M	21,000
Utsunomiya R	21,000
Utsunomiya S	21,000
Utsunomiya S R	21,000
Utsunomiya T	21,000
Utsunomiya Y	21,000
Uyeda A S	21,000
Uyeda A	21,000
Uyeda F	21,000
Uyeda G	21,000
Uyeda G	21,000
Uyeda H E	21,000
Uyeda I R	21,000
Uyeda J K	21,000
Uyeda J M	21,000
Uyeda J A	21,000
Uyeda K S	21,000
Uyeda K	21,000
Uyeda M C	21,000
Uyeda M	21,000
Uyeda M	21,000
Uyeda M M	21,000
Uyeda M	21,000
Uyeda M	21,000
Uyeda M	21,000
Uyeda N	21,000
Uyeda R	21,000
Uyeda R U	21,000
Uyeda S	21,000
Uyeda T	21,000
Uyeda T T	21,000
Uyeda T	21,000
Uyeda T	21,000
Uyeda T	21,000
Uyeda T W B	21,000
Uyeda T	21,000
Uyeda Y	21,000
Uyeda Y	21,000
Uyeda Y	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Uyeda Y	21,000
Uyede A A	21,000
Uyede A	21,000
Uyede C	21,000
Uyede D G	21,000
Uyede D	21,000
Uyed D C	21,000
Uyede F	21,000
Uyede G B	21,000
Uyede H H	21,000
Uyede H	21,000
Uyede H	21,000
Uyede H	21,000
Uyede H A	21,000
Uyede J J	21,000
Uyede K	21,000
Uyede M	21,000
Uyede M A	21,000
Uyede M	21,000
Uyede M	21,000
Uyede P	21,000
Uyede R S	21,000
Uyede R	21,000
Uyede S	21,000
Uyede S	21,000
Uyede S	21,000
Uyede S Y	21,000
Uyede T T	21,000
Uyede T	21,000
Uyede T	21,000
Uyede Y	21,000
Uyematsu T R	21,000
Uyemoto H	21,000
Uyemoto K	21,000
Uyemoto T	21,000
Uyenaka F	21,000
Uyenaka G Y	21,000
Uyenaka I S	21,000
Uyenaka R	21,000
Uyenaka Y	21,000
Uyeno B K	21,000
Uyeno C	21,000
Uyeno D	21,000
Uyeno D	21,000
Uyeno G	21,000
Uyeno G	21,000
Uyeno H H	21,000
Uyeno H	21,000
Uyeno K	21,000
Uyeno K	21,000
Uyeno K	21,000
Uyeno M H	21,000
Uyeno M	21,000
Uyeno M R	21,000
Uyeno T	21,000
Uyeno T	21,000
Uyeno The Estate of Sato	21,000
Uyeno Y	21,000
Uyeno Y	21,000
Uyesugi E	21,000
Uyesugi E	21,000
Uyesugi F	21,000
Uyesugi K	21,000
Uyesugi K K	21,000
Uyesugi K K	21,000
Uyesugi M J	21,000
Uyesugi S	21,000
Uyesugi T T	21,000
Uyesugi Y	21,000
Uyesugi Y	21,000
Uyesugi Y	21,000
Uyeyama C	21,000
Uyeyama G	21,000
Uyeyama H	21,000
Uyeyama H	21,000
Uyeyama H K	21,000
Uyeyama J K	21,000
Uyeyama K	21,000
Uyeyama K	21,000
Uyeyama K	21,000
Uyeyama M	21,000
Uyeyama M	21,000
Uyeyama M	21,000
Uyeyama M K	21,000
Uyeyama M	21,000
Uyeyama N	21,000
Uyeyama S S	21,000
Uyeyama S	21,000
Uyeyama T	21,000
Uyeyama T	21,000
Uyeyama T	21,000
Uyeyama T	21,000
Uyeyama T J	21,000
Uyeyama T	21,000
Uyeyama T	21,000
Uyeyama T	21,000
Uyeyama T	21,000
Uyeyama W W	21,000
Uyeyama Y	21,000
Uzawa G	21,000
Vachon V	21,000
Vall C A	21,000
Van Leeuwen L M	21,000
Van Leusden T T	21,000
Van Staalduine S	21,000
Van Tuyl K	21,000
Vance M	21,000
Vandendriessche A	21,000
Vanderwal L	21,000
Vanjorek A	21,000
Varro M R	21,000
Vasey A	21,000
Vegh K	21,000
Vidal L N	21,000
Wada J Y	21,000
Wada M	21,000
Wada S	21,000
Wadden A	21,000
Wadlow H	21,000
Waggoner K A	21,000
Wakabayashi A A	21,000
Wakabayashi A	21,000
Wakabayashi A	21,000
Wakabayashi C M	21,000
Wakabayashi C B	21,000
Wakabayashi D T	21,000
Wakabayashi E	21,000
Wakabayashi G	21,000
Wakabayashi G	21,000
Wakabayashi G	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Wakabayashi H	21,000
Wakabayashi H	21,000
Wakabayashi H H	21,000
Wakabayashi H O	21,000
Wakabayashi H	21,000
Wakabayashi I	21,000
Wakabayashi J S	21,000
Wakabayashi J H	21,000
Wakabayashi K	21,000
Wakabayashi K	21,000
Wakabayashi K	21,000
Wakabayashi L C	21,000
Wakabayashi M	21,000
Wakabayashi M	21,000
Wakabayashi M H	21,000
Wakabayashi M M	21,000
Wakabayashi R	21,000
Wakabayashi R M	21,000
Wakabayashi R K	21,000
Wakabayashi S	21,000
Wakabayashi S	21,000
Wakabayashi S	21,000
Wakabayashi T	21,000
Wakabayashi T	21,000
Wakabayashi T	21,000
Wakabayashi T	21,000
Wakabayashi T	21,000
Wakabayashi T	21,000
Wakabayashi Y D	21,000
Wakabayashi Y Y	21,000
Wakahara C J	21,000
Wakahara K K	21,000
Wakahara S	21,000
Wakano M	21,000
Wakayama A H	21,000
Wakayama E M	21,000
Wakayama G	21,000
Wakayama H P	21,000
Wakayama M S	21,000
Wakayama T	21,000
Wakayama T I	21,000
Wake E J	21,000
Wakebe E	21,000
Wakelen C M	21,000
Wakida K	21,000
Wakida L O	21,000
Wakida T F	21,000
Wakimoto A	21,000
Wakimoto I	21,000
Wakimoto K K	21,000
Wakita A	21,000
Wakita J S	21,000
Wakita K E	21,000
Wakita M M	21,000
Wakita R	21,000
Wakita S Y	21,000
Wakita T J	21,000
Walker D	21,000
Walker K M	21,000
Wallace A M	21,000
Wani A M	21,000
Wani H	21,000
Wani K K	21,000
Wani M F	21,000
Wani N J	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Ward A L	21,000
Ward R	21,000
Warner M M	21,000
Warner R H	21,000
Washi S C	21,000
Washimoto C	21,000
Washimoto D N	21,000
Washimoto L F	21,000
Watada H	21,000
Watada K K	21,000
Watai M M	21,000
Watanabe A	21,000
Watanabe E	21,000
Watanabe E Y	21,000
Watanabe F M	21,000
Watanabe G	21,000
Watanabe H	21,000
Watanabe H	21,000
Watanabe H T	21,000
Watanabe H	21,000
Watanabe H	21,000
Watanabe H	21,000
Watanabe H	21,000
Watanabe H	21,000
Watanabe I	21,000
Watanabe J	21,000
Watanabe J	21,000
Watanabe J	21,000
Watanabe J	21,000
Watanabe J Y	21,000
Watanabe J I	21,000
Watanabe J N	21,000
Watanabe K K	21,000
Watanabe K K	21,000
Watanabe K	21,000
Watanabe K J	21,000
Watanabe K	21,000
Watanabe K	21,000
Watanabe M	21,000
Watanabe M	21,000
Watanabe M S	21,000
Watanabe M V	21,000
Watanabe M M	21,000
Watanabe M	21,000
Watanabe M	21,000
Watanabe M	21,000
Watanabe N	21,000
Watanabe R M	21,000
Watanabe R K	21,000
Watanabe R S	21,000
Watanabe R Y	21,000
Watanabe S	21,000
Watanabe S	21,000
Watanabe S I	21,000
Watanabe S	21,000
Watanabe S	21,000
Watanabe T S	21,000
Watanabe T	21,000
Watanabe The Estate of Taka	21,000
Watanabe T S	21,000
Watanabe T	21,000
Watanabe T	21,000
Watanabe T	21,000
Watanabe U N	21,000
Watanabe Y D	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Watari K	21,000
Watari L	21,000
Waterfield I	21,000
Waters E	21,000
Watkins M	21,000
Watson J S	21,000
Watson L S	21,000
Watte A J N	21,000
Watte J	21,000
Watte T	21,000
Watts M A	21,000
Weatherford M Y	21,000
Weber A	21,000
Welbourn M	21,000
Weldon S M	21,000
Welt C M	21,000
Wendt D	21,000
West T L	21,000
Westerlund L	21,000
Westman H H	21,000
Whetung P Y	21,000
Whewell M	21,000
Whitby D M	21,000
White T	21,000
White Y	21,000
Wiffen A E	21,000
Wilcox J Y	21,000
Williams M	21,000
Williams S A	21,000
Williamson M L	21,000
Willms E Y	21,000
Willoughby S K	21,000
Wilson D A	21,000
Wilson I H	21,000
Wilson M	21,000
Wilson M M	21,000
Wilson N T	21,000
Wilson S S	21,000
Wingrove J A I	21,000
Winter V J N	21,000
Witherow S S	21,000
Wodniakowski P	21,000
Wong C Y	21,000
Wong J	21,000
Wong K	21,000
Wong M H	21,000
Wong R L K	21,000
Wong T	21,000
Woo F A	21,000
Wood M H	21,000
Woodley T	21,000
Woods C	21,000
Woods E	21,000
Woodward N	21,000
Wrate T T	21,000
Wright K M	21,000
Wuensche H	21,000
Wyre C	21,000
Yabe M	21,000
Yabu B	21,000
Yabu H	21,000
Yabu K	21,000
Yabuki E S	21,000
Yabuki H	21,000
Yabuki R Y	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Yabuno A	21,000
Yabuno E	21,000
Yada C L	21,000
Yada F	21,000
Yada G G	21,000
Yada H	21,000
Yada K F	21,000
Yada K	21,000
Yada L	21,000
Yada M	21,000
Yada N H	21,000
Yada R K	21,000
Yada S	21,000
Yagi A S	21,000
Yagi F F	21,000
Yagi H P	21,000
Yagi K	21,000
Yagi P S	21,000
Yagi R	21,000
Yagi S	21,000
Yaguchi K K	21,000
Yaguchi L	21,000
Yaguchi N A	21,000
Yahiro A	21,000
Yahiro F	21,000
Yahiro M	21,000
Yahiro M	21,000
Yahiro N N	21,000
Yahiro R	21,000
Yahiro T T	21,000
Yajima A	21,000
Yakashiro A R	21,000
Yakashiro A	21,000
Yakashiro T	21,000
Yakashiro Y	21,000
Yakimchuck A	21,000
Yako M M	21,000
Yako M	21,000
Yako T	21,000
Yako T	21,000
Yakumo K	21,000
Yakura F	21,000
Yakura K	21,000
Yakura M	21,000
Yakura M	21,000
Yakura M	21,000
Yakura T	21,000
Yama D Y	21,000
Yamabe C	21,000
Yamabe H	21,000
Yamabe J S	21,000
Yamabe K A	21,000
Yamabe N R	21,000
Yamabe R K	21,000
Yamabe S	21,000
Yamada A	21,000
Yamada D S	21,000
Yamada E	21,000
Yamada F	21,000
Yamada F	21,000
Yamada G Y	21,000
Yamada H H	21,000
Yamada H	21,000
Yamada H B	21,000
Yamada H	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Yamada H	21,000
Yamada H	21,000
Yamada I	21,000
Yamada J H	21,000
Yamada J	21,000
Yamada J M	21,000
Yamada J	21,000
Yamada K K	21,000
Yamada K K	21,000
Yamada K K	21,000
Yamada K	21,000
Yamada K	21,000
Yamada K	21,000
Yamada K K	21,000
Yamada K	21,000
Yamada K	21,000
Yamada K	21,000
Yamada K	21,000
Yamada K	21,000
Yamada M M	21,000
Yamada M	21,000
Yamada M M	21,000
Yamada M S	21,000
Yamada M S	21,000
Yamada M M	21,000
Yamada M	21,000
Yamada M	21,000
Yamada M M	21,000
Yamada M P	21,000
Yamada M	21,000
Yamada R	21,000
Yamada R H	21,000
Yamada R S	21,000
Yamada S	21,000
Yamada S	21,000
Yamada S H	21,000
Yamada S	21,000
Yamada S G	21,000
Yamada S	21,000
Yamada S	21,000
Yamada T	21,000
Yamada T	21,000
Yamada T	21,000
Yamada T T	21,000
Yamada T B	21,000
Yamada T	21,000
Yamada T	21,000
Yamada T	21,000
Yamada Y A	21,000
Yamaga S	21,000
Yamagishi D	21,000
Yamagishi L S	21,000
Yamaguchi F S	21,000
Yamaguchi F L	21,000
Yamaguchi K	21,000
Yamaguchi M J	21,000
Yamaguchi P Y	21,000
Yamaguchi S	21,000
Yamaji H R	21,000
Yamaji K	21,000
Yamakami M	21,000
Yamakami M	21,000
Yamakami S	21,000
Yamakawa H	21,000
Yamakawa I K	21,000
Yamakawa I	21,000
Yamake P M	21,000
Yamamoto A	21,000
Yamamoto A	21,000
Yamamoto A	21,000
Yamamoto A	21,000
Yamamoto A G	21,000
Yamamoto A M	21,000
Yamamoto A	21,000
Yamamoto B K	21,000
Yamamoto C	21,000
Yamamoto C	21,000
Yamamoto C A	21,000
Yamamoto C W	21,000
Yamamoto D K	21,000
Yamamoto D N	21,000
Yamamoto D T	21,000
Yamamoto D W	21,000
Yamamoto E	21,000
Yamamoto E	21,000
Yamamoto E R J	21,000
Yamamoto F T	21,000
Yamamoto F Y	21,000
Yamamoto F	21,000
Yamamoto F	21,000
Yamamoto F	21,000
Yamamoto F	21,000
Yamamoto G	21,000
Yamamoto G T	21,000
Yamamoto G T	21,000
Yamamoto G H	21,000
Yamamoto H	21,000
Yamamoto H H	21,000
Yamamoto H H	21,000
Yamamoto H	21,000
Yamamoto H J	21,000
Yamamoto H	21,000
Yamamoto H	21,000
Yamamoto H T	21,000
Yamamoto H J	21,000
Yamamoto H	21,000
Yamamoto H	21,000
Yamamoto H	21,000
Yamamoto I	21,000
Yamamoto I	21,000
Yamamoto I J	21,000
Yamamoto I	21,000
Yamamoto I	21,000
Yamamoto I	21,000
Yamamoto I	21,000
Yamamoto I J	21,000
Yamamoto I M	21,000
Yamamoto J Y	21,000
Yamamoto J M	21,000
Yamamoto J	21,000
Yamamoto J T	21,000
Yamamoto J M	21,000
Yamamoto J	21,000
Yamamoto J T	21,000
Yamamoto J H	21,000
Yamamoto J K	21,000
Yamamoto J	21,000
Yamamoto K K	21,000
Yamamoto K	21,000
Yamamoto K K	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Yamamoto K K	21,000
Yamamoto K	21,000
Yamamoto K	21,000
Yamamoto K K	21,000
Yamamoto K M	21,000
Yamamoto K	21,000
Yamamoto K	21,000
Yamamoto K S	21,000
Yamamoto K	21,000
Yamamoto K	21,000
Yamamoto K	21,000
Yamamoto K	21,000
Yamamoto L S	21,000
Yamamoto L	21,000
Yamamoto L H	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M C	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto N	21,000
Yamamoto N G	21,000
Yamamoto N N	21,000
Yamamoto N	21,000
Yamamoto N K	21,000
Yamamoto R	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S M	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S R	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto S N	21,000
Yamamoto S S	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto T T	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto The Estate of Sadako	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto T N	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto T T	21,000
Yamamoto T T	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto V S	21,000
Yamamoto Y	21,000
Yamamoto Y K	21,000
Yamamoto Y R	21,000
Yamamoto Y	21,000
Yamamoto Y	21,000
Yamamoto Y S	21,000
Yamamoto Y	21,000
Yamamoto Y	21,000
Yamamoto Y	21,000
Yamamoto Y T	21,000
Yamamura A	21,000
Yamamura B T	21,000
Yamamura B T	21,000
Yamamura E A	21,000
Yamamura G Y	21,000
Yamamura H J	21,000
Yamamura K	21,000
Yamamura L	21,000
Yamamura M M	21,000
Yamamura M S	21,000
Yamamura N N	21,000
Yamamura R R	21,000
Yamamura S	21,000
Yamamura T T	21,000
Yamamura T	21,000
Yamanaka A A	21,000
Yamanaka C	21,000
Yamanaka C	21,000
Yamanaka G K	21,000
Yamanaka H A	21,000
Yamanaka J G	21,000
Yamanaka M R	21,000
Yamanaka M	21,000
Yamanaka O O	21,000
Yamanaka R H	21,000
Yamanaka R M	21,000
Yamanaka S	21,000
Yamanaka S	21,000
Yamanaka T	21,000
Yamanaka T	21,000
Yamanaka Y	21,000
Yamane A M	21,000
Yamane M	21,000
Yamane M M	21,000
Yamane N	21,000
Yamanouchi M	21,000
Yamanouchi T	21,000
Yamaoka A T	21,000
Yamaoka A Y	21,000
Yamaoka B S	21,000
Yamaoka C	21,000
Yamaoka E	21,000
Yamaoka G	21,000
Yamaoka K	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Yamaoka M N	21,000
Yamaoka M M	21,000
Yamaoka M	21,000
Yamaoka N	21,000
Yamaoka N	21,000
Yamaoka R M	21,000
Yamaoka R K	21,000
Yamaoka R I	21,000
Yamaoka S	21,000
Yamaoka S	21,000
Yamaoka T	21,000
Yamaoka T	21,000
Yamaoka T	21,000
Yamaoka V M H	21,000
Yamaoka Y C	21,000
Yamaoka Y Y	21,000
Yamasaki A	21,000
Yamasaki B S	21,000
Yamasaki D W H	21,000
Yamasaki D Y	21,000
Yamasaki D N	21,000
Yamasaki F C	21,000
Yamasaki G	21,000
Yamasaki H	21,000
Yamasaki I	21,000
Yamasaki K	21,000
Yamasaki K	21,000
Yamasaki M T	21,000
Yamasaki P T	21,000
Yamasaki R A	21,000
Yamasaki S	21,000
Yamasaki S	21,000
Yamasaki S	21,000
Yamasaki T	21,000
Yamasaki T T	21,000
Yamasaki T N	21,000
Yamasaki T	21,000
Yamasaki Y	21,000
Yamashiro R	21,000
Yamashita A	21,000
Yamashita A	21,000
Yamashita A I	21,000
Yamashita B H	21,000
Yamashita D K	21,000
Yamashita E M	21,000
Yamashita F	21,000
Yamashita G S	21,000
Yamashita G	21,000
Yamashita G Y	21,000
Yamashita H D	21,000
Yamashita H R	21,000
Yamashita I	21,000
Yamashita J M	21,000
Yamashita J S	21,000
Yamashita J G J	21,000
Yamashita J S	21,000
Yamashita J	21,000
Yamashita K K	21,000
Yamashita K	21,000
Yamashita K H	21,000
Yamashita K L	21,000
Yamashita L Y	21,000
Yamashita M Y	21,000
Yamashita M	21,000
Yamashita M	21,000
Yamashita M D	21,000
Yamashita M	21,000
Yamashita N	21,000
Yamashita N	21,000
Yamashita R H	21,000
Yamashita R I	21,000
Yamashita R K	21,000
Yamashita R N	21,000
Yamashita R N	21,000
Yamashita R	21,000
Yamashita R	21,000
Yamashita R L	21,000
Yamashita S	21,000
Yamashita S R	21,000
Yamashita S S	21,000
Yamashita S	21,000
Yamashita S	21,000
Yamashita T	21,000
Yamashita T	21,000
Yamashita T	21,000
Yamashita T	21,000
Yamashita T	21,000
Yamashita T G	21,000
Yamashita T	21,000
Yamashita T T	21,000
Yamashita Y	21,000
Yamashita Y	21,000
Yamashita Y F	21,000
Yamashita Y	21,000
Yamashita Y	21,000
Yamashita Y J	21,000
Yamauchi H	21,000
Yamauchi J	21,000
Yamauchi K	21,000
Yamauchi K	21,000
Yamauchi L N	21,000
Yamauchi L	21,000
Yamauchi N N	21,000
Yamauchi S	21,000
Yamauchi Y Y	21,000
Yamaura B H	21,000
Yamaura S	21,000
Yamaura T	21,000
Yamaura T	21,000
Yamazaki A R	21,000
Yamazaki G J	21,000
Yamazaki L S	21,000
Yamazaki T	21,000
Yamori S	21,000
Yanagawa F	21,000
Yanagawa G M	21,000
Yanagimoto J	21,000
Yanagisawa C C	21,000
Yanagisawa E	21,000
Yanagisawa H R	21,000
Yanagisawa K K	21,000
Yanagisawa R W	21,000
Yanagisawa S	21,000
Yanai G	21,000
Yano A	21,000
Yano A E	21,000
Yano C	21,000
Yano C	21,000
Yano E	21,000
Yano G	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Yano G E	21,000	Yasui S	21,000
Yano G K	21,000	Yasui T	21,000
Yano H M	21,000	Yasui T	21,000
Yano H	21,000	Yasui Y	21,000
Yano H	21,000	Yasui Y	21,000
Yani I S	21,000	Yasui Y	21,000
Yano K	21,000	Yasui Y	21,000
Yano K	21,000	Yasumatsu E	21,000
Yano K	21,000	Yasumatsu H	21,000
Yano K	21,000	Yasumatsu T T	21,000
Yano K	21,000	Yasunaga F	21,000
Yano K	21,000	Yasunaga M	21,000
Yano L R	21,000	Yasunaka M M	21,000
Yano M	21,000	Yasunaka T	21,000
Yano M	21,000	Yasunaka W	21,000
Yano M	21,000	Yasunaka Y	21,000
Yano N H	21,000	Yasunobu E I	21,000
Yano N	21,000	Yasunobu P	21,000
Yano N	21,000	Yatabe E A	21,000
Yano N M	21,000	Yatabe L Y	21,000
Yano R S	21,000	Yatabe M	21,000
Yano R I	21,000	Yatabe P K	21,000
Yano R	21,000	Yatabe S I	21,000
Yano S	21,000	Yatabe S R	21,000
Yano S S	21,000	Yatabe T T	21,000
Yano S S	21,000	Yates T Y	21,000
Yano S	21,000	Yee K	21,000
Yano S	21,000	Yee R E	21,000
Yano S	21,000	Yee T J	21,000
Yano The Estate of Masayuki	21,000	Yenari N	21,000
Yano T	21,000	Yesaki A T	21,000
Yano T T	21,000	Yesaki I	21,000
Yano V T	21,000	Yesaki M	21,000
Yano Y	21,000	Yesaki M	21,000
Yano Y	21,000	Yesaki S	21,000
Yanoshita A N	21,000	Yesaki S	21,000
Yanoshita C	21,000	Yesaki T T	21,000
Yanoshita H M	21,000	Yetman J K	21,000
Yanoshita R K	21,000	Yim S F	21,000
Yanoshita T	21,000	Yip H J	21,000
Yanoshita Y D	21,000	Yodogawa A H	21,000
Yashiki F	21,000	Yodogawa R T	21,000
Yashiki J	21,000	Yokome H H	21,000
Yasuda B T	21,000	Yokome R R	21,000
Yasuda F	21,000	Yokome R E	21,000
Yasuda F	21,000	Yokota A R	21,000
Yasuda I	21,000	Yokota A T	21,000
Yasuda K K	21,000	Yokota C R	21,000
Yasuda R	21,000	Yokota D H	21,000
Yasuda T	21,000	Yokota D	21,000
Yasuda Y	21,000	Yokota J	21,000
Yasui A	21,000	Yokota K	21,000
Yasui C A	21,000	Yokota K	21,000
Yasui C	21,000	Yokota S	21,000
Yasui D T	21,000	Yokota S K	21,000
Yasui D M	21,000	Yokota T	21,000
Yasui F	21,000	Yokota T	21,000
Yasui G M	21,000	Yokota T	21,000
Yasui H	21,000	Yokota T	21,000
Yasui I	21,000	Yokota T	21,000
Yasui M	21,000	Yokota T	21,000
Yasui M	21,000	Yokota T	21,000
Yasui R A	21,000	Yokota T	21,000
Yasui R	21,000	Yokota Y	21,000
Yasui S	21,000	Yokota Y H	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Yokoyama K	21,000
Yokoyama S	21,000
Yokoyama T	21,000
Yokoyama T	21,000
Yokoyama Y	21,000
Yoneda A	21,000
Yoneda B T	21,000
Yoneda K	21,000
Yoneda K	21,000
Yoneda M	21,000
Yoneda R	21,000
Yoneda Y	21,000
Yoneda Y	21,000
Yoneda Y	21,000
Yonekura H H	21,000
Yonekura M	21,000
Yonekura T	21,000
Yonekura Y Y	21,000
Yonemitsu F	21,000
Yonemitsu H H	21,000
Yonemitsu I	21,000
Yonemitsu J	21,000
Yonemitsu J	21,000
Yonemitsu M	21,000
Yonemitsu M	21,000
Yonemitsu S J	21,000
Yonemitsu Y	21,000
Yonemitsu Y	21,000
Yonemura K	21,000
Yonemura Y	21,000
Yoneyama H Y	21,000
Yoneyama I	21,000
Yoneyama J A	21,000
Yoneyama N	21,000
Yoneyama P S	21,000
Yoneyama S	21,000
Yoshi R	21,000
Yoshida A	21,000
Yoshida A	21,000
Yoshida A R	21,000
Yoshida B	21,000
Yoshida B O	21,000
Yoshida B T	21,000
Yoshida B M	21,000
Yoshida B Y	21,000
Yoshida D T	21,000
Yoshida H	21,000
Yoshida H	21,000
Yoshida H	21,000
Yoshida H H	21,000
Yoshida H M	21,000
Yoshida H C A	21,000
Yoshida H	21,000
Yoshida I	21,000
Yoshida J	21,000
Yoshida J	21,000
Yoshida J	21,000
Yoshida K K	21,000
Yoshida K	21,000
Yoshida K R	21,000
Yoshida K J	21,000
Yoshida K	21,000
Yoshida K	21,000
Yoshida K	21,000
Yoshida K B	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Yoshida K K	21,000
Yoshida K	21,000
Yoshida K	21,000
Yoshida K	21,000
Yoshida K	21,000
Yoshida M A	21,000
Yoshida M	21,000
Yoshida M M	21,000
Yoshida M	21,000
Yoshida M	21,000
Yoshida M M	21,000
Yoshida M	21,000
Yoshida M	21,000
Yoshida M	21,000
Yoshida M	21,000
Yoshida M	21,000
Yoshida M	21,000
Yoshida N	21,000
Yoshida R	21,000
Yoshida R	21,000
Yoshida R	21,000
Yoshida R T	21,000
Yoshida R	21,000
Yoshida R N	21,000
Yoshida S H	21,000
Yoshida S	21,000
Yoshida S N	21,000
Yoshida S S	21,000
Yoshida S E	21,000
Yoshida S A	21,000
Yoshida S	21,000
Yoshida S	21,000
Yoshida S	21,000
Yoshida S S	21,000
Yoshida S S	21,000
Yoshida S	21,000
Yoshida T M	21,000
Yoshida T	21,000
Yoshida The Estate of Mitsuye	21,000
Yoshida T	21,000
Yoshida T M	21,000
Yoshida T	21,000
Yoshida T	21,000
Yoshida T W	21,000
Yoshida T	21,000
Yoshida U	21,000
Yoshida V K	21,000
Yoshida Y	21,000
Yoshida Y	21,000
Yoshida Y	21,000
Yoshida Y	21,000
Yoshida Y	21,000
Yoshihara A	21,000
Yoshihara A J	21,000
Yoshihara E	21,000
Yoshihara G T	21,000
Yoshihara G C	21,000
Yoshihara K	21,000
Yoshihara K	21,000
Yoshihara S	21,000
Yoshihara T	21,000
Yoshihara T T	21,000
Yoshihara W G	21,000
Yoshihara W	21,000
Yoshikawa S	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Yoshiki E	21,000
Yoshiki F	21,000
Yoshiki J	21,000
Yoshiki M	21,000
Yoshiki R H	21,000
Yoshiki T T	21,000
Yoshiki The Estate of Robert H	21,000
Yoshikuni A Y	21,000
Yoshikuni K	21,000
Yoshikuni K	21,000
Yoshikuni M E	21,000
Yoshikuni M	21,000
Yoshikuni M	21,000
Yoshikuni P	21,000
Yoshikuni S	21,000
Yoshikuni Y	21,000
Yoshikuni Y	21,000
Yoshimaru T	21,000
Yoshimasu K R	21,000
Yoshimasu P A	21,000
Yoshimochi H	21,000
Yoshimoto B	21,000
Yoshimoto D M	21,000
Yoshimoto F	21,000
Yoshimoto G	21,000
Yoshimoto M H	21,000
Yoshimoto S S	21,000
Yoshimoto Y	21,000
Yoshimura R N	21,000
Yoshinaka G	21,000
Yoshinaka M	21,000
Yoshinaka S	21,000
Yoshino A	21,000
Yoshino E N	21,000
Yoshino F	21,000
Yoshino N	21,000
Yoshino R	21,000
Yoshino S	21,000
Yoshino S S	21,000
Yoshino S S	21,000
Yoshioka A J	21,000
Yoshioka E	21,000
Yoshioka H	21,000
Yoshioka H	21,000
Yoshioka J M	21,000
Yoshioka J	21,000
Yoshioka K	21,000
Yoshioka L R	21,000
Yoshioka M R	21,000
Yoshioka S	21,000
Yoshioka S	21,000
Yoshioka Y	21,000
Yoshitake H	21,000
Yoshitake H	21,000
Yoshizawa D S	21,000
Yoshizawa H J	21,000
Yoshizawa K	21,000
Yoshizawa M	21,000
Yoshizawa N H	21,000
Yoshizawa Y L	21,000
Yoshy C	21,000
Yoshy F J I	21,000
Yoshy F	21,000
Yoshy G E	21,000
Yoshy M	21,000
Yoshy R	21,000
Yoshy R	21,000
Yuasa G	21,000
Yuasa L A	21,000
Yuen M	21,000
Yukawa I	21,000
Yukawa K Y	21,000
Yukawa K	21,000
Yukawa K	21,000
Yukiko A	21,000
Yule W M	21,000
Yulo P Y	21,000
Yurugi K	21,000
Yurugi M J	21,000
Zafer M	21,000
Zimmermann J L	21,000
Zweigle K	21,000
	263,970,000
Commission de la Fonction publique	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Paiements inférieurs à $100 (5)	*283*
	263,970,283
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Service correctionnel	
Autorisation—Ordonnance de paiements à titre de faveur CP 1974-4/1946 le 3 septembre 1974	
Indemnisation pour effets personnels d'un employé perdus ou endommagés lorsqu'au travail—	
Allan J	122
Beaulieu A	149
Berube M	121
Bostrom L	112
Frederick AK	143
Gilchrist JF	150
McIntyre V	105
McQueen J	187
Noel J	211
Indemnisation pour véhicules endommagés—	
Cutro S	128
Getzel J	948
Slater G	265
Paiements inférieurs à $100 (37)	2,054
Autorisation—Paiements à titre de faveur CT 812567 le 2 novembre 1989	
Indemnisation pour dommages causés par des prisonniers en évasion—	
Latta D	634
Autorisation—Paiements à titre de faveur CT 810444 le 26 janvier 1989	
Indemnisation pour dommages à une voiture—	
Olive M	497
	5,826
Commission nationale des libérations conditionnelles	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour frais de soins dentaires—	
Skakum G	*451*

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Gendarmerie royale du Canada	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour perte de ou dommage à des lunettes—	
Abran R J J	162
Bandurka D P	172
Boyce D R	175
Britt B	110
Buis J A	201
Carlson R W	120
Clark G D	171
Crawshaw D	310
Crowder K	174
Curle K W	204
Dakai B	294
Dorais J L A	206
Duncan I G	181
Hogg D C	159
Hopper A R	232
Kendrick-Twidale Optical	165
McKerracher R P	240
McKimmie P S	117
Patterson K L	161
Redgun J	144
Reid G L	110
Sandar Vision Ltd	214
Sangster R J	183
Schmuland E R	138
Shank R J	195
Splinter D H	185
Stoddart J Q	130
Walsh Y	166
Indemnisation pour vêtements personnels endommagés—	
Anderson G W	146
Bahri A	226
Beard T	112
Chaulk E R	113
Chell K	190
Churchill K A	248
Deboersap R J	170
Faulkner C G	200
Fox P K	146
Galenzoski G	132
Groulx M A	134
Hartl D R	112
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Jackson C E	183
Lintick S E	180
MacDonnell M E A	315
Ouellet J J P	322
Percival B J	171
Saunders S M	204
Smith D P	146
Swain G D	172
Taylor D E	130
Worthington J D	100
Indemnisation pour dommage à ou perte d'une montre—	
Bastien J J M	125
Carpenter M H G	250
Carter R J	110
Gavin G H	105
Greyeyes O M	143
Martel J Y	117
Petitpas K	106
Wright R G	104
Indemnisation pour biens personnels endommagés—	
Doornbos D A	480
Galvin K G	200
Houle J R D	163
Jarr J	135
Kilpatrick D B	698
Lynch B M	169
Mason P	112
Mitchell L	500
Onischuk M H	1,916
Samotej R J	3,675
Indemnisation pour dommage à des biens immobiliers—	
Bhatti M A	128
Black L	384
Carrefour St-Denis Inc	416
Firm Enterprises	189
Goodwin D and Annapolis Valley Woodworkers	212
Guard Contracting	175
Hancock W	150
Havaris G	455
Herman D	120
Ingham D	122
Collège Keyano	688
Le Buke M E and J	200
M and M Glass	200
McDowell K	489
Milmotra S	825
Oasis Construction Ltd.	104
Pottier J	205
Prevost N	358
Reid C	598
Seymour J	308
Smalleyes M	245
Stevens B	376
Gestion et Immeubles Stinson-Miller Ltd	497
Westward Ho Motels Ltd	2,112
Indemnisation pour véhicules endommagés—	
Alexander's Auto Ranch Ltd	120
Emery L	250
Manning J I	380
Maynes, Mahoney et Tremblay	971
Mazzei R L	129
State Farm Insurance	354
Indemnisation pour frais encourus suite à un défaut de donner un avis—	
Gudlaugson R	176
Nower G	244
Taylor M	1,200
Vista Towing	288
Yaworski J	330
Remplacement d'argent volé—	
Shorter M D	200
Paiement par ordre la Commission canadienne des droits de la personne—	
Hebb B A	15,000
Règlement de litige—	
Becker Matters	800
Perras T	15,401
Paiements inférieurs à $100 (144)	6,607
	69,985
	76,262

Paiements à titre de faveur—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Département	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour vêtement déchiré lorsqu'au travail—	
Tighe K	100
TRANSPORTS	
Département	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Indemnisation pour perte d'objets personnels pendant son travail—	
Bell S	593
Edmunds A M	200
Houde G	114
Main J	200
Indemnisation pour perte de lunettes pendant le travail—	
Atkins S	212
Blais R	306
Dahlgren E	185
Jones P	198
Sirois A	175
Indemnisation pour perte de nourriture résultant d'un congélateur défectueux appartenant à la Couronne—	
Lafrance M	232
Indemnisation pour la perte d'équipement de pêche—	
Ross R K	255
Roy M	185
Webster T	513
Indemnisation pour lunettes endommagées pendant le travail—	
Sewell T	236
Indemnisation pour effets personnels endommagés pendant le travail—	
Lund P	689
Siemens P	130
Indemnisation pour vol de biens personnels lorsqu'en entraînement—	
Bouchard R	2,078
Hohm M	292
Savard G	200
Indemnisation pour frais encourus et payés à une agence de location de voitures pour remplacer un pare-brise de voiture—	
Carriere C	251
Indemnisation pour service d'ambulance—	
Wiebe H	160
Autorisation—CT 810253	
Paiement de taxes municipales pour 1978 à 1980 pour de l'espace occupé par Air Canada à l'aéroport de Québec—	
Municipalité de Ste-Foy	36,232
Paiements inférieurs à $100 (24)	1,293
	44,929
Bureau canadien de la sécurité aérienne	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Ministérielle	
Indemnisation pour montre endommagée durant une investigation accidentelle lorsqu'aidant à récupérer un aéronef à l'Île-du-Prince-Edouard—	
Vance L E	222
Paiements inférieurs à $100 (2)	108
	330
	45,259
ANCIENS COMBATTANTS	
Département	
PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour frais de réparation d'auto—	
Harvey A	186
Paiements inférieurs à $100 (3)	155
	341
Total global	264,891,076

Arrêts de la Cour fédérale

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les arrêts de la Cour fédérale payés au cours de l'exercice. Cet état ne comprend pas les autres arrêts de cour.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
ENVIRONNEMENT	
Département	
PROGRAMME PARCS	
Autorisation—Tribunal canadien des droits de la personne	
Indemnisation à une victime de discrimination—	
Oliver J	17,446
Autorisation—Ref 1019	
Indemnisation pour accident aux plaines d'Abraham—	
Moreau Y	11,000
	28,446
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—Arrêt T-1463-84	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Markus J S	65,804
Autorisation—Arrêt T-1981-87	
Indemnisation à des pêcheurs pour des dommages qu'ils ont encourus comme résultat à leur confiance en la fausse représentation de la part du département—	
Gilbert, McGloan et Gillis en fiducie	482,848
	548,652
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—Arrêt T 2468-88	
Dépens suite à un ordre de la Cour—	
Wolch, Pinx, Trapper, Scurfield de l'édifice "ICG"	100
Autorisation—Arrêt T 2016-88	
Accident sur les lieux de la "Reserve School"—	
Harrison, Elwood en fiducie	5,150
	5,250
REVENU NATIONAL	
Impôt	
Frais de la Cour fédérale adjugés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu—	
Autorisation—Arrêts:	
T-1463-85	
Agnew and Company—	
Pavlakovich F	1,545
T-2197-85 et T-685-87	
BDO, Ward, Mallette—	
Gorjup S	6,973
T-619-83 et A-452-85	
Bell, Felesky, Flynn—	
Canterra Energy Ltd	1,585
T-2529-86, T-2530-86, T-2531-86, T-2532-86, T-2534-86, T-2535-86, T-2536-86	
Birnie, Sturrock and Co—	
1056 Enterprises Ltd	
Paradise Industries Ltd	8,007
T-4180-80, T-4181-80, T-4182-80	
Franklyn E Cappell—	
S F Research Associates Limited	
Friedland S	
Camar Consultants Limited	4,133
T-1929-83	
Chhabra Om P	11,944
T-5650-82, A-357-85, A-979-83	
Domenico Vespoli	1,267
T-5650-82, A-357-85, A-979-83	
80591 Canada Ltd	1,267
A-158-86	
Giffen et partenaires—	
Dresden Farm Equipment Ltd	13,837
T-2251-86	
Harman et Compagnie—	
The Estate of Sarah Raper	2,413
T-325-86	
Hickson, Martin et Blanchard—	
La Compagnie Ideal Body Inc	2,200
T-375-85	
Holgate et Kowalchuk—	
Gilling W	7,243
T-1346-84, A-290-86	
Lawson, Lundell, Lawson et McIntosh—	
Beaumont N V	2,468
T-258-85	
McKercher, McKercher, Laing et Whitmore—	
Robert Otto Glass	1,888
T-2900-83, T-2901-83	
Messrs Davies, Ward et Beck—	
Alberta Oil Sands Pipeline Ltd	8,644
T-1778-87	
Miller, Thomson, Sedgewick, Lewis and Healy—	
Mattabi Mines Limited	16,178
T-2142-85	
Nelligan Power—	
Fraser D	489
T-1614-84, A-958-85	
Nesrallah N T	790
T-5650-82, A-357-85, A-979-83	
Paradis Vespoli Ltée	1,267
A-762-86, A-763-86, T-2260-84, T-2261-84	
Phillips et Vineberg—	
Falcon Luggage Ltd	
Holiday Luggage Mfg Co Inc	2,054

Arrêts de la Cour fédérale—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
T-1916-78, A-674-80	
Pothier, Begin, Delisle, Veilleux, Morency, Sauvageau et Associés—	
Dumas G	8,878
T-5650-82, A-357-85, A-979-83	
Precision Mechanics Ltd	1,267
T-973-88, T-986-85, A-1309-87, T-2010-83, T-1613-83, A-172-87, A-1628-83	
Thorsteinsson, Mitchell, Little, O'keefe et Davidson—	
Grohne F	
Laxton J N	
Peters R G	
Nova, une corporation d'Alberta	
Young L R	41,206
T-2535-75, A-542-77	
Wolff and Company—	
Mainland Crystal Glass Ltd	2,858
	150,401
Total global	732,749

Paiements sans contrepartie

Cet état fournit par ministère et par programme,les détails de tous les paiements sans contrepartie de $100 ou plus. Les paiements inférieurs à $100 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement sans contrepartie est un paiement qui est effectué sans qu'aucun avantage ou service n'ait été reçu, mais à l'égard duquel on reconnaît avoir une obligation.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION	
Autorisation—Département de l'agriculture 768469	
Paiement pour frais reliés à la cancellation de cours d'entraînement—Commission de la Fonction publique	342
Paiement pour frais pour observer une clause de cancellation pour des locations de chambres—Travaux publics	118
Paiement inférieur à $100 (1)	54
	514
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE	
Autorisation—Département de l'agriculture 753942	
Paiement pour remplacer un pare-choc arrière et une bande de choc en caoutchouc sur un véhicule non-gouvernemental—Stuyt G N	451
Autorisation—Département de l'agriculture 718017	
Paiement pour réparer et peinturer le toit d'un camion qui fût endommagé lorsque la barrière d'entrée à la loge est tombée dessus—Whyte E E	569
Paiement inférieur à $100 (1)	91
	1,111
	1,625
COMMUNICATIONS	
Office national du film	
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement d'équipement loué qui fût volé pendant le tournage d'un film—Centre de location Simplex	2,052
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Office national de l'énergie	
Autorisation—Ministérielle	
Douglas P A et associés Inc, cours non-assisté	145
Traduction simultanée internationale, deux frais d'annulation	1,128
Remboursement de frais de cours auquel un employé n'a pas assisté—Baltzer C	720
Remboursement de frais de déplacement (avion) suite à la demande d'un employé pour cancellation d'un congé annuel	634
Centre d'apprentissage d'ordinateur, cours non-assisté	50
Sheraton Landmark Hotel, chambres réservées non-utilisées pour auditions	3,750
Recédulation et frais de cancellation de ligne aérienne	202
	6,629
ENVIRONNEMENT	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement hors-cour dû à de la mauvaise information sur des bénéfices d'assurance—Staines M	5,000
Règlement hors-cour pour accident de véhicule—Dorash	499
Règlement hors-cour pour équipement loué volé—Services techniques informatiques Inc	9,233
Règlement hors-cour pour remboursement d'assurance de tiers—Liberty Mutual Insurance Company	1,156
Autorisation—Départementale	
Paiement pour destruction accidentelle d'une photocopieuse en location—Xerox Canada	1,095
Autorisation—Départementale	
Paiements reliés à un accident d'auto—Saskatchewan Auto Insurance	1,773
Sandburg D	100
Autorisation—Départementale	
Paiements reliés à un accident d'auto—Olson Hoskin et Harcourt	3,012
Franklin K	250
	22,118
PROGRAMME PARCS	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour dommage à des matelats d'exercice dû à une innondation—Lanthier A	805
Autorisation—Ministérielle	
Paiement pour dommage à un véhicule (essieu brisé) dû à la condition de la route—Streeper Contracting Ltd	2,900
	3,705
	25,823
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Agence canadienne de développement international	
Autorisation—Départementale	
Paiement de frais reliés à des dépenses de voyage—Grenier D	243

Paiements sans contrepartie—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—Départementale	
Paiement à un employé pour dommage à son équipement de caméra personnel lorsqu'utilisé pour des fonctions départementales—	
Kiley R	1,219
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour perte d'équipement de radio loué—	
Maritime Tel et Tel	618
Autorisation—Départementale	
Indemnisation à un pêcheur pour dommages à son bateau de pêche lorsqu'assistant au sauvetage de baleines—	
Morrisson F	2,812
	4,649
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement concernant un grief du personnel de l'officier d'État—	
Gorman J	15,000
Autorisation—Départementale	
Paiement concernant de l'assistance en éducation—	
Parks D	3,500
	18,500
DÉFENSE NATIONALE	
Département	
Autorisation—Ministérielle	
Réclamation conformément à Loi canadienne sur les droits de la personne—	
Fairall B R	2,562
House William	2,000
Lagace P M	7,748
Robichaud B	5,000
Schaap J F	4,594
	21,904
REVENU NATIONAL	
Impôt	
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour perte de vêtement personnel—	
Nuckle Denise	100
PARLEMENT	
Chambre des communes	
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement pour un ordinateur "laptop" qui fût volé lorsqu'en prêt à la Division des systèmes d'informatique—	
Adaptek Systems Inc	3,850
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES	
Autorisation—Départementale	
Paiement pour un combiné automatique volé—	
NB Telephone	885
Autorisation—Département de la Justice	
Paiement pour dommages résultant d'un accident sur les lieux occupés par la Société canadienne des Postes—	
Lewis Z	26,965
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour dommages résultant d'un accident d'auto—	
Candic Auto Body Ltd	286
Payé au nom de la Société canadienne des Postes	32,006
Paiement inférieur à $100 (1)	60
	60,202
PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS	
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour accommodation urgente d'un employé des Travaux publics et de sa famille—	
Yellowknife Inn	790
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour accommodation urgente d'un employé des Travaux publics et de sa famille—	
Explorer Hotel	2,437
	3,227
	63,429
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Gendarmerie royale du Canada	
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement d'équipement loué qui fût perdu—	
Distacom Pacific	400
Hunter Dunn Business Services	367
National Pagette	1,969
Time Cellular	2,155
Toronto Purchase Group	648
Remboursement pour dommage à des biens personnels—	
Gallant K G	125
Ross and Terry's Equipment	602
Little River Boat World	257
Règlement de litige hors-cour—	
Hebert D	10,000
Hebert D	10,000
Paiement inférieur à $100 (1)	24
	26,547
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Département	
Autorisation—Responsabilité de la Couronne	
Paiement fait au compte de pension de retraite pour compenser l'individu listé ci-dessous pour la différence entre l'estimé prévu et le coût réel du service accompagné d'option acheté—	
Diffley D M	7,969

Paiements sans contrepartie—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Autorisation—Responsabilité de la Couronne	
Paiement fait à un individu pour des dommages encourus dûs à ses attentes de pension qui comprennaient une réciprocité inéligible de transfert provenant d'un emploi antérieur—	
Daigle B	47,892
Autorisation—Départementale	
Règlement hors-cour en relation avec un désistement d'offre d'emploi fait à l'intérieur des 21 jours avant l'acceptation de l'offre par Mr Slaby—	
Slaby S J	15,000
	70,861
Total global	246,212

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1989-90

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

SOMMAIRE

	Page
Agriculture	10.2
Agence de promotion économique du Canada atlantique	10.4
Communications	10.4
Emploi et Immigration	10.4
Énergie, Mines et Ressources	10.4
Environnement	10.6
Pêches et Océans	10.10
Forêts	10.10
Affaires indiennes et Nord canadien	10.12
Industrie, sciences et technologie	10.14
Justice	10.14
Défense nationale	10.16
Santé nationale et Bien-être social	10.16
Travaux publics	10.16
Secrétariat d'État	10.18
Transports	10.18
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	10.20

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
AGRICULTURE				
Productions fourragères dans la région de l'Atlantique	475	2,896	1,611	2,203
	1,038	**3,200**	**1,781**	**1,781**
	2,462	*7,296*	*4,591*	*5,183*
Collège vétérinaire de l'Atlantique	...	18	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*1,545*	...	...
Indemnités pour les traitements contre la rage	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	*5*
Contributions aux cercles 4-H	7	6	14	7
	8	**6**	**14**	**7**
	86	*61*	*131*	*66*
Pertes de récoltes occasionnées par les oiseaux aquatiques migrateurs	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Loi sur l'assurance-récolte	13	1,242	258	1,117
	69	**1,265**	**267**	**974**
	444	*14,722*	*3,174*	*9,305*
Ententes sur le développement économique et régional	1,345	1,532	3,296	938
	215	**413**	**148**	**1,645**
	1,560	*12,768*	*3,444*	*9,203*
Transport du bétail	...	14	9	9
	...	**14**	**9**	**7**
	...	*102*	*50*	*40*
Ententes d'aide au secteur vinicole	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Aide aux producteurs de fourrage en raison de la sécheresse	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Aide aux éleveurs de bestiaux en raison de la sécheresse	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Programme national de la conservation des sols	...	...	...	76
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	*76*
Recherches et transfert technologique	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Projets d'aide à la réorientation des producteurs de tabac	...	1,500	52	...
	...	**...**	**160**	**141**
	...	*2,900*	*212*	*141*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	7,385	...	...	7,385
...	...	...	...	...	...	**7,800**	...	...	**7,800**
...	...	...	...	...	...	*19,532*	...	...	*19,532*
...	...	...	...	...	...	18	...	...	18
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	*1,545*	...	...	*1,545*
3	117	2	...	...	...	122	...	...	122
...	**113**	**5**	...	...	...	**118**	...	...	**118**
131	*1,894*	*35*	*18*	*1*	...	*2,084*	...	...	*2,084*
12	78	24	27	33	17	225	...	...	225
12	**78**	**24**	**26**	**33**	**17**	**225**	...	...	**225**
69	*782*	*250*	*275*	*335*	*131*	*2,186*	...	...	*2,186*
...	...	123	1,861	1,812	...	3,796	...	...	3,796
...	...	**56**	**605**	**583**	...	**1,244**	...	...	**1,244**
...	...	*2,384*	*13,544*	*10,154*	...	*26,082*	...	...	*26,082*
19,438	24,305	...	...	75	4,772	51,220	...	...	51,220
14,505	**19,437**	**20,668**	**64,929**	**66,609**	**4,999**	**193,722**	...	...	**193,722**
124,286	*248,716*	*195,124*	*732,976*	*551,337*	*45,410*	*1,925,494*	...	...	*1,925,494*
5,599	...	2,342	5,240	...	4,993	25,285	...	...	25,285
1,271	...	**2,780**	**4,323**	...	**3,665**	**14,460**	...	...	**14,460**
8,551	...	*10,890*	*20,169*	...	*11,017*	*77,602*	...	...	*77,602*
48	8	20	...	...	2	110	...	...	110
81	**10**	**19**	...	...	**2**	**142**	...	...	**142**
289	*77*	*230*	*64*	*165*	*30*	*1,047*	...	...	*1,047*
...	20,400	...	...	...	6,360	26,760	...	...	26,760
...	**2,523**	...	...	...	**6,900**	**9,423**	...	...	**9,423**
...	*22,923*	...	...	...	*13,260*	*36,183*	...	...	*36,183 (1)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	**4,219**	**10,811**	**4,009**	...	**19,039**	...	...	**19,039**
...	...	*4,219*	*10,811*	*4,009*	...	*19,039*	...	...	*19,039 (1)*
...	1,889	2,390	5,878	5,260	(86)	15,331	...	...	15,331
...	**2,225**	**5,464**	**14,289**	**12,824**	**632**	**35,434**	...	...	**35,434**
...	*4,114*	*7,854*	*20,167*	*18,084*	*546*	*50,765*	...	...	*50,765 (1)*
...	...	...	322	...	...	398	...	...	398
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	*322*	...	...	*398*	...	...	*398*
...	...	...	...	526	...	526	...	...	526
...	...	...	...	**570**	...	**570**	...	...	**570**
...	...	...	...	*1,129*	...	*1,129*	...	...	*1,129*
...	10,286	...	...	...	...	11,838	...	...	11,838
...	**9,100**	...	...	...	...	**9,401**	...	...	**9,401**
...	*21,527*	...	...	...	...	*24,780*	...	...	*24,780 (1)*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Collège vétérinaire de l'université de Guelph Ontario	... ...	... ...	... ...	... ...
Total du ministère	1,840 **1,330** *4,552*	7,208 **4,888** *39,394*	5,440 **2,379** *11,602*	4,350 **4,555** *24,019*
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ententes générales de développement	277 **547** *1,329*	... ...	782 **2,109** *5,661*	2,129 **899** *3,249*
Ententes de collaboration	2,793 ... *2,793*	485 ... *485*	... ...	... ...
Ententes sur le développement économique régional	5,578 **12,301** *26,961*	11,286 **4,818** *21,114*	8,111 **7,229** *20,763*	10,220 **9,559** *24,679*
Total du ministère	8,648 **12,848** *31,083*	11,771 **4,818** *21,599*	8,893 **9,338** *26,424*	12,349 **10,458** *27,928*
COMMUNICATIONS				
Développement économique et régional	... ...	... ...	... ...	... ...
EMPLOI ET IMMIGRATION				
Entente de mise en valeur de la main-d'oeuvre agricole	... ...	... ... *814*	... **28** *887*	... ... *564*
Stratégie de planification de l'emploi	91,266 **84,225** *356,119*	12,804 **12,293** *58,866*	61,683 **59,528** *264,096*	82,122 **62,072** *285,965*
Total du ministère	91,266 **84,225** *356,119*	12,804 **12,293** *59,680*	61,683 **59,556** *264,983*	82,122 **62,072** *286,529*
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES				
Alberta oil sands technology and research authority	... ...	... ...	... ...	... ...
Entente de coopération Canada-Île-du-Prince-Édouard sur le développement des énergies de remplacement et l'efficacité énergétique	... ...	410 ... *410*	... ...	... ...
Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	... ...	... ...	220 ... *220*	... ...
Fonds de développement de Canada-Terre-Neuve	10,619 **17,306** *46,028*	... ...	... ...	... ...
Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	2,377 **2,824** *10,213*	... ...	... ...	... ...
Huiles lourdes Canada-Saskatchewan	... ...	... ...	... ...	... ...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**195**	...	...	...	...	**195**	...	...	**195**
...	*1,380*	...	...	...	...	*1,380*	...	...	*1,380 (l)*
25,100	57,083	4,901	13,328	7,706	16,058	143,014	...	...	143,014
15,669	**33,681**	**33,235**	**94,983**	**84,628**	**16,215**	**291,773**	...	...	**291,773**
133,326	*301,413*	*220,986*	*798,346*	*585,214*	*70,394*	*2,189,246*	...	...	*2,189,246*
...	...	...	...	...	...	3,188	...	...	3,188
...	...	...	...	...	...	**3,555**	...	...	**3,555**
...	...	...	...	...	...	*10,239*	...	...	*10,239 (1)*
...	...	...	...	...	...	3,278	...	...	3,278
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	*3,278*	...	...	*3,278*
...	...	...	...	...	...	35,195	...	...	35,195
...	...	...	...	...	...	**33,907**	...	...	**33,907**
...	...	...	...	...	...	*93,517*	...	...	*93,517 (1)*
...	...	...	...	...	...	41,661	...	...	41,661
...	...	...	...	...	...	**37,462**	...	...	**37,462**
...	...	...	...	...	...	*107,034*	...	...	*107,034*
12,078	5,081	4,473	...	...	...	21,632	...	...	21,632
7,439	**6,243**	**3,225**	...	...	...	**16,907**	...	...	**16,907**
37,486	*21,177*	*11,245*	...	...	...	*69,908*	...	...	*69,908*
565	380	1	...	...	...	946	...	...	946
445	**1,163**	**1**	...	...	**3**	**1,640**	...	...	**1,640**
8,323	*11,603*	*2,770*	*2,175*	*3,464*	*2,419*	*33,019*	...	...	*33,019*
396,892	345,205	59,538	53,494	125,670	182,058	1,410,732	...	...	1,410,732
378,173	**359,993**	**58,686**	**50,793**	**123,565**	**171,098**	**1,360,626**	...	...	**1,360,626**
1,649,057	*1,610,059*	*261,716*	*222,169*	*515,595*	*805,292*	*6,028,934*	...	...	*6,028,934*
397,457	345,585	59,539	53,494	125,670	182,058	1,411,678	...	...	1,411,678
378,618	**361,156**	**58,687**	**50,793**	**123,565**	**171,101**	**1,362,266**	...	...	**1,362,266**
1,657,380	*1,621,662*	*264,486*	*224,344*	*519,059*	*807,711*	*6,061,953*	...	...	*6,061,953*
...	...	...	...	1,385	...	1,385	...	...	1,385
...	...	...	...	**330**	...	**330**	...	...	**330**
...	...	...	...	*3,912*	...	*3,912*	...	...	*3,912*
...	...	...	...	...	...	410	...	...	410
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	*410*	...	...	*410*
...	...	...	...	...	...	220	...	...	220
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	*220*	...	...	*220*
...	...	...	...	...	...	10,619	...	...	10,619
...	...	...	...	...	...	**17,306**	...	...	**17,306**
...	...	...	...	...	...	*46,028*	...	...	*46,028*
...	...	...	...	...	...	2,377	...	...	2,377
...	...	...	...	...	...	**2,824**	...	...	**2,824**
...	...	...	...	...	...	*10,213*	...	...	*10,213*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	*14,792*	...	...	*14,792*	...	...	*14,792 (l)*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Plan de développement de l'Est du Québec	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Développement de la technologie de l'information géographique	...	...	10	...
	...	...	...	**40**
	...	...	*10*	*40*
Projet conjoint - usine de valorisation bi-provinciale	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Résidences en copropriété	...	...	...	...
	...	...	**52**	...
	307	*14*	*232*	*77*
Initiatives peu coûteuses	...	...	...	...
	2	...	**27**	**41**
	2	...	*103*	*85*
Ententes sur le développement minéral	445	...	1,460	870
	1,902	**47**	**2,261**	**3,185**
	13,677	*188*	*14,007*	*13,561*
Programme de démonstration dans les collectivités éloignées	...	...	...	...
	10	...	...	...
	10	...	...	...
Sources d'énergie renouvelables et non conventionnelles et aux économies d'énergie	97	...	62	30
	201	**125**	**141**	**145**
	769	*125*	*455*	*391*
Recherche et développement relatifs aux énergies renouvelables	55	200	50	...
	...	...	...	...
	55	*200*	*50*	...
Total du ministère	13,593	610	1,802	900
	22,245	**172**	**2,461**	**3,411**
	71,061	*937*	*15,077*	*14,154*
ENVIRONNEMENT				
Sentier patrimonial Alexander Mackenzie	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Canada-Alberta contrôle des éclairs	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente Canada-Terre-Neuve pour les réseaux climatologiques	109	...	...	...
	109	...	...	...
	344	...	...	...
Entente Canada-Québec pour les réseaux climatologiques	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Accords de partage des frais pour ressources en eau	202	33	146	206
	213	**33**	**158**	**217**
	2,180	*453*	*1,689*	*2,972*
Dévastations de récoltes	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Acquisition de terrains riverains au centre-ville de Winnipeg et environnant—Accord "ARC"	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
1,150	...	...	...	...	...	1,150	...	...	1,150
1,148	...	...	...	...	...	**1,148**	...	...	**1,148**
3,017	...	...	...	...	...	*3,017*	...	...	*3,017*
200	246	44	132	15	620	1,267	...	30	1,297
...	**105**	...	...	...	...	**145**	...	**40**	**185**
200	*351*	*44*	*132*	*15*	*620*	*1,412*	...	*70*	*1,482 (1)*
...	...	...	...	35,892	...	35,892	...	...	35,892
...	...	...	...	**3,174**	...	**3,174**	...	...	**3,174**
...	...	...	...	*39,066*	...	*39,066*	...	...	*39,066 (1)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**22**	...	...	...	...	**74**	...	...	**74**
500	*378*	*3*	...	*90*	...	*1,601*	*56*	...	*1,657 (1)*
...	...	75	...	...	...	75	...	...	75
3	**4**	...	...	...	**396**	**473**	**7**	...	**480**
70	*4*	*75*	...	...	*396*	*735*	*7*	...	*742*
9,117	2,069	870	...	...	888	15,719	984	375	17,078
11,241	**3,492**	**1,764**	**268**	...	**835**	**24,995**	**1,280**	**519**	**26,794**
45,980	*13,927*	*12,947*	*2,663*	...	*4,509*	*121,459*	*2,582*	*2,476*	*126,517 (1)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
13	**19**	...	...	...	...	**42**	**98**	...	**140**
13	*19*	...	*4*	...	...	*46*	*294*	*62*	*402 (1)*
50	25	...	15	...	50	329	25	...	354
553	**236**	...	...	...	...	**1,401**	...	**18**	**1,419**
2,710	*2,540*	*245*	*17*	*27*	*67*	*7,346*	*25*	*18*	*7,389*
664	292	...	...	60	...	1,321	...	...	1,321
39	...	...	...	...	...	**39**	...	...	**39**
846	*308*	...	...	*160*	...	*1,619*	...	...	*1,619*
11,181	2,632	989	147	37,352	1,558	70,764	1,009	405	72,178
12,997	**3,878**	**1,764**	**268**	**3,504**	**1,231**	**51,951**	**1,385**	**577**	**53,913**
53,336	*17,527*	*13,314*	*17,608*	*43,270*	*5,592*	*251,876*	*2,964*	*2,626*	*257,466*
...	...	...	...	...	130	130	...	...	130
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	*130*	*130*	...	...	*130*
...	...	...	...	5	...	5	...	...	5
...	...	...	...	**4**	...	**4**	...	...	**4**
...	...	...	...	*20*	...	*20*	...	...	*20*
...	...	...	...	...	...	109	...	...	109
...	...	...	...	...	...	**109**	...	...	**109**
...	...	...	...	...	...	*344*	...	...	*344*
434	...	...	...	...	...	434	...	...	434
397	...	...	...	...	...	**397**	...	...	**397**
1,995	...	...	...	...	...	*1,995*	...	...	*1,995*
1,014	914	241	271	926	...	3,953	...	...	3,953
1,057	**760**	**184**	**261**	**856**	...	**3,739**	...	...	**3,739**
11,887	*9,677*	*2,717*	*2,723*	*10,711*	...	*45,009*	...	...	*45,009*
...	...	182	319	299	...	800	...	...	800
...	...	**359**	**234**	**287**	...	**880**	...	...	**880**
...	...	*3,018*	*5,446*	*6,104*	...	*14,568*	...	...	*14,568*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	**1,613**	...	...	...	**1,613**	...	...	**1,613**
...	...	*6,640*	...	...	...	*6,640*	...	...	*6,640 (1)*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
District d'irrigation de l'est "Aqueduc Brooks"	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Établissement des cartes des régions inondables	93	...	...	115
	136	...	**11**	**123**
	1,013	...	*685*	*1,721*
Maîtrise des crues du Fraser	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente pour la qualité de l'eau des Grands Lacs	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Pertes d'herbicides, de pesticides et d'éléments nutritifs en utilisant des systèmes à basse pression	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Accord de la Baie-James	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Stations d'observation météorologique	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Plan nord-américain de gestion de la sauvagine	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Fondation héritage de l'Ontario, la maison George Brown	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Fondation héritage de l'Ontario, le théâtre Winter Garden	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Secrétariat de la réglementation de la rivière Ottawa	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Protection et assainissement du fleuve Saint-Laurent	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Vallée Qu'Appelle	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Autres eaux fédéral/provincial	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Études régionales de l'évaporation et la transpiration	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Études de la gestion de la neige	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Indemnité forestière pour South Moresby	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Nettoyage des étangs bitumineux de Sydney	...	...	4,416	...
	...	...	**3,129**	...
	...	...	*8,290*	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	101	...	101	...	...	101
...	...	...	...	**28**	...	**28**	...	...	**28**
...	...	...	...	*129*	...	*129*	...	...	*129*
453	1,051	36	185	429	500	2,862	...	...	2,862
595	**933**	**56**	**272**	...	**500**	**2,626**	...	...	**2,626**
10,800	*7,755*	*1,689*	*1,786*	*429*	*1,000*	*26,878*	...	...	*26,878*
...	...	...	...	...	2,500	2,500	...	...	2,500
...	...	...	...	...	**2,338**	**2,338**	...	...	**2,338**
...	...	...	...	...	*69,791*	*69,791*	...	...	*69,791*
...	1,870	...	...	...	...	1,870	...	...	1,870
...	**1,771**	...	...	...	...	**1,771**	...	...	**1,771**
...	*16,503*	...	...	...	...	*16,503*	...	...	*16,503*
...	...	...	20	...	...	20	...	...	20
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	*20*	...	...	*20*	...	...	*20*
80	...	...	...	...	...	80	...	...	80
84	...	...	...	...	...	**84**	...	...	**84**
728	...	...	...	...	...	*728*	...	...	*728*
...	...	...	...	13	...	13	...	...	13
...	...	...	...	**13**	...	**13**	...	...	**13**
...	...	...	...	*62*	...	*62*	...	...	*62*
...	425	...	...	...	...	425	...	...	425
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	*425*	...	...	...	...	*425*	...	...	*425*
...	42	...	...	...	...	42	...	...	42
...	**333**	...	...	...	...	**333**	...	...	**333**
...	*680*	...	...	...	...	*680*	...	...	*680*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**240**	...	...	...	...	**240**	...	...	**240**
...	*490*	...	...	...	...	*490*	...	...	*490*
90	41	...	...	...	...	131	...	...	131
6	**43**	...	...	...	...	**49**	...	...	**49**
398	*423*	...	...	...	...	*821*	...	...	*821*
594	...	...	...	...	...	594	...	...	594
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
594	...	...	...	...	...	*594*	...	...	*594*
...	...	...	28	...	...	28	...	...	28
...	...	...	**344**	...	...	**344**	...	...	**344**
...	...	...	*8,520*	...	...	*8,520*	...	...	*8,520*
...	...	403	...	...	...	403	...	...	403
...	...	**893**	...	...	...	**893**	...	...	**893**
...	...	*2,960*	...	...	...	*2,960*	...	...	*2,960*
...	...	11	...	...	...	11	...	...	11
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	*11*	...	...	...	*11*	...	...	*11*
...	...	...	73	...	...	73	...	...	73
...	...	...	**173**	...	...	**173**	...	...	**173**
...	...	...	*386*	...	...	*386*	...	...	*386 (1)(f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	**22,380**	**22,380**	...	...	**22,380**
...	...	...	...	...	*23,000*	*23,000*	...	...	*23,000 (f)*
...	...	...	...	...	...	4,416	...	...	4,416
...	...	...	...	...	...	**3,129**	...	...	**3,129**
...	...	...	...	...	...	*8,290*	...	...	*8,290*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Accords de contrôle de la qualité des eaux	170	...	...	...
	160	...	...	...
	494	...	...	...
Réseau de radio météorologique	59	...	34	24
	59	...	**34**	**24**
	714	...	*534*	*254*
Réhabilitation du bassin de Windermere	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du ministère	633	33	4,596	345
	677	**33**	**3,332**	**364**
	4,745	*453*	*11,198*	*4,947*
PÊCHES ET OCÉANS				
Entente auxiliaire Canada-Terre-Neuve pour la pêche côtière	9,603	...	...	...
	6,004	...	...	...
	15,607	...	...	...
Ruisseau Carnation	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente sur le développement économique et régional	...	395	...	924
	...	**1,091**	**3,336**	**2,285**
	...	*5,917*	*7,957*	*19,835*
Opération de l'alevinier de la rivière Alouette	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme des pêches et des forêts étape II des Iles de la Reine Charlotte	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme de techniques de production de saumon avec l'Institut correctionnel de la Colombie-Britannique	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Brise-lames de Sydney	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du ministère	9,603	395	...	924
	6,004	**1,091**	**3,336**	**2,285**
	15,607	*5,917*	*7,957*	*19,835*
FORÊTS				
Ententes de coopération sur le développement du secteur forestier	...	...	7,627	4,768
	...	...	...	...
	...	...	*7,627*	*4,768*
Ententes sur le renouvellement des forêts	...	...	...	98
	...	...	...	**6,260**
	...	...	*14,559*	*25,091*
Entente auxiliaire sur le développement du secteur forestier	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente sur le développement des ressources forestières	9,744	2,374	7	...
	9,196	**1,605**	**15**	...
	35,340	*12,697*	*1,271*	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	170	...	...	170
...	...	...	...	...	...	**160**	...	...	**160**
...	...	...	...	...	...	*494*	...	...	*494*
...	...	...	...	...	...	117	...	...	117
...	...	...	...	...	...	**117**	...	...	**117**
...	...	...	...	...	...	*1,502*	...	...	*1,502*
...	448	...	...	...	...	448	...	...	448
...	**760**	...	...	...	...	**760**	...	...	**760**
...	*1,250*	...	...	...	...	*1,250*	...	...	*1,250*
2,665	4,791	873	896	1,773	3,130	19,735	...	...	19,735
2,139	**4,840**	**3,105**	**1,284**	**1,188**	**25,218**	**42,180**	...	...	**42,180**
26,402	*37,203*	*17,035*	*18,881*	*17,455*	*93,921*	*232,240*	...	...	*232,240*
...	...	...	...	...	...	9,603	...	...	9,603
...	...	...	...	...	...	**6,004**	...	...	**6,004**
...	...	...	...	...	...	*15,607*	...	...	*15,607 (1)*
...	...	...	...	...	75	75	...	...	75
...	...	...	...	...	**75**	**75**	...	...	**75**
...	...	...	...	...	*300*	*300*	...	...	*300*
5,641	...	...	...	...	...	6,960	...	...	6,960
8,212	...	...	...	...	...	**14,924**	...	...	**14,924**
14,592	...	...	...	...	...	*48,301*	...	...	*48,301 (1)*
...	...	...	...	...	28	28	...	...	28
...	...	...	...	...	**18**	**18**	...	...	**18**
...	...	...	...	...	*278*	*278*	...	...	*278*
...	...	...	...	...	50	50	...	...	50
...	...	...	...	...	**50**	**50**	...	...	**50**
...	...	...	...	...	*100*	*100*	...	...	*100*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	**7**	**7**	...	...	**7**
...	...	...	...	...	*32*	*32*	...	...	*32*
...	...	...	...	...	126	126	...	...	126
...	...	...	...	...	**1,879**	**1,879**	...	...	**1,879**
...	...	...	...	...	*2,156*	*2,156*	...	...	*2,156*
5,641	...	...	...	...	279	16,842	...	...	16,842
8,212	...	...	...	...	**2,029**	**22,957**	...	...	**22,957**
14,592	...	...	...	...	*2,866*	*66,774*	...	...	*66,774*
...	...	...	...	...	...	12,395	...	...	12,395
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	*12,395*	...	...	*12,395*
...	...	485	...	...	...	583	...	...	583
...	...	**2,601**	...	...	...	**8,861**	...	...	**8,861**
...	...	*13,174*	...	...	...	*52,824*	...	...	*52,824 (1)*
35,371	...	...	...	...	35,334	70,705	...	...	70,705
32,636	...	...	...	...	**32,416**	**65,052**	...	...	**65,052**
141,051	...	...	...	...	*122,946*	*263,997*	...	...	*263,997 (1)*
...	2,775	...	617	1,350	...	16,867	...	...	16,867
...	**14,170**	...	**2,644**	**2,859**	...	**30,289**	...	...	**30,289**
...	*68,438*	...	*13,360*	*10,869*	...	*141,975*	...	...	*141,975*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
L'association de formation en foresterie de Terre-Neuve et du Labrador	330 ... *330*	... ...	... ...	... ...
Total du ministère	10,074 **9,196** *35,670*	2,374 **1,605** *12,697*	7,634 **15** *23,457*	4,866 **6,260** *29,859*
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN				
Groupe de gestion de Beverly Kaminuriak	... ...	... ...	... ...	... ...
Immobilisations et services communautaires de Fort McKay	... ...	... ...	... ...	... ...
Indiens Cris—Conseil scolaire du Katimavik (Baie-James)	... ...	... ...	... ...	... ...
Association des trappeurs Indiens Cris	... ...	... ...	... ...	... ...
Développement économique	... ...	... ...	... ...	... ...
Protection des forêts	... ...	... ...	... ...	... ...
Lignes hydro-électriques de surface	... ...	... ...	... ...	... ...
Services de police dans les réserves	26 **22** *197*	1 **23** *241*	191 **163** *1,329*	... ...
Gestion de la faune par les indiens	... ...	... ...	... ...	... ...
Relocalisation des Inuits (Inukjuak)	... ...	... ...	... ...	... ...
École conjointe	... ...	... ...	... ...	... ...
Études de Mercury	... ...	... ...	... ...	... ...
Développement des ressources naturelles	... ...	... ...	... ...	... ...
Entente de Terre-Neuve	7,845 ... *7,845*	... ...	... ...	... ...
Entente du Nord-Est du Québec	... ...	... ...	... ...	... ...
Ententes sur les inondations du Nord	... ...	... ...	... ...	... ...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	330	...	...	330
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	*330*	...	...	*330*
35,371	2,775	485	617	1,350	35,334	100,880	...	...	100,880
32,636	**14,170**	**2,601**	**2,644**	**2,659**	**32,416**	**104,202**	...	...	**104,202**
141,051	*68,438*	*13,174*	*13,360*	*10,869*	*122,946*	*471,521*	...	...	*471,521*
...	...	...	...	...	...	...	15	...	15
...	...	...	...	...	...	...	**15**	...	**15**
...	...	...	...	...	...	...	*45*	...	*45*
...	...	...	...	365	...	365	...	...	365
...	...	...	...	**102**	...	**102**	...	...	**102**
...	...	...	...	*2,467*	...	*2,467*	...	...	*2,467 (1)*
32,569	...	...	...	...	...	32,569	...	...	32,569
33,671	...	...	...	...	...	**33,671**	...	...	**33,671**
292,611	...	...	...	...	...	*292,611*	...	...	*292,611*
111	...	...	...	...	...	111	...	...	111
100	...	...	...	...	...	**100**	...	...	**100**
787	...	...	...	...	...	*787*	...	...	*787*
...	...	...	...	...	...	...	3,543	...	3,543
...	...	...	...	...	...	...	**2,565**	...	**2,565**
...	...	...	...	...	...	...	*12,295*	...	*12,295*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**169**	...	...	...	...	**169**	...	...	**169**
...	*2,379*	...	...	...	...	*2,379*	...	...	*2,379*
...	...	456	...	...	...	456	...	...	456
...	...	**121**	...	...	...	**121**	...	...	**121**
1,000	...	*10,072*	...	...	...	*11,072*	...	...	*11,072 (1)*
...	4,992	628	892	877	1,044	8,651	130	243	9,024
...	**4,741**	**527**	**881**	**843**	**1,180**	**8,380**	**74**	**241**	**8,695**
...	*39,770*	*5,489*	*8,357*	*8,257*	*9,640*	*73,280*	*918*	*2,301*	*76,499*
...	...	206	...	...	...	206	...	...	206
...	...	**308**	...	...	...	**308**	...	...	**308**
...	...	*514*	...	...	...	*514*	...	...	*514 (1)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
350	...	...	...	...	...	**350**	...	...	**350**
700	...	...	...	...	...	*700*	...	...	*700 (1)*
...	...	68	...	...	...	68	...	...	68
...	...	**536**	...	...	...	**536**	...	...	**536**
...	...	*19,516*	...	...	...	*19,516*	...	...	*19,516*
...	7	...	...	...	...	7	...	...	7
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	*7*	...	...	...	...	*7*	...	...	*7*
...	350	...	...	...	...	350	...	...	350
...	**350**	...	...	...	...	**350**	...	...	**350**
...	*5,884*	...	...	...	...	*5,884*	...	...	*5,884*
...	...	...	...	...	...	7,845	...	...	7,845
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	*7,845*	...	...	*7,845*
1,381	...	...	...	...	...	1,381	...	...	1,381
1,372	...	...	...	...	...	**1,372**	...	...	**1,372**
31,619	...	...	...	...	...	*31,619*	...	...	*31,619*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	**18**	...	...	...	**18**	...	...	**18**
...	...	*362*	...	...	...	*362*	...	...	*362*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Projet de construction d'une école primaire/secondaire et d'une résidence d'enseignants à Pelican Narrows	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*
Routes des réserves et routes d'accès	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*
Services sociaux—Adultes et garderies	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*
Services sociaux—Entente sur les soins aux enfants	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*
Services tripartis aux Indiens	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*
Réservoir d'eau—Témiscaming	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*
Projet de construction d'une école et d'une résidence d'enseignants à Wollaston Lake	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*
Total du ministère	7,871 **22** *8,042*	1 **23** *241*	191 **163** *1,329*	... **...** *...*
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE				
Développement industriel et régional	3,608 **10,957** *629,972*	... **1,699** *310,879*	27,572 **72,421** *689,969*	2,358 **5,222** *545,214*
Tourisme	78 **188** *731*	75 **108** *686*	140 **362** *4,450*	... **56** *646*
Total du ministère	3,686 **11,145** *630,703*	75 **1,807** *311,565*	27,712 **72,783** *694,419*	2,358 **5,278** *545,860*
JUSTICE				
Indemnisation aux victimes d'actes criminels	112 **22** *302*	50 **50** *100*	302 **272** *1,050*	167 **171** *827*
Aide juridique	1,707 **1,997** *11,378*	226 **216** *1,891*	3,222 **2,912** *22,099*	1,440 **1,163** *12,237*
Aide juridique aux autochtones	100 **72** *773*	... **...** *52*	... **...** *70*	... **...** *...*
Aide juridique aux jeunes contrevenants	6,009 **5,126** *13,853*	... **516** *2,328*	6,614 **4,915** *15,154*	4,466 **4,652** *12,879*
Total du ministère	7,928 **7,217** *26,306*	276 **782** *4,371*	10,138 **8,099** *38,373*	6,073 **5,986** *25,943*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	1,019	...	...	1,019	...	...	1,019
...	...	...	**2,505**	...	...	**2,505**	...	...	**2,505**
...	...	...	*9,104*	...	...	*9,104*	...	...	*9,104*
...	...	1,551	...	...	...	1,551	...	...	1,551
...	...	**1,592**	...	...	...	**1,592**	...	...	**1,592**
...	...	*15,217*	...	...	...	*15,217*	...	...	*15,217*
...	38,915	...	...	...	...	38,915	...	...	38,915
...	**32,375**	...	...	...	...	**32,375**	...	...	**32,375**
...	*263,576*	...	...	...	...	*263,576*	...	...	*263,576*
...	19,015	...	...	...	...	19,015	...	...	19,015
...	**25,301**	...	...	...	...	**25,301**	...	...	**25,301**
...	*125,637*	...	...	...	...	*125,637*	...	...	*125,637*
...	319	...	...	...	...	319	...	...	319
...	**366**	...	...	...	...	**366**	...	...	**366**
...	*2,621*	...	...	...	...	*2,621*	...	...	*2,621*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
353	...	...	...	...	...	*353*	...	...	*353*
...	...	...	449	...	...	449	...	...	449
...	...	...	**1,944**	...	...	**1,944**	...	...	**1,944**
...	...	...	*3,833*	...	...	*3,833*	...	...	*3,833 (1)*
34,061	63,598	2,909	2,360	1,242	1,044	113,277	3,688	243	117,208
35,493	**63,302**	**3,102**	**5,330**	**945**	**1,180**	**109,560**	**2,654**	**241**	**112,455**
327,070	*439,874*	*51,170*	*21,294*	*10,724*	*9,640*	*869,384*	*13,258*	*2,301*	*884,943*
563	138	2,128	3,562	6,899	6,252	53,080	2,023	1,374	56,477
32,907	**6,061**	**11,492**	**967**	**4,909**	**2,520**	**149,155**	**2,077**	**887**	**152,119**
1,209,734	*277,030*	*305,529*	*178,572*	*116,584*	*161,879*	*4,425,362*	*25,446*	*12,674*	*4,463,482 (2)*
...	124	30	93	96	12	648	42	...	690
958	**379**	**41**	**130**	**455**	**416**	**3,093**	**19**	**17**	**3,129**
3,335	*8,045*	*2,627*	*773*	*2,286*	*4,798*	*28,377*	*255*	*258*	*28,890 (1)*
563	262	2,158	3,655	6,995	6,264	53,728	2,065	1,374	57,167
33,865	**6,440**	**11,533**	**1,097**	**5,364**	**2,936**	**152,248**	**2,096**	**904**	**155,248**
1,213,069	*285,075*	*308,156*	*179,345*	*118,870*	*166,677*	*4,453,739*	*25,701*	*12,932*	*4,492,372*
2,324	3,301	380	354	799	1,044	8,833	121	117	9,071
2,307	**3,245**	**378**	**287**	**812**	**1,024**	**8,568**	**67**	**83**	**8,718**
11,688	*16,974*	*2,018*	*1,775*	*3,917*	*5,300*	*43,951*	*459*	*431*	*44,841*
16,535	39,281	3,504	2,726	7,034	9,062	84,737	1,288	457	86,482
19,054	**31,902**	**2,922**	**2,270**	**6,448**	**7,331**	**76,215**	**1,195**	**366**	**77,776**
138,302	*230,557*	*25,893*	*21,485*	*52,385*	*61,292*	*577,519*	*8,066*	*3,431*	*589,016*
451	504	270	...	954	713	2,992	286	132	3,410
452	**478**	**282**	**38**	**1,140**	**811**	**3,273**	**355**	**128**	**3,756**
2,921	*5,191*	*2,743*	*3,944*	*9,485*	*8,260*	*33,439*	*2,945*	*816*	*37,200*
24,769	62,443	6,376	7,111	16,588	18,775	153,151	3,766	1,139	158,056
27,825	**65,815**	**5,974**	**7,213**	**13,724**	**16,270**	**152,030**	**7,983**	**3,245**	**163,258**
147,280	*180,097*	*18,256*	*21,017*	*41,908*	*52,587*	*505,359*	*15,724*	*7,068*	*528,151 (1)*
44,079	105,529	10,530	10,191	25,375	29,594	249,713	5,461	1,845	257,019
49,638	**101,440**	**9,556**	**9,806**	**22,124**	**25,436**	**240,066**	**9,600**	**3,822**	**253,508**
300,191	*432,819*	*48,910*	*48,221*	*107,695*	*127,439*	*1,160,268*	*27,194*	*11,746*	*1,199,208*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
DÉFENSE NATIONALE				
Protection civile Canada				
Aide financière en cas de sinistres	... **526** *11,777*	... **...** *1,971*	... **...** *4,163*	2,910 **...** *16,275*
Protection civile conjointe	185 **145** *739*	822 **947** *2,476*	286 **413** *1,439*	173 **102** *3,838*
Total du ministère	185 **671** *12,516*	822 **947** *4,447*	286 **413** *5,602*	3,083 **102** *20,113*
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL				
Régime d'assistance publique du Canada	101,040 **91,339** *1,155,759*	23,881 **22,602** *269,067*	157,186 **152,869** *1,475,074*	158,936 **149,789** *1,706,226*
Stratégie nationale contre les narcotiques	150 **...** *150*	... **...** ...	145 **3** *148*	107 **117** *224*
Services offerts aux jeunes délinquants	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	... **...** *5,247*
Réadaptation professionnelle des invalides	4,624 **3,248** *24,179*	271 **228** *3,518*	4,993 **4,491** *40,976*	5,568 **5,907** *47,089*
Total du ministère	105,814 **94,587** *1,180,088*	24,152 **22,830** *272,585*	162,324 **157,363** *1,516,198*	164,611 **155,813** *1,758,786*
TRAVAUX PUBLICS				
Coût d'entretien du pont Perley et du pont MacDonald-Cartier	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...
Programme d'infrastructure de Sault Ste Marie	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Location de terrains et d'habitations rurales autochtones et logements de location à bas prix	26,732 **31,317** *229,780*	3,009 **5,305** *26,841*	29,107 **41,291** *244,952*	12,765 **24,067** *133,055*
Total du ministère	26,732 **31,317** *229,780*	3,009 **5,305** *26,841*	29,107 **41,291** *244,952*	12,765 **24,067** *133,055*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	270	...	...	...	3,180	450	...	3,630
10,000	...	**408**	...	**22,000**	...	**32,934**	...	...	**32,934**
27,503	*75*	*31,431*	*6,937*	*33,834*	*11,354*	*145,320*	*910*	*1,682*	*147,912 (1)*
1,500	1,900	523	454	372	90	6,305	96	150	6,551
1,500	**1,900**	**409**	**443**	**432**	**3**	**6,294**	**196**	**63**	**6,553**
9,123	*11,780*	*3,379*	*1,931*	*2,248*	*860*	*37,813*	*1,060*	*440*	*39,313 (1)*
1,500	1,900	793	454	372	90	9,485	546	150	10,181
11,500	**1,900**	**817**	**443**	**22,432**	**3**	**39,228**	**196**	**63**	**39,487**
36,626	*11,855*	*34,810*	*8,868*	*36,082*	*12,214*	*183,133*	*1,970*	*2,122*	*187,225*
1,106,377	1,761,467	194,497	152,857	513,187	693,782	4,863,210	16,859	5,202	4,885,271
1,128,973	**1,510,952**	**197,777**	**155,153**	**487,870**	**663,112**	**4,560,436**	**15,003**	**8,111**	**4,583,550**
10,852,769	*13,951,651*	*1,839,400*	*1,813,395*	*4,513,392*	*7,064,454*	*44,641,187*	*150,016*	*37,264*	*44,828,467*
863	4,952	...	461	591	2,051	9,320	...	...	9,320
817	**2,734**	...	**433**	**60**	**991**	**5,155**	...	...	**5,155**
1,680	*7,686*	...	*894*	*651*	*3,042*	*14,475*	...	...	*14,475*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
65,040	*181,494*	*1,921*	...	...	*14,082*	*267,784*	...	*3,107*	*270,891 (f)*
4,679	44,310	5,047	5,885	15,791	14,268	105,436	...	1,080	106,516
175	**38,523**	**6,912**	**4,555**	**13,962**	**14,855**	**92,856**	**67**	**3,734**	**96,657**
7,654	*399,519*	*69,261*	*57,794*	*160,060*	*116,726*	*926,776*	*3,734*	*10,458*	*940,968*
1,111,919	1,810,729	199,544	159,203	529,569	710,101	4,977,966	16,859	6,282	5,001,107
1,129,965	**1,552,209**	**204,689**	**160,141**	**501,892**	**678,958**	**4,658,447**	**15,070**	**11,845**	**4,685,362**
10,927,143	*14,540,350*	*1,910,582*	*1,872,083*	*4,674,103*	*7,198,304*	*45,850,222*	*153,750*	*50,829*	*46,054,801*
...	217	...	...	...	...	217	...	...	217
...	**139**	...	...	...	...	**139**	...	...	**139**
...	*5,786*	...	...	...	...	*5,786*	...	...	*5,786*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**195**	...	...	...	...	**195**	...	...	**195**
...	*21,000*	...	...	...	...	*21,000*	...	...	*21,000 (f)*
57,896	220,117	29,921	59,867	46,300	21,731	507,445	45,498	1,944	554,887
91,423	**265,118**	**33,438**	**66,329**	**59,344**	**42,817**	**660,449**	**61,536**	**1,030**	**723,015**
579,192	*1,818,653*	*240,744*	*494,700*	*398,617*	*247,164*	*4,413,698*	*356,609*	*11,437*	*4,781,744*
57,896	220,334	29,921	59,867	46,300	21,731	507,662	45,498	1,944	555,104
91,423	**265,452**	**33,438**	**66,329**	**59,344**	**42,817**	**660,783**	**61,536**	**1,030**	**723,349**
579,192	*1,845,439*	*240,744*	*494,700*	*398,617*	*247,164*	*4,440,484*	*356,609*	*11,437*	*4,808,530*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
SECRÉTARIAT D'ÉTAT				
Enseignement des langues aux immigrants	17 **2** *95*	10 **1** *27*	26 **34** *231*	... ... *2*
Manuels de langues pour les immigrants	3 ... *4*	1 **1** *3*	35 **18** *59*	... ...
Langues officielles dans l'enseignement	3,977 **4,648** *36,283*	1,612 **1,419** *15,444*	5,623 **4,642** *57,482*	29,910 **28,023** *324,838*
Total du ministère	3,997 **4,650** *36,382*	1,623 **1,421** *15,474*	5,684 **4,694** *57,772*	29,910 **28,023** *324,840*
TRANSPORTS				
Aide à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès	43,780 **29,647** *124,571*	1,987 **4,148** *18,988*	... ...	3,378 **13,539** *64,572*
Stabilisation du lit ferroviaire et des fourgons	... ...	... ...	... ...	... ...
Entente complémentaire entre le gouvernement du Canada et du Québec pour le développement du transport	... ...	... ...	... ...	... ...
Construction de croisements étagés	... ...	... ...	... ...	... ...
Élaboration d'un système de contrôle et de réglementation de la circulation à Montréal	... ...	... ...	... ...	... ...
Rénovations des autoroutes	... ...	... ...	18,820 **5,714** *25,330*	22,414 **19,980** *56,195*
Aéroports inuits de Nouveau Québec	... ...	... ...	... ...	... ...
Croisements étagés à Pierre Bertrand	... ...	... ...	... ...	... ...
Formation de surveillance et/ou d'activités de coordination du transport de matériaux dangereux	68 **66** *134*	... ...	... ...	... ...
Initiatives de promotion du transport	... ...	... ...	... ...	... ...
Autoroute Yellowhead	... ...	... ...	... ...	... ...
Total du ministère	43,848 **29,713** *124,705*	1,987 **4,148** *18,988*	18,820 **5,714** *25,330*	25,792 **33,519** *120,767*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
2,136	19,508	2,020	70	2,122	1,911	27,822	...	23	27,845
1,913	**12,695**	**854**	**60**	**1,352**	**634**	**17,545**	...	...	**17,545**
16,732	*63,049*	*6,243*	*833*	*13,155*	*20,407*	*120,774*	...	*23*	*120,797*
32	222	243	7	134	292	969	...	4	973
35	**215**	**49**	**11**	**123**	**370**	**822**	...	...	**822**
675	*2,782*	*589*	*88*	*1,592*	*1,852*	*7,644*	...	*4*	*7,648*
76,074	86,369 (3)	8,881	9,352	10,275	10,984	243,057	1,030	1,028	245,115
76,825	**76,818** (4)	**8,448**	**13,068**	**9,300**	**10,541**	**233,732**	**716**	**834**	**235,282**
1,531,600	*985,456*	*90,069*	*55,617*	*87,338*	*102,344*	*3,286,471*	*4,405*	*5,540*	*3,296,416*
78,244	106,099	11,144	9,429	12,531	13,187	271,848	1,030	1,055	273,933
78,773	**89,728**	**9,351**	**13,139**	**10,775**	**11,545**	**252,099**	**716**	**834**	**253,649**
1,549,007	*1,051,287*	*96,901*	*56,538*	*102,085*	*124,603*	*3,414,889*	*4,405*	*5,567*	*3,424,861*
9,101	...	...	...	...	...	58,246	...	...	58,246
8,978	...	...	...	...	...	**56,312**	...	...	**56,312**
27,212	...	...	...	...	...	*235,343*	...	...	*235,343*
...	...	147	...	...	...	147	...	...	147
...	...	**4,885**	...	...	...	**4,885**	...	...	**4,885**
...	...	*19,121*	...	...	...	*19,121*	...	...	*19,121*
114	...	...	...	...	...	114	...	...	114
98	...	...	...	...	...	**98**	...	...	**98**
6,751	...	...	...	...	...	*6,751*	...	...	*6,751*
3,778	1,446	749	...	986	2,104	9,063	...	...	9,063
575	**3,056**	**1,841**	...	**500**	**905**	**6,877**	...	...	**6,877**
7,483	*21,251*	*4,082*	...	*1,536*	*3,129*	*37,481*	...	...	*37,481*
1,141	...	...	...	...	...	1,141	...	...	1,141
1,795	...	...	...	...	...	**1,795**	...	...	**1,795**
4,344	...	...	...	...	...	*4,344*	...	...	*4,344*
...	...	...	...	...	...	41,234	...	...	41,234
...	...	...	...	...	...	**25,694**	...	...	**25,694**
...	...	...	...	...	...	*81,525*	...	...	*81,525*
7,920	...	...	...	...	...	7,920	...	...	7,920
11,762	...	...	...	...	...	**11,762**	...	...	**11,762**
39,628	...	...	...	...	...	*39,628*	...	...	*39,628*
1,978	...	...	...	...	...	1,978	...	...	1,978
750	...	...	...	...	...	**750**	...	...	**750**
2,728	...	...	...	...	...	*2,728*	...	...	*2,728*
...	...	99	...	...	...	167	...	81	248
...	...	**50**	...	...	...	**116**	...	**43**	**159**
...	...	*201*	...	...	...	*335*	...	*268*	*603*
...	...	74	...	...	...	74	...	...	74
...	...	**184**	...	...	...	**184**	...	...	**184**
...	...	*4,958*	...	...	...	*4,958*	...	...	*4,958*
...	...	623	5,567	1,000	3,891	11,081	...	...	11,081
...	...	**3,069**	**2,950**	**3,104**	**5,375**	**14,498**	...	...	**14,498**
...	...	*5,544*	*8,871*	*11,104*	*10,472*	*35,991*	...	...	*35,991*
24,032	1,446	1,692	5,567	1,986	5,995	131,165	...	81	131,246
23,958	**3,056**	**10,029**	**2,950**	**3,604**	**6,280**	**122,971**	...	**43**	**123,014**
88,146	*21,251*	*33,906*	*8,871*	*12,640*	*13,601*	*468,205*	...	*268*	*468,473*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Ententes régionales et économiques/entente générale de développement	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Total global	335,718	67,140	344,310	350,448
	315,847	**62,173**	**370,857**	**342,183**
	2,767,359	*795,189*	*2,944,673*	*3,336,635*

Les montants en caractères romains représentent les dépenses de 1989-90.

Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1988-89.

Les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration (y compris les dépenses de 1989-90).

(f) Programme complété.

(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

(2) Ne comprend pas le montant de $32,006 depuis l'inauguration puisque ce montant n'est pas affecté par province.

(3) Un montant de $19,354 a été émis au Conseil des ministres de l'éducation (Canada). Ces fonds sont ensuite distribués aux provinces. Répartition non disponible.

(4) Un montant de $17,137 a été émis au Conseil des ministres de l'éducation (Canada). Ces fonds sont ensuite distribués aux provinces. Répartition non disponible.

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	4,900	...	3,466	9,148	17,514	...	...	17,514
...	...	**3,487**	...	**3,490**	**8,139**	**15,116**	...	...	**15,116**
...	...	*11,788*	...	*11,153*	*26,125*	*49,066*	...	...	*49,066*
1,841,787	2,727,844	334,851	319,208	801,687	1,035,571	8,158,564	76,156	13,379	8,248,099
1,912,525	**2,507,495**	**369,819**	**409,209**	**845,514**	**1,025,504**	**8,180,236**	**93,253**	**19,359**	**8,292,848**
17,084,017	*20,695,370*	*3,277,207*	*3,762,459*	*6,647,836*	*9,029,197*	*70,339,942*	*585,851*	*99,828*	*71,025,621*

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1989-90

Autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement

SOMMAIRE

	Page
Dépenses budgétaires par affectation	11.2
Commissions	11.18
Frais de congés d'étude	11.40
Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1989-90	11.41
Pertes de $1,000 ou plus	11.44
Rapport sur le matériel excédentaire	11.46
Produits de placements	11.48
Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	11.52

Dépenses budgétaires par affectation

Cet état présente les dépenses budgétaires par affectation telles qu'approuvées par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31 de la Loi sur la gestion des finances publiques, de même que les dépenses connexes de l'exercice.

	Affectations	Dépenses
	$	$
AGRICULTURE		
Département		
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	39,494,329	39,603,906
Autres frais de fonctionnement	19,180,222	18,771,846
Défi 89	278,500	218,494
	58,953,051	*58,594,246*
Crédit 2—Société du crédit agricole—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Montants législatifs	*5,752,000*	*5,752,000*
	64,705,052	64,346,246
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	391,417,438	389,322,110
Autres frais de fonctionnement	136,422,873	134,826,902
Défi 89	2,606,214	2,516,110
	530,446,525	*526,665,122*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Capital	77,780,200	77,625,635
Gelées	8,681,800	
	86,462,000	*77,625,635*
Crédit 15—Subventions et contributions[1]—		
Subventions et contributions	500,280,001	482,940,033
Mise en marché laitier	4,500,000	
Gelées	37,483,501	
	542,263,502	*482,940,033*
Montants législatifs	*278,535,515*	*252,892,808*
	1,437,707,542	1,340,123,598
PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	11,098,125	10,983,856
Autres frais de fonctionnement	8,975,440	8,645,690
Défi 89	134,900	134,900
	20,208,465	*19,764,446*
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	33,553,607	31,690,583
Autres frais de fonctionnement	10,754,205	9,998,243
	44,307,812	*41,688,826*
Crédit 30—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	796,556,305	751,649,032
Paiements d'appoints au titre du régime de double prix du blé	56,500,000	21,145,893
Gelées	24,853,000	
	877,909,305	*772,794,925*
Montants législatifs	*262,400,796*	*262,400,796*
	1,204,826,378	1,096,648,993
Sous-total—Département	2,707,238,972	2,501,118,837
Commission canadienne du lait		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	4,028,000	3,874,289
Gelées	1,000,000	
	5,028,000	3,874,289
Office canadien des provendes		
Crédit 40—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,148,409	1,097,644
Réserve: rajustements de rémunération	394	
Autres frais de fonctionnement	560,197	457,737
	1,709,000	*1,555,381*
Crédit 45—Contributions	*18,100,000*	*16,729,999*
	19,809,000	18,285,380
Société du crédit agricole		
Crédit 50b—Augmenter le montant global qui peut être versé à la Société—Loi sur le crédit agricole, paragraphe 12(1)—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Montant législatif	*600,000,000*	
	600,000,001	
Total du ministère	3,332,075,973	2,523,278,506
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	16,805,312	15,989,663
Réserve: rajustements de rémunération	1,688	
Autres frais de fonctionnement	20,974,194	20,189,804
Programme d'emploi d'été pour étudiant	475,806	475,806
	38,257,000	*36,655,273*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	271,592,551	271,592,547
Gelées	52,788,449	
	324,381,000	*271,592,547*
Montants législatifs	*9,486,783*	*9,486,783*
Sous-total—Département	372,124,783	317,734,603
Société d'expansion du Cap-Breton		
Crédit 15—Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton—		
Autres frais de fonctionnement	10,600,000	7,300,000
Total du ministère	382,724,783	325,034,603
COMMUNICATIONS		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	102,442,612	101,861,550
Autres frais de fonctionnement	46,137,265	46,209,915
Moins: recettes à valoir sur le crédit	7,148,000	7,809,154
	141,431,877	*140,262,311*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 2—Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Augmentation du prélèvement—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	16,890,355	16,866,052
Gelées	1,000,000	
	17,890,355	*16,866,052*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	85,320,342	85,262,523
Union internationale de télécommunications	3,673,000	3,348,778
	88,993,342	*88,611,301*
Crédit 15—Versements à la Société canadienne des postes—		
Autres frais de fonctionnement	*55,093,000*	*55,092,996*
Montants législatifs	*45,743,926*	*13,591,742*
Sous-total—Département	349,152,501	314,424,402
Conseil des Arts du Canada		
Crédit 25—Paiements au Conseil des Arts du Canada—		
Autres frais de fonctionnement	103,503,000	103,503,000
Société Radio-Canada		
Crédit 30—Paiements—Dépenses de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	*849,335,001*	*849,335,001*
Crédit 35—Paiements—Fonds de roulement—		
Autres frais de fonctionnement	*4,000,000*	*4,000,000*
Crédit 40—Paiements—Dépenses en capital	*128,040,000*	*128,039,999*
	981,375,001	981,375,000
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		
Crédit 45—Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne—		
Autres frais de fonctionnement	145,595,000	145,594,486
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	20,653,821	20,576,626
Autres frais de fonctionnement	7,421,679	7,414,816
Programme d'enseignement coopératif	51,000	50,368
Programme d'emploi d'été pour étudiant	25,500	25,446
	28,152,000	*28,067,256*
Montants législatifs	*3,034,178*	*3,034,178*
	31,186,178	31,101,434
Archives nationales du Canada		
Crédit 55—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	32,258,270	31,952,937
Autres frais de fonctionnement	24,148,036	24,483,770
Programme d'emploi d'été pour étudiant	287,474	287,474
Programme d'enseignement coopératif	9,772	9,772

	Affectations	Dépenses
	$	$
Gelées	1,450,000	
	58,153,552	*56,733,953*
Montant législatif	*4,550,000*	*4,550,000*
	62,703,552	61,283,953
Société du Centre national des Arts		
Crédit 60—Paiements à la Société du Centre national des Arts—		
Autres frais de fonctionnement	17,891,000	17,891,000
Office national du film		
Crédit 65—Fonds renouvelable—Déficit de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	36,250,710	36,250,710
Autres frais de fonctionnement	36,939,793	36,934,900
	73,190,503	*73,185,610*
Montant législatif	*1,054,178*	*(1,910,394)*
	74,244,681	71,275,216
Bibliothèque nationale		
Crédit 70—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	21,386,099	20,842,322
Autres frais de fonctionnement	14,599,879	14,531,960
Programme d'enseignement coopératif	167,942	167,942
Programme d'emploi d'été pour étudiant	158,250	158,248
	36,312,170	*35,700,472*
Montant législatif	*2,849,000*	*2,849,000*
	39,161,170	38,549,472
Musées nationaux du Canada		
Crédit 75—Dépenses de fonctionnement[2]—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	47,405,185	46,888,874
Autres frais de fonctionnement	44,564,477	37,425,192
Programme d'emploi d'été pour étudiant	600,578	595,628
Moins: recettes à valoir sur le crédit	4,275,000	3,635,709
	88,295,240	*81,273,985*
Crédit 80—Dépenses en capital	*37,123,000*	*33,552,030*
Montants législatifs	*7,873,574*	*7,873,574*
	133,291,814	122,699,589
Total du ministère	1,938,103,897	1,887,697,552
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	97,527,036	96,931,687
Autres frais de fonctionnement	32,222,661	32,099,098
Programme d'enseignement coopératif	285,500	280,686
Comité d'examen des services postaux—Traitements et fonctionnement	1,105,474	916,856
Comité d'examen des services postaux—Autres frais de fonctionnement	1,961,000	1,342,184
Défi 89	452,600	447,815
	133,554,271	*132,018,326*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	6,216,000	6,206,910

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Comité d'examen des services postaux—Capital	100,000	96,877
	6,316,000	*6,303,787*
Montants législatifs	*39,570,430*	*39,570,430*
Sous-total—Département	179,440,701	177,892,543
Tribunal de la concurrence		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	547,170	494,819
Réserve: rajustements de rémunération	221	
Autres frais de fonctionnement	1,200,609	665,157
	1,748,000	*1,159,976*
Montant législatif	*85,000*	*85,000*
	1,833,000	1,244,976
Commission du droit d'auteur		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	293,613	231,201
Autres frais de fonctionnement	623,387	566,546
	917,000	*797,747*
Montant législatif	*45,000*	*45,000*
	962,000	842,747
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	744,023	713,478
Autres frais de fonctionnement	992,977	500,362
	1,737,000	*1,213,840*
Montant législatif	*114,000*	*114,000*
	1,851,000	1,327,840
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,269,700	1,170,690
Réserve: rajustements de rémunération	1,132	
Autres frais de fonctionnement	1,346,568	1,209,519
Programme d'enseignement coopératif	14,200	14,121
Défi 89	25,400	25,254
	2,657,000	*2,419,584*
Montant législatif	*170,000*	*170,000*
	2,827,000	2,589,584
Commission de révision des marchés publics		
Crédit 27b—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	578,000	564,720
Autres frais de fonctionnement	726,000	502,629
	1,304,000	1,067,349
Conseil canadien des normes		
Crédit 30—Paiements au Conseil canadien des normes—		
Autres frais de fonctionnement	7,564,000	7,564,000
Total du ministère	195,781,701	192,529,039

	Affectations	Dépenses
	$	$
EMPLOI ET IMMIGRATION		
Département/Commission		
PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	161,249,958	160,018,527
Réserve: rajustements de rémunération	15,236	
Autres frais de fonctionnement	166,723,500	163,752,393
Élimination de l'arriéré des réfugiés	7,408,000	7,140,398
Pêche de la morue dans le nord	2,030,000	1,127,383
Défi 89	850,000	825,568
Gelées	11,923,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	276,800,194	276,530,000
	73,399,500	*56,334,269*
Montants législatifs	*18,374,208*	*18,374,208*
	91,773,708	74,708,477
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	669,415,479	665,544,236
Réserve: rajustements de rémunération	36,748	
Autres frais de fonctionnement	230,146,041	218,182,189
Défi 89	10,433,000	10,192,307
Gelées	26,112,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	816,400,000	813,531,000
	119,743,268	*80,387,732*
Crédit 6c—Radiation de rentes	*16,931*	*16,930*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1,420,729,160	1,396,389,039
Élimination de l'arriéré de réfugiés	1,475,000	
Bénéficiaires de l'aide sociale—Contributions	186,938,000	163,251,465
Bénéficiaires de l'aide sociale—Subventions	5,000,000	2,758,304
Gelées	8,766,000	
	1,622,908,160	*1,562,398,808*
Montants législatifs	*2,766,096,640*	*2,766,096,640*
	4,508,764,999	4,408,900,110
PROGRAMME D'IMMIGRATION		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	114,497,668	110,951,802
Réserve: rajustements de rémunération	1,643	
Autres frais de fonctionnement	42,605,689	41,262,807
Élimination de l'arriéré de réfugiés	9,239,000	8,491,007
Élimination de l'arriéré de réfugiés (Autres FF)	2,018,000	1,697,251
Élimination de l'arriéré de réfugiés (Retenue)	3,974,000	3,926,804
Élimination de l'arriéré de réfugiés (Suppression)	2,265,000	1,436,122
Défi 89	210,000	134,288
	174,811,000	*167,900,081*
Crédit 16b—Radiation de dettes—		
Autres frais de fonctionnement	*295,182*	*293,773*
Crédit 17c—Radiation de dettes pour l'immigration	*251,916*	*249,138*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 20—Contributions—		
Subventions et contributions	86,936,000	86,347,612
Élimination de l'arriéré de réfugiés	3,713,000	594,907
	90,649,000	*86,942,519*
Montants législatifs	*16,802,269*	*16,802,269*
	282,809,367	272,187,780
Sous-total—Département	4,883,348,074	4,755,796,367
Conseil consultatif sur la situation de la femme		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	3,388,000	3,384,332
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	33,625,810	32,786,520
Autres frais de fonctionnement	14,779,190	14,635,302
	48,405,000	*47,421,822*
Montant législatif	*4,535,000*	*4,535,000*
	52,940,000	51,956,822
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,021,671	2,098,222
Autres frais de fonctionnement	1,324,854	1,246,138
	3,346,525	*3,344,360*
Montant législatif	*306,000*	*306,000*
	3,652,525	3,650,360
Total du ministère	4,943,328,599	4,814,787,881
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	26,342,713	25,592,326
Autres frais de fonctionnement	21,431,120	21,403,468
Programme d'emploi d'été pour étudiant	609,296	553,935
Moins: recettes à valoir sur le crédit	4,790,000	4,771,851
	43,593,129	*42,777,878*
Montants législatifs	*4,030,200*	*4,030,200*
	47,623,329	46,808,078
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	44,880,399	41,684,331
Autres frais de fonctionnement	42,494,000	40,370,247
Programme d'emploi d'été pour étudiant	471,465	550,976
Aménagement pour la gestion	2,500,000	
	90,345,864	*82,605,554*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	*348,867,000*	*216,335,530*
Montants législatifs	*775,160,874*	*45,736,565*
	1,214,373,738	344,677,649

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	153,311,878	151,294,956
Autres frais de fonctionnement	117,260,157	117,003,429
Convention définitive des Inuvialuit	1,100,000	1,089,940
Programme d'emploi d'été pour étudiant	4,110,846	4,070,209
Gelées	87,500	
	275,870,381	*273,458,534*
Crédit 30—Dépenses en capital—		
Capital	43,153,000	43,150,353
Gelées	1,500,000	
	44,653,000	*43,150,353*
Crédit 35—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	167,963,000	119,547,744
Gelées	4,049,000	
	172,012,000	*119,547,744*
Montants législatifs	*22,396,475*	*22,396,475*
	514,931,856	458,553,106
Sous-total—Département	1,776,928,923	850,038,833
Commission de contrôle de l'énergie atomique		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	15,446,848	15,204,174
Autres frais de fonctionnement	11,408,152	11,131,413
Programme d'emploi d'été et d'enseignement coopératif	36,000	28,572
	26,891,000	*26,364,159*
Montant législatif	*2,178,000*	*2,178,000*
	29,069,000	28,542,159
Énergie atomique du Canada, Limitée		
Crédit 45—Paiements pour les dépenses de fonctionnement et en capital—		
Compagnie de recherche	142,654,000	142,654,000
Installations déclassées	13,218,000	13,218,000
Groupe interministériel énergétique	8,641,000	8,641,000
Déchets de faible activité	2,500,000	2,427,000
Conception du CANDU-3	29,200,000	29,200,000
Transfert de Radio Chemical Company à CDIC	9,500,000	9,500,000
	205,713,000	205,640,000
Office national de l'énergie		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	17,027,969	16,202,883
Réserve: rajustements de rémunération	6,049	
Autres frais de fonctionnement	4,774,982	4,702,809
	21,809,000	*20,905,692*
Montant législatif	*2,675,000*	*2,675,000*
	24,484,000	23,580,692

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale		
Crédit 55—Paiements à la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale—		
Autres frais de fonctionnement	49,300,000	49,300,000
Total du ministère	2,085,494,923	1,157,101,684
ENVIRONNEMENT		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	24,732,440	24,445,326
Autres frais de fonctionnement	20,407,978	20,227,138
Défi 89	46,000	45,636
Programme d'enseignement coopératif	270,000	254,706
	45,456,418	*44,972,806*
Montants législatifs	*3,495,200*	*3,495,200*
	48,951,618	48,468,006
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	239,540,673	238,026,128
Autres frais de fonctionnement	180,534,475	180,166,667
Convention définitive des Inuvialuit	204,010	203,413
Défi 89	1,212,000	1,090,055
Programme d'enseignement coopératif	1,994,000	1,918,206
Moins: recettes à valoir sur le crédit	33,159,000	36,475,354
	390,326,158	*384,929,115*
Crédit 10—Dépenses en capital	*59,598,000*	*59,256,235*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	34,581,250	26,606,231
Gelées	1,300,000	
	35,881,250	*26,606,231*
Montant législatif	*33,713,000*	*33,713,000*
	519,518,408	504,504,581
PROGRAMME PARCS		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	163,054,237	162,561,797
Autres frais de fonctionnement	80,695,412	80,297,372
Convention définitive des Inuvialuit	500,000	323,300
Défi 89	1,900,000	1,894,443
Programme d'enseignement coopératif	228,000	222,229
	246,377,649	*245,299,141*
Crédit 25—Dépenses en capital—		
Capital	108,462,000	108,192,907
Convention définitive des Inuvialuit	290,000	290,000
	108,752,000	*108,482,907*
Crédit 30—La Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	967,258	967,258

	Affectations	Dépenses
	$	$
Autres frais de fonctionnement	861,742	861,742
	1,829,000	*1,829,000*
Montants législatifs	*22,745,236*	*22,745,236*
	379,703,885	378,356,284
Total du ministère	948,173,911	931,328,871
AFFAIRES EXTÉRIEURES		
Département		
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	363,434,616	353,934,561
Réserve: rajustements de rémunération	10,295	
Autres frais de fonctionnement	356,660,348	352,796,218
Programme d'emploi d'été axé sur la carrière	195,000	193,779
Programme d'enseignement coopératif	125,700	111,005
	720,425,959	*707,035,563*
Crédit 2c—Radiation de dettes—		
Autres frais de fonctionnement	*9,202*	*9,202*
Crédit 5—Dépenses en capital	*122,436,000*	*109,626,093*
Crédit 10—Subventions et contributions	*237,328,661*	*222,404,644*
Montants législatifs	*44,797,222*	*30,416,185*
	1,124,997,044	1,069,491,687
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	291,000	259,626
Autres frais de fonctionnement	1,573,000	1,557,380
	1,864,000	*1,817,006*
Montant législatif	*40,000*	*40,000*
	1,904,000	1,857,006
Sous-total—Département	1,126,901,044	1,071,348,693
Corporation commerciale canadienne		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	20,089,000	17,088,890
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales		
Montant législatif	5,000,000	5,000,000
Agence canadienne de développement international		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	56,810,004	56,436,525
Autres frais de fonctionnement	46,617,906	45,954,976
Programme d'emploi d'été pour étudiant	194,801	177,931
Programme d'enseignement coopératif	522,586	522,488
	104,145,297	*103,091,920*
Crédit 30—Subventions et contributions	*1,791,900,001*	*1,789,906,967*
Montants législatifs	*766,279,088*	*766,279,088*
	2,662,324,386	2,659,277,975

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Secrétariat canadien		
Crédit 42b—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	475,000	456,695
Autres frais de fonctionnement	1,012,000	572,867
	1,487,000	1,029,562
Société pour l'expansion des exportations		
Montants législatifs	110,844,509	110,844,509
Centre international d'exploitation des océans		
Crédit 45—Paiements au Centre international d'exploitation des océans—		
Autres frais de fonctionnement	10,100,000	10,100,000
Centre de recherches pour le développement international		
Crédit 50—Versements au Centre de recherches pour le développement international—		
Autres frais de fonctionnement	108,500,000	108,500,000
Commission mixte internationale		
Crédit 55—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,404,050	2,276,421
Autres frais de fonctionnement	2,495,956	2,410,034
	4,900,006	*4,686,455*
Montant législatif	*307,000*	*307,000*
	5,207,006	4,993,455
Total du ministère	4,050,452,945	3,988,183,084
FINANCES		
Département		
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	38,266,184	37,706,968
Autres frais de fonctionnement	53,473,216	53,258,542
Programme d'emploi d'été pour étudiant	373,100	370,552
Moins: recettes à valoir sur le crédit	5,655,000	5,905,000
	86,457,500	*85,431,062*
Montants législatifs	*422,838,020*	*422,838,020*
	509,295,520	508,269,082
PROGRAMME DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE		
Montant législatif	38,937,256,649	38,937,256,649
PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL		
Montants législatifs	8,128,200,443	8,128,200,443
PROGRAMME SPÉCIAL		
Crédit 15—La Caisse des réclamations étrangères—		
Autres frais de fonctionnement	*30,000*	*3,400*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 17c—Paiement au compte d'indemnisation—		
Autres frais de fonctionnement	*35,000*	*35,000*
Crédit 18c—Fournir une garantie d'au plus $160,000,000 à la CAHC visant 90% des pertes nettes estimatives des prêteurs—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Montant législatif	*71,704,684*	*200,976*
	71,769,685	239,376
Sous-total—Département	47,646,522,297	47,573,965,550
Vérificateur général		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	*47,674,000*	*47,607,731*
Montants législatifs	*5,006,364*	*5,006,364*
	52,680,364	52,614,095
Tribunal canadien du commerce extérieur		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,139,252	5,774,166
Autres frais de fonctionnement	3,639,505	3,186,966
	9,778,757	*8,961,132*
Montant législatif	*747,000*	*747,000*
	10,525,757	9,708,132
Bureau du surintendant des institutions financières		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	22,041,360	21,560,595
Autres frais de fonctionnement	14,037,640	14,006,312
Moins: recettes à valoir sur le crédit	33,322,000	32,852,123
	2,757,000	*2,714,784*
Montants législatifs	*41,834,039*	*3,534,356*
	44,591,039	6,249,140
Privatisation et affaires réglementaires		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,245,165	3,839,968
Réserve: rajustements de rémunération	2,104	
Autres frais de fonctionnement	5,018,731	4,055,775
	9,266,000	*7,895,743*
Montant législatif	*658,000*	*658,000*
	9,924,000	8,553,743
Total du ministère	47,764,243,457	47,651,090,660
PÊCHES ET OCÉANS		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	275,587,891	274,475,364
Autres frais de fonctionnement	233,713,740	233,564,249
Mise en oeuvre de l'entente finale avec les Inuvialuit	332,169	332,169
Défi 89	4,793,600	4,781,024
	514,427,400	*513,152,806*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 5—Dépenses en capital	*161,527,601*	*161,102,630*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	13,345,900	12,844,536
Mise en oeuvre de l'entente finale avec les Inuvialuit	273,600	273,600
Gelées	4,690,700	
	18,310,200	*13,118,136*
Montants législatifs	*40,363,834*	*40,363,834*
Total du ministère	734,629,035	727,737,406
FORÊTS		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	60,507,630	60,348,725
Autres frais de fonctionnement	29,172,904	29,078,385
Programme d'emploi d'été pour étudiant	2,013,483	2,010,639
Programme d'enseignement coopératif ..	329,362	329,362
Moins: recettes à valoir sur le crédit	646,104	646,104
	91,377,275	*91,121,007*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	*8,517,000*	*8,497,705*
Crédit 10—Subventions et contributions ..	*125,686,880*	*125,129,333*
Montants législatifs	*8,408,224*	*8,408,224*
Total du ministère	233,989,379	233,156,269
GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,482,113	5,325,257
Autres frais de fonctionnement	3,758,872	2,714,321
Programme du Gouverneur général	738,000	1,687,739
Programme d'emploi d'été pour étudiant	25,000	25,000
	10,003,985	*9,752,317*
Montants législatifs	*1,076,969*	*1,076,969*
Total du ministère	11,080,954	10,829,286
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	30,067,900	29,728,294
Autres frais de fonctionnement	14,980,000	14,559,813
Gelées	12,701	
	45,060,601	*44,288,107*
Montants législatifs	*4,026,200*	*4,026,200*
	49,086,801	48,314,307
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	134,500,800	134,024,868
Autres frais de fonctionnement	92,881,400	90,977,003
Convention sur l'inondation des terres du Nord du Manitoba	682,100	587,837
Loi C-31	1,511,400	1,180,662
	229,575,700	*226,770,370*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 6b—Pour réduire le solde du Compte d'expansion économique des Indiens—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Crédit 7b—Radiation de dettes—		
Autres frais de fonctionnement	*8,828,780*	*6,298,641*
Crédit 8c—Radiation de dettes—		
Autres frais de fonctionnement	*5,849,952*	*5,833,294*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Capital	7,704,500	7,447,188
Loi C-31	267,000	267,000
	7,971,500	*7,714,188*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1,856,965,586	1,856,866,630
Convention sur l'inondation des terres du Nord du Manitoba	1,315,900	1,304,807
Loi C-31	147,592,600	147,519,263
	2,005,874,086	*2,005,690,700*
Montants législatifs	*59,143,122*	*25,158,980*
	2,317,243,141	2,277,466,173
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	30,492,529	30,178,665
Autres frais de fonctionnement	31,066,171	30,074,757
CDI—Dépenses ministérielles	132,260	120,552
	61,690,960	*60,373,974*
Crédit 31b—Radiation de dettes—		
Autres frais de fonctionnement	*249,260*	*249,259*
Crédit 35—Dépenses en capital	*19,431,600*	*19,416,295*
Crédit 40—Subventions et contributions(3)—		
Subventions et contributions	37,582,490	37,328,420
CDI—Contributions ministérielles	589,130	467,206
CDI—Contribution au GTN-O	2,808,600	2,800,749
CDI—Contribution au GTY	961,580	897,790
	41,941,800	*41,494,165*
Montants législatifs	*4,821,182*	*4,484,418*
	128,134,802	126,018,111
PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX		
Crédit 45—Paiements de transfert au gouvernement du Yukon—		
Autres frais de fonctionnement	*195,384,829*	*195,384,829*
Crédit 50—Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest—		
Autres frais de fonctionnement	*725,689,040*	*725,689,040*
	921,073,869	921,073,869
Total du ministère	3,415,538,613	3,372,872,460

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
Département		
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	109,508,613	107,360,148
Réserve: rajustements de rémunération	1,467	
Autres frais de fonctionnement	104,587,390	104,484,602
	214,097,470	*211,844,750*
Crédit 2—Loi sur les prêts aux petites entreprises—Augmenter le plafond global des prêts—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Crédit 3c—Radiation de dettes—		
Autres frais de fonctionnement	*99,542*	*99,541*
Crédit 5—Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	*799,000*	*799,000*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	648,498,066	625,681,378
Gelées	43,572,000	
	692,070,066	*625,681,378*
Montants législatifs	*41,177,424*	*41,177,424*
	948,243,503	879,602,093
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS ET DES AUTOCHTONES		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	15,790,827	15,150,281
Autres frais de fonctionnement	10,726,014	10,289,560
	26,516,841	*25,439,841*
Crédit 30—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	263,999,500	263,655,170
Gelées	7,000,000	
	270,999,500	*263,655,170*
Montant législatif	*2,223,000*	*2,223,000*
	299,739,341	291,318,011
Sous-total—Département	1,247,982,844	1,170,920,104
Agence spatiale canadienne		
Crédit 32b—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	7,433,000	5,731,105
Autres frais de fonctionnement	24,110,200	23,881,104
	31,543,200	*29,612,209*
Crédit 33b—Contributions—		
Subventions et contributions	*25,005,000*	*25,005,000*
	56,548,200	54,617,209
Société de développement du Cap-Breton		
Crédit 35—Paiements pour les dépenses en capital—		
Capital	*14,905,000*	*14,873,947*
Crédit 36b—Paiement à la Société de développement du Cap-Breton—		
Capital	*46,788,000*	*39,089,085*
	61,693,000	53,963,032
Banque fédérale de développement		
Crédit 40—Paiements à la Banque fédérale de développement—		
Autres frais de fonctionnement	*24,756,734*	*24,189,459*
Crédit 45—Paiements à la Banque fédérale de développement—		
Autres frais de fonctionnement	*13,000,000*	*3,600,000*
Montant législatif	*6,400,000*	*6,400,000*
	44,156,734	34,189,459
Investissement Canada		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,859,103	5,826,343
Réserve: rajustements de rémunération	1,246	
Autres frais de fonctionnement	2,654,651	2,654,621
Programme d'emploi d'été pour étudiant	117,000	102,089
	8,632,000	*8,583,053*
Montant législatif	*926,000*	*926,000*
	9,558,000	9,509,053
Conseil national de recherches du Canada		
Crédit 65—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	159,243,334	159,224,858
Autres frais de fonctionnement	103,405,673	103,071,741
Fins particulières	1,740,994	1,740,994
Moins: recettes à valoir sur le crédit	21,710,000	21,709,518
	242,680,001	*242,328,075*
Crédit 70—Dépenses en capital—		
Capital	123,444,000	120,726,408
Moins: recettes à valoir sur le crédit	976,000	976,000
	122,468,000	*119,750,408*
Crédit 75—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	121,331,000	117,073,817
Gelées	500,000	
	121,831,000	*117,073,817*
Montant législatif	*23,934,000*	*23,934,000*
	510,913,001	503,086,300
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Crédit 80--Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	7,246,933	7,160,820
Autres frais de fonctionnement	8,569,110	8,418,846
	15,816,043	*15,579,666*
Crédit 85—Subventions—		
Subventions et contributions	*375,350,000*	*375,350,000*
Montant législatif	*1,065,000*	*1,065,000*
	392,231,043	391,994,666

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Conseil des sciences du Canada		
Crédit 90—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,825,137	1,825,124
Autres frais de fonctionnement	944,863	944,545
	2,770,000	*2,769,669*
Montant législatif	*270,000*	*270,000*
	3,040,000	3,039,669
Statistique Canada		
Crédit 95—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	191,511,182	191,424,381
Autres frais de fonctionnement	53,380,334	53,365,458
Programme d'emploi d'été pour étudiant	1,842,919	1,842,614
Moins: recettes à valoir sur le crédit	27,579,358	27,578,967
	219,155,077	*219,053,486*
Montant législatif	*25,855,000*	*25,855,000*
	245,010,077	244,908,486
Société canadienne des postes		
Crédit 100—Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales—		
Paiement-Infrastructure pour envoi de courrier à contenu culturel	154,500,000	184,500,000
Colis du service aérien omnibus	16,000,000	
Franchise postale pour le bibliothécaire parlementaire	11,000,000	
Cécogrammes	3,000,000	
	184,500,000	*184,500,000*
Crédit 101—Rendre compte des frais de fonctionnement et de revenus excédant les recettes—SCP—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
	184,500,001	184,500,000
Total du ministère	2,755,632,900	2,650,727,978
JUSTICE		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	88,096,370	86,293,092
Autres frais de fonctionnement	32,133,130	31,530,670
Programme d'emploi d'été pour étudiant	361,000	352,059
	120,590,500	*118,175,821*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	18,490,384	17,959,582
Contributions—Loi sur les jeunes contrevenants et accord sur l'aide juridique	250,010,767	249,392,759
Gelées	2,352,000	
	270,853,151	*267,352,341*
Montants législatifs	*12,991,200*	*12,991,200*
Sous-total—Département	404,434,851	398,519,362

	Affectations	Dépenses
	$	$
Commission canadienne des droits de la personne		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	9,261,207	8,937,360
Autres frais de fonctionnement	4,137,453	3,856,760
	13,398,660	*12,794,120*
Montant législatif	*1,233,000*	*1,233,000*
	14,631,660	14,027,120
Commissaire à la magistrature fédérale		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,708,245	1,708,245
Autres frais de fonctionnement	2,820,063	2,716,995
	4,528,308	*4,425,240*
Crédit 20—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	147,073	141,155
Autres frais de fonctionnement	231,959	231,958
	379,032	*373,113*
Montants législatifs	*142,391,951*	*142,391,951*
	147,299,291	147,190,304
Cour fédérale du Canada		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	9,718,469	9,152,161
Autres frais de fonctionnement	5,681,531	5,342,112
Gelées	231,000	
	15,631,000	*14,494,273*
Montant législatif	*1,483,000*	*1,483,000*
	17,114,000	15,977,273
Commission de réforme du droit du Canada		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,798,753	1,740,789
Autres frais de fonctionnement	2,762,247	2,749,878
	4,561,000	*4,490,667*
Montant législatif	*273,000*	*273,000*
	4,834,000	4,763,667
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,877,887	3,851,991
Autres frais de fonctionnement	1,382,113	1,302,617
Moins: affectation réservée	51,905	
	5,208,095	*5,154,608*
Montant législatif	*596,000*	*596,000*
	5,804,095	5,750,608

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Cour suprême du Canada		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,261,068	5,261,065
Autres frais de fonctionnement	4,381,356	4,291,641
Défi 89	75,576	68,792
	9,718,000	*9,621,498*
Montants législatifs	*3,577,852*	*3,577,852*
	13,295,852	13,199,350
Cour canadienne de l'impôt		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,110,790	3,178,028
Autres frais de fonctionnement	3,983,210	3,961,366
	8,094,000	*7,139,394*
Montant législatif	*325,000*	*325,000*
	8,419,000	7,464,394
Total du ministère	615,832,749	606,892,078
TRAVAIL		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	40,778,616	40,691,369
Réserve: rajustements de rémunération	5,216	
Autres frais de fonctionnement	17,772,890	17,364,066
Programme d'emploi d'été pour étudiant	379,278	
	58,936,000	*58,055,435*
Crédit 5—Subventions et contributions	*56,575,000*	*32,481,582*
Montants législatifs	*140,545,411*	*140,545,411*
Sous-total—Département	256,056,411	231,082,428
Conseil canadien des relations du travail		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,535,007	5,520,307
Autres frais de fonctionnement	2,115,993	2,049,430
	7,651,000	*7,569,737*
Montant législatif	*766,000*	*766,000*
	8,417,000	8,335,737
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,903,500	6,904,424
Autres frais de fonctionnement	3,041,500	2,816,852
Honoraires journaliers des gouverneurs	129,000	70,288
Moins: recettes à valoir sur le crédit	1,452,000	1,190,932
	8,622,000	8,600,632
Total du ministère	273,095,411	248,018,797
DÉFENSE NATIONALE		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Personnel civil	1,204,294,578	1,204,294,578
Personnel militaire	3,386,540,423	3,420,655,638
Autres frais de fonctionnement	3,337,889,766	3,365,895,743
Moins: affectation réservée	3,484,877	

	Affectations	Dépenses
	$	$
Moins: recettes à valoir sur le crédit	361,434,767	361,434,767
	7,563,805,123	*7,629,411,192*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	2,725,090,000	2,771,712,959
Gelées	1,090,000	
	2,726,180,000	*2,771,712,959*
Crédit 10—Subventions et contributions	*188,797,557*	*187,850,940*
Montants législatifs	*970,800,472*	*970,800,472*
Sous-total—Département	11,449,583,152	11,559,775,563
Protection civile Canada		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,881,246	4,886,251
Autres frais de fonctionnement	7,633,754	7,219,391
	12,515,000	*12,105,642*
Crédit 20—Subventions et contributions	*10,248,456*	*10,247,906*
Montant législatif	*721,000*	*721,000*
	23,484,456	23,074,548
Total du ministère	11,473,067,608	11,582,850,111
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
Département		
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	47,676,400	47,588,200
Autres frais de fonctionnement	23,730,581	23,684,801
Évaluation—Planification de l'emploi	1,000,000	442,265
Programme d'emploi d'été pour étudiant	520,432	520,430
Moins: recettes à valoir sur le crédit	2,240,000	2,240,000
	70,687,413	*69,995,696*
Montants législatifs	*6,719,200*	*6,719,200*
	77,406,613	76,714,896
PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	14,743,045	14,707,001
Autres frais de fonctionnement	28,328,444	28,277,625
Programme d'emploi d'été pour étudiant	469,000	468,859
	43,540,489	*43,453,485*
Crédit 10—Subventions et contributions	*51,320,000*	*51,285,933*
Montants législatifs	*6,665,081,000*	*6,665,081,000*
	6,759,941,489	6,759,820,418
PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	12,333,905	12,085,963
Autres frais de fonctionnement	7,155,684	7,045,493
Programme d'emploi d'été pour étudiant	156,323	156,323
	19,645,912	*19,287,779*
Crédit 20—Subventions et contributions	*177,571,001*	*176,080,822*
Montants législatifs	*4,886,975,886*	*4,886,975,886*
	5,084,192,799	5,082,344,487

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	112,216,730	111,897,349
Autres frais de fonctionnement	239,772,798	238,154,679
Subventions et contributions	121,605,000	121,449,796
Mise en oeuvre de la Loi C-31	45,295,000	45,295,000
Programme d'emploi d'été pour étudiant	680,000	673,365
	519,569,528	*517,470,189*
Crédit 30—Dépenses en capital	*18,933,000*	*18,677,820*
Montants législatifs	*13,940,084*	*13,940,084*
	552,442,612	550,088,093
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ		
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	92,317,014	92,259,351
Autres frais de fonctionnement	64,322,567	64,272,505
Programme d'emploi d'été pour étudiant	1,382,680	1,382,680
	158,022,261	*157,914,536*
Crédit 40—Dépenses en capital—		
Capital	24,343,000	24,070,227
Gelées	1	
	24,343,001	*24,070,227*
Crédit 45—Subventions et contributions	*5,683,006*	*5,476,269*
Montants législatifs	*12,969,670*	*12,969,670*
	201,017,938	200,430,702
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	91,756,805	91,738,011
Autres frais de fonctionnement	38,609,768	38,020,097
Programme d'emploi d'été pour étudiant	285,627	285,627
Moins: recettes à valoir sur le crédit	54,910,379	54,910,379
	75,741,821	*75,133,356*
Montants législatifs	*18,819,357,491*	*18,819,357,491*
	18,895,099,312	18,894,490,847
PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR		
Crédit 55—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,755,418	4,724,707
Autres frais de fonctionnement	7,525,566	6,996,649
Programme d'emploi d'été pour étudiant	15,300	15,024
	12,296,284	*11,736,380*
Crédit 60—Contributions	*63,434,000*	*63,393,778*
Montant législatif	*654,000*	*654,000*
	76,384,284	75,784,158
Sous-total—Département	31,646,485,047	31,639,673,601
Conseil de recherches médicales		
Crédit 65—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,480,808	2,478,821
Autres frais de fonctionnement	2,245,192	2,236,098
	4,726,000	*4,714,919*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 70—Subventions	*197,346,001*	*197,338,622*
Montant législatif	*370,000*	*370,000*
	202,442,001	202,423,541
Total du ministère	31,848,927,048	31,842,097,142
REVENU NATIONAL		
Douanes et Accise		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	406,963,840	401,779,663
Autres frais de fonctionnement	112,148,254	111,767,916
Programme d'enseignement coopératif	6,128,154	6,102,941
	525,240,248	*519,650,520*
Crédit 5—Dépenses en capital	*34,456,000*	*34,197,946*
Montants législatifs	*53,970,200*	*53,970,200*
	613,666,448	607,818,666
Impôt		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	798,163,167	784,067,235
Autres frais de fonctionnement	213,955,689	203,828,942
Programme d'emploi d'été	3,300,000	3,264,089
Moins: recettes à valoir sur le crédit	87,913,000	87,913,000
	927,505,856	*903,247,266*
Crédit 15—Dépenses en capital	*39,723,000*	*38,162,325*
Montants législatifs	*109,040,359*	*109,040,359*
	1,076,269,215	1,050,449,950
Total du ministère	1,689,935,663	1,658,268,616
PARLEMENT		
Sénat		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	*24,232,000*	*23,081,930*
Montants législatifs	*12,608,898*	*12,608,898*
	36,840,898	35,690,828
Chambre des communes		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	*144,674,000*	*141,108,486*
Montants législatifs	*64,248,149*	*64,248,149*
	208,922,149	205,356,635
Bibliothèque du Parlement		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	*12,895,000*	*12,787,285*
Montant législatif	*1,506,000*	*1,506,000*
	14,401,000	14,293,285
Total du ministère	260,164,047	255,340,748
CONSEIL PRIVÉ		
Département		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	29,322,258	29,250,523
Réserve: rajustements de rémunération	1,827	

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Autres frais de fonctionnement	28,269,615	27,007,166
	57,593,700	*56,257,689*
Montants législatifs	*4,695,474*	*4,695,474*
Sous-total—Département	62,289,174	60,953,163
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	923,013	902,033
Autres frais de fonctionnement	2,391,987	2,272,702
	3,315,000	*3,174,735*
Montant législatif	*155,000*	*155,000*
	3,470,000	3,329,735
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Crédit 6b—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	7,416,000	
Autres frais de fonctionnement	4,761,000	
	12,177,000	
Directeur général des élections		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,125,192	2,085,500
Autres frais de fonctionnement	338,808	217,785
	2,464,000	*2,303,285*
Montants législatifs	*20,282,921*	*20,282,921*
	22,746,921	22,586,206
Commissaire aux langues officielles		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	7,780,000	7,778,181
Autres frais de fonctionnement	3,745,000	3,745,129
Gelées	48,000	
	11,573,000	*11,523,310*
Montant législatif	*1,190,000*	*1,190,000*
	12,763,000	12,713,310
Conseil économique du Canada		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,550,236	6,549,839
Réserve: rajustements de rémunération ..	8,016	
Autres frais de fonctionnement	2,158,748	2,157,264
	8,717,000	*8,707,103*
Montant législatif	*983,000*	*983,000*
	9,700,000	9,690,103
Administration du pipe-line du Nord		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	143,144	57,763
Autres frais de fonctionnement	246,856	122,114
	390,000	*179,877*
Montant législatif	*22,000*	*22,000*
	412,000	201,877

	Affectations	Dépenses
	$	$
Commission des relations de travail dans la Fonction publique		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,871,003	6,738,257
Autres frais de fonctionnement	2,259,443	2,254,172
	9,130,446	*8,992,429*
Montant législatif	*997,000*	*997,000*
	10,127,446	9,989,429
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	*1,314,000*	*1,308,152*
Montant législatif	*91,000*	*91,000*
	1,405,000	1,399,152
Total du ministère	135,090,541	120,862,975
TRAVAUX PUBLICS		
Département		
PROGRAMME DES SERVICES		
Crédit 1—Fonds renouvelable des Travaux publics—Déficit de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	*46,518,751*	*46,518,751*
Crédit 2c—Fonds renouvelable des Travaux publics—Ajuster les comptes pour dépenses non récupérées et pertes—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Montants législatifs	*387,933,207*	*14,264,388*
	434,451,959	60,783,139
PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	11,469,863	11,469,863
Autres frais de fonctionnement	888,759,374	906,303,414
Musée des civilisation	9,162,000	
Musée des sciences et de la technologie ..	6,138,000	
Musée des sciences naturelles	3,472,000	
Musée des beaux-arts	7,445,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	245,667,237	245,667,237
	680,779,000	*672,106,040*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Capital	130,080,000	127,307,629
Fins particulières	4,487,000	4,399,743
	134,567,000	*131,707,372*
Montants législatifs	*287,955,627*	*287,955,627*
	1,103,301,627	1,091,769,039
PROGRAMME DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
Crédit 15—Paiements à la Société de construction des musées du Canada Inc.—		
Autres frais de fonctionnement	*33,214,000*	*33,214,000*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 20—Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	*15,481,002*	*6,055,150*
Crédit 21—Paiement garanti par la Harbourfront Corporation—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Crédit 22—Paiements garantis à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses en capital—		
Autres frais de fonctionnement	*3,649,000*	*3,649,000*
	52,344,003	42,918,150
Sous-total—Département	1,590,097,589	1,195,470,328
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Logement du marché	79,599,000	77,925,016
Logement social	1,679,138,000	1,615,502,547
Aide au logement	41,655,000	41,651,506
	1,800,392,000	*1,735,079,069*
Crédit 26b—Autorisation d'emprunter de l'argent d'autres sources que l'État, alinéa 101(b) de la LGFP—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
	1,800,392,001	1,735,079,069
Commission de la Capitale nationale		
Crédit 30—Paiement pour les dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	43,189,727	45,832,727
Autres frais de fonctionnement	18,045,764	15,402,764
	61,235,491	*61,235,491*
Crédit 35—Paiement pour les dépenses en capital—		
Autres frais de fonctionnement	19,509,000	19,509,000
Gelées	500,000	
	20,009,000	*19,509,000*
Crédit 40—Paiement pour les subventions et contributions—		
Autres frais de fonctionnement	*13,400,000*	*13,400,000*
	94,644,491	94,144,491
Total du ministère	3,485,134,081	3,024,693,888
SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	116,594,248	114,978,455
Autres frais de fonctionnement	72,823,795	70,620,436
	189,418,043	*185,398,891*
Crédit 5—Subventions et contributions	*372,768,500*	*372,722,368*
Montants législatifs	*2,592,446,437*	*2,592,446,437*
Sous-total—Département	3,154,632,980	3,150,767,696

	Affectations	Dépenses
	$	$
Centre canadien de gestion		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	3,370,130	3,362,692
Enveloppe des salaires	5,835,870	5,830,893
	9,206,000	*9,193,585*
Montant législatif	*758,000*	*758,000*
	9,964,000	9,951,585
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	10,973,999	10,861,550
Autres frais de fonctionnement	10,049,901	10,045,616
Canadiens japonais—À titre gracieux	263,970,000	263,970,000
Canadiens japonais—Autres coûts	3,464,000	3,241,063
	288,457,900	*288,118,229*
Crédit 20—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	51,212,001	50,960,357
Cours de langues et d'instruction civique	28,818,000	28,817,999
	80,030,001	*79,778,356*
Montant législatif	*1,676,000*	*1,676,000*
	370,163,901	369,572,585
Commission de la Fonction publique		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	97,781,636	95,060,305
Autres frais de fonctionnement	25,680,143	25,121,507
Programme d'enseignement coopératif	224,000	224,000
Défi 89	114,000	114,000
	123,799,779	*120,519,812*
Montants législatifs	*21,930,418*	*15,710,267*
	145,730,197	136,230,079
Conseil de recherches en sciences humaines		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,152,475	4,121,127
Autres frais de fonctionnement	2,299,025	2,298,788
	6,451,500	*6,419,915*
Crédit 35—Subventions	*74,580,000*	*74,580,000*
Montant législatif	*600,000*	*600,000*
	81,631,500	81,599,915
Total du ministère	3,762,122,578	3,748,121,860
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Département		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	13,552,201	13,470,496
Autres frais de fonctionnement	13,555,133	13,148,899
Défi 89	186,087	170,748
	27,293,421	*26,790,143*
Montants législatifs	*1,969,200*	*1,969,200*
Sous-total—Département	29,262,621	28,759,343

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations $	Dépenses $
Service canadien du renseignement de sécurité		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	165,417,150	163,892,900
Service correctionnel		
Crédit 10—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	469,081,531	468,485,338
Autres frais de fonctionnement	256,884,106	254,039,180
Défi 89	481,000	480,530
	726,446,637	*723,005,048*
Crédit 15—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital—		
Capital	98,679,900	92,016,642
Nouveaux projets majeurs de construction	7,477,101	
Gelées	5,900,000	
	112,057,001	*92,016,642*
Montants législatifs	*61,173,010*	*61,173,010*
	899,676,648	876,194,700
Commission nationale des libérations conditionnelles		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	16,470,177	16,344,073
Autres frais de fonctionnement	4,111,823	4,091,939
	20,582,000	*20,436,012*
Montant législatif	*2,129,000*	*2,129,000*
	22,711,000	22,565,012
Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	966,941,525	965,777,676
Autres frais de fonctionnement	347,670,201	348,974,158
Moins: recettes à valoir sur le crédit	509,945,000	513,428,664
	804,666,726	*801,323,170*
Crédit 30—Dépenses en capital	*105,668,000*	*105,543,015*
Montants législatifs	*160,411,239*	*160,411,239*
	1,070,745,965	1,067,277,424
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	614,822	567,652
Autres frais de fonctionnement	351,092	340,270
Défi 89	7,086	7,086
	973,000	*915,008*
Montant législatif	*95,000*	*95,000*
	1,068,000	1,010,008

	Affectations $	Dépenses $
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,335,164	1,242,963
Autres frais de fonctionnement	2,030,836	1,611,522
	3,366,000	*2,854,485*
Montant législatif	*160,000*	*160,000*
	3,526,000	3,014,485
Total du ministère	2,192,407,384	2,162,713,872
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
Département		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	210,131,511	209,714,129
Autres frais de fonctionnement	170,831,490	170,624,365
Programme de sensibilisation au public	2,494,000	2,494,000
Propositions spontanées	14,282,000	14,143,868
Indemnisation des institutions financières	32,046,000	30,332,241
Gelées	45,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	156,684,000	156,480,875
	273,146,001	*270,827,728*
Crédit 3b—Paiement fait au nom du ministre d'État (Habitation) aux personnes embauchées—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	*200,000*	*195,994*
Crédit 5—Dépenses en capital	*8,094,000*	*6,168,983*
Montants législatifs	*553,895,933*	*351,360,460*
Total du ministère	835,335,934	628,553,165
TRANSPORTS		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	869,318,046	869,347,374
Autres frais de fonctionnement	515,738,879	512,566,549
Programme d'emploi d'été pour étudiant	7,050,000	6,940,611
Moins: recettes à valoir sur le crédit	673,376,000	680,137,210
	718,730,925	*708,717,324*
Crédit 5—Dépenses en capital	*563,082,002*	*583,156,136*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	250,787,806	239,813,091
Aide spéciale	14,100,000	8,199,010
Gelées	338,000	
	265,225,806	*248,012,101*
Crédit 11—Corporation Place du Havre Canada—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Crédit 15—Paiements à la Société canadienne des ports—		
Autres frais de fonctionnement	*27,000,000*	*26,650,000*
Crédit 16—Autorisation d'emprunt—Société canadienne des ports et autres sociétés des ports—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 17—Paiements à la Société canadienne des ports pour dépenses en capital—		
Autres frais de fonctionnement	*5,556,800*	*5,403,095*
Crédit 20—Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	*8,071,000*	*7,739,583*
Crédit 25—Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée—		
Autres frais de fonctionnement	*14,284,000*	*13,947,832*
Crédit 26c—Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides—		
Autres frais de fonctionnement	*1,903,000*	*1,672,590*
Crédit 30—Paiements à Marine Atlantique SCC—		
Autres frais de fonctionnement	*265,467,000*	*265,466,477*
Crédit 35—Paiements à VIA Rail Canada Inc.—		
Autres frais de fonctionnement	*521,456,452*	*521,119,582*
Crédit 40—Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent—		
Autres frais de fonctionnement	*26,900,000*	*26,900,000*
Crédit 45—Paiements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordées aux employés—		
Autres frais de fonctionnement	*155,754*	*82,457*
Crédit 46b—Chemins de fer nationaux du Canada—Pour renoncer aux dividendes à l'égard de 1985 et 1987—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Montants législatifs	*386,137,813*	*63,680,961*
Sous-total—Département	2,803,970,555	2,472,548,138
Bureau canadien de la sécurité aérienne		
Crédit 55—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	10,756,905	10,502,150
Réserve: rajustements de rémunération ..	652	
Autres frais de fonctionnement	5,112,943	5,090,417
Programme d'emploi d'été pour étudiant	138,500	134,245
	16,009,000	*15,726,812*
Montant législatif	*1,642,000*	*1,642,000*
	17,651,000	17,368,812
Tribunal de l'aviation civile		
Crédit 60—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	432,668	442,080
Autres frais de fonctionnement	619,332	378,865
	1,052,000	*820,945*
Montant législatif	*67,000*	*67,000*
	1,119,000	887,945
Administrateur de l'Office du transport du grain		
Crédit 65—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,460,711	1,417,710
Réserve: rajustements de rémunération ..	582	
Autres frais de fonctionnement	4,061,207	2,456,384
Défi 89	11,500	
	5,534,000	*3,874,094*
Montant législatif	*224,000*	*224,000*
	5,758,000	4,098,094
Office national des transports		
Crédit 70—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	26,305,143	25,997,802
Autres frais de fonctionnement	7,525,354	7,454,268
Programme d'enseignement coopératif ..	42,800	36,827
Défi 89	16,000	15,537
	33,889,297	*33,504,434*
Crédit 75—Contributions	*13,433,001*	*10,958,180*
Montants législatifs	*709,698,099*	*709,698,099*
	757,020,397	754,160,713
Total du ministère	3,585,518,952	3,249,063,702
CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétariat		
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	45,071,830	45,071,165
Autres frais de fonctionnement	23,358,983	23,333,457
	68,430,813	*68,404,622*
Crédit 3—Paiements aux sociétés d'État en vertu de la Loi sur les langues officielles—		
Autres frais de fonctionnement	*6,000,000*	*1,193,285*
Montants législatifs	*6,449,231*	*6,449,231*
	80,880,044	76,047,138
PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Crédit 5—Éventualités du gouvernement—		
Gelées	237,508,210	
PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE		
Crédit 15—Assurance de la Fonction publique—		
Autres frais de fonctionnement	417,388,000	419,716,207
Moins: recettes à valoir sur le crédit	40,023,000	42,393,322
	377,365,000	*377,322,885*
Montants législatifs	*32,617,031*	*32,617,031*
	409,982,031	409,939,916

Dépenses budgétaires par affectation—*Fin*

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME D'AFFECTATION TEMPORAIRE		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,898,790	1,754,627
Autres frais de fonctionnement	58,210	10,829
Moins: recettes à valoir sur le crédit	2,111,000	1,016,630
	846,000	*748,826*
Montant législatif	*387,000*	*387,000*
	1,233,000	1,135,826
Sous-total—Secrétariat	729,603,285	487,122,880
Contrôleur général		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	10,165,368	10,157,012
Autres frais de fonctionnement	4,208,732	4,187,633
Programme d'emploi d'été pour étudiant	130,900	130,852
	14,505,000	*14,475,497*
Montant législatif	*1,477,000*	*1,477,000*
	15,982,000	15,952,497
Total du ministère	745,585,285	503,075,377
ANCIENS COMBATTANTS		
Département		
PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	139,937,275	139,313,865
Autres frais de fonctionnement	49,896,459	48,346,914
Achat de services de santé	218,295,070	205,730,894
Défi 89	433,037	330,307
Gelées	1	
	408,561,842	*393,721,980*
Crédit 2b—Radiation de dettes—		
Autres frais de fonctionnement	*12,031*	*1,470*
Crédit 3c—Radiation de dettes—		
Autres frais de fonctionnement	*10,928*	*9,928*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1,306,610,970	1,282,345,185
Gelées	70,000	
	1,306,680,970	*1,282,345,185*
Montants législatifs	*20,052,047*	*20,052,047*
	1,735,317,818	1,696,130,610
PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,450,217	3,306,044
Autres frais de fonctionnement	927,783	796,418
	4,378,000	*4,102,462*
Montant législatif	*454,000*	*454,000*
	4,832,000	4,556,462
PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,166,568	5,804,694
Autres frais de fonctionnement	780,471	751,730
	6,947,039	*6,556,424*
Montant législatif	*762,000*	*762,000*
	7,709,039	7,318,424
PROGRAMME DU TRIBUNAL D'APPEL DES ANCIENS COMBATTANTS		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,346,797	2,098,637
Autres frais de fonctionnement	210,210	207,760
Défi 89	3,535	3,533
	2,560,542	*2,309,930*
Montant législatif	*331,000*	*331,000*
	2,891,542	2,640,930
Total du ministère	1,750,750,399	1,710,646,426
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	16,718,858	15,746,228
Réserve: rajustements de rémunération	2,275	
Autres frais de fonctionnement	14,737,567	11,265,113
Programme d'emploi d'été pour étudiant	303,300	291,474
	31,762,000	*27,302,815*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	213,827,000	98,100,183
Gelées	25,172,000	
	238,999,000	*98,100,183*
Montants législatifs	*12,065,177*	*12,065,177*
Total du ministère	282,826,177	137,468,175

(1) Un montant de $20,893,095 disponible des exercices précédents a été inclus avec les montants législatifs (colonne des "Affectations" seulement).
(2) Un montant de $1,651,574 disponible des exercices précédents a été inclus avec les montants législatifs.
(3) Un montant de $336,764 disponible des exercices précédents a été inclus avec les montants législatifs (colonne des "Affectations" seulement).

Commissions

Renseignements généraux par commission

L'état a pour but de présenter des renseignements généraux pour toutes les commissions faisant partie du gouvernement du Canada à titre d'entité comptable, ainsi que pour toutes les commissions financées au moins à 50% par le gouvernement du Canada. Les montants en caractères **gras** représentent les budgets des dépenses de l'exercice et les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice.

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
COMMUNICATIONS					
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	**180,000** (1)	**200,000**	**23,562,321**	**7,243,857**	**31,186,178**
	92,400 (1)	172,833	23,572,040	7,264,161	31,101,434
Le Conseil a été institué en vertu de la partie I de la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Il est constitué d'au plus neuf membres à temps plein et dix membres à temps partiel assignés par le gouverneur en conseil. Son mandat est d'encourager la mise en oeuvre de la politique de radiodiffusion nationale à travers la règlementation et la supervision du système de radiodiffusion canadienne; et de fixer les taux et autres aspects des services offerts dans le domaine des télécommunications sujets à la juridiction fédérale. Le Conseil est permanent.					
Office national du film	**16,000**	**45,000**		**29,000**	**90,000**
	11,450	26,403		18,433	56,286
Le Conseil d'administration a été établi en vertu de la partie IV de la Loi sur l'Office national du film, 1950, constitué d'un président et de huit autres membres assignés par le gouverneur en conseil. L'Office est permanente.					
Musées nationaux du Canada					
Conseil d'administration (2)					
	25,450	26,938			52,388
Le Conseil d'administration a été établi en vertu de la Loi sur les Musées nationaux. Son mandat est d'agir en tant qu'autorité dirigeante et légale pour la Corporation des Musées nationaux et de voir à ce que les fonctions de la Corporation telles que décrites à la Section 5 de la Loi sur les Musées nationaux soient respectées. Terme indéterminé.					
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS					
Tribunal de la concurrence	**95,100**		**537,291**	**1,200,609**	**1,833,000**
	119,599	7,102	460,220	658,055	1,244,976
Le Tribunal a été établi afin d'obtenir une évaluation des causes à entendre de la cour et ainsi déterminer les applications nécessaires à celle-ci en vertu de la partie VIII de la Loi sur la concurrence. Terme indéterminé.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	**79,000**	**34,000**	**779,023**	**958,977**	**1,851,000**
	78,335	33,903	749,143	466,459	1,327,840
La Commission a été établie sous l'autorité de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses. Son mandat consiste à prendre des décisions sur la validité des réclamations à l'exception des exigences de rapport du système d'information sur les matières dangereuses en milieu de travail; à prendre des décisions concernant la soumission des feuilles de données de la sécurité des matériaux et des étiquettes avec la législation concernée; à convier les conseils afin d'entendre des appels sur leurs décisions; et fournir de l'information confidentielle aux professionnels médicaux en cas d'urgence. Terme indéterminé.					
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			**1,480,432**	**1,346,568**	**2,827,000**
	81,888	33,601	1,284,056	1,190,039	2,589,584
Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés a été établi selon les amendements à la Loi sur les brevets qui fut mise en vigueur le 7 décembre 1987. Son mandat consiste à empêcher les détenteurs de brevets à demander des prix excessifs pour les médicaments brevetés. De plus, il est chargé de superviser et de rendre un rapport au Parlement sur l'ensemble des tendances de fixation des prix pharmaceutiques de tous les médicaments et sur les investissements faits par les détenteurs de brevets en recherche et développement pharmaceutique. Terme indéterminé.					
EMPLOI ET IMMIGRATION					
Conseil consultatif sur la situation de la femme	**295,550**	**180,100**			**475,650**
	233,065	90,459			323,524
Le Conseil consultatif sur la situation de la femme a été institué en 1973 en tant qu'organisme indépendant consolidé par le gouvernement. Le Conseil a reçu un statut légal par arrêté ministériel CP 1976-781. Son mandat est de rapporter au gouvernement fédéral et au public toutes matières d'intérêt et d'importance sur la femme; et de conseiller le Ministre au sujet de questions relatives au statut de la femme pour que le Ministre puisse référer aux considérations du Conseil ou pour que le Conseil en juge à propos. Le Conseil est permanent.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	**17,237,085**	**1,151,108**	**16,388,725**	**13,628,082**	**48,405,000**
	16,397,929	1,175,897	16,388,591	13,459,405	47,421,822

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada est un tribunal indépendant de statut judiciaire établi selon les amendements à la "Loi de l'immigration, 1976" lesquels furent adoptés en juillet 1988 par le Parlement. Les amendements furent mis en vigueur le 1er janvier 1989. Le but de la Commission est de juger les réclamations de statut de réfugié faites par des personnes au Canada, parallèlement avec l'obligation du Canada de se conformer à la convention internationale et à la loi canadienne; et de rendre disponible aux personnes s'étant vues refuser l'admission ou qui furent déportés du Canada, et aux citoyens canadiens et résidents permanents dont les membres de leurs familles furent refusés au Canada; une cour indépendante à laquelle ils peuvent faire appel lors de décisions comme celles-ci, en se basant sur les deux lois et l'égalité.

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES

	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
Commission de contrôle de l'énergie atomique[2]					
	126,110	41,490		4,483	172,083

La Commission a été instituée en vertu de la partie III de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Son mandat est de contrôler l'énergie atomique dans l'intérêt de la santé et de la sécurité nationale.

	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
Commission frontalière	**72,693**	**3,660**			**76,353**
	72,693	3,660			76,353

La Commission a été établie conformément au Traité de Washington du 11 avril 1908 et du 24 février 1925. Ses pouvoirs sont définis dans la Loi sur la Commission frontalière. Son mandat est de maintenir de façon efficace une ligne de démarcation des eaux et des terres entre le Canada et les États-Unis, et de réglementer la construction entre les frontières. La Commission est une organisation permanente.

	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
Office national de l'énergie	**1,062,268**	**165,000**	**15,971,750**	**4,609,982**	**21,809,000**[3]
	1,052,484	153,278	15,150,399	4,549,531	20,905,692[3]

L'Office national de l'énergie a été établi selon la partie I de la Loi sur l'Office national de l'énergie. Ses objectifs sont: a) s'assurer que les meilleurs intérêts du Canada sont exploités et que l'environnement est également protégé dans la construction et l'opération des conduites d'huile et de gaz et des lignes de pouvoir sujettes à la juridiction fédérale, l'exportation du pouvoir électrique et dans l'exportation et l'importation de l'huile; b) s'assurer que les droits de péage des conduites d'huile et de gaz sujettes à la juridiction fédérale sont justes et raisonnables et que ses services sont maintenus sur une base continue, sans discrimination et à des coûts raisonnables; c) prendre des mesures concernant le contrôle, la supervision, la conservation, l'utilisation, la commercialisation et le développement de l'énergie et des sources énergétiques. Accomplir également des responsabilités spécifiques en vertu de la Loi sur les pipelines du Nord et de la Loi sur l'administration de l'énergie.

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
ENVIRONNEMENT					
Conseil consultatif canadien de l'environnement					**206,300**
	71,437	90,665			162,102
Le Conseil consultatif canadien de l'environnement a été établi en 1972 dans le but de promouvoir entente et communication parmi les divers groupes d'intérêts de la société ainsi qu'entre ces dits groupes et le Ministre de l'Environnement. Son mandat est de conseiller le Ministre de l'Environnement, particulièrement en ce qui a trait à la concrétisation de ces objectifs. Les nominations sont généralement pour une durée de trois ans, sujettes à une cessation avant échéance par l'une ou l'autre des parties, et peuvent être renouvelées ou prolongées.					
Conseil canadien de la recherche en évaluation de l'environnement					**500,000**
	14,097	20,619			34,716
Le mandat du Conseil est de promouvoir la recherche en évaluation de l'impact environnemental. Les nominations, effectuées par le Président exécutif, sont généralement pour une durée de trois ans, sujettes à une cessation avant échéance par l'une ou l'autre des parties, et peuvent être renouvelées ou prolongées.					
Commission des lieux et des monuments historiques du Canada	**81,000**	**70,000**	**66,314**	**68,492**	**285,806**
	74,450	85,215	50,421	74,516	284,602
La Commission a été instituée en vertu de l'article 6 de la Loi sur les lieux et monuments historiques par l'Ordre du Conseil CP 1960-2/1976 du 1er octobre 1969. La Commission des lieux et des monuments historiques du Canada est une commission statutaire nommée par le gouverneur en conseil afin d'aviser le Ministre de l'Environnement sur la commémoration de notre histoire nationale. Terme indéterminé.					
PÊCHES ET OCÉANS					
Commission de la chasse aux phoques Canada-Norvège[4]					
La Commission a été instituée en vertu de l'article 3 d'un traité entre le Gouvernement du Canada et celui de la Norvège sur la chasse au phoque et la conservation des approvisionnements dans le nord-ouest de l'Océan Atlantique, signé à Ottawa le 15 juillet 1971 et entré en vigueur le 22 décembre 1971. La Commission a été établie afin d'administrer l'entente et de soumettre des propositions aux parties concernées, sur la chasse au phoque, la conservation des approvisionnements, les quotas nationaux, les dates d'ouverture et de fermeture, les méthodes humaines de chasse, l'inspection et les procédures de contrôle. La Commission n'a pas eu de réunion depuis 1982.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Conseil consultatif de recherches sur les pêches et les océans	**125,700**	**3,500**		**43,500**	**172,700**
	39,715		1,260	41,579	82,554
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi sur le Conseil consultatif de recherches sur les pêches et les océans. Son mandat est de conseiller le Ministre sur les cas s'y référant tels: la recherche sur les pêcheries et la science de la mer, y compris les progrès technologiques faits dans ces domaines; la portée et la convenance des politiques et des programmes scientifiques du ministère des Pêches et des Océans relatifs aux pouvoirs et fonctions de ce ministère ainsi que des politiques scientifiques et des obligations internationales du gouvernement du Canada; et la coordination des programmes de recherches et de développement dans les domaines des recherches sur les pêcheries et les sciences de la mer. Le Conseil est permanent.					
Office des prix des produits de la pêche	**78,000**	**5,000**	**75,000**	**7,000**	**165,000**
	76,950	3,306	77,809	3,819	161,884
L'Office a été instituée en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche. Son mandat est de prescrire en temps voulu avec l'approbation du gouverneur en conseil les prix auxquels la Commission peut acheter des produits de la pêche; de faire l'achat directement ou indirectement de produits de la pêche; et de débourser de façon directe ou indirecte la différence entre le prix du marché et celui de la Commission aux producteurs. L'Office a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale sur la conservation du thon de l'Atlantique	**1,500**	**9,000**			**10,500**
	1,500	8,577			10,077
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les pêcheries et une Convention adhérant au Canada devenue effective en 1968. Son mandat est de faire l'étude des populations de thon et des espèces semblables dans l'Océan Atlantique et les océans adjacents et de faire des recommandations aux parties concernées sur les mesures requises afin de maintenir la population de ces pêcheries à un niveau optimum de bonne prise. Le présent Conseil est formé de membres provenant de 21 contractants. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Conseil international de l'exploration de la mer(2)					
		8,108			8,108
Le Conseil a été institué en vertu du décret CP 1967-1696. Son mandat est d'encourager et de coordonner les études en milieu marin et en particulier sur les ressources de vie de la mer dans l'Atlantique Nord. Le Conseil n'a pas de pouvoir réglementaire mais il peut émettre ses avis scientifiques aux demandes qui lui parviennent de membres du gouvernement, de groupes ou de commissions internationales. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Société de la Caisse de retraite des Commissions internationales des pêcheries		**7,700** 8,081			**7,700** 8,081
La Société a été instituée en vertu de la Loi sur les corporations du Canada. Son mandat est d'administrer les pensions et autres politiques de bénéfices pour les employés et leurs dépendants des Commissions internationales des pêcheries établies et soutenues par le Canada et les États-Unis. La Société a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale des pêches du Pacifique Nord	**1,900** 1,350	**3,500** 3,176			**5,400** 4,526
La Commission a été instituée en vertu de la Convention internationale pour les pêches en haute mer dans le nord de l'Océan Pacifique. Loi sur la convention des pêches du Pacifique Nord. Son mandat est de mener à bien les provisions de la Convention internationale des pêches en haute mer dans le Pacifique Nord; vérifier les intérêts des pêcheries afin qu'ils soient maintenus à niveau maximum de productivité; promouvoir et coordonner les études scientifiques essentielles à la servation des mesures requises et de recommander ses mesures aux partis concernés. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale du flétan du Pacifique	**1,200** 1,650	**1,800** 11,203			**3,000** 12,853
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur la convention de la pêche du flétan du Pacifique Nord. Son mandat a été établi afin de mener à bien des enquêtes scientifiques et de faire des recommandations aux gouvernements sur les mesures réglementaires requises pour une gestion appropriée des ressources du flétan dans le nord de l'Océan Pacifique. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Organisme de conservation du saumon de l'Atlantique Nord	**2,100** 2,250	**16,000** 10,705			**18,100** 12,955
L'Organisme a été institué en vertu de la Convention sur la conservation du saumon dans le nord-ouest de l'Océan Atlantique, le 1er octobre 1983, ratifiée par le décret CP 1983-2893. Son mandat est de promouvoir la conservation, la restauration, l'accroissement et la gestion rationnelle d'approvisionnements de saumons dans le nord de l'Océan Atlantique par l'entremise de la coopération internationale. L'Organisme a une durée de vie indéterminée.					
Organisation des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique	**1,800** 1,200	**7,000** 13,657			**8,800** 14,857
L'Organisation a été instituée en vertu d'une Convention adhérant au Canada devenue effective le 1er janvier 1979 et de règlements faits en vertu de la Loi sur les pêcheries. Son mandat est de promouvoir la conservation et l'utilisation maximale des ressources de la pêche dans le Nord-Ouest de l'Atlantique et d'encourager la coopération internationale et la consultation à l'égard de ces ressources. L'Organisation a une durée de vie indéterminée.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission du saumon du Pacifique	**126,898**	**74,502**			**201,400**
	80,025	96,461			176,486
La Commission a été instituée en vertu de la Loi de convention de la pêche du saumon du Pacifique. La Convention offre l'unique opportunité de résoudre les problèmes d'interception des provisions, de réduire la suractivité de la pêche des provisions exploitées internationalement et d'ouvrir des voies pour un surcroît de production du saumon à travers le développement, la conservation des provisions et la reconstruction. La Convention crée un nouveau cadre institutionnel de façon à coordonner la gestion, le développement et la recherche sur le saumon entre le Canada et les États-Unis. La Convention établit des limites spécifiques concernant l'interception des pêches, engage les deux pays dans des activités de recherches accrues, engage un processus de négociations pour mettre en oeuvre ses propres objectifs et crée un système indépendant d'arbitrage pour trancher les différends techniques. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN					
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Beaufort-MacKenzie Delta	**96,000**	**63,990**			**159,990**
	95,981	58,117			154,098
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Denendeh	**53,000**	**49,855**			**102,855**
	52,298	40,425			92,723
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Nunavut	**72,520**	**25,480**			**98,000**
	66,245	23,599			89,844
L'établissement de ces 3 commissions a été autorisé par le Conseil du Trésor Minute #798176 le 22 mai 1985. L'objectif de chacune des commissions est de développer un plan d'utilisation des terres représentant les priorités des résidents de chaque région en ce qui a trait à la protection de l'environnement et promouvoir les ressources des Territoires du Nord-Ouest. Les plans seront également utilisés lors de décisions concernant le futur du développement économique de chaque région. Il est impossible pour l'instant de déterminer la durée de vie de chacune des commissions, cependant il est probable que chacune d'entre elles travaillera de façon continue afin de mettre en application leur plan respectif.					
Commission sur les Indiens de l'Ontario	**75,000**	**20,300**	**136,400**	**142,137**	**373,837**
	66,700	17,570	136,400	98,246	318,916
Établie par l'union fédérale-provinciale de l'Ordre du Conseil et résolution de tous les Chefs de l'Ontario en 1978. Ordre du Conseil fédéral en cours CP 1986-4/767 du 1er avril 1985 au 31 mars 1989. Son mandat est d'assister les gouvernements fédéral et ontarien et les représentants de la communauté indienne afin de développer un gouvernement indien autonome et de résoudre les litiges de la vie commune normalement de nature juridictionnelle. Les montants correspondants ne représentent pas la totalité des coûts, la Commission étant subventionnée à la fois par le gouvernement fédéral (2/3) et provincial (1/3).					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Kluane	**17,000**	**5,000**			**22,000**
	15,800	4,964			20,764
La Commission a été établie par le Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ainsi que le ministre des ressources renouvelables du Yukon. La Commission est responsable de la direction et de la préparation de l'aménagement des terres de Greater Kluane Land, et de préparer des rapports au Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ainsi qu'au ministre des ressources renouvelables du Yukon, afin d'émettre des recommandations pour le meilleur usage de la terre et les ressources de la région.					
Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest	**110,000**	**42,500**			**152,500**
	118,200	44,329			162,529
L'Office a été instituée en vertu de l'article 7 de la Loi sur les eaux internes du Nord et consiste en non moins de trois et au plus neuf membres désignés par le Ministre. Son mandat est de préconiser la conservation, le développement et l'utilisation des ressources en eau des Territoires du Nord-Ouest dans le but d'obtenir l'optimum de bénéfices pour tous les Canadiens et en particulier les résidents des Territoires du Nord-Ouest. L'Office est permanente.					
Office des eaux du Territoire du Yukon	**95,000**	**27,000**			**122,000**
	93,317	26,087			119,404
Le mandat de l'Office des eaux du Territoire du Yukon est de fournir des services professionnels. L'Office des eaux est chargé de réglementer l'utilisation des eaux du Territoire du Yukon en vertu de la Loi sur les eaux internes du Nord de 1970. Chacun des membres de l'Office est désigné par le Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien pour un terme s'échelonnant sur une ou trois années. L'Office sera en fonction tant que la Loi sur les eaux intérieures du Nord sera en vigueur.					
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE					
Conseil consultatif du nord de l'Ontario (FEDNOR)	**80,000**	**75,000**			**155,000**
	69,833	73,613			143,446
Le Conseil a été établi en vertu de la Loi sur l'expansion industrielle régionale. Son mandat est de faire des recommandations au gouvernement fédéral en ce qui a trait aux politiques économiques, aux programmes et aux services particulièrement en ce qui concerne l'initiative économique fédérale dans le nord de l'Ontario.					
Conseil des sciences du Canada		**170,000**		**10,000**	**180,000**
		173,177		5,852	179,029
Le Conseil des sciences du Canada a été institué en vertu de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada. Son mandat est d'évaluer les exigences scientifiques et technologiques du Canada, de stimuler l'intérêt du public sur ces exigences et l'interdépendance de certains groupes de la société sur le développement et l'utilisation de la science et de la technologie et recommander au gouvernement la meilleure utilisation possible de la science et de la technologie. Le Conseil des sciences du Canada est permanent.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
JUSTICE					
Commission canadienne des droits de la personne	**331,200**	**140,000**	**325,463**	**59,550**	**856,213**
	321,915	80,969	341,999	30,235	775,118

La Commission a été instituée en vertu de la Loi canadienne des droits de la personne. Son mandat est de recevoir et d'enquêter toutes plaintes de discrimination, d'obtenir une résolution ou une réclamation là où il y a discrimination et de réduire les pratiques et politiques discriminatoires au moyen de programmes d'information, d'éducation du public et de recherches. La Commission a une durée de vie indéterminée.

Commission de réforme du droit du Canada	**400,000**	**120,000**	**1,672,000**	**2,642,000**	**4,834,000**
	373,557	118,797	1,640,231	2,631,082	4,763,667

La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur la Commission de réforme du droit du Canada. Son mandat est de faire l'étude et la révision des lois du Canada dans le but d'émettre des recommandations afin de les améliorer, de les moderniser et de les rectifier. La Commission est permanente.

Commission 1989 sur les traitements et les avantages des juges	**60,000**	**20,000**		**20,000**	**100,000**
	11,113	3,941		11,220	26,274

La Commission a été instituée en vertu de la Section 26(1) de la Loi sur les juges. Son mandat était d'enquêter sur la conformité des traitements et autres montants payables en vertu de la Loi sur les juges ainsi que sur la convenance des allocations des juges en général. Un rapport de la Commission devait être soumis au plus tard six mois après la date de nomination des commissaires.

TRAVAIL					
Office d'aide à l'adaptation pour les travailleurs	**20,000**	**20,000**	**84,000**	**28,000**	**152,000**
	12,750	8,595	171,968	34,466	227,779

L'Office a été instituée en vertu de la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs. Son mandat est de déterminer si les particuliers sont éligibles à réclamer d'Emploi et Immigration Canada des prestations en vertu de la Loi. La date finale pour les applications désignées nationales sous la Loi était le 17 août 1986 et celles désignées régionales (7 communautés seulement) la date finale était le 12 février 1987. Bien que le programme soit maintenant terminé, le Conseil se rencontre régulièrement pour régler les cas de congédiement qui cadrent avec les dates du programme alors qu'aucune date finale n'a été approuvée.

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL					
Conseil consultatif du régime de pensions du Canada[2]	17,397	35,161			52,558
Le Conseil a été institué en vertu de la partie III, section 117, de la Loi sur le Régime de pensions du Canada (Ordre du Conseil CP 1965-799 du 5 mai 1965). Un amendement à la Loi sur le Régime de pensions du Canada (Bill C-116 du 1er janvier 1987) mentionne que le changement de nom du Comité consultatif du régime de pensions du Canada pour le "Conseil" consultatif du régime de pensions du Canada. Son mandat est de réviser le fonctionnement de la Loi sur le Régime de pensions du Canada, la condition du Fonds d'investissement du régime de pensions du Canada et la suffisance de la couverture et des avantages du régime. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
Commission pour l'esprit sportif[2]		12,635			12,635
La Commission pour l'esprit sportif a été instituée en juin 1986 par le Ministre d'État à la condition physique et au sport amateur. La Commission a été créée afin de répondre à l'intérêt grandissant des Canadiens concernant la diminution de la mise en pratique des principes de de l'esprit sportif et du niveau alarmant de violence dans le sport. Vingt personnalités canadiennes reliées au sport, à la médecine, à des communautés éducatives, au secteur privé et aux médias donnent volontairement de leur temps et de leur savoir afin de promouvoir l'esprit sportif.					
Conseil consultatif national du troisième âge[2]	46,067	41,214			87,281
Le Conseil a été institué en vertu de l'Ordre du Conseil CP 1980-1195 du 1er mai 1980 en tant que corps consultatif des citoyens au Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Son mandat est d'assister et de conseiller le ministre sur les questions relatives à la qualité de vie du troisième âge. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur[4]					
Le Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur a été créé en 1961 en vertu de la Loi sur la condition physique et du sport amateur. Son mandat est de conseiller le ministre sur les questions relatives à la santé et au sport amateur. Les comités formés de membres sont créés lorsqu'une étude concernant particulièrement le gouvernement fédéral se fait sentir. La Loi identifie le Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social comme étant le ministre responsable. Celui-ci, cependant, a désigné le Ministre d'État de la santé et du sport amateur comme ayant une responsabilité opérationnelle. Le Conseil se rapporte donc à lui. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Conseil national du bien-être social[2]	31,294	29,574			60,868
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi sur l'organisation du gouvernement de 1969 en tant que corps consultatif des citoyens au Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Son mandat est de conseiller le ministre sur les questions relatives aux politiques de bien-être social. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
CONSEIL PRIVÉ					
Commission d'enquête sur l'écrasement d'un avion d'Air Ontario à Dryden (Ontario)[2]		66,887	536,381	3,627,145	4,230,413
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1989-532 du 29 mars 1989.					
Commission d'enquête sur le recours aux drogues et aux pratiques interdites pour améliorer la performance athlétique[2]		2,256	356,437	1,082,466	1,441,159
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1988-2361 du 5 octobre 1988.					
Commission chargée d'étudier les indemnités des Parlementaires[2]	31,200	23,021	28,263	102,535	185,019
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1989-183 du 10 février 1989. Le rapport final a été déposé le 19 octobre 1989.					
Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis[2]	106,875	37,016	115,218	943,010	1,202,119
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1989-2290 du 15 novembre 1989.					
Commission royale sur le transport des voyageurs au Canada[2]	111,950	37,184	289,980	869,791	1,308,905
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1989-2096 du 19 octobre 1989.					
Commission royale sur les nouvelles techniques de reproduction[2]	166,375	46,728	211,135	408,926	833,164
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1989-2150 du 25 octobre 1989.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission royale sur l'avenir du secteur riverain de Toronto[2]					
	136,800	11,603	847,076	1,362,857	2,358,336
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1988-589 du 30 mars 1988.					
Conseil économique du Canada		**56,170**	**7,541,252**	**2,102,578**	**9,700,000**
		48,571	7,532,839	2,108,693	9,690,103
Le Conseil a été institué en 1963 par la Loi sur le Conseil économique du Canada en plus d'être une société de la Couronne en vertu de l'annexe B de la Loi sur la gestion des finances publiques. L'objectif du Conseil est d'aviser et de recommander au Premier Ministre par quel moyen le Canada peut parvenir au plus haut niveau possible dans le domaine de l'emploi et de la production par lesquels le pays pourrait jouir d'un niveau économique élevé et compatible pour que les Canadiens puissent vivre une hausse de qualité de vie appréciable.					
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	**1,235,000**	**196,000**	**6,633,003**	**2,063,443**	**10,127,446**
	1,182,183	106,003	6,553,074	2,148,169	9,989,429
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique de 1966-67. Son mandat est de fournir un cadre à l'intérieur duquel les divers droits et responsabilités des membres de la convention collective de la Fonction publique doivent être exercés et d'informer les participants sur les taux du salaire et autres conditions d'emploi au Canada.					
SOLLICITEUR GÉNÉRAL					
Commission nationale des libérations conditionnelles[2]					
	5,405,084	1,261,487			6,666,571[5]
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus. Son mandat est d'accorder et de contrôler la libération conditionnelle de personnes subissant une sentence d'emprisonnement et d'émettre des recommandations sur les grâces et l'exercice de la prérogative royale de clémence. La Commission est permanente.					
TRANSPORTS					
Bureau canadien de la sécurité aérienne	**593,100**	**75,000**	**138,775**	**94,000**	**900,875**
	596,399	22,932	122,627	20,488	762,446
Le Bureau a été institué en vertu de la Loi canadienne sur la sécurité aérienne. Son mandat est de faire progresser la sécurité aérienne en: i) identifiant les déficiences sécuritaires en évidences par les incidents aériens; ii) menant des enquêtes indépendantes et, si nécessaire, des enquêtes publiques sur les incidents aériens pour en découvrir les facteurs et les causes; et iii) rendant compte publiquement sur ses investigations et enquêtes et faisant des recommandations pour éliminer ou réduire les déficiences. Le Bureau est permanent.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Fin*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Office national des transports		(6)			**757,828,397**
		(6)			754,160,713
L'Office a été établie en vertu de la partie I de la Loi sur les transports nationaux et consiste en un nombre maximum de neuf membres désignés par le gouverneur en conseil et d'au plus six membres temporaires également désignés par celui-ci. L'objectif de l'Office est de soutenir l'implantation de la politique sur le transport national en vue de la régularisation économique en ce qui a trait aux carrières et modes de transport provenant de la juridiction fédérale ainsi que l'investigation sur les accidents ferroviaire et pipelines. L'Office est permanente.					
ANCIENS COMBATTANTS					
Bureau de services juridiques des pensions	**88,300**	**23,500**	**6,840,268**	**756,971**	**7,709,039**
	102,070	22,033	6,464,627	729,694	7,318,424
Le Bureau a été institué en 1971 en vertu de la Loi sur les pensions. Son mandat est de fournir un service de consultation pour aider les candidats à la préparation et à la remise des applications, en vertu de la Loi sur les pensions, et faire les dispositions nécessaires pour que les candidats soient représentés par un avocat spécialisé en ce domaine lors des audiences tenues selon cette loi, et pour représenter les candidats en vertu de la Loi sur les allocations des anciens combattants, au Conseil d'appel des anciens combattants. Le Bureau est permanent.					
Commission canadienne des pensions	**1,853,555**	**500,000**	**2,050,662**	**427,783**	**4,832,000**
	2,129,030	447,503	1,631,014	348,915	4,556,462
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les pensions. Son mandat est de juger les réclamations d'indemnisation pour cause de décès ou d'invalidité survenu au cours du service militaire et autre service. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Tribunal d'appel des anciens combattants	**1,103,346**	**60,000**	**1,574,451**	**153,745**	**2,891,542**
	1,152,934	15,584	1,276,703	195,709	2,640,930
Le Tribunal a été institué en vertu de l'autorité de la juridiction finale pour les appels en jugement concernant les pensions pour personnes invalides ainsi que des indemnités. Terme indéterminé.					

Note: les montants en caractères **gras** représentent les budgets des dépenses de l'exercice et les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice.

* Pour les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours, voir l'état intitulé—"Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance".

(1) Ne comprend pas les salaires des membres à temps plein. Une note relative au décret des Ordres du Conseil stipule que "le salaire spécifique de toute personne nommée à la cédule est confidentiel".

(2) Montants estimatifs non disponibles.

(3) Ne comprend pas de montants législatifs.

(4) Montants non disponibles.

(5) Les coûts ci-dessus n'incluent pas les frais de membre du Conseil de communauté régionale. Ceux-ci sont inclus comme services professionnels.

(6) En accord avec les règlements du Conseil du Trésor sur les indemnités de déplacement.

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance

L'état suivant présente des renseignements détaillés pour chaque membre de commissions. Le statut par membre et l'autorité fixant le taux de déplacement et de subsistance sont codés comme suit:

Statut	Code
Membre à temps plein faisant partie de la Fonction publique	1
Membre à temps plein ne faisant pas partie de la Fonction publique	2
Membre à temps partiel faisant partie de la Fonction publique	3
Membre à temps partiel ne faisant pas partie de la Fonction publique	4

Autorité fixant le taux	Code
Gouverneur en conseil	A
Statut(s) de la Commission	B
Règlement(s) interne(s) de la Commission	C

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
COMMUNICATIONS				
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
Arsenault F J	1	C	45/jour plus logement	9,793
Belisle F ((Vice-président, nommé le 31 mars 1990)	1	C	45/jour plus logement	
Burns A	1	C	45/jour plus logement	14,630
Carrier N	4	C	45/jour plus logement	15,804
Coupal M (Vice-président, retiré le 30 mars 1990)	1	C	45/jour plus logement	13,083
Gower R	1	C	45/jour plus logement	8,847
McRae P	1	C	45/jour plus logement	3,821
Oda B	1	C	45/jour plus logement	19,246
Ross E A	1	C	45/jour plus logement	14,284
Ruest W	4	C	45/jour plus logement	19,257
Scott G	4	C	45/jour plus logement	9,147
Sherman L R (Vice-président)	1	C	45/jour plus logement	14,021
Spicer K (Président, nommé le 1er septembre 1989)	1	C	**	16,739
Warren S	4	C	45/jour plus logement	14,161
				172,833(1)
Office national du film				
Bourgon J	3	C	**	6,576
Dorion M	4	C	**	4,356
Fisher H	4	C	**	6,113
Léger M A	4	C	**	8,236
Smith F E	4	C	**	1,122
				26,403
Musées nationaux du Canada Conseil d'administration				
Bell M	4	C	**	1,375
Hould C	4	C	**	2,712
House A M	4	C	**	2,187
Murphy S B (Président effectif jusqu'au 14 mars 1990)	4	C	**	1,662
Nantel B (Vice-président)	4	C	**	1,664
Rendall J R	4	C	**	1,664
Scott B A	4	C	**	9,247
Tovell R L	4	C	**	3,662
Tremblay R	4	C	**	2,765
Withers R M	4	C	**	
				26,938
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS				
Tribunal de la concurrence				
Clarke V L	4	A	**	365
Roseman F	2	A	**	820
Sarrazin M H	4	A	**	5,917
				7,102
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
Bélanger J	4	B		
Bennett D	4	B		
Connell B	4	B		
Gibson B	4	B		
Glasbeek S	4	B		
Hansen H (Président)	3	B		
Hilton R	4	B		
March R	4	B		
Noonan J	4	B		
Owen T	4	B		
Riegert A	4	B		
Rovere R	4	B		
Smith E	4	B		
St-Pierre C (Président)	1	A	**	33,903
Trudel S	4	B		
				33,903
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
Eastman H (Président)	4	A	**	24,750
Gibbons S	4	A	**	220
Goyer R (Vice-président)	4	A	**	6,582
Mutala C	4	A	**	1,524
Wright C	4	A	**	525
				33,601
EMPLOI ET IMMIGRATION				
Conseil consultatif sur la situation de la femme				
Bennett L	4	A	**	962
Best E	4	A	**	1,742
Bissonnette-Dulude J	4	A	**	712
Brown A	4	A	**	4,640
Busque G (Vice-président)	2	A	**	5,754
Costello L	4	A	**	7,695
D'Aigle H	4	A	**	408
Duncan P	4	A	**	858
Duncan-Kerr E	4	A	**	2,427
Edinboro L	4	A	**	19
Fancy P	4	A	**	1,690

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
Farrant S (Vice-président)	2	A	**	7,706
Fisher B	4	A	**	1,616
Fisher K	4	A	**	298
Gibson D	4	A	**	2,044
Gold S (Président)	2	A	**	8,309
Hincks D	4	A	**	1,459
Kennedy L	4	A	**	6,775
Leduc L	4	A	**	4,727
Logan N	4	A	**	1,891
Maurer J A	4	A	**	3,675
Oliver L	4	A	**	1,643
Pepino J	4	A	**	819
Perron M D	4	A	**	2,912
Remillard-Beaudry C	4	A	**	1,538
Richard A	4	A	**	3,956
Ritcey M	4	A	**	4,301
Robart J	4	A	**	1,739
Simms G	2	A	**	8,138
				90,459
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
Accettola-Fuda A	1	B	**	4,512
Ahara R	1	B	**	19,254
Allin D	1	B	**	126
Almeida J	1	B	**	7,118
Ange D	1	B	**	5,422
Angus L	1	B	**	8,018
Ariaratman A	1	B	**	1,105
Ariemma P	1	B	**	3,799
Arkin K (Assistant Vice-président)	1	B	**	7,972
Arpin H	1	B	**	18,771
Arsenault P	1	B	**	6,318
Aulach H	1	B	**	689
Aune R	1	B	**	538
Bajwa S	1	B	**	12,916
Band L	1	B	**	2,065
Batchelor B	4	B	**	3,903
Bell S	1	B	**	4,171
Bergeron M	1	B	**	260
Bernadine A	1	B	**	126
Bernier P	1	B	**	9,959
Bhatia S	1	B	**	126
Bigford L	1	B	**	1,181
Blumer J (Assistant Vice-président)	1	B	**	3,677
Boissionot D	1	B	**	1,747
Brisco R	1	B	**	1,063
Brisson M	1	B	**	2,630
Brown E	1	B	**	6,702
Bryant B (Assistant Vice-président)	1	B	**	15,955
Bubalo D (Vice-président)	1	B	**	8,363
Burdett E	1	B	**	4,234
Busque P	1	B	**	7,527
Butchart L	1	B	**	3,652
Campos J	1	B	**	1,405
Cardinal J	1	B	**	260
Carrier-Denis M	1	B	**	260
Carsen G	1	B	**	879
Chamberland E	1	B	**	260
Chambers E	1	B	**	2,891
Champoux P	1	B	**	4,125
Cheeseman N	1	B	**	43,143
Chera S	1	B	**	475
Chrysomilides G	1	B	**	808
Chu I	1	B	**	4,086
Clarke A	1	B	**	776
Clarke K	1	B	**	21,630
Cloutier G	1	B	**	4,543
Cole F	1	B	**	4,020
Corcoran C	1	B	**	126
Coté-Lévesque C	1	B	**	457
Cotnoir J	1	B	**	558
Daggett L	1	B	**	7,401
Daoussis G	1	B	**	284
Dass B	1	B	**	3,275
Davey D (Assistant Vice-président)	1	B	**	5,706
Davey P	1	B	**	2,464
DeMorais C	1	B	**	126
DesMarais J	1	B	**	260
Dhir N	1	B	**	9,502
Dionne R	1	B	**	276
Doran P	1	B	**	2,318
Doray D	1	B	**	6,553
Dore M	1	B	**	9,672
Dorion L	1	B	**	4,662
Duguay L	1	B	**	2,726
Durand M	1	B	**	4,022
Dutchin C	1	B	**	2,167
Fairweather G (Président)	1	B	**	19,584
Fatsis V	1	B	**	4,797
Ferdinand U	1	B	**	1,843
Fleury V	1	B	**	289
Fraser B	1	B	**	21,796
Frunchak D	1	B	**	16,405
Gaboury J	1	B	**	3,914
Gagnon G	1	B	**	1,952
Gauthier F	1	B	**	6,756
Gelberger J	1	B	**	892
George P	1	B	**	14,459
Gilad L	4	B	**	10,457
Gillanders J	1	B	**	8,824
Goldman J	1	B	**	1,119
Goodspeed L (Assistant Vice-président)	1	B	**	18,086
Grewal M	1	B	**	1,487
Grice A	1	B	**	4,648
Groos C	1	B	**	975
Gustave G	1	B	**	260
Haley J	1	B	**	1,600
Hanson H	4	B	**	2,154
Harder P (Directeur exécutif)	1	B	**	26,410
Harewood G	1	B	**	7,078
Harker E	1	B	**	5,176
Harries N	1	B	**	4,196
Hébert M	1	B	**	5,540
Hendricks M	1	B	**	1,827
Herman H	1	B	**	126
Holloway R	1	B	**	3,931
Hope A	1	B	**	1,042
Houzer L	1	B	**	2,209
Howson G	1	B	**	314
Hulak A	1	B	**	4,103
Hunt S	1	B	**	2,054
Ifejika S	1	B	**	3,556
Jackson W	1	B	**	15,272
Jacobs W	1	B	**	2,183
Jalbert R	1	B	**	1,888
Jeffers I	1	B	**	2,213
Jew I	1	B	**	126
Johnson V	1	B	**	2,807

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
Julien R	1	B	**	8,885
Jumelle Y	1	B	**	2,284
Kafai A	1	B	**	2,439
Kaluzny D	1	B	**	7,004
Kapasi F	1	B	**	741
Keil G	1	B	**	170
Ker A	1	B	**	9,392
Kharas F (Assistant Vice-président)	1	B	**	35,935
King G	1	B	**	10,470
Knight S (Assistant Vice-président)	1	B	**	14,133
Kolyn A	1	B	**	3,332
Kuntz F	1	B	**	4,173
Lachance B	1	B	**	2,887
Lamarche D	1	B	**	1,038
Lamoureux G	1	B	**	4,119
Lapointe J	1	B	**	3,059
Latraverse F	1	B	**	5,572
Lautens J	1	B	**	2,139
Lazo E	1	B	**	18,061
Lefebvre C	1	B	**	4,642
Liebich F	1	B	**	1,311
Lo J	1	B	**	15,250
Longchamps N	1	B	**	953
Macleod J	1	B	**	4,478
Macpherson J	1	B	**	21,889
Makarewicz S	1	B	**	14,288
Makombo B	1	B	**	272
Maraj H	1	B	**	126
Matarazzo P	4	B	**	1,455
Mawani N (Vice-président)	1	B	**	19,103
Mccaffery J	1	B	**	2,163
McMillan-Aver K	1	B	**	7,060
McNaughton C	1	B	**	8,463
Menkir B	1	B	**	1,248
Meredith E	1	B	**	375
Morgan G (Assistant Vice-président)	1	B	**	3,041
Morin M	1	B	**	9,005
Mouammar M	1	B	**	4,359
Murphy T	1	B	**	2,589
Ndejurn A	1	B	**	2,541
Nee E	1	B	**	3,991
Neufeld H	1	B	**	2,489
Ng S	1	B	**	1,524
Nicholson A	1	B	**	1,241
Paetkau M	1	B	**	937
Paris C	1	B	**	996
Pask D	1	B	**	13,530
Pearce J	1	B	**	5,772
Pennesri-Gauthier V	1	B	**	496
Poire L	1	B	**	5,029
Purcell B	1	B	**	1,188
Qureshi M	1	B	**	3,898
Ramirez J	1	B	**	126
Rayburn B	1	B	**	16,262
Raymond D	1	B	**	6,668
Raymond L	1	B	**	3,512
Reford R	1	B	**	4,343
Riddell B	1	B	**	1,358
Roberts R	1	B	**	242
Robles E	1	B	**	2,702
Rotman E	1	B	**	10,960
Rushowy R	1	B	**	11,596
Sagoo K	1	B	**	6,125
Sahay R	4	B	**	12,000
Sarzotti A	1	B	**	430
Savard C (Assistant Vice-président)	1	B	**	6,097
Scott L	1	B	**	4,998
Séguin-Grace M	1	B	**	10,903
Sellers J	1	B	**	5,545
Sharratt B	1	B	**	1,152
Shatsky S	1	B	**	126
Shecter M	1	B	**	1,021
Sherman I	1	B	**	6,009
Shore M	1	B	**	1,737
Shymko Y	1	B	**	1,073
Sicotte G	1	B	**	5,387
Singh N	1	B	**	4,994
Singh V	1	B	**	709
Sivak B	1	B	**	7,830
Smith R	1	B	**	5,419
Snow R	1	B	**	2,345
Sri Skanda Rajah S	1	B	**	986
Tackoor H	1	B	**	2,382
Tchipeff A	1	B	**	2,038
Teitelbaum E	1	B	**	704
Terrillon R	1	B	**	3,398
Thomas E	1	B	**	3,503
Thompson L	1	B	**	1,719
Tisshaw G	1	B	**	2,161
Toth V	1	B	**	126
Townshend E	1	B	**	4,988
Veilleux F	4	B	**	29,053
Ven Der Buhs R	1	B	**	7,361
Verma D	1	B	**	3,049
Villeneuve-Oulette	1	B	**	3,785
Vo M	1	B	**	3,616
Weisdorf J	1	B	**	3,949
Whissel M	1	B	**	4,992
White P	1	B	**	126
White R	1	B	**	2,113
Wieler J	1	B	**	32,919
Wills D	1	B	**	8,774
Winkler D	4	B	**	791
Witer A	1	B	**	1,637
Wlodyka A (Assistant Vice-président)	1	B	**	10,970
Wolfe S	1	B	**	6,016
Woloschuk J	4	B	**	3,532
Wolpert M	1	B	**	2,696
Wright F W	1	B	**	22,409
Zubulakis G	1	B	**	2,537
				1,175,897
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES				
Commission de contrôle de l'énergie atomique				
Bishop A	4	A	**	5,712
Farvolden R	4	A	**	6,166
Levesque R (Président et Rédacteur en chef)	1	A	**	15,496
Perron P	3	A	(2)	
Walker W	4	A	**	14,116
				41,490

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
Commission frontalière				
McEwen Dr A C	1	A	**	3,660
Office national de l'énergie				
Bélanger C	1	A		5,327
Cote-Verhaaf A	1	A		16,065
Fredette J G (Vice-président)	1	A		13,202
Gilmour A B	1	A		4,707
Horner R B	1	A		12,461
Hunt A D (Vice-président associé)	1	A		882
Illing R	1	A		26,642
Jenskins J R	1	A		16,581
Musgrove M	1	A		584
Priddle R (Président)	1	A		18,332
Stewart W G	1	A		10,799
Smith D B	1	A		22,980
Vollman K	1	A		4,716
				153,278
ENVIRONNEMENT				
Conseil consultatif canadien de l'environnement				
Beck T (Président émérite) ..	4	A	**	3,022
Butler J	4	A	**	8,159
Chapman P	4	A	**	9,356
Connor-Lajambe H	4	A	**	4,416
Connover S A M (Vice-président)	4	A	**	6,011
Cook J D	4	A	**	113
Coolican M	4	A	**	
Giroux L	4	A	**	194
Griffin D	4	A	**	10,711
Pagé R (Président)	4	A	**	25,409
Rowe J S	4	A	**	8,269
Warner G	4	A	**	15,005
				90,665
Conseil canadien de la recherche en évaluation de l'environnement				
Baskerville G	4	A	**	1,726
Bell R K	4	A	**	1,225
Boothroyd F	4	A	**	4,937
Davies K	4	A	**	2,241
Holtz S	4	A	**	1,603
Hoos R A W (Vice-président)	4	A	**	2,453
Jacobs P	4	A	**	1,963
Roots E F (Président)	3	A	**	
Roy L	4	A	**	1,265
Walker R	4	A	**	3,206
				20,619
Commission des lieux et des monuments historiques du Canada				
Bayly J U	2	A	**	8,601
Bélanger N	2	A	**	10,249
Beyea M	2	A	**	4,734
Conrad M	2	A	**	1,385
Cowan M	2	A	**	10,212
Gauthier R	2	A	**	743
Humphries C W	2	A	**	13,138

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
Kinnear M	2	A	**	1,429
O'Dea S	2	A	**	6,615
Rogers I L	2	A	**	2,080
Smith D E	2	A	**	337
Symons T H B	2	A	**	17,486
Tien D	2	A	**	2,306
White J H	2	A	**	5,900
				85,215
PÊCHES ET OCÉANS				
Commission de la chasse aux phoques Canada-Norvège(3)				
Conseil consultatif de recherches sur les pêches et les océans(3)				
Office des prix des produits de la pêche				
Best T	2	B	**	1,030
Billard A	2	B	**	559
Collins H (Président)	1	B	**	
Cottrell B	2	B	**	1,717
Hyndman P (Vice-président) .	2	B	**	
Johnson M (Président)	1	B	**	
				3,306
Commission internationale sur la conservation du thon de l'Atlantique				
Bennett S	4	A	**	2,333
Murray R	4	A	**	2,072
Tobin D	3	A	**	4,172
				8,577
Conseil international de l'exploration de la mer				
Muir B S	3	A	**	4,508
Parsons L S	3	A	**	3,600
				8,108
Société de la Caisse de retraite des Commissions internationales des pêcheries				
Clark H D	3	B	**	783
Martin J C	3	B	**	4,607
Pethick D	3	B	**	617
Scholey W A	4	B	**	2,074
				8,081
Commission internationale des pêches du Pacifique Nord				
Asselin P	3	A	**	1,314
Florian M	4	A	**	1,081
Marshall N	4	A	**	781
				3,176
Commission internationale du flétan du Pacifique				
Alexander L	4	A	**	2,106
Brock D	3	A	**	7,205
Williamson G	4	A	**	1,892
				11,203

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
Organisme de conservation du saumon de l'Atlantique Nord				
Carter W A	4	A	**	4,676
McCrea M	4	A	**	
Shinners C W	3	A	**	3,874
Ward G	4	A	**	2,155
				10,705
Organisation des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique				
Etchegary A A	4	A	**	4,318
Meyboom Dr P	3	A	**	8,581
Yeadon M	4	A	**	758
				13,657
Commission du saumon du Pacifique				
Atleo C	4	A	**	2,106
Birch E	4	A	**	2,693
Clifton H	4	A	**	2,277
Cliffton R	4	A	**	312
Davis T	4	A	**	2,378
Dragseth C	4	A		
Duncan B	4	A	**	
Forand M	4	A	**	2,715
Forrest M	4	A	**	3,926
Fowler R	4	A	**	3,585
Fraser F	3	A		
Gosnell J	4	A	**	3,878
Greene L P	4	A	**	5,190
Griswold M	4	A	**	4,467
Hewlett S	4	A	**	4,067
Hill J	4	A	**	2,221
Holkestad R	4	A	**	
Hunter M	4	A	**	1,727
Iverson L	4	A	**	2,011
Jones G	4	A	**	719
Kendall R	4	A	**	2,751
Kendel R	4	A	**	2,204
Larson E	4	A	**	3,242
Lefeaux-Valentine B	4	A	**	7,764
Lemmen N	3	A	**	
Lenic J	4	A		
Malcolm J	4	A	**	3,930
Matsuzaki H	4	A	**	2,650
Maxwell D	4	A	**	448
Nichol J	4	A	**	1,474
Penland F	4	A	**	
Peterson W	4	A	**	3,472
Roberts A	4	A	**	
Ronneseth A	4	A	**	2,919
Safarik E	4	A	**	1,525
Sam J	4	A	**	4,797
Shinners W	3	A	**	
Sprout P	3	A	**	
Steele S	3	A	**	
Tanaka F	4	A	**	3,069
Tribe G	4	A	**	3,469
Wick L	4	A	**	2,148
Williams M	4	A	**	2,733
Wright R	4	A	**	3,594
				96,461

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN				
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Beaufort-MacKenzie Delta				
Aviugana A (Président)	4	B	**	4,191
Beck T	4	B	**	17,616
Carpenter L	4	B	**	750
Day B	4	B	**	25
Haogak C	4	B	**	11,168
Krutko D	4	B	**	4,529
Mair W	4	B	**	11,172
Snowshoe C (Vice-président)	4	B	**	8,666
				58,117
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Denendeh				
Barber K	4	B	**	11,221
Haist G	4	B	**	5,526
McCann D (Président)	4	B	**	4,757
Migwi J	4	B	**	8,014
Neyelle J	4	B	**	1,414
Nielsen L	4	B	**	2,642
Scahefer J	4	B	**	612
Villeneuve J (Vice-président)	4	B	**	6,239
				40,425
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Nunavut				
Alikut G	4	B	**	717
Audlaluk L	4	B	**	123
Homal B	4	B	**	5,263
Iqaqrialu D	4	B	**	774
Lyall B (Président)	4	B	**	6,555
Mablick D (Vice-président)	4	B	**	7,696
Shappa K	4	B	**	914
Tongola S	4	B	**	1,557
				23,599
Commission sur les Indiens de l'Ontario				
Jamieson R L	2	A	(4)	5,300
Laforme H	2	A	(4)	12,270
				17,570
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Kluane				
Birckel P	4	C	**	541
Dickson R	4	C	**	648
Johnson J	4	C	**	2,236
Tomlin A	4	C	**	564
Williams A (Président)	4	C	**	975
				4,964

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest				
Arden D	4	B	**	6,389
Armstrong R	4	B	**	5,265
Billingsley D	4	B	**	9,973
Ikpakohak F	4	B	**	10,258
Nickerson D	4	B	**	7,491
Overvold R	4	B	**	1,831
Warner G	4	B	**	3,122
				44,329
Office des eaux du Territoire du Yukon				
Eftoda D	4	C	**	1,907
Gordon J	4	C	**	8,895
Isaac G	4	C	**	1,818
Joe P	4	C	**	1,471
Livingston G (Président)	2	C	**	6,080
Lortie G	4	C	**	1,272
McDonald H	4	C	**	437
Wahl H	4	C	**	3,086
Wilson J (Vice-président)	4	C	**	1,121
				26,087
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE				
Conseil consultatif du nord de l'Ontario (FEDNOR)				
Bernier L (Président)	4	A	**	26,725
Birnie P	4	A	**	6,355
Chochrane J	4	A	**	4,002
Demers G	4	A	**	4,407
Dimock C	4	A	**	8,844
Elgie W (Vice-président)	4	A	**	853
Emery S	4	A	**	3,251
Follis J	4	A	**	7,112
Pope R	4	A	**	5,899
Quirion G	4	A	**	4,536
Welk L	4	A	**	1,629
				73,613
Conseil des sciences du Canada				
Anderson J	4	B	**	5,761
Arrison N L	4	B	**	7,289
Bachynski M P	4	B	**	1,057
Bolton R	4	B	**	2,805
Craig D B	4	B	**	6,656
Curry S J S W	4	B	**	961
Cutt J	4	B	**	12,449
Dillon R M	4	B	**	2,907
Fournier R O	4	B	**	695
French B J	4	B	**	2,793
Gibson M A	4	B	**	3,796
Gilson J C	4	B	**	1,157
Gow G	4	B	**	2,886
Guidoin R G	4	B	**	3,753
Kenney-Wallace G A (Président)	1	B	**	67,170
Leduc B M	4	B	**	904
Lock G S H	4	B	**	7,944
MacQuarrie I G	4	B	**	4,021
Marsh F	4	B	**	5,337
Nasser K W	4	B	**	5,070
Roth J	4	B	**	620
Scriver C	4	B	**	2,065

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
Sturgess J M	4	B	**	4,513
Szonyi A J	4	B	**	6,123
Webster J M	4	B	**	12,868
Wynne-Edwards H R	4	B	**	1,577
				173,177
JUSTICE				
Commission canadienne des droits de la personne				
Bhatia G	4	B	**	5,328
Boissinot D	4	B	**	1,464
Collins W	4	B	**	9,870
Dickson M	4	B	**	3,616
Dupuis R	4	B	**	3,025
Falardeau-Ramsay M	1	B	**	16,917
Greshner D	4	B	**	10,507
Kambeitz G	4	B	**	4,380
Ubale B	4	B	**	2,649
Yalden M	1	B	**	23,213
				80,969
Commission de réforme du droit du Canada				
Frecker R	1	B	**	32,882
Létourneau G (Vice-président)	1	B	**	14,231
Linden A M (Président)	2	B	**	52,597
Maingot J	1	B	**	
Rivet M	1	B	**	19,087
				118,797
Commission 1989 sur les traitements et les avantages des juges				
Courtois J (Président)	2	B	**	1,265
Legge L	2	B	**	2,676
				3,941
TRAVAIL				
Office d'aide à l'adaptation pour les travailleurs				
deMerlis G	4	B	**	
Deschamps L A (représentant l'employeur)	4	B	**	
Kunka G M (Vice-président)	3	B	**	
Marshall W (représentant l'employé)	4	B	**	3,124
Morris J (Président)	4	B	**	5,471
				8,595
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL				
Conseil consultatif du régime de pensions du Canada				
Apsey R H	2	B	**	2,538
Atkinson H	2	B	**	2,673
Black W A	2	B	**	1,892
Crawford W Y	2	B	**	3,357
Dashwood S L	2	B	**	4,090
Erlichman L (Président)	2	B	**	1,429
Gilliss G	2	B	**	2,598
Hogan J C	2	B	**	2,446
Kelly S	2	B	**	1,713
Le Houillier (Vice-président)	2	B	**	2,092

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
Moore G R	2	B	**	6,496
Prevalnig J	2	B	**	1,926
Romano F	2	B	**	1,911
				35,161
Commission pour l'esprit sportif				
Bernier S	4	B	**	
Bossy M	4	B	**	
Boucher G	4	B	**	
Chynoweth E	4	B	**	
Costello M	4	B	**	
Dion Y	4	B	**	
Duerkop D	4	B	**	1,161
Dugal R	4	B	**	264
Duquette J	4	B	**	310
Gallivan D (Président honoraire)	4	B	**	927
Gowan J (Président)	4	B	**	
Gross G	4	B	**	
Hood B	4	B	**	2,020
Jackson R	4	B	**	28
Jones-Konihowski D	4	B	**	1,022
Mellanby R	4	B	**	774
Nease T	4	B	**	2,654
Neron G E	4	B	**	919
Pipe A	4	B	**	318
Pooley J C	4	B	**	955
Steen D	4	B	**	1,283
				12,635
Conseil consultatif national du troisième âge				
Aldred J	4	A	**	3,927
Appleby F	4	A	**	1,983
Bérubé M	4	A	**	300
Briggs L	4	A	**	827
Capobianco A	4	A	**	578
Desai K	4	A	**	1,742
Donald T	4	A	**	1,071
Francoeur L	4	A	**	621
Gregan B	4	A	**	1,708
Hill M	4	A	**	4,340
Hogue-Charlebois M	4	A	**	
Matthews C (Président)	4	A	**	11,129
McKillop M	4	A	**	3,133
Murphy J	4	A	**	
Porter N	4	A	**	1,712
Slater E	4	A	**	625
Smoler W	4	A	**	1,103
Sparks G	4	A	**	826
Suderman J	4	A	**	1,918
Tassé Y R	4	A	**	613
Wigdor B	4	A	**	3,058
				41,214
Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur[3]				
Conseil national du bien-être social				
Blais L	4	A	**	998
Boudreau J M	4	A	**	720
Carr R	4	A	**	361
Colavecchia E	4	A	**	780
Cumbo R	4	A	**	1,385
Fernet-Gervais S	4	A	**	882
Gagnon A (Président)	4	A	**	1,362
Gilchrist J G	4	A	**	2,477
Hamaan M	4	A	**	4,154
Hedges V	4	A	**	2,658
Helmcken G	4	A	**	4,188
Krueger M	4	A	**	1,110
Landry N	4	A	**	187
MacKay S	4	A	**	806
McPherson M	4	A	**	1,689
Mintz J	4	A	**	
Nash-Foster N	4	A	**	514
Noseworthy R	4	A	**	757
Paterson T	4	A	**	528
Power T	4	A	**	1,086
Terry W	4	A	**	989
Walker J	4	A	**	108
White R	4	A	**	1,835
				29,574
CONSEIL PRIVÉ				
Commission d'enquête sur l'écrasement d'un avion d'Air Ontario à Dryden (Ontario)				
Moshansky V P (l'Honorable)	2	A	**	66,887
Commission d'enquête sur le recours aux drogues et aux pratiques interdites pour améliorer la performance athlétique				
Dubin C L (l'Honorable)	2	A	**	2,256
Commission chargée d'étudier les indemnités des Parlementaires				
Fox F (l'Honorable)	2	A	150/par jour[5]	3,103
St-Germain G (l'Honorable) (Président)	2	A	150/par jour[5]	19,918
				23,021
Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis				
Cowley E L	2	A	175/par jour	8,728
Fortier P W	2	A	175/par jour	742
Lortie P (Président)	2	A	175/par jour	13,043
Oliver D H	2	A	175/par jour	7,677
Pepin L	2	A	175/par jour	6,826
				37,016

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
Commission royale sur le transport des voyageurs au Canada				
Drouin M J (Vice-président)	2	A	175/par jour	1,801
Fish S A	2	A	175/par jour	1,687
Gaudry M	2	A	175/par jour	4,200
Hamilton J P	2	A	175/par jour	
Helliwell J B	2	A	175/par jour	9,102
Hyndman L D (Président)	2	A	175/par jour	10,513
Kelly W P	2	A	175/par jour	2,158
Leclair M	2	A	175/par jour	3,315
McNiven J D	2	A	175/par jour	4,408
				37,184
Commission royale sur les nouvelles techniques de reproduction				
Baird P A (Président)	2	A	175/par jour	11,282
Hatfield C B	2	A	175/par jour	6,993
Hebert M	2	A	175/par jour	2,992
Jantzen G M	2	A	175/par jour	18,645
McTeer M	2	A	175/par jour	353
Scorsone S R	2	A	175/par jour	2,914
Vandelac L	2	A	175/par jour	3,549
				46,728
Commission royale sur l'avenir du secteur riverain de Toronto				
Crombie D E (l'Honorable)	2	A	150/par jour[5]	11,603
Conseil économique du Canada				
Ayre M	4	B	**	1,456
Bellemare D	4	B	**	1,034
Bennett J	4	B	**	1,398
Borger A	4	B	**	3,464
Bougie J	4	B	**	375
Brophey P	4	B	**	1,136
Cohen D	4	B	**	2,761
Courchene T	4	B	**	2,492
Courville L	4	B	**	1,902
Granger A	4	B	**	3,525
Guérard Y	4	B	**	1,092
Jackman N	4	B	**	585
Johnson C	4	B	**	1,216
Koskie R	4	B	**	1,509
Lazar H (Directeur)	1	B	**	2,035
MacKness W	4	B	**	2,511
Maxwell J (Président)	1	B	**	2,042
Pépin M	4	B	**	2,208
Pestieau C (Directeur)	1	B	**	1,653
Rix R	4	B	**	1,203
Robertson S	4	B	**	226
Rombough B	4	B	**	929
Savoie D	4	B	**	645
Stickland S	4	B	**	4,990
Sullivan M	4	B	**	3,002
Wale N	4	B	**	726
Wilson G	4	B	**	2,456
				48,571

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
Commission des relations de travail dans la Fonction publique				
Brown T W	1	A	**	8,978
Cantin J M (Vice-président)	1	A	**	15,717
Chodos P (Vice-président)	1	A	**	8,754
Cliche N	4	A	**	15
D'Avignon J R (Vice-président)	1	A	**	6,199
Deans I (Président)	1	A	**	7,841
Devlin M	4	A	**	174
Drake D R	4	A	**	60
Franklin D R	4	A	**	1,566
Galipeau M M	1	A	**	7,786
Galipeault J	1	A	**	9,651
Korngold-Wexler M I (Vice-président)	1	A	**	5,580
Kwavnick D	1	A	**	5,340
Levine G	4	A	**	260
Light B	4	A	**	2,907
Lowden O	1	A	**	4,835
MacLean D	4	A	**	970
McWilliam G R	4	A	**	4,290
Oliver W	4	A	**	35
Preston K W	4	A	**	446
Renouf S	4	A	**	93
Smith W A	4	A	**	36
Teplitsky M	4	A	**	781
Walker G	4	A	**	646
Wolfgang J E	4	A	**	4,817
Young R	1	A	**	8,226
				106,003
SOLLICITEUR GÉNÉRAL				
Commission nationale des libérations conditionnelles[3]				
TRANSPORTS				
Bureau canadien de la sécurité aérienne				
Bobbitt N	1	B	**	600
Filotas L	1	B	**	724
MacEachern W	1	B	**	6,994
Mussallem D	4	B	**	
Portelance A	1	B	**	
Pultz B L	1	B	**	7,772
Stevenson R	1	B	**	75
Thorneycroft K (Président)	1	B	**	6,309
Thurston F	4	B	**	458
				22,932
Office national des transports[6]				
Beaudry M (Vice-président)	1	A		
Dickson C S	1	A		
Forget N	1	A		
Lambert M	3	A		
Minaker G C	3	A		
Mutch J D	1	A		
Nielson E (Président)	1	A		
O'Brien E J	1	A		
Penner B K	1	A		
Ritter K	1	A		
Weinberg E	1	A		

Commissions—*Fin*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Fin*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1989-90
			$	$
ANCIENS COMBATTANTS				
Bureau de services juridiques des pensions				
Lemieux A (Avocat en chef des pensions)	2	(6)		22,033
Commission canadienne des pensions				
Caron Y	2	A	**	25,206
Chartier M	2	A	**	17,855
Chatwood A	2	A	**	27,605
Cheevers S F	2	A	**	25,381
Chiasson J C	2	A	**	15,230
Cleary R W	2	A	**	28,946
Donaldson N L	2	A	**	5,370
Douglas C	2	A	**	29,817
Ford R L	2	A	**	13,692
Forest R C	2	A	**	18,983
Gogan D J	2	A	**	15,671
Henderson G R	2	A	**	20,848
Jones R G	2	A	**	14,438
Lee J M	2	A	**	14,635
Leger O	2	A	**	2,003
MacFarlane M L (Vice-président)	2	A	**	1,215
McCabe C	2	A	**	12,028
Morrison W L	2	A	**	8,037
Poirier E	2	A	**	2,313
Rivard J G	2	A	**	17,315
Rolfe O E	2	A	**	13,882
Sinclair G V	2	A	**	21,978
Smith J M	2	A	**	8,733
Walsh P J	2	A	**	35,693
Wolfe J P (Président)	2	A	**	21,088
Wood J	2	A	**	29,541
				447,503
Tribunal d'appel des anciens combattants				
Brehaut J H	2	A	**	923
Campbell R	2	A	**	971
Cormier B R	2	A	**	871
Diamond J	2	A	**	914
Letellier J P (Président)	2	A	**	4,618
MacArthur R	2	A	**	783
MacKay G A	2	A	**	614
McCorkell K S	2	A	**	802
McGinn J B	2	A	**	984
McKenna B J	2	A	**	943
Pichette J R	2	A	**	
Pimlott N A (Vice-président)	2	A	**	1,252
Roy A	2	A	**	891
Wedge R	2	A	**	
Whalen T M	2	A	**	1,018
				15,584

* Voir l'introduction à l'état ci-dessus.
** Dépenses encourues.
(1) Comprend des frais de transport.
(2) Non payé par la Commission.
(3) Détails non disponibles.
(4) En accord avec la politique du Conseil du Trésor sur les indemnités de déplacement.
(5) En plus du tarif journalier sont remboursés les coûts des frais de transport lors de voyages d'affaires.
(6) En accord avec les règlements du Conseil du Trésor sur les indemnités de déplacement.

Frais de congés d'étude

Cet état fournit les détails des frais de congés d'étude encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, un congé d'étude est un congé accordé à un employé pour lui permettre de participer à un cours à temps plein ou à un cours de formation d'une durée égale ou supérieure à trois (3) mois, donné à l'extérieur de la Fonction publique.

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Traitements	Montants des indemnités tenant lieu de traitements	Frais de déplacement	Frais de subsistance	Frais de scolarité et autres frais	Indemnités pour livres	Autres dépenses	Total
		$	$	$	$	$	$	$	$
Agriculture	34	58,456 [1]	813,410	5,521	1,837	20,412	3,073	680	903,389
Communications—									
Département	4		95,000						95,000
Archives nationales du Canada	1		9,008			522	88		9,618
Office national du film	6	25,497 [2]				775			26,272
Bibliothèque nationale	4		67,009			955	849		68,813
Musées nationaux du Canada	2	8,030 [1]	15,333						23,363
Emploi et Immigration	24	87,969 [2]	38,655			12,160	7,600		146,384
Énergie, Mines et Ressources—									
Département	8	35,810 [2]	113,889			10,631	2,364	440	163,134
Office national de l'énergie	2		11,673			2,801	397		14,871
Environnement	68	35,087 [3]	908,036	10,367	771	55,483	12,387	998	1,023,129
Affaires extérieures—									
Département	1					11,780			11,780
Agence canadienne de développement international	5	20,093		3,506	1,804	49,619	3,511		78,533
Finances—									
Département	2	71,676		3,906	10,529	40,077	721	471	127,380
Tribunal canadien du commerce extérieur	1	39,293				1,491			40,784
Privatisation et affaires réglementaires	1	41,292	8,321	3,718			183	11,000	64,514
Pêches et Océans	12	163,758 [4]	59,227	7,287	5,100	9,565	2,509	2,056	249,502
Forêts	18	25,875 [1]	493,710	13,823	9,861	35,489	2,461	30,996	612,215
Affaires indiennes et Nord canadien	16		396,863	5,500		22,843	5,600	5,000	435,806
Industrie, Sciences et Technologie—									
Département	2	95,694	30,342			1,240	700		127,976
Conseil national de recherches du Canada	6		188,780	7,643		1,760			198,183
Statistique Canada	4		7,834				581		8,415
Justice—									
Département	1	2,314							2,314
Cour fédérale du Canada	2	11,275				2,118	940		14,333
Travail	3	14,000 [1]	53,384	523		1,600		2,250	71,757
Défense nationale	33 [5]		692,703	23,649		11,921	3,419		731,692 [5]
Santé nationale et Bien-être social	27	13,185 [2]	621,985	25,291		196,683	1,400	172	858,716
Revenu national—									
Impôt	4		26,195			2,919	2,282		31,396
Travaux publics	1	18,055				3,453	80	521	22,109
Secrétariat d'État—									
Département	2		92,904			3,787	1,388		98,079
Commission de la Fonction publique	6	104,438				853	92		105,383
Solliciteur général—									
Service correctionnel	29	26,474 [1]	456,810			16,719	3,983		503,986
Gendarmerie royale du Canada	68	3,000,000				102,000			3,102,000
Approvisionnements et Services	5	63,301 [3]	52,530			3,900	200	400	120,331
Transports—									
Département	5	17,871 [3]	43,580	2,487		4,433	484		68,855
Bureau canadien de la sécurité aérienne	1		20,666						20,666
Conseil du Trésor—									
Secrétariat	2		8,637			11,602	70	153	20,462
Contrôleur général	1	40,417				852	245		41,514
Anciens combattants	6		37,009			2,321	817		40,147
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1		13,562			12,412			25,974
Total	418	4,019,860	5,377,055	113,221	29,902	655,176	58,424	55,137	10,308,775

(1) Un employé a reçu des traitements.
(2) Trois employés ont reçu des traitements.
(3) Deux employés ont reçu des traitements.
(4) Sept employés ont reçu des traitements.
(5) Ces montants n'incluent pas les membres des Forces armées. Aucun des programmes divers de formation suivis à l'université n'est considéré sous la définition congé d'études, en particulier le programme postscolaire.

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1989-90 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1990)

La Loi sur la révision du capital des chemins de fer nationaux du Canada de 1952 a énoncé que «Le ministre doit inclure annuellement dans les Comptes publics un état sommaire de toute l'aide, y compris les concessions de terrains, les garanties et les subventions de capital, mais sans comprendre les allocations consenties d'après des statuts en vue du soulagement du chômage, fournie à quelque époque par le gouvernement du Canada à chacun des suivants: *a)* le réseau du National (Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada), y compris les compagnies auxquelles il a succédé, *b)* les chemins de fer du Pacifique (Canadien Pacifique Limitée) selon la définition qu'en donne la Loi sur le National-Canadien et le Pacifique-Canadien, y compris les compagnies auxquelles ils ont succédé, et *c)* tout autre chemin de fer».

L'état suivant présente l'aide financière budgétaire et non budgétaire en montrant les paiements annuels et cumulatifs. L'aide budgétaire cumulative comprend divers programmes de dépenses dont les sociétés ont bénéficié. Seuls les paiements individuels de $50,000 ou plus sont reportés dans cet état.

Les chemins de fer ont été interprétés dans le but d'inclure ce qui suit dans cet état: *i)* pour les Chemins de fer nationaux du Canada—toutes les compagnies possédées, opérées ou gérées par le Canadien National, *ii)* pour le Canadien Pacifique—seulement les compagnies engagées dans le transport, les communications et les activités hôtelières.

L'aide non budgétaire représente la variation nette concernant les prêts, dotations en capital et avances.

L'aide budgétaire représente une imputation aux crédits budgétaires qui agit sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement.

	1989-90	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1990
	$	$
RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA[1]		
Non budgétaire		
Remboursements de prêts et avances	(12,346,841)	161,085,161
Capital-actions émis[2]		2,278,866,774
Total	*(12,346,841)*	*2,439,951,935*
Budgétaire		
Allocation aux employés de Terre-Neuve transférés aux Chemins de fer nationaux du Canada	1,681,889	
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique (s)	3,332,354	
Programme de stabilisation pour wagons couverts et lit de chemin de fer	147,207	
Loi sur l'administration de l'énergie (s)	4,257,310	
Programme de développement d'un marché efficace de l'emploi	477,810	
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	10,249,110	
Loi de 1987 sur les transports nationaux (s)	12,881,641	
Loi sur les chemins de fer (s)	21,622,870	
Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer	1,866,615	
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer	2,771,366	
Abolition des péages sur le pont Victoria (s)	3,324,449	
Loi sur le transport du grain de l'Ouest (s)	330,557,407	
Total	393,170,028	5,741,561,931
CANADIEN PACIFIQUE LIMITÉE[1]		
Budgétaire		
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique (s)	2,044,342	
Coût des immobilisations pour la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies	5,500,000	
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	443,689	
Loi de 1987 sur les transports nationaux	5,406,059	
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer	3,150,405	
Sécurité des chemins de fer	7,176,574	
Loi sur le transport du grain de l'Ouest (s)	242,061,462	
Total	265,782,531	3,089,162,519
VIA RAIL CANADA INC.		
Non budgétaire		
Capital-actions émis[3]		9,300,000
Budgétaire		
Coûts d'exploitation et aide au travail	521,119,582	6,024,716,697

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1989-90 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1990)—*Suite*

	1989-90	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1990
	$	$
AUTRES CHEMINS DE FER		
Budgétaire		
Algoma Central Railway—		
Accords sur le développement économique et régionale	134,570	
Loi sur les chemins de fer (s)	2,233,827	27,339,334
BC Rail—		
Loi sur le transport du grain de l'Ouest (s)	2,950,957	18,584,928
British Northern Railway		32,836
British Yukon Railway Company		4,500,000
Burlington Northern Inc		271,424
Canada and Gulf Terminal Railway—[4]		
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	206,226	1,383,800
Central Western Railway—		
Loi sur le transport du grain de l'Ouest	1,347,611	8,668,786
Chesapeake and Ohio Railway Company		308,334
Consolidated Rail Corporation		1,039,225
Devco Railway (Cumberland Railway Company)		
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	2,744,765	2,940,473
Dominion Atlantic Railway[5]		2,611,089
Essex Terminal Railway—		249,756
Grand Falls Central Railway Co. Ltd.		
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	226,687	1,375,332
Napierville Junction Railway		255,572
Northern Alberta Railway[4]		19,551,776
Ontario Northland		52,401
Penn Central Railway		153,691
Quebec Central Railway[5]		260,896
Quebec North Shore and Labrador Railway—		
Loi sur les chemins de fer (s)	1,174,062	8,217,756
Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company[5]		1,060,574
Total	11,018,705	98,857,983
AUTRES		
Budgétaire		
Albert Southern Railway, Nouveau-Brunswick		50,460
Brantford, Waterloo and Lake Erie Railway		57,600
Bruce Mines and Algoma Railway		53,920
Canada Central Railway—Pont de la rivière de la paix		175,000
Central Railway of Canada		30,145
Colchester Coal and Railways Company		12,800
Dominion Coal Company, Nouvelle-Écosse		87,808
Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway		338,382
Erie and Huron Railway		96,000
Ha Ha Bay Railway, Nouveau-Brunswick		231,462
Harvey Branch Railway, Nouveau-Brunswick		5,554
Joggins Railway, Nouvelle-Écosse		37,500
Klondyke Mines Railway		197,184
Lake Erie, Essex and Detroit Railway		118,400
Lake Erie and Detroit River Railway		357,451
L'Assomption Railway, Québec		11,200
Leamington and St Clair Railway		51,200
Maritime Coal and Railway Company		3,200
Minudie Coal Company, Nouvelle-Écosse		18,544
North Railway		250,000
North Shore Railway Company, Beersville Coal and Railway Company		27,616
Northern New Brunswick Seaboard Railway Company		108,160
Ottawa and New York Railway		262,384
Pacific Great Eastern Railway		2,478,500
Phillipsburg Junction and Quarry Company		23,712
Pontiac and Renfrew Railway		13,600
Terminal du Port Nelson		6,240,096
Québec, Montmorency and Charlevoix Railway		96,000
Reliquat du coût du vapeur Sheba		78,611

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1989-90 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1990)—*Fin*

	1989-90	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1990
	$	$
Schomberg and Aurora Railway		46,144
St Lawrence and Adirondack Railway		149,482
St Louis Richibucto Railway		22,400
Temiskaming and Northern Ontario Railway		2,134,080
Total		13,864,595
Total— Non budgétaire	(12,346,841)	2,449,251,935
Budgétaire	1,191,090,846	14,968,163,725

(s) Autorisation statutaire.

(1) Les concessions de terrains cumulatives données au Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada incluant les compagnies antérieures et compagnies affiliées, et à la Compagnie des Chemins de fer du Pacifique canadien et à d'autres compagnies dans ce réseau sont de 5,728,912 et 32,848,477 âcres respectivement.

(2) Un montant de $47,644,192 représentant les dividendes de 1985 et 1987 a fait l'objet d'une renonciation durant l'exercice. Le total des actions émises est de 5,868,786 actions ordinaires sans valeur au pair.

(3) Total des actions émises: 93,000 actions sans valeur au pair .

(4) Contrôlé par les Chemins de fer nationaux du Canada.

(5) Contrôlé par le Canadien Pacifique Limitée.

Pertes de $1,000 ou plus

Cet état fournit les détails sur les pertes de $1,000 ou plus subies au cours de l'exercice, et occasionnées par la destruction ou l'endommagement accidentel de biens qui auraient été normalement couverts par une assurance si pareille assurance avait existé. Le gouvernement, par conséquent, absorbe les pertes lorsqu'elles se présentent.

Ministère et organisme	Bâtiments	Contenu	Équipement	Véhicules	Divers	Total
	$	$	$	$	$	$
Agriculture	1,500,000	235,000	21,275 [1]	74,692 [2]		1,830,967
Communications—						
Département			94,231 [3]			94,231
Archives nationales du Canada			24,200		2,000 [4]	26,200
Bibliothèque nationale			2,540			2,540
Musées nationaux du Canada			33,367 [5]	8,226		41,593
Consommateurs et Sociétés			15,779 [6]	8,429	3,162 [7]	27,370
Emploi et Immigration—						
Département/Commission				54,336	30,725 [8]	85,061
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			4,006 [9]			4,006
Énergie, Mines et Ressources			214,107 [10]	17,927		232,034
Environnement	6,529	25,836	128,666 [11]	97,832	13,433 [12]	272,296
Affaires extérieures				23,100		23,100
Finances—						
Département			4,493 [13]			4,493
Vérificateur général			4,708 [14]			4,708
Pêches et Océans	2,500	2,500	621,525 [15]	24,236	2,880	653,641
Forêts			27,721 [16]	16,430	2,225	46,376
Affaires indiennes et Nord canadien			18,425 [17]	55,390		73,815
Industrie, Sciences et Technologie—						
Département			8,433 [18]			8,433
Agence spatiale canadienne					1,647 [19]	1,647
Conseil national de recherches du Canada			52,682			52,682
Justice—						
Commissaire à la magistrature fédérale			3,431 [20]			3,431
Défense nationale	362,200	48,993	80,074	2,377,924	814,633 [21]	3,683,824
Santé nationale et Bien-être social	17,200	3,000	2,500	42,806		65,506
Revenu national—						
Douanes et Accise			8,168 [22]	46,847		55,015
Impôt					19,333 [23]	19,333
Travaux publics		4,113	272,120 [24]		27,735 [25]	303,968
Secrétariat d'État—						
Département			2,800			2,800
Centre canadien de gestion			10,850 [26]			10,850
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)		2,600 [27]				2,600
Commission de la Fonction publique			6,100 [28]			6,100
Solliciteur général—						
Service correctionnel	1,463,852	38,640	69,143 [29]	105,281	22,640 [30]	1,699,556
Commission nationale des libérations conditionnelles					2,945	2,945
Gendarmerie royale du Canada	25,606		91,574	2,326,617	7,208	2,451,005
Approvisionnements et Services				8,967		8,967
Transports—						
Département			126,443 [31]	86,344	213,145 [32]	425,932
Office national des transports			4,818 [33]			4,818
Anciens combattants			7,457 [34]			7,457
Total	3,377,887	360,682	1,961,636	5,375,384	1,163,711	12,239,300

Pertes de $1,000 ou plus—*Fin*

Comprend le vol des articles suivants:

(1) Détecteur magnétique (1) $1,238; ordinateurs portatifs (2) $3,127; balances (6) $11,796; et magnétoscopes (3) $3,714.
(2) Voiture commerciale (1) $3,445.
(3) Équipement technique divers (1) $94,231.
(4) Tapis (1) $2,000.
(5) Radios (16) $30,472; et téléphone cellulaire (1) $2,895.
(6) Appareil vérificateur de densité (1) $2,000; et ordinateurs (2) $10,958.
(7) Caméra vidéo et mallette (1) $1,389.
(8) Pièces d'ordinateur (8) $4,921; machine à écrire, calculatrice, magnétoscope et dictaphone $1,957; télécopieur (1) $2,200; balance postale (1) $2,500; "camcorders" (3) $9,500; micro-ordinateur (1) $5,200; machine à écrire électronique (1) $2,500; et caméra, lentille, lampe-éclair et télé-avertisseur $1,825.
(9) Ordinateur portatif (1) $3,504.
(10) "Camcorder" (1) $2,220; ordinateurs portatifs et imprimantes (3) $12,852; et appareil de vérification des lignes de télécommunications (1) $7,800.
(11) "Camcorder" (1) $3,500; accessoires d'appareils photographiques (28) $6,318; tracteur à gazon (1) $2,769; moteurs hors-bords (2) $3,132; génératrice (1) $1,939; et moniteur (1) $1,062.
(12) Artefacts (16) $3,915.
(13) Disque rigide externe (1) $1,134; et ordinateur portatif (1) $3,359.
(14) Micro-ordinateur Hyperion (1) $4,708.
(15) Ordinateur (1) $3,998; moteurs hors-bords (3) $4,040; radios (3) $3,375; balances (2) $3,262; compteur de PH (1) $1,065; marquoirs à filet (2) $1,176; radeau pneumatique (1) $1,480; et caméra vidéo (1) $1,500.
(16) Scies mécaniques (8) $3,302; balance (1) $1,494; pompes de compression (2) $2,370; et outil non électrique spécialisé (1) $1,007.
(17) Magnétoscope (1) $1,388.
(18) Système de micro-ordinateur (1) $3,021.
(19) Magnétoscopes à quatre têtes et contrôles à distance (3) $1,647.
(20) Ordinateur portatif et logiciel $3,431.
(21) Ordinateur et mallette (1) $2,074; écran de télévision, magnétophone, copieur et projecteur $2,605; coffres à outils (2) $4,769; vestes de sauvetage (36) et radeau pneumatique $4,931; bateau d'assaut (1) $7,315; équipements divers $11,234; coffre à outils (1) et ensemble de suppléments métriques (1) $1,720; caméra (1) et lentilles (3) $1,699; jumelles (1), caméra (1) et lentilles (3) $1,989; pièces d'automobiles (22) $1,595; supports de véhicule (2) et outils (4) $3,103; outils électriques (6) $1,075; magnétophone "Sunshine" (1) $1,731; radios (2) $2,000; antenne parabolique (1) $2,000; ordinateurs (2) $4,286; caméra photographique à image fixe (1) $9,354; téléphones de chantier (2), appareils extincteurs d'incendie (2) et outils (10) $1,291; matelas pneumatiques (10), valise et poncho $1,566; jeep (1) $4,000; contrôles à distance (2), téléphone de chantier (1) et outils (10) $5,804; clarinette (1) $2,200; cireur de parquet (1) $1,843; téléphones de chantier (2) et scie mécanique $1,428; soudeuse (1) $1,061; jumelles (1) $1,250; outils divers $4,169; équipement de combat (273) $4,729; chasse-neige (1) $2,500; spectromètre et outils (34) $1,045; radio, compas, sac, toile, et lampes (7) $5,131; et banc à souder et outils (17) $1,450.
(22) Radio-portatif (1) $1,000; équipement audio-visuel (1) $5,736; et moteur hors-bord (1) $1,432.
(23) Unité centrale de traitement, moniteur et clavier (1) $2,500; émetteurs-récepteurs (2) $2,860; et équipements divers (20) $1,309.
(24) Magnétoscope (1) $2,300; et ordinateur (1) $5,369.
(25) Chaîne d'arpenteur (1) $12,955.
(26) Caméra vidéo et générateur de caractères $1,750; micro-ordinateur portatif (1) $7,000; et magnétoscope et intermédiaire de raccord $2,100.
(27) Magnétophone (1) $1,200.
(28) Magnétophone (3) $1,800; et ordinateur personnel (1) $4,300.
(29) Téléphone cellulaire (1) $2,000.
(30) Boeuf (2,000 lbs) et batterie de cuisine $9,000; et cylindres (7) $1,964.
(31) Récepteur (1) $10,000; émetteurs-récepteurs (3) $7,865; magnétophone (1) $1,597; voltmètre (1) $1,921; "handie-talkie" (1) $1,055; moniteur de communications (1) $25,000; et unité de vérification de transmission (1) $9,000.
(32) Ordinateur portatif (1) $9,000; micro-ordinateur (1) $4,224; équipements informatiques divers (4) $10,322; imprimante (1) $1,500; émetteur-récepteur (1) $2,500; téléphone cellulaire (1) $2,673; balance électronique (1) $1,232; caméra vidéo (2) $7,335; caméra couleur 8mm (1) $2,150; magnétophone portatif (1) $1,145; "camcorder" (1) $1,427; et moteur hors-bord (1) $2,487.
(33) Ordinateur portatif (1) $4,818 non reporté aux Comptes publics de 1988-89.
(34) Équipements divers (10) $2,172; machines à écrire (2) $3,490; et mécanisme d'enchaînement de disques (1) $1,795.

Rapport sur le matériel excédentaire

Cet état fournit les détails sur le matériel excédentaire éliminé au cours de l'exercice. Dans cet état, "coût" représente la valeur du matériel à la date d'acquisition, tandis que "valeur obtenue" représente la somme brute provenant de la vente du matériel excédentaire.

	Désuet mais utilisable		Excédentaire mais utilisable		Excédentaire mais réparable	Rebut	Récupération
Ministère et organisme	Coût	Valeur obtenue	Coût	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue
	$	$	$	$	$	$	$
Agriculture	158,013	23,702	536,953	80,543	661,303	5,645	16,480
Agence de promotion économique du Canada atlantique		162		35	3,752		
Communications—							
Département	136,051	7,666	164,636	8,512	133,614	1,767	19,217
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	24,700	200	26,157	1,659	6,109		
Archives nationales du Canada	1,000	466	125,552	15,219	29,594	415,652	212
Office national du film	64,720	3,815	4,410	245	255	1,220	25
Bibliothèque nationale			7,600	217	161		
Musées nationaux du Canada	15,142	444	124,517	8,472	1,624	46	
Consommateurs et Sociétés		29,701	1,593,479	26,693	169,923	7,748	3,579
Emploi et Immigration—							
Département/Commission	220,899	31,255	233,056	32,975	330,297	15,715	13,515
Conseil consultatif sur la situation de la femme				234	109		
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			10,829	1,380	12,939		24
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		607		1,466		569	
Énergie, Mines et Ressources—							
Département	293,340	8,148	1,337,865	148,652	164,698	29,781	16,663
Commission de contrôle de l'énergie atomique	1,570	80	65,682	530	7,913		
Office national de l'énergie	10,373	127	100,292	1,399	9,441		
Environnement	543,037	5,692	671,467	51,503	1,119,927	4,985	17,574
Affaires extérieures—							
Département		4,250		13,147	1,420,019	1,214	
Agence canadienne de développement international					18,864		
Centre de recherches pour le développement international				14,718	531	2,479	(411)
Commission mixte internationale				1,214			
Finances—							
Département		1,444			22,629	1,456	1,780
Vérificateur général		3		4,078	1,262	390	
Bureau du surintendant des institutions financières			65,410	3,710	385	718	
Pêches et Océans	709,132	3,907	2,119,658	13,323	300,637	9,928	333,499
Forêts	67,181	2,915	100,399	5,252	98,913	234	4,210
Gouverneur général		143					
Affaires indiennes et Nord canadien	13,028	1,007	31,733,319	71,219	206,105	255	33,104
Industrie, Sciences et Technologie—							
Département	34,960	2,577	404,052	44,278	62,536		3,400
Agence spatiale canadienne					1,304		
Conseil national de recherches du Canada		2,942		82,102	27,199	10,295	1,329
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie						627	510
Statistique Canada		(64)		203	12,795	22	461
Justice—							
Département		1,037		16,911	19,998	475	371
Commission canadienne des droits de la personne						583	
Commissaire à la magistrature fédérale			2,130	1,395			
Cour fédérale du Canada				55	5,437		73
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada			100	70			
Cour suprême du Canada				9,800			

Rapport sur le matériel excédentaire—*Fin*

Ministère et organisme	Désuet mais utilisable		Excédentaire mais utilisable		Excédentaire mais réparable	Rebut	Récupération
	Coût	Valeur obtenue	Coût	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue
	$	$	$	$	$	$	$
Travail—							
Département	7,874	161	3,674	861	23,143	25	125
Conseil canadien des relations du travail			6,265	906	1,858		
Défense nationale	16,664,935	574,309	23,757,663	352,641	6,174,467	2,072,000	1,496,331
Protection civile Canada				5,710	496		5
Santé nationale et Bien-être social—							
Département	22,529	5,711	248,780	35,344	266,248	13,300	9,777
Conseil de recherches médicales					200		
Revenu national—							
Douanes et Accise	4,625	217	15,404	1,185	190,042	4,504	50,805
Impôt			293,498	23,721	101,579	12,472	384
Parlement—							
Sénat			333,922	1,278	557		
Chambre des communes		10,362		5,446	50,106	28,085	4
Bibliothèque du Parlement					56		
Conseil privé—							
Département			93,837	1,394	26,230	474	352
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					435		
Directeur général des élections		100		7,406	13,445	1,632	
Commissaire aux langues officielles	1,232	143	325	61	1,298		
Conseil économique du Canada			19,918	4,774	669		5,300
Commission des relations de travail dans la Fonction publique			4,479	682	8,254		
Travaux publics	34,894	3,716	3,280,454	275,382	278,473	452,968	6,952
Secrétariat d'État—							
Département	5,287	482	321,168	9,711	63,846	4,740	1,164
Centre canadien de gestion		250					
Commission de la Fonction publique	2,000	472	34,100	2,732	16,744	1,791	4,975
Conseil de recherches en sciences humaines		700					
Solliciteur général—							
Département		221		8,314	15,596		1,465
Service canadien du renseignement de sécurité	12,979	13,370	31,565	8,457	148,357		
Service correctionnel	639,895	11,582	938,830	58,356	288,658	33,136	21,445
Commission nationale des libérations conditionnelles		73		1,024	1,733		
Gendarmerie royale du Canada	119,800	8,662	17,445	50,837	4,923,320	67,728	66,611
Approvisionnements et Services	31,568	46,397	123,707	31,768	139,767	327,567	
Transports—							
Département	3,368,987	118,193	1,882,399	18,873	2,216,784	42,648	32,787
Bureau canadien de la sécurité aérienne		5,933		2,119	18,900		
Office national des tranports				6,065	8,700	500	10
Anciens combatants	70,549	6,700	307,302	19,459	28,757	383	616
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien			5,768	200	505		165
Total	23,280,300	939,980	71,148,066	1,595,915	19,860,079	3,575,174	2,164,888

Produits de placements

Cet état fournit les détails pour l'exercice de la catégorie de recettes non fiscales intitiulée produits de placements. Les produits de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des virements de bénéfices et surplus, et en revenu de location de propriétés.

		Montant réalisé en 1989-90[1]	Montant investi au 31 mars 1990[2]
		$	$
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—			
Sociétés d'État "entreprises"—			
INSTITUTIONS DE CRÉDIT—			
Banque fédérale de développement			294,000,000
Société canadienne d'hypothèques et de logement			8,703,261,212
Intérêt	$ 788,515,026		
Virement des bénéfices	33,943,387		
		822,458,413	
Société d'assurance-dépôts du Canada		172,202,690	1,375,000,000
Société du crédit agricole		238,792,248	3,367,823,421
Société pour l'expansion des exportations		2,746,650	772,000,000
Total des institutions de crédit		***1,236,200,001***	***14,512,084,633***
AUTRES SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES"—			
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada		14,910,995	2,439,951,934
Énergie atomique du Canada, Limitée		59,043,229	645,042,697
Petro-Canada			4,299,126,174
		73,954,224	*7,384,120,805*
Autres—			
Banque du Canada			5,920,000
Virement des bénéfices		2,238,841,044	
Corporation de développement des investissements du Canada			395,658,315
Eldorado Nucléaire Limitée		11,241,561	
Société canadienne des ports			1,406,018
Intérêt	$ 112,209		
Dividendes	2,020,977		
		2,133,186	
Administration du pont du port de Saint John		946,860	13,725,775
Société canadienne des postes		7,764,000	80,000,000
Société Radio-Canada			33,000,000
Corporation commerciale canadienne			
Dividendes		865,400	
Commission canadienne du lait		9,330,455	47,763,500
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd			325,000
Office canadien du poisson salé		4,978,261	44,000,000
Société de développement du Cap-Breton			7,036,968
Office de commercialisation du poisson d'eau douce		1,648,895	22,155,819
Société du port de Halifax			3,486,176
Intérêt	$ 382,023		
Dividendes	1,760,988		
		2,143,011	
Société du port de Montréal			6,561,027
Intérêt	$ 435,505		
Dividendes	8,816,349		
		9,251,854	
Société du port de Prince Rupert			17,260,000
Intérêt	$ 83,562		
Dividendes	3,041,819		
		3,125,381	
Société du port de Québec			
Dividendes		387,259	
Monnaie royale canadienne			53,562,087
Intérêt	$ 1,744,926		
Virement des bénéfices	60,363,664		
		62,108,590	
Société du port de Saint John		2,362,708	20,052,457
Société du port de St John's		320,894	3,132,162
Société du port de Vancouver, La			3,734,271
Intérêt	$ 296,145		
Dividendes	22,243,478		
		22,539,623	
VIA Rail Canada Inc			9,300,000
		2,379,988,982	*768,079,575*
Total des autres sociétés d'État "entreprises"		***2,453,943,206***	***8,152,200,380***
Total des sociétés d'État "entreprises"		3,690,143,207	22,664,285,013
Administrations provinciales et territoriales—			
TERRE-NEUVE—			
Agence de promotion économique du Canada atlantique—			
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes		3,522,266	24,802,598
Finances—			
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois		266,536	3,661,214
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces			71,232,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités		244,923	4,382,583
Programme spécial des prêts sur le développement		472,862	6,700,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver		334,506	6,912,782
Industrie, Sciences et Technologie—			
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique		79,400	839,762
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique		5,432,314	68,748,300
		10,352,807	*187,279,239*
NOUVELLE-ÉCOSSE—			
Agence de promotion économique du Canada atlantique—			
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes		2,165,148	15,433,379
Énergie, Mines et Ressources—			
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité		306,925	2,401,920
Finances—			
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois		72,513	802,371
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces			57,724,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités		55,267	952,099
Programme spécial des prêts sur le développement		324,220	4,300,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver		304,288	3,019,979
Industrie, Sciences et Technologie—			
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique		267,886	3,288,662
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique		2,738,142	33,666,864
		6,234,389	*121,589,274*
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—			
Agence de promotion économique du Canada atlantique—			
Entente-cadre sur le plan de développement		847,480	10,466,927

Produits de placements—*Suite*

	Montant réalisé en 1989-90[(1)]	Montant investi au 31 mars 1990[(2)]
	$	$
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	12,610	117,973
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		9,798,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	33,849	591,655
Programme spécial des prêts sur le développement	15,402	70,915
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	98,910	800,903
Industrie, Sciences et Technologie—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	1,515	18,766
	1,009,766	*21,865,139*
NOUVEAU-BRUNSWICK—		
Agence de promotion économique du Canada atlantique—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	2,639,053	29,838,692
Énergie, Mines et Ressouces—		
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	578,638	4,546,189
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	590,250	5,469,554
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		31,853,830
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	272,977	4,971,960
Programme spécial des prêts sur le développement	199,144	5,375,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	739,463	9,069,091
Industrie, Sciences et Technologie—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	55,237	675,604
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	2,434,969	33,795,530
	7,509,731	*125,595,450*
QUÉBEC—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	4,523,998	61,300,779
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58,944	
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	2,118,516	37,284,355
Programme spécial des prêts sur le développement	4,952,180	70,300,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	7,663,057	91,314,928
Industrie, Sciences et Technologie—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	9,744,513	89,541,083
	29,061,208	*349,741,145*
ONTARIO—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	471,445	5,732,289
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	474,973	7,718,716
Programme spécial des prêts sur le développement	59,160	702,589
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	2,181,662	21,857,705
	3,187,240	*36,011,299*
MANITOBA—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles	568,117	4,902,464

	Montant réalisé en 1989-90[(1)]	Montant investi au 31 mars 1990[(2)]
	$	$
Énergie, Mines et Ressources—		
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	10,527,577	120,173,133
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	169,180	1,880,259
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	121,888	1,810,478
Programme spécial des prêts sur le développement	155,940	1,851,949
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	164,629	1,830,121
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	294,729	2,022,231
	12,002,060	*134,470,635*
SASKATCHEWAN—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles	530,067	4,630,112
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	35,839	417,756
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	29,664	415,919
	595,570	*5,463,787*
ALBERTA—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	126,886	1,505,019
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	136,549	2,125,341
Programme spécial des prêts sur le développement	276,000	4,000,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	231,556	2,441,917
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	229,922	1,803,193
	1,000,913	*11,875,470*
COLOMBIE-BRITANNIQUE—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	442,817	5,302,591
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	188,178	2,776,686
Progamme spécial des prêts sur le développement	534,810	6,415,573
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	992,443	9,380,353
	2,158,248	*23,875,203*
TERRITOIRES DU NORD-OUEST—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	908	9,996
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver		174,964
Affaires indiennes et Nord canadien—		
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	18,792	194,538
	19,700	*379,498*
TERRITOIRE DU YUKON—		
Affaires indiennes et Nord canadien—		
Gouvernement du Territoire du Yukon	531,994	5,000,360
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon		92,549
	531,994	*5,092,909*
Total des administrations provinciales et territoriales	73,663,626	1,023,239,048

Produits de placements—*Suite*

	Montant réalisé en 1989-90[(1)]	Montant investi au 31 mars 1990[(2)]
	$	$
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement—		
Chine—Finances		49,426,118
Jamaïque—		
Finances—		
Programme spécial—Aide économique	356,380	
Sommes en capital reportées		25,000,000
Fonds monétaire international	930,474	
Royaume-Uni—		
Finances—		
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	12,192,169	369,081,439
Sommes en capital reportées		94,990,863
Pays en voie de développement—		
Affaires extérieures—Agence canadienne de développement international—		
Aide au développement international	2,174,282	2,368,889,679
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)—Affaires extérieures	34,403,496	587,716,717
Défense nationale—		
Organisation du traité de l'Atlantique Nord—		
Dommages-intérêts—Sommes recouvrables		173,939
Total des gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	50,056,801	3,495,278,755
Organismes internationaux—		
Institutions financières internationales		1,064,437,842
Associations et organismes internationaux—		
Autres		5,949,389
Autres organismes internationaux		1,713,265,913
Total des organismes internationaux		2,783,653,144
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	**4,986,979**	**74,211,135**
Entreprises mixtes et en coparticipations—		
Air Canada	8,958,457	104,534,136
Société coopérative de l'énergie—Énergie, Mines et Ressources		57,804,000
Lower Churchill Development Corporation Limitée—Énergie, Mines et Ressources		14,750,000
National Sea Products Ltd—Finances (Privatisation et affaires réglementaires)	281,027	59,645,459
Société Inter-Port de Québec—		
Industrie, Sciences et Technologie		400
Télésat Canada—Communications		30,000,000
Dividendes	1,200,000	
Total des entreprises mixtes et en coparticipation	10,439,484	266,733,995
Divers—		
Prêts et avances comptables—		
Affaires extérieures—		
Missions à l'étranger		8,776,286
Employés affectés à l'étranger	812,135	11,537,920
	812,135	*20,314,206*
Défense nationale—		
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés		34,781,589
Industrie, Sciences et Technologie—		
Employés affectés au Canada		1,563
Approvisionnements et Services—		
Diverses avances comptables		8,191,123
Diverses avances comptables, caisse à montant fixe et avances permanentes		6,451,398
		14,642,521
Total des prêts et avances comptables	***812,135***	***69,739,879***
Autres divers—		
Agriculture—		
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	1,645,348	18,332,963
Agence de promotion économique du Canada atlantique—		
Prêts en vue d'aider l'industrie dans la région du Cap-Breton		3,740,816
Prêts aux entreprises de Terre-Neuve et du Labrador	445,395	6,638,627
	445,395	*10,379,443*
Communications—		
Biens culturels	1,061	8,456
Emploi et Immigration—		
Fonds de prêts d'aide à l'immigration	419,714	89,065,564
Énergie, Mines et Ressources—		
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	1,064,553	9,955,310
Projet conjoint—Usine de valorisation bi-provinciale	442,357	35,892,245
	1,506,910	*45,847,555*
Affaires extérieures—		
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)	1,178,073	73,910,594
Finances—		
Banque Commerciale du Canada		72,936,360
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	8,839	179,859
Administration du pont du port de Saint John		13,955,083
Town of Oromocto Development Corporation	2,545	30,428
	11,384	*87,101,730*
Pêches et Océans—		
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	20,341	263,159
Entreprises de traitement de poissons de fond	87,367	85,725
Pêcheurs d'aiglefin		1,353,044
	107,708	*1,701,928*
Affaires indiennes et Nord canadien—		
Conseil des Indiens du Yukon		9,346,438
Fonds de prêts aux Esquimaux	277,874	2,529,097
Fonds d'expansion économique des Indiens	2,380,440	26,442,982
Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens		1,409,373
Société Inuvialuit régionale	6,503,207	80,543,000
Revendicateurs autochtones		147,112,609
Yukon Energy Corporation	4,034,376	52,050,000
	13,195,897	*319,433,499*
Industrie, Sciences et Technologie—		
Canadair Limitée		4,349
Industrie canadienne de défense		1,380,564
Programme de développement industriel et régional	526,607	1,104,167
Activités de fabrication, de transformation et des industries de services au Canada		111,090,359
	526,607	*113,579,439*
Travail—		
Commissions provinciales des accidents du travail		7,588,000
Défense nationale—		
Projets d'habitations des Forces canadiennes	794,201	12,602,204
Travaux publics—		
Sydney Steel Corporation		5,218,162
		5,218,162

Produits de placements—*Fin*

	Montant réalisé en 1989-90[(1)]	Montant investi au 31 mars 1990[(2)]
	$	$
Solliciteur général—		
Libérés conditionnels		15,146
Approvisionnements et Services—		
Banque Commerciale du Canada		15,189,000
Compte de prêts pour la production de défense	236,597	26,324,007
	236,597	*41,513,007*
Transports—		
Corporation de la ville de Montréal	9,118	197,163
Commissaires du port de Hamilton	23,203	525,000
Société des transports du Nord Limitée		4,000,000
Commission du port de Port Alberni	28,693	262,400
Commission du port de Thunder Bay	1,688	
	62,702	*4,984,563*
Anciens combattants—		
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth		67,230
Total des autres divers	***20,131,597***	***831,349,483***
Total divers	20,943,732	901,089,362
Total des prêts, dotations en capital et avances	**3,850,233,829**	**31,208,490,452**
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE—		
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes		15,392,942,882
Profit	1,599,157,401	
Fonds monétaire international—Souscriptions		4,474,202,120
Virement des bénéfices	11,177,914	
Total des comptes d'opérations de change	**1,610,335,315**	**19,867,145,002**
CAISSE—		
Intérêts des dépôts bancaires	277,724,764	1,511,692,720
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS—		
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	145,716,194	1,163,725,923
Comptes de stabilisation des produits agricoles	2,535,481	190,246,473
Total des comptes à fins déterminées consolidés	**148,251,675**	**1,353,972,396**
AUTRES COMPTES—		
Intérêt sur placement re: achats militaires—Approvisionnements et Services	29,140,018	
Fonds renouvelable des approvisionnements—Approvisionnements et Services	7,881,445	
Dette non échue détenue par le gouvernement		
Profit	5,212,873	
Stock régulateurs de caoutchouc—Affaires extérieures	1,292,312	

		Montant réalisé en 1989-90[(1)]	Montant investi au 31 mars 1990[(2)]
		$	$
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Communications		1,020,957	
Recouvrement—Prêts garantis en souffrance—Divers—Affaires indiennes et Nord canadien—			
Intérêt	$ 698,700		
Autres	156,944		
		855,644	
Curragh Resources—Affaires indiennes et Nord canadien		710,725	
Revenu de location de propriétés—Travaux publics—			
Location—			
Immeubles résidentiels	$ 37,443		
Édifices de bureau et d'administration	218,865		
Autres locations	446,903		
		703,211	
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger—Défense nationale		617,406	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—Gendarmerie royale du Canada—Solliciteur général			
Intérêt	$ 3,659		
Virement des bénéfices	215,233		
		218,892	
Bâtiments et terrains publics—Revenu national—			
Location		164,778	
Viking Rideau Corporation—Travaux publics		106,619	
Concession du gouvernement—Propriétaire d'équipement—Travaux publics—			
Autres		82,239	
Electrical Reduction Co. Ltée—Travaux publics		62,714	
Bande Stoney—Affaires indiennes et Nord canadien		11,688	
Intérêt sur vente de terrain irrigué—Agriculture—			
Autres		9,838	
Archives nationales du Canada—Service de microfilm—Finances		(3,039)	
Total des autres comptes		**48,088,320**	
TOTAL DES PRODUITS DE PLACEMENTS		**5,934,633,903**	**53,941,300,570**
Sommaire—			
Intérêt		1,944,269,107	
Virement des bénéfices		3,948,911,516	
Dividendes		40,336,270	
Revenu de location de propriétés		867,989	
Autres		249,021	
Total		**5,934,633,903**	

(1) Les montants inscrits sous cette colonne représentent de l'intérêt sauf indication contraire.
(2) Les montants inscrits sous cette colonne représentent les soldes des comptes d'éléments d'actif au 31 mars 1990. Ils ne représentent pas toujours les montants de principal sur lesquels l'intérêt a été calculé et/ou les dividendes payés.

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit les détails sur les indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice en service ministériel commandé. Aux fins de cet état, les indemnités de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les items suivants sont exclus de cet état:

- indemnités de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- indemnités de voyage des membres au service de divers comités parlementaires; et,
- tout frais de déménagement, de transport et de voyage versé par la Chambre des communes au nom de ses membres.

	Crédit	Montant
		$
AGRICULTURE		
Ministres—		
Hon P Blais	1	30,333
Hon C Mayer	20	30,370
Hon D Mazankowski	1	34,330
Secrétaire parlementaire—		
M Cardiff	1	12,520
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministre—		
Hon E MacKay	1	9,745
COMMUNICATIONS		
Ministre—		
Hon M Masse	1	9,862
Secrétaire parlementaire—		
J Edwards	1	3,783
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS		
Ministres—		
Hon H Andre	1	2,337
Hon B Valcourt	1	19,839
Secrétaire parlementaire—		
B Thacker	1	1,566
EMPLOI ET IMMIGRATION		
Ministres—		
Hon J Charest	1	56,949
Hon M Danis	1	67
Hon B McDougall	1	50,987
Hon M Vézina	1	48,058
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
Ministre—		
Hon J Epp	1	51,725
Secrétaire parlementaire—		
J MacDougall	1	17,505
ENVIRONNEMENT		
Ministre—		
Hon L Bouchard	1	44,083
Secrétaire parlementaire—		
L Clark	1	6,825
AFFAIRES EXTÉRIEURES		
Ministres—		
Rt Hon J Clark	1	71,619
Hon J C Crosbie	1	74,691
Hon M Landry	1	34,091
Secrétaires parlementaires—		
P Boyer	1	4,842
J Shields	1	16,735
FINANCES		
Ministres—		
Hon G Loiselle	1	36,499
Hon M Wilson	1	54,568
Secrétaire parlementaire—		
P Vincent	1	1,077
Privatisation et affaires réglementaires		
Ministre d'État—		
Hon J McDermid	40	7,127
PÊCHES ET OCÉANS		
Ministres—		
Hon T Siddon	1	24,094
Hon B Valcourt	1	2,920
Secrétaire parlementaire—		
R Reid	1	4,481
FORÊTS		
Ministre—		
Hon F Oberle	1	27,427
Secrétaire parlementaire—		
M Champagne	1	4,996
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
Ministres—		
Hon P H Cadieux	1	72,599
Hon K Campbell	1	14,319
Hon T Siddon	1	4,290
Secrétaire parlementaire		
J Price	1	12,343

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires—*Fin*

	Crédit	Montant
		$
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
Ministres—		
Hon H Andre	1	74,341
Hon B Bouchard	1	5,502
Hon T Hockin	1	91,300
Hon W Winegard	1	7,474
Secrétaires parlementaires—		
S Duplessis	1	1,493
B Moore	1	2,137
B Tremblay	1	1,889
JUSTICE		
Ministre—		
Hon D Lewis	1	16,288
Secrétaire parlementaire—		
R Nicholson	1	4,558
TRAVAIL		
Ministre—		
Hon J Corbeil	1	27,653
Secrétaire parlementaire—		
K James	1	6,793
DÉFENSE NATIONALE		
Ministre—		
Hon B McKnight	1	43,159
Ministre associé—		
Hon M Collins	1	22,201
Secrétaire parlementaire—		
J G Hudon	1	7,320
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
Ministre—		
Hon P Beatty	1	16,048
Ministre d'État (Troisième âge)—		
Hon M Vézina	1	10,104
PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR		
Ministre—		
Hon J Charest	55	39,038
REVENU NATIONAL		
Douanes et Accise		
Ministre—		
Hon O Jelinek	1	31,250
CONSEIL PRIVÉ		
Ministres—		
Hon H Andre	1	7,000
Hon D Lewis	1	1,123
Hon D Mazankowski	1	22,462
Rt Hon B Mulroney	1	14,836
Hon L Murray	1	25,120
TRAVAUX PUBLICS		
Ministre—		
Hon E MacKay	1	20,356 (1)
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Ministre d'État (Habitation)—		
Hon A Redway	25	10,219
SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
Ministre—		
Hon G Weiner	1	13,629
Secrétaire parlementaire—		
P Browes	1	1,631
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Ministres—		
Hon P Blais	1	39,818
Hon P H Cadieux	1	7,132
Secrétaires parlementaires—		
M Cardiff	1	250
B Friesen	1	2,704
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
Ministre—		
Hon P Dick	1	40,999
TRANSPORTS		
Ministres—		
Hon B Bouchard	1	113,242
Hon D Lewis	1	1,691
Hon S Martin	1	10,258
Secrétaire parlementaire—		
R Belsher	1	1,660
CONSEIL DU TRÉSOR		
Ministre—		
Hon R de Cotret	1	20,156
ANCIENS COMBATTANTS		
Ministre—		
Hon G Merrithew	1	44,866
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
Ministre—		
Hon C Mayer	1	15,714

(1) 30% des indemnités de déplacement du Ministre ont été payées par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1989-90

Autres renseignements divers

SOMMAIRE

	Page
Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures)	12.2
Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures)	12.2
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Travail)	12.6
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres (Parlement)	12.7
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1989-90 (Parlement)	12.8
Traitements et indemnités aux Ministres d'État (Conseil privé)	12.12
État des dépenses—Élections générales et élections complémentaires (Conseil privé)	12.12
Détails des dépenses par province—Élection générale 1988 (Conseil privé)	12.13
Détails des dépenses par province—Prochaine élection générale (Conseil privé)	12.13
État des dépenses par établissement (Solliciteur général)	12.14
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits (Conseil du Trésor)	12.16

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales

Conférences et réunions	Montant
	$
Association of South East Asian Nations (ASEAN)—Réunion ministérielle	75,955
Commonwealth Foreign Minister's Meeting in Canberra	97,356
Conférence des Ministres de l'éducation (CONFEMEN)	13,229
Conférence des Ministres de la jeunesse et des sports (CONFEJES)	25,833
Economic Summit in Paris and London bilateral	376,078
European Ministers of Education Conference	12,561
Francophone Summit	287,600
International Conference on Cambodia	186,997
International Conference on Indochinese Refugees	12,762
Les Jeux de la Francophonie	21,314
Multilateral Trade Negotiations (MTN) Concluding Conference	99,966
North Atlantic Council (NATO)—Fall Ministerial	66,161
NATO Summit	67,041
Namibian Independence Celebration	16,830
Organization for Economic Cooperation and Development (OECD)—Ministerial	40,149
Prime Minister's trip to Los Angeles, Singapore (bilateral), Kuala Lumpur (Commonwealth Heads of Government Meeting), and Costa Rica (Hemispheric Summit)	647,075
Prime Minister's visit to Sweden and the USSR	792,722
Prime Minister's trip to Mexico (bilateral) and Barbados (Caribbean Commonwealth Heads of Government Meeting)	184,021
Réunion du Bureau élargi de l'Agence de Coopération culturelle et technique	10,612
Special Meeting of the North Atlantic Council (NATO)	31,786
UN Commission on Human Rights	83,503
UNESCO General	115,055
United Nations General Assembly (UNGA)	769,600
Washington Summit and trip to Boston	110,723
Conférences et réunions diverses	37,466
Total	4,182,395

Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales

Association of South East Asian Nations (ASEAN) Réunion ministérielle —$75,955
- Membre de la Chambre des communes
  - Clark Rt Hon J.
- Agence canadienne de développement international
  - Holdsworth D.
- Affaires extérieures
  - Berry J, Brady S, Cormier T, Drever D, Duguay L, Frazer P, Gillette S, Johnstone V, MacAngus R, McCloskey J, Muller H, Richardson D, Welsh M, Young P.

Commonwealth Foreign Ministers' Meeting in Canberra—$97,356
- Membres de la Chambre des communes
  - Clark Rt Hon J, McLean Hon W.
- Affaires extérieures
  - Armstrong B, Frazer P, Johnstone V, Kilpatrick R A, Lloyd P, MacAngus R, Macartney K, Norton R, Perron M, Pollack A, Rakmil V, Schioler J.

Conférence des Ministres de l'éducation (CONFEMEN)—$13,229
- Affaires extérieures
  - Paquet G.
- Gouvernements provinciaux
  - Bérubé N-G, Bradley L, Clavette G, Haeberle R, Leduc R, Martin N, Parent M.

Conférence des Ministres de la jeunesse et des sports (CONFEJES) —$25,833
- Affaires extérieures
  - Baillargeon C, Paquet G.
- Agence canadienne de développement international
  - Benoît R.
- Gouvernements provinciaux
  - Blackburn G, Gélinas J, McLaughlin Y, Tessier J-G, Thériault L, Turgeon C.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales—*Suite*

Economic Summit in Paris and London bilateral—$309,141
Membres de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J, Mulroney Rt Hon B, Wilson Hon M.
Affaires extérieures
Bild F, Charland C T, Coulombe J, Curran P, DeHoog A, Dowswell W, Duguay L, Elder D, Ford B, Grauer R, Lambert J, Paynter J, Taylor J. H.
Finances
Dobson W, Gorbet F, McCutchan D.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Anderson D, Brownlee B, Boucher L, Cameron D, Chalifoux H, Chant R, Côté M, Duplessis J M, Dupuis G, Faubert M, Hartt S, Hébert E, Heinbecker P, Johnson C, Labrie J, Laurin A, Lavoie G, Lavoie L, Leboeuf N, Locatelli S, Matte L, McCarthy B, McRobb R, Morgan R, Munnoch S, Paterson S, Prusakowski T, Robillard L.

European Ministers of Education Conference—$12,561
Affaires extérieures
Cousineau P.
Gouvernements provinciaux
Connolly Hon P.
Autre
Molloy G.

Francophone Summit—$205,423
Membres de la Chambre des communes
Bouchard Hon L, Clark Rt Hon J, Landry Hon M, Mulroney Rt Hon B.
Agence canadienne de développement international
Racicot P.
Environnement
Boucher C.
Affaires extérieures
Baillargeon C, de Kirckhove F, Dery G, Duguay L, Elder D, Elliott R, Frazer P, Hubert J-P, Johnstone V, Landry G, Laverdure C, MacAngus R, Perron M, Vachon C.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Hartt S, Hébert E, Lortie M.
Gouvernements provinciaux
Grandmaître Hon B, Turenne R.
Autre
Matte G.

International Conference on Cambodia—$165,468
Membre de la Chambre des communes
Clark Hon J.
Affaires extérieures
Boulet D, Charbonneau G, Dann A, Derrien L, Duman N, Etheridge N, Hearty G, Johnstone V, Lacombe H, Mason P, Perron A, Rioux G, Sullivan A, Swords C, Thomsen L.
Défense nationale
Snell LtCol J.

International Conference on Indochinese Refugees—$12,762
Membre de la Chambre des communes
McDougall Hon B.
Affaires extérieures
Allen E, Heatherinton R, Shaw C, Stewart G.

Les Jeux de la Francophonie—$21,314
Membres de la Chambre des communes
Bertrand Mme G, Charest Hon J, McCurdy H.
Affaires extérieures
Laverdure C.
Santé et Bien-être social
Valcov B.
Gouvernements provinciaux
Beaulieu Hon R, Carrier C, Harvey G, Picotte Y, Ricard D, Thériault L, Verrette A.
Autre
Viger A.

Multilateral Trade Negotiations Concluding Conference—$99,966
Versements anticipés pour la location de chambres d'hôtel et de bureaux pour les réunions du mois de novembre '90

North Atlantic Council (NATO) Fall Ministerial—$44,161
Membre de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J.
Affaires extérieures
Bild F, Dann A, Hagen L, Johnstone V, Judd J, MacAngus R.

NATO Summit—$45,648
Membres de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J, Mulroney Rt Hon B.
Affaires extérieures
Bild F, Duguay L, Noble J, Smith G S, Taylor J. H.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Hébert E, Hartt S.

Namibian Independence Celebration—$16,830
Membres de la Chambre des communes
Landry Hon M, McCurdy H, McLean Hon W, Speller B.
Affaires extérieures
Dery G, Perron M.

OECD Ministerial—$37,815
Membres de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J, Crosbie Hon J, Wilson Hon M.
Affaires extérieures
Crosbie W, Daniel P, Dann A, De Hoog A, Duguay L, Elder D, Frazer P, Good J, Howell S, Johnstone V, Judd J, Paynter J, Shannon G, Taylor J, Wilson H.
Finances
Brown H, Conway R, Dobson W, Grant G, Lynch K, McCutchan D.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales—*Suite*

Prime Minister's trip to Los Angeles, Singapore (bilateral), Kuala Lumpur (Commonwealth Heads of Government Meeting), and Costa Rica (Hemispheric Summit)—$429,668

Membres de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J, McLean Hon W, Mulroney Rt Hon B.
Affaires extérieures
Braid M, Burney D, Campbell D, Chrétien R, Dann A, de Hoog A, Fortin R, Francis R J, Fréchette L, Gooch S, Johnstone V, Judd J, Lemay M, Lotin H, MacAngus R, McCloskey J, McGovern P, McNamara G, Schioler J.
Finances
Burger A.
Santé et Bien-être social
Axler Dr T, Beltran Dr J.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Anderson D, Beauchamp L, Boucher L, Brownlee B, Cameron D, Chalifoux H, Chant B, Doyle A M, Duplessis J M, Dupuis G, Faubert M, Godbout G, Hartt S, Heinbecker P, Johnson C, Labrie J, Laurin A, Lavoie G, Lavoie L, Leboeuf N, Legros G, Locatelli S, Matte L, McCarthy B, McRobb R, Morgan R, Munnoch S, Prusakowski T, Robillard L, Wilson T.
Gendarmerie royale du Canada
Campbell Sgt D, Dorge Insp D, Gagnon Cst D, LeBlanc Cst P, Martel Insp W, McLaughlan Insp D, Norton Insp B, Ouellet Insp P, Taylor Sgt J.
Secrétariat d'État
Kelley S.

Prime Minister's visit to Sweden and the USSR—$578,261

Membres de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J, Mulroney Rt Hon B.
Affaires extérieures
Barrieau R, Breton J, Burnett P, Dann A, de Hoog A, Entwistle M, Harris J G, Horley D, Judd J, Kanigan R, Kemball B, Koop D, MacAngus R, Miller S, Naumouski L, Poetschke R, Price P, Roy J, Sanford J, Taylor J, Turner V. G.
Défense nationale
Aelik Mpl M, Beaudoin Sgt J, Blais Cpl R, Boehler Sgt P, Clark Sgt D, Cook Dr G, Dubreuil Pte M, Fagan Mcpl R, Martin Pte J, Migneault Sgt V, Moss Pte S, Novak Pte J, Shriner Sgt K.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Anderson D, Beauchamp L, Boucher L, Brownlee B, Cameron D, Chalifoux H, Doyle A M, Duplessis J M, Dupuis G, Faubert M, Girard J, Godbout G, Guénette N, Hartt S, Heinbecker P, Johnson C, Labrie J, Laurin A, Lavoie G, Lavoie L, Leboeuf N, Legros G, Locatelli S, Matte L, MacNamara G, McCarthy B, McRobb R, Morgan R, Munnoch S, Paluoja R, Prusakowski T, Robillard L, Vanderstern M, Wilson T.
Revenu
Turcotte J.
Gendarmerie royale du Canada
Dorge Insp D, Frégault Cst L, Ouellet Insp P.
Secrétariat d'État
Atamanenko A, Elnitsky L, Gryndhal I, Kiriloff N, Paganuzzi V, Saharov I.

Prime Minister's trip to Mexico (bilateral) and Barbados (Caribbean Commonwealth Heads of Government Meeting)—$110,756

Membre de la Chambre des communes
Mulroney Rt Hon B.
Agence canadienne de développement international
Robinson J.
Affaires extérieures
Chrétien R, Davidson R, Fréchette L, Gooch S.
Santé et Bien-être social
Denny Dr D.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Anderson D, Boucher L, Brownlee B, Cameron D, Chalifoux H, Doyle A M, Duplessis J M, Dupuis G, Faubert M, Godbout G, Heinbecker P, Hotte M, Johnson C, Labrie J, Laurin A, Lavoie G, Lavoie L, Legros G, Locatelli S, Matte L, McCarthy B, McRobb R, Morgan R, Munnoch S, Paterson S, Robillard L, Van Dusen T, Wilson T.
Gendarmerie royale du Canada
Frégault Cst L, Ouellet Insp P, Pavey Insp G.
Secrétariat d'État
Daguerre-Massieu C, Lipcovich T, Usubiaga J.

Réunion du Bureau élargi de l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT)—$10,594

Affaires extérieures
Baillargeon C, Elliott R, Laverdure C.
Gouvernements provinciaux
Ricard D, Rioux F.

Special Meeting of the North Atlantic Council (NATO)—$22,442

Membres de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J, Mulroney Rt Hon B.
Affaires extérieures
Hagen L, Johnstone V.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Anderson D, Doyle A-M, Hartt S, Johnson C, Labrie J, Lavoie G, Legros G, Matte L, McCarthy B, McRobb R, Morgan R, Munnoch S.
Revenu
Ouellette J.
Gendarmerie royale canadienne
Bérubé Insp A, Dorge Insp D, Frégault Cst L, Ouellet Insp P.

United Nations Commission on Human Rights (UNCHR)—$71,935

Membres de la Chambre des communes
Black D, Littlechild W, Walker D.
Affaires extérieures
Andreychuk R, Assad A, Brisco D, Hammon T, Holmes J, Hynes R, Lafortune H, Marantz D, Trottier J.
Justice
Weiser I.
Secrétariat d'État
Chartier J.
Gouvernements provinciaux
Lafleur P.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales—*Fin*

UNESCO General—$100,252
Membre de la Chambre des communes
Landry Hon M.
Vérificateur général
Minto S.
Communications
Terrillon-Mackay L.
Affaires extérieures
Bernard-Meunier M, Dery G, Drapeau J, Gingras G, Svoboda C, Westdal C.
Archives nationales
Wallot J. P.
Secrétariat d'État
Kinsella Dr N.
Gouvernements provinciaux
Matheson Hon J, Roy J.-L.
Commission canadienne pour l'Unesco
Farrell J, Fournier F, Imbeault L, Launay V, McPhail Prof T, Naldrett Prof A, Patenaude L, Tepperman L, Whyte Dr A.
Autres
Bourgeault Prof G, Harrison Dr J M, Hemphill Dr D, Lucier Dr P.

United Nations General Assembly (UNGA)—$687,427
Membres de la Chambre des communes
Atkinson K, Bosley Hon J, Chartrand G, Clark Rt Hon J, Flis J, Fontana J, Gray D, Guilbault J G, Harvard J, Laporte R, Larrivée G, Malone A, McGuire J, McLean Hon W, Roy-Arcelin N, Scott G, Skelly R, Thompson G, Tremblay M, Volpe J, Wilbee S.
Vérificateur général
Roy E.
Agence canadienne de développement international
Ward R.
Affaires extérieures
Ahluwalia R, April S, Beesley A, Bild M, Blackwell A, Brisco D, Calderwood P, Cloutier M, Cocker P, Dann A, Dunbar P, Edwards H, Fanning L, Fortier P, Gilbert F, Hagen L, Hearty G, Holmes J T, Jacobs E, Johnstone B V, Judd J, Laberge P, Lee E, Livermore D, Looye R, Lysyshyn R, MacAngus R, Marantz D, Markham C, Mason R, Moran S, Orr W, Pryde A, Robertson A W, Rochon R, Schwenger C, Stirk J, Svoboda C, Trottier J, Westdal C.
Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, New York
Armstrong B, Bezeredi A, Fortier Y, Fraser Col D, Green G, Kirsch P, Kramer J, Kutz G, Lafortune H, MacVay I, Martin Lt C, Miller G, Roy Y, Tetu R, Tessier R, Thomsen L, Vaher A, Van Brakel P, Watson G, Whiting S.
Mission permanente du Canada auprès du Bureau des Nations Unies à Genève
Hynes R, Marchand de M, McKinnon P, Robertson R, Weir G.
Défense nationale
Puddicomb Corp C.
Secrétariat d'État
Germain M.
Conseiller parlementaire
Bazin Sen J.
Observateurs spéciaux
Bayefsky A, Carey R, Cochrane Sen E, Donneur A, Henderson D, Howie Hon R, Kontak W, McIntosh J, Watt Sen C.

Washington Summit and trip to Boston—$91,841
Membres de la Chambre des communes
Bouchard Hon L, Clark Rt Hon J, Mulroney Rt Hon B.
Environnement
Jean A.- M.
Affaires extérieures
Burney D, Campbell D, Cook K, Duguay L, Easterman M, Frazer P, Moher M.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Anderson D, Brownlee B, Chalifoux H, Chant B, Côté M, Faubert M, Hartt S, Hébert E, Johnson C, Labrie J, Lavoie G, Lavoie L, Locatelli S, Matte L, McCarthy B, McRobb R, Morgan R, Prusakowski T, Robillard L.
Gendarmerie royale du Canada
Dion Insp H, McLauchlan Insp D.

TRAVAIL

Paiements d'indemnités et frais d'administration

Détails	Paiements d'indemnités[1]	Frais d'administration[2]	Total des paiements
	$	$	$
Terre-Neuve	1,188,705	172,583	1,361,288
Île-du-Prince-Édouard	284,655	51,034	335,689
Nouvelle-Écosse—Fédéral	2,895,098	600,378	3,495,476
Nouvelle-Écosse—Société de développement du Cap-Breton (SDCB)	10,699,801	1,158,381	11,858,182
Nouvelle-Écosse—SDCB (article 9a)	4,881,812	28,995	4,910,807
Nouvelle-Écosse—Vieille silicose	729,575	2,130	731,705
Nouveau-Brunswick	844,177	121,950	966,127
Québec	9,502,114	3,139,851	12,641,965
Ontario	21,370,679	3,770,067	25,140,746
Manitoba	1,081,347	269,266	1,350,613
Saskatchewan	1,477,516	427,878	1,905,394
Alberta	3,683,172	964,349	4,647,521
Colombie-Britannique	3,655,007	1,371,531	5,026,538
Paiements à l'égard d'employés engagés sur place hors du Canada	8,078		8,078
Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands et aux enfants à leur charge	8,128		8,128
Indemnisations à des employés engagés occasionnels du Québec CT 1979-29	27,069		27,069
Remboursements à la Commission des accidents du travail (CAT) pour paiements en trop	7,621		7,621
Sommes excédentaires versées à des réclamants (cas de subrogation)	452,624		452,624
Salaires recouvrés et retournés à d'autres ministères du gouvernement (cas de subrogation)	407,508		407,508
Frais juridiques, médicaux et professionnels (cas de subrogation)	113,729		113,729
Indemnisations à des détenus	86,466		86,466
	63,404,881	12,078,393	75,483,274
Moins: recouvrements			
Frais d'administration recouvrés des organismes de l'État		2,709,258	2,709,258
Coûts de réclamations recouvrés des organismes de l'État	33,203,208		33,203,208
Montants recouvrés de tiers responsables (subrogation)	988,318		988,318
Surplus de sommes versées à titre d'indemnisation recouvré des réclamants	7,666		7,666
Recouvrement d'indemnités versées à des détenus	85,886		85,886
	34,285,078	2,709,258	36,994,336
Dépenses nettes	29,119,803	9,369,135	38,488,938

[1] Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant:
a) les employés de l'État (Loi sur l'indemnisation des agents de l'État);
b) les marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands); et
c) les employés des mines maintenant dirigées par la Société de développement du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition desdites mines par la Société.

[2] Représente la quote-part du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales des accidents de travail.
Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont examinées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail sur les fonds avancés par le gouvernement fédéral. Les réclamations des employés résidant dans le Territoire du Yukon se règlent par l'intermédiaire de la CAT de l'Alberta.

PARLEMENT
Chambre des communes
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres

Noms	Secrétaire parlementaire du	Montant
		$
Belsher R	Ministre des Transports du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Bourgault L	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Boyer P	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Browes P	Secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté) du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Cardiff M	Vice-premier ministre et président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Champagne M	Ministre d'État (Forêts) du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Clark L	Ministre de l'Environnement du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Cooper A	Ministre de la Justice et procureur général du Canada et leader du gouvernement à la Chambre des communes du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Crosby H	Président du Conseil du Trésor du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Della Noce V	Ministre du Revenu national du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Dobbie D	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Duplessis S	Ministre d'État (Sciences et Technologie) du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Edwards J	Ministre des Communications du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Friesen B	Solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture) du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Gustafson L	Premier ministre du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Hudon J-G	Ministre de la Défense nationale du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
James K	Ministre du Travail du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Kempling W	Ministre de l'Emploi et de l'Immigration du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Macdougall J	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Moore B	Ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Nicholson R	Ministre de la Justice et procureur général du Canada et leader du gouvernement à la Chambre des communes du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Reid R	Ministre des Pêches et des Océans du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Scott W	Ministre des Anciens combattants du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Shields J	Ministre du Commerce extérieur du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Tardif M	Ministre des Approvisionnements et Services du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Thacker B	Ministre des Consommateurs et des Sociétés du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Tremblay B	Ministre de l'Expansion économique régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
Vincent P	Ministre des Finances du 5 avril 1989 au 4 avril 1990	9,865
		276,220

PARLEMENT
Sénat
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1989-90

Honourables sénateurs	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Frais de bureau
	$	$	$	$
Adams W	60,525	9,575	38,454	2,502
Anderson M	60,525	9,575	6,929	217
Argue H	60,525	9,575	31,354	44,150
Asselin M	60,525	9,575	24,265	2,500
Atkins N K	60,525	9,575	21,444	9,974
Austin J	60,525	9,575	47,775	3,039
Balfour J	60,525	9,575	19,757	10,387
Barootes E W	60,525	9,575	45,352	4,367
Bazin J	41,290	6,537	20,462	4,545
Beaudoin G	60,525	9,575	3,611	29,595
Bélisle R	60,525	9,575	8,557	32,835
Bell A E H	40,000	6,307		
Bielish M	60,525	9,575	19,207	4,507
Bolduc R	60,525	9,575	15,716	838
Bonnell L	60,525	9,575	19,718	2,151
Bosa P	60,525	9,575	18,268	2,108
Buckwold S L	60,525	9,575	34,292	829
Chaput-Rolland S	60,525	9,575	11,524	13,400
Charbonneau G	60,525	9,575		30,095
Indemnité à titre de président du Sénat	30,150			
Cochrane E	60,525	9,575	35,931	49,025
Cogger M B	60,525	9,575	12,768	22,569
Cools A	60,525	9,575	32,375	42,383
Corbin E	60,525	9,575	14,239	33,566
Croll D A	60,525	9,575	9,235	2,525
Davey K	60,525	9,575	15,663	13,715
David P P	60,525	9,575	6,712	
De Bané P	60,165	9,215	25,558	46,099
Denis A	60,525	9,575	4,236	
Doody C W	60,525	9,575	27,714	
Indemnité à titre de leader adjoint du gouvernement	14,100			
Doyle R J	60,525	9,575	4,588	1,154
Everett D D	60,465	9,515	26,936	
Fairbairn J	60,525	9,575	54,990	30,077
Flynn J	60,525	9,575	14,639	
Frith R	60,525	9,575	13,628	
Indemnité à titre de leader adjoint de l'Opposition	8,875			
Gigantès P D	60,525	9,575	18,512	54,692
Grafstein J S	60,285	9,335	11,956	656
Graham B A	60,525	9,575	40,308	7,316
Guay J P	60,525	9,575	32,747	3,551
Haidasz S	60,525	9,575	24,493	3,623
Hastings E	60,525	9,575	55,037	23,903
Hays D P	60,525	9,575	37,870	2,802
Hébert J	60,525	9,575	16,392	51,721
Hicks H D	56,018	8,864	21,263	
Kelly W M	60,525	9,575	22,090	37,488
Kenny C	60,525	9,575	24,957	44,875
Kirby M	60,525	9,575	26,083	28,331
Kolber L	59,805	8,855	9,070	2,542
Lang D A	59,865	8,915	2,284	9,000
Lawson E M	60,525	9,575	14,883	
Leblanc F	60,525	9,575	7,645	12,727
Leblanc R	60,525	9,575	36,392	14,430
Lefebvre T	60,525	9,575	9,407	10,199
Lewis P D	60,525	9,575	24,015	72
Lucier P	60,525	9,575	34,012	3,570
MacDonald F	60,525	9,575	18,311	14,457
Macdonald J M	60,525	9,575	15,401	9,000
MacEachen A J	60,525	9,575	15,914	6,869
Indemnité à titre de leader de l'Opposition	22,475			
Macquarrie H	60,525	9,575	22,766	29,651
Marchand L	60,525	9,575	48,596	13,200
Marsden L	60,525	9,575	35,794	12,062
Marshall J	60,525	9,575	26,561	40,756
McElman C	60,525	9,575	9,328	
Molgat G L	60,525	9,575	36,601	24,394
Molson H de M	59,805	8,855	1,634	
Muir R	60,525	9,575	17,810	11,098
Murray L	60,525	9,575	2,349	630
Neiman J	60,525	9,575	24,148	2,006
Nurgitz N	60,525	9,575	38,702	99
Olson H A	60,525	9,575	44,009	4,159
Ottenheimer G	60,525	9,575	29,251	8,387
Perrault R J	60,525	9,575	39,789	5,244
Petten W J	60,525	9,575	24,558	
Indemnité à titre de whip de l'Opposition	4,625			
Phillips O H	60,525	9,575	21,831	19,749
Indemnité à titre de whip du gouvernement	7,150			
Pitfield P M	59,865	8,915		11,117
Poitras J M	60,525	9,575	19,317	6,160
Riel M	60,525	9,575	6,054	2,320
Rizzuto P	60,525	9,575	3,592	3,624
Robertson B M	60,525	9,575	28,667	7,000
Robichaud L J	60,525	9,575	15,453	14,088
Roblin D	60,525	9,575	27,094	161
Rossiter E	60,525	9,575	27,302	5,292
Sherwood C B	60,525	9,575	4,995	10,000
Simard J-M	60,525	9,575	14,677	9,777
Sparrow H O	60,525	9,575	20,850	8,109
Spivak M	60,525	9,575	40,697	42,014
Stanbury R J	60,525	9,575	18,174	11,564
Steuart D G	60,525	9,575	5,487	
Stewart J B	60,525	9,575	21,087	593
Stollery P	60,525	9,575	23,872	14,116
Thériault L N	60,525	9,575	51,819	10,882
Thompson A	60,525	9,575		
Tremblay A	60,525	9,575	19,475	30,046
Turner C	60,525	9,575		609
Van Roggen G	60,525	9,575	21,661	9,000
Walker D	29,833	4,724	4,559	
Watt C	60,525	9,575	24,196	15,000
Wood D	60,525	9,575	12,596	8,502
	5,879,921	913,487	2,040,290	1,172,385

PARLEMENT
Chambre des communes
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1989-90

Députés	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Allmand L'hon W	60,525	20,075	15,374	95,974
Althouse V	60,525	24,700	59,226	144,451
Anawak J I	60,525	26,525	94,625	181,675
Anderson E	60,525	20,075	18,262	98,862
Andre L'hon H	60,525	20,075	16,166	96,766
Angus I	60,525	20,075	39,504	120,104
Indemnité à titre de whip en chef d'un parti	1,432			1,432
Arsenault G H	60,525	20,075	34,807	115,407
Assad M	60,525	20,075	10,122	90,722
Atkinson K	60,525	20,075	19,231	99,831
Attewell W	60,525	20,075	31,320	111,920
Axworthy C	60,525	20,075	58,316	138,916
Axworthy L'hon L	60,525	20,075	59,126	139,726
Baker G	60,525	24,700	81,396	166,621
Barrett D	60,525	20,075	56,311	136,911
Beatty L'hon P	60,525	20,075	12,822	93,422
Belair R	60,525	24,700	48,673	133,898
Bellemare E	60,525	20,075	10,293	90,893
Belsher R	60,525	20,075	65,166	145,766
Benjamin L	60,525	20,075	50,265	130,865
Berger D	60,525	20,075	17,358	97,958
Bernier G	60,525	20,075	30,635	111,235
Bertrand G	60,525	20,075	13,307	93,907
Bevilacqua M	60,525	20,075	33,552	114,152
Bird J W Bud	60,525	20,075	40,351	120,951
Bjornson D	60,525	20,075	56,259	136,859
Black D	60,525	20,075	58,630	139,230
Blackburn D	60,525	20,075	24,971	105,571
Blackburn J-P	60,525	20,075	34,873	115,473
Blaikie B	60,525	20,075	38,820	119,420
Blais L'hon P	60,525	20,075	23,666	104,266
Blenkarn D	60,525	20,075	35,961	116,561
Blondin E	60,525	26,525	95,551	182,601
Bosley L'hon J W	60,525	20,075	31,536	112,136
Bouchard L'hon B	60,525	20,075	29,764	110,364
Bouchard L'hon L	60,525	20,075	10,379	90,979
Boudria D	60,525	20,075	13,106	93,706
Indemnité à titre de whip de l'Opposition	7,150			7,150
Bourgault L	60,525	20,075	19,953	100,553
Boyer P	60,525	20,075	26,990	107,590
Brewin J F	60,525	20,075	66,844	147,444
Brightwell A H H	60,525	20,075	26,292	106,892
Brisco B			22,790	22,790
Broadbent L'hon E	45,000	14,925	5,106	65,031
Indemnité à titre de Leader d'un parti	18,548			18,548
Browes P	60,525	20,075	27,464	108,064
Butland S	60,525	20,075	30,479	111,079
Caccia L'hon C L	60,525	20,075	25,196	105,796
Cadieux L'hon P H	60,525	20,075	191	80,791
Caldwell J			4,473	4,473
Callbeck C	60,525	20,075	41,394	121,994
Campbell C	60,525	20,075	34,863	115,463
Campbell L'hon K	60,525	20,075	15,255	95,855
Cardiff M	60,525	20,075	43,079	123,679
Carney L'hon P			5,985	5,985
Casey B	60,525	20,075	48,231	128,831
Catterall M	60,525	20,075	9,375	89,975
Chadwick H	60,525	20,075	24,709	105,309
Champagne L'hon A	60,525	20,075	5,916	86,516
Indemnité à titre de vice-présidente adjointe des comités pléniers de la Chambre	9,975			9,975
Champagne M	60,525	20,075	15,526	96,126
Charest L'hon J J	60,525	20,075	7,427	88,027
Chartrand G	60,525	20,075	9,018	89,618
Clancy M	60,525	20,075	42,537	123,137
Clark L	60,525	20,075	59,563	140,163
Clark Rt L'hon J	60,525	24,700	38,659	123,884
Clifford T	60,525	20,075	36,182	116,782
Cole J	60,525	20,075	28,624	109,224
Collins L'hon M	60,525	20,075	21,989	102,589
Comuzzi J	60,525	24,700	39,363	124,588
Cook C	60,525	20,075	85,354	165,954
Cooper A	60,525	24,700	42,479	127,704
Copps S	60,525	20,075	52,639	133,239
Corbeil L'hon J	60,525	20,075	5,139	85,739
Corbett R	60,525	20,075	41,738	122,338
Cossitt J			2,115	2,115
Côté Y	60,525	20,075	18,665	99,265
Couture C	60,525	20,075	12,748	93,348
Crawford R	60,525	20,075	28,683	109,283
Crofton P			6,484	6,484
Crosbie L'hon J C	60,525	20,075	5,794	86,394
Crosby H	60,525	20,075	47,804	128,404
Danis M	60,525	20,075	27,541	108,141
Indemnité à titre de vice-président et président des comités pléniers de la Chambre	22,133			22,133
Darling S	60,525	20,075	9,128	89,728
De Cotret L'hon R	60,525	20,075	4,743	85,343
de Jong S	60,525	20,075	58,162	138,762
Deblois C	60,525	20,075	38,334	118,934
Della Noce V	60,525	20,075	16,690	97,290
Desjardins G	60,525	20,075	27,628	108,228
Dewar M			1,506	1,506
Dick L'hon P	60,525	20,075	10,331	90,931
Dingwall D	60,525	20,075	48,280	128,880
Dionne M	60,525	20,075	22,568	103,168
Dobbie D	60,525	20,075	46,228	126,828
Domm B	60,525	20,075	18,678	99,278
Dorin M	60,525	20,075	55,369	135,969
Duhamel R	60,525	20,075	50,413	131,013
Duplessis S	60,525	20,075	23,451	104,051
Edmonston P	8,317	2,759	1,299	12,375
Edwards J	60,525	20,075	61,616	142,216
Epp L'hon J	60,525	20,075	15,833	96,433
Fee D	60,525	20,075	69,869	150,469
Feltham L	60,525	20,075	83,129	163,729
Ferguson L'hon R	60,525	20,075	35,027	115,627
Ferland M	60,525	20,075	17,026	97,626
Finestone S	60,525	20,075	11,907	92,507
Fisher R	60,525	20,075	57,216	137,816
Flis J	60,525	20,075	26,787	107,387
Fontaine G	60,525	20,075	29,843	110,443
Indemnité à titre de Whip du gouvernement	1,716			1,716
Fontana J	60,525	20,075	18,708	99,308
Foster M	60,525	20,075	34,771	115,371

PARLEMENT
Chambre des communes
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1989-90—*Suite*

Députés	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Fraser L'hon J A	60,525	20,075	21,200	101,800
Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes	46,200			46,200
Fretz G	60,525	20,075	32,613	113,213
Friesen B	60,525	20,075	61,190	141,790
Fulton J	60,525	24,700	52,377	137,602
Funk R	60,525	24,700	77,578	162,803
Gaffney B	60,525	20,075	12,903	93,503
Gagliano A	60,525	20,075	12,682	93,282
Gardiner B	60,525	24,700	67,194	152,419
Gauthier J-R	60,525	20,075	3,387	83,987
Indemnité à titre de Leader de l'Opposition à la Chambre et à titre de Whip en Chef de l'Opposition	14,856			14,856
Gérin F	60,525	20,075	31,902	112,502
Gibeau M	60,525	20,075	9,607	90,207
Graham S			14,094	14,094
Gray D L	60,525	20,075	28,993	109,593
Gray L'hon H	60,525	20,075	28,338	108,938
Indemnité à titre de Leader de l'Opposition et à titre de Leader de l'Opposition à la Chambre	26,106			26,106
Greenaway L			764	764
Greene B	60,525	20,075	25,037	105,637
Grey D	60,525	20,075	50,326	130,926
Grisé R	9,839	3,263	3,394	16,496
Guarnieri A	60,525	20,075	23,294	103,894
Guilbault J			5,587	5,587
Guilbault J-G	60,525	20,075	16,475	97,075
Gustafson L	60,525	20,075	61,661	142,261
Halliday B	60,525	20,075	18,293	98,893
Harb M	60,525	20,075	8,180	88,780
Harvard J	60,525	20,075	58,774	139,374
Harvey A	60,525	20,075	27,773	108,373
Harvey R	60,525	20,075	53,453	134,053
Hawkes J	60,525	20,075	47,138	127,738
Indemnité à titre de whip en chef du gouvernement	16,446			16,446
Heap D	60,525	20,075	29,357	109,957
Hicks B	60,525	20,075	31,336	111,936
Hockin L'hon T	60,525	20,075	19,802	100,402
Hogue J P	60,525	20,075	11,448	92,048
Holtmann F	60,525	20,075	65,996	146,596
Hopkins L	60,525	20,075	18,976	99,576
Horner B	60,525	20,075	20,327	100,927
Horning A	60,525	20,075	71,147	151,747
Hovdebo S J	60,525	20,075	46,159	126,759
Hudon J-G	60,525	20,075	17,002	97,602
Hughes K G	60,525	20,075	75,839	156,439
Hunter L	60,525	20,075	62,493	143,093
Jacques C	60,525	20,075	13,923	94,523
James K	60,525	20,075	31,139	111,739
Jelinek L'hon O	60,525	20,075	8,977	89,577
Johnson A	60,525	20,075	71,789	152,389
Johnson M			12,238	12,238
Joncas J-L	60,525	20,075	19,507	100,107
Jordan J	60,525	20,075	17,167	97,767
Jourdenais F	60,525	20,075	23,232	103,832
Kaplan L'hon B	60,525	20,075	31,194	111,794
Karpoff J	60,525	20,075	57,938	138,538
Karygiannis J	60,525	20,075	23,051	103,651
Keeper C			878	878
Kelleher L'hon J			1,381	1,381
Kempling B	60,525	20,075	18,936	99,536
Keyes S	60,525	20,075	38,182	118,782
Kilger B	60,525	20,075	14,885	95,485
Kilgour D	60,525	20,075	56,817	137,417
Kindy A	60,525	20,075	44,918	125,518
Koury A	60,525	20,075	10,843	91,443
Kristiansen L	60,525	20,075	52,515	133,115
Landry L'hon M	60,525	20,075	5,264	85,864
Langan J	60,525	20,075	47,946	128,546
Langdon S	60,525	20,075	43,788	124,388
Langlois C A	60,525	24,700	43,419	128,644
Lapierre L'hon J	60,525	20,075	21,245	101,845
Laporte R	60,525	20,075	50,335	130,935
Larrivée G	60,525	20,075	11,129	91,729
Layton L'hon B	60,525	20,075	11,198	91,798
Leblanc F	60,525	20,075	34,854	115,454
Leblanc N	60,525	20,075	15,314	95,914
Lee D	60,525	20,075	23,104	103,704
Lesick W G			7,718	7,718
Lewis L'hon D	60,525	20,075	3,965	84,565
Littlechild W	60,525	20,075	78,115	158,715
Loiselle L'hon G	60,525	20,075	16,020	96,620
Lopez R	60,525	20,075	18,767	99,367
MacAulay L	60,525	20,075	54,231	134,831
MacDonald D	60,525	20,075	36,289	116,889
MacDonald R	60,525	20,075	57,845	138,445
MacDougall J A	60,525	24,700	39,140	124,365
MacKay L'hon E M	60,525	20,075	29,887	110,487
MacLaren R	60,525	20,075	31,465	112,065
MacLellan R	60,525	20,075	51,153	131,753
Macwilliam L D	60,525	20,075	91,521	172,121
Maheu S	60,525	20,075	16,363	96,963
Malépart J-C	40,009	12,493	5,111	57,613
Malone A	60,525	20,075	72,386	152,986
Manley J	60,525	20,075	9,095	89,695
Marchi S	60,525	20,075	32,918	113,518
Marin C E	60,525	20,075	34,077	114,677
Marleau D	60,525	20,075	28,725	109,325
Martin P	60,525	20,075	28,110	108,710
Martin L'hon S	60,525	20,075	17,371	97,971
Masse L'hon M	60,525	20,075	4,722	85,322
Mayer L'hon C	60,525	20,075	19,725	100,325
Mazankowski L'hon D	60,525	20,075	21,044	101,644
McCain F			6,413	6,413
McCreath P	60,525	20,075	40,813	121,413
McCrossan W P			1,257	1,257
McCurdy H	60,525	20,075	31,594	112,194
McDermid L'hon J	60,525	20,075	5,451	86,051
McDonald L			843	843
McDougall L'hon B	60,525	20,075	10,769	91,369
McGuire J	60,525	20,075	37,375	117,975
McKnight L'hon B	60,525	20,075	22,148	102,748
McLaughlin A	60,525	24,700	39,179	124,404
Indemnité à titre de Leader d'un parti	9,277			9,277
McLean L'hon W	60,525	20,075	49,593	130,193
Merrithew L'hon G S	60,525	20,075	17,341	97,941
Mifflin F J	60,525	24,700	61,629	146,854
Milliken P	60,525	20,075	20,930	101,530
Mills D	60,525	20,075	28,609	109,209

PARLEMENT
Chambre des communes
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1989-90—*Fin*

Députés	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Mitchell M	60,525	20,075	40,961	121,561
Mitges G	60,525	20,075	13,464	94,064
Monteith K	60,525	20,075	29,153	109,753
Moore B	60,525	20,075	20,000	100,600
Mulroney Rt L'hon B	60,525	20,075		80,600
Murphy R	60,525	24,700	43,031	128,256
Indemnité à titre de whip en chef d'un parti	5,718			5,718
Nault R D	60,525	24,700	57,351	142,576
Nicholson A			508	508
Nicholson R	60,525	20,075	29,471	110,071
Nowlan P	60,525	20,075	45,057	125,657
Nunziata J V	60,525	20,075	39,099	119,699
Nystrom L	60,525	20,075	47,186	127,786
Oberle L'hon F	60,525	24,700	25,678	110,903
Ouellet L'hon A	60,525	20,075	8,413	89,013
O'Kurley B	60,525	20,075	84,601	165,201
Pagtakhan R	60,525	20,075	49,572	130,172
Paproski L'hon S E	60,525	20,075	33,103	113,703
Indemnité à titre de vice-président des comités de la Chambre	9,975			9,975
Parent G	60,525	20,075	37,288	117,888
Parker S	60,525	20,075	52,309	132,909
Parry J			2,475	2,475
Pennock B			210	210
Pépin L			4,243	4,243
Peterson J	60,525	20,075	29,627	110,227
Phinney B	60,525	20,075	36,472	117,072
Pickard J	60,525	20,075	44,331	124,931
Plamondon L	60,525	20,075	24,426	105,026
Plourde A	60,525	20,075	37,496	118,096
Indemnité à titre de Whip du gouvernement	5,434			5,434
Porter B	60,525	20,075	58,602	139,202
Pronovost D	60,525	20,075	19,548	100,148
Proud G	60,525	20,075	48,172	128,772
Prud'homme M	60,525	20,075	11,171	91,771
Ravis D			700	700
Redway L'hon A	60,525	20,075	15,891	96,491
Reid R	60,525	20,075	36,572	117,172
Reimer J	60,525	20,075	27,411	108,011
Ricard G	60,525	20,075	16,691	97,291
Richardson L	60,525	20,075	44,119	124,719
Rideout G S	60,525	20,075	39,318	119,918
Riis N A	60,525	20,075	76,156	156,756
Indemnité à titre de Leader d'un parti à la Chambre	9,575			9,575
Robichaud F	60,525	20,075	44,842	125,442
Robinson S J	60,525	20,075	73,936	154,536
Robitaille J M	60,525	20,075	11,741	92,341
Rocheleau G	60,525	20,075	3,340	83,940
Rodriguez J R	60,525	20,075	36,829	117,429
Roman T			1,356	1,356
Rompkey L'hon W	60,525	24,700	68,592	153,817
Roy-Arcelin N	60,525	20,075	10,875	91,475
Samson C	60,525	20,075	40,526	121,126
Schneider L	60,525	20,075	56,077	136,677
Scott G	60,525	20,075	24,232	104,832
Scott W C	60,525	20,075	12,871	93,471
Shields J	60,525	24,700	91,669	176,894
Siddon L'hon T	60,525	20,075	15,622	96,222
Simmons R	60,525	24,700	118,865	204,090
Skelly R	60,525	24,700	108,877	194,102
Skelly R E	60,525	20,075	64,716	145,316
Sobeski P	60,525	20,075	25,896	106,496
Soetens R	60,525	20,075	20,225	100,825
Sparrow B	60,525	20,075	41,406	122,006
Speller B	60,525	20,075	27,941	108,541
Stevenson R	60,525	20,075	21,792	102,392
Stewart C	60,525	20,075	20,990	101,590
Stupich D D	60,525	20,075	73,936	154,536
St-Julien G	60,525	24,700	44,738	129,963
Tardif M B	60,525	20,075	18,328	98,928
Taylor G			12,627	12,627
Taylor L	60,525	24,700	52,351	137,576
Tétreault J	60,525	20,075	12,122	92,722
Thacker B A	60,525	20,075	50,372	130,972
Thompson G	60,525	20,075	44,504	125,104
Thorkelson S	60,525	20,075	66,407	147,007
Tobin B	60,525	24,700	52,540	137,765
Tremblay B	60,525	20,075	17,442	98,042
Tremblay M	60,525	20,075	32,108	112,708
Tremblay M R	60,525	20,075	31,723	112,323
Turner G	60,525	20,075	15,598	96,198
Turner Rt L'hon J N	60,525	20,075	13,354	93,954
Indemnité à titre de Leader de l'Opposition	39,146			39,146
Valcourt L'hon B	60,525	20,075	17,056	97,656
Van De Walle W	60,525	20,075	55,196	135,796
Vanclief L	60,525	20,075	19,893	100,493
Vankoughnet B	60,525	20,075	11,279	91,879
Venne P	60,525	20,075	19,765	100,365
Vézina L'hon M	60,525	20,075	27,785	108,385
Vien J	60,525	20,075	12,042	92,642
Vincent P H	60,525	20,075	16,329	96,929
Volpe J	60,525	20,075	25,464	106,064
Waddell I	60,525	20,075	74,252	154,852
Walker D	60,525	20,075	52,988	133,588
Wappel T	60,525	20,075	36,692	117,292
Weiner L'hon G	60,525	20,075	4,382	84,982
Wenman R	60,525	20,075	88,087	168,687
White B	60,525	20,075	73,352	153,952
Whittaker J	60,525	20,075	68,233	148,833
Wilbee S	60,525	20,075	71,925	152,525
Wilson G	60,525	20,075	57,492	138,092
Wilson L'hon M	60,525	20,075	11,965	92,565
Winegard L'hon W C	60,525	20,075	6,319	86,919
Witer A			1,460	1,460
Wood B	60,525	20,075	22,121	102,721
Worthy D	60,525	24,700	88,776	174,001
Young D	60,525	20,075	50,611	131,211
Young N	60,525	20,075	17,911	98,511
Total	18,020,152	6,019,240	10,428,439	34,467,831

CONSEIL PRIVÉ

Traitements et indemnités aux Ministres d'État

Noms des Ministres d'État	Traitements	Indemnités	Total
	$	$	$
L'hon K Campbell	42,250	1,833	44,083
L'hon J J Charest	38,300	1,667	39,967
L'hon M Danis	4,797	203	5,000
L'hon H Andre	3,950	167	4,117
L'hon T Hockin	46,200	2,000	48,200
L'hon G Loiselle	46,200	2,000	48,200
L'hon S Martin	46,200	2,000	48,200
L'hon J H McDermid	46,200	2,000	48,200
L'hon F Oberle	42,250	1,833	44,083
L'hon A Redway	46,200	2,000	48,200
L'hon M Vézina	46,200	2,000	48,200
L'hon W C Winegard	42,250	1,833	44,083
Total	450,997	19,536	470,533

Bureau du directeur général des élections

État des dépenses—Élections générales et élections complémentaires

	Services prélimi-naires	Directeurs du scrutin	Commis d'élec-tions	Diverses dépenses d'élec-tions	Énumé-ration et révision	Bureaux de scrutin	Quartier général d'Ottawa	Loi sur la révision des limites des circons-criptions électorales	Règle-ments spéciaux de votation	Territoires du Nord-Ouest dépenses d'élec-tions	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales (1985)								1,749			1,749
Dépenses encourues à la 33e élection générale (1984) et l'élection générale précédente ..						102	97				199
Dépenses encourues à la 34e élection générale (1988) ..	5,098	241,391	10,102	14,441,615	46,041	14,137	1,495,130		6,574		16,260,088
Dépenses encourues à la 35e élection générale (1989) ..	177,800	450					8,651				186,901
Élection complémentaire 1988-89											
Lac St-Jean						121					121
Chambly	259	88,288	12,003	14,785	146,110	78,986	3,970				344,401
Beaver River		2,069		690	259	91	95				3,204
Grow Food		828									828
Quartier général d'Ottawa							1,679				1,679
Exposition mobile .							156,814				156,814
Administration du quartier général d'Ottawa	8,724	2,380			10,089		2,777,492	7,055	1,296	1,100	2,808,136
Dépenses d'élection du Conseil des Territoires du Nord-Ouest de 1987		36									36
	191,881	335,442	22,105	14,457,090	202,499	93,437	4,443,928	8,804	7,870	1,100	19,764,156

CONSEIL PRIVÉ

Bureau du directeur général des élections

Détails des dépenses par province—Élection générale 1988

	Services préliminaires	Directeurs du scrutin	Commis d'élections	Diverses dépenses d'élections	Énumération et révision	Bureaux de scrutin	Quartier général d'Ottawa	Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales	Règlements spéciaux de votation	Territoires du Nord-Ouest dépenses d'élections	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ontario	488	61,885	1,641	3,386,356	2,230	1,606	272				3,454,478
Québec	2,392	53,603	167	2,466,535	32,310	11,113	100				2,566,220
Nouvelle-Écosse ...	368	11,899	30	330,581	230	184					343,292
Nouveau-Brunswick		9,226	95	294,213		168					303,702
Manitoba	240	14,660	100	423,672	8,270	134					447,076
Colombie-Britannique	1,502	38,056	113	1,029,669	1,395						1,070,735
Île-du-Prince-Édouard		2,490		94,473		572					97 535
Saskatchewan	100	10,245	3,356	497,943		81					511,725
Alberta	8	18,915	1,102	637,135	842	107					658,109
Terre-Neuve		4,089	3,498	216,421	170	50					224,228
Territoire du Yukon		589		28,266	594	122					29,571
Territoires du Nord-Ouest		6,029		77,454							83,483
Dépenses des quartiers généraux .		9,705		4,958,897			1,494,758		6,574		6,469,934
Total	5,098	241,391	10,102	14,441,615	46,041	14,137	1,495,130		6,574		16,260,088

Bureau du directeur général des élections

Détails des dépenses par province—Prochaine élection générale

	Services préliminaires	Directeurs du scrutin	Commis d'élections	Diverses dépenses d'élections	Énumération et révision	Bureaux de scrutin	Quartier général d'Ottawa	Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales	Règlements spéciaux de votation	Territoires du Nord-Ouest dépenses d'élections	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ontario	63,079						785				63,864
Québec	58,558						500				59,058
Nouvelle-Écosse ...	2,301						151				2,452
Nouveau-Brunswick	3,694						143				3,837
Manitoba	6,126										6,126
Colombie-Britannique	18,834						143				18,977
Île-du-Prince-Édouard											
Saskatchewan	3,956	450					71				4,477
Alberta	19,122						143				19,265
Terre-Neuve	1,064										1,064
Territoire du Yukon											
Territoires du Nord-Ouest	1,066										1,066
Dépenses des quartiers généraux .							6,715				6,715
Total	177,800	450					8,651				186,901

SOLLICITEUR GÉNÉRAL
Service correctionnel
État des dépenses par établissement

	Fonctionnement et entretien	Construction, améliorations et matériel	Total
	$	$	$
Administration centrale nationale, Ottawa, Ont	111,130,548	22,943,291	134,073,839
Administration régionale, Moncton, N-B	8,367,203	994,407	9,361,610
Collège de formation de l'Atlantique, Moncton, N-B	584,555		584,555
Établissement Springhill, Springhill, N-É	18,345,792	5,495,016	23,840,808
Pénitencier Dorchester, Dorchester, N-B	18,059,305	4,284,655	22,343,960
Établissement Westmorland, Dorchester, N-B	5,455,546	1,862,703	7,318,249
Établissement Atlantic, Renous, N-B	12,672,833	543,390	13,216,223
Etablissement minimum sécurité, St John's, T-N	23,588	4,420	28,008
Bureau de district de Halifax, Halifax, N-É	5,636,329	52,874	5,689,203
Bureau de district de Moncton, Moncton, N-B	4,014,916	22,363	4,037,279
Bureau de district de St John's T-N, St John's, T-N	1,944,261	17,584	1,961,845
Administration régionale, Montréal, Qué	19,509,324	1,823,728	21,333,052
Collège de formation du Québec, Laval, Qué	1,592,025	40,873	1,632,898
Centre Laferrière CCC, St-Jérôme, Qué	529,028	248,789	777,817
Établissement Montée St-Francois, Laval, Qué	5,812,401	659,296	6,471,697
Établissement Laval, Laval, Qué	177,195		177,195
Centre fédéral de formation, Laval, Qué	15,810,765	1,748,565	17,559,330
Établissement Donnacona, Donnacona, Qué	16,988,871	1,382,605	18,371,476
Bureau Longueuil, Longueuil, Qué	543,788		543,788
Bureau Ville-Marie, Montréal, Qué	1,846,188		1,846,188
Bureau Lafontaine, Montréal, Qué	2,981,578		2,981,578
Établissement Leclerc, Laval, Qué	21,402,172	3,026,147	24,428,319
Établissement Archambault, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	18,125,820	522,615	18,648,435
Établissement Sainte-Anne-des-Plaines, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	7,791,965	713,204	8,505,169
Centre régional de réception, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	20,778,629	515,034	21,293,663
Établissement Drummond, Drummondville, Qué	13,560,137	205,390	13,765,527
Établissement Cowansville, Cowansville, Qué	17,526,996	2,556,013	20,083,009
Établissement Lamacaza, L'Annonciation, Qué	11,290,694	662,921	11,953,615
Établissement Port-Cartier, Port-Cartier, Qué	13,424,943	1,993,181	15,418,124
Bureau du district de Montréal, Montréal, Qué	584,319	30,378	614,697
Centre Martineau CCC, Montréal, Qué	393,453	2,200	395,653
Centre Ogilvy CCC, Montréal, Qué	582,655		582,655
Centre Sherbrooke CCC, Montréal, Qué	442,182	1,885	444,067
Bureau de Langelier, St-Léonard, Qué	2,105,225		2,105,225
Bureau ville de Québec, Québec, Qué	1,219,114		1,219,114
Bureau de Granby, Granby, Qué	1,821,896		1,821,896
Bureau de Rimouski, Rimouski, Qué	279,633		279,633
Bureau de Chicoutimi, Chicoutimi, Qué	353,574		353,574
Bureau de Trois-Rivières, Trois-Rivières, Qué	1,163,567		1,163,567
Centre Benoit XV CCC, Québec, Qué	436,466	29,092	465,558
Bureau de Sept-Iles, Sept-Iles, Qué	37,234		37,234
Bureau du district de St-Jérôme, St-Jérôme, Qué	316,502	45,377	361,879
Bureau Duvernay, Laval, Qué	1,463,459		1,463,459
Bureau de Rouyn-Noranda, Rouyn, Qué	176,534		176,534
Bureau de Hull, Hull, Qué	775,699		775,699
Bureau des Laurentides, St-Jérome, Qué	1,100,202		1,100,202
Bureau de Ste-Thérèse, Ste-Thérèse, Qué	706,730		706,730
Bureau de L'Annonciation, L'Annonciation, Qué	412,587		412,587
Administration régionale, Kingston, Ont	14,909,910	2,093,663	17,003,573
Collège du personnel de correction de l'Ontario, Kingston, Ont	2,242,254	115,065	2,357,319
Centre régional de psychiatrie, Kingston, Ont	5,094,900	1,700	5,096,600
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ont	19,359,477	3,268,675	22,628,152
Établissement Millhaven, Bath, Ont	20,127,929	2,530,216	22,658,145
Établissement Bath, Bath, Ont	2,037,926	1,196,972	3,234,898
Prison pour femmes, Kingston, Ont	7,772,405	382,328	8,154,733
Établissement Collins Bay, Kingston, Ont	17,883,961	1,383,381	19,267,342
Établissement Frontenac, Kingston, Ont	5,431,945	609,119	6,041,064
Établissement Beaver Creek, Gravenhurst, Ont	2,948,191	456,131	3,404,322
Établissement Joyceville, Kingston, Ont	20,684,108	716,899	21,401,007
Établissement Pittsburgh, Kingston, Ont	3,862,829	692,652	4,555,481

SOLLICITEUR GÉNÉRAL
Service correctionnel
État des dépenses par établissement—*Fin*

	Fonctionnement et entretien	Construction, améliorations et matériel	Total
	$	$	$
Établissement Warkworth, Campbellford, Ont	19,927,087	4,642,875	24,569,962
Centre de libération du district de l'Est, Kingston, Ont	344,323	10,306	354,629
Centre de libération du district de Kingston, Kingston, Ont	2,535,643		2,535,643
Centre de libération Peterborough, Peterborough, Ont	1,284,348	10,615	1,294,963
Centre Portsmouth CCC, Kingston, Ont	373,170	20,038	393,208
Centre de libération de la région d'Ottawa, Ottawa, Ont	1,436,274		1,436,274
Centre de libération Barrie, Barrie, Ont	288,096		288,096
Centre de libération de Sudbury, Sudbury, Ont	782,698		782,698
Centre de libération de Timmins, Timmins, Ont	99,617		99,617
Centre de libération de Sault-Ste-Marie, Sault-Ste-Marie, Ont	240,861	2,187	243,048
Centre de libération du district de l'Ouest, London, Ont	565,606	60,307	625,913
CCC Keele, Toronto, Ont	571,223		571,223
Centre de libération du district de Toronto, Toronto, Ont	2,228,461		2,228,461
Centre de libération du district de Toronto Est, Toronto, Ont	1,523,284		1,523,284
Centre de libération du district de York'Durham, Toronto, Ont	9,280		9,280
Centre de libération du district de Toronto Ouest, Toronto, Ont	691,875		691,875
Centre de libération du district de London, London, Ont	816,653		816,653
Centre de libération de la région de Guelph, Guelph, Ont	1,067,087		1,067,087
Centre de libération de la région de Hamilton, Hamilton, Ont	1,987,338		1,987,338
Centre de libération de la région de Windsor, Windsor, Ont	750,278		750,278
Centre de libération de Ste Catharines, Ste Catharines, Ont	364,544		364,544
Centre de libération de la région de Brantford, Brantford, Ont	773,097		773,097
Administration régionale, Saskatoon, Sask	20,210,682	1,483,466	21,694,148
Collège du personnel de correction des Prairies, Saskatoon, Sask	1,706,215	8,933	1,715,148
Centre régional de psychiatrie, Saskatoon, Sask	11,718,738	753,804	12,472,542
Centre Osborne CCC, Winnipeg, Man	470,866	3,000	473,866
Établissement Stony Mountain, Winnipeg, Man	17,974,446	3,554,885	21,529,331
Établissement Rockwood, Stony Mountain, Man	2,351,746	359,024	2,710,770
Pénitencier Saskatchewan, Prince Albert, Sask	18,165,523	2,451,963	20,617,486
Ferme Saskatchewan, Prince Albert, Sask	3,101,677	238,766	3,340,443
Unité spéciale de renforcement de Saskatchewan, Prince Albert, Sask	3,890,085	14,471	3,904,556
Centre Oskana CCC, Régina Sask	397,066	63,644	460,710
Établissement Drumheller, Drumheller, Alb	15,525,584	1,591,451	17,117,035
Centre Grierson CCC, Edmonton, Alb	103,014	51,905	154,919
Établissement Bowden, Innisfail, Alb	16,997,184	761,435	17,758,619
Établissement Edmonton, Edmonton, Alb	14,667,555	529,023	15,196,578
Centre de libération de Winnipeg, Winnipeg, Man	2,817,166	13,522	2,830,688
Centre de libération Brandon, Brandon, Man	396,020	1,925	397,945
Centre de libération Thunder Bay, Thunder Bay, Ont	122,699	2,614	125,313
Centre de libération Prince Albert, Prince Albert, Sask	880,005	2,243	882,248
Centre de libération de Saskatchewan, Régina, Sask	769,782	12,827	782,609
Centre de libération de Saskatoon, Saskatoon, Sask	582,555		582,555
Centre de libération d'Alberta et des TN-O Edmonton, Alb	873,392	9,223	882,615
Centre de libération de Calgary, Calgary, Alb	492,895	4,922	497,817
Centre de libération Red Deer, Red Deer, Alb	350,262	6,460	356,722
Centre de libération Kenora, Kenora, Ont	267,121	24,488	291,609
Centre de libération Thompson, Thompson, Man	177,532	1,925	179,457
Centre de libération Yellowknife, Yellowknife, TN-O	332,316		332,316
Administration régionale, Abbotsford, C-B	8,986,774	1,093,910	10,080,684
Collège du personnel de correction du Pacifique, Mission, C-B	1,174,049	11,994	1,186,043
Établissement William Head, Victoria, C-B	8,849,562	1,135,176	9,984,738
Établissement Matsqui, Abbotsford, C-B	15,235,689	950,614	16,186,303
Centre régional de psychiatrie, Abbotsford, C-B	11,177,889	910,078	12,087,967
Établissement Mountain Prison, Agassiz, C-B	10,112,899	2,926,070	13,038,969
Établissement Kent, Agassiz, C-B	15,711,497	497,124	16,208,621
Établissement Elbow Lake, Harrison Mills, C-B	2,141,986	621,562	2,763,548
Établissement Ferndale, Mission, C-B	2,714,546	316,518	3,031,064
Établissement Mission, Mission, C-B	11,188,076	927,756	12,115,832
Centre de libération de Vancouver, Vancouver, C-B	3,008,755	14,882	3,023,637
Centre de libération de Victoria, Victoria, C-B	1,556,256	2,246	1,558,502
Centre de libération Abbotsford, Abbotsford, C-B	5,662,850	41,668	5,704,518
Total	784,178,058	92,016,642	876,194,700

CONSEIL DU TRÉSOR

Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Agriculture			
Département—			
Gestion et administration	1	1,799,051	
Programme agro-alimentaire	5	8,029,025	
Programme des céréales et oléagineux			
Fonctionnement	20	260,465	
Fonctionnement	25	1,503,811	
Communications			
Département—			
Fonctionnement	1	5,338,951	
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
Programme	50	750,000	
Archives nationales du Canada			
Programme	55	2,499,552	
Office national du film			
Fonds renouvelable de l'Office national du film—			
Déficit de fonctionnement	65	417,503	
Bibliothèque nationale			
Programme	70	2,956,170	
Musées nationaux du Canada			
Programme	75	4,233,240	
Consommateurs et Sociétés			
Département—			
Fonctionnement	1	5,989,771	
Emploi et Immigration			
Département/Commission—			
Services généraux et spéciaux			
Programme	1	4,600,000	1,237,000
Emploi et assurance			
Fonctionnement	5	33,500,000	28,329,266
Subventions et contributions	10		149,463,000
Immigration			
Fonctionnement	15	10,258,000	210,000
Contributions	20	5,000,000	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice			
Programme	35	44,525	
Énergie, Mines et Ressources			
Département—			
Programme	1	299,129	
Énergie			
Fonctionnement	5	1,176,864	
Programme des minéraux et des sciences de la Terre			
Fonctionnement	25	10,471,881	
Environnement			
Département—			
Programme	1	1,442,418	
Services de l'environnement			
Fonctionnement	5	8,657,958	
Parcs			
Fonctionnement	20	13,320,649	
Affaires extérieures			
Département—			
Intérêts du Canada à l'étranger			
Fonctionnement	1	9,027,161	
Agence canadienne de développement international			
Fonctionnement	25	4,395,296	
Commission mixte internationale			
Programme	55	294,006	

CONSEIL DU TRÉSOR

Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Suite*

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Finances			
Département—			
Programme	1	2,345,000	
Tribunal canadien du commerce extérieur			
Programme	30	1,066,757	
Pêches et Océans			
Département—			
Fonctionnement	1	15,059,700	
Forêts			
Fonctionnement	1	2,584,025	
Gouverneur général			
Programme	1	702,985	
Affaires indiennes et Nord canadien			
Département—			
Administration			
Programme	1	3,261,025	
Affaires indiennes et inuit			
Fonctionnement	5	6,753,263	
Industrie, sciences et technologie			
Département—			
Développement de l'industrie et de la technologie			
Fonctionnement	1	4,243,570	
Développement économique des régions et des autochtones			
Fonctionnement	25	477,841	
Banque fédérale de développement			
Programme	40		760,734
Conseil national de recherches du Canada			
Fonctionnement	65	3,000,000	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			
Programme	80	122,043	
Conseil des sciences du Canada			
Programme	90	72,000	
Statistique Canada			
Programme	95	12,438,077	
Justice			
Département—			
Fonctionnement	1	2,000,000	
Commission canadienne des droits de la personne			
Programme	10	495,660	
Commissaire à la magistrature fédérale			
Fonctionnement	15	263,308	
Conseil canadien de la magistrature—			
Fonctionnement	20	13,032	
Commission de réforme du droit du Canada			
Programme	30	38,000	
Travail			
Département—			
Fonctionnement	1	2,600,000	
Conseil canadien des relations du travail			
Programme	10	335,000	

CONSEIL DU TRÉSOR

Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Suite*

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Santé nationale et Bien-être social			
Département—			
Programme	1	3,695,913	
Services et de la promotion de la santé			
Fonctionnement	5	1,738,489	
Services sociaux			
Fonctionnement	15	1,137,912	
Services médicaux			
Fonctionnement	25	9,416,528	
Protection de la santé			
Fonctionnement	35	7,818,261	
Sécurité du revenu			
Programme	50	7,103,821	
Condition physique et sport amateur			
Fonctionnement	55	333,284	
Revenu national			
Douanes et Accise			
Fonctionnement	1	33,033,748	
Impôt			
Fonctionnement	10	43,818,856	
Parlement			
Bibliothèque du Parlement			
Programme	10	380,000	
Conseil privé			
Commissaire aux langues officielles			
Programme	15	494,000	
Conseil économique du Canada			
Programme	20	185,000	
Commission des relations de travail dans la Fonction publique			
Programme	30	440,446	
Travaux publics			
Département—			
Services			
Fonds renouvelable des Travaux publics—			
Déficit de fonctionnement	1	16,368,751	
Commission de la Capitale nationale			
Fonctionnement	30	3,511,491	
Secrétariat d'État			
Département—			
Fonctionnement	1	2,694,043	
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)			
Fonctionnement	15	201,900	
Commission de la Fonction publique			
Programme	25	4,085,155	
Conseil de recherches en sciences humaines			
Fonctionnement	30	283,000	
Solliciteur général			
Département—			
Programme	1	731,421	
Service correctionnel			
Service pénitencier et service des libérations conditionnelles	10	58,228,637	
Commission nationale des libérations conditionnelles			
Programme	20	1,700,000	
Gendarmerie royale du Canada			
Programme	25	22,730,037	

CONSEIL DU TRÉSOR

Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Fin*

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Approvisionnements et Services			
Département—			
Programme	1	10,353,001	
Transports			
Département—			
Fonctionnement	1	43,102,925	
Office national des transports			
Fonctionnement	70	666,297	
Conseil du Trésor			
Secrétariat—			
L'administration centrale de la Fonction publique			
Programme	1	2,102,813	
Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance			
Programme	15	8,500,000	
Affectation temporaire			
Programme	20	400,000	
Contrôleur général			
Programme	25	50,000	
Anciens combattants			
Programme des anciens combattants			
Fonctionnement	1	16,866,768	
Commission canadienne des pensions			
Programme	10	464,000	
Bureau de services juridiques des pensions			
Programme	15	552,039	
Tribunal d'appel des anciens combattants			
Programme	20	166,542	
Total		497,491,790	180,000,000

SECTION 13

COMPTES PUBLICS
1989-90

Index

REMARQUE—LES CHIFFRES EN CARACTÈRE GRAS RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Aéroports, Fonds renouvelable des, **1**.2
Agence des télécommunications gouvernementales, Fonds renouvelable de l', **1**.9
Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1989-90, **11**.41
Approvisionnements, Fonds renouvelable des, **1**.14
Arrêts de la Cour fédérale, **9**.117
AUTRES RENSEIGNEMENTS DIVERS, **12**
AUTRES RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, **11**
Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées, **3**.31

B

Bureau canadien de la sécurité aérienne, **2**.2
Bureau des passeports, Fonds renouvelable du, **1**.19

C

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, **2**.5
Commission canadienne des grains, **2**.50
Commission de contrôle de l'énergie atomique, **2**.8
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, **2**.12
Commission des champs de bataille nationaux, **2**.19
Commissions, **11**.18
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la Reine Élizabeth II sur les maladies de l'enfance, **2**.53
Conseil de recherches en sciences humaines, **2**.21
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, **2**.24
Conseil de recherches médicales, **2**.28
Conseil des sciences du Canada, **2**.32
Conseil économique du Canada, **2**.35
Conseil national de recherches du Canada, **2**.38
CONSTRUCTION ET/OU ACQUISITION, **6**
Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages, **6**.2
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel, **6**.28

D

DÉBITEURS, **4**
Dépenses budgétaires par affectation, **11**.2
Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures), **12**.2
Détails des dépenses par province—Élection générale 1988 (Conseil privé), **12**.13
Détails des dépenses par province—Prochaine élection générale (Conseil privé), **12**.13
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits (Conseil du Trésor), **12**.16
Directeur de l'établissement de soldats, **2**.41
Directeur des terres destinées aux anciens combattants, **2**.42
Divulgation des débiteurs à long terme pour les recettes non fiscales, **4**.3

E

État des débiteurs pour les recettes fiscales, **4**.2
État des dépenses—Élections générales et élections complémentaires (Conseil privé), **12**.12
État des dépenses par établissement (Solliciteur général), **12**.14
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1989-90 (Parlement), **12**.8
ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET D'AUTRES ENTITÉS, **2**
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES, **1**

F

Frais de congés d'étude, **11**.40
Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures), **12**.2

I

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires, **11**.52

M

Musées nationaux du Canada, **2**.43

N

Notes afférentes à l'état des débiteurs pour les recettes fiscales, **4**.2

O

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises, **3**.28
Office de stabilisation des prix agricoles, **2**.44
Office des prix des produits de la pêche, **2**.46
Office des produits agricoles, **2**.56
Office national du film, Fonds renouvelable de l', **1**.22

P

Paiements à titre de faveur, **9**.15
Paiements de dommages-intérêts, **9**.2
PAIEMENTS DE DOMMAGES-INTÉRÊTS, PAIEMENTS À TITRE DE FAVEUR, ARRÊTS DE LA COUR FÉDÉRALE ET PAIEMENTS SANS CONTREPARTIE, **9**
PAIEMENTS DE TRANSFERT—*Voir section ministérielle appropriée dans le volume II (partie I). Pour bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires—Voir la section 7 de ce volume.*
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Travail), **12**.6
Paiements sans contrepartie, **9**.119
Perfectionnement et de la formation du personnel, Fonds renouvelable du, **1**.29
Pertes de fonds, **3**.50
Pertes de $1,000 ou plus, **11**.44
Production de la défense, Fonds renouvelable de la, **1**.33
Produits de placements, **11**.48
PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, **10**

R

Rapport sur le matériel excédentaire, **11**.46
Remises de droits, taxes et pénalités, **3**.2
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉS PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, **3**

S

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE, **8**
SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, **5**
Surveillance des hippodromes, Fonds renouvelable de la, **1**.35

T

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres (Parlement), **12**.7
Traitements et indemnités aux Ministres d'État (Conseil privé), **12**.12
Travaux publics, Fonds renouvelable des, **1**.39

Volume

3

Gouvernement du Canada Government of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1990

Volume III

Le Président du Conseil du Trésor

Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada

Canada

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1990-3F
ISBN 0-660-93079-X

Pour renseignements concernant le contenu de ce volume, contactez
la Division des politiques et de l'information sur les sociétés
Direction générale des sociétés d'État
Ministère des Finances et Conseil du Trésor du Canada
Téléphone, 613-957-0156

English version is also available

MESSAGE DU PRÉSIDENT

J'ai l'honneur de présenter le septième Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada.

La présentation du rapport de l'an dernier coïncidait avec le cinquième anniversaire du cadre de contrôle et de responsabilité des sociétés d'État, établi en 1984. Mon prédécesseur a souligné à ce moment-là que nous avions fait, depuis lors, d'importants progrès au chapitre de la gestion efficace du portefeuille des sociétés d'État. Ce point de vue a par la suite été appuyé par le vérificateur général dans un chapitre du rapport qu'il a présenté à la Chambre des communes en octobre 1989, consacré à l'évaluation de la mise en oeuvre du cadre. Il a fait des commentaires sur les nombreux progrès accomplis depuis 1984 et a conclu que tous les rouages fondamentaux sont en place.

La grande partie des progrès accomplis est attribuable au travail des employés, des gestionnaires et des conseils d'administration des sociétés d'État, qui doivent relever des défis uniques et exigeants dans le cadre de l'administration d'une gamme diversifiée d'activités et d'organismes publics pour le compte des Canadiens. En novembre 1989, le gouvernement a tenu la première conférence des présidents et chefs de la direction de toutes ces sociétés d'État afin de discuter de ces défis et de permettre l'échange de points de vue sur la façon d'améliorer la productivité et de mieux gérer les maigres ressources au cours des prochaines années.

La gestion des sociétés d'État ainsi que les efforts de privatisation et de rationalisation déployés par le gouvernement contribuent à une plus grande efficience sur le plan économique et à la réduction du déficit. Dans le cadre de ces efforts, on a demandé aux sociétés d'État dans le budget de février 1990, de remettre au gouvernement, leur actionnaire, une partie accrue de leurs recettes, sous forme de dividendes, et de se doter d'un mode de fonctionnement davantage calqué sur celui de l'entreprise privée. Voici certaines des réalisations de 1989-1990 :

- la vente, le 5 juillet 1989 du solde des actions (57 p. 100) que le gouvernement détenait dans Air Canada;
- l'annonce faite dans le budget du 20 février 1990 de l'intention du gouvernement de privatiser Petro-Canada, et de vendre les actions dans Télésat Canada;
- l'importante rationalisation de VIA Rail;
- la présentation, le 31 mai 1990, du projet de loi C-73 visant la liquidation de quatre sociétés d'État (l'Office canadien des provendes, la Société canadienne de brevets et d'exploitation Ltée, Harbourfront Corporation, et les Associés Mingan Ltée) et la réduction de deux autres sociétés d'État au statut de filiales (la Corporation Place du Havre Canada et la Société de construction des musées du Canada Inc.);
- des paiements de dividendes au gouvernement, totalisant 118,2 millions de dollars reçus de 10 sociétés.

La vue d'ensemble qui suit résume les renseignements financiers et la situation de l'emploi des sociétés d'État. Elle expose en outre les grandes lignes de l'évolution d'un certain nombre de sociétés.

VUE D'ENSEMBLE

À la fin de la période visée par le rapport de 1989-1990, il existait 53 sociétés d'État mères. Quarante-cinq d'entre elles figurent à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP) et, par conséquent, elles sont tenues de diriger leurs affaires conformément à la partie X de cette loi et aux règlements connexes. Les huit autres sociétés ne sont pas assujetties aux dispositions des sections I à IV de la partie X.

Par ailleurs, le gouverneur en conseil a demandé à trois filiales de faire rapport comme si elles figuraient à l'annexe III de la loi : il s'agit de la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale et de deux des trois filiales de la Société immobilière du Canada Limitée, soit la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée, et la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée.

Quatorze des cinquante-trois sociétés d'État mères figurent en tant que sociétés fonctionnant en régime commercial dans l'annexe III, partie II de la LGFP. Treize d'entre elles ont réalisé des bénéfices dont la valeur globale a atteint 440,5 millions de dollars et une encaisse totale de 1,3 milliard de dollars, en 1989-1990. Les éléments d'actif combinés des sociétés d'État fonctionnant en régime commercial sont tombés de 20,4 milliards de dollars en 1988-1989 à 18,2 milliards de dollars en 1989-1990, et la part de l'actionnaire a chuté de 9,9 milliards de dollars en 1988-1989 à 8,5 milliards de dollars en 1989-1990. La chute de ces valeurs est principalement attribuable à la diminution de l'actif de la Corporation de développement des investissements du Canada, par suite de la chute du prix des ressources, et à un changement des méthodes comptables de Petro-Canada.

Trente-et-une sociétés d'État mères figurant à l'annexe III, partie I de la LGFP reçoivent habituellement du gouvernement des crédits destinés à compenser les coûts des programmes et/ou leurs dépenses d'immobilisations. Les paiements budgétaires qui ont été versés à ces sociétés et aux sociétés exemptes sont demeurés à 4,6 milliards de dollars en 1989-1990, niveau relativement stable par rapport à celui de l'année précédente. Les éléments d'actif combinés de ces sociétés sont passés de 33,5 milliards de dollars en 1988-1989 à 34,4 milliards de dollars en 1989-1990, et la part de l'actionnaire est passée de 2,9 milliards de dollars à 3,4 milliards de dollars, au cours de la période visée.

La valeur globale des emprunts et autres engagements des sociétés d'État mères envers le secteur privé et le Canada est demeurée relativement stable en 1989-1990. On constate des augmentations importantes à ce chapitre dans le cas de la Société pour l'expansion des exportations (0,6 milliard de dollars) et de la Commission canadienne du blé (0,7 milliard de dollars). Pour leur part, la Société du crédit agricole et la Société d'assurance-dépôts du Canada ont réduit leurs emprunts de 0,8 milliard de dollars et de 0,3 milliard de dollars respectivement.

Le nombre d'employés a continué de diminuer, se situant à 136 000 comparativement à 142 000 l'année précédente. La diminution est principalement attribuable à la rationalisation des opérations de VIA Rail et à la réduction des effectifs de Petro-Canada, de la Société canadienne des postes et de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE DES SOCIÉTÉS

Les activités importantes de certaines sociétés d'État en 1989-1990 sont énoncées dans la présente section.

Énergie atomique du Canada Limitée (ÉACL): La société ayant accusé une perte d'exploitation de 10,2 millions de dollars, la première en douze ans, le gouvernement fédéral a décidé de se joindre à l'Ontario et à d'autres provinces dans le cadre d'une nouvelle initiative fédérale-provinciale de financement. Cette décision reposait principalement sur l'engagement pris par les entreprises d'énergie nucléaire du Canada, au premier plan Hydro-Ontario, de supporter une plus grande part des coûts de recherche et de développement dans le secteur nucléaire.

Corporation de développement des investissements du Canada: Le prix offert sur le marché au comptant pour le concentré d'uranium a chuté de façon vertigineuse en 1989. La Corporation de développement des investissements du Canada a tenu compte de cette chute en réduisant de 202 millions de dollars son investissement dans Cameco. Cette décision a contribué à la réduction de l'avoir des actionnaires qui était de 140 millions de dollars l'an dernier, et accuse cette année une insuffisance de 152 millions de dollars.

Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL): L'excédent de 163 millions de dollars réalisé par le Fonds d'assurance hypothécaire a permis à la SCHL d'éponger le déficit actuariel qu'elle avait cumulé depuis dix ans. L'émission de titres hypothécaires a atteint un total de 2 milliards de dollars en 1989, soit le double de ce que l'on prévoyait.

Société de construction des musées du Canada Inc.: L'aile réservée aux expositions du Musée canadien des civilisations a été ouverte au public en juin 1989, et la construction de l'édifice a été terminée à l'été 1990. La société ayant accompli son mandat, son statut sera modifié par les dispositions du projet de loi C-73. Elle deviendra filiale de la Société immobilière du Canada Limitée, en attendant sa dissolution.

Société canadienne des ports et sociétés de ports locales: Les recettes provenant des opérations de la Société canadienne des ports et de sept sociétés de ports locales sont demeurées relativement stables en 1989, s'établissant à près de 170 millions de dollars malgré une baisse du volume du trafic. La chute des recettes provenant des expéditions de céréales a été compensée par des hausses des recettes provenant des expéditions d'autres produits. En 1989, la Société canadienne des ports et les sociétés de port locales ont versé des dividendes au gouvernement fédéral totalisant 13 millions de dollars sur un bénéfice net combiné de 49 millions de dollars. Dans le budget de février 1990, il était annoncé que la Société canadienne des ports et les sociétés de ports locales contribueraient un montant supplémentaire de 100 millions de dollars à la réduction du déficit au cours de l'exercice 1990-1991.

Société canadienne des postes: La Société canadienne des postes a réalisé un bénéfice de 149 millions de dollars en 1989-1990, soit le deuxième en autant d'années, et elle a versé un dividende de 60 millions de dollars en juin 1990. Les volumes du courrier ont augmenté de plus de 10 p. 100 par rapport à 1988-1989 et près de 97 p. 100 du courrier convenablement préparé a été livré à temps.

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada: En raison principalement de ralentissements touchant un certain nombre de secteurs clés dans la production des ressources, le bénéfice net de 1989 a totalisé 205,8 millions de dollars, en baisse par rapport au sommet de 282,7 millions de dollars atteint l'année précédente. La société a réussi à réduire encore davantage sa dette à long terme en 1989, soit de 1,96 à 1,87 milliard de dollars. En 1989, la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada a payé 41,2 millions de dollars de dividendes.

La Société pour l'expansion des exportations a financé pour 5,7 milliards de dollars d'exportations canadiennes en 1989. Les prêts ont totalisé 1,3 milliard de dollars, soit une augmentation de 25 p. 100 par rapport à 1988, et le volume d'assurance a dépassé 4,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 12 p. 100 par rapport au montant record enregistré précédemment en 1988. De plus, 300 millions de dollars sous forme de prêts et d'assurances ont été accordés aux exportations canadiennes en vertu du Compte du Canada. Ce compte, administré par la SEE et financé directement par le gouvernement, finance ou assure des exportations jugées avantageuses pour le pays. La Société a aussi majoré de 200 millions de dollars ses provisions pour pertes sur prêts, ce qui a entraîné une perte nette déclarée de 199 millions de dollars.

La Société du crédit agricole a continué d'accomplir des progrès importants sur la voie d'une reprise à la suite des effets de la récente récession survenue dans le secteur agricole. La perte nette de 1989-1990 a atteint 2,7 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 34,6 millions de dollars l'année précédente. Les nouvelles lignes directrices sur les prêts instaurées par la société dans le cadre de son plan de reprise de 1988 ont contribué à cette amélioration de la situation. En 1989-1990, le Canada a injecté dans la SCA des capitaux frais d'une valeur de 600 millions de dollars, qui ont servi à rembourser au Canada des prêts d'une valeur équivalente qui lui avaient été consentis.

Petro-Canada: En 1989, la société est passée de la méthode de la capitalisation du coût entier, qui comporte la capitalisation de tous les frais d'exploration, à la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse, en vertu de laquelle seuls les frais d'exploration des puits ayant donné de bons résultats sont capitalisés, les autres frais d'exploration étant imputés au fur et à mesure. En raison de ce changement, les comptes de Petro-Canada peuvent se comparer à ceux des autres sociétés pétrolières intégrées. Ce changement a nécessité une dévaluation de 1,9 milliard de dollars des propriétés, et des installations de production, une réduction de 0,7 milliard de dollars des impôts sur le revenu reportés et une augmentation de 1,2 milliard de dollars du déficit. Le déficit a par la suite été éliminé grâce à une réorganisation de la structure du capital. En février 1990, le ministre des Finances a déclaré dans son discours du budget que la participation directe du public à la propriété de Petro-Canada serait autorisée. Le ministre d'État à la Privatisation a par la suite annoncé à la Chambre des communes que l'on demanderait au conseil d'administration de Petro-Canada d' offrir au public une émission initiale d'actions de trésorerie représentant près de 15 p. 100 des actions de la société, une fois que les mesures législatives et réglementaires requises seraient en place.

Monnaie royale canadienne (MRC): En 1989, une structure de capital-actions a été établie pour la MRC et la société a émis au Canada des actions d'une valeur de 40 millions de dollars. Elle a utilisé les produits de cette vente pour réduire les engagements envers le gouvernement du Canada, qu'elle avait cumulés avant 1988. La MRC a versé au Canada des bénéfices nets de 60,4 millions de dollars au cours de l'année.

VIA Rail: La société a rendu public son nouveau plan d'entreprise le 4 octobre 1989. Ce plan tient compte de la réduction des subventions accordées à Via Rail (un milliard de dollars répartis sur cinq ans) annoncée dans le budget d'avril 1989. Depuis le 15 janvier 1990, VIA exploite plus de 20 lignes, assure un service à l'échelle du pays et met en circulation 191 trains par semaine.

LANGUES OFFICIELLES

Le Secrétariat du Conseil du Trésor a travaillé conjointement avec les sociétés d'État à l'application de la *Loi sur les langues officielles* adoptée en 1988. Le président du Conseil du Trésor présente un rapport annuel au Parlement sur l'état des programmes de langues officielles dans les organismes fédéraux. Ces rapports annuels renferment des renseignements au sujet de l'application de la loi dans le cas des sociétés d'État.

ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

Les sociétés d'État et autres organismes sous juridiction fédérale comptant au moins 100 employés sont tenues, en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, de mettre en oeuvre des programmes d'équité en matière d'emploi et de faire rapport tous les ans sur les résultats obtenus. En vertu de la Politique sur l'équité en matière d'emploi du Conseil du Trésor, les sociétés d'État présentent des plans d'action globaux et des rapports d'étape chaque année. Conformément à la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, le gouvernement publie des données statistiques détaillées sur l'équité en matière d'emploi dans les sociétés d'État et autres organismes sous juridiction fédérale. Le grand public peut consulter ces documents dans les bibliothèques importantes.

CONCLUSION

Les sociétés d'État continuent de jouer un rôle important dans l'évolution du tissu économique, social et culturel du Canada. Les succès que de nombreuses sociétés ont obtenus au cours de la dernière année et des quelques années précédentes reflètent la qualité des employés, des gestionnaires et des conseils d'administration des sociétés d'État, ainsi que la détermination du gouvernement d'adopter une approche plus méthodique à la gestion des sociétés d'État.

Nous continuerons de faire en sorte que notre cadre d'orientation accorde aux sociétés d'État l'appui et la souplesse dont elles ont besoin pour offrir aux Canadiens des services efficaces et rentables.

Gilles Loiselle

Ottawa (Ontario)

Le 2 octobre 1990

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 64 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et il est préparé à partir des données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les ministères et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les ministères et organismes. Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement, tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires.

Le **volume III** constitue le Rapport annuel que le président du Conseil du Trésor doit présenter au Parlement à propos des sociétés d'État mères et des autres sociétés dont le Canada est actionnaire. Ce rapport donne suite aux exigences du paragraphe 151(1) de la Partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Rapport annuel au parlement, présenté par le Président du Conseil du Trésor

Le Rapport annuel au Parlement comprend un rapport global sur les activités de toutes les sociétés d'État mères et un rapport sur les sociétés dans lesquelles le gouvernement du Canada possède des actions. Il fournit un répertoire des sociétés d'État mères et toutes les sociétés dans lesquelles l'État détient des actions ou dans lesquelles des actions sont détenues au nom de l'État ou d'une société d'État. On retrouve également dans ce document plusieurs renseignements dont des données sur l'effectif et la situation financère des sociétés d'État mères, ainsi que sur le total de leurs emprunts, de même que les états financiers vérifiés des sociétés d'État. Le Rapport comprend les trois parties suivantes:

La **partie I** présente des données financières globales sur toutes les sociétés d'État mères, d'après les rapports présentés par ces dernières à la fin de leur exercice financier, le 31 juillet 1990 ou avant cette date. Elle présente en outre d'autres renseignement particuliers et des renseignements généraux sur les sociétés d'État.

La **partie II** indique les sociétés donc le Canada est actionnaire, fournit des renseignements à leur sujet et présente la liste des filiales des sociétés d'État mères.

La **partie III** présente les états financiers vérifiés de chacune des sociétés d'État mères.

RAPPORT ANNUEL AU PARLEMENT SUR LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET LES AUTRES SOCIÉTÉS EN COPARTICIPATION DU CANADA

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Message du Président	iii
Introduction aux Comptes publics	ix
Énoncé de responsabilité	xiii
PARTIE I Rapport global des activités des sociétés d'État mères	
Introduction	3
1. Données récapitulatives concernant la situation financière et le nombre d'employés	
Description des tableaux	5
Tableau 1: Situation financière et nombre d'employés des sociétés d'État mères	6
Tableau 2: Bénéfices nets (pertes), encaisse et opérations financières des sociétés d'État mères	10
Tableau 3: Comparaison de la situation financière des sociétés d'État mères et de l'investissement globale enregistré du gouvernement	14
Notes afférentes aux tableaux 1, 2 et 3	18
2. Pages récapitulatives concernant chacune des sociétés d'État mères	19
PARTIE II Sociétés dont le Canada est actionnaire, y compris les filiales des sociétés d'État	
Introduction	79
1. Résumé statistique des sociétés dont le Canada est actionnaire	80
2. Répertoire des sociétés dont le Canada est actionnaire	
2.1 Sociétés d'État mères, filiales en propriété exclusive, autres filiales et sociétés affiliées	81
2.2 Entreprises mixtes et en coparticipation	90
2.3 Autres entités	91
2.4 Organismes internationaux	93
3. Modifications apportées au répertoire des sociétés dont le Canada est actionnaire:	
3.1 Sociétés d'État	94
3.2 Autres sociétés dont le Canada est actionnaire	
1. Entreprises mixtes et en coparticipation	95
2. Autres entités	95
3. Organismes internationaux	95
4. Renseignements sur les autres sociétés dont le Canada est actionnaire:	
4.1 Entreprises mixtes et en coparticipation	96
4.2 Autres entités	98
4.3 Organismes internationaux	105
PARTIE III États Financiers Vérifiés de Chacune des Sociétés d'État mères	109

Énoncé de responsabilité

Le Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada est préparé par la Direction générale des sociétés d'État du ministère des Finances et du Secrétariat du Conseil du Trésor, sous la gouverne du président du Conseil du Trésor. Il résulte des obligations de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui prescrivent qu'un rapport global des activités des sociétés d'État mères, comprenant des renseignements sur toutes les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada, soit déposé devant le Parlement. Ce rapport est automatiquement renvoyé devant le Comité permanent des Comptes publics pour étude.

PARTIE I

RAPPORT GLOBAL DES ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

RAPPORT GLOBAL DES ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

INTRODUCTION

La Partie I de ce Rapport annuel consigne comme il suit les activités financières de 55 sociétés d'État mères et des sociétés auxquelles on a demandé de faire rapport comme des sociétés d'État mères, y compris

- les 45 sociétés d'État mères énumérées à l'annexe III de la LGFP, Parties I et II;
- sept des huit sociétés d'État mères que le paragraphe 85(1) de la Loi exempte de l'application des divisions I à IV de la partie partie X de la LGFP. La huitième, la Banque du Canada, est exclue des tableaux parce que ses actifs et passifs sont de nature unique;
- trois filiales de ces sociétés qui, en vertu de décrets découlant du paragraphe 86 (2) de la LGFP, font rapport de leurs activités comme des sociétés d'État mères: la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée, la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. et la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale).

1. Données récapitulatives concernant la situation financière le nombre d'employés

- Le tableau 1 présente la synthèse des données sur la situation financière et le nombre d'employés de chacune des sociétés d'État mères à la fin de l'exercice financier de celle-ci.
- Le tableau 2 fournit les données sur les bénéfices (pertes) net(te)s, l'encaisse et les activités de financement à la fin de l'exercice financier de chaque société.
- Le tableau 3 présente une comparaison de la situation financière des sociétés d'État mères et de l'investissement global consenti par le gouvernement au 31 mars 1990, date de la fin de l'exercice financier dans le secteur public. Le tableau indique également les prêts et les avances ainsi que les dotations en capital consentie par le Canada aux sociétés.

2. Pages récapitulatives concernant chacune sociétés d'État mères

- Cette section comprend une page récapitulative concernant chacune des sociétés d'État mères. Chaque page fait la synthèse du rendement financier de la société pendant les quatre dernières années et elle présente les renseignements de base sur le mandat et les antécédents de la société, ainsi que des renseignements généraux sur la société.

1. DONNÉES RÉCAPITULATIVES CONCERNANT LA SITUATION FINANCIÈRE ET LE NOMBRE D'EMPLOYÉS

Description des tableaux 1 et 2

Les tableaux 1 et 2 ci-après donnent suite à l'exigence énoncée à l'alinéa 151(3)(b) de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP) selon laquelle il faut présenter un rapport sur les données financières de chaque société, y compris les données ayant trait à l'emploi et au total des emprunts. Cette exigence de la LGFP se rapporte aux «exercices financiers se terminant au plus tard le 31 juillet 1990». La date de la fin de l'exercice financier de ces sociétés n'est pas la même (mars, avril, juillet, août et décembre) mais, dans tous les cas, la limite choisie est le 31 juillet 1990.

Les données figurant dans les rapports sont fondées sur les définitions suivantes:

- **Les dettes** (à court et à long terme) comprennent les engagements (c'est-à-dire les emprunts et les locations-acquisitions à court et à long terme) et autres dettes, (comptes criteurs, comptes de régularisation, frais reportés et autres).
- **Avoir des actionnaires** désigne la participation du Canada. Dans le cas des quatre sociétés suivantes, la *Commission canadienne du lait*, le *Conseil des Arts du Canada*, la *Commission canadienne du blé* et l'*Office de commercialisation du poisson d'eau douce*, l'avoir des actionnaires est nul parce que l'excédent de l'actif sur le passif est distribuable aux clients.
- **Données sur l'emploi** : Ces données indiquent le nombre d'employés de la société à la fin de l'exercice financier de celle-ci. Les données se rapportent à la société mère et à toutes ses filiales. La Banque du Canada ne figure pas dans les tableaux.
- **Bénéfices (pertes) net(te)s** comprennent les affectations reçues pour les sociétés qui les inscrivent dans l'état de leurs résultats. Il s'agit des bénéfices (pertes) net(te)s après impôt (s'il y a lieu) et après application des postes extraordinaires. Dans le cas des sociétés qui dépendent des affectations, les bénéfices sont équivalents à «l'excédent des affectations parlementaires reçues par rapport aux dépenses totales».
- **Encaisse** est définie comme les bénéfices (pertes) net(te)s des opérations plus ou moins les postes ne comportant pas de liquidités, tels que l'amortissement. L'encaisse comprend également les affectations si la société les inclut dans ses bénéfices nets.
- **Changements aux engagements** sont également désignés changements dans les emprunts nets. Ils comprennent les changements qui ont été apportés pendant la période financière aux emprunts impayés à long et à court terme et aux locations-acquisitions.
- **Paiements budgétaires versés par le Canada** comprennent les fonds versés aux sociétés d'État mères à des fins d'immobilisation et de fonctionnement. Sont exclus les paiements versés à une classe générale de récipiendaires. (Les paiements versés aux compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes sont un exemple de tels paiements exclus).

Description du tableau 3

Le tableau 3 présente une comparaison de la situation financière des sociétés d'État mères et de l'investissement inscrit du Canada dans ces sociétés, au 31 mars 1990, date de fin d'exercice du gouvernement. Ces renseignements ont été tirés du volume I des Comptes publics du Canada, où ils ont été inscrits après avoir été tirés des états financiers de chaque société d'État. Étant donné que, dans le cas de plus de la moitié des sociétés, l'exercice financier se termine 1a une date autre que le 31 mars, la plupart des données ont été extraits d'états financiers non vérifiés.

Les données figurant au tableau sont fondées sur les définitions suivantes:

- **Prêts, avances et investissements** sont constitués par les montants inscrits comme actifs dans les comptes du Canada. La réserve totale établie dans les comptes du Canada au regard de toutes les sociétés est indiquée dans la partie inférieure du tableau.
- **Réserve totale** est établie dans les comptes du Canada en vertu du paragraphe 63(2) de la LGFP.

TABLEAU 1

SITUATION FINANCIÈRE ET NOMBRE D'EMPLOYÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES
(Données de la fin de l'exercice financier pour les sociétés dont l'exercice se termine le 31 juillet 1990 ou avant cette date (en millions de dollars))

Annexe de la LGFP	Exercice clos le	Actif total	Passif à court terme	Passif à long terme	Avoir des actionnaires	Employés
III-I:						
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	31 mars	600.3	13.8	12.8	573.7	970
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La[3]	31 décembre	0.7	0.5	0.2	négl.	19
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les[3]	31 mars	24.3	4.1	0.7	19.4	83
Administration de pilotage de l'Atlantique	31 décembre	2.3	0.7	0.6	1.0	75
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	31 décembre	4.3	2.4	3.1	(1.2)	103
Administration de pilotage des Laurentides	31 décembre	5.9	6.4	0.7	(1.1)	281
Administration de pilotage du Pacifique	31 décembre	4.3	1.5	0.5	2.3	175
Associés Mingan Ltée, Les	31 décembre	néant	néant	néant	néant	néant
Banque fédérale de développement	31 mars	2,822.2	308.3	2,148.6	365.4	1,111
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	31 décembre	1.5	0.3	néant	1.2	néant
Centre international d'exploitation des océans	31 mars	1.8	1.2	néant	0.6	52
Commission canadienne du lait	31 juillet	242.7	242.7	néant	néant	71
Commission de la Capitale nationale	31 mars	343.7	35.4	7.1	301.2	992
Conseil canadien des normes	31 mars	2.2	1.1	0.2	0.9	64
Construction de défense (1951) Limitée	31 mars	2.3	2.2	2.9	(2.9)	264
Corporation commerciale canadienne	31 mars	829.8	788.8	0.9	40.1	97
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La[1,2]	31 mars	3.1	3.1	néant	négl.	30
Corporation Place du Havre Canada	31 mars	67.3	0.4	néant	66.9	26
Énergie atomique du Canada, Limitée	31 mars	951.7	147.7	593.2	210.8	4,337
Harbourfront Corporation	31 mars	31.0	5.8	néant	25.2	255
Marine Atlantique S.C.C.	31 décembre	484.2	50.4	436.7	(3.0)	3,198
Office canadien des provendes	31 mars	1.9	2.5	0.2	(0.9)	23
Office canadien du poisson salé	31 mars	16.3	49.6	1.3	(34.7)	46
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	30 avril	30.0	26.7	néant	3.3	41
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	31 mars	1.5	0.6	0.3	0.7	25
Société canadienne d'hypothèques et de logement	31 décembre	9,212.6	343.5	8,819.1	50.0	3,103
Société d'assurance-dépôts du Canada[4]	31 décembre	591.0	3.3	1,438.7	(851.0)	63
Société de construction des musées du Canada Inc.	31 mars	202.9	15.7	néant	187.2	22
Société de développement du Cap-Breton	31 mars	475.0	46.2	néant	429.1	2,951
Société d'expansion du Cap-Breton	31 mars	25.7	3.2	néant	22.5	71
Société du crédit agricole	31 mars	3,816.7	126.9	3,763.6	(73.9)	753

Société du Vieux-Port de Montréal Inc.[1]	31 mars	2.8	2.6	0.2	néant	42
Société immobilière du Canada Limitée	31 mars	néant	néant	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.[3]	31 mars	0.5	0.3	néant	0.2	néant
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée[1]	31 mars	1.0	1.0	néant	néant	8
Société pour l'expansion des exportations	31 décembre	6,566.8	3,020.1	2,841.9	704.8	490
VIA Rail Canada Inc.	31 décembre	938.0	210.4	122.1	605.6	6,372
III-I, Total		28,308.3	5,469.4	20,195.6	2,643.4	26,213
III-II:						
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	31 décembre	7,105.4	1,221.4	2,344.0	3,540.0	38,450.0
Corporation de développement des investissements du Canada	31 décembre	657.1	278.5	531.0	(152.4)	10
Monnaie royale canadienne	31 décembre	101.2	25.3	19.0	56.9	776
Petro-Canada	31 décembre	6,818.0	1,591.0	2,469.0	2,758.0	6,468
Canertech Inc.[3]	31 décembre	16.3	30.3	néant	(14.1)	néant
Société canadienne des ports	31 décembre	118.9	4.3	2.5	112.1	84
Société canadienne des postes	31 mars	2,507.8	604.2	413.5	1,490.0	50,522
Société du port de Halifax	31 décembre	69.4	3.3	3.8	62.4	95
Société du port de Montréal	31 décembre	230.9	8.9	11.3	210.6	575
Société du port de Prince Rupert	31 décembre	101.1	5.9	52.7	42.4	16
Société du port de Québec	31 décembre	72.1	3.2	0.9	68.0	100
Société du port de Saint John	31 décembre	92.1	1.6	40.2	50.3	59
Société du port de St. John's	31 décembre	16.5	0.8	3.0	12.7	18
Société du port de Vancouver	31 décembre	303.4	10.8	4.8	287.8	230
Téléglobe Canada	31 décembre	0.3	négl.	néant	0.3	néant
III-II, Total		18,210.5	3,789.5	5,895.7	8,525.0	97,403
Annexe III, Total		46,518.8	9,258.9	26,091.3	11,168.4	123,616

TABLEAU 1

SITUATION FINANCIÈRE ET NOMBRE D'EMPLOYÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES
(Données de la fin de l'exercice financier pour les sociétés dont l'exercice se termine le 31 juillet 1990 ou avant cette date (en millions de dollars))—*Fin*

Annexe de la LGFP	Exercice clos le	Actif total	Passif à court terme	Passif à long terme	Avoir des actionnaires	Employés
Sociétés exemptes (non inscrites aux annexes de la Loi):						
Centre de recherches pour le développement international	31 mars	22.1	12.7	5.4	4.0	464
Commission canadienne du blé	31 juillet	4,939.0	1,319.4	3,619.6	néant	434
Conseil des Arts du Canada	31 mars	181.9	26.3	7.2	148.4	227
Corporation du Centre national des Arts	31 août	7.6	6.6	0.6	0.3	315
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	31 mars	2.1	0.4	néant	1.7	39
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	31 mars	47.8	32.7	0.3	14.8	182
Société Radio-Canada	31 mars	941.0	202.4	137.9	600.7	10,512
Total, sociétés exemptes		6,141.5	1,600.5	3,771.0	769.9	12,173
Total, sociétés d'État mères à l'exception de la Banque du Canada		52,660.3	10,859.4	29,862.3	11,938.3	135,789[5]

Voir (Notes) suivant ces tableaux.

Négl. = Négligeable

TABLEAU 2

BÉNÉFICES NETS (PERTES), ENCAISSE ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

(pour les sociétés dont l'exercice se termine le 31 juillet 1990 ou avant cette date (en millions de dollars))

Annexe de la LGFP	Bénéfices nets (pertes)	Encaisse	Changements aux engagements (Emprunts nets)		Paiements budgétaires
			Secteur privé	Canada	
III-I:					
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	(2.8)	9.6	néant	néant	26.9
Corporation de Pont international de la Voie maritime, Ltée, La[3]	0.4	0.5	0.1	0.2	néant
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les[3]	(14.9)	(13.7)	1.4	néant	13.8
Administration de pilotage de l'Atlantique	34.8	239.4	néant	(0.1)	0.5
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	(0.3)	0.1	néant	néant	néant
Administration de pilotage des Laurentides	(1.8)	(1.6)	néant	néant	1.6
Administration de pilotage du Pacifique	(0.5)	(0.3)	négl.	néant	néant
Associés Mingan Ltée, Les	néant	néant	néant	néant	néant
Banque fédérale de développement	10.3	63.1	234.0	néant	33.4
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	0.1	0.1	néant	néant	néant
Centre international d'exploitation des océans	(9.6)	(9.6)	néant	néant	10.1
Commission canadienne du lait	21.8	21.8	(13.2)	26.9	287.5
Commission de la Capitale nationale	6.3	10.8	néant	néant	94.1
Conseil canadien des normes	0.2	0.4	néant	néant	7.6
Construction de défense (1951) Limitée	0.1	0.5	néant	0.8	néant
Corporation commerciale canadienne	7.2	7.2	néant	néant	17.1
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La[1,2]	négl.	négl.	négl.	néant	49.3
Corporation Place du Havre Canada	(2.0)	négl.	néant	néant	néant
Énergie atomique du Canada, Limitée	(10.2)	(2.8)	(2.0)	(30.0)	205.6
Harbourfront Corporation	(5.2)	(4.7)	néant	néant	3.6
Marine Atlantique S.C.C.	(4.3)	(3.0)	0.7	néant	276.0
Office canadien des provendes	(19.1)	(18.9)	néant	néant	18.1
Office canadien du poisson salé	(19.4)	(7.3)	néant	2.0	néant
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	0.3	1.6	(6.4)	7.0	néant
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	0.2	0.2	néant	néant	0.8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	30.5	32.1	néant	(189.0)	1,592.6
Société d'assurance-dépôts du Canada	166.3	88.9	néant	(308.0)	néant
Société de construction des musées du Canada Inc.	néant	néant	néant	néant	33.2
Société de développement du Cap-Breton	(73.8)	(9.4)	néant	(34.0)	54.0

Société d'expansion du Cap-Breton	(16.8)	(8.8)	néant	néant	7.3
Société du crédit agricole	(2.7)	18.0	(112.0)	(705.0)	néant
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.[1]	(4.4)	(2.7)	néant	néant	6.0
Société immobilière du Canada Limitée	néant	néant	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.[3]	néant	néant	négl.	(0.6)	néant
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée[1]	(0.2)	(1.8)	néant	néant	1.0
Société pour l'expansion des exportations	(198.8)	134.3	252.0	néant	néant
VIA Rail Canada Inc.	(293.8)	(162.8)	néant	néant	531.5
III-I, Total	(402.1)	381.2	354.6	(1,229.8)	3,271.6
III-II:					
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	205.8	485.8	(184.0)	(12.0)	17.0
Corporation de développement des investissements du Canada	(292.4)	1.8	(192.0)	34.0	néant
Monnaie royale canadienne	7.8	10.5	néant	(68.0)	néant
Petro-Canada	31.0	569.0	(62.0)	néant	néant
Canertech Inc.[3]	1.3	1.3	0.4	néant	néant
Société canadienne des ports	0.8	6.6	néant	(12.8)	2.7
Société canadienne des postes[6]	148.8	164.1	néant	néant	néant
Société du port de Halifax	4.6	6.8	néant	(0.3)	néant
Société du port de Montréal	5.2	16.4	néant	(0.4)	néant
Société du port de Prince Rupert	4.4	5.1	néant	6.3	néant
Société du port de Québec	1.7	3.8	néant	néant	néant
Société du port de Saint John	0.2	3.0	néant	néant	néant
Société du port de St. John's	0.4	1.2	néant	(0.2)	2.1
Société du port de Vancouver	28.4	36.4	néant	(0.2)	néant
Téléglobe Canada	0.1	0.1	néant	néant	néant
III-II, Total	148.1	1,311.9	(437.6)	(53.6)	21.8
Annexe III, Total	(254.0)	1,693.1	(83.0)	(1,283.4)	3,293.4

TABLEAU 2

BÉNÉFICES NETS (PERTES), ENCAISSE ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

(pour les sociétés dont l'exercice se termine le 31 juillet 1990 ou avant cette date (en millions de dollars))—*Fin*

Annexe de la LGFP	Bénéfices nets (pertes)	Encaisse	Changements aux engagements (Emprunts nets) Secteur privé	Changements aux engagements (Emprunts nets) Canada	Paiements budgétaires
Sociétés exemptes (non inscrites aux annexes de la Loi):					
Centre de recherches pour le développement international	(9.9)	(8.5)	néant	néant	108.5
Commission canadienne du blé	néant	néant	629.0	néant	19.0
Conseil des Arts du Canada	2.0	2.5	néant	néant	103.5
Corporation du Centre national des Arts	(16.3)	(15.2)	néant	néant	17.4
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	négl.	(0.1)	néant	néant	5.0
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	(155.0)	(148.5)	néant	néant	145.6
Société Radio-Canada	(103.6)	(38.8)	(2.0)	néant	981.4
Total, sociétés exemptes	(282.8)	(208.6)	626.4	néant	1,380.4
Total, sociétés d'État mères (à l'exception de la Banque du Canada)	(536.8)	1,484.5	543.4	(1,283.4)	4,673.8

Voir (Notes) suivant ces tableaux.

Négl.= Négligeable

TABLEAU 3

COMPARAISON DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES ET DE L'INVESTISSEMENT GLOBAL ENREGISTRÉ DU GOUVERNEMENT

au 31 mars 1990 (en millions de dollars)[*]

	Situation financière				Investissement global du gouvernement		
		Passif					
Annexe de la LGFP	Actif total	Secteur privé emprunts et autres	Gouver-nement	Passif total	Prêts et avances	Investis-sement	Total
III-I:							
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	600.3	26.6	0.1	26.7	néant	néant	néant
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La[3]	0.5	0.5	néant	0.5	néant	néant	néant
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les[3]	24.3	4.7	0.1	4.8	néant	néant	néant
Administration de pilotage de l'Atlantique	2.0	1.1	0.1	1.2	néant	néant	néant
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	1.9	3.4	néant	3.4	néant	néant	néant
Administration de pilotage des Laurentides	3.7	5.3	néant	5.3	néant	néant	néant
Administration de pilotage du Pacifique	4.7	2.7	néant	2.7	néant	néant	néant
Associés Mingan Ltée, Les	0.4	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Banque fédérale de développement	2,822.2	2,456.2	0.6	2,456.8	néant	294.0	294.0
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	1.5	négl.	0.3	0.3	0.3	négl.	0.3
Centre international d'exploitation des océans	1.8	1.0	0.2	1.2	néant	néant	néant
Commission canadienne du lait	146.2	97.9	48.3	146.2	47.8	néant	47.8
Commission de la Capitale nationale	343.7	38.7	3.8	42.5	néant	néant	néant
Conseil canadien des normes	2.2	1.3	0.1	1.4	néant	néant	néant
Construction de défense (1951) Limitée	2.3	4.1	1.0	5.1	néant	néant	néant
Corporation commerciale canadienne	829.8	788.3	1.5	789.8	néant	néant	néant
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La[1,2]	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Corporation Place du Havre Canada	67.4	0.4	néant	0.4	néant	néant	néant
Énergie atomique du Canada, Limitée	951.7	152.1	588.9	741.0	480.9	164.2	645.1
Harbourfront Corporation	31.0	5.8	néant	5.8	néant	néant	néant
Marine Atlantique S.C.C.	465.3	460.7	4.0	464.7	néant	néant	néant

Office canadien des provendes	1.9	2.7	néant	2.7	néant	néant	néant
Office canadien du poisson salé	16.3	6.8	44.2	51.0	44.0	néant	44.0
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	31.6	8.6	23.0	31.6	22.2	néant	22.2
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	1.5	0.9	néant	0.9	néant	néant	néant
Société canadienne d'hypothèques et de logement	8,926.8	56.8	8,820.0	8,876.8	8,678.3	25.0	8,703.3
Société d'assurance-dépôts du Canada	519.9	0.5	1,407.2	1,407.7	1,375.0	néant	1,375.0
Société de construction des musées du Canada Inc.	202.9	15.4	0.3	15.7	néant	néant	néant
Société de développement du Cap-Breton	475.3	25.2	21.0	46.2	7.0	néant	7.0
Société d'expansion du Cap-Breton	25.7	3.2	négl.	3.2	néant	néant	néant
Société du crédit agricole	3,816.7	1,275.1	2,615.4	3,890.5	2,549.5	818.3	3,367.8
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.[1]	2.8	1.3	1.5	2.8	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada Limitée	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.[3]	0.5	néant	0.3	0.3	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée[1]	1.0	0.3	0.7	1.0	néant	néant	néant
Société pour l'expansion des exportations	6,960.6	6,173.4	5.7	6,179.1	néant	772.0	772.0
VIA Rail Canada Inc.	908.0	266.5	27.3	293.8	néant	9.3	9.3
III-I, Total	28,198.9	11,887.5	13,615.6	25,503.1	13,205.0	2,082.8	15,287.8

TABLEAU 3

COMPARAISON DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES ET DE L'INVESTISSEMENT GLOBAL ENREGISTRÉ DU GOUVERNEMENT

au 31 mars 1990 (en millions de dollars)*—*Fin*

	Situation financière				Investissement global du gouvernement		
		Passif					
Annexe de la LGFP	Actif total	Secteur privé emprunts et autres	Gouvernement	Passif total	Prêts et avances	Investissement	Total
III-II:							
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	7,137.1	3,267.9	322.8	3,590.7	161.1	2,278.9	2,440.0
Corporation de développement des investissements du Canada	550.2	581.9	141.8	723.7	néant	395.7	395.7
Monnaie royale canadienne	94.0	18.7	17.1	35.8	40.0	13.6	53.6
Petro-Canada	7,276.0	3,724.6	769.7	4,494.3	néant	4,299.1	4,299.1
Canertech Inc.[3]	16.3	0.8	29.6	30.4	néant	néant	néant
Société canadienne des ports	118.2	2.7	2.4	5.1	15.1	néant	15.1
Société canadienne des postes	2,507.8	841.6	176.1	1,017.7	80.0	néant	80.0
Société du port de Halifax	69.0	2.8	3.5	6.3	3.5	néant	3.5
Société du port de Montréal	229.8	11.6	8.8	20.4	6.6	néant	6.6
Société du port de Prince Rupert	112.9	4.8	65.6	70.4	17.3	néant	17.3
Société du port de Québec	71.3	3.6	0.2	3.8	néant	néant	néant
Société du port de Saint John	92.4	21.6	20.7	42.3	20.1	néant	20.1
Société du port de St. John's	16.7	0.6	3.2	3.8	3.1	néant	3.1
Société du port de Vancouver	302.1	12.2	3.8	16.0	3.7	néant	3.7
Téléglobe Canada	0.3	néant	négl.	négl.	néant	néant	néant
III-II, Total	18,594.1	8,495.4	1,565.3	10,060.7	350.5	6,987.3	7,337.8
Annexe III, Total	46,793.0	20,382.9	15,180.9	35,563.8	13,555.5	9,070.1	22,625.6

Sociétés exemptes (non inscrites aux annexes de la Loi):							
Centre de recherches pour le développement international	22.1	17.1	1.0	18.1	néant	néant	néant
Commission canadienne du blé	5,360.9	5,328.2	32.6	5,360.8	néant	néant	néant
Conseil des Arts du Canada	135.8	30.3	0.4	30.7	néant	néant	néant
Corporation du Centre national des Arts	7.8	5.9	0.6	6.5	néant	néant	néant
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	2.1	0.4	néant	0.4	néant	néant	néant
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	47.8	33.0	néant	33.0	néant	néant	néant
Société Radio-Canada	941.0	294.5	45.8	340.3	33.0	néant	33.0
Total, sociétés exemptes	6,517.5	5,709.4	80.4	5,789.8	33.0	néant	33.0
Total, sociétés d'État mères à l'exception de la Banque du Canada	53,310.5	26,092.3	15,261.3	41,353.6	13,588.5	9,070.1	22,658.6
Réserve totale établie dans les comptes du Canada							(4,500.0)
Total net de l'actif inscrit du Canada							18,158.6

Voir (Notes) suivant ces tableaux.

Négl.= Négligeable

*Les données de ce tableau ont été tirées des sections 5 et 6 du volume I des Comptes publics 1989-90.

Notes afférentes aux tableaux 1, 2 et 3

Tableaux 1, 2 et 3

1. La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale ainsi que deux filiales de la Société immobilière du Canada Limitée (la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée et la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.) figurent parmi les sociétés de l'annexe III-I, bien qu'elles ne soient pas inscrites. Elles ont en effet reçu la directive, en vertu du paragraphe 86(2) de la LGFP, de faire rapport comme des sociétés d'État mères (III-I).

2. Vu l'intégration des comptes de la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale à ceux de Petro-Canada, les données sur la situation financière de la Corporation sont exclues.

3. Quatre filiales à 100 p. 100 ont été ajoutées dans les tableaux parce que les données sur leur situation fiancière ne sont pas intégrées au rapport de leur société d'État mère. Il s'agit de la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc., de la Canertech Inc., de la Société des Ponts Jacques Cartier et Champlain Inc. et de la Corporation du pont-internationale de la voie maritimes Ltée.

Tableau 1

4. L'avoir des actionnaires de la Société d'assurance-dépôts du Canada tient compte du Fonds d'assurance-dépôts de la société.

5. Données sur l'emploi : Dans le rapport annuel de l'an dernier, on indiquait les données au 31 mars 1989. Cette année, les données sur l'emploi sont indiquées en fonction de la fin de l'exercice financier des sociétés d'État. On y fait état de 135,789 employés. Le nombre d'employés correspondant pour 1989 est de 142,053.

Tableau 2

6. Les paiements budgétaires à la Société canadienne des postes ne excluent les subsides à l'égard des envois de catégorie culturelle ou spéciale, d'une valeur de 240 millions de dollars, provenant du ministère des Communications. L'an dernier la valeur de ces subsides a été de 250 millions de dollars.

2. PAGES RÉCAPITULATIVES CONCERNANT CHACUNE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

On trouvera une page récapitulative pour chacune des sociétés d'État mères et pour les trois filiales qui font rapport de leurs activités de la même façon que les sociétés d'État mères.

Chaque page récapitulative présente des renseignements de base relatifs au mandat de la société, à ses origines et à sa situation actuelle, ainsi que les noms de ses cadres supérieurs. De plus, le sommaire financier présente, entre autres, des renseignements ayant trait aux engagements (qui comprennent l'encours du capital des emprunts à court et à long termes plus les locations-acquisitions) et des détails sur l'argent fourni à la société et à ses filiales par le Canada. Les sommes non budgétaires qui figurent au sommaire comprennent les infusions de capital social ainsi que le financement de prêts.

	Page
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	21
Administration de pilotage de l'Atlantique	22
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	23
Administration de pilotage des Laurentides	24
Administration de pilotage du Pacifique	25
Asssociés Mingan Ltée, Les	26
Banque du Canada	27
Banque fédérale de développement	28
Canadian National(West Indies) Steamships, Ltée	29
Centre de recherches pour le développement international	30
Centre international d'exploitation des océans	31
Commission canadienne du blé	32
Commission canadienne du lait	33
Commission de la Capitale nationale	34
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	35
Conseil canadien des normes	36
Conseil des Arts du Canada	37
Construction de défense (1951) Limitée	38
Corporation commerciale canadienne	39
Corporation de développement des investissements du Canada	40
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La	41
Corporation Place du Havre Canada	42
Énergie atomique du Canada, Limitée	43
Harbourfront Corporation	44
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	45
Marine Atlantique S.C.C.	46
Monnaie royale canadienne	47
Office canadien des provendes	48
Office canadien du poisson salé	49
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	50
Petro-Canada	51
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	52
Société canadienne des ports	53
Société canadienne des postes	54
Société canadienne d'hypothèques et de logement	55
Société d'assurance-dépôts du Canada	56
Société de construction des musées du Canada Inc.	57
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	58
Société de développement du Cap-Breton	59
Société d'expansion du Cap-Breton	60

Société du Centre national des Arts 61
Société du crédit agricole 62
Société du port de Halifax 63
Société du port de Montréal 64
Société du port de Prince Rupert 65
Société du port de Québec 66
Société du port de Saint John 67
Société du port de St. John's 68
Société du port de Vancouver 69
Société du Vieux-Port de Montréal Inc. 70
Société immobilière du Canada Limitée 71
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée 72
Société pour l'expansion des exportations 73
Société Radio-Canada 74
Téléglobe Canada 75
VIA Rail Canada Inc. 76

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

MANDAT

Construire, exploiter et entretenir les canaux, les ponts, les ouvrages et autres biens immobiliers ayant un rapport avec la voie navigable en eau profonde située entre le Port de Montréal et le lac Érié, connue sous le nom de Voie maritime du Saint-Laurent.

ANTÉCÉDENTS

L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été créée en 1954 afin de construire et d'exploiter la voie maritime de concert avec une administration appropriée des États-Unis et de construire, entretenir et exploiter des ponts et autres ouvrages et biens immobiliers connexes, comme le gouverneur en conseil le juge nécessaire. L'Administration exploite 13 écluses et ouvrages connexes au Canada le long de la voie ainsi que 4 ponts surélevés qui franchissent le fleuve Saint-Laurent. Deux écluses aux États-Unis sont exploitées par la Saint-Lawrence Seaway Development Corporation.

Une filiale à cent pour cent, la Corporation du Pont international de la voie maritime Ltée a été créée en 1962 afin d'administrer le pont international à Cornwall (Ontario). Une seconde filiale à cent pour cent, les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, a été créée afin d'administrer les deux ponts surélevés à Montréal lorsque la responsabilité de ceux-ci a été transférée du Conseil des ports nationaux en 1978. Une troisième filiale à part entière, l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée, est une société d'État mère aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. La travée canadienne du pont des Mille-Îles à Lansdowne (Ontario) est directement administrée par l'Administration depuis la cession de cette propriété au Canada en 1976.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	360, rue Albert Ottawa (Ontario) K1R 7X7
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1954; article 3 de la *Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent* (L.R.C. 1985, ch. S-2).
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Glendon R. Stewart
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88**	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	600.3	604.5	603.0	652.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant*	210.0
Avoir des actionnaires	573.7	576.5	576.8*	417.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	26.9	25.4	24.5	13.2
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* Les engagements envers le Canada ont été remis par l'adoption du crédit 2c des Transports, 1987-88. Par conséquent les Immobilisations de l'Administration sont réduites (parce qu'une partie des intérêts des engagements a été capitalisée) et l'avoir du Canada est accru.

** Les données figurant ici ne tiennent pas compte de la reformulation, effectuée dans le rapport annuel de 1987-88 de l'Administration, des états financiers de 1986-87.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans certaines eaux limitrophes ou intérieures désignées des provinces de l'Atlantique.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Pièce 1203 Tour de la Banque de Montréal 5151, rue George Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1M5
STATUT	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14).
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	C.R. (Ted) Worthington
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	2.3	1.9	2.0	1.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	0.2	0.1
Engagements envers le Canada	0.1	0.2	0.3	0.4
Avoir des actionnaires	1.0	0.5	négl.	(0.3)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	0.5	0.4	0.5	0.4
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

négl. = négligeable

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans les eaux canadiennes désignées de la région des Grands Lacs, dans les eaux intérieures et limitrophes de l'Ontario et dans les eaux désignées du Manitoba et du fleuve Saint-Laurent, au sud des écluses de Saint-Lambert au Québec.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	132, rue Second est C.P. 95 Cornwall (Ontario) K6H 5R9
STATUT	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14); constituée en société en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* en mai 1972 en tant que filiale de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Richard G. Armstrong
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	4.3	4.5	4.6	5.2
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	(1.2)	(0.9)	(2.0)	(1.0)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	1.0	néant	3.4
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans les eaux du Saint-Laurent comprises entre Les Escoumins et l'entrée nord des écluses de Saint-Lambert, et dans les eaux de la rivière Saguenay et de la Baie des Chaleurs.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1080, côte du Beaver Hall Pièce 1402 Montréal (Québec) H2Z 1S8
STATUT	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14).
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Jacques Chouinard
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	5.9	4.7	5.4	7.9
Engagements envers le secteur privé	0.8	0.8	0.7	0.8
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires (déficit)	(1.1)	(0.9)	(0.6)	0.8
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	1.6	1.5	0.3	2.5
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans certaines eaux intérieures et limitrophes désignées de la Colombie-Britannique.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1199, rue Hastings ouest Pièce 300 Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 4G9
STATUT	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14).
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Robert J. Smith
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	4.3	4.5	4.5	4.4
Engagements envers le secteur privé	négl.	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	négl.	négl.
Avoir des actionnaires	2.3	2.8	2.6	2.6
Argent reçu du Canada pour l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

négl. = négligeable

PAGE RÉCAPITULATIVE

LES ASSOCIÉS MINGAN, LTÉE

MANDAT

Achat de terres pour aliénation éventuelle.

ANTÉCÉDENTS

Cette société a été achetée pour le compte du Canada en 1983 dans le but d'obtenir ses terres et ses droits de pêche . Ces actifs doivent être convertis en biens rattachés à la réserve indienne. Dans un premier temps, ils ont été cédés à Sa Majesté du chef du Canada. Des démarches sont en cours pour leur conférer le statut de réserve. Le projet de loi C-73 visant à autoriser la liquidation de la société a été déposé à la Chambre des communes.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	10, rue Wellington 18^{e} étage Les Terrasses de la Chaudière Hull (Québec) K1A 0H4
STATUT	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Tom Siddon, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires indiennes et du Nord canadien
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1983; décret C.P. 1983-4029; société constituée en vertu de la partie 1A de la *Loi des compagnies* du Québec.
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Poste vacant
SOMMAIRE FINANCIER	Cette société est inactive. Son actif total ne représente qu'une valeur nominale.

PAGE RÉCAPITULATIVE
LA BANQUE DU CANADA

MANDAT

La Banque du Canada est chargée de la formulation et de la mise en oeuvre de la politique monétaire du Canada et agit à titre de mandataire financier du gouvernement. La Banque est la seule autorisée à émettre de la monnaie au Canada et elle fixe le pourcentage du passif-dépôts que les banques à charte doivent maintenir à titre de réserves secondaires. Elle effectue des opérations *d'open market*, vendant ou achetant des titres, pour le bénéfice de l'économie canadienne. À titre de mandataire financier, elle s'occupe de l'émission des titres du Canada et du paiement de l'intérêt et du principal connexes; elle encaisse et négocie les chèques tirés sur le receveur général. Elle administre le Compte du Fonds des changes et agit à titre de mandataire pour les activités du gouvernement sur le marché des changes.

ANTÉCÉDENTS

La Banque a été créée par sa loi constitutive en 1934 à titre de banque centrale du Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	234, rue Wellington Ottawa (Ontario) K1A 0G9
STATUT	Mandataire financier du Gouvernement du Canada; exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Michael Wilson, c.p., député
MINISTÈRE	Finances
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1934; *Loi sur la Banque du Canada* (L.R.C. 1985, ch. B-2).
PREMIER DIRIGEANT	John Crow
VÉRIFICATEUR	Coopers & Lybrand et Peat Marwick

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	**1988**	**1987**	**1986**
Dépenses, avant amortissement	172	159	151	143

Nota: Ce sommaire financier est superficiel comparativement à celui des autres sociétés figurant dans ce rapport. Cela est attribuable au fait que, de par la nature des activités d'une banque centrale, ses états financiers sont uniques. Par exemple: l'actif de la Banque se compose principalement de titres du Canada et ses recettes proviennent principalement des intérêts qui lui sont versés par le Canada sur ces titres. En conséquence, l'important revenu net (1988 - 1,938 millions de dollars; 1989, 2,239 millions de dollars) que la Banque verse au Canada constitue essentiellement l'aboutissement du processus de circulation des liquidités, réduit du montant des dépenses de fonctionnement de la Banque.

PAGE RÉCAPITULATIVE

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

MANDAT

Promouvoir la mise sur pied et l'expansion d'entreprises au Canada, en fournissant une aide financière, une orientation et une formation en gestion, des informations et des conseils, en accordant une attention particulière aux besoins des petites entreprises.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1974, la Banque fournit une aide financière aux entreprises canadiennes, en agissant comme prêteur supplémentaire et comme source de financement par actions. Elle assure aussi des services de planification financière, d'orientation et de formation et d'autres services d'information et de gestion aux petites et moyennes entreprises.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	800, Place Victoria C.P. 335 Succursale Tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1L4
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Benoît Bouchard, c.p., député
MINISTÈRE	Industrie, Sciences et Technologie
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1974; *Loi sur la Banque fédérale de développement* (L.C.R. 1985, ch. F-6). (Cette société a succédé à la Banque d'expansion industrielle, établie en 1944).
PREMIER DIRIGEANT	Guy A. Lavigueur
PRÉSIDENT	William J. McAleer, c.r.
VÉRIFICATEUR	Price Waterhouse

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89 (reformulé)	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	2,822	2,541	2,297	1,920
Engagements envers le secteur privé	2,299	2,065	1,916	1,563
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	51
Avoir des actionnaires	365	345	299	242
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	33	63	77	55
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS, LTD.

MANDAT

Percevoir les sommes qui lui sont dues à la suite de la vente de huit paquebots à une société cubaine.

ANTÉCÉDENTS

La société, qui assurait un service de paquebots aux Antilles, est inactive depuis 1958, époque à laquelle sa flotte de navires a été vendue à la société Banco Cubana de La Havane. En 1959, la gestion de l'entreprise a été confiée à des fonctionnaires fédéraux pour qu'ils puissent percevoir le produit de la vente. Suite à l'adoption par le gouvernement américain, le 3 juillet 1963, des Cuban Assets Control Regulations, la lettre de crédit irrévocable délivrée par la Banque d'Amérique pour couvrir le dernier versement sur le capital n'a pas été honorée. Le maintien de la compagnie avait pour seul but de recouvrer le capital impayé et les intérêts, soit 1.4 million de dollars au 31 décembre 1989. Le pouvoir de dissoudre la société a été accordé en vertu de la *Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État*, laquelle a reçu la sanction royale le 29 octobre 1985.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Tour C Place de Ville 330, rue Sparks Ottawa (Ontario) K1A 0N5
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1927; créée par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada en vertu de la *Loi concernant les compagnies à charte fédérale* et maintenue en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, le 21 novembre 1978.
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Vince Malizia
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.5	1.3	1.2	1.1
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	0.3	0.3	0.3	0.3
Avoir des actionnaires	1.2	1.0	0.9	0.8
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

MANDAT

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

ANTÉCÉDENTS

Le Centre a été établi pour permettre de résoudre, par la recherche des spécialistes du Tiers monde, les problèmes de pauvreté des pays en développement. À cette fin, il a établi les principaux programmes suivants: sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition, sciences de la santé, sciences de l'information, sciences sociales, communications et sciences de la Terre et de l'ingénierie.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	250, rue Albert Ottawa (Ontario) K1G 3H9
STATUT	Exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures et commerce extérieur
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1970; *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international* (L.R.C. 1985, ch. I-19).
PREMIER DIRIGEANT	Ivan L. Head
PRÉSIDENTE	Janet M. Wardlaw
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	22.1	34.3	24.3	14.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	4.0	13.9	8.6	2.6
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	108.5	114.2	108.1	100.0
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	4.0*

* Sommes recouvrées au comptant par le Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS

MANDAT

Amorcer, stimuler et appuyer la coopération entre le Canada et les pays en développement dans le domaine du développement des ressources océaniques.

ANTÉCÉDENTS

Les programmes du CIEO font partie de l'engagement du Canada en matière d'aide publique au développement. Le Centre encourage et appuie les initiatives permettant aux pays en développement d'améliorer la gestion et l'utilisation des ressources océanographiques de façon rationnelle et durable. Le Centre s'intéresse surtout aux pays insulaires et côtiers où ces ressources peuvent contribuer davantage au développement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	5670, chemin Spring Garden 9e étage Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1H6
STATUT	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Monique Landry, c.p., député Ministre des relations extérieure et du développement internationale
MINISTÈRE	Affaires extérieures et commerce extérieur
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1985; *Loi sur le Centre international d'exploitation des océans* (L.R.C. 1985, 1er Suppl. ch. 17).
PREMIER DIRIGEANT	Gary C. Vernon
PRÉSIDENTE	Elisabeth Mann Borgese
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	**1988-89**	**1987-88**	**1986-87**
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.8	1.3	0.2	0.1
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	0.6	négl.	négl.	négl.
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	10.1	8.0	6.4	4.0
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

négl. = négligeable

PAGE RÉCAPITULATIVE
LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

MANDAT

Vendre le blé et l'orge produits dans l'Ouest canadien, au mieux des intérêts des producteurs de cette région. La Commission administre la *Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies*.

ANTÉCÉDENTS

La Commission a été établie par loi féderale en 1935 et est aujourd'hui responsable de toutes les exportations de blé et d'orge cultivés dans les provinces des Prairies et quelques secteurs de la Colombie-Britannique. Elle voit aussi à la vente de la part de ces céréales destinée à la consommation des Canadiens. Il arrive qu'elle se charge de la vente de grains de provende, bien que ces ventes soient en général effectuées directement par les producteurs ou des commerçants. Au moment où elle prend livraison des grains, la Commission verse un paiement initial garanti par le gouvernement; les recettes sont mises en commun, à la suite de quoi un paiement final, déduction faite des frais de mise en marché, est versé aux producteurs après calcul du rendement pour l'année. Dans le cas des rares déficits, la loi prévoit leur imputation au Trésor. La Commission négocie directement avec les clients, ou par le biais des exportateurs accrédités. Le mandat de vendre l'avoine que la Commission détenait depuis plusieurs années a pris fin avec l'adoption des décrets C.P. 1988-986 et C.P. 1989-987, le 27 mai 1989.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	423, rue Main C.P. 816 Winnipeg (Manitoba) R3C 2P5
STATUT	Exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Charles J. Mayer, c.p., député, ministre de Diversification de l'économie de l'ouest ministre d'État (au céréales et oléagineux)
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1935; *Loi sur la Commission canadienne du blé* (L.R.C. 1985, ch. C-24).
PREMIER DIRIGEANT	W. Esmond Jarvis
VÉRIFICATEUR	Deloitte, Haskins & Sells

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 juillet.

	1988-89	1987-88	1986-87	1985-86
À la fin de l'exercice				
Actif total	4,939	4,103	4,836	5,234
Engagements envers le secteur privé	4,292	3,663	4,684	5,060
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	19	150	245	58
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE
COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

MANDAT

Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant en produits laitiers de bonne qualité.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1966, la Commission administre les éléments suivants du programme laitier fédéral: établissement d'un prix-cible pour la crème et le lait de transformation; soutien du marché pour le prix-cible au moyen d'un programme national d'offre d'achat pour le beurre et le lait écrémé en poudre; des paiements d'aide directe pour les expéditions admissibles de lait et de crème; mise en marché au niveau international de certains produits laitiers excédentaires aux besoins nationaux; réception des retenues que les provinces perçoivent des producteurs pour financer les coûts d'exportation des produits excédentaires et coordination du système de gestion des approvisionnements de la production industrielle de lait.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Édifice Pebb 2197, promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A 0Z2
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Don Mazankowski, c.p., député Vice-premier ministre
MINISTÈRE	Agriculture
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1966; *Loi sur la Commission canadienne du lait* (L.R.C. 1985, ch. C-15).
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Roch Morin
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 juillet.

	1988-89	**1987-88**	**1986-87**	**1985-85**
À la fin de l'exercice				
Actif total	242.7	222.8	212.2	259.8
Engagements envers le secteur privé	69.0	82.2	77.9	89.9
Engagements envers le Canada	114.3	87.4	85.2	126.3
Avoir des actionnaires	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire*	287..5	290.2	287.0	292.2
Non budgétaire, montant net	26.9	2.2	(41.1)	(108.0)
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* Comprend les paiements versés par le biais de l'Office de stabilisation des prix agricoles.

PAGE RÉCAPITULATIVE
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

MANDAT

Préparer des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la Capitale nationale; organiser, commanditer et promouvoir des activités et des événements publics dans la région, et fournir une aide dans ces domaines. En 1987-1988, la Commission a été chargée de la gestion et de l'entretien des résidences officielles situées dans la région de la Capitale nationale.

ANTÉCÉDENTS

Le Canada est actionnaire de la société depuis 1899, lors de la création de la Commission d'embellissement d'Ottawa (1899-1927), qui est devenue la Commission du district fédéral (1927-1958).

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	161, avenue Laurier ouest Ottawa (Ontario) K1P 6J6
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1958; *Loi sur la Capitale nationale* (L.R.C. 1985, ch. N-4). Remplacé par la loi de 1988 du même nom (S.C. 198., ch 54).
PRÉSIDENTE	Jean Pigott
PREMIER DIRIGEANT	Graeme Kirby
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars

	1989-90	1988-89	1987-88 (reformulé)	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	343.7	324.4	319.7	298.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	301.2	282.8	285.8	269.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	94.1	91.3	103.0	62.4
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

MANDAT

Exploiter un réseau national de chemins de fer, ainsi que des services de transport et des services connexes.

ANTÉCÉDENTS

La société a été créée par le fusionnement de plus de 200 compagnies, la plupart non rentables. Son mandat consistait à fusionner un certain nombre de compagnies ferroviaires en un seul réseau national fort et concurrentiel desservant toute la nation. Elle a fait l'objet de refontes de capital en 1937, en 1952 et, de nouveau, en 1978. En 1988, la société a vendu ses filiales des domaines de l'hôtellerie, des services téléphoniques et des télécommunications pour réduire sa dette.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	935, rue de la Gauchetière ouest Montréal (Québec) H3B 2M9
STATUT	Annexe III, Partie II Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1919; *Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada*, remplacée par la loi de 1955 du même nom (L.R.C. 1985, ch. C-19).
PREMIER DIRIGEANT	Ronald E. Lawless
PRÉSIDENT	Brian R.D. Smith, c.r.
VÉRIFICATEUR	Touche Ross & Co.

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	7,105	6,906	7,594	7,843
Engagements envers le secteur privé	1,709	1,893	2,901	3,380
Engagements envers le Canada	161	173	185	209
Avoir des actionnaires	3,540	3,375	3,101	3,005*
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire**	17	29	21	20
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	41.2	56.5	néant	néant

* Tient compte de l'annulation de 328 millions de dollars en capital-actions associé au transfert de CN Marine Inc. à la Couronne.

** N'inclut pas les subventions, etc., versées à une catégorie générale de récipiendaires, ni l'argent reçu pour CN Marine Inc.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CONSEIL CANADIEN DES NORMES

MANDAT

Encourager et promouvoir la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication, de la production, de la qualité, du rendement et de la sécurité en ce qui concerne les bâtiments, les ouvrages, les articles ouvrés ainsi que les produits et autres biens qui ne sont pas expressément régis par une loi, afin de promouvoir l'économie nationale, de servir le public, de protéger les consommateurs, d'assister le commerce et de promouvoir la coopération internationale en matière de normes.

ANTÉCÉDENTS

Le Conseil coordonne les activités des organismes canadiens qui s'occupent de normalisation; aussi, le Conseil représente le Canada auprès des organismes internationaux de normalisation.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	350, rue Sparks Pièce 1200 Ottawa (Ontario) K1P 6N7
STATUT	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Pierre Blais, c.p., député
MINISTÈRE	Consommation et corporations
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1970; *Loi sur le Conseil canadien des normes* (L.R.C. 1985, ch. S-16).
PREMIER DIRIGEANT	John R. Woods
PRÉSIDENT	Georges Archer
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	**1988-89**	**1987-88**	**1986-87**
À la fin de l'exercice				
Actif total	2.2	1.6	1.7	3.0
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	0.9	0.7	0.7	1.9
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	7.6	6.9	6.5	6.7
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	0.9

PAGE RÉCAPITULATIVE
CONSEIL DES ARTS DU CANADA

MANDAT

Favoriser et promouvoir l'étude, l'appréciation ainsi que la production d'oeuvres d'art et coordonner les activités de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada à diverses activités de cette organisation à l'étranger, à l'exception des questions de politique et de l'aide aux pays en développement.

ANTÉCÉDENTS

Le Conseil reçoit chaque année un crédit parlementaire pour mener ses opérations. Il tire aussi des revenus de la caisse de dotation de 50 millions de dollars qui a été établie en vertu de sa loi constitutive et de fonds et de biens qui lui sont donnés et qui sont administrés comme fonds spéciaux. Le Conseil est considéré comme oeuvre de bienfaisance aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	99, rue Metcalfe Ottawa (Ontario) K1P 5V8
STATUT	Exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Marcel Masse, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1957; *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* (L.R.C. 1985, ch. C-2).
PREMIÈRE DIRIGEANTE	Joyce Zemans
PRÉSIDENT	Alan Gotlieb
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	**1988-89**	**1987-88**	**1986-87**
À la fin de l'exercice				
Actif —Caisse de dotation	135.8	130.7	128.7	121.2
—Fonds spéciaux	46.1	41.2	40.1	38.8
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	103.5	93.3	96.9	85.5
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Autres recettes	11.2	10.5	9.4	9.6
Subventions, services et dépenses reliées aux arts	94.9	93.5	82.7	84.3
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

MANDAT

Entreprendre et superviser de grands projets de construction et d'entretien militaires demandés par le ministère de la Défense nationale; fournir, moyennant la récupération des coûts, une aide technique et administrative aux ministères et organismes fedéraux en ce qui concerne les questions de construction.

ANTÉCÉDENTS

Cette société est en activité depuis 1951.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Sir Charles Tupper Promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A 0K3
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1951; *Loi sur la production de défense* (L.R.C. 1985, ch. D-1); maintenue en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, 21 novembre 1978.
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	J.R. Lorne Atchison
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	2.3	1.0	2.0	1.5
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	1.0	0.2	1.0	0.3
Avoir des actionnaires (déficit)	(2.9)	(2.8)	(2.9)	(2.9)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant*	14.0	13.6	13.2
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* En 1989-90, la société a changé de mode de financement: elle est passée d'une gestion budgétaire à un accord de frais de service conclu avec le ministère de la Défense nationale.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

MANDAT

Favoriser l'expansion du commerce entre le Canada et d'autres pays.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1946, la Corporation agit à titre d'entrepreneur principal lorsque d'autres pays désirent acheter des biens et services du Canada au niveau gouvernemental. En outre, elle facilite les ventes aux organismes internationaux.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Metropolitan Centre 11ième étage 50, rue O'Connor Ottawa (Ontario) K1A 0S6
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député ministre du Commerce extérieur
MINISTÈRE	Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1946; *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (L.R.C. 1985, ch. C-14).
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Hugh Mullington
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	829.8	686.3	606.3	493.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	40.1	33.8	29.4	31.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	17.1	15.3	11.8	16.1
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	0.9*	néant	néant	néant

*Après le 31 mars 1990, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un autre dividende de 1,4 million de dollars au Canada pour l'exercice se terminant en 1991.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

MANDAT

Gérer efficacement les sociétés et les investissements qui lui sont dévolus et, le cas échéant, voir à leur privatisation.

ANTÉCÉDENTS

La CDIC gère ses filiales à cent pour cent: Canada Eldor Inc. (qui succède à Eldorado Nucléaire Limitée) qui détient maintenant une participation de 38,5 pour cent dans CAMECO, Cartiverville Financial Corporation, Nordion International Inc., Theratronics International Limited, et un portefeuille de Varity Corporation. En 1989, conformément à une directive du gouverneur en conseil, la CDIC a acquis de Gulf & Western Inc., 51 pour cent des actions de Ginn and Company et de GLC Publishers Limited. Ces deux dernières sociétés ont ensuite été fusionnées sous le nom de Ginn Publishing Canada Inc. La CDIC gère en outre, pour le compte du Canada, Téléglobe Canada et l'avoir du gouvernement dans les Produits de la Mer Nationale Ltée.

La loi autorisant la privatisation de Nordion International Inc. et de Theratronics International Limited a reçu la sanction royale le 30 janvier 1990.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Scotia Plaza Pièce 2703 C.P. 320 Toronto (Ontario) M5H 3Y2
STATUT	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John McDermid, c.p., député Ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires)
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1982; par le biais de la Corporation de développement du Canada aux termes de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; lettres patentes émises le 26 mai 1982.
PREMIER DIRIGEANT	Ward C. Pitfield
PRÉSIDENT	W. Darcy McKeough
VÉRIFICATEUR	Peat Marwick Thorne et le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989*	1988*	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	657	1,094	285	336
Engagements envers le secteur privé	539	731	néant	néant
Engagements envers le Canada	152	118	1	1
Avoir des actionnaires (déficit)	(152)	139	226	287
Argent du Canada versé aux filiales aux cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	3.03	56.5	111.0

* Les états financiers d'Eldorado Nucléaire Limitée ont été consolidés avec ceux de la société à compter du 1er octobre 1988. À la fin de la même année, le nom d'Eldorado a été changé pour Canada Eldor Inc.

PAGE RÉCAPITULATIVE

LA CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

MANDAT

Aider les pays en développement importateurs de pétrole à exploiter leurs ressources en hydrocarbures; accorder aux pays du Tiers monde une aide directe au développement et agir à titre d'exécutant pour le compte d'autres institutions comme la Banque mondiale.

ANTÉCÉDENTS

La CPCAI est associée à des activités d'exploration pétrolière et gazière dans des pays en développement, fait des études préalables à l'exploration et offre une aide technique et une formation. En vertu d'un accord de services d'exploitation, Petro-Canada constitue le prolongement exécutif de la CPCAI en regard de la fourniture de biens et de services sur une base non lucrative et de recouvrement des coùts.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Place de la Constitution 360, rue Albert Pièce 1601 Ottawa (Ontario) K1R 7X7
STATUT	Filiale à cent pour cent de Petro Canada; en vertu du décret C.P. 1985-2957, la Société doit faire rapport à titre de société d'État mère. Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Jake Epp, c.p., député
MINISTÈRE	Énergie, Mines et Ressources
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1981; *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.*
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Peter M. Towe
VÉRIFICATEUR	Arthur Andersen & Co.

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	**1988-89**	**1987-88**	**1987-86**
À la fin de l'exercice				
Actif total	3.1	3.1	2.7	8.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	négl.	négl.	négl.	négl.
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire*	49.3	60.5	67.4	33.9
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* Comprend le financement reçu par le biais de l'ACDI pour des activités à l'appui des projets de cette dernière au Pakistan (1987-88, 5.3 millions de dollars; 1986, 10.5 millions; 1985, 17.1 millions).

négl. = négligeable

PAGE RÉCAPITULATIVE
CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA

MANDAT

Administrer des propriétés de la Place du Canada à Vancouver, soit le pavillon du Canada à Expo 86.

ANTÉCÉDENTS

La Corporation a été constituée en 1982, dans le but de concevoir, construire et gérer les installations de Place du Canada que le gouvernement a fait construire à l'occasion d'Expo 86. Les installations comprennent un terminal de bateaux de croisière, un hôtel, un édifice à bureaux, un centre de congrès (sur l'emplacement du pavillon du Canada à Expo 86) loué à la Colombie-Britannique, un stationnement, ainsi que divers espaces publics et commerciaux. Dans le budget de février 1990, le gouvernement a annoncé que la Corporation serait dissoute et ses actifs transférés à un autre organisme fédéral.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	999, Place du Canada Pièce 690 Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3C1
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1982; lettres patentes (n° 132316) en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*.
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Thomas G. Rust
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	67.3	69.3	71.0	86.0
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	66.9	68.9	70.6	80.3
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	2.0	13.6
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE

MANDAT

Promouvoir l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Le mandat de la société est fixé par l'article 10 de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique* dans sa version précédant son abrogation, ainsi que par sa charte et ses statuts de constitution.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1952, l'EACL élabore la technologie des réacteurs Candu. Elle exploite les plus importantes installations de recherche et de développement de l'énergie atomique au Canada, à Chalk River (Ontario) et à Pinawa (Manitoba). Par son entremise, trois services publics provinciaux ont bénéficié de fonds fédéraux pour la construction d'installations nucléaires et les remboursements qu'ils lui versent maintenant sont retransmis au Canada. La société a été chargée des réacteurs Candu construits en Argentine et en Corée et collabore à la construction de réacteurs en Roumanie. Son personnel de conception et d'ingénierie contribue à l'amélioration permanente des centrales nucléaires et de cette technologie. En 1988, la section de la Radiochimie qui produit et commercialise des isotopes radioactifs et du matériel médical a été constituée en deux filiales en propriété exclusive (NORDION International Inc. et Theratronics International Limited) et a été transférée à la Corporation de développement des investissements du Canada en vue de sa vente au secteur privé. La loi d'autorisation de la vente des deux sociétés a été adoptée le 30 janvier 1990.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	344, rue Slater Ottawa (Ontario) K1A 0S4
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Jake Epp, c.p., député
MINISTÈRE	Énergie, Mines et Ressources
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	Le 14 février 1952; partie I de la *Loi sur les corporations canadiennes* et prorogation le 8 juillet 1977 aux termes de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; certificat relatif modifié le 15 juillet 1982.
PREMIER DIRIGEANT	Dr. Stanley R. Hatcher
PRÉSIDENT	Robert Ferchat
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	952	994	1,036	1,018
Engagements envers le secteur privé	19	21	22	23
Engagements envers le Canada	544	574	601	626
Avoir du Canada	211	216	207	196
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	206	203	175	218
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	16.4	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE
HARBOURFRONT CORPORATION

MANDAT

Mettre en valeur, gérer et exploiter le site riverain conformément au cadre de mise en valeur, et amorcer, présenter ou parrainer des programmes d'activités culturelles, récréatives, scientifiques et éducatives que la société juge bénéfiques.

ANTÉCÉDENTS

Le gouvernement fédéral a délimité le site riverain du port de Toronto en 1972, en adjoignant des terrains qu'il détenait à d'autres terrains qu'il avait expropriés. En 1978, grâce aux efforts conjugés de tous les paliers de gouvernement et d'un conseil intérimaire, un plan à long terme de mise en valeur a pu être arrêté et le mandat de la Harbourfront Corporation, fixé. Depuis 1976, de nombreuses activités culturelles, récréatives et éducatives ont rendu le site très populaire auprès du public. Outre les sommes qu'elle a consacrées à des installations destinées au grand public, la société a stimulé les investissements privés sur le site en louant des terrains et en cédant des droits aériens. Les fonds générés par la mise en valeur du site permettent à la société d'entrevoir une exploitation financièrement autonome dans un avenir proche. Le projet de loi C-73 déposé le 31 mai 1990, vise à obtenir le pouvoir de dissoudre la Harbourfront Corporation, et à permettre à cette dernière de se transformer en une entité culturelle à but non lucratif.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	410, Queen's Quay Ouest Bureau 500 Toronto (Ontario) M5V 2Z3
STATUT	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1936; sous le nom de Terminal Warehouses Ltd, en vertu de la *Loi sur les compagnies* de l'Ontario; Harbourfront Corporation, le 14 juillet 1978 en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales* de l'Ontario; maintenue en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, le 21 décembre 1984.
PREMIER DIRIGEANT	Frank Mills
PRÉSIDENT	Consiglio Di Nino
VÉRIFICATEUR	KPMG Peat Marwick et le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88 (reformulé)	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	31.0	35.0	42.4	52.7
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	25.2	30.9	38.7	49.6
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	3.6	néant	néant	1.0
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

MANDAT

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, de désarmement, de défense et de solution des conflits.

ANTÉCÉDENTS

Pour remplir son mandat, l'Institut stimule, subventionne et poursuit des recherches; il encourage les études de niveau supérieur; il fait des études et propose des idées et des politiques; il recueille et diffuse l'information et encourage des débats publics sur les questions relatives à la paix et à la sécurité internationale.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	360, rue Albert Pièce 900 Ottawa (Ontario) K1R 7X7
STATUT	Exempte des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* en vertu de l'art. 85(1) de cette loi. Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures et Commerce extérieur
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1984; *Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales* (L.R.C. 1985, ch. C-18); modifié (L.R.C. 1985, 1er supplément, ch. 46).
PREMIER DIRIGEANT	Bernard Wood
PRÉSIDENT	David Braide
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	**1988-89**	**1987-88**	**1986-87**
À la fin de l'exercice				
Actif total	2.1	2.2	1.8	1.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	1.7	1.7	1.6	1.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	5.0	5.0	4.0	3.0
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

MANDAT

Acquérir, mettre sur pied, gérer et exploiter un service de transport maritime, un service d'entretien, de réparations, et de radoub, une entreprise de construction navale et les entreprises ou services connexes.

ANTÉCÉDENTS

La société assure des services de traversiers dans la région de l'Atlantique. Auparavant, sous le nom de CN Marine Inc., elle était une filiale de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. La *Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C.*, proclamée le 27 juin 1986, a changé le nom de la compagnie et l'a ajouté à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. La cession de propriété à Sa Majesté du Chef du Canada s'est faite le 31 décembre 1986, à la fermeture. En 1987, la société a acquis les actions de Coastal Transport Limited, qui opère un service de traversier entre les ports du Nouveau-Brunswick, de même que la Newfoundland Dockyard Corporation de St. John's. Ces deux filiales sont autonomes en ce qui concerne leur fonctionnement. Les recettes perçues des clients représentent environ le tiers des dépenses d'exploitation de Marine.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	100, rue Cameron Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 5Y6
STATUT	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1979; *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; statut et propriété modifiés au 31 décembre 1986 (L.C. 1986, ch. 36).
PREMIER DIRIGEANT	Terry W. Ivany
PRÉSIDENT	Alan Scales
VÉRIFICATEUR	Peat Marwick Thorne et le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987*	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	484.0	354.0	335.0	339.0
Engagements envers le secteur privé	4.4	3.7	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires (déficit)	(3.0)	1.0	(3.0)	(6.0)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	276.0	138.0	127.0	126.0
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* À compter de 1987, les données financières proviennent d'états financiers consolidés.

PAGE RÉCAPITULATIVE

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

MANDAT

Frapper des pièces de monnaie en vue de réaliser des bénéfices et exercer d'autres activités.

ANTÉCÉDENTS

Les activités de la société, qui a été constituée en 1908 à titre de département de la Monnaie du Royaume-Uni, ont été dévolues à la Couronne du Canada en 1931. La Monnaie royale canadienne a été un organisme ministériel jusqu'en 1969, année où elle a été constituée en société en vertu de la loi. La *Loi modifiant la Loi sur la Monnaie royale canadienne et la Loi sur la monnaie*, qui est entrée en vigueur le 17 décembre 1987, permet à la société de détenir un capital-actions. En 1989, une structure de capital-actions a été créée pour la société et des actions ont été émises au Canada. La société mène ses activités dans un contexte de concurrence internationale.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	320, promenade Sussex Ottawa (Ontario) K1A 0G8
STATUT	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Paul Dick, c.p., député
MINISTÈRE	Approvisionnements et Services
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1969; *Loi sur la Monnaie Royale Canadienne* (L.R.C. 1985, ch. R-9).
PREMIER DIRIGEANT	Maurice Lafontaine
PRÉSIDENT	James Corkery
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	101.2	121.4	127.4	116.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	0.1	0.4
Engagements envers le Canada	16.2	84.2*	87.2*	82.8
Avoir des actionnaires	56.9	9.8	1.1	1.0
Argent reçu du Canada (versé au Canada) au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire	32.3	(3.0)	(3.1)	(3.7)
Dividendes	60.4*	néant	12.8	néant

* Comprend un bénéfice net de 60,4 millions de dollars cumulé avant la modification de la Loi sur la Monnaie royale canadienne, en décembre 1987.

PAGE RÉCAPITULATIVE

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

MANDAT

Assurer la disponibilité de quantités suffisantes de céréales de provende pour répondre aux besoins des éleveurs de bétail et la disponibilité de lieux adéquats d'entreposage des céréales de provende dans l'Est du Canada; assurer une stabilité raisonnable des prix des céréales de provende dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest; assurer une péréquation équitable des prix des céréales de provende dans ces régions.

ANTÉCÉDENTS

Créé en 1967, l'Office s'acquitte de ses responsabilités en versant des subsides pour une partie du coût de transport des céréales de provende, en évaluant les besoins en céréales de provende et en entrepôts, en diffusant l'information appropriée à ce sujet, enfin, en négociant et en coordonnant les activités relatives à l'entreposage, à la manutention, au transport et au coût des céréales de provende. Ces programmes sont financés au moyen de paiements budgétaires effectués par le Canada. Le budget du 20 février 1990 renfermait l'annonce que l'Office serait dissout et ses activités transférées à Agriculture Canada. Un projet de loi autorisant sa dissolution (C-73) est actuellement étudié par le Parlement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	5180, chemin Queen Mary Bureau 400 C.P. 177, Succursale Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T4
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Charles Mayer, c.p., député Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien Ministre d'État (au céréales et oléagineux)
MINISTÈRE	Agriculture
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1967; *Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme* (L.R.C. 1985, ch. L-10).
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Guy René de Cotret
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.9	2.4	2.1	2.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires (déficit)	(0.9)	0.1	0.2	0.3
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	18.1	18.9	18.5	17.0
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE
OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ

MANDAT

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation de poisson salé en provenance des provinces participantes (la basse-côte nord au Québec et Terre-Neuve), de manière à accroître les gains des pêcheurs-producteurs de morue fumée.

ANTÉCÉDENTS

En vertu de sa loi habilitante, la société doit acheter tout le poisson salé de qualité raisonnable qui lui est offert et diriger ses opérations de manière à pouvoir faire ses frais sans nécessiter de crédits.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Saltfish Newfoundland Drive C.P. 9440 St. John's (Terre-Neuve) A1A 2Y3
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Bernard Valcourt, c.p., député
MINISTÈRE	Pêches et Océans
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1970; *Loi sur le poisson salé* (L.R.C. 1985, ch. S-4).
PREMIER DIRIGEANT (intérim)	Greg Viscount
PRÉSIDENT	James G. Barnes
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	**1988-89**	**1987-88**	**1986-87**
À la fin de l'exercice				
Actif total	16.3	28.5	27.6	24.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	43.0	41.0	28.9	24.0
Avoir des actionnaires (déficit)	(34.7)	(15.3)	(5.4)	(4.2)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire, net	2.0	12.2	4.9	6.6
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE

MANDAT

Cette société a pour objectifs de structurer la commercialisation du poisson; d'augmenter les revenus des pêcheurs; de promouvoir les marchés internationaux du poisson et d'augmenter le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson.

ANTÉCÉDENTS

La société a été créée en vue d'améliorer la situation économique de la pêche commerciale dans l'Ouest canadien. La loi régissant la société stipule qu'elle doit acheter et commercialiser tout le poisson d'eau douce pêché légalement dans la région qu'elle dessert et mener ses opérations de façon financièrement autonome. Elle vend ses produits en concurrence directe avec les producteurs de la région des Grands Lacs et elle concurrence également la vente d'autres poissons et fruits de mer sur le marché libre. Pour l'exercice clos le 30 avril 1990, le total des ventes se chiffrait à 49.3 millions de dollars (1989 - 55.0 millions) et les sommes totales disponibles pour les pêcheurs se chiffraient à 27.0 millions de dollars (1989 - 37.1 millions).

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1199, chemin Plessis Winnipeg (Manitoba) R2C 3L4
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Bernard Valcourt, c.p., député
MINISTÈRE	Pêches et Océans
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1969; *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* (L.R.C. 1985, ch.F-13).
PREMIER DIRIGEANT	Tom Dunn
PRÉSIDENT	Maurice Blanchard
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 30 avril.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	30.0	28.6	23.6	18.9
Engagements envers le secteur privé*	1.7	8.1	16.3	13.8
Engagements envers le Canada	21.0	14.0	2.0	0.9
Avoir des actionnaires	3.3	3.0	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire	7.0	12.0	1.1	(13.8)
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* Les engagements envers le secteur privé comprennent une provision pour les derniers paiements à verser aux pêcheurs.

PAGE RÉCAPITULATIVE

PETRO-CANADA

MANDAT

S'occuper d'exploration, de recherche, de mise en valeur, de production et de distribution concernant les hydrocarbures et autres types de combustibles et d'énergie; s'adonner à des opérations connexes ou y investir.

ANTÉCÉDENTS

La croissance de Petro-Canada est due principalement à ses acquisitions successives des droits et autres actifs d'Atlantic Richfield, de Pacific Petroleums, de Petrofina, de BP Canada et de Gulf Canada mais aussi à d'importants nouveaux investissements qu'elle a faits dans l'exploration pétrolière et gazière dans l'Ouest du Canada ainsi que dans les opérations de forage dans des régions pionnières. La société possède une part importante des champs Hibernia et Terra Nova, situés au large des côtes. Le gouvernment fédéral n'a investi aucune somme dans Petro-Canada depuis 1984. Le projet du gouvernement d'autoriser la participation directe du public à la propriété de Petro-Canada a été annoncé dans le budget de février 1990.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	150—6[e] Avenue sud-ouest C.P. 2844 Calgary (Alberta) T2P 3E3
STATUT	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Jake Epp, c.p., député
MINISTÈRE	Énergie, Mines et Ressources
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1975; *Loi sur la Société Petro-Canada* (L.R.C. 1985, ch. P-11).
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Wilbert H. Hopper
VÉRIFICATEUR	Arthur Andersen & Cie

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988* (reformulé)	1987* (reformulé)	1986* (reformulé)
À la fin de l'exercice				
Actif total	6,818	6,752	6,816	6,628
Engagements envers le secteur privé	1,948	2,010	1,894	1,740
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	2,758	2,727	2,821	2,732
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* Ces états financiers ont été reformulés afin de tenir compte du changement de la méthode utilisée pour comptabiliser les activités d'exploration et de développement: au lieu de la méthode de capitalisation du coût entier, la Société utilise la méthode de capitalisation du coût de la recherche fructueuse.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE

MANDAT

Maximiser les retombées au Canada de la promotion et de l'utilisation des innovations mises au point pour le compte de l'État, d'établissements publics, d'agences et d'autres organismes.

ANTÉCÉDENTS

La Société rend accessible au public la propriété industrielle et intellectuelle découlant de la recherche et du développement financés par le gouvernement. Elle prend des arrangements avec l'industrie privée en ce qui concerne la délivrance de permis; les sommes perçues couvrent la plupart de ses frais d'exploitation. Des prix sont décernés aux inventeurs en vertu de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires*. Conformément à l'annonce faite dans le budget de février 1990, la SCBEL sera dissoute au cours de l'année financière 1990-91. Le projet de loi autorisant la dissolution (C-73) a été déposé à la Chambre des communes, le 31 mai 1990.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	275, rue Slater Ottawa (Ontario) K1A 0R3
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Benoît Bouchard, c.p., député
MINISTÈRE	Industrie, Sciences et Technologie
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1947; lettres patentes en vertu de la *Loi sur les compagnies*; maintenue en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* en 1979.
PREMIER DIRIGEANT	Normand Plante
PRÉSIDENT	Jacques A. Léger
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.5	1.5	0.8	1.1
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	0.7	0.5	0.3	négl.
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	0.8	1.2	1.1	0.5
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

négl. = négligeable

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS

MANDAT

Planifier et coordonner l'aménagement des 15 ports afin d'atteindre les objectifs de la politique sur les ports nationaux et d'appuyer les objectifs du Canada en matière de commerce extérieur. La Société est en outre directement chargée d'administrer, de gérer et de contrôler huit des quinze ports qui n'ont pas encore été constitués en sociétés de port locales.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1983, la Société était à l'origine responsable des 15 ports canadiens auparavant sous l'autorité du Conseil des ports nationaux. Par la suite, des sociétés de port locales ont été établies à Montréal et Vancouver (en juillet 1983), à Halifax, Québec et Prince-Rupert (en juin 1984), à St. John's (en juin 1985) et à Saint John (en décembre 1986). À l'heure actuelle, ces sociétés fonctionnent avec beaucoup d'autonomie.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	99, rue Metcalfe Ottawa (Ontario) K1A 0N6
STATUT	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1983; *Loi sur le Conseil des ports nationaux* (S.R.C. 1970, ch. N-8, art. 3); reconstituée en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des ports* (L.R.C. 1985, ch. C-9).
PREMIER DIRIGEANT	Jean Michel Tessier
PRÉSIDENT	L'honorable Ronald Huntington, c.p.
VÉRIFICATEUR	Coopers & Lybrand

SOMMAIRE FINANCIER* en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986 (reformulé)
À la fin de l'exercice				
Actif total	118.9	102.9	95.4	100.4[1]
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	1.3	14.1[2]	1.5[3]	19.5
Avoir du Canada	112.1[4]	82.9	88.7	67.5
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	2.7	2.8	2.1	13.0
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	0.07	0.1	1.00	26.69

[1] Des actifs et les engagements connexes de la Société ont été transférés aux nouvelles sociétés de port locales.
[2] Comprend 12.7 millions de dollars, plus l'intérêt, de dividendes au Canada déclarés mais non versés.
[3] En 1987, des prêts dont le capital s'élevait à 17.8 millions de dollars et les intérêts connexes ont été remis par le Canada. Ces montants ont été ajoutés au surplus d'apport de la Société.
[4] L'avoir pour 1989 comprend une somme de 28.6 millions de dollars destinée au Fonds de prêt interportuaire. La valeur correspondante de l'avoir sans la somme destinée au Fonds de prêt interportuaire est de 83.6 millions de dollars.

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

MANDAT

Exploiter un service postal qui soit financièrement autonome et dont le niveau de service réponde aux besoins des Canadiens.

ANTÉCÉDENTS

En vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société est tenue de remplir son mandat tout en améliorant, qualitativement et quantitativement, ses prestations et ses produits et en veillant à l'autofinancement de son exploitation. Elle doit également viser à assurer l'efficacité de son exploitation par un déploiement rationnel de ses ressources humaines et en stimulant la conscience professionnelle et l'esprit de service chez son personnel. Le Canada verse des subsides à la Société relativement à l'industrie de l'édition, à l'envoi de colis postaux dans le Nord, au courrier parlementaire et au courrier des aveugles, ces deux derniers étant entièrement subventionnés. Il ne lui verse pas actuellement de subside d'exploitation.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Sir Alexander Campbell Confederation Heights Ottawa (Ontario) K1A 0B1
STATUT	Annexe III, Partie II (depuis le 1er juin 1989) Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Harvie Andre, c.p., député
MINISTÈRE	Industrie, Sciences et Technologie
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1981; *Loi sur la Société canadienne des postes* (L.R.C. 1985, ch. C-10) proclamée le 16 octobre 1981.
PREMIER DIRIGEANT	Donald H. Lander
PRÉSIDENT	Sylvain Cloutier
VÉRIFICATEUR	Deloitte Haskins & Sells et le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total**	2,508	2,734	2,574	2,629
Engagements envers le secteur public	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	80	80	néant	néant
Avoir des actionnaires	1,490	1,643	1,612	1,598
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire*	néant	néant	191	232
Non budgétaire	néant	80	néant	néant
Dividendes	néant**	néant	néant	néant

* Les fonds budgétaires ne comprennent pas les paiements versés à l'égard du courrier culturel et spécial.
** Paiement de $60 millions déclaré et effectué en juin 1990.

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

MANDAT

Promouvoir la construction de nouvelles habitations, la réparation et la rénovation des habitations existantes et l'amélioration des conditions de vie et de logement.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1946, la Société fait fonction de mandataire du gouvernement en ce qui concerne l'octroi de subventions et de contributions de manière à promouvoir l'habitation et le développement communautaire; elle effectue des recherches et fournit des conseils en matière de politique au gouvernement; elle gère le Fonds d'assurance hypothécaire qui vise principalement à assurer une source suffisante de fonds hypothécaires pour l'habitation. Enfin, elle prête à des groupes ou à des particuliers à des fins d'habitation et elle investit dans des projets touchant l'habitation.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	682, chemin Montréal Ottawa (Ontario) K1A 0P7
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté (sauf en ce qui concerne l'art. 14 de sa loi constitutive).
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Alan Redway, c.p., député ministre d'État (Logement)
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1946; *Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement* (L.R.C. 1985, ch. C-7).
PREMIER DIRIGEANT	Eugene A. Flichel
PRÉSIDENT	Robert E. Jarvis, c.r.
VÉRIFICATEUR	Deloitte & Touche et le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987 (reformulé)	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	9,213	9,306	9,540	9,805
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	8,819	9,008	9,271	9,514
Avoir des actionnaires	50	50	50	50
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	1,593	1,529	1,473	1,355
Non budgétaire, avant remboursements	280	269	270	222
Transfer net de revenu*	30.5	50.2	35.0	24.6

* Transfert de revenu net (après impôt) au Receveur général du Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

MANDAT

Assurer dans une certaine mesure les dépôts dans les institutions fédérales (banques, sociétés de fiducie et compagnies de prêts) et dans les institutions provinciales approuvées (sociétés de fiducie et compagnies de prêts). Promouvoir des normes de pratiques commerciales et financières solides auprès des institutions membres, et promouvoir la stabilité et la compétitivité du système financier canadien, ou y contribuer de toute autre façon.

ANTÉCÉDENTS

La Société a été établie en 1967 en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*. Les institutions membres versent, en prévision d'éventuelles réclamations des déposants, des primes au Fonds d'assurance-dépôts. Cependant, les remboursements versés aux déposants d'institutions financières insolvables ont récemment placé ce fonds en situation de déficit net. En 1985, le taux des primes a été augmenté et les recettes annuelles du Fonds sont maintenant de 245 millions de dollars, approximativement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	320, rue Queen C.P. 2340, succursale "D" Ottawa (Ontario) K1P 5W5
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Gilles Loiselle, c.p., député Président du Conseil du Trésor du Canada Ministre d'État (Finances)
MINISTÈRE	Finances
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1967; *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (L.R.C. 1985, ch. C-3).
PREMIER DIRIGEANT	Jean Pierre Sabourin
PRÉSIDENT	Ronald McKinlay
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987 (reformulé)	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	591	732	735	1,001
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	581	1,277
Engagements envers le Canada	1,439	1,747	1,258	965
Avoir des actionnaires*	(851)	(1,017)	(1,108)	(1,245)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire, net	(320)	489	293	9
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* Représente le déficit du Fonds d'assurance-dépôts.

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.

MANDAT

Dans la région de la Capitale nationale, construire le nouvel édifice pour le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée canadien des civilisations et tout autre musée que le gouverneur en conseil pourra indiquer.

ANTÉCÉDENTS

La construction des nouveaux édifices est terminée et la Société prévoit que ses activités prendront fin le 31 mars 1991. Le décret du conseil autorisant l'établissement de la SCMC (C.P. 1981-1838) stipule qu'à moins de décision contraire du gouverneur en conseil, la Société sera dissoute une fois les projets de construction achevés. Le projet de loi C-73, déposé le 31 mai 1990, stipule que la SCMC cessera d'être une société d'État mère pour devenir une filiale de la Société immobilière du Canada Limitée. La Société sera dissoute dès que seront réglées les dettes et les créances en suspens.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	55, rue Murray C.P. 395, succursale "A" Ottawa (Ontario) K1N 5M3
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1982; lettres patentes (n° 0132114) émises en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*.
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Robert Giroux
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	202.9*	177.1*	249.9	173.2
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	187.2	155.1	226.1	157.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	33.2	68.0	68.8	66.0
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* Les éléments d'actif traduisent le transfert du Musée des beaux-arts au ministère des Travaux publics.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE

MANDAT

Promouvoir le développement de l'industrie du long métrage au Canada. Gérer le fonds de développement de la production d'émissions canadiennes et le fonds du long métrage pour le développement dans le secteur privé de productions télévisées et de longs métrages répondant à des normes précises en matière de contenu canadien.

ANTÉCÉDENTS

L'ampleur des activités de la Société s'est accrue depuis 1981 en raison de l'établissement de nouveaux programmes gouvernementaux à l'appui des industries canadiennes de production d'émissions télévisées et de longs métrages.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Tour de la Banque Nationale 600, rue de la Gauchetière ouest Montréal (Québec) H3B 4L2
STATUT	Exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP); assujettie à la partieVIII de la LGFP selon la version précédant son abrogation (1984). Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Marcel Masse, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1967: *Loi sur la Société de développement cinématographique canadienne* (L.R.C. 1985, ch. C-16).
PREMIER DIRIGEANT	Pierre DesRoches
PRÉSIDENT PROVISOIRE	Harvey A. Corn
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars: exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88 (reformulé)	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	47.8	35.0	27.3	27.0
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant*	6.3
Avoir des actionnaires	14.8	24.2	19.9	19.8
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	145.6	128.9	115.6	86.0
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* En 1987-88, en vertu d'une autorisation du Parlement, le Canada a procédé à la remise du capital de prêts s'élevant à 6.3 millions de dollars.

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

MANDAT

Exploiter, réorganiser et rationaliser la production de charbon du bassin houiller de Sydney.

ANTÉCÉDENTS

La Société a été créé en 1967 en vertu de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*, et comportait une Division de charbonnages et une Division du développement industriel.

La Division du développement industriel (DDI) a été créée en vue de développer les possibilités d'emplois dans d'autres domaines et d'élargir l'assise économique du Cap-Breton. En vertu de la nouvelle loi (Canada atlantique, 1987), cette division et ses activités de développement ont été transférées à la Société d'expansion du Cap-Breton, le 1er décembre 1988.

La Division des charbonnages constitue aujourd'hui à elle seule la Société de développement du Cap-Breton, qui, avec ses 3,000 employés, est le principal employeur de la région de Sydney-Glace Bay. La société exploite trois mines de charbon (à Prince, Lingen et Phalen) et des installations auxiliaires intégrées, parmi lesquelles une usine de traitement de charbon, un réseau complet de transport ferroviaire et un quai de chargement. L'augmentation locale de la demande de charbon pour la production d'électricité a entraîné l'expansion et la modernisation des biens de la SDCB au cours des dernières années.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	C.P. 2500 Sydney (Nouvelle-Écosse) B1P 6K9
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Benoît Bouchard, c.p., député
MINISTÈRE	Industrie, Sciences et Technologie
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1967; *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* (L.R.C. 1985, ch. C-25).
PREMIER DIRIGEANT	Ernest Boutilier
PRÉSIDENT	John Terry
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89*	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	475	534	626	581
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	7	41	22	7
Avoir des actionnaires	429	449	548	511
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	54**	28	91	153
Non budgétaire	néant	19	15	4
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* Avant 1988-89, les données financières contenues dans le sommaire regroupaient les donnés des deux divisions (charbonnages et DDI).

** 29.7 millions de dollars sont liés aux pertes d'exploitation de 1988-89.

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON

MANDAT

Promouvoir et encourager le financement et le développement industriel de l'île du Cap-Breton pour procurer de l'emploi ailleurs que dans l'industrie de production de charbon et élargir l'assise économique de l'île.

ANTÉCÉDENTS

La Division du développement industriel (DDI) de la Société de développement du Cap-Breton est devenue une société d'État distincte, la Société d'expansion du Cap-Breton, laquelle a commencé ses opérations le 1er décembre 1988. Afin de coordonner les politiques de développement dans la région, cette société relève du ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, et la société et l'agence ont le même président. La société a repris les activités, les programmes et les biens de la DDI, et des programmes révisés ont été mis sur pied en vue de promouvoir le développement industriel de l'île du Cap-Breton et du nord-est du continent de la Nouvelle-Écosse.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	C.P. 1750 Sydney (Nouvelle-Écosse) B1P 6T7
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député Ministre chargé de l'application de la *Loi sur l'Agence de promotion du Canada atlantique*.
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1988; *Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique* (L.C. 1988, ch. 50)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Peter Lesaux
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89*
À la fin de l'exercice		
Actif total	25.7	33.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant
Avoir des actionnaires	22.5	32.0
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
Budgétaire	7.3	3.4
Non-budgétaire	néant	néant
Dividendes	néant	néant

* Les éléments d'actif, entre autres, de la société au début de ses opérations sont essentiellement ceux qu'elle a repris lorsque les activités de la Division du développement industriel ont été transférées.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

MANDAT

Promouvoir le développment des arts d'interprétation.

ANTÉCÉDENTS

La Corporation a obtenu en 1969 le bail du Centre national des Arts pour 20 ans, sans frais. Le contrat a été prorogé jusqu'au 31 mai 1990. Les recettes de la Corporation couvrent environ 55.1 p. 100 de ses besoins de trésorerie, le déficit étant compensé par les paiements reçus du Canada. Elle est considérée comme «oeuvre de charité» aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	53, rue Elgin Ottawa (Ontario) K1P 5W1
STATUT	Exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Marcel Masse, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1966; *Loi sur le Centre national des Arts* (L.R.C.1985, ch. N-3).
PREMIER DIRIGEANT	Yvon DesRochers
PRÉSIDENT	Robert E. Landry
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 août.

	1988-89	**1987-88**	**1986-87**	**1985-86**
À la fin de l'exercice				
Actif total	7.6	10.2	7.4	6.7
Engagements envers le secteur privé*	3.6	4.2	2.7	2.4
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	0.3	1.1	1.6	1.1
Argent reçu du Canada pour l'exercice				
Budgétaire	17.4	18.7	14.9	16.9
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* Représentent les places vendues à l'avance.

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

MANDAT

Aider les agriculteurs canadiens à établir et à mettre en valeur des entreprises agricoles viables, en leur fournissant des crédits à long terme et d'autres services financiers.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1959, en vertu de la *Loi sur le crédit agricole*, la société accorde des prêts hypothécaires aux agriculteurs pour l'achat de terres agricoles, de bétail et de machinerie agricole, pour l'amélioration permanente de leurs fermes et pour le refinancement de leurs dettes. En vertu de la *Loi sur le crédit aux syndicats agricoles*, la société peut accorder des prêts à des groupes d'agriculteurs pour l'acquisition conjointe d'installations et d'équipement aratoires. Le prêt maximum dans le cas d'une ferme est de $600,000; pour un syndicat, il est de $100,000. Le 31 mars 1990, la société comptait 63, 884 prêts en cours. Six bureaux régionaux et 100 bureaux de district et sous-bureaux desservent sa clientèle. Les arriérés au titre des remboursements des emprunts à la société (comptes clients) ont diminué dans l'ensemble en 1989-90, soit pour la deuxième année consécutive, après avoir connu une augmentation pendant onze années consécutives.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	C.P. 2314 Succursale "D" 434, rue Queen Ottawa (Ontario) K1P 6J9
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Don Mazankowski, c.p., député Vice-premier ministre et ministre de l'agriculture
MINISTÈRE	Agriculture
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1959; *Loi sur le crédit agricole* (L.R.C. 1985, ch. F-2). Cette société a remplacé la Commission du prêt agricole canadien, fondée en 1929.
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	James J. Hewitt
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-1990	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	3,817	4,032	4,307	5,015
Engagements envers le secteur privé	1,216	1,328	1,328	1,600
Engagements envers le Canada	2,549	3,254	3,486	3,305
Avoir des actionnaires (déficit)	(74)	(671)	(637)	(125)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant*	15*	5
Non budgétaire, montant net des prêts remboursés	(104)	(229)	179	(591)
Dividendes	néant	néant	néant	néant

* En plus des paiments directs du Canada, le ministère de l'Agriculture a versé de l'argent à la société en compensaion de certaines concessions financières faites aux clients.

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Halifax ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Halifax a été créée le 1er juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient auparavant administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1989, la Société a versé des dividendes de $579,000 au gouvernement fédéral sur des revenus nets de 4.6 millions de dollars.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	C.P. 336 Ocean Terminal Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P6
STATUT	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1984; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports.*
PREMIER DIRIGEANT	David F. Bellefontaine
PRÉSIDENT	Donald A. Parker
VÉRIFICATEUR	Doane Raymond

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	**1988**	**1987**	**1986**
À la fin de l'exercice				
Actif total	69.4	65.0	62.0	60.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	3.5	3.8	4.1	30.0
Avoir des actionnaires	62.4	58.4	55.2	23.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire	néant	néant	néant	4.1
Dividendes	0.58	0.16	0.32	1.92

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Montréal ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Montréal a été créée le 1er juillet 1983 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de ports locales aux principaux ports qui étaient auparavant administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1989, le port de Montréal a remis des dividendes de 3.3 millions de dollars au gouvernement fédéral.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Édifice du Port de Montréal Cité du Havre, Aile nº 1 Montréal (Québec) H3C 3R5
STATUT	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1983; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la société canadienne des ports.*
PREMIER DIRIGEANT	Dominic J. Taddeo
PRÉSIDENT	André Gingras
VÉRIFICATEUR	Samson Bélair et Deloitte & Touche

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	230.9	233.3	227.4	212.2
Engagements ennvers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	6.6	7.0	7.4	140.7
Avoir des actionnaires	210.6	208.8	199.0	(47.6)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	3.30	4.27	4.14	54.98*

* Sommes recouvrées au comptant par le Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Prince Rupert ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui ressortissent à sa compétence.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Prince Rupert a été créée le 1er juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1989, la Société a versé au gouvernement fédéral des dividendes de 1.1 million de dollars.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	110, avenue Third ouest Prince Rupert (Colombie-Britannique) V8J 1K8
STATUT	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1984; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*.
PREMIER DIRIGEANT	Terrence R. Andrew
PRÉSIDENT	Don Seidel
VÉRIFICATEUR	Peat Marwick Thorne

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987 (reformulé)	1986 (reformulé)
À la fin de l'exercice				
Actif total	101.1	88.7	84.2	80.7
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	54.6	48.3	48.3	75.4
Avoir des actionnaires	42.4	39.2	34.8	(6.8)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire	4.5	néant	néant	néant
Dividendes	1.12	0.94	0.78	1.30*

* Sommes recouvrées au comptant par le Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Québec ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui ressortissent à sa compétence.

La Société du port de Québec a été créée le 1[er] juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient antérieurement administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le port est un important point de transbordement des exportations de céréales canadiennes et a récemment modernisé ses deux élévateurs à grain qui sont exploités par une société privée en vertu d'un contrat. En 1989, la Société a versé au gouvernement fédéral des dividendes totalisant 0.08 million de dollars.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	150, rue Dalhousie C.P. 2268 Québec (Québec) G1K 7P7
STATUT	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1984; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports.*
PREMIER DIRIGEANT	Ross Gaudreault
PRÉSIDENT	Guy Boulanger
VÉRIFICATEUR	Peat Marwick Thorne

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	72.1	70.3	67.9	65.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	68.0	66.4	63.9	61.8
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	1.4	néant	néant
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	0.08	0.31	0.004	21.73*

* Sommes recouvrées au comptant par le Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Saint John ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui ressortissent à sa compétence.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Saint John a été créée le 31 décembre 1986 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales dans les principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1989, 14.7 millions de tonnes de marchandises ont transité par le port. Les importations de produits pétroliers, entre autres 11.7 millions de tonnes de pétrole brut, représentaient 80 pour cent du tonnage du port, le reste étant des produits forestiers, de la potasse, des céréales et du sel.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	133, rue Prince William C.P. 6429, succursale "A" Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 4R8
STATUT	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1986; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports.*
PREMIER DIRIGEANT	Kenneth Krauter
PRÉSIDENT	Harry P. Gaunce
VÉRIFICATEUR	Ernst and Young

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	**1988**	**1987**	**1986**
À la fin de l'exercice				
Actif total	92.1	91.5	91.5	92.5
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	20.1	20.1	20.1	58.3
Avoir des actionnaires	50.3	50.1	48.0	1.6
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	nil
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	1.03*

* Sommes recouvrées au comptant par le Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de St. John's ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui ressortissent à sa compétence.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de St. John's a été créée le 1[er] juin 1985 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales dans les principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	3, rue Water C.P. 6178 St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X8
STATUT	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1985; lettres patentes émises par le ministre des Transports, en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*.
PREMIER DIRIGEANT	David Fox
PRÉSIDENT	Fred Milley
VÉRIFICATEUR	Doane Raymond

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	16.5	16.9	15.6	14.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	3.1	3.3	2.5	1.5
Avoir des actionnaires	12.7	12.3	12.2	11.9
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	2.1	néant	néant	néant
Non budgétaire	néant	0.8	1.0	néant
Dividendes	néant	néant	0.15	1.84*

* Sommes recouvrées au comptant par le Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Vancouver ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui ressortissent à sa compétence.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Vancouver a été créée le 1er juillet 1983 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Vancouver est le port le plus actif du Canada. En 1989, le port a touché un revenu net de 28.3 millions de dollars et a remis des dividends de 8.1 millions de dollars au gouvernement fédéral.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1900, carré Granville 200, rue Granville Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 2P9
STATUT	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1983; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*.
PREMIER DIRIGEANT	Le capitaine Norman Stark (par intérim)
PRÉSIDENT	Hector D. Perry
VÉRIFICATEUR	Peat Marwick Thorne

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	303.4	291.7	251.5	236.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	3.7	3.9	4.1	80.8
Avoir des actionnaires	287.8	267.6	235.5	116.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	0.5
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	8.07	6.0	5.8	23.33*

* Sommes recouvrées au comptant par le Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.

MANDAT

Promouvoir la mise en valeur du territoire du Vieux-Port de Montréal et administrer, gérer et entretenir les biens immobiliers de l'État qui s'y trouvent.

ANTÉCÉDENTS

Depuis février 1982, la Société gère les terres de la Couronne sises au Vieux-Port, y compris certaines terres que la Société canadienne des ports a cédées à la Couronne en 1983. À la suite de consultations du public et des autres paliers de gouvernement, des plans d'aménagement importants ont été arrêtés. Le gouvernement du Canada a annoncé une série de projets qui seront parachevés en 1992, année du 350[e] anniversaire de la fondation de Montréal et du 125[e] anniversaire de la Confédération.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	333, rue de la Commune ouest Montréal (Québec) H2Y 2E2
STATUT	Filiale à cent pour cent de la Société immobilière du Canada Limitée; en vertu du décret C.P. 1987-86, la Société doit faire rapport à titre de société d'État mère. Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1981; par la Société immobilière du Canada Limitée, en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.*
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Roger Beaulieu
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	2.8	1.8	0.9	0.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	0.1	néant
Avoir des actionnaires	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	6.0	7.3	3.4	3.3
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

MANDAT

La Société immobilière du Canada Limitée a pour mandat de détenir certains baux sur deux propriétés à Londres en Angleterre et sur deux propriétés sur des réserves indiennes au Canada. Elle possède trois filiales dont elle est le seul actionnaire.

ANTÉCÉDENTS

Autrefois désignée Société immobilière des Travaux publics Limitée, la Société n'a participé à aucune opération financière. Ses trois filiales sont la Corporation du Vieux-Port de Montréal Inc., la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée et la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Sir Charles Tupper Confederation Heights Promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A 0M2
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1956; lettres patentes; réorganisation en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, 19 septembre 1977 (certificat de continuation le 7 juillet 1981 en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*).
PREMIER DIRIGEANT	Robert Giroux
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

L'exercice de la Société se termine le 31 mars. Aucune valeur ne figure dans ses comptes à l'égard de ses actifs; les comptes des filiales sont présentés indépendamment et ne sont pas consolidés avec ceux de la Société puisqu'il est peu probable que celle-ci bénéficie de toute augmentation de l'avoir des filiales.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE

MANDAT

Administrer, jusqu'à leur cession au nom de la Couronne, des terres périphériques de l'aéroport de Mirabel. Le pouvoir permettant à la Société d'exécuter ce mandat se prolonge jusqu'au 31 mars 1991.

ANTÉCÉDENTS

Depuis juillet 1982, la Société administre des terres acquises par la Couronne aux fins de l'aéroport de Mirabel mais qui n'étaient pas nécessaires au fonctionnement de ce dernier. La Société a élaboré et met en oeuvre un programme pour la vente de ces propriétés excédentaires.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	9850, Belle Rivière C.P. 180 Mirabel (Québec) J0N 1S0
STATUT	Filiale à cent pour cent de la Société immobilière du Canada Limitée; en vertu du décret C.P. 1987-86, la Société doit faire rapport à titre de société d'État mère. Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1981; par la Société immobilière du Canada Limitée, en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*.
PRÉSIDENTE ET PREMIÈRE DIRIGEANTE	Jocelyne Ouellette
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.0	1.2	2.7	5.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire, net	1.0	4.7	5.0	6.8
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

MANDAT

La Société est l'agence officielle du Canada en matière de financement des exportations; elle offre de l'assurance crédit, des prêts, des garanties et d'autres services financiers dans le but de promouvoir le commerce extérieur.

ANTÉCÉDENTS

Outre ses activités en tant que société, la SEE administre pour le Canada certaines opérations d'assurance et de financement liées à des exportations et jugées dans l'intérêt du pays.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	151, rue O'Connor C.P. 655 Ottawa (Ontario) K1P 5T9
STATUT	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député, ministre du Commerce extérieur
MINISTÈRE	Affaires extérieures et commerce extérieur
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1969; *Loi sur l'expansion des exportations* (L.R.C. 1985, ch. E-20).
PREMIER DIRIGEANT	R.L. Richardson
PRÉSIDENT	V.E. Daughney
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
COMPTE DE LA SOCIÉTÉ				
À la fin de l'exercice				
Actif total	6,567	6,522	6,933	7,173
Engagements envers le secteur privé	5,473	5,221	5,624	5,901
Engagements envers le Canada	néant	néant	25	80
Avoir des actionnaires	705	904	899	898
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant
COMPTE DU CANADA				
À la fin de l'exercice				
Actifs du Canada administré	1,027	926	871	880

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

MANDAT

Créer, à l'intention de tous les Canadiens, un service national de radiodiffusion et de télédiffusion, dans les deux langues officielles, ainsi qu'un service international. Le contenu et le caractère de ces deux services doivent être principalement canadiens.

ANTÉCÉDENTS

La Société Radio-Canada a été constituée en 1936 en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*; d'importantes modifications ont été apportées à cette loi en 1958 et 1968. À l'heure actuelle, environ 28 pour cent des recettes de la Société proviennent de la publicité.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1500, avenue Bronson C.P. 8478 Ottawa (Ontario) K1G 3J5
STATUT	Exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP); assujettie à la partie VIII de la LGFP selon la version précédant son abrogation (1984). Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Marcel Masse, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1936; *Loi sur la radiodiffusion* (L.R.C. 1985, ch. B-9).
PRÉSIDENT (Désigné)	Patrick Watson
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Gérard Veilleux
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1989-90	1988-89	1987-88 (reformulé)	1986-87
À la fin de l'exercice				
Actif total	941	869	799	755
Engagements envers le secteur privé	2	4	6	1
Engagements envers le Canada	33	33	33	33
Avoir des actionnaires	601	552	508	461
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	981	915	888	855
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

PAGE RÉCAPITULATIVE

TÉLÉGLOBE CANADA

MANDAT

Établir, maintenir et exploiter, au Canada et à l'étranger, des services de télécommunications internationales aux fins des communications publiques et ce, depuis 1949. Ce mandat a pris fin le 3 avril 1987, au moment de la vente de la société.

ANTÉCÉDENTS

Initialement désignée Société canadienne des télécommunications transmarines, cette société est devenue, en 1975, Téléglobe Canada en vertu de la *Loi sur Téléglobe Canada*. Le gouvernement a annoncé, le 11 février 1987, le transfert de la Société à une filiale et la vente de cette dernière à Memotec Data Inc. La vente a été entérinée par la proclamation de la *Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada*, le 3 avril 1987. La Société est maintenant inactive. Des démarches sont en cours afin que la Société puisse être dissoute.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	a/s Corporation de développement des investissements du Canada Scotia Plaza Pièce 2703 C.P. 320 Toronto (Ontario) M5X 1A4
STATUT	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John McDermid, c.p., député Ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires)
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1949; *Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines* (L.R.C. 1985, ch. T-4).
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Poste vacant
VÉRIFICATEUR	Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	0.3	2.9	84.2	502.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	57.1
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	2.6
Avoir des actionnaires	0.3	2.7	84.2	290.3
Argent reçu du (versé au) Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	néant	néant	néant	néant
Non budgétaire, net	néant	néant	(2.6)	(1.3)
Dividendes	2.5	85.0	440.5*	80.0

* Inclut des impôts de 119.2 millions de dollars sur les profits de la vente de l'actif et du fonds d'affaires de Téléglobe.

PAGE RÉCAPITULATIVE
VIA RAIL CANADA INC.

MANDAT

Gérer des services de transport ferroviaire efficients, efficaces et économiques répondant aux besoins des voyageurs du Canada.

ANTÉCÉDENTS

Conformément aux marchés conclus avec le ministre des Transports, VIA Rail assure des services de transport ferroviaire des voyageurs en utilisant les voies du CN et du CP. Dans le budget d'avril 1989, le gouvernment a annoncé une réduction du financement prévu de la société. Un réseau modifié faisant partie d'un nouveau plan d'entreprise qui comprenait des hausses des tarifs et des réductions de service a été inauguré le 15 janvier 1990.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	2, Place Ville-Marie Montréal (Québec) H3B 2G6
STATUT	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Doug Lewis, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1977; *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.*
PREMIER DIRIGEANT	Ronald Lawless
PRÉSIDENT	Lawrence Hanigan
VÉRIFICATEUR	Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1989	1988	1987 (reformulé)	1986
À la fin de l'exercice				
Actif total	938	1,070	954	964
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	négl.	4
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	606	839	769	743
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
Budgétaire	531.5	637	536	506
Non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant

négl. = négligeable

PARTIE II

SOCIÉTÉS DONT LE CANADA EST ACTIONNAIRE, Y COMPRIS LES FILIALES DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

SOCIÉTÉS DONT LE CANADA EST ACTIONNAIRE, Y COMPRIS LES FILIALES DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

INTRODUCTION

La partie II du présent rapport annuel donne suite aux dispositions de l'alinéa 151(3)(a) de la Loi sur la gestion des finances publiques, selon lesquelles le Rapport du président doit contenir "notamment les éléments suivants: la liste, à une date déterminée, de toutes les sociétés d'État et de toutes les personnes morales dont les actions sont détenues par sa Majesté, une société d'État, en leur nom ou en fiducie pour elles". Elle comprend les quatre sections suivantes:

1. **Un résumé statistique des sociétés dont le Canada est actionnaire.** On y indique le nombre de sociétés d'État mères, de filiales et de sociétés affiliées au 30 juillet 1990. Dans le cas des entreprises en coparticipation et des entreprises mixtes, des autres entités et des organismes internationaux, les valeurs indiquées sont celles qui avaient cours au 31 mars 1990.

2. **Un répertoire des sociétés dont le Canada est actionnaire**, réparties de la façon suivante:

   2.1 Les sociétés d'État mères, leurs filiales et leurs sociétés affiliées, ce qui comprend:

   - les filiales en propriété exclusive (100 p. 100);
   - les filiales en propriété majoritaire (50 p. 100 et plus);
   - les sociétés affiliées (en propriété inférieure à 50 p. 100 au capital-actions).

   2.2 Les entreprises mixtes et en coparticipation et les entreprises mixtes—celles dans lesquelles le Canada détient des actions par l'intermédiaire d'un ministre, le reste du capital-actions appartenant à des intervenants du secteur privé où à un autre palier de gouvernement.

   2.3 Les autres entités—les sociétés dans lesquelles le gouvernement du Canada ne possède pas d'actions, mais il a, directement ou par l'intermédiaire d'une société d'État, en vertu d'une loi, d'un article de constitution, de lettres patentes ou d'un règlement, le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil de direction ou d'un organe de direction du même genre.

   2.4 Les organismes internationaux—crées en vertu d'accords internationaux qui confèrent au Canada le droit de nommer ou d'élire des membres d'un organe de direction.

3. **Les modifications apportées au répertoire des sociétés dont le Canada est actionnaire.** Cette section indique les raisons sociales des sociétés qui ont été supprimées du répertoire ou qui y ont été ajoutées depuis la publication du dernier rapport annuel. Dans le cas des sociétés d'État mères, les données indiquent la situation à la fin de leur exercice financier, le 31 juillet 1990 ou avant cette date, au regard des données de la fin de l'exercice financier précédent. Pour ce qui est des autres sociétés dont le Canada est actionnaire, les modifications correspondent à la situation au 31 mars 1990 et elles sont présentées en regard des données qui avaient cours au 31 mars 1989.

4. **Les renseignements sur les autres sociétés dont le Canada est actionnaire.** Les descriptions du mandat des sociétés mixtes et en coparticipation, des autres entités et des organismes internationaux, qui apparaissent dans cette section visent à faire connaître l'essentiel de chaque mandat. Elles n'ont aucun caractère juridique. De même, les objectifs de l'investissement consenti par le Canada, y sont décrits de façon sommaire. Le lecteur désireux d'obtenir des précisions est prié de consulter les lois constitutives, les articles de constitution et les rapports annuels des sociétés visées. Le pourcentage de participation fédérale indiqué est fondé sur les actions avec droit de vote.

1. RÉSUMÉ STATISTIQUE DES SOCIÉTÉS DONT LE CANADA EST ACTIONNAIRE

	1990	1989
Sociétés d'État		
• Sociétés d'État mères, dont les huit sociétés exemptes de la partie X de la LGFP	53	53
• Filiales en propriété exclusive	112	112
TOTAL	165	165
Investissements des sociétés d'État (directs et indirects)		
• Filiales en propriété à 50 p. 100 ou plus et inférieure à 100 p. 100	27	28
• Sociétés affiliées en propriété inférieure à 50 p. 100	103	104
TOTAL	130	132
Entreprises mixtes et en coparticipation	22	17
Autres entités	44	43
Organismes internationaux	13	13

2. RÉPERTOIRE DES SOCIÉTÉS DONT LE CANADA EST ACTIONNAIRE

2.1. SOCIÉTÉ D'ÉTAT MÈRES,* FILIALES EN PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE, AUTRES FILIALES ET SOCIÉTÉS AFFILIÉES

1. Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (III-I)
   Filiales en propriété exclusive (100%):
   Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée.***
   La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée
   Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée
2. Administration de pilotage de l'Atlantique (III-I)
3. Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée (III-I)
4. Administration de pilotage des Laurentides (III-I)
5. Administration de pilotage du Pacifique (III-I)
6. Les Associés Mingan, Ltée (III-I) (société inactive)
7. Banque du Canada (société exempte)
8. Banque fédérale de développement (III-I)
9. Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd. (III-I)*
10. Centre de recherches pour le développement international (société exempte)
11. Centre international d'exploitation des océans (III-I)
12. Commission canadienne du blé (société exempte)
13. Commission canadienne du lait (III-I)
14. Commission de la Capitale nationale (III-I)
15. Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (III-II)
   Filiales en propriété exclusive (100%):
   Autoport Limitée
   Canat Limited
   Le Chemin de fer de Matane et du golfe
   C.N. (France) S.A.
   CNM Inc.—et sa filiale/sociétés affiliées
   Holding industriel de Halifax Limitée (33.3%)
   Lakespan Marine Inc. (50%)
   Seabase Limitée (15%)

---

*Lorsque les sociétés figurent dans les annexes de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'annexe en question est indiquée entre parenthèses après le nom de la société. En vertu de la Loi, une filiale est une société d'État si elle est détenue à 100 p. 100, directement ou indirectement, par une ou plusieurs sociétés d'État mères.

***Cette société n'est pas comptée dans le résumé statistique des filiales en propriété exclusive. Figure dans l'annexe en tant que société d'État mère d'après la Loi sur le pilotage.

15. Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (III-II)—*Suite*

Filiales en propriété exclusive (100%):—*Fin*

CN Transactions Inc.—et ses filiales/sociétés affiliées

Complexe Portage - Main Ltée (50%)

Canac International Inc.—et sa filiale

Canac International Ltd.

Canaprev Inc. (50%)

Canaven Limitée

CN Exploration Inc.

Compagnie du complexe ferroviaire de Toronto (50%)

Compagnie des messageries nationales du Canada

Compagnie des télégraphes nationaux du Canada—et sa filiale

La Compagnie du grand télégraphe du Nord-Ouest du Canada (94.54%)

Compagnie du tunnel et du complexe ferroviaire Mont-Royal, Limitée

Compagnie nationale de correspondance du Canada, Limitée

Compagnie nationale de navigation du Canada, Limitée

EID Systèmes d'identification électroniques Limitée

Grand Trunk Corporation—et ses filiales

Central Vermont Railway, Inc.

Domestic Four Leasing Corporation

Domestic Two Leasing Corporation—et sa filiale

Relco Financial Corp.

Duluth, Winnipeg and Pacific Railway Company

Grand Trunk Land Development Corporation

Grand Trunk Radio Communications, Inc.

Grand Trunk Western Railroad Company—et sa filiale/sociétés affiliées

The Belt Railway Company of Chicago (8.33%)

Chicago and Western Indiana Railroad Company (20%)

Domestic Three Leasing Corporation

Trailer Train Company (2.7%)

The Minnesota and Manitoba Railroad Company

The Minnesota and Ontario Bridge Company

La Tour CN Limitée

Les transports nationaux du Canada, Limitée—et ses filiales

Transport Chapman Limitée

Transports Empire Limitée

Transport Royal Limitée

Le Trust des titres des Chemins de fer nationaux du Canada

Filiales en propriété majoritaire (50-99%):

The Canada Southern Railway Company (50%)

Compagnie canadienne du chemin de fer du Nord québécois (59.7%)

Compagnie de holding du Nord, Limitée (71.9%)

La Compagnie du chemin de fer de Québec au Lac St-Jean (89.1%)

Compagnie du complexe ferroviaire de Shawinigan (50%)

Detroit River Tunnel Company (50%)

Les marchés publics, Limitée (50%)

15. Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (III-II)—*Fin*
    - Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%):
        - Compagnie de gestion de Matane Inc. (49%)
        - Compagnie de holding Fort Point Limitée (25%)
        - Consortium d'investissement Dome Inc. (10.52%)
        - Eurocanadian Shipholdings Limited (18%)
        - Halterm Limited (33.33%)
        - Railroad Association Insurance, Ltd. (7.4%)
        - Télésat Canada (3.75%)

16. Conseil canadien des normes (III-I)

17. Conseil des Arts du Canada (société exempte)

18. Construction de défense (1951) Limitée (III-I)

19. Corporation commerciale canadienne (III-I)

20. Corporation de développement des investissements du Canada (III-II)
    - Filiales en propriété exclusive (100%):
        - Canada Eldor Inc.—et sa société affiliée
            - CAMECO - Corporation canadienne d'énergie et d'exploitation minière (38.5%)
        - Cartierville Financial Corporation
        - Nordion International Inc.
        - Theratronics International Limitée
    - Filiales en prorpriété majoritaire (50-99%):
        - Ginn Publishing Canada Inc. (51%)
    - Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%):
        - Varity Corporation (1.8%)

21. Corporation du Centre national des Arts (société exempte)

22. Corporation Place du Havre Canada (III-I)

23. Énergie atomique du Canada Limitée (III-I)

24. Harbourfront Corporation (III-I)
    - Filiales en propriété exclusive (100%):
        - Peter Street Basin Properties Inc.
        - 630370 Ontario Ltd.
    - Filiales en propriété majoritaire (50-99%):
        - Art Gallery at Harbourfront (participation de membre)
        - International Readings at Harbourfront
        - School-By-the-Water (participation de membre)

25. Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (société exempte)

26. Marine Atlantique S.C.C. (III-I)
    - Filiales en propriété exclusive (100%):
        - Coastal Transport Ltd.
        - Newfoundland Dockyard Company

27. Monnaie royale canadienne (III-II)

28. Office canadien des provendes (III-I)

29. Office canadien du poisson salé (III-I)

30. Office de commercialisation du poisson d'eau douce (III-I)

31. Petro-Canada (III-II)

Filiales en propriété exclusive (100%):

Canertech Inc.*

La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale (doit faire rapport comme société d'État mère)

Petro-Canada Inc.—et ses filiales/sociétés affiliées

Alberta Products Pipeline Ltd. (35%)
Amauligak Exploration Inc.
Arctic Pilot Project Inc.
Asher American, Inc.
Bent Horn Development Inc.
Blakeney and Son (1979) Ltd.
BP Marketing Canada Limited
Canadian Petroleum Studies Inc.
Canstar Oil Sands Ltd. (50%)
Dépanneurs Le Frigo Ltée.
Downhole Systems Technology Canada Inc. (18.30%)
Ducharme et Carbone (1981) Inc.
Entreprises Petro-Canada Inc.
Fifth Pacific Stations Ltd.
First Pacific Stations Ltd.
Fourth Pacific Stations Ltd.
Fundy Energy Inc. (49%)
GMI Co. (Bahamas) Limited
Harvey's Oil Limited (49.9%)
Hibernia Management & Development Company Ltd. (25%)
Independent Fuels & Lumber Ltd.*
International de Services Industriels et Scientifique, S.A. (27%)
Jiffy Lube Inc. (49%)
Kenmac Energy Inc. (49%)
Les Huiles Desroches Inc. (45%)
Les Huiles Du Royaume Inc. (50%)
Les Huiles Lamontagne Inc. (49%)
Les Huiles Town & Country Inc. (49%)
Les Pétroles De La Maurice (Canada) Inc. (49.99%)
Les Pétroles Saint-Jean-Sur Richelieu Inc. (49%)
Les Pétroles Sherbrooke Inc. (47%)
Les Pétroles Vosco (Canada) Ltée (49%)

---

* Filiales en voie de dissolution.

31. Petro-Canada (III-II)—*Suite*

Filiales en propriété exclusive (100%):—*Suite*

Petro-Canada Inc.—et ses filiales/sociétés affiliées—*Suite*

Les Restaurants Chatelaine Ltée.
Les Restaurants Wayfare Limitée
MacGillvray Fuels Limited (49%)
Marc Dufresne (1978) Inc. (49.99%)
Marchand Petroleum (Canada Inc.) (50%)
Marketing pétrolier Petro-Canada Inc.
Montreal Pipeline Limited (23.8%)
Morrow Fuel Oil Sales Ltd.
Northward Development Ltd. (17%)
Northwest Terminals Ltd.
Opal Oils Limited—et sa filiale
Commodore Oil Limited
Pacific Northern Gas Ltd. (18%)
Pacific Petroleums Ltd.*
Pacific Pipelines, Inc.
Panarctic Oils Ltd. (52.73%)
Peace Pipeline Ltd. (10.89%)
Pétro Sud-Ouest Inc. (49%)
Petro-Canada (Argentina) Inc.
Petro-Canada (Barito) Inc.
Petro-Canada Centre Inc. (50%)—et sa filiale
Petro-Canada Centre Finance Inc.
Petro-Canada Chemicals Inc.
Petro-Canada Consulting Corporation
Petro-Canada Espanola, S.A.
Petro-Canada Hydrocarbons Inc.
Petro-Canada (Indonesia) Inc.
Petro-Canada (Malaysia) Inc.
Petro-Canada (Myamnar) Inc.
Petro-Canada (North Africa) Inc.
Petro-Canada Oil & Gas Inc.
Petro-Canada (Pakistan) Inc.
Petro-Canada (P.D.R.Y.) Inc.
Petro-Canada (South America) Inc.
Petro-Canada (Thailand) Inc.
Petro-Canada (U.K.) Limited
Petro-Canada (Vietnam) Inc.
Petro-Canada Youth Inc.
Petrogas Processing Ltd. (11.35%)

* Filiales en voie de dissolution.

31. Petro-Canada (III-II)—*Suite*

Filiales en propriété exclusive (100%):—*Suite*

Petro-Canada Inc.—et ses filiales/sociétés affiliées—*Suite*

Pétroles M. Miron Inc. (49.9%)
Petrole Chaleurs (1981) Inc. (49.9%)
Petroles Petro-Canada Inc.*
Petroleum Transmission Company
Prairie Leaseholds Ltd.
Redwater Water Disposal Co. Ltd. (21.36%)
Rocair Limited
Second Pacific Stations Ltd.
Sedpex Inc. (50%)
Servico Limited
St. Laurent Petroleum Inc.
Sulconam Inc. (7.6%)
Sydco Fuels Inc. (49.98%)
Syncrude Canada Ltd. (17%)
Third Pacific Stations Ltd.
Touchcom Inc. (45%)
TransNorthern Pipeline Ltd. (33.3%)
West Nova Inc. (50%)
Westcoast Energy Inc. (36.5%)—et ses filiales/sociétés affiliées
Foothills Pipe Lines Ltd. (50%)—et ses filiales
Foothills Engineering Ltd.
Foothills Pipe Lines (Alta.) Ltd. (51%)
Foothills Pipe Lines (North B.C.) Ltd. (51%)
Foothills Pipe Lines (North Yukon) Ltd.
Foothills Pipe Lines (Sask.) Ltd. (51%)
Foothills Pipe Lines (South B.C.) Ltd. (51%)
Foothills Pipe Lines (South Yukon) Ltd.
Pacific Northern Gas Ltd. (43%)— et sa filiale
PNG Marketing Ltd.
Saratoga Processing Company Limited (25%)
Vancal Properties Ltd.
W.T. Investments Inc.
Westcoast Energy Marketing Ltd.
Westcoast Energy Pipelines Limited—et sa filiale
Pacific Coast Energy Corporation
Westcoast Gas Inc.

---

* Filiales en voie de dissolution.

31. Petro-Canada (III-II)—*Fin*

Filiales en propriété exclusive (100%):—*Fin*

Petro-Canada Inc.—et ses filiales/sociétés affiliées—*Fin*

Westcoast Petroleum Ltd.—et ses filiales

Canadian Roxy Petroleum Ltd.

Dover Petroleum Company

Westcoast Resources Inc.

Westcoast Production Co. (Africa) Ltd.

292643 B.C. Ltd.

Westcoast Transmission Company, Inc.

Westcoast Transmission Company Limited

Westcoast Transmission Company (Alberta) Ltd.

XYCHEM Inc.

103912 Canada Inc.

106616 Canada Inc.

106621 Canada Inc.

128963 Canada Inc. (49%)

146923 Canada Ltd.

146924 Canada Ltd.

158226 Canada Inc.

288564 Alberta Ltd. (50%)

1283-9304 Quebec Inc.

Sociétés affiliées à participation inférieure à 5% (autres intérêts)

Carnduff Gas Limited

Cheyenne Petroleum Corp. (NPL)

Cynthia Gas Gathering Company Limited

Dreco Energy Services Ltd.

East Coast Spill Response Inc.

House of Brougham Limited

Kanata Hotels International Inc.

Manhattan Continental Dev. Corp.

Northwood Pulp and Timber Limited

Oil Spill Response Limited

Pacific Energy Resources Ltd.

Polar Gas Engineering Services Ltd.

Rimbey Pipe Line Co. Ltd.

Sultran Ltd.

Toronto Credits Limited

Trans Canada Resources Ltd.

Wardean Drilling Co. Limited

204383 Enterprises Inc.

346877 Ontario Limited

32. Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée (III-I)

33. Société canadienne des ports (III-II)
    Filiale en propriété majoritaire (50-99%):
        Ridley Terminals Inc. (90%)

34. Société canadienne des postes (III-II)
    Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%):
        Cooperative Vereniging International Post Corporation U. A. (6.9%)

35. Societé canadienne d'hypothèques et de logement (III-I)

36. Société d'assurance-dépôts du Canada (III-I)

37. Société d'expansion du Cap-Breton
    Filiales en proprieté exclusive (100%):
        Cape Breton Marine Farming Limited (société inactive)
        Darr (Cape Breton) Limited
        Dundee Estates Limited
    Filiales en propriétés majoritaire (50-99%):
        Whale Cove Summer Village Limited (62.5%)
    Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%):
        Barklay Systems Limited**
        Canadian Tennis Technology Limited
        Haak Conveyor & Manufacturing Limited (42%)
        General Mining Building Limited
        Nova Aqua Limited Partnership**
        Nova Scotia Clam Limited

38. Société de construction des musées du Canada Inc. (III-I)

39. Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne (société exempte)

40. Société de développement du Cap-Breton (III-I)
    Filiale en propriété exclusive (100%):
        Cape Breton Carbofuels Limited (société inactive)

41. Société du crédit agricole (III-I)

42. Société du port de Halifax (III-II)

43. Société du port de Montréal (III-II)

44. Société du port de Prince Rupert (III-II)

45. Société du port de Québec (III-II)

46. Société du port de Saint John (III-II)

47. Société du port de St. John's (III-II)

48. Société du port de Vancouver (III-II)

** Le Canada ne détient que des actions privilégiées sous droit de vote.

49. Société immobilière du Canada Limitée (III-I)
    Filiales en propriété exclusive (100%):
        Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée
        Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.
        Société du Vieux-Port de Montréal Inc.

50. Société pour l'expansion des exportations (III-I)

51. Société Radio-Canada (société exempte)
    Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%):
        Cable North Microwave Limited (1 action)
        Master FM Limited (20%)
        Visnews Limited (1 action)

52. Téléglobe Canada (III-II)

53. VIA Rail Canada Inc. (III-I)
    Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%):
        Railroad Association Insurance, Ltd. (4%)

2.2 ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION (au 31 mars 1990)

Entreprises dont le capital-actions appartient en partie au Canada et en partie à d'autres gouvernements ou organismes, afin d'encourager la réalisation d'objectifs communs. Note: Les filiales et sociétés affiliées ne figurent pas sur cette liste.

1. Compagnie de navigation Canarctic Limitée
2. Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc.
3. Lower Churchill Development Corporation Limited
4. National Sea Products Ltd.
5. North Portage Development Corporation
6. Société coopérative de l'énergie
7. Société du parc industriel et portuaire Québec-sud
8. Télésat Canada

Le tableau 4.1 fournit des renseignement sur les sociétés susmentionnées dont le Canada est actionnaire.

En vertu de la *Loi sur la faillite*, le surintendant des faillites a reçu des actions dans les sociétés suivantes:

9. Aurora Gold Ltd.
10. Blake Resources
11. Braeswood Explorations Limited
12. Carolin Mines Ltd.
13. Equity Capital Investments Ltd.
14. Havelock Energy & Resources Inc.
15. House of Brougham Ltd.
16. International Datacasting Corporation
17. International Hydrodynamics Co. Ltd.
18. Magnus Aerospace Corporation
19. Mission River Petroleum Ltd.
20. North Slope Refiners Inc.
21. Totran Services Ltd.
22. Vercan Investments Inc.

2.3 AUTRES ENTITÉS (au 31 mars 1990)

Entités sans capital-actions pour lesquelles le gouvernement du Canada a le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil d'administration ou d'un organe de direction du même genre. Les commissions portuaires locales sont regroupées à la fin de la liste. Le tableau 4.2 fournit des renseignements supplémentaires au sujet de ces sociétés dont le Canada est actionnaire.

1. Administration du pont Blue Water
2. Administration du pont du port de Saint John
3. Association canadienne des entraîneurs
4. Association pour l'exportation du livre canadien
5. Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority
6. Caisse du souvenir
7. Calgary Olympic Development Association
8. Centre Canadien de lutte contre les toxicomanies.
9. Centre Canadien d'administration du sport et de la condition physique Inc.
10. Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
11. Commission du parc international Roosevelt de Campobello
12. Conseil de fiducie du fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II sur les maladies d'enfance
13. Conseil des grains du Canada
14. Le Conseil médical du Canada
15. Fondation Asie-Pacifique du Canada
16. Fonds de bienfaisance de l'armée
17. FORINTEK Canada Corp.
18. Institut canadien de recherche sur la condition physique et le mode de vie.
19. Institut canadien de recherches en génie forestier
20. Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers
21. Institut international du Canada pour le grain
22. Institut Vanier de la famille
23. The Nature Trust of British Columbia
24. Northern Native Fishing Corporation
25. NWT Co-operative Business Developoment Fund
26. PARTICIPaction
27. Prix humanitaire Terry Fox Inc.

28. Société canadienne d'enregistrement des animaux
29. Société de caisse de retraite de la Commission internationale des pêcheries
30. Société de l'usine-pilote de protéines, huiles et amidons
31. Société du Complexe Forestier des Maritimes
32. The Victoria Commonwealth Games Host Society
33. Western Grains Research Foundation
34. The 1991 Canada Games Society (P.E.I.) Inc.
35. The 1989 Jeux Canada Games Society Saskatoon Inc.

Commissions des ports

36. Commission du port du fleuve Fraser
37. Commissaires du port de Hamilton
38. Commission du port de Nanaïmo
39. Commission du port de North Fraser
40. Commission du port d'Oshawa
41. Commission du port de Port Alberni
42. Commission du port de Thunder Bay
43. Commissaires du port de Toronto
44. Commission du port de Windsor

2.4 ORGANISMES INTERNATIONAUX (au 31 mars 1990)

Entités créées en vertu d'accords internationaux dans lesquelles le Canada a le droit de nommer ou d'élire des membres à un organe de direction. Le tableau 4.3 fournit des renseignements au sujet de ces sociétés dont le Canada est actionnaire.

1. Agence multilatérale d'assurance des investissements
2. Association internationale de développement
3. Banque africaine de développement
4. Banque asiatique de développement
5. Banque de développement des Caraïbes
6. Banque interaméricaine de développement
7. Banque internationale pour la reconstruction et le développement
8. Commission de la frontière internationale
9. Commission des sépultures de guerre du Commonwealth
10. Fonds africain de développement
11. Fonds international de développement agricole
12. Fonds monétaire international
13. Société financière internationale

3. MODIFICATIONS APPORTÉES AU RÉPERTOIRE DES SOCIÉTÉS DONT LE CANADA EST ACTIONNAIRE

3.1 Sociétés d'État: exercice prenant fin le 31 juillet 1990 ou avant cette date

1. Harbourfront Corporation	
Filiales en propriété majoritaire (50-90%):	
Harbourpoint Development (Harbourfront Limited)	Radiation
2. Petro-Canada	
Filiales en propriété exclusive (100%)	
Petro-Canada Inc.	
Hibernia Management and Development Company Ltd. (25%)	Ajoutée
Jiffy Lube Inc. (49%)	Ajoutée
Petro-Canada (Myanmar) Inc. (100%)	Ajoutée
Petro-Canada (P.D.R.Y.) Inc. (100%)	Ajoutée
Roma Fuels Ltd. (49%)	Radiation
Superline Fuels Ltd. (49.9%)	Radiation
Thermo Page Inc. (49%)	Radiation
West Nova Inc. (50%)	Ajoutée
Westcoast Energy Inc. (36.5%)	
Foothills Pipe Lines (North B.C.) Ltd. (49%)	Radiation
Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd. (50%)	Radiation
Inter B.C. Gas Transmission Ltd.	Radiation
Island & Coastal Natural Gas Co. Ltd.	Radiation
Westcoast Diversified Industries Ltd.	Radiation
West Coast Energy Pipelines Limited	Ajoutée
Pacific Coast Energy Corporation (50%)	Ajoutée
Westcoast Gas Inc.	Ajoutée
Westcoast Petroleum Ltd.	
Westcoast Production Co. (Africa) Ltd.	Ajoutée
Texas Pacific Oil Canada Ltd.	Radiation
292643 B.C. Ltd.	Ajoutée
Westcoast Transmission Company Limited	Ajoutée
Westcoast Transmission Hildings Ltd.	Radiation
159542 Canada Inc. (100%)	Radiation
159543 Canada Inc. (100%)	Radiation
3. Société canadienne des postes	
Filiales en propriété minoritaire (moins de 50%):	
International Post Corporation S.A. (9.9%)	Radiation
FMS International Ltd. (7.3%)	Radiation

4. Société de développement des investissement du Canada

Filiales en propriété majoritaire (50-99%):	
GINN and Company (Canada) (51%)	Radiation
GINN Publishing Canada Inc. (51%)	Ajoutée
GLC Publishers Ltd. (51%)	Radiation

5. Société d'expansion du Cap-Breton

Filiales en propriété minoritaire (moins de 50%):	
Barklay Systems Limited	Ajoutée
Canada Tennis Technology Limited	Ajoutée
General Mining Building Limited	Ajoutée
Newco Mining Limited	Radiation
Nova Aqua Limited Partnership	Ajoutée
4M Panga Hotel Co. Limited	Radiation

6. Société Radio-Canada

Filiales en propriété minoritaire (moins de 50%):	
Visnews (1 action)	Ajoutée

3.2 Autres sociétés dont le Canada est actionnaire (au 31 mars 1990)

1. Entreprises mixtes et en coparticipation

Air Canada (57%)	Radiation
Aurora Gold Limited	Ajoutée
Carolin Mines Ltd.	Ajoutée
International Datacasting Corporation	Ajoutée
Magnus Aerospace Corporation	Ajoutée
Société du parc industriel et portuaire Québec-sud	Ajoutée
Vercan Investments Inc.	Ajoutée

2. Autres entités

Hockey Canada Inc.	Radiation
Office des produits agricoles	Radiation
The Victoria Commonwealth Games Host Society	Ajoutée
The 1991 Canada Games Society (P.E.I.) Inc.	Ajoutée
The 1989 Jeux Canada Games Societé Saskatoon Inc.	Ajoutée

3. Organismes internationaux

Agence multilatérale d'assurance des investissements	Ajoutée
Commission mixte internationale	Radiation

4. RENSEIGNEMENTS SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS DONT LE CANADA EST ACTIONNAIRE

4.1 ENTREPRISES MIXTES (M) ET EN COPARTICIPATION (C) [1]

Nom de la société	Type	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice Total de l'actif (A)/ Passif (P)	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale*
Compagnie de navigation Canarctic Limitée	M	1005-350, rue Sparks Bureau 1005 Ottawa (Ontario) K1R 7S8	Transports	1975, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre 1989 A = $19.6M P = $24.9M	Coopers & Lybrand	Fournir des services de qualité supérieure de navigation dans l'Arctique, de pétroliers, de gestion du trafic marchandise et de soutien à l'exploitation des ressources aux sociétés, aux localités et aux organismes gouvernementaux situés dans cette région polaire.	51%
Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc.	M	2020 University 22ième étage Montréal, Québec H3A 2A5	Énergie, Mines et Ressources	1982, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 mars 1987 (société inactive)	S.O.	Gestion de construction et de projets nucléaires. Transférer cette activité au secteur privé.	13.3%
Lower Churchill Development Corporation Limited	C	C.P. 12700 St.John's (T.-N.) A1A 2X8	Énergie, Mines et Ressources	1978, Loi sur les sociétés de Terre-Neuve	31 décembre 1989 A = $30.2M P = $42,000	Ernst & Young	Établir le mode de mise en valeur, en totalité ou en partie, du potentiel hydro-électrique de bassin inférieur du fleuve Churchill et l'acheminement de cette énergie aux marchés.	49%
National Sea Products Ltd.	M	1959, rue Upper Water C.P. 2130 Halifax (N.-É.) B3J 3B7	Ministre d'État (Privatisation et Affaires réglementaires)	Fusionnée en 1967 en vertu de la Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse	31 décembre 1989 A = $380.2M P = $299.1M	Ernst & Young	Traiter et mettre en marché des produits et des sous-produits de la pêche. Restructurer les pêcheries de l'Atlantique.	19%
North Portage Development Corporation	C	1100-444 Ave St. Mary Winnipeg (Manitoba) R3C 3T1	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1983, Loi sur les sociétés du Manitoba	31 mars 1990 A = $77.6M P = $1.3M	Coopers & Lybrand	Favoriser le développement socio-économique de la région du Portage du Nord au centre de la ville de Winnipeg. En vertu du Programme des projets spéciaux de relance, favoriser la reprise économique du Canada et du Manitoba.	33.3%

Nom de la société	Type	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice Total de l'actif (A)/ Passif (P)	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale*
Société coopérative de l'énergie	M	530-8 Avenue S.W. Pièce 2000 Calgary (Alberta) T2P 3S8	Énergie, Mines et Ressources	1982, Loi sur la Société coopérative de l'énergie	31 décembre 1989 A = $213M P = $100M	Deloitte & Touche	Exploiter une société de l'énergie dont le but primordial est l'exploration et la mise en valeur de nouvelles ressources en pétrole et en gaz naturel canadien. Regrouper des coopératives dans les domaines financier, agricole, des services et de la mise en marché, dans le but de stimuler leur participation dans l'industrie pétrolière et gazière canadienne.	25%
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	C	10 rue Giguère Lévis-Lauzon Québec G6V 1N6	Industrie, Sciences et Technologie	1974, Loi spéciale du Gouvernement du Québec	31 mars 1990 A = S.O. P = S.O.	Laliberté, Lanctot, Coopers & Lybrand	Favoriser, dans le territoire de la ville de Lauzon, le développement d'un parc industriel et portuaire destiné aux projets industriels d'envergures. Gérer ce parc industriel et portuaire. Acquérir, vendre ou échanger des terrains dans le territoire de la ville de Lauzon.	40%
Télésat Canada	M	1601 Telesat Court Gloucester (Ontario) K1B 5P4	Communications	1969, Loi sur Télésat Canada	31 décembre 1989 A = $780.6M P = $522.8M	Peat, Marwick, Thorne	Mettre sur pied des systèmes commerciaux de télécommunications par satellite aux fins de la prestation de services au Canada et ailleurs.	50%[2]

* Le pourcentage de participation fédérale est fondé sur le nombre de votes.
1 Ce tableau ne présente pas les sociétés dans lesquelles le surintendant des faillites a reçu des actions en vertu de la *Loi sur la faillite*. Ces sociétés apparaissent au tableau 3.2
2 Ne tient pas compte de la participation de 3.75% du CN.

S.O. = sans objet

4.2 AUTRES ENTITÉS

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
The 1989 Jeux Canada Games Society, Saskatoon Inc.	347, Second Ave.S. Saskatoon (Sask.) S7K 1L2	Santé et Bien-être social[1]	1985, Non profit Corporations Act	31 mars	Deloitte & Touche	Planifier et organiser la tenue des Jeux du Canada de 1989.
Administration du pont Blue Water	Rue Bridge Point Edward (Ontario) N7T 7H7	Transports	1964, Loi sur l'Administration du pont Blue Water	31 août	Deloitte & Touche	Détenir, exploiter, entretenir et réparer la partie canadienne du pont Blue Water qui relie Point Edward (Ontario) et Port Huron, au Michigan (États-Unis) et qui traverse la rivière St. Clair.
Administration du pont du port de Saint John	C.P. 6176 Succursale A Saint John (N.-B.) E2L 4R6	Finances	1962, Constituée en vertu d'une loi provinciale	31 mars	Deloitte & Touche	Construire un pont qui traverse le port de Saint John et conclure des ententes avec les gouvernements fédéral, provincial et municipaux et des personnes ou des sociétés privées en ce qui a trait au financement et à la construction d'un tel pont.
Association canadienne des entraîneurs	1600, James Naismith Gloucester (Ontario) K1B 5N4	Santé et Bien-être social[1]	1970, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Ouseley, Guindon & Harvey	Améliorer la formation officielle des entraîneurs dans le cadre du Programme national de certification des entraîneurs et des programmes connexes.
Association pour l'exportation du livre canadien	Bureau 1101 1 Nicholas St.. Ottawa (Ontario) K1N 7B7	Communications	1972, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Robert B. Shortly	Promouvoir l'exportation de livres canadiens vers le marché international. Administrer le budget de l'exportation pour le Programme d'aide au développement de l'Industrie de l'édition.
Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority	The Peace Bridge Peace Bridge Plaza Buffalo, N.Y. U.S.A. 14213	Finances	1934, Loi constituant la Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company	31 décembre	Arthur Young & Co.	Construire et assurer le fonctionnement et l'entretien d'un pont reliant Fort Erie (Ontario) et Buffalo (N.Y.) sur la rivière Niagara.
Caisse de souvenir	685, rue Cathcart Bureau 921 Montréal (Québec) H3B 1M7	Affaires des anciens combattants	1922, Charte fédérale	31 mars	Bureau des services de vérification	Veiller à fournir des funérailles dignes aux anciens combattants admissibles.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Calgary Olympic Development Association	The Day Lodge Canada Olympic Park Rue Beafort N.O. SS # 1 Calgary (Alta) T2M 4N3	Santé et Bien-être social[1]	1979, Loi sur les sociétés de l'Alberta	31 mars	Price Waterhouse	Favoriser le développement de l'athlétisme canadien; administrer le Fonds de dotation olympique; assurer le fonctionnement et l'entretien du Parc olympique du Canada.
Centre canadien de lutte contre les toxicomanies	350, rue Sparks Bureau 607 Ottawa (Ontario) K1R 7S8	Santé et Bien-être social	1988, Loi sur le Centre canadien de lutte contre les toxicomanies	31 mars	McIntyre & McLarty	Sensibiliser davantage les Canadiens à l'abus de l'alcool et des drogues et accroître leur participation à l'élimination de tels abus.
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	63 rue de Brésoles 1[er] étage Montréal (Québec) H2Y 1V7	Affaires extérieures	1988, Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	31 mars	Vérificateur général du Canada	Promouvoir et appuyer la coopération entre le Canada et les autres pays pour la promotion et le renforcement des droits et institutions démocratiques.
Centre canadien d'administration du sport et de la condition physique Inc.	1600 James Naismith Ottawa (Ontario) K1B 5N8	Santé et Bien-être social[1]	1974, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Aider les organismes visés par le développement du sport canadien en fournissant des services de soutien dans les secteurs de l'administration et de la publicité.
Commission du port de Port Alberni	C.P. 99 2750 Harbour Road Port Alberni (C.-B.) V9Y 7M6	Transports	1947, Loi sur les commissions des ports	31 décembre	Newman, Hill, Duncan & Lacoursière	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.
Commission du port de Thunder Bay	C.P. 2266 Thunder Bay (Ontario) P7B 5E8	Transports	1958, Loi sur les commissaires du port de Lakehead	31 décembre	Ernst & Young	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Commissaires du port de Toronto	60, rue Harbour Toronto (Ontario) M5J 1B7	Transports	1911, Loi sur les commissaires du port de Toronto	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.
Commission du port de Windsor	500, promenade Riverside ouest Windsor (Ontario) N9A 5K6	Transports	1957, Loi sur les commissaires du port de Windsor	31 décembre	Peat, Marwick, Thorne	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.
Commission de parc international Roosevelt de Campobello	C.P. 9 Welshpool Île Campobello (N.-B.) E0G 3H0	Affaires extérieures	1964, Loi sur la commission du parc international Roosevelt de Campobello	31 décembre	Foster, Carpenter & Black	Administrer le parc international Roosevelt de Campobello comme site commémoratif.
Commission du port du fleuve Fraser	713, rue Columbia Bureau 505 New Westminster (C.-B.) V3M 1B2	Transports	1913, Loi sur les commissaires du port de New Westminster	31 décembre	Peat, Marwick, Thorne	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.
Commissaires du port de Hamilton	605, rue James Nord Hamilton (Ontario) L8L 1K9	Transports	1912, Loi sur les commissaires du port de Hamilton	31 décembre	Pannell, Kerr & McGillivray	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.
Commission du port de Nanaimo	C.P. 131 104, rue Front Nanaimo (C.-B.) V9R 5R4	Transports	1960, Loi sur les commissions des ports	31 décembre	Bestwick et Partners	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.
Commission du port de North Fraser	2020 Airport Road Richmond (C.-B.) V7B 1C6	Transports	1913, Loi sur les commissaires du port de North Fraser	31 décembre	Dunwoody & Co.	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Commission du port d'Oshawa	1050, ave. Farewell Oshawa (Ontario) L1H 6N6	Transports	1961, Loi sur les commissaires du port d'Oshawa	31 décembre	Deloitte & Touche	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II sur les maladies d'enfance	Édifice Jeanne-Mance Tunney's Pasture Ottawa (Ontario) K1A 0W9	Santé et Bien-être social[2]	1959, Loi sur le Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II	31 mars	Vérificateur général du Canada	Appuyer la recherche, la prévention et les soins dans le domaine des maladies de l'enfance.
Conseil des grains du Canada	360, rue Main Bureau 760 Winnipeg (Manitoba) R3C 3Z3	Ministre d'État (Céréales)	1969, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Réunir des représentants de tous les milieux de l'industrie des céréales afin de discuter de problèmes communs, d'étudier des questions specifiques et de conseiller le gouvernement.
Le Conseil médical du Canada	C.P. 8234 Ottawa (Ontario) K1G 3H7	Santé et Bien-être social	1912, Loi médicale du Canada	31 décembre	Peat, Marwick, Thorne	Promouvoir et appliquer l'établissement d'un diplôme en médecine, de façon à ce que les récipiendaires soient habilités à exercer dans toutes les provinces et qualifiés à cette fin.
Fondation Asie-Pacifique du Canada	999, Canada Place Pièce 666 Vancouver (C.-B.) V6E 3E1	Affaires extérieures	1984, Loi constituant la Fondation Asie-Pacifique du Canada	31 mars	Coopers & Lybrand	Raffermir les liens entre les peuples et les institutions du Canada et ceux de l'Asie du Pacifique.
Fonds de bienfaisance de l'armée	Édifice des Anciens combattants 284, rue Wellington Ottawa (Ontario) K1A 0P4	Affaires des anciens combattants	1947, Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée	31 mars	Vérificateur général du Canada	Accorder des subventions ou une aide financière aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale ou à leurs personnes à charge. Le Fonds a reçu les profits des services destinés à aider l'armée canadienne au cours de la Seconde Guerre mondiale.
FORINTEK Canada Corp.	6620 N.W. Marine Drive Vancouver (C.-B.) V6T 1X2	Ministre d'État (Forêts)	1979, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Deloitte & Touche	Jouer un rôle dirigeant en ce qui concerne le développement technologique de l'industrie canadienne des produits du bois. Fournir au gouvernement fédéral des conseils spécialisés sur les produits forestiers.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Institut canadien de recherche sur la condition physique et le mode de vie	47, rue Clarence Bureau 200 Ottawa (Ontario) K1N 9K1	Santé et Bien-être social[1]	1980, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Deloitte & Touche	Recueillir, interpréter et communiquer de l'information concernant la condition physique des Canadiens.
Institut canadien de recherches en génie forestier	143, place Frontenac Pointe-Claire (Québec) H9R 4Z7	Ministre d'État (Forêts)	1986, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Charette, Fortier Harvey, Touche & Ross	Effectuer des activités de recherche et de développement dans le but d'améliorer l'efficacité des opérations liées à la récolte et au transport du bois et à la sylviculture.
Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers	570, boul. St-Jean Pointe-Claire (Québec) H9R 3J9	Ministre d'État (Forêts)	1950, Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Touche, Ross	Compléter les efforts techniques individuels des entreprises en fournissant à ses membres des données de recherche de base et une technologie améliorée pour leur permettre de renforcer leur position concurrentielle sur les marchés mondiaux. Fournir à l'industrie canadienne des pâtes et papiers un point central pour la recherche.
Institut international du Canada pour le grain	1000-303, rue Main Winnipeg (Manitoba) R3C 3G7	Ministre d'État (Céréales)	1972, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 mars	Deloitte & Touche	Offrir à certains utilisateurs importants à l'extérieur du Canada des cours en technologie et manutention des céréales afin de développer les marchés actuels et éventuels à l'étranger pour les céréales et les graines oléagineuses. Organisme de promotion pour l'exportation de ces produits.
Institut Vanier de la famille	120, avenue Holland Ottawa (Ontario) K1X 0X6	Premier ministre	1965, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 décembre	Coopers & Lybrand	Favoriser le bien-être spirituel et matériel des familles canadiennes et, pour y arriver, étudier leur milieu et leurs caractéristiques sociales, physiques, mentales, morales et financières.
The Nature Trust of British Columbia	909-100 Park Royal SW Vancouver (C.-B.) V7T 1A2	Premier ministre	1971, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Peat, Marwick, Thorne	Acheter et préserver de façon écologique d'importantes étendues de terre en Colombie-Britannique.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Northern Native Fishing Corporation	C.P. 876 4-214, 3e Avenue Ouest Prince Rupert (C.-B.) V8J 3Y1	Affaires indiennes et du Nord canadien	1982, Loi sur les sociétés (C.-B.)	31 janvier	Arthur Andersen & Co.	Garder une flotte de navires de pêches et les permis pertinents, à long terme, pour les pêcheurs autochtones et les encourager à mettre sur pied leurs opérations commerciales indépendantes.
NWT Cooperative Business Development Fund	4905-48e Rue C.P. 1565 Yellowknife (T.N.-O.) X1A 2P2	Affaires indiennes et du Nord canadien	1986, Loi sur les associations coopératives du Canada	31 décembre	Price Waterhouse	Voir au financement des coopératives présentes dans les T.N.-O. et y assurer la stabilité financière du mouvement coopératif.
Office des produits agricoles	Édifice Sir John Carling Pièce 3649 Ottawa (Ontario) K1A 0C5	Agriculture	1951, Loi sur l'Office des produits agricoles	31 mars	Vérificateur général du Canada	Acheter, vendre ou importer des produits agricoles. L'Office peut acheter et conserver des produits pour les vendre ultérieurement, les utiliser en cas d'urgence au Canada, ou pour des programmes d'aide à l'étranger.
PARTICIPaction	40, rue Dundas Ouest Bureau 220 Toronto (Ontario) M5G 2C2	Santé et Bien-être social[1]	1971, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Informer les Canadiens des effets positifs de la bonne forme physique et les inciter à adopter un style de vie sain qui fait place à l'activité physique.
Prix humanitaire Terry Fox Inc.	711-151, rue Sparks Ottawa (Ontario) K1P 5E3	Santé et Bien-être social[1]	1982, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Deloitte & Touche	Encourager les jeunes Canadiens à tendre vers de hauts idéaux, à l'exemple de Terry Fox, en décernant des bourses commémoratives.
Société canadienne d'enregistrement des animaux	2417 Holly Lane Ottawa (Ontario) K1V 0M7	Agriculture	1988, Loi sur la généalogie des animaux	31 décembre	Ernst & Young	Assurer des services aux membres des 50 associations d'éleveurs et en leur nom. Voir au maintien des livres généalogiques sur le bétail.
Société de caisse de retraite de la Commission internationale des pêcheries	a/s du Conseil du Trésor du Canada L'Esplanade Laurier Tour ouest 300, ave. Laurier Ottawa(Ontario) K1A 0R5	Pêches et Océans	1970, Loi sur les corporations canadiennes	30 septembre	Vérificateur général du Canada	Prendre des dispositions pour que les employés de toute commission internationale de pêches dont l'administration centrale est située au Canada ou aux États-Unis soient protégés par une caisse de retraite ou un régime d'assurance et voir à l'administration de ceux-ci.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Société de l'usine-pilote de protéines, huiles et amidons	118 Veterinary Road Saskatoon (Saskatchewan) S7N 2R4	Ministre d'État (Céréales)	1973, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Faire augmenter la capacité de traitement des céréales et graines oléagineuses. Développer des produits agricoles à valeur nutritive élevée et en promouvoir la consommation au Canada et l'exportation.
La Société des jeux du Canada, 1991	199, rue Grafton Charlottetown, (Î.-P.-É.)	Santé et Bien-être social[1]	1987, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	S.O.	Planifier et organizer la tenue des Jeux du Canada de 1991.
Société du Complexe forestier des Maritimes	Hugh John Flemming Centre de la foresterie RR#10, Fredericton (N.-B.) E3B 6H6	Ministre d'État (Forêts)	1980, Loi sur la Société du Complexe forestier (N-B)	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Établir un complexe régional forestier dans les Maritimes.
Western Grains Research Foundation	118 Veterinary Road Saskatoon (Sask.) S7N 2R4	Agriculture	1981, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Coopers & Lybrand	Aider à améliorer la productivité et la rentabilité des grains et des graines oléagineuses produits dans les provinces des Prairies.
The Victoria Commonwealth Games Host Society	Suite 1210 345, rue Québec Victoria (C.-B.) V8W 3M8	Santé et Bien-être social[1]	1987, Loi sur la Société de la Colombie-Britannique	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Planifier et organizer la tenue des Jeux du Canada de 1991.

[1] Deux directeurs sont nommés par le ministre d'État (Condition physique et sport amateur) qui a reçu ce pouvoir du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

[2] Les directeurs du Conseil sont nommés par Sa Majesté en commission du Grand Sceau.

S.O. = sans objet

4.3 ORGANISMES INTERNATIONAUX

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale*
Agence multilatérale d'assurance des investissements	1818, H. Street N.W. Washington D.C. U.S.A. 20433	Finances	1988, Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes	30 juin	Price Waterhouse	Encourager le flux des investissements à des fins productives entre les pays membres, complétant ainsi les activités de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la Société financière internationale et d'autres institutions financières de développement international.	3.3%
Association internationale de développement	1818, H. Street N.W. Washington D.C. U.S.A. 20433	Finances	1960, Articles d'accord; 1960, Loi sur l'association internationale de développement	30 juin	Price Waterhouse	Promouvoir le développement économique, augmenter la productivité et ainsi relever les niveaux de vie dans les pays sous-développés du monde.	3.2%
Banque africaine de développement	01 BP 1387 Abidjan 01 Côte d'Ivoire Afrique	Affaires extérieures	1972, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Akintola, Williams & Hassan Inc. and Deloitte & Touche	Contribuer à accélérer le développement économique des pays membres, individuellement et collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	3.1%
Banque asiatique de développement	C.P. 789 1099 Manille Philippines	Affaires extérieures	1965, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Deloitte & Touche	Prêter des fonds, encourager les investissements et fournir de l'aide technique aux pays en développement et, de façon génerale, promouvoir la croissance économique en Asie. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	5.7%
Banque de développement des Caraibes	C.P. 408 Wildey, St. Michael Bridgetown Barbade	Affaires extérieures	1969, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Price Waterhouse	Contribuer à la croissance et au développement économiques harmonieux des pays membres et à leur intégration en portant une attention spéciale et urgente aux besoins des pays moins développés de la région. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	10.4%

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale*
Banque interaméricaine de développement	1300, avenue New York Washington (D.C.) U.S.A. 20577	Affaires extérieures	1959, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Price Waterhouse	Contribuer à accélérer le développement économique des pays membres, individuellement et collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	4.4%
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	1818, H. Street N.W. Washington (D.C.) U.S.A. 20433	Finances	1945, Loi sur les accords de Bretton Woods	30 juin	Price Waterhouse	Aider à la reconstruction et au développement des territoires des pays membres.	3.0%
Commission de la frontière internationale	615, rue Booth Ottawa (Ontario) K1A 0E9	Affaires extérieures	1908, Traité; 1960, Loi sur la Commission de la frontière	31 mars	Vérificateur général du Canada	Maintenir la démarcation et la représentation graphique de la frontière, sur les terres et les eaux, entre le Canada et les États-Unis, et réglementer tous les travaux de construction	S.O.
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	2, Marlow Road Maidenhead (Berks.) Royaume-Uni S16 7DX	Affaires des anciens combattants	1917, Charte Royale	31 mars	Deloitte, Haskins & Sells	Entretenir sépultures et monuments commémoratifs; tenir les dossiers des sujets des membres des armées du Commonwealth morts au cours des deux grandes guerres mondiales.	S.O.
Fonds monétaire international	700 19th St. N.W., Washington (D.C.) U.S.A. 20431	Finances	1945, Entente signée par les pays membres	30 avril	Comité de vérification externe	Favoriser le bien-être économique par l'expansion du commerce, le maintien d'accords commerciaux ordonnés et la diminution de la balance des paiements.	3.2%
Fonds africain de développement	01 BP 1387 Abidjan 01 Côte d'Ivoire Afrique	Affaires extérieures	1972, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Akintola, Williams & Hassan Inc. and Deloitte & Touche	Aider la Banque africaine de développement à contribuer de plus en plus efficacement au développement socio-économique des membres de la banque. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	S.O.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale*
Fonds international de développement agricole	107 Via Del Serafico 00142 Rome Italie	Affaires extérieures	1976, Accord international	31 décembre	Price Waterhouse	Mobiliser des ressources supplémentaires prenant la forme de concessions qui contribueront au développement agricole des états membres. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	3.1%
Société financière internationale	1818, H Street N.W. Washington (D.C.) U.S.A. 20433	Finances	1956, Articles de l'accord; 1956, crédit 731, Loi n° 6 portant affectation de crédits	30 juin	Price Waterhouse	Promouvoir le développement international en encourageant la croissance d'une entreprise productive dans les pays membres, et en assurant un complément aux travaux de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.	4.3%

* Le pourcentage de participation fédérale est fondé sur le nombre de votes.
S.O. = sans objet

PARTIE III

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS
DE CHACUNE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DE CHACUNE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

Cette section présente les états financiers de chacune des sociétés d'État mères.

	Page
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	113
Administration de pilotage de l'Atlantique	126
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	130
Administration de pilotage des Laurentides	133
Administration de pilotage du Pacifique	136
Asssociés Mingan Ltée, Les	139
Banque du Canada	140
Banque fédérale de développement	143
Canadian National(West Indies) Steamships, Ltée	148
Centre de recherches pour le développement international	150
Centre international d'exploitation des océans	154
Commission canadienne du blé	158
Commission canadienne du lait	178
Commission de la Capitale nationale	183
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	188
Conseil canadien des normes	198
Conseil des Arts du Canada	201
Construction de défense (1951) Limitée	208
Corporation commerciale canadienne	211
Corporation de développement des investissements du Canada	215
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La	216
Corporation Place du Havre Canada	218
Énergie atomique du Canada, Limitée	221
Harbourfront Corporation	226
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	231
Marine Atlantique S.C.C.	235
Monnaie royale canadienne	239
Office canadien des provendes	243
Office canadien du poisson salé	246
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	254
Petro-Canada	257
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	268
Société canadienne des ports	271
Société canadienne des postes	276
Société canadienne d'hypothèques et de logement	280
Société d'assurance-dépôts du Canada	291
Société de construction des musées du Canada Inc.	295
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	300
Société de développement du Cap-Breton	304
Société d'expansion du Cap-Breton	308
Société du Centre national des Arts	320
Société du crédit agricole	328
Société du port de Halifax	334
Société du port de Montréal	337
Société du port de Prince Rupert	341
Société du port de Québec	344
Société du port de Saint John	347

Société du port de St. John's 350
Société du port de Vancouver 353
Société du Vieux-Port de Montréal Inc. 356
Société immobilière du Canada Limitée 359
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée 363
Société pour l'expansion des exportations 367
Société Radio-Canada 376
Téléglobe Canada 381
VIA Rail Canada Inc. 383

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 11 mai 1990

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	16,759	15,557
Débiteurs	7,500	8,692
Intérêts courus à recevoir	1,375	1,143
Stocks de fournitures	2,996	2,841
	28,630	28,233
À long terme		
Placements (note 3)	44,862	41,440
Débiteurs (note 4)	93	149
Placements dans les filiales (note 5)	10	10
Immobilisations (note 6)	526,692	534,711
	600,287	604,543

PASSIF	1990	1989
À court terme		
Créditeurs et frais courus	13,065	15,831
Impôt sur les grandes sociétés (note 8)	756	
	13,821	15,831
À long terme		
Prestations de cessation d'emploi courues (note 3)	12,788	12,244
	26,609	28,075
Éventualités (note 10)		
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport (note 7)	624,950	624,950
Déficit	(51,272)	(48,482)
	573,678	576,468
	600,287	604,543

Approuvé:

le Président
GLENDON STEWART

le Contrôleur et Trésorier
ROGER FORGUES

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990					1989
	Secteur Montréal-lac Ontario	Secteur Welland	Total Voie maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Revenus						
Péages	27,740	31,218	58,958		58,958	60,007
Baux et permis	813	2,750	3,563	676	4,239	3,695
Autres	998	963	1,961	1,355	3,316	2,613
	29,551	34,931	64,482	2,031	66,513	66,315
Dépenses						
Exploitation	6,787	11,170	17,957		17,957	16,762
Entretien	12,422	12,132	24,554	151	24,705	23,413
Administration	4,725	6,137	10,862	44	10,906	10,255
Bureau central	4,277	5,256	9,533	67	9,600	9,395
Amortissement	4,787	5,741	10,528	32	10,560	10,496
Prestations de cessation d'emploi	768	1,050	1,818		1,818	1,497
Autres	115	115	230		230	481
	33,881	41,601	75,482	294	75,776	72,299
Bénéfice (perte) d'exploitation	(4,330)	(6,670)	(11,000)	1,737	(9,263)	(5,984)
Revenus de placement	2,970	3,651	6,621	608	7,229	5,662
Bénéfice net (perte) avant impôt sur les grandes sociétés	(1,360)	(3,019)	(4,379)	2,345	(2,034)	(322)
Impôt sur les grandes sociétés (note 8)	335	411	746	10	756	
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(1,695)	(3,430)	(5,125)	2,335	(2,790)	(322)

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990			1989
	Voie maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	(53,840)	5,358	(48,482)	(48,160)
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(5,125)	2,335	(2,790)	(322)
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	(58,965)	7,693	(51,272)	(48,482)

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990			1989
	Voie maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Encaisse en provenance (utilisée pour) des				
Activités d'exploitation				
Bénéfice (perte) pour l'exercice	(5,125)	2,335	(2,790)	(322)
Éléments sans incidence sur l'encaisse				
(Bénéfice) perte à l'aliénation d'immobilisations	34		34	153
Amortissement	10,528	32	10,560	10,496
Provision pour les prestations de cessation d'emploi	1,818		1,818	1,497
Variation nette des composantes du fonds de roulement autres que l'encaisse et les dépôts à terme	1,348	(2,164)	(816)	934
Paiements de prestations de cessation d'emploi	(1,664)		(1,664)	(1,543)
Encaisse en provenance des activités d'exploitation	6,939	203	7,142	11,215
Activités de financement				
Financement en provenance du gouvernement fédéral pour le Programme de réhabilitation du Canal Welland	26,900		26,900	25,400
Encaisse en provenance des activités de financement	26,900		26,900	25,400
Activités d'investissement				
Réduction des débiteurs à long terme	56		56	54
Augmentation des placements	(3,422)		(3,422)	(8,500)
Augmentation des immobilisations	(29,271)	(203)	(29,474)	(26,029)
Encaisse utilisée pour des activités d'investissement	(32,637)	(203)	(32,840)	(34,475)
Augmentation de l'encaisse	1,202		1,202	2,140
Encaisse et dépôts à terme au début de l'exercice	15,557		15,557	13,417
Encaisse et dépôts à terme à la fin de l'exercice	16,759		16,759	15,557
Situation du fonds de roulement à la fin de l'exercice				
Actif à court terme	28,630		28,630	28,233
Passif à court terme	20,079	(6,258)	13,821	15,831
	8,551	6,258	14,809	12,402

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Pouvoir et objectifs

L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été constituée en 1954 en vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et elle est classifiée en tant que société d'État mère à l'annexe III de la partie I de la Loi sur la gestion des finances publiques.

L'Administration a été constituée dans le but de construire et d'exploiter une voie navigable en eau profonde entre le port de Montréal et le lac Érié et les installations et autres propriétés tels les ponts qui font partie d'une voie navigable en eau profonde, selon les exigences du gouverneur en conseil.

En vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, l'Administration doit déposer le tarif des péages auprès de l'Agence nationale des transports. Le tarif des péages prend alors effet à la date du dépôt.

2. Conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Voici un sommaire des principales conventions comptables.

a) Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures comprennent du matériel et des fournitures utilisés à l'exploitation et à l'entretien de la Voie maritime et ils sont enregistrés au prix coûtant.

b) Placements dans les filiales

Les placements dans les filiales en propriété exclusive sont comptabilisés au prix coûtant. Les états financiers des filiales n'ont pas été consolidés dans les présents états financiers parce que les changements dans l'avoir des filiales ne s'accumulent pas à l'Administration. Des états financiers vérifiés distincts pour chaque société filiale sont disponibles au public.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant. Les remplacements et les améliorations importantes qui augmentent la capacité du système de la voie navigable en eau profonde ou qui prolongent les durées utiles estimatives des éléments d'actif actuels sont capitalisés. Les dépenses de réparation et d'entretien sont imputées aux résultats au moment où elles sont faites et les améliorations importantes défrayées dans le but d'assurer la fiabilité du système sont capitalisées. Le coût des éléments d'actif vendus, retirés ou abandonnés ainsi que l'amortissement cumulé s'y rapportant, sont supprimés des comptes lors de l'aliénation. Les gains ou les pertes lors de l'aliénation sont crédités ou imputés aux résultats.

L'amortissement est enregistré selon la méthode linéaire, d'après les durées utiles estimatives des éléments d'actif.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Suite*

d) Programme de réhabilitation du Canal Welland

Le financement reçu du gouvernement du Canada pour ce programme est comptabilisé en le portant au crédit des coûts pour les projets d'investissement y reliés entrepris au cours de l'exercice, l'amortissement devant être calculé sur la somme nette.

e) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Administration ont droit à des prestations particulières lors de leur cessation d'emploi ainsi que le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. L'élément du passif à l'égard de ces prestations est inscrit aux comptes au fur et à mesure que s'accumulent les prestations pour les employés.

f) Régime de pensions de retraite

Tous les employés de l'Administration font partie du Régime de pensions de retraite de la Fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées et des employés et de l'Administration. Ces contributions représentent le passif total de l'Administration et elles sont comptabilisées de façon courante.

g) Régime d'assurance-vie des employés

L'Administration fournit un régime d'assurance-vie pour ses employés. Les surplus et les insuffisances du régime sont ajoutés aux revenus et (ou) aux dépenses de l'exercice auxquels ils s'appliquent.

h) Assurance

L'Administration se charge en substance de tous les risques quant au dédommagement et aux avaries à ses écluses. À l'égard de tous les autres éléments de l'actif l'Administration est munie d'assurance traditionnelle.

i) Pont des Mille-Îles

En septembre 1976, le ministre des Transports a confié à l'Administration la gestion et l'exploitation du Pont des Mille-Îles tandis que la valeur immobilisée était dévolue à Sa Majesté, du chef du Canada. Les dépenses en capital effectuées subséquemment par l'Administration pour améliorer le Pont ont été inscrites aux immobilisations. Les bénéfices non répartis du Pont représentent ses bénéfices accumulés depuis septembre 1976.

Les présents états financiers déclarent de manière distincte l'exploitation du Pont des Mille-Îles en prenant pour acquis que sa gestion et son exploitation par l'Administration sont autonomes par rapport à l'exploitation de la Voie maritime.

3. Placements à long terme

Afin d'établir une provision quant aux grands projets d'amélioration des immobilisations pour la Voie maritime du Saint-Laurent et la réfection de la travée canadienne du Pont des Mille-Îles, et pour les prestations de cessation d'emploi à venir, l'Administration a mis à part les placements à long terme qui suivent :

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Amélioration des immobilisations		
Obligations du Canada, échéance à diverses dates jusqu'en 1995	9,053	14,940
Valeur au pair $9,000 (1989—$15,000)		
Valeur au marché $8,292 (1989—$14,459)		
Bons du trésor, échéance à diverses dates jusqu'en mars 1991	12,809	8,500
Certificats de placement, échéance en mars 1994 et mars 1995	10,000	5,000
	31,862	28,440
Prestations de cessation d'emploi		
Dépôt auprès du Fonds du revenu consolidé, échéance en mars 1994	13,000	
Bon du Trésor		13,000
	44,862	41,440

4. Débiteurs à long terme

L'Administration a conclu des accords contractuels à long terme pour la vente d'une parcelle de terrain et pour le recouvrement des coûts reliés à la construction de certaines installations. Les débiteurs à long terme suivants n'avaient pas été réglés au 31 mars :

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Une créance venant à échéance en 1995 et portant intérêt à 5 1/2%, comportant le remboursement annuel d'une somme de $28,000, capital et intérêts réunis	93	115
Une créance venant à échéance en 1990 et ne portant pas intérêt, comportant le remboursement annuel d'une somme de $33,952		34
	93	149

5. Filiales et apparentés

Les placements dans les filiales en propriété exclusive comportent les éléments suivants:

	Nombre d'actions	Coût
		$
L'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée (A.P.G.L.)	15	1,500
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée (P.J.-C.C.)	1	100
La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée (C.P.i.V.m.)	8	8,000
		9,600

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Suite*

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1990, l'Administration a fourni à la P.J.-C.C. certains services administratifs pour lesquels elle a réclamé $653,000 (1989—$745,000). Au 31 mars 1990, la somme de $76,000 n'était pas réglée (1989—$189,000).

Chaque année civile, la C.P.i.V.m. verse une redevance d'utilisation à l'Administration (1989—$406,018; 1988—$182,580) afin d'amortir, pour l'Administration, les frais de construction et d'intérêt reliés au Pont du chenal nord. Au 31 mars 1990, $5.2 millions (1989—$5.6 millions) en frais de construction n'avaient pas été amortis. Au cours de l'exercice 1987, une diminution de $5.3 millions a été le résultat de l'annulation de l'intérêt comme l'explique la note 7.

La Garde côtière canadienne fournit à l'Administration les services d'aide à la navigation. L'honoraire versé par l'Administration pour ce service au cours de l'exercice s'est élevé à $565,000 (1989—$545,000).

6. Immobilisations

	Taux d'amortissement	1990 Coût	1990 Amortissement cumulé	1990 Valeur nette	1989 Valeur nette
		(en milliers de dollars)			
Voie maritime					
Terrain		30,027		30,027	30,100
Chenaux et canaux	1%	249,108	73,657	175,451	177,942
Écluses	1%	237,295	89,898	147,397	149,302
Ponts et tunnels	2%	101,521	46,055	55,466	57,547
Bâtiments	2%	12,056	6,927	5,129	5,305
Matériel	2-20%	28,798	14,945	13,853	14,938
Travaux de réfection	1%	121,458	25,331	96,127	97,344
Ouvrages en voie de construction		1,807		1,807	969
		782,070	256,813	525,257	533,447
Pont des Mille-Îles					
Améliorations	2%	1,552	343	1,209	1,241
Ouvrages en voie de construction		226		226	23
		783,848	257,156	526,692	534,711

Programme de réhabilitation du Canal Welland

En 1985, l'Administration a embauché des experts-conseils pour faire l'examen en détail et faire rapport sur la condition des structures du système du Canal Welland. Le rapport fut présenté au cours de 1986 et en conséquence un programme septennal de $175 millions en réhabilitation a été conçu pour réaménager le canal Welland et s'assurer du prolongement de l'aspect sûr et fiable d'une voie d'eau jusqu'au cours du 21[e] siècle. Le programme comporte le radoub des murs des écluses, le caractère stable des berges du canal et des murs qui y accèdent ainsi que la réfection des structures subordonnées.

Au cours de 1986, le gouvernement du Canada a approuvé les fonds qui permettent de financer le Programme de réhabilitation du Canal Welland pour une somme qui ne doit pas dépasser $175 millions au cours d'une période de sept ans. À ce jour, le financement du gouvernement fédéral s'est élevé à $90 millions qui ont été dépensés en entier pour le programme et ont été défalqués des ouvrages y reliés en voie de construction. Au 31 mars 1990, $85.8 millions de la somme approuvée pour les quatre premières années furent reçus. Le solde de $4.2 millions est inclus dans les comptes débiteurs.

Le financement du gouvernement du Canada prévu pour le reste de ce programme est le suivant:

	(en millions de dollars)
1990-91	27.3
1991-92	28.7
1992-93	29.0
Total	85.0

7. Capital d'apport

Au 1[er] avril 1977, des emprunts auprès du Canada d'une somme de $624.95 millions ont été convertis en avoir en vertu d'un crédit parlementaire. Cette somme a été enregistrée en tant que capital d'apport. L'intérêt non acquitté se chiffrant à $210 millions sur ces prêts n'a pas été converti et apparaissait au bilan en tant qu'intérêt reporté.

En décembre 1987, l'intérêt reporté fut l'objet d'une remise de la part du gouvernement du Canada et radié par l'Administration.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

Le crédit parlementaire autorisant la conversion en 1977 des emprunts auprès du Canada en avoir autorise également le Ministre à fixer, de temps à autre, le montant qui devra être versé annuellement par l'Administration à même ses revenus de péages, à titre de rendement sur le capital. Aucun rendement sur le capital n'a été exigé au cours des exercices terminés les 31 mars 1990 et 1989.

8. Impôts sur le revenu

L'Administration, en tant que société d'État fédérale prescrite, est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. L'Administration n'est pas assujettie aux impôts provinciaux.

Présentement, la fraction non amortie du coût en capital pour fins d'impôt dépasse la valeur comptable nette des immobilisations d'environ $216 millions. L'incidence fiscale de cet excédent n'a pas été inscrit aux comptes de l'Administration. L'Administration a accumulé également des coûts de recherche et développement d'environ $4 millions qui sont disponibles pour réduire l'impôt sur le revenu des exercices futurs.

L'Administration est d'avis que la remise de l'intérêt reporté par le gouvernement du Canada au montant de $210 millions (voir la note 7) n'entraînera aucune obligation fiscale. Les discussions entre l'Administration et le ministère du Revenu national se poursuivent pour résoudre cette question.

Le Budget fédéral du mois d'avril 1989 prévoyait l'introduction d'un impôt sur les grandes sociétés. Cet impôt doit être prélevé sur le capital imposable utilisé au Canada et doit s'appliquer après le mois de juin 1989. Bien que la loi permettant de prélever cet impôt ne soit pas encore adoptée, l'Administration a comptabilisé une provision pour le montant estimatif à payer.

9. Engagements

Les engagements contractuels liés aux dépenses en immobilisations et autres dépenses, y compris le Programme de réhabilitation du Canal Welland, se chiffraient au 31 mars 1990 à $4.7 millions (1989—$3.1 millions).

L'Administration s'est engagée à effectuer des versements futurs minimums en vertu de contrats de location-exploitation d'une durée de plus d'un an relativement à des locaux à bureaux, comme il suit :

	(en milliers de dollars)
1990-91	269
1991-92	269
1992-93	269
1993-94	269
1994-95	269
Exercices ultérieurs	425

10. Éventualités

Il y a une somme totale de $86.6 millions en réclamations intentées contre l'Administration à la suite d'un bris du pont de Valleyfield en novembre 1984, du renversement en octobre 1985 du mur de l'Écluse 7, pour compensation et dommages à l'égard de l'expropriation de terrains et autres diverses réclamations. L'Administration conteste toutes ces réclamations et leur dénouement ne peut être établi présentement. Cependant, la direction est d'avis que ces actions en justice n'entraîneront pas de pertes relativement importantes pour l'Administration. L'Administration est également requérante dans certains autres procès ou réclamations en cours ou dont elle menace.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, à la Loi sur l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent et aux règlements administratifs de la Corporation.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 9 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	500,415	156,626
Débiteurs	11,967	10,031
	512,382	166,657
Immobilisations		
Au prix coûtant	437,069	429,645
Moins: amortissement cumulé	216,144	175,217
	220,925	254,428
	733,307	421,085

PASSIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Créditeurs et passif couru	61,125	43,738
Indemnités de cessation d'emploi courues	118,574	
Somme à payer à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	281,727	32,580
Revenu reporté	32,487	21,173
	493,913	97,491
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi courues	223,394	307,594
Débentures à payer (note 3)	8,000	8,000
	231,394	315,594
	725,307	413,085
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—Un nombre illimité d'actions ordinaires		
Émis et entièrement acquitté—8 actions	8,000	8,000
	733,307	421,085

Approuvé par le Conseil d'administration:

le Président et administrateur
G. R. STEWART

le Vice-président et administrateur
JAMES L. EMERY

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1 —*Suite*

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Revenus		
Péages	1,953,875	1,611,911
Locations	66,928	66,928
Intérêts	35,468	13,227
Autres	4,922	7,095
	2,061,193	1,699,161
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux	1,099,640	1,055,889
Matériaux et services d'entretien	369,618	299,297
Assurance	43,358	49,981
Amortissement	40,927	33,621
Indemnités de cessation d'emploi	37,297	23,242
Électricité	17,642	17,954
Fournitures de bureau	11,042	4,733
Services professionnels	10,872	1,200
Subventions tenant lieu de taxes municipales	9,403	7,677
Téléphone	3,560	3,898
Déplacements	2,794	2,100
Publicité	400	1,334
Autres	8,622	9,727
Location de matériel pour la perception des péages		5,928
	1,655,175	1,516,581
Excédent des revenus sur les dépenses à verser en tant que redevance pour l'utilisation du pont (note 4)	406,018	182,580

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Activités d'exploitation		
Encaisse provenant des (absorbée par les) opérations		
Excédent des revenus sur les dépenses à verser en tant que redevance pour l'utilisation du pont	406,018	182,580
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Indemnités de cessation d'emploi	37,297	23,242
Amortissement	40,927	33,621
Perte lors de l'aliénation d'éléments d'actif		727
	484,242	240,170
Diminution (augmentation) des débiteurs	(1,936)	2,107
Augmentation (diminution) des créditeurs et du passif couru	311,669	(64,324)
Versements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent en tant que redevance pour l'utilisation du pont	(332,579)	(318,458)
Augmentation (diminution) du revenu reporté	11,314	(88)
(Diminution) de la partie à long terme des indemnités de cessation d'emploi	(118,574)	
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi	(2,923)	(21,513)
	351,213	(162,106)
Activités d'investissement		
Additions aux immobilisations	(7,424)	(43,278)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	343,789	(205,384)
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	156,626	362,010
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	500,415	156,626
Situation du fonds de roulement à la fin de l'exercice		
Actif à court terme	512,382	166,657
Passif à court terme	493,913	97,491
	18,469	69,166

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989

1. Pouvoirs et activités

La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée est une société d'État conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et elle est une filiale en propriété exclusive de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, une société d'État mère nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi mentionnée précédemment. La Corporation a été constituée en 1962 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et continuée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral (auparavant, la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes), et elle est assujettie à la Loi sur l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent. Elle a pour but d'opérer et de gérer le système de pont international à péage reliant Cornwall (Ontario) et Rooseveltown (New York) pour le compte de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et de son homologue américain, la Saint Lawrence Seaway Development Corporation.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1 —*Fin*

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

2. Conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Voici une récapitulation des conventions comptables importantes:

Redevance pour l'utilisation du pont

Selon la description à la note 4 afférente aux états financiers, l'on exige que la Corporation répartisse comme une redevance pour l'utilisation du pont son excédent des revenus sur les dépenses. L'excédent pour l'exercice courant est inclus dans le bilan comme "Somme à payer à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent".

Les versements sont assujettis à la capacité de la Corporation à produire des revenus en excédent. En conséquence, les soldes non acquittés à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et à la Saint Lawrence Seaway Development Corporation relativement aux coûts démontrés à la note 4, ne sont pas comptabilisés en tant que passif aux livres de la Corporation.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant. Ces immobilisations incluent des meubles et des biens détachables acquis pour les opérations du pont. Le coût du pont du chenal nord est comptabilisé aux livres de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

L'amortissement est basé sur la durée utile estimative des immobilisations et calculé selon la méthode linéaire, aux taux annuels suivants:

Matériel roulant	20%
Matériel d'entretien	10% à 20%
Matériel de bureau et pour la perception des péages	10% à 20%
Matériel de pont	5%

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités précises de cessation d'emploi en conformité avec leurs conditions d'emploi. L'élément de passif pour ces indemnités est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés ont droit aux indemnités.

Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Tant l'employé que la Corporation doivent verser des cotisations au Régime. Ces cotisations représentent le passif total de la Corporation pour la pension de retraite et elles sont comptabilisées de manière courante.

Revenu reporté

Le revenu provenant des billets de péage non retirés est reporté.

Régime d'assurance-vie des employés

La Corporation dispose d'un régime annuel d'assurance-vie à l'endroit de ses employés selon une méthode d'autoassurance. Les surplus, les primes et les déficits du régime sont portés aux recettes et(ou) aux dépenses de l'exercice auquel ils se rattachent.

3. Débentures à payer

Ces débentures, qui viennent à échéance le 31 décembre 2012, ne portent pas intérêt et elles sont à payer à la Saint Lawrence Seaway Development Corporation.

4. Redevance pour l'utilisation du pont

Selon l'entente conclue entre l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et la Saint Lawrence Seaway Development Corporation, l'excédent annuel des revenus sur les dépenses de la Corporation est versé en tant que redevance pour l'utilisation du pont; premièrement, à l'Administration pour compenser l'amortissement du coût pour le pont du chenal nord ainsi que les intérêts; et ensuite, à la Saint Lawrence Seaway Development Corporation en contrepartie de l'amortissement d'une contribution de $300,000 servant à défrayer le coût du pont sur la rivière Raquette; et le solde, s'il en est, doit alors être divisé également entre les deux parties.

Depuis le début de l'exploitation de la Corporation, toutes les redevances pour l'utilisation du pont ont été versées à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent. Au 31 décembre, le solde non acquitté du coût total pour le pont du chenal nord était comme il suit :

	1989	1988
	$	$
Coût de la construction	8,539,695	8,539,695
Intérêts	2,569,652	2,569,652
	11,109,347	11,109,347
Déduire: redevances pour l'utilisation du pont		
Au début de l'exercice	5,480,554	5,297,974
Redevance pour l'exercice courant	406,018	182,580
À la fin de l'exercice	5,886,572	5,480,554
Solde non acquitté auprès de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	5,222,775	5,628,793

5. Utilisation du pont

La Corporation, avec l'approbation de l'Office National de Transport du Canada, continue d'offrir gratuitement l'utilisation du système de pont à certains Indiens d'Amérique du Nord. Ceci représente une partie importante de la circulation sur le pont.

6. Opérations entre apparentés

En plus des opérations déclarées ailleurs dans les présents états financiers, l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent fournit à la Corporation, sans frais, certains services de génie et de soutien administratif.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 2

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats, du déficit, du capital d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, ainsi qu'à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 4 mai 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse et bons du Trésor	4,064,877	3,765,770
Débiteurs	108,719	71,539
Montant à recevoir du Canada	3,129,245	2,154,751
	7,302,841	5,992,060
Immobilisations		
Terrains	3,771,945	3,771,945
Ponts	73,277,951	73,276,394
Véhicules et équipement	907,630	822,152
	77,957,526	77,870,491
Moins: amortissement cumulé	61,004,427	59,907,062
	16,953,099	17,963,429
	24,255,940	23,955,489

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Créditeurs	3,640,602	2,266,766
Montant dû à la société mère	66,103	189,091
Revenus reportés	404,620	344,687
	4,111,325	2,800,544
À long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	703,563	646,204
	4,814,888	3,446,748
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—50 actions sans valeur nominale		
Émis et entièrement libéré—1 action	100	100
Capital d'apport	32,699,587	32,592,693
Déficit	(13,258,635)	(12,084,052)
	19,441,052	20,508,741
	24,255,940	23,955,489

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
GLENDON R. STEWART

Administrateur
ROGER FORGUES

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 2 —*Suite*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	Pont Jacques Cartier	Pont Champlain	Total 1990	Total 1989
	$	$	$	$
Revenus				
Péages		7,978,204	7,978,204	7,874,963
Intérêts	108,168	324,503	432,671	373,683
Autres sources	147,985	142,310	290,295	281,183
	256,153	8,445,017	8,701,170	8,529,829
Dépenses				
Entretien	5,979,069	9,107,955	15,087,024	11,047,699
Fonctionnement	1,116,508	4,104,499	5,221,007	4,469,291
Administration	605,325	1,551,523	2,156,848	2,131,982
Amortissement	69,007	1,048,217	1,117,224	1,133,150
	7,769,909	15,812,194	23,582,103	18,782,122
Perte avant poste exceptionnel	7,513,756	7,367,177	14,880,933	10,252,293
Poste exceptionnel—Revenu de permis d'exercices antérieurs				501,822
Perte pour l'exercice	7,513,756	7,367,177	14,880,933	9,750,471

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	12,084,052	10,946,102
Perte pour l'exercice	14,880,933	9,750,471
	26,964,985	20,696,573
Crédit parlementaire d'exploitation	13,706,350	8,612,521
Solde à la fin de l'exercice	13,258,635	12,084,052

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	32,592,693	32,584,464
Crédit parlementaire d'immobilisations	106,894	8,229
Solde à la fin de l'exercice	32,699,587	32,592,693

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Perte pour l'exercice	(14,880,933)	(9,750,471)
Éléments hors-caisse		
Amortissement	1,117,224	1,133,150
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	57,359	44,300
Gain sur aliénation d'immobilisations		(39,500)
	(13,706,350)	(8,612,521)
Variation des éléments hors-caisse du fonds de roulement	1,273,601	240,956
	(12,432,749)	(8,371,565)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(109,029)	(61,329)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	2,135	53,100
	(106,894)	(8,229)
Activités de financement		
Crédit parlementaire	13,813,244	8,620,750
Liquidités		
Augmentation pour l'exercice	1,273,601	240,956
Solde au début de l'exercice	5,920,521	5,679,565
Solde à la fin de l'exercice (*)	7,194,122	5,920,521
(*) Encaisse et bons du Trésor	4,064,877	3,765,770
Montant à recevoir du Canada	3,129,245	2,154,751
	7,194,122	5,920,521
Situation du fonds de roulement à la fin de l'exercice		
Actif à court terme	7,302,841	5,992,060
Passif à court terme	4,111,325	2,800,544
	3,191,516	3,191,516

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Statut et activités

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, constituée le 3 novembre 1978 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

La Société dépend partiellement du gouvernement du Canada pour son financement.

La Société a la responsabilité depuis le 1^er décembre 1978 de la gestion, de l'entretien et du contrôle du pont Jacques Cartier, du pont Champlain ainsi que d'une section de l'autoroute Bonaventure, situés dans la région de Montréal.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations

Les immobilisations prises en charge le 1^er décembre 1978 furent comptabilisées à leur valeur comptable à cette date dans les livres du Conseil des ports nationaux (maintenant la Société canadienne des ports) de qui la Société les a obtenues, avec la contre-partie au capital d'apport. Les immobilisations acquises subséquemment sont comptabilisées au prix coûtant.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée économique prévue, d'après la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants:

Pont Jacques Cartier	4.8%
Pont Champlain	2.5%
Véhicules et équipement	10% et 20%

Le coût de la section de l'autoroute Bonaventure dont elle a la charge ainsi que le coût initial du pont Jacques Cartier sont complètement amortis.

b) Crédit parlementaire

Le montant du crédit parlementaire utilisé à combler la perte pour l'exercice est présenté à l'état du déficit. À ce titre, les dépenses d'exploitation ne comprennent pas l'amortissement et la variation de la provision pour prestations de cessation d'emploi.

Le montant du crédit parlementaire utilisé à financer l'acquisition d'immobilisations est comptabilisé au capital d'apport.

Tout solde de crédit parlementaire nécessaire pour combler la perte pour l'exercice et non perçu à la fin de l'exercice est présenté comme montant à recevoir du Canada. Tout crédit parlementaire perçu en sus des besoins est inscrit comme montant dû au Canada. La politique de la Société à cet égard est de rembourser ce montant au cours de l'exercice suivant.

c) Revenus reportés

La valeur estimative des jetons de péage et des billets vendus et non-utilisés ainsi que les revenus de location perçus par anticipation sont inscrits comme revenus reportés.

d) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

e) Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

f) Dépenses

Les dépenses engagées en regard de la section de l'autoroute Bonaventure dont elle a la charge sont comprises avec celles du Pont Champlain.

g) Impôt sur le revenu

À titre de société d'État fédérale, la Société n'est pas assujettie à l'impôt provincial sur le revenu. Par contre, elle est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu fédérale du fait que sa société mère y est assujettie en vertu d'un règlement à cette fin.

3. Transactions entre apparentés

Les transactions entre apparentés, non présentées distinctement dans ces états financiers, sont les suivantes:

La Société reçoit des services de fonctionnement de la Société du port de Montréal. Le montant facturé pour les services réguliers se chiffre à $573,410 pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 ($2,227,475 pour 1989). Aucun montant ne restait à payer au 31 mars 1990 ($191,136 au 31 mars 1989).

La Société a reçu des services administratifs de sa société mère d'une valeur de $696,195 ($745,228 en 1989). Au 31 mars 1990, un solde impayé à cet égard de $66,103 ($188,600 en 1989) est inclus dans le montant dû à la société mère. La Société prévoit verser à ce titre une somme d'environ $685,000 pour le prochain exercice.

4. Engagements

a) Baux

Le loyer minimum global qui sera versé au cours des prochains exercices en vertu de baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement qui se terminent le 30 avril 1992 s'établit à environ $300,000 sur une base annuelle.

b) Services de fonctionnement

Le montant minimum qui sera versé au cours des prochains exercices en vertu d'une entente pour services de fonctionnement qui se termine le 30 juin 1994 s'établit à $2,644,560 sur une base annuelle.

c) Fournisseurs

Les engagements contractuels envers des fournisseurs au 31 mars 1990 se chiffraient à $36,751,507.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Fin*

ANNEXE 2 —*Fin*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

5. Travaux majeurs de réfection

Dans le cadre de son programme de maintenir les ponts et l'autoroute de manière à protéger le public et le système routier durant toute la vie utile de ses installations, la Société devra exécuter des travaux majeurs, notamment sur le tablier des deux ponts. Le coût des travaux sur le tablier du pont Champlain est estimé à 33 millions de dollars; ces travaux débuteront au cours du prochain exercice. Quant aux travaux à être entrepris sur le pont Jacques Cartier, l'urgence et l'envergure restent à définir; il n'est pas possible à ce stade-ci de déterminer le coût éventuel de ces travaux qui s'étaleront sur plusieurs exercices. Il est prévu que le coût de ce programme sera pourvu par crédits parlementaires.

6. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société est requérante ou défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la Société.

7. Remise de dettes envers le Canada

En vertu d'une loi votée par le Parlement le 10 décembre 1987 autorisant leur remise, la Société a radié de ses livres les emprunts auprès du Canada et les arrérages d'intérêts y afférents totalisant $110,756,052. La partie de ce montant représentant les dettes assumées au moment de la constitution de la Société, soit $104,193,149, fut imputée au capital déficitaire. Le solde de $6,562,903, constituant les intérêts sur cette dette imputés aux résultats par la suite, a été comptabilisé en diminution du déficit.

La Société est d'avis que la remise de ces dettes n'entraînera pas d'obligation fiscale pour elle. Un avis à cet effet a été demandé au ministère du Revenu national.

8. Événement subséquent

Le ministre des Transports a décidé d'abolir le péage sur le pont Champlain à partir du 4 mai 1990. En conséquence, la Société devra débourser au cours du prochain exercice environ $2,000,000 (dont $355,449 sont comptabilisés au 31 mars 1990 à titre de prestations de cessation d'emploi) pour des indemnités de cessation d'emploi, frais de démolition de structures existantes et frais de cessation de contrat de location d'équipement. Le manque à gagner net résultant de cette décision, d'environ $6,000,000 par année, sera pourvu par crédit parlementaire.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage de l'Atlantique au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats, du capital d'apport, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements, et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 14 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Encaisse	58,295	53,143
Débiteurs	903,341	744,439
Frais payés d'avance	22,430	15,246
	984,066	812,828
Immobilisations, au prix côutant (note 4)	2,232,653	1,883,785
Moins: l'amortissement cumulé	912,096	786,984
	1,320,557	1,096,801
	2,304,623	1,909,629

PASSIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	564,166	489,896
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 5)	45,796	99,420
Tranche à court terme des indemnités de cessation d'emploi courues	83,846	65,423
	693,808	654,739
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi courues	518,492	618,591
Obligations en vertu des contrats de location-acquisition (note 5)	50,084	95,880
	568,576	714,471
	1,262,384	1,369,210
Engagements et éventualité (note 8)		
CAPITAL D'APPORT ET DÉFICIT		
Capital d'apport	2,073,580	1,606,516
Déficit	(1,031,341)	(1,066,097)
	1,042,239	540,419
	2,304,623	1,909,629

Approuvé par l'Administration:

le Président
C. R. WORTHINGTON

un Membre
HORTON WINTERS

le Trésorier
M. R. McGRATH

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Revenus		
Droits de pilotage	7,240,494	7,065,895
Intérêt et autres revenus	46,789	37,755
	7,287,283	7,103,650
Charges		
Honoraires, traitements et prestations des pilotes	3,457,746	3,337,750
Bateaux-pilotes, frais d'exploitation	2,336,943	2,279,776
Traitements et prestations du personnel	434,424	394,004
Transport et déplacements	391,593	357,891
Services professionnels et spéciaux	174,116	251,673
Amortissement	127,678	102,623
Services publics, fournitures et approvisionnements	120,773	84,764
Location	115,620	119,498
Communications	79,796	81,619
Intérêt des contrats de location-acquisition	13,838	22,015
Charges diverses		16,650
	7,252,527	7,048,263
Bénéfice net pour l'exercice	34,756	55,387

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,606,516	1,271,810
Crédit parlementaire à des fins de financement (note 3)		
Additions aux immobilisations	367,644	243,132
Paiements de capital des contrats de location-acquisition	99,420	91,574
	467,064	334,706
Solde à la fin de l'exercice	2,073,580	1,606,516

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,066,097	1,230,789
Moins: bénéfice net pour l'exercice	34,756	55,387
	1,031,341	1,175,402
Crédit parlementaire à des fins de financement du déficit de caisse au titre de l'exploitation		109,305
Solde à la fin de l'exercice	1,031,341	1,066,097

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Activités d'exploitation		
Encaisse provenant de (utilisée pour) l'exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	34,756	55,387
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement	127,678	102,623
Augmentation des indemnités de cessation d'emploi courues	76,918	70,495
	239,352	228,505
Encaisse utilisée pour le fonds de roulement autre que l'encaisse	(91,816)	(45,190)
Versements d'indemnités de cessation d'emploi	(158,594)	(110,630)
Encaisse provenant des (utilisée pour les) activités d'exploitation	(11,058)	72,685
Activités de financement		
Crédit parlementaire à des fins de financement (note 3)		
Additions aux immobilisations	367,644	243,132
Paiements de capital des contrats de location-acquisition	99,420	91,574
Déficit de caisse au titre de l'exploitation		109,305
	467,064	444,011
Fraction en capital des paiements sur les contrats de location-acquisition	(99,420)	(91,574)
Diminution de la dette bancaire		(185,970)
Encaisse provenant des activités de financement	367,644	166,467
Activités d'investissement		
Additions nettes aux immobilisations	(351,434)	(186,359)
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement	(351,434)	(186,359)
Augmentation de l'encaisse au cours de l'exercice	5,152	52,793
Encaisse au début de l'exercice	53,143	350
Encaisse à la fin de l'exercice	58,295	53,143

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AU ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989

1. Objectifs et nature des activités

L'Administration de pilotage de l'Atlantique (l'Administration) a été établie le 1er février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage. Elle a pour objet d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer un service de pilotage sûr et efficace dans des eaux canadiennes précises. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables, permettant à l'Administration d'en tirer un profit qui, augmenté de fonds d'autres sources, permettra l'autofinancement de ses opérations.

L'Administration est une société d'État énumérée à l'annexe III, partie I de la Loi sur la gestion des finances publiques et elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

a) Crédit parlementaire

Lorsque les revenus ne suffisent pas pour permettre à l'Administration d'atteindre l'autofinancement de ses opérations, l'Administration demande des crédits parlementaires afin de récupérer les déficits de caisse au titre de l'exploitation. Ces crédits parlementaires sont enregistrés dans les comptes lorsqu'ils sont approuvés par le Parlement et ils sont déclarés à l'état du déficit.

Des crédits parlementaires sont également demandés lorsque les excédents de caisse au titre de l'exploitation ne sont pas suffisants pour acquitter l'achat d'immobilisations et la fraction en capital des paiements à l'égard des contrats de location-acquisition. Ces crédits parlementaires sont enregistrés dans les comptes lorsqu'ils sont approuvés par le Parlement et ils sont déclarés à l'état du capital d'apport.

b) Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire et il est fondé sur la durée utile estimative suivante des immobilisations :

Bateaux-pilotes	14 à 25 ans
Mobilier et matériel	5 à 10 ans

c) Contrats de location-acquisition

L'Administration loue des bateaux-pilotes auprès du Canada en vertu de contrats de financement à long terme selon lesquels elle assume les droits de propriété des bateaux et les obligations connexes. Conséquemment, les contrats de location sont considérés comme des achats et la fraction en capital du loyer est capitalisée et amortie sur la durée utile estimative des bateaux. Le passif correspondant est réduit de la fraction en capital du loyer et l'intérêt est imputé aux dépenses de l'exercice visé.

d) Régime de pensions de retraite

Tous les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au régime sont exigées à la fois de l'employé et de l'Administration. Les cotisations au titre des services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice en cours. Les cotisations au titre des services passés sont imputées aux dépenses au moment où elles sont versées.

e) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités précises lors de leur cessation d'emploi ainsi que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. L'élément du passif que représentent ces indemnités est inscrit aux comptes dès qu'elles s'accumulent aux employés.

3. Crédit parlementaire

Le 23 mars 1989, le gouvernement du Canada a contribué $467,064 à même les mandats spéciaux du Gouverneur général, au titre des dépenses en immobilisations de l'exercice 1988 de l'Administration, des paiements de capital des contrats de location-acquisition de l'exercice 1989 et du coût d'un bateau-pilote acheté en mars 1989.

4. Immobilisations

	1989			1988
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Terrains	450		450	450
Bateaux-pilotes	1,572,425	533,950	1,038,475	469,542
Bateaux-pilotes sous location-acquisition	448,573	244,592	203,981	537,526
Mobilier et matériel	211,205	133,554	77,651	89,283
	2,232,653	912,096	1,320,557	1,096,801

5. Contrats de location-acquisition

L'Administration loue des bateaux-pilotes en vertu de contrats de financement à long terme. Le solde des versements en vertu des contrats est le suivant :

	1989	1988
	$	$
Contrat de location à 9 3/8%, échéant en avril 1991, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $54,785	109,571	164,355
Contrat de location à 8%, échéant en octobre 1989, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $31,077		31,077
Contrat de location à 8%, échéant en novembre 1989, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $31,077		31,077
Total des paiements de location	109,571	226,509
Moins: somme représentant l'intérêt	13,691	31,209
Somme représentant le capital des contrats de location-acquisition	95,880	195,300
Moins: tranche à court terme	45,796	99,420
Somme représentant le capital des contrats de location-acquisition au net de la tranche à court terme	50,084	95,880

Voici un tableau des paiements exigibles en vertu du contrat de location-acquisition venant à échéance en 1991:

Exercice se terminant le 31 décembre	$
1990	54,785
1991	54,786
Total des paiements de location	109,571

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

À l'échéance du contrat, l'Administration peut, si elle le désire, acheter le bateau pour la somme de $1. Au cours de l'exercice 1989, deux contrats sont parvenus à l'échéance et l'Administration a fait valoir son option d'achat.

6. Régime de pensions de retraite

En vertu des dispositions de la Loi sur le pilotage, les pilotes qui deviennent des employés de l'Administration peuvent faire compter leurs années de service antérieur comme période ouvrant droit à une pension en vertu de la Loi sur la pension de la Fonction publique. Lorsque les pilotes choisissent de racheter, aux fins du régime de pension, leurs années de service antérieur, l'Administration est tenue de verser une cotisation égale à celle de l'employé. Les dépenses relatives aux cotisations pour les services antérieurs se sont élevées à $6,821 en 1989 ($10,662 en 1988). Au 31 décembre 1989, la somme estimative des cotisations non capitalisées pour les services antérieurs de ces employés était d'environ $54,000 ($74,000 au 31 décembre 1988). Ces cotisations seront financées au cours des années de service qu'il reste aux pilotes ou en fonction des modalités d'achat, la somme la moindre étant retenue.

7. Opérations entre apparentés

L'Administration reçoit des services des ministères du gouvernement et ceux-ci sont fournis gratuitement. Ces services comportent les services de dépêche de pilotes par la Garde côtière canadienne au moyen de ses Centres de gestion du trafic maritime en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve. Le coût de ces services n'est pas enregistré dans les comptes de l'Administration.

8. Engagements et éventualité

a) L'Administration a conclu des contrats à longue échéance pour les services de bateaux-pilotes. Voici les versements annuels minimums qui en découlent :

	$
1990	702,097
1991	530,246
	1,232,343

b) En décembre 1987, une poursuite judiciaire a été intentée contre l'Administration en rapport à un contrat pour les services d'un bateau-pilote. La Direction est d'avis que le résultat de cette cause ne peut être prévu à ce moment-ci et aucune provision n'a été établie aux états financiers.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 31 janvier 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	2,981,250	3,075,465
Débiteurs	1,289,972	1,413,709
	4,271,222	4,489,174
Immobilisations, au coût		
Bâtiments	63,642	63,642
Ameublement et matériel	133,997	106,786
	197,639	170,428
Moins: l'amortissement cumulé	155,458	142,275
	42,181	28,153
	4,313,403	4,517,327

PASSIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2,293,734	2,390,474
Indemnités de cessation d'emploi courues	107,750	61,548
	2,401,484	2,452,022
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi courues	3,148,922	3,003,607
	5,550,406	5,455,629
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE NÉGATIF		
Capital-actions		
Autorisé—Illimité		
Émis et versé en entier—15 actions	1,500	1,500
Capital d'apport	82,074	82,074
Déficit	(1,320,577)	(1,021,876)
	(1,237,003)	(938,302)
	4,313,403	4,517,327

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
RICHARD ARMSTRONG

un Administrateur
GUY ST. MARSEILLE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Recettes		
Droits de pilotage	8,918,779	9,363,493
Intérêt et autres revenus	264,008	189,229
Revenus d'expédition et de bateaux-pilotes	182,404	194,614
	9,365,191	9,747,336
Dépenses		
Traitements et prestations des pilotes	6,826,702	6,831,340
Traitements et prestations du personnel	1,062,510	1,014,912
Transport et déplacements	651,193	715,187
Services de bateaux-pilotes	483,561	500,999
Indemnités de cessation d'emploi	354,371	269,894
Services professionnels et spéciaux	73,975	57,739
Communications	53,169	65,300
Location	50,591	46,237
Services publics, fournitures et approvisionnements	39,661	40,783
Achat de services d'expédition	32,982	36,638
Coûts de formation des pilotes	16,572	
Réparations et entretien	16,315	15,246
Amortissement	13,603	11,072
(Excédent) déficit actuariel au titre de l'assurance-vie (note 3)	(11,313)	114,242
	9,663,892	9,719,589
(Perte) bénéfice pour l'exercice	(298,701)	27,747

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Solde au début de l'exercice	(1,021,876)	(2,068,594)
Crédit parlementaire		1,018,971
(Perte) bénéfice pour l'exercice	(298,701)	27,747
Solde à la fin de l'exercice	(1,320,577)	(1,021,876)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Activités de financement		
Crédit parlementaire		1,018,971
Activités d'exploitation		
Encaisse provenant de (utilisée pour) l'exploitation		
(Perte) bénéfice pour l'exercice	(298,701)	27,747
Éléments ne comportant aucun mouvement d'encaisse		
Indemnités de cessation d'emploi	354,371	269,894
Amortissement	13,603	11,072
	69,273	308,713
Diminution des débiteurs	123,737	204,448
Diminution des créditeurs et frais courus	(96,740)	(486,756)
Diminution des indemnités de cessation d'emploi courues	(162,854)	(718,733)
Diminution des primes d'encouragement à la retraite courues		(227,500)
	(66,584)	(919,828)
Activités d'investissement		
Additions nettes aux immobilisations	(27,631)	(7,913)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(94,215)	91,230
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	3,075,465	2,984,235
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	2,981,250	3,075,465

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989

1. Pouvoir et objectifs

L'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée a été établie en février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage, elle a été constituée en tant que société à responsabilité limitée en mai 1972 et elle poursuit ses opérations aux termes de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral. Conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, l'Administration est réputée être une société d'État énumérée à la partie I de l'annexe III de cette loi. La majorité des actions émises par l'Administration sont détenues par l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, la société d'État mère. Le solde est détenu par le Président et six administrateurs nommés par le gouverneur en conseil.

L'Administration a pour objectifs d'établir, exploiter, entretenir et administrer un service de pilotage efficace et sûr à l'intérieur d'un secteur précis des eaux canadiennes. La Loi stipule que les tarifs de pilotage doivent être équitables, raisonnables et suffisants et que de pair avec tout revenu d'autres provenances, ils doivent permettre à l'Administration de subvenir à l'autofinancement de ses opérations.

L'Administration est dispensée de tout impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Crédit parlementaire

Tout crédit parlementaire reçu pour combler un excédent des dépenses sur les recettes est comptabilisé au cours de l'exercice pendant lequel il est voté par le Parlement. La partie du crédit parlementaire se rapportant aux dépenses d'exploitation qui exigent des sorties de fonds est reflétée dans l'état du déficit. La partie du crédit parlementaire se rapportant à l'acquisition d'immobilisations est comptabilisée au capital d'apport.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode linéaire et il est fondé sur les durées utiles estimatives des immobilisations, comme il suit:

Bâtiments	20 ans
Ameublement et matériel	5 à 10 ans

Régime de retraite

Le Régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Gouvernement du Canada, s'adresse à tous les employés. À la fois les employés et l'Administration doivent y contribuer. Les contributions au titre des services courants sont imputées aux dépenses de la période en cours. Les contributions pour les services passés sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à certaines indemnités lors de leur cessation d'emploi, comme le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. Cet élément de passif est inscrit aux comptes dès que les indemnités sont gagnées par les employés. La portion à court terme de ce passif ne représente que les indemnités de cessation d'emploi courues pour les employés qui ont fait part de leur intention de quitter leur emploi au cours du prochain exercice.

Régime d'assurance-vie des employés

L'Administration dispose d'un régime annuel d'assurance-vie à l'endroit de ses employés selon une méthode d'auto-assurance. Les surplus, les primes et les déficits du régime sont portés aux recettes et(ou) aux dépenses de l'exercice auquel ils se rattachent.

3. Excédent/déficit actuariel au titre de l'assurance-vie

L'excédent de $11,313, en 1989, provient d'une surestimation des réclamations courues en 1988. En 1988, l'insuffisance actuarielle au titre de l'assurance-vie de $114,242 provenait d'une sous-estimation des réclamations courues en 1987, car il y a eu durant cette année, un nombre inhabituel de réclamations.

4. Régime de retraite

Aux termes de la Loi sur le pilotage, les pilotes qui choisissent de devenir des employés de l'Administration peuvent faire compter leurs services passés comme période ouvrant droit à une pension en vertu du Régime de pension de retraite de la Fonction publique. Dans le cas des pilotes qui ont choisi de racheter les prestations de retraite applicables à leurs services passés, la part de l'Administration doit égaler la contribution des employés. L'estimation de la contribution non provisionnée au fonds de retraite pour les services passés de ces employés était, au 31 décembre 1989, d'environ $203,000 ($164,200 en 1988). Cette somme sera capitalisée selon le nombre d'années de service qu'il reste aux pilotes avant leur retraite ou selon les termes de rachat en vigueur, ce qui sera le moins élevé.

Le total de la dépense pour les prestations de retraite s'est élevé à $443,521 en 1989 ($430,697 en 1988), y compris $45,805 ($36,251 en 1988) à titre de contributions pour services passés.

5. Engagements

L'Administration a renouvelé son bail pour la location de locaux à bureaux. Les montants à verser annuellement en loyers sont les suivants:

	$
1990	42,837
1991	44,977
1992	47,213
1993	49,435
1994	4,135
	188,597

En plus, l'Administration a des engagements contractuels pour ses services de transport par bateaux-pilotes pour le prochain exercice. La somme estimative de ces engagements s'élève à environ $300,000. L'on a fait un appel d'offres pour les services de transport par voie terrestre pour les deux prochains exercices. Le chiffre estimatif de cet engagement est d'environ $160,000 par exercice.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage des Laurentides au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats, du capital d'apport, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 8 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Débiteurs	5,305,157	3,898,007
Immobilisations (note 3)		
Terrains, bâtiments, bateaux-pilotes et autres installations	2,228,240	2,195,061
Moins: amortissement cumulé	1,585,411	1,421,930
	642,829	773,131
	5,947,986	4,671,138

PASSIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Dette bancaire	760,194	848,821
Créditeurs	5,626,233	4,044,941
	6,386,427	4,893,762
Provision pour prestations de cessation d'emploi	685,000	652,000
	7,071,427	5,545,762
AVOIR (NÉGATIF) DU CANADA		
Capital d'apport	1,064,717	1,021,387
Déficit	(2,188,158)	(1,896,011)
	(1,123,441)	(874,624)
	5,947,986	4,671,138

Approuvé par l'Administration:

Président
JACQUES CHOUINARD

Membre
YVON MATTE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Revenus		
Droits de pilotage	27,956,518	26,814,830
Intérêts et autres revenus	41,532	35,721
Récompenses pour secourir des navires désemparés—Net	5,959	99,759
	28,004,009	26,950,310
Dépenses		
Honoraires, traitements et prestations des pilotes	23,908,004	23,241,402
Coût d'exploitation des bateaux-pilotes	2,857,596	2,644,229
Traitements et prestations du personnel	1,622,745	1,539,229
Services professionnels et indemnités des membres	536,682	387,199
Loyers	265,424	227,062
Transports et déplacements	170,212	191,183
Communications	152,316	144,651
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	83,777	86,579
Maintenance	42,492	71,529
Frais financiers	34,174	33,396
Mauvaises créances	12,531	10,380
Autres dépenses	153,948	146,100
	29,839,901	28,722,939
Perte nette pour l'exercice	1,835,892	1,772,629

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,021,387	996,758
Crédit parlementaire pour financer l'acquisition des immobilisations de l'exercice précédent	43,330	24,629
Solde à la fin de l'exercice (note 4)	1,064,717	1,021,387

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,896,011	1,642,039
Perte nette pour l'exercice	1,835,892	1,772,629
Crédit parlementaire pour financer le déficit d'exploitation de l'exercice précédent	(1,543,745)	(1,518,657)
Solde à la fin de l'exercice (note 4)	2,188,158	1,896,011

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Activités d'exploitation		
Perte nette pour l'exercice	1,835,892	1,772,629
Éléments hors-caisse		
Amortissement	(166,601)	(173,884)
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(33,000)	(55,000)
	1,636,291	1,543,745
Augmentation (diminution) des débiteurs	1,407,150	(637,586)
Diminution (augmentation) des créditeurs	(1,581,292)	730,023
	1,462,149	1,636,182
Activités d'investissement		
Acquisition nette d'immobilisations	36,299	43,330
Activités de financement		
Crédit parlementaire	(1,587,075)	(1,543,286)
Dette bancaire		
Augmentation (diminution) de l'exercice	(88,627)	136,226
Solde au début de l'exercice	848,821	712,595
Solde à la fin de l'exercice	760,194	848,821

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1989

1. Statut et activités

L'Administration de pilotage des Laurentides, constituée en février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage, a pour mission de mettre sur pied, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans certaines eaux canadiennes sises dans la province de Québec et certaines eaux limitrophes. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables et tenir compte du fait que l'Administration devra en tirer un revenu qui, avec tout revenu provenant d'autres sources, sera suffisant pour lui permettre le financement autonome de ses opérations.

L'Administration est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Les immobilisations obtenues du Canada lors de la constitution de l'Administration furent comptabilisées à la valeur qui leur a alors été attribuée. Les immobilisations achetées par la suite par l'Administration sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement des immobilisations est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens.

Capital d'apport

La valeur attribuée aux immobilisations obtenues du Canada lors de la constitution de l'Administration et le coût net des immobilisations financé par crédit parlementaire sont comptabilisés à titre de capital d'apport.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

Crédit parlementaire

Tout crédit parlementaire reçu pour combler un excédent des dépenses sur les recettes est comptabilisé, dans l'exercice où il est voté par le Parlement, au capital d'apport pour la partie se rapportant à l'acquisition d'immobilisations et au déficit pour celle relative à l'exploitation. À ce titre, les dépenses d'exploitation ne comprennent que celles qui exigent des sorties de fonds.

Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Administration partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Administration. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Immobilisations

Les immobilisations se détaillent comme suit:

	1989			1988
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrains	9,300		9,300	9,300
Bâtiments	35,048	25,713	9,335	8,315
Bateaux-pilotes	1,401,418	1,051,516	349,902	448,664
Mobilier et agencements	155,875	87,295	68,580	74,532
Équipement de communication	151,873	109,441	42,432	44,577
Installations d'embarquement	223,634	154,690	68,944	68,543
Améliorations à un quai	169,033	76,065	92,968	101,420
Améliorations locatives	82,059	80,691	1,368	17,780
	2,228,240	1,585,411	642,829	773,131

L'amortissement pour l'exercice est de $166,601 ($173,884 en 1988).

Les durées utiles prévues pour chacune des principales catégories d'immobilisations pour le calcul de l'amortissement sont les suivantes:

Bâtiments	10 ans
Bateaux-pilotes	10 et 15 ans
Mobilier et agencements	10 ans
Équipement de communication	10 ans
Installations d'embarquement	10 et 20 ans
Améliorations à un quai	20 ans
Améliorations locatives	selon la durée des baux

4. Crédit parlementaire

Le 8 février 1990, le Conseil du Trésor a autorisé l'inclusion d'un crédit d'au plus 1.9 million de dollars dans le Budget des dépenses supplémentaire de 1989-90 pour couvrir le déficit de trésorerie de l'Administration pour l'exercice 1989.

5. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, l'Administration est requérante ou défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Administration.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage du Pacifique au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 9 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
À court terme		
Encaisse et dépôt à court terme	965	1,150
Débiteurs	2,584	2,531
Frais payés d'avance	44	54
	3,593	3,735
Immobiliers et matériel (note 3)	673	717
	4,266	4,452

PASSIF	1989	1988
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1,511	1,287
À long terme		
Prestations de cessation d'emploi courues	455	410
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition (note 4)	26	
	481	410
	1,992	1,697
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	806	806
Bénéfices non répartis	1,468	1,949
	2,274	2,755
	4,266	4,452

Approuvé par l'Administration:

le Président
R. SMITH

un Membre
J.A. HORNE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989 (en milliers de dollars)

	1989	1988
Revenus		
Droits de pilotage	25,168	27,092
Intérêt et autres revenus	171	141
	25,339	27,233
Dépenses		
Honoraires des pilotes sous contrat	17,441	18,828
Coûts d'exploitation des bateaux-pilotes	2,883	2,740
Transport et déplacements	2,604	2,633
Traitements et prestations du personnel	1,256	1,220
Traitements et prestations des pilotes	769	775
Services professionnels et spéciaux	189	170
Location	167	164
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	153	122
Amortissement (note 3)	111	224
Coûts du logiciel d'ordinateur	110	104
Communications	83	91
Réparations et entretien	46	19
Intérêt sur contrat de location-acquisition	8	
Autres		7
	25,820	27,097
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(481)	136

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989 (en milliers de dollars)

	1989	1988
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(481)	136
Sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement	111	224
Gain lors de la vente d'immobiliers et de matériel		(7)
Prestations de cessation d'emploi	45	72
Changement au sein des composantes d'exploitation du fonds de roulement	180	(270)
Encaisse provenant des (absorbée par les) activités d'exploitation	(145)	155
Activités d'investissement		
Ajouts aux immobiliers et au matériel	(66)	(123)
Produit de l'aliénation de matériel		16
Activités de financement		
Augmentation d'une obligation à long terme découlant d'un contrat de location-acquisition	26	
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(185)	48
Encaisse et dépôt à court terme au début de l'exercice	1,150	1,102
Encaisse et dépôt à court terme à la fin de l'exercice	965	1,150

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989 (en milliers de dollars)

	1989	1988
Affectés		
Solde au début et à la fin de l'exercice	500	500
Non affectés		
Solde au début de l'exercice	1,449	1,313
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(481)	136
Solde à la fin de l'exercice	968	1,449
	1,468	1,949

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989

1. Pouvoir et objectifs

L'Administration de pilotage du Pacifique a été constituée en 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage. Elle a pour objet d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer un service de pilotage sûr et efficace dans des eaux canadiennes précises. De plus, la Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables, permettant à l'Administration d'en tirer un profit qui, augmenté d'autres sources, pourra subvenir à l'autofinancement de ses opérations.

Les services de pilotage sur le fleuve Fraser sont assurés par des pilotes à l'emploi de l'Administration; dans d'autres régions côtières, un contrat passé avec une société locale de pilotes brevetés assure ces services.

L'Administration est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et elle n'est assujettie à aucun impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Contrats de location-acquisition

En vertu des modalités de certaines ententes par bail, l'Administration prend à son compte les droits et obligations d'un propriétaire. Ces baux sont traités comme des contrats de location-acquisition. Un élément d'actif et une obligation sont enregistrés à une somme égale à la valeur au marché des biens en cause lors du commencement du bail. L'obligation est diminuée annuellement de la partie des versements exigibles en vertu du bail qui représente le capital et la partie intérêt est imputée aux dépenses.

Amortissement

L'amortissement des immobiliers et du matériel est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire et il est fondé sur la durée utile estimative suivante des éléments d'actif :

Bâtiments	20 ans
Bateaux-pilotes	25 ans
Matériel—Communication et autre matériel	10 ans
—Informatique	5 ans
Améliorations locatives	15 ans

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à certaines indemnités de cessation définies en conformité avec les conventions collectives et avec leurs conditions de travail. L'élément de passif lié à ces versements est inscrit aux comptes dès que les indemnités s'accumulent aux employés.

Capital d'apport

Les sommes qui représentent les valeurs attribuées aux immobiliers et au matériel transférés du Canada en 1972 et le coût de tous les immobiliers et matériel financés à même les crédits parlementaires sont déclarées en tant que capital d'apport.

Bénéfices non répartis

Des sommes sont affectées de temps à autre par l'Administration afin de prévoir les coûts extraordinaires découlant du renouvellement ou de l'acquisition d'immobilisations et pour les éventualités.

Régime de retraite

Tous les employés participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Tant l'employé que l'Administration doivent verser des cotisations au Régime. Ces contributions représentent le total de la dette de l'Administration et elles sont portées aux comptes de façon courante.

3. Immobiliers et matériel

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Bâtiments	40	40
Bateaux-pilotes	1,202	1,201
Matériel—Communication et autre matériel	640	627
—Informatique	343	292
Améliorations locatives	60	58
	2,285	2,218
Amortissement cumulé	1,612	1,501
	673	717

Les biens ci-haut mentionnés comprennent en 1989 un ordinateur acquis en vertu d'un contrat de location-acquisition d'une valeur totale de $43,375 moins l'amortissement cumulé de $8,671.

Un changement à la durée utile estimative du matériel des bateaux-pilotes de 20 ans à 25 ans a entraîné une diminution de $32,603 à la dépense d'amortissement pour l'exercice courant.

4. Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Total des paiements minimums exigés en vertu d'un contrat de location-acquisition à 18% échéant en février 1994, remboursable en versements mensuels de capital et d'intérêt réunis de $1,094	55	
Somme représentant l'intérêt	(16)	
Solde de l'obligation	39	
Portion échéant à court terme	(13)	
Portion échéant à long terme	26	

L'Administration a l'option d'acheter l'ordinateur en tout temps, à un prix à être déterminé lors de l'exercice de l'option.

5. Engagements

L'Administration a une obligation en vertu d'un contrat de location-exploitation à long terme pour des locaux à bureaux se chiffrant dans l'ensemble à $867,600 pour la période allant jusqu'au 31 décembre 1999, à un loyer annuel de base de $86,760. L'obligation exige également le partage au prorata des coûts d'exploitation qui sont estimés à $22,750 pour l'exercice 1990.

L'Administration a conclu un contrat de location-exploitation à l'égard des services d'un bateau-pilote avec équipage comportant un loyer annuel garanti de $58,000 jusqu'au 31 décembre 1990, plus les dépenses d'exploitation. Jusqu'à cette date, l'Administration détient une option d'achat du bateau à un prix à établir s'il y a l'exercice de l'option.

LES ASSOCIÉS MINGAN, LTÉE

LA SOCIÉTÉ A DES ACTIFS NÉGLIGEABLES ET A ÉTÉ
INACTIVE AU COURS DE L'EXERCICE

BANQUE DU CANADA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Nous avons vérifié l'état de l'actif et du passif de la Banque du Canada au 31 décembre 1989 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Banque au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon l'énoncé ci-joint des principales conventions comptables, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Comptables agréés
Coopers & Lybrand

Comptables agréés
Peat Marwick

Ottawa, Canada
le 6 février 1990

ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres comparatifs pour 1988)
(en millions de dollars)

ACTIF	1989	1988
Dépôts payables en devises étrangères		
Devises américaines	352.4	369.1
Autres devises	17.5	263.0
	369.9	632.1
Avances aux membres de l'Association canadienne des paiements (notes 2 et 8)	311.6	485.3
Placements—À leurs valeurs amorties (note 3)		
Bons du Trésor du Canada	10,815.7	9,685.0
Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, échéant dans les trois ans	3,424.6	3,051.4
Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, n'échéant pas dans les trois ans	6,584.8	7,609.8
Autres placements	2,764.8	2,357.9
	23,589.9	22,704.1
Immeubles de la Banque (note 4)	138.4	139.8
Intérêts courus sur placements	293.8	320.8
Autres éléments de l'actif	76.0	37.0
	24,779.6	24,319.1

PASSIF	1989	1988
Capital versé (note 5)	5.0	5.0
Fonds de réserve (note 6)	25.0	25.0
Billets en circulation	22,092.6	21,032.4
Dépôts		
Gouvernement du Canada	20.7	14.2
Banques à charte	1,786.6	2,177.1
Autres membres de l'Association canadienne des paiements	229.7	259.7
Autres dépôts	397.3	307.5
	2,434.3	2,758.5
Passif payable en devises étrangères		
Gouvernement du Canada	209.0	472.9
Chèques de la Banque du Canada non compensés	7.6	18.8
Autres éléments du passif	6.1	6.5
	24,779.6	24,319.1

Voir notes complémentaires aux états financiers.

le Gouverneur
J.W. CROW

le Comptable en Chef
J.-P. AUBRY

BANQUE DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

(avec chiffres comparatifs pour 1988)
(en millions de dollars)

	1989	1988
Revenus		
Revenus de placements et d'autres sources après déduction des intérêts payés sur les dépôts, soit $42,8 ($21,3 en 1988)	2,424.5	2,109.7
Dépenses		
Traitements[1]	72.1	67.6
Contributions aux régimes de retraite et d'assurance du personnel[2]	9.1	8.7
Autres frais de personnel[3]	2.3	2.2
Honoraires des administrateurs	0.1	0.1
Honoraires et frais des vérificateurs	0.5	0.5
Impôts municipaux et taxes d'affaires	9.5	8.8
Coût des billets de banque	40.0	35.1
Informatique et coûts reliés aux ordinateurs	6.3	5.8
Entretien des immeubles—Après déduction des revenus de location[4]	19.7	19.6
Impression des publications	1.0	0.5
Autres travaux d'impression et fournitures de bureau	2.4	2.2
Postes et messageries	1.8	1.6
Télécommunications	1.8	1.7
Déplacements et mutations	2.7	2.3
Autres dépenses	2.9	2.1
	172.2	158.8
Amortissement des bâtiments et de l'équipement	13.5	13.2
	185.7	172.0
Revenu net versé au compte du Receveur général du Canada	2,238.8	1,937.7

Voir notes complémentaires aux états financiers.

[1] Traitements, y compris le temps supplémentaire des employés autres que ceux qui sont affectés à l'entretien des immeubles. Le nombre d'années-employés utilisées (y compris le temps supplémentaire et les heures de travail fournies par les surnuméraires et les employés à temps partiel) a été de 2,255 en 1989, contre 2,234 en 1988.

[2] Contributions aux régimes de retraite et d'assurance du personnel non affecté à l'entretien des immeubles.

[3] Les autres frais de personnel comprennent les gratifications de départ à la retraite et les dépenses consacrées à la formation professionnelle.

[4] Les frais d'entretien des immeubles comprennent l'entretien des bâtiments et de l'équipement ainsi que les frais de personnel connexes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 DÉCEMBRE 1989

1. Principales conventions comptables

La présentation des états financiers de la Banque satisfait aux exigences de la Loi sur la Banque du Canada et de ses statuts administratifs en matière de comptabilité et de divulgation. Les principales conventions comptables de la Banque sont énumérées ci-dessous:

a) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice, à l'exception des intérêts sur les avances consenties à une banque dont la liquidation a été ordonnée, lesquels ne sont inscrits que lorsqu'ils sont perçus.

b) Placements

Les placements, qui consistent surtout en bons du Trésor et en obligations du gouvernement du Canada, sont inscrits au prix coûtant ajusté en fonction de l'amortissement de l'escompte ou de la prime à l'achat. Cet amortissement ainsi que les gains ou pertes sur réalisation de ces placements sont imputés aux revenus.

c) Conversion des devises étrangères

Les éléments de l'actif et du passif en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains ou les pertes sur la conversion des devises étrangères et les opérations qui s'y rapportent sont imputés aux revenus.

d) Immeubles de la Banque

Les immeubles de la Banque, qui comprennent les terrains, les bâtiments et l'équipement, sont inscrits à leur coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé, selon la méthode du solde dégressif, aux taux annuels suivants:

Bâtiments	5%
Équipement informatique	35%
Autre équipement	20%

Une année complète d'amortissement est portée au compte des immobilisations durant l'exercice d'achat, à l'exception des projets en cours, qui sont amortis à compter de l'achèvement intégral. Aucun amortissement n'est porté au compte des immobilisations durant l'exercice d'aliénation.

e) Régime de retraite

Les contributions de la Banque au régime de retraite sont passées en charges au moment où elles sont versées. Les surplus ou insuffisances actuariels, le cas échéant, sont amortis sur des périodes n'excédant pas celles qui sont prescrites par la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension, et les contributions périodiques sont rajustées en conséquence.

f) Assurance

La Banque n'est pas assurée contre les risques de perte auxquels elle est directement exposée, sauf en ce qui a trait à la responsabilité civile envers des tiers et lorsqu'elle est tenue de s'assurer en vertu de dispositions légales ou contractuelles. Les coûts découlant de ces risques sont inscrits aux comptes dès qu'il est possible d'en obtenir une estimation raisonnable.

BANQUE DU CANADA—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

2. Avances aux membres de l'Association canadienne des paiements

Les avances incluent des prêts d'un montant total de 46,4 millions de dollars (143,0 millions de dollars en 1988) consentis à la Banque Commerciale du Canada et à la Norbanque, dont la liquidation a été ordonnée par les tribunaux. En se basant sur les renseignements disponibles, la Banque du Canada est d'avis que ce montant sera intégralement recouvré à même les fonds provenant des opérations de réalisation.

3. Placements

Les placements peuvent inclure des titres du gouvernement du Canada détenus en vertu de prises en pension. Au 31 décembre 1989 et 1988, la Banque ne détenait aucun titre en pension.

4. Immeubles de la Banque

	1989			1988
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	(en millions de dollars)			
Terrains et bâtiments	171.9	69.2	102.7	107.4
Équipement informatique	27.5	22.1	5.4	6.9
Autre équipement	56.5	32.2	24.3	16.3
	255.9	123.5	132.4	130.6
Projets en cours	6.0		6.0	9.2
	261.9	123.5	138.4	139.8

5. Capital versé

La Banque a un capital autorisé de 5,0 millions de dollars divisé en 100,000 actions d'une valeur nominale de $50 chacune. Les actions ont été payées intégralement, et, conformément à la Loi sur la Banque du Canada, elles ont été émises au nom du ministre des Finances, qui les détient pour le compte du Canada.

6. Fonds de réserve

Le fonds de réserve établi en vertu de la Loi sur la Banque du Canada représente la réserve générale de la Banque. Conformément à cette loi, des prélèvements sur le revenu net de la Banque ont été accumulés au fonds de réserve jusqu'à ce qu'il atteigne, en 1955, le montant maximal stipulé, soit 25,0 millions de dollars. Depuis, la totalité du revenu net est versée au Receveur général du Canada.

7. Passif éventuel

En 1989, la Banque du Canada, tout comme les banques centrales d'autres pays industrialisés, a participé à des crédits-relais octroyés à la Banco de Mexico et à la Narodowy Bank Polski par l'entremise de la Banque des règlements internationaux. Au 31 décembre 1989, le passif éventuel de la Banque du Canada au titre du solde des crédits-relais consentis à la Banco de Mexico et à la Narodowy Bank Polski était respectivement de 33,4 millions de dollars É.-U. (38,7 millions de dollars CAN au taux de change de clôture du 31 décembre 1989) et de 8,6 millions de dollars É.-U. (10,0 millions de dollars CAN au taux de change de clôture du 31 décembre 1989).

8. Modalités légales

La garantie de la Banque du Canada relativement aux avances à la Banque Commerciale du Canada et à la Norbanque englobe les portefeuilles de prêts de ces établissements. Dans le cas de la Banque Commerciale du Canada, des arguments ont été présentés au tribunal en vue de déterminer si les intérêts reçus en vertu du portefeuille font partie de la garantie de la banque. Dans le cas peu probable d'une détermination juridique définitive indiquant que l'intérêt n'est pas inclus comme garantie, des redressements pourraient être apportés par rapport aux montants des revenus comptabilisés.

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES
ET DE LA TECHNOLOGIE
ET
AU MINISTRE D'ÉTAT (PETITES ENTREPRISES
ET TOURISME)

Nous avons vérifié le bilan de la Banque fédérale de développement au 31 mars 1990 ainsi que les états d'exploitation, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Banque au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Banque dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Banque fédérale de développement, aux règlements administratifs de la Banque et à la directive donnée à la Banque comme le mentionne la note 7.

Comptables agréés
Raymond, Chabot, Martin, Paré et Associés

Montréal, Canada
le 23 mai 1990

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 23 mai 1990

BILAN AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Encaisse	3,488	3,352
Placements à court terme	140,842	97,708
	144,330	101,060
Prêts	2,708,097	2,439,929
Placements de capital de risque (note 5)	45,467	51,721
Intérêts échus et courus	11,926	11,236
	2,765,490	2,502,886
Moins: provision cumulée pour pertes (note 6)	214,559	174,411
	2,550,931	2,328,475
Placement à long terme (note 7)	79,000	79,000
Immobilisations, moins amortissement cumulé	3,398	3,440
Frais d'émission de la dette non amortis	10,858	14,726
Intérêts courus sur les contrats de swap	17,614	7,734
Autres éléments d'actif	16,056	6,490
	2,822,187	2,540,925

PASSIF	1990	1989
Chèques en circulation	7,834	8,109
Billets à court terme	172,357	388,216
Intérêts courus sur les billets et les contrats de swap	98,041	78,773
Autres éléments de passif	30,022	22,769
	308,254	497,867
Billets à long terme (note 8)	2,127,017	1,677,133
Primes non amorties sur les billets à long terme (montant net)	21,540	20,809
	2,456,811	2,195,809
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital versé par le Canada (notes 9 et 10)	580,600	570,600
Déficit	(215,224)	(225,484)
	365,376	345,116
	2,822,187	2,540,925

Approuvé par le conseil:

un Administrateur
W.J. McALLEER

un Administrateur
GUY A. LAVIGUEUR

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

ÉTAT D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	1990	1989
Services financiers		
Revenu d'intérêts et de placements		
Prêts	357,169	301,046
Placements de capital de risque	8,983	15,563
	366,152	316,609
Frais d'intérêts		
Billets à long terme	186,334	142,918
Billets à court terme (montant net)	38,240	42,787
	224,574	185,705
Revenu net d'intérêts et de placements	141,578	130,904
Provision pour pertes sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque	57,135	53,809
Revenu net d'intérêts et de placements après provision pour pertes	84,443	77,095
Frais autres que d'intérêts		
Traitements et avantages sociaux (note 14)	46,781	40,684
Frais de locaux et d'équipement, y compris l'amortissement	9,941	9,448
Autres frais	16,676	15,894
	73,398	66,026
Bénéfice net (note 13)	11,045	11,069
Répartition du bénéfice net		
Division des Prêts	7,247	2,612
Division du Capital de risque	3,798	8,457
Services de gestion-conseil		
Traitements et avantages sociaux (note 14)	18,441	21,999
Frais de locaux et d'équipement	3,235	3,816
Autres frais	8,662	11,238
Total des frais	30,338	37,053
Moins: revenus de consultation—CASE, frais d'inscription aux séminaires de formation et autres activités	12,555	10,044
Frais nets	17,783	27,009
Frais liés à la réorganisation (note 3)	6,431	
Total des frais nets	24,214	27,009
Moins: crédit parlementaire	23,429	27,009
Perte nette (note 4)	785	
Ventilation du total des frais nets		
Services de conseils en gestion	8,960	9,318
Formation des cadres	6,145	5,579
Renseignements et consultation	2,678	12,112
Frais liés à la réorganisation	6,431	
	24,214	27,009

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	1990	1989
Déficit à l'ouverture de l'exercice	(225,484)	(236,553)
Bénéfice net, Services financiers	11,045	11,069
Perte nette, Services de gestion-conseil	(785)	
Déficit à la clôture de l'exercice	(215,224)	(225,484)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	1990	1989
Exploitation		
Bénéfice net, Services financiers	11,045	11,069
Perte nette, Services de gestion-conseil	(785)	
Postes n'affectant pas l'encaisse		
Provision pour pertes	57,135	53,809
Amortissement	1,678	1,419
Amortissement des primes nettes et frais d'émission de la dette	(5,979)	2,312
Intérêts courus, variation nette	8,698	19,105
Autres éléments d'actif et de passif, variation nette	(2,313)	7,228
	69,479	94,942
Décaissements sur prêts et placements	(762,386)	(717,003)
Remboursements sur prêts et placements	480,811	453,196
Achat d'un placement à long terme		(23,000)
Autres	1,038	(821)
Encaisse utilisée pour l'exploitation	(211,058)	(192,686)
Trésorerie		
Émission de billets à long terme	894,122	519,148
Remboursement de billets à long terme	(444,238)	(241,546)
Billets à court terme, variation nette	(215,859)	(128,189)
Capital versé par le Canada	10,000	35,000
Primes nettes et frais d'émission de la dette	10,578	13,632
Encaisse provenant de la trésorerie	254,603	198,045
Encaisse et placements à court-terme, moins les chèques en circulation		
Augmentation	43,545	5,359
À l'ouverture de l'exercice	92,951	87,592
À la clôture de l'exercice	136,496	92,951

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1990

1. Objectifs et fonctionnement de la Société

La Banque fédérale de développement est une société d'État détenue à part entière par le gouvernement du Canada. Constituée le 20 décembre 1974 par la Loi sur la Banque fédérale de développement, elle a commencé à exercer ses activités le 2 octobre 1975, succédant ainsi à la Banque d'expansion industrielle.

Les objectifs de la Banque, tels qu'ils sont énoncés dans la Loi, sont de promouvoir et d'aider à l'implantation d'entreprises commerciales au Canada en mettant à leur disposition des services financiers ainsi que des services de conseils en gestion, de formation des cadres et de renseignements et consultation (voir la note 3) tout en accordant une attention particulière aux besoins de la petite entreprise.

La Banque effectue des prêts et des opérations de placement de capital de risque par l'entremise de ses Services financiers. Les Services de gestion-conseil englobent les services de conseils en gestion et de formation des cadres. Un état d'exploitation est préparé pour les Services de gestion-conseil étant donné que le financement est pourvu séparément par un crédit parlementaire.

La Banque fédérale de développement est, à toutes ses fins, mandataire du gouvernement du Canada et, à ce titre, toutes ses dettes sont des obligations directes du gouvernement du Canada.

La Banque n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

Prêts et placements de capital de risque

Les prêts et les placements de capital de risque sont comptabilisés à leur montant en principal.

Provision pour pertes sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque

Des provisions sont établies pour les pertes probables spécifiquement identifiées sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque, de même que pour les pertes prévues mais non identifiées. La provision spécifique est établie en prenant en considération chaque compte, et la provision générale est calculée d'après l'expérience passée de la Banque et le niveau prévu de pertes sur prêts et est destinée à parer aux pertes sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque qui n'ont pas encore été identifiées spécifiquement.

Comptabilisation du revenu

Le revenu englobe les intérêts courus sur les prêts. Toutefois, les intérêts ne courent pas sur les prêts lorsque la Direction de la Banque est d'avis que ceux-ci ne seront pas recouvrés. Les dividendes, intérêts et gains en capital sur les placements de capital de risque sont comptabilisés à titre de revenu au moment de l'encaissement.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement est imputé aux opérations selon la méthode de l'amortissement linéaire ou la méthode de l'amortissement dégressif à des taux établis en fonction de la vie utile estimative des biens en question.

En ce qui concerne les Services de gestion-conseil de la Banque, toutes les dépenses en immobilisations sont imputées aux opérations pour l'exercice pendant lequel elles sont effectuées, étant donné qu'elles sont financées par un crédit parlementaire.

Primes, escomptes et frais d'émission de la dette

Les primes, les escomptes et les frais relatifs à l'émission de titres de dette sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de chaque émission et imputés aux frais d'intérêts.

Conversion des devises étrangères

Les billets à payer en devises étrangères et les intérêts sur ceux-ci sont assortis de contrats de change à terme et ils sont convertis en dollars canadiens aux taux prévus à ces contrats. La Banque adopte une méthode semblable pour les billets en devises canadiennes qui sont liés à la performance de devises étrangères. La différence entre le montant ultime payable au taux stipulé dans le contrat et le produit de l'émission est considérée comme étant un élément des coûts de financement et est donc amortie par imputation aux frais d'intérêts selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'obligation. La fraction non amortie de ces sommes est incluse dans les frais d'émission de la dette non amortis au bilan.

Swaps de taux d'intérêt

Dans le cadre de sa stratégie de financement, la Banque est partie à des contrats de swap de taux d'intérêt. Les montants à payer et à recevoir découlant de ces contrats sont inscrits pendant toute la durée des contrats à titre de frais d'intérêts.

Régime de retraite

La Banque offre un régime de retraite contributif à prestations déterminées aux employés admissibles. Des évaluations périodiques sont faites par des actuaires indépendants afin d'établir la valeur des prestations constituées et les coûts du régime. La charge de retraite correspond à la somme des éléments suivants:

—le coût des prestations de retraite accordées eu égard aux services rendus au cours de l'exercice et

—l'amortissement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés, des redressements découlant des modifications au régime ou aux hypothèses, des gains et pertes actuariels, et le provisionnement du surplus ou du déficit du régime déterminé au moment de la dernière évaluation actuarielle.

L'écart cumulatif entre les montants inscrits à titre de charge de retraite et les cotisations versées est reflété au poste "autres éléments de passif" ou au poste "autres éléments d'actif" selon le cas.

Prestations de cessation d'emploi

Les prestations de cessation d'emploi découlant des conditions d'emploi de la Banque sont imputées à l'exercice pendant lequel elles sont gagnées par les employés.

3. Réorganisation des Services de gestion-conseil

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1990, les programmes Renseignements et consultation des Services de gestion-conseil ont été éliminés à la suite d'une réduction des crédits annuels, annoncée par le ministre des Finances dans son budget du 27 avril 1989. Les coûts associés à la réorganisation, qui consistent principalement en des coûts liés à la réduction des effectifs et au surplus d'espace, ont été imputés à l'exercice.

4. Services de gestion-conseil—Perte nette

La perte nette enregistrée par les Services de gestion-conseil est attribuable à des dépenses qui ne sont pas recouvrées au moyen d'un crédit parlementaire avant d'être payées, telles que les courus des prestations de cessation d'emploi et le régime de retraite.

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ETATS FINANCIERS
31 MARS 1990—*Suite*

5. Placements de capital de risque

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Actions	28,538	34,049
Avances à titre d'actionnaire	996	1,299
Débentures avec privilège de participation	14,715	14,567
Débentures convertibles	1,218	1,806
	45,467	51,721

6. Provision cumulée pour pertes

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Provision cumulée à l'ouverture de l'exercice	174,411	137,870
Montants radiés au cours de l'exercice	(19,661)	(19,636)
Recouvrement de montants radiés antérieurement	2,674	2,368
	157,424	120,602
Provision pour l'exercice	57,135	53,809
Provision cumulée à la clôture de l'exercice	214,559	174,411

7. Placement à long terme

Aux termes d'une directive que le gouvernement du Canada a émise le 16 octobre 1986 à la Banque fédérale de développement en vertu de l'article 89 de la Loi sur la gestion des finances publiques, la Banque a procédé à l'achat de 790,000 actions privilégiées de la série "E" de Cominco Ltée pour un montant de 79 millions de dollars. Le gouvernement du Canada a financé cette transaction.

Cominco Ltée est un producteur canadien de zinc et de plomb. Ce placement fait partie d'un programme de modernisation de 260 millions de dollars relié à des activités de fonte de plomb à Trail, C.-B. En vertu d'une entente conclue pour vingt ans, le gouvernement du Canada et Cominco Ltée se partagent les risques du projet. Le rachat du placement de la Banque et le paiement des dividendes dépendent de la réussite du projet, celle-ci étant déterminée par un indice de rentabilité qui est rattaché à l'évolution des prix du plomb et de l'argent sur la durée de l'entente.

Ce placement est évalué au coût et tout dividende sera comptabilisé dans la mesure où il sera encaissé.

8. Billets à long terme

Les échéances par exercice s'établissent comme suit:

Taux %	1991	1992	1993	1994	1995	1996-99	Total
	(en milliers de dollars)						
8 1/4-9 7/8	206,040	261,744	183,084	75,000	25,000	25,000	775,868
10-11 5/8	244,976	399,738	169,200	56,672	431,121	20,665	1,322,372
12-13 7/8	16,077						16,077
14 1/4-15 3/8	12,700						12,700
	479,793	661,482	352,284	131,672	456,121	45,665	2,127,017

Les chiffres ci-dessus tiennent compte de billets à long terme d'une valeur de:

	En dollars canadiens (en millions de dollars)
130.9 millions de dollars des États-Unis	172.4
19.3 milliards de yen japonais	141.5
100.0 millions d'unités monétaires européennes (ECU)	125.4
100.0 millions de dollars australiens	94.3
12.0 milliards de lires italiennes	9.5
	543.1

Ces billets sont assortis de contrats de change à terme (voir la note 2).

Le premier tableau comprend des billets à long terme d'une valeur totale de 349.5 millions de dollars qui ont fait l'objet d'accords de swap de taux d'intérêt avec d'autres institutions financières. Aux termes de ces accords, des taux d'intérêt fixes variant de 8 3/4% à 15 3/8% ont été convertis en des taux d'intérêt flottants qui ont résulté en des taux d'intérêt effectifs pour l'exercice 1990 qui ont varié entre 12% et 13 1/2%. Ces emprunts servent à financer une partie du portefeuille de prêts à taux d'intérêt flottant de la Banque.

9. Capital versé par le Canada

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Somme versée à la Banque du Canada conformément à l'article 52 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	79,000	79,000
Sommes versées conformément au paragraphe 28(1) de la Loi sur la Banque fédérale de développement	475,000	468,600
Sommes versées en vertu de crédits	26,600	23,000
	580,600	570,600

10. Limitations légales touchant l'exploitation

Le ministre des Finances, avec l'approbation du Gouverneur en Conseil, a autorisé des versements de capital à la Banque de l'ordre de 475 millions de dollars, soit le maximum permis par le paragraphe 28(1) de la Loi sur la Banque fédérale de développement. La Banque peut recevoir du financement supplémentaire sous forme de crédit en vertu de l'article 20 de la Loi.

Le total du passif réel et du passif éventuel ne peut dépasser le montant de son "Capital", défini dans le paragraphe 28(2) de la Loi sur la Banque fédérale de développement, multiplié par 12 (ou par 15 avec l'approbation du Gouverneur en Conseil). Ce passif, combiné au "Capital" de la Banque, est assujetti à un plafond de 3.2 milliards de dollars.

11. Passif éventuel et engagements

a) La Banque a garanti des prêts totalisant 2.3 millions de dollars.

b) La Banque fait l'objet de diverses poursuites judiciaires découlant du cours normal de ses activités. La direction est d'avis que le montant du passif qui résultera de ces poursuites ne sera pas important.

c) Au 31 mars 1990, les montants non déboursés sur les prêts et les placements de capital de risque autorisés s'élèvent à 163.6 millions de dollars.

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1990—*Fin*

d) Les engagements minimaux futurs au titre des contrats de location-exploitation des locaux de la Banque sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1991	6,297
1992	5,862
1993	5,173
1994	4,408
1995	3,991
Exercices suivants	6,604
	32,335

12. Régime de retraite

Selon la dernière évaluation actuarielle établie au 31 décembre 1989, la valeur actuelle des prestations constituées s'élevait à 179.0 millions de dollars et la valeur axée sur la valeur marchande de l'actif net était de 184.6 millions de dollars.

13. Services financiers

L'état d'exploitation des Services financiers se compose des résultats d'exploitation de la division des Prêts et de la division du Capital de risque qui sont présentés ci-dessous. Le capital de la Banque au 31 mars 1990 comprend un montant de 45.6 millions de dollars versé par le gouvernement du Canada pour financer le portefeuille des placements de capital de risque.

	1990			1989		
	Prêts	Capital de risque	Total	Prêts	Capital de risque	Total
	(en milliers de dollars)					
Revenu d'intérêts et de placements	357,169	8,983	366,152	301,046	15,563	316,609
Frais d'intérêts	224,574		224,574	185,705		185,705
Revenu net d'intérêts et de placements	132,595	8,983	141,578	115,341	15,563	130,904
Provision pour pertes	55,158	1,977	57,135	49,917	3,892	53,809
Revenu net d'intérêts et de placements après provision pour pertes	77,437	7,006	84,443	65,424	11,671	77,095
Frais autres que d'intérêts	70,190	3,208	73,398	62,812	3,214	66,026
Bénéfice net	7,247	3,798	11,045	2,612	8,457	11,069

14. Traitements et avantages sociaux

Les traitements et avantages sociaux pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 incluent les prestations de cessation d'emploi courues à cette date qui n'avaient pas été inscrites aux livres précédemment, comme suit:

	$
Services financiers	4,151,000
Services de gestion-conseil	838,000

15. Renseignements financiers comparatifs

Certains montants se rapportant à l'exercice financier terminé le 31 mars 1989 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

Les états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 1989 ont été vérifiés et ont fait l'objet d'un rapport par M. Raymond J. Morcel, F.C.A., de Price Waterhouse.

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS LTD.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de Canadian National (West Indies) Steamships Ltd. au 31 décembre 1989 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral et aux règlements administratifs de la société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 28 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF	1989	1988
	$	$
Encaisse	1,381	1,405
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	95,000	95,000
Fonds gelés (note 2)	1,396,986	1,252,909
	1,493,367	1,349,314

PASSIF	1989	1988
	$	$
Obligations échues et non réclamées (note 3)	14,025	14,025
Montant à payer au Canada (note 4)	324,024	324,024
	338,049	338,049
AVOIR DU CANADA		
Capital-actions		
Autorisé et émis		
10 actions de la catégorie A, sans valeur nominale	976	976
Bénéfices non répartis	1,154,342	1,010,289
	1,155,318	1,011,265
	1,493,367	1,349,314

Approuvé par le Conseil d'administration:

le Président
V. MALIZIA

un Administrateur
M. BRENNAN

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS LTD.—Fin

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Intérêts créditeurs	144,118	97,673
Droit de dépôt et frais de banque	65	105
Bénéfice net pour l'exercice	144,053	97,568
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	1,010,289	912,721
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	1,154,342	1,010,289

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989

1. Autorisation et activités

La Canadian National (West Indies) Steamships Ltd. a été constituée en 1927 en vertu de la Dominion Companies Act et est continuée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral. Elle est une société d'État mère inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Elle a cessé son exploitation active en 1957 lorsqu'elle a vendu sa flotte de huit navires à des intérêts cubains.

Le 29 octobre 1985, le Parlement a voté la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État qui autorise le ministre des Finances à dissoudre la société.

Un document de cession a été préparé dans lequel la société transporte à Sa Majesté du Chef du Canada tous ses droits et participations à une lettre de crédit, envers celle-ci, ou découlant de celle-ci selon la mention ci-après à la note 2 afférente. Toutefois, ce document n'a pas encore fait l'objet de souscription puisque le consentement en provenance de la BankAmerica International touchant cette cession et leur acquiescement que le versement en vertu de la lettre de crédit sera fait à Sa Majesté du Chef du Canada, n'ont pas encore été reçus.

Par conséquent, la société n'est pas encore dissoute et par conséquent, les fonds gelés sont encore comptabilisés à l'actif de la société.

Le processus de dissolution sera achevé lorsque le consentement et l'acquiescement seront reçus de la BankAmerica International.

2. Fonds gelés

Le versement final de $470,400 sur la vente des huit navires à des intérêts cubains devait être effectué le 19 août 1963 au moyen d'une lettre de crédit irrévocable émise par la BankAmerica International (auparavant connue sous le nom de Bank of America). Cependant, les United States Cuban Assets Control Regulations, entrés en vigueur le 3 juillet 1963, ont interdit à la "Bank" d'honorer le paiement de la traite. Les modifications aux règlements, entrées en vigueur le 2 mars 1979, exigent que les fonds gelés soient conservés dans un compte portant intérêt. Le montant des intérêts courus au 31 décembre 1989 s'établissait à $929,375 ($782,509 en 1988).

Depuis l'année 1984, la BankAmerica International retient 15% des intérêts gagnés sur les fonds gelés par la banque en vertu des Cuban Assets Regulations; cette retenue représente un impôt sur le revenu applicable aux non résidents. Jusqu'à date, une somme de $106,201 a été ainsi retenue, y compris les intérêts au montant de $28,167 sur la somme retenue. La direction est d'avis que la société demeure non assujettie à l'impôt sur le revenu des États-Unis, conformément au traité fiscal de 1980, tel que modifié. Par conséquent, les montants retenus, y compris les intérêts afférents, ont été inclus dans les revenus et à l'actif, et aucun élément de passif n'a été comptabilisé.

Les négociations entreprises pour recouvrer les fonds gelés n'ont pas réussi et toutes les procédures légales ont été suspendues jusqu'à ce que les règlements soient révoqués.

3. Obligations échues et non réclamées

Les obligations échues n'ont pas été réclamées depuis le 1^er^ mars 1955 et, par conséquent, en vertu de la loi fixant les délais de prescription, il n'existe aucune obligation juridique de les rembourser. Cependant, la société a l'intention d'honorer toutes obligations en souffrance qu'on lui présentera.

4. Montant à payer au Canada

Les avances du Canada ne portent aucun intérêt et seront remboursables lors du recouvrement des fonds gelés.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CENTRE DE RECHERCHES POUR LE
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
ET AU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherches pour le développement international au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, en accord avec les Normes de vérification internationales, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec les Normes comptables internationales, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 1er juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme (note 3)	14,115,678	26,897,087
Débiteurs	1,040,856	888,653
Frais payés d'avance	849,248	1,394,660
	16,005,782	29,180,400
Dépôts recouvrables	206,894	183,430
Immobilisations (note 4)	5,477,839	4,770,484
Fondations (note 5)	433,475	165,441
	22,123,990	34,299,755

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 6)	11,303,825	12,373,696
Fonds pour les contrats de recherche (note 7)	1,426,291	2,532,328
	12,730,116	14,906,024
Indemnités de cessation d'emploi courues	2,623,128	2,722,679
Loyer différé—Siège social	2,311,918	2,616,835
Fondations (note 5)	433,475	165,441
	18,098,637	20,410,979
AVOIR		
Avoir du Canada	4,025,353	13,888,776
	22,123,990	34,299,755

Approuvé:

le Président
IVAN L. HEAD

le Trésorier
ANTOINE HAWARA

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Recherche en développement		
Subventions de projets	63,424,558	56,898,932
Projets du Centre	5,757,433	6,777,332
Contrats de recherche (note 7)	9,276,881	4,198,988
	78,458,872	67,875,252
Activités reliées à la recherche		
Assistance technique	13,762,411	13,330,589
Élaboration et financement de projets	6,683,451	6,382,458
Diffusion de l'information	3,045,514	2,389,558
Bibliothèque spécialisée en recherche et développement	1,765,694	1,722,497
	25,257,070	23,825,102
Soutien à la recherche opérationnelle		
Bureaux régionaux	8,728,412	7,175,783
Gestion des divisions	7,378,419	7,211,702
	16,106,831	14,387,485
Total des dépenses de recherche et de soutien	119,822,773	106,087,839
Dépenses d'administration	11,123,682	9,887,429
	130,946,455	115,975,268
Revenus		
Subvention du Parlement du Canada	108,500,000	114,200,000
Intérêts sur placements et autres revenus	3,306,151	2,893,890
Contrats de recherche (note 7)	9,276,881	4,198,988
	121,083,032	121,292,878
Excédent des dépenses sur les revenus (revenus sur les dépenses)	9,863,423	(5,317,610)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Encaisse absorbée par (provenant de) l'exploitation		
Excédent des dépenses sur les revenus (revenus sur les dépenses)	9,863,423	(5,317,610)
Éléments ne comportant aucun mouvement de fonds		
Amortissement	(1,322,278)	(995,099)
Réserve pour indemnités de cessation d'emploi	(303,142)	(551,298)
(Perte)/gain lors de l'aliénation d'immobilisations	(28,508)	27,883
Amortissement du loyer différé	304,917	304,874
	8,514,412	(6,531,250)
Variations de l'actif et du passif d'exploitation hors caisse		
Débiteurs	152,203	149,640
Frais payés d'avance	(545,412)	421,094
Dépôts recouvrables	23,464	(14,291)
Créditeurs et frais courus	1,069,871	(2,952,035)
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi	402,693	370,338
Contrats de recherches courus	1,106,037	(1,846,631)
	2,208,856	(3,871,885)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	2,336,333	2,349,863
Produit de l'aliénation d'immobilisations	(278,192)	(39,783)
	2,058,141	2,310,080
Diminution (augmentation) des fonds	12,781,409	(8,093,055)
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	26,897,087	18,804,032
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	14,115,678	26,897,087

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	13,888,776	8,571,166
Excédent des dépenses sur les revenus (revenus sur les dépenses)	9,863,423	(5,317,610)
Solde à la fin de l'exercice	4,025,353	13,888,776

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Statut et objectif

Le Centre de recherches pour le développement international est une société sans capital-actions, créée en 1970 par une loi du Parlement du Canada appelée la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international. Le Centre a reçu une subvention annuelle du Parlement du Canada en conformité avec le Crédit 50 du ministère des Affaires extérieures, ceci pour les exercices terminés le 31 mars 1990 et le 31 mars 1989 respectivement.

Le Centre a pour objectif d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Suite*

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec les normes comptables internationales, et traduisent les conventions suivantes:

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant et sont amorties sur la durée estimative de leur utilisation. Les améliorations locatives sont amorties selon la durée des contrats de location respectifs. Les méthodes comptables et les taux annuels prévus pour l'amortissement des immobilisations sont les suivants:

	Méthode	Taux(%)
Matériel informatique	Linéaire	20
Améliorations locatives	Linéaire	5-50
Mobilier et matériel de bureau	Solde dégressif	20
Véhicules	Solde dégressif	30
Système téléphonique	Linéaire	20

Comptabilisation des revenus

Les subventions du Parlement sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus tirés des contrats de recherche sont comptabilisés lorsque les dépenses afférentes sont engagées. L'excédent des revenus sur les dépenses des contrats de recherche est inclus dans le passif à court terme.

Indemnités de cessation d'emploi courues

Les employés bénéficient de certaines indemnités de cessation d'emploi calculées selon le salaire au moment de la cessation et selon les conditions d'emploi. Le passif résultant de ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les montants s'accumulent au crédit de l'employé.

Loyer différé

Les gratuités ou autres avantages reliés à des contrats de location à long terme sont différés et amortis selon la méthode linéaire pendant la durée du contrat.

Coût du régime de retraite

Les employés du Centre participent au Régime de retraite de la Fonction publique fédérale administré par le gouvernement du Canada. L'employé et le Centre doivent cotiser au Régime. Ces cotisations représentent la totalité de la responsabilité du Centre et elles sont comptabilisées sur une base courante.

Impôts sur le revenu

Le Centre est exempt des impôts sur le revenu.

Conversion des devises étrangères

La conversion des devises étrangères en dollars canadiens se fait selon un taux de change moyen qui est très près du taux de change en vigueur à la date de l'opération. L'actif et le passif monétaires sont réglés selon le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains et les pertes réalisés lors des opérations de change sont imputés aux résultats de l'exercice courant.

3. Encaisse et dépôts à court terme

	1990	1989
	$	$
Encaisse (découvert bancaire)	(659,105)	(179,966)
Dépôts à court terme		
Banques à charte canadiennes	11,648,255	25,114,133
Banques à charte sous contrôle étranger	2,151,598	1,962,920
Gouvernements fédéral et provinciaux	974,930	
	14,115,678	26,897,087

4. Immobilisations

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Matériel informatique	5,424,094	2,402,335	3,021,759	2,593,069
Mobilier et matériel de bureau	1,742,902	1,050,189	692,713	774,663
Améliorations locatives	1,365,142	376,525	988,617	496,299
Véhicules	1,275,473	638,702	636,771	742,632
Système téléphonique	852,347	714,368	137,979	163,821
	10,659,958	5,182,119	5,477,839	4,770,484

L'amortissement pour l'exercice s'établit à $1,322,278 (1989, $995,099).

5. Fondations

En 1987, la succession du regretté John Bene a créé une fondation qui doit être consacrée à l'octroi de bourses d'études supérieures en foresterie sociale. Durant la même année, un ancien Gouverneur du Centre a établi une fondation pour la recherche appliquée ou consacrée à remplir une mission particulière. Cette année le Centre a reçu une contribution provenant de la V[e] conférence internationale sur le SIDA (syndrome d'immunodéficience acquise) employée pour financer la recherche sur cette maladie dans le Tiers-Monde.

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	165,441	151,273
Dons reçus	255,958	5,000
Intérêts créditeurs	22,076	13,919
Dépenses	(10,000)	(4,751)
Solde à la fin de l'exercice	433,475	165,441
John Bene	160,170	154,882
Gouverneur	17,201	10,559
SIDA	256,104	
Total des fondations	433,475	165,441

6. Créditeurs et frais courus

	1990	1989
	$	$
Frais courus—Projets	6,983,667	7,278,920
Prestations courues de congés	1,390,149	1,221,879
Autres	2,930,009	3,872,897
	11,303,825	12,373,696

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

7. Contrats de recherche

Les contrats de recherche se rapportent à la recherche exécutée ou gérée par le Centre au nom d'autres organisations et à la V^e conférence internationale sur le SIDA, organisée par le Centre. Ces contrats sont financés par d'autres organisations internationales, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), et d'autres agences gouvernementales fédérales et par les frais d'inscription.

Les dépenses de contrats de recherche de $9,276,881 (1989, $4,198,988) comprennent $2,909,740 (1989, $2,431,480) déboursés au nom de l'ACDI. De plus, le Centre a reçu $49,971 (1989, $24,511) de frais d'administration de l'ACDI; ces frais sont inclus dans les intérêts sur placements et autres revenus.

Les fonds pour les contrats de recherche inclus dans le passif au montant de $1,426,291 (1989, $2,532,328) comprennent $1,043,422 (1989, $608,257) détenus pour l'ACDI.

8. Contrats de location-exploitation

Le Centre a conclu différents contrats de location pour des bureaux, du matériel et du logement pour le personnel tant au Canada que dans plusieurs autres pays. En vertu de ces contrats de location, les engagements annuels du Centre sont les suivants:

Exercice se terminant le 31 mars	$
1991	6,142,124
1992	5,150,099
1993	4,805,005
1994	4,625,239
1995	4,545,862
1996-1997	12,122,893
	37,391,222

9. Engagements contractuels—Subventions et élaboration de projets

Le Centre s'est engagé à verser des subventions totalisant au plus $116,097,000 au cours des quatre prochains exercices, à condition que le Parlement du Canada mette les fonds nécessaires à sa disposition et à condition que les bénéficiaires se conforment aux modalités de subvention des projets. Le Centre a également offert de façon officielle des subventions à des bénéficiaires susceptibles de les recevoir, pour un montant total de $18,739,003; il attend l'acceptation de ces offres.

10. Chiffres comparatifs

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle de l'exercice courant.

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION VISANT LA PRÉSENTATION DE RAPPORTS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints du Centre international d'exploitation des océans et tous les renseignements dans le présent rapport annuel relèvent de la Direction et ils ont reçu l'approbation du Conseil d'administration.

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada appliqués de façon uniforme. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à ceux que contiennent les états financiers.

En s'acquittant de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la justesse des états financiers, la Direction entretient des systèmes et des pratiques de contrôle financier et de gestion conçus dans le but d'apporter la certitude raisonnable que les opérations sont autorisées, que les éléments d'actif sont protégés et que des registres convenables ont été tenus. En outre, le Comité de vérification et d'évaluation du Conseil veille dans l'ensemble aux responsabilités de la Direction quant à la tenue de systèmes suffisants de contrôle et à la qualité de la présentation de rapports financiers.

Le vérificateur autonome, le Vérificateur général du Canada, est responsable de la vérification des états financiers et de la publication de son rapport y relié.

le Président
Gary C. Vernon

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan du Centre international d'exploitation des océans au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats, du surplus, du surplus d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Centre dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le Centre international d'exploitation des océans, et aux règlements administratifs du Centre.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 25 mai 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse	1,062,190	292,713
Débiteurs		
Agence canadienne de développement international	590,694	973,648
Autre élément	124,637	69,672
	1,777,521	1,336,033

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1,197,732	668,932
Avances provenant de l'Agence canadienne de développement international	11,921	621,485
	1,209,653	1,290,417
AVOIR		
Surplus	567,868	45,616
	1,777,521	1,336,033

Contrats de location-exploitation (note 4)
Engagements à contrat (note 5)

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
ELLEN S. MCLEAN

un Administrateur
GASTIEN GODIN

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Activités des programmes du Centre international d'exploitation des océans (Tableau A ci-joint)		
Division de l'Afrique de l'ouest et de l'océan Indien	1,721,401	862,154
Division du Pacifique-sud et du bassin des Antilles	3,645,615	3,246,613
Division des activités interrégionales et des activités de coopération	2,145,219	2,360,601
Programmes généraux	613,108	365,382
Total pour les activités de programme du Centre international d'exploitation des océans	8,125,343	6,834,750
Programmes gérés au nom de l'Agence canadienne de développement international (Tableau B ci-joint)	2,198,628	504,383
Total pour les activités de programme	10,323,971	7,339,133
Services administratifs (Tableau C ci-joint)	1,549,274	1,234,027
Total des dépenses	11,873,245	8,573,160
Revenus		
Recouvrements auprès de l'Agence canadienne de développement international	2,198,628	504,383
Intérêt et autre revenu	96,869	81,076
Total des revenus	2,295,497	585,459
Coût de l'exploitation pour l'exercice	9,577,748	7,987,701

ÉTAT DU SURPLUS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Surplus (déficit) au début de l'exercice	45,616	(20,910)
Virement du surplus d'apport au déficit (note 3)		54,227
Crédits parlementaires	10,100,000	8,000,000
	10,145,616	8,033,317
Déduire: coût de l'exploitation pour l'exercice	9,577,748	7,987,701
Surplus à la fin de l'exercice	567,868	45,616

ÉTAT DU SURPLUS D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Surplus d'apport au début de l'exercice		54,227
Virement du surplus d'apport au déficit (note 3)		(54,227)
Surplus d'apport à la fin de l'exercice		

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités de financement		
Crédits parlementaires	10,100,000	8,000,000
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(9,577,748)	(7,987,701)
Diminution des postes du fonds de roulement autres que l'encaisse	247,225	242,950
	(9,330,523)	(7,744,751)
Augmentation de l'encaisse	769,477	255,249
Encaisse au début de l'exercice	292,713	37,464
Encaisse à la fin de l'exercice	1,062,190	292,713

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1990

1. Pouvoirs et objectifs

Le Centre international d'exploitation des océans a été établi par la Loi sur le Centre international d'exploitation des océans en 1985 en tant que société d'État sans capital-actions, nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et il est exempt des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. Le Centre dépend du gouvernement du Canada pour ses crédits d'exploitation.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager et d'appuyer la collaboration entre le Canada et les pays en voie de développement dans le domaine de l'exploitation des ressources des océans par les mesures suivantes:

a) lancer et appuyer, dans les pays en voie de développement, des programmes d'amélioration de la gestion et de l'utilisation des ressources des océans, surtout à des fins alimentaires;

b) susciter, dans les pays en voie de développement, les connaissances spécialisées et la création des institutions nécessaires à l'amélioration des compétences en matière de gestion intégrée de l'exploitation des océans;

c) tirer parti des connaissances spécialisées de personnes et d'institutions du Canada, de pays en voie de développement et d'ailleurs;

d) organiser et parrainer la cueillette et la diffusion de renseignements utiles à l'exploitation des ressources des océans;

e) organiser et parrainer des programmes de formation, d'aide technique et de prestation de conseils se rapportant à l'exploitation des ressources des océans; et

f) appuyer la recherche liée à l'exploitation des ressources des océans.

2. Conventions comptables importantes

Les états financiers représentent les conventions suivantes:

a) Dépenses en capital

Les achats de matériel, de mobilier de bureau et le coût des améliorations locatives sont portés aux dépenses de l'exercice au cours duquel s'effectue l'acquisition.

b) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont inscrits dans l'état du surplus de l'exercice auquel ils s'appliquent.

c) Dépenses liées à des projets

Le Centre conclut avec des tiers des ententes pour entreprendre des projets. Les dépenses y afférentes sont imputées aux résultats lorsqu'elles sont déboursées et au fur et à mesure qu'elles s'avèrent exigibles en vertu des modalités de l'entente à contrat.

d) Régime de pensions de retraite

Les employés sont protégés par le Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au Régime sont versées à parts égales par les employés et par le Centre. Ces contributions représentent le passif total du Centre et sont inscrites dans les comptes au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles.

e) Conversion des devises étrangères

La valeur monétaire de l'actif et du passif est convertie au cours du change en vigueur à la date du bilan. Les dépenses d'administration à l'étranger sont converties en utilisant la moyenne pondérée des taux du change en vigueur le jour du virement au bureau du Centre à l'étranger. Les gains et pertes découlant de la conversion de devises étrangères sont portés aux résultats de l'exploitation.

f) Comptabilisation des recouvrements

Les revenus par rapport aux projets sont comptabilisés lorsque les dépenses connexes sont défrayées.

3. Surplus d'apport

À la suite de l'approbation du ministre des Relations extérieures, le surplus d'apport de $54,227 a été viré au surplus, à partir du 13 mars 1989. Le surplus d'apport représente la valeur comptable nette des biens apportés au Centre par l'organisation non gouvernementale qui l'a précédé, le Centre international d'exploitation des océans.

4. Contrats de location-exploitation

Le Centre a conclu divers contrats de location-exploitation reliés à des locaux et à du matériel de bureau. Voici les paiements minimums à venir au titre des baux:

Exercice se terminant le 31 mars	$
1991	360,360
1992	402,894
1993	423,308
1994	415,916
1995	9,276
	1,611,754

5. Engagements à contrat

Le Centre s'est engagé aux dépenses de projets qui suivent, les récipiendaires devant toutefois se conformer aux conditions de leurs ententes.

Exercice se terminant le 31 mars	$
1991	5,287,920
1992	4,041,152
1993	1,488,610
1994	409,300
1995	387,370
	11,614,352

6. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs ont été remaniés conformément à la présentation aux états financiers adoptée en 1990.

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS—*Fin*

DÉPENSES DE PROGRAMMES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 TABLEAU A

	Administration des programmes	Élaboration des programmes	Évaluation des programmes	Bureaux régionaux	Projets	Total 1990	Total 1989
	$	$	$	$	$	$	$
Divisions des programmes							
Afrique de l'ouest et océan Indien	521,371	54,980			1,145,050	1,721,401	862,154
Pacifique-sud et bassin des Antilles	560,383	30,947	40,000	75,203	2,939,082	3,645,615	3,246,613
Activités interrégionales et activités de coopération	522,300	50,634	11,109		1,561,176	2,145,219	2,360,601
Total des activités divisionnaires	1,604,054	136,561	51,109	75,203	5,645,308	7,512,235	6,469,368
Programmes généraux							
Communications et publications						303,458	140,621
Politique et planification						195,992	132,144
Centre de recherches en renseignements						70,664	52,291
Projets du Centre						42,994	40,326
						613,108	365,382
						8,125,343	6,834,750

PROGRAMMES GÉRÉS AU NOM DE L'AGENCE
CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
POUR L'EXERCICE TERMINÉ
LE 31 MARS 1990 TABLEAU B

Numéro de projet	Nom du projet	1990	1989
		$	$
Pacifique-sud et bassin des antilles			
880223	Fonds de projet du Pacifique-sud	1,916,589	178,515
880235	Évaluation des ressources marines de la région antillaise	38,158	100,120
		1,954,747	278,635
Activités interrégionales et activités de coopération			
860097	Bourses d'études africaines de l'Université maritime mondiale	24,486	91,104
870167	Bourses d'études universelles de l'Université maritime mondiale	98,408	101,170
880262	Bourses d'études universelles de l'Université maritime mondiale .	120,987	33,474
		243,881	225,748
		2,198,628	504,383

SERVICES ADMINISTRATIFS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 TABLEAU C

	Traitements	Matériel	Autres frais y reliés	Total 1990	Total 1989
	$	$	$	$	$
Finances	166,957	42,431	169,210	378,598	166,640
Contentieux	105,558	3,776	9,765	119,099	43,724
Perfectionnement du personnel	206,478	48,584	218,151	473,213	343,136
Direction	317,283	24,462	236,619	578,364	680,527
	796,276	119,253	633,745	1,549,274	1,234,027

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

Nous avons vérifié le bilan de la Commission canadienne du blé au 31 juillet 1989 ainsi que l'état des résultats d'exploitation de l'exercice 1988-89 pour les comptes de mise en commun des blé, blé dur ambré, orge et orge de premier choix de la période allant du 1[er] août 1988 jusqu'à la fin de l'exploitation le 30 septembre 1989, l'état des résultats d'exploitation de l'exercice 1988-89 pour le compte de mise en commun de l'avoine de premier choix de la période allant du 1[er] août 1988 jusqu'à la fin de l'exploitation le 31 décembre 1989, l'état des résultats d'exploitation de l'exercice 1988-89 pour le compte de mise en commun de l'avoine de la période allant du 1[er] août 1988 jusqu'à la fin de l'exploitation le 9 mars 1990, l'état des frais d'administration, des frais généraux et des imputations à l'exploitation de l'exercice terminé le 31 juillet 1989, l'état des versements anticipés aux producteurs en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies en date du 31 juillet 1989 et l'état des opérations du compte spécial de l'exercice terminé le 31 juillet 1989. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 juillet 1989 ainsi que les résultats de son exploitation pour les périodes indiquées selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués d'une manière uniforme.

Comptables agréés
Deloitte Haskins & Sells

Winnipeg, Canada
le 9 mars 1990

BILAN AU 31 JUILLET 1989
(avec chiffres correspondants de la campagne précédente)

TABLEAU I

ACTIF	1989	1988
	$	$
Stocks de céréales (note 1a))		
Blé	646,419,957	51,855,201
Blé dur	130,206,714	119,446,586
Avoine	26,098,738	12,127,201
Avoine de premier choix	2,688,284	298,140
Orge	187,609,928	
Orge de premier choix	31,308,222	14,530,982
	1,024,331,843	198,258,110
Lettres de change, plus les intérêts courus (note 2)	3,701,171,827	3,572,718,038
Comptes débiteurs (note 3)		
Montants à recevoir à la conclusion des ventes	53,450,801	46,258,233
Divers	17,761,236	28,999,520
Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	44,633,801	116,665,207
Montant à recevoir du gouvernement du Canada relativement au déficit d'exploitation		
Compte de mise en commun 1988-89—Avoine	32,361,239	
Immeuble de la Commission canadienne du blé à Winnipeg, au prix coûtant moins l'amortissement	1,611,503	1,721,640
Wagons-trémies, au prix coûtant moins l'amortissement (note 4)	60,516,037	63,568,184
Mobilier, matériel et véhicules, au prix coûtant moins l'amortissement	1,190,416	977,190
Opérations commerciales comptabilisées d'avance (note 5)		71,391,158
Frais reportés et frais payés d'avance	1,999,562	1,973,456
	4,939,028,265	4,102,530,736

PASSIF	1989	1988
	$	$
Obligations envers les banques (note 6)	3,619,608,031	3,610,793,737
Obligations envers les agents concernant les céréales achetées des producteurs (note 7)	569,415,257	11,265,153
Obligations envers les agents concernant les bons de livraison reportés (note 8)	102,811,770	40,452,058
Frais courus et comptes créditeurs (note 9)	86,520,811	31,152,492
Chèques aux producteurs en circulation, relèvement et ajustement de fin de campagne		
Blé	454,024	2,087,570
Blé dur	305,741	600,940
Avoine	19,060	36,247
Avoine de premier choix		432
Orge	44,627	165,107
Orge de premier choix	8,396	154,752
Compte spécial—Solde net des comptes dormants (note 10)	4,272,574	5,986,523
Provisions pour frais reliés aux ajustements de fin de campagne (note 11)	2,734,927	885,912
Excédents d'exploitation		
Comptes de mise en commun		
Blé	469,403,586	244,988,680
Blé dur	26,417,209	104,400,100
Avoine		8,544,443
Avoine de premier choix	3,327,644	1,165,968
Orge	16,788,430	19,805,777
Orge de premier choix	36,896,178	20,044,845
	4,939,028,265	4,102,530,736

le Commissaire en chef
W. E. JARVIS

l'adjoint au Commissaire en chef
R. L. KRISTJANSON

le Commissaire
F. M. HETLAND

le Commissaire
W. H. SMITH

le Commissaire
R. H. KLASSEN

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ DE 1988-89
ENTRE LE 1er AOÛT 1988 ET LA FIN DES ACTIVITÉS LE 30 SEPTEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de la campagne 1987-88)

TABLEAU II

	1988-89		1987-88	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Blé acquis				
Acheté des céréaliculteurs moyennant les acomptes à la livraison de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	14,218,367	2,377,546,508	15,476,040	1,744,509,029
Tonnes nettes acquises suite au redressement des différences en plus ou en moins, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux acomptes de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	135,496	23,334,599	63,217	6,959,936
Acheté du compte de mise en commun du blé de la campagne précédente			564,443	68,458,164
	14,353,863	2,400,881,107	16,103,700	1,819,927,129
Blé vendu				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Marché intérieur	1,437,233		957,760	
Exportation	9,691,155		14,756,905	
Freintes	471		2,279	
	11,128,859	2,281,180,323	15,716,944	2,083,059,719
Stocks de blé—Non vendus au 31 juillet et portés ici au montant reçu de leur vente; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Ventes complétées après le 31 juillet				
Marché intérieur	258,526			
Exportation	1,359,387		386,756	
Vente au compte de mise en commun du blé suivant	1,607,091			
	3,225,004	646,419,957	386,756	51,855,201
	14,353,863	2,927,600,280	16,103,700	2,134,914,920
Excédant sur les opérations relatives au blé		526,719,173		314,987,791
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur le blé entreposé dans les silos de collecte		43,576,178		37,105,198
Frais de magasinage sur le blé entreposé dans les silos portuaires		14,168,229		16,037,805
		57,744,407		53,143,003
Intérêts, frais bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission		(33,651,756)		(17,785,610)
Surestarie/Bonification		(3,302,045)		(265,409)
Fret supplémentaire—Sur le blé expédié des gares régionales aux silos portuaires		9,266,321		10,542,410
—Résultant de modifications aux tarifs ferroviaires		1,675,231		(1,513,861)
Frais de manutention et d'arrêt sur le blé entreposé dans les silos industriels		(19,809)		1,080,148
Frais de séchage		32,299		52,664
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		7,627,680		4,737,960
Frais administratifs et généraux de la Commission		17,943,259		20,007,806
		57,315,587		69,999,111
Excédent d'exploitation de la Commission au compte de mise en commun du blé pour la période allant du 1er août 1988 au 30 septembre 1989 (au 30 septembre 1988 pour 1987-88)		469,403,586		244,988,680

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ DUR AMBRÉ 1988-89
ENTRE LE 1[er] AOÛT 1988 ET LA FIN DES ACTIVITÉS LE 30 SEPTEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de la campagne 1987-88)

TABLEAU III

	1988-89		1987-88	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
Blé dur acquis		$		$
Acheté des céréaliculteurs moyennant les acomptes à la livraison de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	2,254,359	420,780,711	2,708,407	321,361,389
Tonnes nettes acquises suite au redressement des différences en plus ou en moins, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux acomptes de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	17,902	3,306,710	15,103	1,810,663
Acheté du compte de mise en commun du blé dur de la campagne précédente	200,258	33,626,638	621,128	76,928,140
	2,472,519	457,714,059	3,344,638	400,100,192
Blé dur vendu				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Marché intérieur	128,456		125,607	
Exportation	1,627,519		2,548,938	
Freintes	2,537		2,713	
	1,758,512	374,996,935	2,677,258	399,220,730
Stocks de blé dur—Non vendus au 31 juillet et portés ici au montant reçu de leur vente; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Ventes complétées après le 31 juillet				
Marché intérieur	36,667		36,432	
Exportation	252,555		430,690	
Ventes au compte de mise en commun du blé dur suivant	424,785		200,258	
	714,007	130,206,714	667,380	119,446,586
	2,472,519	505,203,649	3,344,638	518,667,316
Excédent sur les opérations relatives au blé dur ambré		47,489,590		118,567,124
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur le blé dur entreposé dans les silos de collecte		10,827,316		9,140,017
Frais de magasinage sur le blé dur entreposé dans les silos portuaires		4,810,372		2,694,180
		15,637,688		11,834,197
Intérêts et frais bancaires		1,018,487		(1,452,155)
Surestarie/Bonification		(499,446)		(925,436)
Fret supplémentaire—Sur le blé expédié des gares régionales aux silos portuaires		414,599		493,233
—Résultant de modifications aux tarifs ferroviaires		444,893		(116,671)
Frais de manutention et d'arrêt sur le blé dur entreposé dans des silos industriels		950		2,262
Frais de séchage		870		926
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		1,209,389		829,173
Frais administratifs et généraux de la Commission		2,844,951		3,501,495
		21,072,381		14,167,024
Excédent d'exploitation de la Commission au compte de mise en commun du blé dur pour la période allant du 1[er] août 1988 au 30 septembre 1989 (au 30 septembre 1988 pour 1987-88)		26,417,209		104,400,100

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE 1988-89
ENTRE LE 1[er] AOÛT 1988 ET LA FIN DES ACTIVITÉS LE 9 MARS 1990
(avec chiffres correspondants de la campagne 1987-88)

TABLEAU IV

	1988-89		1987-88	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Avoine acquise				
Achetée des céréaliculteurs moyennant les acomptes à la livraison de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	777,978	124,324,483	256,132	23,100,925
Tonnes nettes acquises suite au redressement des différences en plus ou en moins, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux acomptes de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	1,142	184,604	386	33,409
Achetée du compte de mise en commun de l'avoine de la campagne précédente	32,575	5,918,150	70,285	8,865,289
	811,695	130,427,237	326,803	31,999,623
Avoine vendue				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	555,953	84,692,443	251,141	30,148,393
Freintes	11		20	
Stocks d'avoine—Non vendus au 31 juillet et portés ici au montant reçu de leur vente; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver				
Ventes complétées après le 31 juillet	255,731	26,098,738	43,067	6,209,051
Ventes au compte de mise en commun de l'avoine suivant			32,575	5,918,150
	811,695	110,791,181	326,803	42,275,594
(Déficit) Excédent sur les opérations relatives à l'avoine		(19,636,056)		10,275,971
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur avoine entreposée dans les silos de collecte		4,408,605		539,261
Frais de magasinage sur l'avoine entreposée dans les silos portuaires		2,065,624		602,275
		6,474,229		1,141,536
Intérêts et frais bancaires		3,372,879		(149,220)
Surestarie/Bonification		(47,455)		47,455
Fret supplémentaire—Sur l'avoine expédiée des gares régionales aux silos portuaires		1,396,375		272,321
—Résultat de modifications aux tarifs ferroviaires		24,552		(2,263)
Frais de manutention et d'arrêt		2,872		1,023
Frais de séchage		309		4,133
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		417,360		85,409
Frais administratifs et généraux de la Commission		1,084,062		331,134
		12,725,183		1,731,528
(Déficit) Excédent d'exploitation au compte de mise en commun de l'avoine pour la période allant du 1[er] août 1988 au 9 mars 1990 (au 30 septembre 1988 pour 1987-88)		(32,361,239)		8,544,443

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE DE PREMIER CHOIX 1988-89
ENTRE LE 1[er] AOÛT 1988 À LA FIN DES ACTIVITÉS LE 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres correspondants de la campagne 1987-88)

TABLEAU V

	1988-89		1987-88	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Avoine de premier choix acquise				
Achetée des céréaliculteurs moyennant les acomptes à la livraison de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	222,987	42,337,292	76,321	9,261,146
Avoine de premier choix vendue				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	212,530	43,006,260	74,434	10,166,104
Stocks d'avoine de premier choix—Non vendus au 31 juillet et portés ici au montant reçu de leur vente; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver Ventes complétées après le 31 juillet	10,457	2,688,284	1,887	298,140
	222,987	45,694,544	76,321	10,464,244
Excédent sur les opérations relatives à l'avoine de premier choix		3,357,252		1,203,098
Frais d'exploitation				
Intérêts		(389,010)		(86,990)
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		119,625		25,450
Frais administratifs et généraux de la Commission		298,993		98,670
		29,608		37,130
Excédent d'exploitation de la Commission au compte de mise en commun de l'avoine de premier choix pour la période allant du 1[er] août 1988 au 31 décembre 1989 (au 30 septembre 1988 pour 1987-88)		3,327,644		1,165,968

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE 1988-89
ENTRE LE 1er AOÛT 1988 ET LA FIN DES ACTIVITÉS LE 30 SEPTEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de la campagne 1987-88)

TABLEAU VI

	1988-89		1987-88	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Orge acquise				
Achetée des céréaliculteurs moyennant les acomptes à la livraison de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	4,035,425	483,922,812	2,224,961	144,395,122
Tonnes nettes acquises suite au redressement des différences en plus ou en moins, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux acomptes de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	69,065	5,797,698	34,596	2,451,270
Achetée du compte de mise en commun de l'orge de la campagne précédente				
	4,104,490	489,720,510	2,259,557	146,846,392
Orge vendue				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill	2,672,893	342,804,701	2,259,223	172,410,524
Freintes	54		334	
Stocks d'orge—Non vendus au 31 juillet et portés ici au montant reçu de leur vente; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Ventes complétées après le 31 juillet	963,353	128,302,861		
Ventes au compte de mise en commun de l'orge suivant	468,190	59,307,067		
	4,104,490	530,414,629	2,259,557	172,410,524
Excédent sur les opérations relatives à l'orge		40,694,119		25,564,132
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur l'orge entreposée dans les silos de collecte		10,930,743		639,467
Frais de magasinage sur l'orge entreposée dans les silos portuaires		2,425,508		1,279,713
		13,356,251		1,919,180
Intérêts et frais bancaires		288,533		(2,940,186)
Surestarie/Bonification		(334,009)		2,678,089
Fret supplémentaire—Sur l'orge expédiée des gares régionales aux silos portuaires		1,755,367		864,102
—Résultant de modifications aux tarifs ferroviaires		1,581,659		(359,295)
Frais de manutention et d'arrêt sur l'orge entreposée dans les silos industriels				7,554
Frais de séchage		402		31,258
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		2,164,871		681,168
Frais administratifs et généraux de la Commission		5,092,615		2,876,485
		23,905,689		5,758,355
Excédent d'exploitation de la Commission au compte de mise en commun de l'orge pour la période allant du 1er août 1988 au 30 septembre 1989 (au 30 septembre 1988 pour 1987-88)		16,788,430		19,805,777

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE DE PREMIER CHOIX 1988-89
ENTRE LE 1[er] AOÛT 1988 ET LA FIN DES ACTIVITÉS LE 30 SEPTEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de la campagne 1987-88)

TABLEAU VII

	1988-89		1987-88	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Orge de premier choix acquise				
Achetée des céréaliculteurs moyennant les acomptes à la livraison de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	1,074,488	195,921,451	1,022,885	130,135,153
Orge de premier choix vendue				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	942,125	200,127,452	944,925	135,179,256
Stocks d'orge de premier choix—Non vendus au 31 juillet et portés ici au montant reçu de leur vente; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver				
Ventes complétées après le 31 juillet	132,363	31,308,222	77,960	14,530,982
	1,074,488	231,435,674	1,022,885	149,710,238
Excédent sur les opérations relatives à l'orge de premier choix		35,514,223		19,575,085
Frais d'exploitation				
Intérêts		(3,266,267)		(2,004,837)
Surestarie/Bonification		(48,094)		(128,420)
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		576,427		341,086
Frais administratifs et généraux de la Commission		1,355,979		1,322,411
		(1,381,955)		(469,760)
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'orge de premier choix pour la période allant du 1[er] août 1988 au 30 septembre 1989 (au 30 septembre 1988 pour 1987-88)		36,896,178		20,044,845

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES FRAIS D'ADMINISTRATION, DES FRAIS GÉNÉRAUX ET DES IMPUTATIONS À L'EXPLOITATION DE LA CAMPAGNE TERMINÉE LE 31 JUILLET 1989 (avec chiffres correspondants de la campagne 1987-88) TABLEAU VIII

	1988-89	1987-88
	$	$
Frais administratifs et généraux		
Salaires—Membres de la Commission, dirigeants et personnel	16,246,201	15,586,850
Assurance-chômage, caisse de retraite, assurance collective, assurance-maladie et autres avantages sociaux	2,180,867	1,853,036
Impôt—Santé et Éducation de la province du Manitoba	323,451	338,613
Comité consultatif	113,491	103,460
Location et éclairage des bureaux, y compris l'entretien de l'immeuble de la Commission canadienne du blé à Winnipeg	1,547,222	1,472,794
Téléphone—Bureau central et appels interurbains	480,534	472,517
Télégrammes, câblogrammes et télex	118,836	127,928
Affranchissement	682,879	679,653
Imprimerie, papeterie et fournitures de bureau	593,153	516,454
Rapport annuel, "Mini Report", L'actualité céréalière, etc.	158,849	153,514
Réunions régionales	22,533	20,064
Frais de bureau	694,451	678,549
Frais de déplacement et de mutation du personnel	873,706	868,819
Frais de déplacement—Inspecteurs	183,638	223,467
Honoraires des avocats et frais de justice	67,329	26,371
Honoraires des vérificateurs	98,500	98,500
Matériel informatique—Location et divers	2,399,736	3,136,099
Réparation et entretien des machines et du matériel de bureau	23,177	62,775
Publications et services du marché des céréales	98,248	116,863
Quote-part de la Commission du blé aux frais d'exploitation de l'Institut international du Canada pour le Grain	1,184,256	1,266,031
Cautions et assurance	33,896	39,175
Amortissement—Immeuble, mobilier, matériel et véhicules	358,053	372,051
	28,483,006	**28,213,583**

	1988-89		1987-88
	$		$
Imputations à l'exploitation			
1. Commercialisation des céréales			
Compte de mise en commun du blé 1988-89	9,214,423		
Compte de mise en commun du blé dur 1988-89	1,460,971		
Compte de mise en commun de l'avoine 1988-89	504,180		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1988-89	144,510		
Compte de mise en commun de l'orge 1988-89	2,615,217		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1988-89	696,338		
Compte de mise en commun du blé 1987-88	9,544,913		
Compte de mise en commun du blé dur 1987-88	1,670,421		
Compte de mise en commun de l'avoine 1987-88	157,971		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1987-88	47,071		
Compte de mise en commun de l'orge 1987-88	1,372,254		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1987-88	630,869		
		28,059,138	26,987,337
2. Répartition des ajustements de fin de campagne aux producteurs			
(a) Blé et Blé dur			
Compte de mise en commun du blé 1987-88	205,997		
Compte de mise en commun du blé dur 1987-88	45,890		
Compte de mise en commun du blé 1986-87	21,529		
Compte de mise en commun du blé dur 1986-87	14,549		
Compte de mise en commun du blé dur 1985-86	2,804		
Compte de mise en commun du blé 1984-85	3,449		
Compte de mise en commun du blé dur 1984-85	472		
Compte de mise en commun du blé 1983-84	1,808		
Compte de mise en commun du blé dur 1983-84	245		
Compte de mise en commun du blé 1982-83	2,135		
Compte de mise en commun du blé dur 1982-83	292		
		299,170	186,902
b) Céréales secondaires			
Compte de mise en commun de l'avoine 1987-88	13,697		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1987-88	1,961		
Compte de mise en commun de l'orge 1987-88	75,567		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1987-88	18,098		
Compte de mise en commun de l'avoine 1986-87	5,962		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1986-87	759		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1985-86	743		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1985-86	1,739		
Compte de mise en commun de l'avoine 1984-85	880		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1984-85	155		
Compte de mise en commun de l'orge 1984-85	2,079		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1984-85	365		
Compte de mise en commun de l'avoine 1983-84	460		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1983-84	82		
Compte de mise en commun de l'orge 1983-84	1,091		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1983-84	193		
Compte de mise en commun de l'avoine 1982-83	545		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1982-83	94		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1982-83	228		
		124,698	39,344
3. Imputation au compte spécial—Comptes dormants autorisée par décret du Conseil, en paiement partiel de frais administratifs et généraux, engagés conformément à la loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies			1,000,000
		28,483,006	**28,213,583**

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTATS DES PAIEMENTS ANTICIPÉS AUX CÉRÉALICULTEURS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PAIEMENTS ANTICIPÉS POUR LE GRAIN DES PRAIRIES AU 31 JUILLET 1989

TABLEAU IX

	Avances comptant aux céréaliculteurs	Rembourse-ment sur avances par les céréaliculteurs	Solde rembour-sable par les céréaliculteurs
	$	$	$
Campagne 1957-58	35,203,467	35,200,848	2,619
Campagne 1958-59	34,369,653	34,366,768	2,885
Campagne 1959-60	38,492,505	38,490,061	2,444
Campagne 1960-61	63,912,550	63,905,208	7,342
Campagne 1961-62	16,656,713	16,651,472	5,241
Campagne 1962-63	29,251,526	29,245,974	5,552
Campagne 1963-64	62,136,418	62,129,679	6,739
Campagne 1964-65	32,961,844	32,955,727	6,117
Campagne 1965-66	40,600,386	40,596,511	3,875
Campagne 1966-67	36,668,270	36,664,915	3,355
Campagne 1967-68	47,280,533	47,277,578	2,955
Campagne 1968-69	151,852,319	151,771,755	80,564
Campagne 1969-70	272,777,516	272,477,615	299,901
Campagne 1970-71	91,105,890	91,076,244	29,646
Campagne 1971-72	68,142,360	68,110,271	32,089
Campagne 1972-73	20,754,104	20,743,234	10,870
Campagne 1973-74	35,259,387	35,220,656	38,731
Campagne 1974-75	46,635,399	46,609,707	25,692
Campagne 1975-76	20,236,528	20,208,199	28,329
Campagne 1976-77	130,592,220	130,483,087	109,133
Campagne 1977-78	119,090,916	118,929,698	161,218
Campagne 1978-79	151,316,450	151,197,705	118,745
Campagne 1979-80	99,146,581	99,084,630	61,951
Campagne 1980-81	61,640,150	61,599,760	40,390
Campagne 1981-82	333,688,190	333,238,456	449,734
Campagne 1982-83	309,022,755	308,239,484	783,271
Campagne 1983-84	286,736,519	285,985,240	751,279
Campagne 1984-85	201,289,320	200,443,685	845,635
Campagne 1985-86	340,670,296	339,478,759	1,191,537
Campagne 1986-87	642,511,850	640,233,293	2,278,557
Campagne 1987-88	563,607,958	555,434,195	8,173,763
Campagne 1988-89	319,522,186	272,997,691	46,524,495
	4,703,132,759	4,641,048,105	

Solde remboursable par les céréaliculteurs au 31 juillet 1989		62,084,654
Plus: intérêts bancaires au 31 juillet 1989 payables par le gouvernement du Canada	173,415,438	
Moins: montant payé au 31 juillet 1989	172,838,537	576,901
		62,661,555
Moins: solde des fonds reçus pour couvrir les paiements anticipés en défaut		
Gouvernement du Canada	3,068,495	
Compagnies manutentionnaires	109,030	
Intérêts encaissés sur paiements en défaut	14,850,229	18,027,754
Montant dû à la Commission canadienne du blé au 31 juillet 1989		44,633,801

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

OPÉRATIONS DU COMPTE SPÉCIAL DE LA CAMPAGNE TERMINÉE LE 31 JUILLET 1989

TABLEAU X

	$	$
Solde du compte spécial au 31 juillet 1988		5,986,523
Virement au compte spécial autorisé par décret du conseil C.P. 1989-1438 à partir du:		
Compte du blé 1981	(826,059)	
Compte du blé dur 1981	(143,602)	
Compte de l'avoine de premier choix 1981	(25,137)	
Compte de l'orge 1981	19,163	
Compte de l'orge de premier choix 1981	(73,183)	(1,048,818)
		4,937,705

Dépenses

Autorisées par décret du conseil	Raison	Non affectées au 31 juillet 1988	Autorisation campagne 1988-89	Non affectées au 31 juillet 1989	Effectuées pendant la campagne 1988-89	
		$	$	$	$	
C.P.1988-1487						
C.P.1989-1439	Développement des marchés	191,083	300,000	206,363	284,720	
C.P.1988-1488	Bourses universitaires et bourses de perfectionnement	41,735	263,265	43,141	261,859	
C.P.1987-2591	Parc historique national de la Fourche	50,000			50,000	
C.P.1987-1122	Institut international du Canada pour le Grain —Dépenses en immobilisation	86,591		52,144	34,447	
C.P.1984-2690	Missions des pays-clients	24,804			24,804	
C.P.1983-2003	Comité conjoint de coordination des politiques visant les producteurs de blé américains et canadiens	88,133		88,133		
		482,346	563,265	389,781		655,830
						4,281,875

Moins: versements aux céréaliculteurs concernant d'anciens comptes déjà virés au compte spécial	9,302
Solde du compte spécial au 31 juillet 1989	4,272,573

Au 31 juillet 1989, il existait un total de $389,781 en dépenses autorisées non affectées laissant un solde de $3,882,792 disponible dans le compte.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES

Les états financiers de la Commission canadienne du blé pour la campagne qui vient de s'écouler sont, ainsi que les notes qui s'y rattachent, contenus dans le présent chapitre de ce rapport. Ils consistent en un bilan (tableau I) qui expose la situation financière de la Commission au 31 juillet 1989, ainsi qu'en d'autres états (tableaux II à X) donnant les résultats d'exploitation de la Commission pour la campagne se terminant à cette date. L'index qui précède les états financiers en fait ressortir les grands titres.

Les résultats finals d'exploitation des comptes de mise en commun sont inclus dans les comptes de la Commission au 31 juillet lorsque les activités commerciales prennent fin avant la publication du rapport annuel. Les activités relatives aux comptes de mise en commun du blé, du blé dur ambré, de l'orge et de l'orge de premier choix 1988-89 ayant été arrêtées le 30 septembre 1989, celles du compte de l'avoine de premier choix 1988-89, le 31 décembre 1989, et celles du compte de l'avoine, le 9 mars 1990, les résultats finals d'exploitation de ces comptes sont donc donnés ici avec les notes qui se rapportent à chacun d'eux.

Bien que l'unité de mesure du grain ait été la "tonne" depuis le 1er février 1978, pour votre gouverne, une tonne est égale à 36.74371 boisseaux de blé, 64.84183 boisseaux d'avoine et 45.92963 boisseaux d'orge.

Compte de mise en commun—Blé

Acompte à la livraison

Au début de la campagne céréalière, la Commission a été autorisée à acheter du blé des producteurs moyennant un acompte à la livraison fixe de $150/t pour le blé roux de printemps n° 1 de l'Ouest (n° 1 CWRS). Puis, à compter du 17 novembre 1988, l'acompte à la livraison du n° 1 CWRS a été relevé à $170/t.

Ressources en blé

Les ressources en blé du compte de mise en commun 1988-89 se sont élevées à 14,353,863 tonnes, soit 14,218,367 tonnes livrées par les producteurs et 135,496 tonnes acquises d'autres sources.

Répartition par grade

Le grain livré au compte de mise en commun 1988-89 était d'une qualité nettement supérieure à celle du grain réceptionné au compte de mise en commun précédent. Les livraisons de blé roux de printemps n° 1 et n° 2 de l'Ouest se sont élevées à 12,286 millions de tonnes, soit 86.41 p. cent du total réceptionné, tandis que les livraisons de blé roux de printemps n° 3 de l'Ouest, à 1,375 million de tonnes, n'en représentaient que 9.67 p. cent. Les livraisons de blé d'utilité, dont le grade "Canada fourrager", se sont chiffrées à 557,000 tonnes ou 3.92 p. cent du total livré par les producteurs. Environ 0.74 p. cent du blé livré a été agréé "gourd" et 0.03 p. cent "humide" pratiquement les mêmes chiffres que la campagne précédente.

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Blé—Tableau A

Les activités commerciales relatives au compte de mise en commun du blé se sont soldées par un excédent de $469,403,586. L'excédent net à répartir entre les producteurs, compte tenu du versement intérimaire de $213,275,507 aux producteurs en novembre 1989, du remboursement de $119,016 aux utilisateurs de wagons consignés, des frais d'établissement du versement intérimaire et de l'ajustement de fin de campagne ainsi que des intérêts créditeurs estimatifs après le 30 septembre 1989, s'est chiffré à $267,391,460 ce qui représente une moyenne de $18,806 sur une production marchande de 14,218,367 tonnes. Il ressort du tableau B que les producteurs ont reçu un prix total de $197,136/tonne pour le blé roux de printemps n° 1 de l'Ouest contre $134,019/tonne au titre du compte de mise en commun précédent pour le même grade.

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ 1988-89 DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1988 AU 30 SEPTEMBRE 1989

(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1987-88)

TABLEAU A

	Mise en commun 1988-89		Mise en commun 1987-88	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	14,218,367 tonnes		15,476,040 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	2,904,265,681	204.262	2,059,496,820	133.076
Acomptes versés aux producteurs	2,377,546,508	167.217	1,744,509,029	112.723
Excédent brut	526,719,173	37.045	314,987,791	20.353
Moins les frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	43,576,178	3.065	37,105,198	2.398
Aux silos portuaires	14,168,229	0.996	16,037,805	1.036
Total des frais fixes	57,744,407	4.061	53,143,003	3.434
Intérêts bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission	(33,651,756)	(2.367)	(17,785,610)	(1.149)
Indemnités de surestarie	(3,302,045)	(0.232)	(265,409)	(0.017)
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	9,266,321	0.652	10,542,410	0.681
—Mod. aux tarifs ferroviaires	1,675,231	0.118	(1,513,861)	(0.098)
Manutention et arrêt	(19,809)	(0.001)	1,080,148	0.070
Séchage	32,299	0.002	52,664	0.003
Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement	7,627,680	0.536	4,737,960	0.306
Frais d'administration de la Commission	17,943,259	1.262	20,007,806	1.293
Total des frais d'exploitation	57,315,587	4.031	69,999,111	4.523
Excédent d'exploitation	469,403,586	33.014	244,988,680	15.830
Moins: versement intérimaire	213,275,507	15.000		
	256,128,079	18.014	244,988,680	15.830
Plus: intérêts créditeurs après le 30 septembre	11,714,518	0.824	6,814,351	0.440
Moins: frais d'établissement du versement intérimaire et de l'ajustement de fin de campagne	332,121	0.024	136,272	0.008
Moins: remboursement wagons consignés	119,016	0.008		
Solde à répartir entre les producteurs	267,391,460	18.806	251,666,759	16.262

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES DE BLÉ BASE EN MAGASIN À THUNDER BAY OU VANCOUVER

TABLEAU B

Grade	Acompte à la livraison	Versement intérimaire	Ajustement fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)			
Blé roux de printemps				
N° 1 de l'Ouest	170.00	15.00	12.136	197.136
N° 1 de l'Ouest 13.5	172.21	15.00	22.496	209.706
N° 1 de l'Ouest 14.5	175.21	15.00	25.459	215.669
N° 2 de l'Ouest	164.21	15.00	11.976	191.186
N° 2 de l'Ouest 13.5	165.21	15.00	16.466	196.676
N° 3 de l'Ouest	150.21	15.00	16.896	182.106
N° 1 Utilité de l'Ouest	154.21	15.00	19.666	188.876
N° 2 Utilité de l'Ouest	137.21	15.00	17.666	169.876
Blé rouge d'hiver				
Canada fourrager de l'Ouest	130.00	15.00	16.056	161.056
N° 1 de l'Ouest	149.21	15.00	19.896	184.106
N° 2 de l'Ouest	147.21	15.00	19.896	182.106
Blé tendre blanc de printemps				
N° 1 de l'Ouest	150.00	15.00	25.671	190.671
N° 2 de l'Ouest	147.00	15.00	27.671	189.671

Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation engagés par la Commission et imputables au compte de mise en commun du blé se sont élevés à $57,315,587 soit $4.031/t. Ils se ventilent comme suit:

Frais fixes—$57,744,407

Le total des frais fixes engagés sur le blé par la Commission, y compris les frais d'entreposage plus les intérêts aux silos de collecte et les frais d'entreposage aux silos portuaires, se sont chiffrés à $57,744,407 soit à $4.061/t.

Intérêts bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission—($33,651,756)

Ce poste comprend surtout des intérêts bancaires ainsi que des intérêts versés à d'autres comptes de la Commission ou reçus d'eux. Les intérêts créditeurs ont dépassé les intérêts débiteurs de $33,651,756 soit de $2.367/t.

Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires—$9,266,321—Mod. aux tarifs ferroviaires—$1,675,231

Au cours de la campagne, la Commission a versé $9,266,321 en fret supplémentaire en raison du mouvement des grains dans des conditions défavorables.

En outre, depuis l'abolition des tarifs ferroviaires du "Nid-de-Corbeau" le 31 décembre 1983, les tarifs de transport par fer sont révisés tous les ans en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest. Le 1^{er} août 1989, le prix du fret a augmenté d'un montant net d'environ $0.237 par tonne et la Commission s'est vue dans l'obligation de verser un supplément de fret sur les stocks détenus par ses agents à la collecte en date du 1^{er} août 1989, soit la somme de $1,675,231 au titre du compte de mise en commun du blé.

Séchage—$32,299

Les frais de séchage de la campagne 1988-89 se sont élevés à $32,299, une baisse par rapport aux frais de la dernière campagne, ce qui fait ressortir le faible pourcentage de grain gourd et humide livré à ce compte.

Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement—$7,627,680

Les frais d'utilisation des 2,000 wagons-trémies de la Commission englobent l'amortissement et les intérêts. La quote-part des frais imputables au compte de mise en commun du blé 1988-89 s'élève à $7,627,680 contre $4,737,960 au compte précédent.

Frais d'administration et frais généraux—$17,943,259

Ce poste représente la quote-part des frais d'exploitation de la Commission, dont les salaires, les avantages sociaux aux employé(e)s et les dépenses d'exploitation relatives au siège social de la Commission ainsi qu'aux autres bureaux au Canada et à l'étranger, imputée au compte de mise en commun du blé. Il arrive également que les exercices des comptes de mise en commun chevauchent les campagnes, dans ce cas, une certaine fraction des frais d'exploitation de deux campagnes consécutives est imputée aux comptes de mise en commun en fonction de la durée du compte et du tonnage manutentionné. Les frais imputés à ce titre au compte du blé 1988-89 se sont élévés à $17,943,259, soit $1.262/t, sur une production marchande de 14,218,367 tonnes contre $20,007,806 et $1.293/t, sur une production marchande de 15,476,040 tonnes au compte du blé précédent.

Les frais d'administration et les frais généraux de la campagne 1988-89, du 1^{er} août 1988 au 31 juillet 1989, se sont chiffrés à $28,483,006 contre $28,213,583 pour la campagne 1987-88; une augmentation de $269,423, soit 0.96 p. cent.

Compte de mise en commun—Blé dur ambré

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter du blé dur des producteurs moyennant un acompte à la livraison fixe de $175/t pour le blé dur ambré n° 1 de l'Ouest (n° 1 CWAD). Puis, à compter du 13 mars 1989, l'acompte à la livraison du n° 1 CWAD a été relevé à $190/t.

Ressources en blé dur ambré

Les ressources en blé dur ambré du compte de mise en commun 1988-89 se sont élevées à 2,472,519 tonnes, soit 2,254,359 tonnes livrées par les producteurs, 17,902 tonnes acquises d'autres sources et 200,258 tonnes achetées du compte de mise en commun précédent.

Répartition par grade

Les livraisons de blé dur ambré n^{os} 1, 2 et 3 de l'Ouest se sont élevées au total à 2,184 millions de tonnes, soit 96.87 pour cent du total livré par les producteurs. Environ 0.25 p. cent du blé dur livré a été agréé "gourd" et 0.03 p. cent "humide".

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Blé dur ambré—Tableau C

Le tableau C donne les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de la campagne. Les activités commerciales se sont soldées par un excédent de $26,417,209. Les frais d'exploitation se sont chiffrés à $21,072,381 pour la campagne, soit $9.348/t. Les frais fixes, à $15,637,688 ou $6.937/t en occupent le poste principal. L'excédent net à répartir entre les producteurs s'est, compte tenu des remboursements aux utilisateurs de wagons consignés, des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs après le 30 septembre 1989, chiffré à $27,214,042 ce qui représente une moyenne générale de $12.072/t sur une production marchande de 2,254,359 tonnes. Le tableau D donne le prix total reçu par les producteurs pour les principaux grades de blé dur ambré livrés au cours de la campagne. Il en ressort que les producteurs ont reçu un prix total de $204.482/t pour le blé dur ambré n° 1 de l'Ouest contre $169.359/t la campagne précédente.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ DUR 1988-89 DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1988 AU 30 SEPTEMBRE 1989

(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1987-88)

TABLEAU C

	Mise en commun 1988-89		Mise en commun 1987-88	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	2,254,359 tonnes		2,708,407 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	468,270,301	207.718	439,928,513	162.431
Acomptes versés aux producteurs	420,780,711	186.652	321,361,389	118.653
Excédent brut	47,489,590	21.066	118,567,124	43.778
Moins les frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	10,827,316	4.803	9,140,017	3.375
Aux silos portuaires	4,810,372	2.134	2,694,180	0.995
Total des frais fixes	15,637,688	6.937	11,834,197	4.370
Intérêts	1,018,487	0.452	(1,452,155)	(0.536)
Indemnités de surestarie	(499,446)	(0.221)	(925,436)	(0.342)
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	414,599	0.184	493,233	0.182
—Mod. aux tarifs ferroviaires	444,893	0.197	(116,671)	(0.043)
Manutention et arrêt	950		2,262	0.001
Séchage	870		926	
Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement	1,209,389	0.537	829,173	0.306
Frais d'administration de la Commission	2,844,951	1.262	3,501,495	1.293
Total des frais d'exploitation	21,072,381	9.348	14,167,024	5.231
Excédent d'exploitation	26,417,209	11.718	104,400,100	38.547
Plus: intérêts créditeurs après le 30 septembre	843,053	0.374	2,903,885	1.072
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	34,023	0.015	32,024	0.012
Moins: remboursement wagons consignés	12,197	0.005		
Solde à répartir entre les producteurs	27,214,042	12.072	107,271,961	39.607

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS SUR LES PRINCIPAUX GRADES DE BLÉ DUR AMBRÉ BASE EN MAGASIN À THUNDER BAY OU VANCOUVER

TABLEAU D

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Blé dur ambré			
N° 1 de l'Ouest	190.00	14.482	204.482
N° 2 de l'Ouest	187.00	12.061	199.061
N° 3 de l'Ouest	185.00	7.529	192.529
N° 4 de l'Ouest	160.00	15.393	175.393
N° 5 de l'Ouest	125.00	27.139	152.139

Compte de mise en commun—Avoine

À compter du 1er août 1981, en vertu d'un décret du Conseil, l'avoine sélectionnée et acceptée par les usines de transformation et de trituration en vue de la consommation humaine a été portée dans un compte de mise en commun distinct à titre d'avoine de premier choix. Les opérations décrites ici ne représentent donc que les résultats de la commercialisation de l'avoine des grades nos 3 et 4 de l'Ouest.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter de l'avoine des producteurs moyennant des acomptes à la livraison fixes de $160/t pour l'avoine n° 3 de l'Ouest et de $154/t pour l'avoine n° 4 de l'Ouest.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en avoine du compte de mise en commun de l'avoine fourragère ordinaire se sont chiffrées à 811,695 tonnes, soit 777,978 tonnes livrées par les producteurs, 1,142 tonnes acquises d'autres sources et 32,575 tonnes achetées du compte de mise en commun précédent. Les livraisons d'avoine nos 1 et 2 de l'Ouest ont représenté quatre pour cent des livraisons des producteurs et les grades nos 3 et 4; 95.09 p. cent du total. Les autres grades en représentaient 0.91 p. cent. Environ 0.45 p. cent des livraisons à la Commission a été agréé "gourd" ou "humide".

État des résultats d'exploitation—Avoine—Tableau E

Le tableau E donne les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de la campagne 1988-89. Les activités commerciales se sont soldées par un déficit de $32,361,239 qui sera recouvré auprès du gouvernement fédéral à même des fonds fournis par le Parlement. Le prix total reçu par les producteurs est donc égal aux acomptes à la livraison donnés au tableau F. Les frais d'exploitation se sont chiffrés à $12,725,183, soit $16.357/tonne. Les frais fixes d'un total de $6,474,229, soit $8.322/tonne, en occupaient le poste principal.

Compte de mise en commun—Avoine de premier choix

Depuis le 1er août 1981, l'avoine livrée par les producteurs à la Commission pour être vendue par son intermédiaire à des acheteurs qui l'ont sélectionnée et acceptée pour transformation et trituration en vue de la consommation humaine, a été portée dans un compte de mise en commun distinct. Ce compte a pour titre "Avoine de premier choix" et les résultats d'exploitation ainsi que les remarques appropriées sont donnés ici.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE 1988-89 DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1[er] AOÛT 1988 AU 9 MARS 1990

(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1987-88)

TABLEAU E

	Mise en commun 1988-89		Mise en commun 1987-88	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçue des producteurs	777,978 tonnes		256,132 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	104,688,427	134.565	33,376,896	130.311
Acomptes versés aux producteurs	124,324,483	159.805	23,100,925	90.191
Excédent (Déficit) brut	(19,636,056)	(25.240)	10,275,971	40.120
Moins les frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	4,408,605	5.667	539,261	2.105
Aux silos portuaires	2,065,624	2.655	602,275	2.352
Total des frais fixes	6,474,229	8.322	1,141,536	4.457
Intérêts	3,372,879	4.335	(149,220)	(0.583)
Surestarie	(47,455)	(0.061)	47,455	0.185
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	1,396,375	1.795	272,321	1.063
—Mod. aux tarifs ferroviaires	24,552	0.032	(2,263)	(0.009)
Manutention et arrêt	2,872	0.004	1,023	0.004
Séchage	309		4,133	0.016
Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement	417,360	0.537	85,409	0.334
Frais d'administration de la Commission	1,084,062	1.393	331,134	1.293
Total des frais d'exploitation	12,725,183	16.357	1,731,528	6.760
(Déficit) Excédent d'exploitation	(32,361,239)	(41.597)	8,544,443	33.360
Plus: intérêts créditeurs après le 30 septembre			237,663	0.928
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne			8,403	0.033
Solde à répartir entre les producteurs			8,773,703	34.255

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS SUR LES PRINCIPAUX GRADES D'AVOINE BASE EN MAGASIN À THUNDER BAY OU VANCOUVER

TABLEAU F

Grade	Acompte à la livraison (en dollars la tonne)
Avoine	
N° 1 de l'Ouest	165.00
N° 2 de l'Ouest	163.00
N° 3 de l'Ouest	160.00
N° 4 Fourragère	154.00

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter de l'avoine de premier choix des producteurs moyennant des acomptes à la livraison fixes de $195/t pour l'avoine n° 1 de l'Ouest, de $191/t pour la n° 2 de l'Ouest et de $189/t pour la n° 3 de l'Ouest.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en avoine du compte de mise en commun de l'avoine de premier choix se sont élevées à 222,987 tonnes. Elles représentaient les livraisons d'avoine sélectionnée et acceptée par les acheteurs pour transformation et trituration en vue de la consommation humaine, que les producteurs ont faites à la Commission au cours de la campagne. De ce total, 22,288 tonnes, soit 10 p. cent, ont été agréées n° 1 de l'Ouest; 31,303 tonnes, 14.04 p. cent, l'ont été n° 2 de l'Ouest et 169,032 tonnes, 75.80 p. cent, n° 3 de l'Ouest. Les 364 tonnes restantes ont été agréées n° 4 de l'Ouest.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Avoine de premier choix—Tableau G

Le tableau G fait ressortir les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'avoine de premier choix pour la campagne. Les activités commerciales se sont soldées par un excédent de $3,327,644. Il faut remarquer ici que les frais d'exploitation n'entrent pas en compte dans le cas de ce type d'avoine. En effet, l'avoine de premier choix n'entraîne pas les frais de manutention encourus par l'avoine fourragère puisqu'elle n'est pas entreposée par la Commission mais sélectionnée par l'acheteur et expédiée, à sa demande, directement de l'exploitation agricole à l'usine de transformation via un silo de collecte. Donc, les seuls frais imputables à l'avoine de premier choix sont les frais se rapportant aux wagons-trémies de la Commission et les frais administratifs de celle-ci, soit un total de $418,618 ou $1.877/t. Ces frais ont été partiellement compensés par des intérêts créditeurs de $389,010 ou $1.744/t sur l'excédent cumulé dans le compte de mise en commun. L'excédent net à répartir entre les producteurs s'est, compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs après le 31 décembre 1989, chiffré à $3,375,757, soit $15.139/t sur une production marchande de 222,987 tonnes. Le tableau H donne le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'avoine de premier choix livrés au cours de la campagne.

Compte de mise en commun—Orge

Depuis le 1er août 1975, en vertu d'un décret du Conseil, l'orge sélectionnée et acceptée des producteurs en vue de son utilisation en malterie, ou pour la production d'orge mondé ou perlé, a été portée dans un compte de mise en commun distinct à titre d'orge de premier choix. Donc, les opérations décrites ici, dans le compte de mise en commun de l'orge, représentent surtout les résultats de la commercialisation des différents grades d'orge fourragère.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter de l'orge des producteurs moyennant des acomptes à la livraison fixes de $120/t pour l'orge n° 1 de l'Ouest et de $117/t pour la n° 2 de l'Ouest.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en orge du compte de mise en commun de l'orge fourragère ordinaire se sont élevées à 4,104,490 tonnes, soit 4,035,425 tonnes livrées par les producteurs et 69,065 tonnes acquises d'autres sources. Les livraisons d'orge n° 1 et n° 2 de l'Ouest représentaient 99.88 p. cent des livraisons des producteurs et l'orge agréée "gourd" et "humide", 0.56 p. cent du total.

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE DE PREMIER CHOIX 1988-89
DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1988 AU 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1987-88)

TABLEAU G

	Mise en commun 1988-89		Mise en commun 1987-88	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçue des producteurs	222,987 tonnes		76,321 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	45,694,544	204.920	10,464,244	137.108
Acomptes versés aux producteurs	42,337,292	189.864	9,261,146	121.344
Excédent brut	3,357,252	15.056	1,203,098	15.764
Moins les frais d'exploitation				
Intérêts et frais bancaires	(389,010)	(1.744)	(86,990)	(1.140)
Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement	119,625	0.536	25,450	0.334
Frais d'administration de la Commission	298,993	1.341	98,670	1.293
Total des frais d'exploitation	29,608	0.133	37,130	0.487
Excédent d'exploitation	3,327,644	14.923	1,165,968	15.277
Plus: intérêts créditeurs après le 31 décembre (1987-88, le 30 septembre)	54,602	0.245	32,431	0.425
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	6,489	0.029	1,135	0.015
Solde à répartir entre les producteurs	3,375,757	15.139	1,197,264	15.687

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS SUR LES PRINCIPAUX GRADES D'AVOINE DE PREMIER CHOIX, BASE EN MAGASIN À THUNDER BAY OU VANCOUVER

TABLEAU H

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Avoine de premier choix			
N° 1 de l'Ouest	195.00	18.900	213.900
N° 2 de l'Ouest	191.00	16.400	207.400
N° 3 de l'Ouest	189.00	14.400	203.400

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Orge—Tableau I

Les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'orge de la campagne sont donnés au tableau I. Les activités commerciales se sont soldées par un excédent de $16,788,430. Les frais d'exploitation se sont chiffrés pour l'exercice à $23,905,689 soit $5.924/t. Les frais fixes, à $13,356,251 soit $3.310/t, en occupent le poste principal. L'excédent net à répartir entre les producteurs s'est, compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs après le 30 septembre 1989, chiffré à $17,207,129, soit $4.264/t sur une production marchande de 4,035,425 tonnes. Le tableau J donne le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'orge livrés au cours de la campagne.

Compte de mise en commun—Orge de premier choix

Comme nous l'avons déjà mentionné, depuis le 1[er] août 1975, l'orge livrée à la Commission pour être vendue par son intermédiaire à des acheteurs qui veulent l'utiliser en malterie ou pour la production d'orge mondé ou perlé, a été portée dans un compte de mise en commun distinct. Ce nouveau compte a pour titre "Orge de premier choix". Les résultats d'exploitation de ce compte et les remarques appropriées sont donnés ici.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a reçu l'autorisation d'acheter de l'orge de premier choix des producteurs moyennant un acompte à la livraison fixe de $180/t pour l'orge extra spéciale de l'Ouest à six rangs et de $190/t pour l'orge extra spéciale de l'Ouest à deux rangs.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en orge du compte de mise en commun de l'orge de premier choix se sont chiffrées à 1,074,488 tonnes. Elles représentaient les livraisons d'orge sélectionnée et acceptée par les acheteurs pour transformation en malt, ou en orge mondé ou perlé, que les producteurs ont faites à la Commission au cours de la campagne. À l'agréage, 260,427 tonnes, soit 24.24 p. cent du total, ont été classées "Extra spéciale" et 744,774 tonnes, soit 69.31 p. cent, "Extra". Environ 6,698 tonnes, soit 0.62 p. cent de l'orge livrée à ce compte, ont été agréées "gourd" ou "humide".

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE 1988-89 DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1[er] AOÛT 1988 AU 30 SEPTEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1987-88)

TABLEAU I

	Mise en commun 1988-89		Mise en commun 1987-88	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçue des producteurs	4,035,425 tonnes		2,224,961 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	524,616,931	130.003	169,959,254	76.388
Acomptes versés aux producteurs	483,922,812	119.919	144,395,122	64.898
Excédent brut	40,694,119	10.084	25,564,132	11.490
Moins les frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	10,930,743	2.709	639,467	0.288
Aux silos portuaires	2,425,508	0.601	1,279,713	0.575
Total des frais fixes	13,356,251	3.310	1,919,180	0.863
Intérêts	288,533	0.072	(2,940,186)	(1.322)
Indemnités de surestarie	(334,009)	(0.083)	2,678,089	1.204
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	1,755,367	0.435	864,102	0.388
—Mod. aux tarifs ferroviaires	1,581,659	0.392	(359,295)	(0.161)
Manutention et arrêt			7,554	0.003
Séchage	402		31,258	0.014
Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement	2,164,871	0.536	681,168	0.306
Frais d'administration de la Commission	5,092,615	1.262	2,876,485	1.293
Total des frais d'exploitation	23,905,689	5.924	5,758,355	2.588
Excédent d'exploitation	16,788,430	4.160	19,805,777	8.902
Plus: intérêts créditeurs après le 30 septembre	535,769	0.133	550,897	0.248
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	62,033	0.015	38,838	0.018
Moins: remboursement wagons consignés	55,037	0.014		
Solde à répartir entre les producteurs	17,207,129	4.264	20,317,836	9.132

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS SUR LES PRINCIPAUX GRADES D'ORGE BASE EN MAGASIN À THUNDER BAY OU VANCOUVER

TABLEAU J

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Orge			
N° 1 de l'Ouest	120.00	4.225	124.225
N° 2 de l'Ouest	117.00	6.535	123.535
Grain mélangé de l'Ouest—Orge	107.45	4.225	111.675

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Orge de premier choix—Tableau K

Le tableau K fait ressortir les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'orge de premier choix de la campagne. Les activités commerciales se sont soldées par un excédent de $36,896,178. Il faut remarquer ici que les frais d'exploitation n'entrent pas en compte dans le cas de l'orge de premier choix. En effet, l'orge de premier choix n'entraîne pas les frais de manutention encourus par l'orge fourragère puisqu'elle n'est pas entreposée par la Commission mais sélectionnée par le transformateur (l'acheteur) sur la base d'un échantillon du producteur et expédiée, à sa demande, directement de l'exploitation agricole à l'usine de transformation via un silo de collecte. Donc, les seuls frais imputables à ce type d'orge sont les frais se rapportant aux wagons-trémies de la Commission et les frais administratifs, soit $1,932,406 ou $1.799/t. Ces frais ont été partiellement compensés par des intérêts créditeurs et des redressements en frais de surestarie, de $3,314,361 ou $3.085/t. L'excédent net à répartir entre les producteurs s'est, compte tenu du versement intérimaire de $16,117,320 aux producteurs en novembre 1989, des frais d'établissement du versement intérimaire et de l'ajustement de fin de campagne, ainsi que des intérêts créditeurs estimatifs après le 30 septembre 1989, chiffré à $21,685,451, soit $20.182/t sur une production marchande de 1,074,488 tonnes. Le tableau L donne le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'orge de premier choix livrés au cours de la campagne.

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE DE PREMIER CHOIX 1988-89 DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1988 AU 30 SEPTEMBRE 1989

(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1987-88)

TABLEAU K

	Mise en commun 1988-89		Mise en commun 1987-88	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçue des producteurs	1,074,488 tonnes		1,022,885 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	231,435,674	215.391	149,710,238	146.361
Acomptes versés aux producteurs	195,921,451	182.339	130,135,153	127.224
Excédent brut	35,514,223	33.052	19,575,085	19.137
Moins les frais d'exploitation				
Intérêts	(3,266,267)	(3.040)	(2,004,837)	(1.960)
Indemnités de surestarie	(48,094)	(0.045)	(128,420)	(0.126)
Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement	576,427	0.537	341,086	0.334
Frais d'administration de la Commission	1,355,979	1.262	1,322,411	1.293
Total des frais d'exploitation	(1,381,955)	(1.286)	(469,760)	(0.459)
Excédent d'exploitation	36,896,178	34.338	20,044,845	19.596
Moins: versement intérimaire	16,117,320	15.000		
	20,778,858	19.338	20,044,845	19.596
Plus: intérêts créditeurs après le 30 septembre	935,670	0.871	557,547	0.545
Moins: frais d'établissement du versement intérimaire et de l'ajustement de fin de campagne	29,077	0.027	10,448	0.010
Solde à répartir entre les producteurs	21,685,451	20.182	20,591,944	20.131

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS SUR LES PRINCIPAUX GRADES D'ORGE DE PREMIER CHOIX, BASE EN MAGASIN À THUNDER BAY OU VANCOUVER

TABLEAU L

Grade	Acompte à la livraison	Versement intérimaire	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)			
Orge de premier choix				
Extra spéciale de l'Ouest à deux rangs	190.00	15.00	17.750	222.75
Extra spéciale de l'Ouest à six rangs	180.00	15.00	19.100	214.10
Extra de l'Ouest à deux rangs	185.00	15.00	20.250	220.25
Extra de l'Ouest à six rangs	175.00	15.00	21.600	211.60

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

1. Principes comptables

a) Résultats d'exploitation et évaluation des stocks de céréales

Les résultats finals d'exploitation des comptes de mise en commun de la campagne céréalière qui s'est terminée le 31 juillet sont inclus dans les comptes annuels de la Commission au 31 juillet lorsque les activités commerciales ont pris fin avant la parution du rapport annuel de ladite campagne. Les résultats financiers des comptes de mise en commun de la Commission au 31 juillet tiennent compte:

i) des stocks de céréales détenus à cette date à la valeur définitive reçue de leur vente, base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill; et

ii) des provisions pour les frais engagés ou devant être engagés avant que le produit des ventes soit réalisé en espèces ou en lettres de change, y compris les frais administratifs et généraux qui seront engagés après le 31 juillet relativement à la commercialisation et à la comptabilisation des céréales des différents comptes de mise en commun avant la clôture de ces derniers.

Dans le cas des comptes de mise en commun dont les activités commerciales ne sont pas terminées avant la parution du rapport annuel, les stocks non vendus au 31 juillet sont portés dans les livres à leur prix coûtant, soit l'acompte à la livraison versé aux producteurs, et aucune provision n'est constituée pour les frais fixes, les intérêts et les frais d'administration après cette date. Le bilan fait état de tout solde créditeur ou débiteur de ces comptes.

b) Conversion des devises

Les lettres de change à recevoir en devises américaines et faisant l'objet de contrats de change à terme sont converties aux taux stipulés par les contrats. Dans tous les autres cas, les lettres de change à recevoir et les emprunts bancaires à payer en devises américaines sont convertis au cours en vigueur à la date du bilan.

Les résultats d'exploitation tiennent compte des écarts de conversion des lettres de change et des emprunts bancaires.

c) Amortissement

Les taux d'amortissement, calculés en vue d'amortir totalement les biens sur leur durée d'utilisation estimative, s'établissent comme suit:

Wagons-trémies	30 ans
Immeuble à bureaux	40 ans
Matériel et mobilier de bureau	10 ans
Véhicules automobiles	2 ans

(jusqu' à concurrence du tiers du coût, soit la valeur résiduelle)

d) Frais administratifs et généraux

Les frais administratifs et généraux, sauf les frais relatifs à la répartition des ajustements de fin de campagne aux producteurs, sont imputés aux divers comptes de mise en commun auxquels se rapportent les services, en fonction du tonnage. Les frais relatifs aux ajustements de fin de campagne sont répartis selon le nombre de producteurs qui reçoivent un chèque des différents comptes de mise en commun.

2. Lettres de change plus intérêts courus

Le montant des lettres de change à recevoir comprend la somme de $1,619,309,884 ($1,477,962,712 en 1988) qui correspond aux $1,371,366,772 ($1,220,246,624 en 1988) remboursables en devises américaines.

Les soldes à recevoir découlent des ventes de céréales aux pays suivants: Algérie, Brésil, Bangladesh, Égypte, Éthiopie, Haïti, Iraq, Israël, Jamaïque, Mexique, Pérou, Pologne, et Zambie. Le remboursement intégral doit se faire au cours des 36 mois qui suivent la date d'expédition, sauf pour le Brésil, l'Égypte, Haïti, la Jamaïque, le Mexique, le Pérou, la Pologne et la Zambie avec qui la Commission a convenu, en accord avec le gouvernement fédéral, de reporter à plus tard les dates d'échéance de certains remboursements. En vertu des nouvelles conditions, ces pays vont verser des intérêts et rembourser le capital sur dix ans. Au 31 juillet 1989, les nouvelles modalités de paiement portaient sur $3,088,748,737, dont $1,172,397,436 correspondant aux $992,884,008 à recevoir en devises américaines.

Au cours de la campagne, la Commission a, en accord avec le gouvernement fédéral, conclu un accord bilatéral avec la Pologne visant à reporter sur dix ans le remboursement des montants échus mais non réglés, couvrant tous les plans de remboursement établis avant le 31 décembre 1987, et incluant les intérêts courus après les diverses échéances. En vertu de cet accord, les montants qui arriveront à échéance au cours de l'année se terminant le 31 décembre 1988, feront partie du nouvel échéancier. Les montants en cause se chiffrent à $608,190,585 dont l'équivalent canadien de $214,105,270 à recevoir en devises américaines.

Depuis la fin de la campagne, selon un arrangement multilatéral intervenu entre la Pologne et ses créditeurs officiels, les arriérés de paiement au 31 décembre 1989 ainsi que tous les montants arrivant à échéance entre le 1^{er} janvier 1990 et le 31 mars 1991, feront l'objet d'un nouveau plan de remboursement. Les intérêts courus postérieurement aux échéances, échus et non réglés sur tous ces montants, feront également l'objet du nouvel échéancier. Au 31 juillet 1989, les montants portés dans les livres de la Commission dont les échéances étaient ainsi reportées se chiffraient au total à $662,025,046 dont l'équivalent canadien de $259,962,425 à recevoir en devises américaines. De ces montants respectifs, les montants échus et non réglés de la Pologne s'élevaient, au 31 juillet 1989, à un total de $271,449,947 dont l'équivalent canadien de $99,149,487 à recevoir en devises américaines.

Au cours de la campagne agricole qui a pris fin le 31 juillet 1986, le gouvernement du Canada et d'autres pays créanciers ont convenu de repousser de nouveau les dates d'échéance de certaines dettes de la Zambie bien qu'elles aient déjà été reportées. L'accord bilatéral relatif au report des échéances des montants dus et non réglés au 31 décembre 1985 et des montants dus et non réglés entre le 1er janvier 1986 et le 31 décembre 1986 n'a toujours pas été négocié. Au 31 juillet 1989, les livres de la Commission portaient une somme de $15,058,519 qui sera peut-être régie par le nouveau plan de remboursement.

La Commission, conjointement avec le gouvernement du Canada et d'autres pays créditeurs, a conclu un accord bilatéral avec la Jamaïque après la fin de la campagne visant à étaler sur dix ans le remboursement de certaines obligations échues et non réglées pour la période courant du 1er juin 1988 au 30 novembre 1989. Au 31 juillet 1989, les livres de la Commission portaient une somme de $1,408,296 qui sera régie par ce plan de remboursement.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

Les ventes à crédit sont assujetties à des plafonds établis par le gouvernement du Canada puisque c'est lui qui garantit les emprunts de la Commission destinés au financement du capital et des intérêts de ces ventes. En raison de cette garantie, la Commission ne se considère pas à découvert s'il advenait que des montants non réglés s'avèrent irrécouvrables. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée en vue de couvrir les manquements éventuels des débiteurs à leurs engagements.

3. Comptes débiteurs

Les montants à recevoir relativement aux ventes exécutées au 31 juillet ont été versés peu après cette date. Les comptes débiteurs divers comprennent surtout des frais de transport qui ont été recouvrés lors de la conclusion des ventes.

4. Wagons couverts à trémies

La Commission a acheté 2,000 wagons-trémies en 1979-80 dont le coût initial s'élevait à $90,555,623. De ce nombre, 44 wagons ont été détruits lors de déraillements et démolis si bien qu'à la fin de la campagne il n'en restait que 1,956 d'une valeur initiale de $88,563,399, dont l'amortissement cumulé s'élevait à $28,047,362 au 31 juillet 1989. La valeur des wagons détruits est remboursée à la Commission en vertu d'un accord d'exploitation avec le Canadien National.

5. Opérations commerciales comptabilisées d'avance

Au cours de la dernière partie de la campagne, les producteurs, sachant que les acomptes à la livraison qui entreront en vigueur le 1^{er} août allaient subir de fortes augmentations, ont livré des quantités importantes de grain aux compagnies de silos qui agissent à titre d'agents de la Commission, en vertu de bons de stockage, pensant le leur vendre après le commencement de la nouvelle campagne. Pendant ce temps, la Commission a acheté auprès de certains de ses agents, du blé, du blé dur et de l'orge qui étaient ainsi en stockage à la collecte, dans le but de remplir ses engagements de la campagne 1987-88. Dans plusieurs cas, ces opérations ont eu pour résultat que les quantités de grain qui lui étaient livrées par certains de ces agents dépassaient le total de leurs achats auprès des producteurs au titre de la campagne 1987-88. Dans le cas de l'orge, la Commission a vendu les stocks ainsi livrés en trop si bien qu'à la fin de la campagne 1987-88, elle avait vendu plus de grain qu'elle n'en avait acheté au titre de ce compte de mise en commun.

La valeur des livraisons en trop s'élevait au total à $103,288,839 et ce chiffre a été porté dans les livres à titre d'achats anticipés de la campagne 1988-89. Les ventes en trop au titre de l'orge ont été traitées comme étant des ventes anticipées de la campagne 1988-89 et portées en regard des achats anticipés, ce qui a donné des revenus nets de $31,897,681. Tous les autres frais se rapportant aux livraisons en trop ou aux ventes en trop ont été répartis entre les comptes respectifs de mise en commun. Cette situation ne s'est pas renouvelée au cours de la campagne 1988-89.

6. Obligations envers les banques

Voici la ventilation des emprunts bancaires de la Commission:

	au 31 juillet	
	1989	1988
	$	$
Activités ordinaires		
Fonds en dépôt	(88,352,406)	
Emprunts bancaires		29,342,978
Emprunts pour financer les ventes à crédit	3,707,960,437	3,581,450,759
	3,619,608,031	3,610,793,737

De ces obligations, $1,605,838,592 ($1,460,724,971 en 1988) représentent l'équivalent canadien des $1,359,958,157 ($1,206,014,672 en 1988) remboursables en devises américaines.

Les emprunts de la Commission sont garantis par le gouvernement du Canada.

7. Obligations envers les agents concernant les céréales achetées des producteurs

Les marchands de grains qui agissent à titre d'agent de la Commission acceptent les livraisons des producteurs aux silos de collecte et versent à ces derniers, au nom de la Commission, l'acompte alors en vigueur. Ces achats ne sont définitivement réglés qu'au moment où les agents en ont terminé la livraison à la Commission, aux silos portuaires ou aux minoteries. Les obligations de la Commission envers les agents se chiffrent au total à $569,415,254 ($11,265,153 en 1988) payables relativement aux 3,809,559 (93,990 en 1988) tonnes de grain conservées dans les silos de collecte et en transit au 31 juillet, mais qui seront livrées et payées après la fin de la campagne.

8. Obligations envers les agents concernant les bons de livraison reportés

Les marchands de grains ont, à titre d'agents de la Commission, le droit de déposer auprès de la Commission, en fiducie, un montant égal aux bons de livraison reportés au comptant établis sur des céréales de la Commission. Les fonds en garde sont ensuite remis aux marchands de grains afin de couvrir les bons de livraison reportés venant surtout à échéance au cours des premiers jours de l'année civile suivante.

9. Frais courus et comptes créditeurs

Ce poste comprend surtout des intérêts, des frais fixes, des frais de stockage et de transport courus jusqu'au 31 juillet 1989, ainsi que tout autre compte divers non réglé à cette date. Il inclut également des provisions pour les frais de commercialisation engagés au titre des comptes de mise en commun du blé, du blé dur ambré, de l'orge et de l'orge de premier choix entre le 1^{er} août 1989 et la fin des activités, le 30 septembre 1989, mais du 31 décembre 1989 dans le cas de l'avoine de premier choix et du 9 mars 1990 dans celui de l'avoine ordinaire.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Fin*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Fin*

10. Compte spécial—Solde net des comptes dormants

Conformément à l'article 30 de la Loi sur la Commission canadienne du blé, le gouverneur-en-conseil peut autoriser la Commission à virer à un compte spécial le solde non réclamé des comptes qui ont été payables aux producteurs au cours d'une période de six ans ou plus. Outre le paiement des réclamations justifiées de certains producteurs à propos de ces vieux comptes, l'article prévoit que ces fonds peuvent être employés aux fins que le gouverneur-en-conseil, sur la recommandation de la Commission, pourrait juger utiles aux producteurs.

11. Provision pour les frais de l'ajustement de fin de campagne

Ce poste présente le solde des réserves prévues par la Commission pour couvrir les frais relatifs au versement des ajustements de fin de campagne une fois les comptes arrêtés. Six ans après la clôture d'un compte particulier, le solde est viré au compte spécial par décret du Conseil.

12. Engagements en vertu de baux

À titre d'agent de Sa Majesté du chef du Canada, la Commission loue 2,000 wagons-trémies pour le gouvernement du Canada. Tous les frais associés à la location de ces wagons sont recouvrés auprès du gouvernement du Canada et ne sont pas à la charge de la Commission. Sous ce chef, la Commission a reçu des versements totaux se chiffrant à $13,908,244 ($16,110,582 en 1988) au cours de la campagne terminée le 31 juillet 1989. Les contrats de location ont une durée de 20 et de 25 ans.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1990
N'ÉTAIENT PAS DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION QUANT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ainsi que tous les renseignements qui font partie du rapport annuel de la Commission canadienne du lait sont la responsabilité de la direction. Les états ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus qui ont été appliqués de manière uniforme selon les meilleures estimations et le meilleur jugement de la direction, le cas échéant. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel sont conformes aux états.

En s'acquittant de sa responsabilité en matière de compte rendu financier, la direction maintient et se fie à des systèmes et des pratiques de contrôle financiers et de gestion conçus pour donner une assurance raisonnable que les transactions sont autorisées, que les actifs sont en sécurité et que les registres appropriés sont tenus. Ces contrôles et ces pratiques contribuent à la bonne marche des affaires, à la précision des registres comptables, à la préparation opportune de renseignements financiers fiables et au respect des politiques de la Commission et des exigences imposées par la loi.

Le Comité de vérification, qui est formé des trois commissaires de la Commission, s'acquitte de ses responsabilités face au maintien de systèmes de contrôle appropriés et pour la qualité des comptes rendus financiers. Les vérificateurs externes de la Commission et ceux qui s'occupent de la vérification interne ont libre-accès au Comité de vérification pour discuter des résultats de leurs travaux et pour lui faire part de leurs préoccupations et de leurs opinions.

Les états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général du Canada, le vérificateur indépendant pour le gouvernement du Canada.

Président
Roch Morin

Directeur des finances
Paul Simard

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de la Commission canadienne du lait au 31 juillet 1989 ainsi que l'état des résultats et du financement à même les retenues des producteurs et l'état des résultats du programme de soutien laitier et des coûts financiés par le gouvernement du Canada pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 juillet 1989 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Commission canadienne du lait et aux règlements administratifs de la Commission.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 6 octobre 1989

BILAN AU 31 JUILLET 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
Débiteurs		
Clients	789	23,084
Gouvernement du Canada	44,157	52,271
Retenues des producteurs	55,195	64,773
Stocks (note 4)	142,595	82,656
	242,736	222,784

PASSIF	1989	1988
Créditeurs et passif couru	42,533	44,524
Paiements directs de soutien aux producteurs	43,791	51,837
Provision pour les pertes découlant de la surproduction	17,007	8,766
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 5)	114,250	87,363
	217,581	192,490
EXCÉDENT DU FINANCEMENT À MÊME LES RETENUES DES PRODUCTEURS		
Excédent du financement par rapport aux coûts nets d'exploitation (note 9)	25,155	30,294
	242,736	222,784

Les notes complémentaires et l'annexe qui suivent font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par:

le Président
ROCH MORIN

le Vice-président
KENNETH McKINNON

le Directeur des finances
PAUL SIMARD

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU FINANCEMENT À MÊME LES RETENUES DES PRODUCTEURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1989 (en milliers de dollars)

	1989	1988
Ventes à l'exportation	156,790	127,750
Coût des ventes	208,137	240,159
Perte sur les ventes à l'exportation	51,347	112,409
Ventes à l'intérieur du pays	43,321	53,388
Coût des ventes	41,601	52,413
Marge sur les ventes à l'intérieur du pays	(1,720)	(975)
Total de la perte sur les ventes	49,627	111,434
Aide et frais	108,514	103,407
Total des coûts d'exploitation	158,141	214,841
Moins les coûts d'exploitation financés par le gouvernement du Canada		
Frais d'administration	4,694	4,435
Frais de possession	2,920	2,126
	7,614	6,561
Coûts nets d'exploitation financés à même les retenues des producteurs	150,527	208,280
Financement à même les retenues des producteurs (note 3)	172,281	215,329
Excédent du financement par rapport aux coûts nets d'exploitation	21,754	7,049
Excédent au début de l'exercice	30,294	23,245
	52,048	30,294
Remboursements de l'excédent	26,893	
Excédent à la fin de l'exercice	25,155	30,294

Les notes complémentaires et l'annexe qui suivent font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES RÉSULTATS DU PROGRAMME DE SOUTIEN LAITIER ET DES COÛTS FINANCÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1989 (en milliers de dollars)

	1989	1988
Paiements directs de soutien aux producteurs de lait de transformation et de crème	279,593	283,092
Frais d'administration	4,694	4,435
Frais de possession	2,920	2,126
Études des coûts de production	303	593
Total des coûts financés par le gouvernement du Canada	287,510	290,246

Les notes complémentaires et l'annexe qui suivent font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 JUILLET 1989

1. La Commission

La Commission canadienne du lait (la "Commission") est une société mandataire désignée dans la partie I de l'Annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et elle n'est pas soumise aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les objectifs de la Commission, ainsi qu'ils ont été établis par la Loi sur la Commission canadienne du lait, sont "d'offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité".

La Commission administre le programme de soutien laitier financé par le gouvernement du Canada en vertu duquel elle verse des paiements de soutien directement aux producteurs. En coopération avec le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL) qu'elle préside, la Commission gère et administre les activités financées à même les retenues des producteurs.

La Commission achète, aux prix de soutien canadiens, tout le beurre et toute la poudre de lait écrémé qui lui sont offerts. Bien que la plus grande partie du beurre acheté par la Commission soit revendue sur le marché intérieur, la plus grande partie de la poudre de lait écrémé excède les besoins canadiens et est donc exportée. La Commission vend la production qui dépasse les besoins intérieurs sous forme de produits de lait entier, de poudre de lait écrémé et de beurre sur le marché international, aux prix mondiaux qui prévalent. Historiquement, ces prix ont été généralement plus bas que les prix de soutien canadiens. La Commission verse aussi une aide aux transformateurs et aux exportateurs pour qu'ils puissent écouler leurs produits laitiers directement.

2. Principales conventions comptables

Conversion des devises étrangères

Les ventes et les comptes débiteurs en devises étrangères font l'objet d'opérations de couverture prévues dans des accords de conversion de devises et sont exprimés en dollars canadiens aux taux de change prévus.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation, selon le moins élevé des deux montants.

Provision pour les pertes découlant de la surproduction

La Commission fixe une provision pour les pertes découlant de la surproduction en fonction de ses engagements d'achat non complétés, du niveau réel des stocks de beurre par rapport aux niveaux normaux déterminés par la Commission et des prix sur le marché mondial.

Excédent du financement par rapport aux coûts nets d'exploitation

Conformément aux dispositions du Plan national de commercialisation du lait, le traitement de tout excédent du financement à même les retenues des producteurs par rapport aux coûts nets d'exploitation doit être établi par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Les remboursements sont enregistrés dans l'exercice durant lequel ils sont déclarés.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 JUILLET 1989—*Fin*

3. Financement

Gouvernement du Canada

L'Office de stabilisation des prix agricoles assure le financement de la Commission pour les paiements de soutien directs aux producteurs de lait de transformation et de crème ("subsides aux producteurs" dans le Budget des dépenses de 1989-90) et pour les frais de possession associés à la poudre de lait écrémé. Les frais d'administration et les services professionnels liés aux études sur le coût de production et à d'autres études sont financés par le gouvernement du Canada.

Par suite du Budget d'avril 1989, le gouvernement fédéral a cessé, à compter du 1er août 1989, de financer les frais d'administration de la Commission associés à l'exportation de produits laitiers ainsi que les frais de possession pour la poudre de lait écrémé. Le gouvernement précisait en outre qu'à compter du 31 juillet 1989 il abandonnerait le financement du paiement de soutien direct de $6.03 l'hectolitre standard applicable à la production de 1.1 million d'hectolitres de lait de transformation dans le cadre du Programme spécial d'exportation.

Retenues des producteurs

Les producteurs sont responsables de tous les coûts d'exploitation que le gouvernement du Canada ne finance pas. Le financement de ces coûts provient de retenues fixées par le CCGAL, imposées et perçues par les organismes provinciaux de mise en marché et versées à la Commission.

Les retenues des producteurs comprennent:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Lait de transformation		
Retenues intra quota	131,322	175,365
Retenues hors-quota	32,926	31,894
	164,248	207,259
Lait de consommation	8,033	8,070
Total	172,281	215,329

Les retenues sur le lait de transformation comprennent un montant couvrant tous les coûts associés aux niveaux normaux des stocks de beurre déterminés par la Commission. L'excédent (ou le déficit) du financement par rapport à ces coûts admissibles a atteint 0.6 million de dollars (2.3 millions de dollars en 1988) pour l'exercice. L'excédent cumulatif en fin d'exercice s'est élevé à 2.9 millions de dollars (3.5 millions de dollars en 1988) et est incorporé à l'excédent du financement par rapport aux coûts nets d'exploitation et sera appliqué aux coûts admissibles futurs associés aux niveaux normaux des stocks de beurre.

4. Stocks

Les stocks sont composés de la façon suivante:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Coût		
Beurre	91,229	62,930
Poudre de lait écrémé	67,032	22,598
Autres produits laitiers	12,373	15,624
	170,634	101,152
Déduire la provision pour moins-value		
Beurre (doux seulement)	8,038	
Poudre de lait écrémé	15,294	10,292
Autres produits laitiers	4,707	8,204
	28,039	18,496
Valeur comptable nette	142,595	82,656

5. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Les emprunts auprès du gouvernement du Canada, jusqu'à un maximum de 300 millions de dollars, servent à financer les activités. Les modalités de remboursement ne sont pas précisées. Toutefois, le principal et les intérêts courus sont remboursés régulièrement lorsque les fonds sont disponibles. Au cours de l'exercice, les taux d'intérêt ont varié entre 8.995% et 12.888% (entre 7.231% et 9.478% en 1988).

Voici le sommaire des opérations visant les emprunts:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	87,363	85,166
Emprunts	278,222	279,684
Remboursements	(251,335)	(277,487)
Solde à la fin de l'exercice	114,250	87,363
Intérêts courus à la fin de l'exercice	2,302	710

6. Honoraires des représentants

La Commission a eu recours aux services de représentants pour la vente de produits laitiers sur le marché d'exportation. Leurs honoraires, qui sont inclus dans le coût des ventes, s'établissent comme suit:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Coopérative Fédérée de Québec, Canada	1,001	631
Intercontinental, Mexique	1,000	1,026
Gestion Y. Dessarrollo—Commercial S.A., Pérou	259	557
Canada Expa (1980) Inc., Canada		4
Total	2,260	2,218

7. Engagements d'achats

Au 31 juillet 1989, la Commission s'était engagée à acheter le beurre et la poudre de lait écrémé produits avant cette date aux prix de soutien canadiens et d'autres produits laitiers fabriqués avant cette date à des prix négociés par contrat. Ces engagements s'élevaient à environ 15.3 millions de dollars (14.4 millions de dollars en 1988).

8. Opérations entre apparentés

Les ventes à l'exportation comprennent un montant de 8.6 millions de dollars (11.5 millions de dollars en 1988) de ventes à l'Agence canadienne de développement international. Ces ventes furent conclues dans le cours normal des affaires aux prix de vente établis par la Commission.

En outre, des ministères du gouvernement ont fourni gratuitement certains services administratifs à la Commission.

9. Événement subséquent à la date du bilan

Conformément à la décision du CCGAL à sa réunion du 26 septembre 1989, l'excédent du financement au 31 juillet 1989 sera remboursé aux provinces, sauf l'excédent cumulatif de 2.9 millions de dollars du financement par rapport à tous les coûts admissibles associés à des niveaux normaux des stocks de beurre.

10. Présentation des états financiers

Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté, la direction estimant qu'il n'apporterait aucun renseignement supplémentaire significatif. En outre, certains montants comparatifs ont été reclassifiés conformément à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Fin*

ANNEXE DES OPÉRATIONS PAR TYPE DE PRODUIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1989
(en milliers de dollars)

	1989					1988				
	Beurre	Poudre de lait écrémé	Lait évaporé	Autres produits*	Total	Beurre	Poudre de lait écrémé	Lait évaporé	Autres produits*	Total
Ventes à l'exportation	355	113,477	15,555	27,403	156,790	1,177	91,913	14,649	20,011	127,750
Coût des ventes	528	146,462	19,691	41,456	208,137	6,211	170,472	22,122	41,354	240,159
Perte sur les ventes à l'exportation	173	32,985	4,136	14,053	51,347	5,034	78,559	7,473	21,343	112,409
Ventes à l'intérieur du pays	43,321				43,321	53,388				53,388
Coûts des ventes	41,601				41,601	52,413				52,413
Marge sur les ventes à l'intérieur du pays	(1,720)				(1,720)	(975)				(975)
Total de la perte sur les ventes	(1,547)	32,985	4,136	14,053	49,627	4,059	78,559	7,473	21,343	111,434
Aide et frais										
Aide à l'égard des produits laitiers										
—À l'exportation	1,325	649	774	31,113	33,861	1,186	1,754	1,711	20,328	24,979
—À l'intérieur du pays	570	10,280			10,850	759	29,542			30,301
Moins-value des stocks	8,038	15,294	1,526	3,181	28,039		10,292	1,806	6,398	18,496
Réclame	555	800			1,355	5,218	1,955			7,173
Frais de possession	6,617	4,214	624	795	12,250	2,756	2,126	327	548	5,757
Provision pour créances douteuses				458	458			2,625	875	3,500
	17,105	31,237	2,924	35,547	86,813	9,919	45,669	6,469	28,149	90,206
Provision pour les pertes découlant de la surproduction					17,007					8,766
Frais d'administration					4,694					4,435
Total aide et frais					108,514					103,407
Total des coûts d'exploitation					158,141					214,841

*Comprennent la poudre de lait entier et le fromage.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION EN MATIÈRE D'ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints de la Commission de la Capitale nationale sont la responsabilité de la direction et ont reçu l'approbation des membres de la Commission. Ils ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus.

La direction a établi et tient à jour des livres et des comptes, des contrôles financiers et de gestion et des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus pour garantir dans une mesure raisonnable que les biens soient protégés et contrôlés et que les opérations soient conformes à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et aux règlements afférents de même qu'à la Loi sur la capitale nationale et aux règlements administratifs de la Commission. Les systèmes et les pratiques sont soumis à des vérifications internes.

Les membres de la Commission s'acquittent de leurs responsabilités quant aux états financiers par l'entremise d'un comité de vérification où ils sont les seuls à siéger. Ce comité se réunit à intervalles réguliers avec la direction ainsi qu'avec les vérificateurs internes et externes pour discuter des résultats des vérifications en ce qui a trait à la suffisance des contrôles comptables internes et pour examiner des questions relatives à la communication des renseignements financiers. Les vérificateurs externes et internes ont plein accès au comité de vérification en présence ou non de la direction.

Le vérificateur externe de la Commission, à savoir le Vérificateur général du Canada, a examiné les états financiers. Il présente son rapport au ministre des Travaux publics qui assume la responsabilité des activités de la Commission de la Capitale nationale.

le Président
Jean E. Pigott

le Vice-président, Contrôleur
R. Curry Wood

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Commission de la Capitale nationale au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats, de l'avoir et de l'évolution des ressources de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses ressources de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, suite à la répercussion rétroactive du changement dans la méthode de comptabiliser les crédits parlementaires servant à l'aquisition de terrains, d'immeubles et de matériel dont il est question à la note 3 afférente aux états financiers.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la capitale nationale et aux règlements administratifs de la Commission.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 1[er] juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme (note 4)	13,327	10,796
Débiteurs		
Canada	2,643	
Ministères et organismes fédéraux	2,625	597
Locataires et autres	1,782	1,238
Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière	697	828
Frais payés d'avance	701	2,517
	21,775	15,976
Terrains, immeubles et matériel (note 5)	321,938	308,463
	343,713	324,439

PASSIF	1990	1989
À court terme		
Créditeurs et passif couru	33,344	25,666
Retenues et dépôts des entrepreneurs et autres	2,047	2,216
	35,391	27,882
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi accumulées	6,203	5,434
Expropriations foncières non réglées	882	865
Contributions aux autres paliers de gouvernement		7,476
	7,085	13,775
AVOIR DU CANADA		
Avoir du Canada	301,237	282,782
	343,713	324,439

Approuvé par la Commission:

le Président
JEAN E. PIGOTT

un Commissaire
IAN A. NUTE

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Dépenses (note 6)		
Transcendant	5,319	3,313
Sauvegarde et conservation	572	4,037
Communiquer le Canada	5,956	7,318
Lieu de rencontre	4,527	4,062
Exploitation/Gestion de biens	68,874	71,833
Exploitation/Administration	23,576	22,700
	108,824	113,263
Recettes		
Opérations de location et servitudes	10,997	10,006
Intérêts	1,364	1,177
Plus-value de cession de terrains, d'immeubles et de matériel	7,251	5,502
Bail à long terme (note 4)	9,500	
Autres	4,023	2,225
	33,135	18,910
Coût de fonctionnement net	75,689	94,353
Crédits parlementaires de fonctionnement (note 3)	82,028	72,963
Excédent des crédits parlementaires sur le coût de fonctionnement net (du coût de fonctionnement net sur les crédits parlementaires)	6,339	(21,390)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités de fonctionnement		
Excédent des crédits parlementaires sur le coût de fonctionnement net (du coût de fonctionnemenr net sur les crédits parlementaires)	6,339	(21,390)
Éléments hors caisse		
Amortissement	11,760	12,361
Plus-value de cession de terrains, d'immeubles et de matériel	(7,251)	(5,502)
Variation nette des postes hors caisse du fonds de roulement concernant l'exploitation	4,241	18,956
Changement net au passif à long terme	(6,690)	4,975
	8,399	9,400
Activités d'investissement et de financement —Terrains,immeubles et matériel		
Acquisitions	(28,723)	(29,802)
Crédits parlementaires	12,116	18,349
Produits de l'aliénation	10,739	11,279
	(5,868)	(174)
Augmentation de l'encaisse et des dépôts à court terme	2,531	9,226
Au début de l'exercice	10,796	1,570
A la fin de l'exercice	13,327	10,796

ÉTAT DE L'AVOIR
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde au début de l'exercice	282,782	285,823
Excédent des crédits parlementaires sur le coût de fonctionnement net (du coût de fonctionnement net sur les crédits parlementaires) (note 3)	6,339	(21,390)
Crédits parlementaires pour l'aquisition de terrains, d'immeubles et de matériel (note 3)	12,116	18,349
Solde en fin d'exercice	301,237	282,782

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1990

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale a été établie en 1958 par la Loi sur la capitale nationale. La Commission est une société d'État mandataire sans capital-actions, nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Sa mission, telle qu'elle est énoncée dans la Loi sur la capitale nationale, est la suivante :

a) "établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale; et

b) organiser, parrainer ou promouvoir, dans la région de la capitale nationale, des activités et des manifestations publiques enrichissantes pour le Canada sur les plans culturel et social, en tenant compte du caractère fédéral du pays, de l'égalité du statut des langues officielles du Canada ainsi que du patrimoine des Canadiens."

En 1988, les pouvoirs de la Commission ont été étendus à la coordination des politiques et des programmes du gouvernement relatifs aux activités et aux manifestations publiques de la région de la capitale nationale organisées, parrainées et encouragées par les ministères.

La Commission est aussi responsable de la gestion et de l'entretien des résidences officielles situées dans la Région de la capitale nationale.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1990—*Suite*

2. Conventions comptables importantes

a) Terrains, immeubles et matériel

Les terrains, les immeubles et le matériel sont en règle générale comptabilisés au prix coûtant. Les biens immobiliers obtenus contre une somme symbolique ou par voie de don sont comptabilisés à leur valeur marchande au moment de l'acquisition, sauf les biens historiques dont la valeur marchande peut difficilement être établie. Ces derniers sont comptabilisés à la valeur nominale. Les biens immobiliers acquis par voie d'échange sont comptabilisés à la valeur comptable des biens aliénés lors de l'opération. Les améliorations apportés aux immeubles et au matériel et qui en prolongent la durée sont comptabilisés au prix coûtant.

b) Amortissement

L'amortissement des immobilisations présentement utilisées est imputé aux opérations en sommes annuelles égales, en fonction du coût des immobilisations, de leur durée d'utilisation probable et de leur valeur de récupération finale. La durée d'utilisation des immobilisations est prévue comme suit:

Immeubles	20 ans
Promenades, ponts et chaussées	25 ans
Paysagement et amélioration des parcs	25 ans
Outillage et matériel	7 à 15 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Véhicules	4 à 7 ans
Antiquités et oeuvres d'art	10 ans

c) Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière

Les fournitures d'exploitation et le petit outillage sont comptabilisés au prix coûtant. Les stocks de pépinière sont évalués au coût estimatif de remplacement moins une provision pour les frais généraux et les frais d'emballage.

d) Régime de retraite

Les employés de la Commission participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au régime sont réparties également entre les employés et la Commission. Ces cotisations représentent l'obligation totale de la Commission au titre du régime de pension et sont portées aux comptes de façon courante.

e) Indemnités de cessation d'emploi

En règle générale, les employés accumulent leurs indemnités de cessation au cours de leurs années de service et les touchent à leur départ ou à leur retraite. L'élément de passif correspondant à ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les employés les accumulent.

f) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires pour les dépenses de fonctionnement, pour les contributions aux autres paliers de gouvernement et autres autorités et pour les subventions servent à compenser le coût de fonctionnement net. Les crédits parlementaires pour acquérir des terrains, des immeubles et du matériel sont crédités à l'avoir du Canada.

g) Indemnités des employés

La Commission assume tous les risques concernant les demandes d'indemnité des employés. Les dépenses correspondant à ces demandes, à la suite d'un accident de travail, sont imputées à l'année financière au cours de laquelle les paiments sont eligibles.

3. Modifications aux conventions comptables

La Commission a modifié, de façon rétroactive, sa méthode comptable en matière de crédits parlementaires servant à l'aquisition de terrains, d'immeubles et de matériel.

Auparavant, ces crédits étaient attribués à l'avoir du Canada seulement s'ils avaient servi à acquérir de tels biens. Maintenant, tous les crédits reçus pour l'aquisition de terrains, d'immeubles et de matériel sont crédités à l'avoir du Canada.

Cette modification n'a aucun effet sur le solde de l'avoir du Canada. Les crédits parlementaires de l'exercice 1990 pour aquérir des terrains, des immeubles et du matériel ont cependant été réduits de 16.6 millions de dollars. Ce changement a eu pour effet d'augmenter du même montant l'excédent des crédits parlementaires sur le coût de fonctionnement net pour l'exercice 1990. De la même façon, les crédits parlementaires de l'exercice 1989 ont été diminués de 11.5 millions de dollars, ce qui a eu pour effet de diminuer du même montant l'excédent du coût de fonctionnement net sur les crédits parlementaires pour l'exercice 1989.

4. Encaisse et dépots à court terme

La Commission a obtenu du Conseil du Trésor l'autorisartion d'aliéner les propriétés dont elle n'a plus besoin. L'autorisation permet à la Commission d'utiliser les sommes ainsi recueillies, moins les dépenses reliées à ces aliénations, pour l'acquisition de propriétés essentielles à son mandat.

Après en avoir obtenu l'autorisation du gouverneur en conseil, la Commission a également loué l'un de ses terrains pour une durée de 99 ans. Le loyer de l'immeuble a été versé en entier, à la signature du bail. L'autorisation permet à la Commission d'utiliser l'argent ainsi perçu pour l'aquisition de terrains à l'écosystème fragile.

Le poste "Encaisse et dépots à court terme" comprend un solde de 6.1 millions de dollars résultant de ces opérations (voir tableau ci-dessous) :

	Terrains menacés	Autres	Total
	(en milliers de dollars)		
Produits	9,500	10,093	19,593
Aquisitions	(7,389)	(6,119)	(13,508)
Liquidités	2,111	3,974	6,085

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1990—*Suite*

5. Terrains, immeubles et matériel

	1990			1989
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains et immeubles				
Ceinture de verdure	66,051	17,157	48,894	39,069
Parc de la Gatineau	26,395	5,707	20,688	16,002
Promenades	103,079	40,347	62,732	64,051
Parcs	28,812	11,968	16,844	16,908
Ponts et voies d'accès	28,316	15,007	13,309	13,699
Lieux historiques	26,556	10,802	15,754	12,392
Installations de loisirs	18,516	8,230	10,286	9,196
Propriétés louées	111,726	12,296	99,430	102,097
Propriétés à développer	20,877	1,039	19,838	19,934
Expropriations non réglées	882		882	1,036
Édifices administratifs et de service	13,698	7,407	6,291	6,380
	444,908	129,960	314,948	300,764
Déduire la provision pour les cessions*	1,838		1,838	1,838
	443,070	129,960	313,110	298,926
Matériel				
Outillage et matériel	4,241	2,026	2,215	2,544
Mobilier et matériel de bureau	12,024	8,330	3,694	4,216
Véhicules	4,428	2,019	2,409	2,375
Antiquités et oeuvres d'art	1,192	682	510	402
	21,885	13,057	8,828	9,537
	464,955	143,017	321,938	308,463

*La provision pour les cessions vise les biens immobiliers à céder en vertu d'accords passés avec la province de Québec. Il s'agit, entre autres, de terrains à céder à titre gracieux pour l'aménagement des voies d'accès au pont MacDonald-Cartier et des terrains d'emprise de la route 550 cédés en contrepartie d'un dollar.

6. Dépenses

a) Résumé des dépenses selon les principales catégories

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux des employés	45,557	43,121
Biens et services	28,435	30,614
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	11,632	12,254
Contributions	11,440	14,913
Amortissement	11,760	12,361
	108,824	113,263

b) Définition et objectifs des secteurs

Les activités de la Commission sont regroupées en six secteurs pour lesquels des objectifs à court, moyen et long terme reliés au mandat de la Commission ont été fixés. Les objectifs à long terme de chacun des secteurs sont les suivants:

Transcendant

Orienter, aider et permettre la participation du public à la formulation et à la mise en oeuvre des programmes de la Commission afin de s'assurer que ses objectifs soient respectés.

Sauvegarde et conservation

Sauvegarder et conserver le patrimoine de la capitale pour les générations à venir.

Communiquer le Canada

Mettre sur pied des programmes qui présentent le passé, le présent et l'avenir du Canada et contribuent à une meilleur compréhension du pays.

Lieu de rencontre

Mettre en oeuvre des programmes qui permettent aux Canadiens de se retrouver dans la région de la capitale et mieux connaître et comprendre leur pays.

Exploitation/Gestion des biens

Assurer une gestion efficace et efficiente des biens de la Commission selon l'importance qu'ils revêtent pour la capitale.

Exploitation/Administration

Gérer les ressources de la Commission de façon efficace et efficiente et offrir les services qui permettront à cette dernière d'atteindre ses objectifs.

7. Principaux engagements

a) La Commission s'est engagée à fournir à la province de Québec la moitié du coût de l'aménagement d'un réseau routier dans la partie québécoise de la région de la capitale nationale. Le reste des engagements dont la Commission doit s'acquitter au cours des prochaines années est estimé à 73.6 millions de dollars, mais n'est payable que si le provisionnement est approuvé par le Conseil du Trésor du Canada qui a autorisé la somme de 160.2 millions de dollars pour ces travaux. Au 31 mars 1990, les paiements s'élevaient à 136.2 millions de dollars. Les factures non payées dues à la province de Québec se chiffraient à 15.2 millions de dollars et sont inscrites dans les comptes de la Commission.

b) La Commission a conclu des accords de prestation de services informatiques et des baux concernant du matériel et des locaux pour des bureaux. Les paiements annuels minimums qui en découlent s'établissent approximativement comme suit:

	(en milliers de dollars)
1990-91	3,356
1991-92	3,160
1992-93	2,445
1993-94	22
	8,983

c) La province de Québec a exproprié des terrains dans la ville de Hull, au nom de la Commission. Une somme de 1.25 million de dollars sera versée en échange des titres de propriété visés.

d) La Commission a conclu des marchés pour des travaux de construction dont le coût estimé approximatif est de 4.2 millions de dollars. Les paiments de ces marchés se feront vraisemblablement en 1990-91.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1990—*Fin*

8. Éventualités

a) Réclamations

Les réclamations présentées à la Commission s'élèvent à environ 33.2 millions de dollars au titre de dommages présumés et d'autres facteurs. Comme il est impossible de prévoir l'issue de ces réclamations, elles ne sont pas présentées dans les comptes. Toutefois, de l'avis de la direction, la position de la Commission est défendable. Les règlements de ces réclamations, le cas échéant, seront comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils interviendront.

b) Entente avec la province de l'Ontario

En 1961, la Commission a signé une entente avec la province de l'Ontario en vertu de laquelle cette dernière s'est chargée de l'établissement et de l'entretien d'une forêt de 2,761 hectares (6,820 acres). À l'expiration de l'entente, en 2011, ou à sa résiliation, la Commission remboursera la province de l'excédent des dépenses sur les revenus ou la province versera à la Commission l'excédent des dépenses sur les revenus. Au 31 mars 1989, les dépenses dépassaient les revenus de 1.1 million de dollars, somme qui n'est pas inscrite dans les comptes de la Commission.

9. Opérations entre apparentés

La Commission est apparentée, au niveau de la propriété, à tous les ministères, agences et sociétés d'État du gouvernement du Canada et est financée, en grande partie, par le Parlement du Canada.

a) Société de construction des musées du Canada Inc.

La Commission a permis à la Société de construction des musées du Canada Inc. de bâtir le Musée canadien des civilisations sur ses terrains. La Commission s'apprête à transférer ces terrains au ministère des Travaux publics Canada, en échange d'autres propriétés de valeur égale.

b) Musée canadien de la photographie contemporaine

La Commission et les Musées nationaux du Canada partagent le coût de construction du Musée canadien de la photographie contemporaine sur des terrains de la Commission. Ce coût est estimé à 17 millions de dollars dont 13 millions seront défrayés par la Commission. Au 31 mars 1990, les paiements effectués s'élevaient à $845,000. La Commission a reçu du gouverneur en conseil l'autorisation de louer l'édifice achevé aux Musées nationaux du Canada pour une période de 49 ans.

c) Travaux publics Canada

Travaux publics Canada agit au nom de la Commission lorsque celle-ci doit vendre des propriétés dont elle n'a plus besoin. Les frais de courtage sont calculés selon un barème établi par le Ministère. La Commission a aussi conclu une entente avec Travaux publics Canada selon laquelle le Ministère assure certains services concernant les résidences officielles à des taux établis conjointement avec la Commission et approuvés par le Conseil du Trésor.

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice 1989 ont été modifiés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant et de refléter le changement dans la méthode comptable dont il est question dans la note 3.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés du Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada qui accompagnent le présent rapport annuel et toute l'information qu'il contient sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Ces états financiers ont été préparés par la direction selon les principes comptables canadiens généralement reconnus et contiennent certains montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. Les renseignements financiers qui se trouvent dans le rapport annuel sont conformes à ceux des états financiers.

La direction de la Compagnie, visant l'intégrité et l'objectivité des données des états financiers, a développé un système de contrôles comptables internes qu'elle tient à jour et soutient un important programme de vérifications internes. La direction estime que ce système de contrôles comptables internes constitue une assurance raisonnable que les dossiers financiers sont fiables et forment une assise appropriée pour la préparation des états financiers et que les actifs sont adéquatement comptabilisés et protégés.

C'est principalement par l'intermédiaire de son comité de vérification, composé exclusivement d'administrateurs de l'extérieur, que le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers dans ce rapport. Le comité de vérification revoit les états financiers annuels consolidés de la Compagnie et recommande leur approbation par le conseil d'administration. Par ailleurs, le comité de vérification rencontre régulièrement le vice-président de la Vérification interne et les vérificateurs de l'Actionnaire, désignés par le gouvernement du Canada.

Les présents états financiers consolidés ont été examinés par Touche Ross, vérificateurs de l'Actionnaire, dont le rapport est présenté ci-après.

Le Premier vice-président et chef de la direction financière
Yvon H. Masse

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié les bilans consolidés du Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada aux 31 décembre 1989 et 1988 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière des trois exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 1989. Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues et ont comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière du Réseau aux 31 décembre 1989 et 1988 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les trois exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 1989 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de manière uniforme.

Comptables agréés
Touche Ross

Montréal, Canada
le 20 février 1990

BILAN CONSOLIDÉ 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à terme	128,824	36,286
Débiteurs	431,955	416,145
Fournitures et approvisionnements	251,156	219,152
Autres	270,573	274,136
	1,082,508	945,719
Caisse d'assurance	7,538	7,675
Participations	106,495	76,088
Immobilisations	5,814,073	5,770,440
Autres éléments d'actif et charges reportées	94,737	106,113
	7,105,351	6,906,035

PASSIF		1989		1988
Passif à court terme				
Dettes bancaires		100		100
Créditeurs et charges à payer		850,277		806,169
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an		59,990		57,254
Autres		311,092		276,214
		1,221,459		1,139,737
Provision pour assurances		7,538		7,675
Autres éléments de passif et crédits reportés		418,094		421,815
Impôts sur le bénéfice reportés		44,570		
Dette à long terme		1,869,889		1,957,608
Participations minoritaires dans des filiales		4,345		4,345
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE				
Capital-actions	2,278,867		2,278,867	
Bénéfices non répartis	1,260,589	3,539,456	1,095,988	3,374,855
		7,105,351		6,906,035

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
BRIAN R.D. SMITH

Administrateur
RONALD E. LAWLESS

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1989	1988	1987
CN Rail			
Produits	3,528,331	3,792,115	3,732,294
Charges	3,403,307	3,571,430	3,618,546
Bénéfice	125,024	220,685	113,748
Grand Trunk Corporation			
Produits	461,312	477,816	486,044
Charges	447,625	464,882	464,197
Bénéfice	13,687	12,934	21,847
Groupe des Entreprises			
CN Exploration			
Produits	30,283	27,568	36,820
Charges	22,475	24,428	26,199
Bénéfice	7,808	3,140	10,621
Immeubles CN			
Produits	103,293	56,312	54,102
Charges	36,252	22,057	16,505
Autre bénéfice	25,949	12,557	205
Bénéfice	92,990	46,812	37,802
Autres			
Bénéfice	17,273	10,471	7,007
Total Groupe des Entreprises	118,071	60,423	55,430
Total Secteurs d'activité en exploitation	256,782	294,042	191,025
Secteurs d'activité abandonnés		(26,052)	(31,146)
Prime sur extinction anticipée d'éléments de la dette à long terme		(111,106)	
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice et postes extraordinaires	256,782	156,884	159,879
Impôts sur le bénéfice	90,241	99,803	76,038
Bénéfice avant postes extraordinaires	166,541	57,081	83,841
Postes extraordinaires*	39,210	225,584	36,741
Bénéfice net	205,751	282,665	120,582

*Voir note 3.

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1989	1988	1987
Solde au début de l'exercice	1,095,988	822,212	725,746
Contrepassation de dividendes d'exercices antérieurs		47,644	
Bénéfice net	205,751	282,665	120,582
Dividende	(41,150)	(56,533)	(24,116)
Solde à la fin de l'exercice	1,260,589	1,095,988	822,212

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1989	1988	1987
Exploitation			
Bénéfice net	205,751	282,665	120,582
Imputations hors caisse au bénéfice			
Amortissement	264,766	293,699	293,045
Perte (bénéfice) des sociétés comptabilisée à la valeur de consolidation, moins les dividendes	(29,255)	(8,402)	1,473
Gain sur cession de secteurs d'activité		(285,113)	(4,900)
Provision pour dépréciation d'immobilisations		62,683	43,075
Impôts sur le bénéfice reportés	44,570		
Modifications à des éléments du fonds de roulement*	34,735	(40,542)	252,674
Autres	(32,462)	66,887	38,484
	488,105	371,877	744,433
Investissements			
Nouvelles immobilisations	(370,960)	(386,319)	(482,058)
Produit net de l'aliénation de biens	62,560	71,600	67,590
Participations	(23,204)	(15,539)	(6,723)
Produit de la vente de secteurs d'activité		882,283	23,596
Fonds de roulement de sociétés antérieurement consolidées		(18,642)	(2,747)
Participations dans des sociétés antérieurement consolidées		(13,259)	
	(331,604)	520,124	(400,342)
Encaisse obtenue avant financement	156,501	892,001	344,091
Financement			
Augmentation de la dette à long terme	14,381	5,772	19,020
Réduction de la dette à long terme	(78,344)	(798,327)	(319,477)
	(63,963)	(792,555)	(300,457)
Augmentation nette de l'encaisse	92,538	99,446	43,634
Encaisse (dettes bancaires) au début de l'exercice	36,186	(63,260)	(106,894)
Encaisse nette (dettes bancaires) à la fin de l'exercice	128,724	36,186	(63,260)

*Encaisse, dettes bancaires et tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an non comprises.

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Principales conventions comptables

Introduction

Dans les présentes notes, toutes les références faites à la "Compagnie" incluent la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, propriété exclusive du gouvernement du Canada et, sauf indication contraire du contexte, ses filiales consolidées; toutes les références au "Réseau" incluent la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et ses filiales consolidées ainsi que les lignes de chemin de fer, les installations de télécommunications et les autres biens dont le gouvernement du Canada a confié la gestion et l'exploitation à la Compagnie.

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de toutes les filiales importantes et comprenaient, avant la cession des Télécommunications CNCP en 1988, la part de la Compagnie dans les éléments d'actif et de passif, et dans le bénéfice de cette société, comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Conformément aux lois régissant le Réseau, les états financiers consolidés comprennent aussi les comptes des Chemins de fer du gouvernement canadien que le gouvernement du Canada a confiés à la Compagnie.

Une fois qu'un plan officiel de cession d'un secteur d'activité important a été adopté, ce secteur n'est plus consolidé, mais figure, à sa valeur de consolidation, au poste "Participations" des états financiers consolidés. Les résultats d'exploitation qui y sont liés figurent à titre de résultats de secteurs d'activité abandonnés.

Les participations non majoritaires sont comptabilisées à la valeur de consolidation dans les cas appropriés.

b) Présentation des résultats par division

Les charges représentées par les services que les divisions se sont rendus entre elles n'ont pas été éliminées des résultats. Cette façon de procéder n'a aucun effet sur le bénéfice net consolidé.

c) Fournitures et approvisionnements

Les stocks sont évalués au coût en magasin, calculé à partir d'une moyenne pondérée pour les rails et les traverses, des dernières factures pour le carburant et les fournitures neuves, et de la valeur estimative d'usage ou de revente pour les fournitures usagées, désuètes ou réformées.

d) Fonds d'assurance

Divers risques liés à certains éléments du Réseau sont pris en charge par la Compagnie qui maintient à cette fin un fonds d'assurance distinct. Les provisions pour l'assurance représentent le montant estimatif des pertes autoassurées devant être réglées.

e) Immobilisations

La comptabilité relative aux installations ferroviaires et de télécommunications s'effectue conformément aux règlements de l'Office national des transports du Canada, du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (au Canada) et de l'Interstate Commerce Commission (aux États-Unis). En général, les immobilisations importantes qui s'ajoutent aux installations existantes ou qui les remplacent sont capitalisées et les intérêts débiteurs sont passés en charges.

Dans le secteur ferroviaire et celui des télécommunications, le coût des éléments d'actif amortissables désaffectés ou aliénés, moins la valeur de récupération, est imputé à l'amortissement cumulé conformément au plan d'amortissement par catégories. Les autres éléments d'actif amortissables désaffectés ou aliénés sont comptabilisés d'après la méthode de l'amortissement à l'unité, selon laquelle les gains et les pertes sont imputés au bénéfice au fur et à mesure qu'ils se présentent.

La Compagnie comptabilise ses activités pétrolières et gazières selon la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse, en vertu de laquelle sont capitalisés les coûts afférents au forage et à l'aménagement des puits de développement.

Les propriétés des Immeubles CN sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Les frais de possession des propriétés faisant l'objet d'une mise en valeur sont capitalisés et comprennent les taxes et impôts fonciers, l'assurance, les intérêts débiteurs et autres charges directement attribuables à la mise en valeur.

f) Amortissement

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour en permettre la répartition sur la durée estimative d'utilisation des biens, généralement selon la méthode linéaire. L'Office national des transports du Canada, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes et l'Interstate Commerce Commission autorisent les taux pour les installations ferroviaires et de télécommunications. Les taux s'appliquant aux principales catégories de biens sont les suivants:

	Taux annuel
Traverses	2.71%-2.73%
Rails	1.93%
Autre matériel de voie	2.23%-2.83%
Ballast	3.27%
Locomotives de ligne	4.30%
Wagons	1.73%-3.18%

Les coûts d'acquisition des biens pétroliers et gaziers sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée du bail, jusqu'à ce que ces biens soient considérés comme productifs ou dévalorisés. Les coûts d'acquisition des biens productifs, les coûts des forages exploratoires fructueux et les coûts du forage et de l'aménagement de puits de développement sont imputés au bénéfice selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'utilisation, en fonction des réserves prouvées de pétrole et de gaz. D'autre part, les coûts des puits secs exploratoires et les coûts d'acquisition considérés comme dévalorisés sont imputés au bénéfice de l'exercice en cours. Les autres dépenses d'exploration sont imputées au bénéfice au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

Les éléments d'actif des Immeubles CN sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie économique estimative de l'élément.

g) Produits d'exploitation

Transport: Les produits d'exploitation sont généralement comptabilisés lorsque les mouvements sont terminés; pour le trafic d'échange, un mouvement est considéré comme terminé lorsque le transporteur de liaison a pris possession de la marchandise. Les coûts découlant de mouvements qui ne sont pas encore terminés sont reportés.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

Immobilier: Les produits de location sont comptabilisés au moment de leur réalisation. Les produits de cession des propriétés sont comptabilisés lorsque la vente est conclue. La partie du bénéfice tiré des coentreprises est comptabilisée à la valeur de consolidation et inscrite au chapitre Autre bénéfice.

h) Régimes de retraite

Le coût des régimes de retraite est périodiquement déterminé par des actuaires indépendants. Les charges de retraite sont imputées chaque année aux résultats et se composent des éléments suivants:

— le coût des prestations de retraite accordées en échange des services rendus par le personnel au cours de l'exercice, et

— l'amortissement du coût des services passés sur la période moyenne de service actif prévu restant à effectuer par le groupe de personnes participant aux régimes de retraite.

La capitalisation des régimes s'effectue par des cotisations fixées selon la méthode actuarielle de répartition des coûts basée sur les avantages courus.

i) Devises

Les activités de la Compagnie à l'étranger sont considérées comme intégrées, et leur conversion et leur comptabilisation se fondent sur les bases suivantes: l'actif à court terme (fournitures et approvisionnements non compris), le passif à court terme et la dette à long terme sont convertis aux taux en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres éléments d'actif et de passif sont convertis selon les cours historiques. Les produits et les charges sont convertis aux taux moyens de l'année, sauf l'amortissement qui est converti aux taux de change en vigueur lors de l'acquisition des immobilisations en cause.

Les éléments d'actif et de passif de la Compagnie libellés en monnaie étrangère sont traités de la même façon. Les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur au moment où les opérations sont effectuées, à l'exception des produits destinés à couvrir le remboursement de la dette à long terme contractée en monnaie étrangère, qui sont convertis aux taux en vigueur au moment où la dette a été contractée.

Les gains et les pertes de change sont imputés au bénéfice net de l'exercice, à l'exception des pertes non matérialisées sur la dette à long terme. La Compagnie a décidé de réserver les futures rentrées régulières de dollars US au remboursement de la dette à long terme contractée dans cette monnaie, ce qui permet de reporter l'imputation, au bénéfice net de l'exercice, des pertes non matérialisées sur la conversion des devises, jusqu'à la première des deux éventualités suivantes: le remboursement de la dette ou l'expiration de l'opération de couverture. Quant aux pertes non matérialisées sur la dette à long terme libellée en dollars US et non couverte, leur imputation est reportée, et elles sont amorties sur la durée non écoulée de la dette elle-même. Ces reports font partie des Autres éléments d'actif et charges reportées du bilan consolidé.

j) Contrats de location

Les contrats de location qui répondent aux critères des contrats de location-acquisition et qui ont été passés après 1981 ont été capitalisés. Les autres contrats répondant aux mêmes critères, mais passés avant 1982, ont été enregistrés comme contrats de location-exploitation.

2. Secteurs d'activité abandonnés

Les résultats des secteurs d'activité abandonnés s'établissent comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1989	1988	1987
	(en milliers de dollars)		
TerraTransport		(29,277)	(41,336)
Communications CN		12,362	21,935
Hôtels CN		(9,137)	(13,113)
Chantier naval			1,368
		(26,052)	(31,146)

3. Postes extraordinaires

En 1988, la Compagnie a cédé les Hôtels CN, les deux filiales téléphoniques et les Télécommunications CNCP, cette dernière vente comprenant les Systèmes de terminaux de télécommunications. La cession du Chantier naval a eu lieu en 1987.

La dévaluation d'éléments d'actif reflétant leur dépréciation a également touché les Télécommunications CNCP en 1988 et TerraTransport en 1987.

Des frais de fermeture ont été engagés pour TerraTransport en 1988.

Le résultat financier de ces transactions, leur incidence sur la situation de la Compagnie en matière d'impôt sur le bénéfice et la réduction des impôts sur le bénéfice découlant de l'application de pertes d'exercices antérieurs s'établissaient comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1989	1988	1987
	(en milliers de dollars)		
Gain net sur cession de secteurs d'activité		285,113	4,900
Moins incidence en matière d'impôt sur le bénéfice		(114,958)	(2,381)
		170,155	2,519
Perte sur dévaluation d'éléments d'actif		(62,683)	(43,075)
Moins incidence en matière d'impôt sur le bénéfice		28,051	20,933
		(34,632)	(22,142)
Frais de fermeture de secteurs d'activité abandonnés		(92,300)	
Moins incidence en matière d'impôt sur le bénéfice		41,304	
		(50,996)	
Réduction de l'impôt sur le bénéfice découlant des pertes d'exercices antérieurs	39,210	141,057	56,364
	39,210	225,584	36,741

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

4. Participations

	Pourcentage des actions avec droit de vote	31 décembre 1989	31 décembre 1988
		(en milliers de dollars)	
Entités comptabilisées à la valeur de consolidation			
CNCP Niagara-Détroit	50%	17,766	20,141
Compagnie du complexe ferroviaire de Toronto	50%	10,682	10,682
Autres		36,494	18,594
		64,942	49,417
Autres sociétés et investissements, au prix coûtant, moins les provisions pour dépréciation, le cas échéant		41,553	26,671
Total		106,495	76,088

5. Immobilisations

	31 décembre 1989 Coût	Amortissement cumulé	Net	31 décembre 1988 Coût	Amortissement cumulé	Net
	(en milliers de dollars)					
CN Rail	8,356,990	3,172,380	5,184,610	8,278,744	3,099,146	5,179,598
Grand Trunk Corporation	522,984	144,485	378,499	529,510	144,386	385,124
Groupe des Entreprises						
CN Exploration	114,846	53,368	61,478	103,048	45,325	57,723
Immeubles CN	151,169	18,571	132,598	107,784	17,245	90,539
Autres	79,773	22,885	56,888	78,849	21,393	57,456
	9,225,762	3,411,689	5,814,073	9,097,935	3,327,495	5,770,440
Montants compris ci-dessus relatifs aux Chemins de fer du gouvernement canadien confiés à la Compagnie par le gouvernement du Canada	1,019,199	554,399	464,800	1,026,898	540,718	486,180

Au 31 décembre 1989, la valeur brute des éléments d'actif détenus en vertu de contrats de location-acquisition compris dans les chiffres ci-dessus s'élevait à $103.7 millions ($108.4 millions en 1988) et l'amortissement cumulé correspondant, à $16 millions ($12.1 millions en 1988).

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

6. Dette à long terme

	Échéance	Monnaie de paiement	31 décembre 1989	31 décembre 1988
			(en milliers de dollars)	
Obligations, débentures et billets				
Canadien National 11 3/8% 8 ans, billets	11 juin 1993	$CA	100,000	100,000
Canadien National 9 7/8% 8 ans, billets	18 mars 1994	$CA	100,000	100,000
Canadien National 12 1/2% 10 ans, billets	15 avril 1995	$CA	100,000	100,000
Canadien National 6 1/2% 10 ans, billets libellés en yens a)	26 mars 1996	$CA	70,000	70,000
Canadien National 9 3/8% 10 ans, billets	1er oct. 1	$CA	100,000	100,000
Canadien National 9 1/4% 20 ans, débentures à fonds d'amortissement	15 mars 1998	$US	62,315	80,120
Canadien National 5 3/8% 15 ans, obligations libellées en francs suisses b)	22 août 2000	$CA	98,617	98,617
Canadien National 8 7/8% 15 ans, billets	21 mai 2001	$CA	150,000	150,000
Canadien National 8 3/8% 25 ans, débentures à fonds d'amortissement	1er juill.	$US	68,858	68,858
Canadien National 9,70% 25 ans, débentures à fonds d'amortissement	15 juill. 2004	$US	163,861	165,342
Canadien National 13% 20 ans, débentures à fonds d'amortissement	15 nov. 2004	$CA	90,196	93,464
Canadien National 12 1/4% 20 ans, débentures à fonds d'amortissement	1er mai 20	$CA	125,000	125,000
Canadien National 14% 25 ans, débentures à fonds d'amortissement	15 janv. 2006	$US	95,028	106,800
Canadien National 15% 25 ans, débentures à fonds d'amortissement	1er juin 2	$US	84,328	103,244
Canadien National 16 1/4% 25 ans, débentures à fonds d'amortissement	1er mars 2	$US	87,180	98,801
Canadien National 14 3/4% 30 ans, débentures à fonds d'amortissement	1er sept.	$US	55,722	83,930
Canadien National 12% 30 ans, débentures à fonds d'amortissement	15 mars 2013	$US	122,548	122,548
Buffalo and Lake Huron 5 1/2%, obligations 1re hypothèque	Perpétuelles	Sterling	795	795
Buffalo and Lake Huron 5 1/2%, obligations 2e hypothèque	Perpétuelles	Sterling	1,228	1,228
Total			1,675,676	1,768,747
Prêt du gouvernement du Canada c)			161,085	173,432
Autres				
Montants à payer aux termes de conventions portant sur l'achat de matériel d)		Divers	105,592	116,906
Emprunt auprès d'un consortium financier e)		$CA	42,610	42,610
Obligations découlant de contrats de location-acquisition f)		Divers	90,733	97,052
Emprunt à terme		$US		2,107
Ajustement du taux de change courant (voir note 1 i))			(12,074)	12,885
Total			226,861	271,560
			2,063,622	2,213,739
Moins: extinction en substance d'éléments de la dette à long terme g)			123,545	193,753
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an			59,990	57,254
Escompte non amorti et autres			10,198	5,124
			193,733	256,131
Dette à long terme			1,869,889	1,957,608

a) La Compagnie a emprunté $70 millions, au coût global de 10.25%, au moyen d'une émission publique de billets en euro-yens et d'un échange de devises.

b) La Compagnie a emprunté $98.6 millions, au coût global de 11.17%, au moyen d'une émission publique d'obligations en Suisse et d'un échange de devises.

c) L'emprunt auprès du gouvernement du Canada porte intérêt au taux annuel de 8 3/4%, est remboursable en versements semestriels égaux de $13.63 millions et couvre le principal et les intérêts, jusqu'au 30 juin 1998.

d) Garantis par le matériel roulant, remboursables en versements semestriels ou trimestriels, sur différentes périodes jusqu'en 2000, et portant intérêt à des taux s'échelonnant de 8 1/2% à 17 3/4%. Au 31 décembre 1989, les montants en principal à payer étaient de $77.1 millions US et de $14.4 millions CA ($101 millions US au 31 décembre 1988).

e) La Compagnie a emprunté $42.6 millions, au coût global de 11.535%, au moyen d'un emprunt en yens auprès d'un consortium financier et d'un échange de devises.

f) Les taux d'intérêts applicables varient entre 7 7/8% et 14 1/2% environ et les dates d'échéance vont de 1990 à 2004 inclusivement. Les intérêts implicites sur les contrats de location se chiffrent à $79 millions ($92.6 millions en 1988).

g) Certains éléments de la dette à long terme de la Compagnie sont considérés comme étant acquittés du fait que celle-ci a placé en fiducie irrévocable suffisamment de titres de l'État pour régler, sur les dettes en cause, les intérêts et le capital venant à échéance.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

h) Les montants en principal à payer sur la dette en cours au 31 décembre 1989, compte tenu des exigences des fonds d'amortissement, des possibilités de rachat et des exigences des contrats de location-acquisition, s'établissent comme suit:

	Exercice se terminant le 31 décembre
	(en milliers de dollars)
1990	59,990
1991	70,096
1992	58,455
1993	164,572
1994	166,303
1995-1999	608,680
2000-2004	558,337
2005-2009	167,611
2010-2015	71,205

7. Avoir de l'actionnaire

a) Capital-actions

Le capital-actions de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, établi à $2,278,866,774, consiste en 5,868,786 actions ordinaires sans valeur nominale, autorisées, émises et en circulation, qui sont la propriété du gouvernement du Canada.

b) Bénéfices non répartis

Aux termes de la loi qui la régit, la Compagnie doit verser au Receveur général du Canada un dividende égal à 20% du bénéfice net de l'exercice, ou tout pourcentage plus élevé de ce bénéfice que prescrirait le gouverneur en conseil. Le dividende couru représentant 20% du bénéfice net à payer pour l'exercice 1988 figure donc au poste Autres du passif à court terme. Les dividendes applicables au bénéfice de 1985 et de 1987, qui n'ont pas encore été versés, ont été contrepassés et inscrits aux bénéfices non répartis en 1988 conformément à une décision du Conseil du Trésor du Canada prise le 15 décembre 1988.

8. Engagements importants

a) Contrats de location

i) Au 31 décembre 1989, les engagements de la Compagnie en vertu de contrats de location, à l'exclusion de ceux qui ont été capitalisés et pour lesquels les obligations découlant des contrats de location-acquisition ont été comptabilisées avec la dette à long terme (voir note 6), s'établissaient comme suit:

	Contrats de location-acquisition passés avant 1982	Contrats de location-exploitation
	Exercice se terminant le 31 décembre	
Baux non résiliables	(en milliers de dollars)	
1990	13,002	113,127
1991	5,609	109,303
1992	4,212	103,683
1993	1,959	104,984
1994	1,501	101,309
1995-1999	4,596	422,052
2000-2004	1,891	309,486
ultérieurement		90,853
Total des versements minimaux à effectuer	32,770	1,354,797
Moins montant représentant les intérêts implicites	7,625	
Valeur actualisée des versements minimaux nets à effectuer en vertu de contrats de location-acquisition	25,145	

Les contrats de location portent principalement sur du matériel roulant ferroviaire, et bon nombre contiennent des clauses de renouvellement et une clause permettant l'achat des biens à leur juste valeur marchande à l'expiration du bail.

ii) Les frais de location aux termes de l'ensemble des baux qui n'ont pas été capitalisés s'établissaient comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1989	1988	1987
	(en milliers de dollars)		
Total des frais	140,628	154,719	173,329
Frais en vertu des contrats de location-acquisition passés avant 1982, compris dans le total des frais	28,027	35,506	43,188

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

iii) Les augmentations du bénéfice, de l'actif et du passif, qui paraîtraient aux états financiers consolidés si les baux passés avant 1982 et satisfaisant aux critères des contrats de location-acquisition avaient été capitalisés, s'établissent comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1989	1988	1987
	(en milliers de dollars)		
Augmentation nette du bénéfice ...	9,969	11,810	13,132
Augmentation de l'actif			
Immobilisations			
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	136,675	241,538	246,280
Moins amortissement cumulé	117,555	210,335	199,660
	19,120	31,203	46,620
Autres éléments d'actif et charges reportées			
Perte de change reportée non amortie	813	3,671	10,172
	19,933	34,874	56,792
Augmentation du passif à court terme			
Valeur actualisée des obligations découlant des contrats de location-acquisition	10,735	25,964	30,900
Augmentation du passif à long terme			
Valeur actualisée des obligations découlant des contrats de location-acquisition	24,093	47,216	73,726
Ajustement du taux de change courant (voir note 1 i))	1,052	3,925	11,456
	25,145	51,141	85,182
Moins tranche à court terme	10,734	25,964	30,900
	14,411	25,177	54,282

b) Autres engagements importants

Au 31 décembre 1989, la Compagnie avait des engagements de dépenses en immobilisations de $21.8 millions pour des traverses et de $12.7 millions pour des rails. De plus, à cette date, la Compagnie s'était engagée auprès de fournisseurs à acquérir de nouvelles locomotives d'une valeur de $59.7 millions, ce qu'elle prévoit faire par contrat de location.

9. Subventions

Les produits d'exploitation comprennent les subventions suivantes:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1989	1988	1987
	(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada			
a) Versements au titre de la Loi sur les chemins de fer, prévus par cette loi et par la loi y afférente portant affectation de crédits, à l'égard de certains services non rentables et de tarifs imposés dont le maintien est obligatoire en vertu de la Loi sur les chemins de fer	32,818	48,854	37,661
b) Subventions au titre de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes et de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	17,381	19,971	18,520
c) Divers	548	2,510	1,884
Autres subventions		391	134
	50,747	71,726	58,199

10. Régimes de retraite

La Compagnie offre à presque tous les membres de son personnel des régimes de retraite en vertu desquels ceux-ci ont droit, à l'âge de la retraite, à des prestations fondées sur la rémunération et les années de service et (ou) les cotisations.

L'évaluation actuarielle faite au 31 décembre 1988 révélait un passif actuariel consolidé de $6.7 billions et un actif actuariel consolidé de $5.9 billions. On estime que ces montants pourraient approcher respectivement $7 billions et $6.5 billions au 31 décembre 1989. Une évaluation actuarielle subséquente déterminera les montants réels à cette date.

Les charges annuelles de retraite s'établissent comme suit:

Exercice clos le 31 décembre		
1989	1988	1987
(en milliers de dollars)		
156,552	165,784	200,731

11. Intérêts débiteurs du réseau

	Exercice clos le 31 décembre		
	1989	1988	1987
	(en milliers de dollars)		
Intérêts			
Intérêts sur la dette à long terme	214,272	318,297	367,142
Intérêts sur les emprunts à court terme	217	2,431	7,175
Intérêts créditeurs	(15,332)	(20,269)	(2,435)
	199,157	300,459	371,882

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

12. Impôts sur le bénéfice

a) La provision constituée par la Compagnie pour les impôts sur le bénéfice comprend les éléments suivants:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1989	1988	1987
	(en milliers de dollars)		
Provision pour (recouvrement d') impôts sur le bénéfice, à partir du taux de base combiné de 40.8% en 1989 (44.7% en 1988 et 48.6% en 1987) des gouvernements fédéral et provinciaux	104,870	70,206	77,701
Augmentation (diminution) des impôts attribuables aux éléments suivants:			
Partie non admissible de la perte en capital subie à l'élimination anticipée d'éléments de la dette		17,670	
Pertes en capital non admises pour l'exercice en cours		12,726	
Perte de change non admissible au titre des conventions de vente conditionnelle	414	686	1,347
Profit de la vente de terrains	(22,858)	(6,060)	(6,785)
Impôt fédéral de grandes sociétés	4,000		
Autres	3,815	4,575	3,775
Provision réelle pour impôts sur le bénéfice, traduisant un taux d'imposition effectif de 35.1% en 1989 (63.6% en 1988 et 47.6% en 1987)	90,241	99,803	76,038

b) Tableau récapitulatif des soldes d'impôt sur le bénéfice:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1989	1988	1987
	(en milliers de dollars)		
Dotation annuelle	90,241	99,803	76,038
Postes extraordinaires			
Cession de secteurs d'activité		114,958	2,381
Dévaluation d'éléments d'actif		(28,051)	(20,933)
Abandon de secteurs d'activité		(41,304)	
Affectation de pertes d'exercices antérieurs	(39,210)	(141,057)	(56,364)
Impôt net	51,031	4,349	1,122
Payable dans l'exercice courant	6,461	4,349	1,122
Reporté aux exercices ultérieurs	44,570		

Les impôts sur le bénéfice reportés sont surtout attribuables à l'écart entre l'amortissement fiscal réclamé aux fins de l'impôt sur le bénéfice et l'amortissement déclaré pour fins comptables.

c) Des crédits d'impôt à l'investissement peuvent également être appliqués à la réduction d'impôts sur le bénéfice exigibles ultérieurement, jusqu'à leur année d'expiration:

Année d'expiration	(en millions de dollars)
1993	25.9
1994	33.9
1995	29.7
1996	18.9
1997	14.0
1998	9.0

13. Information sectorielle

a) Zones géographiques

Pratiquement toutes les activités du Réseau ainsi que ses éléments d'actif se situent au Canada, à l'exception de ceux de la Grand Trunk Corporation qui est exploitée aux États-Unis.

b) Trafic international

En plus de l'apport de la Grand Trunk Corporation, le Réseau tire des produits du trafic en provenance ou à destination de chemins de fer des États-Unis. En 1989, ces produits se sont chiffrés approximativement à $622 millions ($668 millions en 1988 et $612 millions en 1987).

c) Produits par division

	Exercice clos le 31 décembre		
	1989	1988	1987
	(en milliers de dollars)		
CN Rail	3,528,331	3,792,115	3,732,294
Grand Trunk Corporation	461,312	477,816	486,044
Groupe des Entreprises			
CN Exploration	30,283	27,568	36,820
Immeubles CN	103,293	56,312	54,102
Autres	80,301	56,004	40,783
Secteurs d'activité abandonnés			
TerraTransport		1,459	4,259
Communications CN		236,884	296,250
Hôtels CN		26,524	135,010
	4,203,520	4,674,682	4,785,562

d) Éléments d'actif identifiables par division

	Exercice clos le 31 décembre		
	1989	1988	1987
	(en milliers de dollars)		
CN Rail	6,143,025	6,006,443	6,203,938
Grand Trunk Corporation	591,993	611,912	623,715
Groupe des Entreprises			
CN Exploration	70,288	65,239	67,157
Immeubles CN	218,216	141,140	93,603
Autres	81,829	81,301	77,685
Secteurs d'activité abandonnés			
TerraTransport			9,874
Communications CN			517,677
	7,105,351	6,906,035	7,593,649

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Fin*

e) Dépenses en immobilisations et amortissement par division

	Exercice clos le 31 décembre					
	Dépenses en immobilisations*			Amortissement		
	1989	1988	1987	1989	1988	1987
	(en milliers de dollars)					
CN Rail	293,816	283,723	355,146	239,020	234,794	211,045
Grand Trunk Corporation	18,194	14,370	12,554	14,494	14,157	14,473
Groupe des Entreprises						
CN Exploration	13,302	9,868	9,147	8,138	9,798	10,723
Immeubles CN	44,487	28,560	17,981	1,419	1,102	1,027
Autres	1,161	185	340	1,696	1,880	1,937
Secteurs d'activité abandonnés						
TerraTransport			589			2,461
Communications CN		49,613	68,094		31,789	45,085
Hôtels CN			18,207			6,023
	370,960	386,319	482,058	264,767	293,520	292,774

* Nouvelles immobilisations.

14. Autres renseignements

a) La Compagnie fait normalement affaire avec divers organismes contrôlés par le gouvernement du Canada, aux mêmes conditions que pour les opérations courantes avec les tiers non apparentés.

En outre, la Compagnie assure, sous contrat, des services ferroviaires et de maintenance pour le gouvernement du Canada et divers organismes que contrôle ce dernier. Les produits d'exploitation tirés de ces services ont totalisé $101.5 millions en 1989 ($103.3 millions en 1988 et $148.2 millions en 1987).

b) Depuis l'entrée en vigueur, le 1[er] janvier 1984, de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, le gouvernement du Canada paie une partie du prix du transport du grain dans le but de réduire les coûts des expéditeurs. Les sommes reçues du gouvernement du Canada en application de cette loi se sont élevées à $332.6 millions en 1989 ($416 millions en 1988 et $435.3 millions en 1987), traduisant ainsi le trafic céréalier transporté.

c) À compter de 1977, le gouvernement du Canada est convenu de verser à la Compagnie, sous forme de subventions jusqu'à concurrence de $557.9 millions, certaines sommes relativement aux frais de remise en état des lignes secondaires dans l'Ouest. Le total des paiements reçus au 31 décembre 1989 s'élevait à $469.8 millions, dont $0.5 millions en 1989 ($12.3 millions en 1988 et $25.6 millions en 1987).

15. Regroupement des chiffres correspondants

En 1989, des modifications ont été apportées à la classification de certains éléments et, pour faciliter les comparaisons, la nouvelle classification a été appliquée aux chiffres correspondants de 1988 et de 1987.

CONSEIL CANADIEN DES NORMES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL CANADIEN DES NORMES
ET AU
MINISTRE DE LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS

J'ai vérifié le bilan du Conseil canadien des normes au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus lesquels, à l'exception de la modification apportée à la méthode de comptabilité visant les normes internationales achetées, et dont il est question à la note 3 afférente aux états financiers, ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le Conseil canadien des normes et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour le vérificateur général du Canada
D. L. Meyers, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 25 mai 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse	557,936	546,049
Intérêts courus	11,211	7,218
Débiteurs		
Ministères du gouvernement fédéral	256,134	201,089
Autres	268,293	123,675
Crédit parlementaire à recevoir	469,000	269,896
Inventaire de normes internationales (note 3)	56,720	
Frais payés d'avance	375,939	214,471
	1,995,233	1,362,398
Immobilisations		
Mobilier et matériel de bureau (note 4)	229,426	244,373
	2,224,659	1,606,771

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	795,302	606,407
Dépôts de clients et autres dépôts	68,035	51,369
Produit des ventes reporté	221,591	
	1,084,928	657,776
À long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	242,491	256,453
	1,327,419	914,229
AVOIR DU CANADA		
Bénéfices non répartis	897,240	692,542
	2,224,659	1,606,771

Approuvé par le Conseil:

le Président
GEORGES ARCHER

le Directeur général
JOHN WOODS

CONSEIL CANADIEN DES NORMES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Traitements, salaires, et prestations	3,359,381	2,922,552
Déplacements	1,295,550	1,353,410
Coût direct des achats de normes (note 3)	1,070,940	727,510
Publications et impression	846,738	658,892
Cotisations à titre de membre à des organismes internationaux	749,838	806,803
Location de bureaux	458,818	436,887
Aide financière aux organismes rédacteurs de normes	400,000	400,000
Relations publiques	286,122	189,171
Téléphone et affranchissement	247,411	265,697
Services professionnels et spéciaux	148,682	127,712
Amortissement	122,327	115,391
Réunions	70,980	135,417
Location de matériel de bureau	48,656	99,339
Fournitures de bureau	45,657	41,711
Autres	209,119	180,065
	9,360,219	8,460,557
Moins: frais d'exploitation du Point de renseignements sur le GATT/Europe 1992 récupérés du ministère des Affaires extérieures	484,733	364,311
frais des programmes d'aide au développement récupérés de l'Agence canadienne de développement international (ACDI)	21,737	61,684
	8,853,749	8,034,562
Recettes		
Ventes de normes	1,340,848	917,812
Intérêts créditeurs	85,934	64,241
Autres	67,665	78,421
	1,494,447	1,060,474
Coût de l'exploitation	7,359,302	6,974,088
Crédit parlementaire		
Crédit 30, Consommation et Corporations (Crédit 25 en 1989)	7,564,000	6,923,896
Excédent (insuffisance) du crédit parlementaire par rapport au coût de l'exploitation pour l'exercice	204,698	(50,192)

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	692,542	742,734
Excédent (insuffisance) du crédit parlementaire par rapport au coût de l'exploitation pour l'exercice	204,698	(50,192)
Solde à la fin de l'exercice	897,240	692,542

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Excédent (insuffisance) du crédit parlementaire par rapport au coût de l'exploitation pour l'exercice	204,698	(50,192)
Éléments ne comportant aucun débours d'encaisse		
Amortissement	122,327	115,391
Amortissement récupéré du Point de renseignements sur le GATT	24,000	24,000
Prestations de cessation d'emploi courues	72,368	57,684
	423,393	146,883
Versement de prestations de cessation d'emploi	(86,330)	(8,795)
Variation du passif à court terme et de l'actif à court terme autre que l'encaisse	(193,796)	(128,079)
Encaisse provenant des activités d'exploitation	143,267	10,009
Activités de placement		
Achat de mobilier et de matériel de bureau	(131,380)	(67,596)
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	11,887	(57,587)
Encaisse au début de l'exercice	546,049	603,636
Encaisse à la fin de l'exercice	557,936	546,049

CONSEIL CANADIEN DES NORMES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et objectifs

Le Conseil canadien des normes a été créé par le Parlement en 1970 en tant que corporation en vertu de la Loi sur le Conseil canadien des normes; il est responsable de la coordination des activités de normalisation volontaire au Canada. Le Conseil est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Le Conseil accomplit ses tâches par le biais du Système de normes nationales, une fédération d'organismes accrédités qui s'occupent de rédaction de normes, de certification et de mise à l'essai.

Le Conseil a pour objet d'encourager et de favoriser la normalisation volontaire dans les domaines reliés à la construction, à la fabrication, à la production, à la qualité, au rendement et à la sécurité de bâtiments, de structures, d'articles et de produits manufacturés et autres marchandises, et promouvoir la coopération internationale dans le domaine des normes.

2. Conventions comptables importantes

a) Mobilier et matériel de bureau

Le mobilier et le matériel de bureau sont comptabilisés au prix coûtant et l'amortissement est calculé d'après la méthode linéaire sur la durée utile estimative des biens comme suit:

Mobilier	5 ans
Matériel	4 ans

b) Inventaire

L'inventaire de normes internationales est évalué au moindre du prix coûtant et du coût de remplacement.

c) Comptabilisation des recouvrements

Les recouvrements concernant les ententes avec le ministère des Affaires extérieures pour le fonctionnement du Point de renseignements sur le GATT/Europe 1992 et pour les programmes d'aide au développement sont comptabilisés au moment où les dépenses connexes sont encourues, et il s'agit généralement du prix coûtant.

d) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est enregistré selon la méthode de la comptabilité d'exercice au cours de l'exercice pendant lequel les dépenses correspondantes sont engagés, mais il n'est prélevé qu'au moment où les décaissements se font.

e) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à certaines prestations de cessation d'emploi, comme le prévoient les contrats de travail et les conditions d'emploi. La dette résultant de ces prestations est comptabilisée au fur et à mesure que les prestations gagnées s'accumulent aux comptes des employés.

f) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au Régime sont exigées à la fois des employés et du Conseil. Les contributions à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de l'exercice en cours.

3. Modification apportée à la convention comptable

Au cours de l'exercice, il y a eu révision de la méthode de comptabilité des normes internationales achetées, révision en vertu de laquelle certaines normes achetées pour revente ont été portées aux dépenses afin de mieux apparier recettes et dépenses. Ces achats sont désormais inventoriés puis imputés aux résultats seulement après la vente de normes. Cette modification apportée à la convention comptable n'a pas été appliquée rétroactivement puisqu'on ne peut effectuer un dénombrement satisfaisant de ces normes pour les exercices précédents. Cette révision a eu pour effet, en ce qui a trait à l'exercice courant, de réduire de $56,720 le coût direct porté aux dépenses pour les achats de normes et a agendré, par conséquent, un stock correspondant de normes internationales qui se chiffre à $56,720.

4. Mobilier et matériel de bureau

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Mobilier de bureau	164,676	129,658	35,018	43,118
Matériel de bureau	685,497	491,089	194,408	201,255
	850,173	620,747	229,426	244,373

5. Engagement par bail

Le Conseil a signé un bail pour la location de son espace de bureau pour une période de cinq ans qui expire en juin 1992. Selon l'entente, les loyers minimums futurs seront de $410,133 par année.

6. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés communiquées ailleurs dans les présents états financiers, le Conseil est apparenté en termes de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Le Conseil s'engage dans des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités.

CONSEIL DES ARTS DU CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DES ARTS DU CANADA
ET AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan du Compte de dotation et le bilan des Fonds spéciaux du Conseil des Arts du Canada au 31 mars 1990 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état de l'avoir du Compte de dotation et l'état des revenus et dépenses et de l'avoir des Fonds spéciaux et l'état de l'évolution de la situation financière du Compte de dotation pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 7 juin 1990

COMPTE DE DOTATION

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Encaisse et dépôts à court terme	16,905	19,357
Revenus de placements à recevoir	1,896	1,829
Débiteurs	189	1,592
Frais payés d'avance	261	332
Placements (note 4)	100,988	93,173
Matériel et améliorations locatives (note 5)	1,617	1,418
Oeuvres d'art	13,912	12,993
	135,768	130,694

PASSIF	1990	1989
Subventions à payer	22,534	23,102
Créditeurs et frais courus	907	1,225
Revenus reportés (note 6)	1,001	569
Dû aux Fonds spéciaux	3,639	3,220
Dû aux Fiducies spéciales (note 7)	1,718	1,802
Provision pour les prestations de cessation d'emploi	829	901
	30,628	30,819
AVOIR		
Fonds de capital		
Principal	50,000	50,000
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	35,127	32,230
	85,127	82,230
Surplus d'apport—Oeuvres d'art	13,912	12,993
Surplus		
Affecté	2,700	2,700
Non affecté	3,401	1,952
	6,101	4,652
	105,140	99,875
	135,768	130,694

Approuvé par la direction:

la Directrice
JOYCE ZEMANS

le Trésorier
PETER BROWN

Approuvé par le Conseil:

le Président
ALAN GOTLIEB

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenus		
Crédits parlementaires	103,503	93,251
Intérêts et dividendes	9,313	8,836
Location, Banque d'oeuvres d'art	1,013	933
Subventions annulées et remboursements de subventions autorisées au cours des exercices précédents	642	429
Autres revenus	184	312
	114,655	103,761
Dépenses		
Arts		
Subventions et services	93,762	92,485
Administration (tableau)	9,807	8,810
Oeuvres d'art	919	852
	104,488	102,147
Commission canadienne pour l'UNESCO		
Administration (tableau)	1,225	1,143
Subventions et services	188	148
	1,413	1,291
Administration générale (tableau)	7,305	7,153
	113,206	110,591
Excédent des revenus sur les dépenses (des dépenses sur les revenus) pour l'exercice	1,449	(6,830)

ÉTAT DE L'AVOIR DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Fonds de capital		
Principal	50,000	50,000
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements		
Solde au début de l'exercice	32,230	30,047
Gains nets sur disposition pour l'exercice	2,897	2,183
Solde à la fin de l'exercice	35,127	32,230
Solde du fonds de capital à la fin de l'exercice	85,127	82,230
Surplus d'apport		
Solde au début de l'exercice	12,993	12,141
Oeuvres d'art achetées au cours de l'exercice	919	852
Solde à la fin de l'exercice	13,912	12,993
Surplus		
Affecté	2,700	2,700
Non affecté		
Solde au début de l'exercice	1,952	8,782
Excédent des revenus sur les dépenses (des dépenses sur les revenus) pour l'exercice	1,449	(6,830)
Solde à la fin de l'exercice	3,401	1,952
Solde du surplus à la fin de l'exercice	6,101	4,652

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités d'exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses (des dépenses sur les revenus) pour l'exercice	1,449	(6,830)
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	517	431
Perte lors de l'aliénation de matériel	41	8
Prestations de cessation d'emploi	(72)	(64)
	1,935	(6,455)
Variation dans les éléments hors-caisse d'actif et de passif liés à l'exploitation	1,288	4,003
Fonds générés (absorbés) par des activités d'exploitation	3,223	(2,452)
Activités d'investissement		
Acquisition de matériel et améliorations locatives	(782)	(430)
Produits lors de l'aliénation de matériel	25	11
(Augmentation) diminution des placements	(7,815)	4,195
Fonds (absorbés) générés par des activités d'investissement	(8,572)	3,776
Activités de financement		
Gains nets lors de l'aliénation de placements transférés au Fonds de capital	2,897	2,183
(Diminution) augmentation des fonds	(2,452)	3,507
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	19,357	15,850
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	16,905	19,357

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

FONDS SPÉCIAUX

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989	PASSIF	1990	1989
Encaisse et dépôts à court terme	7,698	6,168	Subventions à payer	2,798	2,480
Revenus de placement à recevoir	878	672	Créditeurs et frais courus	22	
Placements (note 4)	32,961	30,172		2,820	2,480
Dû du Compte de dotation	3,639	3,220			
Instruments de musique	930	930	AVOIR		
			Fonds de capital		
			Principal	32,792	32,504
			Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	9,924	5,927
				42,716	38,431
			Surplus	570	251
				43,286	38,682
	46,106	41,162		46,106	41,162

Approuvé par la direction:

la Directrice
JOYCE ZEMANS

le Trésorier
PETER BROWN

Approuvé par le Conseil:

le Président
ALAN GOTLIEB

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET DE L'AVOIR DES FONDS SPÉCIAUX (NOTE 3) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenus et dépenses		
Revenus		
Intérêts et dividendes	3,398	3,195
Autres revenus	82	44
	3,480	3,239
Dépenses		
Subventions	2,480	2,351
Administration	431	431
	2,911	2,782
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	569	457
Avoir		
Fonds de capital		
Principal		
Solde au début de l'exercice	32,504	31,595
Dons reçus	38	669
Revenu net capitalisé	250	240
Solde à la fin de l'exercice	32,792	32,504
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements		
Solde au début de l'exercice	5,927	6,469
Gains (pertes) nets lors de l'aliénation de placements	3,997	(542)
Solde à la fin de l'exercice	9,924	5,927
Surplus		
Solde au début de l'exercice	251	34
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	569	457
Revenu net capitalisé	(250)	(240)
Solde à la fin de l'exercice	570	251
Avoir à la fin de l'exercice	43,286	38,682

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Pouvoir et activités

Le Conseil des Arts du Canada a été constitué en 1957 en vertu de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada qui autorisait la création d'une Caisse de dotation de 50 millions de dollars établie en vertu de l'article 13 de la Loi. À l'exception du crédit parlementaire annuel, les fonds et les biens donnés au Conseil des Arts en vertu de l'article 18 de la Loi sont habituellement comptabilisés à titre de Fonds spéciaux ou de Fiducies spéciales. En vertu du paragraphe 8(2) de la Loi, il a été assigné au Conseil des Arts les fonctions et attributions en ce qui concerne la Commission canadienne pour l'UNESCO. Le Conseil des Arts n'est pas mandataire de Sa Majesté. Il a pour objectifs de favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des arts ainsi que la production d'oeuvres d'art.

2. Conventions comptables importantes

a) Placements

Les actions, les obligations, les obligations non garanties et les hypothèques sont enregistrées au prix coûtant. Les portefeuilles de deux fonds spéciaux (Prix Molson et Lynch-Staunton) sont fusionnés avec le Compte de dotation. Les fonds spéciaux ayant un capital supérieur à $250,000 et reçus après le 1^er^ janvier 1990 sont fusionnés avec le Compte de dotation. La participation de chacun des fonds a été calculée selon la valeur marchande à la date à laquelle les argents sont reçus. L'intérêt, les dividendes, les gains et pertes à l'aliénation de placements sont attribués à chaque fonds selon les pourcentages établis au début de chaque trimestre.

Les fonds spéciaux ayant un capital inférieur à $250,000 et les fiducies spéciales reçoivent des revenus calculés trimestriellement en utilisant le taux des bons du Trésor (90 jours) au début du trimestre.

La valeur comptable des placements est réduite à la valeur marchande lorsque cette diminution est considérée de nature autre que temporaire.

b) Matériel et améliorations locatives

Le matériel et les améliorations locatives sont enregistrés au prix coûtant et amortis sur les durées utiles estimatives selon la méthode linéaire, comme suit:

Matériel	3 à 5 ans
Améliorations locatives	durée du bail (maximum de 10 ans)

Lors de l'aquisition, une année complète d'amortissement est enregistrée et aucun amortissement n'est enregistré l'année de l'aliénation du bien. Les gains et pertes lors de l'aliénation sont imputés à la dépense d'amortissement dans l'année de l'aliénation.

c) Oeuvres d'art

Les oeuvres d'art acquises par la Banque d'oeuvres d'art sont enregistrées au prix coûtant.

d) Instruments de musique—Fonds spéciaux

Les instruments de musique sont enregistrés au prix coûtant.

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Suite*

e) Fonds spéciaux et fiducies spéciales

Les fonds spéciaux et les fiducies spéciales sont composés de sommes reçues par le Conseil des Arts par voie de legs, cadeau ou don et peuvent avoir des objectifs spécifiques.

Les fonds spéciaux sont administrés à la discrétion du Conseil des Arts et sont placés selon les politiques de placement du Compte de dotation.

Le Conseil des Arts gère les fiducies spéciales ou permet les prélevements à même leur capital, conformément aux exigences du donateur.

f) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations particulières de cessation d'emploi ainsi que le prévoient la politique et les conditions d'emploi du Conseil des Arts. Le coût de ces prestations est porté aux dépenses de l'exercice pendant lequel elles ont été gagnées par l'employé.

g) Gains et pertes lors de l'aliénation de placements

En vertu du paragraphe 17(2) de la Loi, lors de l'aliénation de placements, les gains nets sont crédités au capital du compte et les pertes nettes y sont imputées. Dans l'éventualité où les pertes nettes excéderaient le solde disponible dans le compte, l'excédent serait imputé aux dépenses.

h) Surplus d'apport

Les montants payés durant l'exercice pour l'achat d'oeuvres d'art par la Banque d'oeuvres d'art sont imputés aux dépenses. Ces achats sont alors capitalisés comme surplus d'apport-oeuvres d'art et aucun amortissement n'est enregistré.

i) Surplus affecté

Le Conseil a établi une réserve afin d'absorber toute diminution de valeur du Compte de dotation original qui serait due à l'inflation. Le Conseil approuve tout changement au compte de surplus affecté.

j) Capitalisation des revenus nets de Fonds spéciaux

Le Conseil capitalise 10% des revenus moins les frais d'administration du Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam pour études avancées et du Fonds spécial de bourses Killam conformément à l'avis reçu des fiduciaires de ces fonds afin de conserver l'avoir à l'intention des bénéficiaires futurs. Toutefois, le Conseil pourra toujours prélever de l'argent à même l'accumulation de ces revenus nets capitalisés, dans le cadre des objectifs de ces fonds.

k) Régime de pensions de retraite

Les employés font partie du Régime de pensions de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à parts égales à ce régime. Cette contribution représente en entier le passif du Conseil.

l) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont enregistrés comme revenu dans l'exercice au cours duquel ils sont approuvés par le Parlement.

m) Subventions et services

Les subventions autorisées par le Conseil sont inscrites au titre de dépenses dans l'exercice approprié tel qu'établi par le Trésorier en consultation avec la division des Arts. Les subventions annulées et les remboursements de subventions autorisées au cours des exercices précédents apparaissent comme revenus au Compte de dotation.

Les services qui comprennent les frais de jury, de comités aviseurs, des prix et autres coûts qui sont directement reliés à l'attribution de subventions aux artistes ou à la communauté artistique sont inscrits au titre de dépenses dans l'exercice financier au cours duquel ils ont été encourus.

3. Fonds spéciaux

a) Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam

Un legs de $12,339,615 en espèces et sous forme de titres a été reçu de la succession de Mme Dorothy J. Killam "en vue de décerner des bourses pour études ou recherches avancées dans n'importe quel domaine d'étude ou de recherche autre que 'les arts', selon la définition qu'en donne actuellement la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, mais pouvant se situer hors du domaine des 'humanités et des sciences sociales' selon cette même Loi".

Le legs comporte les conditions suivantes: "le Fonds ne doit pas être intégré au Compte de dotation ni être autrement assimilé à d'autres biens du Conseil". Les espèces et les titres reçus de même que leurs produits ont été placés dans un portefeuille distinct.

L'avoir du fonds au 31 mars 1990 était de $18,966,558 (1989—$16,371,812).

b) Fonds spécial de bourses Killam

Ce fonds a été établi à la suite d'un don de titres reçu de la succession de Mme Dorothy J. Killam. Les dividendes et les produits d'aliénation provenant de ces titres s'élevaient à $13,653,344.

Le revenu net de ce fonds peut servir à accorder des bourses à des Canadiens désireux de faire des études supérieures ou des recherches dans les domaines de la médecine, des sciences et du génie.

L'avoir du fonds au 31 mars 1990 était de $18,289,278 (1989—$16,538,528).

c) Jean A. Chalmers

Le Conseil des Arts du Canada a reçu une dotation de $500,000 en espèces de Mme Floyd S. Chalmers dans le but d'établir un fonds spécial Jean A. Chalmers pour l'artisanat. À la suite de consultations avec le Conseil canadien de l'artisanat, le revenu provenant du fonds sert à apporter un nombre restreint de subventions pour des projets spéciaux visant le perfectionnement ou l'avancement de l'artisanat au Canada.

L'avoir du fonds au 31 mars 1990 était de $540,020 (1989—$521,709).

d) Prix Molson

Des dons totalisant $1,000,000 ont été reçus de la Fondation Molson pour la constitution du Fonds des Prix Molson. Les revenus de ce fonds servent à octroyer des prix en argent à des Canadiens "qui se sont distingués dans les domaines des arts, des humanités ou des sciences sociales".

L'avoir du fonds au 31 mars 1990 était de $1,417,272 (1989—$1,377,946).

e) Lynch-Staunton

Ce fonds a été établi par un legs en espèces de $699,066 reçu de la succession de M. V. M. Lynch-Staunton et peut servir aux programmes ordinaires du Conseil des Arts.

L'avoir du fonds au 31 mars 1990 était de $1,440,474 (1989—$1,346,948).

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Suite*

f) Vida Peene

Ce fonds a été établi par un legs en espèces de $599,761 reçu de la succession de Mme Vida Peene pour que des versements soient faits à des organismes déterminés.

L'avoir du fonds au 31 mars 1990 était de $599,799 (1989—$599,761).

g) Fonds Joseph S. Stauffer

Le Conseil a reçu $400,000 de la succession de Joseph S. Stauffer, dont les revenus doivent fournir des prix servant à encourager les jeunes Canadiens promis à de grandes réalisations dans les domaines de la musique, des arts visuels et de la littérature.

L'avoir du fonds au 31 mars 1990 était de $466,540 (1989—$447,900).

Les fonds spéciaux suivants ont un fonds de capital initial inférieur à $250,000 et ont un avoir total au 31 mars 1990 de $1,566,201 (1989—$1,478,249).

h) Autres

i) Frances Elizabeth Barwick et J.P. Barwick

Des legs de $93,000 en espèces ont été reçus des successions de Mme Frances Elizabeth Barwick et J.P. Barwick. Le fonds en entier doit être consacré au domaine musical et sert à l'établissement d'une banque d'instruments de musique.

ii) John B.C. Watkins

Ce fonds a été établi par un legs comprenant le revenu net du reliquat de la succession de M. John B.C. Watkins pour offrir des bourses d'études universitaires dans des pays déterminés.

iii) Prix de photographie du duc et de la duchesse d'York

Le gouvernement du Canada a doté le Conseil de $170,000 en tant que cadeau de noces au duc et à la duchesse d'York. Les revenus de cette dotation doivent être utilisés afin de présenter annuellement une bourse à un artiste professionnel à l'endroit d'un travail créatif ou d'une étude avancée en photographie.

iv) Prix Petro-Canada

Petro-Canada a fait un don de $50,000 pour la création d'un prix en arts médiatiques. Le revenu de ce don servira à doter un prix annuel décerné à un artiste ayant appliqué de façon exceptionnelle et originale la nouvelle technologie des arts médiatiques.

i) Legs desquels l'on recevra éventuellement des fonds:

i) Edith Davis Webb

Ce fonds, évalué à $400,000, servira "à l'attribution de subventions ou de bourses pour études musicales, selon un mode établi par le Conseil".

ii) Fiducie de la bourse d'études Coburn

Ce fonds, dont le montant ne peut être établi en ce moment, a pour but de permettre des échanges d'universitaires entre Israël et le Canada. Il comporte une somme de $100 provenant de Kathleen Coburn pour établir ce fonds de même qu'un don de $20,000 de F.E. Coburn.

iii) John Stephen Hirsch

Ce fonds, dont le montant ne peut être établi en ce moment, a été établi par un legs provenant de la succession de John S. Hirsch pour des buts spécifiques. Un montant de $38,000 a été reçu à date de la succession.

4. Placements

	1990		1989	
	Prix coûtant	Valeur marchande	Prix coûtant	Valeur marchande
	(en milliers de dollars)			
Compte de dotation				
Obligations et obligations non garanties	55,466	52,666	47,633	47,146
Actions	43,734	51,492	43,628	52,535
Hypothèques	1,788	1,788	1,912	1,912
	100,988	105,946	93,173	101,593
Fonds spéciaux				
Obligations et obligations non garanties	18,473	17,051	18,951	18,550
Actions	14,220	14,727	10,923	14,569
Hypothèques	268	268	298	298
	32,961	32,046	30,172	33,417

5. Matériel et améliorations locatives

	1990			1989
	Prix coûtant	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Matériel	2,206	1,333	873	801
Améliorations locatives	1,158	414	744	617
	3,364	1,747	1,617	1,418

6. Revenues reportés

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Banque d'oeuvres d'art:		
location d'oeuvres d'art	320	276
loyer reporté	438	
Commission canadienne pour l'UNESCO	243	220
Office des Tournées		73
	1,001	569

Le loyer reporté représente des paiments reçus du locateur à titre d'encouragement financier et servira à réduire la dépense de location pour les quatre prochaines années. Les revenus reportés relatifs à la Commission canadienne pour l'UNESCO représentent des fonds reçus au titre de programmes particuliers pour lesquels aucune dépense n'a été encourue.

7. Dû aux Fiducies spéciales

Ces fonds ont été comptabilisés séparément vu les modalités spéciales liées aux dons. Les fonds avec des soldes supérieurs à $50,000 sont:

i) Fonds du Prix Glenn Gould

Le Conseil des Arts a reçu $525,113 de la Fondation à la mémoire de Glenn Gould pour apporter un prix de $50,000 tous les trois ans (si les fonds le permettent) à un particulier qui se distingue pour sa contribution originale au domaine de la musique et des communications. Le solde s'élevait à $626,164 au 31 mars 1990.

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990—*Fin*

ii) Programme pour visites d'artistes étrangers

Le programme pour visites d'artistes étrangers est administré par le service des bourses pour artistes du Conseil des Arts pour le compte du ministère des Affaires extérieures. C'est un programme de subventions qui permet aux organismes culturels du Canada d'accueillir des artistes étrangers de premier plan pour une période allant de deux semaines à quatre mois. Le solde au 31 mars 1990 se chiffrait à $74,015.

iii) Fonds Japon-Canada

Le gouvernement du Japon a doté le Conseil des Arts de $966,651 "en vue de raffermir davantage les liens entre le Canada et le Japon". Après consultation auprès de l'Ambassade de Japon, il a été décidé que le revenu de cette dotation servirait à financer des programmes qui encourageront les échanges artistiques entre les deux pays. Le solde s'élevait à $1,002,328 au 31 mars 1990.

8. Engagements à bail

Le Conseil est signataire de baux à long terme touchant la location de locaux. Voici, au total, le loyer annuel minimum:

	(en milliers de dollars)
1991	1,936
1992	1,963
1993	2,018
1994	2,045
1995	2,145
1996-1999	4,796

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice terminé le 31 mars 1989 ont été reclassifiés pour qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 mars 1990.

TABLEAU DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	Arts	Commission canadienne pour l'UNESCO	Administration générale	Total 1990	Total 1989
Traitements	5,501	653	3,118	9,272	8,938
Locaux à bureau	1,491	129	1,075	2,695	2,139
Prestations aux employés	824	94	480	1,398	1,360
Déplacement du personnel	734	80	122	936	823
Services professionnels et spéciaux	361	31	461	853	777
Communications	428	40	177	645	624
Amortissement	61		497	558	439
Informatique	6		438	444	529
Dépenses des réunions y compris les indemnités des membres	75	161	206	442	491
Gestion du portefeuille de placements			377	377	370
Impression, publications et reprographie	169	29	166	364	281
Dépenses et matériel de bureau	77	7	176	260	249
Dépenses diverses	80	1	12	93	86
	9,807	1,225	7,305	18,337	17,106

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de Construction de défense (1951) Limitée au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats et du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la production de défense et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 31 mai 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse (note 7 b))	1,367,044	355,679
Débiteurs	380,831	291,400
Autres éléments	56,266	36,844
	1,804,141	683,923
Immobilisations		
Mobilier et matériel, au prix coûtant	1,608,981	1,237,863
Déduire: amortissement cumulé	1,147,535	996,538
	461,446	241,325
	2,265,587	925,248

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	997,801	703,234
À verser au ministère de la Défense nationale (note 3)	1,028,762	237,964
Dépôts de garantie des entrepreneurs	215,859	139,725
	2,242,422	1,080,923
Provision pour indemnités aux employés (note 4)	2,935,121	2,630,065
	5,177,543	3,710,988
CAPITAL-ACTIONS ET DÉFICIT		
Capital-actions		
Autorisé—1,000 actions sans valeur nominale		
Émis—31 actions	31	31
Déficit (note 5)	(2,911,987)	(2,785,771)
	(2,911,956)	(2,785,740)
	2,265,587	925,248

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
JOHN D. McLURE

un Administrateur
JOHN W WOODS

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Traitements	10,045,465	9,200,213
Indemnités aux employés	1,860,179	1,791,829
Voyages et déménagements	992,001	928,061
Téléphone	387,341	375,190
Location de bureaux	372,303	349,370
Publicité	332,438	300,743
Formation et perfectionnement professionnel	326,282	234,995
Fournitures de bureau et entretien	312,096	268,631
Affranchissement, messagerie et transport	254,855	238,080
Amortissement	177,013	155,248
Location de matériel	132,327	135,892
Services professionnels	127,466	121,869
Autres	69,768	62,386
	15,389,534	14,162,507
Recouvrements de dépenses		
Ministère de la Défense nationale	14,332,418	13,675,347
Autres	930,900	642,619
	15,263,318	14,317,966
Excédent des dépenses sur les recouvrements (recouvrements sur les dépenses)	126,216	(155,459)
Déficit au début de l'exercice	2,785,771	2,941,230
Déficit à la fin de l'exercice	2,911,987	2,785,771

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Excédent des (dépenses sur les recouvrements) recouvrements sur les dépenses	(126,216)	155,459
Éléments hors caisse		
Provision pour indemnités aux employés	439,364	496,508
Amortissement	177,013	155,248
Diminution (augmentation) nette des soldes du fonds de roulement hors caisse reliés à l'exploitation*	1,052,646	(1,191,510)
Encaisse provenant de (utilisée pour) l'exploitation	1,542,807	(384,295)
Indemnités versées aux employés	(134,308)	(687,298)
Encaisse provenant des (utilisée pour les) activités d'exploitation	1,408,499	(1,071,593)
Activités d'investissement		
Acquisition de matériel	(397,134)	(91,988)
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	1,011,365	(1,163,581)
Encaisse au début de l'exercice	355,679	1,519,260
Encaisse à la fin de l'exercice	1,367,044	355,679

*Composée de la variation dans le solde des débiteurs, autres éléments d'actif à court terme, créditeurs et frais courus, montants à verser au ministère de la Défense nationale et dépôts de garantie des entrepreneurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs, objectifs et fonctionnement

Construction de Défense (1951) Limitée a été constituée en 1951 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et poursuit ses activités en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, en conformité avec les pouvoirs de la Loi sur la production de défense, afin de conclure des contrats pour les constructions militaires importantes et les projets d'entretien que le ministère de la Défense nationale juge nécessaires. Elle est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Dépenses

Les comptes de la société n'indiquent que les dépenses d'administration engagées en vue d'assurer l'exécution des travaux de construction et d'entretien des projets de défense effectués au nom du ministère de la Défense nationale, ainsi que l'exécution d'autres travaux de construction ayant l'approbation du Conseil du Trésor.

Mobilier et matériel

Le mobilier et le matériel sont comptabilisés au prix coûtant et l'amortissement se fait selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés bénéficient de certaines indemnités de cessation d'emploi calculées selon le salaire au moment de la cessation et selon les conditions d'emploi. Le passif résultant de ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les montants s'accumulent au crédit de l'employé.

Régime de retraite

Les employés de la société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au régime sont réparties en partie égale entre les employés et la société. Ces cotisations représentent l'obligation totale de la société au titre du régime de retraite et sont portées aux comptes de façon courante.

Services fournis sans frais

Le ministère de la Défense nationale a fourni des locaux à bureaux sans frais aux employés de la Société.

3. À verser au ministère de la Défense nationale

Le coût de l'exploitation est financé par le ministère de la Défense nationale selon le besoin net de trésorerie, et les excédents sont remboursés en fin d'exercice. Au 31 mars 1990, le montant net à verser au ministère de la Défense nationale s'élevait à $1,028,762 ($237,964 en 1989).

4. Provision pour indemnités aux employés

	1990	1989
	$	$
Indemnités de cessation d'emploi	2,616,205	2,356,547
Assurance-vie	64,484	54,608
Indemnités pour accidents de travail	692,744	615,941
	3,373,433	3,027,096
Déduire: portion à court terme	438,312	397,031
	2,935,121	2,630,065

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990—*Fin*

5. Déficit

Le déficit de la société comprend la différence entre les dettes à l'égard des indemnités aux employés qui devront être financées au cours des prochains exercices à mesure qu'elles seront versées, et la valeur nette des immobilisations.

	1990	1989
	$	$
Déficit au début de l'exercice	2,785,771	2,941,230
Augmentation (diminution) de la provision pour indemnités aux employés au cours de l'exercice	346,337	(218,720)
Diminution (augmentation) de la valeur nette des immobilisations au cours de l'exercice	(220,121)	63,261
Déficit à la fin de l'exercice	2,911,987	2,785,771
Composé de:		
Provision pour indemnités aux employés (note 4)	3,373,433	3,027,096
Valeur nette des immobilisations	(461,446)	(241,325)
	2,911,987	2,785,771

6. Engagements en vertu de contrats de location

Dans le cadre de ses activités, la société loue du matériel ainsi que des locaux. Ces arrangements comprennent des ententes d'occupation pour des locaux à bureaux qui arriveront à terme à diverses dates. Le total des loyers futurs minimums global s'établit comme suit:

Exercice se terminant le 31 mars	$
1991	339,162
1992	187,556
1993	72,655
1994	72,655
1995	51,374
	723,402

7. Éventualités

a) Des réclamations s'élevant à environ $10,975,000 à l'égard d'obligations contractuelles ont été reçues par la société mais n'apparaissent pas dans les comptes. Selon la direction et le conseiller juridique, la position de la société est défendable, toutefois l'issue finale de telles réclamations ne peut être déterminée présentement. Le cas échéant, les paiements résultant de la résolution de ces réclamations seront financés par le ministère de la Défense nationale au cours de l'exercice pendant lequel ces réclamations seront réglées.

b) Au 31 mars 1990, le solde de l'encaisse comprenait une somme de $350,000 dont l'utilisation est restreinte car ce montant servait de garantie dans l'éventualité de dommages écologiques relativement à un projet en cours.

8. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs de l'exercice 1989 comportent certains reclassements à fin de les rendre conformes à la présention adoptée pour l'exercice 1990.

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

J'ai vérifié le bilan de la Corporation commerciale canadienne au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, en accord avec les Normes de vérification internationales, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec des Normes comptables internationales, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Corporation commerciale canadienne et aux règlements administratifs de la Corporation.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Myers, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 13 juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Encaisse et dépôts à court terme	206,088	114,766
Débiteurs		
Gouvernements étrangers (note 5)	85,622	101,509
Gouvernement du Canada—Crédits parlementaires (note 6)	1,814	1,763
Autres	1,771	739
Avances aux fournisseurs	125,566	115,498
Réclamations proportionnelles payées ou dues	408,961	352,039
	829,822	686,314

PASSIF	1990	1989
Créditeurs et frais courus	89,928	113,742
Avances des clients	283,434	178,619
Paiements proportionnels reçus ou dûs	410,173	352,671
Dû au gouvernement du Canada (note 6)	1,473	2,096
Provision pour frais de contrats supplémentaires (note 3)	3,842	4,646
	788,850	651,774
Indemnités de cessation d'emploi	920	773
Éventualités (note 4)		
	789,770	652,547
AVOIR DU CANADA		
Surplus d'apport	20,000	20,000
Bénéfices non répartis	20,052	13,767
	40,052	33,767
	829,822	686,314

Certifié exact:

le Contrôleur
F. O. KELLY

Approuvé par le Conseil:

le Président
H. J. MULLINGTON

un Administrateur
J. CAMILLE GALLANT

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Recettes		
Contrats facturés	681,423	638,974
Intérêts créditeurs	7,078	4,844
Autres	1,287	1,480
	689,788	645,298
Dépenses		
Coûts des contrats facturés	681,423	638,974
Frais de contrats supplémentaires	279	1,167
Services fournis par Approvisionnements et Services Canada (note 8a)	7,798	7,914
Frais d'administration	9,562	7,551
Frais et dépenses juridiques (note 8b)	314	179
Autres	351	483
	699,727	656,268
Coût net de l'exploitation	9,939	10,970
Crédit parlementaire (note 6)	17,089	15,297
	7,150	4,327
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	13,767	9,440
Versement au gouvernement du Canada (note 7)	(865)	
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	20,052	13,767

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités de financement		
Crédits parlementaires		
Montant prélevé	17,089	15,297
Rajustement relatif à l'augmentation des débiteurs du gouvernement du Canada	(51)	(1,726)
Versement au Gouvernement du Canada	(865)	
Liquidités provenant des activités de financement	16,173	13,571
Activités opérationnelles		
Exploitation		
Coût net de l'exploitation	(9,939)	(10,970)
Évolution nette des postes du bilan hors caisse		
Solde d'exploitation à recevoir des clients et à payer aux fournisseurs	(10,239)	12,695
Avances et versements proportionnels des clients et aux fournisseurs	95,327	24,971
Liquidités provenant des activités opérationnelles	75,149	26,696
Augmentation de l'encaisse et des dépôts à court terme	91,322	40,267
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	114,766	74,499
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	206,088	114,766

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Nature, structures et financement

La Corporation, constituée en 1946 en vertu de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, est une société d'État mandataire figurant à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

La Corporation agit à titre d'organisme contractant principal lorsque des pays ou des organismes internationaux désirent acheter des produits et des services du Canada, de gouvernement à gouvernement. La Corporation conclut des contrats avec des gouvernements et des organismes internationaux, et des contrats correspondants avec des entreprises canadiennes (note 3).

Le gouvernement a fourni à la Corporation un surplus d'apport de 20 millions de dollars. La Corporation est autorisée à prélever des fonds du Trésor jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars pour suppléer à son fonds de roulement. Chaque année, la Corporation finance ses activités par des crédits parlementaires (note 6).

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués de façon uniforme, et tous leurs points essentiels respectent les normes comptables internationales. On trouvera, ci-après, un résumé des principales conventions comptables:

a) Contrats

Les recettes des contrats sont inscrites au moment de la livraison, sauf s'il s'agit de contrats comprenant des paiements proportionnels; dans ces cas elles sont inscrites au moment de la facturation des clients. Comme le titre des travaux en cours visés par ces facturations proportionnelles n'a pas été transféré aux clients, la Corporation inscrit un montant correspondant à son passif et au coût des contrats facturés. Elle inscrit à son actif toutes les demandes de paiements proportionnels de ses fournisseurs. Ces éléments d'actif et de passif sont réduits, conformément aux modalités contractuelles, au fur et à mesure des livraisons.

L'effet cumulatif des changements dans le coût estimé des contrats non terminés est inscrit à l'état des résultats durant l'exercice pendant lequel les changements ont été initialement déterminés.

b) Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les recettes et les dépenses sont converties au taux de change moyen pour le mois pendant lequel la transaction a eu lieu.

Les contrats passés avec des gouvernements étrangers et, par la suite, avec des fournisseurs canadiens, sont généralement conclus dans la même devise, à moins que les modalités prévues dans le contrat du fournisseur ne prévoient la transmission des risques à ce dernier. De cette façon, la Corporation diminue ses risques de pertes ou de gains attribuables à des fluctuations des taux de change.

La Corporation conserve une partie de son fonds de roulement en dollars américains pour faciliter les mouvements de trésorerie entre clients étrangers et fournisseurs canadiens.

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Suite*

c) Régime de retraite

Les employés de la Corporation sont couverts par le Régime de pension de retraite de la Fonction publique qui est administré par le gouvernement du Canada. Aux termes de la loi actuelle, les cotisations que verse la Corporation au Régime sont limitées à un montant égal aux cotisations versées par l'employé au titre de ses services courants. Ces cotisations représentent le total des obligations de la Corporation en matière de pension et sont imputées aux résultats sur une base courante. Selon la loi actuelle, la Corporation n'est pas tenue de faire des contributions à l'égard des insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la Fonction publique et (ou) des imputations au Trésor pour les paiements d'indexation prévus par la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de la Corporation ont droit à des indemnités de cessation d'emploi calculées d'après le niveau de salaire en vigueur au moment du départ, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi. L'élément de passif relatif à ces indemnités est inscrit dans les comptes à mesure que les employés les accumulent.

e) Impôts sur le revenu

La Corporation n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

f) Immobilisations

Les immobilisations sont imputées aux dépenses, étant donné qu'elles ne sont pas recouvrées par des activités futures.

3. Obligations contractuelles

La Corporation est tenue de réaliser de nombreux contrats avec des clients étrangers; la valeur de chacun de ces contrats peut aller jusqu'à environ 500 millions de dollars. Au 31 mars 1990, la valeur globale des contrats en cours était de l'ordre de 1,4 milliard de dollars (1989: 1,3 milliard de dollars).

La Corporation peut devoir assumer des frais de contrats supplémentaires en cas de manquement de la part des fournisseurs. Au 31 mars 1990, la Corporation avait comptabilisé une provision de $3,842,000 (1989: $4,646,000) pour des frais de contrats supplémentaires qui pourraient être engagés au cas où certains fournisseurs ne s'acquitteraient pas de leurs obligations contractuelles.

Deux fournisseurs ayant conclu d'importants contrats avec la Corporation connaissent actuellement des difficultés financières. On peut raisonnablement s'attendre à ce que la Corporation doive assumer certains frais de contrat suplémentaires et cette responsabilité a été prévue dans la provision pour frais de contrats supplémentaires. Si elle doit établir de nouveaux contrats d'achat, la Corporation pourrait devoir assumer la responsabilité éventuelle à l'égard de certains frais (qui pourraient s'élever jusqu'à environ sept millions de dollars) pour s'acquitter de ses obligations.

4. Éventualités

La Corporation fait l'objet de plusieurs poursuites judiciaires, dont trois sont considérées importantes:

a) la Corporation est défenderesse dans une poursuite judiciaire intentée en 1975 pour des pertes présumées subies à la suite de la résiliation d'une partie d'un contrat. La réclamation s'élève à $6.8 millions, montant auquel s'ajoutent les frais et intérêts courus. Bien qu'en 1989 le Tribunal se soit prononcé en faveur de la Corporation après avoir tranché un litige important entre les parties, la réclamation n'est pas encore entièrement réglée au 31 mars 1990. Se basant sur l'avis juridique reçu, la direction de la Corporation ne juge pas nécessaire d'établir une provision pour règlement;

b) la Corporation est défenderesse dans une poursuite judiciaire intentée en 1985 pour les pertes présumées subies à la suite d'une rupture de contrat de sa part. La réclamation s'élève à $876,000. Se basant sur l'avis juridique reçu, la direction de la Corporation n'estime pas nécessaire d'établir une provision pour règlement;

c) la Corporation est intimée dans une poursuite judiciaire intentée contre elle en 1987 par un fournisseur qui estime que le système d'honoraires qu'elle a institué en 1986 ne s'applique pas aux opérations qu'il a conclues avec elle. La Corporation a interjeté appel du jugement du tribunal de première instance, rendu au début de 1990 qui a, entre autres, accédé à la demande du fournisseur. Si les conclusions du tribunal étaient maintenues par des instances plus élevées, la Corporation pourrait être tenue de régler une somme d'environ un million de dollars. Après avoir étudié les motifs du jugement du tribunal et se basant sur l'avis juridique reçu, la direction de la CCC n'estime pas nécessaire d'établir une provision pour réglement.

5. Débiteurs—Gouvernements étrangers

Au 31 mars 1990, la Corporation a provisionné $943,000 (1989: $959,000) en prévision du non-recouvrement éventuel de certains comptes débiteurs de gouvernements étrangers.

6. Crédit parlementaire

Le Parlement a approuvé un crédit de $20,089,000 (1989: $18,651,000) pour l'exercice 1989-1990. La Corporation y a prélevé $17,089,000 (1989: $15,297,000), dont un mantant de $1,473,000 (1989: $2,096,000) redevable à des ministères du gouvernement au 31 mars 1990. Au 31 mars 1990, les fonds visant à couvrir des dépenses de $1,814,000 se rapportant à l'exercice 1989-1990 (1989: $1,763,000) n'avaient pas encore été prélevés.

7. Versement au Gouvernement du Canada

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1990, la Corporation a approuvé un versement de $865,400 au gouvernement du Canada. La Corporation a estimé que cette somme n'était pas requis pour des activités ultérieures. Après le 31 mars 1990, le Conseil d'administration a approuvé un versement semblable de $1,430,000 au gouvernement du Canada.

8. Services fournis par le gouvernement du Canada

a) Approvisionnements et Services Canada

Approvisionnements et Services Canada offre à la Corporation des services contractuels qui sont facturés à des taux prédéterminés, approuvés par le Conseil du Trésor, et établis d'après le montant des contrats obtenus. Ce ministère fournit également certains services d'administration au prix coûtant.

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

b) Ministère de la Justice

Le ministère de la Justice représente la Corporation dans certaines causes. La Corporation règle au ministère de la Justice les honoraires et les dépenses qu'il lui facture pour certaines poursuites, mais elle ne lui paye pas les services juridiques de nature générale.

9. Assurance

La Corporation pratique l'autoassurance.

10. Engagements

En avril 1986, la Corporation a signé un bail de dix ans pour ses bureaux. Les montants qu'elle versera en loyer au cours des cinq prochains exercices s'établissent à peu près comme suit:

	(en milliers de dollars)
1991	961,000
1992	1,009,000
1993	1,059,000
1994	1,112,000
1995	1,168,000
	5,309,000

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 1989 ont été reclassifiés, afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
N'ÉTAIENT PAS DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'ACTIONNAIRE DE LA CORPORATION
PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

Nous avons vérifié les bilans de la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale (une filiale en propriété exclusive de Petro-Canada) aux 31 mars 1990 et 1989 ainsi que les états des résultats d'exploitation et de l'évolution de la situation financière pour les exercices terminés à ces dates. Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et ont comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation aux 31 mars 1990 et 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière au cours des exercices.

Comptables agréés
Arthur Andersen & Cie

Calgary, Canada
le 25 avril 1990

BILANS AUX 31 MARS

ACTIF	1990	1989
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à court terme		574
Impôts sur le revenu recouvrables	372	1,496
Excédent des dépenses totales par rapport aux affectations parlementaires reçues	3,110,299	3,112,216
	3,110,671	3,114,286

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1990	1989
	$	$
Passif à court terme		
Dette bancaire	207	
Dette envers la société affiliée, Petro-Canada Inc.	3,110,463	3,114,285
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 3)	1	1
	3,110,671	3,114,286

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
P. M. TOWE

Administrateur
J.M. STANFORD

CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE—*Fin*

ÉTATS DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

	1990	1989
	$	$
Dépenses relatives aux projets (note 4)	47,452,442	59,810,393
Charges		
Frais généraux et administratifs	1,847,543	1,348,911
Intérêts débiteurs (créditeurs)	845	(6,129)
Impôts sur le revenu exigibles	(2,747)	(12,177)
Dépenses totales	49,298,083	61,140,998
Affectations parlementaires reçues au cours de l'exercice	49,300,000	60,500,000
	(1,917)	640,998
Total des dépenses excédant les affectations parlementaires reçues en début d'exercice	3,112,216	2,471,218
Total des dépenses excédant les affectations parlementaires reçues en fin d'exercice	3,110,299	3,112,216

ÉTATS DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

	1990	1989
	$	$
Provenance de l'encaisse		
Affectations parlementaires reçues	49,300,000	60,500,000
Diminution des impôts sur le revenu recouvrables	1,124	83,666
	49,301,124	60,583,666
Utilisation de l'encaisse		
Dépenses	(49,298,083)	(61,140,998)
Augmentation (diminution) de la dette envers la société affiliée	(3,822)	376,262
	(49,301,905)	(60,764,736)
Diminution de l'encaisse et des dépôts à court terme	(781)	(181,070)
Encaisse et dépôts à court terme en début d'exercice	574	181,644
Encaisse et dépôts à court terme (dette bancaire) en fin d'exercice	(207)	574

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AUX 31 MARS 1990 et 1989

1. Constitution en société

La Corporation a été constituée en société en 1981 par Petro-Canada, à titre de filiale en propriété exclusive, aux termes de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et des dispositions énoncées dans le décret C.P. 1981-2167 du 5 août 1981.

2. Exploitation

Les activités de la Corporation sont financées par des affectations parlementaires. Une société affiliée, Petro-Canada Inc., fournit à la Corporation des services techniques et administratifs au prix coûtant.

3. Capital-actions

Autorisé

Actions ordinaires: nombre illimité

Émis

Une action ordinaire pour une contrepartie en espèces d'un dollar.

4. Dépenses relatives aux projets

Les dépenses relatives aux projets se répartissent comme suit:

	1990	1989
	$	$
Afrique		
Botswana	6,858,444	2,064,066
Ghana	5,664,478	5,958,690
Maroc	3,570,764	9,493,932
Kenya	1,434,782	1,367,864
Sénégal/Gambie	684,535	
Autres	(26,831)	172,906
	18,186,172	19,057,458
Asie		
Népal	2,156,273	7,336,348
Thaïlande	2,074,294	2,242,795
Myanmar	1,301,179	10,119
Philippines	694,917	43,300
Autres		(617)
	6,226,663	9,631,945
Moyen Orient		
Jordanie	15,645,978	12,696,467
Hémisphère occidental		
Bassin du Sud des Andes	1,384,987	1,287,960
Colombie	1,367,543	1,365,409
Bolivie	743,603	
Costa Rica	148,448	7,897,618
Autres	(245,347)	443,017
	3,399,234	10,994,004
Francophonie	1,777,345	2,333,511
Services d'assistance technique	1,236,256	2,322,230
Élaboration des projets	686,982	756,083
Alberta Summer Institute for Petroleum Industry Development	180,064	1,504,037
Comité pour la coordination de l'exploration conjointe de ressources minérales de la Région Marine du Pacifique Sud	113,748	514,658
	47,452,442	59,810,393

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de la Corporation place du havre Canada au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, et aux statuts et règlements administratifs de la Corporation.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond M. Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 4 mai 1990 à l'exception de la note 7 pour laquelle la date est le 31 mai 1990

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989	PASSIF ET AVOIR DU CANADA	1990	1989
Encaisse et placements à court terme	686	838	Créditeurs	401	392
Débiteurs	387	455	Avoir du Canada	66,961	68,947
Immobilisations (note 3)	66,289	68,046			
	67,362	69,339		67,362	69,339

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
T. RUST

un Administrateur
J. H. GREEN

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Place Canada		
Revenus		
Exploitation—Services utilitaires, recouvrements (note 4)	3,218	3,297
Revenus des locations à bail		
Stationnement	1,445	1,257
Cinéma	327	343
Boutiques de la promenade	115	164
Restaurant	88	87
Frais d'administration des locataires	135	135
Intérêts	77	57
Commercialisation	55	93
Éléments divers	26	16
	5,486	5,449
Dépenses		
Exploitation		
Services utilitaires	1,438	1,398
Installations en commun	1,077	1,042
Usine centrale	405	441
Demandes de travaux par les locataires	249	284
Assurance	196	220
Aires partagées	145	160
	3,510	3,545
Administration, relations publiques et autres éléments (note 5)	1,995	1,692
Amortissement	1,967	1,958
	7,472	7,195
Dépenses nettes d'exploitation	1,986	1,746
Revenus du Pavillon du Canada		33
Coût net de l'exploitation	1,986	1,713

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Capital-actions		
Capital d'apport		
Solde au début de l'exercice	68,947	70,660
Coût net de l'exploitation	1,986	1,713
Solde à la fin de l'exercice	66,961	68,947

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Encaisse provenant de (utilisée pour) l'exploitation		
Coût net de l'exploitation	(1,986)	(1,713)
Éléments n'exigeant pas de fonds		
Amortissement	1,967	1,958
Variation des autres composantes du fonds de roulement	77	300
	58	545
Encaisse utilisé pour les activités d'investissement		
Additions aux immobilisations	(210)	(134)
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	(152)	411
Encaisse et placements à court terme		
Au début de l'exercice	838	427
À la fin de l'exercice	686	838

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et objectifs

La Corporation place du havre Canada a été constituée en 1982 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral. La Corporation est une société d'État mandataire nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Les trois seules actions émises sont toutes détenues du chef du Canada par le ministre des Transports.

Les objectifs de la Corporation sont de jouer le rôle de promoteur et d'acquérir, administrer et aliéner des terrains, et de gérer des biens immobiliers pour le gouvernement du Canada à Vancouver (C.b.). Dans ce but, elle a conçu et construit une installation appelée Place Canada comprenant un terminus pour les bateaux de croisière, un centre de commerce et de congrès, qui était autrefois le Pavillon du Canada à Expo '86, diverses installations commerciales et publiques, un parc de stationnement et l'infrastructure pour un hôtel.

Conformément à l'entente par bail avec la province de Colombie britannique, la Corporation a viré l'administration et l'entretien du Centre de commerce et de congrès à Place Canada y compris les aires préalables aux fonctions, les salles de réunion et l'espace des détaillants, pour une durée de 20 ans avec des options de renouvellement pour trois termes semblables consécutifs.

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990—*Fin*

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été préparés par la Direction conformément aux principes comptables généralement reconnus. Voici les plus importantes conventions comptables de la Corporation :

Immobilisations et amortissement

Toutes les dépenses, y compris celles pour l'acquisition, la conception, la construction et l'administration pour les structures permanentes à Place Canada, ont été capitalisées lorsque l'installation fut pleinement aménagée.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en se fondant sur les durées utiles estimatives des éléments d'actif. L'édifice est amorti selon une durée de 40 ans, tandis que l'ameublement, les accessoires et le matériel sont amortis selon une durée de 20 ans.

Impôt sur le revenu

La Corporation est exempte de toute obligation envers l'impôt sur le revenu.

Régime d'épargne-retraite

En vertu d'un régime de groupe d'épargne-retraite, une fiducie a été établie auprès d'une organisation du secteur privé afin d'accumuler des cotisations visant à apporter un revenu lors de la retraite aux employés de longue date par le biais de régimes enregistrés d'épargnes-retraite pour chacun de ceux-ci. La Corporation a convenu d'effectuer des versements non contributoires, qui sont comptabilisés annuellement, s'échelonnant de 5% à 10% du traitement annuel pour chacun de ses employés.

Revenus et dépenses d'exploitation

Les revenus et dépenses d'exploitation sont reliés à la gestion de Place Canada, y compris la location à bail des installations à divers locataires. L'usine centrale et les services utilitaires comprennent l'électricité, le gaz naturel, le mazout, la main-d'oeuvre et les dispositifs qui servent à approvisionner en courant électrique, eau, climatisation de l'air et chauffage à l'égard de l'installation. Les installations en commun et les aires partagées comportent la main-d'oeuvre, la protection, le génie et le matériel utilisé pour rendre aux locataires des services de la manière décrite dans les divers baux et ententes.

3. Immobilisations

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	(en milliers de dollars)			
Édifice	65,650	4,920	60,730	62,321
Ameublement, accessoires et équipement	6,515	956	5,559	5,725
	72,165	5,876	66,289	68,046

Le titre à l'égard de cette partie du lit du havre de Vancouver sur laquelle l'installation est située a été cédé à la Corporation en provenance de la Société du port de Vancouver à la valeur d'un dollar et il a été comptabilisé ainsi dans les coûts d'achat du site.

4. Exploitation—Services utilitaires, recouvrements

Les recouvrements de coûts d'exploitation comportent des sommes récupérées auprès des locataires de la Corporation pour les dépenses d'exploitation, l'usine centrale et les services utilitaires. Au cours de l'exercice ces coûts ont dépassé les recouvrements connexes par $292,000 (1989—$248,000). Ceci résulte du fait que la Corporation a défrayé des dépenses dans des secteurs qui relèvent uniquement de la Corporation et qu'elle ne peut imputer à ses locataires en vertu des divers baux et ententes.

5. Dépenses d'administration, de relations publiques et autres éléments

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Annonces et réclame publicitaire	661	539
Boutiques de la promenade	473	219
Traitements	399	396
Bail pour le système de projection Imax	180	185
Location de bureau	125	121
Déplacements	46	39
Honoraires juridiques et professionnels	42	108
Communication	27	28
Réparation et entretien	24	49
Éléments divers	18	8
	1,995	1,692

Les dépenses des Boutiques de la promenade pour 1990 comportent les coûts liés au règlement des réclamations par d'anciens clients.

6. Engagements par bail

La Corporation a conclu une entente par bail de 20 ans à partir de 1987 pour le système de projection Imax comportant un paiement total minimum de 3 millions de dollars. Le versement annuel minimum, pour les exercices allant de 1990-91 à 1993-94 sera $186,000. L'entente prévoit une hausse annuelle selon le taux de l'Indice du prix à la consommation.

La Corporation a passé des marchés pour le nettoyage à l'extérieur et à l'intérieur de l'installation s'élevant dans l'ensemble à $296,000 pour la période allant du 1er avril 1990 au 31 juillet 1991.

La Corporation a conclu une entente par bail pour des locaux à bureau s'élevant dans l'ensemble à $38,000 en plus du partage au pro-rata des coûts d'opération estimés à $24,000 pour la période allant du 1er avril 1990 au 30 septembre 1990.

7. Cessation de la Corporation

Le 20 février 1990 le gouvernement a annoncé dans son Budget fédéral 1990-91 qu'il entreprendrait la législation nécessaire à la dissolution de la Corporation de manière ordonnée et au virement de ses éléments d'actif et fonctions à une autre entité.

Le 31 mai 1990, le Projet de loi C-73, Loi portant dissolution ou cession de sociétés d'État, a été déposé à la Chambre des communes. Ce Projet de loi prévoit la vente ou l'aliénation des actions et des éléments d'actif de la Corporation.

8. Éventualités

Des employés pourraient avoir droit à des prestations de cessation d'emploi en vertu de leurs contrats d'emploi et cela est assujetti à la manière entreprise par la Corporation afin de dissoudre ses opérations. C'est pourquoi aucun frais couru n'a été établi à l'égard des prestations de cessations d'emploi. L'estimation au titre du passif au 31 mars 1990 quant à la somme maximum de ces prestations de cessation d'emploi s'élève à $182,000.

9. Opérations entre apparentés

La Corporation est apparentée aux termes de la propriété en commun à tous les ministères, organismes et sociétés d'État constitués du gouvernement du Canada. La Corporation entreprend des opérations de concert avec les ministères, organismes et sociétés d'État dans le cours normal des affaires.

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de 1989 ont été regroupés en conformité de la présentation en 1990.

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Les états financiers et tous les autres renseignements présentés dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et du Conseil d'administration de la Société. Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus et comprennent des estimations fondées sur l'expérience et le jugement de la direction.

La Société maintient des systèmes comptables, financiers, de contrôle de gestion et d'information, de même que des pratiques de gestion conçus pour fournir une garantie raisonnable que des informations fiables et précises sont disponibles au moment opportun; que les éléments de l'actif sont protégés et contrôlés; que les ressources sont gérées économiquement et de façon efficace dans le cadre des objectifs de la Société et que l'exploitation est menée efficacement. Ces systèmes et ces pratiques sont également conçus pour fournir une garantie raisonnable que les opérations sont conformes à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, ainsi qu'aux statuts, aux règlements administratifs et aux politiques de la Société. La Société a respecté toutes les exigences concernant la présentation de rapports stipulées dans la Loi sur la gestion des finances publiques, y compris la présentation d'un plan de l'entreprise, d'un budget d'exploitation, d'un budget des immobilisations et du présent rapport annuel.

Le Vérificateur interne de la Société a la responsabilité d'évaluer les systèmes et les pratiques de gestion de la Société. Le Vérificateur général du Canada effectue une vérification indépendante des états financiers de la Société et présente son rapport au Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration, composé d'administrateurs qui ne sont pas au service de la Société, examine les états financiers, les rapports du Vérificateur général et les plans et les rapports liés à des examens spéciaux et avise le Conseil à cet égard et supervise les activités de la vérification interne. Le Comité de vérification rencontre périodiquement la direction, le Vérificateur interne et le Vérificateur général.

le Président-directeur général par intérim
Stanley R. Hatcher

le Vice-président, Finances, et
Directeur général des finances
David G. Cuthbertson

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

J'ai vérifié le bilan d'Énergie atomique du Canada limitée au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats, du capital d'apport, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, aux statuts et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 4 mai 1990

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	46,669	86,588
Somme à percevoir du gouvernement du Canada	40,253	
Débiteurs	154,387	147,776
Débiteurs de la CDIC (note 3)	114,607	114,607
Stocks (note 4)	3,256	3,727
	359,172	352,698
Stocks d'eau lourde (note 4)	8,096	8,586
Débiteurs à long terme (note 5)	498,310	541,343
Investissement (note 6)	76,164	81,704
Propriétés, installations et matériel (note 7)	10,004	9,576
	951,746	993,907

PASSIF	1990	1989
À court terme		
Créditeurs et frais courus	113,877	112,592
Tranche de la dette à long terme exigible à moins d'un an	33,871	31,346
	147,748	143,938
Revenus reportés	20,394	31,408
Prestations de cessation d'emploi courues	43,702	39,865
Dette à long terme (note 8)	529,114	562,986
	740,958	778,197
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—75,000 actions ordinaires		
Émis—54,000 actions ordinaires	15,000	15,000
Capital d'apport	79,228	73,907
Bénéfices non répartis	116,560	126,803
	210,788	215,710
	951,746	993,907

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administratrice
MARNIE PAIKIN

Administrateur
STANLEY R. HATCHER

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités en matière nucléaire		
Revenus		
Approvisionnements et services nucléaires	99,383	88,922
Intérêt sur débiteurs à long terme	58,737	59,664
Intérêt sur dépôts à court terme	10,642	9,137
	168,762	157,723
Coûts et frais		
Coûts des ventes et services	71,957	41,341
Mise au point des produits	32,920	33,023
Moins: crédits parlementaires (note 2)	(29,200)	(28,000)
Commercialisation et administration	31,245	22,287
Intérêt sur dette à long terme	52,071	53,952
	158,993	122,603
Bénéfice d'exploitation	9,769	35,120
Activités de recherche et développement		
Dépenses	256,064	248,216
Moins: revenus d'ordre commercial	34,476	32,258
recouvrement des coûts	47,854	49,808
crédits parlementaires (note 2)	153,722	146,879
Dépense nette	20,012	19,271
Activités de déclassement		
Dépenses	15,954	18,632
Moins: crédits parlementaires (note 2)	12,023	10,309
recouvrement provenant de la vente de biens	3,931	1,598
Dépense nette		6,725
Bénéfice (perte) provenant des activités permanentes	(10,243)	9,124
Bénéfice provenant des filiales cédées (note 3)		14,109
Bénéfice net (perte nette)	(10,243)	23,233

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités en matière d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	(10,243)	23,233
Amortissement	7,426	6,211
	(2,817)	29,444
Diminution (augmentation) du fonds de roulement pour l'exploitation		
Somme à percevoir du gouvernement du Canada	(40,253)	
Autre	3,320	17,912
	(36,933)	17,912
Encaisse réalisée (absorbée) dans l'exploitation	(39,750)	47,356
Activités en matière d'investissement		
Cession des filiales (note 3)		114,607
Débiteur de la CDIC (note 3)		(114,607)
Acquisition de propriétés commerciales, d'installations et de matériel, moins les aliénations	(2,314)	(3,569)
Encaisse investie	(2,314)	(3,569)
Activités en matière de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(31,347)	(28,214)
Produit des effets à recevoir à long terme	28,171	25,976
Capital d'apport provenant de crédits parlementaires	5,321	1,489
Dividende		(16,400)
Encaisse réalisée (absorbée) par le financement	2,145	(17,149)
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des dépôts à court terme	(39,919)	26,638
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	86,588	59,950
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	46,669	86,588

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde au début de l'exercice	73,907	72,418
Crédits parlementaires (note 2)		
Remboursement du capital des emprunts	1,621	1,489
Paiement relatif aux filiales cédées	3,700	
	5,321	1,489
Solde à la fin de l'exercice	79,228	73,907

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde au début de l'exercice	126,803	119,970
Bénéfice net (perte nette)	(10,243)	23,233
Dividende		(16,400)
Solde à la fin de l'exercice	116,560	126,803

SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de façon uniforme. Les principales conventions comptables utilisées sont les suivantes:

Conversion des devises étrangères

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de la transaction, à l'exception de celles qui sont visées par des contrats de change à terme, pour lesquels on utilise le taux établi par les modalités du contrat. Les éléments d'actif et de passif monétaires à la date du bilan ont été rajustés de façon à refléter le taux de change en vigueur à cette date. Les gains et pertes de change résultant de la conversion des devises étrangères sont inclus dans les résultats.

Stocks

Les stocks d'eau lourde sont évalués au moindre du coût moyen, moins les crédits parlementaires afférents, et de la valeur de réalisation nette. Les fournitures générales et les fournitures d'entretien sont évaluées au coût.

Investissement

La Société détient un investissement dans les réacteurs 1 et 2 de la centrale de Pickering. Cet investissement est comptabilisé au coût et est amorti selon la méthode linéaire sur la période qui reste de l'entente conclue à cet égard.

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES—*Fin*

Propriétés, installations et matériel

Les propriétés, les installations et le matériel pour la recherche et le développement sont comptabilisés au coût et imputés aux dépenses au cours de l'exercice de leur acquisition.

Les autres propriétés, installations et matériel sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation de chacun des éléments, comme suit:

Matériel et outillage	de 3 à 20 ans
Bâtiments	de 20 à 50 ans

Les coûts de déclassement des installations nucléaires sont imputés aux résultats lorsqu'ils sont engagés.

Contrats à long terme

Les revenus et les coûts reliés aux contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Cette méthode est appliquée avec prudence, attendu que ces projets à long terme comportent un certain degré d'incertitude. Une provision complète a été inscrite pour toutes les dépenses prévues pour l'achèvement des contrats en cours.

Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada, au moyen de crédits parlementaires, finance certaines activités de la Société, comme il est expliqué à la note 2. Les crédits parlementaires sont appliqués en réduction des dépenses afférentes, à l'exception de la portion utilisée pour réduire le capital de certains emprunts; cette portion est comptabilisée comme une augmentation du capital d'apport.

Régime de pension

Le personnel de la Société participe au Régime de pension de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada. La contribution de la Société au Régime se limite à un montant égal aux cotisations versées par les membres du personnel au titre des services courants. Cette contribution représente la totalité des obligations de la Société en regard du régime de pension et est imputée aux résultats de façon courante.

Prestations de cessation d'emploi

Les membres du personnel de la Société ont droit à certaines prestations de cessation d'emploi en vertu de leurs conventions collectives et des conditions d'emploi. Le passif découlant de ces prestations est imputé aux résultats au fur et à mesure que les prestations s'accumulent au profit des membres du personnel. La charge à payer est fixée périodiquement selon la méthode actuarielle.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

1. Conventions comptables

Le résumé des principales conventions comptables fait partie intégrante des présents états financiers.

2. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires ont été utilisés au cours de l'exercice pour les fins suivantes:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Activités de recherche et développement ...	153,722	146,879
Coûts d'avant-projet du CANDU 3	29,200	44,400
Activités de déclassement	12,023	10,309
Capital des emprunts pour usines d'eau lourde	1,621	1,489
Filiales cédées	9,074	
	205,640	203,077

Les crédits parlementaires relatifs aux filiales cédées étaient destinés à rembourser la Société pour les dépenses subséquentes à la cession et à dédommager la Société pour une part des incidences prévues sur les mouvements de trésorerie par suite de la cession. Le crédit accordé dans ce dernier cas, qui s'élevait à 3.7 millions de dollars, a été porté au crédit du capital d'apport.

3. Cession des filiales

En mars 1988, le gouvernement canadien a fait connaître son intention de privatiser les entreprises d'isotopes et de matériel d'irradiation de la Société, lesquelles étaient dirigées par deux divisions exploitantes, soit la Société radiochimique et la division des Produits médicaux. Par la suite, ces divisions ont été constituées en sociétés respectivement sous l'appellation de Nordion International Inc. (Nordion) et celle de Theratronics International Limitée (Theratronics). Le 30 septembre 1988, la Société a vendu ses titres de Nordion et de Theratronics à la Corporation de développement des investissements du Canada (CDIC), en vue de la privatisation éventuelle de ces deux entreprises. Selon les conditions de l'entente avec la CDIC, tout le produit de la privatisation de Nordion et de Theratronics reviendra à la Société, moins les dépenses afférentes engagées par la CDIC. Il est impossible de déterminer le montant de la vente à l'heure actuelle, quoique la Société s'attende à faire un gain de capital. Le compte débiteur de 114.6 millions de dollars de la CDIC représente la valeur comptable nette de ces entreprises au 30 septembre 1988.

Les bénéfices provenant de Nordion et de Theratronics au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 1988 apparaissent dans l'état des résultats, pour l'exercice terminé le 31 mars 1989, à titre de bénéfices provenant des filiales cédées. Les revenus de Nordion et de Theratronics se sont chiffrés à 70 millions de dollars pour cette période de six mois.

4. Stocks

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
À court terme		
Fournitures générales et fournitures d'entretien	3,256	3,727
Eau lourde	544,799	548,964
Moins: crédits parlementaires	536,703	540,378
	8,096	8,586

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990—*Suite*

Les crédits parlementaires au titre de l'eau lourde sont remboursables, de même que l'intérêt s'y rapportant, jusqu'à concurrence des revenus provenant des ventes futures d'eau lourde. Les frais courus au 31 mars 1990 incluent 2.9 millions de dollars à titre de produit net provenant des ventes réalisées pendant l'exercice (en 1989, 4.9 millions de dollars).

5. Débiteurs à long terme

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Effets à recevoir d'entreprises provinciales de services publics pour le financement d'installations nucléaires (voir la note 8 pour l'élément de passif correspondant)	522,118	550,289
Débiteurs contractuels échéant jusqu'en 1998	39,091	35,719
Débiteurs hypothécaires et autres	3,001	3,462
	564,210	589,470
Échéance à moins d'un an	65,900	48,127
	498,310	541,343

6. Investissement

La Société, Ontario Hydro et la province de l'Ontario ont signé une entente pour la construction et l'exploitation des unités 1 et 2 de la centrale nucléaire Pickering "A", lesquelles appartiennent à Ontario Hydro. Selon l'entente, la Société est en droit de recevoir jusqu'à l'an 2003 des versements qui sont en fonction de la différence entre le coût de production de l'électricité dans les unités 1 et 2 de Pickering et celui des unités 1 et 2 de Lambton qui sont alimentées au charbon. En raison principalement des coûts engagés durant la fermeture des réacteurs de Pickering, de 1984 à 1988, aux fins du remplacement des tubes de force, aucun paiement n'a été reçu cette année. Nous ne savons pas quand les versements qui nous sont dûs en vertu de l'entente reprendront, car cela dépend des coûts futurs d'exploitation des unités de la centrale de Lambton, y compris le coût du charbon.

La charge imputée aux résultats de l'exercice 1990 pour l'amortissement de l'investissement dans Pickering a été de 5.5 millions de dollars (en 1989, 2.3 millions de dollars).

7. Propriétés, installations et matériel

	1990			1989
	Coût	Financement et amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Activités en matière nucléaire				
Terrains et améliorations	1,175	568	607	604
Bâtiments	9,860	9,739	121	97
Matériel et outillage	21,022	15,233	5,789	4,689
	32,057	25,540	6,517	5,390
Activités de recherche et développement				
Terrains et améliorations	11,537	11,537		
Bâtiments	80,451	78,332	2,119	2,581
Réacteurs et matériel	235,307	233,939	1,368	1,605
Construction en cours	62,302	62,302		
	389,597	386,110	3,487	4,186
	421,654	411,650	10,004	9,576

L'amortissement des propriétés, des installations et du matériel pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 s'est élevé à 1.9 million de dollars (3.1 millions de dollars en 1989).

Les dépenses en immobilisations pour la recherche et le développement imputées à l'exercice terminé le 31 mars 1990 se sont élevées à 13 millions de dollars (14.1 millions de dollars en 1989).

8. Dette à long terme

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Pour le financement des installations nucléaires d'entreprises provinciales de services publics, échéant jusqu'en 2008, à des taux d'intérêt fixes variant de 6.687% à 9.706% (voir la note 5 pour les débiteurs correspondants)	521,700	549,774
Pour le financement d'eau lourde et d'autres biens, échéant jusqu'en 2008, portant intérêt à des taux fixes variant de 5% à 12.434%	22,316	24,002
Emprunts auprès de tiers		
Pour financer l'achat de l'usine d'eau lourde de Glace Bay, échéant jusqu'en 1998 à un taux d'intérêt implicite de 8.875%	18,969	20,556
	562,985	594,332
Échéance à moins d'un an	33,871	31,346
	529,114	562,986

Les versements sur emprunts exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit (en millions de dollars): 1991—$33.9; 1992—$36.6; 1993—$33.1; 1994—$16.1; 1995—$17.3; exercices ultérieurs à 1995—$426.

9. Activités de déclassement

La première étape des activités de déclassement consiste à stocker les réacteurs prototypes dans un endroit sûr et à en faire l'entretien. Il en va de même des activités reliées à la fermeture et à la protection des usines d'eau lourde. Le financement de ces activités est effectué au moyen de crédits parlementaires et du produit de la vente de biens reliés.

Réacteurs prototypes

Le déclassement des installations de recherche nucléaire et des réacteurs prototypes constitue une partie intégrante du programme nucléaire. Actuellement, les réacteurs prototypes de Gentilly 1 et de Douglas Point et le réacteur de démonstration NPD sont placés sous entreposage sécuritaire. Le réacteur WR-1 a été arrêté en 1985 et son déclassement a débuté durant l'exercice. Le coût estimatif de cette première étape de déclassement du WR-1 est de 20 millions de dollars.

Les coûts nets futurs liés au déclassement d'installations nucléaires au-delà d'un stockage sûr ne peuvent être quantifiés actuellement en raison de l'incertitude entourant leur nature exacte, le moment opportun de leur mise en oeuvre et les solutions de rechange qui seront ultimement adoptées en matière d'élimination. En conformité avec la politique comptable de la Société, toutes les dépenses de ce genre seront imputées aux résultats lorsqu'elles seront engagées.

Tous les réacteurs en voie de déclassement ont été entièrement passés en charges. Le coût brut initial de ces réacteurs se chiffre à 216 millions de dollars, y compris 31 millions de dollars pour la capitalisation de l'eau lourde.

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990—*Fin*

Usines d'eau lourde

La Société a fermé ses usines d'eau lourde, soit celles de Glace Bay et Port Hawkesbury, au Cap-Breton (Nouvelle-Écosse) et celle de LaPrade (Québec). Le coût brut initial de ces éléments d'actif, qui se chiffre à 803 millions de dollars, a été entièrement passé en charges.

10. Opérations entre apparentés

En plus des opérations présentées ailleurs dans les présents états financiers, la Société a effectué les transactions suivantes avec le gouvernement du Canada:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Remboursement des emprunts et de l'intérêt	88,790	85,005
Paiements au Régime de pension de la Fonction publique	11,744	11,586

Dans le cours normal de ses activités, la Société a également effectué diverses transactions avec le gouvernement du Canada, avec ses organismes et avec d'autres sociétés d'État.

11. Renseignements supplémentaires

Constitution en société

Conformément à l'autorité et aux pouvoirs accordés au Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en vertu de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique, la Société a été constituée en société en 1952 en vertu des dispositions de la Loi sur les corporations canadiennes (et continuée en 1977 en vertu des dispositions de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral) afin d'exploiter l'énergie atomique à des fins pacifiques.

La Société est une société d'État en vertu de la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Plan de l'entreprise

En vertu de la Loi sur la gestion des finances publiques, la Société est tenue de soumettre un Plan de l'entreprise à l'approbation du Gouverneur en conseil. Le Plan de l'entreprise pour la période allant de 1989-1990 à 1993-1994 a été présenté, mais son approbation a été reportée à plus tard en attendant les résultats d'une étude sur le mandat et le champ d'activité de la Société qui s'effectue dans le cadre d'une restructuration de l'industrie nucléaire canadienne.

Assurances

Les installations et les stocks d'eau lourde sont assurés normalement à une valeur considérée comme étant appropriée par la Société. Les réacteurs prototypes déclassés sont autoassurés.

Rémunération des agents commerciaux

Les directives établies concernant les pratiques commerciales des sociétés d'État exigent que soient divulgués les noms des agents commerciaux et leur rémunération totale au cours de l'exercice.

En 1990, la rémunération et les dépenses versées aux représentants et aux agents commerciaux énumérés ci-dessous se sont élevées à un million de dollars:

B.C. Park, États-Unis; Marubeni Corporation, Japon; PIIPED International Inc., États-Unis; P.T. Sanga Kencana International, Indonésie; Yuksel Nedim Yalcin, Turquie.

En 1989, cette rémunération et ces dépenses, y compris les paiements versés aux agents commerciaux et représentants, ont atteint 2.5 millions de dollars.

HARBOURFRONT CORPORATION

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Harbourfront Corporation au 31 mars 1990 ainsi que les états consolidés des résultats, du capital d'apport et du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, à l'exception de ce que signale la note 3 afférente aux états financiers consolidés, les opérations de la Société et de ses filiales dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés, ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la société, et à la convention de gestion datée du 13 juin 1980, modifiée et renouvelée de temps à autre, et qui vient à échéance le 31 mars 1991.

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Toronto, Canada
le 5 juin 1990

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 5 juin 1990

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 MARS 1990
(avec chiffres correspondants de 1989)

ACTIF	1990	1989
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à terme (note 5)	5,010,104	1,880,019
Créances sur le Canada (note 6)	4,165,179	5,917,673
Créances sur les promoteurs (note 7)	928,675	4,998,671
Autres créances et éléments d'actif	1,974,025	1,389,570
	12,077,983	14,185,933
Actif à long terme		
Créances sur le Canada (note 6)		1,839,097
Créances sur les promoteurs (note 7)	12,404,952	12,445,999
Loyers payés d'avance	290,000	435,000
Frais d'aménagement reportés (note 8)	5,081,988	4,448,225
Immobilisations (note 9)	1,196,696	1,607,633
	18,973,636	20,775,954
	31,051,619	34,961,887

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1990	1989
	$	$
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	3,177,674	3,143,981
Produits reportés	2,652,750	886,184
	5,830,424	4,030,165
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 10)	1	1
Capital d'apport	31,934,861	32,493,635
Déficit	(6,713,667)	(1,561,914)
	25,221,195	30,931,722
	31,051,619	34,961,887

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil:

Administrateur
CONSIGLIO DI NINO

Administrateur
NORM SEAGRAM

HARBOURFRONT CORPORATION—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(avec chiffres correspondants de 1989)

	1990	1989
	$	$
Programmation publique et installations		
Produits		
Admissions aux événements	2,105,798	2,004,739
Commandites de sociétés	2,619,971	1,648,965
Subventions gouvernementales	1,014,381	960,063
Stationnement, concessions et produits divers	4,601,949	3,726,480
Location des installations	769,124	829,669
	11,111,223	9,169,916
Charges		
Réalisation d'événements	6,279,333	5,654,126
Gestion d'événements	1,301,102	1,159,810
Commercialisation	2,798,106	2,647,407
Exploitation des installations	6,684,832	6,808,231
	17,063,373	16,269,574
Perte découlant de la programmation publique et des installations	(5,952,150)	(7,099,658)
Activités commerciales et générales		
Produits		
Produits commerciaux	2,631,379	2,294,938
Intérêt sur les sommes à recevoir des promoteurs	1,093,832	1,289,960
Intérêt sur le compte de capital Harbourfront	439,064	917,673
	4,164,275	4,502,571
Charges		
Gestion commerciale	2,209,727	1,505,810
Administration de la Société	1,154,151	1,247,722
	3,363,878	2,753,532
Profit tiré des activités commerciales et générales	800,397	1,749,039
Perte nette de l'exercice	(5,151,753)	(5,350,619)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU CAPITAL D'APPORT ET DU DÉFICIT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(avec chiffres correspondants de 1989)

	1990	1989
	$	$
Capital d'apport		
Solde au début de l'exercice	32,493,635	34,441,284
Produit net des activités d'aménagement	(731,955)	62,053
Coût des parcs et de l'infrastructure publique cédés aux gouvernements municipaux		(206,267)
Frais d'aménagement périodique et autres frais d'infrastructure publique	(3,475,819)	(1,803,435)
Crédit parlementaire de capital du Canada	3,649,000	
Solde à la fin de l'exercice	31,934,861	32,493,635
Déficit		
(Déficit) bénéfices non répartis au début de l'exercice	(1,561,914)	3,788,705
Perte nette de l'exercice	(5,151,753)	(5,350,619)
Solde à la fin de l'exercice	(6,713,667)	(1,561,914)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(avec chiffres correspondants de 1989)

	1990	1989
	$	$
Exploitation		
Perte nette de l'exercice	(5,151,753)	(5,350,619)
Amortissement	496,615	496,525
Pertes lors de la cession d'immobilisations	(826)	(31,314)
	(4,655,964)	(4,885,408)
Autres créances et autres éléments d'actif	(584,455)	323,618
Loyers payés d'avance	145,000	145,000
Créditeurs et charges à payer	33,693	186,063
Produits reportés	1,766,366	114,051
Intérêt à recevoir sur le compte de capital Harbourfront	750,523	(594,864)
	(2,544,637)	(4,711,540)
Investissement		
Investissement en immobilisations	(316,209)	(966,739)
Compte de capital Harbourfront		
Dépôts	(4,412,253)	(4,107,166)
Retraits	7,253,321	6,900,000
	2,524,859	1,826,095
Financement		
Subventions et commandites d'immobilisations	231,357	159,400
Aménagement		
Produit net des activités d'aménagement	(731,955)	62,053
Coût des parcs et de l'infrastructure publique cédés aux gouvernements municipaux		(206,267)
Frais d'aménagement périodique et autres frais d'infrastructure publique	(3,475,819)	(1,803,435)
Crédit parlementaire de capital du Canada	3,649,000	
Frais d'aménagement reportés	(633,763)	(307,173)
Créances sur les promoteurs	4,111,043	4,066,887
	2,918,506	1,812,065
Évolution de la situation au cours de l'exercice	3,130,085	(913,980)
Encaisse et dépôts à terme au début de l'exercice	1,880,019	2,793,999
Encaisse et dépôts à terme à la fin de l'exercice	5,010,104	1,880,019

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

HARBOURFRONT CORPORATION—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 MARS 1990

1. Pouvoirs et mandat de la Société

La Harbourfront Corporation (la "Société"), maintenue le 21 décembre 1984 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral est une société d'État mère qui figure à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Le capital-actions de la Société est détenu par sa Majesté la Reine du Chef du Canada (le "Canada") représentée par le ministre des Travaux publics. La Société est exonérée de l'impôt sur le revenu des sociétés.

Les terrains de la Harbourfront, propriété du Canada, couvrent environ 100 acres au total et occupent une position centrale parmi les terrains qui, à Toronto, bordent le lac Ontario.

Aux termes d'une convention de gestion signée avec le Canada le 13 juin 1980, modifiée et renouvelée de temps à autre et venant à échéance le 31 mars 1991, le rôle et le mandat de la Société comportent deux volets:

a) mettre en valeur, gérer et exploiter le site nommé "Harbourfront", conformément au cadre de mise en valeur approuvé par le Canada;

b) lancer, réaliser ou commanditer des programmes culturels, récréatifs, scientifiques et éducatifs dont, à son avis, le public pourra tirer avantage.

Le gouvernement du Canada détient le titre de propriété des terrains qui constituent le site "Harbourfront", sauf les parcs et l'infrastructure publique cédés aux gouvernements municipaux et certains terrrains cédés à la Société par le gouvernement fédéral. Toutes les activités de mise en valeur entreprises par la Société ont trait à la vente de droits d'antenne ou à la location, au nom du Canada, des terrains du site "Harbourfront". Le produit net réalisé par la Société, grâce au travail d'aménagement de ces terrains, ainsi que les apports de capital fournis par le Canada, sont portés au crédit du capital d'apport afin de comptabiliser la participation du Canada au capital de la Société.

La Société peut utiliser, pour réaliser son mandat, tous les fonds qui proviennent des contrats de location-acquisition, de la vente ou de la revente de terrains ou de droits d'aménagement. Les fonds reçus des promoteurs sont déposés au nom du Canada dans le compte de capital de la société Harbourfront, un compte du Trésor public qui porte intérêt. La Société peut puiser au capital si le gouvernement fédéral est d'accord. L'intérêt peut être remis à la Société si elle en fait la demande.

Les principales filiales de la Société sont les trois institutions suivantes: la Galerie d'Art à Harbourfront, International Readings à Harbourfront, et School by the Water.

2. Évolution de la Société

Au cours des dernières années, il y a eu gel des activités d'aménagement de la Société et mise sur pied de groupes d'étude par divers organismes du gouvernement. Voici un sommaire de ces événements:

a) D'avril à octobre 1987, une étude stratégique du rôle et du mandat de la Société a été effectuée à la demande du ministre des Travaux publics. Tous les projets d'aménagement ont été suspendus au cours de cette période.

b) Le 22 février 1988, le conseil municipal de Toronto a adopté un règlement de contrôle provisoire qui, à quelques exceptions près, suspend toutes les activités d'aménagement du site "Harbourfront". La Société a réussi à s'entendre avec le conseil municipal de la ville de Toronto sur un règlement qui établit une nouvelle assise pour l'aménagement du site "Harbourfront". En vertu de cette entente, la Société a accepté de céder à la ville 40.8 acres sur les 100 acres du site "Harbourfront" et de fournir 25 millions de dollars comme contribution au projet visant à améliorer l'aménagement des parcs municipaux à Harbourfront, au cours des six prochaines années. L'entente devait entrer en vigueur le 14 décembre 1989.

c) Au début de 1989, une commission royale d'enquête, chargée d'étudier ce que sera l'aménagement futur des terrains de Toronto sis en bordure du lac Ontario, a commencé à tenir ses audiences au cours desquelles devaient, entre autres choses, être examinés le rôle et le mandat de la Société. La commission royale d'enquête a publié, en août 1989, un rapport provisoire dans lequel elle recommandait que la Société accroisse ses activités liées à la programmation publique et abandonne son rôle de promoteur immobilier.

d) La province de l'Ontario accepta les recommandations de la commission royale d'enquête et le 13 décembre 1989, avant que ne débute la mise en vigueur de l'entente conclue avec le conseil municipal de Toronto, imposa un gel des travaux d'aménagement du site "Harbourfront" afin de permettre au gouvernement provincial de formuler ses propres recommandations sur l'utilisation future des terrains et sur d'autres questions qui s'y rattachaient. Le gouvernement provincial demandait, entre autres choses, dans ses recommandations, le déplacement de trois projets d'immeubles en copropriété qui devaient être construits du côté sud du Queen's Quay et l'abandon, par la Société, de son rôle de promoteur immobilier.

On discute actuellement des moyens à prendre pour transformer la Société en organisme communautaire sans but lucratif. Un projet de loi, qui indique comment procéder pour la vente des éléments d'actif, individuellement ou collectivement, ainsi que pour la dissolution de la Société, a été présenté le 31 mai 1990.

À cause de l'incertitude qui existe quant à l'impact réel de ces mesures sur la Société, l'on n'a pas tenu compte, dans les présents états financiers consolidés, des suites possibles de ces mesures sur l'évolution de la Société, y compris la possibilité d'avoir à renégocier les contrats actuels d'aménagement des terrains.

3. Dérogations aux dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP)

La note 2 afférente aux présents états financiers fait état des nombreuses études dont la Société a fait l'objet au cours des dernières années. La haute direction a centré son attention sur ces études et, de ce fait, une moins grande priorité a été accordée au respect de certaines exigences de la LGFP, ce qui a eu les conséquences suivantes:

a) l'achèvement de l'examen spécial a été repoussé au mois de mai 1990, à plusieurs mois de l'échéance prévue par la loi, soit le 1er septembre 1989;

b) nonobstant le fait que l'examen spécial ait été confié à des covérificateurs, un seul groupe a effectué les travaux;

c) les vérifications internes effectuées par la Société n'avaient pas la grande étendue exigée par la LGFP.

HARBOURFRONT CORPORATION—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 MARS 1990—*Suite*

4. Conventions comptables

Les états financiers consolidés auxquels se rapportent les présentes notes ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Les principales conventions comptables de la Société sont les suivantes:

a) Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés regroupent les comptes de la Société et de ses filiales.

b) Comptabilisation des produits

Les produits qui proviennent de la mise en oeuvre de programmes publics sont comptabilisés une fois réalisées les activités prévues. Les produits qui proviennent des installations et des activités commerciales sont comptabilisés une fois qu'ont été fournis les services pertinents.

c) Aménagement—Produits et charges

Tous les produits et charges d'aménagement directement attribuables à un projet sont comptabilisés d'avance et demeurent tels qu'inscrits jusqu'au moment où l'on reçoit du Canada l'approbation de l'accord d'aménagement pertinent. À ce moment les produits, diminués des charges d'aménagement connexes sont ajoutés au capital d'apport. Les charges d'aménagement qui ne peuvent être attribuées à un projet précis sont imputées au capital d'apport au moment où ces dépenses sont engagées.

d) Parcs et infrastructure publique

Les frais engagés pour les parcs et l'infrastructure publique qui doivent être cédés à des administrations municipales sont reportés, puis, au moment de la cession à l'administration municipale compétente, imputés au capital d'apport. Tous les autres frais de l'infrastructure publique sont imputés au capital au moment où ils sont engagés.

e) Financement gouvernemental et commandites de sociétés

Les subventions et les commandites sont inscrites comme créances lorsqu'on est raisonnablement sûr de leur encaissement. Les produits tirés des subventions et des commandites sont comptabilisés comme produits lors de la tenue de l'événement en cause ou durant la période qui fait l'objet du financement, selon le cas. Les subventions et les commandites qui se rapportent à des projets d'immobilisations particuliers sont portées en diminution du coût de ces projets. Les crédits parlementaires et les subventions octroyés par le gouvernement fédéral pour l'aménagement du site sont accordés à titre de participation de l'unique actionnaire et sont comptabilisés comme capital d'apport.

f) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant, déduction faite des subventions et des commandites de sociétés. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée estimative d'utilisation de chaque élément d'actif. Les cessions de terrains à la Société par le Canada, nécessaires pour faciliter certaines ententes d'aménagement, sont comptabilisées à un coût nominal de $1.

5. Encaisse et dépôts à terme

L'encaisse et les dépôts à terme comprennent un compte distinct, le compte "Investissement dans les Arts" qui totalise $150,571. Ce fonds est constitué d'une contribution de $120,000 versée par le ministère ontarien de la Culture et des Communications et d'une somme de $30,571 versée par la Société Harbourfront.

6. Créances sur le Canada

	1990	1989
	$	$
Dépôt dans le compte de capital Harbourfront	3,998,029	6,839,097
Intérêt créditeur du compte Harbourfront	167,150	917,673
	4,165,179	7,756,770
Moins portion à long terme		1,839,097
	4,165,179	5,917,673

7. Créances sur les promoteurs

	1990	1989
	$	$
Attribuable à la vente de droits d'antenne	12,053,217	15,665,395
Intérêt et provisions pour constructions	1,280,410	1,779,275
	13,333,627	17,444,670
Moins portion à long terme	12,404,952	12,445,999
	928,675	4,998,671

8. Frais d'aménagement reportés

	1990	1989
	$	$
Frais reportés pour les projets en cours	713,676	713,676
Frais reportés pour les parcs et l'infrastructure publique	4,368,312	3,734,549
	5,081,988	4,448,225

9. Immobilisations

	1990	1989
	$	$
Terrains	1	1
Immeubles	3,658,959	3,658,959
Matériel	2,468,032	2,151,823
	6,126,992	5,810,783
Moins les subventions gouvernementales et commandites de sociétés	3,459,110	3,227,753
	2,667,882	2,583,030
Moins l'amortissement cumulé	1,471,186	975,397
	1,196,696	1,607,633

La construction de la Galerie d'Art Harbourfront a été achevée en 1988. Comme l'on prévoit recouvrer le coût en capital de cette installation à l'aide de promesses de don, aucun amortissement pour le coût en capital non recouvré de $199,849 ($431,206 en 1989) n'a été comptabilisé pour l'exercice.

10. Capital-actions

Au 31 mars 1990, le capital-actions autorisé de la Société était constitué de 500,000 (500,000 en 1989) actions ordinaires sans valeur nominale, dont 215,500 ont été émises (215,500 en 1989) et libérées pour la valeur nominale d'un dollar ($1 en 1989).

HARBOURFRONT CORPORATION—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 MARS 1990—*Fin*

11. Apports cumulés du Canada

Le ministère des Travaux publics a fourni sur la valeur d'origine l'information suivante (non vérifiée):

	Exercices 1972 à 1980	Exercices 1981 à 1990	Total
	$	$	$
Acquisition de terrains	54.4		54.4
Frais d'exploitation et dépenses en capital	21.5	3.6	25.1
Contributions pour l'exploitation		8.5	8.5
Contributions pour l'aménagement et l'acquisition de terrains		51.3	51.3
	75.9	63.4	139.3

Les apports reçus après l'exercice 1980 représentent des dépenses effectuées dans le cadre de la convention de gestion signée avec le Canada.

Seule la portion qui représente des fonds reçus du Canada a été inscrite dans les comptes de la Société.

12. Poursuites

La Société est défenderesse dans un certain nombre de poursuites en justice et, dans certains cas, elle a introduit des demandes reconventionnelles. La direction de la Société est d'avis que ces poursuites n'auront pas de conséquences fâcheuses importantes sur la situation financière de cet organisme.

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À L'INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES
ET AU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats et de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Institut au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 25 juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	1,749,173	1,738,040
Intérêts courus	25,892	10,789
Frais payés d'avance	93,911	134,373
	1,868,976	1,883,202
Mobilier, matériel et améliorations locatives (note 3)	246,304	272,899
	2,115,280	2,156,101

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	369,454	240,728
Indemnité de loyer reportée (note 4)	11,536	168,003
	380,990	408,731
AVOIR DU CANADA		
Avoir du Canada	1,734,290	1,747,370
	2,115,280	2,156,101

Approuvé par le Conseil:

le Président du Conseil
DAVID BRAIDE

l'Administrateur délégué
BERNARD WOOD

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses (tableau)		
Programmes		
Recherche	1,463,028	1,334,021
Programmes publics	1,262,945	1,182,677
Subventions, prix et bourses	995,300	1,201,447
Services d'information	633,204	555,250
	4,354,477	4,273,395
Administration générale et soutien	817,977	713,803
Total des dépenses	5,172,454	4,987,198
Revenus		
Intérêts créditeurs	159,374	137,760
Coût net de l'exploitation	5,013,080	4,849,438
Crédit parlementaire	5,000,000	5,000,000
Excédent du crédit parlementaire sur le coût net de l'exploitation (coût net de l'exploitation sur le crédit parlementaire)	(13,080)	150,562
Avoir du Canada au début de l'exercice	1,747,370	1,596,808
Avoir du Canada à la fin de l'exercice	1,734,290	1,747,370

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Encaisse utilisés par l'exploitation		
Coût net de l'exploitation	5,013,080	4,849,438
Élément n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	(115,961)	(103,851)
	4,897,119	4,745,587
Variation des soldes des comptes du bilan		
Diminution (augmentation) de l'indemnité de loyer reportée	156,467	(168,003)
Augmentation (diminution) des frais payés d'avance	(40,462)	93,253
Augmentation (diminution) des intérêts courus	15,103	(823)
Augmentation des créditeurs et frais courus	(128,726)	(635)
	4,899,501	4,669,379
Activités d'investissement		
Acquisition de mobilier, matériel, et améliorations locatives	89,366	233,441
Activités de financement		
Crédit parlementaire	(5,000,000)	(5,000,000)
Augmentation de l'encaisse et des dépots à terme au cours de l'exercice	11,133	97,180
Encaisse et dépôts à terme au début de l'exercice	1,738,040	1,640,860
Encaisse et dépôts à terme à la fin de l'exercice	1,749,173	1,738,040

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et exploitation

L'Institut a été établi en 1984 en vertu de la Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (la Loi). L'Institut est exempt des divisions I à IV de la partie X de la Loi sur l'administration financière.

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance des questions liées à la paix et à la sécurité internationales du point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, du désarmement, de la défense et de la solution aux conflits, ainsi que:

a) de stimuler, subventionner et poursuivre des recherches sur des questions liées à la paix et à la sécurité internationales;

b) de stimuler les travaux de niveau supérieur en matière de paix et de sécurité internationales;

c) d'étudier et de proposer des idées et des politiques quant à la mise en valeur de la paix et de la sécurité internationales; et

d) de recueillir et diffuser des renseignements sur des questions de paix et de sécurité internationales et d'encourager le public à en discuter.

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus. Les conventions comptables importantes suivies sont les suivantes:

a) Mobilier, matériel et améliorations locatives

Le mobilier, le matériel et les améliorations locatives sont comptabilisés au prix coûtant. Le mobilier et le matériel sont amortis selon la méthode linéaire à un taux annuel de 20%. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de la durée du bail.

b) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique lequel est administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Institut sont égales aux cotisations versées par ses employés à l'égard des services courants. Ces cotisations représentent la dette totale de l'Institut au titre du régime de retraite et elles sont enregistrées en tant que dépenses au cours de l'exercice pendant lequel sont rendus les services des employés.

c) Impôts sur le revenu

L'Institut est exempt des impôts sur le revenu.

d) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est enregistré dans les comptes selon la comptabilité d'exercice. De plus, la Loi précise que l'Institut recevra du Fonds du revenu consolidé la somme de 5 millions de dollars annuellement ou toute somme supérieure qui pourra être affectée par le Parlement.

e) Subventions, prix et bourses

Les subventions, prix et bourses sont imputés aux résultats lorsque les conditions de l'entente sont remplies par le bénéficiaire.

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

3. Mobilier, matériel et améliorations locatives

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Mobilier	328,842	210,642	118,200	160,087
Matériel	252,625	129,030	123,595	112,812
Améliorations locatives	5,073	564	4,509	
	586,540	340,236	246,304	272,899

4. Indemnité de loyer reportée

C'est la somme fournie par le nouveau propriétaire en contrepartie des dépenses à être engagées au cours de l'exercice 1989-90 et 1990-91 à l'égard des locaux loués à bail antérieurement.

5. Engagements

a) Entente par bail pour les bureaux

Le total des engagements relativement aux versements de loyers est estimé à $365,000 pour chacun des huit exercices financiers ultérieurs. L'entente par bail exige également un partage proportionnel des frais d'occupation d'environ $184,000 annuellement.

b) Programmes

L'Institut s'est engagé à verser au cours des prochains exercices des montants totalisant environ $1,218,900, ($1,184,900 en 1990-91) en autant que les récipiendaires respectent les conditions des ententes.

	1990	1989
	$	$
Recherche	344,000	547,000
Programmes publics	156,900	210,100
Subventions, prix et bourses	714,500	515,300
Services d'information	3,500	30,000
	1,218,900	1,302,400

6. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES—*Fin*

TABLEAU DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	Recherche	Programmes publics	Subventions, prix et bourses	Services d'information	Administration générale et soutien	Total 1990	Total 1989
	$	$	$	$	$	$	$
Traitements et indemnités du personnel	595,718	483,199	160,667	294,111	262,436	1,796,131	1,571,996
Projets	476,197	161,867				638,064	750,040
Loyer et frais d'occupation	144,134	119,728	38,430	162,467	127,739	592,498	460,079
Subventions*			590,412	1,914		592,326	848,134
Publications	125,315	339,730		8,216		473,261	438,896
Transport et communications	84,920	59,762	25,266	62,083	77,725	309,756	263,789
Services professionnels et spéciaux	17,249	55,755	7,443	67,176	85,759	233,382	167,138
Prix et bourses			173,082			173,082	154,331
Fournitures et approvisionnements				33,686	97,407	131,093	105,348
Amortissement des immobilisations					115,961	115,961	103,851
Conférences, colloques et ateliers	19,495	42,904		3,551		65,950	86,346
Honoraires des administrateurs**					50,950	50,950	37,250
	1,463,028	1,262,945	995,300	633,204	817,977	5,172,454	4,987,198

* Le solde du montant total des subventions approuvées par l'Institut pour l'année 1989-90 a été engagé et fait partie des chiffres indiqués dans le paragraphe 5 b) des Notes afférentes aux états financiers.

** Pour des raisons relatives aux calendriers, deux réunions du conseil d'administration ont eu lieu pendant l'exercice 1988-89, et quatre pendant l'année financière 1989-90.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés figurant dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction de Marine Atlantique S.C.C. Ils ont été approuvés par son conseil d'administration.

La direction a préparé les états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les renseignements financiers que renferme le rapport annuel correspondent aux données figurant dans les états financiers.

Marine Atlantique S.C.C. tient des livres, des systèmes d'information, des systèmes de contrôle financier et administratif, ainsi qu'un programme détaillé de vérification interne, procurant une assurance raisonnable que l'on dispose de renseignements financiers précis, que l'actif est protégé, que les ressources sont gérées efficacement et que les transactions sont effectuées conformément aux lois pertinentes et aux statuts de Marine Atlantique S.C.C.

Le conseil d'administration surveille les activités de vérification interne par l'intermédiaire de son comité de vérification. Le comité étudie les questions relatives à la comptabilité, à la vérification, aux systèmes de contrôle interne, parallèlement aux états financiers et au rapport annuel des vérificateurs externes.

Vice-président aux finances et à l'administration
D.J. Weaver

Président-directeur général
Terry W. Ivany

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Marine Atlantique S.C.C. au 31 décembre 1989 ainsi que les états consolidés des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société et de ses filiales en propriété exclusive dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société et de ses filiales en propriété exclusive.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Moncton, Canada
le 9 février 1990

BILAN CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres comparatifs pour l'exercice 1988)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
Actif à court terme		
Encaisse	5,879	1,427
Débiteurs	10,681	13,966
Aide en capital à recevoir du gouvernement du Canada (note 3)	4,706	7,200
Revenu couru, gouvernement du Canada (note 3)	21,217	17,693
Stocks de carburant et d'approvisionnements	4,999	5,166
Travaux en cours	733	705
Frais payés d'avance	1,238	3,130
	49,453	49,287
Créances à long terme	187	280
Immobilisations et frais reportés (note 4)	434,522	305,196
	484,162	354,763

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE (NÉGATIF)	1989	1988
Passif à court terme		
Dette bancaire	4,369	3,714
Créditeurs et frais courus	24,207	24,696
Indemnités courues de cessation d'emploi	2,009	
Indemnités de vacances et frais de radoub courus	19,848	18,082
Aide en capital reportée		423
	50,433	46,915
Dette à long terme (note 5)	8,065	8,065
Provision au titre de l'aide en capital (note 6)	428,674	298,494
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE (NÉGATIF)		
Capital-actions		
Actions ordinaires sans valeur nominale		
Autorisées—Nombre illimité		
Émises et entièrement libérées: 517,061 actions	258,530	258,530
Déficit	(261,540)	(257,241)
	(3,010)	1,289
Engagements et éventualités (notes 7, 8 et 9)		
	484,162	354,763

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du Conseil:

un Administrateur
A.K. SCALES
un Administrateur
TERRY W. IVANY

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres comparatifs pour l'exercice 1988)
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Produits d'exploitation commerciale	68,548	66,436
Réparation des navires	16,025	6,587
	84,573	73,023
Charges d'exploitation		
Marine Atlantique S.C.C.	190,770	177,363
Autres services	26,560	19,527
Amortissement	20,622	20,491
	237,952	217,381
Perte d'exploitation	153,379	144,358
Revenu au titre des marchés de l'État	118,800	119,200
Revenu au titre des marchés de l'État—Fraction courue	3,524	62
Subventions et services en vertu de contrats	6,293	6,332
Réduction de la provision au titre de l'aide en capital (note 6)	20,358	20,225
Intérêt créditeur et autres revenus	105	920
	149,080	146,739
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	(4,299)	2,381

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres comparatifs pour l'exercice 1988)
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	(4,299)	2,381
Ajouter (déduire)		
Postes n'affectant pas le fonds de roulement	1,252	298
Rajustement lié aux exercices antérieurs		1,689
Évolution nette des soldes du fonds de roulement hors caisse reliés à l'exploitation	7,572	(8,943)
Revenu reporté au titre des marchés de l'État et autres contrats		(708)
Fonds provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	4,525	(5,283)
Activités d'investissement		
Ajouts aux immobilisations et aux frais reportés	(151,142)	(13,242)
Produit net de l'aliénation d'immobilisations	206	129
Créances à long terme	93	(35)
Fonds affectés aux activités d'investissement	(150,843)	(13,148)
Activités de financement		
Aide en capital reportée	(423)	(202)
Diminution de la provision à la suite de l'aliénation d'immobilisations	(101)	(35)
Versements sur le billet à payer		(424)
Aide en capital	150,639	13,385
Fonds provenant des activités de financement	150,115	12,724
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	3,797	(5,707)
Encaisse (insuffisance) au début de l'exercice	(2,287)	3,420
Encaisse (insuffisance) à la fin de l'exercice	1,510	(2,287)

La situation de la trésorerie comprend l'encaisse moins la dette bancaire.
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU DÉFICIT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres comparatifs pour l'exercice 1988)
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Déficit au début de l'exercice ainsi que déclaré auparavant	(259,186)	(261,311)
Rajustement lié aux exercices antérieurs (note 10)	1,945	1,689
Déficit, au début de l'exercice ainsi que redressé	(257,241)	(259,622)
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	(4,299)	2,381
Déficit à la fin de l'exercice	(261,540)	(257,241)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

1. Nature de l'exploitation et de l'autorisation

La Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C., a été adoptée en 1986. En vertu des dispositions de cette Loi, les règlements administratifs de la Société limitent les activités de celle-ci à l'acquisition, la mise sur pied, la gestion et l'exploitation d'un service de transport maritime, d'un service d'entretien, de réparation et de radoub, d'une entreprise de construction navale et d'une entreprise de services ou de nature commerciale connexes. Marine Atlantique S.C.C. est une société d'État nommée à l'annexe III, partie I de la Loi sur la gestion des finances publiques et elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Les activités de la Société sont également régies par des ententes négociées avec le gouvernement du Canada, ententes qui prévoient notamment que la Société reçoit des revenus au titre des marchés de l'État, dans la mesure où les charges estimatives au titre des services de traversier, de transport côtier, des installations portuaires et de transport maritime, ne sont pas recouvrées à même les produits estimatifs découlant de l'exploitation commerciale. De plus, sous réserve des crédits accordés par le Parlement, la Société reçoit les sommes qui lui sont nécessaires pour financer l'acquisition d'immobilisations, pourvu qu'elle fasse la preuve de ce besoin. L'affectation des fonds reçus au titre des marchés de l'État et de l'acquisition d'immobilisations est assujettie à l'approbation du ministre des Transports. En conséquence, la Société est sous la dépendance économique du gouvernement du Canada, étant donné les sommes qu'elle reçoit en vertu de ces ententes.

2. Principales conventions comptables

a) Les présents états financiers consolidés renferment les comptes de la Société et de ses filiales en propriété exclusive, "Newfoundland Dockyard Corporation" et "Coastal Transport Ltd.". Toutes les opérations intersociétés ont été éliminées de ces états financiers consolidés.

b) Stocks de carburant et d'approvisionnements

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de remplacement. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

c) Travaux en cours

Les activités de réparation et d'entretien de "Newfoundland Dockyard Corporation" sont évaluées selon la méthode de l'avancement des travaux.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition, moins l'amortissement cumulé. En raison de la modification apportée aux modalités de financement conclues avec l'actionnaire de la Société en 1986, ce dont il est plus amplement question à la note 6, une provision a été constituée pour ce qui est du coût en capital que la Société ne prévoit pas pouvoir récupérer à même ses produits futurs.

e) Amortissement

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour en permettre la répartition sur la durée estimative d'utilisation des biens, à l'ordinaire selon la méthode linéaire. Les taux s'appliquant aux principales catégories de biens sont les suivants:

Navires	5%
Installations portuaires	2.5%
Matériel	10%, 12.5% et 25%

f) Frais reportés

Les frais reportés sont comptabilisés au prix coûtant, moins l'amortissement cumulé. Ils sont amortis selon la méthode linéaire, sur des périodes qui ne dépassent pas 60 mois.

g) Revenus au titre des marchés de l'État

i) Les revenus reçus au titre des marchés de l'État visant la prestation de services de traversier dans les provinces de l'Atlantique sont fonction des budgets d'exploitation que le gouvernement du Canada approuve pour chaque exercice, et sont ajoutés au revenu de l'exercice au cours duquel ils sont reçus pour annuler les charges d'exploitation qui sont en excédent des produits d'exploitation commerciale.

ii) Les revenus au titre des indemnités de vacances, des frais de radoub des navires et des indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisés dans la mesure dans laquelle la Société est raisonnablement certaine de les recouvrer à même les revenus qu'elle recevra dans l'avenir au titre des marchés.

h) Aide en capital

Les sommes reçues ou à recevoir du gouvernement du Canada, en vertu de l'Entente de financement pour l'acquisition des immobilisations, sont comptabilisées dans la Provision au titre de l'aide en capital lors de l'exercice pendant lequel les immobilisations sont capitalisées, et elles sont portées au revenu selon la même méthode et au cours des mêmes périodes que celles qui sont utilisées pour amortir les immobilisations y reliées.

La Direction est d'avis que les sommes reçues en vertu de l'Entente de financement pour l'acquisition des immobilisations représentent des fonds généraux d'aide en capital mais non un apport à l'avoir en provenance du gouvernement du Canada en tant qu'actionnaire. Les apports à l'avoir, le cas échéant, auraient été déclarés en tant que capital d'apport à l'avoir de l'actionnaire (négatif).

i) Conversion des devises étrangères

Les éléments de l'actif et du passif monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au taux du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les autres éléments de l'actif et du passif, de même que les produits et charges d'exploitation, sont convertis au taux du change en vigueur à la date de chaque opération particulière. Les gains et les pertes au change sont compris dans le bénéfice net.

j) Rémunération des employés

a) Régimes de pensions de retraite

Les employés de la Société sont pratiquement tous protégés par un régime de retraite à prestations définies. Les coûts du régime se rapportant aux prestations gagnées par les employés durant l'exercice sont imputés aux résultats. La valeur des prestations constituées pour les services rendus au 31 décembre 1989, qui s'établit à 251 millions de dollars, a été établie par les actuaires de la Société, en se fondant sur les hypothèses les plus probables qui ont été retenues par la Direction. Pour calculer l'actif de la caisse de retraite, qui s'élève à 228 millions de dollars au 31 décembre 1989, on a eu recours aux valeurs axées sur la valeur marchande, avec répartition des fluctuations selon une période de cinq ans.

L'insuffisance nette enregistrée au 1[er] janvier 1989 à l'égard du régime est amortie selon la méthode linéaire selon la durée estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés protégés par le régime.

b) Coûts des blessures à la personne

Certains employés à la retraite reçoivent actuellement des indemnités particulières, au titre des blessures qu'ils ont subies. La Société passe ces indemnités en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont versées.

k) Pièces de rechange pour les navires

La Société conserve des pièces de rechange pour les navires en service. Le coût des pièces de rechange est imputé aux résultats de l'exercice durant lequel l'achat est effectué.

3\. a) Aide en capital à recevoir du gouvernement du Canada

En vertu des dispositions contractuelles contenues dans l'Entente de financement pour les immobilisations, la Société touche des paiements au titre de son budget de dépenses en immobilisations autorisé en versements calculés en fonction de l'insuffisance du fonds de roulement mensuel ou des besoins de fonds. La somme à recevoir au 31 décembre 1989 représente une charge facturée au gouvernement du Canada pour des fonds autorisés précédemment en vertu de l'Entente de financement pour les immobilisations.

b) Revenu couru, gouvernement du Canada

Des revenus liés aux indemnités de vacances, frais de radoub des navires et indemnités de cessation d'emploi pour la somme de $21,217 ont été comptabilisés conformément à la convention comptable décrite à la note 2 g) ii).

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

4. Immobilisations et frais reportés

	1989			1988
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains	604		604	604
Navires	290,556	96,109	194,447	208,594
Installations portuaires	94,582	23,524	71,058	64,047
Matériel	24,745	11,308	13,437	12,113
Améliorations locatives	255	115	140	153
	410,742	131,056	279,686	285,511
Biens en construction	151,881		151,881	16,230
	562,623	131,056	431,567	301,741
Frais reportés	6,523	3,568	2,955	3,455
	569,146	134,624	434,522	305,196

5. Dette à long terme

Obligation non garantie émise par le gouvernement de Terre-Neuve, comportant un intérêt au taux annuel de 16.55%, échéant en 2008 et remboursable par la filiale "Newfoundland Dockyard Corporation".

Selon les conditions dont l'obligation non garantie est assortie, le paiement du principal et de l'intérêt annuel non cumulatif doit être effectué dans la mesure dans laquelle des fonds annuels seront consentis à la "Newfoundland Dockyard Corporation". À ce jour, aucun paiement n'a été exigé. À la date d'échéance, le solde impayé de la fraction en principal de l'obligation non garantie cessera de constituer une dette dont la "Newfoundland Dockyard Corporation" devra s'acquitter.

6. Provision au titre de l'aide en capital

Conformément aux modifications apportées en 1986 aux contrats de financement, les frais reportés ainsi que la dotation future aux amortissements des immobilisations acquises avant le 1[er] janvier 1987 et financées en grande partie par le produit de l'émission d'actions, ne sont plus recouvrables aux termes des contrats conclus avec le gouvernement du Canada. La Direction considère peu probable que la Société puisse générer suffisamment de produits d'exploitation commerciale pour recouvrer ces coûts. Par conséquent, la Direction a constitué, en 1986, une provision de $290,600,000 en vue de redresser les bénéfices non répartis. Cette provision au titre de l'aide en capital est réduite en proportion de l'amortissement des éléments d'actif correspondants ou du produit de leur aliénation. Également, la provision au titre de l'aide en capital est débitée chaque année des sommes encaissées ou à recevoir du gouvernement du Canada afin de financer l'acquisition d'immobilisations (voir la note 2 h)) et celle-ci est réduite au fur et à mesure que les biens y reliés sont amortis.

7. Engagement et éventualités

a) Le coût total d'achèvement des biens qui sont en construction, est estimé à 6 millions de dollars au 31 décembre 1989 ($129,000,000 en 1988).

b) Le constructeur d'un des navires de la Société a présenté à cette dernière une réclamation d'environ $27,000,000, y compris les intérêts. À son tour, la Société a présenté audit constructeur une demande reconventionnelle de $14,000,000 plus les intérets. Le litige a été soumis à l'arbitrage, qui a pris fin en octobre 1986. La Société s'est vu accorder la somme nette de $1,356,000. Toutefois, l'arbitrage est assujetti à un droit d'appel et la somme n'a pas été portée aux comptes.
La société a également reçu d'autres réclamations, dont l'une, évaluée à $845,000, fait actuellement l'objet d'un litige, une autre, évaluée à $930,000, n'a pas encore atteint l'étape du litige. Cependant, tout dénouement final auquel s'expose la Société est actuellement inconnu.

8. Contrats de location-exploitation

La Société utilise des biens qui sont à sa disposition en vertu de contrats de location-exploitation comportant les loyers minimums suivants:

1990	1,044
1991	919
1992	898
1993	898
1994	843
Total des versements minimums de loyer	4,602

9. Navires nolisés

La Société nolise des navires pour compléter sa flotte actuelle. Les versements minimums à effectuer en vertu de ces locations sont les suivants:

1990	3,956
1991	1,946
1992	1,127
1993	1,127
	8,156

10. Rajustement lié aux exercices antérieurs

À la suite d'un recours en appel du gouvernement de Terre-Neuve à l'égard de la taxe de vente sur l'essence, la Société a comptabilisé un remboursement lié aux exercices antérieurs. Le rajustement porte sur les exercices 1981 à 1988. La somme de $256,000 pour l'exercice 1988 a été intégrée aux chiffres comparatifs de l'exercice 1988 et le solde du rajustement a été imputé au déficit.

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice 1988 ont été modifiés afin de représenter le rajustement lié aux exercices antérieurs décrit à la note 10 et afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 1989.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers du présent rapport annuel ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec les Normes comptables internationales, et la direction répond de l'intégrité et de l'objectivité des données qui y figurent. La direction est également responsable de toute autre information que renferme le rapport annuel et de la concordance, le cas échéant, de cette information avec les états financiers.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient l'utilisation de registres et documents comptables, de dossiers, de systèmes de contrôle financier et de gestion, de systèmes d'information et de pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une certitude raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les avoirs sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la Loi sur la gestion des finances publiques et aux règlements qui en découlent ainsi qu'à la Loi sur la Monnaie royale canadienne et aux règlements administratifs de la Société.

Le Conseil d'administration doit veiller à ce que la direction respecte ses obligations en matière de rapports financiers et de contrôle interne, ce qu'il fait par l'intermédiaire du Comité de vérification, composé en majorité d'administrateurs externes. Le Comité rencontre la direction, les membres du Bureau de vérification interne et le vérificateur externe indépendant pour voir comment ces groupes s'acquittent de leurs responsabilités et discuter de points concernant la vérification, les contrôles internes et autres sujets financiers pertinents. Le Comité de vérification a revu les états financiers avec le vérificateur externe et a soumis son rapport au Conseil d'administration, qui a à son tour revu et approuvé les états financiers.

Le vérificateur externe de la Société, soit le vérificateur général du Canada, examine les états financiers et fait rapport au ministre chargé de la Monnaie royale canadienne.

Président de la Monnaie
M.A.J. Lafontaine

Vice-président, Administration et Finances
J.E. Uberig

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

J'ai vérifié le bilan de la Monnaie royale canadienne au 31 décembre 1989 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, en accord aves les Normes de vérification internationales, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec les Normes comptables internationales, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements, à la Loi sur la Monnaie royale canadienne et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 23 février 1990

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Suite*

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
À court terme		
Encaisse et placements à court terme	26,632	37,739
Débiteurs		
Ministères du gouvernement	152	6,509
Autres	5,245	8,809
Frais payés d'avance	1,543	594
Stocks (note 3)	25,561	26,703
	59,133	80,354
Terrain, bâtiments et matériel (note 4)	42,098	41,015
	101,231	121,369

PASSIF	1989	1988
À court terme		
Créditeurs		
Ministères du gouvernement	4,516	1,006
Autres	16,504	18,781
À payer au gouvernement du Canada		
Bénéfices nets (note 5)		60,363
Échéance à moins d'un an des emprunts à long terme (note 6)	2,673	7,673
Intérêts courus sur emprunts à long terme	440	657
Revenus reportés	1,170	1,772
	25,303	90,252
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 6)	13,540	16,213
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	5,476	5,072
	19,016	21,285
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE (note 5)		
Capital-actions	40,000	
Réserve pour pertes		692
Bénéfices non répartis	16,912	9,140
	56,912	9,832
	101,231	121,369

Approuvé par la direction:

Président de la Monnaie
M. A. J. LAFONTAINE

Vice-président, Administration et Finances
J. E. UBERIG

Approuvé par le Conseil d'administration:

Président du Conseil
J. C. CORKERY

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989 (en milliers de dollars)

	1989	1988
Revenus		
Pièces de métaux précieux	566,369	726,863
Pièces de monnaie canadienne de circulation	89,655	57,091
Pièces numismatiques canadiennes	57,582	31,939
Contrats avec pays étrangers	24,500	27,990
Affinerie	6,018	5,953
Placement et autres	5,394	3,536
Programme de la monnaie olympique 1988		39,205
	749,518	892,577
Dépenses (note 7)		
Coût des matières utilisées	671,719	802,237
Traitements, salaires et avantages	31,246	29,509
Promotion	14,132	24,725
Transport et communications	5,636	7,153
Services publics et fournitures	5,557	4,238
Services professionnels et spéciaux	3,808	4,974
Amortissement des immobilisations	2,679	2,403
Réparations et entretien	2,339	2,490
Location de bâtiments et d'équipement	2,044	2,155
Intérêts sur emprunts à long terme	1,961	2,697
Divers	625	1,239
	741,746	883,820
Bénéfices nets pour l'exercice	7,772	8,757
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	9,140	383
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	16,912	9,140

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989 (en milliers de dollars)

	1989	1988
Activités d'exploitation		
Bénéfices nets pour l'exercice	7,772	8,757
Éléments n'affectant pas les fonds		
Amortissement des immobilisations	2,679	2,403
Amortissement des frais reportés	9	5,820
	10,460	16,980
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement	4,827	2,657
Augmentation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	404	479
	15,691	20,116
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations (nettes)	(3,762)	(2,756)
Activités de financement		
Émission du capital-actions	40,000	
Diminution des emprunts auprès du gouvernement du Canada	(2,673)	(7,673)
Bénéfices nets payés au gouvernement du Canada	(60,363)	
	(23,036)	(7,673)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(11,107)	9,687
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	37,739	28,052
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	26,632	37,739

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 DÉCEMBRE 1989

1. Autorisations et objectifs

La Monnaie a été constituée en 1969 en vertu de la Loi sur la Monnaie royale canadienne et est une société mandataire de Sa Majesté mentionnée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Les objectifs de la Monnaie royale canadienne consistent en la frappe de pièces de monnaie en vue de réaliser des bénéfices et l'exercice d'activités connexes.

La Monnaie peut emprunter du Trésor ou de toute autre source, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances quant à la période et aux conditions de l'emprunt. Toutefois, l'ensemble des montants prêtés à la Monnaie et non remboursés ne doit à aucun moment dépasser 50 millions de dollars.

2. Principales conventions comptables

a) Conversion des devises étrangères

Les opérations effectuées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date où elles sont effectuées. Les éléments d'actif et de passif fixés en devises étrangères à la date du bilan sont convertis en dollars canadiens selon le cours du change à cette date.

b) Stocks

Les stocks de matières premières, de travaux en cours et de produits finis sont évalués à la valeur moindre entre le coût et la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Les stocks de fournitures d'exploitation et d'entretien sont évalués à la valeur moindre entre le coût et la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

c) Terrain, bâtiments et matériel

Ces immobilisations sont comptabilisées à leur coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Améliorations au terrain	2 1/2%
Bâtiments	2 1/2%
Matériel	10%

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités à la cessation de leur emploi, comme le prévoient leur contrat de travail et les conditions d'emploi. Ces indemnités sont inscrites au passif dès qu'elles sont gagnées par les employés.

e) Régime de pension

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Tant les employés que la Monnaie sont tenus de contribuer à ce régime. Ces contributions représentent le seul passif à cet égard et sont comptabilisées sur une base courante.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

3. Stocks

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Matières premières	12,317	16,628
Travaux en cours	3,575	3,224
Produits finis	7,416	4,088
Fournitures d'exploitation et d'entretien	2,253	2,763
	25,561	26,703

Afin de faciliter la production des pièces de métaux précieux, la Monnaie emprunte les quantités d'or, de platine et d'argent dont elle a besoin et paie des intérêts calculés sur la valeur de ces métaux à la bourse de commerce. Au 31 décembre 1989, ces emprunts représentaient 504,106 onces d'or, 10,183 onces de platine et 2,495,472 onces d'argent et n'apparaissent pas aux états financiers.

4. Terrain, bâtiments et matériel

	1989			1988
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrain	561		561	579
Améliorations au terrain	914	557	357	378
Bâtiments	38,562	8,746	29,816	30,367
Matériel	28,560	17,196	11,364	9,691
	68,597	26,499	42,098	41,015

5. Avoir de l'actionnaire

En 1989, le capital autorisé de quatre mille actions non transférables de $10,000 chacune a été émis et le produit a été utilisé pour réduire les bénéfices nets à payer au gouvernement du Canada.

Le solde de la réserve contre les pertes possibles de $105,000 a été transféré au 31 décembre 1989 au compte créditeur du gouvernement.

6. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Ces emprunts portent intérêt à des taux annuels variant de 8.25% à 12.00% et sont remboursables selon l'échéancier suivant:

	(en milliers de dollars)
1990	2,673
1991	2,673
1992	2,673
1993	2,673
1994	2,673
1995-1998	2,848
	16,213
Échéance à moins d'un an	(2,673)
	13,540

7. Dépenses

Les dépenses incluent le coût des marchandises vendues établi comme suit:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Matières utilisées	671,719	802,237
Main-d'oeuvre directe	3,870	3,326
Frais généraux de fabrication	27,626	26,559
	703,215	832,122

8. Opérations entre apparentés

Ces états financiers reflètent des opérations avec le ministère des Finances ayant trait à l'emprunt, l'affinage et l'achat d'or. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des affaires, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées.

Les transactions avec le ministère des Finances ayant trait à la production et à la distribution de pièces de monnaie canadienne de circulation sont effectuées de façon générale suivant une méthode de recouvrement de coûts.

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À L'OFFICE CANADIEN DES PROVENDES
ET AU
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de l'Office canadien des provendes au 31 mars 1990 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'avoir du Canada et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 31 mai 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Débiteurs	43,177	97,507
Crédits parlementaires à recevoir	1,708,853	2,068,086
	1,752,030	2,165,593
Débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs (note 3)	112,810	217,048
	1,864,840	2,382,641

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Créditeurs	110,577	101,286
Contributions à payer	2,274,560	2,052,571
Provision pour prestations de cessation d'emploi	163,957	
	2,549,094	2,153,857
Provision pour prestations de cessation d'emploi	176,049	157,267
	2,725,143	2,311,124
AVOIR DU CANADA		
Surplus (déficit)	(860,303)	71,517
	1,864,840	2,382,641

Approuvé par la direction:

Directeur des finances
PIERRE MORIN

Approuvé par l'Office:

Président
GUY RENÉ DE COTRET

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Contributions		
Aide au transport des céréales fourragères	17,288,388	17,579,080
Aide à la construction de nouveaux silos intérieurs (note 3)	27,813	13,000
	17,316,201	17,592,080
Dépenses d'administration		
Salaires et avantages sociaux	1,302,737	985,281
Voyages	107,878	109,317
Loyers	99,821	97,241
Téléphone	49,992	52,486
Papeterie et fournitures de bureau	46,239	40,705
Publication de rapports	44,408	47,748
Services professionnels et spéciaux	38,697	42,700
Affranchissements	36,993	33,507
Électricité	15,912	13,061
Équipement et mobilier de bureau	6,084	4,807
Services de comptabilité et d'émission de chèques	2,000	2,000
Honoraires du comité consultatif	1,125	2,250
Divers	10,398	9,740
	1,762,284	1,440,843
Coût de l'exploitation pour l'exercice	19,078,485	19,032,923

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(19,078,485)	(19,032,923)
Postes n'affectant pas la liquidité		
Provision pour pertes relativement aux débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs	27,813	13,000
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	2,000	2,000
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	182,739	20,828
	(18,865,933)	(18,997,095)
Diminution (augmentation) des débiteurs	54,330	(94,874)
Augmentation des créditeurs	9,291	25,325
Augmentation des contributions à payer	221,989	328,608
	(18,580,323)	(18,738,036)
Activités de financement		
Crédits parlementaires	18,144,665	18,925,149
Activités d'investissement		
Remboursements de débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs	76,425	118,136
Crédits parlementaires à recevoir		
Augmentation (diminution) de l'exercice	(359,233)	305,249
Solde au début de l'exercice	2,068,086	1,762,837
Solde à la fin de l'exercice	1,708,853	2,068,086

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Surplus au début de l'exercice	71,517	177,291
Crédits parlementaires	18,144,665	18,925,149
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	2,000	2,000
	18,218,182	19,104,440
Coût de l'exploitation pour l'exercice	19,078,485	19,032,923
Surplus (déficit) à la fin de l'exercice	(860,303)	71,517

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Statut et mission

L'Office, une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, a été constitué en 1967 en vertu de la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, avec mission d'assurer:

— une offre de céréales correspondant aux besoins des éleveurs;

— une capacité d'entreposage des céréales correspondant aux besoins des éleveurs dans l'Est du Canada;

— une relative stabilité et une juste péréquation des prix des céréales dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

2. Conventions comptables importantes

a) Liquidité

Les opérations financières de l'Office sont traitées à même le Trésor du Canada, d'où l'absence de comptes bancaires. Aux fins de l'état de l'évolution de la situation financière, la liquidité est constituée de crédits parlementaires à recevoir ou à payer.

b) Contributions

L'aide au transport des céréales fourragères est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont expédiées. Toute radiation ou provision pour pertes, relative aux débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs, est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel le recouvrement est considéré douteux.

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

c) Dépenses en capital

Les achats d'équipement, de mobilier de bureau, de véhicules et les améliorations de bureau sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont effectués.

d) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont comptabilisés à l'état de l'avoir du Canada pour l'exercice auquel ils s'appliquent.

e) Services fournis gratuitement

Un montant estimatif pour tenir compte des services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement est compris dans les dépenses. La contrepartie est créditée à l'avoir du Canada.

f) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi comme le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

g) Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Office partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Office. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs

Dans le cadre du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs, l'Office a contribué aux coûts de certains travaux de construction. En date du 31 mars 1983, toutes les contributions de l'Office avaient été versées aux propriétaires de silos. Ces propriétaires doivent rembourser à l'Office, sans intérêt, une partie de la contribution reçue. Les montants des remboursements sont déterminés en fonction des quantités emmagasinées de la quatrième à la dixième année d'exploitation des nouveaux silos, mais n'excédant pas 40% de la contribution reçue.

Au 31 mars 1990, l'Office estime que les montants qui lui seront remboursés, compte tenu d'une provision pour pertes, s'élèvent à $112,810 ($217,048 au 31 mars 1989). La base de calcul des remboursements ne permet pas de déterminer les montants à recevoir pour chacun des exercices concernés.

4. Projet de loi C-73

Le projet de loi C-73 portant sur la dissolution ou la cession de sociétés d'État et modifiant certaines lois en conséquence a été déposé en première lecture à la Chambre des communes le 31 mai 1990. Ce projet de loi prévoit la dissolution de l'Office et l'exécution de son mandat par le ministre de l'Agriculture.

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office canadien du poisson salé au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le poisson salé et aux règlements administratifs de l'Office, sauf dans le cas des activités qui suivent: participation aux produits du poisson congelé décrite aux notes 1 et 4; l'apport de prêts décrits à la note 5; et le passif contracté découlant de la garantie de prêts bancaires décrite à la note 8. À mon avis, ces activités ne font pas partie des pouvoirs de l'Office en vertu de la Loi sur le poisson salé.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 8 juin 1990 (sauf ce qui a trait à la note 13 qui date du 27 juillet 1990)

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse	704,504	176,448
Débiteurs (note 9)		
Clients	4,587,724	8,933,956
Autres éléments	2,973,834	3,973,654
Stocks (note 3)	3,839,360	7,829,669
Tranche à court terme des prêts à long terme	697,807	838,167
Avances aux producteurs de poisson congelé (notes 4 et 9)	25,140	4,132,640
	12,828,369	25,884,534
À long terme		
Prêts (notes 5 et 9)	990,036	631,449
Immobilisations (note 6)		
Terrain, bâtiments et matériel	5,546,004	4,630,403
Déduire: l'amortissement cumulé	3,066,476	2,660,233
	2,479,528	1,970,170
	16,297,933	28,486,153

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement (note 7)	43,000,000	41,000,000
Créditeurs et frais courus	6,537,548	2,422,101
Tranche à court terme des emprunts auprès du Canada à des fins d'immobilisations (note 7)	100,000	
	49,637,548	43,422,101
À long terme		
Emprunts auprès du Canada à des fins d'immobilisations (note 7)	900,000	
Indemnités de cessation d'emploi courues	448,571	392,774
	1,348,571	392,774
DÉFICIT DU CANADA		
Déficit	(34,688,186)	(15,328,722)
	16,297,933	28,486,153

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
JAMES BARNES

un Administrateur
GREGORY C. VISCOUNT

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Produits du poisson salé		
Ventes	39,176,150	48,304,793
Déduire: fret et assurance	1,918,415	2,693,446
	37,257,735	45,611,347
Coût des biens vendus		
Coûts de production	35,802,026	44,578,869
Transport, entreposage et emballage	1,505,183	1,446,430
Autres coûts d'achat	1,185,911	1,053,021
	38,493,120	47,078,320
Perte brute sur les produits du poisson salé	1,235,385	1,466,973
Poisson congelé (note 1)		
Ventes	7,881,567	24,988,498
Coût des biens vendus	7,881,567	24,988,498
Bénéfice brut sur le poisson congelé		
Perte brute avant les dépenses	1,235,385	1,466,973
Dépenses		
Intérêt—À court terme (au net des recouvrements de $613,362; 1989—$990,077) (note 1)	4,619,327	2,186,277
—À long terme	300	32,018
Dépense nette en intérêt	4,619,627	2,218,295
Frais d'administration (au net des recouvrements de $209,825; 1989—$181,404) (note 1)	1,065,724	865,904
Frais de vente (au net des recouvrements de $375,002; 1989—$869,057) (note 1)	954,216	801,710
Gain de change	(15,488)	(8,043)
	6,624,079	3,877,866
Perte nette d'exploitation	7,859,464	5,344,839
Créances irrécouvrables (note 9)	11,500,000	4,600,000
Perte nette pour l'exercice	19,359,464	9,944,839

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Fonds en provenance (utilisés à) des		
Activités de financement		
Augmentation des emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement	2,000,000	12,500,000
Augmentation (remboursement) des emprunts auprès du Canada à des fins d'immobilisations	1,000,000	(350,000)
	3,000,000	12,150,000
Activités d'exploitation		
Perte nette pour l'exercice	(19,359,464)	(9,944,839)
Rajustements pour des éléments autres que l'encaisse		
Créances irrécouvrables	11,500,000	4,600,000
Amortissement	494,658	373,023
Gain à la vente d'immobilisations		(133,385)
Indemnités de cessation d'emploi	55,797	40,239
	(7,309,009)	(5,064,962)
Diminution des comptes clients	3,875,290	1,261,113
Augmentation des avances et des autres débiteurs	(5,821,738)	(2,795,137)
Diminution (augmentation) des stocks	3,990,309	(1,642,855)
Augmentation (diminution) des créditeurs	4,115,447	(1,374,567)
	(1,149,701)	(9,616,408)
Activités d'investissement		
Augmentation des prêts à recevoir à long terme	(318,227)	(1,978,427)
Achats d'immobilisations	(1,004,016)	(888,540)
Produits à l'aliénation d'immobilisations		332,929
	(1,322,243)	(2,534,038)
Apport net (utilisation nette) de fonds	528,056	(446)
Encaisse au début de l'exercice	176,448	176,894
Encaisse à la fin de l'exercice	704,504	176,448

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	15,328,722	5,383,883
Perte nette pour l'exercice	19,359,464	9,944,839
Solde à la fin de l'exercice	34,688,186	15,328,722

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs, objectifs et exploitation de l'Office

L'Office canadien du poisson salé a été établi en 1970, en vertu de la Loi sur le poisson salé, pour améliorer les gains des producteurs primaires de morue préparée. L'Office est une société d'État mandataire du Canada sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et son exploitation doit être financièrement autonome. L'Office dépend du gouvernement du Canada pour ce qui est du fonds de roulement et des emprunts à des fins d'immobilisations. Il n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

L'Office possède le droit exclusif d'acheter, de vendre et de commercialiser la morue préparée et ses sous-produits dans la province de Terre-Neuve et sur la basse Côte nord du Québec, et il doit acheter toute la morue préparée d'un niveau de qualité acceptable offert pour la vente dans ces endroits. Le poisson est acheté à des pêcheurs, traité dans ses propres installations ou par des mandataires et mis ultérieurement sur le marché par l'Office, en premier lieu à des pays étrangers.

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990—*Suite*

Produits du poisson congelé

L'Office commercialise des produits du poisson congelé en vertu des dispositions de contrats passés avec un certain nombre de sociétés. En vertu de ces ententes, l'Office peut verser des avances en se fondant sur la valeur marchande prévue pour le producteur. Le solde de la valeur marchande que reçoit la société productrice est fonction du prix de vente final et de tous les frais qui s'y rattachent. L'Office s'occupe également du rôle visant la commercialisation des produits du poisson congelé (commerce de poissons) au nom de sociétés autonomes de production. Pour la prestation de ces services, l'Office récupère ses coûts directs, certains frais généraux et impute de l'intérêt sur les avances.

Dans le but de se prémunir contre toute réclamation provenant d'une tierce partie à l'endroit du producteur, l'Office acquiert le droit de propriété du produit lorsque celui-ci quitte l'usine de production. Ces opérations sont enregistrées en tant que ventes et coût des biens vendus à l'état des résultats. L'entente avec la société productrice répartit tout gain ou perte lors de la vente définitive du produit au producteur.

Le total des ventes de poisson congelé, pour lequel l'Office a participé à la commercialisation, se répartit comme il suit:

	1990	1989
	$	$
Produits du poisson congelé	7,867,248	24,396,724
Commerce de produits du poisson congelé	14,319	591,774
	7,881,567	24,988,498

Au cours de 1989-90, l'Office a cessé de consentir des avances et de rendre des services de commercialisation pour les produits du poisson congelé.

2. Conventions comptables importantes

Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire et se fonde sur une estimation de la durée d'utilisation des immobilisations, de la façon suivante:

Bâtiments	20 ans
Matériel	3 à 10 ans
Ameublement et accessoires	5 ans

Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis aux taux du change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux du change régnant à la date de l'opération. Les gains et pertes qui résultent de la conversion des devises étrangères sont compris dans les résultats d'exploitation.

Régime de retraite

Les employés de l'Office participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique qu'administre le gouvernement du Canada. Les employés ainsi que l'Office doivent verser des cotisations à ce régime. Les cotisations versées à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de manière courante.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités précises lors de la cessation d'emploi, conformément aux contrats de travail et aux conditions d'emploi. Le passif quant à ces indemnités est inscrit dans les comptes au fur et à mesure que ces indemnités sont accumulées par les employés.

3. Stocks

	1990	1989
	$	$
Poisson salé, au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette	2,971,452	5,561,767
Emballages et fournitures, au prix coûtant	504,593	672,830
Sel, au prix coûtant	363,315	192,892
	3,839,360	6,427,489
Poisson congelé, au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette		1,402,180
	3,839,360	7,829,669

4. Avances aux producteurs de poisson congelé

Ce compte comprend le résidu des soldes pour les avances de fonds de roulement aux producteurs de poisson congelé. (Voir la note 9).

5. Prêts à long terme

Ce compte comporte en premier lieu des prêts aux producteurs de poisson pour l'acquisition et la remise à neuf de bateaux de pêche et pour acquérir du matériel de production. En vertu des diverses ententes et dispositions, l'Office et certains de ses mandataires se sont vus assurer une source d'approvisionnement à long terme en morue de taille plus grande. Les modalités de remboursement exigent le versement de l'intérêt à des échéances qui s'échelonnent du taux de la Banque du Canada plus 1% au taux privilégié de la Banque royale du Canada plus 1%. Les prêts sont garantis par des hypothèques sur les vaisseaux et d'autres éléments d'actif (voir la note 9).

6. Immobilisations

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain	79,095		79,095	77,274
Bâtiments	1,343,538	681,982	661,556	726,528
Matériel	3,606,786	2,179,018	1,427,768	1,074,375
Ameublement et accessoires	516,585	205,476	311,109	91,993
	5,546,004	3,066,476	2,479,528	1,970,170

7. Emprunts auprès du Canada

Les emprunts pour le fonds de roulement portent intérêt (selon les taux courants établis par la Banque du Canada) et ils sont remboursables dans un délai d'un an.

L'emprunt de $1,000,000 à des fins d'immobilisations reçu le 30 mars 1990, doit être remboursé en 10 versements annuels et porte intérêt au taux de 10.94%.

Le total des emprunts non réglés auprès du Canada et des banques ne doit pas dépasser 50 millions de dollars.

8. Garanties de prêts

Selon la déclaration des exercices antérieurs, l'Office a garanti certains prêts bancaires à un producteur de poisson. Au cours de 1989-90, le producteur de poisson ne s'est pas acquitté du remboursement de ces prêts bancaires. Au 31 mars 1990 environ 4.9 millions de dollars, ce qui représente l'obligation de l'Office envers cette garantie, a fait l'objet d'une provision dans les présents états financiers et celle-ci est comprise dans la dépense pour les créances irrécouvrables à l'état des résultats (voir la note 9).

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

9. Créances irrécouvrables

L'Office a des comptes débiteurs de clients et d'autres provenances, des avances et des prêts non réglés provenant de producteurs, d'agents et de clients. Un groupe de sociétés qui est un débiteur important de l'Office a déclaré faillite au cours de l'exercice. La plus grande partie de la dépense pour les créances irrécouvrables est reliée à l'insuffisance de la valeur nette de réalisation estimée des éléments d'actif retenus en garantie à l'endroit de ce groupe de sociétés. En outre, l'Office a établi une provision générale qui comptabilise l'incertitude de la direction quant à la perception du plein solde des débiteurs, avances et prêts non réglés.

10. Lien économique

L'Office a effectué des opérations importantes auprès d'un groupe de sociétés qui font l'objet d'une participation commune. Au cours de l'exercice, 28% (1989—46%) des ventes de poisson salé à des taux commerciaux furent transigées auprès des membres de ce groupe de sociétés. De plus, 92% (1989—44%) des opérations en poisson salé furent transigées au nom des membres de ce groupe de sociétés.

Au 31 mars 1990, l'Office avait des prêts, avances et sommes à recevoir s'élevant à environ 15 millions de dollars en provenance de ce groupe de sociétés à l'égard desquels on avait établi une provision de 13.8 millions de dollars (voir la note 9).

11. Opérations entre apparentés

L'Office a vendu environ $5,700,000 (1989—$3,800,000) de produits du poisson salé à l'Agence canadienne de développement international. Ces opérations furent effectuées dans le cours normal des affaires et à des taux commerciaux ordinaires.

Au cours de l'exercice, l'Office a opéré une installation de services aux pêcheurs à Punchbowl (Labrador) au nom du ministère des Pêches et des Océans pour une somme annuelle symbolique. En vertu des modalités du contrat, l'Office doit fournir et entretenir un poste d'achat et de traitement du poisson ainsi que certaines installations à l'intention des pêcheurs au cours de la saison ordinaire de pêche.

12. Rémunération à des agents de vente étrangers

Au cours de l'exercice, la somme de $87,902 (1989—$60,673) a été versée à quatorze agents de vente étrangers avec lesquels l'Office a des ententes de commissions d'agence. Afin de respecter le caractère confidentiel de certaines affaires, l'Office ne publie pas les noms de ses agents de vente étrangers.

13. Événements postérieurs à la date du bilan

Le 27 juillet 1990, le gouvernement du Canada a autorisé une aide financière à l'Office. Cette aide permettra à l'Office de continuer ses opérations tout en respectant sa limite d'emprunt autorisée de $50 millions en 1990-91.

14. Chiffres comparatifs

On a reclassé certains chiffres comparatifs de l'exercice 1989 afin de les rendre conformes à la présentation du présent exercice.

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office canadien du poisson salé au 31 mars 1989 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués dela même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le poisson salé et aux règlements administratifs de l'Office, sauf dans le cas des activités qui suivent: participation aux produits du poisson congelé décrite aux notes 1 et 4; l'apport de prêts décrit à la note 5; et la garantie de prêts bancaires décrite à la note 8 i). À mon avis, ces activités ne font pas partie des pouvoirs de l'Office en vertu de la Loi sur le poisson salé.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 8 novembre 1989

BILAN AU 31 MARS 1989

ACTIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Encaisse	176,448	176,894
Débiteurs (note 9)		
Clients	8,933,956	10,195,069
Autres éléments	3,973,654	3,805,434
Stocks (note 3)	7,829,669	6,186,814
Tranche à court terme des débiteurs à long terme	838,167	397,182
Avances aux producteurs de poisson congelé (notes 4 et 9)	4,132,640	4,158,708
	25,884,534	24,920,101
À long terme		
Prêts à recevoir (notes 5 et 9)	631,449	1,041,022
Immobilisations (note 6)		
Terrain, bâtiments et matériel	4,630,403	4,025,111
Déduire: l'amortissement cumulé	2,660,233	2,370,914
	1,970,170	1,654,197
	28,486,153	27,615,320

PASSIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement (note 7)	41,000,000	28,500,000
Créditeurs et frais courus	2,422,101	3,796,668
Tranche à court terme des emprunts auprès du Canada à des fins d'immobilisations (note 7)		150,000
	43,422,101	32,446,668
À long terme		
Emprunts auprès du Canada à des fins d'immobilisations (note 7)		200,000
Indemnités de cessation d'emploi courues	392,774	352,535
	392,774	552,535
Engagements et éventualités (note 8)		
DÉFICIT DU CANADA		
Déficit	(15,328,722)	(5,383,883)
	28,486,153	27,615,320

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
J. BARNES

un Administrateur
W.R. MOYSE

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1989

	1989	1988
	$	$
Produits du poisson salé		
Ventes	48,304,793	52,824,043
Déduire: fret et assurance	2,693,446	2,115,100
	45,611,347	50,708,943
Coût des biens vendus		
Coûts de production	44,578,869	45,067,630
Transport, entreposage et emballage	1,446,430	1,412,454
Autres coûts d'achat	1,053,021	1,196,184
	47,078,320	47,676,268
(Perte brute) bénéfice brut sur les produits du poisson salé	(1,466,973)	3,032,675
Poisson congelé (note 1)		
Ventes	24,988,498	32,390,802
Coût des biens vendus	24,988,498	32,390,802
Bénéfice brut sur le poisson congelé		
(Perte brute) bénéfice brut avant les dépenses	(1,466,973)	3,032,675
Dépenses		
Intérêt—À court terme (au net des recouvrements de $990,077; 1988—$875,654) (note 1)	2,186,277	1,148,326
—À long terme	32,018	48,354
Dépense nette en intérêt	2,218,295	1,196,680
Frais d'administration (au net des recouvrements de $181,404; 1988—$183,139) (note 1)	865,904	738,574
Frais de vente (au net des recouvrements de $869,057; 1988—$1,060,903) (note 1)	801,710	694,402
(Gain) perte au change étranger	(8,043)	138,665
	3,877,866	2,768,321
(Perte nette) bénéfice net d'exploitation	(5,344,839)	264,354
Postes exceptionnels		
Provision pour les créances irrécouvrables (note 9)	4,600,000	907,989
Frais juridiques (note 8 iii))		522,599
Perte nette pour l'exercice	9,944,839	1,166,234

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1989

	1989	1988
	$	$
Solde au début de l'exercice	5,383,883	4,217,649
Perte nette pour l'exercice	9,944,839	1,166,234
Solde à la fin de l'exercice	15,328,722	5,383,883

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1989

	1989	1988
	$	$
Fonds en provenance (utilisés à) des		
Activités de financement		
Augmentation des emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement	12,500,000	5,000,000
Remboursement des emprunts auprès du Canada à des fins d'immobilisations	(350,000)	(150,000)
	12,150,000	4,850,000
Activités d'exploitation		
Perte nette pour l'exercice	(9,944,839)	(1,166,234)
Rajustements pour des éléments autres que l'encaisse		
Provision pour les créances irrécouvrables	4,600,000	907,989
Amortissement	373,023	313,067
Gain à la vente d'immobilisations	(133,385)	(8,312)
Indemnités de cessation d'emploi	40,239	45,454
	(5,064,962)	91,964
Augmentation des balances commerciales et des autres soldes	(696,591)	(10,381,619)
Augmentation de la provision pour les créances irrécouvrables	(2,652,985)	
(Augmentation) diminution des stocks	(1,642,855)	6,711,422
	(10,057,393)	(3,578,233)
Activités d'investissement		
Diminution (augmentation) des prêts à recevoir à long terme	409,573	(1,041,022)
Augmentation de la provision pour les créances irrécouvrables	(1,947,015)	
Achats d'immobilisations	(888,540)	(661,027)
Produits à l'aliénation d'immobilisations	332,929	
Réalisation des débiteurs à long terme		64,611
	(2,093,053)	(1,637,438)
Utilisation nette des fonds	(446)	(365,671)
Encaisse au début de l'exercice	176,894	542,565
Encaisse à la fin de l'exercice	176,448	176,894

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1989

1. Pouvoirs, objectifs et exploitation de l'Office

L'Office canadien du poisson salé a été établi en 1970, en vertu de la Loi sur le poisson salé, pour améliorer les gains des producteurs primaires de morue préparée. L'Office est une société d'État mandataire du Canada sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et son exploitation doit être financièrement autonome. L'Office dépend du gouvernement du Canada pour ce qui est du fonds de roulement et des emprunts à des fins d'immobilisations. Il n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

L'Office possède le droit exclusif d'acheter, de vendre et de commercialiser la morue préparée et ses sous-produits dans la province de Terre-Neuve et sur la basse Côte nord du Québec, et il doit acheter toute la morue préparée d'un niveau de qualité acceptable offert pour la vente dans ces endroits. Le poisson est acheté à des pêcheurs, traité dans ses propres installations ou par des mandataires et mis ultérieurement sur le marché par l'Office, en premier lieu à des pays étrangers.

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1989—*Suite*

Produits du poisson congelé

L'Office commercialise des produits du poisson congelé en vertu des dispositions de contrats passés avec un certain nombre de sociétés. En vertu de ces ententes, l'Office peut verser des avances en se fondant sur la valeur marchande prévue pour le producteur. Le solde de la valeur marchande que reçoit la société productrice est fonction du prix de vente final et de tous les frais qui s'y rattachent. L'Office s'occupe également du rôle visant la commercialisation des produits du poisson congelé (commerce de poissons) au nom de sociétés autonomes de production. Pour la prestation de ces services, l'Office récupère ses coûts directs, certains frais généraux et impute de l'intérêt sur les avances.

Dans le but de se prémunir contre toute réclamation provenant d'une tierce partie à l'endroit du producteur, l'Office acquiert le droit de propriété du produit lorsque celui-ci quitte l'usine de production. Ces opérations sont enregistrées en tant que ventes et coût des biens vendus à l'état des résultats. L'entente avec la société productrice répartit tout gain ou perte lors de la vente définitive du produit au producteur.

Le total des ventes de poisson congelé, pour lequel l'Office a participé à la commercialisation, se répartit comme il suit:

	1989	1988
	$	$
Produits du poisson congelé	24,396,724	32,084,990
Commerce de produits du poisson congelé	591,774	305,812
	24,988,498	32,390,802

2. Conventions comptables importantes

Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire et se fonde sur une estimation de la durée d'utilisation des immobilisations, de la façon suivante:

Bâtiments	20 ans
Matériel	3 à 10 ans
Ameublement et accessoires	5 ans

Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis aux taux du change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux du change régnant à la date de l'opération. Les gains et pertes qui résultent de la conversion des devises étrangères sont compris dans les résultats de l'exploitation.

Régime de pensions de retraite

Les employés de l'Office participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique qu'administre le gouvernement du Canada. Les employés ainsi que l'Office doivent verser des cotisations à ce régime. Les cotisations versées à l'égard des services en cours sont portées aux dépenses de manière courante.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités précises lors de la cessation d'emploi, conformément aux contrats de travail et aux conditions d'emploi. Le passif quant à ces indemnités est inscrit dans les comptes au fur et à mesure que ces indemnités sont accumulées par les employés.

3. Stocks

	1989	1988
	$	$
Poisson salé, au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette	5,561,767	3,435,777
Emballages et fournitures, au prix coûtant	672,830	668,329
Sel, au prix coûtant	192,892	192,376
	6,427,489	4,296,482
Poisson congelé, au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette	1,402,180	1,890,332
	7,829,669	6,186,814

4. Avances aux producteurs de poisson congelé

Ce compte comprend les avances de fonds de roulement aux producteurs de poisson congelé. L'Office possède une hypothèque sur l'usine et le matériel pour garantir une partie de ces avances.

5. Prêts à recevoir à long terme

Ce compte comporte en premier lieu des prêts aux producteurs de poisson pour l'acquisition et la remise à neuf de bateaux de pêche et acquérir du matériel de production. En vertu des diverses ententes et dispositions, l'Office et certains de ses mandataires se sont vus assurer une source d'approvisionnement en morue de taille plus grande au moins pour les prochains cinq ans (voir la note 8 i)). Les modalités de remboursement exigent le versement de l'intérêt à des échéances qui s'échelonnent du taux de la Banque du Canada plus 1% au taux privilégié de la Banque royale du Canada plus 1%. Les prêts sont garantis par des hypothèques sur les vaisseaux et les autres éléments d'actif (voir la note 9).

6. Immobilisations

	1989			1988
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain	77,274		77,274	117,274
Bâtiments	1,318,010	591,482	726,528	692,770
Matériel	2,936,520	1,862,145	1,074,375	749,243
Ameublement et accessoires	298,599	206,606	91,993	94,910
	4,630,403	2,660,233	1,970,170	1,654,197

7. Emprunts auprès du Canada

Les emprunts pour le fonds de roulement portent intérêt (selon les taux courants établis par la Banque du Canada) et ils sont remboursables dans un délai d'un an.

Le solde non réglé des emprunts à des fins d'immobilisations a été acquitté au cours de l'exercice.

Le total des emprunts non réglés auprès du Canada et des banques ne doit pas dépasser 50 millions de dollars.

8. Engagements et éventualités

i) Garanties de prêts

L'Office a garanti les prêts bancaires d'un producteur de poisson pour la somme de $4,534,000 au 31 mars 1989 ($3,720,000 au 31 mars 1988). Les prêts furent utilisés pour financer la construction et la remise à neuf de vaisseaux de pêche.

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1989—*Fin*

Les garanties de prêts sont nanties d'hypothèques sur les vaisseaux qui sont la propriété ou sous le contrôle du producteur de poisson et de ses sociétés affiliées (voir la note 9).

ii) Contrat de location-exploitation

Au cours de l'exercice, l'Office a opéré une installation de services aux pêcheurs à Punchbowl (Labrador) au nom du ministère des Pêches et Océans pour une somme annuelle symbolique. C'est là la seconde année d'opération en vertu des modalités d'un contrat quinquennal.

En vertu des modalités du contrat, l'Office doit fournir et entretenir un poste d'achat et de traitement du poisson ainsi que certaines installations à l'intention des pêcheurs au cours de la saison ordinaire de la pêche.

iii) Poursuite juridique

L'Office, d'autres segments de l'industrie canadienne du poisson salé et certains importateurs porto-ricains sont nommés dans un procès anti-monopole. Après le 31 mars 1989 un règlement aléatoire fut convenu à l'endroit de cette action en justice. Tous les frais découlant de ce règlement seront comptabilisés dans les états financiers 1989-1990.

9. Provision pour les créances irrécouvrables

i) 1988-1989

L'Office a des sommes à recevoir, des avances et des prêts non réglés en provenance de producteurs, d'agents et de clients. La Direction n'a pas la certitude de percevoir en entier ces soldes vu la conjoncture à la baisse de l'industrie de la pêche au Canada atlantique. La valeur nette de réalisation des titres collatéraux sous-jacents détenus par l'Office peut avoir diminuée depuis l'enregistrement. C'est pourquoi une provision de 4,6 millions de dollars a été établie.

ii) 1987-1988

Une provision supplémentaire à l'égard d'un débiteur, non réglé depuis 1984, a été établie afin de comptabiliser l'incertitude quant à la perception du plein solde à recevoir.

10. Liens économiques

L'Office a transigé de façon importante avec un groupe de sociétés ayant un propriétaire en commun. Au cours de l'exercice, 46% des ventes de poisson salé aux taux du commerce furent effectuées à des membres de ce groupe de sociétés. En outre, 44% des opérations de poisson congelé furent transigées au nom des membres de ce groupe de sociétés.

Au 31 mars 1989, l'Office avait des prêts, avances et sommes à recevoir s'élevant au total à 8,8 millions de dollars en provenance de ce groupe de sociétés et il a garanti les prêts bancaires de $4,534,000 de l'une de ces sociétés.

À la suite du 31 mars 1989, conformément aux obligations à contrat, l'Office continue de consentir des prêts et avances à ce groupe de sociétés. Au 31 octobre 1989 l'Office avait des prêts, avances et sommes à recevoir au total de 8,6 millions de dollars en provenance de ce groupe de sociétés et il a garanti des prêts bancaires de $4,534,000 de l'une de ces sociétés (voir la note 9).

11. Opérations entre apparentés

L'Office a vendu environ $3,800,000 (1988—$2,700,000) de produits du poisson salé à l'Agence canadienne de développement international. Ces opérations furent effectuées dans le cours normal des affaires et à des taux commerciaux ordinaires.

12. Rémunération à des agents de vente étrangers

Au cours de l'exercice, la somme de $60,673 (1988—$133,711) a été versée à quatorze agents de vente étrangers avec lesquels l'Office a des ententes de commissions d'agence. Afin de respecter le caractère confidentiel de certaines affaires, l'Office ne publie pas les noms de ses agents de vente étrangers.

13. Événements postérieurs

À la suite du 31 mars 1989, un vaisseau de pêche qui tenait lieu de garantie à l'endroit d'une partie d'un prêt consenti à société poissonnière s'est abîmé en mer. La Direction est d'avis que les versements d'assurance suffiront au remboursement des sommes non réglées à l'égard de ce vaisseau.

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce au 30 avril 1990 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 30 avril 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 20 juillet 1990

BILAN AU 30 AVRIL 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse	1,530,515	
Débiteurs		
Clients	6,143,049	6,226,335
Contributions (note 3)	11,331	202,683
Autres	1,387,412	1,062,400
Stocks		
Produits finis du poisson	10,487,905	11,416,508
Matériaux d'emballage et accessoires	1,510,070	1,493,266
Frais payés d'avance	89,801	172,155
	21,160,083	20,573,347
Terrains, bâtiments et matériel (note 4)	8,839,341	8,002,263
	29,999,424	28,575,610

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Dette bancaire		103,278
Créditeurs	2,864,384	2,873,712
Intérêts courus à payer	1,051,897	616,588
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement (note 5)	21,055,819	14,000,000
Provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	1,734,055	7,958,806
	26,706,155	25,552,384
AVOIR		
Bénéfices non répartis	3,293,269	3,023,226
	29,999,424	28,575,610

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
CLAUDETTE BOURRIER

un Administrateur
MAURICE BLANCHARD

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 1990

	1990	1989
	$	$
Ventes		
Domestiques	8,642,769	9,016,553
Exportation	40,744,330	46,078,880
	49,387,099	55,095,433
Dépenses		
Coût des ventes	41,829,672	42,821,600
Intérêts (note 6)	2,027,250	735,673
Traitements et prestations aux employés	1,009,081	1,087,787
Amortissement	1,373,197	1,089,363
Créances irrécouvrables	62,447	182,917
Autres	1,081,354	848,497
	47,383,001	46,765,837
Bénéfice avant la provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	2,004,098	8,329,596
Provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	1,734,055	7,958,806
Bénéfice net pour l'exercice	270,043	370,790
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	3,023,226	2,652,436
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	3,293,269	3,023,226

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 1990

	1990	1989
	$	$
Provenance (utilisation) de l'encaisse		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	270,043	370,790
Ajouter (déduire) les éléments sans incidence sur le fonds de roulement		
Amortissement	1,373,197	1,089,363
Gain lors de la vente d'immobilisations	(22,945)	(22,308)
Variation nette des postes hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	1,369,760	(2,926,218)
Encaisse provenant des (utilisée pour les) activités d'exploitation	2,990,055	(1,488,373)
Activités d'investissement		
Additions aux terrains, bâtiments et matériel	(2,256,174)	(2,684,857)
Produit de la vente de terrains, bâtiments et matériel	40,117	52,605
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement	(2,216,057)	(2,632,252)
Activités de financement		
Augmentation des emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement	7,055,819	12,000,000
Contributions pour les bâtiments et le matériel	28,727	348,410
Encaisse provenant des activités de financement	7,084,546	12,348,410
Diminution de la provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	(6,224,751)	(7,801,616)
Augmentation de l'encaisse au cours de l'exercice	1,633,793	426,169
Encaisse (dette bancaire) au début de l'exercice	(103,278)	(529,447)
Encaisse (dette bancaire) à la fin de l'exercice	1,530,515	(103,278)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 30 AVRIL 1990

1. Objectifs et activités

L'Office a été établi en 1969 par la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce (la Loi), à titre de société sans capital-actions, en vue de commercialiser, de vendre et d'acheter du poisson ainsi que des produits et des sous-produits du poisson à l'intérieur et à l'extérieur du Canada. L'Office est une société d'État mandataire nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. L'Office est tenu de mener ses opérations sur une base financière autonome. L'ensemble de ses emprunts non réglés auprès du Canada et des banques ne peut dépasser $30 millions.

L'Office bénéficie du droit exclusif de commercialiser les produits de la pêche commerciale des provinces qui participent au programme et ce, aux niveaux interprovincial et international. La participation des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest a été établie en vertu d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

2. Conventions comptables importantes

Stocks

Les stocks de produits finis du poisson sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur nette de réalisation. Les matériaux d'emballage et accessoires sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de remplacement.

Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction de la durée prévue d'utilisation des immobilisations selon les méthodes et les taux annuels suivants:

Bâtiments	—Stations lacustres	Amortissement linéaire	10%
	—Usines	Amortissement linéaire	2 1/2%
Matériel	—Machines et matériel de bureau	Amortissement dégressif	10-25%
	—Roulant	Amortissement dégressif	30%
Bacs de livraison du poisson frais		Amortissement linéaire	10%
Bateaux		Amortissement linéaire	6 2/3%

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire pendant la durée du bail. Les baux sont d'une durée de 20 ans au maximum.

Paiements aux pêcheurs

L'Office achète le poisson à des prix premiers établis par le Conseil d'administration et le coût de ces achats est compris dans le coût des ventes. Le repère utilisé lors de l'établissement du prix premier se situe ordinairement à 80% de l'ensemble des paiements (de base et définitifs) que l'Office prévoit devoir verser aux pêcheurs. Après la fin de l'exercice, le Conseil établit, s'il y a lieu, les paiements définitifs à verser aux pêcheurs en fonction des résultats d'exploitation de l'exercice. Les paiements définitifs sont effectués à l'égard des produits achetés au cours de l'exercice et sont donc imputés aux résultats de l'exercice en cours.

Conversion des devises étrangères

Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les opérations en devises étrangères au cours de l'exercice sont converties au taux en vigueur au moment de l'opération. Les gains et les pertes de change sont compris dans les intérêts débiteurs.

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 30 AVRIL 1990—*Fin*

Contributions

Les contributions reçues à l'égard des terrains, bâtiments et matériel sont portées au crédit du coût des éléments d'actif; celles reçues à l'égard des programmes de création d'emploi sont portées au crédit des dépenses de salaires et de traitement.

3. Contributions à recevoir

	1990	1989
	$	$
Gouvernement du Canada		
Revenu Canada—Crédit d'impôt à l'investissement	11,331	32,055
Ministère de l'expansion industrielle régionale		36,017
Programme spécial ARDA		134,611
	11,331	202,683

Le total des contributions en provenance du gouvernement du Canada envers le coût des terrains, bâtiments et matériel s'est élevé à $28,727 au cours de l'exercice ($348,410 en 1989).

4. Terrains, bâtiments et matériel

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrains	263,065		263,065	263,065
Bâtiments	5,896,907	2,800,020	3,096,887	3,004,958
Matériel	10,911,537	6,511,337	4,400,200	2,853,817
Bacs de livraison du poisson frais	2,434,538	1,787,149	647,389	451,947
Bateaux	59,139	11,258	47,881	47,910
Améliorations locatives	422,499	398,132	24,367	35,491
Construction en cours	359,552		359,552	1,345,075
	20,347,237	11,507,896	8,839,341	8,002,263

5. Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement

Ces emprunts sont consentis en vertu de l'article 16(1) de la Loi et portent intérêt de 11.49% (10.045% en 1989). Ils sont garantis par des billets à ordre.

6. Intérêts débiteurs

	1990	1989
	$	$
Intérêts sur les emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement	2,054,426	786,777
Pertes sur change	60,874	38,610
Intérêts créditeurs	(88,050)	(89,714)
	2,027,250	735,673

7. Impôts sur le revenu

L'Office peut déduire aux fins de l'impôt une partie de son allocation du coût en capital admissible; elle n'a donc aucun revenu imposable pour l'exercice. Au 30 avril 1990, l'excédent de la fraction non amortie du coût en capital sur la valeur comptable nette des terrains, bâtiments et matériel, qui se chiffrait à $2,667,156 ($2,937,199 en 1989), peut servir à réduire le revenu imposable des exercices ultérieurs.

8. Rémunération à des représentants étrangers

Au cours de l'exercice, l'Office a versé des sommes totalisant $766,964 ($745,420 en 1989) aux représentants de vente étrangers qui suivent: Frohman International, Juhl Brokerage Incorporation, Associated Marketing Services Inc., R.M. Sloan Co., G&G Food Sales Company, Sahakian Salm & Gordon, Benolken Brokerage Company, X.Sea.Lnt International Corp., Performance Foods, Bocar Enterprises, (É.U.); I. LeGrand H. Malo et Cie (France); Lejos Oy (Finlande); AB.P. Jorgensen (Suède); et Rud Kanzow Gmbh & Co. (Allemagne).

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été remaniés en conformité avec la présentation de l'exercice en cours.

PETRO-CANADA

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION QUANT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et appropriés dans les circonstances. La direction est responsable des autres renseignements contenus dans le Rapport annuel et qui correspondent, le cas échéant, à ceux qui sont contenus dans les états financiers. La direction est aussi chargée de mettre en place et de maintenir un système de contrôle interne qui offre une assurance raisonnable quant à la fiabilité des renseignements financiers produits. La Société bénéficie en outre d'un service de vérification interne qui a notamment pour fonction d'évaluer le système de contrôle interne afin de s'assurer que celui-ci est approprié et qu'il fonctionne convenablement.

Le Conseil d'administration doit veiller à ce que la direction remplisse ses obligations concernant la communication de l'information financière et le contrôle interne. Il assume ses responsabilités par l'entremise de son Comité de vérification, composé en majorité d'administrateurs qui ne sont pas au service de la Société. Le Comité rencontre la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes pour s'assurer qu'ils s'acquittent bien de leurs responsabilités et pour examiner les états financiers.

Les vérificateurs externes effectuent un examen indépendant, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et expriment leur opinion sur les états financiers. Leur vérification comporte un examen et une évaluation du système de contrôle interne de la Société ainsi que des sondages et des procédés appropriés pour s'assurer de façon raisonnable que les états financiers présentent fidèlement la situation de la Société. Les vérificateurs externes ont pleinement accès au Comité de vérification du Conseil d'administration.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE JAKE EPP, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES
ET DES RESSOURCES
CHAMBRE DES COMMUNES, OTTAWA (ONTARIO)

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Petro-Canada (constituée par une loi spéciale du Parlement du Canada) au 31 décembre 1989 et au 31 décembre 1988 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière des exercices terminés à ces dates. Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues et ont comporté par conséquent les sondages et les autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 et au 31 décembre 1988 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus et appliqués de façon uniforme, après répercussion rétroactive de l'adoption de la méthode de comptabilisation des activités d'exploration, de mise en valeur et d'exploitation du pétrole et du gaz dont il est question à la note 2 des états financiers consolidés.

De plus, nous avons vérifié les opérations de la Société et de ses filiales en propriété exclusive consolidées, qui ont été portées à notre connaissance au cours des vérifications en question, afin de déterminer si elles étaient conformes à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, aux règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société et de ses filiales en propriété exclusive consolidées et à toutes les directives dont la Société fait l'objet en vertu de la Loi. Nos vérifications de ces opérations ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues et ont comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. À notre avis, ces opérations étaient, à tous égards importants, conformes aux autorisations spécifiées.

Comptables agréés
Arthur Andersen & Cie

Calgary, Canada
le 22 février 1990

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en millions de dollars)

ACTIF	1989	1988 (redressés) (note 2)
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	27	84
Comptes clients	807	734
Stocks (note 8)	677	560
Impôts sur le revenu à recouvrer	34	36
Frais payés d'avance	45	41
	1,590	1,455
Placements (note 9)	467	539
Immobilisations, valeur nette (note 10)	4,668	4,675
Charges reportées (note 11)	93	83
	6,818	6,752

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1989	1988 (redressés) (note 2)
Passif à court terme		
Effets à payer à court terme	710	968
Comptes fournisseurs et charges à payer	875	765
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an	6	6
	1,591	1,739
Dette à long terme (note 12)	1,232	1,036
Crédits reportés (note 13)	231	213
Impôts sur le revenu reportés	1,006	1,037
Avoir de l'actionnaire (note 14)	2,758	2,727
	6,818	6,752

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
W.H. HOPPER

Administrateur
JOCELYNE PELCHAT

PETRO-CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989 (en millions de dollars)

	1989	1988 (redressés) (note 2)
Produits		
Exploitation	4,852	4,669
Placements et autres produits	165	132
	5,017	4,801
Charges		
Achats de pétrole brut et de produits	1,977	1,939
Frais généraux et administratifs et frais de commercialisation	972	891
Production et raffinage	814	777
Exploration	98	114
Amortissement et épuisement	401	536
Taxe de vente fédérale et autres taxes	384	383
Intérêts sur la dette à long terme	101	71
Autres intérêts	101	60
	4,848	4,771
Bénéfice avant postes ci-dessous	169	30
Provision pour impôts sur le revenu (note 3)		
Exigibles	47	52
Reportés	37	(11)
	84	41
Bénéfice (perte) avant poste extraordinaire et dividendes des actions privilégiées rachetables	85	(11)
Poste extraordinaire (note 4)	54	22
Bénéfice net (perte nette) avant dividendes des actions privilégiées rachetables	31	(33)
Dividendes des actions privilégiées rachetables (note 5)		10
Bénéfice net (perte nette) après dividendes des actions privilégiées rachetables	31	(43)

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989 (en millions de dollars)

	1989	1988 (redressés) (note 2)
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	(1,434)	(1,340)
Transfert du surplus d'apport (note 14)	1,434	
Bénéfice net (perte nette) avant dividendes des actions privilégiées rachetables	31	(33)
Dividendes des actions privilégiées rachetables		(10)
Différence de change sur le rachat des actions privilégiées rachetables		(51)
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	31	(1,434)

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989 (en millions de dollars)

	1989	1988 (redressés) (note 2)
Fonds autogénérés		
Fonds de roulement provenant de l'exploitation (note 6)	569	624
Produit de la vente d'éléments d'actif	118	22
Avances sur les livraisons à terme de gaz naturel	(26)	(23)
Fonds autogénérés de l'exploitation	661	623
(Augmentation) diminution du fonds de roulement d'exploitation (note 7)	(185)	203
	476	826
Activités de placement		
Dépenses affectées aux immobilisations et à l'exploration	567	799
(Diminution nette) augmentation nette des placements	(76)	52
Augmentation nette des charges reportées	18	18
	509	869
Activités de financement et dividendes		
Produit de l'émission de titres d'emprunt à long terme	240	361
(Diminution nette) augmentation nette des effets à payer à court terme	(258)	655
Réduction de la dette à long terme	(6)	(6)
Rachat d'actions privilégiées rachetables		(883)
Dividendes des actions privilégiées rachetables		(10)
	(24)	117
(Diminution) augmentation de l'encaisse	(57)	74
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	84	10
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	27	84

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 31 DÉCEMBRE 1989 (en millions de dollars)

1. Sommaire des principales conventions comptables

a) Méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Petro-Canada, agent de Sa Majesté du chef du Canada, et de toutes ses filiales (la "Société") à l'exception de ceux de Canertech Inc., dont l'exclusion est expliquée à la note 9. L'excédent de la contrepartie versée pour les actions des filiales sur leur valeur comptable nette sous-jacente aux dates d'acquisition a été attribué aux éléments d'actif correspondants acquis et est amorti sur la durée de vie de ces éléments d'actif.

b) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Les coûts du pétrole brut, des produits raffinés et des marchandises sont établis selon la méthode de l'épuisement successif.

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

c) Placements

La Société comptabilise ses placements dans les sociétés sur lesquelles elle exerce une influence prépondérante à la valeur de consolidation. D'autres placements à long terme sont comptabilisés à la valeur d'acquisition.

d) Immobilisations

La Société comptabilise son placement dans les activités d'exploration et de mise en valeur selon la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse (note 2). Aux termes de cette méthode, les coûts d'acquisition de réserves non prouvées sont capitalisés. Les coûts des puits d'exploration sont initialement capitalisés jusqu'à l'établissement de réserves prouvées. Les coûts des puits reconnus comme étant des réserves prouvées demeurent capitalisés alors que les coûts des puits pour lesquels la recherche a été infructueuse sont imputés aux résultats. Tous les autres frais d'exploration sont imputés aux résultats au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les frais de mise en valeur, incluant les coûts de tous les puits, sont capitalisés.

La plupart des activités d'exploration et de mise en valeur de la Société sont menées conjointement avec d'autres parties. Les états financiers ne tiennent compte que de l'intérêt proportionnel de la Société dans ces activités.

Les intérêts débiteurs liés à la construction de nouvelles installations importantes sont capitalisés au cours de la période de construction.

Les frais d'enlèvement du mort-terrain des sables pétrolifères qui seront exploités dans les années à venir sont reportés; ces frais seront imputés aux résultats lorsque les sables pétrolifères correspondants seront exploités.

e) Amortissement et épuisement

Les frais de possession d'importantes propriétés non prouvées sont évalués périodiquement afin de constater une perte de valeur éventuelle, celle-ci étant alors imputée aux résultats. Les coûts des autres propriétés non prouvées sont amortis sur la période moyenne de possession respective des propriétés.

L'amortissement et l'épuisement des coûts capitalisés des propriétés pétrolifères et gazéifères productives sont calculés selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement. La Société applique le plafonnement du "coût entier" aux coûts capitalisés engagés pour chaque champ afin de s'assurer que de tels coûts n'excèdent pas la juste valeur marchande des réserves prouvées correspondantes.

L'amortissement des autres immobilisations se fait selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement ou selon la méthode de l'amortissement linéaire, comme il convient. Les taux d'amortissement linéaire sont établis en fonction de la durée de vie estimative des éléments d'actif correspondants.

f) Impôts sur le revenu

La Société fait toutes les provisions nécessaires pour les impôts sur le revenu reportés du fait qu'elle réclame aux fins d'impôt un amortissement ainsi que des frais d'exploration et de mise en valeur et d'autres frais qui diffèrent des montants correspondants imputés aux résultats.

g) Conversion des devises

L'actif à court terme, sauf les stocks et les frais payés d'avance, le passif à court terme et la dette à long terme sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. L'actif à long terme, les stocks, les frais payés d'avance, les impôts sur le revenu reportés, les actions privilégiées rachetables ainsi que les postes de produits et de charges sont convertis aux taux en vigueur à la date de chacune des opérations en cause. L'amortissement et l'épuisement reflètent les taux en vigueur au moment de l'acquisition des éléments d'actif correspondants.

Les gains et les pertes de change qui en résultent sont portés aux résultats, à l'exception des gains et des pertes de change non réalisés à la suite de la conversion de la dette à long terme, lesquels sont reportés et amortis sur la durée restante de la dette.

Les opérations à l'étranger sont intégrées aux autres activités de la Société et converties de la façon décrite ci-dessus.

(h) Prestations postérieures à l'emploi

En plus de ses régimes de retraite, la Société sert d'autres prestations postérieures à l'emploi, incluant l'assurance-maladie, l'assurance-dentaire et l'assurance-vie, à ses employés retraités admissibles. Les coûts associés à ces prestations sont imputés aux résultats lorsqu'ils sont payés par la Société.

2. Modification de convention comptable

La Société a adopté, avec application rétroactive au 1[er] janvier 1989, la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse pour son placement dans les activités d'exploration et de mise en valeur (note 1 d) et e)). Auparavant, la Société suivait la méthode de capitalisation du coût entier. Cette modification, qui a augmenté le bénéfice net de 1989 de 19 millions de dollars, a nécessité le redressement suivant des chiffres de 1988 établis antérieurement.

Soldes de 1988	Solde antérieur	Redressement	Solde redressé
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	(289)	(1,051)	(1,340)
Immobilisations, valeur nette	6,534	(1,859)	4,675
Impôts sur le revenu reportés	1,708	(671)	1,037
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	(246)	(1,188)	(1,434)
Bénéfice net (perte nette) après dividendes des actions privilégiées rachetables	94	(137)	(43)

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

3. Impôts sur le revenu

La provision pour impôts sur le revenu de 84 millions de dollars (41 millions de dollars en 1988) représente un taux réel de 49.7% (136.7% en 1988) sur le bénéfice avant impôts sur le revenu de 169 millions de dollars (30 millions de dollars en 1988). Le calcul de la provision, qui requiert un redressement du bénéfice avant impôts sur le revenu pour tenir compte des postes non imposables et non déductibles, se présente comme suit:

	1989	1988
Bénéfice avant impôts sur le revenu	169	30
Ajouter (déduire)		
Redevances et autres paiements à des gouvernements provinciaux	137	135
Abattements fédéraux		
Abattement pour ressources	(111)	(107)
Épuisement fiscal	(41)	(8)
Amortissement et épuisement non déductibles	82	90
Gains non imposables	(7)	(14)
Participation au bénéfice de sociétés affiliées	(31)	(21)
Autres	(8)	4
Bénéfice redressé avant impôts sur le revenu	190	109
Impôt fédéral canadien sur le revenu à 39.5% (42.4% en 1988) appliqué au bénéfice redressé	75	46
Impôts provinciaux et autres impôts sur le revenu, déduction faite de l'abattement fédéral	14	
Dégrèvements provinciaux d'impôts sur le revenu	(5)	(5)
Provision pour impôts sur le revenu	84	41

4. Poste extraordinaire

Au cours de 1989, la Société a amorcé un programme de réorganisation interne qui a entraîné une réduction de personnel. Le coût de ce programme, établi à 54 millions de dollars (déduction faite des impôts sur le revenu de 38 millions de dollars s'y rapportant), a été imputé aux résultats de 1989.

Au cours de 1988, en raison de l'instabilité des taux quotidiens et de la faible utilisation des plate-formes de forage extracôtier, la Société a diminué la valeur comptable de son placement dans Sedpex Inc. (note 9). Le montant de cette imputation aux résultats a été de 22 millions de dollars comprenant 2 millions de dollars d'impôts sur le revenu.

5. Actions privilégiées rachetables

En 1988, une filiale a racheté 7,092,983 actions en contrepartie de 709 millions de dollars U.S. Le rachat de 1988 a porté sur la presque totalité des actions en circulation restantes.

6. Fonds de roulement provenant de l'exploitation

	1989	1988
Bénéfice (perte) avant poste extraordinaire et dividendes des actions privilégiées rachetables	85	(11)
Ajouter (déduire)		
Amortissement et épuisement	401	536
Frais d'exploration	98	114
Impôts sur le revenu reportés	37	(11)
(Gain) perte sur la vente d'éléments d'actif	(37)	2
Bénéfice de participation, moins les dividendes reçus	(6)	2
Autres	(9)	(8)
	569	624

7. (Augmentation) diminution du fonds de roulement d'exploitation

	1989	1988
Comptes clients	(73)	158
Stocks	(117)	161
Impôts sur le revenu à recouvrer	2	(32)
Frais payés d'avance	(4)	12
Comptes fournisseurs et charges à payer	110	(99)
Poste extraordinaire	(92)	
Autres	(11)	3
	(185)	203

Le fonds de roulement d'exploitation se compose du fonds de roulement autre que l'encaisse et les dépôts à court terme, les effets à payer à court terme et la tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an.

8. Stocks

	1989	1988
Pétrole brut, produits raffinés et marchandises	615	495
Matériaux et fournitures	62	65
	677	560

9. Placements

	1989	1988
À la valeur de consolidation		
Westcoast Energy Inc.	293	269
Petro-Canada Centre	94	189
Sedpex Inc.	18	18
Autres	24	22
À la valeur d'acquisition		
Hypothèques et autres placements	38	41
	467	539

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

Westcoast Energy Inc. ("Westcoast")

Au 31 décembre 1989, la Société détenait environ 37% (37% en 1988) des actions ordinaires en circulation de Westcoast, la valeur à la cote de ce placement étant de 378 millions de dollars (280 millions de dollars en 1988).

Petro-Canada Centre

La Société détient 50% des parts d'une coentreprise qui est propriétaire du Petro-Canada Centre, complexe de bureaux à Calgary. La Société a conclu un contrat de location à long terme en vue d'occuper une partie du complexe et a garanti, au 31 décembre 1989, une tranche de 227 millions de dollars de la dette à long terme grevant ce complexe.

Sedpex Inc.

La Société détient 50% des actions ordinaires en circulation de Sedpex Inc., société qui est propriétaire d'un navire de forage semi-submersible.

Canertech Inc. ("Canertech")

Les comptes de Canertech, filiale en propriété exclusive, ont été exclus de la consolidation, car un plan établi prévoit la cession du placement dans cette filiale. La Société avait constitué Canertech en 1981 afin de mettre en valeur des sources d'énergie de remplacement, à la demande expresse du gouvernement du Canada. Celui-ci avait alors fait connaître son intention d'acheter le placement de la Société au prix coûtant et de transformer Canertech en société d'État autonome. La Société procède actuellement à la dissolution de Canertech, conformément à une directive du gouvernement. Le placement de la Société dans Canertech est comptabilisé à son coût initial de un dollar.

10. Immobilisations

	1989			1988			Dépenses en immobilisations	
	Coût	Amortissement et épuisement cumulés	Net	Coût	Amortissement et épuisement cumulés	Net	1989	1988
Ressources naturelles								
Pétrole et gaz								
Au Canada	3,923	2,153	1,770	3,867	2,033	1,834	187	441
À l'étranger	87	57	30	67	52	15	22	3
Sables pétrolifères								
Projet Syncrude	764	173	591	751	153	598	13	42
Autres sables pétrolifères	219	219		212	212		7	5
Liquides de gaz naturel	217	103	114	210	89	121	4	4
Autres	76	53	23	105	81	24	3	2
	5,286	2,758	2,528	5,212	2,620	2,592	236	497
Raffinage et marketing	2,700	693	2,007	2,495	550	1,945	208	159
Autres immobilisations	322	189	133	299	161	138	25	29
	8,308	3,640	4,668	8,006	3,331	4,675	469	685

Les dépenses en immobilisations de l'exercice comprennent un montant néant (12 millions de dollars en 1988) d'intérêts débiteurs capitalisés.

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

11. Charges reportées

	1989	1988
Au coût		
Frais d'enlèvement du mort-terrain des sables pétrolifères	43	39
Moins portion attribuable aux sables pétrolifères qui seront exploités dans l'année	18	17
	25	22
Capitalisation des charges reportées des régimes de retraite	36	27
Au coût non amorti		
Coûts de financement reportés	17	17
Autres	15	17
	93	83

12. Dette à long terme

	Échéance	1989	1988
En dollars canadiens			
Billets non garantis 8.25%	1993	11	11
En dollars américains			
Billets non garantis 7.75% (12 millions de dollars US)	1993	14	15
Billets non garantis, au LIBOR diminué de 0.8% (125 millions de dollars US)	1995	144	149
Billets non garantis 9% (23 millions de dollars US)	1995	26	31
Débentures non garanties 7.25% (200 millions de dollars US)	1996	232	239
Débentures non garanties 9.50% (200 millions de dollars US)	2003	232	239
Débentures non garanties 8.25% (200 millions de dollars US)	2016	232	239
Débentures non garanties 9.70% (100 millions de dollars US)	2018	115	119
Débentures non garanties 8.80% (200 millions de dollars US)	2019*	232	
		1,238	1,042
Moins la tranche échéant à moins de un an		6	6
		1,232	1,036

*Rachetables e n 2004 au gré du porteur.

Remboursement de la dette à long terme

Le remboursement minimal de la dette à long terme au cours de chacun des cinq exercices à venir est le suivant: 1990—6 millions de dollars; 1991—6 millions de dollars; 1992—7 millions de dollars; 1993—24 millions de dollars; 1994—4 millions de dollars.

13. Crédits reportés

	1989	1988
Redressement de conversion sur la dette à long terme	114	88
Avances sur les livraisons à terme de gaz naturel	69	95
Passif à long terme	48	30
	231	213

14. Avoir de l'actionnaire

Capital autorisé

a) 71,188 actions ordinaires d'une valeur au pair de cent mille dollars chacune.

b) Des actions privilégiées émises au nom du gouvernement du Canada; ces actions et tous les emprunts obtenus et en cours, provenant du Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada, ne doivent pas dépasser un milliard de dollars. Ces actions ont une valeur au pair de un dollar chacune et sont rachetables au pair au gré de la Société. Elles sont assorties d'un dividende non cumulatif dont le taux n'est pas précisé.

Émis (au nom du gouvernement du Canada)

	Nombre d'actions	1989	Nombre d'actions	1988
Actions ordinaires	17,540	1,754	31,883	3,188
Actions privilégiées	972,771,853	973	972,771,853	973
Total du capital		2,727		4,161
Bénéfices non répartis (déficit)		31		(1,434)
		2,758		2,727

Surplus d'apport

Au cours de 1989, le Conseil d'administration a adopté la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse, méthode qui a eu pour effet de ramener les bénéfices non répartis au 1[er] janvier 1989 à un déficit de 1,434 millions de dollars. Il a été question, sous réserve de l'approbation de l'actionnaire, d'appliquer cette somme en réduction du capital. Le 21 février 1990, son excellence, le gouverneur général en conseil, a accepté le rachat en vue de l'annulation de 14,343 actions ordinaires. Ainsi, le rachat et l'annulation de ces actions ont entraîné un surplus d'apport totalisant 1,434 millions de dollars, et l'avoir de l'actionnaire au 31 décembre 1989 a été redressé pour tenir compte du surplus d'apport et de son effet correspondant sur le déficit.

15. Régimes de retraite

Les régimes de retraite de la Société sont des régimes à prestations déterminées et basées généralement sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des dernières années de travail. La Société contribue aux régimes selon les conseils d'un actuaire indépendant.

Situation financière des régimes de retraite au 31 décembre:

	1989	1988
Valeur actuarielle de l'actif	495	445
Obligation découlant des régimes de retraite	470	427
Actif net des régimes	25	18

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

L'actif net des régimes de retraite est amorti dans l'état des résultats sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des salariés couverts par le régime; cette durée est actuellement de 12 ans.

La capitalisation des régimes de retraite et leurs charges ont atteint respectivement 29 millions de dollars (32 millions de dollars en 1988) et 17 millions de dollars (16 millions de dollars en 1988).

16. Opérations entre apparentés

La Société effectue des opérations avec le gouvernement du Canada et avec des institutions gouvernementales; ces opérations ont lieu dans le cours normal des affaires et, en conséquence, aux mêmes conditions qu'avec des parties non apparentées.

17. Information sectorielle

La Société exerce son activité dans deux secteurs:

Les ressources naturelles, soit l'exploration, la mise en valeur, la production, le transport et la commercialisation de pétrole brut, de gaz naturel, de liquides des champs gaziers, de soufre et de sables pétrolifères, ainsi que l'extraction de liquides de gaz naturel.

Le raffinage et le marketing, soit l'achat et la vente de pétrole brut, le raffinage de pétrole brut en produits du pétrole, ainsi que la distribution et la commercialisation de ceux-ci et d'autres produits achetés.

Le tableau ci-dessous présente l'information financière par secteur d'activité comme si chaque secteur était distinct du point de vue commercial. Les cessions de produits entre secteurs, comptabilisées à leur valeur marchande, sont éliminées au moment de la consolidation. Les Services à la Société et autres englobent les revenus de placement, les intérêts débiteurs de même que les produits et les charges qui ne peuvent être attribués à un secteur donné. Les éléments d'actif des Services à la Société et autres comprennent principalement l'encaisse et les dépôts à court terme, les placements dans d'autres sociétés et l'actif général de la Société.

	Ressources naturelles		Raffinage et marketing		Services à la Société et autres		Total consolidé	
	1989	1988	1989	1988	1989	1988	1989	1988
Produits								
Ventes aux clients et autres produits	502	473	4,442	4,245	73	83	5,017	4,801
Ventes entre secteurs	640	516						
Produits des secteurs	1,142	989	4,442	4,245	73	83		
Bénéfice								
Bénéfice d'exploitation avant amortissement et épuisement	518	415	339	336	13	60	870	811
Amortissement et épuisement	(249)	(388)	(147)	(142)	(5)	(6)	(401)	(536)
Frais d'exploration	(98)	(114)					(98)	(114)
Intérêts					(202)	(131)	(202)	(131)
Provision pour impôts sur le revenu	(91)	(2)	(88)	(92)	95	53	(84)	(41)
Bénéfice (perte) avant poste extraordinaire et dividendes des actions privilégiées rachetables	80	(89)	104	102	(99)	(24)	85	(11)
Dépenses en immobilisations et dépenses d'exploration								
Immobilisations et dépenses d'exploration	334	611	208	159	25	29	567	799
Placements			(1)	1	(75)	51	(76)	52
Charges reportées	4	(1)	3	2	11	17	18	18
	338	610	210	162	(39)	97	509	869
Total de l'actif	2,786	2,870	3,394	3,101	638	781	6,818	6,752
Capital utilisé	2,551	2,650	2,810	2,585	582	752	5,943	5,987

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

18. Données comparatives

Certains chiffres de 1988 présentés à des fins de comparaison ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour le présent exercice.

19. Engagements et éventualités

Engagements

a) La Société a loué des biens et du matériel aux termes de divers contrats de location-exploitation à long terme arrivant à échéance au plus tard en 2008. Les loyers annuels minimaux relatifs aux contrats de location-exploitation non résiliables sont estimés à 55 millions de dollars en 1990, 53 millions de dollars en 1991, 53 millions de dollars en 1992, 44 millions de dollars en 1993, 41 millions de dollars en 1994 et 23 millions de dollars par année, par la suite jusqu'en 2008.

b) Conformément à une entente conclue le 11 décembre 1989 avec Westcoast Energy Inc., la Société a convenu d'acheter la division des ventes au détail de propane de Inter-City Gas Corporation ("ICG") en contrepartie de 265 millions de dollars plus un redressement du bénéfice. L'achat est conditionnel à l'obtention de certaines approbations réglementaires et de l'approbation des actionnaires de ICG. Cette opération devrait être conclue vers la fin du premier trimestre de 1990.

Éventualités

La Société est partie dans des litiges et des réclamations découlant du cours normal des affaires. La direction est d'avis que les règlements éventuels n'auront pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

20. Événements postérieurs au bilan

a) Le 10 janvier 1990, la Société a vendu 300 millions de dollars US de débentures 8.6% venant à échéance le 15 janvier 2010. Le produit net de la vente d'environ 345 millions de dollars (297 millions de dollars US) a été utilisé pour réduire la dette à court terme.

b) Le 20 février 1990, le gouvernement du Canada a annoncé son intention d'adopter en 1990 une loi autorisant la Société à vendre son capital-actions au public. Une première offre publique d'achat d'actions de trésorerie serait suivie par d'autres émissions d'actions s'échelonnant sur plusieurs années. Les dispositions relatives à la vente des actions, qui ne sont pas encore arrêtées, comprendront des modifications de la structure du capital et du statut légal de la Société.

PETRO-CANADA—*Suite*

(Puisque les états financiers vérifiés ne sont pas disponibles en français, voici la version anglaise)

ANNEXE

CANERTECH INC.

AUDITORS' REPORT

TO THE SHAREHOLDER OF CANERTECH INC.

We have examined the Balance Sheet of Canertech Inc. (a wholly-owned subsidiary of Petro-Canada) as at December 31, 1989 and the Statements of Income and Deficit and Changes in Financial Position for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these financial statements present fairly the financial position of the company as at December 31, 1989 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles, applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Burke, Newman & Co.
Chartered Accountants

Winnipeg, Canada
January 26, 1990

BALANCE SHEET DECEMBER 31, 1989
(in thousands of dollars)

ASSETS	1989	1988	LIABILITIES AND SHAREHOLDER'S DEFICIT	1989	1988
Cash and term deposits	15,967	10,388	Accrual for dissolution costs (Notes 4 and 8)	812	348
Other investments (Note 2)	192	4,013	Advances from the Government of Canada (Note 5)	29,550	29,550
Income taxes recoverable (Note 3)	150	150	Shareholder's deficit (Note 6)	(14,053)	(15,347)
	16,309	14,551		16,309	14,551

The accompanying notes are an integral part of this Balance Sheet.

PETRO-CANADA—*Suite*

ANNEXE—*Suite*

CANERTECH INC.—*Suite*

STATEMENT OF INCOME AND DEFICIT
YEAR ENDED DECEMBER 31, 1989
(in thousands of dollars)

	1989	1988
Provision for loss on disposition of Canertech Conservation Inc.		(100)
Interest income net of divestiture and management costs	1,294	1,372
Net income for the year	1,294	1,272
Deficit, beginning of year	(15,347)	(16,619)
Deficit, end of year	(14,053)	(15,347)

The accompanying notes are an integral part of this Statement.

STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION
YEAR ENDED DECEMBER 31, 1989
(in thousands of dollars)

	1989	1988
Cash provided by (used for) operating activities		
Net income for the year	1,294	1,272
Less: items not affecting cash		
—Provision for loss on disposition of Canertech Conservation Inc.		100
—Interest implicit in debentures receivable	(393)	(490)
	901	882
Other non-cash item		
Increase (reduction) in accrual for dissolution costs	464	(111)
	1,365	771
Cash provided by investment activities		
Payments received on notes and debentures	1,414	1,045
Proceeds on disposition of Canertech Conservation Inc.	2,800	
	4,214	1,045
Increase in cash and term deposits	5,579	1,816
Cash and term deposits, beginning of year	10,388	8,572
Cash and term deposits, end of year	15,967	10,388

The accompanying notes are an integral part of this Statement.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
DECEMBER 31, 1989

Order-in-Council

On December 21, 1984, the Government of Canada issued Order-in-Council P.C. 1984-4187 which was subsequently replaced by P.C. 1986-2311 dated October 9, 1986 whereby the parent corporation was authorized to bring about the dissolution of Canertech Inc. and to replace federal Crown ownership of Canertech Conservation Inc., a wholly-owned subsidiary, with other ownership.

1. Significant accounting policy

Consistent with the terms of the Order-in-Council, these financial statements have been prepared on the liquidation basis. Assets have been presented at their estimated net realizable values before costs of dissolution.

2. Other investments

As a result of the disposition of the corporation's investment in Canertech Conservation Inc., the corporation acquired a non-interest bearing debenture receivable. The balance of $5,750,000 was repayable in 46 monthly payments of $125,000 from January 1, 1989 to October 1, 1992. The balance was discounted for the implicit interest of approximately $950,000 and a provision for loss of $1,100,000 had been accrued as of December 31, 1988. On November 2, 1989, the corporation disposed of the above debenture receivable for $2,800,000 resulting in no gain or loss.

The corporation holds a minority interest in Valera Electronics Inc. and several loans receivable acquired as a result of previous disposition of investments. These investments are recorded at their estimated net realizable values before costs of disposition.

The portion of the above receivables due in 1990 is approximately $110,000 ($160,000 in 1988).

3. Income taxes recoverable

This amount represents the recovery of certain Investment Tax Credits.

The benefits resulting from any future income tax reductions have not been recorded in these financial statements.

4. Accrual for dissolution costs

The accrual for dissolution costs represents management's anticipation of the costs to complete the disposition of assets and the settlement of liabilities.

5. Advances from the Government of Canada

The advances are without requirement for interest or repayment. Management anticipates that the corporation will be unable to repay the obligation in its entirety and the Government of Canada will absorb the company's deficit upon dissolution. The corporation has reduced these advances by the $2,250,000 due from Energy, Mines and Resources Canada.

The amount of $2,250,000 arose from the corporation's participation in the Societe Biosyn (Reg'd) joint venture. Prior to the above mentioned Order-in-Council of December 21, 1984, the corporation was to be reimbursed for these amounts by Energy, Mines and Resources Canada. It is anticipated that the ultimate settlement of these amounts will require the direction of the Treasury Board of the Government of Canada and will involve a set-off against the advances from the Government of Canada.

PETRO-CANADA—*Fin*

ANNEXE—*Fin*

CANERTECH INC.—*Fin*

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
DECEMBER 31, 1989—*Concluded*

6. Share capital

Authorized—An unlimited number of common shares
Issued and fully paid—1 common share for $1

7. Contingencies

The corporation is a defendant in legal actions where amounts totalling approximately $77 million are claimed in pleadings filed against the corporation. Management and legal counsel are of the opinion that based upon the facts as presently known to management and legal counsel, these actions will not succeed. In order to resolve the situation, the corporation has reached a conditional settlement agreement. The proposed settlement amount has been provided for in the accrual for dissolution costs.

8. Related party transaction

The parent company has provided management services to the corporation in the amount of approximately $20,000 in 1989 ($25,367 in 1988). The amount of the cost which remains unpaid as at December 31, 1989 is approximately $20,000 ($25,367 in 1988).

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES
ET DE LA TECHNOLOGIE

J'ai vérifié le bilan de la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats et du surplus et de l'évolution des liquidités pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugé nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 6 juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse	327,900	204,978
Placements à court terme	648,661	447,999
Débiteurs	530,349	796,306
Intérêts courus	8,249	5,946
Frais payés d'avance	11,223	9,816
	1,526,382	1,465,045
Droits de propriété industrielle et intellectuelle (notes 2, 3 et 5)	1	1
Ameublement et matériel (notes 2 et 4)	1	1
	1,526,384	1,465,047

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	516,786	680,671
Redevances perçues d'avance	85,133	82,375
	601,919	763,046
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	266,888	241,151
	868,807	1,004,197
AVOIR DU CANADA		
Capital-actions		
Autorisé—10,000 actions sans valeur nominale		
Émis—5,000 actions entièrement payées	296,199	296,199
Surplus	361,378	164,651
	657,577	460,850
	1,526,384	1,465,047

Approuvé par le Conseil d'administration:

un Administrateur
NORMAND PLANTE

un Administrateur
JOAN CLARK

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Revenus		
Redevances	2,169,807	1,797,971
Frais de gestion en vertu d'ententes de mandataires	94,434	110,946
Intérêt sur placements	130,375	73,903
Intérêt sur comptes en souffrance	33,851	15,687
Divers (note 4)	88,982	1,586
	2,517,449	2,000,093
Dépenses		
Traitements et prestations aux employés	1,625,426	1,454,056
Honoraires des agents et autres dépenses connexes pour l'obtention et le maintien de la protection des droits de propriété industrielle et intellectuelle (note 5)	459,233	563,203
Location de locaux, de matériel et autres	274,988	241,399
Services professionnels et spéciaux	198,900	207,334
Fournitures de bureau, imprimerie, matériel et ameublement	103,167	125,548
Voyages et déplacements	79,381	121,136
Récompenses aux inventeurs	148,566	119,884
Coût des droits afférents aux licences	63,282	112,813
Honoraires d'avocat	39,491	77,631
Communications	56,537	43,817
Créances irrécouvrables	54,672	33,574
Divers	16,079	9,876
	3,119,722	3,110,271
Coût de l'exploitation	602,273	1,110,178
Crédit parlementaire	799,000	1,246,000
Excédent du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation pour l'exercice	196,727	135,822
Surplus au début de l'exercice	164,651	28,829
Surplus à la fin de l'exercice	361,378	164,651

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES LIQUIDITÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Liquidités utilisées pour l'exploitation		
Coût de l'exploitation	602,273	1,110,178
Éléments qui n'influent pas sur l'encaisse		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(46,543)	(36,468)
	555,730	1,073,710
Liquidités utilisées dans le (provenant du) fonds de roulement hors caisse		
Débiteurs	(265,957)	327,869
Autres éléments d'actif à court terme	3,711	(8,188)
Créditeurs et frais courus	163,885	(98,762)
Redevances perçues d'avance	(2,758)	13,617
	(101,119)	234,536
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi	20,805	
Liquidités utilisées pour l'exploitation	475,416	1,308,246
Liquidités provenant des activités de financement		
Crédit parlementaire	799,000	1,246,000
Augmentation (diminution) des liquidités	323,584	(62,246)
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	652,977	715,223
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	976,561	652,977

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et exploitation

La Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral. La Société a été constituée dans le but de rendre accessible au public, par l'entremise de licences négociées avec l'industrie, la propriété industrielle et intellectuelle résultant des travaux de recherche et développement financés au moyen de fonds publics.

La Société reçoit et traite toute propriété industrielle et intellectuelle en vertu d'ententes conclues avec les ministères du gouvernement fédéral, les sociétés et organismes de l'État, les universités et autres organismes financés à même les fonds publics. Une protection suffisante est recherchée au Canada et à l'étranger pour la propriété industrielle et intellectuelle lorsque celle-ci pourrait servir à des fins commerciales. La Société se sert du revenu de l'exploitation de cette propriété pour récompenser les fonctionnaires inventeurs conformément à la Loi sur les inventions des fonctionnaires et pour indemniser d'autres initiateurs de propriété industrielle ou intellectuelle conformément aux ententes conclues avec eux.

2. Conventions comptables importantes

Droits de propriété industrielle et intellectuelle

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle sont déclarés à une valeur nominale de $1. Le coût net lié à l'acquisition, à la protection et au maintien des droits de propriété industrielle et intellectuelle est imputé aux résultats lorsqu'il est subi.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

Ameublement et matériel

L'ameublement et le matériel sont comptabilisés à une valeur nominal de $1. Le coût de ces actifs est imputé aux résultats au cours de l'exercice de leur aquisition. Les produits résultant de la vente de ces actifs sont crédités aux revenus au cours de l'exercice de la disposition.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités déterminées de cessation d'emploi en conformité avec les conventions collectives et les conditions d'emploi. L'élément de passif relié à ces indemnités est comptabilisé dès que les indemnités sont gagnées par les employés.

Régime de retraite

Les employés de la Société font partie du Régime de pension de retraite de la Fonction publique que le gouvernement du Canada administre. Les cotisations de la Société au coût du régime sont limitées, d'après les lois actuelles, à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants. Ces cotisations représentent les obligations totales de la Société au titre du régime de retraite et sont comptabilisées aux états financiers de l'exercice en cours. D'après les lois actuelles, la Société n'est pas tenue de verser une contribution au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la Fonction publique ou au titre d'imputations au Fonds du revenu consolidé pour l'indexation des prestations en vertu de la Loi sur les Prestations de retraite supplémentaires.

3. Droits de propriété industrielle et intellectuelle

Le coût accumulé du présent inventaire des droits de brevets non expirés et autres droits de propriété industrielle et intellectuelle s'élève à $5,000,953 ($4,435,892 en 1989).

4. Ameublement et matériel

Du matériel expérimental fut vendu durant l'année. Les produits de la vente au montant de $43,882 furent crédités aux revenus divers.

5. Honoraires des agents et autres dépenses connexes pour l'obtention et le maintien de la protection des droits de propriété industrielle et intellectuelle

	1990	1989
	$	$
Honoraires et autres dépenses connexes	718,143	797,318
Moins: recouvrements	258,910	234,115
	459,233	563,203

6. Engagement par bail

En vertu d'un bail daté du 24 août 1988, la Société verse un loyer annuel de $172,338 pour des locaux. La période sur laquelle porte le bail est du 1[er] novembre 1988 au 31 octobre 1993. Les termes du bail comprennent le versement de certains coûts d'opération pendant la durée du bail.

7. Événement postérieurs à la date du bilan

En avril 1990, la Société a reçu une réclamation en dommages et intérêts subis à la suite d'une perte d'emploi. Il n'est pas possible de déterminer le résultat de cette réclamation à ce jour.

Le 31 mai 1990, le projet de loi C-73 portant sur la dissolution ou cession de sociétés d'État, a été présenté en première lecture à la Chambre des communes. S'il est adopté, ce projet de loi autoriserait le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie à procéder à la dissolution de la Société.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne des ports au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats et bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les transactions de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Coopers & Lybrand

Ottawa, Canada
le 16 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
À court terme		
Encaisse	244	348
Placements (note 3)	32,867	39,925
Débiteurs	1,793	1,597
Créance sur le Canada	426	2,482
Matériaux et fournitures	264	239
	35,594	44,591
Placements (note 3)	18,429	18,361
Débiteur à long terme (note 4)	299	
Placement dans Ridley Terminals Inc. (note 5)	1	3,083
Immobilisations (note 7)	36,059	36,894
	90,382	102,929
Fonds de prêt interportuaire—Placements (note 10)	28,568	
	118,950	102,929

PASSIF	1989	1988
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 8)	4,169	3,908
Subventions tenant lieu de taxes municipales	118	898
Dû auprès du Canada (note 10)		12,668
	4,287	17,474
Avantages sociaux courus	1,208	1,171
Emprunts auprès du Canada (note 9)	1,319	1,406
	6,814	20,051
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	73,638	73,638
Bénéfices non répartis	9,930	9,240
	83,568	82,878
Fonds de prêt interportuaire—Contrepartie (note 10)	28,568	
	112,136	82,878
	118,950	102,929

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
L'HONORABLE A.R. HUNTINGTON

le Président-directeur général
JEAN MICHEL TESSIER

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Produits d'exploitation	9,566	7,026
Frais d'exploitation et d'administration—Nets	8,769	9,288
Amortissement	2,690	2,592
Subventions tenant lieu de taxes municipales	692	1,117
	12,151	12,997
Perte d'exploitation	(2,585)	(5,971)
Revenu de placement	5,369	4,750
Frais d'intérêt	(112)	(118)
Bénéfice (perte) avant ce qui est décrit ci-dessous	2,672	(1,339)
Quote-part de la perte nette de Ridley Terminals Inc. (note 5)	(3,082)	(4,382)
Ajustements de subventions tenant lieu de taxes municipales (note 4)	1,174	
Bénéfice net (perte nette)	764	(5,721)
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	9,240	15,087
Dividende au Canada (note 10)	(74)	(126)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	9,930	9,240

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	764	(5,721)
Postes n'exigeant aucune sortie de caisse		
Amortissement	2,690	2,592
Quote-part de la perte nette de Ridley Terminals Inc.	3,082	4,382
Autres	24	(218)
Diminution (augmentation) des éléments du fonds de roulement	(11,352)	13,927
Rentrées (sorties) nettes provenant de (utilisées dans) l'exploitation	(4,792)	14,962
Activités de financement		
Subventions pour projets d'immobilisations	2,754	2,775
Emprunts auprès du Canada	(87)	(81)
Dividende au Canada	(74)	(126)
Rentrées nettes provenant du financement	2,593	2,568
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(4,739)	(4,353)
Produit sur aliénation des immobilisations	75	30
Débiteur à long terme	(299)	
Sorties nettes utilisées dans les activités d'investissements	(4,963)	(4,323)
Rentrées (sorties) nettes de l'encaisse et des placements à court terme	(7,162)	13,207
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	40,273	27,066
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	33,111	40,273

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989

1. La Loi sur la Société canadienne des ports

La Société canadienne des ports est constituée en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports. Cette loi permet l'établissement de nouvelles sociétés portuaires locales pour la gestion et l'exploitation de certains ports déterminés. La Société apparaît dans la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Elle n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

a) États financiers

Les états financiers de la Société canadienne des ports comprennent les comptes des ports et des autres installations qui relèvent de son administration, aussi bien que ceux du Fonds de prêt interportuaire. Les activités des sociétés portuaires locales sont exclues des états financiers depuis la date de leur constitution en société.

b) Placements

Les placements sont indiqués au coût amorti, c'est-à-dire que la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance.

c) Placement dans Ridley Terminals Inc.

Le placement dans Ridley Terminals Inc. est comptabilisé à la valeur de consolidation.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant, sauf celles qui sont transférées du Canada à la Société, lesquelles sont enregistrées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions pour les projets d'immobilisations reçues du Canada et de tierces parties sont créditées directement au coût du bien correspondant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, dès que le bien devient opérationnel, et ce pour l'année entière, selon des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations.

e) Coûts du régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, couvre tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions annuelles au régime dégagent la Société de sa responsabilité et sont imputées aux frais d'exploitation de l'exercice courant.

f) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les frais de subventions tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont finalisées qu'après une vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée dans les comptes au cours de l'exercice duquel le montant final est remis.

g) Avantages sociaux

La Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatifs qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés en vertu des conventions collectives ou selon la politique de la Société.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

3. Placements

Les placements, lesquels sont des titres directs et garantis par le Canada, sont indiqués au coût amorti. Au 31 décembre 1989, et 1988, les valeurs marchandes des placements à court terme sont équivalentes à leurs coûts amortis. Au 31 décembre 1989, la valeur au marché des placements à long terme est de $21,080,000 ($20,232,000 en 1988).

4. Débiteur à long terme

En 1989, la Division des subventions des municipalités du ministère des Travaux publics a terminé la vérification des subventions tenant lieu des taxes municipales. Cette vérification a entraîné un ajustement à l'avantage de la Société au montant de $1,174,000 pour les années 1985 à 1989, dont $800,000 avaient été courus dans les années précédentes. Ce montant couru a fait l'objet d'une contrepassation et le solde de $374,000 a été enregistré comme débiteur à long terme du District de gouvernement local de Churchill, au Manitoba, comme suit:

	(en milliers de dollars)
Débiteur sans intérêts à recouvrer par versements annuels égaux pendant les cinq prochains exercices	374
Moins: tranche échéant à moins d'un an	(75)
	299

5. Placement dans Ridley Terminals Inc.

Ridley Terminals Inc. (RTI), a été constituée le 18 décembre 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes pour la construction et l'exploitation d'un terminus de charbon à Ridley Island, à Prince Rupert (Colombie-Britannique). RTI n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Le revenu du volume en transit de RTI est présentement subordonné à la production de deux producteurs de charbon. Le producteur de charbon qui expédie présentement le plus gros tonnage par les installations de RTI a recouru à l'arbitrage pour décider du prix avec ses clients. Le résultat de cet arbitrage pourrait avoir un impact économique significatif sur le producteur du charbon qui, à son tour, pourrait affecter les relations de RTI avec ce client. La continuité de l'exploitation de RTI et la valeur comptable de ses installations sont subordonnées à un niveau viable du volume de charbon provenant de ses clients et à l'aide financière du gouvernement du Canada.

Au 31 décembre 1989, la Société avait fait l'acquisition de 90% des actions ordinaires émises par RTI au coût de $900, et de 100% de ses actions privilégiées de Classe A au coût de $23,020,500. Fednav Limited avait alors fait l'acquisition de 10% des actions ordinaires émises par RTI au coût de $100, et de 100% de ses actions privilégiées de Classe B au coût de $23,020,500.

Les actions privilégiées de Classe A portent un dividende fixe cumulatif au taux annuel de 18% sur leur valeur attribuée. Les actions de Classe B portent un dividende fixe cumulatif au taux annuel de 20% après impôt sur leur valeur attribuée. Le dividende annuel de 20% sur les actions de Classe B est le produit net après avoir déduit un montant égal au total de l'impôt fédéral et provincial sur les bénéfices des sociétés applicables au dividende.

Les détenteurs des actions privilégiées des Classes A et B ont droit à des intérêts aux taux respectifs des dividendes sur les dividendes courus mais qui ne sont pas payés. L'intérêt non payé est composé annuellement aux mêmes taux respectifs. L'intérêt est couru depuis le 30 avril 1982. Les actions privilégiées sont rachetables à tout moment à leur valeur attribuée plus les dividendes et les intérêts courus. Les dividendes privilégiés et les intérêts arriérés au 31 décembre 1989 calculés aux taux d'imposition en vigueur à cette date pour les actions de Classe B s'élèvent à:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Actions privilégiées de Classe A détenues par la Société canadienne des ports	48,826	37,452
Actions privilégiées de Classe B détenues par Fednav Limited	101,937	81,853
	150,763	119,305

Le placement de la Société dans RTI est comptabilisé à la valeur de consolidation. L'application de cette méthode dans les exercices au cours desquels RTI montre un déficit, exige que la Société enregistre une quote-part du bénéfice net de RTI équivalant à la participation de la Société dans les capitaux propres totaux de RTI, laquelle s'élevait à 50% au 31 décembre 1989. En 1989 la quote-part de la Société des pertes accumulées de RTI a excédé le placement net de la Société. En conséquence, le placement a été réduit à une valeur nominale de $1,000. Dans les exercices au cours desquels RTI montre des bénéfices non répartis, la quote-part est proportionnelle à la participation de la Société dans les actions ordinaires de RTI, après avoir reconnu les exigences des dividendes des deux classes d'actions privilégiées.

Le placement dans Ridley Terminals Inc. se compose de:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	3,083	7,465
Quote-part de la perte nette	(3,082)	(4,382)
Solde à la fin de l'exercice	1	3,083

Un sommaire du bilan de RTI qui figure dans ses états financiers vérifiés au 31 décembre, indique:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Actif		
À court terme	3,128	4,772
Immobilisations	207,735	213,311
Autres	447	67
	211,310	218,150
Passif		
À court terme	5,045	3,481
Emprunts à long terme	213,063	207,323
	218,108	210,804
Insuffisance de l'avoir	(6,798)	7,346
	211,310	218,150

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

RTI a conclu avec une banque à charte canadienne deux ententes de financement à long terme comme suit:

a) Une entente de crédit de construction inconditionnellement garantie par le Canada et nantie par une débenture de sûreté supplémentaire de $250,000,000 avec une charge flottante. Le 1er juillet 1985, tous les emprunts ont été convertis en un emprunt à terme de quinze ans avec des remboursements semestriels déterminés commençant le 31 juillet 1991 jusqu'au 31 janvier 2000. L'intérêt sur les emprunts quelconques de banque est au taux préférentiel de la banque. Les acceptations de banque portent des frais annuels de 1/2% par année.

b) Une entente pour un emprunt à crédit renouvelable de $25,000,000 qui permet des avances sur une base renouvelable jusqu'au 30 juin 1990, période à laquelle toutes les avances se convertiront en un prêt à terme remboursable en tranches semestrielles déterminées commençant le 31 juillet 1990 jusqu'au 31 janvier 1993. L'intérêt sur les emprunts de banque est établi au taux préférentiel de la banque plus 1/4% par année et payable mensuellement. Les frais des acceptations de banque sont de 3/4% par année.

Cette entente est nantie par une débenture de sûreté supplémentaire de $350,000,000 avec une charge flottante sur les installations du terminal comme garantie et par la cession du bail avec la Société du port de Prince Rupert.

Au 31 décembre 1989, les prélèvements selon ces ententes étaient comme suit:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
a) Entente de crédit de construction—		
Acceptations de banque, net des charges d'intérêts non amorties	198,399	198,818
b) Entente pour un emprunt à crédit renouvelable—		
Emprunts de banque	1,300	1,800
Acceptations de banque, net des charges d'intérêts non amorties	15,464	7,930
	16,764	9,730
	215,163	208,548
Moins: tranche échéant à moins d'un an	2,100	1,225
	213,063	207,323

Selon les facilités de crédit, basé sur les montants empruntés au 31 décembre 1989, le remboursement du capital au cours des cinq prochains exercices s'élève à $2,100,000 en 1990, $5,460,000 en 1991, $11,288,000 en 1992, $12,915,000 en 1993 et $14,963,000 en 1994.

Les résultats d'exploitation de RTI pour l'exercice terminé le 31 décembre 1989, en comparaison avec l'exercice terminé le 31 décembre 1988, indiquent:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Produits d'exploitation et d'administration	35,769	30,676
Frais d'exploitation et d'administration	17,421	12,675
Amortissement	5,947	6,746
Frais d'intérêt	26,545	20,020
	49,913	39,441
Perte nette	(14,144)	(8,765)

6. Débentures de Saint John Harbour Bridge Authority

Saint John Harbour Bridge Authority (l'Administration) doit la somme de $13,793,000 ($13,921,000 en 1988) à la Société qui la doit au Canada, en conformité avec les dispositions du crédit L106B de la Loi des subsides no. 7, 1967, 1967-68, chap. 8. Les conditions relatives à l'intérêt et au remboursement des avances parlementaires accordées à la Société sont identiques à celles des débentures de l'Administration. Selon les conditions de l'entente entre le Canada et l'Administration, le Canada, de fait, a garanti le remboursement du capital et de l'intérêt sur ces débentures. Par conséquent, les débentures à recevoir et les emprunts et les avances à payer au Canada se compensent et ne sont donc pas inscrits au bilan, comme éléments d'actif et de passif. Ainsi donc, les revenus et frais d'intérêt de $947,000 ($955,000 en 1988), s'annulent également et n'apparaissent pas à l'état des résultats et bénéfices non répartis.

En 1989, le ministère des Finances et le Conseil du Trésor du Canada ont donné suite à une présentation pour faire cession des débentures de l'Administration au Canada et pour annuler les certificats de redevance de la Société. Au 31 décembre 1989, la présentation n'avait pas encore reçu l'approbation du Canada.

7. Immobilisations

a) Sommaire

	1989				1988
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	%	(en milliers de dollars)			
Terrains		4,482		4,482	4,426
Dragage	2.5-6.7	9,488	6,013	3,475	3,801
Installations d'amarrage	2.5-10	34,515	17,689	16,826	17,564
Immeubles	2.5-10	16,371	12,184	4,187	3,841
Services publics	3.3-10	2,791	1,428	1,363	1,466
Routes et surfaces	2.5-10	2,273	1,702	571	676
Machinerie et matériel	5-100	19,979	15,861	4,118	3,805
Mobilier et matériel de bureau	20	3,553	2,759	794	609
Projets en cours de construction		243		243	706
		93,695	57,636	36,059	36,894

b) Subventions pour projets d'immobilisations

Au cours de l'exercice, la Société a reçu des subventions pour des projets d'immobilisations totalisant $2,754,000 ($2,775,000 en 1988) en vue des projets de construction d'immobilisations.

c) Engagements pour dépenses en immobilisations

On estime à $519,000 les engagements contractuels pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations. La Société prévoit débourser la majeure partie de ce montant au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1990.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

8. Créditeurs et frais courus

Les produits reportés, au montant de $679,000 ($467,000 en 1988), et la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an, au montant de $87,000 ($81,000 en 1988), sont compris dans les créditeurs et frais courus.

9. Emprunts auprès du Canada

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Emprunts portant intérêts aux taux de 6.44% et 9.09%, échéant le 31 décembre 2000 et remboursables par versements annuels égaux de $193,000 capital et intérêts réunis	1,406	1,487
Moins: tranche échéant à moins d'un an	(87)	(81)
	1,319	1,406

Le remboursement du capital au cours des cinq prochains exercices s'élève à $87,000 en 1990, $93,000 en 1991, $100,000 en 1992, $108,000 en 1993 et $116,000 en 1994.

10. Fonds de prêt interportuaire

En 1988 le Conseil du Trésor du Canada a autorisé que les paiements de dividendes en 1988 et 1989 par la Société canadienne des ports et les sociétés portuaires locales soient employés pour établir un Fonds de prêt interportuaire (le Fonds). Le but du Fonds est de fournir du financement pour les projets d'immobilisations financièrement viables de la Société et des sociétés portuaires locales.

Au 31 décembre 1988, la Société détenait $12,668,000, montant qui représente les paiements de dividendes en 1988 et les intérêts y gagnés en attendant l'approbation du Canada. De ce montant, $126,000 représentaient le dividende versé par la Société canadienne des ports.

En 1989, la Société a remis le montant dû de $12,668,000 et les $13,982,000 additionnels qui représentaient le paiement de dividende en 1989 et les intérêts y gagnés de la Société canadienne des ports et des sociétés portuaires locales. De ce dernier montant, $74,000 représentaient le dividende versé par la Société canadienne des ports. Par la même occasion, la Société a reçu une subvention équivalente du Canada pour établir le Fonds.

Le 19 mai 1989 le Fonds a été créé, et le solde au 31 décembre 1989 comprend:

	(en milliers de dollars)
Contribution par le Canada	26,650
Revenu de placement	1,918
	28,568

Les actifs du Fonds, lesquels sont des titres directs et garantis par le Canada, sont montrés au coût amorti. Au 31 décembre 1989 la valeur marchande des placements équivalait à peu près à leur coût amorti.

11. Opérations entre apparentés

Du fait de leur même appartenance, la Société est apparentée à tous les ministères, agences et sociétés d'État formés par le Canada.

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, la Société a recouvré des sociétés portuaires locales des frais d'exploitation et d'administration qu'elle avait encourus au montant de $6,225,000 en 1989 ($6,511,000 en 1988). Ces recouvrements sont appliqués aux dépenses qui s'y rattachent. En plus, la Société a reçu des revenus de placement de $5,369,000 ($4,750,000 en 1988) sur les titres du gouvernement du Canada, et a payé les frais d'intérêts de $112,000 ($118,000 en 1988) au Canada.

12. Éventualités

La Société a reçu des réclamations totalisant environ $1,709,000 à l'égard de procès, de garanties, de conventions collectives, de dommages présumés subis sur les propriétés de la Société et de diverses autres questions en litige. Ces réclamations n'apparaissent pas dans les états financiers. De l'avis de la Société, ces réclamations ne devraient entraîner aucun déboursé important.

La Société assume toutes les responsabilités quant aux demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de telles responsabilités sont imputés dans l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES RAPPORTS FINANCIERS

La direction et le conseil d'administration sont responsables des états financiers ainsi que de tout autre renseignement présenté dans ce rapport annuel conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et comprennent, lorsqu'il y a lieu, des données qui font appel à son jugement et à ses estimations.

La direction a développé et maintient des registres et documents comptables, des systèmes de contrôle et d'information financiers et administratifs, ainsi que des pratiques de gestion. Ces systèmes et pratiques ont pour but d'assurer, quant à la fiabilité de l'information financière, un degré raisonnable de certitude que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des postes et aux règlements administratifs de la Société. Des vérifications internes sont effectuées pour évaluer ces systèmes et pratiques.

Le conseil d'administration s'assure que les cadres s'acquittent de leurs responsabilités à l'égard de la déclaration financière et du contrôle interne par l'intermédiaire du comité de vérification composé de six membres du conseil dont cinq ne sont pas à l'emploi de la Société. Le comité de vérification se réunit à chaque trimestre afin de passer en revue les activités de vérification interne de la Société. En outre, il se réunit au moins une fois l'an pour examiner les états financiers et le rapport annuel des vérificateurs et pour aviser le conseil d'administration à ce sujet.

Les vérificateurs externes de la Société, le vérificateur général du Canada et Deloitte Haskins & Sells vérifient les états financiers et soumettent leur rapport au ministre responsable de la Société canadienne des postes.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne des postes au 31 mars 1990 ainsi que l'état de l'avoir du Canada, l'état d'exploitation et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des postes et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Comptables agréés
Deloitte Haskins & Sells

Ottawa, Canada
le 31 mai 1990

BILAN AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	378,796	624,600
Débiteurs	118,369	77,216
Frais payés d'avance	56,479	40,093
	553,644	741,909
Immobilisations (note 4)	1,828,334	1,649,575
Autres actifs		
Encaisse et placements réservés (note 5)	81,782	41,094
Frais de développement reportés	44,023	
Indemnités de cessation d'emploi reportées (note 6)		301,309
Collection du patrimoine postal (note 7)	1	1
	125,806	342,404
	2,507,784	2,733,888

Dettes éventuelles (note 9)

PASSIF ET AVOIR DU CANADA	1990	1989
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	242,984	270,198
Salaires et avantages sociaux	136,877	185,399
Revenus reportés	177,143	167,980
Mandats-poste en circulation	47,192	48,584
	604,196	672,161
Dette à long terme (note 8)	80,000	80,000
Indemnités de cessation d'emploi	333,492	339,122
AVOIR DU CANADA	1,490,096	1,642,605
	2,507,784	2,733,888

Approuvé par le conseil d'administration:

Président du conseil d'administration
SYLVAIN CLOUTIER

Président du comité de vérification
A. E. DOWNS

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA
EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Capital d'apport		
Au début de l'exercice	1,943,425	1,943,425
Redressement affecté au capital d'apport (note 6)	(588,253)	
À la fin de l'exercice	1,355,172	1,943,425
Bénéfices non répartis (Pertes d'exploitation accumulées)		
Au début de l'exercice	(13,876)	(110,063)
Bénéfice net (1989—Bénéfice d'exploitation après amortissement des coûts de restructuration extraordinaires)	148,800	96,187
À la fin de l'exercice	134,924	(13,876)
Coûts de restructuration extraordinaires accumulés		
Au début de l'exercice	(286,944)	(221,244)
Additions de l'exercice		(123,529)
Amortissement de l'exercice		57,829
Redressement affecté au capital d'apport (note 6)	286,944	
À la fin de l'exercice		(286,944)
Avoir du Canada	1,490,096	1,642,605

ÉTAT D'EXPLOITATION
EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenu des opérations postales (note 10)	3,579,843	3,411,216
Coût des opérations postales	3,473,258	3,313,140
Bénéfice des opérations postales	106,585	98,076
Autres revenus		
Gain lors de l'aliénation d'immobilisations	118,267	29,332
Intérêts	57,983	68,086
	176,250	97,418
Autres frais		
Coûts de restructuration	126,119	
Intérêts	7,916	7,315
Amortissement des indemnités de cessation d'emploi reportées		34,163
	134,035	41,478
Bénéfice d'exploitation	148,800	154,016
Amortissement des coûts de restructuration extraordinaires		57,829
Bénéfice net (1989—Bénéfice d'exploitation après amortissement des coûts de restructuration extraordinaires)	148,800	96,187

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (1989—Bénéfice d'exploitation après amortissement des coûts de restructuration extraordinaires)	148,800	96,187
Éléments n'exigeant pas de sortie de fonds		
Gain lors de l'aliénation d'immobilisations	(118,267)	(29,332)
Amortissement des immobilisations	111,453	100,603
Indemnités de cessation d'emploi courues	22,111	22,155
Amortissement des indemnités de cessation d'emploi reportées		34,163
Amortissement des coûts de restructuration extraordinaires		57,829
	164,097	281,605
Évolution des éléments du fonds de roulement autres que les liquidités	(125,504)	35,329
Paiements d'indemnités de cessation d'emploi	(27,741)	(18,505)
	10,852	298,429
Activités de restructuration extraordinaires		
Coûts de restructuration extraordinaires		(123,529)
Activités de financement		
Dette à long terme		80,000
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(319,861)	(243,817)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	147,916	51,185
Frais de développement reportés	(44,023)	
Augmentation de l'encaisse et des placements réservés	(40,688)	(41,094)
	(256,656)	(233,726)
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements à court terme	(245,804)	21,174
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	624,600	603,426
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	378,796	624,600

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1990

1. Constitution

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur la Société canadienne des postes pour exploiter un service postal qui s'autofinance tout en offrant un service dont les normes répondent aux besoins de la population du Canada. Il s'agit d'une société d'État comprise à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et elle est mandataire de Sa Majesté. La Société est exemptée de l'impôt sur le revenu.

2. Réglementation des tarifs

La Loi sur la Société canadienne des postes stipule que la Société peut, par règlement, préciser des tarifs de port qui sont justes et raisonnables pour permettre d'assurer des recettes qui, jointes à celles d'autres sources, suffisent à équilibrer les dépenses engagées par la Société dans le cadre de son exploitation. La Société doit publier les projets de règlements pour que toute personne intéressée puisse présenter ses observations au ministre responsable de la Société. Ensuite, le ministre soumet les règlements à l'examen du gouverneur en conseil qui doit donner son approbation ou refuser les règlements.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1990—*Suite*

3. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables suivies par la Société se résument comme suit:

a) Immobilisations et amortissement

Les terrains, les bâtiments et le matériel qui ont été transférés du gouvernement du Canada à la Société lors de sa constitution ont été comptabilisés à leur juste valeur à cette date, établie de façon suivante :

Terrains	—À la valeur marchande fondée sur leur utilisation
Bâtiments	—Au coût de remplacement non amorti
Équipement, véhicules, mobilier, matériel de bureau et des comptoirs, et petit matériel	—Au coût de remplacement non amorti ou au coût d'origine moins l'amortissement estimatif

La valeur marchande des terrains et le coût de remplacement non amorti des bâtiments transférés du gouvernement du Canada ont été déterminés par une évaluation indépendante. Les acquisitions effectuées après la constitution sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pendant la durée d'utilisation estimative des éléments d'actif suivants :

Bâtiments	30 et 40 ans
Équipement	de 4 à 30 ans
Véhicules (autres que les véhicules pour passagers et les véhicules utilitaires à service réduit)	de 6 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	de 5 à 20 ans
Petit matériel—Matériel de rue et conteneurs	de 5 à 15 ans

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 30 pour cent pour tous les véhicules pour passagers et les véhicules utilitaires à service réduit.

b) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des indemnités précises reliées à la cessation d'emploi, calculées selon les salaires en vigueur à la date de cessation, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi.

La valeur actualisée des coûts prévus des indemnités de cessation d'emploi non payées, déterminée par évaluation actuarielle, est inscrite comme une dette à long terme aux états financiers.

Les indemnités de cessation d'emploi cumulées des employés ainsi que les gains et les pertes résultant d'évaluation actuarielle sont imputés à l'exploitation courante.

c) Comptabilisation des revenus

Les montants reçus et pour lesquels les services afférents n'ont pas encore été rendus à la fin de l'exercice sont reportés.

d) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que le gouvernement du Canada administre. Les cotisations de la Société au régime se limitent, d'après les lois actuelles, à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants. Ces cotisations, qui s'élevaient à $97,006,000 ($100,198,000 en 1989), représentent les obligations totales de la Société au titre du régime de retraite; ces cotisations sont imputées à l'exploitation courante. D'après les lois actuelles, la Société n'est pas tenue de verser une cotisation au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de la Fonction publique ou au titre d'imputations au Fonds du revenu consolidé pour l'indexation des prestations en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

e) Frais de développement reportés

Les coûts encourus pour le développement de nouveaux produits de la poste et réseau postal de vente au détail sont reportés. Ces coûts sont amortis selon la méthode linéaire sur les exercices subséquents bénéficiant de la matérialisation d'avantages économiques futurs.

f) Conversion des devises étrangères

Les revenus et les dépenses ayant trait aux opérations avec des administrations postales étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de l'opération. Les montants à payer ou à recevoir de ces administrations étrangères à la date du bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à cette date. Les gains ou les pertes provenant de la conversion des devises étrangères sont imputés à l'exploitation courante.

4. Immobilisations

	1990			1989
	Prix coûtant ou juste valeur	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
	(en milliers de dollars)			
Terrains	214,742		214,742	238,953
Bâtiments	1,136,551	313,856	822,695	814,914
Équipement	570,033	224,837	345,196	279,559
Véhicules	119,229	58,921	60,308	54,967
Petit matériel				
Sacs postaux et cases à serrure	28,343		28,343	24,325
Matériel de rue et conteneurs	167,221	33,192	134,029	89,736
Mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	281,080	58,059	223,021	147,121
	2,517,199	688,865	1,828,334	1,649,575

5. Encaisse et placements réservés

La Société a mis à part un montant d'encaisse et de placements comptabilisés au coût, uniquement afin de gérer les mouvements de trésorerie reliés à la dette pour les indemnités de cessation d'emploi.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1990—*Fin*

6. Redressement affecté au capital d'apport

Avant le 1er avril 1989, avec l'approbation du Gouverneur en conseil comme chargé de la réglementation des tarifs, la Société incluait les coûts des indemnités de cessation d'emploi reportés et les coûts de restructuration extraordinaire accumulés dans ses frais d'exploitation futurs de base à des fins de détermination des tarifs postaux. Ces coûts étaient amortis et récupérés à même les tarifs postaux sur la base spécifiée par le chargé de la réglementation des tarifs.

Avec l'approbation du chargé de la réglementation des tarifs, les soldes non amortis de ces coûts au 1er avril 1989 qui devaient être récupérés à même les usagers futurs de la poste, ont été défalqués du capital d'apport comme suit:

	(en milliers de dollars)
Indemnités de cessation d'emploi reportées	301,309
Coûts de restructuration extraordinaires accumulés	286,944
Redressement affecté au capital d'apport	588,253

7. Collection du patrimoine postal

La Société a une entente avec les Archives nationales du Canada et le Musée canadien des civilisations pour l'exploitation, l'administration et le maintien des archives des postes du Canada et du Musée national des postes respectivement, à savoir du matériel philatélique, des objets de collection, une bibliothèque postale, des expositions qui relatent l'origine du service postal ainsi que d'autres objets du patrimoine. Puisque ces collections, expositions et livres ne sont pas destinés à la vente et que leur valeur n'est pas déterminée, une valeur symbolique de $1,000 leur a été attribuée dans les états financiers.

8. Dette à long terme

En 1988, la Société a contracté un prêt de 10 ans avec le gouvernement du Canada pour un montant de 80 millions de dollars. L'intérêt sur la dette est exigible semi-annuellement à un taux annuel de 9.705 pour cent. Le capital de ce prêt sera remboursé le 27 avril 1998. Le montant des intérêts sur la dette à long terme a été de $7,764,000 ($7,200,000 en 1989).

9. Dettes éventuelles

a) Une plainte a été déposée auprès de la Commission canadienne des droits de la personne alléguant qu'il y a eu discrimination en matière de travail à valeur égale. La Commission poursuit présentement son enquête et on ne peut, à ce moment, établir le résultat de cette enquête. Les frais éventuels reliés à cette plainte, advenant qu'elle soit justifiée, seront récupérés à même les tarifs postaux futurs (conformément à la Loi sur la Société canadienne des postes), et/ou du gouvernement du Canada.

b) Les employés peuvent accumuler des congés de maladie. Toutefois, ces congés ne constituent pas des droits acquis mais plutôt des réserves en cas de maladie future. Les frais éventuels reliés aux congés de maladie accumulés auxquels les employés auront droit ne peuvent pas être déterminés de façon précise. Les congés de maladie sont imputés aux dépenses d'exploitation au fur et à mesure qu'ils sont payés.

10. Paiements pour usagers des postes

Dans les cas où la politique du gouvernement oblige la Société à fournir des services à des tarifs inférieurs aux coûts, notamment à l'industrie de l'édition, pour les envois postaux gratuits du gouvernement, la littérature pour les aveugles et le service de transport aux communautés du Grand Nord, le gouvernement du Canada compense la Société pour le manque à gagner de ces sources. Les paiements reçus, totalisant $239,593,000 ($250,593,000 en 1989), sont inclus dans le revenu des opérations postales.

11. Engagements découlant de contrats de location

La Société occupe certaines installations en vertu de contrats de location-exploitation échéant à diverses dates entre 1991 et 2027. Les paiements minimums futurs que la Société devra verser aux termes des contrats de location-exploitation de plus d'un an sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1991	53,467
1992	43,511
1993	34,828
1994	27,558
1995	17,161
1996 à 2027	38,323
	214,848

12. Opérations entre apparentés

La Société a conclu les opérations suivantes avec ses apparentés en plus de celles présentées ailleurs dans les présents états financiers.

a) Gestion des biens immobiliers

La Société a encouru des frais d'exploitation nets de $191,706,000 ($179,092,000 en 1989) à l'égard d'une entente avec le ministère des Travaux publics pour la gestion de la plupart de ses biens immobiliers. De plus, les aquisitions d'immobilisations se sont chiffrés à $29,787,000 ($32,736,000 en 1989).

b) Intérêts

La Société a réalisé des revenus d'intérêts de l'ordre de $1,769,000 ($23,747,000 en 1989) sur son solde dans le Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada.

c) Autres

Dans le cours normal des affaires, la Société effectue diverses autres opérations avec le gouvernement du Canada, ses agences et d'autres sociétés d'État. Ceux-ci incluent la prestation de services postaux, l'achat de services de transport aérien et ferroviaire.

À la suite de toutes les transactions ci-dessus, les montants débiteurs et créditeurs avec ces apparentés sont de $10,696,000 ($4,725,000 en 1989) et $82,437,000 ($101,056,000 en 1989) respectivement.

13. Événement postérieur à la date du bilan

Le 10 mai 1990, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 40 pour cent du bénéfice net de l'exercice terminé le 31 mars 1990, payable au Receveur général du Canada le 29 juin 1990. Le dividende ainsi établi se chiffre à $59,520,000.

14. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs ont été reclassés afin d'être conformes avec la présentation de l'exercice écoulé.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

LES RAPPORTS FINANCIERS, UNE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

C'est à la direction de la Société qu'il incombe d'établir et de tenir un ensemble de documents comptables, de contrôles internes et de pratiques de gestion qui lui permettent, avec un degré raisonnable de certitude, de produire des données financières fiables, de protéger et contrôler ses actifs, de diriger ses opérations conformément aux lois et règlements qui la régissent, de gérer ses ressources avec compétence et économie et d'exercer ses activités avec efficacité.

La direction est en outre tenue d'assurer l'intégrité et l'objectivité des états financiers. Elle a dressé, au 31 décembre 1989, les états financiers ci-joints conformément aux conventions comptables énoncées dans les notes complémentaires et appliquées d'une manière uniforme. Ces états financiers présentent séparément le Compte corporatif, le Compte du Ministre, le Fonds d'assurance hypothécaire et les autres fonds d'assurance et caisses de garantie pour conserver à ces entités leur caractère distinct et fournir des informations significatives sur chacune de ces composantes des activités commerciales de la Société. Les données financières présentées ailleurs dans le présent rapport annuel correspondent à celles qu'on trouve dans les états financiers.

Pour sa part, le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière et de contrôle interne. Le Conseil assume cette charge par l'entremise du Comité de vérification dont la majorité des membres ne sont pas des dirigeants de la Société. Le Comité tient périodiquement des réunions avec la direction, les vérificateurs internes de la Société et les vérificateurs externes indépendants, afin d'étudier la façon dont ces groupes remplissent leur mission et de discuter de vérification, de contrôle interne et d'autres questions financières pertinentes. Le Comité de vérification a examiné les états financiers avec les vérificateurs externes et a soumis son rapport au Conseil d'administration. Celui-ci a ensuite revu attentivement les états financiers et les a approuvés.

La vérification externe des états financiers a été faite conjointement par Robert D. Hepburn, C.A., du cabinet Deloitte & Touche, et le vérificateur général du Canada. Leurs rapports présentent une opinion impartiale sur les états financiers soumis au Ministre d'État (Habitation).

Président et premier dirigeant
George D. Anderson

Vice-président principal
Ressources
Gaylen A. Duncan

ÉTATS FINANCIERS 31 DÉCEMBRE 1989

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été constituée en société d'État, par une loi fédérale, le 1[er] janvier 1946. Ses activités sont régies par la Loi nationale sur l'habitation, la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement et, à certains égards, par la Loi sur la gestion des finances publiques. Ses principales activités se résument comme suit:

Compte corporatif

Permet le financement de l'habitation et l'amélioration des collectivités suivant des modalités précises et à des taux d'intérêt normalement équivalents à ceux du marché, lesquels sont généralement supérieurs aux taux que la Société paie sur les sommes qu'elle emprunte au gouvernement du Canada. Les prêts et placements s'effectuent dans les trois éléments de planification: logement du marché, logement social et aide au logement, la plus grosse part (environ 70%) touchant les projets reliés au logement social.

Compte du Ministre

Permet de verser certains montants ou d'engager des frais relatifs à l'application de programmes d'habitation au nom du gouvernement du Canada. Ces débours et frais comprennent entre autres, des subsides, contributions, subventions, renonciations de prêts, pertes sur biens immobiliers, pertes en vertu d'ententes fédérales-provinciales, pertes sur taux d'intérêt, frais de recherche et de développement et certains frais administratifs. Provision est faite pour ces paiements et frais dans les budgets principaux et supplémentaires des dépenses qui sont soumis au Parlement. Ce dernier donne son approbation par le biais de lois portant affectation de crédits et de pouvoirs réglementaires qui autorisent le Ministre responsable à rembourser la Société de ces paiements et frais pour l'exercice financier s'y rapportant. Les subsides, contributions et subventions sont versés dans les trois éléments de planification: logement du marché, logement social et aide au logement. Quatre-vingt-dix pour cent de l'activité totale se rattache aux initiatives du logement social.

Fonds gérés

Permettent de gérer certains fonds d'assurance et caisses d'assurance et de garantie pour le compte du gouvernement du Canada. Le Fonds d'assurance hypothécaire est l'outil principal visant à établir un climat de confiance qui permette aux établissements financiers du secteur privé d'exercer leurs activités de prêts hypothécaires. Cet instrument facilite l'offre des capitaux destinés aux prêts pour le logement, en réduisant le risque du prêteur et en favorisant le marché secondaire des prêts hypothécaires, et par conséquent facilite l'accès aux logements pour les Canadiens. Le Fonds d'assurance hypothécaire et le Fonds de garantie des titres hypothécaires encouragent les initiatives de logement du marché.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE D'ÉTAT (HABITATION)

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Compte corporatif au 31 décembre 1989 ainsi que l'état des résultats et du fonds de réserve et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à la Loi nationale sur l'habitation et aux règlements administratifs de la Société.

du cabinet Deloitte & Touche
Robert D. Hepburn, C.A.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 20 février 1990

COMPTE CORPORATIF

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
Prêts et placements	9,057,866	9,248,315
Débiteurs	12,327	12,098
À recevoir du Ministre	120,450	26,044
À recevoir des Fonds gérés		99
Impôts reportés	1,958	
Locaux et matériel de bureau	17,254	16,784
Autres éléments	2,754	3,142
	9,212,609	9,306,482

PASSIF	1989	1988
Emprunts auprès du gouvernement du Canada	8,819,075	9,008,451
Chèques émis excédant les montants en dépôt	214,439	132,311
Créditeurs et frais courus	63,031	56,473
À payer au Receveur général du Canada	61,044	56,895
Impôts reportés		2,352
À payer aux Fonds gérés	5,020	
	9,162,609	9,256,482
CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE		
Capital		
Autorisé et entièrement libéré par le gouvernement du Canada	25,000	25,000
Fonds de réserve	25,000	25,000
	9,212,609	9,306,482

Voir les notes complémentaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU FONDS DE RÉSERVE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Intérêts créditeurs	809.475	834.963
Intérêts débiteurs	759.681	788.435
Marge sur activités de financement	49.794	46.528
Ventes de biens immobiliers	35.551	76.795
Coût des biens immobiliers vendus	14.331	27.911
Profit sur vente de biens immobiliers	21.220	48.884
Autres revenus	21.637	17.995
Bénéfice avant les frais d'exploitation	92.651	113.407
Frais d'exploitation	29.845	25.704
Bénéfice avant impôts	62.806	87.703
Impôts	32.304	37.545
Bénéfice net	30.502	50.158
Fonds de réserve au début de l'exercice	25.000	25.000
	55.502	75.158
Virement au Receveur général du Canada	30.502	50.158
Fonds de réserve à la fin de l'exercice	25.000	25.000

Voir les notes complémentaires.

COMPTE CORPORATIF

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Exploitation		
Bénéfice net	30.502	50.158
Ajouter: évolution nette des intérêts courus	3.080	982
amortissement	2.802	2.315
dévaluation de biens immobiliers		242
impôts reportés	(4.310)	8.499
	32.074	62.196
Paiements au Receveur général du Canada	(26.353)	(34.555)
Évolution des sommes à payer aux ou à recevoir des Fonds gérés	5.119	(13.664)
Évolution des sommes à recevoir du Ministre	(94.406)	6.989
Augmentation des débiteurs	(229)	(1.178)
Augmentation des créditeurs	6.558	3.720
Diminution des autres éléments d'actif	388	1.839
	(76.849)	25.347
Placements		
Remboursement des prêts et des placements	462.758	468.547
Augmentation des prêts et des placements	(277.456)	(251.246)
Acquisition de locaux et matériel de bureau	(3.272)	(3.926)
	182.030	213.375
Financement		
Emprunts auprès du gouvernement du Canada	280.000	269.000
Remboursement d'emprunts au gouvernement du Canada	(467.309)	(528.150)
	(187.309)	(259.150)
Diminution de l'encaisse	(82.128)	(20.428)

Voir les notes complémentaires.

COMPTE CORPORATIF

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1989

1. Règle de présentation

Les états financiers du Compte corporatif sont présentés séparément de ceux du Compte du Ministre, du Fonds d'assurance hypothécaire et des autres fonds d'assurance et caisses de garantie pour conserver à ce compte son caractère distinct et fournir des informations significatives sur cette composante des activités commerciales de la Société.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers du Compte corporatif de la Société sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables observées par la Société sont les suivantes:

a) Prêts

Les prêts consentis en vertu de certains programmes entraînent des pertes sur taux d'intérêt et celles-ci sont recouvrées du Ministre. Lorsque les prêts sont assortis d'une clause de remise, cette dernière est comptabilisée et recouvrée du Ministre au moment même où les prêts sont accordés. Aucune provision pour pertes sur prêts n'a été constituée. Les pertes sur les prêts assurés sont indemnisées sur le Fonds d'assurance hypothécaire, tandis que les pertes sur les biens acquis à la suite d'un manquement aux conditions de prêts non assurés, sont recouvrées selon les modalités décrites à la rubrique "Biens immobiliers". Les autres pertes sur les prêts non assurés sont recouvrables du Ministre.

b) Ententes fédérales-provinciales

Les prêts et les placements sont effectués en vertu d'ententes de partage des frais avec les provinces et les territoires pour encourager la construction de logements locatifs, le regroupement de terrains, les habitations coopératives, le logement pour les ruraux et les autochtones et la remise en état de logements. Les états financiers ne tiennent compte que de la quote-part de la Société dans les coûts ainsi que des intérêts capitalisés. La quote-part de la Société dans les subventions et les pertes relatives à ces ententes est recouvrée du Ministre. Les gains sur la vente des projets de regroupement de terrains sont comptabilisés comme revenu dans le Compte corporatif.

c) Biens immobiliers

Les biens immobiliers comprennent les propriétés et les terrains vagues acquis directement par la Société, sans frais, par le biais du gouvernement du Canada ou à la suite d'un manquement aux conditions de prêts non assurés. Tous les biens immobiliers sont comptabilisés au coût, incluant les frais d'acquisition, de modernisation et d'amélioration.

Les frais de possession, y inclus l'intérêt, des biens immobiliers acquis directement par la Société, sont capitalisés tant que la valeur d'expertise de ces biens immobiliers n'a pas été atteinte; par la suite, ces frais sont imputés aux résultats du Compte corporatif. Les profits ou les pertes sur l'aliénation de ces biens sont portés au Compte corporatif. Dans les cas de baisse permanente de la valeur des propriétés, les pertes qui en découlent sont imputées à l'exercice au cours duquel elles ont été constatées.

Les frais de possession des biens immobiliers, y inclus l'intérêt, acquis sans frais par le biais du gouvernement du Canada ou à la suite d'un manquement aux conditions de prêts non assurés sont capitalisés. Les profits ou les pertes nets sur l'aliénation de ces biens immobiliers sont versés au Ministre ou recouvrés de ce dernier.

Toutes les pertes nettes d'exploitation des biens immobiliers sont recouvrées du Ministre.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

d) Amortissement

L'amortissement des immeubles inclus dans les biens immobiliers est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire fixé sur la durée d'utilisation estimative des immeubles, laquelle est généralement de cinquante ans.

La Société amortit ses locaux, son matériel et son mobilier selon la méthode de l'amortissement dégressif.

e) Coûts et obligations découlant du régime de retraite

Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est déterminé selon la méthode de répartition au prorata des années de service, et imputé aux frais d'exploitation au fil des années d'emploi. La valeur actuarielle de ce coût est calculée d'après la meilleure évaluation par la haute direction du rendement des placements de la Caisse de retraite, de l'échelonnement des salaires, de la mortalité des membres, des départs, ainsi que de l'âge des membres prenant leur retraite. Les redressements découlant de modifications au régime, d'excédents ou d'insuffisances actuarielles, ou de changements d'hypothèses sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés.

f) Fonds de réserve

Le bénéfice ou la perte après impôts sur le revenu est viré(e) au Fonds de réserve, dont la limite est fixée par décret à 25 millions de dollars. Tout excédent est viré au crédit du Receveur général du Canada.

g) Intérêts créditeurs et débiteurs

Les intérêts créditeurs et débiteurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

3. Prêts et placements

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Prêts	4,645,961	4,890,300
Ententes fédérales-provinciales		
Prêts	2,807,697	2,826,492
Placements dans des ensembles d'habitation	1,540,278	1,460,749
Projets de regroupement de terrains	21,332	27,082
	4,369,307	4,314,323
Biens immobiliers		
Placements dans des ensembles d'habitation	13,359	15,839
Terrains	29,239	27,853
	42,598	43,692
Total des prêts et placements	9,057,866	9,248,315

4. À recevoir du Ministre

En 1989, la Société a déboursé au nom du Ministre 1,687.0 millions de dollars (1,552.0 millions en 1988), somme recouvrable sur les crédits parlementaires. Au cours de l'exercice, la Société a recouvré 1,592.6 millions de dollars (1,529.0 millions en 1988), dont 26.0 millions (33.0 millions en 1988) imputables aux dépenses de l'exercice précédent et 1,566.6 millions (1,496.0 millions en 1988), à celles de 1989; le solde à recevoir du Ministre est donc de 120.4 millions de dollars (26.0 millions en 1988).

5. Locaux et matériel de bureau

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette 1989	Valeur comptable nette 1988	Taux d'amortissement
	(en milliers de dollars)				
Terrains	171		171	358	
Immeubles	13,424	6,064	7,360	6,844	5%
Matériel	28,987	20,683	8,304	7,941	8%, 20%, 30%
Améliorations locatives	6,457	5,038	1,419	1,641	20%
Total	49,039	31,785	17,254	16,784	

L'amortissement relié aux éléments d'actif susmentionnés s'est chiffré à 2.8 millions de dollars (2.3 millions en 1988).

6. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

En vertu des dispositions de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement et de la Loi nationale sur l'habitation, la Société emprunte auprès du gouvernement du Canada les fonds nécessaires au financement des prêts et des placements. Ces emprunts s'appuient sur des débentures ou d'autres titres de créance qui portent intérêt à des taux variant de 2.00% à 17.96% et sont remboursables sur des périodes n'excédant pas cinquante ans. Voici les paiements prévus pour les cinq prochains exercices:

	(en milliers de dollars)
1990	237,500
1991	213,700
1992	223,000
1993	225,500
1994	185,900

7. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses opérations, la Société fait l'objet de poursuites dont l'effet ne peut être déterminé tant qu'elles n'ont pas été réglées. En 1982, un grand nombre de poursuites en dommages-intérêts d'une valeur totale approximative de 48.5 millions de dollars au 31 décembre 1989 ont été intentées contre la Société et des tierces parties à la suite de l'installation de mousse isolante d'urée formaldéhyde. De plus, d'autres poursuites d'une valeur de 4.1 millions de dollars sont en instance devant les tribunaux. La Société n'admet aucune responsabilité dans ces affaires, mais, tant que les causes n'auront pas été entendues, il est impossible de déterminer s'il existe une responsabilité à ce sujet. En conséquence, aucune provision pour pertes éventuelles découlant de ces poursuites n'a été constituée dans les états financiers. Dans l'éventualité où des coûts résulteraient de ces poursuites, ils seraient imputés à l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

8. Recouvrement des pertes sur intérêt

La Société a été autorisée par le gouvernement du Canada à approuver certains prêts et ententes fédérales-provinciales à taux réduit et à recouvrer cette perte du gouvernement. Les recouvrements d'intérêt sont inclus dans les intérêts créditeurs. Les recouvrements par programme se présentent comme suit:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Logement du marché	50,253	60,060
Logement social	19,171	19,234
Aide au logement	1,037	1,160

9. Intérêts capitalisés

La valeur des intérêts capitalisés en 1989 a été de 3.1 millions de dollars (3.9 millions en 1988).

10. Régime de retraite

La Société a créé une caisse de retraite à prestations déterminées pour tous ses employés qui satisfont à certains critères d'admissibilité. Cette caisse prévoit des rentes calculées sur le salaire annuel moyen le plus élevé de toute période de six ans, multiplié par le nombre d'années de service crédité.

La politique de capitalisation de la Société consiste à verser les sommes requises par les prestations actuelles reliées au service et les dettes non provisionnées de la Caisse de retraite au cours des périodes permises par les pouvoirs réglementaires.

Selon l'évaluation actuarielle faite au 1^er^ janvier 1990, voici la situation du Régime au 31 décembre 1989:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Valeur projetée des prestations constituées	441,942	399,272
Actif net disponible pour les prestations	447,394	403,661
Excédent de l'actif net sur la valeur projetée des prestations constituées	5,452	4,389

Les coûts des prestations de retraite imputés aux frais d'exploitation, y compris les contributions aux régimes de retraite gouvernementaux, les coûts des services courants, les coûts du régime de retraite spécial de 1989, l'amortissement des coûts relatifs aux services passés et les gains et pertes actuariels se chiffrent à 12.1 millions de dollars en 1989 (9.6 millions en 1988).

11. Frais d'exploitation

Le total des frais d'exploitation de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 1989 s'établit à 208.5 millions de dollars (190.4 millions en 1988), duquel 178.6 millions de dollars (164.7 millions en 1988) ont été répartis entre le Compte du Ministre et les Fonds gérés.

12. Engagements

a) Prêts et placements

Les engagements sur prêts et placements s'élevaient à 273.3 millions de dollars au 31 décembre 1989 (291.8 millions en 1988).

b) Contrats de location-exploitation

Voici les engagements minimums futurs pour les locaux et le matériel loués au moyen de baux à long terme non résiliables, pour les cinq prochains exercices:

	Locaux	Matériel	Total
	(en milliers de dollars)		
1990	8,910	11,113	20,023
1991	5,442	8,092	13,534
1992	3,885	6,902	10,787
1993	3,660	6,555	10,215
1994	1,895	6,188	8,083
	23,792	38,850	62,642

c) Contrat de location-acquisition

Pour réaliser son plan de rassembler tous les services de son siège social au même endroit, la Société a conclu une série d'ententes en vue de faire construire un nouvel immeuble sur le terrain qui lui appartient et où s'élèvent les actuels bâtiments du Bureau national. La construction devrait être terminée en juillet 1990.

Ce nouvel immeuble, dont on estime le coût à 39 millions de dollars, est financé par un bail à construction de 25 ans qui, pour fins comptables, est considéré comme un contrat de location-acquisition. Le bail oblige la Société à des paiements annuels de 5.2 millions de dollars pendant les 10 premières années et de 3.6 millions durant les 15 années restantes. Les paiements débuteront le premier jour du mois suivant la date d'achèvement de la construction.

À l'expiration du bail, la Société deviendra propriétaire de l'immeuble au coût d'un dollar.

13. Impôts

Figure à ce poste la somme de 7.7 millions de dollars exigible en vertu des dispositions de l'impôt sur les grandes sociétés qui sont entrées en vigueur le 1^er^ juillet 1989. Cet impôt est perçu au taux annuel de 0.175% sur le capital imposable.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE DU MINISTRE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE D'ÉTAT (HABITATION)

Nous avons vérifié l'état des dépenses et des recouvrements de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Compte du Ministre pour l'exercice terminé le 31 décembre 1989. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification géneralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, cet état présente fidèlement les dépenses engagées au nom du Ministre et les recouvrements de ce dernier pour l'exercice terminé le 31 décembre 1989 selon la convention comptable présentée dans la note 2 complémentaire à l'état financier, appliquée de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

du cabinet Deloitte & Touche
Robert D. Hepburn, C.A.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 20 février 1990

COMPTE DU MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET RECOUVREMENTS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Dépenses		
Logement du marché	76,849	76,613
Logement social	1,490,523	1,337,676
Aide au logement	12,699	11,786
Frais d'exploitation	106,960	95,957
	1,687,031	1,522,032
À recevoir du Ministre, au début de l'exercice	26,044	33,033
	1,713,075	1,555,065
Recouvrements	1,592,625	1,529,021
À recevoir du Ministre, à la fin de l'exercice	120,450	26,044

Voir les notes complémentaires.

COMPTE DU MINISTRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1989

1. Règle de présentation

L'état du Compte du Ministre est présenté séparément de ceux du Compte corporatif, du Fonds d'assurance hypothécaire et des autres fonds d'assurance et caisses de garantie pour conserver à ce compte son caractère distinct et fournir des informations significatives sur cette composante des activités commerciales de la Société.

2. Principale convention comptable

Les dépenses effectuées pour le compte du Ministre d'État (Habitation) sont comptabilisées comme montants à recouvrer lorsque ces frais sont payés. Aucun montant couru n'est porté à ce compte au 31 décembre 1989. La fin de l'exercice du gouvernement du Canada est le 31 mars 1990; à ce moment-là, des montants courus seront comptabilisés conformément aux directives du Conseil du Trésor et seront présentés dans les Comptes publics du Canada.

3. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses opérations, la Société fait l'objet de poursuites dont l'effet ne peut être déterminé tant qu'elles n'ont pas été réglées. En 1982, un grand nombre de poursuites en dommages-intérêts d'une valeur totale approximative de 48.5 millions de dollars au 31 décembre 1989 ont été intentées contre la Société et des tierces parties à la suite de l'installation de mousse isolante d'urée formaldéhyde. La Société n'admet aucune responsabilité dans ces affaires, et il est difficile de savoir si les frais éventuels qu'entraîneraient ces poursuites pourraient être imputés au gouvernement du Canada. De plus, d'autres poursuites d'une valeur de 14.2 millions de dollars sont en instance devant les tribunaux; la Société n'admet aucune responsabilité dans ces affaires. Dans le cas d'un jugement en faveur des plaignants, les coûts qui pourraient en résulter seraient imputables au Compte du Ministre. Aucune provision pour pertes éventuelles découlant de ces poursuites n'a été constituée dans le Compte. Dans l'éventualité où des coûts résulteraient de ces poursuites, ils seraient imputés à l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

4. Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation imputés au Ministre par la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 1989 totalisent 106.9 millions de dollars (96.0 millions en 1988).

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE D'ÉTAT (HABITATION)

Nous avons vérifié les bilans des Fonds gérés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement—Fonds d'assurance hypothécaire, Fonds de garantie des titres hypothécaires, Caisse d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons et Caisse de garantie des loyers—au 31 décembre 1989 ainsi que l'état des résultats et du déficit ou de l'excédent. Nous avons également vérifié l'état de l'évolution de la situation financière du Fonds d'assurance hypothécaire et du Fonds de garantie des titres hypothécaires pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ces Fonds au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de leur exploitation et l'évolution de leur situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à la Loi nationale sur l'habitation et aux règlements administratifs de la Société.

du cabinet Deloitte & Touche
Robert D. Hepburn, C.A.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 20 février 1990

FONDS GÉRÉS
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
Débiteurs	1,070	4,545
À recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	4,620	
Placements en valeurs mobilières	728,107	497,609
Prêts hypothécaires	47,608	40,313
Biens immobiliers	125,086	153,008
	906,491	695,475

PASSIF	1989	1988
Créditeurs et frais courus	7,253	9,480
Dû à la Société canadienne d'hypothèques et de logement		592
Provision pour les réclamations	203,879	166,937
Primes non gagnées	592,238	525,966
Insuffisance de primes	55,734	108,601
	859,104	811,576
Excédent (déficit)	47,387	(116,101)
	906,491	695,475

Voir les notes complémentaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Revenus		
Primes gagnées	135,687	113,959
Droits de demande	20,821	20,129
Revenu de placement	61,614	36,649
Autres	2,219	6,901
	220,341	177,638
Frais		
Perte sur les réclamations	2,466	53,464
Souscription	48,345	44,119
Frais d'exploitation	21,967	23,335
Régularisation de la provision pour réclamations	36,942	(3,110)
	109,720	117,808
Bénéfice	110,621	59,830
Régularisation pour insuffisance de primes	52,867	82,166
Bénéfice net	163,488	141,996
Déficit au début de l'exercice	(116,101)	(258,097)
Excédent (déficit) à la fin de l'exercice	47,387	(116,101)

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Exploitation		
Primes reçues	201,959	184,325
Droits de demande	20,821	20,129
Revenu de placement perçu	56,553	29,213
Réclamations réglées	(111,225)	(127,844)
Produit de la vente de biens immobiliers	117,425	121,175
Frais d'exploitation	(70,759)	(68,015)
Autres	10,607	3,985
	225,381	162,968
Placements		
Placements en valeurs mobilières	(220,169)	(176,626)
Augmentation (diminution) des montants à recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	5,212	(13,658)

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS
FONDS DE GARANTIE DES TITRES HYPOTHÉCAIRES

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
À recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	185	278
Placements en valeurs mobilières	6,158	1,560
Frais d'exploitation reportés	70	80
	6,413	1,918

PASSIF	1989	1988
Droits de garantie non gagnés	5,565	2,281
Excédent (déficit)	848	(363)
	6,413	1,918

Voir les notes complémentaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS
FONDS DE GARANTIE DES TITRES HYPOTHÉCAIRES

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Revenus		
Droits de garantie gagnés	877	331
Droits de demande	543	261
Revenu de placement	401	87
	1,821	679
Frais		
Frais d'exploitation	610	629
	610	629
Bénéfice net	1,211	50
Déficit au début de l'exercice	(363)	(413)
Excédent (déficit) à la fin de l'exercice	848	(363)

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS
FONDS DE GARANTIE DES TITRES HYPOTHÉCAIRES

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Exploitation		
Droits de garantie reçus	4,161	1,762
Droits de demande	543	261
Revenu de placement perçu	222	65
Frais d'exploitation	(600)	(619)
	4,326	1,469
Placements		
Placements en valeurs mobilières	(4,419)	(1,538)
	(4,419)	(1,538)
Diminution des montants à recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	(93)	(69)

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS
CAISSE D'ASSURANCE DES PRÊTS POUR L'AMÉLIORATION DE MAISONS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
Placements en valeurs mobilières	1,188	1,024
À recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement		42
Prêts hypothécaires	4	4
	1,192	1,070

PASSIF	1989	1988
Dû à la Société canadienne d'hypothèques et de logement	5	
Excédent	1,187	1,070
	1,192	1,070

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS
CAISSE D'ASSURANCE DES PRÊTS POUR L'AMÉLIORATION DE MAISONS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Revenus		
Revenu de placement	123	93
Autres	9	40
	132	133
Frais		
Frais d'exploitation	15	9
Bénéfice net	117	124
Excédent au début de l'exercice	1,070	946
Excédent à la fin de l'exercice	1,187	1,070

Voir les notes complémentaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS
CAISSE DE GARANTIE DES LOYERS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988	PASSIF	1989	1988
Placements en valeurs mobilières	3,920	3,480	Frais courus		413
À recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	220	173	Excédent	15,640	11,540
Biens immobiliers	11,500	8,300			
	15,640	11,953		15,640	11,953

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS
CAISSE DE GARANTIE DES LOYERS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Revenus		
Revenu de placement	409	284
Autres	656	620
	1,065	904
Frais		
Frais d'exploitation	28	13
Provision pour réévaluation des biens immobiliers	(3,063)	(34)
	(3,035)	(21)
Bénéfice net	4,100	925
Excédent au début de l'exercice	11,540	10,615
Excédent à la fin de l'exercice	15,640	11,540

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1989

1. Règle de présentation

Les états financiers du Fonds d'assurance hypothécaire et des autres fonds d'assurance et caisses de garantie sont présentés séparément de ceux du Compte corporatif et du Compte du Ministre pour conserver à ces entités leur caractère distinct et fournir des informations significatives sur ces éléments des activités commerciales de la Société.

2. Principales conventions comptables

Les principales conventions comptables suivies par la Société dans la gestion du Fonds d'assurance et des Caisses d'assurance et de garantie sont les suivantes:

a) Placements en valeurs mobilières

Ces placements sont inscrits au coût amorti plus les intérêts courus.

b) Prêts hypothécaires

Les prêts hypothécaires sont évalués au coût moins une provision pour pertes estimatives.

c) Biens immobiliers

Les biens immobiliers acquis au moment d'une réclamation résultant du manquement aux conditions de prêts sont comptabilisés à la valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette représente la valeur d'expertise courante des biens immobiliers, déterminée par la Société, moins la valeur escomptée des coûts estimatifs de possession et de revente. L'amortissement n'est pas comptabilisé sur les biens immobiliers.

d) Provision pour les réclamations

Cette provision représente les pertes estimatives sur les réclamations en cours et sur les prêts en défaut mais pour lesquels des demandes de règlement n'ont pas encore été reçues par la Société.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Fin*

FONDS GÉRÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

e) Insuffisance de primes

La Société compare chaque année le montant des primes non gagnées par secteur d'activité aux coûts escomptés des réclamations qui n'ont pas encore eu lieu sur les polices d'assurance en vigueur. Lorsqu'il est déterminé que les primes non gagnées d'un secteur d'activité sont insuffisantes pour couvrir le coût net des réclamations éventuelles, une insuffisance de primes est inscrite. L'insuffisance de primes est considérée comme revenu de la même façon que les primes non gagnées s'y rapportant.

f) Primes

Les primes sont reportées et comptabilisées comme revenu sur la durée des polices en question, compte tenu du risque de défaut annuel.

g) Droits de garantie

Les droits de garantie sont reportés et comptabilisés comme revenu sur la durée du titre hypothécaire correspondant, selon la méthode linéaire. Il existe présentement des titres d'une durée de 5, 10 et 20 ans.

h) Droits de demande

Les droits de demande sont portés au revenu dès qu'ils sont encaissés.

i) Revenu de placement

Le revenu de placement est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

j) Coûts de souscription

Les coûts de souscription sont imputés aux résultats lorsqu'ils sont engagés.

k) Impôts

Le Fonds d'assurance hypothécaire et les Caisses d'assurance et de garantie ne sont pas assujettis aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

3. Placements en valeurs mobilières

a) Fonds d'assurance hypothécaire

	31 décembre			
	1989		1988	
	Valeur comptable	Valeur du marché	Valeur comptable	Valeur du marché
	(en milliers de dollars)			
Dépôts bancaires ..			85,359	85,359
Bons du Trésor du Canada	143,062	142,453	339,151	339,151
Billets	21,548	21,625		
Obligations du gouvernement du Canada	455,166	453,919	73,099	71,319
Titres hypothécaires	108,331	104,271		
Total	728,107	722,268	497,609	495,829

b) Autres fonds

Les placements dans les bons du Trésor pour les trois autres fonds au 31 décembre 1989 totalisent 11.2 millions de dollars (6.1 millions en 1988).

4. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses opérations, le Fonds d'assurance hypothécaire fait l'objet de poursuites dont l'effet ne peut être déterminé tant qu'elles n'ont pas été réglées. Au 31 décembre 1989, douze poursuites totalisant 16.5 millions de dollars demeurent encore en litige. Le Fonds n'admet aucune responsabilité dans ces affaires et tant que les causes n'auront pas été entendues devant les tribunaux, il est impossible de déterminer s'il existe une responsabilité à ce sujet; ainsi, aucune provision pour pertes éventuelles découlant de ces poursuites n'a été constituée dans les états financiers. Dans l'éventualité où des coûts résulteraient de ces poursuites, ils seraient imputés à l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

5. Évaluation actuarielle — Fonds d'assurance hypothécaire

Une étude actuarielle du Fonds au 30 septembre 1989 révèle que celui-ci est maintenant plus que suffisant pour payer toute indemnité éventuellement demandée en exécution des polices d'assurance souscrites. Au 30 septembre 1989, on estimait l'excédent du Fonds à 4.2 millions de dollars (30 septembre 1988: déficit de 141.4 millions).

6. Assurance en vigueur — Fonds d'assurance hypothécaire

Au 31 décembre 1989, les polices d'assurance en vigueur totalisaient environ 48.6 milliards de dollars (44.9 milliards en 1988).

7. Garanties en vigueur—Fonds de garantie des titres hypothécaires

Au 31 décembre 1989, les garanties en vigueur totalisaient approximativement 3.0 milliards de dollars (1.2 milliard en 1988).

8. Caisse d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons et Caisse de garantie des loyers

Les programmes d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons et de garantie des loyers ne sont plus actifs.

9. Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation imputés par la Société aux Fonds gérés pour l'exercice terminé le 31 décembre 1989 s'élèvent à 71.7 millions de dollars (68.7 millions en 1988).

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVE AUX ÉTATS FINANCIERS

La direction répond des états financiers ci-joints de la Société d'assurance-dépôts du Canada et de tous les autres renseignements contenus dans le présent rapport annuel, lesquels ont reçu l'approbation du Conseil d'administration. Ces états financiers incluent certains chiffres qui sont forcément fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction.

La direction a dressé les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, qui ont été appliqués d'une manière uniforme. Les autres données financières présentées dans le rapport annuel concordent avec celles que l'on retrouve dans les états financiers.

En vertu de son obligation d'assurer l'intégrité et la fidélité des états financiers, la direction est chargée de maintenir des systèmes de contrôle financiers et de gestion ainsi que des pratiques correspondantes qui lui permettent de garantir, dans une mesure raisonnable, que les opérations sont autorisées, que les biens sont protégés et que les documents comptables sont tenus conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements d'application ainsi qu'à la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada et aux règlements administratifs de la Société. Les procédés de contrôle interne sont renforcés par les vérifications internes périodiques portant sur différents aspects des opérations de la Société. De plus, les vérificateurs internes et externes ont libre accès auprès du comité de vérification du Conseil, lequel veille à ce que la direction s'acquitte des obligations qui lui sont faites de maintenir des systèmes de contrôle acceptables et de présenter avec exactitude l'information financière.

Le vérificateur de la Société, c'est-à-dire le Vérificateur général du Canada, a effectué une vérification indépendante des présents états financiers et a déposé le rapport reproduit ci-après.

le Président et chef de la direction
Charles C. de Léry

le Vice-président aux opérations
Bert C. Scheepers

le Contrôleur
Johanne R. Lanthier

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES FINANCES

J'ai vérifié le bilan de la Société d'assurance-dépôts du Canada au 31 décembre 1989 ainsi que les états du fonds d'assurance-dépôts, des résultats des placements et des opérations administratives et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 21 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
Encaisse et bons du Trésor	85,490	62,348
Primes et autres débiteurs	4,116	2,245
Élements d'actif acquis d'institutions membres devenues insolvables	316	147
Mobilier, matériel et améliorations locatives	1,070	591
	90,992	65,331
Prêts consentis à des institutions membres et à d'autres (note 3)	111,021	162,368
Réclamations contre des institutions membres devenues insolvables (note 4)	891,154	1,088,247
	1,002,175	1,250,615
Provision générale pour pertes (note 5)	(502,000)	(584,000)
	500,175	666,615
	591,167	731,946

PASSIF	1989	1988
Créditeurs	3,312	2,565
Emprunts au Trésor (note 6)	1,438,654	1,746,486
	1,441,966	1,749,051
CAISSE D'ASSURANCE-DÉPÔTS		
Déficit à la fin de l'exercice	(850,799)	(1,017,105)
	591,167	731,946

Approuvé par le Conseil d'administration:

le Président
R.A. McKINLAY

un Administrateur
H. MARCEL CARON

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DE LA CAISSE D'ASSURANCE-DÉPÔTS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Déficit au début de l'exercice	(1,017,105)	(1,107,563)
Activités d'assurance		
Primes (note 7)	244,909	215,631
Intérêts sur prêts consentis à des institutions membres et à d'autres	20,112	5,771
Intérêts divers	3,273	139
	268,294	221,541
Intérêts sur emprunts au Trésor	171,164	142,458
Redressement de la provision pour pertes	(77,733)	(40,000)
Intérêts sur prêts consentis par des institutions membres		22,713
	93,431	125,171
Gain provenant des activités d'assurance pour l'exercice	174,863	96,370
Déficit avant la perte nette découlant des placements et des opérations administratives	(842,242)	(1,011,193)
Perte nette découlant des placements et des opérations administratives	(8,557)	(5,912)
Déficit à la fin de l'exercice	(850,799)	(1,017,105)

ÉTAT DES RÉSULTATS DES PLACEMENTS ET DES OPÉRATIONS ADMINISTRATIVES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Intérêts créditeurs		
Bons du Trésor	3,583	1,936
Autres	18	247
	3,601	2,183
Dépenses		
Frais d'inspection, juridiques et autres	3,280	2,344
Traitements et autres frais de personnel	3,045	2,467
Programme d'information du public	3,436	913
Frais généraux et d'administration	1,205	869
Locaux	660	621
Traitement des données	532	881
	12,158	8,095
Perte nette découlant des placements et des opérations administratives	(8,557)	(5,912)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Activités d'exploitation		
Gain provenant des activités d'assurance	174,863	96,370
Perte nette découlant des placements et des opérations administratives	(8,557)	(5,912)
Postes hors caisse compris dans le gain ou la perte nette:		
Amortissement	302	193
Redressement de la provision pour pertes	(77,733)	(40,000)
Augmentation (diminution) des débiteurs et des créditeurs	(1,124)	10,922
Augmentation des intérêts courus sur les emprunts au Trésor	12,168	27,347
Éléments d'actif acquis d'institutions membres devenues insolvables (net)	(169)	168
Prêts consentis à des institutions membres et réclamations contre des institutions membres devenues insolvables (net)	244,173	72,038
Remboursement de prêts consentis par des institutions membres		(581,871)
Encaisse provenant des (utilisée pour les) activités d'exploitation	343,923	(420,745)
Activités de placement		
Acquisition d'immobilisations (net)	(781)	(115)
Activités de financement		
Augmentation (diminution) des emprunts au Trésor	(320,000)	461,337
Augmentation au cours de l'exercice	23,142	40,477
Encaisse et bons du Trésor au début de l'exercice	62,348	21,871
Encaisse et bons du Trésor à la fin de l'exercice	85,490	62,348

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989

1. Mandat et pouvoirs

La Société a été constituée en 1967 en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada (la Loi sur la SADC). Elle compte au nombre des sociétés d'État inscrites à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

La Société a pour mandat de fournir une assurance contre la perte totale ou partielle des dépôts, de favoriser au sein de ses institutions membres le respect de pratiques commerciales et financières saines et de contribuer, à tous égards, à la stabilité et à la compétitivité du système financier canadien. La Société doit s'acquitter de ses fonctions de façon à protéger les intérêts des déposants tout en cherchant à réduire au minimum les pertes qu'elle est susceptible d'encourir.

La Société est habilitée à prendre toutes les mesures essentielles ou accessoires pour bien remplir son mandat, y compris faire l'acquisition d'éléments d'actif d'une institution membre ou lui garantir des prêts. Elle peut également procéder ou faire procéder à des inspections des institutions membres, prescrire des normes nécessaires à l'établissement de pratiques commerciales et financières saines et faire fonction de liquidateur, syndic ou inspecteur d'une institution membre ou d'une filiale de celle-ci.

2. Conventions comptables

Méthode de préparation des états financiers

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Ils ne prennent pas en compte les éléments d'actif et de passif ni les résultats des institutions membres dont les opérations sont graduellement réduites et qui, dans l'intervalle, sont financées par la Société.

Les principales conventions comptables suivies sont énoncées ci-après.

Comptabilisation des primes

Les primes sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées et elles sont calculées au prorata des sommes assurées que les institutions membres ont en dépôt au 30 avril de chaque année. Les primes sont exigibles en deux versements égaux, le 30 juin et le 31 décembre de la même année.

Provision générale pour pertes

La provision générale pour pertes indique avec la plus grande exactitude possible les pertes que la Société est susceptible d'encourir relativement aux seules institutions membres contre lesquelles elle peut ou estime pouvoir effectuer une réclamation financière. Cette provision tient compte des pertes estimatives résultant du remboursement des dépôts assurés confiés à des institutions membres devenues insolvables, et des prêts consentis à des institutions membres en vertu d'un accord de crédit ou d'un accord de représentation et d'exploitation.

Les réclamations faites contre des institutions membres devenues insolvables et les prêts consentis à des institutions membres et à d'autres peuvent être radiés, en totalité ou en partie, lorsque, de l'avis de la Société, il ne fait pas de doute que ces réclamations ou ces prêts ne seront pas entièrement réalisés. Ces pertes seraient normalement comptabilisées trois ans après l'intervention de la Société. Celle-ci doit faire preuve de discernement avant de décider de radier la totalité ou une partie de ses réclamations ou de ses prêts. De plus, le montant radié est, dans une large mesure, déterminé en fonction des données fiables qui peuvent confirmer la valeur des pertes que la Société prévoit de subir suite à l'insolvabilité d'une institution membre particulière.

Comptabilisation des intérêts créditeurs

La Société perçoit des intérêts sur les prêts qu'elle consent directement ou indirectement, conformément aux conditions établies. Elle cesse de comptabiliser les intérêts créditeurs lorsqu'une institution membre devenue insolvable est mise en liquidation ou lorsqu'il existe un doute fondé quant au recouvrement éventuel des intérêts. Dans ce dernier cas, les intérêts créditeurs ne sont comptabilisés que lorsque les fonds sont perçus.

3. Prêts consentis à des institutions membres et à d'autres

La Société a conclu des accords de crédit avec des institutions membres et a d'autres intéressés. Elle a accordé deux prêts dans le cas d'institutions membres déclarées en faillite et dont les opérations ont été, pour une grande part, réduites progressivement sur cinq ans. La Société ne comptabilise pas d'intérêts sur ces deux prêts parce qu'il est fort improbable qu'elle recouvre le moindre intérêt des institutions concernées. Au 31 décembre 1989, le solde impayé de ces prêts se chiffrait à 21 millions de dollars (1988: 51 millions de dollars).

Dans un troisième cas, la Société a consenti un prêt à l'égard d'une institution membre qui est toujours liée à un accord de crédit avec la Société et qui est assujetti à un accord de consultation avec une autre institution membre. Ces accords visent essentiellement à assurer le bon déroulement de la réduction progressive des activités de l'institution concernée. Le prêt consenti est garanti par une charge flottante enregistrée sur tous les éléments d'actif de l'institution membre. La Société continue de percevoir des intérêts sur ce prêt de 31 millions de dollars (1988: 36 millions de dollars).

Finalement, en vertu des pouvoirs généraux que lui confère le paragraphe 10(1) de la Loi sur la SADC, la Société a consenti, en octobre 1988, un prêt en vue de faciliter la vente d'une institution membre. La Société continue de percevoir des intérêts sur ce prêt pleinement garanti qui, au 31 décembre 1989, s'élevait à 59 millions de dollars (1988: 75 millions de dollars).

4. Réclamations contre des institutions membres devenues insolvables

La Société fait une réclamation contre une institution membre devenue insolvable lorsque, en effectuant un remboursement, elle est subrogée dans les droits et intérêts du déposant contre l'institution. La Société fait également une réclamation contre une institution membre devenue insolvable et mise en liquidation à qui elle a consenti un prêt. La Société a déposé des réclamations contre toutes les institutions membres déclarées insolvables qui ont été mises en liquidation.

5. Provision générale pour pertes

Le tableau suivant décompose le chiffre de la provision générale pour pertes qui est inscrit au bilan:

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	584,000	1,230,000
Redressement de la provision pour pertes	(77,733)	(40,000)
	506,267	1,190,000
Moins les montants radiés		
Réclamations contre des institutions membres devenues insolvables	4,267	515,807
Prêts consentis à des institutions membres et à d'autres		90,193
	4,267	606,000
Solde à la fin de l'exercice	502,000	584,000

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

La Société est demanderesse dans diverses actions en justice intentées par suite de la faillite ou de l'insolvabilité de certaines institutions membres. La provision générale pour pertes ne tient pas compte des sommes que la Société est susceptible de recouvrer dans le cas où un jugement serait rendu en sa faveur.

6. Emprunts au Trésor

Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la Société peut emprunter au Trésor jusqu'à 3 milliards de dollars.

7. Primes

Conformément au paragraphe 21(1) de la Loi sur la SADC, le gouverneur en conseil, sur la demande de la Société, a fixé le taux des primes, pour l'exercice comptable des primes de 1989, à un dixième pour cent du total des dépôts assurés, comme pour l'exercice 1988.

8. Passif éventuel

La Société est défenderesse dans diverses actions en justice intentées par suite de la faillite ou de l'insolvabilité de certaines institutions membres. Elle estime n'être nullement responsable des activités de ces institutions et ne prévoit, par conséquent, aucune provision pour les réclamations qui pourraient découler de ces poursuites.

9. Impôt sur le revenu

La Société est assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu, bien que les primes perçues des institutions membres ne soient pas imposables, et qu'elle ne puisse déduire pour fins d'impôt les remboursements de dépôts qu'elle effectue.

La Société a encouru certaines pertes qu'elle peut reporter en vue de réduire ses revenus imposables des exercices ultérieurs. Ces pertes, totalisant 698 millions de dollars, se répartissent comme suit:

Année d'imposition d'origine	Année d'imposition d'échéance	Montant (en milliers de dollars)
1984	1991	44,000
1985	1992	81,000
1986	1993	85,000
1987	1994	167,000
1988	1995	165,000
1989	1996	156,000
		698,000

10. Dépôts assurés

Sur la foi des déclarations fournies par les institutions membres, la Société assurait, au 30 avril 1989 et 1988, la valeur suivante en dépôts:

	1989	1988
	(en milliards de dollars)	
Institutions fédérales	225	198
Institutions provinciales	20	18
	245	216

11. Engagements en vertu de contrats de location-exploitation à long terme

Le tableau suivant présente les montants minimaux que la Société doit payer d'ici à 1991 pour la location des locaux qu'elle occupe:

Exercice se terminant le 31 décembre	Montant
	$
1990	436,000
1991	214,000
	650,000

12. Données comparatives

Certains chiffres de l'exercice 1988 ont été redressés de façon qu'ils soient rendus conformes à la présentation adoptée en 1989.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints de la Société de construction des Musées du Canada Inc. relèvent de la direction et ils ont été approuvés par les membres du Conseil d'administration de la Société. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et, lorsque cela est approprié, comprennent des sommes qui s'appuient sur les estimations et le jugement de la direction. La direction est responsable également de tous les autres renseignements dans le rapport annuel et doit s'assurer que ces renseignements sont conformes, lorsque cela est approprié, aux renseignements et aux données que contiennent les états financiers.

La direction a mis au point et tient des livres de comptabilité, des registres, des contrôles financiers et de gestion, de même que des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus de manière à fournir la certitude raisonnable que les éléments d'actif sont sous bonne garde et font l'objet de contrôle et que les opérations sont conformes à la Partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, et aux statuts et règlements administratifs de la Société.

Les membres du Conseil d'administration remplissent leurs responsabilités envers les états financiers principalement par le biais du Comité de vérification qui se compose de trois administrateurs, dont deux ne sont pas des employés de la Société. Le Comité de vérification se réunit au moins annuellement afin d'examiner et de conseiller le Conseil d'administration à l'égard des états financiers et du rapport du vérificateur qui s'y rapporte. Le Comité de vérification surveille également les activités de vérification interne de la Société et remplit certaines autres fonctions lorsqu'elles lui sont confiées.

Le vérificateur autonome, le Vérificateur général du Canada, est responsable de la vérification des états financiers et de faire rapport sur ceux-ci.

le Président-directeur général
R.J. Giroux

le Trésorier et contrôleur
R. Plourde

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société de construction des Musées du Canada Inc. au 31 mars 1990 ainsi que l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, aux statuts et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 1er juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989	PASSIF	1990	1989
Encaisse	886	453	Créditeurs et frais courus	9,286	12,481
Débiteurs			Retenues des entrepreneurs à payer	6,437	9,177
Crédit parlementaire	4,814	4,700		15,723	21,658
Entités du gouvernement (note 9)	8,760	15,723			
Autres débiteurs	17	77	AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Construction en cours (tableau)	188,424	156,178			
			Capital-actions (note 3)		
			Capital d'apport (note 4)	187,178	155,473
	202,901	177,131		202,901	177,131

Approuvé par le Conseil:

le Président-directeur général
R. J. GIROUX

un Administrateur
A.D. WILSON

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités d'exploitation		
Construction en cours (tableau)	(33,755)	(54,977)
Variation des élements de l'actif et du passif autres que l'encaisse		
Comptes débiteurs—Entités du gouvernement et autres débiteurs	7,023	(8,545)
Créditeurs et frais courus	(3,195)	(1,800)
Retenues des entrepreneurs à payer	(2,740)	(327)
	(32,667)	(65,649)
Activités de financement		
Crédit parlementaire (note 4)	33,100	63,259
Augmentation (diminution) de l'encaisse	433	(2,390)
Encaisse au début de l'exercice	453	2,843
Encaisse à la fin de l'exercice	886	453

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et activités

La Société a été constituée le 21 juin 1982 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral en tant que mandataire de Sa Majesté conformément à la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État, et elle est nommée en tant que société d'État mère à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Les deux tiers du capital-actions sont détenus par la Société immobilière du Canada Limitée, qui est également une société d'État mère, et un tiers par le ministre des Travaux publics, le ministre responsable de l'exercice du contrôle sur la Société.

Les affaires de la Société se limitent à la construction, dans la région de la Capitale nationale, de bâtiments pour le Musée des Beaux-Arts du Canada (MBA), le Musée canadien des civilisations (MCC), (autrefois appelé le Musée national de l'Homme) et tout autre musée national selon les instructions du gouverneur en conseil, y compris l'acquisition, le contrôle, la gestion et l'aliénation des terrains nécessaires à la construction.

a) Situation de la Société

L'élimination progressive des activités de la Société a débuté le 1[er] avril 1990 et elle se poursuivra jusqu'au 30 septembre 1990 alors que l'on prévoit qu'il y aura cessation de tout emploi et le bail actuel pour les locaux à bureaux de la Société sera résilié. Tout ce qui reste des autres activités de la Société sera remis au ministère des Travaux publics (MTP) d'ici le 30 septembre 1990.

On prévoit que l'action de la Société détenue actuellement par le ministre des Travaux publics en fidéicommis pour Sa Majesté du chef du Canada sera virée à la Société immobilière du Canada Limitée. Le projet de loi C-73, intitulé Loi sur la dissolution ou la cession de sociétés d'État, a été déposé à la Chambre des communes le 31 mai 1990.

b) Financement

En septembre 1981, le Gouvernement a attribué $185 millions aux deux projets. Ceci a été révisé en novembre 1983 à $191.45 millions et des augmentations ultérieures en plus furent approuvées par le Conseil du Trésor de la manière suivante :

	$
• octobre 1985	69.54 millions
• janvier 1987	46.79 millions
• juillet 1987	0.75 million
• novembre 1987	4.5 millions
• juin 1988	9.5 millions
• mai 1989	3.5 millions
• décembre 1989	5.23 millions
• février 1990	3.95 millions

ce qui porte le total des fonds attribués à la construction des musées à $335.21 millions pour la période allant jusqu'au 31 mars 1990, comme il suit :

	MBA	MCC	Total
	(en millions de dollars)		
Construction	121.84	160.48	282.32
Architectes et conseillers	14.31	24.70	39.01
	136.15	185.18	321.33
Dépenses d'administration	6.28	7.60	13.88
	142.43	192.78	335.21

En janvier 1987, le Conseil du Trésor a approuvé l'établissement d'une réserve spéciale de $142.8 millions pour apporter le financement exigé jusqu'au 31 mars 1990 à tous les organismes (MTP, Musées nationaux du Canada (MNC), Commission de la Capitale nationale (CCN) et Société de construction des Musées du Canada (SCMC)) qui participent à l'achèvement du Musée canadien des civilisations. La réserve doit porter sur tous les frais marginaux associés à l'achèvement du Musée, y compris la construction, l'aménagement, la préparation d'expositions et les coûts premiers de fonctionnement du Musée. Le Conseil du Trésor a approuvé également un plafond de budget du projet de $185.2 millions pour l'achèvement de la construction du Musée. Toutes les autres augmentations de coûts doivent être absorbées à même la réserve et (ou) au moyen des fonds approuvés à même les portefeuilles des ministres des Travaux publics et des Communications.

c) Construction

En février 1983, le Gouvernement a approuvé les emplacements de construction et les architectes et, en novembre 1983, la conception des édifices, le calendrier pour l'érection et les exigences de financement pour chaque musée. Aucune provision n'a été établie quant au coût des emplacements. En grande partie le site pour le Musée canadien des civilisations est de propriété fédérale alors que le titre juridique quant aux terrains appartient en ce moment à la Commision de la Capitale nationale. En tenant compte de l'intention à l'égard des projets, ce qui comporte la cession à venir de l'édifice achevé à Sa Majesté du chef du Canada, la Commission ne réclame pas le titre à la construction en cours. Des négociations par les Travaux publics et la Commission de la Capitale nationale sont en cours afin d'acquérir deux petites parcelles de l'emplacement du Musée canadien des civilisations qui ne sont pas des propriétés fédérales.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Suite*

d) Transfert de l'édifice du Musée des Beaux-Arts du Canada

Pendant l'exercice 1988-89 la garde et le contrôle exercé sur l'édifice du Musée des Beaux-Arts du Canada furent transférés de la Société au MTP. C'est pourquoi, les comptes de construction en cours et de capital d'apport ont été défalqués du coût net de la construction au 31 mars 1990 pour la somme de $140.1 millions. Selon les modalités d'une ébauche de Protocole d'entente entre la Société et le MTP, toutefois, la Société continue d'avoir la responsabilité d'achever certaines composantes du travail et combler les lacunes ainsi que résoudre les réclamations non réglées à l'égard de la construction jusqu'au 30 juin 1990 alors que toutes les questions qui demeurent seront remises par étapes au MTP.

e) Transfert de l'édifice du Musée canadien des civilisations

Après la fin de l'exercice, en avril 1990, la garde et l'exercice du contrôle sur l'édifice du Musée canadien des civilisations furent tranférés de la Société au MTP. Vu que le transfert a eu lieu après le 31 mars 1990, aucun changement n'a été apporté aux comptes de la construction en cours et du capital d'apport. Selon les modalités d'une ébauche de Protocole d'entente entre la Société et le MTP, toutefois, la Société continue d'avoir la responsabilité d'achever certaines composantes et combler les lacunes ainsi que résoudre les réclamations non réglées à l'égard de la construction et des conseillers jusqu'au 30 juin 1990, alors que toutes les questions qui demeurent seront remises par étapes au MTP.

f) Autorisation à la Société de construction des Musées du Canada Inc. de faire office d'agent pour les Musées nationaux du Canada

Le 25 février 1988, le Conseil du Trésor a donné l'approbation de modifier l'autorisation à contrat des MNC à la partie II de la Directive sur les marchés du Conseil du Trésor pour y insérer ce qui suit: "Les MNC peuvent, sans l'approbation du Conseil du Trésor, conclure ou modifier un contrat de construction concurrentiel lié aux exigences d'aménagement pour l'intégration au sein de l'édifice de base du Musée canadien des civilisations et du Musée des Beaux-Arts du Canada pourvu que le total de la somme à payer en vertu de chaque contrat ne dépasse pas $2.5 millions et que toute modification y reliée ne soit pas supérieure à $250,000. Cette autorisation n'est valide qu'au titre des exigences qui découlent de l'utilisation de la SCMC en tant qu'agent de passation des marchés pour les MNC".

g) Aménagement et préparation des expositions

Le 26 juin 1987, le Conseil du Trésor a donné une approbation préalable de projet pour l'aménagement et la préparation des expositions du Musée canadien des civilisations à un coût estimatif de $75.3 millions jusqu'au 31 mars 1990 et une autorisation de dépense de $60 millions. Le 29 août 1988, les pouvoirs de dépenser pour l'aménagement furent augmentés à $75 millions. En mai 1989, les pouvoirs de dépenser pour l'aménagement furent augmentés à $89 millions. Le Conseil du Trésor a attribué la responsabilité pour l'aménagement et la préparation d'éléments d'expositions aux MNC.

Une entente de principes a été convenue entre les MNC et la SCMC afin que la Société fournisse certains services liés à la conception, à l'approvisionnement et à l'installation d'éléments visant la préparation d'expositions et le travail d'aménagement et ceci est fourni par la Société selon la méthode de la récupération des coûts.

2. Conventions comptables importantes

a) Méthode de comptabilité

Les présents états financiers tiennent compte des coûts défrayés par la Société pour la construction des musées. Ils ne tiennent pas compte des coûts défrayés par la CCN pour les emplacements ou par les MNC pour la planification des locaux et les aménagements.

b) Capitalisation

Toutes les dépenses, y compris celles qui sont consacrées à l'évaluation des emplacements, à la conception, à la construction et à l'administration, seront capitalisées jusqu'à ce que les musées soient achevés. L'intérêt, les honoraires de gestion et les autres revenus sont crédités aux travaux de construction en cours. Les coûts sont répartis directement à chaque musée lorsqu'ils peuvent être recensés de façon précise. Tous les autres coûts sont attribués en parties égales aux deux musées.

3. Capital-actions

La Société a l'autorisation d'émettre trois actions à la valeur nominale de $1 qui ne doivent pas être cédées sans l'approbation du gouverneur en conseil.

4. Capital d'apport

Au cours de l'exercice, le financement de $33.214 millions (1989—$67.959 millions) a été apporté par crédit parlementaire à même le Crédit 20 du MTP pour les dépenses de la Société dont $28.4 millions ont été reçus en 1989-90 et $4.814 millions seront reçus en 1990-91.

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Solde au début	155,473	226,097
Crédit parlementaire	33,214	67,959
Virement au net du coût de l'edifice du MBA	(1,509)	(138,583)
Solde à la fin	187,178	155,473

5. Régime de pensions de retraite

La Société a institué, de concert avec une organisation du secteur privé, un régime de retraite contributif qui protège tous ses employés permanents. Les employées ainsi que la Société versent des cotisations envers le régime. Les employés contribuent 7.5% du salaire brut juaqu'à concurrence de $3,500. La part de l'employeur quant à la cotisation s'établit à 7.5% du salaire brut des employés. Les cotisations de la Société, qui représentent sa dette totale, sont inscrites aux comptes de manière courante. Les charges de retraite au titre du régime se sont élevées à $82,210 pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 (1989—$79,593).

6. Obligations à contrat

Au 31 mars 1990, les engagements envers la construction et les coûts connexes s'élevaient à environ $2.1 millions répartis de la façon suivante:

	(en milliers de dollars)
Musée canadien des civilisations	2,023
Musée des Beaux-Arts du Canada	119
	2,142

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Suite*

7. Engagement par bail

La Société a renouvelé son entente par bail jusqu'au 30 septembre 1990, pour des locaux à bureaux. En vertu des conditions du bail, la Société a la responsabilité de verser en proportion les dépenses d'exploitation et de taxes au bailleur. Le versement minimum annuel de loyer pour 1990-91 est de $133,000.

8. Éventualités et réclamations

a) Des réclamations ont été signifiées à la Société pour une somme totale d'environ $13 millions en honoraires supplémentaires et autres coûts. Le dénouement final visant ces réclamations ne peut être établi et en conséquence ces éléments ne sont pas déclarés dans les comptes. Les règlements, le cas échéant, découlant du dénouement de ces réclamations seront comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel les règlements seront effectués.

b) La Société a donné avis à ses architectes quant à des réclamations possibles en vertu de polices d'assurance visant la responsabilité professionnelle. Ces réclamations sont en voie d'examen. À ce jour certaines actions à l'égard de certaines réclamations ont été prises par les assureurs. Également, les architectes et les assureurs ont été avisés quant à la position de la Société en ce qui a trait à d'autres réclamations en attente. Aucune provision pour les sommes à récupérer n'a été établie aux états financiers.

9. Opérations entre apparentés

a) En vertu des dispositions de recouvrement des coûts prises auprès du MTP, des MNC et de la CCN, la Société reçoit ou offre divers services. Voici une récapitulation des opérations:

	Débiteurs (créditeurs) 31 mars 1989	Sommes facturées à (de) au cours de 1989-90	Sommes (reçues) versées au cours de 1989-90	Débiteurs (créditeurs) 31 mars 1990
	(en milliers de dollars)			
Somme à recevoir				
Musées nationaux du Canada				
Aménagement de l'aire publique dans le MCC	13,918	13,503	(18,866)	8,555
Cinéma Imax/Omnimax dans le MCC	1,576	842	(2,251)	167
Autres services dans le MCC	8	136	(144)	
Sommes recouvrées, MBA	48		(48)	
Ministère des Travaux publics				
Services d'utilité publique pour le MCC et autres services	101	292	(355)	38
Commission de la Capitale nationale				
Paysagement pour le MBA et le MCC	72	750	(822)	
	15,723	15,523	(22,486)	8,760
Somme à payer				
Ministère des Travaux publics				
Services de soutien technique et du génie	(458)	(478)	632	(304)

b) En vertu d'une entente portant sur le paysagement des deux musées avec la Commission de la Capitale nationale, la Société s'est vue rembourser $7.7 millions.

c) La Société reçoit gratuitement des services de vérification du Bureau du vérificateur général du Canada et des services de contentieux du ministère de la Justice du Canada.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990—*Fin*

10. Dépenses d'administration

La Société a défrayé les dépenses d'administration suivantes qui ont été attribuées à chaque musée en proportion du coût défrayé sur chaque projet par rapport au total annuel des coûts de construction.

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Traitements et prestations aux employés	1,526	1,590
Soutien technique et du génie	478	409
Locaux à bureaux	362	432
Renseignements au public	73	35
Services professionels et spéciaux	58	53
Mobilier et matériel de bureau, moins le produits des aliénations	(53)	17
Communications	39	62
Location de matériel	34	19
Déplacements et transport	16	21
Services publics, fournitures et approvisionnements	14	33
Autre élément	7	11
	2,554	2,682
À déduire: Honoraires de gestion imputés aux MNC	(596)	(950)
	1,958	1,732

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été remaniés afin de les rendre conformes à la présentation du présent exercice.

TABLEAU DE LA CONSTRUCTION EN COURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	Musée des Beaux-Arts du Canada			Musée canadien des civilisations			Total		
	Solde au 31 mars 1989	1990	Solde au 31 mars 1990	Solde au 31 mars 1989	1990	Solde au 31 mars 1990	Solde au 31 mars 1989	1990	Solde au 31 mars 1990
Coûts de la construction	112,366	1,102	113,468	116,513	24,723	141,236	228,879	25,825	254,704
Architectes et conseillers	13,609	366	13,975	22,440	2,121	24,561	36,049	2,487	38,536
Aménagement	8,776		8,776	21,788	13,069	34,857	30,564	13,069	43,633
Directeurs de la construction	5,594	6	5,600	7,641	2,027	9,668	13,235	2,033	15,268
Paysagement	5,214	11	5,225	5,900	2,937	8,837	11,114	2,948	14,062
	145,559	1,485	147,044	174,282	44,877	219,159	319,841	46,362	366,203
Administration (note 10)	7,091	39	7,130	8,397	1,919	10,316	15,488	1,958	17,446
	152,650	1,524	154,174	182,679	46,796	229,475	335,329	48,320	383,649
À déduire									
Financement par les MNC pour l'aménagement	8,776		8,776	21,788	13,069	34,857	30,564	13,069	43,633
Financement par la CCN pour le paysagement	4,000		4,000	2,950	750	3,700	6,950	750	7,700
Intérêts créditeurs	1,291	15	1,306	1,763	731	2,494	3,054	746	3,800
	14,067	15	14,082	26,501	14,550	41,051	40,568	14,565	55,133
Coût net	138,583	1,509	140,092	156,178	32,246	188,424	294,761	33,755	328,516
Transfert du MBA au MTP (Notes 1d) et 4)	(138,583)	(1,509)	(140,092)				(138,583)	(1,509)	(140,092)
				156,178	32,246	188,424	156,178	32,246	188,424

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, des livres de comptabilité appropriés ont été tenus par la Société, les états financiers sont conformes à ces derniers et les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 7 juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Dépôt auprès du Trésor (note 3)	21,793,780	
Prêts		
Émissions canadiennes		
Financement temporaire	1,879,190	2,769,788
Financement permanent		649,750
Longs métrages		
Financement temporaire	1,494,828	2,635,754
Financement permanent	714,039	1,165,250
	4,088,057	7,220,542
Crédit parlementaire à recevoir (note 4)	18,038,776	18,847,152
Débiteurs	351,641	1,132,900
Frais payés d'avance	361,082	857,445
	44,633,336	28,058,039
Prêts à long terme		
Émissions canadiennes		
Financement temporaire		225,000
Financement permanent	49,583	913,250
Longs métrages		
Financement temporaire	37,500	555,900
Financement permanent	438,000	2,675,000
	525,083	4,369,150
Immobilisations (note 5)	2,627,751	2,615,679
	47,786,170	35,042,868

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Dépôt à payer (note 3)	21,793,780	
Créditeurs	10,871,307	10,563,754
	32,665,087	10,563,754
À long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	314,550	250,372
	32,979,637	10,814,126
AVOIR DU CANADA		
Avoir du Canada	14,806,533	24,228,742
	47,786,170	35,042,868

Approuvé par le Conseil:

Président par intérim
HARVEY CORN

Approuvé par la direction:

Directeur général
PIERRE DESROCHES

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990			1989
	Émissions canadiennes	Longs métrages	Total	Total
	$	$	$	$
Dépenses de support (note 6)				
Production anglaise	54,070,337	22,820,315	76,890,652	60,479,660
Production française	26,649,591	13,180,622	39,830,213	32,315,344
Commercialisation et distribution		25,029,683	25,029,683	22,176,702
Développement de l'industrie		6,808,703	6,808,703	5,797,132
	80,719,928	67,839,323	148,559,251	120,768,838
Revenus				
Intérêts sur prêts	290,814	697,593	988,407	1,657,527
Coût de l'exploitation avant dépenses d'administration	80,429,114	67,141,730	147,570,844	119,111,311
Dépenses d'administration (note 7)			7,446,365	5,420,386
Coût de l'exploitation pour l'exercice			155,017,209	124,531,697

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	24,228,742	19,892,439
Crédit parlementaire de l'exercice	145,595,000	128,868,000
	169,823,742	148,760,439
Coût de l'exploitation pour l'exercice	155,017,209	124,531,697
Solde à la fin de l'exercice	14,806,533	24,228,742

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(155,017,209)	(124,531,697)
Postes n'exigeant pas de liquidité		
Prêts radiés ou convertis en placement	5,718,811	3,289,293
Amortissement	758,056	645,775
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	64,178	59,878
	(148,476,164)	(120,536,751)
Variation nette des postes hors liquidité du fonds de roulement concernant l'exploitation	1,585,175	2,695,326
	(146,890,989)	(117,841,425)
Activités d'investissement		
Dépôt auprès du Trésor	(21,793,780)	
Dépôt à payer	21,793,780	
Prêts	(5,175,561)	(14,379,368)
Remboursements de prêts	6,433,302	7,566,678
Acquisition d'immobilisations	(770,128)	(1,423,916)
	487,613	(8,236,606)
Activités de financement		
Crédit parlementaire de l'exercice	145,595,000	128,868,000
Crédit parlementaire à recevoir		
Augmentation (diminution) de l'exercice	(808,376)	2,789,969
Solde au début de l'exercice	18,847,152	16,057,183
Solde à la fin de l'exercice	18,038,776	18,847,152

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Statut et activités

La Société a été constituée en 1967 par la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne avec l'objectif de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie du long métrage au Canada. Depuis, elle s'est vue confier la gestion du Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes établi le 1er juillet 1983 dans le cadre de la Stratégie canadienne de la radiotélédiffusion ainsi que la gestion de nouveaux programmes dans le cadre de la Politique du film et de la vidéo de mai 1984.

La Société est une société d'État régie par la Loi sur la gestion des finances publiques selon les dispositions de la partie VIII de cette loi telle qu'elle existait lors de son abrogation en 1984 et au même titre que si elle avait continué d'être mentionnée à l'annexe C de cette loi.

2. Conventions comptables importantes

a) Liquidité

Les opérations financières de la Société sont traitées par le Trésor du Canada, d'où l'absence de comptes bancaires. Aux fins de l'état de l'évolution de la situation financière, sa liquidité est constituée d'un crédit parlementaire à recevoir.

b) Prêts

Les prêts sont montrés au bilan à leur valeur nominale, déduction faite d'une provision pour pertes.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990—*Suite*

c) Placements

Les fonds avancés en regard de longs métrages et d'émissions canadiennes en contrepartie de participations aux bénéfices sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont versés ou exigibles, à titre de dépenses de support.

Tout encaissement subséquent, jusqu'à concurrence du montant du placement y relatif, est crédité aux résultats en diminution des dépenses de support faites au cours de l'exercice. Tout montant additionnel, le cas échéant, est comptabilisé comme revenus.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement est calculé d'après la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 30% pour l'automobile et 20% pour le mobilier et équipement ainsi que pour les installations informatiques. Celui des améliorations locatives est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire à des taux établis en fonction de la durée des baux.

e) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire voté aux fins prévues de la Société comporte un montant pour le développement de l'industrie du long métrage qui peut être reporté aux exercices futurs jusqu'à concurrence des recettes non utilisées provenant des productions, et un autre montant relatif au Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes qui périme. La partie non périmée du crédit parlementaire est comptabilisée à l'avoir du Canada. Tout solde admissible non utilisé à la fin de l'exercice est présenté au bilan comme crédit parlementaire à recevoir.

f) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

g) Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Dépôt auprès du Trésor et dépôt à payer

Au cours de l'exercice, la Société a reçu $21,200,000 d'une corporation privée en vue de la création d'un fonds devant servir à renforcer et améliorer le système de radiodiffusion canadienne. Les critères de fonctionnement de ce fonds ainsi que l'implication de la Société dans sa gestion doivent être approuvés par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

Au 31 mars 1990, le CRTC n'avait pas encore rendu sa décision. À cette date, une somme de $21,793,780, représentant le capital et les intérêts gagnés, était déposée auprès du Receveur général du Canada. Cette somme est montrée au bilan comme actif et passif à court terme.

4. Crédit parlementaire à recevoir

	1990	1989
	$	$
Développement de l'industrie du long métrage	8,567,950	13,147,699
Production d'émissions canadiennes	4,882,344	3,885,895
Financement temporaire aux producteurs et distributeurs	4,588,482	1,813,558
	18,038,776	18,847,152

5. Immobilisations

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Mobilier et équipement	1,700,185	890,749	809,436	763,480
Installations informatiques	1,794,876	735,013	1,059,863	1,299,887
Améliorations locatives	1,114,288	365,636	748,652	538,312
Automobile	20,000	10,200	9,800	14,000
	4,629,349	2,001,598	2,627,751	2,615,679

6. Dépenses de support

	1990			1989
	Émissions canadiennes	Longs métrages	Total	Total
	$	$	$	$
Placements	83,373,050	63,954,116	147,327,166	123,003,683
Retours de placements	(7,785,566)	(5,515,344)	(13,300,910)	(12,653,580)
Prêts radiés ou convertis en placement	2,609,875	3,108,936	5,718,811	3,289,293
	78,197,359	61,547,708	139,745,067	113,639,396
Dépenses de fonctionnement (note 7)	2,522,569	6,291,615	8,814,184	7,129,442
	80,719,928	67,839,323	148,559,251	120,768,838

7. Dépenses de fonctionnement

	1990	1989
	$	$
Salaires et avantages sociaux	8,232,178	5,966,015
Location, taxes, chauffage et électricité	1,823,958	1,417,070
Honoraires professionnels	1,620,464	1,394,806
Impression, affranchissement et frais de bureau	1,467,090	1,201,526
Voyages	859,706	671,721
Amortissement	758,056	645,775
Publicité	412,748	461,076
Téléphone et télex	383,176	344,944
Frais de relocalisation	317,728	148,527
Frais de représentation	195,456	152,816
Services de conseillers	189,989	145,552
	16,260,549	12,549,828
Portion attribuée aux dépenses de support (note 6)	8,814,184	7,129,442
Portion attribuée aux dépenses d'administration	7,446,365	5,420,386

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

8. Engagements

Au 31 mars 1990, la Société est engagée contractuellement à avancer des fonds totalisant $26,961,352 à titre de prêts et de placements, dont $11,842,510 en regard de projets de langue française et $15,118,842 en regard de projets de langue anglaise. De plus, elle a accepté des projets de financement qui pourraient appeler des déboursés d'environ $4,753,799 dont $1,735,085 en regard de projets de langue française et $3,018,714 en regard de projets de langue anglaise.

La Société a signé des baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement dans le cadre de ses activités. Le loyer minimum global annuel qui sera versé au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

	$
1991	1,825,477
1992	1,733,687
1993	1,824,601
1994	1,758,630
1995	1,734,729
1996-2000	5,567,203
	14,444,327

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement du Cap-Breton au 31 mars 1990 et les états connexes de l'avoir, des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton et aux statuts de la Société.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 1er juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
À court terme		
Encaisse	3,593	6,367
Débiteurs (note 3)	24,438	7,863
Stocks		
Charbon	20,299	34,599
Matières et fournitures d'exploitation	15,797	22,998
Charges payées d'avance	77	304
	64,204	72,131
Immobilisations (note 4)	411,115	461,890
	475,319	534,021

PASSIF	1990	1989
À court terme		
Fournisseurs	12,736	8,005
Salaires et rémunération de congés annuels, courus	12,868	11,905
Charges courues	3,387	3,239
Retenues salariales	6,395	8,019
Sommes à payer au gouvernement du Canada		
Avances aux fins du fonds de roulement	7,037	41,000
Autres éléments	3,750	12,900
	46,173	85,068
AVOIR		
Avoir du Canada	429,146	448,953
	475,319	534,021

Engagements (note 5)
Passif éventuel et revendications (note 6)

Au nom du conseil:

Administrateur
JOHN TERRY

Administrateur
MICHAEL COCHRANE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

ÉTAT DE L'AVOIR DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde au début de l'exercice	448,953	518,175
Ajouter: versements par le Canada au titre des pertes d'exploitation minière—Crédit 36B		
—de l'exercice en cours	9,396	
—de l'exercice précédent	29,693	
versements par le Canada au titre des dépenses en immobilisations—Crédit 35 (crédit 30 en 1989)	14,874	28,000
	502,916	546,175
Déduire: pertes nettes d'exploitation minière aux fins du crédit parlementaire (note 2a)	9,396	29,693
amortissement	64,374	67,529
	73,770	97,222
Solde à la fin de l'exercice	429,146	448,953

ÉTAT DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Produits		
Ventes de charbon	232,906	195,166
Moins: frais de vente extérieurs	8,052	7,678
	224,854	187,488
Produits extérieurs du chemin de fer	3,376	3,224
Produits d'exploitation	228,230	190,712
Charges d'exploitation		
Salaires et charges sociales	101,567	94,390
Avantages sociaux	11,285	12,124
Indemnités pour accidents du travail	13,539	15,311
Matières et fournitures	30,551	25,898
Matériel de réparation	13,194	15,162
Électricité	8,005	7,735
Subventions tenant lieu de taxes	3,844	3,929
Redevances	987	807
Location de matériel lourd	8,150	5,763
Autres charges	6,882	10,462
Charbon acheté et charbon capitalisé	8,207	8,032
Amortissement	64,374	67,529
(Augmentation) diminution des stocks de charbon	14,299	(510)
Total des charges d'exploitation	284,884	266,632
Excédent des charges d'exploitation sur les produits d'exploitation	56,654	75,920
Régimes de retraite	14,805	17,696
Retraites anticipées	2,562	2,940
Stimulant pour retraites anticipées	1,881	1,924
Intérêts et autres produits	(2,132)	(1,258)
Pertes d'exploitation minière de l'exercice	73,770	97,222
Moins: amortissement non déductible du calcul des pertes nettes d'exploitation minière	64,374	67,529
Pertes nettes d'exploitation minière aux fins du crédit parlementaire	9,396	29,693

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Liquidités provenant des (affectées aux) activités d'exploitation		
Pertes nettes d'exploitation minière	(9,396)	(29,693)
Diminution du fonds de roulement d'exploitation hors caisse, montant net*	221	17,023
	(9,175)	(12,670)
Liquidités provenant des (affectées aux) activités de financement		
Versements par le Canada		
—Au titre des pertes d'exploitation minière	39,089	
—Au titre des dépenses en immobilisations	14,874	28,000
—Augmentation (diminution) des avances remboursables aux fins du fonds de roulement	(33,963)	19,081
	20,000	47,081
Liquidités provenant des (affectées aux) activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(13,813)	(29,433)
Produit de la vente d'immobilisations	214	157
	(13,599)	(29,276)
Augmentation (diminution) des liquidités	(2,774)	5,135
Liquidités au début de l'exercice	6,367	1,232
Liquidités à la fin de l'exercice	3,593	6,367
(Augmentation) diminution du fonds de roulement d'exploitation hors caisse*		
Débiteurs	(16,575)	28,911
Stock de charbon	14,300	(510)
Stock de matières	7,201	(2,169)
Charges payées d'avance	227	(239)
Fournisseurs	4,731	(11,929)
Salaires et rémunération de congés annuels, courus	963	(591)
Charges à payer	148	(820)
Sommes à payer au gouvernement du Canada—Autres	(9,150)	2,467
Retenues salariales	(1,624)	1,903
	221	17,023

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1990

1. Autorité et objectifs

La Société a été constituée en 1967 en vertu de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton en vue de restructurer et de raffermir l'industrie du charbon sur l'île du Cap-Breton. À l'heure actuelle, la Société s'est fixé comme objectif d'être un fournisseur fiable de charbon et de produits énergétiques connexes de qualité, et ce en exploitant une société viable et sécuritaire offrant une atmosphère de travail saine grâce à l'utilisation efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et techniques.

Conformément à la Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique, telle qu'elle a été proclamée le 1er décembre 1988, la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton a été modifiée pour permettre la prorogation de l'ancienne Division de développement industriel de la Société sous le nom d'Entreprise Cap-Breton.

2. Sommaire des principales conventions comptables

a) Financement

La Société, mandataire de Sa Majesté, est inscrite à titre de société de la partie I de l'annexe III, en vertu de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Société reçoit des crédits parlementaires au titre des dépenses en immobilisations et de la perte d'exploitation ainsi que des avances du gouvernement du Canada au titre du fonds de roulement à des conditions qui ont été convenus, conformément à la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton. Ces crédits parlementaires sont indiqués dans l'état de l'avoir lorsque demandés par la Société. Le Conseil du Trésor a indiqué qu'on ne doit pas tenir compte de l'amortissement dans le calcul des pertes d'exploitation minière aux fins du crédit parlementaire. Par conséquent, on a donc éliminé la provision pour amortissement pour arriver à ce montant.

b) Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées au prix coûtant. L'amortissement des immobilisations de la Société est calculé selon leur durée d'utilisation prévue.

d) Conversion en monnaie étrangère

Les éléments d'actif et de passif à valeur vénale fixe sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes découlant de la conversion de monnaie étrangère sont inclus dans les résultats d'exploitation.

e) Régimes de retraite

Les charges de retraite constatées de chaque exercice comprennent le coût des services courants et passés. Le coût des services passés représente une répartition des obligations non provisionnées et il est amorti au taux auquel il est capitalisé. La Société est d'avis qu'il s'agit de la méthode la plus appropriée car elle permet un amortissement systématique qui est conforme à l'ensemble du financement de la Société par le gouvernement du Canada.

f) Indemnités des accidents du travail

Conformément à la Loi sur l'indemnisation des employés de l'État, la Société rembourse à Travail Canada les paiements courants versés à l'égard de l'indemnisation des travailleurs et imputés par le Workers' Compensation Board de la province de la Nouvelle-Écosse.

3. Débiteurs

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Clients	23,948	6,318
Employés	845	1,695
	24,793	8,013
Moins: provision pour créances douteuses	355	150
	24,438	7,863

4. Immobilisations

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Houillère Lingan	175,560	173,844
Houillère Prince	113,080	109,398
Houillère Phalen	205,945	200,576
Projet d'exploitation de la mine Donkin-Morien	80,679	80,679
Usine de préparation du charbon	91,803	91,358
Chemin de fer de Devco	78,861	77,941
Carbogel	8,206	7,519
Autres immobilisations	41,809	41,029
	795,943	782,344
Amortissement cumulé	384,828	320,454
	411,115	461,890

Au 31 mars 1989, des charges cumulatives de $80,678,573 sont incluses dans les immobilisations afférentes au projet d'exploitation de la mine Donkin-Morien. Jusqu'à maintenant, la Société a établi une provision pour amortissement de $39,605,207 à l'égard de ce projet. Le plan de la Société de 1990-91 à 1994-95, tel qu'il a été approuvé par le Gouverneur en Conseil, ne prévoit aucun développement à ce projet au cours des cinq prochains exercices. Des frais de mise en exploitation supplémentaires seront nécessaires afin de commercialiser le projet.

Au 31 mars 1990, des charges cumulatives de $175,559,760 sont aussi incluses dans les immobilisations afférentes à la houillère Lingan. La Société convertit actuellement cette houillère en exploitation rabattante sans montant, et le rendement de cette houillère au cour de la période de conversion déterminera ses possibilités d'avenir. L'amortissement jusqu'à ce jour, qui totalise $131,164,734, a été prévu aux taux normaux de la Société.

5. Engagements

a) Les engagements relatifs aux projets d'investissement comprennent les montants suivants:

environ $1,800,000 pour l'équipement minier souterrain;
environ $150,000 pour les autres installations.

b) La Société loue le General Mining Building qui abrite les bureaux de l'administration. La durée du bail est de 20 ans et cette période a commencé en juin 1984. Les paiements de loyer annuels découlant de ce bail fluctuent selon les taux d'intérêt hypothécaires du bailleur. Ces paiements s'élèvent actuellement à $1,370,000 par année, basé sur un taux d'intérêt de 11.75%.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1990—*Fin*

6. Passif éventuel et revendications

a) Questions d'ordre juridique

La Société fait l'objet d'une revendication et de plusieurs actions en justice mettant en jeu une somme d'environ 3.3 millions de dollars. La Société a l'intention de faire opposition à la totalité de ces actions.

b) Assurance

La Société est autoassurée contre la perte éventuelle d'éléments d'actif souterrains et pour une partie de son assurance responsabilité civile.

7. Contrat à long terme

La Société et Nova Scotia Power Corporation ont conclu un contrat portant sur la livraison à cette dernière d'une partie importante de la production de charbon de la Société. Ce contrat expirera en 2010.

8. Régimes de retraite

Une évaluation actuarielle du régime de retraite non contributif de la Société, un régime à prestations déterminées, en date du 31 décembre 1988 a révélé l'existence d'une dette actuarielle non provisionnée de $69,009,000 (un actif de $99,772,000 et un passif de $168,781,000). Le montant annuel minimal requis pour services passés et courants, incluant les prestations de retraite, sera d'environ $14,390,000 par année de 1990 à 1992, de $6,116,000 de 1993 à 2000 et de $4,311,000 de 2001 à 2004. La Société a passé en charges des prestations de retraite d'environ $14,805,000 pour l'exercice.

Une évaluation actuarielle du régime de retraite contributif de la Société, un régime à prestations déterminées, en date du 31 décembre 1987, a révélé un surplus final de $3,095,000 (un actif de $21,765,000 et un passif de $18,670,000). Les paiements que la Société est tenue de verser relativement aux services courants sont capitalisés chaque année. Ils s'élèvent à environ $880,000 pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 et ils ont été passés en charge.

9. Impôts sur le revenu

La Société est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu des avis de nouvelle cotisation de Revenu Canada, Impôt pour les exercices 1983 à 1989. Aux termes de ces nouvelles cotisations, le provisionnement fourni par le gouvernement du Canada est considéré comme une aide gouvernementale à l'égard de l'exploitation et des immobilisations. La Société a l'intention de s'opposer à cette interprétation, dans la plus grande mesure possible. Comme l'issue de ce différend ne peut être déterminée à ce jour, les présents états financiers n'ont pas fait l'objet d'un rajustement.

10. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION VISANT LA PRÉSENTATION DE RAPPORTS FINANCIERS

Les états financiers consolidés ci-joints de la Société d'expansion du Cap-Breton et tous les renseignements dans le présent rapport annuel relèvent de la Direction et ils ont reçu l'approbation du Conseil d'administration. Les états financiers consolidés renferment certains chiffres telles les provisions pour les prêts douteux et l'intérêt, qui s'appuient nécessairement sur les estimations et le jugement de la Direction.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus appliqués de manière uniforme. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à ceux que contiennent les états financiers consolidés.

En acquittant sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la justesse des états financiers consolidés, la Direction entretient des pratiques et systèmes de contrôle financier et de gestion conçus dans le but d'apporter la certitude raisonnable que les opérations ont été autorisées, que les éléments d'actif sont protégés, que des registres convenables ont été tenus. En outre, le Comité de vérification du Conseil veille dans l'ensemble aux responsabilités de la Direction quant à la tenue de systèmes suffisants de contrôle et à la qualité de la présentation de rapports financiers.

Le vérificateur autonome, le Vérificateur général du Canada, est responsable de la vérification des états financiers consolidés et de la publication de son rapport y relié.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE POUR LES FINS DE LA LOI SUR L'AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

J'ai vérifié le bilan consolidé de la Société d'expansion du Cap-Breton au 31 mars 1990 ainsi que les états consolidés de l'avoir, des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société et de ses filiales en propriété exclusive dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers consolidés ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la Partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton et aux règlements administratifs de la Société et de ses filiales en propriété exclusive.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 8 juin 1990

BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Encaisse et placements à court terme	1,021,017	2,061,173
Débiteurs (au net de la provision de $122,242; 1989: $93,891)	470,385	636,200
Intérêt débiteur (au net de la provision de $582,997; 1989: $497,284)	193,306	368,108
À recevoir—Gouvernement du Canada	1,800,000	620,000
Stocks	114,464	243,473
Frais payés d'avance	62,735	71,187
	3,661,907	4,000,141
Prêts (notes 3 et 4)	4,598,985	9,155,195
Placements (au net de la provision de $1,350,000; 1989: $70,000)	600,000	300,000
Immobilisations (note 5)	16,797,346	19,988,494
	25,658,238	33,443,830

PASSIF	1990	1989
	$	$
Créditeurs et frais courus	3,165,964	1,447,474
AVOIR		
Avoir du Canada	22,492,274	31,996,356
	25,658,238	33,443,830

Garanties (note 7)
Engagements (note 8)

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
P.B. LESAUX

un Administrateur
P.J. BATES

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'AVOIR
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(avec les chiffres comparatifs pour la période de quatre mois terminée le 31 mars 1989)

	1990	1989
	$	$
Avoir au début de la période	31,996,356	31,343,416
Crédit parlementaire (note 1b))	7,300,000	3,420,000
	39,296,356	34,763,416
Dépenses nettes d'exploitation pour la période	16,804,082	2,767,060
Avoir à la fin de la période	22,492,274	31,996,356

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(avec les chiffres comparatifs pour la période de quatre mois terminée le 31 mars 1989)

	1990	1989
	$	$
Dépenses de développement		
Programmes de développement de nouvelles entreprises	3,887,571	1,214,330
Aide générale au développement	731,061	49,716
Provision pour les prêts douteux (au net des recouvrements de $177,750; 1989: $24,651)	2,413,766	233,814
Provision pour l'intérêt douteux (au net des recouvrements de $37,461; 1989: $13,533)	103,023	49,722
Provision pour les placements douteux	1,300,000	70,000
	8,435,421	1,617,582
Dépenses d'exploitation des installations de la Société		
Location	1,775,893	505,433
Tourisme	1,113,457	128,754
Agriculture et sylviculture	393,274	121,311
Amortissement	2,564,769	567,098
	5,847,393	1,322,596
Dépenses d'administration (note 6)	2,477,842	579,774
Coûts transitoires	362,047	286,015
Provision pour l'aliénation de la filiale (note 10)	2,799,200	
	5,639,089	865,789
Total des dépenses d'exploitation	19,921,903	3,805,967
Revenus provenant des installations de la Société		
Location	1,835,121	328,891
Tourisme	1,130,619	82,328
Agriculture et sylviculture	37,947	21,710
	3,003,687	432,929
Intérêt créditeur		
Prêts	721,113	514,477
Autre élément	393,021	91,501
Total des revenus d'exploitation	4,117,821	1,038,907
Dépenses nettes d'exploitation avant le poste extraordinaire	15,804,082	2,767,060
Poste extraordinaire		
Provision pour le nettoyage de l'environnement (note 11)	1,000,000	
Dépenses nettes d'exploitation	16,804,082	2,767,060

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION
DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(avec les chiffres comparatifs pour la période de quatre mois terminée le 31 mars 1989)

	1990	1989
	$	$
Activités de financement		
Crédit parlementaire	7,300,000	3,420,000
Activités d'exploitation		
Dépenses nettes d'exploitation pour la période	(16,804,082)	(2,767,060)
Imputations qui n'affectent pas l'encaisse		
Amortissement	2,564,769	567,098
Rémission de prêts	27,631	5,670
Provision pour les prêts et l'intérêt douteux	2,302,731	343,615
Provision pour les placements douteux	1,300,000	70,000
Provision pour l'aliénation de la filiale	1,849,200	
	(8,759,751)	(1,780,677)
Diminution (augmentation) du fonds de roulement d'exploitation hors-caisse*	1,016,569	(558,914)
Encaisse utilisée pour les activités d'exploitation	(7,743,182)	(2,339,591)
Activités de placement		
Avances sous forme de prêts	(309,529)	(698,432)
Remboursements de prêts	2,535,378	640,139
Achats d'immobilisations	(2,296,586)	(280,240)
Produits à la vente d'immobilisations	1,073,763	87,500
Achats de placement	(1,600,000)	
Encaisse utilisée pour les activités de placement	(596,974)	(251,033)
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements à court terme	(1,040,156)	829,376
Encaisse et placements à court terme au début de la période	2,061,173	1,231,797
Encaisse et placements à court terme à la fin de la période	1,021,017	2,061,173
*Diminution (augmentation) du fonds de roulement d'exploitation hors-caisse		
Débiteurs	(1,014,184)	(712,139)
Intérêt débiteur	174,802	4,830
Stocks	129,009	(15,486)
Frais payés d'avance	8,452	20,492
Créditeurs et frais courus	1,718,490	143,389
	1,016,569	(558,914)

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU 31 MARS 1990

1. La Société

a) Pouvoirs et objectifs

La Société d'expansion du Cap-Breton (S.E.C.-B.) a été établie en vertu de la Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton (Partie II de la Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique) qui a été proclamé le 1^{er} décembre 1988. Par le biais de cette législation, la mission, les pouvoirs, l'exploitation et les programmes de l'ancienne Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton furent pris en charge par la Société nouvellement établie. La Société est une société d'État mandataire nommée à l'annexe III, partie I de la Loi sur la gestion des finances publiques. Voici sa mission selon l'énoncé dans sa loi habilitante:

> encourager et aider, de concert éventuellement avec le gouvernement du Canada ou de la Nouvelle-Écosse, leurs organismes ou toute autre personne publique ou privée, le financement et le développement de l'industrie dans l'île du Cap-Breton en vue de créer des emplois en dehors du secteur de l'industrie houillère et de diversifier l'économie de l'île.

La Société opère au sein de divers secteurs de l'économie locale, à l'exception de l'industrie houillère et elle utilise sa mission étendue et ses souples pouvoirs financiers pour renforcer l'économie de la région. La Société poursuit l'administration des programmes et des initiatives de la Société qui l'a précédée tout en évaluant les activités actuelles et en préparant la voie en vue d'orientations futures.

b) Crédit parlementaire

Le gouvernement du Canada a approuvé un crédit pour la somme de $10,600,000 et la Société en a utilisé $7,300,000.

2. Conventions comptables importantes

a) Méthode de consolidation

i) Les états financiers de la Société d'expansion du Cap-Breton comportent les résultats d'exploitation de la Société et de toutes ses filiales selon l'explication qui suit:

	Participation de la Société	Période terminée le
Darr (Cape Breton) Limited	100%	31 décembre
Dundee Estates Limited	100%	31 mars
Whale Cove Summer Village Limited	62.5%	31 mars
Cape Breton Marine Farming Limited—Inactive	100%	31 mars

ii) Les états financiers de Darr (Cape Breton) Limited s'appuient sur l'hypothèse voulant que la société puisse continuer à opérer en tant qu'entreprise en exploitation, cette hypothèse étant assujettie au soutien financier continu de sa société-mère.

iii) Les éléments d'actif du Dundee Estates Limited sont enregistrés selon l'estimation de la valeur nette de réalisation des éléments d'actif de la société (voir la note 10).

iv) Vu que les états financiers du Whale Cove Summer Village Limited déclarent une situation déficitaire de l'avoir au 31 mars 1990 et que la participation minoritaire aux pertes à ce jour a été absorbée en contrepartie du total du capital minoritaire investi, toutes les pertes de cette société font partie des dépenses nettes d'exploitation consolidées. Par conséquent, il n'y a pas de déclaration de participation minoritaire de cette filiale au bilan consolidé.

b) Prêts

Les prêts sont enregistrés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Certains prêts peuvent comporter de l'intérêt capitalisé en tant que principal vu la nouvelle structure apportée aux modalités du contrat pour ces prêts.

c) Provision pour les prêts douteux et rémissibles

La provision pour les prêts douteux représente l'estimation de la Direction quant aux pertes probables à l'endroit de prêts particuliers non réglés à la fin de la période. La provision est fondée sur une évaluation à intervalles réguliers du portefeuille de prêts alors que de nombreux facteurs sont envisagés, y compris la durée de la délinquance, les conditions du marché, l'aspect financier viable de l'entreprise, et les aptitudes à gérer. La Direction a estimé l'effet de ces risques et incertitudes lorsqu'elle a établi la provision pour les prêts douteux. Les prêts douteux peuvent être rétablis en tant qu'éléments débiteurs lorsque, selon l'avis de la Direction, la possibilité ultime de percevoir le principal et l'intérêt est raisonnablement certaine.

Certains prêts sont assujettis aux modalités de remises qui sont énoncées dans le contrat pour le prêt. La somme admissible à la rémission est imputée aux résultats lorsque les conditions d'admissibilité sont atteintes.

Les pertes réelles à l'égard des prêts sont imputées aux résultats tandis que les recouvrements sont portés au crédit. Les rajustements des provisions pour les prêts douteux et rémissibles, au niveau jugé convenable par la Direction, sont imputés aux résultats.

d) Placements

La Société a un portefeuille d'actions privilégiées de même que des participations en tant qu'associée. Ces placements sont assujettis à des modalités d'entente restrictives et ils sont déclarés au prix coûtant au net de la provision pour les placements douteux.

e) Intérêt créditeur

L'intérêt créditeur est enregistré selon la comptabilité d'exercice jusqu'au moment qui veut que la Direction établisse qu'un prêt doit être classé comme douteux. Lorsqu'un prêt est classé en tant que douteux, l'intérêt non perçu pour la période en cours et les périodes antérieures est imputé à la provision pour les prêts douteux et l'intérêt. Les versements d'intérêt reçus ultérieurement sur les prêts douteux sont enregistrés en tant qu'intérêt créditeur selon la comptabilité de caisse.

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU 31 MARS 1990—*Suite*

f) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au moindre du prix coûtant moins l'amortissement cumulé ou l'amortissement et la valeur nette de réalisation. On établit la provision pour l'amortissement selon la durée utile estimative des immobilisations en utilisant la méthode linéaire aux taux indiqués ci-après:

Bâtiments	jusqu'à 25 ans
Matériel et ameublement	de 4 à 10 ans
Matériel informatique et logiciels	5 ans
Améliorations locatives	jusqu'à 20 ans
Véhicules	3 ou 4 ans

g) Régimes de pensions de retraite

Tous les employés admissibles ne participent uniquement qu'au Régime de pensions de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au Régime sont exigées à la fois, en parties égales, des employés et de la Société. Ces contributions sont portées aux dépenses de la période pendant laquelle les services sont rendus et représentent le total des obligations de la Société au titre des pensions de retraite.

3. Prêts

Voici une analyse du solde des prêts non réglés au 31 mars:

Taux d'intérêt annuels	1990	1989
	$	$
0 %	1,257,440	1,216,028
Moins de 8 %	504,346	556,040
8 à 9.95 %	4,824,813	5,428,173
10 à 11.88 %	2,682,176	5,025,161
12 % et plus	392,628	430,433
	9,661,403	12,655,835
Déduire: la provision pour les prêts douteux (note 4)	4,790,089	3,200,489
la provision pour les prêts rémissibles	272,329	300,151
	4,598,985	9,155,195

Voici les sommes échéant selon l'exercice financier en se fondant sur les modalités des prêts:

	1990	1989
	$	$
Principal échu	739,327	596,254
1990		1,542,346
1991	992,708	1,089,916
1992	633,272	877,469
1993	541,382	706,910
1994	495,770	621,288
1995 et au-delà	6,258,944	7,221,652
	9,661,403	12,655,835
Intérêt couru—		
Courant	391,826	466,542
Arrérages	384,477	398,850
	776,303	865,392

4. Provision pour les prêts douteux

	1990	1989
	$	$
Solde au début de la période	3,200,489	2,871,498
Radiations, au net des recouvrements	(1,001,174)	(34,903)
Provision pour les prêts douteux—		
Prêts de l'exercice en cours	2,227,734	411,597
Provision générale	380,000	250,000
Diminutions causées par la restructuration et le rétablissement aux éléments débiteurs	(16,960)	(297,703)
Solde à la fin de la période	4,790,089	3,200,489

Le solde renferme 45 prêts (1989: 67 prêts) classés en tant que douteux.

5. Récapitulation des immobilisations

	1990	1989
	$	$
Terrain en vue du développement	509,096	545,380
Matériel, ameublement, améliorations locatives	928,529	726,045
Installations de location	23,638,487	21,996,651
Installations touristiques	3,719,567	6,121,070
Installations d'agriculture et de sylviculture	1,364,609	1,734,612
	30,160,288	31,123,758
Déduire: l'amortissement cumulé	13,362,942	11,135,264
	16,797,346	19,988,494

Les catégories d'installations locatives, touristiques, agricoles et sylvicoles présentées auparavant comprennent chacune le terrain, les bâtiments et le matériel.

6. Dépenses d'administration

	1990	1989
	$	$
Traitements et avantages des employés	1,238,771	336,361
Frais divers et de bureau	643,992	137,436
Honoraires professionnels	236,982	61,536
Déplacements	129,486	44,441
Bureau de Port Hawkesbury	228,611	
	2,477,842	579,774

7. Garanties

Au cours de 1976, la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton a garanti le remboursement par la Société Sydney Steel des obligations non garanties de celle-ci, Série D, pour la somme de $70,000,000 à 11 1/4% et le remboursement de l'intérêt sur celles-ci. Ces fonds furent empruntés par la Société Sydney Steel dans le but de financer son programme de réadaptation d'usine. Le solde non réglé des obligations non garanties a depuis été réduit à $26,460,000.

Au cours de 1971, la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton a garanti le remboursement d'avances bancaires à "Stora Kopparbergs Bergslags Abtiebolag". La garantie se chiffrait en premier à $30,000,000. Le solde des avances a été réduit depuis à $3,104,585.

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU 31 MARS 1990—*Fin*

En tant que successeur de la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton, la Société a pris à son compte ces garanties qui ont été consenties à l'avantage de sa majesté la Reine du chef du Canada et au nom de celle-ci; c'est pourquoi, toutes les sommes qui doivent être versées conformément à ces garanties seront déboursées à même le Fonds du revenu consolidé du Canada.

8. Engagements

a) Au 31 mars les engagements non réglés de la Société étaient comme il suit:

	1990	1989
	$	$
Contributions au développement	2,737,571	2,456,603
Dépenses en immobilisations	448,655	53,904
Prêts	414,541	82,968
	3,600,767	2,593,475

b) Voici les versements minimums futurs selon l'exercice financier quant aux contrats de location-exploitation pour des locaux, comportant des modalités premières de bail non réalisables supérieures à un an:

	$
1991	252,954
1992	252,954
1993	59,414
1994	41,820
	607,142

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été regroupés en conformité de la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Un état consolidé comparatif des résultats pour la période de quatre mois de la Société et les périodes antérieures de la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton (SDCB-DDI) a été présenté au Tableau ci-joint uniquement à titre de renseignement.

10. Provision pour l'aliénation de la filiale

La Société a convenu, assujetti à l'approbation du gouverneur en conseil, de vendre tous les éléments d'actif du Dundee Estates Limited à un exploitateur touristique du secteur privé pour l'apport de $2,000,000. Le contrat de vente prévoit un prêt de $950,000 qui fera l'objet de rémission par la Société lors de l'achèvement des modalités exigées au contrat. La provision pour l'aliénation de la filiale tient compte de cette rémission et de la perte nette à l'aliénation de tous les éléments d'actif de la filiale. La Société a l'intention de remettre le produit net de la vente au Fonds du revenu consolidé du Canada.

11. Provision pour le nettoyage de l'environnement

Au cours de l'exercice la Société a décelé des terrains contaminés dans le parc industriel Sydport autrefois occupé par un locataire qui vaquait à la réclamation du métal de rebut. Immédiatement la Direction a entrepris de retenir la contamination et elle a amorcé une opération contrôlée de nettoyage. L'estimation de $1,000,000 quant aux coûts à défrayer au cours de ce processus a été portée aux comptes au 31 mars 1990.

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

TABLEAU JOINT AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 MARS 1990
(État consolidé comparatif des résultats (note 9))

	SECB 31 mars 1990 (12 mois)	SECB 31 mars 1989 (4 mois)	SDCB-DDI 30 novembre 1988 (8 mois)	SECB et SDCB-DDI 31 mars 1989 (12 mois)
	$	$	$	$
Dépenses de développement				
Programmes de développement de nouvelles entreprises	3,887,571	1,214,330	3,096,350	4,310,680
Aide générale au développement	731,061	49,716	266,375	316,091
Provision pour les prêts douteux	2,413,766	233,814	901,020	1,134,834
Provision pour l'intérêt douteux	103,023	49,722	140,667	190,389
Provision pour les placements douteux	1,300,000	70,000		70,000
	8,435,421	1,617,582	4,404,412	6,021,994
Dépenses d'exploitation des installations de la Société				
Location	1,775,893	505,433	1,520,880	2,026,313
Tourisme	1,113,457	128,754	820,309	949,063
Agriculture et sylviculture	393,274	121,311	304,394	425,705
Amortissement	2,564,769	567,098	1,517,805	2,084,903
	5,847,393	1,322,596	4,163,388	5,485,984
Dépenses d'administration	2,477,842	579,774	1,216,969	1,796,743
Coûts transitoires	362,047	286,015		286,015
Provision pour l'aliénation de la filiale	2,799,200			
	5,639,089	865,789	1,216,969	2,082,758
Total des dépenses d'exploitation	19,921,903	3,805,967	9,784,769	13,590,736
Revenus provenant des installations de la Société				
Location	1,835,121	328,891	1,503,595	1,832,486
Tourisme	1,130,619	82,328	905,995	988,323
Agriculture et de sylviculture	37,947	21,710	23,839	45,549
	3,003,687	432,929	2,433,429	2,866,358
Intérêt créditeur				
Prêts	721,113	514,477	471,428	985,905
Autre élément	393,021	91,501	160,272	251,773
Total des revenus d'exploitation	4,117,821	1,038,907	3,065,129	4,104,036
Dépenses nettes d'exploitation avant le poste extraordinaire	15,804,082	2,767,060	6,719,640	9,486,700
Poste extraordinaire				
Provision pour le nettoyage de l'environnement	1,000,000			
Dépenses nettes d'exploitation	16,804,082	2,767,060	6,719,640	9,486,700

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION VISANT LA PRÉSENTATION DE RAPPORTS FINANCIERS

Les états financiers consolidés ci-joints de la Société d'expansion du Cap-Breton et tous les renseignements dans le présent rapport annuel relèvent de la Direction et ils ont reçu l'approbation du Conseil d'administration. Les états financiers consolidés renferment certains chiffres telles les provisions pour les prêts douteux et l'intérêt, qui s'appuient nécessairement sur les estimations et le jugement de la Direction.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et ceux-ci ont été appliqués de manière uniforme. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à ceux que contiennent les états financiers consolidés.

En acquittant sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la justesse des états financiers consolidés, la Direction entretient des pratiques et systèmes de contrôle financier et de gestion conçus dans le but d'apporter la certitude raisonnable que les opérations ont été autorisées, que les éléments d'actif sont protégés, que des registres convenables ont été tenus. En outre, le Comité de vérification du Conseil veille dans l'ensemble aux responsabilités de la Direction quant à la tenue de systèmes suffisants de contrôle et à la qualité de la présentation de rapports financiers.

Le vérificateur autonome, le Vérificateur général du Canada, est responsable de la vérification des états financiers consolidés et de la publication de son rapport y relié.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE POUR LES FINS DE LA LOI SUR L'AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

J'ai vérifié le bilan consolidé de la Société d'expansion du Cap-Breton au 31 mars 1989 ainsi que les états consolidés de l'avoir, des résultats et de l'évolution de la situation financière pour la période de quatre mois terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour la période de quatre mois terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de manière uniforme.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société et de ses filiales en propriété exclusive dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers consolidés ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la Partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton et aux règlements administratifs de la Société et de ses filiales en propriété exclusive.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
19 septembre 1989

BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 MARS 1989

ACTIF	1989	PASSIF	1989
	$		$
Encaisse et placements à court terme	2,061,173	Créditeurs	1,447,474
Débiteurs	636,200		
Intérêt débiteur (au net de la provision de $497,284)	368,108	AVOIR	
Crédit parlementaire à recevoir (note 1c)	620,000	Avoir du Canada	31,996,356
Stocks	243,473		
Frais payés d'avance	71,187		
	4,000,141		
Prêts (notes 3 et 4)	9,155,195		
Placements	300,000		
Immobilisations (note 5)	19,988,494		
	33,443,830		33,443,830

Garanties (note 7)
Engagements (note 8)
Chiffres comparatifs (note 10)

Au nom du Conseil:
Administrateur
P.B. LESAUX
Administrateur
P.J. BATES

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'AVOIR POUR LA PÉRIODE DE QUATRE MOIS TERMINÉE LE 31 MARS 1989

	1989
	$
Avoir au début de la période	31,343,416
Crédit parlementaire (note 1c)	3,420,000
	34,763,416
Dépenses nettes d'exploitation pour la période	2,767,060
Avoir à la fin de la période	31,996,356

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS POUR LA PÉRIODE DE QUATRE MOIS TERMINÉE LE 31 MARS 1989

	1989
	$
Dépenses de développement	
Programmes de développement de nouvelles entreprises	1,214,330
Aide générale au développement	49,716
Provision pour les prêts douteux et l'intérêt accumulé	353,536
	1,617,582
Dépenses d'exploitation des installations de la société	
Installations de location	505,433
Installations touristiques	128,754
Installations d'agriculture et de sylviculture	121,311
Amortissement	567,098
	1,322,596
Dépenses d'administration (note 6)	579,774
Coûts transitoires	286,015
Total des dépenses d'exploitation	3,805,967
Revenus provenant des installations de la société	
Installations de location	328,891
Installations touristiques	82,328
Installations d'agriculture et de sylviculture	21,710
	432,929
Intérêt créditeur	
Intérêt sur les prêts	514,477
Autre intérêt	91,501
Total des revenus d'exploitation	1,038,907
Dépenses nettes d'exploitation pour la période	2,767,060

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LA PÉRIODE DE QUATRE MOIS TERMINÉE LE 31 MARS 1989

	1989
	$
Activités de financement	
Crédit parlementaire	(3,420,000)
Activités d'exploitation	
Dépenses nettes d'exploitation pour la période	2,767,060
Imputations qui n'affectent pas l'encaisse	
Amortissement	567,098
Rémissions de prêts	5,670
Provision pour les prêts douteux et l'intérêt	413,615
	1,780,677
Augmentation du fonds de roulement d'exploitation hors-caisse*	558,914
Encaisse utilisée pour les activités d'exploitation	2,339,591
Activités de placement	
Avances sous forme de prêts	698,432
Remboursement de prêts	(640,139)
Ajouts aux immobilisations	280,240
Produits à la vente d'immobilisations	(87,500)
Encaisse utilisée pour les activités de placement	251,033
Augmentation de l'encaisse et des placements à court terme	829,376
Encaisse et placements à court terme au début de la période	1,231,797
Encaisse et placements à court terme à la fin de la période	2,061,173
*Augmentation (diminution) du fonds de roulement d'exploitation hors-caisse:	
Débiteurs	712,139
Intérêt débiteur	(4,830)
Stocks	15,486
Frais payés d'avance	(20,492)
Créditeurs	(143,389)
	558,914

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU 31 MARS 1989

1. La Société

a) Pouvoirs et objectifs

La Société d'expansion du Cap-Breton a été établie en vertu de la Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton (partie II de la Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique) qui a été proclamé le 1er décembre 1988. Par le biais de cette législation, la mission, les pouvoirs, l'exploitation et les programmes de l'ancienne Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton furent pris en charge par la Société nouvellement établie. La Société est une société d'État mandataire nommée à l'Annexe III, partie I de la Loi sur la gestion des finances publiques. Voici sa mission selon l'énoncé dans sa loi habilitante:

> encourager et aider, de concert éventuellement avec le gouvernement du Canada ou de la Nouvelle-Écosse, leurs organismes ou toute autre personne publique ou privée, le financement et le développement de l'industrie dans l'île du Cap-Breton en vue de créer des emplois en dehors du secteur de l'industrie houillère et de diversifier l'économie de l'île.

La Société opère au sein de divers secteurs de l'économie locale, à l'exception de l'industrie houillère et elle utilise sa mission étendue et ses souples pouvoirs financiers pour renforcer l'économie de la région. La nouvelle Société poursuit l'administration des programmes et des initiatives de la Société qui l'a précédée tout en évaluant les activités actuelles et en préparant la voie en vue d'orientations futures.

b) Sommes virées

En résumé, voici les sommes virées au 1er décembre 1988:

	$
Actif	32,646,512
Passif	1,303,096
Avoir	31,343,416
Garanties	36,478,659
Engagements	4,462,000

c) Crédit parlementaire

Le solde du crédit parlementaire voté à la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton s'élevant à $2,800,000 a été viré à la Société et reçu par celle-ci au cours de la période. En plus, le financement à même le Budget supplémentaire 1988-1989 a été approuvé pour la somme de $620,000 afin de financer le démarrage, les frais généraux transitoires et les frais généraux des nouvelles fonctions de la Société et celui-ci a été déclaré dans les présents états financiers. Au cours de cette période la Société a défrayé $286,015 en coûts liés aux dispositions transitoires, le solde de $333,985 devant être défrayé au cours de l'exercice 1989-1990.

2. Conventions comptables importantes

a) Méthode de consolidation

i) Les états financiers de la Société d'expansion du Cap-Breton comportent les résultats d'exploitation de la Société et de toutes ses filiales selon l'explication qui suit:

	Participation de la Société	Période terminée le
Darr (Cap-Breton) Limitée—Installation de location	100%	31 décembre
Domaine Dundee Limitée—Installation touristique	100%	31 mars
Village d'été de l'Anse-à-la-baleine—Installation touristique	62.5%	31 mars
Culture marine du Cap-Breton Limitée—Inactive	100%	31 mars

ii) Les états financiers de Darr (Cap-Breton) Limitée et du Domaine Dundee Limitée s'appuient sur l'hypothèse voulant que chaque société peut continuer à opérer en tant qu'entreprise en exploitation, cette hypothèse étant assujettie au soutien financier continu de sa société-mère.

iii) Vu que les états financiers du Village d'été de l'Anse-à-la-baleine Limitée déclarent une situation déficitaire de l'avoir au 31 mars 1989 et que la participation minoritaire aux pertes à ce jour a été absorbée en contrepartie du total du capital minoritaire investi, les pertes de cette société font partie des dépenses nettes d'exploitation consolidées. Par conséquent, il n'y a pas de déclaration de participation minoritaire de cette filiale au bilan consolidé.

b) Prêts et placements

Les prêts et placements sont enregistrés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Certains prêts peuvent comporter de l'intérêt capitalisé en tant que principal vu la nouvelle structure apportée aux modalités du contrat pour ces prêts.

c) Provision pour les prêts douteux et rémissibles

La provision pour les prêts douteux représente l'estimation de la Direction quant aux pertes probables à l'endroit de prêts particuliers non réglés à la fin de la période. La provision est fondée sur une évaluation à intervalles réguliers du portefeuille de prêts alors que de nombreux facteurs sont envisagés, y compris la durée de la délinquance, les conditions du marché, l'aspect financier viable de l'entreprise, et les aptitudes à gérer. La Direction a estimé que l'effet de ces risques et incertitudes lorsqu'elle a établi la provision pour les prêts douteux. Les prêts douteux peuvent être rétablis en tant qu'éléments débiteurs lorsque, selon l'avis de la Direction, la possibilité ultime de percevoir le principal et l'intérêt est raisonnablement certaine.

Certains prêts sont assujettis aux modalités de remises qui sont énoncées dans le contrat pour le prêt. La somme admissible à la rémission est imputée aux résultats lorsque les conditions d'admissibilité sont atteintes.

Les pertes réelles à l'égard des prêts sont imputées aux résultats tandis que les recouvrements sont portés au crédit. Les rajustements des provisions pour les prêts douteux et rémissibles, au niveau jugé convenable par la Direction, sont imputés aux résultats.

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU 31 MARS 1989—*Suite*

d) Intérêt créditeur

L'intérêt créditeur est comptabilisé selon la comptabilité d'exercice jusqu'au moment qui veut que la Direction établisse qu'un prêt doit être classé comme douteux. Lorsqu'un prêt est classé en tant que douteux, l'intérêt non perçu pour la période en cours et les périodes antérieures est imputé à la provision pour les prêts douteux et l'intérêt, accumulé.

Les versements d'intérêt reçus ultérieurement sur les prêts douteux sont enregistrés en tant qu'intérêt créditeur selon la comptabilité de caisse.

e) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant moins l'amortissement cumulé. On établit la provision pour l'amortissement selon la durée utile estimative des immobilisations en utilisant la méthode linéaire aux taux indiqués ci-après:

Bâtiments	jusqu'à 25 ans
Matériel et ameublement	de 4 à 10 ans
Matériel informatique et logiciels	5 ans
Améliorations locatives	jusqu'à 20 ans
Véhicules	de 3 à 4 ans

f) Régimes de pensions de retraite

La plupart des employés de la Société participaient au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique ou à des régimes privés de pensions de retraite administrés par la Société de développement du Cap-Breton. Au 30 mars 1989 tous les employés admissibles ne participent uniquement qu'au Régime de pensions de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au Régime sont exigées à la fois, en parties égales, des employés et de la Société. Ces contributions sont portées aux dépenses de la période pendant laquelle les services sont rendus et représentent le total des obligations de la Société au titre des pensions de retraite.

3. Prêts

Voici une analyse du solde des prêts non réglés au 31 mars 1989:

Taux d'intérêt annuels	$
0 %	1,216,028
Moins de 8 %	556,040
8 à 10 %	5,428,173
10 à 12 %	5,025,161
12 % et plus	430,433
	12,655,835
Déduire: la provision pour les prêts douteux (note 4)	3,200,489
la provision pour les prêts rémissibles	300,151
	9,155,195

Voici les sommes échéant selon l'exercice financier en se fondant sur les modalités des prêts:

	$
Principal échu	596,254
1990	1,542,346
1991	1,089,916
1992	877,469
1993	706,910
1994	621,288
1995-au-delà	7,221,652
	12,655,835
Intérêt couru—	
Courant	466,542
Arrérages	398,850
	865,392

4. Provision pour les prêts douteux

	$
Solde au début de la période	2,871,498
Radiations, au net des recouvrements	(34,903)
Provision pour les prêts douteux—	
Prêts de l'exercice en cours	411,597
Provision générale	250,000
Diminutions causées par la restructuration et le rétablissement aux éléments débiteurs	(297,703)
Solde à la fin de la période	3,200,489

Le solde renferme 67 prêts classés en tant que douteux.

5. Immobilisations

	$
Terrain en vue du développement	545,380
Matériel, ameublement, améliorations locatives	726,045
Installations de location	21,996,651
Installations touristiques	6,121,070
Installations d'agriculture et de sylviculture	1,734,612
	31,123,758
Déduire:	
l'amortissement cumulé	11,135,264
	19,988,494

Les catégories d'installations locatives, touristiques, agricoles et sylvicoles présentées auparavant comprennent chacune le terrain, les bâtiments et le matériel.

6. Dépenses d'administration

	$
Traitements et avantages des employés	336,361
Frais divers et de bureau	137,436
Honoraires professionnels	61,536
Frais de déplacements	44,441
	579,774

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU 31 MARS 1989—*Fin*

7. Garanties

Au cours de 1976, la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton a garanti le remboursement pour la Société Sydney Steel des obligations non garanties de celle-ci, Série D, pour la somme de $70,000,000 à 11 1/4% et le remboursement de l'intérêt sur celles-ci. Ces fonds furent empruntés par la Société Sydney Steel dans le but de financer son programme de réadaptation d'usine. Le solde non réglé des obligations non garanties a depuis été réduit à $30,310,000.

Au cours de 1971, la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton a garanti le remboursement d'avances bancaires à "Stora Kopparbergs Bergslags Abtiebolag". La garantie se chiffrait en premier à $30,000,000. Le solde des avances a été réduit depuis à $4,636,982.

En tant que successeur de la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton, la Société a pris à son compte ces garanties qui ont été consenties à l'avantage de sa majesté la Reine du chef du Canada et au nom de celle-ci; c'est pourquoi toutes les sommes qui doivent être versées conformément à ces garanties seront déboursées à même le Fonds du revenu consolidé du Canada.

8. Engagements

a) Au 31 mars 1989 les engagements non réglés de la Société étaient comme il suit:

	$
Contributions	2,456,603
Dépenses en immobilisations	53,904
Prêts	82,968
	2,593,475

b) Voici les versements minimums futurs selon l'exercice financier quant aux contrats de location-exploitation pour des locaux, comportant des modalités premières de bail non réalisables supérieures à un an:

	$
1990	255,319
1991	255,319
1992	255,319
1993	41,832
1994	41,832
	849,621

9. Impôt sur le revenu

La Société n'est pas indiquée en tant que société d'État fédérale imposable en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

10. Chiffres comparatifs

Les états financiers consolidés ne comportent pas de chiffres comparatifs vu que c'est la première période d'exploitation de la Société. Un état consolidé comparatif des résultats pour la période de quatre mois de la Société et les périodes antérieures de la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton (SDCB-DDI) a été présenté au Tableau ci-joint uniquement à titre de renseignement.

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Fin*

TABLEAU JOINT AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU 31 MARS 1989
(État consolidé comparatif des résultats (note 10))

	SECB 31 mars 1989 (4 mois)	SDCB-DDI 30 novembre 1988 (8 mois)	SECB et SDCB-DDI 31 mars 1989 (12 mois)	SDCB-DDI 31 mars 1988 (12 mois)
	$	$	$	$
Dépenses de développement				
Programmes de développement de nouvelles entreprises	1,214,330	3,096,350	4,310,680	3,366,564
Aide générale au développement	49,716	266,375	316,091	400,759
Provision pour les prêts douteux et l'intérêt accumulé	353,536	1,041,687	1,395,223	(114,409)
	1,617,582	4,404,412	6,021,994	3,652,914
Dépenses d'exploitation des installations de la Société				
Installations de location	505,433	1,520,880	2,026,313	1,481,276
Installations touristiques	128,754	820,309	949,063	1,390,776
Installations d'agriculture et de sylviculture	121,311	304,394	425,705	455,682
Amortissement	567,098	1,517,805	2,084,903	1,589,290
	1,322,596	4,163,388	5,485,984	4,917,024
Dépenses d'administration	579,774	1,216,969	1,796,743	1,682,101
Coûts transitoires	286,015		286,015	
Total des dépenses d'exploitation	3,805,967	9,784,769	13,590,736	10,252,039
Revenus provenant des installations de la Société				
Installations de location	328,891	1,503,595	1,832,486	1,909,722
Installations touristiques	82,328	905,995	988,323	1,036,915
Installations d'agriculture et de sylviculture	21,710	23,839	45,549	32,285
	432,929	2,433,429	2,866,358	2,978,922
Intérêt créditeur				
Intérêt sur les prêts	514,477	471,428	985,905	690,497
Autre intérêt	91,501	160,272	251,773	246,664
Total des revenus d'exploitation	1,038,907	3,065,129	4,104,036	3,916,083
Dépenses nettes d'exploitation pour la période	2,767,060	6,719,640	9,486,700	6,335,956

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

J'ai vérifié le bilan de la Société du Centre national des Arts au 31 août 1989 ainsi que les états des revenus et dépenses, du surplus et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 août 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 27 octobre 1989

BILAN AU 31 AOÛT 1989

ACTIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Encaisse	206,724	393,263
Placements à court terme	527,392	3,594,124
Débiteurs (note 3)	1,596,643	1,784,365
Stocks (note 4)	416,339	438,548
Programmes en cours	1,112,453	745,185
Frais payés d'avance (note 5)	292,788	281,783
	4,152,339	7,237,268
Immobilisations (note 6)	3,454,391	2,995,502
	7,606,730	10,232,770

PASSIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 7)	2,335,541	2,689,234
Revenus reportés (note 8)	4,058,963	4,432,158
Crédit parlementaire reporté		
Projets en capital importants (note 9)	240,744	1,644,001
	6,635,248	8,765,393
Obligation à long terme en vertu d'un contrat de location-acquisition	9,377	15,538
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	624,399	398,732
	633,776	414,270
	7,269,024	9,179,663
AVOIR DU CANADA		
Surplus	337,706	1,053,107
	7,606,730	10,232,770

Approuvé par la direction:

le Directeur général
YVON DES ROCHERS

Directeur des services financiers et administratifs
RICHARD LUSSIER

Approuvé par le Conseil d'administration:

le Président
ROBERT LANDRY

le Vice-pésident
MADELEINE PANACCIO

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1989

	1989	1988
	$	$
Revenus d'exploitation		
Programmes des arts d'interprétation (tableau 1)	11,295,860	9,036,829
Services commerciaux (tableau 2)	7,596,784	7,129,472
Location des salles	747,198	780,944
Services de soutien (tableau 6)	641,085	514,349
Autres	4,509	27,575
	20,285,436	17,489,169
Dépenses d'exploitation		
Programmes des arts d'interprétation (tableau 1)	17,956,195	16,106,843
Services commerciaux (tableau 2)	5,634,253	5,505,783
Exploitation des bâtiments (tableau 7)	5,322,123	5,055,285
Services de soutien (tableau 6)	4,515,353	3,742,939
Services administratifs (tableau 8)	3,078,941	2,763,454
Location des salles	395,276	417,579
Conseil d'administration	53,349	225,980
	36,955,490	33,817,863
Excédent des dépenses d'exploitation sur les revenus d'exploitation	16,670,054	16,328,694
Autres revenus		
Subvention municipale régionale	230,000	270,000
Intérêts sur placements à court terme	121,234	109,785
	351,234	379,785
Excédent des dépenses sur les revenus	16,318,820	15,948,909

ÉTAT DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1989

	1989	1988
	$	$
Surplus au début de l'exercice	1,053,107	1,606,016
Crédit parlementaire—Exploitation	15,603,419	15,396,000
Excédent des dépenses sur les revenus	(16,318,820)	(15,948,909)
Déficit de l'année	(715,401)	(552,909)
Surplus à la fin de l'exercice	337,706	1,053,107

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1989

	1989	1988
	$	$
Exploitation		
Excédent des dépenses sur les revenus	(16,318,820)	(15,948,909)
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	886,188	775,379
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	225,667	37,987
Perte sur l'aliénation d'immobilisations		(26,873)
Diminution (augmentation) des composantes du fonds de roulement, autres que l'encaisse	(895,230)	2,079,913
	(16,102,195)	(13,082,503)
Financement		
Crédits parlementaires		
Exploitation	15,603,419	15,366,000
Projets en capital importants incluant les intérêts gagnés	1,812,166	3,361,237
Obligation à long terme en vertu d'un contrat location-acquisition	(6,161)	(4,973)
	17,409,424	18,722,264
Investissement		
Projets en capital importants	(3,215,423)	(1,638,657)
Acquisitions d'immobilisations	(1,345,077)	(348,891)
	(4,560,500)	(1,987,548)
Augmentation (diminution) de l'encaisse durant l'exercice	(3,253,271)	3,652,213
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	3,987,387	335,174
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	734,116	3,987,387

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 AOÛT 1989

1. Objectifs et opérations

La Société a pour objectifs d'exploiter et de maintenir le Centre national des Arts, de développer les arts d'interprétation dans la région de la Capitale nationale et d'aider le Conseil des Arts du Canada à développer les arts d'interprétation ailleurs au Canada.

Pour faciliter la réalisation de ses objectifs, la Société peut organiser et patronner des réalisations, au Centre, dans le domaine des arts d'interprétation; encourager et aider le perfectionnement des troupes d'arts d'interprétation rattachées au Centre; organiser ou patronner des émissions de radio et de télévision ainsi que la projection de films au Centre; aménager au Centre, selon les modalités et aux conditions que la Société peut fixer, des locaux pour les organisations nationales et locales poursuivant, entre autres, le développement et l'encouragement des arts d'interprétation au Canada; et à la demande du gouvernement du Canada ou du Conseil des Arts du Canada, organiser des représentations ailleurs au Canada par des troupes d'arts d'interprétation, établies ou non au Canada et organiser des représentations hors du Canada par des troupes d'arts d'interprétation établies au Canada.

Afin de réaliser ces objectifs, Sa Majesté a cédé et loué l'édifice du Centre national des Arts à la Société pour une période échéant le 31 mai 1990. Selon les clauses du bail, la Société est chargée de l'entretien et de l'exploitation de l'édifice mais est exempte du paiement d'un loyer. Les négociations sont en cours pour renouveler le bail.

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 AOÛT 1989—*Suite*

2. Principales conventions comptables

a) Placements à court terme

Les placements à court terme sont évalués au coût, ce qui est proche de la valeur marchande.

b) Subventions

Les subventions sont inscrites aux revenus dans l'exercice pendant lequel des engagements fermes ont été pris vis-à-vis la Société par les donateurs.

c) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette pour la nourriture, la boisson et le matériel de la boutique ou au coût de remplacement pour le matériel de production.

d) Programmes en cours

Les frais directs, y compris les avances aux troupes et artistes, encourus avant la fin de l'exercice pour les programmes en cours sont reportés et imputés aux dépenses de l'exercice pendant lequel les programmes se terminent. Les frais indirects et les services communs non attribuables à des spectacles particuliers sont imputés aux dépenses dans l'exercice pendant lequel ils sont encourus.

e) Immobilisations

Les immobilisations utilisées au cours de l'exploitation, autres que le complexe du CNA, sont enregistrées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, comme suit:

L'Atelier—Théâtre	20 ans
Matériel	5 et 7 ans
Matériel détenu en vertu d'un contrat location-acquisition	5 et 7 ans
Améliorations locatives	4 et 10 ans

Puisque la Société loue l'édifice sans frais, aucun amortissement n'est calculé pour l'édifice.

f) Revenus reportés

Les revenus provenant de billets vendus avant la fin de l'exercice pour les programmes en cours sont reportés et crédités aux revenus de l'exercice pendant lequel les programmes se terminent. Les certificats-cadeaux et bons d'échange non utilisés par les détenteurs dans les trois ans de leur émission sont radiés des livres et crédités aux revenus. Un pourcentage de ceux de moins de trois ans est aussi crédité aux revenus.

g) Dépenses d'exploitation

Les dépenses des programmes des arts d'interprétation et des services commerciaux ne comprennent pas les coûts visant l'entretien des bâtiments et du matériel, des services publics et des services administratifs. Les coûts du mobilier et du matériel qui ne sont pas capitalisés sont divulgués dans les dépenses d'exploitation des bâtiments et des services administratifs.

h) Régime de retraite

Les employés de la Société font partie du Régime de pension de retraite de la Fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées des employés et de la Société. Ces contributions représentent la dette totale de la Société et sont comptabilisées lorsqu'elles deviennent exigibles.

i) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à certaines indemnités lors de leur cessation d'emploi, comme le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. Ces indemnités sont inscrites au passif dès qu'elles sont gagnées par les employés selon les conditions d'emploi.

j) Crédits parlementaires

Le crédit parlementaire d'exploitation reçu durant la période du 1[er] avril au 31 août se rapporte à l'exercice financier du gouvernement du Canada se terminant le 31 mars de l'exercice suivant. La Société inscrit au surplus à chaque mois un douzième du crédit parlementaire total. Par conre, si le montant reçu au 31 août excède cinq douzièmes du crédit parlementaire total, l'excédent est reporté à l'exercice suivant. Si le montant reçu est inférieur aux cinq douzièmes, la différence est inscrite comme débiteur.

Le crédit parlementaire reçu pour les projets en capital importants est reporté jusqu'à son utilisation. Un montant égal aux coûts du projet encourus durant l'exercice est déduit du crédit parlementaire reporté.

3. Débiteurs

	1989	1988
	$	$
Comptes clients	816,347	794,768
Provision pour créances irrécouvrables	(15,849)	(21,205)
	800,498	773,563
Billets vendus par une agence de vente	332,582	104,931
Crédit parlementaire—Exploitation (note 10)	285,250	665,831
Subvention municipale régionale	115,000	135,000
Prêts aux musiciens—Achat d'instruments	35,467	59,987
Intérêts courus	6,084	27,586
Autres	21,762	17,467
	1,596,643	1,784,365

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 AOÛT 1989—*Fin*

4. Stocks

	1989	1988
	$	$
Matériel de production	190,974	211,547
Nourriture, boisson et tabac	188,425	180,956
Boutique (fermée depuis le 31 août 1989)	36,940	46,045
	416,339	438,548

5. Frais payés d'avance

	1989	1988
	$	$
Fournitures	134,138	174,098
Services payés d'avance	82,000	65,237
Souvenirs et autres	31,472	31,933
Commissions	5,806	
Divers	39,372	10,515
	292,788	281,783

6. Immobilisations

	1989			1988
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain	90,000		90,000	90,000
L'Atelier—Théâtre	298,069	118,589	179,480	194,384
Matériel	4,322,764	3,053,488	1,269,276	1,175,753
Matériel détenu sous un contrat location-acquisition	28,750	11,500	17,250	23,000
Améliorations locatives	3,451,131	1,556,714	1,894,417	1,512,365
Projets d'immobilisations en cours	3,968		3,968	
	8,194,682	4,740,291	3,454,391	2,995,502

7. Créditeurs et frais courus

	1989	1988
	$	$
Fournisseurs	1,230,504	1,699,357
Salaires et congés annuels courus	779,464	802,135
Déductions à la source et taxe de vente	325,573	187,742
	2,335,541	2,689,234

8. Revenus reportés

	1989	1988
	$	$
Billets vendus avant la fin de l'exercice relativement à des programmes en cours	3,639,849	4,157,596
Certificats-cadeaux non utilisés et autres	419,114	274,562
	4,058,963	4,432,158

9. Crédit parlementaire reporté—Projets en capital importants

	1989	1988
	$	$
Reporté de l'exercice précédent	1,644,001	300,389
Reçu durant l'exercice	1,672,000	3,262,000
Intérêts gagnés durant l'exercice	140,166	99,237
Dépenses de l'exercice	(3,215,423)	(2,017,625)
Reporté à l'exercice suivant	240,744	1,644,001

10. Crédit parlementaire—Exploitation

	1989	1988
	$	$
Débiteur au début de l'exercice	665,831	635,831
Crédité au surplus	15,603,419	15,396,000
Reçu durant l'exercice	(15,984,000)	(15,366,000)
Débiteur à la fin de l'exercice (note 3)	285,250	665,831

11. Engagements

Les engagements par bail, dont la durée excède un an, s'élevaient à $ 294,628 au 31 août 1989. Les paiements minimum futurs pour ces engagements sont exigibles comme suit:

Exercice se terminant le 31 août	$
1990	235,032
1991	34,580
1992	23,808
1993	1,208
	294,628

De plus, le CNA a convenu une entente avec une agence de vente de billets. Cette entente se terminera en 1996 et le CNA doit payer un frais de service pour chaque billet vendu. Il n'y a aucun paiement minimum requis.

12. Opérations entre apparentés

En plus de la location de l'édifice du CNA, fourni sans frais par le gouvernement du Canada, la Société reçoit des services de vérification sans frais du Bureau du vérificateur général du Canada.

Durant l'exercice et dans le cours normal de ses opérations, la Société a encouru des dépenses totalisant $794,231 ($730,204 en 1988) pour des services publics, l'entretien du terrain et le déblaiement de la neige et des services téléphoniques fournis par d'autres ministères et organismes gouvernementaux.

13. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 août 1988 ont été reclassifiés pour qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 août 1989.

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DES PROGRAMMES DES ARTS D'INTERPRÉTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1989

	Danse		Variété		Événements spéciaux	
	1989	1988	1989	1988	1989	1988
	$	$	$	$	$	$
Revenus						
Guichets	1,279,136	1,042,107	4,548,690	2,717,354	3,950	
Co-productions						
Tournées						
Radiodiffusions						
Commanditaires						
Autres	670	95,594	3,357	12,280	1,585	2,099
	1,279,806	1,137,701	4,552,047	2,729,634	5,535	2,099
Dépenses						
Interprètes	1,085,777	900,051	3,264,059	1,723,914	76,345	68,024
Services techniques	281,219	264,130	570,101	382,966	33,192	58,372
Publicité	205,747	260,525	266,307	230,638	7,750	123,871
Administration	204,855	160,036	195,875	147,348		
Costumes						
Autres services artistiques						
Autres dépenses de production	143,811	223,744	374,728	191,581	8,396	102,333
	1,921,409	1,808,486	4,671,070	2,676,447	125,683	352,600
Excédent des dépenses sur les revenus (des revenus sur les dépenses)	641,603	670,785	119,023	(53,187)	120,148	350,501

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES DES SERVICES COMMERCIAUX POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1989

TABLEAU 2

	1989	1988
	$	$
Revenus		
Restaurants (tableau 3)	5,469,965	5,221,658
Garage (tableau 4)	2,022,138	1,748,711
Boutique (tableau 5)	104,681	159,103
	7,596,784	7,129,472
Dépenses		
Restaurants (tableau 3)	5,020,808	4,827,788
Garage (tableau 4)	516,969	503,218
Boutique (tableau 5)	96,476	174,777
	5,634,253	5,505,783
Excédent des revenus sur les dépenses	1,962,531	1,623,689

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

TABLEAU 1

Musique		Théâtre		Total	
1989	1988	1989	1988	1989	1988
$	$	$	$	$	$
2,413,682	2,041,972	2,266,962	2,155,263	10,512,420	7,956,696
		223,412	209,259	223,412	209,259
206,893	122,550	1,499	272,153	208,392	394,703
186,455	244,277			186,455	244,277
55,050	65,700			55,050	65,700
90,812	47,311	13,707	8,910	110,131	166,194
2,952,892	2,521,810	2,505,580	2,645,585	11,295,860	9,036,829
4,783,747	4,387,726	1,548,232	1,700,141	10,758,160	8,779,856
372,758	402,027	1,171,456	1,060,867	2,428,726	2,168,362
526,993	606,571	551,984	598,193	1,558,781	1,819,798
464,416	440,221	692,079	691,798	1,557,225	1,439,403
38,616	30,275	215,149	419,847	253,765	450,122
46,982	45,926	292,223	268,813	339,205	314,739
183,016	224,949	350,382	391,956	1,060,333	1,134,563
6,416,528	6,137,695	4,821,505	5,131,615	17,956,195	16,106,843
3,463,636	3,615,885	2,315,925	2,486,030	6,660,335	7,070,014

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DES RESTAURANTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1989

TABLEAU 3

	1989			1988		
	Nourriture	Boisson	Total	Nourriture	Boisson	Total
	$	$	$	$	$	$
Ventes						
Le Café	1,822,253	678,706	2,500,959	1,678,843	736,611	2,415,454
Banquets	1,285,011	551,432	1,836,443	1,142,988	530,461	1,673,449
Bars	2,022	441,588	443,610	631	429,366	429,997
Salle verte	142,960		142,960	125,188		125,188
Affaires extérieures	87,681		87,681	93,701		93,701
Total des ventes	3,339,927	1,671,726	5,011,653	3,041,351	1,696,438	4,737,789
Coût des matières premières vendues	1,276,505	536,440	1,812,945	1,232,805	530,993	1,763,798
Marge brute	2,063,422	1,135,286	3,198,708	1,808,546	1,165,445	2,973,991
Autres revenus						
Recouvrement de coûts—Affaires extérieures et banquets			387,712			413,740
Autres			70,600			70,129
Total des autres revenus			458,312			483,869
Total de la marge brute et autres revenus			3,657,020			3,457,860
Frais d'exploitation et d'administration						
Traitements, salaires et prestations aux employés			2,436,721			2,235,242
Fournitures et location de matériel			338,018			381,491
Amortissement			185,979			85,648
Services professionnels			66,323			71,510
Publicité et promotion			64,633			102,503
Réparations et entretien			42,426			38,279
Commission sur les cartes de crédit			41,104			34,182
Musique et divertissement			12,883			28,015
Autres			19,776			87,120
Total des dépenses			3,207,863			3,063,990
Excédent des revenus sur les dépenses			449,157			393,870

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DU GARAGE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1989

TABLEAU 4

	1989	1988
	$	$
Revenus		
Stationnement	2,022,138	1,748,711
Dépenses		
Traitements, salaires et prestations aux employés	402,714	420,238
Réparations et entretien	42,722	19,240
Fournitures	26,638	20,853
Amortissement	24,127	24,578
Autres	20,768	18,309
	516,969	503,218
Excédent des revenus sur les dépenses	1,505,169	1,245,493

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DE LA BOUTIQUE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1989

TABLEAU 5

	1989	1988
	$	$
Revenus		
Ventes	104,681	159,103
Dépenses		
Coût des marchandises vendues	59,412	112,036
Marge brute	45,269	47,067
Frais généraux et d'administration		
Traitements, salaires et prestations aux employés	27,940	49,631
Amortissement	2,677	2,677
Publicité et vitrines	212	1,265
Autres	6,235	9,168
	37,064	62,741
Total des dépenses	96,476	174,777
Excédent des revenus sur les dépenses (des dépenses sur les revenus)	8,205	(15,674)

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Fin*

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DES SERVICES DE SOUTIEN POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1989

TABLEAU 6

	1989	1988
	$	$
Revenus		
Annonces dans le programme-maison	286,531	251,764
Frais de service des guichets	129,224	104,858
Autres	225,330	157,727
	641,085	514,349
Dépenses		
Traitements, salaires et prestations aux employés	3,214,378	2,611,541
Publicité et promotion	451,620	359,258
Frais de bureau	271,424	262,178
Services professionnels et frais connexes	233,069	144,748
Loyer de l'entrepôt	144,224	101,106
Commissions et frais de servive	110,454	170,556
Autres	90,184	93,552
	4,515,353	3,742,939
Excédent des dépenses sur les revenus	3,874,268	3,228,590

TABLEAU DES DÉPENSES— EXPLOITATION DES BÂTIMENTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1989

TABLEAU 7

	1989	1988
	$	$
Traitements, salaires et prestations aux employés	2,130,736	2,015,134
Services publics	1,165,407	1,031,031
Réparations et entretien des bâtiments et du matériel	1,042,534	956,276
Amortissement	673,404	662,476
Services professionnels et frais connexes	126,655	133,056
Mobilier et matériel	75,346	167,577
Autres	108,041	89,735
	5,322,123	5,055,285

TABLEAU DES DÉPENSES— SERVICES ADMINISTRATIFS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1989

TABLEAU 8

	1989	1988
	$	$
Traitements, salaires et prestations aux employés	2,349,765	1,978,066
Services professionnels et frais connexes	206,519	239,616
Assurance	125,048	128,301
Frais de bureau	113,162	126,609
Réparations et entretien	69,077	72,381
Télécommunications	41,619	36,845
Frais de voyages et de représentation	34,756	65,452
Publicité et promotion	8,428	32,180
Autres	130,567	84,004
	3,078,941	2,763,454

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Le Conseil d'administration de la Société du crédit agricole a approuvé les présents états financiers et le rapport annuel, et la direction se porte garante de toute l'information qui y est donnée. Certains chiffres présentés dans les états financiers, comme la provision pour pertes sur prêts et la valeur des propriétés acquises en règlement de prêts, sont nécessairement des estimations fondées sur l'expérience et le jugement de la direction.

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués de façon uniforme. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel concordent avec les renseignements contenus dans les états financiers.

Pour estimer la provision pour pertes sur prêts, la Société suit la même démarche depuis quelques années. Elle examine chacun des prêts insuffisamment garantis et elle établit une estimation générale des pertes probables inhérentes aux prêts suffisamment garantis de son portefeuille.

Grâce aux mesures de recouvrement, le montant de la provision attribuable aux prêts pris en compte individuellement a baissé par rapport au montant du 31 mars 1989. Par contre, devant la situation encore plus incertaine qui règne actuellement dans le secteur agricole et les effets négatifs qu'elle pourrait avoir sur la capacité de remboursement des agriculteurs et sur la valeur des garanties de la Société, la direction a jugé nécessaire d'augmenter de $90 millions la charge générale de la provision pour pertes sur prêts. La provision générale est établie à titre préventif, pour les pertes sur les prêts qui n'ont pas été expressément décelées.

Mise à part la somme de $3.2 millions qui a été imputée aux opérations en prévision des pertes probables sur les prêts de cet exercice, aucun montant n'a été imputé ou crédité aux opérations à titre de provision pour pertes sur prêts. Le Conseil d'administration partage l'avis de la direction, à savoir que dans un contexte marqué par des taux d'intérêt élevés, de faibles prix à l'exportation, des prévisions de revenus agricoles à la baisse, surtout dans le secteur des grains, et l'incertitude quant à l'issue des négociations actuelles du GATT, il serait imprudent de réduire encore la provision pour pertes sur prêts.

La direction, dont la responsabilité est de veiller à l'intégrité et à l'objectivité des états financiers, maintient des mécanismes de contrôle financier et applique des pratiques de gestion qui offrent un degré raisonnable de certitude que les opérations sont autorisées, que les biens sont protégés et que les documents comptables sont tenus selon les règles. Aux mécanismes de contrôle interne s'ajoute un service de vérification interne, qui vérifie périodiquement les différents aspects des opérations de la Société. De plus, les vérificateurs internes et externes ont libre accès au Comité de vérification du Conseil d'administration, qui surveille la façon dont la direction voit à la tenue de mécanismes de contrôle adéquats et à la qualité des rapports financiers.

La responsabilité de vérifier les états financiers et de faire rapport incombe au vérificateur général du Canada, qui agit à titre indépendant.

Le président-directeur général
James J. Hewitt

Le vice-président principal, Finances
Max Pierce

RAPPORT DU VÉRIFICATUER

AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats et du déficit et de l'évolution de l'encaisse pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances, à l'exception de ce qui est expliqué au paragraphe qui suit.

Les prêts de $3,573 millions sont déclarés au net d'une provision pour pertes sur prêts de $279 millions. Bien que la Société m'ait apporté la preuve et les analyses à l'appui de l'insertion de $188 millions à la provision, elle n'a pu étayer de façon suffisante le solde de $91 millions. En conséquence, je n'ai pu me satisfaire quant à la convenance de cette somme supplémentaire. C'est pourquoi, je n'ai pu établir que des rajustements pourraient s'avérer nécessaires à la provision pour pertes sur prêts et par conséquent au changement à l'estimation-provision pour pertes sur prêts, au revenu net (perte nette) pour l'exercice et au déficit.

À mon avis, à l'exception de l'incidence des rajustements, le cas échéant, que j'aurais pu identifier comme nécessaires si j'avais pu me satisfaire quant à la convenance de l'ajout de $91 millions à la provision pour pertes sur prêts, décrits au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son encaisse pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le crédit agricole et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 7 juin 1990

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Encaisse et placements à court terme	48,104	40,894
Débiteurs	2,277	4,720
Prêts, moins la provision pour pertes sur prêts de $279,365 (1989—$350,000) (notes 3 et 4)	3,573,414	3,832,351
Biens-fonds acquis en règlement de prêts (note 5)	178,281	135,642
Immobilisations	5,113	3,793
Escomptes et frais d'émission de la dette non amortis	9,530	14,319
	3,816,719	4,031,719

PASSIF	1990	1989
Créditeurs et charges à payer	16,466	6,549
Billets à court terme	110,456	69,269
Provision pour prestations de cessation d'emploi	3,154	2,807
Emprunts (note 6)	3,760,523	4,624,285
	3,890,599	4,702,910
AVOIR NÉGATIF DU CANADA		
Capital d'apport (note 8)	818,333	218,333
Déficit	(892,213)	(889,524)
	(73,880)	(671,191)
	3,816,719	4,031,719

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil:

le Président-directeur général
JAMES J. HEWITT

un Administrateur
GEORGE KLOSLER

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Intérêts créditeurs		
Prêts à recevoir	386,347	389,410
Placements à court terme	13,801	5,581
	400,148	394,991
Intérêts débiteurs		
Emprunts	356,545	410,972
Billets à court terme	13,305	11,840
	369,850	422,812
Intérêts créditeurs (débiteurs) nets	30,298	(27,821)
Provision pour pertes sur prêts—Prêts de l'exercice (note 4)	(3,202)	(2,203)
Loyers et autres revenus tirés des biens-fonds, après soustraction de $5,496 (1989—$5,653) en frais d'exploitation	20,779	11,157
Autres revenus	1,763	1,377
Revenu (perte) avant les frais autres que les intérêts	49,638	(17,490)
Frais d'administration	47,337	39,444
Impôt sur le revenu—Impôt sur le capital des grandes sociétés (note 9)	4,990	
Perte sur les opérations de l'exercice	(2,689)	(56,934)
Changement apporté à l'estimation—Provision pour pertes sur prêts		22,372
Perte pour l'exercice	(2,689)	(34,562)
Déficit au début de l'exercice	889,524	854,962
Déficit à la fin de l'exercice	892,213	889,524

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités d'exploitation		
Perte de l'exercice	(2,689)	(34,562)
Éléments hors caisse		
Provision nette pour pertes sur prêts	3,202	(20,169)
Variation des intérêts créditeurs courus	4,285	19,185
Variation des intérêts débiteurs courus	(9,100)	(14,736)
Amortissement des escomptes et des frais d'émission de la dette	4,789	5,148
Provision pour impôt sur le revenu	4,990	
Autres	7,700	(3,012)
Encaisse provenant des (utilisée pour les) activités d'exploitation	13,177	(48,146)
Activités de placement		
Prêts aux agriculteurs	(185,338)	(107,958)
Prêts remboursés	313,409	330,232
Produit de la vente de bien-fonds	75,748	78,551
Autres	3,689	(1,546)
Encaisse provenant des (utilisée pour les) activités de placement	207,508	299,279
Activités de financement		
Emprunts auprès du Canada	256,550	130,350
Emprunts remboursés au Canada	(998,669)	(246,896)
Emprunts remboursés sur les marchés de capitaux	(112,543)	
Augmentation du capital d'apport	600,000	
Variation des billets à court terme	41,187	(112,674)
Encaisse provenant des (utilisée pour les) activités de financement	(213,475)	(229,220)
Augmentation de l'encaisse et des placements à court terme	7,210	21,913
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	40,894	18,981
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	48,104	40,894

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1990

1. La Société

a) Pouvoirs et objectifs

La Société du crédit agricole ("la Société") a été constituée en 1959 en vertu de la Loi sur le crédit agricole, afin de succéder à la Commission du prêt agricole canadien. Elle est une société d'État classée à l'annexe III de la partie I de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Société consent et administre des prêts agricoles sous le régime de la Loi sur le crédit agricole et de la Loi sur le crédit aux groupements agricoles. Elle administre également des programmes à la demande du gouvernement fédéral ("le gouvernement").

Le rôle de la Société, qui a été clarifié dans le Plan d'entreprise approuvé en 1988, est de fournir du crédit hypothécaire et des services financiers complémentaires aux agriculteurs canadiens tout en maintenant le seuil de rentabilité, et, à la demande du gouvernement, de fournir des programmes gouvernementaux spéciaux selon le principe du recouvrement des coûts.

b) Restructuration financière

Le gouvernement a approuvé la restructuration financière de la Société, qui porte sur une période de quatre ans se terminant le 31 mars 1992. Il prévoit la restructuration financière de la Société, et il établit les politiques et les lignes directrices d'exploitation à l'intention de la direction de la Société.

2. Principales conventions comptables

a) Constatation des revenus

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, jusqu'au moment où la direction décide qu'un prêt doit être classé dans la catégorie des prêts à intérêt non comptabilisé. Un prêt est classé dans cette catégorie:

lorsque le principal ou les intérêts sont en souffrance depuis six mois, à moins que la garantie soit suffisante, ou

lorsque les circonstances font douter de la possibilité de percevoir un jour le principal ou les intérêts.

Lorsqu'un prêt devient un prêt à intérêt non comptabilisé, les intérêts comptabilisés qui n'ont pas été perçus dans l'année font l'objet d'une écriture de contrepassation au compte des intérêts créditeurs et, s'il y a lieu, les intérêts comptabilisés qui n'ont pas été perçus au cours des années précédentes sont inclus dans la provision pour pertes sur prêts au bilan.

Les versements d'intérêt reçus à l'égard des prêts à intérêt non comptabilisé sont portés, dès leur réception, aux intérêts créditeurs, lorsqu'on juge qu'il n'y a pas lieu de prévoir une provision pour pertes pour le prêt considéré. Sinon, les versements sont affectés au principal.

Un prêt à intérêt non comptabilisé peut redevenir un prêt à intérêt comptabilisé lorsque, de l'avis de la direction, il existe des chances raisonnables de percevoir un jour le principal et les intérêts.

Les loyers et autres revenus tirés des biens-fonds sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les honoraires et les frais relatifs aux prêts sont comptabilisés comme autres revenus lorsqu'ils sont gagnés.

b) Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts est une estimation faite par la direction des pertes probables que la Société subira sur ses prêts impayés à la fin de l'exercice. La provision comprend une charge spécifique, qui repose sur l'examen des prêts insuffisamment garantis, et une charge générale, qui est établie par mesure de prudence pour les pertes qui n'ont pas encore été décelées de façon précise.

La provision repose sur une évaluation périodique du portefeuille de prêts où l'on tient compte de nombreux facteurs: valeur future des terres, prix des denrées, programmes fédéraux et provinciaux et conditions climatiques. La direction a évalué les conséquences probables de ces risques et incertitudes au moment d'établir la provision pour pertes sur prêts. Toutefois, on ne peut prédire les conditions agricoles et économiques avec certitude, de sorte que les pertes réelles pourraient différer de l'estimation de la direction.

Le gouvernement a convenu de rembourser à la Société les concessions qu'elle accordera l'an prochain aux agriculteurs pour sa participation au processus d'examen de l'endettement agricole. On ne connaît pas encore le genre de concessions que la Société fera à l'intérieur de ce processus, ni la mesure dans laquelle elles réduiront ses pertes. C'est pourquoi les concessions n'ont pas été prises en compte dans l'établissement de la provision pour pertes sur prêts.

Les pertes sur prêts réelles, les dévaluations des propriétés reprises et les pertes subies à la vente des propriétés sont imputées à la provision pour pertes sur prêts, tandis que les sommes recouvrées y sont créditées. Les ajustements apportés à la provision au bilan, selon le niveau jugé approprié par la direction, sont appliqués aux opérations.

c) Biens-fonds acquis en règlement de prêts

Les biens-fonds sont comptabilisés selon le moindre du montant impayé du prêt ou de la valeur de réalisation nette estimée au moment de l'acquisition. Les baisses subséquentes de la valeur de réalisation nette sont comptabilisées dans l'exercice pendant lequel elles surviennent.

d) Examen de l'endettement agricole

Les montants que la Société reçoit pour les concessions qu'elle accorde aux agriculteurs dans le cadre de l'examen de l'endettement agricole sont appliqués comme s'ils étaient directement reçus des agriculteurs.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1990—*Suite*

e) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'origine moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé en fonction de la vie utile estimative des immobilisations, selon les méthodes et les taux suivants:

	Méthode	Taux
Équipement et ameublement	Amortissement dégressif	20%
Matériel et logiciel informatique	Linéaire	20%
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail plus première option de renouvellement

f) Escomptes et frais d'émission de la dette

Les escomptes et les frais d'émission de la dette sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt, et sont ajoutés aux intérêts débiteurs sur les emprunts.

g) Conversion des devises étrangères

Les emprunts en devises étrangères et les intérêts afférents sont assortis d'accords de conversion, et ils sont convertis en dollars canadiens aux taux prévus dans ces accords. Les écarts entre les montants définitifs à rembourser aux taux contractuels et les sommes réunies lors de l'émission de la dette sont compris dans les escomptes et les frais d'émission de la dette. Ces montants sont amortis selon la méthode linéaire et sont imputés au poste des intérêts débiteurs pour toute la durée des obligations.

h) Régime de retraite

Les employés cotisent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. La Société verse des cotisations équivalentes à celles que les employés versent pour le service courant. Ces cotisations sont imputées à l'exercice durant lequel les services sont rendus, et elles constituent l'obligation totale de la Société en matière de pension.

i) Prestations de cessation d'emploi

Au moment de leur cessation d'emploi, les employés ont droit à des indemnités selon leurs modalités d'emploi. Le passif qui correspond à ces prestations est comptabilisé à mesure que les prestations s'accumulent au crédit des employés.

j) Impôt sur le revenu

La Société comptabilise l'impôt sur le revenu selon la méthode du report d'impôts. Les écarts cumulatifs entre l'impôt calculé selon cette méthode et l'impôt exigible immédiatement sont essentiellement des écarts temporaires, qui donnent lieu à des impôts reportés. À l'heure actuelle, la Société a droit à certains avantages fiscaux qui seront comptabilisés seulement lorsqu'il sera virtuellement certain qu'ils se matérialiseront.

3. Prêts

	Taux d'intérêt annuel	1990	1989
	%	(en milliers de dollars)	
Prêts aux agriculteurs, garantis par des hypothèques	5-16 3/4	3,808,429	4,137,681
Prêts aux groupements agricoles, garantis par des billets à ordre	6 1/4-16 1/2	5,400	4,858
Prêts résultant de ventes de biens-fonds, garantis par des contrats de vente ou des hypothèques	5-15 3/4	38,950	39,812
		3,852,779	4,182,351
Moins: provision pour pertes sur prêts		279,365	350,000
		3,573,414	3,832,351

	1990	1989
Montants échus par exercice financier selon le terme du prêt:		
Principal échu	48,640	55,550
1990		425,767
1991	236,661	252,293
1992	294,419	294,685
1993	294,176	290,456
1994	422,187	456,964
1995	377,520	335,925
1996 et après	1,995,748	1,836,342
	3,669,351	3,947,982
Intérêts courus—Courants	113,245	78,815
—Arrérages	70,183	155,554
	3,852,779	4,182,351

Au 31 mars 1990, la Société comptait 5,495 prêts à intérêt non comptabilisé représentant $642 millions (1989—7,040 prêts représentant $808 millions). Pour l'exercice 1989-90, l'intérêt non comptabilisé s'est chiffré à $31 millions (1989—$75 millions). L'intérêt cumulé non comptabilisé au 31 mars 1990, sur l'ensemble des prêts à intérêt non comptabilisé, s'élevait à $122 millions (1989—$171 millions).

4. Provision pour pertes sur prêts

Ventilation de ce poste:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	350,000	500,000
Radiations, après soustraction des sommes recouvrées	(73,837)	(129,831)
Provision pour pertes sur prêts—Prêts de l'exercice courant	3,202	2,203
Changement à l'estimation—Provision pour pertes sur prêts		(22,372)
Solde à la fin de l'exercice	279,365	350,000
Provision spécifique	124,365	285,000
Provision générale	155,000	65,000
Solde à la fin de l'exercice	279,365	350,000

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1990—*Suite*

5. Biens-fonds acquis en règlement de prêts

Ventilation de ce poste:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	135,642	66,204
Aquisitions	118,205	138,299
Ventes	(75,566)	(68,861)
Solde à la fin de l'exercice	178,281	135,642

Les biens-fonds représentent les propriétés agricoles que la Société a acquises dans le cadre de l'administration des prêts impayés et dont elle doit se départir dans les cinq ans qui suivent leur acquisition ou à l'intérieur de toute période supplémentaire que peut prescrire le Gouverneur en conseil.

La Société possède actuellement 1,864 propriétés (1989—1,485), dont 1,010 ($76 millions) pourraient être vendues au cours du prochain exercice. Parmi ces dernières, 650 ($67 millions) pourraient bénéficier d'une reconduction de bail. Le reste est loué pour des périodes allant jusqu'à quatre ans.

6. Emprunts

	Taux d'intérêt annuel	1990	1989
	%	(en milliers de dollars)	
Emprunts auprès du Canada, garantis par des billets à ordre			
Loi sur le crédit agricole	6-12	2,442,104	3,182,998
Loi sur le crédit aux groupements agricoles	9 1/4-11	3,736	4,962
Emprunts sur les marchés de capitaux, garantis par des billets à ordre			
Loi sur le crédit agricole remboursable en :			
dollars américains (435,000,000)	9-10 1/2	591,447	591,447
francs suisses (100,000,000)	11	59,666	59,666
yens japonais (7,660,000,000)	9 1/4	69,500	182,043
dollars canadiens	9-12 1/4	495,000	495,000
		3,661,453	4,516,116
Intérêts courus		99,070	108,169
		3,760,523	4,624,285
Montants échus par exercice financier:			
1990			
1991			1,030,087
1992		506,854	470,392
1993		423,305	416,218
1994		446,037	640,663
1995		543,069	528,868
1996		372,948	302,126
1996 et après		1,369,240	1,127,762
		3,661,453	4,516,116
Intérêts courus		99,070	108,169
		3,760,523	4,624,285

Dans le cadre de sa restructuration financière, la Société a remboursé $600 millions d'emprunts contractés auprès du Canada à même l'augmentation du capital d'apport. Le gouvernement a décidé que la Société ne paierait pas d'intérêt sur ces emprunts pendant l'exercice.

7. Limites d'emprunt

La Loi sur le crédit agricole limite l'encours global des emprunts de la Société à 25 fois son capital d'apport. Au 31 mars 1990, l'encours des emprunts contractés en vertu de cette loi, qui comprenait des billets à court terme de $103 millions et des emprunts de $3,658 millions, représentait 4.60 fois le capital d'apport de $818 millions (1989—20.95 fois le capital d'apport de $218 millions).

La Loi sur le crédit aux groupements agricoles limite les emprunts effectués auprès du Canada à $25 millions. Au 31 mars 1990, les emprunts de la Société auprès du Canada en vertu de cette loi s'élevaient à $4 millions (1989—$5 millions).

La Société est encore tenue de combler ses besoins de fonds, tant à court qu'à long terme, auprès du Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada. Elle doit faire approuver ses emprunts à la fois par le Gouverneur en conseil et par le ministre des Finances.

8. Capital d'apport

Le capital d'apport de la Société correspond au montant reçu du gouvernement du Canada en vertu de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole. La limite statutaire a été relevée cette année de $600 millions, pour être portée à $825 millions (1989—$225 millions).

Dans le cadre de la restructuration financière de la Société, le gouvernement a augmenté son capital d'apport de $600 millions. La Société a utilisé cette somme pour rembourser des emprunts contractés auprès du Canada.

9. Impôt sur le revenu

a) Au 31 mars 1990, la Société disposait d'écarts temporaires totalisant environ $392 millions, qui n'ont pas été comptabilisés parce qu'ils ne seront pas utilisés dans un proche avenir. Ces montants proviennent principalement de l'écart entre la provision pour pertes sur prêts imputée aux résultats et le montant déduit pour fins fiscales.

De plus, le report de pertes pour fins d'impôts sur le revenu, qui n'a pas été comptabilisé dans les états financiers, se chiffre à $438 millions. De ce montant, $8 millions arriveront à échéance le 31 mars 1993, $14 millions le 31 mars 1994, $118 millions le 31 mars 1995, $194 millions le 31 mars 1996 et $104 millions le 31 mars 1997.

b) Au cours de l'exercice, le gouvernement a annoncé son intention d'imposer un impôt sur le capital des grandes sociétés. La loi habilitante n'avait pas encore été approuvée par le Parlement au 31 mars 1990. L'entrée en vigueur de cet impôt devrait être rétroactive au 1er juillet 1989. Cet impôt peut être déduit de toute surtaxe à payer. Comme la Société n'a pas de surtaxe à payer, elle a jusqu'au 31 mars 1997 pour déduire l'impôt payé d'une surtaxe éventuelle, à défaut de quoi elle perdra ce crédit.

10. Engagements auprès des agriculteurs

Au 31 mars 1990, les prêts approuvés aux agriculteurs mais non déboursés s'élevaient à $47 millions (1989—$23 millions). Ces prêts portent des taux variant entre 12 et 13.75 pour cent. On prévoit débourser la plupart de ces prêts à l'intérieur du semestre se terminant le 30 septembre 1990, à même les fonds qui seront alors empruntés aux taux du marché.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1990—*Fin*

11. Contrats de location-exploitation

Le tableau ci-dessous donne les versements minimums qui seront exigibles par exercice financier sur les contrats de location-exploitation de bureaux, dont la période initiale de non-résiliation est supérieure à un an:

	(en milliers de dollars)
1991	2,558
1992	2,436
1993	1,817
1994	1,196
1995	944
1996 et après	2,327
	11,278

Ces baux prévoient généralement le paiement, par la Société, des taxes foncières et des frais d'exploitation, en sus des montants fixés au début du bail.

12. Programmes gouvernementaux

a) Programme de prêts basés sur les prix

Dans sa présentation du budget du 26 février 1986, le gouvernement a chargé la Société de mettre sur pied le Programme de prêts basés sur les prix qui s'adresse à ses clients en difficulté financière répondant à certains critères. Le programme offre des prêts à des taux d'intérêt réduits, dont le principal est indexé aux variations des prix des denrées. Le gouvernement couvre les déficits de caisse nets, le cas échéant, sous réserve de crédits parlementaires annuels.

Pendant l'exercice, la Société a consenti pour $2.6 millions (1989—$29 millions) de prêts basés sur les prix, dont une tranche de $0.4 millions (1989—$3 millions) a servi à rembourser les arrérages sur des prêts antérieurs. En plus, le gouvernement lui a versé $13 millions (1989—$16 millions) pour couvrir les déficits de caisse engendrés par ces prêts.

Dans sa présentation du budget du 27 avril 1989, le gouvernement a annulé le Programme de prêts basés sur les prix. La Société ne consentira donc plus ce type de prêts, mais les prêts existants continueront d'être administrés selon les modalités du programme.

b) Examen de l'endettement agricole

Sous réserve d'obtenir un crédit parlementaire annuel, le ministre de l'Agriculture a été autorisé à fournir une aide aux agriculteurs sous forme de versements payables à la Société. Ces versements correspondent aux concessions que la Société consent aux agriculteurs dans le cadre d'arrangements conclus aux termes de la Loi sur l'examen de l'endettement agricole. La Société est remboursée au moment où les agriculteurs réalisent les avantages des concessions, ce qui peut prendre jusqu'à cinq ans. Les concessions sont annulées si l'agriculteur ne respecte pas ses engagements, ou lorsque la Société entreprend une poursuite en recouvrement.

Le gouvernement a dégagé un montant maximal de $270 millions pour les concessions qui seront accordées au cours de la période se terminant le 31 mars 1991. Depuis qu'a commencé l'examen de l'endettement agricole, la Société a accordé des concessions d'une valeur de $107 millions, et elle a reçu $76 millions du gouvernement ($39 millions pendant cet exercice et $37 millions pour l'ensemble des exercices précédents). La différence engagée ($31 millions) lui sera versée au cours des cinq prochains exercices, à mesure que les agriculteurs rempliront leurs engagements et entreront en possession des concessions qui leur ont été accordées.

13. Chiffres comparatifs

On a reclassifié certains chiffres comparatifs de l'exercice 1989 afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 1990.

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port d'Halifax au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats et surplus et des mouvements de la trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Doane Raymond

Halifax, Canada
le 26 janvier 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF	1989	1988
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse	239,827	230,462
Placements (note 3)	7,134,531	5,794,295
Débiteurs	2,604,428	2,736,263
Fournitures	133,269	126,167
	10,112,055	8,887,187
Placements (note 3)	33,510	33,405
Immobilisations (note 4)	59,273,611	56,115,970
	69,419,176	65,036,562

PASSIF	1989	1988
	$	$
Passif à court terme		
Comptes à payer et frais courus	1,699,611	1,159,545
Subventions tenant lieu de taxes municipales	250,008	71,664
Revenus reportés	940,711	928,571
Versements sur les emprunts du gouvernement du Canada	367,462	334,057
	3,257,792	2,493,837
Avantages sociaux courus	664,314	679,499
Emprunts du gouvernement du Canada (note 5)	3,118,714	3,486,176
	7,040,820	6,659,512
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	53,796,865	53,796,865
Surplus	8,581,491	4,580,185
	62,378,356	58,377,050
	69,419,176	65,036,562

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
DONALD A. PARKER

le Président-directeur général
DAVID F. BELLEFONTAINE

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX—*Suite*

RÉSULTATS ET SURPLUS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Revenus d'exploitation	14,851,629	13,286,341
Frais d'exploitation et d'administration	7,440,556	7,652,151
Amortissement des immobilisations	2,215,426	1,934,257
Subventions tenant lieu de taxes municipales	978,444	790,963
	10,634,426	10,377,371
Bénéfice d'exploitation	4,217,203	2,908,970
Revenu de placements	737,672	594,105
Frais d'intérêt	(382,023)	(412,392)
Gain sur la cession d'immobilisations	7,123	2,456
	362,772	184,169
Bénéfice net avant poste extraordinaire	4,579,975	3,093,139
Poste extraordinaire		
Profit sur la cession de terrain		266,135
Bénéfice net	4,579,975	3,359,274
Surplus au début	4,580,185	1,379,966
	9,160,160	4,739,240
Dividende versé au gouvernement du Canada	578,669	159,055
Surplus à la fin	8,581,491	4,580,185

MOUVEMENTS DE LA TRÉSORERIE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net avant poste extraordinaire	4,579,975	3,093,139
Amortissement des immobilisations	2,215,426	1,934,257
Autres	(22,413)	55,628
Diminution des éléments d'exploitation du fonds de roulement	855,283	136,250
Liquidités provenant des activités d'exploitation	7,628,271	5,219,274
Activités de financement		
Emprunts du gouvernement du Canada	(334,057)	(303,687)
Dividende versé au gouvernement du Canada	(578,669)	(159,055)
Liquidités utilisées par les activités de financement	(912,726)	(462,742)
Activités d'investissement		
Cession de terrain		266,135
Acquisitions d'immobilisations	(5,378,441)	(4,852,977)
Autres	12,497	7,256
Liquidités utilisées par les activités d'investissement	(5,365,944)	(4,579,586)
Augmentation de l'encaisse et des placements à court terme	1,349,601	176,946
Encaisse et placements à court terme au début	6,024,757	5,847,811
Encaisse et placements à court terme à la fin	7,374,358	6,024,757

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

1. Conformément aux articles 6.1 et 6.2 de la Loi sur la Société canadienne des ports, une requête en vue de l'établissement d'une société portuaire locale au port d'Halifax a été approuvée et la Société du port d'Halifax a été établie en date du 1^er^ juin 1984.

   Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir ont été transférés des comptes de la Société canadienne des ports, Port d'Halifax à la Société du port d'Halifax à leur valeur comptable.

2. Principales conventions comptables

a) Placements

Les placements, qui sont des titres garantis et émis par le gouvernement du Canada, sont présentés au coût amorti. Les primes ou escomptes sont amortis sur la durée résiduelle des placements.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont présentées au coût, à l'exception des immobilisations transférées à la Société par le gouvernement du Canada, lesquelles sont présentées à la valeur constatée par expertise ou à la juste valeur marchande qui ont été déterminées lors du transfert. Les subventions reçues du gouvernement du Canada ou de tiers pour des projets d'investissement sont déduites du coût des immobilisations en cause.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour l'année complète, débutant dans l'exercice au cours duquel l'actif devient opérationnel, à des taux établis en fonction de la durée probable d'utilisation des immobilisations.

c) Régime de retraite

Tous les employés permanents de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées des employés et de la Société. Les contributions annuelles au régime sont imputées aux résultats de l'exercice.

d) Subventions tenant lieu de taxes municipales

La dépense de subventions tenant lieu de taxes municipales est basée sur les évaluations municipales estimées, lesquelles sont ajustées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont payées après la vérification des montants par la division des subventions aux municipalités des Travaux publics du Canada. Tout ajustement est imputé aux résultats de l'exercice en cours.

e) Avantages sociaux

La Société comptabilise annuellement une provision pour les indemnités de départ, les congés annuels et les congés dus en compensation du temps supplémentaire, qui sont payables aux employés dans les exercices subséquents, conformément aux conventions collectives ou aux politiques de la Société.

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

3. Placements

	1989		1988	
	Coût amorti	Valeur nominale	Coût amorti	Valeur nominale
	$	$	$	$
À court terme	7,134,531	7,474,800	5,794,295	6,039,800

	1989		1988	
	Coût amorti	Valeur nominale	Coût amorti	Valeur nominale
	$	$	$	$
À long terme	33,510	33,498	33,405	34,270

4. Immobilisations

	1989				1988
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	%	$	$	$	$
Terrain		24,441,887		24,441,887	23,324,988
Dragage	2.5-6.7	3,424,519	2,302,408	1,122,111	372,477
Installations d'amarrage	2.5-10	35,120,246	18,494,982	16,625,264	14,400,469
Bâtiments	2.5-10	17,336,166	11,373,528	5,962,638	5,772,861
Services publics	3.3-10	5,865,260	2,221,099	3,644,161	2,502,056
Route et pavage	2.5-10	8,481,260	3,984,999	4,496,261	3,345,538
Matériel et outillage	5-100	10,794,759	8,114,588	2,680,171	1,616,485
Mobilier et équipement	20	998,782	845,974	152,808	181,079
Construction en cours		148,310		148,310	4,600,017
		106,611,189	47,337,578	59,273,611	56,115,970

5. Emprunts du gouvernement du Canada

	1989	1988
	$	$
Emprunt, 10%, échéant le 31 décembre 1996, remboursable par versements annuels de $716,080, capital et intérêt	3,486,176	3,820,233
Versement exigible à court terme	367,462	334,057
	3,118,714	3,486,176

Les emprunts du gouvernement du Canada ne sont pas garantis.

6. Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Montréal au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers, ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, et à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Samson Bélair/Deloitte & Touche

Montréal, Canada
le 9 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
À court terme		
Encaisse	1,340	692
Placements (note 3)	21,083	28,871
Débiteurs	10,240	9,176
Matériaux et fournitures	940	872
	33,603	39,611
Placements (note 3)	39,749	39,572
Immobilisations (note 4)	156,989	153,618
Autres éléments d'actif	579	499
	230,920	233,300

PASSIF	1989	1988
À court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	8,117	10,254
Subventions tenant lieu de taxes municipales	820	2,386
	8,937	12,640
Avantages sociaux courus	5,206	5,329
Emprunts auprès du Canada (note 6)	6,129	6,561
	11,335	11,890
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	183,569	183,569
Bénéfices non répartis	27,079	25,201
	210,648	208,770
	230,920	233,300

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
ANDRÉ GINGRAS

le Directeur général et dirigeant principal
DOMINIC J. TADDEO

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Produits d'exploitation	53,034	57,268
Frais d'exploitation et d'administration	40,159	39,385
Amortissement	10,503	9,838
Subventions tenant lieu de taxes municipales	4,125	3,403
	54,787	52,626
Bénéfice (perte) d'exploitation	(1,753)	4,642
Produits financiers	7,372	7,968
Frais financiers	(436)	(459)
	6,936	7,509
Bénéfice avant poste exceptionnel	5,183	12,151
Ajustement de subventions tenant lieu de taxes municipales		1,915
Bénéfice net	5,183	14,066

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Solde au début	25,201	15,407
Bénéfice net	5,183	14,066
Dividende	(3,305)	(4,272)
Solde à la fin	27,079	25,201

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Rentrées (sorties) nettes d'encaisse liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Bénéfice net	5,183	14,066
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement	10,503	9,838
Autres	687	142
	16,373	24,046
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(5,211)	(1,987)
	11,162	22,059
Financement		
Remboursement de la tranche exigible des emprunts auprès du Canada	(407)	(383)
Augmentation (diminution) des avantages sociaux courus	(123)	104
Dividende payé	(3,305)	(4,272)
	(3,835)	(4,551)
Investissement		
Acquisition de placements à long terme	(177)	(177)
Acquisition d'immobilisations	(15,029)	(24,423)
Dépôts reçus sur vente de terrains	375	
Produit sur aliénation d'immobilisations	468	51
Réalisation d'autres éléments d'actif	36	28
Acquisition d'autres éléments d'actif	(140)	(81)
	(14,467)	(24,602)
Diminution de l'encaisse	(7,140)	(7,094)
Encaisse au début	29,563	36,657
Encaisse à la fin	22,423	29,563

L'encaisse comprend l'encaisse et les placements à court terme.

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

1. Statut

La Société du port de Montréal (la Société) a été constituée par lettres patentes en vertu du paragraphe 6.2(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports le 1er juillet 1983.

En vertu de l'article 6.5 de la même Loi, lorsqu'une société portuaire locale est constituée à l'égard d'un port, les droits, les engagements et les dettes de la Société canadienne des ports, relativement à ce port, sont dévolus à la société portuaire locale et l'administration de tous les biens et ouvrages, dans les limites de ce port, administrés par la Société canadienne des ports est réputée avoir été transférée à la société portuaire locale, en l'occurrence la Société.

2. Principales conventions comptables

a) Placements

Les placements sont indiqués au coût amorti et la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance.

b) Stocks

Les matériaux et fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est essentiellement déterminé selon la méthode du coût moyen.

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'origine avec l'amortissement cumulé transféré de la Société canadienne des ports; les acquisitions subséquentes sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire dès que le bien devient opérationnel et ce, pour l'année entière, à des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations.

d) Régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada, s'adresse à tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions représentent la responsabilité totale de la Société en cette matière et sont imputées aux dépenses d'exploitation de l'exercice courant.

e) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les subventions tenant lieu de taxes municipales sont établies selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée aux comptes de l'exercice pendant lequel le montant final est remis.

f) Avantages sociaux

La Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatif qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances, de congés de maladie et de congés compensatoires pour des heures supplémentaires; ces indemnités sont payables aux employés dans les années subséquentes en vertu des conventions collectives ou selon la politique de la Société.

3. Placements

Les fonds sont investis dans des titres directs et garantis par le gouvernement du Canada. Au 31 décembre 1989, la valeur du marché des placements à court terme est équivalente à leur coût amorti, et celle des placements à long terme est de $43,868,057 ($42,450,600 en 1988).

4. Immobilisations

	1989				1988
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	%	(en milliers de dollars)			
Terrains		26,086		26,086	23,230
Dragage	2.5	16,177	12,651	3,526	3,510
Installations d'amarrage	2.5	60,430	39,828	20,602	20,598
Immeubles	2.5-10	71,291	31,713	39,578	38,072
Services publics	3.3-10	17,751	7,824	9,927	10,052
Routes et revêtement	2.5-10	55,225	17,017	38,208	37,552
Machinerie et matériel	5-20	54,963	37,873	17,090	18,381
Mobilier et matériel de bureau	20	2,960	1,688	1,272	468
		304,883	148,594	156,289	151,863
Travaux de construction en cours		700		700	1,755
		305,583	148,594	156,989	153,618

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

5. Créditeurs et charges à payer

Les comptes créditeurs et charges à payer comprennent des revenus reportés au montant de $632,317 ($1,002,793 en 1988) ainsi que la tranche du passif à long terme échéant à moins d'un an au montant de $432,497 ($407,056 en 1988).

6. Emprunts auprès du Canada

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Emprunts portant intérêt au taux de 6.25% avec un remboursement annuel de $842,561, capital et intérêts compris, échéant en l'an 2000	6,561	6,968
Tranche échéant à moins d'un an	432	407
	6,129	6,561

Les versements de capital requis au cours des cinq prochains exercices sont de:

	$
1990	432,497
1991	459,528
1992	488,249
1993	518,765
1994	551,187

7. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $6,300,000 ont été reçues par la Société à l'égard de procès, garanties et de dommages supposément subis sur les propriétés de la Société et de diverses autres questions en litige n'apparaissant pas dans les états financiers. Selon l'opinion de la Société, sa position est défendable et ces réclamations ne devraient entraîner aucun débours important.

8. Engagements

a) Les engagements contractuels estimés pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations sont d'environ $708,000.

b) Conformément à une politique relative au versement de dividende au gouvernement canadien, la Société serait redevable à l'égard de l'exercice financier de 1989, d'un dividende calculé selon une méthode basée sur le bénéfice net. Ce dividende payable avant le 31 mars 1990, s'élèverait à environ $1,410,000 et serait imputé au poste des bénéfices non répartis.

9. Opérations entre apparentés

Dans le cadre de ses opérations, la Société effectue des opérations avec des apparentés, à savoir le gouvernement du Canada et ses organismes ainsi que d'autres sociétés d'État.

La Société perçoit principalement auprès des apparentés des revenus d'entreposage de grain et de droits de manoeuvre de chemin de fer. Les dépenses faites auprès des apparentés sont constituées surtout de frais d'administration.

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Prince Rupert au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats et excédent et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements et aux lettres patentes et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Peat Marwick & Thorne

Vancouver, Canada
le 2 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF	1989	1988
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse	106,563	54,386
Placements (note 1)	1,793,604	16,431,572
Débiteurs	1,325,290	861,425
Matières et fournitures	110,779	93,664
	3,336,236	17,441,047
Biens-fonds et matériel (note 2)	97,774,346	71,272,047
	101,110,582	88,713,094

PASSIF	1989	1988
	$	$
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	3,317,012	686,166
Somme à payer au Canada	1,864,733	18,868
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	500,874	394,598
Produits reportés	173,481	149,330
Tranche à court terme d'emprunts auprès du Canada	80,129	
	5,936,229	1,248,962
Dette à long terme		
Apport du Canada, à recouvrer (note 3)	48,300,000	48,300,000
Emprunts auprès du Canada (note 4)	4,419,871	
	52,719,871	48,300,000
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	31,311,805	31,311,805
Excédent	11,142,677	7,852,327
	42,454,482	39,164,132
	101,110,582	88,713,094

Engagements (note 5)

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
ALLAN T. SHEPPARD

le Directeur général
TERRENCE R. ANDREW

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET EXCÉDENT EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Produits d'exploitation	14,372,103	14,585,020
Charges		
Exploitation et administration	9,614,220	9,563,862
Amortissement	701,994	697,684
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	544,573	407,665
	10,860,787	10,669,211
Bénéfice d'exploitation	3,511,316	3,915,809
Autres produits (charges)		
Intérêts créditeurs	985,783	1,257,306
Règlement d'un litige		87,507
Intérêts débiteurs	(83,562)	
	902,221	1,344,813
Bénéfice net	4,413,537	5,260,622
Excédent au début de l'exercice	7,852,327	3,536,276
	12,265,864	8,796,898
Dividende au Canada	1,123,187	944,571
Excédent à la fin de l'exercice	11,142,677	7,852,327

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Bénéfice net	4,413,537	5,260,622
Éléments n'influant pas sur l'encaisse		
Amortissement	701,994	697,684
Évolution du fond de roulement hors caisse lié à l'exploitation		
Débiteurs	(463,865)	88,932
Matières et fournitures	(17,115)	(26,342)
Créditeurs et frais courus	2,630,846	139,258
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	106,276	26,458
Produits reportés	24,151	(12,886)
	7,395,824	6,173,726
Financement		
Augmentation de la somme à payer au Canada	1,845,865	15,903
Augmentation des emprunts auprès du Canada	4,500,000	
Dividende au Canada	(1,123,187)	(944,571)
	5,222,678	(928,668)
Investissement		
Acquisition de biens-fonds et de matériel	(27,204,293)	(656,981)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(14,585,791)	4,588,077
Encaisse au début de l'exercice	16,485,958	11,897,881
Encaisse à la fin de l'exercice	1,900,167	16,485,958

L'encaise s'entend aussi des placements.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

Société portuaire locale

La Société du port de Prince Rupert a été créée en date du 1er juin 1984 en tant que société portuaire locale conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Le 1er juin 1984, tous les éléments d'actif et de passif de la Société canadienne des ports se rapportant au port de Prince Rupert ont été transférés à la Société à leur valeur comptable, telle qu'elle avait été inscrite par la Société canadienne des ports.

Sommaire des principales conventions comptables

a) **Placements**

Les placements, qui sont des titres directs et garantis du Canada, sont présentés au coût amorti. Les primes ou escomptes sont amortis sur diverses périodes jusqu'à l'échéance.

b) **Biens-fonds et matériel**

Les biens-fonds et le matériel sont inscrits au prix coûtant. Les subventions en vue des projets en immobilisations reçues du Canada et de tiers sont déduites du prix coûtant des biens-fonds et du matériel s'y rapportant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, à compter de l'exercice au cours duquel les biens sont mis en service, en utilisant des taux fondés sur la durée d'utilisation prévue des biens, de la façon suivante:

Dragage	2.5-6.7%
Structures des postes de mouillage	2.5-10%
Bâtiments	2.5-10%
Routes et revêtements	2.5-10%
Appareils de service	3.3-10%
Matériel et outillage	5-10%
Mobilier et matériel de bureau	20%

c) **Charges de retraite**

Tous les employés permanents de la Société sont couverts par le Régime de pension de la Fonction publique qu'administre le Canada. Les cotisations au régime doivent être faites par les employés et par la Société. Les cotisations annuelles représentent la dette de la Société au titre des pensions et sont comptabilisées dans l'exercice où elles sont versées.

d) **Subventions tenant lieu d'impôts fonciers**

La charge pour les subventions tenant lieu d'impôts fonciers est fondée sur des évaluations municipales, redressées en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont versées après la vérification des montants par la Division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Tout redressement effectué une fois la vérification terminée est porté aux comptes dans l'année du règlement.

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

e) Avantages sociaux

La Société accumule annuellement dans ses comptes la dette estimative au titre des indemnités de départ, des congés annuels et des congés compensatoires pour heures supplémentaires payables à ses employés au cours d'exercices à venir.

1. Placements

	1989	1988
	$	$
Coût amorti	1,793,604	16,431,572
Valeur marchande	1,791,970	16,377,031

2. Biens-fonds et matériel

	1989			1988
	Prix côutant	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
	$	$	$	$
Terrains	60,498,881		60,498,881	60,126,625
Dragage	5,177	1,553	3,624	3,753
Structure des postes de mouillage	8,699,242	3,266,005	5,433,237	5,676,409
Bâtiments	2,470,756	521,987	1,948,769	1,905,268
Routes et revêtements	3,512,385	2,349,085	1,163,300	1,388,463
Appareils de service	2,597,237	1,396,223	1,201,014	1,305,281
Matériel et outillage	1,802,975	1,459,348	343,627	246,935
Mobilier et matériel de bureau	280,201	152,826	127,375	99,942
Construction en cours	27,054,519		27,054,519	519,371
	106,921,373	9,147,027	97,774,346	71,272,047

3. Apport du Canada, à recouvrer

Un montant d'apport à recouvrer de $50,400,000 a été approuvé en vue de la construction de l'infrastructure des installations du terminal charbonnier de l'Île Ridley. Le montant de l'apport à recouvrer était de $48,300,000 au 31 décembre 1989.

L'apport total à recouvrer était sans intérêt jusqu'au 1er avril 1989, et, depuis, porte intérêt à un taux d'environ 13.9%.

Le capital et l'intérêt sur la somme de $48,300,000 au titre de l'apport sont remboursables en versements annuels sur une période de 20 ans, sous réserve des produits reçus d'une surtaxe directe sur le volume de charbon de $0.44 par tonne en 1989 (indexé au taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation), le volume minimum étant fixé à 6,600,000 tonnes et le maximum à 12,000,000 de tonnes annuellement. Il est prévu que, le 1er avril 2009, le gouvernement du Canada effacera le solde de la contribution, s'il en est.

La Société agissant en qualité d'intermédiaire entre Ridley Terminals Inc. et le gouvernement du Canada, les produits de la surtaxe et les versements d'intérêts ne sont pas comptabilisés à l'état des résultats de la Société, mais sont portés au bilan comme somme à payer au Canada.

Au 31 décembre 1989, le montant correspondant aux sommes reçues ou à recevoir par la société relativement à la surtaxe mentionnée ci-dessus, s'établit à $1,900,000, et ce montant est compris dans la somme à payer au Canada.

4. Emprunts auprès du Canada

	1989	1988
	$	$
Emprunts portant intérêt à 9.80%-9.86%, remboursables en versements annuels (capital et intérêts), échéant en 2009	4,500,000	
Déduire la tranche comprise dans le passif à court terme	80,129	
	4,419,871	

Les exigences de remboursement du capital au cours des cinq prochains exercices sont les suivantes:

	$
1990	80,000
1991	88,000
1992	97,000
1993	106,000
1994	117,000
	488,000

5. Engagements

a) Au 31 décembre 1989, les engagements ayant trait à la construction d'un poste de mouillage au terminal Fairview s'élèvent à environ $1,786,000.

b) Aux termes d'un contrat de location-exploitation à long terme expirant le 1er mai 1991, la Société loue un bâtiment dont le loyer annuel est de $81,264. Les loyers globaux à payer jusqu'à la fin du bail s'élèvent à $108,352.

c) Au 31 décembre 1989, la Société est liée par un engagement visant l'achat d'une parcelle de terrain de 12 hectares au terminal Westview, pour environ $1,200,000.

6. Opérations entre apparentés

a) Au cours de l'exercice, la Société a reçu des produits de $1,489,644 ($1,274,593 en 1988), de Ridley Terminals Inc., société dans laquelle la Société canadienne des ports a un investissement important. Au 31 décembre 1989, Ridley Terminals Inc. devait à la Société $495,561 ($124,961 en 1988).

b) Au cours de l'exercice, la Société a versé la somme de $463,961 ($485,279 en 1988) à la Société canadienne des ports au titre de sa quote-part des charges du siège social de cette société.

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Québec au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats, du capital d'apport, du surplus et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, la Loi sur la Société canadienne des ports et les lettres patentes et règlements de la Société.

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Québec, Canada
le 7 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Encaisse	403,424	500,552
Placements (note 1)	21,464,555	18,018,706
Débiteurs	1,875,204	2,655,573
Matériaux et fournitures	142,038	131,856
	23,885,221	21,306,687
Placements (note 1)	6,702,891	6,676,546
Immobilisations (note 2)	41,490,002	42,337,986
	72,078,114	70,321,219

PASSIF	1989	1988
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1,749,375	1,955,951
Subventions tenant lieu de taxes municipales	664,000	398,200
Revenus reportés	817,416	795,178
	3,230,791	3,149,329
À long terme		
Charges sociales courues	890,000	810,200
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	63,182,198	63,182,198
Surplus	4,775,125	3,179,492
	67,957,323	66,361,690
	72,078,114	70,321,219

Éventualités (note 6)
Engagement (note 7)

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
GUY BOULANGER

le Président, directeur général
ROSS GAUDREAULT

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Produits d'exploitation	11,313,942	11,177,475
Charges		
Frais d'exploitation et d'administration	9,713,793	9,118,893
Amortissement des immobilisations	2,055,558	1,995,468
Subventions tenant lieu de taxes municipales	1,149,559	1,053,686
	12,918,910	12,168,047
Résultat net d'exploitation	(1,604,968)	(990,572)
Revenus de placements	2,899,549	2,290,572
Résultat net avant poste exceptionnel	1,294,581	1,300,000
Gain provenant de règlements de litiges antérieurs	381,052	
Résultat net	1,675,633	1,300,000

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Solde au début de l'exercice	63,182,198	61,759,198
Contribution du Canada (note 3)		1,423,000
Solde à la clôture de l'exercice	63,182,198	63,182,198

ÉTAT DU SURPLUS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Surplus au début de l'exercice	3,179,492	2,186,751
Résultat net	1,675,633	1,300,000
Dividende au Canada	(80,000)	(307,259)
Surplus à la clôture de l'exercice	4,775,125	3,179,492

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Résultat net	1,675,633	1,300,000
Postes n'affectant pas les liquidités		
Amortissement de l'escompte sur les obligations du Canada	(26,345)	(26,345)
Amortissement des immobilisations	2,055,558	1,995,468
Perte (gain) sur disposition des immobilisations	55,075	(53,145)
Charges sociales courues	79,800	41,722
	3,839,721	3,257,700
Évolution des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation (note 4)	851,649	543,234
	4,691,370	3,800,934
Investissement		
Acquisition d'immobilisations	(1,308,195)	(874,918)
Produit de la vente d'immobilisations	45,546	58,152
Autres		2,889
	(1,262,649)	(813,877)
Financement		
Capital d'apport		1,423,000
Dividende au Canada	(80,000)	(307,259)
	(80,000)	1,115,741
Augmentation des liquidités	3,348,721	4,102,798
Liquidités au début de l'exercice	18,519,258	14,416,460
Liquidités à la clôture de l'exercice	21,867,979	18,519,258
Les liquidités comprennent		
Encaisse	403,424	500,552
Placements	21,464,555	18,018,706
	21,867,979	18,519,258

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

Généralités

La Société du port de Québec a été constituée en vertu du paragraphe 6.2(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports en date du 1er juin 1984.

Sommaire des principales conventions comptables

a) Placements

Les placements sont des titres directs et garantis par le Canada. Ils sont comptabilisés au coût amorti et la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant, sauf celles qui sont transférées du Canada à la Société et qui sont enregistrées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions pour les projets des immobilisations reçues du Canada et de tierces parties sont créditées directement au prix coûtant du bien correspondant.

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

L'amortissement est calculé d'après la méthode linéaire, dès que le bien devient opérationnel, et ce pour l'année entière, en utilisant les taux annuels suivants:

Dragage	2.5%-6.7%
Installations d'amarrage	2.5%-10%
Bâtiments	2.5%-10%
Services publics	3.3%-10%
Routes et surfaces	2.5%-10%
Machinerie et matériel	5%-20%
Mobilier et matériel de bureau	20%

c) Coûts du régime de retraite

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, couvre tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions annuelles représentent la responsabilité de la Société en cette matière et sont imputées aux frais d'exploitation de l'exercice courant.

d) Assurances

La Société du port de Québec assume toute responsabilité quant aux demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de cette responsabilité sont imputés aux résultats en fonction des facturations reçues ou à recevoir de Travail Canada pour l'exercice en cours.

e) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les frais de subventions tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée dans les comptes de l'exercice au cours duquel le montant final est remis.

f) Charges sociales

La Société comptabilise annuellement une provision pour les éléments de passif qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés dans les années subséquentes en vertu des conventions collectives de travail ou selon la politique de la Société.

1. Placements

Les placements, lesquels sont des titres directs et garantis par le Canada, s'élèvent à:

	1989		1988	
	Prix coûtant	Valeur marchande	Prix coûtant	Valeur marchande
	$	$	$	$
À court terme	21,464,555	21,411,038	18,018,706	17,947,547
À long terme	6,702,891	7,520,074	6,676,546	7,208,678

2. Immobilisations

	1989			1988
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
	$	$	$	$
Terrains	11,098,253		11,098,253	11,098,253
Dragage	4,561,341	3,979,369	581,972	610,033
Installations d'amarrage	22,879,511	17,079,260	5,800,251	5,959,226
Bâtiments	33,563,707	15,212,907	18,350,800	19,160,156
Services publics	3,703,510	2,271,615	1,431,895	1,537,941
Routes et surfaces	5,930,727	3,927,074	2,003,653	2,369,830
Machinerie et matériel	684,603	462,259	222,344	139,227
Mobilier et matériel de bureau	861,688	514,931	346,757	231,536
Projets en cours de construction	1,654,077		1,654,077	1,231,784
	84,937,417	43,447,415	41,490,002	42,337,986

3. Contribution du Canada

Suite à une résolution du Conseil du Trésor, le ministère des Travaux publics a transféré sans frais, le 1[er] janvier 1988, à la Société du port de Québec, l'administration, la gestion, la régie ainsi que la propriété d'une partie des actifs administrés par la Société Immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc. Le ministère des Travaux publics du Canada a versé à la Société en 1988 un montant de $1,423,000 pour aider à absorber les déficits d'exploitation prévus de ces actifs au cours des cinq prochaines années. Cette somme fut comptabilisée au capital d'apport.

4. Évolution des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation

	1989	1988
	$	$
Débiteurs	780,369	662,421
Matériaux et fournitures	(10,182)	(56,025)
Créditeurs et frais courus	(206,576)	(123,698)
Subventions tenant lieu de taxes municipales	265,800	54,200
Revenus reportés	22,238	6,336
	851,649	543,234

5. Opérations entre apparentés

Dans le cadre de ses opérations, la Société du port de Québec effectue des opérations avec des apparentés, soit les ministères, organismes et sociétés d'État constitués par le gouvernement du Canada.

La Société perçoit principalement auprès des apparentés des revenus de location. Les dépenses faites auprès des apparentés consistent surtout en frais d'administration.

6. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $900,000 ont été reçues par la Société à l'égard de procès et de diverses autres questions en litige. De l'avis de la Société, sa position est défendable et ces réclamations ne devraient pas entraîner de pertes importantes.

De plus, des réclamations estimées à environ $5,000,000 ont été reçues par la Société concernant la propriété de certains terrains. Tout montant à payer, pouvant résulter de ces réclamations sera capitalisé au prix coûtant des terrains.

Aucun de ces montants n'est inscrit aux états financiers.

7. Engagement

La Société s'est engagée contractuellement pour environ $9,900,000, dont $440,000 ont été dépensés au 31 décembre 1989, en relation avec la modernisation d'un terminal de vracs solides.

SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Saint John au 31 décembre 1989 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis et l'état des mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements de la Société.

Comptables agréés
Ernst & Young

Saint John, Canada
le 9 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
Actif à court terme		
Encaisse	7	620
Placements (note 3)	11,419	8,427
Débiteurs	1,327	1,512
Matières et fournitures	45	46
	12,798	10,605
Actif à long terme		
Placements à long terme (note 3)	959	956
Immobilisations (note 4)	78,317	79,960
	79,276	80,916
	92,074	91,521

PASSIF	1989	1988
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	1,110	890
Revenus reportés	378	279
Compensation de taxes municipales	84	103
	1,572	1,272
Passif à long terme		
Charges sociales courues	425	398
Financement assuré par une province (note 5)	19,696	19,696
Emprunts du gouvernement du Canada (note 6)	20,052	20,052
	40,173	40,146
	41,745	41,418
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	49,372	49,372
Bénéfices non répartis	957	731
	50,329	50,103
	92,074	91,521

Voir les notes afférentes.

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
HARRY P. GAUNCE

le Directeur général
KENNETH R. KRAUTER

SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Revenus d'exploitation	11,375	11,642
Dépenses		
Frais d'exploitation et d'administration	6,739	5,853
Compensation de taxes municipales	754	727
Amortissement	2,696	2,700
Perte (gain) à l'aliénation d'immobilisations	98	(16)
	10,287	9,264
Bénéfice d'exploitation avant poste de nature inhabituelle	1,088	2,378
Gain à l'aliénation de terrains		1,218
Bénéfice d'exploitation	1,088	3,596
Revenus de placements	1,501	860
Intérêts débiteurs	(2,363)	(2,363)
Bénéfice net	226	2,093
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	731	(1,362)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	957	731

Voir les notes affétentes.

ÉTAT DES MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Liquidités provenant de (utilisées pour)		
Exploitation		
Bénéfice net	226	2,093
Ajouter (déduire) les éléments ne nécessitant pas de sortie de fonds		
Amortissement	2,696	2,700
Perte (gain) à l'aliénation d'immobilisations	98	(1,234)
Autres	25	9
	3,045	3,568
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement (note 7)	486	(2,300)
	3,531	1,268
Investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(1,152)	(785)
Produit de l'aliénation d'immobilisations		1,252
Recouvrement relatif au projet du port de Musquash		799
	(1,152)	1,266
Augmentation de l'encaisse et des placements à court terme	2,379	2,534
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	9,047	6,513
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	11,426	9,047

Voir les notes affétentes.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

1. Loi sur la Société canadienne des ports et constitution

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, une requête visant la création d'une société portuaire locale à Saint John a été approuvée et la Société du port de Saint John a été constituée en vertu des lois canadiennes à la fermeture des bureaux le 31 décembre 1986 et a commencé ses activités le 1[er] janvier 1987.

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir, figurant à la valeur comptable dans les livres de la Société canadienne des ports—Port de Saint John, ont été transférés à la Société du port de Saint John.

2. Principales conventions comptables

a) Placements

Les placements figurent à leur coût non amorti, tandis que les primes ou les escomptes par rapport à la valeur nominale sont amortis jusqu'à l'échéance.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, à l'exception de celles transférées du gouvernement du Canada à la Société, qui sont comptabilisées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions à l'égard des projets d'investissement reçues du gouvernement du Canada et de tiers sont déduites du coût des immobilisations connexes.

L'amortissement est calculé d'après la méthode linéaire pour tout l'exercice, à compter de l'exercice où l'élément d'actif est mis en service, selon les taux suivants:

Dragage	2.5 à 6.7%
Structures d'amarrage	2.5 à 10.0%
Bâtiments	2.5 à 10.0%
Services publics	3.3 à 10.0%
Voies et surfaces	2.5 à 10.0%
Matériel et outillage	5.0 à 100.0%
Mobilier et matériel de bureau	20.0%

c) Coûts découlant du régime de retraite

Tous les employés permanents de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Ces employés et la Société contribuent au Régime. Les cotisations annuelles représentent la responsabilité de la Société à l'égard des prestations de retraite et sont imputées aux résultats de l'exercice.

d) Assurance

La Société assume la plus grande partie des risques divers et incendie, ainsi que les indemnisations contre les accidents du travail. Les coûts liés à ces risques sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

e) Compensation de taxes municipales

Les frais liés à la compensation de taxes municipales sont établis d'après les évaluations municipales estimatives redressées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont versées seulement lorsque les sommes ont été vérifiées par la Direction des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Les redressements sont comptabilisés dans l'exercice où a lieu le règlement.

SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

f) Charges sociales

Chaque année, la Société inscrit dans ses comptes les sommes estimatives correspondant à ses obligations à l'égard des indemnités de départ et des congés annuels payables à ses employés au cours des années ultérieures en vertu des conventions collectives ou conformément à ses directives.

3. Placements

Les placements, constitués de titres garantis et directs du gouvernement du Canada, sont les suivants:

	1989		1988	
	Coût non amorti	Valeur nominale	Coût non amorti	Valeur nominale
	(en milliers de dollars)			
Bons du Trésor	11,419	12,013	8,427	8,780
Obligations	959	1,000	956	1,000

4. Immobilisations

	1989			1988
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains	30,426		30,426	30,363
Dragage	1,967	1,498	469	488
Structures d'amarrage	63,670	29,095	34,575	35,945
Bâtiments	15,546	8,440	7,106	7,519
Services publics	7,734	3,706	4,028	4,250
Voies et surfaces	5,345	4,310	1,035	682
Matériel et outillage	1,834	1,664	170	244
Mobilier et matériel de bureau	1,167	815	352	454
Travaux de construction	156		156	15
	127,845	49,528	78,317	79,960

5. Financement assuré par une province

Une avance de $25,000,000 a été obtenue de la province du Nouveau-Brunswick afin de financer partiellement la construction du complexe du terminal Rodney à Saint John. La province recevra des paiements annuels en capital équivalents à environ 47% du bénéfice net d'exploitation du terminal jusqu'au remboursement de l'avance ne portant pas intérêt. Le coût des réparations importantes a été inclus dans le calcul du bénéfice net d'exploitation du terminal, et la tranche exigible au 31 décembre 1989 a été calculée en conséquence. La Province conteste actuellement ce traitement comptable. Si le coût des réparations importantes susmentionnées n'avait pas été déduit du bénéfice net d'exploitation, la tranche exigible à court terme serait d'environ $1,030,000.

6. Emprunts du gouvernement du Canada

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Emprunts à terme portant intérêt à des taux de 11% à 12.43%, échéant entre le 31 décembre 1998 et 2005	20,052	20,052

7. Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Diminution (augmentation) de l'actif à court terme		
Débiteurs	185	(304)
Matières et fournitures	1	48
	186	(256)
Augmentation (diminution) du passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	220	(2,153)
Revenus reportés	99	6
Compensation de taxes municipales	(19)	103
	300	(2,044)
	486	(2,300)

8. Opérations entre apparentés

Au cours de l'exercice, la Société a versé $696,000 (1988—$728,000) à la Société canadienne des ports au titre de sa part des charges du siège social de cette société.

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du Port de St. John's au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats et surplus et des mouvements de la trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie X de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Doane Raymond

St. John's, Canada
le 7 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF	1989	1988
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse	1,834	36,008
Placements (note 3)	1,311,118	1,920,228
Débiteurs	370,777	361,184
Avance au gouvernement du Canada	75,095	
	1,758,824	2,317,420
Immobilisations (note 4)	14,784,522	14,563,595
	16,543,346	16,881,015

PASSIF	1989	1988
	$	$
Passif à court terme		
Comptes à payer et frais courus	250,346	776,689
Subventions tenant lieu de taxes municipales	46,375	93,175
Revenus reportés	301,238	278,696
Versements sur les emprunts du gouvernement du Canada	220,036	200,622
	817,995	1,349,182
Avantages sociaux courus	91,491	107,324
Emprunts du gouvernement du Canada (note 5)	2,912,126	3,132,162
	3,821,612	4,588,668
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	10,131,636	10,131,636
Surplus	2,590,098	2,160,711
	12,721,734	12,292,347
	16,543,346	16,881,015

Éventualités (note 6)

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
FRED MILLEY

le Directeur général
DAVID J. FOX

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S—*Suite*

RÉSULTATS ET SURPLUS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Revenus d'exploitation	3,026,807	2,707,306
Frais d'exploitation et d'administration	1,637,620	1,718,025
Amortissement des immobilisations	781,964	747,357
Subventions tenant lieu de taxes municipales	39,124	57,711
	2,458,708	2,523,093
Bénéfice d'exploitation	568,099	184,213
Revenu de placements	182,182	135,778
Frais d'intérêts	(320,894)	(259,468)
Bénéfice net	429,387	60,523
Surplus au début	2,160,711	2,100,188
Surplus à la fin	2,590,098	2,160,711

MOUVEMENTS DE LA TRÉSORERIE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Encaisse provenant de (utilisée par)		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	429,387	60,523
Amortissement des immobilisations	781,964	747,357
Autres éléments n'affectant pas l'encaisse	(15,833)	5,199
	1,195,518	813,079
Variation des		
Débiteurs	(9,593)	(76,961)
Avance au gouvernement du Canada	(75,095)	
Comptes à payer et frais courus	(526,343)	281,604
Subventions tenant lieu de taxes municipales	(46,800)	57,711
Revenus reportés	22,542	22,913
Versements sur les emprunts du gouvernement du Canada exigibles à court terme	19,414	75,786
	579,643	1,174,132
Activités de financement		
Subventions pour l'acquisition d'immobilisations	2,075,095	
Emprunts du gouvernement du Canada	(220,036)	799,378
	1,855,059	799,378
Activités d'investissement		
Cession d'immobilisations		20,283
Acquisitions d'immobilisations	(3,077,986)	(984,699)
	(3,077,986)	(964,416)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(643,284)	1,009,094
Encaisse et placements à court terme au début	1,956,236	947,142
Encaisse et placements à court terme à la fin	1,312,952	1,956,236

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

1. Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, une requête en vue de l'établissement d'une société portuaire locale au port de St. John's a été approuvée et la Société du port de St. John's a été établie en date du 1[er] juin 1985.

   Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir ont été transférés des comptes de la Société canadienne des ports, Port de St. John's à la Société du port de St. John's à leur valeur comptable.

2. Principales conventions comptables

a) Placements

Les placements, qui sont des titres garantis et émis par le gouvernement du Canada, sont présentés au coût amorti. Les primes ou escomptes sont amortis sur la durée résiduelle des placements.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont présentées au coût, à l'exception des immobilisations transférées à la Société par le gouvernement du Canada, lesquelles sont présentées à la valeur constatée par expertise ou à la juste valeur marchande qui ont été déterminées lors du transfert. Les subventions reçues du gouvernement du Canada ou de tiers pour des projets d'investissement sont déduites du coût des immobilisations en cause.

L'amortissement est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour l'année complète, débutant dans l'exercice au cours duquel l'actif devient opérationnel, selon les taux indiqués à la note 4.

c) Régime de retraite

Tous les employés permanents de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées des employés et de la Société. Les contributions annuelles au régime sont imputées aux résultats de l'exercice.

d) Subventions tenant lieu de taxes municipales

La dépense de subventions tenant lieu de taxes municipales est basée sur les évaluations municipales estimées, lesquelles sont ajustées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont payées après la vérification des montants par la division des subventions aux municipalités des Travaux publics du Canada. Tout ajustement est imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

e) Avantages sociaux

La Société comptabilise annuellement une provision pour les indemnités de départ, les congés annuels et les congés dus en compensation du temps supplémentaire, qui sont payables aux employés dans les exercices subséquents conformément aux politiques de la Société.

3. Placements

	1989		1988	
	Coût amorti	Valeur nominale	Coût amorti	Valeur nominale
	$	$	$	$
À court terme	1,311,118	1,324,100	1,920,228	1,935,300

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

4. Immobilisations

	1989				1988
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	%	$	$	$	$
Terrain		4,643,700		4,643,700	4,643,700
Installations d'amarrage	2.5-10	9,503,251	5,617,031	3,886,220	2,765,708
Bâtiments	2.5-10	1,912,791	1,272,669	640,122	390,633
Services publics	3.3-10	3,123,735	817,740	2,305,995	2,448,376
Route et pavage	2.5-10	4,173,992	1,231,374	2,942,618	3,277,339
Matériel et outillage	5-100	296,413	93,643	202,770	144,816
Mobilier et équipement	20	202,606	142,431	60,175	45,706
Construction en cours		102,922		102,922	847,317
		23,959,410	9,174,888	14,784,522	14,563,595

5. Emprunts du gouvernement du Canada

	1989	1988
	$	$
Emprunts à terme, taux d'intérêt variant de 9.33% à 10.015%, échéant en 1997 et 2000, remboursables par versements annuels égaux de $521,516, capital et intérêts	3,132,162	3,332,784
Versements de capital exigibles à court terme	220,036	200,622
	2,912,126	3,132,162

Les emprunts du gouvernement du Canada ne sont pas garantis.

Les versements de capital sur les emprunts au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à $220,036 en 1990, $241,331 en 1991, $264,689 en 1992, $290,309 en 1993 et $318,412 en 1994.

6. Éventualités

Des réclamations pour dommages prétendument subis sur les lieux appartenant à la Société et totalisant approximativement $364,000 ont été reçues par la Société. La Société, défenderesse à titre de tiers, a nié toute responsabilité et aucune perte importante n'est prévue.

7. Opérations conclues avec des apparentés

a) Au cours de l'exercice, le gouvernement fédéral a accordé une subvention de $3,400,000 pour l'acquisition d'immobilisations. De ce montant, une somme de $2,075,095 a été reçue au cours de l'exercice; le solde sera avancé à la Société au cours des exercices 1990 et 1991.

b) Au cours de l'exercice, la Société a payé à la Société canadienne des ports la somme de $193,008 ($201,875 en 1988) représentant sa part des dépenses du siège social de ladite société.

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Vancouver au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats et bénéfices non répartis et de l'évolution de l'encaisse de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son encaisse pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Vancouver, Canada
le 23 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
Actif à court terme		
Encaisse	272	849
Placements (note 1)	89,796	87,218
Débiteurs	6,894	8,644
Matières et fournitures	417	363
	97,379	97,074
Débiteurs à long terme (note 2)	6,702	7,120
Biens-fonds et matériel (note 3)	199,283	187,492
	303,364	291,686

PASSIF	1989	1988
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	4,533	10,598
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	3,823	6,316
Produits reportés	2,403	2,326
	10,759	19,240
Avantages sociaux courus	1,271	1,164
Emprunt auprès du Canada (note 4)	3,504	3,734
	15,534	24,138
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	88,273	88,273
Bénéfices non répartis	199,557	179,275
	287,830	267,548
	303,364	291,686

Engagements et éventualités (note 5)

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
CAPITAINE HECTOR D. PERRY

Administrateur
COLIN B. WARNER

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Produits d'exploitation	52,390	51,780
Charges		
Frais d'exploitation et d'administration	20,823	19,441
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	5,461	4,423
Amortissement	7,273	6,442
	33,557	30,306
Bénéfice d'exploitation	18,833	21,474
Revenu de placements	9,820	6,952
Intérêts débiteurs	(296)	(343)
	9,524	6,609
Bénéfice avant le poste exceptionnel	28,357	28,083
Poste exceptionnel		
Gain sur la vente de terrains		10,000
Bénéfice net	28,357	38,083
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	179,275	147,204
	207,632	185,287
Dividende versé au Canada	(8,075)	(6,012)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	199,557	179,275

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Bénéfice net	28,357	38,083
Éléments n'influant pas sur l'encaisse		
Amortissement	7,273	6,442
Gain sur la vente de terrains		(10,000)
Autres	730	479
Évolution du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation	(6,784)	6,513
	29,576	41,517
Financement		
Emprunt auprès du Canada remboursable à court terme	(230)	(215)
Dividende versé au Canada	(8,075)	(6,012)
	(8,305)	(6,227)
Investissement		
Acquisition de biens-fonds et de matériel	(19,704)	(12,746)
Produit de la vente de terrains		10,000
Autres	434	478
	(19,270)	(2,268)
Augmentation de l'encaisse	2,001	33,022
Encaisse au début de l'exercice	88,067	55,045
Encaisse à la fin de l'exercice	90,068	88,067

L'encaisse s'entend aussi des placements.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989

Généralités

La Société du port de Vancouver a été créée en date du 1[er] juillet 1983 en tant que société portuaire locale conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports et figure en tant que société d'État mère à l'annexe III, partie II, de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

La Société a pour objectif de gérer et d'exploiter le port de Vancouver de façon efficace conformément à la politique sur les ports nationaux énoncée dans la Loi sur la Société canadienne des ports.

Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus, jugés appropriés dans les circonstances et appliqués de manière uniforme. Un sommaire des principales conventions comptables de la Société est présenté ci-après.

Biens-fonds et matériel

Les biens-fonds et le matériel sont inscrits au prix coûtant. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire à compter de l'exercice au cours duquel le bien est mis en service aux taux fondés sur les durées d'utilisation prévues des biens, à savoir:

Dragage	15 à 40 ans
Structures des postes de mouillage, bâtiments, routes et revêtements	10 à 40 ans
Appareils de service	10 à 33 ans
Matériel et outillage	1 à 20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans

Charges de retraite

Tous les employés permanents de la Société sont couverts par le Régime de pension de la Fonction publique qu'administre le gouvernement du Canada. Les cotisations au Régime doivent être faites par les employés et par la Société. Même s'il s'agit d'un régime de retraite à prestations déterminées, les cotisations représentent la dette totale de la Société au titre des pensions et sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont versées.

Subventions tenant lieu d'impôts fonciers

Les subventions tenant lieu d'impôts fonciers sont fondées sur des évaluations municipales, redressées en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités. Après la vérification des montants par la Division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada, tout redressement effectué une fois la vérification terminée est porté aux comptes dans la période du règlement.

Avantages sociaux

La Société accumule dans ses comptes la dette estimative au titre des indemnités de départ et des congés annuels. Ces avantages sont fournis en vertu de conventions collectives et de la politique de la Société.

1. Placements

Les placements à court terme consistent en bons du Trésor du Canada dont la valeur marchande se rapproche de la valeur comptable aux 31 décembre 1989 et 1988.

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

2. Débiteurs à long terme

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Montant ne portant pas intérêt à payer en vertu d'une entente passée avec B. C. Rail, arrivant à échéance à la date d'achèvement de la construction de la voie ferrée sur la chaussée en remblai à Roberts Bank ou le 1er avril 1994, selon la première de ces deux dates	3,947	3,947
Montant à long terme relatif à la vente de l'élévateur n° 1, portant intérêt au taux de 6 5/8% par année, payable en versements annuels de capital et d'intérêt réunis de $462,916, et arrivant à échéance le 31 décembre 1996	2,528	2,805
Moins la tranche à court terme	(296)	(277)
	2,232	2,528
Montant à long terme relatif à la vente de l'élévateur n° 3, portant intérêt au taux de 5 3/4% par année, payable en versements annuels de $117,720 plus les intérêts, et arrivant à échéance le 1er août 1994	589	706
Moins la tranche à court terme	(118)	(117)
	471	589
Autres	52	56
	6,702	7,120

3. Biens-fonds et matériel

	1989			1988
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
	(en milliers de dollars)			
Terrains	77,124		77,124	76,403
Dragage	366	201	165	176
Structures des postes de mouillage	53,634	25,521	28,113	27,219
Bâtiments	43,133	10,691	32,442	33,473
Appareils de service	14,492	6,314	8,178	7,910
Routes et revêtements	32,483	18,738	13,745	13,596
Matériel et outillage	39,850	12,235	27,615	15,984
Mobilier et matériel de bureau	2,776	1,624	1,152	1,373
Projets en voie de construction	10,749		10,749	11,358
	274,607	75,324	199,283	187,492

4. Emprunt auprès du Canada

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Emprunt portant intérêt au taux de 7.5%, remboursable par versements annuels de capital et d'intérêt réunis, échéant le 31 décembre 2000	3,734	3,949
Moins la tranche à court terme	(230)	(215)
	3,504	3,734

Les remboursements en capital requis au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

	$
1990	230,000
1991	248,000
1992	266,000
1993	286,000
1994	308,000
	1,338,000

5. Engagements et éventualités

a) Les obligations contratuelles pour l'achèvement, la construction et l'achat de biens-fonds et de matériel sont évaluées à $8,285,000 au 31 décembre 1989.

b) Au 31 décembre 1989, des municipalités réclamaient des subventions tenant lieu d'impôts d'un montant d'environ 8.0 millions de dollars supérieur au montant paraissant dans les états financiers.

c) Des réclamations de 8.6 millions de dollars, plus des dommages-intérêts non précisés, ont été faites contre la Société. Le bien-fondé de ces réclamations ne peut être évalué. L'incidence qu'aura, le cas échéant, la conclusion définitive de ces questions sera traitée, dès qu'elle sera connue, comme un redressement affecté aux exercices antérieurs.

6. Opérations entre apparentés

Outre l'emprunt auprès du Canada mentionné à la note 4, la Société a versé $1,701,000 ($1,779,000 en 1988) à la Société canadienne des ports en guise de quote-part aux charges d'exploitation de cette société.

SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. au 31 mars 1990 ainsi que les états des transactions et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société, ainsi qu'à la convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 8 juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse	2,549,204	1,715,011
Débiteurs	203,016	120,396
Frais payés d'avance	35,782	3,925
	2,788,002	1,839,332

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Créditeurs	1,069,733	1,330,672
Montant dû au ministre des Travaux publics (note 3)	1,321,505	315,103
Montant dû au receveur général du Canada (note 4)	179,392	29,867
	2,570,630	1,675,642
Provision pour prestations de cessation d'emploi	217,372	163,690
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-action (note 5)		
	2,788,002	1,839,332

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
ROGER BEAULIEU

Administrateur
BENOIT LEMAY

SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.—*Suite*

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Fonctionnement		
Personnel permanent	1,775,807	1,188,367
Entretien de la propriété et location d'espace	1,546,633	1,551,994
Programmes d'animation	948,330	812,626
Administration	656,730	484,498
Communications	282,512	88,604
Services professionnels	268,122	256,572
	5,478,134	4,382,661
Capital (incluant $337,248 en 1990 et $82,923 en 1989 pour fouilles archéologiques)	2,176,692	4,249,750
Total des dépenses	7,654,826	8,632,411
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		
Revenus générés par les programmes d'animation		
Programmes opérés par la Société	3,758,065	3,077,515
Moins redevances à des tiers	2,708,000	2,314,562
	1,050,065	762,953
Stationnement	923,144	614,698
Concessions	353,814	351,650
Autres	24,364	22,526
	2,351,387	1,751,827
Intérêts provenant principalement de l'encaissement de crédits parlementaires en anticipation des décaissements	254,691	111,611
	2,606,078	1,863,438
Dépenses nettes à être pourvues (note 3)	5,048,748	6,768,973
Dépenses nettes cumulatives depuis le 26 novembre 1981	76,232,970	71,184,222
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations		
Revenus à être remis (note 4)		
Stationnement	468,700	265,736
Amarrage et mouillage	47,006	23,993
Loyers	39,784	89,660
Produits de l'aliénation d'actifs immobilisés	70,000	
	625,490	379,389
Produits directs cumulatifs depuis le 26 novembre 1981	1,901,724	1,276,234
Excédent des dépenses nettes sur les produits directs		
Pour l'exercice	4,423,258	6,389,584
Cumulatif depuis le 26 novembre 1981	74,331,246	69,907,988

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Transactions effectuées à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics		
Dépenses de fonctionnement	(5,478,134)	(4,382,661)
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations	2,606,078	1,863,438
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations	625,490	379,389
Remises au Trésor du Canada	(475,965)	(370,704)
	(2,722,531)	(2,510,538)
Augmentation des débiteurs	(82,620)	(9,985)
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	(31,857)	339,845
Augmentation (diminution) des créditeurs	(260,939)	453,441
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	53,682	120,271
	(3,044,265)	(1,606,966)
Activités d'investissement		
Dépenses en capital effectuées à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics	(2,176,692)	(4,249,750)
Activités de financement		
Crédit parlementaire	6,055,150	7,301,925
Encaisse		
Augmentation de l'exercice	834,193	1,445,209
Solde au début de l'exercice	1,715,011	269,802
Solde à la fin de l'exercice	2,549,204	1,715,011

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1990

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) limitée, constituée le 26 novembre 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Le 27 septembre 1989, la dénomination de la Société fut modifiée pour devenir la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.

Depuis le 1[er] février 1982, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a le mandat de développer et de promouvoir le développement du territoire du Vieux-Port de Montréal et d'administrer, de gérer et d'entretenir les biens de Sa Majesté y situés. La Société exécute ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté.

SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

2. Conventions comptables importantes

a) Présentation des états financiers

Les états financiers présentent les transactions effectuées par la Société à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics. Les dépenses, déduction faite des produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations, sont remboursables à la Société. Les produits provenant directement de l'utilisation des immobilisations sont à remettre au Receveur général du Canada.

Les écarts entre les crédits parlementaires reçus et les dépenses nettes remboursables sont comptabilisés au bilan comme des montants à recevoir ou des montants dus au ministre des Travaux publics.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital comprennent les coûts qui augmentent de façon significative la valeur ou la durée de vie utile des biens administrés par la Société. Ces dépenses comprennent aussi les coûts de démolition de bâtiments.

c) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi comme le prévoit la politique de rémunération de la Société. Le coût de ces prestations est comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

d) Régime d'épargne-retraite

La Société a établi un régime collectif d'épargne-retraite prévoyant l'établissement d'une fiducie unique auprès d'une société du secteur privé pour recevoir les contributions devant servir à assurer un revenu de retraite aux employés en vertu de régimes individuels enregistrés d'épargne-retraite. Les contributions sont entièrement à la charge des employés, la Société n'agissant qu'à titre d'agent et n'assumant aucune responsabilité à cet égard.

3. Montant dû au ministre des Travaux publics

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	315,103	(217,849)
Dépenses nettes	(5,048,748)	(6,768,973)
	(4,733,645)	(6,986,822)
Moins:		
Fonds tirés sur le crédit du ministère des Travaux publics pour la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) limitée		
Crédit 20 en 1989-90	6,055,150	
Crédit 30 en 1988-89		7,301,925
Solde à la fin de l'exercice	1,321,505	315,103

4. Montant dû au Receveur général du Canada

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	29,867	21,182
Produits directs	625,490	379,389
	655,357	400,571
Remises au Trésor du Canada	(475,965)	(370,704)
Solde à la fin de l'exercice	179,392	29,867

5. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur général en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

6. Engagements

Au 31 mars 1990, les engagements en vertu des contrats pour l'aménagement du territoire et la location de terrains et bâtisses s'établissaient à $985,368 ($535,376 au 31 mars 1989).

7. Passif éventuel

À titre d'exploitant du programme Expotec/Imax, la Société s'est engagée à assumer le passif pouvant résulter d'un litige entre une corporation municipale et un fournisseur de services. La Société considère que cette poursuite n'est pas fondée et conséquemment aucune provision n'a été prise en compte au 31 mars 1990. Tout déboursé pouvant découler de cet engagement sera imputé à l'exercice au cours duquel la Société serait effectivement tenue de payer. Au 31 mars 1990, la Société estime à environ $700,000 ce passif éventuel.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, le bilan de la Société immobilière du Canada Limitée au 31 mars 1990. À mon avis, ce bilan présente fidèlement la situation financière de la Société à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification du bilan ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, aux statuts et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 28 mai 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989	AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1990	1989
	$	$		$	$
Placements (notes 2 a), b) et 6)			Capital-actions (note 2 c))		

Approuvé par le Conseil:

le Président
R.J. GIROUX

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et activités

La Société immobilière du Canada Limitée est une société d'État mandataire qui s'appelait autrefois la Société immobilière des Travaux publics Limitée et qui a été constituée aux termes de la Loi sur les compagnies en 1956. Elle a été ajoutée à l'annexe C de la Loi sur la gestion des finances publiques en 1979, et en 1984, elle était inscrite à titre de société d'État mère à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

La Société a les pouvoirs, en vertu des lettres patentes qui l'ont constituée, d'acquérir, d'acheter, de louer, de détenir, d'améliorer, d'administrer, d'échanger, de vendre, d'aliéner, de faire valoir les biens immobiliers ou personnels ou n'importe quel droit y afférent, ou d'en disposer autrement. Toutefois, elle n'a eu recours à ces pouvoirs que pour détenir, en fiducie et pour le compte d'autres ministères, certains droits de location à l'égard de deux immeubles à Londres (Angleterre) et de deux biens se trouvant sur des réserves indiennes au Canada. Le financement à l'égard de ces droits de location est assumé par d'autres ministères.

2. Principales conventions comptables

a) Placements dans les filiales

La Société est propriétaire exclusive des trois sociétés filiales suivantes:

Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée

Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc.

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Les actions ont été acquises en contrepartie de services rendus.

b) Filiales exclues de la consolidation

Les états financiers des filiales sont exclus de la consolidation parce qu'il est peu probable que l'accroissement de leur avoir net puisse revenir réellement à la société mère.

c) Capital-actions

La Société est autorisée à émettre trois actions et ces dernières ne peuvent être transférées qu'à une personne autorisée par le ministre des Travaux publics. Les actions autorisées ont été émises en contrepartie de services rendus et sont détenues en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada par le ministre des Travaux publics.

3. État financier

La Société n'a effectué aucune opération financière. Les soldes de son bilan sont donc nuls, et aucun autre état financier n'est présenté.

4. Opérations entre apparentés

Le ministère des Travaux publics fournit à la Société, sans frais, les services exécutifs et administratifs nécessaires au bon rendement des opérations.

5. Information sur certaines filiales détenues en propriété exclusive

La Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc. a mis fin à ses opérations le 31 mars 1988. Toutefois, la décision formelle de dissoudre la société sera prise une fois réglées certaines questions juridiques.

Au mois de mars 1989, le gouverneur en conseil et le Conseil du Trésor ont autorisé le ministre des Travaux publics à prolonger le mandat de la Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée jusqu'au 31 mars 1991.

6. Société de construction des musées du Canada Inc. (SCMC)

La Société possède deux des trois actions émises de la Société de construction des musées du Canada Inc. (SCMC). La troisième action est détenue par le ministre des Travaux publics; dans une convention des actionnaires, il est établi que le contrôle de SCMC revient au ministre des Travaux publics.

On prévoit que l'action de la SCMC détenue actuellement par le ministre des Travaux publics en fidéicommis pour Sa Majesté du chef du Canada sera virée à la Société Immobilière du Canada Limitée. Le Projet de loi C-73, intitulé Loi sur la dissolution ou la cession de sociétés d'État, a été déposé à la Chambre des communes le 31 mai 1990.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc. au 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ce bilan présente fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification du bilan ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, ainsi qu'à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 28 mai 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Encaisse	8,815	167,972
Débiteurs (note 2)	504,408	548,742
Montant à recevoir du ministre des Travaux publics		371,234
	513,223	1,087,948

PASSIF	1990	1989
	$	$
Créditeurs	5,410	7,585
Montant à payer au ministre des Travaux publics (note 3)	23,868	
Montant dû au Receveur général du Canada (note 4)	280,535	876,953
	309,813	884,538
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-action (note 5)		
Surplus d'apport	178,250	178,250
Bénéfices réinvestis	25,160	25,160
	513,223	1,087,948

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
JEAN-GUY HÉBERT

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Fin*

ANNEXE —*Fin*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AU BILAN
DU 31 MARS 1990

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc., constituée le 9 avril 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada Limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le 1^er^ août 1981, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a eu le mandat de mettre en oeuvre, dans le territoire sous sa responsabilité, le plan directeur d'aménagement du Vieux-Port de Québec et d'administrer, gérer, promouvoir et exploiter ce territoire et ses aménagements. La Société a exécuté ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui a conservé la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté.

Le 26 mai 1988, par décret du gouverneur général en conseil, le ministre des Travaux publics fut autorisé à mettre fin à ladite convention. Le ministère des Travaux publics assume la conduite des affaires de la Société depuis le 1^er^ avril 1988.

Du 9 février 1984 au 27 février 1986, la Société fut responsable, pour son propre compte, de l'administration, la conduite et la direction d'une parcelle de terrain et des améliorations y-dessus érigées. Cette propriété transférée à certaines conditions par décret du gouverneur général en conseil le 9 février 1984, fut rétrocédée le 27 février 1986.

2. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les montants suivants:

	$
Organisme de services publics	466,430
Autres	37,978
	504,408

La somme à recevoir d'un organisme de services publics est en regard de travaux d'aménagements spécifiques exécutés par la Société au cours de l'exercice 1982-83. Le coût de ces travaux est recouvrable à la signature d'un protocole d'entente par la Société, la Société canadienne des ports et l'organisme. Le protocole d'entente, qui n'a pas encore été signé, prévoit la cession de certains privilèges par la Société et la Société canadienne des ports. La Société n'a pas encore décidé de céder les privilèges demandés par l'organisme. Il se pourrait que la Société ne puisse recouvrer ses coûts.

3. Montant à payer au ministre des Travaux publics

	$
Solde à recevoir au début de l'exercice	(371,234)
Montant reçu du ministre des Travaux publics	396,602
Paiement d'une réclamation pour le ministère des Travaux publics	(1,500)
Solde à payer à la fin de l'exercice	23,868

4. Montant dû au Receveur général du Canada

	$
Solde au début de l'exercice	876,953
Redressement des loyers antérieurs suite au règlement d'un litige	3,971
Remises au Trésor du Canada	(600,389)
Solde à la fin de l'exercice	280,535

5. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur général en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

6. Éventualités

La Société et la corporation Québec 1534-1984 ont signé un protocole général d'entente établissant les droits et obligations des parties en regard de la tenue des festivités qui eurent lieu en 1984, et de l'utilisation du territoire et des installations sous la juridiction de la Société. En vertu de ce protocole, la Société n'avait pas cédé le droit d'usage de la totalité du site, se réservant ainsi des locaux qu'elle pourrait louer à des fins commerciales. Des baux furent signés mais, vu le manque d'affluence des visiteurs, plusieurs furent modifiés, résiliés ou abandonnés. La Société a déjà reçu des réclamations découlant de ces baux ainsi que d'autres activités totalisant environ 1.4 millions de dollars, et il est possible que d'autres soient reçues dans le futur. Le ministère des Travaux publics assume les règlements de ces réclamations.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée au 31 mars 1990 ainsi que les états des transactions et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société, ainsi qu'à la convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 6 juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Encaisse	689,608	375,240
Débiteurs	141,977	146,389
Montant à recevoir du ministre des Travaux publics (note 3)		517,399
Prêt hypothécaire à recevoir (note 4)	118,650	135,600
	950,235	1,174,628

PASSIF	1990	1989
	$	$
Créditeurs	61,681	290,978
Montant dû au ministre des Travaux publics (note 3)	32,522	
Montant dû au ministère des Travaux publics	128,858	324,262
Montant dû au Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes (note 5)	121,964	
Acomptes sur ventes de propriétés en voie d'approbation	200,906	162,897
Montant dû au Receveur général du Canada (note 6)	404,304	396,491
	950,235	1,174,628
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-action (note 7)		
	950,235	1,174,628

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
JOCELYNE OUELLETTE

Administrateur
RENÉ FRÉCHET

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Dépenses		
Dépenses engagées en regard de biens reçu ou de services rendus		
Fonctionnement		
Services rendus par le ministère des Travaux publics	715,210	801,859
Évaluation de propriétés	409,349	39,355
Établissement de cadastres	340,884	27,053
Services professionnels	106,324	225,539
Services publics	65,154	57,358
Matériel et contrats d'entretien	47,026	62,197
Fournitures de bureau	25,378	39,809
Frais généraux	13,900	34,523
Véhicules et frais connexes	8,588	13,404
Location	7,956	21,252
Représentations et relations publiques	5,332	22,402
	1,745,101	1,344,751
Capital		14,072
	1,745,101	1,358,823
Programme pour l'accélération des investissements agricoles		
Contributions	121,120	2,256,937
Services professionnels et frais connexes	29,910	104,357
	151,030	2,361,294
Subventions liées au transfert de propriétés		500,000
Total des dépenses	1,896,131	4,220,117
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		
Intérêts	101,417	132,530
Dépenses nettes	1,794,714	4,087,587
Dépenses nettes à être pourvues par le Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes (note 5)	1,332,236	
Dépenses nettes à être pourvues par le ministre des Travaux publics (note 3)	462,478	4,087,587
Dépenses nettes cumulatives depuis le 9 avril 1981	66,720,812	64,926,098
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations		
Ventes de propriétés (déduction faite des améliorations locatives remboursées aux locataires)	1,430,661	5,339,247
Loyers	151,702	288,542
Total à être remis (note 6)	1,582,363	5,627,789
Produits directs cumulatifs depuis le 9 avril 1981	69,866,875	68,284,512
Excédent des produits directs sur les dépenses nettes		
Pour l'exercice	(212,351)	1,540,202
Cumulatif depuis le 9 avril 1981	3,146,063	3,358,414

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Transactions effectuées à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics		
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations	1,582,363	5,627,789
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations	101,417	132,530
Remises au Trésor du Canada	(1,574,550)	(6,434,782)
Programme pour l'accélération des investissements agricoles	(151,030)	(2,361,294)
Dépenses de fonctionnement engagées en regard de biens reçus ou de services rendus	(1,745,101)	(1,344,751)
Subventions liées au transfert de propriétés		(500,000)
	(1,786,901)	(4,880,508)
Diminution des débiteurs	4,412	227,083
Diminution des créditeurs	(229,297)	(588,353)
Augmentation (diminution) du montant dû au ministère des Travaux publics	(195,404)	324,262
Augmentation (diminution) des acomptes sur ventes de propriétés en voie d'approbation	38,009	(405,285)
	(2,169,181)	(5,322,801)
Activités d'investissement		
Diminution du prêt hypothécaire à recevoir	16,950	16,950
Dépenses en capital effectuées à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics		(14,072)
	16,950	2,878
Activités de financement		
Crédits parlementaires	1,012,399	4,737,624
Avances reçues du Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	1,454,200	
	2,466,599	4,737,624
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	314,368	(582,299)
Encaisse au début de l'exercice	375,240	957,539
Encaisse à la fin de l'exercice	689,608	375,240

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée, constituée le 9 avril 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Depuis le 1[er] juillet 1981, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a le mandat d'administrer et de mettre en valeur une partie des terres périphériques de Mirabel de façon à assurer aux habitants de ce territoire un milieu de vie normal tout en protégeant les opérations de l'aéroport international de Mirabel. La Société exécute ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté. Le 21 mai 1982, le Conseil privé a autorisé la vente de certaines des propriétés; le 23 février 1984, il a autorisé l'aliénation du solde du territoire sous sa responsabilité. Un moratoire a suspendu ce programme de vente le 19 septembre 1984; le Conseil privé a autorisé le 11 juin 1985 un programme pour l'accélération des investissements agricoles et la reprise du programme de vente selon de nouvelles modalités, approuvés par le Conseil du Trésor.

Depuis le 25 mars 1988, en vertu de conventions particulières de services, le ministère des Travaux publics fournit à la Société, du personnel ainsi que des services professionnels et d'entretien.

Suite à une entente entre le ministre des Transports et le ministre des Travaux publics en vue de la gestion par ce dernier de la zone opérationnelle ultime de l'aéroport de Mirabel sous la responsabilité du ministre des Transports, la Société et le ministère des Transports ont signé un protocole d'entente couvrant la période du 1[er] avril 1989 au 31 mars 1991. Le protocole d'entente prévoit la mise en oeuvre et l'administration du Programme de location à long terme et du Programme de relance agricole à l'égard de la zone opérationnelle ultime de l'aéroport de Mirabel. Les coûts engagés pour ces programmes sont remboursés à la Société par le Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes du ministère des Transports.

2. Conventions comptables importantes

a) Présentation des états financiers

Les états financiers présentent les transactions effectuées par la Société à titre d'agent et pour le compte du ministre des Travaux publics. Les dépenses, déduction faite des produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations, sont remboursables à la Société. Les produits provenant directement de l'utilisation des immobilisations, notamment les loyers et les ventes de propriétés, sont à remettre au Receveur général du Canada.

Les écarts entre les avances reçues et les dépenses nettes remboursables sont comptabilisés au bilan comme des montants à recevoir ou des montants dus au ministre des Travaux publics ou au Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes, le cas échéant.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital comprennent les coûts qui augmentent de façon significative la valeur ou la durée de vie utile des biens administrés par la Société.

c) Contributions

L'aide financière pour l'accélération des investissements agricoles est imputée à la dépense de l'exercice au cours duquel les travaux admissibles sont effectués.

d) Ventes de propriétés

Les ventes de propriétés sont constatées au moment du transfert des titres aux acheteurs alors que la Société acquiert le droit de recevoir les produits des ventes.

3. Montant à recevoir du (dû au) ministre des Travaux publics

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	517,399	1,167,436
Dépenses nettes	462,478	4,087,587
	979,877	5,255,023
Moins:		
Fonds tirés sur le crédit 5 du ministère des Travaux publics pour 1990	(495,000)	
Fonds tirés sur le crédit du ministère des Travaux publics pour la Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée		
Crédit 25 en 1989	(752,733)	(4,697,000)
Crédit 35 en 1988		(40,624)
Remboursement de la portion inutilisée de crédits parlementaires d'exercices antérieurs	235,334	
	(1,012,399)	(4,737,624)
Solde à la fin de l'exercice	(32,522)	517,399

4. Prêt hypothécaire à recevoir

La Société a consenti un prêt hypothécaire de $152,550, ne portant pas intérêt, à une municipalité lors de la vente d'une propriété. Le prêt est remboursable à raison de neuf annuités de $16,950 à compter du 1[er] avril 1988.

5. Montant dû au Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes

	1990
	$
Dépenses de fonctionnement	
Services rendus par le ministère des Travaux publics	454,893
Évaluation de propriétés	398,030
Établissement de cadastres	339,234
Services professionnels	53,162
Services publics	32,577
Matériel et contrats d'entretien	23,513
Fournitures de bureau	12,689
Frais généraux	6,950
Véhicules et frais connexes	4,294
Location	3,978
Représentations et relations publiques	2,666
	1,331,986
Programme pour l'accélération des investissements agricoles	
Services professionnels et frais connexes	250
	1,332,236
Avances reçues	1,454,200
Montant dû au 31 mars 1990	121,96[illegible]

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1990—*Fin*

6. Montant dû au Receveur général du Canada

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	396,491	1,203,484
Produits directs	1,582,363	5,627,789
	1,978,854	6,831,273
Remises au Trésor du Canada par l'entremise:		
Ministère des Travaux publics	1,429,789	6,434,782
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	144,761	
	1,574,550	6,434,782
Solde à la fin de l'exercice	404,304	396,491

7. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur général en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

8. Éventualités

La Société, le procureur général du Canada ainsi que le ministre des Transports et celui des Travaux publics sont poursuivis par des expropriés de Mirabel qui veulent faire annuler l'expropriation de 1969. Dans ce contexte, plusieurs locataires ont cessé de remettre leurs loyers à la Société. Le 27 mars 1985, un protocole d'entente est intervenu avec les représentants des expropriés suivant lequel les parties s'engagent à mettre fin aux litiges qui les opposent. Le Conseil privé a approuvé en principe, le 11 juin 1985, le contenu du protocole d'entente précité.

Des réclamations survenues dans le cours normal des affaires ont été intentées contre la Société. La direction estime que ces réclamations ne sont pas fondées et aucune provision n'a été comptabilisée à cet égard.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les présents états financiers ont été établis par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués de façon uniforme, et tous leurs points essentiels respectent les normes comptables internationales. Il incombe à la direction de veiller à ce que les données contenues dans ces états financiers soient présentées de façon intègre et objective. Les états financiers comprennent certains montants, tels la provision pour pertes sur prêts, qui sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction.

Dans son rapport, le Vérificateur général du Canada déclare qu'à son avis, la valeur des prêts souverains à recevoir est sensiblement surestimée parce que la direction a considérablement sous-évalué, d'au moins 500 millions de dollars, la provision pour pertes sur prêts, si bien qu'elle n'est pas conforme aux principes comptables généralement reconnus. Le Vérificateur général a émis cette réserve parce qu'il ne souscrit pas à la politique de la Société énoncée dans la note 2 afférente aux états financiers, selon laquelle, à l'exception des rares cas de refus catégorique d'honorer la dette ou de radiation de la valeur d'actif convenue par les créanciers, le recouvrement des obligations souveraines ne doit pas être mis en doute. Le Conseil d'administration et la direction sont en désaccord total avec l'opinion du Vérificateur général.

Au cours de l'exercice écoulé, la Société a reconnu les importants changements apportés au traitement comptable de la dette souveraine par le milieu financier international ainsi que les augmentations, qui se sont déjà produites ou qui pourraient se produire, dans son portefeuille des prêts non courants. À cet égard, elle a considérablement augmenté, de 200 millions de dollars, le montant imputé au revenu pour la provision générale, en virant la réserve pour éventualités (100 millions de dollars), constituée pour parer à des événements imprévus, et une partie des bénéfices non répartis (100 millions de dollars) qui témoignent des succès antérieurs de la Société.

La provision générale de 375.9 millions de dollars comprend 324.8 millions de dollars que la direction a prudemment mis de côté pour couvrir les coûts éventuels que pourraient engendrer des délais liés au recouvrement des prêts souverains non courants du portefeuille de la Société et ne se rapporte au principal d'aucun prêt en particulier. L'application de la politique de la Société concernant, d'une part, les prêts non courants dont les intérêts ne sont pas comptabilisés au revenu et, d'autre part, la provision prévue dans l'état des résultats, a réduit les bénéfices de 395.9 millions de dollars durant l'exercice 1989, pour tenir compte des difficultés de remboursement que connaissent actuellement de nombreux pays. Ces politiques, de même que les provisions qui en découlent (voir leur description à la note 7 afférente aux états financiers) combinées à la qualité fortement rehaussée du portefeuille des prêts à recevoir engagés mais non déboursés, ont amené le Conseil d'administration à conclure que les estimations relatives au recouvrement ultime des prêts souverains sont appropriées, et qu'il n'est donc nullement nécessaire ni opportun de constituer des réserves supplémentaires pour pertes sur prêts.

Le Conseil d'administration doit veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui concerne les rapports financiers et les contrôles internes. Il confie cette tâche au Comité de vérification du Conseil, composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société. Le Comité de vérification rencontre régulièrement les membres de la direction, les vérificateurs internes et les représentants du Vérificateur général du Canada.

Le Conseil d'administration est responsable de toutes les opérations entreprises par la Société. Les contrats qui, de l'avis du Conseil d'administration, comportent des risques pour une période ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement, peuvent être autorisés par le gouverneur général en conseil, si le Ministre les considère dans l'intérêt national. Le Conseil d'administration n'assume aucune responsabilité en ce qui concerne ces contrats, son obligation se limitant à veiller à ce qu'ils soient bien administrés. Les fonds requis dans leur cas sont versés par le Canada à la Société et les fonds recouvrés sont remis au Canada, déduction faite des montants retenus pour couvrir les frais d'administration connexes. Les comptes administrés pour le Canada sont présentés à la note 16 afférente aux états financiers de la Société.

Le Vérificateur général du Canada effectue un examen indépendant, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et formule une opinion sur les états financiers. Son rapport figure à la page suivante.

Le Président et Chef de la direction
R.L. Richardson

Le Premier vice-président aux Finances et Trésorier
M.D.J. Bakker

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

J'ai vérifié le bilan de la Société pour l'expansion des exportations au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, en accord avec les normes de vérification internationales, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

Le principal des prêts à recevoir et les intérêts et honoraires courus, dont le total s'élève à 5.530 milliards de dollars, comprennent des prêts à des entités souveraines de 4.718 milliards de dollars. La Société a constitué, par rapport à la somme de 5.530 milliards en prêts à recevoir, une provision pour pertes sur les prêts de 376 millions de dollars. À mon avis, les prêts à recevoir nets de 5,514 milliards de dollars sont surévalués parce que la provision pour pertes sur les prêts est sensiblement sous-évaluée, ce qui, par conséquent, n'est pas conforme aux principes comptables généralement reconnus. La réserve que j'émets vient du fait que je ne souscris pas à la politique de la Société concernant le recouvrement ultime des prêts à des entités souveraines, telle qu'elle est énoncée à la note 2 afférente aux états financiers. À mon avis, la provision pour pertes sur les prêts devrait comporter une estimation raisonnable des pertes sur les prêts à des entités souveraines. L'analyse que j'ai effectuée indique que la provision pour pertes sur les prêts devrait être augmentée d'au moins 500 millions de dollars. Si une provision raisonnable pour pertes sur les prêts avait été constituée, les prêts à recevoir nets de 5.154 milliards de dollars auraient été réduits d'au moins 500 millions de dollars, et la comptabilisation des pertes qui en découlent aurait transformé les bénéfices non répartis en un déficit d'au moins 492 millions de dollars, ce qui aurait considérablement diminué l'avoir de l'actionnaire.

À mon avis, à l'exception de la surévaluation des prêts à recevoir dont il est question au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évaluation de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec les normes comptables internationales, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur l'expansion des exportations et aux règlements administratifs de la Société.

Conformément à l'alinéa 132(2)b) de la Loi sur la gestion des finances publiques, j'aimerais porter à votre attention l'article 14 de la Loi sur l'expansion des exportations qui établit une limite pour la somme totale des emprunts que peut contracter la Société. La Loi autorise la Société à emprunter jusqu'à concurrence d'un montant égal à dix fois le total des éléments suivants: son capital versé de temps à autre et le montant, le cas échéant, des bénéfices non répartis établis selon les derniers états de compte pour une année financière qui ont été vérifiés par le Vérificateur général du Canada.

Selon les avis juridiques obtenus par la Société et le gouvernement, la Société peut, en vertu de sa limite d'emprunt statutaire, emprunter légalement jusqu'à dix fois son capital-actions versé, même lorsque la Société présente un déficit. Compte tenu de la situation décrite auparavant dans le deuxième paragraphe, le Parlement voudra peut-être étudier si la limite d'emprunt fixée par l'article 14 de la Loi sur l'expansion des exportations est toujours convenable.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 7 mars 1990

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
Prêts à recevoir (notes 3, 4, 5 et 6)		
À long terme	4,585,653	4,549,788
Partie des prêts à long terme échéant dans les 12 mois	812,391	795,367
	5,398,044	5,345,155
Intérêts et honoraires courus	131,527	167,970
	5,529,571	5,513,125
Moins: provision pour pertes sur prêts (note 7)	375,951	166,635
	5,153,620	5,346,490
Encaisse et titres négociables		
Encaisse et dépôts à court terme	1,175,647	985,913
Titres négociables (Valeur marchande: 1989—$182,768 1988—$122,231)	176,670	121,838
Intérêts courus	23,637	16,750
	1,375,954	1,124,501
Autres éléments d'actif		
Valeur non amortie de l'escompte à la souscription et des frais d'émission	22,336	30,183
Sinistres recouvrables (note 11)	5,127	10,157
Autres	9,753	11,122
	37,216	51,462
	6,566,790	6,522,453

PASSIF	1989	1988
Emprunts (note 12)		
À long terme	2,649,095	2,882,223
Partie des emprunts à long terme échéant dans les 12 mois	848,376	470,520
	3,497,471	3,352,743
À court terme	1,975,056	1,867,978
	5,472,527	5,220,721
Intérêts courus	172,423	165,988
	5,644,950	5,386,709
Autres éléments de passif et revenu reporté		
Créditeurs	24,204	28,266
Revenu reporté et autres crédits	144,142	159,241
Provision pour sinistres sur assurances et garanties (note 10)	48,659	44,567
	217,005	232,074
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 13)	697,000	697,000
Réserve pour éventualités		100,000
Bénéfices non répartis	7,835	106,670
	704,835	903,670
	6,566,790	6,522,453

Engagements et passif éventuel (notes 8 et 9)

Approuvé par le Conseil d'administration:

le Chef des Services financiers
M. D. J. BAKKER

un Administrateur
V. EDWARD DAUGHNEY

un Administrateur
R. L. RICHARDSON

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989 (en milliers de dollars)

	1989	1988
Prêts et garanties		
Intérêts créditeurs	479,012	481,829
Revenus d'honoraires	34,394	24,641
Intérêts créditeurs sur placements	80,042	82,493
	593,448	588,963
Intérêts débiteurs		
À long terme	345,002	342,191
À court terme	162,355	141,198
Provision pour pertes sur prêts	271,275	81,926
	778,632	565,315
	(185,184)	23,648
Assurances et garanties		
Primes et revenus d'honoraires	25,543	23,527
Intérêts créditeurs sur placements	10,871	6,604
	36,414	30,131
Provision pour sinistres	12,115	12,721
	24,299	17,410
(Perte) bénéfice d'exploitation	(160,885)	41,058
Frais d'administration	37,950	36,832
Bénéfice net (perte nette)	(198,835)	4,226
Bénéfices non répartis		
Au début de l'exercice	106,670	102,444
Plus: virement de la réserve pour éventualités	100,000	
À la fin de l'exercice	7,835	106,670

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989 (en milliers de dollars)

	1989	1988
Exploitation		
État des résultats		
Bénéfice net (perte nette)	(198,835)	4,226
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Provision pour pertes sur prêts	271,275	81,926
Provision pour sinistres	12,115	12,721
Diminution des intérêts et des honoraires courus	36,321	17,184
Autres variations	13,450	15,873
	134,326	131,930
Actif et passif		
Versements sur prêts	(853,641)	(582,311)
Remboursements de prêts	760,610	707,200
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Diminution nette du revenu reporté	(13,746)	(2,250)
Intérêts rééchelonnés	(68,452)	(54,336)
Intérêts radiés sur prêts	(57,475)	(65,455)
	(232,704)	2,848
Encaisse provenant de (utilisée pour) l'exploitation	(98,378)	134,778
Trésorerie		
Emprunts à long terme	741,605	738,445
Remboursements d'emprunts à long terme	(523,777)	(1,022,593)
Augmentation des emprunts à court terme	152,315	307,574
Encaisse provenant du financement	370,143	23,426
Augmentation de l'encaisse et des titres négociables	271,765	158,204
Incidence du taux de change sur le solde d'ouverture de l'encaisse	(27,199)	(89,122)
Encaisse et titres négociables		
Au début de l'exercice	1,107,751	1,038,669
À la fin de l'exercice	1,352,317	1,107,751

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

1. Loi de constitution en société et mandat de la Société

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) a été créée le 1er octobre 1969 par une loi du Parlement canadien, la Loi sur l'expansion des exportations (la Loi). Mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, la SEE a pour objet de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et d'autres pays au moyen de prêts, de garanties et d'assurances. La SEE relève du Parlement par l'intermédiaire du ministre du Commerce extérieur.

2. Résumé des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués de façon uniforme, et tous leurs points essentiels respectent les normes comptables internationales. On trouvera, ci-après, un résumé des principales conventions comptables.

Prêts à recevoir

Les prêts à recevoir, principalement consentis à des entités souveraines, représentent l'équivalent en dollars canadiens des montants initialement versés, moins les remboursements, et comprennent, le cas échéant, les intérêts capitalisés dans le processus de rééchelonnement ou de restructuration des prêts dont le remboursement présente des difficultés.

En sa qualité d'organisme de crédit à l'exportation et de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, la SEE bénéficie de la participation du Canada au Club de Paris. Sous les auspices de ce groupe international, chargé de régler, sur le plan multilatéral, les difficultés de paiement des entités souveraines, des pourparlers suivis de négociations débouchent sur des accords de rééchelonnement auxquels viennent s'ajouter des mesures imposées par le FMI pour alléger ces problèmes de remboursement. Les négociations, qui peuvent durer jusqu'à un an, s'inscrivent dans le cadre des méthodes normales de recouvrement de la Société.

À la lumière de l'expérience acquise, la haute direction est d'avis qu'à l'exception des rares cas de refus catégorique d'honorer la dette ou de radiation de la valeur d'actif convenue par les créanciers, le recouvrement ultime des obligations souveraines ne doit pas être mis en doute, même s'il faut accepter des retards indéterminés dans les remboursements de principal et les paiements d'intérêts. Cette opinion est également partagée par le gouvernement du Canada, comme en font foi les conventions comptables précisées dans les Comptes publics. Bien qu'il ne lui soit pas possible, à l'heure actuelle, de déterminer le montant éventuel de l'incidence financière de ces incertitudes et retards, la Société a, pour faire preuve de prudence, établi des politiques pour les prêts souverains non courants et une provision générale pour l'incidence financière éventuelle de ces prêts.

Intérêts créditeurs et revenus d'honoraires sur les prêts

En 1989, la Société a modifié sa politique concernant la comptabilisation des intérêts créditeurs. L'intérêt court sur le principal à recevoir jusqu'à ce que le prêt soit jugé non productif. Par prêt non productif, il faut entendre un prêt pour lequel on n'a pas reçu de versements importants pendant cent quatre-vingts jours. Étant donné l'incidence négligeable de cette modification sur les états financiers des exercices précédents, ceux-ci n'ont pas été redressés.

Les honoraires sur les prêts sont comptabilisés au revenu pendant les périodes de versement et de remboursement des prêts.

Prêts non courants

Après examen des antécédents de paiement et évaluation des possibilités de recouvrement des prêts, la Société peut juger certains prêts non courants. Par prêt non courant, il faut entendre un prêt dont le recouvrement présente de sérieux doutes à court ou moyen terme, un prêt pour lequel on n'a pas reçu de versements importants pendant un an depuis la signature d'un accord de rééchelonnement, ou pendant deux ans en l'absence de mécanismes de rééchelonnement. À ce moment-là, la Société ne comptabilise plus au revenu les intérêts à recevoir sur ce prêt et passe une écriture de contrepassation des intérêts accumulés précédemment au cours de la période de 12 mois qui suit le moment où le prêt devient non courant. De même, aux fins comptables, on ne reconnaît pas la capitalisation des intérêts dans les accords de rééchelonnement subséquents.

Lorsque l'on a pu établir que l'ensemble ou la plupart des montants exigibles font l'objet de remboursements réguliers, on reprend la méthode de la comptabilité d'exercice, en général après un ou deux ans, normalement à la suite de la signature d'un contrat de rééchelonnement, lorsque tout porte à croire que la tendance se maintiendra dans les années subséquentes.

Non seulement ne reconnaît-on pas les intérêts sur ces prêts, mais les soldes non versés sur les conventions de prêts signées sont annulés ou gelés, et les emprunteurs souverains ne peuvent obtenir de financement supplémentaire afin d'éviter une augmentation des risques découlant de nouvelles opérations.

Provision spéciale pour pertes sur les prêts à recevoir commerciaux

La provision pour pertes sur prêts est établie après examen, au moins une fois l'an, de la valeur de recouvrement de tous les prêts consentis à des emprunteurs commerciaux. À la suite de cet examen, la Société impute au revenu un montant suffisant, spécialement destiné à couvrir les sinistres éventuels sur les prêts commerciaux. La provision est déduite du portefeuille des prêts à recevoir pour tenir compte de la diminution du poste d'actif se rapportant aux prêts commerciaux.

Provision générale pour pertes sur prêts à recevoir

En plus de la provision spéciale pour pertes sur prêts commerciaux, la Société constitue prudemment une provision générale sur le portefeuille des prêts à recevoir pour lesquels aucune provision spéciale n'a été instituée. En 1989, cette provision a été augmentée de 200 millions de dollars par virement du montant de la réserve pour éventualités et des bénéfices non répartis, compte tenu de l'évaluation que fait la direction des facteurs de changements dans le monde, et de l'augmentation importante des prêts non courants de la Société.

Parmi les principaux facteurs qui ont une incidence sur l'évaluation que fait la direction, il faut noter les changements au traitement comptable de la dette souveraine dans la communauté financière internationale, les premiers effets du Plan Brady sur les banques commerciales et les pays débiteurs, les décisions de certains gouvernements membres du Club de Paris d'offrir diverses options pour alléger le fardeau de la dette des nations les plus pauvres et les changements survenus dans le portefeuille des prêts souverains non courants de la Société, pour lequel les augmentations réelles de 1989 et celles, possibles, de 1990 dépassent considérablement les augmentations marginales des deux années précédentes.

Cette provision générale correspond au montant que la direction a prudemment mis de côté pour couvrir les coûts éventuels des retards liés au recouvrement ultime des prêts souverains non courants du portefeuille de la SEE, elle ne se rapporte au principal d'aucun prêt en particulier et n'est précisément liée, en termes de montant, à aucun des facteurs mentionnés ci-dessus.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

Réserve pour éventualités

Au moyen de virements provenant des bénéfices non répartis, la Société avait créé une réserve pour éventualités en cas de diminutions imprévues de la valeur des prêts à recevoir ou de sinistres sur assurances et garanties. En 1989, la réserve pour éventualités a été réimputée aux bénéfices non répartis.

Intérêts non courus sur les prêts à recevoir non courants

La somme cumulative des intérêts non courus et des intérêts capitalisés non reconnus contribue, à la longue, à augmenter les montants légalement dus à la Société. Il est tenu compte de cette réalité dans le processus continu de recouvrement et dans les négociations de rééchelonnement. De l'avis de la haute direction, cette méthode comptable est la plus appropriée et procure à la Société des provisions supplémentaires hors-bilan.

Titres négociables

Les titres négociables sont évalués au moindre de leur coût et de leur valeur marchande à la date du bilan.

Sinistres recouvrables

Les indemnités payées sont comptabilisées aux valeurs de récupération estimatives. Les sommes non recouvrables sont imputées à la provision pertinente pour sinistres sur assurances et garanties. Les gains ou pertes nets qui en découlent sont portés au crédit ou au débit de la provision.

Provision pour sinistres sur assurances et garanties

La Société constitue une provision qui tient compte des sinistres subis antérieurement, provision à laquelle peut venir se greffer une provision spéciale, après étude du passif éventuel.

Intérêts créditeurs sur placements

Les intérêts sur placements, essentiellement gagnés à l'étranger, sont répartis entre les prêts et garanties et les assurances et garanties, au prorata de la moyenne des fonds placés.

Intérêts débiteurs

Les intérêts débiteurs comprennent les dépenses de couverture et l'amortissement linéaire, sur la durée de la dette, de l'escompte à la souscription et des frais d'émission.

Primes d'assurance

Les primes et honoraires d'assurance sont perçus au Canada. Pour les polices d'assurance à court terme, les primes sont comptabilisées au revenu dès que la protection entre en vigueur. En ce qui concerne les autres polices d'assurance à l'exportation, les primes sont comptabilisées au revenu selon des méthodes qui reflètent généralement la part des risques assumés pendant la durée des polices.

Conversion des devises

La Société couvre ses éléments d'actif et de passif en dollars américains sur l'ensemble de son portefeuille. Les risques nets associés aux fluctuations du taux de change du dollar américain sont attribuables à des décalages de trésorerie à court terme. La Société gère ses éléments d'actif et de passif libellés en dollars américains de façon à minimiser ces risques nets. Il s'ensuit que les éléments d'actif et de passif en dollars américains sont convertis en dollars canadiens, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change moyens mensuels en vigueur pendant l'exercice. Les gains et les pertes découlant de la conversion des soldes et des opérations en devises sont portés aux intérêts créditeurs sur placements.

3. Prêts à recevoir

Les prêts à recevoir courants (qui comprennent les prêts productifs et non productifs) et non courants des emprunteurs souverains et commerciaux sont pour la plupart consentis à des taux d'intérêt fixes compétitifs par rapport à ceux que pratiquent les organismes de crédits à l'exportation semblables dans d'autres pays et sont généralement inférieurs aux taux commerciaux. Les échéances de ces prêts se présentent comme suit:

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Non courants	1,019,841	692,468
À moins de 12 mois		
—Taux fixes	575,597	540,195
—Taux flottants	172,333	108,174
En souffrance	64,461	146,998
1990		688,819
1991	661,668	630,588
1992	566,677	572,785
1993	473,580	445,808
1994	435,324	407,383
1995 et au-delà	1,428,563	1,111,937
Total	5,398,044	5,345,155
Prêts commerciaux inclus ci-dessus	680,633	684,279
Prêts à taux flottants, généralement basés sur les taux LIBOR, compris dans le montant total des prêts	1,563,607	1,276,692
La répartition géographique de ces prêts est la suivante:		
Pacifique et Asie du Nord	535,942	562,986
Asie du Sud	460,797	372,815
Moyen-Orient et Afrique de l'Est	376,596	397,349
Afrique du Nord et de l'Ouest	1,246,005	1,119,639
Europe de l'Est	415,387	641,320
Europe de l'Ouest	454,950	479,018
États-Unis et Antilles	486,924	455,453
Mexique et Amérique centrale	324,606	297,716
Amérique du Sud (Est)	548,536	467,561
Amérique du Sud (Ouest)	548,301	551,298
Total	5,398,044	5,345,155

4. Prêts à recevoir courants en souffrance

Les montants en souffrance comprennent les remboursements de principal et les intérêts et honoraires facturés qui n'ont pas été reçus conformément aux modalités des conventions de prêt auxquelles ils se rapportent.

La répartition géographique du principal en souffrance et des intérêts reconnus, s'élevant respectivement à $64,461,000 (1988—$146,998,000) et à $27,006,000 (1988—$62,612,000), s'établit comme suit:

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Pacifique et Asie du Nord	97	2,283
Asie du Sud	14	
Moyen-Orient et Afrique de l'Est	67,736	22,927
Afrique du Nord et de l'Ouest	14,434	29,178
Europe de l'Est	1	7
Europe de l'Ouest	898	5,388
États-Unis et Antilles	1,028	16,469
Mexique et Amérique centrale	679	2,748
Amérique du Sud (Est)	2,048	124,811
Amérique du Sud (Ouest)	4,532	5,799
Total	91,467	209,610

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

5. Montants rééchelonnés et réaménagés sur les prêts à recevoir courants

Les montants rééchelonnés et réaménagés au cours de l'exercice se présentent comme suit:

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Principal	172,855	108,175
Intérêts	40,758	50,095
Total	213,613	158,270

La répartition géographique des prêts courants rééchelonnés et réaménagés s'établit comme suit:

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Pacifique et Asie du Nord	22,102	15,796
Asie du Sud		
Moyen-Orient et Afrique de l'Est	82,328	83,585
Afrique du Nord et de l'Ouest	95,881	143,094
Europe de l'Est		
Europe de l'Ouest	60,490	64,972
États-Unis et Antilles	65,567	37,830
Mexique et Amérique centrale	90,178	69,335
Amérique du Sud (Est)	168,889	167,329
Amérique du Sud (Ouest)	22,867	19,773
Total	608,302	601,714
Prêts commerciaux compris ci-dessus	32,852	38,614
Montants en souffrance	8,501	15,765

6. Prêts à recevoir non courants

En raison de l'affaiblissement progressif de la conjoncture, certains prêts dont les remboursements présentent des risques de retards prolongés ou, dans le cas des prêts commerciaux, dont le recouvrement semble fort douteux, sont placés dans la catégorie des prêts non courants. Les montants des prêts non courants s'établissent comme suit:

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Prêts souverains, surtout en Amérique du Sud, en Europe de l'Est et en Afrique du Nord et de l'Ouest	936,904	593,208
Prêts commerciaux, surtout aux États-Unis	82,937	99,260
Total	1,019,841	692,468

En outre, au 31 décembre 1989, les intérêts accumulés non reconnus sur les prêts non courants s'élevaient à $451,093,000 (1988—$341,122,000); sur ce montant, $430,257,000 se rapportaient à des prêts souverains (1988—$286,063,000). Le montant total des intérêts sur les prêts non courants et non comptabilisés au revenu en 1989 s'élevait à $124,681,000 (1988—$89,438,000).

7. Provisions pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes s'établissent comme suit:

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Provisions au bilan		
Provision générale	324,872	107,819
Provision spéciale	51,079	58,816
Total	375,951	166,635
Provision hors-bilan		
Revenus non comptabilisés	462,064	341,122

Au cours de l'exercice, les provisions ont été augmentées de $395,956,000 (1988—$171,364,000). Sur ce montant, $271,275,000 (1988—$81,926,000) ont été comptabilisés à l'état des résultats.

En 1989, les montants non courants non comptabilisés au revenu pendant l'exercice, soit $124,681,000 (1988—$89,438,000), ont été augmentés de $57,475,000 (1988—$65,455,000) d'intérêts courus radiés sur les prêts non courants et les prêts non productifs au cours des périodes de réserve. Conformément aux conventions comptables de la Société, cette radiation a été comptabilisée à la provision générale.

Les autres diminutions relatives aux provisions et aux montants cumulatifs non comptabilisés au revenu, qui s'élèvent à $4,484,000 et $61,214,000 (1988—$12,971,000 et $19,468,000), ont été surtout attribuables au taux de change, aux paiements reçus et aux redressements qui ont suivi les accords de restructuration.

8. Prêts—Limites statutaires et engagements

Aux termes de la Loi sur l'expansion des exportations (la Loi), la Société peut avoir des prêts en cours et des engagements avec des emprunteurs étrangers jusqu'à concurrence de 15 milliards de dollars. La situation de la Société à l'égard de cette limite, établie conformément à la Loi, est de 7,652 millions de dollars (1988—7,337 millions de dollars). Sur ce montant, les engagements non déboursés relatifs à des conventions de prêt signées représentent 2,195 millions de dollars (1988—1,933 millions de dollars). Le solde représente les prêts à recevoir et les prêts avec recours contre la Société.

La Société compte financer ces engagements non déboursés peu avant leurs versements, généralement sur une période de trois ans, en émettant des titres de créance sur les marchés financiers internationaux, à des taux d'intérêt commerciaux, et en augmentant le capital-actions. De façon générale, la Société s'efforce d'apparier les échéances et les devises avec la moyenne de ses prêts à l'exportation.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

9. Assurances—Limites statutaires et passif éventuel

La Loi prévoit que la responsabilité de la Société en vertu des contrats d'assurance, des garanties afférentes et des garanties émises dans le cadre du programme des prêts ne peut jamais dépasser 15 milliards de dollars. La situation de la Société à l'égard de cette limite, établie conformément à la Loi, est de 4,383 millions de dollars (1988—3,431 millions de dollars).

Le passif éventuel de la Société à l'égard des assurances et des garanties afférentes qui est compris dans les situations ci-dessus se présente comme suit:

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Pacifique et Asie du Nord	488,828	318,668
Asie du Sud	296,644	216,219
Moyen-Orient et Afrique de l'Est	160,550	174,381
Afrique du Nord et de l'Ouest	434,445	293,556
Europe de l'Est	87,145	44,326
Europe de l'Ouest	440,415	501,665
Amérique du Nord et Antilles	602,155	613,485
Mexique et Amérique centrale	477,664	338,349
Amérique du Sud (Est)	152,173	123,410
Amérique du Sud (Ouest)	75,807	68,313
Total	3,215,826	2,692,372

10. Assurances et garanties—Provision pour sinistres

L'évolution des programmes à court et à moyen terme se présente comme suit:

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Provision au début de l'exercice	44,567	35,369
Provision pendant l'exercice	12,115	12,721
Radiations nettes	(8,023)	(3,523)
Provision à la fin de l'exercice	48,659	44,567

11. Sinistres recouvrables

Activités pour l'exercice:

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Sinistres recouvrables au début de l'exercice	10,157	8,867
Sinistres réglés	19,793	26,968
Sinistres recouvrés	(16,231)	(21,529)
Réductions nettes	(8,592)	(4,149)
Sinistres recouvrables à la fin de l'exercice	5,127	10,157

12. Emprunts

La Loi autorise la Société à emprunter jusqu'à concurrence d'un montant égal à dix fois le total du capital versé établi de temps à autre et des bénéfices non répartis éventuels figurant aux états financiers vérifiés les plus récents. Au 31 décembre 1989, selon cette formule, et en tenant compte des états financiers vérifiés de 1988, la limite d'emprunt était d'au moins 6,970 millions de dollars (1988—7,994 millions de dollars) et les emprunts s'élevaient à 5,473 millions de dollars (1988—5,221 millions de dollars). Les échéances des emprunts se présentent comme suit:

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
À moins de douze mois		
—Taux fixes	674,263	518,221
—Taux flottants	2,149,169	1,820,277
1990		773,517
1991	499,071	540,142
1992	725,887	633,222
1993	226,227	229,797
1994	74,561	76,600
1995 et au-delà	1,123,349	628,945
Total	5,472,527	5,220,721
Prêts commerciaux inclus ci-dessus à des taux fixes	2,610,061	2,645,172
Prêts renouvelables à des taux flottants ou à des taux fixes à court terme	2,862,466	2,575,549

La Société disposait également de lignes de crédit et de facilités de découvert s'élevant à 2,572 millions de dollars au 31 décembre 1989 (1988—2,618 millions de dollars).

13. Capital-actions

Le capital-actions autorisé est de 1.5 milliard de dollars, soit 15 millions d'actions d'une valeur nominale de $100 chacune. Le nombre d'actions émises et entièrement libérées est de 6,970,000 (1988—6,970,0000).

14. Soldes en devises

La Société possède un actif et un passif considérables en dollars américains et en d'autres devises. Compte tenu des contrats de change à terme, l'équivalent en dollars canadiens s'établit comme suit:

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Dollars américains		
Actif	4,826,158	4,634,279
Passif	4,825,916	4,680,168
Situation nette	242	(45,889)
Taux de change pour $1 US	1.1585	1.1925
Schillings autrichiens, livres sterling, deutsche mark, Ecus, francs français, francs suisses et yen		
Actif	396,499	228,003
Passif	368,130	188,697
Situation nette	28,369	39,306

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

15. Opérations entre apparentés

Les opérations avec le Canada se résument comme suit:

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Postes de revenus et de dépenses		
Recouvrement des frais d'administration	6,956	6,923
Intérêts créditeurs	402	470
Moins: intérêts débiteurs		1,648
Montant dû à la Société	7,358	5,745

Montants dus au (à recevoir du) Canada

	31 décembre	
	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Obligations du Canada et obligations de sociétés d'État canadiennes	(9,844)	(5,028)
Intérêts courus à reçevoir	(58)	(22)
Comptes administrés pour le Canada	19,628	21,209
Total	9,726	16,159

Le gouvernement du Canada a convenu qu'il pourrait demander des affectations budgétaires au Parlement afin de couvrir toutes pertes que pourrait subir la Société.

La Société n'est pas assujettie à la Loi de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne ses bénéfices.

La Société conclut également des opérations avec d'autres sociétés d'État, dans le cours normal de ses activités.

16. Comptes administrés pour le Canada

a) Aux termes de la Loi, la Société administre pour le Canada certains programmes de prêts et d'assurance autorisés par le gouverneur en conseil, pour lesquels le Conseil d'administration n'est pas responsable, sauf en ce qui concerne l'administration des contrats. Ces comptes (connus sous le nom de comptes du Canada) sont maintenus distinctement des comptes de la Société et sont intégrés chaque année, au 31 mars, dans les états financiers du gouvernement du Canada, qui font l'objet d'un rapport distinct du Vérificateur général du Canada. Les éléments d'actif administrés pour le Canada, comportant essentiellement des prêts à recevoir et des intérêts et honoraires courus, comptabilisés selon les pratiques comptables établies par le gouvernement du Canada, se sont élevés à 1,027 millions de dollars (1988—926 millions de dollars).

b) Compte du Canada—Limites statutaires, engagements et passif éventuel

La Loi prévoit que les prêts et les engagements en cours avec des emprunteurs étrangers ne peuvent dépasser 6 milliards de dollars sur les comptes administrés pour le Canada. La situation à l'égard de cette limite, déterminée conformément à la Loi, est de 1,375 millions de dollars (1988—1,201 millions de dollars).

La Loi prévoit également que la responsabilité engagée sur les comptes administrés pour le Canada en vertu des contrats d'assurance, des garanties afférentes et des garanties émises dans le cadre du programme des prêts ne peut jamais dépasser 7 milliards de dollars. Conformément à la Loi, la situation à l'égard de cette limite est de 62 millions de dollars (1988—321 millions de dollars), y compris un passif éventuel de 58 millions de dollars (1988—298 millions de dollars).

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LA PRODUCTION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers et tous les autres renseignements inclus dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration de la Société. Les états financiers, qui comprennent aussi des estimations fondées sur l'expérience et le jugement de la direction, ont été préparés avec soin, en fonction de l'importance relative des opérations et selon les principes comptables généralement reconnus.

La direction de la Société tient des livres et des documents comptables, de même que des systèmes de contrôle et d'information à des fins financières et de gestion, qui sont conçus pour la production de renseignements financiers fiables et exacts au moment opportun. Ces contrôles permettent de garantir raisonnablement que les biens sont protégés, que les ressources sont gérées avec économie et efficacité en vue de la réalisation des objectifs de la Société, que les opérations sont effectuées de façon efficace et que les transactions sont conformes à l'ancienne partie VIII de la Loi sur l'administration financière et aux règlements y afférents, dans la mesure où ils s'appliquent à la Société, à la Loi sur la radiodiffusion et aux statuts de la Société.

Il incombe au vérificateur interne de la Société d'évaluer les systèmes, les méthodes et les pratiques de la Société. Le Vérificateur général du Canada effectue un examen indépendant des états financiers de la Société et en fait un compte rendu à la Société Radio-Canada et au ministre des Communications.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration, qui comprend trois personnes, dont aucune n'est membre de la direction, revoit les états financiers ainsi que le rapport du Vérificateur général y afférent, et fait des recommandations au Conseil d'administration à cet égard. Il supervise les activités de vérification interne et rencontre régulièrement la direction, le vérificateur interne et le Vérificateur général du Canada.

le Président
Gérard Veilleux

le Vice-président aux finances et à l'administration
S. Cotsman

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA
ET AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de la Société Radio-Canada au 31 mars 1990 ainsi que l'état des revenus et dépenses et rapprochement en fonction du financement gouvernemental, l'état du compte du fonds effectif et l'état de l'évolution de l'encaisse pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, la Société a tenu des livres de comptabilité appropriés, les états financiers sont conformes à ces derniers et les opérations dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à l'ancienne partie VIII de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements pertinents à la Société, à la Loi sur la radiodiffusion et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 8 juin 1990

BILAN AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
À court terme		
Encaisse et bons du Trésor	5,630	21,958
Débiteurs	81,348	74,453
Fournitures techniques et de production et marchandises	10,983	11,362
Émissions réalisées et en cours de production	88,196	88,679
Droits sur films et textes et autres frais payés d'avance	32,655	32,749
	218,812	229,201
Immobilisations (note 3)	715,487	631,534
Charges reportées (note 4)	6,708	8,444
	941,007	869,179

PASSIF	1990	1989
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	150,701	128,640
Indemnités de vacances à payer	51,676	50,070
	202,377	178,710
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi	104,676	103,704
Avances du gouvernement du Canada (note 5)	33,000	33,000
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 6)	254	1,831
	137,930	138,535
FONDS EFFECTIF		
Compte du fonds effectif	600,700	551,934
	941,007	869,179

Les notes ci-jointes et l'annexe A font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

le Vice-président aux finances et à l'administration
S. COTSMAN

un Administrateur
GÉRARD VEILLEUX

un Administrateur
ROBERT KOZMINSKI

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET RAPPROCHEMENT EN FONCTION DU FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenus		
Publicitaires nets	303,323	284,828
Divers	49,650	33,067
Crédits parlementaires d'exploitation (note 7)	849,335	810,368
	1,202,308	1,128,263
Dépenses		
Service national de radiotélévision (voir l'annexe A)	1,155,673	1,067,815
Radio Canada International, service de radiodiffusion	20,246	19,631
Ingénierie nationale	10,098	8,158
Administration nationale	48,928	49,620
Vente et commercialisation	51,368	45,904
Coûts de réduction de l'effectif (note 14)	19,573	
	1,305,886	1,191,128
Excédent des dépenses sur les revenus	103,578	62,865
Rapprochement en fonction du financement gouvernemental		
Déduire: postes nets ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants (note 7)	73,921	65,099
Excédent (déficit), de l'exercice (note 15)	(29,657)	2,234
Excédent, début de l'exercice	6,567	4,333
Excédent (déficit), fin de l'exercice	(23,090)	6,567

Les notes ci-jointes et l'annexe A font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DES COÛTS DU SERVICE NATIONAL DE RADIOTÉLÉVISION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars) **ANNEXE A**

	1990	1989
Activités de programmation		
Langue anglaise		
Radio		
Réseau	53,303	48,206
Contribution régionale au réseau	21,264	21,042
Régions	64,086	62,490
Télévision		
Réseau	306,638	270,022
Contribution régionale au réseau	61,821	53,177
Régions	116,328	112,861
Langue française		
Radio		
Réseau	45,077	42,237
Contribution régionale au réseau	8,522	7,462
Régions	32,843	31,473
Télévision		
Réseau	211,881	194,198
Contribution régionale au réseau	18,910	16,679
Régions	55,391	52,138
	996,064	911,985
Activités de distribution		
Radio		
Distribution des réseaux	23,498	22,286
Transmission à partir des stations	18,677	19,406
Télévision		
Distribution des réseaux	79,526	76,958
Transmission à partir des stations	22,323	21,798
Paiements aux stations privées	15,585	15,382
	159,609	155,830
	1,155,673	1,067,815

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU COMPTE DU FONDS EFFECTIF POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde, début de l'exercice	551,934	507,593
Ajouter (déduire)		
Crédits parlementaires—Immobilisations (note 7)	128,040	100,881
Crédits parlementaires—Fonds de roulement (note 7)	4,000	4,000
Gain lors de l'aliénation d'immobilisations	20,304	2,325
Excédent (déficit) de l'exercice	(29,657)	2,234
Postes nets ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants (note 7)	(73,921)	(65,099)
Solde, fin de l'exercice	600,700	551,934

Les notes ci-jointes et l'annexe A font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités d'exploitation		
Excédent des dépenses sur les revenus	(103,578)	(62,865)
Postes hors caisse		
Amortissement	63,780	61,539
Indemnités de cessation d'emploi	971	4,619
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors caisse (note 9)	17,948	(3,902)
Contribution reportée—Régime de retraite	6,208	1,761
	(14,671)	1,152
Activités de financement		
Crédits parlementaires—Immobilisations	128,040	100,881
Crédits parlementaires—Fonds de roulement ..	4,000	4,000
Produit de l'aliénation d'immobilisations	22,228	4,353
Obligations assumées en vertu de contrats de location-acquisition		126
	154,268	109,360
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(149,655)	(102,746)
Portion de capital des paiements de location-acquisition	(1,798)	(2,019)
Équipement acquis en vertu de contrats de location-acquisition		(126)
Coûts de mise au point de Newsworld	(4,472)	(1,301)
	(155,925)	(106,192)
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des bons du Trésor	(16,328)	4,320
Encaisse et bons du Trésor, début de l'exercice ..	21,958	17,638
Encaisse et bons du Trésor, fin de l'exercice	5,630	21,958

Les notes ci-jointes et l'annexe A font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et objectif

La Société Radio-Canada a été constituée en vertu des Lois sur la radiodiffusion de 1936, 1958 et 1968. Elle est un agent de Sa Majesté, et tout bien qu'elle acquiert devient la propriété de cette dernière.

L'objectif de la Société consiste à créer et à offrir un service national de diffusion à tous les Canadiens dans les deux langues officielles, à la télévision et à la radio, ainsi qu'un service international, la teneur et la nature de ces services devant être principalement canadiennes.

2. Principales pratiques comptables

a) Fournitures techniques et de production et marchandises

Les stocks de fournitures techniques et de production sont inscrits au plus bas du prix coûtant moyen et de la valeur à neuf. Les stocks de marchandises sont inscrits au plus bas du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

b) Émissions réalisées et en cours de production

Les émissions réalisées et en cours de production sont inscrites au prix coûtant. Le prix coûtant comprend le coût des biens et services, ainsi que la part de la main-d'oeuvre et des frais généraux imputable à chaque émission.

Les coûts des émissions sont imputés à l'exploitation lors de la diffusion ou lorsque les émissions sont déclarées inutilisables.

c) Droits sur films

La Société prend des engagements pour les droits de diffusion de films. Ces engagements figurent dans les comptes à titre de "Droits sur films payés d'avance" à mesure que les paiements sont effectués selon les dispositions de chaque contrat. Ces droits sont imputés à l'exploitation lors de la diffusion des films ou lorsqu'ils sont jugés inutilisables.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant. Le coût des biens construits par la Société comprend les matériaux, les services d'ingénierie, les frais directs de main-d'oeuvre et les frais généraux qui s'y rapportent. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de taux basés sur la durée d'utilisation probable des biens, comme suit:

Immeubles	33 ans
Équipement technique	
Émetteurs et pylônes	20 ans
Autres	10 ans
Mobilier et matériel de bureau	10 ans
Véhicules	5 ans
Ordinateurs	5 ans

Les améliorations locatives dites "importantes" sont capitalisées et amorties selon la durée du contrat de location (durée maximale de cinq ans). Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société. Les gains et les pertes réalisés lors de l'aliénation des biens immobilisés sont portés au Compte du fonds effectif.

e) Contrats de location-acquisition

Les biens inscrits en vertu de contrats de location-acquisition sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée d'utilisation probable des biens ou sur la durée des contrats de location, selon le cas. Les obligations afférentes sont réduites par les loyers versés moins les intérêts implicites.

f) Coûts et obligations découlant du régime de retraite

La Société souscrit à un régime de retraite à prestations déterminées qui offre des pensions fondées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen de fin de carrière.

On détermine le coût des prestations de retraite accumulées par les employés au moyen d'une méthode de répartition fondée sur une évaluation actuarielle en vertu de laquelle les hausses salariales projetées, s'il y a lieu, sont attribuées au prorata des années de service et imputées aux dépenses au fur et à mesure que s'écoulent les années de service. Ces coûts tiennent compte de l'hypothèse la plus probable retenue par la direction concernant le rendement prévu des placements de la Caisse de retraite, l'augmentation des salaires, la mortalité des membres, le nombre de départs et l'âge auquel les membres prendront leur retraite. Les excédents reconnus lors de l'introduction de la présente politique comptable (en vigueur le 1er avril 1987), les rajustements découlant des modifications apportées au régime, les excédents et les déficits actuariels et les modifications dans les hypothèses sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe des salariés.

La différence entre les sommes dépensées accumulées et les contributions de financement constitue dans le bilan une charge reportée à long terme ou une charge à payer, selon le cas.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ETATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990—*Suite*

g) Indemnités de cessation d'emploi et de vacances

Les indemnités de cessation d'emploi et de vacances sont comptabilisées comme dépenses au fur et à mesure qu'elles s'accumulent selon les conditions d'emploi.

h) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires pour les dépenses d'exploitation sont comptabilisés comme revenus. Les crédits parlementaires nets pour immobilisations et ceux du fonds de roulement sont portés au Compte du fonds effectif.

3. Immobilisations

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrain	35,357		35,357	35,384
Immeubles	276,580	123,985	152,595	150,047
Équipement technique	725,891	374,791	351,100	337,768
Mobilier, matériel de bureau et ordinateurs	41,519	17,162	24,357	22,931
Véhicules	14,331	10,327	4,004	4,123
Améliorations locatives	7,421	4,972	2,449	2,554
Biens en location-acquisition	6,371	4,974	1,397	3,182
Projets en cours	144,228		144,228	75,545
	1,251,698	536,211	715,487	631,534

4. Charges reportées

a) Charge de retraite

Les projections faites à partir de la dernière évaluation actuarielle, basées sur les méthodes et les hypothèses identifiées dans la pratique comptable des coûts et obligations découlant du régime de retraite (2f), établissent la valeur actuelle des prestations constituées à 1,768.5 millions de dollars au 31 mars 1990 (1989—$1,604 millions). On s'est servi de valeurs marchandes relatives pour évaluer l'actif de la caisse de retraite, lequel, d'après les renseignements financiers au 31 mars 1990, est estimé à 1,866.8 millions de dollars (1989—$1,688.5 millions).

La charge reportée au 31 mars 1990 s'établit à 0.9 million de dollars (1989—$7.1 millions) et constitue la différence entre la charge de retraite accumulée et la cotisation requise pour la caisse.

b) CBC Newsworld

Au cours de l'exercice 1988-89, la Société s'est vu accordée un permis pour exploiter la chaîne d'information de langue anglaise CBC Newsworld. Les coûts de mise au point relatifs à cette entreprise se chiffraient à 6.5 millions de dollars au 31 août 1989. Ces coûts sont amortis sur une période de cinq ans, à compter du 1[er] septembre 1989. L'amortissement pour les sept premiers mois totalise 0.7 million.

5. Avances du gouvernement du Canada

Des avances sans intérêt sont consenties par le gouvernement du Canada pour le fonds de roulement. Ces avances deviennent remboursables dès que l'encaisse et les bons du Trésor dépassent les besoins en fonds de roulement de la Société.

Le fonds de roulement est déterminé d'après une base de financement gouvernemental qui exclut les postes ne nécessitant pas de fonds courants d'exploitation ou d'immobilisations.

6. Obligations en vertu de contrats de location

a) Contrats existants

Au 31 mars 1990, les obligations de la Société découlant de contrats de location-acquisition et de location-exploitation d'une durée de plus d'un an se chiffraient comme suit:

	Location-acquisition	Location-exploitation
	(en milliers de dollars)	
1991	1,609	33,191
1992	422	27,402
1993	8	18,450
1994	1	13,447
1995		7,524
1996-2062		2,830
Total des loyers futurs	2,040	102,844
Déduire: intérêt imputé	279	
Valeur actuelle des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	1,761	
Déduire: portion à court teme	1,507	
Obligations à long terme en vertu de contrats de location-acquisition	254	

b) Projet d'aménagement du centre de radiotélévision, Toronto

Conformément à l'approbation donnée par le gouverneur général en conseil, la Société a signé une entente pour le projet, datée du 30 septembre 1988, avec le promoteur choisi, Cadillac Fairview Corporation Limited, pour la construction d'un immeuble sur le site de la Société au centre-ville de Toronto, pour loger les exploitations torontoises de la Société.

Le 14 octobre 1988, la Société a signé une entente de location pour le centre de radiotélévision avec Cadillac Fairview, entente en vertu de laquelle la Société honorera deux baux relatifs à l'immeuble du centre de radiotélévision, soit un pour le bâtiment proprement dit et un pour les terrains adjacents, pour une période initiale de 35 ans, lorsque l'immeuble sera presque terminé, c'est-à-dire en janvier 1992. La Société avance des fonds à Cadillac Fairview afin de minimiser les frais d'intérêt relatifs à ce bail.

En vertu de ce bail, la Société s'est engagée à payer un loyer en toute circonstance et, en cas de terminaison du bail, au choix de la Société ou autrement, à verser un loyer suffisant pour rembourser tout le financement intérimaire et permanent.

7. Crédits parlementaires

La Société reçoit chaque année des crédits du Parlement du Canada. On trouvera ci-dessous une ventilation des crédits approuvés et des paiements reçus par la Société en 1990 et en 1989.

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Crédits		
Exploitation	849,335	810,368
Immobilisations	128,040	100,881
Fonds de roulement	4,000	4,000
	981,375	915,249

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990—*Fin*

Voici un résumé des postes nets qui ne nécessitent pas de fonds d'exploitation courants:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Amortissement	63,780	61,539
Indemnités de cessation d'emploi et de vacances	1,369	8,873
Coûts des stocks d'émissions	2,564	(7,074)
Charge de retraite reportée	6,208	1,761
	73,921	65,099

8. Impôt sur le revenu

En tant que Société d'État, Radio-Canada est assujettie aux dispositions de la Loi fédérale de l'impôt sur le revenu en vertu de la partie LXXI du Règlement de l'impôt sur le revenu. La Société ne peut se prévaloir de l'amortissement ni de l'allocation du coût en capital pour déterminer son revenu imposable; donc, elle peut avoir un revenu imposable, même s'il y a un excédent des dépenses sur les revenus pour un exercice donné.

La Société a accumulé des pertes reportées aux fins d'impôt de l'ordre de 36.1 millions de dollars, qu'elle n'a pas encore reconnues dans ses états financiers. Elle a jusqu'en 1997 pour se prévaloir des avantages fiscaux relatifs à ces pertes reportées.

9. Variation nette des soldes du fonds de roulement hors-caisse

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Provenance (utilisation) des liquidités		
Débiteurs	(6,895)	288
Fournitures techniques et de production et marchandises	379	1,038
Émissions réalisées et en cours de production	483	(18,763)
Droits sur films et textes et autres frais payés d'avance	94	(9,140)
Créditeurs et charges à payer	22,281	18,621
Indemnités de vacances à payer	1,606	4,054
	17,948	(3,902)

10. Engagements

Au 31 mars 1990, le total des engagements s'établissait à 304.5 millions de dollars, ce qui comprenait 210.8 millions pour les émissions sportives et 93.7 millions pour les achats d'émission, les droits sur films et les coproductions.

11. Éventualités

Dans le cours normal des affaires, diverses revendications et poursuites ont été intentées contre la Société. La direction estime que les pertes, s'il y en a, qui peuvent résulter du règlement de ces litiges ne seront probablement pas importantes, et il n'en a pas été fait mention dans les comptes de la Société.

12. Opérations entre entités apparentées

La Société est apparentée, en propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement canadien et elle est financée principalement par le Parlement du Canada.

Les opérations conclues au cours de l'exercice avec les ministères, organismes et sociétés d'État apparentés découlaient de l'exploitation courante et étaient conformes à l'usage commercial habituel applicable à toutes les personnes et entreprises. Les opérations conclues avec le Parlement du Canada sont décrites aux notes 5 et 7.

13. CBC Newsworld

La chaîne CBC Newsworld est exploitée par la Société selon une condition de licence qui exige que la SRC rende compte des coûts et des revenus marginaux relatifs à cette exploitation. Conformément à cette condition, des revenus marginaux de 14.5 millions et des coûts marginaux de 13.5 millions de dollars, pour la période du 1[er] septembre 1989 au 31 mars 1990, sont actuellement rapportés séparément au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes et ont été incorporés aux états financiers.

14. Coûts de réduction de l'effectif

En 1989-90, le Conseil d'administration a approuvé un plan de réaménagement de son effectif en vue des compressions budgétaires imposées par le gouvernement fédéral. Ce plan comprenait, entre autres, la liquidation de la section des produits dérivés des Entreprises Radio-Canada, des licenciements et des réaffectations d'employés et la fusion de certains secteurs administratifs et de soutien. Les coûts engagés en 1989-90 dans le cadre de ce plan ont atteint 19.6 millions de dollars, dont 18 millions se rapportaient aux coûts relatifs au personnel, y compris les indemnités de licenciement, les retraites anticipées et autres coûts de même nature, et 1.6 million se rapportait à la liquidation du secteur des produits dérivés des Entreprises Radio-Canada.

15. Déficit de l'exercice en fonction du financement gouvernemental

Le déficit de l'exercice de 29.7 millions de dollars était principalement attribuable aux dépenses totales reliées au plan de réaménagement des effectifs et nécessitant des fonds d'exploitation de 23.5 millions. Du coût total découlant de ce plan, 19.6 millions ont été engagés lors de l'exercice 1989-90, alors que le reste, soit 3.9 millions, représentent des indemnités de cessation d'emploi à payer et comptabilisées comme postes ne nécessitant pas de fonds d'exploitation à la fin du dernier exercice.

16. Chiffres comparatifs

On a reclassé certains chiffres comparatifs de 1989 afin de les rendre conformes à la présentation du présent exercice.

TÉLÉGLOBE CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES FINANCES

J'ai vérifié le bilan de Téléglobe Canada au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats et bénéfices réinvestis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur Téléglobe Canada et ses règlements, aux règlements administratifs de la société et à la Loi concernant la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, F.C.A.
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 27 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF	1989	1988	PASSIF	1989	1988
	$	$		$	$
À court terme			À court terme		
Encaisse et placements temporaires, au coût ...	310,828	2,766,372	Créditeurs ...	12,128	10,797
Intérêts courus ...	1,049	170,850	Revenu Canada ...	5,037	213,917
				17,165	224,714
			AVOIR DU CANADA		
			Bénéfices réinvestis ...	294,712	2,712,508
	311,877	2,937,222		311,877	2,937,222

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
JACQUES DE COURVILLE NICOL

Administrateur
RONALD J. MONTCALM

TÉLÉGLOBE CANADA—*Fin*

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES RÉINVESTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Revenus		
Intérêts	244.410	5.164.523
Dépenses		
Honoraires de gestion	98.868	88.655
Frais financiers	246	1.785
Intérêts sur acomptes provisionnels insuffisants d'impôt sur le revenu		96.000
	99.114	186.440
Bénéfice avant impôt sur le revenu	145.296	4.978.083
Impôt sur le revenu	63.092	2.080.209
Bénéfice net	82.204	2.897.874
Bénéfices réinvestis au début	2.712.508	84.814.634
	2.794.712	87.712.508
Montants remis au gouvernement du Canada	2.500.000	85.000.000
Bénéfices réinvestis à la fin	294.712	2.712.508

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

	1989	1988
	$	$
Liquidités provenant de (affectées à) l'exploitation		
Bénéfice net	82.204	2.897.874
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(37.748)	295.000
	44.456	3.192.874
Liquidités provenant des investissements		
Impôt sur le revenu remboursé		48.968.198
Montants remis au gouvernement du Canada	(2.500.000)	(85.000.000)
Encaisse et placements temporaires		
Diminution	(2.455.544)	(32.838.928)
Solde au début de l'exercice	2.766.372	35.605.300
Solde à la fin de l'exercice	310.828	2.766.372

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1989

1. Statut et activités

Téléglobe Canada est une société d'État constituée en vertu de la Loi sur Téléglobe Canada et inscrite à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Elle est assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu.

Depuis la vente de son exploitation à Memotec Data Inc. le 3 avril 1987 selon les dispositions de la Loi concernant la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada, la société se limite à gérer son encaisse ainsi que les activités qui restent à faire avant qu'elle puisse procéder à sa dissolution. Cette loi stipule qu'à des dates à être fixées par proclamation, le nom de la société sera changé à TH (1987) et la société sera dissoute.

2. Endossements

Au 31 décembre 1989, la société est garante des engagements suivants de Téléglobe Canada Inc. envers un de ses créanciers:

Échéances	Montants en livres sterling
16 mai 1990	2.452.946
16 novembre 1990	2.379.426
16 mai 1991	2.289.670
16 novembre 1991	2.213.444
16 mai 1992	2.127.746
16 novembre 1992	2.047.462
16 mai 1993	1.963.117
	15.473.811

Au taux de change en vigueur au 31 décembre 1989, ce montant représente 28.915.911 dollars canadiens.

Des arrangements ont été pris auprès de ce créancier et ses banquiers pour que le gouvernement du Canada assume ces endossements dans l'éventualité de la dissolution de la société.

VIA RAIL CANADA INC.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de VIA Rail Canada Inc. au 31 décembre 1989, ainsi que les états des résultats et rapprochement en fonction du financement gouvernemental, du déficit, du surplus d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1989, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, après répercussion rétroactive de l'adoption de la méthode de comptabiliser le financement gouvernemental pour le remplacement des actifs dont il est question à la note 3 des états financiers.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectués, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements et à la charte et aux règlements de la société.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 23 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1989	1988 (redressé)
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à terme	13,637	4,103
Clients	9,707	10,154
Impôts provinciaux sur le revenu à recouvrer	110	142
À recevoir du gouvernement du Canada	144,651	214,816
Stocks et fournitures	37,216	33,873
	205,321	263,088
Actif à long terme		
Placement (note 5)	2,001	2,001
Immobilisations (note 6)	730,795	804,639
	732,796	806,640
	938,117	1,069,728

	1989	1988 (redressé)
Passif à court terme		
Fournisseurs et charges à payer	205,520	211,965
Impôts fédéraux sur le revenu à payer	750	
Produits reportés	4,143	4,011
	210,413	215,976
Passif à long terme		
Restructuration du réseau (note 4)	110,579	
Crédits d'impôt à l'investissement reportés	11,555	14,935
	122,134	14,935
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 7)	9,300	9,300
Surplus d'apport	762,328	1,202,548
Déficit	(166,058)	(373,031)
	605,570	838,817
	938,117	1,069,728

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Pour le Conseil:

Administrateur et président du Comité de vérification
GARY T. BRAZZELL

Administrateur et président du Conseil
LAWRENCE HANIGAN

VIA RAIL CANADA INC.—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET RAPPROCHEMENT EN FONCTION DU FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1989	1988
		(redressé)
Produits		
Voyageurs	244,219	220,370
Contrats (note 2a))	470,935	509,200
Autres	4,430	3,138
	719,584	732,708
Charges		
Frais d'exploitation et de maintenance	423,554	456,246
Frais des services à la clientèle et de soutien	229,898	220,492
Frais généraux et d'administration	68,156	59,037
Amortissements	53,712	54,291
	775,320	790,066
Excédent des charges sur les produits avant restructuration du réseau et impôts sur le revenu (recouvrement)	55,736	57,358
Restructuration du réseau (note 4)	237,298	
Excédent des charges sur les produits avant impôts sur le revenu (recouvrement)	293,034	57,358
Impôts sur le revenu (recouvrement)	782	(124)
Excédent des charges sur les produits	293,816	57,234
Rapprochement en fonction du financement gouvernemental		
Déduire les postes ne nécessitant pas de fonds d'exploitation courants		
Restructuration du réseau	235,686	
Amortissements des immobilisations	58,098	55,450
	293,784	55,450
Perte pour l'exercice	32	1,784

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DU DÉFICIT EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1989	1988
		(redressé)
Solde au début de l'exercice		
Solde déjà établi	6,590	4,806
Redressement du financement des exercices antérieurs pour le remplacement des actifs (note 3)	366,441	310,991
Solde redressé	373,031	315,797
Perte pour l'exercice	32	1,784
Postes ne nécessitant pas de fonds d'exploitation courants	293,784	55,450
Virement provenant du surplus d'apport	(500,789)	
Solde à la fin de l'exercice	166,058	373,031

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DU SURPLUS D'APPORT EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1989	1988
		(redressé)
Solde au début de l'exercice		
Solde déjà établi	836,107	764,158
Redressement du financement des exercices antérieurs pour le remplacement des actifs (note 3)	366,441	310,991
Solde redressé	1,202,548	1,075,149
Financement en capital reçu du gouvernement du Canada	60,569	127,399
Virement au déficit	(500,789)	
Solde à la fin de l'exercice	762,328	1,202,548

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1989	1988
		(redressé)
Encaisse provenant (utilisée pour) des activités d'exploitation		
Excédent des charges sur les produits	(293,816)	(57,234)
Éléments hors caisse imputés (crédités) aux résultats		
Amortissements	55,025	55,604
Perte (gain) sur radiations et mises au rancart	3,073	(154)
Amortissement des crédits d'impôt à l'investissement	(1,313)	(1,313)
Dévaluation des immobilisations et réalisation des crédits d'impôt à l'investissement y afférents	74,183	
Fluctuations des éléments du fonds de roulement		
Clients	448	(746)
Impôts provinciaux sur le revenu à recouvrer	32	(142)
À recevoir du gouvernement du Canada	(5,552)	27,106
Stocks et fournitures	(3,343)	(9,934)
Fournisseurs et charges à payer	53,769	12,475
Impôts sur le revenu à payer	750	(2,066)
Produits reportés	132	(289)
Passif à long-terme		
Restructuration du réseau	110,579	
	(6,033)	23,307
Encaisse provenant (utilisée pour) des activités de financement		
Financement en capital reçu du gouvernement du Canada	60,569	127,399
Fluctuation du montant à recevoir du gouvernement du Canada	75,717	(61,500)
	136,286	65,899
Encaisse provenant (utilisée pour) des activités d'investissement		
Immobilisations	(60,505)	(126,476)
Fluctuations des éléments du fonds de roulement		
Fournisseurs et charges à payer	(60,214)	41,427
	(120,719)	(85,049)
Augmentation de l'encaisse durant l'exercice	9,534	4,157
Encaisse et dépôts à terme (avances bancaires)		
Solde au début de l'exercice	4,103	(54)
Solde à la fin de l'exercice	13,637	4,103

Voir les notes afférentes aux états financiers.

VIA RAIL CANADA INC.—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989

1. Pouvoirs et objectif

VIA Rail Canada Inc. est une société d'État nommée à la Partie I de l'Annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Elle fut constituée en 1977 en vertu de la Loi régissant les sociétés par actions de régime fédéral. La mission de la société est de gérer et fournir au public des services ferroviaires voyageurs sécuritaires, efficients, efficaces et économiques. Elle utilise l'infrastructure ferroviaire appartenant à d'autres sociétés de chemins de fer, lesquelles assument également le contrôle de la circulation des trains. Tel qu'indiqué à la note 4, en octobre 1989 la société a approuvé un plan selon lequel ses activités seront réduites de façon importante à partir du 15 janvier 1990.

La société n'est pas mandataire de Sa Majesté. Elle est assujettie à la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et à celle de certaines provinces.

La société reçoit du gouvernement du Canada des fonds en vertu de services sous contrats et comme source de financement pour ses dépenses en immobilisations.

2. Conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables suivies par la société sont résumées comme suit:

a) Financement gouvernemental

Les produits qui proviennent des services sous contrats sont reliés aux services, activités et autres opérations engagés par la société pour l'administration et l'exploitation des services ferroviaires voyageurs au Canada et sont comptabilisés à l'état des résultats lorsqu'ils sont réalisés en recourant au besoin à des estimations. Tout redressement dans les estimations est comptabilisé dans l'année du changement.

Le financement reçu pour les dépenses en immobilisations est crédité au surplus d'apport (note 3).

b) Charges pour l'utilisation des chemins de fer et le contrôle de la circulation des trains

La société est liée en vertu de contrat d'exploitation avec le Canadien Pacifique Limitée pour l'utilisation des voies, des installations, du personnel ferroviaire et des services d'entretien et de remise en état du matériel roulant. Elle avait un contrat similaire avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada jusqu'au 31 décembre 1988. Les coûts qui en découlent peuvent être redressés par l'Office national des transports à la suite de la révision des coûts réels engagés chaque année et des changements proposés par les sociétés de chemin de fer dans la méthode de détermination des coûts d'utilisation. Les charges pour les années 1985 à 1989 n'ont pas encore été arrêtées.

La société a conclu avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada un contrat de service de trains ainsi que d'autres contrats pour couvrir les services que lui fournit cette dernière. Ces contrats sont entrés en vigueur le premier janvier 1989. Les charges qui en découlent ne sont pas assujetties aux redressements par l'Office national des transports.

Les charges découlant de ces contrats sont comptabilisées lorsqu'elles sont engagées en recourant au besoin à des estimations; tout redressement des estimations est comptabilisé dans l'année du changement.

c) Stocks et fournitures

Les stocks de matériel pour le service dans les trains et en magasin sont évalués au coût moyen pondéré, le carburant au prix de facturation le plus récent et le matériel désuet ou de rebut à la valeur estimative d'utilisation ou à la valeur nette de réalisation.

d) Immobilisations

Les immobilisations acquises d'autres sociétés de chemins de fer au début des opérations en 1978 furent enregistrées à leur valeur nette de transfert. Les additions subséquentes, incluant celles en vertu de contrats de location-acquisition, sont enregistrées au coût.

Les coûts de remise en état et de réfection du matériel roulant ainsi que les coûts associés aux améliorations des autres immobilisations sont capitalisés s'ils sont engagés dans le but d'améliorer la valeur des services ou de prolonger la durée d'utilisation de ces immobilisations, sinon les coûts sont imputés à l'exploitation lorsqu'ils sont engagés.

e) Amortissements

Les amortissements des immobilisations sont calculés selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux permettant de répartir le coût des immobilisations sur leur durée estimative d'utilisation. Les durées probables d'utilisation des principales catégories d'immobilisations sont les suivantes:

Matériel roulant	12 à 30 ans
Gares et installations	20 ans
Immeubles de maintenance	25 ans
Machinerie et matériel	5 à 15 ans
Mobilier et matériel de bureau	3 à 20 ans
Améliorations locatives et de l'infrastructure	10 à 38 ans
Autres immobilisations	3 à 10 ans

Les projets en voie de réalisation ne font pas l'objet d'amortissement.

f) Contrats de location

Les immobilisations inscrites à titre de contrats de location-acquisition sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats de location, laquelle est représentative de leur durée de vie utile.

Les paiements de loyers en vertu de contrats de location-exploitation sont imputés à l'exploitation sur une base courante.

g) Impôts sur le revenu

Le financement que le gouvernement fournit à la société pour couvrir les charges d'exploitation est déterminé sur la base des besoins courants. Pour cette raison, les impôts sur le revenu sont comptabilisés selon la méthode de l'impôt exigible puisqu'il existe une assurance suffisante que tout impôt exigible dans les exercices à venir sera inclus dans la formule de remboursement acceptée par le gouvernement et qu'il sera récupéré à ce moment-là.

h) Crédits d'impôt à l'investissement reportés

Les crédits d'impôt à l'investissement sont reportés et amortis sur la durée utile estimative des immobilisations en question. Leur amortissement est enregistré en diminution de la dépense en amortissements.

VIA RAIL CANADA INC.—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

i) **Régimes de retraite**

La société souscrit à deux régimes de retraite contributifs à prestations déterminées qui offrent à tous ses employés permanents des pensions fondées sur l'âge à la retraite, le nombre d'années de service et le salaire.

Les coûts, pour la société, découlant de ces régimes de retraite sont déterminés par des évaluations actuarielles, lesquelles répartissent sur chaque exercice la portion du montant total estimatif des prestations en fonction des montants prévus de rémunération des employés jusqu'au moment de leur retraite.

Les charges de retraite comprennent le coût des prestations attribuables aux services rendus au cours de l'exercice et l'amortissement de toutes dettes non provisionnées relatives aux prestations au titre des services passés. Cet amortissement est calculé sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière du groupe de salariés actifs de la société.

j) **Indemnités de cessation d'emploi et avantages spéciaux**

Le coût des cessations d'emploi, ainsi que des avantages spéciaux conférés aux employés en vertu des conventions collectives et des programmes spéciaux, est imputé aux charges d'exploitation dans l'année où ils sont octroyés.

3. **Modification de convention comptable**

Avant le premier janvier 1989, la société incluait dans les produits à l'état des résultats, la portion du financement gouvernemental fournie pour les dépenses en capital ayant trait au remplacement des actifs. Ce financement faisait partie intégrante des produits de contrat jusqu'en 1986 inclusivement et fut montré séparément en 1987 et en 1988.

À partir du premier janvier 1989, le financement total fourni par le gouvernement pour les dépenses en immobilisations, tant pour du remplacement que pour de nouvelles additions, est crédité au surplus d'apport. Ce changement a été appliqué de façon rétroactive et les exercices antérieurs ont été redressés.

L'effet de ce changement est de réduire les produits et d'accroître l'excédent des charges sur les produits pour l'exercice, ainsi que d'accroître le déficit à la fin de l'exercice, avec une augmentation équivalente dans le surplus d'apport.

4. **Restructuration du réseau**

Le 4 octobre 1989, la société a approuvé un plan de restructuration de son réseau de transport en vertu duquel ses opérations seront réduites de façon importante à partir du 15 janvier 1990. Il en résulte que certaines immobilisations deviendront excédentaires et que la société s'en départira d'ici décembre 1992. Les licenciements et réaffectations d'employés auront lieu principalement en 1990.

Le coût de la restructuration du réseau, établi selon les meilleures estimations de la direction, est imputé aux charges en 1989 comme suit:

	(en millions de dollars)
Perte sur dévaluation des immobilisations[1]	76.3
Cessations d'emploi et avantages spéciaux conférés aux employés[2]	152.8
Autres coûts[3]	8.2
	237.3

[1] Immobilisations retirées des opérations qui ont été dévaluées jusqu'à concurrence de leur valeur de récupération.

[2] Indemnités de cessation d'emploi et indemnités de garanties d'emploi régies par les conventions collectives et programmes spéciaux qui peuvent s'étendrent au-delà de l'an 2000.

[3] Pénalités de résiliations de baux, perte de valeur du stock excédentaire ou désuet ainsi que d'autres coûts.

Toute portion des produits de contrat qui sera reçue du gouvernement du Canada pour couvrir ces charges sera présentée à titre de recouvrement à l'état des résultats dans l'année des décaissements.

5. **Placement**

La société détient 4% des actions ordinaires de Railroad Association Insurance, Ltd. (R.A.I.L). Ce placement est comptabilisé au coût.

La valeur aux livres de ces actions était de 3.9 millions de dollars selon les états financiers de R.A.I.L. au 30 novembre 1989.

6. **Immobilisations**

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Terrains	2,804	2,804
Matériel roulant	600,099	540,681
Gares et installations	21,869	12,635
Immeubles de maintenance	213,666	165,463
Machinerie et matériel	16,562	13,476
Mobilier et matériel de bureau	26,450	23,557
Améliorations locatives et de l'infrastructure	154,955	138,694
Autres immobilisations	53,530	53,096
	1,089,935	950,406
Amortissement cumulé	(355,709)	(305,099)
	734,226	645,307
Projets en voie de réalisation	72,819	159,332
	807,045	804,639
Dévaluation des immobilisations causée par la restructuration du réseau	(76,250)	
	730,795	804,639
Immobilisations en vertu de contrats de location-acquisition incluses ci-dessus		
Valeur brute	6,770	7,239
Amortissement	(2,946)	(2,119)
	3,824	5,120

VIA RAIL CANADA INC.—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

7. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la société est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale. Aux 31 décembre 1989 et 1988, 93,000 actions à $100 l'unité avaient été émises et complètement payées.

8. Engagements

a) Les charges de loyers futures minimales en vertu des contrats de location-exploitation ayant trait principalement à des immeubles, à du matériel et à des services informatiques, sont les suivantes:

	(en milliers de dollars)
1990	14,415
1991	13,777
1992	9,768
1993	9,041
1994	9,997
Exercices subséquents jusqu'en 2034	264,077
	321,075

b) Il n'y a aucun engagement en vertu des contrats de location-acquisition car les charges de loyer relatives au premier terme ont été versées en entier à la date d'entrée en vigueur des contrats.

c) Au 31 décembre 1989, la société avait des engagements d'environ 119 millions de dollars, principalement pour l'amélioration des installations et du matériel roulant.

9. Régimes de retraite

Les dernières évaluations actuarielles des régimes de retraite ont été effectuées en date du 31 décembre 1987. Sur la base de ces évaluations et des extrapolations actuarielles pour 1988 et 1989, les avantages cumulés des régimes au 31 décembre 1989 s'élèvent à 605 millions de dollars. L'actif net disponible pour honorer ces engagements, évalué aux valeurs axées sur la valeur marchande à cette date, s'élève à 569 millions de dollars.

Les montants à transférer afin de couvrir les avantages cumulés pour les anciens employés de la Compagnie des chemins de fer nationaux jusqu'aux dates des transferts de ces employés à la société, sont toujours sujets à détermination finale.

Les gains ou les pertes dans les avantages cumulés qui résulteront de la restructuration du réseau seront déterminés lorsque seront complétées les évaluations actuarielles qui seront effectuées en 1990. La direction est d'avis que ces gains ou pertes n'auront pas d'effet important sur les avantages cumulés des régimes.

10. Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, la société traite avec d'autres sociétés d'État pour des services dont le coût s'est élevé à environ 117 millions de dollars en 1989 (163 millions de dollars en 1988); les sommes à payer qui en découlent s'élèvent à environ 19 millions de dollars au 31 décembre 1989 (28 millions de dollars au 31 décembre 1988).

11. Éventualités

Dans le cours normal des affaires, diverses revendications et poursuites ont été intentées contre la société. La direction est d'avis que le règlement de ces litiges n'entraînera pas de dette importante pour la société en excédant des sommes déjà comptabilisées.